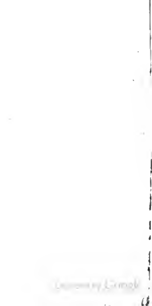




CORPS UNIVERSEL
DIPLOMATIQUE
DU
DROIT DES GENS;
CONTENANT UN
RECUEUIL
DES
TRAITEZ
D'ALLIANCE, DE PAIX, DE TREVE,

DE NEUTRALITÉ, DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, de Protection & de Garantie; de toutes les Conventions, Transactions, Pactes, Concordats, & autres Contrats, qui ont été faits en EUROPE, depuis le Regne de l'Empereur CHARLE-MAGNE jusques à présent;

AVEC

LES CAPITULATIONS IMPERIALES ET ROYALES;

les Sentences Arbitrales dans les Causes importantes; les Déclarations de Guerre, les Contrats de Mariage des Grands Princes, leurs Testamens, Donations, Renonciations, & Protestations; les Investitures des grands Fiefs; les Erections des grandes Dignités, celles des grandes Compagnies de Commerce, & en général de tous les Titres, sous quelque nom qu'on les désigne, qui peuvent servir à fonder, établir, ou justifier

LES DROITS ET LES INTERETS DES PRINCES ET ETATS DE L'EUROPE;

Le tout tiré en partie des Archives de la TRES-AUGUSTE MAISON D'AUTRICHE, *& en partie de celles de quelques autres Princes & Etats; comme aussi des Protocolles de quelques Grands Ministres; des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de* BERLIN; *des meilleurs Collections, qui ont déja paru tant en* ALLEMAGNE, *qu'en* FRANCE, *en* ANGLETERRE, *en* HOLLANDE, *& ailleurs; sur tout des Actes de* RYMER; *& enfin des* AUTEURS *les plus estimés, soit en Histoire, en Politique, ou en Droit;*

PAR

J. DU MONT, *BARON DE CARELS-CROON,*

ECUIER, CONSEILLER, ET HISTORIOGRAPHE DE SA MAJESTE' IMPERIALE ET CATHOLIQUE.

TOME III. PARTIE II.









A AMSTERDAM,

Chez P. BRUNEL, R. ET G. WETSTEIN, les JANSSONS-WAESBERGE, L'HONORE' ET CHATELAIN.

A LA HAYE,

Chez P. HUSSON ET CHARLES LEVIER.

MDCCXXVI.

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES PIECES

CONTENUES

Dans la II. Partie du III. Tome.

TABLE CHRONOLOGIQUE

Tra

 LIEN

ANNO 1496.

LIEN *I. On y convient de la maniere de terminer les diférents qui pourroient survenir, & l'on s'y promet une assistance reciproque contre toute Agression & Hostilité & contre toutes les Entreprises des Jurisdictions Etrangeres &c. Fait le 17. Mars 1496.* 343

17. Mars. *Prolongation pour trois Ans, de la* Confederation de Suabe, *entre les Prélats, Comtes, Barons, Seigneurs, Chevaliers, Nobles & Villes de la Province, pour le maintien de la* Paix publique *constituée par l'Empereur* MAXIMILIEN *I. a Worms le 7. d'Août 1495. On y convient de ce qui regarde l'Election des Chefs, l'accommodement des diférents qui pourroient survenir, & les assistances qu'on se devra donner reciproquement contre toute violente aggression, même contre les Entreprises des Jurisdictions étrangeres, & autres choses, le 17. Mars 1496.* 349

17. Mars. *Noms des Prélats, Comtes, Seigneurs, & Nobles des quatre Classes qui donnerent les mains à la Prolongation pour trois ans de la* Confederation de Suabe *le 17. Mars 1496.* 354

17. Mars. *Instrument des Conditions auxquelles les* Confederés de Suabe *ont reçu l'Accession d'*EBERHARD *Duc de Wirtemberg au renouvellement de leur Confederation, du 17. Mars 1496.* 355

23. Mai. *Lettres Imperiaux de* MAXIMILIEN *I. pour la Convocation d'une Diéte generale de l'Empire à* Lindau, *& envoyées,* mutatis mutandis, *à la Ville d'*Eslingen. *L'Empereur y expose le sujet du Voyage, qu'il veut faire en Italie, savoir pour s'opposer aux entreprises des François; contre le Duché de Milan; a quelle fin aussi il ordonne aux Princes & Etats de l'Empire de se trouver à ladite Diéte, & d'assembler l'Argent, les Troupes, & les Munitions nécessaires, afin qu'à ladite Diéte, ils le puissent suivre en son Expedition. Donné à Augsbourg le Lundi de la Pentecôte 1496.* 359

23. Mai. *Mandement de* MAXIMILIEN *I. Roi des Romains, aux Comtes, Barons, Seigneurs, Villes, Chevaliers, Nobles, & autres Sujets de l'Empire, comme aussi à ceux de ses propres Etats. Il y expose le prodigieux Armement que les François font pour se rendre Maîtres de l'Italie & particulierement de Naples; ce qui joint à la solemnité de son Couronnement a Rome, le met dans la nécessité de partir pour l'Italie, même sans atendre l'Argent nécessaire pour cette commune expedition; les exhortant à se rendre auprès de lui en Armes, au terme fixé, pour le suivre. Donné à Augsbourg le 23. Mai 1496.* 361

25. Août. *Mandement de* MAXIMILIEN *I. Roi des Romains aux Etats de l'Empire, qui n'ont pas encore satisfait au payement de ce qu'ils doivent contribuer en Argent pour l'Expedition d'Italie, leur ordonnant de le faire au plûtôt. Donné au Lac de Come le 25. d'Août 1496.* 363

20. Septemb. MAXIMILIANI *Imperatoris Confirmatio Privilegiorum per Prædecessores suos* JANUENSIBUS *concessorum, ut soli possint salem conducere, seu vehere per Mare Lingusticum, à Monte Argentario usque ad Marsiliam. Datum Vigevani 20. die mensis Septembris 1496.* 364

23. Septemb. *Littera* HENRICI *VII. Regis Angliæ, quibus declarat se Ligæ Italicæ die 18. Julii 1496. inter Papam* ALEXANDRUM *VI. aliosque Europæ Principes conclusæ consensisse & accessisse. Datum in Castro Wyndesore die 23. Septembris 1496.* 364

25. Nov. *Accord entre* GUILLAUME *Duc de Juliers & de Bergue, Comte de Ravensperg, &* JEAN, *Duc de Cleve & Comte de la Mark, par lequel le premier donne sa Fille* MARIE *en Epouse au Fils de l'autre; & ils conviennent en même tems de l'Union de leurs Païs. Donné le Jour de Ste Catherine 1496.* 367

8. Decemb. *Littera Investituræ Imperatoris* MAXIMILIANI *I. super Castro, Burgo & Villis* Finarii *aliisque Castris, Juribus, & Locis,* ALFONSO DE CARRETO *Marchioni Saonæ & Finarii collata. Datum Grupelo Papiæ die 8. Decembris 1496.* 371

1497. 5. Fevrier. *Recès pris & conclu dans la Diéte générale de l'Empire à Lindau par les Commissaires, & Plenipotentiaires de* MAXIMILIEN *I. Roi des Romains, avec les Etats de l'Empire là présents, pour la Collection des Subsides & Deniers nécessaires audit Roi dans son Voyage de Rome, & dans son Expedition contre les François, & contre les Turcs; on y indique aussi une autre Diete générale à Worms pour le prochain Dimanche* Misericordias Domini. *Fait le Jeudi après le Dimanche* Esto mihi, *Anno 1497.* 371

24. Mai. *Traité de Paix & de Commerce entre* CHARLES *VIII. Roi de France, &* HENRI *VII. Roi d'Angleterre. A Boulogne le 24. Mai 1497.* 376

21. Juin. *Traité d'Alliance & de Confederation perpetuelle entre les sept Cantons de* ZURICH, LUCERNE, URY, SCHWITZ, UNDERWALDEN, ZUG, *&* GLARIS, *d'une part, & les* GRISONS *d'autre, fait le Mecredi avant la St. Jean, l'an 1497.* 378

7. Juill. *Tractatus Commercii inter* HENRICUM *VII. Angliæ, &* PHILIPPUM *Ducem Austriæ & Burgundiæ conclusus. Dat. Londini die 7. Julii 1497.* 379

10. Juill. *Traité d'Alliance & d'Amitié entre* HUGUES *Reverendissime Evêque & Prince de Constance, d'une part, & les Seigneurs du* CORPS HELVETIQUE *d'autre part. A Zurich le Lundi d'après la Fête de St. Ulrich, l'an 1497.* 381

23. Août. *Recès fait & conclu dans la Diéte generale de l'Empire à Worms, par les Commissaires & Plenipotentiaires de* MAXIMILIEN *I. Roi des Romains, avec les Etats de l'Empire là présents; touchant le Salaire des Juges & Assesseurs de la Chambre Imperiale de Justice, le Subside contre les Turcs, & l'assistance qui devra être donnée, en cas de nécessité, au Duc de Juliers & de Berg contre les François, comme aussi touchant la translation de la Diéte à Fribourg en Brisgaw aux Vigiles de la prochaine Fête de St. Michel. Fait le Mecredi Vigile de St. Barthelemi 1497.* 382

27. Octob. *Mandement de* MAXIMILIEN *I. Roi des Romains, par lequel, de sa pleine Puissance & Autorité Imperiale, il prolonge pour le tems de douze années la* Confederation de Suabe, *qui devoit expirer l'an 1499. ordonnant à tous ceux qu'elle oblige, de continuer a satisfaire à leurs Engagements pendant tout ce tems-là. Donné à Inspruck le 27. Octobre 1497.* 385

1498. *Traité de Paix & d'Alliance entre le Roi de France*

FIN DE LA II. PARTIE DU TOM. III.





CORPS DIPLOMATIQUE
DU
DROIT DES GENS;
OU
RECUEIL
DES
TRAITEZ D'ALLIANCE,
DE PAIX, DE TREVE, DE NEUTRALITÉ,
DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, &c.

Faits entre les Empereurs, Rois, Princes, & Etats de l'Europe, depuis CHARLEMAGNE jusques à présent.

I.

ANNO 1477. 10. Juin.

Lehens-Brieff von Kaysser Friderich König Wladislao in Böhmen / über das Churfürstenthum mit der Chur und Ertzschencken-Amt / mit samt denen zu der Cron Böhmen gehörigen Landen und Herrlichkeiten ertheilt. Wienn den 10. Junii 1477. [LONDORPII Acta publica Tom I. Lib. IV. Cap. CXX. pag. 775.]

C'est-à-dire,

Investiture conferée par l'Empereur FREDERIC *à* ULADISLAUS *Roi de Boheme pour la Dignité Electorale, & pour l'Office d'Archi-Echanson de l'Empire, comme aussi pour les autres Regales & Provinces appartenantes à la Couronne de Boheme. A Vienne le 10. Juin 1477.*

WIr Friederich / von Gottes Gnaden Römischer Kayser / zu allen Zeiten Mehrer deß Reichs / zu Hungarn / Dalmatien / Croatien / ꝛc. König / Hertzog zu Oesterreich / zu Steyer / zu Kärnden und zu Crayn / Herr auf der Windischen Marck / und zu Portenaw / Graf zu Habspurg / zu Tyrol / zu Pfirdt und zu Kyburg / Marckgraf zu Burgaw / und Landgraf in Elsaß / Bekennen öffentlich mit diesem Brieff / und thun kund allen denen / die solchen sehen oder hören lesen: Wiewol wir von Römischer Kays. Mildigkeit / darinn uns der Allmächtige Gott durch seine Göttliche Güte gesetzt hat / allzeit geneigt seynd / allen unsern und deß H. Röm. Reichs Unterthanen / unser Kayserliche Gnad und Förderung zu beweisen: So seynd wir doch insonderheit mehr fleissig / denen unsere Kayserliche Gunst und Gutthat zu beweisen / die unser und deß Reichs förderste Glieder seynd / und uns die Bürde deß H. Reichs zu verwesen aittragen helffen / und auch eines Edlen / Fürstlichen / und unsers Blutes / und unser angeborne Freund / und uns Freundschaft und Lieb zu beweisen geneigt sind. Wann nun / als wir in unser Kayserliche Majestät gezieret gesessen seynd / vor uns kommen ist der Durchleuchtige Wladislaus König zu Böhmen / deß H. Röm. Reichs Ertzschenck und Churfürst / ꝛc. unser lieber Sohn und Oheim / mit seinen Panieren und Landen / zugehörenden zu der Kron und dem Königreich Böhmen / gezieret mit seinem Churfürstlichen Kleide / als sich gebühret / und hat uns angeruffen und gebeten / daß wir ihme das Churfürstenthumb mit der Chur und dem Ertzschencken-Ampt deß Heiligen Röm. Reichs zu der Cron Böhmen gehörig / mit seinen Marggrafschafften und allen Fürstenthumen / Landen / Mannschafften / Herrschafften / Lehenschafften / Geistlichen und Weltlichen / Ertzen / Bergwercken / Geleyten / Wildbanen / Weyduereyen / Zöllen / Eherurechten / Würden / Zierden / hohen und nidern Gerichten / Gerichts-

ANNO 1477.

ANNO 1477.

richtszwängen / und allen andern Herrlichkeiten / Rechten und Gerechtigkeiten zu der gemeldten Kron zu Böhmen gehörende / zu Lehen zu verleihen gnädiglich geruheten. Deß haben wir angesehen deß benanten unsers lieben Sohns und Oheimen / deß Königs von Böhmen / fleissig zimliche Bitt / auch die stäte / lautere Trew und nützliche annehme Dienste / die seine Vorfahren und er / unsern Vorfahren / uns und dem Heil. Reiche offt williglich und underdrossentlich gethan hat / und er uns und dem Heil. Reich in künfftiger Zeit wol thun mag und soll. Und haben darumb mit wolbedachtem Muhte / gutem zeitlichen Rahte unser und deß Reichs Fürsten / Prælaten / Grafen / Herren / und Getreuen / und unß rechtem Wissen / demselben unserm lieben Sohn und Oheimen / Wladislao Königen zu Böhmen / seine Regalia und Lehen / das Churfürstenthum und die Chur / das Ertzschencken-Ampt deß H. Reichs / mit sambt den Marckgrafschafften / und allen Fürstenthumen / Landen / Mannschafften / Herrschafften / Geistlichen und Weltlichen / Ertzen / Bergwercken / Geleyten / Wildbähnen / Waydnereyen / Zöllen / Ehrenrechten / Würden / Zierden / hohen und niedern Gerichten / Gerichtszwängen / und allen andern Herrlichkeiten / Rechten und Gerechtigkeiten zu der Kron zu Böhmen gehörig / zu Lehen gnädiglich gereicht und verliehen / Reichen und verleihen ihm die auch von Röm. Kayserlicher Macht Vollkommenheit / wissendlich in krafft dieses Brieffs / was wir ihme von Recht / Gewonheit und Billichkeit wegen / daran zu verleihen haben / also daß er die nun hinfür von uns und dem H. Reich in Lehensweise inne haben / halten / besitzen / nutzen / niessen und gebrauchen soll und mag / in aller Masse und Recht / als seine fordern Könige zu Böhmen die inne gehabt / besessen / genutzt / genossen und gebraucht haben / von allermänniglich ungehindert. Der vorgenennt unser lieber Sohn und Oheimb der König zu Böhmen / hat uns auch darauff gewöhnliche Gelübde und Eyde gethan / uns und dem Heil. Reiche getrew / gehorsam und gewärtig zu seyn / uns für seinen rechten natürlichen Herrn zu halten / zu dienen / als einem Ertzschencken und Churfürsten deß H. Reichs von Recht gebühret. Und gebieten darumb allen und jeglichen Marckgrafschafften / Hertzogthumen deß Königreichs zu Böhmen / Bischoffen / Hertzogen / Prælaten / Grafen / Herren / Rittern / Knechten / Mannen und Lehensmannen der Kron zu Böhmen / Hertzogen / Marckgrafen / Landgrafen / Grafen / Freyen / Herren / Rittern und Knechten / Städten / und sonst jedermänniglich Lehenhabenden von der Kron zu Böheim / auch Hauptleuten / Amptleuten / Bürgremeistern / Richtern / Rähten / Bürgern / Vögten / Gemeinden / Hindersässen und Unterthanen / die rechtlich zur Kron gehören / in was Würden / Standes oder Wesens die seynd / von obbestimbter Röm. Kays. Macht Vollkommenheit / ernstlich und vestiglich / mit diesem Briefe / daß sie dem gemeldten unserm lieben Sohne und Oheimen Wladislaen Könige in Böheimb / in allen und jeglichen Gebotten / Verbotten / Auffsatzungen / Sachen und Geschäfften / sein und deß Königreichs Böhmen / als ihrem rechten natürlichen Herrn / ohn alle Irrung und Widerrede / getrew / gehorsam und gewärtig seyn / und ihn deß alles / wie vorgeschrieben steht / berührlich und ohne Irrung / gebrauchen und geniessen lassen / als lieb ihn allen und ihr jedem sey unsre und deß Reichs schwere Ungnad zu vermeiden. Daran thun sie unser ernstliche Meynung. Wer aber diß unser Kayserliche Gebot überführe und nicht hielte / der oder dieselben sollen alsdann aller ihrer Lehen / Freyheiten / Privilegien / Rechten und Gerechtigkeiten / von wem sie die hätten / dem gemeldten unserm lieben Sohne / dem König zu Böhmen / auch darzu in seine Straff und Buß verfallen seyn. Mit Urkund diß Brieffs / besigelt mit unser Kayserl. Maj. anhangendem Insigel. Geben zu Wienn am zehenden Tag deß Monats Junii, nach Christi Geburt vierzehen hundert / und am sieben und siebenzigsten / unserer Reiche / deß Römischen im acht und dreissigsten / deß Kayserthums im sechs und zwantzigsten / und deß Ungarischen im neunzehendem Jahren.

ANNO 1477.

II.

21. Juill.

Tractatus inter LUDOVICUM XI. *Franciæ, &* EDUARDUM *Angliæ Reges, quo Treugæ & bellorum abstinentiæ Anno 1475. mense Augusto, die 29 inter eosdem, Regnaque Dominia & Subditos ad septem Annos initæ, nunc ad dictorum Principum vitæ dies, & annum post mortem ipsorum primò decessuri, extenduntur & prorogantur.* Cum *Plenis Mandatis utriusque Regis, nec non Articulo adjecto circa libertatem Navigationis & Commercii. Actum in Civitate Ambianensi 21. Julii Anno 1477.* [Piéce tirée du LVI. Volume des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin, pag. 653. Voy. ce même Traité sous le 25. Octobre de cette année, tiré de RYMER]

UNIVERSIS & singulis, ad quorum notitiam præsentes Litteræ pervenerint, Robertus Wotton Wallensis, Guillielmus Dunelmensis, Episcopi, Guillielmus Arundell, & Henricus Essex, Comites, Joannes Dudley, Dominus de Dudley, Joannes Durhan, Dominus de Durhan, Joannes Hourard, Dominus de Hourard, Dominus Joannes Morton, Rotulorum Cancellariæ Angliæ Custos, Joannes Guitterpp, Capellæ Regiæ, & Ecclesiæ Cathedralis Wellanensis, Decanus, & Joannes Winfeld, Milites, Illustrissimi Principis, metuendissimi Domini nostri supremi Eduardi quarti, Dei gratia Angliæ & Franciæ Regis, & Domini Hiberniæ Commissarii, Procuratores, & ad infra scripta deputati, Salutem.

Sciatis quod cum nonnulli summæ prudentiæ Viri disertissimi felicis status Angliæ & Franciæ, Regnorumque Zelatores præcipue, magnopere appetunt, anhelantque Treugas inter ipsorum Regnorum Principes non longe antehac initas, pauloque posthac patraturas, longiora ad tempora, ne res eorum publicæ luctuosa bellorum calamitatibus jacturam patiatur prorogari, ipsique prorogationi assentire nostrum Principem sæpenumero interpellationis nos ejusdem Invictissimi Principis nostri Angliæ Regis eorum interpellationibus inclinari voto obtemperantes pro eo ejusque nomine auctoritate ipsius per suas Litteras Patentes nobis commissas, quarum tenor sequitur, & est talis:

EDWARDUS Dei gratia Rex Angliæ & Franciæ & Dominus Hiberniæ, omnibus, ad quos præsentes Litteræ pervenerint, Salutem. Sciatis quod cum Illustrissimus Princeps, Frater & Consanguineus noster Charissimus LUDOVICUS Franciæ suos Legatos, Oratores, Ambassiatores, videlicet Reverendissimum in Christo Patrem, Guidonem, Archiepiscopum Viennæ, Nobilesque Viros, Olivarium Guerinum, Domicellum, Dominum de Columbieris, Præfectum Magistratui Officii Hospitii, Magistrum Olivarium le Roux Dominum Bellovisus, Magistrum Ordinarium Computorum, Joannem le Breton generalem Monetarum, Guerrarumque Thesaurarium, & Franciscum Texier, Notarium & Secretarium suum ad nos nuperrime transmiserit, ejus nomine nobiscum, nostris cum Commissariis & Deputatis tractaturos de & super prorogatione Treugarum inter nos, & eundem Fratrem & Consanguineum nostrum in Civitate Ambianensi novissime initarum, atque vera æstimatione, valore & intercursu singularum auri & argenti, tam nostrarum quam ejusdem Fratris & Consanguinei nostri Monetarum super cæterisque rebus & materiis eorum Legationis munus concernentibus facturos, prout ea in parte eorum potestas exigit & requirit. Nos de fidelitatibus, industriis, doctrina & experientiis Reverendorum in Christo Patrum, Roberti Woton, Wellensis, & Guillielmi Dunelmensis, Episcoporum, Consanguineorum nostrorum, Willelmi Arundell & Henrici Essex, Comitum,

ANNO 1477.

mitum, nec non Joannis Dudley, Domini de Dudley, Joannis Durhan, Domini de Durhan, Joannis Hourard, Baronum, Thomæ Montgommery, pro corpore nostro Militis, Joannis Morton Legum Doctoris, Rotulorum Cancellariæ nostræ Custodis, Joannis Guitterp, Capellæ nostræ Ecclesiæque Cathedralis Wellanensis Decano, & Joannis Veingfeld, Militem, Consiliariorum nostrorum plurimum confidentes, ipsos Commissarios, Procuratores & Deputatos nostros facimus, constituimus, & ordinamus per præsentes, dantes & concedentes eisdem Commissariis, & Procuratoribus, & Deputatis nostris undecim, novem & octo eorum plenam potestatem & auctoritatem, & Mandatum generale & speciale pro nobis & nomine nostro, cum ejusdem Serenissimi Principis Fratris & Consanguinei nostri Franciæ Legatis, Ambassiatoribus, Oratoribus antedictis, sufficientem potestatem in hac parte habentibus, conveniendi, communicandi, tractandi, componendi, concludendi & terminandi, de & super dictarum Treugarum prorogatione, continuatione, seu extensione Treugarum & Guerrarum abstinentia inter nos, & eundem Fratrem, & Consanguineum nostrum charissimum Regem Franciæ in dicta Civitate Ambianensi conventarum, initarum, & conclusarum, quemadmodum in Litteris inde confectis plenius continetur, quarum Data est vicesimo nono die Augusti, Anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo quinto.

Hujusmodi Treugas & Guerrarum abstinentias, cum singulis in eorum Capitulis inclusis, ac omnia in dictis Litteris inde confectis contenta ad terminum vitæ nostræ, & ipsius Fratris & Consanguinei nostri Franciæ, & per unum annum integrum post mortem alterius nostrûm primo decedentis, extendendi, continuandi, & prorogandi, verumque valorem & æstimationem omnium & singularum auri & argenti, tam nostrarum, quam dicti Fratris & Consanguinei nostri Monetarum, atque debitum pro mutuo earum intercursu ordinem, cæteraque ipsa Consanguinei nostri commodum & utilitatem determinandi, statuendi & stabiliendi, nec non de & super omnibus intelligentiis, mercimoniarum intercursu, aliisque rebus nostri, nostrorum Subditorum, & dicti Fratris, Consanguineique nostri, ejusve Subditorum, antedictorumque Angliæ & Franciæ Regnorum atque cæterarum Terrarum, Patriarum, Dominiorum utriusque nostrum, commodum & utilitatem quoquo pacto concernentibus, vel concernere valentibus, prout eis Commissariis & Deputatis nostris, & ejusdem Fratris & Consanguinei nostri Legatis antedictis melius videbitur expedire, conveniendi, atque componendi Literasque super omnibus & singulis quæ vigorem præmissorum per eos conventa & conclusa fuerunt, concedendi & realiter tribuendi, consimilesque Litteras ab eisdem Fratris & Consanguinei nostri Legatis requirendi, exigendi, recipiendi, cæteraque omnia & singula faciendi, exercendi, & exequendi quæ circa præmissa, eorumque aliquod necessarium fuerit, aut quomodolibet oportunum, etiamsi talia forent, quæ de se mandatum exigant magis speciale, promittentes nos bona fide & in verbo Regio ratum, gratum, & firmum pro perpetuo habituros totum & quidquid per dictos Commissarios, Procuratores & Deputatos nostros undecim, decem, octove eorum, actum, gestum, seu procuratum fuit in præmissis, seu aliquo præmissorum, Litterasque nostras Patentes hujusmodi ratificationem & approbationem continentes, daturos, cum ad hoc fuerimus requisiti.

In cujus rei Testimonium has Litteras nostras fieri fecimus patentes teste ipso apud Westum vigesima die Julii, Anno Regni nostri decimo septimo cum Reverendo in Christo Patre, Guidone Archiepiscopo Viennæ, Nobilibus Viris Olivario Guerino, Domicello nostro, Domino de Colombiers, & Præfecto Magistratui Hospitii, Magistro Olivario le Roux, Domino Bellovisus, Computorum Magistro, Joanne le Breton, Generali Monetarum, Guerrarumque Thesaurario, & Francisco Texier, Notario, & Secretario Potentissimi Principis Ludovici Franciæ, dicto Domino nostro supremo Fratris & Consanguinei nostri charissimi Legatis, Oratoribus, seu Ambassiatoribus ad infra scripta per ipsius Litteras deputatis, quarum quidem Litterarum tenor sequitur in hæc verba.

Pouvoir du Roy LOUIS XI. *aux Commissaires y desnommez, pour traicter lesdictes Trêves du 1. Juin 1477.*

ANNO 1477.

LOUIS par la grace de Dieu Roy de France; A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme puis nagueres tres haut & tres puissant Prince, nostre tres cher & tres amé Frere & Cousin le Roy d'Angleterre ait envoyé par devers nous aucuns ses Notables Ambassadeurs, & apres ce que les avons ouis, avons commis aucuns grands & notables Personnages pour travailler avec eux & en communiquant sur plusieurs matieres, ait esté par entre eux advisé que pour le bien & proffit des deux Royaumes de France & d'Angleterre, & de tous les Subjects & Habitans d'iceux, seroit bien expedient proroger la Treve d'entre nous & nostre dict Frere & Cousin le Roy d'Angleterre, qui est de sept ans, dont les deux sont desja passez, durant le cours de nos vies jusques à un an apres le trepas du premier decedant, a ce que l'intelligence & bonne Amitié d'entre nous puisse estre de mieux en mieux continuée, & que toute bonne & finalle Paix, Amitié & communication de Marchandises se puisse faire, exercer, & continuer entre lesdicts deux Royaumes de France & d'Angleterre, au bien & augmentation de toute la chose publicque d'iceux.

Pour lesquelles matieres traicter, parler, communiquer, & conclurre, soit besoin commettre & ordonner, & establir de nostre part aucuns Personnages notables, & a nous feurs & feables; Sçavoir faisons que nous bien acertenez des grands sens, suffisance, loyauté, preudhomie, bonne conduite, diligence, & experience de nos amez & feaux Conseillers l'Archevesque de Vienne, Olivier Guerin Escuier, Sieurs de Colombiers, nostre Maistre d'Hostel, Maistre Olivier le Roux, Seigneur de Beauvoir, Maistre ordinaires de nos Comptes, Jean le Breton, General de nos Monnoyes, & Tresorier ordinaire des Guerres, Jean Fougles & François Tezier nostre Notaire & Secretaire, & pour la plus grande seureté & confiance que nous avons de leurs personnes, a iceux, ou a cinq, quatre ou trois d'eux en l'absence des autres, dont vous, Archevesque de Vienne, serez tousjours l'un, donné avons & par la teneur de ces presentes, donnons plain pouvoir, Commission, auctorité, & Mandement expres & especial de vous transporter par devers & a la personne de nostre Frere & Cousin le Roy d'Angleterre, & avec luy, ou ses Commis & Deputez tels & en tel nombre qu'il luy plaira commettre & ordonner, parler, traicter, adviser, communiquer & conclurre de & sur lesdictes prorogations de Treves, bonnes Amitiez & Intelligences, & sur toutes autres Intelligences, qui seront advisées d'une part & d'autre estre honnestes, utilles & proffitables pour le bien de nous & de nostre dict Frere & Cousin, & des deux Royaumes de France & d'Angleterre, & de la Communication & entrecours de Marchandise, & du bien, proffit, & utilité de tous les Subjects & Habitans en iceux Royaumes, & en tous les autres Pays, Terres & Seigneuries & Habitans en iceux Royaumes, & en tous les autres Pays, Terres & Seigneuries de nous & de nostre dict Frere & Cousin de ce que par entr'eux sera advisé, traicté, parlé, communiqué, & conclud, bailler & recevoir d'une & d'autre Lettres bonnes & valables en forme deue & authentique, & les meilleures & plus amples que faire se pourra.

Promettant en bonne foy & parolle de Roy avoir ferme, stable & agreable tout ce que par nosdits Ambassadeurs, ou les cinq, quatre ou trois d'eux en l'absence des autres, dont vous, l'Archevesque de Vienne, serez tousiours l'un, comme dict est, sera faict, parlé, communiqué, advisé, & conclud touchant les choses dessusdictes, & les dependances, & en baillerons nos Lettres Patentes de confirmation & approbation sitost & deslors que requis en serons.

En tesmoin de ce nous avons signé cesdictes presentes de nostre main, & a icelles fait mettre nostre scel.

Donné a Cambray le premier jour de Juin l'an de grace mil quatre centz soixante & dix-sept, & de nostre Regne le seizieme.

1. Imprimis convenimus, contraximus & conclusimus, & per præsentes convenimus, contrahimus & concludimus, quod Treugæ & bellorum abstinentiæ per septem Annos à tempore inceptionis earundem duraturæ, inter dictos Franciæ & Angliæ Principes his superioribus diebus in Civitate Ambianensi conventæ, initæ, & conclusæ, quemadmodum in Litteris inde confectis, quarum data est vicesimo nono die mensis Augusti, Anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo quinto plenius continetur, ad ipsorum Prin-

ANNO 1477.

Principum vitam, & unum annum post mortem alterius ipsorum primo decedentis, extendantur, continuentur, & prorogentur; sicque easdem Treugas, & bellorum abstinentias ad dictorum Principum vitam, & per unum annum integrum post mortem alterius ipsorum decedentis, autoritate nobis in hac parte commissa extendimus, continuamus & prorogamus, ita quod hujusmodi Treugæ, & Guerrarum abstinentiæ cum singulis in earum Capitulis contentis & inclusis inter Principem Illustrissimum nostrum Angliæ Regem, & Serenissimum Principem Ludovicum Franciæ, Fratrem & Consanguineum suum antedictum, Subditos, Vasallos, Patrias & Dominia sua atque Alligatos, & Confœderatos utriusque eorum, nec non Angliæ & Franciæ Regna à data præsentium, ad terminum vitæ ipsius Regis Angliæ, & Fratris atque Consanguinei sui Franciæ antedicti, & per unum annum integrum post mortem alterius eorum primò decedentis in omnibus & per omnia, & sub eisdem modo & forma, prout in antedictis Litteris cavetur, durent, extendantur, & prorogentur; sic tamen quod uterque dictorum Angliæ & Franciæ Principum suos Alligatos & Confœderatos in dictis Treugis in Civitate Ambianensi alias specificatos, si quos eorum in his Treugis prorogatis comprehensos nominare voluerint, infra quatuor menses præsentium Litterarum datam proxime sequentes, ipsorum alteri Principum nominabit, & ipsi Alligati & Confœderati sint nominati, si in his Treugis prorogatis comprehendi voluerunt Principi cum quo confœderantur, in eisdem Treugis se comprehendi velle declarabunt. Et iidem Principes qui sic declarantur alteri Principi infra decem menses præsentium datam proxime sequentes, referet & notificabit, ea vero modificatione adhibita quod ipsarum præfata obligatio Treugarum & Guerrarum abstinentiæ in Civitate Ambianensi inter prædictos Principes, ut præmittitur, conclusa, hac earum prorogatione minime tollatur, innovetur; sed suo in robore, secundum dictarum Litterarum, superinde confectarum tenorem maneat & effectum.

2. Insuper promittimus & eundem Principem nostrum Angliæ Regem per præsentes potestate, ut præmittitur, nobis commissa, obligamus, quod idem Princeps noster omnia & singula præmissa ratificabit, auctorisabit, & confirmabit, eaque realiter, & cum effectu exequetur & faciet qua præmissorum tenor exigit & requirit, suasque Litteras Patentes subinde debite confectas, magno ejus Sigillo munitas, Illustrissimo Principi, Fratri & Consanguineo suo Franciæ antedicto, cum ad hoc requisitus fuerit, declarabit, declararique faciet, salvis aliis Intelligentiis, Promissionibus, & Obligationibus quibuscumque inter nostrum Principem Angliæ, ejusque Fratrem & Consanguineum Franciæ antedictum, nominibus eorum antea initis.

In quorum omnium & singulorum præmissorum fidem & Testimonium his præsentibus, manibus propriis subscriptis sigilla nostra apposuimus. Data in Civitate Ambianensi vicesimo primo die mensis Julii Anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo septimo.

Ainsi signé, R. WELLENSIS, GUILLIELMUS, ARRUNDELL, R. ESSEX, DUDLEY, DURHAM, HOURARD, JOANNES MORTON, JOANNES GUITTERP.

EDWARDUS Dei gratia Rex Angliæ & Franciæ, Dominus Hiberniæ, omnibus ad quos hæ pervenerint, Salutem &c. ut supra fusius continetur.

Apres la datte de ces Lettres suit ce qui est escrit cy-dessous qui n'est point dans les premieres; & de Data prædicta autoritate Parlamenti.

QUA Facultatum copia, quantisque opibus & divitiis, Regna, Provinciæ & Dominia in quibus tutus mercium intercursus, atque securus mercatorum habetur accessus, cæteris bello lacessitis præstant atque nominantur. Ut Amicitia igitur inter Potentissimos Franciæ & Angliæ Principes non longe ante divinitus contractæ successus habere queat feliciores, cujuslibet occasio rupturæ penitus evitetur, eorundem Principum Oratoribus, & Deputatis perutile, imo necessarium inter eos conveniendi, statuendique fore videbitur, quod Subditi Serenissimi Principis Franciæ secumque Alligati & Confœderati, quos infra annum proxime sequentem nominavit, tametsi præfati Illustrissimi Principis Angliæ hostes & inimici fuerint per Terram, Mare & Aquas dulces in Franciam, cæterasque Patrias & Dominia omnia & singula ejusdem Franciæ Principis absque molestia, impedimento, aut gravamine prætacti Invictissimi Principis Angliæ, suorumque Subditorum, suorumque Alligatorum, atque Confœderatorum, quod infra annum, de quo modo nominabunt, cum eorum mercibus in Galliam Curratis, Navibus propriis, aut alienis, modo mercatorio, & non hostili, quiete, tuto, & secure venire, inibi morari, & ab illinc, quo voluerint, durantibus eorundem Principum Treugis venire & redire valeant & possint.

Et versa vice quod Subditi Invictissimi Principis EDWARDI Regis Angliæ, secumque Alligati & Confœderati, quos infra annum proxime a data præsentium sequentem nominabit, tametsi præfati Illustrissimi Principis LUDOVICI Regis Franciæ Hostes fuerint, per Terram, Mare, & Aquas dulces in Angliam, Calesiam, cæterasque Provincias absque molestia prætacti Serenissimi Principis Franciæ, suorumque Subditorum, secumque Alligatorum quos infra annum, a quo modo nominatum, cum eorum mercibus in Galeis, Curratis, Navibusque propriis, aut alienis, modo mercatorio, secure venire, inibi morari, & ab illinc, quocumque voluerint absque ullo impedimento durantibus Treugis antedictis pariter, tute, libere & secure ire & redire valeant & possint.

In quorum fidem & Testimonium omnium & singulorum præmissorum nos Oratores dicti Illustrissimi Principis EDWARDI quarti, Regis Angliæ subscripti, nomina nostra manibus propriis subscripsimus.

Datum in Civitate Ambianensi vicesimo primo die mensis Julii, Anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo septimo.

Ainsi signé, EPISCOPUS BATHONIENSIS, ET WELLENSIS, EPISCOPUS DUNELMENSIS, ARRUNDELL, ESSEX, DUDLEY, DURHAN, HOURARD, JOANNES MORTON, JOANNES GUITTERPP, ENSTALL, WINOFELD.

III.

27. Juill.

FRANCE ET BRETAGNE.

Acte du Traité de Paix fait entre LOUIS XI. *Roi de France, & le Duc de* BRETAGNE. *A Arras le 27. Juillet* 1477. [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 205.]

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France: à tous ceux qui ces Lettres verront, Salut. Comme pour donner fin & conclusion à plusieurs differences, qui par aucun tems ont été entre Nous & nôtre tres-amé Neveu & Cousin le Duc de Bretagne, icelui nôtre Cousin ait dés pieça envoyé devers nous plusieurs ses Ambassadeurs, pour besogner avec lesquels, & trouver moyen de pacifier lesdites differences, avons à diverses fois Commis & Deputé plusieurs grands & notables personnages de nôtre Grand Conseil, & autres, & aiant été lesdites matieres plusieurs fois ouvertes & debatues, tellement que le neuvieme jour d'Octobre 1475. par nos gens Commis & Deputez, & ceux de nôtredit Neveu & Cousin, aient fait, pris & contracté Paix perpetuelle, Amitié, Alliance, Confederation, bonne & vraie Union entre nous & icelui nôtre Neveu & Cousin, selon les Articles de ce faisant mention, octroiâmes lors nos Lettres; sur lesquels Articles d'icelle Paix, se soient depuis trouvez plusieurs doutes & difficultez, pour l'ambiguité & équivocation des paroles contenuës és Articles d'icelle Paix, & autrement en diverses manieres, pour lesquelles choses clarifier, & en ôter tous doutes & scrupules pour le tems à venir, icelui nôtre Neveu & Cousin ait plusieurs fois envoié devers nous, à ce que pour la stabilité & permanence d'icelle Paix, toutes choses fussent clarifiées & mises en tel ordre, que jamais aucun different ne s'en pust ensuivre.

Et ait icelui nôtre Neveu & Cousin presentement envoié devers nous Guillaume Chauvin, Sieur du Bois & de Ponthus, son Chancelier; Jean, Seigneur de Coesquen & de Baurussier, son Grand-Maître d'Hôtel; Guy du Boschet, son Vicechancelier; & Nicolas de Kemeur, son Senéchal de Broerech, tous ses Conseillers & Ambassadeurs, par lesquels il nous ait fait faire plusieurs tres-humbles requestes & remontrances touchant les matieres dessusdites, & l'observation & entretenement de ladite Paix & Amitié. Et pour sur ce plus amplement besogner avec lesdits Ambassadeurs d'icelui nôtre Neveu & Cousin, avons Commis & Deputé

ANNO 1477.

puté nôtre amé & feal Chancelier, nôtre cher & feal Cousin Pierre de Rohan, Comte de Marle, Seigneur de Gié, Maréchal de France; nos amez & feaux Conseilless, Guy Pot, Chevalier, Seigneur de la Pougne, Comte de Saint-Paul, nôtre Chambellan; Maître Jean de Mouchenu, Protonotaire du Saint Siege Apostolique, & Commandeur de Revers; Jean Chambon, Maitre des Requestes ordinaire de nôtre Hôtel; & Guillaume de Ceritay, Greffier de nôtre Cour de Parlement, & Maire d'Angers.

Et aprés ce que tout le contenu en ladite Paix, ensemble toutes les choses dont au tems à venir pouvoit avenir aucun different, ont été bien à plein ouvertes & debatues par divers jours, ont été entre nosdits Commis & Deputez, & les Ambassadeurs de nôtredit Neveu & Cousin, le Duc de Bretagne, traitez, conclus, & accordez, sons nôtre bon plaisir, les Articles dont la teneur s'ensuit.

Pour mieux éclaircir & declarer le Traité de la Paix faite entre le Roi & le Duc de Bretagne, & dont le Roi bailla ses Lettres à la Victoire le neuvieme jour d'Octobre l'an 1475. & aussi le Duc ses Lettres de ratification à Nantes, le cinquieme jour de Novembre ensuivant audit an 1475. & afin que ladite Paix & la bonne amour d'entre le Roi & le Duc se puisse mieux & plus seurement toûjours entretenir, sans quelconque difference ou alteration, ont été faits, conclus, & accordez entre les gens du Roi & du Duc, pour ajoûter à ladite Paix, & aux Amitiez & Alliances accordées par icelle, par forme d'éclaireissement & declaration, les Articles qui s'ensuivent, icelle Paix demeurant en toutes choses en sa forme & vertu, avec lesdits éclaircissement & declaration, & nonobstant quelconques choses depuis avenuës, lesquelles par ce present Traité sont rejetées & mises au neant, tout ainsi que si elles n'eussent onques été.

Premierement, qu'en ensuivant le Traité de ladite Paix, le Roi aura & entretiendra toûjours le Duc en sa bonne grace & singuliere amour, comme son bon, vrai, loial, & obeïssant parent & Neveu, le portera, soûtiendra, secourera & aidera de tout son pouvoir, envers & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, sans personnes quelconques excepter, à la défense de sa personne, de son Duché, & à la défense & conservation des droits de sondit Duché: & aussi le Duc sera & demeurera toûjours bon, vrai, loial, & obeïssant parent & Neveu du Roi, le servira, secourera & aidera de tout son pouvoir, envers & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, sans personnes quelconques excepter, à la défense de sa personne & de son Roiaume, & à la défense & conservation des droits du Roiaume & de la Couronne de France.

Item. S'il y a quelques Princes, Seigneuries, & Pais, ou Nations quelconques, qui invadent le Roiaume de France, ou fassent Guerre par Mer ou par Terre, au Roi, son Roiaume, & Sujets d'icelui, en ce cas le Duc, aprés ladite Guerre declarée & ouverte, ne pourra durant icelle faire, prendre, ni avoir Paix, Confederation, Alliance, Treves, Abstinence de Guerre, ni entrecours de Marchandises avec eux, mais sera & demeurera le Duc en Guerre à l'encontre d'eux, tant que icelle Guerre sera entre le Roi & eux, sans leur pouvoir faire ni donner secours, faveur, ni aide contre le Roi, ni le Roiaume, sauf au Duc à bailler ses saufsconduits pour le fait de la Marchandise, ainsi que lui & ses Predecesseurs ont accoûtumé faire és tems passez. Et aussi s'il y a quelques Princes, Seigneurs, Pais, ou Nations quelconques, qui invadent le Duché de Bretagne, ou fassent Guerre par Mer ou par Terre au Duc, ou à son Duché, & Sujets d'icelui, en ce cas le Roi, aprés ladite Guerre declarée & ouverte, ne pourra durant icelle faire, prendre, ni avoir Paix, Confederation, Alliance, Treves, Abstinence de Guerres, ni entrecours de Marchandises avec eux, mais sera & demeurera le Roi en Guerre alencontre d'eux, tant que icelle Guerre sera entre le Duc & eux, sans leur pouvoir faire ni donner secours, faveur, ni aide contre le Duc ni le Duché de Bretagne.

Item. Et ont le Roi de sa part, & le Duc de la sienne, & chacun d'eux, renoncé & renoncent expressément à toutes Alliances, Confederations, Traitez, sermens & promesses, ou obligations quelconques, qu'ils ont, ou pourroient avoir faits par ci-devant à quelconques Princes, Pais, Seigneuries, ou Nations quelconques, entant qu'elles seroient contraires, derogeans, ou prejudiciables audit Traité de Paix fait à la Victoire, & à ces presens Articles.

Item. Et demeureront le Duc & ses Sujets tenus & obeïssans envers le Roi & sa Cour de Parlement, és cas, ainsi, & par la forme & maniere que les feus Ducs de Bretagne, François & Pierre, derniers trepassez, & le Duc qui à present est, ont été & étoient du vivant du feu Roi CHARLES VII. dernier trepassé, que Dieu absolve.

Item. Le Roi de sa part, & le Duc de la sienne, jureront entretenir & garder, sans jamais faire au contraire, ce present Traité & Articles, & aussi ledit Traité de la Paix, sur telles reliques que l'un d'eux voudra administrer à l'autre, & de jamais n'en avoir ni obtenir dispense, ni d'en user ni s'en aider, reservé toutefois que le Roi ni le Duc ne seront point tenus faire ledit serment sur le precieux Corps de Nôtre-Seigneur Jesus-Christ, ni sur la vraie Croix étant en l'Eglise de M. S. Lo d'Angers.

Savoir faisons, que nous considerant qu'il n'est rien plus agreable à Dieu, ni plus salutaire entre les hommes, que le bien de Paix, par lequel l'Eglise est entretenue en sa liberté, & augmentation & continuation du divin service, les Nobles en leurs autoritez & prerogatives, les Ecoliers en leurs études, les Marchands & gens de méties en leurs Marchandises, & Arts méchaniques, & les Laboureurs en leur labourage; & d'icelui bien de Paix procedent autres biens infinis & innumerables; desirant de tout nôtre cœur tenir & garder nôtre Roiaume en Paix & tranquillité, au bien & salut de tous nos Sujets, & obvier aux maux, dangers, perils, & inconveniens qui adviennent souventefois à cause de la Guerre, tant de l'effusion de sang humain, comme de la ruine & desolation du pauvre peuple, & pour autres gardes, justes, & raisonnables causes, qui à ce nous ont meu & meuvent, aprés que avons fait lire lesdits Articles en nôtre presence, eû sur ce grand avis & meure deliberation avec plusieurs Princes & Seigneurs du sang & lignage de Nous, & gens de nôtre Grand Conseil:

Avons iceux Articles, & tout l'effet & contenu de ce que dessus est écrit & incorporé, loüé, ratifié, approuvé, & par la teneur de ces presentes, loüons, ratifions, & aprouvons, & voulons être de tel effet, vertu & valeur, comme si nous-mêmes en nôtre personne les avions traitez, promis, conclus, & accordez, promettant en parole de Roi, sur nôtre honneur, par la foi & serment de nôtre corps, sur les Saints Evangiles de Dieu, pour ce par nous manuellement touchez en la presence desdits Ambassadeurs de nôtredit Neveu & Cousin, & sur l'obligation de tous nos biens presens & futurs, avoir & tenir fermes, stables, & agreables lesdits Articles, & tout l'effet & contenu de ce que dessus est écrit & inseré, & les entretenir, observer & garder, & faire entretenir, observer & garder inviolablement de point en point, selon leur forme & teneur, sans faire, ni souffrir faire aucune chose au contraire, en quelque forme ou maniere que ce soit.

En témoin de ce nous avons signé cesdites presentes de nôtre main, à icelles fait mettre nôtre scel. Donné à Arras le 27. jour de Juillet, l'an de grace 1477. & de nôtre Regne le dix-septieme. Ainsi signé, LOUIS. Et sur le repli est écrit : *par le Roi en son Conseil*, auquel les Comtes d'Angoulesme, & Daufin d'Auvergne, l'Evêque de Lombez, le Comte de Marle, Maréchal de France; le Sire de Torcy, Maistre des Ambassadeurs; le Comte de Brenne, Gouverneur de Champagne; le Sire de Gnedes, Capitaine General de Picardie; le Sire de la Pougne, Comte de S. Pol; les Sires de Crevecœur, de Jenly, Clery, de Concressaut, de Maigne, de Boisy, le Commandeur de Revers; Maistres Jean Bourre, Maistre des Comptes, & Tresorier de France, Jean Chambon, Maistre des Requestes, Guillaume Picard, General des Finances, & autres étoient. Ainsi signé, de CERIZAY, avec parafe, & scellé d'un scel de cire jaune.

IV.

Gräntz-Vergleich zwischen Ganggolff Frey-Herren zu Geroltzeck / und Hans von Uhneck / im nahmen Herrn Eberhards Graffen zu Würtenberg getroffen. Geben auff Montag nach Jacobi Apostoli 1477. [LUNIG, Teutsch Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Absatz VI. pag. 699.] 28. Juill.

ANNO 1477.

C'est-à-dire,

Convention, à l'égard des Limites, entre GANGOLPHE *Baron de Geroldzek* & JEAN NUNEK *au nom d'*EBERHARD *Comte de Wirtemberg. Faite le Lundi après la Fête de St. Jaques Apôtre* 1477.

WIr diß nachgeschrieben mit Nahmen Ganggolff/ Freyherr zu hohen Geroltzeck/ als von myn selbs wegen/ und Hans von Nüneck/ Ritter/ Vogt zu Rosenveld/ an statt und im Nahmen des Hochgebohrnen Herrn/ Herrn Eberhards/ Grave zu Würtenberg/ und zu Mümpelgart ꝛc. des ältern/ unsers gnädigen Herrn. Bekennen und thun kund allermänniglich/ als etliche Irrung und Spän gewesen sind/ zwischen des obgenanten unsers gnädigen Herrn/ und myn Gangolffs/ als von myner Herrschafft Geroltzeck wegen/ gen Schenckenzell behörig/ Eigenthumb und Forsten/ von der Schneeschleipfin bey der Glaßhütten/ uff dem Scheelkopff/ gegen dem vordern Huttenhard zu/ biß uff das Hüttenhard/ und von dem Hüttenhard/ biß uff den Schurberg zu den Buechin Louchbohm/ den man bißhir für einen Louchbohm gehabt/ und noch hant/ zwischen den Herrschafften Würtemberg/ Fürstenberg/ und Geroltzecke Aigenthumb und Förstern/ syen wir uff hüt Darn diß Brieffs/ mit sampt Hansen von Reckenbach/ Vogt zu Schenckenzell/ Ulrich Tüsel/ Forstmaister zu Nagolt/ Mattheis Wyß/ Schulthaiß/ und Marqvart Bower/ Stadtschreiber zu Dornstetten/ Luxen Blumen/ Forstmaister zu Schenckenzell/ Hans Löchlin von Schenckenzell/ Hans Trost von Richartsaw/ Hans Stoll von Grünthal/ Hainrich Melbern von Danckswyler/ und andern Erbaren Lüten/ von uns beeden Thailen dar zu gebetten und beschaiden/ uff solchen Span kommen/ haben den besehen/ beritten und begangen/ auch darumb Kundschafft vorgenommen und gehört/ und demnach über solchen Span zu Untergängern beschaiden/ und darzu geordnet siben erbar Mann/ zwischen den Aigenthumen und Förstern/ der Herrschafften Würtemberg und Geroltzecke/ an und zwischen den obbestimpten Enden/ nachdem sie das gesehen/ auch Kundschafften und Anzügung vermerckt hätten/ zu untergehend/ Louchen zu schlahend/ und Marck-Stain zu setzend/ wa sie noth/ und wie sie billich bedunckt/ nach ihr besten Vernunfft und Verstendnüs/ einer Herrschafft als glich als der andern ungefähelich/ mit namen Wernherwiser/ alten Schultheissen zu Dornstetten/ alsdann Herman Gnosen von Dietrichwyler/ Haintz Vogeln von Hallwann/ Henslin uß dem Reichenbach/ Hainrich Brummer Schulthaiß zu Loßburg/ Martin Gutgesell von Dietrichswyler/ und Steffan Sträff von Buecheberg/ die hand daruff untergangen/ und angefangen uff der vorgemelten Schneeschleiffin gegen dem Hüttenhardt by der Glaßhütten am Schemberger Weg/ hand sie einen Stain gesetzt/ mit beeden Herrschafften Schülten bezaichnet/ und für uß uf ebin durch den Wald gangen/ biß zu der Müsin/ und allda aber ein solchen Stain gesetzt/ und von demselben Stain biß an den Stig/ der von der Glaßhüttin gen Rippolzow gaht/ im Wald aber einen Marck-Stain gesetzt/ von demselben Stain/ dem Stig nach/ biß uff das vor der Hüttenhard/ an dem gemelten Stig/ staht aber ein Stain/ und da dannen uber das Hüttenhard zu der Sattelege/ biß uff den mittel Thail des Hüttenhards/ stath aber ein Stain/ und dann hinab in das Kintzglin zu dem Bramen/ da der Pfad hinüber gath/ hond sie/ wie vor stath/ aber einen Marck-Stain gesetzt/ und da dannen fürauff dem Stig nach/ neben dem Kintzglin/ biß uff das mittel/ ehe man kompt an den Stig gen Rippolzow/ hand sie aber ein Stain gesetzt/ und dann hieuff an den Weg/ der van langen Wald ynher gath gen Rippolsow/ hant sie aber in obgemelter Wyse ein Stain gesetzt/ und von demselben Marck-Stain hinuff biß nahe zu dem obgemelten Buechin Lauchbohm/ ist aber ein Stain gesetzt/ und dann fürauff biß in die gemelte Louchbuchen/ und hand auch dazwischend Louch geschlagen/ wa sie noth und gut bedunckt hat. Und was ab den Louchen und Stainen dem Vorbach zuliget/ soll der Herrschafft Würtemberg/ und was jenend den Louchen und Stainen/ den Zwiselberg und der Beenegk zu liget/ soll der Herrschafft Würtemberg und Geroltzeck Aigenthumb und Forst in andern Orthen zusammen stossend/ soll dieser Untergang jedem Theil an denselben Enden auch unschädlich seyn. Deßglrichen ist dieser Unteegang die Herrschafft Fürstenberg auch mit berüren/ alles ungefährlich. Deß zu Urkund sind dieser Brieff zween gleichluttende/ iedem Thail einer gemacht/ mit myn Gangolff/ als von myn selbs und der Herrschafft Gerolzecke/ und myn Hansen von Nüneck/ als des gemelten mynes gnädigen Herrn und Ampts wegen/ anhangenden Insiglen besiglet. Und geben uf Montag nach Jacobi Apostoli, als man zahlt nach Christi unsers lieben Herrn Geburt/ Vierzehen hundert/ und darnach im Siben und Sibenzigsten Jahre.

ANNO 1477.

V.

Bischoff Gebhards/ und seines Stiffts Halberstadt Renunciation, wodurch sie sich/ vermög eines getroffenen Vergleichs/ alles des verzeihen/ was Sie und ihre Vorfahren Bischöffe an der Vogthey/ Gerichten und andern Obrigkeiten/ nutzungen und zubehörungen im Stifft und des Stiffts Städten Quedlinburg und dem Dorff Großen-Dietfurt etliche zeit gehalten/ auch sich solcher zu keiner zeit mehr anzumassen versprechen. Geben im Felde bey Diefort in Vigilia Laurentii 1477. [Deduction daß eine Abtissin zu Quedlinburg von zeit der Fundation bis hieher ein immediater Reichs-Stand gewesen ꝛc. de Anno 1694. in Beylagen Sub. Num. XXXII. Apud LUNIG, Grund-Veste Europæischer Potentzen Gerechtsamen Part. I. Cap. IV. Absatz II. pag. 299. ubi remittit ad suum Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abtheil. V. vom Stifft Quedlinburg pag. 866.] 9. Aoút.

C'est-à-dire,

Renonciation de GEBHARD *Evêque d'Halberstadt & de son* EVECHE', *par laquelle, en vertu d'une certaine Transaction faite entre lui & l'Abbaie de* QUEDLINBOURG, *il renonce à tous les Droits que lui ou ses Prédecesseurs pouvoient avoir sur l'Avocatie, Jurisdiction, Magistrature, Usages & Appartenances de l'Abbaie & de la Ville de* Quedlinbourg, *& du Village appellé* Grossen Dietfurt, *avec promesse de ne jamais y prétendre. A Dietfort la Vigile de St. Laurent,* 1477.

WIr Gebhard von GOttes Gnaden/ Bischoff zu Halberstadt/ vor uns und alle unsere nachkommende Bischöffe/ und wir Baltzar Neustadt/ Thumb-Prob-Probst/ Johannes Edeler von Overfurt/ Dechant/ Seifert von Hoym/ Senior, und das gantze Capittul zu Halberstadt/ bekennen vor uns und unsere Nachkommen/ daß wir aller Gebrechen/ Irrnüssen und Zwietracht/ so zwischen uns und

ANNO 1477. und unseren Verfahren am Stiffe und der Hochwürdigen und Hochgebohrnen Fürstin/ Frauen Hedwigen/ Ebtißin des weltl. Stiffts zu Quedlinburg/ der Vogtey Gerichte/Obrigkeit und andere Nutzung und Gerechtigkeit halben in dem benannten Stifft und seinen Städten zu Quedlinburg/ und in dem Dorffe Grossen Ditfort und ihren Zugehörungen/ der sich die bemelte Ebtißin von ihrent- und ihres Stiffts Eigenthumbs angezogen/ in vorgangenen Jahren jetzt gestanden und ergeben haben/ durch den Hochgebohrnen Fürsten/ Herrn Wilhelm den ältern/ Hertzogen zu Braunschweig/ mit unsern rechten Wissen und guten Willen/ und mit zeitigem wohlbedachtem Rath/ gütlichen gericht/ geeinigt und entschelden seyn. Also/ daß wir ehegenannter Bischoff vor uns und unsere nachkommende Bischöffe/ und wir obgenannter Thumb-Probst/ Dechant/ Senior und gantze Capitel des bemelten Stiffts/ der obberührten Beredung nach/ Verzicht gethan haben/ und verzeihen uns hiemit wohlbedächtiglich und williglich alles des/ deß wir uns und unser Vorfahren/ Bischöffe/ an der Vogtey/ den Gerichten und andern Obrigkeiten/ Nutzungen und Zubehörungen im Stifft/ und des Stiffts Städten Quedlinburg und dem Dorffe Grossen Ditfurt und ihren Zubehörungen/ etliche Zeit gehalten/ und uns derselben hinfür zu keinerley Weise anziehen/ üben oder gebrauchen/ noch einigen Innhalt derhalben der obbemelten Ebtißin/ ihren nachfahrenden Ebtißin und ihrem Stifft thun/ und nach solchen des guten Stiffes Quedlinb. Obrigkeiten/ Lehen/ Gerichten/ und allen andern dem Stifft zustehenden/ nicht stellen/ noch in einige Weise zu sich ziehen oder bringen/ noch der obbemelten Ebtißin und ihre nachkommende in ihren Händeln einige Irrung oder Innhalt in einerley Weise thun sollen noch wollen. Und ob jemands wäre/ der dem bemelten Stifft zu Quedlinburg in einige Wege Beschedigung/ Abbruch oder Verkränckung thun wolte/ wo wir des erinnert oder unterrichtet würden/ sollen und wollen wir treulich verhüten und wehren helffen/ nicht minder/ denn ob es uns oder unsers Stiffts eigen Guth antreffe. Solche alle und jegliche obbemelte Stück/ Punct und Articul geloben und gereden wir obgemeldter Gebhardt/ Bischoff/ vor uns und unsere nachkommende Bischöffe/ und wir obgenannte Thum-Probst/ Dechant/ Senior &c und gantz Capitel vor uns und unsre Nachkommen/ stet/ fest und unverbrüchlich zu halten/ und dargegen weder durch uns noch durch andere in keiner Weis in- oder ausserhalb Gerichts thun oder beschehen lassen wollen. So wir aber durch uns oder andere wider solche unsere Verschreibung in einigem Stück/ das GOTT verhüten wolle/ thun würden/ soll die vielgemelte und ihre nachkommende Ebtißin zu Quedlinburg sich desselbigen Abbruch und Nichthaltung/ mit sambt Kosten/ Schaden und allen darlegen/ wie sie sich deßhalb in einige Weise begeben würden/ an uns/ unserem Stifft/ und an den unsern zu erholen/ gantz vollkommene Macht und Gewalt/ haben/ darwider wir uns in keine Weise setzen noch sperren sollen und wollen.

Und vornachgeschrieben Hanß und Gebhart von Hoym/ Hanß von Assenborg und Hanß von Niegendorff/ von der Ritterschafft/ vor uns und unsere Erben/ und wir Bürgermeister/ Rath und gantze Gemeine der Städte Halberstadt und Ascherssleben/ gereden und geloben vor uns und unsere Nachkommen/ daß wir nach unserem höchsten Fleiß und besten Vermögen treulich darob und daran seyn/ verhelffen und verfügen wollen/ daß alle obgemelte Puncten und Articul stet/ fest und unverbrüchlich/ ohn alle Geschrde gehalten werden soll. So aber in einige Weise darwider gethan oder fürgenommen würde/ sollen und wollen wir uns alsdenn auff Ersuchen der bemelten Ebtißin und ihren Nachkommen/ ihr und ihren Stiffes halben/ ihr treulich rathen und helffen/ bis so lang daß solch Uberfahrung/ Wandel und Kehrung gantz abgetragen/ und die bemelte Ebtißin derselben vergnügt werde/ alles treulich und ohngeschrde. Zu Uhrkund haben wir ehegenannter Gebhardt/ Bischoff vor uns und unsere nachkommende Bischöffe/ und wir obbestimbte Probst/ Dechant/ Senior und gantz Capitel/ und wir Hanß und Gebhardt von Hoym/ Hanß von Asseborg und Hanß von Niegendorff/ vor uns und unsere Erben/ auch wir Bürgermeister und Rath bemelter Stadt Halberstadt und Ascherssleben von des Raths und der gemeiner Städte wegen/ unsere Insiegel an diesen Brieff wissentlich thun hengen. Geben im Felde bey Ditfort am Sonnabend Vigilia Laurentii Anno LXXVII. ANNO 1477.

VI.

Verpflichtung Bischof Gebhards und dessen Stiffts zu Halberstadt/ gegen Churfürst Ernsten/ und Hertzog Albrecht zu Sachsen/ solche uns seinem Stifft nicht zu beschädigen; auch zu erstattung etlicher causirten unkosten Jährlich achthalb hundert Rheinischer Gulden/ auf 2. Taggeiten zu bezahlen. Geben nach Christi Geburt 1477. am Sonntag Laurentii. 10. Août.
[Deduction daß eine Abbatißin zu Quedlinburg von Zeit der Fundation bis hieher ein immediater Reichs-Stand gewesen rc. in Beylagen sub Num. XXXIII. Apud LUNIG in Grundveste Europæischer Potenzen Gerechtsamen Part. I Cap. IV. Absatz II. pag. 799. & Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec Cont. II. Abtheil. V. vom Stifft Quedliuburg. pag. 867.]

C'est-à-dire,

*Obligation de l'Evêque & de l'Evêché d'*HALBERSTADT *au profit d'*ERNEST *Electeur de Saxe, & d'*ALBERT *Duc de Saxe, portant promesse, que de la part dudit Evêché, il ne leur sera fait aucun dommage, & qu'en dédommagement du passé, il leur sera payé annuellement une somme de 750. Florins du Rhyn, en deux termes. Fait le Dimanche Fête de St. Laurent 1477.*

WIr Gebhard von GOttes Gnaden/ Bischoff zu Halberstadt/ vor Uns und unsere nachkommene Bischöffe/ und Wir Thumb Probst/ Dechant/ Senior und gantze Capittel zu Halberstadt/ bekennen vor uns und unsere Nachkommen/ daß Wir die Gebrechen/ Spöne und Irrnüß/ so sich zwischen uns und dem Hochgebohrnen Fürsten/ Herrn Ernsten/ des H. Römischen Reichs Ertz-Marschall/ Churfürst/ und Herr/ Albrecht Gebrüdere Hertzogen zu Sachsen rc. Etzlicher Zugriff/ Nahme und Beschedigung halben/ so durch und uff unsren Stifft/ in vergangenen Jahren und bißher begeben haben/ durch den Hochgebohrnen Fürsten/ Hn. Wilhelm den Aeltern/ Hertzogen zu Braunschweig mit unsern rechten Wissen und Willen/ mit zeitigen wohlbedachtem Rathe/ gütlichen entricht/ vereiniget und entscheiden seyn/ also/ daß Wir obgemeldter Bischoff vor uns und alle unsere nachfolgende Bischöffe/ und Wir obgemeldter Thumb-Probst/ Dechant/ Senior und gantze Capittel/ des Stiffes Halberstadt mit dem hernach beschriebenen des jetztgemelten Stiffts Erbaren Mannen und Städten/ und der

obgemelten

ANNO 1477.

obgemelten gütlichen Beerdung nach / wohl bedacht williglich bewilliget / verpflicht und verschrieben haben / bewilligen / verpflichten und verscheriben uns auch hiermit gegenwertiglich / daß Wir die obgemeldten Fürsten und Hn. von Sachsen ihre Erben und Nachkommen / und alle die ihn mit Mannschafft und sonst verwant seynd / durch und aus unsern Stifft / Stätten und Gebieten / und von unsers Stiffts Mannen / und den unsern nicht wollen beschedigen lassen.

Und ob sichs begebe / daß Ihne oder den Ihern durch oder aus unserm Stifft und Gebiete / oder von unsers Stiffs und Gebieten Unterthanen einige Beschedigung geschehe /. so solches uns verkündiget und des Wissenschafft gewinnen / sollen Wir von Stund ohn alles Verziehen uf seyn / und mit der bemeldten unsere Hn von Sachsen ꝛc. und ander unser Hn. und Ferunde mit Fleiß und treulich darzu thun / daß solche Thäter und Beschediger zu Kehrung und gangbafftigen Aberag bracht werden.

Wir obgemeldter Bischoff / Thum-Probst / Dechant / Senior und gantz Capitul sollen und wollen / daß auch unsees Bannes und Gerichts durch unser Official und ander unser geistliche Richter zu unseen obgemeldten Seifft / gegen des Stiffts zu Magdeburg / des Stiffts zu Merseburg / der Grasen und Heeren am Hartze / auch anderer unserer Herren und Ferunde von Sachsen Unterthanen nicht anders gebrauchen / darumb Wir solches der Zeiten in Beeschreibung gesetzt / und klälich ausgedruckee und bescheiden ist / darzu bekennen Wir obgemelter Bischoff / Thum-Probst / Dechant / Senior und das gantze Capittel von uns und unseer Nachkommen mit Verschreibung der hernach geschrieben unsers Stiffts Erbahren Mannen und Städten / daß Wie der obgemelten Fürsten und Heeren von Sachsen ꝛc. umb Erstattung etzlicher Zugriff / Beschedigung und mercklicher Kost / achtehalb hundert Reinische Gülden jährlicher Jahe-Renee / halb ufn Sonntag Invocavit schierst kommende / anzeheben / und die andere Helffee uff St. Lorentz-Tag darnach folgende / und also hinfür / alle Jahr jährlich uf die 2. Tagezeiten / an alles darlegen / erichen und geben / und uf der Burgk zu Quedlinburg / oder wo uns solches binnen sechs Meilen Weges darumb zuthun derkund wird / bezahlen sollen und wollen / so lang / daß wir solche ovgemelten achtehalb hundert Reinische Gülden / jährlichee Jahe-Rente / die wie uff allen und jeglichen / unseren und des Stiffts Gütern hiemit verschreiben / wieder zu Uns mit 15000. Gulden kauffen und ablösen mögen / daß Wir allezeit mit den versessen Zinsen Macht und Gewalt haben sollen. Solche alle und jegliche obgemelte Stück / Punct und Artickeln / gerden und geloben Wie obgemelter Gebharde Bischoffe / und Wir obgenamter Probst / Dechant und Senior und gantz Capittel vor Uns und unsere Nachkommen stät / feste und unverbrüchlich zu halten / und dagegen weder durch Uns noch durch andere in keinerley Weis / in-oder ausserhalb Gericht zu thun oder zu bestehen / zulassen wollen. So Wir aber durch Uns oder andere wider solche unsere Verschreibunge in einigem Stück / das GOtt verhüte / thun / oder dieselben nicht halten werden / sollen die viel gemeldte Hn. von Sachsen ꝛc. ihre Erben und Nachkommen sich derselben Abbruch und nicht-Haltung mit samt Kost und Schäden und allen darlegen / wie sich verhalben in einiger Weise begeben würden / an Uns / Unsern Stifft und an den Unseen zu erholen / gantz vollkommene Gewalt und Macht haben / darwider Wit uns in keinerley Weise setzen noch sperren sollen noch wollen. Und Wir nachgeschreebene Hanß und Gebhardt von Hoymb / Hanß von Assenborg und Hanß von Niegendorff vor Uns und unsere Erben / und Wir Bürgemeister und Rath und gantze Gemeine der Städte Halberstadt und Aschersleben / gereden und geloben fur Uns und unsere Nachkommen / daß Wir nach unsern höchsten Fleiß und besten Vermögen treulich darob und daran seyn / verhelffen und dersügen wollen / daß alle obgemelte Puncte und Artickel stete / feste / unverbrüchlich ohn alle Gegen-Rede gehalten werden.

So aber in einigee Weise darwider gethan oder fürgenommen werde / sollen und wellen wir Uns alsdenn uf Ersuchen der bemeldten Fürsten und Herren von Sachsen / ihre Erben und Nachkommenden ihrer Gnaden / halten / ihn terulich helffen / und rathen / biß so lang / daß solche Uberfahrung mit Wandel und Kehrung gantz abgetragen / und die bemeldten Fürsten und Herren desselben vergnüget werden / getreulich und ungefährlich.

Zu Uhrkunde haben Wir obgemelter Gebhard Bischoff vor Uns und unseer nachkommende Bischöffe / und Wie obgemelter Thum-Probst / Dechant / Senior und gantze Capittel / und Hanß und Gebhardt von Heym / Hanß von Assenborg und Hanß von Niegendorff / ver Uns und unsere Erben / auch Wir Bürgermeister und Rath bemeltee Städte Halberstadt und Aschersleben von der Räthe und gemeinen Städte wegen Unser Insiegel an diesem Brieff wissentlich thun hengen / der gegeben ist nach Christi Geburt Anno LXXVII. am Sonntag Lorentz.

VII.

Hertzog Wilhelms zu Braunschweig Brief / worinn Er bekennet / daß durch seine Vermittlung ein Vergleich zwischen Frauen Hedwigen Abbatißin zu Quedlinburg undt Churfürst Ernsten nebst Hertzog Albrechten zu Sachsen eines / und Bischof Gebhard und dem Stifft Halberstadt andern theils getroffen worden / wodurch unter andern besagter Bischof sich alles so er am Stifft Quedlinburg gehabt und gefordert / derzichen; auch Hochbesagten Churfürsten und Hertzogen zu Sachsen niemahls von seinem Stifft aus zu beschädigen / sondern vielmehr eine gewisse Jährliche Summam Gelds / zu abtrag causirter unkosten / zu erlegen versprochen. Geben im Feld vor Quedlinburg den Dienstag Laurentii Martyris 1477. [Deduction daß eine Abbatissin zu Quedlinburg von Zeit der Fundation bis hieher ein immediater Reichs-Stand gewesen ꝛc. in Beylagen sub Num. XXXIV. Apud LUNIG in Grundveste Europäischer Potenzen Gerechtsamen Part. I. Cap. IV. Absatz II. pag. 799. & Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. II. Abth. V. vom Stifft Quedlinburg. pag. 869.] 12. Août.

C'est-à-dire,

Lettres de GUILLAUME *Duc de Brunswick déclarant que, par sa Médiation, il a été fait un Accord entre* HEDWIGE *Abbesse de* Quedlinbourg, ERNEST *Electeur de Saxe*, & ALBERT *Duc de Saxe d'une part*, & GEBHARD *Evêque d'Halberstadt avec son* EVECHE' *d'autre part; par lequel entr'autres choses, ledit Evêque a renoncé à tous les Droits qu'il avoit ou prétendoit avoir à l'Abbase de* Quedlinbourg, *avec promesse que de son Evêché il ne seroit plus fait aucune hostilité, ou dommage au dit Electeur, ou au Duc; & que même il leur payeroit annuellement une certaine Somme,*

in

Anno 1477. *en dédommagement du passé. Fait au Camp de* Quedlinbourg *le Mardi, après la Fete de S. Laurent* 1477.

WJr Wilhelm von GOttes Gnaden der Aeltere zu Braunschweig und des Braunschweigischen Landes zur Lene und Lüneburg Hertzog/ zu Eberstein/ Wunstorff/ Hallermond und zur Wolne ꝛc. Grafe/ und Hr. zu Homburg ꝛc. Bekennen mit diesem unsern Brieffe/ und thun kund allen/ die ihn sehen oder hören lesen/ nachdem als zwischen der Hochwürdigen und Hochgebohrnen Fürstin/ Frauen Hedewigen/ gebohrner Hertzogin zu Sachsen ꝛc Ebtißin des weltl. Stiffts Quedlinburg/ unser liebe Muhme/ der Vogtey/ Gerichte/ Obrigkeit und andere Nutzunge und Gerechtigkeit halber im Stifft und Städten Quedlinb. und im Dorffe Grossen Ditfort/ auch den Hochgebohren Fürsten/ Hn. Ernst des H. Röm. Reichs Ertz-Marschall/ Churfürsten/ und Hn Albrecht Gebrüderen/ Hertzogen zu Sachsen ꝛc. unseren lieben Ohmen/ um Zugriffe und Beschedigung durch den Stifft/ aus dem Stifft/ und von des Stiffs zu Halberstadt Unterthanen gegen J. L. und ihren Unterthanen und Verwandten geübt/ eins/ und dem Ehrwürdigen in GOtt Vatern/ Herrn Gebharden/ Bischoffen zu Halberstadt/ unsern lieben Hn. und Freunde des andern Theils/ Zwitracht/ Irrung und Ufruhr erstanden/ daraus Blutvergiessen/ Verderbung und Verwüstung der Lande hätte wachsen mögen: Solches zuvorkommen und zu ahnden/ haben Wir uns unterstanden/ zwischen den genandten unsern Muhmen und Ohmen/ und den genandten Bischoff gütlich zu theidigen/ und sie von allen Theilen aller ihrer Gebrechen gütlich gericht/ geeinet und entscheiden/ also daß sich der Ehrw. Bischoff zu Halberstadt vor sich und seine nachkommene Bischöffe/ mit seinem Capittel alles des/ deß sich seine Vorfahren/ und er an der Voigtey/ den Gerichten und andern Obrigkeiten und Zugehörungen im Stifft und des Stifftes Städten Quedlinb. und dem Dorffe Grossen Ditfort itzliche Zeit gehalten des sich die ehegemelte unsere Muhme von Quedlinb. und ihre vorfahren Abtißin ꝛc. als ihres Stiffts Eigenthumb angezogen/ und in Anspruch herbracht/ verziehen/ und abtreten/ und J. L. und ihrem Stifft unverhindert zustehen soll lassen/ und hinfür nach des gemeldten Stiffts Quedlinburg Oberkeiten/ Lehen und Gerechtigkeiten/ und allen andern/ das denselbigen Stifft zustehet/ nich stellen/ noch in einiger Weiß zu sich ziehen oder bringen/ und ob jemand dem bemelten Stifft Quedlinburg in einigen Wege Beschedigung/ Abebruch oder Kränckung thun wolte/ wo er oder seine Nachkommen des erinnert oder unterricht würden/ soll er und seine nachkommende Bischöffe solches treulichen verhüten und helffen wehren/ nicht minder denn ob es ihm und seines Stiffts eigen Gut beträffe.

Der genannte Hr. Gebhard Bischoff zu Halberstadt und seine nachkommende Bischöffe sollen auch unsern obgenanten lieben Ohmen von Sachsen ꝛc. die ihren und die J. L. mit Mannschaffe oder sonst verwandt seyndt/ durch seinen Stifft/ aus seinem Stifft/ und von seines Stiffts Mannen nicht beschädigen lassen/ und ob es sich begebe/ daß unser ehegemelten lieben Ohmen/ oder den ihrigen/ wie obgemelt/ durch seinen Stifft/ aus seinem Stifft/ oder von seines Stifftes Unterthanen einige Beschedigung zugefügt/ und dem Bischoffe verkündiget/ oder er sonst ein Gewissen gewinne/ so soll er und seine Nachkommen von Stund/ ohn alles Verziehen uff seyn/ und nach allen ihren Vermögen mit den ehegemelten unsern Ohmen ihren Erben und anderer seiner Hn. und Freunde Hülffe/ getreuen Fleiß darzu thun/ daß die Thäter zu Kehrung und genugsafften Abtrag bracht/ daß er sich auch und seine nachkommende Bischöffe durch ihren Official und geistl. Richter im Stiffe Halberstadt der geistlichen Gerichten gegen des Stiffts zu Magdiburg/ des Stiffts zu Merseburg/ die Grafen und Hn. vom Hartze/ und andern unsern obbestimbten Ohmen von Sachsen ꝛc Unterthanen nicht anders gebrauchen/ denn wie vor Zeit zwischen dem Hochgebohrenen Fürsten löbl. Gedächtnüß/ Hn. Friedrich/ weyland Hertzogen zu Sachsen ꝛc. der genante unser lieber Ohm/ Vetter/ und des benanten Bischoffs Vorfahren verschrieben und klärlich ausgedrucket ist

Der ehegemelte Herr Gebhard/ Bischoff zu Halberstadt/ soll auch unsern mehrgemelten Ohm von Sachsen ꝛc. zu Erstattung etlicher Beschedigung und Nahme und mercklicher dargelegter Kost 15000. Reinische Fl. achter Landschwerunge/ oder alle Jahr/ jährlich achtehalb hundert Reinische Gülden derselbigen wehre Zinses uff alle seines Stifftes Nutzungen und Gülden uff zweyen Tagezeiten des Jahres/ nemblich 375. Gülden uff den Sonntag Invocavit, uff denselben Sonntag schierstem anzuheben/ und die andere Helffte uf S. Lorentz Tag/ uf der Burg Quedlinburg/ oder wo in das von den genanten unsern lieben Ohmen binnen 6. Meilen Weges darumb zu bezahlen verkündiget wird/ geben und bezahlen/ biß so lang daß er oder seine Nachkommen J. L. die 15000. Reinische Fl. in einer Summen bezahlet/ und sich mit seinen Capitel 5. oder 6. der Weigersten uf der Ritterschaffe im Stifft und den Städten Halberstadt und Ascherstleben gegen der gemelten unser lieben Muhmen der Ebtißin zu Quedlinburg und ihrem Stifft/ und unsern lieben Ohmen von Sachsen ꝛc. ihren Erben und Nachkommen nach Nothdurfft verschrieben/ daß er/ seine nachkommen Bischöffe/ und das Capittel solche obberührte gedingte Stück und Artickel stete/ feste und unverbrüchlich halten sollen/ als ob einige Weiß darwider gethan oder fürgenommen würde/ daß die 5 oder 6. der Weigersten auf der Ritterschafft im Stiffte/ die sich des mit dem Bischoffe und Capittel vor sich und ihre Erben verschrieben/ und die Städte Halberstadt und Ascherstleben uf Ersuchung der ehegemelten unser Muhmen der Ebtißin/ oder unser Ohm von Sachsen ꝛc. ihren Nachkommen und Erben/ welches Theils es betrifft sich J. L. ihres Stifts oder der genanten unser lieben Ohmen halten und getreulich rathen und helffen sollen/ biß so lang volnfüzung mit Wandel und Karung abgetragen/ und das Part/ das es betrifft/ das was es daran Mangel hat/ vergnüget wird/ treulich und ohne Gefehrde.

Zu Uhrkund haben wir unser Insiegel an diesem Brieff wissentlich hencken lassen/ der gegeben ist im Felde vor Quedlinburg nach Christi Gebuet 1477. Jahre/ am Dienstag Laurentii Martyris. Anno 1477.

VIII.

Articles du Traité de Mariage, entre MAXIMILIEN D'AUTRICHE, & MARIE DE BOURGOGNE, *passé à Gand le* 18. *Août* 1477. [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 208.] 18. Août. Autriche et Bourgogne.

IN Tractatu Matrimonii contrahendi inter Illustrissimum ac Excellentissimum Principem Dominum MAXIMILIANUM, Ducem Austriæ, &c. parte ex una, & Illustrissimam & Excellentissimam Domicellam MARIAM, Ducissam Burgundiæ, &c. parte ex altera, inter ipsos futuros conjuges tractata, conventa, in pactumque & stipulationem deducta sunt, quæ sequuntur.

Primò. Quod dictus Dominus Maximilianus accipiet dictam Domicellam Mariam in suam veram & legitimam uxorem, & similiter ipsa Domicella Maria accipiet dictum Dominum Maximilianum in suum verum & legitimum maritum.

ANNO 1477.

Item. Quòd dicto matrimonio in facie Sanctæ Matris Ecclesiæ ſolemniſato & conſummato, quotiescumque contiuget alterum dictorum conjugum ab hac luce decedere, liberis ſuperſtitibus ex dicto matrimonio procreatis, uno vel pluribus, ipſi liberi, unus vel plures, ſuccedent dicto præmorienti in omnibus & quibuscumque ſuis Ducatibus, Comitatibus, Principatibus, Terris, Dominiis, Juribus, Prærogativis, & aliis bonis immobilibus, ſeu ſolo adhærentibus quibuscumque absque eo, & præter id quod ſuperſtes dictorum conjugum in ipſis Ducatibus, Comitatibus, Principatibus, Terris, Dominiis, Juribus, Prærogativis, aliisque bonis immobilibus, ſeu ſolo adhærentibus quibuscumque, poſſit aliquod jus proprietatis, vel uſufructus, vel aliud quodcumque prætendere virtute cujuscumque Conſuetudinis, vel Statuti generalis, vel localis cujuscumque, vel aliàs quomodocumque; ipſis enim Conſuetudinibus, Statutis, aliisque Juribus, dicti futuri conjuges, & quilibet ipſorum, renunciaverunt & renunciant.

Item. Et ſimiliter dicto prædecedenti ſuccedent dicti liberi ſuperſtites, unus vel plures in omnibus clenodiis, jocalibus, argenteriis, tapiſſeriis, & aliis bonis mobilibus quibuscumque, ſeu quocumque nomine cenſeantur, absque eo, & præter id quod ſuperſtes ipſorum conjugum in dictis clenodiis, jocalibus, argenteriis, tapiſſeriis, aliisque bonis mobilibus à dicto prædecedente relictis, poſſit ſeu debeat prætendere aliquod jus virtute, ſeu prætextu cujuscumque Conſuetudinis, vel Statuti generalis, vel localis cujuscumque, vel aliàs quomodocumque; ipſis enim Conſuetudinibus, Statutis & Juribus, dicti futuri conjuges, & quilibet ipſorum, renunciaverunt & renunciant.

Et ſi contingat dictum prædecedentem nullos derelinquere liberos, & ſic ex dicto Matrimonio nullam extare prolem, dicti Ducatus, Comitatus, Principatus, cæteraque Dominia, Jura, Prærogativæ, aliaque bona immobilia, ſeu ſolo adhærentia, dicti prædecedentis, clenodia quoque, jocalia, argenteriæ, tapiſſeriæ, cæteraque ipſius prædecedentis bona mobilia quæcumque & quocumque nomine cenſeantur, pertinebunt & obvenient his, quibus de jure & conſuetudine obvenire & pertinere debent, absque eo & præter id quod dictus ſuperſtes, in ipſis bonis mobilibus & immobilibus ab ipſo prædecedente relictis, poſſit aliquod jus proprietatis vel uſufructus habere, vel prætendere, virtute ſeu prætextu cujuscumque Conſuetudinis, vel Statuti generalis, ſeu ſpecialis, vel aliàs quomodocumque, ipſis enim Conſuetudinibus, Statutis, & Juribus, dicti conjuges, & quilibet ipſorum renunciaverunt & renunciant.

Item. Et ne per confuſionem, vel immixtionem, quæ hinc inde fieri poterit de dictis clenodiis, jocalibus, argenteriis, tapiſſeriis, aliisque bonis mobilibus dictorum conjugum, contingat in poſterum ignorari, quæ fuerint bona mobilia cujuſlibet ipſorum, tractatum & conventum eſt inter ipſos futuros conjuges, quod quamprimum commodè fieri poterit, clenodia, jocalia, argenteriæ, tapiſſeriæ, cæteraque bona mobilia ipſorum conjugum deſcribentur, & inventoriſabuntur, appreciabunturque, & taxabuntur, ad utilitatem tàm ipſorum futurorum conjugum, quàm eorum ad quos in futurum pertinebit.

Item. Et in omnibus aliis punctis & Articulis Matrimonialibus ſuperius non expreſſis dicti futuri conjuges, & eorum ſocietas Matrimonialis regulabunt tàm durante ipſâ ſocietate, quàm poſt diſſolutionem ejus, ſecundum diſpoſitionem Juris communis ſcripti, non obſtantibus quibuscumque Conſuetudinibus, Statutis, vel aliis diſpoſitionibus ſcriptis, & non ſcriptis, generalibus, aut localibus quibuscumque in contrarium facientibus, quibus dicti futuri conjuges, & quilibet ipſorum in quantum ad eum ſpectat & pertinet, ſpecialiter & expreſſè renunciaverunt & renunciant.

IX.

18 Sept.

FRANCE ET AUTRICHE.

Trêves accordées entre LOUIS XI. *Roi de France, &* MAXIMILIEN *Duc d'Autriche. A Lens en Artois le* 18. *Septembre* 1477. [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 210.]

BONNE, ſeure, & loiale Treve & Abſtinence de Guerre eſt faite, traitée, priſe, conclue, & accordée, entre les gens Commis & Deputez du Roi nôtre Souverain Seigneur, d'une part: & les Commis & Deputez de Monſieur & Dame les Duc & Ducheſſe, d'autre part, à commencer incontinent que les preſentes Treves d'accommodement priſes pour dix jours finiront, qui ſera le dix-neuvieme jour de ce preſent mois de Septembre, à Soleil levant, durant jusques à ce qu'elles ſoient dédites par l'une Partie ou par l'autre, & quatre jours aprés le jour du dédit; lequel dédit, s'il ſe fait, ſe fera de plein jour par Officiers d'Armes, & par écrit; c'eſt à ſavoir pour la part du Roi, en le faiſant ſignifier en la Ville de Lille, au Gouverneur de Lille, ou à ſon Lieutenant; & pour la part de mondit Sieur & Dame d'Autriche, en la Ville d'Arras, à M. du Lude, Lieutenant pour le Roi illec, ou au Gouverneur d'Arras, ou à ſon Lieutenant. Et s'il avenoit qu'on ne voulût donner entrée ausdits Officiers d'Armes, pour le ſignifier aux deſſusdits esdites Villes d'Arras & de Lille, en ce cas il ſuffira de le ſignifier, aux Gardes des portes, & leur laiſſant la ſignification par écrit. Pendant lesquelles Treves, & jusques à quatre jours entiers aprés le jour dudit dédit, ceſſeront toutes voies de fait, hoſtilitez, & exploits de Guerre d'une part & d'autre, par Mer, Eaux douces, & par Terre: & pourront tous les Sujets d'un côté & d'autre aller de l'un parti en l'autre durant ladite Treve, ſoit en pelerinage, pour le fait de leurs marchandiſes, & autrement, en leurs affaires & negociations, ſans détourbier ou empêchement, pourveu qu'ils ne feront ni pourchaſſeront choſe prejudiciable au parti où ils iront.

Item. Auſſi pendant lesdites Treves, tous laboureurs pourront dépouiller leurs biens & labourer leurs Terres, ſans ce qu'on leur puiſſe bailler empêchement, ſous ombre que durant ces diviſions ils ſe ſoient retraits en l'un ou en l'autre des partis, & ſi pourront mener lesdites dépouilles en tels lieux forts ou non forts que bon leur ſemblera, ſans avoir regard en quel Bailliage, Prevôté, ou Châtellenie, ſont les Terres qu'ils laboureront & dépouilleront.

Item. Et pendant le temps de ladite Treve, l'on traitera toûjours du fait de la Paix, & des moiens pour pacifier toutes les queſtions & differends.

Item. Et durant le tems d'icelle Treve, les gens du parti du Roi pourront mener vins, ſel, vivres, marchandiſes, & toutes autres choſes quelconques priſes & chargées en l'obeiſſance du Roi, où bon leur ſemblera; & pour ce faire pourront paſſer ſeurement & ſauvement par les lieux, paſſages, & détroits du parti contraire, où beſoin leur ſera, ſans qu'on leur puiſſe faire ou donner aucun empêchement en allant ne retournant. Et auſſi ceux du parti de mondit Sieur & Dame Duc & Ducheſſe d'Autriche, pourront avitailler leurs places de vins & de vivres pris en leur parti, & y mener Marchandiſes, & autres choſes quelconques, & pour ce faire paſſer ſeurement & ſauvement par tout où beſoin leur ſera, dedans le tems d'icelle Treve, ſans qu'on leur puiſſe faire ou donner detourbier ou empêchement.

Item. Seront conſervateurs desdites Treves pour la part du Roi, Meſſire Antoine de Chabannes, Comte de Dammartin, Grand Maître d'Hôtel de France, au Quesnoy & marches d'environ; Meſſire Jâques de Saint-Paul, Sieur de Richebourg, à Lens & à la Baſſée; & Meſſire Jean de Daillon, Sieur du Lude, Gouverneur du Dauphiné, à Arras, Cambray, Cambreſis, à Bouchain & à l'Ecluſe; M. Descordes à Boulogne, Montreuil & Hesdin; M. de Maigue à Bethune & Lillers; M. de Saint-André à Teronenne; & M. de Moy à Tournay & Tourneſis. Et pour la part de mondit Sieur & Dame d'Autriche, ſeront conſervateurs pour le Païs de Hainaut, le Sieur d'Ayme, & le Sieur de Boſſu; pour Doüay, Cambreſis & Artois, le Sieur de Fiennes, & le Sieur de Sallenoue; pour Lille, le Sieur Wabrin, & le Sieur Hammes; pour Saint-Omer & Aire, le Sieur de Beure, & le Sieur de Cohen; pour Courtray & Oudenarde, le Sieur de Legrat, & Meſſire Louis d'Escornay; pour Flandres, Meſſire Jean de Luxembourg, & le Sieur de Dourlieu, lesquels ſeront Juges de toutes les inſtructions, tant de celles qui ſe ſont faites durant ladite derniere Treve de dix jours, que de celles qui ſe feront durant la Treve qui à preſent ſe traite, & icelles infractions feront reparer chacun en ſa marche & en ſon parti.

Ces preſentes Treves priſes & concluës par nobles & puiſſans Seigneurs Meſſire Pierre Doriole, Chevalier, Sieur de Loire en Aunis, Chancelier de France; Reverend Pere en Dieu Meſſire Pierre, Evêque d'Arras; Philebert Boutillat, Sieur d'Apremont, Treſorier de France; & Thomas Turquin, tous Chevaliers, Conſeillers & Chambellans du Roi nôtredit Seigneur,

& ſes

ANNO 1477. & ses Commis en cette partie. Et nobles hommes Messire Jean, Sieur de Lanoy, Messire Gontart de Statemberg, Chevaliers, Chambellans; & Maistre Pierre Bougard, Doien de S. Donast de Bruges; Jean Daussay, Maistre des Requestes; & Josse Chappes, tous Conseillers de mondit Sieur & Dame les Duc & Duchesse d'Autriche, Commissaires & Ambassadeurs ordonnez de par eux, en ce que dit est.

Fait à Lens en Artois, le 18. jour de Septembre l'an 1477. Signé, P. Doriole. P. de Ranchicourt, Evêque d'Arras. Boutillat. Thomas Turquin. J. de Lanoy. G. de Staremberg. P. Bogart. J. Daussay. J. Chappes.

X.

21. Sept. *Tractatus Pacis inter Communitatem* LOCENSEM *ab una, & Commune Oppidi* PETRÆ SANCTÆ, *atque Officium Comperarum S.* GEORGII JANUÆ *ab altera parte, mediantibus* BONA, & JOANNE GALEATIO MARIA SFORTIA *Mediolani Ducibus, nec non Dominio* VENETO, *Communitate* FLORENTIÆ, *Duce* FERRARIÆ, *atque Marchione* MONTISFERRATI. *Quò omnes controversiæ inter eos de finibus exortæ componuntur, omniaque damna & offensiones invicem remittuntur, porrò etiam ad diffiniendum inter eos super cæteris differentiis, & expensis invicem durante bello causatis, in* LUDOVICUM *Marchionem Mantuæ tanquam Arbitrum compromittunt. Actum Mediolani* 21. *Septembris* 1477. *Indict.* XI. Cum *insertis dictarum Partium* MANDATIS. *De Anno ut suprà & 7. atque 12. præfati mensis Septembris.* [Pièce authentique, tirée des Archives Archiducales de Mantouë.]

In nomine Domini, Amen.

ANNO Nativitatis ejusdem millesimo quadringentesimo septuagesimo septimo Indictione undecima die Dominico vigesimo primo mensis Septembris. Com his superioribus diebus exorte essent nonnulle discordiæ, & controversiæ per, & inter Magnificam Communitatem Lucensem, vel Subditos suos parte una, & Commune, & homines Oppidi Petresanctæ Subditos Rti Communis, & Officii Comperarum sancti Georgii Civitatis Genuæ parte altera occasione finium, & certarum offensionum. Et propterea predicta Inclita Communitas, & predictum Magnificum Officium Sancti Georgii Genuæ, & Homines dicti Oppidi Petresanctæ, & prefata Magnifica Communitas Lucensis ad arma invicem devenerint multaque damna inter se se intulerint cum arborum, & prediorum, ac domorum devastatione, adeo ut nisi ad hoc opportune occurreretur, & provideretur facile Pax Italica perturbari posset. Interventu itaque adhortationum, & admonitionum Illustrissimorum Principum & Rmm Dominorum Bone, & Joannis Galeaz Mariæ Sfortiæ Vicecomitum Ducum Mediolani &c. Papiæ Anglerieque Comitum, ac Januæ, & Cremonæ Dominorum; nec non Illustrissimi, & Renmi Ducalis Venetiarum Dominii, & Rtis Communitatis Florentiæ, ac Illustrissimi Domini Ducis Ferrariæ, & Illustrissimi Domini Marchionis Montisferrati. Qui quidem Potentatus, ut semper ipsius Italicæ Pacis amantissimi, & studiosissimi fuerunt, & sunt, ita hujusmodi novitates molestas admodum habuerunt, & eo magis cum prefata Communitas Lucensis in Contractibus, & ipsius Italicæ Pacis Anno curso millesimo CCCC. L. quarto. Laude & Ligæ Anno millesimo quadringentesimo septuagesimo quarto Venetiis celebratis comprehensa fit. Quod quidem Illustrissimum Venetiarum Dominium proinde ad prefatos Illustrissimos Mediolani Duces Spectabilem, & Magnificum Dominum Antonium Vincigueram Secretarium, & Oratorem suum destinavit. Isque unà cum Magnifico Equite Domino Thoma Soderino prefatæ Rtis Communitatis Florentiæ, & Magnifico, & Clarissimo utriusque Juris Consulto Domino Nicolao de Robertis prefati Illustrissimi Domini Ducis Ferrariæ Oratoribus apud Celsitudines suas nomine prefatorum Illustrissimi Dominii Venetiarum, ac Rtis Communitatis Florentiæ, & Illustrissimi Domini Ducis Ferrariæ, & Magnifici Domini Martini de Nibia prefati Illustrissimi Domini Marchionis Oratoris se interposuit pro ipsis sedandis, & amovendis discordiis, & controversiis prefata inclita Communitas, & predictum Magnificum Officium Comparum S. Georgii Januæ, seu Magnifici Domini Franciscus Marchesinus Juris utriusque Doctor, & Franciscus Scalia eorum Oratores, Sindici, Procuratores, & Mandatarii, eorumque Sindicario, Procuratorio, & Mandatario nomine, ut publico ipsorum Sindicatus, Procuræ, & Mandato constat Instrumento tenoris hujusmodi videlicet.

In nomine Domini Amen. Illustrissimus Dominus Prosper Adurnus Ducalis Januensis Gubernator, & Magnificum Consilium Dominorum Antianorum Communis Januæ in pleno animorum congregatu, quorum hæc sunt nomina. Gairici de Premetorio Prior, Joannes de Strata Notarius, Joannes Baptista de Grimaldis Galeoti, Petrus Orabonus, Joannes Baptista Centurionus, Paulus Lomellinus quondam Baptiste, Simon de Marinis, Ludovicus de Gibertis, Laurentius de Clina Scater, Alexander de Rinaldis, Franciscus de Montaldo, & Joannes de Auria quondam Dominici Bartholomei & Magnifici Domini Protectores Comparum Sancti Georgii Communitatis Januæ anni presentis in legitimo numero congregati quorum tunc presentium hæc sunt nomina: Nicolaus de Marinis Prior, Ambrosius Spinula quondam Ambrosii, Bendinellus Sauli, Christoforus de Salvo Notarius, Leonardus de Vivaldis, Paris de Flisco, & Filippus de Gorno, absente solo Gregorio Adurno, tanquam Domini, & Superiores Opidi, & pertinentiarum Petresanctæ, & omni modo, quo melius de Jure possunt, & quodlibet dictorum Officiorum conjunctim, & divisim, & prout melius, & efficatius fieri, & esse potest, scientes Illustrissimos, & Reumos Principes, & Dominos nostros Dominos Duces Mediolani &c. Papiæ Anglerieque Comites, ac Januæ, & Cremone Dominos hortatos fuisse eosdem Magnificos Dominos Gubernatorem, & Antianos, & Protectores, ut constituant in Civitate Mediolani unum, vel plures Sindicos, & Procuratores suos, cum ampla potestate, & arbitrio ineundi quecumque Pacta, & compositiones, cum spectato Magnifico Legato Communitatis Lucæ, sive cum quibuscumque Agentibus pro ipsa Communitate, pro componendis, & tollendis quibuscumque discordiis, & controversiis, hactenus exortis inter Reum Commune Januæ, sive ipsos Magnificos Dominos Protectores, seu Homines, & habitatores Oppidi Petresanctæ, & Vicariatus ejus una parte, & Magnificam Communitatem Lucæ, sive suos parte altera occasione damnorum superioribus diebus allatorum dictis Petrasanctensibus, seu in eorum Territorio, vel e converso allatorum pro quibus ad arma inter dictas Partes deventum est, & multa damna, & scandala inter eas proprerea secuta sunt. Et ob id volentes voluntati ejusdem Ducalis Celsitudinis obtemperare omni via, Jure, modo, & forma, quibus melius, & validius potuerunt, & possunt, non revocantes propterea aliquem Sindicum, Ministrum aut Procuratorem suum hactenus constitutum fecerunt, constituerunt, & solemniter ordinaverunt, & virtute hujus Instrumenti faciunt, constituunt, & solemniter ordinant suos, certos, & indubitatos Ministros, Sindicos, & Procuratores, & quidquid melius, & rectius nominari, & esse possunt Spectatos Viros Dominum Franciscum Marchesium Juris utriusque Doctorem, & Franciscum Scaliam Cives Januæ, & Legatos suos absentes tanquam presentes specialiter, & expreslè, ad comparendum coram supradictis Illustrissimis Dominis nostris, & quibuscumque Magistris, & prestantissimis Dominis ab eis deputandis, & si ab eis requisiti fuerint tractandum, faciendum, & concludendum quascumque formas, & condiciones Pacis, sive induciarum super dictis controversiis, & qualibet earum cum quocumque, sive quibuscumque Agente, sive Agentibus pro dicta Magnifica Communitate Lucæ, item ad compromittendum, committendum, & remittendum, sive compromissum, commissionem, seu remissionem in expedienti, & valida forma faciendum in quemcumque, sive quoscumque Arbitrum, seu Arbitros, seu Arbitratorem, & Arbitratores cujuscumque status, gradus, & condicionis existant eligendos, & assumendos per dictos Sindicos, & Procuratores, ac Legatos eorum, & quemlibet Agentem, seu Agentes pro dicta Communitate Lucæ de, & super omnibus, & singulis discordiis, & controversiis inter dictas Partes vertentibus & quæ verti possem tam occasione damnorum prædictorum quam & occasione finium Territorii Petresancte, & contrafactio-

Anno 1477.

nium lojuriarum, vel offensionum in presenti Guerra, & ejus occasione in prætendiur factarum, & de, ac super omnibus, & singulis dependentibus emergentibus, & conexis ab eis tam de Jure, quam de facto, & cum Promissionibus, Obligationibus, Pactis, Penis, & Condictionibus, de quibus, & prout dictis Sindicis, & Procuratoribus visum fuerit, & cum potestate procedendi, judicandi, & terminandi de bono, & equo de jure tantum, vel de facto tantum, ac de Jure, & de facto simul, & alte, & basse sine strepitu, & figura Judicii diebus feriatis, vel non, Parte citata, vel non, in loco compromissi, vel alibi, & demum Partibus presentibus, vel absentibus, ac omni Juris, & Statutorum solemnitate prætermissa. Et ad faciendum, ac concludendum prædicta omnia, & singula sub illis modis, formis, promissionibus, cautionibus, & condictionibus, que dictis Sindicis, & Procuratoribus suis convenire videbuntur. Et ad promittendum stare cuicumque Sententiæ inde per dictos Arbitros, & Arbitratores juxta formam compromissi faciende, & appellationi, & reductioni ad arbitrium boni viri renuntiandum cum penis, juramentis, obligationibus, & clausulis, de quibus ipsis Sindicis videbitur, dantes, & atribuentes predictis Domino Francisco, & Francisco eorum Sindicis, & Procuratoribus ut supra in predictis omnibus, & singulis, & circa ea, & in dependentiis emergentibus, & conexis ab eis plenam, amplam, generalem, ac liberam potestatem, arbitrium, & baliam, cum pleno, amplo, generali, & libero mandato, & administratione, & etiam specialem ubi specialiter exigatur. Ac promittentes mihi Notario, & predicte Januæ Cancelario infrascripto officio presenti, stipulanti, & recipienti nomine, & vice omnium, & singulorum quorum interest, intererit, vel interesse poterit quomodolibet in futuro se se omni tempore ratum, gratum, & validum habituros quidquid in predictis, & circa ea, & in dependentiis emergentibus, & conexis ab eis per dictos eorum Sindicos, Procuratores, & Legatos tractatum, compositum, conclusum, factum vel fueris, aut quomodolibet procuratum. Quodque contra ea, vel eorum aliquod non facient, vel venient aliqua ratione, occaxione vel causa, que dici, vel excogitari posset de Jure, vel de facto, & sic Jur. possent sub pæna ejus dupli de quo & quanto contrafieret, vel ut supra non observaretur, & sub ipotheca, & obligatione omnium bonorum dictorum Constituentium presentium, & fusurorum. De quibus omnibus prenominati Illustrissimi, & Magnifici Domini Constituentes jusserunt fieri publicum Instrumentum per me Notarium, & Cancellarium inferius nominandum ad dictamen Sapientis substantia non mutata unum, & plura ejusdem tenoris. Actum Januæ in Palatio Communis, videlicet in Camera contigua majori Aulæ dicti Palatii, in qua de more estivo tempore Consilia reguntur. Anno à Nativitate Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo septimo Indictione decima secundum cursum Januæ, die Veneris duodecimo mensis Septembris hora lete decima septima presentibus Egregiis Gotardo Stella, & Nicolao de Credentia Cancellariis Communis, & Francisco de Botlasca Cancellario predicto Officii testibus, ad hec vocatis specialiter & rogatis. Ego Franciscus de Vernatia quondam Petri publicus Imperiali auctoritate Notarius, & incliti Communis Januæ Cancellarius predictis omnibus interfui, & jussu hoc publicum Documentum sumpsi, & publicavi, & manu propria transcripsi, solitumque meorum Instrumentorum signum meum apposui in fidem, & Testimonium premissorum parte una, & predicta Magnifica Communitas Lucensis, seu Magnificus Dominus olim Domini Petri de Cenamis ejus Orator, Sindicus, Procurator, & Mandatarius ejus Sindicario, Procuratorio, & Mandatario nomine, ut publico & Procure, & Sindicatus, ac Mandati constat Instrumento tenoris infrascripti videlicet.

In nomine Domini Amen. Magnifici, & potentes Domini Domini Antiani, & Vexilifes Justitie Populi, ac Communis Lucensis quorum nomina inferius describentur collegialiter congregati quod reputant totum Regimen Commune & Populum Lucensem vigore eorum auctoritatis, potestatis, ac baliæ pro se se ipsis, & vice, & nomine dicti Populi, Communis, & Reipublicæ Lucensis tam vive vocis Oraculo, quam dato, & misso inter se se partito Mandato percepteris eorum Collegii ad pissides, & pallotas, & obtento secreto scruptineo, & omnibus servatis secundum formam Statutorum, hoc publico Instrumento fecerunt, constituerunt, creaverunt, & ordinaverunt Ipsorum Magnificorum Dominorum, ac Magnifici Communis, & Populi Lucensis verum, & legitimum Sindicum, Procuratorem, Actorem, Pretorem, & certum Nuntium specialem & quidquid melius de jure esse potest, Spectabilem, & prestantem Virum Martinunum, olim Petri de Cenamis Cive Lucensi & ipsorum Magnificorum Dominorum, & Magnifici Lucensis Communis Oratore apud Illustres Dominos Duces Mediolani licet absentem tanquam presentem ad infrascripta omnia, & singula pro ipsis Magnificis Dominis, & Magnifico Communi Lucensi, & eorum vice, & nomine faciendi, agendi, gerendi, & procurandi videlicet ad committendum, & compromittendum, & compromissionem, & compromissum faciendi in quocumque Loco medio, in quacumque persona, Locum, Commune, Collegium, & Universitate cujuscumque status, gradus, dignitatis, aut condicionis existat, & unum, sive plures omnes, & singulas, & de omnibus, & singulis litibus, controversiis, causis, conditionibus, differentiis, & contentionibus quocumque, & qualitercumque vertentibus, & que in presentium vertissent, & que verti, & esse possent inter Magnificum Lucense Commune, & ejus homines, & Subditos ex parte una, & Magnificum Officium Sancti Georgii Civitatis Januæ occasione Petrasanctæ, & Opidanorum Oppidi, seu Castri Petresanctæ, & Vicariæ ex alia, tam occasione finium & Territoriorum, & locorum, quam quarumcumque offensionum, & injuriarum, contumeliarum, & damnorum allatorum, hincinde, ac interesse, & expensarum, & aliorum quotumcumque dependentium, emergentium, & conexorum tanquam in Arbitrum, seu Arbitros, & arbitratorem, vel arbitratores amicabiles compositores, & bonos viros, ad videndum, cognoscendum, decidendum & terminandum sumarie diffiniendum & componendum de jure & de facto, de bono & equo, & de jure tantum, seu de facto tantum sumarie & de plano, alte & basse, sine strepitu & figura Judicii, diebus feriatis & non feriatis, eundo, stando, vel sedendo, Partibus presentibus vel absentibus, citatis vel non citatis, seu altera citata altera non, omni Juris Statutorum, seu Consuetudinis loci solemnitate sublata, & alio quocumque, & qualitescumque ipsis arbitrio, arbitris, & arbitratoribus &c. ut supra videbitur, & placebit, & ad promittendum stare, parere, & obedire omni Sententiæ, Laudo, Arbitrio, arbitrationi, arbitramento, seu decisioni ferendæ, vel ferendo, & ab ea, vel eo non appellare, querelare, de nullitate dicere, vel reductionem aliquam petere ad arbitrium boni viri, nec recursum hinc, & propterea penas promittentes, & obligantes ipsos Magnificos Dominos dicto nomine, & eorum successores, & Magnificum Lucense Commune, & ejus Cameram, & bona omnia presentia, & futura. Item ad treguam, & treguas, & inducias quascumque faciendum, ineundum, & firmandum, & offensiones tolendum, & removendum, & omnes alias conventiones, & compositiones faciendum, & in de, & pro predictis, & quolibet ipsorum, faciendum, & confici faciendum quæcunque Instrumenta, & scripturas tam publicas, quam privatas, vallatas, & vallata quibuscumque promissionibus, obligationibus, penarum adictionibus, juramentis, & aliis quibuscumque clausulis, condictionibus, & capitulis, que in predictis, & circa predicta requiruntur tam de jure, quam ex forma statutorum, aut loci consuetudine, & talium Instrumentorum vis, & natura exigit, & requirit, & generali ad alia omnia, & singula in predictis, & circa predicta, & quolibet predictorum agenda, gerenda, exercenda, & procuranda que requirunsur, & necessaria sunt, & ut quilibet verus, & legitimus Procurator facere potest, & ipsimet constituentes dicto modo, & nomine facere possent si presentes essent. Dantes, & concedentes dicti Magnifici Domini dicto modo, & nomine dicto eorum, & dicti Magnifici Communis Sindico, Procuratori, & Oratori suprascripto in prædictis, & circa predicta, & quodlibet predictorum plenum, liberum, & generalem Mandatum ac & speciale cum plena, libera, sufficienti, & generali administratione ac & speciali si requireretur. Promittentes, & soli convenientes ipsi Magnifici Domini pro se, & ut supra dicto eorum Sindico, Procuratori, & Oratori &c. ut supra licet absenti, & mihi Notario publico Officio presenti fungenti stipulanti pro ipso Magnifico Oratore, Sindico, & Procuratore, & ut supra, & pro omni, & qualibet alia persona, Loco, Communi, Collegio, & Universitate cujus & quorum interest, vel posset quomodolibet interesse hoc presens Mandatum & omnia, & singula vigore Ipsius Mandati ut supra gerenda procuranda, exercenda, & facienda omni tempore perpetuo firmum, ratum, gratum, & inco-

ANNO 1477.

incoruptum, & firma, rata, & grata, & incorupta habere, tenere, attendere, adimplere, & observare, & contra non facere vel venire pro se vel alium, seu alios in causa vel extra directum, vel per obliquum seu quovis quesito colore sub obligatione, & hippotecha ipsorum Magnificorum Dominorum dicto nomine, & suorum successorum, & dicti Magnifici Lucensis Communis, & ejus Camere, & bonorum omnium presentium, & futurorum. Quorum Magnificorum Dominorum nomina sunt Andreas de Podio Vexiliter Justitiæ, Dominus Nicolaus de Cinitella Eques, Petrus Justi, Petrus de Turrectinis Proterserio S. Paulini, Jo. Federicus de Mattinis, Thomas de Franchis Proterserio sancti Salvatoris absente de ipso terserio, Bartholomeo de Angetellis extra Palatium, Dominus Petrus Franciscus de Advocatis Eques, Paulus de Parpalionibus, Joannes de Manfredis Proterserio sancti Martini, & mandaverant mihi Notario & Cancellario intrascripro Aluysio, quatenus de predictis publicum conficerem Instrumentum. Actum Lucæ in Palatio, & residentiæ Magnificorum Dominorum Antianorum suprascriptorum sito in Contrata Sancti Petri in Cortiva, coram, & presentibus prestantibus Viris Joanne Juliani, & Petro filio Jo: Pauli de Pisilla not. Com. Lucensibus, testibus ad predicta vocatis, adhibitis, & rogatis. Anno Nativitatis Domini millesimo, quadringentesimo septuagesimo septimo, Indictione undecima, die septima Septembris. Ego Luysius olim Antonii Bonacursii Civis Lucensis publicus Imperiali auctoritate Notarius, & Judex ordinarius, ac Magnifici Communis Lucensis Cancellarius predictis omnibus, dum sic agerentur, interfui, & Mandato Magnificorum Dominorum, & Officii mei vigore in acta, & reformationes Magnifici Communis predicti redegi, & publicum conscripsi etsi hic per alium sumpta sint, & exemplata de mei tamen licentia circa alia occupati, & quatenus eum Originali auscultando concordare inveni: Ideo hic ad fidem me subscripsi, & meum signum apposui consuetum. Et non quod verbum, & vicatie superaditum super nomina lineam in primo intra verbum *Petresanctæ*, ac verbum, & *ex alia que* errore scribentis omissum, & hic mentio facta parte altera, volentes litibus, questionibus, rixis, & controversiis, ac laboribus & expensis parere volentesque predictæ Pacis Italicæ perturbationis eam dare. Quinimo omni conatu fovere, & ejus, & Italice Ligæ beneficio uti sponte deliberate, & ex certa scientia, ac alias omnibus jure, via, modo, causâ, & forma, quibus melius, validius, & efficatius potuerunt, & possunt, invicem fecerunt, firmaverunt, & contraxerunt, ac faciunt, firmant, & contrahunt bonam, puram, meram, & irrevocabilem Pacem, & Concordiam ab hodierna die in antea perpetuo firmiter, & inviolabiliter duratura. Remittentes sibi vicissim, & reciproce muta stipulatione interveniente, omnes, & singulas injurias, percussiones, homicida, & offensas, ac banna ab annis decem circa quacumque ex causa facta, & sequuta contra tunc Subditos ipsarum Partium, ac hinc inde illatas, & commissa seu perpetrata quoquo modo, perinde ac si injuriæ ipsæ, ac percussiones, & offense, homicida, & banna ipsa facte & secutæ, ac facta & secuta non fuissent, ita ut de cetero homines, & singulares personæ tam mares, quam feminæ Civitatis predictæ Lucæ, & Opidi predicti Petresanctæ eorumque Districtuum, & Territoriorum, ac Districtus, & Communis Januæ hinc inde eum eorum, & cujuslibet ipsorum mercantiis, rebus, & bonis omnibus, ire, morari, & sua quecumque negotia tractare, & exercere, ac inde abire, & redire possint, & valeant tutte, libere, & impune omni molestia reali, vel personali penitus cessante, & prout faciebant temporibus retroactis antequam esset inter eas Partes aliqua controversia, ac faciunt, & facere possunt, & debent quilibet boni, & veri Amici, & Vicini. Que quidem Pax, & Concordia, ac remissiones solemniter publiceutur, & publicari debeant per utranque Partium predictarum infra diem quartam mensis Octobris proxime futuri, & de presenti amoveantur omnes Gentes tam Equites, quam Pedites à damnis, & finibus predictis utriusque, ac quecumque opera hostilia, tam offensibilia, quam defensibilia facta, in & super locis differentiarum à tempore inceptæ discordiæ citra demoliantur, & amoveantur, ac omnes alie res in pristinum statum reducantur. Dicentes, & protestantes, ac dixerunt, & protestati fuerunt predicti Oratores, Sindici, Procuratores, & Mandatarii dictis nominibus quod per sumptam Pacem, & remissionem vel aliquid predictorum non intendunt, nec volunt in aliquo per eos fuisse derogatum predictis Pace, Laude, & Lige, Venetiis celebratis. Pro damnis vero, expensis, & interesse hinc inde per, & inter dictas Partes illatis, & suportatis, & finibus, nec non differentiis respectu ipsarum confinium Partium predictarum, ac omnium dependentium ut supra. Cum Oratores, Sindici, Procuratores, & Mandatarii predicte Communis, & Officii predicti S. Georgii Januæ eorum nominibus renuisserint pro ipsorum parte voluntati, & dispositioni predictæ Illustrissimæ Dominæ Ducissæ tanquam ejus veri, & devotissimi, & obsequentissimi Subditi, ac Servitores. Et predictus Orator, Sindicus, Procurator, & Mandatarius Lucensis dicto nomine dixerit se contentari, ut Celsitudo sua intelligeret, decideret, & terminaret omnia ipsa damna pro utraque Parte illata, & fines, ac differentias ipsarum Partium predicta Illustrissima Domina Ducissa, se ad hoc intendere non posse, dixerit, ac dicat ob multas, & graves sibi incombentes occupationes, sed ne predicta damna, ac fines, & differentiæ in suspenso, & indecisa, ac indecise remaneant, & ut omnes differentiæ, & controversiæ occasio amoveretur hortata fuerit omnes ipsos Oratores, ut se se compromitterent in præsentem Dominum Ludovicum Marchionem Mantuæ Locumtenentem generalem tanquam Partis utriusque confidentium preter ejus integritatem, ac maximarum rerum experientia dicens se minime dubitare, quin predictus Illustrissimus Dominus Marchio faceret quidquid, & Justitiæ, & honori suo, is convenite cognosceret Volentes predicti Oratores, Sindici, Procuratores, & Mandatarii dictis nominibus adherere electioni factæ per predictam Illustrissimam Dominam Ducissam de predicto Illustrissimo Domino Marchione cum de eo plene confidant sponte, deliberate, & ex certa scientia, ac alias omnibus Jure, via, modo, causa, & forma quibus melius, validius, & efficatius potuerunt, & possunt se se compromiserunt, & compromittunt, ac compromissum fecerunt, & faciunt in eundem Dominum Ludovicum Marchionem tanquam in ipsarum Partium Arbitrum, & Arbitratorem, ac ammicabilem Compositorem, ad videndum, audiendum, cognoscendum, decidendum, & terminandum, sententiandum, diffiniendum, & componendum ipsas differentias, & fines, ac predicta damna, expensas, & interesse hinc inde per Partes predictas illata, & facta, & supportata proximè elapsis diebus tam in Territorio Petresanctæ quam Lucensi, ac fines, & controversias, & differentias respectu ipsarum finium, & ut supra Partium predictarum de jure & de facto, de bono & equo, de jure tantum seu de facto tantum, sumariè de plano, alte basse, sine strepitu & figura Judicii, ac visa tantum facti veritate, diebus feriatis vel non feriatis, eundo, stando, vel sedendo, Partibus presentibus vel absentibus, citatis vel non citatis, seu altera citata, altera non, omni juris Statutorum, seu Consuetudinis loci solemnitate sublata. Quod quidem compromissum duret, & durare habeat hinc ad & per totum mensem Decembris proxime futurum, cum potestate, & balia illud prorogandi totiens, quotiens, & pro eo tempore quo, & pro ut predicto Illustrissimo Domino Marchioni Arbitro, & Arbitratori ut supra videbitur. Promittentes, & promittunt prefati Oratores, Sindici, Procuratores, & Mandatarii dictis nominibus, stare, parere, & obedire omni Sententie, Laude, Arbitrio, Arbitrationi, Arbitramento, seu decitioni ferende, vel ferendis per predictum Illustrissimum Dominum Ludovicum Marchionem Arbitrum, & Arbitratorem ut supra electum, & ab ea vel eo non appellare, querellare, & de nullitate dicere, vel reductionem aliquam petere ad arbitrium boni viri, nec aliquem recursum habere sub pœna ducatorum vigintimillium auri aufferendorum Parti contravenienti, & applicandorum Parti attendenti, & non redammati: quæ pena toties committatur, & soli debeat, quotiens contrafactum fuerit; firmis tamen semper manentibus omnibus, & singulis suprascriptis, & infrascriptis, & in presenti Instrumento contentis. Dantes, & Dederunt predicti Oratores, Sindici, Procuratores, & Mandatarii dictis nominibus prefato Illustrissimo Domino Marchioni Arbitro, & Arbitratori ut supra, potestatem, facultatem, arbitrium, & baliam posse de uno unius Partis dare alteri Parti in magna, & parva quantitate pro ut sibi melius videbitur expedire pro compositione ipsarum Partium, ac etiam promittentes, & promiserunt, ac promittunt quod quidquid per eum factum fuerit approbabunt, ratificabunt, & emologabunt, nec aliquovis modo tam de jure, quam de facto contrafacient, vel venient per se se vel alios, nec aliquo modo se lesos dicent sub obligatione omnium bonorum, mobilium & immo-

ANNO 1477. immobilium, presentium & futurorum, ipsarum Partium, & utriusque earum. Et ulterius sub pæna predicta toties comittenda, & solvenda, & in omnibus ut supra, ac reffectione, & restitutione quorumcumque damnorum, interesse, & expensarum litis, & extra perinde pro utraque ipsarum Partium substinenda, & substinendarum singula singulis debite referendo. Dicentes tamen, & protestantes predicti Oratores, Sindici, & Procuratores Januensis, & Lucensis dictis nominibus quod non intendunt, nec volunt per aliquod quod in predictis Pace, & Compromisso dixerint, fecerint, & promiserint derogare, nec aliquod præjudicium afferre, nec quod derogatum aliquo modo intelligitur aliquibus Juribus ipsarum Partium preterquam facta est expressa mentio in ipso Compromisso. Itaque in reliquis, & eque specialius exprimi possent & deberent Jura Partium remaneant illesa inherentes protestationibus, ac responsionibus predictas Partes ante presentem Contractum immediate factis. Denique renuntiantes, & renunciaverunt predicti Oratores, Sindici, Procuratores, & Mandatarii dictis nominibus vicissim exceptioni non factæ predictæ Pacis, & remissionis, ac non facti predicti Compromissi, & non factarum dictarum promissionum, & obligationum predictorum omnium, & singulorum non sic actorum, & gestorum, ac omnibus probationibus, & defensionibus in contrarium, de quibus omnibus, & singulis predicti Oratores, Sindici Procuratores, & Mandatarii dictis nominibus jusserunt, & rogaverunt, ac jubent, & rogant per nus Joannem Antonium de Ghirardis Papiensem, & Joannem Molum de Belinzona Notarios publicos, & Ducales Cancellarios infrascriptos, & utrumque nostrorum insolidum publicum confici debere Instrumentum unum, & plura ejusdem tenoris. Presentibus predicta Illustrissima Domina Ducissa, ac predictis Dominis Magnificis Dominis Antonio Vinciguerra, nec non Magnifico Domino Jacobone Neapolis Oratore Reverendissimi, & Illustrissimi Domini Episcopi Gebenarum, & Domino . . . . de Liguana Abbate Case novæ, ac Magnificis Dominis Petro Francisco Vicecomite Chico Symonetta, Orpheo de Ricano, Joanne Jacobo de Triultio, & Petro de Laudriano Consiliariis Ducalibus omnibus testibus idoneis vocatis & rogatis. Actum in Castro Portæ Jovis Inclitæ Civitatis Mediolani in Camera anteriori Camera Cubiculari prefate Illustristrissimæ Dominæ Ducissæ apud Saletam.

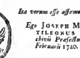
(L. S.) Ego Joannes Antonius de Girardis natus quondam Domini Bernini prelibatorum Illustrissimorum Dominorum Ducum Mediolani, & Cancellarius publicus Imperiali, & Ducali auctoritatibus Notarius predictis omnibus, & singulis interfui, & de eis Jussu, & rogatus, unà cum infrascripto Joanne Molo Collega meo etiam insolidum, hoc publicum tradidi Instrumentum alterius idonei manu transcriptum, & cum Originali concordatum, & propria manu subscripsi, signumque mei Tabellionatus apposui consuetum, in fidem, & Testimonium omnium premisorum.

(L. S.) Ego Joannes de Molo quondam Domini Mascoli publicus Imperiali Ducalique auctoritate Notarius, & prelibatorum Illustrissimorum Dominorum Ducum Cancellarius, hoc Instrumentum Jussu, & rogatus, unà cum suprascripto Joanne Antonio Collega meo etiam insolidum publicavi, & tradidi, signum meum consuetum apposui, & propria manu subscripsi in fidem, & Testimonium omnium premisorum.

Cum ejus Authentico sic ut supra expedito in Pergamena conscripto, in secretiori Archiducali Mantuæ *Archivio adservato præsentem sumptam Copiam omninò concordare attestor*



Ego Ludovicus *Nob. olim* H. Octavii de Mazziis *Filius Civis publicusque Imperiali auctoritate* Mantuæ *Notarius ac dicti secretioris Archiducalis Archivii Cancellarius. In quorum fidem hic me, solita cum attestatione, subscripsi, hac die* 15. *Februarii* 1720.



Ita verum esse affirmo

Ego Joseph Maria Castileonus *ejusdem Archivii Præfectus, hac die* 16. *Februarii* 1720.

XI.

ANNO 1477. 20. Oct.

Ewige Vereinigung und Verständnuß zwischen Hertzog Sigmund von Oesterreich vor sich und seine Erben / und den Eydgenoßen der Städte und Länder Zürich / Bern / Lucern / Ury und Solothurn / daß kein theil den andern bekriegen / nach von andern aus ihren Landen bekriegen lassen wolle / sondern viel mehr einander / besonders die Erdgnoßen dem Hertzog auch in der Grafschafft Tyrol in nöthigen fall helffen sollen. Zürch den Montag nach St. Gallen 1477. [Leibnitz, Mantissa Codicis Juris Gentium Diplomatici Part II. pag. 106. Lunig, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. in Supplement. zur I. Abtheilung pag. 772. d'où l'on à tiré cette Pièce.]

C'est-à-dire,

Alliance hereditaire & perpetuelle entre Sigismond *Duc d'Autriche pour lui & pour ses heritiers d'une part, & les Cantons Helvetiques de* Zurich, Berne, Lucerne, Uri, *&* Soleure *d'autre part, portant que l'une des deux Parties ne devra point attaquer l'autre, ni permettre qu'elle le soit par ses Terres, & que l'on devra plûtôt se donner reciproquement les secours nécessaires, à quoi les Cantons s'obligent en particulier à l'égard du Comté de* Tirol, *envers la Maison d'Autriche. A Zurich le Lundi après la St. Gal.* 1477.

WIr Sigmund von GOttes Gnaden Hertzog von Oesterreich / an einem / und Wir Bürgermeister / Schultheiß / Landammen / Räth und Gemeinden gemeinlich der Stätten und Ländern / nämlich zu Zürich / Bern / Lucern / Ury und Solothurn am anderen Theil / bekennen und verjahen offentlich und thun kund allermänniglichen mit diesem Brieff daß wir zu beydersens wohlbedachtlich / und sämtlich haben betracht und zu Hertzen genommen / was aus der löblichen Bericht (1) so der Allmächtige GOTT zwischen uns gefügt und uns beyden Theilen darnach wider unser tödtliche Feinde zu Nutz / Ehr und Gut gnädiglich verheegt hat / darum wir billich seinem göttlichen Gnaden Lob und Danck sagen sollen. Und dieselb obberührer Bericht zwischen uns beyden Theilen zu bestäten und in getreuem Glauben hinfür beharren;

2. So haben wir vorgenanter Hertzog Sigmund zu Oesterreich im Nahmen des Allmächtigen GOttes für uns und unser Erben einer ewigen Vereinigung / Verständnüß vereinigt mit unsern inhabenden Ländern / Leuthen / Stätten / Schlossen / Unterthanen und Landsassen / in getrewer Vereinigung u. Verständnüßweise mit den Eyd-Gnossen der verberührten Stätten und Länder gemeiniglich und sonderlich und zu ihren Nachkommen / also daß wir vorgenanter Hertzog Sigmund und all unserer Erben und die unseren vorgemelt / weder mit Landen / Leuthen / Stätten noch Schlossen wieder die obgeschribnen Eyd-Gnossen die ihren noch ihr Nachkommen gemeinlich noch sonderlich in Kriegs-Weyse nemmer thun / noch arges / darvon Krieg aufferstahn möcht / fürnemmen / noch von den unseren und unsern Landsassen / noch jemand anderen / aus unseren und der unseren Land / Stätt und Schlossen / zu thun gestatten sollen.

3. Desgleichen widerum und in gleicher Form / so haben wie die obgeschriebenen Eyd-Gnossen von Stätten und Ländern für uns und unser Nachkommen

(1) C'est le Traité de Paix, qui se trouve dans la I. Part. de ce Vol. pag. 474. sous le 11. Juin 1474.

ANNO 1477.

nen und alle die Unseren uns auch im Nahmen GOttes einer ewigen Vereinigung und Verständnüß vereinigt mit unseren inhabenden Landen/ Leuthen/ Stätten und Schlössen auch in getreuer Vereinigung und Verständnüßweise mit dem genanten unseren gnädigen Herrn Hertzog Sigmunden von Oesterreich/ Sr. Gnad. und Erben Stätt/ Landen Leuth/ Schlössern/ Unterthanen und Landsassen gemeinlich und jedem sonderlich/ also daß wie und unsere Nachkommen und alle die unseren wieder den der obgenanten unserer gnädigen Herren von Oesterreich/ Sr. Gnad. Erben/ Land/ Leuth Stätt/ noch Schloß gemeinlich noch sonderlich in Kriegs-Weise nimmermehr thun/ noch auch arges/ darvon Krieg aufferstehen möchte/ fürnemmen/ noch jemand anderen aus Unsern Landen/ Stätten noch Schlössern zu thun gestatten sollen noch wollen.

4. Und ob sich fügen würde/ daß die vorgenannten Eyd-Gnossen oder die ihren bekriegt/ belagert oder benöthiget würden/ von wem das geschehe/ niemand hindan gesetzt/ so sollen und wollen wir vorgenanter Hertzog Sigmund und Unser Erben/ die Unseren und unser Landsassen/ wo wir das unserer Bund halben gebühren mögend/ ihnen zuziehen/ und sie helffen retten und mit schützen lassen/ um ihren Sold den unseren zu geben/ wie das von uns beschehe/ ob die Geschäfft Unser/ oder Unserer Erben wären/ und mit solcher Macht alsdann uns und Unsere Erben nach gestalter Sach je ziemlich und gut bedüncket seyn: Wann wie oder Unsere Erben des von ihnen ermahnet werden/ mit ihren Brieffen und Insiglen oder ihren gewissen Botschafften/ und was Hülff und Beystand wir und unser Erben ihnen thund/ daß sie damit Benügen haben sollen.

5. Desgleichen ob es sich fügen würde/ daß der obgenant Unser gnädiger Herr/ Hertzog Sigmund von Oesterreich und seine Erben in ihren inhabenden Landen an Leib und Gut/ Stätten/ Landen/ Leuthen/ Schlossen bekriegt/ belägert oder benöthiget werden/ von wem das beschehe/ niemand hindan gesetzt/ so sollen und wollen wir die vielgenanten Eyd-Genossen und Unser Nachkommen/ wo wir das unser Bündten halb gethun können/ hie dishalb dem Adler-Berg der Unseren Landen ihnen zuziehen und helffen/ retten und entschütten/ um den Sold unser gnädiger Herr von Oesterreich und Sr. Gnaden Erben/ uns den zu geben/ wie wir den einander in Unser Stätten und Ländern geben/ so wir in Unseren eigenen Geschäfften Krieg haben; Und mit solcher Macht das thun/ als uns und Unser Nachkommen/ das von dem obgeschriebnen Unsern gnädigen Herrn Hertzog von Oesterreich/ Sr. Gnaden Erben ermahnet werden mit Brieffen und Insiglen oder ihren gewissen Boten/ und was Hilffs und Beystands wir und Unser Nachkommen ihnen thun/ daß sie damit Benügen haben sollen.

6. Würde sich aber begeben und fügen/ daß der obgemelt unser genädiger Herr Hertzog Sigmund von Oesterreich und Seiner Gnaden Erben an den innern inhabenden Landen der Graffschafft Tyrol bekriegt/ belägert/ und benöthiget würden/ von wem das geschehe/ niemand hindan gesetzt/ so sollen u. wollen wir Eyd-Gnossen und Unser Nachkommen dem obgenanten unseren gnädigen Herren von Oesterreich und Seiner Gnaden Erben getreulich Rettung/ Hilff und Beystand thun/ wie die obberührte löbliche Bericht zwischen uns beiden Theilen/ das um den Sold zu thun/ dargiebt und innhaltet.

7. Ob auch zu Zeiten über kurtz oder über lang des vorgemelten unsers gnädigen Herrn von Oesterreich oder Seiner Gnaden Erben Unterthanen/ Zugehörigen oder Landsassen in allen Seiner Gnaden Landen und Gebieten Sein Fürstliche Gnad und Seiner Gnaden Erben/ wann ihr Gnad das erfordert und begehrt/ mit guten Treuen helffen gehorsam machen/ mit der Hilff und in der Maaß/ als darvor geschrieben staht.

8. Würden auch unser Hertzog Sigmund vorgemelt oder unser Erben und wir Eyd-Genossen/ und unser Nachkommen uns nach dieser löblichen Vereinigung und Verständnüß mit jemandt/ wer der wäre/ weiter vereinen und verbinden/ als wir auff beyden Seiten wol thun mögen/ so soll diese Vereinigung allweg vorgehn/ und derselb Theil/ der das thut/ den andern unter uns ausnehmen und vorbehalten/ das ihme solches nach laut seiner Vereinigung ohne Schaden seyn sollen.

9. Und um Willen/ daß das alles desto kräfftiger und beständlicher seye nun und zu ewigen Zeiten/ getrewlich und ehrbarlich von uns beiden Theilen gehalten werde/ so wollen wir Hertzog Sigmund von Oesterreich Gunst und Willen darzu geben/ und unser inhabende Stätt der unseren Landen gütlich vermögen/ daß sie alles das/ so wir hiervor und jetzt mit den vorschriebenen Eyd-Gnossen aufgenommen haben/ und eingegangen sind/ mit ihren nach anhangenden Insiegeln ohne Verzug bekräfftigen/ und dem allen nachzukommen/ das laut zu sagen/ doch in all ander Weg uns Hertzog Sigmunden und Unsern Erben an Unsern Fürstlichen Obrigkeit ohnvergreiffentlich und ohne Schaden. Desgleichen wir obgenanten Eyd-Gnossen denselben Stätten in gleicher Form auch wiederum thun sollen/ alle ArgList und Geferd gantz vermiten und ausgeschlossen

10. Ob auch Unser vorgemelten Eyd-Gnossen getreu und lieb Eyd-Gnossen von Schwentz Underwalden/ Zug und Glarus in diese Verständnuß/ wie die darvor geschrieben steht/ auch gehn wolten/ daß sie das wohl thun mag und von uns genanten Hertzog Sigmunden von Oesterreich und uns ehegenanten Eyd-Gnossen darin gelassen werden sollen.

11. Und diß alles zu einem wahren festen Urkund und ewiger Gezeugnüs/ so haben wir Hertzog Sigmund zu Oesterreich Unser Fürstliche Insiegel an diesen Brieff gehenckt/ darunter wir Uns für Uns und Unser Erben bey Unseren Fürstlichen Würden und Ehren verbinden alle vorgeschriebene Sachen zu halten getreulich.

12. Und wie Eyd-Gnossen von Zürch/ Bern/ haben auch zu wahrem und festem Urkund und ewiger Gezeugnüß unser Stätten und Lands-Insiegel/ damit wir und Unsere Nachkommen bey Unsern Eyden/ so wir unsern Stätten und Landen geschworen/ verbunden/ alle vorgeschriebene Sachen getreulich zu halten/ gethan/ hencken an diesen Brieff/ dero zween in gleichlenchtender Form gemacht/ und jedwederm Theil einer überantwortet ist. Geben und beschehen zu Zürich/ auff Montag vor St. Gallen-Tag An. 1477.

XII.

25. Oct.

Prorogatio Treugarum inter EDUARDUM IV. *Regem Angliæ*, & LUDOVICUM IX. *Regem Galliæ*, *Anno* 1475. *in septennium conclusarum*, *ad mortem usque alterutrius Regis*, & *unum post mortem annum. Data apud Westmonasterium die* 25. *Octobris* 1477. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. XII. pag. 46.]

REx universis, præsentes Literas inspecturis, Salutem.

Quanta Inclitissimis Angliæ & Franciæ Regnis, eorúmque Subditis Guerrarum, Bellorum, atque diffidiorum turbines, dampna & incommoda inflixerint, quantique utriusque Regni Principes & Populi dirâ Nece, proh dolor! occubuerunt, quibusve calamitatibus omnis ipsorum Regnorum Status lacessitus & oppressus extiterit, ipsa, proh dolor! Experientia plus docuit quàm Literarum elementis exarari valeret.

Quorum

ANNO 1477.

Quorum Bellorum acerbitatem æternus ipse Pacis Largitor suâ dignatus est pietate sedare, & ad felicitatis statum reducere meliorem, cùm nuper Treugas, Bellorum quoque ac Guerrarum abstinentias, inter *Nos* & Serenissimum Potentissimúmque Principem Fratrem & Consanguineum nostrum carissimum *Regem Ludovicum Franciæ*, Regna nostra, nostrosque Subditos, jam ex *vicesima nona die mensis Augusti*, *Anno Domini millesimo*, *quadringentesimo*, *septuagesimo quinto*, tractari firmarique voluit & concludi.

Quæ licet Treugæ & Guerrarum abstinentiæ, ex Literis super hoc confectis, septennio coartarentur, posteà tamen, missis ab ipso carissimo Fratre & Consanguineo nostro apud Nos & a Nobis apud ipsum hinc indè Nunciis, fuit de ipsarum Treugarum uberiori & longiori prorogatione tractatum,

Nos autem,

Omnibus Nos accomodare & disponere cupientes quæ ad Pacem sedationemque Guerrarum, inter Nos & ipsum Serenissimum Fratrem & Consanguineum nostrum, & ad utriusque Angliæ & Franciæ Regnorum utilitatem & felicitatem, oportuna videbantur,

Nonnullos nostros Commissarios, Procuratores, & Deputatos fecimus,

Qui a nobis & per Patenter Literas nostras plenissimâ & sufficienti super hoc commissione & potestate fulfulti, cum Legatis, Oratoribus, sive Ambassiatoribus prædicti Fratris & Consanguinei nostri carissimi, eâ causâ ad Nos missis, prædictas Treugas & Guerrarum abstinentias,

Quæ *inter Nos* & *præfatum Fratrem & Consanguineum nostrum*, *ex prædicta vicesima nona die mensis Augusti*, *Anno Domini millesimo*, *quadringentesimo*, *septuagesimo quinto*, tractatæ & conclusæ pro *septem annis* dumtaxat extiterant,

Ad nostram & ipsius Fratris & Consanguinei nostri *vitam*, & quamdiu Nos & ipse ageremus in humanis, & per *unum annum* integrum post obitum illius nostrûm qui primò decederet, extenderunt, continuârunt, & prorogârunt,

Quemadmodum in Literis, super hoc per ipsos nostros & ipsius Fratris & Consanguinei nostri Deputatos hincindè confectis, in Civitate Londoniensi, *die vicesimâ primâ mensis Julii*, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, septuagesimo septimo, pleniùs diffusiùsque continetur.

Quarum Literarum (per Oratores, Procuratores, & Deputatos ipsius præfati Fratris ac Consanguinei nostri carissimi nostris Deputatis superius traditarum & nobis redditarum) tenor sequitur & est talis,

Universis & singulis, ad quorum notitiam præsentes Literæ pervenerint, *Guido Archiepiscopus & Comes Viennæ*, *Oliverus Guerun* Domicellus Dominus de Columbiers Præfectus Magistratui Hospitii, *Oliverus de Roux* Dominus Belli visûs Magister ordinarius Compotorum, *Johannes le Breton* Generalis Monetarum, Consiliarii, & *Franciscus Texier* Notarius & Secretarius Christianissimi ac Clarissimi *Franciæ Regis*, Principis metuendissimi, Domini nostri supremi, Oratores & Ambassiatores transmissi ad Serenissimum, Excellentissimum, Potentissimúmque Principem *Regem Angliæ* ejus Fratrem & Consanguineum carissimum, & ad infrascripta deputati, Salutem.

Sciatis quòd,

Cùm nonnulli, summæ prudentiæ Viri disertissimi, felicis Statûs Franciæ & Angliæ Regnorum Zelatores præcipui, maximoperè appetunt anhelántque Treugas, inter ipsorum Regnorum Principes non longè antea initas, paulóque post hac perituras, longiora ad tempora (nè Res eorum publica luctuosam bellorum calamitatibus jacturam patiatur) prorogari, ipsique Prorogationi assentire nostrum Principem sæpenumerò interpellârunt,

Nos, Ejusdem Christianissimi Principis nostri *Franciæ Regis*, eorum interpellationibus inclinati, voto obtemperantes,

Pro eo, ejúsque nomine, auctoritate ipsius, per suas Literas Patentes nobis commissâ,

Quarum tenor sequitur, & est talis,

LOYS, par la grace de Dieu *Roy de France*, a tous ceulx, qui ces presentes Lectours verront, Salut.

Come, puis n'aguiares, treshault & trespuissant Prince nostre treschier & tresame Frere & Cousyn, *le Roy d'Engleterre*, ait envoie devers nous acuns ses notables Ambassadeurs, &, apres ce que les avons oyes, ayons commis aucuns grans & Notables Parsonnages pour besoigner avec eulx,

Et, en comunequant sur plusieurs matieres, ait este par entre eulx avise qui, pour le bien & prouffit des deux Reaumes de France & d'Angleterre, & tous les Subgettes & Habitantes, il seroit bien expedient proroguer la Treve d'entre Nous & nostre dit Frere & Cosyn *le Roy d'Angleterre*, qui est de sept ans (dont les deux sont ja passes) durant le cours de noz vies, & jusques a ung an apres le trespas du primer decedant,

A ce qui l'Intelligence & bonne Amitee d'entre Nous puis estre de mieulx in mieulx continue, & que toute bonne & finable Paix, Amitee, & communication de Merchandise se puis fair, excercer, & continuer entre les dites deux Royaumes de France & d'Angleterre, au bien & augmentation de tout la Chouse publicque d'iceulx,

Pour les quelles materes tracter, parler, communequer, & conclure, soit beloingt commettre, ordonner, & establir, de nostre part, aucuns Parsonages Notables, & a Nous seures & seables,

Savoir fasons que Nous,

Bien acertennez des grans sens, suffisans loialte, preudommis, bonne conducte, diligence, & experience de, noz amees & feaulx Conseilliers, *l'Arcevesque de Vienne*, *Oliver Gueryn* Escuier Segneur de Colombiers nostre Maister d'Ostell, Maister *Oliver le Roux* Seigneur de Beauvoir Maistre ordinair de noz Comptes, *Jehan le Breton* Generall de noz Monnoyer & Tresorier des Guerres, *Jehan Jonglet*, & *Françoys Texier* nostre Notaire & Secretaire, & pour la grant suertie & confiance que Nous avons de leurs Parsonnes,

A iceulx, ou aux cinqe, quatre, ou trois d'eux in l'absence des autres (dont vous *l'Arcevesque de Vienne* serres toutzjoures l'ung) avons done & par la teneur de ces presentes donons plaine povoir, commission, aucterite, & mandement expres & especiall de vous transporter par devers & a Parsonne de nostre Frere & Cosyn *le Roy d'Angleterre*,

Et avec luy, ou ces Comissaires & Deputes, tielx & in tiel nombre qu'il lui plaira commettre & ordonner, traicter, parler, adviser, comuniquer, & concluser, de & sur les dites Prorogation de Treus, bonnes Amitees, & Intelligences, & sur tous autres choses, qui seront advises, d'un partie & d'autre, estre honestes & utilles & prouffitables pour le bien de Nous & de nostre dit Frere & Cosyn, & des dites deux Royaumes de France & d'Angleterre, de la communication & entrecours de Marchandise, & de bien, prouffit, & utillite de toutes les Subgettes & Habitans in iceulx Royaumes, & en toutz les autres Paiis, Terres, & Seigneuries de Nous & de nostre dit Frere & Cosin,

Et de ce, que parentre eulx serra advise, traicte, parle, communicque, & conclude, bailler & rescevoir, d'une part & d'autre, Lectours bonnes & vailables en forme due & autentique & les meilleurs & pluis amples que fair se pourra;

Promettans, en bone foy & en Parolle de Roy, avoir & tenir ferme, estable, & agreable tout ce que par nos ditz Ambaxadeurs, ou les cinque, quatre, ou trois d'eulx, in l'absence des autres (dont vous *l'Arcevesque de Vienne* serres toujours l'ung come dit est) serra fait, parle, communicque, advise, & conclude, touchant les chouses dessudites & les dependences, & en bailleront noz Lettres Patentes de Confirmation, Ratification, & Approbation si tost se dellors que requis en ferons.

En tesmoign de ce Nous avons signes ces dites presentes de nostre main, & a icelles fait mettre nostre Seal.

Done a *Cambry* le premier jour de Juing, l'an de grace mille, quatre-cens, soixante, dix sept, & de nostre Reigne le xvi.

Cùm, Reverendis in Christo Patribus, *Roberto Bathoniensi & Wellensi*, *Willielmo Dunolmensi*, Episcopis, *Willielmo*, *Arundelliæ*, & *Henrico*, *Essexiæ*, Comitibus, *Johanne Dudley* Domino de Dudley, *Johanne Dynham* Domino de Dynham, *Johanne Howart* Domino de Howart, *Johanne Morton* Rotulorum Cancellariæ Angliæ Custode, *Johanne Guntborp* Capellæ Regis Angliæ & Ecclesiæ Cathedralis Wellensis Decano, *Ricardo Tunstall*, & *Johanne Wyngfeld*, Militibus, Commissariis, Procuratoribus, & Deputatis dicti Serenissimi Regis Angliæ ad infrascripta per ipsius Literas,

Quarum tenor sequitur, in hæc verba,

EDWARDUS, Dei gratiâ, *Rex Angliæ & Franciæ*, & *Dominus Hiberniæ*, omnibus, ad quos præsentes Literæ pervenerint, Salutem

Sciatis quòd,

Cùm,

ANNO 1477. Cùm Illustrissimus Princeps Frater & Consanguineus noster carissimus, *Lodovicus Franciæ*, suos Legatos, Oratores, sive Ambaxiatores (videlicet) Reverendissimum in Christo Patrem *Guidonem Archiepiscopum Viennæ*, Nobilesque Viros, *Oliverum Gueryn* Domicellum, Dominum de Columbiers Præfectum Magistratui Hospitii, Magistrum *Oliverum le Rous* Dominum Belli Visûs Magistrum Ordinarium Compororum, *Johannem le Breton* Generalem Monetarum Guerrarúmque Thesaurarium, & *Franciscum Texier* Notarium & Secretarium suum, ad Nos nuperimè transmiserit, ejus nomine Nobiscum, nostrisve cum Commissariis & Deputatis tractaturos de & super prorogatione Treugarum, inter *Nos* & eundem Fratrem & *Consanguineum nostrum* in Civitate Ambianensi novissimè initarum, atque verâ æstimatione, & valore, & intercursu singularum auri & argenti tàm nostrarum quàm ejusdem Fratris & Consanguinei nostri Monetarum, super cæterisque rebus & materiis, eorum Legationis munus concernentibus, facturos prom eâ in parte eorum potestas exigit & requirit,

Nos, De fidelitatibus, industriis, doctrinâ, & experientiis, Reverendorum in Christo Patrum, *Roberti Bathomensis & Wellensis*, & *Willielmi Dunolmensis*, Episcoporum, prædilectorum Consanguineorum nostrorum, *Willielmi Arundellæ*, & *Henrici Essexiæ*, Comitum, necnon, *Johannis Dudley Domini de Dudley*, *Johannis Dynham Domini de Dynham*, *Johannis Howard Domini de Howard*, Baronum, *Thomæ Mongomery*, pro corpore nostro Militis, *Johannis Morton* Legum Doctoris Rotulorum Cancellariæ nostræ Custodis, *Johannis Gunthorp* Capellæ nostræ Ecclesiæque Cathedralis Wellensis Decani, *Richardi Tunsall*, & *Johannis Wyngfeld*, Militum, Consiliariorum nostrorum, plurimùm confidentes,

Ipsos Commissarios, Procuratores, & Deputatos nostros facimus, constituimus, & ordinamus per præsentes,

Dantes & concedentes eisdem Commissariis, Procuratoribus, & Deputatis nostris, undecim, decem, novem, & octo eorum, plenam potestatem & auctoritatem ac mandatum generale & speciale, pro Nobis & nomine nostro, cum ejusdem Serenissimi Principis Fratris & Consanguinei nostri Franciæ Legatis, Oratoribus, sive Ambaxiatoribus antedictis, sufficientem potestatem in hac parte habentibus, conveniendi, comunicandi, tractandi, componendi, concludendi, & terminandi, de & super dictarum prorogatione, continuatione, sive extensione Treugarum & Guerrarum abstinentiæ, inter *Nos* & eundem Fratrem & *Consanguineum nostrum Franciæ* in dictâ Civitate Ambianensi conventarum, initarum, & conclusarum, quemadmodum in Literis indè confectis pleniùs continetur, quarum data est *vicesimo nono die mensis Augusti*, *Anno Domini millesimo, quadringentesimo, septuagesimo quinto.*

Hujuscemodique Treugas ac Guerrarum abstinentias, cum singulis in earum Capitulis inclusis, ac omnia in dictis Literis indè confectis contenta, ad terminum vitæ nostræ & ipsius Fratris & Consanguinei nostri Franciæ, & per unum annum integrum post mortem alterius nostrûm primò decedentis, extendendi, continuandi, & prorogandi,

Verúmque valorem & æstimationem omnium & singularum auri & argenti tàm nostrarum quàm dicti Fratris & Consanguinei nostri Monetarum, atque debitum pro earum mutuo intercursu ordinem, cæteráque ipsas Monetas concernentia, ad nostra ipsiúsque Fratris & Consanguinei nostri comodum & utilitatem, determinandi, statuendi, & stabiliendi,

Necnon de & super Amicitiis, Intelligentiis, mercimoniorum intercursu, aliisque rebus, nostri nostrorúmve Subditorum, & dicti Fratris Consanguineique nostri ejusve Subditorum, antedictorúmque Angliæ & Franciæ Regnorum, atque cæterarum Terrarum, Patriarum, & Dominiorum utriusque nostrûm, commodum & utilitatem quoquo pacto concernentibus concerneréve valentibus, prout eis Commissariis & Deputatis nostris & ejusdem Fratris & Consanguinei nostri Legatis antedictis meliùs videbitur expedire, conveniendi, componendi, atque concludendi,

Literásque super omnibus & singulis, quæ, vigore præmissorum, per eos conventa & conclusa fuerint, concedendi & realiter tribuendi, consimilesque Literas ab eisdem Fratris & Consanguinei nostri Legatis requirendi, exigendi, & recipiendi,

Cæteráque omnia & singula faciendi, exercendi, & exequendi, quæ circa præmissa eorúmve aliquod necessarium fuerit aut quomodolibet oportunum, etiam si talia forent quæ de se Mandatum exigant magis speciale; ANNO 1477.

Promittentes Nos, bonâ fide & in verbo Regio, ratum, gratum, & firmum pro perpetuo habituros totum & quicquid per dictos Commissarios, Procuratores, & Deputatos nostros, undecim, decem, novem, octove eorum, actum, gestum, seu procuratum fuerit in præmissis, seu aliquo præmissorum, Literásque nostras patentes, hujusmodi Ratificationem & Approbationem continentes, daturos cum ad hoc fuerimus requisiti.

Convenimus, contraximus, & conclusimus. & per præsentes convenimus, contrahimus, & concludimus quòd Treugæ & Guerrarum abstinentiæ, per *septem Annos* a tempore inceptionis earumdem duraturæ, inter dictos Franciæ & Angliæ Principes, hiis superioribus diebus, in Civitate Ambianensi conventæ, initæ, & conclusæ (quemadmodum in Literis, indè confectis, quarum data est *vicesimo nono die mensis Augusti*, *Anno Domini millesimo, quadringentesimo, septuagesimo quinto*, plenius continetur) *ad ipsorum Principum vitam*, *& unum annum post mortem alterius ipsorum primo decedentis*, extendantur, continuentur, & prorogentur,

Sicque easdem Treugas & Guerrarum abstinentias ad dictorum Principum vitam, & per unum annum integrum post mortem alterius ipsorum primò decedentis, auctoritate Nobis in hac parte commissa, extendimus, continuamus, & prorogamus,

Ita quòd hujusmodi Treugæ & Guerrarum abstinentiæ, cum singulis in earum Capitulis contentis & interclusis, inter Cristianissimum *Regem nostrum Franciæ* & Serenissimum Principem *Regem Angliæ* Fratrem & Consanguineum suum antedictum, Subditos, Vassallos, Patrias, & Dominia sua, atque Alligatos & Confœderatos utriúsque eorum, necnon Franciæ & Angliæ Regna, a data præsentium, ad terminum vitæ ipsius Regis Franciæ & Fratris atque Consanguinei sui Angliæ antedicti, & per unum annum integrum post mortem alterius eorum primò decedentis, in omnibus & per omnia, & sub eisdem modo & formâ prout in antedictis Literis continetur, durent, extendantur, & prorogentur;

Sic tamen quòd uterque dictorum Franciæ & Angliæ Principum suos Alligatos & Confœderatos, in dictis Treugis in Civitate Ambianensi aliàs specificatos (si quos eorum in hiis Treugis prorogatis comprehendendos nominare voluerit) infra quatuor menses, præsentium Literarum datam proximò sequentes, ipsorum alteri Principum nominabit; & ipsi Alligati & Confœderati, sic nominati (si in hiis Treugis prorogatis comprehendi voluerint) Principi, cum quo confœderentur, in eisdem Treugis se comprehendi velle declarabunt, & idem Princeps, cùm sic declaratur, alteri Principi, infra decem menses præsentium datam proximò sequentes, referet & notificabit;

Eâ verò modificatione adhibitâ, quòd ipsarum præfatarum obligatio Treugarum & Guerrarum abstinentiarum, in Civitate Ambianensi inter dictos Principes, ut præmittitur, conclusarum, hac earum prorogatione minimè tollatur innovetúrve, sed suo in robore, secundum dictarum Literarum, superindè confectarum, tenorem, maneat, & effectum.

INSUPER promittimus, & eundem Cristianissimum Principem nostrum *Franciæ Regem* per præsentes, potestate, ut præmittitur, nobis commissa, obligamus quòd idem Princeps noster omnia & singula præmissa ratificabit, auctorizabit, & confirmabit, eáque realiter & cum effectu exequetur & faciet quæ præmissorum tenor exigit & requirit, suasque Literas Patentes, superindè debitè confectas, magno ejus Sigillo munitas, Illustrissimo Principi Fratri & Consanguineo *Regi Angliæ* antedicto, cùm ad hoc requisitus fuerit, deliberabit deliberaríve faciet; salvis aliis Pactionibus, Conventionibus, Confœderationibus, Amicitiis, Intelligentiis, Promissionibus, Obligationibus quibuscúmque, inter nostrum Principem *Franciæ Regem* ejusque Fratrem & *Consanguineum Angliæ* antedictum, nominibusve eorum, antea initis.

In quorum omnium & singulorum præmissorum fidem & Testimonium hiis præsentibus, manibus propriis subscriptis, sigilla nostra apposuimus.

Datum in *Civitate Londoniarum* die vicesimâ primâ mensis Julii, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, septuagesimo septimo.

Et, licet hanc Treugarum, pro nostrâ & ipsius Consanguinei nostri vitâ, & uno Anno post obitum illius nostrûm

nostrûm qui primò decesserit, prorogationem, per nostros Deputatos superius nominatos sic factam, nos semper firmam, gratam, & tatam tenuerimus & habuerimus, teneamúsque & habeamus,

Nè tamen Pacis & Generis humani inimici fraudibus, ac etiam nostrorum & prædicti Fratris & Consanguinei nostri æmulorum susurrationibus, quicquam contra harum Treugarum & abstinentiæ Guerrarum Prorogationem moliri valeat, & ut omnia majori & securiori firmitate lætentur,

Multi Magnates & Proceres, otriusque Regni Pacis Zelatores, Spiritu Sancto, ut arbitramur, inspirante, virtuosa sollicitudine, apud Nos & prædictum Consanguineum nostrum, pluribus suasionibus, interpellârunt ut, ad tollendum omnium rerum quæ obici possent ambiguitatem, prædicta Treugarum Prorogatio iterùm a nobis & prædicto Consanguineo nostro ratificaretur & confirmaretur,

Ad quam Ratificationem & Confirmationem prædictæ Prorogationis Treugarum faciendas assensum præbuimus.

Notum igitur facimus quòd Nos,

Excellentiâ & strenuitate virtutum, quibus ipse Serenissimus & Potentissimus Princeps Frater & Consanguineus noster carissimus *Ludovicus Franciæ*, inter cæteros Orbis Principes, famâ & rerum claritate refulget, allecti,

Nichil nobis conspicientes esse commodius aut desiderabilius quàm pro utriusque nostrûm vitæ termino sub quieta invicem Pace & tranquillitate versari, utilitatem etiam atque felicitatem Regnorum & Subditorum nostrorum, Commerciorúmque & Mercanciarum inter eos communicationes & concursus, ex cordis medullis visceraliter affectantes,

Ipsam Treugarum & abstinentiæ Guerrarum extensionem & prorogationem, per prædictum Bathoniensem Episcopum aliosque nostros Commissarios & Deputatos superiùs nominatos, *ad nostram & ipsius Fratris & Consanguinei nostri vitam, & quamdiu vixerimus in humanis, & ad unum annum integrum post Obitum illius nostrûm qui primò decesserit*, cum prælibati Fratris & Consanguinei nostri Oratoribus, Procuratoribus, & Deputatis factam, tractatam, & conclusam, prout in superius insertis Literis, *in Civitate Londoniarum, vicesimâ primâ die mensis Julii, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, septuagesimo septimo*, plenius continetur, sine tamen aliquâ ipsarum Literarum innuvatione, *laudavimus*, *approbavimus*, *confirmavimus*, & *ratificavimus*, *laudamusque*, *ratificamus*, & *confirmamus* per præsentes,

Promittentes, bonâ fide & in verbo Regio, & sub obligatione & ypothecâ omnium & singulorum bonorûm nostrorum, omnia & singula, in prædictis Literis prorogationis & extensionis Treugarum, per prænominatos Deputatos nostros acta, tractata, & concordata, inviolabiliter tenere & observare, tenerique & observari facere, omni dolo, fraude, & fallaciâ penitùs cessantibus.

Quod ut firmum & stabile perpetuò perseveret, nostrum magnum præsentibus fecimus apponi Sigillum.

In cujus &c. Teste Rege apud *Westmonasterium* vicesimo quinto die Octobris.

Per ipsum Regem.

XIII.

1477. / 1478. 9. Janv.

FRANCE, VENISE, ET FLORENCE.

Traité de Paix & Alliance perpétuelle entre LOUIS XI. *Roi de France, & la Seigneurie de* VENISE, *du neuviéme Janvier* 1477. *auquel est aussi comprise la Seigneurie & Communauté de* FLORENCE. [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 210.]

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France: à tous ceux qui ces presentes, &c.

Premierement. Que bonne Paix, vraie, & loiale Amitié & bienveillance est dés à present traitée, faite, concluë, appointée, & sera dorenavant perpetuellement entretenue & gardée entre Nous, & nos Successeurs Rois de France, nôtre Roiaume, & tous nos Païs, Terres, Seigneuries, & Sujets, étans & qui seront en nôtre obeïssance: & les Duc & Seigneurie de VENISE, & toutes leurs Terres, Païs, Seigneuries & Sujets; en quelques lieux ou regions que lesdites Terres & Seigneuries soient, tant de nôtre part que de la leur.

Item. Que Nous, nosdits Païs, Terres, Seigneuries, & Sujets d'une part; lesdits de Venise, & leurs Païs, Terres, Seigneuries, & Sujets d'autre, seront & demeureront dorenavant perpetuellement les uns avec les autres, comme bons amis & bienveillans, en mettant au neant, & quitant toutes prises, courses, & autres choses, qui par violence & forme d'hostilité auroient été faites, soit par Terre, par Mer, ou autrement, par les Sujets des uns sur les autres, & les tenant & reputant comme non avenuës, sans que jamais à cause d'icelles, soit ne puisse estre faite quelque question, petition, ni demande d'une part ni d'autre, de tout le tems passé jusques aujourd'hui. En quoi toutefois nous n'entendons aucunement comprendre les choses, qui à cause de Marchandise, de prests & déposts, ou autrement, seroient dûës par contrats ou promesses faites de franc & liberal consentement, & sans violence precedente; desquelles choses l'on pourra faire question par Justice, selon la nature & qualité des matieres.

Item. Que dorenavant tous nosdits Sujets, tant de nôtredit Roiaume, que de quelconque autre Païs, Terres, & Seigneuries qu'ils soient à eux obeïssans, avec toutes les nefs, galées, & autres navires armez & desarmez, danrées, Marchandises, & biens quelconques, tant de nôtre part que de la leur, pourront aller, venir, marchander, & naviger seurement par Terre & par Mer, soit en Ponant, en Levant, ou ailleurs, en quelque Païs, Terre, Region, ou Nation que ce soit, sans que par Nous, nos Sujets & obeïssans, ausdits de Venise, ni à leurs Sujets, ni par lesdits de Venise, ou leurs Sujets & obeïssans, aux nôtres, soit fait Guerre, hostilité, empêchement, ou détourbier, ni porté aucun detriment, prejudice ou dommage.

Item. Lesdits Duc & Seigneurie de Venise ne donneront dorenavant quelque secours, faveur, support, ni aide contre nous, à aucuns de nos ennemis, adversaires, Rebelles, & desobeïssans, quels qu'ils soient, ni à quelque Roi, Prince, Princesse, Seigneur, Seigneurie, Païs, ou Nation que ce soit, en quelconque querelle, ni pour quelque cause que ce soit ou puisse estre, sans personne, Païs, ou Nation quelconque excepter, tant par Mer que par Terre, & tant à ceux qui nous feroient Guerre, comme à ceux ausquels nous la ferions, à quelque cause ou occasion que ce fût; reservé toutefois & demeurant sans prejudice l'Alliance que à present lesdits de Venise ont avec le Duc de Milan, & la Seigneurie de FLORENCE, à la conservation & défense de leur Etat seulement. Et pareillement Nous de nôtre part, ne donnerons quelque secours, faveur, support & aide contre lesdits de Venise, à aucuns de leurs ennemis, Rebelles & desobeïssans, pour quelque occasion que ce soit.

Item. Et en ce present Traité nous avons aussi de nôtre part expressément reservé & reservons toutes les Amitiez, Confederations, & Alliances, que nous avons avec la Seigneurie & Communauté de Florence, ausquelles nous ne voulons & n'entendons en quelque maniere prejudicier ni déroger; mais voulons & entendons icelles entretenir & garder, nonobstant ce present Traité, & sans que par icelui y soit en quelque maniere, ni en quelque partie dérogé.

Aprés lesquelles choses ainsi traitées, concluës, appointées, & à nous bien au long dites & raportées, le Sieur Dominique Gradenigo, pour & au nom desdits de Venise, nous a requis & fait requerir, qu'il nous plût les avoir agreables, & sur ce octroier nos Lettres en forme dûë, offrant par vertu du pouvoir à lui donné en bailler ses Lettres, & en outre dedans le quinzieme jour du mois de Mai prochainement venant, nous rendre ou envoier Lettres Patentes desdits Duc & Seigneurie de Venise, en forme dûë & autentique, confirmatoires desdites choses, promettant & soi obligeant icelles tenir, garder, & accomplir. Savoir faisons que pour consideration du grand desir & affection, que lesdits Duc & Seigneurie de Venise démontrent avoir à la pacification des differences qui sont entre eux & nous, & d'avoir nôtre amour & bienveillance, reduisant à memoire les anciennes Amitiez qu'ils ont eû avec nos tres-Chretiens progeniteurs, desirant de nôtre part les avoir pour nos bons, vrais, & speciaux amis. Nous sur ce bien & dûement acertenez & avertis, icelles Paix, Amitié, & bienveillance entre Nous & nos successeurs Rois de France, nos Roiaumes, Païs, Terres, Seigneuries, & Sujets; & lesdits Duc & Sei-

Anno 1477. 1478. & Seigneurie de Venise, leurs Pais, Terres, Seigneuries, & Sujets, & toutes les autres choses traitées, conclues, & apointées avec ledit Dominique Gradenigo, ainsi, & par la forme & maniere qu'elles sont ci-dessus exprimées & declarées, avons pour Nous, & nos Successeurs Rois de France, ratifié, confirmé, & approuvé, & par la teneur de ces presentes ratifions, confirmons, & approuvons, promettant en bonne foi & parole de Roi, icelles tenir, garder, & observer de point en point, tout ainsi, & par la forme que ci-dessus est contenu, sans jamais faire ni venir à l'encontre, pourvu toutefois que lesdits Duc & Seigneurie de Venise, & leurs Successeurs, les garderont, observeront, & entretiendront entierement de leur part.

Et pource que de cesdites presentes l'on pourra avoir afaire en plusieurs & divers lieux, nous voulons qu'au *vidimus* d'icelles, fait sous seel roial, foi soit ajoûtée comme à ce present original.

En témoin de ce nous avons fait mettre nôtre seel à cesdites presentes. Donné au Plessis du Parc-les-Tours, le neuvieme jour de Janvier, l'an de grace mille quatre-cens soixante-dix-sept, & de nôtre Regne le dix-septieme. Signées sur le repli: *par le Roi en son Conseil*, auquel Monseigneur le Cardinal de Foix, vous les Archevêques de Vienne & de Sens, les Evêques d'Alby, d'Agen, d'Agde, le Comte de Dunois, le Protonotaire de Cluny, les Sires de Bressuyre, & de Saint-Pierre, Grand-Senechal de Normandie; d'Argenton, Senechal de Poitou; Maîstres Adam Fumée, Maistre des Requestes ordinaire de l'Hôtel, Raoul Pichon, Jean Pellieu, Conseillers en Parlement; Aubert le Ville, Correcteur en la Chancellerie, & plusieurs autres étoient. D'ISOINE, & scelle sur double queue du grand seel de cire jaune.

XIV.

1478. 31. Janv. Kayssers FRIDERICI Offener Brieff/ ein allgemeines Auffgebott des Heyligen Römischen Reichs wider die Cron Franckreich/ die sich der Person des Bischofs von Verdun und seiner Land und Leuthe/ wie auch der Stadt Camerich bemächtiget hatte/ und ein gleiches mit denen Ländern weyland Hertzog Carls von Burgund vorhatte/ belangend/ so auch mutatis mutandis au des H. Reichs-Stadt Eßlingen ergangen. Geben zu Grätz den letzten Januari Anno 1478. [JOH. PHIL. DATT, Volumen Rerum German. Novum Lib. I Cap. XXIX. pag. 208. §. 11. d'où l'on a tirée cette Pièce. LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Gener. Continuat. unter Kayser Friderico III. pag. 116.]

C'est-à-dire,

Lettres de l'Empereur FREDERIC, *par lesquelles il ordonne un Armement general de l'Empire contre la* COURONNE DE FRANCE, *qui a emmené prisonnier l'Evêque de* Verdun, *qui s'est emparée de ses Terres & Sujets; qui a occupé la Ville de* Cambrai; *& qui médite les mêmes hostilités contre les Provinces du défunt Duc* CHARLES *de Bourgogne, lesquelles Lettres ayant été envoyées par tout,* mutatis mutandis, *le furent aussi à la Ville d'*Eslingen. *Datées à Gratz le 31. Janvier* 1478.

WIr Friderich von Gottes Gnaden/ Römischer Kayser zu allen zyten Merer deß Reichs/ zu Hungarn/ Dalmatien/ Kroatien rc. Kunig; Herzog zu Oesterreich und zu Steir/ Enbieten Unsern und deß Reichs lieben Getrewen Burgermeister and Rate der Stan Eßlingen Unser Gnad und alles gut/ lieben Getruwen. Unß zweivelt nit/ ir seit bericht/ wie der Kunig von Franckreich/ auß aigem frevenlichem mutwillen/ fürnemen/ on all redlich ursach/ den Bischoffen von Verdun/ der ain Fürst und Geid deß Heiligen Römischen Reichs ist/ gevangen/ die Land/ Schloß/ Stett und bevestigung zu demselben Stifft gehörend/ zu seinen handen und gehorsam pracht: auch die Statt Cammerach/ die dem Heiligen Reich on Mittel zugehört/ und ander Stett und bevestigung deß Heiligen Reichs in grosser vertrostung und Glauben überfallen/ die eingenommen/ und zu Erbhuldigung/ nymmerther under das Heilig Reich zukommen/ gedrungen auch Unser und deß Heiligen Reichs Wappen daselbst abgetan/ und sein Wappen an die Stat machen lassen, und ferrer understeet dy loblichen Fürstenthumb und land/ so weylend Herzog Karl von Burgundi inngehapt het/ von dem Heiligen Reyche zu dringen/ und im undertanig und gehorsam zumachen/ daruß er denn/ wo im sollichs gestatt werden solt/ ferrer in deutsche land wachsen/ und den appruch und verlezung zu thun understeen wurde: das euch und andern underthanen deß Reichs und deutscher Nation zu ewiger unwiderbringlicher verlezung keme/ darein unß/ alß Römischem Kayser/ Merer and hanthaber deß Heiligen Reichs zusehen/ und das zu fürkommen gepürt/ und sein deßhalben in meynung/ die mercklichen anligende geschefft und Sachen Unser erblichen Fürstenthumb und lande zuruck zu slahn/ unß in eigner Persone in das Heylig Reiche zufügen/ und solichem deß Kunigs von Franckreich frevenlichem muotwilligem furnemen/ mit Unser und diß Heyligen Reichs Churfürsten/ Fürsten/ Prelaten/ Graven/ Herrn/ Ewern und andern der von Stetten hilff/ widerstand zu tun; auch die Fürstenthum und Lande dem Heiligen Reich zugehörig/ zu hanthaben; und ermanen euch darauff der Pflicht/ glüpt und eide/ damit ir unß/ und dem Heiligen Reiche verbunden seit Gepieten Euch auch von Römischer Kayserlicher Macht/ ernstlich/ und wellen/ daß ir euch von Stund/ angesicht diß Unsers Kayserlichen Brieffs/ mit den Ewern zu Roß und fuß/ auff das höchst und maist/ so ir mügt/ mit harnasch/ wegen/ Puchsen/ were/ und aller nothdurfft/ alß ins Veld gehört/ rüstet und geschickt seit/ wann wir euch fürter ersuchen/ alßdann die Ewern an dy End/ dahin wir euch bescheiden werden/ zu unß schicket/ und unß dem Heiligen Reich/ Euch selbs und dewtscher Nation zu Eren und gutem/ solchem/ wie vorberürt ist/ helffet nach zukommen: und seit hierum nit sewmig/ damit wir euch/ alß liebhaber und gehorsam undertanen Unser Kaiserlichen Persone und deß Heiligen Reichs erfinden; alß unß deß und alles guten an Euch ganz nicht zweifelt. Daran thut ir Unser ernstliche meynung und sonder gefallen/ das wir zusampt der billichkait in Gnaden gegen euch erkennen/ und zu gut nit vergessen wollen. Geben zu Gretz am letsten tag deß Monatz Jannarii Anno Domini 1478. Unsers Keiserthumbs im Sechs und zwainzigsten Jaren.

Ad Mandatum Domini Imp. in Consilio.

XV.

13. Fevr. FRANCE ET ANGLETERRE. *Traité de Tréves entre* LOUIS XI. *Roi de France, &* EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, durant leur vie, & cent ans après la mort de l'un ou de l'autre. A Londres le* 13. *Février* 1478. [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 217.]

UNIVERSIS & singulis has Litteras inspecturis, &c.

Imprimis, quòd bonæ, sinceræ, firmæ & perfectæ sint, & inviolabiliter habeantur & fiant Treugæ, Guerrarum Abstinentiæ, Ligæ, Intelligentiæ, & Fœdera inter potentissimos LUDOVICUM Franciæ, & EDUARDUM Angliæ Principes, Patrias, & Dominia sua quæcumque, Hæredes, Successores, Vassallos, atque Subditos suos præsentes & futuros quoscunque, Alligatos & Confœderatos utriusque eorum, qui in ipsis

ANNO 1478.

sis comprehendi voluerint, nec non inter Illustrissima Franciæ & Angliæ Regna per Terram, Mare, Portus Maris, & Aquas dulces, & quod dictæ Treugæ, Guerrarum Abstinentiæ, Ligæ, & Fœdera suum habeant effectum immediatè post datam præsentium, & durante vitâ dictorum Franciæ & Angliæ Principum, juxta dictarum Litterarum vim & vigorem, & per centum annos post mortem alterius ipsorum Principum primò decedentis proximè sequentes, & usque ad finem ipsorum centum annorum sic proximè sequentium.

Item. Quòd durante ipsorum Principum vitâ, & dictorum centum annorum termino, Bella, Guerra, hostilitates quæcumque inter præfatos Franciæ & Angliæ Principes, utriusque eorum Hæredes, Successores, Vassallos, Subditos & Confœderatos quoscumque, qui in ipsis Treugis, ut præmittitur, velint comprehendi, necnon inter inclitissima Franciæ & Angliæ Regna, Patrias, & Dominia sua quæcumque, ubicumque Locorum, per Terram, Mare, & Aquas dulces, omninò cessabunt.

Item. Quòd omnes & singuli utriusque dictorum Principum, eorumque Hæredum, & Successorum, aut eorum, alteriusve eorum obligatorum, in his Treugis comprehensorum, Vassalli, & Subditi, sive sint Principes, Archiepiscopi, Episcopi, Duces, Comites, Barones, Mercatores, aut cujusvis status, conditionisve existant, durantibus Treugis antedictis ubivis locorum sese mutuis officiis prosequantur, & honestâ affectione pertractent, possintque liberè, tutè, & securè absque alterius, aut ejus Hæredum & Successorum, Subditorumve offensâ, sive impedimento, aut salvo conductu, sive licentia, ubique perlustrare Terram, per Mare navigare, hinc inde ad Portus, & Dominia, & Districtus quoscumque utriusque ipsorum Principum, suorumque Hæredum & Successorum citra & ultra Mare; dum tamen ultra numerum armatorum centum simul non accedant, in eis quandiu volent morari, mercari, merces, arma & jocalia quæcumque emere & vendere; &, ut eis placet, ab illinc ad partes proprias, vel alibi liberè, quoties duxerint abeundum, si jura localia jam sancita non obstent abire cum suis, aut conductis, vel commodatis navigiis, plaustris, vehiculis, equis, armaturis, mercimoniis, sarcinunculis, bonis, & rebus suis quibuscumque, absque ullo impedimento, offensâ, arrestatione, ratione marcæ, contramarcæ, repressaliarum, aut aliâ districtione quâcumque, tam in Terra, quàm in Mari, & Aquis dulcibus, quemadmodum Patriis in propriis hæc omnia facerent, aut eis facere licet; ita quod ultra & præter has Treugas nullo alio salvo-conductu generali aut speciali indigeant.

Item. Quòd omnia munera, sive onera ab aliquo dictorum Principum in cujusvis eorum Patriarum, sive Dominiorum partibus citra aut infra duodecim annos, dictis 29. die Augusti, Anno Domini 1475. præcedentes, imposita Mercatoribus, & Subditis alterius Principis, ejusve Hæredum & Successorum nociva, durantibus his Treugis, penitus extincta sint & rejecta, & quod talia, aut consimilia eisdem Treugis durantibus amodò non imponantur, salvis tamen semper quoad alia omnibus Regionum, Urbium, & Locorum aliis Legibus, Statutis, & Consuetudinibus, quibus nihil quoad eorum Jura per præmissa censetur derogatum.

Item. Quòd omnes Mercatores, etsi Veneti, Florentini, & Genuenses sint, possint per Mare, & Aquas dulces, modo mercatorio & non hostili, cum suis propriis mercibus, aut alienis in navibus, carracis, aut galeis propriis, sive alienis, in Regna Franciæ & Angliæ, & eorum utrumque tutè, liberè & securè venire, & de illinc quò velint abire, durantibus Treugis antedictis, quandocumque & quotiescumque voluerint, absque licentia, disturbio, molestia, aut gravamine quocumque per dictos Franciæ & Angliæ Principes, seu eorum aliquem, aut Hæredes, Successores, sive eorum, aut alterius eorum Subditos quoscumque.

Item. Quòd si durantibus præfatis Treugis aliquid contra vires & effectus earumdem Treugarum, & Abstinentiarum Guerrarum per Terram, Mare, aut Aquas dulces, per aliquem ipsorum Principum, Hæredes, Successores, Subditos, Vassallos, aut Alligatos alicujus eorum Principum, eorumve Hæredum & Successorum in his Treugis comprehensos, fuerit attentatum, actum, aut gestum, quod omnia ipsa sic attentata per Conservatores ipsarum Treugarum ab ipsis Principibus, eorumve Hæredibus & Successoribus, seu saltem à Principe eorum sic damnificantium nominatos, sive nominandos infra mensem, post requisitionem super indè eis factam unà cum expensis sic damnificati, aut damnificatorum, restaurentur, reficiantur, & reparentur; sic quod propter nulla durante harum Treugarum termino in contrarium attentata hæ Treugæ rumpantur, nec terminentur, sed in suis viribus, durante dictorum Principum vitâ, & usque ad finem dictorum centum annorum post mortem primò decedentis eorum proximè, ut præmittitur, sequentium, permaneant, & pro ipsis attentatis solummodò puniantur ipsi attentantes & damnificantes, & non alii.

Item. Si contigerit posthac aliquem de ipsis, qui sunt deputati impræsentiarum à dictis Principibus, alterove eorum prædictarum Treugarum antea, ut præmittitur, initarum Conservatoribus vitam finire, quod ex tunc ipse Princeps, ejusve Hæres & Successor, ex cujus parte ipse Conservator sic mortuus fuerat nominatus, habeat infra tres menses ipsius Conservatoris mortem proximè sequentes alium in ejus locum pro ipsarum Treugarum conservatione deputare, & ipsam sic deputationem alteri Principi, ejusve Hæredibus & Successoribus infra alios tres menses proximos ex tunc sequentes debitè notificare; & hoc quotiescumque casus sic exegerit à data præsentium, durante vita dictorum Principum, & per centum Annos post mortem alterius eorum primò decedentis proximè sequentes; qui quidem Conservatores, aut duo, vel unus eorum, ex parte saltem Principis Subditorum damnificantium, si qui sint, sic nominati, nominatusve, autoritatem & potestatem habeant, habeatve, ipsos damnificantes puniendi, attentata & damna contra vires harum Treugarum illata unà cum expensis damnificatorum reficiendi & reparandi; & si contingat ipsos Conservatores per ipsos Principes, ut præmittitur, nominatos super reformatione aliquorum dictorum attentatorum fore discordes, & inter eos sitperinde concordare non valentes, quod ex tunc causa illa referatur Consilio Principis Subditorum sic damnificantium, aut si opus sit, Consilio utriusque Principis referatur, ita tamen quod causa illa summariè & de plano coram eis examinetur, & debito fine terminetur.

Item. Quod in præsentibus Guerrarum Abstinentiis, Ligis, & Fœderibus comprehendantur Alligati & Confœderati dictorum Principum hinc inde postea nominati, si in eis comprehendi velint, videlicet pro parte Serenissimi Francorum Regis supradicti, ejusque Hæredum & Successorum, Rex Romanorum, Sacri Imperii Electores, Rex Castellæ & Legionis, Rex Scotiæ, Rex Hierusalem & Siciliæ, Rex Hungariæ, Duces Sabaudiæ, Mediolani, Januæ, & Lotharingiæ, Episcopus Metensis, Dominium & Communitas Florentiæ, Dominium & Communitas Villæ Bernensis, & eorum Alligati & Confœderati; item illi de Liga Altæ Alamaniæ, & illi de Patria Leodiensi, qui se declaraverunt pro prædicto Principe Franciæ, & in ejus obedientiam se retraxerunt.

Et ex parte Illustrissimi Principis Regis Angliæ antedicti, ejusque Hæredum & Successorum, Illustrissimus Dominus Princeps semper Augustus Rex Romanorum, Sacri Imperii Electores, Rex Castellæ & Legionum, Rex Scotiæ, Rex Portugalliæ, Rex Jerusalem & Siciliæ citra Farum, Rex Aragoniæ, Rex Siciliæ ultra Farum, Rex Daciæ, & Rex Hungariæ, potentissimique Duces Burgundiæ, Britanniæ, & Venetiæ, necnon Communitas & Societas de Hansa Teutonica.

Item. Quod præfatus Illustrissimus Princeps Franciæ dictas Treugas & Guerrarum abstinentias, sic inter eum, ejusque Hæredes & Successores, & antedictum Regem Angliæ, atque ipsius Hæredes & Successores, ut præmittitur, contractas, atque omnia & singula prædicta in his Litteris contenta, suis Literis patentibus magno suo sigillo sigillatis, manuque propriâ subscriptis, innovabit, aut ratificabit & confirmabit, ipsasque Treugas & Guerrarum abstinentias, & dicta Capitula sic per eum innovata, aut ratificata & confirmata, per tres Status Regni Franciæ, videlicet per Prælatos & Clerum, Nobiles, & Plebem ejusdem Regni infra duodecim menses proximos post datam præsentium, ratificari, confirmari & autorisari faciet; & peræquè dictus Serenissimus Rex Angliæ Treugas & Capitula antedicta suis Literis patentibus magno suo sigillo sigillata, atque manu propria subscripta innovabit, atque ratificabit & confirmabit, ipsasque Treugas, & ea Capitula sic per eum innovata, aut ratificata, & per tres Status Regni sui confirmata, videlicet per Prælatos & Clerum, Nobiles, & Plebem ejusdem Regni infra alios duodecim menses proximè sequentes, ratificari, confirmari & autorisari faciet; quodque uterque Principum prædictorum prædictas Treugas, & omnia Capitula antedicta per Sedem

ANNO 1478.

dem Apost. & per autoritatem ejusdem confirmari, vallari & roborari pro viribus procurabit, & cum effectu faciet; ea tamen modificatione præsentibus adhibitâ, quòd Treugæ, Guerrarum abstinentiæ, cæteraque alia in Civitatibus Ambianensi & Londinensi inter prædictos Principes, & eorum Deputatos, ut præmittitur, contra conventa, conclusa, his præsentibus minimè tollantur, innoventurve, nec eis præjudicium aliquod in parte, vel in toto inferatur, sed in suo robore secundum Literarum super inde confectarum tenorem maneant cum effectu.

Insuper ego Carolus de Martigny, Episcopus Elnensis, Serenissimi Francorum Regis Deputatus, polliceor, promitto, & eumdem Francorum Regem, Dominum meum supremum, potestate, ut præmittitur, ab ipso mihi commissâ, per præsentes obligo, quod idem Francorum Rex omnia & singula præmissa ratificabit, autorisabit & confirmabit, eaque realiter & cum effectu pro parte sua exequetur & faciet quæ præmissorum tenor exigit & requirit, suasque Literas patentes superinde confectas magno suo sigillo munitas, Illustrissimo Principi Contrarii & Consanguineo suo carissimo Angliæ Regi supra dicto, debitè deliberabit, deliberarive faciet, salvis omnibus & singulis aliis Pactionibus, Conventionibus, Confœderationibus, Amicitiis, Intelligentiis, promissionibus, & obligationibus quibuscumque inter antedictos Franciæ & Angliæ Principes, nominibusve eorum, aut pro eis ante hæc tempora quovis pactu initis, celebratis, aut conventis.

In quorum omnium & singulorum præmissorum fidem & Testimonium, his præsentibus manu nostra subscriptis sigillum meum apposui. Datum in Civitate Londinensi die decima-tertia mensis Februarii, Anno Domini secundum cursum & computationem Ecclesiæ Anglicanæ, millesimo quadringentesimo septuagesimo octavo; sic signatum, Carolus Episcopus Elnensis.

Obligatio facta cum Notario quinquaginta millium scutorum annualium durante termino centum annorum.

In Dei Nomine, Amen.

PER præsens publicum Instrumentum cunctis appareat evidenter, quòd Anno ab Incarnatione Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo-octavo Indictione duodecima, Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri, Domini Sixti divinâ providentiâ Papæ quarti, Anno octavo, mensis verò Februarii die penultimo, in quadam alta Camera Domûs Religiosorum Virorum Fratrum Prædicatorum Civitatis Londinensis situata, Reverendus in Christo Pater & Dominus, Dominus Carolus de Martigny, Dei & Apostolicæ Sedis gratiâ Episcopus Elnensis, Serenissimi Principis Francorum Orator, Legatus, Ambassiator, Commissarius, Nuncius, Procurator, ad infrà scripta sufficienter, ut asseruit, deputatus & ordinatus, tunc ibidem in præsentia mei Walterii Bedlou, publici autoritatibus Apostolica & Imperiali Notarii, ac venerabilium Virorum Guilermi Stolilis, Militis, & Thomæ Hamal, Aldermanorum Civitatis prædictæ, testium ad hoc vocatorum specialiter & rogatorum, personaliter constitutus, habens & tenens in manibus suis quasdam ipsius Serenissimi Principis Domini Ludovici Francorum Regis Litteras, ejus sigillo & subscriptione, ut apparuit, sigillatas & munitas, illas Reverendo in Christo Patri & Domino, Domino Joanni, Dei & Apostolicæ Sedis gratia Episcopo Eliensi, & præpotenti Domino, Domino Joanni Dudley, Militi, Domino de Dudley, Illustrissimi Principis & Domini, Domini Eduardi Dei gratia Regis Angliæ Commissariis, Deputatisque & Procuratoribus, die & loco prædictis personaliter præsentibus, tradidit inspiciendas, quarum tenor sequitur, & est talis.

LUDOVICUS, Dei gratiâ Francorum, &c. Quibus quidem Litteris, sicut præmittitur, exhibitis, traditisque, & ex mandato præfatorum Reverendi in Christo Patris Domini Joannis Episcopi, & Domini Joannis Dudley, Militis, Commissariorum, Deputatorumque & Procuratorum prædictorum, per me Walterum Bedlou, Notarium publicum prædictum perlectis, & diligenter auscultatis, præfatus Reverendus Pater Dominus Carolus, Episcopus, Orator, Legatus, Ambassiator, Commissarius, Nunciusque, & Procurator antedictus, nomine, ut asseruit, dicti Domini Lodovici Francorum Regis, Domini sui supremi, cum præfatis Commissariis, Deputatisque & Procuratoribus supradicti Illustrissimi Principis & Domini Eduardi Regis Angliæ prædicti, commissionem, potestatem, & mandatum Procuratorium, cujus tenor inferius describitur, tunc ibidem sub ejusdem Domini Regis sigillo sigillata habentibus, & publice, tunc ibidem ostendentibus, & desuper nonnullis Articulis & Capitulis in Litteris prænominatis Domini Ludovici Francorum Regis descriptis & contentis, ad tempus tractavit & communicavit, ac post tractatum & communicationem hujusmodi idem Reverendus Pater Dominus Carolus de Martigny, Orator, Legatus, Ambassiator, Commissarius, Nunciusque, & Procurator antedictus nomine quo supra, ex cæteris causis tunc eum, ut dixit, moventibus, non vi, metu, nec dolo, ad hoc, ut apparuit, inductus, vel aliqua sinistra machinatione circumventus, sed ipsius mera, libera, & spontanea voluntate, animoque deliberato, & ex ejus scientia, ut dixit, & liquebat, cum dictis Dominis Reverendo Patre Joanne Episcopo, & Joanne Dudley, Milite, Commissariis, Deputatis, & Procuratoribus præfati Domini Eduardi Regis Angliæ, concludebat, & pro conclusione in Tractatu & communicatione prædicta pro parte dicti Domini Ludovici Francorum Regis, ut asseruit, haberi voluit, spoponditque, & constanter promisit, quod idem Dominus Ludovicus Francorum Rex, ac ipsius Hæredes, executoresque & successores dicto Domino Eduardo Regi Angliæ, ipsiusque Hæredibus & Successoribus, durante ipsorum Principum vita, atque per centum annos post mortem alterius eorum prius decedentis proximè sequentes, in Civitate Londinensi singulis annis ad Festa Paschæ, & S. Michaelis Archangeli, quinquaginta millia scutorum auri, boni & justi ponderis, unoquoque eorumdem scutorum valente secundum cursum & æstimationem pecuniarum in Regno Franciæ impræsentiarum habitarum, per æquales portiones solvent, seu solvi facient; & ad sic solvendum, seu solvi faciendum per idem temporis spatium tenebuntur in futurum, atque ad hujusmodi summam quinquaginta millium scutorum in forma prædicta, terminis & locu prædictis, ut præfertur, solvendam, prælibatum Dominum Ludovicum Francorum Regem, ejusque Hæredes, Successores & executores vigore potestatis hujusmodi sibi, ut prædicitur, commissæ, ac mandati præfati, & in hac parte dati & concessi, dicto Regi Angliæ suisque Hæredibus & Successoribus, etiam in & sub pœnis Cameræ Apostolicæ oneravit, adstrinxit, & obligavit, necnon ad solutionem, ut præmittitur, corumdem quinquaginta millium scutorum per quoscunque Judices tam Ecclesiasticos, quàm Seculares, per quascunque Sententias, Censuras, & pœnas Ecclesiasticas & temporales adstringi, arctari, & compelli expressè voluit, consensit & promisit, tunc ibidem submittendo, & submisit dictus Reverendus Pater Dominus Carolus Episcopus, Legatus, Ambassiator, Orator, Commissarius, Nuncius, & Procurator antedictus nomine quo supra, dictum Illustrissimum Principem Dominum Ludovicum Francorum Regem, ipsiusque Hæredes, Executores, & Successores, propter solutionem, & defectum solutionis præmissorum quinquaginta millium scutorum, modo & formâ, locoque & temporibus præmissis, Jurisdictioni, potestati, coertioni, compulsioni, & mero examini Curiæ Cameræ Apostolicæ, ac ipsius & cujuscumque Domini nostri Papæ, sive Sedis Apostolicæ, generalis Auditoris, Viceauditoris locum-tenentis, sive Commissarii, aliorumque quorumcumque Judicum, sive Officialium cujuslibet alterius Curiæ Ecclesiasticæ, vel Secularis. Et pro firmiori subsistentia prædictorum idem Reverendus Pater Dominus Carolus, Orator, Legatus, Ambassiator, Commissarius, Nunciusque & Procurator præfatus, per pactum expressum solemni stipulatione vallatum, Commissariis, Deputatis, & Procuratoribus præfati Domini Regis Angliæ, nomine supranominati dicti Domini Ludovici Francorum Regis, promisit, & ultra hoc quatenus potuit, eumdem Dominum Ludovicum oneravit, adstrinxit & obligavit, quam citius fieri poterit, coram aliquo Notario publico, fideli & legali, ac testibus omni exceptione majoribus, per illum ad infra scripta convocandum, pro se ipso Domino Ludovico, ac ipsius Hæredibus & Successoribus dictam summam quinquaginta millium scutorum, modo & forma, loco, & terminis superius descriptis, & prout suprà describuntur, fideliter sol-

ANNO 1478.

Anno 1478.

vere promissurum, & ad solutinnem ejusdem summæ, absque fraude & dolo quibuscumque, se ipsum Dominum Ludovicum Francorum Regem, suosque Hæredes, Successores, & executores, sub quibuscunque pœnis, sententiis, & censuris Ecclesiasticis, in forma Cameræ Apostolicæ debita & consueta, oneraturum, & obligaturum, eumdemque Dominum Ludovicum, ac ejus Hæredes, Successores, & executores, Jurisdictioni, coertioni, & compulsationi Judicum prænominatorum, & cujuslibet eorumdem, ob solutionem & non solutionem summæ prædictæ, vel alicujus partis ejusdem quolibet termino superius statuto, submissurum, ejusdem Cameræ Apostolicæ, ac eorumdem Judicum, & ipsorum cujuslibet, Decreto & Sententiæ in omnibus pariturum & obtemperaturum, atque ipsum Dominum Ludovicum Francorum Regem pro se, Hæredibus & Successoribus quibuscunque, per se, vel Procuratorem, seu Procuratores suos in ea parte sufficienter constituendos, cuicumque exceptioni doli mali, vis, metus, fraudis in factum, actioni indebiti ob turpem causam, sine causa, & ex injusta causa, non sic celebrari contractus, aliter fuisse dictum sive recitatum, quàm scriptum, vel factum, & converso petitioni libelli, necnon privilegiis feriarum, vindemiarum, appellationum, querelarum, & supplicationum remedio, & recursui ad arbitrium boni Viri, quibuscunque Constitutionibus contrariis, Privilegiis indultis, aut indulgendis, Statutis spiritualibus & generalibus, localibus & temporalibus, à jure, vel ab homine editis, ac in genere, vel specie concessis, vel concedendis, omnibus & singulis aliis exceptionibus, juribus & defensionibus, per quos, quas, & quæ hujusmodi summæ quinquaginta millium scutorum, ut prædicitur, solutio ullomodo impediri, vel differri poterit, & specialiter juri dicenti generalem renunciationem non valere, nisi præcesserit specialis coram Notario, & Testibus suprà scriptis, expresse & cum effectu renunciaturum. Quibus omnibus & singulis exceptionibus antedictis idem Reverendus Pater Dominus Carolus, Orator, Legatus, Ambassiator, Commissarius, Nunciusve, & Procurator præfatus nomine dicti Regis Francorum, suorumque Hæredum & Successorum, & pro eo, & eis, potestate sibi in hac parte commissa, palam & expresse renunciavit, necnon coram eisdem Notario, & Testibus omnibus, via Juris, modo, & forma melioribus, quibus de jure fieri potuit, dictum Dominum Ludovicum Francorum Regem, quoscumque in Romana Curia, vel aliis Curiis Ecclesiasticis, sive secularibus, Officium Procurationis impræsentiarum, aut in futurum quoquo modo exercentes, quos idem Rex Angliæ aliquo tempore nominaverit, conjunctim aut divisim, ac eorum quemlibet per se & in solidum, ita quod non sit melior conditio occupantis, nec deterior subsequentis; sed quod unus illorum inceperit, alter ipsorum id libere prosequi & mediare valeat, & finire, suos veros & legitimos, certos & indubitatos Procuratores, Actores, Factores, Syndicos, negotiorum suorum gestores, & Nuncios speciales ordinaturum, facturum incontinenti, daturumque & concessurum eisdem Procuratoribus suis incontinenti, postquam, sicut præmittitur, ordinati, facti, & constituti fuerint, conjunctim, & eorum cuilibet divisim & in solidum, plenam, liberam, & generalem potestatem, & mandatum tam generale quàm speciale, ita quod specialitas non deroget generalitati, nec è contra, pro præfato Domino Ludovico Francorum Rege, & ejus nomine, coram præfato Domino Camerario, seu aliis Judicibus supradictis, aut aliquo sive altero eorundem in Curia, seu Curiis supradictis, semel vel plures, tempore dieque & hora feriatis & non feriatis, ante cujuslibet hujusmodi solutionis terminum faciendum, in ipso termino, & post ipsum terminum, ad omnem voluntatem dicti Domini Eduardi Regis Angliæ, & Hæredum suorum, & aliorum jus & interesse in ea parte habentium, seu habiturorum, comparendi, dictamque summam præfatorum quinquaginta millium scutorum per dictum Dominum Ludovicum Francorum Regem, pro se, Hæredibus & Successoribus suis, præfato Domino Eduardo Regi, modo & forma, locoque & terminis præmissis, solvi promissam, atque ex causa legitima eidem Domino Eduardo, ejusque Hæredibus & Sucessoribus pro eorum Principum vita, & termino dictorum centum annorum, debitè confitendi & recognoscendi, eumdemque Dominum Ludovicum Francorum Regem, ejusque Hæredes, Successores & Executores ad solutionem dictorum quinquaginta millium scutorum in Civitate Londinensi in Anglia, ad festa Paschæ, & Sancti Michaelis Archangeli, quolibet Anno faciendam, durante vitâ dictorum Principum, & termino sive spatio centum annorum post mortem alterius eorum, ut præfertur, decedentis proximè sequentium, utiliori & efficaciori modo, quoad commodum & emolumentum dicti Domini Eduardi Regis, suorumque Hæredum & executorum fieri & adimpleri poterit, onerandi & obligandi, & quodcunque præceptum, sive mandatum, monitionemque & sententiam quamcunque, atque omnem & alium, & ulteriorem processum, quod, quam, & quem præfati, Dominus Camerarius, & alii Judices supradicti, seu eorum aliquis contra dictum Dominum Ludovicum Francorum Regem, ipsiusque Hæredes & Successores, seu eorum aliquem, dare, facere, ferreve, aut promulgare voluerint, seu voluerit eorum aliquis, seu alter, audiendi, petendi & recipiendi, hujusmodique monitioni, præcepto, mandato, & sententiæ obediendi, prælibatumque Dominum Ludovicum Regem, ejusque bona mobilia & immobilia quæcunque foro, & Jurisdictioni Judicum & Curiarum præfatarum, in, & pro dictorum quinquaginta millium scutorum modo & forma præmissa solutionis, & occasione non solutionis eorumdem toties quoties supponendi & submittendi; atque ut dictus Dominus Camerarius, & cæteri Judices antedicti, & eorum quilibet, contra dictum Dominum Ludovicum, ipsiusque Hæredes, Successores, & Executores, & unumquemque eorumdem, post lapsum uniuscujusque termini, ad solvendum dicta quinquaginta millia scutorum, ut præmittitur, statuti, occasione non solutionis eorumdem, & promissi prædicti non observationis procedant, seu procedat, ad interdicti excommunicationis aggravationem & reaggravationem, sententiam, seu sententias, ac eam, vel eas ferant & promulgent, ac ferat & promulget, eamque vel eas publicent, seu publicari faciant, aut publicet, seu publicari faciat, expresse, consentiendi, ac consensum & assensum in ea parte præbendi, necnon renunciationem & renunciationes superius descriptas pro dicto Domino Ludovico Rege, & ejus nomine faciendi, ac expressè & cum effectu in forma præmissa renunciandi, aliumque, sive alios, Procuratorem sive Procuratores eorum nomine, quoties eis & eorum cuilibet videbitur, loco ipsorum, & eorum cujuslibet substituendi, ipsosque substituros, revocandi. Præterea obligavit & oneravit præfatus Reverendus Pater Dominus Carolus Episcopus, Orator, Legatus, Ambassiator, Commissarius, Nunciusque & Procurator antedictus prædictum Dominum Ludovicum Francorum Regem, se ipsum pro se, Hæredibus & Successoribus suis, fideliter etiam per juramentum suum ad Sancta Dei Evangelia per illum corporaliter tangenda coram Notario & Testibus, quos pro constitutione Procuratorum præfatorum, & aliis præmissis, duxerit evocandos, & evocaverint, promissorum potestatem eorumdem Procuratorum, postquam in forma prædicta, & subscripta constituti fuerint, aut eorum aliquem, sive potestatem eis, seu eorum alicui, in ea parte datam, sive concessam nullo modo revocare, sive diminuere, donec & quousque dicto Domino Eduardo Regi, suisque Hæredibus & executoribus, modo & formâ præmissis, de summa quinquaginta millium scutorum quolibet Anno, durante termino centum annorum post mortem alterius eorum primò decedentis, ut prædicitur, proximè sequentium, unà cum eorum damnis & expensis, ac interesse, si qui sustinuerint, in hac parte plenariè satisfactum fuerit, & solutum, ac ratum, gratum, & firmum perpetuò habiturum totum, & quidquid dicti Procuratores, seu eorum aliquis, substitutisve, aut substituendis ab eisdem, sive eorum aliquo, fecerint, seu fecerit in præmissis, vel aliquo præmissorum, cum clausula de relevando eosdem Procuratores ab onere satisdandi, ac judicio sistendum, & judicatum solvendum, aliisque promissionibus & clausulis opportunis.

Anno 1478.

Insuper prælibatus Reverendus Pater Dominus Carolus Episcopus, Orator, Legatus, Ambassiator, Commissarius, Nunciusque & Procurator antedictus, nomine dicti Domini Ludovici Francorum Regis, prænominatis Dominis Commissariis, Deputatis, & Procuratoribus præfati Domini Eduardi Regis, constanter promisit, & in quantum vigore Commissionis & potestatis sibi commissæ potuit, eumdem Dominum Ludovicum Regem oneravit, adstrinxit, & obligavit se ipsum Dominum Ludovicum Regem, hujusmodi Notarium coram quo ipsum Dominum Ludovicum Francorum Regem, Procuratores constituere, ac eis mandatum & potestatem hujusmodi, ut præfertur,

dare

ANNO 1478.

dare & concedere, aliaque præmiſſa peragere continget, de & ſuper hujusmodi conſtitutionibus, & poteſtatibus, aliiſque per eumdem Dominum Ludovicum Francorum Regem dicendis, & tunc ibidem peragendis, ut ipſe Notarius unum vel plura, publicum ſeu publica, Inſtrumentum ſeu Inſtrumenta conficiat, atque ſibi, parti dicti Domini Eduardi Regis Anglin tradat, ſeu tradi faciat, teſteſque adſtantes veritatis Teſtimonium in ea parte perhibeant rogaturum, & requiſiturum, & per ſe, vel alium, aut alios, eidem Regi Angliæ hujusmodi Inſtrumentum realiter deliberaturum. Tenor verò Literarum poteſtatem & Mandatum prænominatis Reverendo Patri Domino Joanni Elienſi Epiſcopo, & Domino Joanni Dudley, Militi, per prælibatum Dominum Eduardum Angliæ Regem præmemoratum, ut præfertur, conceſſum, atque datum, in ſe continentium, & de quibus ſuprà fit mentio, ſequitur, & eſt talis.

EDUARDUS Dei gratiâ Rex Angliæ &c. ſuper quibus omnibus & ſingulis præmiſſis tam præfatus Reverendus Pater Dominus Carolus Orator, Legatus, Ambaſſiator, Commiſſarius, Nuncius & Procurator præfati Domini Regis Francorum, quàm prædicti Reverendus Pater Dominus Joannes Elienſis Epiſcopus, & Dominus Joannes Dudley, Miles, Commiſſarii, Deputatique & Procuratores præfati Domini Regis Angliæ, Principum Illuſtriſſimorum prædictorum, me Walterum Bedlou, Notarium publicum prædictum ſubſcriptum, eis unum vel plura, publicum ſeu publica, Inſtrumentum vel Inſtrumenta confici petierint, atque tradi.

Acta fuerum bæc omnia & ſingula, prout ſuprà ſcribuntur & recitantur, ſub Anno Domini, Indictione, Pontificatu, menſe, die, & loco in capite præſentis Inſtrumenti ſuperius deſcriptis, præſentibus tunc ibidem prænominatis Willelmo Stolilide, & Thoma Ham, Teſtibus, ut præmittitur, ad præmiſſa vocatis ſpecialiter & rogatis, ſic ſignatum.

Et nos Carolus Eluenſis Epiſcopus, Orator, Procurator, Legatus, Ambaſſiator, Commiſſarius, & Nuncius Illuſtriſſimi Principis & Domini, Domini Ludovici Francorum Regis, de quo ſuprà fit mentio, in fidem omnium & ſingulorum præmiſſorum, per nos nomine ejusdem Regis, ut præmittitur, factorum, geſtorum, & dictorum, huic præſenti publico Inſtrumento ſigillum noſtrum appoſuimus, & illud manu noſtra propria ſubſcripſimus, die viceſima octava menſis Martii, Anno Domini milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo-nono. Carolus Eluenſis Epiſcopus.

Et ego Walterus Bedlou, Clericus Lincolnienſis Diœceſis, publicus autoritatibus Apoſtolica, & Imperiali Notarius, quia ſupradicti Reverendi in Chriſto Patris & Domini, Domini Caroli de Martigny Eluenſis Epiſcopi, Oratoris, Legati, Ambaſſiatoris, Nunciique & Procuratoris nominati præpotentis Principis & Domini, Domini Ludovici Francorum Regis, ipſius Regis Literas ſuperiùs deſcriptas in manibus ſuis, ut præfertur, habentis, ac eas ſupra nominatis Reverendo in Chriſto Patri & Domino, Domino Joanni Epiſcopo Elienſi, & prænobili Domino, Domino Joanni Dudley, Domino de Dudley, prædicti Illuſtriſſimi Principis & Domini, Domini Eduardi Regis Angliæ Commiſſariis, Deputatisque & Procuratoribus amedictis, ejusdem Domini Regis Literas ſuprà inſertas, ut præfertur, habentibus & oſtendentibus tradentis, tractatui, communicationi, concluſioni, promiſſioni, voluntatisque & conſenſus expreſſi præſtationi, ac ſubmiſſioni, onerationi, obligationi, & renunciationi, prædictis, cæteriſque præmiſſis omnibus & ſingulis, dum, ſicut præmittitur, per eumdem Reverendum Patrem Dominum Carolum Epiſcopum, Oratorem, Legatum, Ambaſſiatorem, Commiſſarium, Nunciumque & Procuratorem, ſub Anno Domini, Indictione, Pontificatu, menſe, die, & loco, in capite hujus Inſtrumenti publici ſuperiùs deſignatis, agebantur, dicebantur, & fiebant, unà cum prænominatis Guillelmo Leſtolili & Thoma Ham, Teſtibus prænominatis, præſens perſonaliter interfui, eaque ſic fieri & dici, vidi & audivi, ideò hoc præſens publicum Inſtrumentum per alium, me aliunde occupato, ſuperiùs ſcriptum, exinde confeci, publicavique, & in hanc publicam formam redegi, ac ſigno & nomine meis ſolitis & conſuetis ſignavi, meque bic manu propriâ ſubſcripſi rogatus, & ut præfertur, requiſitus, in fidem & teſtimonium præmiſſorum; & conſtat mihi de interlineatione hujus dictionis, *contraxerint*, ſupra nomina, & horum verborum, *vitâ ipſorum Principum durante*, ſupra octuageſimam, & hujus dictionis, *Archiepiſcopi*, ſupra quadrageſimam tertiam, lineas, à capite hujus Inſtrumenti computando. Fact. &c.

ANNO 1478.

XVI.

Renovatio Antiquiſſimæ Confœderationis inter Angliæ & Friſiæ Gentes, per EDUARDUM IV. *Regem Angliæ facta. Data Weſtmonaſterii die 5. Martii* 1478 [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. XII. pag. 51.]

5. Mars.

REX Nobilibus & Potentibus Viris, *Gretemannis*, *Conſulibus*, *Proconſulibus*, *Judicibus*, *Communitatibus*, *Societatibus*, *Hominibus*, necnon eorum veris Hæredibus, *Partium Terræ Friſiæ* (videlicet) *de Hoſtergo* & *Weſtergo*, Amicis & Confœderatis antiquiſſimis, Salutem.

Cum olim, temporibus Progenitorum noſtrorum & veſtrorum, ſicut accipimus, bonæ Intelligentiæ & Confœderationes inter Regnicolas & Subditos hujus Regni noſtri Angliæ, ex unâ parte, veſtroſque Majores & Prædeceſſores cæteroſque Incolas Terræ Friſiæ antedictæ, ex alterâ parte, habitæ & inviolabiliter obſervatæ fuiſſent annis plurimis, ita quòd Homines utriusque Partis libero & amicabili intercurſu inter ſeſe communiter converſabantur, donec, aliquot tranſactis annis, per nonnullos Viros ſeditioſos & bonæ Pacis turbatores, libera communicatio venerit in rupturam, ita ut neutri Partium liceat, ut antiquitùs, liberè converſari & mutuò Mercandiſam exercere,

Volentes itaque jam diebus noſtris veteres illas Confœderationes Intelligentiasque vobiscum quantum poſſumus renovare, convenimus, contrahimus, & concludimus bonam, ſinceram, veram, & perpetuam Pacem atque Amicitiam, pro Nobis, Hæredibus, Succeſſoribus, Vaſſallis, Subditis, Regnis, Terris, Patriis, & Dominiis noſtris præſentibus & futuris, vobiscum, veſtris & Hæredibus & Succeſſoribus, Vaſſallis, Subditis, ad dictam Terram ſeu Partes Friſiæ qualitercúmque pertinentibus, tenendam imperpetuum pariter & obſervandam, ſecundùm modum & formam Capitulorum & Articulorum ſubſequentium,

INPRIMIS, conventum & concordatum eſt quòd, *a primo die menſis Maii*, *proximo futuro poſt datam præſentium*, *atque in ſempiternum*, erit & obſervabitur inter Nos, omneſque & ſingulos Subditos & Vaſſallos Regni noſtri Angliæ, Hæredes & Succeſſores noſtros Angliæ Reges futuros, ex una parte, Nobileſque & Potentes Viros *Gretemannos*, *Conſules*, *Proconſules*, *Judices*, necnon *Communitates*, *Societates*, *Homines*, & eorum veros Hæredes, *Partium Terræ Friſiæ* prædictarum (videlicet) *de Hoſtergo & Weſtergo*, ſinguloſque Subditos & Vaſſallos ipſius Terræ & Partium Friſiæ, ex alterâ parte, pro ſeſe, Hæredibus, & Succeſſoribus hincinde, perpetuis temporibus in futurum, vera, perpetua, & realis Pax, Amicitia, & Concordia, ita quòd Homines utriusque Partis poſſint ſalvò & ſecurè, per Terram, Mare, & Aquas dulces, ire, redire, liberè invicem converſari & mercari, absque eo quòd per Homines hujus partis dampnum aut detrimentum fiat aut inferatur Hominibus alterius partis, in Perſonis, Bonis, aut rebus quibuscúmque, quavis arte aut occaſione quovisve quæſito colore; ſalvis ſemper Regionum, Urbium, ac Locorum Legibus, Statutis, & Conſuetudinibus, quibus nichilominus, quoad cætera, per præmiſſa cenſebitur derogatum.

Item, conventum & concordatum eſt quòd benè licebit Hominibus Regni cæteriſque Subditis Coronæ Angliæ præſentibus & futuris, quotiens eis libuerit, ad Terram & Partes Friſiæ ſupradictas, Portus, Civitates, Villas, atque Opida ejusdem Terræ, cum eorum navibus, bonis, rebus, mercibus, equis, plauſtris, vehiculis, & aliis ſibi neceſſariis quibuscúmque, applicare & declinare, atque ab eadem Terra & Locis memoratis, cum eorum navibus, bonis, & rebus ſupradictis, pro eorum beneplacito, recedere & abire quo duxerint abeundum:

Et, verſâ vice, quòd benè licebit Hominibus Terræ & Partium Friſiæ memoratarum omnibus & ſingulis præſentibus & futuris, quotiens eis libuerit, ad Regnum Angliæ ſupradictum, Dominium Hiberniæ, Villam & Marchias Caleſii, Portúsque, Civitates, Villas, atque Opida Regni & Dominii ſupradictorum, cum eorum navibus, bonis, rebus, mercibus, equis, plauſtris, vehiculis, & aliis ſibi neceſſariis quibuscúmque,

ANNO 1478. que, applicare & declinare, atque ab eodem Regno & Locis memoratis, cum eorum navibus, bonis, & rebus supradictis, pro eorum beneplacito, recedere & abire quo duxerint abeundum.

In cujus &c. Teste Rege apud *Westmonasterium* quinto die Martii.

Per ipsum Regem.

XVII.

22. Avril. *Investitura Feudalis* LUDOVICO DE GONZAGA *Marchioni Mantuæ, per* FREDERICUM *Romanorum Imperatorem concessa de Castro* Vitellianæ, *nec non & de aliis Castris, cum eorum Rochis, Fortalitiis, Villis & pertinentiis in Districtu Cremonensi sitis. Datum Gretz* 22. *Aprilis Anno Domini* 1478. [Pièce authentique, tirée des Archives Archiducales de Mantouë.]

Exemplar ab autentico Imperiali Privileggio relevatum.

FEDERICUS Divina favente Clementia Romanorum Imperator semper Augustus, Ungariæ, Dalmaciæ, Croaciæ &c. Rex, ac Austriæ, Stiriæ, Carinthiæ, & Carniolæ Dux, Dominus Marchie Sclavonicæ, ac Portusnaonis, Comes in Hasburg, Tirolis, Ferretis, & in Kiburg Burgoviæ, & Lantgravius Alsaciæ, tenore presentium recognoscimus, & notum facimus universis. Quod Illustris *Lodovicus de Gonzaga Marchio Mantuæ* Princeps, & Consanguineus noster carissimus per suos solemnes Oratores Nobis exponi fecit qnaliter ipse, & Predecessores sui Marchiones Mantuæ infrascriptas Terras, Castra, Opida, Rochas, Fortilicia, & Loca videlicet *Castrum Vitelianæ* cum Rocha, Fortilicio, Curia, Villa, & pertinentiis suis, *Castrum Doxuli* cum Fortilicio, Villis, & pertinentiis suis, Villam *Corregii viridis* cum pertinentiis suis, *Castrum Sablonetæ* cum Rocha, Curia, Villis, & pertinentiis suis, *Castrum Ripparoli*, cum Rocha, Curia, Villis, & pertinentiis suis, *Castrum Bozuli* cum Rocha, Curia, Villis, & pertinentiis suis, *Castrum Sancti Martini* ab Aggere cum Rocha, Curia, Villis, & pertinentiis suis, *Castrum Insulæ Dovariensis* cum Villis, & pertinentiis suis, *Villas Gazoli*, & *Belfortis* cum Curiis, & pertinentiis suis, *Villam quoque Pomponeschi* cum suis pertinentiis, omnia sita in Districtu, & Territorio Cremonensi cum omnibus suis Curtis, pertinentiis, & Jurisdictionibus à longo tempore citra ut sua propria libera Bona, & Dominia, in quibus Sacrum Romanum Imperium hactenus Investituram, neque aliquod aliud jus habuisset liberè, & sine cujusvis impedimento, & contradictione possedissent, & hodie Ipse possideret, & omnem superioritatem, & preheminentiam in his haberet; verum propter multiplicia beneficia à Sacro Romano Imperio in se sepenumero liberaliter colata, ac singularem affectionem & observantiam, quam erga nos, & Sacrum Romanum Imperium haberet easdem Terras, Castra, Opida, & Loca cum omnibus suis Juribus, & pertinentiis *pro se, & Heredibus suis* & à Nobis, & Successoribus nostris Romanorum Imperatoribus, & Regibus, ac ab ipso Romano Imperio in Feudum recognoscere, & recipere vellet Nobisque supplicavit, ut sibi easdem Terras, Castra, Oppida, & Loca cum omnibus suis Juribus, Villis, Cureis, Rochis, Curtis, Pertinentiis, & Jurisdictionibus, prout Predecessores sui tenuerunt, & possiderunt, & ipse hodie teneret, & possideret *sibi, & Heredibus suis* in Beneficium, & Feudum concedere, & eum de his graciosè Investire, & Infeudare dignaremur, Nos itaque attendentes sincerè devotionis affectum, & fidelitatis zelum quem prefatus Lodovicus Marchio Mantuæ, & ipsius Progenitores erga Sacrum Romanum Imperium semper habuisse dinoscuntur sane ad hoc Principum, Comitum, Baronum, Procerum, & Nobilium, Sacri Romani Imperii Fidelium dilectorum nostrorum accedente Consilio prefatum Ludovicum Marchionem Mantuæ, & ejus Hæredes masculos ab eo legitimè descendentes de supradictis Terris, Castris, Opidis, Rochis, Fortiliciis, Curtis, Villis, ac Locis per ipsum, & ejus Predecessores in dicto Territorio Cremonensi habitis, & possesis unà cum universis, & singulis, & cujuslibet eorum Villis, Curtis, Collonis, & pertinentiis, nec non cum omnibus Juribus, Honoribus, Jurisdictionibus, Reditibus, Introiitibus, Proventibus tempore suo, & dictorum Predecessorum suorum inibi quomodolibet repertis videlicet Daciis, Theloneis, Vectigalibus, Pedagiis, Guidagiis, Psalmariis, Traversiis, Imbotatibus, Limitationibus, Condemnationibus omnibus etiam Conphiscationibus bonorum, & aliis quibuscunque Pontibus, Portubus, Passibus, Aquis, & Fluminibus publicis, & privatis Rivis, Rugheriis, Arastariis, Polesinis, Molendinis, Pischariis, Albergariis, Pratis, Pascuis, Silvis, Nemoribus, Forestis, Venationibus, Territoriis, & confinibus, nec non mero, & mixto Imperio, ac omnimoda Jurisdictione, ac Dominio, & gladii potestate ac quibuscunque aliis regalibus à Nobis, & Sacro Romano Imperio dependenobus auctoritate Cesarea, & de certa scientia *Damus, & concedimus in Feudum*, & beneficium nobile, ac ipsum de eis *infeudavimus*, & investivimus, ac infeudamus, & investimus per presentes ita, & taliter quod ipse, *Heredes sui masculi ab eo, ut premittitur, legitimè descendentes* predictas Terras, Castra, Opida, & Loca cum omnibus suis Juribus, & pertinentiis à Nobis, & Sacro Romano Imperio in Feudum nobile tenere, ac possidere & eis eorumque Territoriis uti, & frui, & in his plenam, liberam, & omnimodam potestatem exercere, ac omnia & singula onera tam regalia, quam personalia, & mixta ibi imponere, exigere, & levare possunt, & debent prout natura hujusmodi Feudi, & Jus Sacri Romani Imperii exigit, & que alii Romani Imperii Vassalli exercere, & facere possunt comisimus insuper Reverendissimo in Christo Patri Domino Francisco Sanctæ Mariæ Novæ Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ Diacono Cardinali Mantuano Amico, & Consanguineo nostro carissimo, ut ab eodem Lodovico Marchione Mantuæ Patre suo nomine, & vice nostri, & Sacri Romani Imperii juxta formam per nos sibi transmissam consuetum, & corporale ab eo exigat juramentum, quod ipse nobis, & Sacro Romano Imperio fidelis, & obediens erit, & omnia faciat quæ fidelis Vassallus ratione hujusmodi Feudorum, de Jure, & Consuetudine facere tenetur. Quocirca universis, & singulis dictarum Terrarum, Castrorum, Opidorum, Villarum, & Locorum Subditis, Civibus, Incollis, & habitatoribus, Pensionariis, Censuariis, Colonis, Rusticis, Agricolis, & aliis quibuscumque districtè precipiendo mandamus quatenus prefato Lodovico Marchioni Mantuæ, & ejus heredibus masculis, ut premittitur, tanquam eorum veris, legitimis, & naturalibus Dominis in omnibus, & singulis premissis pareant, & obediant reverenter exhibeantque in cunctis debita fidelitatis obedientiam, reverentiam, & honorem nostris tamen, & Sacri Romani Imperii Juribus si qua in eisdem Terris, Castris, Opidis, aut Locis, aut in eorum pertinentiis habere dinoscimur illesis, & illibatis reservetis, ac nostra, & Sacri Romani Imperii superioritate, auctoritate, debita recognitione, & cujuscunque Juribus semper salvis, volumus etiam, & tenore presentium de prefata Imperiali auctoritate, & potestate declaramus, Quod si de Civitate Cremonensi contigerit aliquam personam, seu Communitatem per nos, aut Successores nostros Romanorum Imperatores, aut Reges Investiri, aut eisdem in Vicariatum dari, seu etiam aliis datum fuisset, cui in hac parte derogamus, & ex nunc derogatum esse volumus, nec in hujusmodi Investitura, aut Vicariatu intendimus neque volumus predictas Terras, Castra, Opida, Rochas, Fortilicia, & Loca aliqualiter comprehendi Harum Testimonio Literarum sub nostri Imperialis Majestatis sigilli appensione munitarum. Datum in Opido nostro Gretz *vigesima secunda mensis Aprilis* Anno Domini *millesimo quadringentesimo septuagesimo octavo* Regnorum nostrorum Romani trigesimo nono, Imperii vigesimo septimo, Ungariæ verò vigesimo.

ANNO 1478.

Ad Mandatum Domini Imperatoris proprium.

Jo: VALDNER Prothonotarius.

R.

Confert omninò cum Libro Transumptorum fol. 52. *in secretiori Archiducali* Mantuæ *Archivio asservato,* *in*

ANNO 1478.

in carta pergamena conscripto, presens sumpta Copia. In quorum fidem



Ego LUDOVICUS *Nob. olim* H. OCTAVII DE MAZZIIS *Filius Civis publicusque Imperiali auctoritate Notarius ac supradicti Archiducalis secretioris Archivii Cancellarius hic me, solita cum attestatione, subscripsi hac die undecima Januarii* 1720.

Ita verum esse affirmo

Ego JOSEPH MARIA CASTILEONUS *ejusdem Archivii Præfectus, hac die* 12. *Januarii* 1720.

XVIII.

28. Juin. *Concambium inter* RUDOLPHUM & LUDOVICUM DE GONZAGA, *ab una*, & FREDERICUM *Marchionem Mantuæ eorum Fratrem senierem ab altera parte; de Castro* Caneti *cum Squadris & Jurisdictionibus adpertinentibus, pro Castro* Luzariæ *ejusque Juribus atque Jurisdictionibus. Actum in Palatio Burgi Sti. Georgii, Anno Domini* 1478. *die* 28. *Junii.* [Piece authentique, tirée des Archives Archiducales de Mantoue.]

In Christi Nomine Amen.

ANNO Domini *millesimo quadringentesimo septuagesimo octavo, Indictione undecima*, die Dominico vigesimo octavo mensis Junii tempore Serenissimi Principis & Domini Domini FEDERICI divina favente clementia Romanorum Regis, & semper Augusti in Palatio habitationis Illustrissimæ, & Excellentissimæ Dominæ Dominæ Barbaræ de Gonzaga Marchionissæ Mantuæ &c. posito in Burgo Sancti Georgii, presentibus Magnifico, & generoso Milite Domino Francisco de Siccis filio quondam Magnifici Domini Jacobi armorum &c. ac Cive Mantuæ de Contrata Leonis Vermilii, Ven. & preclaro Juris utriusque Doctore Domino Benedicto de Mastinis Archidiacono Mantuæ, & Consiliario Illustr. Domini Domini Marchionis Mantuæ &c. filio quondam Spectabilis Domini Mastini Cive Mantuæ, & habitatore in Sancto Petro de Mantua, Spectabili, & clarissimo Juris utriusque Doctore Domino Domino filio quondam Spectabilis & eximii Legum Doctoris D. Jacobi Consiliario Illust. Domini Marchionis Mantuæ &c. & habitatore in Contrata Leonis Vermiglii suprascripta & Nobili Aluisio filio Nobilis Joannis Donati de Pretis Secretario prefati Illustrissimi Domini Domini Marchionis & Cive dictæ Civitatis de Contrata Pusterlæ, ex quibus Testibus premissus Dominus Franciscus de Siccis manu propria tactis Scripturis corporaliter ad delationem mei Notarii infrascripti ad Sancta Dei Evangelia juravit se plenè cognoscere omnes, & singulos suprascriptos ejus Contestes, & infrascriptos contrahentes, ac de ipsis omnibus, & singulis plenam notitiam, & veram cognitionem habere Testibus ad hæc vocatis specialiter & rogatis, Ibique Illust. Dominus Dominus Rodulfus de Gonzaga Marchio &c. filius quondam Illustrissimi & Excellentissimi Domini Domini Ludovici de Gonzaga Marchionis Mantuæ &c. habitator Mantuæ in Contrata Griffonis, & Illust. ac Reverendus Dominus Dominus Ludovicus de Gonzaga Marchio &c. ac Prothonotarius Appostolicus Frater utrinque conjunctus prefati Domini Rodulfi habitator Mantuæ in Contrata Aquilæ, volentes etiam Illustrissimi, & Excellentissimi Domini Domini Federici de Gonzaga Marchionis Mantuæ &c. Fratris eorum utrinque conjuncti votis condescendere, & obtemperare ergaque suam Illustrissimam Dominationem graciosè & liberali animo procedere in cujus manus & personarum & Facultatum suarum protectionem remiserunt, & remittunt prout conveniens est, existimantes id sibi ad commodum, & honorem maxime cedere non vi, non metu, nec aliquo alio errore seducti, sed sponte potius, & animis deliberatis, & nullo Juris vel facti errore, vel dolo ducti Spectabili viro Joanni de Cataneis filio quondam Spect. Joannis Filippi Civi Mantuæ de Contrata Griffonis, & Factori generali infrascripti Illustrissimi, & Excellentissimi Domini Domini Marchionis Mantuæ &c. & mihi Notario infrascripto uti publicæ personæ presentibus, stipulantibus, & recipientibus, ac expressè acceptantibus, nomine, & vice, & ad beneficium, comodum, & utilitatem prefati Illustrissimi Domini Domini Federici Marchionis Mantuæ &c. & pro hæredibus suis dederunt, cesserunt, renunciaverunt, ac expressè refutaverunt, & remiserunt omnia, & quecumque sua Jura omnesque actiones, & rationes reales, & personales, utiles, & directas, mixtas, mixtas, tacitas, & expressas ac Ipothecarias & generis, & manerici cujuscunque, que, & quas, quales, & quantas prefati Illustrissimi Domini Domini Rodulfus, & Prothonotarius, & quilibet eorum quelibet habere pretendebant, & pretendunt talia qualia sunt in Castro & Terra Caneti cum Squadris suis & cum omnibus Juribus, Emolumentis, Prerogativis, Daciis, Aquis, & Jurisdictione sibi quomodocunque, & qualitercumque spectantibus, & pertinentibus, ac debitis, & solitis tam virtute certi asserti Testamenti ut dicitur conditi per prefatum Illust. quondam D. Genitorem suum quam alia quavis ratione, vel causa. Ex quo quidem Castro cum pertinentiis suis prædictis, prout ibidem premissi Fratres asserverunt Anno singulo, uno Anno alium coadjuvante, percipiuntur omnibus computatis de Introitu *Ducati mille quingenti* vel circa; ipsumque Illust. Dominum Dominum Fredericum Marchionem Mantuæ &c. & Fratrem suum licet absentem seu prefatum Spect. Johannem, & me Notarium infrascriptum stipulantem ut supra posuerunt in locum suum ut in rem suam propriam. Itaque amodo prefatus Illust. Dominus Dominus Marchio Mantuæ &c. possit, & valeat agere, petere, causari, excipere, prosequi, & vindicare litemque movere, & omnia alia, & singula dicere, facere, & generaliter exercere que, & quemadmodum prefati Illust. Domini Domini Rodulfus, & Prothonotarius dicere, & facere possent, poterant, & potuissent in Judicio, & extra, occasione dicti Castri, & Jurium sic ut supra datorum, cessorum, & renunciatorum, & hoc ideo prefatus Illust. & Excellentissimus Dominus Dominus Federicus Marchio Mantuæ &c. volens erga prefatos Fratres suos liberalitate, ac nedum fraterno, sed paterno zelo, & amore procedere eosque uti filios coligere, & pertractare, ac de aliis Locis, & Juribus eisdem providere ex quibus majorem utilitatem uberioresque redditus percipiant quam ex dicto Caneto cum omnibus suis Juribus essent percepturi, Prefatus Spect. Joannes de Cataneis, nomine, & vice prefati Illustrissimi, & Excellentissimi Domini Domini Marchionis Mantuæ &c. pro quo quidem Illust. Domino Domino Marchione Mantuæ &c. idem Joannes promisit de rato, & rati habitione pro omnibus, & singulis in presenti Instrumento contentis, appositis, & annotatis sub obligatione omnium suorum Bonorum presentium, & futurorum, prefatis Dominis Dominis Rodulfo, & Prothonotario ibi presentibus, & acceptantibus, ac stipulantibus, & recipientibus pro se, & Heredibus ipsius Domini Domini Rodulfi renunciavit, & refutavit, ac dedit, cessit, & concessit, ac penitus remisit expressè omnia, & quecumque prefati Illustrissimi Domini Domini Marchionis Mantuæ Jura omnesque actiones, & rationes reales, & personales, utiles, & directas, mixtas, tacitas, & expressas, ac Ipothecarias, & generis, & manerici cujuscumque, quæ & quas, quales, & quantas prefatus Illustr. Dominus Dominus Marchio Mantuæ &c. habet, habebat, & quomodolibet habere posset, poterat, & potuisset in Castro, & Terra Luzariæ ejusque Dacii falerio, possessionibus, Jurisdictione, pascuis, aquis, venationibus, ceterisque suis Juribus, Emolumentis, & prerogativis, quocunque, & qualitercunque, sibi spectantibus, & pertinentibus: ex quo quidem Castro Luzariæ possessionibus, Juribus, falerio, & Daciis omnibus computatis, omni & singulo anno, uno anno alium coadjuvante, percipiuntur de Introitu Duc. mille quadringenti sedicim, item, & possessionem Marmiroli cum Palatio posito in Villa Marmiroli cum omnibus suis Terris, Juribus, Jurisdictionibus, Aquis, fructibus

ANNO 1478.

ceterisque suis emolumentis, & prerogativis, reservatis tamen, & exceptis nemoribus caciarum Marmiroli, ac nemoribus Villæ bonæ, & Mammbone cum omnibus ipsorum omnium nemorum Juribus, & pertinentiis, & exceptis omnibus pascuis, & locis, quæ pro pascuis de presenti sunt, & ad pasculandum pro pascuis tenentur, tractantur, & reputantur: quæ nemora, pascua, & loca in presenti Renuncia presentique Instrumento nullatenus comprehensa intelligantur, Et si & quatenus aliquæ partes dictorum pascuorum cultæ essent, Quod ipse Terræ culte remanere debeant prefato Illustr. Domino Domino Marchioni Mantuæ &c. unà cum aliis pascuis, & loco earum cultivarum totidem alias Terras Campaguinas ipse Illustr. Dominus Dominus Marchio Mantuæ eisdem Illustr. Dominis Rodulfo, & Prothonotario tradere teneatur, & dare in uno solo corpore ex Campaneis magis proximis dictæ possessioni ut supra date ipsis Fratribus, ex qua quidem possessione annuatim percipiuntur, uno anno alium coadjuvante, de introitu Ducati quingenti quadraginta, reservato tamen Reverendissimo Domino Domino Cardinali de Gonzaga omni suo Jure, si quod habet in Palatio predicto, cui suo Juri idem Illustr. Dominus Dominus Marchio Mantuæ &c. per presentem Renunciam nullatenus intendit prejudicare, nec derogare & cum hoc pacto inter ipsas Partes quo ad fideicomissum, & substitutionem contentum, & contentam in dicto asserto Testamento de & pro dicto Castro, & Terra Caneti, loco ipsius Castri Caneti subrogati sint, ac cedant, & intelligatur ipso Jure & facto subrogate eo modo, & forma fideicomisso, & substitutione quibus, ut asseritur in ipso asserto Testamento, ipsum Canetum subjacebat, & suppositum erat. Itaque predicta substitutio, & fideicomissum intelligatur effectualiter in omnibus suis partibus inserta & repetita in hoc presenti Instrumento, & in qualibet parte sui. Quodque prefatus Spect. Joannes dicto nomine pro quo promisit de rato ut supra protestatus fuit. Quod per presentem Renunciam, & Concessionem non intendit ad ipsorum Bonorum dationem, & traditionem quoquo modo devenire nec eorum traditionem facere, nisi auctoritas Imperialis interveniat & aliter nec alio modo non, quam protestationem tam in principio quam medio, & fine presentis Instrumenti pro repetita haberi voluit, & mandavit ipse Joannes nomine predicto, & renunciaverunt prædictæ ambe Partes exceptioni non sic ut supra sibi vicissim factarum dictarum Concessionum, & Renunciarum modo, & forma suprascriptis, & doli mali vi, metus causa actioni in factum omnique alii suo Juri & Legum atque Statutorum auxilio quibus unquam possent contra presentem venire Contractum, aut in aliquo se deffendere vel tueri, & pre dictas renuncias, & cessiones, ac omnia, & singula suprascripta, & in presenti Instrumento contenta, apposita, & inserta promiserunt prefati Illustrissimi Domini Domini Rodulfus, & Prothonotarius prefato Spectabili Joanni, & mihi Notario stipulanti ut supra, & dictus Joannes dicto nomine pro quo promisit de rato ut supra prefatis Illustr. Dominis Dominis Rodulfo, & Prothonotario presentibus, & stipulantibus ut supra perpetuo, & omni tempore firma, rata, & grata habere, tenere, attendere, & observare, & in nullo unquam contrafacere vel venire pro se vel alium, seu alios eorum, vel alius eorum nomine aliqua ratione, causa, modo, vel ingenio, de Jure vel de facto, sub obligatione omnium suorum bonorum presentium, & futurorum. Juraveruntque insuper prefati Illustr. Domini Domini Rodulfus, & Protonotarius, ac prefatus Joannes de Cattaneis, & quilibet eorum de per se manibus propriis tactis Scripturis videlicet prefati Illustr. Dominus Dominus Rodulfus ad delationem mei Notarii infrascripti, & prefatus Dominus Dominus Prothonotarius ad delationem prefati Domini Archidiaconi Mantuæ ad Sancta Dei Evangelia predicta omnia & singula vera esse, & fuisse eaque perpetuo, & omni tempore firma, & rata habere, tenere, attendere, & observare, & in nullo unquam contrafacere vel venire pro se vel alium, seu alios eorum nomine, pretextu minoris ætatis ipsius D. Prothonotarii, vel alicujus pretensæ lesionis, nec aliqua alia ratione vel causa sub obligatione predicta, ac vinculo, & virtute sibi presentis corporalis prestiti juramenti.

Ego Johannes Franciscus filius quondam Egregii Viri Henrici de Luchirco Civis Mantuæ publicus Imperiali auctoritate Notarius suprascriptis omnibus, & singulis presens fui, & rogatus scribere scripsi.

Confert omninò cum libro Transumptorum fol. 17. verso in secretiori Archiducali Mantuæ *Archivio asservato, in carta pergamena conscripto presens sumpta Copia. In quorum fidem,*

ANNO 1478.



Ego LUDOVICUS *Nob. olim* H. OCTAVII DE MAZZIIS *filius Civis publicusque Imperiali auctoritate* Mantuæ *Notarius ac prædicti secretioris Archiducalis Archivii Cancellarius, hic me solita cum attestatione subscripsi hac die* 11. *Januarii* 1720.



Ita verum esse affirmo

Ego JOSEPH MARIA CASTILEONUS *ejusdem Archivii Præfectus, hac die* 12. *Januarii* 1720.

XIX.

Traité de Trêve pour un an entre LOUIS XI. *Roi de France, &* MAXIMILIEN *Duc d'Autriche. Fait au Camp lez le Vieux Voendin, le* 11. *Juillet* 1478. [JEAN MOLINET, Chroniques Manuscrites. Tom. I. pag. 91.]

11. Juill.

FRANCE ET AUTRICHE.

MAXIMILIAN & Marie &c. A tous &c. come pour eschever les grands maux & inconveniens, qui sont avenus & encores peuvent avenir, a cause des Guerres, divisions, questions, & differents entre le Roy d'une part & nous d'autre, plusieurs journées ayent esté tenues entre aucuns Commis & Deputez de par le Roy, & d'autres Commis & Deputez de par nous, pour pacifier & accorder icelle Guerre & division, ausquelles journées lesdites questions, & differens n'ayent peu estre pacifiez, & encores ne se pourroient mettre à fin durant les troubles, & rigueurs, qui surviennent chaque jour à cause de la Guerre. Pourquoi a semblé à plusieurs gens notables d'un party & d'autre, necessaire de faire & prendre quelque Treve & Abstinence de Guerre pendant laquelle les moyens se puissent mieux & plus honorablement traicter, & praticquer pour à l'ayde de Dieu parvenir au bien d'une paix finale à laquelle nous ayons tousiours eu, & encores avons le cœur, & affection, considerant que ledict bien de Paix, est le plus grand, plus fructueux, & le plus acceptable à Dieu, qui puisse estre en ce monde & à cette cause pour l'honneur de Dieu nôtre Createur pour eschever l'effusion du sang humain, & les autres maux & inconveniens, foules & oppressions, qui par la dureté de la Guerre peuvent chaque jour souffrir le pauvre peuple, duquel tout Prince vertueux doibt avoir compassion.

Nous par l'advis & deliberation de plusieurs Seigneurs de nôtre Sang & lignage, gens de nôtre grand Conseil avons faict, conclud, & accordé entre le Roy & Nous & tous les Pays, Terres, & Seigneuries, & Subjects d'une part & d'autre Treves generales en la forme & maniere contenues es Articles dont la teneur s'ensuit.

Premierement seure & loyale Treve, seur estat & Abstinence de Guerre a esté faicte, prinse, conceue & accordée entre le Roy d'une part, & les Duc & Duchesse d'Austriche d'autre part, tous les Pays, Terres Seigneuries & Subjects tant d'une part come d'autre, par Terre, par Mer, & par eaues douces pour un an entier comenceant le 11. jour de ce present mois de Juillet & finissant ensamble pour l'an revolu, que l'on dira l'an 1479. l'un & l'autre jour inclus, & jusques au Soleil levant le jour ensuivant le dernier jour de ladicte Treve.

Item durant laquelle Treve cesseront d'une part & d'autre toutes hostilitez & voyes de faict, & ne seront faicts par ceux de l'un party sur l'autre aucuns exploicts de Guerre, Prinses de Villes, Citez, Chasteaux, Places ou Forteresses à present estans es mains & obeissance de l'un ou de l'autre party, quelque part qu'elles soient scituées par assauts, par siege, d'emblée, par eschellemens, composition ou autrement, en

quelque

Anno 1478.

quelque maniere que ce soit pour occasion ne soubs couleur de debtes, obligations, hypotecques, donations de mariage, alienation, vendition, eschou, transport, douaire, usufruict, tiltre d'hoirie, succession, ou autrement par quelque titre ou droict que aucuns des Princes, ou de leurs Subjects ou autres quelconques ils voudroient ou pourroient demander ou pretendre semblable de marcq ou contremarcq, represaille, ne soubs couleur autre quelconque, ne en quelque maniere que ce soit, supposé ores, que les Seigneurs ou habitans desdictes Villes, Citez, Chasteaux, Places ou Forteresses, ou ceux qui en auront la garde les voulussent rendre, bailler ou delivrer de leur volonté ou autrement à ceux du party & obeissance contraire, & s'il advenoit que par quelque voye & maniere, lesdites Villes, Citez, Chasteaux ou Forteresses fussent prinses par les Princes, ou aucuns de l'un party sur l'autre duquel sera faicte ladicte substraction, ou surprinse sera tenu de rendre & restitues, plainement, la Ville ou Chasteaux, Places ou Forteresses à celui sur qui ladicte surprinse auroit esté faicte dedans 40. jours aprez la sommation sur ce faicte de l'une partie à l'autre, ou plutost si bonnement faire se peut, sans dilayer ladicte restitution, pour quelque cause ou action que ce soit, ou puisse estre, & au cas qu'il y auroit faute de ladicte restitution dedans lesdicts 40. jours, le party duquel ladicte surprinse auroit esté faicte pourra recouvrer ladicte Ville ou Villes, Citez, Chasteaux, Places ou Fortesesses, par siege, assaults, escbelemens, emblée, composition, par voye d'hostilité, de Guerre, ou autrement sans ce que le Prince ou aucuns Subjects de l'autre party y donne resistence ou empeschement, & sans ce que à l'occasion de ce, & de la Guerre & hostilité, qui se fesoit par le recouvrement de ladicte Place le seur estat & Abstinence de Guerre ne puissent estre dictes ni entendues, rompues ou enfraintes, mais demourera cependant en leur force & vigueur & avec ce le Prince, qui dedans lesdits 40. jours ou plutost si faire se peut n'aura faicte ladicte restitution sera tenu de rendre, & payer tous les cousts, fraiz, despens, dommages, & interests qui auroient esté ou seroient faicts, & soustenus en general & particulier à celuy ou ceux sur qui ladicte surprinse auroit esté faicte, & ne pourra celuy qui aura faict ladicte surprinse, avoir grace ou pardon de son Prince sans le consentement de l'autre Prince sur qui ladicte surprinse auroit esté faicte.

Item durant icelle Treve tous les Subjects de l'un ou de l'autre party soient gens de Guerre, Marchands ou autres, de quelque estat ou qualité qu'ils soient pourront comuniquer, marchander, & faire toutes leurs negociations, & besoignes les uns avec les autres seurement, saulvement sans ce qu'aucun mal, empeschement ou destourbier leur soit ou puisse estre faict en corps ni en biens, par quelque maniere ou action que ce soit, si ce n'est par voye de Justice, & pour debtes ou delicts, qu'ils auroient commis depuis le temps de ces presentes Treves aucune chose puisse estre demandée par eux de l'un party à l'autre de povoir entrer dedans les Villes & Places fortes sans demander congé, pourveu qu'ils ne feront ny pourchasseront chose prejudiciable au party & obeissance auquel seront les Villes, ou Places de ceux ou ils viendront.

Item & au regard des nobles & autres gens de Guerre ils ne pourront entrer dedans aucunes desdictes Villes & Places fortes, & par tel temps que ledict congé leur sera donné, & semblablement n'y pourront entrer sans ledict congé, & par le temps qui leur sera donné, les Prelats Seigneurs ou autres qui auront en leur Compagnie plus de 12. chevaulx.

Item pendant ladicte Treve le Roy de sa part, & lesdicts Duc & Duchesse d'Austriche de la leur jouiront & demoureront saisis chacun des Villes, Places & Pays qu'ils tiennent à present reservé que le Roy dedans un mois prochain venant sera delivrer à mondict Sieur d'Austriche, ou es mains de qui il luy plaira tout ce qu'il tient en la Comté de Bourgogne, & es appartenances d'icelle, & semblablement en la Comté de Haynaut.

Item tous les Prelats d'Eglise aussi Nobles, Marchands & autres de quelque estat qu'ils soient jouiront pendant ce temps de ladicte Treve, du revenu de leurs Benefices, Terres, Seigneuries, Rentes heritables, ou viageres sur qui lesdictes Rentes soient deues par les Princes, ou par autres aux Subjects de l'un party ou de l'autre, nonobstant quelque don ou declaration, qui ait esté faicte à l'occasion de ces dernieres Guerres, & quelque rachapt qu'auroit esté faict desdictes Rentes, ou quelque bannissement faict par ceux de l'un party d'aucunes personnes de l'autre party, & au regard des Places fortes elles demeureront es mains, & en l'obeissance ou elles sont & seront gardées lesdictes Places aux despens du revenu d'icelles. Et pour ladicte garde sera prinse la tierce partie du revenu des Terres, & Seigneuries dependans desdictes Places fortes.

Item & pourront ceux qui auront ledict revenu desdictes Places, Terres & Seigneuries commettre un Receveur & Officiers de Justice, pourveu qu'ils ayent tenu & tiennent le party & obeissance du Prince soubs l'obeissance & party duquel lesdictes Places & Seigneuries sont à present, par les mains desquels Receveurs, & sur les plus clers deniers de leurs receptes, & aux termes qu'elles escherront sera baillé, payé, & delivré la tierce partie desdicts revenus, à ceux es mains desquels seront lesdictes Places fortes.

Item & s'il estoit question ou different touchant les Rentes & revenus, ou autre chose à quoy l'on doibt revenir par vertu de cette Treve, il sera au choix & option demander de soy pourvoir sur ce devers les Conservateurs de ladite Treve, ou devers le Bailly ou Officiers ordinaires, en l'obeissance, povoir, & Jurisdiction, esquelles seront scituées, & assises lesdictes Rentes & entr'autres choses, à quoy ledict demandeur voudra revenir par vertu de cette Treve.

Item nulles des Villes, Places, Villages ou Maisons estans es mains dont est debat ou querelle entre lesdicts Princes ne seront gastées, pillées, ou detenues durant ladite Treve par boutement de feu en quelque maniere que ce soit.

Item durant cette dicte Treve ne feront par les gens de Guerre, de l'une des Parties sur l'autre. . . . . de leurs Alliez, qui y voudront estre comprins faictes aucunes prinses, ou rançonnement de prisoniers, de bestes, autres biens quelconques, destrousses, pilleries, logis appostis de quelque maniere que ce soit, ains seront & demoureront tous les Subjects de l'un party, & de l'autre, & de leurs Alliez qui y voudront estre comprins en cette presente Treve, de quelque estat, qualité, nation ou condition qu'ils sont chacun en son party & obeissance seurement, sauvement & paisiblement de leurs personnes, & de tous leurs biens, & pourront marchander, labourer, & faire pourvoir à toutes leurs autres besoignes, Marchandises, negociations & affaires sans destourbier ny empeschement quelconque & tout ainsi que en temps de Paix.

Item a été expressement dict, que si aucune chose estoit faicte ou attemprée au contraire de cette Treve, seur estat ou Abstinence de Guerre, ou aucuns des poincts, ou articles contenus en iceux, ce ne tournera, ni portera prejudice fors seulement à l'Infracteur ou Infracteurs & ce nonobstant demourera tousiours ladicte Treve durant le temps d'icelle en sa force & vertu, lesquels Infracteurs ou Infracteur en seront punis si grievement, que les cas le requerront, & seront les infractions reparées & remises en leur premier estat & deu par les Conservateurs desdictes Treves cy aprez nommez ou leurs Substituts, lesquels comenceront à besoigner sur les reparations dedans six jours aprez qu'elles seront venues à leur cognoissance, & pour faire icelles lesdicts Conservateurs se rassembleront ou leurs Substituts d'une part & d'autre, au lieu qu'il sera advisé, & ne partiront d'ensemble jusques à ce qu'ils auront appoincté & pourveu sur lesdictes reparations & y besoigneront le plus promptement que faire se pourra.

Item aux marches de pardeça y aura deux Conservateurs, à sçavoir pour la part du Roy Monsieur de Baudricourt, & pour la part de Messeigneurs & Dame d'Austriche, Monsieur de Fiennes; & pareillement es marches de Bourgogne y aura deux Conservateurs à sçavoir pour la part du Roy Monsieur de Chaumont Comte de Brienne Gouverneur pour le Roy en Bourgogne, & de Champaigne, & pour la part de mesdicts Seigneur & Dame d'Austriche Monsieur de la Bastie, & pour les marches de Luxembourg ledict Monsieur de Baudricourt y commettra Conservateur tel qu'il advisera, & pour la part de mesdicts Sieur & Dame d'Austriche, Messire Claude de Noeufchastel Sieur du Fay, & semblablement pour toute la Mer y aura deux Conservateurs, asçavoir pour la part du Roy Monsieur l'Admiral de France, & pour la part de mesdicts Sieur & Dame d'Austriche Messire Josse de Lalaing Sieur de Montigny, lesquels Conservateurs chacun en ses marches pourront substituer & commet-

Anno 1478. tre en leur lieu, la ou ils voiront, qu'il sera besoing, ausquels Substituts & Commis lesdicts Conservateurs si bon leur semble donneront puissance pareille à la leur.

Item & lesquels Conservateurs ou leurs Substituts d'une part & d'autre seront tenus de s'assembler pour le moins de quinze en quinze jours, es limites du Roy, & une fois es limites de mesdicts Sieur & Dame d'Austriche es lieux propices & convenables, qu'ils adviseront pour y comuniquer les doleances, qui y seront survenues d'une part & d'autre touchant ladicte Treve presentement eu appoincter de faire reparations telles, qu'il appartiendra, & seront les jugemens & sentences desdicts Conservateurs d'une part & d'autre touchant les choses dependantes de cette dicte presente Treve executées réelement & de faict, & à ce contraincts les Subjects de l'un & de l'autre party, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans ce que les condamnez puissent avoir ny obtenir aucuns Remedes au contraire, pour quelque matiere que ce soit.

Item s'il advenoit, que pendant le temps de ladicte Treve aucuns des Conservateurs nommez d'un des party & d'autre allasseur de vie à trepas, en ce cas le Roy de sa part, & mesdicts Sieur & Dame d'Austriche serom tenus dedans un mois aprez nommer ou mectre & establir en lieu de celuy, ou ceux qui seront trepassez autres Conservateurs, qui auront telle ou semblable puissance, que ceux qui sont nommez en cette presente Treve, & cependant les Substituts, qui auront esté commis pourront user de leur puissance, & Substitution pour la conservation d'icelle Treve.

Item & en cette Treve sont comprins les Alliez d'une part & d'autre cy aprez nommez si comprins y veulent estre, à sçavoir pour la part du Roy Tres-Hauts & Puissants Princes l'Empereur & les Princes Electeurs du Saint Empire, le Roy d'Angleterre, le Roy de Castille & de Leon, le Roy d'Escoce, le Roy de Dannemarck, le Roy de Jerusalem & de Sicille, le Roy de Hongrie, la Duchesse de Savoye, le Duc Sigismond d'Austriche, le Duc de Lorraine, le Duc de Milan, les Duc & Seigneuries de Venise, la Seigneurie & Comunauté de Florence, la Seigneurie & Comunauté de Berne, l'Evesque de Metz, les Confederez & Alliez de la grande & ancienne Ligue d'Allemaigne, aussi les Princes confederez de la nouvelle Ligue d'Allemaigne, ceux du Pays de Liege, qui se sont declarez pour le Roy, & qui se sont declarez ou veulent declarer pour son party. Et pour la part de mesdicts Sieur & Dame d'Austriche y seront comprins, si comprins y veulent estre, à sçavoir l'Empereur Pere de mondict Sieur d'Austriche, le Roy d'Angleterre, le Roy de Castille & de Leon, le Roy de Hongrie, le Roy de Portugal, le Roy d'Arragon, le Roy Fernande de Naples, le Roy d'Escoce, le Roy de Poloigne, le Roy de Danemarcq, les Electeurs du Saint Empire, le Duc Sigismond d'Austriche, le Duc de Bretaigne, le Duc de Baviere, le Duc Louis en Baviere Comte de Veldens, la Duchesse de Savoye, & la Maison de Savoye, le Duc de Cleves, l'Evesque de Liege, l'Evesque de Metz, le Duc de Julliers, le Comte Palatin du Rhin, les Duc & Seigneurie de Venise, le Duc de Milan, le Comte de Romont, le Marquis de Baden, l'Evesque de Cambray, l'Evesque d'Utrecht, l'Evesque de Munster, & les Ligues d'Allemaigne anciennes & nouvelles, lesquels Alliez d'une part & d'autre seront tenus de faire leurs declarations dedans quatre mois prochains venants s'ils veulent estre comprins ou non en cette dicte Treve.

Item & pour venir au bien d'une paix finale seront esleus par le Roy d'une part six notables homes, & par mesdicts Sieur & Dame d'Austriche autres six, lesquels come Mediateurs & Arbitres auront puissance de juger, decider & determiner dedans six mois prochainement venans de toutes les questions, querelles & differens estans entre le Roy & mesdicts Sieur & Dame d'Austriche, en comenceans à celles des querelles, que mesdicts Sieur & Dame voudront premierement mettre en avant, & en ensuivant à celles du Roy, & au cas que lesdicts Arbitres ne pourroient accorder, sera esleu & choisi du consentement du Roy, & de mesdicts Sieur & Dame d'Austriche concordablement un superarbitre, pour avec lesdicts Arbitres decider & determiner des choses dont iceux Arbitres seront demourez en discord tout selon le contenu des Lettres, qui sur ce sont faictes.

Item le Roy de sa part, & mesdicts Sieur & Dame de la leur requerront le Roy d'Angleterre, & ceux des Ligues d'Allemaigne s'il y a aucuns d'eux, qui par force, hostilité ou Guerre ouverte, par siege, par assauts, par emblée, par eschellement ou autrement prenne aucune Ville, Place ou Forteresse sur l'autre party en enfraignant lesdictes Treves, qu'ils veullent donner aide & assistence à celuy sur qui ladicte Place ou Forteresse sera ainsi surprinse au cas qu'il ne soit reparé, & semblablement contre celuy, qui sera refusant de tenir la sentence desdicts Arbitres. Anno 1478.

Item & au cas que le Roy de sa part ou mesdicts Sieur & Dame d'Austriche de la leur romperoient par Guerre ouverte cette presente Treve, pourveu que par ladict Guerre ouverte rompra Treves, perdra le droict, & action qu'il pretend, es choses contentieuses entre le Roy & mesdicts Sieur & Dame d'Austriche Sçavoir faisons que pour consideration des choses dessusdictes, & principalement de Dieu nostre Createur Autheur de Paix, mesmement ayant esgard à la proximité du lignage, qui est entre le Roy & Nous, & singulierement en esperant de parvenir au bien d'une Paix finale. Nous par l'advis & deliberation desdicts Seigneurs de nostre Sang & lignage, des gens de nostre grand Conseil, lesdictes Treves, seur estat & Abstinence de Guerre, avons faictes, acceptées, prinses, fermées, promises, conclues & accordées, & par la teneur de ces presentes faisons, acceptons, prenons, concluons & accordons, & avons promis & juré, promettons & jurons en parolle de Prince, par la foy & serment de nostre honneur, & soubs obligation de tous nos biens, sur les Saints Evangiles, canon de la Messe par nous manuelement touchez pour cette cause de garder, observer, entretenir, & accomplir, & faire tenir & observer de poinct en poinct ladicte Treve, & toutes les choses contenues, & articles mentionnez en icelles sans rien en laisser ne jamais faire, ni venir au contraire, ne querir quelques moyens pour y venir, ne pour en rien parvenir, ne faire ou faire faire quelques mutations des choses dessusdictes, & si aucune chose estoit faicte, attentée ou innovée au contraire par nos Officiers & Subjects, de la faire reparer, & des transgresseurs ou infracteurs en faire telle punition que le cas le requiert, & en maniere, que ce sera exemple à tous autres, & en toutes les choses dessusdictes nous nous sommes submis, submettons & obligeons par l'hypotecque & obligation de tous nos biens presens & avenir quelconques, & afin que ce soit ferme chose, & stable nous avons signees ces presentes de nostre main, & icelles faict séeller de nostre séel. Donné en nostre Camp lez le Vieux Wendin le 11. jour de Juillet l'an de grace 1478. Ainsi signé Maximilianus, par Monsieur le Duc & Madame la Duchesse, & de Secretaire Walée. Ce sont les six personages prins du costé du Roy pour dire, decider & determiner des questions & differens estans entre le Roy & Monseigneur le Duc, & Madame la Duchesse d'Austriche, & dedans demy an prochain venans en la Ville & Cité de Cambray. A sçavoir Maistre Louys d'Amboyse Evesque d'Alby Cousin du Roy, Messire Johan de Montchenu Evesque de Viviers, Commandeur Odet d'Aidie, Comte de Comigne Sieur de l'Escu, Bousle de Juge Comte de Castre, Messire Johan Chambou Maître des Requestes de l'Hostel du Roy, & Raoul Pinchon Conseiller en la Cour de Parlement à Paris.

XX.

Tractatus Commerciorum inter EDUARDUM IV. *Regem Angliæ &* MAXIMILIANUM *&* MARIAM *Duces Austriæ & Burgundiæ conclusus, in Oppido Insulensi, die* 12. *Julii Anno* 1478. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. XII. pag. 67.] 12. Juill.

JOHANNES *Cooke*, Legum Doctor, in Officio Privati Sigilli Christianissimi & Invictissimi Principis & Domini Domini *Edwardi*, Dei gratiâ, *Regnorum, Angliæ & Franciæ Regis*, *ac Domini Hiberniæ* secundarius, & ad infrascripta ejusdem Domini Regis Ambassiator, Commissarius, Procurator, & Nuncius specialis, parte ex unâ, *Thomas de Plana* Gubernator Cancellariæ Burgundiæ, & *Justus Baldinus*, utriusque Juris Doctores, ordinariique Magistri Requestarum, ac Consiliarii Illustrissimorum & Potentissimorum Principum *Maximiliani & Mariæ*, eadem gratiâ, *Austriæ*, *Burgundiæ*, *Lotharingiæ*, *Brabantiæ*, *Limburgiæ*, *Luxemburgiæ*, & *Gheldriæ*, Ducum, *Flandriæ*, *Arthesii*,

ANNO 1478.

thesis, & *Burgundiæ*, Palatinorum, *Hannoniæ*, *Hollandiæ*, *Zellandiæ*, *Namurci*, & *Zutphaniæ*, Comitum, *Sacri Imperii* Marchionum, necnon *Frisiæ*, *Salinarum*, & *Mechliniæ*, Dominorum, eorumdemque Principum Commissarii & Procuratores, ad infrascripta sufficienter & legitimè deputati, ex alterâ, *universis & singulis*, præsentes Literas inspecturis, Salutem.

Cum, retroactis temporibus, inter dictum *Dominum Regem*, pro Regno suo Angliæ, Dominio Hiberniæ, necnon Villa & Marchiis Calesiæ, parte ex unâ, ac excellentis & recolendæ memoriæ Dominum *Karolum Ducem Burgundiæ* Fratrem suum carissimum nuper defunctum, pro Ducatu Brabantiæ, Comitatibus Flandriæ, Hannoniæ, Hollandiæ, Zeelandiæ, Villa & Territorio Mechliniæ, & aliis Patriis & Dominiis ad tunc suis, hincinde habitus factus & conclusus fuerit certus modus intercursûs sive communicationis Mercantiæ & Piscationis super Mare, pro certis Annis nondum transactis,

Cúmque etiam, vigore & auctoritate quarumdam Literarum Patentium, tam ejusdem *Domini Regis*, quam *Dominorum Principum* prædictorum, impræsentiarum tenta & habita fuerit inter Nos certa Dieta, in hoc Opido Insulensi, de & super hujusmodi intercursu sive communicatione Mercantiæ & Piscatione super Mare melioribus modo & formâ intertenendis & observandis, ipsius quoque Intercursûs sive Communicationis extentione & ampliatione, novisque Capitulis sive Articulis super ipsis concipiendis & eisdem addendis, nonnullis insuper Subditorum ambarum Partium querimoniis & gravaminibus, tàm ab ipso intercursu dependentibus, quàm aliis, ad bonum finem & conclusionem deducendis, multæ & variæ communicationes & prolocutiones habitæ fuerint,

Quarum quidem Literarum Patentium tenores sequuntur, & sunt tales,

EDWARDUS, Dei gratiâ, *Rex Angliæ & Franciæ, & Dominus Hiberniæ*, omnibus, ad quos præsentes Literæ pervenerint, Salutem.

Cum, superioribus Annis, inter *Nos*, & pro Regno nostro Angliæ, Dominio Hiberniæ, necnon Villa & Marchiis Calesiæ, parte ex una, ac excellentis & recolendæ memoriæ Dominum *Karolum Ducem Burgundiæ* Fratrem nostrum carissimum *nuper defunctum*, pro Ducatu Brabantiæ, Comitatibus Flandriæ, Hannoniæ, Hollandiæ, Zeelandiæ, Villa & Territorio Mechliniæ, & aliis Patriis & Dominiis adtunc suis, pro communi bono & utilitate ipsorum Regni, Ducatûs, Comitatuum, Dominiorum, Villarum, & Locorum prædictorum, hincinde habitus, factus, & conclusus fuerit certus modus intercursûs sive communicationis Mercantiæ & Piscationis super Mare, pro certis Annis nondum transactis,

Cúmque etiam de & super multis variisque querimoniis & gravaminibus Subditorum nostrorum ac Subditorum Fratris nostri prædicti, tàm ab ipso Intercursu dependentibus, quàm Mercatores Stapulæ nostræ Calesiæ & alios ad ipsam Stapulam pro Lanis emendis confluentes concernentibus; necnon & in facto Monetarum & earum exaltationibus, in Patriis ejusdem Fratris nostri ad tunc cursum habentium, ipsisque Monetis cum nostris ad æqualitatem reducendis, ac in æquabili & proportionabili æstimatione & valore ponendis, multæ & variæ Communicationes, Prolocutiones, & Dietæ, inter *Nostros* & ipsius *Ducis Karoli* Fratris nostri Oratores, Commissarios, & Deputatos, in diversis Locis habitæ & tentæ, nullæ tamen super illis conclusiones ad plenum factæ fuerint,

Volentesque, pro bono & commodo Mercatorum & Subditorum Regni & Dominiorum prædictorum hincinde, præfatum intercursum intertenerí, necnon extendi & ampliari, & prædictis querimoniis & gravaminibus cæterisque præmissis finem & conclusionem imponi,

De fidelitate igitur, circumspectione, & industriâ, dilecti & fidelis Consiliarii nostri, *Johannis Coke* Legum Doctoris, in Officio Privati Sigilli nostri secundarii, plenius confidentes,

Eundem Magistrum *Johannem* facimus, ordinamus, deputamus, & constituimus nostrum verum & indubitatum Ambassiatorem, Commissarium, Procuratorem, & Nuncium specialem, per præsentes, damúsque concedimus eidem potestatem generalem & Mandatum speciale se transportandi ad Locum, ubi Potentissimus Princeps *Maximilianus Dux Austriæ & Burgundiæ* Consanguineus noster carissimus, ipsiusve Commissarii & Deputati ad infrascripta, sufficienti potestate fulfulti, fuerit seu fuerint,

Et cum dicto Potentissimo Principe, Deputatisve aut Deputandis ab eodem, ad hoc sufficientem potestatem habentibus, de & super hujusmodi Intercursu ac Communicatione Mercantiæ necnon Piscatione super Mare, ipsiusque Intercursûs sive Communicationis extensione & ampliatione, & novis Capitulis seu Articulis super ipsis concipiendis & eisdem addendis, necnon querimoniis & gravaminibus Subditorum nostrorum ac Subditorum ejusdem Consanguinei nostri, sive ab ipso Intercursu dependentibus, aut aliis quibuscúmque, necnon super facto Monetarum prædictarum, & earum exaltationibus reformandis, & ad statum debitum reducendis, tractandi, communicandi, concordandi pariter & concludendi,

Unamque seu plures Literam aut Literas, per modum Capitulorum seu Articulorum, aut aliter prout visum fuerit, desuper conficiendi, expediendi, & sigillandi,

Aliam seu novam Dietam, pro aliquibus præmissorum forsitan necessariam, statuendi & præfigendi,

Cæteráque faciendi, excercendi, & expediendi quæ in præmissis necessaria fuerint seu quomodolibet opportuna;

Promittenter in verbo Regio, Nos ratum, gratum, & firmum perpetuò habituros totum & quicquid, per dictum Magistrum *Johannem* Ambassiatorem & Commissarium nostrum, in forma præmissa, actum, gestum, seu conclusum fuerit in hac parte, nostrásque Literas Ratificatorias & Confirmatorias, in forma debita & autentica, desuper daturum.

In cujus rei Testimonium has Literas nostras fieri fecimus Patentes.

Teste meipso apud *Westmonasterium* secundo die Maii, Anno Regni nostri decimo actavo.

Sic Signatas,

Per ipsum Regem, & de Data prædicta Auctoritate Parliamenti.

MORTON.

MAXIMILIANUS & MARIA, Dei gratiâ, *Austriæ*, *Burgundiæ*, *Lotharingiæ*, *Brabantiæ*, *Limburgiæ*, *Luxemburgiæ*, & *Gheldriæ*, Duces, *Flandriæ*, *Arthesii*, & *Burgundiæ*, Palatini, *Hannoniæ*, *Hollandiæ*, *Zeelandiæ*, *Namurci*, & *Zutphaniæ*, Comites, *Sacri Imperii* Marchiones, necnon *Frisiæ*, *Salinarum*, & *Machliniæ* Domini, omnibus, ad quos præsentes Litteræ pervenerint, Salutem.

Cum, superioribus Annis, inter, excellentis & recolendæ memoriæ, Dominum *Karolum Ducem Burgundiæ*, Socerum & Patrem nostrum carissimum, nuper defunctum, pro Ducatu Brabantiæ, Comitatibus Flandriæ, Hannoniæ, Hollandiæ, Zeelandiæ, Villâ & Territoriu Mechliniæ, & aliis Patriis & Dominiis, parte ex una, ac Serenissimum Principem Dominum *Eduardum*, eadem gratiâ, *Regem Angliæ*, *Dominum Hiberniæ*, &c. pro Regno suo Angliæ, Dominio Hiberniæ, necnon Villa & Marchiis Calesiæ, parte ex alterâ, pro communi bono & utilitate ipsorum Regni, Ducatûs, Communitatum, Dominiorum, Villarum, Locorum prædictorum, hincinde habitus, factus, & conclusus fuerit certus modus Intercursûs, sive Comunicationis Mercansiæ, & Piscationis super Mare, pro certis Annis nondum transactis,

Cúmque etiam de & super multis variisque querimoniis & gravaminibus Subditorum *prædicti Soceri & Genitoris nostri & præfati Serenissimi Domini Regis*, tàm ab ipso intercursu dependentibus, quàm Mercatores Stapulæ Villæ Calesiæ & alios ad ipsam Stapulam pro lanis emendis confluentes concernentibus, necnon in facto Monetarum & earum exaltationibus, in Patriis nostris adtunc cursum habentium, ipsisque Monetis ad æqualitatem reducendis, ac in æquabili & proportionabili æstimatione & valore ponendis, multæ & variæ Communicationes, Prolocutiones, & Dietæ, inter nostros & ipsius Serenissimi Regis Oratores, Commissarios, & Deputatos, in diversis Locis, habitæ & tentæ, nullæ tamen super illis conclusiones ad plenum factæ fuerint.

Volentesque, pro bono & commodo Mercatorum & Subditorum Regni & Dominiorum prædictorum hincinde, præfatum Intercursum intertenere, necnon extendi & ampliari, & prædictis querimoniis & gravaminibus cæterisque præmissis finem & conclusionem imponi;

De fidelitate igitur, circumspectione, & industriâ, dilectorum & fidelium Magistrorum, *Thomæ de Plana* Gubernatoris nostræ Cancellariæ Burgundiæ, & *Justi*

ANNO 1478.

Anno 1478.

Baldini, utriúsque Juris Doctorum & Requestarum Domûs nostræ Magistrorum, pleniùs confidentes.

Eosdem Magistros, *Thomam de Plann & Justum Baldinum*, facimus, ordinamus, deputamus, & constituimus nostros veros & indubitatos Commissarios, Procuratores, & Deputatos speciales, per præsentes, damúsque & concedimus eisdem potestatem generalem & mandatum speciale, cum Egregio Legum Doctore Magistro *Johanne Cooke*, Consiliario & Oratore præfati Serenissimi *Domini Regis* in hac parte specialiter Deputato, de & super hujusmodi Intercursu ac Communicatione Mercansiæ necnon Piscatione super Mare, ipsiúsque Intercursûs sive comunicationis extensione & ampliatione, & novis Capitulis sive Articulis super ipsis concipiendis & eisdem addendis; necnon querimoniis & gravaminibus Subditorum nostrorum, & Subditorum ejusdem Serenissimi Regis, sive ab ipso Intercursu dependentibus, aut aliis quibuscúnque; necnon super facto Monetarum prædictarum, & earum exaltationibus reformandis, & ad statum debitum reducendis, tractandi, comunicandi, concordandi pariter & concludendi,

Unámque seu plures Litteram aut Litteras, per modum Capitulorum seu Articulorum, aut aliter prout visum fuerit, desuper conficiendi, expediendi & sigillandi,

Aliam seu novam Dietam, pro aliquibus forsan præmissorum necessariam, statuendi & præfigendi,

Cæteráque faciendi, excercendi, & expediendi quæ in præmissis necessaria fuerint seu quomodolibet opportuna;

Promittentes, in verbis Principum, Nos rata, grata, & firma perpetuò habituros omnia & singula, quæ per dictos Magistros *Thomam de Plann & Justum Baldinum*, Commissarios nostros, in forma præmissa, acta, gesta, seu conclusa fuerint in hac parte, nostrasque Literas Ratificatorias & confirmatorias in forma debita & autentica desuper daturos.

In cujus rei Testimonium has Literas fieri fecimus Patentes, & sigillo nostro, quo in talibus utimur, communiri.

Datum & actum in *Castris nostris apud Pontem Wendinum*, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, septuagesimo octavo, mense Julii die quartâ.

In qua quidem Dieta Nos, ejusdem Domini Regis & Dominorum Principum prædictorum Mandatis humiliter obtemperantes, post varios Tractatus & simultaneas Communicationes super præmissis inter Nos factos & habitos, nonnulla Capitula sive Articulos, pro communi bono & utilitate dictorum Regni, Ducatûs, Comitatuum, Villarum, Locorum, & Subditorum, tàm dicti *Domini Regis*, quàm *Dominorum Principum* prædictorum, super Ipsis Intercursu ac Communicatione Mercantiæ ac Piscatione super Mare, necnon querimoniis & gravaminibus Subditorum ambarum Partium prædictarum, appunctuavimus, fecimus, & conclusimus, sicque, tenore præsentium, appunctuamus, facimus, & concludimus sub modo & forma sequentibus,

Hæc sunt Capitula, super Intercursu Mercantiæ & Piscatione super Mari, & querimoniarum indè dependentium discussione, concordata & conclusa;

Inprimis, concordatum est quòd, ab hodie in sempiternum, omnes Mercatores, tàm Regni Angliæ, quàm Dominii Hiberniæ, Villæ & Marshiarum Calesiæ, quàm etiam Mercatores *Patriarum Brabantiæ*, Flandriæ, Hannoniæ, Hollandiæ, Zeelandiæ, Villæ & Terræ Mechliniæ, & aliarum Patriarum & Dominiorum *Dominorum Ducum* prædictorum, tàm Mercatores Lanarum, Coriorum, Victualium, quàm aliarum Mercantiarum quarumcúmque, necnon eorum Factores, Familiares, & Ministri, poterunt deinceps ire securè per Terram, pedestres, equestres, aut quocunque alio modo, cum Bonis & Mercantiis suis invicemque communicare & mercari, quàm aliis quibuscúmque,

Ipsaque ducere & reducere, sive duci & reduci facere ad eorum libitum & voluntatem, de Calesia in Brabantiam, Flandriam, Hannoniam, Hollandiam, Zeelandiam, Mechliniam, & alia Dominia *Dominorum Ducum* prædictorum, & de Brabantia, Flandria, Hannonia, Hollandia, Zeellandia, Mechliniæ, & aliis Dominiis præfatis in Caletiam,

Quódque Mercatores unius Partis, eorum Factores & Familiares, & ipsorum quilibet qui magis indiguerit, poterunt a Mercatoribus alterius Partis Victualia liberè emere, ipsaque per Terram ducere (videlicet) illi de Anglia, Hibernia, & Calesiâ, in Brabantiam, Flandriam, Hannoniam, Hollandiam, Zeellandiam, Mechliniam, & alia Dominia *Dominorum Ducum* prædictorum, &, e contra, *illi de Brabantia*, Flandria, Hannonia, Hollandia, Zeellandia, Mechlinia, & aliis Patriis & Dominiis *Dominorum Ducum* prædictorum ab ipsis Patriis & Dominiis *in Angliam*, Hiberniam, & Caletiam, sine aliquo impedimento aut prohibitione quacúmque in contrarium, absque eo quòd propterea aliquam pœnam incurrant, seu quod per Dominos Patrisrum & prædictorum Dominiorum hincinde, aut eorum Officiarios & Justiciarios, possint inde redargui, accusari vel puniri.

Item, quòd omnes *Mercatores Angliæ*, Hiberniæ, Calisiæ, tàm coriorum, victualium, quam aliarum mercantiarum quarumcúmque, necnon eorum Factores, Familiares, & Ministri, Nautæ seu Magistri Navium & Marinarii, poterunt de cætero ire & transire per Mare, & eundo & redeundo conversari, venire, esse, & morari securè in dictis *Patriis Brabantiæ*, Flandriæ, Hannoniæ, Hollandiæ, Zeellandiæ, Mechliniæ, & aliis Patriis & Dominiis *Dominorum Ducum* prædictorum, & in dictarum Patriarum & Dominiorum Littoribus & Portubus, cum eorum bonis, mercandisis, & navibus,

Ibidemque cum Mercatoribus Brabantiæ, Flandriæ, Hannoniæ, Hollandiæ, Zeellandiæ, Mechliniæ, & aliarum Patriarum *Dominorum Ducum* prædictorum, & eorum Factoribus, Familiaribus, & Ministris mercari seu mercandisam facere, tàm victualium quam cujuslibet alterius generis mercimoniorum,

Et, pari modo, *Mercatores Brabantiæ*, Flandriæ, Hannoniæ, Hollandiæ, Zeelandiæ, Mechliniæ, & aliarum Patriarum *Dominorum Ducum* prædictorum, tàm Mercatores coriorum, victualium quam aliarum mercantiarum quarumcúmque, necnon eorum factores, Familiares, & Ministri, Nautæ seu Magistri Navium & Marinarii, poterunt ire, transire, & redire per Mare, conversari esse & morari securè in Regno Angliæ, Dominio Hiberniæ, & Villa Calesiæ, & etiam in Portubus seu Littoribus ipsorum per Regem auctorisatis, in illis (videlicet) ubi Custumarii & alii Officiarii Regii sunt ordinati super introitu & exitu navium & mercandisiarum, & non alibi, cum eorum Bonis, Mercandisis, & Navibus, & cum Mercatoribus Angliæ seu eorum Factoribus, Familiaribus, vel Ministris de quibuslibet Mercantiis, tàm victualium quàm aliis, mercari & mercandisam facere,

Poterúntque, in prædictis Portubus Angliæ, Hiberniæ, & Caletiæ, tàm eorum bona propria, quàm etiam bona ad alios prædictarum Patriarum Brabantiæ, Flandriæ, Hannoniæ, Hollandiæ, Zeellandiæ, Mechliniæ, & aliarum Patriarum *Dominorum Ducum* prædictorum spectantia, ducere vel duci facere, & ab ipsis Portubus seu Littoribus recedere & redire securè cum eorum bonis, mercantiis, & navibus,

Poterúntque Mercatores unius Partis, seu eorum Factores & Familiares, & ipsorum quilibet, qui magis indiguerit, habere & emere liberè victualia a Mercatoribus alterius Partis, & ipsa per Mare vehere & ducere seu vehi & duci facere (videlicet) illi de Angliâ, Hiberniâ, & Calesiâ, in Brabantiam, Flandriam, Hannoniam, Hollandiam, Zeellandiam, Mechliniam, & alias Patrias *Dominorum Ducum* prædictorum, & Mercatores ipsorum in Angliam, Hiberniam & Caletiam, absque eo quod ipsi propterea per Dominos prædictarum Patriarum & Dominiorum hincinde, seu eorum Officiarios quovis pacto redargui vel aliqua pœna multari possint, seu quòd, per illos de Angliâ, Hiberniâ, & Calesiâ, Ipsis Mercatoribus Brabantiæ, Flandriæ, Hannoniæ, Hollandiæ, Zeellandiæ, Mechliniæ, & aliarum Patriarum *Dominorum Ducum* prædictorum aliquod dampnum, præjudicium, vel impedimentum fieri aut inferri possit,

Nec e contra, per Mercatores & Subditos Brabantiæ, Flandriæ, Hannoniæ, Hollandiæ, Zeellandiæ, Mechliniæ, & aliorum Dominiorum *Dominorum Ducum* prædictorum, Mercatoribus Angliæ, Hiberniæ, & Calisiæ, per viam facti, occasione Guerræ vel deprædationum, & attemptatorum factorum vel fiendorum, aut alio modo ex quacúmque causâ,

Solvendo tantum,

Quantum attinet, Mercatores Angliæ, Hiberniæ, & Calesiæ, in dictis Patriis Brabantiæ, Flandriæ, Hannoniæ, Hollandiæ, Zeellandiæ, Mechliniæ, & aliarum Patriarum *Dominorum Ducum* prædictorum de Mercantiis quas ibi adducent vel adduci facient,

Et similiter quantum attinet, Mercatores Brabantiæ, Flan-

Anno 1478.

Flandriæ, Hannoniæ, Hollandiæ, Zeellandiæ, Mechliniæ, & aliorum Dominiorum *Dominorum Ducum* prædictorum, pro Rebus & Mercaniiis quas in Regnum Angliæ, Hiberniam, & Calisiam adducent vel adduci facient,

Antiqua Jura & Theolonea consueta & non alia;

Et nichilominus poterunt utriúsque Partis Principes in Dominiis suis, quoad Subditos suos, talia Jura & Theolonea quæ voluerunt instituere,

Poterunt etiam, non obstantibus prædictis, causâ necessitatis victualium & aliâ justâ & rationabili causâ, prohibere & defendere, quoad tale genus victualium, quod eis magis videbitur expedire, nè a Dominiis extrahatur.

Item, quòd *Mercatores Angliæ*, Hiberniæ, & Calisiæ, necnon eorum Factorer, Familiarer, & Ministri, Nautæ seu Magistri Navium & Marinatiĭ, poterunt esse, conversari & morari securè in Brabantiâ, Flandriâ, Hannoniâ, Hollandiâ, Zeellandiâ, Mechliniâ, & aliis Patriis *Dominorum Ducum* prædictorum, & in ipsarum Portubus seu Littoribus, cum eorum Bonis, Navibus, & Mercandisis Victualium & aliis quibuscúmque,

Et, pari modo, *Mercatores Brabantiæ*, Flaodriæ, Hannoniæ, Hollandiæ, Zeellandiæ, Mechliniæ, & aliarum Patriarum *Dominorum Ducum* prædictorum, & eorum Factores, Familiares, Nautæ, seu Magistri Navium & Marinarii, poterunt esse, conversari & morari securè in Regno Angliæ, Dominiu Hiberniæ, Villâ & Marchiis Calisiæ, & in ipsorum Portubus seu Littoribus, absque eo quòd, per Mercatores & Subditos Brabantiæ, Flandriæ, Hannoniæ, Hollandiæ, Zeellandiæ, Mechliniæ, & aliarum Patriarum *Dominorum Ducum* prædictorum, aut per alios (cujuscúmque Nationis vel conditionis existant) fiat aut fieri possit aliquod dampnum vel impedimentum Mercatoribus Angliæ, Hiberniæ, & Calisiæ, seu per Mercatores & Subditos Angliæ, Hiberniæ, & Calesiæ, aut alios (cujuscúmque Nationis vel conditionis existant) Mercatoribus Brabantiæ, Flandriæ, Hannoniæ, Hollandiæ, Zeellandiæ, Mechliniæ, & aliarum Patriarum *Dominorum Ducum* prædictorum, seu Mercatorum utriusque Partis Factoribus, Ministris, Nautis, seu Magistris Navium & Marinariis, occasione Guerræ vel deprædationum & attemptatorum antea factorum vel fiendorum, aut quavis aliâ causâ;

Proviso tamen quòd Mercatores aliarum Patriarum & Nationum erunt & morabuntur securé, cum eorum Bonis, Mercandisis, & Navibus, in Brabantiâ, Flandriâ, Hannoniâ, Hollandiâ, Zeellandiâ, Mechliniâ, & cæteris Patriis & Dominiis *Dominorum Ducum* prædictorum, & in ipsorum Portubus vel Littoribus, absque eo quod eis, per Mercatores Angliæ, Hiberniæ, & Calesiæ, aliquod malum vel impedimentum fiat, seu fieri vel inferri possit; nec etiam, per Mercatores & Subditos aliarum Patriarum & Nationum, Mercatoribus Angliæ, Hiberniæ, Calisiæ, eorum Factoribus, Familiaribus, & Ministris, in dictis Patriis Brabantiæ, Flandriæ, Hollandiæ, Zeellandiæ, Mechliniæ, & aliis Patriis *Dominorum Ducum* prædictorum, aliquod dampnum vel impedimentum in eorum personis vel bonis fieri vel inferri poterit.

Item, quòd *omnes Piscatores*, tàm Angliæ, Hiberniæ, & Calesiæ, quàm etiam Brabantiæ, Flandriæ, Hannoniæ, Hollandiæ, Zeellandiæ, Mechliniæ, & aliarum Patriarum *Dominorum Ducum* (cujuscúmque conditionis existant) poterunt ire ubique per Mare securè piscari absque aliquo impedimento licentiâ vel salvo conductu,

Et, si contingeret aliquos ex Piscatoribus Angliæ, Hiberniæ, & Calesiæ, per fortunam, tempestatem Maris, vim Hostium, aut alio modo, compelli intrare aliquem Portuum vel Districtuum Brabantiæ, Flandriæ, Hannoniæ, Hollandiæ, Zeellandiæ, Mechliniæ, & aliorum Dominiorum *Dominorum Ducum* prædictorum; vel si contingeret aliquos ex Piscatoribus ipsarum Patriarum in aliquem Portuum vel Districtuum Angliæ, & Calisiæ intrare, ibidem pacificè & amicabiliter recipientur & tractabuntur Piscatorer unius Partis, quibus talia contingerent, a Subditis alterius Partis; solvendo in locis, ubi applicabunt, Jura & Theolonia prædicta; & ab illis Portubus & Locis poterunt liberè recedere & redire, cum eorum Navibus & Bonis, sine aliquo impedimento; dummodo tamen per ipsos Piscatorer non committatur fraus, seu per ipsos aliis dampnum fiat.

Item, quòd in *Portubus* sive *Littoribus Brabantiæ*, Flandriæ, Hollandiæ, Zeellandiæ, & aliarum Patriarum *Dominorum Ducum prædictorum*, *nulli Piratæ*, tàm Nationis Flandriæ, Franciæ, quam alterius Nationis cujuscúmque, aliquo modo receptabuntur, nec eis erit permissum in ipsis Portubus habere introitum vel exitum ad explorandum vel dampnificandum Mercatores, seu eorum Factores, Familiares, Nautas, sive Magistros Navium, Marinarios, Clericos, Peregrinos, Piscatores, vel alios Subditos quoscúmque Partium Angliæ, in eorum Personis vel Bonis.

Et similiter, in *Portubus Angliæ*, Hiberniæ, & Calesiæ, *nullis Piratis* Anglicis, Hibernicis, Francis, vel aliis quibuscúmque licebit vel erit permissum habere introitum & exitum, ad dampnificandum Mercatores vel Subditos Brabantiæ, Flandriæ, Hannoniæ, Hollandiæ, Zeellandiæ, Mechliniæ, & aliorum Dominiorum prædictorum, in eorum Personis, Mercandisis, vel Bonis,

Et, si per aliquos Piratas aliqua Bona Mercatorum vel Subditorum Partium Angliæ, Brabantiæ, Flandriæ, Hollandiæ, Zeellandiæ, Mechliniæ, & aliorum Dominiorum *Dominorum Ducum* prædictorum, super Mari caperentur, & in aliquem Portum unius vel alterius Partis adducerentur, non poterunt Bona sic capta & deprædata ibidem per ipsos Piratas vel alios quoscúmque amicos vel inimicos poni ad Terram, vendi vel alienari,

Et, si nichilominus contingeret eadem Bona ad Terram poni, ibidemque vendi, de ipsis bonis vel eorum valore per Officiarios Locotum restitutio fiet Mercatoribus & Subditis dampnificatis & deprædatis, ad quas restitutiones faciendas habebunt Officiarii Locorum Commissiones specialer in tali casu requisitas, quibus mediantibus prædictas restitutiones facere tenebuntur, sub pœna ab eis recuperandi, si compertum fuerit, per eorum dolum, culpam, permissionem, vel negligentiam, ipsa bona, prout supradictum est, capta & deprædata, ad Terram posita, vendita & alienata fuisse, absque eo quòd ipsi Officiarii de ipsis bonis vel eorum valore deprædatis vel dampnificatis restitutionem fecerint.

Fierent insuper Edicto publico prohibitiones pœnales in Portubus & Littoribus utriúsque Partis, nè quisquam (cujuscúmque Nationis existat) talia bona, per Pitatas capta vel deprædata, ad Terram poni permittat, vel ipsa aliquo modo emere præsumat.

Item, quòd Victualibus, Mercandisis, & aliis Bonis, venientibus de Partibus de Eoll versus Regnum Angliæ, vel de Calesiâ versus Brabantiam, Flandriam, per quascúmque personas, non inimicas uni parti nec alteri, in quibuscúmque vasis vel navibus ducendis, non erit per unam Partem nec per alteram factum aliquod impedimentum.

Item, quotienscúmque contingeret quòd aliquæ Naves, oneratæ & non ordinatæ ad Guerram, Partium Angliæ, Brabantiæ, Flandriæ, Hannoniæ, Hollandiæ, Zeellandiæ, Mechliniæ, & aliorum Dominiorum *Dominorum Ducum* prædictorum, per tempestatem Maris, vim Hostium, vel aliam causam compellantur in aliquem Portum unius Partis vel alterius applicare vel intrare, Naves illius Partis, quibus talia contingent, cum Mercatoribus & Nautis seu Marinariis in ipsis existentibus, in alterius Partis Portubus securè erunt & recipientur, & ab ipsis Portubus poterunt liberè recedere, cum eorum Bonis, Mercandisis, sine contradictione & impedimento, proviso quòd Bona seu Mercantias, quæ in ipsis Navibus erunt, non ponent ad Terram, nec in aliis Navibus, sive Licentiâ Officiariorum Principis Patriæ, vel aliorum ad hoc potestatem habentium.

Item, quòd *Nautæ seu Magistri Navium, & Marinariis Partium Angliæ*, post adventum eorum ad Portum Brabantiæ, Flandriæ, Hollandiæ, Zeellandiæ, & aliorum Dominiorum *Dominorum Ducum* prædictorum, poterunt imponere eorum Naver in eisdem Portubus, sive Littoribus ligare, eo modo quo poterunt Subditi ipsorum *Dominorum Ducum* prædictorum; & iisdem licebit *Nautis seu Magistris Navium & Marinariis Brabantiæ*, Flandriæ, Hannoniæ, Hollandiæ, Zeellandiæ, Mechliniæ, & aliarum Patriarum prædictarum, in Portubus Angliæ, Calesiæ, & Hiberniæ.

Item, *Mercatores*, *Nautæ*, *seu Magistri Navium*, Marinarii & Subditi Patriarum Brabantiæ, Flandriæ, Hannoniæ, Hollandiæ, Zeellandiæ, Mechliniæ, & aliarum Patriarum *Dominorum Ducum* prædictorum, non adducent aut adduci facient per Mare, fraudulosè vel quocúmque colore, aliqua Bona seu Mercandisas inimicorum Angliæ, Hiberniæ, vel Calesiæ; & de hoc, quotienscúmque per Subditos Angliæ, Guerræ operam

dantes,

Anno 1478.

Anno 1478.

dantes, fuerint interrogati, tenebuntur facere justam & veram confessionem & declarationem:

Et, pari modo, Mercatores, Nautæ, seu Magistri Navium, Marinarii, & Subditi Partium Angliæ, non ducent vel duci facient, fraudulosè vel quocúmque colore, aliqua Bona vel Mercandisas aliorum Forensium, Hostium, & inimicorum Brabantiæ, Flandriæ, Hannoniæ, Hollandiæ, Zeellandiæ, Mechliniæ, & aliorum Dominiorum *Dominorum Ducum* prædictorum; &, quotienscúmque erunt super hoc per Subditos Patriarum prædictarum, in Guerrâ laborantes, interrogati, tenebuntur facere veram & justam confessionem & declarationem.

Item, quotienscúmque contigerit aliquam *Navem Partium Angliæ*, Bonis & Mercandisis oneratam, per tempestatem Maris, vel aliàs, tangere ad Terram, vel alio modo perire vel periclitari, prope Portus vel in Portubus Patriarum Brabantiæ, Flandriæ, Hollandiæ, Zeellandiæ, & aliorum Dominiorum prædictorum, si in ipsa Navi remaneat Vir, Mulier, Puer, Canis, Cattus, vel Galus vivens, Bona & Mercandisæ, quæ ad Terram applicabunt vel aliter salvari & recuperari poterunt, illis, ad quos spectabant, restituentur, solvendo tamen hiis, quorum operâ & diligentiâ talia Bona recuperabuntur, rationabile salarium: nec poterunt, in casu prædicto, talia Bona alligari seu dici perdita vel confiscata:

Et idem observabitur in Littoribus & Portubus Angliæ, Hiberniæ, & Calesiæ, quoad Naves Brabantiæ, Flandriæ, Hollandiæ, Zeellandiæ, Mechliniæ, & aliorum Dominiorum *Dominorum Ducum* prædictorum, quæ, tangendo ad Terram vel alio modo, peribunt seu periclitabuntur

Item, quòd *Mercatores Angliæ*, Hiberniæ, & Calesiæ poterunt habere & tenere, in Villis & Opidis Patriarum Brabantiæ, Flandriæ, Hannoniæ, Hollandiæ, Zeellandiæ, Mechliniæ, & aliarum Patriarum Dominorum Ducum, domos pro ipsis; ibique eisdem Privilegiis, Libertatibus, & Francisiis utentur & gaudebunt, quibus usi & gavisi sunt antea citra sexaginta Annos, quibus Intercursus Mercantiæ fuit & habitus est inter Partes Angliæ & prædictas Patrias; ibique adeò recipientur & benignè tractabuntur, sicut aliæ Nationes ipsas Patrias & Villas frequentantes;

Et similiter Mercatores prædictarum Patriarum Brabantiæ, Flandriæ, Hannoniæ, Hollandiæ, Zeellandiæ, Mechliniæ, & aliorum Dominiorum *Dominorum Ducum* prædictorum, poterunt in Civitatibus, Opidis, Villis Angliæ, Hiberniæ, & Calesiæ habere domos pro eis, & ibi gaudebunt & utentur iisdem Privilegiis, recipientúrque & tractabuntur prout superiùs de Mercatoribus Angliæ dictum est.

Item, quòd, quotienscúmque *Mercatores Partium Angliæ*, pro solutione habenda, suos convenient debitores, in Patriis *Dominorum Ducum* prædictorum, coram Legislatoribus ad hoc ordinatis, & allegabunt debitores suos suspectos fore de fuga, & hac de causâ petent ut ad statim debitores sui Judicium subire cogantur, tunc Legislatores, sic requisiti, probationes dictorum Anglicorum, si quas obtulerint ad probandum hujusmodi suspitionem fugæ, sine aliquibus morâ & difficultate eas admittent; &, si nullas habuerint, tunc ipsorum Anglicorum juramento, quoad prædictam fugæ suspitionem, præstitâ per eos primitùs ydoneâ Cautione de solvendo expensas & interesse hiis, quos sic ad Judicium trahi petent, casu quo ex eventu se litem injustè movere constiterit; & hoc facto debitores ponentur, absque aliis monitionibus, ad statim sub Arresto, donec sufficientes Cautiones de Judicio sisti & judicatum solvendo in eâ parte præstiterint: quibus tamen debitoribus, sic arrestatis & sub Arresto manentibus, si petant, dabitur terminus octo dierum ad probandum se de fugâ suspectos non esse; & hoc probato cessabit Arrestum: sed nichilominus, propter hujusmodi dilationem octo dierum, processus super debito principali nullatenus retardabitur, sed omnia suo statu remanerent:

Et similis Justitia ministrabitur in Angliâ Mercatoribus & Subditis Patriarum *Dominorum Ducum* prædictorum adversus eorum debitores in tribus Curiis (videlicet) in Curiis Cancellarii, Connestabularii, & Magni Concilii, etiam super oblationibus factis ultra Mare & in Monetâ Flandriæ, etiam quarum solutio destinata est ad aliquem locum Patriarum *Dominorum Ducum*, dummodo dies solutionis sit præterita; non obstantibus quibuscúmque Ordinationibus vel Consuetudinibus Civitatum, Opidorum, seu Locorum Angliæ in contrarium: in quibus quidem Curiis tenebuntur Anglici debitores peremptoriè procedere, absque eo quod ipsas seu earum alteram ex aliquâ causâ possint declinare.

Item, quòd mandabitur *Capitaneo Castri de Selusa* quòd, quotienscúmque contigerit Mercatores vel Subditos Partium Angliæ, per ignorantiam intrare Portam ipsius Castri de Selusa, quòd sic intrantes honestè & cum omni decentiâ tractet, absque eo quòd quicquam de eis propterea exigat.

Item, quòd *Officiariis Dominorum Ducum* prædictorum, ad scrutandum Mercandisas in Navibus existentes ordinatis, strictè & sub certâ pœnâ mandabitur ut, in visitando Anglicorum Mercantias vel Naves, nil dampnificent de Bonis seu Mercibus ipsorum Anglicorum, absque violenter frangendo, cum Pugionibus vel aliis Instrumentis, Pipas, Barillos, & Fardellos; sed quòd eas honestè visitent, & contrafacientes punientur: Et idem fiet in Angliâ, per Officiarios *Domini Regis*, in scrutando Mercantias Subditorum Dominorum Ducum prædictorum.

Item, quòd de cætero, in Patriis *Dominorum Ducum* prædictorum, non fient Scrutinia Billonæ super Anglicis, nisi per Commissarios *Dominorum Ducum* specialiter ad hoc deputandos, vel per Officiarios suarum Villarum, sine aliquâ exactione ab ipsis scrutandis petendâ seu exigendâ, & hoc solum in Opidis, aut Portubus, sive Littoribus dictorum Principum; ex parte quorum fient Edicta prohibitoria, per Loca magis convenientia & oportuna, sub gravibus multis & pœnis; alibi verò per alios non fient hujusmodi Scrutinia Billonæ: Et idem observabitur in Angliâ quoad Subditos Dominorum Ducum scrutandos, nisi in Opidis, Portubus, vel Villis, ut supra.

Item, poterunt *Mercatores & Subditi Regis Angliæ* deinceps quascúmque Massas auri vel argenti, vocatas Billionem, extra Patrias, excellentis quondam & recolendæ memoriæ, *Domini Ducis Karoli*, noviter defuncti, per eos seu eorum Deputatos vel Factores emptas vel aliter acquisitas, seu imposterum emendas vel acquirendas, licenter & impunè per quæcúmque Loca Patriarum *Dominorum Ducum* prædictorum ducere seu duci facere, & ab eisdem Locis & Patriis in Regnum Angliæ, totiens quotiens voluerint, conducere & transportare poterunt & valebunt; Proviso quòd dicti Anglici, seu eorum Factores, hujusmodi Billonam, per se aut Factores suos emptam, seu, ut præmittitur, acquisitam, unà cum certificatione autenticâ Villæ vel Opidi ubi ipsam Billonam emerint vel aliter acquisierint, & de emptione seu acquisitione ipsius Billonis & quantitatis ejusdem, principali Officiario *Dominorum Ducum*, vel in ipsius absentia suas vices gerenti, proximæ Villæ, post Introitum suum in Patrias *Dominorum Ducum*, exhibeant & ostendant; super quâ ostensione ipsi ostendentes Testimoniale seu Certificatorium, manu dicti Officiarii, vel ipso absente suas vices gerentis, signatum vel ipsius sigillo sigillatum, ab eo cui talis ostensio fiet recipient & habebunt; nichil penitus pro dicto Testimoniali aut aliâ quacumque causâ solvendo, præter unum solidum grossorum Flandriæ: Et, casu quo dictus Anglicus hujusmodi Billonam, per se vel suos Factores emptam, seu, ut præmittitur, acquisitam, educere voluerit, & in exitu a Patriis Testimoniale seu Certificatorium prædictum non exhibuerit; tunc pœnam illam incurret, quam incurrerent extrahentes Billonam, infra Patrias *Dominorum Ducum* prædictorum emptam: Et idem licebit Subditis ipsorum Dominorum Ducum in Angliâ.

Item, quòd, quotienscúmque contigerit *Mercatores Partium Angliæ* venire ad Nundinas Andwerp. Bergenses, vel alias Patriarum *Dominorum Ducum* prædictorum, eis ibidem licebit emere tales Mercantias quales voluerint, & pro tali pretio in quo simul cum Venditoribus convenire poterunt, absque eo quod superior ipsorum Mercatorum Angliæ, vulgari nomine *Courtmeestre* nuncupatus, per se seu cum aliquibus ejusdem Anglicanæ Nationis possit Mercibus, per Anglicos emendis, pretium constituere limitatum, seu ordinare aliquam pœnam in transgredientes illud certum pretium, prout antea aliquando factum est; unde sæpius conquesti sunt Mercatores Patriarum *Dominorum Ducum* prædictorum.

Item, quòd de cætero non licebit *Nationi Anglicanæ* Statuta seu Ordinationes facere contra aliqua Opida vel Personas Patriarum *Dominorum Ducum* prædictorum, ordinando quòd Merces vel Bona talis Villæ vel Personæ nullus Anglicorum emat; & hoc quia inhabitantes Villam Merces suas vendere noluerunt Pretio per dictos Anglicos statuto, vel ad eorum

beneplacitum

ANNO 1478.

beneplacitum & voluntatem, prout antea aliquando fecerunt, hujusmodi Personas per talia Statuta maximè dampnificando; unde etiam antea Mercatores Patriarum *Dominorum Ducum* prædictorum multas querimonias fecerunt.

Item, non poterunt deinceps *Anglici* statuere quòd *in Foro & Nundinis Andwerp* & Bergensibus, vel alias nullus Anglicus Mercator emat Merces seu Bona, ad Subditos *Dominorum Ducum* spectantia, nisi usque ad finem Nundinarum vel circa, sive de prorogatione Nundinarum sint securi, sive non, prout aliquando anteà fecerunt, quatenus Subditi *Dominorum Ducum* prædictorum tædio affecti, & per longam eorum attendentiam, & ut citiùs ad proprios fines redirent, eorum Merces minori & viliori pretio venderent, unde etiam sæpissimè conquesti sunt.

Item, quia *per Mercatores Patriarum Dominorum Ducum* multotiens conquestum est de eo, quod Anglici ordinaverunt quòd nulli liberi Mercatores Angliæ possent emere a Subditis *Dominorum Ducum* aliqua Bona, nisi per Pondus *Domini Regis*: Quod Pondus adeò magnum est & exorbitans, quòd antedicti Mercatores super centum Libris, quod etiam in parte contingit ex eo, quod Magister Ponderis omnia Bona & Merces prædictorum Mercatorum dat & dare potest, ut asserit, ipsis Anglicis, ultra eorum debitum pondus, tantum quantum trahere potest suis digitis: Sed quando Anglici vendunt eorum bona seu merces Mercatoribus prædictis, ipsi illa ponderant proprio & privato pondere, quod vocatur pondus parvum, & non cum pondere Regio quod magnum pondus appellatur; certè hujusmodi error realiter & cum effectu auctoritate Domini Regis tolletur.

Item, quotienscumque contigerit *Anglicos a Subditis dampnificari*, non poterunt propterea alii Mercatores seu Subditi *Dominorum Ducum* prædictorum, qui dampna non intulerint, ad petitionem dampnificatorum vel aliquo modo arrestari, in Personis vel Bonis debitis, Summationibus vel Monitionibus non præcedentibus; prout etiam antea aliquando factum extitit;

Notum facimus quòd Nos, vigore & virtute Facultatum, Auctoritatum & Potestatum, per supradictas Patentes Literas seu Commissiones Nobis traditarum & concessarum, omnia supradicta Capitula & Articulos, pro & nominibus ipsius *Domini Regis & Dominorum Principum prædictorum*, in quantum ipsos ipsorumque hincinde Dominia & Subditos tangere seu concernere possunt, modo & formâ quibus superiùs sunt concordata, acceptata, & conclusa, acceptavimus, emologavimus, & ipsis consensimus, ac per præsentes ipsa acceptamus, emologamus, & ipsis consentimus;

Promittentes Nos, *Thomas de Plana & Justus Baldinus*, utriusque Juris Doctores, Commissarii, Deputati, & Procuratores antedicti, pro dictis *Dominis Ducibus*, quòd ipsi prædictum intercursum, ac omnia & singula præscripta Capitula & Articulos, per Literas suas patentes ratificabunt, confirmabunt, approbabunt, tradenturque Literæ Ratificaturiæ *Dominorum Ducum*, in Villâ Calesiæ, in manibus Domini Locumtenentis, sive in ejus absentiâ Marescalli dictæ Villæ Calesiæ, infra tres menses proximò futuros;

A quo Domino Locumtenente sive Marescallo tunc & ibidem ille vel illi, qui Literas dictorum *Dominorum Ducum* tradet seu tradent, consimiles Literas pro parte *Domini Regis* recipiet seu recipient.

In quorum omnium fidem & Testimonium præmissorum Nos, Commissarii, Deputati, & Procuratores prædicti, præsentes manibus nostris subsignavimus, ipsisque sigilla nostra apposuimus.

Datum in *Opido Insulensi* Anno Domini millesimo, quadringentesimo, septuagesimo octavo, mensis Julii die duodecimâ.

J. COOKE.
T. DE PLEINE.
JUSTUS BALDSNUS.

Sub Sigillis suis Ceræ rubræ pendentibus a Caudis Pergamenæ.

XXI.

31. Juill. *Permutatio inter* FRANCISCUM DE GONZAGA *Cardinalem*, & FREDERICUM DE GONZAGA *Marchionem Mantuæ Fratres per eorum Procuratores facta; de dimidiâ parte Castri, Terræ & Jurisdictionis* Vitelianæ *eidem* FRANCISCO *Cardinali, cum Fratre* JOANNE FRANCISCO *per indivisum obventa; pro & loco dimidiæ & indivisæ partis Castrorum, Villarum, & Jurisdictionum in Instrumento nominatim expressarum. Actum Mantuæ. Anno Nativitatis 1478. die ultimo Julii. Indictione* XI. [Pièce authentique, tirée des Archives Archiducales de Mantoue.]

ANNO 1478.

In Christi nomine Amen.

ANNO à Nativitate ejusdem millesimo quadringentesimo septuagesimo octavo Pontificatus Sanctissimi Domini nostri Papæ Sixti quarti, & Imperii Ducis, Federici Sacratissimi Augusti, & Imperatoris temporibus, Indictione undecima, die Veneris ultimo mensis Julii Mantuæ in domo Spectabilis quondam Caroli de Agnellis in quadam Camera superiori cubiculari dictæ Domus positæ in Civitate Mantuæ in Contrata . . . . Presentibus Magnifico, & potenti Viro armorum Ductore Domino Francisco filio quondam Magnifici Viri Domini Jacobi de Siccis infrascripti Illustrissimi Domini nostri consocio Magnifico, ac preclarissimo Juris utriusque Doctore Domino Donino filio quondam Domini Jacobi de Puellis ejusdem Illustrissimi Domini Consiliario Spectabili Viro Antonio filio quondam Spectabilis Viri Joannis Filippi de Cattaneis Cive Mantuæ de Contrata Ursi, & Egregio Viro Antonio filio Joannis dicti Triumphi de Salvioenis Notario Gonzagæ, omnibus testibus notis, & idoneis ad infrascripta omnia & singula vocatis, & specialiter rogatis. Equ[illegible]n quibus testibus prefatus Dominus Franciscus d[illegible]Siccis delato sibi prius Juramento per me Notarium infrascriptum, & ab eo prestito corporaliter manu tactis Scripturis ad Sancta Dei Evangelia juravit se bene cognoscere suprascriptos secum testes, & infrascriptos Contrahentes, & de ipsis omnibus, & singulis plenam habere notitiam, & veram cognitionem, Ibi Reverendissimus in Christo Pater Dominus Ludovicus de Agnellis Appostolicæ Sedis Prothonotarius, ac Spectabilis Vir Carolus de Rodiano Nobilis Civis Mantuæ, & subnotati Reverendissimi Domini Cardinalis Factor generalis, ambo Procuratores, & negociorum gestores, ac Procuratoriis, & gestoriis nominibus Reverendissimi, & Illust. Domini Domini Francisci de Gonzaga filii quondam recolendæ memoriæ Illustrissimi Principis, & Excellentissimi Domini Domini Ludovici de Gonzaga Marchionis Mantuæ &c. Sanctæ Mariæ novæ pro Sacrosancta Romana Ecclesia Diaconi Cardinalis, ac Bononiæ Legati &c. ad infrascripta omnia, & singula simul & conjunctim, ac specialiter, & nominatim ad id deputati, & constituti uti lacius constat eorum Mandato, & in Bulla Patenti prefati Reverendissimi Domini Cardinalis scripta, seu subscripta manu Spectabilis Domini Joannis Petri Arivabeni sue Reverendissime Dominationis Secretarii die decima septima mensis suprascripti cum solita Bulla in cera rubea præfati Reverendissimi Domini pendente non abrasa, cancelata, nec viciata ibi per dictos ejus Procuratores presentata, & à me Notario infrascripto visa, & lecta, cujus tenor sequitur, & est talis videlicet:

FRANCISCUS DE GONZAOA miseratione Divina Sanctæ Mariæ novæ Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ Diaconus Cardinalis Mantuanus Sedis Appostolicæ Bononiæ Legatus, *cum nuper ex Testamento inclitæ memoriæ Illustr. Principis, & Excelsi Domini Domini Ludovici Marchionis Mantuæ Genitoris nostri fuerimus Illustris Dominus Joannes Franciscus de Gonzaga Frater noster, & nos in certis Castris, & Locis Cremonensis Dyocesis sub Dominio temporali prefati quondam Principis constitutis Heredes simul instituti, prout in verbis ipsius Testamenti ad que relatio habeatur latius constat.* Et in eis inter alia est nominatim conprehensum Castrum, seu Terra Vitelianæ, quam ex bonis respectibus, Illustris Princeps, & Excelsus Dominus Federicus Marchio Mantuæ etiam Frater noster honorandissimus cum Statu, & Dominio desiderans à nobis requisiverit ut quantum ad nos pertinet, & pro rata nostra de dicta Terra Viteliana sibi dimittenda, & aliis locis prous melius videbitur & comodius concordare potuerit in contracambium dandis, & à nobis accipiendis consentire vellemus. Nos qui præfatum Principem, sincera caritate, ac vero, & fraterno cordis affectu complectimur, amamus, & observamus, & omnia illius desideria, nostris

ANNO 1478.

etiam utilitatibus preponenda instituimus, volentes in hoc specialiter suæ Excelentiæ, quantum in nobis est, complacere, & hujusmodi requisitioni satisfacere Reverendissimum in Christo Patrem Dominum Ludovicum de Agnellis Sedis Apostolicæ Prothonotarium, & nubilem Virum Carolum de Rodiano, & Factorem nustrum generalem, de quorum fide, & prudentia specialem in Domino fiduiam obtinemus, absentes tamquam presentes, simul & conjunctim, nostros Actores, Procuratores, & Syndicos speciales, & solemnes, & quidquid melius dici potest omni meliori modo, via, jure, & forma, quibus validius, & efficacius possumus harum renure, quas vim publici, & autentici Instrumenti habere decernimus, assummimus, constituimus, & deputamus, ad cedendam, & renunciandum in manibus prefati Principis omni Juri, quod nobis ad vitam nostram, & pro rata parte nostra, vigore dicti Testamenti, in Castro, & Terra Vitelianæ ejusque Dominio competebat, & competit de presenti, illudque libere dimittendum ex causa permutationis, cujus vigore idem Actores, Procuratores, & Sindici nostri cum prefato Principe de locis in contracambium Castri, & Terræ ipsius Vitelianæ pro nobis, & interesse nostro accipiendis conveniendi, & concordandi, & transigendi, prout eis simul, & conjunctim videbitur, liberam, & absolutam habeant facultatem, super quibus omnibus, & singulis nominatis ut supra speciale, validum, & solemne mandatum, & arbitrium per has nostras plene, & libere animo deliberato concedimus, & indulgemus etiamsi forte de Jure vel consuetudine major tam facti, quam verborum expressio, & solempnitas requireretur, quibus non obstantibus quoad nostros posse procedi per eos ad omnia, & singula superius expressa declaramus, & consentimus, Nos enim quidquid per eos in premissis omnibus, & singulis dictum, tractatum, gestum, & conclusum fuerit ratum habebimus omni exceptione remota, & ad id de novo ratificandum nos ipsos per presentes pariter obligamus. In quorum fidem presentes Litteras fieri, & registrari, nostrique majoris Sigilli jussimus, & fecimus appensione communiri. Datum Bononiæ in Pallatio residentiæ nostræ, *die decima septima Julii millesimo quadringentesimo septuagesimo octavo*, Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris, & Domini nostri Domini Sixti Divina Providentia Papæ quarti Anno septimo, Joannes Petrus Arivabenus Secretarius de mandato, Volentes pro fraterni amoris conservatione quantum fieri potest, prefati Reverendissimi Domini Cardinalis, & subnotati Illustr. Domini Marchionis vota adimplere, non vi, non metu, nec aliquo alio juris vel facti errore ducti, sed potius sponte & ex certa scientia animoque bene, & optime deliberato omnibus melioribus modo, via, Jure, forma, & causa quibus melius potuerunt, & possunt, titulo & nomine permutationis, & contracambii dederunt, cesserunt, transtulerunt, & mandaverunt espresseque renunciaverunt, remiserunt, & refutaverunt Spectabili Viro Joanni de Cattaneis filio quondam Spectabilis Viri Joannis Filippi de Cattaneis Civis Mantuæ de Contrata Camelli prefati Illustrissimi Domini Domini Federici Marchionis Mantuæ &c. Factori generali, nec non mihi Antonio de Cornice Notario subnotato personæ publicæ, ambobus presentibus, stipulantibus, & recipientibus ad beneficium, comodum, & utilitatem prefati Illustrissimi Domini Domini Federici, & Hæredum ejus omnia, & singula Jura omnesque actiones, rationes, & defensiones, reales & personales, utiles & directas, mixtas & hipothecarias, civiles & pretorias, ac convencionales, tacitas & expressas, ac cujuscumque generis & maneriei, quæ, quas, quales, & quantas prefatus Reverendissimus Dominus Franciscus Cardinalis quomodocumque, & qualitercunque habere pretendebat, & pretendit talia qualia sint in dimidia pro Indiviso Castri, & Terræ, ac Dominii Vitelianæ Dyocesis Cremonensis & Districtus Mantuæ, cum omnibus & singulis Juribus, Jurisdictionibus, mero & mixto Imperio, emolumentis, prerogativis, datiis, aquis, pascuis, & regaliis, ac omnibus & quibuscumque pertinentiis ejusdem Castri, & Terræ Vitelianæ sibi quomodocumque, & qualitercumque spectantibus, ac debitis, solitis & consuetis, & tam virtute certi asserti Testamenti, ut dicitur, conditi per prelibatum Illustrissimum quondam Dominum Ludovicum geniturem suum qua alia quacumque ratione & causa, exceptis dumtaxat possessione sita in Territorio dicti Castri, & Possessione sita in Territorio Caballariæ cum pratis Casalcucoli, sive Belleguardæ potestariæ dicti Castri Vitelianæ, quas predicti Reverendus Dominus Prothonotarius, & Carolus de Rodiano, Procuratores, & Procuratoriis nominibus quibus supra pro dimidia pro Indiviso prefato Reverendissimo Domino Francisco Cardinali cum earum pertinentiis reservaverunt, & retinuerunt, & constituerunt predicti Procuratores Procuratoriis nominibus quibus supra antedictum Illustrissimum Dominum Federicum licet absentem Procuratorem suum, ut in rem suam propriam, & posuerunt eum in locum ipsius Reverendissimi Domini Cardinalis Fratris sui, ita quod amodo idem Illustrissimus Dominus Federicus dictis actionibus, Juribus, & defensionibus, commoditatibus, & emolumentis sic valeat agere, petere, causari, experiri, vendicare, prosequi, consequi, excipere, opponere, defendere, & se tueri, ac omnia, & singula alia dicere, facere, & exercere in judicio, & extra, que & quemadmodum prefatus Reverendissimus Dominus Franciscus Cardinalis dicere, facere, & exercere poterat, & potuisset in dictis Castro, & Terra, ejus Dominio, & Juribus datis, cessis, & renunciatis titulo quo supra, & ut supra ante presentem permutationem, cessionem, renunciam, refutationem, & stipulationem, quibus quidem permutatione, cessione, renuncia, & refutatione sic peractis antedictus Joannes de Cattaneis Factor, & Procurator prelibati Illustrissimi Domini Federici uti de illius procura, & mandato lacius constat Instrumento rogato per me Notarium infrascriptum die decima septima mensis Junii proximè decursi, volens de aliis Locis, & Juribus, eidem Reverendissimo Domino Cardinali providere, ex quibus majorem utilitatem, & uberiores redditus, percipiat, & percipere possit quàm ex dicta Terra Vitelianæ cum dictis suis Juribus, & pertinentiis percipisset pro rata sua Procuratorio nomine ejusdem Illustrissimi Domini Federici titulo, & nomine permutationis, & contracambii, non vi, non metu, nec aliquo alio juris, vel facti ductus errore, sed sponte, & ex certa scientia animoque bene pensato, & deliberato, ac omnibus aliis melioribus modo, via, jure, forma, & causa quibus melius, & validius potuit, & potest, dedit, cessit, transtulit, & mandavit expresseque remisit, renunciavit, & refutavit predictis Reverendo Domino Ludovico Agnello Prothonotario, & Carolo de Rodiano Procuratoribus, & Procuratoriis nominibus antelati Reverendissimi Domini Francisci Cardinalis, & pro illius Hæredibus presentibus, stipulantibus, & recipientibus, ac expressè acceptantibus ad ipsius Reverendissimi Domini Cardinalis, & Hæredum ejus comodum, beneficium, & utilitatem omnia, & singula Jura, ac omnes & singulas actiones, rationes, & defensiones reales, & personales, utiles, directas, civiles, pretorias, & convencionales, ac tacitas & expressas, ac cujuscunque alterius generis & maneriei quæ, quas, quales, & quantas prefatus Illustrissimus Dominus Federicus habet, habebat, & quomodocumque, & qualitercumque habere posset, poterat, & potuisset pro dimidia pro indiviso in infrascriptis Castris, Terris, & Possessionibus videlicet: Primo in Terra, & Castro Sancti Martini ab Agere Dyocesis Cremonensis cum ejus Dominio, mero & mixto Imperio, ac cum omnibus, & singulis Juribus, Jurisdictionibus, emolumentis, prerogativis, datiis, & regaliis, solitis & consuetis, ac quibuscumque pertinentiis dicti Castri, & Terre sibi quomodocumque, & qualitercunque spectantibus, & pertinentibus: Item in Terra, & Loco Gazoli Tinacii dictæ dyocesis cum ejus Dominio, ac mero & mixto Imperio, ac omnibus, & singulis Juribus, Jurisdictionibus, emolumentis, prerogativis, daciis, & regaliis solitis, & consuetis, ac quibuscunque pertinentiis dictæ Terræ, & Loci sibi quomodocumque, & qualitercumque spectantibus, & pertinentibus, & etiam cum utilitate, & Introitu Portus qui est in flumine Olii, per quem fit transitus ad dictam Terram Gazoli, quem Introitum dictus Joannes de Cattaneis dicto nomine voluit propterea perpetuo in futurum pro dimidia esse prefati Reverendissimi Domini Francisci Cardinalis, & Heredum ejus, salva tamen semper dicti Portus Proprietate, & directo Dominio quam, & quod dictus Joannes dicto nomine pro prefato Illustrissimo Domino Federico, & Hæredibus suis, tanquam de Portu Marchionatul, & Jurisdictioni Mantuæ subjecto reservavit, & declaravit esse, & debere in perpetuum restare de Dyocesi Districtu, & Territorio Mantuæ: Item in Terra, & Loco Comesadii Dyocesis Cremonensis, ac in ejus Canali sive flumine cum mero & mixto Imperio, & cum omnibus, & singulis suis Juribus, & Jurisdictionibus, emolumentis, prerogativis, daciis, & regaliis solitis, & consuetis, ac quibuscumque pertinentiis dictæ Terræ Comesadii sibi quomodocunque, & qualitercumque spectantibus, & pertinentibus: Item in Castro, & Terra Rotingi Marchionatus Mantuæ cum ejus Dominio,

Anno 1478.

minio, ac cum omnibus, & singulis suis Juribus, Jurisdictionibus, mero & mixto Imperio, emolumentis, prerogativis, daciis, & regaliis, solitis & consuetis, ac quibuscumque pertinentiis dicti Castri, & Terræ sibi quomodocumque, & qualitercumque spectantibus, & pertinentibus, nec non in possessione veteri dictæ Terræ Rotingi, quam alias prelibatus Illustrissimus Dominus Federicus habuit à prefato Illustrissimo quondam Genitore suo, & cum Molendino in dicta Terra construcĉto, ac omnibus Juribus dicto Molendino spectantibus, & pertinentibus, nec non cum facultate, & libertate irrigandi, & adaquandi, seu irrigari, & adaquari faciendi dicta Possessione ex aqua Seriolæ inde discurentis similiter, & cum jure exigendi *libras centum viginti octo, & solidos septem cum dimidio* parum Mantuæ ab his qui hactenus emerunt de dicta aqua, reliquo Jure dictæ Aquæ cum ejus, & dictæ Seriolæ integra proprietate remanente prefato Illustrissimo Domino Federico, cui, & cujus Hæredibus dictus Factor dicto nomine, & Juris residuum cum dicta Proprietate reservavit: ita tamen quod facta debita adaquatione dictæ Possessionis aqua ipsius Seriolæ discurere habeat, & debeat ad foveam Seralii Mantuæ more solito, & ad Curiam Curtatoni, & etiam quo prefatus Illustrissimus Dominus Federicus, & ejus Hæredes voluerunt, quodque per hujusmodi irrigationis, & adaquationis concessionem, similiter & Juris exigendi quantitatem denariorum superius expressam nullum prejuditium factum intelligatur, nec fieri debeat, nec possit his qui tam ex decretis ipsius Illustrissimi Domini Federici quam prefati Illustrissimi quondam Genitoris sui, vel predecessorum suorum uti possunt dicta aqua, item & in Possessionem Vilimpentæ Dyocesis Veronæ, & Districtus Mantuæ, excepta tamen semper omni recognitione quam facturi essent homines dictæ Terræ Villimpentæ, vel alii quicunque, quam dictus Joannes Factor dicto nomine pro prefato Illustrissimo Domino Federico, & Hæredibus suis reservavit, & reservat, ac etiam excepta cognitione quæ fit, seu fieri debet, ac Reverendo Domino Abbate Sancti Zenonis de Verona, quam similiter dictus Factor dicto nomine prefato Illustrissimo Domino Federico, & Hæredibus suis reservavit, & reservat, quam Possessionem idem Joannes Factor, & Procurator, & Procuratorio nomine quo supra antedictis Reverendo Domino Ludovico de Agnellis Prothonotario, & Carolo de Rodiano Procuratoriis nominibus prefati Reverendissimi Domini Francisci Cardinalis presentibus, & acceptantibus liberam, & expeditam ab omni onere ficti driti vel census alicujus, seu alterius obligationis, vel servitutis, unà cum Partis Valarsæ dictæ possessioni deputatis, & quæ per laboratores dictæ Possessionis teneri, & seccari consueverunt, dedit, & assignavit, his tantummodo de dicta Possessione exceptis videlicet, Campagnatico, Accusis, Affictu, Molendini travetsiæ, datio ad ingrossum taberna, & beccaria, ac nemoribus, & herbatico, nec non affictibus Castri dictæ Terræ, quæ omnia ista dictus Joannes Factor dicto nomine pro prefato Illustrissimo Domino Federico, & Heredibus ejus reservavit, & in presenti permutatione, cessione, renuncia, & refutatione minime comprehendi voluit, nec comprehensa intelligantur. Et constituit prefatus Joannes Factor dicto nomine prenominatum Reverendum Dominum Franciscum Cardinalem licèt absentem Procuratorem suum, ut in res suas proprias, & posuit illum in locum prefati Illustrissimi Domini Federici. Itaque de cetero prefatus Reverendissimus Cardinalis dictis nominibus dictis Juribus, & defensionibus, ac emolumentis, & comoditatibus sic valeat agere, petere, causari, experiri, vendicare, prossequi, consequi, excipere, opponere, defendere, & se tueri, ac omnia, & singula alia dicere, facere, & exercere in Judicio, & extra, & prout, & quemadmodum prefatus Illustrissimus Dominus Federicus dicere, facere, & exercere poterat, & potuisset ante presentem permutationem, cessionem, renunciam, & refutationem. Hoc tamen pacto inter ipsas Partes solemni stipulatione firmato, & valato, & tam in principio, quam in medio, & fine hujus Contractus repetito, Quod Castra predicta dicteque Possessiones cum Juribus, & aliis antedictis, salvis semper reservationibus de quibus supra quo ad fidei commissum, & substitutionem contentum, & contentam in dicto asserto Testamento pro dimidia, pro indiviso subrogata, & subrogatæ sint, ac cedant intelliganturque ipso Jure, & facto subrogata, & subrogate pro dicto Castro, & Terra Vitalianæ, & loco dicti Castri Vitalianæ, ac eo modo, forma, fidei comisso, & substitutione quibus, ut asseritur in ipso asserto Testamento, ipsum Castrum Vitalianæ subjacebat, & suppositum erat. Itaque predicta substitutio, & Fideicomissum inteligatur effectualiter in omnibus suis partibus inserta, & repetita, ac insertum, & repetitum in presenti Instrumento, & in qualibet sui parte, hac etiam protestatione premissa tam in principio, quam in medio, & fine hujus Contractus semper repetita, Quod per presentem permutationem, cessionem, renunciam, & refutationem non inteligatur ad ipsorum Bonorum dationem, & traditionem quomodocumque devenutum esse nec eorum traditionem factam fuisse nisi auctoritas Imperialis interveniat in his, In quibus de jure intervenire debet, & non aliter, nec alio modo quam protestationem dictus Joannes Factor Procuratorio nomine prefati Illustrissimi Domini Federici pro repetita ut supra semper voluit, & mandavit. Quas quidem permutationes, cessiones, renuncias & refutationes mutuas factas, ut premittitur, dicti Reverendus Dominus Ludovicus Prothonotarius, & Carolus de Rodiano Procuratoriis nominibus prelibati Reverendissimi Domini Cardinalis & per Hæredes illius dictusque Joannes de Cattaneis Factor Procuratorio nomine prefati Illustrissimi Domini Federici & per illius Hæredes sibi dictis nominibus mutuo, & vicissim, & una pars alteri solemni stipulatione hinc inde interveniente stipulanti, & recipienti nominibus quibus supra, & etiam utraque ipsarum Partium mihi Notario infrascripto personæ publicæ presenti, stipulanti, & recipienti, nominibus, & vice præfatorum Illustrissimi Domini Federici, & Reverendissimi Domini Francisci Cardinalis Hæredumque utriusque ipsorum, singula singulis congrue referendo, ac omnium, & singulorum quorum interest, aut quomodolibet intererit in futurum, promiserunt firmas, ratas, & gratas habere, tenere, attendere, & observare cum omnibus, & singulis suprascriptis, & infrascriptis, & in presenti Instrumento contentis, insertis, & appositis, & in nullo unquam contrafacere, vel contravenire pretextu doli, fraudis, lesionis, vel deceptionis non modice, seu enormis, vel magnæ per se, vel alium seu alios aliqua ratione vel causa, modo, vel ingenio de jure, vel de facto, nec etiam de dictis Juribus, & actionibus cum aliis premissis permutatis, cessis, renunciatis, & refutatis ut ante, salvis semper, & repetitis omnibus suprascriptis, nullo unquam tempore in futurum litem, vel controversiam, causam, vel questionem non inferre de toto, vel de parte aliqua, nec inferenti vel inferentibus, seu inferre volentibus consentire, sed illa, & quelibet eorum illorumque partem qualibet sibi mutuo, & vicissim, & una Pars alteri, & econverso, & Hæredibus eorum singula singulis referendo, tociens, quotiens opus fuerit perpetuo legitime defendere, auctorizare, & desbrigare ab omni persona, communi Potestate, Collegio, & Universitate in Juditio, & extra omnibus illius partibus ipsarum Partium cujus intererit damnis, interesse, & expensis sub pena dupli omnium & singulorum damnorum interesse, & expensarum litis, & extra. Que pæna totiens comittatur & exigi possit cum effectu quotiens in premissis vel aliquo premissorum contrafactum fuerit vel contraventum, & qua pena soluta vel non, semel aut pluries, nihilominus presens Contractus in qualibet sui parte plenam sortiatur roboris firmitatem. Pro quibus omnibus & singulis firmiter attendendis, & plenius observandis prefati Reverendus Dominus Ludovicus Prothonotarius, & Carolus de Rodiano Procuratoriis nominibus quibus supra bona omnia & singula prefati Reverendissimi Domini Francisci Cardinalis presentia, & futura, dictusque Joannes de Cattaneis Factor Procuratorio nomine quo supra Bona omnia & singula prefati Illustrissimi Domini Federici presentia & futura sibi dictis nominibus vicissim, & una Pars alteri & econverso mutuis promissionibus obligaverunt, & renunciaverunt exceptioni per eos non sic tactæ presentis mutuæ permutationis, cessionis, renunciationis, & refutationis, nec non promissionis pene & obligationis cum omnibus, & singulis suprascriptis & in presenti Instrumento contentis presentisque non celebrati Contractus modo, & forma quibus supra legitur, & scriptum est, ac exceptioni doli mali quod vi aut metus causa in factum actioni condictioni indebiti sine causa vel ex injusta non vera, & non legitima causa & omni, & cuilibet alii eorum Juri, & beneficio Legum, ac Statutorum auxilio ipsis, vel alteri eorum in premissis competenti, vel aliqualiter competituro. Et insuper præfati Reverendus Dominus Ludovicus Prothonotarius, & Carolus de Rodiano suis propriis nominibus promiserunt suprascripto Joanni de Cattaneis Factori, & Procuratori antedicto, ac mihi Notario infrascripto persone publicæ presentibus, stipulantibus, & recipientibus nomine, & vice prefati Illustrif-

ANNO 1478. lustrissimi Domini Federici, & pro illius Hæredibus, idemque Joannes de Cattaneis suo proprio nomine promittit prefatis Reverendo Domino Ludovico, & Carolo de Rodiano, & mihi Notario infrascripto personæ publicæ presentibus, stipulantibus, & recipientibus nomine, & vice prefati Reverendissimi Domini Francisci Cardinalis, & pro illius Hæredibus se se ita, & taliter facturos, & cum effectu curaturos. S. ipsi D. Ludovicus Aguellus, & Carolus de Rodiano, quod prelibatus Reverendissimus Dominus Franciscus Cardinalis, & dictus Joannes de Cattaneis quod prefatus Illustrissimus Dominus Federicus predictam permutationem, cessionem, renunciam, & refutationem cum omnibus, & singulis superius expressis ratificabunt, approbabunt, & emologabunt in forma valida, & per publica Instrumenta suis clausulis, & solemnitatibus necessariis, & opportunis roborata, & manibus publicorum Notariorum de illis rogatorum scripta sub obligatione omnium, & singulorum ipsorum Domini Ludovici, Caroli, & Joannis Bonorum presentium, & futurorum, & demum predictus Dominus Ludovicus manu posita super pectus ejus in ejus conscientia dictusque Carolus ad delationem mei Notarii infrascripti manu tactis Scripturis ad Sancta Dei Evangelia juraverunt in animam prefati Reverendissimi Domini Francisci Cardinalis dictusque Joannes ad mei delationem manu tactis Scripturis ad Sancta Dei Evangelia juravit in animam præfati Illustrissimi Domini Federici predicta omnia, & singula fuisse, & esse vera eaque proprio attendere, & observare, & nullatenus co[illegible]facere, nec contravenire aliqua ratione vel causa d[illegible] jure, vel de facto, sub pæna, & obligationibus premissis, & sub virtute, & vinculo presentis Juramenti.

Ego Valerius filius Egregii V[illegible] Laurentii de Scottis de Placentia publicus Imperiali auctoritate Notarius prescriptum Instrumentum permutationis rogatus & abreviaturus per Egregium Virum Antonium de Cornice infrascriptum Notarium publicum Mantuæ de sui commissione, & Mandato ex suis principalibus abbreviaturis fideliter transcripsi, & in hanc publicam formam redegi. Et quia unà cum dictis abbreviaturis averavi, & in omnibus concordare reperi, ideo me cum attestatione mea consueta in fidem, & robur premissorum subscripsi.

Ego Antonius filius quondam providi Viri Ser. Cristofori de Cornice Civis Mantuæ publicus Apostolica, & Imperiali auctoritatibus Notarius suprascriptum Instrumentum mutue cessionis, renunciationis, & refutationis, de quo rogatum extiti à meis abbreviaturis per antedictum Valerium de Scottis Notarium relevari, & in premissam formam publicam redegi feci. Et quia illud unà cum ipsis abbreviaturis averatum in omnibus in effectu concordare reperi, ideo me cum solita attestatione subscripsi.

Confert omninò cum Libro Transumptorum fol. 19. in secretiori Archiducali Mantuæ *Archivio adservato in carta pergamena conscripto presens sumpta Copia. In quorum fidem,*

Ego LUDOVICUS *Nob. olim* H. OCTAVII DE MAZZIIS *filius Civis publicusque Imperiali auctoritate* Mantuæ *Notarius ac dicti secretioris Archiducalis Archivii Cancellarius hic, solita cum attestatione, me subscripsi, hac die* 11. *Januarii* 1720.

Ita verum esse affirmo

Ego JOSEPH MARIA CASTILEONUS *ejusdem Archivii Præfectus, hac die* 12. *Januarii* 1720.

XXII.

31. Juill. *Ejusdem dimidiæ indivisæ partis Castri, Terræ, & Jurisdictionis* Vitelianæ *Permutatio nomine* JOANNIS FRANCISCI DE GONZAGA *per Dominam* BARBARAM *Marchionissam Mantuæ Matrem & Procuratricem suam, cum Fratre* FREDERICO DE GONZAGA *Marchione Mantuæ pro & loco dimidiæ & indivisæ partis Castrorum, Villarum & Jurisdictionum, tam in præcedenti quàm in præsenti Instrumento nominatim expressarum. Actum Mantuæ eodem Anno Nativitatis* 1478. *& die ultima Julii, Indictione* XI. [Piece authentique, tirée des Archives Archiducales de Mantouë.] ANNO 1478.

In Christi Nomine, Amen.

ANNO à Nativitate ejusdem *millesimo quadringentesimo septuagesimo octavo* Pontificatus Sanctissimi Domini nostri Papæ Sixti quarti, & Imperii Ducis Federici Sacratissimi Augusti, & Imperatoris temporibus, Indictione undecima, die Veneris ultimo mensis Julii in Camera cubiculari domi residentiæ subnotatæ Illustrissimæ Dominæ Barbaræ in Burgo Sancti Georgii suburbii Mantuæ presentibus Magnifico, & potenti Milite Domino Francisco filio quondam Magnifici Domini Jacobi de Siccis Armorum ductore &c. ac subnotati Illustrissimi Domini nostri consocio Magnifico, ac preclarissimo Juris utriusque Doctore Domino Donino filio quondam eximii Legum Doctoris Domini Jacobi de Puellis de Parma ejusdem Illustrissimi Domini Consigliariu, nec non Spectabilibus Viris Domino Jacobo filio quondam Zilioli de Palatio Cive Mantuæ de Contrata . . . . Carolo filio quondam Spectab. Militis Domini Joannis Marci de Rodiano Reverendissimi Domini Domini Cardinalis Mantuani de Gonzaga Factore generali, Cive Mantuæ de Contrata Griffonis, Antonio filio quondam Spectab. Viri Joannis Philippi de Cattaneis Cive Mantuæ de Contrata Camelli, & Aluisio filio quondam Spectab. Viri Joannis Donati de Pretis Cive Mantuæ de Contrata Pusterlæ, & infrascriptæ Dominæ Secretario, omnibus Testibus notis, & idoneis ad infrascripta vocatis, & rogatis. E quibus quidem Testibus prefatus Magnificus Dominus Franciscus delato sibi prius Juramento per me Notarium infrascriptum, & ab eo prestito corporaliter manu tactis Scripturis ad Sancta Dei Evangelia juravit se bene cognoscere soprascriptos secumteiles, & infrascriptos contrahentes, & de ipsis omnibus, & singulis plenam habere notitiam, & veram cognitionem. Ibi Illustrissima, & Excellentissima Domina Barbara Marchionissa Mantuæ &c. uxor quondam recolendæ Illustrissimi Principis memorie & Excellentissimi Domini Ludovici de Gonzaga Marchionis Mantuæ &c. ut & tanquam Procuratrix, & negotiorum gestrix specialiter, & nominatim ad id deputata, & constituta Illustrissimi Domini Domini Joannis Francisci de Gonzaga Marchionis &c. filii quondam prefati Illustrissimi Domini Domini Ludovici, & ex ipsa Illustrissima Domina nati ut lacius constat mandaro in eam facto per Instrumentum publicum rogatum, & scriptum per Antonium de Salimbenis Notarium publicum Mantuæ die vigesimo septimo mensis suprascripti ibi coram predictis Testibus exhibito, & à me Notario infrascripto viso, & lecto, cujus tenor sequitur, & est talis.

In Christi Nomine Amen. Anno Domini à Nativitate ejusdem millesimo quadringentesimo septuagesimo octavo, Indictione undecima, die Lunæ vigesimo septimo mensis Julii tempore Serenissimi Principis, & Domini Domini Federici Ducis, divina favente clementia Romanorum Imperatoris, & semper Augusti in Castro, & in Palatio Gonzagæ, Dyocesis Reginæ, & Districtus Mantuæ, presentibus Nobili Viro Antonio filio quondam Domini Joannis Philippi de Cattaneis, Juliano filio quondam Ser. Antonii Burgi, Cive Mantuæ, & Domino Bertholameo filio quondam Domini Joannis de Riveriis de Placentia Testibus ad infrascripta omnia, & singula vocatis, & rogatis per me Notarium infrascriptum asserentibus se cognoscere infrascriptos Illustrissimos Dominos Constituentem, & constitutam, & de ipsis habere cognitionem, ibi Illustrissimus Dominus Joannes Franciscus filius quondam Illustrissimi, & Excellentissimi Domini Domini Ludovici de Gonzaga olim Marchionis Mantuæ omni meliori modo, via, Jure, & forma, causa, & lege quibus melius, & efficacius dici, & esse potest, fecit, constituit, creavit, & ordinavit Illustrissimam, & Excellentissimam Dominam Dominam Barbaram Marchionissam ejus Genitricem, ac Uxorem quondam recolendæ me-

ANNO 1478.

memoriæ prefati Illustrissimi Domini Domini Ludovici Marchionis, absentem tanquam presentem suam certam Nunciam, & missam Facktricem, Procuratricem, & infrascriptorum negociorum gestricem, & quicquid aliud melius, validius, & efficacius fieri, dici, & esse potest specialiter, nominatim, & expresse ad permutandum sivè permutationem, vel contracambium faciendum cum Illustri Principe, & Escelso Domino Domiuo Federico de Gonzaga Marchiune Mantuæ &c. ipsius Illustrissimi Domini constituentis Fratre de Castro Vitelianæ cum ejus Jurisdictione, & pertinentiis in aliis Castris, seu Villis, & Possessionibus prefati Illustrissimi Principis Domini Federici, & ad quocunque titulo cedendum, renunciandum, remittendum, tefutandum, & mandandum omnia Jura, & omues actiones generis oujuscunque quæ & quas prefatus Dominus constituens habere pretendit, & seu quomodocunque, & qualitercunque habere poterat, & quæ sibi quavis ratione, & causa spectare, & pertinere pretendit prefato Illustrissimo Domino nostro Domino Federico aut cuicunque alio suo Nuncio, & Mandatario, ipsumque Illustrem Dominum Federicum Procuratorem suum, ut in rem suam propriam constituendum, & eum in loco ipsius Illustrissimi Domini Constituentis ponere. Et super ipsius omnibus & singulis si opus fuerit, & requirirum unum, & plura Instrumenra suis debitis clausuiis, & solemnitatibus necessariis, & opportunis, & eum Bonorum omnium ipsius Illustrissimi Domini Constituentis obligatione Juramentoque corporali in Animam ipsius Illustrissimi Domini Constituentis in forma solita, & consueta faciendum, tractandum, & rogari faciendum, & generaliter ad omnia alia & singula dicendum, faciendum, procurandum, & exercendum qua in premissis, & quolibet premissorum tam de Jure, quam de consuetudine quomodolibet necessaria, & opportuna, etiamsi talia forent que Mandatum exigerent speciale, quæ hic pro expressis dictus Illustrissimus Dominus Constituens haberi voluit, dans, & concedens prefatæ Illustrissimæ Procuratrici, & Negociorum suorum gestrici, ut ante, plenum, liberum, generale, & speciale mandatum cum plena, libera, generali, & speciali administracione dicendi, fasiendi, procurandi, & esercendi in predictis circa predicta, & quodlibet predictorum prout dictæ Illustrissimæ Dominæ Procuratrici, & Negociorum suorum gestrici videbitus, & placuerit, & prout, & quemadmodum ipse Illustrissimus Dominus Constituens dicere, facere, & exercere posset si ipsis omnibus personaliter interesset, solemniterque promisit mihi Notario infrascripto personæ publicæ presenti, stipulanti, & recipienti, nominibus, & vice prefatæ Illustrissimæ Dominæ suæ Procuratricis, & negociorum gestricis, ac omnium, & singulorum aliorum quorum interest, vel quomodolibet interesse poterit, se perpetuo, & omni tempore habiturum firmum, ratum, & gratum omne id totum & quicquid per dictam Illustrem Dominam ejus Procuratricem, & negociorum gestricem, dictum, factum, gestum, & procuratum fuerit in premissis circa premissa, & quodlibet premissorum sub obligatione omnium Bonorum ipsius Illustrissimi Domini Constituentis presentium, & futurorum.

Ego Antonius Salimbenus filius Nobilis Viri Joannis dicti Tsiumphi Civis Mantuæ publicus Imperiali auctoritate Notarius suprascriptis omnibus, & singulis presens fui, & rogatus scribere scripsi. Volens pro Fraterni amoris conservatione quantum fieri potest prafati Illustrissimi Domini Joannis Francisci, & subnotati Illustrissimi Domini Marchionis vota adimplere non vi, non metu, nec aliquo alio Jure vel facti errore ducta, sed potius spome, & ex certa scientia animoque bene, & optimè deliberato omnibusque melioribus modo, via, Jure, forma, & causa quibus meliùs potuit, & potest titulo, & nomine permusationis, & contracambii dedit, cessit, transtulit, & mandavit expresseque renunciavit, remitit, & refutavit Spectabili Viro Joanni de Cattaneis Civi Mantuæ de Contrata Cameili prefati Illustrissimi Domini Domini Federici Marchionis Mantuæ Factori generali, nec non mihi Antonio de Cornice Notario subnotato personæ publicæ ambobus presentibus, stipulantibus, & recipientibus ad beneficium, comodum, & utilitatem prelibati Illustrissimi Domini Domini Federici, & hæredum ejus omnia, & singula jura omnesque actiones, rationes, & deffensiones reales & personales, utiles & dirrectas, mixtas & hipothecarias, civiles & pretorias, ac conventionales, tacitas & expressas, ac cujuscunque generis, & manerici quæ, quas, quales, & quantas prefatus Illustrissimus Dominus Joannes Franciscus quomodocunque habere pretendebat, & pretendit, talia, qualia sint in dimidia pro indiviso Castri, ac Terræ, & Dominii Vitelianæ Diocesis Cremonæ, & Districtus Mantuæ cum omnibus, & singulis Juribus, Jurisdictionibus, mero & mixto Imperio, emolumentis, Prerogativis, Aquis, Daciis, Pascuis, & Regaliis, ac omnibus, & quibuscunque pertinentiis ejusdem Castri, & Terræ Vitelianæ, sibi quomodocunque, & qualitercunque spectantibus, & pertinentibus, ac debitis, solitis, & consuetis, & tam virtute certi asserti Testamenti, ut dicitur, conditi per prelibatum Illustrissimum quondam Dominum Ludovicum Genitorem suum, qua alia quacunque ratione, & causa, excepets dumtaxat possessione sita in Territorio dicti Castri, & possessione sita in Territorio Cavallariæ, eum pratis Calaleugoli sive Belleguardæ Potestariæ, dicti Castri Vitelianæ, quas predicta Illustrissima Domina Procuratrix, & Negotiosum gestrix, ut antedicto nomine pro dimidia, pro indiviso prefato Illustrissimo Domino Joanni Francisco cum earum pertinentiis retinuit, & reservavit, & constiteit predicta Illustrissima Domina Procuratrix, & negotiorum gestrix Procuratorio, & gestorio nomine quo supra antedictum Illustrissimum Dominum Federicum licet absentem Procuratorem suum ut in rem propriam suam, & posuit eum in locum ipsius Illustrissimi Domini Joannis Francisci Fratris sui. Itaque amodo idem Illustrissimus Dominus Federicus dictis actionibus, Juribus, & deffensionibus, comoditatibus, & emolumentis sic valeat agere, petere, causari, experiri, vendicare, prossequi, consequi, excipere, opponere, defendere, & se tueri, ac omnia, & singula alia dicere, facere, & exercere in Juditio, & extra, quæ, & quemadmodum prefatus Illustrissimus Dominus Joannes Franciscus dicere, facere, & exercere poterat, ac potuisset in dictis Castro, & Terra ejus Dominio, & Juribus datis, cessis, & renunciatis titulo quo supra, & ut supra ante presentem permutationem, cessionem, renunciam, refutationem, & stipulationem. Quibus quidem permutatione, cessione, renuncia, & refutatione sic pactis antedictus Joannes de Cattaneis Factus, & Procurator prelibati Illustrissimi Domini Federici, ut de illius procura, & mandato latius constat Instrumento rogato per me Notarium infrascriptum die decima septima mensis Junii proxime preteriti, volens de aliis locis, & Juribus eidem providere ex quibus majorem utilitatem, & uberiores redditus percipiat, & percipere possit qua ex dicta Terra Vitalianæ eum dictis suis Juribus, & pertinenciis percepisset pro rata sua Procuratorio nomine ejusdem Illustrissimi Domini Federici, titulo, & nomine permutationis, & Contracambii, non vi, non metu, nec aliquo alio Jure vel facti ductus errore, sed sponte, ex certa scientia animoque bene pensato, & deliberato, ac omnibus aliis melioribus modo, via, Jure, forma & causa quibus melius, & validius potuit, & potest, dedit, cessit, transtulit, & mandavit expresseque remisit, renunciavit, & refutavit prefatæ Illustrissime Dominæ Barbaræ Procuratório, & gestosio nomine antedicti Illustrissimi Domini Jóannis Francisci, & pro illius Hæredibus presenti, stipulanti, & recipienti, ac expresse acceptanti ad ipsius Illustrissimi Domini Joannis Francisci, & Hæredum ejus comodum, beneficium, & utilitatem, omnia, & singula Jura, ac omnes, & singulas actiones, rationes, & deffensiones seales & personales, utiles & directas, civiles, pretorias, legales, & conventionales, tacitasque & expressas, ac cujuscunque alterius generis & maneriei, quæ, quas, quales, & quantas prefatus Illustrissimus Dominus Federicus habet, habebat, aut quomodocumque, & qualitercunque habere posset, poterat, & potuisset pro dimidia pro indiviso in infrascriptis Castris, Terris, & Possessionibus, videlicet primo in Terra & Castro Sancti Marini ab Aggere Diocesis Cremone cum ejus Dominiu, ac mero & mixto Imperio, ac cum omnibus, & singulis Juribus, Jusisdictionibus, emolumentis, prerogativis, daciis, & regaliis, solitis & consuetis, ac quibuscunque pertinentiis dicti Castri, & Terræ sibi quomodocunque, & qualitercunque spectantibus, & pertinentibus: Item in Terra, & loco Gazoli Tinacii dictæ Diocesis cum ejus Dominio, ac meru & mixto Imperiu, ac omnibus, & singulis Juribus, Jurisdictionibus, emolumentis, prerogativis, daciis, & regaliis, solitis & consuetis, ac quibuscumque pertinentiis dictæ Terræ, & loci sibi quomodocunque, & qualitercunque spectantibus, & pertinentibus, ac etiam cum utilitate, & introitu Portus, qui est in Flumine Olii, per quem fit transitus ad dictam Terram Gazoli, quem Introitum dictus Joannes de Cattaneis dicto nomine voluit perpetuo in futurum pro dimidia pro indiviso esse

ANNO 1478.

ANNO 1478.

prefati Illustrissimi Domini Joannis Francisci, & Hæredum ejus, salva tamen semper dicti Portus proprietate, & dirrecto Dominio, quam, & quod dictus Joannes dicto æomine pro prefato Illustrissimo Domino Federico, & Hæredibus suis tanquam de Portu Marchionatui, & Jurisdictioni Mantuæ subjecto reservavit, & declaravit esse & debere in perpetuum restare de Diocesis Districtu, & Territorio Mantuano; item in Terra, & loco Comessadii Diocesis Cremonæ ac in ejus Canali sive Flumine, ac mero & mixto Imperio, & cum omnibus, & singulis suis Juribus, & Jurisdictionibus, emolumentis, prerogativis, daciis, & regaliis, solitis & consuetis, ac quibuscumque pertinentiis dictæ Terræ Comessadii sibi quomodocunque & qualitercunque spectantibus, & pertinentibus: Item in Castro & Terra Rotingi Marchionatus Mantuæ cum ejus Dominio ac cum omnibus, & singulis suis Juribus, Jurisdictionibus, mero & mixto Imperio, emolumentis, prerogativis, daciis, & regaliis solitis, & consuetis, ac quibuscunque pertinentiis dicti Castri, & Terræ sibi quomodocunque, & qualitercunque spectantibus, & pertinentibus, nec non in possessione veseri dictæ Terræ Rotingi, quam alias prelibatus Illustrissimus Dominus Federicus habuit à prefato Illustrissimo quondam Genitore suo, & cum Molendino in dicta Terra constructo, ac omnibus Juribus dicto Molendino spectantibus, & pertinentibus, nec non cum facultate & libertate irrigandi, & adaquandi, seu irrigari, & adaquari faciendi dictam Possessionem ex aqua Seriolæ inde discurrentis, similiter & cum Jure exigendi libras centum viginti octo, & soldos septem cum dimidio parum Mantuæ ab his qui hactenus emerunt de dicta aqua, Reliquo jure dictæ aquæ cum ejus, & dictæ Seriolæ integra Proprietate remanente prefato Illustrissimo Domino Federico cui, & cujus Heredibus dictus Factor dicto nomine id jure ressiduum cum dicta Proprietate reservavit. Ita tamen quod facta debita adaquatione dictæ Possessioni aqua ipsius Seriolæ discurere debeat, habeat, & debeat ad Foveam Seralii Mantuæ more solito, & ad Curiam Cartatoni & etiam quo prefatus Illustrissimus Dominus Federicus, & ejus Hæredes voluerint, Quodque per hujusmodi irrigationis, & adaquationis concessionem similiter, & Jure exigendi quantitatem denariorum superius expressam nullum prejudicium factum intelligatur, nec fieri debeat, nec possit his, qui tam ex Decretis ipsius Illustrissimi Domini Federici quàm prefati Illustrissimi quondam Genitoris sui, vel predecessorum suorum uti possunt dicta aqua: Item, & in Possessione Villimpentæ Diocesis Veronæ, & Districtus Mantuæ, excepta tamen semper omni recognitione quam facturi essent homines dictæ Terre Villimpentæ, vel alii quicunque, quam dictus Joannes Factor dicto nomine pro prefato Illustrissimo Domino Federico, & Hæredibus suis reservavit, & reservat, ac etiam excepta recognitione quæ fit, seu fieri debet à Reverendo Domino Abbate Sancti Zenonis de Verona, quam similiter dictus Factor dicto nomine prefato Illustrissimo Domino Federico, & suis Hæredibus reservavit, & reservat, Quam possessionem idem Joannes Factor, & Procurator Procuratorio nomine quo supra antedictæ Illustrissimæ Dominæ Barbaræ Procuratorio, & gestorio nomine Illustrissimi Domini Joannis Francisci presenti, & acceptanti liberam, & expeditam ab omni onere ficti driti, vel census alicujus, vel alterius obligationis, vel servitutis, unà cum pratis Valarsæ dictæ Possessioni deputatis, & quæ per laboratores dictæ Possessioni teneri, & secari consueverunt, dedit, & assignavit, his tantummodo de dicta Possessione exceptis videlicet Campagnatico, Accusis, Affictu, Molendini traversia, datio ad ingrossum, taberna, & Beccaria, ac nemoribus, & herbatico, nec non affictibus Castri dictæ Terræ, quæ omnia ista dictus Joannes Factor dicto nomine pro prefato Illustrissimo Domino Federico, & ejus Hæredibus reservavit, & in presenti permutatione, cessione, renuncia, & ressutatione minime comprehendi voluit, nec comprehensa inteligantur. Et constituit prefactus Joannes Factor dicto nomine prenominatum Illustrissimum Dominum Joannem Franciscum licet absentem Procuratorem suum ut in res suas proprias, & posuit illum in locum prefati Illustrissimi Domini Federici. Itaque de cetero prefactus Illustrissimus Dominus Joannes Franciscus dictis actionibus, Juribus, & deffensionibus, ac comoditatibus, & emolumentis sic valeat agere, petere, causare, experiri, vendicare, prosequi, consequi, excipere, opponere, deffendere, & se tueri, ac omnia, & singula alia dicere, facere, & exercere in Juditio, & extra, & prout, & quemadmodum prefatus Illustrissimus Dominus Federicus dicere, facere, & exercere poterat, & potuisset ante presentem permutationem, cessionem, renunciam, & refutationem, hoc tamen pacto inter ipsas Partes solemni stipulatione firmato, & vallato, & tam in principio, quam in medio, & fine hujus Contractus repetito, Quod Castra predicta dicteque Possessiones cum Juribus, & aliis antedictis, salvis semper reservationibus de quibus supra, quo ad fideicomissum, & substitutionem contentum, & contentam in dicto asserto Testamento pro dimidia, pro indiviso subrogata, & subrogatæ sint, ac cedant intelliganturque ipso jure & facto subrogata, & subrogate pro dicto Castro, & Terra Vitelianæ, & loco dicti Castri Vitelianæ, ac eo modo, forma, fideicomisso, & substitutione quibus, ut asseritur, in ipso asserto Testamento ipsum Castrum Vitelianæ subjacebat, & suppositæ erant, itaque predicta substitutio, & fideicomissum intelligatur effectualiter in omnibus suis partibus inserta, & repetita, ac insertum, & repetitum in presenti Instrumento, & qualibet sui parte. Hac etiam protestatione premissa tam in principio, quam in medio, & fine hujus Contractus semper repetita quòd per presentem permutationem, cessionem, renunciam, & refutationem non intelligatur ad ipsorum bonorum dationem, & traditionem quomodocunque deventum, nec eorum tradicionem factam fuisse, nisi auctoritas Imperialis interveniat in his, in quibus intervenire debet, & non aliter, nec alio modo, quam protestationem dictus Joannes Factor Procuratorio æomine prefati Illustrissimi Domini Federici pro repetita ut supra semper voluit, & mandavit. Quas quidem permutationes, cessiones, renuncias, & ressutationes mutuas factas, ut premittitur, prefata Illustrissima Domina Barbara Procuratorio, & gestorio nomine antedicti Illustrissimi Domini Joannis Francisci, & per illius Hæredes dictusque Joannes de Cattaneis Factor Procuratorio nomine prelibati Illustrissimi Domini Federici, & per illius Hæredes sibi dictis nominibus mutuo, & vicissim & una pars alteri, & altera alteri solenni stipulatione hinc inde interveniente presenti, stipulanti, & recipienti nominibus quibus supra, & etiam utraque ipsarum Partium, mihi Notario infrascripto personæ publicæ presenti, stipulanti, nominibus, & vice prefatorum Illustrissimi Domini Federici, & Illustrissimi Domini Joannis Francisci Hæredumque utriusque ipsorum singula singulis congrue refferendo, ac omnium, & singulorum aliorum quorum interest, aut quomodolibet intererit in futurum, Promiserunt firmas, ratas, & gratas habere, tenere, attendere, & observare cum omnibus, & singulis suprascriptis, & infrascriptis, & in presenti Instrumento contentis, insertis, & appositis, & in nullo unquam contrafacere, nec contravenire pretextu doli, fraudis, lesionis, vel deceptionis non modice seu enormis vel magnæ per se, vel alium seu alios aliqua ratione vel causa, modo vel ingenio, de Jure vel de facto, nec etiam de dictis Juribus, & actionibus cum aliis premissis permutatis, cessis, renunciatis & refutatis ut ante, salvis semper, & repetitis omnibus suprascriptis, nullo unquam tempore in futurum litem, vel controversiam, causam, vel questionem non inferre de toto, vel de parte aliqua, nec inferenti, vel inferrentibus, seu inferre volentibus consentire, sed illa, & quelibet eorum illorumque partem quamlibet sibi mutuo, & vicissim, & una pars alteri, & econverso, & Hæredes eorum singula singulis refferendo totiens quotiens opus fuerit perpetuò legitime deffendere, auctorizare, & desbrigare ab omni persona, communi potestate, colleggio, & universitate in Juditio & extra omnibus illius Partis ipsarum partium cujus intererit damnis, interesse, & expensis sub pæna dupli omnium, & singulorum damnorum interesse, & expensarum litis, & extra quæ pæna totiens committatur, & exigi possit cum effectu quotiens in premissis vel aliquo premissorum contrafactum fuerit, vel contraventum, & qua pæna soluta vel non, semel aut pluries, nihilominus præsens Contractus in qualibet sui parte plenam sorciatur roboris firmitatem, pro quibus omnibus, & singulis firmiter attendendis, & plenius observandis prefata Illustrissima Domina Procuratorio nomine quo supra bona omnia, & singula antedicti Illustrissimi Domini Joannis Francisci presentis, & futura, dictusque Joannes de Cattaneis Factor Procuratorio nomine quo supra bona omnia, & singula prefati Illustrissimi Domini Federici presentia, & futura sibi dictis nominibus vicissim, & una pars alteri, & econverso mutuis promissionibus obligaverunt, & renunciaverunt, & exceptioni per eos non sic factæ presentis mutuæ permutationis, cessionis, renunciationis, & refutationis, nec non promissionis pene, & obligationis cum omnibus, & singulis suprascriptis, & in presenti Instrumento contentis, presentisque non celebrati contractus modo, & forma qui-

Anno 1478. quibus fupra legitur, & fcriptum eft, ac exceptioni doli mali, quod vi aut metus caufa in factum actioni condictioni indebiti fine caufa vel ex injufta, non vera, & non legitima caufa, & omni, & cuilibet alii eorum Juri & beneficio Legum, & Statutorum auxilio ipfis vel alteri eorum in premiffis competenti, vel aliqualiter competituro, & infuper prefata Illuftriffima Domina Barbara fuo proprio nomine promifit pro dicto Joanne de Cattaneis Factori, & Procuratori antedicto, ac mihi Notario infrafcripto perfonæ publicæ prefentibus, ftipulantibus, & recipientibus nomine, & vice prefati Illuftriffimi Domini Federici & pro illius Hæredibus, idemque Joannes de Cattaneis fuo proprio nomine promifit prefatæ Illuftriffimæ Dominæ Barbaræ Procuratrici, & negotiorum geftrici ut ante, ac mihi Notario infrafcripto perfonæ publicæ prefentibus, ftipulantibus, & recipientibus nomine, & vice præfati Illuftriffimi Domini Joannis Francisci, & pro illius Hæredibus fe fe ita, & taliter facturos, & cum effectu curaturos, fcilicet ipfa Illuftriffima Domina Barbara quod prefatus Illuftriffimus Dominus Joannes Franciscus, & dictus Joannes de Cattaneis quod prelibatus Illuftriffimus Dominus Federicus predictam permutationem, ceffionem, renunciam, & refutationem cum omnibus, & fingulis fuperius expreffis ratificabunt, approbabunt, & emologabunt in forma valida, & per publica inftrumenta fuis claufulis, & folemnitatibus neceffariis, & opportunis roborata, & manibus publicorum Notariorum de illis rogatorum fcripta, fub obligatione omnium, & fingulorum ipfius Illuftriffimæ Dominæ Barbaræ dictique Joannis Bonorum prefentium & futurorum & demum prenominata Illuftriffima Domina Barbara dictusque Joannes de Cattaneis, & uterque illorum de per fe ad delationem mei Notarii infrafcripti manibus propriis tactis Scripturis ad Sancta Dei Evangelia juraverunt fcilicet ipfa Domina Barbara in animam prefati Illuftriffimi Domini Joannis Francisci, & fuprafcriptus Joannes in animam prefati Illuftriffimi Domini Federici predicta omnia & fingula fuiffe, & effe vera, eaque perpetuo attendere, & obfervare, & nullatenus contrafacere, nec contravenire aliqua ratione vel caufa, modo vel ingenio, de Jure, vel de facto, fub pœnis, & obligationibus antedictis, & fub vinculo, & virtute prefentis fibi prefiti Juramenti. Ego Antonius filius quondam providi Viri Ser. Criftophori de Cornice Civis Mantuæ publicus, Apoftolica & Imperiali auctoritate, Notarius predictis omnibus prefens fui, & rogatus publice fcribere fcripfi.

Ego Gabriel Filius preftantis Viri D. Zachariæ de Croxiis Civis Mantuæ publicus Imperiali auctoritate Notarius fuprafcriptum Inftrumentum rogatum per fuprafcriptum prudentem, & integerrimum Virum Ser. Antonium de Cornice de fui licentia ab ejus pub. abreviatur. in hanc publicam, & authenticam formam fideliter tranfcripfi, & relevavi factaque de eo cum dictis fuis abbreviaturis matura averatione, inventaque pariter in omnibus concordatione me cum meis figno, & nomine confuetis fubfcripfi in robur premifforum.

Ego Antonius filius quondam providi Viri Ser. Criftophori de Cornice Civis Mantuæ publicus, & Appoftolica, & Imperiali auctoritate Notarius fuprafcriptum Inftrumentum ceffionis, renunciacionis, & reffutationis mutue, de quo rogatus extiti per antedictum Gabrielem de Croxiis Notarium, à meis abbreviaturis relevari, & in fuprafcriptam formam publicam redigi feci, & quia illud unà cum ipfis abbreviaturis averatum in omnibus in effectu concordare reperi, ideo me cum atteftatione fubfcripfi.

Confert omninò cum Libro Tranfumptorum fol. 28. in fecretiori Archiducali Mantuæ *Archivio adfervato, in carta pergamena confcripto prefens fumpta Copia. In quorum fidem,*



Ego LUDOVICUS *Nob. olim* H OCTAVII DE MAZZIIS *filius Civis publicusque Imperiali auctoritate* Mantuæ *Notarius ac dicti Archiducalis fecretioris Archivii Cancellarius, hic me folita cum atteftatione fubfcripfi hac die 12. Januarii 1720.*

Ita verum effe affirmo

Ego JOSEPH MARIA CASTILEONUS *ejusdem Archivii Præfectus, hac die 12. Januarii 1720.*

XXIII.

Contract de Mariage de FREDERIC D'ARRAGON *Prince de Tarente, & d'*ANNE DE SAVOYE. *Fait le 1. Septembre* 1478. [S. GUICHENON, Hiftoire Généalogique de la Maifon de Savoye. Preuves. pag. 420.] 1. Sept. TARENTE ET SAVOYE.

In Dei nomine, Amen.

PATEAT univerfis quòd inter Chriftianiffimum, & Excellentiffimum Principem, & Dominum Ludovicum Dei gratia Francorum Regem ex una parte, & Sereniffimum ac Illuftriffimum Principem, & Dominum Ferdinandum Dei gratia Regem Siciliæ, Hierufalem, & Hungariæ, feu Magiftros Anthonium de Alexandro utriusque Juris Doctorem, Thomafium Tacqui, & Lancelotum Macedonum Milites, Oratores, & Procuratores ipfius Sereniffimi Domini Ferdinandi Regis Siciliæ, prout de eorum mandato & procuratione conftat per Litteras Patentes ipfius Sereniffimi Domini Regis Siciliæ, ejus manu fubfcriptas, & figillo pendenti figillatas, quarum tenor de verbo ad verbum inferiùs in fine præfentis Inftrumenti inferetur, agentes, & intervenientes, Procuratores ipfos ad fubfcripta omnia, & eorum fingula Procuratorio nomine, & pro parte ipfius Sereniffimi Domini Ferdinandi Regis Siciliæ ex parte altera, infra fcripta Capitula Matrimonialia, Conventiones, & Pacta fuerunt inita, firmata, & jurata ac vallata folemnibus ftipulationibus per utramque Partem hinc indè interpofitis, & ad fingula Capitula repetitis fuper Matrimonio (concedente Domino) feliciter contrahendo, inter Illuftriffimum Dominum Dom. FREDERICUM ejusdem Sereniffimi Domini Ferdinandi Regis Siciliæ Filium fecundogenitum & *Illuftriffimam Madamifellam* ANNAM DE SABAUDIA, *dicti Chriftianiffimi Domini Ludovici Regis Francorum Neptem ex Sorore, ac Filiam Illuftriffimi quondam Domini Amedei Ducis Sabaudiæ, & Illuftriffimæ Dominæ Jolandæ Duciffæ Sabaudiæ ejusdem Chriftianiffimi Domini Regis Francorum Sororis.* Videlicet in primis præfatus Dominus Chriftianiffimus Ludovicus Francorum Rex promifit fupradictis Anthonio de Alexandro, Thomafio Tacqui, & Lanceloto Macedono Oratoribus & Procuratoribus recipientibus, & ftipulantibus Procuratorio nomine, & pro parte jam Sereniffimi Domini Ferdinandi Regis Siciliæ, fe ipfum Chriftianiffimum Dominum Ludovicum Francorum Regem curaturum, & facturum modis omnibus, & cum effectu quòd prænominata Illuftriffima Damifella Anna de Sabaudia fua Neptis, fcilicet Filia Illuftriffimæ Dominæ Duciffæ Sabaudiæ ipfius Chriftianiffimi Domini Regis Sororis ad omnem requifitionem dicti Sereniffimi Domini Ferdinandi Regis Siciliæ, feu præfati Illuftriffimi Domini Domini Frederici, eundem Illuftriffimum Dominum Dom. Fredericum in fuum verum, & legitimum Virum, & Maritum accipiet, ac cum ipfo Illuftriffimo Domino Dom. Frederico præfente, vel per medium fui legitimi Procuratoris, ipfa Illuftriffima Damifella Anna folemniter, & legitimè Matrimonium contrahet per verba apta, & congrua; mutuum confenfum exprimentia de præfenti, & incceffivè

Anno 1478.

cessivè Matrimonium prædictum, ipsa Illustrissima Damisella Anna cum eodem Illustrissimo Domino Frederico per carnis copulam consummabit secundum usum, & consuetudinem sanctæ Romanæ Ecclesiæ in talibus observatum. Et è converso præfati Anthonius de Alexandro, Thomasius Tacqui, & Lancelotus Macedonus Procuratores videlicet dicti Serenissimi Domini Ferdinandi Regis Siciliæ Procuratorio nomine, & pro parte ipsius Serenissimi Regis Siciliæ eorum principalis, promiserunt dicto Christianissimo Domino Ludovico Regi Francorum recipienti, & stipulanti, se ipsos Anthonium, Thomasium, & Lancelotum Procuratorio nomine quo suprà, & præfatum Serenissimum Dominum Ferdinandum Regem Siciliæ eorum principalem curaturos, & facturos modis omnibus, & cum effectu quòd præfatus Illustrissimus Dominus Dom. Fredericus ejusdem Serenissimi Domini Ferdinandi Regis Siciliæ Filius secundogenitus, ad omnem requisitionem dicti Christianissimi Domini Ludovici Regis Francorum eandem Illustrissimam Damisellam Annam de Sabaudia in suam veram, & legitimam Uxorem accipiet, ac cum ipsa Illustrissima Damisella Anna de Sabaudia idem Illustrissimus Dominus Fridericus solemniter legitimum Matrimonium contrahet per verba apta & congrua mutuum consensum exprimentia de præsenti, & successivè Matrimonium prædictum ipse Illustrissimus Dominus Fridericus cum eadem Illustrissima Damisella Anna per carnem consummabit secundum usum, & consuetudinem Sacro-sanctæ Romanæ Ecclesiæ in talibus observatum. Item præfatus Christianissimus Dominus Ludovicus Rex Francorum dictis Anthonio, Thomasio, Lanceloto recipientibus, & stipulantibus Procuratorio nomine quo suprà promisit dare, & assignare dicto Illustrissimo Domino Frederico, in dote, & pro dote Damisellæ Illustrissimæ Annæ contemplatione dicti Matrimonii unum Statum consistentem in Vassallis, Terris, Castris & Locis in iis Regnis ipsius Christianissimi Regis Francorum cum titulo Comitatus qui sit valoris, & redditus Anno quolibet duodecim mille Francorum monetæ hujus Regni Franciæ cum pacto solemni stipulatione vallato, quod cum primum inter ipsum Christianissimum Dominum Ludovicum Francorum Regem ex una parte, & Serenissimos Dominos Reges Aragonum, & Castellæ firmari contingat concordiam, per quam Comitatus Rossilionis, & Ceritaniæ sint apud ipsum Christianissimum Dominum Regem Francorum remansuri, ipse Christianissimus Dominus Ludovicus Rex Francorum teneatur, & ita promisit dictis Procuratoribus stipulantibus quo supra nomine dare, & assignare dicto Illustrissimo Domino Domino Frederico præfatos Comitatus Rossilionis, & Ceritaniæ, cum omnibus Juribus, rationibus & pertinentiis eorum tenendos quidem Comitatus ipsos, in dotem, & pro dote dictæ Illustrissimæ Dominæ Annæ Uxoris suæ, & eo casu præfatus Illustrissimus Dominus Dom. Fredericus teneatur, & debeat restituere ipsi Christianissimo Francorum Regi prædictum Statum quem de præsenti recepit, intelligendo semper in quemcumque supradictorum casuum quòd dictus Illustrissimus Dom. Fredericus teneatur, & debeat præstare, & facere homagium ipsi Christianissimo Domino Francorum Regi, & suis successoribus pro dictis Statibus, secundùm usum & consuetudinem dicti Regni Franciæ, & secundùm quòd alii Nobiles tenentes in partibus Regni Franciæ consueverunt, & tenentur facere, & similiter gaudeat Privilegio aliorum Parium dicti Franciæ Regni juxta qualitatem Status quem ipse Illustrissimus Dominus Fredericus recipiet, & prout præstant, & faciunt alii tenentes Comitatus in Regnis ipsius Christianissimi Domini Regis Francorum, & si placuerit præfato Illustrissimo Domino Frederico ante concordiam supra dicto modo cum dictis Serenissimis Dominis Regibus Aragonum, vel Castellæ firmatam, dictos Comitatus Rossilionis, & Ceritaniæ accipere, & præstare, & facere pro illis homagium eidem Christianissimo Domino Francorum Regi modo quo suprà dictum est, eo casu dictus Christianissimus Dominus Ludovicus Francorum Rex contentus extitit, & ita promisit dictis Procuratoribus nomine quo suprà stipulantibus dare, & assignare eidem Illustr. Domino Frederico dictos Comitatus Rossilionis & Ceritaniæ, & recuperare Statum qui de præsenti eidem Illustr. Dom. Frederico assignabitur, intelligendo semper quòd idem Illustr. Dominus Fredericus in recuperatione dictorum Comitatuum Rossilionis, & Ceritaniæ debeat præstare, & facere pro illis homagium ipsi Christianissimo Dom. Regi Francorum, & successoribus ut suprà dictum est. Item præfatus Christianissimus Dominus Ludovicus Francorum Rex promisit jam dictis Procuratoribus recipientibus, & stipulantibus quo suprà nomine, quòd si contingat fieri aut firmari Concordiam inter ipsum Christianissimum Dominum Regem, & Reges Aragonum, aut Castellæ, per quam Concordiam dicti Comitatus remaneant loco pignoris apud ipsum Christianissimum Dominum Regem pro aliqua pecuniarum quantitate, qua soluta veniant iidem dictis Regibus Aragonum vel Castellæ restituendi; tunc & eo casu (si placuerit eidem Domino Domino Frederico quod ille quantitates pecuniarum in quibus erit declaratus creditor, ut idem Christianissimus Rex Francorum, convertantur in dotem, & pro dote Illustrissimæ Damisellæ Annæ) ipse Christianissimus Rex Francorum assignabit jam dicto Illustrissimo Domino Frederico Comitatus Rossilionis, & Ceritaniæ, tenendo in pignus, & loco pignoris usque ad recuperationem, & satisfactionem dictarum pecuniarum. Quos quidem Comitatus Rossilionis, & Ceritaniæ dictus Illustrissimus Dominus Fredericus debeat tenere illis modo, & forma quibus (secundum formam dictæ Concordiæ) per ipsum Christianissimum Dominum Regem Francorum tenendi essent, & eo casu dictus Illustrissimus Dominus Fredericus restituere debeat eidem Christianissimo Domino Regi Francorum illum Statum quem de præsenti recipiet, & teneatur præstare homagium Domino Regi Francorum, & fidelitatem pro Comitatibus ipsis, retinendis usque ad solutionem debiti, soluto vero debito, sit liber à juramento, & pecuniæ exigendæ ab ipsis Aragonum, & Castellæ debeant conservari ad ordinem Domini Regis Francorum pro emendis Terris, & Statu pro dote ipsius Damisellæ Annæ, pro quo Statu emendo ipse Illustrissimus Dominus Fredericus faciet homagium dicto Domino Regi in plena forma ut suprà dictum est. Item præfatus Christianissimus Dominus Ludovicus Rex Francorum promisit dictis Antonio, Thomasio, & Lanceloto Procuratoribus recipientibus, & stipulantibus dictam dotem (modo quo supra consistentem) tradere, & assignare prædicto Illustrissimo Domino Frederico in infrà scripto, pacto & conditione videlicet, quòd si casu contingat dictum Matrimonium dissolvi per obitum dictæ Illustrissimæ Damisellæ Annæ superstite dicto Illustrissimo Domino Frederico, tali casu existentibus Filiis ex dicto Matrimonio, ipse Illustrissimus Dominus Fredericus durante vita sua remaneat Dominus dictæ dotis, seu dicti Status, qui pro dote ipsa assignabitur, & post mortem suam devolvat ad Filios seu Filias dicti Matrimonii. Si verò ex dicto Matrimonio non remanserint Filii, tunc ipse Illustrissimus Dominus Fredericus remaneat integraliter Dominus dictæ dotis, & dicti Status, & accipiendo deinde aliam Uxorem, & procreando Filios, dictus Status remaneat apud ipsum Illustrissimum Dominum Fredericum, & ejus Filios ex secundo Matrimonio procreandos, & in casu quo ipse Dominus Fredericus moriatur, dictus Status revertatur ad Coronam Regni Franciæ, & è converso præfatus Antonius, Thomasius, & Lancelotus Oratores, & Procuratores quo suprà nomine promiserunt eidem Christianissimo Domino Regi Francorum recipienti, & stipulanti constituere quòd præfatus Illustrissimus Dominus Fredericus constituit præfatæ Madamisellæ Annæ Uxori suæ dotarium condecens habito respectu ad quantitatem dotis quam recipiet, quod dotarium constitui debeat secundum usum Baronum, Comitum, & Magnatum Regni Franciæ, & debeat dotarium ipsum assecurari super bonis, & Statu ipsius Illustrissimi Domini Frederici emendis ex illis ducentum mille Ducatis quos dictus Serenissimus Dominus Ferdinandus Rex Siciliæ donare intendit ipsi Illustrissimo Domino Frederico Filio suo, & ad majorem cautelam dictus Serenissimus Dominus Rex Siciliæ Pater ipsius Illustrissimi Domini Frederici obligat se ad dictum dotarium, & suos Hæredes, & Successores. Item præfati Antonius, Thomasius, & Lancelotus Oratores, & Procuratores quo suprà nomine jam dicto Christianissimo Domino Regi Francorum recipienti, & stipulanti promiserunt quòd ipse Serenissimus Dominus Ferdinandus Rex Siciliæ donabit, & donationis titulo irrevocabiliter inter vivos dabit, & solvet dicto Illustrissimo Domino Frederico Filio suo Ducatos ducentum mille seu illorum valorem in iis terminis, videlicet in continenti in adventu ipsius Illustrissimi Domini Frederici ad ipsum Christianissimum Regem Ducatos triginta mille, & deinde in anteà Anno quolibet Ducatos triginta mille usque ad integram satisfactionem dictorum Ducatorum ducentum mille, qui ducentum mille Ducati converti debeant ad emptionem Terrarum, & Status pro proprio Patrimonio ipsius Ill. Domini Frede-

Anno 1478.

Anno 1478.

Frederici, quæ quantitates pecuniarum deponi debeant, & conservari quolibet Anno, & securo in loco in hoc Regno Franciæ, ut converti possint in emptionem prædictam. Et quoniam dictus Christianissimus Rex Francorum prætendit dictos ducentum mille Ducatos debere esse aureos, dicti vero Oratores dicunt præfatum Serenissimum Dominum Regem Siciliæ intellexisse de Ducatis currentibus in dicto Regno Siciliæ, scilicet ad rationem Carlinorum Liliatorum decem pro quolibet Ducato, qui valent unum scutum auri monetæ Regni Franciæ; conventum, & accordatum est inter Partes prædictas, quòd de valore prædictorum Ducatorum ducentum mille stari debeat voluntati, & declarationi ipsius Serenissimi Regis Siciliæ, & demum pro majori firmitate, & securitate dicti Matrimonii contrahendi qualibet Partium prædictarum, una scilicet alteri, & altera alteri, videlicet præfatus Christianissimus Dominus Ludovicus Rex Francorum dicto Serenissimo Domino Ferdinando Regi Siciliæ, & præfatis Antonio, Thomasio, & Lanceloto Procuratoribus quo suprà nomine, & præfati Procuratores ipsi Christianissimo Domino Domino Ludovico Regi Francorum confessi fuerunt ad invicem, & in veritatis Testimonio recognoverunt recepisse, & manualiter habuisse qualibet ipsarum Partium ab altera pro arrhis dicti Matrimonii contrahendi Ducatos auri centum mille tenendos, ut prædicitur, per quamlibet ipsarum Partium arrharum nomine, & pro arrhis dicti Matrimonii, & restituendos quadruplatos per illam ipsarum Partium per quam steterit quin dictum Matrimonium contrahatur, & ad effectum deducatur, & ità Partes ipsæ ad invicem sibi ipsis quo suprà nomine legitimè stipulantibus promiserunt. Quæ quidem suprà inserta Capitula, & ipsorum quodlibet ac omnia & singula contenta in eis prænominatæ Partes, & quælibet ipsarum sibi ipsi invicem una videlicet alteri, & altera alteri, quibus supra nominibus, recipienti, & stipulanti, & nobis infra scripris Notariis tanquam personis publicis ab ipsis Partibus, & earum qualibet pro omnibus quorum interest aut interesse poterit quomodolibet in futurum, prædicta, & infra scripta omnia solemniter & legitimè stipulantibus spoponderunt, & promiserunt, prout ad quamlibet ipsarum Partium spectat, & pertinet omni futuro tempore attendere, observare, & adimplere, & in nullo contra facere, dicere, opponere vel venire directè vel indirectè, aut per interpositam personam, ad pœnam & sub pœna Ducatorum quingentorum millia per Partem contra facientem, aut modo quocumque prædicta, vel eorum aliquod non implentem alteri Parti indiminutè, & integrè persolvendam, quam pœnam Partes prædictæ sibi ipsis quo supra nomine & nos prædicti, & infra scripti Notarii tanquam publicæ personæ pro omnibus quorum interest aut interesse poterit, in futurum finimus legitimè stipulati: Quæ pœna toties committatur, petatur & exigatur cum effectu, quoties fuerit contraventum, ipsaque exacta vel non exacta, soluta vel non soluta, aut gratiosè remissa, nihilominus prædicta Capitula, & præsens Instrumentum inde reassumptum, cum omnibus & singulis contentis in eis, in suo semper robore & efficacia perseverent. Rato semper manente pacto, & cum integra refectione omnium, & singulorum damnorum, interesse, & impensarum quæ per adversam Partem prædicta observantem & in pactis ipsis persistentem fierent propterea quoquomodo in judicio sive extra, de quibus quidem damnis, expensis & interesse, credi debeat, & stari (& ita Partes ipsæ ad invicem promiserunt) simplici verbo cum juramento ipsius Partis damnum passæ, nulla alia probatione quæsita; ita quod reclamari non possit, aut reduci ad arbitrium boni viri. Quam quidem pœnam, unà cum damnis, interesse, & expensis, ita ut prædicitur, taxandis, præfatæ Partes ad invicem promiserunt (in casu contraventionis) solvere Parisiis, Romæ, Neapoli, Avenione, Mediolani, Venetiis, & ubique locorum, & pro observandis prædictis omnibus, & eorum singulis, præfatæ Partes, & earum quælibet sibi ad invicem, & nobis Notariis (tanquam personis publicis pro omnibus quorum interest, aut interesse poterit in futurum stipulantibus) obligaverunt, & hypothecaverunt bona omnia ipsarum Partium, & cujuslibet earum mobilia, & immobilia, Status, & Dominia, Regna, Provincias, Civitates, Terras, Castra, & Loca, Jura & actiones, debita & nomina debitorum, & alia quæcumque cujusvis vocabuli appellatione distincta, & etiam illa quæ sine speciali pacto obligari non possunt, & in generali non veniunt hypotheca: Quodque in casu contraventionis prædictorum aut alicujus ex eis licitum sit Parti alteri observanti, & à prædictis non discedenti, auctoritate propria absque alicujus Judicis, seu Superioris licentia, capere, & apprehendere, tot, & tanta de bonis alterius Partis contra facientis, sicut supra dicitur, hypothecatis; quod sit ei de omnibus supradictis, & de dicta pœna, damnis, & interesse, ac restitutione dictarum arrharum (ut supra dicitur) quadruplatarum integraliter, & plenariè satisfactum; quæ bona sic (ut prædicitur) capta liceat capienti absque Decreto Judicis, aut Superioris licentia, & absque alia solemnitate quacumque à Jure requisita, solum præsentis Instrumenti vigore (prout sibi melius placuerit) vendere, vel aliter alienare, aut in solutum sibi retinere; Quoniam sic inter Partes ipsas actum extitit, & expresse conventum, lege, constitutione, ritu vel consuetudine aliqua nonobstante: Quæ quidem bona sic (ut prædicitur) hypothecata, quælibet ipsarum Partium ex nunc pro tunc constituit (in casu contraventionis) se Procuratorio nomine alterius Partis possidere quod precarium liceat Parti alteri (quandocumque sibi placuerit) revocare, & bona ipsa corporaliter apprehendere modo prædicto. Et renunciaverunt Partes ipsæ, super omnibus & singulis prænarratis & promissis, exceptioni doli provenientis ex proposito vel re ipsa, ratione cujusvis enormis, aut enormissimæ læsionis, exceptionis vel metus, simulationis, & rei sic non gestæ (ut prædictum est) pecuniæ non numeratæ vel non solutæ, exceptioni in factum, condictioni indebitæ vel sine causa, Legi dicenti pœnam in contractibus non posse apponi, nec apposita exigi ultra certum modum, Legi dicenti probationis modum non esse angustandum, vel bona hypothecata, & capta, non posse propria authoritate, & absque Decreto Judicis alienari, Privilegio fori scripto, & non scripto, beneficio restitutionis in integrum, & generaliter omnibus exceptionibus, Juribus, Privilegiis, beneficiis etiam in corpore Juris clausis, quibus adversus prædicta, vel aliquod prædictorum, possent modo aliquo se tueri; certioratæ Partes ipsæ (ut diximus) de beneficiis ipsis, & affectibus earundem, & pro majori certitudine & firmitate omnium prædictorum, præfatæ ambæ Partes, videlicet dictus Christianissimus Dominus Ludovicus Rex Francorum proprio nomine, & dicti Antonius, Thomasius, & Lancelotus (Procuratorio nomine quo suprà) in animam dicti Serenissimi Regis Siciliæ eorum Principalis ad Sancta Dei quatuor Evangelia eorum manibus corporaliter tacta juraverunt prædicta omnia & singula vera esse & eorum quodlibet observare. In quorum omnium & singulorum fidem & Testimonium præsens publicum Instrumentum, jussu ejusdem Christianissimi Francorum Regis dictorumque Ambaxiatorum itidem petentium, confecimus in Hospitio Regis in Villagio de Landa Carnotensis Diocesis. Sub Anno Domini M. CCCC. LXXVIII. Indictione 11. die verò prima mensis Septembris, Pontificatus in Christo Patris & Domini nostri Domini Sixti divina Providentiâ Papæ quarti Anno VIII. Præsentibus ad hæc Reverendo in Christo Patre & Domino Guillelmo de Clugny, Dei & Sanctæ Apostolicæ Sedis gratia Apostolico Protonotario, Nobilibusque Viris Dominis Ludovico Domino de Joyeuse, Harduino de Mailley Domino Castri de Mailley, Guillelmo de Biche Domino de Clery Militibus Testibus ad præmissa vocatis specialiter & rogatis. *Signé* LUDOVICUS POULAIN & DIONISIUS THEMY.

XXIV.

Instrumentum Recognitionis, Investituræ & Renovationis Feudi Januæ, & Saonæ, *in* JOANNEM GALEATIUM MARIAM *Ducem Mediolani per* LUDOVICUM *Francorum Regem factæ die Lunæ 7. Septembris* 1478. *Indictione* XI. [Piéce authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan.] 7. Sept.

In Nomine Domini Amen.

ANNO Nativitatis ejusdem millesimo quadringentesimo septuagesimo octavo, Indictione undecima, die Lunæ septimo mensis Septembris. Cum alias Serenissimus Princeps, & Christianissimus D. Dominus Ludovicus Dei gratia Franchorum Rex pro sua singulari humanitate, ac munificentia in feudum investiverit Illustrissimos Principes, & Excellentissimos Dominos Franciscum Sfortiam Vicecomitem, & Biancham Mariam ejus Consortem Duces Mediolani &c. seu eorum

Anno 1478.

rum legitimum Procuratorem, & Mandatarium de Civitatibus Genuæ, & Savonæ cum omnibus aliis Civitatibus, Terris, Castris, Territoriis, & pertinentiis suis, ut apparet publico Instrumento tradito & rogato Anno curso 1463. Indictione undecima, die XXII. mensis Decembris per Petrum de Portis Presbiterum Parisiensem, & Joannem de Salerna Civem Papiensem Notarios publicos.

Deindè ab humanis sublato præfato Illustrissimo D. Duce Francisco, relictis & superstitibus præfata Illustrissima Domina Blancha Maria ejus Consorte & Illustrissimo Domino Galeaz Maria Duce primogenito suo, ac legitimo Hærede, & Successore in universo Dominio, præfatus Christianissimus Dominus Rex recognoverit, ac in feudum investiverit ipsos Illustrissimos Dominos Blancham Mariam Ducissam, & Galeaz Mariam Ducem, seu eorum legitimos Procuratores, & Mandatarios de Civitatibus prædictis Genuæ, & Saonæ cum memoratis aliis Civitatibus, Terris, Castris, Fortilitiis, Territoriis, & pertinentiis suis quemadmodum etiam constat per patentes Literas ipsius Christianissimi Domini Regis datis Ambosæ die 28. Martii 1467.

Cumque postmodum è vivis sublata Illustrissima D. Blancha Maria Ducissa, præfatus Christianissimus Dominus Rex prædictam Pheudalem Investituram in præfatum Illustrissimum Dominum Galeaz Mariam Ducem pro se, & Illustrissima Domina Bona Ducissa ejus Consorte, ac filiis Heredibus, & Successoribus suis in Ducatu Mediolani renovaverit in Civitate Lugduni, ut publico constat Instrumento tradito & rogato Anno curso 1473. Indictione undecima die XVII. mensis Januarii per Joannem Neyronis, Franciscum Rafolle Lugdunenses, & Blasium Boydum Notarios publicos.

Successive mortuo etiam præfato Illustrissimo Domino Duce Galeaz, relictis & superstitibus præfata Illustrissima Domina Bona Ducissa ejus Consorte, & Illustrissimo Domino Joanne Galeaz Maria Sfortia Vicecomite Duce Primogenito suo legitimoque Hærede, & Successore in Ducatu Mediolani, Visum fuit ipsis Dominis Ducibus ad præfatum Serenissimum, & Christianissimum Dominum Regem eorum solemnes Oratores mittere cum pleno mandato se se recognoscendi, ac Pheudalem Investituram à Majestate sua accipiendi de prædictis Civitatibus Genuæ, & Saonæ ac aliis Civitatibus, Terris, Castris, & Locis, ac Territoriis, quemadmodum investiti fuerant præfati quondam Illustrissimi Domini Prædecessores eorum, & si Oratores iidem benevisi, & recepti fuerint à Majestate ipsa sua, tamen cum illa se admodum tunc occupatam in rebus bellicis reperiret dictæ recognitio & renovatio locum non habuerunt.

Modo autem cum præfatus Christianissimus Dominus Rex pro sua immensa humanitate & clementia erga præfatos Dominos Bonam Ducissam & Joannem Galeaz Mariam Ducem dignatus fuerit in præsentiatum ad eos mittere Magnificum Dominum Philippum de Comignes Militem Dominum Dargentone Pictavensem, ac Cambellanum, & Senescalchum, nec non Oratorem, & Mandatarium suum, cum pleno, & amplo mandato recognoscendi ipsos Dominos Ducissam, & Ducem in Majestatis suæ Vassallos & Feudetarios de & pro Civitatibus prædictis Genuæ & Saonæ, ac aliis Civitatibus, Terris, Castris, Juribus, & pertinentiis suis eosque in feudum investiendi de ipsis Comitatibus, Terris, & ut supra prout investiti fuerunt præfati quondam Illustrissimi Domini Franciscus Sfortia, & Galeaz Maria Duces, quemadmodum de dicto mandato constant patentes Litteræ ipsius Domini Regis datæ Arassi die XIII. mensis Julii 1478. Idem Magnificus Dominus Philippus Orator, Procurator, Mandatarius antedictus Procuratorio, & Mandatario nomine præfati Christianissimi Domini Regis in executione prædicti ejus Mandati, Tenore præsentis Instrumenti spontè, & ex certa scientia, ac alias omnibus via, Jure, modo, causa, & forma, quibus melius & validius, & efficacius potuit, & potest, intervenientibusque ibidem omnibus, & singulis solemnitatibus tam Juris, quam facti in similibus necessariis, & consuetis, recognovit, & recognoscit in ipsius Domini Regis, & Successorum Vassallos, & Feudetarios, ac per osculum investivit præfatam Illustrissimam Dominam Bonam Ducissam ibidem coram ipso Domino Philippo Procuratore, & Mandatario antedicto constitutam, stipulantem, & recipientem pro se tanquam Ducissa, ac Matrem, & Tutricem & adveniente tempore Curatricem, & Administratricem præfati Illustrissimi D. Joannis Galeaz Mariæ Ducis, ac pro ipso Domino Joanne Galeaz Maria Ducee ejusque filiis, & Descendentibus, ac Heredibus, & Successoribus in Ducatu Mediolani masculis, & legitimis, & de legitimo Matrimonio, lineaque masculina natis, & nascituris de prædictis Civitatibus Genuæ, & Saonæ omnibusque aliis Civitatibus, Terris, Castris, Fortilitiis, & Locis, earumque & eorum cujuslibet Jurisdictionibus, Juribus, & pertinentiis quibuscumque tam Maritimis, quam Terestribus quomodolibet spectantibus, & pertinentibus Dominio dictarum Civitatum Genuæ, & Saonæ, ac dictis Civitatibus, Terris, Castris, Fortilitiis, Locis, & Villis suis in Feudum, & jure, ac nomine Feudi, & prout investiti fuerunt præfati quondam Illustrissimi Domini Duces Franciscus, & Galeaz Maria, & in memoratis feudalibus Investiturtis continetur, ad quas habeatur relatio.

Anno 1478.

Viceversa præfata Illustrissima Domina Ducissa, suo & nomine præfati Illustrissimi D. Joannis Galeaz Mariæ Ducis, præmissam recognitionem, & feudalem Investituram recipiens cum infinitis gratiarum actionibus, ac constituta humiliter coram præfato Domino Philippo Procuratore, & Mandatario præfati Christianissimi Domini Regis, ac in manibus ipsius Domini Philippi Procuratoris, & Mandatarii antedicti stippulantis, & recipientis nomine ipsius Domini Regis, manibus suis corporaliter tactis Scripturis super uno Missali, promisit, & juravit, & promittit, & jurat ad Sancta Dei Evangelia, quod iidem Domina Ducissa, & Dux, ac filii, & Descendentes, ac Heredes, & Successores ipsius Domini Ducis semper, & omni tempore erunt, cum prædictis Civitatibus Genuæ, & Saonæ, & aliis Civitatibus, Terris, & Fortilitiis, & ut supra investitis, veri, fidelissimi, devotissimi, & obsequentissimi Vassalli, & Pheudetarii præfati Christianissimi Domini Regis, & Successorum, & ea omnia, & singula, cum prædictis Civitatibus, & aliis ut suprà, fideliter, laudabiliter, & reverenter facient, observabunt, & executioni demandabunt, quæ bonos, veros, & fideles Vassallos facere, observare, & exequi convenit, & omnino decet, & ad ea quæ virtute, & prætextu talis Pheudi tenentur, & obligantur, & quod habebunt, & tractabunt, in & cum dictis Civitatibus, & ut supra, amicos præfati Christianissimi Domini Regis pro Amicis, & Inimicos pro Inimicis, cum quibus, de, & pro Civitatibus ipsis, bellum, & pacem facient, & habebunt, prout suæ libuerit & placuerit Majestati.

Quæ omnia, & singula prædictæ Partes, dictis nominibus, sibi invicem mutua stipulatione interveniente, attendere, & observare promiserunt & promittunt sub fide legalium Regis, & Principum, ac obligatione omnium bonorum suorum, mobilium & immobilium, præsentium & futurorum, ac vinculo Juramenti prædicti.

Renunciantes, & renunciaverunt prædictæ Partes, dictis nominibus vicissim, exceptioni non factæ prædictæ recognitionis & renovationis Pheudalis Investituræ, modo, & forma prædictis, ac non præstitæ prædictæ fidelitatis, & non factarum prædictarum promissionum, & obligationum, prædictorumque omnium, & singulorum non sic actorum, & gestorum, ac omnibus probationibus & deffensionibus in contrarium. De quibus omnibus, & singulis prædictæ Partes, dictis nominibus, jusserunt, & rogaverunt, ac jubent & rogant, per Nos Joannem Antonium de Girardis Papiensem, & Joannem Antonium de Castiliono Mediolanensem Notarios publicos, & Ducales Cancellarios, publicum fieri Instrumentum. Actum in Castro Portæ Jovis Inclytæ Civitatis Mediolani in Camera Cubiculari præfatæ Illustrissimæ Dominæ Ducissæ. Præsentibus Magnificis Dominis Petro Francisco Vicecomite, Palavicino Marchione Palavicino Milite, Cicho Simoneta Milite, Orpheo de Richano, & Petro de Landriano Consiliariis præfatorum Illustrissimorum Dominurum Ducissæ, & Ducis, nec non & Reverendo in Christo Patre, ac Spectabilibus Viris Dominis Jacobo de Caulers Administratore Ecclesiæ Ebrudunensis, Perono de Vassochoro Scuriphero, & Francisco Burlet utriusque Juris Doctore omnibus testibus notis idoneis ad præmissa vocatis, & rogatis.

Extracta fuit præsens Copia à Registro inscripto sub Littera R. Ducissæ BONÆ, *&* GALEAZ MARIÆ SFORTIARUM *Vicecomitum existente in Regio Archivio Castri Portæ Jovis Mediolani, in Carta pergaminea scripto. Datum Mediolani die trigesima mensis Octobris anni 1719.*

Examinavit JOANNES FRANC. STRIGELLIUS *Regii Archivii Officialis.*

Anno 1478. 7. Sept.

XXV.

Ratificatio, & in quantum opus fuisset Innovatio & Confirmatio Ligæ & Intelligentiæ jam ab Anno 1463. *contractæ, atque nuper renovatæ inter* LUDOVICUM *Francorum Regem, &* JOANNEM GALEATIUM MARIAM *Ducem Mediolani, sub Tutela & Administratione Dominæ* BONÆ *Matris ejus; cum recognitione & confirmatione Feudalis Investituræ de Civitatibus* Januæ *&* Saonæ *in prædicto* JOANNE GALEAZ *&c. Actum in Castro Portæ Jovis Mediolani die septimo Septembris Anno* 1478. [Piéce authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan.]

In Nomine Domini Amen.

ANNO Nativitatis ejusdem millesimo quadringentesimo septuagesimo octavo, Indictione undecima, die Lunæ septimo mensis Septembris. Cum alias Serenissimus Princeps, & Christianissimus Dominus D. Ludovicus Dei gratia Francorum Rex pro sua singulari humanitate, ac munificentia in Pheudum investiverit Illustrissimos Principes, & Excellentissimos Dominos Franciscum Sfortiam Vicecomitem, & Blancham Mariam ejus Consortem Duces Mediolani &c. seu eorum legitimum Procuratorem, & Mandatarium de Civitatibus Genuæ, & Saonæ, cum omnibus aliis Civitatibus, Terris, Castris, Territoriis, & pertinentiis suis, cum ipsisque Dominis Duce, & Ducissa, seu prædicto eorum Procuratore, & Mandatario Ligam, & Intelligentiam contraxerit, ut apparet publico Instrumento tradito, & rogato Anno curso 1463. Indictione XI. die XXII. mensis Decembris per Petrum de Portis Presbiterum Parisiensem, & Joannem de Salerna Civem Papiensem Notarios publicos.

Deinde ab humanis sublato prefato Illustrissimo Domino Duce Francisco, relictis & superstitibus præfata Illustrissima Domina Blancha Maria ejus Consorte, & Illustrissimo Domino Galeaz Maria Duce primogenito suo, ac legitimo Herede & Successore in universo Dominio, præfatus Christianissimus Dominus Rex recognoverit ac in Pheudum investiverit ipsos Illustrissimos Dominos Blancam Mariam Ducissam, & Galeaz Mariam Ducem, seu eorum legitimos Procuratores, & Mandatarios de dictis Civitatibus Genuæ, & Saonæ cum memoratis aliis Civitatibus, Terris, Castris, Fortilitiis, Territoriis, pertinentiis suis, ac prædictam Ligam, & Intelligentiam cum ipsis Dominis Ducissa, & Duce, seu dictis eorum Procuratoribus, & Mandatariis renovaverit, quemadmodum etiam constat per patentes Litteras ipsius Christianissimi Domini Regis. Datum Ambosæ die 28. Marrii 1467.

Cumque postmodum etiam è vivis sublata præfata Illustrissima Domina Blancha Maria Ducissa præfatus Christianissimus Dominus Rex prædictam Pheudalem Investituram in præfatum Illustrissimum Dominum Galeaz Mariam Ducem pro se, & Illustrissima Domina Bona Ducissa ejus Consorte, ac filiis Heredibus, & Successoribus suis in Ducatu Mediolani, in Civitate Lugduni Ligamque, & Intelligentiam ipsam cum præfatis Dominis Duce, & Ducissa confirmaverit, & renovaverit, ut publico constat Instrumento tradito & rogato Anno curso 1473. Indictione undecima, die 22. mensis Januarii per Joannem Neyronis, Franciscum Rapholle Lugdunenses, & Blasium Boydum Notarios publicos.

Successive mortuo etiam præfato Illustrissimo Domino Duce Galeaz, relictis & superstitibus præfata Illustrissima Domina Bona Ducissa ejus Consorte, & Illustrissimo Domino Joanne Galeaz Maria Vicecomite Duce Primogenito suo legitimoque Hærede, & Successore in Ducatu Mediolani, Visum fuit ipsis Dominis Ducibus ad præfatum Serenissimum, & Christianissimum Dominum Regem eorum solemnes Oratores mittere cum pleno mandato renovandi prædictam Ligam & Intelligentiam cum Majestate sua, ac se se recognoscendi, ac Pheudalem Investituram ab ipsa Majestate sua accipiendi de prædictis Civitatibus Genuæ, & Saonæ, ac aliis Civitatibus, Castris, Terris, & Locis, ac Territoriis quemadmodum investiti fuerant præfati quondam Illustrissimi Domini Prædecessores eorum, & si Oratores iidem bene visi & recepti fuerint à Majestate ipsa sua tamen cum illa se admodùm tunc occupatam in rebus bellicis reperiret dictæ renovatio, & recognitio locum non habuerunt.

Cumque his proxime actis diebus præfatus Christianissimus Dominus Rex ad Excelsam Communitatem Florentiæ miserit Magnificum Dominum Philippum de Comignes Militem Dominum Dargenton, Consiliarium, & Cambellanum ac Oratorem suum, nec non Senescalchum Pictaviensem, ibidemque ipse Dominus Phillippus, & Magnificus Laurentius de Medicis ad hoc plenum mandatum habentes à præfato Christianissimo Domino Rege Procuratorio, & Mandatario nomine ipsius Domini Regis ut constat Litteris Majestatis suæ datis parte una, & Reverendus Dominus Phillippus Sacramori de Arimino Appostolicus Protonotarius, & Magnificus Dominus Joannes Angelus de Talentis de Florentia Juris utriusque Doctor Consiliarius, ac Oratores, Procuratores, & Mandatarii præfatorum Illustrissimorum Dominorum Ducissæ, & Ducis eorum Procuratorio, & Mandatario nomine parte altera solemniter rattificaverunt, approbaverunt, & confirmaverunt, nec non de novo fecerint, & invicem contraxerint ipsam Ligam, & Intelligentiam alias ut supra factam, & celebratam per & inter præfatum Christianissimum Dominum Regem, & memoratum Illustrissimum D. Ducem Franciscum, & postmodum renovatam, & confirmatam cum præfato Illustrissimo Domino Galeaz Maria Duce cum Pactis, Capitulis, Promissionibus, & Obligationibus contentis, & expressis in Instrumento perindè tradito & rogato Anno, & Indictione præsentibus die XVIII. mensis Augusti proximè præteriti per Antonium olim Ser. Baptistæ Antonii Bartholomei, & Simonem olim Grazini Jacobi Grazini Notarios publicos Florentinos.

Modo præfata Illustrissima D. Bona Ducissa pro se tanquam Ducissa, ac Tutorio, Curatorio, & Administratorio nomine præfati Illustrissimi Domini Joannis Galeaz Mariæ Ducis, de cujus Tutela, & Cura, ac Administratione publico constat Instrumento tradito & rogato Anno proxime præterito 1477. die nono mensis Januarii per Christophorum de Cambiago, & me Joannem Antonium Papiensem infrascriptum Notarios publicos, & utrumque nostrum insolidum ratam & firmam, ac rata & firma habens ipsam Ratificationem, & Confirmationem Ligæ, & Intelligentiæ eam, & ea omnia & singula in præsenti Instrumento contenta spontè, & certa scientia, ac alias omnibus, Jure, via, causa, & forma, quibus melius, validius, & efficacius potuit & potest confirmavit, rattificavit, & approbavit, ac confirmat, rattificat, & approbat, ac de novo in quantum expediat præfatus Magnificus Dominus Phillippus Procuratorio, & Mandatario nomine præfati Christianissimi Domini Regis parte una, & præfata Illustrissima Domina Ducissa pro se, & dicto Tutorio, Curatorio, & Administratorio nomine parte altera, de novo ex abundanti, & in quantum expediat invicem confirmaverunt, & confirmant, ac de novo faciunt, contrahunt, & firmant Ligam, & Intelligentiam prædictam cum Pactis, Capitulis, Promissionibus, & Obligationibus annotatis in prædicto Instrumento Florentiæ ut supra celebrato, de quo, & omnibus in eo contentis Partes ipsæ plenam & veram scientiam, & notitiam habere dixerunt, & dicunt.

Quæ omnia, & singula prædictæ Partes, dictis nominibus, sibi invicem mutua stipulatione interveniente, attendere, & observare promiserunt, & promittunt sub fide legalium Regis, & Principum, ac obligatione omnium bonorum suorum, mobilium & immobilium, præsentium & futurorum. Renuntiantes, & renunciaverunt prædictæ Partes, dictis nominibus vicissim, exceptioni non factæ prædictæ Rattificationis, & Approbationis, nec non novæ confirmationis, & renovationis Ligæ, & Intelligentiæ de quibus supra, prævictorumque omnium, & singulorum non sic actorum, & gestorum, ac omnibus probationibus, & defensionibus in contrarium, de quibus omnibus, & singulis prædictæ Partes dictis nominibus jusserunt, & rogaverunt, ac jubent, & rogant, per Nos Joannem Antonium de Girardis Papiensem, & Joannem Antonium de Castiliono Mediolanensem Notarios publicos, & Ducales Cancellarios, publicum confici debere Instrumentum. Actum in Castro Portæ Jovis Inclitæ Civitatis Mediolani in Camera cubiculari præfatæ Illustrissimæ D. Ducissæ. Præsentibus Magnificis Dominis Petro Francisco Vicecomite, Palavicino Marchione Pallavicino Milite, Cicho Simoneta Milite, Orpheo de Ricano, & Petro de Landriano Consiliariis præfatorum Illustrissimorum Dominorum Ducissæ, & Ducis. Nec non Reve-

ANNO 1478.

Reverendo in Christo Patre, ac Spectabilibus & Nobilibus Viris D. Jacobo Canlers Administratore Ecclesiæ Ebrudunensis, Perono de Vassocoro Scutifero, & Francisco Burlet utriusque Juris Doctore, omnibus testibus notis, idoneis ad præmissa vocatis, & rogatis.

Extracta fuit præsens Copia à Registro inscripto sub Littera R. Ducissa BONÆ, *& Ducis* GALEAZ MARIÆ SFORTIADUM *Vicecomitum existente in Regio Archivio Castri Portæ Jovis Mediolani in Papiro scripto. Datum Mediolani die trigesima mensis Octobris anni 1719.*

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRICELLIUS *Regii Archivii Officialis.*

XXVI.

10. Sept. *Conventioni e Capituli conclusi trà li Illustrissimi Principi* BONA *Duchessa e* JOANNE GALEAZ MARIA SFORTIA *Visconte Duca de Milano, da una parte, e Messier* THOMASINO DA CAMPO FREGOSIO *dal'altera, per liquali detto* THOMASINO *è constituito Governatore de l'Insula de* Corsica *&c. Actum in Castro Portæ Jovis Mediolani. Anno Nativitatis* 1478. *Indictioni* XI. *die verò* 10. *Septembris.* [Pièce authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan. Registre R.]

In Nomine Domini Amen.

ANNO Nativitatis ejusdem millesimo quadringentesimo septuagesimo octavo, Indictione undecima die decimo mensis Septembris. *Havendo li Illustrissimi Principi & Excellentissimi Signori Madona Bona Duchessa, & Joanne Galeaz Maria Sfortia Vesconte Duca de Milano &c. ò vero li Magnifici loro Consilieri ad suo nome l'anno proximo passato* 1477. *tolto ad gratia el Magnifico Messier Thomasino da Campo Fregosio figliolo, che fù del Magnifico Messier Joanne, & remettutoli, & perdonatoli liberamente ogni offesa ch' elle quomodocunque, & qualitercunque havesse facto, & assignatoli annuale provisione de Ducati quattro cento con alcuni altri pacti, & conventione contenti, & expressi in Instrumento rogato dicto Anno a dè* XXX. *del mese de Octobre per mi Notaro, & Cancellero infrascripto.*

Da poi essendosi dicto Messier Thomasino sempre deportato bene, & fidelmente verso li presati Illustrissimi Signori, & el Stato suo, è parso a loro Excellentie usarli maiore munificentia, & liberalitate, sperando chello debia non solamente perseverare in li boni principii ma etiamdio meghorare, & fare ogni evidentia ad lui possibile de bono, vero, sincero, & perfecto servitore verso loro Signorie, & cusì li presati Illustrissimi Signori lhano electo, & constituito per loro Governatore de luisula de Corsica como appare per sue patente Lettere date a Milano a dì VIIII *de Septembre* 1478. *Signate* JOHANNES *con le Condicione, Pacti, & Capituli infrascripti convents, & conclusi tra li Magnifici Palavicino Marchese Palavicino, Messier Cicho Simonetta, Messier Orpheo de Richano, & Messier Petro de Landriano Consigheri, Procuratori, & Mandatarii delli presati Illustrissimi Signori, como appare per loro patente Lettere date a Milano a dì* VII. *del presente mese de Septembre* 1478. *Signate* JOHANNES *ad loro nome per una parte, & dicto Messier Thomasino per l'altra. Cioè*

Primo promettono li presati Magnifici Consiglieri, Procuratori, & Mandatarii ad nome delli presati Illustrissimi Signori, chessi Signori faranno consegnare al predicto Messier Thomasino la Rocha della Bastita in la dicta Isola de Corsica per sua Residentia, & securezza con tutte le munizione gli sono dentro con questo che dicto Messier Thomasino satisfacia al Castelano della dicta Rocha de la provisione sua del presente Anno fin al dì che uscirà, & lassi liberamente partire dicto Castellano con tutta la Famiglia, e tutti li beni soi.

Anchora, chel predicto Messier Thomasino debbia avere, & habia tutte lintrate, & proventi de dicta Insula de Corsica ordinarie, & extraordinarie con questo pacto, & condicione, che ogni anno alla Natività del Nostro Signore Jesu Christo Messier Thomasino paghi al Thesaurero delli presati Illustrissimi Signori in Insula predicta libre quattro millia de moneta Milanese, & in caso, che dicta Insula fosse occupata, è turbata in modo che non se potessero scodere lintrate, & taglia al hora epso Messier Thomasino non sii obligato ad pagare dicte libre quatro millia, appresso debia dicto Messier Thomasino pagare per mane del dicto Thesaurero Ducale le consuete provisione, & paghe nel modo, & forma che sono solite pagare ad li Castellani delli presati Illustrissimi Signori nelle Roche di Bignlia, Sancto Floreatio, de li Curti, & Erba longa, le quale Roche loro Excellentie se hanno reservate, & reservano per se, ni depse dicto Messier Thomasino se ne debia impazare per modo alcuno, ma solamente pagare le dicte provisione, & le paghe delli Castellani como è dicto integramente, & senza alcuna diminutione, & exceptione.

Anchora, chel predicto Messier Thomassino possi tenere uno Vicario, & altri Officiali in la dicta Insula secundo che parirà, & piacerà ad lui dummodo sii ministrata bona Justitia excepto el Thesaurero, el quale se habia ad mandare, & tenere per li presati Illustrissimi Signori, & al quale dicto Messier Thomasino debia pagare la provisione sua consueta.

Anchora, chel predicto Messier Thomasino possi maritare una sua Figliola ad quello de Maro Signore del Loco de San Colambano.

Anchora, chel predicto Messier Thomasino non possi removere, & levare da Milano la Mogliere sua, ne li Figlioli senza expressa licentia in scriptis delli presati Illustrissimi Signori, stando epso Messier Thomasino in dicto Governo.

Anchora, chel predicto Messier Thomasino sii obligato, & debia satisfare al presente Governatore, & Vicario, & provisionati gli sono della loro provisione, & servito del tempo passato de tutto quello restano Creditori fin al dì chesso Messier Thomasino intrarà al Governo de dicta Insula de lanno presente: Con questo, che dicto Thesaurero debia rendere rasone al dicto Messier Thomasino de tutto quello l'haverà scosso, & cavato de lintrate de dicta Insula, & tutto quello se trovarà lui havere scosso, & cavato sii posto al Credito depso Messier Thomasino.

Anchora, che volendo dicto Messier Thomasino venire ad stare, ad Milano quatro ò sei mesi dell' Anno non essendo suspecto alcuno de la predicta Insula li sii concessa licentia per li presati Illustrissimi Signori ogni volta, che lui la richiederà.

Anchora, li presati Illustrissimi Signori, seu li predicti loro Consiglieri, Procuratori, & Mandatarii ad loro nome sono contenti casu quo non se potesse recuperare Zenoa, cioe che in tutto li presati Illustrissimi Signori restassero privati della possessione del Dominio de Zenoa, & de tutte le Fortezze, che sono in epsa de dare ad epso Messier Thomasino tutte le predicte Roche, & Forteze con l'utile Dominio reservato ad loro Excellentie el directo Dominio de dicta Insula, & al hora sii concessa al predicto Messier Thomasino licentia, chel possi condurre fora de Milano, dove li piacerà dicta sua mogliere, & li figlioli, & fameglia.

Anchora, che dicto Messier Thomasino non possi da poi al Governo, & che l'havesse havato, le Fortezze de dicta Insula nel modo predicto aliquo modo alienare, ne transferire in persona alcuna el Dominio de dicta Insula senza speciale licentia in scripto delli presati Illustrissimi Signori, & quando Messier Thomasino domandasse dicta licentia, & non li fosse concessa tunc, & eo casu *siano obligati, & debiano li presati Illustrissimi Signori infra el termino de dui mesi immediatè secaturi da poi la richiesta depsa licentia retore, nisi in totum el Dominio de dicta Insula, e non tolendolo se intenda esserli concessa dicta licentia de poterla alienare, transferire in Zenoesi, & non in altra Potentia in persona sii chi si voglia.*

Anchora, che li presati Illustrissimi Signori come dicto Messier Thomasino haverà preso la possessione del Governo de la predicta Insula non siano piu obligati ad dargli alcun altra provisione, & dicto Messier Thomasino sii absolto d'ogni dinari, chel avesse recenti fin al dì de oggi depsa sua provisione, & per ogni altro modo dali presati Illustrissimi Signori, o da la Camera sua.

Le quale tutte, & singule Cose li presati Magnifici Consiglieri, Procuratori, & Mandatarii de li presati Illustrissimi Signori, & dicto Messier Thomasino, sibi invicem mutua stipulatione interveniente, *se hanno promesso, e promettono de attendere, & observare sotto obligatione de tutti li loro beni presenti, & davenire,*

appresso

ANNO 1478.

appresso dicto Messier Thomasino hà promesso, & promette ad li prefati Magnifici Consiglieri, Procuratori, & Mandatarii che stipulano, & ricevano ad nome delli prefati Illustrissimi Signori, & hà giurato, & giura ad Sancta Dei Evangelia in loro mane corporalmente toccate le Scripture con le mane sue chepso Messier Thomasino sempre fin chel sera al Governo de dicta Insula sera fidelissimo, & obedientissimo servitore ad li prefati Illustrissimi Signori, & non farà, ni tentarà per modo alcuno directo, ne indirecto, ni consenterà Cosa alcuna, che sii ne possa essere in damno, & prejudicio alcuno del Stato, ne bene, ne honore loro, & sempre in ogni caso farà verso loro Excellentie tutto quello debieno fare qualuncha veri fidelissimi, & obsequentissimi servitori verso li soi legitimi Signori puramente, sinceramente, & senza alcuno inganno etiamdio sotto obligatione di tutti li suoi beni mobili, & immobili, presenti e davenire, & vinculo de juramento.

Renunciando prædictæ Partes nominibus quibus supra vicissim exceptioni non factarum prædictarum conventionum, ac promissionum, & obligationum, & non præstiti prædicti juramenti fidelitatis, prædictorumque omnium, & singulorum non sic actorum, & gestorum, ac omnibus probationibus, & defensionibus in contrarium. De quibus omnibus, & singulis ipsæ Partes jusserunt, & rogaverunt, ac jubent, & rogant per me Joannem Antonium de Girardis Papiensem Notarium publicum, ac Ducalem Cancellarium infrascriptum publicum confici debere Instrumentum unum, & plura ejusdem tenoris. Actum in Castro Portæ Jovis Inclytæ Civitatis Mediolani in Camera Ducalis Consilii, præsentibus Magnificis Domino Johanne Simonetta Secretario, Domino Antonio Simonetta, & Ser Joanne Molo de Belinzona Cancellariis Ducalibus Testibus idoneis ad præmissa vocatis, & rogatis.

Extracta fuit præsens Copia à Registro inscripto sub Littera R. Ducissæ BONÆ, *&* GALEAZ MARIÆ SFORTIADUM *Vicecomitum existente in Regio Archivio Castri Portæ Jovis Mediolani in papiro scripto. Datum Mediolani die trigesima mensis Octobris anni* 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS *Regii Archivii Officialis.*

XXVII.

13. Sept.

FRANCE ET SAVOYE.

Traité d'Alliance & de Ligue entre LOUIS XI. *Roi de France, &* PHILIPPE DE SAVOYE, *Comte de Baugé & de Bresse. A Bourg, le* 14. *Août* 1478. *& signé par le Roi le* 13. *Septembre audit an.* [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves, pag. 439. & FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 214.]

COMME au mois de Mars dernier passé, Monsieur PHILIPPE, Comte de Baugé, Seigneur de Bresse, du Revermont, de Dombes, & de la Valbonne, eût envoié Messires Hugues, Seigneur de Chandée, & Amé de Geneve, Seigneur de Boringe, Chevaliers, ses Ambassadeurs & Deputez, aians de lui puissance pleniere, devers le Roi nôtre Souverain Seigneur, lesquels traiterent, promirent, & accorderent pour & au nom dudit Seigneur de Bresse à nôtredit Seigneur plusieurs choses, qui n'ont pas été entierement accomplies, au moien de quoi le Roi ait differé de faire paiement audit Seigneur de Bresse de certaines sommes de deniers, & autres choses concluës avec lesdits Ambassadeurs; & à cette occasion ait ledit Seigneur de Bresse derechef envoié devers le Roi nôtred. Seigneur lesdits de Chandée, & de Boringe, ses Ambassadeurs & Deputez, aians de lui pouvoir & puissance pleniere, comme apert par la teneur d'icelui ci-aprés inseré de mot à mot, lesquels ont fait au Roi plusieurs remontrances de la grande & singuliere amour qu'avoit & a ledit Seigneur de Bresse envers le Roi, & tout son Roiaume, & du grand vouloir, & singulier desir & affection qu'il avoit & a de le servir; ainsi est que finalement eût le Roi nôtredit Seigneur d'une part, & lesdits Ambassadeurs, pour & au nom dudit Seigneur de Bresse, & par vertu de leurdit pouvoir d'autre, ont été traitées, consenties & accordées les choses, & Articles qui s'ensuivent.

Premierement, ont promis & promettent au Roi nôtredit Seigneur lesdits Ambassadeurs, pour & au nom dudit Seigneur de Bresse, & par vertu de leurdit pouvoir, que dorenavant ledit Seigneur de Bresse lui sera bon & loial parent, & serviteur, & le servira de tout son pouvoir, de sa personne, de ses Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, en toutes manieres qu'il pourra, & qui lui seront possibles envers & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, soit Rois, Ducs, Princes, Princesses, Communautez, ou autres de quelque état, autorité, ou condition qu'ils soient, ou puissent être, sans nul reserver, excepté seulement la Maison de Savoie, laquelle lesdits Ambassadeurs ont reservée en cette partie, & nommément ont promis, & promettent lesdits Ambassadeurs, au nom & comme dessus, que ledit Seigneur de Bresse servira le Roi envers & contre le Duc Maximilien d'Autriche, & la Duchesse sa femme, & tous autres ennemis que le Roi peut & pourra avoir ci-aprés.

Item. Ont promis & promettent iceux Ambassadeurs, au nom, & comme dit est, que ledit Seigneur de Bresse, incontinent aprés leur retour devers lui, se declarera serviteur du Roi, prendra & tiendra son parti par effet, & promettra de non jamais tenir autre parti contraire ni prejudiciable au Roi, & que dorenavant il n'aura, tiendra, ni fera tenir paroles aucunes avec ledit Duc Maximilien, ni aucuns autres des ennemis du Roi, ni n'aura, ni fera avoir avec eux aucun entendement, apparemment, secretement, ni autrement en quelque maniere que ce soit, & sur ce, & autres choses fera le serment tel, & selon la forme que le Roi lui envoie par écrit par lesdits Ambassadeurs, sans y rien ajoûter, ni diminuer, & dont lesdits Ambassadeurs dans la S. André prochaine venant ont promis d'envoier bonne, & deuë certification au Roi dudit serment, ainsi être fait par ledit Seigneur de Bresse; aprés laquelle certification receuë, le Roi fera en presence d'iceux qui l'aporteront, & qui la lui bailleront, le serment de faire entretenir, & accomplir les choses dessus & ci-aprés declarées.

Item. Que si ledit Seigneur de Bresse est averti par aucune maniere d'aucunes choses touchant les personnes du Roi, de la Reine, & de Monsieur le Daufin, soit de machinations, entreprises, ou autres choses quelconques que l'on veuille faire machiner, ou entreprendre contre eux, ou aucun d'eux, & contre la chose publique du Roiaume, aparemment, secretement, ou autrement, à toute diligence il en avertira, & fera avertir le Roi, afin d'y obvier & y pourvoir ainsi que la matiere requerra, & que même ledit Seigneur de Bresse de toute sa puissance y obviera & pourvoira en maniere que deshonneur, dommage, ni inconvenient n'en aviendra au Roi, ni aux dessusdits.

Item. Que dorenavant ledit Seigneur de Bresse gardera & procurera de son pouvoir l'honneur, le bien, profit & utilité du Roi, de la Reine & de Monsieur le Daufin, & de toute la chose publique du Roiaume, & évitera leur deshonneur, inconvenient & dommage, comme dit est.

Item. Que ledit Seigneur de Bresse dorenavant ne recevra en son hôtel, Païs, & service aucuns, soit nobles ou autres de quelque condition qu'ils soient, qu'ils ne soient bons pour le Roi, & tenans son parti; & si aucun y en a de present, incontinent aprés le retour desdits Ambassadeurs, ledit Seigneur de Bresse les mettra hors de sondit hôtel & service.

Item. Que ledit Seigneur de Bresse ne fera dorenavant Traitez, Promesses, Alliances, ou Confederations avec Rois, Princes, Princesses, Communautez, ou autres de quelque autorité, & qualité qu'ils soient, ou puissent être, sans nul reserver, contre ni prejudiciables au Roi, à la Reine, à Monsieur le Daufin, & à la chose publique du Roiaume, sans le sceu, vouloir, ou consentement exprés du Roi, & si aucuns en a faites ci en arriere, qu'il y renoncera incontinent aprés le retour de sesdits Ambassadeurs; & dés maintenant iceux Ambassadeurs, pour & au nom dudit Seigneur de Bresse, & par vertu dudit pouvoir à eux donné, y ont renoncé, & renoncent expressément.

Item. Que si ledit Seigneur de Bresse a aucunes Lettres devers lui touchant lesdites Alliances, ou autres choses prejudiciables au Roi, ou à la chose publique de son Roiaume, incontinent les rendra, & renvoiera au Roi comme cassées & annullées, & de nul effet & valeur dés ledit tems de la S. André, avec ladite certification dudit serment.

Item. Que ledit Seigneur de Bresse ratifiera, agréera, & aprouvera toutes & singulieres les choses devant

 dites

ANNO 1478. dites par ses Lettres patentes signées de son nom, & scellées de son seel, armorié de ses armes, & icelles ses Lettres envoiera au Roi nôtredit Seigneur dedans ledit tems, & finalement aprés le retour de sesdits Ambassadeurs sera ledit Seigneur de Bresse incontinent publier par tous ses Pais les Traitez, promesses, & autres choses dessus accordées, & cérües en maniere que nul ne puisse pretendre cause d'ignorance, & moiennant les choses devant dites, & chacunes d'icelles, le Roi a promis & promet audit Seigneur de Bresse en la personne de sesdits Ambassadeurs, de non faire Traitez, Alliances, ou Treves avec Rois, Princes, Princesses, Communautez, ou autres de quelque état ou autorité qu'ils soient, que ledit Seigneur de Bresse n'y soit compris nommément.

Item. Promet le Roi d'aider & défendre ledit Seigneur de Bresse, ses Païs, Terres, Seigneuries, & Sujets envers & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, de toutes forces, violences, Guerres & voies de fait que l'on voudroit faire, & entreprendre contre lui, & en ce faire comme il voudroit faire pour la défense de sa personne, & de la chose publique de son Roiaume.

Item. Remet le Roi tous regrets qu'il a eû, & pû avoir en quelque maniere que ce soit de tout le tems passé jusqu'à aujourdui à l'encontre dudit Seigneur de Bresse, ses Sujets, & serviteurs, & ne lui procurera, ni fera procurer mal ni dommage en corps & en biens, ni en nuls de ses serviteurs & Sujets, ains lui sera bon maitre, & pourra ledit Seigneur de Bresse & les siens aller & venir, entrer, & saillir par tout le Roiaume seurement, sans à leurs personnes, ni à leurs biens attenter. Et afin que ledit Seigneur de Bresse ait mieux de quoi soi entretenir pour servir le Roi, & aussi pour les autres considerations avant dites, le Roi a promis & promet donner audit Seigneur de Bresse douze mille francs de pension, de laquelle pension le Roi a fait bailler ses Lettres ausdits Ambassadeurs, expediées comme il apartient, & leur a baillé les cedules de l'assignation de ladite pension pour l'année prochaine à venir bien & convenablement, & en maniere que lesdits Ambassadeurs en ont été bien contens; & entretiendra le Roi audit Seigneur de Bresse ladite pension dorenavant, & tellement que icelui Seigneur de Bresse en sera bien paié, & avec, le Roi a fait bailler ausdits Ambassadeurs pour & au nom dudit Seigneur de Bresse les cedules de l'assignation sur les deniers de l'année à venir de la somme de six-mille francs que le Roi a donné audit Seigneur de Bresse pour lui aider, & soi mettre en point pour venir devers lui, & de laquelle assignation en cedules lesdits Ambassadeurs se sont tenus & tiennent pour bien contens.

Item. Outre plus promet le Roi, & pour les mêmes considerations que dessus, donne une Comté en France audit Seigneur de Bresse, en valeur de quatre mille livres de rente, & de lui en faire & passer Lettres de transport seures, & valables, & d'icelle Comté le faire paisiblement jouir dedans un an; & jusqu'à ce que ledit Seigneur de Bresse ait icelle Comté, le Roi outre & par dessus ladite pension annuelle, & autres choses avant dites, a promis & promet de faire paier, & de bailler & delivrer audit Seigneur de Bresse chacun an la somme de quatre mille francs, & d'icelle lui bailler & faire avoir bonne & seure assignation, & telle qu'il en sera paié, satisfait, & contenté; & dés maintenant le Roi a fait bailler les cedules de l'assignation sur lesdits deniers de ladite année à venir de ladite somme de quatre mille francs, de laquelle somme & assignation iceux Ambassadeurs ont été & sont contens.

Item. Le Roi a promis & promet audit Seigneur de Bresse, és personnes de sesdits Ambassadeurs, que quand il aura la jouissance de la Comté de Bourgogne, il souffrira jouir sans aucun empêchement les Sujets & serviteurs dudit Seigneur de Bresse de leurs Terres, Seigneuries, & Heritages, qu'ils ont en ladite Comté, & aussi de leurs Terres, Seigneuries, & heritage, qu'ils ont en la Duché de Bourgogne, Comté de Mâconnois, & ailleurs és Pais du Roi, lesquels Sujets ne se sont armez contre le Roi depuis le trépas de feu le Duc Charles de Bourgogne, à qui Dieu pardonne, sans leur bailler, ou faire bailler aucun empêchement au contraire, toutes lesquelles choses en la forme, & maniere que dit est, ont été passées, consenties, & accordées par le Roi nôtredit Seigneur, & par lesd. Ambassadeurs par vertu de leurdit Pouvoir, dont la teneur s'ensuit de mot à mot.

PHILIPPE DE SAVOYE, Comte de Baugé, Seigneur de Bresse, & du Revermont, de Dombes, & de la Valbonne: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, salut. Comme pour aucuns nos grands affaires aions deliberé d'envoier presentement devers Monseigneur le Roi nos tres-chers amez & feaux Conseillers les Seigneurs de Chandée, Gouverneur de Bresse, & Amé de Geneve, Seigneur de Boringe; savoir faisons, que nous confiant des sens, loiauté, prudhommie, & bonne diligence des dessusdits, à iceux, & à chacun d'eux pour ces causes, & autres à ce nous mouvans, & de nôtre certaine science, & bonne volonté, avons donné. & par ces presentes donnons plein pouvoir, autorité, & mandement special d'eux comparoir pour & en nôtre nom devant Mondit seigneur le Roi, accepter, prendre & reprendre, si besoin est, appointement traité, former, & accomplir avec ledit Seigneur, ou ses Commis & Deputez, de nos affaires, tout ainsi, & par la forme & maniere que si étions en propre personne, aprouver, loüer, & aussi ratifier l'apointement dernierement avec ledit Seigneur pris par ledit Seigneur de Chandée, Jâques de Bussi, Humbert, Seigneur de Lucinge, & Pierre Bolomier, & en faire autres de nouveau, si bon leur semble. Promettant en bonne foi, en parole de Prince, & sur les Saints Evangiles, avoir ferme & stable tout ce que par les dessusdits Seigneur de Chandée & Seigneur de Boringe, ou de l'un d'eux au nom que dessus aura été fait, promis, juré, & conclu, ratifié, & accordé avec ledit Seigneur, ou ses Commis & Deputez, sans venir, ni souffrir être venu en maniere que ce soit au contraire. En témoignage de ce, nous avons signé ces presentes de nôtre propre main, & fait signer de nôtre Secretaire, & sceller de nôtre seel de nos armes. Donné à Bourg le quatorzieme jour d'Aoust, l'an de grace mille quatre-cens soixante & dix-huit, pris à la Nativité. Ainsi signé, PHILIPPE DE SAVOYE. Et au dessous: *Par Monseigneur le Comte*, CHIVILLARDI. En témoin de ce, ces presens Articles ont été signez de la main du Roi, & desdits Ambassadeurs, & scellez de leur seel ci mis en placart, le treizieme jour du mois de Septembre, l'an mille quatre-cens soixante dix-huit. Signé, LOUIS. ANNO 1478.

XXVIII.

Deux Traitez faits à Saint-Jean de Luz, le 9. Octobre 1478. entre LOUIS XI. *Roi de France*, & FERDINAND & ISABELLE, *Roi & Reine de Castille, l'un principalement, pour la revocation de l'Alliance dudit Roi de Castille avec* MAXIMILIEN *Duc d'Autriche, & sa Femme, & l'autre, pour le renouvellement & confirmation de quatre Anciens Traitez, qui y sont inserez; l'un de Valladolid, du septiéme Décembre* 1408. *l'autre de Madrid, du* 29. *Janvier* 1435. *le troisiéme de Cordoue, du* 10. *Juillet* 1455. *& le quatriéme encore de Cordouë, du* 19. *Juin* 1469. *le tout ratifié par lesdits* FERDINAND & ISABELLE, *au Monastére de Gaudaluppe, le* 10. *Janvier* 1479. *sous la formalité de la clause de la foi, hommage, & serment de les garder & observer. Regîstré au Parlement le* 14. *Décembre* 1480. [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 230.] 9. Oct. CASTILLE ET AUTRICHE.

FERDINANDUS & ELISABETHA, Dei gratiâ Rex & Regina Castellæ, & Legionis, Siciliæ, Toleti, Portugalliæ, Galiciæ, Hispalis, Cordubæ, Murciæ, Giennæ, Algarbæ, Algeziræ, & Gilbraltar, & Provinciæ de Guipuzcoa, Principes Aragonum, Domini de Viscaya & de Molina, Universis & singulis has nostras Litteras inspecturis, tam præsentibus quàm futuris, Salutem & gratiam in Domino, cum abundantia tranquillitatis & Pacis. Nostræ Regiæ Celsitudinis proprium esse existimamus, qui Pastoris munere fungimur, nocentissimos quosque, qui bellorum licentia in genus humanum, velut in pecudes, sæviunt, tanquam lupos ab ovili arcere; propterea non ab re factum esse existimamus, ullum bonum mortalibus à Deo datum fuisse, neque utilius, neque præstantius Amicitiis. Igitur si nova, quæ Principes inter se Fœdera quotidie percutiunt, eò spectare videantur, ut mutuis præsidiis se, suosque populos, non modo ab exterorum injuriis defendant faciliùs, atque tueantur, verum etiam Subditorum, qui nonnunquam res novas exoptant,

ANNO 1478.

tant, audaciam cohibere possint, non nos Amicitiis, si quando interruptæ sunt, resarcire magis, quam novis & incognitis inhærere decet. Quare, ne Populi nostri, qui cum Gallis mutuam, atque diutius benevolentiam conservant, & spe, & fructu veteris diuque spectatæ Amicitiæ fraudarentur, nomini Christiano non parum conducere existimavimus, ut Pacem, atque antiqua & optata fœdera eisdem Populis nostris redderemus, & minaces utriusque gladios ab ipsorum visceribus in Christianæ Reipublicæ hostes converteremus.

Cum igitur Dei optimi maximique Providentiâ disponente, inter Christianissimum & Serenissimum Principem, Fratrem atque Consanguineum nostrum carissimum, LUDOVICUM Francorum Regem modernum, & Oratores, Procuratores, & Nuncios suos, ipsius nomine ad hoc specialem potestatem habentes, pro ipso Christianissimo Rege, Fratre nostro, atque primogenito suo nato, vel nascituro, vel primo Regnorum suorum Hærede, Terris, & Subditis, ac Ditionibus, Dominiis, & Adhærentibus suis parte ex una, & Nos, & nonnullos Procuratores nostros, nostris vice ac nomine ad hæc specialiter, & plena cum potestate deputatos, pro nobis, & primogenito nostro nato, vel nascituro, vel primo Regnorum nostrorum Hærede, Terris, Regnis, & Subditis, Dominiis, Ditionibus, & Adhærentibus nostris parte ex altera, ordinatæ, conventæ, initæ & firmatæ fuerunt certæ Ligæ, Amicitiæ, Confœderationes, Compositiones, Conventiones, & Pacta ad exterminium malorum, & utriusque Reipublicæ pacificum statum & incrementum, easque, & eorum singula sibi præposita, tactisque Sacro-Sanctis Evangeliis, & Venerabili signo Crucis, nostri nomine, in anima nostra, semper, & omni tempore custodire, manutenere, & inviolabiliter observare, pro nobis, & primogenito nostro nato, vel nascituro, & pro nostrorum Regnorum Hærede, Regnis, Terris, & Subditis, Dominiis, Ditionibus, & Adhærentibus nostris, promiserunt, & firmiter juraverunt, nos nunquam contra facere, vel venire per nos, vel alium, seu alios, aliqua ratione vel causa, publicè vel occultè, sub hipoteca & obligatione Regnorum, & omnium bonorum nostrorum sub certa pœna, prout hæc, & alia per suas hinc inde Parentes Literas suis nominibus roboratas, ac sigillis suis pendentibus communitas, & per Carolum Mercerii, Presbyterum Laudonensis Diœcesis, publicum Apostolicâ & Imperiali autoritatibus Notarium, & Reverendi Episcopi Lombariensis Secretarium, & Joannem de Landa, Presbyterum Diœcesis Baionensis, publicum autoritate Apostolicâ Notarium confectas, & manu ipsorum propriâ signatas plenissimè constat. Tenor verò Literarum per dictos nostros Procuratores, vice & nomine nostris initarum, concessarum, & firmatarum sequitur, & est talis.

In Dei nomine, Amen.

JOANNES LUPPS DE MEDSNA, in Decretis Licentiatus, Archidiaconus de Almaçan, & Canonicus sanctæ Ecclesiæ Toletanæ, & Joannes de Gamboa, Generalis Capitaneus in Provinciis de Guipuzera, Biscaya, & Alava, ac Major Cavallericius, Oratores, Nuncii, & Procuratores generaliter & specialiter à Serenissimis & Potentissimis Dominis nostris Fernando Rege, & Elisabetha Regina Castellæ & Legionis, &c. ad infra scripta constituti, creati, & destinati, & eorum Consiliarii, omnibus & singulis, præsentibus & futuris hoc præsens publicum Instrumentum visuris & inspecturis, Salutem in Domino, qui est largitor Pacis, & amator caritatis. Cum in naturalium rerum proprietate contemplamur hanc vim innatam, reperimus, ut si eas ordinem naturalem prætermittere casus accidentalis compellat, ad pristinum tamen cursum redire semper suo desiderio trahantur. Hinc est, cùm gloriosæ memoriæ quondam Reges Castellæ & Legionis Catholici attenderent, quòd pacem nobis Christus dedit, concordes, atque unanimes esse præcepit, dilectionis & caritatis Fœdera incorrupta atque inviolata servari mandavit, pro se, filiisque suis primogenitis natis, vel nascituris, sive primis in Regnis & Dominiis suis, Hæredibus, proque Regnis, ac Dominiis, & Subditis suis, Confœderationes, Amicitias, Pacem, Fœdera, unanimitates, Ligas, & confraternitates dudum cum Christianissimis Regibus Franciæ, & cum filiis suis primogenitis natis, vel nasciturís, sive primis in Regno suo Hæredibus, & Terris, Patriis, Dominiis, & Subditis suis contraxerunt, atque solemniter pepigerunt, & divinâ protegente clementiâ inviolabiliter eas multis annorum curriculis observaverunt, & observari fecerunt; nihilominus antiquus hostis attendens tam salutare lumen inter tantos Excellentissimos Reges effulgere, excogitavit novas fraudes, & ut falleret incautos, per suos Ministros & artifices corrumpendæ pacis, his novissimis temporibus dissensiones invenit, & zizaniam inter eosdem Serenissimos Dominos nostros Regem & Reginam, & Christianissimum Dominum Ludovicum modernum Regem Franciæ, seminavit, quibus subverteret antiquam fidem, veritatem corrumperet, scinderet unitatem, caritatem, & dilectionem; quorum quidem Ministrorum sermo, ut cancer serpuit, quorum tactus, pectoribus, & cordibus eorundem Catholicorum Regum mortale vulnus infudit, sagacitatem tamen, & hanc fraudulentam rabiem iidem Invictissimi Domini Rex & Regina Castellæ & Legionis, divinâ tuitione persentientes, & animo advertentes, quòd vera salus, & quæque bona operatio in dilectione Dei & proximi consistit, ac præ oculis cordium suorum habentes illud divinum documentum manu Dei conscriptum, quo Dominus ad Reges Terræ ait, *postquam sederit Rex in solio Regni sui, discat timere Deum, & custodire mandata ejus, nec elevetur cor suum in superbia super Fratres suos, ut longo tempore regnet, & filii ejus*; & ne antiqua Pax, & inviolabilis Amicitia progenitorum suorum hoc in tempore pereat, etiamsi casus accidentalis eosdem Christianissimos Serenissimosque Regem & Reginam, priorem ordinem, & antiqua Fœdera prætermittere compulit; ad primum tamen cursum fraternitatum, ac pacis, & veritatis originem ipsi omnes redire, & Doctrinam Cœlestis Magistri servare volentes, dignati sunt iidem Excellentissimi Rex & Regina, supremi Domini nostri, Oratores & Procuratores suos nos constituere, ut eorum nomine cum eodem Christianissimo Domino Ludovico Franciæ Rege præfato, seu cum suis Oratoribus, Nunciis, & Procuratoribus ad hæc per eum specialiter constitutis, antiqua Fœdera, Pacta, Confœderationes, Ligas, Fraternitates, & Amicitias laudaremus, ratificaremus, & approbaremus, &, si necesse foret, eas de novo contraheremus & iniremus; quarum quidem Confœderationum antiquarum tenor sequitur sub his verbis.

ANNO 1478.

HENRICUS, Dei gratiâ Castellæ & Legionis, &c. Rex, universis & singulis præsentes Literas inspecturis, Salutem & gratiam in Domino. Magnæ sapientiæ, magnæ dignitatis est, non levitatis aut inconstantiæ, si quod per effusam temporis caliginem à Regibus elicit falsa suggestio, vel ignoratio rerum, illud aperta veritatis luce rescinditur; sic nempe necessitas rerum, mosque clarissimorum Principum habet, sic etiam afflatus divino spiritu Rex Artaxerxes in Sacris Literis abunde docuit plerumque homines quosdam, qui omnium laude digni sunt, mendaciorum cuniculis subrecti, dum aures Principum simplices, & ex sua natura alios æstimantes, callida fraude decipiunt: Nec putare debetis, inquit, si diversa jubeamus ex animi nostri venire levitate, sed pro qualitate & necessitate temporum, ut Reip. poscit utilitas, ferre sententiam. Hoc quidem nobis omninò contigit, dum nuper turbine bellorum jactaremur, ex libertate & pravitate quorumdam hominum, qui conjunctissimum nobis, ac nostris Regnis amicissimum Fratrem ac Consanguineum, & Fœderatum, alligatumque nobis Ludovicum Serenissimum atque Christianissimum Franciæ Regem, ut caveremus admonebant; illum verò, ut sibi à nobis metueret, exasperabant. Unde factionibus simultatibusque obortis loco pristinæ benevolentiæ, cum uterque nostrûm alienis technis traheretur, nos per Nuncios nostros, Procuratoresque speciales, Fœdus ac Pacem cum Illustrissimo Eduardo Rege Anglorum, Consanguineo nostro, percussimus. Verum nunc ad nos in hac nostra Cordubensi Civitate concessit cum Oratoribus, Legatis, ac Procuratoribus ipsius Christianissimi Principis Ludovici Francorum Regis, Reverendissimus in Christo Pater nobis plurimum dilectus, Joannes, Sancti Martini in montibus Presbiter Cardinalis, Albiensis Episcopus, qui multis rationibus diluit, & falsas esse ostendit illas inimicitiarum suspiciones, quibus ab ipso Fratre nostro Ludovico, Francorum Rege, juste nos diffidere putavimus, simulque aperuit vim, vetustatem, Religionem, formamque Fœderum initorum à nostris Majoribus, & nobis ipsis cum Majoribus ejusdem Serenissimi Ludovici, Regis Francorum, atque cum ipso, quibus non solum Regnum Franciæ, ac Hispaniæ, sed Regnorum Societas, ac Fœdus erat indissolubile quiddam, & quod neuter

nostrûm

Anno 1478.

nostrûm poterat culpâ solâ vel facto, vel voluntate pertingere. Accessit spectata in hoc Subditorum, Regnorumque nostrorum commoditas, voluntasque multis ex locis Oratorum nos obsecrantium, & per Procuratores, Nunciosque suos nos orantium, atque obtestantium, ut Fœdus Hispanorum cum Francis consectaremur, autoritatemque vetustatis amplecteremur, recisâ factâ, repudiatâ novitate Fœderis ita cum Anglicis, & Illustrissimo Rege Eduardo præfato, quod, dum negotiis pluribus, bellisque distringeremur, antiquorum Fœderum à nobis ignorata potestas, falsarumque suspicionum insinuatio, atque tempestatis quædam procella pepererunt. Itaque nos Henricus, Castellæ & Legionis &c. Rex, repetentes animo quanto amore Serenissimi Majores nostri Serenissimos Francorum Reges semper complexi sunt, pensantes etiam ipsius Reverendissimi Patris Cardinalis in istis rebus interventoris, erga nos benevolentiam, scientes præterea commoditatem Regnorum, voluntatemque Subditorum nostrorum propensiorem, ad Francorum Fœdera, quasi ex flumine vi tempestatis solitas ripas supergresso ad alveum antiquum redire studemus, ac volumus. Igitur omnibus Fœderibus, Pactis, Conventis, Societatibus, Alligationibus factis cum præfato Illustrissimo Eduardo, Rege Anglorum, Regnis, ac Subditis suis, atque Adhærentibus renunciamus pro nobis, & Hærede nostro nato, vel nascituro, Regnis, ac Subditis nostris, penitus & omninò, easque per præsentes cassamus, annullamus, rejicimus à nobis, ac Regnis, & Subditis nostris; Fœdera verò à Serenissimis Majoribus nostris cum Christianissimis Francorum Regibus, atque à nobis cum præfato Consanguineo, Alligato, ac Fœderato nostro Ludovico, Rege Francorum, amplectimur, renovamus, ac in suo vigore, potestate, ac robore manere, perseverareque, ac vigere volumus. Quorum Fœderum tenor sequitur, & est talis.

In nomine Domini, Amen.

HENRICUS LUPPI DE MENDOÇA, Marchio de Santillana, ac Comes del Real, & Joannes Pacheco, Marchio de Villena, & Majordomus Serenissimi ac Potentissimi Principis & Domini, Domini Henrici, Dei gratiâ Regis Castellæ & Legionis, Consiliariique & Procuratores sui ad infra scripta specialiter deputati, universis præsentibus pariter & futuris præsentes Litteras visuris & audituris, Salutem in eo, qui perfecta caritas est. Sacris erudimur Doctrinis, ut paternitatis Fœdus, & vinculum caritatis tanquam plenitudinem Legis, perfectionisque stabilem columnam, quæ nunquam excidit, juxta commissum nobis onus sollicitè ipsi prosequamur, & eos qui sub autore pacis imperant, ad unitatem Spiritus & fraternam dilectionem, per quam Regum amor, pax Populorum, filiorum Hæreditas, & spes æterni Regni conservantur, accuratissimè incitemus: Sane cum superni Regis providente Clementiâ multis evolutis annorum curriculis inter inclitissimarum recordationum defunctos Francorum ex una, & Castellæ & Legionis quondam Reges, ex altera partibus, & novissimè Anno Domini 1435. inter Illustrissimum & Christianissimum Principem & Dominum, Dominum Carolum, Dei gratiâ Francorum Regem, & gloriosæ memoriæ defunctum Dominum Joannem, tunc Regem Castellæ & Legionis, genitorem dicti Serenissimi Domini nostri, Domini Henrici, Regis moderni, pro ipsis, & suis hinc inde progenitis natis, vel nasciturus, sive Regnorum suorum Hæredibus primis, ac pro suis Regnis, Terris, Subditis, ac Dominiis, & Adhærentibus suis, ac omnibus aliis quorum interesset, vel interesse poterat, certæ Confœderationes, Pactiones, Ligæ, Fraternitates, & Amicitiæ fuerunt initæ, conceptæ, concordatæ, & firmatæ, prout continetur in Litteris præfati Serenissimi quondam Regis Joannis; quarum tenor sequitur, & est talis.

JOANNES, Dei gratiâ Castellæ & Legionis Rex, universis & singulis has nostras Literas inspecturis, tam præsentibus quàm futuris, Salutem & gratiam in Domino cum abundantiâ tranquillitatis & pacis. Cum æterni Regis Providentiâ disponente, inter Serenissimum ac Christianissimum Principem, Carissimum, Fratrem & Consanguineum nostrum Carolum, nunc Francorum Regem, ac Procuratores, Ambassiatores, & Nuncios suos, ac sui nomine ad hæc specialem potestatem habentes, pro ipso præclarissimo Rege Fratre nostro, ac primogenito suo nato, vel nascituro, vel primo Regnorum suorum Hærede, Terris, & Subditis, ac Ditionibus, Dominiis, & Adhærentibus suis ex parte una, & Nos, & nonnullos Procuratores nostros, nostris vice ac nomine ad hæc specialiter plenâ cum potestate Deputatos pro nobis, & primogenito nostro nato, vel nasciturо, vel primo Regnorum nostrorum Hærede, Terris, Regnis, & Subditis, Dominiis, Ditionibus, & Adhærentibus nostris ex parte altera, initæ, conceptæ, ordinatæ, & confirmatæ fuerint certæ Ligæ, Amicitiæ, Confœderationes, Compositiones, & Conventiones, & Facta ad exterminium malorum, & utriusque Reipublicæ pacificum incrementum, eaque & eorum singula sibi præpositis tactisque Sacro-Sanctis Evangeliis, & venerabili signo Crucis, nostri nomine, & in anima nostra, semper & omni tempore custodire, manutenere, & inviolabiliter observare pro nobis, & primogenito nostro nato, vel nascituro, aut primo Regnorum nostrorum Hærede, Regnis, Terris, & Subditis, Dominiis, Ditionibus, & Adhærentibus nostris, promiserunt, & firmiter juraverunt, nos nunquam contra facere, vel venire per nos, vel alium, vel alios, aliqua ratione, vel causa publica, vel occulta, sub hipoteca & obligatione Regnorum, & omnium bonorum nostrorum, & certa sub pœna, prout hæc & alia per suas hinc inde Patentes Litteras suis nominibus roboratas, ac sigillis suis communitas, & per Ferdinandum Diaz de Toledo, Decretorum Doctorem, autoritate Apostolica Notarium publicum, Auditorem, Referendarium, Relatorem & Secretarium nostrum confectas, & manu sua propria signatas plenissimè constat. Tenor verò Literarum per dictos nostros Procuratores, & nomine nostri initarum, concessarum, & firmatarum, sequitur, & est talis.

In Dei nomine, Amen.

ALVARUS de Luna, Comes Stabulionis Castellæ, Comesque Sancti Stephani, Joannes, miseratione divinâ Archiepiscopus Hispalensis, & Rodericus Pimentel, & Comes de Benavento, Consiliarii Serenissimi ac Christianissimi Principis & Domini, Domini nostri Joannis, Dei gratiâ Castellæ & Legionis Regis, atque Procuratores ad infra scripta potestatem & mandatum speciale habentes, sicut per Litteras ejusdem Domini nostri Regis præsentibus insertas constat evidenter; Notum facimus universis præsentibus & futuris, quòd cum æternâ providente clementiâ, multis evolutis annorum curriculis, inter inclitissimæ recordationis defunctos Serenissimum & Christianissimum Dominum Henricum primum, quondam Regem Castellæ & Legionis, & inclitissimæ recordationis Serenissimum & Christianissimum Dominum Carolum quintum, Regem quondam Francorum, avum Serenissimi Principis & Domini, Domini Caroli Regis Francorum moderni, certæ Confœderationes, Pactiones, & Ligæ, Conventiones, & Amicitiæ fuerint initæ, conceptæ, ordinatæ, & firmatæ, & postmodum per præclarissimæ memoriæ defunctos, Serenissimum & Christianissimum Dominum Joannem avum, ac etiam per consimilis memoriæ Serenissimum Dominum Henricum secundum, genitorem dicti Domini nostri Joannis secundi, Regis Castellæ & Legionis moderni, pro se & dicto Domino Joanne primogenito, seu Castellæ & Legionis Rege moderno, ex una parte; & præclarissimæ memoriæ defunctum Serenissimum & Christianissimum Dominum Carolum sextum, tunc Regem Francorum, filium præfati Domini Caroli quinti, genitorem nunc prædicti Serenissimi Principis Domini Francorum moderni, pro se & primogenito suo, vel primo Regni sui Hærede ex alia parte, approbatæ, confirmatæ, renovatæ, & roboratæ, prout per eorum patentes Litteras potest apparere. Quarum quidem Litterarum tenores hic haberi volumus pro expressis & insertis; & consequenter ipse Dominus noster Rex Castellæ & Legionis modernus, nec non recolendæ memoriæ defuncta Domina Catharina Regina, genitrix sua, & ejusdem memoriæ defunctus Dominus Ferdinandus, Infans Castellæ, Patruus suus, ejusdem Domini nostri Castellæ & Legionis Regis moderni, suorumque Regnorum tunc tutelam, curam, & regimen habentes, ejus nomine & vice, & pro eo, proque ejus primogenito, aut Hærede, ac Regnis, Terris, & Subditis suis existentibus in ejusdem Serenissimi Domini nostri Regis Castellæ & Legionis Majestatis præsentia, necnon dictorum matris, patruique, sive bonæ memoriæ defuncto Domino Giraldo, tunc Episcopo Sancti Flori, Domino Robino de Braemonte, Milite, Consiliariis, & Magistro Joanne Huonis

Anno 1478. nis Secretario, Ambassiatoribus, & Procuratoribus dicti Domini defuncti Caroli sexti, tunc Francorum Regis, per ipsum, ad dictum Dominum nostrum Regem Castellæ & Legionis modernum destinatis, ipsisque virtute potestatis eis propter hæc specialiter attributæ, & concessæ per Litteras dicti defuncti Domini Caroli sexti, tunc Regis Francorum, recipientibus, acceptantibus, & solenniter stipulantibus, unà cum ipso Domino defuncto Carolo sexto, tunc Rege Francorum, ac prænominatis suis Procuratoribus, & Ambassiatoribus ejus nomine & vice, & pro eo, proque ejus primogenito, aut Hærede, ac Regno, Terris, & Subditis suis Confœderatis, Tractatus, Compositiones, Pactiones, Ligas, & Amicitias confirmaverint, juraverint, inierint, & fecerint, modo & formâ contentis in Litteris præfati Domini nostri Joannis, Regis Castellæ & Legionis, quarum tenor talis est.

JOANNES, Dei gratiâ Rex Castellæ & Legionis, universis & singulis Christi fidelibus præsentium seriem inspecturis & audituris, salutem & gratiam in Domino cum abundantia tranquillitatis, & Pacis. Notum facimus, & cunctis fieri volumus manifestum, quòd cum æternâ providente clementiâ, multis jam evolutis annorum curriculis inter præclaræ memoriæ defunctos Reges, Carolum quondam Franciæ, & Henricum quoque Castellæ & Legionis, proavum nostrum, quorum gesta mirifica per universa mundi climata solemniter divulgantur; certæ Confœderationes, Pactiones, Ligæ, Conventiones, & Amicitiæ initæ, conceptæ, & ordinatæ fuerint, & firmatæ; & postmodum per Serenissimum ac Christianissimum Principem Carolum, Regem Franciæ modernum præcarissimum Fratrem nostrum, pro ipso, & primogenito, vel primo Regni sui hærede ex parte una; & tàm per inclitæ recordationis Serenissimum Joannem avum, quàm Henricum genitorem nostros, Reges Castellæ, pro ipso genitore nostro, & nobis ex parte altera, approbatæ, confirmatæ, renovatæ, & roboratæ, sicut per eorum Litteras patentes, & autenticas, suis magnis sigillis debitè communitas, potest luculentius apparere. Quarum siquidem Litterarum originalia in Archivis utriusque Partis non immeritò debitè conservantur, ipsarumque tenores hîc haberi volumus pro expressis & insertis.

Nos revolventes animo quàm laudabile, quàm salubre, quamque dulce semper extitit in unitatis amore vinculum caritatis observare, quæ suæ virtutis efficacia Ecclesiæ membra fortiter ligat ad invicem, & cum Christo, nec permittit eos, quos perfectè simul junxit, ab invicem separari, neque Consilium & auxilium sibi mutuò denegari, cum pœnis omnia facit esse communia, & insuper operatur in ipsis indemnitatem voluntatum; nostræque considerationis aciem diligenter ad utilitates innumeras; & innumerabilia beneficia, quæ elapsis temporibus, Regibus, & regnicolis utriusque Regnorum ex Amicitiis hujusmodi pervenerunt, cupientes & desiderabiliter affectantes memoratam suæ caritatis unionem, quæ tandem permansit illibata, non diminutionem nostris temporibus recipere, sed crescere semper, & proficere potius in augmentum, omnemque cujuslibet occasionis amputamus materiam, quæ tàm ex verborum, quàm sententiarum dictarum Literarum antiquarum obscuritate, ambiguitate, aut forsan inæqualitate, vel alio quovismodo causam afferre posset dissensionis, altercationis, seu contentionis in futurum, constet in nostræ Majestatis præsentia, necnon præclarissimæ genitricis nostræ Catharinæ Reginæ, & illustris patrui nostri Ferdinandi, Infantis Castellæ, gerentium ad præsens nostri, Regnorumque nostrorum Regimen, curam, atque tutelam, Ambassiatoribus, Procuratoribus & Nunciis prædicti Carissimi germani nostri, Regis Franciæ, ad nos propter hoc specialiter destinatis, videlicet Reverendo Patre Domino Giraldo, Dei gratiâ Episcopo Sancti Flori, necnon Domino Robino de Bracquemont, Domino de Tudevilla, Milite, & Magistro Joanne Huonis, Archidiacono Alvaravensi, ipsisque virtute potestatis eis retributæ per Literas præfati germani, seu Regis Franciæ, suo majori sigillo roboratas, quarum tenor inferiùs inseretur, nomine præfati nostri germani, & pro eo, proque filio suo unigenito nato, vel nascituro, aut primo Regni sui Hærede, ac pro Regno, Terris, Dominiis, Subditis, & Adhærentibus suis, & aliis omnibus & singulis, quorum interest, vel interesse poterit quomodolibet in futurum, recipientibus, acceptantibus, & solenniter stipulantibus, Confœderationes, Tractatus, Compositiones, Pactiones, Ligas, & Amicitias, tàm ex nostra certa scientia, quàm de prædictorum genitricis & patrui, Tutorum nostrorum, necnon aliorum Prælatorum, Baronum, Magnatum, & peritorum Regni & Consilii nostri, propter hoc specialiter & personaliter vocatorum, consilio, & voluntate, pariter & assensu, tractamus, facimus, inimus, & firmamus sub forma, & modo infra scriptis. Anno 1478.

Primò videlicet, quòd nos Joannes Rex Castellæ & Legionis prædictus, filiusque noster primogenitus nasciturus, sive primus Regnorum nostrorum Hæres, Regna nostra, Dominia, & Subditi nostri, sumus ex nunc, & erimus de cœtero unà cum dicto Carolo Francorum Rege, Fratre nostro carissimo, filioque primogenito nato, vel nascituro, seu primo Regni sui Hærede, Regno, Terris, Patriis, Dominiis, & Subditis suis, boni, veri, fideles, Confœderati & adhærentes Amici, tanquam vero Fratri nostro naturali, & Germano, tali modo videlicet, quòd nos, & filius noster primogenitus nasciturus, seu primus Regnorum nostrorum Hæres, damnum, vituperium, aut dedecus dicti Fratris nostri carissimi Regis Francorum, filii primogeniti nati, aut nascituri, seu primi Regni sui Hæredis, Regni, Terrarum, Patriarum, Dominiorum, & Subditorum suorum non procurabimus ullo modo; nec cuiquam personæ viventi cujuscumque status, conditionis, præeminentiæ, aut dignitatis existat, etsi persona fuerit regalis, aut alia quævis, quæ dicto Fratri nostro carissimo Regi Francorum, filio primogenito nato, aut nascituro, seu primo Regni sui Hæredi, Regno, Terris, Patriis, & Dominiis, ac Subditis suis, Guerram, damnum, vituperium, detrimentum, aut dedecus facere & perpetrare voluerit, aut inferre, consilium, auxilium præstabimus, & favorem. Quæ quidem Ligæ, Confœderationes, Pacta, Amicitiæ, Tractatus, suprà & infrà scripta durabunt quoad vitam Fratris nostri carissimi Regis Franciæ, filii primogeniti nati, aut nascituri, & primi Regni sui Hæredis, nostrique Regis Castellæ & Legionis præfati, filii primogeniti nati, aut nascituri, sive primi Regnorum nostrorum Hæredis prædicti, & quandiu ipsi, & nos vitam duxerint, seu duxerimus in humanis.

Item prædictum Fratrem nostrum carissimum Regem Franciæ, filium primogenitum natum, aut nasciturum, sive primum Regni sui Hæredem, tàm per Mare, quàm per Terram, contra quascumque personas, quæ possunt vivere, sive mori, cujuscumque status, conditionis, præeminentiæ, aut dignitatis existant, etiamsi persona fuerit regalis, aut alia quævis, quæ dicto Fratri nostro carissimo Regi Franciæ, filio primogenito nato, vel nascituro, sive primo Regni Hæredi, Regno, Terris, Patriis, Dominiis, & Subditis suis, Guerram, damnum, vituperium, detrimentum aut dedecus facere & perpetrare voluerint, aut inferre, bonâ fide juvabimus, & juvare tenebimur absque fraude; nosque Guerram dicti Fratris nostri carissimi Regis Francorum, filii primogeniti nati, aut nascituri, seu primi Regni sui Hæredis, in nos, & nostram personam tanquam propriam nostram recipimus, & ut caput Guerræ tenebimur, ac in Regnis, & Dominiis nostris tanquam in nostram propriam, cum per Literas patentes sigillo dicti Regis Franciæ Fratris nostri carissimi, aut filii sui primogeniti nati, aut nascituri, seu primi Regni sui Hæredis, certificati fuerimus quòd Guerra fuerit aperta, & in Regno Franciæ præconisata inter eumdem Regem Franciæ, aut suum primogenitum natum, aut nasciturum, sive primum Regni sui Hæredem ex una parte, & Regem Angliæ, seu quemcumque alium ex parte alia, intra decem dies à die certificationis prædictæ nobis factæ, facere præconisari jubere tenebimur; sic tamen quòd si dictus Frater noster carissimus Rex Franciæ, filiusque primogenitus natus, aut nasciturus, seu primus Regni sui Hæres, sive alter eorumdem, nos, aut primogenitum nostrum natum, aut nasciturum, seu primum nostrorum Regnorum Hæredem requisierint, super eos, aut eorum alterum fuerimus de juvamine Subditorum nostrorum armatorum, seu Galearum, aut aliorum Navigiorum ad opus dictæ Guerræ subvenire requisiti, nos, primogenitus noster natus, aut nasciturus, seu primus nostrorum Regnorum Hæres, hoc facere, Galeasque, aut alia Navigia, & Gentes armorum tàm per Terram, quàm per Mare, ad servitium & juvamen dicti Fratris nostri carissimi Regis Franciæ, filii primogeniti nati, aut nascituri, & primi Regni sui Hæredis, prædictorum tamen ejus, vel eorum sumptibus aut expensis, fideliter & efficaciter, omni fraude cessante, mittere tenebimur; jurabuntque Capitanei armatorum hujusmodi tam per Terram, quàm per Mare, sint Admiraldi vel alii quicumque, facere solemne juramentum coram personâ, vel personis, per dicrum

Anno 1478. tum Fratrem nostrum ad hæc deputatâ, vel deputatis, quòd ambarum partium honorem, & utilitatem, & commodum diligenter conservabunt, ac totis viribus fideliter procurabunt. Anno 1478.

Item. Poterunt Vassalli, & Subditi nostri liberè, & absque offensâ qualibet per eos incurrendâ ad servitium & juvamen dicti Fratris nostri carissimi, filii primogeniti nati, & nascituri, seu primi Regni sui Hæredis, tàm per Terram quàm per Mare, ad opus dictæ Guerræ, nostra tamen, & Regnorum nostrorum, Dominiorumque necessitate cessante, quoties ei placuerit, sic transferre.

Item. Guerra nomine Fratris nostri carissimi Regis Francorum prædicti, filiique primogeniti nati, aut nascituri, sive primi Regni nostri Hæredis, contra quemcunque incepta, sive incipienda, nos, primogenitus noster natus, aut nasciturus, aut Regnorum nostrorum Hæres primus cum parte adversa Pactum, Tractatum, Accordatum, Treugam, seu Pacem facere, tractare, accordare absque consensu & voluntate expressa prædicti Fratris nostris carissimi, seu primogeniti nati, aut nascituri, sive primi Regni sui Heredis, firmare non poterimus, sive poterit quomodolibet, aut inire; poterit tamen prædictus Germanus noster, primogenitus natus, aut nasciturus, sive primus Regni sui Hæres, causis exigensibus, Treugas particulares ad annum, vel ad aliud tempus brevius & tractare, & inire, si, & quando sibi videbitur expedire; proviso quòd dictas Treugas particulares nobis, aut primogenito nascituro, vel Hæredi nostro significare teneatur, & quòd in eisdem nos, primogenitus noster nasciturus, vel Hæres, cum Patriis & Subjectis nostris comprehendamur, si nobis placuerit comprehendi, & quòd prædictæ Treugæ particulares unius anni, vel temporis brevioris, nequeant ulterius & longiùs sine expresso consensu nostro, primogeniti nascituri, aut primi Regnorum nostrorum Hæredis, prorogari, vel extendi, cessantibus in præmissis & ceteris omni fraude atque dolo.

Item. Castra, Civitates, Villæ, Forralitia, sive Loca, quæ & quas nos, primogenitus, aut Hæres, sive gentes nostræ, tam in Regno & Terra Angliæ, & Ducatu Aquitaniæ, quàm in aliis Terris, & Dominiis, contra quæ, & quas, dictus Frater noster, primogenitus natus aut nasciturus, sive primus Regni sui Hæres, Guerram inceptam habuerit, vel inceperit, acquisiverimus, acquisiverit, aut occupaverit per Mare, aut per Terram, dicto carissimo Fratri nostro Regi Franciæ, ejusque primogenito nato, aut nascituro, sive primo Regni sui Hæredi, seu suo certo Nuncio aut mandato, nos, & gentes nostræ prædictæ, & filius noster primogenitus nasciturus, sive primus Hæres Regnorum nostrorum, liberè dare, & restituere tenebimur, ac etiam tenebuntur; bona tamen mobilia capta, vel occupata efficientur capienti, & eidem concedentur secundum morem & consuetudinem Regnorum Franciæ & Castellæ prædictorum.

Item. Volumus quòd, si Rex Angliæ, aut suus primogenitus, seu quicumque Regni sui Hæres, vel Ducatus Aquitaniæ, aut aliquis alius de sanguine regali Angliæ, fuerit captus per nos, primogenitum nasciturum, aut primum Regnorum nostrorum Hæredem, sive per gentes nostras, tam per Mare quàm per Terram, vel quicumque alius Rex, Dux, sive Comes, contra quem principaliter dictus Frater noster Rex Franciæ, ejusque primogenitus natus, vel nasciturus, sive primus Regni sui Hæres, Guerram inceptam habuerit, vel inceperit, ad arbitrium, voluntatem, & ordinationem dicti Fratris nostri carissimi Regis Franciæ, vel ejus primogeniti nati, vel nascituri, sive primi Regni sui Hæredis, nostrique, vel primogeniti nostri nascituri, aut primi Regnorum nostrorum Hæredis, teneatur captus, & captivus insimulque poterimus unà cum dicto Fratre nostro carissimo, super expeditione dicti capti, vel captivi, prout ambarum Partium placuerit voluntati: quicumque verò alius à prædictis captus, sive captivus extiterit, consentimus, & volumus quòd sit efficaciter capienti, & eidem concedatur; super quibus & eorum quolibet, tàm super Guerram, utilitatem & commodum dicti Fratris nostri carissimi Regis Franciæ, filii primogeniti nati, aut nascituri, sive primi Regni sui Hæredis, Regni, Terrarum, & Subditorum suorum concernentium, nos, aut primogenitus noster nasciturus, sive Regnorum nostrorum primus Hæres, relationi simplici, & assertioni prædictum Fratrem nostrum Regem Franciæ, primogenitum Natum, sive nasciturum, seu primum Regni sui Hæredem, sive Litteris suis super hæc, aut suo certo nuncio ad hæc specialem potestatem habenti, nobis aut primogenito nostro nascituro, seu primo Regnorum nostrorum Hæredi, factis absque alia probatione, seu informatione quacumque per dictum Fratrem nostrum carissimum Regem Franciæ, aut primogenitum natum, vel nasciturum, sive primum Regni sui Hæredem, faciendo fidem indubiam tenebimur, & tenebitur adhibere, intimatione, prout prædicitur, nobis factâ, nos, & primogenitus nasciturus, aut primus Regnorum nostrorum Hæres, prædictum Fratrem nostrum carissimum Regem Franciæ, primogenitum suum natum, aut nasciturum, seu primum Regni sui Hæredem, de facto tenebuntur, & tenebitur utiliter adjuvare: sane à Ligis, Confœderationibus, Pactis, Conventionibus, & Tractatibus prædictis, excipimus, & excipi volumus personam Sanctissimi in Christo Patris Romani Pontificis, necnon similiter Regem Aragonum, & filium suum primogenitum, qui nunc sunt; dum tamen idem Rex Aragonum, & filius suus primogenitus eorum, vel alter, contra dictum Fratrem nostrum carissimum Regem Franciæ, primogenitum suum natum, vel nasciturum, seu primum Regni sui Hæredem, Regnum, Terras, Dominia, & Subditos suos, sive nos, primogenitum nasciturum, aut primum Regnorum nostrorum Hæredem, Regna, Terras, Dominia, & Subditos nostros, Guerram, damnum, vituperium, & dedecus sive detrimentum non faciant, inferant, aut procurent, faciat, inferat, aut procuret, sive fieri, inferri aut procurari faciant per alium quovismodo. Quod si, quod absit, idem Rex Aragonum, aut suus primogenitus, contrarium faciant, cessabit prædicta exceptio, & nos, primogenitus noster nasciturus; aut primus Regnorum nostrorum Hæres cum dicto Fratre nostro carissimo Rege Franciæ, ejusque primogenito nato, vel nascituro, seu primo Regni sui Hærede, erimus, prout sumus, unanimiter Confœderati contra Regem Aragonum, & suum primogenitum prælibatum.

Quæ omnia prædicta, & singula nos prædictus Rex Joannes, sanâ & provisâ deliberatione Consilii super hæc habitâ pro nobis, primogenito nascituro, aut primo Regnorum nostrorum Hærede, Regnis, Terris, Dominiis, & Subditis nostris promisimus & juravimus in animam nostram, promiserunt, & juraverunt prænominati Genitrix & Patruus, nostri tutelæque nostræ nomine, super imaginem & memoriam Domini nostri Jesu Christi crucifixi, Evangeliaque sua sancta per nos, & ipsos, corporaliter tactas, & tacta, promittimusque Regio verbo, & bonâ fide, fidemque & homaginim ei præfato Serenissimo Fratri nostro carissimo Carolo, Francorum Regi, primogenito nato, aut nascituro, seu primo Regni sui Hæredi præstando facere & tenere, & de puncto ad punctum, fraude & malo ingenio cessantibus quibuscumque, adimplere, & inviolabiliter observare, & hoc sub hipoteca & obligatione omnium bonorum nostrorum, Hæredum, & Successorum nostrorum præsentium & futurorum, necnon & sub pœna perjurii, quam Rex potest incurrere tali casu, insuper sub pœna centum millium marcarum auri; in quibus obligationibus & pœnis nos dictus Rex Castellæ & Legionis, interveniente dictorum Tutorum nostrorum auctoritate & consensu, Regna, & omnia bona nostra, Hæredum & Successorum nostrorum, dicto Fratri nostro carissimo Regi Franciæ, ejusque primogenito nato, vel nascituro, seu primo Regni sui Hæredi, applicandi tanquam pro judicato, condemnato, & confessato, & in ipsas pœnas, & contra prædicta, nos, aut primogenitus noster nasciturus, sive primus Regnorum nostrorum Hæres, fecerimus, aut fecerit, confitemur, nos & primogenitum nostrum nasciturum, primumque Regnorum nostrorum Hæredem, & tam de jure quàm de facto adjudicamus totaliter incidisse, & nos, ipsis de auctoritate & consensu prædictis, primogenitum nasciturum, primumque Regnorum nostrorum Hæredem & Successorem, & Regna, Dominia, Terras, & bona nostra, & Hæredum & Successorum nostrorum, præsentia & futura, pro præmissis firmiter adimplendis supponimus & supposuimus cohertioni & compulsioni Cameræ Sedis Apostolicæ, volumusque & consentimus quòd ad majorem firmitatem prædictorum omnium & singulorum Litteras Apostolicas super ipsis fortiores & meliores dicto sapientum, substantiâ non mutatâ, nos, & dictus primogenitus nascitutus, aut primus Regnorum nostrorum Hæres, dicto Fratri nostro carissimo Regi Franciæ, ejusque primogenito nato, aut nascituro, primoque Hæredi Regni sui, facere & concedere tenemur, ac etiam tenentur, quoties per dictum Regem Franciæ Fratrem nostrum carissimum, seu primogenitum natum, aut nasciturum, sive primum Hæredem Regni sui, nos, aut primogenitus noster nasciturus, seu primus Regnorum nostrorum Hæres, fuerimus, aut fuerint requisiti.

Cætera

ANNO 1478.

Cætera verò alia omnia & singula inter utriusque nostrûm prædecessores, ipsumque Fratrem nostrum carissimum Francorum Regem, & nostros progenitores hactenus hinc inde per quæcumque Instrumenta, Litteras, & Tractatus publicos, vel privatos, conjunctim vel divisim, qualitercumque inita, firmata, ratificata, seu declarata, etiamsi juramentis, seu commissionibus sint vallata, quæ his in Tractatibus non sunt inserta, volumus deinceps esse nulla, irrita, & cassata, & cassamus, irritamus, revocamus, & penitus annullamus.

In quorum omnium fidem & Testimonium præsentes Litteras sigilli nostri munimine, necnon ad amplioris certitudinis firmitatem, præfatorum Genetricis & Patrui nominum subscriptione, sigillisque, unà cum signo Notarii publici fecimus & jussimus communiri. Datum in Valleoliti, die septima mensis Decembris, Anno Domini millesimo quadringentesimo-octavo.

NOs verò supranominati, Alvarus Conestabilis, Joannes Archiepiscopus, Rodericus, Comes de Benavento, præfati Christianissimi & Serenissimi Principis & Domini nostri, Domini Joannis, Regis Castellæ & Legionis moderni, Consiliarii & Procuratores &c. sperantes prædictas Ligas, Confœderationes, Amicitias, Compositiones, Conventiones, Tractatus, & Promissiones inter dictum Dominum Regem Castellæ & Legionis modernum, Serenissimum Dominum, Dominum Carolum Francorum Regem modernum, pro se, & pro suo primogenito, vel Hærede, Regnis, & Terris, & Subditis suis, ex altera partibus, sicut præmittitur, initas, conceptas, ac firmatas fore & futuras ad Dei laudem, malorumque exterminium, & utriusque prædictorum Regum ac Regnorum, rei publicæ prosperum incrementum, præsentibus unà & pariter convenientibus, videlicet ex una parte nobis pro dicto Domino nostro Rege Castellæ & Legionis, & ex alia Reverendissimo in Christo Patre & Domino, Domino Dionisio, Archiepiscopo Tholosano, necnon nobili & spectabili Domino Joanne de Bonay, Milite, Senescallo Tholosæ, Consiliariis, ac Herveo de Fresnoy, Secretario, Ambassiatoribus & Nunciis ac Procuratoribus dicti Domini Francorum Regis moderni, pro & ad hoc specialiter constitutis & ordinatis per Litteras ipsius Domini Regis Francorum moderni, vice & nomine dicti Domini Regis Francorum moderni, & pro eo, proque suo primogenito nato, vel nascituro, aut primo Regni sui Hærede, ac pro Regno, Terris, Dominiis, Subditis, & Adhærentibus suis, aliisque omnibus & singulis, quorum interest, aut interesse poterit quomodolibet in futurum, recipientes, acceptantes, & solemniter stipulantes virtute Potestatis nobis, ut prædictum est, attributæ, & concessæ per dictum Dominum nostrum Regem Castellæ & Legionis, vice & nomine ejus, & pro eo, proque ejus filio primogenito nato, seu nascituro, aut primo Regnorum suorum Hærede, ac pro Regnis, Terris, Dominiis, Subditis, & Adhærentibus suis, cæterisque omnibus & singulis, quorum interest, vel interesse poterit quomodolibet in futurum, Confœderationes, Tractatus, Compositiones, Pactiones, Ligas & Amicitias, ac omnia & singula in prædictis, & circa prædicta per dictum Dominum nostrum Regem Castellæ & Legionis modernum, per ejusque supradictos Tutores ejus nomine & vice, unà cum dicto Domino defuncto Carolo sexto, tunc Rege Francorum, genitore dicti Domini Regis Francorum moderni, cum supradictis Ambassiatoribus suis, ejus vice & nomine, ut præmittitur, acta, gesta, habita & conventa, prout in superius insertis Litteris suis contenta & expressata sunt, laudamus, ratificamus, approbamus, inimus, facimus & firmamus sub pœnis, formâ, modis, obligationibus, & qualitatibus suprà scriptis, pro dicto Domino nostro Rege Castellæ & Legionis moderno, proque primogenito suo nascituro, aut primo Regnorum suorum Hærede, Terris, Regnis, Dominiis, Subditis, & Adhærentibus suis, & omnibus aliis quorum interest, & interesse poterit in futurum, unà cum dictis Consiliariis, Ambassiatoribus, Procuratoribus dicti Domini nostri Regis Francorum, ejus vice & nomine agentibus, & pro eo, & filio suo primogenito nato, aut nascituro, aut Regnorum suorum Hærede, proque Regnis, Terris, Dominiis, Subditis, & Adhærentibus suis, & aliis omnibus quorum interest, aut interesse poterit quomodolibet in futurum, similes & conformes pactiones, conventiones, obligationes, & submissiones consentientibus, facientibus, nobis stipulantibus & recipientibus pro & vice dicti Domini nostri Regis Castellæ & Legionis, ejusque primogeniti nati, aut nascituri, aut primi Regnorum suorum Hæredis, ac pro Regnis, Terris, Dominiis, Subditis, Adhærentibus, & aliis supradictis, prout continentur in eorum Litteris consimilibus & conformibus istis, quas nobis tradiderunt. Verumtamen non intendimus in præmissis comprehendi clausulam contentam in superius insertis Litteris, facientem mentionem inclitæ memoriæ defuncti Domini Martini, tunc Regis Aragonum, & sui primogeniti, qui tunc erant, sed hinc inde tolli & abjici, & pro nulla haberi, cum etiam sit supervacua; quia ipse Martinus, & ejus filius, ab hoc seculo dudum, sicut Domino placuit, migraverunt. Promittimus insuper, & juramus in animam dicti Domini nostri Regis Castellæ & Legionis, super imaginem & repræsentationem Crucifixi Domini nostri Jesû Christi, ac sua Sancta Evangelia per nos corporaliter tactam & tacta, bona fide, cessantibusque fraude & malo ingenio quibuscumque, omnia & singula præmissa, prout, & quemadmodum per nos, quibus suprà vice & nomine, firmata, gesta & facta sunt, teneri & tenenda, ac de puncto ad punctum adimpleri, & adimplenda, & inviolabiliter observari & observanda per dictum Dominum Regem Castellæ & Legionis, pro se, & pro suo primogenito nato, vel nascituro, aut primo Regnorum suorum Hærede, ac Regnis, Terris, & Dominiis, Subditis, & Adhærentibus suis, ac etiam per eum, & per ejus patentes Litteras suprà & infrà scriptas, ac acceptandum, approbandum, & confirmandum, essque Litteras dandum & tradendum dicto Domino nostro Regi Francorum, quamprimum per ejusdem Domini Regis Francorum Literas aut Nuncios requiretur, similes seu conformes, ac ejusdem virtutis & efficaciæ Litteras dicti Domini Francorum Regis, recipientes, & hæc sub hipoteca & obligatione omnium bonorum, Heredumque, & Successorum suorum præsentium & futurorum, necnon sub pœna perjurii, quam Rex potest incurrere tali casu, ac etiam sub pœna centum millium marcarum auri, in quibus obligationibus, & pœnis, nos eumdem Dominum nostrum Castellæ & Legionis Regem, sua Regna, pariter & sua suorumque Hæredum & Successorum bona quæcunque eisdem Domino Regi Francorum, ejusque primogenito nato, seu nascituro, aut primo Regni sui Hæredi, & erga eum tanquam pro confessato, judicato, & condemnato, teneri, & ipsas pœnas, si contra prædicta idem Dominus noster Rex Castellæ & Legionis, aut primogenitus suus natus, aut nasciturus, sive primus Regnorum suorum Hæres, fecerit, aut fecerint, confitemur ipsum Dominum nostrum Castellæ & Legionis Regem, primogenitumque suum natum, aut nasciturum, sive primum Regnorum suorum Hæredem, incurrisse, & tam de jure quàm de facto adjudicamus totaliter incidisse, & ipsum, primogenitumque suum natum, vel nasciturum, sive primum Regnorum suorum Hæredem, & Successores suos, ejusque Regnum, Dominia, Terra, & Bona, ac Hæredum & Successorum suorum, præsentia & futura, pro præmissis firmiter adimplendis, supposuimus & supponimus cohertioni & compulsioni Cameræ Sedis Apostolicæ, volumusque & consentimus, quòd ad majorem firmitatem prædictorum omnium & singulorum, Litteras Apostolicas super ipsis fortiores & meliores dicto sapientum, substantiâ non mutatâ, idem Dominus noster Rex Castellæ & Legionis, seu primogenitus suus natus, aut nasciturus, sive primus Regnorum suorum Hæres, dicto Domino Regi Franciæ, ejusque primogenito nato, aut nascituro, sive primo Regni sui Hæredi, facere, dare, & concedere teneatur, ac etiam teneantur, quoties per ipsum Dominum Francorum Regem, vel ejus primogenitum natum, seu nasciturum, aut primum Regni sui Hæredem, idem Dominus noster Rex Castellæ & Legionis, aut primogenitus suus natus, seu nasciturus, sive primus Regnorum suorum Hæres, fuerit aut fuerint requisiti.

In quorum omnium robur, & Testimonium præsentibus Litteris nomina nostra propriis manibus subscripsimus, & sigilla nostra fecimus apponi unà cum signo & subscriptione Notarii publici infrà scripti. Datum, & actum in Oppido de Majorito Toletanæ Diœcesis, vicesima nona die Januarii à Nativitate Domini, secundum morem Ecclesiæ Hispaniæ, millesimo quadringentesimo tricesimo quinto, *Yo el Conestable*, Joannes Hispalensis, Electus Ecclesiæ Toletanæ, *el Conde*.

ET ego Ferdinandus Diaz de Tolero, Decretorum Doctor, publicus autoritate Apostolica Notarius, ac

Anno 1478.

ac dicti Serenissimi Domini nostri Castellæ & Legionis Regis, Auditor, Referendarius, atque Secretarius, præmissis omnibus & singulis, dum sic, ut præmittitur, agerentur & fierent, unà cum infra scriptis Testibus ad hæc vocatis specialiter & rogatis, videlicet Egregiis & Spectabilibus Viris, Patrono, Comite de Berlua, Roderico Didaci de Mendoça, Majordomo, Petro Alvari de Ausolio, Custode Majori, Petro Manne, præfati Serenissimi Domini nostri Regis Consiliariis; ac Nobilibus, Bartholomeo de Montesquieri, Milite, Joanne de la Briogua, Armigero, Petro Norma, Presbytero Tholosanæ, Remensis, Cenomanensis, & Senonensis Diœcesis, interfui, eaque sic fieri vidi & audivi, & jussu mandatoque dictorum Dominorum Conestabularii, Archiepiscopi Hispalensis, ac Comitis de Benavento, præfati Serenissimi ac Christianissimi Domini nostri Regis Castellæ & Legionis Procuratorum, hoc præsens publicum Instrumentum, me aliis arduis occupato negotiis, per alium scribi feci, & in hanc publicam formam redigi, signoque meo, unà cum nominibus, & sigillorum appensione ipsorum dicti Domini nostri Regis Procuratorum, solito signavi rogatus, pariter & requisitus, in fidem & Testimonium omnium & singulorum præmissorum; Fernandus Doctor Referendarius, Notarius Apostolicus.

Notum facimus, quòd nos Joannes Rex Castellæ & Legionis præfatus, cupiens condecenter, aspirante Deo, consolidare tam sinceram inter utrumque Regem, utrumque Dominum, & utraque Regna, Ditiones & Gentes, Conventionem, quæ sua vetustate pariter & integritate meruit conservari, grandique sedulitate foveri, Confœderationes, Ligas, Amicitias, Compositiones, Pacta, Conventiones, Promissiones, Obligationes, ac quæcumque alia in superius insertis Litteris contenta, per prædictos hinc inde Procuratores acta, gesta, habita, concordata & passata; quæ omnia & singula perspicaciter intuentes, nos ipsi firmiter intelligimus & comprehendimus de nostra certa scientia, & ex nostri Magni Consilii, Prælatorum, Baronum, Magnatum, peritorumque & proborum Regnorum nostrorum ingenti copia referti, matura & diu digesta deliberatione pro nobis, & primogenito nostro nato, vel nascituro, sive Regnorum nostrorum Hærede, Regnis & Terris, Subditis, Ditionibus, Dominiis, & Adhærentibus nostris, ac omnibus aliis quorum interest, & interesse poterit, prout & quemadmodum superius inserta sunt, laudamus, ratificamus, approbamus, acceptamus, & confirmamus, iterumque, ac de novo, quatenus opus est, facimus & promittimus per præsentes. Quæ quidem omnia & singula cum suis dependentiis, emergentibus, & connexis, ad hæc præsentibus in infrà scriptis Litteris nominatis Ambassiatoribus præfatis, Fratri nostro Regi Francorum, pro ipso Fratre nostro, proque suo primogenito nato, vel nascituro, aut primo Hærede Regni sui, ac pro Regno, Subditis, Terris, Ditionibus, Dominiis, & Adhærentibus suis, ac omnibus aliis quorum interest, aut interesse poterit, recipientes & acceptantes, præpositis nobis, tactisque corporaliter per nos Sacrosanctis Dei Evangeliis, præmissoque venerabili signo Crucis Dominicæ, semper & omni tempore, custodire & custodiri, manutenere & manuteneri, ac inviolabiliter de puncto in punctum observare & observari facere, neque unquam per nos, vel alium, seu alios, publicè vel occultè, aut alio quovismodo, aliqua ratione, causa, vel occasione contra facere, aut venire polliciti sumus, ac pollicemur, promittimusque & promisimus, juravimus etiam & juramus, & solemniter expromisimus & fecimus, expromittimus & facimus Sacramentum in verbo Regio, & per animam nostram, fidem, & homagium præfato Fratri nostro Regi Francorum moderno dicto, vel primogenito, vel Hæredi suo præstandum, & sub pœnis perjurii, quas Rex potest incurrere, & etiam centum millium marcarum auri, & generaliter sub omnibus aliis & singulis pœnis, obligationibus, & submissionibus latiùs contentis in superiùs insertis Litteris; pro quibus omnibus & eorum singulis firmiter & inviolabiliter tenendis & adimplendis obligamus, hipotecamus, & supponimus Regna & bona nostra, ac Hæredum nostrorum quorumcumque.

In quorum omnium Testimonium præsentes nostras Litteras, per Secretarium nostrum infra scriptum fieri, & publicari mandavimus, ac nostris, sigillique Regii majoris nostri plumbei munimine roborari, Consiliariis nostris, videlicet, nobili & fideli nostro Alvaro de Luna Conestabulario Castellæ, ac Sancti Stephani Comite, Reverendisque in Christo Patribus Joanne, Archiepiscopo Hispalensi, Ecclesiæ Toletanæ Electo confirmato, ac Petro Episcopo Exoniensi avunculo, & Nobilibus Roderico Didaci de Mendoça, Majordomo, Fernando Luppi de Saldona, Majori nostro Rationario, Doctore, Petro Joannis, & pluribus aliis præsentibus, ad hæc vocatis specialiter & rogatis. Datum in Oppido de Majorito, Anno à Nativitate Domini millesimo quadringentesimo tricesimo-quinto, more Hispanico, & Regnorum nostrorum vicesimo-nono, die verò ultima Januarii.

NOs itaque Erricus & Joannes, Marchiones præfati, Consiliarii & Procuratores prædicti, sufficienti ad hoc facultate & autoritate suffulti, convenientes vice & nomine memorati Serenissimi Principis Domini, Domini Henrici Castellæ & Legionis Regis, pro ipso, ac primogenito suo nascituro, seu primo Regnorum suorum Hærede, ac pro Regnis, Terris, Dominiis, Subditis, & Adhærentibus suis, aliisque omnibus & singulis quorum interest, vel interesse poterit quomodolibet in futurum, unà cum Reverendissimo in Christo Patre, ac Spectabilibus & Nobilibus Viris Dominis, Joanne miseratione divinâ Archiepiscopo Turonensi, Geraldo le Boursier, Magistro Requestarum Ordinario Hospitii, Guillermo de Stagno, Milite, Domino locorum de Vervins, de Valle, & Lugarda, Senescallo Ruthenensi & Cambellano, Errico de Arceo, Scutifero, Bursario, Hispaniæ, Consiliariis Illustrissimi ac Christianissimi Principis & Domini, Domini Caroli, Dei gratiâ Francorum Regis; & Nicolao de Brolio, Notario & Secretario ejusdem Principis, Ambassiatoribusque, Oratoribus & Nunciis suis apud præfatum Serenissimum Principem Regem Castellæ & Legionis, ad hæc specialiter & expressè destinatis, & plenam potestatem habentibus, prout per Litteras utriusque Regis inferiùs inserendas luculenter apparebit, recipientibus, acceptantibus, & solemniter stipulantibus pro eodem Christianissimo Rege Domino Carolo, & pro suo primogenito nato, vel nascituro, aut primo Regni sui Hærede, necnon pro Regno, Terris, Dominiis, Subditis, & Adhærentibus, aliisque omnibus & singulis quorum interest, vel interesse poterit quomodolibet in futurum, Confœderationes, Tractatus, Compositiones, Pactiones, Ligas, Fraternitates, Amicitias, & omnia & singula in præmissis Litteris contenta & expressata, virtute Potestatis nobis attributæ & concessæ, laudamus, ratificamus, approbamus, acceptamus, & validamus, iterumque & de novo tractamus, inimus, facimus, & firmamus sub pœnis, forma, modis, obligationibus, qualitatibus, submissionibus, clausulis, ac omnibus aliis suprà scriptis. Promittimus insuper bona fide, cessantibus fraude & malo ingenio quibuscumque: pollicemur & juramus super imaginem & repræsentationem Crucifixi Domini nostri Jesu Christi, ac Sancta Evangelia per nos corporaliter tacta, & in animam dicti nostri Regis Castellæ & Legionis, & sub hipoteca & obligatione omnium bonorum Hæredumque, ac Successorum, præsentium & futurorum, necnon & sub pœna perjurii, quam Rex incurrere potest tali casu, & centum millium marcarum auri, omnia & singula præmissa, prout & quemadmodum per nos, quibus supra vice & nomine, firmata, inita, facta & tractata sunt, teneri & tenenda, ac de puncto in punctum adimpleri & adimplenda, atque inviolabiliter observari & observanda per dictum Dominum nostrum Regem Castellæ & Legionis, pro se, & primogenito suo nascituro, aut primo Regnorum suorum Hærede, ac Regnis, Terris, Dominiis, Subditis, & Adhærentibus suis, ac etiam per eum, & per ejus Patentes Litteras acceptanda, approbanda, & confirmanda, & eas Litteras dandas & tradendas dicto Domino nostro Francorum Regi, quamprimùm per suæ Serenitatis Litteras aut Nuncios requiretur, similes aut conformes, ac ejusdem tenoris virtutis & efficaciæ, Litteras Serenitatis suæ recipiendo; ad quæ omnia adimplenda & observanda nos eumdem Dominum nostrum Regem Castellæ & Legionis, Regis pariter & sua, suorumque Hæredum & Successorum bona quæcumque eidem Domino Regi Francorum, ejusque primogenito nato, vel nascituro, aut primo Regni sui Hæredi, & erga eam tanquam pro judicato, confessato, & condemnato teneri, & in ipsas pœnas ipsum Dominum Regem Castellæ & Legionis, primogenitumque suum nasciturum, aut primum Regnorum suorum Hæredem, si contra prædicta fecerit, aut fecerint, confitemur incidisse, & tam de Jure quàm de facto adjudicamus totaliter incidisse, & ipsum primogenitum suum nasciturum, aut primum Regnorum suorum Hæredem, & Successores suos, ejusque Regna, Domi-

ANNO 1478.

Dominia, Terras, & bona, ac Hæredum & Successorum suorum, præsentia & futura pro præmissis firmiter adimplendis supposuimus & supponimus cohertioni & compulsioni Cameræ Apostolicæ, volumusque, & consentimus, quod ad majorem firmitatem prædictorum omnium & singulorum Litteras Apostolicas super ipsis fortiores & meliores dicto sapientum, substantiâ non mutata, idem Dominus noster Rex, seu primogenitus suus nasciturus, sive primus Regnorum suorum Hæres, dicto Domino Francorum Regi tradat, & tradant, quoties per ipsum fuerit requisitus, vel fuerint requisiti.

Tenor autem Facultatis, per dictum Christianissimum Principem Regem Francorum Ambassiatoribus suis supradictis concessæ, sequitur & est talis.

CAROLUS, Dei gratiâ Francorum Rex, universis præsentes Litteras inspecturis, Salutem. Solidius Regibus & Regnis esse comperimus stabilimentum, dum veris studiis diutissimè comprobatas amicitias confovere, & amplitudine cumulata factas adjungere studet accurata utriusque solicitudo; nam unica eorum potentia mutua vicissitudine solidata fortiùs resistit, & constantius perdurat. Considerantes igitur longas Amicitias, & intemeratas, Confœderationum & Ligarum nexas inter nostros, & Serenissimi Principis carissimi Fratris & Consanguinei nostri Henrici, Dei gratiâ Castellæ & Legionis Regis moderni, Prædecessores, & inter nos, & ipsum, ultra sanguinis affinitatem, qua invicem astringimur, ac etiam inter utramque Domum, utrumque Regnum, priscis temporibus hactenus inviolabiliter observare, fœlicem utrisque Domibus & Regnis valetudinem præbuisse, sic in adversis ut in prosperis, ut Fœdus nomine nostro tam celebriter initum & actum à nobis valida firmitudine corroboretur. Notum facimus, quòd nos confidentes de sapientia, fidelitate, peritia, probitate & solertia dilectorum & fidelium nostrorum Consiliariorum, Archiepiscopi Turonensis, & Giraldi le Boursier, Magistri Requestarum Ordinariarum Hospitii nostri, Guilloti de Stagno, Militis, Cambellani nostri, & Senescalli Ruthenensis, Ynigi Dareti, etiam Consiliarii nostri, necnon Magistri Nicolai de Brolio, Notarii & Secretarii nostri, quos destinamus ad præfatum Fratrem & Consanguineum, & Confœderatum nostrum Regem Castellæ & Legionis, eos ex nostra certa scientia, & matura nostri Consilii deliberatione constituimus, facimus, & ordinamus, per præsentes, Ambassiatores, Oratores, Procuratores, Tractatores, Nuncios generales & speciales, dantes eisdem, & eorum tribus, quorum dictus Archiepiscopus sit semper alter, plenam, generalem, & liberam potestatem, facultatem, autoritatem, & mandatum speciale, Amicitias, Confœderationes, & Ligas inter nostros, & Fratris nostri præfati Regis Castellæ & Legionis prædecessores, initas, & confirmatas vice & nomine nostri, & pro Nobis, Hæredibusque, & Successoribus nostris, ac Regno, Ditionibus, Subditis, Amicis, & benevolis nostris, nobis adhærentibus & adhæsuris, unà cum ipso Fratre nostro, pro se, & suis Hæredibus, Successoribus, Regnis, Dominiis, & Subditis, seu cum deputatis, aut deputandis, ab eo cum sufficienti ab ipso potestate, confirmandi, continuandi, tractandi, faciendi, & perficiendi, in perpetuum, vel ad certum tempus duraturas, sub antiquarum Confœderationum, vel sub alterius tenoris forma, prout ipsis Procuratoribus & Ambassiatoribus videbitur expedire, necnon declarandi, interpretandi, mutandi, adjiciendi, & diminuendi, si qua in dictarum Confœderationum Litteris, aut verbis ambigua, obscura, imperfecta, aut aliter mutanda videantur, jurandique in animam nostram, & in verbo Regio, pro nobisque promittendi prædicta omnia, & singula per eos tractata, concordata, & confirmata, per nos firmiter teneri, & inviolabiliter observari simileque juramentum, obligationes, & stipulationes, à prædicto Fratre nostro Rege Castellæ & Legionis, & à suis quorum intererit, requirendi, petendi, exigendi, & recipiendi; & insuper omnia alia, & singula exercendi, gerendi, disponendi, faciendi, & expediendi, quæ in præmissis, & circa ea fuerint necessaria, utilia, seu etiam opportuna, & quæ faceremus, disponeremus, seu facere & disponere possemus, si præsentes & personaliter interessemus, etiamsi talia essent, quæ mandatum specialius exigerent; promittentes etiam bona fide, & in verbo Regio, & sub obligatione bonorum nostrorum quorumcumque, pro nobis, Hæredibusque, Successoribus, ac Regno, Subditis, Amicis, & benevolis nostris nobis adhærentibus & adhæsuris, nos ratum, gratum, firmum, & stabile habere, & perpetuò habituros quidquid per dictos Ambassiatores & Procuratores nostros, vel per tres alios, quorum dictus Archiepiscopus semper alter sit, confirmatum, tractatum, continuatum, declaratum, interpretatum, mutatum, additum, diminutum, obligatum, juratum, promissum, actum, dictum, gestum, conclusum, dispositum, factumve fuerit in præmissis, & eorum quolibet, vel circa ea, una vice, aut iteratis & diversis, eaque omnia & singula irrefragabiliter observaturos, tenturos, expleturos, ac confirmaturos, etiam nostras Litteras super hoc, quotiescumque erimus requisiti sæpe dicto Fratri nostro daturos, ab eodem Fratre nostro conformes recipiendo. ANNO 1478.

In quorum omnium fidem & Testimonium præmissorum, sigillum nostrum Litteris præsentibus duximus apponendum. Datum Magduni supra Ebram, vicesima die mensis Januarii, Anno Domini 1454. & Regni nostri tricesimo tertio. *Per Regem in suo Consilio*, DE LA HERE.

Sequitur vero tenor Facultatis Henrici Regis Castellæ, &c.

HENRICUS, Dei gratiâ, Rex Castellæ & Legionis: Universis & singulis præsentes Litteras inspecturis, Salutem & gratiam in Domino. Cum mira illustratione reperiamus, longævam Amicitiæ copulationem grandes afferre quietudines hominibus, quorum animi in naturam piæ consuetudinis redacti, sanctam appetunt habere conciliationem, quam à principio pacti sunt, præsertim eorum Regum & Principum, qui mutuo affectu à consanguinitate laudabilem optant obtinere Fœderationem; & quia justum judicamus, & animo nostro admodum desiderabile est, quæ inter progenitores nostros recolendæ memoriæ, & Serenissimum Principem Regem Franciæ modernum, Fratrem Carissimum & Consanguineum nostrum, suosque progenitores, stabilita comperimus, ad perpetuam validamque Amicitiam concernentia, in robur firmitatis contrahere, necnon ipsorum progenitorum nostrorum vestigia prosequendo, adversa pariter & prospera utrorumque Regnorum, & Subditorum nostrorum in proprium reputare commodum & interesse.

Notum facimus, quòd nos confidentes de sufficientia, prudentia, magna fidelitate, ac probitate dilectorum nostrorum, strenuorumque Militum Errici Luppi de Mendoça, Marchionis de Santillana, Comitis del Real, & Joannis Pacheco, Marchionis de Villena, Majordomi nostri, ex certa scientia, maturaque Consilii nostri deliberatione, constituimus, facimus, & ordinamus, per præsentes, Procuratores, Tractatores, nostros Oratores generales & speciales, eosque Erricum & Joannem cum potestate Amicitias, Confœderationes, & Ligas inter nostros, & præfati nostri Fratris Regis Franciæ Prædecessores, initas & conservatas, vice & nomine nostri, & pro nobis, Hæredibusque, & Successoribus nostris, ac Regno, Ditionibus, Subditis, Amicis, benevolis nostris, nobis adhærentibus & adhæsuris, unà cum Fratre nostro præfato, pro se, & suis Hæredibus & Successoribus, Regnis, Dominiis, & Subditis, seu cum deputandis, aut deputatis ab eo cum sufficienti ab ipso potestate, confirmandi, tractandi, faciendi, ac perficiendi in perpetuum, vel ad certum tempus duraturas, sub antiquarum Confœderationum, vel sub alterius tenoris forma, prout ipsis Marchionibus, nostris Procuratoribus, videbitur expedire, necnon declarandi, interpretandi, mutandi, adjiciendi, & diminuendi, si qua in dictarum Confœderationum Litteris, aut verbis ambigua, obscura, imperfecta, aut alias mutanda videantur, jurandique in animam nostram, & in verbo Regio pro nobis promittendi prædicta omnia & singula per eos tractata, confirmata, & concordata per nos firmiter teneri, & inviolabiliter observari, simileque juramentum, obligationes, & stipulationes à prædicto Fratre nostro Rege Franciæ, & à suis quorum intererit, requirendi, petendi, exigendi, & recipiendi, & insuper omnia alia, & singula exercendi, gerendi, disponendi, faciendi, & expediendi, quæ in præmissis, & circa ea fuerunt necessaria, utilia, seu etiam opportuna, & quæ faceremus & disponeremus, seu facere & disponere possemus, si præsentes, & personaliter interessemus, etiamsi talia forent, quæ Mandatum specialius exigerent. Promittimus etiam bona fide, & in verbo Regio, & sub obligatione bonorum nostrorum quorumcunque, pro nobis, Hæredibusque, Successoribus, ac Regno, Subditis, Amicis, & benevolis nostris, nobis adhærentibus & adhæsuris, nos ratum, gratum, firmum & stabile habere, & per-

petuò habiturum quidquid per dictos Ambassiatores & Procuratores nostros sit confirmatum, tractatum, declaratum, interpretatum, mutatum, additum, diminutum, obligatum, juratum, promissum, actum, dictum, gestum, conclusum, dispositum, factumve fuerit in præmissis, & eorum quolibet, vel circa ea, una vice, aut iteratis & diversis, eaque omnia, & singula irrefragabiliter observaturos, expleturos, & confirmaturos, & etiam nostras Litteras super his, quotiescumque erimus requisiti, sæpedicto Fratri nostro daturos, ab eodem Fratre nostro conformes recipiendo.

In quorum omnium fidem & Testimonium præmissorum, sigillum nostrum præsentibus Literis duximus apponendum. Datum in Civitate Cordubensi, decima die mensis Julii, Anno Domini millesimo quadringentesimo quinquagesimo-quinto, & Regni nostri Anno primo. Yo el Rey, per Regem in suo Consilio, Relator.

In quorum omnium fidem, robur, & Testimonium præsentibus Literis nomina nostra propriis manibus subscripsimus, & sigillorum nostrorum fecimus appensione roborari, una cum signo & subscriptione venerabilis Notarii publici intrascripti. Datum, & actum Cordubæ in Ecclesia Majori, die decima mensis Julii, Anno Domini millesimo quadringentesimo quinquagesimo-quinto.

Ego Fernandus Diaz de Toleto, Decretorum Doctor, Secretarius, & publicus autoritate Apostolica Notarius, & prædicti Serenissimi Domini nostri Castellæ & Legionis Regis Consiliarius, Auditor, Referendarius, atque Secretarius, & regalium Privilegiorum Major Notarius, præmissis omnibus & singulis, dum, sicut præmittitur, agerentur, & fierent, una cum infrà scriptis Testibus ad hæc vocatis specialiter & rogatis, videlicet, Magnificis & Spectabilibus Viris & Dominis, Domino Friderico Admiraldo Majore, Fernando Alvari de Toleto, Comite de Alva, Didaco Fernandi de Corduba, Payo de Ribera, Didaco Arue, Majori Rationali, Andrea de Catena, In Decretis Licentiato, Auditore, & Referendario, omnibus de Consilio præfati Domini nostri Regis; ac Magistris Nicolao de Argouges, Licentiato, Francisco Thouars, Baccalario in Legibus Canonicis Ecclesiæ Turonensis, & Nobilibus Viris Stephano Bernardi, Domino de Sculero, Adeneto Mansabit, Domino de Corentill, præsens publicum Instrumentum, me aliis arduis occupato negotiis, per alium scribi feci, & in publicam formam redigi, signoque meo unà cum nominibus ipsorum Magnificorum, & Spectabilium Virorum Marchionom, Procuratorum prædicti Serenissimi Domini nostri Regis Castellæ & Legionis, ac sigillorum appositione dictorum Dominorum Procuratorum signavi, rogatus pariter & requisitus, in fidem & Testimoniam omnium & singulorum præmissorum. *Sic signatum* Ferdinandus, Doctor, & Apostolicus Notarius.

Contra istius ergo Fœderis tanti temporis, tantæ Religionis autoritatem, ut præmisimus, cum Illustrissimo Eduardo Rege Anglorum, suoque Regno, percussum Fœdus juste rescindimus, cassamus, & aspernamur, quod quidem cum ipsis Anglicis, ignorata primorum cum Francis Fœderum forma, decepti fecimus, malisque & conventitiis suggestionibus invitati, ac tenebris & bellorum tempestate coacti, decurrimus, non modo nullo Regnorum nostrurum studio, sed vix ullo intercedente nostrorum Populorum consensu; imò verò nunc circumstantes nos Populorum nostrorum Oratores & Procuratores veterem consuetudinem benevolentiæ ipsorum cum Francis fixæ à nobis efflagitantes, de Anglicis dixerunt se non secus quàm de cæteris Hostibus opinari; quòdque Fœdera cum eisdem Anglicis icta effugium auribus, respuunt animo, & asperuantur, nec utilitatem suam præfati nostri Subditi asseruerunt tam in quacumque Orbis Provincia, quàm in Francorum Commerciis & Negociatione versari: Affines quoque & continentes se Hispaniam & Franciam nostro tempore disjungi questi sunt, simulque ostenderunt nobis integrum non fuisse, cùm susceptis jam Religionibus in Francorum Fœdera impedirentur Anglicis altera Religione alligari, plurisque oportere à nobis fieri Fœdus Francorum, quod abundantes Consilio, florentes integra Regnorum suorum potestate, summa prudentia nixi nostri majores firmarunt, & illibatum servarunt, quàm Fœdus factum cum Anglicis, quod scissis per intestinum bellum Regnis nostris, quædam quasi tempestas & violentia fortunæ surripuit. Qua propter, ut in exordio diximus, nos Henricus Castellæ & Legionis etiam Rex, Hispanorum atque Francorum mutuam benevolentiam gratissima recordatione pensantes & spectantes, etiamsi Religio vetustior impediret, quantopere tam mos nostrorum majorum, & exempla nobis aperta, quæ imprimus spectare Regii muneris est, quàm Subditorum nostrorum salus, utilitas, & commoditas nos vehementer dehortarentur à perseverando in Fœdere icto cum Anglicis, ipsum per nos nuper factum cum præfato Illustrissimo Rege Eduardo, Regno Angliæ, Subditis, & Adhærentibus, per præsentes rejicimus, & prorsus abjicimus à nobis, à Regnis, Subditis, atque Adhærentibus nostris, ipsique omninò renunciamus; Fœdus verò, Amicitiam, Pacem perpetuam, Societatem, Alligationem nostri, ac proximi Hæredis, Regnorum nostrorum, cum Christianissimo Ludovico Francorum Rege, Consanguineo nostro carissimo, ejusque proximo Hærede, suis Regnis, Dominiis, Subditis, ac Adhærentibus, juxta inserta præsentibus Literis pacta amplectimur, renovamus, & confirmamus, juramus, atque in verbo Regio promittimus firmiter & inviolabiliter servare. Ne verò astuta calliditate quisquam in scirpo nodum quærens, imposterum hæc pacta, solemnesque promissiones & juramenta nostra conetur infringere, declaramus omnes motus suspicionum & dissensionum à nobis cum præfato carissimo Fratre nostro Lodovico, Christianissimo Francorum Rege, aut ab ipso nobiscum ortos, omnesque pœnas Pactis & Fœderibus nostris appositas, quantum ad præterita spectat, evanuisse & evanescere per præsentes, omnemque imposterum ex præteritis simultatibus exceptionem, quæ Fœderibus, aut Pactis supra scriptis objici posset, consentientibus ad hæc præfato Reverendissimo Patre Cardinali Albiensi, ac ipsius Christianissimi Francorum Regis Legatis & Oratoribus, nullius esse volumus roboris & momenti. Verùm inter agendum per nostros Consiliarios ipsis Oratoribus Ludovici Serenissimi Francorum Regis apertum est intercessisse ipsius Consanguinei & Fratris nostri carissimi Franciæ Regis, Fœdera cum Illustrissimo Joanne Aragonum asserto Rege, nostro avunculo, repugnantia Fœderibus suprà scriptis, aliaque inita Fœdera cum aliquibus aliis Principibus obnitentia istis; quam rem dixerunt se nescire, neque arbitrari, vixque credere suum Dominum ac Regem aliter ad prædicta Fœdera cum Rege Aragonum, aut aliis, ut præfertur, decurrisse, nisi intentione nihil agendi, quod Fœderibus ictis, certæque nobiscum benevolentiæ repugnaret. Itaque ut omnis scrupuli, dubitationis, aut altercationis auferatur occasio, tam præfatus Reverendissimus Cardinalis, quàm Oratores prænominati, omnibus Fœderibus cum Joanne Aragonum Rege ictis, aut aliis, hactenus Regis sui nomine renunciaverunt, quatenus præsentibus Fœderibus repugnant, prout in ipsorum Litteris nobis datis liquet apertius. Nos etiam Fœderibus, quæ præsentibus contrariantur, vel obesse possunt, per nos forte percussis similiter renunciavimus, & renunciamus per præsentes.

In quorum omnium & singulorum fidem & Testimonium præmissorum, præsentes Litteras manu propria subscripsimus, & sigillum nostrum majus plumbeum duximus apponendum. Datum & actum Cordubæ in Castro Regio, decima nona mensis Junii, Anno à Nativitate Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo nono. *Sic signatum*, Yo el Rey. Alfonsus Licentiatus &c. de Illostrissimo Regis Mandato, Joan. de Oviedo, Secretarius.

Ideoque Nos Joannes Lopez de Medina, Archidiaconus de Almaçan, & Joannes de Gamboa, Capitaneus generalis in Provinciis de Guipuzera, Biscaia, & Alava, Ambassiatores, Procuratores, & Nuncii præfati ad supra & infrà scripta destinati, & super his plena & sufficienti potestate muniti, prout in Litteris Regiæ Majestatis nominibus suis roboratis, ac sigillo Regio plumbeo impendenti munitis, inferiùs inserendis latiùs continetur; attendentes quòd in unitate concordia est, quæ servat Imperia; & in diversitate discordia, quæ maxima Regna subvertit; sperantes, & confidentes in eo, qui fuit cum tribus pueris in camino ignis ardentis, cùm in Deum, atque inter se unanimes in concordia permanebant, flammis ambientibus medios spiritu oris animavit, ac liberavit; & per Apostolum Paulum mandatum nobis tradidit, dicens, [non sint in vobis Schismata, supportantes invicem in caritate, solliciti servare unitatem Spiritus in vinculo Pacis:] quod suâ solitâ misericordiâ, & pietate super hos Christianissimos Regem & Reginam, & hanc unitatem, pacem, & concordiam in perpetuum inter eos duraturam

manus

ANNO 1478.

manus suæ protectionis extendet. Autoritate de mandato eorumdem Serenissimorum Dominorum nostrorum, Dei gratiâ Regis Fernandi & Elisabetæ Reginæ Castellæ & Legionis, ac eorum nomine, & pro eis, suoque primogenito nato, vel nascituro, seu primo Regnorum ac Dominiorum suorum Hærede, & pro Regnis, Terris, Dominiis, Subditis & Adhærentibus, aliisque omnibus & singulis, quorum interest, vel interesse poterit quomodolibet in futurum, unà cum Reverendo in Christo Patre & Domino Joanne, Episcopò Lombariensi, Abbate sancti Dionysii in Francia, Odeto Daydie, Milite, Regii Ordinis, Comite Convenarum, ac Domino de Lescuto, Cambellano Regis, Joanne de Chassagnes, Præsidente in Curia Parlamenti Burdegalæ, (1) Guillelmo de Supplenvilla, Ballivo de Monteargivo, ac Majore Civitatis Bajonæ, & Joachim Ricart, Notario & Secretario, omnibus Consiliariis, Oratoribus, Nunciis, & Procuratoribus præfati Christianissimi Ludovici Regis Francorum, ad hoc specialiter destinatis, & plenam ac sufficientem facultatem habentibus, prout per Patentes Litteras inferius capiendas abunde constabit, pro ipso Potentissimo Rege Francorum, ac pro suo primogenito nato, vel nasciruro, seu primo Regni sui Hærede, ac pro Regno, Terris, Dominiis, Subditis & Adhærentibus suis, aliisque quorum interest, vel interesse poterit in futurum, recipientibus, acceptantibus, & solemniter stipulantibus, Confœderationes, Amicitias, Tractatus, Compositiones, Pactiones, Renunciationes, Capitula & Articulos, Ligas, & Fraternitates, & antiqua Fœdera, ac omnia & singula in præmissis & præinsertis Litteris, & in aliis quibusvis Articulis & Capitulationibus contenta, declarata, & expressata, per eosdem gloriosæ memoriæ Reges, & per suos Oratores, Procuratores & Nuncios, virtute potestatis nobis traditæ & attributæ; laudamus, acceptamus, ratificamus, & approbamus; iterumque & de novo inter sæpedictos Excellentissimos Dominos nostros Fernandum Regem, & Elisabetam Reginam Castellæ & Legionis, pro se, & pro suo primogenito nato, vel nascituro, seu primo Regnorum & Dominiorum suorum Hærede, ac pro Regnis, Terris, Dominiis, Subditis, & Adhærentibus suis, aliisque quorum interest, vel intererit, cum eodem Christianissimo Ludovico Rege Francorum, & cum suo primogenito nato, vel nascituro, seu primo Regni sui Hærede, ac cum Regnis, Terris, Dominiis; Subditis, & Adhærentibus suis, aliisque quorum interest, vel intererit, Pacem, Concordiam, Amicitias, Fraternitates, Ligas, Confœderationes, atque Fœdera, ut præmittitur, tractamus, inimus, facimus, contrahimus, & firmamus, sub pœnis, modis, forma, obligationibus, restrictionibus, qualitatibus, submissionibus, omnibus aliis renunciationibus, & singulis clausulis supra & infra scriptis, ipsis Oratoribus, Procuratoribus & Nunciis prædicti Christianissimi Regis Franciæ, vice & nomine suo agentibus, & pro suo primogenito nato, vel nascituro, aut primo Regni sui Hærede, & pro Regno, Terris, Dominiis, Subditis, & Adhærentibus suis, & aliis quibuscunque, quorum interest, vel interesse poterit in futurum, similes & conformes Pactiones, Conventiones, obligationes, submissiones, & renunciationes, & sub paribus & similibus pœnis, nobiscum convenientibus, contrahentibus, & facientibus, & nobis, nomine quo suprà, acceptantibus, prout in eorum Litteris conformibus & similibus istis, quas nobis tradiderunt, latiùs continetur. Promittimus insuper bona fide, & cessantibus omni fraude & malo ingenio, pollicemur, & juramus super imaginem & repræsentationem Crucifixi Domini nostri Jesu Christi, & sua Sancta Evangelia per nos corporaliter tacta, in animas dictorum Dominorum nostrorum Regis & Reginæ Castellæ & Legionis, & sub obligatione & hipoteca omnium bonorum, Hæredumque & Successorum suorum, præsentium & futurorum, necnon & sub pœnis perjurii, quod Rex potest incurrere tali casu, & sub pœna centum millium marcarum auri, omnia & singula præmissa, prout & quemadmodum per nos, quibus suprà vice & nomine firmata, inita, facta, & tractata sunt teneri, & tenenda, ac de puncto in punctum adimpleri, & adimplenda, ac inviolabiliter observari, & observanda per eosdem Serenissimos Dominos nostros Regem & Reginam Castellæ & Legionis, & pro suo primogenito nato, vel nascituro, aut primo Regnorum suorum Hærede, ac Regnis, Terris, Dominiis, Subditis, & Adhærentibus suis, & etiam per eos, & per eorum Patentes Litteras acceptanda, approbanda, & confirmanda, easque Litteras dandas, & tradendas dicto Domino Regi Franciæ, quamprimùm per suæ Serenitatis Litteras aut Nuncios requirentur, similes, seu conformes, ac ejusdem tenoris, virtutis & efficaciæ Litteras suæ Serenitatis Regis Franciæ recipiendo, ad ea omnia adimplenda & observanda. Nos autem Dominos nostros Regem & Reginam Castellæ & Legionis, Regna pariter & sua suorumque Hæredum & Successorum bona quæcumque, eidem Domino Regi Franciæ, ejusdemque primogenito nato, vel nascituro, aut primo Regni sui Hæredi, & erga eum tanquam pro judicato, & confessato & condemnato teneri, & in ipsas pœnas eosdem Dominos nostros, Regem & Reginam Castellæ & Legionis, primogenitumque suum, sive primum Regnorum suorum Hæredem, si contra prædicta fecerint, confitemur incidisse, & tam de jure quàm de facto volumus suo nomine totaliter incurrisse. & ipsos Dominos Regem & Reginam, primogenitumque suum natum, vel nasciturum, aut primum Regnorum suorum Hæredem, & Successores suos, eorumque Regna, Dominia, Terras, ac Hæredum, & Successorum suorum, & bona omnia illorum tam præsentia quàm futura, pro præmissis firmiter adimplendis supposuimus & supponimus coertioni & compulsioni Cameræ Apostolicæ: Volumusque & consentimus, quòd ad majorem firmitatem prædictorum omnium & singulorum, Litteras super ipsis fortiores & meliores dicto sapientum, substantiâ non mutatâ, iidem Domini nostri Rex & Regina, seu primogenitus suus natus, aut nasciturus, sive primus Regnorum suorum Hæres, dicto Domino Regi Francorum, ejusque primogenito nato, aut nascituro, sive primo Regni sui Hæredi, facere & concedere teneantur, quoties per ipsum Dominum Regem Francorum, vel ejus primogenitum natum, vel nasciturum, aut primum Regni sui Hæredem, vel per ejus ad hoc Deputatum, seu Deputatos, iidem Domini nostri Rex & Regina Castellæ & Legionis, aut primogenitus suus natus, vel nasciturus, sive Regnorum suorum primus Hæres, super hoc fuerit requisitus, aut fuerint requisiti, dummodò alias similes & emendatas Litteras eisdem Dominis nostris Regi & Reginæ Castellæ & Legionis, seu eorum primogenito, vel primo Regnorum suorum Hæredi, per eosdem Christianissimum Regem Franciæ, suumque primogenitum, ejusque Regni primum Hæredem, pari modo, & eodem tempore tradantur. Volumus etiam nomine eorumdem Serenissimorum Dominorum nostrorum Regis & Reginæ Castellæ & Legionis, quòd eisdem Ligis, Confœderationibus, Amicitiis, & Fœderibus, comprehendatur Excellentissimus Dominus Rex Aragonum, Pater eorumdem Dominorum Regis & Reginæ Castellæ & Legionis, ac ejus Regna, & Dominia, si ipse comprehensus esse voluerit. Et si forte ipse Dominus Rex Aragonum noluerit comprehendi in iis Fœderibus, Ligis, & Amicitiis, volumus illum, & ejus Regna, durante ipsius vitâ, excipere, & per præsentes excipimus in istis Ligis, Confœderationibus, & Amicitiis, sub formis, conditionibus, & modis, prout in Capitulationibus & Articulis per nos factis & concordatis cum Oratoribus Christianissimi Regis Franciæ, latiùs continetur; ac etiam volumus quòd in istis Ligis, Fœderibus, & Amicitiis comprehendatur Illustrissima Principissa Navarræ, eorumdem Regis & Reginæ Castellæ (a) soror, ita ut durante ejus vita debeat conservari & defendi in suo Statu, Dominio, & honore: simili modo, nomine eorumdem Dominorum nostrorum Regis & Reginæ, volumus, quòd in his Ligis, Amicitiis, & Confœderationibus comprehendatur Excellentissimus Frater suus Fernandus, Rex Siciliæ, & Jerusalem. Voluerunt etiam Oratores Christianissimi Domini Regis Franciæ, quòd in istis Confœderationibus, Ligis, & Amicitiis, comprehendatur Rex (b) Renatus.

Postremò quoniam ultra generales renunciationes superius juxta formam antiquam Confœderationum factas, Domini Oratores Christianissimi Domini Regis Francorum, ejus vice ac nomine, specialiter & expressè revocarunt, cassarunt, & anullarunt quascumque Confœderationes, Ligas, & Fraternitates initas & factas quocumque modo, & sub quibusvis firmitatibus, vinculis, promissionibus, exceptionibus, juramentis, & verborum formis generaliter, vel specialiter expressè factas, & initas ab eodem Christianissimo Domino Francorum Rege, vel ejus nomine, cum Rege (c) Alphonso dudum Portugalliæ Rege, & ejus primogenito, seu cum Domina (d) Joanna, ejusdem Regis nepte, quæ filia Dominæ Joannæ quondam

(1) Comines parle de ce Gentilhomme dans l'onzième Chapitre du Livre III. de ses Memoires.

(a) Dona Leonor Sœur de Ferdinand, dit le Catholique.

(b) René Roi de Sicile, & Comte de Provence, Oncle de Louis XI. concurrent du Roi Ferdinand le Catholique.

(c) Alfonse V.

(d) Dona Juana, communement dite la Beltraneja.

ANNO 1478.

quondam Reginæ Castellæ, ejusdem Regis Alphonsi sororis, nuncupatur; ideo simili modo voluerunt iidem Oratores Christianissimi Domini Francorum Regis, quòd ultra renunciationes generales juxta formam antiquarum Confœderationum factas, specialiter & expressè revocentur, cassentur, & annullentur per nos, & per Serenissimos Dominos Regem & Reginam Castellæ & Legionis, quæcumque Confœderationes, Ligæ, ac Fraternitates initas & factæ quocumque modo, & sub quibusvis firmitatibus, vinculis, promissionibus, exceptationibus, juramentis, & verborum formis, generaliter vel specialiter expressis cum Domino Maximiliano, Duce Austriæ, ac ejus uxore, & eorum filio primogenito. Ideoque nos autoritate & nomine, quibus suprà; ultra generales renunciationes superius juxta formam antiquarum Confœderationum factas, specialiter & expressè revocamus, cassamus, & annullamus quascumque Confœderationes, Ligas, ac Fraternitates initas & factas quocumque modo, & sub quibusvis firmitatibus, vinculis, promissionibus, exceptationibus, juramentis, & verborum formis, generaliter vel specialiter expressis ab iisdem Serenissimis Dominis nostris Rege & Regina Castellæ & Legionis seu eorum nomine, cum eodem Domino Maximiliano, Duce Austriæ, & ejus uxore, & eorum filio primogenito.

Tenor verò Facultatis per eosdem Serenissimos Dominos nostros Regem & Reginam Castellæ & Legionis, nobis Oratoribus, Nunciis, & Procuratoribus suis præfatis concessæ, sequitur & est talis.

FERNANDUS & ELISABETA, Dei gratiâ Rex & Regina Castellæ & Legionis, Siciliæ, Toleti, Portugalliæ, Galiciæ, Hispalis, Cordubæ, Murciæ, Giennæ, Algarbæ, Algeziræ, de Gilbraltar, & Provinciæ de Guipuzera, Principes Aragonum, Domini de Viscaya, & de Molina; universis, & singulis præsentes Litteras, sive præsens publicum Instrumentum inspecturis, Salutem. Regibus, & Regnis stabilimentum comperimus esse salutare, dum comprobatas eorum Amicitias accurata utriusque sollicitudo diutissimè studet augere; nam unita eorum potentia mutua vicissitudine solidata fortiùs resilit, & constantius perdurat. Considerantes igitur diuturnas Amicitias, & intemeratas, & Confœderationum & Ligarum nexus inter nos, & Christianissimi Principis & consanguinei nostri Carissimi Ludovici, Dei gratiâ Francorum Regis moderni, prædecessores, sincera voluntate movemur, ut quod à prædecessoribus nostris tam celebriter initum & actum extiit, à nobis valida firmitate corroboretur.

Notum idcircò facimus, quòd nos confidentes de fidelitate, legalitate, doctrina & probitate vestrûm, Joannis Lopez de Medina, in Decretis Licentiati, Archidiaconi de Almaçan, & Joannis de Gamboa, Cavallerieii Majoris nostri, & Capitanei Generalis in Provincia Guipuzeræ, de nostro Consilio, quos ad Regnum ejusdem Francorum Regis destinamus, ex nostra certa scientia, & matura nostri Consilii deliberatione, eosdem Archidiaconum, & Joannem de Gamboa, constituimus, facimus, & ordinamus, per præsentes, Procuratores, & Nuncios nostros generales & speciales, dantes & concedentes eisdem plenam, generalem & liberam potestatem, facultatem, autoritatem, & mandatum speciale, Amicitias, Confœderationes, & Ligas inter nostros, & præfati Francorum Regis prædecessores initas, & concordatas, vice & nomine nostro, ac pro Hæredibus, & Successoribus nostris, ac Regnorum Ditionibus, Subditis & Amicis, adhærentibus & adhæsuris, unà cum eodem Francorum Rege, pro se, suisque Hæredibus, Successoribus, Regnis, Dominiis, & Subditis, seu eum Deputatis, aut deputandis ab eo, tractandi, faciendi in perpetuum, vel ad certum tempus duraturas, sub antiquarum Confœderationum forma confirmandi, faciendi, & perficiendi, prout ipsis, Joanni Lopez de Medina, & Joanni de Gamboa, Procuratoribus nostris videbitur expedire, necnon declarandi, interpretandi, mutandi, addendi, & diminuendi, si quæ in dictarum Confœderationum rationibus aut verbis ambigua, obscura, imperfecta, aut aliàs mutanda videantur, ita ut in perpetuum remaneant firmiter observata & observanda, & ad jurandum in animas nostras, & in verbo Regio, ac pro nobis promittendum prædicta omnia & singula per eos tractata, & concordata, per nos firmiter teneri, & inviolabiliter observari, simileque juramentum, obligationes, & stipolationes à prædicto Rege Francorum, seu Deputatis, vel deputandis ab eodem, & potestatem ad id habentibus, requirendi, petendi, & exigendi ac recipiendi, necnon quascumque differentias, causas, & contentiones inter nos, & eumdem Francorum Regem, super rebus quibuscumque, & super Comitatibus Russilionis & Ceritaniæ determinandi, decidendi, & finiendi, & super hoc Litteras, & quascumque alias cautiones, vel obligationes pro nobis, quas ipsi Procuratores necessarias judicaverint, dandi, & concedendi, aliasque similes ex alia parte petendi, & exigendi; & insuper omnia alia, & singula exercendi, gerendi, & disponendi, quæ in præmissis, & circa ea fuerint necessaria, utilia, seu etiam quomodolibet opportuna, & quæ nos faceremus & disponeremus, seu facere & disponere possemus, si præsentes & personaliter interessemus, etiamsi talia essent, quæ mandatum nostrum exigerent magis speciale. Promittimus insuper, & in verbo Regio, & sub obligatione bonorum nostrorum quorumcumque, pro nobis, Hæredibus, Successoribus, Regnis, ac Subditis nostris convenimus, nos gratum, ratum, firmum, & stabile habere, & habituros perpetuò quidquid per dictos Nuncios & Procuratores nostros fuerit tractatum, confirmatum, declaratum, interpretatum, obligatum, additum, diminutum, juratum, promissum, actum, dictum, gestum, conclusum, & dispositum, una vice aut pluribus, eaque omnia & singula observaturos, tenturos, completuros, & continuaturos per nostras Litteras; dum tamen ad id deputati, seu deputandi à prædicto Francorum Rege, similes & conformes Litteras ab eodem obtinere promittant, & se obligent.

In quorum omnium & singulorum fidem & Testimonium præsentes Litteras, sive hoc præsens Instrumentum fieri fecimus, nostroque sigillo muniri: & ad majorem corroborationem nostra propria manu subscripsimus. Datum in Civitate Hispalensi, die tertia mensis Decembris, Anno à Nativitate Domini 1477. Sic signatum, YO EL REY, YO LA REYNA. Et inferiùs erant subscriptæ Litteræ sub hac forma, ALFONSUS, Licentiatus, Cancellarius Regis & Reginæ. Item inferiùs erat scriptum de manu altera & diversa, sic: *Per Dominos Regem & Reginam*, GASPAR ARINUS, Secretarius.

Tenor verò Facultatis per eumdem Christianissimum Regem Franciæ, Oratoribus, Nunciis, & Procuratoribus suis concessæ, sequitur, & est talis.

LUDOVICUS, Dei gratia Francorum Rex: Universis præsentes Litteras visuris, Salutem. Cum citra aliquod tempus, ad occasionem aliquarum interceptionum, quas altissimus & potentissimus Princeps, ac carissimus consanguineus noster Rex Aragonum, facere nitebatur, & realiter fecit contra nos, & propter aliquas alias causas, quæstiones, & differentias, quæ supervenerint inter nos, & altissimos & potentissimos Principes, carissimos consanguineum & consanguineam nostros, Fernandum prædicti Regis Aragonum filium, & Elisabetam, Regem & Reginam Castellæ & Legionis, & Siciliæ, Principem & Principissam Aragonum, propter quas Aliànciæ, quæ ab antiquo semper fuerunt inter nos, & gloriosæ memoriæ Christianissimos progenitores nostros, Franciæ Reges, & Reges Castellæ & Legionis, ac nostra, & sua Regna, Dominia, Patrias, & Subditos fuerint interruptæ, & inter nos, & eos, ac prædicta Regna nostra, & Subditos, fuerit & adhuc sit Guerra & hostilitas, cum nostra maxima displicentia, super quibus per nonnullos amicos communes utriusque Partis extiterit facta demonstratio perveniendi ad aliqua bona media Pacis, & recipiendi, renovandi, ineundi, & de novo faciendi, si opus foret, Confœderationes & Aliancias, quæ fuerunt inter nos, & præfatos nostros consanguineum & consanguineam, ac prædicta Regna nostra, Patrias, & Subditos, ad quod quemadmodum fuimus certificati, quòd prædicti nostri consanguineus & consanguinea bonam habent voluntatem, & sunt inclinati & dispositi intendere, & pariter sumus Nos pro parte nostra; dum tamen per bona, honesta, & rationabilia media id fieri possit, principaliter ad honorem Dei Creatoris nostri, ad evitandam sanguinis humani effusionem, & consideratione maximi amoris, qui semper fuit inter Regna Franciæ & Castellæ, & Patrias, Dominia, ac Subditos Principum, qui hactenus in eis fuerunt; quem quidem amorem semper cordi habuimus, & habemus. Quapropter ad veniendum ad practicam dictarum materiarum, & illas ad bonam conclusionem perducendum, opus sit committere aliquas magnas, & notabiles personas nobis securas & fideles, habentes super hoc plenam potestatem à nobis.

Notum

ANNO 1478.

Notum facimus, quod nos confidentes ad plenum de magnis sensu, prudentia, experientia, legalitate, probitate, sufficientia, bono conductu, & diligentia dilectorum & fidelium Consiliariorum nostrorum, Joannis Episcopi Lumbariensis, Abbatis Sancti Dionysii in Francia, Odeti Daydie, Militis nostri Ordinis, Comitis Convenarum, ac Domini de Lescuto, consanguinei & Cambellani nostri, Magistri Bernardi Laureti, primi Præsidentis in Curia nostra Parlamenti Tholosæ, Magistri de Chastaignes, Præsidentis in nostro Parlamento Burdegalæ, Joannis de Blanchefort, Militis, nostri Cambellani, & Majoris Burdegalæ, Guillermi de Souplenville, nostri Ballivi de Monteargivo, & Majoris Baionæ, & Magistri Joachimi Ricart, Notarii & Secretarii nostri, eos omnes, & sex, quinque, & quatuor ipsorum, inter quos præfati Episcopus Lumbariensis, & Comes Convenarum semper sint præsentes, commisimus, deputavimus, & ordinavimus, committimus, deputamus, & ordinamus ad negotiandum in dictis materiis, & ipsis donavimus & donamus tenore præsentium plenam potestatem, autoritatem, mandatum, & commissionem specialem interloquendi, tractandi, pratticandi, communicandi, appunctuandi, concludendi, affirmandi, & accordandi, pro & nomine nostro, cum consanguineo & consanguineis nostris Rege & Regina Castellæ, Legionis, & Siciliæ, prænominatis, aut eorum commissis, & deputatis in tali & tanto numero, quo eis placuerit, super facto prædictæ Pacis inter nos, & ipsos, & pariter inter Regem Aragonum, & ejus Regna & Dominia, si ad hoc velit intendere, & etiam faciendi prædictas Aliancias, & illas, si opus est, renovandi, accordandi, & concludendi juxta formam antiquarum, quæ lapsis temporibus factæ fuerunt & passatæ inter Reges & Regna Franciæ, & Castellæ & Legionis, vel taliter eas amplificandi, seu restringendi, aut de novo faciendi, quemadmodum ipsis videbitur faciendum pro bono dictarum materiarum; & super iis solemne juramentum faciendi pro & nomine nostro, & in tali forma, quâ viderint faciendum; etsi forsan dicta Pax, & Alianciæ non possent fieri, accordari, & concludi in præsenti, prorogandi Treugas, quæ per antea fuerunt factæ inter nos, & antedictos consanguineum & consanguineam nostros Regem & Reginam Castellæ, & etiam prædictum Regem Aragonum, si in ipsis comprehendi voluerit; vel si opus est, dictas Treugas de novo faciendi per tantum & tale temporis spatium, quo videbunt faciendum; & generaliter faciendi omnia alia, quæ nosmetipsi faceremus, vel facere possemus, si præsentes essemus in propria persona, posito quòd essent qui requirerent mandatum Regis speciale, & etiam de hoc quod fecerint, concedendi suas Litteras patentes in forma debita, secura, & valitura, & recipiendi, ac recuperandi similes à præfatis consanguineo & consanguinea nostris, vel ab eorum commissis, & omnia quæ per antedictos nostros commissos, & deputatos superiùs nominatos, cum sex, quinque, vel quatuor ex ipsis, inter quos præfati Episcopus Lombariensis, & Comes Convenarum, semper sint præsentes, tractabuntur, pratticabuntur, promittentur, jurabuntur, appunctuabuntur, concludentur, accordabuntur super materiis prædictis, & eorum dependentibus, nos promittimus bona fide, & verbo Regio, sub obligatione omnium bonorum nostrorum, habere grata, servare, & tenere firma, & stabilia, & nullo unquam tempore contra facere, vel venire, & concedere nostras Litteras confirmatorias, postquam de hoc requisiti fuerimus.

In quorum Testimonium fecimus sigillum nostrum præsentibus apponi. Datum au Plessis-du-Parc, die octava Januarii, Anno Domini 1477. & Regni nostri decimo septimo. Deinde in replica sic scriptum erat: *Per Regem*, vobis Episcopo Albiensi, Dominis du Lude & d'Argenton, & aliis præsentibus: Sic signatum, J. MESME.

In quorum omnium, & singulorum robur, & Testimonium præsentibus Litteris, nos Oratores præfati propriis manibus subscripsimus. Acta fuerunt hæc in loco Sancti Joannis de Luz, Diœcesis Baionensis, die nono mensis Octobris, in qua festum Beati Dionysii in Francia celebratur, Anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo octavo, præsentibus ibidem nobilibus Viris & Dominis Odeto de la Granlar, Milite, Petro de Alvis, Capitaneo Domini Regis Castellæ, Lubato Daydie, Domino de Ongras, Præposito Baionæ, Gundesalvo Monliez de Artiaga, Bertrando de Selignac, Ballivo de la Boure, Garcia de Ararian, Francisco de Talansa, Præposito Aquensi, Stephano de Villieis, Roderico de Salazar &c. & multis aliis pro testibus sumptis ab ipsis Dominis Oratoribus, Nunciis, & Procuratoribus ipsorum Serenissimorum Dominorum Regis & Reginæ, pro præmissorum omnium & singulorum fide & testimono rogatis, & specialiter requisitis. Jo. Archidiacono de Almaçan, Don Juan de Gamboa, & me Joanne de Landa, Presbytero Diœcesis Baionensis, publico autoritate Apostolica Notario, qui præmissis omnibus & singulis in præsenti Instrumento contentis, dum, sicut præmittitur, agerentur, & fierent, unà cum prædictis nobilibus & venerabilibus testibus, ac Notario infrà scripto, præsens fui, eaque sic fieri vidi, & audivi, ideoque hoc præsens publicum Instrumentum per alium mihi fidelem, me aliis occupato negotiis, scriptum, signo meo, quo in talibus uti soleo, signavi, in fidem & Testimonium præmissorum rogatus & requisitus. Et me Carolo Mercerii, Presbytero Laudunensis Diœcesis, publico Apostolica, & Imperiali autoritatibus Notario, qui præmissis omnibus & singulis in præsenti Instrumento contentis, dum sic, ut præmittitur, agerentur, & fierent, unà cum prædictis nobilibus & veneralibus testibus, ac Collega meo Notario suprà scripto præsens interfui, eaque sic fieri vidi, & audivi, & facultatem à Christianissimo Domino meo Rege Francorum, Oratoribus suis concessam, de vulgari Gallico in Latinum de verbo ad verbum fideliter transtuli, de qua vera translatione, fidem facio; ideoque hoc præsens publicum Instrumentum per me Notarium prædictum mea manu propria scriptum, signo meo, quo in talibus utor, signavi in fidem & Testimonium præmissorum rogatus & requisitus.

NOs igitur Fernandus Rex, & Elisabeta Regina; præfati, volentes promissionibus, pactis, conventionibus, obligationibus, renunciationibus, exceptationibus, & aliis omnibus & singulis, pro nobis, & nostro nomine per præfatos Consiliarios, & Procuratores; ac Oratores nostros facta pro consolidatione tam sinceri, tumque præclari Fœderis contracti inter nos, & præfatum Christianissimum Regem Franciæ, Fratrem, consanguineum & Confœderatum nostrum, Regnaque nostra, & sua, Ditiones, & Gentes, quod sua vetustate, pariter & integritate conservari meruit, ac constanti sedulitate foveri, convenienter satisfacere, ac præmissis omnibus robor & munimen adjicere nostræ regalis autoritatis, ad universitatis vestræ notitiam deducimus, quòd Confœderationes, Ligas, Amicitias, Compositiones, Pacta, Conventiones, Promissiones, Obligationes, Renunciationes, generales & speciales exceptationes, ac quæcumque alia & singula in superius insertis Literis contenta, per prædictos hinc inde Oratores; & Procuratores acta, gesta, habita, concordata, & conventa; quæ omnia, & singula perspicaciter intuentes nos ipsi firmiter intelleximus, & comprehendimus de nostra certa scientia, & ex nostri magni Consilii, Prælatorum, Baronum, peritorumque, & procerum Regnorum nostrorum ingenti copia referti, matura & diu digesta deliberatione, pro nobis, ac primogenito nostro nato, vel nasciruro, sive primo Regnorum nostrorum Hærede, & Successore, Regnis, Terris, Subditis, Ditionibus, & omnibus aliis quorum interest, aut interesse poterit, prout & quemadmodum superius inserta sunt; exceptis tamen illis quæ in præinsertis antiquis Fœderibus continentur in præjudicium Serenissimi Regis Aragonum, Patris nostri colendissimi, cum illa potius quæ nuperrimè per dictos Oratores & Procuratores utriusque nostrûm, tam in præsentibus Literis quàm seorsum, & ad partem in quibusdam Capitulis conventa & inita, & per nos de præsenti & infrà scripto firmata & jurata fuerunt, velimus per utrumque nostrûm teneri & observari, laudamus, ratificamus, approbamus, acceptamus, & confirmamus, ac de novo, quatenus opus est, facimus & inimus cum prædictis Renunciationibus per præsentes. Quæ quidem omnia & singula cum suis dependentiis, emergentibus, & connexis, ad hoc præsente Reverendo in Christo Patre Joanne Episcopo Lumbariensi, Abbate Sancti Dionysii in Francia, Consiliario, Oratore & Procuratore præfati Fratris nostri Regis Francorum, pro ipso Fratre nostro, proque suo primogenito nato, vel nasciruro, aut primo Regni sui Hærede, ac pro Regno, Subditis, Terris, Ditionibus, Dominiis, & Adhærentibus suis, ac omnibus aliis quorum interest, aut interesse poterit, stipulante, recipiente, & acceptante, antepositis nobis tactisque per nos corporaliter Sacrosanctis Dei Evangelius, præmissoque venerabili signo Sanctæ Crucis, semper, & omni tempore custodiri, manutenere & manuteneri, ac inviolabiliter de puncto in punctum observare, & observari facere, nec unquam per nos, vel alium, seu alios, publicè vel occultè, vel alid

Anno 1478.

alio quovis modo, aliqua ratione, causa, vel occasione contrafacere, aut venire, polliciti sumus, & pollicemur, promisimusque & promittimus, juravimus & juramus, ac solemniter promisimus, & fecimus, promittimus, & facimus Sacramentum in verbo Regio, & per animam nostram, fidem & homagium præfato Fratri nostro Regi Francorum moderno, dictove primogenito, vel Hæredi suo præstando, & sub pœnis perjurii, in quas Reges possunt incurrere, & etiam centum millium marcarum auri, & generaliter sub aliis omnibus & singulis pœnis, obligationibus, & submissionibus latiùs contentis in superius insertis Litteris, pro quibus omnibus & eorum singulis firmiter & inviolabiliter tenendis & adimplendis, obligamus, hipotecamus, & supponimus Regna, & bona nostra, ac Hæredum nostrorum quorumcumque.

In quorum omnium fidem, & Testimonium præsentes nostras Litteras per Notarios, & Secretarium nostrum intrà scriptum fieri & publicari mandavimus, ac nominis sigillique nostri Regii majoris plumbei munimine roborari. Datum apud Monasterium de Guadaluppe, die decima mensis Januarii, Anno à Nativitate Domini millesimo quadringentesimo septuagesimonono, Regnorum nostrorum, videlicet Castellæ & Legionis sexto, Siciliæ verò duodecimo.

Tenor vero Capitulorum per prædictos Oratores utriusque Partis initorum, & firmatorum, de quibus suprà fit mentio, quæque hic ad calcem prædictarum Confœderationum, Fraternitatum, & Amicitiarum inseri jussimus, sequitur, & est talis.

IN nomine Domini, & divino cooperante adjutorio, ea quæ nos Joannes Lopez de Medina, in Decretis Licentiatus, Archidiaconus de Almaçan, & Canonicus Sanctæ Ecclesiæ Toletanæ, & Joannes de Gamboa, generalis Capitaneus in Provincia de Guipuzcra, Oratores, Nuncii, & Procuratores generaliter & specialiter à Serenissimis & Potentissimis Dominis nostris, Fernando Rege, & Elisabeta Reginæ Castellæ & Legionis, & ad infra scripta constituti, creati, destinati, ac eorum Consiliarii, ex parte una, & Reverendus in Christo Pater, Dominus Joannes Episcopus Lumbariensis, Abbas Sancti Dionysii in Francia, Odetus Daydie, Miles Regii Ordinis, & Comes Convenarum, Dominus de Lescuno, Cambellanus Regis, Joannes de Chaslagnes, Præsidens in Curia Parlamenti Burdegalæ, Guillelmus de Supplenvilla, Bailivus de Monteargivo, Major Civitatis Baionæ, & Joachim Ricart, Notarius & Secretarius, omnes Consiliarii, Oratores, Procuratores & Nuncii Christianissimi Domini Ludovici Regis Franciæ, ex altera, virtute mandatorum & facultatum nobis ab Excellentissimis Dominis nostris concessorum super Pace, Concordia, Ligis, Fraternitatibus, & Fœderibus antiquis inter eosdem Serenissimos Regem & Reginam, eorumque Regna & Dominia reformandis, approbandis, & laudandis, ac de novo conficiendis, pepigendis, & jurandis, fecimus, concordavimus, & in hanc formam redegimus, quæ sequitur.

Primò, ut omnis occasio belli suscitandi è medio tollatur, quod Christianissimus Francorum Rex, ac Serenissimus Rex Aragonum, ac Rex & Regina Castellæ & Legionis, faciant & firment compromissa sub una & eadem forma, quibus infrà annum, à die quo Pax & Fœdera infrà scripta per nos, eorum Oratores, conclusa, & firmata, atque publicata fuerint, computandum, eligant quatuor personas, duas ex parte Christianissimi Regis Francorum, & alias duas ex parte Serenissimorum Dominorum Regis Aragonum, & Regis ac Reginæ Castellæ & Legionis, ita quòd isti electi infrà quatuor annos à tempore, quo fuerint compromissa ipsis personis nominandis præsentata computandos, debeant formam, & modum dare, arbitrari, laudare, pronuntiare, & sententiare; ad quod unusquisque ipsorum Regum, & ipsa Regina, & eorum Hæredes, ac Successores teneantur super quæstionibus & differentiis, quæ hactenus fuerunt inter ipsos, & hodie sunt super Comitatibus Russilionis & Ceritaniæ, & etiam super quibusvis aliis quæstionibus, controversiis, & differentiis, quæ sunt, & esse possunt inter ipsos, ac super omnibus litigiis, controversiis, differentiis, & dubiis, quæ sunt vel esse possunt inter ipsos Reges Francorum ex parte una, & Reges Aragonum, & Castellæ, ex alia, super dictis rebus, & aliis quibuscumque, coram eisdem personis, per quamlibet ipsarum Partium proponendis & adducendis, cum suis connexis, accessoriis, & dependentiis; & quod dicti electi præfatas quæstiones, & controversias decidere, declarare, ac determinare possint & valeant, tanquam arbitri, arbitratores, & amicabiles compositores; ita quod si quatuor arbitri, arbitratores, seu amicabiles compositores, concordare nequiverint, possint & teneantur eligere aliam personam, quæ similem cum eis habeat potestatem secundum formam Juris.

Anno 1478.

Item, Quòd in Fœderibus & Amicitiis inter præfatos Christianissimos Regem & Reginam Franciæ & Castellæ fiendis, comprehendatur Excellentissimus Dominus Rex Aragonum, & ejus Regna & Dominia, tam durante ejus vitâ, quàm post felices & longævos dies ipsius, dum iidem Rex & Regina Castellæ in prædictis Regnis & Dominiis succedent; quæ quidem Regna & Dominia ex nunc gaudeant dictis Confœderationibus, & Amicitiis, sicut Regna & Dominia Castellæ & Legionis, dummodo idem Excellentissimus Rex Aragonum infra octo menses à die publicationis hujus Pacis, in loco confectionis istorum Articulorum faciendæ, computandos, acceptet & ratas habeat dictas Confœderationes, Ligas, & Amicitias in favorem suum factas, & in eis comprehensus esse velit; de qua tamen acceptatione & ratihabitione, vel refutatione, si refutaverit, tenebuntur Serenissimi Domini Rex & Regina Castellæ, infrà duos menses à tempore dictæ ratihabitionis & acceptationis, vel refutationis hujusmodi, computandos, præfatum Christianissimum Franciæ Regem certificare, & hanc acceptationem & ratihabitionem, vel refutationem ad ipsum in forma autentica transmittere; ac tamen, si ipse Excellentissimus Rex Aragonum forte ratas habere dictas Confœderationes, aut in eis comprehendi noluerit, nihilominus post ipsius felices Annos, omnia Regna & Dominia Aragonum, in quibus Serenissimi prædicti Domini Rex & Regina Castellæ succedent, ex nunc prout ex tunc sint & maneant in dictis Confœderationibus & Amicitiis, quemadmodum ipsa Regna Castellæ & Legionis.

Item, Quòd ordinentur ex utraque parte Instrumenta Confœderationum, Amicitiarum & Fraternitatum, & coram Notariis & testibus per Oratores utriusque Partis laudentur, approbentur, confirmentur, & de novo fiant cum clausulis, vinculis, renunciationibus & juramentis, secundum formam observatam antiquitùs inter Oratores progenitorum eorumdem Dominorum Regum, & Regnorum.

Item, Quòd in eum casum, in quo præfatus Rex Aragonum comprehendi in dictis Fœderibus, aut ea rata habere noluerit, fuit concordatum inter Oratores utriusque Partis, quòd à dictis Confœderationibus, Ligis, & Amicitiis excipiatur & sit exceptus idem Excellentissimus Dominus Rex Aragonum, Serenissimorum Regis & Reginæ Castellæ Pater, sub hac tamen forma, ac conditione, quòd si Christianissimus Rex Franciæ, quod absit, moveat Bellum seu Guerram contra eumdem Dominum Regem Aragonum, & ipsum aggrediatur, seu insultet, quod eo casu iidem Serenissimi Domini Rex & Regina Castellæ juvare, favere, & auxiliari possint eidem Regi Aragonum, & contra ipsum Regem Franciæ, tanquam hujus Fœderis violatorem, & bello causam dantem, Guerram facere. Si verò, quod absit, Rex Aragonum moveat Guerram contra ipsum Regem Francorum, vel eum aggrediatur, seu insultet, quòd præfati Serenissimi Domini Rex & Regina Castellæ teneantur supplicare eidem Domino Regi Aragonum, Patri suo, & apud ipsum instare, ut à tali Guerra desistat; & quòd, si idem Rex Aragonum à Guerra desistere noluerit, & ipsi Rex & Regina Castellæ velint illum juvare, cum gentibus & potestate Regnorum Castellæ & Legionis hoc facere non possint; & si contrarium fecerint, possit idem Francorum Rex contra eos, tanquam hujus Fœderis violatores, & bello causam dantes, Guerram facere.

Item, Voluerunt iidem Excellentissimi Rex & Regina Castellæ, quòd in eisdem Amicitiis & Fœderibus comprehendatur Illustrissima Principissa Navarræ, eorumdem Dominorum Regis & Reginæ Castellæ soror; sicque durante ejus vita debeat conservari, & defendi in Statu, Dominio, & honore.

Item, Simili modo voluit Christianissimus Francorum Rex, quòd in eisdem Amicitiis & Fœderibus comprehendatur præfata Illustrissima Domina Principissa Navarræ, prout in præfato Articulo continetur.

Item, Voluit Christianissimus Rex Francorum, quòd in iis Fœderibus & Amicitiis comprehendatur Illustrissimus avunculus suus Renatus, Rex Siciliæ & Jerusalem.

Item, Voluerunt iidem Rex & Regina Castellæ, quòd in iis Confœderationibus & Amicitiis comprehen-

ANNO 1478.

hendatur Excellentissimus Frater suus Fernandus (1), Rex Siciliæ & Jerusalem.

Item, Quòd specialiter & expressè in confirmatione fienda per Oratores Serenissimorum Regis & Reginæ Castellæ, revocentur, cassentur, & annullentur, & per ipsos potentissimos Regem & Reginam Castellæ, quæcunque Confœderationes, Ligæ, & Fraternitates, initæ & factæ, & quocumque modo, & sub quibusvis firmitatibus, promissionibus, exceptationibus, juramensis, & verborum formis, generaliter vel specialiter expressis, cum Domino Maximiliano, Duce Austriæ, ac ejus uxore, vel eorum filio primogenito.

Item, Quòd specialiter & expressè in confirmatione fienda per Oratores Christianissimi Francorum Regis, revocentur, cassentur, & annullentur, & per ipsum potentissimum Regem Francorum, quæcumque Confœderationes, Ligæ & Fraternitates, initæ & factæ, quocumque modo, & sub quibusvis firmitatibus, vinculis, promissionibus, exceptionibus, juramentis, & verborum formis, generaliter & specialiter expressis, cum Rege Alfonso dudum Portugalliæ Rege, & ejus primogenito, seu cum Domina Joanna, quam idem Alfonsus Rex (2) uxorem suam vocat.

Item, Approbantur & ratificantur per Oratores prædictos omnia Capitula inter Inclitæ memoriæ Reges Franciæ, & supradictum Christianissimum Ludovicum Franciæ Regem modernum, ex una parte, & gloriosæ memoriæ Reges Castellæ & Legionis, progenitores prædictorum Dominorum Regis & Reginæ Castellæ & Legionis, vel eorum Procuratores & Ambassiatores, concordata, tàm super salvis conductibus dandis, & observandis per Terram & per Mare, quàm super Riparia de Fontarabia, & etiam super Privilegiis concessis Mercatoribus Regnorum & Dominiorum utriusque Partis, & super aliis materiis, prout in Capitulationibus & Articulis per Oratores, & Procuratores utriusque Partis factis, & concordatis latius continetur.

Item, Quòd fiat restitutio ab utraque parte captivorum, navium, mercium, & bonorum mobilium & immobilium, & etiam fiet satisfactio damnorum, quæ à tempore Pacis & Treugarum fuerunt capta, ablata, & illata, postquam regnare cœperunt iidem Rex & Regina Castellæ & Legionis; itaque provideatur cum effectu, ut Partes Justitiam nanciscantur, & quòd bona immobilia, sicut sunt Terræ, reditus, & proventus, ac etiam mobilia, quæ sint in rerum natura, si qua fuerint per alteram Partium capta, vel occupata, incontinenter restituantur.

Item, Quòd postquam omnia supradicta fuerint per nos Oratores utriusque Partis facta, concordata, & in publicam formam redacta, & cuilibet Parti Instrumenta sibi competentia tradita, debeat Pax publicari & præconisari inter eosdem Reges, & Regna ac Dominia eorum, tàm per Mare, quàm per Terram, in præsentia eorumdem Oratorum, deinde in Curiis dictorum Dominorum Regum, & alibi, prout Serenitates illorum jubebunt; & quòd omnia per nos Oratores utriusque Partis inpræsentiarum acta, concordata, articulata, scripta, & in animas ipsorum constituentium jurata, & eorum nomine promissa, corroborentur, ratificentur, juramento firmentur, & observentur per eosdem Serenissimos Dominos, Regem Francorum, ac Regem & Reginam Castellæ, & de omnibus Instrumenta conficiantur, & propriis suis nominibus subscribantur, & sigillis regalibus muniantur, & utriusque Parti Instrumentum sibi competens tradatur, prout inter gloriosæ memoriæ antiquos progenitores suos extitit observatum.

In quorum supradictorum omnium, & singulorum fidem, approbationem, concordiam, & corroborationem, & pro eorum manutentione, nos Oratores utriusque Partis, nomine Dominorum nostrorum constituentium, manibus propriis hanc capitulationem nominibus nostris subscripsimus, & sigillis nostris munivimus, & in animas nostrorum Dominorum constituentium juravimus ad Sancta Dei Evangelia nostris manibus tacta, quòd ipsi Domini nostri Rex & Regina bona fide, omni dolo ac fraude cessante, omnia supradicta realiter cum effectu adimplebunt.

Acta fuerunt hæc in loco Sancti Joannis de Luz, Baionensis Diœcesis, die nona mensis Octobris, in qua festum Sancti Dionysii in Francia celebratur, Anno Domini 1478.

(1) Le Roi *Ferdinand* avoit fait en 1472 une Ligue defensive pour 60 ans avec le Duc de Bourgogne, contre *Louis* XI.

(2) *Doña Juana* etoit veritablement Femme de Roi *Alfonse*, qui l'épousa pour devenir Roi de Castille; & *Mariana* le dit, aussi bien que les Historiens Portugais.

Item, quia à nonnullis asseritur, quòd inter præfatum Christianissimum Dominum Francorum Regem modernum, & gloriosæ memoriæ Dominum Henricum, quondam Castellæ & Legionis Regem, fuerunt factæ & initæ nonnullæ Confœderationes, mediante Domino Joanne, quondam Cardinale Sancti Martini in montibus, Episcopo Albiensi, de quibus nos Oratores prædicti utriusque Partis inpræsentiarum non habemus Copiam in forma autentica; ideò concordavimus, quòd in Confirmationibus fiendis per præfatos Dominos nostros, Christianissimum Franciæ Regem, ac Serenissimos Regem & Reginam Castellæ & Legionis, tenores dictarum Confœderationum inter præfatos Reges, mediante dicto Domino Cardinale, factarum & initarum, inserantur & transcribantur, dum ipsis in forma autentica de illis constiterit. Datum, & actum ubi supra. Jo. Archidiaconus, Don Juan de Gamboa, Jo. Episcopus Lumbariensis, Abbas Sancti Dionysii, Odet Daidie, J. de Chassaignes, Guillaume de Soupplainville, Ricart.

Nos igitur volentes prædictis omnibus & singulis in præinsertis Capitulis, sicut per dictos Oratores, & Procuratores utriusque Partis conventa, inita, transacta, promissa, & firmata sunt, robur & munimen adjicere nostræ Regalis autoritatis, ad universitatis vestræ notitiam deducimus, quòd prædicta Capitula, Pacem, Amicitiam, & Confirmationem, Renunciationes, & alia in se continentia, & omnia & singula in eis contenta, per prædictos hinc inde Oratores, seu Procuratores, inita & firmata cum prædictis Renunciationibus, habitâ maturâ & digestâ deliberatione in nostro Sacro Consilio, de nostra certa scientia, & consulto, laudamus, ratificamus, ac de novo, quatenus opus est, inimus & firmamus cum prædictis Renunciationibus per præsentes, ac etiam in nostra bona fide Regia promittimus, ac Sacrosanctis Evangeliis, signoque venerabili Crucis coram positis, & nostris manibus corporaliter tactis, juramus nos illa omnia, quatenus ad nos spectant, facturos, atque adimpleturos cum effectu, nec contraventuros ullo tempore, aut quempiam alium contravenire passuros, sub pœna perjurii, in quam Reges incurrere possunt.

Prò quibus omnibus & singulis firmiter & inviolabiliter tenendis & observandis, atque adimplendis, obligamus, atque hipotecamus & supponimus Regna, & bona nostra omnia, ac Hæredum nostrorum quorumcumque.

In quorum omnium & singulorum fidem, robur, & Testimonium, præsentes nostras Litteras fieri & publicari per Secretarium nostrum & Notarios infra scriptos, mandavimus, nominumque nostrorum ac sigilli nostri Regii plumbei munimine roborari, unà cum signo, & subscriptione Secretarii, & Notariorum infrà scriptorum. Datum, & actum in Ecclesiâ Monasterii Beatæ Mariæ de Guadaluppe, die decima mensis Januarii, Anno à Nativitate Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo-nono, Regnorum nostrorum, videlicet Castellæ & Legionis, Anno sexto, Siciliæ verò duodecimo. Sic signatum, YO EL REY, YO LA REYNA. Alfonsus Xantes, Legionis Cancellarius Regius, sigillavit.

Registrata in Curia Parlamenti Parisiensis, decima quarta die Decembris 1480.

XXIX.

12. Oct.

Conventioni tra i Duchi di Milano JOANNE GALEAZ MARIA SFORZA, *e Madona* BONA *sua Madre da una parte, &* BAPTISTA DE CAMPO FREGOSIO *dal'altra, per liquali detto Duca e Duchessa, sperando di poter recuperar la Città di* Genoa *per mezzo e autorità del prefato* FREGOZIO, *lo constituono Governatore d'essa per tutto l'tempo de la sua vita &c. Actum in Castrum Portæ Jovis Civitatis Mediolani, die* 12. *Octobris* 1478. *Indictione* XII. [Pièce, tirée des Archives Royales du Château de Milan.]

In Nomine Domini Amen.

ANNO a Nativitate ejusdem millesimo quadringentesimo septuagesimo octavo, Indictione duodecima, die Lunæ XII. mensis Octobris. *Per la grande opinione, & optima concepto che hanno li nostri Illustrissimi*

ANNO 1478.

trissimi Principi, & Excellentissimi Signori Madonna Bona, & Joanne Galeaz Maria Sforza Vesconti Duchi de Milane &c. de le virtute, & sincera fede, & devotione del Magnifico Messier Baptista de Campo Fregoso Signore de Novi verso loro Excellentie, & el Stato suo, hanno deliberato da operarle alla recuperatione della loro Città de Zenoa, & constituirlo Governatore d'epsa Città con le Conditione, Pacti, e Capitali qui de sotto annotati, & descripti convenuti tra loro, sperando sue Excellentie chello se debia talmente deportare, che de lui meritamente habbino ad contentarsi, & che de tale loro bono concepto non debbiano restarne ingannati, mà optimamente satisfacti, & cusi li Magnifici Messier Petro Francesco Vesconte, &c. Messier Cycho Simonetta, Messier Palovicino Marchese Pallavicino, Messier Orpheo de Richano, & Messier Petre de Landriano Consiglieri, & legitimi Procuratori, & Mandatarii delli prefati Illustrissimi Signori Duchi, come appare per loro Patente Lettere date a Milano a dì 28. del mese di Septembre proxime passato 1478. sottoscripte de mano proprio della prefata Illustrissima Marchesa Duchessa, & signate JOHANNES, Procuratorio, & Mandatario nomine de loro Excellentie per una parte, & el prefato Magnifico Messier Baptista per l'altra sono devenuti, & devengono ad infrascripti Pacti, Capitali, & Conventione mutua stipulatione interveniente.

Primo, chel Messier Baptista predicto sii constituito per li prefati Illustrissimi Signori per tutto el tempo de la sua vita Governatore loro della predicta Città de Zenoa con tutte le sue perheminenze, & plenaria auctoritate de potere remettere ogni delicto, & perdonare, & absolvere, & comandare ad qualuncha Officiale in tutto el Districto Zenoese secundo, & come ad lui parerà.

Item, che de l'ordinario, & extraordinario epso Messier Baptista ne possa fare, & disponere come meglio le parerà, & crescerle secundo chel poterà, remanendo ad lui, el carico de pagare ogni spesa excepto quella delle Fortezze, che restano in mane de le prefati Illustrissimi Signori.

Item, che dicto Messier Baptista possi dare, & distribuire tutti li Officii secondo che lui vorrà cosi in la Città come di fora, excepto la Potestaria, & lo Vicario Davole, & Officiale de le bolette de Zenona, & cosi excepta la Comissaria, & Potestaria, & Offitiale de le bolette de Saona, salvo se altramente parerà ad li prefati Illustrissimi Signori.

Item, che li prefati Illustrissimi Signori ordinaranno, che tanto da le Fortezze, quanto da le gente, che seranno alle Frontiere se habi ogni favore expediente per exequire quanto è dicto, & ordinato.

Item, che venendo el Magnifico Messiere Ludovico da Campo Fregoso ad stare qui ad Milano al Consiglie segreto delli prefati Illustrissimi Signori le Excellentie loro li daranno Ducati mille l'anno de provisione, acciò che possa vivere honorevolmente.

Item, che quanto sia per li prefati Illustrissimi Signori Messier Augustino Figliolo del prefato Messier Ludovico habii el Capitaneato de Zenona, ò altri Officii, che parerà al Messier Baptista predetto.

Item, che l'Insula de Corsica remanghi ad Thomasino de Campo Fregosio in Governo secondo gli è stata data de presenti.

Item, chel predicto Messier Baptista possa dare, & conferere ad Joanne Galeazo de Campo Fregosio quelli Officii, & honori, che le parerà.

Item, circa le Galee, che dicto Messier Baptista domanda per securezza del Mare &c. promettono li predetti Procuratori, & Mandatarii, che quando li prefati Illustrissimi Signori vedano, che questa tale spesa sii necessaria, loro Excellentie li concoreranno per la sua rata.

Item, che facta lexecuzione soprascripta, cioè chel predicto Messier Baptista habbi cazato li Inimici, & Rebelli delli prefati Illustrissimi Signori, se epso Messier Baptista serà poi offeso da alcuna Possansa Forestiera dicti Illustrissimi Signori le daranno favore secundo l'exigentia de la Cosa, ma de la guardia de la Città non habbine, ni debano sentirne altre, perche starà al predicto Messier Baptista ad valersi in questo cosi del ordinario, come del estraordinario, & tenere quelle persone le pareranno necessarie.

Item, chel predetto Messier Baptista sii obligato, & cusi ha promesso, & promette fare, & exequire quanto è dicto, cioè cazare da Zenoa Inimici, & Rebelli delli prefati Illustrissimi Signori frà el termine de dì quindeci proximi advenire alla più longa.

Item, acciò che più facilmente detto Messier Baptisto possa fare dicta executione, & quanto è ordinato, che li prefati Illustrissimi Signori al presente faranno consignare ad lui proprio la Fortezza de Lucoli per securezza della persona sua con questa condicione però, che havuta epso Messier Baptista in sua possanza dicta Fortezza, & tolta la possessione del Governo de Zenoa ello sii obligato, & debia, & cosi hà promesso, & promette dare ad li prefati Illustrissimi Signori idonea securtà in lo Dominio loro de Lombardia de Ducati XXV. M. d'oro, chel serà fidele, e liale ad loro Excellentie, & al Stato suo, & in lo dicto Governo, & chel non alienarà ne contractarà per modo alcuno dicta Fortezza de Lucoli ad persona del Mondo, ma la ritenerà in si od nome, & instantia delle loro Signorie. Et in caso, che per qualche casone elle non volesse perseverare in lo Governo, overo non potesse tenere dicta Fortezza, alhora la restituira, & consignorà ad li prefati Illustrissimi Signori, & hoc medio che dicto Messier Baptista exequirà quanto è dicto, & darà dicta sigurtà de Ducati XXV. M. d'essere liale, & fidele, & de fare de dicta Fortezza ut supra epso Messier Baptista hà promesso, & promette de fare consignaro in le mane de li prefati Illustrissimi Signeri la Fortezza de Novi, & data dicta securtà per epso Messier Baptista, modo, & forma prædictis, li prefati Illustrissimi Signori gli faranno poi restituire dicta Fortezza de Novi liberamente.

Item promette, & se obliga el predicto Messier Baptista, che quam primum luy serà in dicta Fortezza de Lucoli ello farà reportare la Bombarda, & tutte le Munitione, & Artigliarie in Casteletto cherano state levate da Casteletto, & coaducte ad Lucoli, ma el resto delle Munitione deputate ordinariamente alla defesa de Lucoli gli restino. Delle quali Munitione, & cusi delle Victualie, che gli sono dentro se ne facia Inventario, & in casu restitutionis della dicta Fortezza epso Messier Baptista sii obligato, & promette etiamdio restituire epse municione, & victualie.

Et in caso poi che dicto Messier Baptista farà intrato in Lucoli, & non li reuscisse la cosa, ma fosse astrecto, ò per opera de Bombardi, ò per fame, cenderse ad Inimici, & Rebelli delli prefati Illustrissimi Signori tunc, & eo casu consignandosi epso Messier Baptista in le forze delli prefati Illustrissimi Signori li faranno restituire dicta Fortezza de Novi, & quando ancora acadesse, che dicto Messier Baptista non potesse entrar in Lucoli, ò che altro succedesse de la vita sua, epsi Illustrissimi Signori similmente le faranno restituire dicta Fortezza de Novi, ò ad lui, ò ad li soi heredi.

Item, che stando dicto Messier Baptista in lo dicto Governo de Zenoa li prefati Illustrissimi Signori non darano Fortezza alcuna de quella Città ni del Zenoese ad alcuno Zenoese.

Item accio, chel predicto Messier Baptista possi provedere ad le spese expediente li prefati Procuratori, & Mandatarii promettono, che li prefati Illustrissimi Signori li faranno dare Ducati mille, quando ello calarà per andare alla Città de Zenoa, & altri mille gli faranno ancora dare, quando serà intrato in la Città, cioè in Lucoli, li quali primi mille Ducati epso Messier Baptista sii obligato, & promette restituirgli ad li prefati Illustrissimi Signori infra uno mese proxime, che vene in caso, che l'acadesse, che luy non se conducesse ad la predicta Città de Zenoa, & non mettesse ad execucione ut supra. Le Fortezze, che se reservano li prefati Illustrissimi Signori, sono infrascritte Casteletto, la Cittadella de Zenoa, le Fortezze de Saona, la Fortezza de le Rexe, la Fortezza de la Speza, la Fortezza de Ventimiglio, la Pieve del Techo con la Fortezza, Jurisdictione, & Officio. Voltabio, Frachomo, tutto l'altro Fortezze de Zenoa, & Zenoese remanghino in Governo, guardia, & custodia, & possanza del predicto Messier Baptista.

Per le quale tutte, & singule cose da essere attese, & inviolabilmente observate li prefati Magnifici Consiglieri Procuratori, & Mandatarii ad li dicti nomi, & el predicto Messier Baptista se hanno obligato vicissim, & obligano tutti li loro beni mobili, & immobili presenti, e da venire, & appresso dicto Messier Baptista ha giurato, & giura ad Sancta Dei Evangelia, corporalmente tochate le Scripture in mane de nuy Notari, & Cancellers infrascripti come publice persone, che stipulamo, & receveme ad nome, & ad parte, ed utilità delli prefati Illustrissimi Signori, & de qualuncha altra persona, che li havesse interesse chesso Messier Baptista non contraveneà ad alcuna de le predicte cose per luy promesse recte, ne indirecte, sotto

vinculo

ANNO 1478. *vinculo de Juramento.* De quibus omnibus, & singulia *h prefati Magnifici Procuratori*, & *Mandatarii ad nome de li prefati Illustrissimi Signori per una parte, & el predicto Magnifico Messier Baptista per l'altra* jusserunt, & rogaverunt, ac jubent, & rogant per Nos Joannem Antonium de Girardis Papiensem, & Alexandrum Colectam Notarios, & Cancellarios infrascriptos, & utrumque nostrum insolidum publicum confici debere Instrumentum unum, & plura ejusdem tenoris. Actum in Castro Portæ Jovis inclytæ Civitatis Mediolani. In quadam Camera ubi sæpe conveniunt prefati Domini Consiliarii. Præsentibus Magnificis Dominis Antonio de Bracellis Juris utriusque Doctore Consiliario, Johanne Simonetta, Bartholomeo Chalco Secretariis, Antonio Simoneta, & Francisco Ricio Cancellariis Ducalibus, Testibus notis idoneis ad præmissa vocatis, & rogatis.

Extracta fuit præsens Copia à Registro inscripto sub Littera R. *Ducissæ* BONÆ, & *Ducis* GALEAZ MARIÆ SFORTIADUM *Vicecomitum existente in Regio Archivio Castri Portæ Jovis Mediolani in Papiro scripto. Datum Mediolani die trigesima mensis Octobris anni* 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS *Regii Archivii Officialis.*

XXX.

20. Oct. *Testament de* CATHERINE *Reine de Bosnie, en faveur du* SAINT SIEGE. *Fait à Rome, le* 20. *Octobre* 1478. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 438.]

BOSNIE ET ROME.

In nomine Sancti & Individuæ Trinitatis, Patris, & Filii & Spiritus Sancti, Amen.

ANNO Incarnationis Dominicæ M. CCCC. LXXVIII. Indictione XI. die vero XX. mensis Octobris, Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris, & Domini nostri, Domini Sixti divina providentia Papæ IV. In mei Notarii, & testium infra scriptorum & subscriptorum ad omnia & singula infra scripta vocatorum specialiter, & rogatorum præsentia Illustrissima Domina CATHARINA quondam Ducis Stephani filia Regina Bosniæ, nunc in alma Urbe in regione Pineæ in Domo suæ solitæ habitationis prope Ecclesiam S. Marci de urbe constituta, ægra corpore, sana tamen & compos mente, & infra, volens quod, licet per immanissimum Christianæ Religionis Hostem Turcum retroactis temporibus de facto, & per Tyrannidem prædicto Regno Bosniæ pulsa & spoliata sit, propterea tamen jus Regni præfati non amisit, nec amittit, quod spectat ad eam, propter incapacitatem & inhabilitatem filiorum suorum legitimorum & naturalium, & Illustrissimi Regis Thomæ memorati Regni Bosniæ ex professione Mahometanæ Sectæ contractam; habensque fiduciam in Domino, qui nullum violentum sinit esse perpetuum, quod prædictum Regnum aliquando de manu tyrannica & hostili excidet; & revertetur ab ea, & Christianæ subjicietur ditioni; volens propterea incolis Regni prædicti, & Regno consulere, ne ad manus veniat aliquorum nullum habentium jus in Regno sed suum juridicum & legitimum habeat Regem: præfata Regina ex præmissis, & quibusdam aliis rationabilibus causis animum suum moventibus, ac memor munificentiæ, gratiarum & beneficiorum à sancta Romana Ecclesia, & Apostolica Sede, à felice & sancta memoria Pauli Papæ II. & Sanctissimo Domino nostro Sixto Papa IV. collatorum, quo eam gratissima hospitalitate sunt semper prosecuti, subveniendo eidem secundum Regiam dignitatem condigno annuali stipendio & provisione, seu sufficiente pro suis necessitatibus: In prædicto Regno Bosniæ cum omnibus & singulis Juribus, pertinentiis, dependentibus, connexis & annexis præfati Regni Civitatibus, Castris, Terris, Villis, Juribus & Jurisdictionibus, ac utili & directo ejusdem Dominio Sacrosanctam Romanam Ecclesiam & Sedem Apostolicam ac prædictum Sanctissimum Dominum nostrum Dominum Sixtum divina providentia Papam IV. & suos Successores canonicè electos, & intrantes universales Hæredes & Successores instituit.

2. Rogavitque & rogat per solemne fideicommissum dictam Sedem Apostolicam, ac prædictum Sanctissimum Dominum nostrum, & prædictos Successores, ejusdemque prædictæ Sedis fidei commisit, & commisit, & ita voluit & ordinavit, quod filio suo, & prædicti Regis Thomæ legitimo & naturali Sigismundo, si (quod Deus per infinitam suam permittat clementiam) ex Mahometanorum vomitu, in quo degit de præsenti, ad veram Christi fidem realiter, & cum effectu revertatur; prædictum Regnum & Regni Jura, Dominia, & Jurisdictiones absque detractatione Legis Trebellianicæ plenè restituat, eumque Regem in prædicto Regno nominet, intituler, & investiat, quantum in prædicta Sede Apostolica fuerit. Si verò dictus Sigismundus ejus filius ad Christianam fidem non venerit, ut præfertur, tunc illo casu dicta Illustrissima Domina Regina voluit dictum fidei commissum esse nullum, irritum & inane, nulliusque roboris vel momenti, ac si factum non fuisset; sed in tali casu iterum rogavit, & rogat dictam Sedem Apostolicam, & Sanctissimum Dominum nostrum, & suos Successores præfatos, & ejus ac prædictorum fideicommittit, quod si filia ejus Catherina, quæ similiter de præsenti Mahumetanorum vomitum sequitur, revertatur realiter, & cum effectu ad Sanctam Christianam fidem, eidem filiæ suæ modo & forma præmissis Regnum prædictum integraliter restituant, quantum fuerit in eisdem: ambobus autem & filio & filia prænominatis in perfida Machometana Secta perseverantibus dictum fideicommissum prædicta Regina voluit similiter esse nullum, irritum & inane, modo, quo supra est præmissum. Et interim dictam Sedem Apostolicam posse plenè & liberè de prædicto Regno ejus Juribus, & titulo di ponere ad suam voluntatem, & beneplacitum tanquam de re, patrimonio, hæreditate, ac bonis suis propriis, quibusvis contradictionibus non obstantibus. ANNO 1478.

XXXI.

Pactum Concordiæ inter Regem Bohemiæ VLADISLAUM & *Regem Ungariæ* MATHIAM *sancitæ, quo imprimis conventum est, quòd uterque Princeps in suo jure acquisito permaneat, & quilibet eorum titulo Regis integro Bohemiæ utatur; Item, quòd præfatus Rex* MATTHIAS *durante vitâ suâ Provincias, & Patrias* Moraviæ, *utriusque* Silesiæ, Lusatiæ, & *sex Civitatum cum omnibus pertinentiis liberè & pacificè teneat. Datum in Civitate Olomucensi die Lunæ in Octava Sti. Andreæ* 1478. [BALBINI Miscellan. Historicor. Regni Bohemiæ, Decad. I. Lib. VIII. Epistol Part. I. Epist. 76. pag. 96. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin I. Fortsetz I. Absatz I. von Bohmen pag 89. d'où l'on a tiré cette Pièce.] 7. Dec.

IN primis conclusum est, quod uterque Princeps in suo Jure acquisito permaneat tanquam *Dominus Hereditarius*, & quilibet eorum *titulo Regis integro Bohemiæ*, prout alii *Reges Bohemiæ* consueverunt, utatur, ita ut Dominus Rex Matthias, *Dominum Regem Vladislaum* scribat *Bohemiæ Regem*: similiter Subditi utriusque Regis erga utrumque facere debebunt.

Item conclusum est, quod *Rex Matthias* condescendat Regi *Vladislao* Barones, Militares, Terras, Civitates & Provincias quascumque tenet in *Bohemia*: Similiter etiam *Rex Vladislaus* omnes *Civitates, Terras, Provincias, Duces, Barones* & *Militares* quoscumque tenet in *Moravia*, & utraque *Silesia*, *Lusatia*, & *sex Civitatibus* præfato *Regi Matthiæ* condescendat.

Item conclusum est, quod postquam *Vladislaus*, *Terras*, *Civitates*, *Castra*, *Oppida* & *Provincias*, *Duces*, *Barones*, *Militares* in Provinciis *Moravia*, utraque *Silesia*, *Lusatia*, & *sex Civitatibus* sub ditione sua existentes præfato *Regi Matthiæ* condescendebat, statim & incontinenti omnes de *Moravia* & utraque *Silesia*, *Lusatia*, *ac sex Civitatibus* teneantur communiter præstare homagium *Regi Matthiæ* tanquam vero Domino eorum, & Hæreditario *Bohemiæ Regi*, & *Barones ac Nobiles*, secundum consuetudinem erga Dominos suos, & *Reges Bohemiæ* ab antiquo observatam, ipsum pro tali Rege suscipiant, & teneant, sibique & nulli alteri tanquam eorum vero & Hæreditario Regi obediant; & postquam *Dominus Rex Matthias*, *Barones*, *Militares*, *Civitates*, *Terras* & *Provincias*, quas in *Bohemia* tenet præfato Domino *Vladislao* condescenderit;

ANNO 1478. cenderit, illi in Terra & Corpore *Regni Bohemiæ*, eundem Dominum *Vladislaum Regem* similiter suscipiant, eique promittant, & secundum consuetudinem Regni ab antiquo observatam facere teneantur, sibique & nulli alteri tanquam eorum vero & Hæreditario Regi obediant, Econverso autem Reges dictos Subditos conservare in Juribus Regni, & illarum Terrarum, & Privilegiis ab antiquo consuetis promittent, in quantum præsenti dispositioni non obstant.

Item conclusum est, quod præfatus *Rex Matthias* dum inte vita sua Provincias, & Patrias *Moraviæ*, utriusque *Silesiæ*, *Lusatiæ & sex Civitatum* cum omnibus pertinentiis libere, quiete, pacifice, & absque omni impedimento & conditione præfati *Vladislai Regis*, & *Regni Bohemiæ*; ac *Subditorum* Coronæ ejusdem teneat, possideat & utatur tanquam eorum verus & Hæreditarius Dominus: Similiter *Rex Vladislaus*, *Provincias*, *Barones*, *Militares*, *Civitates & Loca in Bohemia*, liberè, quiete & pacifice, & absque omni impedimento præfati *Regis Matthiæ* teneat, possideat, & utatur tanquam eorum *verus Rex & Dominus Hæreditarius*.

Item conclusum est ad confirmandam Pacem, & Amicitiam utrorumque *Regum*, & ne propter diversitatem Successorum diversa mala, & novæ differentiæ oriantur, ut quandocunque post obitum *Regis Matthiæ Dominus Rex Vladislaus aut sui Successores seu Regnum Bohemiæ* præfatas *Terras* & *Provincias Moraviæ*, utriusque *Silesiæ*, *Lusatiæ*, *& sex Civitatum* recipere & reunire corpori *Bohemiæ* voluerint, illud facere possint libere, & sine ullo impedimento *Regis Hungariæ* pro tempore existente, *vel Regni Hungariæ* &c. adjectæ sunt plures conditiones, quarum præcipua ea fuit, ut cum Provinciæ illæ ad *Coronam Bohemicam* revocarentur, *quadraginta aureorum Hungaricorum millia Pannoniæ Regi penderentur*; si vero *Vladislaum* præmori contigeret, ac superstitem *Matthiam à Regni Bohemici* Ordinibus ad *solium Bohemicum* vocari, conventum est *Silesiam*, *Lusatiam*, *Moraviam* & *sex alias Urbes* cum reliquo *Bohemiæ Regno* coalituras. Sancitum etiam, si quis finitimorum *Regum*, *ac Principum* alterum ipsorum injusto Bello peteret, alterum mutuis opibus viribusque alteri subsidio futurum. De redintegranda vero in *Bohemia Re Catholica* hoc Decretum additum.

Item conclusum est, quod ex parte differentiarum in *Sedem Apostolicam & Bohemos*, postquam Majestates eorum convenient, debebunt hoc negotium similiter pertractare, & videre de modo, quo tales differentiæ possint complanari: Similiter & diligentiam facere, & solicitare, quod quidam *Archiepiscopus in Regno* ordinetur qui ab omnibus decenter, & honorifice honoretur, suscipique debebit & teneri, & ut sententia excommunicationis per Dominum *Paulum Pontificem* piæ memoriæ promulgata tam a vivis, quam à mortuis auferatur, apud *Dominum Pontificem* laboretur. Constitutum etiam est, ut solemne *Regum* colloquium in agro inter *Olomuciam*, quo *Matthias* accederet, & Uniczovium, quo *Vladislaus* se conferet, celebraretur, in quo Fœdus æternum *Hungaros* inter & *Bohemos* sanciretur, deque resarciendis damnis post inducias *Vratislaviæ* pactas illatis ageretur, ac vi occupata restituerentur: & capti liberarentur. Datum in præfata Civitate Olomucensi die Lunæ in octava S. Andreæ Apostoli Anno Domini M. CCCC. LXXVIII.

XXXII.

1479. *Concordia Hæreditaria inter* FREDERICUM *Marchionem Mantuæ ab unâ*, FRANCISCUM

3. Fev. *Cardinalem &* JOANNEM FRANCISCUM DE GONZAGA *ab altera*; *nec non* RUDOLPHUM *ac* LUDOVICUM DE GONZAGA *à tertia parte*, *omnes Fratres*, *insta*, *quâ præcedentes Conventiones inter eos factas confirmant*, *approbant*, *& elucidant*, *eisdemque aliquas novas stipulationes addunt*. *Actum Mantuæ Anno Nativitatis* 1479. *die verò* 3 *Februarii*. [Piéce authentique, tirée des Archives Archiducales de Mantouë.]

In Christi Nomine, Amen.

ANNO à Nativitate ejusdem millesimo quadringentesimo septuagesimo nono Pontificatus Sanctissimi Domini nostri Papæ Sixti quarti, & Imperii Ducis Federici Sacratissimi Augusti, & Imperatoris temporibus, Indictione duodecima, die Mercurii tertio mensis Februarii, in Camera Cubiculari Illustrissimæ Dominæ Dominæ Barbaræ Marchionissæ Mantuæ intra edificia Curiæ Illustrissimi Domini nostri Domini Marchionis Mantuæ in Civitate Mantuæ in Contrata Aquilæ, Præsentibus Reverendo, & eximio Juris utriusque Doctore Domino Benedicto filio quondam eximii Juris utriusque Doctoris Domini Maltini de Maltinis de Caiio Ecclesiæ Cathedralis Mantuæ Archidiacono, ac Magnifico, & Clarissimo Juris utriusque Doctore Domino Donino filio quondam eximii Legum Doctoris Domini Jacobi de Puellis de Parma ambobus Consiliariis, & de Consilio prefati Illustrissimi Domini Marchionis, Magnifico, & Clarissimo Juris utriusque Doctore Domino Beltramino filio quondam Domini Pantaleonis de Cusatris de Crema ejusdem Illustrissimi Domini Marchionis Auditore, Magnifico Viro Eusebio filio quondam . . . . de Malatestis ejusdem D. Consocio, ac Spectabilibus Viris Marsilio filio quondam Domini Jacobi de Andreasiis ejusdem Domini Secretario, & Aluisio filio Domini Joannis Donati de Preris prefatæ Illustrissimæ Dominæ Barbaræ Secretario omnibus Civibus, & habitatoribus Mantuæ testibusque notis, & idoneis ad infrascripta omnia vocatis, & specialiter rogatis: E quibus quidem testibus idem Reverendus Dominus Benedictus ad delationem mei Notarii infrascripti manu propria tactis Scripturis ad Sancta Dei Evangelia juravit se benè cognoscere suprascriptos omnes secumtestes, & infrascriptos Contrahentes, & de ipsis omnibus, & singulis plenam habere notitiam, & veram cognitionem, cum post mortem dive memoriæ Illustrissimi Principis, & Excellentissimi Domini Domini Ludovici de Gonzaga Marchionis Mantuæ Illustrissimus ejus primogenitus Dominus Federicus nunc Marchio Mantuæ, qui in Dominio, & Marchionatu Mantuæ racione primogeniture ex concessione, & Investitura de dicta Civitate, & ejus Marchionatu à Serenissimo Domino Imperatore facta legitime successit, nec non Reverendissimus Dominus Dominus Franciscus Divina miseratione pro Sacrosancta Romana Ecclesia Sanctæ Mariæ novæ Diaconus Cardinalis, Illustris Dominus Joannes Franciscus, Illustris Dominus Rodulfus, & Reverendus Dominus Ludovicus Appostolicæ Sedis Prothonotarius prefati Illustrissimi Domini Ludovici filii, & Hæredes legitimi una cum ipso Illustrissimo Domino Federico Fratre suo in aliis Bonis, & Hæreditate dicti quondam eorum Patris preterque in dicto Marchionatu ut supradictum est, ad quasdam super certis permutationibus, cessionibus, translationibus, renunciis, remissionibus, & refutationibus, Compositiones, Conventiones, & Concordia per se se, seu eorum Procuratores, & Mandatarios ad id specialiter deputatos devenerit, uti lacius constat Instrumentis publicis super inde confectis, & rogatis per me Notarium infrascriptum, & Joannem Franciscum de Luchircho Notarium publicum Mantuanum, Annis, mensibus, & diebus in illis contentis, & inferius annotatis: Et ut in futurum dictæ Compositiones, Conventiones, & Concordia firmius, & validius cum efficaci, & perpetua ipsorum omnium Pace, & unione perseveret, & ne ullo unquam tempore aliqua super ipsis dubitatio exoriri possit inter dictos Fratres, Attendentes nihil dignius atque laudabilius comperiri posse quam eorum optimam voluntatem, & omnimodam puram, meram, liberam, ac sinceram concordiam conservare: Primo & ante omnia motu eorum proprio, & animo deliberato predictas Compositiones, Conventiones, & Concordia confirmantes, ratificantes, approbantes, & emologantes ad infrascriptas additiones, Compositiones, Conventiones, & Concordia cum infrascriptis declarationibus, limitationibus, reservationibus, repetitionibus, & dictarum repetitionum replicationibus, premissa semper prothestatione, & tam in principio, quam medio, & fine hujus Contractus repetita quod per ea quæ in presenti Instrumento continentur non intelligatur ad aliquam dationem, & traditionem infrascriptorum Castrorum, Locorum, Jurium, & possessionum quomodocumque deventum esse, nec eorum traditionem factam fuisse nisi auctoritas Imperialis, & aliorum ad quos spectat in omnibus subnotatis, in quibus intervenire debet interveniat in presentia prefatæ Illustrissimæ Dominæ Barbaræ eorum Matris devenerunt videlicet, Quod prefati Reverendissimus Dominus Franciscus Cardinalis, & Illustris Dominus Joannes Franciscus per se se, ac Hæredes, & Successores suos ut, & tanquam Filii, & Hæredes legitimi præfati Illustrissimi

ANNO 1479.

quondam

Anno 1479.

quondam Domini Ludovici, ut supra, habeant, teneant, & possideant vigore dictarum Conventionum, & Compositionum, ac Concordiarum infrascripta Castra, & Loca, cum mero, & mixto imperio, & omnimoda Jurisdictione, & cum omnibus suis Juribus, & pertinentiis, & cum reservationibus superinde factis, videlicet Castrum, & Terram Sancti Martini ab Aggere in Territorio Cremonensi; Item Terra, & Loca Gazoli, Tinacii, & Beltortis in dicto Territorio cum Introitu Pontus, per quem fit transitus ad dictam Terram Gazoli, item Terram, & Locum Commissadii in eodem Territorio cum ejus Canali sive Flumine; Item Castrum, & Terram Rotingi in Territorio Mantuano cum Possessione veteri ibi posita, & cum Jure irrigandi dictam Possessionem ex Aqua Seriolæ inde discurrentis, & cum illa additione dictis Conventionibus nunc facta, Quod prefatus Illustrissimus Dominus Federicus, nec ejus Hæredes, & Successores ob Juris, & Proprietatis dictæ Aquæ, & Seriolæ reservationem non possint, nec debent construere, nec construi facere, nec consentire aliquod Molendinum, nec aliquid aliud in dicta Seriola in, & super dicto Territorio Rotingi, nec quantum ipsa Seriola per dictum Territorium Rotingi discurrit, nec aliter ipsam Seriolam ejusque aquam Impedire, nec impediri permittere, nec etiam in dicto Territorio aliis concedere usum dictæ aquæ; Item, & possessionem Villimpentæ in Territorio Veronensi, cum hac additione dictis Conventionibus nunc facta videlicet, Quod casu quo dicta Possessio aut alique ejus Terræ devolverentur ob Investituras, debitis temporibus non petitas, aut propter canonem non solutum, sive alia ratione, vel causa, culpa vel deffectu prefati Illustrissimi Domini Federici Marchionis sive Hæredum, & Successorum ejus aut alias præfatus Reverendissimus Dominus Franciscus Cardinalis, & Illustrissimus Dominus Joannes Franciscus, sive eorum Hæredes, & Successores culpa, & deffectu quibus supra dicta Possessione, vel aliquibus ejus Terris uti, & frui non possent, idem Illustrissimus Dominus Fredericus, sive ejus Hæredes, & Successores prefati Reverendissimo Domino Francisco Cardinali, & Illustrissimo Domino Joanni Francisco sive eorum Hæredibus, & Successoribus teneantur, & obligati sint dare, & assignare alias possessiones seu Terras tam in precio, quam redditu equivalentes in toto vel pro ea parte que devolveretur, ut premittitur; Item & cum additione etiam dictis Conventionibus facta quod accusæ de damnis datis in dicta Possessione tantum sint, & esse debeant prefatorum Reverendissimi Domini Francisci Cardinalis, & Illustris Domini Joannis Francisci, ac Hæredum, & Successorum suorum predictaque omnia, & singula habeant, & teneant eisdem modo, & forma cum additionibus suprascriptis prout in Instrumentis superinde confectis, & per me Notarium infrascriptum die ultima mensis Julii Anni proxime preteriti rogatis continetur; Item, & ultra predicta habeant, teneant, & possideant omnia Castra, Fortilicia, Loca, & Jura cum mero & mixto Imperio, ac omnimoda Jurisdictione, ac aliis eorum Juribus, & pertinentiis que prefatus Illustrissimus quondam Genitor eorum tempore ejus vitæ habebat, tenebat, & possidebat, & usque ad ejus mortem habuit, tenuit, & possedit in Territorio Cremonensi, excepto Castro, & Terra Vitalianæ quod & quam præfatus Illustrissimus Dominus Federicus Marchio habet, tenet, & possidet una cum Domo Antonelli del Ceruto, & aliis sibi Illustri Domino Federico per eundem Antonellum donatis, exceptis tamen possessione Vitelianæ, & Possessione Caballariæ cum Pratis Casalcugoli, sive Belleguardæ pro prefatis Reverendissimo Domino Francisco, & Illustrissimo Domino Joanni Francisco reservatis, & prout in dictis Instrumentis per me rogatis continetur: Item, & prefatus Illustris Dominus Joannes Franciscus habeat, teneat, & possideat palatium, quod alias fuit bonæ memoriæ Illustris quondam Domini Alexandri de Gonzaga constructum in Civitate Mantuæ in Contrata Aquilæ juxta suos confines quod prefatus Illustris Dominus Federicus Marchio eidem Illustrissimo Domino Joanni Francisco donavit, & pleno Jure assignat, & dimittit: Eo quia idem Illustrissimus Dominus Joannes Franciscus libere renunciavit, dedit, & relaxavit, ac de presenti renunciat, dat, & relaxat prefato Illustrissimo Domino Frederico Domum, quam ipse Illustrissimus Dominus Joannes Franciscus habet, tenebat, & possidebat in dicta Civitate Mantuæ in Contrata Serpæ juxta suos confines: Item quod prenominatus Illustrissimus Dominus Rodulphus, & Reverendus Dominus Ludovicus Prothonotarius per se se, ac Hæredes, & Successores suos ut tanquam filii, & Hæredes prefati Illustrissimi quondam Domini Ludovici eorum Patris ut supra vigore dictarum Conventionum, Compositionum, & Concordiarum habeant, teneant, & possideant Castrum Luzariæ cum mero & mixto Imperio, ac omnimoda Jurisditione, & cum omnibus aliis suis Juribus, & pertinentiis; Item, & Possessionem P. Marmiroli in Territorio Mantuano cum reservationibus super inde factis, & una cum Palatio in dicta Terra Marmiroli constructo, quantum est pro Juribus, que in illo prefatus Illustrissimus Dominus Federicus habebat, & hec omnia habeant, teneant, & possideant eisdem modo, & forma, prout in Instrumento superinde confecto, & per Joannem Franciscum de Luchircho Notarium publicum Mantuanum die vigesima octava mensis Junii Anni proximè decursi rogato continetur, & cum illa additione dictis Conventionibus nunc facta videlicet, Quod si quo casu dicta Possessio Marmiroli, vel aliqua ejus pars devolveretur ob Investituras debito tempore non petitas, aut propter canonem non solutum, sive alia ratione, vel causa, culpa vel defectu prefati Illustrissimi Domini Federici, sive Hæredum, & Successorum ejus, aut prefati Illustrissimus Dominus Rodulfus, & Reverendus Dominus Prothonotarius sive eorum Hæredes, & Successores dicta Possessione, vel aliqua ejus parte uti, & frui non possent quavis ratione vel causa, culpa, & deffectu prefati Illustrissimi Domini Federici, aut Hæredum, & Successorum ejus, idem Illustrissimus Dominus Federicus, sive ejus Hæredes, & Successores teneantur, & obligati sint prefatis Illustrissimo Domino Rodulfo, & Reverendo Domino Prothonotario, aut suis Hæredibus, & Successoribus dare, & assignare alias Possessiones seu Terras tam in precio, quam in reddìtu equivalentes in toto vel pro parte que devolveretur culpa & deffectu, de quibus supra, aut aliis ex causis premissis: Item, & cum hac alia additione dictis Conventionibus nunc facta videlicet, Quod prefati Illustrissimus Dominus Rodulphus, & Reverendus Dominus Prothonotarius, ac eorum Hæredes, & Successores possint uti aqua Seriolæ discurentis juxta Possessionem predictam Marmiroli, & pertinentias suas pro irrigatione Terrarum dictæ Possessionis, & pertinentiarum, prout, & quemadmodum tempore vitæ præfati Illustrissimi quondam Domini Ludovici eorum Patris solitæ erant irrigari, ita tamen quod teneantur facere expensas necessarias, & sibi contingentes in dicta Seriola pro rata sua: Item, & ultra predicta habeant, teneant, & possideant omnia Castra, Jura, & Loca cum mero & mixto Imperio, ac omnimoda Jurisdictione, ac omnibus aliis eorum Juribus, & pertinentiis, que prelibatus Illustrissimus quondam Genitor eorum tempore ejus vitæ habebat, tenebat, & possidebat, & usque ejus mortem habuit, tenuit, & possedit in Territorio Brixiensi, exceptis Castro Caneti cum suis squadris, & Vulungo ac cum Revelino suo, & Castris Marianæ, Redoldeschi, & Medulatum, quæ idem Illustrissimus Dominus Federicus habet, tenet, & possidet: Item, & prefatus Illustrissimus Dominus Rodulphus habeat, teneat, & possideat Possessionem Suzariæ in Territorio Mantuano cum Juribus, & pertinentiis suis quam prefatus Illustrissimus quondam Genitor suus tempore ejus vitæ tenebat, & usque ad ejus mortem tenuit: Item & prefatus Reverendus Dominus Prothonotarius habeat, teneat, & possideat Domum quæ erat antedicti Illustrissimi Domini Joannis Francisci positam in Civitate Mantuæ in Contrata Serpæ quam prefatus Illustrissimus Dominus Federicus eidem Reverendo Domino Prothonotario libere donavit, & donat, sibique pleno Jure dimisit, & dimittit: Et prefatus Illustrissimus Dominus Federicus Marchio vigore dictarum Conventionum, Compositionum, & Concordiarum per se, Hæredes, & Successores suos, & ut & tanquam filius, & Hæres predicti quondam Patris sui Illustrissimi ut supra habeat, teneat, & possideat Castrum Vitelianæ in Territorio Cremonensi cum Domo, & aliis sibi donatis per Antonellum del Ceruto, & prout constat in Instrumento dictæ Donationis rogato per me Notarium infrascriptum die vigesima secunda mensis Julii Anni proxime preteriti: Item Castrum Caneti in Territorio Brixiensi cum suis Squadris, Volungo & Revelino dicti Castri super agro Cremonensi ultra Flumen Olii constructo, & ipsa Castra teneat, & possideat cum mero & mixto Imperio & cum omnimoda Jurisdictione, & cum pascuis, ac cum omnibus Juribus, & pertinentiis, & cum resservationibus factis in Potestaria Vitelianæ ut ante, & eisdem modo & forma, prout in Instrumentis rogatis per me Notarium infrascriptum, & prenominatum Joannem Franciscum de Luchirco, de quibus supra fit

mentio

Anno 1479.

ANNO 1479.

mentio continetur : Item, & ultra predicta ut & tanquam legitimus Successor in Civitate, & Marchionatu Mantuæ ex concessione, & Investitura de dictis Civitate, & Marchionatu Mantuæ à Serenissimo Domino Imperatore facta ob mortem dicti quondam Illustris genitoris sui legitime habeat, teneat, & possideat Civitatem, & Dominium Mantuæ cum omni ejus Marchionatu, & Districtu, exceptis antedicto Castro Rotingi cum ejus Possessione veteri, & Castro Luzarie cum Possessione Marmiroli, ac Possessione Suzariæ: Item & teneat, ac possideat infrascripta Castra, & Loca cum mero & mixto Imperio, & cum omnimoda Jurisdictione, ac cum omnibus suis Juribus, & pertinentiis videlicet Terras, Castra, & Fortilicia in agro Veronensi posita excepta Possessione Villimpentæ, de qua supra: Item, & Castra Marianæ, Redoldeschi, & Medularum in Territorio Brixiensi ut supra: Item & habeat, teneat, & possideat omnia, & singula alia Bona tam propria, & allodialia, quam Feudalia, emphiteotica, & libellaria, ac generis, & maneriei cujuscunque quæ, qualia, & quanta dictus Illustrissimus quondam Genitor tempore ejus vitæ habebat, tenebat, & possidebat, & usque ad ejus mortem habuit, tenuit, & possedit, & quæ dicto quondam ejus Genitori quoquo modo, & quavis ratione, & causa spectabant, & pertinebant: Et his pactis, modis, gravaminibus, & conditionibus inter ipsos Fratres firmatis, & tam in principio, quam medio, & fine hujus Contractus repetitis, videlicet, Quod si aliquando compertum fuerit Castrum Sablonetæ positum in Territorio Cremonensi quod nunc dicti Reverendissimus Dominus Franciscus, & Illustrissimus Dominus Joannes Franciscus tenent, & possident, & quod se legitime, ac justo titulo tenere, & possidere credunt, non teneri, aut possideri de Jure, tunc idem Illustrissimus Dominus Federicus pro rata sua una cum suprascriptis omnibus Fratribus suis teneatur, & obligatus sit capere compositionem cum illis de Persico, & illis pro rata sua satisfacere, prout fecit Illustrissimus quondam Genitor eorum cum illis de Cavalcabobus, & quilibet ipsorum Fratrum pro rata ad illis satisfaciendum teneatur: Item quod dictus Illustrissimus Dominus Federicus unà cum dictis ejus Fratribus pro rata sua teneatur, & obligatus sit ad exequendum, & executioni mandandum compositiones alias factas per dictum quondam Illustrissimum Genitorem suum cum illis de Cavalcabobus: Item & teneatur, & obligatus sit dare, & assignare prefatis Illustrissimo Domino Joanni Francisco, Illustrissimo Domino Rodulpho, & Reverendo Domino Ludovico Prothonotario lectos viginti fulcitos cum una tapezaria pro quolibet ipsorum trium: Item & teneatur, & obligatus sit dare, & assignare Illustrissimæ Dominæ & Excellentissimæ Dominæ Barbaræ eorum Matri Possessionem dela Mantuana cum omnibus Juribus, & pertinentiis suis pro satisfactione expensarum quæ occurunt possessioni, & Curiæ Hostiliæ assignatæ prefatæ Dominæ maxime pro affictu Sancti Zenonis de Verona, & expensa Presbiterorum Hostiliæ, quas expensas ipsa Domina tenetur, & obligata est facere omnibus annis quo ad vixerit, & possederit Curiam ipsam Hostiliæ cum dicta Possessione dela Mantuana: Item & teneatur, & obligatus sit prestare illud honestum subsidium quod sibi fuerit possibile in reformando Domum prefati Illustrissimi Domini Rodulfi, quæ minatur ruinam, adeo quod secure habitari possit. Itemque post mortem prefati Reverendissimi Cardinalis omnis pars Status sui in Territorio Cremonensi, & in prenominatis Castro Rotingi cum ejus Possessione veteri, & in Possessione Villimpentæ, excepta legitima sua deveniat, & devenire debeat ad prefatum Illustrissimum Dominum Joannem Franciscum sive ejus filios legitimos, & naturales, Decedente vero dicto Domino Joanne Francisco sine filiis legitimis, & naturalibus, Castrum Doxuli quod est inter dicta Castra Territorii Cremonensis, & Castra Sancti Martini ab Aggere, & Rotingi cum ejus Possessione veteri de quibus supra, Locaque Gazoli, Belfortis, & Comissadii antedicta, ac predicta Possessio Villimpentæ cum omnibus Juribus, Jurisdictionibus, & pertinentiis suis, excepta legitima sua, deveniant, & devenire debeant ad ipsum Illustrissimum Dominum Federicum, sive ad ejus filios legitimos, & naturales, Reliqua vero pars Status sui, excepta legitima sua, deveniat, & devenire debeat ad prefatum Reverendissimum Dominum Cardinalem, Quo quidem decedente, & non extantibus filiis legitimis, & naturalibus ex ipso Domino Joanne Francisco, exceptis Doxulo, Sancto Martino, Rotingo cum ejus Possessione veteri, Gazolo, Belforte, Commissadio, & Possessione Villimpentæ, de quibus supra, deveniat, & devenire debeat ad prefatum Illustrissimum Dominum Rodulfum, & Reverendum Dominum Prothonotarium Fratres ipsius Domini Federici, sive ad filios legitimos, & naturales ipsius Domini Rodulfi: Item quod post mortem prefati Reverendi Domini Prothonotarii omnis pars Status sui in Territorio Brixiensi, & in dicto Castro Luzariæ, ac in predicta Possessione Marmiroli, excepta legitima sua, deveniat, & devenire debeat ad Illustrissimum Dominum Rodulfum prenominatum sive ejus filios legitimos, & naturales, Quo quidem decedente sine filiis legitimis, & naturalibus, predictum Castrum Luzariæ dictaque Possessio Marmiroli cum omnibus suis Juribus, & pertinentiis, excepta legitima sua, deveniat, & devenire debeat ad prefatum Illustrissimum Dominum Federicum, sive ejus filios legitimos, & naturales: Reliquum vero Status Brixiensis assignati ipsi Domino Rodulfo, excepta legitima sua, deveniat ad ipsum Reverendum Dominum Prothonotarium, post cujus mortem, non extantibus filiis legitimis, & naturalibus ex ipso Domino Rodulpho, Status Brixiensis ipsorum amborum Fratrum, exceptis semper dictis Castro Luzariæ, & Possessione Marmiroli cum suis Juribus, & pertinentiis, deveniat ad prefatos Reverendissimum Dominum Cardinalem, & Illustrissimum Dominum Joannem Franciscum sive ipsius Illustrissimi Domini Joannis Francisci filios legitimos, & naturales: Item & ultra predicta quod si predicti Reverendissimus Dominus Cardinalis, Illustrissimus Dominus Joannes Franciscus, Illustrissimus Dominus Rodulphus, & Reverendus Dominus Prothonotarius, omnes decesserint sine filiis legitimis, & naturalibus, salvis tamen semper & firmis manentibus omnibus prenissis, & quibuscunque conventis inter ipsos Fratres quæ hic pro repetitis habeantur, predicta omnia Castra, Terræ, Loca, Bona, & Jura, exceptis eorum legitimis, deveniant, & devenire debeant ad prefatum Illustrissimum Dominum Federicum, sive ejus filios, & Hæredes descendentes ab eo, quia sic inter dictos Fratres actum extitit, & conventum: Item, & ultra predicta quod omnes Coloni parriarii dictarum Possessionum Rotingi, Villimpentæ, Vitallianæ, Caballariæ cum Pratis, Casalengoli, & Belleguardæ, ac Marmiroli tam presentis, quam futuri gaudeant, & gaudere debeant omnibus Privilegiis, exemptionibus, Immunitatibus, prerogativis, & graciis quibus gaudebant tempore bonæ memoriæ quondam Illustrissimi Domini Ludovici Genitoris sui, & eo modo dicti Colloni dictarum Possessionum tractentur, & tractari debeant sicuti tractabantur tempore prefati Illustrissimi quondam Domini Ludovici, quia sic inter dictos Fratres actum extitit, & conventum: Item quod quilibet ipsorum Fratrum exigere possit, & debeat à Debitoribus dicti quondam Illustrissimi Patris sui omnem denariorum, & aliarum rerum quantitatem, quæ nunc ab eis exigi restat de eo quod dicto quondam eorum Patri dare debebant quavis ratione, & causa, scilicet unusquisque ipsorum Fratrum, a Creditoribus habitantibus in Terris, & Locis ad eos perventis ut ante scilicet debita quæ habent in dictis Terris tantum singulos singulis referendo: Prefatus vero Illustris Dominus Federicus teneatur, & obligatus sit de suo proprio satisfacere omnibus creditoribus dicti quondam Patris eorum, exceptis debitis pro illis de Persico, & de Cavalcabobus solvendis ut supra, quia sic inter ipsos Fratres actum extitit, & conventum. Postmodum volentes omnes ipsi Fratris se invicem cauctiores reddere quo magis eorum Fraternus Amor indies acrescat, & perpetuo cum pace conservetur, primo, & ante omnia ipsi omnes, & unusquisque eorum per se, Hæredes, & Successores suos, & unus ad requisitionem alterius, & ecoverso, ita quod singula singulis congrue referantur sponte, & ex certa eorum scientia, ac animis bene deliberatis cetrificati prius ut dixerunt ad eorum plenam, & claram intelligentiam de Conventionibus, Compositionibus, & Concordiis antea inter eos, sive inter eorum Mandatarios factis, & de omnibus, & singulis premissis, omnibus melioribus modo, via, Jure, forma, & causa quibus melius potuerunt, & possunt, confirmaverunt, ratificaverunt, approbaverunt, & emologaverunt, ac confirmant, ratificant, approbant, & emologant dictas Conventiones, Compositiones, & Concordia, ac omnia & singula tam per ipsos, quam per alios eorum nominibus dicta, facta, gesta, composita, procurata, & celebrata pro ipsis Conventionibus, Compositionibus, & Concordiis, ac contenta, inserta, & apposita in Instrumentis super inde confectis, & rogatis per me Notarium infrascriptum, ac prenominatum Joannem Franciscum de Luchitco, de quibus supra facta fuit mentio, salvis tamen semper omnibus premissis,

ANNO 1479.

ſis, diseruntque, & proteſtati fuerunt, ac dicunt, & proteſtantur ipſas Conventiones, Compoſitiones, & Concordia, & ipſa omnia, & ſingula in dictis Inſtrumentis contenta, dictas, factas, geſtas, compoſitas, procuratas, & celebratas, ac dicta, facta, geſta, compoſita, procurata, & celebrata fuiſſe, & eſſe de eorum vera ſcientia, pura, mera, & libera voluntate ac expreſſo mandato ſingula ſingulis congrue, ut dictum eſt, referendo: Deinde prefati omnes Fratres, & unus ad inſtantiam alterius, & econverſo non vi, non metu, nec aliquo alio Juris vel facti ducti errore, ſed ſponte, & ex certa eorum ſcientia, & animis benè deliberatis contenti, & confeſſi fuerunt, ac manifeſtaverunt, & dixerunt, contentanturque, & confitentur, ac manifeſtant, & dicunt ſe ſe, & unumquemque ipſorum ante preſentem ſtipulationem habuiſſe, & nunc habere, tenere, & poſſidere quietè pacificè, & ſine ulla contradictione, Caſtra, Loca, Terras, Poſſeſſiones, Palacia, & Jura unicuique eorum ſcripta, & notata, ut ante, cum eorum Dominiis, Juribus, & pertinentiis, ac eisdem modo, forma, & cundictionibus in dictis Inſtrumentis contentis, & in preſenti Inſtrumento notatis, ſingula ſingulis referendo; Propter quæ unusquisque ipſorum Fratrum ſponte dixit, & confeſſus fuit, ac dicit, & confitetur ſibi bene eque juſtè, & ad integrum ſatisfactum fuiſſe, & eſſe de omni ea portione, quæ ſibi ſpectabat, & pertinebat, ac ſpectare, & pertinere poteſt, poterat, & potuiſſet, ac debuerat, & debuiſſet quomodocunque, & qualitercunque, & quavis ratione, & cauſa, in & de bonis, & Hæreditate prefati Illuſtriſſimi quondam Genitoris eorum, & tam in & bonis propriis, & allodialibus quam pheudalibus emphiteuticis libellariis, aut cujuscunque alterius generis, & manerici, & pro ipſis, & ſingulis omnibus quæ unusquisque eorum habet, tenet, & poſſidet, ut prefertur, ſe bene contentum eſſe dixit, & vocavit, ac dicit, & vocat, Reſervantibus tamen prefatis Reverendiſſimo Domino Cardinali, Domino Joanni Franciſco, Illuſtriſſimo Domino Rodulpho, ac Reverendo Domino Prothonotario, ac reſervaverunt ipſi quattuor Fratres omne Jus, quod circa ſucceſſionem Marchionatus, ex forma Privileggiorum Imperialium, eis competeret, aut competere poſſet aliquo unquam tempore, quæ reſervatio pro repetita habeatur in qualibet parte, & tam in principio, quam medio, & fine hujus Contractus, quia ſic proteſtati fuerunt, Quibus reſervationibus prefatus Illuſtriſſimus Dominus Federicus Marchio quatenus tenderent, ſeu tendere poſſent in prejuditium ipſius Domini Frederici, & Filiorum, ac Hæredum ſuorum ſecundum tenorem Privilegiorum Imperialium ſuper forma ſucceſſionis in dicto Marchionatu Mantuæ conceſſorum dumtaxat non conſenſit, nec conſentit, dicta tamen reſervatione, ac omnibus aliis, ut ſupra poſitum eſt, in ſuo robore permanentibus, Et inſuper predicti Illuſtriſſimus Dominus Federicus Marchio, Reverendiſſimus Dominus Franciſcus Cardinalis, Illuſtriſſimus Dominus Joannes Franciſcus, Illuſtriſſimus Dominus Rodulphus, & Reverendus Dominus Ludovicus Prothonotarius, omnes preſentes, & pro ſe ſe, & eorum Hæredibus, ac Succeſſoribus ſtipulantes ſibi mutuo, & viciſim, ac unus aliis, & econverſo fecerunt finem, quietationem, abſolutionem, remiſſionem, & liberationem, ac pactum perpetuum de ulterius aliquid non petendo in, & de bonis, ac hæreditate dicti quondam eorum Patris, de quibus ſupra, ultra ea quæ unusquisque ipſorum Fratrum habet, tenet, & poſſidet, ut ſupra dictum eſt, ſingula ſingulis referendo, ac ſe ſe mutuo, & viciſim unumque alios, & e converſo, ac Hæredes, & Succeſſores ſuos, & ſua bona omnia per Aquilianam ſtipulationem precedentem, & acceptilationem ſubſequentem, legitimè interpoſitas liberaverunt, & abſolverunt, ac liberant, & abſolvunt ab omni eo, & toto quod ſibi invicem, & unus ab aliis, & e converſo petere poſſunt, poſſent, poterant, & potuiſſent quomodocunque, & qualitercunque, & quavis ratione, & cauſa in de, & pro bonis, & Hæreditate dicti quondam eorum Patris, de quibus ſupra, ſolemnique ſtipulatione hinc inde interveniente per ſe ſe, ac Hæredes, & Succeſſores ſuos predicti Fratres ſibi mutuo, & viciſſim, ac unus aliis, & econverſo promiſerunt, & promittunt de Caſtris, Terris, Locis, & poſſeſſionibus, & Juribus que unusquisque eorum habet, tenet, & poſſidet vigore Conventionum, Compoſitionum, & Concordiorum de quibus ſupra, & de quibus in antedictis Inſtrumentis rogatis per me Notarium infraſcriptum, & prenominatum Joannem Franciſcum de Luchirco, ac etiam in preſenti Inſtrumento preterque de dicto Marchionatu, nec de aliqua parte ipſorum Bonorum, & Jurium alicui ipſorum Fratrum, nec Hæredibus, & Succeſſoribus ſuis litem, cauſam, queſtionem, vel controverſiam non inferre, nec movere, nec inferenti ſeu moventi conſentire, ſed illa potius, & quamlibet eorum partem ſibi viciſim, & unum aliis, & econverſo legitimè ab omni perſona communi Colleggio, & Univerſitate deffendere, auctorizare, & expedire in Juditio, & extra, omnibus ſuis damnis, intereſſe, & expenſis, ſingula ſingulis referendo, ac ſe ſe unumquemque ipſorum perpetuo, & omni tempore predictas Conventiones, Compoſitiones, & Concordia, ac omnia, & ſingula tam per ſe ipſos proprios, quam per ſuos Mandatarios, ſeu alios eorum nominibus pro ipſis Conventionibus, Compoſitionibus, & Concordiis dicta, facta, geſta, compoſita, procurata, & celebrata cum omnibus, & ſingulis contentis in Inſtrumentis predictis ſuperinde confectis, Preſentesque Ratificationem, Approbationem, & Emologationem, Confeſſionem, finem, Abſolutionem, Quietationem, Remiſſionem, Liberationem, & Promiſſionem ſic ut ſupra factas, una cum omnibus, & ſingulis premiſſis, & in preſenti Inſtrumento contentis firmas, ratas, & gratas, ac incommutabiles, ac firma rata, grata, & incommutabilia habere, tenere, attendere, & obſervare, & in nullo unquam contrafacere, nec contravenire per ſe ſe vel alium, ſeu alios aliqua ratione vel cauſa, modo, vel ingenio, de Jure, vel de facto, ſub ſtipulata pæna centum Marcharum auri, quæ totiens comminatur, & exigi poſſit quotiens predictis, vel alicui predictorum contrafactum fuerit, vel contraventum, & qua pæna ſoluta vel non, ſemel aut pluries, nihilominus preſens Contractus in qualibet ſui parte plenam ſorciatur roboris firmitatem, cum reflectione, & reſtitutione omnium & ſingulorum damnorum intereſſe, & expenſarum litis, & extra, pro quibus omnibus, & ſingulis ſic firmiter attendendis, & plenius obſervandis ſibi viciſim, & unus aliis, & econverſo obligaverunt, & obligant omnia, & ſingula eorum Bona preſentia, & futura, & demum prefati Reverendiſſimus Dominus Franciſcus Cardinalis, & Reverendus Dominus Ludovicus Prothonotarius, manibus propriis ſuper eorum pectoribus poſitis, prefatique Illuſtres Dominus Federicus, Dominus Joannes Franciſcus, & Dominus Rodulfus, manibus propriis tactis Scripturis ad Sancta Dei Evangelia, Juraverunt predicta omnia & ſingula fuiſſe, & eſſe vera eaque perpetuo attendere, & inviolabiliter obſervare, & nullatenus contrafacere, nec contravenire aliqua ratione vel cauſa, modo vel ingenio, de Jure vel de facto, ſub pæna & obligatione premiſſis, & ſub virtute preſentis ſibi & unicuique eorum preſtiti juramenti. Et quia dictus Reverendus Dominus Ludovicus Prothonotarius minor annis viginti quinque, major tamen annis decem octo prout ibi ſuo juramento firmavit, ultra predicta juravit, & jurat ſe ratione minoris ætatis unquam contra predicta, vel aliquod predictorum non venire, nec adverſus predicta vel eorum aliquod reſtitutionem in integrum, nec abſolutionem à preſenti juramento petere, nec aliter propter ipſam minoritatem contravenire, ſed ſemper ipſa omnia, & ſingula attendere prout ſupra juravit, ejus minoritate ſibi in his aliquo modo non opitulante: Qui Reverendus Dominus Ludovicus prius tamen per me Notarium infraſcriptum ad ſui plenam & claram intelligentiam certificatus fuit de beneficio dictæ ſuæ minoritatis ſibi contra predicta competenti, & rogaverunt me prefati Illuſtriſſimi Fratres, & Domini ut de predictis omnibus, & ſingulis unum, & plura, & quotquot neceſſaria fuerint, conficiam Inſtrumenta.

Ego Antonius filius quondam providi Viri Ser. Chriſtophori de Cornice Civis Mantuæ publicus Appoſtolica, & Imperiali auctoritatibus Notarius predictis omnibus preſens fui, & rogatus publice ſcribere ſcripſi.

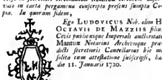
Ego Joannes Triſtanus filius quondam Egregii Viri Ser. Chriſtophori de Bonſignoris, Civis Mantuæ publicus Imperiali auctoritate Notarius ſupraſcriptum Inſtrumentum ratificationis, finis, & liberationis, & aliorum de quibus ſupra rogatus per Doctum Virum Ser. Antonium de Cornice Civem, & Notarium publicum Mantuanum, ab ejus publicis Abbreviaturis tranſcripſi, & in hanc publicam formam redegi. Et quia ipſum Inſtrumentum una cum dicto Ser. Antonio ejusque Scripturis averavi, & in omnibus concordare reperi, ideo me cum meis ſigno, & nomine conſuetis ſubſcripſi.

Ego Antonius filius quondam providi Viri Ser. Chriſtophori de Cornice, Civis Mantuæ publicus Appoſtolica, & Imperiali auctoritatibus Notarius ſupraſcriptum,

Anno 1479.

tuin Instrumentum ratificationis, finis, & liberationis, ac aliorum de quibus supra, de quo rogatus extiti per antedictum Joannem Tristanum de Bonignoris Notarium a meis abreviaturis relevari, & in suprascriptam formam publicam redigi feci, & quia illud una cum ipsis Abbreviaturis averatum in omnibus, in effectu concordare repperi, ideo me cum solita attestatione subscripsi.

Confert omninò cum Libro Transumptorum fol. 23. verso in secretiori Archiducali Mantuæ *Archivio asservato in carta pergamena conscripto presens sumpta Copia. In quorum fidem,*



Ego Ludovicus *Nob. olim* H. Octavii de Mazziis *filius Civis publicusque Imperiali auctoritate* Mantuæ *Notarius Archivique prædicti secretioris* Cancellarius *hic me solita cum attestatione subscripsi, hac die* 11. *Januarii* 1720.



Ita verum esse affirmo

Ego Joseph Maria Castileonus *ejusdem Archivii Præfectus, hac die* 12. *Januarii* 1720.

XXXIII.

12. Fevr. *Prolongatio Induciarum inter* Eduardum IV. *Regem Angliæ, &* Christsernum *Regem Daciæ, in biennium. Datum apud Westmonasterium die* 12. *Februarii Anno* 1479. [Rymer, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. XII. pag. 100.]

Rex omnibus, ad quos &c. Salutem.

Sciatis, quamquam aliàs, per nostros atque Serenissimi Principis Domini *Cristierni Daciæ, Sweciæ, & Norwegiæ Regis*, Ambassiatores & Nuncios, tunc in *Opido Hamburgensi, Bremensis Diœcesis*, ad hoc congregatis, inter *Nos* præfatúmque *Daciæ Regem* Regnorúmque nostrorum hincinde Incolas & Subditos concepta, inita, & celebrata, atque ex post approbata & confirmata Pacis, Concordiæ, & Amicitiæ Liga seu Confœderatio, temporum successu, perversorum (quorum totus conatus ad turbandum Pacem anhelat) sinistris actibus violata interruptáque sit,

Nos tamen atque præfatus *Rex Daciæ*, ad quos pervigili solicitudinis oculo Regnorum & Subditorum nostrorum profectum atque salutem contueri pertinet,

Considerantes quòd, veluti Discordiâ Res Magnæ periere, atque Concordiâ Res Parvæ crescere consueverunt, sic ex Pacis interruptione prædictâ Regnorum nostrorum hincinde Incolis & Subditis nullus fructus Saluris at undecúmque damnum & detrimentum subortum est,

Perversorum itaque conatibus hujusmodi obviare Pacisque reparationi summo studio intendere decrevimus,

Et post, eo prætextu, de novo inter Nos habitis Scriptis, Ambassiatis, atque Tractatibus, tandem, septiformis munere ab Alto gratiosè superinfuso, *Nos* atque præfatus *Rex Daciæ* ad has resolidatæ devenimus Concordiæ metas & Puncta, articulatim subinserta,

Primò, itaque confitemur quòd inter *Nos* & dictum *Daciæ Regem* conventum atque conclusum est, quòd, non obstantibus quibuscúmque actibus sinistris, quibus contra Confœderationem prædictam quomodolibet actum, illaque violata esse poterit, volumus tamen, sicut & jam volumus *Nos* atque *Rex Daciæ* præfatus, incipiendo *ad primum diem mensis Octobris ultimo elapsum, & ad Biennium ab illo die proximè futurum inclusivè continuando*, Ligam & Confœderationem prædictas, prout illa aliàs inter Nos concepta, celebrata, atque sigillata est, in omnibus suis Punctis & Articulis firmiter & inconcussè, ac si nunquam interupta fuisset, observare, neque eidem aliquatinus quacúmque ratione vel causâ in toto vel in parte contravenire.

Secundo, determinatum atque conventum est quòd omnes & singulæ actiones, per tempus interuptæ Confœderationis prædictæ inter *Nos* & præfatum *Daciæ Regem* & nostrorum & illius Regnorum Incolas exortæ, atque Subditis nostris suisque quomodolibet vicissim (alteri, videlicet, contra alterum) competentes, in Amicitia integra manebunt suspensæ usque ad Dietam infrascriptam sub Biennio prædicto celebrandam, nec ante finem ejusdem aliqui Subditorum nostrorum vel dicti *Daciæ Regis*, conjunctim aut divisim, per se vel per alios, viâ Juris vel facti, contra se invicem quomodolibet ex causis prædictis attemptabunt.

Tertio, conclusum est *Dietam ipsam*, inter *Nos* & antefatum *Daciæ Regem, in Civitate Hamburgensi, die Beati Petri ad vincula, sub Anno Domini millesimo, quadringentesimo, octogesimo*, celebrari; ubi tunc Ambassiatores utriusque Partis omnia & singula, post & contra Confœderationem prædictam quomodolibet acta, audiant, examinent, judicent, reforment, atque differentias & causas prædictas in Amicitia aut Jure terminent ac perpetuo silentio finiant, Confœderationemque prædictam renovent, resolident, & in pristinos Punctos reducant atque continuent, prout Rationi consonum atque ipsis visum fuerit expedire; stante illo quòd ea, quæ a die exspirationis Literarum, super hujusmodi Ligâ Confœderationis & Amicitiæ nuperimè, inter *Nos* & dictum *Daciæ Regem*, pro utriúsque Partis nostrûm nostrorúmque Subditorum & Regnorum Pace & Salute, initâ, concessarum, usque in ipsum primum diem mensis Octobris proximò futurum, per ipsius *Regis Daciæ* nostrosque Subditos, hinc indè per Mare, Terras, & Dominia, taliter qualiter acta, attemptata, seu perpetrata fuerint, sine ambarum Partium discussione, sorti relinquantur.

Quarto, diffinitum est, quòd, infra Biennium antedictum, Mercatores Incolæque nostrorum & dicti *Regis Daciæ* Regnorum prænominatorum, & quilibet ipsorum, pro libito suæ voluntatis, securè & liberè, quotiens placuerit, Regna prædicta hincinde (de Dacia, videlicet, Swecia, & Norwegia ad Angliam, atque de Anglia ad Daciam, Sweciam, & Norwegiam) poterint cum rebus & Mercatoribus suis, tàm per Mare quàm per Terram, visitare in omnibus & per omnia, juxta prædictæ olim conceptæ, celebratæ, & sigillatæ Confœderationis vim, formam, & tenorem, sub libero atque securo salvo Conductu,

Quem Nos Edwardus *Rex* prædictus dicti *Regis Daciæ* Incolis & Subditis, & idem *Rex Daciæ* nostris Incolis & Subditis, totiens quotiens requisiti seu requisitus fuerimus seu fuerit, dabimus & dabit,

Prout & Nos Edwardus *Rex* prælibatus hujusmodi securum & salvum Conductum ex nunc *Regis Daciæ* Subditis, melioribus modis & formâ quibus ipsis validius & efficaciùs dare poterimus, per totum Biennium prædictum, validè atque plenariè, vigore hujusmodi Literarum nostrarum, concedimus & impartimur,

Hoc specialiter excepto, quòd Incolæ Regni nostri Angliæ prædicti, sine speciali Licentiâ atque Conductu ab ipso *Cristierno Rege* sæpefato specialiter obtinendo, per hujusmodi Biennium, Terram suam Islandiæ nullatenus visitabunt, aut inibi Mercancias excercebunt,

Quos quidem Articulos & Puncta, causâ Confœderationis inter *Nos* & præfatum *Daciæ Regem*, pro nostrorum atque illius Regnorum eorumdemque Incolarum Salute, renovandæ, reintegrandæ, resolidandæ, atque recontinuandæ conceptos, Nos Edwardus in vim hujusmodi nostrarum Literarum acceptamus, approbamus, ratificamus, gratos & ratos habere volumus, sub fide nostræ Regalis Magestatis, omnia & singula in hujusmodi nostris Reconsiliationis Literis contenta, firma & inconcussa, quantum ad Nos spectat & pertinet, inviolabiliter observare, nec contravenire eisdem per Nos neque per alium seu per alios, quovis quæsito colore vel ingenio, de jure vel de facto.

In quorum omnium & singulorum præmissorum robur atque fidem has nostras Patentes Literas fieri fecimus, ut ad manum ipsius *Regis Daciæ*, vel in manus Reverendi in Christo Patris *Episcopi Lubicensis*, infra Solempnitatem Paschalem proximò adventuram, juxta de super præconventa, fideliter transmittantur.

Datum apud *Palatium nostrum Westm.* duodecimo die Februarii.

Per ipsum Regem.

XXXIV.

Anno 1479.

16. Mars.

XXXIV.

Reversal-Brieff / welchen Churfürst Ernst und Hertzog Albrecht zu Sachsen der Abtissin Hedwigen zu Quedlinburg gegeben / darinnen sie bekennen / daß sie von gedachter Abbatissin die Vogthey über das Stifft Quedlinburg zu einem echten Mannlehen empfangen / auch daneben sich verpflichten / den Lehen / als offt die zu falle kommen / rechte folge zu thun / und sich damit zu halten / wie gebührt und bedungen worden / und wie es des Stiffts alt herkommen / Recht und Gewohnheit ist. Geben nach Christus Geburth 1479. am Dienstag nach dem Sonntag Oculi. [Deduction, daß eine Abtissia zu Quedlinburg von zeit der Fundation biß hieher ein immediater Reichs-Stand gewesen/in Beylagen sub Num. XXXVI. Lunig, in Grund-Beste der Europæischen Potenzen Gerechtsamen Part. I. Cap. IV. pag. 799. ubi remitteit ad suum. Reichs-Archiv. Continuae. II. Abtheil. V. pag. 871.]

C'est-à-dire,

Revers donné par Ernest *Electeur de Saxe, & par* Albert *Duc de Saxe à* Hedwige *Abbesse de* Quedlinbourg, *par lequel ils reconnoissent qu'ils tiennent en Fief masculin de l'Abbaie de* Quedlinbourg, *l'Avocatie sur la même Abbaie, promettant de satisfaire aux conditions & obligations du Fief, dans toutes les occasions de caducité, conformément aux Droits, Usances & Coûtumes de la même Abbaie. Fait le Mardi après le Dimanche* Oculi 1479.

Von GOTTES Gnaden Wir Ernst / des Heiligen Römischen Reichs Ertz Marschall / Churfürst / und Albrecht / Gebrüder / Hertzogen zu Sachsen / Landgrafen in Düringen und Marggrafen zu Meissen rc. bekennen vor Uns / Unsere Erben und Nachkömmling / und than kund mit diesem Unsern offenen Briefe vor allen / die ihn sehen oder hören lesen. Nachdem Unsere Vorfahren / Fürsten des löblichen Hauses zu Sachsen rc. von Alters her des Würdigen Stiffts Quedlinburg Erb-Voigte / Schirmer und Vertheidinger gewest / und Wir noch seynd / und solche Voigtey mit ihrer Zugehörung von allen Vorfahren Ebtißin und ihrem Stifft zu Lehn empfangen. So nun dieselbe Voigtey und andere Gerechtigkeit / die dem genandten Stiffte zugehöret / in Krieges-Läufften und Gedrängnissen / damit die Vorfahren Ebbtißin and Stifft beladen gewest / dem Stifft und unsern Vorfahren / den Hertzogen zu Sachsen / als des Stiffts Erb-Voigt abhändigt bracht / und in ander Hände / dem Stifft und Unsern Vorfahren zu mercklichen Schaden / kommen. Solches und des Stiffts gründlich Verderben haben Wir / als der Hochwürdigen und Hochgebohrnen Fürstin / Frauen HEDWIGEN / gebohrne Hertzogin zu Sachsen rc. Abbatißin des Käyserl. freyen Stiffts Quedlinburg obgenannte Brüdere und Schützer des Stiffts / angesehen / und nach mannichfaltigen Bothschafften / Schrifften / Tageleisten / so wir ihrem Stifft zu guth durch die Unsern und zu Zeiten durch Unsere eigene Personen mit gnüglichen überflüßigen Rechtbothen mit Fleiß treulich gethan / und so das alles nicht verfahen / auf daß denn die genannte Unsere Schwester ihres Stiffts Gerechtigkeit etlicher Massen wieder erlangen / ihr Stifft / das gantz niederkommen und verdorben war / dadurch wieder aufgerichtet / so haben wir Uns zuförderst dem Allmächtigen GOTT zu Lobe / zu sonderlicher Ehrerbietung der Mutter GOTTES / und den Heiligen Patronen S. Servatio / Dionysio und Arnolpho / und dem Stiffte zu Gute bewegen lassen / und mit Unsern eigenen Personen und mit eigener grossen Mache und Kostungen und Darlegen ins Feld gezogen / Uns neben das Monster und die Stadt Quedlinburg ins Feld geschlagen / und dadurch ihrem Stifft und Uns zur Voigtey mit zeitlichen Rathe und wohlbetrachtlicher Bewilligung des Bischoffes zu Halberstadt / und J. Liebden Stadt Quedlinburg / die solche Güter und Nutzung / zu ihrem Stifft und der Voigtey gehörende / inne gehabt / an etlichen Gerichten / Jahr-Gülden / Gelde / Dörffern / Dorff-Stetten / Mühlen / Teichen / Aeckern / Höltzern / Wiesen / das eines Theils neue Jahr-Gülde / die beyde ihre Städte / Ihro Liebden und ihre nachkommenden Ebbtißinnen am Stifft / und dem Stifft zu ewigen Zeiten zu geben auf sich genommen haben / und alles / das vormahls zur Voigtey gehöret / nichts ausgeschlossen / Ihr Liebden und ihrem Stifft gäntzlichen und gar durch gütliche Teidung abgetreten und übergeben / kläulich besagen; Also hat die genannte Unsere Schwester solche Freundschafft / Liebe und Treue / so wir Ihr Liebden und ihrem Stifft zu gute mit grossem Fleiß treulich erzeigt / angesehen / und daß Sie Uns als Hertzogen zu Sachsen rc. und Ihers Stiffts Erb-Voigten zu thun schuldig ist / und Uns mit zeitigen Rathe wohlbedächtiglich und Verwilligung der Edlen / Wohlgebohrnen ANNEN / gebohrnen von Kirchberg / Pröbstin rc. AGNESEN / gebohrnen von Birgkicht / Dechanin rc. AGNESEN / gebohrnen Fürstin von Anhalt / Gräfin zu Ascanien / AGNESEN / gebohrnen von Kirchberg / Aeltesten / und die gantze Sammlung ihres Stiffts zur Voigtey Lauenburg und allen andern Schlössern / in die Voigtey gehörende / mit Ober-Gerichten daselbst / auch die Ober-Gerichte in ihrer alten Stadt Quedlinburg und allen andern Nutzungen und Zubehörungen zum Schloß Lauenburg / und in die gemeldte Voigtey Ihres Stiffts gehörende / wo das gelegen / und wo jegliches mit Namen genannt sey / sonderlichen die Stein-Mühle in Ihro Liebden alten Stadt gelegen / daran sie Ihr ein Marck Jährlicher Zinse behalten / als die vor Alters gewest ist / die Zehenden in diesen nachgeschriebenen Dörffern und Wüstungen / mit Namen zu grossen Harschleben / lützen Harschleben / Teckendorff / lützen Ditfurth / Suderoda / Sülten / grossen Orden / lützen Oeden / Ballersleben / Sallersleben / Ober-Sallersleben / Marschleben / Bürcklingen / Neustedt / Kampe / Meckelnfeld / Brackenstedt / Langenroda / Knittelroda / Idelustedt / mit Gerichte über Hals und Hand / im Felde / Dörffern and Wüstungen / das Hals-Gerichte über die Gröper vor Quedlinburg / auf dem Neuenwege / und das Westendorf / auch vor Quedlinburg gelegen / ausgeschlossen das Kloster zu S. Wiprecht / das Kloster aufm Monster-Berge / zwene besatzte Teiche, einen über Ditfurt zwischen der wüsten Kirchel genannt Zallersleben / und der Bude gelegen / der andere an dem Sebeken-Berge bey Gerstorf / Ihro Liebden Vorwerg im Westendorf / der Pröbstin und Sammlung Vorwerg auch im Westendorffe / vier Höffe in Ihro Liebden alten Stadt Quedlinburg / mit Namen der Fleisch-Hof / und die drey nächsten Höfe dabey gelegen / auch der Pröbstin Hoff in derselben alten Stadt liegende. Die gemeldten Kloster / Teiche / Vorwerge und Höfe soll J. L. frey und in die Voigtey nicht gezogen haben, Wo sich aber in den gemeldten Klöstern / Vorwergen oder Höfen etwas begebe / das durch Obergerichte

straff-

ANNO 1479.

strafwürdig seyn würde / darinn sollen sie Unsere und Unserer Erben Amtleute / die wir auf der Voigtey zu verwesen haben / halten und beweisen / als sich das gegen freyen Gütern und Höfen gebühret / und vom alten herkommen ist. Darzu hat die genannte Abtißin Unser liebe Schwester Uns / unsern Erben und nachkommenden Hertzogen zu Sachsen / die Halß-Gerichte zu grossen Ditfurt im Dorffe und Felde / vier und sechzig Rheinische Gülden von etlichen Aeckern um ihrer Stadt Quedlinburg und in den vorgenannten Dörffern und Wüstungen gelegen / die etliche J. L. Bürger zu Quedlinburg itzund inne haben / funfzehn Malter Korns / dreyssig Malter Hafern / funfzig Hühner / alles Jährlichen Zinses von den obgemeldten Aeckern / nach Besagung der Register über die Voigtey begriffen / den Fronen-Zinß / Stette-Geld / Voigt-Schilling in beyden ihren Städten Quedlinburg / die Bussen von den Ober-Gerichten in ihrer alten Stadt Quedlinburg und Voigteyen / ein Fuder gutes Bier / das die Gröper Jährlich in die Voigtey geben / als Teichstette in der Voigtey gelegen / doch also wenn Wir der Teiche einen oder mehr bauen wolten / sollen Wir einen jederman / der darinn hat / auskauffen und vergnügen / denn auf ihren Kost bauen / und was denn Jhro L. also darauf gelegt oder gewandt haben / es sey an Auskauffen / Vergnügung oder Gebäude / das sollen Wir oder Unsere Erben vor allen Dingen zuvor daraus nehmen / und so wir das also daraus genommen haben / so sollen solche Teiche einer oder mehr an Sie / ihre nachkommenden Ebbtißin am Stifft die Helfte kommen / die ander Helffte bey der Voigtey bleiben / doch mit solchen Behältnisse / wenn wir zu solcher unser Bezahlung und Vergnügung darinn fischen wolten / daß wir das mit ihren oder mit ihrer nachkommenden Abtißinnen Wissen und Willen thun / was wir denn daraus fischen und nehmen / soll Uns an solcher unserer Darlegung und Kost abgerechnet werden; doch eher solcher Vergnügung soll kein Theil ohn der andern Willen was darinn zu fischen haben; darzu Mannschafften / Dörffern / Höltzern / Püschen / Wonnen / Weiden / Wildtpanen / Hoch- und Nieder-Jagt / Wasser / Wasserläufften / Fischereyen / Fronen-Diensten / Beten / Zinsen / und allen andern Ehren / Nutzen / Würden / Gerechtigkeiten / Gewohnheiten / Uberkeiten und Zubehörungen / wie die genant oder nicht genant seynd / zu den genanten Voigteyen ihres Stiffts gehörende / nichts ausgeschlossen mit ihren Rechten / so J. Ld. daran zu verleihen gebieret / gereicht und geliehen / und wie das alles von J. Ld. Wer vor zur Lehn empfangen / als Jhres Stiffts Erbvoigte / und die also von J. Ld. Jhrem Stifft und nachkommenden Ebtißin am Stifft zum rechten Lehn haben / der gebrauchen und geniessen / den Lehenen / als offt die zu Falle kommen / rechte Folge thun / und Uns damit halten wollen / wie oben berührt / und ihres Stiffts Erb-Voigtey alt Herkommen / Recht und Gewohnheit ist / treulich und ungefährlich. Des zu Uhrkunde haben Wir Hertzog Ernst Unser Jnsiegel / das Wir Hertzog Albrecht hierzu mit gebrauchet / wissentlich an diesen Brief lassen hengen / der gegeben ist / nach Christi Unsers Herrn Gebuhrt / tausend vier hundert und im neun und siebentzigstem Jahre / am Dienstag nach dem Sonntag Oculi in der Heiligen Fasten ꝛc.

XXXV.

3. Juin.

FRANCE ET BEZANÇON.

Lettres de Ratification de l'Accord fait par le Sieur de CHAUMONT, *Comte de Brienne, Gouverneur de Bourgogne, & Champagne, pour & au nom de* LOUIS XI. *Roi de France, avec la Ville de* BEZANCON, *suivant lequel le Roi entre en partage avec ladite Ville des droits de Justice & de la Gabelle, pour en jouir, ainsi qu'avoient fait les Ducs* PHILIPPE *&* CHARLES *de Bourgogne. Donné à Nemours le 8. Juillet 1479.* [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 227.]

ANNO 1479.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France: à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme puis nagueres nôtre cher & feal Cousin, Conseiller & Chambellan, Charles d'Amboise, Comte de Brienne, & Seigneur de Chaumont, nôtre Lieutenant General, & Gouverneur par nous ordonné en nos Païs, Duché, & Comtez de Bourgogne & de Champagne, étant pour & au nom de nous en nosdits Païs de Bourgogne, les gens d'Eglise, Nobles, Recteurs, Gouverneurs, Citoiens, Manans & habitans de l'Université & Communauté de la Cité de BEZANÇON, aient envoié certains leurs Deputez pardevers lui, & lui aiant dit & remontré, que eux reduisant à memoire la singuliere amour & reverence que toûjours leurs predecesseurs ont eue aux Rois, à la Couronne, & à ceux qui sont issus de la Maison de France, considerant, qu'il n'est chose si seure, si convenable, ni de si grande utilité pour eux, & pour le bien & seureté de ladite Cité, que d'être en nôtre garde & protection, & faire association avec nous de la justice, revenus, & autres droits de la Cité, & aient offert à nôtredit Cousin & Lieutenant, mettre entre nos mains, & en nôtre garde & protection, ladite Cité de Bezançon, ainsi qu'ils étoient du tems des feus Ducs Philippes & Charles de Bourgogne, & avec ce nous associer pour nous, & les nôtres perpetuellement, en la justice, & en la perception des autres droits, aides, & revenus de ladite Cité, ainsi que les Ducs Philippes & Charles Comtes de Bourgogne, les prenoient, lui suppliant & requerant qu'il lui plût de les recevoir pour & au nom de nous, & comme nôtre Lieutenant, laquelle chose nôtredit Cousin Comte de Brienne, & Seigneur de Chaumont, ait fait, consenti, & accordé pour & au nom de nous, & comme nôtre Lieutenant, par vertu du pouvoir general à lui donné, & sur ce ait nôtredit Cousin & Lieutenant, & lesdits de Bezançon, traité, accordé, & appointé ensemble, en la forme & maniere contenue és Articles, dont la teneur s'ensuit.

C'est l'accord fait en brief par les souscrits de Bezançon, avec Monsieur le Gouverneur de Bourgogne, Lieutenant General du Roi, sauf la grace qu'il plaira au Roi leur faire.

Et premierement a été traité & accordé, que lesdits de Bezançon demeureront en la garde du Roi, par la forme & maniere qu'ils étoient aux feus Ducs Philippes & Charles de Bourgogne dernier trepassé, ainsi & selon qu'il est contenu plus à plein en ladite garde.

Item, a été accordé par lesdits souscrits au Roi, & à ses successeurs Comtes de Bourgogne perpetuellement, l'association qu'ils ont faite au feu Duc Philippes, c'est à savoir, qu'il commettra audit Bezançon Capitaine, qui aura autorité & connoissance des Fortifications de la Ville, & autres choses touchant le fait de la Guerre.

Item, aussi aura touchant le fait de la Justice un Commis à la Justice, sans lequel les Recteurs & Gouverneurs dudit Bezançon ne pourront moderer les amendes qui viendront à la Justice, esquelles le Roi prendra la moitié.

Item, aussi aura le Roi la moitié de toutes les Gabelles dudit Bezançon, tant de celles qui y sont de present, que autres qui pour le tems à venir y pourront être.

Item, le Roi aussi pourra commettre un Receveur pour recevoir à son profit la moitié desdits exploits de Justice & Gabelle d'icelle Ville, & ne pourront ceux dudit Bezançon bailler à ferme lesdites Gabelles, sans appeller lesdits Capitaines Commis à la Justice, Receveur, ou leur Lieutenant.

Item, & pareillement a été accordé, que si aucun debat ou controverse se mouvoit à cause desdites Justice & Gabelle, le Roi sera tenu tenir la main avec les Gouverneurs dudit Bezançon, d'appaiser lesdits debat & controverse, & tout ainsi & par la forme & maniere qu'il est plus à plein contenu en ladite association.

Item, & ca en outre, a été promis & accordé par lesdits de Bezançon, que doresnavant ils ne feront ni souffri-

ANNO 1479. souffriront faire aucunes assemblées, monopoles, par Etats, ni autrement, qui soient au prejudice du Roi nôtredit Seigneur, & de sesdits Païs & Sujets, & l'en avertiront, & y obvieront à leur pouvoir; & avec ce, ne souffriront ni recepteront audit Bezançon aucuns des ennemis du Roi. Fait au lieu de Valcisson le troisieme jour de Juin, l'an mille quatre-cens soixante dix-neuf. Ainsi signé, H. DE NEUFCHASTEL, GEOFFROY, E. MOUCHET, L. DESPECTOIS, P. BONVALET, J. CHAUDET & G. MORMELLE.

Et depuis aient lesdits gens d'Eglise, Nobles, Recteurs, & Gouverneurs, Citoiens, Manans & habitans de l'Université & Communauté d'icelle Cité de Bezançon, envoié pardevers nous leurs Procureurs, c'est à savoir, Henri de Neufchastel Prêtre, Chambrier & Chanoine de Bezançon, J. Geoffroy, Chevalier, Seigneur de Gouzans, Etienne Mouchet, Escuyer, Maître Leonard Despectois, Licentié en Loix, Pierre Bonvalet, Maitre Jean Chaudet, Guillaume Mormelle, Citoiens de Bezançon, avec puissance sur ce suffisante, lesquels nous ont suplié & requis, qu'il nous plût avoir agreable ce que par nôtredit Cousin & Lieutenant a été fait & appointé, & mettre ladite Cité en nos mains, & la recevoir en nôtredite garde, laquelle chose nous leur aions liberalement octroié; avec ce, aient lesdits Procureurs promis & juré ladite association selon le contenu desdits Articles, & pour ce aient lesdits Procureurs, au nom que dessus, passé Instrument autentique és mains de Notaires Apostoliques, & és presences de nos amez & feaux Conseillers, Pierre Doriolle, Chevalier, nôtre Chancelier, & Jean de Daillon, aussi Chevalier, Seigneur du Lude, & Gouverneur de nôtre Païs du Dauphiné, stipulans & acceptans pour nous, & à ce faire par nous Commis, par lequel Instrument lesdits Procureurs ont obligé tous les biens de ladite Cité, & Communauté de Bezançon, à tenir & garder perpetuellement, sans enfreindre, tout l'effet & contenu desdits Articles; ont aussi promis de faire ratifier & approuver à ceux de ladite Communauté tout l'effet & contenu audit Instrument, & que sur ce lesdits gens d'Eglise, & Communauté de Bezançon, bailleront leurs Lettres bonnes, valables, & en forme dûe. Et au surplus, nous aient lesdits Procureurs supplié & requis, qu'il nous plût leur bailler nos Lettres cofirmatoires des choses dessusdites, selon le contenu desdits Articles, & ainsi que par nôtredit Cousin & Lieutenant leur a été acordé. Savoir faisons, que pour consideration de la reverence & bonne affection, en laquelle ceux de ladite Cité de Bezançon sont venus devers nous, & nôtredit Cousin & Lieutenant, desirant les avoir toûjours en nôtre singuliere amour & affection, en loüant, ratifiant, & approuvant tout ce que par nôtredit Cousin & Lieutenant le Comte de Brienne, Seigneur de Chaumont, a sur ce été fait, traité, & accordé, avons ladite Cité de Bezançon, Nobles, Bourgeois, Manans & habitans en icelle, tant gens d'Eglise, que autres avec leurs biens, quelque part qu'ils soient en nôtre obeïssance, pris & reçus, prenons & recevons par ces presentes, en nos mains & en nôtre garde & protection, & au surplus, pris & accepté, prenons & acceptons pour nous & les nôtres, perpetuellement, l'association de la Justice, & autres Droits que lesdits Ducs Philippes & Charles de Bourgogne avoient & tenoient du tems qu'ils ont tenu nosdits Duché & Comté de Bourgogne, tous selon le contenu esdits Articles, promettant en bonne foi & en parole de Roi, garder, & faire entretenir audit Bezançon tout ce que par lesdits Articles dessusdits transcrits est contenu, & les entretenir en leurs Privileges, Franchises, & Libertez, selon la forme contenuë en la garde qu'ils avoient desdits Ducs Philippes & Charles de Bourgogne. Et afin que nul n'en puisse prétendre cause d'ignorance, avons voulu & voulons, qu'ils puissent ces presentes faire publier par tous les lieux de nôtre Roiaume, & de nos autres Païs, Terres, & Seigneuries, que bon leur semblera. En témoin de ce, nous avons fait mettre nôtre scel à cesdites presentes. Donné à Nemours le 8. Juillet l'an de grace mille quatre-cens soixante dix-neuf, & de nôtre regne le dix-huitiéme. Ainsi signé sur le repli : *Par le Roi*, le Seigneur de Montaigu, du Bouchage, & autres presens. J. LE MARESCHAL.

XXXVI.

10. Juin. FREDERICI *Imperatoris Confirmatio Privilegiorum per* SIGISMUNDUM *&* ALBERTUM *atque per ipsum* JOANNI FRANCISCO *&* LUDOVICO, *pro tempore Marchionibus Mantuæ, olim concessorum, non solum pro Marchionatu Mantuæ, verum etiam pro Castris & Jurisdictionibus in Diocæsibus Cremonensibus & Brixiensibus positis, facta favore* FREDERICI DE GONZAGA *ibidem Marchionis Mantuæ, cum Approbatione Conventionum inter eundem & Fratres ejus initarum. Datum Gretz die* 10. *Junii Anno Domini* 1479. [Piéce authentique, tirée des Archives Archiducales de Mantouë.] ANNO 1479.

FEDERICUS Divina favente Clementia Romanorum Imperator semper Augustus, Ungariæ, Dalmaciæ, Croacie &c. Rex, ac Austriæ, Stiriæ, Karinthiæ, & Carniolæ Dux, Dominus Marchie Sclavonicæ, ac Portusnaonis, Comes in Hasburg, Tirolis, Ferretis, & in Kiburg, Marchio Burgoviæ, & Lantgravius Alsaciæ &c. Ad perpetuam rei memoriam notum facimus tenore presentium universis. Imperatorie Celsitudinis immensa benignitas, quamvis universis suæ dictioni subjectis studere comoditatibus elargirique gratias quoddammodo videatur obnoxia: Illos tamen specialiori quodam benignitatis oculo intuetur majorique prosequitur cumulo gratiarum quos approbate fidelitatis constanciæ, claritudoque generis peramplius recomendaut; sane *Illustris Federicus* Marchio Mantuæ Princeps, & Consanguineus noster fidelis dilectus per honorabilem Dominum de Puellis de Parma utriusque Juris Doctorem, & Militem, Oratorem, & Nuncium suum plenó mandato suffultum nobis nuper exponi fecit Qualiter dudum dive memoriæ Sigismundus Romanorum Imperator primo attentis fidelitatis obsequiis quæ bone memoriæ ipsius Federici Avus Illustris Joannes Franciscus Marchio Mantuæ, & ejus Antecessores Imperio sacro prestiterant, eundem Avum Paternum illustraverat, insiguiverat, sublimaverat, erexerat, ac in Principem & Marchionem Mantuæ decoraverat; Civitatemque ipsam Mantuæ cum toto ejus Districtu, & Termorio, & omnibus Juribus, & pertinentiis suis in Marchionatum creverat. Marchionatumque ipsum in Feudum honorabile, & perpetuum sibi suisque legitimis filiis, & Hæredibus Masculis, & Successoribus concesserat, ac modum Successionis in Marchionatu predicto ordinaverat, plura etiam Privilegia, Libertates, Immunitates, Exemptiones, Declarationes, & Indulta largiendo: Ac post claræ memoriæ Albertus Avunculus noster Carissimus Rex Romanorum Antecessor noster immediatus, Nosque denique in personam ipsius Joannis Francisci, & successive Lodovici sui Primogeniti Marchionis Mantuæ ob mortem prefati sui Genitoris omnia, & singula hujusmodi confirmaveramus, ratificaveramus, & approbaveramus, prout in eorum Sigismundi, & Alberti, ac nostris Litteris quas hic haberi volumus pro sufficienter expressis plenius continetur. Denique vero Nos prelibato Lodovico Genitori suo inscriptas Terras, Castra, Opida, Rochas, Fortilicia, & Loca Brixiensia pro se, & suis Hæredibus ex eo legitime descendentibus in Feudum perpetuum, honorabile, nobile, & antiquum concesseramus, videlicet Castrum Canei cum Rocha, & Ponte super flumen Olii, nec non Revelinum, seu Fortilicium ultra Flumen Olii versus Territorium Cremonense cum omnibus Villis eis subjectis, videlicet Bozulano, Aquanigra, Beveraria, Motio, Casalromano, Fontanella, Volongo cum suo Fortilicio Calvageto: Item, & Castrum Hostiani: Item, Castrum Castri Giufreddi: Item Castrum Medulæ cum Villis ei subjectis, videlicet Birbese, Becharia, & Guidezolo: Item, & Castrum Castioni à Stiveriis cum Villa, & Rocha Solfarini: Item, Castrum Redoldeschi cum Monte Arcolo, Sancto Fermo, & Sancto Salvatore: Item, & Castrum Marianæ: Item, Castrum Asolæ cum Rocha, & cum Casaloldo suo Fortilicio Ramedellæ superiore, & inferiore, versus Aquamnigram: Item Castrum Lonati cum sua Rocha, & universaliter cum omnibus Rochis, & Fortiliciis, Villis, Territoriis Brixiensibus cum suis Curtis, pertinentiis, & Jurisdictionibus; que quondam sui Antecessores tennerunt, & possiderunt, similiterque eundem Lodovicum Genitorem suum pro se, & filiis suis masculis ex eo legitime descendentibus, de infrascriptis Terris, Castris, Opidis, Fortiliciis, Villis, & Locis, ac Juribus cum eorum Jurisdictionibus Investiveramus eaque omnia sibi ut supra in Feudum honorabile, nobile, & antiquum concesseramus, videlicet

cet Castrum Vitelianæ cum Rocha, Fortilicio, Curia, Villa, & pertinentiis suis, Villam Corigii Viridis cum pertinentiis suis, Castrum Sablonetæ, cum Rocha, Curia, Villis, & pertinentiis suis, Castrum Riparoli, cum Rocha, Curia, Villis, & pertinentiis suis, Castrum Doxuli cum Rocha, Villis, & pertinentiis suis, Castrum Sancti Martini ab Aggere cum Rocha, Curia, Villis, & pertinentiis suis, Castrum Insulæ Dovariensis cum Villis, & pertinentiis suis, Villas Gazoli, & Beltortis cum Villis, & pertinentiis suis, Villam quoque Pomponeschi cum suis pertinentiis, omnia sita in Districtu, & Territorio Cremonensi cum omnibus suis Curtis, pertinentiis, Juribus, & Jurisdictionibus, quæ ipse suique Predecessores tenuerant, & possiderant, ac tenere, & possidere consueverant. Eidem Ludovico Marchioni suo Genitori in predictis plura Privileggia, Libertates, Immunitates, Concessiones, Exemptas facultates, declarationes, auctoritates, & indulta largiendo, prout hiis, & aliis ex nostris Litteris quas hic haberi volumus pro sufficienter expressis continetur. Quapropter cum prefatus Lodovicus postea nature debitum persolverit, ipseque Federicus ejus Primogenitus legitimus juxta Privileggia concessa in Marchionatu successerit, & insuper nostræ Majestatis accedente consensu, & non aliter ex quodam pacto transactam Compositionem, atque concordio per ipsum Federicum initis, firmatis, & factis cum Reverendis & Illustribus Domino Francisco Sanctæ Mariæ novæ Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ Diacono Cardinali, Joanne Francisco, Rudolfo, & Lodovico omnibus Fratribus suis tam super predictis Castris, Villis, Terris, & Rebus, ac Bonis Cremonensibus, & Brixiensibus, qua etiam super certis Castris, Villis, Juris dicti Marchionatus ad ipsum Federicum Marchionem Mantuæ pervenerint, & seu remanserint ex dictis Fortiliciis, Castris, Opidis, Terris, Villis, ac bonis Brixiensibus, & Cremonensibus infrascripta omnia, & singula Castra, Fortilicia, Terre, Ville, res, & bona cum Juribus, Jurisdictionibus, Pactis, Conventionibus, Juribus, & Capitulis, ac Clausulis in Instrumento ipsarum Conventionum, Compositionis, Transactionis, & concordio descripto videlicet uno rogato per Joannem Franciscum de Luchircho, altero vero per Antonium de Coruice, ambos Notarios Mantuæ, de quibus per eorum exhibitionem Imperialis Majestas plenissime extitit cerciorata, eaque hic pro sufficienter expressis habere vult, videlicet Castrum Vitelianæ in Territorio Cremonense, cum omnibus, & singulis Terris, Villis, Possessionibus, Juribus, ac Jurisdictione omnimoda dicto Castro Vitelianæ spectantibus, & pertinentibus: Item, & Castrum Caneti in Territorio Brixiense cum suis Squadris, Volongo, & Revelino dicti Castri super Agro Cremonense ultra Flumen Olii constructo, & cum ejus mero & mixto Imperio, ac omnimoda Jurisdictione, ac Pascuis, omnibusque juribus, pertinentiis, & reservationibus suis: Item, & Castra Marianæ, Redoldischi, & Medularum posita in Territorio Brixiensi cum omnibus Villis eis subjectis, Terris, Possessionibus, Juribus, & omnimoda Jurisdictione, & prout in dictis nobis exhibitis Instrumentis, Compositionis, Transactionis, atque Concordii inter ipsos Fratres initorum, & conclusorum seriosius continetur. Supplicavit idem Orator, nomine prefati Federici Marchionis, quatenus Illustrationem, Insignationem, sublimationem erectionemque predictas, necnon Feudum dicti Marchionatus, & quævis alia inde secuta ac quasvis gratias, libertates, Immunitates, Privileggia, Indulta, rescriptas Declarationes, & facultates, ac etiam Instrumenta predicta dictarum Transactionis, Conventionis, & Concordii, ac Investituras in Feudum honorabile, nobile, & antiquum dictarum Terrarum, Castrorum, Fortiliciorum, Villarum, ac Jurium, & rerum suprascriptarum Cremonens., & Brixiens. ad prelibatum Federicum, ut premittitur, perventorum, & ad eum quoquomodo tam vigore dictarum Litterarum, & Privilegiorum suprascriptorum quam Conventionum, & Concordii spectantium, seu spectare possentium, & omnes, & singulas Litteras Cesareas, & Regias predicto quondam Lodovico Marchioni, ac Progenitoribus, & Predecessoribus ejus suisque filiis in posteris legitimis per inclitos Antecessores nostros Romanorum Imperatores, & Reges, & precipue per gloriosæ memoriæ Sigismundum Imperatorem, & Albertum Romanorum Reges prefatos, ac uos factas, concessas, & datas cum omnibus suis punctis, clausulis, Articulis, & verborum expressionibus auctoritate nostra Romana Imperatoria in personam dicti Federici Marchionis, quatenus sibi conveniunt convenireque possunt approbare, ratificare, innovare, & gratiosius confirmare dignaremur. Nos igitur in arcano pectoris nostri sedulo revolventes multiplicia virtutum merita, ac etiam preclare devotionis insignia quibus jam Federicus ipse Marchio, & progenitores sui ex Ingenua Domo de Gonzaga Antecessores nostros Imperatores, ac Reges, & ipsum Sacrum Imperium honorare studuerunt, nec non inmore fidelitatis obsequia per ipsum Federicum Marchionem dictosque Progenitores nobis, & Sacro Imperio hactenus constanter prestita, & in futurum ab eodem suisque filiis, & Hæredibus constantius prestanda, prefati Federici Marchionis hujusmodi precibus tanquam racionabilibus, favorabiliter inclinati, Animoque deliberato sano Principum, Comitum, Baronum, ac Procerum nostrorum ad id accedente consilio, ex certa quoque nostra scientia, Illustrationem, Insignationem, sublimationem, & decorationem hujusmodi, nec non Litteras quascumque Prædecessorum Imperatorum nostrorum, ac nostras cum quibuscunque graciis, libertatibus, Privilegiis, Indultis, Restrictionibus, & Declarationibus prefato quondam Lodovico Marchioni ejusque Progenitoribus, Predecessoribus, suisque filiis, & Hæredibus rite datas, & successive concessas, & emanatas tam super dicto Marchionatu Mantuæ ejusque Marchionatus Territorio, & Districtu, quam etiam super dictis Terris, Castris, Oppidis, Villis, Juribus, & Rebus Cremonensibus, & Brixiensibus, & maxime super Terras ad ipsum Federicum Marchionem, vigore dictæ Conventionis, & Transactionis, Compositionis, & Concordii perventis, & spectantibus, ut supra, prout in jamdicta Instrumentis continetur, ac etiam Instrumenta super dictis Conventione, Concordio, & Compositione, ut præfertur, rogata, facta, & emanata, & una unumquodque eorum in omnibus suis Clausulis, Punctis, Articulis, & expressionibus, ac si de eorumdem Illustrationis, Insignationis, sublimationis, Erectionis, Concessionis gratiarum, libertatum, Privilegiorum, ac Declarationum, nec non Feudorum predictorum, ac Instrumentorum, Conventionum predictarum tenoris in propriis apicibus, & clausulis de verbo ad verbum presentibus totaliter essent inserti, auctoritate nostra Romana Cesarea in personam prefati Federici Marchionis, nec non filiorum, & Hæredum suorum quatenus conveniunt, & convenire possunt, ratificamus, approbamus, innovamus, & tenore presentium confirmamus eundem Federicum Marchionem de hujusmodi Civitate, & Marchionatu Mantuæ ejusque Territorio, Districtu, Terris, Castris, Opidis, Rochis, & Villis omnibusque, & singulis premissis primogenituræ sive predictarum Conventionis, Transactionis, & Compositionis Jure ad ipsum quomodolibet spectantibus expresse, & solempniter investientes: Recepto, & prestito nobis à prefato Domino de Puellis suo Nuntio, & Procuratore ad id speciali, & sufficienti Mandato suffulto debito, & solito fidelitatis, homagii, & subjectionis in animam ipsius Marchionis Federici prefati Corporali Juramento decernentes, & volentes predicta omnia, & singula perpetuis, & futuris temporibus obtinere inviolabilis roboris firmitate defectus quoslibet, siqui in premissis dubia interpretatione sententiarum, aut verborum, seu alio quovis modo comperti fuerint, de certa nostra scientia, & de plenitudine Imperialis nostræ Potestatis supplentes, nostris tamen, & Imperii Sacri, ac omnium Prelatorum, & quarumcumque Ecclesiarum aliorumque Juribus in premissis semper salvis. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc nostræ Confirmationis, Ratificationis, Innovationis, & Decreti Paginam infringere, vel ei aliquo ausu temerario contraire. Siquis autem hoc attemptare presumpserit nostri, & Imperii Sacri indignationem gravissimam, & pœnam in dicti Sigismundi Cesaris Literis apositam se noverit irremissibiliter incursurum. Presentium sub nostri Imperialis Majestatis sigilli appensione Testimonio Litterarum. Datum in Opido nostro Gretz *die decima mensis Junii* Anno Domini *millesimo quadringentesimo septuagesimo nono* Regnorum nostrorum Romani quadragesimo, Imperii vigesimo octavo, Ungariæ vero vigesimo primo.

Ad Mandatum Domini Imperatoris proprium JOANNES VALDNER Prothonotarius &c.

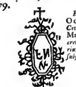
R.

LUCAS SINTZER.

Confert omninò cum Libro Transumptorum fol. 13. *in Secretiori Archiducali Archivio* Mantuæ *asservato*, *in*

ANNO 1479.

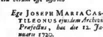
Carta pergamena conscripto presens sumpta Copia. In quorum fidem



Ego LUDOVICUS *Nob. olim* H OCTAVII DE MAZZIIS *filius Civis publicusque Imperiali auctoritate* Mantuæ *Notarius, ac Archiducalis secretiorit Archivii* Mantuæ *Cancellarius hic me, solita cum attestatione subscripsi hac die* 11. *Januarii* 1720.



Ita verum esse affirmo



Ego JOSEPH MARIA CASTILEONUS *ejusdem Archivii Præfectus, hac die* 12. *Januarii* 1720.

XXXVII.

15. Nov. *Lettres patentes de* RENE' *Duc de Bar, Roi de Jerusalem & de Sicile, portant qu'après son Decès, le Duché de* Bar *doit appartenir à* YOLAND *sa Fille aînée, & à cause d'elle au Duc* RENE' *son Fils unique, avec promesse de n'en rien aliener, vendre, donner, ou separer; & déclaration que, s'il venoit à le faire, telles Alienations, Ventes, ou Donations, seroient nulles, & de nul effet. Donné à Aix le* 15. *Novembre* 1479. [La véritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, d'Autriche, &c. Aux Preuves. pag. 234. Pièce tirée des Archives de Lorraine.]

RENÉ par la grace de Dieu Roy de Hierusalem, de Sicile, d'Arragon, de l'Isle de Sicile, Balaure, Maillorques, Sardaigne & Corsegue, Duc d'Anjou, de Bar, & Comte de Barcelonne, de Provence, de Forcalquier, de Piemont, &c. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme par le don & enheritement à nous fait de nostre Duché de Bar, par feu de bonne memoire nostre tres-cher Seigneur & Oncle le Cardinal de Bar cui Dieu absoille; iceluy Duché entierement doye par cours de nature venir apres nostre decez à nostre tres-chiere & tres-amée Fille aisnée YOLAND Duchesse de Lorraine, & à cause d'elle à nostre tres-cher & tres-amé fils le Duc de Lorraine son seul fils & heritier, duquel Duché en tout ne en partie, ne povons, ne devons raisonnablement faire distraction, alienation, ou separation, fors seulement au profit de nostredite fille & fils. Ce que promettons & jurons par cettes en parolle de Roy ne faire autrement Toutefois pource qu'il pourroit advenir que pour promesses, dons, menasses, force, subornemens, importunitez, ou par autres manieres & suggestions d'aucuns, serions ou pourrions estre contraints ou nous consentirions de distraire, vendre ou aliener nostredite Duché de Bar, ou aucune part & portion d'iceluy, contre le propos & voulenté de nostredit feu Oncle. Voulans & desirans ensuir à nostre pouvoir l'intention d'iceluy nostredit Oncle, & ledit Duché garder, maintenir, & entretenir en son entier tant que vivrons, & apres nostredit decez le laisser à nostredite fille & fils, comme de droit s'appartient, sans en faire aucune alienation, distraction, donnation ou vendition de tout ne de partie, en quelque maniere que ce soit. Sçavoir faisons, que nous eué premier sur ce grande & meure deliberation de Conseil, avons de nostre certaine science & propre mouvement, declairé & declairons par ces mesmes presentes, & voulons & entendons par declaration irrevocable, à ce que nostredit Duché de Bar demeure toujours en son entier, comme dit est. Que si pour l'advenir, pour quelconques causes que ce soient ou puissent estre, nous en faisons aucune alienation, division, vendition, donnation ou distraction, ou d'aucunes Villes, Places, Domaine, fiefs, hommages, arriere-fiefs, & appartenances d'iceluy nostre Duché; nous n'entendons, ne voulons lesdites alienations, division, vendition, donnation ou distraction, si aucunes s'en faisoient, estre valables ne fructueuses à celuy ou ceux au profit desquels nous les aurions faites: ainçois voulons & entendons qu'elles soient nulles & de nul effet & valeur, ensemble aussi les Lettres que pour ce en seroient faites & passées, sous quelque expression de parolles qu'elles fussent, & que pour l'advenir elles ne peussent porter aucun prejudice ou dommage à nous, nosdites filles & fils. En tesmoin de ce nous avons fait mettre nostre seel à cesdites presentes. Donné en nostredite Cité d'Aix, le quinziesme jour de Novembre l'an de grace nostre Seigneur mil quatre cens soixante dix-neuf. Ainsi signé, RENÉ. Sur le reply est escrit: *Par le Roy*, PHILIBERT DE LA VIGNE, Seigneur Dovoy son Chambellan, & JEAN DE VAULX Seigneur du Brueil, General des Finances presens. Signé MERLIN. Et seellées d'un grand seau de cire jaune sur double queuë.

XXXVIII.

1480. 29. Mai. *Capitula Ligæ & Confœderationis contractæ inter* HERCULEM *Ferrariæ Ducem, &* FRIDERICUM *Marchionem Mantuæ pro mutua suorum Statuum defensione. Actum Ferrariæ Indictione* XIII. *die* 29. *Maii Anno* 1480. [Pièce authentique, tirée des Archives Archiducales de Mantouë.]

In Christi nomine Amen.

ANNO ejusdem Nativitatis millesimo quadringentesimo octuagesimo, Indictione tertia decima, die vigesimo nono mensis Maii, Ferrariæ, in Palatio Curiæ Illustrissimi Domini nostri Ducis infrascripti, in Camerino secreto Excellentiæ suæ, presentibus Testibus vocatis, & rogatis, Magnificis, & generosis Viris Philippo de Andreasiis filio quondam Domini Jacobi, Pincerna Illustris Domini Marchionis infrascripti, Jacobo Soardo filio quondam Domini Rolandi, Uberto de Strozis filio Domini Benedicti Equitis, ambobus Camerariis prefati Domini Marchionis, Magnificisque; & Spectatissimis Equitibus Domino Ambrosio de Contrariis quondam Domini Ugutionis, Domino Bonifacio de la Bivilaqua quondam Domini Christini Francisci, Domino Jacobo Trotto quondam Domini Ludovici omnibus Consiliariis prefati Domini Ducis. Cum superioribus temporibus mutuæ & fraternæ benivolentiæ, ac etiam affinitatis vinculum assidue intercessent. Illustribus, & Excelsis Principibus ex vetustissima Stirpe Estensi progenitis, cum Illustribus, & Excelsis Dominis, ex Inclita Domo, & Prolapia de Gonzaga oriundis, & precipue Illustrissimo Principi, & Excellentissimo Domino Domino Herculi Duci Ferrariæ, Mutinæ, & Regii, Marchioni Estensi, ac Rodigii Comiti &c. cum Illust. & Excelso Domino Federico Marchione Mantuæ &c. Inter quos non solum mutuus, & fraternus amor assidue viguit, sed in dies magis, ac magis auctus est, ac novo, & indissolubili affinitatis nexu confirmatus: Nuperime enim idem Illustrissimus Dominus Dux, Illust. Primogenitam ejus Filiam legitimam, & naturalem Dominam Isabellam Estensem in Sponsam, & Uxorem Illustri Domino Francisco Primogenito figlio legitimo, & naturali prefati Domini Marchionis constituit, atque promisit: Quod quidem licet apud alia quam plurima testimonia, non vulgare argumentum esse possit, mutuæ, & fraternæ eorum benivolentiæ predictæ, tam ut omnes facile intelligant, Quod prefatis Principibus in cunctis rebus idem velle idemque nolle, ac unus animus, unaque, & eadem mens futura sit; id alio presenti Documento declarare voluerunt: Nam inter ipsos optimam, & Fraternam Confederationem, Statuumque suorum unionem infrascriptam læto, & constanti corde inierunt, atque firmaverunt, cum Pactis, Modis, Capitulis, & Conventionibus infrascriptis videlicet: In primis namque prelibatus Illustrissimus Dominus Dux Ferrariæ &c. ibidem constitutus, per se, & ejus filios, & Hæredes in Dominio Successores solemni stipulatione promisit, atque promittit Magnifico, & Potenti Equiti Armorumque Ductori Domino Francisco Sicco de Arragona prefati Domini Marchionis

Man-

ANNO 1480.

Mantuæ Affini Consocio, & Consiliario secreto, nec non Magnifico, & Clarissimo Jurisconsulto Domino Beltramino de Cusatris, ipsius Domini Marchionis Auditori, & Consiliario, ambobusque ejusdem Domini Marchionis Oratoribus, Nuntiis, & Mandatariis, ad hæc, & ad alia specialiter constitutis ex Instrumento publico eorum mandati rogato per Spectabilem Virum Matthcum Antimacum Notarium publicum Mantuanum, & ipsius Domini Marchionis Secretarium, sub die quintodecimo mensis præsentis, cum sigillo consueto, & subscriptione manu propria prefati Domini Marchionis, à Nobis Antonio, & Siverio Notariis infrascriptis viso, & lecto ibidem presentibus, stipulantibus, & recipientibus nomine, & vice prefati Domini Marchionis, ac ejus filiorum, & Hæredum in Dominio successorum, Quod ipse Dominus Dux vel aliquis alius ejus nomine Mandato, vel consensu non offender aliquo modo in futurum ipsum Dominum Marchionem, nec ejus filios, & Hæredes predictos, nec Statum alicujus eorum: Ac etiam promisit ut supra, Quod omni vice, & quandocunque ab aliquo Domino seu Potentatu, vel Dominio offensio aliqua, vel Status perturbatio, aut Guerra fieret, vel moveretur quocunque ipsi Domino Marchioni, & similiter ejus filiis, & Hæredibus prædictis, & præcipue Illustri Domino Francisco ejus Primogenito antedicto ipse Dominus Dux defensione eorum, & Statuum suorum suscipiet, atque ipsos defendet cum Statu, Persona, ac gentibus armigeris, & aliis viribus suis quantum se undequaque extendent, & valebunt, suscipiens ex nunc, prout ex tunc, in se precipuam, & specialem curam, & protectionem, tam persone, quam futuri cujuscumque Status prefati Domini Francisci, veluti precipui, & dilectissimi ejus filii, & generi: Promittens insuper, ut prædictum est, se nullam unquam facturum obligationem nullamque de persona sua, vel Statu, aut gentibus Armigeris contractum, vel militare locationem, sive conductam, aut Unionem, Fædus, Colligationem, vel Intelligentiam cum aliquo Domino, vel Potentatu, aut Dominio, uno, sive pluribus, ex quo vel quibus presens defensionis promissio, atque susceptio lædatur, aut quovis modo impediatur: Sed potius reservaturum expresse, si opus fuerit, ipsam presentem obligationem, atque promissionem. Et viceversa prefati Magnifici Domini Oratores agentes, ut supra nomine, & vica prefati Illustrissimi Domini Marchionis, & per ipsum, & ejus filios, & Hæredes, ut supra, solemni stipulatione promiserunt prelibato Domino Duci stipulanti, & recipienti pro se, & ejus filiis, & Hæredibus in Dominio Successoribus ut supra, Quod ipse Dominus Marchio, vel aliquis alius ejus nomine, Mandato, vel consensu non offendet aliquo modo in futurum ipsum Dominum Ducem, nec ejus filios, & Hæredes predictos, nec Statum alicujus eorum: Ac & promiserunt, ut supra, quod omni vice, & quacunque ab aliquo Domino, seu Potentatu vel Dominio, offensio aliqua, vel Status perturbatio, aut Guerra fieret, vel moveretur quomodocumque ipsi Domino Duci, & similiter ejus filiis, & hæredibus predictis, & precipuè Illustri Domino Alfonso ejus filio Primogenito ipse Dominus Marchio defensionem eorum, & Statuum suorum suscipiet, atque ipsos defendet, cum Statu, persona, ac gentibus Armigeris, & aliis viribus suis quantum se undequaque extendent, & valebunt. Suscipientes, ex nunc pro ut ex tunc, in se nominibus predictis precipuam, & specialem curam, & protectionem tam personæ, quam futuri cujuscumque Status prefati Domini Alfonsi, veluti carissimi filii, & affinis prefati Domini Marchionis: Ac promittentes insuper, ut predictum est, quod ipse Dominus Marchio nullam unquam facier obligationem, nullamque de persona, vel Statu, aut gentibus Armigeris contractum, vel militarem Locationem, sive conductam, aut Unionem, Fædus, Colligationem, vel Intelligentiam cum aliquo Domino, vel Potentatu, aut Dominio uno sive pluribus ex quo, vel quibus presens defensionis promissio, atque susceptio lædatur, aut quovismodo impediatur: Quin immo expresse reservabit, si opus fuerit, ipsam presentem obligationem, atque promissionem nomine suæ Excellentiæ factam per ipsos Magnificos Oratores antedictos: Ac insuper eam, & omnia alia, & singula in presenti Instrumento, & Contractu conventa, cellebrata, atque promissa ejusdem nomine solemniter, & legitimè approbabit, & ratificabit, & ipsa omnia se attenditurum, & observaturum promittet solemniter per Instrumentum publicum, vel ejus Litteras Patentes, in ampla, & solemni forma cum debitis, & necessariis clausulis, & ipsius presentis Contractus insertione, ac etiam juramenti interventu. Et renuntiaverunt dictæ Partes agentes ut supra, exceptioni non factæ presentis mutuæ Obligationis, & Confæderationis, ac presentis Contractus sic ut supra non celebrati, cum Pactis, & Conventionibus predictis, quod vi, dolo, vel metus causa, aut ex aliqua injusta, vel simulata causa, & omni alii exceptioni, suo Juri, ac beneficio, & Legum auxillo sibi quomodocumque, vel qualitercumque competenti, & competituro, & si talia essent, de quibus hic facienda esset de verbo ad verbum mentio specialis. Quæ omnia, & singula suprascripta, & in presenti Instrumento, & Contractu ut supra conventa, atque promissa, prædictæ Partes agentes nominibus prædictis solemni stipulatione promiserunt sibi invicem, & vicissim ut supra, singula singulis debitè & congruè referendo, firma & rata habere, & tenere, ac ea firmiter attendere, & observare, & in aliquo non contrafacere, nec contravenire per se vel alium modo aliquo, ratione, vel causa, de Jure, vel de facto, sub pæna ducatorum quinquaginta millium auri, & sub obligatione omnium bonorum ipsarum Partium nominibus predictis, presentium, & futurorum, cum debita refectione expensarum, ac damnorum, & interesse, facienda per Partem non attendentem, & non observantem alteri Parti attendenti, & observanti, qua pæna soluta, vel non, semel predicta omnia, & singula nihilominus perpetuo firma perdurent: Et ad majorem ipsorum omnium firmitatem, & robur ipse Partes agentes ut supra manibus corporaliter tactis Scripturis, ad Sancta Dei Evangelia sponte juraverunt, videlicet ipse Dominus Dux in animam suam, & dicti Domini Oratores in animam prefati Domini Marchionis, se prædicta omnia ut supra acta, conventa, promissa, & celebrata facturos, & nominibus predictis firmiter observaturos absque ulla exceptione Juris, vel facti.

(L. S.) Ego Thebaldus filius honorandi Viri Malatestæ de Thebaldis, Imperiali auctoritate Notarius publicus Ferrariensis, predicta omnia, & singula suprascripta, prout in rogationibus auctenticis Spectabilis Viri Siverii de Siveriis Notarii, ac Secretarii infrascripti, quod de ipsis omnibus rogatus fuit unà cum prestantissimo Viro Ser. Antonio de Cornice Notario, & Scriba, & infrascripto, inveni, de Mandato suo fideliter scripsi, & exemplavi juxta formam provisionis communis Ferrariæ super hoc editæ, & in fidem premissorum hic me subscripsi, signumque meum Tabellionatus in capite mei nominis apposui consuetum.

(L. S.) Ego Siveri filius quondam Egregii Viri Nannis de Siveriis Impériali auctoritate Notarius publicus Ferrariensis, & prefati Illustrissimi Domini Ducis Sectetarii, predictis omnibus, & singulis interfui unà cum Viro comendabili Ser. Antonio de Cornice infrascripro, eaque jussus, ac rogatus insolidum cum ipso Ser. Antonio scribere scripsi in rogationibus meis, ipsaque omnia inde transcribi, & exemplari feci, per suprascriptum Thebaldum Notarium publicum Ferrariens., secundum formam provisionis communis Ferrariæ super hoc editæ, & in fidem premissorum, hic me subscripsi signumque meum Tabellionatus consuetum in capite mei nominis apposui.

(L. S.) Egu Antonius filius quondam Egregii Viri Ser. Christofori de Cornice Apostolica, & Imperiali auctoritatibus Notarius publicus Mantuanus, ac Scriba prelibati Ill. Domini Marchionis predictis omnibus, & singulis unà cum Spectabili Viro Ser. Siverio de Siveriis predicto presens fui, & insolidum cum eo rogatus extiti, & quia facta debita incontractione presentis Instrumenti, ab ejus rogationibus per antedictum Ser. Thebaldum Notarium relevati, & in præmissam formam redacti unà cum mea rogatione, & abbreviatura pariter concordare inveni, ideo me in fidem præmissorum cum solini attestatione subscripsi.

Cum ejus authentico in Pergamena scripto, sic ut supra expedito, & in secretiori Archiducali Mantuæ

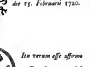
Archivio

ANNO 1480.

Archevio adservato presentem sumptam Copiam omninò concordare attestor,



Ego LUDOVICUS *Nob. olim* H. OCTAVII DE MAZZEIS *Filius Civis publicusque Imperiali auctoritate* Mantuæ *Notarius ac dicti Archiducalis secretioris Archivii Cancellarius. In quorum fidem hic me, solita cum attestatione, subscripsi hac die 15. Februarii 1720.*



Ita verum esse affirmo

Ego JOSEPH MARIA CASTILEONUS *ejusdem Archivii Præfectus, hac die 16 Februarii 1720.*

XXXIX.

9. Juill. FRANCE ET ANGLETERRE.

Commission pour faire le Procès à Maître CHARLES DE MARTIGNY, *Evêque* d'Elne, *pour avoir outrepassé son pouvoir dans le Traité, fait à Londres le* 13. *Fevrier* 1478. *Ladite Commission du* 9. *Juillet* 1480. [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 263.]

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France: Au premier Huissier de nôtre Parlement, ou autre nôtre Sergent qui sur ca sera requis, Salut. Nôtre Procureur General nous a fait exposer, comme Maitre CHARLES DE MARTIGNY, Evêque d'Elne, puis naguere avoit été par nôtre Ordonnance au Roiaume d'Angleterre en Ambassade, & sous coulcur de certain pouvoir, & commission par Nons à lui baillée, pour besogner en aucunes matieres, concernant le bien de nous & de nôtre Roiaume, a traité, fait, passé, & accordé plusieurs choses, au grand prejudice & dommage de Nous & de nôtre Couronne, & de toute la chose publique de nôtre Roiaume, en excedant les termes de sondit pouvoir & commission, & grandement delinquant & méprenant, & lesquelles ne se peuvent passer par dissimulation, sans le grand grief, prejudice, & dommage de Nons, & de la chose publique de nôtredit Roiaume; en nous requerant sur ce nôtre provision. Pourquoi Nous, ces choses considerées, & aprés que ledit pouvoir, & certaines choses faites & passées par ledit Evêque d'Elne, esquelles il a excedé, ont été vûes en nôtre Conseil, Nous, par grande & meure deliberation, avons ordonné ladite matiere estre discutée en nôtre Cour de Parlement, au laquelle elle pourra mieux estre terminée, que ailleurs. Si te mandons & commettons par ces presentes, que ledit Charles de Martigny, Evêque d'Elne, tu adjournes à comparoir en personne en nôtredite Cour de Parlement, à certain & competent jour ordinaire ou extraordinaire de nôtredit present Parlement, nonobstant qu'il y ait, & que les parties ne soient pas des jours dont l'on plaidera lors, pour répondre à nôtredit Procureur General, à telle demande, requeste, & conclusions qu'il voudra faire & donner à l'encontre de lui, touchant les cas dessusdits, leurs circonstances & dépendances, iceux voir, corriger, & reparer, & proceder en outre comme de raison; en certifiant audit jour nos amez & feaux Conseillers de nôtredite Cour de Parlement, de tout ce que fait auras sur ce, ausquels nous mandons, &, pour ce que ladite matiere est grande, & touche les droits & prerogatives de nôtre Couronne, & de la chose publique de nôtredit Roiaume, commandons, que de ladite matiere connoissent, decident & déterminent, ainsi qu'ils verront estre à faire par raison. Car ainsi nous plait-il estre fait. Donné à la Mote d'Esgry en Gâtinois, le neuviéme jour de Juillet l'an de grace 1480. & de nôtre Regne le dix-neuviéme. Ainsi signé, *par le Roi en son Conseil*, J. DU BAN.

ANNO 1480. 5. Août.

XL.

Tractatus Matrimonii inter PHILIPPUM *Comitem Cadrelesii, Filium & Hæredem* MAXIMILIANI & MARIÆ *Ducum Austriæ & Burgundiæ, &* ANNAM *Filiam* EDUARDI IV. *Regis Angliæ. Datum Bruxellis die 5. Augusti,* 1480. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. XII. pag. 128.]

MAXIMILIANUS & *Maria*, Dei gratiâ, Duces *Austriæ*, *Burgundiæ*, *Lotharingiæ*, *Brabantiæ*, *Lymburgiæ*, *Lucemburgiæ*, & *Ghelriæ*, Comites *Flandriæ*, *Arthesii*, *Burgundiæ*, Palatini *Hanoniæ*, *Hollandiæ*, *Zellandiæ*, *Namurci*, & *Zuytphaniæ*, *Sacrique Imperii* Marchiones, ac Domini *Frisiæ*, *Salinarum*, & *Mechliniæ*, omnibus, ad quos præsentes Litteræ pervenerint, Salutem.

Cùm, superioribus Diebus, pro stabiliendis Fœderibus inter Angliæ, ex unâ, Austriæque Burgundiæ, ex altera parte, Familias & Domos, variis hincinde Legationibus, prolocutum sit de Matrimonio inter Prædilectum Filium nostrum *Philippum Comitem Cadrelesii*, & Illustrissimam Principem Dominam *Annam Filiam* Serenissimi & Potentissimi Principis Consanguineique nostri Præhonorandi *Edwardi*, Dei gratia, *Regis Angliæ &c.* contrahendo, randem cum dicto Consanguineo nostro *Domino Rege* convenimus, concordavimus, & conclusimus, ac ipse nobiscum, de & super Matrimonio prædicto cum dictis *Philippo & Anna*, aut altero seu utroque eorum (quod absit) deficiente cum cæteris liberis dicti *Domini Regis* & liberis nostris contrahendo, cum deppendentiis & circunstantiis suis, prout in subscriptis Articulis continetur.

Sequuntur Capitula Matrimonii prolocuti inter Dominum PHILIPPUM Comitem Cadrelesii *Filium & Hæredem Dominorum* MAXIMILIANI & MARIÆ Austriæ & Burgundiæ *Ducum, ac Dominam* ANNAM Filiam *Serenissimi Principis Domini* EDWARDI Regis Angliæ & Franciæ, *ac de & super nonnullis dependentibus ex eodem Matrimonio, seu, ipso forsan defficiente, consequentibus ex eodem, concordata & conclusa.*

INPRIMIS, voluerunt, consenserunt, & convenerunt dicti Principes, volunt, consentiunt, & conveniunt, quòd inter Illustrissimum Principem *Philippum Comitem Cadrelesii* dictorum Illustrissimorum Principum *Maximiliani* & *Mariæ Austriæ & Burgundiæ* Ducum *Filium*, & Serenissimam Principem *Annam* dicti Illustrissimi Principis *Regis Angliæ Filiam* Matrimonium contrahetur, & solemnizabitur quam primùm ipsi *Philippus* & *Anna* ad Annos nubiles pervenerint.

Item, præfatus *Angliæ Rex* dabit cum Filia sua *Domina Anna* antedicta, causâ & nomine dotis, *centum milia Scutorum*: quorum *quinquaginta milia* infra mensem post Datam præsentium, & alia *quinquaginta milia* infra duos Annos, dicti Matrimonii Solemnizationem proximè sequentes, præfatis Principibus *Maximiliano* & *Mariæ Ducibus*, ipsisve contrahentibus solventur.

Item, quamprimùm ipsa *Anna* ad duodecim Annorum ætatem pervenerit, dicti *Austriæ Duces* eidem *Annæ*, pro ejus sustentatione, annuam pensionem *sex milium Coronarum Auri*, ejusdem valoris & æstimationis prout Datæ harum Litterarum tempore in Francia sunt, annuatim & continuè solvent & realiter dabunt, quousque ambo futuri Conjuges ad Annos nubiles pervenerint.

Item, dicti Illustrissimi Principes *Austriæ Duces* eidem *Annæ*, in dotem, dotalitium, sive donationem propter nuptias, Dominia, Terras, redditus, & tenementa, ad valorem annuum *duarum milium librarum Grossorum Monetæ Flandriæ*, ante dicti Matrimonii inter *eam* & præfatum *Philippum*, ut præmittitur, Contractum, & ejusdem Contractûs Solemnizationem, nominabunt, assignabunt, & dabunt, ad talem finem & effectum quòd ipsa ejusdem Dominiis, Terris, redditibus, & tenementis, si post Solemnizationem prædictam, ipsâ superstite, dictus *Philippus* decedat ab humanis, utatur, fruatur, & gaudeat, vitâ suâ naturali du-

Anno 1480. ranre; salvis tamen eidem *Dominæ Annæ* omnibus aliis juribus, quæ sibi de Jure Patriarúmve Consuetudine, prætexru aur vigore hujusmodi Matrimonii quovismodo pertinent pertiueréve poterunt aut debebunt.

Item, qnòd ipsam *Annam* a Regno Angliæ, pro Solemnizatione ejusdem Matrimonii, in eorum Partes Flandriæ, aut alibi ubi ipsa Solemnizatio celebrabitur, sumptibus & expensis suis iidem *Austriæ Duces* honorificè conducent conducíve facient.

Item, si contingat dictum *Philippum Annamve* præfatam ante hujusmodi Matrimonii Solemnizationem mortem obire, quod Deus avertat, quòd tunc inter dictum *Philippum* seu alium vel aliam ejusdem *Ducis Filium aut Filiam* & Hæredem, & ipsam *Annam* sive aliam vel alium dicti *Regis Filiam aut Filium*, quos eis Deus dederir, in ætate tamen propinquiores, consimile Matrimooium contrahetur atque solemnizabitur,

Ipsáque alia dicti *Regis Filia* a Regno Angliæ iu eorum Partes Flandriæ alibive sumptibus ipsorum *Austriæ Ducum*, aut alia ipsorum Filia & Hæres io Partes Angliæ ipsius *Regis Angliæ* sumtibus honorificè conducetur, & eisdem temporibus modo & formà, sicuti de Domino *Philippo* & Domina *Anna* supra fit mentio, mulieris sustentatio, dos atque dotalitium seu donatio propter nuptias, tàm a *præfato Rege*, quàm *dictis Ducibus*, nominabitur, assignabitur, dabitur, solvetur, atque realiter tradetur.

Item, omnes & singuli Principes antedicti promiserunt, tactisque per eos Sacrosanctis Evangeliis juràrunt, se pro viribus facturos, curaturos, atque omnem eorum operam impensuros quòd inter dictorum *Regis* & *Ducum* liberos hujusmodi Matrimonium, sicuti prædicitur, omni secluso dubio, contrahetur & solemnizabitur.

Quæ omnia & singula, sicut præmittitur, capitulata, concordata, conclusa & in præcedentibus Articulis contenta, Nos, ex certa nostra scientia, in verbo Principis, bonâ fide solenniter promisimus & promittimus per præsentes, pro Nobis, Hæredibus, & Successoribus nostris, quatinùs Nos concernunt, facere, observare, & perimplere, nec eis contravenire ullo modo.

In cujus rei Testimonium præsentibus Litteris sigillum nostrum apposuimus.

Dat. in *Opido nostro Bruxellensi*, die quintâ mensis Augusti, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, octuagesimo.

Per Dominos Duces in Concilio eorum, *in quo vos Dominus* Comes de Chimay, *Primus Chambellanus Domini*, *Dominus* Comes de Vincestre *Miles Honoris Dominæ*, *Dominus* Martinus de Polleiu, *& alii quamplures erant.*

Batault.

Sub rubeo Sigillo pendente u caudà Pergamenæ.

7. Août. *Articulus separatus prædicti Tractatus Matrimonii, quo conventum, quod non secuto Matrimonio culpâ* Philippi, Annæ *Filiæ Regis quotannis ad dies vitæ numeranda sint* 8000 *Librarum Artesiensium: Quod si verò culpâ* Annæ; *Rex Angliæ numeraret dicto* Philippo *intra anni spatium summam* 40000 *Librarum Artesiensium. Datum Numurci die* 7. *Augusti* 1480. [Rymer, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. XII. pag. 131.]

Maximilianus *&* *Maria*, Dei gratiâ, Duces *Austriæ*, *Burgundiæ*, *Lotharingiæ*, *Brabantiæ*, *Lymburgiæ*, *Lucemburgiæ*, & *Ghelriæ*, Comites *Flandriæ*, *Arthesis*, *Burgundiæ*, Palatini *Hanoniæ*, *Hollandiæ*, *Zeellandiæ*, *Namurci*, & *Zutphaniæ*, *Sacrique Imperii* Marchiones, ac Domini *Frisiæ*, *Salinarum*, & *Mechliniæ*, omnibus, ad quos præsentes Litteræ pervenerint, salutem.

Inter cætera,

Quæ de & super Matrimonio prolocuto, inter Carissimum Filium nostrum *Philippum Comitem Cadrelesis*, & Illustrissimam Principem Dominam *Annam Filiam* Serenissimi & Excellentissimi Principis consanguineique nostri præhonorandi Edwardi, Dei gratiâ, *Regis Angliæ*, *&c.* per Dei gratiam contrahendo tractata, concordata, & conclusa sunt,

Nos *Duces prædicti* cum eodem consanguineo nostro *Domino Rege*, & ipse nobiscum, pro majori securitate dicti Matrimonii, convenimus, concordavimus, & conclusimus ea quæ in sequenti Articulo continentur, Anno 1480.

Tractatum, conventum, concordatum, & conclusum est inter Principum Partes supradictorum, quod quamprimum dicti Illustrissimi Principes Dominus Philippus *&* Domina Anna *ad ætatem nubilem pervenerint, & dicta Domina* Anna *in dictum Dominum* Philippum *tanquam in Virum suum consenserit, nec a suo sic legitimo consensu de post recesserit, sic quod per ipsam non steterit quominus inter eos promissum Matrimonium suum debitum sortiatur effectum, habebit & recipiet a præfatis* Austriæ Ducibus, *pro ejus sustentatione, durante ipsius vitâ, Dominia, Terras, & redditus ad valorem* octo milium Librarum Arthesiensium *annuatim*,

Si verò ipsa Domina Anna *post duodecimum Annum dissentiat, prout dissentire non debet, & ab ipso sic promisso per eam Matrimonio recedat, ita quod per eam steterit quominus ipsum Matrimonium debitum suum sortiatur effectum, quod tunc* quadraginta milia Librarum Arthesiensium *præfatus* Dominus Rex *& sui Hæredes & Successores dicto* Philippo, *infra Annum dictum dissensum proximè sequentem, solvant & realiter tradant*,

Quæ omnia & singula, in præsenti Articulo contenta, Nos *Duces* antedicti, ex certa nostrâ scientia, & bonâ fide, & in verbo Principum, promisimus, & promittimus per præsentes, pro Nobis, Hæredibus, & Successoribus nostris, quatinus Nos concernunt, facere, observare, & perimplere, nec eis ullo modo contravenire; renunciando & renunciamus omnibus & omnimodis exceptionibus, allegationibus, & defensionibus, aliisque tàm facti quam Juris remediis quibuscúnque, per quæ præsens Concordia annullari, infirmari, derogari, seu impugnari posset quoquomodo.

In cujus rei Testimonium præsentibus Litteris sigillum nostram apposuimus.

Datum in *Opido nostro Namurcensi*, die septima mensis Augusti, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, octuagesimo.

Per Dominos Duces in Concilio eorum, *in quo vos, Dominus* Comes de Chimay, *Primus Cambellanus Domini*, *Dominus* Comes de Vincestre *Miles Honoris Dominæ*, *Dominus* Martinus de Pollein, *& quamplures alii erant.*

De Beere.

Sub rubeo Sigillo, pendente a cauda Pergamenæ.

XLI.

Litteræ Patentes Eduardi IV. *Regis Angliæ, quibus* Maximiliano *&* Mariæ *Austriæ & Burgundiæ Ducibus auxilium promittit contra* Ludovicum XI. *Regem Franciæ, nisi hic steterit Arbitrio Regis* Eduardi. [Rymer, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. XII. pag. 133] 14. Août.

Rex omnibus, ac quos &c. Salutem.

Cùm inter Majores nostros Angliæ Reges Serenissimos & Austriæ, Burgundiæ, & Flandriæ Familias Nobilissimas, Illustrissimorum Principum *Maximiliani* & *Mariæ Conjugis suæ Austriæ Burgundiæ Ducum* Antecessores, vetustissima Fœdera inita sanctæque Amicitiæ contractæ fuerint,

Et jam novissimè cum, recolendæ memoriæ, Principe Confratre nostro carissimo *Karolo defuncto Burgundiæ, &c. Duce*, pro Nobis, nostrisque & suis Hæredibus, Successoribus, Regnis, Patriis, Dominiis, Vassallis, & Subditis quibuscúmque, certas Ligas & Amicitias contraxerimus, ut in Literis superinde confectis, *vicesimo quinto die Julii, Regni nostri Anno quarto decimo datis*, plenius continetur,

Quarum Ligarum & Amicitiarum Capitula Illustrissimis Principibus *Maximiliano* & *Mariæ* ejus Conjugi, ut *Filiæ & Hæredi præfati Ducis Karoli*, confirmaverimus, quemadmodum in hujusmodi confirmatoriis Literis plenissimè liquet, quarum Data est &c.

Jam verò præfati *Austriæ Duces*, per *Ludovicum Franciæ* gravissimè, ut asserunt, injuria lacessiti, & spoliis oppressi, suisque Patriis, Terris, & Dominiis ad maxi-

ANNO 1480. maximum eorum dispendium exuti, opem eis ferri, partem eorum amplecti, & pro eis contra dictum *Regem Ludovicum* nos declarare sæpenumerò requisiverunt.

Nos verò,

Eis, in quibus virtute Literarum prædictarum tenemur, deesse nolentes,

Pacem apud omnes Christianæ Religionis Principes, hac saltem tempestate qua immanissimus ille Turcus in omnes Christiani nominis Principes conspirat & sevitiâ crudelissima indies turget, haberi summoperè cupientes,

Promisimus, & per præsentes promittimus, *dictis Consanguineis nostris* quòd, pro Treugis inter *Regem Ludovicum* & dictos *Austriæ Duces*, in quibus Consanguineus noster carissimus *Petrus Comes Sancti Pauli* comprehendatur, usque ad Pascham proximò futuram capiendis, & re ipsâ obtinendis, eisdémque, eorumdem concensu, si opus fuerit, prorogandi, pro viribus operam dabimus, sic quòd, Treugis durantibus, inter ipsos, de Pace congruentiùs & maturius tractare & componere valeamus.

Item, dabimus operam quòd super differentiis, litibus, & querelis, inter *Regem Lodovicum* & ipsos *Austriæ Duces* jam pendentibus indiscussis, tàm petitorium quàm possessorium & restiturionem spoliatorum concernentibus, nostro Laudo & Arbitrio præfatæ Partes se submittent, stabunt, & obtemperabunt; quo in casu, juxta hincinde exhibita & liquidè probata coram Nobis Jura, Deum præ oculis habentes, cum Juris peritorum consilio, Justitiam utrique Parti, citra Festum Paschæ, ante dictum dictarum terminum Treugarum, ut præmittitur, eorum concensu, prorogandarum, prout melius noverimus, ministrabimus.

Item, si *Rex Ludovicus* hujusmodi Treugis, ad nostras instantias, citra Pascham capiendis & obtinendis, assentire, aut nostro Laudo & Arbitrio, alteriúsve Personæ idoneæ ex eorum nostroque concensu nominandæ, in præmissis submittere, stare, & obtemperare voluerit, set omninò recusaverit, Treugásve aut Pacem, inter eos per Nos compositas sive decretas, aut hujusmodi Arbitrii virtute composita sive decreta, prædictus *Rex Ludovicus* non servaverit, quòd ex tunc partem prædictorum *Austriæ Ducum*, ad eorum defensionem & subsidium, ut eorum Amici & Confœderati, amplectemur, pro eis in ea parte contra dictum *Regem Ludovicum*, dicto Festo Paschæ lapso, in eorum tutelam, auxilium, succursum, & juvamen Nos declarantes.

In cujus &c. Teste Rege apud *Westmonasterium* decimo quarto die Augusti.

Per ipsum Regem.

XLII.

5. Sept. *Opposition des gens du* ROI DE FRANCE *aux Facultez octroyées au Legat pour traicter la Paix entre ce Prince & le* DUC D'AUSTRICHE, *& y contraindre par Excommunication ceux qui seroient à contraindre*, 1480. [Preuves des Libertez de l'Eglise Gallicane. Tom. I. pag. 44.]

AUJOURD'HUY Mardy 5. jour de Septembre 1480. avant que les huis fussent ouverts pour la reception des Letres du Legat Cardinal *S. Petri ad Vincula*, sont venus en la Cour Civile M. François Hallé & Guillaume de Ganay Advocats du Roi, & *in secreto* en mes mains se sont opposez contre la lecture, & publication de la Faculté octroyée, par nostre S. Pere le Pape audit Cardinal nommé Messire Julian, laquelle Faculté estoit pour traicter la Paix entre le Roy & Maximilian Duc de Austriche & sa Femme, & contraindre ceux qui pour ce seroient à contraindre par Excommunications & Censures. Et ont protesté, & protestent que quelque chose qui soit faite en cette partie ne puisse prejudicier au Roy nostre Souverain Seigneur, à sa Couronne, ne à ses droits Royaux. Lesquelles Opposition, & Protestation ils entendent bailler plus amplement par escrir quand besoin sera. *Signé*, CHARTELIER.

XLIII.

19. Oct. FRANCE, LORRAINE, PROVENCE, &c. *Seconde Cession & Transport fait à* LOUIS XI. *Roi de France, à ses Hoirs & ayans cause, par* MARGUERITE *Reine d'Angleterre, Veuve du Roi* HENRI VI. *& seconde Fille de* RENE' *Roi de Sicile, & d'*ISABELLE *Duchesse de Lorraine, des droits qui lui pouvoient lors apartenir, ou lui apartiendroient au futur, és Duchez de* Bar *& de* Lorraine, *au Marquisat du* Pont-à-Mousson, *& és Comtez de* Provence, *de* Forcalquier, *& du* Piémont, *& ce en consideration de ce qu'elle étoit Cousine germaine dudit Roi* LOUIS, *& des grands bienfaits & entretenemens qu'elle avoit reçûs de lui. A Angers le 19. Octobre* 1480. [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 264. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans La véritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, &c. pag. 235.]

ANNO 1480.

SACHENT tous presens & à venir, que en nôtre Cour pour le Roi nôtre Sire à Angers en droit, pardevant nous personnellement établie tres-haute & tres-excellente Princesse Madame MARGUERITE, Reine d'Angleterre, Veuve de tres-haut, tres-excellent & puissant Prince, & de bonne memoire, feu Henri en son vivant Roi dudit Roiaume d'Angleterre; & fille de tres-excellens & puissans Prince & Princesse, de loüable memoire, René en son vivant Roi de Jerusalem, d'Aragon, & de Sicile, Duc d'Anjou & de Bar, Comte de Provence, de Barcelone, de Forcalquier, & de Piémont, Marchis, & Marquis du Pont, & de Dame Isabelle de Lorraine, Duchesse de Lorraine, & Dame desdits lieux, jadis son épouse. Soumettant ladite Dame Marguerite elle, ses hoirs, avec tous & chacuns ses biens meubles & immeubles, presens & à venir, au pouvoir, détroit, ressort & Jurisdiction de nôtredite Cour, quant à ce qui s'ensuit, laquelle souvent reduisant à memoire les choses qui s'ensuivent; c'est à savoir, la proximité du lignage qui est entre le Roi nôtre Souverain Seigneur & elle. Et pour aucune remuneration des grands & innumerables honneurs, aides, & secours, qu'elle a eûs en plusieurs manieres, tant dudit Sire, que de feu tres-excellent Prince, & de glorieuse memoire, le Roi Charles VII. de ce Nom, Pere du Roi nôtredit Sire, par le moien & honneur duquel, & par sa grande conduite, peines & labeurs qu'il y prit, elle fut hautement colloquée en Mariage avec ledit feu Roi Henri, paisible dudit Roiaume d'Angleterre; & si hautement élevée en honneur que mieux n'eût seû être, comme il est tout notoire, aussi tres-bien connoissant les loüables suports, faveurs, & aides que depuis elle a euës & a du Roi nôtredit Sire, auquel elle est Cousine germaine, tant au fait de Guerres & divisions, qui depuis sondit Mariage sont survenues contre ledit Roi son époux & elle, pour obvier ausquelles elle a toûjours eû son certain, seul, & propre recours au Roi nôtredit Sire, qui l'a benignement secourue en toutes ses necessitez, baillé gensdarmes, navires, & conduites contre les adversaires, & ennemis de sondit feu époux & d'elle, par diverses fois, qu'elle est venuë fuitive d'Angleterre en ce Roiaume, ce qu'elle ne pouvoit ailleurs trouver; & tellement que par les bons termes, aides, & confort du Roi nôtredit Sire, elle a longuement resisté par armes, & obtenu plusieurs batailles & victoires contre lesdits adversaires, ledit feu Roi Henri étant étroitement detenu prisonnier en leurs mains. Aprés ce d'abondant lui a le Roi nôtredit Seigneur pourchassé alliance de Mariage à ses grands frais pour le feu Prince de Galles son fils, où le Roi nôtredit Sire frais moult pour toûjours les fortifier d'amis: & encore en soi montrant plus fervent en la vraie Amitié qu'avoit & a toûjours eû ledit Sire envers ladite Dame établie sa parente, voiant la piteuse detresse en quoi elle fut detenuë de sa personne aprés la mort de sesdits fils, & époux, pour ce que lesdits adversaires la detenoient, & par long-tems l'ont detenuë, & encore de present, & toute la vie d'elle, l'eussent pû detenir en grande captivité, pauvreté, misere, & servitude à elle insuportable, si ce n'eût été la grande bonté, liberalité, & parfait amour que le Roi nôtredit Sire lui a toûjours montré par vraie évidence, en procurant à grands frais & mises la liberté & delivrance de la personne d'elle; à laquelle cause a convenu entre autres mises, que le Roi nôtredit Sire en ait paié la somme de cinquante mille écus d'or, qui est un si singulier bien à elle fait, comme elle disoit, qu'il n'est personne qu'il lui en seut faire suffisante estimation, & toûjours

ANNO 1480.

en soi montrant envers elle piteux & debonnaire, aprés qu'il l'a retirée de la ladite servitude, il l'a pourveüe, & pourvoit continuellement de ses bienfaits, & lui a soutenu & soutient vie & etat d'elle, & de ses serviteurs, desquels & autres gracieux & liberaux bienfaits & secours, dont elle ne sauroit le tout raconter, & dont elle se tient tres contente, & tant s'en tient obligée vers ledit Seigneur, & les siens, que pour bien qui lui feût avenir, elle ne voudroit être notée du vice d'ingratitude: & pour ces causes & autres à cela mouvans, bien pourvûe & conseillée de son cas, non induite, ni seduite par fraude ni autrement en quelque maniere que ce soit, aprés qu'elle a affirmé par son serment, & en parole de Reine, non avoir autre chose dequoi elle pût, ou feût recompenser le Roi nôtredit Sire en tout, ni en partie, & que ainsi lui plait, & veut être fait, pour aucunement recompenser le Roi nôterdit Sire, pour les causes dessus declarées, a connu & confessé, & par la teneur de ces presentes, connoit & confesse de son bon gré, sans aucun forcement, toutes & chacunes les choses dessusdites être vraies, & avoir donné, baillé, & octroié, quitté, cedé, delaissé & transporté, & par la teneur de ces mêmes presentes, donne, baille, octroie, quitte, cede, delaisse, & transporte dés maintenant, & à present, à toûjours & perpetuellement par heritage, & à titre irrevocable, & en toutes les meilleures formes & manieres que faire elle peut, au Roi nôtredit Seigneur, pour lui, ses hoirs & aians cause, tous & chacuns les droits, noms, raisons, actions, petitions, demandes, droits d'avouer, d'annoncer, & de demander, que ladite Dame établissant a & peut avoir, & qui lui pourroient, peuvent, ou doivent competer & apartenir, soit en tout ou en partie és Duchez de Bar, & de Lorraine, Marquisat du Pont, & autres Terres & Seigneuries, appartenances & dependances desdites Seigneuries, & chacunes d'icelles; & aussi és Comtez de Provence, Forcalquier, & Piémont, & generalement tous les droits par action & pretention qu'elle a, peut, & doit avoir en toutes lesdites Terres & Seigneuries, & chacunes d'icelles, tant à cause de la succession, & échoite de feus sesdits Seigneur & Dame, Pere & Mere, ou autres ses Predecesseurs, comme autrement, en quelque maniere que ce soit, avec tous les droits, honneurs, profits, revenus, prerogatives, & émolumens, qui en dependent, & peuvent dependre, pour en jouir perpetuellement par heritage par le Roi nôtredit Seigneur, ses hoirs & aians cause de lui, comme de ses propres choses à lui aquises par droit d'heritage, sans rien en retenir, reserver, ou excepter pour ladite Dame, ni pour les siens, en quelque maniere que ce soit, & s'en est devêtue & dessaisie, & par ces presentes s'en devest & desaisit, & en a vêtu & saisi le Roi nôtredit Seigneur par ces mêmes presentes, & a voulu & consenti, veut, & consent ladite Dame établissant, que ledit Seigneur par lui, ou par ses Procureurs, Facteurs, ou Entremeteurs, Commis, ou Deputez, dés maintenant, ou toutes fois qu'il lui plaira, de son autorité & puissance, puisse entrer & prendre possession réelle, corporelle & actuelle, pour en jouir & user comme de ses propres choses à lui aquises par droit d'heritage, sans que ladite Dame, ni autres, pour, ni au nom d'elle, y puisse ores, ni pour le tems à venir y pretendre, demander, querir, ni reclamer, & avoir aucun droit en petitoire ni possessoire, en quelque maniere que ce soit: & sans que en ce faisant soient faites & observées aucunes autres solemnitez, qui tant de droit comme de coûtume y pourroient ou devroient être requises & faites, ausquelles & à chacunes d'icelles ladite Dame, de sadite certaine science & volonté, y a renoncé & renonce par ces presentes au profit du Roi nôtredit Seigneur: & en outre a voulu & consenti, veut & consent icelle Dame établissant, que si autres clauses, ou choses particulierement étoient necessaires ou profitables être dites, declarées, ou ajoûtées, qu'elles y soient mises, declarées, specifiées, ou ajoûtées à la seureté, intention, bon plaisir, profit, utilité du Roi nôtre dit Seigneur, pour mieux valider ce present transport, cession, & tout le contenu en ces presentes. Ausquels donation, quittance baillée, cession, & transport, & tout ce que dessus est dit & devisé, tenir, garder, & entretenir fermement & loialement de point en point de tous Articles, sans jamais faire ni venir encontre par aplegement, & contraplegement, oposition, apellation, recision, ni autrement en quelque maniere, ni par quelque cause que ce soit: & lesdites choses ainsi données, baillées, quittées, cedées, & transportées, garantir, sauver, delivrer, & défendre de tous quelconques empêchemens envers tous, & contre tous, a obligé & oblige ladite Dame, elle, ses hoirs, avec tous & chacuns ses biens, presens & à venir. Et quant à ce a renoncé & renonce par ces presentes à toutes graces, relievemens de Princes, dispense de Pape, & d'autres Prelats, deception, d'outre-moitié de juste prix, ou autre, & par special au benefice & aide du Droit Velleien, elle sur ce de nous acertenée, & generalement à tous droits faits & introduits en faveur des femmes, & à toutes & chacunes les choses, qui tant de fait, de droit, que de coûtume, pourroient être dites, alleguées, ou objicées contre l'effet & la teneur de ces presentes, en quelque maniere que ce soit: & au droit disant generale renonciation non valoir, & de tout ce que dessus est dit, tenir & accomplir, sans jamais faire ni venir encontre en aucune maniere, en est tenue ladite Dame par la foi & serment de son corps sur ce donné en nôtre main, dont nous l'avons jugée & condamnée par le jugement, & condamnation de nôterdite Cour de son consentement. Donné à Recullée prés & hors les murs de la Ville d'Angers, sous les seeaux établies aux Contrats de nôtredite Cour, le 19. jour d'Octobre, l'an de grace 1480. Et étoient à ce présens Reverend Pere en Dieu Monsieur Guillaume, Evêque de Poitiers; noble & puissant Seigneur Monsieur Guiot Pot, Comte de Saint Pol; venerables personnes Jean de la Vignolle, Doien d'Angers; Jean Vinel, Juge d'Anjou; Jean Binel, Procureur du Roi nôtredit Seigneur; Hervé Regnault, President du Conseil dudit Seigneur; Emeri Louet, Messire Guillaume de la Barre, Prêtre, Aumônier de ladite Dame; Robert Tynine son Maître d'Hôtel, & d'autres plusieurs. Lesquelles Lettres nous avons autrefois faites, rendues, & baillées par nous Notaires ci-souscrits à Messeigneurs du Conseil & des Comptes du Roi à Angers, pour le profit dudit Seigneur, & depuis par ordonnance & commandement de Maître Lienard Baronnat, Conseiller dudit Seigneur, & Maitre de ses Comptes à Paris. Derechef ont été refaites, & ergrossées pour ledit Seigneur, pour icelles porter à Paris en la Chambre desdits Comptes, pour ce que l'on a adiré & égaré l'autre grosse & n'en peuton finer: refaites & baillées audit Baronnat le 10. jour de Fevrier l'an 1492. Signé, PELETIER, ET G. DE LAISTR.

XLIV.

1481.

PRINCES CHRE'TIENS, contre le TURC.

Taxes des PRINCES CHRETIENS, *pour ce qu'ils doivent fournir pour la Guerre contre le* TURC, *& autres Accords à ce sujet faits par la médiation du Pape* SIXTE IV. *l'an* 1481. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 443. d'où l'on a tiré cette Piéce. RAYNALDI Contin. Annal. CÆS. BARONII Tom. XIX. pag. 443.]

In Nomine Domini, Amen.

ANNO Incarnationis Dominicæ M. CCCC. LXXXI. Indictione XIV. Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris & Domini, Domini Sixti divinâ providentia Papæ IV. Anno X. Pateat omnibus evidenter præsens publicum Instrumentum inspecturis, qualiter cum proxima superiore ætate, dum TURCI Christianæ Religionis & Orthodoxæ Fidei, ac profitentium eam atrocissimi Hostes Insulam Rhodi arcta obsidione tenerent, & in Apulia Hydruntinam Civitatem, cum miserabili incolarum illius clade, & horrenda crudelitate occupassent, præfatus Sanctissimus Dominus noster, qui cum Serenissimo Ferdinando Rege Siciliæ Illustri, & nonnullis aliis Italiæ Potentatibus pro Insulæ defensione & Hydruntinæ Civitatis recuperatione possibilia remedia ex tempore adhibuit, & pro sedandis, & submovendis non sine labore grandi per Sanctitatem suam Potentatuum Italiæ dissensionibus, in quibus plurimum Turci confidebant, inter eosdem Potentatus Treugas, & sufferentias ad certum tempus expressum indixit; proinde attendens Rempublicam Christianorum, Turcis jam Italiam calcantibus, quod antea inauditum fuerat, in longè majori periculo constitutam fore, quam unquam retroactis temporibus fuisset, & ejus defensionem etiam Romanorum Imperatori, ac universis Catholicis Regibus, & Potentatibus fidelium incumbere; ex parte Domini nostri Jesu Christi, cujus vices gerit in Terris eosdem Imperatorem, Reges, Principes, & Potentatus Christianorum ubilibet

Anno 1481.

bet existentes, tam intra quam extra Italiam per Legatos, Nuntios, & Litteras cum instantia requisivit; ut per eorum Oratores instructos cum opportunis mandatis in alma Urbe coram Sanctitate sua certo & determinato tempore convenirent ad consultandum, deliberandum & concludendum cum eadem Sanctitate, & Reverendissimis in Christo Patribus Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus super hujusmodi imminenti gravissimo periculo, & Christianæ Religionis defensione: convenerint quoque ad hanc Dietam Oratores habentes ad infra scripta plenum, & sufficiens mandatum per illorum authenticas Literas, & Instrumenta per eos exhibita, & penes Sanctissimum Dominum nostrum, & Cameram Apostolicam existentia, & in diversis, ac repetitis Conventionibus, & Tractatibus super defensione prædicta habitis inter eos, ut dixerunt, quam plurima salubria & utilia ac pernecessaria ad defensionem eandem remedia proposita, discussa, & mature examinata fuerint, & præsertim salubre Consilium prædicti Christianissimi Francorum Regis, consulentis, quod præfato Sanctissimo Domino nostro, utpote Capiti Christianæ Religionis & Fidei universæ Christianorum, Imperator, Reges, Principes, & alii Potentatus debeant seipsos, eorumque amplissimas vires ad profugandos Fidei Hostes, propugnatores adjungere, & unire; & ad hoc faciendum juxta suarum virium facultates se suæ Sanctitati obligare, & unam sanctissimam Unionem animorum, & virium eandem cum sua Sanctitate inire.

2. Quod non immerito fuit à Sanctissimo Domino nostro & Reverendissimis Dominis Cardinalibus & Oratoribus præfatis collaudatum, cum nihil consultius, nihil salubrius, & ad expellendos à finibus Christianorum Redemptoris nostri immanissimos Hostes efficacius, quam ut ii, qui militiæ Christianæ stipendiis sunt obstricti, quique unum Deum colunt, unam Fidem, unum profitentur Baptisma eidem omnipotenti Deo, ejusque Vicario tanquam Capiti, adhæreant; confirmentur, uniantur omnes, sicut vir unus, eadem mente, unoque Consilio in idipsum conveniant, ut quorum unum est mysticum Christi corpus, unus ad bene operandum, & expugnandum communes Hostes sit animus; & sicut una fides, una etiam sit pietas actionum. Ideirco præfatus Sanctissimus Dominus noster, ad quem, ut Jesu Christi Vicarium hujusmodi Orthodoxæ Fidei, & Evangelicæ Veritatis, illiusque cultorum, quorum pater est, defensio principaliter pertinet: quique, dum adventus prædictorum Oratorum ultra quam rei magnitudo, & imminens periculum exigeret, differre videretur, cum prædicto Serenissimo Rege Ferdinando defensioni hujusmodi intendere sub certis tunc expressis modo & forma convenit; & deinde triennales Inducias inter universos Imperatorem, Reges, & alios dissidentes per totum Orbem constitutos noviter indixit, hos continuatos labores ad effectum deducere cupiens; suadente præsertim, hoc ut præfertur, Christianissimo Francorum Rege, qui inter alios Catholicos Reges & Principes spontaneus ad hoc opus adjutor, & cooperator accedit, & tantæ expeditionis molem amplecti, & cum suo potentissimo exercitu Prædecessorum suorum Regum Francorum sequendo vestigia, Hostes ejusdem infestissimi atroces injurias ulcisci totâ mente affectat; cum præfatis Reverendissimis Dominis S. R. E. Cardinalibus in Consistorio suo secreto congregatis vice, & nomine Romanæ Ecclesiæ, & Oratores præfati, agentes omnia & singula infra scripta vice & nomine eorum Potentatuum, à quibus, respectivè ad dictam Dietam missi sunt, volentes consulta, discussa, examinata, tractata & conclusa inter eos ad optatum finem perducere, coram nobis Notariis & testibus infra scriptis devenerunt ad hujusmodi sanctam & unanimem, ac laudabilem convenientem concordiam, ac animorum & virium cujuslibet eorum Regum, Principum & Potentatuum cum præfato Sanctissimo Domino nostro Romana Ecclesia & Sede Apostolica, illiusque potentia & viribus Unionem solemni stipulatione interveniente vallatam, per quam voluerunt, quod præfatus Sanctissimus Dominus noster, & Caput Christianæ Unionis ad hujusmodi fidei confessionem Caput, ductor & director existeret, & unà cum Collegio præfatorum Reverendissimorum S. R. E. Cardinalium pro ejusdem Fidei defensione & Hostium profligatione viginti quinque triremes instruere & armare annis singulis teneatur, Serenissimo Rege Ferdinando prædicto quadraginta triremes secundum Conventionem inter eundem, & ipsum Regem alias unitam instruente & armante, ac aliis Potentatibus Italiæ summas & quantitates infra scriptas juxta taxas eis per Sanctissimum Dominum nostrum alias proinde moderatas modo & forma in præsentibus Capitulis expressa solventibus. Et cum per præfatum Sanctissimum Dominum nostrum & alios incorporatos seu incorporandos fuerit deliberatum, quod Serenissimus Dominus Rex Hungariæ contra Turcum bellum gerat, eadem Sanctitas quinquaginta millia florenorum auri de Camera, & Rex Ferdinandus prædictus centum millia, & alii Potentatus taxam eis convenientem prædicto Regi Hungariæ dare & solvere teneantur, modo & forma per præfatum Sanctissimum Dominum nostrum ac incorporatos prædictos statuendis & ordinandis.

3. Item voluerunt, quod præfatus Christianissimus Francorum Rex cum sua potentia ex nunc præfato Sanctissimo Domino, Romanæ Ecclesiæ & Sedi Apostolicæ, illiusque potentiæ, & viribus ad ejusdem Fidei defensionem unita sit, & in unione hujusmodi ut una ex principalioribus ejusdem Sanctissimæ Unionis, eo laudante initæ, columnis interveniat, & pro ejusdem Fidei defensione, ac illius persecutoris exterminatione, eam qualitatem dumtaxat, ad quam Rex ipse seipsum in pecunia, vel in classe taxabit Anno quolibet, similiter statutis temporibus ad pernecessarium opus defensionis hujusmodi persolvere debeat; sperantes, quod Rex ipse, more suorum Prædecessorum Christianissimorum Francorum Regum qui pro Fide præfata & Apostolica Sede se, & sua se exponere sæpenumero non formidarunt, seipsum tali solutionis onere prægravabit; quale recognoscet rei magnitudinem exigere, & suæ Regiæ Celsitudini in tanta Catholicæ Fidei necessitate convenire.

4. Item, similiter voluerunt, quod singuli alii Potentatus prædicti, pro quibus Oratores præfati respectivè, ut præfertur, intervenerunt, ex nunc cum omni eorum potentia Sanctissimæ Dominæ nostræ Romanæ Ecclesiæ, & Sedi Apostolicæ præfatis censeantur uniti, & in hujusmodi Sanctissima, & apud Deum meritoria, ac commendabili animorum & virium Unione, ad Fidei præfatæ defensionem ordinata, recepti & incorporati, ut præfatæ Unionis honorabilia & principalia Membra, teneantur ad opus defensionis & expugnationis persecutorum Fidei memoratæ solvere annis singulis summas & quantitates infra scriptas, juxta taxas per præfatum Sanctissimum Dominum nostrum alias provide moderatas.

5. Item, voluerunt quod Serenissimus Imperator & omnes & singuli alii Catholici Reges, Principes & Potentatus Christianorum, cujuscumque status, gradus & conditionis existant, & quacumque Ecclesiastica vel mundana Dignitate præfulgeant, possint seipsos, & eorum vices, & potentiam in Fidei favorem præfato Sanctissimo Domino nostro unire & adjungere, prout pro eorum Zelo Fidei & Religionis indubitanter eos facturos esse speratur: debeantque super hoc per præfatum Sanctissimum Dominum nostrum solicitari, & eis, de quibus Sanctitati suæ videbitur, mediis induci ad intrandum, & se incorporandum hujusmodi Unioni, & contribuendum pro eorum virili ad Fidei memoratæ defensionem.

6. Item, quod omnes & singuli incorporati, & quos incorporari contingat in Unione, & Sanctissima Concordia præfata debeant quantitates, ad quas taxæ eorum ascendunt, promptas & paratas tenere quolibet Anno, & dum desuper requisiti per præfatum Sanctissimum Dominum nostrum fuerint, illas in aliquo loco certo & tuto deponere ad opus ipsum pernecessarium defensionis Fidei, & non in alios usus exponendas juxta Declarationem præfatorum Sanctissimi Domini nostri, & Collegii Reverendissimorum Dominorum Cardinalium, ac Potentatuum Unioni hujusmodi incorporatorum, & deinde incorporandorum in locis, & causis, quæ expositionem hujusmodi, & subventionem celerius indigere, & majori periculo subjici videbuntur; nec in hujusmodi taxis, & quantitatibus possint aut debeant computari illæ quantitates, quas unus Potentatuum prædictorum virtute particularium Confœderationum earundem persolvere teneretur, & solveret etiam in defensionem ejus, cui * solveret ab Infidelibus memoratis.

7. Item, quod præfata Sanctissima Unio & Concordia ad Hostium Fidei exterminationem duret, & durare debeat per triennium, à die stipulationis præsentis Contractus computanda, & ultra; ad Sanctissimi Domini nostri, & Regum, ac Potentatuum Unioni hujusmodi incorporatorum, & deinceps incorporandorum, vel majoris partis ipsorum beneplacitum.

8. Item voluerunt & convenerunt, quod omnes & singuli Reges, Principes & Potentatus, qui in hac

 Unione,

Anno 1481.

Unione, ut præfertur, incorporati sunt, & uniti, ad majoris roboris firmitatem teneantur & debeant, omni excusatione semota, Ultramontani videlicet infra tres, Citramontani verò infra unum menses, in forma de jure valida omnia & singula in præsenti Sanctissimæ Unionis, & Concordiæ Fidelium in Turcos Instrumento contenta, ratificare: & idem Christianissimus Rex Francorum infra trimestre taxam suam declarare, & per publica desuper confecta Instrumenta, aut Literas authenticas cum insertione tenoris præsentis Instrumenti de ratificatione & taxatione hujusmodi præfatum Sanctissimum Dominum nostrum, vel Reverendissimum Cardinalem Sabinensem Sedis Apostolicæ Legatum, nomine & vice suæ Sanctitatis certificare, qui ut ejusdem Unionis Caput hujusmodi, Ratificationes, & taxationes ad singulorum ejusdem Unionis Membrorum & Potentatuum notitiam deducere non postponet.

9. Item voluerunt & convenerunt, quod omnia & singula præmissa bonâ fide efficaciter adimplere debeant sub pœna mille marcarum argenti per illos, qui non adimplerent, eo ipso incurrenda, medietate videlicet ad opus hujusmodi defensionis & expugnationis præfatæ, & reliqua aliis adimplentibus applicanda: quam pœnam Sanctissimus Dominus noster & singulorum Potentatuum Oratores præfati dare, & solvere promiserunt toties quoties fuerit contra factum; volentes quod pœna hujusmodi commissa exacta, vel non exacta, nihilominus præmissa, omnia in sua firmitate remaneant & observentur. Pro quibus omnibus adimplendis & observandis, ac jam dicta pœna præfatus Sanctissimus Dominus noster se, & omnia bona Romanæ Ecclesiæ, Oratores verò præfati eorum Potentatus prædictos, & cujusque illorum bona præsentia & futura solemniter invicem respectivè obligarunt, &c. (Quantitates autem quas solvere tenentur Potentatus prædicti taxati præfatæ Sanctissimæ Unioni incorporati sunt infra scriptæ, videlicet: Serenissimus Rex Ferdinandus quadraginta triremes, & Serenissimo Regi Hungariæ, ut præfertur, centum millia Ducatorum: Dux Mediolanensis triginta millia Ducatorum: Januenses quinque triremes Annis singulis dicto durante triennio: Florentini viginti millia Ducatorum: Dux Ferrariæ quatuor triremes: Senenses quatuor triremes: Lucenses unam triremem; Marchio Mantuanus & Montisferrati unam triremem: Bononienses duas triremes.)

XLV.

4. Mars. *Liga e Confederatione fra l'Excellentissimo Principe* GIOVANNI GALEAZ MARIA SFORZA, *Duca di Milano*, *e la* COMMUNITA *di* GENOA, *fin ad anni quatro prossimi, per laquale, senza derogare alle Raggioni del detto Duca di Milano, sopra detta Communità, si promettono reciprocamente ogni sorte di aiuto e favore, in caso che fossero offesi per alcuno Potentato d'Italia. Actum Mediolani die* 4. *Martii Anno* 1481. [Pièce authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan.]

In nomine Domini, Amen.

ANNO Nativitatis ejusdem millesimo quadringentesimo octuagesimo primo, Indictione quarta decima, die Dominico quarto mensis Martii. *Havendo el Magnifico, & Clarissimo Doctore Messier Francesco Marchese Oratore dell' Ill. Messier Baptista de Campo Fregosio Duce, e del Inclita Communità de Zenoa exposto, & facto intendere per parte depsi Duce, & Communità all' Illustrissimo Principe, & Excellentissimo Signore Zoanne Galeaz Maria Sforza Vesconte Duca de Milano &c. la loro bona dispositione verso sua Excellentia, & el Stato suo, & per evidentia de ciò offertoli partito de havere insieme bona Amicitia, & Benivolentia, & Liga, & Intelligencia, & benche al prefato Signore Duca de Milano, questo non para necessario, portando à sua Excellentia, ad dicta Communità, & universalmente ad tutto quello Populo, quello amore, che li haviano li Illustrissimi Signori de felice memoria Duca Francesco, & Duca Galeaz suo Avo, & Patre observandissimi studiosi sempre de ogni loro comodo, & bene, & possendo caduno venire, stare, & praticare liberamente in le Terre, & Dominio suo, come mai facessero per alcuno tempo. Non dimanche per sodisfare al desiderio loro, acciocho chi havesse contraria opinione de questa mutua benevolentia se la levi, & più comodamente, se possano unire con le altre Potentie d'Italia ad fare le provisione necessarie per reprimere le forze, & impeti del Turco Inimico della Religione Christiana, e rimasto contento de venire ad dicta Liga, & Intelligentia* ut infra. *Dicendo prima, & protestando con licenzia, parabula, & consenso infrascriptis, che per cosa alcuna chesso Illustrissimo Signore Duca faccia, & se dichi in lo presente Contracto non intende, ne vuole derogare, ne che per modo alcuno sii derrogato ad alcuna concessione facta per el Serenissimo, & Christianissimo Signor Rè de Franza de dicta Città de Zenoa, & Savona, & sue pertinenze al prefato quondam Illustrissimo Signore Duca Francesco, & confirmata all' Illustrissimo, & quondam Duca Galeaz, & successive ad epso Illustrissimo Signore Duca Zoanne Galeaz, ne ad alcune promesse, per le quale havesse el prefato Illustrissimo Signore Duca obligato el predicto Messier Baptista Duce, & dicta Communità de Zenoa; Immo dicte promesse, & obligationo staghino in quella virtute, e fermezza, che de presente si ritrovano essere per qualuncha modo contracte, & preservate: Ne ad alcuna altra promessa, & obligatione de dicta Communità verso epso Illustrissimo Signore, ne ad alcuno altre rasone, che sua Excellentia hà nel Dominio, & superioritate de dicta Città de Zenoa, & de Saona, e pertinentie depse, & de l'Iasula de Corsica, ne etiamdio intende, ne vuole derrogare, ne prejudicare ad alcuna Liga, Intelligentia, & Capituli chepso Illustrissimo Signore se ritrova havere con la Santità di Nostro Signore, el prefato Christianissimo Signor Rè de Franza, la Maestà del Rè Ferrando, la Excelsa Communità de Fiorenza, lo Illustrissimo Signore Duca de Savoya, lo Illustrissimo Signore Duca de Ferrara, lo Illustrissimo Signore Duca d'Austria, li Suyceri, & di tutti li Adherenti, & Reccomendati tanto depso Illustrissimo Signore Duca, quanto de dicti soi Collegati. Ma senza prejudicio alcuno de le predicte Signorie, e persone, & rasone.* Item *non intende, ne vuole derogare, ne prejudicare, ne chel sii derrogato no prejudicato ad le rasone chepso Illustrissimo Signore Duca hà in le cose occupate per Messier Ibieto, & Zoanno Aloysio fratelli del Fiesco, & Messier Ludovico, & Messier Augustino da Campo Fregoso.* Item *che non sii derrogato, ne prejudicato alle rasone, che pretende havere la Excelsa Communità de Fiorenza, & Sarzana, & sue pertinentie, no ad le obligationo che ha il prefato Illustrissimo Signore con dicta Communità de Fiorenza. Ma con reservatione do tutte le cose predicte, per che altramente non saria venuto, no veneria ad Liga, ne Intelligencia alcuna,* Salvis tamen semper manentibus omnibus & singulis infrascriptis. *Dicendo similmente, & protestando el predicto Messier Francesco, che per cosa alcuna, che se dichi, & faccia per el presente Contracto, non intende, no vuole che sii in aliquo prejudicato, & derrogato ad la Liga, & Intelligentia, che li prefati Messier lo Duce, & Communità de Zenoa hanno con la Santità de Nostro Signore, & la Maestà del Rè Ferrando, no ad alcuna rasone, che hanno in Sarzana. Immo epsa Liga, & Intelligentia, & rasone siano ad dicti Messier lo Duce, & Communita reservate, & cusi el prefato Illustrissimo Signore Duca in presentia, & cum licentia, parabula, & consentimento dell' Illustre & Excelso Signore Ludovico Maria Sforza Vesconte Duca de Bari suo Barba, & Tutore & Administratore con le dicto reservatione per una parte, & el prefato Messier Francesco Marchese legitimo Procuratore, Sindico, & Mandatario de li prefati Illustri Messiere Baptista Duce, & Excelsa Communità de Zenoa, come appare per publico Instrumento del tenore infrascripto* videlicet:

In Nomine Domini, Amen. Ex hoc publico Instrumento sit omnibus manifestum, qualiter Ill. & Excelsus Dominus Baptista de Campo Fregosio Januensis Dux, & Populi Defensor, ac Magnificum Consilium Dominorum Antianorum Communis Januæ in sufficienti, & legitimo numero congregati, agentes nomine, & vice Excelsi Communis Genuæ, & in hoc casu ipsum Commune repræsentantes, omnibus illis, meliori modo, via, Jure, & forma, quibus magis, ac melius potuerunt, & possunt, fecerunt, constituerunt, ac creaverunt, faciunt, constituunt, creant & ordinant suum, & Excelsi Communis Januæ Procuratorem, Sindicum, Actorem, Factorem, ac Nuncium specialem, & quidquid de prædictis melius dici, & esse potest Spectabilem, ac præclarum Juris utriusque Doctorem Dominum Franciscum Marchesium Oratorem suum absentem, sed tanquam præsentem specia-

ANNO 1481.

specialiter, nominatim, & expressè ad tractandum, conficiendum, componendum, & firmandum Pacem, Amicitiam, & omne genus Intelligentiæ generalis, ac specialis cum Illustrissimo Principe, & Excellentissimo Domino Domino Johanne Galeaz Mariæ Sfortia Vicecomite Duce Mediolani &c. aut quacumque persona, Corpore aut Collegio pro ipso Illustrissimo Principe agentibus sub omnibus illis Pactis, Formis, Conditionibus, aut Conventionibus, & ad illos terminos, & tempora, prout ipsi eorum Procuratori, & Sindico videbitur, & placuerit, & pro prædictis, & singulis prædictorum connexis, & dependentibus ab eisdem una, & plura Instrumenta, Cartas, & Scripturas publicas, ac privatas fieri faciendum, ac rogandum sub omnibus illis tenoribus, ac stipulationibus, & clausulis, quæ in similibus tam de Jure, quam de facto, vel consuetudine requirantur. Demumque generaliter ad omnia alia, & singula faciendum, gerendum, procurandum, & exercendum nomine præfatorum Ill. & Magnificorum Dominorum Constituentium, quæ in prædictis, & circa prædicta, ac quolibet prædictorum connexis, & dependentibus ab eisdem necessaria fuerint, & opportuna, & quæ ipsimet Ill. & Magnifici DD. Constituentes facere possent, si præsentes essent, & si mandatum exigeret magis speciale. Dantes, & concedentes præfato eorum Procuratori, & Sindico, licet absenti, in prædictis, & circa prædicta connexis, & dependentibus ab eisdem plenum, liberum, largum, & generale mandatum cum plena, libera, & generali administratione, ac speciale ubi exigitur speciale. Promittentes prefati Ill. D. Dux, & Magnificum Consilium Dominorum Antianorum, nominibus quibus supra, mihi Notario infrascripto, & Cancellario suo infrascripto tamquam personæ publicæ offitio publico stippulanti, & recipienti, nomine & vice omnium quorum interest, intererit, & seu interesse quomodolibet poterit in futurum se perpetuò ratum, gratum, & firmum habituros omne id totum quidquid, & quantum per præfatum Procuratorem suum, & Sindicum in prædictis, & circa prædicta connexis, & dependentibus ab eisdem actum, gestum, promissum, conventum fuerit, aut quomodolibet administratum sub Ipoteca, & obligatione sua, suorumque bonorum Excelsi Communis Januæ præsentium, & futurorum. Renuntiantes &c. volentes præsens Mandatum durare menses tres proximos, & non ultra. Actum Januæ in Palatio, & in Camera inferiori, ubi Consilia hyberno tempore solent celebrari, præsentibus Viris Egregiis Nicolao de Credentia, & Lanzaro Pontiono Cancellariis Communis Januæ Testibus &c. Anno a Nativitate Domini millesimo quadringentesimo octuagesimo primo, Indictione tertia decima secundum cursum Januæ, die verò quarta mensis Januarii.

Ego Gottardus Stella filius quondam Peroni de Donatis publicus Imperiali auctoritate Notarius, & Judex Ordinarius, ac Excelsi Communis Januæ Cancellarius prædictis his omnibus interfui, & rogatus scripsi, licet gravioribus occupatus per manum alterius transcribi hic fecerim, signo, & nomine meo apposito ut consuevi in fidem & Testimonium omnium præmissorum, *per l'altra spontè, deliberate*, & ex certa scientia, *& per ogni altro modo, rasone, via, casone, & forma che meglio, & piu validamente, & efficacemente hanno possuto, e possono, hanno facto, contracto, & firmato, fanno, contrahono, e firmano insieme dal presente dì in ante fin ad anni quatro proximi avenire bona, & vera Liga, & Intelligentia* ad mutuam præsentium Statuum Partium ipsarum defensionem. *Intendendo el Stato d'essi Duce, e Communità de Zenoa, che tengono, & possedano dicti Messier Baptista como Duce, & Communità de presente in Italia, & Terra ferma tantum, & ita che da mò inante durante dicto tempo tra epsi Illustrissimo Signore Duca de Milano, & Messier lo Duce, & Communità de Zenoa, e loro Subditi, & dicti soi presenti Stati* ut supra *sii, & s'intenda essere bona, & vera Pace, & Concordia & Amicitia, & debbiano vivere, & conversare insieme pacificamente, & non offendersi l'uno all'altro publicamente, ò vero occultamente, ne farsi offendere per altri per modo alcuno, & accadende, che alcuna delle Parte fosse offesa da alcuno Signore, Signoria o Potentia in Italia non provocata, ne lacessita, sia tenuta l'altra Parte, & debia defendere epsa Parte offesa bona fide, quam primum sara richiesta.*

Anchora se l'accadesse durante la presente Liga, & Intelligentia, chel prefato Illustrissimo Signore Duca de Milano fosse offeso per alcuno Potentato in Italia non lacessito ne provocato siano tenuti, & debiano li prefati Duce, e Communità de Zenoa ogni anno durante la Guerra provederli de quattro cento boni Balestrieri ad le loro spese, & satisfarli del stipendio suo de mesi quatro de cadauno anno, che durerà la Guerra, overo dare li dinari de dicto stipendio alla Parte offesa secundo ad epsa Parte parira. Cosi etiamdio se l'accadesse, che li prefati Duce, e Communità de Zenoa fossero per alcun Potentato in Italia, ne lacessito, ne provocato offesi, sii obligato, & debia il prefato Illustrissimo Signore Duca de Milano per loro defesa provedergli de Fanti cinquecento alle spese depso Signore Duca, & satisfarli del stipendio loro de Mesi quatro de caduno Anno, che durarà la Guerra, ò vero dare li dinari de dicto stipendio alla Parte offesa, secundo ad epsa Parte parirà.

Anchora, chel prefato Illustrissimo Signore Duca non debia durante la presente Liga, & Intelligentia prestare, ne dare aiuto, & savore alcuno per recto, ò vero indirecto alli Rebelli, & Inimici del prefato Messier lo Duce, & Communità de Zenoa per offendere epsi Messier lo Duce, & Communità.

Anchora, che cadauna de le predicte Parte debia infra el termine de uno Mese proximo avenire havere denominato ad l'altra Parte tutti li soi Adherenti, & Reccomendati, li quali dopoi facta la denominatione debbiano infrà el termine de uno altro Mese deinde immediatè sequente havere solemnemente ratificato dicta Liga, & Intelligentia altramente non possino godere el beneficio depsa, & el prefato Illustrissimo Signore Duca de Milano non possa denominare alcuno, che de presente obedisse alli prefati Duce, & Communità de Zenoa, resservati quelli, che fossero obligati ad epso Signore Duca, nec etiam possa il prefato Signore Duca de Milano denominare per suo Adherente, o Recomendato complice, ò sequace el Reverendo Messier Hibieto dal Fiesco, ne Messier Zoanne Aloysio suo Fratello per le Terre, & Langhi, che tengono in nome de Governo, ò vero Officio da li prefati Messier lo Duce, & Communità de Zenoa conjunctim, vel divisim *dal principio del Stato, del dicto Messier lo Duce in quà.*

Anchora, che per el presente Contracto non se intenda essere prejudicato ad le rasone, che alcuna dello Parte habia in altre Terre, & Luochi, che non possede de presente ad la recuperatione, & offensione, da li quali Loci, non se possa però venire durante la presente Liga.

Anchora, che li prefati Messier lo Duce, & Communità di Zenoa non possino, ne debiano comprare, nec aliquovis titulo *tore l'Insula de Corsica da Messier Thomasino de Campo Fregoso, ne altramente impazarsene contro la ragione del prefato Illustrissimo Signore Duca* directè vel indirectè, vel aliquovis quæsito colore, *però che epso Illustrissimo Signore Duca intende, & vuole poterne fare, e disponere como de cosa propria, come pretende, che la sii.*

Anchora, essendosi piu volte li Mercadanti Subditi del prefato Illustrissimo Signore Duca de Milano gràvati da sua Excellencia, che per la dicta Communità de Zenoa ò vero l'Officio de San Zorzo non li sono observate le conventione loro facte con dicta Communità l'Anno 1430. sopra li pagamenti delli Dazii, ò vero Gabelle, se sono convenuti el prefato Illustrissimo Signore Duca, & el predicto Messier Francesco, dictis nominibus, *che se debiano elegere Dui homini da bene, cioè uno per epso Illustrissimo Signore Duca, & l'altro per dicto Officio, overo Protectori de San Zorzo, & ogni altro dritto, quale habbiano facultate, & potestate de revedere, moderare, corregere, & emendare dicte Conventione, & cognoscere, & declarare d'ogni differentia, che per dicti Mercadanti fosse deducta, la quale electione, se debia fare infra uno Mese immediate seguente, facta la Richiesta per una de dicte Parte, li quali Electi siano tenuti, & debiano sopra le predicte Conventione, & differentia, & in quanto dicti Electi fossero discordi, se elegia per le dicte Parte el terzo infra uno Mese, poi sequente, & in caso che infra dicto Mese per esse Parte non se elegia dicto terzo, li prefati Illustrissimo Signore Duca* ex una parte, *& Messier lo Duce, & Antiani* ex altera *l'habieno successive elegere infra un altro Mese, & non concordandosi epsi Illustrissimo Signore Duca, & Messier lo Duce, & Antiani ad elegere dicto terzo, epso terzo se possi, & debia elegere infra un altro Mese* proximo tunc subsequente *per el prefato Illustrissimo Signore, & Messier lo Duce solamente senza dicti Antiani, el quale terzo infra un altro Mese* successive immediatè sequente *habia, & possa con uno de dicti doi primi*

electi

ANNO 1481.

ectti præsente, vel monito altera ipsorum duorum electorum judicare circa *dicte conventione de li quali poi se observi.*

Anchora, chel prefato Illustrissimo Signore Duca de Milano provederà, e farà, che in lo loco de Noli durante la presente Liga, & Intelligentia non saranno receptati ne lassati demorare alcum Inimici, & Rebelli de li prefati Messier lo Duce, & Communità de Zenoua.

Anchora, che li prefati Messier le Duce, & Communità debbiano havere solemnemente per publico Instrumento ratificato, & approbato el presente Contracto de Liga, & Intelligentia, & quanto in epso se contene, & mandato la ratificatione al prefato Illustrissimo Signore Duca con lo dicto Contracto incluso de verbo ad verbum *infra el termine de uno Mese proximo avenire.*

Anchora, che caduna delle parti possa fare publicare la presente Liga, & Intelligenza in le Cittade, & Terre sue infra el termine de 25. di proximi.

Le quali tutte, & singule cose suprascripte el prefato Illustrissimo Signore Duca de Milano con licentia, & auctoritate ut supra, *& el predicto Messier Francesco*, dictis nominibus sibi invicem mutua stipulatione interveniente, *se hanno promesso, & promettono de attendere, & inviolabilmente observare in fide de legali Principi & Communità, & sotto obligatione de tutti li loro beni, mobili & immobili, presente & davenire, depsi Illustrissimo Signore Duca, & Ill. Messier lo Duce, & Magnifica Communita, & refectione, & restitutione d'ogni danni, interessi, & expese, che per inobservantia de le predette cose, se ne havesse, & patisse. Et appresso ad maggiore corroboratione de le predicte cose hanno giurato, & giurano, cioè el prefato Illustrissimo Signore Duca* in animam propriam, *& el predicto Messier Francesco* in animas *de li predicti soi principali* ad Sancta Dei Evangelia, *con le mane loro corporalmente tochate le Scripture in mane de mi Notaro, & Cancellero infrascripto come publica persona, che stipula, & receve ad nome, & ad parte, & utilitate de qualuncha li havesse, ò potesse havere interesse, de non contravenire ad quanto e dicto di sopra sotto vinculo de juramento, & hanno renunciato, & renunciano le predicte Parti* suo, & dictis nominibus, *ad la exceptione, che non sia facta la presente Liga, & Intelligentia nel modo, & forma predicta, & non siano facte le predicte promesse, & obligatione con el predicto juramento, & ad ogni altra exceptione, probatione, & defensione in contrario. De le quale tutte, & singule cose el prefato Illustrissimo Signore Duca de Milano con licentia, & auctoritate* ut supra, *& el predicto Messier Francesco* dictis nominibus, *& caduno de loro hanno commandato, & commandano ad mi Notaro, e Cancellero infrascripto che ne trada, & facia publico Instrumento uno & più de uno tenore.*

Actum in Arce Castri Portæ Jovis Inclytæ Civitatis Mediolani, videlicet in Camera Cubiculari præfati Illustrissimi D. Ducis. Præsentibus Ill. D. Roberto de Arragonia de Sancto Severino Gubernatore, & Magnificis D D. Joanne Francisco de Arragonia, Comite Petro de Verme, Pallavicino Marchione Pallavicino, Comite Joanne Bonromeo Militibus, Petro Francisco Vicecomite, Joanne Jacobo de Tryltio Milite, Joanne Angelo de Talentis de Florentia, Scarampo de Scarampis, & Petro Pasino Eustachio Gubernatore, Juris utriusque Doctoribus, omnibus Consiliariis, & Bartholomeo Chalio Secretario præfati Illustrissimi D. Ducis, nec non Egregio Paulo Ravascherio, Secretario præfati Ill. D. Ducis Januæ omnibus Testibus notis, idoneis ad præmissa vocatis, & rogatis.

Extracta fuit præsens Copia à Registro inscripto sub Littera R. *Ducissæ* BONÆ, *& Ducis* GALEAZ MARIÆ SFORTIADUM *Vicecomitum existente in Regio Archivio Castri Portæ Jovis Mediolani. Datum Mediolani die trigesima mensis Octobris anni* 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS *Regii Archivii Officialis.*

XLVI.

2. Juin. *Tractatus inter* EDUARDUM IV. *Regem Angliæ, &* FRANCISCUM *Ducem Britanniæ conclusus pro ineundo Matrimonio inter* EDUARDUM *Principem Walliæ, Filium Regis, &* ANNAM *Filiam Ducis prædicti. Datum Nannett die* 2 *Junii Anno* 1481. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. XII. pag. 142.]

ANNO 1481.

FRANCISCUS, Dei gratiâ, *Britanniæ* Dux, *Montisfortis, Richemondiæ, Estamparum*, & *Virtusiorum* Comes, universis & singulis, ad quorum notitiam præsentes Literæ pervenerint, Salutem.

Cum quemque Principem de ejus Subditorum quiete utilitatéque cogitare, atque suæ sic posteritati consulere quòd ipsius Principatus nullâ ætate depereat, maximè deceat,

Quas ad res conficiendas aliquid magis conveniens fieri nequeat, quam Fœdera cum illis Principibus percutere & stabilire, qui suis Confœderatis perpetuè velint & facile possint favere atque auxiliari,

Tum etiam animadvertamus quæ Regna, Terras, atque Dominia amplissima nostris convicina habeat, quantáque constantiâ, integritate & fide splendeat Serenissimus Princeps Consanguineus noster carissimus EDOVARDUS, eadem gratiâ, *Angliæ Rex*, cui pro Fœderis sanguinis & immortalis suæ benivolentiæ Jure usque adeò devincimur, ut nullius Principis Amicitiam, Affinitatem, & Confœderationem magis appetamus.

Notum facimus quòd, hiis & aliis justis de causis rationi consonis permoti, *Nos* cum eo contraximus, fecimus, perfecimus, & conclusimus, atque per præsentes contrahimus, facimus, perficimus, & concludimus, bonas, sinceras, veras, & perpetuas Amicitias, Ligas, & Confœderationes; in quibus utrinque & permixtim Hæredes & Successores, Regna, Ducatus, Patrias, Dominia, Vassallos, & Subditos comprehendimus, secundum Articulorum & Capitulorum sequentium formam,

Quorum tenor est talis,

Hæ sunt perpetuarum Amicitiarum, Ligarum, Affinitatum, & Confœderationum Capitula,

Maturâ Consilii deliberatione firmata & conclusa inter Serenissimum, Excellentissimum, & Potentissimum Principem Dominum *Edovardum*, Dei gratiâ, *Angliæ Regem*, pro se, suis Hæredibus & Successoribus, Regnis, Patriis, Dominiis, Vasallis, & Subditis præsentibus & futuris, ex parte unâ, & Illustrissimum ac Serenissimum Principem Dominum *Franciscum*, eadem gratiâ, *Britanniæ Ducem*, &c. pro se, suis Hæredibus, Successoribus, Patriis, Dominiis, Vassallis, & Subditis præsentibus & futuris, ex alterâ parte, ad summ maximique Dei ac gloriosæ Virginis Laudem & Gloriam,

INPRIMIS, inter *Edovardum Angliæ Regem* & *Franciscum Britanniæ Ducem*, Principes antedictos, conventum, concordatum, & conclusum est, quòd Matrimonium contrahetur inter Excellentissimum Principem *Edovardum Principem Walliæ*, dicti Serenissimi Regis primogenitum, & Inclitissimam Dominam *Annam, præfati Ducis Filiam seniorem*, cùm ipsi ambo ad Annos nubiles pervenerint.

Item, quòd, si dicta Domina *Anna* (quod Deus avertat) decedat ante Annos nubiles hujusmodi, vel priusquam Matrimonium præfatum contractum & consummatum extiterit, Domina *Ysabellis secunda Filia præfati Ducis*, aut, ipsâ decedente, *alia ipsius Ducis Filia*, si qua in humanis tunc fuerit, eidem *Domino Principi*, in ætate suâ nubili, ut præfertur, matrimonialiter conjungetur.

Item, quòd, quousque cum dicta Domina *Anna* Matrimonium prælocutum hujusmodi solemnizatum & consummatum fuerit, non fiet Contractus neque Tractatus Matrimonialis ubivis locorum pro dicta Domina *Ysabella*, neque pro *alia qualibet dicti Ducis Filia*, casu quo dicta Domina *Anna* præmortua fuerit, quousque dictam Dominam *Ysabellem* præfato Domino *Principi Walliæ* matrimonialiter conjunctam esse constiterit;

Proviso tamen quòd Matrimonium ipsum, cum unâ aut aliâ de filiabus supradictis contrahendum, & solemnizetur incontinenti postquam ipsa filia duodecimum suæ ætatis annum expleverit.

Item, quòd, si Dominus *Princeps Walliæ* ab hoc migraverit seculo (quod Deus avertat) ante consummationem dicti Matrimonii, eo in casu contrahetur Matrimonium inter alium *dicti Serenissimi Regis* filium seniorem non maritatum, & filiam *dicti Ducis* seniorem tunc in humanis agentem, dum tamen *Filius Regis* sit ætatis non nimiùm discrepantis ab ætate *Filiæ ipsius Ducis.*

Item,

Anno 1481.

Item, quòd *Dominus Dux* conducet conducísve faciet *Filiam suam* hujusmodi, propriis suis expensis, ad Civitatem tes tien seu London, ubi Solemnizatione instituit contigerit; & hoc quamprimùm ipsa ad ætatem ydoneam & legitimam pervenerit ut prædicitur.

Item, quòd in eventu Matrimonii prædicti, postquam solemnizatum & consummatum fuerit, si dictus Dominus *Princeps Walliæ* venerit in Britanniam, *Dominus Dux* eum tractabit in omnibus sicut proprium filium vel melius, nec erit sibi opus recurrere nisi ad Personam ipsius Ducis.

Item, conventum & concordatum est inter dictos *Regem & Ducem*, quòd, auctoritate & consensu omnium quorum interest, Statuúmque Parliamentorum tàm Regni Angliæ quàm Ducatûs Britanniæ, ita statuetur quòd, in eventu quo Dominus *Princeps Walliæ* ex filiâ prædictâ Hærede Britanniæ plures masculos suscitaverit, *ille Dux erit Britanniæ*, Arma ipsius Patriæ portabit & in ea moram faciet qui in ordine nascendi proximus post Hæredem Angliæ Filius aut Frater extiterit, & quòd omnia supra & infra concordata auctoritate dictorum Parliamentorum confirmabuntur & approbabuntur.

Item, si, ante aut post Solemnizationem & consummationem Matrimonii memorati, *Dominus* dederit *præfato Duci* aliquem filium naturalem & legitimum, *Domino Rege* habente pro tunc aliquam filiam innuptam, ætatis non nimium discrepantis ab ætate filii hujusmodi, promittetur & concordabitur Matrimonium inter eos; si autem in eo casu *Domino Regi* talis filia innupta defuerit, non poterit *Dominus Dux* tractare de Matrimonio filii sui nisi de sano & bono consilio dicti *Domini Regis*.

Item, conventum & concordatum est, quòd in casu, quo *Filia dicti Domini Ducis*, *Domino Principi* maritanda, per Nativitatem alicujus masculi, Hæres Duci non extiterit, constituantur *eidem Filiæ* in dotem suam *ducenta millia Scutorum auri*; quorum *centum millia Scutorum* solventur die Solemnizationis Matrimonii, & altera *centum millia* in quinque Annis proximò extunc sequentibus, per æquales portiones, ad onus *ipsius Ducis*:

Si autem, nullo nato filio, Hæreditas ipsius Ducatûs Britanniæ in ea remanserit, dos *ipsius Filiæ* erit ad *centum millia Scutorum* præcisè; quorum *quinquaginta millia* solventur in die Solemnizationis Matrimonii, & alia *quinquaginta millia* in duobus Annis proximò extunc sequentibus, per æquales portiones:

Et, quia tempus Nativitatis hujusmodi masculi (videlicet) si accidat ante aut post Solemnizationem supradictam, plurimùm diversificat modum solutionis prælibatæ, concordatum est inter dictos *Regem & Ducem* quòd, si post Solemnizationem Matrimonii *Domini Principis Walliæ* supradicti filius *Domino Duci* Hæres nascetur, quicquid de *centum millibus Scutorum*, ultra *quinquaginta millia* dicto die Solemnizationis soluta, in tempore Nativitatis hujusmodi filii restabit insolutum, solvetur infra Annum Nativitatem hujusmodi filii proximò sequentem; *postrema autem centum millia*, in eo casu debita, solventur in quinque Annis exindè proximò futuris, per æquales portiones;

Proviso tamen quòd, quocúmque casu qui accidere poterit, juxta contingentiam præmissorum, si *Dominus Rex* habuerit *Filium Filio Domini Ducis* ætate parem, aut ab ipsius ætate per quatuor, quinque, aut sex Annos sub aut supra non discrepantem, quæ quidem *Filia*, prout supradictum est, *tali Filio* copulari debet, tunc *postrema centum millia* supradicta de dote *Filiæ Domini Ducis* detrahi debent, atque ita in suis manibus retineri tanquam a *Domino Rege* fuissent data in dotem & pro Matrimonio *Filiæ suæ*, unà cum omnibus aliis quæ, ultra summam prædictam, placuerit *Domino Regi* donare pro Matrimonio *Filiæ suæ* supradictæ.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, inter dictos *Regem & Ducem*, quòd Dominus *Rex* teneatur Domino *Duci* in verbo Regio & sub honore suo, & dictus Dominus *Dux* teneatur Domino *Regi* in verbo Principis & sub honore suo, se facturos & curaturos quòd præfatæ ipsorum *Proles* maritabuntur adinvicem, prout supratactum est, quamprimùm ad suos ætates nubiles pervenerint, aliásque securitates, quas de Jure facere possunt, invicem præstabunt.

Item, habebit *Filia Domini Ducis*, pro dotalitio suo, ratione Matrimonii inter ipsam & dictum Dominum *Principem* contrahendi, *viginti millia Scutorum* Angliæ annui redditûs, casu quo dictus *Dominus Princeps Walliæ*, post hujusmodi Matrimonii Solemnizationem, decesserit ante Dominum *Regem* Patrem suum: quod si supervixerit ipsa dotabitur eo modo & tàm ample, quemadmodum aliqua alia Regina Angliæ dotata fuerit temporibus retroactis.

Anno 1481.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est quòd de cætero, sint & habeantur bonæ & firmæ Amicitiæ, Ligæ, & Intelligentiæ inter dictos Dominum *Regem & Ducem*, eorúmque Hæredes & Successores; per quas tenebitur *Dominus Rex* adjuvare *Dominum Ducem*, ejusque Hæredes & Successores, de toto posse suo, pro deffensione ipsorum Patriæque & Ducatûs sui Britanniæ, contra quoscúmque volentes ipsos aut Patriam suam prædictam invadere: & per quas pariformiter *Dominus Dux* tenebitur ad adjuvandum *Dominum Regem*, & ejus Hæredes & Successores, de toto posse suo, ad defensionem eorum & Regni sui ac Terrarum & Dominiorum suorum, contra omnes qui ipsos aut Regnum, Terras, & Dominia sua hujusmodi invadere voluerint.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, inter dictos *Regem & Ducem*, quòd, casu quo *Rex Ludovicus Franciæ*, *Delphinus Viennæ*, sive aut alterius eorum Hæredes & Successores, aut alia Persona seu Natio quæcúmque, per opem & favorem dicti *Regis Ludovici* ejúsve Hæredum & Successorum, invadat præfatum *Dominum Ducem* aut ejus Hæredes & Ducatum suum Britanniæ, & fecerit sibi Guerram, tenebitur Dominus *Rex Angliæ* succursum præstare *Domino Duci*, & ejus Hæredibus, de tribus millibus Sagitariorum, stipendiandorum ad expensas *Domini Regis* & de ejus proprio ære, pro tempore & spatio trium mensium simul, & de alio numero sufficiente quem *Dux Britanniæ* antedictus ejúsve Hæredes requirent ad proprias expensas *Domini Ducis* sive Hæredum suorum, & usque ad numerum quatuor millium Sagitariorum si tantum requirent:

Quos quidem Sagitarios, & numerum alium sufficientem, ut præmittitur, a *Duce* aut ejus Hæredibus petitum, dictus *Dominus Rex* mittet versus *Dominum Ducem*, aut ejus Hæredes, infra mensem aut sex septimanas a tempore requisitionis per *Ducem* aut ejus Hæredes factæ, in quantum possibile fuerit; proviso quòd ipse *Dominus Dux* ejúsve Hæredes facient Trajectum & Passagium eorum expensis suis:

Et *Dominus Dux* tenebitur, ejúsque Hæredes & Successores tenebuntur, postquam Guerram, ita ut præfertur, adversus se & Ducatum suum Britanniæ incepta fuerit, dictúmque Subsidium a præfato *Domino Rege* sibi impensum extiterit, ipse se declarabit ad faciendum Guerram, pro *Domino Rege* & in sua querela, adversus præfatum *Regem Ludovicum*, seu alium occupantem Regnum & Coronam Franciæ, atque ad adjuvandum *Dominum Regem* de numero pari (videlicet) trium millium Sagitariorum, ad suas proprias expensas, pro simili spatio trium mensium, ut præfertur; & similiter eo tempore *Dominus Rex* se declarabit in Guerra, pro dicto *Domino Duce*, contra suos inimicos prædictos; ita tamen quòd ipse *Dominus Dux* non tenebitur *Regem Ludovicum*, nec alios occupantes dictum Regnum & Coronam Franciæ, nec Regnum Franciæ, pro dictâ querelâ Domini *Regis*, invadere, nec infra idem Regnum Franciæ Guerram facere, quousque dictus Dominus *Rex* aut ejus Locumtenens, cum forti Armata, ad faciendum Conquestum in dicto Regno Franciæ, Mare transfretaverit, & Conquestum suum inchoaverit: Quo facto ipsi Principes dictos communes eorum Hostes pro viribus infestabunt, Terrásque per communes eorum Hostes occupatas cum omni conatu invadent, sibique invicem auxilium præstabunt.

Item, post præsentem Tractatum, neque Dominus *Rex*, neque Dominus *Dux*, tractabit aliquas Ligas novas, (unus, videlicet, cum Hoste aut inimico alterius) absque scitu & consensu alterius.

Item, si Dominus *Rex*, in exequendo Guerram, in Francia, pro dictâ suâ querelâ, pervenerit conquærendo ad Loca & limites, ubi Terræ & possessiones Hæreditariæ dicti Domini *Ducis*, ejúsve Subditorum in Ducatu suo Britanniæ ad præsens commorantium, dicto Domino *Duci* assistentium, & Guerram contra Dominum *Regem Angliæ* seu contra Dominum *Ducem* non facientium, nec opem seu auxilium inimicis Regis aut Ducis præstantium, si quæ infra Regnum Franciæ situantur, Dominus *Dux* ejúsque Subditi supradicti gaudebunt Terris & Possessionibus suis, & specialiter ipse Dominus *Dux* gaudebit Comitatibus *de Montfort*, *d'Estampes*, & *de Vertus*, & aliis Terris & Hæreditatibus suis dicto Conquestu

Anno 1481. novo te simul & Comita ensi sibi sub Ypotheca ducentorum millium Scutorum auri obligato.

Item, quòd Mercatores Britanniæ tractabuntur in Regnum Angliæ, quantum ad Custumas & cæteras res, concernentes Ini

Nationes quæcunque non habentes Privilegia eorumdem mica ibidem

net continuatio & prorogatio intercursûs merca *Regem* ejusque Hæredes, & Successores pro se & Subditis suis, & dictum *Ducem* ejusque Hæredes & Successores pro se & Subditis suis, ad tempora longiora, quamprimum alter Principum alterum requisierit.

Quos quidem Articulos & Capitula suprascripta, omniaque & singula in eis contenta & specificata, modo & formâ superius descriptis & declaratis, Nos, *Franciscus*, Dei gratiâ, *Britanniæ Dux* supradictus, promittimus & obligamus Nos, Hæredes, & Successores nostros, in verbo Principis, sub Honore nostro, medio Juramento, & sub Ypotheca & obligatione omnium bonorum nostrorum, tenere, adimplere, & inviolabiliter observare.

In quorum omnium & singulorum præmissorum fidem & Testimonium, & ad inviolabilem eorum pro parte nostrâ Hæredum & Successorum nostrorum observantiam, Nos, *Franciscus Britanniæ Dux* antedictus, hiis præsentibus Literis nostris Patentibus, manu propriâ subscriptis, magnum sigillum nostrum apponi fecimus.

Datum in *Civitate nostra Nannetensi*, die vicesimâ secundâ mensis Junii, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, octuagesimo primo.

FRANCOYS.

Per ducem de ejus mandato.

GUEGUEN.

Sub Sigillo Magno suo, ceræ rubræ, pendente a cauda pergamenæ.

XLVII.

21. Juin. Castille et Portugal.

Traité & Confédération entre les Rois de CASTILLE *& de* PORTUGAL *au sujet des Isles* Canaries, *confirmé par le Pape* SIXTE IV. *A Rome, le 21. de Juin* 1481. [G. G. LEIBNITS, Codicis Diplomatici, pag. 446.]

VOLUERUNT præfati Rex & Regina CASTELLÆ & Aragoniæ & Siciliæ, & illis placuit, ut ista Pax sit firma & stabilis, & semper duratura: promiserunt ex nunc & in futurum, quod nec per se nec per alium secretè seu publicè, nec per suos Heredes, & Successores turbabunt, molestabunt, aut inquietabunt de facto vel de jure in judicio vel extra judicium Dominos Regem & Principem PORTUGALLIÆ nec Reges qui in dicto Regno Portugalliæ regnabunt, nec sua Regna super possessione, & quasi possessione, in qua sunt, in omnibus Commerciis, Terris & permutationibus sive relignatis Guineæ cum suis mineris sive auritodinis, & quibuscumque aliis Insulis, Littoribus, seu Castris, Maris, Terris detectis seu detegendis inventis Insulis de Madera, de Portu Sancto, & Insula deserta, & omnibus Insulis dictis de los Açores, id est Accipitrum, & Insulis Florum, & etiam in Insulis de Caboverde, id est Promontorio viridi, & Insulis, quæ deinceps invenientur, aut acquirentur ab Insulis de Canaria ultra & circa, in conspectu Guineæ, ita quod quicquid est inventum, & detectum, remaneat dictis Regi & Principi de Portugallia, & suis Regnis: exceptis dumtaxat Insulis Canaria, Lanzarota, Palma, Forteventura, la Gomera, Hofiero, Hagratiosa, Hagran, Canaria, Canarise & omnibus aliis Insulis de Canaria acquisitis aut acquirendis, quæ remanent Regnis Castellæ, & ita non turbabunt, nec molestabunt, nec inquietabunt quascumque personas, quod dicta mercimonia & contratas Guineæ, ac dictas Terras & Littora, aut contratas inventas, & inveniendas nomine aut potentia, & manu dictorum Dominorum Regis & Principis Portugalliæ, (nonnullisque in eam sententiam adjectis de Phutensis Regni jure additum est.)

2. Præterea Rex & Regina Castellæ & Legionis promiserunt & concesserunt, modo supra dicto pro se & Successoribus, ut se non intromittant ad inquirendum, & intendendum aliquo modo in Conquesta Regni de Fez, sicuti se non intromiserunt Reges antecessores sui præteriti Castellæ, imò libenter dicti Domini Rex & Principes Portugalliæ, & sua Regna, & sui Successores poterunt prosequi dictam Conquestam &c. Datum Romæ apud S. Petrum Anno M. CCCC. LXXXI. XI. Kal. Julii, Pontificatus nostri Anno X. Anno 1481.

XLVIII.

10. Dec. Anjou.

(1) *Testament de* CHARLES D'ANJOU *dernier Comte de Provence, par lequel il legue le Comté du* Martigues *à* FRANÇOIS de Luxembourg *son Cousin; fait plusieurs autres Legs à ses Serviteurs & Domestiques, institue* LOUIS XI. *Roi de France & après lui le Dauphin, & autres Successeurs des Rois de France, à l'exclusion de sa propre Sœur mariée dans la Maison d'Armagnac. Fait à Marseille le* 10. *Décembre* 1481. [NOEL GAILHARD, Rémontrances de la Noblesse de Provence au Roi, pag. 88]

In Nomine Domini nostri Jesu Christi. Amen.

ANNO Incarnationis ejusdem millesimo quadringentesimo octuagesimo primo, & die decima mensis Decembris, Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri Domini Sixti divina providentia Papæ quarti Anno undecimo. Universis & singulis hoc verum & publicum Instrumentum, visuris, lecturis, ac etiam audituris, tam præsentibus quam futuris, evidenter pateat & sit notum quod cum nihil morte certius sit, nihilque incertius hora mortis, & in manu Dei mors & vita consistant, ac fragilitatis humanæ conditio nullius status certitudinem habeat, nulliusque divitiis aut potentia à mortis nexibus liberetur, sed omnibus humaniter viventibus mors ipsa comes habeatur: discretione igitur provida consulente melius est sub spe mortis vivere in hoc mundo, & de bonis suis providere & ordinare quam sub spe vivendi ad mortem subitò pervenire, quia tunc humana conditio mortis cogitatione turbata, & passionum agitata doloribus nequit aliquando illa potissimè quæ animæ saluti congruunt, & rerum temporalium dispositionem concernunt, memoriæ commendare. Quapropter Serenissimus & Excellentissimus Princeps & Dominus noster Dominus Karolus Andegaviæ Dei gratia, Hierusalem & Siciliæ Rex, Comitatuumque Provinciæ & Forcalquerii Comes, sanus mente & in memoria ejus bona persistens, quamvis permittente Altissimo in lecto jaceret infirmitate gravatus, volens & admodum cupiens dum sibi licet de Regiis Comitatibus, Vice-Comitatibus, Baroniis, Dominiis, Terris, cæterisque bonis & rebus juribusque, fortunis & facultatibus suis ab eo testando disponere, ac etiam ordinare, quòd nulla inter Successores suos imposterùm oriri valeat materia quæstionis, suum ideo Testamentum ultimum nuncupativum suamque ultimam voluntatem, dispositionem & ordinationem finalem fecit, condidit & ordinavit, in modum qui sequitur infrascriptum.

In primis namque & ante omnia ipse Serenissimus Dominus noster Rex Testator, & verus & fidelis Christicola, commendavit animam suam corde devoto & humili Altissimo omnium Creatori Domino nostro Jesu Christo, & gloriosæ beatæque Virgini Mariæ Matri suæ, totique Curiæ Cælestium Supernorum; & voluit & ordinavit corpus suum tumulari atque sepeliri quandoque de hoc sæculo à vita miserabili Christus dignabitur eum vocare, videlicet in Ecclesia Beati Salvatoris Civitatis Aquensis, exequias verò & funeralia fienda & impendenda tàm dum ejus corpus tradetur Ecclesiasticæ sepulturæ quàm etiam post quandocumque, omninò remisit dispositioni Excellentis Francisci Domini de Luxemburgo ejus consobrini carissimi, & aliorum suorum Executorum infrascriptorum: & pro sua sepultura in eadem Ecclesia Sancti Salvatoris arbitrio & determinatione dictorum suorum Gardiatorum & Executorum construenda & fabricanda legavit sive reliquit dictus Testator duo millia Scuta per Hæredem suum infrascriptum semel tantum exsolvenda.

Item

(1) On trouve un Abregé de cette Pièce & des deux suivantes, dans les Pièces servant aux Memoires de *Philippe de Comines*, dans le Recueil de *Leonard*, & dans les Annales de *Belleforest*, Tom II fol 1179.

ANNO 1481. Item legavit five reliquit dictus Teftator Dominus nofter Rex pro fabrica Capellæ Nunciationis, quam fœlicis recordationis Domina Regina Joanna ejus confors in fuo ultimo per eam condito Teftamento ordinavit fieri, conftrui & fabricari in Ecclefia Venerabilis Conventus Fratrum Prædicatorum dictæ Civitatis Aquenfis, ad honorem & laudem gloriofæ beatæque femper Virginis Mariæ, ac exfolvi & exburfari voluit & ordinavit per fuum Hæredem infrafcriptum fummam duorum millium quingentorum Scutorum femel tantum.

Item voluit, difpofuit & ordinavit memoratus Dominus nofter Rex Teftator fundari in dicta Capella fabricanda & conftituenda in eo loco prope fores five portas dictæ Ecclefiæ, quem ipfe Dominus nofter jam defignari fecit, unam Miffam perpetuam in eadem Capella pro redemptione peccatorum dictæ Sereniffimæ Dominæ Reginæ fingulis diebus perpetuis temporibus celebrandam; & pro eadem Miffa legavit five reliquit jam dicto Conventui ipforum Prædicatorum fummam annualem tricentarum librarum Turon. de & fuper pecuniis Gabellæ Salis Rhodani ipfi Conventui Anno quolibet per in perpetuum exfolvendam.

Item exinde legavit five reliquit jam dictus Dominus Rex Teftator Venerabili Conventui Fratrum Prædicatorum Ecclefiæ Beatæ Mariæ Magdalenæ Villæ Sancti Maximini, amore Dei, & ad honorem ejusdem gloriofæ Sanctæ, omnes & quofcumque Libros fuos, exceptis dumtaxat Libris Medicinæ, quos legavit five reliquit Egregio Viro Magiftro Petro Maurelli ejusdem Sereniffimi Domini noftri Regis Phyfico & Confiliario, tanquàm fibi dilecto, & de ipfo optimè merito.

Item pariter legavit five reliquit dictus Dominus nofter Rex Teftator dicto Venerabili Conventui eorumdem Fratrum Prædicatorum Villæ Sancti Maximini fex millia librarum Turon. ipfi eidem Conventui per Hæredem fuum infrafcriptum, ad opus Fabricæ ipfius Ecclefiæ femel tantùm exfolvenda.

Item pariter legavit five reliquit idem Dominus nofter Rex Teftator Ecclefiæ Beatæ Mariæ Villæ de Caftro-Ayraudo quondam ejus Domini vulgariter dictæ *la Berlandiere*, fitæ in territorio Viox, prope eandem Villam Caftri-Ayraudi, per in perpetuum, cum juribus & pertinentiis fuis quibusc. fine quacumque refervatione tacita vel expreffa.

Item equidem difpofuit, voluit & ordinavit jam dictus Dominus nofter Rex Teftator conftitui, apponi, ordinari & manuteneri in eadem Ecclefia noftræ Dominæ Caftri-Ayraudi duos Vicarios, qui Vicarii fint, Venores, & duos Elergonos, ultra numerum confuetum, manutenendos, alimentandos, ne ftipendiandos, ad Dei laudem, & pro fervitio ipfius Ecclefiæ per in perpetuum, inde & fuper melioribus denariis à redditibus totius receptæ Vicecomitatus Caftri-Ayraudi, propterea prædictæ Ecclefiæ dandis & confignandis, ita quidem quòd ipfis Vicariis & Elergonis fit omni tempore benè & fufficienter provifum.

Item legavit five reliquit dictus Dominus nofter Rex Teftator Ecclefiæ Sancti Juliani Cenoman. pro uno Anniverfario annuo, & folùm in eadem Ecclefia, pro falute animarum & remiffione peccatorum tàm fœlicis recordationis Domini Karoli fui honorandiffimi genitoris, & fuorum prædeceffforum, quàm etiam ipfius Teftatoris annatim celebrando, tricentas libras Turon. fingulis Annis perpetuò recipiendas & recuperandas in & fuper denariis, juribus & redditibus de la Ferté-Bernard.

Item pariter legavit five reliquit ipfe Sereniffimus Dominus nofter Rex Venerabili & Religiofo Viro Fratri Braucaffio Bernardi Sacrarum Scripturarum Magiftro, ejusdem Domini noftri ordinario & continuo Confeffori, amore Dei, & pro fervitiis fibi impenfis, ac propter labores quos in ejusdem Domini noftri fervitio toleravit, fummam quadringentorum Scutorum auri fibi exfolvendam per Hæredem fuum infrafcriptum femel tantùm.

Item fimiliter legavit five reliquit dictus Dominus nofter Rex Teftator Venerabili Viro Domino Joanni Cerizier ejus Capellano & Eleemofinario, quæ fuit quibusdam quondam defariis nl. fibi donatam, pro quadam Miffa dicenda & celebranda pro falute Illuftriffimæ Dominæ quondam ejusdem Domini noftri Regis genitricis, quam quidem donationem ipfius Domus fuprafatam idem Dominus nofter pro quanto opus eft acceptavit, ratificavit, approbavit, & confirmavit.

Item nihilominùs legavit five reliquit cuilibet Eleemofinariorum fuorum, amore Dei, & pro fervitiis fibi impenfis, ac laboribus quos etiam in fuo fervitio tolerarunt, ducenta Scuta exfolvenda ut fuprà femel tantum, quorum quidem Eleemofinariorum nomina & cognomina funt hæc, videlicet Dominus Petrus Cureti, Dominus Petrus Berengarii, & Dominus Joannes Cirizier. ANNO 1481.

Item pariter legavit five reliquit dictus Dominus nofter Rex Teftator cuilibet ex Cantoribus fuæ Capellæ centum Scuta per dictum & infrafcriptum Hæredem exfolvenda femel tantum, & hoc amore Dei, & pro fervitiis fibi impenfis.

Item legavit five reliquit dictus Dominus nofter Rex Teftator Joanni Domino Baftardo de Cenomania Fratri fuo naturali fummam duorum millium Scutorum fibi exfolvendam per eumdem Hæredem fuum infrafcriptum ut fuprà femel tantùm.

Item etiam legavit five reliquit Nobili Domicillæ Marguaritæ de Calabria Filiæ naturali æternæ memoriæ Domini Nicolai Ducis Calabriæ & Lotharingiæ, ac fuis Hæredibus, & Succefforibus quibuscumque in perpetuum octingentas libras Turon. habendas, exigendas, recipiendas & recuperandas annatim in & fuper denariis, juribus & redditibus Vicecomitatus Caftri-Ayraudi.

Item pariter præterea jocalia fupradictæ quondam Dominæ noftræ Reginæ Joannæ, videlicet *les diamans*, & cæteros lapides pretiofos; reliquas verò bagas legavit five reliquit Ludovico Domino de Antonio & Michaeli de Grammont Valletis Cameræ prædicti Domini noftri Regis Teftatoris.

Item pariter legavit five reliquit jam dictus Excellentiffimus Dominus nofter Rex Teftator Excellenti Francifco Domino de Luxemburgo ejus confobrino Cariffimo, & fuis Hæredibus & Succefforibus quibuscumque, per in perpetuum proque pluribus gratis & acceptis fervitiis per ipfum Francifcum Dominum de Luxemburgo fibi omni tempore Bellorum & Pacis fideliter & curiofe præftitis: Item & in compenfationem multorum laborum quos ipfe Francifcus de Luxemburgo non fine magnis fumptibus in fuo fervitio toleravit, pro quibus & confeffus eft idem Dominus nofter Rex Teftator ipfi Francifco Domino de Luxemburgo multum deberi, Vicecomitatum Martici totum cum omnibus juribus, Dominiis, proprietatibus, redditibus, proventibus, ne emolumentis ipfius Vicecomitatus.

Item & cum tenoribus, fortaliciis, domibus, ædificiis, ac omnibus & fingulis Vaffallis hominibus & fœminis in eodem Vicecomitatu, & locis ac terminis ejusdem habitantibus & habitaturis, & cum montibus, planis, fylvis, nemoribus, garriguis, pratis, pascuis, devefiis, & vetatis; ac cum omnibus & fingulis juribus & pertinentiis fuis.

Item pariter cum aquis, aquæductibus, molendinis, furnis, & aliis univerfis & fingulis rebus & bonis ad dictum Vicecomitatum pertinentibus & fpectantibus, ac pertinere feu fpectare potentibus & debentibus modo quocumque, & quacumque ratione feu caufa; etiam cum omni Jurisdictione alta & baffa, civili & criminali, meroque & mixto imperio, ac cum omnibus & fingulis præeminentiis, prærogativis, fervitutibus, cenfibus & fervitiis, & demùm generaliter cum omnibus & fingulis juribus realibus & perfonalibus, & aliis quibuscumque, quæcumque & qualiacumque fint, & quocumque nomine.

Item fimiliter legavit five reliquit dictus Dominus nofter Rex Teftator ipfi præfato Francifco de Luxemburgo ultra præmiffa omnem ejus Tapiffariam.

Item *&* *tout le linge* quam & quod ipfe Dominus nofter Rex Teftator habet & habere poteft tàm in Loco Caftri-Ayraudi quàm etiam in Francia, ubicumque & penes quofcumque fine quacumque diminutione.

Item legavit five reliquit Generofo Scutifero Guillelmo de Montmorenci Domino d'Esconem ejus Confiliarin & Cambellano, tanquàm de eo optimè merito, pro gratis & acceptis fervitiis per ipfum Dominum d'Esconem fibi libenter & liberaliter præftitis.

Et item legavit five reliquit, & in compenfam & aliqualem retributionem multorum laborum per eum in ejus fervitio pafforum & fubftentorum, videlicet fex millia Scuta ipfi eidem Domino d'Esconem per Hæredem fuum infrafcriptum femel tantum danda & exfolvenda.

Item

Item legavit sive reliquit idem Dominus noster Rex Testator Generoso Scutifero Ludovico de Mirlans Domino de Serve etiam ejusdem Domini nostri Cambellano & Consiliario, tanquàm de eo similiter benè imò optimè merito, & pro gratis & acceptis servitiis sibi utroque tempore bellorum & Pacis laudabiliter impensis & præstitis, & in compensam & aliqualem retributionem tantorum laborum quos ipse Dominus de Serve in ejus servitio non sine magnis sumptibus toleravit, videlicet summam trium milliorum Scutorum auri eidem Domino de Serve per Hæredem suum infrascriptum semel tantum dandam & exsolvendam.

Item pariter Generoso Scutifero Petro de Lestrange Domino ejusdem Loci, ejus Consiliario & Cambellano, dictus Dominus noster Rex Testator legavit sive reliquit, tanquàm de eo optimè merito, quandam ejus Navem vulgariter appellatam *Sainte Marthe*, cum suis furnimentis, rebus, bonis, juribus & pertinentiis quibuscumque.

Item etiam legavit dicto Domino de Lestrange ultra præmissa omnem ejus tapissariam quam habet in Provincia ubicumque & in quibuscumque Locis existat, sine diminutione quacumque.

Item pariter legavit sive reliquit Generoso Domino Scutifero Ruffo de Lestrange Fratri ipsius Domini de Lestrange mille Scuta tantum ut supra exsolvenda.

Item legavit sive reliquit Dominus noster Rex Testator Generoso Scutifero Yvoni d'Allegre Domino de Rieux etiam ejus Consiliario & Cambellano, tanquàm sibi Carissimo, & de eo optimè merito, quandam suam Navem vulgariter appellatam *Saint Michel*, cum suis furnimentis, bonis, rebus, juribus & pertinentiis quibuscumque.

Item nihilo minùs legavit sive reliquit dictus Dominus noster Rex Testator ipsi præfato Domino de Rieux ultra dictam Navem pro viagio per eum faciendo ad Sanctum Jacobum mille Scuta sibi ut suprà semel exsolvenda.

Item pariter legavit sive reliquit dictus Dominus noster Rex Testator Domino Joanni de Benaud Domino de Villanova ejus Consiliario & Cambellano, tanquàm de eo optimè merito, pro servitiis sibi impensis & præstitis, ac laboribus quos in ejus servitio laudabiliter toleravit, videlicet summam mille quingentorum Scutorum auri eidem per Hæredem suum infrascriptum dandam, & realiter exsolvendam semel tantùm.

Item similiter reliquit sive legavit præfatus Dominus noster Testator Generoso Scutifero Imberto Gasti Domino de Lupo, etiam ejus Consiliario & Cambellano, tanquàm sibi Carissimo, & de eo optimè merito, quandam Navem cum qua ad Insulam Siciliæ transfrerat, vulgariter appellatam *la Madalena*, cum suis furnimentis, bonis, rebus & juribus quibuscumque.

Item & ultra præmissa sibi legavit sive reliquit idem Dominus noster Testator summam mille Scutorum auri eidem per Hæredem suum infrascriptum semel tantùm exsolvendam.

Item equidem legavit sive reliquit memoratus Dominus noster Rex Testator Generoso Scutifero Gaspari Cussa dicto vulgariter *Gaspar Long*, tanquàm de eo optimè merito: Item & pro servitiis sibi hactenùs laudabiliter impensis & præstitis, ac in compensationem laborum quos ipse Gaspar in suo servitio non sine magnis sumptibus toleravit, videlicet summam trium milliorum Scutorum ipsi dicto Gaspari per Hæredem suum infrascriptum semel tantùm exsolvendam.

Item legavit sive reliquit ipse Dominus noster Rex Testator Generoso Militi Domino Joanni de Chassa ejus Consiliario & Cambellano, tanquàm de eo benè merito, mille Scuta semel tantùm ut suprà sibi exsolvenda.

Item equidem legavit sive reliquit jamdictus Dominus noster Rex Testator Generoso Militi Gabrieli de Montesalione Domino ejusdem Loci, ejus Consiliario & Cambellano, velut de eo benè merito, mille Scuta auri sibi ut suprà semel tantùm exsolvenda.

Item legavit sive reliquit dictus Dominus noster Rex Testator Generoso Scutifero Hectori de Montebruno Scutifero Scutiferiæ ac Capitaneo Gardæ ejusdem Domini nostri Regis ad vitam suam tantùm Castellaniam de Primillericu, cum bonis, rebus, juribus, & pertinentiis suis quibuscumque.

Item, pariter legavit sive reliquit idem Dominus noster Rex Testator Generoso Scutifero Guillermo de Berno Scutifero Scutiferiæ ejusdem Domini nostri, Castellano sive Capitaneo Villæ Castellanæ, pro servitiis per eum ipsi Domino nostro hactenùs fideliter præstitis, & tanquàm de eo optimè merito, summam duorum millium Scutorum sibi ut suprà semel tantum exsolvendam.

Item pariter idem Dominus noster Rex Testator legavit sive reliquit ipsi eidem Guillermo de Berno quoad vixerit ultra præmissam summam duorum millium Scutorum dictam Castellaniam sive Capitaneriam jam dictæ Villæ Castellanæ, cum suis bonis, rebus, juribus, fructibus & redditibus quibuscumque, & alio modo & forma quibus eandem Castellaniam sive Capitaneriam hactenus tenuit & possedit.

Item, legavit sive reliquit dictus Dominus noster Rex Testator Generoso Scutifero Antonio de Ginel Cambellano & Consiliario ipsius Domini nostri, tanquàm de eo optimè merito, mille Scuta auri semel tantum sibi ut suprà exsolvenda.

Item etiam legavit sive reliquit Generoso Scutifero Herno de Brancais Scutifero Scutiferiæ præfati Domini nostri, tanquàm de eo optimè merito, similem summam mille Scutorum semel tantùm ut suprà exsolvendam, & hoc tàm contemplatione matrimonii per eum novissimè contracti medio favore & ad intercessionem ipsius Domini nostri cum Nobili Domicella Perreta Simone ejus uxore, quàm etiam pro servitiis & beneplacitis per eum sibi impensis & præstitis: item & pro laboribus quos in suo servitio toleravit.

Item legavit sive reliquit jam dictus Dominus noster Rex Testator Generoso Scutifero Pregent de Crolhon sui Hospitii Magistro, tanquàm de eo optimè merito, pro gratis servitiis per eum sibi hactenus impensis & præstitis, pro quibus sibi multum debetur, sexcenta ipsi eidem Pregent semel tantum ut suprà exsolvenda.

Item equidem legavit sive reliquit ipse Dominus noster Rex Testator Generoso Scutifero Renato de Crolhon pariter Magistro Hospitii ipsius Domini nostri Regis, tanquàm de eo optimè merito, similem summam sexcentorum Scutorum ut suprà semel tantum exsolvendam.

Item pariter legavit sive reliquit dictus Dominus noster Rex Testator Nobili Scutifero Ludovico de Hectrai Magistro Hospitii prædicti Domini nostri Regis, tanquàm de eo optimè merito, parem summam sexcentorum Scutorum ut suprà semel tantum exsolvendam.

Item pariter legavit sive reliquit dictus Dominus noster Rex Testator Generoso Scutifero Guillermo Pierre pariter Magistro Hospitii dicti Domini nostri Regis, tanquàm de ipso Domino nostro benè merito, parem summam sexcentorum Scutorum ut suprà semel tantùm exsolvendam.

Item legavit sive reliquit idem Dominus noster Rex Testator Egregio & Nobili Viro Magistro Petro Domino de Gravesione Artium & Medicinæ Magistro ac Physico, & Consiliario ejusdem Domini nostri Regis, pro pluribus gratis & acceptis servitiis per ipsum Dominum de Gravesione sibi ei hactenùs diligenter & laudabiliter præstitis, & pro aliqua satisfactione eorumdem summam duorum millium Scutorum ut suprà semel tantùm exsolvendam.

Item legavit sive reliquit Domino Egregio & Nobili Viro Magistro Petro Maureli Artium & Medicinæ Magistro, tanquàm de eo optimè merito, & hoc in solutum, pagam & satisfactionem, ac pro resta gagiorum suorum sibi debitorum, tàm pro tempore quo servivit æternæ memoriæ Domino Karolo Illustrissimo & recolend. genitori suo, quàm etiam sibi, ac equidem pro pluribus servitiis & beneplacitis sibi hactenus laudabiliter præstitis:

Item & in compensam laborum quos idem Magister Petrus in servitio prædicti Domini nostri Regis, non sine magnis expensis & sumptibus toleravit:

Item & propter eumdem Magistrum Petrum ac ejus amore & gratia, suis Hæredibus, & Successoribus quibuscumque, quandam Domini nostri Regis Testatoris Metariam vulgariter appellatam de Bion, sitam in Baronia de la Ferté-Bernard, cum suis juribus, pertinentiis, & dependentiis universis; aut si maloerit summam duorum millium Scutorum sibi eidem Magistro Petro Maureli semel tantùm exsolvendam, & in hoc eidem optionem nihilominus reservavit.

Item

ANNO 1481.

Item similiter legavit sive reliquit Generoso Scutifero Simoni Tinteveau, tamquam de dicto Domino nostro Rege benemerito, summam sexcentorum Scutorum ut suprà semel tantum dandam atque exsolvendam.

Item pariter legavit sive reliquit infrascriptis, videlicet Generosis Scutiferis Georgio & Antonio Valori, Maturino de Sancto Masse, Domino de Mossa, Petro d'Aubigni, Simoni de Anglura, Petro Fretart, Ludovico Petri, Joanni Chaperon, & Claudio de Brisai, Scutiferis suis dilectissimis, tanquàm benemeritis & condignis, summam quatuor millium Scutorum semel tantum ut suprà exsolvendam, & inter eos æquis portionibus dividendam.

Item pariter legavit sive reliquit idem Dominus noster Rex Testator Generoso Scutifero Bonifacio de Castellana ejus Scutifero & domestico sibi dilecto, tanquàm de eo optimè merito, & pro servitiis & beneplacitis sibi hactenus fideliter & laudabiliter præstitis:

Item & in compensam multorum laborum quos Bonifacius ipse in suo servitio toleravit, summam sexcentorum Scutorum ut suprà eidem semel tantum exsolvendam; & nihilominus legavit sive reliquit Georgio de Castellana, ipsiusmet Bonifacii Fratri, etiam Scutifero dicti Domini nostri Regis Testatoris, similem summam sexcentorum Scutorum ut suprà exsolvendam.

Item legavit, sive reliquit præfatus Dominus noster Rex Testator Generoso Scutifero Joanni de Glandeves, Domino de Porreriis, equidem Scutifero ejus dilecto, ut de eo optimè merito, parem summam sexcentorum Scutorum ut supra semel tantum exsolvendam.

Item pariter legavit sive reliquit dictus Dominus noster Rex Testator Bernardo de Series etiam ejus Scutifero, tanquàm de ipso optimè merito, summam mille Scutorum eidem semel tantùm ut suprà exsolvendam.

Item pariter legavit sive reliquit ipse Dominus noster Rex Testator Claudio de Chastains, tanquàm sibi dilecto, & de eo benemerito, summam sexcentorum Scutorum semel tantùm ut suprà eidem exsolvendam.

Item exinde legavit sive reliquit Dominus noster Rex Testator Reverendo Patri Domino Joanni Colereau, Sanctæ Sedis Apostolicæ Protonotario, Decano Castri-Ayraudi, ejus Secretario sibi carissimo, tanquàm de eo optimè merito, & pro servitiis & beneplacitis ipsi Domino nostro hactenùs fideliter & laudabiliter præstitis, necnon in compensam & retributionem multorum laborum quos ipse Dominus Protonotarius & Decanus in suo servitio non sine magnis sumptibus toleravit, summam mille Scutorum sibi eidem Domino Protonotario & Decano per Hæredem suum infrascriptum semel tantùm exsolvendam.

Item pariter legavit sive reliquit jam dictus Dominus noster Rex Testator Nobili Viro Magistro Macegauvain, Secretario ejus dilecto, ut de eo adinstar jam dicti Domini Protonotarii & Decani benemerito, ex causis præmissis, videlicet summam quingentorum Scutorum eidem Magistro Masse semel tantùm ut suprà exsolvendam.

Item equidem legavit sive reliquit Nobili Viro Magistro Joanni Lange Secretario suo dilecto, tanquàm de eo etiam benè merito, ex causis præmissis, similem summam quingentorum Scutorum eidem ut suprà semel tantùm exsolvendam.

Item pariter legavit sive reliquit dictus Dominus noster Rex Testator Nobili Viro Magistro Joanni Desfarges Secretario ejus dilecto, tanquàm de ipso optimè merito, ad instar prædictorum Secretariorum, similem summam quingentorum Scutorum semel tantùm ut suprà eidem exsolvendam.

Item pariter legavit sive reliquit dictus Dominus noster Rex Testator ac exsolvi voluit & ordinavit Gaufrido Tallamer ejus Secretario, tùm pro complemento solutionis duorum millium Florenorum sibi debitorum, ac exsolvi jussorum & ordinatorum per fœlicis recordationis Dominum Regem Renatum ejus Patruum honorandissimum, quàm etiam proque pluribus gratis & acceptis servitiis per eumdem Tallamer præstitis, ac etiam in compensam & retributionem laborum quos Tallamer ipse in suo servitio omni tempore toleravit, summam mille Scutorum auri sibi ut suprà dandam & exsolvendam, ita quidem quòd dictis mille Scutis priùs exsolutis ipse Tallamer nihil ultra petere possit pro dicta summa duorum millium Florenorum, quin imò ipsis mille Scutis mediantibus de summa ipsa tacitus remaneat & contentus.

Item pariter legavit sive reliquit idem Dominus noster Rex Testator Boysseto de Antonio Valleto Cameræ ejusdem, tanquàm de eo optimè merito, & pro gratis acceptis servitiis per ipsum sibi laboriose præstitis, quadringenta Scuta auri semel tantùm ut suprà exsolvenda.

Item, Michaeli de Grammont Valleto Cameræ sibi dilecto, & de eo optimè merito, similem summam quadringentorum Scutorum, & jam semel tantùm exsolvendam; & ultra hæc legavit sive reliquit dictis Boysseto & Michaëli omnes bagas supradictæ Illustrissimæ Reginæ Joannæ, præter *les Diamans*, & cæteros lapides pretiosos, quos ut suprà demonstratum est legavit Domicillæ Marguaritæ de Calabria

Item legavit sive reliquit idem Dominus noster Rex Testator, ac exsolvi voluit & ordinavit Thomæ Lami, tàm pro servitiis per eum sibi præstitis, quàm etiam pro quadringentis Scutis per ipsum Thomam de sua propria pecunia exbursatis in rebus extraordinariis, sive *aux menus plaisirs* præfati Domini nostri, summam octingentorum Scutorum ut suprà semel tantùm exsolvendam.

Item etiam legavit sive reliquit Joanni Boëri ejus Barberio & Valleto Cameræ centum Scuta auri ut suprà semel tantùm exsolvenda.

Item pariter legavit sive reliquit dictus Testator Guise ejus Heraudo, tanquàm sibi dilecto, & de eo benè merito, & pro servitiis eidem præstitis & laboribus susceptis, summam quingentorum Scutorum auri semel tantum ut suprà exsolvendam.

Item pariter legavit sive reliquit jam dictus Dominus noster Testator omnibus & singulis Officiariis Domus suæ absentibus & præsentibus, quos voluit ut infrà nominari, tanquàm de eo deque tota eadem Domo sua benè meritis, & sibi optimè dilectis, & pro servitiis & beneplacitis per ipsos & quemlibet ipsorum in eorum Officio præstitis & impensis: Item & pro laboribus quos in suo servitio toleraverunt, summas sequentes, & in modum qui sequitur infrascriptum, Paneterio primo Hugueto Briot, Somelerio, Scuta centum, Guillermo Guilteroni etiam Somelerio centum Scuta, Robino de Sinier Somelerio Scuta centum, Petro Episcopi Somelerio centum Scuta, Pertineto Tocheti Bolangerio Scuta centum, Eschanssonerio Guillermo Audardy Somelerio Scuta centum, Charloto Charpanterii etiam Somelerio dictæ Eschanssoneriæ Scuta centum, Andreæ Clciliæ Somelerio ad idem Scuta centum, Hectori Cornuam etiam Somelerio Scuta centum, Girardo de Bellegarde *Ayde* Eschanssonneriæ, Scuta centum, Jacobo Cardinati Portitori Eschanssonneriæ Scuta centum, Martino Guigoneau Scutifero Coquinæ centum Scuta, Joanni Sausoni etiam Scutifero Coquinæ Scuta centum, Nicolao Janooti Scutifero Coquinæ centum Scuta, Petro Viam dicto Ponetoar Coquo Scuta centum, Salgrenée Scuta centum, Petro Popetau Portitori Coquinæ Scuta centum, *Aides de Cuisine*, Abello Hussoni, Joanni Bezansoni, Jaspino & Piono, Guillermo Borgesii, Servitori aquæ Coquinæ, videlicet cuilibet ipsorum Scuta centum, quæ omnia exsolvi debeant semel tantùm, Saussieriæ, Joanoi Petit & Guillermo Toreau Saussieriis, cuilibet ipsorum Scuta centum, Fourrerio, Jacobello Fourrerio scuta centum, Ludovico Rouloni Fourrerio Scuta centum, Champino etiam Fourrerio Scuta centum, Domengeon de Trinquet dicto Moreo Fourrerio Scuta centum, Colmeto Fourrerio Scota centum, Guillermo Fourrerio Scuta centum, Ludovico Maleume etiam Scuta centum ut suprà semel tantùm exsolvenda, Escuyerio Chastelherault le Poursuivant dicto Perrineto Scuta centum, Ludovico Radoel dicto Verjult Armurario Scuta centum, Joanol le Chevaucheur centum Scuta, Antonio Chaussemille Chevaucheur Scuta centum, Joanni de Campis Chevaucheur Scuta centum, Artaudo Chevaucheur Scuta centum, Guilberto Villart Chevaucheur Scuta centum, Haguemaut Palefernerio Scuta centum, Joanni de Lespinai Palefernerio Scuta centum, Thomassio Davril Valleto Stabuli Scuta centum: item Mauro Valleto Stabuli etiam Scuta centum, Yvoni Checourt Porterio Scuta centum, Joanni lade etiam Porterio Scuta centum semel tantum ut suprà exsolvenda.

Item similiter legavit Dyonisiæ Levanderiæ Domus dicti Domini nostri Regis pro laboribus per eam susceptis in servitio ejusdem Domini nostri Testatoris, & in illorum compensam & retributionem Scuta centum.

ANNO 1481.

Item pariter non solùm ratificavit dictus Dominus noster Rex Testator quandam donationem al. factam dictæ Dyonisiæ de quadam Metaria vulgariter appellata Bessa sita in Territorio Villæ Castri-Ayraudi, videlicet circa quartam partem unius leucæ prope eandem Villam, verum etiam jam dictam Metariam ipsi Dyonisiæ & suis Hæredibus & Successoribus quibuscumque, legavit sive reliquit, cum Juribus, pertinentiis & appendentiis universis.

Item pariter legavit sive reliquit Joanni Demont marito dictæ Dyonisiæ, Huisserioque ipsius Domini nostri Regis, pro servitiis sibi præstitis, & laboribus quos in ejus servitio toleravit, Scuta centum ut suprà exsolvenda.

Item similiter legavit sive reliquit memoratus Dominus noster Rex Testator infrascriptis suis Valletis Custodiæ Rauxonnæ, sive *Valets de garderobe*, tanquàm sibi dilectis, & de eo benemeritis, pecuniarum summas sequentes semel tantum ut suprà exsolvendas, videlicet Colino Guinoti Scuta centum, Adheurè Scuta centum, & Petro Tiller alia Scuta centum semel tantum exsolvenda.

Item pariter legavit sive reliquit jam dictus Dominus noster Rex suis Tubicenis sive *Trompettes*, etiam de eo benemeritis, & ab ipso dilectis, quos voluit nominari, summas sequentes ut suprà semel tantùm exsolvendas.

Primò, Michaeli de la Haye scuta centum.

Item, Henrico Bonihois scuta centum.

Item, Joanni Desiderii scuta centum.

Item, Francisco Blanqui scuta centum.

Item, Antonio Galaudi scuta centum.

Item, & Girardo Auvelli scuta centum.

Item equidem legavit sive reliquit ipse Dominus noster Rex Testator honestæ mulieri Colletæ Chardone ejus nutricæ, tanquàm sibi dilectæ, & de eo optimè meritæ, mille Scuta auri ipsi eidem Colletæ semel tantum ut suprà exsolvenda.

Item similiter legavit sive reliquit jam dictæ Colletæ & suis Hæredibus & Successoribus quibuscumque per in perpetuum ultra dictam summam mille Scutorum quoddam vulgariter appellatum *le Pred de Vicnne*, cum Juribus, redditibus, pertinentiis, appendiciis & dependentiis suis quibuscumque.

Item pariter legavit sive reliquit præfatus Dominus noster Rex Testator Gerardo Guinoti Valleto Cameræ ipsius Domini nostri, tanquàm de eo bene merito, ac suis Hæredibus & Successoribus quibuscumque per in perpetuum, & pro servitiis per eum sibi libenter ac liberaliter præstitis *les Bordes*, cum suis Juribus, redditibus, pertinentiis, appendiciis & dependentiis quibuscumque.

Item, similiter legavit sive reliquit jam dictus Dominus noster Rex Testator cuilibet ex Sagittariis sive Archeriis suæ Custodiæ sive Gardæ absentibus, sive præsentibus, centum Scuta semel tantùm ut suprà exsolvenda.

Item legavit sive reliquit jam dictus Dominus noster Rex Testator Joanni de Fosse Scutifero familiarique domestico fideli suo dilecto, tanquàm de ipso benemerito, vita sua durante tantùm, Capitaniam Castri de Lair, cum Juribus, redditibus, & emolumentis, pertinentiisque, appendentiis & dependentiis suis universis.

Item pariter Joanni Chaperon & ejus uxori legavit sive reliquit pro servitiis & beneplacitis sibi libenter & liberaliter hactenùs præstitis mille libras Turon. semel tantùm ut suprà exsolvendas.

Item similiter legavit sive reliquit ipse Excellentissimus Dominus noster Rex Testator quandam ejus Caravellam dictam Chamore, Joanni Saloni tanquàm sibi dilecto, cum suis furnimentis, bonis, rebus, juribus, & pertinentiis universis.

Item voluit & ordinavit idem Dominus Rex Testator Nobilibus Ludovico, & Guillermo Boquini filiis & Hæredibus Bernardi Boquini quondam eorum Patris Mercatoris hujus Civitatis Massiliæ, dari, exsolvi & deliberari mille Scuta ejusdem Hæredibus debita causa empturis, & pro pretio certarum mercantiarum per dictum quondam Bernardum Boquini venditarum, traditarum & expeditarum de tempore fœlicis recordationis Domini Regis Renati, & quas mercantias idem Rex ab ipso Bernardo diebus suis ad opus ejus recipi fecit atque mandavit, & hoc per Hæredem suum infrascriptum semel tantùm.

Item pariter voluit & ordinavit ipse Dominus noster Rex Testator exsolvi, tradi & deliberari Nobili Georgio de Beigneto mercatori dictæ Civitatis Massiliæ, per Hæredem suum infrascriptum semel tantùm ut suprà, videlicet summam mille centum Florenorum sibi eidem Gregorio debitorum, pro certis expensis per eumdem Gregorium factis in Nave vulgariter appellata *la Marthe.*

Item equidem exsolvi voluit & ordinavit memoratus Testator Hæredibus Nobilis Juvenalis Vento quondam Mercatoris jam dictæ Civitatis per Hæredem suum infrascriptum, semel tantùm ut suprà, summam quingentorum Florenorum eisdem Hæredibus debitorum causa veri mutui d. supradicto Domino Regi Renato diebus suis facti.

Item denique voluit & ordinavit dictus Dominus noster Rex Testator exsolvi realiter & cum effectu omnia & quæcumque Ipsius Domini nostri Testatoris debita, de quibus legitimè apparuerit sine lite & contradictione quacumque.

Item tandem & pariter voluit & ordinavit ipse jam dictus Dominus Rex Testator satisfieri suis omnibus & singulis servitoribus de eorum & cujuslibet ipsorum gagiis qualitercumque debitis usque in præsentem diem inclusivè.

Item voluit nihilominùs & ordinavit exsolvi realiter, & cum effectu Guillelmo Chauveri ejus Taillanderio sive Sartori id quod sibi justè debetur tàm causa sui laboris quàm aliter quomodocumque, & præterea eidem legavit sive reliquit, tanquàm de eo optimè merito, mille libras Turon. sibi ut suprà semel tantùm exsolvendas.

Item tandem præfatus Dominus noster Rex Testator quocumque Jure Officiales, majores scilicet & minores, cujuscumque sint Officii, authoritatis seu dignitatis, & quocumque nomine, sive vocabulo nuncupentur, ratificavit & confirmavit, ad eos & quemlibet ipsorum, in eorum & cujuslibet ipsorum quoad vixerint Officiis manuteneri & conservari voluit & ordinavit per Hæredem suum infrascriptum, sine quacumque mutatione.

Et quia Hæredis institutio est caput & fundamentum cujuslibet Testamenti, ultimæ voluntatis & dispositionis finalis, dictus Serenissimus Dominus noster Rex Testator, ob id & ex certis aliis causis moventibus justè & rationabiliter mentem ejus, his melioribus modo, via & forma quibus de Jure, more, ritu, stilo vel consuetudine facere potest & debet in omnibus, universis & singulis Regnis, Comitatibus, Vicecomitatibus, Baroniis, Terris, Dominiis, rebus, bonis, actionibus, juribus, rationibus, fortunis & facultatibus sive mobilibus & immobilibus, ac per se moventibus, ac nominibus debitorum ad eumdem Serenissimum Dominum nostrum Regem Testatorem de jure, more, ritu, stilo, & consuetudine: & item quavis ratione, occasione sive causa, pertinentibus, competentibus & spectantibus, seu pertinere & spectare potentibus & debentibus, nunc vel in futuris, videlicet præsentibus ac futuris, quæcumque, qualiacumque & quantacumque sint, & in quibuscumque Locis, Terris, prætiis ac Regionibus, & penes quascumque personas existant, & quocumque nomine seu vocabulo nuncupentur, fecit, instituit & ordinavit, ac ore suo proprio nominavit sibi Hæredem suum universalem & in solidum Christianissimum ac Excellentissimum Principem Dominum Dominum Ludovicum Dei gratia Francorum Regem ejus consobrinum ac Dominum Carissimum atque Reverendissimum, & post eum Illustrissimum & Clarissimum Principem Dominum Karolum Dalphinum ejusdem Excellentissimi Domini Francorum Regis primogenitum, & consequenter omnes & quoscumque Successores suos descendentes ex Corona Franciæ, per quem siquidem Christianissimum ac Præclarissimum Dominum Francorum Regem, tanquàm Hæredem suum universalem ac in solidum idem Serenissimus Dominus noster Rex Testator exsolvi, exequi, compleri & adimpleri voluit ac ordinavis omnia ut suprà per eum legata, relicta, disposita & ordinata, post ipsius Domini nostri Regis fœlices dies: post hæc autem præfatus Serenissimus Dominus noster Rex Testator, de ejus certa scientia ac proprio motu instructus, Patriam suam Provinciæ ac Terras illi adjacentes ipsi Christianissimo Domino Francorum Regi Hæredi suo jam dicto mente & animo commendavit, eumdemque Christianissimum Regem Dominum studiosè rogavit ac humiliter deprecatus est, rogatumque facit atque deprecatur per hoc suum ultimum Testamentum ut pro Deo & amore quem ipse Dominus noster Rex Testator habet ac visceribus gerit erga ipsum dictum Clarissimum Dominum Dalphinum, Patriam ac Terras ipsis adjacentes non solùm intuitu precium suarum, quas

iterum

Anno 1481.

iterùm ac iterùm preces precibus accumulando infundit, suscipiat amabiliter, commendatissimè, ac brachiis suæ humanitatis ac mansuetudinis amplectatur, verum etiam in suis Pactionibus, Conventionibus, Privilegiis, Libertatibus, Franchisiis, Statutis, Capitulis, Exemptionibus ac Prærogativis: etiam & item in Usibus, Ritibus, Moribus, Stilis, ac laudabilibus Consuetudinibus, quas, quæ & quos acceptare, ratificare, approbare ac confirmare dignetur ac velit, quemadmodum idem Dominus noster Rex Testator post fœlices dies aternæ recordationis Domini Regis Renati ejus immediati Prædecessoris, ac Patrui recolendi, in Consilio Trium Statuum dictæ Patriæ Provinciæ ratificavit, acceptavit, approbavit, confirmavit, ac observare, tenere & adimplere, tenerique, observari, mandari, & cum effectu facere pollicitus est, ac jurejurando promisit, suscipiat, habeat, manuteneat ac defendat, easdemque Patriam ac Terras adjacentes etiam amplioribus Privilegiis, gratiis ac beneficiis prosequatur.

Item pariter jam dictus Dominus noster Rex Testator subsecutivè memoratum Christianissimum Dominum Regem Francorum Hæredem suum rogavit, & quàm humiliter deprecatus est, rogatque ac deprecatur hujusmodi sui Testamenti tenore, non vulgariter quidem, sed ita ut non majori studio magisve ex animo rogare ac deprecari possit quatenùs Franciscum Dominum de Luxemburgo consobrinum suum dilectissimum commendatum, imò commendatissimum habeat ac suscipiat, & in ejus servitio ac penes se retineat, sibique nedùm Vicecomitatum Martici, & cætera quæ ut suprà eidem Francisco legavit sive reliquit, acceptet, ratificet & approbet, ac in quantum opus erit, iterùm ac de novo det, donet atque concedat, & incommutabiliter teneat ac observet, quin imò pro ejus amore ipsum eumdem Franciscum Dominum de Luxemburgo, cum sit sibi & singulari Amicitia & tanta Consanguinitate conjunctus & arctiùs copulatus carum habeat, ac gratiis atque majoribus beneficiis prosequatur amabiliter.

Item consecutivè memoratus Dominus noster Rex Testator dictum Excellentissimum Dominum Francorum Regem Hæredem suum magnopere rogavit & deprecatus est, rogat & humiliter deprecatur per hoc ipsum ultimum Testamentum, & Officiales suos majores & minores communiter omnes, & particulariter quemlibet illorum cujuslibet sui Officii, authoritatis sive dignitatis quoad vixerint in eorum & cujuslibet eorumdem Officiis sine quacumque mutatione manuteneat, contineat & observet, & pro quanto opus erit confirmet, eosque generaliter & particulariter quandocumque benè ac fideliter egerint caros habeat, protegatque, & amabiliter prosequatur.

Item exinde dictus Dominus noster Rex Testator ipsi præfato Christianissimo Domino Francorum Regi quatenus ex Sagittariis sive Archeriis suis vulgariter appellatum *le grand Picard* providendum & amabiliter prosequendum singulariter commendavit: Gardiatores verò & hujus sui ultimi Testamenti nuncupativi seu voluntatis extremæ ac dispositionis finalis Executores fecit, constituit ac ordinavit jam dictus Excellentissimus Dominus noster Rex Testator Excellentes ac strenuos Ludovicum Dominum Bastardum Cenomaniæ Fratrem naturalem, supradictum Franciscum Dominum de Luxemburgo consobrinum, Joannem Dominum Bastardum de Harainona Senescallum Cenomaniæ Cambellanum, Reverendos Patres Patres Elziarum Garneril Priorem Sancti Maximini, & Brancassium Bernardi Sacrarum Scripturarum Magistros, Confessores & Consiliarios ipsius Domini nostri Regis, absentes tanquàm præsentes, & quemlibet ipsorum in solidum; ita quidem quòd primitùs occupantis conditio potior non existat, sed quod unus ipsorum inceperit alter prosequi valeat, mediator præterent & finire ac ducere totaliter ad effectum, rogans eos ac eorum utrumque per fideicommissum, ac omnia & singula per eum ut suprà disposita ac fieri ordinata faciant debita executione compleri; quibus propterea ac eorum utrique dedit tribus ac concessit dictus Serenissimus noster Rex Testator, de certa sua scientia, consultò ac deliberatò, plenam licentiam ac omnimodam potestatem & speciale mandatum prædicta omnia faciendi, debere complere, ac demùm generaliter omnia alia ac singula faciendi, ac exequendi quod quilibet verus ac legitimus Executor Testamentorum facere potest tàm de Consuetudine quàm de Jure, & Gardiatores ac Executores ipsi cogantur circa præmissa propriis sumptibus militare: præfatus ergo Dominus noster Rex Testator legavit sive reliquit cuilibet ipsorum Gardiatorum ac Executorum pro eorum labore mille Scuta auri per jam dictum Excellentissimum Dominum Francoum Regem Hæredem suum universalem semel tantum exsolvenda: hoc autem est & esse voluit dictus Serenissimus Dominus noster Rex Testator, de certa ejus scientia, suum ultimum Testamentum, & suam ultimam voluntatem sive dispositionem finalem omnium Regnorum, Comitatuum, Vicecomitatuum, Baronias, Terras, & Dominiorum, cæterorumque bonorum, rerum, jurium, fortunarum, & facultatum suarum & suorum, præsentium & futurorum; quod & quam valere voluit Jure Testamenti ultimi nuncupativi firmi & validi, ac voluntatis extremæ, & dispositionis finalis; & si non valeat jure Testamenti ultimi nuncupativi, voluit saltem quod valeat Jure Codicillorum, & donationis causa mortis, vel ut cuilibet voluntatis extremæ, & alt. eo Jure, ritu, stilo, more seu consuetudine quo seu qua melius ac firmius valere poterit & tenere; cassans, rumpens, irritans penitus & annullans præfatus Dominus noster Res Testator, de certa sua scientia, ut suprà, per hoc suum Testamentum ultimum nuncupativum, & ejus virtute omnia alia Testamenta, Codicillos & donationes causa mortis, & quascumque ultimas voluntates per eum si quæ sint hinc retrofactas & facta, & ipsis omnibus rejectis, & pariter annullatis, istud valere voluit & tenere, ac habere de cætero roboris perpetuam firmitatem; supplens nihilominus de suæ Potestatis plenitudine omnem defectum ac solemnitatem tàm Juris quàm facti; si quis forsan intervenerit in præmissum & contra quodlibet præmissorum, atque volens insuper quòd omnes solemnitates & clausulæ quæ in Testamentis Regum & Principum ex more, ritu, stylo & consuetudine, vel etiam de Jure consueverunt apponi pariter & describi hoc in eodem Testamento sic intelligantur ac si particulariter & sigillatim in eodem descripta, annotata & expressa forent: rogans insuper & requirens dictus Excellentissimus Dominus noster Rex Testator Magistros Egregiosque & honorabiles Viros testes infrascriptos per eum in primis notos, cognitos, & singulariter nominatos, ut de prædictis omnibus & singulis ut suprà per ipsum legatis, relictis, dispositis, & fieri ordinatis, tanquàm Testes ad hæc omnia convocati, dum locus & tempus afficerint, ferant utique Testimonium veritatis: me quoque Gaufridum Tallamer Civem Aquensem, ejusdem Domini nostri Regis Testatoris Secretarium, & Notarium publicum, & Collegam meum infrascriptum, rogatos & jussos fecit, ac similiter requisivit idem Excellentissimus Dominus noster Rex Testator, & memoratum Christianissimo ac Excellentissimo Domino Francorum Regi Hæredi suo Carissimo & Honorandissimo, ac omnibus aliis & singulis quorum interest & intererit vel interesse poterit quomodolibet in futurum, quàm primùm requisiti facere & extrahere debeamus publicum & publica, & tot quot scilicet habere voluerit, Instrumentum & Instrumenta, quod & quæ semel & pluries ac toties quoties opus erit possit & possint dictari, corrigi, refici & emendari, addendo & detrahendo Concilios dictamine cujuslibet in Jure periti, facti tamen substantia in aliquo non mutata. Acta fuerunt hæc omnia recitata Massiliæ in Domo dicti Domini nostri Regis, videlicet in Camera in qua Rex ipse Dominus noster ægrotus jacebat. Præsentibus ibidem Reverendissimis Patribus, Magnificisque, Egregiis, Nobilibus & Honorabilibus Viris Fratribus Elziario Garneri Priori Sancti Maximini, Brancassio Bernardi, Ordinis Prædicatorum, Sacrarum Scripturarum Magistris Confessoribus, Magistro Petro Robini Physico, Domino de Gravesione, Joanne Baptista de Morano, Domino de Carcairana, Cive Arelat. Matelino de Saint Mas, Domino de Mossa, Stephano Frenart, Hectore de Montebruno Capitaneo Gardæ, Bernardo de Sara, Consiliariis Scutiferis, Joanne de Rieux Apoticario, & Joanne Salonis loci Insulæ Martici, Domesticis & familiaribus prædicti Domini nostri Regis: Item & Fulcone de Senassin, Karolo Gassini, Consulibus, Domino Bertrando Duranti, Jurium Doctore, Guillermo Paulo, Gregorio de Langueto, & Ludovico Boquini, tam Burgensibus quàm Mercatoribus dictæ Civitatis Massiliæ, Testibus ad præmissa vocatis specialiter & rogatis, notis, cognitis, & per ipsum Dominum nostrum Regem Testatorem ut suprà singulariter nominatis, & me Gaufrido Tallamer Regis Secretario, ac me Jacobo Gaufridi Regis Secretario, &c.

Extrait des Archifs du Roy en son Pays de Provence, & du Registre où le Testament cy-dessus transcrit est registré.

Anno 1481. *giſtré, avec tous autres Teſtamens & Codicilles, & à iceluy collationné par Nous Conſeillers du Roy, Secretaires & Archivaires pour Sa Majeſté en Provence, ſouſſignez,*

MALBEC & BOISSON.

Extrait des Regiſtres du Bureau des Finances de la Generalité de Provence par Nous Conſeiller, Secretaire du Roy, Greffier en iceluy, ſouſſigné,

TRAVERSERY.

XLIX.

11. Dec. Anjou. *Premier Codicile de* CHARLES D'ANJOU *dernier Comte de Provence. Fait à Marſeille le* 11. *Décembre* 1481. [NOEL GAILHARD, Remonſtrances de la Nobleſſe de Provence au Roi. pag. 100.]

Codicillus Sereniſſimi ac Excellentiſſimi Principis & Domini noſtri Domini Karoli Andegaviæ, Dei gratia Hieruſalem, Siciliæ Regn. Regis, Comitatuumque Provinciæ & Forcalquerii Comitis.

In nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti, Amen.

ANNO Incarnationis ejusdem milleſimo quadringenteſimo octuageſimo-primo, & die undecima menſis Decembris, Pontificatus Sanctiſſimi in Chriſto Patris & Domini noſtri Sixti divina providentia Papæ quarti Anno undecimo. Univerſis ac ſingulis hoc verum & publicum Inſtrumentum viſuris, lecturis, ac etiam audituris, evidenter pateat ac ſit notum qualiter Sereniſſimus ac Excellentiſſimus Princeps ac Dominus noſter Dominus Karolus Andegaviæ Dei gratia Hyeruſalem, Siciliæ Rex, Comitatuumque Provinciæ & Forcalquerii Comes, non immemor, imò commemoratus, & in ejus mente recolens die herina, quæ fuit decima dicti menſis Decembris, ſuum condidiſſe Teſtamentum, extremam voluntatem & diſpoſitionem finalem ſumptum & ſumptas per me Gautridum Tallamer ejusdem Domini noſtri Regis Secretarium ac Notarium publicum & Collegam meum infraſcriptum, & in eodem Teſtamento; poſtquàm plurima legata per eum facta & ordinata ſibi Hæredem univerſalem & in ſolidum inſtituiſſet, feciſſet, & ordinaſſet, ac ore ſuo proprio nuncupaſſet Chriſtianiſſimum ac Excellentiſſimum Principem & Dominum noſtrum Dominum Ludovicum eadem Dei gratia Francorum Regem conſobrinum & Dominum ſuum Cariſſimum & Honorandiſſimum, quemadmodum in Teſtamento ipſo ſic & plenius continetur: hinc eſt quia præfato Excellentiſſimo Domino noſtro Regi & unicuique licitum eſt ac etiam permiſſum de jure usque ad extremum vitæ Codicillari, ac etiam Codicillos & Teſtamenta unum & plura facere ac ordinare; quapropter dictus Sereniſſimus Dominus noſter Rex ſanus mente, & in ſua bona exiſtens memoria, firmaque, rationabili & diſerta loquela, gratiâ Jeſu Chriſti, licet jacens permaneat in lecto quadam prot. dolor. infirmitate gravatus, volens & admodum cupiens Codicillare, & Codicillare Codicillando aliqua ipſo Teſtamento ſuo addere quæ ſibi à voto ſuo aſſidua & deſiderabili meditatione concurrunt: ex his igitur & aliis juſtiſſimis cauſis moventibus ad hoc ſingulariter mentem ejus, memoratus Sereniſſimus Dominus noſter Rex, ſcienter, conſultè ac deliberatè Codicillando, ut ſibi fas eſt, prædicto ſuo Teſtamento addidit ea omnia particulariter quæ ſequuntur.

In primis namque ipſe memoratus Dominus noſter Rex ſic Codicillando legavit ſive reliquit Magiſtro Legum eximio Profeſſori Domino Joanni de Luperiis ipſius Domini noſtri Regis Conſiliario & Cambellano, tanquàm de eo optimè merito, & maximè pro multis ſervitiis & beneplacitis ſibi præſtitis, & in compenſam pariter retributionem & ſatisfactionem plurimorum laborum quos ipſe Dominus Joannes de Luperiis diligenter & curioſe in ejusdem Domini noſtri ſervitio non ſine magnis ſumptibus toleravit:

Item & pro ſatisfactione gagiorum ſuorum ſibi adhuc debitorum de tempore quo ſecum fuit, de quibus hactenùs non ſibi extitit integraliter ſatisfactum, ſummam videlicet trium millium Scutorum per ſupradictum Chriſtianiſſimum Dominum Francorum Regem, tanquàm Hæredem ſuum univerſalem & in ſolidum

Anno 1481. ſemel tantùm ipſi eidem de Luperiis dandam & exſolvendam.

Item pariter legavit ſive reliquit jam dictus Dominus noſter Rex juſtè & non indignè motus generoſæ Domicillæ Helionoræ de la Rocha ſelezenæ ſtrenui quondam Comitis Troyæ magni Seneſcalli Provinciæ, ſummam videlicet duorum millium Scutorum ipſi eidem Helionoræ tanquàm bene meritæ, per jam dictum Excellentiſſimum Dominum Regem Francorum Hæredem ſuum ſemel tantum ut ſuprà exſolvendam, & maximè pro ſervitiis per eandem Domicellam fœlicis recordationis Reginæ Joannæ ejusdem Domini noſtri conſorti factis, ac laborioſe & fideliter præſtitis: item & pro laboribus quos ipſa Domicella in ipſius Reginæ Joannæ ſervitio nihilominùs toleravit, ac demum in mediante eadem ſumma duorum millium Scutorum dicta Domicella poſſit decentiùs & honorificentiùs maritari.

Item pariter legavit ſive reliquit præfatus Dominus noſter Rex cuilibet ex ſuis Sacerdotibus, atque ſimiliter Domino Joanni Theodon Preſbytero Excellentis Domini Franciſci de Luxemburgo ipſius Domini noſtri Regis conſobrini centum Scuta ſemel tantùm ut ſuprà exſolvenda, tàm amore & ob reverentiam Dei, quàm etiam pro laboribus per eosdem Capellanos in ſuo ſervitio hactenus paſſis & toleratis.

Item legavit ſive reliquit memoratus Dominus noſter Rex Renaro Clerico ſuæ Capellæ, tanquam ſibi dilecto, & de eo optimè merito, Scuta centum ſemel tantum ut ſuprà exſolvenda, tam amore & ob reverentiam Dei, quàm etiam pro laboribus per eum in ſuo ſervitio paſſis & toleratis.

Item pariter legavit ſive reliquit idem Dominus noſter Rex Joanni Domino Baſtardo ejus Fratri naturali, tanquam ſibi Cariſſimo, ac ſuis Hæredibus & Succeſſoribus quibuscumque per in perpetuum, ultra ſummam duorum millium Scutorum per ipſum Dominum noſtrum Regem in ſuo dicto ultimo Teſtamento ipſi Domino Baſtardo legatam ſive relictam, quendam locum ſuum vulgariter appellatum Charon, cum quibuscumque Juribus, redditibus, fructibus, emolumentis & pertinentiis ſuis, & modo & forma quibus Dominus noſter Rex prædictum locum de Charon hactenus habuit, tenuit & poſſedit, ſine reſervatione quacumque tacita vel expreſſa.

Item legavit ſive reliquit jam dictus Dominus noſter Rex Excellenti Franciſco Domino de Luxemburgo conſobrino ſuo Cariſſimo, ultra alia ſibi legata in jam dicto ejus Teſtamento, ſuas duas Caravellas novas, cum univerſis & ſingulis ſurminentis, juribus, bonis, rebus & pertinentiis ſuis.

Item pariter legavit ſive reliquit idem Dominus noſter Rex Antonio Cacaudi ejus Contrarotulo, tanquam ſibi dilecto, atque de eo deque tota domo ejus optimè merito, & pro ſervitiis & beneplacitis per eumdem Cacaudi tàm æternæ memoriæ Illuſtriſſimo Domino Karolo ejusdem Domini noſtri recolendiſſimo genitori, quàm etiam ſibi per longum tempus libenter ac laudabiliter præſtitis, ac pariter in compenſam & retributionem variorum laborum quos jam dictus Cacaudi in eorum & cujuslibet ipſorum ſervitiis toleravit, videlicet ſummam quingentorum Scutorum, ſemel tantùm eidem Contrarotulo exſolvendam.

Item equidem legavit ſive reliquit memoratus Dominus noſter Rex Magnifico & generoſo Scutifero. . . . . de Grimaldis Domino de Monacho, tanquàm ſibi fidiſſimo & dilectiſſimo: item & de eo optimè merito duas ſuas Triremes novas nondum perfectas ſive compleras, cum ſuis ſurminentis, juribus, bonis, rebus, & pertinentiis univerſis.

Item etiam legavit ſive reliquit præfatus Dominus noſter Rex Claudio de Caſtaing, tanquàm ſibi dilecto atque accepto, & de eo benè merito, ultra alia ſibi legata in dicto ſuo Teſtamento, locum de Biou totum cum juribus, redditibus, fructibus, emolumentis & pertinentiis ſuis, & alit. modo & forma quibus ipſe Dominus noſter Rex locum ipſum hactenùs habuit, tenuit & poſſedit, & hoc vita ſua durante dumtaxat.

Item legavit ſive reliquit dictus Dominus noſter Rex Nobili Antonio Pineti Scutifero Scutteriæ ipſius Domini noſtri, tanquàm ſibi benè dilecto, & de eo optimè merito, tàm pro gratis & acceptis ſervitiis ac beneplacitis eidem Domino noſtro per ipſum Antonium libenter ac fideliter præſtitis, quàm laboribus quos in ejus ſervitio laudabiliter toleravit:

Item ſimiliter legavit ſive reliquit Egregiis ac Nobilibus Viris Petro Guiramandi Domino de Pana & Elziario Almarici Domino d'Eſclangono, ejus Hoſpitii Magiſtris:

Item

Anno 1481.

Item, omnibus ac singulis Scutiferis & Nobilibus Domus suæ vulgò dictis *les Gentils-hommes de sa Maison*, qui non sunt nominati in prædicto suo Testamento, sive etiam in præsenti Codicillo, pro gratis & acceptis serviriis per eos tàm conjunctim quam divisim fideliter & laudabiliter sibi præstitis, ac etiam laboribus ejus in servitio passis ac toleratis, videlicet cuilibet ipsorum summam tricentorum Scutorum auri semel tantùm ut suprà exsolvendam.

Item, nihilominus legavit sive reliquit præfatus Dominus noster Rex omnibus ac singulis suis & Domus suæ Serviroribus non nominatis in dicto suo Testamento, aut præsenti Codicillo, & qui non sunt Nobiles, nec pro talibus habentur, pro laburibus per eos in servitio suo passis ac toleratis, videlicet ipsorum cuilibet Scuta centum semel tantùm ut suprà exsolvenda.

Item legavit sive reliquit cuilibet Domicillæ æternæ memoriæ Illustrissimæ Reginæ Joannæ ejusdem Domini nostri Regis quondàm sponsæ, quæ non fuerint nominatæ in jam dicto suo Testamento, videlicet mille libras Turon. semel tantum ut suprà exsolvendas.

Item pariter legavit sive reliquit memoratus noster Rex Nobili Joanni Chaperon Scutifero tanquàm sibi dilecto, ac de eo optimè merito, ac suis Hæredibus, & Successoribus quibuscumque, per in perpetuum, pro quampluribus gratis & acceptis servitiis per ipsum Chaperon eidem hactenus libenter & liberaliter præstitis: Item & pro laboribus in ejus servitio passis ac toleratis, Castrum suum dictum Coadevache, cum omnibus juribus, redditibus, fructibus, emolumentis ac pertinentiis suis, & alio modo ac forma quibus ipse Dominus noster Rex prædictum Castrum suum tempore habuit, tenuit ac possedit.

Item exinde jam dictus Dominus noster Rex motus devotione quam habet ad Beatam Mariam Magdalenam ejusque Ecclesiam ac Conventum Prædicatorum Sancti Maximini; & certior factus qualiter fœlicis recordationis Serenissimus Rex Renatus ejus recolendissimus patruus ac immediatus prædecessor duas metretas olei quas in donatione ac infeudatione per eum factis de loco & territorio de Carcairana, ejusque Districtu, Nobili Viro Joanni Baptistæ de Morano Civi Arelat. ac Domino ejusdem Loci, in ac super dictis Loco, Territorio ac Districtu, pro servitio sive censu annuo retinuit ac reservavit prædicto Conventui, pro aliquibus lampadibus in dicta Ecclesia assiduè & inextinguibiliter concremandis, per jam dictum Dominum de Carcairana exsolvi voluit ac ordinavit, quemadmodum in suis ejusdem Domini Regis Renati Literis super hoc concessis dignoscitur seriosiùs contineri: & quòd jam dictus Dominus de Carcairana præfatus duas metretas olei ad jam dictam Ecclesiam Sancti Maximini, ut suprà demonstratum est, pertinentes ac spectantes, per aliquos Annos exsolvere cessavit atque distulit, impræsentiarumque cessat ac differt, maximè propter litem motam sibi per Universitatem ac homines Villæ Arelat. de ac prædictis Loco, Territorio atque Districtu de Carcairana; opponensque quia prædictarum donationis ac infeudat. læditnus formam Literarum jam dicti Domini Regis Renati, obstantibus ac resistentibus dictis Universitate atque hominibus ejusdem Villæ de Areis, nusquàm potuit effectualem ac completam executionem persequi; ac per consequens ad solutionem prædicti servitii seu census annui non teneri. Ex his & ex aliis igitur justis ac piis causis moventibus ad hoc singulariter mentem ejus, & præcipuè quia in contradictorio Judicio Sententiam super his in ejus favorem reportavit dictus de Morano contra Universitatem prædictam Arearum, quæ nusquàm fuit revocata, scienter ac deliberatè prædictas donationem & infeudationem, nec non ordinationem & voluntatem præfati Regis Renati circa solutionem prædictarum duarum metretarum olei ut suprà ante-dictæ Ecclesiæ faciendam non solùm approbavit, acceptavit, ratificavit, & confirmavit: verum etiam voluit & ordinavit easdem donationem atque infeudationem integrè observari, mandarique executioni quemadmodum in præfatis suam ejusdem inclytissimi Regis Renati expressiùs continetur, de cujus voluntate & devotione in hoc proprio auditu ad plenum informatum se dixit, rogatum faciens proptereà supernominatum Christianissimum Dominum Francorum Regem Hæredem suum universalem & in solidum affectu & valdè devotum ipsi Sanctæ & ejus Ecclesiæ, quatenus prædictam donationem & infeudationem, item & Literas memorati Regis Renati nihil de contentis in eisdem obmittendo teneri, observari ac exequi mandet & faciat, cum effectu sit, namque quòd dictus Dominus de Carcairana propter dictam oppositionem, & ob defectum & retardationem executionis earumdem Literarum & Sententiæ prædictæ non se excuset quominus dictas duas metretas olei ut supra singulis Annis ad effectus prædictos integraliter, pro & devotè & infallanter det & solvat.

Anno 1481.

Item voluit ac ordinavit jam dictus Dominus noster Rex quòd supradictus Christianissimus ac Excellentissimus Dominus Francorum Rex, tanquàm ejus Hæres universalis & in solidum, teneatur & debeat dare & solvere Guillelmo Chanveti ejus Sartori sive Taillanderio centum quinquaginta Scuta auri sibi eidem Guillelmo debita per Joannem Boërii Barberium & Valletum Cameræ ipsius Domini nostri Regis, ex causa certarum rerum & mercantiarum per eumdem Boerii à dicto Guillelmo, ex commissione, & ad opus præfati Domini nostri Regis habitarum & receptarum.

Item legavit sive reliquit dictus Dominus noster Rex Testator Magistro Michaeli de Vienna ejus Seriagio, tanquàm de eo optimè merito & sibi dilecto, tàm pro gratis & acceptis servitiis per eumdem Magistrum Michaëlem ipsi Domino nostro laudabiliter præstitis, & pro multis laboribus & expensis quas & quos ipse Magister Michael in ejus servitio curiosius toleravit, summam videlicet quadringentorum Scutorum auri eidem ut suprà semel tantùm exsolvendam.

Item pariter jam dictus Dominus noster Rex in mente ejus sæpiùs commemorando revolvens Magistrum Gaufridum Tallamer ipsius Domini nostri Secretarium ordinarium, & continuam sumpsisse notam ultimi Testamenti, extremæ voluntatis & dispositionis finalis supradictæ felicis recordationis Serenissimi ac Domini Regis Renati, & ex nota ipsa plura Instrumenta ad requisitionem & mandatum ipsius Domini nostri in publicam formam extrahi ac redigi fecisse, & inde illa dicto Domino nostro & deputatis ab eo semel & plurex ac toties quoties fuit requisitus diligenter ac curiose expedisse & consignasse, atque pariter sumpsisse notam Testamenti æternæ memoriæ Reginæ Joannæ præfati Domini nostri Regis consortis, & ex illa nihilominùs quædam Instrumenta fecisse extrahi & grossari, ac tandem consignari: item equidem sumpsisse notas omnium homagiorum & juramentorum fidelitatis post decessum ipsius memorati Domini Regis Renati ipsi jam dicto Domino nostro Regi usque nunc factorum; & item pariter sumpsisse omnes & quoscumque actus quos ipse Dominus noster Rex cum hac Patria sua Provinciæ & Terris illi adjacentibus in suo fœlicissimo adventu gessit, habuit atque fecit, & tempore Guerræ quæ superioribus diebus in dicta Patria viguit semper ac omni tempore in comitiva jam dicti Domini nostri Regis adfuisse, omnesque actos & celebratos ipsius Guerræ prætextu & occasione sumpsisse, & his in omnibus prout fuit expediens laudabiliter se gessisse & strenuè usque nunc, Curiam & D. dicti Domini nostri Regis intuendando servitiis ac negotiis sibi commissis diligentiùs frequentasse, ac denique supradictum ipsius Domini nostri Regis ultimum Testamentum, & ejus notam etiam sumpsisse, ac de tantis laboribus sic susceptis non sine magnis sumptibus ac expensis ipsum Tallamer nullam satisfactionem hactenùs consecutum fuisse in solidum vel in parte: ex his igitur & aliis justis considerationibus motus & persuasus ipsi eidem Tallamer, tanquàm sibi dilecto, & de eo optimè merito, in compensam & aliqualem satisfactionem & retributionem prædictorum laborum & serviciorum ut suprà factorum & præstitorum, legavit sive reliquit ultra mille Scuta eidem Tallamer in prædicto suo ultimo Testamento legata sive relicta, illa tria Tabularia quæ idem Tallamer tàm & gratis & largitione prædicti Regis Renati, quàm etiam ipsius Domini nostri hactenùs habuit & possedit, ac impræsentiarum habet & possidet, videlicet unum in Curia Magnificorum Dominorum Magistrorum Rationalium, alterum in Curia Cameræ Rationum Civitatis Aquensis, tertium verò in Curia ordinaria ejusdem Civitatis, præter alia sua Officia per jam dictum Tallamer ejus vita durante liberè, pacificè & quietè habenda, tenenda & possidenda, simul cum juribus, scripturis, proventibus, redditibus & emolumentis quibuscumque ad Tabularia ipsa pertinentibus ac spectantibus, sive pertinere ac spectare potentibus & debentibus de more, ritu, stilo, consuetudine, vel de jure, & hoc absque onere vel solutione alicujus pretii, pensionis sive firmæ annualis dictorum Tabulariorum, & cujuslibet ipsorum, quamcumque firmam sive annuam pentionem, vel firmas & pensiones quæ pro dictis nibus Tabularis fieri & exsolvi solitæ sunt, pro quanto dicto Tallamer tangitur, non solùm extinxit & amor-

ANNO 1481.

amortisavit, verùm etiam eumdem Tallamer quoad vixerit à pensionibus sive firmis ipsis, & qualibet earumdem: item & ab ulteriori paga & solutione illarum privilegiavit, quitavit, ac omninò & penitùs liberavit ex nunc, mandans atque ordinans ipsi eidem Tallamer fieri & expediri si & dum voluerit Literas opportunas.

Item similiter legavit sive reliquit jam dictus Dominus noster Rex Magistro Jacobo Gaufridi ipsius Domini nostri Regis Secretario, tanquàm sibi dilecto, & de eo bene merito, qui semel jam dictum Tallamer in receptione jam dicti sui Testamenti vocavit, & præscos fuit, Tabularium Coriæ Regiæ Civitatis Tholon. totum cum juribus, scripturis, proventibus, atque emolumentis quibuscumque ad Tabularium ipsum ejusdem Jacobi Gaufridi vita durante pertinentibus & spectantibus, ac pertinere & spectare debentibus, de more, ritu, stilo, consuetudine, vel de jure, per jam dictum Gaufridi ex nunc juvante quoad vixerit, liberè, pacificè & quietè habendum, tenendum & possidendum sine solutione alicujus annuæ pensionis sive firmæ quæ hactenus pro jam dicto Tabulario annuatim fieri atque exsolvi consuevit, quam siquidem annuam pensionem sive firmam jam dictus Dominus noster Rex ad opus & in favorem jam dicti Magistri Jacobi Gaufridi ejus vita durante extinxit & amortisavit, ac Jacobum ipsum tanquàm de eo benemeritum ut suprà de eadem annua pensione seu firma relaxavit, quitavit & liberavit penitus & omninò, concedendo eidem si & quando habere voluerit & opus erit Literas opportunas.

Item similiter legavit sive reliquit præfatus Dominus noster Rex Nobili & prudenti Viro Joanni de Riciis ejus Apoticario fidissimo, tanquàm sibi dilecto, & de eo optimè merito, & pro quampluribus servitiis ac beneplacitis per dictum Joannem tàm supradicto inclytissimo Regi Renato quàm etiam eidem Domino nostro laudabiliter ac diligenter omni tempore præstitis, atque pariter pro laboribus quos idem Joannes in servitio utriusque prædictorum Principum toleravit, videlicet summam trecentorum Scutorum ipsi Joanni ut supra semel tantùm exsolvendam.

Item pariter legavit sive reliquit præfatus Dominus noster Rex Renato de Bellavalle Scutifero Scutiferiæ ipsius Domini nostri tanquàm sibi dilectissimo, & de eo optime merito, & pro servitiis ac beneplacitis ipsi Domino nostro per eumdem Renatum factis & præstitis, ac laboribus quos in suo servitio toleravit, summam videlicet duorum millium Scutorum semel tantùm ut suprà exsolvendam.

Item pariter legavit sive reliquit Francisco de la Sale Scutifero, tanquàm sibi dilecto, & de eo optimè merito, summam mille Scutorum semel tantùm ut suprà exsolvendam.

Item equidem legavit sive reliquit præfatus Dominus noster Rex . . . . Domino de Mauge Scutifero, tanquàm sibi dilecto, & de eo optimè merito, summam duorum millium Scutorum semel tantùm ut suprà exsolvendam.

Item equidem legavit sive reliquit memoratus Dominus noster Rex Egregio & magnæ circumspectionis Viro Magistro Petro Cahardi Jurium Doctori, Judici Cenomaniæ, tanquàm sibi dilectissimo, atque de eo benè & optimè merito, & pro quampluribus servitiis & beneplacitis eidem per ipsum Judicem factis & præstitis, ac in aliqualem satisfactionem & retributionem multorum laborum quos Judex ipse in suo servitio non sine magnis sumptibus toleravit, summam videlicet duorum millium Scutorum semel tantùm exsolvendam.

Item legavit sive reliquit dictus Dominus noster Rex Joanni de Barges Archerio, tanquàm dilecto, & de eo benè & optimè merito, & suis Hæredibus & Successoribus quibuscumque per in perpetuum, pro quampluribus gratis & acceptis serviciis per ipsum Joannem eidem Domino hactenus feliciter & laudabiliter præstitis: item & in compensam & retributionem multorum laborum quos Joannes ipse in suo servitio toleravit, videlicet quondam ipsius Domini nostri Regis Metariam Gareux *de la Ferté*: Item & etiam aliam Metariam *de la Place*, totas cum pluribus universis & singulis juribus, redditibus, proventibus, emolumentis ac pertinentiis, & alio modo & forma quibus jam dictus Dominus noster Rex prædictas Metarias hactenus tenuit, habuit & possedit.

Item memoratus Excellentissimus Dominus noster Rex ad instar Regis Regum & Domini Dominantium, qui non vult mortem peccatoris, sed ut convertatur & vivat, quique libenter parcit peccantibus, & nusquàm se properat ad vindictam: his igitur & aliis variis considerationibus motus, omnibus universis & singulis tàm Nobilibus quàm etiam plebeis, & cæteris quibuscumque Ecclesiasticis & Sæcularibus, sine quacumque reservatione, exceptione & retentione, tacita vel expressa, qui adversus eum & Suam Majestatem sive Statum suum, tàm ante supradictam Guerram quæ in dicta Patria Provinciæ superioribus mensibus vigebat, quàm etiam in eadem Guerra & post ipsam Guerram, mente, animo, cogitatione, opere, verbo, facto, conjuratione, conspiratione, tractatu, machinatione, diffamatione, denigratione, palam vel occultè, rebellione, proditione, mora, inobedientia, offensa, aut aliter hactenus qualitercumque, quomodocumque deliquerint, etiam his omnibus ac singulis qui juxta formam Capitulorum finis dictæ Guerræ non se præsentaverunt infra terminum propterea præfixum, & statutum, & eisque communiter omnibus & particulariter singulis quascumque pœnas civiles, criminales, pecuniarias, & corporales, quantumcumque atroces, imò atrocissimas, culpasque, injurias & offensas hactenùs qualitercumque immissas & commissas penitùs remisit & relaxavit, concessitque de illis atque fecit indulgentiam & remissionem specialem & generalem, ipsosque prælatos quibus insuprà indulsit, & remissionem fecit generalem, reduxit, reintegravit ad Patriam, ac bona, famam & honores pristinos; voluitque, disposuit & ordinavit insuper dictus Dominus noster Rex omnia Castra, Dominia, Terras, bona, res, fortunas, & facultates eorum cujuslibet ipsorum ad manus suas jam retrò annotata & annotatas eisdem generaliter & particulariter relaxari atque restitui, quemadmodum idem Dominus noster Rex libenter & liberaliter restituit & relaxavit, pariter & relaxat & restitui mandat per hoc publicum Instrumentum quoad in hoc habere voluit authoritatem, efficaciam & roborem patentum Literarum.

Item pariter Serenissimus memoratus Dominus noster Rex quanquàm in prædicto suo jam facto ultimo Testamento rogaverit & fuerit humiliter deprecatus suprà nominatum Excellentissimum & Christianissimum Dominum Francorum Regem Hæredem suum universalem & in solidum, ut Franciscum Dominum de Luxemburgo consobrinum suum Carissimum suscipiat commendatum, retineatque in ejus servitio, atque amabiliter prosequatur, tanquàm sibi ingenti amicitia & consanguinitate propinquum, atque legatum eidem consobrino suo de Vicecomitatu Martici, item & cætera legata facta latiùs in prædicto ejus Testamento contenta & declarata acceptet, confirmet, ratificet & approbet, quemadmodum in Testamento ipso seriosiùs continetur; nihilominus tamen ad magis atque magis exprimendum & etiam declarandum suæ mentis conceptum, atque voluntatem extremam, memoratum Christianissimum Invictissimum Regem Francorum Hæredem suum iterum atque iterum mente, corde & animo rogavit, & cum quanta potuit humili reverentia deprecatus est, rogatque vehementer atque deprecatur per hos suos Codicillos ut præmissa omnia nihil obmittendo de contingentibus faciat, adimpleat, atque benignius exequatur.

Et item prælibatus Dominus noster Rex jam dictum Franciscum Dominum de Luxemburgo ejus consobrinum Carissimum Gentibus Inclyti Consilii Trium Statuum Provinciæ post ejus fœlices dies revocandi & congregandi facit nihilominus commendatissimum, eosque hortatur imò deprecatur & humaniùs requirit eumdem Franciscum consobrinum suum prout seipsum in omnibus suis agendis favore, amore & benevolentia omnique reverentiali amicitia libentius prosequantur, sibique præstent omni tempore Consilium, adjutorium & favorem.

Item consequenter dictus Dominus noster Rex memoratum Christianissimum & Excellentissimum Dominum Francorum Regem Hæredem suum studiose & magnopere rogavit, humiliter requisivit & deprecatus est ut Venerabilem Virum Dominum Petrum Aureti ejus Eleemosinarium, tanquàm sibi dilectissimum & acceptum, providendum & amabiliter prosequendum suscipiat commendatum, & sub protectione specialique sauvegardia protegat, & benignius amplectatur, & pariter suscipiat commendatum, protegatque, & favorabiliter prosequatur Joannem Thoreau Magistrum Portuum sibi fidissimum & dilectum.

Item equidem jam dictus Dominus noster Rex pura affectione studioque memorato Christianissimo Domino Francorum Regi Hæredi suo universali soli & in solidum commendavit & commendatos fecit omnes & quos-

Anno 1481. quoscumque suos Servitores, tanquàm sibi fidissimos, & optime meritos de eodem, eumdemque Excellentissimum Dominum Francorum Regem rogatum fecit rogatque & humiliter deprecatur ut ejus amore ipsos eosdem Servitores cujuscumque sint status, gradus & conditionis, generaliter & particulariter habeat caros, & eis apud se locum & provisionem det condecentem: item & ipsis eisdem Servitoribus satisfieri faciat atque mandet de eorum & cujuslibet ipsorum gagiis debitis, scilicet à jam retro usque in hodiernum diem inclusivè: cætera verò omnia & singula in supradicto Testamento per dictum Excellentissimum Dominum nostrum Regem legata, disposita & ordinata, & signanter institutionem Hæredis factam de supradicto Christianissimo Domino Francorum Rege, ac Illustrissimo Principe Domino Delphino ipsius Christianissimi Domini Francorum Regis primogenito, & suis Successoribus descendentibus a Corona Franciæ idem Dominus noster Rex per præsentes suos Codicillos approbavit, acceptavit, ratificavit, & confirmavit: hos autem suos ultimos Codicillos idem præfatus Dominus noster Rex voluit in perpetua firmitate manere, omnes alias ultimas voluntates ab ipso olim factas revocans, & viribus destituens, prædesignato tamen suo ultimo jam facto Testamento ut suprà sumpto per Nos dictos Tallamer & Gaufridi, cum hujusmodi Codicillis cunctis temporibus ubilibet valituris; volens tamen & ordinans omnia ut suprà per eum disposita, legata, relicta & ordinata per jam dictum Excellentissimum Dominum Francorum Regem tanquàm Hæredem suum universalem & in solidum exsolvi, fieri, adimpleri, & cum effectu observari, ac si in eodem dicto suo Testamento disposita, legata, relicta, & ordinata, ac omninò descripta forent: de quibus omnibus universis & singulis præmissis, & quorumcumque præmissorum, memoratus Dominus noster Rex voluit & expresse mandavit jam dicto Christianissimo Domino Francorum Regi Hæredi suo universali, quàm aliis quibuscumque quorum interest, intererit vel interesse poterit in futurum, fieri unum & plura, publicum & publica, & tot quot habere voluerit Instrumentum & Instrumenta, quod & quæ possint corrigi, refici & meliorari, & illis addi atque ab eis detrahi semel & pluries, & aliter toties quoties opus erit, Consilio & dictamine cujuslibet in Jure periti, facti tamen substantia in aliquo non mutata. Acta fuerunt hæc omnia, recitata & publicata Massiliæ in domo jam dicti Excellentissimi Domini nostri Regis, videlicet in Camera in qua ipse ægrotus jacebat & quiescebat. Præsentibus ibidem Reverendis Patribus Elziario Garnerio Priore Sancti Maximini & Brancassio Bernardi Ordinis Fratrum Prædicatorum, Sacrarum Scripturarum Magistris Confessoribus, Egregiisque, Nobilibus & Honorabilibus Viris Magistris Petro Robino Domino de Gravesione, & Petro Moiran Artium & Medicinæ Magistris Physicis, Joanne Baptista de Morano Cive Arelatensi Domino de Carcairana, Antonio de Pineto, Francisco Grasseau, Stephano Audrici, Scutiferis, Joannello de Riciis Apoticario, & Thoma Lamy Valleto Cameræ prædicti Domini nostri Regis Testatoris, Testibus ad præmissa vocatis, specialiter rogatis, & me Jacobo Gaufridi Regio Secretario, &c.

Extrait des Archifs du Roy en son Pays de Provence, & du Cayer & Registre où le Codicille cy-dessus transcrit est registré, avec autres Codecilles & Testamens, & a iceluy collationné par Nous Conseillers du Roy, Secretaires & Archivaires pour Sa Majesté audit Pays, soussignez,

MALBEC & BOISSON.

Extrait des Registres du Bureau des Finances de la Generalité de Provence par Nous Conseiller, Secretaire du Roy, Greffier en iceluy, soussigné,

TRAVERSERY

L.

11. Dec. Anjou. *Second Codicile de* CHARLES D'ANJOU *dernier Comte de Provence. Fait à Marseille le* 11. *Décembre* 1481. [NOEL GAILHARD, Remonstrances de la Noblesse de Provence au Roi. pag. 108.]

In Nomine Domini nostri Jesu Christi, Amen.

Anno 1481. ANNO Incarnationis ejusdem millesimo quadringentesimo octuagesimo-primo, & die undecima mensis Decembris, Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri Sixti divina providentia Papæ quarti Anno undecimo. Universis & singulis hoc verum & publicum Instrumentum visuris, ac etiam audituris, tàm præsentibus quam futuris, evidenter pateat & sit notum qualiter Serenissimus & Excellentissimus Princeps & Dominus noster Karolus Andegaviæ, Dei gratia, Hyerusalem, Siciliæ Rex, Comitatuumque Provinciæ & Forcalquerii Comes, non immemor, imò commemoratus & recolens die herina, quæ fuit decima dicti mensis Decembris, suum condidisse ultimum Testamentum, extremam voluntatem & dispositionem finalem sumptam & sumptas per me Gaufridum Tallamer ejusdem Domini nostri Regis Secretarium, & Notarium publicum, & Collegam meum infrascriptum, & in eo Testamento postquàm plura legata per eum facta & ordinata, sibi Hæredem universalem & in solidum instituisse, fecisse, & ordinasse, ac ore suo proprio nominasse Christianissimum & Excellentissimum Principem Dominum Dominum Ludovicum eadem Dei gratia Francorum Regem consobrinum & Dominum suum Carissimum & honorandum, quemadmodum in Testamento ipso sic & pleniùs continetur: & consequenter exinde hac die præsenti undecima prædicti mensis Decembris, de mane inter octavam & novam horam, vel circa, certos fecisse Codicillos, & Codicillandos; quædam sibi occurrentia jam dicto Testamento addidisse, sicut de Codicillis ipsis constat penes me dictum Tallamer, qui illos sumpsi, sicut & cum Collega eodem suprà & infrascripto: hinc est quia ipsi præfato Excellentissimo Domino nostro Regi & unicuique licitum est ac etiam permissum de jure usque ad extremum vitæ iterum atque iterum codicillare, & Codicillos & Testamenta unum & plura facere, ac etiam ordinare; quapropter dictus Serenissimus Dominus noster Rex, sanus mente, & in sua bona memoria, firmaque rationabili & discreta loquela, gratiâ Jesu Christi, licet jaceret in lecto, quadam prot. doloris infirmitate gravatus, volens & admodum cupiens iterùm Codicillare, & Codicillando aliqua ipso suo Testamento addere quæ sibi ac voto suo assidua & desiderabili meditatione concurrunt: ex his igitur & aliis justissimis causis moventibus singulariter mentem ejus, memoratus Serenissimus Dominus noster Rex scienter, consultè ac deliberatè Codicillando, ut sibi fas est, prædicto suo Testamento addidit ea omnia particulariter quæ sequuntur.

In primis namque dictus Excellentissimus Dominus noster Rex Codicillando legavit sive reliquit ejus Regi Armorum vulgariter dicto Provence, tanquam sibi fideli dilectoque, ac de eo optimè merito, pro quibusdam servitiis & beneplacitis ipsi eidem Domino nostro Regi per eumdem suum Regem Armorum utroque tempore Bellorum & Pacis laboriose fideliterque & laudabiliter præstitis, item & in aliqualem retributionem multorum laborum quos idem Rex Armorum in ejusdem Domini nostri Regis servitio non sine magnis sumptibus toleravit, summam annuam centum quinquaginta Florenorum Provincialium, recipiendorum, levandorum & exigendorum per dictum Regem Armorum singulis annis quoad vixerit in & super melioribus denariis sive pecuniis Tabulæ Mariæ Civitatis Massiliæ.

Item pariter legavit sive reliquit jam dictus Dominus noster Rex Joanni le Mercier, & Joanni Yvoni, tanquàm sibi dilectis, & de eo benemeritis, quandam suam Caravellam vulgariter appellatam *l'Espinasse*, cum suis furninentis, rebus, juribus & pertinentiis quibuscumque.

Item nihilominùs præfatus Dominus noster Rex quandam donationem factam per fœlicis recordationis Serenissimum Regem Renatum ipsius Domini nostri immediatum Prædecessorem, & Patruum recolendissimum, prudenti Viro Magistro Antonello de Ricciis ejus Apoticario, de quadam domo sita in Civitate Aquensi, videlicet in Carreria Campanæ, quam Domum ipse Magister Anthonellus impræsentiarum tenet & possidet, ac omnia & singula quæ continentur in Literis ipsius donationis, concessam per jam dictum Regem Renatum, acceptavit, ratificavit, approbavit, & confirmavit modo & forma quibus eisdem in Literis continetur.

Item equidem ipse memoratus Dominus noster Rex nedum præfato Magistro Antonello de Ricciis, verùm

Anno 1481.

etiam Joanni de Riceiis ejus filio Apotecario ordinario & continuo jam dicti Domini nostri Regis, & cuilibet ipsorum tam conjunctim quàm divisim, omnia eorum & cujuslibet ipsorum Officia: Item donationes, largitiones & Literas eis & cuilibet eorumdem tam per ipsum Excellentissimum Dominum nostrum Regem quàm ipsum Dominum Regem Renatum hactenus qualitercumque factas & facta, concessas, & concessa, quemadmodum in eisdem Literis continetur, acceptavit, ratificavit, approbavit & confirmavit, ac tenere & valere voluit, secundum earumdem Literarum mentem, continentiam & tenorem.

Item similiter legavit sive reliquit idem Dominus noster Rex Egregio Militi Domino Basco de Aroya habitatori Civitatis Massiliæ, tanquàm sibi dilecto, pro quampluribus servitiis & beneplacitis per dictum Dominum Bascum eidem Domino nostro benè & laudabiliter præstitis, atque libentius factis: Item & in retributionem laborum quos idem Miles in ejus servitio utroque tempore Bellorum & Pacis, non sine magnis sumptibus, toleravit, quoddam ipsius Domini nostri Regis vendarum siluum trans portum jam dictæ Civitatis Massiliæ, videlicet illud idem quod ipse Dominus Bascus ex donatione sive concessione dicti Domini nostri Regis tenet ac possidet, cum domibus, mansionibus, pratis, vineis, ac aliis universis & singulis bonis, rebus, juribus, & suis pertinentiis, & hoc ad vitam jam dicti Domini Baschi, & ejus uxoris, ac supervenientiis cujuslibet eorumdem: Item & idem memoratus Dominus noster Rex ex causis præmissis certisque aliis moventibus ad hoc singulariter mentem ejus, legavit sive reliquit ipsi Domino Basco de Aroya Jurisdictionem altam & bassam eidem Domino Basco per dictum Dominum nostrum Regem novissimis diebus donatam ac concessam in Loco sive Beguta de Septemes, cum mero & mixto imperio, alta bassaque ac omnimoda Jurisdictione, cumque territoriis, limitationibus, aliisque bonis, rebus ac juribus latius designatis & declaratis in Literis sive Privilegio dictæ Donationis, quas omniaque & singula in illis contenta in quantum opus est ratificavit, approbavit & confirmavit, atque iterùm ac de novo concessit perpetuis temporibus valituras.

Item pariter memoratus Dominus noster Rex legavit sive reliquit Nobili Renato Carion, tanquàm sibi dilecto, & de eo optimè merito, & pro servitiis eidem Domino nostro per ipsum Renatum benè ac laudabiliter præstitis, ac laboribus quos ipse in suo servitio toleravit, videlicet mille Scuta ipsi eidem Renato semel tantùm ns suprà exsolvenda.

Item legavit sive reliquit dictus Dominus noster Rex Egregio ac Nobili Viro Domino Joanni Guiran Jurium Doctori, ipsius Domini nostri Hospitii Magistro Requestarum ac Consiliario Regio, tanquàm sibi dilecto, & de eo optimè merito, & pro gratis & acceptis servitiis per ipsum Dominum Magistrum Requestarum benè, laudabiliter atque diligenter præstitis: Item & pro laboribus quos idem Dominus Magister Requestarum in suo servitio toleravit, videlicet mille Scuta semel tantum ut suprà eidem exsolvenda.

Item Egregio ac Nobili Scutifero Hectori de Moosebruno Capitaneo Gardæ dicti Domini nostri Regis, idem Dominus noster Rex legavit sive reliquit ac dari & exsolvi voluit ac ordinavit per dictum Christianissimum ac Excellentissimum Dominum Francorum Regem Hæredem suum universalem viginti quinque marchas argenti per ipsum Dominum Capitaneum Gardæ expositas ac exborsatas in faciendo fieri jaqueronos Sagittariorum sive Archeriorum dicti Domini nostri Regis.

Item similiter legavit sive reliquit præfatus Dominus noster Rex Nobili Nicolao Jehannoti Scutifero Coquinæ ipsius Domini nostri Regis, tanquàm sibi dilecto, & de eo benè ac optimè merito, atque suis Hæredibus ac Successoribus quibuscumque per in perpetuum, pro gratis & acceptis servitiis per eumdem Nicolaum ipsi Domino Regi hactenus fideliter, laudabiliter ac diligenter factis ac præstitis, item & pro laboribus quos ipse idem Nicolaus utroque tempore Bellorum & Pacis in ejus servitio toleravit, non sine magnis sumptibus ac expensis, suum Viridarium sive Jardinum situm in Territorio Civitatis Aquensis, illud idem scilicet quod prædictus Nicolaus pro eodem Domino nostro, ac sub ejus nomine impræsentiarum gubernat ac regit totum ac munitum prout nunc, & cum domibus, mansionibus, pratis, vineis, Terris, bonis, rebus, juribus, ac pertinentiis suis quibuscumque: item ac cum bonis mobilibus etiam existentibus in jam dicto Viridario sive Jardino, aus suis dictis domibus ac mansionibus, vel altera ipsarum, sine quacumque reservatione.

Item pariter legavit sive reliquit memoratus Dominus noster Rex Joanni Boërii Barberio ac Varleto Cameræ ipsius Domini nostri, tanquàm sibi dilecto, ac de eo optimè merito, atque suis Hæredibus ac Successoribus quibuscumque per in perpetuum, quoddam jam dicti Domini nostri Regis Molendinum vulgariter appellatum *de Sone*, situm ac positum in riparia, ductum totum, cum omnibus furniuentis, artificiis, rebus, bonis, juribus, ac pertinentiis suis, & hoc ultra legatum sibi eidem Joanni factum in dicto suo ultimo Testamento.

Item similiter legavit sive reliquit jam dictus Dominus noster Rex Thomæ Lamy ejus Varleto Cameræ, tanquàm sibi dilecto, & de eo optimè merito, ac suis Hæredibus & Successoribus quibuscumque per in perpetuum, quandam ipsius Domini nostri Regis Domum sitam in dicta Civitate Aquensi, videlicet extra Regale Palatium ipsius Civitatis subtus coquinas ejusdem Palatii, & hoc ultra legatum sibi factum in jam dicto suo ultimo Testamento.

Item legavit sive reliquit præfatus Dominus noster Rex Karolo filio pupillo Stephani Gumerian quondàm Contrarotuli ipsius Domini nostri Regis, & suis Hæredibus & Successoribus quibuscumque, per in perpetuum, in memoriam ipsius quondam ejus genitoris, & pro gratis & acceptis servitiis per dictum Stephanum usque ad mortem inclusivè ipsi memorato Domino nostro Regi factis & præstitis, & laboribus quos in suo servitio fideliter & laudabiliter toleravit, Locum sive Castrum de Petrolis, totum cum omnibus bonis, rebus, juribus, & pertinentiis suis universis, sine quacumque retentione.

Item pariter legavit sive reliquit memoratus Dominus noster Rex supradicto ejus Regi Armorum dicto & vulgò nominato Provence, tanquàm de eo optimè merito, ultra legatum ut suprà eidem factum, videlicet summam tricentorum Scutorum semel tantum per supradictum suum Hæredem ut suprà exsolvendam.

Item similiter legavit sive reliquit Stephano Audrici, tanquàm sibi dilecto, & de eo benè merito, similem summam tricentorum Scutorum semel tantùm ut suprà exsolvendam.

Item legavit sive reliquit Nobili Christophoro du Cloistre, tanquàm sibi dilecto, & de eo optimè merito, & pro quampluribus gratis & acceptis servitiis per ipsum Christophorum eidem Domino nostro fideliter & laudabiliter factis & præstitis, & in retributionem multorum laborum quos Christophorus in suo servitio nihilominus toleravit, summam annuam centum librarum Turonensium redditus per dictum Christophorum Annis singulis recipiendam, levandam, exigendam, & recuperandam de & super denariis, pecuniis & Juribus Loci de Nogeut le Rotrou, salvo tamen & cum hac restrictione quòd supradictus Christianissimus & Excellentissimus Dominus Rex Francorum ejus Hæres universalis, & sui exinde Hæredes & Successores possint & valeant redimere & recuperare dictas centum libras annuales, solvendo priùs jam dicto Christophoro semel tantùm mille Scuta, quod idem Dominus noster Rex sic fieri voluit, declaravit & ordinavit.

Item etiam legavit sive reliquit præfatus Dominus noster Rex cuilibet ex Mangonibus suis, sive Gallicè *à chacun de ses Pages*, summam tricentorum Scutorum ut suprà semel tantùm exsolvendam.

Item consequenter voluit & ordinavit jam dictus Dominus noster Rex quòd Egregius Miles Frater Poncins de Mallavila Ordinis Sancti Joannis Hyerosolimitani Præceptor des Vaux, & Baillius de Manuasca, habeat pacificam & expeditam possessionem Villæ prædictæ Manuascæ, illiusque Baillivæ, juriumque & pertinentiarum suarum exinde eadem possessione pacifica gaudeat & fruatur sine impedimento quocumque auferendo manum Curiæ in & super dicta Baillivia appositam.

Item voluit & ordinavit dictus Dominus noster Rex exsolvi Nobilibus Jacobo de Sancto Egidio & Petro Imberti Civitatis Massiliæ summam quingentorum viginti duorum Florenorum & grossorum duorum, quæ summa illis debetur pro gagiis, custodia & conservatione Castri de Briganſono, & reparationibus utilibus & necessariis factis in eodem Castro.

Item

ANNO 1481.

Item similiter legavit sive reliquit jam dictus Dominus noster Rex Joanni de Montemitallo Scutifero, tanquàm sibi dilecto, & de eo optimè merito, summam tricentorum Scutorum semel tantum ut suprà exsolvendam.

Item legavit sive reliquit idem Dominus noster Rex Guillelmo Petit Scutifero ejusdem Domini nostri Regis Hospitii Magistro, tanquàm sibi dilecto, & de eo optimè merito, & suis Hæredibus & Successoribus quibuscumque per in perpetuum, pro gratis & acceptis servitiis per eundem Guillermum Petit ipsi Domino nostro Regi diligenter & fideliter præstitis: item & pro laboribus quos idem Magister Hospitii in suo servitio, non sine magnis sumptibus, toleravit, quamdam ipsius Domini nostri Regis Metariam, videlicet illam de Autonne, cum omnibus & singulis juribus, redditibus & emolumentis, fructibus & pertinentiis suis, absque aliquali retentione.

Item pariter legavit sive reliquit Nobili Viro Magistro Sixto Athanulphi ejus Secretario, tanquàm sibi dilecto, & de eo optimè merito, & pro servitiis tàm ipsi eidem Domino nostro Regi quàm etiam felicis recordationis Domino Regi Renato præstitis, & pro laboribus quos in servitio utriusque ipsorum toleravit, videlicet summam quingentorum Scutorum semel tantùm exsolvendam.

Item consequenter memoratus noster Rex voluit & ordinavit quòd exsolvatur Generoso Jacobo de Thierry Domino de Raincois Senescallio Tholosæ id quod petit in & supra Baronia de Lunello.

Item esinde legavit sive reliquit ipse Dominus noster Rex Perrineto Serideleau, tanquàm sibi dilecto, & de eo benemerito, & suis Hæredibus & Successoribus quibuscumque per in perpetuum, & pro servitiis Domui suæ factis, ac laboribus quos ipse Perrinetus in eadem Domo & in ejus servitio toleravit, quandam Plateam vacuam sitam in Castro Ayrando, loco vulgariter dicto *la petite Fourriere*, confrontantem cum Curte Domus de Haracuria, & cum Domo Virguæ & ab alia parte cum Carreria publica, & cum Domo quadam Salomon. sine quacumque reservatione.

Item pariter legavit sive reliquit præfatus Dominus noster Rex Demenjour de Casa Veteri Marescallo Logiciorum prædicti Excellentissimi Domini nostri Regis, tanquàm sibi dilecto, deque eo optimè merito, & pro gratis acceptisque servitiis & beneplacitis per ipsum Demenjour eidem Domino nostro benè & laudabiliter præstitis, ac laboribus quos idem Demenjour in ejus servitio toleravit, videlicet summam tricentorum Scutorum semel tantùm ut suprà exsolvendam.

Item legavit sive reliquit dictus Dominus noster Rex Claudio Damille ejus Calsaterio, tanquàm de eo bene merito, pro quampluribus servitiis per Dominum Claudium præfato Domino nostro Regi sumptuose præstitis, ac laboribus quos in ejus servitio toleravit, summam quadringentorum Scutorum semel tantùm ut suprà sibi exsolvendam: cætera verò omnia & singula in supradicto Testamento per jam dictum Excellentissimum Dominum nostrum Regem legata, disposita & ordinata, & signanter institutionem Hæredis factam de supradicto Christianissimo Domino Francorum Rege, ac Illustrissimo Principe Domino Dalphino ipsius Christianissimi Domini Francorum Regis primogenito, & suis Successoribus descendentibus à Corona Franciæ.

Et item pariter alios Codicillos ab illo ante præcedentes factos idem memoratus Dominus noster Res per ipsos præsentes suos Codicillos approbavit, ratificavit & confirmavit: hos autem suos ultimos Codicillos idem præfatus Dominus noster Rex voluit in perpetua firmitate manere, omnes alias ultimas voluntates ab ipso olim factas revocans & viribus destituens; prædesignato tamen suo ultimo jam facto Testamento, ac subsequutis & inde factis aliis Codicillis paulò ante præsentes ut suprà sumptis per me dictum Gaufridum Tallamer & Collegam meum infrascriptum, cum hujusmodi Codicillis cunctis temporibus ubilibet valituris: volens & ordinans omnia per eum ut suprà disposita, legata, relicta & ordinata per jam dictum Christianissimum Dominum Francorum Regem, tanquàm Hæredem suum universalem & in solidum, exsolvi fieri, adimpleri, & cum effectu observari, ac si in eodem dicto suo Testamento legata, ordinata & disposita forent. De quibus omnibus universis singulis præmissis & quolibet præmissorum memoratus Dominus noster Rex voluit & expresse mandavit tàm dicto Christianissimo Domino Francorum Regi Hæredi suo universali quàm aliis quibuscumque quorum interest, intererit vel interesse poterit in futurum fieri unum & plura publicum & publica & tot quot habere voluerit Instrumentum & Instrumenta, quod & quæ possint corrigi, refici ac meliorari, & in eis addi atque ab eis detrahi semel & pluries & aliter toties quoties erit opus, Consilio & dictamine cujuslibet in Jure periti, facti tamen substantia in aliquo non mutata. Acta fuerunt hæc omnia, recitata & publicata Massiliæ, in Domo jam dicti Excellentissimi Domini nostri Regis, videlicet in Camera in qua Dominus noster ipse jacebat & quiescebat. Præsentibus ibidem Reverendis Presbyteris Fratribus Elziario Garneri Priore Sancti Maximini, & Brancassio Bernardi Ordinis Prædicatorum, Sacrarum Scripturarum Magistris Confessoribus: Egregiis quoque Nobilibus & Honorabilibus Viris Magistro Petro Robini Domino de Gravesione Artium & Medicinæ Magistro Physicu, Ludovico de Autono, & Michaele de Grammonte, Varletis Cameræ; Joanne de Rieiis Apotecario, Antonio de Pineto Scutifero, Joanne Boëri, & Thoma Lamy etiam Varleto Cameræ præfati Domini nostri Regis, Testibus ad præmissa vocatis specialiter & rogatis, & me Jacobo Gaufridi Regio Secretario, &c.

Extrait des Archifs du Roy en son Pays de Provence, & du Cayer & Registre où est le Codicille cy-dessus transcrit, registré avec autres Codicilles & Testament, & a iceluy collationné par Nous Conseillers du Roy Secretaires & Archivaires de Sa Majesté audit Pays, soussignez,

MALBEC & BOISSON.

LI.

Accord fait entre les huit Cantons des Ligues, qui sont ZURICH, BERNE, LUCERNE, URY, SCHVITS, UNDERWALD, *dessus & dessous les* BOIS, ZUG, *&* GLARIS. *Fait le premier Samedi après la Fête de Saint Thomas Apôtre* 1481. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 440.] 22. Dec. Suisses.

Au nom de Dieu la Sainte Trinité, Dieu le Pere, le Fils & le Sainct Esprit, Amen.

NOUS les Bourguemeistres, les Avoyers, les Ammans, Conseillers, Bourgeois, Paysans, & Communautez generalement des Villes & Pays cy-aprés nommes, nommement de ZURICH, BERNE, LUCERNE, URY, SCHVITZ, UNDERVALDEN, dessus & dessoubs les BOIS, ZUG, avec les Offices forains, & GLARIS, appelles les huict Cantons de Ligues; Confessons publicquement, & faisons sçavoir, à tous ceux, qui verront & oyront ces presentes Lettres, comme il soit, qu'en vertu de noz perpetuelles Alliances, jurées, lesquelles par l'ayde & assistance de Dieu éternel ont jusques à presem grandement servy au bien, repos, Paix & tranquillité de nos Predecesseurs & de nous, nous soyons perpetuellement conjoincts par ensemble, & pour plus ferme & vigilante solicitude les uns sur les autres; aussi, afin que les dictes uos Alliances demeurent tant plus stables, & en plus grande efficace & vertu pour conserver & entretenir tous nos Pays & Subjects en bonne paisible tranquillité & repos; nous pour ces causes d'un commun advis & conseil par bonne & utile Confederation, avons unanimement & amiablement accordé, declaré & conclud les choses cy aprés escriptes, lesquelles en tous leurs Poincts & Articles sans aucune mutation par nos bonne foy, voulons & entendons pour nous & nos perpetuels Combourgeois & Successeurs estre inviolablement observes & entretenuz par cy aprés perpetuellement.

2. Premierement nous les dicts huict Cantons de Zurich, Berne, Lucerne, Ury, Schvitz, Undervalden; Zug & Glaris par nous mesmes ny par nos Subjects, Bourgeois, Paisans, ou par quelques autres ne debvons & ne pouvons marcher ou sortir les uns les autres temerairement & de force privée ny autrement dommager ou molester en façon que ce soit aux corps, aux biens, aux Villes, Pays, Subjects, Bourgeois, Paisans, ny à ceux qui nous sont conjoincts & Alliez par Alliances perpetuelles, de non prendre & saisir les biens des uns des autres, user de force, fascher ny tourmenter en façon que ce soit, encore moins l'entreprendre en aucune maniere; & si aucuns d'entre nous les

ANNO 1481. dits huict Cantons (ce que Dieu toutes fois veuille obvier) generalement ou particulierement voulfissent entreprendre les uns contre les autres des choses cy devant escrites, pour y obvier & donner ordre, que nos perpetuelles Alliances jurées soient inviolablement observées, protegées & deffendues, & que tant plus etroictement nous tous demeurerons les uns envers les autres en bonne fraternelle Amitié, Paix & Union, le Canton auquel ou à ses Subjets telles insolences aviendroient; en ce cas nous les autres Cantons debvrons & voulons tous en general le proteger, maintenir & deffendre fidellement sans que chose quelconque oous y donne empeschement de telles molestations & facheries, tous dolz exceptes. Et si aucunes personnes privées d'entre nous une ou plusieurs voulust entreprendre & user de telles presomtions & de temeritez, comme dict est, envers aucuns des nostres, ou de ceux cy devant declarez, iceux quels qu'ils soient ou de quel Canton entre nous qu'ils le commettront, en seront incontinent selon leurs demerites & exigence d'eux par leurs Seigneurs & Superieurs sans aucun empeschement ne contredict punis; reservant toutes fois, & si aucuns des nostres nous faisoient quelque emotion ou Acte punissable riere les Jurisdictions des autres Cantons, un tel sera apprehendé & puny pour ses demerites, selon le droict & la Coustume du Lieu ou il les auroit commises.

3. Nous avons aussi advisé & conclud, que nul d'entre nous & de nostre Pays des Ligues, aux Villes ny aux Champs, ne fera ne entreprendra ouvertement ou occultement aucunes particulieres assemblées ou dangereuses communes, au moyen desquelles aucuns en pourroient estre faschez ou molestez sans le sceu ou consentement de ses Sieurs ou Superieurs, à sçavoir de Zurich, du Bourgemeistre & des Conseillers de Berne, de l'Advoyer & des Conseillers de Lucerne, & de ceux d'Ury, de Schvitz, d'Undervalden, de Zug & de Glaris, des Amands, des Conseillers & de leurs Communautez; & si aucun, sans le dict consentement, entreprenoit ce que dessus, ou y donnast son consentement & advis, tel & tels seront promptement & incontinent punis par leurs Seigneurs & Superieurs, selon ce qu'ils auront merité sans aucun delay.

4. Nous avons pareillement entre nous expressement arresté & conclud, que doresnavant en nostre Pays des Ligues parmy nous ne debvrons, & ne pourrons, pour le debvoir de nostre serment, les uns les autres suborner & promouvoir à se rebeller contre les Seigneurs & Superieurs, n'entreprendre les divertir du debvoir qu'ils leur seront tenus, & si quelques uns des Subjects d'aucuns d'entre nous se voulloient demonstrer tels que dessus, en ce cas seront tenus y mettre & donner si bon ordre & fidellement y pourvoir, qu'ils rendent à leurs Superieurs l'obeissance, & le debvoir qu'ils leur sont tenus, en vertu & selon le contenu de nos Alliances jurées.

5. Et pour ce que par les Lettres dressées par nos Superieurs de bonne memoire, aprés la Bataille de Sembach, l'année aprés la nativité de nostre Seigneur Jesus-Christ 1393. ans, touchant l'ordre, que devons tenir aux Guerres, ou nous irons avec nos bannieres desploées, ont esté dressez & concluds aucuns Articles, nous avons pour plus ample declaration d'iceux & pour le bien de nous & de nos Successeurs en cette presente declaration & appoinctement conclud & arresté, advenant que voudrions marcher contre nos Ennemis pour cy aprés avec nos bannieres ou enseignes desploées tous en general, ou autrement de nos Villes ou Pays particulierement, & tous ceux, qui lors marcheront avec nos bannieres ou enseignes demeureront auprés d'icelles, comme gens de bien; ainsy, que tousjours ont faict nos Predecesseurs, quelque necessité, que à nous ou à eux pourroit advenir, fust en combattant ou en assaillant comme plus amplement cela & d'autres Poincts & Articles seront specifiez & declarez es dictes Lettres dressées aprés la dicte journée de Sempach.

6. Davantage avons conclud & arresté, que en premier lieu des dictes Lettres de Sembach consequemment elles faisant mention des Prestres & d'autres choses, pour nos Predecesseurs dressez en l'an de nostre Seigneur courant 1370. en tout leur contenu, Poincts & Articles comme aussi le present amiable appointement doresnavant demeureront & seront entretenus & observez en leur force & vigueur pour perpetuelle memoire, lesquelles aussi toutes & quantes fois que jureront nos perpetuelles Alliances seront entre nous & tous les Cantons ouvertement pardevant les Communes leues & publiées.

7. Nous avons aussi conclud & arresté entre nous toutes & quantes fois, que ferons la Guerre contre aucuns, le pillage soit en argent ou autres biens, qui en telles Guerres, assaurs & combats sera avec l'ayde de Dieu par nous gaigné & recouvert, qui soit, selon la valeur & le nombre des gens que un chacun Canton auroit fourny, esgalement distribué aux personnes, qui auront esté en tel voyage; & si en telles Guerres nous venions à gaigner quelques Pays, Villes ou Chasteaux, Cens, Rentes, Peages, & autres Jurisdictions, sera parmy nous & entre un chascun Canton esgalement, comme du passé amiablement distribué. Et si les choses, que dessus, estoient racheptées de nous pour quelque somme d'Argent, telle que elle pourroit estre, sera tel Argent aussi egalement divisé parmy nous lesdits Cantons amiablement, tous dols exceptez.

8. Nous avons aussi declaré & expressement conclud, que en ce present amiable & perpetuel appointement sont & doivent estre comprins, tant nous les dessusdicts Cantons des Ligues, que tous ceux, qui marchent à la Guerre avec nous, nos Subjets, Bourgeois, Paysans, & tous ceux, qui sont en perpetuelle Alliance & Confederation avec nous; exceptez les Villes, Chasteaux, Pays, Subjets, Censes, Rentes, Peages, & Seigneuries, qui par nous les Villes & Pays des susdicts Cantons, comme dict est, auroient esté gaignées, divisées & distribuées; nous reservons aussi expressement, que tout ce que dessus est dict & declaré ne doit, en façon que ce soit, porter prejudice à nos perpetuelles Confederations, ains par vertu de cette cy doivent demeurer en leur force & vigueur en tout leur contenu sans aucune mutation fermement & inviolablement, tous dolz exceptes.

9. Et pour ferme corroboration des choses cy dessus escrites, nous lesdits huict Cantons de Zurich, Berne, Lucerne, Ury, Schviz, Undervalden, Zug & Glaris, pour nous & nos perpetuels Successeurs avons faict mettre nos sceaux à ces presentes huict Lettres, & en avons retiré chascun de nous une semblable forme & substance, qui furent faictes le premier Samedy aprés Sainct Thomas Apostre, l'an aprés la Nativité de nostre Seigneur Jesus Christ 1481.

LII.

Ewige Erb-Einigung und Bündnuß VLADISLAI Königs in Böheimb / und der Cron Böheimb / mit Herrn ERNESTEN Churfürsten / auch Herrn ALBRECHTEN Gebrüderen / Hertzogen zu Sachssen auffgerichtet. Wodurch sich Ihro Königliche Majest. vor sich und Ihre Erben und Nachkommen verbunden / obbenannten Fürsten / Erben und Nachkommen geholffen zu seyn / sie ewiglich zu behalten / schützen und schirmen / ihre Fürstenthumb / Herrschafften / Güter / Rechte und Gerechtigkeiten / wider allmänniglich von denen sie angegriffen und gehindert würden. Geben zu Brix am S. Sigmunds-Tag 1482. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. II. Theil. Abtheilung II. Absatz II. pag. 7.] 1482. 2. Mai.

C'est-à-dire,

Lettres Federales de ULADISLAS *Roi de Boheme, où il déclare qu'il s'est uni & allié, & qu'il s'unit & s'allie de nouveau avec* ERNEST *Electeur de Saxe, &* ALBERT *Duc de Saxe son Frere, avec promesse, non seulement de ne jamais rien entreprendre contre eux ou leurs Successeurs; mais aussi de les defendre & proteger de toutes ses forces dans leurs Etats, Domaines, & Droits. A Brix le jour & Fête de St. Sigismond 1482.*

WIr Uladißlaus von GOTTES Gnaden König in Böheimb / Maragraf zu Mähren / Hertzog zu Lützenburg und Schlesien / und Marggraf

ANNO 1482.

Marggraf zu Laußnitz rc. bekennen öffentlich mit diesem Briefe / allen / die ihn sehen / hören oder lesen / daß wir mit wohlbedachtem Muth und Rath / unserer Getreuen und Unterthanen / Herren / Ritteen und Knechten / und anderer unseeer Unterthanen / in guten Treuen / ohne Gefehrde / Uns verbunden haben / und verbinden Uns auch für Uns / unser Erbnehmen / Erben / nachkommende Könige / und die Cron zu Böheimb ewiglich / zu den Hochgebohrnen Fürsten / Herrn Ernsten / des heiligen Römischen Reichs Ertz-Marschalln und Chur-Fürsten / und Herrn Albrechten / Gebrüdtern / Hertzogen zu Sachsen / Landgrafen in Thüringen / und Marggrafen zu Meissen / unsern lieben Oheimen / iheen Erben und Nachkommen in allermassen / als hernach geschrieben stehet: Also:

Daß Wir / unsere Erben / Erbnehmen und nachkommende Könige / und auch die Cron zu Böheimb / zu ewigen Zeiten / nimmermehr zu Vehden / Feindschafft oder Eingeiffen kommen / auch den Unsern / in unsern Landen und Gebiethen gesessenen / ungefährlich nicht gestatten / sondern allewege einander mit gantzen Treuen meynen / ehren und fodern sollen und wollen / auch daß wir denselben Fürsten / iheen Erben und Erbnehmen und Nachkommen gerathen und geholffen seyn sollen und wollen / ewiglich zu behalten / schützen und schirmen / ihre Fürstenthum / Landen / Herrschafften / Erbe und Gut / Ehre / Recht und Gewohnheit / und die Hülffe sollen und wollen Wir ihnen thun / mit allee Unser Machc ohne Gefehrde / wider allen männiglich / niemandes ausgenommen / von denen sie angegriffen / gehindert und beschadet werden / und die an ihrem Leib / Fürstenthum / Herrschafft / Erb-Güthern / Rechten / Ehren / Gewohnheit / Land oder Leuten / Geistlich oder Weltlich / greiffen / und in keinerley Weise Hinderung oder Schaden thun wollen / bey Nahmen an dem Land und Fürstenthum zu Sachsen / an der Wahle eines Römischen Königs / und eines künfftigen Käysers / das Land zu Meissen / das Osteeland und Voigtland / und die heenach geschriebene Schloß / Stadt / Maeckte und Lehen / mit Nahmen / Wittenberg / Schloß und Stadt / Hertzberg / Stadt Dieben / Wenden / Schloß und Stadt Schlieben / Schloß und Stadt Wartenberg / Stadt Obigau / Stadt Swirmar / Schloß und Stadt Schönwaldt / Stadt Dessen / Schloß und Stadt Lothau / Schloß mit der Heyde Bretin / Schloß und Stadt Keinberg / Stadt Drewatz / Schloß und Stadt Schmiedeberg / Stadt Bitterfeldt / Schloß und Stadt Bremen / Stadt und Closter Zinne / Schloß und Stadt Wretitz / Schloß und Stadt Niemeck / Stadt Brüg / Schloß und Stadt Bodenstein / Schloß Wesenburg / mit allen andern Schlössern / Städten / Märckten und Clöstern im Land zu Sachsen gelegen / vom Reiche zu Lehen rüheende. Die nachbeschriebene Schloß und Städte im Lande zu Meissen / mit Nahmen Meissen / Schloß und Stadt / mit den Zöllen auf der Elben / und aller Geistligkeit darzu gehörig / Dreßden / Schloß und Stadt / Pirna / Schloß und Stadt / Königstein / Schloß Wehlen / Schloß Raden / Schloß Hohnstein / Schloß Wildenstein / Schloß Stolpen / Schloß und Stadt Liebenthal / Schloß Bischoffsweeda / Stadt Radeberg / Schloß und Stadt Bauenstein / Schloß Beenstein / Schloß Dippoldiswalde / Schloß und Stadt Borstenstein / Schloß Seide / Schloß und Stadt Lauterstein / Schloß Rechenberg / Schloß Franenstein / Schloß Freyberg / Schloß und Stadt Wolckenstein / Schloß und Stadt Scharffenstein / Schloß Schellenberg / Schloß und Stadt Oedern / Tzschopa Schloß und Stadt / Chemnitz / Stadt und Closter darbey gelegen / Stolberg / Schloß und Stadt / Heine Stadt / Schloß und Stadt Oeitrandt / Schloß und Stadt Senfftenberg / Schloß und Stadt Fürstenwaldte / Schloß und Stadt Sahlössen / Schloß Tohrandt / Schloß Mühlberg / Schloß und Stadt / mit dem Closter darbey gelegen / Torgau Schloß und Stadt / Dommatzsch / Stadt Schilde / Stadt Oschatz / Stadt Mügeln / Stadt Lommatzsch / Stadt Döbeln / Mittweyda Stadt / Rochlitz Schloß und Stadt / Beiner Schloß und Stadt / Neuenhoff Stadt / Leißnig Schloß und Stadt / Coldiz Schloß und Stadt / Wurtzen Schloß und Stadt / Geithen Stadt. Das Fürstenthum Osterland / nehmlich: Leipzig / Schloß und Stadt / Delitzsch / Schloß und Stadt / Zörbig / Schloß und Stadt / Pegau mit dem Closter daeinnen gelegen / Luckau / Stadt Borne / Schloß und Stadt / Brewitz / Schloß und Stadt / Altenburg / Schloß und Stadt / Schmellen / Schloß und Stadt / Kromitzschau / Schloß und Stadt / Werda / Schloß und Stadt Renneberg / Schloß und Stadt Zwickau.

Item / Voigtland mit den nachbeschriebenen Schlösseen und Städten / nehmlich: Schloß und Stadt Planen mit iheer Mannschafft / Ein- und Zugehörungen / Voigtberg / Schloß und Stadt Oelßnitz / Adorf Stadt / Neukirchen / Stadt Reichenbach / Schwartzenberg / Schloß Schleiten / Schloß und Stadt mit dem Closter Grünhayn / Falckenstein / Schloß Auerbach / das der Herr Schencke / und der Heer Hanns von Dohne inne haben / Schloß und Stadt Schönbeck / Schloß Gattendorff / Schloß Reitzenstein.

Item / die Bischöffe Meissen / Naumburg / Mörseburg / alle Aebte / und alle andere Geistliche Prälaten / Pröbste / Personen und Pfaffheit / mit allen ihren Stifftern / Schlösseen / Städten / Märckten / Zu- und Eingehörungen / in den Fürstenthümern und Landen / oben berüher gelegen / und mit allen der Fürstenthum zu Sachsen / Meissen / im Osterlande und Voigtlande / Herrlichkeiten / Herrschafften / Lehenschafften / Erben / Erbschafften / Pfanden / Pfandschafften / Closteen / Closterschafften / Hoh- und Nieder-Jagten / Wildbahnen / Walden / Höltzern / Beegwercken / Gerichten / Obersten und Niedersten / Bergen / Städten / Märckten / Höfen / Landen und Leuten / in welchen die gelegen sind / vom Reich / oder andeen Obrigkeiten zu Lehen rührend / die sie jetzund haben odee fürbaß zu einigen Zeiten immer zu sich beingen oder gewinnen / benannt oder unbenannt / keines hinden angesetzt / oder ausgeschlossen / und alles / das in den voegenannten iheen Landen und Herrschafften von ihnen zu Lehen gehet / und alle ihre Herren / Geafen / Freyen / Dienstleuten / und alle andere ihre Herrschafft / Mannschafft / Lehenschafft / Lehen / Vesten / Burgen / Stadt / Märckte / Lande / Leute / Güter und alle ihre Zugehörungen / wo / oder in welchen Landen die gelegen seyn / die sie jetzund haben / oder fürbaß in einiger Weise gewinnen / und sollen auch wir / unsere Erben / Erbnehmen / nachkommende Könige / auch die Cron zu Böheimb / sie und alle ihre Erben / Eebnehmen / Heetzoge zu Sachsen / Land-Grafen in Thüringen und Marggeafen zu Meissen / darvon gemeiniglich oder sonderlich nimmermehr in keinen Zeiten / Jahren / hindern oder ansrechen / in keiner Weise / sondern sie darzu getreulich helffen schirmen / und handhaben / wider allermänniglich / als vorbeschrieben stehet / und wenn wie oder unsere Erben / oder nachkommende Könige zu Böheimb / von wegen der genannten unserer lieben Oheimen / der Hertzogen zu Sachsen / Land-Grafen in Thüringen / Marggrafen zu Meissen / ihrer Erben und Nachkommen ermahnet werden / so wollen wie inwendig eines Monats ihnen zu Hülffe kommen / würde aber der Hülffe eher noth werden / so sollen wir noch mit

der

ANNO 1482. der Hülffe eher kommen / nach dem Tage solcher Mahnung / immassen als vorher geschrieben stehet

Wenn Wir auch den obgenannten Fürsten zu Hülffe kommen / oder unser Volck zu Hülffe schicken / so sollen sie Uns oder denselben / die wir ihnen zu Hülffe senden werden / mit Bier und Brod / mit Küchen-Speise / und wo man nicht zu Felde lieget / mit Futter versorgen / ohne Gefehrde / Nehmen aber Wir oder die Unseren einigen Schaden / das seyn sie auszurichten / oder abzutragen nicht pflichtig / gewinnen aber Wir mit einander Schloß und Städte / die in unsern Landen nicht gelegen wären / oder von uns nicht zu Lehen giengen / die sollen Wir brauchen / oder gleich mit einander theilen / wie uns das alles mit einander gefält. Nehmen wir aber Frommen an unsern Schlössern und Städten / die in unsern Landen gelegen wären / oder die von Uns zu Lehen giengen / der Frommen soll uns alleine bleiben / wäre es aber / daß Wie oder die Unsern Frommen nehmen an Gefangenen / die sollen wir nach jeßliches Anzahl gewapneter Leute gleich mit einander theilen / und um daß wir desto besser / und nach Lobe unserer Königreich und Lande friedlicher gehalten mögen ; So haben Wir uns mit ihnen vertragen / ihnen ihre Lande und Strassen getreulich helffen schützen und schiemen / damit der Kauffmann / oder Pilgram / und ein jeglicher sicher gewandern mögen.

Wir sollen und wollen auch vor uns selbst auch den Unsern ungefehrlich nicht verstatten / ihre Feinde und Widersacher in unsern Schlössern und Städten / Märckten / Landen und Gebiethen nicht hausen / hofen / etzen / träncken / oder keinerley Hülffe / Vorschub oder Beystand zu thun / Wo es aber von jemands der Unseren geschehe / das doch nicht seyn soll / darinnen sollen und wollen Wie uns halten / und mit der That handeln und vernehmen / daran männiglich mercken und erkennen möge / daß Wir in solchen mercklichen Verdruß und Mißfallen haben. Wir sollen und wollen auch den obgenannten Fürsten / ihren Erben / Erbnehmen und Nachkommen / an ihren Landen und Leuten / Regimenten / Aussatzungen / und ihren Herkommen / keinerley Angriff / Irrung oder Eintrag thun / noch uns der ihnen wider sie annehmen / vertheidigen / oder versprechen / auch niemands der Unsern solches verstatten / in keinerley Weise ohne Gefehrde; Und auf daß solche unsere Meynung desto beständiglicher und aufrichtiger möge gehalten werden und verbracht; So haben Wir uns auch darbey vertragen / ob wie mit den obgemeldten Fürsten zu schicken gewönnen / von Sachen wegen / die sich hinführo begeben würden / und Wir denselben alsdann drum schreiben / und ihn einen Tag / der dann in einem Monat nach solcher Frist geschehen soll / kommen ; So sollen wir beyde Theil unser schiedliche Räthe auf solchen Tag gen Eger in die Stadt schicken / daselbst hinkommen und versuchen / und Fleiß haben / die Sache gütlichen zu richten. Ob sie aber die Gütlichkeit nicht erlangen möchten / so sollen wir einen Obmann benennen / aus den andern Räthen / derselbige Obmann soll sich auch der Sache beladen / und zu einem Monat von der Zeit anzurechnen / als er zu einen Obmann benennet worden / einen Rechts-Tag gen Eger ansetzen / zu denselben unser jeder zwey seiner Räthe niedersetzen / die sollen beyde forthin in Rechten gegen einander nothdürfftiglich verhören / und wie sie alle oder der mehrer Theil die Sach zu Recht entscheiden / darbey soll es bleiben / und von uns beyden Theilen nachgekommen und gehalten werden / ohne alle Wegerung und Auszuge / getreulich und ohne Gefehrde / und solcher Entscheid soll geschehen in einem halben Jahr / von der Zeit anzuheben zu rechnen / als der erste Rechts-Tage von dem Obmann gesetzt ist. Es wäre dann / daß sich die Sache durch Erkänntnüß deß Rechtens länger verziehen würden / denn soll auch nachkommen werden / und der obgenannte Obmann soll solcher Pflicht und Eyde / damit er dem Herrn / des Rath er ist / genannt / wann in diesen Sachen des Rechten von dem Herrn / dem er genannt ist / unverzüglich alsbald zu einem Obmann genannt wird / ledig gezehlt werden / ihn soll auch der Herr / des Rath er ist / darzuhalten / und vermögen / daß er sich solches annehme / belade / und den Sachen / wie vorstehet / nachkomme; ANNO 1482.

Ob aber unsre Prälaten / Grafen / Herren / Ritter / Knecht oder Unterthanen / mit den obgemeldten Fürsten einem zu thun gewinnen / so soll er sich darum Rechts begnügen lassen / und den Räthen / damit er zu thun haben vermeynet ; Würden aber unsere Unterthanen beyderseits mit einander zu schicken gewinnen / in was Stand / Würden / oder Wesen der oder die wären / berührte das geistliche Gericht / die solte am geistlichen Gericht gehandelt werden. Berühret es aber Lehen / darum solle man vor des Lehenmann Lehen-Gerichte rechten / von dem die Güter / darum man denn rechtet / zur Lehen herrühren / berührt es aber Sprüche / Person antreffend / die sollen verrecht werden an dem Gerichte / darinnen der Antworter gesessen und wohnhafftig wäre / doch wären es Ritter oder Knecht / und die in keinen Gerichten gesessen wären / alsdann solte der Antworter gericht werden / von dem das Recht diene oder angehörig es wäre.

Berührt es aber Frevel oder Missethat / das solte verrecht werden in den Gerichten / darinnen der Missethäter begriffen wird / und was also zu jedern Rechten / wie vorstehet / zu Recht erkannt wird / und gesprochen / dem sollen beyde Partheyen nachkommen / ohne fernere Auszugewegerung und Appellirung / getreulich und ohne Gefehrde.

Ob auch Wir / unsere Erben und nachkommende Könige / und die Cron zu Böheimb / andere Einigung oder Bündnüß mit einander vornehmen möchten / oder eingehen / oder etzliche alte Einung verneuen oder erstrecken würden, Darinnen sollen Wir / unsere Erben / Erbnehmen / und nachkommende Könige / und die Cron zu Böheimb diese Einung / auch die obgemeldte Fürsten alle / ihre Erben / Erbnehmen und Nachkommende zuvoran ausnehmen / auch sollen die Aemter / Briefe und Bündnüß unser Ohmen vorgenannt / und auch Uns an alle den Vesten / Mannschafften und Güthern / die in diesem gegenwärtigen Bündnüß und Briefe beyderseits begriessen seyn / keinen Schaden bringen / also daß dieselben / unsere liebe Oheimen / ihre Erben / und Nachkommen / an denen / die Wir in ihren Briefen benannt haben / und Wir / unsere Erben und nachkommende Könige / und die Cron zu Böheimb / an dem / die sie an diesem unsern Briefe genannt haben / nimmermehr / ewiglich / keinerley Anspruch haben sollen / noch wollen / ausgeschlossen an den Schlössern / Städten / Vesten / Märckten / darin Wir / als ein König zu Böheimb / von Unser und der Cron wegen / nichts mehr dann die Obrigkeitliche Lehen haben. Auch sonsten so nehmen Wir in dieser Vereinigung aus unsern heiligen Vater / den Pabst / unsern Herrn den Römischen Käyser / und zu unsern Lebtage / Hertzog Albrechten zu Bayern und etzliche vorgeschriebene Punct und Articul / wie die von Wort zu Wort abgelautet haben. Wir vor GOtt Uladislau / König zu Böheimb / vor Uns / unsere Erben / nachkommende Könige / und die Cron zu Böheimb / den obgenannten Fürsten / und ihren Erben / Erbnehmen und Nachkommen / mit Handgebenden Treuen / wahres Eydesstatt / bey unsern

Königlichen

ANNO 1482. Königlichen Ehren und Würden gelobt / die wahr/ stet und feste zu halten / zu vollführen und dem nachzukommen / treulich und ohne Gefehrde. Hierbey sind gewesen als Gezeugen / unser lieber Oheim und Fürst / Heinrich der Jüngere / Hertzog zu Münsterberg / Graf zu Glatz / und die Edlen / Unsere und des Königreichs Amtleute / Johann von Jannowitz auf Petersburg / Oberster Burggraf zu Praga / Jan von Zinburg und Dobeschau / Oberster Cämmerer des Königreichs zu Böheimb / Peaha von Aisenberg auf Seigau / Oberster Richter des Königreichs zu Böheimb / und viel andere Herren / und von der Ritterschafft unser lieben Getreuen.

Das zu Urkund versiegelt / und mit unserm Königlichen anhangenden Insiegel / geschehen zu Brix / Donnerstags am Sanct Siegmunds-Tag / nach Christi unsers Herrn Geburth / vierzehen hundert und am zwey und achtzigsten / unsers Reichs im eilfften Jahre.

LIII.

2. Mai. **Bunds-Brieff Churfürst ERNSTS, und ALBRECHTS Gebrüdern / Hertzoge zu Sachsen / Landgraffen in Thüringen / und Marggraffen in Meissen.** Wodurch dieselbe bekennen / sich mit VLADISLAO König in Böheimb verbunden zu haben / und verbinden sich von neuem also und dergestalten / daß sie / ihre Erben / und Nachkommen Hertzogen zu Sachsen / obgedachtem König / seinen Erben und Nachkommen geholffen seyn / ihre Fürstenthum / Land / Herrschafften / Rechte / und Freyheiten mit aller ihrer Macht / schützen / schirmen / und handhaben wollen und sollen. Geben zu Brix am Donnerstage Sigismundi 1482. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. II. Theil. Abtheil. II. Absatz II. pag 10.]

C'est-à-dire,

Lettres Federales d'ERNEST Electeur de Saxe, & d'ALBERT son Frere, Duc de Saxe, où ils déclarent qu'ils se sont unis & alliés avec ULADISLAS Roi de Boheme, & que de nouveau ils s'unissent & s'allient avec lui, avec promesse, non seulement de ne jamais rien entreprendre contre lui ou ses Successeurs, mais aussi de défendre ses Etats, Demaines, & Droits, de toutes leurs forces, dans les Cas de necessité. A Brix le jour & Fête de S. Sigismond 1482.

VOn GOttes Gnaden / Wir Ernst / des Heiligen Römischen Reichs Ertz-Marschall und Churfürst / und Albrecht / Gebrüdere / Hertzoge zu Sachsen rc. Landgrafen in Thüringen / und Marggrafen zu Meissen rc. Bekennen öffentlich mit dem Briefe / allen / die ihn ansehn / oder hören lesen / daß Wir mit wohlbedachtem Muth und Rath unserer Herren und Freunde / und auch unserer Getreuen und Unterthanen / in guten Treuen / ohne Gefehrde / Uns verbunden haben / verbinden uns auch vor uns / unser Erben / Erbnehmen / und Nachkommen ewiglich / zu dem Durchl. Fürsten und Herrn / Herrn Vladislaven / König zu Böheimb / Marggrafen zu Mähren / der Schlesien und zu Lützenburg Hertzog / und Marggrafen zu Laußnitz / unsern lieben Oheim / und unsern Hertzog Albrechts / Gnädigen Herrn / seinen Erben / Erbnehmen und nachkommenden Königen / und der Cron zu Böheimb / in alle dermassen / als hernach beschrieben stehet. Also / daß Wir / unsere Erben / Erbnehmen und nachkommenden Hertzogen zu Sachsen / Landgrafen in Thüringen / und Marggrafen zu Meissen / zu ewigen Zeiten / nimmermehr zu Vheden / Feindschafft oder Angriffe kommen / auch den Unsern / in unsern Landen und Gebiethen gesessen / ungefehrlich nicht gestatten / sondern allewege einander mit gantzen Treuen meynen / ehren und fördern sollen und wollen / auch daß Wir demselben unsern lieben Oheimen / und unsern Hertzog Albrechts / Gnädigen Herrn / dem König zu Böheimb / seinen Erben / nachkommenden Königen / und der Cron zu Böheimb gerathen und geholffen en seyn sollen und wollen / ewiglich zu behalten / schützen und schirmen / ihre Fürstenthum / Land / Herrschafften / Erbe und Guth / Ehre / Recht und Gewohnheit: und die Hülffe sollen und wollen wir ihnen thun / mit aller unser Macht ohne Gefehrde / wider allen männiglichen / niemand ausgenommen / von denen sie angegriffen / gehindert oder beschädiget worden / und die an ihren Leib / Fürstenthum / Herrschafften / Erben / Güthern / Recht / Ehre / Gewohnheiten / Lande oder Leute / Geistlich oder Weltlich greiffen / und in keine Weise Hinderung oder Beschädigung thun wollen / bey Nahmen an dem Königreich zu Böheimb / der Chur und Stimme / die ein König zu Böheimb von wegen seines Landes hat und haben soll / an der Wahl eines Römischen künfftigen Käysers / an die Mannschafft oder Lehenschafft der nachgeschriebenen Fürstenthum / der Marck zu Mähren / der Hertzogthum zu Troppau / zu Ratebur / zu Lignitz / zu Briege / zu Münsterberg / zu der Oelßen / zu Glogau / zu Oppul / zu Franckenberg / zu Teschen / zu der Rossell / zu Beuten / zu Reinau und zu Schweßin / die von dem Königreich / dem König und der Cron zu Böheimb zu Lehen rühren / und an die Fürsten derselben Lande / an die Lande und Fürstenthüm Schweidnitz / Jauer / und alle ihre Zugehörungen / an die Marggrafschafft Budißin und Görlitz / und was darzu gehöret / an die Stat Breßlau / und Nieder-Marck / Frauenstein / Namßlau / Glogau / Steinau und Gora / die Land zu Laußnitz / mit den Städten und Schlössern / Luckau / Guben / Sommfeld / Spremberg / Rolau / Löben / Golsen / Peitzschen / Lübres / Fürstenberg / Straßfried / Mideoß / und an alle derselben Landes Herrschafft / Mannschafft und Zugehörungen / so das wiederum zum Königreiche bracht wird: an die Vesten / Städt und Schlösser / Hirschau / Neustadt / Barmau / Sternstein und Lichtenstein / davon die Hochgebohrenen Fürsten und Herrn Ruprecht des Aeltern / und Ruprechts des Jüngern / Pfaltz-Grafen beym Rhein / und Hertzogen zu Bäyern / unsere Oheimen etwan rechte Erben gewesen seyn / und die sie des obgenannten unsers lieben Oheimen / und gnädigen Herrn Vorfahren / Königen zu Böheimb / wissentlich und redlich verkaufft haben: an die Lande und nachgeschriebene Städt / Schlösser / Märckte / Sultzbach / Rosenberg / Neidstein / Hartenstein / Hohnstein / Lipelstein / Lichtemarck / Thorendorff / Franckenberg / Auerbach / Herschburg / Rattenberg / Lausuelden / das Freyhl. Eschenbach / Pegnitz / Hantzelck / Werdenstein und Ruprechtstein / die etwan des Hochgebohrenen Fürsten / Herrn Rudolphs seel. Pfaltz-Grafen bey Rhein / Hertzogen in Bäyern gewest seyn / und darnach durch Kauff und erblich verfallen an die Könige zu Böheimb und die Cron wissentlich kommen seyn / an die Stadt Weiden und Schloß Barckstein / an die Vesten und Güther Erlangen / Vilßdorff / Willentzschen / Beenhain / Haubnith / Pretzfeld / Behrenfurth / auch alle andere Land / Vesten und Güther / die der obgenannter unser lieber Oheim und gnädiger Herr / seine Erben / Könige zu Böheimb / und die Cron Böheimb zu Francken und in Teutschen Landen haben / und allen ihren Zugehörungen / auch nemlich an die Mannschaffe der Edlen von Piencke und Hackenborn / an die von Schön- ANNO 1482.

ANNO 1482.

burg/ Glanchau / Mittwerth / mit Waldenburg / Hauß und Stadt/ und allen ihren Zugehörungen / Grafen Heinrichen von Schwartzburg / von Arnstadt und Sundershausen/ mit der Burg und Stadt Rudelsstadt / Canitz und Vreteustein / mit ihren Zugehörungen/ die von der Cron zu Böheimb zu Lehen rührend. Den Reussen von Plauen / mit dem Stein bey Altenburg / und seinen Zugehörungen/ die von der Cron zu Böheimb zu Lehen rührend/ Branckenberg/ das Schloß mit seinen Zugehörungen/ das Schloß Schönbach und Wniterhof/ die Spannecker. mit dem dritten Theil der Stadt zu Münchberg/ und der Vesten Waltstein/ und ihren Zugehörungen/ die von der Cron und alle des Königreichs und der Cron zu Böheimb seyn/ auch an die Pfandschafft Eger Hirschberg/ Adelburg und alle andere Pfandschafften / die sie vom Reich haben/ wie die genannt seyn/ Thumstauff / das von dem Stifft zu Regensburg zu Pfande ist / Iposssen/ das von dem Stifft zu Würtzburg Pfand ist/ und alle andere ihre Herrschafften/ Mannschafften/ Lehenschafften / Leben/ Vesten/ Burgstädt / Märckt/ Land/ Leut und Güthern/ und alle ihre Zugehörungen / dar oder in welchem Lande die gelegen seyn/ die sie jetzt haben/ oder furbaß zu ewigen Zeiten immermehr zu sich bringen oder gewinnen / benannt oder unbenannt/ keines hinden an gesetzt / noch ausgeschlossen/ und alles das / das in dem vorgenanndten ihren Königreiche / Cron und der Landen darzu gehörende zu Lehen gehet / und sollen auch Wir / unsere Erben/ Erbnehmen und nachkommenden Hertzogen zu Sachsen / Landgrafen in Thüringen / Marggrafen zu Meissen / wider den obgenannten unsern lieben Oheimen/ und unsern Hertzog Albrechts gnädigen Herrn / seine Erben / Erbnehmen und nachkommende Könige zu Böheimb/ und der Cron/ daran gemeiniglich oder sonderlich nimmer in keinen Zeiten ihnen hindern oder ausrechnen / in keine Weise/ sondern ihnen darzu treulich helffen / schirmen und handhaben / wider aller männiglichen / als vorgeschrieben stehet/ und wann wir oder unsere Erben/ Erbnehmen/ und Hertzoge zu Sachsen / von wegen der obgenannten unsers lieben Oheims / und unsers Hertzog Albrechts gnädigen Herrn / seinen Erben / Erbnehmen und nachkommenden Königen zu Böheimb und der Cron ermahnet werden/ so sollen und wollen wir inwendig eines Monats ihnen zu Hülffe kommen/ würde aber der Hülffe eher noth seyn/ so sollen wir mit der Hülffe auch eher kommen/ nach dem Tage solcher Mahnung / immassen als vorgeschrieben stehet oder ist / Wann wir auch unsern lieben Oheimen obgenannt / und unsern Hertzog Albrechts gnädigen Herrn / seinen Erben / Erbnehmen / nachkommenden Konigen / und der Cron zu Böheimb zu Hülffe kommen / oder unser Volck zu Hülffe schicken. So sollen sie uns / oder den unsern / die wir ihnen zu Hülffe senden werden / mit Bier und Brod / mit Küchen-Speisen / und wo man nicht zu Felde liegt / mit Futter versorgen / ohne Gefehrde. Nehmen aber Wir oder die Unsern einigen Schaden/ das seynd sie uns abzutragen und abzurichten nicht pflichtig / gewinnen wir aber mit einander Schloß und Stadt / die in unsern Landen nicht gelegen wären / oder die von uns nicht zu Lehen giengen / die sollen wir brauchen / oder gleich mit einander theilen / wir uns das allerbeste mit einander gefälle; Nehmen wir aber Frommen an Schloß und Städten/ die in unsern Landen gelegen wären / oder die uns zu Lehen giengen / der Frommen soll uns alleine bleiben. Wärs aber / daß Wir / oder die Unseer Frommen nehmen an Gefangenen / die sollen wir nach jegliches Anzahl gewapneter Leute gleich mit einander theilen. Und um daß wir desto baß und nach Lobe unserer Lande friedlich gehalten

ANNO 1482.

mögen; So haben wir uns mit den genannten unsern Oheimen und gnädigen Herren vertragen / ihnen iher Land und Strassen getreulich helffen schützen und schirmen/ darinit der Kauffmann und der Pilgram / und ein jeglicher sicher gewandern möge: Wir sollen und wollen auch vor uns selbst / auch den Unsern ungefährlich nicht gestatten / ihre Feinde und Widersacher in unsern Slössern / Städten / Märckten/ Landen und Gebiethen nicht hausen / hofen / essen / träncken / oder keinerley Hülffe / Vorschubr oder Beystand thun; wo es darüber von jemand der Unsern geschehe / das doch nicht seyn soll / darinnen sollen und wollen wir uns halten und mit der That handeln und fürnehmen / daran man gemercken und erkennen möge / daß wir an solchen mercklichen Mißfallen und Verdruß haben. Wir sollen und wollen auch den obgenannten unsern lieben Oheimen und gnädigen Herrn / seinen Erben / Erbnehmen und nachkommenden Königen / und der Cron zu Böheimb an Landen / Leuten / Regimenten / Auffatzungen und allen Herkommen / keinerley Eingriff / Irrung oder Eintrag thun / noch uns der wieder sie annehmen / vertheidigen oder verzprechen / auch niemand der Unsern solches gestatten in keiner Weis / ohne Gefehrde. Und auf daß unser Einigung desto beständiger und aufrichtiger möge gehalten werden / und verbracht / so sollen wir uns auch darbey vertragen / ob wir mit dem obgemeldten unsern lieben Oheimen und gnädigen Herrn dem Könige zu Böheimb zu schicken gewinnen von Sachen wegen / die sich hinfort begeben würden / Wann wir dann denselben darum schreiben / und ihme einen Tag / der dann in einem Monat nach solcher Schrifft erscheinen soll / benennen / so sollen wir beyde Theile unsere schiedliche Räthe auf solchem Tag gen Eger in die Stadt schicken / daselbst hinkommen / und versuchen/ und Fleiß thun / die Sachen gütlich zu richten / ob sie aber die Gütlichkeit als dann nicht erlangen möchten / so sollen wir einen Obmann benennen / aus dem andern Rathe / derselbe Obmann soll sich auch der Sachen beladen / und in einem Monat / von der Zeit anzurechnen / als er zu einem Obmann benennet worden / einen Rechts-Tag gen Eger ansetzen / zu dem sollen unser jeder zween seiner Räthe nidersetzen / die sollen beyde Partheyen im Recht nothdürfftiglich gegen einander hören / und wie sie alle / oder der mehrer Theil die Sache in Rechten entscheiden / darbey soll es bleiben / und von uns beyden Theilen nachgekommen und gehalten werden / ohne alle Wegerung und Auszüge / treulich und ohne Gefehrde. Und solcher Entscheid soll geschehen in einem halbe Jahre / von der Zeit anzurechnen / als der erste Rechts-Tag von dem Obmann gesetzt ist. Es wäre denn / daß sich die Sache durch Erkäntnüß des Rechtens länger verziehen würde / dem solte auch nachkommen werden / und der Obmann soll solcher Pflicht und Eyde / damit er dem Herrn / des Rath er ist / genannt wäre / in diesen Sachen des Rechtens von dem Herrn / dem er genannt ist / unverzüglich alsbald er zu einen Obmann genannt worden / ledig gezehlet werden. Ihn soll auch der Herr / des Rath er ist / darzu halten und vermögen / daß er sich solches Rechts annehme / belade / und denen Sachen / wie vorstehet / nachkomme. Ob aber unsere Prälaten / Grafen / Herren / Ritter / Knechte oder Unterthanen mit dem obgemeldten unsern lieben Oheimen / und unsern Hertzog Albrechts gnädigen Herrn / dem Könige zu thun gewinnen / so soller sich darum Rechtens begnügen lassen / vor des Rechten / mit dem er zu thun vermeynet zu haben / würden aber unser Unterthanen beyderseits mit einander zu schicken gewinnen / in was Stand / Würden oder Wesen der oder die wären / berührte das geistliche Sachen / die sollen am geistlichen Gerichte gehandelt werden;

Anno 1482.

werden; Berühret es aber Lehen / darum soll man vor des Lehen-Herrn Lehen-Gericht richten / vor dem die Güther / darum man denn rechtet / zu lehen gehörten. Berühret es aber Sprüche / Personen antreffend / die sollen verrecht werden in den Gerichten / darinnen der Antworter gesessen / und wohnhafftig wäre / doch waren es Ritter oder Knechte / und die in keinen Gerichten gesessen wären / alsdenn soll der Antworter gericht werden / vor dem das Recht diene oder angehörig er wäre.

Berühret es aber Frevel und Missethat / das soll verrecht werden an den Gerichten / darinnen der Missethäter begriffen würde / und was also zu jeden Gerichte vorstehet / zu recht erkannt und versprochen würde / dem sollen beyde Partheyen nachkommen / ohne fernere Auszüge / Wegerung und Appellirung / getreulich und ohne Gefehrde.

Ob auch Wir / unsere Erben / Erbnehmen und Nachkommen Hertzoge zu Sachsen / andere Einung oder Bündnüß mit einander fürnehmen / machen oder eingehen / auch etzliche alte Einung erneueren und erstrecken würden / darinne sollen Wir / unsere Erben / Erbnehmen und Nachkommen diese Einung auch den obgenannten unsern lieben Oheimen und unsern Hertzog Albrechts gnädigen Herrn / dem Könige zu Böheimb / seinen Erben / Erbnehmen und nachkommenden Königen / und der Cron Böheimb zuvoran ausmachen / auch sollen die alten Briefe und Bündnüß unsern Oheimen und gnädigen Herrn / seinen Erben / Königen / und der Cron zu Böheimb / und auch uns an alle den Vesten / Mannschafften und Güthern / die in diesen gegenwärtigen Bündnüß und Briefen beyderseits begriffen seyn / keinen Schaden bringen / also daß dieselben unsern Oheimen und unsern Hertzog Albrechts gnädigen Herrn / seinen Erben und nachkommenden Königen zu Böhmen / an denen / die Wir in seinen Briefen genant haben / und Wir und unsere Erben / Erbnehmen und Nachkommen / an denen / die er an diesem Brief genannt hat / nimmer ewiglich keinen Anspruch haben sollen / noch wollen / ausgeschlossen von den Schlössern / Städten / Vesten / Märckten / daran er als ein König zu Böheimb von seiner und der Cron wegen nicht mehr denn die Obrigkeit der Lehen hat; auch sonsten nehmen wir in dieser unser Vereinigung aus unsern allerheiligsten Vater / den Pabst / unsern Herrn / den Römischen Käyser / darzu auch sonderlich unsere Verbrüderung / die wir mit dem Hochgebohrnen Fürsten und Herrn Wilhelm / Hertzogen zu Sachsen / Land-Grafen in Thüringen und Marggrafen zu Meissen / unsern lieben Vetter / und den Land-Grafen zu Hessen haben / und mit dem Marggrafen zu Brandenburg. Alle und jegliche vorgeschriebene Puncte und Articul / wie die von Wort zu Wort oben gelautet haben / haben wir obgemeldten Hertzog Ernst / und Hertzog Albrecht / vor uns / unsere Erben / Erbnehmen und Nachkommen / dem obgedachten Durchlauchtigsten Fürsten / unsern lieben Oheim und unsern Hertzog Albrechts gnädigen Herrn / seinen Erben / Erbnehmen / nachkommenden Königen / und der Cron zu Böheimb mit Handgebenden Treuen an wahres Eydesstatt / bey unsern Fürstlichen Würden und Ehren gelobet / die wahr / stet / fest zu halten / zu vollführen / und dem nachzukommen / getreulich und ohn alles Gefehrde.

Zu Urkund haben Wir obgenannten Fürsten / jeglicher sein Insiegel mit gutem Willen und Wissen an diesen Brieff hangen lassen / Hierbey seynd gewesen und gezeugen / unsere Räthe / und Nahmen / der Ehrwürdige / in GOtt Vater / Herr Johanns / Bischoff zu Meissen / und Herr Thielo / Bischoff zu Merseburg / und die Edlen / Wohlgebohrnen / Gestrengen und Vesten / unsere lieben Getreuen Herrn Siegmund / Grafen zu Gleichen und Herr zu Dohna / Herr Günther / Graf zu Schwartzburg / Herr zu Arnstadt und Sundershausen / Herr Burckhard / Graf zu Müllingen und Herr zu Barby / Herr Hanns / Graf zu Hohnstein / Herr zu Lahre und Klettenberg / Herr Bruno, Herr zu Querfurt / Herr Henrich der Mittler / Herr zu Gera / Herr Heinrich Reiß von Plauen / Herr zu Graitz und Kranichfeld / Herr Zencko / Burggraf zu Dohnen / und Herr zu Auerbach / Herr Hanns Biercke von der Daube / Herr zu Mühlberg / Haubold von Schleinitz / unser Ober-Marschall / Herr Caspar von Schönberg / Herr Heinrich von Einsiedel / Ritter / Nickel von Kahnitz / Hermann von Weißbach / Herr Heinrich Löser / Landvoigt zu Sachsen / Herr Henrich Starschedel / Hauptmann aufm Schneeberge / Herr Dietrich von Schleinitz / Herr Görtz von Wollfersdorff / Ritter / und andere unsere Mann und Unterthanen.

Geschehen und gegeben zu Brix / am Donnerstage Sigismundi / nach Christi Geburth / ein tausend vierhundert und im zwey und achtzigsten Jahre.

LIV.

Alliance entre EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, &* ALEXANDRE *Duc d'Albanie, par laquelle le premier s'engage à aider l'autre à se mettre en possession du Royaume d'Ecosse, & le Duc promet au Roi de lui faire hommage de cette Couronne, de lui céder la Ville de* Barwick, *&c. Fait au Château de Fodringay le* 11. *Juin* 1482. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. XII. pag. 156] 11. Juin.

TO ALL CRISTYN PEPILLE, tyle quhom thit presentis sal com,

BE IT KNOWYN that it is promisite, aggreyt, cowennantit, and contrairit betwen EDWARDE, be the Grace of Gode, *King of Englande and of France, and Lord of Ireland*, on the ta parte, and *Alexander King of Scotlande*, be the gyfte of the King of England, on the tother parte, in maner and form as foloys.

FIRST, the said *Alexander King of Scotlande* oblyssis and bynddis hymself and hys Heirs, fra this day furtht, to tak the parte of the said *King of England* and his Heyris, and to help and aide hym and thaim, at all thar power, in all Tirillis and Quharrelles partenyng to the said King of England, agains all zerdly Prince and Personnes, and to gyfe na help nor aide to ony of enimyis of the said King, his Heyris, or the Realme of England.

INLYKWYIS, the faide *King of England* oblyssis and bynddis hymselfe and his Heyris to help and aide the faide *Alexander* to the gettyng and enjoissing of the said Realme of Scotland and of the Crown of the samyn Land, with all Landdis, and other partenentis tharto belunging, the quhylk *James*, now holding the Crowne of Scotland, at this tyme occupyis or in ony thym passit hade occupyit, and to defend the *said Alexander* and his Heyris agains the *same James*, and all thaim that sall mak ony distribulans aganys hym, in possession and browking of the said Realme and Crowne of Scotland; sawyn alway to the *King of Englande* and his Heytis the Town and Castell of Berwyke, with the pertenentis, Leddellesdayle, Esthdaill, Ewsdayll, Annanderdaill with the Castell of Lowmaban with thar partenantis.

Item, the said *Alexander* promyttis and bynddis hymself, be thir present, that, within six Monethis, next efter that he shal be possessit of the saide Crown and the mar parte of Scotlande, at the ferreste, he sall mak his hommage and Fewte to the *King of Englande*, in sic wyse as other Kings of Scotland, quhylk had frendly intelligence wyth the Realm of England, hafe done in ony Zer passit to the King of England; without that, be the King of England consent, it be towcht to be put to an langer delay, the quhylk day, sa differryt, be sall than in semabille wyise obserse and kepe.

Item, the saide *Alexander* promyttis and byndis himselfe to mak reall ande perpetnall transport of the Town ande Castell of Berwyk with the partenentis, and

ANNO 1482. and the famyn to deliver, or at the uterefte of his powar do to be deliverit, to the faide *King of Englande* ande his Heyris within fourten days uext, efter that the Oft of the King of England hafe broht hym on to Edinburgh, or affon efter as fal be thoht to the Lordis of the Kingis Confell of Englande, than beande prefent, to hym poffibille.

Item, affone as the *faide Alexander* fall haf poffeffion of the Crown and mar parte of the Realm of Scotlande, he fal brek and caufe to be brokyn the Confederationes and Allyance quhylk has beyn made and contenuit betuext the Realmys of Scotland and France, ande newer he, na ony of hys Heyris fall mak ony uewe Allyance or Confederation, with ony King, Prince, or Communite, contrare to the faide King of England, hys Heyris, or his Realme of Englaude.

Item, it is promifit ande aggreit, betuexe the faide botht Princis, that, gyf the *faid Alexander* can mak hymfelf elere fto all other Women, according to the Lawes of Chriftiau Chyrche, within an Zer uext enfuyng or fonner, the faid *Kuung of Englande* fall gyf my *Lady Cecille his Douchter* on to the faide *Alexander*, ande the famyn *Alexander* fall tak hyr till hys Wyfe; ande, gyf he cannot fa elere hym, that than he fall not mary his Son and Heyr, gyf ony fie fall be, but by the Kingis of England ordinance unto fum Lady of hys Blude, fic as thai bacht can be aggreabill unto.

In wytneffyng quher of the Princis abovefaide has figneĉt thit prefentis with thar Siguetis Manuellis, ande interchangellabylly put to thar Selles, at the *Caftell of Fodringay*, the xi. day of Juyn, the Zer of oure Lorde a M. ivC. Lxxxii. Zer.

ALEXANDER R.

Sub Sigillo fuo manuali ceræ rubræ, a duplici cauda pergamenæ pendente.

LV.

23. Dec. *Traité de Paix entre* LOUIS XI. *Roi de France, le* DAUPHIN *& le* ROYAUME *d'une part, &* MAXIMILIEN *Duc d'Autriche, Mr. le Duc* PHILIPPE, *& Mademoifelle* MARGUERITE *d'Autriche d'autre part: Contenant, entr'autres, un Accord de Mariage entre ledit Prince* DAUPHIN, *& ladite Princeffe* MARGUERITE. *Fait en la Ville de Franchife autrement* (1) *Arras.* Avec *la Ratification du Roi* LOUIS *donnée à Pleffiz lez Tours, au mois de Janvier* 1482. Et *divers autres* (2) *Actes de Confentement & de Ratification de la part des Etats du Païs-Bas.* [Obfervations de GODEFROI fur l'Hiftoire de CHARLES VIII. Roi de France pag. 324. d'où l'on a tiré toutes ces Pieces. PLACARDS & Ordonnances de Brabant Tom. III. Part. III. Liv. V. Tit. I. Chap. IV. pag. 616. Recueil de LEONARD Tom. I. pag. 270.]

LOUYS par la grace de Dieu Roy de France; Sçavoir faifons à tous prefens & à venir: Que comme pour mettre fin aux querelles, queftions, debats, & à la Guerre meuë à cette occafion d'entre nous & noftre tres-cher & tres-amé Coufin le Duc *Maximilian d'Auftriche*, nos tres-chers & tres-amez Coufin & Coufine le Duc *Philippes* & Damoifelle *Marguerite d'Auftriche* fes enfans, leurs Pays, Seigneuries, & Sujets, plufieurs communications, parlemens, & affemblées ayent par diverfes fois efté tenuës de nos Gens, Ambaffadeurs & Commis d'iceux nos Coufins, & de leursdits Pays; par lefquels, pour parvenir à bien de fainere & fructueufe Paix, ont efté faites plufieurs ouvertures, & finalement en la Ville de *Franchife* aliàs *Arras*, en la Convention & Affemblée illec tenuë, ont par nosdits Ambaffadeurs & les leurs, efté deliberez, accordez, & conclus plufieurs Poinĉts & Articles, fur lefquels ait efté faite, conclue, jurée, & publiée Paix finale, Union & Intelligence à toûjours entre nous, noftre tres-cher & tres-amé fils *Charles Dauphin de Viennois*, noftre Royaume, Pays, Seigneuries, & Sujets, d'une part; nosdits Coufin & Coufine, leurs Pays, Seigneuries & Sujets, d'autre: Et mesmement, pour plus grande feureté d'icelle, ait efté confenty, conclu, & accordé le mariage de noftredit fils le *Dauphin* & de noftredite Coufine *d'Auftriche*, felon, & en la forme & maniere que contenu eft és Lettres fur ce faites & expediées par nosdits Ambaffadeurs, & ceux de nosdits Coufins, & leursdits Pays, desquelles Lettres la teneur eft telle. ANNO 1482.

Philippes de Crevecœur, Seigneur Desquoerdes, & de *Lannoy*, Confeiller & Chambellan du Roy noftre Sire, fon Lieutenant & Capitaine general au pays de *Picardie*, Chevalier de fon Ordre, *Olivier de Quateman*, auffi Chevalier, Confeiller & Chambellan du Roy noftre Sire, & fon Lieutenant en la Ville de *Franchife* aliàs *Arras*, *Jean de la Vacquerie* Confeiller du Roy noftredit Seigneur, & premier Prefident en fa Cour de Parlement à Paris, *Jean Guerin* Maiftre-d'Hoftel, tous Ambaffadeurs Commis du Roy noftre Souverain Seigneur; *Jean de Lannoy* Abbé de S. Berthin, Chancelier de l'Ordre de la Toifon d'or, *Philippes* Abbé de S. Pierre lez Gand, *Goffuin* Abbé d'Affighein, *Guillaume* Abbé d'Aumont, de l'Ordre de Sainĉt Benoift, *Jean* Seigneur de Lannoy, de Rume, & de Sebourg, *Jean de Berghes* Sieur de Walhain, *Bauduin de Lannoy* Seigneur de Molembais, Chevaliers dudit Ordre, Confeillers & Chambellans, *Jean de la Bouverie* Sieur de Bierbeque & de Wierre, Chancelier de Brabant, *Paul de Baenft* Sieur de Boirmizéele Prefident de Flandre, *Jacques de Goy* Sieur d'Auby, Chevalier, Confeiller & Chambellan, & haut Bailly de Gand, *Jean Dauffay* Confeiller & Maiftre des Requeftes ordinaire de l'Hoftel, *Gerard Numan* & *Jean de Beere* Secretaires en Ordonnances de noftre tres-redouté Seigneur Monfeigneur le Duc *Maximilian d'Auftriche*, *Jean Pumot* Chevalier Bourgmaiftre, *Jean Rolland* Eschevin de la Ville de Louvain, *Nicolas de Hetuelde*, *Roland Mol* Chevaliers, *Gort Rolland* Confeiller Penfionnaire de la Ville de Bruxelles, *Jean Collegheux* Bourgmaiftre, *Jean de Hymerzeele* Chevalier, Eschevin de la Ville d'Anvers, *Georges de la Moere* premier Eschevin de la Ville d'Anvers, *Guillaume Ryns* premier Confeiller, *Jacques d'Eftoemberper* Confeiller des Eschevins des *Parchons* de la Ville de Gand, *Jean de Vitte* Sieur de Ruddervoirde Bourgmaiftre de la Ville de Bruges, *Jean de Newenboüe* Chevalier Chambellan, *Gilles Guisclin* Confeiller, & *Jean Creñe* Penfionnaire de la Ville d'Ypre, *Jacques de Laudas* Eschevin, *Jean François* Confeiller de la Ville de l'Ifle, *Simon de Bercus* premier Eschevin, *Jean de la Vacquerie* Confeiller de la Ville de Douay, *Chriftofle Gautier* premier Eschevin de la Ville de Mons, *Jean Fourneau* Clerc du Bailliage de Haynaut, *Servais Wandart* Confeiller de ladite Ville de Mons, *Thierry le Poyvre* Eschevin, *Gabert Herin* Confeiller de la Ville de Valenciennes, *Robert de Manneville* Chevalier Bailly, *Nicolas Daverout* Mayeur, *David Dandenfort* Eschevin, *Philippes de Sainĉt Leger* Confeiller, & *Robert des Prez* Procureur de la Ville de Sainĉt Omer, tous Ambaffadeurs, Commis & Deputez de mondit Seigneur le Duc, tant en fon nom, que au nom de Monfieur le Duc *Philippes*, & Madamoifelle *Marguerite d'Auftriche*, fes enfans, nos Princes & Seigneurs naturels, & des Etats de leur Pays, tant pour eux, que auffi pour & au nom d'iceux Duc *Philippes* & Damoifelle; A tous ceux qui ces prefentes Lettres verront, Salut: Sçavoir faifons, Que en vertu des Pouvoirs à nous donnez, & cy-aprés inferez: Nous avons fait, conclu, accepté, promis & juré, faifons, concluons, acceptons, promettons & jurons Paix finale, Union, Intelligence & Alliance perpetuelle entre le Roy, Monfeigneur le *Dauphin*, le Royaume, leurs Pays, Seigneuries, & Sujets, d'une part; mondit Seigneur le Duc, Monfeigneur le Duc *Philippes* & Damoifelle *Marguerite* fes enfans, leurs Pays, Seigneuries, & Sujets, d'autre; enfemble le Traité du mariage, qui au plaifir de Dieu fe fera, folemnifera & parfera de mondit Seigneur le *Dauphin* & d'icelle Damoifelle *Marguerite*, ainfi, par la forme & maniere qu'il eft contenu & declaré és Articles fur ce par nous avifez, confentis, & accordez, desquels la teneur s'enfuit.

1. Au nom, & à la loüange de Dieu noftre Createur, de la glorieufe Vierge Marie, & de toute la Cour celefte, Paix finale, Union, Alliance, & Intelligence à toûjours eft faite, promife, & jurée entre le Roy, Monfeigneur le *Dauphin*, le Royaume, leur Pays, Seigneuries, & Sujets, d'une part; & Monfieur le Duc *Maxi-*

(1) La Date du 23 Decembre 1482, qui manque à ce Traité fe tire, avec certitude, des Confentemens & Ratifications qui fuivent. [Du M.]
(2) Tous ces Actes manquent au Recueil de *Leonard*, auffi bien que dans celui des *Placards & Ordonnances de Brabant*. Je ne les trouve que dans les *Obfervations de* Godefroi. [Du M.]

Anno 1482.

Maximilian d'Austriche, Monsieur le Duc *Philippes*, & Madamoiselle *Marguerite d'Austriche*, ses enfans, leurs Pays, Seigneuries, & Sujets, d'autre; par laquelle toutes rancunes, haines, & mal-veuillances des uns envers les autres sont mises jus & ostées, & toutes injures de faict & de paroles remises & pardonnées.

2. *Item*, Pour plus grande seureté de ladite Paix, Traité, & Alliance de mariage est fait, promis, consenty, & accordé entre mondit Seigneur le *Dauphin* seul fils du Roy, & heritier apparent de la Couronne, & madite Damoiselle *Marguerite d'Austriche* seule Fille de mondit Seigneur le Duc & de feue Madame *Marie de Bourgongne* fille unique de feu Monsieur le Duc *Charles*, que Dieu absoille; & se parfera & solemnisera ledit mariage, ladite Damoiselle venue en âge requis de droict.

3. *Item*, Et incontinent ladite Paix publiée, & les Seellez, Promesses, Obligations, Lettres & seuretez baillées aux Ambassadeurs dudit Duc, & des Estats desdits Pays, en la Ville de l'*Isle* ou de *Doüay*, madite Damoiselle sera en toute diligence, sans mettre la chose en delay, amenée en cette Ville de *Franchise* alias *Arras*, & mise & delaissée és mains de Monsieur *de Beaujeu*, ou autre Prince du Sang commis de par le Roy; & la fera le Roy garder, nourrir, & entretenir comme sa fille primogenite, épouse de mondit Seigneur le *Dauphin*.

4. *Item*, Qu'en faisant ladite delivrance, mondit Seigneur *de Beaujeu*, ou autre Prince commis de par le Roy ayant Pouvoir especial à ce, en la presence des Princes & Seigneurs qui auront conduit & amené icelle Damoiselle, prometra par serment solemnel sur le fust de la vraye Croix & saincts Evangiles de Dieu, pour le Roy, tant en son nom, que comme pere, & soy faisant fort de mondit Seigneur le *Dauphin*, que madite Damoiselle venue en âge requis de droict, mondit Seigneur le *Dauphin* la prendra à femme & épouse legitime; & procedera au surplus au parfait & consommation du mariage de luy & d'elle, selon l'ordonnance de saincte Eglise.

5. *Item*, Pareil serment & promesse fera mondit Seigneur *de Beaujeu*, ou autre Prince commis ayant Pouvoir suffisant à ce, de mondit Sieur le *Dauphin*, auctorisé & dispensé par le Roy de son jeune âge, pour & au nom d'iceluy Seigneur.

6. *Item*, En faveur dudit mariage, iceux Seigneur Duc d'Austriche, & les Estats de sesdits Pays, ont consenty & accordé tant en leurs noms, que pour & au nom dudit Duc *Philippes* & pour son mineur âge, comparans en son lieu, que les Comtez d'Artois, de Bourgongne, & les Terres & Seigneuries de Masconnois, Auxerrois, Salins, & Bar-sur-Seine, & de Noyers soient le partage, dot & portement de mariage de madite Damoiselle avec mondit Sieur le *Dauphin*, pour en jouyr par eux, leurs hoirs mâles & femelles qui istront dudit mariage, heritablement & à toûjours: Et en faute d'iceux, retourneront audit Duc *Philippes*, ou à ses hoirs. Et pource que le Roy tient en sa main, & occupe presentement lesdits Comtez de Bourgongne, Masconnois, Auxerrois, Salins, Bar-sur-Seine, Noyers, & la pluspart de ladite Comté d'Artois; il consent, pour autant que la chose luy peut toucher, qu'icelles Comtez & Seigneuries soient le dot, heritage, & patrimoine de ladite Damoiselle, pour en jouyr par mondit Seigneur le *Dauphin* comme son futur mary, par Elle, & leurs hoirs issus de ce mariage, & en faute d'iceux, retourneront comme dessus.

Sauf, que s'il avenoit, que lesdites Comtez, Terres & Seigneuries vinssent & écheûssent en autre main que de mondit Seigneur le *Dauphin*, ou des hoirs issus d'iceluy mariage; en ce cas le Roi, mondit Seigneur le *Dauphin*, & leurs Successeurs Roys de France pourront posseder & retenir lesdites Comtez d'*Artois* & de *Bourgongne*, & autres Terres & Seigneuries dessus dites, jusques à ce qu'il soit appointé du droict prétendu par le Roy és Villes & Chastellenies de l'*Isle*, *Doüay*, & *Orchies*, esquelles trois Villes & Chastellenies, si ledit cas de retour n'avient, le Roy & ses Successeurs ne prétendront aucun droict; mais en jouyront les Comtes & Comtesses de Flandres comme ils ont fait par cy-devant: Et si ledit cas de retour avient, le Roy, & aussi le Comte de Flandres qui lors seront, feront diligence chacun de sa part d'appointer dudit different. Et dedans trois ans ensuivans la venuë dudit cas, ou plûtost, si faire se peut, que madite Damoiselle venuë en ladite Ville de *Franchise* aliàs *Arras*, sera du consentement du Roy, par mondit Seigneur *de Beaujeu*, en la presence des personnes des *Estats d'Artois*, & des autres Terres & Seigneuries de son dot, qui illec seront trouvez; lesquels, sans en faire autre Assemblée, representeront les *trois Estats d'Artois*, tenuë, receuë, & declarée Comtesse d'Artois, de Bourgongne, & Dame des autres Seigneuries; & seront mondit Seigneur le *Dauphin* comme futur mary d'Elle, & Elle tenus par le Roy pour diligens, touchant les devoirs qu'ils seront tenus de faire pour lesdites Terres qui *sont du Royaume*.

Anno 1482.

7. *Item*, De là en avant ledit Pays & Comté d'Artois, sauf la Ville, Chastel, & Baillage de *Saint Omer*, dont cy-aprés sera touché, sera regi & gouverné en ses droicts, usages, & Privileges accoûtumez, tant au regard des Corps des bonnes Villes comme du plat Pays, sous la main & nom de mondit Sieur le *Dauphin* futur mary, & bail de madite Damoiselle, & le Domaine & revenu d'iceluy Pays & Comté reduit au plus grand profit que l'on pourra; & les Officiers de Justice & de Recepte desdits Pays & Comté, & les Loix des Villes créées & renouvellées de par luy, au nom que dessus.

8. *Item*, Sera pareillement fait de la Comté de Bourgongne, & autres Terres & Seigneuries qui sont du dot de ladite Damoiselle.

9. *Item*, Sur la requeste que lesdits Ducs & Estats font, que le plaisir du Roy soit mettre la Ville de *Franchise* aliàs *Arras* en son ancienne police & gouvernement sous la main de mondit Seigneur le *Dauphin*, en y commettant Officiers de par luy, comme dit est. Le Roy s'attend à Monsieur le *Dauphin* futur mary de ladite Damoiselle, d'entretenir & traiter ladite Ville en ses gouvernemens & Privileges anciens & accoûtumez, comme les autres Villes d'Artois.

10. *Item*, Au regard de la Ville, Chasteau, & Baillage de *Sainct Omer*, qui est de ladite Comté d'Artois, elle est comprise, & tout ledit Baillage, avec ledit Comté d'Artois au dot & portement de mariage que madite Damoiselle fait avec mondit Sieur le *Dauphin* sous les limitations qui s'ensuivent: Ladite Ville, Chasteau, & Baillage seront mis & delivrez en la possession de Monsieur le *Dauphin* & d'Elle, incontinent ledit mariage parfait & consommé, & non devant, pour en jouyr par eux, leurs Hoirs, & Successeurs, comme de ladite Comté d'Artois, & autres Pays & Seigneuries dessus dites.

11. *Item*, Dés à present lesdits Ducs & Estats, tant en leurs noms que pour & au nom dudit Duc *Philippes*, remettant la garde de ladite Ville, Chasteau, & Bailliage, & les delaisse du tout à la garde & entretenement qu'en feront & seront tenus faire les Gens d'Eglise, Nobles, Bourgeois, Manans & Habitans de ladite Ville, pour la garder & delivrer à mondit Sieur le *Dauphin*, ledit mariage consommé; tous lesquels Manans & Habitans, & trois Estats de ladite Ville, seront dés à present tenus faire serment solemnel és mains du Roy, ou de ses Commis, de faire bonne & seure garde de ladite Ville durant ladite minorité de madite Damoiselle, & non permettre ou souffrir à leur pouvoir que ledit Duc d'Austriche & ledit Duc *Philippes* son fils, ne autres de par eux, y ayent aucun port, auctorité, ne aucunes gens, mais demeurera icelle Ville au gouvernement desdits des Estats, pour la bailler, rendre & delivrer en pleine obeïssance à mondit Sieur le *Dauphin* mary de madite Damoiselle, incontinent elle venue en âge ledit mariage consommé, cessans tous contredits, excuses, ou delays.

12. *Item*, Pareil serment seront tenus faire lesdits Habitans & trois Estats à mondit Sieur le Duc d'Austriche, de non delivrer ladite Ville au Roy, ne à mondit Sieur le *Dauphin*, ne autres de par eux, durant ladite minorité, & jusques ledit mariage soit consommé.

13. *Item*, Que en particulier les Prelats, Gens d'Eglise, Nobles, Majeur, Eschevins, Manans, & Habitans de ladite Ville, qui sont Chefs d'hostel, & autres qui viendront demeurer en icelle Ville durant ladite minorité, de quelque estat ou condition qu'ils soient, feront serment sur la Croix ou Saincts Evangiles, d'entretenir ledit Traité sur peine d'estre tenus & reputez parjures & déloyaux ausdits Princes & à la Ville; & aussi comme infracteurs & violateurs de Paix, estre punis à la volonté & ordonnance de Justice, & sera ledit serment enregistré en un Livre & Registre à ce servant.

14. *Item*, Afin que ladite Ville ait mieux dequoy pour soy garder, & entretenir, le Domaine d'icelle Ville, Banlieuë, & Bailliage, tel que au Comte d'Artois doit appartenir, demeurera durant la minorité de ladite Damoiselle, au profit de ladite Ville pour l'entretenement d'icelle: Et si feront lesdites Ville, Bailliage,

ANNO 1482.

ge, durant ledit temps, quittes de leur portion de l'*Ayde ordinaire d'Artois*; & s'il leur convient faire plus grande mise pour ladite garde, le Roy & aussi mondit Seigneur d'Austriche leur secoureront & ayderont.

15. Et au regard de l'*Institution des Officiers* que le Comte d'Artois a accoûtumé d'instituer, comme Bailly, Sous-Bailly, Chastelain, Burgrave, Aumauller, Procureur, Recevenr, Sergens, & autres, mondit Seigneur le Duc comme pere de madite Damoiselle en aura durant ledit temps *la nomination*, & Monsieur le *Dauphin*, comme futur mary d'icelle, l'*Institution*; & seront iceux Officiers tenus en obtenir Lettres de Monsieur le Dauphin, & faire le serment és mains des Estats de ladite Ville; ainçois qu'ils puissent exercer lesdits Offices; & leur seront lesdites Lettres expediées sans frais; & si madite Damoiselle alloit de vie à trépas paravant ledit mariage consommé; ladite Ville, Chasteau, & Bailliage, seront par lesdits Manans & Habitans remis en l'obeissance desdits Ducs d'Austriche & Duc *Philippes* son fils, ou ses Successeurs.

16. *Item*, Que pendant & durant la minorité de ladite Damoiselle, *la Loy* de ladite Ville se fera & renouvellera par ceux d'icelle Ville en la maniere accoûtumée; & si auront lesdits Majeur & Eschevins pouvoit de creer les Officiers en dessous eux, & comme ils ont fait par cy-devant; & se fera la Justice en ladite Ville & Banlieuë par les Majeur & Eschevins, qui seront entretenus en leurs anciens droicts & prerogatives; & au Bailliage, la Justice s'y fera & exercera comme il s'est fait de tout temps & sous le ressort où il appartiendra; & entant que touche la garde, les trois Estats de ladite Ville pourront faire telles Ordonnances & Statuts qu'ils adviseront estre requis pour leur seureté; soit pour tenir, ou soudoyer Mortes-payes pour la garde de ladite Ville & Chasteau, où ils entendent en leurs consciences qu'il leur soit besoin; pourront commettre & élire un Chef entre eux pour la garde d'icelle, tel qu'ils aviseront, de l'un d'eux, en tenant toûjours à eux la charge & gouvernement de ladite Ville, pour la delivrer, comme dit est.

17. *Item*, Quant aux Forts & Chasteaux prochains de ladite Ville, par lesquels ils pourront estre tenus en aucune sujetion, ils auront les Seelez & Promesses des Seigneurs d'iceux Forts & Forteresses de non leur nuire; mais les assister à la garde & delivrance de ladite Ville, comme dit est.

18. *Item*, Et si aucune Guerre sortoit entre le Roy & ledit Duc d'Austriche, ou autres voisins de ladite Ville, ils ne s'en mesleront ny ne recevrour aucune Garnison d'un costé ne d'autre.

19. *Item*, Que les Bourgeois, Manans & Habitans de ladite Ville, Banlieuë, & Bailliage, de quelque estat ou condition qu'ils soient, pourront aller, hanter & frequenter marchandement, ou autrement, par tout le Royaume de France, par les Pays de mondit Sieur d'Austriche, Monsieur le Duc *Philippes* son fils, & en autres Royaumes & Pays voisins: Et pareillement les Sujets desdits Royaumes des Pays de mondit Seigneur le Duc, & autres Pays voisins, pourront seurement hanter & converser en ladite Ville & Banlieue, marchandement, & autrement; sans aucune reprise, ne en ce faire ou donner aucun empeschement, pour marques, contremarques, ordonnances, ou defenses au contraire.

20. *Item*, Si lesdits de *S. Omer* ne sont contens de Lettres, Seellez & seuretez qui se bailleront pour la generalité de ce Traité; le Roy pour sa part, & aussi mondit Sieur le Duc d'Austriche pour la sienne, leur bailleront Lettres en particulier, & feront bailler par les Estats de leur pays, & telles Villes & Communautez qu'ils requerront; par lesquelles, chacun en son regard, promettra entretenir, & faire entretenir tous les poincts consentis & accordez touchant la Garde de ladite Ville.

21. *Item*, Qu'en faisant par lesdits Manans & Habitans la delivrance & pleniere obeissance de ladite Ville de *Sainct Omer* à mondit Seigneur le Dauphin & à madite Damoiselle, le mariage consommé, comme dit est, iceux Seigneurs & Damoiselle feront serment d'entretenir & garder ladite Ville, Chasteau, Banlieuë, & Bailliage, comme Membre de ladite Comté d'Artois, & aussi icelle Comté d'Artois en leurs droicts, Franchises & libertez, usages & privileges accoûtumez, comme les predecesseurs Comtes & Comtesses d'Artois out fait, sans les déregler, ne mettre le Gouvernement & la Police de ladite Ville, ne des autres Villes d'Artois, en autre train que par cy-devant a esté.

22. *Item*, Confirme dés maintenant le Roy les Provisions obtenuës par ladite Ville, tant de feuë Madame la Duchesse d'Austriche, comme aussi de mondit Sieur le Duc d'Austriche, & mary d'Elle, pour la quittance & moderation des debtes & rentes deues par ladite Ville, & aussi pour le delay du payement d'icelles Rentes, & debtes; lesquelles Provisions demeurerour en leur force, & leur seront valables.

23. *Item*, Les Ambassadeurs dudit Duc d'Austriche ont remonstré, que ladite defunte Duchesse d'Austriche, le Duc *Charles* son Pere, & autres predecesseurs possesseurs desdites Comtez & Seigneuries, ont emprunté plusieurs deniers, & vendu Rentes; & icelles assignées estre payées sur le Domaine, Rentes & revenu dudit Comté, Terres, & Seigneuries, requerant, que pour l'acquit & décharge des ames desdits defunts, le Roy & mondit Seigneur le Dauphin possesseur desdites Terres & Seigneuries, fassent payer lesdites charges & dettes à ceux à qui elles sont deues, en obtemperant à ladite requeste, le Roy & mondit Seigneur le Dauphin possesseur desdites Terres, feront doresnavant payer & acquitter les cours des Rentes deuës par les Corps des Villes, & autres qui en sont obligez pour lesdits defunts; lesquels en seront remboursez, & leur sera déduit ce qu'ils devront par le Receveur des Domaines desdits Comtez.

24. *Item*, Quant aux deniers prestez en la Comté de Bourgongne, ceux qui ont fait lesdits prests, bailleront leurs Lettres, enseignemens, & assignations qu'ils ont és mains de ceux qui seront commis à faire l'estat du Domaine dudit Comté, pour en faire rapport à mondit Seigneur le Dauphin, & les appointer comme par raison.

25. *Item*, Au regard des anciens Officiers, qui par ladite Duchesse, le Duc *Charles*, & le Duc *Philippes* son ayeul, ont esté assignez d'aucune somme annuelle par forme de provision pour leur vivre, à la prendre sur le Domaine desdits Comtez & Seigneuries; ils y seront entretenus, & en seront payez selon leursdites assignations.

26. *Item*, Sur ce aussi que lesdits Ambassadeurs ont requis que le plaisir du Roy soit faire entretenir par mondit Seigneur le Dauphin, les serviteurs de feuë madite Dame, & de mondit Sieur d'Austriche, en Offices à eux donnez esdits Comtez & Seigneuries, en faisant le serment és mains de mondit Seigneur le Dauphin, a esté répondu, que cy-aprés on pourra informer le Roy de l'idoneité desdits Officiers; & en sera fait pour le mieux.

27. *Item*, Que moyennant le dot & partage fait à madite Damoiselle des Comtez & Seigneuries dessus declarées, le Roy au nom de Monseigneur le Dauphin; & pareillement mondit Seigneur le Dauphin auctorisé & dispensé de son âge, comme futur mary de madite Damoiselle, promettant luy faire ratifier, Elle venuë en âge; renonçant à tout tel Droict, Part, & Action, qu'icelle Damoiselle, & ledit Sieur à cause d'Elle, pourroient avoir, clamer, & demander en Duchez, Comtez, Terres, & Seigneuries, biens, meubles, & immeubles quelconques, demeurez du trépas de Madame la Duchesse Mere d'icelle Damoiselle, si nouvelle Succession n'échet.

28. *Item*, Que l'intention de mondit Sr. le Duc, & desdits des Estats, est que le dot & partage consenty à madite Damoiselle, & en faveur & contemplation du Mariage de mondit Seigneur le Dauphin d'Elle, ayt son effet; mais s'il avenoit par quelque cas de mort, ou autrement, que ledit Mariage ne parvint, lesdits dot & partage seront tenus pour non faits; & seront lesdites Comtez & Seigneuries delivrées, renduës & restituées à mondit Sieur le Duc, au cas que sesdits enfans soient encores en bas âge; & lesdits enfans estans âgez, à mondit Sieur le Duc *Philippes*, comme Heritier principal de madite Dame sa Mere; sauf à icelle Damoiselle sa Sœur son droict & partage annuel tel que avoir le devra par les Droicts & Coûtumes desdits Pays & Seigneuries; entendu aussi qu'en ce cas le Roy seroit entier au Droict qu'il pretend esdites Villes, & Chastellenies de l'*Isle*, *Douay*, & *Orchies*, selon la reservation dessus-dite.

29. *Item*, Que le Mariage parfait & consommé, s'il avient que mondit Seigneur le Dauphin, à qui Dieu par sa grace donne bonne vie & longue, allast de vie à trépas, delaissant, ou non, enfans de madite Damoiselle, icelle joüyra desdits Comtez d'Artois, de Bourgongne, & autres dessus nommez, comme de son dot & Heritages; & avec ce aura pour son *Douaire* cinquante mil Livres Tournois par an, qui luy seront assignées; premierment, commençant au *Bois-de-Vincennes*,

ANNO 1482.

Vincennes, *Creil*, *Montargis*, & autres les plus belles Places & Demeures que l'on sçaura aviser, en Champagne, Berry, & Touraine.

30. *Item*, Au contraire, s'il avenoit qu'elle voise de vie à trépas paravant mondit Seigneur le Dauphin, les Enfans issus d'eux, succederont esdites Comtez & Seigneuries qui sont du dot & partage d'Elle: Et s'il n'y a nuls Enfans, lesdits Comtez & Seigneuries retourneront à ses plus prochains hoirs, faut la limitation dessus-dite de l'Isle, Douay, & Orchies.

31. *Item*, Que sous ombre de cette Alliance de mariage, le Roy, ne mondit Seigneur le Dauphin, durant la minorité dudit Duc *Philippes*, ne prétendra avoir le Gouvernement desdits Pays de Brabant, Flandres, & autres appartenans audit Duc, mais les laisseront en tel estat qu'ils seront.

32. *Item*, Si le jeune Duc *Philippes* alloit de vie à trépas en minorité d'âge, que Dieu ne veuille, parquoy ladite Damoiselle succedast aux Duchez, Comtez, & Seigneuries de sondit Frere; en ce cas le Roy & mondit Seigneur le Dauphin accordent que le Gouvernement desdits Pays demeure en l'estat qu'il sera trouvé, tant qu'elle sera venue en âge, en faisant par lesdits Pays à mondit Seigneur le *Dauphin* au nom d'Elle, les devoirs que ceux du Pays doivent à leurdit Seigneur.

33. *Item*, Aussi s'il avenoit, madite Damoiselle estant en âge & le mariage consommé, que mondit Sieur le Duc *Philippes* mourût sans delaisser hoirs de sa chair, ou par quelque autre cas, les Pays & Seigneuries d'iceluy mondit Sieur le Duc *Philippes*, vinssent à madite Damoiselle sa Sœur, & les hoirs issus d'Elle, & qu'ils fussent Heritiers de la Couronne de France, le Roy & mondit Seigneur le Dauphin promettront & bailleront leurs Lettres pour eux & leurs Successeurs, & feront bailler par les Estats de France à chacun desdits Pays; & audit cas traiter lesdits Pays selon leur nature, & de les entretenir en leurs anciens droicts, exemptions, usages, coûtumes & Privileges, & les Villes en leurs Privileges, Franchise, Police, & Gouvernement accoûtumez: Et quant aux Pays qui sont hors du Royaume que les Sujets d'iceux ne seront traitez par appellation, ne autrement, en la Cour de Parlement à Paris, grand Conseil du Roy, ne ailleurs hors desdits Pays.

34. *Item*, Iceux Seigneurs, leurs Pays, Seigneuries, & Sujets, pour la conservation de la Paix, amour & Union perpetuelle, procedant de ladite Alliance & mariage, ayderont & assisteront l'un l'autre, comme amis, envers & contre tous ceux qui voudront entreprendre sur l'Estat, & personnes desdits Princes, ou de l'un d'iceux; ou aussi sur ledit Royaume, leurs Pays, Seigneuries, & Sujets.

35. *Item*, Reconnoissent lesdits Duc, & estant au Roy la Souveraineté en la Comté de Flandres, selon ce qui a esté au temps passé, & promettent que ledit Duc *Philippes* venu en âge, y fera les foy, hommages, & devoirs, comme il appartient, & que l'on a accoûtumé de faire; & de ce bailleront Lettres mondit Sr. le Duc d'Austriche, & les trois Membres de Flandres.

36. *Item*, Que le Roy, de sa certaine science, puissance, & authorité, a confirmé & confirme tous Privileges anciens, & nouveaux, accordez & confirmez par icelle feue Dame avant son Mariage, & par ledit Seigneur le Duc & Elle constant leur mariage, tant aux trois Membres de Flandres en general qu'en particulier aux Villes & Communautez desdits Pays de Flandres, Villes, & Chastellenies de l'*Isle*, *Douay*, & *Sainct Omer*; ensemble tous les Droicts, Loix, Usages, & Coûtumes desdites Villes & Communautez de Flandres, Villes & Chastellenies de *Sainct Omer*, l'*Isle*, *Doüay*, & *Orchies*.

37. *Item*, Aussi a le Roy confirmé aux Manans & Habitans de la Ville d'*Anvers* les Privileges qu'ils ont des Predecesseurs Roys de France, pour la Franchise de la Foire d'icelle Ville.

38. *Item*, Entant qu'il touche le droict d'issuë du Royaume, Imposition foraine, & autres Droicts que l'on pourroit demander pour les Vivres, danrées & Marchandises, qui seront amenées & conduites au Pays & Comté de Flandres, Villes & Chastellenies de l'Isle, Doüay, & Orchies, en sera fait comme du temps de feu le Duc *Philippes* dernier, & auparavant.

39. *Item*, Que les appellations des Sieges de la Gouvernance de l'Isle, Douay, & Orchies, se releveront en la Chambre de Flandres, comme Ressort immediat de ladite Chambre, iront en ladite Cour de Parlement à Paris; & ce, tant que lesdites Villes & Chastellenies seront possedées par les Comtes & Comtesses de Flandres, & sous la reservation dessus dite.

ANNO 1482.

40. *Item*, Que les appellations de *Loix de Flandres*, de la Riviere du *Lys*, qui par moyen, ou sans moyen, se releveront en la Cour de Parlement, seront muées & converties en reformation, & ce executera le Juge, reparable par diffinitive, à caution, selon les Ordonnances, qui pour le bien & cours de la Marchandise audit Pays de Flandres, en ont esté faites au temps passé.

41. *Item*, Qu'en ce Traité de Paix est comprise la personne de Madame *Marguerite* Duchesse de Bourgongne, Veuve de feu Monsieur le Duc *Charles*, & luy sera renduë la pleine jouyssance des Terres de *Chaussins*, & de *la Perriere* au rachapt de vingt mil écus d'Or, au Pays de Bourgongne; & sur ce luy octroyera le Roy les Lettres Patentes selon le contenu qu'elle en a desdits Ducs & Duchesse; & s'il avenoit, que Dieu ne veuille, que Monsieur le jeune Duc allast de vie à trépas, & qu'à ce moyen les Pays esquels madite Dame a son Douaire, & autres Terres à Elle données sa vie durant, vinssent en la main du Roy ou de Monseigneur le Dauphin, en ce cas prometteront par leurs Lettres laisser jouyr madite Dame de son Douaire, & autres Terres sa vie durant paisiblement à Elle, sans faire, ou souffrir faire aucun empéchement; & si elle a mestier de l'ayde, ou non, du Roy & de mondit Seigneur le Dauphin, iceux la conforteront en ses affaires, & ayderont comme leur parente & Cousine; & aussi entretiendront à madite Dame, audit cas, les traitez & pactions qu'elle a euës avec madite Dame d'Austriche, pour la restitution du dot & des deniers de son mariage.

42. *Item*, Par cette Paix est faite abolition generale, rapel de tous bans, defauts, & contumaces aux Sujets d'un party & d'autre, de quelconques cas, delits, crimes, ou offenses que l'on leur pourroit imposer; à sçavoir que le Roy, de sa pleine puissance & authorité Royale, fera & fait abolition generale à tous les Serviteurs & Sujets tant des Pays de Bourgongne, que par deçà, & autres, qui ont tenu le party de feu Monsieur le Duc *Charles*, Madame la Duchesse *Marie* sa fille, de Monsieur le Duc & de Messieurs ses enfans, de tous quelconques cas commis & perpetrez depuis le commencement des Guerres audit Duc *Charles*, soit en ayant tenu leur party, les ayant servy, & avoir esté en Ambassade pour eux en *Angleterre*, vers le Duc de *Bretagne*, ou ailleurs, ou eux avoir armé & servy en Guerre contre le Roy, conseillé, aydé, & favorisé de faict, de parole, ou par écrit, la partie & querelle d'iceux Ducs & Duchesse, avoir esté contre leurs sermens, ou promesses, ou en quelque autre maniere que ce soit, ou puisse estre, avoir offensé, delinqué envers le Roy, & leur remet, quitte, & pardonne le Roy toute offense, & peine corporelle & civile; ensemble toutes peines & amendes adjugées au temps passé; imposant sur ce silence perpetuel à son Procureur, sans ce qu'il soit besoin à nuls desdits Sujets & Serviteurs en obtenir aucune abolition & pardon en particulier: Et neantmoins ceux qui en voudront avoir Lettres, les auront sans frais; & pareille abolition offre faire & fait mondit Sieur le Duc pour ceux qui ont tenu le party du Roy: Aussi pour les Manans & Habitans de la Ville, Banlieuë, & Bailliage de *S. Omer*, & particulierement est accordé par le Roy *Abolition generale* en telle façon, que pour chose faite, dite, ou escrite pour le temps passé, l'on ne les pourra jamais redarguer en Justice, ne autrement.

43. *Item*, Qu'aussi les Sujets & Serviteurs d'un party & d'autre, tant Prelats, Chapitres, Convents, Nobles, Corps de Villes, Communautez, & les particuliers, de quelque estat ou condition qu'ils soient, retourneront à leurs Dignitez, Benefices, Fiefs, Terres, Seigneuries, & autres heritages, deniers d'heritages, Rentes heritieres, ou viageres deues par les Princes: comme celle deuë à Monsieur *de Humez* sur le Domaine d'Amiens, que par Corps de Villes ou particuliers, à en jouyr & posseder depuis le jour de la Paix, en tel estat qu'ils les trouveront; qui est à entendre, que ceux qui retourneront à leursdits biens par cette Paix, seront tenus en telle possession & jouissance de leurs Dignitez, Benefices, & autres biens, qu'ils estoient paravant l'empéchement survenu, à cause de la Guerre, sans ce que l'on leur peût objicer interruption de possession, ou prescription pour le temps que la Guerre a duré depuis qu'elle commença du temps dudit

ANNO 1482.

dudit feu Duc *Charles*; & ce nonobstant quelconques donx ou dispositions à temps, ou à toûjours faits au contraire par le Roy en son party, ou par mesdits Sieurs les Ducs ou leurs Successeurs nonobstant quelconques Declarations de confiscations, de Sentences ou Arrests obtenus par contumaces, qui d'un party & d'autre pour le bien de cette Paix, seront mis au neant & declarez nuls; nonobstant aussi quelconques venditions d'iceux heritages, ou rachapts desdites Rentes faits durant la Guerre par ceux, ou à ceux qui ont eû don desdits heritages & Rentes.

44. *Item*, Si aucuns heritages ou Rentes ont esté venduës par Decret pour debtes, hypotheques dont les debtes fussent en party contraire, lesdits debiteurs, ou leurs heritiers, pourront retourner incontinent aprés ladite Paix à leur heritages ainsi vendus, en satisfaisant en dedans l'an, du deub, pour lesquels ils seroient vendus tant seulement; & s'ils n'avoient satisfait en dedans ledit temps, le Decret demeurera en sa force, & retournera de plein droict ledit acheteur en sa possession: Mais si le proprietaire vouloit debatre ou soûtenir contre la debte, il y sera receû en nantissement des deniers, comme s'il eût esté present; si toutesfois par ladite adjudication de Decrets aucunes Rentes avoient esté soupites, icelles seront du jour de cette Paix remises en leur cours comme paravant ladite adjudication.

45. *Item*, Aussi si les debtes, pour le payement desquelles l'on avoit procedé à vendre les heritages de celuy, ou ceux qui estoient en party contraire, estoient pures personnelles, non hypoteques, desquelles eût esté fait don par recompense ou party, ou leur debiteur estoit demeurant, iceluy debiteur retournera à son heritage ainsi vendu, sans restituer les deniers principaux, ne autres choses à l'acheteur desdits heritages, ou à son ayant cause.

46. *Item*, En toutes autres matieres Ecclesiastiques & profanes où sont données quelques defauts ou contumaces contre eux, estans au party contraire, ils se pourront juger en dedans l'an contre qui qu'ils soient obtenus.

47. *Item*, Les Sujets d'un côté ou d'autre retourneront à leurs biens & immeubles, à sçavoir, tant ceux dont ils jouyssoient avant les divisions commencées du temps du feu Duc *Charles*, que ceux qui depuis leur sont succedez & écheûs; supposé ores que le trépas de celuy duquel viendroient lesdits biens, fût avenu, & que lesdits biens soient situez au party contraire, auquel s'est tenu son plus prochain heritier; sans que l'on peût objicer à l'heritier, que son Predecesseur soit mort ennemy du Prince sous lequel il avoit ses biens, ou en service de Guerre contre luy, ou audit heritier qu'il soit inhabile à succeder, parce qu'il auroit tenu party contraire du lieu où lesdits biens sont écheûs.

48. *Item*, Et quant aux fruicts & levées des heritages & Rentes, tout ce qui est donné & levé depuis le commencement des divisions du Duc *Charles* jusques au jour de la Paix par Mandement des Princes, leurs Lieutenans ou Commis, demeurera levé & donné, & n'en pourra jamais estre fait poursuites contre les Commissaires qui s'en sont entremis, ne ceux qui les ont receûs, ou qui en ont profité, ne aussi contre ceux qui les ont payez & contentez: Et quant aux arrerages des Rentes & Censes dont les termes sont écheûs, ou pour pied coupé, que encor ne sont levez afin d'oster toutes matieres de procés, ils demeureront à ceux qui en ont le don des Princes.

49. *Item*, Pareillement, toutes debtes personnelles données par les Princes, ou leurs Lieutenans, supposé, que rien ne soit levé, demeurent au profit de celuy ou ceux qui en auront le don; & quant à toutes autres choses mobiliaires, quelque don que en ayt esté fait, si elles n'ont esté levées, ou qu'il n'en soit procés; ce qui se trouvera en estre aprés la Paix publiée, appartiendra à celuy ou ceux ausquels lesdits biens estoient auparavant la Guerre, & les pourront prendre & lever par tout où ils les trouveront, sans ce que on leur puisse donner aucun contredit ou empéchement pour quelconque cause que ce soit.

50. *Item*, Semblablement est accordé pour lesdits de *Sainct Omer*, que pour quelconque recompense receuë, remission, quittance obtenuë par le Corps de la Ville, & aussi par les particuliers Bourgeois, Manans & Habitans d'icelle Ville, Banlieuë, & Bailliage, de quelque estat ou condition qu'ils soient, ils en demeureront déchargez, & n'en pourra contre eux estre fait poursuite.

51. *Item*, Que sous la generalité de ce Traité mondit Sr. le Duc d'Austriche & sesdits enfans sont & demeurent quittes & déchargez de toutes debtes qu'ils peuvent devoir à ceux qui ont tenu party à eux contraire, & ne seront lesdits Creanciers pour quelque cause que sesdits procedent, estre jamais receûs à en faire poursuites contre mondit Sr. le Duc, mesdits Sieurs ses enfans, ou leurs biens, sauf toutesfois des Rentes & pensions à venir, qui se payeront de ce jour en autre.

52. *Item*, Que pour retourner à ce sien, l'on ne sera tenu de faire aucun serment au Prince ou Seigneur sous qui lesdits biens sont, sauf les Fieffez & Vassaux, qui seront tenus de faire serment de fidelité pour leurs Fiefs; lequel serment se pourra encor faire par Procureur, ayant pouvoir special.

53. *Item*, Sur ce que les Ambassadeurs de mondit Sr. le Duc & des Estats de ses Pays ont requis, que Madame Veufve de Messire *Pierre de Luxembourg*, & Damoiselles *Marie* & *Françoise* ses filles retournent à leurs biens, tant ceux dont ont jouy en leur vivant Messire *Louys de Luxembourg* Comte de *Sainct Paul*, Madame *Jeanne de Bar* sa Femme, Messire *Jean de Luxembourg* Comte de *Merle* * leur fils aisné, & ledit Messire *Pierre de Luxembourg*; & ce nonobstant quelconques Arrests, Sentences, Declarations de confiscation, & forclusion de Tréves faites par cy-devant; & pareillement Monsieur *de Croy* Comte de *Porcien*, pour lequel ils ont requis qu'il retourne en ses biens, Terres, & Seigneuries, dont feu Monsieur *de Croy* son Pere, & Madame *Marguerite de Lorraine* sa Mere ont esté jouyssans; & nommément à la Comté de *Porcien*, les Greniers à Sel du Chasteau de *Cambarsoy*, *Montcornet*, & autres appendances dudit Comté, à la Seigneurie de *Bar-sur-Aube*, & autres Terres en Picardie, ladite Veufve, & enfans dudit feu Messire *Pierre de Luxembourg*, & ledit Sieur *de Croy* joüiront du benefice de la Paix, sauf qu'ils ne retourneront presentement à leurs biens, & pourront poursuivre leur cas devers le Roy quand bon leur semblera.

* Marle.

54. *Item*, Quant à ce que lesdits Ambassadeurs ont requis, que le Roy fasse rendre & restituer à Monsieur le Comte de *Romont* sa Comté de *Romont*, son Pays de *Vaux*, & autres Terres & Seignéuries qui luy appartiennent au Pays de *Savoye* à cause de son partage; lesdites Terres ne sont point en la possession du Roy, ne d'autres de sa sujettion; & quand ledit Seigneur de *Romont* voudra faire diligence à les recouvrer, le Roy en ce le favorisera.

55. *Item*, Touchant les Princes & Princesses *d'Orange*, le Comte de *Joigny*, *Liepart de Châlon* Sieur de *Lorme*, Messire *Guillaume de la Baume* Seigneur du *Laim*, Messire *Claude de Thoulongeon* Sieur de la *Bastye*, pour lesquels lesdits Ambassadeurs ont semblablement requis, qu'ils soient compris en cette Paix, a esté répondu, qu'ils y sont compris, & retourneront à leurs biens où qu'ils soient, tant au Royaume qu'au Dauphiné & Comté de Bourgongne, sous la generalité comme les autres.

56. *Item*, Pareillement les Religieux, Abbé, & Couvent d'*Achin*, sont compris en la generalité du Retour au sien, tant pour les biens de l'Abbé, comme du Convent, & en auront les dessus nommez, & autres, Lettres particulieres, si avoir les veulent.

57. *Item*, Semblablement les Religieux de l'Eglise & Abbaye de *Sainct Wast d'Arras*, qui se sont tenus en l'obeïssance de mondit Sr. le Duc d'Austriche, pour lesquels lesdits Ambassadeurs ont fait requeste, pourront retourner à leur-dite *Abbaye, & vivre des biens* d'icelle.

58. *Item*, Sur ce que lesdits Ambassadeurs requierent, que les Habitans de la Ville de *Franchise* aliàs *Arras*, qui sont espars & retraits en divers lieux, tant en l'obeïssance du Roy, qu'en l'obeïssance de mondit Sr. le Duc, puissent franchement retourner à leurs Maisons & Habitations, faire leurs Marchandises, Mestiers, & Stiles, comme ils faisoient devant la Guerre, sans ce que de chose faite ou avenue en temps passé depuis le commencement desdites divisions l'on leur puisse rien imposer; l'on entend par ce Traité, que ceux de ladite Ville qui sont retraits és Pays dudit Duc d'Austriche, retourneront à leurs biens sous la generalité de tous les autres, & pourront aller, converser, & demeurer en ladite Ville, & y faire leurs Marchandises & Mestiers, & és autres lieux du Royaume; & quant aux autres Habitans, qui sont demeurez en l'obeïssance du Roy, l'on y a dés-ja pourveû.

59. *Item*, Les heritiers de ceux qui ont esté executez

Anno 1482.

tez & mis à mort pour cause de la Guerre, & pour avoir tenu le party, & adheré à autres qu'à celuy ou ils estoient demeurans, retourneront à leurs biens qu'ils trouveront en nature, & succederont; & aussi les Veusves desdits executez, à leurs droicts & douaires, si n'estoit que telles executions ayent esté faites par procés & Juges ordinaires.

60. *Item*, Pour avoir la jouyssance du sien, l'on ne sera tenu venir ou faire residence en l'un ou l'autre desdites parties; mais jouyront ceux qui sont du party du Roy, des biens qu'ils ont és Pays de mondit Sr. le Duc, & Messieurs ses enfans; & pareillement ceux qui sont demeurans en Pays & obeissance de mondit Sr. le Duc, tant lesdits susnommez qu'autres, de quelque estat ou condition qu'ils soient, des partys de Bourgongne, & des Pays de par deçà, jouyront des biens à eux appartenans, ou qui leur aviendront, au party ou obeissance du Roy & de mondit Seigneur le Dauphin, sans qu'ils soient contraints venir demeurer & resider sur lesdits biens.

61. *Item*, Sur ce que lesdits Ambassadeurs ont remonstré, que pour resoudre le Pays & Comté d'Artois, il plaise au Roy consentir & accorder que la Ville de *Franchise* aliàs *Arras*, *Aire*, *Lens*, *Bapaume*, *Bethune*, les Villages desdits lieux, & la Chastellenie de *Liliers*, & leurs enclavemens, soient tenus quittes & paisibles de l'*Ayde ordinaire d'Arthois* ces premiers douze ans, & que nul autre Ayde, ne Taille extraordinaire ne soit levée ce temps pendant; & pareillement de tous les arrerages dudit Ayde ordinaire du temps passé, afin que les Habitans desdites Villes & Bailliages, qui la pluspart sont inhabitées; & au plaisir de Dieu la Paix faite, se repeupleront, n'en puissent estre poursuivis, mais en soient quittes & déchargez: Le Roy a quitté tous lesdites Aydes pour le temps passé aux Villages inhabitez, & ceux qui ont delaissé à payer à cause de la Guerre; & aussi afin qu'ils se puissent mieux resoudre & labourer, il les tiendra quittes de leurs portions d'Aydes l'espace de six ans, à compter du jour d'icelle Paix: Pource que defunte Madame d'Austriche, aprés qu'elle fut venuë à la Seigneurie, elle jouyssoit de la Comté d'Artois, au moins de la Ville de *Franchise* aliàs *Arras*, a consenty & octroyé à ceux de la Ville de *Doüay* pour les Bourgeois, Manans & Habitans, bonnes Maisons & Hospitaux de ladite Ville, qu'ils fussent & demeurent quittes, exempts & affranchis de payer *Tailles* audit Pays d'Artois pour les heritages qu'ils ont illec, dont ils ont Lettres par forme de Chartes en lacs de cire verte, le Roy à la requeste desdits Ambassadeurs, tant pour luy que pour mondit Seigneur le Dauphin, conformera & octroyera de nouvel lesdits Privileges.

62. *Item*, Que ceux qui retourneront à leurs biens par la Paix ne seront, ne aussi leurs heritages, poursuivibles de Rentes foncieres & surcens pour le temps de la Guerre, mais seront tenus les décharger ceux qui en auront jouy par recompense; & si ce sont heritages qui pour cause des Guerres ayent esté ruinez & sans labour, ils demeureront déchargez desdites Rentes & sur cens pour le temps qu'ils n'ont esté labourez jusques au jour de Noël, instant & inclus; mais dudit jour en avant, soit que l'on les laboure ou non, les Rentes & surcens se payeront.

63. *Item*, Pour ce aussi que plusieurs soustiendront, qu'ils seront tenus entrer en la jouyssance des biens, fiefs, & heritages à eux avenus durant la Guerre, faire & payer les reliefs, & autres devoirs, aux Seigneurs de qui lesdits fiefs & heritages seront tenus: consenty & accordé est, que ceux qui doivent faire lesdits devoirs auront terme & induee de trois mois du jour & date de la Paix, pour faire lesdits devoirs; en faisant lesquels, ils jouyront de ce qui sera écheû le jour & date de cette dite Paix, sans avoir égard à ce que lesdits reliefs & devoirs ne soient encores faits.

64. *Item*, Que les Nobles & Fieffez desdits Pays de mondit Sr. le Duc d'Austriche, & de mondit Sr. le Duc *Philippes* son fils, qui auront Seigneuries, & Fiefs au Royaume, ne seront contraints à servir que sous mesdits Sieurs ou leurs Lieutenans, ou Commis; en cas qu'ils, ou l'un d'eux, soient au service du Roy; & si mesdits Sieurs, ou l'un d'eux n'estoient en personne audit service, lesdits Fieffez ne seront contraints de servir en personne, mais pourront faire servir par autruy, selon la valeur de leurs Fiefs.

65. *Item*, Les Sentences & appointemens rendus au grand Conseil de feu Messieurs les Ducs *Philippes*, *Charles*, & Duchesse, & Monsieur le Duc present, & aussi en la Cour qui s'est tenue à Malines, d'entre les Sujets d'iceux Ducs & Duchesse, ou pour Heritages, Contracts, Clameurs, Arrests ou Successions de biens lors à eux Sujets, sortiront leur effet, pourveû que lesdits cens ne touchent directement le Droict du Roy, ou qu'il n'en y eût question en la Cour de Parlement à Paris, ou autre Cour Souveraine, où le Procureur du Roy fust adjoint avec la partie.

66. *Item*, Que les causes & procés par cy-devant introduits esdits grand Conseil, & Cour de Malines, qui encores ne sont décises, du Pays d'Artois, des ressorts & enclavemens d'iceluy, & des Terres sur la Riviere de *Somme*, qui lors tenoient le party de feu le Duc *Charles*, tant celle de la premiere Instance, qu'en cas d'Appel; & semblablement les appellations de bouche ou par écrit, & mises de la Chambre de Flandres, relevées en ladite Cour de Malines audit grand Conseil, seront renvoyées en l'estat qu'elles sont en la Cour de Parlement à Paris; & y pourront ceux qui voudront poursuivre leur Droict, faire assigner jour à leurs parties adverses; & seront lesdits procés receûs, à sçavoir ceux qui sont conclus en Droict, pour les juger & décider à fin deuë, & les autres pour les parfaire & instruire, & y proceder par les parties selon les retraits & derniers appointemens.

67. *Item*, Pareillement les Amortissemens, Compositions, nouveaux Acquests, & *Annoblissemens* faits par lesdits Ducs & Duchesse demeureront en valeur, & sortiront leurs effets, en prenant par les Sujets du Pays d'Artois nouvelles Lettres d'annoblissement, lesquelles leur seront baillées sans frais, & sans forme de finance; ou s'ils n'en obtiennent aucunes Lettres, se pourront ayder de ce present Traité.

68. *Item*, Aussi les *Abolitions*, Remises, & Pardons faits & baillez par Monsieur le Duc *Charles*, Madamoiselle sa fille, & par mondit Sieur le Duc d'Austriche & Elle, depuis son mariage, aux Villes & Communautez, & aussi aux particuliers de leur Pays de Flandres, l'*Isle*, *Doüay*, *Artois*, & de *Bourgongne*, seront entretenus, en prenant par les Sujets d'Artois Lettres, comme en l'Article précedent; & ne sera nul receû à faire le procés pour reparation de mort, ou d'autres injures contre les Corps & particuliers desdites Villes & Communautez, pour les cas contenus esdites abolitions.

69. *Item*, Que pour le temps à venir est consenty par ces Traitez de Paix que les Bourgeois, Manans & Habitans és Villes & Pays de Frontieres desdits Ducs d'Austriche & ses enfans, & autres estans Sujets à la Couronne, adjournez à comparoir en personne en ladite Cour de Parlement, ou pardevant autres Juges Royaux, pour quelconque cas qu'on voudra dire avoir esté par eux commis, seront receûs à comparoir par Procureurs, nonobstant lesdits adjournemens personnels, durant le temps & espace de la minorité de madite Damoiselle: Et pareillement est accordé pour les Habitans de ladite Ville, Banlieue, & Bailliage de *Sainct Omer*.

70. *Item*, Que pour les dignitez ausquelles les Sujets, & tenans le party de mondit Sieur le Duc, ont esté pourveûs par Elections, Graces expectatives, ou autres Provisions de Cour de Rome, Benefices donnez par ledit Duc *Charles*, par feuë madite Dame avant son mariage; & depuis par mondit Sieur le Duc & Elle, constant leur mariage & leur patronnage; & aussi par les Collateurs tenans leur party, ou qui ont esté acceptez par lesdites Graces expectatives, ou autres Provisions de Cour de Rome, les Possesseurs & ceux qui ainsi ont esté pourveûs, ne pourront estre inquietez ou travaillez pour icelles Dignitez, ou Benefices sous couleur de *la Pragmatique*, ou quelques autres cas, Ordonnances, ou Defenses, Loix, Statuts faits au Royaume en petitoire ny en possessoire; & si aucun Competiteur se apparoissoit, les poursuites s'en feront pardevant Juges communs, en Pays dudit Duc d'Austriche; & ne pourront lesdits Sujets estre traitez au dehors sous ombre des Privileges des Estudians és Universitez de Paris, Orleans, ou ailleurs.

71. *Item*, En icelle Paix sont compris les Villes, Bailliage de *Tournay*, *Tournesis*, *Sainct Amant*, & *Mortagne*, & les Sujets & Habitans d'icelles, & en jouyront entierement comme les autres Pays, Villes, & Sujets du Roy.

72. *Item*, Et si le Roy, ou autre ayant cause de luy, tient aucune Place, Forts, ou non Forts en la Duché de *Luxembourg*, & Comté de *Chiez* *, elles seront rendues & restituées audit Duc d'Austriche & *Philippes* son fils, ou aux Sujets ausquels elles appartiennent, nonobstant quelconques dons faits par le Roy, lesquels il revoque.

* Chany, ou Chiny.

ANNO 1482.

73. *Item*, Les Maisons de Flandres à Paris & Conflans seront rendues audit Duc d'Austriche & à son fils, & la Maison d'Artois audit lieu de Paris demeurera à madite Damoiselle: Et sur ce que lesdits Ambassadeurs ont remonstré, que feue Madame la Duchesse, pour consideration des loyaux services que luy avoient fait Monsieur le Prince d'*Orange*, & proximité de lignage de madite Dame & de Madamoiselle la Princesse, luy donna les Seigneuries de *Chasteaubelin*, *Orgelet*, & autres contenues és Lettres de don, situées au Comté de Bourgongne, lesquelles sont anciennement partie de la Maison de *Chalons*, dont mondit Sieur le Prince est Chef; requerant iceux Ambassadeurs qu'il pleust au Roy, au nom de mondit Seigneur le Dauphin, consentir & accorder que ledit don demeure valable; consideré que quand il a esté fait, madite Dame estoit Dame & en possession de ladite Comté, le Roy ne sçait que c'est, & l'en pourront lesdits Princes & Princesses faire informer.

74. *Item*, La remonstrance que lesdits Ambassadeurs d'Austriche, & des Estats dudit Pays ont fait, que pour l'entrecours de Marchandises, communication des Sujets d'un party & d'autre, & soulagement des Frontieres; aussi afin qu'il ne leur faille tenir Garnison sur les Frontieres, le plaisir du Roy soit qu'aprés que madite Damoiselle sera amenée & delivrée entre ses mains pour mondit Seigneur le Dauphin, faire partir les Gensdarmes des Frontieres, le Roy fera partir les Garnisons de toutes lesdites Places, comme *Lens*, *l'Escluse*, & autres semblables: Et quant à ceux qui seront ordonnez pour la garde des grandes Villes sur les Frontieres, à sçavoir *Arras*, *Bethune*, *Aire*, *Therouanne*, *Hesdin*, *Sainct-Paul*, *Guyse*, & *Sainct-Quentin*, il les diminuëra, & mettra regle en telle façon, que mondit Sieur le Duc, & ceux des Estats, & Pays qui font cette Requeste, auront cause d'estre contens.

75. *Item*, Sur ce que lesdits Ambassadeurs ont requis, que pour certains regards & considerations qu'ils ont remonstré aux gens du Roy; que son plaisir soit comprendre en cedit Traité de Paix le Roy d'Angleterre, & le Duc de Bretagne; a esté répondu, que les Anglois sont en Tréve avec le Roy, & que ce Traité ne leur touche de rien; & quant au Duc de Bretagne le Roy n'y a point de Guerre, & a Paix finale & ferment entre le Roy & luy, que le Roy de sa part veut entretenir.

76. *Item*, Sur ce que lesdits Ambassadeurs ont requis, que le plaisir du Roy soit declarer par cette Paix, qu'il ne fera, ne souffrira bailler par quelque voye directe, aucun ayde, secours, ou assistance de gens ou d'argent à Messire *Guillaume d'Arembert* & *Liegeois* adherans à luy, faisant Guerre au Pays & Duché de Brabant, ne à ceux de *Cleves* & de la Cité de *Tresche* *, faisant Guerre contre ceux de *Gueldres* & de Hollande; & mesmement, que son bon plaisir soit, mettre hors de son service, & abandonner ledit Messire *Guillaume*; a esté répondu, qu'en ensuivant l'Article † cy-dessus, faisant mention des amitiez & alliances, le Roy, la Paix faite, assistera & aydera à mondit Sieur, à ceux de Brabant, & autres des Pays dudit Duc contre tous ceux qui leur voudront nuire.

* Treves.

† Article 2.

77. *Item*, Que pour seureté des Pays & Sujets d'une part & d'autre, qui sont sur la coste de la Mer en bonne seureté, en façon que les Sujets d'une part & d'autre y pourront seurement labourer; & eux y tenir pour pescher, ou quelque autre negotiation faire, & aussi pourront seurement & sauvement aller, venir, hanter, frequenter à tout leurs navires, denrées, & marchandises, par ladite Mer & par Eauë douce du Royaume, és Pays & Seigneuries de mondit Sieur le Duc & de Messieurs ses enfans, audit Royaume de France, & autres Pays & Royaumes, sejourner, demeurer és Portes, Ports & Havres en aucun desdits Pays, & eux en partir à tout leursdits navires, vivres, & Marchandises à leur plaisir & volonté, sans ce que aux Sujets du Roy soit fait aucune offense, détourbier, ou empéchemens par les Officiers & Sujets dudit Duc d'Austriche, ny aux Sujets d'iceluy Duc par les Officiers & Sujets dudit Royaume; ainçois feront lesdits Officiers & Sujets toute amitié, ayde, & assistance l'un à l'autre.

78. *Item*, Encores est consenty, si aucunes prises ou détrousses se faisoient en la Mer en aucuns Ports ou Havres d'iceluy, depuis la publication de la Paix; en ce cas, le tout sera entierement rendu & restitué à celuy, ou ceux, sur lesquels ladite prise sera faite, nonobstant que les Facteurs ou Preneurs ne sassent avertis de ladite publication; & sera chacun de sa part, incontinent ladite publication faite, avertir ceux de son party, afin de faire cesser par ladite Mer, comme par la Terre, tous exploits de Guerre.

79. *Item*, S'il avenoit aprés ladite Paix publiée, que aucuns malfaicteurs se retirassent en un party ou l'autre pour eux garentir, ayant commis quelques delicts, ceux du party où ils auront delinqué en feront l'information; & ce fait, en avertiront les prochains Juges du lieu où l'on apprendra qu'ils seront refugiez, lesquels seront tenus prendre & apprehender lesdits delinquans, si faire se peut, ou avertir les autres Juges sous lesquels ils entendroient estre lesdits malfaicteurs, pour par eux les prendre & punir selon l'exigence des cas, ou les rendre aux Juges du party sous qui les delicts auroient esté commis.

80. *Item*, Pareillement les infracteurs & violateurs de cette Paix, si aucuns s'en trouvent, de quelque party, estat ou condition qu'ils soient, seront punis sans deport ou dissimulation des peines ordonnées de droict, à l'exemple de tous autres en lieux où ils seront trouvez & apprehendez, sans en faire aucun renvoy; & si aucuns, pour eux cuider sauver, s'absentent ou refugient d'un party à l'autre, l'on sera tenu au party où ils seront refugiez les prendre & apprehender, & sur les affirmations qui seront renvoyées du party dont ils seront absentez, en faire la Justice.

81. *Item*, Et neantmoins, si à celle Paix estoit cy-aprés contrevenant, que Dieu ne veuille, en aucuns de ses Poincts, un ou plusieurs, par qui que ce soit, pourtant ne sera-t-elle tenue ne reputée estre enfrainte, mais sera incontinent les entre-faites, reparée; & sous couleur d'aucune enfrainte, ou de la justice & reparation non faite, l'on ne pourra proceder par voye de faict ou courvange, marque ou contremarque, ny retourner à la Guerre, que premierement les Ambassadeurs du Roy & de mondit Sieur le Duc, Monsieur le Duc *Philippes* son fils, & les Estats de leurs Pays n'ayent ensemble parlementé, attendu les debats & discords qui seront, pour les appaiser amiablement, si faire se peut.

82. *Item*, Que si par ce present Traité le Roy, mondit Seigneur le Dauphin d'une part, & mondit Sieur le Duc, & Monsieur le Duc *Philippes* son fils d'autre, demeurent entiers en autres choses non comprises en iceluy, pour les pouvoir demander & poursuivre par Justice, & non autrement.

83. *Item*, Madite Damoiselle amenée en la Ville de l'Isle ou Doüay, prealablement & avant qu'elle soit amenée en la Ville d'*Arras* alias *Franchise*, & delivrée és mains du Roy, seront faites & baillées ausdits Ducs & Estats pour l'entretenement & accomplissement de ce que dit est, les Seellez, Promesses, & seuretez qui s'ensuivent, Que s'il avenoit, que Dieu ne veuille, que madite Damoiselle venue en âge, mondit Seigneur le Dauphin ne voulsist proceder au parfait ou consommation dudit Mariage, ou que ledit Mariage rompist par le Roy, mondit Seigneur le Dauphin, ou autre de leur part, durant la minorité de ladite Damoiselle, ou aprés, en ce cas madite Damoiselle sera aux dépens du Roy ou de mondit Seigneur le Dauphin, rendue, remise, & restituée à mondit Sieur le Duc son pere, ou à Monsieur le Duc *Philippes* son Frere franchement & livrément déchargée de tous liens de mariage, & de toutes autres obligations, en l'une des bonnes Villes des Pays de Brabant, Flandres, Hainaut, en lieu seur estans lors de l'obeissance d'iceux Ducs; & audit cas, le Roy pour luy, mondit Seigneur le Dauphin, & leurs Successeurs en la Coûronne, se soûmettront & promettront dés maintenant, pour lors, de eux départir de la détention & occupation des Pays & Comté d'Artois, & de Bourgongne, Charolois, Masconnois, Auxerrois, Seigneuries de Salins, Bar-sur-Seine, & de Noyers; & d'iceux audit cas, souffriront & laisseront jouyr Monsieur le Duc, au nom de mondit Sieur le Duc *Philippes* son fils, estant en bas âge, & iceluy mondit Sieur le Duc *Philippes* venu en âge comme son vray & ancien heritage, sauf & reservé seulement au Roy & à ses Successeurs la Ressort, Souveraineté, & Droicts qui en dépendent.

84. *Item*, Et pareillement, au cas susdit de la rupture d'iceluy Mariage, le Roy, pour luy & sesdits Successeurs Roys de France, renoncera, & renonce au rachapt des Villes & Chastellenies de l'*Isle*, *Doüay*, & *Orchies*, & consentira qu'elles demeurent à perpetuité aux Comtes & Comtesses de Flandres; sans que audit cas soit plus avant enquis ne connu du droict prétendu par le Roy esdites Comtez & Seigneuries dessus-dites,

ne

ANNO 1482. ne pareillement esdites trois Villes & Chastellenies par rachapt, ne autrement.

85. *Item*, Que le Roy pour luy, mondit Seigneur le Dauphin, & sesdits Successeurs Roys de France, par ses Lettres patentes en lacs de soye de cire verte, consentira, *ratifiera*, approuvera, & confirmera tous les Poincts & Articles cy-dessus declarez, & en parole de Roy les promettra entretenir, garder & observer; & pour l'observation d'iceux soûmettra sa Personne, celle de mondit Seigneur le Dauphin, & son Royaume, à toutes coercions & censures Ecclesiastiques, nonobstant le privilege qu'il a de non pouvoir estre, & pareillement son Royaume abstraints & contraints par censures.

86. *Item*, Mondit Sieur le Duc, pour luy & Monsieur le Duc *Philippes* son fils, & aussi les Estats des Pays, sera & feront de leur part pareille confirmation & Ratification de ce present Traité sur censures, & en toutes autres telles forme & maniere que le Roy, Monseigneur le Dauphin, leurs gens, & Commis le requerront.

87. *Item*, Que encores le Roy & mondit Seigneur le Dauphin, authorisé & dispensé de son jeune âge, en la presence des Ambassadeurs & Commis de mondit Sieur le Duc; & iceluy Monsieur le Duc en la presence des Ambassadeurs & Commis de par le Roy, jureront solemnellement sur le precieux Corps de nostre Seigneur, sur le fust de la vraye Croix, Canon de la Messe, ou Saincts Evangiles, entretenir ce present Traité de Paix & de Mariage en ses Poincts & Articles, & non jamais aller, ne souffrir estre allé au contraire, par quelque voye & moyen que ce soit.

88. *Item*, Que pour plus grande seureté, ce present Traité de Paix sera entheriné, registré, & verifié en la presence & du consentement du Procureur du Roy en la Cour de Parlement de Paris, Chambre des Comptes, & du Tresor.

89. *Item*, Et se fera le Roy bailler & dépescher Lettres par les trois Estats de son Royaume, lesquels promettront, & par ordonnance & commandement du Roy, s'obligerunt d'entretenir cedit Traité, & tous les Points & Articles y contenus; & s'il avenoit, que Dieu ne doint, que le Roy ou mondit Seigneur le Dauphin, ou leurs Successeurs Roys de France, y contrevinssent; en ce cas, ils ne les ayderont, assisteront, & favoriseront, ainçois au contraire, porteront toute ayde, faveur & assistance à mondit Sr. le Duc, à son fils, & à ses Pays pour l'entretenement dudit Traité, & outre ce, fera le Roy bailler à mondit Sr. le Duc, & aux Estats de ses Pays les Lettres & Seellez en particulier des Messieurs les Ducs d'Orleans, d'Angoulesme, de Bourbon, Cardinal de Lion, du Comte de Nevers, de Monsieur de Beaujeu & de Vendosme, comme Princes du Sang subrogez au lieu des Pairs, l'Archevesque & Duc de Reims, des Evesques & Ducs de Laon & de Langres, & des Evesques & Comtes de Noyon, Châlons, Beauvais Pairs de France, de l'Université de Paris, & des Villes, Citez, & Communautez de Paris, Rouen, & Orleans, Tournay, Lion, Troyes, Bourdeaux, la Rochelle, Angers, Poictiers, Toulouse, Reims, Amiens, Abbeville, Montreuil, Sainct Quentin, Peronne, *Franchise* aliàs *Arras*, Hesdin, Therouenne, Aire, Bethune, Boulongne, Salins, Dole, Poligny, Arbois, Prelats & Nobles desdits Comtez d'Artois & de Bourgongne, tous lesquels promettront par leurs Lettres & Seellez entretenir ledit Traité en tous ses Poincts & Articles y estans, & specialement en ce qu'il touche, que par mondit Seigneur le Dauphin sera procedé au parfait du Mariage de luy, & de madite Damoiselle, icelle venuë en âge, & que jamais ne se consentiront en autre Mariage; & au cas que ledit Mariage ne parvint, de rendre madite Damoiselle franche, libre, & déchargée de tous liens de mariage, & autres obligations, en la puissance dudit Duc d'Austriche son pere, selon l'Article dessus touché, de ce faisant mention; & pareillement les Articles qui touchent la restitution des Comtez & Seigneuries baillées en dot à ladite Damoiselle, au cas que ledit Mariage ne parvint, & que icelles écheussent à retour sur mondit Sieur le Duc *Philippes*, ou ses hoirs, & encor que mondit Seigneur le Dauphin & madite Damoiselle ne pretendront, ne querelleront jamais autre droict, si de nouvelle succession n'échet en Pays & Seigneuries venans de madite Dame la Duchesse *Marie*, aussi entant que touche ce Poinct & Article, que si par faute d'hoirs issu de mondit Sieur le Duc *Philippes*, les Pays de Brabant, de Flandres, Hainaut, Hollande, Zelande, & autres qui luy appartiennent succedassent sur ma-

dite Damoiselle, ou ses hoirs issus d'elle heritiers de la Couronne, que le Roy les traitera en leur ancienne nature, sans de rien les déregler, comme il est contenu cy-dessus; & encor que de la part du Roy, de mondit Seigneur le Dauphin, ou autre de par eux, ne sera faite aucune entreprise ou pratique au contraire du Traité & seuretez accordées aux trois Estats de la Ville de *S. Omer*, durant le temps de la minorité de madite Damoiselle, & qu'en ce ils les ayderont & assisteront par effet, & generalement de ayder & assister à l'entretenement de tous les autres Poincts & Articles cy-dessus specifiez & contenus audit Traité; & que s'il avenoit que de la part du Roy, & de mondit Seigneur le Dauphin y eût aucune enfrainte ou contravention, de, en ce cas, estre aydans & confortans mondit Sieur le Duc, Monsieur le Duc *Philippes* son fils, & leurs Pays, & à cette fin, le Roy dés maintenant leur accorde & ordonne audit cas ainsi le faire, & les a déchargez & décharge de leur serment. ANNO 1482.

90. *Item*, Seront baillées de la part dudit Duc d'Austriche, & des Estats desdits Pays pareilles seuretez, des Prelats, Nobles, Villes, & Communautez, des Pays & Duchez de Brabant, Limbourg, Luxembourg, Guesldres, Comtez de Flandres, de Haynaut, Holande, Zelande, Namur, que le Roy voudra avoir.

91. *Item*, Que lesdits Habitans de S. Omer bailleront leurs Lettres & Seellez au Roy, & à mondit Seigneur le Dauphin futur mary de madite Damoiselle, par lesquels ils promettront & s'obligeront par leur foy & serment sur leur honneur, de bien & loyaument garder lesdites Villes & Chasteaux durant ladite minorité de madite Damoiselle, & de non souffrir & permettre que du party ou quartier de mondit Sieur le Duc, ou de Monsieur le Duc *Philippes* son fils, soit fait, procuré, ou pratiqué directement ou indirectement aucune chose au préjudice du Traité, & que madite Damoiselle venuë en âge, & le Mariage de mondit Seigneur le Dauphin & d'Elle consommé, ils bailleront par effet, cessans tous contredits & excuses, ou delais au contraire, lesdites Villes & Chastel en la pleine & entiere obeïssance de mondit Seigneur le Dauphin, comme mary d'Elle.

92. *Item*, Et pareillement lesdits de *Sainct-Omer* bailleront leurs Lettres & Seellez à mesdits Sieurs les Ducs, & aux Estats de leurs Pays, par lesquels ils promettront & s'obligeront par leur foy & serment, & sur leur honneur, que durant ladite minorité, & jusques à ce que le Mariage de mondit Seigneur le Dauphin soit consommé, ils ne délivreront lesdites Villes & Chasteau au Roy, ne à mondit Seigneur le Dauphin, ne à personne de par eux; mais les tiendront en bonne & seure garde; & outre ce, que s'il avenoit que ledit Mariage ne parvint, par la mort de mondit Sieur le Duc (que Dieu par sa bonté veuille garder) ou par quelque autre cas procedant du faict du Roy, ou d'iceluy Monseigneur le Dauphin, ou autre de leur part; ou aussi par la mort de ladite Damoiselle durant sa minorité, de, & en chacun d'iceux cas, rendre lesdites Villes & Chastel, pour & au nom de mondit Sieur le Duc *Philippes* s'il estoit en âge. Lequel Traité de Paix & Mariage en tous & singuliers les Poincts & Articles cy-dessus contenus, nous avons promis & promettons loyaument & de bonne foy, sous nostre honneur, Nous lesdits Ambassadeurs du Roy, au nom d'iceluy, & nous les Ambassadeurs de mondit Sieur le Duc, de nosdits Sieurs ses enfans, & des Estats de leursdits Pays, ou nom d'iceux, fournir, & entretenir, & accomplir de poinct en poinct, & les faire ratifier, confirmer, greer, & approuver par iceux Princes & lesdits des Estats, & de ce, en faire bailler, & delivrer leurs Lettres Patentes en forme deuë & suffisante d'une part & d'autre.

Pouvoir du Roi LOUIS, *donné au Plessis du Parcq-lez-Tours le 4. Decembre* 1482. [Observations de GODEFROI sur l'Histoire de CHARLES VIII. Roi de France, pag. 342.]

LOUIS par la grace Dieu Roy de France, A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut: Comme pour trouver moyen de Paix finale en nostre Royaume, Pays, & Sujets, & nostre tres-cher & amé Cousin le Duc *Maximilian* d'Austriche, & aussi nostre tres-cher & tres-amé Cousin le Duc *Philippes* son fils, les Pays de Brabant, Flandres, Haynaut, Holande, Zelande, & autres leurs Seigneuries, & Sujets, paroles

ANNO 1482.

ayent esté ouvertes & pourparlées entre aucuns nos Ambassadeurs & les Ambassadeurs de nostredit Cousin, du Mariage de nostre tres-cher & tres-amé fils *Charles* Dauphin de Viennois, & de la fille aînée d'iceluy nostre Cousin le Duc d'Austriche & la Duchesse sa feuë femme, pour traiter & conclure lequel Mariage, afin de parvenir à ladite Paix, soit besoin commettre & ordonner de nostre part aucuns grands Personnages à nous seurs & seables, qui ayent puissance de Nous, de besongner plus à plain en cette matiere avec nostredit Cousin, ses gens, & Ambassadeurs, & les gens des Estats des Pays de Brabant, Flandres, Haynaut, & autres, Sçavoir faisons, que pour la grande & singuliere, & entiere confiance que nous avons des personnes de nos amez & feaux Conseillers & Chambellans *Philippes de Crevecœur* Seigneur des *Querdes* * nostre Lieutenant general en nos Pays de Picardie & d'Artois, Chevalier de nostre Ordre, *Olivier de Guetman* nostre Lieutenant en nostre Ville de *Franchise*, *Jean de la Vacquerie* premier President en nostre Cour de Parlement à Paris, & *Jean Guerin* nostre Maistre-d'Hostel, & de leurs sens, loyautez, & bonne diligence à iceux, pour les causes & autres à ce nous mouvans, avons donné & octroyé, donnons & octroyons par ces Presentes plein pouvoir, authorité & puissance de traiter, conclure & accorder avec nostredit Cousin le Duc d'Austriche, ou sesdits gens & Commis, & lesdits gens des Estats desdits Pays de Brabant, Flandres, Haynaut, & autres, & tant en leurs noms que comme au nom dudit Duc *Philippes* & de ladite fille aînée ledit Mariage de nostredit fils le Dauphin de Viennois, & d'icelle fille de nostredit Cousin le Duc d'Austriche, de promettre, bailler & accorder les choses qu'ils verront estre à faire pour traiter & conclure ledit Mariage, faire, prendre, & jurer Paix finale entre Nous, nostredit Royaume, Pays, & Sujets; ledit Duc d'Austriche, ledit Duc *Philippes* son fils, & lesdits Pays & Estats de Brabant, Flandres, Haynaut, & autres leurs Terres, Seigneuries, & Sujets; & icelles Paix faire crier & publier par tout où il appartiendra, & generalement de faire besongner, traiter, promettre, conclure & accorder toutes choses touchant ledit Mariage & Paix dessus dite, tout ainsi que ferions & faire pourrions si presens en nostre Personne y estions, sans avoir de Nous autre charge, posé qu'il y eût aucune chose qui requît pour ce, mandement plus especial, promettans de bonne foy, & en parole de Roy par ces Presentes signées de nostre main, tenir & entretenir tout ce que par eux sera fait & besongné, conclu, accordé, promis & juré, touchant les choses dessus dites, & les faire entretenir & accomplir par nostre tres-cher & tres-amé fils *Charles* Dauphin de Viennois, & de tout ce que par eux sera fait & besongné, en bailler nos Lettres de confirmation, ratification, & approbation, telles & si amples, & en la forme & maniere qu'il appartiendra, sans jamais aller, ne venir, ne faire aller ne venir allencontre en quelque maniere que ce soit: En témoin de ce nous avons fait mettre nostre Seel à cesdites Presentes. Donné au *Plessis-du-Parcq* lez nostre Ville de *Tours* le quatriéme jour de Decembre l'an de grace mil quatre cent quatre-vingt deux, & de nostre Regne le vingt-deuxiéme. Ainsi signé, LOUYS: Et sur le reply, Par le Roy, les Seigneurs du *Bouchage*, de *Rochechoüart*, de *Coursay*, de la *Roche*, Maistre *Jacques de Tréllier* President des Comptes, & autres presens, *Parent*.

* al. Des-cordes.

Consentement & Ratification de GUILLADINE *Abbé de Bondelo en Flandres en qualité de l'un des Etats du Clergé. Donné à l'Abbaïe de Bondelo le 26. Mars 1482, devant Pâques. Avec les Notices de plusieurs autres semblables Actes de la part du Clergé.* [Observations de GODEFROI sur l'Histoire de CHARLES VIII. Roi de France. pag. 345.]

NOUS *Guilladine*, par la permission divine Abbé de *Bondelo* en Flandres, A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut: Comme par la Paix nagueres faite, conclure, & acceptée par les Gens & Ambassadeurs du *Roy mon Souverain Seigneur*, & les Ambassadeurs de mon tres-redouté Seigneur, Monsieur le Duc *Maximilian d'Austriche*, Monsieur le Duc *Philippes* & Madamoiselle *Marguerite d'Austriche*, mes Princes & Seigneurs naturels, & les Gens des Estats de leurs Pays & Seigneuries; entre le Roy, son Royaume, Pays, Seigneuries, & Sujets, d'une part, mondit Sieur le Duc, mesdits Sieurs ses enfans, leurs Pays, Seigneuries, & Sujets, d'autre: & aussi par le Traité de Mariage fait, consenty, & accordé pour plus grande seureté de ladite Paix, & qui au plaisir de Dieu se sera & solemnisera en sainte Eglise, de tres-haut & tres-puissant Prince mon tres-redouté Seigneur Monseigneur le *Dauphin* seul fils du Roy, & Heritier apparant de la Couronne de France, & de madite Damoiselle *d'Austriche*, ayent esté & soient consentis, passez & accordez plusieurs Poincts & Articles meurement, & à grande deliberation de Conseil avisez, tant pour le seur entretenement de ladite Paix, que dudit Traité de Mariage, au long declarez & specifiez és Lettres desdites Paix & Mariage, & il soit que mondit tres-redouté Seigneur Monseigneur le Duc d'Austriche ait promis de sa part faire gréer & consentir lesdits Traité de Paix & Mariage par les Scellez & Lettres des Princes & Seigneurs de son Sang, par tels Prelats, Nobles, Villes, Communautez de ses Pays, & des Pays de mondit Seigneur le Duc *Philippes* tels que le Roy le requerra, & le semblable ayent promis les Gens des *Trois Estats* & trois Membres de leursdits Pays, comme ces choses sont plus à plain contenues és Lettres d'iceluy Traité, en date du vingt-troisiéme jour de Decembre dernier passé, de ce faisant mention, & en ensuivant ce, le Roy ait entr'autres requis avoir nos Lettres & Scellé, & mondit tres-redouté Seigneur Monseigneur le Duc nous ait ordonné & enjoint ainsi le faire; Sçavoir faisons, que nous deuëment acertenez de tout le contenu audit Traité, & des choses par iceluy avisées, consenties, & accordées, avons tous chacuns & singuliers les Poincts & Articles y contenus, tant ceux concernans le bien & seureté de ladite Paix, & des provisions avisées à cette fin; & ceux qui touchent & regardent ledit Mariage, dot, & portement d'iceluy, *consenty & accordé* à madite Damoiselle & jeune Princesse; que aussi les Poincts & Articles contenus & avisez pour la garde & seur estat de la Ville de *Sainct-Omer*, durant & constant la minorité de madite Damoiselle; le tout, comme si iceux Poincts & Articles fussent en ces Presentes repris & repetez de mot à autre, juré & promis, jurons & promettons en bonne foy garder, fournir, & entretenir de poinct en poinct; sans en aucuns d'iceux faire, aller, ne venir, ne souffrir estre fait, allé ou venu au contraire; & que de la part de mondit tres-redouté Seigneur Monseigneur le Duc, Monseigneur le Duc *Philippes*, ne desdits Gens des Estats, ne autres de par eux, ne sera fait, pratiqué, ny innové quelque chose au contraire: Et s'il avenoit, que, ja Dieu ne veuille, que par mondit tres-redouté Seigneur Monseigneur le Duc, & Monseigneur le Duc *Philippes* son fils, mon Prince & Seigneur naturel, ou aucuns particuliers desdits des Estats y fût contrevenu, nous par charge & ordonnance expresse d'iceluy mon tres-redouté Seigneur, & d'iceux des Estats, qui ainsi le nous ont ordonné faire; & à cette fin, nous ont audit cas relaxé & absouls par ledit Traité de Paix du serment que en ce leur pouvons devoir, avons juré & promis, jurons & promettons en ce ayder & assister le Roy, mondit Seigneur le Dauphin, le Royaume, leurs Pays & Seigneuries, le tout jusques au plein fournissement & accomplissement dudit Traité; & à ce avons soûmis & obligé, soûmettons & obligeons, nous, nos Terres, Seigneuries, & biens quelconques: Et pource que de ces presentes l'on pourra avoir affaire en divers lieux, nous voulons qu'au *vidimus* d'icelles fait sous Seel authentique, foy soit adjoûtée comme à l'original. En témoin de ce nous avons fait mettre nostre Seel à ces Presentes. Donné à nostre Abbaye de *Bondelo* l'an mil quatre cent quatre-vingt deux, le vingt-sixiéme jour de Mars, devant Pasques.

Pris sur l'original en parchemin, scellé du Seau d'icelle Abbaye en cire verte.

28. Mars 1482.

Acte semblable, par lequel *Frere Pierre*, Abbé de Nostre-Dame *de Loz*, de l'Ordre de Cisteaux, au Diocese de Tournay, consent au Traité du 23. Decembre 1482. & au Mariage du *Dauphin* avec *Marguerite d'Austriche*, & que la Ville de *Sainct-Omer* luy sera conservée, *&c. Pris sur l'original mesme en parchemin.*

Le 28. Mars 1482. avant Pasques.

Acte pareil, par lequel *Philippes*, Abbé de *Sainct Pierre lez Gand*, consent au Traité du 23. Decembre 1482. & au Mariage du *Dauphin* avec *Marguerite d'Austriche*, & que la Ville de *Sainct Omer* luy sera conservée, *&c. Aussi sur l'original en parchemin, scellé.*

Autre

ANNO 1482.

Autre de mesme substance, par *Guillaume* Abbé de *Saincte Rietrude de Marchiennes*, Ordre de Sainct Benoist, Diocese d'*Arras*, &c. le 1. Avril 1483. aprés Pasques, &c. *idem*.

A Marchiennes le 1. Avril 1483. aprés Pasques, qui fut le 30. Mars 1483.

* Autre, par Frere *Girard Deilre* Abbé de *Florette*, Ordre de Premoustré, en la Comté de *Namur*, &c. *idem*.

** A Namur le 2. Avril 1483.*

† Autre, par *Louys Franch* Abbé de Nostre-Dame de *Villers* en Brabant, de l'Ordre de Cisteaux, Diocese de *Liege*, &c. *idem*.

† A Malines le 8. Avril 1483.

‡ Autre, par *Louys Wernier* Abbé de Nostre-Dame de Tongherloo, de l'Ordre de Premonstré, Diocese de *Cambray*, &c. *idem*.

‡ A Malines le 8. Avril 1483.

‖ Autre, par *Jean* Abbé de *Sainct Winnoc à Berghes*, de l'Ordre de Sainct Benoist, Diocese de *Therouenne*, &c. *idem*.

‖ A S. Winnoc le 4. Avril 1483.

* Autre, par *Jean* Abbé de Nostre-Dame à *Middelbourg* en *Zelande*, de l'Ordre de *Premonstré*, &c. *idem*.

** Le 4. Avril 1483.*

Autre, par *Jean* Abbé de *Sanct Michiel d'Anvers*, de l'Ordre de *Premonstré*, Diocese de *Cambray*, &c. *idem*.

Le 4. Avril 1483.

Autre, par *Woultre* Abbé de *Sainct Nicolay* * *de Furnes*, &c. *idem*.

** al. S. Nicolas.*

* Autre, par *Thierry* Abbé du *Parc lez Louvain*, de l'Ordre de *Premonstré*, Diocese de *Liege*, &c. *idem*.

A Bruges le 6. Avril 1483. ** Le 10. Avril 1483.*

† Autre, par *Raphaël* Abbé de *Sainct Bavon lez Gand*, de l'Ordre de Sainct Benoist, Diocese de *Tournay*, &c. *idem*.

† 18. Avril.

Consentement & Ratification de LOUIS de Bruges *Seigneur de la Grunthunse, Prince de Steenhunse &c. l'un des Etats de la Noblesse, du 24. Mars* 1482. Avec *les Notices de divers autres semblables Consentemens de la part de la Noblesse.* [Observations de GODEFROI sur l'Histoire de CHARLES VIII. Roi de France. pag. 346.]

NOUS *Louys de Bruges* Seigneur de la Grunthunse, Comte de Vhincestre, Prinche de Stéenhunse, & Capitaine General de la Ville de *Bruges*, & des appendances, A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut: Comme par la Paix nagueres faite, conclute, & acceptée par les Gens & Ambassadeurs du *Roy mon Souverain Seigneur*, & les Ambassadeurs de mon tres-redouté Seigneur Monseigneur le Duc *Maximilian* d'Austriche, Monseigneur le Duc *Philippes*, & Madamoiselle *Marguerite* d'Austriche mes Princes & Seigneurs naturels, & les Gens des Estats de leurs Pays & Seigneuries, entre le Roy, son Royaume, Pays, Seigneuries, & Sujets, d'une part; mondit Seigneur le Duc, mesdits Seigneurs ses enfans, leurs Pays, Seigneuries, & Sujets, d'autre; Et aussi par le Traité de Mariage fait, consenty, & accordé, pour plus grande seureté de ladite Paix, & qu'au plaisir de Dieu se fera & solemnisera en saincte Eglise, de tres-haut & tres-puissant Prince mon tres-redouté Seigneur Monseigneur le Dauphin seul fils du Roy, & heritier apparant de la Couronne de France, & de madite Damoiselle d'Austriche, ayent esté & soient consentis, passez & accordez plusieurs Poincts & Articles meurement & à grande deliberation de Conseil avisez, tant pour le seur entretenement de ladite Paix, que dudit Traité de Mariage, au long declarez & specifiez és Lettres desdites Paix & Mariage; & il soit que mondit tres-honoré Seigneur Monseigneur le Duc d'Austriche ait promis de sa part faire *gréer & consentir* ledit Traité de Paix & Mariage par les Seellez & Lettres des *Princes & Seigneurs* de son Sang, par tels *Prelats*, *Nobles*, *Villes* & *Communautez* de ses Pays, & des Pays de mondit Seigneur le Duc *Philippes*, tels que le Roy le requerra, & le semblable ayent promis les Gens des *trois Estats* & *trois Membres* de leursdits Pays, comme ces choses sont plus amplement contenuës és Lettres d'iceluy Traité, en date du vingt & troisiéme jour de Decembre dernier passé, de ce faisant mention; & en ensuivant ce, le Roy ait entre autres requis avoir nos Lettres & Seellez, & mondit tres-redouté Seigneur Monseigneur le Duc nous ayt ordonné & enjoint ainsi le faire; Sçavoir faisons, que nous deuëment acertenez de tout le contenu audit Traité, & des choses par iceluy avisées, consenties & accordées avons tous chacuns & singuliers les Poincts, & Articles y contenus, tant ceux concernans le bien & seureté de ladite Paix & des Provisions avisées à cette fin, & ceux qui touchent & regardent ledit Mariage, dot, & portement d'iceluy, *consenty & accordé* à madite Damoiselle & jeune Princesse, que aussi les Poincts & Articles conceûs & avisez pour la garde & seur estat de la Ville de *Sainct-Omer* durant & constant la minorité de madite Damoiselle, le tout, comme si iceux Poincts & Articles fussent en ces Presentes repris & repetez de mot à autre, juré & promis, jurons & promettons en bonne foy garder, fournir, & entretenir de poinct en poinct, sans en aucuns d'iceux faire, aller, ne venir, ne souffrir estre fait, allé ou venu au contraire; & que de la part de mondit tres-redouté Seigneur Monseigneur le Duc, & Monseigneur le Duc *Philippes*, ne desdits Gens des Estats, ne autres de par eux, ne sera fait, pratiqué, ny innové quelque chose au contraire; & s'il avenoit que, ja Dieu ne veuille, que par mondit tres-redouté Seigneur Monseigneur le Duc, & Mr. le Duc *Philippes* son fils mon Prince & Seigneur naturel, ou aucuns particuliers desdits des *Estats* y fût contrevenu; Nous par charge & ordonnance expresse d'iceluy, mondit tres-redouté Seigneur, & d'iceux des *Estats*, qui ainsi nous ont ordonné faire; & à cette fin, nous ont audit cas relaxé & absouls par ledit Traité de Paix du serment que en ce leur pouvons devoir, avons juré & promis, jurons & prometrons en ce ayder & assister le Roy, mondit Seigneur le Dauphin, leur Royaume, leurs Pays & Seigneuries, le tout jusques au plein fournissement & accomplissement dudit Traité; & à ce, avons soumis & obligé, soumettons & obligeons Nous, nos Terres, Seigneuries, & biens quelconques: Et pource que de ces presentes l'on pourra avoir affaire en divers lieux, nous voulons qu'au *vidimus* d'icelles, fait sous Seel authentique, foy soit adjoûtée comme à l'original. En témoin de ce nous avons fait mettre nostre Seel à ces presentes le vingt-quatriéme jour de Mars l'an mil quatre cent quatre-vingt deux.

Pris sur l'original en parchemin seellé de cire rouge.

Acte semblable, par lequel *Louys Gaultier de le Grache* Chevalier, Seigneur de Morselle, de Wenelenghien, Beclenghien, & de Volandre, Conseiller & Chambellan de *Maximilian* d'Austriche consent au Traité du 23. Decembre 1482. au mariage du Dauphin avec Marguerite d'Austriche, & que la Ville de *Sainct-Omer* luy sera conservéa, &c. *28. Mars 1482.*

Acte pareil, par *Jean de la Gruthuse* Seigneur *Despierres*, Conseiller & Chambellan dudit Duc d'Austriche, & Grand-Veneur de Flandres, & Capitaine de son Chastel de l'*Isle*. *Dernier Mars 1483. lendemain de Pasques.*

Autre de mesme substance, par *Jean de Lonchamp* Chevalier, Seigneur de *Fervemont*. *2. Avril 1483. à Namur.*

Autre, par *Jean* Seigneur de *Hamez*, de Santgarte, de Bettencourt, Dandiuser, de Bonduës, & de Linselles. *8. Avril 1483.*

Autre, par *Henry de Horne* Seigneur de *Prower*, de Duffle, de Waelhem, de Gheele, &c. *idem*. *8. Avril 1483.*

Autre, par *Adrian Vilain* Chevalier, Seigneur de *Rassenghien*, de Sainct-Jean-la-Pierre, &c. Conseiller, Collateur de Assenode, & de Assenodambacht, &c. Conseiller & Chambellan du Duc *Philippes* d'Austriche, Capitaine des Villes & Chastellenies de *Gand*, & premier Commissaire de Flandres pour renouveller les Loix, *idem*. *9. Avril 1483.*

Autre, par *Englebert* * Comte de *Nassaw* & de Vyanne, Seigneur de Breda, *idem*. ** Engilbert de Nassaw.*

Autre, par *Wolfart* Comte de *Grandpré* & de *Boucam* *, Seigneur de la *Vére*, de Phalaix, de Flessinguhes, & de Braweishaven, *idem*. *A Gand le 18. Avril 1483.* ** Comte de Boucam.*

Autre, par *Pierre de Henin* Seigneur de *Boussut*, de Bleangies, de Gameraiges & de Chavensy, Conseiller & Chambellan du Duc d'Austriche, & grand Bailly des bois de son Pays, & Comté de Haynaut, *idem*. *A Gand le 26. Avril 1483.* *Le 4. May 1483.*

Autre, par *Charles de Croy* Comte de *Chimay*, Vicomte de Limoges, & Seigneur de la Boue, Conseiller & Chambellan du Duc d'Austriche, *idem*. *Le 4. May.*

Autre, par *Jean* Seigneur de *Ligne* de Bailloel, de Montroel, & de Rely, Conseiller & Chambellan du Duc d'Austriche, *idem*. & signé, *Jean de Ligne*.

Consentement & Ratification des Bourguemaîtres, Echevins, & Conseil de la Ville de Dunkerque *sur la Mer, comme Etat & Ville de Flandres. A Dunkerque le 24. Mars* 1482. Avec *les Notices de divers Actes semblables donnez par les autres Villes.* [Observations de GODEFROI

ANNO 1481.

sur l'Histoire de CHARLES VIII. Roi de France. pag. 348.]

NOUS Bourgmaistre, Eschevins, & Conseil de la Ville de *Dunkerke* sur la Mer en Flandres, A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut: Comme par la Paix nagueres faite, conclute, & acceptée par les Gens & Ambassadeurs du Roy *nostre Souverain Seigneur*, & les Ambassadeurs de nostre tres-redouté Seigneur Monseigneur le Duc *Maximilian* d'Austriche, Monsieur le Duc *Philippes* & Madamoiselle *Marguerite* d'Austriche nos Princes & Seigneurs naturels, & les gens des *Estats* de leurs Pays & Seigneuries; entre le Roy, son Royaume, Pays, Seigneuries & Sujets, d'une part; nostredit Seigneur le Duc, nosdits Seigneurs ses enfans, leurs Pays, Seigneuries, & Sujets, d'autre; & aussi par le Traité de Mariage fait, consenty, & accordé pour plus grande seureté de ladite Paix; & qu'au plaisir de Dieu se fera & solemnisera en sainête Eglise, de tres-haut & tres-puissant Prince, nostre tres-redouté Seigneur Monseigneur le Dauphin seul fils du Roy, & heritier apparant de la Couronne de France, & de nostredite Damoiselle d'Austriche, ayent esté, & soient consentis, passez, & accordez plusieurs Poinêts & Articles meurement, & à grande deliberation de Conseil avisez, tant pour le seur entretenement de ladite Paix, que dudit Traité de mariage au long declarez & specifiez és Lettres desdites Paix & Mariage; & il soit que nostre-dit tres-redouté Seigneur Monseigneur le Duc d'Austriche ayt promis de sa part faire *gréer & consentir* ledit Traité de Paix & Mariage par les Seellez & Lettres des Princes & Seigneurs de son Sang, par tels *Prelats*, *Nobles*, *Villes & Communautez* de ses Pays, & des Pays de nostredit Seigneur le Duc *Philippes*, tels que le Roy le requerra; & le semblable ayent promis les gens des trois Estats & trois Membres de leursdits Pays, comme ces choses sont plus à plein contenuës és Lettres d'iceluy Traité, en date du vingt-troisiéme jour de Decembre dernier passé, de ce faisant mention, & ensuivant ce, le Roy ayt entre autres requis avoir nos *Lettres & Seellez*; & nostredit tres-redouté Seigneur, Monseigneur le Duc nous ayt ordonné & enjoint ainsi le faire: Sçavoir faisons, que nous deuëment acertenez de tout le contenu audit Traité, & des choses par iceluy avisées, consenties, & accordées, avons tous chacuns & singuliers les Poinêts & Articles y contenus, tant ceux concernans le bien & la seureté de ladite Paix, & des Provisions avisées à cette fin, & ceux qui touchent & regardent ledit Mariage, dot, & portement d'iceluy, *consenty & accordé* à nostredite Damoiselle & jeune Princesse; que aussi les Poinêts & Articles conceûs & avisez pour la garde & seur estat de la Ville de *Sainêt-Omer* durant & constant la minorité de nostredite Damoiselle, le tout comme si iceux Poinêts & Articles fussent en ces presentes repris & repetez de mot à autre, juré & promis, jurons & promettons en bonne foy garder, fournir, & entretenir de poinêt en poinêt, sans en aucuns d'iceux faire, aller ne venir, ne souffrir estre fait, allé ou venu au contraire; & que de la part de nostredit tres-redouté Seigneur Monseigneur le Duc, Monseigneur le Duc *Philippes*, ne desdits gens des *Estats*, ne autre de par eux, ne sera fait, pratiqué, ny innové quelque chose au contraire; & s'il avenoit que, ja Dieu ne veuille, que par nostredit tres-redouté Seigneur Monseigneur le Duc, Mr. le Duc *Philippes* son fils nostre Prince & Seigneur naturel, ou aucuns particuliers desdits des *Estats* y fût contrevenu, Nous par charge & ordonnance expresse d'iceluy nostre tres-redouté Seigneur, & d'iceux des *Estats* qui ainsi le nous ont ordonné faire; & à cette fin nous ont audit cas, relaxez & absous par ledit Traité de Paix du serment que en ce leur pouvons devoir, avons juré & promis, jurons & promettons en ce ayder & assister le Roy, mondit Seigneur le Dauphin, leur Royaume, leurs Pays & Seigneuries, le tout jusques au plein fournissement & accomplissement dudit Traité, & à ce, avons soumis & obligé, soumettons & obligeons Nous, nos Terres, Seigneuries & biens quelconques: Et pource que de ces presentes l'on pourra avoir affaire en divers lieux, nous voulons qu'au *vidimus* d'icelles, fait sous Seel authentique, foy soit adjoûtée comme à l'original. En témoin de verité avons Bourgmaistre, Eschevins, & Conseil dessusdits, ces presentes Lettres seellées du Seel aux Causes de ladite Ville de *Dunkerke* le vingt-quatriéme jour de Mars l'an de grace mil quatre cent quatre-vingt deux. Signé sur le reply, ANNO 1482.

de Vischy *.

Pris sur l'original en parchemin, seellé du Seau de ladite Ville en cire verte. * al. de Tisch.

Acte semblable, par les Eschevins de la Ville de l'*Isle* en Flandres. 24. Mars 1482.

Acte pareil, par les Advoé, Eschevins, & Conseil de la Ville de *Bailleul* en Flandres.

Acte de mesme substance, par les Majeur, Eschevins, Jurez, Conseil, Bourgeois, Manans & Habitans de la Ville de *Bouvigne*. 1. Avril 1483.

Autre Acte, par les Majeur, Eschevins, & Conseil de la Ville de *Gravelingue*. 1. Avril 1483.

Par les Bourgmaistres, Eschevins, & Communauté de la Ville d'*Oostende*, semblable chose. 3. Avril 1483.

Par l'Advoé, Eschevins, & Conseil de la Ville d'*Ypre*, pareil Acte. 6. Avril 1483.

Par les Bourgmaistres, Eschevins, & Conseil de la Ville de *Berghes-Sainêt-Winnoc*, mesme chose. 11. Avril 1483. a Bergues.

Par les Prevost, Jurez, Eschevins, Conseil, & Communauté de la Ville de *Valenciennes*, pareille chose. 7. May.

LVI.

Confirmation de PHILIPPES *Archiduc d'Autriche & Duc de Bourgogne, sur le Concordat fait le* 29. *Novembre* 1449. *entre la Justice Spirituelle de* CAMBRAI *& la Temporelle de* HAINAULT. *A Mons le* 12. *Janvier* 1483 [Voyez-la ci-devant pag. 174. de la I. Part. de ce Tom. III. sous le 29. Novembre 1449.] 1483. 12. Janv.

LVII.

Concordata zwischen dem Chur-und Fürstlichen Hauß Sachßen/ und der Stadt Erffurth/ wodurch jenes/ diese auf ewig in seinen Schutz und Schirm nimbt; diese hergegen jenem jährlich 1500. Rheinische Gulden Schutzgeld zu zahlen verspricht. Geschehen Weymar und Erffurth den Montag nach Mariæ Purificationis 1483. [LIMNÆI Juris Publ. Imperii Rom. Germ. Tomo II. Libr. IV. Cap. VIII. Num. 85. [LUNIG. Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. I. Abtheilung IV. Absatz II. pag. 16. d'où l'on a tiré cette Pièce.] 3. Fevr.

C'est-à-dire,

Traité entre la Maison Electorale & Ducale de SAXE, *d'une part, & la Ville d'*ERFORD *d'autre part, par laquelle, la Maison de Saxe reçoit la Ville d'*Erford *en sa Protection, & celle-ci en échange s'oblige à lui payer une Reconnoissance de* 1500. *Florins du Rhyn par An. Fait à Weymar & à Erford le Lundi après la Fête de la Purification* 1483.

WIr Rathismeister/ Rath/ Räthe/ und gantze Gemeine der Stadt Erffurt/ bekennen für uns/ unsere Nachkommen und gemeine Stadt Erffurt/ vor allen und jeden/ so diesen unsern offenen Brief sehen oder hören lesen; Als die Durchleuchtigen Hochgebohrnen Fürsten und Herren/ Herr Ernst/ des Heiligen Römischen Reichs Ertz-Marschall/ Churfürst/ und Herr Albrecht/ Gebrüdere/ Hertzogen zu Sachsen/ Landgrafen in Thüringen/ und Marggrafen zu Meissen/ aus besonder Gnade/ Gunst/ und günstigen Willen/ so sie zu uns und gemeiner Stadt Erffurt tragen/ sich auf unser fleißige Bethe und Ansuchen für sich/ ihre Erben und Nachkommen/ etlicher Stücke/ Punct und Artickel mit uns vereint/ vertragen und in ewige Zeit/ stet und vest zu halten zugesagt/ und verschrieben haben. Innhalts ihrer Gnaden Offnen Brief uns derhalben geben/ vom Wort zu Worte also lautende:

Von

ANNO 1483. Von GOttes Gnaden Wir Ernst/ des Heiligen Römischen Reichs Ertz-Marschall und Churfürst/ und Albrecht/ Gebrüdere/ Hertzogen zu Sachsen/ Landgrafen in Thüringen/ und Marggrafen zu Meissen/ bekennen öffentlich zu ewigen Gedächtnüß/ für Uns/ unsere Erben und Nachkommen/ vor allen und jeden/ die diesen Brief sehen oder hören lesen. Nachdem Wir mit besonder Gnade/ Gunst und günstigen Willen/ den Ersamen unsern lieben besondern und getreuen Lehenmannen/ Rathsmeister/ Rath/ Räthen/ und gemeiner Stadt Erffurt/ um fleißige und angenehme Dienste/ die sie unsern Eltern seligen und uns offtmahls nützlich gethan haben/ und hinfür thun mögen und wollen/ nicht unbillig geneigt/ sie auch/ und ihre Unterthanen in vergangen Zeiten/ in unserm/ unser Vorfahren und Eltern sonderlichen Schutz/ Vertheidigung/ und Schirm gewest seyn/ damit dann allem Unwillen/ Verdrieß und Irrungen/ die sich ertögen und begeben möchten/ begegent und vorkommen werde; Auch Wir/ unser Erben/ Nachkommen/ die Unsern/ und die uns verwandt seyn/ mit den genannten von Erffurt/ den Ihren/ und ihren Unterthanen in ewigen Friede und einträchtigem Gemüthe und gutem Willen leben und bleiben. Auch beyderseit Standes und Wesens/ täglich Besserung erfinden/ dester stetiglichen erhebet/ und in Einigkeit und solchem Friede gedeyen mögen. Daß Wir Uns für Uns/ unser Erben und Nachkommen/ in und auf ewige Zeit/ auf der obgenannten von Erffurt fleißig Beth und Ersuchen/ mit ihnen/ so Wir/ unser Erben und Nachkommen ihn auch solcher Mannschafft und Lehen halben des wohl pflichtig seyn/ alle dieser nachfolgenden Stücke/ Punct und Articul vereinet/ vertragen/ und in ewige Zeit allenthalben/ stet und vest unverbrüchlich zu halten/ bewilliget/ geredt und gelobt haben/ vereinen/ vertragen/ und bewilligen uns derselben aller und jedes besonder/ sollen und wollen auch die alle/ und jeglichen besondern in ewige Zeit stracks und aufrichtig halten/ darwider sämtlich oder insonderheit/ und unser Erben und Nachkommen nicht thun/ noch zu thun schaffen/ bestellen verhengen/ oder jemands der Unsern/ und in unsern Fürstenthumen/ Landen und Gebiethen darwider zu seyn/ zu handeln/ oder fürzunehmen in keine Wege gestatten.

1. Zum ersten/ so haben wir für Uns/ unsere Erben und Nachkommen/ Rath/ Räthen/ Bürger und Gemeinde der Stadt Erfurt/ mit ihrer Stadt/ Schlössern/ Dörffern/ Gütern und Unterthanen/ in unsern Schutz/ Schirm und Vertheidigung zu ewigen Zeiten genommen/ wollen und sollen sie/ ihre Unterthanen/ Haab und Güter/ in unsern Fürstenthumen/ Landen und sonsten ausserhalb derselben/ gleich unsern eigenen Landen und Leuten/ gegen einen jedermann/ wo Wir ihr zugleich recht und mächtig seyn/ treulich schützen und vertheidigen/ sie auch in unsren Fürstenthum und Landen mit Fehde oder ohne Fehde nicht lassen beschädigen/ auch ihre Feinde wissentlich in unsern Landen nicht enthalten/ noch gestatten/ sondern allen unsern Amtleuten und Städten ernstlich gebiethen/ solches auch unsere Amtleute und Städte/ ohne Anbringen und Ersuchen/ oder unsern sonderlichen Befehl/ thun sollen/ wo wider die von Erffurt Angriff oder Beschädigung geschähe/ das eilend mit Nachfolge und Macht zu wehren/ und derer Gut zu behalten/ und die von Erffurt daran noch ihren Leiben wissendlich oder verhänglich nicht beschädigen lassen/ alles treulich und ohne Gefährde.

2. Wir wollen und sollen auch die von Erffurt/ noch ihre Güther/ in unsren Städten/ Marckten/ Dörffern/ Gerichten und Gebiethen/ Fürstenthumen und Landen/ selbst nicht kümmern/ aufhalten/ noch niemands der Unsern/ oder ausländischen kümmern oder aufhalten lassen/ und sonderlich einen für dem andern/ dann was einer Schuld/ oder Pflicht/ oder Erbfalls halben/ mit einem Bürger/ oder deren von Erffurt Unterthanen zu schicken hätt/ kan und soll ein jederman zu Erffurt/ oder sonst in ihren Gerichtern/ nach der Sachen Gestalt/ Rechts wohl bekommen/ um Geld/ Schuld/ oder andere Pflicht/ in Gütlichkeit vor dem Rathe/ und ob für dem die Schuld verneint/ für unsers Herrn und Freundes von Maintz Gerichten/ wo aber die bekandt/ und der Rath ihren Bürgern nicht vermögen würden/ der schleuniglich Ausrichtung zu thun/ alsdann auch für unsers Herren und Freundes von Maintz Gerichten/ und wie der Bürger vom Gerichte erfordert/ gegeben wird/ soll ein Rath verhelffen/ nach Lauff des Gerichts/ und der Stadt Gewohnheit/ wie Herkommen ist. Und ob jemand wider ihre Unterthanen auf dem Lande Sachen/ Geld-Schuld- oder andere Pflichte halben hätt/ dem soll für den Gerichten/ da jene gesessen seyn/ oder da die Sachen von Rechtswegen hingehört/ sonderlich verholffen werden. Wo aber die Anforderung/ oder die Sache Erbfäll antreffe/ und der Fall zu Erfurt/ oder ausserhalb in ihren Märckten/ Dörffen/ Gebieten und Gerichten geschehen würde/ soll jederman solche Forderung vor dem Rath thun/ daselbst soll auch die Sache nach Recht und Gewohnheit der Stadt Erffurt entschieden werden/ und jeder des also begnüget seyn/ und solche Sachen sollen zu Ende gehen und verholffen werden in vier Monden/ ohne Gefährde. Und ob darüber jemands der Unsern/ oder auch ausländisch/ anders Forderung thun würde/ das sollen und wollen wir nicht gestatten/ sondern die von Erffurt dabey bleiben/ handhaben/ und/ wo das Noth thut/ getreulich verschreiben und vertheidigen. Welcher auch hierüber die von Erffurt/ oder ihre Haabe und Güter bekommet/ der soll Atzung/ Kost und Zehrung samt Schaden ablegen und bezahlen. Ob auch die von Erffurt/ ihre Bürger oder Unterthanen Forderung oder Sachen gegen unsern Unterthanen hätten/ denen soll an denen Gerichten/ da die innen gesessen seyn/ Rechts/ auch förderlich und schleuniglich/ in Zeit wie vor/ verholffen werden.

3. Wir/ unsere Erben und Nachkommen/ sollen auch die Strassen zu- und abzuführen/ denen von Erffurt nicht engen/ noch hindern/ das auch niemands gestatten/ es geschehe dann um Theurung willen/ der Frücht/ und unserer kündtlicher und grosser Nothdurfft halben.

4. Wollen und sollen auch die von Erffurt bey Ihren Kayserlichen/ Königlichen/ und sonderlich der göldenen Bullen Gnade und Freyheit/ auch ihren alten Herkommen und Gewohnheiten/ was sie des rechtlich herbracht haben/ bleiben lassen.

5. Und als wir gemeint haben/ das Schloß am Ciriacus-Berge/ nächst an Erffurth/ ohne unsern Willen/ und uns zuwider/ gebauet seyn sollt/ haben Wir solche Meynung/ nachdem das Schloß uns nicht zum Verdruß/ sondern zu kündlicher Nothdurfft/ Schirm und Schutz der Stadt Erfurth gebauet ist/ gnädiglich gefallen/ und Wir/ unser Erben und Nachkommen/ sollen und wollen dem Rath und Gemeine zu Erfurth/ darbey ruhlich und friedlich zu ewigen Tagen ungehindert bleiben lassen.

6. Wir/ Unsere Erben und Nachkommen/ Hertzoge zu Sachsen/ Landgrafen in Thüringen und Marggrafen zu Meissen/ sollen dem Rath und gemeiner Stadt/ auch Bürgern zu Erfurth und ihren Untersassen/ die Lehn von Uns und unsern Fürstenthum herrührende/ die ein Rath/ ihre Bürger und Untersassen/ in Lehnsweise von unsern Voraltern hergebracht/ und empfangen haben/ eigen/ die inne zu haben/ wie Herkommen ist. Ob aber Mannlehen

in

ANNO 1483.

in ungebührlicher Weise auf Weibsbilde zu kommen verlichen wären/ darinn mögen Wir uns/ wie recht ist/ halten.

7. Wir bewilligen auch für Uns/ alle unseer Erben/ Erbnehmen und Nachkommen/ alle Verschreibung an Schlössern/ Dörffern/ Gerichten/ und andern Güttern und Rechten/ wie die ein Rath und Stadt Erfurth/ auch ihre Burger und Unterthanen/ von unsern Vorfahren/ Aleältern und regierenden Fürsten der Fürstenthum obgenannt/ rechtlich herbracht haben: Wollen auch die nach iheem Innhalt halten/ und zu halten worden/ verschaffen.

8. Auch die von Erffurth/ ihee Burgee und Unterthanen/ an Zinsen/ Renten/ und Gerechtigkeiten/ die sie in unseen Furstenthumen bey der Geistlichkeit/ Prälaten/ Grafen/ Herren/ Städten/ Maunen und Bauerschafft haben/ nicht hindern/ sondeen die ihnen und den Ihrigen/ Geistlichen und Weltlichen/ geruhiglich tolgen lassen/ und zu geben schaffen/ Inhalts ihree Briefe/ oder sonst redlicher Kunde/ die sie darum haben.

9. Wollen auch denen von Erffurt ihre Gerichte nicht engen/ sondern sie dabey ungehindert bleiben lassen.

10. Würde auch auf den rechten Land-Strassen/ durch der von Erffurt Geriche gehend/ jemands todt odee wund geschlagen/ oder sonst daeauf also gefallen/ oder in ander Weise liegen bleiben/ so mögen die von Eeffurt/ oder iher Unterthanen dieselben Todten/ Gewundten/ oder sonst an der Strasse gefundene/ aufheben/ begraben/ oder wo sie gewund wären/ zum Artzt bringen/ unverdächtig und unverhindert/ doch daß sie solches in unser nähest Amt verkünden/ die nach gestalt der Sachen darinne/ wie sichs gebühret/ richten und handeln sollen.

11. Es soll auf solchen Land-Strassen/ durch der von Erffart Gericht gehend/ in keine Weise von niemands/ und wider niemands/ auch ausländisch/ kein Kummer beschehen/ und wo der gethan würde/ soll er ungeacht und für nichts gehalten werden.

12. Wie sollen und wollen auch die von Erffurth an Wildpahn/ Beyssen und Weid-Wercken/ in iheen Geeichten/ Höltzern und Feldern/ wo sie das von alten Heekommen und von Rechts wegen haben sollen/ nicht hindern.

13. Sie auch mit Vieh- und Schaf-Triffe in ihren Gerichten und Höltzeen/ Feldeen und Weiden nicht belästigen/ noch beschädigen/ unschädlich einem jeden an seiner Triffe/ die er von alten Herkommen/ und von Rechts wegen haben soll/ doch/ daß in Höltzern/ Wiesen/ Weinbergen und Sethan/ auch in zeitigen Hegefeldern niemands zu Schaden gebrauche werden.

14. Es sollen auch eines jedermans Güter/ Behde/ Frone/ Steuren/ Beren und Dienst tragen/ in den Geeichten/ da die Güter gelegen seynd/ und er soll seiner Person halber/ ob er anderer Ende gesessen wäre/ keine Freyheit noch Vertheidigung haben.

15. Wir/ unser Erben und Nachkommen/ auch unsere Geafen/ Prälaten/ Herren und Mannschaffe/ sollen keinen von Erffurt/ oder ihre Unterthanen/ der oder die in Zweitracht von ihme ziehen würden/ um Schutz und Schiems willen/ wider Recht aufnehmen/ sondern sollen und wollen dieselbigen/ was der in unsern Fürstenthum und Landen von uns/ oder jemands aufgenommen würden/ weisen und vermögen/ sich Rechts zu Erffurt/ oder sonst nach Gestalt und Gelegenheit der Sachen an gebührlichen Enden im Lande zu Thüringen begnügen zu lassen/ ohn alle Gefährde.

16. Wo Wie auch der von Erffurt und ihrer Unterthanen/ gegen jemand zu Recht mächtig/ und sie des auf uns erbötig seynd/ sollen Wir uns befleißigen und versuchen/ die Sachen erst freundlich zu vereinen/ und ob die Gütlichkeit nicht Fortgang haben würde/ alsdann soll die Sache schrifftlich gegen einander für Uns gebracht werden/ darauf Wir Erkäntnüß und Entscheid thun sollen/ wo die von Erffurt Antworter und Beklagte seyn/ nach gemeinen beschriebenen Rechten/ und Anweisung der Gelehrten recht wissende/ unpartheyisch und unverdacht gehalten/ und sonst/ wo sie Ankläger seynd/ auch also/ oder nach gemeinem Land-Rechte treulich und ohne Gefährde.

17. Es sollen auch in solchen Sachen/ oder auch andern Geschäfften/ Uns oder jemands anders betreffend/ denen von Erffurt ausserhald unser Fürstenthum nicht fürbescheiden oder Tagsatzung gethan werden.

18. Und damit solcher Schutz/ Schirm und Vertheidigung desto stattlicher mit Fleiß treulich gehalten werde/ so sellen und wollen Rathmeister/ Rath/ Räthe/ und gemeine Stadt Erffurt/ Uns/ unsern Erben und Nachkommen/ fünffzehen hundert Rheinische Gülden/ jährlich auf unser lieben Frauen-Tag/ Lichtmeß genannt/ Purificationis, in unsere drey Fürstenthum/ zu Erffurt oder zu Weimar/ an welchen der zweyen Ende uns/ unseen Erben und Nachkommen das eben ist/ auf unser gebührlich Quittantzen zu Schutz-Geld ausrichten/ richten und geben.

19. Es sollen auch dieselben Rathsmeister/ Rath/ Räthe und gemeine Stadt Erffurt Uns/ Unsern Erben und Nachkommen/ wider unsee Feinde und Widerwärtigen behülfflich seyn/ und solche Hülff dermassen thun/ ob jemand mit Macht oder Heers-Krafft sich in Unser Fürstenthum und Lande zu ziehen unterstehen würde/ das sollen und wollen Rath und gemeine Stadt Erffurt mit einer redlichen Hülffe helffen wehren/ und ob das Noth geschehe/ bey und mit unseen Unterthanen/ Mannen und Leuten/ solchen Heers Zug/ auch ausserhalben Landes/ unter Augen und entgegen ziehen/ alles auf unser Kost/ doch so fern der Rath von Erffurt Unser gegen demselben zu Recht mächtig ist/ so dann solche Feind niederlegt/ flüchtig/ odee sonst hinter sich ziehen würden/ und Wir/ oder unsere Haupt-Leute den abzubrechen ichts oder mehe zu erobern gedächten/ und in ihr Land oder Behausung nachfolgen wolten/ darzu sollen die von Erffurt nicht gebrauchet werden/ sondern sollen und mögen unverdacht/ friedlich und ungehindert heimziehen/ und ob uns solche Hülffe zu schwach/ oder auch die von Erffurt der Ersuch zu schwer oder zu viel seyn beduchte/ sollen zween von Uns/ und zween von der von Erffurt wegen/ so darum gegeben werden/ bey einander kommen/ darüber erkennen; was dann die vier/ oder ob sie sich des nicht vereinen möchten/ mit Zufall eines Bischoffs von Naumburg/ so zu Gezeiten seyn wird/ was die Hülffe nach Gelegenheit gemehrt/ oder gemindert werden soll/ erkennen/ darbey soll es bleiben.

20. Begebe sich auch in solcher Hülffe/ daß die von Erffurt/ oder jemand der Ihren/ niederlegen/ gefangen/ oder sonsten an Haabe/ Haenisch/ Gezeug und Pferden Schaden nehme/ darinn sollen und wollen Wir/ unser Erben und Nachkommen/ Uns bey den von Erffurt halten/ und beweisen/ als Wir solches Unsern eigenen Unterthanen/ und Städten thun würden/ ihnen auch gleichen Gewinn/ an Beute und Theilung ohngefährlich gestatten/ Es soll auch solche der von Erffuer Hülffe/ Städte/ Schloß oder andeee Vestung zu gewinnen nicht gebrauchet werden.

21. Auch sollen und wollen die von Erffurt Uns/ unsern Erben und Nachkommen/ und der Unsern Feinden/ auf die wir gedächten zu suchen/ und wider Unsere innländische Widerwärtige/ wo sie un-

sertwegen

ANNO 1483.

fertwegen den Feinden und Widerwärtigen zu Recht gantz mächtig seynd / und von denselbigen verschlagen / daß sie darinnen der von Erffurt Erkäntnüß und Entscheid nicht annehmen / noch leiden wolten / Hülff nach Ziemlichkeit und Gelegenheit thun / doch daß solche Hülffe nicht seyn soll über anderthalb hundert Mann / halb zu Pferd / und halb zu Fuß / auf Unsere Kost / und des Raths Abendtheure / doch also / daß Wir dabey Unsere Mann und Unterthanen haben / und daß solche der von Erffurt Hülff andern / wer die wären / nicht verliehen / noch zugeschickt werden / dieselben auch frey Willen und Macht haben sollen / unverdächtig abzuziehen / wenn andere / oder der mehrere Theil unserer Leute abziehen.

22. Und so die von Erffurt uns obgemeldten Fürsten einem odre in einem Unsern Fürstenthum Hülffe thun würden / sollen sie alsdann von dem andern und in einem andern der gemeldten Fürstenthum mit Hülff / oder zu helffen / nicht gefordere werden.

23. Ob sie auch in Hülffe wären / und indem das Land Thüringen überzogen würde / mögen und sollen sie unverdächtig / friedlich und ungehindert heimziehen / und daselbst wider die Land-Beschädiger getreuen Rath zu Hülffe thun.

24. Begebe sich auch zwischen uns obgemeldten Fürsten / oder Fürstenthumen Irrung / wie die geseyn möchte / des mögen die von Erffurt / als gemeine Leute / bleiben still sitzen / und zu keiner Hülffe gefodert / noch um verdacht werden.

25. Wir / Unser Erben und Nachkommen sollen auch mit Unsern Feinden Und Widerwärtigen / aus- und innländischen / darwider Uns die von Erffurt geholffen hätten / keinen Friede / Vertrag / noch Sühne aufnehmen / die von Erffurth werden dann auch darein gezogen / und nach Nothdurfft versehen / Ob aber die von Erffurt darüber / oder wo sie aus Vergessenheit in solchen Frieden / Einung und sühne nicht gezogen / von solchen Feinden / widerwärtigen / oder ihren Helffern bemühet / oder zu beschädigen unterstanden / beschädiget / oder ihres Handels und Wandels verhindert würden / darum und darinn sollen und wollen Wir / Unser Erben und Nachkommen / denen von Erffurt / zu Handhabung und zu gute Uns also halten / als ob solche Unsre Person selbst / Unser eigen Landleut und Unterthanen betreffe / treulich und ohne Gefehrde.

26. In solchem Vertrag und Vereinigung aller obgemeldten Stücke und Articul haben Wir obgemeldte Fürsten für Uns / Unsere Erben und Nachkommen / Unsern Heiligen Vater / den Pabst / Unsern allergnädigsten Herren / den Römischen Kayser / und Unsern Herren und Freund / den Ertz-Bischoff und den Stifft Maintz / wo Wir der von Erffurt gegen seiner Liebde / und seinen Stifft zu Recht nicht mächtig seynd / ausgeschlossen / und ausgenommen / dieselbe auch / die von Erffurt insonderheit / und darzu die Städte Mühlhausen und Nordhausen gegen Uns / Unsern Erben und Nachkommen ausgenommen haben. Doch daß den beyden Städten wider Uns auch nicht geholffen wird / so ferne die Erffurter Unsre gegen denselben Städten zu Recht mächtig seyn. Sonst soll dieser Vertrag alle Unsere Lande und Fürstenthume / Einwohner / Bischoff / Prälaten / Grafen und Herren / und ein jedermann / der Uns zustehet / und des Wir ungefähr mächtig seyn / begreiffen / binden / und von ihnen allen unverbrüchlich gehalten werden.

27. Und ob sich zukünfftige Zwyträchte / Spänne oder Irrnus / aus was Sachen odre Ursachen / gantz nichts ausgescheiden / es sey Gericht / Obrigkeit / Herrlichkeit / ander Gerechtigkeit diß Vertrags / oder anderer Sachen halben / wie sich das mag begeben / darzu und dieselben hin zu legen / und zu entscheiden / sollen von Uns / Unsern Erben und Nachkommen / auch Unsern Räthen / Amtleuten / oder Mannen / zweene und von denen von Erffurt auch zweene ihrer Freunde gegeben werden / in viertzehen Tagen auf Ersuchen der Parthenen / der solche Sachen angelegen seyn / dieselben vier sollen an gelegener Stadt in Thüringen / darnach in 14. Tagen Tage-Satzung thun / und sich befleissen / die Irrung freundlich beyzulegen / und ob das nicht geseyn möchte / beyder Partheyen Fürbringen schrifftlich zu sich nehmen / und daraus mit Recht / wie sie wissen / entscheiden / Ob aber die vier des Entscheidens sich nicht vereinigten / sollen sie auf alles schrifftliches und anders Fürbringen / die Parthenen nach gemeinen beschriebenen Rechten / und nach Anweisung der Gelehrten / recht wissender die der Sachen nicht gewandt noch verdächtig / auf der Partheyen Kost entscheiden / darbey es bleiben und vollnzogen werden soll / ohne alle Auszügen oder Zuflucht eines Wegs und Hülff der Rechten: der aller Wir Uns / Unsere Erben und Nachkommen / desgleichen die von Erffurt sich verziehen haben / und verzeihen Uns beyderseits der aller / es sey Appellation, Supplication, Reduction, ander Hülff oder Zuflucht des Rechtens / eigentlich / öffentlich und wissendlich mit diesem Brief.

28. Es soll auch diesre Vertrag durch keine Sache / wie oder woran die immer kommen möchte / für gantz / noch eines Theils aufgesagt / noch abgeschrieben werden / sondern wir gereden und geloben für uns / unsere Erben und Nachkommen / obgemeldter Weise / bey Unsern Fürstlichen Würden und wahren Worten / den in allen Stücken unverbrochen / gantz und unwiederrufflich zu halten / alles treulich / ohne arge List / und ohne alle Gefährde. Des zu wahrer Urkund und Bekäntnüß / auch steter / fester und ewiger Haltung / haben Wir unser groß Fürstl. Insiegel an diesen Brief wissendlich hencken lassen; Geschehen und gegeben zu Weymar nach Christi unsers Herrn Geburth Anno 1483. auf Montag / nach Unser lieben Frauen Tag / Purificationis, zu teutsch Lichtmeß genannt.

29. Hierauf bekennen Wir obgemelte Rathsmeister / Rath und Räthe / für uns / unsere Nachkommen und gemeine Stadt Erffurt / daß wir uns mit zeitlichem vorgehaltenen Rath / mit guten Wissen und Willen aller fünff Räthe und Unser Eltisten / mit den obgemeldten Unsern gnädigen Herren / für sich / ihre Erben und Nachkommen solcher Verschreibung / und aller darinnen vermeldter Stücke / Punct und Articul / alles Inhalts und lauts vereint / vertragen / und in ewige Zeit stät und fest zu halten bewilliget / geredt und gelobet haben / vereinigen / vertragen / und bewilligen Uns derselben aller und jeglicher / sämbtlich und insonderheit / so viel Uns und gemeine Stadt ihres Inhaltes betrifft und gebühret. Wollen und sollen auch die also stracks und aufrichtig halten / darwider nicht thun / oder zu thun schaffen / oder bestellen / odre jemands der Unsern darwider zu seyn / in einige Weise erstatten.

30. Es soll auch diesre Vertrag durch keine Sache / wie oder wovon die immer kommen möchte / für gantz noch eines Teils aufgesagt / noch abgeschrieben werden / sondern wir gereden und geloben bey den Pflichten und Eyden / so wir der Stadt Erffurt schuldig seyn / und Unsern wahren Worten und Treuen / für Uns und Unsere Nachkommen / den in allen Stücken unverbrochen gantz und unwiederrufflich zu halten / alles treulich / ohne arge List / und ohne alle Gefährde. Zu wahrer Urkund haben wir Unserer Stadt groß Insiegel an diesen Brief thun hencken; Geschehen zu Erffurt nach Christi Unsers Herrn Geburth 1481. auf Montag nach Unser lieben Frauen-Tag / Purificationis, zu teutsch / Lichtmeß genannt.

ANNO 1483. 3. Fev.

LVIII.

Vertrag zwischen Albrecht Ertzbischoffen zu Mayntz / und der Stadt Erfurt; Worinnen die zwischen obbenannter Stadt / und des Ertzbischoffs Vorfahreren entstandene zweyträchte verglichen werden / und verspricht obbenannter Ertzbischoff jene bey ihren Rechten und Obrigkeiten bleiben zu lassen / dahingegen sollen die von der Stadt denselben in seinen Stiffts-Rechten / Gütern und Zinsen mit nichten verhindern / wozu derselbe sich noch eins und das andere stipuliret. Geben zu Amorbach am Montag nach Purificationis 1483. Sambt REVERS der benanten Stadt / daß sie dem Vertrag nachkommen wolle. Geben zu Erffurt eben den Tag / wie oben. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. I. Fortsetzung III. Abtheilung III. Absatz I. pag. 10.]

C'est-à-dire,

Transaction entre ALBERT *Archevêque de Mayence & la Ville d'*ERFORT, *par laquelle toutes les inimitiés & Hostilités survenues du tems du précedent Archevêque doivent cesser & être mises en oubli. L'Electeur y promet de maintenir inviolablement les Droits & Privileges de la Ville, laquelle de son côté s'engage à ne le troubler en aucune maniere dans ses Biens, Droits & Revenus. A Amorbach le Lundi après la Fête de la Purification* 1483. Avec *un* REVERS *de la Ville, portant qu'elle se soumet & s'oblige à l'exacte observation de ce Traité. Dudit jour & an* 1483.

WJr Rathismeister / Rath / Rethe und gantz Gemeine der Stadt Erffurt / Bekennen und thun kund / für Uns und Unsere Nachkommen / allen den / die diesen Brieff sehen oder hören werden / als bey Zeiten Ertz-Bischoffs Diethern zu Mentz / rc. Unsers lieben Herrn seeligen löblicher Gedächtnüs / etzliche Zwietrechte und Spenne / zwischen seinen Gnaden / von sein und des Stiffts wegen eins / und Uns anders theils entstanden gewest seyn / und also bis auf Ankomen und Regierung des Hochwirdigsten / Hochgebornen Fürsten und Herrn / Herrn Albrechts / des Heiligen Stuls zu Mentz / in geistlichen und weltlichen / vollmächtiger Administrator, &c. des Heiligen Römischen Reichs durch Germanien Ertz-Kantzler / und Chur-Fürsten / Herzogen zu Sachssen / Land-Graven in Düringen / und Maggraven zu Meissen / Unsers gnedigen Herrn unentricht anstehen blieben / daß Wir solch Gebrechen und Zwietrechte hinzu legen / auch künfftige Jrrung zu verhüten und zu vermeiden / mit dem ietztgenannten Unserm gnedigen Herrn / und Stifft Mentz / als mit Unserm rechten Erb-Herrn / gnediglich / günstlich und Gütlich vereiniget / vertragen / und bericht seyn / laut einer Verschreibung von seinen Gnaden / mit Bewilligung der Erenwirdigen Hochgeboren und Wirdigen Thum-Dechane und Capitels ausgangen / die hernach folget und begriffen ist / also lautende

Wir Albrecht von GOttes Gnaden / des Heiligen Stuels zu Mentz / in Geistlichen und Weltlichen vollmechtigee Administrator, des Heiligen Römischen Reichs durch Germanien Ertz-Kantzler und Chur-Fürst / Herzog zu Sachsen / Land Graff in Düringen / und Marggraff zu Meissen / Thun kund allen / die diesen Brieff sehen oder hören werden. Als in Zeiten des Hochwirdigsten in GOtt Vaters Herrn Diethern Ertz-Bischoffs zu Mentz rc. Unsers lieben Herrn und Vorfaren seeligen löblichen Gedächtnüs / zwischen seiner Liebe / von sein und des gemelten Stiffs wegen ein / Und den Ersamen und Unsers Stiffts Unterthanen und lieben Getrewen / Rathis-Meister / Rethe / Räthen / und gantzer Gemeine Unser Stadt Erffurt anders theils / etzliche Zwietrachte und Spenne erstanden / und bis nach Abgange des gemelten Unsers lieben Herrn seligen beharret / und in Zeit Unser Regierung bestanden gewest seyn. Wan aber Wir ernstlichs Gemüts erstlich zu gemeinen Nutz und Frieden / und sonderlich Unser Stadt und Unsern Burgern zu Erffurt gemeinlich zu Gnaden und Gunst geneiget / und allezeit gemeint seyn / Ausfruhr / Krieg und Beschwerung / auch Jrrung in künfftig Zeit zu verhalten und zu verkommen. Darumb bekennen Wie für Uns / Unser Nachkommen und Stifft Mentz / daß Wir Uns mit dem Rathe und gemeiner Stade Erffurt / mit zeitigen Betrachtungen / auch Rath und Verwilligung der Wirdigen Hoch- und Wohlgebohrnen und Ersamen Herrn Bertholds / Graffen und Herren zu Hennenberg rc. Dechants Unsers lieben Oheims / und des Capitels gemeiniglich Unsers Thumb-Stiffts zu Mentz. Solcher Zwietracht und Spenne gnediglichen und günstiglichen auf nachgeschriebene Maß vereinigt / berichtet / und hinfür die nachgeschriebene Artickel / was darinne begriffen oder verfast ist / zwischen Uns / Unsern Nachkomen und Stifft / und Unser Stadt Erffurt / und den Bürgern / also ewiglich zuhalten vertragen / und von beyden Theilen beschlossen haben. ANNO 1483.

I.

Zum Ersten / Als die Stadt Erffurt von Alter her dem Heiligen Sanct Martin / Unserm Patronen / Unserm Stifft Mentz und Uns zustehet. Und Wir und Unser Stifft jre rechter Erb-Herre seyn / auch die Bürger daselbst / Rath und Gemeine Unsern Stifft mit Treuen und Eyden in Forme wie von Altee herkomen ist / gewant / und von Unserm Stifft mit etzlichen Freyheiten begnadet und begabet syn. Demnach sollen Rath und Gemeine sich gegen Uns / Unsern Nachkommen und Stiffte / getreulich mit Herkommenen Verwandnissen halten und beweisen / und Wir / Unser Nachkommen / und Stifft Mentz / sie und ihre Nachkommen wiederumb bey allen und jeglichen jren Obeigkeiten / Herrligkeiten / Gnaden / Freyheiten / Rechten und Erbaen Gewohnheiten / was sie der dom Stifft Mentz herbracht haben / bleiben lassen / zu ewigen Tagen / und jnen darinnen keinen Abbruch oder Jnntrege thun / in keine Wege.

II.

Jtem / die Unsern von Erffurt sollen auch Uns / Unsere Nachkommen und Stifft Mentz / bey Unsern Obrigkeiten und Herrligkeiten / die Wie und Unser Stifft zu Mentz haben. Auch Gerichten / Geistlichen und Weltlichen / hohe und nieder / auch gewonlichen und ziemlichen Gerichts-fellen und Nützen / und andern Unsers Stiffts Rechten / Güttern und Zinnsen / nicht jrren / verhindern noch versperren / darein niche tragen / oder durch die Bürger / oder ander der sie mächtig weren / tragen lassen / in keine Wege / sondern den Gerichten jren freyen Laufft vollengehen lassen / die auch Wie und Unser Nachkommen / nach redelicher erbarer maße mit Personen und Schreibern bestellen / besetzen und ordenen mögen / und die Gericht bey erbaen alten herkommenden Gewohnheiten bleiben lassen sollen / damit Unsern Bürgern und menniglichen nach Gebürnüße / Rechts verholffen werden möge / und daß die Partheien des Schreibers halben / nicht ungebürlich beschweeet werden / alles ungeschelich.

III.

Jtem / daß der Rath zu Erffurt Unsern Hoff daselbst / mit den Dörffern / Leuten und Gütern / darzu gehörende / auch Unser Amptleute und Diener getreu-

ANNO 1483.

getreulichen entschütten und entretten / und dieselbigen an jrem Leibe und Gute / so viel an ju ist / nicht verunrechten lassen sollen / wann sie das ersucht / oder vor sich selbst innen werden / ungeferlich.

IV.

Item / Es solle der Rath Unser Pfaffheit bey jren Rechten / Freyheiten / und alten Herkomen bleiben lassen.

V.

Item / so die Unsern des Rath von Erffurth jemand Geleyt geben / daß sie zu thun Macht haben / für Gewalt und nicht für Recht / oder Unser Gericht / sonderlich für bekannt / oder erforderte Schuld / so sollen sie doch in solchem Geleyt ausnemen / Unser und Unsers Stiffes abgesagte Feinde / und diejenigen / die auf Unsern oder Unsers Stiffes Schaden gewest / das unverteydingt were. Auch sonderlich denjenigen nicht Geleyt geben / die in Unsers Geriches Achte weren.

VI.

Item / als Unser Bürger zu Erffurt auff Walpurgis den erstea Tag des Meyen / in Unserm Walt genannt die Waweit / von altem Herkomen pflegen zu gehen. Soll ein Rath bey jnen verfügen / daß sie den Walt an mercklichen Bawmen / Laßreisern / und anderm Gehöltze nicht ungebürlich beschedigen / über alt Herkomen ane Geverde. Auch darinne zu keiner Zeit von jnea gejaget / noch geweydewerckt werden. Wo das aber überfaren wurde / daß Wir in ziemlicher Weise die solches theten / darumb zu pfeuden und zu rechtfertigen haben.

VII.

Item / als dan Wasser und Wasserleuffte von Unser und Unsers Stiffts Oberkeit sind / ob jemand der Wasser halb verhandelte / sollen solch Uberfarung Uns verbüßet werden. So hinfür die Wasser-Meister jemandts abgeböten / und Pfand erkennen würden / als sichs gebürt. Würden denn Unser Ambtleute und Wasser-Meister am Rathe gesinnen / einen jren Knecht darzu zu schicken / das soll ein Rath thun unverzöglich / damit die Pfandung dester richtiger gefolgen. Und alsdenn solle dem Knechte ein Schillingpfennig gegeben werden. Doch solle der Rath and Unser Bürger zu Erffurt Wasser in die Gassen zu leiten nach der Stadt Nothdurff Mache haben / unschedlich den Mülen und den rechten Wassergängen. Also daß sie keinen newen Bawe ane Wissen und Willen der Wasser-Meister und Unser Amptleute thun sollen.

IIX.

Item / Es sollen auch alle Gewandschnyde Kürsenwercke feil zu haben nirgent gestat werden / denn in Unsers Stiffts Kammern und Heusern / die von Alter darzu geordnet seyn. Dieselben Kammern Wir in ziemlichen Bawe halten wollen. Desgleichen sollen Becker / Schumacher und Lederer jre Ware feil haben in Unsern Heusern und Stenden / die von Alter darzu geordnet gewest seyn. Und Uns und Unsern Nachkomen Unser Zins und Gebüre davon geben / wie das von Alter herkommen ist. Darob auch ein Rath ernstlich seyn soll / daß ein solches geschehe. Und so solch Unser Stende / nemlich Brodbenck und Schubenck mit solcher Waare besatzt und verzinset werden / haben Wir von gemeines Nutzes wegen / und Unsern Bürgern zu gut / nachgelassen / daß die Becker und Schuster jre Waare in jren Heusern feil haben / und verkeuffen mögen / ohn alles Geverde

IX.

Item / Als Unser Stifft Gerechtigkeit hat / daß von jglichem Biee so zu Erffurt gebrawen wird / acht Groschen gegeben werden sollen / damit Uns / Unsern Nachkomen / kein Abbruch geschehe / solle hinfür einem jeglichen Benumeister von dem Rath auf seinen Eydt befohlen werden / fleißiglich zu mercken und aufzuzeichen / wie viel und von wem Bier in seinem Brauhause das Jahr gebrauen werden / und so er darumb von Unsen Amptleuten ersucht würde / soll er jn das getreulich und ohngefehrlich / bey der aufgelegten Pflicht sagen und verzeichnet geben / und alsdann einem jeglichen für seine Mühe und Arbeit desselben Jahrs zween Schilling-Pfennig / gemeiner Werschafft / gegeben werden.

X.

Item / Es sollen Handwercks-Meister der Handwercke die von Alter her ire Bestetigung / auch Stab und Heilgen empfangen haben / solche Bestettigung / auch Stab und Hilgen von Unsern Amptleuten in Unserm Hoff empfahen und aufnehmen / und darum thun / als von Alter herkommen ist.

XI.

Item / Wir sollen und wollen auch Unsern Gerichten / Geistlichen und Weltlichen jeglichem seinem aufrichtigen Lauff / und die Gerichts Zwenge in dem Erkentnüs nicht vermischen / sonder was sich gebürt an geistlichem Gericht Geistlich / und an Weltlichem Gericht Weltlich berechten lassen / und auch die Sachen nicht darabe ziehen / alles wie sich das gebürt und recht ist.

XII.

Item / zu mehren und zu handhaben die Würde Unser Gericht / Geistlichs und Weltlichs / auch Unzucht und frevelichen Mutwillen zu verhüten / ob hinfür jemand für Gericht unziemliche grobe Wort gen jemands der vor oder in dem Gericht / zu schicken het / übet / ein solcher soll verfallen seyn / fünff Schilling / und das Gerichte das also erkennen / und dem Erkenntnüs Folge geschehen soll / als in andern erforderten Sachen und Urteilen: wo aber jemands mit unziemlichen und lesterlichen Worten / die da bußwirdig sind / das gemeine Gericht lestert oder beschweret / der solle dem Gericht drey Pfund und drey Scherffe geben und verfallen sein / unvergrifflich in dem allen der Personen / die also mit Worten an iren Ehren gelestert / die möcht iren halben mit rechte handeln / so viel ie füglich und gemeint were / In dem allem der Rath Hülff und Stadt-Recht thun sollen / als sich auff erforderte Sachen gebürt.

XIII.

Item / und als bisher die Gerichts-Knecht Unsers weltlichen Geriches der Partheyen Fürsprechen gewest sind / wollen Wir / daß dieselben Unsers Gerichts-Knechte fürter an Unserm Gericht keine Fürsprechen seyn sollen.

XIV.

Item / als Unser Vorfarn und Stifft Mentz / dem Rechten zu Stewre / auch Unser Bürger Kost und Schäden zu verhüten / ewiglich zugelassen und verwilliget haben / daß die Urtheil Unsers weltlichen Gerichts zu Erffurt mögen für den Rath gestraffe werden / so sich solchs begibt / damit dem Partheyen förderlich Rechtfertigung geschehe / soll ein Rath hinfür seinen Spruch des Zufalles der fordern Urtheil Unsers Gerichts / oder aber die Straffe thun / und des glaubtichen Schein an Gerichte schicken / innwendig acht Wochen / von Zeit der Straffe für Gerichte geschehen. Ob aber durch den Rath solchs nicht geschehe / soll und mag Unser Gericht auf Ansuchen der Partheyen volfarn nach Gerichts-Ordnung / unverhindert einiger Einrede / was auch also / oder ander des Gerichts gewönliche Ubung er-

ANNO 1483.

klagt/ oder auch für dem Rath mit gestrafften Urteilen/ wie vorgemelt/ erfordert würde/ soll der Rath unverzöglich/ auf Stund ohn Auseede darob seyn/ damit Vollziehung darauff geschehe/ so veel und dem Rath zu thun gebürt.

XV.

Item/ wann Sachen vor Unsern Weltlichen Gericht für dem Rath gestrafft/ und die Partheyen in acht Wochen den nechsten darinne der Rath dem Zufall oder Straffe thun sollen/ solcher Sachen gütlich vertragen werden/ haben Wir Unsern Bürgern zu gut nachgelassen/ daß sie alsdann der Fünff Schellinge Straff-Geldes zu geben nicht schuldig seyn sollen.

XVI.

Item/ als das Helffgeld über erforderte Sachen/ Uns und Unserm Stifft zustehet/ soll solch Helffgelt verfallen sein/ so die erforderten auf Begehren und bethe des Klegers in des Raths Buch unter dem Thorm geschrieben werden/ doch ob sich darnach in Vierzehen Tagen der Kleger mit dem erforderten gütlich vertragen würde/ soll er das Helffgelt zu geben nicht schüldig sein/ so ferne er dem Schultheysen in zweyen oder dreyen Tagen nechst darnach ansage/ daß er sich gütlichen bereche hab/ daß denn auch von dem Schultheysen dem Rath soll verkündet werden/ und wo der Rath Hülff thut/ soll ein Rath von den/ die Erforderunge erlangt haben/ das Helffgelt einnemen/ und sambt dem Verzeichnüs/ wer das/ und wie viel geben hab/ Unsern Amptleuten überantworten/ Ob aber der Kleger auffstünd nach dem Schreiben/ Hülff und Vollziehung der Urtheil haben wolt/ daß er Macht haben soll/ solch Hülff durch den Rath mit der Ordenung/ wie herkommen ist/ unverzöglich geschehen und vollengtzogen werden.

XVII.

Item/ als wir in Ankommen Unsers Regiements an Unseen Geistlichen und Weltlichen Gerichten zu Erffurt/ etzliche Ubung funden haben/ Uns bedüncker hat/ billich zu ändern seyn. Darumb so wollen Wir/ daß Unser geistliche Richter/ den/ die nun ehelich leben/ oder ander Sachen gefordert und absolvirt/ und unschuldig gefunden werden/ für solch Urtheil kein Gelt abnemen sollen. Ob aber die Partheyen/ Urtheil-Brieff gesinnen würden/ dafür zu nemen/ sollen sich Unser Richter ziemlich und gebürlich halten.

XIIX.

Wir ordnen und wollen auch/ wenn Unsere geistliche Richter ersucht werden/ eine Gemeine umb Gemeinschafft willen/ die sie einem Bennischen gethan hetten/ zu bannen; So sollen sie/ dieselben Gemeine vorhin vermanen/ den Bennischen auszuweisen/ und kein Gemeinschafft zu thun/ und so die Gemein dem also thut/ so soll sie darüber nicht gebannet werden/ so ferne auch die Gemein/ nicht Geverde gesucht würde. Ob aber jemaads mit denselbigen Bennischen frevelich Gemeinschafft hette/ den möcht man bannen insonderheit.

XIX.

Item/ wenn auch jemands todt geschlagen wird/ oder von andern Schaden stirbet/ und sein Pfarrer bekennet/ daß er sich in seinen Leben Christlich gehalten hab/ und in keinen Bann sey/ so sollen Unsere geistliche Richter/ für die Begrebde kein Geld nehmen/ denn einen Schilling für das Indult/ ob es Noth ist.

XX.

Item/ zu Handhabung des Frieden in Unser Stadt Erffurt/ wollen Wir/ daß Unser Schultheys/ oder Unser Gerichte die jenen/ die Todtschlege gethan hatten/ und in die Acht gethan würden/ dem Rath beschreiben geben/ die fürder in das Stadt-Buch zu schreiben/ und sich mit den Echtern hinder dem Rath nicht richte/ desgleichen soll der Rath auch hinder Unserm Gericht kein Richtung mit jn auffnehmen/ were es aber/ daß Unser Schultheys den Rath ersuchte darbey zu schicken/ und der Rath daran seumig würde/ so möchte der Schultheys alsdenn Richtung von jn ansnemen/ doch mit Beheltnüs dem Rath seiner Gerechtigkeit.

ANNO 1483.

XXI.

Item/ auf daß Unrath so entstehen möchte/ vermieden werde/ wollen Wir/ daß Echter Unsers Gerichts zu Erffurt/ durch Unser Ambtleut zu Taberstad/ oder andern Enden umb Erffurt/ über acht Tage nicht geleytet/ gesichert/ noch enthalten werden sollen/ Also/ daß der Rath dieselbigen Echter/ in seinen Dörffern/ und Gebieten auch nicht geleyte/ noch enthalte.

XXII.

Item/ die Buße die Uns von Wunden gebüren/ so Unser Schultheys die erfordert hat/ an Unsern Weltlichene Gericht/ geschehe ihm denn kein Ausrichtung/ alsdenn soll er die dem Rath bescheiden geben/ dieselben darzu zu halten/ Wunden-recht zu thun/ und nicht in die Stadt zu kommen/ dem Schultheysen sey denn von jn Ausrichtung beschehen.

XXIII.

Item/ wann leider viel Unraths/ Mordes und Blutvergiessens kommen und auffgestanden ist/ umb des willen/ daß die Leute in der Stadt Erffurt zu solcher Zeit alß ein Aufflauff in derselben Stadt auff Strassen oder in Gassen/ in Heusern oder in Höffen geschehen/ einer geschlagen/ gewund oder genötiget worden ist/ nicht haben also auffrichtiglichen thören zu lauffen/ und solches unterstehen zu wehren umb Furcht willen/ daß sich ein jeglicher unschuldiger besorgen muß/ daß er als ein Schuldiger beklagt möcht werden/ und die That schwerlichen verrechten müste. Solchen grossen Unrath zuverkommen/ soll der Rath überall gebieten und verkündigen lassen/ wann und wie dick sich solche Aufleuffte machen/ daß ein jedermann/ wer des gewar würde/ ohne Furcht zu lauffen und wehren mag/ daß solche Aufflaufft abgethan/ Blutvergiessen und Mord verhütet und verwahret/ und die Mißthetigen/ und die solchen Aufflaufft machen/ in die Zucht gebracht und gehalten werden/ und wo die Mißthetigen Wunden gethan hetten/ die soll man von dannen nicht kommen lassen/ sie hetten dann Wundenrecht gethan und geschworen/ es were denn/ daß der eine Nothwhere gethan hette/ die er dann beybringen soll/ selbander mit unversprochen frommen Mennern/ die nicht partheylich oder verdechtlich sind/ würde auch darüber jemands von Bürgern/ oder Einwohnern/ die dann zu den Sachen gelauffen weren/ beschüldiget/ der soll des ledig werden und ohne Ansprache bleiben/ thar er seinen Eyd darzu thun/ daß er in dem Besten/ und umb den Aufflaufft zu wehren/ und ohne Fürsatze und ohne Geverde durch Verhengnüs willen dieses Gebots darzu kommen sey/ Und darumb soll niemands Messer oder Waffen tragen/ über die Maße die an dem Rathhaus henget/ und wer Messer oder Waffen über solche Maße tragen würde/ haben Wir umb Richtigung willen auf Ewigkeit zugelassen und vergunst/ daß der Rath darumb zu straffen hat.

XXIV.

Item/ die Messer und Wehren in den Auffleuff-

ten

ANNO 1483. ten gezückt / sollen Unsem Gerichte verfallen seyn / als von Alter herkommen ist / ausgenommen die Wehre / wann des Raths Knechte zu der Geschicht komen / und die Wehre alsbald nemen / die sollen zubrochen werden.

XXV.

Item / so jemand in oder voe eines Bürgers Hauß zu Erffurt todt geschlagen wird / were er eine einhymische Person / und zu Erfurt gefreund / soll man den Cörper auff der Freunde Beklagen ein Tag und Nacht liegen lassen / wer Er aber ein Frembder / so soll man ein Leib-Zeichen von jhm nemen mit des Gerichts Wissen / und den von Stund begraben / und mit der Acht etzliche Tage auf Zukunfft der Freunde verzlehen / und darnach echtigen / wie von Alter herkommen ist.

XXVI.

Item / daß die so ausserhalb Unser Stadt Erffurt und dem Wichbilde Wunden oder Todschlege theten / von Unsern weltlichen Richten nicht geechtiget noch darumb gebüsser werden sollen / desgleichen ob solche Verwundte zu den Ertzten ihren Freundten / oder sonst gen Erffurt komen / und indes daselbst solcher Wunden halben versterben würden / auch nicht zu geschehen.

XXVII.

Item / ob sich jemand selbst von dem Leben brechte / mit demselben und seinem Gut / soll es gehalten werden / als es von Alter herkommen ist.

XXIIX.

Item / es soll auch der Rath des ietzgemelten Unsers Stiffts Ampleute / Diener / und die umb die Stadt in Unsern Gerichten gesessen sind / nicht fahen noch greiffen / oder in das Gefengnüs setzen / daß dee Rath aus alten Herkomen zu Ewigkeit aus Bewilligung und Gunst unserer Vorfaheen und Stiffts hat / sondee / wee zu Unsern Ampleuten und Dienern zu sprechen oder zu fordern vermeinte / dee mag es thun vor Uns / Unsern Nachkomen / oder Unseen Ampleuten / des Hoffes zu Erffurt / ob aber jemand an die Unseen / die um Unsee Stadt Erffurt in Unsern Gerichten gesessen sind / zu fordern gewünne / die mögen den für Unserm Geriche zu Erffurt in Gebürlichen Fällen zusprechen / doch so dieselben die Unseen an Unser Gerichte begerten / sie vor unser Ampleute Unsers Hoffes zu weisen / so sollen sie also durch Unser Richter gewiesen / alsdenn soll dem oder denselben auf das längste in zweyen Monden endlichs Rechts verholffen werben. Es were denn / daß sich die Sache mit recht notturfftiglich verlenget. Wo man aber daran säumig würde / mag man sie vor unserm geistlichen oder weltlichen Gerichten fürnemen / da einem jeden fürderlich Reche ergehen soll. Ob aber der vorgemelten Unser Ampleut oder Diener einer oder mehe verhandelten / darumb sie an Leib oder Geliedern zu straffen weren / oder aus eigen Mutwillen einen schlügen / die mag der Rath zu frischer Tath angreiffen lassen / und wo das bey Tag geschehe / in Unsern Hoff antwortten sollen. Wo es aber bey Nacht geschehe / mag der Rath den oder die in seinem Gefengnüs behalten / bis auf den Tag / doch jnen darinn an jrem Leibe keine andere Beschwerung auflegen noch geschehen lassen. Und soll ein solches dem Schultheyssen oder andern Unsern Amtleuten im Hoff zu Erffurt zu erkennen geben. Und wo der Schultheys alsdenn solchen Gefangen fordern / und Reches über ihn zu verhelffen erbieten würd / soll ihm der in Unser Gefengnüs geantwort / und daeinne solcher verhandelter gehalten und verwart / und mit jm gehandelt werden / wie sich nach gestalt der Sachen zu Recht und Billichkeit gebürt / alles on Geverd. Wo oder Unser Unterthanen einer oder mehr / die auswendig Unsee Stadt Erffurt in Unsern Gerichten gesessen weren / in der gedachten Unser Stadt verhandelten / die mag der Rath zu fricher That angreiffen / und den oder die in Hafftung annemen / und auf seener Beschwerung jres Leibes behalten. Doch so Unser Schultheys oder andee Unser Ampleute solchen gefangen fordern / und Rechts über ihn zu verhelffen erbieten würde / soll ihn der oder die in Unser Gefengnüs geantwort / und darinne solcher verhandelter gehalten und verwart werden / und mit den gehandelt / wie sich nach gestalt der Sachen zu Recht und Billichkeit gebürt / sonder Geverde.

XXIX.

Item / Es soll der Rath niemands gestatten / auf Unsers Stiffts Freyheit zu Erffurt zu freveln. Und wer es darüber thete / den möchten Unser Nachkomen Stiffts Ampleute greiffen / in Unser Gefengnis des Hoffes setzen und straffen nach Nothdurfft / on Einsage und on Intrage des Raths. Als ferne der Ubelthetee kein Bürger / Einwoner oder jr Gebrdt Diener wäre; Wäre er aber ein Büeger / Einwohner oder jr Gebrdt Diener zu Erffurt / den solt man dem Rath in Gefängnüs antworten. Und sie sollen uns den halten / und für Unser Gericht zu recht stellen / daselbst gegen dem Ubelcheter recht ergeben solle / wie es sich nach gestalt der Sachen gebürt / wo anderst die Sachen ausserhalb rechtes mit uns oder Unsern Ampleuten gütlich nicht möchten abgetragen werden / damit uns deshalben Abtrag und Genügen beschehe. Wir mögen auch Unser Ampleut / Hauß-Gesind und ander Unsee Dienee in der Stadt / darzu geistliche Persohnen / auch Unsee und Unsers Stiffts Unterthanen auswendig der Stadt in Unsern Gerichten gesessen und begriffen / umb ihee Verhandelung lassen fahen / und in Unser Gefengnis des Hoffes zu Erffurt setzen / behalten und straffen / doch so jemand derselben nach seiner Verhandelung am Leben oder seinen Gliedern zu straffen were / ausgenommen was sich zu befragen und Erfahrung der Missethat begeben möcht / dieselben solten aus Unsern Gefengnis des Hoffs in das Gefengnüs / das der Rath aus altem Herkommen / Bewilligung und Gunst Unser Vorfahren und Stiffts hat / darbey Wir / Unser Nachkomen und Stifft zu Mentz / sie zu ewigen Tagen unverhindert bleiben lassen sollen / gefürt und geantwort / auch daraus für Unser Geriche gefürt und daselbst geurteilt werden / alles wie sich nach gestalt jedee Mißhandlung gebürt / und ob derselben Ampleute / Hauß-Gesind / Diener oder Unterthan / wie obgemelt / einer oder mehe Bürger weren / die am Leben zu straffen weren / die solt man dem Rath ins Gefengnüs antworten. Und sie solten uns die halten und für Unser Geriche zu recht stellen / daselbst Reche ergehen soll / wie oben geschrieben stehet. Ob aber Wir / oder Unser Ampleute / dieselbigen Ubelcheter zu Erffurt niche richten / sondern aus Unserm Gefengnüs in ander Unser Gericht und Gefengnüs füren lassen wolten / darinn soll der Rath keinen Eintrag oder Verhinderung thun. Doch daß dee in den nechsten zweyen oder dreyen Tagen darnach als der ausgefürt würde / niche geriche werde / doch hierinne ausgenommen die Geistlichen die zu Erffurt belehent oder gesessen sind / die sollen zuvor mit Rechte vorgenommen und erwunnen werden / Es were denn solche Verhandelung so gros / auch offenbar / odee so mercklich verdacht / dadurch er verflüchtig möcht werden / und darum am Leben zu straffen wäre / zu dem möchten Wie mit des Raths Wissen greiffen / und in Hafftung nehmen lassen / darbey der Rath soll schicken Auflauff zu verwaren ungeschelich.

XXX.

Item / als bey Zeiten Unser Vorfaren seeligen / gnediglich Herkomen ist / daß deß Raths-Voigte / die auff der Stadt Schlossen wonen / sollen von den Dingen / die sie zu Gebrauchung derselben Schloß kauffen / und so das von in bewert wird / keinen Zoll oder Schlegeschatz geben. Was sie der aber zu andern Sachen gebrauchen / und nicht beweren / damit soll es gehalten werden nach laut der Bücher. Bey solchem Herkomen wollen und sollen Wir / und Unser Nachkomen sie auch also ohn Eintrag bleiben lassen.

XXXI.

Item / von des Raths Frone und Zinßwagen soll auch kein Zoll gegeben werden.

XXXII.

Item / Wir haben Unsern gemeinen Bürgern zu Erffurt zu gut gnediglich nachgelassen / daß solch Fronwagen / die sie von ihre Gütern oder von Bete wegen haben / und jre Diener und Knechte / die solchs beweren / auf die Zollbrücken schicken / keinen Zoll geben sollen. Und die Bürger sollen sich darin aufrichtig und ungefehrlich halten / daß sie keinen andern Wagen / der Zinns / Güld oder ander Dig füre / für Fronwagen verteydingen. Und welcher des hinderkommen würde / der solt Uns zu iezlicher Zeit die Buße auf den gesatzt ist / verfallen seyn / und von dem Rath gehalten werden die zu bezahlen. Doch were es / daß Unser Bürger hinfür Schlos oder Dörffer / die bisher Zollbar gewest weren / an sich brengen würden / das soll Uns und Unsern Nachkomen an Unserm Zoll unschedlich seyn.

XXXIII.

Item / damit Unsere Bürger zu Erffurt und jre Unterthanen / in andern Unsern Stedten / Mercktem / Schlossen / Dörffern / Gebieten und Gerichten / sicherer und statlicher handeln und wandeln mögen; Wollen Wir / und sollen auch Unser Nachkomen am Stifft und Unsern Capitel zu Mentz nicht gestatten / daß sie jre Haabe und Gut in denselben Unsern und des Stiffts / Landen / Städten / Merckten / Schlossen / Dörffern / Gebieten und Gerichten / sollen noch mögen bekümert oder aufgehalten werden / noch mit Gericht oder sonst bekümern / oder aufhalten sollen noch wollen in keine Weise / es were denn um Schuld und Forderung / die an denselben Enden erwachsen und gemacht / oder daselbst zu bezahlen versprochen weren / oder andere Felle / die sich von gemeinen Rechten da gebürten zu verrechten. Und wir und Unser Nachkommen wollen und sollen / in allen Unsern Ampten und Stedten Unsers Stiffts / solches unverbrüchlich zu halten ernstlich entpfelen und gebieten; Ob aber durch Unser Amptleute einen oder mehr solches gefehrlich überfaren würde / die sollen den bekümmerten Kost und Atzung ablegen und bezalen unverzüglich / alles ungeverlich.

XXXIV.

Item / wir und Unser Nachkommen wollen und sollen wissentlich noch verhencklich nicht gestatten / daß die Unsern von Erffurt / und jre Unterthanen in Unsers Stiffts Landen und Gebieten / und aus Unsers Stiffts Mentz Städten / Schlossen / Mercken und Dörffern / mit Vhede oder one Vhede / beschediget werden. Auch jre abgesagte Feinde oder Beschediger sich darinn zu enthalten / oder darans nicht behelffen sollen in keine Wege / wollen und sollen auch das also in allen Unsern Ampten auffzusehen / und anders nicht zu halten / ernstlich bestellen / alles getreulich und ungefehrlich.

XXXV.

Item / was in diesen obgeschrieben Artickeln und Vertrage insonderheit nicht verfast ist / das doch zwischen Unsern Vorfarn und dem Stifft Mentz eins / und der Stadt und Unsern Bürgern zu Erffurt andern theils / in andern Ordnung und Verschreibungen / von Unsern Vorfarn und Capitel ausgangen / verfast oder geordnet / oder auch von dem Rath Unsern Vorfaen und Stifft verschrieben were. Solches soll in seiner fordern Ordenung und Krafft bleiben. Und dieser Vertrag / demselbigen / auch uns und Unsern Stifft / auch Unser Stadt Erffurt / Rathe und den Bürgern in andern Stücken und Rechten keinen Abbruch thun / alles on geverd.

Und Wie Albrecht Administrator obgenannt rc. Gereden und versprechen für Uns / Unser Nachkommen / und Stifft Mentz / bey Unsern Fürstlichen Würden. Daß wir diesen Vertrag / Ordnung und Gnade / in allen Puncten und Artickeln stete fest und unwidderrufflich halten / und dem nachkommen / Auch Unser Stadt Erffurt und Unser Bürger darbey bleiben lassen sollen und wollen / sonder alle arge List und Geverde. Und des zu Urkunde haben wir Unser Insiegel für Uns und Unser Nachkommen / an diesen Brieff thun hencken.

Und Wir Berthold von GOttes Gnaden Graff und Herr zu Henneberg / rc. Dechant / Ruprecht Graf zu Solms / Cüster / Dammo von Prumheim / Schulmeister / Ebald Fulhaber / Senger / und das Capittel gemeinlich des Thumbstiffts zu Mentz bekennen / daß solcher Vertrag und Beredung / wie oben beschrieben stehet / mit allen Puncten und Artickeln mit Unsern Rath / Wissen und Verwilligung beschehen / und so viel an Uns ist / daran seyn / daß es also gehalten werde / auch dawider zu thun in keinen Zeiten bewilligen wollen. Und haben darum Unsers Capittels groß Insiegel zu des obgedachten Unsers gnedigen Herrn von Mentz Insiegel für Uns / und Unser Nachkommen / an diesen Brieff thun hencken Der geben ist zu Amorbach am Montag nach Unser lieben Frauen tag Purificationis. Anno Domini, millesimo, quadringentesimo, octuagesimo tertio.

Solch itzgemelte Verschreibung und Vertrag mit allen und jeglichen Meldungen / Worten / Artickeln und Puncten / wir obgemelten Rathsmeister / Rath / Rethe und gantze Gemeine der Stadt Erffurt erkant / gewilliget und angenommen haben. Erkennen / willigen und nemen den an / für Uns und Unser Nachkomen ewiglichen / Gereden und versprechen in waren trawen / alß Wir dem Stifft gewand sind / dem Unsers teils vollkommenlich nachzukomen / und unverruckt zu halten / und darwider nicht zu thun in keine Wege. Des zu Urkund haben Wir Unser Stadt groß Siegel für Uns und Unser Nachkommen wissentlich an diesen Brieff thun hencken. Der geben ist zu Erffurt / am Montag nach Unser lieben Frawen tag Purificationis, Nach Christi unsers Herrn Geburt / vierzehenhundert und darnach im drey und achtzigsten Jaren.

LIX.

Traité conclu entre EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, & ALEXANDRE Duc d'Albanie, par lequel ils conviennent d'une Trêve pour une Année entre les Sujets du Roi & les Ecossois Partisans du Duc; le premier s'engage à aider le Duc à se mettre en possession du Royaume d'Ecosse, & l'autre promet à servir le Roi contre la France, &c. Fait à Westminster le* 11. *Fevrier* 1483. 11. Fevr.

ANNO 1483.

1483. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. XII. pag. 173.]

THIS INDENTURE, MADE at Westminster by London the eleventh day of February, iu the Yere of oure Lord God, after the accompting of the Church of England, M. CCCC. LXXXII. BETWENE the Right Noble Lordis, *Henry Erle of Northumbreland*, *James Lord Scrope*, and Sir *William Parre* Knight of the Gartier, Countaillours, Proctours, Oratours, and Commissaries of the moost High and Excellent Prince EDWARD, by the grace of God, *King of England and of France, and Lord of Irland*, by vertue of Lettres of Commission and Procuracye under the Grete Seale of the saide King to theim gyven, whereof the Tenour is insert at the'nde of thies present of the oo syde, and the right Noble Lordis, *Archibald Erle of Anguysse*, *Andrew Lord Grey*, and Sir *James Lyddall* Knight, born and enherited within the Reaume of Scotland, Embassadours, Proctours, and Commissaries of the High and Mighty Prince *Alexandre Duc of Albanye*, within the saide Reaume of Scotland, by vertue of othre Lettres of Commission, under the Seale of the *saide Duc*, to theim made, wherof the Tenour is also insert at th'end of these Presentes, treting and appoincting with the Kingis saide Commissaries, as wele for their owne propre interresse, as for the part of the *saide Duc* and his Friendis and wele-willers, of the othre syde, berith WITNESSE that it is agreed bitwene the Commissaries of bothe sidis before named, for and in the Names of the saide Princes leiyng to gidre the interesse aforsaide, in maner and fourme, and upon the Articles and matiers that folowen.

FURST, It is appoincted, covenanted, accorded, and conclnded bitwene the said Commissaries, that from this daye fourth shal be good amitie, love, favour, and friendly intelligence bitwene the moost Excellent Prince *Edward King of England and of France* of the oo side; and the High and Mighty Prince *Alexander Duc of Albanye* of the Reaume of Scotland, on the othre side; so that bothe the saide Princis shall eithre to othre gyve all the convenient assistence, aide, and supplie that they can or may to the upholde, maynteyne, and encreace of their both Estatis against all Persones that wolde attempte the contrarye.

Item, that bitwene the Subgittis, lovers, and wele willers of eithre Prince dwelling within the oo Reaume or the othre, shal be from this day fourth, and now by thies presentis is made, contracted, appoincted, and accorded werrey true, lawfull, and assured treux and abstinence of Werre for oon hool Yere by Land and fresh Waters, provided alwey, that the saide Subgittis, Lovers, and wele willers of the *Duc of Albanye*, be playnly and certainly declared in writing, to be sent unto the bothe Wardeyns of England toward Scotland from the said *Duc*, under his Seale, by the last day of Marche next to come; and that suche Persones as wille not take the parte of the *saide Duc*, namely, dwelling nigh the Marches of England, be also expressely named and certefied in the saide Writing, to th'entent that such advantage may be taken against theim as shall be behoveful for the partie of bothe Princes.

Item, it is appoincted, covenannted, and accorded, that during the tyme of the saide Treux and abstinence of Werre, if any Persone or Persoues belonging to the oone or the othre of the Parties aforsaide doo or attempte by wey of Fete, Hostilitie, Robberye, or othrewise any thing contrary to the wele and prouffit of any of the othre Partie, that restitution and amendis shal be made unto the harme takers of and upon the goodis and Persones of suche as have doon is with as good maner and diligence as it hath been at eny tyme best used, when Treux have be kept bitwene both Reames; for th'execution wherof to be truely and surely doon, *th'Erle of Northumbreland* for the Partie of England, and *th'Erle of Anguyse* for the Partie of Scotland, have promysed to put theim for this next Yere in their effectuell devoircs, as toching th'Est and Middle Marches of bothe Reaumes; and as for the West Marches, it shal be practized that my *Lord of Gloucestre* for England, and my *Lord of Albany* for Scotland, shall assure eche othre by their Writing to doo the same.

Item, the saide Embassadeurs of the *Duc of Albany* promitte and oblige the *saide Duc*, their Maister by thies presentes to entende dailye during the saide Treux, and after if nede be, to the Conquest of the Corone of Scotland, to his propre use, soo and in suche wise that therby he ande alle the Nobles of Scotland, taking his parte, may doo the *King of England* and his Heires grete and mighty service against the Occupiours of the Coroune of Fraunce.

Item, that the *King of England* assisting the *said Duc* in that quarell, and helping him with resoonable nombre of men and goodis to the Conquest of the saide Coroune of Scotland, the *saide Duc* shall never leve that opinion for eny offre or trety that can be made unto him of the Partie of *James* that now occupieth the Coroune there, or eny of his Issue, nor lyve under the ligeannce of any of theim.

Item, the said Embassadeurs of the saide *Duc of Albanye*, all three of theim, as thei be named before, have promised and obliged theimself by their feithes, honneurs, and Knigthod, that in case, that God forbede, the *saide Duc* and his Heires of his body decease, in what maner or way that ever it happen, than they and all othre that they may cause withoute fraude or male engin, shall never live undre the ligeance of eny othre Prince, but oonly of the *King of England*, he being their goode and gracious Prince, helping and rewarding theim for their services after their degrees and desertis; and that they shall kepe their Castell, Houses, and Strengthes from *James* now *King of Scottes* and his Succession at alle their Powers, and against all th'Ennemyes of the *King of England* aforsaid.

Item, the saide Ambassadeurs have promised in the Name of the *saide Duc*, and therto by thies presentis they have him bounde and obligied, that incontynent upon the taking of the saide Coroune of Scotland, and at the ferrest within forty dayes therafter, he shall cause and make the Ligue that is bitwene France and Scotland to be utterly broken and adnulled, and never that nor noon othre like to be made ne observed by him nor his Subgittis.

Item, that forthwith that doon he shall declare himself and his Heires all the Nobles and Commones of that Land being and to be under his obeissaunce for the *King of England* and his Heires against alle Princes being adversaries to the King or Realme of Englande, and namely against the Occupiours of the Coroune of Fraunce; bindyng himself, his Heires, and Nobles aforesaid, to doo service of Werre against the saide Occupionrs at alle their powers and propre costes, whensoever therto they shal be required by the *King of England* for the tyme being, unto the final Conquest of the Reaume of Fraunce unto the obeissaunce of the King of England.

Item, the saide Ambassadeurs have in the name of the *saide Duc*, and also in thair propre names, and in the names of all their Friendis, promysed that neithre by the *saide Duc*, nor his Heires, nor any othre holding their part, shall be any question made herafter, nor Title pretended to the Town and Castell of Berwyk, but that the *King of England* shall mowe peassibly enjoy the saide Towne and Castell at his good wille and pleasure.

Item, the saide *Dukes Embassadours* have promised in the Dukis name, and also in the names of theimself and their Friendis, that whansoever it shall please the *King of England* to write unto the *Duc of Albanye*, for restitution of *James Erle of Douglas* unto his Landis, within the Realme of Scotland, they shall provide and see that he be incontynent therunto restored according to such Convention as hath been made at this tyme bitwene *th'Erle of Anguyse* and *Him*, and also bitwene *Him* and the saide *Embassadeurs*.

Item, that the *Duc* being King and at fredom of Mariage, shall take oon of the Kingis Doughters in Mariage, withonte any charge to be borne by the King.

Item, the Commissaries of the *King of England* aforesaide, in consideration of the offeres afore reherced, have, for and in the name of the *King of England*, their Souveraign Lord, promysed and graunted, that the *King of England* will and shall helpe and assiste the saide *Duc of Albanye* to the Conquest of the Coronne of Scotland, and for that entent sende in alle goodly haste his Brothre the *Duc of Glouceestre*, his Cousin *th'Erle of Northumberland*, Wardeins of the Marches toward thoos Parties, they alwey to be redy upon convenyent warnyng, to gif and sende such

Aide

Anno 1483.

Aide of Archiers and othre warrely men *to the Duc*, for th'entent abovesaid, as shall be thought necessary for the season; and namely to the nombre of three thousand Archiers, souided and paied at the Kiogis charge for six wekis; and in cas there happe a grete day or rescus of *the Duc*, or eny othre oecessary defense for him to be appoiocted, *the King* will see that *the Duc* be assisted and helped by suche a notable Armee joyned to his Friends, as with Goddis grace shall suffise.

Alle which thingis and Articles so agreed and accorded in maner and fourme above expressed, we Embassadours, Proctours, and Commissaries of the saide High and Mighty Prince *the Duc of Albanye* our Master afore-named, as wele for oure owne Interesse, as by vertue of oure Commissioo, promitte in gode feith in the name of the same *Duc*, and also in oure owne names, that both the said *Duc* oure Master and we shall holde, kepe, and observe io alle Poyotis as ferre as they touche and concerne the *saide Duc* and *Us* joyntly or severally.

The Teoours of the Commissions wherof is made mention before be suche as folowe,

Uoiversis & singulis ad quorum notitias præsentes Litteræ pervenerint, *Alexander Dux Albaniæ, Comes Marchiæ, Marr, & Garyeth, Dominusque Vallis Anandiæ, &c. ut supra in Literis datis sub Sigillo meo apud* Castrum de Dumbar *duodecimo die mensis Januarii, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, octuagesimo secundo.*

Edwardus, Dei gratiâ, *Rex Angliæ & Franciæ, & Dominus Hiberniæ*, omnibus, ad quos præsentes Literæ pervenerint, Salutem.

Seiatis quod Nos,

De fide, legalitate, & fiducia carissimi & fidelis Consanguioei nostri, *&c. ut supra in Literis datis nono die Februarii.*

In Wittenesse wherof we the saide Ambassadeurs, Proctours, and Commissaries of the *saide Duc of Albanye* oure Maister, have made thies presentes, to de delivered to the saide Oratours, Proctours, and Commissaries of the saide *King of England*, subscribed with oure names and signes manuells, and set to our Sealles at the said King of England's *Palois at Westminster* the eleventh day of February, the Yere of oure Lord God above writen.

A. Erl of Angus.
Andrew Lord Gray.
James of Liddal Knight, &c.

Sigillis suis ceræ rubræ in duplici cauda Pergamenæ pendentibus.

Scedula adfixa.

We *Archibald Erle of Anguyse*, *Andrew Lord Grey*, *James Liddal* Knight, Embassadeurs, Proctours, and Commissaries of the High and Myghti Prince *Alexander Duc of Albanye* of the Reaume of Scotland, protest and declare, by this present Writing, sealed and subscribed with our hondis, that how be it certain Endentours be passed this daie, that is to say, the eleventh daie of February in the Yere of oure Lord God, after the computation of the Churche of England, one thousand, four hundred, eighty two, bitwene Us and certain Commissaries of the Right High and Excellent Prince Edward *King of England*, concernyng certain Articles of amytee and abstinence of Werre, with othre Cooveotions expressed in the same Endentours, bitwene the said Prince, their Subgettis, Lovers, and wele willers, dwelling within the oo Reaume and the othre, hit is not, ne hath not be the mynde ne entent of the said Commissaries, nor of Us io treting, concluding, and sealing the said matiers, that any innovation shuld be made on the Partie of Scotland, as touching the reparation of Cawemylles and Blakaters Towie, nor of bylding of eoey Fortresse of lyme and stooe, ne of inhabiting of Scottish men nye the bordures of England, otherwise than thei do at this daie, without a more speciall Communication and Tretie therupon be had and taken herafter bitwene the said Princes, by the advise and assent of the Wardeins of the Matches of eithre Partie; but that as touching the reparation bildiog and iohabiting aforsaid, all thing stond as it doth at this daie, the said Endentures in eny wise notwithstanding; provided alwey that the Tennants and Servants of the said *Duc of Albanye*, and of *th'Erles of Douglas* and *Anguyse*, such as shal be by theim certified by the last daie of Marche oext to cume, to the both Wardeins of th'English Partie, may saufly and surely abide upon their Londis, and occupie the same during the said Treux and abstinenee, and that alle suche Landis as be occupied at this daie by suche Persones as be under the Proteetion of my *Lord of Gloucestre*, remayne peasible unto the said Persones, withoute any thing to be attempted to the contrary by them of the Partie of the said *Duc of Albanye* during the said abstinence.

Yeven at *Westminster* the Yere and day above expressed.

LX.

9. Avril.

Bündnuß zwischen Ihro Hochfürstliche Gnaden zu Cosťantz Bischoff Otto, und denen Herren Eydgenoßen, zu erhaltung guter Treue, Liebe und Freundschafft. Geschehen auff Mittwochen nach dem Sontag Quasimodogeniti Anno 1483. [Pièce, tirée d'une Infomatinn de Droit présentée à l'Empereur en 1716. de la part de l'Evêque & Peince de *Constance* sous le Titre de Gründliche Information über des Hochstiffts Costanz Jurisdiction bey dessen in der Schweitz gelegenen Landschafft. Aux Preuves. Chap. VIII. Num. XI.]

C'est-à-dire,

Traité d'Alliance, d'Amitié & de bon Voisinage, entre Otton *Reverendissime Evêque & Prince de Constance d'une part, & les Seigneurs du Louable* Cörps Helvrtiqur *d'autre part. Fait le Mecredi après le Dimanche qu'on appelle* Quasimodo *l'an* 1483.

Wir Otto von Gottes Gnaden Bischoff ze Costentz, und wir der Burgermeister, die Schultheissen, Amman, Rahte, Burgere, und Landlütte gemeinlich disee nachbenempten Stätten, und Ländern, mit Namen Zürich, Bern, Lucern, Ury, Schwytz, Underwalden, Ob- und Nid dem Kernwald, Zug und das Usser Ampt, so zu Zug gehört, und Glarus, thund kund allee menglichem mit disem Beiesse, daß wie angesehen und betrachtet haben sölich Trüw, Liebe und Fründschafft, so Unser Fordern und wie lange Zeit mit ein andern gehept hand, und umb daß die zwüschend Uns genieret, und den widerwertigen dingen die Uns nach diesen Löffen begegnen möchten, dester baß Widerstand getan weeden möge, so haben Wir Uns diser nachgeschribnen Stücken miteinander gütlichen vereint und sind einandern dero ingangen; deß ersten so söllend wir obgenanter Bischoff den obgenanten Eidgnossen gemeinlich noch dhein Ort sunderlich, noch denen so mit Iner in Eirunge oder Püntnusse sind, in Unsern und Unser Gestifft, Schlossen, Stätten und Landen, auch darin nach daruß dheinen Schaden zufügen, nach daß ieman anderm zetunde gestatter werden, so der wir vermögen, deßgleich söllend wie die obgenanten Eidgnoßen gemeinlich und sunderlich dein obgenanten unserm gnädigen Herrn von Costentz und den Sinen durch und in Unsern Schlossen, Stätten noch Landen hin widerumb auch thun, und wie vorgenanter Bischoff Otto den vorgenanten Eidgnossen gemeinlich und jedem Ort besunder und den Ihren, so sy zu ihren Geschäfften und Sachen bruchen wurden, und die Uns oder unsern Amtlütten, darumb glaublich Beiesse bringent, unsee Statt und Schloß Kayßerstuhl, süder und sy, von ihr Graffschafft Baden wegen, die Herrlichkeit der hochen Gerichten da haben, zu allen Ihren Nöthen und Sachen uffthun

thun

Anno 1483. thun sy dadurch und widerumb hardurch ziechen darinn wonen und wandeln lassen / wenn und wie dick das nothdürfftig und eben ist / und inen darinn umb ihr Gelt bescheiden Kouff / Essen / und Trincken schaffen gegeben werden / one Intrag und widerrede / wir obgenanten Eydgnossen gemeinlich und sunderlich und dir unsern söllend aber dardurch und wider dardurch ziehen / und darin sin / one andern unsres Obgenanten Gnädigen Herren von Costentz und der Sinen mercklichen Schaden / und den ietzgenanten unsern Gnäden Hereen sin lebtag by allen sinen und sines Stiffts Stätten / Schlossen und Landen / ob ihn jeman wider Recht davon trengen wolte / schützen und schürmen / nach unserem Vermögen / doch in seinen und sines Stifftes Kosten. Wäre auch / daß jeman in unseen obgenanten Bischoffs Schlossen / Stätten und Gebiethen begriffen wurde / der den obgenanten Eydgenossen gemeinlich oder dhein Ort sunderlich Schaden getan hätte / zu denselben sollend wir Ihnen / wenn sy deß begerent / unverzogenliches Recht gestatten und gan lassen / deßglich sollend Wir dir obgenanten Eidgnossen gemeinlich und sunderlich den vorgenanten Unsern Gnädigen Herrn von Costentz siner Stifft und den Sinen die Siner Gnaden zu versprechen standt / hinwiderumb auch / ware auch Sach / daß dheiner unsern obgenanten Bischoff Otto Räth oder Diener / oder die in unsern Schlossen / Stätten / Gerichten und Gebietten gesessen sind mit dhein der obgenanten Eidgnossen / oder dheiner unser obgenanten Eidgnossen gemeinlich oder sunderlich / oder der unseen / so in unsern Stätten Gerichten und Gepietten gesessen sind gegen dheinen deß obgenanten Unsers Gnädigen Heern Bischoff Otto Rächen / Dieneren oder die in sin Gnaden oder in sins Stifftes Schlossen / Stätten / Gerichten und Gepietten gesessen sind / iezit zu schaffen hetten / und gewünen / darumb einer den andern Ansprach nit vertragen möchte / darumb soll sich ein jetlicher von dem andern Rechtens lassen benügen / an den Enden / und in den Gerichten / da der ansprechig gesessen ist / und dahin Er gehört / da selbs auch ein jetlicher ansprächiger dem Kläger eins unverzoglichrn Rechten sin / und ihm deß daselbs gestatter werden soll / und ob sich fügte / daß Wir obgenanter Bischoff Otto mit den obgenanten Eydgnossen gemeinlich oder dhein Ort sunder zweyig wurdent / oder wir die obgenanten Eydgnossen gemeinlich oder dehein Ort sunderlich mit dem obgenanten Unserem Gnädigen Herrn von Constentz / davor Gott sye / darumb söllend Wir zu beider site / wenn dweder Teyl den andern erfordert / darnach in den negsten vierzechen Tagen einen nemlichen tag der daein benempt wirt / miteinander ze tagen komen gen Baaden in Ergöw in die Statt / da soll den jettweder Theyl zwen erber Mann setzen / für die Wir unser zweyunge bringen / die auch gelertt Eid zu Gott und den Heyligen schweren sollen / die Sach unverzogenlich ußzesperchen zu der Minn oder zu den Rechten / ob sy die Minn nit finden möchten / und wes sich die darumb erkennen / dem söllend Wir beyder sitte genug tun / dabey bliben / das war und stett halten / onn Widerrede. Wäre aber daß sich dieselben vier in ihren Urtheyllen glich teilten und nit eins wurden / so söllend sy by ihren obgenanten Eiden einen gemeinen Mann under unser deß obgenanten Bischoff Otto oder unser der obgenanten Eidgnossen Räthen kiesen / und nemen / der sy zu der Sach gemeinschidlich und unarkwenig beduncken sin / derselb Gemein den auch loben und schwören soll die Sach mit den vieren ußzusprechen als vorgeschriben stat / und wie sy dir ußsprechend / dem sollend Wir zu beider site nachkommen und genug tun / ohn alle widerred / und von welchem Theyl der Gmein genommen wirt / der soll von sinen Obern darzu gewysen werden / sich zu der Sach zu verbünden und die ußzusprechen / in maß als obstat. Wir obgenanter Bischoff Otto haben Uns selbs harein vorbehalten alle unsere Freyheiten Unser Geistlicheit / und unser geistlich Gerichte / wie Unser Vordeern und wir von Alter her bracht hand / so haben wir obgenanten Eidtgnossen Uns selbs harin vorbehalten alle Unser Fryheiten und altes Harkommen / und die Bünde / so wir vor Datum diß Brieffes mit einander oder jemand mit Uns gemacht hand / und also geloben und versprechen wir vorgenanter Bischoff Otto by Unsern Fürstlichen Ehren und Würden / und wir dir obgenanten Eidtgnossen by Unseen guten Trüwen / alles das / so dieser Brief von Uns wiset und seit / war und stät zu halten / dem nach zu kommen / und genug zu thund on alles widersprechen / getrülich und ungefärlich / und deß zu warem vestem Urkunden / so haben Wir obgenanter Bischoff Otto Unser Bischöffliche Insiegelung / und Wir die obgenanten Stätt und Länder mit Namen Zürich / Bern / Lucern / Uri / Schwytz / Underwarlden / Ob und Nit dem Kernwald Zug und das Usser-Amt / so zu Zug gehöer / und Glaruß / Unser Stetten und Länder Insigele offentlich lassen hencken an diser Brieff zwen glich / die geben sind uff Mittwochen nach dem Sontag quasi enodogeniri, als man zalt von der Geburt Christi Unsers lieben Herrn tusent vierhundert achtzig und dry Jahre.

LXI.

26. Juin. Diploma Kayßer Friderichs, wodurch Er Hertzog Albrechten zu Sachßen den Anfall der Hertzogthümer Gülch und Berg / wenn solche durch Abgang Hertzog Wilhelms zu Gülch und Berg / oder sonst ledig werden / gibt und verleihet. Gretz den 26. Junii 1483. [Lunig, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheilung IV. Absatz II. pag. 14. d'où l'on a tiré cette Pièce. In Mantissa Diplomatum Lucii *Veronensis* Dissertationi de Successione in Jura Ditionesque Juliæ, Cliviæ &c. adjector. pag. 3. per Extractum.]

C'est-à-dire,

Diplome de l'Empereur Frederic *par lequel la Succession aux Duchés de* Juliers *&* *de* Bergues *est deferée à* Albert *Duc de Saxe avec Investiture éventuelle, en cas que lesdits Duchés viennent à tomber en vacance, soit par la mort du Duc* Guillaume, *ou de quelque autre maniere. A Gratz le 26. Juin.*

WIr Friedrich von GOttes Gnaden Römischer Käyser / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / zu Hungarn / Dalmatien / Croatien ꝛc. ꝛc. König / Hertzog zu Oesterreich / zu Steyer / zu Käendten und Krayn / Herr uf der Windischen Marck / und zu Portenau / Grafe / zu Habsburg / zu Tyrol / zu Pfirt / und Kyburg / Marggrafe zu Burgau / und Landgraf in Elsaß / bekennen vor Uns / und Unsere Nachkommen am Reiche öffentlich mit diesem Briefe / und thun kund allermänniglich / daß Wir dem Hochgebohrnen Albrechten / Hertzogen zu Sachsen / Landgrafen zu Thüringen / und Marggrafen zu Meissen / Unserm lieben Oheim und Fürsten / zu Ergetzlichkeit der getreuen annehmen und nützlichen Dienste / so er Uns in vergangenen Kriegen wider weyland Hertzog Carln von Burgundie / seliger Gedächtnüß / in eigener Person / und nachmahls wider den König in Hungern / mit schwerer Darlegung / und in ander Weise mannigfäleiglich und unverdroßlich gethan hat / und in künfftiger Zeit wohl thun mag und soll / mit wohlbe-

ANNO 1483 dachtem Muthe / zeitlicher Vorbetrachtung / gutem Rathe / eigener Bewegnüß / und rechtem Wissen / den Anfall der Hertzogthum Gülch und Berg / wenn Uns und dem Heiligen Reiche / die durch Abgang des Hochgebohrenen Wilhelms / Hertzogen zu Gülch und zum Berg / oder sonst ledig werden / gegeben / und zu Lehen gnädiglich verliehen haben.

Geben und verleihen von Römischer Käyserlicher Macht Vollkommenheit / wissentlich in Krafft diß Brieffes / und sollen und wollen Wir / und Unser Nachkommen am Reiche / dem genannten Hertzog Albrechten / und seinen Lehens-Erben / dieselben Hertzogthum Gülch und Berg / wann die / als vorberührt ist / ledig werden / mit allen Obrigkeiten / Herrlichkeiten / Gerichten / Zwängen / Baunen / Geleiten / Beegwercken / Wildbahnen / Gejaiden / Fisch-Wassern / und allen andern Ein- und Zugehörungen / nichts darinne besondert / noch ausgenommen / zu Lehen gnädiglich verleihen / die von Uns / und dem Heiligen Reiche in Lehens-Weise innzuhaben / nützen / niessen und zu gebrauchen / und Uns und dem Heiligen Reiche denen Mitgelübden / Eyden / Diensten / und aller Gehorsam verbunden / und gewärtig zu seyn / Innmassen er Uns / und dem Heiligen Reiche / mit andern seinen Regalien verbunden / und des Heiligen Reichs und solcher Regalien und Lehen / Recht und Gewohnheit ist Getreulichen und ungefährlichen / mit Urkund dieses Briefes besiegelt mit Unser Käyserl. Majest anhangenden Insiegel. Geben zu Gretz / am sechs und zwantzigsten Tage des Monats Junii / nach Christi Geburth / viertzehen hundert und im drey und achtzigsten / Unser Reiche des Böhmischen im vier und viertzigsten / des Käyserthums im zwey und dreyßigsten / und des Hungarischen im funff und zwantzigsten Jahren.

Ad Mandatum Domini Imperatoris proprium

Rta.

Caspar Perentwert.

LXII.

Sept.

LA FRANCE ET LES VILLES ANSEATIQUES.

Privilege accordé par LOUIS XI. *Roi de France aux Villes* ANSEATIQUES. *A Amboise au mois de Septembre* 1483. *& enregitré au Parlement le* 3. *Décembre de la même année.* [FREDERIC LEONARD, Tom III. pag. 556. Observations de GODEFROI sur l'Histoire de CHARLES VIII. Roi de France, pag. 375. d'où l'on a tiré cette Pièce, parce qu'elle y est plus correcte que la Copie de *Leonard*, où il y a plusieurs fautes & omissions.]

(1) UNIVERSIS præsentes Literas inspecturis, Jacobus de Stota Villa Miles Dominus de Beyne, Baro Duirx, & de Sancto Andrea in Marchia, Domini nostri Regis Consiliarius & Cambellanus, ac Custos Præpositurae Parisiensis, Salutem. Notum facimus, quod Anno Domini millesimo quadringentesimo octuagesimo quarto, die Veneris vicesima quarta mensis Decembris, vidimus & de verbo ad verbum legimus quasdam Literas Domini nostri Regis in forma cartæ ejus Sigillo magno, sub fili sericis & cerâ viridi sigillatas, sanas & integras, tenorem, qui sequitur continentes.

CAROLUS, Dei gratia Francorum Rex, quoniam gravissimis virorum illustrium sententiis nullam rem pro Regni nostri tuitione, magis necessariam, quàm Pacem & concordiam cum finitimis fovere compertum habemus, ea profecto quæ à Majoribus nostris, pro acquirenda exteris cum Nationibus Pace & Amicitia actitata fuere, arcto ratificationis vinculo roborare censuimus. Quippe cum Pace & concordia res minimas semper in dies augeri, discordia verò dilabi, eadem etiam (quæ sola quietem peperit) homines feliciter vivere manifestum sit. Notum igitur facimus universis, præsentibus & futuris, quòd cum nuper carissimus quondam genitor noster, (anima cujus cum Christo semper quiescat,) Pacem & Concordiam perpetuis temporibus duraturam pro se suisque Successoribus, Francorum Regibus ac Regno, Dominiis, & Subditis, nostris modernis atque posteris, cum Proconsulibus, Consulibus, Mercatoribus & Incolis totius Hansæ Teutonicæ iniverit, suis Patentibus Literis, tenoris subsequentis. ANNO 1483.

LUDOVICUS, Dei gratia Francorum Rex, Priscos illos summa sapientia & integritate Principes, potissimum Serenissimos Progenitores nostros, Francorum Reges Christianissimos, etsi in multis maximisque rebus, quæ pro Reipublicæ Regnorum suorum & Dominiorum utilitate atque incremento opportuna fore conspiciebant, sollicitos semper fuisse cognovimus, circa tamen ea quæ ad componendas bellorum inimicitias inter sibi finitimas exteras Nationes, quovis quæsito colore exortas, præcipua cura, exactaque diligentia semper incubuisse constat, quo tandem duo ejusdem Reipublicæ fundamenta, Pax scilicet & Concordia subsequerentur. Ea videlicet, quæ nihil simultatis haberet, nec seditionis admixtum, sed simplex esset & immaculata, quaque foverentur omnia vitæ necessaria Christiani, ut arbitramur, præcepti memores. Nam Salvator noster, qui de supremo cœlorum solio ad ima descendere non abnuit, quo illius originalis delicti & perpetuæ culpæ reum inexpiabili facinore liberaret, suis Discipulis, Sacratissima Evangelicæ lectionis testante Historia, ut in quamcunque domum introirent, huic Pacem dicerent, præcipiendum curavit, peractoque tam præclari mysterii cursu ascensurus ad Patrem, nullum eisdem majoris gratiæ donum quam Pacem, censuit relinquendum. Notum igitur facimus universis præsentibus & futuris. Quòd cum superioribus annis nonnullæ inter Nos, Regnumque, Dominia, & Subditos nostros, ex unâ, & Magnificos Viros, amicosque nostros præcarissimos, Proconsules, Consules, Mercatores & Incolas Civitatum de Hansa Teutonica, partibus ex alterâ, bellorum induciæ seu Treugæ pactæ & initæ fuerint, ut tandem Pax firma & perpetua sequeretur, ipsique Proconsules, Consules, necnon Aldermanni & Seniores eorum Jurati, in communi Mercatorum Oppido Brugensi in Flandria residentes, ad nos ea de causa his diebus Oratores, Viros quidem Spectatissimos, & sibi, ut ad nos scripserunt, fidelissimos, videlicet Magistros Antonium Delouf, in Jure Civili Licentiatum, & Guerardum Bruyns, in Jure Canonico Baccalaureum, transmittendos curaverint. Quibus auditis, in omnibus his quæ ad communem Reipublicæ utilitatem conducere videbantur, habitaque desuper deliberatione plurimorum Regni nostri Magnatum, nobis sanguinis vinculo & affinitate conjunctorum, aliorumque Procerum magni nostri Consilii summa virtute præditorum, cum eisdem Proconsulibus, Consulibus, Aldermannis, Mercatoribus, & Incolis prædictarum Civitatum & Communitatum ipsius Hansæ Teutonicæ, pro Nobis, carissimoque Filio nostro, Delphino Viennensi, aliisque Successoribus nostris Francorum Regibus, Regno, Dominiis, Subditisque nostris, præsentibus & futuris, ut tandem res publica hinc inde, quæ omnibus longe carior esse debet, quàm privata, non modò sustentetur, verum etiam felicibus semper incrementis augeatur, Pacem, Amicitiam, benevolentiam & concordiam firmam, stabilem, perpetuisque temporibus duraturam, certa scientia fecimus, inivimus & conclusimus, facimusque, inimus & concludimus, per præsentes, ac de Regiæ potestatis plenitudine, specialique gratia omnia & singula Privilegia eisdem Proconsulibus, Consulibus, Aldermannis, Mercatoribus & Incolis per nos, Prædecessoresque nostros, sub quocunque verborum tenore concessa, ac si de verbo ad verbum præsentibus forent inserta, laudamus, ratificamus & confirmamus, ac de novo, in quantum opus est, concedimus. Volentes etiam & concedentes, ut ipsi omnium & singulorum bonorum, navigiorum, aliarumque rerum, eisdem hactenus per Subditos nostros occasione dissentionum præteritarum, vel aliàs, quovis modo, vi, & ultra eorum velle, & novissimis durantibus Treugis, ablatarum restitutionem coram nobis & quibuscunque Judicibus nostris liberè & licitè possint, tam conjunctim quàm divisim, prosequi. Quibus Judicibus, aut eorum loca tenentibus, præsentibus & futuris, districtius præcipimus, ut eisdem Proconsulibus, Consulibus, Aldermannis, Mercatoribus, & Incolis de rebus, bonis & Mercantiis,

(1) Cet Article est pas du Recueil de *Leonard*.

ANNO 1483. tiis, ab eisdem injustè & indebitè, prædicta Treuga durante, ablatis, restitutionem plenam & integram facere, & Partibus auditis celeris Justitiæ complementum ministrare curent.

Concedentes insuper pro nobis & Successoribus nostris, Francorum Regibus, eisdem Proconsulibus, Consulibus, Aldermannis, Mercatoribus & Incolis prædictis, & cuicumque eorum, qui in Regno & Dominiis nostris prædictis moram seu incolatum facient, ut ipsi pro se, suisque omnibus Mercantiis, aliisque, Navigiis, Naucleris, bonisque suis quibuscunque, & in quocunque ipsius Regni & Dominiorum nostrorum loco esse contigerit, ab omni impositione, gabella, alioque tributo, & onere, Franci, quitti, & penitus immunes perpetuò existant, quemadmodum Subditi nostri hactenus fuerunt, sunt & erunt in futurum. Quodque ipsi ad causam mercantiarum suarum quæ ponderari oportebit, majus quàm Subditi nostri solvere soliti sunt emolumentum, nequaquam solvere deinceps teneantur. Ulterius, quod dicti Proconsules, Consules, Aldermanni, Mercatores & Incolæ, eorumque Naucleri qui, ut dictum est, in Regno & Dominiis nostris prædictis moram trahent, de suis bonis mobilibus & immobilibus, ibidem acquisitis & acquirendis, ac donatione inter vivos, testamentariave, aut aliàs quomodocunque eisdem libuerit, disponere possint, eorumque Hæredes prædicta bona apprehendere, eisdemque uti, gaudere atque potiri, perinde atque si naturales Subditi, ac ex nostro Regno oriundi essent. Deinceps, si casu aliquo, (quod tamen Deus avertat) Pax hujusmodi quovis dissentionis aut controversiæ prætextu infringeretur, ita ut aliquod genus belli inter nos, Successoresque nostros, Francorum Reges, Regnum, Dominia & Subditos nostros, & prædictos Proconsules, Consules, Aldermannos, Mercatores & Incolas oriretur; volumus & concedimus, ut ipsi nihilominus, & eorum singuli infra annum, post ejusdem belli seu dissentionum initium, omnes & singulas Mercantias, Navigia, Naucleros, aliaque bona sua quæcunque in Regno & Dominiis nostris existentia asportare, & ad Civitates & Loca sua devehi facere; pecunias aliasque res per Subditos nostros sibi debitas exigere, & id faciendo totiens quotiens oportunum eis fuerit, eodem anno durante, ire, redire, morari, & deinde ad propria reverti tutè, liberè & quietè possint & valeant, absque eo quod ullum in corporibus, Navigiis, Naucleris, Mercantiis, bonis, rebusque suis prædictis aliquod damnum impedimentumve, aut alia quævis inquietatio aut molestia ullatenus inferri debeat. Insuper dilectos & fideles nostros Archiepiscopos & Episcopos Regni nostri, Curatos & alios Viros Ecclesiasticos curam & regimen animarum habentes, ut dum aliquem dictæ Hansæ in Regno & Dominiis nostris mortem obire contigerit, talium morientium cadavera in Terra benedicta, ut nostri Subditi, veri & indubitati Catholici, decedentes sepeliri solent, sepeliantur, exhortari curabimus. Insuper, si nobis contingat in futurum cum quovis Rege aut Principe, aliisve exteris Nationibus, bellum gerere, aut aliquas hostiles inimicitias, aut dissentiones habere, ipsi tamen Proconsules, Mercatores & Incolæ cum eorum Navibus, Naucleris, bonis, & Mercantiis quibuscunque penes eorundem Regum, Principum, & Nationum, Civitates, Portus, Loca, & Districtus, quibus eisdem fore oportunum videbitur, pro suis Mercantiis, aliisque Negotiis exercendis, ire, morari, & deinde redire, totiens quotiens eisdem placuerit, liberè & quietè, quoad nos & Subditos nostros attinet, poterunt, absque eo quòd hujusce Pacis, Amicitiæ, & benevolentiæ perpetuæ infractores censeri, nominarive aut reputari debeant, quovismodo. Quod etiam in eo casu omnibus Subditis nostris simili modo licebit. Præterea, si casus contingeret aliquam seu aliquas ex principalioribus vel aliis prædictæ Hansæ Civitatibus & Oppidis à Corpore, Communitate & Liga ejusdem Hansæ deficere, seu Aldermannis prædictis rebelles esse, posteaquàm ea de re à Proconsulibus & Mercatoribus Civitatis Lubecensis, (quæ ipsius Ligæ obtinet Principatum,) necnon ab Aldermannis prædictis informati fuerimus, Mercatores, Naucleros, aliosque earundem Civitatum & Oppidorum sic deficientes, hac præsenti Pace & Concordia, aliisque Privilegiis & Libertatibus per Nos, & Prædecessores nostros Francorum Reges Christianissimos eidem Ligæ & Communitati concessis, nullatenus gaudere permittemus, quò usque tamen ab eadem Civitate Lubecensi certiores effecti fuerimus, eosdem sic deficientes eidem Ligæ & Communitati reconciliatos fuisse, eidemque de omnibus damnis, interesse & gravaminibus ab eisdem occasione ipsius defectionis passis & sustentis plenè & integrè satisfecerint. Et si aliqua obscuritas aut ambiguitas super Articulis prædictis, aliisque superius contentis, in futurum oriretur, ipsas clarioribus & luculentioribus verbis & sententiis in favorem & utilitatem prædictæ Communitatis & Hansæ Teutonicæ suorumque Mercatorum & Incolarum nos interpretaturos & declaraturos semper pollicemur. Et demum ut ejusmodi perpetua Pax, Concordia, Amicitia, & benevolentia facilius & felicius observetur, ejusdem Conservatores perpetuos decernimus, facimus, constituimus & ordinamus, videlicet Admiraldum Franciæ, Vice-Admiraldum, Baillivum Rothomagensem, Seneschallos Aquitaniæ, Lugduni & Pontieu, Gubernatores Rupellæ, Arthesii & Bononiæ pro tempore existentes, vel eorum Loca tenentes, quibus, & eorum cuilibet, prout ad eum pertinuerit, plenariam & omnimodam potestatem, ac speciale & generale mandatum damus & concedimus, de omnibus & singulis litibus & controversiis inter Subditos nostros, prædictosque Proconsules, Mercatores & Incolas prætactæ Hansæ Teutonicæ in futurum movendis & oriendis cognoscendi, discernendi, judicandi & terminandi, absque eo quòd ipsi, nec eorum aliquis coram aliis Judicibus & Officiariis nostris conveniri, nec in causam trahi, in prima instantia quovis modo possint, sive debeant. Quibus quidem Conservatoribus, seu eorum Loca tenentibus mandamus & committimus, Partibus ipsis auditis, summariè & de plano, & absque strepitu & figura Judicii celeris Justitiæ complementum ministrare curent. Promittentes bona fide, verboque Regio, (quod solenne jusjurandum apud Reges semper esse consuevit) prædictam benevolentiam, amicitiam, perpetuamque Pacem & omnia & singula superius enarrata, & per nos concessa, inviolabiliter observare & observari facere. Eademque omnia per carissimum filium nostrum Delphinum Viennensem rata grataque habere, suisque Patentibus Litteris confirmare. Ita tamen, quod prædicti Proconsules, Consules, Aldermanni, Mercatores & Incolæ de eadem Pace, Amicitia & benevolentia pariter, quantum eos & totam suam Communitatem concernit, suas Patentes Litteras in debita validaque forma, Sigillo magno Civitatis Lubecensis roboratas, infra unum annum proximè futurum nobis tradere & realiter exhibere tenebuntur. Quocirca dilectis & fidelibus nostris Gentibus Consiliariis Parlamenti nostri Parisius, universisque & singulis nostris Loca tenentibus, Mareschallis, Admiraldo, Vice-Admiraldo & Gubernatoribus, Seneschallis, Baillivis, Præpositis, Capitaneisque, & Ductoribus Militum, & Armigerorum, ac Civitatum, Oppidorum, Portuum, Pontium, aliorumque locorum & districtuum Custodibus, aliisque Justitiariis, & Officiariis nostris præsentibus & futuris, & eorum cuilibet harum serie præcipimus & mandamus quatenus has nostras præsentes Litteras in omnibus Curiis, Auditoriis, aliisque suis locis ad hoc necessariis publicare, seu publicari facere, prædictamque Amicitiam, Confœderationem, & perpetuam Pacem & Concordiam, ac omnia & singula superiùs declarata, & per nos concessa inviolabiliter observent, & observari faciant, nihil penitus in contrarium agendo, nec attentando. Quòd si fortè aliqua acta & attentata forent, ea reparare, seu reparari & ad pristinum & debitum statum reduci facere studeant, indilatè compellendo ad hoc, appellatione semota, viriliter & debitè compellendos, infractores quoque, si qui sint, pœna debita & publica plectendo. Et ut omnia & singula præinserta perpetuæ firmitatis robur obtineant, has nostras Litteras, quarum Vidisse, seu Transumpto uno, vel pluribus, si opus fuerit, sub Sigillo Regio confectis, indubiam fidem veluti huic Originali volumus adhiberi, magni Sigilli nostri munimine fecimus roborari. Datum in Montiliis propè Turones, in mense Augusti, Anno Domini millesimo quadringentesimo octuagesimo tertio, Regni verò nostri vicesimo tertio. *Visa. Signatum*, Per Regem, Comitibus de Claromonte, & de Marchia, Domino d'Esquerdes, magno Seneschallo Normanniæ, Gubernatore Antissiodorensi, Seneschallo Ruthenensi, Magistris Jacobo Louet, Chartarum Thesaurario, Guillelmo de Cerisayo & aliis præsentibus. DE VILLECHARTRE. NOS, qui Reipublicæ felix incrementum tota animi nostri mente semper optamus, præinsertas Patentes Litteras & omnia & singula in eisdem contenta ratas & gratas, rataque & grata habentes, atque eas & ea plurimorum nostri Sanguinis Principum, atque Comitum, aliorumque Magnatum majoris nostri Consilii deliberatione, laudavimus, approbavimus, ratificavimus, & confirmavimus, laudamusque, approbamus,

ANNO 1483. bamus, ratificamus ac confirmamus, ac, in quantum opus est, de novo concessimus & concedimus per præsentes. Quarum tenore, universis & singulis Loca tenentibus, Mareschallis, Admiraldo, Vice-Admiraldo, Gubernatoribus, Baillivis, Senescallis, Præpositis, Capitaneisque & Ductoribus Armigerorum, necnon Urbium, Civitatum, Oppidorum, Pontium, Portuum, aliorumque Locorum, Districtuum Custodibus, cæterisque Justitiariis, Officiariis & Subditis nostris, præsentibus & futuris, præcipimus & mandamus, quatenus præsentem nostram Ratificationem, Approbationem, Confirmationem & Concessionem in universis Jurisdictionum suarum Auditoriis, aliisque locis, quibus opportunum fuerit, inscribant, publicent, & inviolabiliter observent, seu inscribi, publicari & observari faciant, nihil penitus in contrarium agendo, aut intentando, agive aut intentari faciendo, vel permittendo. Sed si quæ forsitan acta aut intentata forent, illa reparare seu reparari, & ad pristinum & debitum statum extemplò reduci facere curent. Et ut præmissa omnia perpetuæ firmitatis robur obtineant, nostrum præsentibus Literis fecimus apponi Sigillum. Datum Ambasiæ, mense Septembris, Anno Domini millesimo quadringentesimo octuagesimo tertio, & Regni nostri primo. *Sic signatum*, Per Regem, Comitibus de Claromonte, de Marchia, & de Domnomartino magno Magistro Hospitii Franciæ, Domino de Torcy, Magistro Guillelmo de Cerisay, & aliis præsentibus. DE VILLECHARTRE. Visa. *Et supra plicam est scriptum.* Lecta, publicata & registrata Parisius in Parlamento, vicesima tertia die Decembris, Anno Domini millesimo quadringentesimo octuagesimo quarto. *Sic signatum*, DE CERISAY. *Et in dorso*,

Lecta, publicata in Scacario Ducatus Normanniæ tento Rothomagi, in termino Sancti Michaelis, Anno Domini millesimo quadringentesimo octuagesimo quarto, die vicesima-septima mensis Octobris, in præsentia Procuratoris Regis non contradicentis, & registrata in Registro Curiæ dicti Scacarii. *Sic signatum*, A. CHARBONNIER. (1) In cujus visionis Testimonium Sigillum dictæ Præpositurae Parisiensis his præsentibus Literis transumpti sive transcripti apposuimus. Anno & die primo dictis. Signatum, DE REVIERS.

(1) Ce dernier Article est tiré de la Copie de *Leonard*.

Ratificatio Proconsulum, Consulum & Communitatis Imperialis Civitatis Lubicensis, *cæterarumque Civitatum, Burgorum, Communium & Villarum totius* HANSÆ THEUTONICÆ. *Datum Lubecæ die* 4. *mensis Aprilis Anno* 1484. [Observations de GODEFROI, sur l'Histoire de CHARLES VIII. Roi de France. pag. 379.]

NOs Proconsules, & Consules totius Consulatus & Communitatis Imperialis Civitatis *Lubicensis* cæterarumque Civitatum, Burgorum, Communium, Oppidorum, Villarum & Locorum totius *Hansæ Theutonicæ* ad infra scripta faciendum specialiter auctorisati atque Plenipotentes Oratores & Nuntii pro earumdem Civitatum, Burgorum, Communium, Oppidorum, Villarum & Locorum dictæ Hansæ, & ex eis ubicumque existentium Mercatorum & personarum quiete procuranda, communique utilitate in ipsa Inclita Civitate Lubicensi personaliter aggregati, notum facimus universis & singulis, quorum conspectibus præsentes Litteras contigerit exhiberi, postquam superioribus annis inter quondam Christianissimum Potentissimumque Principem & Dominum Dominum Ludovicum, divina favente clementia tunc Francorum Regem Dominum metuendissimum, Regnumque, Dominia & Subditos suos ex una, & nos supra dictos totius Hansæ homines Prædecessoresque nostros parte ex altera, bellorum induciæ, seu Treugæ pactæ & initæ fuerint, ut tandem Pax firma & perpetua sequeretur, ipseque Rex Christianissimus nobiscum ac cæteris Proconsulibus, Consulibus, Aldermannis, Mercatoribus & Incolis prædictarum Civitatum & Communitatum ipsius Hansæ Theutonicæ, pro se carissimoque ejus filio tunc Delphino Viennensi, aliisque Successoribus Francorum Regibus, Regno, Dominiis, Subditisque suis præsentibus & futuris Pacem, Amicitiam, benevolentiam & Concordiam firmam, stabilem, perpetuisque temporibus duraturam certa sua scientia fecerit, inierit & concluserit, prout ex innata virtutis suæ clementia pro re nostra publica hæc & alia gratiosè nobis condonata suis patentibus Regiis Litteris desuper datis lucidius continentur, illasque ac omnia & singula in eisdem contenta, extremo die functo Rege supradicto, idem carissimus ejus filius, quo nec suæ prolis quidem quidquam gratius acceptiusque unquam præstari nobis poterat, quam hunc uti piissimam ejus sobolem, quam quod Deus omnipotens tantæ Regiæ stirpis sui Successorem largitus est, etiam suis patentibus Regiis Litteris Princeps quidem & Dominus metuendissimus Dominus Carolus divina Providentia Rex Francorum Christianissimus ratas & gratas, rataque & grata habens eas & ea plurimorum sui Consilii deliberatione laudaverit, approbaverit, ratificaverit & confirmaverit, ac in quantum opus fuerat de novo concesserit, & idcirco nos & Successores nostros pari Pacis Fœdere, Amicitiæ, benevolentiæ & Concordiæ in perpetuum obligari volentes, cum eodem Serenissimo Principe & Domino Domino Carolo Christianissimo Francorum Rege moderno, pro se suisque Successoribus Francorum Regibus, Regno, Dominiis, Subditisque suis præsentibus & futuris, universis atque singulis omnino consimilem Pacem, Amicitiam, benevolentiam & Concordiam firmam, stabilem, perpetuisque temporibus duraturam pro nobis Aldermannis, Mercatoribus & Incolis, nostrorumque ac illorum omnium Successoribus prædictarum Civitatum, Burgorum, Communium, Oppidorum, Villarum & Locorum ipsius Hansæ præfatæ ex certa nostra scientia fecimus, inivimus & conclusimus, facimusque, inimus & concludimus per præsentes; ac deinde omnibus & singulis ejusdem metuendissimi Domini Regis moderni, Regni & Dominiorum ejus, omnibus & singulis Mercatoribus, Navium Magistris, Naucleris, & quibuslibet aliis cujuscumque status, aut præeminentiæ, aut conditionis extiterint, per nos, Prædecessoresque nostros omnia & singula sub quacumque verborum forma concessa Privilegia, quæcumque fuerint, ac si de verbo ad verbum præsentibus forent inserta, laudamus, ratificamus & confirmamus, ac de novo, in quantum opus est, concedimus. Volentes etiam & concedentes ut ipsi omnium & singulorum bonorum, navigiorum, aliarumque rerum eisdem hactenus per Subditos nostros, aut quoscumque alios dictæ Hansæ homines occasione dissentionum præteritarum, vel alias quovis modo, vi & ultra eorum velle, & novissimis durantibus Treugis, ablatorum restitutionem coram antefatis Proconsulibus & Consulibus totius Consulatus & Communitatis Imperialis Civitatis *Lubicensis*, aut quibuscumque aliis cæterarum Civitatum, Burgorum, Communium, Oppidorum, Villarum, & Locorum supra dictæ Hansæ Judicibus liberè & licitè possint, tam conjunctim quàm divisim prosequi. Quibus Judicibus, aut eorum Loca tenentibus, præsentibus & futuris districtiùs præcipimus, ut iisdem præfati Domini Regis, Regni & Dominiorum ejus, Mercatoribus, Navium Magistris, Naucleris, & aliis de rebus bonis & mercantiis ab eisdem injustè & indebitè, prædicta Treuga durante, ablatis restitutionem plenam & integram facere, & Partibus auditis celeris Justitiæ complementum ministrare curent. Concedentes insuper pro nobis & Successoribus nostris supradictæ Hansæ antefatis eisdem dicti Domini Regis, Regni & Dominiorum ejus, Mercatoribus, Navium Magistris, Naucleris, & aliis prædictis, & quicumque eorum qui in supra tactis Hansæ Civitatibus, Communibus, Oppidis, Villis & Locis moram seu incolatum facere velint, ut ipsi pro se suisque omnibus Mercantiis, aliisque Navigiis, Naucleris, bonisque suis quibuscumque, & in quocumque ipsius Hansæ loco esse contigerit, ab omni impositione Gabellæ, alteriusque tributi & onere liberè, quieti & penitus immunes perpetuò existant, quemadmodum communes nostri Mercatores hactenus fuerunt, sunt & erunt in futurum: & quod ipsi ad causam Mercantiarum suarum quæ ponderari oportebit, majus quàm nostrates solvere soluti sunt emolumentum, nequaquam solvere teneantur, ulteriusque ipsius Domini Regis, Regni & Dominiorum ejus, Mercatores, Navium Magistri, Naucleri, & alii supradicti, qui, ut dictum est, in supra dictæ Hansæ Civitatibus, Communibus, Oppidis, Villis & Locis moram trahant, de suis bonis mobilibus & immobilibus ibidem acquisitis & acquirendis, ac donatione inter vivos, testamentariave, aut alias quomodocumque eisdem libuerit, disponere possint, eorumque Hæredes prædicta bona apprehendere, eisque uti, gaudere, atque potiri perinde, atque si ipsi nostrates ac ex Dominiis nostris oriundi essent. Deinceps si casu aliquo, quod tamen Deus avertat, Pax hujusmodi quovis dissensionis & controversiæ prætextu infregeretur, ita ut aliquod genus belli inter prædictum

Sere-

ANNO 1483. Serenissimum Dominum Regem suósque Successores Francorum Reges, Regnum, Dominia & Subditos eorum & nos supradictos Successoresque nostros, Civitatum, Burgorum, Communium, Oppidorum, Villarum & Locorum ipsius Hansæ homines orietur, volumus & concedimus ut ipsi nihilominus, & eorum singuli infra annum post ejusdem belli seu dissentionum initium omnes & singulas Mercantias, Navigia, Naucleros, aliaque bona sua quæcumque in Dominiis & Districtibus nostris existentia asportent, & ad Civitates & Loca sua devehi faciant pecunias, aliasque res per nostrates sibi debitas exigere, & id faciendo toties quoties eis oportunum fuerit eodem anno ire, redire, morari, & deinde ad propria reverti tutè, liberè & quietè possint & valeant, absque eo quod nllum in corporibus, Navigiis, Naucleris, Mercantiis, bouis rebusque suis prædictis aliquod damnum, impedimentumve, aut alia quævis inquietatio aut molestia nllatenus inferri debeat. Insuper Reverendissimos & Reverendos Patres nostros Dominos Archiepiscopos, Episcopos, & alios quoscumque Viros Ecclesiasticos curam & regimen animarum habentes, ut cùm aliquem Francigenarum in Dominiis & in Districtibus nostris mortem obire contigerit, quòd talium morientium cadavera in terra benedicta, uti nostrates veri & indubitati Catholici decedentes sepeliri solent, sepelientur exhortari curabimus. Insuper si nobis contingat in futurum cum quovis Rege Serenissimo, aut alio Principe, exterisve Nationibus bellum gerere, aut dissentiones habere, ipse tamen Rex supradictus suique Successores Francorum Reges, Regnique & Dominiorum suorum Subditi cum eorum Navibus, Naucleris; Bonis & Mercantiis quibuscumque penes eorumdem Regum, Principum & Nationum Civitates, Portus, Loca & Districtus quibus eisdem fore oportunum videbitur pro suis Mercantiis aliisque Negotiis exercendis, ire, morari, & deinde poterunt redire, toties quoties eisdem placuerit, liberè & quietè, quoad nos hominesque & Subditos nostros attinet, absque eo quod hujusce Pacis, Amicitiæ & benevolentiæ perpetuæ infractores censeri, nominarive, aut reputari debeant, quovis modo; quod etiam in eo casu omnibus nostratibus simili modo licebit. Et si aliqua obscuritas aut ambiguitas super Articulis prædictis, aliisque superiùs contentis in futurum orietur, ipsas clarioribus & luculentioribus verbis & sententiis in prædicti Domini Regis Successorumque ejus Francorum Regum, Regni, Dominiorum & Subditorum eorumdem favorem & utilitatem nos interpretaturos & declaraturos semper pollicemur. Et demum ut hujusmodi perpetua Pax, Concordia, Amicitia & benevolentia feliciùs & faciliùs observetur, offerente se casu de quibuscumque litibus & controversiis per quoscumque ejusdem Domini Regis, Successorumque ejus Francorum Regum, Regni & Dominiorum prædictorum Subditos contra quoslibet nostris in Dominiis & Districtibus Mercatores & Incolas prætactæ Hansæ Theutonicæ in futurum movendis & oriendis: volumus, constituimus, decernimus & ordinamus ut actor in loco rei primo causam suam prosequendo experiri debebit; quam si in hujusmodi prima instantia consequi non poterit, quod tunc coram Proconsulibus & Consulibus totius Consulatus supradictæ Civitatis Lubicensis, præsentibus & futuris Partibus hinc inde auditis, per eosdem summariè & de plano absque strepitu & figura judicii celeris Justitiæ complementum ministretur; promittentes bona fide verboque veritatis prædictam benevolentiam, Concordiam, Amicitiam, perpetuamque Pacem, & omnia & singula superius enarrata, & per nos facta, inviolabiliter perpetuò nos velle observare & observari facere, omni dolo & fraude semotis. Quocirca tutius supradictæ Hansæ, & ejusdem Confœderationis hominibus, universisque & singulis nostris Capitaneis & Gubernatoribus, eorumdem loca tenentibus, Justiciariis, Officiariis, Vasallis ligiis, Subjectisque dilectis & fidelibus, ac aliis cujuscumque status aut conditionis existentibus, præsentibus & futuris, & ipsorum cuilibet harum serie supplicamus, præcipimus & mandamus quatenus has nostras Litteras præsentes in omnibus Curiis, Auditoriis, aliisque locis suis ad hoc necessariis publicare, seu publicari facere, prædictamque Amicitiam, Confœderationem & Pacem perpetuam atque Concordiam, ac omnia & singula superius declarata, facta & enarrata inviolabiliter observent & observari faciant, nihil penitus in contrarium agendo nec attentando: & quod si fortè aliqua acta aut attentata forent, ea reparare, seu reparari, & ad pristinum & debitum statum reduci facere studeant, indilatè compellendo ad hoc, appellatione semota, viriliter & debitè compellendos infractores quoque, si qui sint, pœna debita & publica plectendo. Et ut omnia & singula præinserta perpetuæ firmitatis robur obtineant, has nostras Litteras, quarum Vidisse, seu Transsumpto uno, vel pluribus, si opus fuerit, sub antefatæ Imperialis Civitatis Lubicensis secreto Sigillo confectis, indubiam fidem veluti huic Originali volumus adhiberi, ejusdem Civitatis Lubicensis magni Sigilli munimine fecimus roborari. Dat. Anno Domini millesimo quadringentesimo octuagesimo quarto, die verò quarta mensis Aprilis. ANNO 1483.

LXIII.

Renovatione della Liga e Confederacione perpetua, tra li Excellentissimi Signori GIOVANNI GALEAZZO MARIA SFORZA *Duca di Milano*, *e* GULIELMO *Marchese di Monferrato. Actum Mediolani die* 11. *Octobris* 1483. *Indictione secunda.* [Pièce authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan.] 11. Oct.

In Nomine Domini, Amen.

ANNO Nativitatis ejusdem millesimo quadringentesimo octuagesimo tertio, Indictione secunda, die Sabbati undecimo mensis Octobris. *Haveado lo Illustrissimo, & Excellentissimo Signore Galeaz Maria Sforza Vesconte Duca de Milano &c. & Ill. Signore Gulielmo Marchese de Monferrato per continuare l'antiqua benevolentia, Amicitia, & carità, Confederatione, & Unione, che sempre è stata tra l'Illustrissima Casa de' Signori Vesconti, & la Ill. Casa de' Signori Marchesi de Monferrato contracto insieme perpetua, & indissolubile Liga, Intelligentia, Unione, & Confederatione per loro Signorie, & Figlioli, & Herede, & Successori* ad mutuam eorum Statuum defensionem, *come piu largamente ne appare publica Scriptura facta l'Anno curso* 1467. *a di* 25. *del mese de Febearo sottoscripte de mane propria de li presati Illustrissimo Signore Duca, & Ill. Signore Marchese, & de li loro Secretarii. Dapoi per certitudine de maggiore satisfachezza, & intelligentia fra li presati Signori, & che tra loro Signorie fosse perpetuo, & indissolubile vinculo: Havendo esso Signore Marchese obligato al presato Signore Duca, od al Inclyti suoi Figlioli, Herede, & Successori la persona sua in perpetuo & promesso de non obligarla ad altra Potentia, Rè, Principe, Signore, ni Signoria de qualunche stato, grado, & condicione se fosse,* neminem excipiendo, etiam si suprema dignitate fulgeret, *& el presato Illustrissimo Signore Duca promettatogli dare certa provisione, & per Pace, & per Guerra con alcuni Capituli, Pacti, & Conventione.*

Mò passati da questa vita li presati Illustrissimo Signore Duca, lassato lo Illustrissimo, & Eccellentissimo Signore Zoanne Galeaz Maria Sforza Vesconte Duca de Milano, &c. suo primogenito & legitimo Herede, & Successore, & Ill. Signore Marchese, lassato lo Ill. & Excelso Signore Bonifacio suo Fratello Marchese, & Herede, & Successori, o parso ad epso Illustrissimo Signore Duca Zoanne Galeaz, & Ill. Signore Marchese Bonifacio, volendo imitare li vestigii Paterni, & Fraterni, & de le altri Illustrissimi Signori loro Predecessori, & fare evidentia ad ogn'uno quanto ancora loro Excell. siano bene unito insieme, & per essere ancora a questo efecto mandati ad confortare, & caricare molto strectamente per la Serenissima, & Christianissima Maestà del Rè de Franza per el magnifico Maestro Jacomo Cichano suo Secretario, & Oratore. La quale Maestà epso Signore Duca, & Signor Marchese hanno in summa observantia, & reverentia dispositissimi sempre fare cosa gli sii grata, & accepta, confirmare, o renovare in quantum expediat dicta Liga, & Intelligentia, *& così el presato Illustrissimo Signore Duca in presentia, & con licentia, auctoritate, & consentimento dell' Illustrissimo Signore Ludovico Maria Sforza Vesconte Duca de Bari suo Barba, & Curatore, & Administratore, & Loco tenente generale per una parte, & el Magnifico Messier desendeato Suardo, & el Spectabile Gentile de Corse legitimi Procuratori, & Mandatarii del presato Ill. Signore Bonifacio Marchese, come ne appare per publico Instrumento del tenore infrascripto* ejus Procuratorio, & Mandatario nomine *per l'altra*, spontè, deliberate, & ex certa scientia, *& per ogni altra ragione, modo, via, & casone, & forma che meglio, & piu validamente, & efficacemente hanno*

Anno 1483.

no potuto, & possono mutua stipulatione interveniente *per essi Signori Duca, & Marchese, & loro Figlioli, Heredi, & Successori vel Ducato de Milano, & Marchesato de Monserrato debite refferendo hanno ratificato, confirmato, renovato, & approvato, & rattificano, confirmano, & approvano* de verbo ad verbum prout jacet *la predicta Liga, & Intelligentia facta fra li prefate Illustrissimi Signore quondam Duca Galeazzo, & Ill. quondam Marchese Guliemo*, & in quantum expediat *de novo del presente di raante fin in perpetuo hanno facto, & contracto, & fanno, & contrahono epsa Liga, Unione, Confederatione, & Intelligentia del tenore infrascripto* ad mutuam Statuum ipsarum Partium defensionem, *& secundo in quella se contene ad la quale se habia relatione levata in epsa Liga la Parte*, etiamsi suprema dignitate fulgeret, *quale Parte non s'intenda essere compresa in questa confirmatione, & renovatione, la quale confirmatione, & renovatione s'è factu, & se fa con reservatione, & senza alcuno prejuditio de la Sanctissima, & Serenissima Italica Liga, ad la quale per la presente non s'intenda in alcuna parte essere derrogato.*

Le quale tutte, & singule cose supruscripte el prefato Illustrissimo Signore Duca con auctoritate ut supra, *& li predicti Procuratori, e Mandatarii* Procuratorio, & Mandatario nomine *del prefato Illustrissimo Signore Marchese* sibi invicem mutua stipulatione interveniente *se hanno promisso, & promettono, & apprestso hanno giurato, & giurano ad* Sancta Dei Evangelia *corporalmente con le mane loro tochate le Scripture in mane de mi Notaro, & Cancellero infruscripto come publica persona, che stipula, & rieeve ad nome, & ad parto, & utilita de qualuncha, che li havesse, ó potesse havere interesso; Cioè epso Illustrissimo Signore Duca* in ejus animam propriam, & dicti Procuratores, & Mandatarii in animam *del prefato Ill. Signore Marchese de attendere, & inviolabilmente observare, & non contravenirli in alcuna cosa*, directè vel indirectè, tacitè vel expressè, nec alio quovis quesito colore, *sotto fede de legali Principi, & obligationi di tutti li loro beni, mobili & immobili, presenti e davenire, & vinculo de juramento, & refectione, & restitutione d'ogni danni, interessi, & expese, che alcuna delle Parte predicte per casone, & defecto de l'altra ne avesse ad patire, e fare. Et hanno rennunciato, & rennunciano el prefato Illustrissimo Signore Duca con auctoritate* ut supra, *& li predicti Procuratori, & Mandatarii* dicto Procuratorio, & Mandatario nomine *ad l'exceptione, che non sii factu la predicta confirmatione, & renovatione de perpetua Liga, & Intelligentia nel modo, e forma dicta di supra, & facte le predicte promesse, & obligatione, & ad ogn' altra rasone, exceptione, defensione, & probatione de Testimoni in contrario.*

De quibus omnibus, & singulis prefatus Illustrissimus D. Dux cum auctoritate ut supra jussit, & jubet prædictique Procuratores, & Mandatarii Procuratorio, & Mandatario nomine prefati Illustrissimi D. Marchionis jusserunt, & rogaverunt, ac jubent, & rogant per me Johannem Antonium de Giratdis Papiensem Notarium publicom, ac ejusdem D. Ducis Cancellarium infrascriptum publicum confici debere Instrumentum unum, & plura ejusdem tenoris. Actum in Arce Portæ Jovis Inclytæ Civitatis Mediolani videlicet in Camera Cubiculari prefati Illustrissimi D. Ducis, Præsentibus Magnificis D. Magistro Jachet Ciehano suprascripto prefati Serenissimi, & Christianissimi D. Francorum Regis Secretario, & Oratore, D. Abbate Rugio Serenissimi D. Regis Ferdinandi Siciliæ &c. Oratore, D. Jacobo Trotto Illustrissimi D. Ferrariæ Ducis Oratore, D. Zacharia Sagio de Pisis Ill. D. Marchionis Mantuæ Oratore, nec non Magnificis D. Comite Joanne Bonromeo, D. Petro de Pusterla, D. Johanne Francisco Marchione Pallavicino, & D. Antonio de Marliano Consiliariis, ac D. Bartholomeo Chalco Secretario præfati Illustrissimi D. Ducis Mediolani omnibus testibus notis, idoneis ad præmissa vocatis, & rogatis.

In Nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis Patris, & Filii, & Spiritus Sancti Amen. Anno Nativitatis ejusdem Domini nostri Jesu Christi millesimo quadringentesimo octuagesimo tertio Indictione prima die octavo mensis Julii. Actum in Castro Casalis videlicet in Camera Audientiæ præsentibus Magnificis D D. Scipione de Monteferrato D. Fratre Percivallo Milite Hierosolomitano, & Guidone, ambobus de Sancto Georgio ex Comitibus Blandrate, nec non Spectabilibus D. Georgio Nata Juris utriusque Doctore, omnibus Consiliariis, & Quilico de Rota Thesaurario Marchionalibus Testibus notis, & idoneis ad infrascripta vocatis, & rogatis. In quorum, & mei Notarii infrascripti præsentia, Illustrissimus Princeps, & Excellentissimus Dominus noster Dominus Bonifacius Marchio Montisferrati &c. Sacri Romani Imperii Princeps, Vicariusque perpetuus, Volens sequi vestigia, & mores suorum Ill. Antecessorum erga Illustrissimum, & Excellentissimum D. Ducem Mediolani &c. ac in eadem devotione, reverentia, & benevolentia persistere, & continue perseverare, qua dicti Ill. Prædecessores sui præfatum Illustrissimum D. Ducem prosequuti semper fuerunt. Ecce quod ipse Ill. D. Bonifacius Marchio Montisferrati omnibus melioribus modo, via, jure, & causa, & forma, quibus melius, efficacius, & validius fieri potuit, & potest. Constituit, fecit, creavit, & solemniter ordinavit, facit, constituit, creat, & solemniter ordinat suos veros, certos, & indubitatos Nuncios, & legitimos Actores, Factores, & Procuratores, & quicquid de jure melius dici, & esse potest, Spectabiles Deffendum Suardum de Pergameo Seneschalcum, & Gentilem de Curte Papiensem Magistrum Intratarum præfati Illustris D. Marchionis absentes tamquam præsentes, & etiam dictum Defendum insolidum specialiter, & expressè ad novam Ligam, & Confœderationem seu Societatem ineundum, firmandum & faciendum cum prefato Illustrissimo D. Duce, & postea ad acceptandum, & ratificandum seu intrandum Ligam novissime contractam inter Sanctissimum D. nostrum Papam, Serenissimum Regem Ferdinandum, Illustrissimum D. Ducem Mediolani, Excelsam Rempublicam Florentinorum, & Illustrissimum Ducem Ferrariæ cum pactis, modis, formis, & Capitulis in ea contentis, nec non super conducta provisione, & stipendio præfati Illustrissimi D. Bonifacii Constituentis capitulandum, conveniendum, paciscendum, concordandum, & concludendum cum obligationibus, pactis, & clausulis, ac solemnitatibus necessariis, & opportunis, & generaliter ad omnia, & singula alia in prædictis, & circa ea dicendum, faciendum, & exequendum cum emergentibus, & connexis ab eisdem, & quolibet prædictorum singula singulis congrue referendo, quæ merita negotiorum prædictorum, & debitus Juris ordo postulant, & requirunt, & quæ ipse D. Constituens facere posset si presens, & personaliter adesset, etiam si magis speciale exigerent Mandatum, dans, & concedens prefatus Ill. D. Marchio Constituens, ut præmittitur, dictis suis Procuratoribus constitutis ut supra conjunctim, & ipsi Defendo insolidum plenum, liberum, & speciale Mandatum cum plena, & libera potestate suprascripta omnia, & singula faciendi, gerendi, & explicandi, & quæ circa prædicta, vel aliquid prædictorum eisdem Defendo, & Gentili Procuratoribus ut supra constitutis, sive ipsi Defendo solum necessaria, & utilia videbuntur, & expedierint, & quæ per quoslibet veros, & legitimos Procuratores, seu Nuncios speciales, sive Nuncium specialem, & Procuratorem in similibus geri, fieri, tractari, conveniri, agi, & quomodolibet procurari & explicari possent. Promittens insuper prefatus Ill. D. Marchio Constituens ut supra solemni stipulatione præmissa mihi Notario infrascripto ut publicæ personæ offitio publico stipulanti, & recipienti nomine, & vice omnium, & singulorum quorum in prædictis interest, intererit, & quomodolibet interesse poterit in futurum, se se ratum, gratum, & firmum perpetuò habiturum, ac attendere & observare quicquid per dictos Defendum & Gentilem ejus Procuratores, sive per dictum Defendum insolidum actum, factum, gestum, conclusum, & promissum, ac conventum fuerit in prædictis, & circa prædicta, & in aliqua non contrafacere, dicere, vel venire per se, vel alium, seu alios aliqua ratione, vel causa, sub obligatione, & ipotheca omnium, & singulorum bonorum suorum, mobilium & immobilium, præsentium & futurorum, ac sub refectione omnium damnorum, expensarum, & interesse litis, & extra. Renuncians prefatus Ill. D. Marchio Constituens ut supra omni exceptioni doli mali, metus, vis in factum actioni, condicioni, sine causa, & ex injusta causa, & omni alii Juri, & exceptioni quibus contra prædicta, vel aliquod prædictorum venire, aut facere, seu quomodolibet se tueri posset, aut vellet. De quibus omnibus supradictis prefatus Ill. D. Marchio Constituens ut supra precepit per me Notarium infrascriptum fieri debere publicum Instrumentum dictamine sapientis si fuerit expediens. Ego Antonius Maynionus filius quondam Johannis de Loco Lu Diocecis Casalensis publicus Imperiali auctoritate Notarius suprascriptum Instrumentum Procuræ receptum per Spectabilem Dominum Antonium Guiscardum de

Anno 1483.

Blan-

ANNO 1483. Blanzate Marchionalem Secretarium, & Notarium publicum de ipsius Domini Antonii voluntate, & Mandato ab ejus filiis fideliter estraxi, scripsi, & in suprascriptam publicam formam redegi, nil addito, vel diminuto, quod mutet sensum, vel vitiet intelectum, & quia facta diligenti auscultatione cum ipso Originali concordare inveni, ideo hic me subscripsi, & signum apposui consuetum in Testimonium veritatis. Ego Antonius Guiscardus de Blanzate filius quondam Johannis publicus Imperiali auctoritate Notarius, ac Marchionalis Secretarius prædictis omnibus, & singulis in suprascripto Instrumento contentis dum sic, ut præmittitur, agerentur, & fierent unà cum supra nominatis Testibus præsens fui vocatus, & jussus, ac rogatus ea omnia notavi fideliter, & scripsi, sed aliis majoribus prefati Ill. D. Marchionis occupatus Negotiis in hanc publicam formam per supranominatum Antonium Maynonum de Lu Notarium publicum, & Marchionalem Cancellarium transcribi, & redegi feci, indeque me subscripsi cum appositione soliti signi mei Tabellionatus in Testimonium præmissorum.

In Christi nomine. *Essendo stata como è notorio ad tutta l'Italia, antiqua, & continuata Amicitia, caritate, & Confederatione, & Unione frà la Illustrissima Casa de Signori Vesconti, & la Ill. & Excelsa Casa de li Signori Marchesi de Monferrato, & successive frà lo Illustrissimo, & Potentissimo Signore de felice memoria Francesco Sforza Duca de Milano, & lo Ill. Signore Zoanne olim Marchese de Monferrato, & lo Ill. Signore Gulielmo suo fratello, & dignissimo successore nel Marchesato, e Dominio meritamente lo Illustrissimo, & Excellentissimo Principe, & Signore Galeazzo Maria Sforza Duca de Milano dignissimo Fiolo primogenito Herede, & Successore del prefato Illustrissimo Signore Duca Francesco inclinatissimo, & dispositissimo perseverare, & continuare verso el prefato Ill. Signore Gulielmo Marchese de Monferrato in questa medesima affectione, & amore, & ancora se possibile sarà de crescere, & multiplicare, maxime che da poi la morte del prefato Illustrissimo Signore Duca Francesco, essendo le cose nove esso Signore Marchese con la persona, & con lo Stato ha facta evidentissima demonstrazione con effecto in favore, & beneficio dell' Illustrissimo Signore Duca Galeaz. Aduncha li prefati Illustrissimo Signore Duca Galeazo, & Ill. Signore Marchese sono devenuti, & devengono insieme ad una libera, sincera, & indissolubile Liga, Intelligentia, Unione, & Confederatione con linfrascripti Capituli, pacti, e conventione videlicet chel prefato Illustrissimo Signore Duca Galeaz sii tenuto, & cosi soi Heredi, & Successori dal presente di inante, & cusi ha promesso de defendere, aiutare, & mantenere el prefato Signor Gulielmo Marchese de Monferrato, e soi Heredi, & Successori, e tutto il suo Stato, Terre, Luochi, & Jurisdictione con el Stato, gente, & ogni sua facoltà, & possanza da qualuncha persona, & Università de che grado, stato, e condicione se sia, che lo turbasse, & molestasse, o volesse molestare, turbare, & inquietare, & non altramente fare per lo aiuto, manutenimento, & defesa del Stato, Terre, Lochi, & Jurisdictione sua propria del prefato Ill. Signore Marchese, & soi Heredi, & Successori, che faria per lo Stato, Terre, & Luochi, & Jurisdictione sua propria, & similmente promette, & si obliga el prefato Illustrissimo Signore Marchese per se, & soi Heredi, & Successori, & il Stato suo, Terre, Luochi, & Jurisdictione con el Stato, gente, & ogni sua faculta, & possanza da qualuncha persona, Università, che lo offendesse, turbasse, molestasse, & volesse offendere, turbare, molestare, ò inquietare, & non altramente, che faria per lo Stato, & Lochi, & Jurisdictione sua propria; la quale Liga, & Intelligenza s'intenda durare perpetuamente fra detti Signori Duca, e Marchese per se, & suoi Heredi, Figlioli, & Successori, le quali tutte, & singule cose suprascripte s'intendano ad bono, & sincero seno, & intelecto, & puramente, e drittamente. Et li prefati Illustrissimo Signore Duca, & Ill. Signore Marchese promettono* invicem & reciproce, *per se, suoi Heredi, & Successori da attendere, & observare, & contra esse non venire,* rectè vel indirectè, tacitè vel expressè, nec aliquo quesito colore, *sotto fede de legali Principi, & Signori, & obligatione di tutti li loro beni. Intendendosi anchora le predicte cose con reservatione, & senza prejudicio de la Liga rinovata frà lo Serenissimo Rè Ferdinando, la Excelsa Communità di Fiorenza, & esso Illustrissimo Signore Duca Galeazo, & quanto se contene in quella, & ad mazzore fede, & corroborazione de tutte, & singule predicte cose, li prefati Signori hanno facto fare due consimile scripture, cioè la presente, quale è sottoscripta de mane propria desso Illustrissimo Signore Duca Galeaz, & sigillata del suo Ducole consueto Sigillo, quale ha ad stare presso desso Ill. Signore Marchese, & sigillata del suo consueto Sigillo quale ha ad remanere presso desso Signore Duca Galeazzo. Le quale Scripture sono state practicate, e concluse in la Città de Pavia del mese di Febraro a di 25. del dicto mese nel 1467.*

Ego idem Gulielmus Marchio Montisferrati prædicta omnia affirmo, promitto, & approbo, & in præmissorum fidem me propria manu subscripsi cum Sigilli mei appensione. Et ego Blasius Caravagius prefati Illustrissimi D. Marchionis Secretarius de ejus Mandato scripsi, ac propria manu subscripsi, ac sigillo ejus consueto sigillavi.

Extracta fuit præsens Copia à Registro inscripto sub Littera R. *Ducissæ* BONÆ, *& Ducis* GALEAZ MARIÆ SFORTIADUM *Vicecomitum existente in Regio Archivio Castri Portæ Jovis Mediolani in papiro scripto. Datum Mediolani die trigesima mensis Octobris anni* 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS *Regii Archivii Officialis.*

LXIV.

Traité de Confédération entre CHARLES VIII, *Roi de France, & les* SUISSES, *du* 4. *Août* 1484. [FREDERIC LEONARD, Tom. IV.] 1484. 4. Août. FRANCE ET SUISSE.

In nomine Sacro-Sanctæ & Individuæ Trinitatis, Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, feliciter: Amen.

NOs Burgimagister, Sculteti, Ammani, Gubernatores, Consules, Cives, Patriotæ, & Communitates de Turrego, Berna, Lucerna, & Uravia, Sewizia, & Salodoro Communitatibus & partibus Provinciarum magnæ, & veteris Ligæ Confœderatorum Alemanniæ superioris: Universis & singulis præsentes Litteras inspecturis, seu audituris, notum fieri volumus cum salute. Quod cùm majores nostri, & nos jam multis annis exactis cum cælestium Sacro-Sanctorum liliorum sceptro, & Christianissimis ac Serenissimis Regni Francorum Regibus certas amicabiles Intelligentias, & tandem præsertim cum quondam Christianissimo atque Gloriosissimo Domino Ludovico, Rege Francorum, summæ & præexcelsæ memoriæ Domino nostro multum gratissimo prorinus defuncto, cujus animæ propitietur Altissimus, Uniones laudabiles, & Confœderationes habuerimus, quæ auxiliante Deo optimo, & vicinitatis studio, & benevolentia ex utraque parte hactenus perseveratæ sunt & intruductæ, ut maxime, & tempore Bellorum & Guerrarum non importunam utriusque Partis utilitatem Pacis & augmentationem accreverint, & pro illarum renovatione multo major utrique Parti, suis Subditis, & hominibus in dies, & Pacis utilitas & augmentatio succedi possit & præstari, animo resolventes, hujusmodi impartitam nobis Regiam benevolentiam nostræque servitutis affectum erga præfatum Sanctæ Coronæ Regnum, & præsertim Christianissimum & Serenissimum Dominum CAROLUM, jam Regem Francorum prænominati sui genitoris Successorem, Dominum nostrum gratiosissimum feliciter augmentari. Idcirco nos, ut propensus noster ad utriusque Partis commoditatis tranquillitatem animæ agnoscatur bona præmeditatione nostra, & deliberatione, Consilio quoque unanimi primo ad laudem Dei omnipotentis pro augmentatione & communis Pacis, & Reipublicæ cum præfato Christianissimo Rege, & Sacro-Sancta ejus Regia Majestate, vità suà durante, præsentes Intelligentias, & amicabiles Uniones fecimus, inivimus, contraximus, & conclusimus, facimus, inimus, contrahimus atque concludimus in hunc qui sequitur modum.

Primò, quod ambæ Partes, videlicet ipse Christianissimus Rex Francorum, & nos Confœderati prænominatarum Civitatum & Partium pro nobis nostrisque Subditis, & hominibus, ut antea durante hujusmodi Intelligentiæ, & Unionis tempore, nullis temporibus aut nullis in rebus se invicem offendat Guerris aut Injuriis, nec tempore Guerrarum vel extra inter nos nullæ

ANNO 1484. nulla Pars contra ullam esse debeat directè vel indirectè, publiceè nec oculté.

Item & secundò, quod ambæ Partes inter nos ut supra nullo unquam tempore debent directè, nec per indirectum, publicè nec oecultè, per Regna, Ditiones, Territoria, seu Districtus eorum, passum, transitum, favorem, auxilium, sustentationem aut suffragium alicui personæ sive Dominiis aut Communitatibus, æmulis aut injuriis & conatibus injuriam, nocumentum, bellum aut Guertam alteri ex ipsis Partibus, eorum Subditis aut Collegatis inferre, sed pro necessitate & tempore præsentis Unionis in rebus bona fide se invicem diligant & foveant.

Item & tertiò, quod omnes & singuli ipsarum Partium Subditi, Mercatores, Cives, Compatriotæ, Communitates, Oratores, Nuncii, Peregrini, ac inhabitatores gentes, Nobiles & Ignobiles, Pedestres & Equestres, cujuscumque nominis, conditionis, Dignitatis, aut status fuerint, cum mescimoniis, rebus & corporibus suis eundo, & redeundo tam per Terram, quàm per Aquas, impunè, liberi & securi usque ad eorum securitatem esse debeant & permanere in alterius Partis Regno, Ditionibus, Territoriis & Districtibus.

Item & quartò, quod ipse Christianissimus Rex Francorum tempore hujusmodi Unionis, & amicabilis Intelligentiæ nullos de gentibus aut hominibus nostris, præter voluntatem, scitum, & licentiam nostram ad stipendia Bellorum aut Guerrarum suæ Regiæ Majestatis recipere aut provocate debet, nec per alios provocari facere sine dolo & fraude, ut supra, contra voluntatem nostram.

Item & quintò, quod singulis temporibus, rebus & causis una quæque Pars alteri Parti & suis Subditis, Mescatoribus & inhabitatoribus in suis Regno, Dominiis, Ditionibus & Tesritotlis, amicè & sine inhibitione, pro competenti pecunia libere admittere debeat mercimonia, & alias quascumque res vendibiles sollicitando, emendo, & vendendo prout hactenus inter Partes consuerum fuit; salvis tamen ex utraque Parte teloniis consuetis hue usque introductis.

Item & sextò, quod inter nos, ambæ Partes, & quælibet Partium prælecti in amicabili Unione ac Intelligentia excipere, & reservare possint, sicuti nos prænominati Confœderati nostra parte per præsentes excipimus, primò Sacro-Sanctam Apostolicam Sedem, Sacro-Sanctum Romanum Imperium, omnes & singulas nostras Ligas, & Libertates hactenus introductas, similites omnes & singulas personas, Dominos, Civitates, & Communitates, cum quibus nos ante conclusionem, & datum diei præsentis amicabilis Intelligentiæ vinculo alicujus Confœderationis, Unionis, aut Intelligentiæ, quæ sigillis aut Litteris nostris roborata sunt, colligati sumus, promittentes insuper, ut supra bona fide firmiter pro nobis, & Subditis nostris, omnia & singula prænarrata tempore, quo supra, rata, grata, inviolata & firmare, observare, omni dolo, & fraude penitus cessantibus, in quorum omnium & singulorum fidem, robur, & evidens Testimonium nos prænominati Burgimagister, Sculteti, Ammani, Gubernatores, Consules, Cives, Patriotæ, & Communitates de Turrego, Berna, Lucerna, Svizia, Undervalden, super & sub Silva de Friburgo & Solodoro præsentes Litteras sigillis nostris appendentibus fecimus muniri, atque eas sic roboratas & sigillatas præfatæ Regiæ Majestati assignavimus, paresque ejusdem Regio sigillo confirmaras accepimus. Datum die quarta mensis Augusti Anno à Nativitate Domini millesimo quadringentesimo octuagesimo quarto.

LXV.

7. Août. *Trattato di Pace, tra la Santissima e Serenissima Liga, cioè del Santissimo Papa* SIXTO IV. *del Rè di Sicilia* FERRANDO, *del Duca di Milano* JOANNE GALEAZZO MARSA SFORZA, *della Republica* FIORENTINA, *del Duca di Ferrara* HERCOLE, *e altri Confederati da una parte, e la Signoria di* VENETSA *dall' altra. Actum in Hospitio nuncupato* le Chianege *in Agro Brixiensi, inter Bagnolum & Sanctum Zenonem, die 7. Augusti Anno* 1484. [Pièce authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan.]

In nomine Domini, Amen.

ANNO 1484. ANNO Nativitatis ejusdem millesimo quadringentesimo octuagesimo quarto, Indictione secunda, die Sabbati septimo mensis Augusti hora vigesima quarta.

Sono le Cose humane condicionate per forma, che naturalmente hanno in esse ad succedere de li scandali: Et per che li scandali sono seminario delle discordie, & delle contentione, è necessario che appresso vengano le Guerre con perturbatione prima de le Citate, & Populi, deinde de le Provincie, gente, & Nacione, mà essendo li homini dotati de intelecto, & de rasone, con la quale se pone frene ad l'impeto, & irregolato, & ad li transportamenti scandalosi de la natura come succede in infirmitate naturale, che con la rasone medicinale, & con li remedii accomodati esse infirmitate se conducono ad salute, cosi advene etiam in le guerre che con temperarsi l'impeto, refrenarse l'ira, & moderarsi lappetito se vene alla concordia nutrica della quiete, & Pace, la quale è causa del ben vivere, multiplicacione de li Populi, produtrice de abundantia, & vinculo del humana Societate. Quanto sia grande el bene, & beneficio depsa parte lo dechiarano quelle sancte parole, le quale come due cose supreme, & convenientissime danno a Dio Gloria in lo Excelso, & ad l'homini Pace in Terra. Essendo aduncha questi anni passatti sequita Guerra tra li Potentati de Italia, per la quale se venuto quasi alla universale contentione in Italia, cioè da uno canto de la Sanctissima, & Serenissima Liga, & Colligatione de quella, da laltro canto de la Illustrissima Signoria de Venetia, in la quale Guerra sono successe hinc indè *depredatione, invasione, occupatione de Citate, Terre, & Lochi, Districti, & Regione, & altri danni, & jacture, quale le Guerre portano. Finalmente per beneficio de nostro Signore Dio el quale è Principio, & Casone de ogni bene, se venuto tra epse parte ad vera Concordia, Pace, & Unione per confirmatione, manteamento, & vincule de la quale se venuto ad li pacti Capituli, & Conventioni infrascripto.*

In primis ergo el *Magnifico Messier Zoanne Francesco da Toleatino Procuratore, & Mandatario de la Sanctita de Nostro Signore Sixto Papa Quarto, el Magnifico Messier Zoanne Pontano Secretorio, Procuratore, & Mandatario substituto dall' Illustrissime, & Excellentissimo Signore Alphonso de Aragonia Duca de Calabria, Primogenito, & Vicario generale, & Procuratore, & Mandatario del Serenissimo Signore Rè Ferrando* Siciliæ *&c. el Magnifico Messier Zoanne Jacomo da Trivultio Procuratore, & Mandatario dell' Illustrissimo, & Excellentissime Signore Zoanne Galeaz Maria Sforza Vesconte Duca de Milano in presentia, & con licentia, & consentimento dell' Illustrissimo Signore Ludovico Maria Duca de Bari, Barba, Curatore, e Luogo tenente Generale depto Illustrissimo Signore Duca de Milano, el Magnifico Messier Piero Philippo Pandolfini Sindico, & Mandatario de la Excelsa Republica Florentina, & el Magnifico Messier Jacomo Trotto Procuratore, & Mandatario dell' Illustrissimo Signore Hercule Duca di Ferrara tutti Colligati, & Confederati insieme de la predicta Sanctissima, & Serenissima Liga per una parte, & lo Ill. & Excelso Signore Roberto de Aragonia de Sancto Severino Locum tenente generale, & Sindico, & Mandatario de la presata Illustrissima Signoria de Venetia per l'altra, come appare per li loro Sindicati, e Mandati de li tenori infrascripti* dictis nominibus, *& per tutti li loro Fioli, Heredi, & Successori, Colligati, Adherenti, & Reccomendati, Complici, & Sequaci, Soldati, & Subditi,* spontè, deliberatè, & ex certa scientia, *& per ogni altra rasone, modo, via, casone, & forma, che meglio, & piu validamente, & efficacemente hanno possuto, & possono ad laude, & gloria del Omnipotente Dio, & de la Corte celeste, & ad perpetua quiete, & reposso de loro Stati, & pacificatione, & asserti de tutta l'Italia sono convenuti, & mutua stipulatione, intervenente concordati, che dal presente d'inante siano totalmente levate l'offese, Guerre, odii, debati, dissensione, discordie, inimicitie, injurie, homicidii, robbarie, & banni, che hanno havuto, & hanno insieme remettendosi liberamente l'una Parte ad l'altra, & reciproce tutte, & singule inimicitie, injurie, passione, offese, captivatione, danni, incendii, homicidii, rapine, & depredationi quomodocunque facte fin al primo di, che sono state levate l'offese, & quelle intimate insieme reintegrano, stabiliscono, & firmano*

ANNO 1484. *mano vera, ferma, & perpetua Pace con pleniſſima ſecurità rejecta ogni fraude, dolo, malignitate, cavillatione, ſiniſtra interpretazione, & ogni altra doloſitate.* Ita quod ſit inter Partes ipſas, ac eſſe intelligatur vera Pax, firma Concordia, integra & fidelis Amicitia, *& coſi frà li Popoli, Città, Subditi, Vaſſalli, Amici, Adherenti, Reccomendati, Sequaci, & Soldati loro, & de ciaschuno di loro prefeati, & futuri, quali ſe habbino per expreſſi, quanto pertiene ad li Subdito. Ita che in lovenire poſſino liberamente, & ſecuramente, & ſenza alcuno impedimento, reale, ò perſonale, ſtare, & praticare, negociare uno con l'altro, & in le Citate, Terre, Provincie, & Lochi l'uno con l'altro, & fare li loro exercitii, Commercii, & Negociationi come facevano, & potevano fare avanti la preſeate Guerra, & quanto pertiene alli prefato Illuſtriſſimo Signore Duca de Milano, & Illuſtriſſima Signoria de Venezia per confine loro, & ben vicinare, & praticare delli loro Subditi, & l'altre particalaritate ſue, li prefati Ill. Signore Roberto* Sindicario, & Procuratorio nomine quo ſupra, *& el Magnifico Meſſier Jo. Jacomo da Trialtio* Mandatario nomine *depſo Illuſtriſſimo Signore Duca de Milano per virtute del preſente Contracto, hanno approbato, & confirmato, & approvano, & confermano tutti, & ſingali Capitali, Pacti, & Conventione, che ſe contengono nel Contracto de la Pace facta ad Lode l'anno curſo* M. CCCC. L. IIII. *a di* VIIII. *del meſe de Aprile tra epſa Illaſtriſſima Signoria de Venetia, & la felice memoria dell' Illuſtriſſimo Signore Duca Franceſco Mediolani &c. Li quali Capituli, Pacti, & Conventioni* in omnibus, & per omnia *come contengono* ad litteram hic habeantur pro expreſſis *dicendo, & proteſtando volerli* hinc indè *inviolabilmente obſervare.*

Item li prefati Contrahenti, dictis nominibus, *ſe ſono convenuti, e concordati, che cadauna delle Parti predicte ſii obligata, & debbia infra el termine de dui meſi, che poſo la publicazione de la preſeate Pace immodiate ſequiranno havere denominato tutti li loro Colligati, Adherenti, & Reccomendati ad l'altra parte,* & deinde *finiti dicti dui meſi debbiano quelli, che ſaranno denominati, havere infra el termine d'un altro meſe immediate ſequento ſolemnemente ratificato, & approbato el preſente Contracto de Pace; altramente non s'intendano ne debbiano goldere del beneficio depſa Pace ne de li preſenti Capituli, & Conventione.*

Item eſſendo la Santità de Noſtro Signore, & la Sede Appoſtolica de la merita reverentia, dignitate, & veneratione, quale è, & deve eſſere approſſo tutti li fideli Chriſtiani, & meritamente da tutti li Prencipi, Potentati, & Signori devendoſeli exhibire tutta quella reverentia, quale merita il Mantho Appoſtolico, s'è convenuto, & accordato tra epſe Parte, dictis nominibus, *circa la conſervatione de la libertate Eccleſiaſtica, che la prefata Illuſtriſſima Signoria de Venezia obſervarà el Capitolo terzo* ſecundum ordinem *facto in queſta materia in la Pace, & Liga contracta l'anno proximo paſſatto tra la Santità de Noſtro Signore, la Maeſtà del prefato Rè, lo Illuſtriſſimo Signore Duca de Milano, la Excelſa Republica de Fiorenza, & lo Illuſtriſſimo Signore Duca de Ferrara juxta la piena continentia, vigore, & tenore depſo Capitalo, al quale ſe habbia piena relatione, el qual Capitolo è del tenore ſubſequente videlicet:*

Item quamvis pro honore, ſtatu, & tranquillitate prefati Sanctiſſimi Domini noſtri, & Sanctæ Romanæ Eccleſiæ, quæ cunctorum fidelium Mater eſt, & Magiſtra, quilibet fidelis Chriſtianus operari, & laborare teneatur; tamen conſiderantes prædictæ Partes, quod Reges, Principes, & Potentatus Chriſtiani majore quodam ad huc vinculo tenentur, & obligantur, promiſerunt, quod prefatæ Sanctitatis Domini noſtri Papæ, & ſuorum Succeſſorum canonicè intrantium, ac prefatæ Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Dignitas, præheminentia, honor, & ſtatus bona fide, & pro poſſe conſervabitur, & manutenebitur pacificus, & tranquillus per omnes, & ſingulas Partes in preſenti Pacis, Unionis, & Ligæ Contractu compræhenſas, & earum quamlibet, earumque Complices, & ſequaces, nec aliquo quæſito colore, directè vel indirectè, in damnum, jacturam, præjudicium, vel dedecus ipſius Sanctiſſimi Domini noſtri, & dictæ Sanctæ Romanæ Eccleſiæ aliquid attentetur, innovetur, vel moveatur, quinimo quod prefati Sanctiſſimi Domini noſtri, & dictorum Succeſſorum ſuorum, ac prefatæ Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Patrimonium, Provincias, Civitates, Terras, Caſtra, Loca, Dominia, Jurisdictiones, & Jura, Vaſſallos, Pheudetarios, Vicarios, ac Subditos quoscumque, mediatè vel immediatè, in Italia ſubjectos tueri, & defendere teneantur cum effectu ab omni impugnatione, invaſione, & moleſtatione contra quamcumque perſonam, quacumque dignitate perfulgeat; Domum, Communitatem, Univerſitatem, Capitaneum, Societatem, vel Congregationem gentium armorum quorumcumque, nec non auxilium, & favorem realiter, & cum effectu impendere, ac preſtare teneantur, & debeant, poſſitque præfatus Sanctiſſimus Dominus noſter ſuique dicti Succeſſores, ut predicitur, omnibus, & ſingulis Capitulis, quæ in præſenti Pace, & Unione, & Liga appoſita forent, uti & gaudere, pro ſe recipere, & acceptare, & quod prefatus Sanctiſſimus Dominus noſter ſit, & eſſe debeat, cenſeatur, & intelligatur Caput, Pater, & Protector præſentis Pacis, Confœderationis, Unionis, & Ligæ, Partiumque omnium compreheuſarum in ea. Ac etiam voluerunt prædictæ Partes, & ſe contentaverunt, quod circa ſpiritualia prefatus Sanctiſſimus Dominus noſter manuteneatur, & conſervetur, ac etiam redintegretur ſicut eſt de Jure, & approbata conſuetudine ſecundum determinationem Dei, & Sanctorum Patrum. ANNO 1484.

Item per che la Sede Appoſtolica è conſtituita in talo grado, & dignitate, che meritamente hà poteſtate ſolvendi, & ligandi, *& de punire, & abſolvere quelli, li quali ſono commeſſi, & ſubmeſſi al ſuo Paſtorato, ſi è ſimilmente convenuto, & concordato tra le dicte Parte,* dictis nominibus, *che la prefata Illuſtriſſima Signoria de Venetia in lo caſtigare, & punire ſuoi Subditi, & Rebelli, cioè tanto Baroni quanto Communitate, debia obſervare lo Capitalo vigeſimo facto, & appoſto in la Liga predicta* juxta ſui continentiam, & tenorem: *el quale Capitalo è del tenore infraſcripto.*

Item convenerunt Partes prædictæ, quod ſi caſus occurreret, quod Sanctiſſimus Dominus noſter, vel ejus legitimus Succeſſor vellet corrigere, & caſtigare, ſeu punire aliquem ex ſuis Subditis, vel Vicariis, ſeu aliquam Civitatem ſibi ſubditam, qui in futurum fierent ſuæ Beatitudinis, vel Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Rebelles, & aliquis alicujus Potentatus vellet ſuam Sanctitatem impedire ex tali Subdito puniendo, ſeu caſtigando preſtare ſubſidia, omnes Partes in prædicta Liga comprehenſæ teneantur, & obligatæ ſint eidem Sanctitati favere, & ſubſidia ipſius Ligæ preſtare cum de hoc a Sanctitate ſua fuerint requiſiti, ſalvis prædictis, & ſine eorum præjuditio. *El quale Capitalo s'intenda extenderſi, e comprendere non tanto quelli, che in lo advenire ſeranno Rebelli de la Santità de noſtro Signore, mà ancora quelli, che de preſenti ſe trovaſſero eſſere in tale deſobedienza, e Rebellione.*

Item ſe ſono convenute le predicte Parte, dictis nominibus, *che fra di vinti poſo la ſtipulatione del preſente Contracto immediate ſecuturi debiano epſe Parte mandare loro ſolemni, & legitimi Procuratori, Sindici, & Mandataris in Roma ò pieni Mandati ad li Oratori, quali per alcuna depſe Parti ſe trovano in Roma al conſpecto de la Santità deſſo noſtro Signore per contrahere tra la prefata Santiſſima, & Sereniſſima Liga per una parte, & epſa Illuſtriſſima Signoria de Venezia per l'altra Liga, e Confederazione generale* contra quoscunque ſtatim in Italia habentes duratura *per anni dece, che immediate ſequiranno,* & ultra ad beneplacitum Partium ipſarum; *de la quale Liga el prefato Illuſtriſſimo Signore Roberto de San Severino ſii declarato, & conſtituito Capitaneo Generale durante el tempo deſſa Liga, & coſi* ex nunc *epſi Procuratori, & Mandataru,* dictis nominibus, *lo conſtituiſcono loro Capitaneo con lo infraſcripto ſtipendio, & li Capitali, che ſe dechiariranno in la Conducta ſua, che ſe ſarà de preſente; de la quale Liga la Santità de noſtro Signore ſii Capo Principale, Patre, & Protectore, & per caſone, & riſpecto del dicto Capitaneato generale la Santità de noſtro Signore, la Maeſtà del Signore Rè, lo Illuſtriſſimo Signore Duca de Milano, & la Excelſa Republica Fiorentina ſiano obligati, & debbiano dare al prefato Signore Roberto, cioè la Santità de noſtro Signore Ducati ſei millia, la Maeſtà del Rè Ducati octo millia, lo Illuſtriſſimo Signore Duca de Milano Ducati cinquanta millia, la Excelſa Republica Fiorentina Ducati ſe millia, tutti da libre quatro dimperiali per Ducato, & dall' altro canto la Illuſtriſſima Signoria de Venezia Ducati cinquante millia de proviſione l'anno, el quale ſtipendio ſe debba pagare in queſto modo, cioè per tempo de Guerra la mitate de cadauna delle parte avanti tracto, & el reſto de dui meſi in dui meſi alla rata.* Tempore verò Pacis *ſi habbia pagare de dui meſi in dui meſi pro rata. Exceptuando el preſente Anno, nel quale licet ſe habia ad pagare eſſo*

ANNO 1484.

ANNO 1484.

Signore Roberto come ad tempo de Pace. Tamen s'è convenuto, che facta la stipulatione, & publicazione della presente Pace, & sequita la effectuale restitutione delle Terre, che se hanno ad restituire. Alquale tempo comenzarà correre el stipendio del prefato Signor Roberto se li debiano dare da lo Illustrissimo Signore Duca de Milano Ducati vinte millia fra uno mese, & altri tanti da la Illustrissima Signoria de Venezia, & el simile l'altri Potentati per rata poi el resto de dui mesi in dui mesi per rata, como è dicto, & cusi li Magnifici Messer Luca Pisano, & Messier Nicolo da Ca'pesaro Procuratori, & Mandatarii della prefata Illustrissima Signoria de Venezia, como appare per el loro mandato del tenore etiamdio infrascripto, ejus Procuratorio, & Mandatario nomine, hanno promesso, & promettono chessa Illustrissima Signoria darà singulo anno la predicta provisione de dicti Ducati cinquanta millia al prefato Signore Roberto nel modo, & forma, che predicta, & ex nunc hanno conducto, & conducono el prefato Signor Roberto nel modo, e forma suprascripta, per lo quale stipendio el prefato Signore Roberto habia ad servire con le gente, tempo, & conditione, & pacti de specificarsi da presente com'è dicto. Intendando, & dechiarandosi esso Signore non habia obligatione con quello da chi non sii pagato, & satisfacto, & nihilominus non s'intenda per questo, ni debia mancarli el titulo del Capitaneato generale, & quanto pertene alle stantie, è convenuto che Do. Signore Roberto habbi stantie per mille septecento Cavalli nel Stato dell' Illustrissimo Signore Duca de Milano, incomenzando al dì che incomenzarà la Conducta, & stipendio suo, & el resto nel Dominio dell' Illustrissima Signoria di Venetia, & circa el stantiare desso Illustrissimo Signore Roberto al tempo de Pace nel predicto Stato desso Illustrissimo Signore Duca de Milano, s'è convenuto, & concordato ne stasse ad quello in che sua Signoria se converrà con lo Illustrissimo Signore Duca de Milano.

Item se sono convenuti, & concordati li prefati Procuratori, Sindici, Mandatarii dictis nominibus del prefato Ill. Signore Roberto in hoc agente nomine proprio siano restituito tutte le Terre, & Luochi, quali hà nel Reame cum tutte le Jurisdictione, e rasone sue restando el Magnifico Messier Zoanne Francesco suo Fiolo Conte de Cajacia, el dicto Contato de Cajacia con quelle Conventione quale sono tra essi Patre, & Figliolo.

Item è convenuto tra dicte Parte, dictis nominibus, che al prefato Signore Roberto siano etiandio restituite dall' Illustrissimo Signore Duca de Milano tutte le Terre, Castelle, Ville, & Luoghi, possessione, & Case, quale avante la presente Guerra haveva nel Stato desso Signore Duca, eo modo, & forma chesso Illustrissimo Signore lo teneva, & possideva. Similiter è convenuto tra dicte Parte quanto ad li beni mobili, quali el prefato Signore Roberto dice che al partire suo da Castel novo Derthonese gli furono tolte. Et quanto al servito quale anchora la Signoria sua dice esserli debito dal prefato Signor Duca fin al dì che fue richiesto andare ad Milano, quale servito repete con le robe antedicte che tutte queste due cose debbiano essere remesse al Judicio del prefato Magnifico Messier Zoanne Jacomo da Trivulcio.

Item s'è convenuto, & concordato tra le predicte Parte, dictis nominibus, che se debia fare vera, libera, & integra restitutione de tutte le Citate, Terre, Castelle, Ville, & Luochi hinc indè tolti, & occupati ne la presente Guerra tanto in Lombardia, quanto in Mantuana, Ferrarese, & Romagna, & nel Reame con tutte le rasone, e pertinenze sue come erano, avante la presente Guerra.

Item che la prefata Illustrissima Signoria de Venetia sii tenuta, & debia de qua per fin tutto di vinti del presente mese d'Agosto per el mezzo delli Commissarii da essere deputati ad cio restituire al prefato Illustrissimo Signore Duca de Milano, Duca de Ferrara, & Marchese de Mantua tutte le Citta, Terre, & Luochi, Como, e Adria, Adriano, Comachio, Mellara, Castel novo, Figarolo, Castel Gulielmo, la Bastita del Zeniolo, tutta la Riviera de Fillo, & generalmente tutte l'altre Castelle, Ville, Lochi, Fortezze, Ballie, Case, possessione, e terreni, che l'havesse occupato ad li prefati Signori in la presente Guerra con tutte le rasone, Jurisdictione, & pertinentie sue, & vicissim infra el dicto termine li prefati Signori, & cadauno de loro sia tenuti, & debiano restituire alla prefata Illustrissima Signoria de Venetia etiandio tutte le Terre, & Lochi, Castelle, Ville, Case, possessione, & altre cose, che li havessero occupate in la presente Guerra con tutte le rasone, Jurisdictione, & pertinentie sue excepto el Polesino de Rugo, nel quale fa mentione el Capitulo immediate sequente, & alla Maestà del Rè debia fare la restituzione de le Citta, Terre, & Luochi occupati infra el termine, che se dechiararà qui de sotto.

Item s'è convenuto, & concordato tra le dicte Parte, dictis nominibus, chel Polesino del Rugo occupato da la prefata Illustrissima Signoria di Venetia in la presente Guerra resti ad essa Signoria con tutte le sue rasone, Jurisdictione, habentie, & pertinentie, & le possessione de li Cittadini Ferraresi, & Subditi del prefato Illustrissimo Signore Duca de Ferrara, & Entrate, che dependano da le possessione con le sue Immunitate, libertate, exemptione, & decime, che sono in lo dicto Polesino, o sue pertinentie siano tutte liberamente restituite ad essi Cittadini, e Subditi del prefato Signore Duca, & ad quelli de chi erano avante la presente Guerra, & lassate possidere pacificamente, & senza contradictione alcuna, & cosi etiandio l'Abbatia della Vangadicia, quale teneva, & hà Messier Leonello Trotto nel Polesino predicto del Rugo sii restituita, & lassata goldere ad esso Messier Leonello con tutte le possessione, habentie, pertinentie, & rediti sor. Item ogn' altro beneficio, che havessero li Subditi del prefato Signore Duca in detto Polesino, similmente siano al prefato Signore Duca de Ferrara, ò ad suoi Subditi restituiti tutti li Bestiami, o valuta dessi, & ogn' altra cosa, che li fù tolta in Romagna, essendo tra essa Illustrissima Signoria, & el prefato Signore Duca certa Tregua. Et e converso sii fatto in simile caso verso la prefata Illustrissima Signoria, & sor Subditi. Item se restituisca al prefato Signore Duca liberamente la Casa da Venetia, & li Beni da Est, & lassatoglili goldere pacificamente come faceva avante la presente Guerra, & cosi se alcuno Zentilhomo Venetiano, ò Citadino, o Subdito, & Monastero, & Hospitale, & altri Beni Ecclesiastici dessa Illustrissima Signoria havesse possessione in Ferrarese, Mantuana, & Lombardia, & in cadauno altro loco delli Stati de la Santissima, e Serenissima Liga si siano liberamente restituite, & lassatoglile pacificamente goldere, come facevano avante la presente Guerra.

Item chel Magnifico Messier Francesco Secho, & qualunche Subdito delli prefati Potentati de la Santissima Liga prefata siano restituiti in le loro possessione, che havessero nel predicto Dominio de la prefata Illustrissima Signoria de Venetia, quale li siano state occupate in la presente Guerra con tutti li fructi percepti non essendo pervenuti in le mane de la prefata Illustrissima Signoria, & lassate liberamente goldere.

Item se sono convenuti, & concordati li prefati Procuratori, Sindici, & Mandatarii, dictis nominibus, che la prefata Illustrissima Signoria de Venezia sia restituita, & redintegrata, & conservata in tutti li sor Privilegi, Capituli, Jurisdictione & ogn' altra conditione, chel hà in Ferrara, & con el prefato Illustrissimo Signore Duca de Ferrara, & l'haveva con li soi Ill. predecessori, & e contra parimente sii observato al prefato Illustrissimo Signore Duca per la prefata Illustrissima Signoria.

Item s'è convenuto, & concordato, che la prefata Illustrissima Signoria de Venetia sii obligato, & cosi il prefato Signore Roberto suo Sindico, & Mandatario ejus nomine pienamente hà promesso, & promette restituire, & fare restituire senza exceptione alcuna a la prefata Maestà del Serenissimo Signore Rè, & infra el termine di uno mese doppo la stipulatione del presente Contracto, & tanto mancho, quanto se poterà la Città, & Rocha de Galipoli, & cosi tutte le altre Città, Terre, Fortezze, Ville, & Luoghi occupati, & occupate da essa Illustrissima Signoria in la presente Guerra nel Reame, & per executione effectuale de dicta restitutione la prefata Illustrissima Signoria subito facta la dicta stipulatione del presente Contracto manderà uno suo Commissario con plenissimo Mandato per fare restituire, & de continenti assignare, & dare la vera, & reale possessione in le mane del Commissario sopra cio deputato da dicta Maestà, overe dal prefato Signore Duca de Calabria de dicta Città de Galipoli con la sua Rocha, & cosi tutte, & singule l'altre Città, Terre, Castelle, Ville, Luochi, con le loro Fortezze in qualuncha parte del Reame se siano, & quocunque nomine nuncupentur, tanto del domanio quanto de Baroni, ò de Chiesie.

Item s'è convenuto, & concordato tra le predicte Parte nominibus quibus supra, che ad li Illustrissimi, e Sere-

ANNO 1484.

Serenissimi Principi Rè, & Regina de Castelle &c. sii lassato, & reservato principale, & dignissimo loco de intrare in la presente Conventione, & Pace per lo Stato quale hanno in Italia, & sue pertinentie infrà el termine de octo mesi proxime advenire.

Item s'è convenuto, & concordato tra dicte Parte, dictis nominibus, che alla Magnifica Communità de Zenoa sii reservato digno, & condecente loco de intrare in la presente Pace infra el termine de duoi mesi proximi avenire declarandosi per esse Parte, dictis nominibus, che per tale reservatione del loco non se intenda aliquo modo essere derogato ne deversi derogare ad le rasone, che ha la Excelsa Republica de Fiorenza in la Città de Sarzana, quale li sii licito usare ad ogni suo piacere, & alcuno Potentato comprehesò in la presente Pace non possa ni debia dare favore alcuno, directe vel indirecte, nec aliquovis quesito colore, alla prefata Communità de Zenoa contra essa Excelsa Republica de Fiorenza nel facto de dicta Città di Sarzana, & accadende che per alcuna Terra, Castello, ò persona dicta Excelsa Republica de Fiorenza fosse impedita, quella possa liberamente fare contrà chi la volesse impedire, ne etiandio per dicta reservatione de loco de intrare in la presente Pace s'intenda in aliquo essere derogato ne facto prejudicio alcuno ad le rasone, che hà el prefato Illustrissimo Signore Duca de Milano nel Dominio de dicta Città de Zenoa quin liberè, & absque ullo impedimento uti possit prædictis Juribus suis semper, & quandocunque ei placuerit, & cosi el prefato Messier Zoanne Jacomo Procuratore, & Mandatario del prefato Illustrissimo Signore Duca de Milane in presentia, & con consentimento del prefato Illustrissimo Signore Duca de Bari hà dicto, & protestato, & dice e protesta chel non intende, ne vuole per essere resservata alla predicta Communità de Zenoa el predicto Loco se habia ad fare alcuno prejuditio ad le rasone depso Signore Duca, che hà nel Dominio de la predicta Città de Zenoa, ma poterle sua Excellentia usare sempre, & quando li parira.

Item se sono convenuto, & concordate le predicte Parte, dictis nominibus, che ad la Magnifica Communita de Sena con el presente suo Stato sii lassato digno, & condecente luogo de intrare in la presente Pace infra el termine de doi mesi proximi avenire; & intrando possa goldere del beneficio depsa Pace.

Item perche ne la Pace, & Capituli facti ad Lode com'è dicto de sopra, li quali sono stati confirmati, ut prefertur, e uno Capitulo, & Conventione, che li Illustrissimi Signori de Venezia, & lo Illustrissimo Signore Duca de Milano non possessero pigliare, ne conducre Soldati alcuni l'uno de l'altro senza licentia de la Parte ad li servitii della quale fossero, s'è convenuto, & concordato tra le Parte predicte, che dicto Capitulo se intenda expresse dechiarato, & sii, & debia essere in vera, & viva observantia de tutte le predicte parte, & potentie possa pigliare, ò condurre Soldati de alcuna de l'altra parte senza expressa licentia de quella de la quale dicti Soldati serano.

Item s'è convenuto, & concordato, che se elegano doi, cioè uno per la prefata Illustrissima Signoria de Venetia, & l'altro per el prefato Illustrissimo Signore Duca de Ferrara con piena facoltà, & possanza de terminare le confine del Polesino de Ruygo, & concordandose dicti dui electi, chel prefato Illustrissimo Signore Ludovico Duca de Bari, & el prefato Ill. Signore Roberto elegano el terzo al Judicio de la mazor parte de li quali se staghi.

Item se sono convenuto, & concordate le predicte Parte, nominibus quibus supra, che la presente Pace se debia solemnemente publicare, & bandire per esse Parte, & caduna de loro in le sue principale Citate el dì della Natività de nostra Donna, che sera a dì octo de Septembre proxime, che vene.

Item se hanno promesso, & promettene li predicti Procuratori, Sindici, & Mandatarii invicem fare, che caduno suo Principale solemnemente ratificarà, & approvarà el presente Contracto de Pace, & quanto in epso se contiene infrà el termine de doce dì, da poi hinc indè facta la totale restitutione de le cose predicte, & poi infra tempo conveniente se debiano mandare le ratificatione, & quelli, che non haveranno ratificato infra dicto tempo non habino ad goldere del beneficio depsa Pace remanendo firma, & in robore suo per quelli, che haverano ratificato.

Le quale tutte, & singule cose soprascripte li prefati Procuratori, Sindici, & Mandatarii, dictis nominibus sibi invicem mutua stipulatione interveniente, se hanno promesso, & promettano, & hanno giurato, & giurano in l'anime de li soi Principali ad Sancta Dei Evangelia corporalmente con le mane de caduno de loro tochate le Scripture in mane de nui Notari infrascripti come publice persone, che stipulano, & recevano nomine & vice, & ad parte, & utilitate de qualuncha persona, che li havesse, & potesse havere interesse de attendere, & inviolabilmente observare, & in aliquo non contraveuire, directè vel indirectè, tacitè vel expressè, nec aliquovis quesito colore, sotto obligatione de tutti li beni mobili, & immobili, presenti, e davenire de caduna de le predicte Parte, & vinculo de juramento, & refectione, & restitutione de omne damni, Interesse, & expese, che alcuna depse Parte havesse ad fare, ò patire per casone, e defecto de l'altra de li quali damni, interesse, & expese si debia stare, & credere al simplice dicto con Sacramento de la Parte damnificata senz' altra prova da essere facta, & ultra ciò sotto pena de Ducati cento millia doro in oro desser pagati per la Parte, che non observerà, a la Parte observante, firmis tamen semper, & in robore suo manentibus omnibus, & singulis suprascriptis. Ne però si intenda però essere rotta la presente Pace, de le quale tutte, & singule cose suprascripte li prefato Procuratori, Sindici, & Mandatarii, dictis nominibus, hanno comandato, & comandano ad Nui Zoanne Antonio de Girardis Papiensi, Laurentio Enflochio, & Philipo de Reditis de Fiorenza Notari publici infrascripti, che ne debiano fare publico Instromento uno, ò piu de uno e medesimo tenore.

Actum, & celebratum in Hospitio Felici nuncupato le Chiaroge inter utraque Castra Agri Brixiensis inter Bagnolum, & Sanctum Zenonem. Presentibus Magnificis, & Spectabilibus Viris Domino Guidone olim alterius Domino Guidonis de Balneo, & D. Matheo Antimacho Oratoribus Ill. D. Marchionis Mantuæ, Magnifico, & Clarissimo Juris utriusque Doctore D. Joanne Andrea Cagnola Consiliario, & D. Jacobo Gilino Cancellario prefati Illustrissimi D. Ducis Mediolani, D. David de Basilea quondam Domini Joannis prefati Ill. D. Roberti de Sancto Severino Secretario, D. Francisco Aynclayta Ducali Venetiarum Secretario, D. Nicolao Michelocio Florentino, & Zanino de Anuouo quondam D. Georgii Cancellario prefati Ill. D. Roberti Testibus notis idoneis ad præmissa vocatis, & rogatis.

In Nomine Domini, Amen. Anno Nativitatis Dominicæ millesimo quadringentesimo octuagesimo quarto, Indictione secunda, die decima nona mensis Julii Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris, & Domini nostri Domini Sixti Divina providentia Papæ quarti Anno tertio decimo. Universis, & singulis per hoc præsens publicum Instrumentum pateat evidenter. Quod cum prefatus Sanctissimus Dominus noster Dominus Sixtus Divina providentia Papa quartus, certo modo intellexerit, quod inter Illustrissimum Dominum Dominum Alphonsum Ducem Calabriæ, & Illustrissimum D. D. Ludovicum Sfortiam Ducem Bari Illustrissimi Dominii Mediolani Gubernatorem, tam ejusdem Sanctissimi nostri Papæ, & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, quam Serenissimi D. D. Ferdinandi Siciliæ citra Farum &c. Regis, prefati Illustrissimi D. Mediolani & Excelsæ Reipublicæ Florentinæ, ac etiam Ill. D. Ducis Ferrariæ, quam aliorum Sanctissime Lige Potentatuum, & Confederatorum nominibus ex una, & Ill. D. Robertum de Sancto Severino Illustrissimi Dominii Venetorum armorum Ducem, & Stipendiarium, sive alios ad id intervenientes pro præfato Illustrissimo Dominio Venetorum, & aliorum quorum interesit nominibus, & vice agentes habitus fuerit aliqualis Tractatus de inheunda, firmanda, & concludenda Pace inter prefatos Potentatus, quoniam Tractatus Pacis hujusmodi concludendæ pro parte ejusdem Sanctissimi Domini nostri Papæ absque speciali Mandato suæ Sanctitatis, quæ Caput est, & Protector ejusdem Sanctissimæ Ligæ, adimpleri non potest, eadem Sanctitas vigili meditatione considerans quæ, quot, & quanta bona ex Pace eveniunt, & è contra ex bello damna, & discrimina, & ut Italia ipsa, Italicique Potentatus in Pacis amenitate conquiescunt, & ad tam commune bonum Pacis, & Confederationis, veluti Sanctitas ipsa, omnes ejus exemplo imitati concurrant, cum prudentiam, & erga Statum suæ Sanctitatis, Sanctæque Romanæ Ecclesiæ fidem plurimasque animi dotes Magnifici D. Johannis Francisci de Tolentino Vallis Oppiæ Comitia ejusdem Romanæ Ecclesiæ armorum Ductoris in Castris ejusdem Sanctissimæ Ligæ actu militantis jam pridem exploratum habeat, ac sperans, quod ea quæ sibi nunc comittentur fide, & diligentia solita adimplere curabit

ANNO 1484

curabit, eundem D. Johannem Franciscum absentem tanquam præsentem, & onus Procurationis hujusmodi in se suscipientem, & ex certa ejus scientia omnibus melioribus modo, via, causa, & forma, quibus validius, & efficacius potuit, fecit, creavit, & solemniter ordinavit, & designavit verum, & indubitatum suum Nuncium, Procuratorem, & Mandatarium, & quicquid melius dici potest specialiter, & expressè ad suæ Sanctitatis nomine, tractandum, concludendum, & stipulandum Pacem, Confœderationem, & Ligam ad id tempus duraturam, & cum his pactis, conditionibus, formis, & Capitulis, quibus invicem cum præfatis Calabriæ, & Bari Ducibus, vel quibusvis ad id concurrentibus, ac præfato Domino Roberto, aut aliis pro præfato Illustrissimo Dominio Venetorum intervenientibus aliisque Potentatibus colligandis concors fuerit, & prout eidem D. Francisco videbitur, & generaliter ad omnia alia, & singula agendum, dicendum, capitulandum, & concludendum, ac paciscendum, quæ in prædictis, & singulis eorum, ac emergentibus, connexis, & dependentibus ex eis necessaria fuerint, atque opportuna, & quæ idem Sanctissimus Dominus noster faceret, si ante pedes suos, & ejus conspectum per se ipsum hæc tractarentur, etiam si talia forent, quæ Mandatum magis exigerent speciale. Volens etiam, & mandans Sanctitas ipsa in præsenti Instrumento Procurationis, & Mandati pro expressis haberi, quæ in quolibet libero, & amplo Mandato deberent, aut exprimi necesse est. Concedens eidem Domino Johanni Francisco in his omnibus plenam, & amplissimam facultatem, & potestatem præmissa agendi, concludendi, promittendi, & sub quibusvis formis, & conditionibus paciscendi, & obligandi ratum, ex nunc prout ex tunc, habiturus idem Sanctissimus Dominus noster quicquid sic per ipsum Dominum Johannem Franciscum actum, tractatum, conclusum, gestum, capitulatum, promissum, & obligatum fuerit, & per eos ad quos spectat inviolabiliter perpetuò, & efficaciter observari mandavit. Volens & mandans propterea mihi Notario Cameræ Appostolicæ suæ Sanctitatis ut de præmissis conficere debeam publicum, & authenticum Instrumentum ad futuram rei memoriam. Acta fuerunt hæc Romæ apud Sanctum Petrum in Sala Pontificum Palatii Appostolici sedente ejus Sanctitate, & præsentibus Reverendissimo in Christo Patre, & D. Domino Raphaele Sancti Georgii Diacono Cardinale Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Camerario, & Domino Leonardo Griffo Reverendissimo Archiepiscopo Beneventano ejusdem Sanctissimi Domini nostri Papæ Secretario Testibus adhibitis & rogatis. Et ego Philippus de Ponte curvo Clericus Aquinatensis Diocesis Cameræ Appostolicæ præfati Sanctissimi Domini nostri Papæ Notarius præmissis interfui, & hoc Instrumentum exinde confeci, in hanc publicam formam redegi, scripsi, & me subscripsi. Signo nomineque meis solitis appositis in fidem, & Testimonium præmissorum rogatus, & requisitus. SIXTUS Papa quartus manu propria subscripsi &c.

FERDINANDUS Dei gratia Rex Siciliæ, Hierusalem &c. Illustrissimo, & Charissimo Alphonso de Aragonia Duci Calabriæ, & Vicario generali paterni amoris affectum, quodque omnia, quæ per nos nomine nostro agantur satis per se rata, & firma esse videantur. Cum nobis Filius primogenitus, & Vicarius generalis sitis, nec ad quæcunque pro nobis, aut nostro nomine agendum alio a nobis Mandato opus vobis sit: tamen pro magnitudine, & pondere præsentis rei & negotii, cum præsertim ad alios etiam nostros Confœderatos pertineat, non putavimus ab re esse præsens vobis speciale Mandatum, & auctoritatem tribuere. Quo circa tenore præsentis nostræ paginæ vos supradictum Illustrissimum Calabriæ Ducem primogenitum, & Vicarium nostrum generalem, absentem tanquam præsentem, de certa nostra scientia Procuratorem, Nuncium, & Negociorum gestorem specialem, & ad infrascripta generalem, ita quod specialitati generalitas non deroget, nec è contra, constituimus, ordinamus, deputamus, decernimus ad agendum, tractandum, & practicandum cum Illustrissimo Dominio Venetiarum, vel cum per ipsum Deputatis, aut Deputandis de compositione præsentis Belli, & Pacis Italicæ, concurrentibus ad id unanimiter Sanctitate Domini nostri, & aliis Serenissimæ Ligæ Potentatibus, cum quibus semel, & unà, nemine ipsorum discrepante, de ipsa compositione, & non aliter per Nos agi volumus. Dantes, & concedentes vobis amplissimam potestatem, facultatem, & balìam, vice & nomine nostris, simul & unà cum supradictis omnibus Confœderatis, de prædicta compositione Belli, & Pacis conclusione cum supradicto Illustrissimo Dominio, vel cum Deputatis, vel Depotandis per ipsum agendi, tractandi, & practicandi, ipsamque compositionem, & Pacem concludendi, & conficiendi cum illis Conventionibus, Pactis, & Capitulis quibus inter nos simul cum dictis nostris Confœderatis, & ipsum Illustrissimum Dominium vel Deputatis, aut Deputandis per ipsum melius concordari potuerit, impartientes vobis vices, aut voces nostras plenarias. Ita ut libere possitis, & valeatis in præmissis, & circa præmissa cum dependentibus, emergentibus, & annexis ea omnia, & singula agere, exequi, & adimplere, quæ vobis pro compositione, & conclusione antedicta agenda videbuntur. Cum potestate omnia, & quæcunque, quæ vobis visa fuerint promittendi, & recipiendi Nos, & bona nostra omnia præsentia, & futura obligandi, in animam nostram jurandi, & alia, & omnia, & singula faciendi, quæ opportuna, & expedientia putaveritis. Promittentes, & jurantes tactis Sacris Scripturis sub verbo, & fide legalis Principis nos habituros rata, & grata, & firma omnia quæcunque, quæ per nos simul, & una cum prædictis nostris Confœderatis cum ipso Illustrissimo Dominio, vel Deputatis, aut Deputandis prædicta, gesta, acta, conclusa, firmata, promissa, & capitulata fuerint, & ea omnia, & unumquodque ipsorum integrè adimpleturos, & observaturos nec directè, aut per indirectum contraventuros, aut contraveniri passuros. In cujus rei Testimonium præsentes nostro sigillo munitas fieri fecimus. Datum in Castello Novo Neapolis die 16. Julii 1484. Rex Ferdinandus Dominus Rex mandat mihi Antonello de Petruciis.

NOS Alphonsus de Aragonia Dux Calabriæ Regius primogenitus, & Vicarius generalis: Cum in Tractatu, & Conventione Pacis, quæ nunc agitatur ex una parte per Sanctissimam, & Serenissimam Ligam, hoc est Sanctitatem Domini nostri sacram Regiam, paternam Majestatem, Illustrissimum D. Ducem Mediolani, Excelsam Rempublicam Florentinam, & Illustrissimum Ducem Ferrariæ, & ex altera parte per Illustrissimum Dominium Venetorum, nequeamus ipsi præsentes, & personaliter interesse cum aliis Mandatariis potestatem, auctoritatem, & facultatem habentibus ad ipsam Pacem firmandam, & concludendam, ejusque Pacis Capitula faciendum; idcircò confisi de fide, & probitate Joannis Pontani paterni ac nostri Secretarii, cujus legalitatem in pluribus & maximis Negociis experti sumus, eundem Joannem Pontanum præsentem, & hujusmodi onus acceptantem tenore præsentium de certa nostra scientia consultè, & deliberatè facimus, substituimus, & ordinamus Procuratorem, & Mandatarium nostrum, ac nomine, & pro parte nostra ad interveniendum ad Tractatum dictæ Pacis cum aliis Procuratoribus, & Mandatariis Potentatuum prædictorum ac Partes utriusque, ac ad faciendam ejusdem Pacis, Conventiones, & Capitula, ipsamque Pacem firmandam, concludendam, & ineundam, ut prædicitur, cum dicto Illustrissimo Dominio Venetorum, ac cum Ill. D. Roberto de Aragonia de Sancto Severino ejusdem Dominii Locumtenente, Procuratore, & Mandatario, nec non cum Magnificis Nicolao de Cadepesaro, & Luca Pisano Provisoribus. Quin etiam ad faciendum & fieri faciendum, & stipulandum solemnem, & opportunum Contractum & Instrumentum de dicta Pace, ejusque conclusione, & firmatione, & alia in & circa hujusmodi agendum, quæ nos ipsi agere melius, & plenius possemus si personaliter, ac præsentes interessemus. Promittentes sub fide Principis habituros omni tempore ratum, gratum, & firmum illud omne, & quicquid per ipsum Joannem Pontanum in hujusmodi Tractatu, Capitulatione, Conclusione, & Conventione actum, gestum, factum, conclusum, firmatum, & conventum fuerit. In quorum Testimonium, & fidem præsentis Procurationis, & substitutionis Litteras fieri fecimus manu nostra signatas, & parvo Sigillo in pede munitas. Datum in Castris felicibus Sanctissimæ, & Serenissimæ Ligæ prope Balneolum die quinto Augusti 1484.

ALPHONSUS BERNARDINUS DE BERNARDO, pro Secretario.

JOANNES GALEAZ MARIA SFORTIA Vicecomes Dux Mediolani &c. Papiæ Angleriæque Comes, ac Genuæ, & Cremonæ Dominus. Sicuti ingenti animo cum Sotiis nostris Bellum hoc suscepimus contra Illustrissimum Dominium Venetorum ad tuendam federati Principis salutem, & ad arcendam quæ nobis inferebatur injuriam. Ita libentissime Pacis studium amplexuri sumus, si honeste quietem Italicam constitui

ANNO 1484.

constitui posse perspexerimus, in quo nos quantum animo incubuerimus satis inteligi potest, si acta nostra, & prelentis, & superiorum annorum recte considerantur; quæ res cum in primis nobis cure sit, neque alia magis ratione inducti arma cæperimus quam ut ex Bello Pacem pariamus, statuimus etiam in posterum ei non deesse. Cum autem notissima sit Nobis singularis fider, & sapientia Magnifici Equitis, & Armorum Ductoris Clarissimi D. Joannis Jacobi Trivultii Consiliarii nostri, sciamusque nullam rem adeò gravem esse, quam non facilime, & libentissime is curare, & obire possit, ei hoc negotium tractandæ Pacis credere constituimus. Ipsum igitur de nostræ potestatis plenitudine, accedente quoque ad hoc assensu, & voluntate Illustrissimi D. Ludovici Ducis Bari Patrui, Curatoris, & Locum Tenentis nostri generalis, eligimus, creamus, constituimus, & facimus verum, certum, & specialem Procuratorem, & Nuncium generalem & specialem ut quocunque legitimo Mandatario Illustrissimi Dominii Venetorum convenire nomine nostro possit, & ea agere, ducere, facere, tractare, & concludere valeat, quæ ad Pacem componendam pertinent. Dantes ei plenum Jus, & potestatem omnia dicendi, agendi, tractandi, & concludendi, que in ejusmodi Pacis negotio, necessaria, annexa, & conjuncta aliquo modo fuerint tanquam si eadem Nos coram tractaremus, & quæ Nos presentes facere possemus. Promittimus autem in verbo justi Principis, & sub bonorum omnium nostrorum presentium, & futurorum obligatione nos omnia, que in hac Pacis compositione per ipsum Magnificum D. Joannem Jacobum Trivultium dicta, acta, & conclusa fuerint rata, grata, & firma habituros, neque contra ea ullo tempore ituros, presentibus menses tres valituris. Datum Mediolani sub fide nostri Sigilli die X. Julii 1484. JOANNES GALEAZ MARIA Dux Mediolani subscripsit. LUDOVICUS MARSA subscripsit. B. CHALCUS.

In Christi nomine Amen. Anno Nativitatis ejusdem millesimo quadringentesimo octuagesimo quarto, Indictione secunda, die vero duodecima mensis Julii. Cum Serenissimus Princeps, & Excellentissimus D. D. Joannes Mozenigo Dux, & Illustrissimum Dominium Venetiarum pro vetustissimo suo, majorumque suorum Instituto, nil unquam majori affectu, & studio fuerint prosecuti, nilque carius, & optabilius habuerunt, quam Pacem, & quietem universalem Italiæ, prout plurimis perspicuis Documentis diversis temporibus plenifariam editis omnibus est comparatissimum, nec ullo unquam tempore ad aliquod Bellum devenerit dictam quietem, & Pacem Italicam perturbasse videretur, nisi ad propulsandas injurias lacessiti, impulsi, & eo acti. Perseverantes propterea in prædicto eorum laudabili & constantissimo proposito, ad quod accessere etiam efficaces plurimæ suasiones, & filiales hortatus Ill. D. Roberti San Severinatis ipsius Serenissimi D. Ducis, & Illustrissimi Dominii generalis Locum Tenentis, & Filii carissimi. Quod quidem Illustrissimum Dominium omni tempore ipsius fidelia, & prudentissima memoramenta semper plurimi fecit, & meritò facit unà cum suis Consiliis ordinatis sponte, libere, & ex certa scientia animoque deliberato, omnibusque melioribus modis via, jure, & forma quibus magis melius, validius, & efficacius fieri potuit, ac potest cum interventu omnium, & singularum solemnitatum, quæ in hujusmodi actibus requiruntur, tam de hujus Civitatis Venetiarum consuetudine, quam de jure dederunt, ac virtute presentis Instrumenti, & Sindicatus dant, & tribuunt præfato Ill. Domino Roberto libertatem, facultatem, potestatem, & plenam auctoritatem tractandi, practicandi, contrahendi, ineundi, firmandi, & concludendi Pacem, & quietem universalem Italiæ, & levandi offensiones hinc inde cum infrascriptis conditionibus, & Capitulis expresse, & particulariter appositis, & declaratis videlicet, quod prefatus Serenissimus D. Dux, & Inclytum Dominium restituatur, reponatur, & reintegretur in omnibus, & singulis Immunitatibus, Privilegiis, Jurisdictionibus, & Capitulis, quæ & quas idem Serenissimus Princeps, & Excellentissimum Dominium habebat, & habet cum D. Hercule Estensi præsenti Duce Ferrariæ inita, & initas cum Ill. illius Prædecessoribus. Item quod remanente præfato Serenissimo Duci, & Illustrissimo Dominio Policcino Rodigii cum omnibus habentiis, Juribus, & pertinentiis suis, reliqua in præsenti Bello hinc inde ablata restituantur. In quibus quidem Locis restituendis intelligantur, & comprehendantur etiam Status prefati Illustrissimi D. Roberti Locum Tenentis Generalis, & Domini Galeotti Mirandulæ ab adversariis occupati & pro implemento, & observatione omnium, & singulorum quæ Ill. D. Robertus nomine, & vice jam dicti Serenissimi D. Ducis, & Illustrissimi Dominii promiserit in præmissis, & circa præmissa generaliter, & specialiter obligandi ipsum Serenissimum D. Ducem, & Inclytum Dominium, & bona sua, & rogandum, & fieri faciendum de prædictis omnibus, & singulis, quæ idem Ill. D. Robertus vigore hujus Sindicatus, & Libertatis tractaverit, & convenerit, ac promiserit unum & plura publica Instrumenta cum quibuscumque stipulationibus, pactis, & obligationibus realibus, & personalibus, atque mixtis pænarum adjectionibus, reservationibus, juramentis, clausulis, & cautelis necessariis, & opportunis. Et generaliter omnia alia, & singula dicendi, faciendi, contrahendi, & fieri faciendi, quæ in, & circa prædicta utilia, necessaria, & expedientia fuerint, seu quomodolibet opportuna. Promittenter prædicti Serenissimus D. Dux, & Illustrissimum Dominium mihi Notario infrascripto uti publicæ personæ stipulanti, & recipienti nomine, & vice omnium, & singulorum quorum interest, seu poterit quomodolibet interesse se perpetuo firma, rata, & grata habituros quæcunque præfatus Ill. D. Robertus in prædictis, & circa prædicta, & quolibet prædictorum duxerit facienda, & promittenda, & contra ea, vel eorum aliquod ullo tempore non facere, opponere, dicere, vel venire per se vel alium, aliqua ratione vel causa, de jure vel de facto, sub hipotheca & obligatione omnium & singulorum bonorum dicti Serenissimi Domini Ducis, & Illustrissimi Dominii Venetiarum, præsentium, & futurorum. In præmissorum autem fidem, & evidentiam pleniorem prefatus Serenissimus D. Dux, & sua Consilia antedicta ordinaverunt, & mandaverunt fieri presens publicum Sindicatus Instrumentum, quod ad majorem efficaciam, & robur jusserunt Bullæ suæ plumbeæ pendentis munimine roborari. Actum Venetiis in Ducali Palatio in Sala veteri Majoris Consilii. Præsentibus Magnificis, & Egregiis Viris D. Joanne Dedo Cancellario Venetiarum, D. Ludovico de Manentis, & D. Petro Blanco Ducalibus Secretariis testibus ad præmissa omnia specialiter habitis, & rogatis. Ego Joannes Petrus Stella quondam D. Dominici publicus Imperiali auctoritate Notarius, & Judex ordinarius, ac prefati Serenissimi Domini Secretarius prædictis omnibus, & singulis dum sic, ut præmittitur, agerentur, & fierent unà cum prænominatis testibus astui, eaque rogatus scribere scripsi, & publicavi signo & nomine consueris appositis.

In Christi nomine, Amen. Anno Nativitatis ejusdem millesimo quadringentesimo octuagesimo quarto, Indictione secunda, die verò vigesimo tertio mensis Julii Serenissimus Princeps, & Excellentissimus D. D. Joannes Mozenigo Dei gratia Inclytus Dux, & Illustrissimum Dominium Venetiarum &c. unà cum suis Consiliis ordinatis sponte, libere, & ex certa scientia animoque deliberato omnibus melioribus modis, vis, Jure, & forma, quibus magis melius, validius, & efficacius fieri potuit, & potest cum interventu omnium, & singularum solemnitatum, quæ in hujusmodi Actibus requiruntur, tam de hujus Civitate Venetiarum consuetudine, quam de Jure constituunt, & solemniter ordinant magnificos, & generosos Viros D. Lucam Pisani, & D. Nicolaum de Cadepesaro Nobiles Cives Venetos, & honorabiles Provisores prefati Serenissimi Domini apud Illustrem, & potentem Virum Dominum Robertum de Arragonia de Sancto Severino Locum Tenentem generalem eorumdem Serenissimi Principis, & Inclyti Dominii, suos veros, & indubitatos Procuratorer, Actores, Factores, & negotiorum gestores, & legitimos Nuncios specialiter, & expresse ad consentiendum, & promittendum nomine prefati Serenissimi D. Ducis, & Inclyti Dominii, quod Ill., & potens D. Robertus San Severinus suprascriptus ejusdem Serenissimi Dominii Locum tenens generalis Ligæ universalis, quæ per illius Excellentiam nunc tractatur cum stipendio tam inter Partes convento responderi eidem Ill. D. Roberto, & pro implemento, & observatione omnium, & singulorum, quæ ipsi Provisores in prædictis, & circa prædicta, nomine & vice iam dicti D. Serenissimi Ducis, & Illustrissimi Dominii promiserunt generaliter, & specialiter obligandum ipsum Serenissimum D. Ducem, & Inclytum Dominium, & bona sua, ac rogandum, & fieri faciendum de prædictis omnibus, & singulis, quæ prefati Provisores vigore hujus Sindicatus, & Libertatis tractaverint, convenerint, concluserint, & promiserint, unum, & plura publica Instrumenta cum quibuscumque stipulationibus, & obligationibus realibus, & personalibus, atque mixtis pænarum adjectionibus, reservationibus, juramentis, clausulis,

Anno 1484.

filis, & cautellis necessatiis & opportunis, & generaliter omnia alia, & singula faciendum, dicendum, contrahendum, & fieri faciendum in & circa prædictu, quæ utilia, necessaria, & expedientiu fuerint, seu quomodolibet opportuna. Promittentes prædicti Serenissimus D. Dux, & Illustrissimum Dominium mihi Notario infrascripto uti publicæ personæ stipulanti, & recipienti nomine, & vice omnium, & singulorum quorum interest seu poterit quomodolibet interesse, se perpetuo firma, rata & grata habituros quæcunque antedicti Provisores in præmissis, & circa præmissa duxerint facienda, & promittenda, & contra ea, vel eorum aliquod ullo tempore non facere, opponere, dicere, vel venire per se, vel alium, aliqua ratione vel causa, de jure vel de facto, sub hipotheca, & obligatione omnium, & singulorum bonorum dicti Serenissimi D. Ducis, & Incliti Dominii, præsentium, & futurorum. In præmissorum autem omnium fidem, & evidentiam pleniorem prefati Serenissimus D. Dux & Illustrissimum Dominium presens publicum fieri jusserunt Instrumentum, Bullaque sua plumbea pendente muniri. Actum Venetiis in Ducali Palatio in Sala veteri Majoris Consilii, Presentibus Magnifico, & Egregiis Viris D. Joanne Rodo Cancellario Venetiarum, D. Ludovico de Manentis, & D. Petro Blanco Ducalibus Secretariis Testibus ad hæc vocatis specialiter habitis, & rogatis. Ego Joannes Petrus Stella quondam D. Dominici publicus Imperiali auctoritate Notarius, & Judex ordinarius, ac præfati Serenissimi D. Secretarius prædictis omnibus dum sic, ut præmittitur, fierent, & agerentur cum prædictis testibus affui, eaque rogatus scribere scripsi, ac publicavi signo, & nomine meo consuetis appositis.

In Nomine Domini, Amen. Anno Domini nostri Jesu Christi ab ejus salutifera Incarnatione 1484. Indictione secunda, & die 26. mensis Julii secundum cursum Florentinorum Magnifici, ac potentes Viri D. Thomas Laurentii de Sodorinis Eques, D. Antonius. D. Laurentii de Rodolphis Eques, & Bongianus de Zianfiglaxis Eques. Pierus Franciscus Ducer de Melinis. Nicolaus Joannis Mici de Caponibus, Antonius Putii Antonii de Putiis, Jacobus Pieri, D. Aloysii de Guizardinis, Michael Cotsii de le Columbe & Antonius Bernardi Miniatis viri novem ex decem Baliæ Civitatis Florentiæ Pacique nihil insidiarum habitura sit libenti animo annuentes, servatis servandis, & solemni deliberatione facta, & viva voce vigore cujuscunque auctoritatis, ac potestatis eis eorumque offitio concessæ per quæcumque Statuta, & per Leges quascumque, & Ordinamenta Populi, & Communis Florentiæ, & omni meliori modo, via, jure, & forma, quibus magis ac melius potuerunt, vice & nomine populi, & Communis Florentiæ, fecerunt, constituerunt, creaverunt, & ordinaverunt eorum, & dicti Offitii, & Populi, & Communis Florentiæ verum, & legitimum Procuratorem, Actorem, Factorem, Sindicum, & certum Nuntium specialem, spectabilem Virum Pier Philippum de Gianocii de Pandulfinis, eorum Collegam, Oratoremque, & Comissarium dignissimum, ad nomine dicti Offitii, Populi, & Communis Florentiæ, paciscendum, transigendum, & componendum, & Pacem, & Concordiam ineundum, firmandum, & faciendum cum quibuscumque Potentatibus, & Dominis, & Communitate quacunque & aliis quibuscunque cujuscunque auctoritatis, dignitatis, vel potentiæ existant, & maximè cum Illustrissimo Dominio Venetorum, & seu pro eis, vel altero eorum agentibus de quocunque bello, & Guerra, & inimicitia quacunque, & quibuscunque pactis, conditionibus, remissionibus, & Capitulis, de quibus dicto Sindico, Procuratori, Oratori, & Comissario videbitur, & placebit, & prout libere volet. Et ad ratificandum gesta per quemcumque nomine Populi, & Communis Florentiæ, nec non etiam ad faciendum, firmandum, & contrahendum quascunque Conventiones, Ligas, Intelligentias, Confederationem, & Unionem, & tam ipse solus dicto nomine ex parte una, quam cum aliis, vel alio pro uno, vel pluribus partibus, & tam ad tempus, quam in perpetuum, & prout ei libere videbitur, & prout libere volet, & exinde confici faciendum quæcumque Instrumenta vallanda, & roboranda quibuscumque clausulis, vel cautelis, & juramento, & pœnæ adjectione, & prout de sua processerit voluntate, & cum libera, & plena, & generali Administratione in prædictis, & circa prædicta: Et propterea etiam ad compromittendum, & remittendum in quoscumque, & prout libere sibi videbitur. Promittentes prefati Magnifici ac potentes decem Viri Baliæ mihi Notario infrascripto ut publicæ personæ recipienti, & stipulanti pro omnibus, & singulis, quorum interest, intererit, aut poterit quomodolibet interesse, se se dictis nominibus firma, & rata habere, & tenere, attendere, & observare omne id totum, & omnia, & singula, & quicquid per dictum Procuratorem, Oratorem, & Comissarium actum, factum, & seu firmatum, aut procuratum fuerit in prædictis, & circa prædicta sub Ipotheca, & obligatione, dicti eorum offitii, & Populi, & Communis Florentiæ, & bonorum omnium præsentium, & futurorum dicti Communis & Populi Florentini. Quod quidem Mandatum vires habere voluerunt, & durare per tres integros menses proxime futuros. Rogantes me Symonem Notarium infrascriptum ut de præmissis publicum conficerem Instrumentum. Acta fuerunt omnia, & singula suprascripta Florentiæ in Palatio Dominorum Priorum, & Vexiliferi Justitiæ Populi Florentini in audientia præfatorum decem Virorum Baliæ. Presentibus Spectabilibus Viris Dionysii Pucii de Puciis, & Ser. Joanne Ser. Bartolomei Girardi testibus ad prædicta omnia, & singula vocatis, habitis, & rogatis. Ego Simon Gracini Jacobi Grazini Imperiali auctoritate Judes Ordinarius, ac Notarius publicus, & Notarius Florentinus predictis omnibus dum agerentur ad ea publica deputatus auctoritate interfui, & ea publice rogatus scribere scripsi, & ad fidem omnium prædictorum me subscripsi, & signum meum apposui consuetum. Nos Priores Libertatis, & Vexilifer Justitiæ Populi Florentini, singulis, atque universis, in quos hæ Litteræ nostræ inciderint facimus fidem qualiter Egregius Vir Ser. Simon Gracini Jacobi Gracini suprascriptus est publicus, & autenticus Notarius, & matriculatus in arte Judicum, & Notariorum Civitatis nostræ, ejusque Scripturis in Juditio, & extra semper adhibetur, & adhibita est plena, atque indubitata fides. In quorum omnium fidem, & verum Testimonium has nostras Litteras fieri jussimus, & nostro solito Sigillo signari. Valete. Ex Palatio nostro, die 29. Julii 1484. BARTH. SCALA.

HERCULES Dux Ferrariæ, Mutinæ, & Regii, Marchio Estensis, Rodigiique Comes &c. Serenissimæ Ligæ Locumtenens generalis; Et si per hos superiores Annos Bellum intercesserit inter Illustrissimum Ducale Venetorum Dominium, & Nos, quod profectò nescimus, quo pacto accidere debuerit nobis imbatione majorum nostrorum, naturaque nostram ad Pacem, Concordiamque cum omnibus semper habendam institutionem, & proposito confirmatis. Nunquam tamen hoc in tempore fuit quidquid de rebus nostris, nisi bene sperare possemus, quin ad eam ut Christianum Principem decet animum bene inclinatum habuerimus, ac habeamus. Quod cum ita sit ut re ipsa ad comprobemus vos Magnificum Equitem, & generosum Virum Consiliarium, & Oratorem apud Illustrissimum D. Ducem Mediolani, &c. nostrum dilectissimum D. Jacobum Trottum Procuratorem, Mandatarium, Nuncium, & Legatum nostrum, & quidquid melius dici, & esse potest harum patentium Literarum nostrarum tenore vim publici, & authentici Instrumenti habiturarum ex certa scientia, & animo deliberato omni meliori modo, via, jure, & forma quibus magis possumus, facimus, constituimus, & ordinamus ad Pacem, & Concordiam sinceram, & immortalem cum ipso Illustrissimo Ducali Venetiarum Dominatu seu eorum suis Legatis, Commissariis, & Oratoribus uno sive pluribus nomine nostro ineundam, & concludendam pariter, & simul cum cæteris nostræ Sanctissimæ, & Serenissimæ Ligæ Capitibus, & Principalibus, seu eorum Comissariis, Legatis, & Oratoribus ad hanc rem constitutis. Et generaliter ad omnia alia, & singula dicendum, faciendum, consentiendum, & promittendum, quæ in prædictis, & circa prædicta, & quodlibet prædictorum necessaria fuerint, & opportuna, & quæ nos ipsi facere possemus si personaliter adessemus. Dantes, & concedentes vobis plenum, liberum, largum, speciale, & generale Mandatum cum plena, libera, speciali, & generali administratione in prædictis, & circa prædicta, & quodlibet prædictorum, etiam si talia forent, quæ Mandatum exigerent speciale nominatum, & expressum ac specialissimum. Promittentesque sub fide nostra, & bona Principis nos firmum, ratum, & gratum habituros quicquid per vos in præmissis & quolibet præmissorum factum fuerit, sive gestum, & non contravenire sub obligatione omnium bonorum nostrorum presentium, & futurorum. Ad quorum fidem, & robur has nostras Patentes Litteras fieri, & registrari jussimus, nostrique Ducalis Sigilli impressione muniri. Datum Ferrariæ in Palatio Curiæ nostræ Anno Dominicæ Nativitatis 1484. Indictione secunda, die 29. mensis Julii. PAULARD.

Extracta

ANNO 1484.

Extracta fuit præsens Copia à Regsstro inscripto sub Littera R. Ducis JOANNIS GALEAZ MARIÆ SFORTIÆ *Vicecomitis exsistente in Regio Archivio Castri Portæ Jovis Mediolani, in papiro scripto. Datum Mediolani die trigesima mensis Octobris anni* 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS *Regii Archivii Officialis.*

LXVI.

2. Oct.

FOIX ET NAVARRE.

Commission donnée par CHARLES VIII. *Roi de France, au Cardinal de Foix, & à l'Evêque d'Alby, d'aller en Foix, pour accommoder le diférend sur la prétension de* JEAN DE FOIX, *Vicomte de Narbonne, à la Comté de* Foix, Bigorre *&c. contre* CATHERINE *Reine de Navarre, sa Niéce. A Montargis, le 2. d'Octobre* 1484. [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 290. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans GODEFROI, Observations sur l'Histoire de CHARLES VIII. Roi de France. pag. 454.]

A été derechef conclu le partement de Monsieur le Cardinal de Foix, pareillement de Monsieur d'Alby, pour aller en Guienne, pour l'appaisement du diférend de Madame la Princesse, & de Monsieur de Narbonne, & se doivent tendre lesdits Cardinal & Evêque d'Alby à Toulouse, dans le vint troisieme jour de ce present mois, pour traiter l'appointement d'entre lesdites Parties, selon leur pouvoir & Articles: desquels pouvoir, Articles, & seureté du Roi la teneur s'ensuit.

Le Roi dés à present prend en sa main le diférend étant entre sa Tante Madame la Princesse de Viane, & sa Fille sa Cousine d'une part, & son Cousin Messire Jean de Foix, Vicomte de Narbonne, d'autre.

Et seront tenuës lesdites Parties aquiescer à l'appointement & ordonnance qui s'en donnera par lesdits Etats, & par iceux Ambassadeurs sera referé au Roi ce qui aura été fait en cette matiere; & à celui, à qui par lesdits Etats aura été dit, appointé, ordonné & jugé, avoir l'évident droit, le Roi à icelles Parties tiendra la main de tout son pouvoir, pour faire obeir, tenir, & accomplir lesdits appointement & jugement à celui qui aura tort en cette partie, & baillera à ladite Partie, aïant l'évident droit la main forte de Gensdarmes, d'Artillerie, & autres choses necessaires, en maniere que lesdits sentence & appointement sortiront leur plein & entier effet, tant de ce qui est dans le Roiaume, que dehors: & ainsi l'a voulu, ordonné, & promis faire le Roi, & en bailler ses Lettres de seureté, & pareillement Messieurs d'Orleans & de Bourbon.

Item, le Roi, pendant ladite année, baillera sous sa main l'une desdües cinq Places audit de Foix pour la demeure de Madame sa Femme; & fournira & baillera madite Dame la Princesse trois mille livres pour l'entretenement de ladite Dame Femme dudit de Foix, durant ladite année que se vuidera le diférend, & sans préjudice du droit des Parties, desquelles trois mille livres le Roi en baillera mille.

Item, lesdites Parties viendront ausdits Etats en leur simple état, & sans aucuns habillemens de Guerre, ni autres bâtons nuisibles.

Item, le Roi contraindra réellement & de fait lesdites Parties à tenir ce present appointement, & principalement celle, qui n'aura voulu obeir.

Item, de ce qui est dans le Roiaume, le Roi veut & ordonne, que la connoissance du diférend se vuide pardevant lui, pour amiablement les appointer si faire se peut; & au cas qu'il se puisse faire, fera ou fera faire ausdites Parties, raison & justice dedans un an prochain venant, par la Cour de Parlement de Paris.

Item, & entant que touche les cinq Places de la Comté de Foix, dont est procedé l'arrest donné au Grand Conseil du Roi, en ensuivant icelui arrest, lesdües Places préalablement seront mises en la main du Roi, & delivrées és mains de tels personnages, qui seront avisez par Monsieur le Cardinal de Foix, & Evêque d'Albi, pour les garder, par ledit Seigneur, jusques à sentence definitive.

Et au regard de Bearn, seront assemblez les Etats, & en la presence des gens notables, que le Roi de sa part y commettra, seront les enfans de la maison pour ouir ledit diferend, lequel & le droit de chacune desdites Parties sera jugé par lesdits Etats; & seront lesdits Etats en liberté telle qu'il appartient à Juges, & en maniere qu'ils n'aient cause de douter de nulle des Parties, & tenus en une Ville bien seure audit Pais de Bearn. Et pendant que lesdits Etats se tiendront pour decider de la matiere, il n'y aura point de Gendarmes, ni de Garnison audit Pais de Bearn; mais demeurera le Païs en la forme qu'il a accoûtumé être en tems de Paix, & seront les Parties tenuës en bonne seureté par lesdits Etats, & bailleront aussi lesdites Parties bonne seureté l'une à l'autre, ainsi qu'il sera avisé.

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France: à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme par plusieurs fois soit venu à nôtre connoissance, qu'au moien du diférend étant entre nôtre tres-chere & tres-amée Tante, la Princesse de Viane, & sa Fille nôtre Cousine, d'une part, & nôtre tres-cher & amé Cousin Jean de Foix, Chevalier, Vicomte de Narbonne, d'autre, plusieurs grands maux, larcins, pilleries, & autres infinis inconveniens soient avenus en nôtre Roiaume, Pais, Seigneuries, & Sujets; & pour y obvier aions par ci-devant fait prendre, saisir, & mettre en nôtre main les Places, dont ledit diférend est encommencé entre lesdites Parties, & depuis interdit & défendu à icelles Parties toutes voies de fait, & ordonné qu'ils retirassent leurs gens, & les envoiassent en leurs maisons, afin de faire cesser la pillerie, que par les gensdits tenans les champs, de leur autorité privée, & sans nôtre sçû & ordonnance, & qui avouent le fait, & continuent chacun jour de plus en plus, au moien dequoi nôtre pauvre peuple est si fort oppressé & foulé, que plus ne peut: neanmoins nosdites Tante, Cousine sa Fille, & Cousin de Foix, & leursdits gens n'ont point cessé ni differé de faire la Guerre les uns contre les autres; mais la font & continuent chacun jour plus aspre que jamais, & font lesdits maux, larcins, & voies de fait, pilleries, assemblées de gens sans autorité de nous, & autres excez en voie de pulluler, & multiplier en nôtredit Roiaume, dont la totale destruction de nôtredit pauvre peuple se pourroit du tout ensuivre, si par nous n'étoit sur ce promtement pourvû. Pourquoi avons par l'avis & deliberation de plusieurs Seigneurs de nôtre Sang & lignage, & gens de nôtre étroit Conseil, conclu, avisé, & deliberé envoier devers lesdites Parties, aucuns grands notables Personnages, de grande autorité, sages, prudens, & discrets, aiant puissance de nous de traiter, & faire condescendre lesdites Parties à quelque bon appointement, & plusieurs autres choses requises & servant en cette matiere. Savoir faisons, que nous desirant voir icelles pilleries & voies de fait cesser, & lesdites Parties vivre en bonne Paix, Amour & Union; ensemble pour la tres-grande, parfaite, & entiere confiance que nous avons, des personnes de nôtre tres-cher & tres-amé Cousin le Cardinal de Foix, & de nôtre amé & feal Cousin l'Evêque d'Alby, & de leur sens, discretion, experience, conduite, loiauté, prudhommie, & bonne diligence, à iceux pour ces causes & autres à ce nous mouvans, & par l'avis & deliberation que dessus, avons donné & donnons, par ces presentes, plein pouvoir & autorité de eux transporter pardevers les personnes de nosdites Tante & Cousine, & ledit Messire Jean de Foix nôtre Cousin, pour par eux, & appellez avec eux, s'ils voient que bon soit, tel nombre de gens, tant de nôtre Cour de Parlement de Toulouse, que autres qu'ils aviseront, traiter, appointer, transiger, & accorder l'appointement final de tout ce dont est question entre lesdites Parties, ou tel autre appointement qu'ils pourront, & qu'ils aviseront pour le mieux, d'abolir, quitter, remettre, & pardonner tout cas, crimes, & malefices quelconques, qui à cause dudit diférend, & depuis icelui encommencé, se sont ou pourroient être ensuivis; de rendre & faire rendre, & restituer les Places, Maisons, Chevances, & biens meubles, à ceux à qui l'on les auroit ôtez, pris, & ravis, tant d'un parti que d'autre, depuis ladite Guerre commencée, & à cause d'icelle. Et au cas qu'ils ne pourront faire condescendre lesdites Parties à faire lesdits appointemens tant final que autre, les feront condescendre à entretenir l'appointement par écrit contenu en certains Articles signez de nôtre main, que nous avons baillez à nosdits Cousins les Cardinal de Foix & Evêque d'Alby. Toutefois quand ils seront pardelà, s'ils

tron-

ANNO 1484.

trouvoient que lesdites Parties fissent quelques difficultez sur aucuns points contenus esdits Articles, ou sur tous iceux Articles ensemble, nous entendons qu'ils en fassent & appointent, tout ainsi qu'ils verront en leur conscience être à faire pour le mieux; & à iceux nos Cousins, nous avons donné & donnons derechef plein pouvoir & autorité par cesdites presentes, en cas de refus, de faire entierement obeir lesdites Parties à ce qu'ils auront avisé & appointé; ensemble de faire vuider & departir les gens de Guerre, & les envoier en leurs maisons avec telle conduite que bon sera, soit par main armée, assemblée de nos gens de Guerre, de nos Ordonnances, Arriereban, gens de plat Païs, de Charroi, Artillerie, Vivres, & toutes autres choses en tels cas requises, & qui par eux seront avisées, tellement que la force & autorité nous en demeure; & generalement faire en cette matiere entiérement ce qu'ils verront être à faire pour la pacification & appaisement d'icelle, en maniere que en l'une des façons ci-dessus contenuës ledit diferend soit appaisé, la pillerie ôtée, & lesdits Gensdarmes envoiez, & tout ainsi que ferions, & faire pourrions, si presens en propre personne y étions; promettant en bonne foi & parole de Roi, avoir agreable, ferme & stable, tout ce que par nosdits Cousins & Deputez aura été fait en cette partie, sans jamais aller ou venir, ni faire aller ou venir aucunement au contraire, & de confirmer, ratifier, & approuver toutes fois que métier sera ou requis seront. En témoin de ce nous avons signé ces presentes de nôtre main, & icelles fait sceller de nôtre seel. Donné à Montargis, le deuxieme jour d'Octobre, l'an de grace mille quatre-cens quatre-vint-quatre, & de nôtre Regne le deuxieme. Ainsi signé, CHAULES. Et J. MESME.

LXVII.

FRANCE ET BRETAGNE.

Articles de FRANÇOIS *Duc de Bretagne, apportez à* CHARLES VIII. *Roi de France par Monsieur de Vienne, par lesquels il offre au Roi de renouveller les Traitez faits avec lui, s'il le juge nécessaire pour son service. L'an* 1484. [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 293.]

LA réponse, que le Duc de Bretagne fait au Roi, dit, que pour ce que quelque mauvais rapport qui lui ait été fait du Roi, il n'a point vû d'esfer au contraire des appointemens faits & jurez entre-eux; il desire toûjours avoir la bonne grace du Roi, & être son tres-humble serviteur.

Et si le Roi a eû imagination, ou doutoit que de la part du Duc y eût eû aucune faute, le Duc pour plus grande confirmation desdits appointemens, & montrer son bon vouloir envers le Roi, est content que de nouveau lesdits appointemens soient d'un côté & d'autre renouvellez & jurez tout ainsi qu'ils ont été faits premierement.

Et quand il plaira au Roi envoier devers le Duc aucun qui soit feable au Roi, ou que le Duc lui envoie quelqu'un de ses gens, pour l'informer plus à plein de l'intention du Roi, le Duc le fera volontiers, & l'aura tres-agreable.

Et si ce fait il plaît au Roi faire aucune demonstration de fiance & de bienveillance au Duc, & son plaisir soit l'emploier en quelque chose, le Roi le trouvera toûjours disposé de lui faire tout plaisir & service.

LXVIII.

22. Oct.

FRANCE ET BRETAGNE.

Traité entre CHARLES VIII. *Roi de France & les Seigneurs & Etats de* BRETAGNE *pour la confirmation de leurs privileges. A Montargis le* 22. *Octobre* 1484. [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag 293. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans les Observations de GODEFROI sur l'Histoire de CHARLES VIII. Roi de France, pag. 457.]

CHAULES, par la grace de Dieu Roi de France. Comme à nôtre sacre, en ensuivant les loüables coûtumes & anciennes observations de nos Predecesseurs Rois de France, nous avons promis & juré solennellement, d'entretenir l'autorité & préeminence de la Couronne, & les Droits d'icelle & de nôtre Roiaume, garder, & défendre, aussi de non aliener, ou diminuer aucuns d'iceux, mais de les augmenter & accroître par tous bons moiens licites & convenables, & qu'il soit ainsi qu'en aprés le decés de nôtre tres-amé Cousin le Duc de BRETAGNE, icelle Duché nous doit appartenir, & appartient à bon & juste titre, duquel, quand métier en seroit, pouvons faire dûement apparoir, à celle fin que si le cas avenoit, que Dieu ne veuille, nous puissions plus paisiblement & au soulagement des habitans d'icelle, user de nôtre droit, & en prendre la possession, sans que à cette cause aucun trouble ou frais de Guerre en puissent avenir audit Païs, Duché, & habitans d'icelle, que pour rien ne voudrions permettre ni tolérer, ains telles voies éviter, & y obvier à nôtre pouvoir. Pour ce est-il que ces choses considerées, nous confiant à plein des bons sens, conduite, loiauté & bon vouloir, que nos tres-chers & amez Cousins le Prince d'Orange, Jean Seigneur de Rieux, & nos bien-amez & feaux Jean du Perrier, Seigneur de Sourdiac, Pierre de Ville-Blanche, Sieur de Bront, & Jean le Bouteillier, Chevalier, Seigneur de Maupertuis, ont à nous & à la chose publique de nôtre Roiaume, & que nous confions que par leur bon moien, aide, emploi & service, les choses dessusdites peuvent être plus seurement traitées. A cette cause, eûe sur ce meure deliberation, nous leur avons pour le bien de ladite Duché, Seigneurie, Nobles, & habitans dudit Païs, & conservation de nos droits, accordé les Articles qu'ils nous ont requis, dont la teneur s'ensuit ci-aprés.

Premierement, que la Justice dudit Duché sera entretenue & exercée tout ainsi qu'elle a été du tems des Ducs precedens, & le cas dessusdit échû, seront les Officiers natifs dudit Païs & Duché commis par nous, de laquelle nous garderons, & entretiendrons les coûtumes, préeminences, & Privileges, tout ainsi, & par la forme qu'elles ont été paisiblement par ci-devant gardées, tenues, & observées.

Item, que les Seigneurs, Nobles, & Sujets dudit Païs & Duché demeureront, & seront entretenus en leurs libertez, droits, & Privileges, tout ainsi qu'ils ont été du tems des precedens Ducs, sans que aucune chose leur soit innovée ou demandée plus avant.

Item, ne seront par nous levez ni exigez aucunes tailles, fouages, imposts, ni autres subsides, sans l'avis & deliberation des Etats dudit Païs, & comme il a été accoûtumé de faire du tems des feus Ducs precedens, & du Duc de present.

Item, ne seront lesdits Seigneurs & Nobles du Païs & Duché dessusdits, tenus d'aller en Guerre, si non és cas & lieux dits & limitez par nous du consentement desdits Seigneurs.

Item, pour la garde de la côte de la Mer de Bretagne, nous ordonnerons & mettrons deux cens ou douze-vints-hommes d'armes dudit Païs, desquels nous donnerons la charge ausdits Seigneurs.

Item, pour le gouvernement principal dudit Païs & Duché, nous ordonnerons & établirons un notable Personnage, par l'avis & consentement des Etats dudit Païs.

Item, que à la garde des principales Places & Forteresses dudit Païs, nous mettrons & deputerons les Seigneurs & Nobles d'icelui, tout ainsi que par lesdits Sieurs & Etats dudit Païs sera avisé, lesquels nous feront serment de bien & loiaument les nous garder.

Item, au cas que la Duchesse survive aprés le trépas du Duc, nous lui entretiendrons, delivrerons, & ferons joüir paisiblement de tel doüaire & état, qu'il sera avisé par les Seigneurs & Etats dudit Duché de Bretagne; aussi promettons d'entretenir l'état des Duchesses femmes des Ducs precedens, ainsi qu'il a été accoûtumé, & qu'il sera avisé par lesdits Seigneurs & Etats dudit Païs.

Item, que aux filles du Duc nous constituerons & donnerons bon & grand mariage, comme il appartient à filles de telle maison, ou plus grand qu'il n'est de coûtume, & ainsi que par lesdits Seigneurs sera avisé.

Item, si le cas presuposé avenoit, nous prometrons & jurerons à nôtre entrée à Rennes, d'entretenir & garder les points & choses dessusdites, & autres, que les Ducs ont accoûtumé de jurer; & au cas que bonnement ne pourions nous transporter audit lieu, nous à ce faire envoierons & ordonnerons aucun Prince de nôtre Sang, ou autre grand Personnage, pour faire ledit serment, & accomplir les choses en tel cas requises, lequel aprés nous ratifierons & confirmerons és mains

ANNO 1484. mains de ceux qui par lesdits Sieurs & Etats seront envoiez devers nous, tout ainsi, & par la forme & maniere, que par eux sera avisé. Et au cas que nous, ou nos Successeurs aurions plus d'un fils, nous avons voulu & declaié, voulons & declarons, que l'un d'eux succede à ladite Duché de Bretagne, ainsi que par lesdits Seigneurs & Etats sera avisé.

Item, s'il y a aucunes autres choses que les dessusdites, qui soient necessaires & utiles pour le bien desdits Païs & Duché, nous avons promis & promettons les accorder & passer, ainsi qu'il sera avisé par les dessusdits presens, & autres Seigneurs dudu Païs & Duché absens & Etats d'iceux, quand besoin & métier en sera. Toutes lesquelles choses & chacune d'icelles, nous, par la foi & serment de nôtre Corps, & en parole de Roi, avons promis & promettons entretenir, garder & accomplir, sans pour quelconque cause venir au contraire du contenu en ces presentes, lesquelles nous avons signées de nôtre main, & fait sceller de nôtre scel secret. Donné à Montargis le 22. jour d'Octobre, l'an de grace 1484. & de nôtre Regne le deuxieme. Signé, CHARLES. Et scellé, & en queuë, LEBERT.

LXIX.

25. Oct. BEAUJEU ET FLANDRES. *Lettres d'Amitié, Confédération, & Alliance, entre* PIERRE, *Seigneur de Beaujeu, & sa Femme* ANNE *de France, & ceux des trois Membres de* FLANDRES. *A Montargis le 25. Octobre* 1484. [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 296. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans les Observations de GODEFROI sur l'Histoire de CHARLES VIII. Roi de France, pag. 460.]

PIERRE de Bourbon, Comte de Clermont & de la Marche, Seigneur de Beaujeu, & nous ANNE de France, Comtesse de Clermont & de la Marche, Dame de Beaujeu. Comme nos tres-chers & tres-speciaux amis, ceux des trois Membres de la Comté de FLANDRES, puis naguéres aient fait declarer la singuliere affection qu'ils ont de servir & obeir nôtre très-redouté & Souverain Seigneur le Roi, & nôtre tres-redoutée & Souveraine Dame la Reine, comme leurs bons & loiaux Sujets, pour le bien de nôtredit Seigneur & Dame, du Roiaume, & de nôtre tres-honoré Seigneur & tres-amé neveu, le Duc Philippe Comte de Flandres, & de ce ils veuillent bailler leurs Lettres d'obligation & scellé, ce que ledit Seigneur a eû tres-agreable. Comme du tout avons été à plein Informez, & tost aprés les dessusnommez nous aient fait savoir qu'ils desirent evoir & entrer en bonne Amitié, Intelligence, & Alliance avec nous, & qu'il soit ainsi qu'entre les autres Seigneurs & Puissances du Roiaume, lesdits trois Membres de Flandres puissent autant eux emploier au service de nôtredit Seigneur le Roi, au bien aussi & entretenement de sa Couronne, que autres grands personnages dudit Roiaume. Pour ces causes, & afin que nous avec eux, & eux avec nous, puissions mieux nous emploier au service du Roi, bien & utilité de la chose publique du Roiaume, dont sommes desirans & deliberez sur toutes autres choses de ce monde, aussi faire plaisir, & nous emploier pour nôtredit tres-honoré Seigneur & tres-amé neveu le Duc Philippe, Comte de Flandres, en toutes choses possibles & raisonnables, nous avons pris & prenons avec eux vraie & bonne Amitié, Intelligence & Confederation, ferme & stable alliance, & eux avec nous, pour ensemble servir, & obeir nôtredit Seigneur le Roi & le Roiaume, & nous emploier au bien & honneur de nôtredit tres-honoré & tres-amé neveu. Jurons aussi par la foi & serment de nos Corps, & promettons en parole de Prince & de Princesse, que de tout nôtre pouvoir nous entretiendrons nôtredit neveu le Duc Philippe Comte de Flandres, aussi nos tres chers & tres-speciaux amis lesdits des Membres & le Païs de Flandres, en la bonne grace, Union, & Recommendation du Roi, & les aiderons, favoriserons & assisterons envers & contre tous ceux, qui s'efforceront faire ou porter dommage à nôtredit tres-honoré neveu, lui étant en bonne obeïssance, Amitié, & Intelligence avec le Roi, ou à son Païs & Comté de Flandres, & ausdits des Membres, ou qui par quelque voie ou moien que ce soit, voudroient entreprendre sur la garde & gouvernement de lui & dudit Païs, contre la volonté & intention d'iceux desdits Membres. Promettons aussi & jurons comme dessus, que toutes fois que requis en serons, nous declarerons amis & alliez des dessusdits des Membres & Païs de Flandres, tous Princes, Païs & Communautez, dont par lesdits de Flandres serons requis, & d'aider l'un de nous à l'autre, envers & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, excepté toutefois la personne dudu Seigneur, si aucuns y en avoit qui voulussent grever, & porter prejudice ou dommage à nos personnes, biens, honneurs & état, & neanmoins de pourchasser l'accroissement du bien, honneur & utilité les uns des autres, comme bons amis & alliez doivent & sont tenus de faire, par tous moiens possibles & convenables. Et s'il vient à nôtre notice aucune chose, qui soit ou pût être au prejudice desdits des trois Membres, nos amis & alliez, icelle nous leur notifierons à toute diligence. Reservons aussi espressément, que si en cette Amitié, Confederation, & Alliance, aucuns des Princes nos Alliez & Confederez veulent entrer & être compris, que du bon gré & consentement desdits des trois Membres nos Alliez, ils y soient reçûs dedans le terme d'un an, à commencer du date d'aujourdhui, en eux obligeant & baillant leur scellé comme nous, & lesquels en ce cas nous y recevons. Lesquelles choses & chacune d'icelles, nous jurons & promettons par la foi & serment de nôtre Corps, en parole de Prince & de Princesse, tenir, observer, & inviolablement accomplir & garder tout l'effet & contenu de ces presentes, sans pour quelque occasion ou cause y contrevenir; lesquelles pour plus grande fermeté nous avons signées de nos mains, & fait sceller du sceau de nos armes. Donné à Montargis ce vint-cinquieme jour d'Octobre, l'an mille quatre-cens quatre-vints-quatre. Signé de la main propre, PIERRE, ANNE de France. Lesdites Lettres scellées de deux petits sceaux de cire rouge, pendans à bandes de parchemin, remplis des écussons des armoiries de France & de Bourbon.

LXX.

28. Oct. FRANCE ET BRETAGNE. *Promesse de divers Seigneurs de* BRETAGNE, *faite à* CHARLES VIII. *Roi de France, de le reconnoitre pour Souverain après le decès du Duc* FRANÇOIS, *à condition d'être maintenus en tous leurs Droits, Libertez, & Franchises. A Nantes le 28. Octobre* 1484. [FREDERIC LEONARD. Tom. I. pag. 295.]

JEAN, Sire de Rieux, Jean du Perrier Sire de Sourdlac, Pierre de Ville-Blanche, Sire de Bront, & Jean le Bouteillier, Sire de Maupertuis. Comme nous soions deuement informez, que nôtre Souverain Seigneur le Roi doit succeder à la Duché de BRETAGNE en defaut d'hoirs mâles, aprés le trépas du Duc qui est de present, & ce par bon & juste titre & évident droit, & que ladite Duché, Seigneurs, Nobles, & autres Habitans d'icelle, pourroient être, le cas avenu, en grands & merveilleux affaires & necessitez, si de bonne heure & par bon avis, & moiens n'étoit à ce pourvû. Et nous, ces choses considerées, desirant de tout nôtre pouvoir le bien, autorité & préeminence de ladite Duché, aussi les Droits, Libertez, & Franchises des Seigneurs, Villes & Habitans d'icelle, & generalement de tout le Païs & Duché de Bretagne, être gardées, entretenues, & inviolablement observées; & aussi bien assurez, que sous la main, gouvernement, protection & Seigneurie naturelle de nôtredit Souverain Seigneur le Roi, auquel Seigneur ladite Duché doit apartenir, comme il a été dit, seront iceux Duché, Seigneurs, Nobles & Habitans mieux entretenus & guidez: pour cette cause nous sommes tirez vers ledit Seigneur, & lui avons remontré l'état & affaires dudit Duché, comme il est plus à plein contenu és Articles sur ce par nous baillez audit Seigneur, lui supliant tres-humblement, que pour les causes dessusdites & autres, son plaisir fût nous accorder le contenu d'iceux: ce que de sa grace, par grande & meure deliberation ledit Seigneur nous a liberalement concedé, comme il peut aparoir par les Lettres qu'il a commandé nous être sur ce depêchées. Et comme il soit tres-raisonnable, & pour le bien des . . . . espedient & necessaire, que nous declarions audit Seigneur le desir, & affection, que nous avons de le servir & obeir en toutes choses à nous possibles, mesmement à parvenir à ladite Duché & possession d'icelle au cas dessusdit; nous Jean, Seigneur de Rieux, Maréchal de Bretagne, Jean du Perrier, Sire de Sourdiac, Pierre de Ville-

ANNO 1484.

le Blanche, Sire de Bront, Jean le Boutillier, Sire de Maupertuis . . . . . . avons juré & promis, jurons & promettons par la foi & serment de nôtre Corps, la leauté, obeissance, & service que nous devons au Roi nôtre Souverain Seigneur, que le cas suposé avenu nous mettrons nos Corps & nos biens, & emploirons tous nos Alliez, Amis & Sujets, & toute nôtre puissance au service de nôtredit Souverain Seigneur, & mesmement à l'ensaisiner & faire jouir comme vrai Duc & Seigneur de la Duché & Païs de Bretagne, aprés le trepas du Duc, qui est de present en defaut de hoir mâle descendant de lui; & aussi que nôtredit Souverain Seigneur nous tiendrons & reputerons pour nôtre naturel Seigneur & Duc de Bretagne, & comme à tel obeirons de tout nôtre pouvoir comme bons & loiaux Sujets sont tenus deuement faire vers leur naturel & Souverain Seigneur, sans jamais dire ni faire le contraire. Et s'il avenoit, que aucun Prince, Seigneur, ou autre voulût d'icelle Duché prendre le titre ou nom, ou par quelque moien ou couleur s'efforçast de s'en ensaisiner, nous en ce cas avons juré & promis, jurons & promettons sur nôtre honneur, & obligeons nos Corps & tous nos biens comme dessus, que nous lui resisterons de tout nôtre pouvoir, & par tous moiens à nous possibles, sans jamais entendre ni consentir à lui, ou lui donner aveu, ni obeir pour quelque raison ou cause que ce soit. Promettons aussi & jurons comme dessus, que par quelque apointtement que nous fassions avec le Duc, nous n'enfraindrons aucunes choses des dessusdites, & pour quelconque raison ne nous departirons de la promesse, que nous avons faite & jurée au Roi. Toutes lesquelles choses & chacune d'icelles nous avons juré & promis, jurons & promettons comme dessus, entretenir, garder pour nous, & pour . . . . . sans jamais venir au contraire. En témoin de ce nous avons signé ces presentes Lettres de nos mains, & fait seeller du sceau de nos armes. Donné à Nantes le 28. jour d'Octobre 1484.

LXXI.

27. Dec.

FRANCE, AUTRICHE ET FLANDRE.

Lettre de CHARLES VIII. *Roi de France, à* MAXIMILIEN *Duc d'Autriche, par laquelle il lui déclare, que sur l'avis qu'il a eû qu'il tâchoit de s'emparer du Païs & des Villes appartenans à* PHILIPPE *Comte de Flandres, pour avoir la Gardenoble de ce Prince, il s'est uni d'Amitié & Confédération avec lui, contre tous ceux qui voudroient entreprendre sur sa personne, & ses Païs, & en même tems le somme de remettre les choses en l'état qu'elles étoient avant la surprise faite de la Ville de Tenremonde. A Montargis le 27. Decembre* 1484. [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 298.]

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France, &c. A nôtre tres-cher & tres-amé Pere & Cousin MAXIMILIEN Duc d'Autriche, salut & dilection. Nôtre tres-cher & tres-amé Frere & Cousin le Duc PHILIPPE, Comte de Flandres, par l'avis & déliberation de ceux de son Sang & de son Conseil, nous a fait remontrer, comme en faisant & concluant le Mariage de nous & de nôtre tres-chere & tres-amée compagne la Reine vôtre Fille, ait aussi été traité, fait, conclu & accordé par perpetuelle Amour & Union, entre feu nôtre tres-cher Seigneur & Pere, que Dieu absolve, nous, nos Roiaumes, Païs, Seigneuries, & Sujets d'une part, vous nôtredit Frere & Cousin, vôtre fils, & les Etats des Païs & Seigneuries à lui appartenans d'autre part, par lequel Traité ait été expressement dit, que vous, nous, & nôtredit Frere & Cousin le Duc Philippe Comte de Flandres, serions tenus de nous aider, secourir, & assister l'un à l'autre envers & contre tous ceux qui quelque chose voudroient entreprendre sur l'Etat & personne de nous, & de nôtredit Frere & Cousin le Duc Philippe, Comte de Flandres, aussi sur nôtre Roiaume, ou sur les Païs, Terres, & Seigneuries & Sujets de l'un ou de l'autre de nous, & depuis, à l'occasion de certain diférend qui est survenu entre vous & ceux dudit Païs de Flandres touchant la Mainbourgie de la personne, & biens de nôtredit Frere & Cousin le Duc Philippe, & de sondit Païs & Comté de Flandres, qui sont de nôtre Roiaume, Sujets de nous & de la Couronne de France, comme de leur Souverain Seigneur, icelui vôtre Frere & Cousin lesdits de son Sang & du Conseil & Membres de sondit Païs de Flandres, par l'avis desquels, sous le nom de nôtredit Frere & Cousin le Duc Philippe, se font & dépêchent, & ont accoûtumé se faire & dépêcher toutes les affaires dudit Païs de Flandres, vous ont offert & fait offrir la voie de Justice, c'est à savoir, que sur tout ce que voudriez pretendre, demander, & quereller audit Païs & Comté de Flandres, soit Droit de Mainbourgie de la personne & biens de nôtredit Frere & Cousin le Duc Philippe, ou autre droit quelconque que voudriez pretendre, ils offroient en répondre, & ester à droit pardevant nous, & les Pairs de France, ou en nôtre Cour de Parlement, ausquels la connoissance & ressort en apartient, & doit apartenir, attendu que lesdits Païs & Comté de Flandres sont du Roiaume de France, une des principales & anciennes Parties d'icelui, Sujets en Souveraineté à Nous & à nôtre Couronne. Consideré aussi que feuë nôtre Mere & Cousine Marie Mere de nôtredit Frere & Cousin le Duc Philippe, & de laquelle il est principal heritier, est allée de vie à trépas en la Ville de Bruges, qui est de la Souveraineté & ressort de nôtredite Cour de Parlement & de nôtre Roiaume. Lesquelles offres vous ont été faites & réiterées de bouche & par écrit, en Assemblées publiques en la Ville de Bruxelles, par nos Ambassadeurs envoiez devers vous, & nôtredit Frere & Cousin le Duc Philippe, & depuis a l'Assemblée de Tenremonde ou étoient aucuns Chevaliers de la Toison d'Or, & aucuns vos Commis & Ambassadeurs; laquelle voie de justice vous n'avez voulu accepter, mais avez commencé & attenté voie de fait, en soustraiant & vous efforçant de soustraire la Ville de Tenremonde, & autres de l'obeïssance de nôtredit Frere & Cousin, plusieurs Villes & Places fortes de sondit Païs & Comté de Flandres. Nous ait aussi été remontré, comment ceux du Païs de Flandres ont été la cause principale desdits Traitez de Paix & de Mariage, & sont ceux qui de leur part les veulent & desirent entretenir; & avec ce il est bruit assez commun que aucuns de vos gens sement & font courir voix & parole que si vous aviés une fois subjugué ledit Païs de Flandres, vôtre intention est de recouvrer par force & puissance d'Armes, à l'aide des Anglois nos anciens ennemis, les Païs & Seigneuries, qui par ledit Traité de Paix appartiennent à nous & à nôtredite compagne la Reine. Pour lesquelles considerations, & pour obvier aux inconveniens qui en pourroient avenir, & pourveoir à la seureté tant dudit Païs de Flandres, que des autres Parties de nôtre Roiaume, nous avons derechef puis naguere pris & reçû en Union, Amitié, & Conféderation avec nous, nôtredit Frere & Cousin le Duc Philippe, pour lui, ceux de son Sang & de son Conseil, ensemble lesdits trois Membres, & generalement tout son Païs & Comté de Flandres nos Sujets, & avons promis leur aider, assister, & donner faveur & secours de gens, & autrement contre tous ceux qui par voie de fait voudront entreprendre sur l'état & garde de la personne de nôtredit Frere & Cousin le Duc Philippe, & sur le gouvernement de sondit Païs de Flandres; lesquelles pour tant qu'il nous peut toucher comme Seigneur Souverain, nous avons par nos autres Lettres eû agreables, approuvé, & autorisé entant que besoin en seroit. Nous ont encore avec ce remontré, que la querelle par vous pretenduë d'avoir la garde & Mainbourgie de la personne & biens de nôtredit Frere & Cousin, touche directement nôtredite compagne, qui est seule sœur & heritiere apparente de nôtredit Frere & Cousin, en tous les Païs, Seigneuries, & autres biens esquels voulez pretendre & quereller droit. Et combien que comme Seigneur Souverain dudit Païs & Comté de Flandres, eussions tant à vous que ausdits de Flandres par nos Lettres à vous presentées par Lionnois nôtre Officier d'Armes, defendu la voie de fait, neanmoins depuis aucuns briefs jours en çà, aucuns de vos gens, par vôtre charge, sont venus en ladite Ville de Tenremonde, étant de l'ancien Heritage & Domaine de nôtredit Frere & Cousin, & par emblée ont trouvé moien de gagner la porte & entrée de ladite Ville; & incontinent vous en personne, à grande Compagnie de gens de pied & de cheval, y êtes entré à puissance d'armes, & y avez fait & souffert faire tous exploits de Guerre & hostilité, tuer & meurtrir plusieurs des pauvres habitans, butiner & piller leurs biens & maisons, combien qu'ils ne doutassent être en Guerre ni inimitié contre vous, & que jamais n'eûssent été par vous sommez & requis. Et disent en outre lesdits de Flandres être bien informez, que tendez à leur nuire & porter dommage le plus que pourrez par voie de

fait

Anno 1484.

fait & exploit de Guerre, sans vouloir reparer ce que par vous & vos gens y a été fait, en nous requerant humblement, veû qu'ils sont de nôtre Roiaume & nos Sujets, que nous, ensuivant les Traitez dessusdits, leur veuillions donner faveur, secours & aide. Pourquoi nous aians regard aux choses dessusdites, lesquelles considerées, & mêmement l'offre de la justice ou ils se sont mis, ne pouvons, sauf nôtre honneur, abandonner nôtredit Frere & Cousin, ni ceux dudit Païs de Flandres, par l'avis & deliberation des Princes & Seigneurs de nôtre Sang, & gens de nôtre Grand Conseil, vous avertissons des choses dessusdites, & vous signifions & declarons par ces presentes, que nous avons pris & reçû, prenons & recevons nôtredit Frere & Cousin pour lui, lesdits de son Sang & Conseil étans lez lui, & les gens des trois Membres, & le general de son Païs & Comté de Flandres, en nôtre Union, Amitié & Confederation, envers & contre tous ceux, qui entreprendront par voie de fait sur l'Etat & garde de la personne de nôtredit Frere & Cousin, & le gouvernement de sondit Païs de Flandres. Si vous prions & requerons, & neanmoins sommons par ces presentes, que vous desistiez desdites voies de fait, & n'attentiez, ni fassiez ou souffriez attenter choses quelconques, qui sont contre ni au prejudice de nôtredit Frere & Cousin & de sondit Païs, ni contre l'Etat & garde de sa personne, ni dudit Gouvernement de Flandres, qui s'est fait ou sera pour le tems à venir sous son nom, & par l'avis desdits de son Sang & Conseil, & des dessusdits des Membres de Flandres, & que ce qui par vous ou les vôtres aura été fait, attenté, ou innové, tant en la surprise de ladite Ville de Tenremonde, que en toutes autres voies & exploits de Guerre, & tout ce que par vous ou les vôtres, ou sous vôtre aveu, s'en seroit ensuivi, le repariez & remettiez en toutes choses au premier état. Et si par voie de justice vous pretendez aucun Droit de Mainbourgie ou autrer, sur la personne & biens de nôtredit Frere & Cousin, nous vous offrons de vous administrer, ou faire administrer si bonne & briéve justice, que par raison vous devrez être content: & si autrement le faites, & continuez en ladite voie de fait, ou differez de faire reparer ce qui a été attenté à la surprise dudit Tenremonde & autrement, nous vous signifions & declarons dés maintenant & pour lors, que en nous acquitant ainsi que tenus y sommes par les moiens dessusdits, nous donnerons aide, secours, & faveur, de tout nôtre pouvoir à nôtredit Frere & Cousin, & ceux de son Sang & Conseil, & desdits Membres & Païs de Flandres, contre vous, & tous ceux qui en cette matiere vous aideront & assisteront. Sur quoi nous vous requerons nous faire réponse par Guienne ce present porteur, lequel envoions expressément pardevers vous pour cette cause. Donné en nôtre Châtel de Montargis le vint-septiéme jour de Decembre 1484. Signé, CHARLES. Et plus bas, DAMONT, avec paraphe.

LXXII.

1485. 7. Janv.

France et Portugal.

Traité d'Alliance entre CHARLES VIII. *Roi de France, &* JEAN II. *Roi de Portugal. Fait à Monte-Major le 7. Janvier* 1485. [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 312. G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 452. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans les Observations de GODEFROI, sur l'Histoire de CHARLES VIII. Roi de France, pag. 509.]

JOANNES, Dei gratia Rex Portugalliæ & Algarbiorum, citra & ultra Mare in Africa, universis & singulis has nostras patentes Litteras inspecturis, salutem in Domino, qui est omnium vera salus. Prosperorum successuum felicia incrementa, Regum & Principum gesta nulla in re verius laudari probarique solent, nihil sane majus aut præclarius videri solet, quàm si suorum majorum vestigiis inhærentes, ea, quæ Hæreditario quodam jure successerunt, colant, imitentur, & probent, præsertim si suorum Subditorum quietem, profectum, & commodum omni ex parte respiciant, tueantur, & foveant. Hinc est, quod prospicientes nos, ac animo volutantes singularem dilectionem & amorem, quæ jam dudum extiterunt inter potentissimos inclitissimæ recordationis Reges Prædecessores nostros, dum in humanis agerent, Serenissimum Principem Ludovicum Christianissimum Francorum Regem, cujus

Anno 1485.

nomine gestarum rerum gloria & accumulata laude mirificè recreamur, necnon Dominum Alphonsum Portugallensium Inclitissimum Regem genitorem nostrum: quæ res invicem non modo nostris Regnicolis attulit non mediocre commodum tranquille atque amice vivendi, sed præclarum & singulare exemplum. Quorum gloriosissimorum Regum institutis retragari, aut quidquam detrahere indignum esse ducimus, si officia quæ abundè Patres inter se exhibuerunt præstiteruntque, nos qui filii sumus optimo jure imitari, prosequi debeamus; quibus fit ut nostro Regnorum Subditorumque nostrorum, Gentium & Incolarum, consolidemur realiter & cum effectu in eodem amore & benevolentiæ securitate cum potentissimo Domino CAROLO moderno Gallorum Christianissimo Rege Consanguineo nostro Carissimo, & cum omnibus Subditis & Vassallis suis, in quibus Patres nostri, dum viverent, extiterunt, dantes, & concedentes eisdem Subditis & suis rebus, Navigiis, Navibus & Nautis, Naucletis & Mercibus plenam & integram securitatem veniendi, standi & redeundi per Terram aut per Mare, sicut illis melius & expediens videatur, commeandi & remeandi, navigandi & standi in nostris Regnis, Civitatibus, Locis, Villis, & Oppidis, Portubus ac Littoribus, vendendi, mercandi & distrahendi libere & secure omnes & singulas merces, quas ducere, emere, comparare ac distrahere consueverunt tempore Inclitissimorum Regum nostrorum Patrum, servatis semper antiquis nostris Confederationibus & aliis Constitutionibus, Ordinamentis, Juribus, & Obligationibus Regnorum nostrorum, quibus in aliquo non intendimus derogare, aut præjudicium facere, sicut eas semper firmas & stabiles tenere & observare decrevimus. Et si quando, quod absit, alteri nostrûm Regum videatur expediens ab hac concordia & commercio subsistere, Pars desistere volens, debeat & teneatur alteri Parti ante quatuor menses notam facere talem desistentiam, seu discordiam, ut suis rebus consulat, ne sui Subditi, resque suæ sub fide publica & justo clipeo periclitentur. In cujus rei Testimonium veritatis permittimus has nostras Literas manu propria subscriptas & nostri Sigilli pendentis robore communitas. Datas in Oppido nostro Montis-Majoris septima die mensis Januarii, Anno salutis millesimo quadringentesimo octuagesimo-quinto. *Sic signatum*, EL REY.

LXXIII.

1484-1485. 28. Janv.

France, Savoye et Luxembourg.

Lettres de CHARLES VIII. *Roi de France, par lesquelles il veut, que* JAQUES DE SAVOYE, *Sieur de Romont;* MARIE DE LUXEMBOURG *sa Femme, &* FRANÇOISE DE LUXEMBOURG, *Sœur de Marie, soient compris au Traité d'Arras. A Melun le 28. Janvier* 1484. [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 301.]

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Savoir faisons, que comme puis naguere, en traitant par nous de plusieurs grandes matieres & affaires de nôtre Roiaume ou étoient plusieurs des Seigneurs de nôtre sang & lignage, & gens de nôtre Conseil, nôtre tres-cher & tres-amé Oncle & Cousin JAQUES DE SAVOYE, Comte de Romont & de Saint Paul, & nôtre tres-chere & tres-amée Tante & Cousine, MARIE DE LUXEMBOURG, sa compagne, tant pour eux que pour & au nom de FRANÇOISE DE LUXEMBOURG nôtre Cousine, lesdites Marie & Françoise filles & heritieres de feu nôtre Cousin Pierre de Luxembourg, & de Marguerite de Savoie nôtre Tante, en leur vivant Comtes de Saint Paul, de Ligny, & de Brienne, nous aient fait dire & remontrer, que à cause de droite & legitime succession leur competent & apartiennent les Comtez dudit Saint Paul, Brienne, & plusieurs autres Comtez, Terres & Seigneuries, que leurs Predecesseurs, dont ils ont le droit & action, ont par ci-devant tenuës & possedées, & que jaçoit que en faisant le Traité de la Paix dernierement faite entre feu nôtre tres-cher Seigneur & Pere, que Dieu absolve, pour nos Roiaume, Païs, Seigneuries & Sujets d'une part; & nôtre tres-cher & tres-amé Frere le Duc Philippe son fils, les gens & Etats de leurs Païs & Terres, eussent par leurs Ambassadeurs & Deputez desdits Ducs & Etats de leursdits Païs requis & prié nôtredit feu Seigneur & Pere, que

Anno 1484. 1485.

que ladite Marguerite de Savoie nôtre Tante, & lesdites Marie & Françoise de Luxembourg, ses filles, fussent comprises audit Traité, & que en ce faisant elles retournassent à leurs biens ; & que neanmoins par les Deputez de nôtredit feu Seigneur & Pere, au moien des ports & faveurs qu'avoient envers lui & lesdits Deputez les detenteurs des biens des dessusdits, & à ce que iceux detenteurs eûssent encore la jouïssance desdits biens, fut differé, & répondu que nosdites Tante & Cousine Veuve & Fille dudit feu Pierre de Luxembourg nôtre Cousin, jouïroient du benefice de la Paix, reservé que pour lors ne retourneroient à leurs biens, mais en pourroient faire poursuite devers nôtredit feu Seigneur & Pere, & nous, quand bon leur sembleroit: pour laquelle poursuite faire, & obtenir delivrance desdits biens, nosdits Pere & Frere d'Autriche, & les gens de leurs Païs & Seigneuries nous ont depuis tres-instamment suplié & requis par grands & notables Ambassadeurs, qu'ils ont envoié pardevers nous pour cette matiere, nous supliant & requerant que en aiant égard à la proximité, sanguinité, & lignage, dont icelui nôtredit Oncle de Romont, & ceux de la Maison de Luxembourg, à laquelle étoit allié par Mariage avec ladite Marie de Luxembourg nôtre Tante, & aussi aux dons & transports, tant de confiscation qu'autrement, qui par feu nôtredit Seigneur & Pere avoient été faits desdits biens, & feu nôtre Cousin le Duc Charles de Bourgogne, tant à la conclusion de la Treve de neuf ans faite avec lui, qu'à la prise dudit feu Louis de Luxembourg, que aussi aprés l'Arrest, Declaration de confiscation & Sentence prononcée contre ledit feu Louis de Luxembourg, desquels dons & transports ainsi faits par nôtredit feu Seigneur &, Pere desdits biens à feu nôtre Cousin de Bourgogne pour lui & les siens, dont il jouït jusqu'à son trépas, qui les laissa à feu nôtre Cousine Marie de Bourgogne, sa seule Fille & heritiere, dont nosdits Oncle & Tante de Romont ont le droit & action, au moien d'autres dons & transports, que d'iceux biens, elle considerant les alienations & transports faits à feu nôtredit Cousin le Duc son Pere, tous & chacuns iceux biens en quelque maniere qu'ils lui pussent competer & apartenir, ou qu'aucun droit ou titre lui fût aquis en iceux tant & au moien desdits dons, que à cause desdits Droits, que feu nôtredit Cousin le Duc Charles de Bourgogne son Pere y pretendoit, donna, ceda, quitta, & transporta à feu nôtredit Cousin Pierre de Luxembourg, & ladite Marguerite de Savoie sa Femme, Pere & Mere de nôtredite Tante de Romont, heritiers dudit feu Louis, pour en jouïr entre leurs hoirs, successeurs & aians cause, comme ils firent de ce aparoir par les Lettres d'icelle nôtredite Cousine ; au moien desquels dons, transports, & autres droits aquis & apartenans à nosdits Oncle & Tante de Romont, & à ladite Françoise pour ce qui lui peut toucher, leur competent & apartiennent lesdites Comtez de Saint Paul, de Brienne, & toutes & chacunes, les autres Comtez, Villes, Terres, Places, Maisons, & Seigneuries quelconques, qui furent & apartinrent aux dessusdits feus Louis de Luxembourg, Jeanne de Bar sa Femme, & Jean & Pierre de Luxembourg leurs Enfans, lesquelles Terres nôtredit Oncle de Romont nous a humblement fait suplier & requerir lui faire rendre, restituer & delivrer à nôtredite Tante sa Femme, & d'icelles leur ôter tout trouble & empechement, & main mise, qui sous couleur desdits dons & confiscations, ou autrement, y pourroient par nosdits feu Seigneur & Pere, ou par nous y avoir été mis ou aposez, en les declarant être compris audit Traité de Paix en Corps & en biens pour en jouïr, tout ainsi qu'ont fait & font les Sujets d'un parti & d'autre qui y ont été compris, & sans avoir égard à ladite reservation, & comme si elle n'y eût été mise, & sur ce en aiant agreables lesdits dons & transports faits de tous & chacuns lesdits biens, tant par feu nôtredit Seigneur & Pere, que par ladite Marie de Bourgogne nôtre Mere & Cousine, leur impartir nôtre grace & liberalité. Pourquoi nous, ces choses considerées, inclinant favorablement à leurs prieres & requestes, desirant nosdits Oncle & Tante de Romont, & ladite Françoise, traiter en toute grace & douceur, tant pour la proximité & consanguinité de lignage dont ils nous attiennent, que en faveur & contemplation de nosdits Frere & Cousin, & des gens de ses Païs, que aussi en consideration des grands & recommandables services, que nôtredit Oncle de Romont nous a déja faits en plusieurs nos principaux affaires & de nôtre Roiaume, fait & continue chacun jour, & que esperons qu'il fasse au tems à venir. Pour ces causes & autres justes & raisonnables à ce nous mouvans, avons, par l'avis & deliberations desdits Princes & Seigneurs de nôtre Sang, & gens de nôtre Conseil étans entour nous, voulu, consenti, declaré & accordé, & par ces presentes, de nôtre grace speciale, pleine puissance & autorité Roiale, voulons, consentons, declarons, & accordons, que nosdites Tante & Cousine Marie & Françoise de Luxembourg, & nôtredit Oncle de Romont, comme mari & époux de ladite Marie nôtre Tante, jouïssent du benefice de la Paix en tous les points & Articles contenus en icelle, tout ainsi & par la forme & maniere qu'en ont joui & jouïssoient les autres Sujets d'un parti & d'autre, & qu'il a été requis de la part de nosdites feuë Tante Marguerite de Savoie, & Cousines de Luxembourg ses Filles, en faisant ledit Traité de Paix, nonobstant ladite reservation, qui pour lors en fut faite, & laquelle ne leur voulons nuire ni prejudicier en quelque maniere que ce soit, & comme si elle n'y eût onques été mise ni aposée. Et de plus ample grace, nôtre main mise, & tout autre empêchement, qui par ci-devant pourroit avoir été mis & aposé esdites Comtez de Saint Pol, Brienne, & en quelconques autres Comtez, Terres, Villes, Places, Maisons, & Seigneuries, leurs apartenances & dépendances quelconques, quelque part qu'elles soient situées, & assises en nôtre Roiaume & obeïssance, qui par ci-devant ont été & apartenu, tant aux dessusdits feus Louis de Luxembourg, que à Jean & Pierre ses Enfans, & desquels nosdits Oncle & Tante de Romont & ladite Françoise ont le droit, soit à cause desdits dons tant de confiscation faits par nôtredit feu Seigneur & Pere, & nôtredit feu Cousin de Bourgogne, ou autre quelconque, & à quelque personne que ce soit, ou autrement, avons levez & ôtez, & par ces presentes levons & ôtons pour & au profit de nosdits Oncle & Tante de Romont, & de ladite Françoise de Luxembourg leur Sœur, pour doresnavant en jouïr, eux, leurs hoirs, successeurs & aians cause à toûjours comme de leur propre chose & vrai heritage, nonobstant lesdites confiscations, dons & declarations qui s'en pourroient être ensuivis, alienations & verifications qui d'icelles Villes, Comtez, Places, Maisons, Terres & Seigneuries, pourroient avoir été faites par nôtredit feu Seigneur & Pere, nous ou autres quelconques, & à quelconque autre personne que ce soit, & lesquelles en faveur de nosdits Oncle & Tante de Romont, & pour les causes dessusdites nous avons de present cassées, revoquées, & annullées, & par cesdites presentes, cassons, revoquons, & annullons, & icelles Comtez, Villes, Places, Maisons, Terres, & Seigneuries, restituons & delivrons à leur profit & utilité, & de leursdits successeurs & aians cause. Si donnons en mandement, par ces mêmes presentes, au premier des Maîtres des Requêtes de nôtre Hôtel, Conseiller en nôtre Cour de Parlement, aux Prevost de Paris, Bailli d'Amiens, Vermandois, Chaumont, Troies, Sens & Vitri, & à tous nos autres Justiciers & Officiers, ou à leurs Lieutenans, & à chacun d'eux, qui sur ce sera requis, que du contenu en cesdites presentes, & desdites Comtez, Terres, Villes, & Seigneuries ci-dessus declarées, & de chacune d'icelles, leurs appartenances & dependances, ils fassent, souffrent & laissent jouïr & user nosdits Oncle & Tante de Romont, leursdits hoirs & aians cause, sans leur faire ni souffrir être fait, mis ou donné aucun détourbier ou empêchement au contraire, & à ce faire & souffrir contraignent reellement & de fait tous ceux qui detiennent & occupent lesdites Comtez, Terres, Villes, Places & Seigneuries, à s'en departir, & en laisser jouïr nosdits Oncle & Tante de Romont, & ce par prise, vendue, & exploitation de leurs biens, & main forte, si métier est, & autrement, ainsi qu'ils verront être à faire, nonobstant comme dessus & quelconques oppositions & appellations faites & à faire, relevées & à relever, & sans prejudice d'icelles, & Lettres impetrées ou à impetrer à ce contraires. En témoin de ce nous avons fait mettre nôtre seel à cesdites presentes. Donné à Melun le vint-huitieme jour de Janvier, l'an de grace mille quatre-cens quatre-vints & quatre, & de nôtre Regne le second. *Sic Signatum.* Par le Roi, Monsieur le Duc de Lorraine, les Comtes de Clermont, de Vendôme, & de la Roche en Ardenne, les Evêques de Perigueux & de Lombez, les Sieurs de Grauville, de Lisle, le Bailli de Meaux, & autres presens. DAMONT

Anno 1484. — 1485. 5. Fevr.

France et Flandre.

LXXIV.

Lettres de CHARLES VIII. *Roi de France, par lesquelles il reçoit, comme Souverain Seigneur, les* FLAMANS *en son amitié, & promet les aider & assister envers & contre tous. A Paris le 5. Février* 1484. [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 304. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans les Observations de GODEFROI sur l'Histoire de CHARLES VIII. Roi de France, pag. 472.]

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France: a tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme depuis nôtre avenement à la Couronne, aucuns desirant le bien, Paix & tranquillité de nous, & de nôtre Roiaume, aussi la Paix, repos & entretenement en seureté de nos tres-chers & bien-amez les Manans & Habitans du Pais & Comté de Flandres, & des trois Membres d'icelui, nous aiant dit & exposé la singuliere amour & affection, & loiale obeïssance, que lesdits du Pais & Comté de Flandres ont & desirent avoir envers Nous & la Couronne de France, comme à leur Souverain Seigneur, & l'esperance qu'ils ont en nous de les porter, aider, soûtenir, & défendre en toutes leurs affaires, comme Souverain Seigneur doit ses bons & loiaux Sujets, & pour mieux nous asseurer de l'amour, loiauté, & obeïssance qu'ils desirent nous garder, aussi pour donner à connoître à ceux dudit Pais de Flandres le bon vouloir, singulier amour & dilection que avons à eux, ait par les dessusdits été faite ouverture de sur ce bailler Lettres & scellez d'une part & d'autre, en communiquant desquelles matieres ceux dudit Pais de Flandres & des Membres d'icelui, ont dit, declaré & offert, que s'il nous plait sur ce leur bailler nos Lettres, & icelles leur baillant ils nous bailleroient leurs Lettres Patentes, & scellez autentiques & en forme dûë, par lesquelles ils promettent & jurent d'être bons, seurs, vrais & loiaux Sujets, à Nous & à la Couronne de France, comme à leur Souverain Seigneur, & d'entretenir avec les Sujets, Manans & Habitans de nos Roiaumes, Pais & Seigneuries, bonne, seure, ferme, & perpetuelle amitié, hantise, & communication, marchandement & autrement, & de ne donner ou porter à nos ennemis, quelconques ils soient, aucune faveur, adherence, ni quelque secours ou assistance de gens, ni autre aide en quelque maniere que ce soit, ni iceux recepter, ou les souffrir prendre ni avoir leur refuge ou descente étant en habillemens ou Navires de Guerre, en aucuns Lieux, Villes, Places, Havres, ou Ports dudit Pais de Flandres, contre nous, nos Roiaume, Pais & Seigneuries ou Sujets. Et encore plus promettent & jurent par leursdites Lettres, de donner à nous & à nôtre tres-chere & tres-amée compagne la Reine, aide, secours, faveur, adherence & service de gens, & autrement de tout leur pouvoir contre tous ceux, qui contre nôtre personne, de nôtredite compagne la Reine, ou l'Etat de nôtre Roiaume, Pais, & Seigneuries, voudroient quelque chose entreprendre, sans que pource toutefois ceux dudit Pais de Flandres fassent ou soient tenus faire aucune rupture de l'entrecours de la Marchandise des Païs voisins. Savoir faisons, que nous aiant consideration à ce que ledit Pais de Flandres est un des plus puissans Pais de nôtre Roiaume, ancienne & naturelle Pairie de France, reduisant à memoire le bon amour & affection qu'ils nous ont par effet montrée dés le vivant de nôtre tres-cher Seigneur & Pere, que Dieu absolve, en traitant le Mariage de nous & de nôtre compagne la Reine, & la Paix qui dernierement a été faite; aiant avec ce regard à la loiale & bonne affection qu'ils ont à nôtre tres-cher & tres-amé Frere & Cousin le Duc Philippe Comte de Flandres, leur naturel Seigneur, desirant entre tous autres avoir ledit Pais de Flandres, & tous les Etats, Manans, & Habitans d'icelui en cordiale amour, & speciale recommandation, & en toutes choses leur donner port, faveur, soûtenement & aide, avons eû & avons lesdites ouvertures tres-agreables, & avons accepté & acceptons l'offre desdites Lettres & scellez, que lesdits de Flandres nous ont offert en la maniere dessusdite. Et au surplus, voulant de nôtre part leur bailler sur ce nos Lettres, ainsi qu'il a été dit & accordé, Nous, par grande & meure deliberation de plusieurs Seigneurs de nôtre Sang, & gens de nôtre Grand Conseil, pour les considerations dessusdites, & autres à ce nous mouvans, avons accordé, octroié, promis, & juré, accordons, octroions, promettons, & jurons par ces presentes, par la foi & serment de nôtre corps, & en parole de Roi, de donner à ceux dudit Pais de Flandres & des Membres d'icelui, aide, confort, secours, & assistance de gens & autrement, contre tous ceux qui quelque chose voudroient entreprendre sur la personne de nôtredit Frere & Cousin le Duc Philippe Comte de Fland[illegible], Frere germain de nôtredite compagne la Reine, ou sur la garde de sa personne, & gouvernement dudit Pais de Flandres, ou qui en autres manieres s'efforceroient faire & porter dommage au general dudit Pais, ausdits des trois Membres, ou aucuns d'eux, ou voudroient entreprendre sur leurs Privileges, Franchises, ou usages à eux confirmez par ledit Traité de Paix, & que depuis, iceux, ou les aucuns d'eux ont obtenu de feu nôtre tres-cher Seigneur & Pere, que Dieu absolve, lesquels, entant que besoin est, avons derechef confirmé & confirmons. En témoin desquelles choses nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait mettre & apposer nôtre grand seel. Donné à Paris le cinquieme jour de Fevrier, l'an de grace mille quatre-cens quatre-vints-quatre, & de nôtre Regne le deuxieme. *Signé*, CHARLES. Et sur le repli étoit écrit. *Par le Roi*, Monsieur le Duc de Lorraine, le Comte de Clermont & de la Marche, Sieur de Beaujeu, le Comte de Vendôme, l'Evêque de Perigueux, le Comte de la Roche, grand bâtard de Bourgogne, les Sieurs de la Trimouille, Desquerdes, de Graville, du Bouchage, de Piennes, & de Lille, Messire Jean Bourre, Chevalier, Tresorier de France, le Bailli de Meaux, & autres presens. *Et plus bas*, Signé, PARENT, avec paraphe.

LXXV.

25. Fevr.

Donatio Universi Regni Cypri, *per* CARLOTTAM *Jerusalem & Cypri Reginam, facta* CAROLO *Duci Sabaudiæ ejus Nepoti. Romæ in Ecclesia Majori Sancti Petri, Anno* 1485, *die* 25. *Februarii.* Cum *duplici* Vidimatione, *una* LAURENTII CAMPEGII *Sanctæ Sedis apud Sabaudiæ Ducem Nuncii. Data Taurini die* 18. *Septembris* 1485. *Altera verò* CLAUDII DE MAURINI *Marchionis de Bourg franc. Taurini* 20. *Sept.* 1626. [GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag 401. Observations de GODEFROI sur l'Histoire de CHARLES VIII. Roi de France, pag 514. d'où l'on a tiré cette Copie, qu'on a crû devoir préferer à celle de GUICHENON, à cause des deux *Vidimus*, qui l'accompagnent, & qui certifient qu'elle a été tirée de l'Original. DUM.]

LAURENTIUS CAMPEGIUS Dei gratia & Apostolicæ Sedis Episcopus Cesenatensis S.D.N.D. *Urbani divina providentia Papæ VIII.* dictæque Sanctæ Sedis apud Serenissimum D. D. *Carolum Emanuelem Sabaudiæ Ducem*, & Pedemontium Principem Nuncius: Universis facimus manifestum, quod nos vidimus, tenuimus, legimus, & palpavimus, ac per Secretarium Curiæ nostræ Apostolicæ Nunciaturæ infra scriptum videri, teneri, legi, & palpari fecimus, Originale Instrumenti Donationis Regni Cypri per Serenissimam D. *Carlottam Dei gratia Hierusalem, Cypri & Armeniæ Reginam* factæ D. D. *Carolo Sabaudiæ Duci* ejus nepoti, pro se suisque Hæredibus & Successoribus quibuscunque, rogatum ut in eo legitur sub die 25. mensis Februarii Anno à Nativitate Domini 1485. & receptum, ac subscriptum per D. D. Joannem Bomartium de Ranzo Civem Versellensem, & Joannem Cahonardi de Pelesno, Imperiali auctoritate Notarios, non vitiatum, nec cancellatum, nec in aliqua illius parte suspectum, sed omni prorsus vitio & suspicione carens, nobis pro parte memorati Serenissimi Caroli Emanuelis ad effectum illud in præsens publicum & authenticum transumptum redigendi præsentatum, cujus quidem Donationis Instrumenti tenor de verbo ad verbum sequitur, & est talis, videlicet.

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis, Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, Amen. Hujus publici & authentici Instrumenti tenure cunctis fiat manifestum, quod Anno a Nativitate Domini sumpto 1485. Indictione tertia, Pontificatus vero D. N. Innocentii, divina Providentia Papæ VIII. Anno primo, & die 25. mensis Februarii in præsentia R. R. in Christo Patrum & D. D. *Juliani Episcopi Ostiensis*, Tit. Sancti Petri ad Vincula, & *Dominici de la Rouere*, Tit. Sancti Clementis Presbyteri, S. R. E. Cardinalium, nec non R. R. D. D. Caroli de Seissello Præceptoris Sancti Antonii de Camberiaco, Diœcesis Gratianopolitanensis, Hugonis de Saxo Canonici Lausaniensis, Andreæ de Provanis ex Dominis Laynei Apostulicorum Protonotariorum, Venerabilis Domini Joannis Chossoricii Confessoris, & Spectabilis Jacobi Anglici Consiliarii Serenissimæ *Reginæ Cypri*, amborum de Nicosia de Cypro omnium propter infra acta peragenda pro Testibus vocatorum specialiter & rogatorum constituti. Videlicet Serenissima D. Carlotta Dei gratia Hierusalem, Cypri & Armeniæ Regina ex una parte, & R. in Christo Pater D. Joannes de Verax, Episcopus Bellicensis, Frater Merulus ex Comitibus Plozasqui, Miles Hierosolymitanus, Admiratus Rhodi, & Magnificus Dominus Philippus Cherrerii J. U. D. Sabaudiæ Præsidens, Procuratores & Procuratoris nomine Illustrissimi Principis, & D. D. *Caroli Sabaudiæ*, &c. Ducis ex altera: Ipsa siquidem Carlotta Regina Serenissima de Juribus suis ad plenum certificata, considerans & attendens, humanitates, curialitates, benemerita & subventiones habitas & receptas à prædicto Illustrissimo D. D. Carolo Sabaudiæ, &c. Duce, ejus nepote carissimo, ex quibus non immerito orta est obligatio antidotalis, & quæ merita suo mediante juramento tactis Sacrosanctis Dei Scripturis asserit fuite vera, & à talium probatione hujus Instrumenti tenore vult eundem Principem Illustrissimum relevatum esse & exemptum, sperans insuper majora in futurum consequi, in memoriam etiam revolvens proximitatem Sanguinis qua invicem conjuncti sunt; cupiens præterea præfatum D. D. Ducem Illustrissimum suum nepotem carissimum tanquam bene meritum titulo & dignitate Regali insignire & decorare, considerans præcipue quod dictum Regnum Cypri vi, armis, & potentia Venetorum occupatur, & ipsi Reginæ Serenissimæ penitus est infructuosum, pro quo recuperando tot sustinuit labores & expensas, quod fere viribus & potentia prorsus remansit exhausta; propter quæ non vi, non dolo, metu, fraude, aut aliqua machinatione seducta, aut in aliquo circonventa, sed ex ejus scientia certa, spontanea voluntate animoque deliberato maxime ob dicta bene merita, pro se & suis Hæredibus & Successoribus quibuscunque, dat, donat, cedit, transfert & concedit pure, mere, libere & simpliciter, donatione pura, mera, simplici & irrevocabili quæ dicitur inter vivos nullo unquam tempore, occasione, vel causa revocanda sine spe ulterius rehabendi prælibato Principi Illustrissimo D. D. Carolo Sabaudiæ Duci, in quo tanquam filio carissimo sibi unicam atque totalem suam reposuit spem pro se suisque Hæredibus & Successoribus quibuscunque, licet absenti, dictis tamen Reverendis & Magnificis D. D. Procuratoribus & nobis infrascriptis Notariis, & Secretariis præsentibus, stipulantibus, & recipientibus vice & nomine Principis Illustrissimi ejusque Hæredum & Successorum quorumcunque quorum interest, intererit, aut interesse poterit quomodolibet in futurum Regni Cypri cum omnibus & singulis auctionibus, & directis & utilibus, realibus & personalibus tam simplicibus quam mixtis, quas ipsa Serenissima Regina in ipso Regno quocunque jure directo, vel utili, habuit, habere potuit, habetque, & habere potest, una cum mixto Imperio & omnimoda Jurisdictione, Regalibusque, Urbibus, Villis, Oppidis, Castris, Terris, Territoriis, Hominibus, Homagiis, Aquis, aquarum decursibus, Piscationibus, Venationibus, & omnibus aliis dicto Regno quomodolibet pertinentibus, & pertinere valentibus nihil Juris, actionis, rationis, portionis, directuræ aut Dominii in præmissis retinendo, sed à se protsus & in totum abdicando, & in præfatum D. D. Ducem Illustrissimum ejusque Heredes & Successores conferendo, & se per traditionem unius annuli quem dedit in digito prælibati D. Philippi Cherrerii, Præsidentis Sabaudiæ, alterius ex Procuratoribus prædictis devestiendo; jurans eadem Serenissima Regina, tactis corporaliter Sacrosanctis Scripturis, nunquam se fecisse nec facturam aliam donationem, cessionem, vel remissionem de prædictis Regno & pertinentiis supra donatis, salvis tamen & reservatis in principio, medio & fine præsentis Contractus infra scriptis: scilicet, quod dicta Serenissima Regina ad ejus vitam naturalem possit & valeat hoc nomine, dignitate Regina Cypri verbo & scriptis appellari. Quam quidem nominationem, & appellationem, sibi expresse reservat ut supra, nonobstante præsenti Contractu, citra tamen præjudicium illius & derogationem, ita & taliter quod nonobstante hac reservatione possit etiam Illustrissimus Princeps, & Dux prælibatus, prout sibi videbitur, eodem titulo, nomine & dignitate, verbo & scriptis, uti, frui, & gaudere, ponens ipsa Serenissima Regina Illustrissimum D. Ducem præfatum in locum suum, ita quod ab inde in ultra virtute dictæ Donationis possit & valeat uti & experiri, omnibus actionibus, directis, utilibus, realibus, personalibus, metis sive mixtis adversus quascunque personas tam Ecclesiasticas quam Seculares, ac Potentatus quoscunque & præmissorum occasione in judicio, & extra, agere & experiri, & de dicto Regno pro suæ voluntatis libito facere & disponere, etiam de ipsius Regni fructibus & intratis, præteritis, præsentibus, & futuris, de expensis etiam, damnis & interesse, Pacis ei donare, & componere, & concordare, illa omnia petere, procurare, ad præmissa constituere omniaque alia & singula facere & exercere quæ prædicto Illustrissimo D. Duci necessaria fuerint & opportuna, prout & quemadmodum ipsa Serenissima Regina ante præsentem Donationem facere poterat & valebat, constituens se tenere & possidere nomine præfati Illustrissimi D. Ducis, donec & quousque de eodem Regno corporalem apprehenderit possessionem, & hujusmodi donationem, cessionem, & remissionem promisit Sacrosanctis Scripturis corporaliter tactis nunquam revocare, vel contra eamdem venire de jure vel de facto ex quacunque ratione vel causa, nunquamque impetrare absolutionem à juramento ad finem contraveniendi Donationi & remissioni supra factæ, vel aliquibus in ea contentis, & quatenus impetraverit se dicta impetratione non juvare, vel illa uti; renuntians insuper dicta Regina Serenissima, mediante juramento, tactis corporaliter Scripturis, per eam præstito, exceptioni doli mali, vis, metus, & juri dicenti Contractum rescindi debere si dolus dederit causam Contractui, aut inciderit in Contractum, juri dicenti Donationem excedentem quingentos aureos non valere, nisi fuerit insinuata, juri dicenti contractus facilitate mulierum celebratos rescindi posse, juri dicenti Donationem factam ex causa ingratitudinis vel immensitatis revocari, juri dicenti generalem renuntiationem non valere, nisi præcesserit specialis, & generaliter omnibus aliis exceptionibus, Juribus Canonicis & civilibus, quibus adversus præmissa, vel eorum aliquo quoquo modo contravenire possit, de omnibus renuntiationibus & reliquis supra scriptis prius informata, advisata & certificata, per nos Secretarios & Notarios infra scriptos vulgari sermone, interveniente interprete D. Jacobo Englijo de Nicosia de Cypro ejusdem Reginæ Serenissimæ Consiliario & familiari, qui Lingua Græca in præsentia Testium supra & infra notatorum eidem Serenissimæ Reginæ & partibus omnia supra scripta sigillatim & articulate explanavit, interpretatus est, & retulit. Et quatenus requireretur alicujus superioris consensus, propter defectum cujus præsens Donatio sive Contractus invalidaretur, annullaretur, aut alias fieret aliqua feudi apertura, vel commissio, vult & expresse reservat præfata Regina Serenissima dictum consensum & beneplacitum, & ita illo reservato præsentem Donationem celebrat, & non aliter, nec alio modo, sed dictam Donationem illo non interveniente vult esse resolutam, & pro infecta habitam. Si vero alicujus superioris non requiratur consensus, vult, expresse jubet, & ita actum est & conventum inter Partes, quod præsens clausula & reservatio de præsenti Donatione tollatur, & amoveatur, & quam ex nunc & casu ipsa Regina Serenissima tollit & amovet, & ad majorem roboris firmitatem requirit quoscunque Judices tam Ecclesiasticos quam Seculares, quatenus præsenti Donationi auctoritatem & Decretum interponere dignentur. Acta fuerunt hæc in urbe Roma, in Ecclesia majori Sancti Petri, in Capella prope Sacristiam, præsentibus præfatis Reverendissimis Patribus in Christo D. D. Juliano Episcopo Ostiensi Tit. Sancti Petri ad Vincula, & Dominico de Rouere, Tit. Sancti Clementis, S. R. E. Cardinalibus, nec non Reverendissimis D. D. Carolo de Seissello Præceptore Sancti Antonii de Camberiaco, Hugone de Saxo Canonico Lausaniensi, Andrea de Provanis ex Dominis Laynei Apostolicis Protonotariis, Venerabili D. Joanne Chassoricii Confessore, & Spectabili Jacobo Anglici, Consiliario prælibatæ Serenissimæ Reginæ, ambobus

Anno 1484. — 1485.

bus de Nicosia de Cypro Testibus, ad præmissa adstantibus, vocatis specialiter & rogatis. Et ego Joannes Bommartius de Ranzo, Civis Versellensis publicus Imperiali auctoritate, & prælibati Illustrissimi D. D. Ducis Sabaudiæ Secretarius, præmissis omnibus & singulis, dum sic, ut præmittitur, agerentur, unà cum dictis R. R. Dominis Testibus, & Notario ac Secretario infra scripto interfui, & supra scriptum Instrumentum, aliena licet manu scriptum, auctoritate qua fungor in hac parte, cum dicto Notario & Secretario rogatus, tam parte prælibatæ Serenissimæ Reginæ quam dictorum D. D. Procuratorum, Procuratoris nomine quo supra recepi, & illi me subscripsi cum soliti signi mei Tabellionatus in fidem & Testimonium præmissorum appositione, *Razo.* Et ego pariter Joannes Cohonardi de Polliaco, Gebennensis Diœcesis, Imperiali autoritate Notarius, prælibatique Illustrissimi D. D. Ducis Sabaudiæ Secretarius, unà cum prælibatis Reverendissimis & D. D. Testibus & Notario & Secretario subscripsi, præmissis omnibus & singulis interfui, hocque Instrumentum aliena manu scriptum rogatus recepi, illudque subscripsi manu mea propria, & signo meo solito signavi in robur & Testimonium veritatis præmissorum, *Cohenarde.*

Et quia facta per nos & coram nobis de præsenti præinserti Donationis Instrumenti quod fieri fecimus transumpto debita collatione & auscultatione cum eodem Originali Instrumento, altero legente, & altero auscultante, utrumque scilicet exemplum & exemplar prædicta ad invicem concordare invenimus, nihil addito, dempto, vel mutato quod facti substantiam in aliquo mutet seu intellectum variet. Ideo huic presenti transumpto tantam fidem in judicio & extra fore & esse adhibendam declaravimus & declaramus quanta eidemmet originali Instrumento adhiberetur. In quorum fidem has nostras manu propria firmatas fieri & subscribi, sigilloque nostro debite communiri jussimus & fecimus. Actum & datum *Taurini* die decima octava mensis Septembris Anno millesimo quadringentesimo octuagesimo quinto. L. Episcopus Cesenatensis, Nuntius Apostolicus, *Poncet.*

NOUS CLAUDE DE MAURINI, *Marquis* de Bourg-frane, *Conseiller de Sa Majesté Tres-Chrestienne en ses Conseils d'Estat & Privé, son Chambellan & Ambassadeur ordinaire auprès de son Altesse Serenissime de Savoye, Attestons d'avoir veu & leu & manié l'Original de la Donation sus-vidimée par Monsieur le Nonce de Sa Sainteté, qui est entierement conforme. En foy de quoy nous sommes signez & mis le Sceau ordinaire de nos Armes.* A Turin *le vingtiesme Septembre mil six cens vingt-six. Signé,* CLAUDE DE MAURINI. *Et scellé.*

LXXVI.

26. Fev. *Traité entre* CHARLES VIII. *Roi de France, &* PHILIPPE D'AUTRICHE, *Duc de Bourgogne, Comte de Flandres &c. A Gand le 26. Février* 1484. [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 305.]

FRANCE, AUTRICHE ET BOURGOGNE.

PHILIPPE D'AUTRICHE, par la grace de Dieu Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg, & de Luxembourg, Comte de Flandres, de Hainaut, de Hollande, de Zelande, & de Namur, Marquis du Saint Empire, Seigneur de Frise & de Malines: à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme depuis que mon tres-redouté & Souverain Seigneur Monsieur le Roi est venu & succedé à la Couronne, nous aions par diverses assemblées, journées, & communications, qui se sont tenuës de ses gens, Ambassadeurs & Commis, & des nôtres, sçû & entendu à plein le grand desir & affection, que icelui Sieur a de faire entretenir, garder & observer en tous ses points, la Paix derniere faite entre le feu Roi, que Dieu absolve, icelui Seigneur, son Roiaume, Païs, Seigneuries & Sujets d'une part, nous, nos Païs, Seigneuries & Sujets d'autre; & le Traité de Mariage fait pour plus grande seureté de ladite Paix, de lui & de ma tres-redoutée Dame & Sœur Madame la Reine; & encore pour plus grande roboration & fermeté de l'Alliance, Amitié, & Intelligence, qui doit être entre icelui Sieur, comme Seigneur Souverain de nôtre Païs & Comté de Flandres, nous, ceux de nôtre Sang étant lez nous, les gens de nôtre Conseil, & des Trois Membres de nôtredit Païs & Comté de Flandres, par l'avis & deliberation desquels se conduisent & depêchent sous nôtre nom, tous les affaires de nôtredit Païs qui nous touchent & regardent, ait par aucuns desirans le bien, Paix & tranquillité de nous & de nôtredit Païs, été avisé de faire continuer & renouveller par Lettres & seellez d'une part & d'autre, lesdites Alliances, Amitiez & Confederations, & pour à ce parvenir, ait été declaré par lesdits de nôtre Sang, du Conseil & des Membres, que si le plaisir de Monsieur le Roi étoit bailler ses Lettres seellées, par lesquelles sa grace fût nous recevoir, & lesdits de nôtre Sang, du Conseil & des Membres, en son Alliance, Amitié, & Confederation, & nous promettre de nous donner, & ausdits de nôtre Sang, du Conseil & des Membres, & au general de nôtre Païs & Comté de Flandres, Manans & Habitans d'icelui, aide, confort, & assistance de gens, & autrement, contre tous ceux qui aucune chose voudroient entreprendre sur nôtre Etat, sur la garde de nôtre personne, ou sur le gouvernement & conduite des affaires de nôtredit Païs de Flandres, ainsi & par la maniere qu'il a été gouverné depuis an & jour en çà, & est de present, & de non recepter, & soûtenir ceux qui voudront entreprendre sur lesdites garde de nôtre personne & gouvernement, ni aussi soûtenir, ni souffrir soûtenir en son Roiaume, ou donner faveur à ceux de nôtredit Païs & Comté de Flandres, qui déja se seroient déjoints & separez, ou qui ci-aprés se voudroient déjoindre & separer de nôtre obeïssance, & eux autrement conduire & regler que le residu & general de nôtredit Païs, mais de nous aider & lesdits de nôtre Sang, & des Membres, par toutes voies qu'il appartiendra, à les reduire & remettre en nôtre obeïssance, Nous de nôtre part, lui baillerons nos Lettres & seellez, lesquelles ferons seeller & depêcher par tels de nôtre Sang, du Conseil & des Membres, que son bon plaisir seroit, par lesquelles entrerons avec lui, & madite Dame & Sœur la Reine, en bonne, seure & perpetuelle Amitié, Alliance, & Confederation, ce que mondit Sieur le Roi a de sa benigne grace pris & accepté. Savoir faisons, que voulant & desirant de tout nôtre cœur nous entretenir en la singuliere amour, affection, & obeïssance que devons à icelui Sieur, comme à mon Seigneur Souverain de mondit Païs & Comté de Flandres, & à madite Dame & Sœur comme à ma Sœur germaine; & considerant que pour la seureté de nôtre Etat & de nôtre personne, & aussi pour le bien public de nôtredit Païs & Comté de Flandres, ne pouvons faire ni contrat de plus grands profits, ni plus honorables Alliances, qu'avec icelui; avons par meure & grande deliberation, & par l'avis desdits de nôtre Sang; du Conseil & des Membres, promis & juré, promettons & jurons, d'être bon, seur & loial Sujet, à cause de nôtredit Païs & Comté de Flandres, à mondit Sieur le Roi, & à la Couronne de France, comme à mon Seigneur Souverain, & d'entretenir & faire entretenir avec les Sujets, Manans, & Habitans du Roiaume, Païs & Seigneuries d'icelui Sieur, & de madite Dame & Sœur la Reine, bonne, seure, ferme, & perpetuelle Amitié, hantise, & communication, marchandement & autrement, & de non donner ou porter aux ennemis du Roi & de la Couronne, quels qu'ils soient, aucune adherence, secours, ou assistance de gens, ni autre aide, ni iceux recepter, ou les souffrir prendre leur refuge ou décente, étant en habillemens ou Navires de Guerres, en aucuns Lieux, Villes, Places, Havres, ou Ports de nôtredit Païs de Flandres, contre mondit Sieur le Roi, son Roiaume, Païs, Seigneuries & Sujets; & encore plus, promettons & jurons de donner à mondit Sieur le Roi, & à madite Dame & Sœur la Reine, aide, secours & faveur, adherence, & service de gens, & autrement, selon nôtre loial pouvoir, contre tous ceux qui contre leurs personnes, l'Etat, & gouvernement du Roiaume, Païs & Seigneuries à eux appartenans, voudront quelque chose entreprendre contre leur plaisir & volonté, sauf toutefois que par lesdits aide & secours ne soit fait & souffert par nous être fait aucune rupture de commun entrecours de la Marchandise entretenuë en nôtredit Païs de Flandres, tant de l'Estable de nôtre Ville de Bruges, de la demeure & frequentation de tous Marchands & Nations y residans, & qui ont accoûtumé y frequenter, des privileges de ladite Estable, & d'icelle nôtre Ville, comme aussi des Privileges de toutes les Nations & Marchands hantans & frequentans ledit Païs, qui par ci-devant ont été donnez & octroiez au general de nôtredit Païs, & en particulier à aucuns des Membres d'icelui, ou desdits Marchands & Nations, dont ils ont usé d'ancienneté, ni qu'en quelque autre maniere la hantise & frequentation, & communication

Mar-

Marchande de nôtredit Pais de Flandres, aux Roiaumes & Pais étrangers, soit empêchée; & outre consideré, que mondit Sieur le Roi par Lettres de sommation qu'il a écrites à nôtre requête, à mon tres-redouté Seigneur & Pere, aux gens des États de nos Pais de Brabant, Hainaut, Zelanoe, Namur, Villes de Mallnes, Valenciennes, & Douai, s'est declaré pour nous, & que sommes duement certiorez, qu'il est deliberé nous faire & donner promt secours & aide de gens, & autrement pour resister à la Guerre & voie de fait, que déja mondit Sieur Duc & Pere, par l'envie & instigation des malveillans de nous & de nôtredit Pais de Flandres, veut armer & commencer sur & à l'encontre de nous & de nôtredit Pais, nous par l'avis que dessus avous promis, juré & declaré, promettons, jurons, & declarons, que ne ferons ou prendrons aucun Traité, accord, ou appointement, de & sur les diférends étans entre mondit Sieur & Pere, & ceux de nôtredit Pais de Flandres, sans le sçû de mondit Sieur le Roi, lequel avons déja fait avertir des devoirs, offres & ouvertures esquels lesdits de nôtre Sang, du Conseil & des Membres, au nom de nous, & pour le bien de Paix, & éviter les grands & innumerables maux & inconveniens, qui viennent de la Guerre, se sont mis envers mondit Sieur & Pere; & à cette fin avons supplié & requis, & encore supplions & requerons à mondit Sieur le Roi, que son plaisir soit ordonner & commettre aucuns de par lui qui soient presens aux journées, assemblées, & communications qui se tiendront de gens & commis d'un parti & d'autre pour ledit bien de Paix: Et derechef quand par la grace de Dieu nôtre Createur, Paix, Traité ou appointement, aura été conclu, s'il avenoit ou avient, que mondit Seigneur & Pere, ou ses adherans, veuillent faire aucune Guerre ou autres exploitz & voies de fait à l'encontre de mondit Sieur le Roi, ou du Roiaume, ses Pais & Seigneuries, soit pour le recouvrement d'aucunes des Terres données & delaissées par le Traité de Paix à madite Dame & Sœur, ou en quelque autre maniere entreprendre sur l'état du Roi & du Roiaume, contre & au préjudice dudit Traité de Paix, nous, par l'avis que dessus, avons dés maintenant pour lors, & dés lors pour maintenant, & ensuivant & conformement ledit Traité de Paix, promis, juré & declaré, promettons, jurons & declarons, de non donner aucune aide, faveur, secours, & assistance en ce à mondit Sieur & Pere, ou à ses adherans; mais au coutraire, donnerons & ferons donner secours, faveur, & assistance de gens, ou autrement, à mondit Sieur le Roi, à l'encontre de tous ceux qui lui voudront mouvoir Guerre, & qui seroient aidans, assistans, ou adherans aux entreprises, voies, & exploits de fait dessusdits; & au surplus avons prié & requis à mondit Sieur le Roi, que si aucuns des Etats de nos autres Pais & Seigneuries veulent entrer sous & avec nous en cette presente Alliance, ce qu'ils peuvent faire & declarer en dedans un an de la date de cettes, que son plaisir soit les y recevoir. Et pour plus grande seureté & fermeté de ces presentes Alliances, Amitié & Confederation, lesquelles nous consentons être notifiées à tous Princes, Seigneurs, Communautez, & autres, que le plaisir de mondit Sieur le Roi sera, nous avons prié & requis à nos tres-chers & tres-amez Cousins, Messire Adolfe de Cleves & de la Mark, Sieur de Raveitein, nôtre plus proche parent de la côte & ligne dont sont venus & décendus, les Païs & Seigneuries à nous appartenans; Messire Jâques de Savoie, Comte de Romont & de Saint Paul, nôtre Lieutenant General; nos amez & feaux Messire Wulfart de Borsele, Sieur de la Vere, Comte de Grandpré; Messire Louis de Bruges, Sieur de Laientmise, aussi nos Cousins, & tous Chevaliers & Confreres de nôtre Ordre de la Toison d'Or, & Messire Adrian Vilain, Chevalier Sieur de Rosseghen, nôtre premier Chambellan; avec aussi nos amez & feaux les Echevins des deux Bancs, & Doiens de nôtre Ville de Gand; les Bourgmestres & Echevins de nôtre Ville de Bruges; les Advoué & Echevins de nôtre Ville d'Ypres, tant pour eux & les Communautez desdites Villes, que pour le general de nôtredit Pais & Comté de Flandres, que leur plaisir soit avec nous, & tant en nôtre nom que pour ledit Pais, consentir, accorder, jurer, & seeller ces presentes Alliances, Amitié & Confederation. Et nous les dessus nommez Adolfe de Cleves, Jaques de Savoie, Wulfart de Borsele, Louis de Bruges, Adrian Vilain, & nous les Bourgmestres & Echevins de la Ville de Gand, & de la Ville de Bruges, Advoué, & Echevins de la Ville d'Ypres dessusdits, considerant le grand bien qui peut avenir desdites Alliances, Amitié & Confederation, mêmement pour la seureté, garde, & entretenement de la personne de mondit Sieur nôtre Prince & Seigneur naturel, & du bien public de sondit Pais & Comté de Flandres; avons lesdites Alliances, ainsi par la maniere que ci-dessus sont declarées en tant que en nous est, consenti, promis, juré & accepté, & par ces presentes, consentons, promettons, jurons & acceptons. En témoin desquelles choses dessusdites, nous avons à ces presentes lignées, pour & au nom de nous, & pour nôtre jeune âge, des mains de nosdits Cousins, & premier Chambellan, fait mettre nôtre grand seeau, & ordonné ausdits Commis & premier Chambellan, les pareillement sceller de leurs sceaux, & ausdits de nôtre Ville de Gand, du seel d'icelle Ville, pour & au nom d'eux, & de nos Villes de Bruges & d'Ypres; ce que nous les dessus nommez, en obtemperant à l'ordonnance & commandement de nôtredit tres-redouté Seigneur & Prince avons fait. Donné en nôtre Ville de Gand le vint-six jour de *Févtier*, l'an de grace mille quatre-cens quatre-vint-quatre. Ainsi signé, Adolfe, Jâques de Savoie, Wulfart, Louis, & Vilain. Et sur le repli est écrit, *par Monsieur le Duc en son Conseil*, auquel Messieurs de Ravestein, de Romont, les Sires de la Vere, de la Guithuse, l'Abbé de Saint Pierre de Gand, le Sieur de Rosseghen, le President de Flandres, Messire Jean Danffat, Philippe Wieland, les Deputez des trois Membres de Flandres, & plusieurs autres presens étoient. Ainsi signé, HEMME: & est l'original scellé de sept sceaux pandans en parchemin; le premier en cire rouge, sur lequel est empreinte la figure d'un Cavalier tenant l'épée à la main, les autres cinq de plus petite figure, en cire rouge, & le septieme de cire verte.

LXXVII.

1485.

Contract de Mariage entre CHARLES I. *Duc de Savoye*, & BLANCHE DE MONTFERRAT. *Fait à Casal, le* 1. *Avril*, 1485. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 434.] 1. Avril. SAVOYE ET MONTFERRAT.

In Nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis Patris, & Filii, & Spiritus Sancti Amen.

ANNO Nativitatis Domini nostri Jesu Christi M. CCCC. LXXXV. Indictione III. die 1. mensis Aprilis, horâ circiter secundâ noctis. Constituti præclari Principes Orthodoxæ fidei cultores: videlicet *Illustrissimus Princeps, & Excellentissimus Dominus, Dominus* CAROLUS *Dux Sabaudiæ, Chablasii, & Augustæ, S. R. I. Princeps, Vicariusque perpetuus, Marchio in Italia, Princeps Pedemontium, Comes de Villarus, Baro Vaudi ac Niciæ, Vercellarum, & Friburgi, &c.* Dominus hinc, & Illustrissimus Princeps, & Excellentissimus Dominus, Dominus BONIFACIUS MARCHIO MONTISFERRATI S. R. I. Princeps, Vicariusque perpetuus, inde. Licet hactenus eorum Illustrissimi progenitores fuerint synceræ Pacis, benevolentiæ zelo atque continuatis affinitatibus devincti; Tamen hujusmodi affinitatis Fœdera renovare, & augere cupientes, & summo opere affectantes, habitoque inter præfatos Illustrissimos Principes longo tractatu de Matrimonio inter prælibatum Illustrissimum, & Excellentissimum Dominum, Dominum Ducem Sabaudiæ, & Illustrissimam Domicellam Dominam Blancham Filiam legitimam, & naturalem Illustrissimi & Excellentissimi quondam Domini Guilelmi Marchionis Montisferrati Fratris ejusdem Illustrissimi Domini Bonifacii Marchionis moderni (Domino nostro Jesu Christo, & ipsius Sancta Matre Ecclesia annuentibus) Ecce quòd in Dominorum testium, nostrûmque Notariorum, & Secretariorum infra scriptorum præsentia personaliter constitutis præfatis Illustri, & Excellentissimo Domino Bonifacio Marchione ad hoc Matrimonium consentiente, nec non ipsa Illustrissima Domina Blancha ex una parte, & Magnifico Domino Antonio de Foresta Domino Riani Gubernatore Niciæ præfati Illustrissimi Domini Caroli Ducis Sabaudiæ Consiliario, & Cambellano atque Procuratore, & Oratore ad hoc specialiter deputato ex altera parte. Cum nihil aliud superfit nisi ad ipsius actus Matrimonii contrahendi expressum, & mutuum consensum ambarum Partium devenire. Quòd vocata, & interrogata præfata Illustrissima Domina Blancha per Spectabilem J. U. Doctorem Dominum Georgium Natam Marchionalem Consiliarium, & similiter dictus Dominus Antonius de Fores-

ta

Anno 1485.

ta dicto Procuratorio nomine utrum vellent illud Matrimonium contrahere, & in eum consentire per verba de præsenti secundum Leges Romanas, & Decreta Apostolica; qui cum ambo respondissent se illud velle annuente Deo, mutuo etiam interveniente osculo, in vehementius signum firmati Matrimonii, devenerunt dictæ Partes ad Conventiones, Pacta, & Capitula stipulationibus hinc inde intervenientibus. Quæ quidem pacta fuerunt per prius in hac Civitate Casalis practicata, & conclusa. Quorum quidem Conventionum, & Capitulorum, licet sub vulgari sermone Italico celebrata, & scripta fuerint, ad Latinum tamen sermonem redacta tenor sequitur. In primis convenerunt quòd casu quo prælibatus Illustrissimus Dominus Marchio ab hac vita migraret relictis post se Filiis masculis legitimis, & naturalibus uno vel pluribus, Illustrissima Domina Blancha Neptis sua in dotem, & nomine dotis habeat ut præfatus Illustrissimus Dominus Marchio ex nunc eidem constituit, Ducatos octuaginta millia solvendos in terminis infra scriptis. Videlicet omni Anno quinque mille Ducatos usque ad complementum solutionis. Cujus primus terminus incipere debeat post mortem prælibati Illustrissimi Domini Marchionis, & non antea, obligando pro cautione solutionis dictæ dotis Terras, & Loca ultra Padum existentia. Item quòd casu quo prælibatus Illustrissimus Dominus Marchio Montisferrati diem suum claudat extremum nullis post se relictis Filiis Masculis naturalibus, & legitimis ex nunc constituit pro dote, & dotis nomine Illustrissimæ Dominæ Blanchæ, omnes Terras, Loca, Jurisdictiones, homagia, superioritates, & Jura quæ habet ultrà Padum, faciendo eo casu quòd Vassalli, & Castellani præsentes, & qui in futurum erunt pariter, & homines dictarum Terrarum promittent, & jurabunt observare sine strepitu, & aliqua contradictione suprà scriptam promissionem, & remissionem facient dictorum Castrorum, & Locorum liberè, & sine exceptione. Item convenerunt quòd reliquum dicti Marchionatus, videlicet Civitates, Castra, Terras, Loca, Jurisdictiones, Jura, & Dominia mediata, & immediata existentia citra Padum ubicumque, tam in Monteferrato, quàm in Partibus ultra Tanagrum, & in quibuscumque aliis Partibus in dicti Illustrissimi Marchionis mera, & libera voluntate, & dispositione remaneant, quæ tanquam reservata esse voluit. Item convenerunt quòd præfatus Illustrissimus Dominus Dux pro se, & suis Hæredibus ex nunc constituit ipsi Illustrissimæ Dominæ Blanchæ pro augmento dictæ dotis summam Ducatorum viginti mille, & quòd ipsa dos unà cum augmento prædicto, & quinque millia florenis Sabaudiæ eidem Illustrissimæ Dominæ Blanchæ constitutis dummodo vitam vidualem honestè duxerit restituantur præfatæ Illustrissimæ Dominæ Blanchæ, suisque Hæredibus liberè, integrè, & absque aliqua exceptione Juris vel facti, & pro majori cautione, & assecuratione dictæ Dotis, Augmenti, & Doarii dictus Dominus Antonius nomine prædicto obligat Terras, & Loca infrascripta ejusdem Illustrissimi Domini Ducis cum ipsorum redditibus, & emolumentis, taleis, censibus, & præstationibus quibuscumque, videlicet Terram, & Locum Montiscalerii, Terram, & Locum Vigoni, ac Villæ-Franchæ, Carignani, Lancei, & omnes alias Terras quæ sunt correspondentes ad solutionem dictæ Dotis, Augmenti, & Doarii. Promittens ipse Dominus Antonius nomine quo suprà, quòd Castellani, & Factores seu Agentes pro præfato Illustrissimo Domino Duce præsentes, & futuri, ac homines dictarum Terrarum jurabunt (omni exceptione, & contradictione remota) prædictos omnes, & singulos redditus, census, & emolumenta, & omnes alias præstationes solvent prælibatæ Illustrissimæ Dominæ Blanchæ, suisque Hæredibus, & Successoribus usque ad complementum, & satisfactionem dictæ Dotis, Augmenti, & Doarii. Item promiserunt, & convenerunt quòd casu quo supradicta Illustrissima Domina Blancha (quod Deus avertat) in Matrimonio sine Filiis ex se procreatis decesserit, præfatus Illustrissimus Dominus Dux, suique Illustrissimi Hæredes, & Successores supradictam dotem restituent integrè pro ea videlicet quantitate quæ soluta fuerit, similiter quoque restituent omnia quæcumque Loca, Terras, Jurisdictiones, homagia, & Jura existentia ultra Padum, de quibus superius, & quæ ad manus prælibati Illustrissimi Domini Ducis occasione suprà scriptæ dotis præmisso in casu, quo propter decessum prædicti Illustrissimi Domini Marchionis sine Filiis masculis, legitimis, & naturalibus, ut suprà dictum est, pervenissent. Item convenerunt, & solemniter pepigerunt quòd casu quo Illustrissimus Status, sive Dominus Dux Mediolani cessaret solvere annualem provisionem quindecim millium Ducatorum prælibato Illustrissimo Domino Marchioni promissorum, eo quidem casu, & ex tunc præfatus Illustrissimus Dominus Dux Sabaudiæ eidem Illustrissimo Domino Marchioni pro toto tempore vitæ suæ singulis annis, & cum effectu tradet, & solvet Ducatos quatuor mille in tribus terminis solvendos, videlicet de quatuor mensibus in quatuor menses, & casu quo præfatus Illustrissimus Dominus Dux Sabaudiæ prædictam pecuniarum summam non solverit modis quibus suprà, aut totum, aut in parte, ipse Illustrissimus Dominus Marchio, suique legitimi Hæredes liberè possint, & valeant diminuere, vel defalcare de dote præfatæ Illustrissimæ Dominæ Blanchæ. Quæ omnia, & singula dictæ Partes sibi vicissim, & ad invicem mutua stipulatione, & solemni juramento tactis Scripturis corporaliter promiserunt, & promittunt una Pars alteri attendere, & observare bona fide sine fraude sub obligatione omnium, & singulorum bonorum suorum præsentium, & futurorum. Acta fuerunt hæc in Castro Civitatis Casalis, videlicet in Camera Audientiarum, præsentibus Magnificis Dominis Henrichino ex Comitibus Vallispergiæ Milite Ducali Consiliario, & Magistro Hospitii, Fratre Percivallo de Sancto Georgio ex Comitibus Blandratæ Milite Hierosolymitano Marchionalis Consilii Præside, Henrichino Domino Reviglaschi &c. *Signé* Vulpus, & Queyresii.

Anno 1485.

LXXVIII.

Traité de Reconciliation entre Maximilien *Archiduc d'Autriche, & les trois Membres du Pais de* Flandres, *fait le 28. Juin, 1485.* [Jean Molinet, Chroniques Manuscrites. Tom. I. pag. 164.]

28. Juin.

Autriche et Flandres.

Les trois Membres & Estats du Pays & Comté de Flandres recognoissent Monsieur d'Austriche Pere & Mambour de Monsieur le Duc Philippe son fils, & en cette qualité luy laisseront le gouvernement de la personne de sondict fils & dudict Pays, le tiendront tel, & luy feront en la Ville de Gand tel serment en tel lieu & ainsi qu'il appartient, aprez ce qu'il aura faict le serment pertinent.

Moyennant ce Monsieur d'Austriche confirmera tous Privileges, Droicts, Coustumes, & Usages dudict Pays, aussi bien les generaux, que les particuliers.

Mondict Sieur d'Austriche confirmera tous octroys, remissions, relicts, graces & autres cas de Justice expediez par ceux, qui ont le Gouvernement dudict Pays, ou par aucuns particuliers Officiers de loy depuis le trepas de feue de bonne memoire Madame sa compagne, & aussi bien depuis, que tous cas ont allé expediez soubz le nom de Monsieur son fils, que paravant.

Ceux de Flandres ameneront Monsieur le Duc Philippe au devant de Monsieur son Pere, jusques au dehors de la porte par laquelle il entrera dans Gand & illec le presenteront es mains de Monsieur sondict Pere lequel illec promectra de ne mener sondict fils hors de Flandres, jusques à ce que par les Estats des Pays sera sur ce conclud autrement, & amenera mondict Sieur en la Ville de Gand tel nombre de gens, qu'il a mené en la Ville de Bruges, pour la garde de sa personne.

Que doresnavant le Pays de Flandres demourera entier de tel ressort & de telle maniere, qu'il estoit devant la Guerre.

Que tous Officiers ayans accoustumé de compter à Lille ressortiront & retourneront illec, come d'ancien tamps ils ont faict.

Tous bannis & autres, qui se sont absentez de Flandres à cause qu'ils ont tenu le party de mondict Sieur d'Austriche, ou luy ont esté favorables pourront retourner audict Pays sans à cause de leur dict bannissement, ou absence povoir estre aucunement reprins.

Si aucuns differens, ou trouble sourdoit, pour sçavoir si aucuns sont bannis ou absentez pour la cause dicte, ou par meffaicts ou delicts, l'interpretation de ce en est reservée à mondict Sieur d'Austriche, & son Conseil ordonné en Flandres.

Touchant Messire Jehan de Blois, Messire Lonys de Edinghem Sieur de Kestergate, Messire Philippe du Chesne Sieur de Gerinbus, Messire Augustin de Bouchene, Wouter de Wesembeck, Messire Jehan Lobe, Gerardus & autres bannis de Brabant, mondict

ANNO 1485. Sieur sera content de mettre à neant le ban prononcé contr'eux par contumace, & ce qui s'en est ensuyvy, moyennant qu'ils devront estre à droict des cas dont mondict Sieur ou son Procureur en Brabant pour luy, les imposeront sans leur faire mention d'aucuns cas touchant à la Guerre ny au Pays de Flandres.

Touchant la somme de deniers requise par mondict Sieur d'Austriche pour les dommages & pesans frais, & choses par luy soustenus par la Guerre, ceux de Flandres considerans lesdicts dommages, frais & interests, & ayans aussi regret à la desolation dudict Pays accorderont & consentiront à mondict Sieur d'Austriche une raisonnable somme de deniers à lever sur tout ledict Pays selon les transports en trois ans dont premier payement & tiers, escherra au jour de Noel prochain, l'autre tiers dudict jour en un an, & le 3. au Noel ensuivant.

Au regard de Madame la Douagiere sa mercy requerant certaine raisonnable somme luy sera accordée pour ses despens, dommages & interests, & à tels termes que devant.

Moyennant ces choses Monsieur d'Austriche est content donner absolution generale, & excepter les Sieurs de l'Ordre, certaines personnes baillées par escrit, & autres qui se sont rendus fuytifs depuis le 7. de ce mois, & qui sont chargez & rendux fuytifs en doubte d'estre prisoniers, lesquels seront tenus d'estre à droict de tel Juge come à eux appartient, selon les droicts & Privileges du Pays, & en ce que l'on trouve par droict les biens de chacun d'eux devoir estre confisquez on y emploiera iceux biens a refaire les Maisons & Places, qui en Flandres sont demolies par la Guerre, & ce par l'Ordonnance de mondict Sieur d'Austriche.

Chacun retournera à ses biens tels qu'il les trouvera aussi bien en Flandres que dehors.

Et moyennant ces choses mondict Sieur d'Austriche sera content de faire bonne, ferme, & seure Paix pour luy & pour tous autres Pays estans en son obeyssance, come Pere & Mambour de mondict Sieur son fils d'une part, & les Habitans dudict Pays de Flandres pour eux & tous autres ayants leur party d'autre part, & de ce bailler ses Lettres seellées en forme pertinente. Ainsi faict & conclud par les trois Membres du Pays de Flandres le 28. de Juing.

LXXIX.

18 Sept. *Vidimus* LAURENTII CAMPEGII, *Sanctæ Sedis apud Sabaudiæ Ducem Nuncii, super Donatione de Regno Cypri per* CARLOTTAM *Hierusalem & Cypri Reginam,* CAROLO *Sabaudiæ Duci facta. Datum Taurini die 18. Septembris 1485.* [Voyez-le ci-devant sous le 25. Fevrier de cette même annee, pag. 141.]

LXXX.

2. Nov. FRANCE ET BRETAGNE. *Traité de Paix entre* CHARLES VIII. *Roi de France, & le Duc de* BRETAGNE, *fait à Bourges, & ratifié par le Duc à Nantes, le 9 Août; & par le Roi, à Bourges le 2. Novembre 1485.* [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 309.]

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme feux de tres-excellente memoire, nos Progeniteurs les Rois de France, que Dieu absolve, aient toûjours porté & par effet démontré tres-grande & tres-bonne affection & bienveillance aux Ducs & Païs de BRETAGNE, & nous voulant les imiter & ensuivre, soions entierement deliberez aimer singulierement nôtre tres-cher & tres-amé Cousin le Duc de Bretagne, qui est à present, &, entre tous autres Princes, le traiter honorablement & favorablement en ses affaires.

Parquoi aprés plusieurs bons avertissemens à nous faits, aions été contens de faire, concevoir, accorder, & conclure par les Commis & Deputez à ce d'une part & d'autre, les Points & Articles, dont la teneur s'ensuit.

Premierement, que entre le Roi & le Duc sera prise, faite, contractée, accordée, & conclue Paix perpetuelle, Amitié, Alliance, Confederation, bonne & vraie Union, par laquelle le Duc promet vivre en bonne Paix, Amour, & Union avec le Roi, & en telle obeissance que lui & les Ducs ses Predecesseurs ont vécu avec les Rois de France. Aussi promettra le Duc, aider, servir, & secourir le Roi à la défense de lui & de son Roiaume, envers & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, sans nul en excepter, qui contre le Roi & sondit Roiaume, sous quelque couleur & occasion que ce soit, ou puisse être, s'éleveront & mettront sus en Armes, soient des Sujets du Roi ou autres. ANNO 1485.

Et n'entreprendra le Duc, ni souffrira entreprendre, faire ni pourchasser à la personne du Roi, ni à son Roiaume, mal, dommage, ou inconvenient, par quelque moien ni occasion que ce soit ou puisse être.

Et pareillement le Roi de sa part promettra vivre en bonne Paix, Amour, & Union avec le Duc, & le traiter ainsi que les Rois ses progeniteurs ont traité le Duc & ses Predecesseurs: mêmement promettra aider & secourir le Duc, envers & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, sans nul en excepter, qui contre le Duc & son Duché s'éleveront, & mettront sus en Armes, sous quelque couleur ou occasion que ce soit, ou puisse être.

Et n'entreprendra le Roi ni souffrira entreprendre, faire, ni pourchasser à la personne du Duc, ni à son Duché, mal, dommage, ni inconvenient, par quelque moien, ni pour quelque chose passée, ni autre occasion que ce soit, ou puisse être.

Et si le Duc avoit fait par écrit, serment de bouche, ou autrement, aucunes Alliances à l'encontre du Roi ou son Roiaume, ou prejudiciables au Roi ou à son Roiaume, avec quelconques Rois, Princes, Seigneurs, ou Communautez, soit du Roiaume, ou hors du Roiaume, le Duc par cette presente Paix, Amitié, Union & Alliance, les revoquera, cassera, & annullera, & à icelles renoncera sanx jamais en user, ni soi en aider ores, ni pour le tems à venir.

Et semblablement, si le Roi avoit fait par écrit, serment de bouche, ou autrement, aucunes Alliances à l'encontre du Duc & de son Duché, ou prejudiciables au Duc & à son Duché, avec quelconques Rois, Princes, Seigneurs, ou Communautez, soit du Roiaume, ou horx du Roiaume, le Roi par cette presente Paix, Amour, Union & Alliance, les revoquera, cassera, & annullera, & à icelles renoncera sans jamais en user, ni soi en aider ores, ni pour le tems à venir.

Aussi le Roi maintiendra & gardera le Duc, ses Païs & Duché, & les laissera jouir & user paisiblement & franchement des Droits, Noblesses, Franchises, Libertez, Prerogatives, & Prééminences, desquelles lui & ses Predecesseurs ont joui & usé, sans lui faire ou donner, ni souffrir être fait, ou donné aucun trouble, question, ou empêchement au contraire.

Et si aucuns Rois, Princes, Seigneurs, Communautez, ou autres, invadoient le Roi, ou son Roiaume, par vrai exploit de Guerre, le Duc ne pourra prendre, ou avoir avec tels invaseurs, Paix, Confederation, Amitié, Treves, assistement de Guerre, ni entrecours de marchandise, mais sera & demeurera le Duc en Guerre à l'encontre d'eux, durant le tems que icelle Guerre sera audit Roiaume entre le Roi & eux, sans que le Duc leur puisse faire, ni donner secours, faveur, ni aide contre le Roi ni le Roiaume, soit de Harnois, Artilleries, Vivres, ou autres choses prejudiciables au Roi & au Roiaume.

Et n'entendent lesdites Parties, par les pactions & accords dessusdits, empêcher que le Duc ne puisse avoir, entretenir, & garder de marchandise audit Païs de Bretagne, & hors icelui ou bon lui semblera, ainsi qu'il a été fait, gardé, & observé le tems passé.

En outre promettra le Duc entretenir en sa bonne grace & seureté les Barons & Sujets de ses Païs, en lui obeissant, & le servant comme ils sont tenus de faire.

Item, jureront & promettront le Roi & le Duc, sur les Evangiles de nôtre Seigneur, tenir, garder, & inviolablement observer, sans fraude, barat, ni malengin, ledit Traité de Paix, Confederation, Alliance, bonne & vraie Union, sans l'enfreindre, ni venir à l'encontre, & jamais n'impetrer ou faire impetrer à l'encontre absolution, ni relaxation de serment, soit du Pape, Legat, Cardinal, Prelat, ou autre personne quelconque, & si obtenu ou impetré l'avoient, ou s'il avoit été octroié de propre mouvement, ou autrement, à non en jouir, ni eux en aider ni user en aucune maniere.

Et pour plux grande seureté d'accomplissement & entretenement de ce que dessus, bailleront le Roi & le Duc l'un à l'autre leurs scellez en bonne forme & va[illegible]c.

Savoir

ANNO 1485.

Savoir faisons, que nous desirant de tout nôtre cœur, continuer, entretenir, garder & observer, l'amour, affection, & bienveillance, que nosdits Progenireurs ont porté à icelui nôtre Cousin & ses Predecesseurs, & obvier à tous discords & diférends, pour ces causes, & aprés que avons veû & fait lire de mot à mot, en nôtre presence, les Articles dessus incorporez, eû sur ce avis & meure deliberation avec les Princes & Seigneurs de nôtre Sang & lignage étans lez nous, & gens de nôtre Conseil, iceux Articles avons eûs, & avons agreables, & les avons loüez, ratifiez, & approuvez, & par la teneur de ces presentes, loüons, ratifions, & approuvons, & voulons qu'ils soient de tel effet & valeur, comme si nous mêmes en personne les avions traitez, accordez, & conclus; promettant & promettons par ces presentes en parole de Roi, & par la foi & serment de nôtre corps, par nous fait aux Saints Evangiles de Dieu par nous pour ce corporellement touchez en la presence des Ambassadeurs de nôtredit Cousin, lesdits Articles dessus transcrits, & tout le contenu en iceux, garder, observer, & entretenir, & faire entretenir inviolablement, sans faire ni souffrir être fait aucune chose au contraire. En témoin de ce, nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre seel. Donné à Bourges, le second jour de Novembre, l'an de grace 1485. & de nôtre Regne le troisieme. Signé, CHARLES. Et sur le repli est écrit: *Par le Roi*, Monseigneur le Duc de Lorraine, les Comtes de Clermont, de Bresse, de Vendôme, & de Comminges, les Evêques de Perigueux & de Verdun, les Seigneurs de Richebourg, & de Gié, Maréchal de France, de Curton, Gouverneur de Limousin, de Graville, du Fou, de la Barbe, de Lille, & autres presens, Signé J. CAMONT, & scellé d'un grand Sceau sur queuë de parchemin.

LE Mardi neuvieme jour d'Aoust mille quatre-cens quatre-vint & cinq, ont été les Articles & chacun ci-devant écrits, lûs de mot en autre au Duc, en la presence de tres Reverend Pere en Dieu, l'Archevêque de Bordeaux, le Seigneur de Rochechoüart, Chambellan, & Maîtres Jean Bochart & Jean Pallien, tous Conseillers & Ambassadeurs du Roi. Aprés la lecture desquels Articles ledit Duc les a octroiez, consentis, & eûs agreables, & fait serment solennel sur les Evangiles de Nôtre-Seigneur, lesquelles il a corporellement touchées, de les entretenir & garder selon leur forme & teneur, sans enfreindre, moiennant que le Roi de sa part le fasse semblablement. Fait au Château de Nantes le jour & an dessusdit. *Signé*, l'Archevêque de Bordeaux, ROCHECHOÜART, BOCHART, PELLIEN.

LXXXI.

15. Dec. **Ewige Bündnuß und Einung zwischen MAXIMILIANO I. Römischen Kayser als Ertzhertzogen zu Oesterreich/ und PAULO Bischoffen zu Chur/ sambt gemeinen Drey Bunden in Chur-Walden auffgerichtet/ des Lauts/ gute freyndschafft miteinander zu halten/ in zollen gegen einander keine beschwerung einzuführen/ ihre Spänne vor dem Bischoffen zu Costantz als ihrem Obmann austragen zu lassen/ in Specie verheisset Kayser Maximilian einem jeden der drey Bundten 200. Gulden Reinisch jährlich währender Bundnuß zu geben; Sich aber doch dabey seine obrigkeit/ herrlichkeit/ und gerechtigkeit in den acht gerichten vorbehaltend. Geben Mittwochs vor St. Thomas (1) war der 15. Tag Decembris 1485.** [Deduction deß Zehen-gerichtes-Bundes in der Schweitz wohlhergebrachter Rechte ꝛc. de Anno 1622. Apud LUNIG, in Grund-Veste Europæischer Potenzen Gerechtsamen. Part. II. pag 754. & in LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheilung I. pag. 15. d'où cette Pièce est tirée.]

(1) Il y a ici quelque erreur. Le jour de la St. Thomas, qui est fixé au 21. Decembre, tomba en 1485. sur un Mecredi, & le Mecredi auparavant fut le 14. non le 15. [DUM.]

C'est-à-dire,

Union & Confederation perpetuelle entre MAXIMILIEN I. *Empereur des Romains, comme Archiduc d'Autriche d'une part*, PAUL *Evêque de Coire, & les Trois* LIGUES GRISES *d'autre part, portant que, de part & d'autre, la bonne intelligence & Amitié sera cultivée; que l'on ne molestera point les Sujets par des Péages excessifs; que les diférents, qui pourront survenir, seront remis à l'Arbitrage de l'Evêque de Constance; l'Empereur y promet de plus une Pension annuelle de 200. Florins à chacune desdites Ligues pour tout le tems que durera l'Alliance, se reservant au reste ses Droits & ses Regales, sur les huit Jurisdictions. Fait le Mecredi avant la St. Thomas qui est le 15. Decembre 1485.*

WJr Maximilian von GOttes Gnaden/ Römischer Kayser/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ in Germanien/ Hungern/ Dalmatien/ Croatien/ ꝛc. König/ Ertz Hertzog zu Oesterreich/ Hertzog zu Burgund/ zu Braband und Pfaltz Graff ꝛc. an einem/ und wir Paulus Bischoff zu Chur/ und der Gestifft daselbst/ und Gmein drey Pundt in Chur Walchen anders theils/ bekennend für uns und unsere Erben und Nachkommenden/ öffentlich mit diesem Brief und thun kund aller-mengklichen/ als wir Kayser Maximilian vor verschienen Jahren mit Heinrichen/ weyland Bischoffen zu Chur/ und dem Gestifft daselbst/ auch den dreyen Pündten in Chur-Walchen gemeinlich und sonderlich Uns/ Unsern Landen und Leuten/ und ihnen zu gut/ und aus sondern Gnaden eine Vereynung und Pündnüß auf zwantzig Jhar lang nach einanderen folgend gemacht und beschlossen haben/ die auch uns zu beyden theilen/ auch unsern Landen und Luthen zu scheinbahrlichen Nutz und guten kommen ist/ und dieselb Vereynung sich aber auf das jetzt künfftig 1520. Jahr enden und ausseyn wird/ habend wir demnach in Ansehen desselbigen/ auch das nun fürhin wir/ unser Leut/ Unterthanen und Verwandten in ewigen Frieden und Einigkeit/ gegen ein andern/ wie bißhär/ seyn und bleiben/ auch ein Theil dem anderen guten nachpürlich und gnedigen Willen/ Hülff und zuschub bewiesen mögen/ gemeinklich und sonderlich in dem Nahmmen der Heiligen Dreyfaltigkeit und unzertheilten Einigkeit/ mit wohlbedachtem Muth/ zeitigen Rath/ rechten Wissen und aus sondern Gnaden von neuen ein erbliche und ewige Pundniß/ Einigung und Verstand gemecht und beschlossen/ und derselben nachzukommen zugesagt/ also/ dieweil wir Kayser Maximiliam Uns und Unsere lieben Söhn und Erben Carolum und Ferdinandum. Gebrüder/ Künigen in Hispania/ ꝛc. auch derselben Erbens Erben regierend Hn. und Unser Fürstl. Grafschafften Tyrol/ auch unsre Herrschafft und Länder änhalb des Arlebergs/ untz an dem Bodensee in diese Vereinigung und Pundniß/ auch wir Paulus/ Bischoff zu Chur/ und der Stifft daselbst/ und drey Pündt in Chur Walchen gestellet/ eingeschlossen/ und beschlossen habend daß wir beyden theil in allen Unsern Geschäfften und anliegenden Sachen in getreuer guter Nachbarschafft ein andern halten und beweisen/ auch einer dem andern durch desselben Herrschafft/ Schlösser/ Städt/ Länder und Gebieth kein Angrieff/ beschedigen/ überziehen/ noch bekümmern thun lassen sollen noch wöllen/ sondern ob iemand/ wer der wäre/ solchs zu thun unterstünde/ dasselb soll ieder Theil nach seinem besten Vermögen wenden und wehren. Und wie beyd-

Anno 1485.

theil söllen und wöllen auch selbs in ewig zeit dieser Erbeinigung / Pundniß und Verständniß widereinander nicht seyn/noch fräventlich thun in kein weiß / sondern ob sich einerley Mishellung und Span zwischen uns oder den unsrigen begeben würde / daß wir uns dann gegen einanderen billiger gmeiner und gleichen Rechten benügen lassen söllen und wöllen / der gestalt / wo der regierende Herr oder einig Commun in der obgemelten Grafschafft Tyrol / und der Herrschafften änhalb des Arlebergs biß an den Bodensee / oder einige sonder Personen daselbst zu gedachten drey Pündten / und hinwieder gleicher Weiß dieselbigen drey Pündt / oder auch einzige sonder Person zu denselben regierenden Fürsten der Grafschafft Tyrol und der Herrschafft änhalb des Arlebergs biß an den Bodensee / denselben Commun und Orten Zuspruch oder Anforderung gewinnet / darum wir zu beyden seiten gütlich nicht betrogen werden möchten / so söllen und wöllen wir uns ietzo eins unverwandten Obmanns / oder aber zweyer / nahmlich von Unsers eintwederts Theils Herrschafften ein Landsässiger Mann / für einen fürnehmen und benennen / und für denselben Obmann solle beyd Partheyen miteinanderen zu recht kommen / solcher gestalt / sonder ihr zween fürgenommen und benempt werden / daß alsdenn iegliche Herrschafft oder derselben Commun und Mitverwandten / die ander Parthey fürnehmen / oder vor den einen Obmann / oder in der andern Parthey / so beklagt Herrschafft oder Gebieth fürgenommen und seyn würde / zu sölchem Obmann soll allewege ieder Theil zween Erbar / verständig / und unpartheyisch Mann / wo und von wannen er die nimbt und bringt / zu dem rechten / so das von dem klagenden an den Obmann erfordert wurde / darnach Monats-Frist etzen / u. dieselben 4. Mann sambt den Obmann sollend von ihr ihdes Oberkeit gewiesen und darzu gehalten werden zu schweren leiblich ein Eyd zu GOtt und Heiligen / sölich Sachen und Spän / so feer sie die gütlichen / daß sie in dem Anfang zu erlangen versuchen / und alles darinnen fürkehren söllen / nicht hinlegen möchten / unverzogenlich in vier Monaten / auf Verhörung beyder Theilen Gerechtigkeit und Gwarsame / so sich ieder gegen dem andern vermeint und getreue zugeniessen / mit dem rechten auf denselben ihren Eyd zu entscheyden und auszusprechen. Es möcht auch ein Sach so träffenlich und chwer seyn / beyde Theil mochten ihres Gefallens mit mehren Leuten besetzen. Und was also von dem Obmann und Beysitzern einhelligklich / oder mit dem mehreren unter ihnen zu recht erkant und gesprochen wird / dem söllend beyd Theil ohn weiter Fürwort nachkommen und gnug thun für alles weygeren / ziehen und appelliren. Wann aber der vorgemeldten gesetzten Obmann einer mit Todt vergangen / und derselb sonst durch einig Zufäll zu einem Obmann nimmermehr taugenlich oder leyderlich wäre / alsdenn so soll auf iedweders Theil entsagen / doch daß dieselben Ursachen der Entsatzung des Obmanns für gnugsam angesehen und erkennt werden durch beyde Oberkeit / ohne Verzug allezeit einen andern Obmann an desselben abgestorbenen oder entsetzten Statt fürgenommen / benempt / und die Billigkeit / wie oben begrieffen ist / von ihm aufgenommen werde / was aber einzige Personen / beyder Theil Unterthanen und Vorwanten Forderungen und Zuspruch zusammen hätten und gewünnend / daß unter dem ieder Kläger / dem Antwärter und ansprechigen nachfolgen soll in das Gricht / darinn er gesessen und Gerichts gehörig ist / und sich des Rechten daselbst von ihne benügen lassen sölle / ohn einige Wiederreid / es wäre dann daß einem daselbst recht offentlich und rechtloß gelassen / und vor Augen seyn würde / alsdann mag derselbe denselben vor seinem Gerichts-Oberkeit besuchen / und so ferr er dosribst auch nicht zu rechte kommen möchte / alsdann so mag er weiter für sein Oberkeit kehren / und sich desselben beklagen. Und ob sich fügte / doß in Ewigkeit dieser Erbeinung jendere / sondern fröm ausländische Personen / die keinen Theil / wie viel oder wenig der verwand wären / in bemeldter Unser beyder Partheyen Greffschafften / Herrschafften / Pündten / Land und Gebieth kommen wurden darzu einiger Unser beyder Theil Zuspruch und Anforderung hätte / die söllend und wöllend wir beyd Theil / welcher das an dem andern begehrt und erfordert / mit sambt Unkosten und Schaden / so dorous derloffen ist / an ein oder zu beyden Seiten / zu recht haudhaben / aufhalten / und darüber / wie sich nach Ordnung und der Rechten gebührt / recht ergan lossen. Und so feer aber in künfftiger Zeit durch uns beyd Partheyen / oder derselben Vögt / Pfläger oder Amman / einig Person / und Todtschlag / Absag / oder ander Behandlungen / wie sich das zutragen möchte / darum dieselben Verhandler zu dem Rechten mit gebracht werden möchten / in Bann und Acht nie Recht erkennt / die in des andern Theils Herrschafften und Gebiethen kommen wurdend / dieselben Verhandler söllend alsdann von derselben Herrschafft / oder deroder derselben Unterthanen oder Verwandten / so bald ihnen das durch des andern Theils gütlich angezeigt wird / keines weges aufgehalten / noch einiger Fürschub geben werden / so bald das durch einiges Theil begehrt / und vorangezeigter maßen / um aufgangnen Kostung und Schaden Vertröstung gelossen wird / daß alsdann dieselben zurecht angenommen / auf die vorausgangnen Bann und Acht gebürt / gericht und gehandelt werden.

Wir sollend und wollend auch uns / und durch eines iedrn desselben Land / Schloß / Städt und Gebieth / zu freyen feylen Kauff en allem dem / daß die Nottrufft erfordert ohne Verboth zu gohn lassen : doch hierin Gottes Gewald und Herren Noth ausgeschlossen / und daß solich erkaufft Getrand kein Theil des anderen / und weiter zu gohn lossen noch zu kauffen geben in kein Weiß.

Und die Strassen zu beyden Seiten ohn newaufsetz oder Beschwerung einiger newer Mieth / zoll oder anderer Uflegung / dann wir beyd Theil des gegen ein anderen lusther zu thun gebruchen offen und frey und sölchers tirrelich und ungewährl. gebruchen und gehalten werden. Und ob sich auch in künfftiger Zeit / deß jedtwederer Theil von dem anderen zu Hülff in Kriegsnöthen Knecht um Soldt begehren und erforderen / zutragen würde / so sollen und wollen wir sölich Knecht / die willig gern und aus eigner Bewegniß um Soldt reysen und ziehen lossen ohne Verbott / auch frey und underspert / und soll darin so die also von jedtwederen Theil zuziehen begehrt / aller Fleiß / damit sölich Knecht dem begehrenden erfolget / angelegt und gebraucht werden / doch nicht ferner noch weiter / dann in ietzt bestimbten Unseren Kraysen / Greffschafften / Herrschafften / Landen / Pündten und Gebiethen zu bruchen / schuldig seyn / und auch Unseren iedtwederem Theil hierinn vorbehalten / welcher derselben Theil Krieg und seiner Knecht selbs nothdürfftig wäre / so mag alsdann derselbe seine Knecht mit Verboth wohl anheimisch behalten / oder so fern die verruckt wären / von dem andern Theil widerum mit Verboth ohne des andern Theil Irrung / widerum absördern / und welich Theil des andern Knecht brauchen würde / derselbe solle demselben des andern Theils Knecht jedem einem Monat für Soldt zween Gülden Rheinisch / zu sambt der Liefferung oder aber für Soldt

und

Anno 1485. und Liefferung 4. fl. Rheinisch/ was dann demselben Theil/ so die Knecht braucht/ am füglігsten seyn wölle/ geben.

Und so feer es sich in künfftiger zeit dieser erblichen Einigung begeben/ daß wir beyd Theil sammentlich in Krieg kommen wärden/ daß alsdenn keintweders Theil einigen Frieden oder beständtlichen Berächt gegen demselben annehmen noch beschlössen sölle/ es sey dann zuvör mit des andern Theils Rath/ Beyseyn/ Wissen und Willen/ und beyd Theil gemeinlich darein versöst/ und keiner von dem anderen ausgeschlossen/ geschehen.

Und so feer wir Kayser Maximilian, oder Unser Erben eigen Krieg und Knecht aus den Pündten bey Uns hettind/ so sollen und wollen wir sie auch/ wo wir einigen Frieden annehmen wurden/ darinne beschliessen.

Und wo einig Spän und Irrung entzwischen uns Römischen Kayser/ und Unser Erben/ Unser Fürstlichen Grosschofft Tyrol/ auch Unser fordrer Herrschofften und Landen/ ånhalb Arlebergs biß an den Bodensee/ desgleichen Unsers Pauli Bischoffen zu Chur/ Unser Nachkommenden u. Unser der gedachten drey Pündten in Chur-Walchen Oberkeiten berühreud/ zutragen und vorfallen wurden/ so söllen und wollen wir alsdann sölich Spän vor einen Bischoffen zu Costantz/ als von beyden Theilen erwehlten Obmann/ mit sambt seiner Andacht/ Freundschofft/ und Fürstlichen Gnaden von obgedachten beyden Theilen gleichen Zusatz gütlichen/ wo aber dieselben nicht vertongen werden möchten/ alsdann derselb Bischoff mit sambt den gleichen Zusatz das göttlich Recht vor Augen nehmen solle/ rechtlichen austragen. Und solcher rechtlicher Entscheid sölle von uns beyden Partheyen/ ohne einigen weiter hinter sich bringen/ weigern/ appelliren/ angenommen und gehalten werden/ alles treulich/ ohn Arglist und Gefahr. Und in sölichen obgemeldten Articuln/ Einung und Pündniß solle Unserem iederen Theil ausgeschlossen und vorbehalten seyn/ der Heilig Stuhl zu Rom/ das Heilig Römisch Reich/ und eines iederen Theils Pundes-Verwandten/ damit derselbe vor Aufrichtung dieser erblichen Vereinung verwand und verbunden gewesen sind/ und darzu Unsers Pauli gegenwärtigen/ und eines iederen künfftigen Bischoff zu Chur und derselben Stifft/ geistlich Freyheit/ und insonders haben wir Kayser Maximilian für Uns/ Unser Erben gegen gedachten Bischoffen und Gestifft zu Chur/ auch den drey Pündten in Chur-Walchen/ das wir Cleven und Veldlin/ dieweil und so lang solches in der dreyen Pündten Gewalt/ Hand/ und mit ihnen in Bündniß sind/ durch bemeldte Unsrer Fürstl. Grosschofft Tyrol/ und den vordren Unsern Städten und Heerschofften/ ånhalb des Arlebergs/ biß an den Bodensee nicht zu überziehen/ noch solches durch dieselbigen zu gestatten bewilligen und zugesagt.

Und sämliches alles haben wir offtgemeldter Kayser Maximilian, des offtgedachten Bischoffs und Stiffts zu Chur/ auch der dreyen Pündten in Chur-Walchen Gutwilligkeit angesehen/ und ihnen nur hinfür alle Jahr/ so lange solche Pündniß und Erbeinigung unzerbrochen gehalten/ iedem Punde insonders von und aus unser Kammer 200. Gülden Rheinisch/ daß sich alle Johr 600. Gülden Rheinisch lauffen wird/ aus sonderen Gnaden zu geben bewilliget/ und ihnen denselbigen 600. Gülden jahrlich auf S. Martins-Tog gen Chur zu überantwordten zugesagt/ die sie auch an heut dato als zu dem ersten Jahr empfangen habend.

Und dargegen soll die vorgemeldt aufgericht zwanzigjährig Vereinung todt/ ab/ krafftloß und vernichtet seyn: Doch wollen wir Uns doch Unserer Obrigkeit Herrligkeit und Gerechtigkeit so wir in den 8. Gerichten/ als zu Unseren eigenen Unterthanen und Luten haben/ so auch mit diesen dreyen Pündten derwaut und in Pündniß sind/ vorbehalten. Anno 1485.

Und nachdem wir Paulus Bischoff zu Chur/ auch die Stifft daselbst/ und wir Gottes Haußleuth/ und die von den obern grwen Punde bißher durch seiner Kays. Maj. Länder/ Schlösser/ Städt und Gebieth allenthalben mit halber Zollfreyung gefahrt und durch gelassen sind/ dieselben nun hinfüro allenthalben gegen Uns aufgehebt und ab/ und wir die immassen wie ander zu bezahlen schuldig/ auch an heut dato mit Uns angefangen/ und wir thun sollen und wollen: Doch so sollend die 8. Gericht/ so vormahls auch mit Zollfreyung begabet/ hierin ausgeschlossen seyn. Es soll auch der Vertrag/ so die von Feldt-Kirch und Chur dormahls mit einanderen gemacht und beschlossen haben/ bey seinen Kräfften bleiben.

Das alles wir zu beyden Theilen nun hinfür in ewige Zeit unzerbrechenlich/ fest und stet zu halten/ und darwieder in keine Weiß noch Weg zu thun/ ein anderen zugesagt und versprochen haben/ darzu Uns GOtt seine Gnad senden und verhelffen wolle.

Und des alles zu wahrem urkund/ so haben wir Kayser Maximilian, und wir Paulus Bischoff zu Chur für Uns und Unser Stifft/ und wir die von obern grwen Punde/ auch wir Bürgermeister und Rath der Stadt Chur für gemein Gottes Hauß und wir die von den Lehen Gerichten für Uns und Unsere Erben und Nachkommenden und Verwandten/ Unser ieder sein eigen Insigel hier an diesen Brieff/ der zween in gleicher Luth gemacht/ und iedem Theil einen gegeben/ gehenckt/ dargeben/ beschehen und beschlossen am Mittwuchen vor dem Heiligen zwölff Bothen S. Thomas/ was der XV. Tag des Monats Decembris, nach Christi Unsers HErrn Geburth/ XVC. und im XVIII. Unsers Reichs des Römischen im XXXIII. und Ungerischen im XXVIII. Jahr.

LXXXII.

Placard portant que la Trêve a été accordée entre CHARLES VIII. *Roi de France, &* HENRI VII. *Roi d'Angleterre, à commencer le* 17. *Décembre* 1485. *du premier Décembre* 1485. [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 312.] 17. Dec. France et Angleterre.

L'ON vous fait à savoir de par le Roi nôtre Sire, & de par Monseigneur le Gouverneur de Guienne, que Treve & abstinence de Guerre ont esté prises, accordées, & conclues entre le Roi nôtredit Souverain Seigneur, & tres-haut & tres-puissant Prince le Roi HENRI d'Angleterre, & leurs Sujets, pour le terme de trois ans, à commencer le 17. jour du mois de Decembre, l'an de Nôtre Seigneur 1485. & finissant le 17. jour du mois de Janvier, Soleil couchant, que l'on dira 1488. durant lequel tems desdits trois ans toutes Guerres & Hostilitez cesseront, tant par Terre que par Mer, & par eaux douces, entre lesdits Rois, leurs Roiaumes, Pais, & Sujets; & pourront lesdits Sujets, de quelque état & condition qu'ils soient, aller & venir par Terre, naviger par Mer, & par eaux douces, marchander de l'un parti pour l'autre, & retourner, tant par Terre, par Mer, que par eaux douces, avec leurs biens & Marchandises, sans doute d'aucun Arrest ou empêchement, soit par marque ou contremarque, represaille, ou autres restrictions quelconques, sans qu'il leur soit besoin d'autre, ni obtenir pour ce faire aucun saufconduit general ou special.

Plus vous fait-on à savoir de par mondit Seigneur le Gouverneur, que s'il y a aucuns Marchands Anglois, ou autres à qui aient été faites aucunes exsortions ou actions indues, viennent pardevers mondit Seigneur le Gou-

ANNO 1485. Gouverneur, & Parties ouïes sommairement & de plain, il leur sera fait raison & justice.

Et afin que lesdits Marchands doresnavant ne soient vexez ni molestez sous ombre des droits & devoirs qu'ils sont tenus paier, tant au Roi nôtredit Seigneur, que à autres, mondit Seigneur le Gouverneur a ordonné, que lesdits droits & devoirs seront mis par écrit en un beau tableau, au Château Roial de Lombrieu, & autres parts, & seront commis & Deputez de par mondit Seigneur le Gouverneur aucuns notables hommes, qui auront la charge & commission touchant cette matiere, & expedieront & feront expedier lesdits Marchands de main à main sommairement & de plain.

LXXXIII.

1485. / 1486. 17. Janv. *Treugæ seu Induciæ inter* CAROLUM VIII. *Regem Franciæ, &* HENRICUM VII. *Regem Angliæ in Triennium conclusæ. Datum Meleduni, die* 17. *Januarii* 1485. [RYMUR, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. XII. pag. 281.]

KAROLUS, Dei gratiâ, *Francorum Rex, Universis*, præsentes Litteras inspecturis, Salutem.

Cum dirus Christianorum Status, crudeli perfidorum furore enormiter miserabilitérque inpræsentiarum afflictus, ad veterem prosperitatis felicitatem gloriosámque tamen sanctiùs & maturius reduci nequeat, quàm Orthodoxæ Religionis Principes Potentatu saltem majores vires suas uniant, Treugarum, Pacis, Amicitiæque, Fœdera componant, & caritatis vinculo se invicem copulent.

Cúmque innumerabiles Bellorum calamitates, inæstimabilésque Principibus, atque eorum Dominiis & Subditis Pacis & Amicitiæ felices sunt eventus,

Notum facimus, quòd cum Serenissimo Principe *Henrico Rege Angliæ* Consanguineo nostro carissimo inivimus, contraximus, perfecimus, convenimus, conclusimus, & appunctuavimus, & per præsentes inimus, contrahimus, perficimus, convenimus, concludimus, & appunctuamus, bonas, sinceras, veras, firmas, & perfectas Treugas, Guerrarum abstinentias, Ligas, Intelligentias, & Confœderationes, inter *Nos*, Regnum nostrum Franciæ, Patrias, & Dominia nostra, Hæredes, Successores, Vassallos, Subditos præsentes & futuros, & præfatum Serenissimum Principem *Henricum Angliæ Regem* Consanguineum nostrum carissimum, Patrias & Dominia sua, Hæredes, Successores, Vassallos, Subditos præsentes & futuros, per tres Annos a datâ præsentium proximè futuros duraturas, modo & formâ in Articulis seu Capitulis sequentibus contentis,

Quorum tenor sequitur, & est talis,

INPRIMIS, quòd bonæ, sinceræ, firmæ, & perfectæ sint, & inviolabiliter habeantur Treugæ, Guerrarum Abstinentiæ, Ligæ, Intelligentiæ, & Confœderationes inter dictos Potentissimos Franciæ & Angliæ Principes, Patrias, & Dominia sua quæcúnque, Hæredes, Successores, Vassallos, Subditos præsentes & futuros, necnon inter Inclitissima Franciæ & Angliæ Regna, per Terram, Mare, Portus Maris, & Aquas dulces, & quòd dictæ Treugæ, Guerrarum Abstinentiæ, Ligæ, & Confœderationes *incipiant*, quoad Principes antedictos, & eorum Patrias, Dominia, Subditos, & Vassallos, *ab hâc die, & durent usque ad finem trium Annorum proximè sequentium inclusivè*, & sic finient in die decimâ septimâ Januarii, post Solis occasum ejusdem diei, qui erit in Anno Domini millesimo, quadringentesimo, octuagesimo octavo etiam inclusivè.

Item, quòd, durante dicto Triennio & Treugis prædictis, Bella, Guerræ, & Hostilitates quæcúmque inter præfatos Principes Franciæ & Angliæ, utriúsque eorum Hæredes, Successores, Vassallos, & Subditos; necnon inter dicta Inclitissima Franciæ & Angliæ Regna, Patrias, & Dominia sua quæcúnque ubique Locorum per Terras, Mare, & Aquas dulces omninò cessabunt.

Item, quòd omnes & singuli utriúsque dictorum Principum Vassalli & Subditi, sive sint Principes, Archiepiscopi, Episcopi, Duces, Comites, Barones, Mercatores, aut cujúsvis Statûs, Conditionísve existant, durantibus Treugis antedictis, ubivis locorum sese mutuis officiis prosequentur & honestâ affectione pertractent, possintque liberè, tutè, & securè, absque alterius ejusve Subditorum offensâ sine impedimento ubique perlustrare per Terram, per Mare navigare hinc indeque ad Portus, & Dominia, & Districtus quoscúnque utriusque ipsorum Principum citra & ultra Mare (dùm tamen armati ultra numerum armatorum centum simul non accedant) accedere, in eisque quamdiu volent morari, mercari, merces, mercimonia, arma, & jocalia quæcúnque emere, vendere, & ut eis placet ab illinc ad partes proprias, vel alibi liberè quotiens duxerint abeundum abire, cum suis aut conductis vel commodatis Naviguis, Plaustris, vehiculis, equis, armaturis, mercimoniis, sarcinulis, bonis, & rebus suis quibuscúnque, absque ullo impedimento, offensâ, arrestatione, ratione marcæ, contramarcæ, reprisaliorum, aut aliâ restrictione quacúnque, tàm in Terra quàm in Mari & Aquis dulcibus, quemadmodùm Patriis in propriis hæc omnia facerent, aut eis ea facere liceret, ita quòd nullo alio salvo conductu generali aut speciali indigeant.

ANNO 1485. / 1486.

Item, quòd omnia munera sive onera, ab aliquo dictorum Principum in cujusvis partibus Patriarum sive Dominiorum suorum a viginti duobus annis citra imposita, Mercatoribus & Subditis alterius Principis nociva, penitùs extincta sint & rejecta, & quòd talia aut consimilia durantibus hiis Treugis amodo non imponantur; salvis tamen quoad cætera omnibus Regionum, Urbium, & Locorum aliis Legibus, Statutis, & Consuetudinibus; quibus nichil quoad eorum Jura per præmissa censetur derogatum.

Item, quòd si infra dictos tres Annos, durantibus ipsis Treugis, aliquid contra vires & effectus earundem Treugarum & abstinentiarum Guerrarum, per Terram, Mare, aut Aquas dulces, per aliquem ipsorum Principum, Hæredes, Successores, Subditos, Vassallos utriúsque eorum fuerit attemptatum, actum, aut gestum, quòd omnia ipsa sic attemptata per Conservatores ipsarum Treugarum, nominatos ab ipsis Principibus, seu saltem a Principe eorum sic dampnificantium, infra mensem post requisitionem superinde eis factam, unà cum expensis sic dampnificati aut dampnificatorum restaurentur, reficiantur, & reparentur, sic quòd propter nulla, durante harum Treugarum termino, in contrarium attemptata hæ Treugæ rumpantur nec terminentur, sed in suis viribus usque ad finem dictorum trium annorum permaneant, & pro ipsis attemptatis solummodo puniantur ipsi attemptantes & dampnificantes, & non alii.

Item, pro maturâ & inviolabili harum Treugarum, abstinentiarum Guerrarum, Ligarum, & Confœderationum observantiâ & conservatione electi & nominati sunt,

Ex parte Christianissimi *Franciæ Regis* Conservatores, carissimus Frater & Consanguineus suus, Illustrissimus *Comes Claromontis & Marchiæ*, *Dominus Belli Joci*, necnon Illustris *Ludovicus Bastardus de Borbonio Comes Rossilion* Admiraldus Franciæ,

Et ex parte dicti Serenissimi Principis Angliæ Regis, Illustrissimus *Dux Bedfordiæ* ejusdem Regis Avunculus, ac *Præfectus sive Locumtenens* dicti Regis *Calisiæ* pro tempore existens:

Qui quidem Conservatores dictorum Principum, ac utriúsque eorum, & duo aut unus eorum, ex parte saltem Principis Subditorum dampnificantium, si qui sint nominati nominatúsve, auctoritatem & potestatem habeant & habeat ipsos dampnificantes puniendi, attemptata & dampna contra vires harum Treugarum illata, unà cum expensis dampnificatorum, reficiendi & reparandi;

Et, si contingat ipsos Conservatores per ipsos Principes, ut præmittitur, nominatos, super reformatione aliquorum dictorum attemptatorum fore discordes & inter eos superinde concordare non valentes, quòd eo tunc causa illa referatur Concilio Principis Subditorum sic dampnificantium, aut, si opus sit, utriúsque Principis, dum tamen causa illa summariè & de plano coram eis examinetur & felici marte terminetur.

Quas quidem Treugas Principes antedicti promiserunt, & eorum uterque promisit, in verbo Principis & bonâ fide, juxta vires manutenere & inviolabiliter servare, observaríque facere.

In quorum omnium & singulorum præmissorum fidem & Testimonium, hiis præsentibus Litteris nostris patentibus, manu propriâ subscriptis, magnum Sigillum nostrum apponi fecimus.

Datum *Meleduni* die septimâ decimâ mensis Januarii, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, octuagesimo quinto, & Regni nostri tertio.

CHARLES.

Per Regem in suo Concilio.

Domino

ANNO 1485. — 1486.

Domino *Duce Lotharingiæ*, *Comite Claromontensi*, *Episcopo Petragoricensi*, *Dominis de la Truvaille*, *de Graville*, & *de Insula*, *Ballivis Moldensi* & *Masticonensi*, Magistro *Karolo des Pontaulx* Requestarum Hospitii ejusdem Domini Magistro, & aliis præsentibus.

LEBER.

Sub magno Sigillo Regis Franciæ de cerâ albâ pendente a Canda Pergamena.

LXXXIV.

2. Mars. *Bulla Papæ* INNOCENTII VIII. *qua* HENRICO VII. *Regi Angliæ dispensationem concedit incundi Matrimonii cum* ELISABETHA, EDUARDI IV. *Regis quondam Angliæ Filia. Datum Romæ die 2. Martii* 1485. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. XII. pag. 294.]

INNOCENTIUS EPISCOPUS, Servus Servorum Dei, carissimo in Christo Filio, HENRICO *Angliæ Regi* Illustri, & dilectæ in Christo Filiæ Nobili Mulieri ELIZABETHÆ, claræ memoriæ, EDWARDI *Quarti Angliæ Regis* Illustris *Natæ*, Salutem & Apostolicam Benedictionem.

Ineffabilis sedentis in Trono, cujus potestas & Imperium supra humerum ejus est, cujusque investigabilia sunt Judicia, summi Patris refertus providentiâ, Apostolorum Principis Cœlestis clavigeri Successor *Romanus Pontifex*, cuncta Mundi discurrens climata, omniumque Nationum qualitates & ortus condignè secernens resolutionis acie, juxta Officii debitum, fidelium quorumlibet Pacis & salutis incentiva explorat, & nonnunquam canonum, humanarum (videlicet) editionum, præsertim circa dignitatis & prosapiæ prærogativâ fulgentes, relaxando rigorem, prout Temporum, Personarum & Locorum qualitas persuadet, quod Juris negat severitas, de gratia suæ benignitatis, indulget, prout rationabilibus suadentibus causis in Domino conspicit salubriter expedire.

Sanè pro Parte vestra nobis nuper oblata, & coram Nobis & Venerabilibus Fratribus nostris, Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus, in Consistorio, lecta Petitio continebat quòd vos,

Providè considerantes, causantibus dissentionibus quæ viguerunt inter eos, qui de *Tui Regis* LANCASTRIÆ, & illos, qui de *Tuæ Elizabethæ* EBORACENSIS, nuncupatis domibus sive Familiis, originem traxerunt, Progenitores vestros, inclitum Regnum Angliæ fuit diu vexatum intestinis Bellis & cladibus, cum maxima sanguinis effusione tàm summarum quàm mediocrium & infimarum Personarum,

Et quod tandem tu, *Henrice Rex*, post hujusmodi clades, longúmque ob præfatas dissentiones tui exilium, Dei adjutorio atque clementiâ, ad Regnum præfatum, Jure Hæreditario ad te, legitimum in illo Prædecessorum tuorum Successorem, pertinens, restitutus, & in Regem coronatus, ac a Concilio sive Conventu generali dicti Regni, Parliamentum nuncupato, nemine contradicente, pro eorum vero, legitimo, & indubitato Rege receptus, habitus, tentus, & reputatus fuisti, prout ab universis Prælatis, Proceribus, Magnatibus, & Populis dicti Regni haberis, teneris, & reputaris de præsenti,

Ac cupientes omnes & singulas simultates & discordias, occasione prædictâ, ut præfertur, exortas, extinguere, delere, atque penitùs abolere, Regnúmque præfatum perpetuæ Paci atque tranquillitati restituere,

Idque effici indubitanter credentes si inter Vos *Henricum* & *Elizabetham*, quæ illius, præclaræ memoriæ, *Edwardi quarti* olim præfati Regni Regis primogenita & indubitata Hæres existis, Matrimonium contrahatur,

Requisiti etiam atque interpellati super hoc cum maxima instantia ab eisdem Prælatis, Proceribus, Magnatibus, ac Populis illius Regni,

Desideratis pro ejusdem Regni Pace & quiete hujusmodi, quæ præ ceteris rebus nobis cordi est, invicem matrimonialiter copulari,

Sed, quia quarto & quarto Consanguinitatis & forsan quarto affinitatis gradibus conjuncti estis, hujusmodi desiderium vestrum adimplere nequitis, dispensatione Apostolicâ desuper non obtenta,

Quare, pro parte vestra & ejusdem Regni Prælatorum, Procerum, Magnatum, ac Populorum prædictorum, nobis fuit humiliter supplicatum, ut super hoc vobis de opportunæ dispensationis gratiâ providere de benignitate Apostolicâ dignaremur,

Nos igitur, qui Redemptoris nostri Jesu Christi, in cujus ortum Angeli Pacem hominibus bonæ voluntatis nuntiârunt, quique rediturus ad Patrem Pacem tanquam bonum Hæreditarium suis reliquit Discipulis in discessu, vices quanquam immeriti gerimus in Terris, & Regnum ipsum, quod ob devotionem ac observantiam, inclitæ memoriæ, Angliæ Regum Prædecessorum vestrorum qui pro tempore fuerunt, Romanæ Ecclesiæ inter alia Christianorum Regna peculiare & carissimum semper habitum & reputatum fuit, ac illius Regni Incolas eorúmque Pacem & quietem supremis optamus affectibus, Deo gratum & apud homines commendabile Pacis & quietis desiderium vestrum hujusmodi unà cum Fratribus nostris prædictis plurimum in Domino commendamus, ac ex præmissis & aliis nobis expositis causis hujusmodi supplicationibus inclinati, vobiscum ut, impedimentis prædictis non obstantibus, Matrimonium inter vos contrahere, & nullis præcedentibus Bannis seu Edictis, prout vobis placuerit, etiam tempore per Ecclesiam prohibito, solemnizari & celebrari facere, ac si vobis videbitur carnali copula consumare, & in eo postquam contractum fuerit remanere liberè & licite valeatis, auctoritate Apostolicâ, tenore præsentium, ex certa nostra scientia de specialis dono gratiæ dispensamus, suscipiendam ex hujusmodi inter vos contrahendo Matrimonio prolem legitimam nuntiando:

Nulli ergo omninò hominum liceat hanc paginam nostræ dispensationis infringere, vel ei ausu temerario contraire; siquis autem hoc attemptare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei ac Beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum.

Dat. *Romæ apud Sanctum Petrum* Anno Incarnationis Dominicæ millesimo, quadringentesimo, octuagesimo quinto, sexto Non. Martii, Pontificatûs nostri Anno secundo.

P. DE PERRERIA.

Sub Filis sericis flavi rubeique coloris.

LXXXV.

Landfrieden von Kayser FRIDERICO **mit** MAXIMILIANI **damahls Römischen Königs / und derer Chur-und Fürsten und anderer Stände deß Reichs Rath und Willen / zu Abwendung alles heimischen Kriegs und Aufruhr durch das gantze Heylige Römische Reich / auf 10. Jahr aufgericht. Franckfurth am 17. Martii 1486.** 17. Mars. [Diplomata ÆNEÆ SILVII Historiæ Friderici III. addita. pag. 150. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheilung I. Absatz I. vom Kayser pag. 91. LEHMANNI Chronicon Spirense Libr. VII. Cap. XCVII. pag. 911]

C'est-à-dire,

Paix publique ordonnée pour dix ans, par l'Empereur FREDERIC *de l'avis & consentement de* MAXIMILIEN I. *Roi des Romains & des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, pour prévenir & détourner les Guerres intestines, les troubles & les seditions par toute l'étendue de l'Empire. A Francfort le 17. Mars 1486.*

WIr Friderich von GOTTES Genaden Römischer Keyser / zu allen Ziten Merer deß Richs / zu Hungern / Dalmatien / Croatien rc. König / Hertzog / zu Oesterich / zu Steir / zu Kernten und zu Kran / Heer uff der Windischen Marck und zu Portenaw / Graff zu Habspurg / zu Tirol / zu Phyrt und zu Kyburg / Marggraff zu Burgaw / und Landtgraff in Elsaß / Entbuten allen und jeglichen Unsern und des Heiligen Reichs Churfürsten / Fürsten / Geistlichen und Weltlichen Prelaten / Graf-

fen /

ANNO 1486.

sen/ Fryhern/ Hern/ Rittern / Knechten/ Haubtluthen/ Bitzthumben/ Voigten/ Pflegern/ Verwesern/ Ammluten/ Schultheissen/ Burgermeisteen/ Richteern/ Reten/ Burgern/ und Gemeinen/ und sonst allen andeen Unsern und des Richs Underthanen und getreuwen/ in wes Würden/ Stats oder wesens die sint den diese Unser Keyserliche Brieff oder Abscherfft davon zu lesen oder zu sehen fürkompt oder gezengt wurde/ Unser Gnade und alles gut. Ob wir betrachtent daß aller Welt nit löblichers nicht fruchtbarlichers dan Frid und Einigkeit gesin mag/ dardurch alles gut/ auch ere und gewelts erstlich von kleinen und schwachen aufengen erwachsen/ und widerumb alle Hohe Stende der Welt durch trennung und uneinigkeit von würden zu uneren/ von freyen wesen in dienstbarkeit kommen/ daß Wir mit an sinertzen Unsers gemüts anregen/ und sich erinnern wie in kurtverlonffen Jaren Cristlich Keyserthumb/ Königreich/ Fürstenthumb/ Stande die zu fordeen Ziten die Wurden deß Römischen Richs gehabt/ Christenclich und löblich regieet/ und nun dem lesterlichen Türckischen Volck unterworffen sin/ darzu erschinen vor augen die schaden heimischer Kriege und uffrür/ die Wir so viel wier geflissen sin mit des Allmechtigen und unser aller hilff/ auch Unsern Vermügen abzuwenden/ als die zu diesen Zitten den Heiligen Rich und Tutscher Nacion voeschmeliger zu beswerung/ und andern die ir gemüt gegen Uns und dane Riche geschertfft haben/ zu fürderung und gelegenheit ies furnemmens kommen möchten dargegen wer aber stathafftige Were anheimischen bestentlichen Feinde mit wissen fürzunemen und daruß Ufrure Krige und gezenck im Rich zu verhalten und statlichen Widerstand uffzubringen/ haben Wir mit des Durchlüchtigisten Fursten Maximilian Römischen Königes Unsers lieben Sones/ und auch Unser Kurfürsten/ Fursten/ und Fürsten/ Botschafften/ Räte und der Grossen Heeren und andern in mercklicher zall hier versamlet anruffen/ einen gemeinen Christlichen Fridde durch das gantz Rich Tutscher Nation furgenommen und die nechstkommende zehen Jarn lang zu weren gemacht/ machen/ ordnen und setzen den auch von Romischer Keyserlicher Macht hiemit nach gemelter forme in Krafft diß Brieffs/ also daß von Zitt diese verkündigung neymants von waß Würden/ Stants oder wesens der sey/ den andern beschyden/ bekriegen/ berauben/ fahen/ überziehen/ belegern/ noch auch einige Stetten/ Merckte/ gefestigunge/ Dörffer/ Höffe oder Weiler abstigen oder on des andern willen mit gewaltiger tate fredlich innemen/ oder geverlich mit brande oder inn andere wege dermaß beschedigen soll/ auch niemant solchen Tätteen/ Rat/ Hilff oder in kein ander wise keinen bystant oder Burschub thun/ auch sie nicht herbergen/ husen / hosen/ etzen oder drencken/ enthalten oder geduldden/ sondern wer zu dem andern zusprechen vermeint/ der soll sollichs suchen und thun an den enden und gerichten/ da die sachen ordenlich hingehören oder zu Ußtrage vertedinge sin/ und daruff haben Wir alle offene Vehde und verwarung durch das gantz Rich uffgehebt und abgethon/ heben auch die hiemit uff/ und thun die ab uß Römischer Keyserlicher macht/ inn und mit Krafft diß Brieffs/ und ob jemand/ von was Würden oder Stants der oder die weren/ darüber wie vorgemelt handlen oder zu wandeln understeen würden/ dieselben sollen mit der tate von Recht zu sampt andern Pennen in Unsee und des Heiligen Richs Achte gefallen sin/ die Wir auch hiemit in Unser und des Heiligen Richs Acht erkennen und eerleren/ also das Ir Lib und Gut allermeniglich erlaubt und niemant daran frevelu oder verhandeln soll oder mag. Auch alle verschribung/ pflicht und büntnisse innen zusteen und daruff sie forderung oder zuspruch haben möchten/ sollen gegen Ihenen die Inutn verhafft weren/ abe und todt/ auch die Lehen so viel der Ubersarer der gebruchte den lehnherren verfallen/ und sie dieselben Lehen oder denselben theil so lang und der fried-brechee lebet/ innen oder andern Lehens-erben zu lihen/ odee den sinen theil der abnutz volgen zu lassen nit schuldig sin/ und ob Fürsten/ Groffen/ Herrn/ Ritterschafft oder Stette/ oder die Iren wider diesen Fridden beschedigt würden/ und die detter nit offenbar/ sondern yemant dee verdocht were/ so solten und möchten der Fürsten oder deß Mannen/ Groffen/ Herren/ Ritterschafft/ Underthonen oder Verwandten schade geschehen wern/ den oder dieselben beschriben und für sich vertragen/ entschuldigung mit den eyden von denselben zu nemen. Weren abee die beschedigete gemelter mas keinem Fursten gewant/ so möchten sie die verdochte fordern fur den Land Fürsten/ dem dieselben verdochten gewant odee am nechsten gesessen weren/ sollich entschuldigung zu thund mit dem eyde wie nechst gemelt. Und ob der oder die verdachten sich der entschuldigung inn einigen weg widerten so solten sie der Beschedigung und Fridenbruchs schuldig gehalten und afftermals gegen Jine/ lutt diß gebotts/ mügen gehandelt werden/ doch so solt deeselbig Fürst dem oder denselben geleit ungeverlich zu schriben/ abe und zu sollichem Tag biß wider in Ire bewarsamen für sie und alle die Jhenen sie mit Jne so sollichen Tag brechten ungeverlich/ und ob man die Tags-Brieff Inen nicht möchte zu handen bringen/ soll man die an zweyen oder dreyen enden uffslagen/ do man die verdachte zu zitten gesehen/ oder do sie zuversichtlich Handel und wesen hetten. Ob auch wider diesen fridde und Unser gebott jemand beraubt oder zugriffe geschehen würden/ so sollen alle die Jhenen die des zu frischer tate ermant oder sonst innen werden/ mit macht nachylen und mit flissigen ernst gegen sollichen beschedigern handeln und furnemen dieselben zu handen zu bringen. Es solle auch solche Detter und Fridbrechee niemant husen/ herbergen/ etzen/ drencken/ enthalten/ furschup thun in seiner Oberkeit eigenthum oder Gebieten/ sondern dieselben annemen und zu innen mit dem ernst von Ampts wegen rechten und auch auf männiglichs clage rechts ungesumt von inen helffen/ dawider sie mit schützen schirmen oder furtragen sollen einige tröstung sicherheit oder gelait/ wan sie deß alles usserhalb verwilligung des widertheils unentpfenglich sin/ und nit geniessen sollen in keinen weg/ waan Wir in allen tröstungen/ sicherheiten/ vorworten und geleiten/ von wen die gegeben werden/ sollich Fridbruch wollen ussgenommen und darin nichts begriffen haben/ und ob die Detter oder Ubersarer dieses friedes enthalt oder bevestigung oder sunst dee maß fürschupp und gunst hetten/ also daß stattlicher hilff gegen innen nott wer/ so soll von Unsern wegen durch Unsern Kammerrichter den beschedigten uff Ir ansuchen unverzöglich hilff geben und Gebotts-Brieff on beswerung an Churfürsten/ Fürsten/ Groffen / Herren/ Ritterschafft und Stette gegeben werden in dee allerbesten forme/ nach notturfft/ denselben beschedigten gegen den Ubersareen in alle wege hilff und beystand zu thund mitt Luten und zugen/ und ob es not sin würde zum Velt-zuge/ die Fridbrecher und die Pletze da sie Ire behusung oder enthalt hetten/ zu nöttigen/ zu stroffen und zu stören/ und alß vil reisige und fußknecht sien der eines theils gantz kein Heerschafft haben/ auch ettliche diensts verpflicht/ darinnen sie sich weselich doch nit halten/ sondern in Landen vorteil Ruterye nach ritten/ ordnen/ setzen und wollen wir/ das hinfür solliche Reisig- und fußknechte in dem Heiligen Reich nicht sollen geduldet oder uffenthalten/ sonder wo man die betretten mag/ so sollen sie angenommen hertlich gefragt und umb Ire mißhandlung mit ernst gestrafft/ und auff das wenigst Ir hab und gut angenommen

ANNO 1486. nommen gebuttet und sie mit Eiden und Burgschafften nach notturfften verbunden werden / und ob die Geistliche Personen / des Wie Uns yn nit versehen / wider diesen Unsern Friddenn und Gebott handelen wurden / so sollen die Prelaten die on mittel ordenlichen Gerichts-Zwang gegen ien haben / sie uff ansuchen des beschedigten ungesumpt daran halten kerung und wandel der scheden zu thund / auch sie hertlich umb die Uberfarung zu stroffen / und ob dieselbig snnung wurden / so setzen Wie sie hiemit uß Unser und deß Richs Gnade und Schirm / wolten sie auch als Irree des fridens in Je widerwertigkeit nit versprechen oder vertedingen in keinen weg. Es soll auch wider diesen Friden neymand mit verschribungen / pflichten oder in einigen andern weg verbunden werden / wann wir solliches alles uß Krafft Unser Keyserlichen Oberkeit Krafftloß / unbündig erkennen und erkleren / und ob jemane uff sine verschribug zu pfenden vermeint / ob die in mangel der bezalung immer das zugeben / der soll doch zuvor die pfandung vier Wuchen sinen schuldenern offentlich verkunden / damit sollichs fürkommen und uffrur verhalten werden / und daruff enpfhelen Wie allen und yeden obgeschribenen / euch auch hiemit uß Römischer Keyserlicher Macht by den eiden und pflichten ir Uns von des Richs wegen insonderheit geton / und by dem gehorsam Jr Uns als Römischen Keyßer verwannt sint / und by Verlust aller Gnaden / Privilegien und Rechte / so Jr von Uns und dem Heiligen Rich oder andern habt / ernstlich und vesteclich gebieten / das Jr diesen obgeschribnen Fridden und Unser Gebott mitt allen Puncten / Artickeln und Inhalt stete und vest halten / auch durch üwer Fürstenthumb / Grafffschafft / Heerschafft / Gebiete und was jeglicher inn Regierung und Bevelche hat / mit üwern Amptlüten / Vitzthumen / Pflegern / Statthaltern / wie die namen haben / auch ewern Underthonen zu halten und zu vollenziehen ernstlich schaffent und bestellent / daran nit sumig sigent / noch darwider trachtend oder thut heimlich oder offenlich in keine wise / alle vorgemelt zusampt andern penen der gemeinen Richs-Recht Unser Königlich Reformation und Unser swere Ungnade zu vermeiden. Wir setzen auch hindan alle und jegliche Gnade / Privilegia und Freyheit / Herkommen Büntnusse und Pflicht von Uns oder Unsern Vorfaren am Rich oder andern hievor ußgangen und verfaßt / in dem und die in einiche wise wider diesen Unsern Fridden gesin oder gethun möchten / mit waß Worten / Clausulen / Meynungen die gesetzt oder gepflicheiget weren / die Wir auch uß Römischer Keyserlicher Macht volkommenheit hiemit hindan setzen und wollen / daß sich neymandt von was Würden / stands oder wesens der sey / wider diesen fridden und gebott durch sollich Gnaden / Fryheit / Herkommen oder Verbuntnisse schützen / schirmen oder verantwurten solle oder möge in kein Wise / und soll diese Fridde und Gebott / dem gemeinen Unsern und des Richs-Recht und andern Gebotten voemalß ußgangen nit abbrechen / sondern das meren / ud uff stunde jederman nach dieser Verkündung den zu halten schuldig / derselbig auch Uns an Unser Keyserlichen Oberkeit dem abe und zu zusetzen / auch jedermann an siner Oberkeit und gerechtigkeit unschedlig sin. Hiebey sin gewest Unsere lieben andechtigen Vettern / Oheimen / Schwöger und getrüwen Chursürsten / Fürsten und Fürsten / Bottschafft / Groffen / Herren / Ritterschafft und der Stette Sendebotten in trefflicher anzale / mit Urkund diß Brieffs besiegelt mitt Unser Keyserlichen Majestät anhangenden Insiegelung. Geben zu Franckfurth am siebenczehenden Tage des Monats Martii / nach Christi Geburt vierzehenhundert und im sechs und achtzigesten / Unser Riche des Römischen im sechs und viertzigesten / des Keyserthums im vier und dreissigesten / und deß Hungerischen im acht und zwantzigsten Jare.

Ad Mandatum Domini Imperatoris in Consilio.

Collationata, & concordat cum Originali. Ambrosius Diethcrich Notarius iceipsie.

LXXXVI.

20. Mars. Vereinung Kayssers FRIDERICI und dessen Herrn Sohns MAXIMILIANI I. Römischen Königs / derer Churfürsten und Fürsten des Reichs / wider MATTHIAN CORVINUM König in Ungarn. Geben zu Franckfurth am 20. Tag Martii 1486. [MULLERI Reichs-Tags-Theatrum / Vorstellung VI. Cap. II. pag. 1.]

C'est-à-dire,

Confederation de FREDERIC *Empereur*, *& de* MAXIMILIEN I. *Roi des Romains son Fils*, *avec les Electeurs & Princes de l'Empire contre* MATHIAS CORVIN *Roi de Hongrie. A Francfort le* 20. *Mars* 1486.

VOn Gotts Gnad Wir Fridrich / Römischer Keyser / und Wir Maximilian Römischer König &c. beede Merer des Reichs / für Uns / von wegen des Römischen Reichs / und Unser Erben und Erbland / und wie nachgenannten N. und N. für Uns / Unsere Nachkommen und Erben / bekennen und thun kunt mit diesem Briefe / als auf diesem Tag hie zu Franckfurt ein gewalter Heerzug / zu Widerstand dem König von Hungarn / fürgenommen und darinn ydermann uf ein Anzale gesezt und zu schicken angeschlagen ist / alles uf Maß und Form / in denselben Hendeln erlawt und begriffen / derohalben zu bedencken steet / ob der gemelt König einen oder mer / in diesem Anschlag begriffen / über ordenlich redliche Rechtgebothe mit Gewalt überziehen / daß / solches zu gedulden / dem Heiligen Riche Abbruch und Trennung geben würde. Dasselbig zuvorkommen / haben wir obgenannten alle Uns einmüthiglich vertragen / also / ob der genant König / sein Hauptleute oder ander / aus Ursachen diß Fürnemens / einen oder mer derjenen / die in diesem Anslag sein begriffen / über solch ordenlich / redliche Rechtgebote mit Gewalt überziehen würde / daß wir mit den / die uf diesem Tag zu der Hilf gegen dem König vorgemelt angesehen und angeslagen sein / den die überzogin weren / getrewe Hilf und Bystand thun sollen und wollen / und Unser iglicher in vier Wochen den nechsten / nachdem und er deßhalben beschriben und ersucht wirt / demselben Uberzogenen so viel desto stercker und statlicher zu Roß und Fuß zu schicken / als er denselben Ohrten näher und gesessener ist / und die andern / so ferre gesessen sein / oder nach seinem Vermögen / alle auf iren eigen reisigen Schaden / und des oder derjenen Kosten / den die Hilf also geschee. Derselbe Kost aus- und angehen solt / an den Slessen / Stetten oder Flecken / des / dem die Hilf geschee / und die den geschickten Zewgen und Rotten gelegen wern / dieselben Geschickten sollen auch dem oder den / so sie zu Hilf zügen / getreulich helffen und nicht ablassen / biß so lang solcher Uberzug des Königs abgewendt und gestillet wer; Auch solt sich nymand hinter dem andern mit dem König / oder andern / von des Königs wegen / Friden vorworten oder richten / sundern so Anstand / Fride oder Richtung durch den / der überzogen wer / würden angenommen / so selten alle / die Ihme Hilfe und Beistand

ANNO 1486.

stand gethan hetten / darianen verfaßt und versorgt werden. Ob auch Sloß / Stette oder Gefangen erobert / und zu Handen brache würden / dieselben sollen dein volgea / dein die Hilf geschee / doch daß den / die die yre dobey hetten / ein zimlich Vergleichung irer Scheden / die sie erlitten hetten / geschee / was aber an die Beut gehört / soll gepeut und damit gehalten werden / wie Gewonheit ist. Es sollen auch die Gefangen / ob die von beidea Teiln wern / gegen einander ledig gegeben / und darinnen aufrichtlich und ungeverlich gehalten werden.

Würden auch andre Gezunge und Nation einichen Churfürsten / Fürsten oder andre / in Anslag begriffen / über Rechtgebotte / wie vorgemeldet / mit Gewalt überziehen: So solten die nechst gesessen Churfürsten / Fürsten / und andere demselben Uberzogenen zuschicken getreue Hilf / und Beistand thun / alles auf Maß und Weiß / wie obgeschriben steet / auf daß das Heilige Riche an allen Ohrten und seinen Geliden versorgt und gehandhapt werde.

Es sollen auch andre / die im Anslag bestimt / und wie hie fein / yre Beibrive dieser Einung zuvor und auf Zusage irer Hilf hie und zwischen N. Tag / vereigen / und neben diese Verschreibung erlegen / domit hierinne kein Irrung oder Trennung erscheyne / und dieser Vertrag soll besteen und wern drey Jare die nechsten / und darafter todte und craffloß sein.

Und darauf gereden wir Keyser / König und Kurfürsten obgemelt / für Uns / Unsere Erben and Nachkommen / die vorgeschriben Artickel alle stete und veste zu halten / dowider aicht zu thun / noch zu thua gestatten / in keinen Weg / alle Geverde und Aegelist hierinne genzlich ausgeschlossen. Des zu Urkunde hat Unser yder sein Insigel an diesen Brive thun hencken / der geben ist zu Franckfurt am 20sten Tag M. CCCC. LXXXVI.

LXXXVII.

27. Mars. *Bulla Papæ* INNOCENTII VIII. *qua* HENRICO VII. *Regi Angliæ, Jus in Regnum Angliæ, liberisque ipsius legitimam Successionem asserit. Data Romæ die 27. Martii* 1486. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. XII. pag. 297.]

INNOCENTIUS Episcopus, Servus Servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam.

ROMANUS PONTIFEX, in quo potestatis plenitudo consistit, inter curas multiplices, quibus rerum negotiorúmque varietatibus continuè premitur, ad ea ex debito Pastoralis Officii sibi commissi solicitè intendere debet, per quæ inter Catholicos Principes eorúmque Vasallos & Subditos Pacis & quietis, coadjuvante Domino, conservetur amœnitas, & quæ hiis contraria sunt ac scandala producunt per suæ vigilantiæ studium radicitùs extirpentur, prout, Personarum, Locorum & Temporum qualitate pensatâ, id in Domino conspicit salubriter expedire.

Nuper siquidem, pro parte carissimi in Christo Filii nostri HENRICI VII. *Angliæ Regis* Illustris & dilectæ in Christo Filiæ Nobilis mulieris ELIZABETHÆ claræ memoriæ EDWARDI IV. *dicti Regni olim Regis Primogenitæ*, nobis exposito quòd ipsi, ad submovendum contentiones quæ de Regno ipso fuerant inter eorum Prædecessores *de Lancastria*, de qua *Henricus ipse Rex*, & *Eboracensis*, *melius Domibus & Familiis dicti Regni*, de qua *Elizabet*, præfati originem trahebant, quarum occasione in Regno ipso gravia scandala retroactis temporibus exorta fuerant, desiderabant invicem Matrimonium contrahere,

Sed quia quarto & quarto Consanguinitatis & forsan Affinitatis gradibus invicem conjuncti erant, eorum desiderium hujusmodi in ea parte adimplere non poterant Dispensatione Apostolicâ desuper non obtentâ.

Nos, tunc cupientes perpetuæ tranquillitati, Paci & quieti dicti Regni, quemadmodum decet pium & communem Patrem & Pastorem omnium Christianorum, providere, ac discordiis quæ in eo Regno diu inter descendentes ex Domibus prædictis, cum maximo ipsius Regni detrimento, viguerant finem imponere, illúdque futuris dissentionibus occurrendo pacatum & quietum perpetuis temporibus reddere, ac Christiani Sanguinis effusionem evitare, cum eisdem *Henrico Rege* & *Elizabetha* ut, hujusmodi Consanguinitatis & forsan Affinitatis impedimentis non obstantibus, Matrimonium inter se contrahere, & in eo, postquam contractum foret, remanere licitè & licitè possent, per alias nostras Litteras gratiosè dispensavimus, suscipiendam ex hujusmodi Matrimonio prolem legitimam nuntiando.

Cum autem, sicut accepimus, *Henricus Rex præfatus*, quanquam non modò Jure Belli ac notorio & indubitato proximo Successionis titulo, verùm etiam omnium Prælatorum, Procerum, Magnatum, Nobilium totiúsque ejusdem Regni Angliæ Plebis electione & voto, necnon Decreto, Statuto & Ordinatione ipsius Angliæ Regni trium Statuum in ipsorum Conventu, Parliamento nuncupato, propter hoc publicè & generaliter celebrato, jus ipsius Regni Angliæ ad ipsum *Henricum VII. Angliæ Regem* suósque Hæredes suo ex corpore procreandos indubitanter de Jure pertineret eidémque delatum foret.

Ad omnes tamen discordias & dissentiones, quæ olim inter Illustres LANCASTRIÆ & EBORACENSEM Domos prædictas viguerant tollendas atque imperpetuum abolendas, ac pro firma & perpetua Pace in eodem Regno observanda, ad præcipuam & specialem ipsorum trium Statuum dicti Regni requisitionem, assenserit eandem *Elizabetham Principissam*, immortalis Famæ *Regis Edwardi præfati primogenitam & veram Hæredem*, ducere habereque in uxorem, dummodò primitus a Nobis oportuna Dispensatio super impedimentis prædictis obtineretur;

Nos, qui unà cum Venerabilibus Fratribus nostris Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus omnia & singula supradicta paternâ caritate considerantes, non solum super Matrimonio hujusmodi inter *Henricum Regem & Elizabetham Principissam* præfatos, ut præfertur, contrahendo, ex causis supradictis, per dictas nostras Litteras, dispensavimus, sed etiam prolem suscipiendam ex eo ad succedendum eisdem *Regi* & *Elizabethæ* legitimam nuntiavimus, prout in ipsius Dispensationis Litteris pleniùs continetur, motu proprio, non ad *Henrici Regis* aut *Elizabethæ* prædictorum aut alterius pro nobis super hoc oblatæ Petitionis instantiam, sed de nostra mera liberalitate & ex certa nostra scientia, hujusmodi Dispensationem nec non Matrimonium, illius vigore prædictæ contrahendum, seu cujúsvis alterius Dispensationis desuper a Sede Apostolica vel illius Penitentiaria aut Legatis sive Nunciis, ad id facultatem ab eadem Sede habentibus, forsan obtentæ, pro tempore contractum, quarum quidem Litterarum nostrarum & aliarum prædictarum Dispensationum tenores præsentibus, ac si de verbo ad verbum insererentur, habere volumus pro expressis, legitimamque Liberorum Successionem, ac etiam Declarationem, Pronuntiationem & Decretum Parliamenti tàm super Titulo *ipsius Henrici Regis* quàm super Successione Liberorum ac Hæredum suorum, nec non omnia alia & singula præmissa auctoritate Apostolicâ præsentium tenore confirmamus & approbamus, ac robur perpetuæ & inviolabilis verè firmitatis obtinere eadem auctoritate pronuntiamus, decernimus atque declaramus, supplemúsque omnes & singulos defectus tàm Juris quàm facti, si qui forsan intervenerint in eisdem aut aliquo præmissorum.

Monemúsque & requirimus, motu, scientiâ, & auctoritate prædictis, omnes & singulos dicti Regni Incolas, & ejusdem *Henrici Regis* Subditos, cujuscúmque gradûs, statûs, seu conditionis existant, etiam si Ducali vel majori Dignitate præfulgeant, eisque & cuilibet eorum districtè præcipiendo inhibemus nè ipsi aut aliquis eorum novos Tumultus, occasione Juris succedendi hujusmodi vel quocúmque quovis quæsito colore, aut quacúmque aliâ causâ, in eodem Regno per se vel alium seu alios movere seu moveri facere, Dispensationi, Declarationi, & Decreto hujusmodi, aut Paci tranquillitative ipsius Angliæ Regni contraveniendo quovis modo præsumant, sub Excommunicationis & majoris Anathematis pœna,

Quam omnes & singuli hujusmodi Tumultus novos excitantes vel excitari facientes atque Pacem & Regni præfati tranquillitatem posthac nequiter perturbantes aut prædictis contravenientes, ex nunc prout ex tunc & ex tunc prout ex nunc, (cujuscúnque, ut præfertur, Dignitatis, statûs, gradûs, seu conditionis existant,

etiam

ANNO 1486. etiam si Ducali aut majori præfulgeant dignitate) eo ipso incurrant, eósque incurrere & illius vinculo innodatos & involutos ipso facto esse eisdem motu, scientiâ & auctoritate volumus, statuimus, decernimus atque declaramus,

A quo quidem Excommunicationis & Anathematis vinculo ab alio quàm Sede Apostolicâ præfatâ, aut cui ipsa Sedes id specialiter & specificè commiserit, præterquam in mortis articulo constituti, nequeant Absolutionis beneficium obtinere.

Et si (quod Deus avertat) contingat *ipsam Elizabetham*, prole ex dicto *Henrico Rege* non susceptâ, vel susceptâ non tamen tunc superstite, decedere ante *ipsum Regem*, eo casu prolem ex ipso *Rege Henrico* & aliâ quacúnque ejus legitimâ uxore, ab eo superducendâ, in omni Jure Hæreditario Regni hujusmodi juxta antedictum ipsius Parliamenti Decretum & hujusmodi nostrum, illius approbationem, & confirmationem super hujusmodi Decreto & aliis prædictis, ut præmittitur, factam, succedere debere similibus motu, scientia & auctoritate etiam decernimus & declaramus;

Et ne, in hujusmodi eventum, quispiam prolis præfatæ successionem hujusmodi, quovis quæsito colore, impedire aut impediendum novos Tumultus in eodem Regno per se vel alios excitare vel excitari facere vel procurare præsumat, sub præfatis Censuris & pœnis, quas omnes & singuli novos Tumultus, ut præfertur, ex quacunque causa in contrarium excitantes aut excitari facientes, eo ipso incurrant, & a quibus ab alio quàm Sede prædictâ, & cui Sedes ipsa id specialiter commiserit, absolvi nequeant, præterquam in mortis articulo constituti, pari motu, scientiâ & auctoritate prohibemus.

Et quoscunque, tàm Principes exteros quàm dicti Regni incolas, præstantes opem & succursum *eidem Henrico Regi*, ejúsve descendentibus in eodem Regno Successoribus Angliæ Regibus, contra eorum Rebelles aut aliqua contra præmissa quovis pacto molientes, eisdem motu, scientia & auctoritate benedicimus, & illis, quos sic faciendo in tam justa causa decedere contigerit, plenariam omnium suorum peccatorum indulgentiam & remissionem elargimur,

Et nichilominus universis & singulis Episcopis, Monasteriorum Abbatibus, Metropolitanis & aliarum Cathedralium & Collegiatarum Decanis, Archidiaconis, Canonicis, Parrochialiúmque & aliarum Ecclesiarum Rectoribus sive Vicariis perpetuis, Prioratuum & Domorum cujúsvis etiam Mendicantium Ordinum Prioribus & Guardianis, & quibuscúnque aliis Ecclesiasticis Personis exemptis & non exemptis, similibus motu, scientia & auctoritate, sub Interdicti ingressus Ecclesiæ in Episcopos & Superiores, ac Excommunicationis latæ Sententiæ pœna in inferiores ab eis, eo ipso per eos, si non paruerint, incurrenda, mandamus quatinus ipsi & quilibet eorum, cum, pro parte præfati *Henrici Regis*, Hæredum & Successorum suorum hujusmodi quorumcúmque, fuerint desuper requisiti, contravenientes hujusmodi & novos Tumultus excitantes in Ecclesiis suis & aliis Locis publicis, inter Missarum & aliorum Divinorum Officiorum solemnia, necnon aliis temporibus congruis, totiens quotiens requisiti fuerint, excommunicatos & anathematizatos esse & hujusmodi Sententias & Censuras incurrisse publicè nuntient, faciántque ab aliis nunciari, & ab omnibus arctius evitari, ac, legitimis super hiis habendis servatis Processibus, Censuras & pœnas hujusmodi iteratis vicibus aggravent, contradictores quoslibet & rebelles per Censuram Ecclesiasticam & alia Juris remedia, Appellatione postpositâ, compescendo, invocato ad hoc, si opus fuerit, auxilio Brachii secularis;

Non obstantibus Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis, concessis quoque per Nos & Sedem præfatam Privilegiis & Litteris Apostolicis, quibus illa etiam *si de eis eorumque totis tenoribus*, seu quævis alia expressio habenda esset, & in eis caveretur expressè quòd illis non intelligeretur unquam derogatum, nisi dum & quotiens sub certis inibi expressis modo & formâ contingeret derogari præsentibus, pro expressis & insertis habentes quoad præmissa specialiter & expressè derogamus contrariis quibuscúnque, seu si eisdem Episcopis, Abbatibus, Decanis, Archidiaconis, Rectoribus, Vicariis perpetuis, Prioribus, Guardianis & aliis Ecclesiasticis Personis ac Ducibus & aliis prædictis vel quibúsvis communiter vel divisim a dicta sit Sede indultum quod interdici, suspendi vel excommunicari non possint per Litteras Apostolicas, non facientes plenam & expressam ac de verbo ad verbum de Indulto hujusmodi mentionem, & qualibet aliâ dictæ Sedis Indulgentia generali vel speciali, cujuscúnque tenoris existat, per quam præsentibus non expressam vel totaliter non insertam effectus earum impediri valeat quomodolibet vel differri, & de qua cujusque toto tenore habenda sit in nostris Litteris mentio specialis. ANNO 1486.

Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ confirmationis, approbationis, pronuntiationis, constitutionis, declarationis, suppletionis, monitionis, requisitionis, inhibitionis, voluntatis, statuti, decreti, prohibitionis, benedictionis, concessionis, mandati, & derogationis infringere, &c.

Dat. *Romæ apud Sanctum Petrum*, Anno Incarnationis Dominicæ millesimo, quadringentesimo, octuagesimo sexto, sexto Kal. Aprilis, Pontificatûs nostri Anno secundo.

MAN.

Gratis de Mandato Domini nostri Papæ.

JO. LAURENTIUS *pro R.*

HIE. BALBANUS.

L. DE MARCELLINIS.

Sub Sigillo plumbeo a filis sericis flavi rubeique coloris pendente.

INNOCENTIUS PAPA VIII.

LXXXVIII.

Quittung JOHANNSS Truchsässen von Waldburg des ältern / daß Jhme der Pfand-schilling / so Er auf der Land-Vogthey in Ober-und Niedern Schwaben gehabt (neml. 13200. Gulden Rheinisch / von Ertz-Hertzog Sigmunden zu Oesterreich ausgezahlet werden. Geben am Sonntage nach St. Georgen-Tag 1486. [Entgegen gesetzte Erinnerung des Löblichen Schwäbischen Creyses interessirter Stände publicirte gegen-Information das Land-Gericht in Schwaben betreffend / sub Beylage Num. XIII. Apud LUNIG in Grundveste Europäischer Potenzen Gerechtsamen Part. II. Cap. IV. pag. 64.] 1. Mai.

C'est-à-dire,

Quitance de JEAN TRUCSAS DE WALDBOUNG *l'ainé, par laquelle il reconnoit avoir reçu de* SIGISMOND *Archiduc d'Autriche la somme de 13200. Florins du Rhin, pour laquelle la* Landvogthie *ou Bailliage Provincial de la Haute & Basse* Suabe *lui avoit été engagé. Faite le Lundi après la St. George 1486.*

JCh Johannes Truchsäß zu Walpurg der Elter / Bekenn mit disem Brieff offentlich / und thue kundt allermänniglich / daß mir der Fromm / Vöst Heinrich Horber / 2c. 2c. 2c. meines gnädigisten Herrn / Ertzhertzog Sigmunds zu Oesterreich / 2c. Räthe / also paar gütlich außgericht / gewerth und bezahlt haben / dreyzehen tausend und zwey hundert guter Reinischer Gulden / als für den Pfandtschilling / so meine Vordern und Jch / auff der Laudvogthey in Obern und Nidern Schwaben gehabt haben / Junhalt der Pfandt-und Versatz-Brieff / die ich ihm an Seiner Gnaden statt auch hiemit überantwort hab / auch dem benanuten Heinrichen Horber darauf das Schloß ob Ravenspurg mit sambt ander Gerechtigkeit und Zugehörd / der Landvogthey Rödel und Urbuch eingegeben / und hieme gantz verzigen / und entzigen aller Gerechtigkeit daran Und hierauff sag und laß ich den obgenannten meinen Gnädigisten Herrn / auch den bemeldten Heinrichen Horber von seiner Gnaden wegen / solcher dreyzehen tausend und zwey hundert Gulden Reinischer / gantz quitt / ledig und loß. Mit Urkundt diß Brieffs / darinn ich zu End der Geschrifft mein aigen Jnsigel hab thun trucken. Geben und beschehen am Montag nach Sanct Georgen Tag / nach Christi Unsers HErrn Geburt gezehlt Tausend vier hundert achtzig und sechs Jahr.

ANNO 1486. 3. Juill.

LXXXIX.

Treugæ, seu Induciæ Triennales inter HENRICUM VII. *Regem Angliæ, &* JACOBUM IV. *Regem Scotiæ, conclusæ Londini die 3. Julii, Anno* 1486. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. XII. pag. 285.]

HÆC INDENTURA,

FACTA inter Nos *Wilelmum Episcopum Aberdonensem, Johan. Dominum Bothvil. Johan. Dominum Kennydy*, Milites, *Robertum Abbatem Monasterii Sanctæ Crucis prope Edinburgh, Archibaldum Qubitelaw Archidiaconum Laudoniæ* Secretarium, ac *Johannem Roos* de Montgrenane, Serenissimi & Illustrissimi Principis *Jacobi*, Dei gratiâ, *Regis Scotorum* Consiliarios, Commissarios, Oratores, Legatos, & Nuncios speciales ex unâ, &, Reverendos in Christo Patres, *Johannem Wigorniensem & Johannem Lincolniensem* Episcopos, Fratrem *Johannem Weston* Priorem Ordinis Sancti Johannis Jerusalem in Angliâ, & *Johannem Dominum de Dynham*, Milites, *Thomam Lovell* Thesaurarium Cameræ Regiæ, & Magistrum *Henricum Aynesworth* Legum Doctorem Canonicum Lincolniensem secundarium in Officio privati Sigilli, Excellentissimi Principis *Henrici*, eadem gratia, *Regis Angliæ* Consiliarios & Commissarios partibus ab altera,

TESTATUR quòd Nos Commissarii Excellentissimi Principis *Regis Scotorum antedicti* cum præfatis Commissariis Inclitissimi Principis *Regis Angliæ*, atque ipsi nobiscum per nonnullos dies mensis Junii & Julii, Anni Domini millesimi, quadringentesimi, octuagesimi sexti, in Civitate Londoniarum mutuò convenientes, post nonnullos Tractatus, Communicationes, & deliberationes inter nos habitos, tandem auctoritate & virtute nostrarum Commissionum hinc inde per Patentes Literas dictorum Regum, nobis ac ipsis divisim factas (quarum tenores de verbo ad verbum interius inseruntur) appunctuavimus, convenimus, concordavimus, & conclusimus; appunctuamus, convenimus, concordamus, & concludimus, nos & ipsi nobiscum, nominibus Principum nostrorum prædictorum, in omnibus & per omnia, prout in sequentibus Articulis plenius continetur.

INPRIMIS, appunctuatum, conventum, concordatum & conclusum est, quòd inter Serenissimos Reges & Principes antedictos, viz. *Jacobum*, Dei gratiâ, *Regem Scotorum* ex unâ; & *Henricum*, eâdem gratiâ, *Angliæ Regem* partibus ab alterâ, pro se suisque utrinque Hæredibus & Successoribus, Regnis, Patriis, Terris, Dominiis, Subditis, Ligeis, Vassallis, Amicis, Alligatis, Confœderatis, Faventibus & Adhærentibus quibuscúnque caperentur, inirentur, concordarentur, & concluderentur, & jam de facto capiuntur, ineuntur, concordantur, & concluduntur firmæ & inviolabiles Treugæ, & Guerrarum abstinentiæ, tàm per Terram, quam per Mare & Aquas dulces, *incepturæ ab ortu Solis tertiæ diei mensis Julii instantis, Anni Domini millesimi, quadringentesimi, octuagesimi sexti, & duraturæ per tres Annos continuè ex tunc sequentes*, viz. *ad ortum Solis tertiæ diei mensis Julii, qui erit Anno Domini millesimo, quadringentesimo, octuagesimo nono.*

Item, concordatum & conclusum est, quòd durantibus Treugis, seu Guerrarum abstinentiis antedictis, nullus dictorum Principum movebit per se, neque per Subditos suos aut alios quoscúnque seu moveri permittet Guerram per Terram, Mare neque Aquas dulces adversus alium dictorum Principum, Subditos aut Ligeos suos: Nec dabit consilium, auxilium, aut favorem, ut hujusmodi Guerra moveatur vel excitetur.

Item, conclusum est, si durantibus dictis Treugis & Guerrarum abstinentiis *, quòd vi tempestatis aut alia impellente necessariâ causâ navigantes Naufragium passi fuerint de unâ parte vel aliâ, dummodò Persona humana superstes fuerit, bona & Navis non intelligentur a proprietariis auferenda; set illis reservabuntur qui Domini & proprietarii antea fuerint.

* L'Imprimeur a omis ici apparemment [illegible]

Item, quod si, durantibus dictis Guerrarum abstinentiis, contingat aliquos Subditos sive Ligeos alterius vel utriusque Principis prædicti per Mare ex quacúnque rationabili vel licitâ causâ navigantes, sive Mercatores fuerint, sive peregrini, aut alii cujuscúnque conditionis, status, seu gradûs fuerint, etiamsi Regali, Ducali, Archiepiscopali, Episcopali, Comitiali, aut interioris gradûs homines, vi Tempestatis, seu aliâ rationabili urgenteque causâ ad hoc eos omnino impellente, cum ipsi hoc non affectaverint, nec id tempore recessûs eorum a Patriâ sua proposuerint, applicare in aliquo Portu sive loco quocúnque Regni alterius Principis, & naufragium pati, dummodo aliqua Persona humana in Navi sic Naufragium passâ superstes existat; non licebit alteri Principum, seu alicui vel aliquibus Subditorum seu Ligeorum suorum, per se vel alios, ipsos sic appulsos seu Naufragium passos, eorum Naves, Bona, Mercandisas, aurum, argentum monetatum vel non monetatum, Jocalia, vestes aureas, sericas, laneas, vel lineas, sive res alias quascúnque in hujusmodi adductas capere, rapere, vel ab eisdem sic appulsis, vel Naufragium passis aut passo auferre quovismodo, vel detinere, aut ratione delicti alicujus Personæ easdem res, Bona, vel Mercandisas arrestare, vel arrestari facere: Set licebit ipsis sic appulsis, aut Naufragium passis, cum Navibus, Bonis, Mercandisis, & rebus suis prædictis, causâ hujusmodi cessante, prout sic appulsi, & Naufragium passi, eorum Nave refectâ, tenebuntur quamcitius commode valeant recedere, absque quibuscúnque impetitione, impedimento, arrestâ, seu aliâ occasione quâcúmque sibi per alterum Principem, aliquem vel aliquos ejusdem Subditum vel Subditos, obiciendis seu etiam faciendis.

Item, conclusum est quòd, si aliquis vel aliqui Subditorum vel Ligeorum alterius Principis, sic, ut præmittitur, appulsus vel appulsi, sive in Regnum alterius sub salvo conductu veniens vel venientes, ante diem expirationis salvi conductûs sui adversâ valetudine adeò vexetur vel vexentur, quòd sic appulsus vel appulsi, aut Naufragium passus vel passi, aut sub salvo conductu veniens vel venientes, cum Navi vel Navibus quâ vel quibus applicuit vel applicuerunt, vel ante diem expirationis sui salvi conductûs sic veniens vel venientes nequeat vel nequeant commodè recedere, & in proprias partes se recipere; tunc benè licebit sic appulso vel appulsis, Naufragium passo vel passis, ac venienti vel venientibus, infirmo vel infirmis, læso vel læsis, cuicúnque & quibuscúnque, salvò & securè in loco quo sic appulsus vel appulsi Naufragium passus vel passi applicuerit vel applicuerint expectare, quousque reconvaluerit vel reconvaluerint, extunc cum Litteris Testimonialibus Majoris, Ballivi, Constabularii, aut alterius alicujus Officiarii Regis in loco quo sic eum vel eos infirmari seu lædi contigerit, eidem vel eisdem sub moderatis expensis concedendis & tradendis, causâ hujusmodi infirmitatis vel læsionis cessante, in proprias partes recedere: Idémque infirmus seu læsus, infirmi seu læsi, sic recedere debebit & debebunt absque impedimento vel obstaculo quocúnque sibi per aliquem Subditorum vel Ligeorum utriùsque Regum quomodolibet faciendis; ita tamen quòd interim nichil præjudiciale contra alterum Principem, Regnum, seu Ligeos ejusdem attemptet vel attemptent, fierive procuret seu procurent.

PRÆTEREA, conclusum est quòd, si, eisdem Guerrarum Abstinentiis durantibus, contigerit aliquem non Subditum vel aliquos non Subditos utriùsque Principis Navem vel Naves, Personam vel Personas, Res, Mercandisas, aut Bona quæcúnque alicujus vel aliquorum Subditi vel Subditorum alterius Principis capere, & eas vel ea in aliquem Locum vel Portum alteri Regi subjectum adducere; non licebit ipsi Regi, vel alicui Subdito sive Ligeo suo eas vel ea, seu aliquam partem eorundem emere, seu quovismodo ad utilitatem suam receptare, absque consensu ejus vel eorum ad quem vel ad quos bona seu res hujusmodi ante eorum captionem verè pertinebant, aut eorum Factorum: Et si Mercator vel Proprietarius bonorum, vel ejus Factor non fuerit præsens, tunc sufficiet Licentia Magistri, Ductoris, seu Gubernatoris Navis ante captionem, & aliarum personarum in eâdem existentium; quòd si per aliquem eorum quicquam in contrarium hujusmodi Ordinationis factum, vel attemptatum fuerit, tunc Personæ, Bona, Mercandisæ, & res quæcúnque, sic emptæ sive receptæ, illi vel illis, ad quem vel ad quos bona hujusmodi verè pertinebant, dolo, fraude, malóve ingenio cessantibus quibuscúnque, integraliter restituentur per sic ementes sive recipientes, eo modo quo restitui debent, si a Subditis illius Regis capta fuissent in cujus Regno res hujusmodi emptæ erant: Et nichilominus sic attemptans tanquam violator harum abstinentiarum Guerrarum pro modo & qualitate criminis punietur.

Item, conclusum est quòd, si, durantibus prædictis Guer-

Guerrarum abstinentiis contingat aliquam Navem alterius Partium prædictarum Naufragium pati aut rumpi, & aliqua personarum existentium in Navi sic Naufragium passâ vel ruptâ superstes remanserit; cessantibus in eâ parte dolo, fraude, & malo ingenio quibuscúnque, Mercandisæ, Bona, & Res quæcúnque quæ de dictâ Nave projecta sunt, vel eâdem extracta, vel in Mari collecta, seu ad Terram venientia, seu alias quovismodo salva & salvata, per eos ad quorum manus Res, Mercandisæ, & Bona hujusmodi devenerunt nullatenus dissipentur, diminuantur, alienentur, dividantur, nec quovis modo subtrahantur, aut concelentur; sed integra sine diminutione quâcúnque Gubernatori illius Dominii sive Loci, in quod vel in quem dicta bona devenerunt, seu ejus Deputato, fideliter & sine fraude deliberentur atque tradantur ad usum & utilitatem illius vel illorum, ad quem vel ad quos bona ipsa, rei veritate inspectâ, pertinere noscuntur conservanda; cui vel quibus intra spatium unius anni, a tempore notitiæ Naufragii vel rupturæ Navis computandi, liceat pro recuperatione & restitutione rerum, Mercandisarum, & bonorum hujusmodi prosequi coram Judice in eâ parte competente: cui vel quibus sic prosequenti vel prosequentibus, seu eorum executoribus, realiter & effectualiter tradi, liberari, & restitui debent; solutis tamen & refusis expensis & sumptibus rationabilibus, factis circa collectionem & salvationem bonorum eorundem; proviso semper quòd Persona vel Personæ, superstes vel superstites ex eâdem Nave ad Terram venientes, ad statim juxta effectum & tenorem præsentium abstinentiarum liberè dimittantur.

Item, conclusum est quòd, si, dictis Guerrarum Abstinentiis durantibus, aliqua Navis unius Partis vel alterius, Personis, Rebus, Mercandisis, aut Bonis onusta, sive rupta, sive pro Victualibus de necessitatibus eis in Mare supervenientibus emendis applicuerit in aliquem Portum vel Locum alium alicujus Partium prædictarum, pro quâ refectione Navem ipsam, Personas, Merces, Res, & Bona contenta in eâdem oporteat ad Terram deponi; quòd in hoc casu Personæ, Merces, Res, & Bona ipsa sic deposita absque impedimento & sine solutione Custumæ in eâdem Nave, cum refecta fuerit, vel in aliam reponantur, & liberè abducantur; proviso tamen quòd pro Mercibus, Rebus, Bonis, & Mercandisis, ibidem pro emendis Victualibus eis necessariis pro numero Personarum venditis, Custumæ & cætera Deveria in eâ parte debita fideliter persolvantur.

Item, conclusum est quòd, si, Guerrarum Abstinentiis prædictis durantibus, aliquis Subditorum unius Partis vel alterius contrahat vel quasi, delinquat vel quasi, infra Regnum, Terram, sive Dominium unius Partis cujus contrahens vel delinquens est Subditus, & extunc causâ evitandi Justitiam se subtraxerit, & effugerit in Locum quemcúnque subditum sive subjectum alteri ex eisdem Partibus quibus Subditus non extiterat, & illuc deveniat homo Ligeus illius Partis, nichilominus compelletur ad revertendum, & satisfaciendum, ac subeundum Justitiam de debito sive delicto suo hujusmodi coram Conservatoribus Abstinentiarum utriusque Partis, sive eorum Deputatis, sicut satisfacturus & subiturus fuisset si permansisset sub fide & ligeantiâ ipsius Partis cujus Terram & Dominium effugit; si verò in solâ fugâ perstiterit, nec devenerit Homo Ligeus illius Partis in cujus Terram effugit; eo casu remittetur & restituetur ei Parti cujus Ligeus & Subditus fuerat, pro Justitiâ de eo, prout sibi videbitur, faciendâ.

Item, conclusum est quòd, durantibus præsentibus Guerrarum Abstinentiis, non admittentur, nec recipientur super Assisam, aut ad perhibendum Testimonium Personæ infames, Rebelles, Fugitivi, Proditores unius Partis vel alterius, aut convicti per Assisam; sed Boni, Fideles, Justi, fide digni, & non suspectæ Personæ.

Item, conclusum est quòd, durantibus Guerrarum Abstinentiis prædictis, nullus unius Partis vel alterius ingrediatur Terras, Boscos, Nemora, Forestas, Warrennas, Loca, Dominia quæcúnque alicujus Subditi alterius Partis, causâ venandi, piscandi, aucupandi, disportum aut solatium in eisdem exercendi, aliâve quâcúnque de causâ, absque licentiâ ejus vel eorum ad quem seu ad quos Locus seu Loca ipsa pertinet seu pertinent, aut Deputati sui, petitâ primitùs & obtentâ. Et si contingat Bestias seu animalia alicujus Subditi alterius Partium prædictarum, fundum, agrum, solúmve Subditi alterius Partis ingredi, & Granum aut Herbam ibidem crescentem depascere, aliòve modo illi cujus est solum injuriam seu damnum inferre; quòd ob hoc neutra Partium hujusmodi damnum sive injuriam sibi factam propriâ auctoritate ulciscatur: Sed illud malefactum secundum Legem & Consuetudinem, observatam in partibus ubi damnum & injuria talia facta sunt, effectualiter emendabitur ut est justum.

Item, ut Guerrarum Abstinentiæ supradictæ eo firmius observentur, quo cuilibet ex Subditis Partium prædictarum conquerenti liberior appareat facultas Justitiam prosequendi, ordinatum & concordatum est, quòd si quis ex Subditis alterius Partium prædictarum quicquam deprædatus fuerit seu attemptaverit infra Marchiam aut Terram alterius Partis, & post deprædationem hujusmodi seu attemptatum fugiendo revertatur ad Marchias aut Terram illius Partis cui est Subditus, licebit illi contra quem sic attemptaverit in recenti vel infra sex dies computandos a tempore delicti sic attemptati sive commissi, auctoritate præsentis Ordinationis, absque aliis Literis de salvo conductu prosequi illum malefactorem, & ipsum sic prosequendo intrare salvò & securè Marchias sive Terram in quam idem malefactor se contulerit; dummodo quam citò hujusmodi Marchiam hac de causâ intraverit, adeat aliquem Virum bonæ famæ, & opinionis illæsæ, habitantem infra Marchiam quam sic intrat, & eidem declaret causam introitûs sui, viz. ad prosequendum deprædationem suam, describátque & specificet idem quibus Bonis, Catallis, vel rebus fuerit deprædatus; ac insuper requirat eundem, quod quam diu hujusmodi prosecutionem suam fecerit, secum eat ut super factis suis tempore dictæ prosecutionis postùm eùm requisitus fuerit super hoc perhibere Testimonium veritati; vel si sibi melius videbitur poterit infra dictos sex dies adire unum de Gardianis alterius Partis, vel ejus Deputatum, pro suâ Justitiâ prosequendâ.

Item, quòd tàm Excellentissimus *Scotorum Rex*, quàm Illustrissimus Princeps *Rex Angliæ*, ejus consanguineus benè considerant, & perpendunt, quòd nisi prædicta omnia benè conserventur efficaciter & votivè juxta eorum desideria per magnam & debitam diligentiam Officiariorum in puniendo transgressores quoslibet pro qualitate delictorum, contigere poterit infra breve, propter insolentiam & incffrænatam multitudinem delinquentium, prædictas abstinentias multipliciter violari, quod absit, ideirco conclusum est, quòd quandocúnque aliquis Regum prædictorum senserit se aut suos contra formam prædictarum Guerrarum Abstinentiarum aggravatum vel aggravatos in defectu Executionis Justitiæ ab alterâ Parte non factæ, Princeps taliter se aut suos læsum & læsos per unum *Heraldum* aut alium Nuncium advisabit & informabit alium Regem, quòd per Officiarios suos nullum aut non debitum poterit de suis conquerentibus habere Justitiæ complementum; in quo casu Rex sic informatus, & cui talis conquestio facta sit, quamcitò commodè poterit, bis vel ad minus semel in Anno mittet tres aut duos de suo Concilio, Justitiæ & Pacis Amatores, ad aliquem Locum convenientem prope Marchias, obviaturos totidem de consimilibus de Concilio Regis conquerentis, cum potestate sufficienti oneratos, non tantum ad puniendum delinquentes super quibus conqueritur juxta qualitatem delicti, verum etiam ad inquirendum, examinandum, & ad investigandum, si Conservatores dictarum Abstinentiarum, Gardiani, eorum Locatenentes, aut Deputati negligentes fuerint, aut remissi, in Executione Justitiæ Partibus conquerentibus: Quos etiam punire, corrigere, & emendare habeant, si per talem inquisitionem, examinationem, & investigationem culpabiles inventi fuerint, aut remissi:

SIMILITER, conclusum est & provisum, quòd licebit cuicúmque spoliato, deprædato, aut injuriato contra formam Abstinentiarum presentium inter præfatos Reges initarum suum spolium, rapinam, seu injuriam prosequi coram quibuscúmque Judicibus in aliquo Regnorum prædictorum in eâ parte competentibus quandocúnque sibi videbitur expedire, & Justitiæ complementum obtinere.

Item, conclusum est quòd, dictis Guerrarum Abstinentiis durantibus, non licebit cuiquam Subditorum alicujus Regum memoratorum, aut alicui alteri inhabitanti Regnum, Terras, Dominia, seu Loca alterius eorundem, per se vel per alium, quascúnque lanas aut pelles lanatas emere, vel alio modo recipere de uno Regno in aliud ipsorum per Terram, vel Mare vehendas, auferendas, & asportandas; sed lanæ ipsæ & pelles lanatæ, prout aliàs pro eis ordinatum & dispositum est, absque fraude, malove ingenio quocúnque,

ANNO 1486.

disponantur secundum Leges & Consuetudines alterius Regnorum prædictorum.

Item, concordatum est, quòd in præsentibus Treugis & Abstinentiis Guerrarum comprehendentur Amici, Alligati, & Confœderati utriusque Principis, si comprehendi voluerint, & super hoc animos suos declaraverint infra sex menses proximò exnunc sequentes, & specialiter pro parte *Regis Scotorum*, *Karolus Christianissimus Rex Franciæ*, *Johannes Rex Daciæ*, *Sueciæ*, &c. *Rex Hispaniæ*, *Maximilianus Rex Romanorum*, *Austriæ & Britanniæ* Duces, & *Marchio Brandiburgen.* Et pro parte *Regis Angliæ Imperator*, *Rex Romanorum*, *Rex Karolus Franciæ*, *Reges Castellæ & Portugaliæ*, *Austriæ*, *Burgundiæ*, & *Britanniæ* Duces.

Item, concordatum est, quòd illi fugitivi Scotiæ, qui devenerunt Ligei Regni Angliæ, quorum nomina juxta ultimum Tractatum habitum apud Notinghame fuerunt missa in Scotiam, debent ligari ex parte Anglicorum ad observandum Articulos præsentium Treugarum, & quòd attemptata per eos super Subditos dicti *Regis Scotorum* debent eodem modo reformari, quo reformabuntur attemptata per Originarios Subditos *Regis Angliæ*; Idem per omnia observando ex parte *Regis Scotorum*, si qui Angliei ante hæc tempora per sua Sacramenta Ligei *Regis Scotorum* devenerunt.

Item, specialiter conventum & concordatum est, quantum ad Castrum & Villam Berwici, quòd Villa & Castrum hujusmodi cum limitibus stabunt & permanebunt sub Guerrarum Abstinentiis & Bellorum Induciis per Annum aut tres Annos proximò secuturos, secundum id quod ex considerationibus & eventibus infrascriptis postea declarabitur.

NAM, inter cætera concordatum est, quòd tenebitur una Diæta super Marchias Orientales versus Scotiam propè Berwicum inter Commissarios utriusque Regis octavo die Martii proximò futuro, cum continuatione & prorogatione dierum exnunc sequentium, si necesse fuerit, de & super terminis & limitibus Villæ & Castri prædictorum, qualiter servari debeant, pendentibus Treugis antedictis, communicaturos, tractaturos, facturósque, & determinaturos limitationes, ordinationes, & divisiones finium & terminorum hujusmodi, adeò amicabiliter, benignè & beneficialiter servandas & custodiendas, sicut aliquorum Regum Angliæ & Scotiæ temporibus retroactis, Treugis inter Regna manentibus, & dictis Villâ & Castro in manu & potestate *Regis Angliæ* constitutis, fines & termini prædicti statuti aut limitati fuere: Et si dictorum Regum Commissarii futuri de veteribus terminis ejusmodi veram certificationem & probatam informationem habere nequiverint, tunc novos fines & terminos favorabiliter, beneficialiter, & benignè, sicut supratactum est, virtute & auctoritate facultatum & potestatum suarum, limitabunt & ordinabunt, prout Justitiæ & æquitati justa eorundem discretiones rectum & conveniens videatur.

Item, conventum & concordatum est, quòd, si (quod absit) quæstiones & differentiæ Limitum & Terminorum hujusmodi ante octavum diem Aprilis proximò futurum per dictos futuros Commissarios discussæ & determinatæ non fuerint, præsentes Treugæ & Guerrarum Abstinentiæ ultra unum annum a dicto tertio die mensis Julii computandum durare non debent; set in tertio die mensis Julii, qui erit in Anno Domini millesimo, quadringentesimo, octuagesimo septimo, in ortu Solis ejusdem diei, dictæ Treugæ expirabunt & extinguentur, & nullius erunt roboris vel momenti; Pactione seu Captione Treugarum prædictarum ad tres Annos, de quibus supra fit mentio, in aliquo non obstante: Post inceptam verò communicationem per Commissarios futuros antedictos de & super Terminis & Limitibus supramemoratis, & a dicto octavo die Martii usque ad certos alios dies consequentes, prout eis videbitur expediens, continuatam, sive tunc certa conclusio & diffinitio in ea parte capta fuerit, sive non, Commissarii & Oratores, quos Serenissimus Dominus *Rex Angliæ* ad Diætam hujusmodi destinabit, se versus & ad Villam Edinburgi, sub spe quòd ante octavum diem Aprilis supra præfixum quæstio Terminorum & Limitum prædictorum, unà cum aliis Articulis subsequentibus, rationabiliter poterit concordari, transferri facient illic apud Illustrissimum *Scotorum Regem supradictum*, de & super amplioribus Intelligentiis, Amicitiis, & Alligantiis inter Reges antedictos per Dei gratiam contrahendis & firmandis, ac longioribus Treugis inter Regna capiendis, déque contrahendis Sponsalibus & Matrimonio inter Inclitissimum Principem *Jacobum Marchionem de Ormont*, &c. Filium Illustrissimi *Scotorum Regis* secundogenitum, & Illustrem Domicellam *Katerinam* unam de filiabus, claræ memoriæ, *Domini Edwardi quarti* nuper *Regis Angliæ* defuncti, & Serenissimæ Principis ac Dominæ Dominæ *Elizabethæ Reginæ Angliæ* modernæ Sororem; ac etiam de & super Dote, Dotalitio, & Donatione propter nuptias, occasione Sponsalium & Matrimonii hujusmodi promittendis & assignandis, & cæteris Articulis Pacem & tranquillitatem utriúsque Regni concernentibus, cum similibus Oratoribus & Commissariis *Regis Scotorum* communicaturi, tractaturi, & conclusuri.

ANNO 1486.

INSUPER, concordatum est quòd, præsentibus Treugis, sive per triennium, sive per unum solum Annum juxta distinctionem prælibatam firmis manentibus, ut præmissum est, Castrum & Villa Berwici cum Limitibus, simul & inhabitantes ac Incolæ eorundem sub Guerrarum Abstinentiis & Bellorum Induciis stabunt & permanebunt toto tempore durationis Treugarum prædictarum; ita quòd neque Serenissimus *Rex Scotorum*, per se aut aliquos Subditorum, Ligeorum, aut Vassallorum suorum, Guerram, insultum aut obsidionem ipsis Locis aut Incolis eorundem: neque Excellentissimus *Rex Angliæ* per se aut suos inhabitantes Villam seu Castrum hujusmodi Guerram, insultum, aut obsidionem dicto Serenissimo *Regi Scotorum*, suisve Ligeis & Vasallis faciet quovismodo, pendente tempore manentium Treugarum supradictarum.

Item, concordatum est, quòd, si quicquam per Subditos unius Regum prædictorum, pendentibus Treugarum & Abstinentiis Guerrarum supradictis, super Subditos alterius Regis per vim, violentiam, aut viam facti contra & adversus præsentes Treugas & Abstinentias attemptari contigerit, sive attemptatores & malefactores hujusmodi ad Villam seu Castrum Berwici supradicti, seu Marchias ibidem adjacentes pertineant, sive non, id, quod nequiter attemptatum est, per Regem, cujus malefactores illi Subditi extiterint, reparari & reformari debebit Justitiâ mediante.

Item, concordatum est, quanquam præsentes Guerrarum Abstinentiæ captæ & initæ sunt modis & formis ut supra; attamen non dicentur nec reputabuntur omninò generales, nec se extendent ad Dominium de Lorne in Regno Scotiæ, nec Insulam de Lundey in Angliâ; set Dominium & Insula prædicta intelligentur nullo modo in hiis Guerrarum Abstinentiis comprehensa.

Item, concordatum & conclusum est quòd utraque Partium prædictarum publicari & notificari facient dictas Guerrarum Abstinentias Subditis suis, in omnibus Marchiis & Locis insiguioribus utriúsque Regni, ante primum diem mensis Augusti proximò futuri post datam præsentium.

Conservatores verò Guerrarum Abstinentiarum pro dicto Excellentissimo Principe *Jacobo*, Dei gratiâ, *Scotorum Rege*, ejúsque Regno, Terris, Dominiis, Locis, & Personis quibuscúmque ei Subditis, tàm per Terram quàm per Mare, erunt Gardiani Marchiarum; viz.

Archibaldus Comes Angusiæ Dominus de Douglas, pro Australibus & mediis Marchiis versus Angliam,

Et *Johannes Dominus Maxwell*, pro Occidentalibus Marchiis versus Angliam,

Et *eorum Locatenentes*, & *omnes Admiralli Maris & Custodes Marchiarum versus Angliam*;

Pro Illustrissimo Principe *Henrico Rege Angliæ* antadicto erunt,

Henricus Comes Northumbriæ, pro Orientalibus & mediis Marchiis versus Scotiam,

Et *Dominus Dacres*, pro Occidentalibus Marchiis versus Scotiam,

Et *eorum Locatenentes*, & omnes *Admiralli Maris*, *& Custodes Marchiarum versus Scotiam*;

Qui omnes & singuli ex utraque parte supranominati hincinde habebunt potestatem plenam soli & in solido, ac Gardiani & Admiralli in Locis Custodiæ & Admiralitatis suarum, ad reformandum, reparandum, & emendandum, reparari, reformari, & emendari faciendum omnia dampna & attemptata, excessúsque facta & perpetrata, facienda & perpetranda contra tenorem dictarum Abstinentiarum, & ad puniendum Malefactores omnes & singulos secundum causam & exigentiam delictorum.

XC.

Donatio Canalis Cerianæ à *Marchione Mantuæ* FRANCISCO, SIGISMUNDO *Filio* PE- 6. Juill.

TRI

ANNO 1486.

TRI JOANNIS PAULI DE CANTELMIS *Ducis Soræ, facta Mantuæ die 6. Julii* 1486. *Indictione quarta.* [Piéce, tirée d'une Information de Droit présentée à la Cour Imperiale.]

DE consensu nostro &c. FRANCISCUS Marchio Mantuæ &c. Cum illa, quæ per maxime ad gloriam, famamque non mediocrem Principis spectat, toto cordis affectu sepissime repetamus; id præ ceteris potissimum dignissimumque esse cognoscimus, ut liberalitate, & gratia non solum eos sibi domi incessanter cum fide servitunt, sed & exteros, a quibus se diligi, & observari non ignorant, quosque ubi opus esset ne dum facultates, sed vitam propriam pro ipsis exposituros minime dubitant prosequantur, ideoque, ut diximus, nobis animo revolventibus accedit inter cæteros nostræ mentis occulis se offert Mag. & Insignis Eques Dominus Sigismundus fil. Magnifici, & Potentis Domini Petri Joannis Pauli de Cantelmis Ducis Soræ, & Oliveti in Regno Apuliæ Illustr. D. D. Hercules Ducis Ferrariæ &c. Consocius præcipuus, verique amoris vinculo nobis Dilectissimus, ac Carissimus, quæ ex quo nostra in eum cœpit Benevolentia, sic nobis semper obsequentissimum, & ad quæque nostra præparatissimum, nullis parcendo laboribus, nullaque vitæ formidando pericula de his per nos pluries exacto periculo semper invenimus, ut nos illi plurimum debere fateamur. Quapropter ut nostræ in eum benevolentiæ fructum, & suorum meritorum aliquod meritum à nobis sentiens, atque nostri intuitu, ac pro amore nostro cum fidei sinceritate sane opere cœpit, ferventior atque fidelior magis reddatur; Tenore præsentium vigore nostri arbitrii, & plenitudinis potestatis, quibus publice fungimur in Civitate nostra Mantuæ, ejusque Marchionatu, & Districtu, de vera nostri scientia, motu proprio, & animo bene & firmiter deliberato omnibusque aliis melioribus modo, via, Jure, forma, & causa, quibus melius, & validius possumus, per Nos, Hæredes, & Successores nostros, Jure proprio, & in perpetuum, ac in liberum, & expeditum allodium, & sine ulla conditione, ficti, dricti, census, vel honorantiæ, aut alicujus alterius oneris, servituris, vel obligationis eidem Sigismundo pro se, Hæredibus & Successoribus suis quibuscumque in infinitum titulo, & nomine puræ, meræ, simplicis, liberæ, & irrevocabilis, ac perpetuæ donationis inter vivos, damus, tradimus, & donamus Canale Fossolæ, sive aquam ipsius Canalis, quod situm est in Potestaria, seu in Territorio nostro Vittelianæ Districtus nostri Mantuæ, incipiendo a Podiola, & inde discurrendo inferius, usque ad Traversagium Sancti Matthæi pænes ab una parte Illustrissimum D. Joannem Franciscum de Gonzaga versus mane Benedictum de Avignis, ac Cavalinum, & Consortes versus sero, ab alia vero parte illos de Malossellis, Hæredesque Juliani de Casali Majori, Pascua Illustrissimi Domini nostri, Valentum de Valentis, & Joanne de Doveria, quod Canale a dicta Podiola usque ad dictum Traversagium est longitudinis perticarum mille quadringentarum, *Item Canale Cerianæ*, sive aquam ipsius Canalis positum in dicto Territorio, sive Potestaria, incipiendo in capite superiori possessionis Scorzanellæ, ipsius Sigismundi, sive uxoris suæ ad confinia Hæredem qu. Juliani de Casali Majori, & inde continue discedendo usque ad dictum Traversagium pænes illos de Mallossellis versus nonas, & versus montes ab una parte, & pænes Hæredes Joannis Pauli de Ceruris. Joannem Christophorum de Cabalaria, Joanninum Colosium, Domenicum de Magnis, Petrum de Ortino, Alexandrum de Augusta, Hæredes Juliani de Viridis, Mag. Dom. Andream de Corradis, Hæredes Marci Marcelli de Senis, & Pascua Sablonetæ, ab altera parte, quod Canale Cerianæ à dicto capite superiore possessionit Scorzanellæ usque ad dictum Traversagium est longitudinis perticarum mille octoginta, cum omnibus & singulis Juribus, & pertinentiis ipsorum Canalium, & aquarum eorumdem tantum quantum se extendunt dicta Canalia, & eorum aquæ infra Confinia prænominata, nostro Jure, potestate, facultate, & Bailia *piscandi seu piscari faciendi in dictis Canalibus*, seu eorum aquis toties, quoties, & quandocumque voluerint ad eorum libitum voluntatis suæ inperpetuum, seu quovis alio titulo *alienandi ipsa Canalia* & eorum aquas cum omnibus suis Juribus, & pertinentiis, & cum facultatibus, & Juribus in presenti Donatione comprehensis, cui vel quibus voluerim pro eorum libito voluntatis, Item habendi recipiendi, & in se retinendi, ac ad votum suum, pro ut voluerint, disponendi de omnibus, & quibuscumque introitibus, redditibus, emolumentis fictis & aliis quibusque ex, & pro ipsis Canalibus, & aquis quomodocumque, & qualitercumque percipiendis, & habendi. Item & deputandi *unum Camparium Anno singulo* in futurum pro custodia dictorum Canalium, & Aquarum, eorum omniumque, & singulorum in illis pro tempore existentium, *pœnasque pro accusis* per ipsum Camparium dandis, habendi, recipiendi, & in se retinendi dummodo illas exigat secundum formam Statutorum Terræ nostræ Vitellianæ, seu aliorum Ordinum nostrorum, ullis ordinibus factis, vel faciendis in contrarium non obstantibus; quæ quidem Canalia cum eorum aquis quantum se extendunt infra prænominata Confinia, Nos prænominati D. Sigismundi nomine possidere constituimus donec illorum tenutam, & corporalem acceperit possessionem, quam accipiendi, seu accipi faciendi ejus authoritate propria in se deinceps perpetuo retinendi, eidem licentiam omnimodam concedimus, atque damus, & si quam habet vel habebat illi plenissime confirmamus; promittimusque per nos, Hæredes & Successores nosstros prædicta Canalia cum eorum aquis, ac aliis juribus, & pertinentiis sibi D. Sigismundo, ejusque Hæredibus, & Successoribus suis quibuscumque perpetuo ab omni persona, *Communi*, Collegio, & *Universitate eos inquietante*, seu inquietare volente, quantum est pro facto proprio nostro, semper defendere, atque tueri, præsentemque nostram Donationem nullo unquam ingratitudinis vitio, incuria, vel offensa, aut alia quavis ratione, vel causa etiam legitima infringere, nec revocare, illiusque nunquam nos pænitere, sed illam potius perpetuò, firmam & irrevocabilem habere, tenere, attendere, & observare, sub fide nostra, & omnium bonorum nostrorum præsentium & futurorum obligatione, omnibus, & quibuscumque Legibus, Statutis, Rescriptis, Reformationibus, & Ordinibus, Proclamatibus, & aliis quibuscumque nullatenus obstantibus, quæ obstare possent, & maxime Legibus disponentibus de insinuatione Donationum inter vivos, quibus omnibus, & singulis quanducumque, & qualitercumque obstantibus, obstare valentibus, etiam si talis, & talia forent de quibus mentio specialis fieri debuisset, vigore nostri Arbitrii, & plenitudinis potestatis, quibus publice fungimur, ut supra derogamus, & derogatum esse volumus, & mandamus, volentes prædictam nostram Donationem tenore præsentium insinuatam esse, & pro insinuata, ac Lege perpetua haberi debere, in quorum omnium fidem & robur præsens nostrum præmissæ Donationis Decretum fieri, & registrari jussimus, nostrique soliti majoris Sigilli appensione communiri. Datum Mantuæ die sexto mensis Julii. 1486. Indictione quarta.

ALEXANDER ARRIVABENUS *prædicti Illust. D. Marchionis Secretarius visa sup. signatura de consensu Nostro subscrip.*

JO. DE CATTANEIS, Dominus. B. Donesmontus suprascriptum Decreti Donationis Exemplum extractum fuit fideliter, & de verbo ad verbum nil prorsus addito, & diminutu, quod sensum variet, & immutet ex Registro hujusmodi Decretorum Anni prædicti 1486. in Cancellaria Ser. D. N. D. Ducis Mantuæ, & Montisferrati adservato prout diligenti avveratione facta reperi. Ego Franciscus Cappus ejus Cels. Canc. In cujus rei fidem me hic manu propria subscripsi &c. Ex Ducali Cancellaria Mantuæ die 30. Decembris 1617.

Idem FRANCISCUS CAPPUS *Cancell. subscrip.*

XCI.

Trêve & Traité de Commerce, conclu entre FRANÇOIS, *Duc de Bretagne,* & HENRI VII. *Roi d'Angleterre, pour toute leur vie & un an après. Donné à Londres le 22. Juillet* 1486. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. XII. pag. 303.] 22. Juill.

A Tous ceulx, qui ces presentes verront ou orront, *Jehan le Bouteillier* Chivalier Seigneur de Maupartuys Chambellan, *Jehan Troussier* Chantre de Saint Malo, *Rolland de la Villeeon*, Seneschal de Hennebont, & *François du Pou* Secretaire, Conseilliers, Orateurs, & Ambassadeurs de treshault & puissant Prince *François*,

Anno 1486.

gois, par la grace de Dieu, *Duc de Bretagne* nôtre Souverain Seigneur, Salut.

Savoir faisons que Nous, Orateurs & Ambassadeurs dessus nommez, par vertu & auctorite des Lettres de nôtre dit Prince a Nous baillees (la teneur des quelles sera cy apres inseree de mot en mot) ayans Communication & Traicte aveeques, Reverend en Dieu Honoorables Saiges & discreetes Personnes, *Jehan Evesque de Lincoine*, *Thomas Boteler Conte de Ormont* Chambellan de la Royaume d'Angleterre, Maistres *Henry Aynesworth* Docteur es Loys secundaire en l'Office du Prive Scel, & *Jehan Baills* Chappelain du Roy & Chanoine de la Chapelle Royalle de Wyndesores, Conseillers de treshault, tresexcellent, & trespuissant Prince *Henry*, par la mesme grace, *Roy d'Angleterre*, ses Commissaires & Deputez o toute Puissance & Commission par Lettres Patentes du dit Roy (la teneur des quelles sera aussi inseree cy apres de mot a mot) sur une Treve, Abstinence de Guerre, & Entrecours de Marchandise, qui devant ces heurs ont este prinses & accordees entre les ditz Princes d'une coste & d'autre, a durer jusques a la fin d'un an des le commencement d'icelles, qui n'est encores expire, & en quelle forme & maniere pour le bien, utilite, & prouffit des ditz Princes leurs Païs & Subgectz les dites Treves, & Abstinence de Guerre, & Entrecours de Marchandise, puissent estre prorogez ou prinses de nouveau, apres plusieurs ouvertures & communications en celle matiere, ayans esgard & consideration aux bonnes & grandes amour & affection qui sont entre les ditz Princes, & aussi comment bonnes Treves, Abstinence de Guerre, & entrecours de Marchandise, ont este ou temps passe entretenuz & gardez entre les *Roys d'Angleterre* & les *Ducs de Bretagne* au bien & utilite commun des dites Parties.

Pour celles & autres causes, nous mouvans, eu sur ce par entre nous bon advis & meure deliberation, nous & les ditz Commissaires avons par les vertuz des ditz Povoirs, a nous sur ce baillez de chascun de noz Princes respectivement, si comme dessus est dit, communique, traicte, appoincte, accorde, & conclud, sans deroger ou prejudicier a la Treve qui a present est, & dure jusques a temps a venir, une Treve, abstinence de Guerre, & entrecours de Marchandise de nouveau entre les ditz Princes, pour eulx, leurs Païs, Terres, Seigneuries, & Subgectz, a durer jusques aux termes qui sont declarez es Articles & forme qui ensuivent.

Comme, pour obvier aux innumerables maux & inconveniens de la Guerre, suit necessaire d'avoir & tenir Treves & entrecours de Marchandise entre le Royaume d'Angleterre & le Duche de Bretaigne, accorde, passe, & conclud est que entre treshault, trespuissant, & tresexcellent Prince *Henry*, par la grace de Dieu, *Roy d'Angleterre*, pour lui, son Royaume d'Angleterre, Seigneurie d'Yrlande, Ville & Marches de Calays, & autres ses Villes, Places, Terres, & Seigneuries quelzconques a lui appartenants ou estans en son obeissance, garde & Gouvernement, & generalement & especialement pour tous & chascuns ses Hommes, Vassaulx, Feaulx, Subgectz, Serviteurs, Païs, Places, Terres, & Seigneuries, tant de la que deca la Mer, sur Mer & sur Riviere, en quelzconques lieux qui soient situez & assis, quelles il a de present ou pourra avoir cy apres d'une part, & treshault & trespuissant Prince *Francys*, par icelle mesme grace, *Duc de Bretaigne*, *Conte de Montfort*, *de Richemont*, *d'Estampes*, *& de Vertuz*, pour lui, ses Païs, Terres, Seigneuries, & Subgectz d'autre part, soient seur estat, Treves, Abstinence de Guerre, & entrecours de Marchandise, commencent au jour & dabte de ces presentes, & a durer jusques a temps & terme qui sera dit cy apres; cestassavoir,

Quant aux Treves & Abstinence de Guerre, que le dit *Duc de Bretaigne*, durant les dites Treves & abstinence de Guerre, ne fera, ne ne souffrera, ne ne permettra faire Guerre, grief, prejudice, ne dommaige, par Mer ou par Terre, en maniere quelconque, par lui, ses Hommes, Vassaulx, Feaulx, Serviteurs, & Subgectz au dit *Roy d'Angleterre*, ses Hommes, Vassaulx, Feaulx, Subgectz, & Serviteurs, Places, Païs, Terres, & Seigneuries quelzconques, qu'il ayt, tient a present, ou qu'il pourroit avoir cy apres en garde & gouvernement, ne a aucuns d'iceulx: & aussi le dit *Duc* ne soustendra, soufrera ne permettra aucun ou aucuns, de quelque estat ou condition qu'ilz soient, en nulz de ses ditz Portz, Places, Villes, ne Fortetesses, de ses dites Païs, Terres, & Seigneuries, a lui appertenants ou estans en son obeissance, garde, & gouvernement, ne ne baillera gens a personnes quelzconques, soit a la querelle de lui ou a querelle d'autrui, pour faire Guerre, ne porter grief, prejudice, ou dommaige, au dit *Roy d'Angleterre*, ses Hommes, Vassaulx, Feodaulx, Subgjetz, Serviteurs, Païs, Terres, & Seigneuries, qu'il a de present & aura cy apres a lui appartenans ou estans en sa garde & gouvernement comme dit est; ne le dit *Duc* ne souffrera, ne parmettra que aucuns de ses Cappitaines, Feaulx, Vassaulx, Subjectz, ou Serviteurs quelzconques, soit a la querelle du dit *Duc* ou a querelle d'autrui, facent Guerre, portant grief, prejudice, ou dommaige au dit *Roy*, ne a ses ditz Hommes, Vassaulx, Feaulx, Subgectz, Serviteurs, Païs, Places, Terres, & Seigneuries quelzconques a lui appartenants ou qui a lui appartendront ou seront en sa garde & gouvernement, ne a aucuns d'iceulx.

Item, que, durant le temps des dites Treves & Abstinences, le dit *Roy d'Angleterre* ne le *dit Duc* ne pourront prendre ne faire prendre ne conquerir l'un sur l'autre, par force, aquet, eschelle, siege, assault, deception, ou autre quelconque maniere, Places, Villes, Chastesulx, ou Fortrerelles: &, se les Cappitaines ou Manans ou Habitans d'aucunes Citez, bonnes Villes, Chasteaulx, Places, ou Forterelles d'aucunes des dites Parties, se vouloient rendre & bailler les dites Places & retourner de leur propre voulente de l'un Party a l'autre, ilz ne seront a ce receuz, ains seront & demourront ou mesme point & en l'estat qu'ils sont de present, ou qu'ilz estoient devant celle prinse, aquet de siege, eschelle, assault, & deception.

Item, que toutes manieres de gens, tant d'Eglise, Nobles que Bourgoys, Marchans, Mecaniceques, Laboureux, & autres quelzconques, comprins en ces presentes Abstinences, pourront estre, demourer & faire leurs Labeurs, Marchandises, & autres besongnes, & aller & venir en leurs autres singuliers afaires en tous les Lieux de leur Parti, comprins en ces presentes Abstinences de Guerre, seurement & sauvement; aussi pourront les Subgectz d'une part & d'autre, avec leurs Navires, Biens, & Marchandises, aller & venir, par Mer, Rivieres, & Eaues doulces, en tous autres Païs & Contrees ou ilz auront a marchander, sans ce que ceulx d'un Parti soient empeschez, troublez, vexez, ne travaillez, par ceulx de lautre Parti, en leurs Personnes, Navires, Bastiaux, Marchandises, ou autres leurs choses & biens quelzconques, par prinsons, appatiz, courses, fourrages, ne autrement, en quelque maniere que ce soit ou puisse estre.

Item, que tous Ambassadeurs, Messagiers, & Transmis de l'un Parti en l'autre (c'estassavoir) du dit *Roy d'Angleterre* devers *le dit Duc*, ou du *dit Duc* devers *le dit Roy*, armez ou desarmez ainsi que sera necessaire ou prouffitable pour la seurte d'eulx, ou de leurs biens & Navires, pourront, durant la dite Treve & Abstinence de Guerre, par Mer, par Terre, par Rivieres, & Eaues doulces, aller, venir, sejourner, & demourer es Païs, & obeissances de chaseune des dites Parties, comprins es dites Abstinences de Guerre, ainsi qu'il leur plaira, pour besongner es Ambassades, Messaiges, & Commissions qui leurs seront commises & ordonnees par les Princes de l'un Parti & de l'autre respectivement, & eulx en retourner en leur Parti quant il leur plaira seurement & sauvement, sans ce qu'il leur soit besoing avoir autre saufconduit ne seurte de l'un Parti ne de l'autre, mais seulement qu'ilz monstrent porter Lettres ou Messaiges des Princes de l'un Parti ou de l'autre.

Item, s'il avenoit que, par aucun ou aucuns Subgectz *du dit Roy*, ou du *dit Duc*, feust commise ou attempte aucune chose contraire ou prejudiciable a ses dites Treves & Abstinences, feust par voye de fait de Guerre, ou autrement, icelles Treves & Abstinences ne seront pour tant rompues ne enfraintes, mais les Infracteurs ou faisans Guerre seront tenuz & contrainctz de reparer leurs attemptatz & meffaiz qu'ilz auront en ce commis: Et aussi seront ilz puniz comme Infracteurs de Treves selon l'exigence des cas (cestassavoir) les Hommes, Subgectz & Serviteurs *du dit Roy* comprins en ces dites Abstinences par *icellui Roy*, & les Hommes, Serviteurs, Subgectz *du dit Duc* comprins en ces dites Abstinences *par celui Duc*; les quelles Abstinences, Treves, & sur Estat, seront & demourront en leur force, vertu, & valeur, *depuis le Dacte de ces presentes, la Vye durant des ditz Roy & Duc, & jusques au decex avenu de celui d'eulx qui premier decedera*,

Et,

ANNO 1486.

ET, EN OULTRE, quant a l'entrecours, communication de Marchandise, Pescherie de Mer, & autres choses necessaires, *commencent au jour & datte de ces dites presentes, & a durer jusques au temps & terme qui sera dit cy apres*, d'entre *le dit Roy*, ses Paiis, Seigneuries, & Subgectz d'une part, & *le dit Duc*, ses Paiis, Seigneuries, & Subgectz d'autre, a este entre nous Ambassadeurs & Deputez du *dit Duc*, & lesditz Commissaires & Deputez du *dit Roy*, & par vertu des Puissances a nous donnees (dont les teneurs seront cy apres inserees de mot a mot ainsi que dit est) appoincte, passe, conclud, & accorde en la forme & maniere qui ensuit,

PREMIEREMENT, que tous Marchans, tant du dit Royaume d'Angleterre, Seigneurie d'Irlande & de Calais, que autres Villes & Seigneuries du *dit Roy*, comme aussi les Marchans du dites Paiis & Duche de Bretaigne, soient Marchans de Laynes, de Draps, de Toilles, de Vins, de Fruiz, de Cuirs, de Vitailles, de Harnoys, d'Armeures, d'Artillerie, de Chevaulx, ou d'autres Bestiaulx, ou de quelxconques autres Marchandises, leurs Facteurs ou Familiers puissent seurement aller, par Mer, Rivieres, & Eaues doulces, & par Navire & par Terre, a pie ou a cheval, en passant & traversant d'icelui Paiis d'Angleterre, d'Irlande & de Calais, ou dites Paiis & Duche de Bretaigne, & du dit Paiis & Duche es dites Paiis d'Angleterre, d'Irlande, & de Calais, ou mesmes par les dites Paiis, tant d'un Parti que d'autre, ensemble leurs biens & Marchandises, & marchander les ungs avecques les autres de toutes manieres de Marchandises, tant Vivres, Armeures, Artillerie que autres: & mener & rammener ou faire mener & ramener d'Angleterre, Yrlande, ou Calays ou dit Duche, & d'icelui Duche ou d'autres Contrees en Angleterre, Ylande, ou Calays, Vivres, Harnoys, Armeures, Artillerie, & autres choses quelzconques; & que les ditz Marchans, leurs Facteurs, & Familiers puissent, chascun d'eulx a qu'il sera necessaire, achater & avoir franchement de ceulx de l'autre coste des Vivres, & les mener par Mer, Rivieres, Eaues doulces, par Terre, en & oultre la Mer, les ungs aux autres; cestassavoir, ceulx d'Angleterre, Yrland, & Calays en Bretaigne: Et ceulx de Bretaigne es dits Paiis & Seigneuries d'Angleterre, Irlande, & Calays, sans empeschement, destourbier, ou deffence quelzconques, ne pour ce encourir en aucune paine, & sans en estre reprins en aucune maniere des Seigneuries d'un coste ne d'autre, ne de leurs Justiciers, Officiers, & Subgitz.

Item, que tous Marchans d'Angleterre, d'Irlande, & de Calays, soient de Laines, de Draps, de Toilles, de Vins, de Cuirs, de Vitailles, ou de quelzconques autres Marchandises, leurs Facteurs & Familiers, Maistres de Nefz & Mariniers, puissent aller & venir par Mer, Rivieres, & Eaues doulces, passer, repasser, convenir, venir, estre, & demourer seurement ou dits Paiis & Duche de Bretaigne, & dedans les Portz & Havres d'icelui, a tous leurs biens, Marchandises, & Nefz & Marchandes, avec tous Marchans du dites Paiis & autres Marchans quelzconques, & leurs Facteurs & Familiers, de toutes manieres de Marchandises, tant Vivres, Harnoys, Armeures, Artillerie, que autres choses quelzconques, en partit avecques leurs dites Nefs, biens, & Marchandises, Vivres & autres, qu'ilz pourront ramener & retourner seurement; & que pareillement tous Marchans du dites Pais & Duche de Bretaigne, soient Marchans de Laines, de Draps, de Toilles, de Vins, de Cuirs, de Vitailles, ou de quelzconques autres Marchandises, leurs Facteurs, Familiers, Maistres de Nefz, & Mariniers, puissent aler, passer, repasser par Mer, Rivieres, & Eaues doulces, converser, estre, & demourer, seurement ou dit Royaume d'Angleterre, en Yrlande, a Calais, & dedens les Ports & Havres d'iceulx Royaume, Paiis & Villes, auctorisez par *le dit Roy* (cestassavoir) es Ports & Havres, ou Coustumiers & autres Officiers sont par lui ordonnez pour vacquer & entendre sur l'entre & yssue des Nefs & Marchandises, & non en autres) avecques leurs biens, Marchandises, & Nefz, & marchander avecques tous Marchans Angloys, & autres, & leurs Facteurs & Familiers de toutes Marchandises, tant Vivres, Harnoys, Armeures, Artillerie comme autres, en mener es Ports dessusditz en Angleterre, en Yrlande, & a Calays, leurs biens propres, Vivres & autres, & les biens d'autres du dites Paiis & Duche, & en partir & retourner seurement a tout leurs ditz biens, Marchandises, & Nefz; & aussi que les ditz Marchans, leurs Facteurs, & Familiers puissent, chascune d'eulx a qui il sera necessaire, achater & avoir franchement de ceulx de l'autre Parti, des Vivres & les amener par Mer, Rivieres, & Eaues doulces, les ungs aux autres; cestassavoir, ceulx d'Angleterre, d'Irland, & de Calays, ou dites Paiis & Duche de Bretaigne: & ceulx du dites Pais & Duche en Angleterre, en Yrland, & a Calays, sans estre reprins de ce qu'ilz auront ainsi fait des Seigneuries de l'un Parti ne de l'autre, ne de leurs Officiers; ne que par ceulx de la Partie d'Angleterre, aux Marchans du dites Paiis & Duche dommaige, destourbier, ne empeschement soit fait, ne aussi par ceulx de Bretaigne aux Marchans de la Partie d'Angleterre, par voye de fait pour cause de Guerre, Pillerie, faicte ou a faire, ne autrement en aucune maniere, pour quelconque cause, en gardant & payant, au regard des Marchans d'Angleterre, d'Irland, & de Calais, ou dites Paiis & Duche des Marchandises qu'ilz ameneront & rameneront; & semblablement, au regard des Marchans du dites Pais & Duche es ditz Royaume & Paiis d'Angleterre, d'Irlande, & de Calais, des Marchandises qu'ilz y meneront & rameneront, les Droiz, Coustumes, Tollieux, & Devoirs, a present & par cy devant deux & accoustumez: Et, au regard des Marchans d'un coste & d'autre, touchant les Marchandises qu'ilz meneront & conduiront, chascun de son party, ilz en paieront les Tollieux, Coustumes, & Devoirs a l'Ordonnence de leur Prince & Seigneur, selon qu'ilz auront cours en leurs Paiis: Et par ce n'est point entendu prejudicier au Prince ou Seigneur d'une part & d'autre, de mettre en ses Paiis & Seigneuries les Tollieus & Devoirs, au regard de ses Subgectz, que bon lui semblera; parmy ce que les ditz Marchans, d'un coste & d'autre, Facteurs & Familiers, Maistres de Nefz, & Mariniers, pourront & a eulx sera loisible d'avoir avecques eulx, en leurs Nefz, Armures, & Artilleries, pour la garde & sauvement de leurs corps & biens en alant par Mer, Rivieres, & Eaues doulces, & icelles amener avecques eulx en quelzconques Havres qu'ilz arrivent, lesquelles Armeures a ysser de leurs Nefz ilz lailleront en leurs dites Nefs ou Vasseaulx, excepte coustel, dague, ou espee qu'ilz pourront porter si bon leur semble jusques a leurs Hostelz, ou ilz seront tenuz de laisser leurs ditz espees: Et aussi pourront porter & rapporter les Harnoys, Armeures, & Artilleries, dont ilz se marchanderont, en excercent & administrant le fait de leur Marchandise, & non autrement: Toutesvoyes pourra le Prince d'un coste ou d'autre, pour cause raisonnable, comme pour necessite ou chierte de Vivres, faire deffence, au regard de telles manieres de Vivres, qu'il lui semblera estre a faire pour le bien de lui & de ses Subgectz, non obstant ce present Accord: Et s'il avenoit que aucuns Nefz, par fortune de Mer ou par chasse d'ennemis, feussent contrainctz de prendre aucuns Portz ou Havres ou dit Royaume, qui ne seroient auctorisez comme dit est, en ce cas elles pourront entrer & estre seurement es Portz & Havres, sans ce que l'on puisse icelles esdans dites Havres & Portz charger, mettre, ne descharger quelzconques Denrees ne Marchandises, Vivres, & autres choses, & s'en retourner quant bon leur semblera.

Item, que les dits Marchans d'Angleterre, leurs Facteurs, & Familiers, Maistres de Nefz & Mariniers, pourront estre, converser & demourer seurement, ou dit Paiis de Bretaigne, es Portz & Havres d'icelui, avec leurs biens, Nefz, & Marchandises quelzconques, Vivres & autres: Et semblablement les Marchans du dit Paiis de Bretaigne, leurs Facteurs & Familiers, Maistres de Nefz & Mariniers, pourront estre & converser seurement ou dit Royaume d'Angleterre, en Yrlande, & Calays, es Portz & Havres d'Angleterre, d'Yrlande, & de Calays, sans ce que par ceulx du dit Paiis de Bretaigne soit meffait ou donne empeschement ne destourbier aux Marchans de la partye d'Angleterre; ne par ceulx d'icelles parties d'Angleterre, Ylande, & Calays, aux Marchans du dit Paiis de Bretaigne, ne a leurs Facteurs, Familiers, Maistres de Nefz, & Mariniers d'un coste & d'autre, par voye de fait, par cause de Guerre, pillerie, roberie fait ou a faire, ne autrement en aucune maniere; ne aussi que les Marchans de la partie d'Angleterre & du dit Paiis de Bretaigne, leurs Facteurs & Familiers, Maistres de Nefz & Mariniers, pourront de l'un Partie entrer es Villes fermees de l'autre Partie, sans en demander congie, fors pour la premier foiz seulement, a chascune venue qu'ilz feront de l'un Paiis en l'autre; pourveu que aux Portes des dites Villes, ou il sera besoing que les dits Marchans, leurs Facteurs, & Familiers,

Anno 1486.

Maistres de Nefz & Mariniers, demandent congie, soient mys certaines gens qui ayent povoir de leur donner le dite congie d'entree: Et ou cas qu'ilz ne trouveront aucuns des gens aus dits Portes, ils pourront licitement & sans aucun empeschement entier, chevaucher, ou aller jusques a leurs Hostelz & Logeix, & illecques demourer sans partir jusques a ce que leur Hostes ayent signifie leur venue aux Cappitaines ou Officers des dites Villes: Les qu'ilz Hostes ou leurs Servans, apres qu'ilz en feront requis, feront tenuz, tantost sur la venue des dits Marchans, de faire significance de leur venue aus ditz Cappitains ou Officiers: Et ou cas que, par negligence ou autrement, la dite signifiance ne feroit faicte, les dits Marchans, dedans deux heurs apres leur venue, pourront departir, aller & passer avant sur leur chemin en leurs affaires; & s'ilz trouvoient aus ditz Portes aucune Personne ou Personnes, & par leur congie ilz entrent es dites Villes fermees, ilz ne forferont riens, jaczoit ce que icelui ou ceulx, qui leur auront donne le dit congie, n'en eussent aucune puissance; mais l'eussent fait par simplesse, fraude ou mal engin.

Item, que tous Pelerins d'un coste ou d'autre en allant en Pellerinaige, ne aussi les Clercs d'Angleterre, d'Irlande, ou de Calays, ne autres de quelque condition qu'ilz soient, d'Eglise ou autres allans vers la Court de Rome, ou le Concile General, aux Estudes generalles, ou ailleurs, & en retournant, puissent entrer par Mer, Rivieres & Eaues doulces, & aussi par Terre a pie & a cheval, ou autrement, ceulx de l'une Partie au Paiis de l'autre Partie, passer & repasser paisiblement par iceulx, & y estre surement & franchement, sans ce que par iceulx du dite Duche soit en icelui Duche mesfait, donne empeschement ne destourbier aux Pellerins, Clercs ou autres dessus declarez de la partie d'Angleterre, ne par iceulx du dite Paiis d'Angleterre aux Pellerins, Clercs & autres du dites Paiis de Bretaigne, par voye de fair par cause de Guerre, Pillerie ou Roberie faicte ou a faire ne autrement en aucune maniere; pourveu que, à l'entree des Villes fermees, ilz prendront congie aux Gardes des Portes pour y entrer; &, si mestier est & ilz en soient requis es entrees des dites Villes fermees, ceulx de l'une Partie feront serement a l'autre Partie que pour mal faire ou pourchasser à l'autre Partie ses Subgectz, Villes ou Pays, ilz ne passent par icelles; du quel serement, sans autre contraincte ou empeschement, feront creuz: & pourveu aussi que es Portes des dites Villes fermees, ou il fera besoing aus ditz Pellerins Clercs & autres dessusditz de demander congie, soient mys certains gens qui auront le povoir de leur donner congie d'entrer, & de recevoir d'eulx le dit serement se mestier est en la maniere dessus dites: Et ou cas qu'ilz ne troveroient aucuns telz gens aus ditz Portes, ilz pourront licitement & sans aucun empeschement entrer, chevaucher ou aller jusques a leurs Hostelz, & illecques demourer sans en partir jusques a ce que leurs Hostes auront signiffie leur venue aux Cappitaines ou Officiers des dites Villes: Les quelz Hostes ou leurs Servans, apres qu'ilz en feront requis, feront tenuz tantost, sur la venue des Pellerins Clercs ou autres dessus declairez, de faire significans de leur venue aus ditz Cappitaines & Officiers: Et ou cas, que par negligence ou autrement la dite significance ne feroit faicte, les diz Pellerins Clercs ou autres dessus declairez, dedens deux heures apres leur venue, pourront departir, passer & aller avant sur leur chemin & en leurs affaires; & s'ilz treuvent aus ditz Portes aucunes Persounes ou Personne, & par leurs congie ilz seulent entrez es dites Villes fermees, ilz ne forferont riens, ja soit ce que celui ou ceulx, qui leur auront donne le dite congie, n'en eussent aucune puissance, mais l'eussent fait par simplesse fraude ou mal engin.

Item, que tous Pescheurs, tant d'Angleterre, Yrlande, Calais, que Bretaigne, quelz qu'ilz soient, pourront paisiblement aller par tout sur Mer, pour gaigner leur Vivre sans empeschement ne destourbier de l'une Partie ne de l'autre & sans qu'il leur soit besoing sur ce retenir ne obtenir aucune licence congie ne sauf conduit: Et avecques ce se fortune ou autre aventure chassoit ou amenoit les ditz Pescheurs de la partie d'Angleterre en aucuns des Portz & Havres des Destroitz ou Dangiers du dite Duche; ou les Pescheurs du dite Duche, en aucuns des Portz & Havres ou Dangiers, du dites Royaume d'Angleterre, d'Irland, & de Calais, qu'ilz soient paisiblement & franchement receuz & traictez raisonablement d'une coste & d'autre, en payant aux lieux ou ilz arriveront les Tolieux, Coustumes & Devoirs accoustumez; & d'ilec puissent liberallement retourner a tous leurs Nefs, apparelz & biens sans destourbier, arrest ne empeschement; pourveu que par les ditz Pescheurs d'ung coste & d'autre ne soit commise aucune fraude ne fait dommaige.

Item, que es dites Portz d'Angleterre, d'Irland, & de Calais aucuns Escumeurs ne gens labourans sur la Guerre ne aussi Marchans Marriniers ne autres de quelque condition, soient Angloys, Yrlandoys, Francois, ou autres de quelque Nation, ne feront soufferez entrer ne yssyr pour faire grevance à Marchans, Facteurs, leurs Familiers, Maistres de Nefz, Mariniers, Pelerins, Clercs, & Pescheurs de Bretaigne, ne a leurs biens & Marchandises, aincoys gardera a son povoir le dit Roy les Marchans Mariniers, & autres gens du dit Pais de Bretaigne, qui yront es dites Portz & Havres de toute oppression & dommaige que leur vouldroient faire les Subgectz au dit Roy, ou autres quelconques soient ennemys du dite Pais de Bretaigne, ou autres quelzconques; & aussi es Portz & Havres estans ou dite Pays de Bretaigne aucuns Escumeurs ne gens labourans sur Guerre, ne aussi Marchans, Mariniers, ne autres de quelque condition, soient Bretons, Francoys ou d'autres de quelque Nation, ne feront soufferts entrer, ne yssyr pour faire grevance a Marchans, Facteurs, leurs Familiers, Maistres de Nefz, Mariniers, Clercs, & Pescheurs de la partie d'Angleterre, ne a leurs biens, & Marchandises, aincois feront gardez le mieulx que faire se pourra les Marchans, Mariniers, & Subgectz, du dite party d'Angleterre, qui vendront es ditz Portz & Havres, de toute oppression & dommaige que leurs vouldroient faire les ditz Bretons, ou autres quelzconques soient ennemys des gens du party d'Angleterre, ou autres.

Item, se, durant ce present Traicte, aucun dommaige, que Dieu ne vuelle, estoit faict d'un coste ou d'autre contre ce present Accord, pourquoy il convenist faire requeste ou poursuite que la personne ou personnes, de quelque estat qu'ilz soient jusques au nombre de dix personnes & au tant de chaulx ou au dessoubz, que de la partie d'Angleterre (c'estassavoir) de par *le dit Roy*, ses Chancelier, Admiral, Tresorier, ou Chambellan qui pour lors feront; Et de la part *du dit Duc*, ses Chancellier, Mareschal, Admiral, & Grant Maistre, qui pour lors feront, ferons pour telles causes envoyez en Angleterre, Yrlande a Calais, ou ailleurs, d'un coste, ou d'autre, pourront passer par Terre, ou par Mer, Riviers, ou Eaues doulces seurement entrer, & demourer franchement es Villes fermees pareillement que dessus est declaire des autres Marchans d'un coste & d'autre, & attendre a la poursuir de leurs besegnes par vertu de ce present Accord sans empeschement ne avoir pour ce autre Saufconduit.

Item, & se par Escumeurs ou autres labourans sur la Guerre aucuns biens, des Marchans de l'un ou autre part, estoient prins sur Mer ou Rivieres & Eaues doulces, & amenez en aucuns des Portz & Havres d'un Partie ou de l'autre, que iceulx biens ne pourront illecques estre venduz ne alienez sur Terre ne mys a Terre par les ditz Escumeurs ou autres quelzconques, amys ou ennemys; Et s'ilz estoient ainsi venduz, ou alienez sur Terre, ou mys a Terre, restitution fera faicte des ditz biens ou de leurs valeurs aux Marchans, Facteurs, ou Mariniers sur les quelz auront este prins; Et auront les Officiers des Lieux mandement expres, par Lettres Patentes, tel qu'il appartendra de faire, faire la dite restitution, toutes les foiz que le cas y eschera, sur paine de les recouvrer sur eulx si les ditz biens estoient ainsi venduz ou alienez a Terre ou mys a Terre; de leur sceu ou souffrance & avecques ce sera fair deffence es Portz & Havres, d'un coste & d'autre, sur certaines & grosses paines, que aucune de quelque Nation qu'il soit ne achate a Terre ne pour mettre a Terre aucuns des ditz biens.

Item, que es Victuailles, Marchandises & autres biens venans & alans du dit Pais de Bretaigne ou de quelque party que ce soit vers le dites Royaume d'Angleterre, Yrland, ou Calays, ou aussi venans du dite Pais d'Angleterre ou de quelque autre Pays ou dite Pays de Bretaigne pour quelzconques personnes, non ennemys a l'une Partie ne a l'autre, & en quelzconques Vaisseaux qui soient menez, ne fera par ceulx de l'une Partye ne de l'autre mys empeschement ne destourbier en quelconque maniere.

Item, se, durant le temps de ce present Accord, aucuns Vasseaulx des Marchans, de la partie d'Angleterre ou de Bretaigne, chargez ou non chargez, estoient par fortune de tempest, par force de venz, ou autrement chassez, ceulx de l'une Partie en aucuns des Portz & Havres

Anno 1486.

ANNO 1486.

Havres de l'autte Partie, les dits Vaſſeaulx aveeques les ditz Marchans & Mariniers eſtans en iceulx feront receuz ſeurement & s'en pourront partir franchement a tous leurs biens & Marchandiſes ſans contredir ne deſtourbier; pourveu qu'ilz ne metteront a Terte, ne en autres Vaiſſeaux, leurs dits biens, & Marchandiſes ſans congie & licence des Officiers du Prince du Païs ou autres ayans povoir a ce.

Item, que les Maiſtres des Nefz, & Mariniers de la partie d'Angleterre, a leur venue, es Portz & Havres de Bretaigne, pourront faire licitement lyer leurs Nefz es ditz Ports & Havres, par la maniere que font les Bretons, ſans encourir pour ce en aucane forfaicture au amende, ſauf en ce qu'eſt les Places de Sant Mailo, Breſt, & Tonq; es quelles ne feront entree de leors Navires, es petitz Havres d'iceulx, ſans le congie des Cappitaines des Lieux, ou autres Officiers ayans povoit a ce; Et ſemblablement le pourront faire les Maiſtres des Nefz, & Mariniers de Bretaigne, es Portz & Havres d'Angleterre, ſans & excepte les Portz & Havres que pareillement, par le Roy, feront exceptez.

Item, durant ce preſent Traicte d'entrecours, les Marchans, Maiſtres de Navires, & Mariniers du dite Païs de Bretaigne, ne ameneront par fraude ou couleur quelconque aucuns biens, ou Marchandiſes, des ennemis *du dit Roy*, ne de ſes Subgitz par Mer; &, ou cas qu'ilz en feront interrogez par aucuns Eseumeurs ou autres gens de la partie d'Angleterre, ilz en feront juſte & plaine confeſſion: Et pareillement les Marchans, Maiſtres de Nefz, & Mariniers de la partie d'Angleterre, ne ameneront par fraude ou couleur quelconque, aucunes Marchandiſes ne biens des eſtrangiers & ennemys des dite Païs de Bretaigne; & s'ilz en eſtoient demandez ou interrogez par aucunes du dite Païs de Bretaigne, ilz en feront juſte confeſſion, comme dit eſt; &, par ce que dit eſt en ce preſent Traicte, n'eſt pas entendu que, ſi les gens du dite Païs de Bretaigne mettoient leurs perſonnes, biens, ou Marchandiſes, en Navires de partie des ennemis *du dit Roy*, non ayans Saufconduit de lui, ne eſtans en Treves ne Abſtinences de Guerre avecques lui, que les gens du dite parti d'Angleterre ne peuſſent prendre, acquerir a eulx les Perſonnez & biens qu'ilz prendroient dedens les Navires ennemys *du dit Roy*: Et auſſi pourront les gens de Bretaigne prendre & acquerir a eulx les perſonnes & biens du partie d'Angleterre, qu'ilz trouveront en Navire ennemis du dite Païs de Bretaigne, non ayans Saufconduit *du Duc*, ne eſtans en Treve ne Abſtinence de Guerre avecques *le dit Duc*, ainſi qu'il eſt dit de ceulx du dite party d'Angleterre; mais les gens d'ung chaſcun party pourront mener & ramener par Terre, par Mer, Rivieres & Eaues doulces, les ungs d'eulx ou party de l'autre, & chaſcun d'eulx en ſon party les biens des gens, qui ne feront enemys de l'autre party, ſans qu'ilz en ſoient empeſchiez, ne que les gens d'un party ne de l'autre y portent dommaige en aucune maniere.

Item, ſe, durant le temps de ce preſent accord, aucune Nef ou Vaiſſeau de la partie d'Angleterre, charges de biens ou Marchandiſes par fortune, tempeſte de Mer ou autrement, touchoit a Terre, ou periſſoit, ſur la coſte, ou Havre de Bretaigne, ſi en icelle Nef ou Vaſſeau, demouroit homme, femme, enfant, chien, chat, ou coq vivant, les hommes, biens, ou Marchandiſes d'icelles demourront ſauf a ceulx a qui il appartendront en payans couſtage raiſonnable a ceulx qui les auront ſauvez, ſans ce que les dits biens puiſſent eſtre ditz confiſquez ne parduz; Et auſſi ſemblablement ſera faict obſerve es Portz & Havres, & autres Parties d'Angleterre, Yrland, & Calays, au regard des Navires de Bretaigne, qui par la maniere deſſuſdite toucheront a Terre ou perilleront.

Item, que les Marchans d'Angleterre auront & pourront avoir & tenir es Villes de Bretaigne, ſauf es Villes de Saint Malo, Breſt & Toneq, es quelles n'auront nulle demourence, ſe par les Cappitaines ou Gardes d'icelles Places n'eſtoit aviſe ou ordonne Hoſtelz pour eulx meſmes, & joyront illecques de toutes telles & pareilles Franchiſes comme les autres Marchans eſtrangiers qui ont entrecours & comunication de Marchans en Bretaigne, & feront traictez auſſi doulcement & gracieuſement comme les autres Nations frecantans en icelui Païs, Villes & Lieux d'icellui; Et pareillement les Marchans de Bretaigne auront & pourront avoir & tenir es Villes du dits Royaume d'Angleterre, Yrland, Ville & Marche de Calays, ſauf ſemblablement es Villes, Lieux, & Places qui, par les Lettres *du Roy*, en feront exceptees, Hoſtelz pour eulx, & joyront des dites Franchiſes & auſſi feront traictez comme deſſus eſt dit des dites Marchan d'Angleterre.

Item, ou temps a venir ne ſera parmis ne ſouffert, a nul quelconque Officier ou autre perſonne, de la partie d'Angleterre, a la Requeſte de quelque perſonne que ce ſoit, faire faire, ne ſuffrir eſtre fait aucun Arreſt ſur les Perſonnes de Subgectz *du Duc*, ne ſur leurs biens, Navires, ne Marchandiſes, pour quelque cauſe que ce ſoit; ne pareillement, ne ſera ſouffert faire par les Officiers *du Duc*, ſur les Subgectz *du Roy*, leurs biens, Navires, ne Marchandiſes, ſans que tout premier, celui ou ceulx qui les vouldront ainſi arreſter apparoiſſent Mandement du Prince, ou qu'ilz ayant commandement, congie, & licence de ceulx qui auront l'adminiſtration de Juſtice ſur les Lieux, Quelz, Juſticiers, & Officiers, feront tenuz de prendre bonne & ſeure caution de la Partie qui vouldront faire le dite Arreſt, de ſatisfaire la Partie, ſur la quelle ſera fait le dite Arreſt, ou ſur ſes Navires, biens, ou Marchandiſes de tous ſes intereſtz & dommaiges, qu'il pourra avoir porte ou ſouffert, portera, ou ſouffrirat a l'occaſion d'icellui Arreſt par autant qu'il ſera de raiſon, & ſur paine aus dits Officiers & Juſticiers qui feront, ou ſouffreront eſtre fait, au contraire, d'en reſpondre, comme de leur propre fait.

Item, s'il avenoit (que Dieu ne vuelle) que par aucune de l'une coſte, ou de l'autre aucune choſe feuſt faicte ou attemptee contre l'eſtat de ce preſent Accord & ſeurte en quelque lieu ou Port par quelque voye, ja pourtant ce preſent accord ne ſera tenu, ne entendu entraint, ne pour ce Guerre, Arreſt, ne deſtourbier d'aucun des perſonnes touchees en ce Traicte ne ſera fait, ne meu; mais ſera fait, repare par le Segneur de l'un & de l'autre Partie, & mys en ſon premier, & deu eſtat: Et eſt bien a ſavoir que, par ce preſent Traicte & Accord, ne pour riens qui ſoit contenu en ces preſentes, n'eſt aucunement contendu prejudicier ne deroger aux Statuz, Conſtitutions, Ordonnences, Couſtumes, Uſaiges, Prohibitions, ne Deffences, faictes & eſtablies avant ces heures, tant de la partie *du dit Roy*, de ſes Royaume & Païs d'Angleterre, d'Yrlande, & de Calays, que auſſi de celles *du Duc*, Païs & Duche de Bretaigne, ſi bien celles qui concernent l'eſtapple de Calays, comme autres quelzconques; ains demourront les ditz Statuz, Couſtumes, Uſaiges, Prohibitions, Deffences, & Eſtabliſſemens, tans d'une partie que d'autre, en leur vertu, & feront obſervees & gardees ainſi qu'ilz eſtoient paravant ces preſentes.

Les quelz entrecours, communication de Marchandiſe, Peſcherie de Mer, & autres choſes neceſſaires deſſus declarees, feront & demourront en leur force, vertu & valeur, *depuis le dapte de ces preſentes, la vye durant des* ditz Roy & Duc, *& par ung an apres la mort d'icelui des ditz Princes qui premier decedera.*

TOUTES LES QUELLES ARTICLES & Points, auſſi bien des Treves & Abſtinence de Guerre, comme l'entrecours, communication de Marchandiſe, Peſcherie de Mer, & autres choſes en la maniere & forme ce deſſus contenuz & declairez, nous les ditz Orateurs & Ambaſſadeurs *du dit Duc*, par vertu de nôtre Commiſſion & par l'auctorite & puiſſance d'icelle, AVONS PROMIS & prometons en bonne foy ou nom & pour la part de nôtre dit Souverain Seigneur *le Duc*, qu'il gardera & obſervera, & ſera garder & obſerver par ſes Subgitz, en tant que a lui & a eulx touche & peult toucher, de point en point, inviolablement, ſans enfraindre tout ce que deſſus ſelon que dit eſt; & que nôtre dit Souverain Seigneur *le Duc* ratiffiera & confermera tout c'eſt notre Appointement, de mot en mot, par les Lettres Patentes de Ratification & Confirmation, ſoubz ſont grant Seel, & icelles ſera bailler & delivrer, en la Cite de Londres, dedant le jour & Feſte de Touſſains prochain venants, au *dit Roy*, ſes Commis & Depute, qu'el baillera & ſera bailler & delivrer le ſemblable pour nôtre Soverain Seigneur *le Duc*.

Les Teneurs des quelles Commiſſions, dont cy deſſus eſt fait mention, enſuivent, & ſont telz,

FRANÇOIS, par la grace de Dieu, *Duc de Bretaigne, Conte de Montfort, de Richemont, d'Eſtampes, & de Vertus*; a tous ceulx qui ces preſentes Lettres verront & orront, Salut.

ANNO 1486.

Comme par cy devant, entre treshault & trespuissant Prince, mon treshonnore Seigneur & Cousin *le Roy d'Angleterre*, de present pour lui, ses Paiis & Subgetz d'une part, & *Nous* & les nôtres d'autre, aient este prinses, accordees, & conclutes bonnes Treves, Abstinence de Guerre, & entrecours de Marchandise, pour durer le temps & espace d'un an, qui de bref finira, & icelui temps fini se pourroient faire Prinses & Pilleries a la Mer, & ailleurs des Subgetz de l'un partie sur l'autre, qui pourroient estre cause de Guerre & division entre mon dit treshonnore Seigneur & Cousin, ses Royaume, Paiis, & Subgetz d'une part, & nous, nôtre dit Duchie, Paiis, & Subgetz d'autre, qui nous feroit a tresgrant grief & desplaisir,

Car nous desirons de tout nôtre cueur vivre en bonne Amour & Union aveeques mon dit treshonnore Seigneur & Cousin, tant pour la grande & singuliere Amour que lui portons a cause de la noureture que par plusieurs ans avons fait de lui en nôtre Paiis & Duchie, que pour les sceus, honneurs, prudence, & vaillance qui habondent en sa personne, aussi pour l'entretenement des bonnes amitiez, bienveillances, & intelligences, que de long temps ont este entre feuz Princes de bonne memoire les *Roys d'Angleterre* Predecesseurs de mon dit treshonnore Seigneur, Cousin & leurs Royaume, Paiis, & Subgectz, & feuz Princes, de clere memoire, noz Predecesseurs *Ducs de Bretaigne*, a qui Dieu pardoint, nous, nôtre Duchie, Paiis, & Subgectz d'autre.

Pourquoy savoir faisons que nous,

A plain confians des sceus, loyaulte, experience, & bonne diligence de, noz bien amez & feaulx, *Jehan le Bouteillier* Chivalier Seigneur de Maupartuis, Maistres *Jehan Troussier* Chantre de Saint Malo, *Rolland de la Villeon* nôtre Senneschal de Hennebend, noz Conseilliers & Chambellan, Maistre *Francoys du Pon* nôtre Secretaire,

Iceulx & deux ou trois d'eulx avons fait, institue, estably, & ordonne, & par ces presentes faisons, instituons, establissons, & ordonnons, noz Procureurs, Orateurs, Ambassadeurs, & espiciaulx Messagiers,

Aus quelz & a deulx ou trois d'eulx avons donne & donnons par ces presentes plain Povoir, Auctorite, Commission, & Mandement especial, de, pour & ou nom de nous, noz Duchie, Paiis, & Subgectz, traicter, prendre, acorder, & conclure aveeques mon dit treshonnore Seigneur & Cousin *le Roy d'Angleterre*, ou ceulx qu'il lui plaira commettre & deputer, pour lui, ses Royaume, Paiis, & Subjectz, prorogation des dites Treves, Abstinence de Guerre, & entrecours de Marchandise, jusques a tel temps quel par entre eulx sera avise, y augmenter, les interpreter, & esclarsir, & de nouveau, si mestier est, les prendre, acorder, & conclure, s'ilz voient qu'il soit requis pour le bien de mon dit treshonnore Seigneur & Cousin, ses Royaume, Paiis, & Subgectz, & nous & les nôtres, ainsi qu'ilz verront l'avoir a faire,

Et generallement de faire en ce que dessus tout ce que ferions ou faire pourrions si presens estions; pose que le cas requiere mandement plus especial, ou presence de personne.

Promectons, en bonne foy & parolle de Prince, & par les foy & serment de nôtre Corps, avoir ferme, estable, & agreable ce que par nos ditz Procureurs, Orateurs, Ambassadeurs, & espiciaulx Messaigiers sera fait & procure en ce que dessus, & le ratiffier & en bailler noz Lettres Patentes lors que requis en serons.

En tesmoing de ce nous avons signe ces presentes & fait seeller de nôtre grand Seel.

Donne en nôtre *Ville de Nantes* le cinquiesme jour de Juign, l'an mille, quatrecens, quatrevingts seix.

HENRICUS, Dei gratiâ, *Rex Angliæ & Franciæ, & Dominus Hiberniæ*, omnibus, ad quos præsentes Literæ pervenerint, Salutem.

Sciatis quòd,

Cùm Illustrissimus Princeps Consanguineus noster Carissimus *Franciscus*, eadem gratiâ, *Dux Britanniæ*, spectabiles & prudentes Viros, *Johannem le Bouteiller* Dominum de Maupartuys Militem, Magistros, *Johannem Troussier* Præcantorem Ecclesiæ Macloviensis, *Rollandum de la Villeon* Seneschallum de Hennebound, Consiliarios, ac Magistrum *Franciscum du Pon* Secretarium, suos Procuratores, Oratores, Ambassiatores, & Nuncios speciales ad nos destinaverit, cum Potestate, Auctoritate, & Mandato speciali de & super Treugis, Guerrarum Abstinentiâ, & mercium intercursu, jam nuper pro uno Anno, in brevi expiraturo, inter *Nos* & dictum Consanguineum nostrum captis & conclusis, nobiscum aut cum his quos deputare vellemus tractandi, accordandi, & concludendi, ipsósque Treugas, Guerrarum Abstinentiam, & intercursum, ad tale tempus, de quo inter Nos aut Deputatos nostros ex unâ parte, & dictos Ambassiatores ex alterâ parte, poterit concordari, prorogandi, augmentandi, interpretandi, & declarandi, ac de novo, si necesse fuerit, capiendi, concordandi, & concludendi, prout ipsis Ambassiatoribus, Nobisque aut Deputatis nostris hujusmodi, pro bono & utilitate unius & alterius Partis, faciendum videbitur, quemadmodum in Literis Patentibus dicti Consanguinei nostri, *de dato quinti diei Junii apud Villam de Nanntes, Anno instanti*, hæc & alia hujusmodi, auctoritatem & potestatem dictis Ambassiatoribus attributam concernentia, plenius continentur,

Nos, considerantes quàm placitum sit Deo auctori Pacis Principes & Populos Christianos effusionem Christiani Sanguinis devitare, seséque amicabili communicatione mutuò prosequi, ut sub bona & firma semper securitate invicem conversentur, ipsius Illustrissimi Principis *Ducis Britanniæ* Consanguinei nostri carissimi votivis desideriis, pro more Antecessorum nostrorum Regum Angliæ, qui cum, bonæ memoriæ, *Britanniæ Ducibus* Tractatus amicabiles sæpissimè inierunt, morem gerentes,

De fidelitate igitur, circumspectione, & industriâ, prædilectorum & fidelium nostrorum, Venerabilis Patris *Johannis Episcopi Lincolniensis*, *Thomæ Boutiller Comitis de Ormont* carissimæ Conthoralis nostræ Reginæ Camerarii, Magistrorum, *Henrici Aynesworth* Legum Doctoris Canonici Lincolniensis in Officio Privati Sigilli nostri secundarii, ac *Johannis Baillis* Capellani nostri ac in Capella nostra Regia de Windesore Canonici, Consiliariorum nostrorum, plenariè confidentes,

Ipsos nostros veros & indubitatos Procuratores, Commissarios, & Deputatos facimus, constituimus, & ordinamus per præsentes,

Dantes & concedentes eisdem Procuratoribus, Commissariis, & Deputatis nostris, tribúsque aut duobus eorum, plenam potestatem, auctoritatem, ac Mandatum speciale, pro nobis & nomine nostro, Regno nostro Angliæ, Terris, Dominiis, & Subditis nostris quibuscúmque, tractandi, concordandi, & concludendi, cum Oratoribus & Ambassiatoribus dicti Illustrissimi Principis *Francisci Ducis Britanniæ* Consanguinei nostri carissimi supranominatis, pro *ipso Duce*, Ducatu suo Britanniæ, Patriis & Subditis suis quibuscúmque, de & super Treugis, Guerrarum Abstinentiâ, & mercium intercursu, adhuc inter nos & dictum Consanguineum nostrum durantibus, prorogandis, augmentandis, interpretandis, & declarandis, & de novo, si ita visum fuerit oportunum, capiendis, concordandis, & concludendis usque ad tale tempus de & super quo tàm nostri Commissarii quàm Ambassiatores Ducis antedicti inter se poterunt concordare, & sicut eis pro bono & utilitate utriúsque Partis videbitur faciendum,

Et generaliter cætera omnia faciendi in præmissis, quæ nos faceremus seu facere possemus si præsentes essemus, etiam si talia forent quæ Mandatum magis exigant speciale;

Promittentes & promittimus, bonâ fide & in verbo Regio, nos ratum, gratum, & firmum habituros quicquid per dictos nostros Commissarios, Procuratores, seu Deputatos in forma prædicta actum, gestum, seu procuratum fuerit in præmissis, aut aliquo præmissorum, & quòd super hoc dabimus Literas nostras Patentes confirmatorias quando ad id fuerimus debitè requisiti.

In cujus rei Testimonium has Literas nostras fieri fecimus Patentes.

Teste meipso apud *Westmonasterium* decimo nono die Julii, Anno Regni nostri primo.

En tesmoing de quoy nous les dites Orateurs & Ambassadeurs du dit *Duc de Bretaigne* nôtre Souverain Seigneur avons signe ces presentes de noz Signes manuelz, & seellez de noz Seaulx en la *Cite de Londres* le xxii. jour de Juillet, l'An mille, quatrecens, quatrevings & six, pour estre baillees & delivrees au Roy d'Angleterre.

I. LE BOUTEILLIER.
J. TROUSSIER.
R. DE LA VILLEON
F. DU PON.

Sub Sigillis duobus ceræ rubræ, pendentibus a Caudis Pergamenæ.

XCII.

Anno 1486.

XCII.

18. Sept. Kaysers MAXIMILIANI I. Bestättigung und Erneuung des von seinem Herrn Vater Kayser FRIDERICO Hertzog ALBRECHTEN zu Sachsen ertheilten Diplomatis, wodurch diesem der Anfall der Hertzogthümer Gülch und Berg gegeben und verliehen worden. Geben in der Stadt Fellazin den 18. September 1486. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheillung IV. Absätz II. pag. 14. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi, in Mantissa Diplomat. LUCII Veronensis Dissertation. de Successione Juliæ, Cliviæ &c. adjector. pag. 4 per extract.]

C'est-à-dire,

Diplome de l'Empereur MAXIMILIEN I. *pour la Confirmation & Renouvellement d'un autre Diplome de l'Empereur* FREDERIC, *par lequel la Succession aux Duchés de* Juliers *& de* Bergues *étoit accordée à* ALBERT *Duc de Saxe avec investiture des mêmes Duchés en sa personne. A Fellazin le* 18. *Septembre* 1486.

WIr MAXIMILIAN von GOttes Gnaden Römischer König/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ Ertz-Hertzog zu Oesterreich/ Hertzog zu Burgundir/ zu Lottringen/ zu Braband/ zu Steyer/ zu Kerndten/ zu Krain/ zu Limburg/ zu Lützelburg/ zu Geller/ Grafe zu Flandern/ zu Habspurg/ zu Tyrol/ zu Koburg/ zu Pfirdt/ zu Arteiß/ zu Burgundi/ Pfaltzgrafe zu Hennigau/ zu Holland/ zu Seeland/ zu Namur und zu Sutphen/ Marggrafe des Heiligen Reichs/ zu Burgau/ Landgrafe in Elsaß/ Herr zur Windische Marck/ zu Portenau/ zu Frießland/ zu Salins/ und zu Mecheln/ thun kund:

Nachdem der Allerdurchlauchtigste Fürst/ Herr Friedrich/ Römischer Käyser/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ zu Hungarn/ Dalmatien/ Croatien/ König ꝛc. Hertzog zu Oesterreich/ zu Steyer/ zu Kärndten und zu Crain ꝛc. ꝛc. Grafe zu Tyrol/ ꝛc. Unser lieber Herr und Vater/ dem Hochgebohrnen Albrechten/ Hertzogen zu Sachsen/ Landgrafen in Thüringen/ und Marggrafen zu Meissen/ seinem und Unsern lieben Oheimen/ und Fürsten/ aus sonderlichen Gnaden/ und um manigfaltiger köstlicher seiner Dienst willen/ dem genannten Unsern lieben Herrn und Vater/ und seinen Vorfahren am Reiche/ offtemahls scheinbarlichen beschehen/ den Anfall an dem Hertzogthum zum Berge und zu Gülich/ gnädiglich geliehen und verschrieben hatt/ nach laut der Käyserlichen Briefe/ darüber ausgangen/ und so nun der Hochgebohrne Fürst/ Unser lieber Schwäher/ Herr Carl/ Hertzog zu Burgundi/ seliger Gedächtnüß/ den Hochgebohrnen Arnoldten/ Hertzogen zu Gellern und Gülich/ und Grafen zu Sutphen/ auch seliger Gedächtnüß/ von dem unbilligen Gefängnüß seines Sohns/ Hertzog Adolphs von Gellern erlediget/ und derselbige Hertzog Arnoldt/ solcher unbilligen freventlicher Handthat halber seines Sohns/ jetztgerührt/ denselben seinen Sohn enterbet/ und dem gemeldten Unsern Schwäher Seligen seine Land/ nehmlich die Hertzogthumen Gellern und Gülich/ mit samt der Grafschafft von Sutphen/ verpfändet und erblich übergeben/ darauf vorzirgen/ und merckliche Kosten und Arbeit daran gelegt/ und gethan hat/ alsdenn daß männiglichen kündig und offenbahr/ dadurch seine Liebe zu solchen Landen kommen/ und berechtiget worden ist/ und denn die darnach durch Heyrath desselben Unsers Schwähers einige verlassene Tochter/ Unsre lieben Gemahlin seliger Gedächtnüß/ erblich an Uns kommen und gefallen seyn/ daß Wir Uns alles gäntzlichen verzeihen und fallen lassen/ sondern angesehen Unser lieben Oheim/ Hertzog Ernstes und Hertzog Albrechts/ Gebrüdere von Sachsen/ Churfürsten und Fürsten/ angebohrne nahe gesipte Freundschafft/ auch des genannten Unsers lieben Herrn und Vaters geneigten und gnädigen Willen/ zu ihnen tragen/ darzu ihr vollbrachte tapffere Dienste/ und die sie Uns/ und dem Heiligen Reiche/ zukünfftiglichen thun sollen und mögen/ und auf daß desselben Unsers lieben Herrn Vaters Fußstapffen darinnen von Uns unverruckt gefolget werde;

So bekennen Wir öffentlich an diesem Briefe/ und thun kund allermänniglichen/ daß Wir den obgenannten Unsern Oheimen/ Churfürsten und Fürsten von Sachsen/ und ihren Leibes-Lehens-Erben/ die vorgeschriebenen Unsers lieben Herrn und Vaters Leihunge des Anfalls der Hertzogthum zu Berg und zu Gülch/ mit allen ihren Zu- und Eingehörungen gnädiglichen gewilliget und zugelassen/ thue auch beyden den von neuen/ als Römischer König geliehen und verschrieben haben.

Bewilligen/ lassen zu/ leihen und verschreiben/ auch gegenwärtiglichen/ in Krafft diß Briefs/ als ob geschehen/ daß die genannte Hertzogthum zum Berg und zu Gülch Mangels halber rechtlicher männlicher Leibes-Lehens-Erben vorlediget/ daß denn die zustund und ohn Mittel/ an die obgenannten Unsere Oheimen/ Churfürsten und Fürsten von Sachsen/ und ihre Leibes-Lehens-Erben lediglichen und unverhindert kommen und gefallen sollen/ die darnach mit allen Prælaturen/ Grafschafften/ Herrschafften/ Mannschafften/ Lehen und Lehenschafften/ Gerichten/ Gerechtigkeiten/ Wildbahnen/ Straffen/ Zollen/ Gleiten/ Herrlichkeiten/ Nutzungen und gemeiniglich mit allen und jeglichen Zu- und Eingehörungen/ klein und groß/ nichts ausgenommen/ sondern in aller vorgeschehener/ geübter und hergebrachter Weise und Maß/ als die Hochgebohrnen Fürsten Wilhelm/ jetzund Hertzog zum Gülch und zum Berge/ Unser Oheim und Fürst/ auch seine Erben und Vorfahren seligen/ die inne gehabt/ besessen/ und gebraucht haben/ einzunehmen/ den Uns/ und dem Heilige Reiche/ innen zu haben/ zu besitzen/ und zu gebrauchen/ zu verdienen/ und sich davon zu halten/ mit aller Pflicht/ als sich von solchen Fürstenthumen gebühret und herkommen ist/ gäntzlich ohn alles Geferde. Mit Urkunde dieses Briefes/ mit unserm Königlichen anhangenden Insiegel gebrochen/ halb dieser Zeit Unsre Majestatis Insiegels besiegelt/ und geben in Unser Stadt Fellazin/ auf dem achtzehenden Tag des Monats September/ als man zählt nach Christi Unsers lieben Herrn Geburth/ vierzehen hundert und im sechs und achtzigsten/ Unsers Reichs im ersten Jahr.

Ad Mandatum Domini Regis proprium

R:a

J. LUCAS.

XCIII.

Churfürst BARTOLDS zu Maynz Consens in die Confirmation, so Kayser FRIDRICH Churfürst JOHANNSEN. FRIDRICHEN und SIEGMUNDEN Marggraven von 1487. 10. Juin.

ANNO 1487.

Brandenburg über die Marck Brandenburg mit allen Zugehörungen und Anwartungen/ in specie auf die Mechlenburgische Lande gegeben. Nürnberg Montag nach Trinitatis 1487. [Information vom Uesprung des Königlich-Preussischen und Maragräfflich-Brandenburgischen-Eventual-Successions-Reches an den Mechlenburgischen Reichs-Lehen/ in Beylagen sub Lit. IV. Apud LUNIG, in Grundveste Europäischer Gerechtsamen Part. I. Cap. III. Absatz III. pag. 498. ubi remittit Lectorem ad suum Teutsches-Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheilung IV. Absatz III. pag. 19.]

C'est-à-dire,

Consentement de BARTHOLD *Electeur de Mayence sur la Confirmation accordée par* FREDERIC *Empereur à* JEAN *Electeur de Brandebourg*, *& à* FREDERIC *&* SIGISMOND *Marckgraves de Brandebourg*, *tant pour le Marckgraviat de* Brandebourg, *ses Appendances & Expectances en général que pour celles qui regardent en particulier les Terres & Domaines de* Mecklenbourg. *A Nuremberg le Lundi après la Trinité.*

WIr Bartoldt von Gottes Gnaden/ des Heyligen Stuels zu Meintz Ertz-Bischoff/ des Heiligen Römischen Reichs durch Germanien Ertz-Cantzler und Chur-Fürst/ bekennen und thun kund öffentlich mit diesem Brieffe gein allermenniglich/ Als der Allerdurchleuchtigste/ Großmechtigste Fürst und Herr/ Herr Friederich/ Römischer Keyser/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ zu Hungarn/ Dalmatien/ Croatien/ rc. Königk/ Hertzog zu Oesterreich/ rc. Unser aller gnädigster Herr/ itzo hier zu Nürnbergk die hochgebornen Fürsten/ Unsere liebe Ohme und Schwegere/ Herrn Johannsen/ des Heyligen Römischen Reichs Ertz-Cammerern und Churfürsten/ Herrn Friedrichen und Herrn Sigmunden/ Gebrueder/ Marggraffen zu Brandenburgk/ zu Stettin/ Pommern/ der Cassuben und Wenden Hertzogen/ Burggraden zu Nürnbergk und Fürsten zu Rügen/ solcher Ihrer Chur-Fürstenthumbs/ Fürstenthumben/ Graffschafften/ Herrschafften/ Schlössern/ Stetten/ Landen/ Leuten/ mit allen und jeglichen ihren Herrligkeiten/ Obern und Nidern/ Mannen/ Mannschafften/ Lehn/ Lehnschafften/ Geistlichen und Weltlichen Angefellen/ Richten/ Nutzen und Zugehörungen/ wie die Ihr Vater/ Marggraff Albrecht seeliger Gedächtnüs inne gehabt und gebrauchet/ und was von Alters darzu gehöret hat und gehöret/ und alß die genannten Hertzogthumb und Fürstenthumb Stettin/ Pommern/ der Cassuben/ Wenden und Rügen/ mit Ihren zugehörungen an sie und das Chur-Fürstenthum die Marcke zu Brandenburgk kommen/ und dem genannten Marggraff Albrechten und seinen Lehns-Erben ehemahln verliehen worden sind/ zugesammter Hand/ und nach Lauf und Inhalt Ihrer Eynung und Theilen Brieffe/ die Ihr Vater bey seinem Leben/ und sie sich selber mit denselben ihren Landen und Leuten verschrieben/ und zu einander gesetzt/ sich vereinigt und getheilt haben/ oder künfftiglich thun werden/ gnediglich belehnt/ Ihme auch zu gesamter Hand verliehen und bestetigt hat das Angefell des Hertzogthums zu Meckelnburgk/ des Fürstenthums zu Wenden/ der Graffschafft zu Schwerin mit samt den Landen Stargarden und Rostock/ mit ihren Herrschafften/ Landen/ Leutten/ Schlössern/ Stetten/ zu-und Eingehörungen/ alß dann zwischen den Marggraffen zu Brandenburgk und denen Hertzogen zu Meckelnburgk/ deshalben Verschreibung ausgangen/ die durch den genannten Unsern gnädigsten Herrn den Römischen Keyser/ in Königlichen Wirden/ mit seiner Majestät Brieffe gewilliget und bestettiget seyn/ auch ferner den obgenannten Unsern Ohmen von Brandenburgk/ und Ihren Lehns-Erben Marggraffen zu Brandenburgk/ von Römischer Keyserlicher Macht sembtlich bestetigt/ befestigt/ verneuert und confirmirt hat/ alle ihre Gerechtigkeit/ Wirdigkeit/ Gnade/ Freyheit/ Gewohnheit/ Privilegia und Herkommen/ die zu ihne und Ihren Churfürstenthumb/ Fürstenthümen und Herrschafften gehören; Auch alle Handfesten/ Schrifften/ Brieffe und Freiheit/ damit Ihr Altfordern und sie von Römischen Keysern und Königen seinen Vorfahren am Reiche/ seinen Gnaden und dem Heyligen Reiche begnadet und gefreihet sein/ und die sembtlich oder sonderlich herbracht haben/ alles nach Weisunge der Brieffe von dem genannten Unsern gnädigsten Herrn/ dem Römischen Kayser/ den genannten Unsern lieben Ohmen und Schwegern von Brandenburgk darüber gegeben/ und Wie dann durch dieselben Unsere liebe Ohmen und Schweger von Brandenburgk ersuchet und gebeten seind/ daß wir alß Ertz-Cantzler und Churfürst des Heyligen Reichs/ zu solchen Gnaden Freiheiten/ Rechten/ Belehnungen und Bestettigungen/ Unsern Gunst/ Willen und Verhengnüs geben und thun wollen/ daß wie darum mit wohlbedachten Muthe/ rechter Wißen/ alß Ertz-Bischoff zu Maintz/ des Heyligen Römischen Reichs durch Germanien Ertz Cantzler und Churfürste/ zu solchem obgeschriebenen allen und jeglichen/ Unsern Gunst/ Willen und Verhengnüs gethan haben/ Geben und thun die auch darzu/ mit und in Krafft dieses Brieffes/ Also daß all solche Gnade/ Freiheit/ Recht/ Belehnung und Bestettigung/ den genanten Unsern lieben Ohmen und Schwägern/ Herrn Johannsen Churfürsten/ Herrn Friedrichen und Herrn Siegmunden/ Gebrüdern/ Marggraffen zu Brandenburgk/ und Ihren Lehns-Erben/ nach laut und Innhalt Ihrer Brieffe/ die sie von dem genannten Unserm gnädigsten Herrn/ dem Römischen Keyser/ und andern Römischen Keysern und Königen/ löblicher Gedechtnus/ erworben haben/ gantz/ stett/ vehst und unzerbrochen/ alles Ihres Inhaltes ewiglich gehalten werden/ ohne alle Gefehrde/ Hindernüs und Wiederruffen/ und vollkommene Krafft haben sollen/ gleicher Weise/ alß ob solche Brieffe alle und jeglich hierinnen von Wortten zu Wortten geschrieben und verleibet weren. Zur Urkund haben wir Unser Insiegel an diesem Brieffe thun hengen/ der gegeben ist zu Nürnbergk auffm Montagk nach Trinitatis, Anno Domini millesimo quadringentesimo octuagesimo septimo.

(L. S.)

app.

XCIV.

27. Juin.

JOANNIS GALEAZ MARIÆ SFORTIÆ *Ducis Mediolani Protestatio, quod per Pacta proximè fienda cum* JANUENSIBUS *de eorum Civitatis deditione & submissione, ipse non intendit præjudicare quocumque modo Juribus, tam Christianissimi Regis Franciæ quam suis in præfata Civitate vel Communitate. Actum in Arce Papiæ die 27. Junii Anno* 1487. [Pièce authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milao.]

In Nomine Domini, Amen.

ANNO Nativitatis ejusdem millesimo quadringentesimo octuagesimo septimo, Indictione quinta, vigesimo

Anno 1487.

vigesimo septimo mensis Junii, in Arce Papiæ, videlicet in Anti-Camera Cubiculari infrascripti Illustrissimi Domini Domini Ducis versus Parcum. Illustrissimus, & Excellentissimus Dominus Dominus Joannes Galeaz Maria Sfortia Vicecomes Dux Mediolani &c. Papiæ, Angleriæque Comes, ac Januæ, & Cremonæ Dominus. In præsentia, cum consensu, auctoritate, & licentia Illustrissimi Domini Ludovici Mariæ Sfortiæ Vicecomitis Curatoris, Locumtenentis, & Capitanei sui Generalis, habens plenam, & indubiam scientiam eorum omnium, quæ tractantur, & practicantur per Nicolaum de Nigris Cancellarium, & Mandatarium suum Januæ, tam cum Reverendissimo, & Illustrissimo D. Cardinali Janüense, quam cum illa Communitate, seu particularibus personis, & tam conjunctim, quam divisim, respectu deditionis fiendæ dictæ Civitatis Januæ, cum toto suo Dominio in Ex^m. suam, quam etiam respectu reconciliationis, & redintegrationis cum præfata Dominatione sua ad æternam rei memoriam, ut veritati semper locus sit, nec refricari possit in dubium, quid senserit Dominatio sua. Sponte, & ex certa scientia, ac omnibus modo, jure, causa, & forma, quibus melius fieri potest, dixit, & protestatus fuit, ac dicit, & protestatur, quod non intendit per aliquas Conventiones, Contractus, vel Pacta, quos, vel quæ fieri continget per præfatum Nicolaum, nomine Ex^e. suæ, circa præmissa, vel aliquid præmissorum, seu alter quovis modo cum præfato Reverendissimo, & Illustri D. Cardinali, sive cum Communitate prædicta Januæ, sive cum particularibus personis, tam conjunctim, quam divisim, ut supra, præjudicare in aliquo Juribus tam Christianissimi Regis Franciæ, quam ejus Ex^æ., & tam ratione directi, & utilis Dominii, quod tam præfatus Christianissimus Rex, quam Celsitudo sua habet in dicta Civitate Januæ, & toto illo Dominio; immò vult illa intacta, & illæsa reservari; cum aliter, nec alio modo non deveniret, nec deventurus esset ad aliquas Conventiones, Contractus, vel Pacta: immò casu quo in aliquo derogaret huic menti, & dispositioni suæ, vult illos, & illa esse irrita, & nullius roboris, & momenti ex defectu consensus Ex^æ. suæ, quem nullo modo præstiturus esset, rogans me Notarium infrascriptum, ut de prædictis publicum conficiam Instrumentum. Actum in Anti-Camera, suprascriptis die, & Anno, præsentibus Magnificis, & Præstantissimis Viris Comite Joanne de Aucendolis Castellano dictæ Arcis, Comite Joanne Borromeo, Domino Petro de Birago Equite, Joanne Jacobo Ghilino, & Laurentio Mozzanica Ducalibus Cancellariis, omnibus Testibus notis, & idoneis ad præmissa vocatis, specialiter, & rogatis.

Ego Joannes de Lombardis de Laude Ducalis Cancellarius, ac publicus Imperiali, ac Ducali auctoritatibus Notarius prædictum Instrumentum protestationis rogatus tradidi, extraxi, & me in fidem subscripsi.

Extracta fuit præsens Copia à Registro inscripto sub Litteris L. L. *Ducis* JOANNIS GALEAZ SFORTIÆ *Vicecomitis existente in Regio Archivio Castri Portæ Jovis Mediolani, in papiro scripto. Datum Mediolani die* 30. *Octobris anni* 1759.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRSGELLIUS *Regii Archivii Officialis.*

XCV.

9. Juillet.

Pacta Reconciliationis, & Reintegrationis inter JOANNEM GALEAZ MARIAM SFORTIAM *Ducem Mediolani, ab unâ, &* PAULUM DE CAMPO FREGOSIO *S. R. E. Cardinalem & Januæ Ducem, suo & Communitatis* JANUÆ *nomine, ab alterâ parte; quibus, inter alia, præfatus* PAULUS *deponere Titulum Ducalem, & accipere nomen Ducalis Gubernatoris sub Dominio & Protectione præfati* JOANNIS GALEAZ *Ducis Mediolani, eique semper adhærere promittit. Actum Januæ in Palatio die* 9. *Julii Anno* 1487. *Indictione* (1) IV. [Pièce authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan.]

JOANNES GALEAZ MARIA SFORTIA Vicecomes Dux Mediolani &c. Papiæ, Angleriæque Comes, ac Genuæ, & Cremonæ Dominus. Cum Ill. & Reverendissimus D. Genuæ Dux, unà cum Magnifica Communitate Genuæ cupiant nobiscum Fœderis, & Amicitiæ Pacta inire; Nos, ut nostra in Urbem Genuam benivolentia cunctis palam fiat, desiderio suo libenter morem gerimus, quare omni ex parte confidentes fidei, prudentiæ, & integritati Nobilis Viri Nicolai Nigri Cancellarii nostri, ipsi ... cum auctoritate, arbitrio, consensu, & parabola Illustrissimi D. Ludovici Mariæ Sfortiæ Vicecomitis Patrui, Curatoris, Locumtenentis, & Capitanei nostri generalis ex certa scientia, sponte, & animo deliberato, ac omnibus modo, jure, via, & forma, quibus melius, & validius possumus, facimus, constituimus, deligimus, & creamus nostrum verum, certum, legitimum, & indubitatum Nuntium, Missum, Procuratorem, Sindicum, & Mandatarium, ac quicquid melius dici, & esse potest; qui cum præfato Ill., & Reverendissimo D. Duce, ac iis omnibus quorum intererit nostro nomine, tractet, ineat, faciat, permittat, concludat, & celebret, Fœdera, Amicitiam, & Confederationem cum illis clausulis, firmis, Conventionibus, Capitulis, Pactis, conditionibus, protestationibus, reservationibus, juramentis, & promissionibus, de quibus invicem convenerint; eidem Nicolao dantes, & concedentes amplum, validum, & liberum Mandatum cum plena, libera, & omnimoda facultate, arbitrio, & potestate circa prædicta ea omnia tractandi, agendi, paciscendi, ineundi, & concludendi, ac promittendi, quæ Nosmet si adessemus tractare, agere, pacisci, inire, promittere, & concludere possemus, etiam si talia essent, quæ magis speciale Mandatum exigerent, & de quibus mentio esset habenda specialis, quæ hic omnia pro specificatis habere volumus, & decernimus; Promittentes in fide legalis Principis, quæcunque ab ipso Nicolao, nomine nostro, inita, gesta, promissa, conclusa, & pacta erunt, rata, firma, & inviolabilia perpetuo attendere, servare, & adimplere, nec unquam contravenire, sub obligatione bonorum nostrorum omnium que ad refectionem damnorum, si qua nostra culpa supportabunt, hipotechata esse volumus, & decernimus. In quorum fidem, & Testimonium præsentes fieri jussimus, & registrari, nostrique Sigilli impressione muniri. Datum Papiæ sub fide nostri Sigilli die 25. Junii 1487.

Firmatum JOANNES GALEAZ MARIA, Dux Mediolani. LUDOVICUS MARIA. BARTHOLOMEUS CHALCUS.

In nomine Individuæ Trinitatis, Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, ac totius Cælestis Curiæ triumphantis Amen. Anno Domini millesimo quadringentesimo octuagesimo septimo, die nona Julii. Cunctis pateat, & notum sit, quod Magnificus Nicolaus de Nigris, Illustrissimi D. Ducis Mediolani Cancellarius, habens ad infrascripta plenum, & sufficiens Mandatum vigore Litterarum Ducalium, quarum tenor suprascriptus est, nomine, & vice ipsius Illustrissimi D. Ducis pro quo ad cautelam de rato promittis ex una parte, & Reverendissimus in Christo Pater D. Paulus de Campo Fregosio Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ Tituli Sancti Sixti Presbiter Cardinalis, & Genuensis Dux Ill., agens nomine suo, & Magnifici Consilii Dominorum Antianorum Civitatis Genuæ, pro quibus de rato promittit, & se facturum, & curaturum, ità, & taliter, quod prædictum Magnificum Consilium Dominorum Antianorum nomine Excelsi Communis Genuæ ratificabit, & approbabit, omnia, & singula intra scribenda, & sic mittet suos Oratores infrà mensem à die præsentis Contractus ad ipsum Illustrissimum Principem etiam ad ratificandum, & approbandum omnia cum solemnitatibus opportunis, parte altera, sponte &c.

Pervenerunt, & pervenisse sibi mutuo, & vicissim confessi sunt ad infrascripta Pacta, & Conventionibus, stipulationibus solemnibus vallata, & vallatas, Renunciantes &c. Quarum Literarum Ducalium tenor suprascriptus est.

In primis namque ipse Reverendissimus, & Ill. D. Cardinalis, considerans, animoque revolvens quantum debeat Republicæ, & Civitati Genuæ, Patriæ, & Civitati suæ, ex qua originem traxit, & in qua sui Antecessores, & ipse amplos, & supremos honores susceperunt, dignitatesque, & utilitates quantumque quilibet Civis Patriæ debeat, ita ut major esse debeat caritas erga Patriam post Deum, quam erga Parentes, & præponenda sit salus Patriæ, propriæ saluti, sciensque atque considerans se ad præsens in dicta Civitate utrumque gladium tenere, & præsidere, tam in spiritualibus, quam in temporalibus, ex quo dupplici vinculo ultra Civilitatem tanto magis obligatus est sui ipsius, ac proprii

(1) Il faut lire V. comme il est marqué au commencement de la Protestation de Jean Galeaz, qui precede immédiatement en date du 27. Juin. [DUM.]

ANNO 1487.

proprii honoris oblivisci. Consideransque, ac animo volvens statum dictæ Reipublicæ, ac Civitatis, ac totius Italiæ, volensque, secundum exigentiam, & temporum qualitates, postponere honores proprios, ut Civitati suæ consulat, faveat, & bene faciat; Considerans etiam, quod ipsius Reipublicæ, & Civitatis status melius protegetur, & defendetur sub umbra, & protectione alicujus potentissimi, & justissimi Principis, circumspiciensque suæ prudentiæ oculis, cuinam Principi potius adherere debeat, & quisnam sit inter Christianos Principes, qui magis aptus sit ad dictam Rempublicam, & Civitatem, ne dum protegendam, sed augendam, & ampliandam, habitoque maturo examine in prædictis, & circa prædicta cum nonnullis Civibus, quos caritas erga Patriam non mediocriter movit pariter, & auxit, neminem esse comperit, cui magis hæc protectio conveniat, quam Illustrissimo, & Excellentissimo Principi, & Domino Domino Joanni Galeaz Mariæ Sfortiæ Vicecomiti, Mediolanensium Duci, qui tum ob benivolentiam, quam semper habuit Illustrissima Vicecomitum Familia cum hac inclita Urbe, tum ob ejus singularem bonitatem, & clementiam erga omnes, & potissimum cum fruatur consiliis, & administratione Illustrissimi D. Ludovici Ducis Barri Gubernatoris, Locumtenentis, Curatoris, ac Patrui, cujus prudentia hoc tempore totius Italiæ frena reguntur recté, & summa cum caritate, poterit omnia hujusmodi mala propulsare, & hanc Civitatem protegere, tueri, & ampliare, quod tanto magis de eo est sperandum, quo adeo connexa sunt commoda sui Illustrissimi Dominii, & locorum cum commodis hujus Civitatis, et nihil penitus esse possit boni, vel mali, quod non sit commune, & postremò animadvertens, quod si titulum Ducatus Genuæ dimiserit, & hanc Civitatem, & Districtum sub Vexillo, & protectione dicti Illustrissimi Domini Ducis Mediolani, & titulo Ducalis Gubernatoris omnia administraverit, cessabunt intolerabiles expensæ, quibus ad præsens Respublica Genuensis, & Ærarius Divi Georgii premitur, quia servabitur Pax olim firmata Romæ per Spectabilem quondam Lazarum de Auria tunc Oratorem Excelsi Communis Genuæ, cum Agente pro Communitate Florentiæ, reformabiturque benevolentia etiam cum Serenissimo Rege Ferdinando, & Mercaturæ Comercium augebitur, unde multa commoda Partibus ipsis obvenient, & publica vectigalia plurimum commodi, & favoris accipient, Prædictus Reverendissimus D. Cardinalis, & Ill. Dux ob caritatem erga Patriam, rationibus antedictis, & multis aliis, quæ allegari possent.

In Dei nomine, ac Virginis Matris Mariæ, ac Beati Georgii Vexilliferi Genuensium. Consensit eidem Magnifico Nicolao de Nigris dicto nomine, & per eum prædicto Illustrissimo D. Duci Mediolani sub infrascriptis Legibus, Pactis, & Conventionibus, & non aliter; primò deponere dictum Ducalem titulum, & accipere nomen Ducalis Gubernatoris, ac totam Civitatem Genuæ, cum toto Districtu regere, & gubernare, sub dicti Ducalis tituli nomine, unà cum Magnifico Consilio Dominorum Antianorum, & seu aliis Officialibus Communis Genuæ deputatis, & seu pro tempore deputandis juxta regulas, & ordines Civitatis, & Decreta condita, & pro tempore condenda per eos, salvis semper Privilegiis, & omnibus Juribus, & aliis quibusvis concessis, & de cætero concedendis Comperis Sancti Georgii, tam pro Locis, & Terris, quæ tenentur per ipsas Comperas, quam pro aliis pertinentibus ad Gabellas, & Loca Comperarum Sancti Georgii, quæ salva semper intelligantur, vexillaque Ducalia elevare, pingique facere in & super Arcibus, & Locis consuetis, & super omnibus Navibus, Galeis, & Vasis Navigabilibus juxta morem, & quod omnes Actus, omnes Expeditiones, & quicquid de cætero fiet per ipsum Reverendissimum D. Cardinalem, & Cives deputatos, vel deputandos ad publica Officia pro Communi Genuæ fiet sub nomine, & titulo Ducalis Gubernatoris, & pariter, quod Moneta fabricabitur, & cudetur sub dicto titulo.

Item promittit nullam Ligam facere, Practicam, vel Intelligentiam cum aliquo Rege, Principe, Communitate, vel Dominio, Domino, sine consensu ipsius Illustrissimi D. Ducis Mediolani, quæ sit contra Statum præfati Domini Ducis Mediolani, aut quæ per rectum, aut indirectum offendat, nunc, & in futurum Statum præfati Illustrissimi D. Ducis. Verùm quia ipse Reverendissimus D. Cardinalis, & sic Commune Genuæ habuerunt hactenus Ligas, & Confœderationes cum aliquibus Italiæ Potentatibus, ex quarum causâ debentur dicto Reverendissimo D. Cardinali, & Magnifico Officio Baliæ Genuensis non parvæ pecuniarum quantitates, voluit ipse Reverendissimus Dominus Cardinalis, dictis nominibus, quod eidem, & dicto Communi Genuæ sit actio, & restet possendi uno modo, vel alio tam in Mari, quam in Terra inquirere, & procurare, & accipere dictam eorum debitam satisfactionem, non obstante Capitulo, & aliis supradictis, & sic quibusvis Civibus Genuensibus habere debentibus, a quovis Potentatu, Domino, vel Dominio, tam ex causa represaliarum concessarum, vel concedendarum, quam alia quavis causa, immo, quod restet eis actio, ut ante depositionem Ducalis tituli, & acceptationem Ducalis Gubernatoris.

Item, ut effectus demonstretur ex antedicta adherentia, protectione, & Gubernationis titulo promisit, & promittit dictus Reverendissimus D. Cardinalis dicto nomine, quod salvis, Mercaturæ Commercio, & omnibus superius declaratis, & inferius declarandis, Respublica Genuensis erit amica amicorum dicti Illustrissimi D. Ducis Mediolani, & inimica inimicorum; sub hac obligatione tantum, & non ultra; videlicet, quod semper, & quomodocunque inferretur aliqua molestia ipsi Illustrissimo D. Duci contra suum Statum in Lombardia, debeant Reverendissimus D. Cardinalis, & Respublica Genuensis semper ad requisitionem ipsius Illustrissimi D. Ducis Mediolani, eidem auxilium, & favorem præstare contra omnes provocantes ipsum Illustrissimum D. Ducem Mediolani, videlicet ex hominibus Balistrariis quingentis pro mensibus tribus tantum, expensis dicti Excelsi Communis Genuæ, & si plures homines, & pro pluri tempore voluerit ipse Illustrissimus D. Dux Mediolani, illos habere possit expensis ipsius Illustrissimi D. Ducis, & non dictorum Genuensium; pariter, & eo modo, si armare eliget sua Illustrissima Dominatio contra aliquam Potentiam Italiæ, tantum eidem accomodare de corporibus Navium quatuor grossarum, & Galearum duodecim cum apparatibus necessariis ad navigandum pro dictis mensibus tribus tantum; solvente ipso Illustrissimo D. Duce stipendium Marinariorum, & Officialium, & omnia alia necessaria, & si pro pluri tempore ipsas Naves, & Galeas retinere voluerit, id facere possit sumptibus suis, & tam pro corporibus, quam pro aliis omnibus, hac lege, & conditione, quod Patroni, tam Navium, quam Galearum, ac Capitaneus ipsarum sint Genuenses, & eligi debeant hic Genuæ per ipsum Illustrissimum D. Cardinalem Ducalem Gubernatorem, & agentes pro Communi Genuæ, qui tamen Capitaneus, & Patroni teneantur jurare fidelitatem tam dicto Reverendissimo D. Cardinali Ducali Gubernatori, quam cuicumque Ducali Commissario in ea Classe ponendo per ipsum Illustrissimum D. Ducem Mediolani, ac eidem obedire in pertinentibus ad dictam Classem; & si contingeret ipsi Civitati Genuæ aliquod Bellum ingredi pro defensione Status ipsius Illustrissimi D. Ducis Mediolani ab aliquo Potentatu Italiæ, per quod Bellum, Locus, & Insula Chii offenderetur ab aliquo Potentatu Italiæ, prefatus Illustrissimus D. Dux Mediolani teneatur unà cum ipso Communi Genuæ ad defensionem dicti Loci, & Insulæ Chii a tali Potentatu Italiæ, & hoc modo, Locus, & Insula Chii teneatur ex nunc elevare vexilla prefati Illustrissimi D. Ducis Mediolani, ut de aliis dictum est, salvis semper Conventionibus, & aliis concessis dicto Loco, & Insulæ Chii, & Mahonentibus, & pari modo intelligatur eo casu de Insula Corsicæ.

Et versa vice ipse Magnificus Nicolaus, nomine ac vice, & tanquam Procurator, & Procuratorio nomine dicti Illustrissimi D. Ducis, a quo habet speciale Mandatum ad omnia, & singula, & qui ad cautelam de rato promittit, & se facturum, & curaturum, ita, & taliter, & cum effectu quod ipse Illustrissimus D. Dux Mediolani, cum auctoritate, & consensu præfati Illustrissimi D. Ludovici Patrui, Curatorisque sui, ac Ducalis Locumtenentis, & Capitanei Generalis cum solemnitatibus debitis, & requisitis ratificabit omnia, & singula suprascripta infra dies quindecim a die præsentis Contractus; acceptans omnia supradicta promisit, & promittit ipsi Reverendissimo Domino Cardinali præsenti, & acceptanti eundem in Gubernatoris Ducalis regimine dictæ Civitatis Genuæ continuò, & perpetuò manutenere, & defendere a quocunque Potentatu, Domino, & Dominio, sive aliqua quacunque persona, Communi, Corpore, Colleggio, vel Universitate, etiam si talis, & tales offendere volens, vel volentes, essent Cives, Subditi, vel exiticii, aut rebelles, nec offendere volenti consentire, nec consentire permittere, vel auxilium, aut consilium, vel favorem, per rectum, nec

ANNO 1487. nec per indirectum præbere, immò potius eum in dicto Offitio manutenere, protegere, & deffendere, ac tueri effectualiter contra quemcumque, qui contra eum in Italia tantum insurgere vellet, aut arma contra eum quovis modo, vel quesito colore movere.

Insuper sciens, & inteligens ipse Magnificus Nicolaus dicto nomine, prefatum Illustrissimum D. Ducem non aspirare ad Dominium dictæ Reipublicæ Genuensis, sed solum optare ex ea, ac viribus suis se valere posse ad honorem, amplitudinem, & commune commodum, cupiens etiam dictam Genuensium Rempublicam cum Civium Unione, & in Pace habere, & ampliari, & pariter pro quanto solidior, & firmior erit potestas ipsius Reverendissimi Domini Cardinalis Ducalis Gubernatoris, quantoque potentior fuerit in dicta Civitate, ad omnes emulationes, & consimiles suspicationes evitandas, tanto diuturnior erit benevolentia, & protectio prædicta, approbavit, & approbat, quod ipse Reverendissimus D. Cardinalis Ducalis Gubernator teneat, & tenere possit, ac debeat Arces Castelletti, & Castellacii Civitatis Genuæ, Castra Saonæ, & alia Castra, & Fortilicia Districtus Genuæ munita, & cum illis hominibus, & aliis, prout sibi Reverendissimo D. Cardinali placuerit, sub vexillo tamen ipsius Illustrissimi D. Ducis, & quod ipse Reverendissimus D. Cardinalis Ducalis Gubernator possit, & valeat conferre omnia Offitia Civitatis Genuæ, & Districtus sub Ducali nomine, unà cum Magnifico Consilio Dominorum Antianorum, prout, & sicut ipse Illustris, & Reverendissimus D. Cardinalis, sui Ducatus tempore, contulit, & conferre solitus est, & demum omnia, & singula facere, gerere, & administrare, cum plena, & libera Jurisdictione sub dicto Ducalis titulo, prout faciebat, aut facere potuisset ante confectionem præsentium Capitulorum.

Insuper declaratum est, quod quicunque provisionati, qui etiam tenebuntur in Palatio, & alibi ad custodiam Palatii, & Civitatis, & aliorum locorum Communis Genuæ, ac etiam ex pecunia Communis, quam aliter fiant, & eligantur per ipsum Reverendissimum D: Cardinalem Ducalem Gubernatorem in omnibus, & per omnia, prout solitum est fieri ante confectionem præsentis Instrumenti.

Et ut magis, & apertiùs inteligatur animus prefati Illustrissimi D. Ducis Mediolani, ac bona, & liberalis ejus mens erga ipsum Reverendissimum D. Cardinalem Ducalem Gubernatorem ac Cives Genuenses tam pro cautela, & securitate prædicti Status, & Gubernatoris, quam pro subventione Errarii Genuensis, libere promisit, & promittit dicto Reverendissimo D. Cardinali, & Communi Genuæ solvere continuò, tam tempore Pacis, quam Guerræ, stipendium provisionatorum centum quinquaginta mensuatim eo stipendio, quo in Janua solvitur pro custodia dictæ Civitatis, & Status ultra tenendos expensis Communis, & qui provisionati pariter capi, & conduci debeant per ipsum Ducalem Gubernatorem, in omnibus, & per omnia, prout de aliis supradicitur. Si verò Guerra moveretur dicto Reverendissimo D. Cardinali Gubernatori, & seu Communi Genuæ per quemvis tunc complere debeat numerum Stipendiatorum quingentorum, & Equitum armatorum quinquaginta, & pro pluri, ac majori summa, secundum exigentiam, expensis Illustrissimi D. Ducis Mediolani, pro eo tempore, scilicet, quo Guerra durabit, solvendo in moneta, modo, quo supra dictum de provisionaris, ultra generalem obligationem tutellæ, & defensionis, quæ salva remaneat.

Item promittit nomine, quo supra, quod per prefatum Illustrissimum D. Ducem Mediolani providebitur, & fiet cum effectu, quod Florentini citra Macram non progredientur contra Genuenses, & ad hoc præstabit ipsis Genuensibus omne auxilium, & favorem opportunum, ac eos deffendet.

Item promittit prefatus Magnificus D. Nicolaus Procurator, ut supra, quod quicumque Subditi Communis Genuæ, & Magnifici Offitii Sancti Georgii, qui habent possessiones privatas, & quæ ad eos spectant ultra Macram, comprehensis etiam hominibus Ameliæ, & Illicis, gaudebunt, & fruentur eis pacificè, neque in eis permittet Florentinos dare ullam molestiam prefatis Subditis, & hominibus.

Item promittit, nomine quo supra, dictus Magnificus Nicolaus, quod prefatus Illustrissimus D. Dux Mediolani non arctabit ipsos Genuenses ad Pacem, aut Treguam cum Florentinis, nisi prius observata Pace alias inter ipsas Partes Romæ contracta.

Item ipse Magnificus, D. Nicolaus dicto nomine, sciens bonam ipsius Illustrissimi D. Ducis Mediolani mentem erga hanc Civitatem Genuæ, & quoscunque Cives dictæ Civitatis, cupiensque, quod omnes læto, & quieto animo vivere libere possint, & sine aliqua suspicione, remisit, & remittit ipsi D. Cardinali, & Civitati cum districtu, ac quibuscunque particularibus Civibus dictæ Civitatis, & Districtus, quocunque nomine censeantur, & cujuscunque ordinis, qualitatis, & dignitatis existant, omne delictum, omneque crimen, in quod incurissent, vel incidissent conjunctim, & divisim, etiam si esset crimen læsæ Majestatis, & rebellionis, aut aliod crimen majus, vel minus, & omnem pænam, quæ ab eis exigi, vel in eos inferri posset, omneque damnum, expensas, & interesse, quæ, & quod ab eis, vel aliquo ipsorum peti posset qualitercunque & quomodocunque, quavis ratione, occasione, vel causa antedictis, promisitque atque promittit, quod de cætero, quavis occasione, ratione, vel causa, nulla inferretur molestia verbalis, vel realis dictæ Civitati, vel Civibus, aut alicui eorum, & pariter quod nihil unquam patietur ab ipsis Reverendissimo, & Ill. D. Cardinali, aut dicta Civitate, vel Civibus peti posse ex aliqua alia causa, ex qua ipse Illustrissimus D. Dux Mediolani pretendere posset aliquid sibi deberi per ipsum Reverendissimum D. Cardinalem, & Commune Genuæ quacunque causa.

Item convenerunt ambæ Partes communi consensu, quod per præsentem Contractum non inteligatur aliquid actum, vel conventum contra Sedem Apostolicam, & Serenissimum D. Imperatorem.

Quæ omnia, & singula suprascripta singula singulis referendo, dictæ Partes, una alteri, & altera alteri, dictis nominibus, solemnibus stipulationibus hinc inde interveniendis, promiserunt rata, grata, ac firma habere, tenere, & effectualiter observare, in nulloque contrafacere, vel venire per se, aut alios, aliqua ratione, causa, vel ingenio, quæ dici, vel excogitari possit de jure, aut de facto, sub pena dupli, & obligatione, dictis nominibus, omnium bonorom suorum præsentium, & futurorum, Renunciantes &c.

Actum Genuæ, in Palatio, & in Camera nona superiori, quæ est in Capite Salæ viridis, præsentibus Venerabili Fratre Augustino de Luca Ordinis Minimorum, Sacræ Theologiæ Magistro; Nobilibus Viris Joanne de Auria quondam D. Dominici Bartholomei, Paulo Ravalcherio, & Viro Egregio Petro de Ripalta Cancellario, testibus ad præmissa vocatis, habitis specialiter, & rogatis, Anno à Nativitate Domini millesimo quadringentesimo octuagesimo septimo, Indictione quarta secundum Genuæ cursum, die vero nona Julii. GOTTARDUS STELLA Notarius, & Cancellarius.

In nomine Domini, Amen. Reverendissimus in Christo Pater Dominus Paulus de Campo Fregosio tituli Sancti Sixti Presbiter Cardinalis, ac Dux Januensium &c. ac Magnificum Consilium Dominorum Antianorum Communis Januæ, & eorum, qui interfuerunt, nomina sunt hæc: Marcus Lercarius Prior. Joannes Justinianus, Philippus Lomellinus, Trionlus Spinula, Joannes Donatus, Hieronimus Logia Notarius, Elianus Centurionus, Nicolaus Malcravelus, Moruel Cigalla, Nicolaus de Amigdola, Donatus de Marcho.

Ac Magnifica, & Spectabilia Officia Dominorum duodecim Offitii Baliæ Communis Januæ, & qui interfuerunt nomina sunt hæc;

Dominus Hector de Flisen J. U. Doctor, Franciscus de Camulis Notarius, D. Raphael de Odono J. U. Doctor, Hieronimus Palmarius, Constantinus de Auria, Petrus Baptista de Guixo, Christophorus de Auria, Stephanus Cigalla, Melchion de Nigro, Peregrus, Rebufus:

Ac Offitii Monetæ, & qui intersuerunt nomina sunt hæc.

Thomas Justinianus, Baptista Cigalla, Philippus de Guano, Hieronimus Lercarius, Georgius Judex, Franciscus Spinula, Laurentius de Costa Notarius.

Ac Offitii Sancti Georgii, & qui interfuerunt nomina sunt hæc:

Gentilis de Cannulla Prior, Joannes Baptista Adurnus, Caxanus Spinula Peregrus de Vultabio, Antonius Salvagius, Pasqual Sauli, Angelus de Majolo subrogatus loco Stephani de Bracellis absentis, Dominicus de Marinis subrogatus loco Bartholomei Calvi defuncti. Scientes in magno Convocatorum Consilio in Palatio, sicut constat in Cancellaria manu mei Notarii, & Cancellarii infrascripti, hoc Anno, die quarta mensis Julii præsentis pro Sententia Viri Nobilis Ambrosii de Marinis approbatum fuisse quicquid ipse Reverendissimus, & Illustrissimus D. Cardinalis, & Dux suo, & Magnifici

Anno 1487.

nifici Consilii Dominorum Antianorum nomine, egit, contraxit, & concludit cum Magnifico D. Nicolao de Nigris Cancellario, & Secretario Illustrissimi & Excellentissimi Principis, D. Ducis Mediolani & suo nomine, sicut de prædictis constat publico Instrumento manu mei Notarii, & Cancellarii infrascripti, hæc Anno, mense, & die hesterno, & insuper attributam fuisse ipsis quatuor Offitus curam, una cum prefato Reverendissimo D. Cardinali, & tunc Duce, revidendi quæ acta fuerunt, & reformandi, si quid posset in melius reformari, & habito super prædictis maturo examine, factisque aliquibus corectionibus, & reformationibus primum in Capitulo secundo de non facienda Liga &c. loco illorum verborum, quæ dicebant, *aut contradicent præsentibus Capitulis* tollantur illa verba, *aut contradicat præsentibus Capitulis*, & loco ipsorum verborum dicatur, *aut quæ per rectum, vel indirectum offendat tunc, & in futurum Statum prefati Illustrissimi D. Ducis*, quibus duabus reformationibus ipse D. Nicolaus Cancellarius, ac Mandatarius, & Procurator præsens consensit, & approbavit. Demum volentes, quæ acta sunt, & conclusa pro bono Reipublicæ Genuensis, & ad honorem prefati Illustrissimi Principis D. Ducis Mediolani, & ipsi rata habere, & confirmare, & prout in ipso Instrumento plenius continetur, ad quod habeatur relatio, omnibus illis meliori modo, via, Jure, & forma quibus magis, & melius potuerunt, & possunt dicta Capitula, & Pacta omnia, Instrumentumque prædictum, & omnes reformationes superinde factas singula singulis referendo prout jacent, rursus revisas, ac revisa diligenter approbaverunt, confirmaverunt, & ratificaverunt, & emolugaverunt in omnibus, & per omnia prout in illis continetur; Promittentes mihi Notario, & Cancellario infrascripto stipulanti, & recipienti nomine prefati Illustrissimi D. Principis D. Ducis Mediolani, & omnium, quorum interest, intererit, seu interesse quomodolibet poterit in futurum, se dicta prædicta Capitula, & Instrumentum, ac Reformationes, & omnia in Instrumento prædicto, & in præsenti contenta perpetuò rata, grata, & firma habere, tenere, attendere, & observare, & in ullo contrafacere, dicere, vel venire per se, aut alios, aliqua ratione, causa, vel ingenio, quæ dici, aut excogitari possit de Jure, aut de facto, sub pœna dupli, & obligatione omnium bonorum Communis Januæ præsentium, & futurorum, Renunciantes &c.

Qui prefatus Reverendissimus D. Cardinalis, volens quæ sunt conventa servare, ex nunc in Dei nomine assumpsit nomen, & titulum Ducalis Gubernatoris, promisitque mihi Notario, & Cancellario infrascripto stipulanti pro eo perpetuo uti, ac cætera omnia conventa fideliter, & bona fide servare in omnibus, & per omnia, pro ut in ipsis Capitulis, & præsenti Instrumento continetur.

Actum Januæ in Palatio, & in Camera inferiori, ubi Consilia æstivo tempore celebrari solent, præsentibus Viris Egregiis Francisco de Vernatia, & Lazaro Ponciono, ac Petro de Ripalta Cancellariis &c. ac etiam Bartholameo de Castiliono Scriba Offitii Monetæ testibus ad hæc habitis, vocatis, & rogatis, Anno à Nativitate Domini millesimo quadringentesimo octuagesimo septimo, Indictione quarta secundum Januæ cursum, die vero decima mensis Julii.

GOTTARDUS STELLA Notarius, & Cancellarius.

Extractum fuit præsens Copia à Registro inscripto sub litteris L. L. *Ducis* JOANNIS GALEAZ SFORTIÆ *Vicecomitis existente in Regio Archivio Castri Portæ Jovis Mediolani in papiro scripto. Datum Mediolani die trigesima mensis Octobris anni* 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS *Regii Archivii Officialis.*

XCVI.

9. Sept. *Instrumentum Ratificationis per Legatos & Oratores Januenses coram* JOANNE GALEAZ MARIA SFORTIA *Duce Mediolani, tanquam Januæ Domino solenniter actæ, de præcedenti Reconciliatione, & Reintegratione, inter præfatum Ducem Mediolani tanquam Dominum, & Communitatem* JANUÆ *facta. Actum Mediolani die 9. Septembris Anno* 1487. *Indictione* V. Cum MANDATO, *seu Plenipotentia ad hoc per Januenses data Januæ in Palatio publico die* 19. *Augusti Anno* 1487. *Indictione* IV. [Piece authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan.]

Anno 1487.

In Nomine Domini, Amen.

ANNO Nativitatis ejusdem millesimo quatringentesimo octuagesimo septimo Indictione quinta die Dominico nono mensis Septembris. Leti admodum, & contenti Reverendissimus in Christo Pater D. Paulus de Campo Fregosio Dei gratia tituli Sancti Sixti Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Præsbiter Cardinalis, nunc Ducalis Inclytæ Civitatis Genuæ Gubernator; ac Magnificum Consilium Dominorum Ancianorum Communis Civitatis ipsius rappresentantes ipsum Commune, de redingratione, & reconciliatione facta his proxime actis diebus per ipsos Reverendissimum D. Cardinalem tunc Ducem, & Consilium de ea Urbe cum Illustrissimo Principe, & Excellentissimo Domino Joanne Galeaz Maria Sfortia Vicecomite Duce Mediolani &c. Papie, Angleriæque Comite, ac Januæ, & Cremonæ Domino, & reverentia ei uti Domino Genuæ per ipsos exhibenda designarunt, proinde ad ipsum Illustrissimum D. Ducem Mediolani Magnificos, & prestantes Viros Dominum Lucam de Grimaldis, Philippum Lomelinum, Jacobum de Verchietis, Constantinum de Auria, Joannem de Vallebella, Loditium de Brevi, Joannem Justinianum, Paridem de Flisco, Baptistam Spinulam quondam Andreæ, Augustinum Prelendam, Hieronimum Centurionum, & Antonium Savulum suos, & Communis Civitatis prædictæ veros, & legitimos Procuratores, Sindicos, & Mandatarios, ut publico constat Instrumento tenoris infrascripti, ad declarandum, & patefaciendum, in ejus Celsitudinem, Statumque suum eorum optimam mentem & dispositionem, quam semper habuerunt Illustrissimis quondam Dominis ejus Progenitoribus, congratulandumque cum Illustrissimo ipso Principe de eorum ipsa reconciliatione, & redintegratione, cum ejus Celsitudine, ac reverentia, ei de cætero uti Domino Genuæ per ipsos exhibenda; quod non modo publica, & ornatissima, ac elegantissima Oratione per prænominatum D. Lucam unum ex ipsis Procuratoribus, Sindicis, & Mandatariis actum extitit; verum etiam ex abundanti, & in quantum expediat per publicum Instrumentum id omne, & quæ contracta, pacta, & conventa sunt cum ejus Celsitudine, sive Procuratore, & Mandatario suo, efficere decreverunt. Igitur iidem Domini Procuratores, Sindici, & Mandatarii dictis nominibus, ac pro se ipsis constituti in præsentia Illustrissimi D. Ducis, eidem D. Duci, uti Domino Genuæ, debitam reverentiam exhibuerunt, & exhibent, ac tenore presentis Instrumenti sponte, & ex certa scientia, ac alias omnibus modo, Jure, via, causa, & forma, quibus melius, validius, & efficacius potuerunt, & possunt prædictam redintegrationem, & reconciliationem cum ipso Illustrissimo D. Duce, cæteraque omnia contenta, & declarata in Instrumento proinde tradito, & rogato, Anno, & Indictione præsentibus, die nono mensis Julii proxime præteriti per Spectabilem Gerardum Stellam Notarium publicum, & Cancellarium præfati Communis, nec non expressa, & declarata in alio Instrumento Ratificationis ipsorum omnium tradito similiter, & rogato per dictum Notarium, & Cancellarium, die decimo dicti mensis Julii, ratificaverunt, confirmaverunt, & ratificant, confirmant, & approbant: Promittentes prænominati Magnifici Domini Procuratores, Sindici, & Mandatarii dictis nominibus præfato Illustrissimo Domino Duci stippulanti, & recipienti, nec non & mihi Notario, & Cancellario infrascripto uti personæ publicæ stippulanti, & recipienti nomine, & vice ipsius Illustrissimi D. Ducis, & quorumcunque interest, & in futurum interesse poterit, se se perpetuò ea omnia, & singula attendere, & inviolabiliter observare, nec contra ipsa, vel aliquid ipsorum, recte vel indirecte, tacite vel expresse, nec aliquovis quæsito colore, dicere, facere, vel venire sub hipotecha, & obligatione omnium, & singulorum bonorum mobilium & immobilium, præsentium & futurorum, præfati Communis Januæ, ac refectione, & restitutione quorumcunque damnorum, interesse, & expensarum, quæ, & quas proinde fieri, & pati contingeret per præfatum Illustrissimum D. Ducem; Acto tamen, quod per prædicta, non intelligatur in dictis Instrumentis, & Pactis aliquid additum, vel diminutum, aut mutatum, sed omnia sic, ut supra, ratificata, & promissa sint, & intelligantur in illis sensu,

Anno 1487. fu, & intellectu, verbis, & forma & conditionibus, sub quibus scripta sunt, nec aliter, aut in plus obligent, quam in dictis Instrumentis continetur, & pariter non præjudicetur Juribus præfati D. Ducis Mediolani. Renunciantes prænominati Domini Procuratores, Sindici; & Mandatarii dictis nominibus versus præfatum Illustrissimum D. Ducem, & me dictum infrascriptum Notarium, ut supra stipulantem, exceptioni non exhibitæ dictæ teverentiæ, & non factæ antedictæ ratificarionis, ac non factarum prædictarum promissionum, & obligationum, prædictorumque omnium, & singulorum, non sic actorum, & gestorum, & omnibus probationibus, & defensionibus in contrarium, de quibus omnibus, & singulis iidem Domini Procuratores, Sindici, & Mandatarii dictis nominibus jusserunt, & rogaverunt, ac jubent, & rogant, præfatusque Illustrissimus D. Dux Mediolani, & mandat per me Joannem Antonium de Girardis Notarium publicum, ac Ducalem Cancellarium infrascriptum publicum confici debere Instrumentum unum, & plura ejusdem tenoris. Actum in Arce Portæ Jovis Inclytæ Civitatis Mediolani, præsentibus Magnificis Dominis Joanne de Auria, Joanne Francisco Marchione Palavicino Militibus, Joanne Angelo de Tolentis, Joanne Andrea Cagnola, Scipione Barbavaria utriusque Juris Doctoribus Consiliariis, Alexandro Marchione Palavicino, Comite Joanne Francisco Augustola, Harasmo de Triultiis, Antonio Vicecomite, Gubernatoribus, Bartholomeo Calco, Jacobo Antiquario, Philippo Ferufino, & Joanne Molo Secretariis, ac Domino Joanne Vicemola Milite Senescalco generali prefati Illustrissimi Domini Ducis testibus notis, idoneis ad præmissa vocatis, & rogaris.

In Nomine Domini, Amen. Reverendissimus in Christo Pater D. Paulus de Campo Fregosio Sanctæ Romanæ Ecclesiæ tituli Sancti Sixti Presbiter Cardinalis, & Ducalis Genuensis Gubernator, Magnificumque Consilium Dominorum Antianorum Communis Januæ in sufficienti legitimo numero congregati, & qui interfuerunt, nomina sunt hæc. Hieronimus Logia Prior, Marchus Lercarius, Elianus Centurionus, Morruel Cigala, Troilus Spinula, Mannel de Flisco, Nicolaus Lomelinus subrogarus loco Philippi Lomelini, Julianus Donatus, & Machlanellus, rappresentantes Excelsum Commune Januæ, volentes mittere infrascriptos nobiles, ac prestantes Cives Januæ Oratores suos ad Illustrissimum Principem, & Excellentissimum D. Joannem Galeaz Mariam Sfortiam Vicecomitem Ducem Mediolani &c. Dominum, Protectoremque nostrum, ut congratatulentur Exª. suæ nomine Civitatis, & Communis Januæ pro, & de his, quæ proximo acta sunt, & conventa inter ipsum Illustrissimum Principem, ex una parte, & Agentes pro Excelso Commune Januæ ex altera, ad quorum observantiam animus omnium firmatus est, & inconcusse stabilitus, ita, ut non oporteat aliter de ea re specialem mentionem fieri ad abundantiorem cautelam, & si, ac quatenus expediat ex hoc publico Instrumento, & omnibus illis meliori modo, via, Jure, causa, & forma, quibus magis, & melius potuerunt, & possunt, fecerunt, & constituerunt, ac elegerunt, & creaverunt, faciunt, constituunt, creant, & ordinant dictos nobiles, & præstantes Cives, quorum nomina sunt hæc. Domini Lucas de Grimaldis, Philippus Lomelinus, Jacobus de Vechietis, Constantinus de Auria, Joannes de Vallebella, Lodvisius de Brevi, Joannes Justinianus, Paris de Flisco, Baptista Spinula quondam Andreæ, Augustinus Profeuda, Hieronimus Centurionus, & Antonius Sauli, suos, & Communis Januæ veros, legitimos, & indubitatos, & certos Procuratores, Sindicos, Actores, Factores, & Mandatarios, ac quidquid de prædictis melius dici, & esse potest, vel quo nomine melius possint appellari absentes, sed tanquam præsentes, specialiter, & expresse nominatim ad comparendum coram prefato Illustrissimo D. Principe, & Excellentissimo Domino ad congratulandum de his, que pro his, quæ nuperime contracta, ac pacta, & conventa sunt, cum sua Exª., seu ejus Procuratorio, & Mandatario de bona ad invicem reintegratione, & reconciliatione, formaque vivendi, honore de cæteró exhibendo præfare Exª., tanquam Domino Januæ, sic ut ex prædictis constat publico Documento scripto, & rogato per Notarium, & Cancellarium infrascriptum hoc Anno, die nona Julii, & exinde alio Instrumento Ratificationis omnium prædictorum cum correctionibus super eis factis, prout etiam constat manu mei iam dicti Notarii, & Cancellarii, hoc etiam Anno, die decima Julii, ad quæ Instrumenta relatio habeatur, & quibus verbis fieri poterit ostendendum Civitatem animum, ratificandumque quatenus expediat ea omnia per novum Instrumentum nomine ipsorum Reverendissimi D. Ducalis Gubernatoris & Consilii, suo, & nominum Excelsi Communis Januæ, ita tamen, quod per hanc Ratificationem, si fieri contingat, non inteligatur in dictis Instrumentis, & Pactis aliquid additum, vel diminutum, aut mutatum, sed omnia ea inteligantur remanere in eo sensu, & in illis verbis ac forma, & conditionibus, sub quibus scripta sunt, & de dicta Ratificatione, unum, & plura Instrumenta, ac scripturas publicas, ac privatas faciemus, & fieri faciendum rogatas, & rogata, vallatas, ac vallata omnibus illis tenoribus, pactis, formis, & clausulis, & conditionibus, quæ in similibus de jure, vel de consuetudine requiruntur, vel quæ rem possint reddere validiorem, & demum in prædictis, & circa prædicta, & connexis, & dependentibus ab eisdem ea omnia faciendum, procurandum, gerendum, & exercendum, quæ necessaria fuerunt, & opportuna, & quæ ipsemet Reverendissimus D. Cardinalis Ducalis Gubernator, & Consilium Dominorum Antianorum Constituentes facere si præsentes essent, vel mandatum exigerent magis speciale, dantes, & concedentes præfatis eorum Oratoribus, Procuratoribus, Sindicis, & Mandatariis absentibus, sed tanquam præsentibus in prædictis, & circa prædicta & quolibet prædictorum, connexis, & dependentibus ab eisdem, plenum liberum, largum, & generale Mandatum, cum plena, libera, larga, & generali Administratione; & speciale, ubi exigitur speciale, promittentes mihi Notario, & Cancellario suo infrascripto, tanquam personæ publicæ Officio publico stippulanti, & recipienti, nomine & vice omnium, quorum interest, intererit, & interesse poterit in futurum, se perpetuò ratum, ac firmum habituros omne id totum quicquid, ac quantum per præfatos Oratores, Procuratores, Sindicos suos, in prædictis, & circa prædicta, & quolibet prædictorum, & connexis, & dependentibus ab eisdem, actum, gestum, procuratum fuerit, & sic quomodolibet administratum, sub hipoteca, & obligatione omnium bonorum Excelsi Communis Januæ, præsentium & futurorum, renunciantes &c. Actum Januæ in Palatio, & in Camera inferiori, ubi Consilia estivo tempore solent celebrari, presentibus Simone Mastrucio quondam Antonii, Dominico de Castiliono quondam Joannis, & Francisco Spinula quondam Alexandri, ac Petro de Ripalta Cancellario Reverendissimi D. Cardinalis, testibus vocatis specialiter, & rogatis Anno à Nativitate Domini 1487. Indictione quarta secundum Januæ cursum, die decima nona mensis Augusti.

Ego Gotardus Stella filius quondam Peroni de Dostatis publicus Imperiali auctoritate Notarius, & Judex ordinarius, & Excelsi Communis Januæ Cancellarius, prædictis his omnibus interfui, & rogatus scripsi, licet gravioribus occupatus per manum alterius transcribi hic fecerim, signo, & nomine meo apposito, ut consuevi, in fidem, & testimonium omnium præmissorum.

Extracta fuit præsens Copia à Registro inscripto sub Litteris L. L. Ducis JOANNIS GALEAZ SFORTIÆ *Vicecomitis existente in Regio Archivio Castri Portæ Jovis Mediolani in papiro scripto. Datum Mediolani die trigesima mensis Octobris anni 1719.*

Examinavit JOANNES FRANC. STRIGELLIUS *Regis Archivii Officialis.*

XCVII.

Vertrag zwischen Reinhard von Neüperg/ Meistern des Teutschen Ordens/ dann dem Rath der Reichs-Stadt Nürnberg wegen der Haußlichen Baue/ Wohnung/ und ihrer Besitzer/ in dero Ordens Spital zu St. Elißbethen genant/ in Nürnberg gelegen; daß nemblich hinführo ausserhalb gewisser Wohnungen daselbst/ kein andere behausung und wohnung in des Spitals begrieff/ auff anzahl Jahrs verlassen/ gebauet/ weder mehr Persohnen auffgenommen/ ferners auch kein neü gebaü höcher noch weiter gegen der Stadt werts gemachet werden/ noch auch die Persohnen einige Kauffmannschafft in der Stadt treiben sollen. Geschehen am Montag noch Laurentzen im Jahr 1487. 13. Août. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Fortsetzung III. vom Teutschen Orden pag. 41.]

ANNO 1487.

C'est-à-dire,

Transaction, entre REINARD DE NEUPERG *Maître de l'Ordre Teutonique, & le Magistrat de* NURUMBERG, *au sujet des Bâtimens, & Habitans de l'Hôpital de cet Ordre à Nuremberg, portant qu'à l'exception de certaines Habitations, nulle autre ne pourra desormais être bâtie, ni donnée à louage dans ledit Hopital, que les Edifices qui y sont ne pourront être élevés ni étendus, que l'on ne pourra y recevoir un plus grand nombre de personnes que celui d'aprésent; moins encore leur permettre ou accorder le privilege du Commerce dans ladite Ville. Fait le Lundi après la Fete de St. Laurent 1487.*

WIr Reinhard von Neyperg/ Meister Teutsch-Ordens/ in Teutschen und Welschen Landen/ Melchior von Neuneck Land-Commenthur der Balley Francken und zu Nürnberg/ Georg Grave und Herr zu Henneberg zu Meegentheim/ Wolfgang von Jsenhofen/ zu Ellingen/ und Dietherr vom Stein, zu Birnsperg/ Commenthue Teutsch-Ordens: Und Wir die Burgermeister und Rath der Statt Nürnberg/ verjähen öffentlich für Uns/ und alle Unsere Nachkommen/ und thun kundt allermänniglichen mit diesem Brieffe. Als sich zwischen Unser des Ordens vorgemelt/ und Unser Burgermeister und Rahte zu Nürmberg/ etwas Jrrung und Späne der häußlichen Bäwe/ Wohnung und iherr Besitzer halb/ in Unsers Ordens Spitahl/ mit seinem Begriffe und Zugehörung zu St. Elßbethen zu Nürenberg gelegen/ erhaben und begeben haben/ daß wir derselben Jrring und Späne zu beyderseitt gütlich mit einander vertragen/ überkommen/ und vereint seyn/ in maß und form/ wie hernach stehet/ und nemlich also: Daß hinfüro zu künfftigen Zeiten/ ausserhalb der Behausung und Wohnung/ darinn Ulrich Weruheer und sein Sohn der Doctor wohnen/ auch die Behausung/ darinn Herr Heinrich von Berchheim oben/ und Hannbrand Zinglin/ niden inne seyn. Jtem ausserhalb der Behausung Herrn Ulrich Pfarrers zu Barenbach. Jtem ausserhalb der Behausung und Wohnung/ darinn Herr Sebald Pfintzing oben/ und die Lindnerin unten innen seyn. Jtem ausserhalb der Behausung und Wohnung/ darinnen der Pfarrer von Kaßwang oben/ und die Schundlin unten innen seyn. Jtem ausserhalb der Behausung und Gemachs/ darinnen ein Priester von Heydeck gewest/ und das jetzo unbesetzt und leer ist/ und ausserhalb der Wohnung und Gemachs/ darinnen Jungfraw Anna Custorin oben/ und Gerhanß unten inen wohnea/ und auch ausserhalb der acht Cämmerlein/ da etlich krancke und arme Pfründtnee innen seyn/ kein auder Behausung oder Wohnung in deni benanten Unser des Ordens Spitale und seinem Begriff und Zugehörung/ auff Leibgeding oder Anzahl Jahrs oder sonst hinzuleihen/ zu verlassen/ oder zu verkauffen gebauet/ noch in dieselben Häusere und Wohnung nicht mehe Personen/ dan dormahls darin gewesen seyn/ ausserhalb der gebrodten Ehehalten/ der die besitzenden Person/ der bemelter des Ordens Häusere und Wohnungen/ zu ihrer Nothdurfft bedörffeen/ auffgenommen/ noch enthalten werden sollen/ in kein Weg ungefährlich.

Und würden die jetzt genante vor Augen gebawte Häusere/ Wohnung und Kämmerlin in dem benanten Unsers des Ordens Spitale/ und seinen Begriff und Zugehöenng ihr eins oder mehre/ hinfüro in Ewigkeit/ über kurtz oder lang/ zu Unbaw gedeyen/ besserns oder gantz von newem zu bawen notdürfftig/ dieselben Besserung oder new Gebäwe/ mögen Wir der Orden/ an denselben gebrechenlichen Häusern/ Kämmerlin und Wohnungen nach Unser und des Ordens Nothdurfft willen und gefallen/ fürnehmen/ thun und bawen/ so offt und dick das zu schulden kompt und noht beschicht/ aber ohne Jrrung/ Einrede und Verhinderung Unser/ die von Nürnberg/ Unserer Nachkommen/ und allermänniglichs von unsertwegen/ in allwege/ doch also/ daß in denselben gebesserten oder newgebawten Häusern/ auch in den gemelten Kämmerlin kein Stuben oder ander Gebäw/ noch in ihnen allen und jeden sonst nicht mehr Wohnung und Gemach/ die jemandt umb Leibgedinge zu verkauffen/ oder umb Jährlichen Zinß/ auff Anzahle Jahren/ oder sonst zu verleihen/ nicht höher noch weiter/ weder an Fenstern/ Thürn/ Läden/ oder andern Gebäwen/ gegen der Statt-werts machen/ dan als sie jetzo seynd/ noch mehr Personen über die vorgeschriebenenen Anzahle/ ausserhalb gebrödter Ehehalten/ als vorstehet/ auffgenommen werden/ dann vorher darinn gewest seyn/ ungefährlich.

Es sollen auch die Personen/ so hinfüro in künfftig Zeit/ in die vorgemelten Unser des Ordens Spitals-Häuser/ Kammern und Wohnungen/ so vor bestimpt seyn/ auffgenommen werden/ auff Leibgeding/ Jährlichs Zinß/ oder sonsten kein Theil Kauffmannschafft hie zu Nürnberg in der Statt nicht treiben noch üben/ in keine wege/ es were dan/ daß etliche in denselben Häusern wohnende/ Getraidt-Gült hetten/ die möchten das ungefährlich verkofen/ würden aber dieselben Peesonen in den vermeldten Häusern und Wohnungen sitzende/ eine oder mehr/ Wein/ oder andee Getranck zu ihrem Gebrauch zu ihnen einlegen/ nachdem sie dann kein Ungelt davon geben/ dasselb Getranck sollen sie in dem Begriff/ des vermeldten Unsers Ordens-Spital/ niemand geben/ noch auch ausserhalb an kein ende/ noch Person/ dardurch gemeiner Statt Nürmberg/ an iheem Ungelt abbruch geschehen möcht/ ungefährlich.

Und darumb zu Auffnehmung der Personen/ in die obbestimbten Häusere und Wohnungen des vermelten Unsers Ordens Spitale/ und seinem Begriffe und Zugehörung/ zu Leibgeding oder Jährlich Zinß/ auff anzahle Jahrs/ odee sonst/ sollen die Amtleut Unsers Spitals vorgemeldt/ niemand/ der oder die mit gemeinee Statt Nürmberg/ oder den ihren/ auff die Zeit der annehmung/ in wissentlichen Gezanck oder Krieg weren/ nicht auffnehmen noch enthalten/ es seye dann ein Commenthur zu Nürmberg derselben zu Recht mächtig. Es ist auch in diesem Vertrag mit nemblichen Worten auffgedingt und beredt worden/ was wir der Orden her dißhalbs des Spitals in Unsers Ordens Hofe zu Nürmberg/ und auch in dem gemelten Unsern Spitale daselbst zu Unser und Unsers Ordens und Gesinds Gebrauch und Nothdurfft ausserhalb dee vorbestimbten Häusere/ Kämmerlin und Gebäw/ bawen lassen/ als Wir dann das zu thun macht haben/ das sollen und mögen Wir und Unsere Nachkommen/ underletzt diß Vertrags/ thun und vollziehen/ nach Unsee und Unsers Ordens Nutz und Nothdurfft/ und auch an andeen des benanten Unsers Ordens Hofe und Spitals begriff und andern zugehörigen Bäwen/ die man bißher ausserhalb der vorbestimten Häusere und Wohnungen/ im Wesen und Baw gehalten hat/ underletzlich/ die auch mit Unserm Gesinde besetzen/ entsetzen/ bawen und gebrauchen/ nach Unsers Ordens Nutz und Frommen/ ohne Jrrung/ Eintrag und Widerrede Unser/ der von Nürmberg und allermänniglichs von unsertwegen/ in allwege/ doch auch also/ daß Wir obgenanter Meistee Teutsch-Ordens/ keinen Land-noch andere Commenthurn/ noch kein Unser/ noch ihr Nach-

kommen/

ANNO 1487. kommen / von Ordens oder ander Sach wegen / kein Hauß oder Wohnung in dem gemelten Unsers Ordens Hofe zu Nürnberg bawen / noch das zu thun gestatten sollen / die wir andern Lüten auff Leibgeding / Jährlich Zinß oder Anzahl Jahrs / oder in andere wege verkoffen / hinlassen oder verlyhen / in kein wege / alles ohne arge List / sonder getreulich und ohn geschrde. Und des alles zu wahrer Urkunde / so haben Wir der Meister / Land-und Commenthur / für Uns und Unser Nachkommen / Unsere Ampts Insigel / deßglich / Wir Burgermeister und Rahtr der Statt Nürnberg / für Uns und alle Unsere Nachkommen / Unserer Statt Insigel offentlich thun hencken / an dieser Brieff zwene / in gleicher laut / der jedem Theil einer gegeben ist auff Montag nach S. Laurentzen Tag / nach Christi Geburt im 1487. Jahre.

Philipp von Vorburg / mppr.
Frid. Fabriti / Schmid genannt / D. mppr.
Casparus Leypold / D. mppr.
Petrus Mulich / D. mppr.
Johann Stellwag Adjunctus mppr.

XCVIII.

4. Oct. Kaysers FRIDERICI Poenal Mandat an die Ritterschafft und Gesellschafft Sanct Georgen Schildts / von Prælaten / Graffen / Herrn / Rittern / und Knechten / auch des Heyligen Römischen Reichs Städte in Schwaben / sich zu Erhaltung des Landfriedens und eines jeden Rechten / Freyheiten / und Gerechtigkeiten in eine Bündnuß mit ein ander ein zulassen. Geben Nürnberg den 4. October Anno 1487. [JOH. PHILIP. DATT, Volumen Rer. Germanicarum Novum Lib. II. Cap. VI. pag. 272. §. 6. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abtheillung II. pag. 74.]

C'est-à-dire,

Mandement Penal de l'Empereur FREDERIC *à la Noblesse & Societé, Prélats, Comtes & Nobles de* l'Ecu de St. GEORGE *& aux Villes Imperiales de* SUABE, *par lequel il leur est enjoint de se confederer pour le maintien de la Paix publique, & pour la conservation de leurs Droits, Immunités & Privileges. Donné à Nuremberg le 4. Octobre 1487.*

WIr Friderich von Gottes gnaden / Römischer Kayser / zu allen zeiten Merer deß Reichs / zu Hungaen / Dalmacien / Croacien rc. Kunig / Herzog zu Oesterreich und zu Steyr / zu Kernden und zu Crain / Grave zu Tirol rc. Entbietten allen und yegelichen Perlaten / Graven / Freyen / Herrn / Rittern und Knechten / der Ritterschaffe der Gesellschafften / auch Unsern und deß H. Reichs-Stetten deß Landts zu Schwaben / Unser Gnaden und alles gut. Alß wir mit sampt Unserm lieben Sune / dem Römischem Kunig auch nach Rate Unser und deß H. Reichs Churfürsten und Fürsten uff dem nechstgehalten tage zu Franckfurt dem allmechtigen Gott zu lob / dem H. Reiche und Teütscher Nation zu gut / ainen gemeinen friden fürgenommen / ußgescheiben / und gebotten haben. Demnach unß nun gemeint ist / daß der von meniglichen gehalten und vollstreckt werd: So wir aber alß Römischer Kayser gedencken / daß solcher Frid das Heilig Reich in gemain antrifft / und dann das Land zu Schwaben Unß und dem Heiligen Riche / on alles mittel für andern zugehörig / und underworffen ist / und keinen aignen Fürsten / noch niemand hat / der ain gemain auffsehen daruff hab / dann unß / alß Römischen Kayser / so seyn wir Unß und dem H. Reich / alß desselben H. Reichs aigen Sach schuldig / daßelb Land zu Schwaben in seinen Een und Wirden; auch Euch die Prelaten / Graven / Freyen / Herren / Ritter / Knecht / und die Stett / in demselben Land gelegen und darzu gehörig / insunder für andre Land / nit allain bey dem obgemelten Unserm Landfriden / sondern auch bey unß / dem Heiligen Riche / ewern fraihaitten / Rechten und altem Herkommen / wie das von Ewern Eltern an euch geerbet und kommen ist / zu handhaben: damit Jr von Unß / alß Römischem Kayser / Ewerm rechten Heern und dem Heiligen Reiche / nit gedrungen werdet: sonder Unß dest baß gedienen und by Unß / dem Heiligen Rich / und dem Ewern; unzertrent und unbesiret beliben mugen: und so dann / alß wir ermeßen / daß Land zu Schwabn Ewer recht Vatterland haist und ist / dem Jr von Göttlichem und Natürlichem Rechten / für andre / Eer und trew pflichtig sind / damit Jr Euch selbs / die Ewern und zugewanten / by dem obgemelten Unserm Landfriden auch Unß / dem Heiligen Reich und Ewern frayhaiten / gnaden / briefen / privilegien / altem Herkommen / inhabenden gütern / ruwiger und stiller gewer / zu gleichen und billichen Sachen / dester stattlicher mugen gehandhaben und behalten: So gepieten wir Euch allen und yeglichen insonderhait / in was Wirden / wesens oder Standts die seyen / in dem Land zu Schwaben / uß Kaiserlicher macht vollkommenhait / rechtem wißen / und aigner bewegnuß / ernstlich befehlende / daß Jr Euch die zeit / in dem gemeltem Unserm Landfriden bestimpt / zusamen in fruntlich verschreibung tun und pinden / und ewer leib und gut / nach allem ewerm vermugen / wider den / oder die / so Euch abbruch Ewer fryhaiten / Gnaden / Priefen / Privilegien / altem Herkommen / inhabenden gütern / ruwiger und stiller gewer / tun wolten / oder wurden: oder die Euch / die Ewren und die Euch zu versprechen stunden / vahen / hinfüren / an Ewern leüten und gütern wurden angreiffen / oder beschedigen / in was gestalt das beschehe / oder wir das zukeme / getrewlich zusamen setzen / und ainander darin hilff und beystand erzaigend / beweisend / und nit verlaßend. Und umb das sollich Unser fürnemen / ainung und Pintnuß dest fryer und fruchtparer bestand haben / und bestenntlich beleiben mög: Ob dann Ewer ainer / oder mer / vor diesem Unserm fürnemen dieser ainung verbunden / verschriben / mit aiden / oder glüpten / schirms-weyß oder in ander weg / ußerhalb Unser und sollicher Unser ainung yemand anders verwant were / wie man dem namen geben möcht / so heben wir das alles uß vollkommener Kayserlicher macht / rechtem wißen und äigner bewegnuß / in krafft ditz Unsers Briefs / yetzo als dann / und dann alß yetzo gentzlich uff: thun auch ab und vernichten das alles / in der besten form, wir das gesein mag: Erklären auch hirmit / daß sollichs Ewer kainen nit pinden soll / noch mag / in keinen weg: Wir wollen auch / das sollich zusamenthuung die zeit deß gemelten Unsers Landfridens / gantz uß weren und gehalten werden soll: Und das auch das alsso sollich zeit uß / für unß und Unser Nachkommen am Reich unwiderruffslich bestand habn und gehalten werd: darumb Jr euch / alß Unser und deß Hailigen Reichs undertanen / hierinn gehorsamen / und sollich zusamen thuung nit vermeiden / sondern / so fürderlichest das sein mag / unß / dem Heiligen Reich / auch Euch / den Ewren und die Euch zuversprechen steend / zu hanndhabung und zu gut / vollestrecken wellet: alß Jr dann das uns / dem Heiligen Reich / und Euch selbs zu tun schuldig sint: dann wellicher oder welliche hierin ANNO 1487.

Anno 1487.

ungehorsam erscheinen würden / den oder dieselben wellen wir darinn / mit hilff der gehorsamen straffen: darnach sich ain yeder bey seiner verpflicht / damit er Unß und dem hailigen Reiche verwannt ist / auch by verliesung aller seiner Frayhaiten / gnaden und lehen / so er von Unß und dem Heiligen Reich hat / darzu bey andern Peenen hundert Marck lötigs goldes / halbs in Unser Kayserlich Cammer / und halbs den gehorsamen diß Unsers mandats unabläßlich zubezalen / weißen wol zuverhüten. Und ob ainer oder mer Prelat / Grave / Fry-Herren / Ritter / Knecht / oder von den Stetten / diesem Unserm mandat ungehorsam erschinen / und dem nicht nach leben / noch nachkommen wurden / deß Wir Unß doch / obgemelten ursachen nach / billich nit versehen / so ist nit destminder Unser befehl und ernstlich manung / daß Ir / die andern uff sollich ungehorsam nit verziehen sondern mit ewern zusamen tun fürfarett / und das vollstreckct / alß lieb euch allen und yedem insonder sey die obgemelten Peen und Püßen und darzu Unser schwehr ungnad zuvermeiden. Daran tut ir Unser ernstlich maynung. und wollen Euch / alß Römischer Kayser / in sollichem / bey Unß / dem Hailigen Reich und denselben Ewern frayhaiten / Rechten und altem Herkommen gnedigelichen hanthaben / schützen und schirmen. Mit urkund diß Briefs / besigelt mit Unserm Kayserlichen anhangendem Insigel. Geben zu Nüremberg / am vierdten Tag deß Monats Octobris, nach Christi gepurt vierzehenhundert und im siben und achtzigisten / Unserer Reiche / deß Römischen im acht und vierzigisten / deß Kayserthumbs im sechs und drißigisten / und des Hungerischen Im Newn und zwanzigisten Jarn.

Ad Mandatum Domini Imperatoris proprium.

XCIX.

25. Nov. *Instrumentum Desponsationis inter* BLANCAM MARIAM *Vicecomitem*, GALEATSI MARSÆ *Ducis Mediolani Filiam*, & JOANNEM CORVINUM *Hungarorum Regis* MATTHIÆ *Filium. Mediolani 25. Novembris* 1487. *Indictione* VI. [Pièce authentique, tirée du Registre G. G. des Archives Royales de la Ville de Milan.]

In Nomine Domini, Amen.

ANNO Nativitatis ejusdem Millesimo, quadringentesimo octuagesimo septimo, Indictione sexta, die Dominico vigesimo quinto mensis Novembris.

Etsi intra Serenissimum, & Excelentissimum Dominum Matthiam Dei gratia Hungariæ, & Boemiæ Regem &c., & Illustrissimum, & Excellentissimum Dominum Joannem Galeaz Mariam Sfortiam Vicecomitem Ducem Mediolani, Papiæ, Angleriæque Comitem, ac Genuæ, & Cremonæ Dominum, ac Illustrissimos quondam Dominos Progenitores ejus, arcta semper, & continuata extiterit Amicitia, & Benevolentia mutuis utrinque certantibus studiis, atque officiis, nec unquam fortunæ eventu delapsa, tamen animadvertentes iidem Serenissimus Dominus Rex, & Illustrissimus Dominus Dux nullo firmiore nexu hanc ipsam Benivolentiam confirmare posse, quod ex Matrimonio contrahendo, ac nova inter eos incunda affinitas, ex qua utrisque Statibus Pax, quies, tranquilitas maxima accessura est, quo etiam ad utriusque generis splendorem conducet, insistendum fore diudicatunt, ut novis affinitatis hujusmodi vinculis omnia confirmarentur, quo magis perpetua fierent, nullis temporum, & seculorum morsibus violanda; Cum igitur superioribus mensibus per Magnificum, & Clarissimum Doctorem Dominum Franciscum Fontanam, præfati Serenissimi D. Regis Oratorem, & Mandatarium tractatum fuerit, & conclusum cum præfato Illustrissimo D. Duce Mediolani, & Illustrissimo D. Ludovico Maria Sfortia Vicecomite Duce Bari ejus Patruo, & Curatore, & Capitaneo, & Locumtenente generali, quod Illustrissimus D. Joannes Corvinus Oppaviæ, Liptouiæ Dux, ac Comes de Umad &c. ipsius Illustrissimi D. Regis filius nunc ætatis dicitur annorum quatuordecim, & ultra, acciperet in ejus legitimam sponsam, & uxorem Inclytam Virginem Dominam Blancam Mariam Vicecomitem, filiam legitimam, & naturalem Illustrissimi quondam felicis memoriæ Domini Galeaz Mariæ Ducis, & Sororem carissimam ipsius Illustrissimi, & Excellentissimi D. Ducis Joannis Galeaz Mariæ moderni Ducis; in præsentia ad id efficiendum, & effectui demandandum prefati Serenissimus D. Rex, & Illustrissimus D. Joannes Dux ejus filius ad prenominatum Illustrissimum D. Ducem Mediolani designarunt Reverendissimum in Christo Patrem Dominum Joannem Dei gratia Episcopum Varadinensem eorum Oratorem, ac legitimum Mandatarium, & Procuratorem, quemadmodum ipsorum Patentibus constat Litteris, eorum propriis manibus subscriptis tenoris infrascripti.

Habita igitur ad hunc actum publica, ac solemni, ac ornatissima Oratione per Magnificum, & Clarissimum Juris utriusque Doctorem Dominum Joannem Franciscum de Marchiano Ducalem Consiliarium nostrum, in presentia prefati Reverendissimi D. Episcopi Varadinensis prefatorum D. D. Regis, Ducis Patris, & Filii Oratoris, ad Mandatarii, ac Illustrissimi D. Ducis Mediolani, nec non Illustrissimæ, & Excellentissimæ Dominæ Bonæ Ducissæ Mediolani Matris prefatæ Inclytæ Virginis Dominæ Blanchæ Mariæ, ac utriusque Senatorii Ordinis, Procerumque, & Aulicorum ejusdem Illustrissimi D. Ducis Mediolani, & per ipsum D. Joannem Franciscum ipsa Domina Blanca Maria, nunc ætatis, ut dicitur, annorum quindecim, vel circa, interogata fuit contenta, & sponte contantatur accipere, & accepit, ac accipit in ejus legitimum sponsum, & maritum prefatum Illustrissimum D. Joannem Corvinum Ducem licet absentem, tanquam præsentem, seu prænominatum Reverendissimum D. Episcopum Varadiensem ejus Procuratorio, & Mandatario nomine præsentem, stippulantem, & recipientem in eum consentiendo per verba de præsenti.

Viceversa interogatus idem Reverendissimus D. Episcopus Varadiensis fuit contentatus, & contentatur Procuratorio, & Mandatario nomine prefati Illustrissimi D. Joannis Corvini Ducis accipere, ac accepit, & accipit in ejus Illustrissimi D. Joannis Corvini Ducis legitimam sponsam, & uxorem prefatam Inclytam Virginem Dominam Blancam Mariam ibi præsentem stippulantem, & recipientem in eam dicto Procuratorio, & Mandatario nomine consentiendo per verba de præsenti, ac idem Reverendissimus D. Episcopus Procuratorio, & Mandatario nomine prænominati Illustrissimi D. Ducis in signum veri, & legitimi matrimonii ipsam D. Blancam Mariam cum duobus annulis auri gemmas preciosas habentibus desponsavit, & desponsat, quod fælix, faustumque, & diuturnum sit; Renunciantes prefati Inclyta Domina Blanca Maria, & Reverendissimus D. Episcopus Procuratorio, & Mandatario nomine prefati Illustrissimi D. Joannis Ducis exceptioni non factæ prædictæ desponsationis cum mutuo utrumque consensu per verba de præsenti, prædictorumque omnium, & singulorum, non sic actorum, & gestorum, ac omnibus probationibus, & defensionibus in contrarium: De quibus omnibus, & singulis idem Inclyta Domina Blanca Maria, & Reverendissimus D. Episcopus dicto nomine, & uterque eorum jusserunt, & rogaverunt ac jubent, & rogant per nos Joannem Antonium de Girardis Papiensem, & Filippum de Comite Notarios publicos, & Cancellarios infrascriptos, & utrumque nostrum insolidum publicum confici debere Instrumentum unum, & plura ejusdem tenoris. Actum in Arce Portæ Jovis Inclytæ Civitatis Mediolani, videlicet in Sala Schaglionum sic nuncupata solitæ residentiæ prefati Illustrissimi D. Ducis Mediolani, præsentibus Reverendissimo, & Illustrissimo D. Ascanio Maria Sfortia Vicecomite tituli Sancti Viti Diacono Cardinali Bononiæ Legato, Magnificis, & prestantissimis Militibus D. Symonoto Belprato Serenissimi D. Regis Ferdinandi Siciliæ &c. Oratore, Domino Francisco Fontana Artium, & Medicinæ Doctore, prefati Serenissimi D. Regis Hungariæ Oratore, & D. Jacobo Trotto Illustrissimi D. Ducis Ferrariæ Oratore, nec non D. Antonio Trotto Consiliario, & D. Bartholameo Calco Secretario prefati Illustrissimi D. Ducis Mediolani, omnibus Testibus notis idoneis ad præmissa vocatis, & rogatis.

Nos Matthias Dei gratia Hungariæ, Boemiæ &c. notum facimus, & tenore presentium significamus qui-

bus

Anno 1487.

bus expedit universis, quod nos de fide, & præclara fidelitate, prudentia, legalitate, atque rerum agendarum peritia fidelis nobis dilecti Reverendissimi in Christo Patris Domini Joannis Episcopi Ecclesiæ Varadiensis Cancellarii, & Consiliarii nostri ad plenum confisi eumdem simul cum Illustrissimo D. Joanne Corvino Duce nato nostro charissimo, omni modo, Jure, via, causa, & forma, quibus melius, & efficacius possumus, facimus, creamus, & solemniter constituimus in nostrum verum, legitimum, & indubitatum Oratorem, Sindicum, Procuratorem, Mandatarium, Actorem, Factorem, & Nuntium specialem, vel si quo alio nomine melius de Jure dici, vel censeri potest, dantes eidem, & concedentes unà cum eodem Illustrissimo filio nostro plenum Mandatum, plenamque, & expeditam, ac omnimodam facultatem, potestatem, & auctoritatem nostram, & specialiter, & specifice ad faciendam, contrahendam, concludendam, & firmandam affinitatem inter nos, & ipsum Illustrissimum filium nostrum ab una, & Illustrissimos, & Excellentissimos Principes D. Joannem Ducem Mediolani, & Ludovicum Ducem Bari &c. ab altera partibus, nec non, & ad subarandam, & desponsandam pro eodem Illustrissimo filio nostro, & ejus nomine Illustrissimam Virginem D. Blancam Sororem, & neptem eorundem Illustrissimorum D.D. Ducum, & super illius dote finaliter concordandum, illamque levandum, & quantitatem etiam subinde dandum. Præterea ad ineundam, contrahendam, & firmandam Ligam, Intelligentiam, & Adherentiam, seu Confederationem cum ipsis Illustrissimis Principibus, & Statibus, Principatibusque eorundem, ac se nomine, & vice nostra, ipsiusque Illustrissimi filii nostri etiam cum Litteris, & Juramentis, aliisque quibusvis obligationibus, clausulis, & conditionibus opportunis, & etiam quaruncumque adjectionibus, & clausulis, Litteras suas sub ejus sigillo, & manus proprie subscriptione dandas, & conficiendas, generaliter verò ad omnia, & singula facienda, gerenda, procuranda, & exercenda, quæ circa prædicta necessaria, & utilia fuerunt, & opportuna videbuntur, & quæ ordo Juris, & Consuetudinis postulant, & requirunt, ac etiam, quæ ad ipsa, & quælibet ipsorum qualitercunque pertinere noscuntur; & item quæ per verum, & legitimum Procuratorem, Oratorem, & Mandatarium fieri, procurari, & exerceti possent, quæque nos ipsi una cum prefato Illustrissimo filio nostro facere possemus, & deberemus si presentialiter simul, vel divisim interessemus, etiam si talia forent, quæ Mandatum exigerent magis speciale, quam presentibus est expressum; Promittentes simul cum Illustrissimo filio nostro in verbo nostro Regio, ac bona fide nostra mediante sub ipotecca omnium bonorum nostrorum præsentium, & futurorum, omnia, & singula, quæ per dictum nostrum, & Illustrissimi filii nostri Procuratorem, & Oratorem in præmissis, & circa præmissa, & quodlibet præmissorum tractata, inita, facta, disposita, ordinata, promissa, firmata, & conclusa fuerint, rata, firma, & grata habere, & inviolabiliter observare ipsiusque Oratoris nostri Litteras, si quis forte sub ejus Sigillo in præmissis rebus confecerit Litteras, & Sigillo nostris, dum ad nostram notitiam pervenerint, intra tempus statutum redimere, ac ipsum D. Oratorem, ab omni onere satisdationis relevare, harum nostrarum, quibus tam nostrum Sigillum secretum, quo ut Rex Hungariæ utimur, quam etiam ipsius Illustrissimi filii nostri est appensum, vigore, & Testimonio Litterarum mediante. Datum in Arce nostra Viennensi Anno Hungariæ &c. vigesimo nono, Bohemiæ vero 58. MATTHIAS Rex manu propria. JOANNES CORVINUS Dux manu propria.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS *Regii Archivii Offitialis.*

25. Nov. *Pacta Dotalia inter* BLANCAM MARIAN, GALEATII MARIÆ *Ducis Mediolani Filiam*, & JOANNEM CORVINUM, *Hungarorum Regis* MATTHIÆ *Filium. Actum Mediolani* 25. *Novembris, Indictione sexta, Anno* 1487. [Pièce authentique, tirée du Registre G G. des Archives Royales de la Ville de Milan.]

In Nomine Domini, Amen.

ANNO Nativitatis ejusdem millesimo, quadringentesimo, octuagesimo septimo, Indictione sexta, die Dominico vigesimo quinto mensis Novembris.

Facta hodie paulo ante, & solemniter celebrata per Reverendissimum in Christo Patrem D. Joannem Dei gratia Episcopum Varadiensem Oratorem, & legitimum Procuratorem, & Mandatarium Serenissimi, & Excellentissimi D. Matthiei Dei gratia Hungariæ, & Boemiæ Regis &c., & Illustrissimi D. Joannis Corvini Oppaviæ, Lipthoniæque Ducis, & Comitis de Umad &c. ejus Serenissimi Regis filii, ut ipsorum constat Patentibus Litteris manibus eorum propriis subscriptis tenoris infrascripti, ejus Illustrissimi D. Joannis Ducis Procuratorio, & Mandatario, desponsatione Inclytæ Virginis D. Blanchæ Mariæ Vicecomitis filiæ legitimæ, & naturalis Illustrissimi quondam fælicis memoriæ D. Galeaz Mariæ Ducis Mediolani, & Sororis amantissimæ Illustrissimi, & Excellentissimi D. Joannis Galeaz Mariæ Moderni Ducis, Papiæ, Angleriæque Comitis, ac Genuæ, & Cremonæ Domini, mutuo utrinque consensu interveniente per verba de præsenti, ut publico constat Instrumento tradito, & rogato per nos Notarios, & Cancellarios infrascriptos, quod fælix, faustumque, ac diuturnum sit, volens idem Illustrissimus D. Joannes Galeaz Maria Dux dotare prænominatam Incytam D. Blancam Mariam ejus Sororem in præsentia, & cum licentia, auctoritate, & consensu Illustrissimi D. Ludovici Mariæ Sfortiæ Vicecomitis Ducis Bari ejus Patrui, & Curatoris, ac Administratoris, Capitaneique Generalis, & Locumtenentis Generalis, sponte, & ex certa scientia, ac alias omnibus Jure, via, modo, causa, & forma, quibus melius, & validius, & efficatius potuit, & potest, promisit, & promittit prefato Reverendissimo D. Episcopo Procuratorio, & Mandatario nomine prefatorum Serenissimi D. Regis, & Illustrissimi D. Joannis Ducis ejus filii, ac nobis Notariis infrascriptis stippulantibus, & recipientibus eorum nominibus, ac aliorum quorumcunque interest, & in futurum interesse poterit, quod idem D. Dux Joannes Galeaz Maria Dux dabit, tradet, & numerabit, seu dari, tradi, & numerari faciet eidem D. Joanni Sponso, & marito legitimo prefatæ D. Blanchæ Mariæ pro dote, nomine, & ex causa dotis ipsius Dominæ Blanchæ Mariæ ejus legitimæ sponsæ, & uxoris Ducatos centum quinquaginta mille, videlicet centum mille in auro parato, & quadraginta mille in Jocalibus communiter existimandis, & decem mille in vestibus, & ornamentis, ac argento, & paramentis pro usu ipsius D. Blanchæ Mariæ etiam estimandis hinc ad annum unum proxime futurum, quo tempore traducetur ad maritum.

De qua quidem dote, ut supra præmittitur, per prefatum Illustrissimum D. Ducem Mediolani dari, & tradi, ac solvi promissa, seu de ea ejus dotis parte, quam idem Illustrissimus D. Joannes Dux, vel ejus Procurator, & Mandatarius ejus nomine acceperit usque ad integram ipsius dotis satisfactionem, prænominatus Reverendissimus D. Episcopus, Procuratorio, & Mandatario nomine prefatorum Serenissimi D. Regis, & Illustrissimi D. Joannis Ducis ejus filii, & utriusque eorum insolidum, promisit, & promittit prefato Illustrissimo D. Duci Mediolani, & nobis dictis infrascriptis Notariis ejus nomine, & quorumcunque interest, & in futurum interesse poterit stippulantibus, & recipientibus, quod iidem Serenissimus D. Rex, & Illustrissimus D. Joannes ejus filius, & uterque eorum insolidum prefato Illustrissimo D. Duci Mediolani confessionem, quietationem, & liberationem facient per publicum Instrumentum, seu publica Instrumenta, ac ipsi D. Blanchæ Mariæ constituent, & facient dotem prædictam, & tertium plus ipsius totius dotis pro terziario, & ejus augumento.

Ac insuper promisit, & promittit prænominatus Reverendissimus D. Episcopus Procuratorio, & Mandatario nomine præfatorum Serenissimi D. Regis, & Illustrissimi D. Joannis Ducis, & utriusque eorum insolidum nobis dictis infrascriptis Notariis stippulantibus, & recipientibus nomine, & vice, & ad partem, & utilitatem prefatæ Inclytæ D. Blanchæ Mariæ, & quoruncunque interest, & in futurum interesse poterit, quod iidem Serenissimus D. Rex, & Illustrissimus D. Joannes Dux ejus filius, & uterque eorum insolidum, ita tamen, quod unica solutio sufficiat dotem prædictam restituent ipsi D. Blanchæ Mariæ, & ejus Filiis, & Heredibus, & Successoribus in omni casu, & eventu dotis ipsius repetendæ, & restituendæ, quem Deus avertat;

Anno 1487.

avertat; In hunc modum, videlicet Ducatos centum mille in auro parato, & jocalia prædicta æstimanda, ut supra pro Ducatis quadraginta mille, seu ipsos Ducatos quadraginta mille, vel ratam eorum, quæ non reperirentur tempore ipsius restituendæ dotis; ac prædictum argentum, & vestes, & ornamenta, ac paramenta, seu eorum, ut supra, factam æstimationem Ducatorum decem mille, vel ipsarum rerum eam partem, quæ eo tempore reperiretur, & ejus, quod non reperiretur pretium, & valorem jam æstimatum unà cum dicto tertio pluri dotis prædictæ pro ejus augumento in pæcunia numerata.

Pro quibus omnibus, & singulis, ut præmittitur, per prefatos Illustrissimum D. Ducem Mediolani, & Reverendissimum D. Episcopum Procuratorio, & Mandatario nomine prefatorum Serenissimi D. Regis, & Illustrissimi D. Joannis Ducis ejus filii promissis, attendendis, & observandis, iidem Illustrissimus D. Dux Mediolani, & Reverendissimus D. Episcopus dictis nominibus sibi invicem mutua stippulatione interveniente, ac nobis dictis infrascriptis Notariis stippulantibus, & recipientibus nomine, ac vice, & ad partem, & utilitatem quorumcumque interest, & in futurum interesse poterit, attendere, & inviolabiliter observare, nec in aliquo contrafacere, dicere, vel venire rectè, nec indirectè, tacitè, vel espresse, nec aliquovis quæsito colore promiserunt, & promittunt sub ippoteca, & obligatione omnium, & singulorum mobilium, & immobilium, præsentium, & futurorum ipsorum Illustrissimi D. Ducis Mediolani, Serenissimi D Regis, & Illustrissimi Domini Joannis Ducis ejus filii debitè referendo eorum etiam, quæ in generali obligatione non veniunt, nec non restitutione, & refectione quorumcumque damnorum, interesse, & espensarum, quæ, & quas proindè per alteram partem fieri, & pati quovismodo contingeret: Ac insuper idem Reverendissimus D. Episcopus dictis Procuratoriis, & Mandatariis nominibus per speciale pignus prædictæ dotis restituendæ, ac tertiarii, & augumenti ejus, nec non damnorum, interesse, & expensarum solvendorum, & solvendarum, ut præmittitur, obligavit, & obligat Ducatus Austriæ, cum subscriptis Ducatibus, Comitatibus, & Statibus, qui se in provcutibus annuis, præter omnes Comitatus, vina scilicet, & blada, aliaque Victualia ad minus ducenta millia Ducatorum, ut fertur, excedunt, alii verò Status præter præfatum Ducatum Austriæ sunt infrascripti. In primis in Ungaria Comitatus Hunyad cum pertinentiis, item Ducatus de Munkach cum Oppido Debrechen, & universis suis pertinentiis, item Castrum Gyulæ, Castrum Maroth, cum Oppido Gara, Castrum Cheriog, cum Oppido Juthag, Castrum Bacymoch, cum universis Oppidis, Theloncis, & aliis omnibus Juribus, & Pertinentiis, Comitatus de Troroch cum Castro Selsbyns, aliisque omnibus Castris, Oppidis, & Villis, ad ipsum Comitatum pertinentibus; item Comitatus Arua, & Lyptho, cum Castris Likaroa, & Arms; in Slesia verò Ducatus Oppamensis, cum Civitatibus, & Castris Oppaniæ, & Hradech, & Civitate Sgyar, Ducatus Lupethyth, cum Castro, & Civitate Lupchiensis cum Castro, & Civitate, Ducatus Wladislamensis, cum Fortalicio, Ducatus Thosmaciensis, cum Castro, & Civitate Thossek, Ducatus Bittomensis cum Civitate, & Castro Bythor, nec non Castro Smerchklenech, & Ducatu Rosbomensis, cum Castro, & Civitate Roylæ, universisque omnium Ducatuum, Comitatuum, Statuum, Castrorum præfatorum pertinentiis, & Juribus, ac utilitatibus, & proventibus quibuslibet.

Cum autem prefatus Serenissimus Dominus Rex, seu prænominatus Reverendissimus D. Episcopus ejus nomine, dicat eundem Serenissimum D. Regem pactum, & compositionem habere cum Illustrissimo D. Duce Albo jam decrepito, & prefatum Illustrissimum D. Joannem in ejus D. Ducis Albi Ducatum, & Dominium debere succedere, idem Reverendissimus D. Episcopus Procuratorio, & Mandatario nomine Majestatis suæ, ex nunc assignavit, & assignat per speciale pignus torum ipsum Ducatum, & Dominium cum eorum Jusibus, & Pertinentiis, & Proventibus, item assignavit, & assignat Ducatum, & universum Dominium Illustrissimi D. Ducis de Sagano in Slexio, in prefatum Illustrissimum D. Joannem Ducem prefati Serenissimi D. Regis filium Jure etiam successionis perventurum, similiter cum Juribus, & Pertinentiis suis, ac Proventibus, & ulterius ad majorem omnium prædictorum, ut supra, observandorum corroborationem, & firmitatem, prefati Illustrissimus D. Dux Mediolani in ejus animam propriam, ejus manibus corporaliter tactis Scripturis in manibus infrascripti Magnifici D. Bartholamei ejus Secretarii, & Reverendissimus D. Episcopus Procuratorio, & Mandatario nomine prefatorum Serenissimi D. Regis, & Illustrissimi D. Ducis ejus filii super ejus Domini Episcopi pectus, in animam prefatorum Principalium suorum juraverunt, & jurant ad Sancta Dei Evangelia ea omnia, & singula, rata, & firma habere, & tenere ac attendere, & inviolabiliter observare etiam sub vinculo juramenti.

Anno 1487.

Demúmque promittens prefatus Reverendissimus D. Episcopus prefato Illustrissimo D. Duci Mediolani, & nobis dictis infrascriptis Notariis stippulantibus, & recipientibus; quod idem D. Episcopus curabit, & operam dabit cum effectu, quod prænominati Serenissimus D. Rex, & Illustrissimus D. Joannes Pater, & filius solemniter, & per publicum Instrumentum, ratificabunt, & approbabunt præsens Instrumentum, & omnia, & singula in eo contenta infra terminum mensium sex proximè futurorum, Instrumentumque ipsum Ratificationis intra dictum terminum mittent, & presentari facient ipsi D. Duci Mediolani, sub obligatione etiam omnium, & singulorum bonorum suorum mobilium, & immobilium, presentium, & futurorum, Renunciantes, & renunciaverunt prefati Illustrissimus D. Dux Mediolani, cum auctoritate, ut supra, & Reverendissimus D. Episcopus dictis nominibus vicissim, mutua stippulatione interveniente, & nobis dictis infrascriptis Notariis, ut supra, stippulantibus, & recipientibus, exceptioni non factarum dictarum promissionum dotis, & ejus restitutionis, & tertiarii, & augumenti ejus, & assignationis, nec non obligationum, ac omnibus probationibus, & defensionibus in contrarium.

De quibus omnibus, & singulis prefati Illustrissimus D. Dux Mediolani cum licentiis, & auctoritate, ut supra, & Reverendissimus D. Episcopus dictis Procuratoriis, & Mandatariis nominibus jusserunt, & rogaverunt, ac jubent, & rogant per nos Joannem Antonium de Girardis Papiensem, & Filippum de Comite Notarios publicos, & Ducales Cancellarios infrascriptos, & utrumque nostrum insolidum publicum confici debere Instrumentum, unum, & plura ejusdem tenoris.

Actum in Arce Portæ Jovis Inclytæ Civitatis Mediolani, videlicet in Camera Cubiculari prefati Illustrissimi D. Ducis Mediolani, præsentibus Reverendissimo, & Illustrissimo D. Ascanio Maria Sfortia Vicecomite tituli Sancti Viti Diacono Cardinali Bononiæ Legato, Magnifico, & Clarissimo Artium, & Medicinæ Doctore Domino Francisco Fontana prefati Serenissimi D. Regis Hungariæ Oratore, Magnificis Dominis Comite Joanne Bonromeo, Joanne Francisco, & Rolando Militibus Marchionibus Palavicinis, Petro de Landriano, & Joanne Francisco Marliano Juris utrinsque Doctore, Consiliariis, nec non Magnifico D. Bartholameo Calco, Secretario prefati Illustrissimi D. Ducis Mediolani omnibus Testibus notis, idoneis ad præmissa vocatis, & rogatis.

Examinavit JOANNES FRANCSSCUS STRSGELLIUS *Regii Archivii Offitialis.*

C.

Recess der Ritterschafft und Gesellschafft St. Jörgen Schilds / und der Heil. Reichs-Städte in Schwaben / wegen des Käyserlichen an sie sub dato 4. Octobr 1487. ergangenen Mandats, in puncto eines unter Ihnen aufzurichtenden Bundes / beschehen auf der Mense Januario zu Eßlingen gehaltenen Versamlung. [JOH. PHILIPP. DATT. Volum. Rer. Germ. Novum, Libr. II. Cap. VI. pag. 274. §. 12.] 1488. Janvier.

C'est-à-dire,

Recès conclu entre les Chevaliers de la Societé de l'Ecu de St. GEORGE *& les Villes Imperiales de* SUABE *sur le Rescript & Mandement pénal de l'Empereur, du 4. Octobre 1487; par lequel il leur étoit enjoint de se confederer pour le maintien de la Paix publique. A Eslingen au mois de Janvier 1488.*

Auß

Anno 1488.

Alß am Montag nach der Heyligen dreyer König Tag nägstverruckt/ dem abschid nach auff dem nägst gehalten tag zu Ruttlingen gemacht/ der ainung halb im Land zu Schwaben/ain versammlung vom Adel und den Stetten zu Eßlingen gewesen ist/ hat der wolgeborne Heer/ Herr Hurwg Graf zu Werdemberg und zum Heiligen Berg/ alß Kayserlicher Anwald/ denen so Im von der versammlung zugeordnet wurden / zu erkennen gegeben/ wie die Kayserliche May. ein nuw Mandar an die versammlung ußgen laßen; und Im zueröffnen uff gegeben hab/ in dem etwas merern dann in dem ersten Mandar an die versammlung uff dem tag zu Ulm ußgegangen/ begriffen stee/ namlich in zweyen Artickheln: Vor erst/ in dem Artickel von uffheben luttend / und alßo anfahend: und umb daß sollich unser fürnemen/Ainung/ und Püntnuß dest fryer und fruchtbarer bestand haben rc. rc. In dem nach dem wort/außerhalb/ gesezt ist das wort Unser und das wort Und/ die in dem ersten Mandar nitt begriffen sind. Zum andern in dem Artickhel von vollstreckung gemelter ainung luttend / und alßo anfahend/ darumb Ir Euch alß Unser und deß Heiligen Reichs Underthan rc. et. In dem nach den worten zu handhabung und zu gut/ gesezt ist: Doch unß **und dem Heiligen Reich unser Oberkait vorbehalten**/ das in dem ersten Mandar och nit stat. Darzu daß der Kayserlichen Maj. mainung sey/ daß die so in gemelt Ainung kommen werden/ der Kayserlichen May. ain bybrief geben/ wie sie sich gegen Ir/ mit und in solcher ainung halten solten: Lawt ainer Nottel; die er hören ließ. Alß aber sin Gnad daruff an denen/so Im zuverordnet waern/bestand/ daß uff sollichs niemand besondern der merern tayls ohne wyter hinder sich bringen handlen wurde/ och kein zuversicht wäre / daß solches by gemainschafft zuo der Sach verwandt angenommen würd noch ußbracht werden möcht/ ist zu fürderung und gut der Sach ain Mandar gestellt worden/wie man mainet / der Kayserlichen May. Ir Oberkait halb annehmlich und denen/ so in gemeldt ainung kommen solten/ irs herkommens und gemelter ainung halb unvergreiffenlich sin/ von wort zu wort alßo luwtend.

Wir Friderich von Gottes genaden Römischer Kayser rc. rc. und alßo für und für/wie dann das erst Mandar luwtet byß uff den Artickel dom uffheben wysend / und alßo anfahend: **Und umb das söllich unser fürnemen rc.** von dem es byß zu end uß alßo luwtet. Und umb das solich unsere fürnemen/ ainung und buntnuß dest fryer und fruchtbarer bestand haben / und beständtlich beliben mög/ ob dann uwer ainer oder mer vor diesem unserem fürnemen dieser unser Aynung verbunden/verschriben/ mit aiden/ oder glübden/ Schyrmßweiß/ oder in andere weg/ ußerhab Unser und solcher Unser Ainung yemand anders verwanndt wäer / wie man dem Namen geben möcht; So heben wir daß alles uß vollkommener Kayserlicher Macht/rechtem wißen und aigem bewegnuß/in krafft diz Briefs yetz alßdann und dann alß yetz gantz uff: tund och ab und vernichten das alles in der besten form, wie das gesin mag/ wa und so ferr es dieser Unser Ainung oder verbuntnuß widerwärtig ist/ oder abbruch tät. Erklärn auch hiemit / daß sollichs uwer keinen nit binden soll/ noch mag/ in kain weg. Darumb Ir Uch alß Unser und deß Heiligen Rychs Undertan hierinn gehorsamen und sollich zusamen tuung nitt vermiden/ sondern so förderlichst das sin mag/ unß/ dem Hailigen Rich/ och uch/den uwern/und die uch zuversprechen ständ/ zu hanthabung und zu gut vollstrecken wöllent: Alß Ir dann Unß/ dem Heiligen Rych/ und uch selbs zu tund schuldig sind. Dann wölchee oder wölche hierinn ungehorsam erschinen wurden/ den/ oder dieselben wollen Wir darumb mit hilff der gehorsamen strafen: darnach sich ain yeder by siner verpflicht/ damit er Unß/ und dem Heiligen Rych verwandt ist: och ben verliesung aller seiner Ferhheiten/ Gnaden und Leben/ so er von Unß/ und dem Heiligen Rych hat/ darzu by ainer Pen hundert Marck löttigs Goldts/ halbs in Unser Kayserliche Kammer/und halbs den gehorsamen diß Unsers Mandatz unablässlich zu bezahlen/ wißen woll zuverhüten. Und ob ainer oder meree Prelat/ Graf/ Fryherr/ Ritter/ Knecht oder von den Stetten/ diesem Unserm Mandar ungehorsam erschinen/ und dem nit leben / noch nachkommen würden / das wir Unß doch vorgemelter ursachen nach/ billich nit versehen: So ist nitt dest minder Unser befelch und ernstlich mainung/ daß Ir/ die andern/ auf sollich ungehorsam nicht verziehen/ sondern mit uwerm zusamen tun fürfaret/ und das vollstrecket/ alß lieb uch allen und yeden in sonders sy die obgemelte Peen und bußen/ und darzu Unsee schwär ungnad zu vermeiden. Daran tut ir Unser ernstlich mainung/ und wollen uch alß Römischer Kayser/ in sollichem/ by Unß/ dem Heiligen Rich und denselben uwern Fryhaiten/ Rechten und altem herkommen/ gnädiglich handthaben/ schüzen und schirmen. Doch/ so behalten wir Unß hierinn vor Unser Oberkait/ auch aid und verpflicht/ damit ain yedee in dieser Unser Ainung begriffen/ Unß und dem Heiligen Rych verwandt und verbunden ist: Aber nichts desto minder so wollen Wir/ daß diß Unseer Ainung und Verbundtnuß by Iren Krefften belib und bestand had: Und von Unß und Unsern Nachkommen am Hailigen Reich die obgemelte zyt uß Unsers Landfriden nit uffgehept/ abgetan/ noch widerrufft werd. Mit urkund diß Briefs besigelt mit Unserm Kayserlich anhangendem Innsigel. Geben zu Nüremberg am vierdten Tag des Monatz Octobris, nach Christi Geburt tusend vierhundert und im siben und achtzigisten: Unserer Reichen/ deß Römischen im acht und vierzigisten: deß Kayserthumbs im sechs und dryßigsten/ und deß Hungerischen im Neün und zwanzigsten Jaren.

Und hat sin gnad daruff für genommen der Königlichen May. umb ain Mandar der maß gestellt zu schreiben; mit nachfolgender underrichtung. Vom Ersten: Nachdem im nuw ußgegangen Mandar etwas nuwerung vermerckt werd: deßglychem in der Nottel deß bybriefs der Kayserlichen May. zugeben: hab ettlich antwurt dißmal in der Sach nitt mögen gefolgen: dann ettlich und der merer tail dermaß abgefertiget gewesen syen / ob ichts nuwes fürfiel/ darvon nitt zu handlen ohnangebracht.

Item: das och vermerckt ist: wa uff gemelter nuwerung und besonders deß bybriefs verharrt wurde/ daß die Sach nitt durchbracht werden möcht/ weder bym Adel noch by den Stetten: angesehen daß söllichs Inen etwas schmählich wär: nach dem/ daß/ by Iren Alfordern/ und Inen/ nitt alßo herkommen/ noch gebrucht sy/ daß solich Brif in ainem der Kayserlichen Maj. fürnemen ye zeyen gegeben worden.

Item: daß auch solches mehr wider/dann für die Kayserliche Maj. wäre/ von Iren Undertanen Brieff zu nemen.

Item: daß darumb die obgeschriben form deß Mandates begriffen sey, damit die Kayserliche Maj. Ir Oberkait in allweg wol versorgt/ und die Sach by denen/ so darzu verwandt syen/ zu end bracht werden möge.

Und hat daruff gemelten Tag erstreckt/ byß uff Sonntag nach Purificationis nägst kommend widerumb zu Eßlingen an der Herberg zu sin/ und mornens am Montag füro der Sach halb zu handlen.

Anno 1488.

Der mainung/ nachdem dem Durchleuchtigisten Fürsten und Herrn/ Herrn Sigmunden Erz-Herzogen zu Oesterreich gemaint ist / sich in gemelt Ainung zubegeben/ ob sollichs dem Hochgebornen Herrn/ Herrn Eberharten/ Grafen zu Würtemberg und zu Mümpelgart rc. dem elltern auch gemaint sin/ und von der Kayserlichen Majest. ain Mandat in obgeschribner form ußbracht wurde / das daruff yedermann alßo gefertigt werd / damit er der sach halb/ zu-oder ab-sage/ und man dero zu end komme.

Und hat daby befohlen/ Sollich handlung beym höchsten globen in gehaym zubehalten/ und zu versügin / daß die alßo och by denen / an die sie langen wurdt/ gehalten werd.

Daß ist alßo undergriffenlich uff ain hindersich bringen in abschidts wyß angenommen worden.

Und sind uff sollichim Tag erschinen.

Der Wolgeborn Herr / Herr Huwg / Graf zu Werdemberg und zum Heiligenberg/ alß Kayserlicher Anwald.

Diß Durchluchtigisten Fürsten und Herrn/ Herrn Sigmunden / Ertz-Herzogs zu Oesterreich rc. Bottschafft / Here Hanß Jacob von Bodmann / Ritter und Burkart von Stadion.

Von der Gesellschafft Sanct Jörgen Schilt.

Der Wolgeborne Herr / Herr Jörg / Graf zu Werdimberg und zum Heiligenberg.
Herr Wilhelm von Stadion / Ritter.
Herr Sixt von Schinen / Ritter.

Von der Gesellschafft vom Bracken.

Herr Cunrat von Ahelfingen / Ritter.
Herr Herrman von Sachsenheim / Ritter.
Wilhelm von Urbach.
Dieterich Spätt.

Von Stetten.

Ulm / mit befelh und entschuldigung / Ißni / Lutkirchen und Giengen. Ruttlingen. Nördlingen / Uberlingen / Lindaw / Gmünd / Hall / Memmingen / Bybrach / Dünckelspühel / Ravenspurg / Kempten / Kauffbüren / Wyl / Wangein / Aulen / Buchorn / Eßlingen.

So habent dem Kayserlichen Anwald uff gemelten Tag geschriben/ die Statt Augspurg / Hailpronn / Wimpffen / Werd und Pfullendorff.

CI.

31. Janv. *Litteræ Pontificiæ* INNOCENTII VIII. *Papæ, quibus Sententia Dissolutionis Matrimonii inter* RENATUM *Ducem Lotharingiæ, &* JOANNAM DE HARCURIA *propter impedimentum corporis lata, confirmatur; secundum verò Matrimonium inter dictum Ducem &* PHILIPPAM DE GUELDRSA *contractum atque consummatum laudatur ac legitimum declaratur. Dat. Romæ pridie Kal. Februarii* 1488. [Observations de GODEFROI, sur l'Histoire de CHARLES VIII. Roi de France, pag. 491. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans BALEICOURT, Traité Histor. sur l'Origine, & la Généalogie de la Maison de Lorraine. Aux Preuves. pag CCXXIV.]

INNOCENTIUS Episcopus, Servus Servorum Dei, ad futuram rei memoriam. Si quæ judicio rite & recte terminantur, firma debent & illibata persistere, & ne in residuo contemptionis scrupulum relabantur, Apostolico convenit præsidio communire. Sane pro parte dilecti Filii Nobilis Viri *Renati Henrici Ducis Lotharingiæ* nobis nuper exhibita petitio continebat, quod olim ipse, qui cum dilecta in Christo Filia Nobili muliere *Joanna de Harcuria*, incola loci de Einvilla, Tullensis Diœcesis, Matrimonium per verba de præsenti contraxerat, & per quatuor annos & ultra rei conjugali operam dando cum illa cohabitaverat, propter quoddam impedimentum corporis præfatæ Joannæ quod Medicorum artificio tolli nequibat, Matrimonium hujusmodi carnali copula ordinarie non potuerat consummare, & per alios quatuor Annos à cohabitatione cum illa abstinuerat, cupiebatque Pater effici liberorum, & cum aliqua alia muliere matrimonialiter copulari; cum à nonnullis simplicibus assereretur ipsum præfatæ Joannæ vinculo Matrimoniali astrictum fore, & cum alia muliere Matrimonium contrahere non posse, & si contraheret, prolem legitimam non esse: Ad obstruendum ora loquentium Venerabili Fratri nostro Episcopo Tullensi, vel ejus in Spiritualibus Vicario Generali, ut si vocatis dicta Johanna & aliis vocandis, constares, prædicta vera esse, & per assertionem duorum Medicorum ac quinque Matronarum in arte expertarum cum juramento dictam Johannam ordinarie carnaliter cognosci, nec artificio Medicorum ad viriles amplexas aptam reddi posse, & de aliis expositis declararent ipsum Ducem præmissorum occasione, præfatæ Joannæ nullo vinculo Matrimonii astrictum esse, & sibi præmissis non obstantibus cum alia uxore Matrimonium contrahere, & in eo, postquam contractum foret libere & licite, alio sibi non obstante, canonice remanere posse declararent, per Litteras Pœnitentiariæ nostræ mandari obtinuit. Quarum vigore dilectus Filius Aulricus Brielli Archidiaconus de Vozago in Ecclesia Tullensi tunc Vicarius Venerabilis Fratris nostri Episcopi Tullensis in Spiritualibus Generalis, ad earum executionem, illarum forma servata, procedens, præfatam Johannam non esse neque fuisse idoneam ad amplexus viriles, ut posset cum ea Matrimonium ordinarie consummari, & Matrimonium inter ipsos Renatum & Joannam alias contractum, fuisse & esse nullum & invalidum, ipsumque Renatum illius prætextu dictæ Joannæ nullo Matrimonii vinculo astrictum fuisse & esse, & eidem Renato licere cum alia muliere Matrimonium contrahere, & in eo, postquam contractum foret, libere & licite, alio sibi non obstante, canonice remanere de jure posse, prolemque suscipiendam ex illo legitimam fore per suam Sententiam declaravit, prout in illa plenius continetur, cujus tenorem hic pro expresso habemus. Quare pro parte dicti Ducis asserentis Sententiam prædictam nulla provocatione suspensam in rem judicatam transivisse, & se postmodum cum alia muliere Matrimonium contraxisse, ac carnali copula consummasse, nobis fuit humiliter supplicatum, ut Sententiæ prædictæ & inde secutis pro subsistentia firmiori robur nostræ confirmationis adjicere, aliasque in præmissis opportune providere de benignitate Apostolica dignaremur. Nos igitur, qui votis ejusdem Ducis rationalibus & honestis libenter annuimus, & Sententiam prædictam, habitumque coram dicto Vicario vigore dictarum Litterarum Processum diligenter inspici & examinari fecimus, hujusmodi supplicationibus inclinati, Litteras Pœnitentiariæ prædictas, & illarum vigore habitum Processum latamque Sententiam hujusmodi auctoritate Apostolica, sicut provide Canonice justeque lata est, præsentium tenore approbamus & confirmamus, ac præsentis Scripti patrocinio roboramus, supplemusque omnes & singulos defectus tam Juris quam facti, si qui, forsan ex inordinato Processu aut alias quomodo libet intervenerint in eisdem, contractumque postmodum per eumdem Ducem Matrimonium prædictum eadem auctoritate benedicimus, illudque canonice contractum, susceptamque, si quæ sit, ac suscipiendam ex eodem Matrimonio prolem legitimam decernentes, non obstantibus Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis, cæterisque contrariis quibuscumque. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ approbationis, confirmationis, roborationis, suppletionis, benedictionis, & constitutionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei, ac Beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. *Datum* Romæ apud Sanctum Petrum, Anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo octuagesimo octavo, pridie Kal. Februarii, Pontificatus nostri Anno quinto.

CII.

Anno 1488. 14. Fev.

CII.

Receſs der Ritter- und Geſellſchafft St. Jorgens Schildt und der Reichs-Städte in Schwaben/ wegen des in puncto einer Bündnuß an Sie ſub 4. Octobris 1487. ergangenen Kayſerlichen Reſcripts, beſchehen auff dem zu Eßlingen prorogirten Convent an St. Valentins Tag Anno 1488. [JOH. PHILIPP. DATT, Volumen Rer. German. Novum Lib. II. Cap. VII. pag 276. §. 2.]

C'eſt-à-dire,

Recès conclu entre les Chevaliers de la Societé de l'Ecu de St. GEORGE, *& les Villes Imperiales de* SUABE, *ſur le Reſcript de l'Empereur du 4. Octobre 1487. par lequel il leur étoit enjoint de ſe confederer pour le maintien de la Paix publique. A Eſlingen du jour de la Purification 1488. prorogé jusques au jour de St. Valentin 1488.*

IN der Verſammlung der Ainung halb im Land zu Schwaben fürzunemen zu Eßlingen uff Montag nach Purifications nägſt verſchinen gehalten/ iſt anfangs verleſen worden der Kayſerlichen Mayeſtät Mandat, in der form. wir die uff nägſt gehallenem tag geſtellt worden iſt/ und der abſchid deßelbigen tags innhalt: one daß nägſt vor dem datum dir Clauſel: Doch daß darinn wider Unß nichts gehandelt werd/ geſezt iſt/ die im vergriff deß nägſten abſchidts nitt ſtat.

Zum andern: alß der Kayſerliche Anwald begert hat/ in der Sachen zubeſchlieſſen/ haben ſich der Erbern Statt Sendbotten underredt/ und ein yeder ſein beſelch zuerkennen geben: und darauff dem Königlichen Anwald geantwortet. Namlich Ulm/ Rutlingen/ Gmünd/ Memmingen/ Bibrach/ Kempten/ Kauffbüren/ Jßni/ Giengen/ und Aulen; daß ſie endlich zugeſagt haben wöllen/ doch/ nach dem der Stätt anfangs viel geweſen/ und yetzo in weniger anzal ſeyen/ daß ſollichs nach billichkeit mit der anlegung von Prælaten/ Graſen ꝛc. ꝛc. angeſehen werde. Daß auch bey Würtemberg fleyß gehapt werde/ damit ſin Gnad och in diſe ainung komme. So habent Nördlingen/ Hall und Dünckelſpühl geantwort/ luwt eins zedelß/ dem Kaiſerlichen Anwaldt überantwurt/ und hat Nörlingen damit ußgenommen die Ainung/ die ſie haben mit Brandenburg. So habent Uberlingen und Ravenſpurg in ir antwort gelendt uff wyter underred und lutterung etlicher artickel/ der mainung/ wa die uff zimlich mittelmäßig weg geſtellt wurden/ daß ſie zimlich antwort/ und ſich der maß zu erkennen geben wolten/ das ihnen unverwiſenlich wäre: Wangen und Buchorn habent gezogen uff ire Burgerrecht/ ſo ſie haben mit den Stätten Zürch und Sant Gallen. So habent die von Eßlingen ir zuſag auff Würtemberg getan/ wa ſin Gnad in die Ainung komme/ das ſie auch dorinn kommen wollen.

Uff dos hat der Kayſerliche Anwald in der Sach gegen Ertzherzogs von Oeſterreich auch Seiner Gnaden von Würtemberg Räten gehandelt/ daß Jr Gnaden halber/ verſchreibungen und Revers, wie die gegeben und genommen werden ſollen/ geſtellt worden ſyen: auch die verſchreibungen der Prælaten/ Graſen/ Fryen ꝛc. und der Stätt gegen ein ander/ wie die auffgericht werden ſollen/ inwter ſtellen lauffen.

Es habent auch der Stett botten zu fürderung und gůt der Sach/ uff den abſchid zu Ruttlingen gemacht/ ſo vil der den befehl gehabt hand/ ainander eröffnet/ welchen ain jede Statt zu Heptmann oder Rät zuerkieſen geordnet hab. Nemlich Ulm/ Wilhalm Beſſereru: Ruttlingen/ Wilhalmen Walkern: Nördlingen/ Ott Vettern; Uberlingen/ Hanß Betzen: Hall/ Friderich Schletzen Gmünd/ Ludwig Horern; Memmingen/ Hanſen Stobhabern; Bibrach/ Hanſen von Eſſendorff; Dünckelſpühl/ Hanſen Egen; Kempten/ Hanſen Mang: Kouffbüren/ Jörgen Eplüß; Yſinn/ Kilian Schedlern; Giengen/ Mangen Engelhart: Eßlingen/ Hanſen Jährn. So haben Ravenſpurg/ Wangen/ Auln/ Buchhorn/ kein befehl gehabt/ zubenennen.

Anno 1488.

Sie habent och/ uß den Stätten/ ſo zugeſagt hand/ zu fürderung der Sach benant ſechs Stett/ ſo die gemelten verſchribungen/ von wegen gmeinſchafft der Stett/ verſiglen ſollen: Namlich/ Ulm/ Eßlingen/ Ruttlingen/ Gmünd/ Memmingen und Bybrach.

Item: nach dem der Kaiſerlich Anwaldt ain tag uff Montag nach Oculi, nägſt kommend/ widerumb/ gen Eßlingen geſezt hat/ habent ſie ſich geaint/ daß die Stätt am Samſtag darvor zu Eßlingen ſein/ und ſich auff den abſchid zu Ruttlingen gemacht/ der Hoptlüt/ Rät/ und deß gemein Coſten halb underreden ſollen: wie darvon zu Rüttlingen geredt iſt.

Zu letſt hat der Kaiſerliche Anwald yedem tail ain abſchid under Siner Gnaden Sigel/ wie es füro gehalten/ und was gehandelt werden ſoll/ gegeben/ von wort zu wort luwtend/ wie nachfolgt.

Wir Hugo/ Grave zu Werdemberg und zum Heiligen Berg/ Kayſerlicher Anwaldt: bekennen Unß offenlich mit dieſem Brief: alß wir vorgehalten tagen nach/ uff des Kayſerlich Mandat, berürend das zuſamen tun/ der Prelaten/ Graven/ Freyen/ Herren/ Ritter/ Knecht/ und deß Hailigen Rychs Stett in dem Land zu Schwaben/ ainen andern tag/ die Sachen daruff zu beſchlieſſen/ gen Eßlingen fürgenommen/ haben/ uff ſollichen Tag der Kayſerlichen Mayeſtät zugehorſamen/ die Prælaten/ Graſen/ Fryen/ Herren/ Ritter/ Knecht/ und die verſammlung des Heiligen Rychs Stett erſchynen ſyen/ und ſich daſelbs ains zuſamen thuns/ in was geſtalt/ und wie das ſin und geſchehen ſoll/ mitainander geaint/ und deßelben Copyen begriffen/ die wir dann den Prælaten/ Graſen/ Freyen/ Herren/ Rittern und Knechten/ ouch den Stetten übergeben haben/ füro uff ain andern tag/ der uff Montag nach dem Sontag Oculi nägſt kompt/ zu nacht zu Eßlingen ſin/ uff dem ſie ſollen erſchienen/ und dazwiſchen zu fürderung der Sach handlen; wie hernach folgt.

Zum Erſten: So ſollen die geſtant Prælaten/ Graſen/ Freyen/ Herren/ Ritter und Knecht der gemelten geſellſchafften/ hiezwiſchen und deß vorgemelten tags ainen tag under Jnen ſelbs fürnemen/ und ſich Hoptlüt und Rät/ nach innhalt der begriffnen Copy verainen/ och der Perſonen/ ſo von den Prælaten/ Graſen/ Fryen/ Ritter und Knecht/ die aynung verſiglen ſollen/ und ſollent alßdann uff den obgemelten tag derſelben Sigel bey denjehnen/ ſo die geſellſchafften herſchicken/ brache: damit die Brieff nach luwt obgemeldter Copy/ alßdann on lenger uffhalten/ gemacht und vollſtreckt werden. Sie ſollen och uff die zeit zuerkennen geben/ die Perſonen von Namen zu Namen/ ſo ußer Jhnen in die gemelt Ainung kommen wöllen. Item deßgleychen, ſöllen die Stett von der verſammlung hiezwiſchen und der obgemelten zyt och ainen tag halten/ uff dem ſie Hoptlüt/ Rät und beſigler der Ainung erwelen ſollen/ nach innhalt der geainten Copy: die wir Jnen übergeben haben: und alßdann uff dem obgemeltem tag hie erſchinen/ mit der Statt Innſiegel/ der ſie ſich zuverſiglen geaint hand: uff dieſelbigen zyt die Brief glich der gemelten Copy uff-

ANNO 1488. gericht / und on lenger verziehung vollstreckt und geendet werden sollen. So wollen wir alßdann yedem tail die Brief / so Im zusteen werden / geben und neinen / wie sich gebühren wird. Wir haben och Unser gnädigsten und gnädigen Heern von Oesterreych und Würtemberg Räten die geaimten und abgeredten Copien auch übergeben / dergestalt / daß Ir beid Gnaden Ir Rät uff den obgemelten tag mit sampt Iren sigeln och schicken sollen / sollich Brief und Sach uffzurichten und zu vollstrecken. Es soll auch in aller tayl aimungs-brieffen und reversen das datum uff Sant Valentins tag gestellt werden. Und diesen abschid sollen die von yen gesellschafften och der versammlung der Stett nitt wyter eröffnen / dan Jeen gesellen und ratßfründen by irem aid glöblichen zusagen / so sie Unß dorumb getan haben. Zu urkund so haben wir diesen abschid / alß Kayserlicher Anwald versigelt / und den obgenanten gesellschafften und der versamlung der Stett gegeben zu Eßlingen an Sanct Valentius-Tag Anno 1488.

14. Fevr. Verainigung und Gesellschafft St. Jörgen-Schildt von Prälaten / Grafen / Freyen / Herren / Ritter und Knechten / der vier Tayl des Landts zu Schwaben. Sie kommen überein von der Art und Weise / die unter ihnen entstehende spänne beyzulegen / einander hülffe und beystand zu leisten / item wegen Erwehlung eines Hauptmans und der vorfallenden Bottschafften &c. und setzen / daß diese verainigung solle von dato an wähcen biß auf den Termin des vom Kayser Friderico zu Franckfurth aufgerichten / den 17. Martii Anno 1486. angefangenen / und den 17. Martii 1496. sich endenden Landfriedens / als zu dessen Handhabung solche verainigung beschehen. Geben an St. Valentins Tag Anno 1488. [JOH. PHILIPP. DATT, Volumen Rer. Germanicarum Novum Lib. II. Cap. XI. pag. 315. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Cont. I. Abtheilung II. pag. 75.]

C'est-à-dire,

*Conféderation entre les Prélats, Comtes, Barons, Seigneurs, & Nobles des quatre Classes de la Societé de l'*Ecu de St. GEORGE. *On y convient de la maniere de terminer les diférents qui pourroient survenir; de former les Corps de Troupes nécessaires; d'en choisir les Chefs, & de ce qui regarde les Ambassades. On y convient aussi que la présente Confederation commencera le jour de sa date, & durera jusqu'au* 17. *Mars* 1496. *qui est le terme prescrit pour la Paix publique ordonnée par l'Empereur à Francfort le* 17. *Mars* 1486. *Fait & conclu le jour de St. Valentin* 1488.

JN dem Namen der Heyligen Dreyfaltigkeit. Amen. Bekennen wir Prælaten / Graven / Freyen / Herrn / Ritter und Knecht / der loblichen Gesellschafft Sanct Georgen Schilts in Schwaben / offentlich mit diesem Brieff / und thun kund / allen den / die in sehend / lesend / oder hörend lesen. Alß der Allerdurchleüchtigiste / Großmechtigiste Fürst und Herr / Herr Friderich Römischer Kaiser / zu allen zeiten Mehrer deß Reichs / zu Hungarn / Dalmatien / Croatien / König / Herzog zu Oesterreich &c. Unser allergnedigster Herr / einen gemainen Landfriden gemacht / und den zuhalten gepotten hat. Und wir nun / seiner Kayserlichen Majestät / alß unserm Rechten Herrn / on alles mittel underworffen / und Unß nochmals / durch seiner Kayserlichen Majestät Mandat erfordert / Unß gegen und miteinander zuverainen und zuverbinden: daß nun von Uns Prælaten / Graven / Freyen / Herrn / Ritter / Knechten / und deß Heiligen Reichs Stetten in dem Land zu Schwaben / innhalt deßelben Mandats und der Brief darüber begriffen / geschehen. ANNO 1488.

Wann sich nun die Ehewirdigen / Wolgepornen / Edlen / Strengen und Vesten / Prælaten / Grafen / Freyherrn / Herrn / Ritter und Knecht / Unser vordern loblicher und seliger gedechtnuß / denn der allmechtige Gott gnedig und barmherzig sein woll / vor vil menger langen und ergangnen Jahren in der Gesellschafft und verainigung Sanct Georgen schilts befunden / und einander gehandhabt und geschirmt haben / wie dan das an Jm selbs ist / so Unß und den Unsern solches vorher allweg hoch und loblich entsproßen; Sondern auch gemainer adel von Gott dem allmächtigen geordnet ist / gerechtigkeit und frid zu furdern: So haben wir gemainlich / mit guotem Rath / rechter wißen / welbedachts muots / und mit bekantlicher redlicher vorbetrachtung / dem allmächtigen Gott / und dem ganzen Adel und gemeiner Ritterschafft im Land zu Schwaben / zu lob und würden: auch umb deß willen / daß wir miteinander / Wittwen / Kauffleüt / und Bilgerin dester baß handhaben und schirmen mögen / auch zu beßerm schirm / rettung und auffenthalt Unser / der Unsern die Unß zuversprechen steundt / und denen / die das Land Unser Graffschafften und gebieten pawen / sonder auch angesehen / die sorgfältigen schwären Läuff / zu einander in getruwer manung verbunden und verpflicht / und Unser alt herkommen Sanct Georgen schildt ernewert und erstreckt. Und wiewol wir Unß / die Prelaten / Grafen / Freyen / Herrn / Ritter und Knecht im Land zu Schwaben / all in ein hülff / ainung und Gesellschafft Sanct Georgen schilts verpunden / und verpflichtet haben: Noch dan / so das Land Schwaben weit und breit ist / und unser vil sein; damit wir dan Unser Sachen / ußträg und händel under Unß / gegen und miteinander dester näher / mit minder mühe und Costen außtragen mögen: So haben wir Unß zu Vier Thayl / mit sondern haubtleüten und Räthen underschaidrn. Nemlich ein theil im Kraiß Hegöw / und Bodensee: der ander theil an dem Kocher: den dritten an der Thonaw / und den vierten thail am Neckar / wie dan das an im selbs ist / und alß die soll dann nicht destminder ain Gesellschafft heißen und sein / in nachgeschribner form und weiß gegen ainander verbunden.

Deß Ersten. Ob ainer oder mehr / under Unß / ainen oder mehr Unser mitgesellen hörten an ir glimpff oder Ehre reden / von wem / oder darumb das beschehe: die sollen solch Unser gesellen biß uff sie verantwurten / und Jnen das / so erst sie mögen / zu wißen tun. Ob auch ainicher tayl under Unß / mit einem oder mehr Unsern mitgesellen / Unser verainung Sanct Georgen schilts / spennig oder irrig würden / darumb einer den andern vorderung nit vertragen möcht: So soll der Kläger dem antwurter nachfolgen / und Jn vor seinem hauptmann und Räten / umb sein spruch rechtfertigen: alles nach laut Unser Verschreibung / so jeder theil hat.

Wer auch Sach / daß ainer oder mehr Unser mitgesellen irrig miteinander wurden / und spen gewonnen / und jeder theil kläger oder antwurter sein wollt: da ist beredt / daß wir von der Gesellschafft / under den der span wär / von jeder zween dargeben / dieselben alßdan die Jerung hören sollen: und wo die vier ainig werden / welcher thail Kläger oder Antwurdter sein soll / derselbig soll alßdan dem Antwurter nachgan / und seinen haubtman. Wo die vier aber nit ainig werden möchten / sollen sie macht haben /

ANNO 1488. ben/ einen Obman zuerwelen: Und ob sie sich deß Obmanß auch nit verainen möchten/ so sollen sie ein loß darumb machen: und was alßdan von dem mehrern theil erkent und gesprochen wird/dem soll nachgegangen werden. Wer aber Sach/ daß ainer oder mehr/ in dieser Unser gesellschafft hilff oder beystand von dem andern theil begerten/ so verr dan desselben begerenden theils Haubtman/ Rat und Mitgesellen in seiner gesellschafft hülff und beystand schuldig seind/ so sollen wir und ander/ Jhm solch hülff zuthun auch schuldig sein/ zu gleicher weiße/ alß ob es ainem in Unsern der andern gesellschafften angieng/ und sollen darwider nichts zu wort haben/ in kein weg: und ob sich die Sachen zu offner vehd und veindschafft begeben wurden/ daß soll gehalten werden/ wie das die ainung und verpüntnuß zwischen Unß und den Stetten inhalt.

Unser kainer theil soll auch ohn deß andern theils gunst und verwilligung kainen Fürsten/ Fürstgenoß/ noch Commun, zu Unß/ noch in Jhr gesellschafft nemen/ wie das die verschreibung zwischen Unß und den Stätten klärlich außweißt: und so verr wir inhalt der gemelten ainung zwischen Unß und den Stätten begeiffen/ von Unß der Gesellschafft Sanct Georgen schilts ainen gemainen Haubtman und Rat haben werden/ die sollen wir in Unser gesellschafft geschäfften/uff Unsern gemeinen Costen halten/ nach anzaal/ wie dan Unser jederthail mit Steür angegeben/ uff ingelegt würdet/ ungevorlich.

Und so verr wir Unß solches gemeinen Haubtman nicht vergleichen möchten/ so sollen wir das loß darumb legen/ und uff wen dan sollich loß fallet/ der soll Haubtman bleiben und sein.

Deßgleichen wenn wir Pottschafften in Unser gemain gesellschafft geschäfften/ wohin und an welches end sich das begebe/ es wäre zu Fürsten/ Herren/ oder andern/ schicken und brauchen würden/ auch Pottenlohn und anders/ das soll alles auff Unsern gemeinen Costen/ wie obstehet/ beschehen. Es ist auch hirin mit nemlichen Worten beredt/ wan sich krieg erheben/ und leüt zu haben nothdürfftig sein wurde/ zu Reß oder zu fuß/ wieviel der were/ die sollen Unser gemain Hauptman und Räth/ inhalt der Steüerzettel/dem vermelten Haubtman von Unser jedem thail Unser gesellschaffe deßhalben überantwurt/ anschlahen/ und was sie alßdan uff jedertail Unser gesellschaffe anslahen/ zu Reß und zu fuoß/ uff Uns legen/ daß Unser jedertheil dem gemainen Haubtman uff Iren Costen/ ohne der andern gesellschaffe schaden/ an welches end/ sie der Haubeman beschaidt/ zuschicken und halten; alßdan ain Artical in dem Puntbrief/ zwischen Unß und den Stetten verleibt ist/ daß wir Newn Räth/ auch die Stett Newn haben sollen/ und Unser gesellschafft in vier thail underschiden ist/ der jeder theil zween Räth geben werden/ acht Räth. So veer wir Unß nun deß Neünten gütlich nit verainen mögen/ sollen wir darumb lösen/ wellicher tail under Unß solchen Neünten Rath/ das erst/ das ander/ das dritt und das viert Jar gebe: und wie es das loß gibe/ alßo soll es vollstreckt werden; und so dan die vier Jar uß und verschinen sindt/ soll der Erst tail den Neünten Rath zugeben/ widerumb anheben/ und alßo wie vor volgen/ ungevorlich. Wir alle und Jeder insender sollen auch mit handgelobeen trewen/ an geschwornen aydtsstatt/jeder seinem Haubtman/und denen so von der Gesellschafft zu Jm verordnet werden/ sein vermügen der Järlichen gült in gold gerait in gleichem Landlauff anschlahen/ Jm die in geschrifft zusenden/ damit derselb Haubtman das vermügen seiner gesellschafft Unserm gemeinem Haubtman laut deß Artickels davon sagende; wise zuverkünden.

Doch so soll und mag ein Jeder bey der gemelten glübdt/ was er Järlicher gült anzugeben schuldig ist/ daran abziehen/ und das übrig dem Haubtman/ wie obsteet/ zu senden. ANNO 1488.

Der Haubeman/ die Räth/ und der Schreiber sollen solch Unser darthun nit weyter eröffnen/ sonder alßo in gehaym bey geschwornen ayde behalten. Und uff das sollen wir zu allen thailen Unser verainigung Sanct Georgen Schilts in allweg/ wie dann das Unser gesellschafft und verainigung Brieff von Artickul zu Artickul außweiset/ ainander ohn all fürwort/ by den glübdten und aiden darumb gethan/ handhaben und halten: alß ob wir all in einem Brieff von Namen zu Namen geschriben stünden: darwider nit zuthun/ noch schaffen gethan werden/ in keinen weg;

Diß Unser verainigung soll uff heüt dato diß Briefs anheben/ und die zeit in dem bemelten Landfriden begriffen/ der angefangen hat/ an dem Sibenzehenden Tag deß Monats Martii, in den Sechs und achtzigsten Jar der mindern zal/ nägst verschinen/ und außgehen wird/ auff den Sibenzehenden tag deß Monats Martii, in dem Sechs und Neünzigsten Jare/ darnach volgende/ weren/ bestehen/ krafft und macht haben/ und gehalten werden.

Hierumb so geloben und versprechen wir all gemeinlich und sonderlichen/ so dan alßo in Unserm jedtwedern tail begriffen sindt/ oder noch darein genommen werden/ bey Unsern vesten und guoten trawen an geschworn Aidtsstatt/ ainander alßo nach laut obgemelter Brieff/ wie dann die von Artickul zu Artickul klärlich ußweisen/ zu hendheben/ schüzen und schirmen. Alles getreülich und ungefährlich.

Und deß zu wahrem urkund und vestung/ so haben von Unser Jeden theil/ nachdem wir in vier theil underscheiden/ drey Jr Insigel für sich und Unß all ander Unser gemein gesellen/an diesen Brieff tun hencken. Nemlich Itel Hanß von Bodman/ Haubtman deß tails am Hegöw und am Bodensee. Wolffgang vom Klingenberg/ Landt-Commenthur der Balen im Elsaß und Burgundi/ und Georg Graf zu Werdemberg und zum Heiligenberg. Albrecht Herr zu Lympurg/ deß Römischen Reichs Erbschenckh/ Haubtman deß tails am Kocher/ Ludwig Grafe zu Helfenstain der Jünger/ und Albrecht von Rechberg/ von hohen Rechberg/ Ritter. Ulrich von Freündtsperg zu Mündelheim Ritter/ verweser deß Haubtmans in der Sach deß theils an der Thonaw. Simon Abte deß Gattshußz zu Ochsenhausen/ und Johans von Stöffeln zu Justingen/ Freyherr. Und Wilhelm von Urbach/ Haubtman desz theils am Neckar/ Conrad Schenck von Wintersteten/ und Herrman von Sachsenheim/ beed Ritter. Der geben ist auff Sanct Valentins Tag nach Christi Unsers lieben Herrn geburth/ tausend vierhundert achtzig und acht Jar.

Gesellschafft und Achtjährige Veraynung 14 Fevr.
Sanct Jörgenschildts in Schwaben oder Schwäbischer Bund der Prälaten/ Grafen/ Freyen/ Herren/ Ritter und Knechte der Gesellschafft St. Jörgenschildts/ und der in Bund benenten Schwäbischen Reichs-Städten/ auf befehl des Kayserlichen sub dato Ynßbruck den 21. Januari 1488. ergangenen Mandats/ auf 8. Jahr geschlossen/ worinnen sie sowol wegen Culeivirung guter freundschaffe unter sich selbsten/ als gemeinen Beystandes wider alle feindseelige vergewaltigungen überein kommen. Geben an St. Valentins Tag Anno 1488. [JOH. PHILIP. DATT, Volumen Rer. Germanicarum Novum Lib. II. Cap. VIII. pag. 281. d'où l'on a tiré cette Pièce. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheillung II. pag. 232.]

ANNO 1488.

C'est-à-dire,

Confedération pour huit ans, communément apellée la Confedération de Suabe, *conclue entre les Prélats, Comtes, Barons, Seigneurs, Chevaliers, & Nobles de la Societé de l'*Ecu de St. GEORGE, *& les Villes Imperiales de* SUABE *y dénommées, en conséquence du Mandement Imperial donné à Inspruck le* 21. *Janvier* 1488. *On y convient des choses qui peuvent servir au maintien de la mutuelle Amitié, & des Assistances reciproques qu'on se devra donner en cas de besoin. Le jour de St. Valentin* 1488.

WIr die Hawptleüt / Prelaten / Grafen / Freyen / Herrn / Ritter und Knecht / der gesellschafft und derainigung Santt Jörgen schilts in Schwaben: Und wir die nachbenempten deß Heiligen Reichs Stett / mit Namen / Ulme / Eßlingen / Ruttlingen / Ubeelingen / Lindowe / Nördlingen / Halle / Memmingen / Ravenspurg / Gemünde / Biberach / Dünckelspühel / Weile / Pfullendorff / Kauffbüren / Kempten / Ysznen / Lutkirch / Giengen / Wangen / Aulen / Bopfingen. Bekennen und thun kund offenlich mit diesem Brieff: alß der Allerdurchluchtigist / Großmächtigist Fürst und Herr / Herr Friderich Römischer Kaisee rc. Unser allergnedigster Herr ainen gemainen Landfriden gemacht / außschreiben laßen und zu halten gepotten haut: und wie nun seiner Kayserliche Mayestee alß Unserm Rechten Herrn one alles mittel underworffen sind / und nochmals durch Seiner Kayserliche Mayestat gepott hat eefordert / Uns gegen und mit einander zu verainen und zu verbinden / alles nach lawt deß Kayserlichen Mandats, deß datum stehet zu Ynßbruck an dem ain und zwaintzigsten Monats Januarii, nach Christi gepurd viertzehenhundert und im acht und achtzigsten Jar / damit wir dan bey dem gemelten Landfriden seiner Kayserlichen Majestät / dem Hailigen Reich / Unsern freyhaiten / lawt deß Mandats beleiben / auch seiner Kayserlichen Mayestät dester baß gedienen mögen / so haben wir / auß schuldiger Pflicht / alß seiner Kayserlichen Majestät und deß Hailigen Reichs gehorsam undertan sollichs underthäniglich empfangen und angenommen: und darauff in krafft diß Brieffs Uns mitainander verаint und verbunden / wie hernach steet.

Tit. I.

Des Ersten: Sollen wie Prelaten / Graven / Freyen / Herrn / Ritter und Knecht ain Howptman: deßgleichen wir die Stett auch ain Howptman under Unß sezen und machen / und yede Parthy dem Irem Newn Rät zugeben / und ordnen: und daß dieselben Hawptleüt und Rät aides Pflicht thun / Unß baiden tailen gemain und geleich und einem / alß dem andern des besten und wägsten / rätlich und beholffen zu sein / getrewlich und ungefährlich. Und so offt es sich begebe / daß ainer oder mer auß Inen todts abgeen / oder von krankhait oder andern sachen zu Hoptman oder Räten untogenlich wurden / daß dan an deß / oder derselben statt ander gesezt und geordnet werden / in Monatsfrist ungefahrlich. Ob sich aber begeb / das ains tails Hawptman oder Rät ainer oder mer zu ainicher zit nie bey land wäe / oder sunst auß Ehafftiger not in versammlung nit kommen möcht / daß dan die Parthey von denen der / oder die wären / ander an deß oder derselben statt schicken mögen: und wellicher oder welch alßo geschickt werden / daß dieselben in den Sachen / darzu so geschickt werden / aidspfliche thun / allermaß / wie obsteet. Und demnach so sol dehain tail undee Unß / die nachbestimpte zit uß gegen den andern nichts unfrüntlichs fürnemen oder üben / sonder Unser yeder tail den andeen bey dem gemelten Landfriden und den Rechten beleiben laßen / und die spen und sachen / so sich die zit zwischen Unß erheben weeden / mit recht außtragen / und ainandee wyter / noch anders nit bekumbern / noch umbziehen / dan nachfolgender form und weiß. Namlich alßo: Ob wir die Prelaten / Geasen / Freyen / Herren Rittern oder Knecht in gemain / oder yeder insonder / die Unsern oder die Unß zuversprechen stünden / sprüch gewonnen / zu Unß obgenanten Stätten Ir ainer oder mer / daß dan solliche Sach soll berechtigt weeden / vor ainem gemeinen / den wir / welches dan die ansprach sein wurd / auß der Stett Hoptman und Räten zu diesee verаynung von Inen geordnet / nämen und kiesen sollen / mit gleichem zusatz.

II.

Gewonnen aber hierwiderumb wir die obgenanten Stett in gemain / oder yede besonder / sprüch zu den obgenanten gemeinen Prælaten / Graven / Freyen / Herrn / Ritter und Knechten / oder zu Ir yedem besonder / daß dan dieselb Sach auch berechtigt werd / vor ainem gemeinen / den wir nämen und kiesen sollen / auß dem Hawptman und den Räten / dee obgenanten Prælaten / Graven / Freyen / Herren / Rittee und Knechten / mit gleichem zusatz. Und die so alßo zu gemain erkorn und gewonnen werden / sollen von dem tail / dem sie verwant sind / Irer Pflicht und aid ledig gezelt werden.

III.

Ob aber wir die Prælaten / Graven / Freyen / Heeren / Ritter und Knechte in gemain oder insonder / die Unsern / oder die Unß zuversprechen stünden / spruch gewonnen / zu Communen in Stetteen / Merckten / oder Dörffen / die Unß obgenanten Stetten underworffen wären / oder zuversprechen stünden: daß dan sollichs außgetragen werd / vor ainem gemainen / den wir von Hoptman und Räten der gemelten Stätt nämen und kiesen sollen / mit gleichem zusatz. Und soll allwegen ain Statt / Marckt oder mächtig Dorff für ain Commun gehalten werden.

IV.

Hierwiderumb: ob wir die Stett in gemain oder besonder / die Unsern / oder die Unß zu versprechen stend / sprüch gewonnen / zu Communen, in Stätten / Marckten / oder Dörffern / den gemelten Prælaten / Grafen / Freyen / Herrn / Rittern und Knechten underworffen / daß dan sollich sach berechtige werd vor ainem gemainem auß Irem Howptman und Räten zu nemen / mit gleichem zusatz. Sellich gemain Irer Pflicht und aid obgemelter maßen sollen ledig gezelt werden.

V.

Und welcher alßo zu gemainem erkoeen wird / den soll Unser yede Parthy / undee der Er ist / vermögen / sich der sach zubeladen: Es wär dan daß ainer das vor dieser Unsee deraınung verlopt oder verswooren hett. Doch / so soll kainer zu hawptman oder Rät geordnet werden / der ain gemain zu sein / vor dieser verpuntnuß verlopt oder verswoeen hat: Ob aber derselben ainer eekoren wued / so soll die erkiesend Parthy macht haben ainen andern zu kiesen. Es soll auch der gemain / so alßo erkörn wird / wan er sich der sach beladt / in Monatsfrist an ein gelegen end tag sezen: und der Sach kein verzug thun / dan nach Ordnung deß Rechten.

V I.

ANNO 1488.

VI.

Gewonnen aber Unser dehain tail in gemain/ oder insonder/ die Unsern/ oder die Unß zuversprechen stend/ zu deß andern burger/ gebawren/ hindersäßen/ oder underthanen zu sprechen: daß daßelb geschehen soll/ an dem end/ und in dem gericht/ da der/ so angefordert wurde/ gesessen ist: doch alßo: daß dem kläger fürderlichs und außtraglichs Rechten gegen Im verholffen werd. Es wär dan/ daß Unser ainicher tail/ oder yemant under Unß/ umb Schulden/ Käuff/ oder dergleich Sachen anders herkommen und im gebrauch wär: derselb mag seinen schuldner wol verhefften/ doch hierin unvergriffenlich der verständtnuß und verschribungen/ so die Statt Kempten/ mit Unserm Herrn von Kempten und sinem Gotzhuß hat: Deßglich verbriefft zinß und schulden/ denen/ nach inhalt der Brief/ mag nachgefaren werden.

VII.

Ob aber wir von Stetten/ die Unsern/ oder die Unß zuversprechen steen/ sprüch gewonnen/ zu den gemelten Prelaten/ Graven/ Fryen/ Herrn/ Ritter und Knechten/ daß soll in allermaß berechtigt werden/ alß ob wir die Stett in gemain/ oder yede insonder sollich sprüch hetten.

VIII.

Berürt aber sollich sprüch ainzächtig Personen der gemelten Prelaten/ Graden/ Fryen/ Herrn/ Ritter und Knecht/ so soll die Sach vor irem Hawptman berechtigt werden.

IX.

Wenn aber spenn wurden umb fräfel/ Erbfäll/ aigen oder lehen/ so sollen die berechtigt werden/ an den Enden/ da die beschehen/ ligen/ oder dahin sie gehören.

X.

Fügte es sich aber/ daßz Unser yeder tail sich für ain Inhaber deßz guts/ darumb spän wär/ hielt/ oder span wurd/ welcher tail Clager oder antwurter sein solt/ daßz sollicher span gelütert werd/ von ainem gemainem/ mit glichen zusatz: welcher gemain nachgeschribenrt maßz soll erkorn werden: Namlich alßzo: daßz yeder tail dry Man fürschlag/ und besuchen/ ob sy sich außz denen ains gemeinen mögen verainen; und/ ob das nit gesein möcht/ daßz sy dan darüber losen? welcher tail außz deßz andern fürgeschlagen Mannen ainen gemainen nämen soll: und daßz sollichs in Monats frist beschee und vollgang.

XI.

Und soll in diesem außztrag unvergriffen sein/ die sachen so vor dieser verpüntnußz mit recht angefangen sind/ und hangen.

XII.

Und was auch alßzo obgeschribener maßz zu recht erkent und gesprochen wirt/ daßz soll Unser yeder tail dem anderen tun/ in gepürlicher zit/ nach erkantnußz/ deßz gemainen und zusatz.

XIII.

Ob aber yemand mainte sich mit ainicher urtail beswert sein/ mag dan derselb vor dem Richter/ vor dem gerichtet wär/ darsteen/ und ainen aid zu Gott und den Helligen swern/ daßz er acht und dafür hab/ daß im Appellirens not thue/ und daß er kains verzugs halben/ noch auß gefärd zu Appelliren understund/ und dem/ wider den er Appelliren will/ sicherung thut/ ob er in der Appellations Sach verlustigt wurd/ daß derselb seines Costes an Im bekennen mag: So soll er zu Appelliren zugelaßen werden. Wa er aber solchs nit tät/ so soll er zu Appelliren nicht macht haben: Sonder der urtail leben: Doch alßo; wan ein Commun, in Stetten/ Märckten/ oder Dörffern appelliren wolt/ daß dan genug sy/ der Mertail deß Rauts oder gerichts solchen aid thue.

XIV.

In dem Andern. Wäe es/ daß wie obgenanten Prelaten/ Grafen/ Fryen, Herrn/ Ritter/ Knecht/ oder Stett/ im Land zu Schwaben/ sament/ oder ain/ oder mer Person, oder Stätt insonder/ oder die Unsern/ oder die Unß zuversprechen steen/ anßerhalb Unser/ von yemand/ es wären Fürsten/ Herrn/ Stätt/ oder wie die genant wären/ unersolgt und unerlangt rechts/ gefangen hingefürt: an Unsern lewten oder gutern angegriffen oder beschädigt wurden/ wie das zu käm: So bald dan wie all/ oder Unser yeder besonder/ oder Unsere Amptlewt/ oder die Unsern/ deß gemant/ oder sunst gewar werden; so sollen wir one alles verziehem/ zu frischer getat/ mit ganzer macht/ zu roß und zu fuß nachylen/ nach lawt deß gemelten Landfriden: und darzu tun/ alß wär die Sach Unser yeglichs selbs aigen Sach/ auff sein selbs Costen und schaden/ auff das ob sollicher angriff erobert/ und zu recht möcht auffgehalten werden: Und so der erobert wurd/ so soll er dem wider gegeben werden/ den Er beschehen wär.

XV.

Ob aber sollicher angriff alßo nit erylt/ noch erobert wurd/ so soll alßdan deß Hawptman/ dem schad beschehen wär/ von stund an/ in Unser aller namen die angriff/ und was das ist/ erfordern/ zu bekern/ und sich darby glicher und billicher recht zu geben und zu nemen/ erpietten: und wurd Im das verzogen/ ist dan derselb Hawptman von Unß Stetten/ so solle er Unser der Prælaten/ Grasen/ Freyen/ Herrn/ Ritter und Knecht Hawptmann: Ist er abee von Unß Prælaten/ Grasen/ Freyen/ Herrn/ Rittern und Knecht/ so soll ee Unsee der Stett Hawptman erfordern/ daß Ir yetweder mit seinen Newn Räten an ein gelegen end komme: Dahin dan derselb Hawptman/ so die erforderung thun wird/ mit sambt seinen Newn Räten auch kommen soll: die sollen alßdan die Sach fürnemen zu erobern/ nach gelegenheit Unsers widerstandes: Es sy mit widersagen/ zugen/ lägern/ zusatzen oder täglichem krieg: und wie sie die Sach fürnemen/ darin sollen und wollen wir all gehorsam sein/ auff Unser gemainen gleichmäßigen kosten nach Unser yeglichs vermögen/ so lang/ biß die gefangen ledig; die angriff bekert und gewandelt werden: Auch den Unsern darüber gleich billich recht gedyhen; alles nach erkantnuß und Raht deß Hawptmans und Räte.

XVI.

Und so offt sich begibt/ das Hawptleüt/ Rät/ oder ander Pottschafft zu sinnen kommen/ oder geschickt werden/ daß soll yede Parthy auff iren Costen one der andern schaden thun.

XVII.

Und sollen sollich Unser Hawptlewt von Unß baidseits geordnet/ alß ain Man haißen und sein: und

ANNO 1488.

und ob sich begäb / daß die Rät in obgeschribner oder ainicher nachgeschribnen sach zerfielend / und under inen nit ain meeres machten. So sollen die Hawptlewt ob sie mögen / sich deß einen tails meinung zufolgen veriinen: darbey soll es beliben: Ob sie aber auch zerfielen / und ainer deß ainen tails und der ander deß andern tails mainung anhangen wurd; so soll darűb von stund an gelößt werden: und welcher Parthye das löß zufellt / bey der meinung soll es beleiben und der nachgegangen werden: allermaßs alß ob die ainhelliglich / oder mit dem merern beschloßen wär worden

Gefügte es sich aber über kurz oder lang / daß yeman / wer der / oder die wären / Unß gemainlich / oder besonder die Unsern / oder die Unß zuversprechen stűnden / von Unsern Schlessen / Stetten / oder dem Unsern / es wer mit belägern / besizen / beziehen mit Raub / Nom / Brand / oder in ander weg zu beschädigen understünde: oder Unß sonst gewaltiglich eingriff im Land zu Schwaben thun wolten oder wurden: so sollent und wollent wir / so bald wir sament / oder besonder deß ermant / oder sunst gewar worden / von Stund an / one alles verziehen / Unsern getrewen fleiß thun / nach allem Unserm vermögen: Söllich Schloß oder Statt zu entschüttep / zu retten und zu erobeen: auch die gewaltigen ingriff und überzug getrewlich / fürderlich und ungefarlich zu weren / und darin ain aader sollch hülff und beystand thun / alß ob es Unser aller und yedes insonder aigen sach wer: doch allweg auff gemainen gleichmäßigen Costen / nach erkantnuß der Howptlewt und Rät / wie oben stat. So bald anch sollich Schloß oder Statt entschütt worden ist / so soll das oder die / dem / so die zugehörig gewesen sind / wider ingeantwurt werden ungefahrlich.

Und ob in sollichen Kriegep Schloß / Stett / Märcke oder Dörffer von Unß samet oder sonder / oder von den Unsern / gewonnen / oder yemant gefangen wurd / dieselben Schloß / Stätt / Märckt / Dürffer und gefangen sollen Unser gemain sein.

XVIII.

Gefügte sich anch / daß wir zu Krieg kämen / mit Herrn oder mit andern / von denen etlich under Unß belehnet wären: so sollen dieselben ire lehen auffsagen und dan kein richtung auffgenommen werden / Inen syen dan Ire lehen wider worden / und gelichen / wie vor.

XIX.

Item: ob yemand / wer der oder die wärn / Unß sament oder sonder / die Unsern / oder die Unß zuversprechen stünden / mit frömbden oder außlendischen Rechten gaistlichen oder weltlichen / dahin wir zu recht nit gehörten / zubekümbern und umbzutreiben understunden / uber daß wir / oder die Unsren / von denselben / an billiche end fürzukommen nit wären erfordert / noch Inen die versagt hetten: darwider und darin sollen wir ainander handhaben / schüzen und schirmen / damit wir und die Unsern sollicher frembder und außländischer gericht entladen / und bey zimlichem und billichen Rechten beleiben mögen: Doch ob wir von Gaistlicher Sach wegen von yemand wurden angelangt / und fürgenommen / daß soll hierin undergriffen sein / ungevärlich.

XX.

Wurden anch wir von yemand / wer der / oder die wären / umb ire forderung und ansprach / Eer und rechts / an billichen enden zu sein angefordert und ersucht / da soll Unser yeder denselben an billichen enden / so die hawptleüt und Rät billich bedencken / Eer und rechts sein: außgenommen / ob ainer vor datum diser Unser verpuntnuß raisßweiß gedient hätt / und derselb darumb zu Eer und recht nit fürkommen wolt: in dem sollen wir deßelben müßig geen. Ob auch einer oder mer under Unß / für sich selbs / von freyem willen / zu krieg käme: gegen wem es wäre / außerhalb dieser Unser veraynung; darinn sollen wir andern weder Im / noch den seinen / dehain hilff pflichtig sein.

XXI.

Item: Wan wir obgenante Prälaten / Grafen / Fryen / Heern / Ritter / Knecht / und Stätt / mit neman / wer der oder die wären / zu offner Fehd und feindschafft kämen; so sollen wir Unß von ainander nit ziehen / fürworten noch schaiden: Sonder ainander biß zu außtrag der Sach / nach dieser Unser aynung und verpüntniß inhalt / beholffen und berauten sein / getrewlich und ungefärlich.

XXII.

Ob auch Unser ainer oder mer / in zit dieser Unser veraynung mit todt abgieng / so sollent dannocht seine Schloß / Stett / lewt und gut / zu allen Sachen verwant sein und bleiben / alß der oder die in leben sind: deßglichen so sol Unser dehainer sein gut gefarlich ubergeben: darumb daß er geschäffts / oder kriegs / oder was er pflichtig ist / inhalt diser Unser verpüntnuß vertragen belib.

XXIII.

Wir obgenanten Prælaten / Grafen / Freyen / Herren / Ritter / Knecht / und Stett / gemainlich noch sonder / sollent Unß auch zu niemand verpinden / Schirm / noch ainung an Unß nemen / keins Herren noch ander Statt diener werden; der / oder dieselben / die solches tun wolten / sezen dan auß diß Unser verpuntniß und veraynung: doch mögen Unser Hawptlewt und Rät ander mer / in diß Unser veraynung / empfahen und nemen: doch dasz yeder ain ersatzung Brief / under seinem Insigel geb: darin er sich verschrib: und darzu / wie andere / aidtspflicht thun; aller stuck und Artickel hierin begriffen / denselbigen zu leben / und nachzukommen. Darauff wir dan Im / nach inhalt diser Unser verpuntnisz / berauten und beholffen sein sollen.

XXIV.

Ob aber Fürsten / Fürstmäszig Herren / oder mächtige Commun, sollich Unser verainung und verpuntnusz begerten; auch darein zukommen / oder wir sollichs an sie suchten: so sollen wir die Prælaten / Grafen / Freyen / Herren / Ritter und Knecht / ain gemain manung under Unsz darumb halten: deszgleichen auch wir die Stett under Unsz / und darnach Unser beider tail Hawpleüt und Rät sich besameln / und ain ander baider tail manung eröffnen: ist dan / dasz sich sollich mainung verglichend / haut es sein bestand: Ob aber die sich nit verglichen / so sollen wir Unsz alszdan ains gemainen ausz sechs Mannen / dero yeder tail dry fürschlahen sol / wilkürlich: und ob das nit gesein mag / mit dem lose / ainen / derselb gemain ains tails maynung zufallen soll / erwelen / und welcher mainung er zufällt / darby soll es beleiben.

XXV.

Es soll auch Unser kainer wider den andern / auszerhalb dieser Unser verpüntnusz / by yemand andern zu tagen / und rechtlichen tädingen / nit sein / noch steen: dan mit willen der sechs: doch mag ain Vatter bey seinem Sune / ain Sun bey seinem

Vatter;

Valter; und geschwistrigt und geschwistrigt kinder bey ainander/ auch ein Herr bey seinem diener und ain diener bey seinem Heeren steen/ ungefarlich.

XXVI.

Item: Wued sich auch fügen/ daß yeman/ wer der/ oder die weren/ die in diesre Unser verpüntniß nit wären begriffen/ Unser einen/ zwen oder mer/ wurden ersuchen oder anlangen umb Sachen/ die sich von dieser Unser veraynung und püntnuß wegen/ dieweil die gewere/ begeben und verloffen hetten: darin sollen wie ainander nach dieser Unser verpuntnuß/ beraten und beholffen sein/ gleicher weiß/ und in allweg/ alß ob sollich Unser aynung dannocht weere.

XXVII.

Es soll auch keiner/ der Erb und aigen haut/ von Unser dehainen thail/ zu diener/ burger/ oder in ander weg schirmßweise auffgenommen werden/ Er wöll dan dieser Unser veraynung geniessen und ongelten/ als wir.

XXVIII.

Es soll auch dehain tail under Unß/ die Unsern/ und die Unß zuversprechen steend/ von yemand frömbd Ansprechen/ wider Unser mitgesellen/ oder die Irn nit kawffen/ oder in ander weiß oder weg/ wir sich das gefügte/ an sich bringen/ umb kainerley sach willen/ in kainen weg/ ungeforlich.

XXIX.

Es soll auch nyemand/ wider diß verpuntnuß und veraynigung in Unser dahains tails Schloßen/ Stetten/ Märckten/ oder gepieten/ gelait haben/ auch darin kain gelait gegeben werden; außgenommen zu höften rechten/ oder gütlichen tagen/ zu denen die Hawptleüt/ und Rät/ oder der/ deß sollich Schloß/ Stett/ Märckt/ oder Gepiet sind/ deß machte haben sollen/ ob sy daß not oder gut bedunckt.

Und ob ainem ain Fürst/ Herr/ oder sunst ain gut freünd/ in sein hawß käme/ und ungefaelich ainen mit Im bracht/ der ainem in dieser veraynung begriffen/ widerwärtig wär/ damit soll es auch ungefahrlich gehalten werden/ wie obsteet.

XXX.

Und sollen in dieser Unser veraynung und verpüntnuß sein außgeschloßen und hindan gesezt/ alle Sachen/ die davor von yemand/ außerhalb dieser Unser veraynung/ mit recht erfolgt/ oder erlangt wären: derselben wir dieser aiuung müßig sein mögen/ ungefahrlich.

XXXI.

Was auch in Manungen/ oder sust/ under Unß/ in ratzwise geredt/ und in gehaim zubehalten befohlen wird/ daß sollen wir by geswornen aiden/ darumb zugeschehen/ in gehaim behalten.

XXXII.

Und soll diß Unser verbundtnuß und verainigung uff hut datum diß Briefs anheben/ und dannen hin die zyt in gemeltem Landfriden bestimpt/ die angefangen hat am sibenzehenden tag deß Monatz Marcii im sechs und achzigisten Jar/ der mindern zal/ nägst verschinen/ und ußgeen wird/ uff den sibenzehenden tag deß Monats Martii im sechs und nuntzigisten Jar hernach folgend/ weren/ bestan/ krafft und macht haben und gehalten werden.

XXXIII.

Und uff das haben wir all und yeder besonder aid leiblich zu Gott und den Heiligen/ mit gelerten worten/ und auffgebottnen fingeen geswoern/ diesen Brieff mit all siner inhaltung getrulich zu halten: darwider nit zu tun/ noch schaffen getan werden/ in dehain weyß noch weg/ alles one arglist und gefärd.

XXXIV.

Und zu warem offnen urkund und vestigung aller und yeglicher obgeschribnen stuck und Sachen; So haben von Unß obgenanten Prælaten/ Graven/ Fryen/ Heern/ Rittern und vom Adel: Namlich Ich Yeel Hauß von Bodman/ der zyt/ alß ain Hawptman tails im Hegöw und am Bodensee; und zu Im/ wir Wolffgang von Klingenberg Tutsch Ordes Land Comiter/ der Baley in Elsäß und Burgund. Wir Johanß/ Abt deß Gottshuwß Salmenßwyler/ ordens von Citel; Wir Jörg Graf zu Werdenberg und zum Hailigen Berg: Wir Johans Graf zu Sonnenberg Truchsäß zu Walpurg/ Landvogt. Ich Marquare von Künseck zu Aulndorff/ Ritter/ und Bilgerin von Rischach/ zu Stoffeln. Item wir Albrecht Heer zu Limpurg/ deß Römischen Reichß Erbschenck/ der zyt alß Hoptman deß tails am Kochen; und zu ihm: Wir/ Ludwig Graf zu Helffenstain/ der Jünger. Ich Albrecht von Rechberg von hohen Rechberg. Ulrich von Westerstetten: Cunrat von Ahelfingen/ von hohen Ahelfingen: Renwart von Wellwart/ alle drey Ritter. Und Ber von Hürnheim/ Huwßvogt zu Stutgart. Item Ich Ulrich von Frundsperg zu Mindelhaim/ Ritter/ der zyt/ alß ain verweser deß Hoptmans in der Sach deß tails an der Thonaw; und zu Im: wir Symon/ Abbt Sanct Jörgen Gotzhuwß zu Ochsenhuwsen: und wir Symon/ Abbt deß Gottshuwß zu Obern Merchtal. Ich Johannß von Stoffeln/ zu Justingen/ Fry; Lutz von Landow/ zu Lutterach: Wilhalm von Stadion/ baid Ritter und Burckhart von Ellerbach. Item Wilhalm von Urbach der zyt/ alß ein Hoptman deß tails am Necker; und zu Im/ Ich Cunrat Schenck von Winterstetten: Herman von Sachsenhaim/ Jörg von Ehingen/ der zyt Obervogt zu Tüwingen/ Hanß von Nuneck/ all vier Rittere: Wolff von Tachenhuwsen/ der Elter und Ludwig von Emerßhofen/ der zyt vogt zu Horw; alß für Unß selbs und Unß ander Unser gemainen gesellschafft Sant Jörgen Schilts/ desz von Inen geordnet und gebetten/ Unser aigne Insigel an diesen Brief gehengt. So haben wir Burgermaister und Rät desz Heiligen Reichs Stett/ Ulme/ Eszlingen/ Rutlingen/ Gmünd/ Memmingen und Bubeach für Unsz selbs und all obgenane Stett zu dee Sach verwandt/ desz von Inen beschaiden/ und erbetten/ Unser Stett Insigele auch hieran tun hencken/ under die obgeschriben Insigele alle. Namlich wir obgemelten Prälaten/ Grafen/ Fryen/ Herrn/ Ritter und Knecht under der obgenanten Unser Herren und Mitgesellen: deszglychen wir die obgenanten Sten under der obgeschriben Unser Mitstätt anhangenden Insigeln/ aller und yedee obgeschribnen Stucken/ Puncten/ Artickheln/ und verschribung by Unsern geschwornen aiden verbinden: allermaszs/ alsz ob Unser aller Insigel hieran hengen/ und wir all von Namen zu Namen hierin geschriben stünden. Geben am Sanct Valentins Tag desz Jars/ da man zalt/ nach der geburdt Christi vierzehenhundert und im acht und achtzigisten Jare.

ANNO 1488.

Nahmen der Prälaten / Grafen / Freyen / Herren / Ritter und Knechte der vier Theilen S. Jörgen-Schildes / wie auch der Städte / soviel derselben dem Schwäbischen Bund Anno 1488. einverleibt worden. [IOH PHILIPP. DATT. Volumen Rer. Germanicarum Novum Lib. II. Cap. X. pag. 311. §. 49. d'où l'on a tiré cette Pièce, LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Cont. I. Abtheilung II. pag. 75.]

C'est-à-dire,

*Noms des Prélats, Comtes, Barons, Seigneurs, & Nobles des quatre Classes de l'*Ecu de S. GEORGE, *& de toutes les Villes qui sont entrées avec eux dans l'Alliance de l'an* 1488.

Der Tail am Bodensee und im Hegaw.

GRafe Ulrich von Montfort / Hauptman. Lant-Commenthur. Herr Wolffgang von Klingenberg. Johannes Abt zu Salmansweiler. Caspar Abt zu Weingarten. Johannes Abt zu Petershusen. Jörg Abt zu Ysni. Johannes Abt in der Wyßnaw. Heinrich Abt zu Schusßenried. Thumb Probst zu Costanz. Jerg / Ulrich und Hug / Grafen zu Werdemberg. Hug / Grave zu Montfort und Rotenfelsz. Heinrich Grafe zu Furstenberg / der Elter. Sigmund / Grafe zu Lupfen. Jacob und Erhart Grafen zu Tengen. Hug Grafe zu Montfort / Herr zu Bregentz Johansz und Endresz / Grafen zu Sonnenberg. Gotfrid von Zunbern / Freiherr. Troutpert von Stusen / Fryherr. Gangolff Herr zu Hohengerolzeck / Fryherr. Herr Hansz der Elter / Truchsäsz. Herr Hansz der Jünger / Truchsäsz zu Waltpurg / beed Ritter. Herr Hansz Jacob von Bedman / der Elter. Herr Hansz Jacob von Bedman / der Jünger. Herr Hansz von Bodman und Hansz von Bodman. Herr Ludwig von Rechberg Herr Marquaer / Herr Jocob / Herr Michel Herr Rudolff / alle von Emps. Herr Marquart / Herr Cunrat und Herr Burcard / alle von Schellenberg. Herr Marquart / Herr Jörg / Herr Erhaet / Herr Egg / alle von Kungseck. Herr Heinrich / Herr Burcard / Herr Balthasz / Herr Caspar / alle von Randeck.

Herr Hausz
Bilgrin
Eberhard zu Lyntz
Eberlin zu Stußlingen } von Ryschach.
Lux
Hanß
Jost
Ruf

Caspar und Bernhard von Klingenberg. Conrad und Hans von Honburg. Itel Hans und Hans Thuring / von Fridingen. Hans und Burcard von Gültlingen. Heinrich von Ytel / Hans von Staffeln. Fridrich von Wyttingen. Jacob von Balckenstein. Jerg und Wendel von Hornstein. Clas von Villenbach. Asmus von Wyrt. Herr Hansen von Enzberg Sel. Kinder; Hansz Mathisz / Artolff und Heinrich Sigmund / alle von Hewdorff. Jerg von Werenwag. Simen von Arzingen. Hansz von Almszhofen. Buppelin von Honburg Sel. Kind. Burckert von Wyler. Der von Jungingen gut. Eberhard von Stuben

Wilhalm
Vyt } von Surg.
Hiltprand
Hansz

Wilhelm / Ludwig und Hansz Grammlich. Melchior Hornegg von Hornberg Frick Huntpisz. Hansz Wernher von Raitnow. Jörg Gräter. Clasz Schindelin Hansz Vogt von Kargegk Jacob Beszrer. Hansz von Mulfingen. Aeptiszin von Buchow. Aebtissin von Lindow. Rudolff und Hansz von Hoheneck. Heinrich von Friberg. Berchtold von Balgen. Hansz Halder. Heinrich von Hewdorff. Rudolff und Vyt von Wyler. Hansz Schlupf. Hansz und Jörg von Rockenbach. Stoffel Huser. Jacob Kröl / Peter von Helmszdorff / Ulrichs Sohn. Marx von Kungseck. Heinrich / Rudolff von Peter Hoebe. Fridrich von Denckhartswiler. Buppelin von Honburgs Sel. Wittwe. Conrad von Rischach zu Nuwenheiven. Sixt von Husen. Ulrich Blorer. Wilhelm Spät. Hansen von Bodmans Hußfraw. Joß Huntpiß zu Razenried. Herr Steffens zu Schwangauw Hußfraw. Ulrich Gaudenz. Hanß von Baldeck. Michel von Friberg. Lasarus von Suntheim. Friderich von Enzberg. Eberhart von Klingenberg. Marx Schellenberg. Burckart Halder zu Mollenberg. Joachim von Stuben. Jörg von Göberg. Heinrich Stoppel. Hanß von Göberg. Hanß Dionisius und Herr Hanß von Kungseck. Brobst zu Burn an der Thonaw.

Der Tayl an der Thonaw.

Herr Ulrich von Fruntsperg / Hoptman. Johannes Abt von Kempten. Pauls Abt von Elchingen. Symon Abt von Ochsenhausen. Mathiß Abt von Ursin. Heinrich / Abt von Rot. Symon Abt von Marchtal Herr Hainrich / und Juncker Hanß von Stoffeln / Fryherrn. Juncker Jörg / und Juncker Erhaer von Gundelfingen / Fryen. Anna von Stein / zu Ronsperg. Herr Luz von Landaw. Herr Jerg von Rechberg / zu Kronburg. Herr Caspar von Laubenberg. Herr Wilhelm von Stadion. Herr Hanß Spät zu Esteten. Herr Hanß von Bentznaw. Herr Sixt von Schinen. Herr Hanß Truchsäß zu Bichishusen Herr Hanß Caspar von Wubenberg. Herr Hanß von Stadion der Elter. Doctor Johans Heinrich Vogt von Summeraw. Burckaet von Stadion Heinrich von Stein von Klingenstein. Burckart von Ellerbach. Alexander Maeschalck. Herr Vyt von Rechberg. Dieterich Spät zu Neidlingen Heinrich von Schellenberg zu Jislegg Conrat von Berg. Hanß von Stuben. Egloff von Friberg zu Nuwstußlingen. Wilhelm von Wyler Sigmund von Nydeck Hanß von Laubenberg. Michel von Friberg zu Eysingen. Claß von Stadion. Bernhart vom Stain zu Emerchingen. Conrat Spät. Ytel von Erolzheim. Heinrich von Landaw. Endrieß von Rotenstein. Conrad von Stadion. Arbogost von Friberge Hanß Rudolff Vogt von Summeraw. Hanß Spät zu Altenstußlingen. Brun von Hertenstein. Jacob von Summattingen. Hanß der Jung von Erolzhaim. Hanß von Stozingen. Jörg von Altmanßhofen. Wilhelm von Bernhusen zu Herlingen. Ytel von Werdnow zu Bach. Allwig von Summattingen. Caspar von Erolzhaim. Hiltprand von Werdenstein Ytel Hansz vogt von Summeraw. Reinhart Spät zu Schilzburg. Wilhelm von Villenbach / der Elter. Wigelin von Erolzhaim. Sigmund von Stozingen. Wilhylm von Schwenden. Heinrich der Elter von Eszendorff Josz Lutkircher an statt sins Batters. Hansz Beszrer zu Lutkirch. Heinrich der Jung von Eszendorff. Bernhart von Burn. Wilhalm von Villenbach der Jung. Grafe Philips von Kirchberg. Aeptissin zu Heppach. Aeptissin zu Gutenzell. Herr Jheronimus von Hommenhofen. Herr Jacob von Landaw Guta von Rotenstain / geborne von Hürnheim. Conrat von Stain zu Altenwyler. Balthisz von Fryberg.

ANNO 1488.

Anno 1488. berg. Barbora Schenckin zu Wylfflingen. Albrecht Schilehar. Hanß Schweicker Wilhelm Krä zu Langeneck. Heinrich von Buchel zu Nenried. Friderich von Westersteten von Trackenstein. Jerg Loy zu Büchel. Herr Ber und Fridrich von Rechberg zu Babenhusen. Jerg/ Abt von Roggenburg. Herr Hanß von Fruntsperg. Herr Jerg von Rechberg/ der Elter. Wilhelm von Fryberg zum Jsemberg. Ulrich von Rotenstain. Ulrich von Schwangow. Caspar von Schwangow. Jerg von Fryberg/ von der hohen Rechberg. Jörg vom Friberg zum Ysenberg. Katherina von Bentznow. Jörg von Werdstain. Bernhart Schenck. Hanß Wuntter. Barbara Ruhin geborne Fulhin/ und Hanß Ruh von Winden. Burgaw Appteßin und Gottshuß zu Oettelstetten. Ludwig Probst zu Wettenhusen. Herr Conrat von Knöringen. Herr Diepold von Stain/ und sins Bruders Sel. Son/ Lux von Stain Herr Sigmund von Wellden Wolff von Knöringen der Elter. Heinrich Truchseß von Höfingen. Heinrich von Steinheim/ der Elter. Hanß von Knöringen/ zu Krumbach Jörg von Knöringen. Hanß Marschalck zu Trußhaim. Jörg und Hanß von Biberbach/ Marschalck. Heinrich von Stainheim. Ulrich von Riecheim zu Runnßhart. Albrecht von Welden. Jörg von Friberg/ an statt siner Muter. Ulrich von Werdnow. Ernst von Welden. Wolffgang von Knöringen/ der Jung. Conrat/ Hanß/ und Heinrich von Rot/ Gebrüder. Steffel/Burggraf zu Burtenbach. Fridrich von Lichtnow. Vyt von Schwenden. Ulrich Rugk von Tannegk. Steffan von Knöringen/ genant Schlag. Fridrich und Heinrich von Burtenbach. Jerg Rieter von Boxsperg. Heinrich von Buhel. Johanns Abt von Ursperg. Hanß von Westernach. Joachim von Billenbach. Elßbeth von Billenbach/ geborne von Emps. Herr Mang/ Marschalck von hohen Reichen. Conrat von Riethheim zu Jenaßhofen. Wilhelm und Ulrich von Burwstetten. Rudolff von Rechberg. Mir Gußin von Gußenberg/ Wittwe. Hanß Guß/ ir Sohn. Conrat von Rirthaim zu Steten. Wilhelm Schenck von Byrn. Matheus zu Biberbach/ Erb-Marschalck Doctor. Herr Hanß von Westersteten. Gilg Riether. Ulrich von Rietheim zu Angelberg. Eberhart Sättelin zu Jsenburg. Agnesa Burggrävin. Eberhart von Thuerhaim/ der Elter. Ulrich und Wilhelm von Stozingen. Ruger von Westernach. Haimrich von Stein/ der Jung. Peter Berber. Steffel und Ott dir Haiden. Heinrich vom Strin zu Diemenstein. Hansen Ruhen Sel. Kindren. Hanß von Rot/ zu Rieden. Jörg Goßenbrot. Diethegen von Westerstetten. Wilhelm Guß. Jörg von Gronbach. Adelheit von Werdnow. Martin Rincklin zum Rot. Wilhelm von Lichtnow. Herr Egloff von Riethaim. Päls von Fribergs/ Wittib. Ludwig Spät. Spirglin zu Wylbach. Burckart von Haimenhofen. Jörg Marschalck von Biberbach/ der Elter.

Der Tail am Kochen.

Albrecht/ Herr zu Limpurg/ Erbschenck/ Hoptmann Bropst zu Ellwaugen. Dechant und Capittel zu Ellwangen. Wolffgang Grave zu Oetingen. Ludwig Grafe zu Helfenstain/ der Jung. Albrecht von Rechberg von hohen Rechberg. Wilhelm von Rechberg/ Ritter. Ulrich von Westerstetten/ zu Trackenstein Ritter. Herr Conrat von Ahelfingen/ von hohen Ahelfingen. Herr Ulrich von Rechberg von hohen Rechberg. Herr Reinwart von Wellwaer. Hier Sigmund vom Friberg zum Jsenberg. Wilhelm von Wetdnow. Herr Wilhelm von Zillehart. Herr Hanß Truchsäß von Steten. Herr Wilhelm von Elrbach. Dietrrich von Wyler zu Lichtenberg.

Wilhelm von Rechberg der Elter/ zu hohen Rechberg. Hug von Rechberg von hohen Rechberg/ Hanß von Rechberg von Hasenstain. Hanß und Ulrich von Ahelfingen zu hohen Ahelfingen. Ber/ Hanß/ Ulrich/ und Walther/ alle von Hirnheim. Gerhart von Talhaim. Rudolff von Westerstetten. Jörg von Werdnow. Hanß von Nuwhusen/ der Elter. Jerg von Wellwart. Heinrich von Kaltental. Ulrich von Wellwart/ der Elter. Wolff von Wellwart. Hanß Spät genant Mag. Hanß Spät zu Tunnow. Eberhart von Bregenhofen/ genant Betzer. Heinrich von Werdnow. Marx von Nuwhusen. Görich Adelmann von Adelmansfeld. Wolff von Nuwhusen. Martin von Tegenfeld. Conrat Thum zu Nuwburg. Jörg Stauffer zu Bloßen Stouffin. Ercktnger von Truchtelingen/ genant Mittelburger. Melchior von Hornkaun. Erhart von Grafneck. Fritz und Ganß von Nuwhusen/ Gebrüder. Ludwig von Nuwhusen. Wilhelm von Sperwerseck. Vyt von Hornkaun. Ludwigs von Bernhusen/ Wittwe. Hanß von Nzlingen. Haimrich und Michel Ruß/ zum Rußenstain/ Gebrüder. Erasmus von Schachingen. Ulrich von Wellwart/ der Jung. Claß und Wilhelm von Baldeck. Ludwig von Werdnow. Hanß von Bernhusen. Jerg von Bierhaim. Ott von Baldeck. Wilhelm von Grafneck. Hanß Truchsäß von Staten. Jerg Nothafft. Hanß/ Simon/ Peter und Bernhart/ alle von Liebenstain. Haintz und Albrecht Schilling. Hanß von Stainhaim. Jerg und Cuntz von Züllnhart. Caspar und Heuß von Kaltenthal. Hanß von Frowenberg. Wolffgang von Züllnhart. Rudolff Hack von Hoheneck. Claß vom Stein/ zum Diemenstain. Eberhart von Plieningen. Conrat Sturmfeder. Wernher Nothafe. Joachim von Talhaim. Herr Hanß Nothafft. Joachim von Nothafft. Herr Rab von Gundelßheim. Hanß von Gundelzheim. Sigmund von Holzingen. Hanß von Hustu. Hanß von Altheim. Herr Buppelin vom Stain/ zu nider Stozingen. Aepptißin zu Kirchen im Rieß. Herr Reinbolt von Wembdingen/ Ritter zu Finstatt. Franz Schenck von Schenckenstain/ zu Hoheinberg Jörg von Rechberg. Ludwig von Schechingen. Bernhart von Urbach. Herr Ercktnger von Rechenberg. Hanß von Scheppach. Margreth Schenckin/ Wittwe zu Hohenstatt. Steffen von Memmingen. Barthlome Wyler zu Rötting. Hanß von Braitenstain. Jerg von Emerßhofen. Wyprecht und Hanß von Hynngen. Wilhelm von Tanhusen. Sebastian von Jogshaim. Anthoni Stettner. Conrad von Wysrnveld. Jörg von Waiblingen. Burckart von Wolmerßhusen. Sigmund von Pfalhaim. Wang Bezer zu Ulm. Steffan und Hanß von Sew. Der Probst von Honburg. Hanß von Holz. Jörg von Gronberg. Jerg von Bahenstain. Spätin zu Sulzburg. Barbara Ererin Renhorz von Nuwhusen Sel. Wittwe. Grave Joachim von Oetingen. Caspar von Neningen. Sebastian Waller. Hanß Schenck von Gyrn. Heinrich von Wellwart/ Herrn Renwarz Son.

Der Tail am Neckar.

Herr Jörg von Ehingen/ Hoptmann. Herr Conrat Schenck von Winterstetten. Herr Herrmann von Sachsenheim. Herr Hanß von Nuneck. Herr Wilhelm von Münchingen. Doctor Ludwig Truchsäß von Hefingen Wilhelm von Urbach. Märck/ Krafft/ und Wendel von Halfingen. Caspar Remp von Pfullingen. Conrat/ Martin/ Jacob/ Wilhelm/ Hanß/ Antonius. Ludwig/ Hanß Renharz Sun/ alle von Nuneck. Wolff von Tachenhusen der Alt. Burckart von Ehingen. Ludwig und Hanß von Emershofen/ Ludwig und Bernhart von

ANNO 1488. Nippenburg. Hanß von Rischach zu Ried. Hanß Conrat sin Son. Dietrich / Martin / Conrat der Alt / Jörg und Hanß Bernharz Sel Son / alle von Sachsenheim. Caspar und Hanß der Jünger von Kaltental. Jerg von Rüxingen. Conrat von Stain von Stainegk. Hanß von Suntheim genant Uffenrock. Anshelm von Ypperg Sel. Kinder. Caspar / Balthasar und Melchior von Brandeck. Thoman von Wähingen. Heinrich Belz von Wytingen. Hanß und Weener Schenck von Stauffenberg. Jacob / Hanß zu Sinlingen / Haintrich und Bueckart von Gültingen. Hainz von Lichtenstain. Erhaet / Märck / Jerg zu Zymmern / und Hanß / alle von Ow. Jerg von Hürnlingen. Wilhelm Truckseß von Hefringen. Jerg Megezer von Bäldorf. Wolff und Hanß Heinrich von Bubenhofen. Conrat von Fürst. Hanß sin Sun. Wilhelm / Hanß und Jacob / Kächenier von Schwandorf. Wilhelm Bombast von Hohenhaim. Wilhelm Boln von Wildnow. Balthasar von Bühel. Hanß Jacob von Sunchingen. Jörg von Münchingen von Hochdorff. Martin von Fridingen. Wilhelm Böcklin von Utinger Tal. Peter Schweiher. Sigmund Brackalöw. Hanß Horter von Gertringen. Wernher / Jerg und Wolff von Rosenfeld. Michel Schüz. Hanß von Gultlingen / zu Bollmaringen. Melchior von Tierberg. Herr Sigmund von Valckenstain / Freiherr. Heinrich / Eberhart / Bernhart und Jörg von Sternenfelß. Berchard und Ott von Gemmingen. Berchtold und Jacob Gut. Hanß Pfuser von Norstetten. Grave Itelfriz von Zollr. Wilhelm Böcklins Sel. Wittib. Ulrichs von Rischach Sel. Wittwe zu Zofelstein. Margreth von Klingenberg / Conrats von Bubenhofen Sel. Wittwe. Jörg Bech zu Pfullingen. Welff von Berg / genant Mayffer. Jörg von Lynstetten. Hanß Caspar von Bubenhofen. Wolff von Emerßhofen. Schimpf von Gültingen. Hansen von Bubenhofen Sel Witib. Itelschelm von Bergen. Peter von Oschofen. Philips und Michel von Nippenburg. Jerg von Münchingen Sel. Kinder. Hanß von Nippenburgs Sel. Kinder. Ulrich von Smalstain. Wilhelm von Winterbach. Wolffen von Ehingen Sel Kindrr. Agneß Zeein / Hansen von Wähingen Hußfraw. Jörg von Ow von Zimbern. Jacob von Hellstain. Hanß Ott von Husen. Fridrich Truckjäß von Waldeck. Peter Kappeuler. Heinrich Mayer von Droßingen. Heinrich von Dürrmenz. Grafe Bernhart von Eberstain. Das Tutsch Huß Stockeburg. Das Tutsch Huß zu Vayhingen. Albrecht von Benningen. Conrat von Enzberg. Ludwig Lutrain von Ettingen. Dieppolt und Stoffel von Ehingen. Piest / Hanß / Hanß und Melchior / alle von Nun.ck. Albrecht von Sunchingen. Bernhart Pf fsinger. Sigmund von Renhingen. Vyt Schöner zu Schwan. Hainz von Riepurg. Ludwig von Ylingen / genant von Yslingen. Wilhelm Rex / genant Enzberger. Erhart Fey / von Sternefelß. Heinrich von Appelbronn. Göz von Bachenstain. Peter Lümmlen zu Bünigheim.

Die Stätt / so im Bund sind.

Ulm / Eßlingen / Rutlingen / Uberlingen / Lindaw / Nördlingen / Hall / Memmingen / Ravenspurg / Gemünd / Bibrach / Dünckelspühel / Weil / Pfullendorff / Kouffbüren / Kempten / Isni / Lutkirch / Giengen / Wangen / Aulon / Boxfingen / Augspurg / Heylpronn / Wimpffen / Wird.

14. Fevr. Ertz-Hertzogs SIGISMUNDI von Oesterreich Brieff / worinnen Er sich mit den Prälaten / Graven / Freyen / Rittern / Knechten / und Städten des Landes zu Schwaben auf 8. Jahr verbundet / und wegen Außtrag der etwa zwischen Ihnen entstehenden Spänen / wie auch des denselben zu leistenden beystandts übereinkomt. Geben an St. Valentins Tag Anno 1488. [JOH. PHILIPP. DATT, Volum. Rer. German. Novum Libr. II. Cap. IX. pag. 294. §. 40. d'où l'on a tiré cette Pièce. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. I. Abtheil. I. Absatz VIII. von Tyrol. pag. 233.] ANNO 1488.

C'est-à-dire;

Lettres de SIGISMOND *Archiduc d'Autriche, contenant son Alliance avec les Prélats, Comtes, Barons, Nobles, & Villes Imperiales de* SUABE *pour huit ans; ses conditions, & la maniere dont les Débats qui pourroient survenir entr'eux, pendant ce tems là, devront être amiablement accommodez. Données le jour de St. Valentin* 1488.

WIr Sigmund von Gottes gnaden Herzog zu Oesterreich ꝛc. bekennen und thun kund offentlich mit diesem Brieve: als der Allerdurchlichtigest Fürst und Herr / Herr Friderich Römischer Kaiser auff dem gehaltrn tag zu Franckfurt / dem Heyligen Rich zu gut ein gemeinen Landfriden gemacht / ußschriben lassen / und gebotten: und damit sollicher Landfrid im Land zu Schwaben vester stattlicher gehandhapt und gehaltrn werd: och daselb Land und deß Inwoner by Iren Eren / Wirden / Rechten / Freyhaiten und altem herkommen dester baß beliben mögen / ain fürnemen getan / Ordnung gemacht / und deßelben Landts Prælaeen / Grafen / Fryen / Rittern / Knechten / und Stetten gebotten hat / sich sollichs fürnimens und ordnung gegen und mitainander zu vrainen! Und nach dem wir ein mercklichen tail Unsrr Land und Herrschafftrn in selben Land Schwaben ligen haben / Unß och hat tun gebieten / daß wir Unß von wegen derselb Unser Land und Herrschafften mit den gemelten Prælaten / Grafen ꝛc. deß gemelten Seiner Kayserlichen May. fürnemens und ordnung verbinden und verpflichtrn sollen / inhalt Seiner Kayserlichen May. Gebottsbrief deßhalb an Unß ußgangen: daß wir daruff / als der Kayserlichen May. gehorsamer Fürst / Unß mit den gemelten Prælaren / Graven / Fryen ꝛc. ꝛc. von wegen gemelter Unser Land und Herrschafften Jenet deß Arlenbergs und deß Ferren nachfolgender form und maß / die nachgemelt zyt Uß / für Unß / Unsere Erben und Nachkommen / verpflicht und verbunden haben.

Von Erst: Daß wir / die Unsern / und die Unß zuversprechen stand / die nachbemelte zyt uß gegen den gemelten Prælaten / Grafen ꝛc. ꝛc. nichts unfrundtlichs sollen fürnemen / noch üben, sonder Sie und ir yetwedern by dem gemeltrn Landfriden und dem Rechten bleiben lassen / und die Spänn / so sich zwischen Unsz / den Unsern / und denen so Unsz zuversprechen stand / und Inen; in gemain / oder innsonder / den iren / oder denen so inen zuversprechen stand / sollich zyt erhrben werden / mit recht ußzutragen / wie nachfolgt. Namlich alsze: Ob wir gemelter Land halb die Unsern / oder die Unsz zuversprechen stand / in denselben Landen sprüch gewonnen zu den gemelten Prælaeen, Grafen ꝛc. oder den Stetten / dasz dann sollich Sach gerechtvertigt werde vor ainem gemainen / den wir / die Unsern / oder die Unsz zuversprechen stand / nemen und kieszen sollen / usz Iren gemain Hoptlüten und Rätrn: ob die sprüch Sie in gemain berürten / oder desz tails Hoptlüt und Räten / zu dem zusprechen wär / ob die Sach Ir ain tail und nit sie in gemain berürtr / mit glychem zusatz.

Gewonnen aber herwiderumb Sie die Prælaeen / Gra-

Anno 1488.

Grafen/ Fryen/ Herren/ Ritter/ Knecht und die Stett/ die Jeen/ odee die Jnen zuversprechen stand/ zu Unsz gemelter Land halb/ Unsern Communen, Dienern odee Edlen Räten zu sprechen: dasz dann sollich Sach gerechtvertigt werd vor ainem gemain/ den Sie usz Unserm Land-Vogt oder Hoptmann und neün Edlen Räten/ die wie Jnen daezu benennen werden/ kiesen und nemen sollen/ ungefärlich/ mit glychem zusatz.

Ob aber wie/ gemeltee Land halb/ die Unseen/ oder die Unß zuversprechen stand/ in denselben Landen spruch gewonnen zu Communen, Stetten/ Merckten/ odee Dörffern/ den gemelten Prælaten 2c. 2c. underworffen/ die sellent obgescheibnee maß gerechtvertigt werden/ vor ainem gemain/ zu nemen von Hoptlüten und Räten deß tails/ under dem solich Commun wäre/ mit glychem zusatz. Und die so alßo zu gemain erkorn weeden/ sollent Je pflicht und aid von der Parthie/ der sie verwandt syen/ ledig gezelt werden/ in der Sach/ darumb uff sie kommen wurd.

Es soll och ain yeder gemain von dem tail/ under dem er ist/ vermögt werden/ sich der Sach zu beladen; und wenn er sich sollichee Sach beladt/ so sell er in Monatz frist an ein gelegen end tag sezen/ und dee Sach kain verzug tun/ dann nach Ordnung deß Rechten.

Es soll auch keiner/ weder von Unß/ noch Juen zu Landvogt/ Hoptmann/ oder Rat/ in gemelten Sachen/ geordnet werden/ der ain gemain zu sein/ vor diser ainung verlobt oder versworen hat.

Wa aber Unser dehain tayl/ die sinen/ oder die Jm zuversprechen stand/ spruch gewonnen/ zu deß andeen tails Burgeen/ Gebuwen/ Hindersäßen/ odee Undertan/ daß soll bescheen an dem end/ und in dem Gerichte/ da der so angefordert wird/ geseßen ist/ doch alßo: daß dem Kläger fürderlichs und ußträgenlich rechten gegen Jm verholffen werd: Es wäee dann/ daß die Unsern/ oder die gemelten Prælaten 2c. 2c. oder die Jren/ anders herkommen/ und im gebruwch wären: welche ire schuldnere mögent hefften umb ain sach/ ain guldin/ oder darunder antreffend. Wa aber ain sach über ain gulden treffe/ und der schuldner dem Kläger sicherung täte/ Jm/ in den Orthen/ da er geseßen wär/ rechts zusin/ und jn Costes und schades/ ob er verlustigt würd/ zu entrichten/ so soll derselb nit verbotten werden. Wolte oder möchte er aber sollich sicherhait nit thun/ so mag der Kläger sich seines herkommens gegen Jm gebruwchen.

Wann aber Spänn wurden umb fräfel/ Erbfäll/ aigen oder lehen/ so sollen die berechtigt werden/ an den enden/ da sie beschehen/ ligen/ oder dahin sie gehören.

Wa sich aber begebe/ daß yetweder tail sich für ain innhaber deß guts/ daeumb spann wäe/ hielte/ oder spann wurd/ welcher tail Cläger oder antwurter sin solt: So soll sollicher spann gelutert werden/ vor ainem gemain/ mit glychem zusatz. Welcher gemain nachgeschribaer maß soll erkorn werden: Nemlich alßo: daß Unser yeder tail dry mann fürschlahe/ und besuchen/ ob wir Unß uß denen ains gemain/ mögen verainen; und ob das nit gesin mag/ daß dann darumb gelosst werd/ welcher tail uß deß andern fürgeschlagen Mannen ain gemain nemen soll; und soll sollichs allweg in Monetz frist beschehen und volgen.

Doch sollent in dieser verstäntnuß und ainung unvergriffen sein/ die Sachen/ so davor mit recht angehängt sein/ und hangen.

Und was alßo/ obgescheibnee maß zu recht erkent und gesprochen wied/ daß soll Unser yeder tail dem andern tun/ in gepurlicher zyt/ nach erkantnuß deß gemain und der zusätz.

Ob aber ainicher tail sich vermainte mit ainicher urtail beschwähet sin/ mag dann derselb vor dem Richtern/ vor dem gerechtet wäre/ voestan/ und ainen Aid zu Gott und den Heiligen schweren/ daß ee achte und dafür hab/ daß Jm appellieens nott thue/ und daß ee kains verzugs halb/ noch uß gefärd zu appelliren undeestand; und dem/ wider den er appelliren will/ sicheeung tut/ ob er in der appellations Sach verlustigt wurd/ daß derselb sins Costens und schadens an Jm bekommen mög/ so soll er zu appelliren zugelaußen werden. Wa er aber sollichs nit täte/ so soll er zu appelliren nit macht haben/ sonder der urtel leben: doch alßo wann ein Commun in Stätten/ Märckten/ eder Dörffern appellieen wolt/ deß dann genug sy/ daß der mieree tail deß Ratz oder Geeichts sollichen Aid tuwe.

Zum andeen: Wo die voegemelten Peælaten/ Grasen 2c. 2c. die Jren/ und die so Juen zuversprechen stand/ gemainlich ainem odee mer daeinn/ insender/ unerfolgt/ widee Recht/ och den gemainen Landfriden/ bezichen/ bekriegen/ belegern/ angriffen/ odee beschädigen wolt; so sollen wie in allen Unsern Schloßen/ Stetten/ Landen/ Gebieten/ in Unsern Landen und Herrschafften/ Jhenethalb deß Arlebergs und deß Betten mit Unsern Landvögten/ Hoptlüten/ Pflegern/ Ambtlüten und Zugehörigen/ bestellen/ verschaffen und daeab sin/ wer die alßo angriffen wurde/ daß dann die Unsern/ so deß gewae oder ermant werden/ zu frischer tat nachylen/ eetten und behalten sellen/ nach Jrem besten vermögen. Und ob sollich Nam widerumb erylt wied/ soll die/ dem deß sie gewesen ist/ ingeantwort werden; möchten aber sollich angriff/ gefangen oder Nam nit erobeet und zu fryscher tät erylt werden: und sich die Sach in ainen täglichem Krieg begebe; oder daß die obgemelten Peælaten 2c. 2c. gemainlich oder sondee/ sust wider recht/ wie obstat/ bekriegt wurden/ so sollen wie Juen zu zusätzen legen zwayhundert zu Roß/ und nit darübee/ uff Unser selbs kosten und schaden: Und umb sollich hilff und zusatz mögen sie Unß manen/ alß dann nach deeselben ermanung sollen wie inen in vierzehen tagen/ den nägsten Unser hilff und zusatz legen und schicken an das Ennd/ dahin sie gemant wurden: Ob sie abee minder begeeten/ wie viel der wäe/ sollen wie Jnen zusenden/ doch sollen sie allweg zum nnudsten solch anzal/ so sie an Unß fordern/ vor da haben.

Wurden sie aber mit gewalt odee macht überzogen/ odee Jre Schlosz/ und Stett belegeet: wann das wie oder die Unseen von Jnen daeumb erfordert werden/ so sollen wie mit ihnen zuziehen mit macht/ dieselben Schlosz und Stett helffen zu eetten: und demselben überzug und gewalt widerstand zu tand/ alsz ob es Unsee aigen Sach wär/ uff Unser selbs Costen und schaden. Ob auch den obgenanten Prælaten/ Grafen/ Herren/ 2c. 2c. ainem oder merer/ Jre Schlosz oder Stett angewonnen wurden/ mit gewalt oder sust/ in welchen weg das beschehe/ und sie das widerumb zu gewinnen understan würden/ daezu sollen wir Jnen zuschicken vierhundert zu Rosz/ und sechszehenhundert zu Fusz/ oder nach gelegenheit der Sach: doch nie darüber/ uff Unser selbs kosten und schaden. Und umb solich hülff mögen sie Unsz manen/ wie davoe im nägsten Artickel begeiffen ist. Es wäre dann/ dasz der widerstand zu grosz sin/ und mit macht/ oder sust/ in welchen weg das beschäch/ überzogen wolten werden: So sollen wir mit macht Unser veemelten Herrschafften zuziehen/ aber/ alsz ob es Unser aigen Sach wär/ uff Unsern Costen und schaden/ wie voe. Und ob sollich Schlosz und Stett widerumb eeobert wurden/ wie das beschehe/ so sollen sie dem/ desz sie gewesen sind/ geantwort werden.

ANNO 1488.

So wir nun alſzo Jnen die Unſern zuſchicken wurden/ ſollen ſie an denſelben enden beſtellen/ daß den Unſern in gleichſalem kauff umb Jrn Pfennig liſerung gegeben werd.

Und ob in ſollichen Kriegen/ Schleß/ Stett/ lut oder güter erobert und gewonnen wurden/das ſol getailt werden/ yedem tail nach anzal ſins Volcks/ ungefarlich. Deßglichen was ſchatzbarer und treffenlicher Perſonen in ſolichen Kriegen gefangen wurden/ die ſollen och alſo gemain ſin; doch ſoll mann allweg edel und raiſig lüt gegen ainander ledig lauſſen.

Wann wir och von der genanten Prelaten/Graſen/ Fryen, Herrn/ Ritter/ Knecht/ und Stett wegen mit yemand/ wer der/ oder die wären/ zu offner Vehd und findſchafft kämen/ſo ſollen wir Unß von Jnen nit ziehen/ fürworten/noch ſchaiden/ſonder Jnen byß zu ußtrag der Sach/ innhalt dieſer Unſer ainung/ beholffen und beraten ſin getrulich und ungefärlich.

Wir und die Unſern/ och unſer Rät/ Diener/ die Jren and die Unß zuverſprechen ſtand/ ſollen und wöllen och der vorgenanten Prælaten/ Grafen ꝛc. gemainlich/ oder Jr ains inſonder Find/ ſo bald Unß die verkünt/ zu wißen getan/ oder der ſelbs gewar werden/ in allen und yeglichen Unſern Schloßzen/ Stetten/ Märckten oder Dörffern und Gebieten wißentlich nit enthalten/ huſen/ noch hoſen/ äßen/ trincken/ noch geſärlich hinſchieben/ hilff/ fürderung noch byſtand tun/ noch Jnen für Sie dehain glaidt/ troſtung noch ſicherheit geben/ ſonder dieſelben annemen/ und Jnen zu ſolchen Jren feinden/ an welchen Enden die ergriffen wurden/ rechts geſtatten/ und ergeen laßen/ on Jnträg und verziehung getruwlich und ungefärlich.

Wolten ſich och die vermelten Prælaten/ ꝛc. ꝛc. zu andern Fürſten/ Fürſtengenoß und Communen verainen/ daß ſollen Sie vor an Unß bringen: Ob wir auch in ſollich einung mit denſelben kommen/ und verainen wollen. Ob aber ſollich Verbundnuß von Unß nitt beſchähe/ und Sie ſich dannocht zu denſelben verbinden wurden/ deß ſie macht haben/ darinn ſollen Sie Unß in dieſer Unſer Verainung und verſchribung gegen denſelbigen ußnemen: und wir Jnen von derſelbigen wegen/ und was ſie von Jree wegen angieng/ dhain hülff ſchuldig noch pflichtig ſin.

Dieſe Verbüntnuß and Ainunge ſoll Unß an Unſern Herrſchafften/ Pfandſchafften/ Verſchribungen und Dienſtparkeiten/ unſchädlich und unvergriffen ſin. Welcher oder welche Unß aber obgemelter maß verwandt wären/ und der ainung nitt genießen/ noch entgelten wolten/ alß ander in dieſer Aynung/ von der wegen ſollen Sie Unß dehain hülff ſchuldig ſein.

Und uff das ſollen wir allweg ain Hoptmann und Räte da ußen im Land zu Schwaben ordnen ꝛc. den Prælaten ꝛc. der Namen verkunden; den empfehlen und gewalt geben/ daß ſie ſollen mit den Unſern allenthalben in Unſern Stätten und Gebieten/ wie obgemelt iſt/ ſchaffen und verfügen/ damit die Jren/ und die Jnen zuverſprechen ſtand/ gehandhabt/ und Jnen hilff/ byſtand und anders/ inhalt dieſer Unſer Verainung beſchehe und vollſtreckt werde.

Es ſollent ſich och Unſer Land/ Lut und Stett/ Jhenet deß Arlebergs und Vetren verſchriben und verpflichten under Jren ſigeln/ dieſer ainung mit Jr inhaltungen/ Puncten und Artickeln/ die nachbeſtimpt zyt uß/ anzehangen/ zehalten und der nachzekommen/ getruwlich und ungefärlich.

Alſo haben wir für Unß und all die Unſern die Unß zugehören/ und zu verſprechen ſtand/ gaiſtlich und weltlich/ diß Bundtnuß und Veraimgung mit allen und yeden Jren Stucken/ Puncten und Artickeln von dato diß Briefs an biß . . . . . nägſt kompt/und darnach acht Jar die nägſten nach einander folgende/ verſprochen/ zu halten und zu vollfüren/ alles getruwlich und ungefärlich. Mit urkund diz Briefs/ ſo geben an Sanct Valentins Tag deſz Jars/ da man zalt nach der Geburd Criſti vierzehenhundert und im acht und achtzigiſten Jare.

ANNO 1488.

Revers Ertz-Hertzogs SIGISMUNDI von Oeſterreich/ gegen die im vorhergehenden Tractat benandten Stände des Landes in Schwaben/ daſz dieſe nicht ſollen verbunden ſeyn Jhm einigen Zuſatz über den Berg Arles und Verners/ oder an die Etſch zu thun; Er hingegen Jhnen wider alle ihre Feinde Teutſcher Nation, Hülff und Rettung/ nach ſeiner innern Lande vermögen/ ſchuldig ſey. Geben an St Valentins Tag/ Anno 1488. [JOH. PHILIPP DATT, Volum. Rer. German. Libr. II Cap. VI. pag. 296. §. 41. d'où l'on a tiré cette Pièce. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv Part. Spec. Contin. I. Abtheil. I. Abſatz VIII. von Tyrol. pag. 237.] 14. Fevr.

C'eſt-à-dire,

Revers donné par SIGISMOND *Archiduc d'Autriche aux Etats de* SUABE, *avec lesquels il avoit traité; portant qu'ils ne ſeront pas obligés de lui envoyer leurs ſecours au delà des Montagnes* d'Arl-Berg, *& du grand* Verner, *ou de* l'Adige; *quoi que de ſa part il doive les ſecourir de toutes les Forces qu'il pourra tirer de ſes Provinces interieures contre leurs Ennemis de Nation Allemande. Le jour de St. Valentin* 1488.

WIr Sigmund von Gottes gnaden/ Ertz-Hertzog zu Oeſterreich ꝛc. bekennen und thun offenbar mit diſem Brief: alſz der Allerdurchleuchtigeſt Fürſt/ Unſer gnädiger lieber Herr und Vetter/ der Römiſch Kaiſer/ und ſiner Kayſerlichen Gnaden Mandat zugeſant hat/ under anderm inhaltend/ daſz wir Unſz mit Unſern Landen und Leüten/ ſo wir zu Schwaben haben/ zu handhabung ſeiner Kayſerlichen Gnaden Landfriden nechſt zu Franckfurt beſchloſzen und uſzgangen/ mit den Prælaten/ Graven/ Fryen/ Ritterſchafft der Geſellſchafften auch deſz Heiligen Reichs Stetten im Land zu Schwaben verbinden und zuſamen thun ſollen/ nach luwt und innhalt deſzelben Mandats, daſz wir/ alſz gehorſamer Fürſt angenommen/ und Unſz mit den benanten Prælaten/ Grafen/ Freyen/ Ritterſchafft und Stetten veraynt/ zuſamen getan und verbunden haben/ nach luwt der Brieff darüber begriffen. Wiewol nu die gemelt Veraynung nit allein anzögt onſer vorder Land zu Schwaben/ ſondern uſz gutem willen alle Unſere Land darinne beſtimpt: So ſollen und wollen wir nit/ in Crafft der berürten Verainung/ daſz die gemelten Prælaten/ Grafen/ Freyen/ Ritterſchafft und Stett/ uns keinen zuſatz über die Berg Arles und verrers/ oder an die Eſch/ deſzglychen wider die/welchen yezungenante ingemain oder inſonderheyt nit hülff zu thun ſchuldig oder pflichtig ſeyen: dann wir Sie deſz hiemit in krafft diz Brieffs erlaſzen/ wa oder wie ſich begeb/ daſz Unſer Punts widerwärtigen Teütſcher Nacion denſelben Unſern Punt ſchedigen/ oder das zu thun underſtunden/ mit vehd/ veindſchafft/ angriffen oder anderm/ Sind wir Jnen hilff und rettung ſchuldig/ nach Unſer innern Landen vermögen/ wir ſy Unſz nach luwt ains Revers-Brieffs widerumb ſchuldig und pflichtig zu thun ſind/ alles one geverd.

Zu

ANNO 1488. Zu urkund geben wir Jnen diesen Beybrieff mit Unserm anhangenden Jnsigel besigelt/an Sant Valantins Tag nach Christi Geburt. 1488.

14. Fevr. Gegen-Revers der im vorhergehenden Tractat benamten Stände in Schwaben/ an Ertz-Hertzog SIGMUND von Oesterreich aufgestelt/daß sie zwar nicht über die Gebürg Arles/ und Verren/ oder an die Etsch; aber hergegen wider alle des Ertz-Hertzogs widersacher Teutscher Nation solchem beyzustehen/ nach ihrem vermögen/ schuldig und pflichtig seyen. Geben uff St. Valentins Tag Anno 1488 [JOH. PHILIPP. DATT, Volum. Rer. German. Novum Libr. II. Cap. IX. pag. 296. §. 42. d'où l'on a tiré cette Piéce. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. I. Abtheil. I. Absatz VIII. von Tyrol, pag. 236.]

C'est-à-dire,

Revers donné par les susmentionnés Etats de SUABE, *à* SIGISMOND *Archiduc d'Autriche, portant qu'ils ne feront point obligés de lui envoyer leurs secours par delà les Montagnes* d'Arl-Berg, & *du grand* Verner, *mais qu'à cela près ils lui devront fournir toute leur assistance contre tous ses Ennemis de Nation Allemande. Le jour de St. Valentin* 1488.

WJr die Hoptlüt/ Prelaten/ Grafen/ Fryen/ Herren/ Ritter/ Knecht der Gesellschafft Sanct Jörgen Schildt in Schwaben/ und wir die nachbenante deß Heiligen Reichs Stett mit Namen: Ulm/ Eßlingen/ Rütlingen/ Uberlingen/ Lindow/ Nördlingen/ Halle/ Memmingen/ Ravenspurg/ Gemünd/ Biberach/ Dünckelspühel/ Weil/ Pfullendorff/ Kauffbüren/ Kempten/ Ysnen/ Lutkirch/ Giengen/ Wangen/ Aalen/ und Bopfingen: bekennen und tun kund offenlich mit diesem Brief. Alß der Allerdurchleüchtigist/ Großmächtigist Fürst und Herr/ Herr Friderich Römischer Keiser ꝛc. Unser Allergnedigster Herr/ dem Durchluchtigen/ Hochgebornen Fürsten und Herrn/ Herrn Sigmunden/ Erzherzogen zu Oesterreich ꝛc. Unserm Gnädigen lieben Herrn/ ain Mandat zugesandt hat/ under anderm innhaltend/ daß sich Sin Gnad mit sinen Landen und Leüten/ so sin Gnaden zu Schwaben hat/ zu handhabung siner Kayserlichen Gnaden Landfriden/ nägst zu Franckfort beschloßen/ und ußgangen/ mit Unß verbunden und zusamen thun soll/ nach luwt und innhalt deßelben Maodats, daß och der bemelte Unser Gnädig Herr Erzherzog Sigmund/ alß ain gehorsamer Fürst angenommen/ und sich mit Unß veraint/ zusamen tan und verbunden hat/ nach luwt der Brieff darüber begriffen. Und wiewol nun die bemelt verahnung nit allein anzöge/ deßelben Erz-Herzogs Sigmund vordere Land zu Schwaben/ sonder uß gutem willen/ alle Siner Gnaden Land darinn bestimpt. So sollen und wollen wir doch in krafft der berürten verainung/ demselben Erzherzog Sigmund keinen zusatz über das Gepürg Arles und Verren/ oder an die Etsch; deßglichen wider die welsche gezung in gemain oder sunderheit zu tun/ schuldig und pflichtig sin: dann Sin Gnaden Unß den erlaußen hat. Wo oder wie sich aber begäb/ daß Unser deß Punts widerwertigen Teutscher Nation, denselben Unsern gnädigen Herren von Oesterreich schädigen/ oder das zu tun understünden/ mit Vehd/ Veindschafft/ angryffen oder anderm/ seyn wir siner Gnaden hülff und rettung schuldig/ nach Unserm vermögen/ daß zu hindern und zu wenden/ alß wer das Unser selbs sach; wie Unß dann das sin Gnad nach luwt ains Gegenbriefs widerumb schuldig und pflichtig zu tun ist/ alles getrulich und one geverd. Deß zu warem urkund haben von Unß obgenanten Prælaten/ Grafen/ Fryen/ Herrn/ Ritter/ und dom Adel/ namlich ich Ytel Hanß von Bodmann/ der zyt alß ain Hawptmann deß tails am Hegöw und am Bodensee. Und zu Jm wir Wolffgang von Klingenberg Teutsch Ordens Land-Commenthur der Baly zu Elsaß und Burgundi. Und wir Jörg Grafe zu Werdenberg und zum Heiligenberg. Item: wir Albrecht Herr zu Limpurg/ deß Römischen Reichs Erbschenck/ der zyt/ als ain Hawptmann deß tailß am Kochen/ und zu Jm wir Ludwig Grafe zu Helfenstein der Jünger/ und ich Albrecht von Rechberg von hohen Rechberg/ Ritter. Item ich Ulrich von Frundtsperg zu Mindelhaim/ Ritter/ der zyt/ alß ein verweser deß Hawptmans in der Sach deß tails an der Thonaw. Und zu ihm wir Symon Abbte Sanct Jörgen Gotzhuwses zu Ochsenhuwsen. Und ich Johanns von Stoffle zu Justingen/ Frey und Lutz von Landaw zu Lntrach/ Ritter. Item ich Wilhalm von Webach/ der zyt/ alß ein Hauptmann deß tails am Neccar/ und zu Jm ich Conrat Schenck von Winterstetten/ und Herman von Sachsenheim/ baid Ritter ꝛc. alle für unß selbs und umb ander Unser gemain Gesellschafft Sant Jörgen Schilts/ deß von inen geordnet und gebetten/ Unser aygen Innsigel an diesen Brief gehenckt. So haben wir Burgermaister und Rat deß Heiligen Reichs Statt/ Ulm/ Eßlingen/ und Rutlingen/ für Unß selbs/ und all obgenant Stätt zu dieser Sach verwant/ deß von Jnen bescheiden und erbetten/ Unser Stett Jnsigel auch hieran thun hencken under die obgeschriben Jnsigel alle. Namlich wir obgenanten Prelaten/ Grafen/ Frey/ Herrn und vom Adel under der obgenanten Unserer Herren und Mitgesellen: deßglichen wir die obgenante Stett under der obgenanten dreyer Stett anhangenden Jnsigeln der obgeschribnen verschribung/ by Unsern geschwornen Aiden verbunden/ alß ob Unser aller Jnsigel hieran hengen/ und wir all mit Unsern Namen hierinn geschriben stünden. Geben uff Sant Valentins Tag nach Christi Geburt. 1488.

CIII.

14. Fevr. ANGLETERRE ET AUTRICHE. *Traité de Confédération & d'Alliance entre* MAXIMILIEN *Roi des Romains, l'Archiduc son Fils, &* HENRI VII. *Roi d'Angleterre. Fait à Dordrecht, le* 14. *de Février* 1488. [JEAN MOLINET, Chroniques Manuscrites. Tom. II. pag. 105. RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. XII. pag. 359. où cette Pièce est en Latin.]

PREMIEREMENT que de ce jour en avant sera bonne, seure, entiere & durable Amitié, Alliance, Confederation & Union par Terre & par Mer, Eaue douce & Rivieres à tousiours durer entre les Princes susdicts, leurs Hoirs, leurs Seigneuries, Pays, Dominations, Vassaux & tous leurs Subjects presents & à venir, Ecclesiasticques & Seculiers, de quelque degré ou condition qu'ils soyent, tellement que tous leurs Vassaux & Subjects d'un costé & d'autre feront plaisir & amitié les uns aux autres en tous Lieux & Places; & chacun des autres devront ensuivant toute bonté & honneur traicter en amour, & que franchement & certainement de chacun costé devront revenir à tous leurs biens meubles, Seigneuries & gaignage autant du costé de la Mer, que de l'autre des dessusdicts Princes en tout ou en partie, ils reviendront & demoureront tant qu'ils vivront, & franchement pourront partir toutes & quantes fois qu'il leur plaira avec leurs Navires soient à eux empruntez ou louez, Chariots, Charrettes, Chevaulx, Armures, Marchandises, biens & autres choses quelles qu'elles soyent sans avoir empeschement tant par Terre come par Mer & Eaue douce; ainsi qu'en leur propre Pays & marché seroit donné congé

ANNO 1488. congé de ce faire, si que par ce moyen ne leur convient ny conviendra quelque saufconduit general ny particulier, sauf tousiours les bons Statuts & Coustumes des Villes, Royaumes & Places, par lesquelles ce dessusdict Traicté ne soit corrompu, ny amoindry.

Item que Nous, nos hoirs, ou ceux à venir en toutes leurs autres Confederations & Alliances, qui avec autres Princes, Universitez, Compagnies ou quelques autres personnes ont faict contract, qui puisse regarder ou toucher au Roy d'Angleterre seront compris par cela endroict tous ceux qui y voudront estre compris ensamble leurs hoirs, & ceux à venir, & de l'autre costé devront ledict Roy d'Angleterre, ses hoirs, ceux à venir, & tous leurs Confederez & Alliez, qu'ils ont avec autres Princes, Universitez, Generalitez, Compagnies ou aucunes autres personnes pourront traicter & besoigner tousiours, sauf Nous, nos hoirs, & ceux advenir, y comprendre ceux, qui y voulussent estre compris.

Item est accordé & baillé, que nulles desdictes parties ne pourra donner, faire, ny ayder de conseil ou faveur les Ennemis apparents de l'autre costé, que iceux voudront faire grief, ou nuisance par Terre, par Mer, par Eaue douce & Riviere, ains devront secourir l'un & l'autre fidelement de Noblesse & de gens de Guerre toutes & quantes fois il en seroit besoing.

Toutes lesquelles Amitiez, Confederations & Alliances ensamble leurs Traitez, Accords & Conclusions, Nous MAXIMILIAN Roy des Romains, & Philippe Duc dessus nommez promettons en parolle de Roy & Prince par ces presentes pour nostre costé, & d'autant & si avant, qu'il nous regarde, touche & est en nous, en tous leurs Poincts & chacun d'eux sans enfraindre, mais accomplir. En cognoissance de toutes & chacune des choses dessusdictes si en avons nous ces Lettres ouvertes & Patentes par nous faict faire & sceeller de nostre sceel y appendant en absence de nostre grand sceel. Donné en nostre Ville de Dordrecht, le 14. jour de Fevrier de l'an 1488. & de nostre Regne le 3. le contenu de cette Alliance fut publiée à Vallenchiennes le 4. jour du mois de Mars, come aussi es autres Villes voisines.

CIV.

1487. / 1488. 16 Fevr. ORLEANS ET SAVOYE.

Contrat de Mariage de CHARLES D'ORLEANS *Comte d'Angoulesme, Pére de* FRANÇOIS I. *Roi de France, & de Dame* LOUISE *sa Femme, Fille de* PHILIPPE de Savoie, *& de feuë Dame* MARGUERITE de Bourbon. *A Paris le 16. Février 1487.* Avec *la* RATIFICATION *& Confirmation de ladite Dame, contenant une Renonciation réiterée à tous les Biens paternels qui pourroient lui compéter après la mort de fondit Pere, &c. A Paris le 20. Fevrier* 1487. [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 313. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans les *Observations de* GODEFROI *sur l'Histoire de* CHARLES VIII. *Roi de France*, pag. 567.]

A Tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Jâques d'Estouteville, Chevalier, Seigneur de Beine, Baron d'Ivry, & de S. André en la Marche, Conseiller, Chambellan du Roi nôtre Sire, & Garde de la Prevôté de Paris, Salut. Savoir faisons, que pardevant Antoine Sain, & Pierre Pichon, Clercs Notaires du Roi nôtredit Seigneur par lui établis en son Châtelet de Paris, furent presens en leurs personnes Hauts & Puissants Seigneurs & Princes Monsieur CHARLES Comte d'Angoulesme pour lui, & en son nom d'une part, & Monsieur Philippe de Savoie, Comte de Baugé, & Seigneur de Bresse, en son nom, & à cause de Damoiselle LOUISE de Savoie fille de lui, & de Haute & Puissante Dame Madame Marguerite de Bourbon, jadis sa Femme, d'autre part, lesquelles Parties de leur bon gré, bonne volonté, propre mouvement, certaine science, sans force, fraude, erreur, contrainte, ou decevances aucunes, si comme elles disoient, reconnurent & confesserent en la presence desdits Notaires, comme pardevant nous endroit jugement, comme du gré, vouloir, & consentement du Roi nôtredit Seigneur, auquel lesdites Parties attiennent par proximité de lignage, & par l'avis, conseil & deliberation de plusieurs Princes, Seigneurs leurs parens & amis, elles avoient & ont fait ensemble les Traité, accord, douaire, promesses, convenances, & autres choses ci-aprés declarées pour raison du Mariage de mondit Sieur le Comte d'Angoulesme, & de ladite Damoiselle Louise de Savoie, sa future épouse, c'est à savoir ledit Monsieur de Bresse avoit promis, & promet donner & bailler à femme & épouse icelle Damoiselle Louise de Savoie, sa fille, franche & quitte audit Monsieur d'Angoulesme, qui icelle a promis & promet prendre par nom de Mariage le plutôt que bonnement faire se pourra, & dedans le tems qu'il plaira au Roi nôtredit Seigneur, si Dieu & Sainte Eglise s'y accordent. En faveur & contemplation duquel Mariage icelui Monsieur de Bresse sera tenu, promet, & gage paier, & baille audit Monsieur le Comte d'Angoulesme, ou au porteur de ces Lettres pour lui, la somme de trente-cinq mille livres Tournois en cette maniere; c'est à savoir, quinze mille Livres Tournois dedans le jour des épousailles desdits mariez futurs, dix mille Livres Tournois au jour S. Jean-Baptiste prochainement venant en un an qu'on dira 1489. & le residu montant autre dix mille Livres Tournois au jour S. Jean-Baptiste ensuivant, qu'on dira 1490. & desdites deux sommes montans à vint mille Livres Tournois, ledit Monsieur de Bressa baillera bon pleige & caution, & ce pour tout tel droit de succession quelconque, qui à icelle Damoiselle Louise est déja venu & écheu par le trépas & succession de sadite feuë Mere, & aussi pour tel droit & hoirie & succession, qui lui pourra competer & apartenir par le trépas dudit Monsieur Philippe de Savoie son Pere, & ausquelles successions & hoiries de sesdits Pere & Mere, ainsi que dessus est dit, & aussi à toute autre succession collaterale, qui lui pourroit écheoir, & avenir du côté Paternel tant seulement, icelui Monsieur le Comte d'Angoulesme pour lui, & ladite Damoiselle Louise de Savoie sa Femme future, a renoncé & renonce par ces presentes au profit dudit Monsieur de Bresse, & de ses hoirs mâles, tant qu'il y ait hoir mâle descendant de mâle, & en fit & fait cession & transport à icelui Seigneur de Bresse, de laquelle somme de trente-cinq mille Livres Tournois les deux parts seront converties & emploiées en heritages, qui sera le propre de ladite Damoiselle Louise de Savoie, & de ses hoirs de son côté & lignée, & le tiers sortira nature de meubles: & au cas que ledit Monsieur d'Angulesme, ou ladite Damoiselle Louise de Savoie allassent de vie à trépas sans hoirs dudit Mariage auparavant que les deux parts de ladite somme eussent été emploiées en heritages, en ce cas ledit Monsieur d'Angoulesme, ou ses Heritiers, seront tenus de rendre & restituer lesdites deux parts de ladite somme de trente-cinq mille Livres Tournois dedans l'an aprés ensuivant à ladite Damoiselle de Savoie, si elle est vivante, ou à sesdits hoirs tenans son côté & ligne; & à faute de paiement, mondit Sieur d'Angouleme dés maintenant comme deslors pour manutention, constitue, assiet & assigne mille Livres Tournois de rente sur toutes ses Terres & Seigneuries, & sur chacun lieu, piece, partie, ou portion d'iceux, pour le tout qu'il en charges & charge, oblige & hipoteque du tout, au cas dessusdit envers ladite Damoiselle de Savoie, & sesdits hoirs tenans son côté & ligne, pour ladite rente de mille Livres Tournois, à faute dudit paiement, & restitution desdites deux parts de ladite somme de trente-cinq mille Livres Tournois, rendre, paier, fournir, & faire valoir bonne, solvable, & bien paiable par chacun an lors ensuivant, sans aucun déchet, ou diminution, & jusqu'à plein paiement entier, & fait à une fois seulement desdites deux parts de ladite somme de trente-cinq mille Livres, & sans en pouvoir diminuer, ou rabatre aucune chose pour raison de la perception de ladite Rente. Et outre ce qui dit est, & en accroissement & augmentation dudit Mariage, disoient lesdites Parties, que le Roi nôtredit Seigneur par ses Lettres Patentes, considerant qu'à sa requeste & pourchas, ledit Traité de Mariage a été traité & accordé, la grande proximité de lignage que lesdites Parties lui attiennent, les services qu'ils lui ont faits & font chacun jour, & aussi afin que au moien de ladite Alliance, icelles Parties soient plus enclines à son service, de procurer son bien, & de son Roiaume, & pour donner courage à ses bons, vrais parens, & serviteurs, de bien & loiaument le servir, & autres causes à ce nous mouvans, a donné & donne ausdits Mariez futurs en faveur dudit Mariage la somme de vint-mille Livres Tournois ANNO 1487. / 1488.

pour

ANNO 1487. 1488.

pour une fois, & que en feureté d'icelle fomme, il a donné & transporté à iceux Mariez futurs la Terre & Seigneurie de Melle fituée & affife au Pais de Poitou, fes apartenances & dependances pour eux, & leurs hoirs à la faculté de rachat pour ladite fomme de vint mille Livres Tournois à un feul paiement, & auffi que le Roi nôtredit Seigneur avoit & a donné & transporté ausdits Mariez futurs la faculté de pouvoir avoir & retraire pour & au nom de lui la Châtellenie & Seigneurie de Chifey, apartenances & dependances quelconques d'icelles, que tient & occupe de prefent Monfieur le Duc de Nemours, & fes coheritiers pour onze mille deux-cens trente Roiaux d'Or, comme l'on dit, ainfi que tout ce lesdites Parties difoient à plein être contenu és Lettres de don, données & octroiées, & qui fe donneront & octroieront par le Roi nôtredit Seigneur; & que s'il avenoit que lesdites Terres fe rachetaffent par le Roi nôtredit Seigneur, la moitié dudit rachat apartiendroit à ladite Damoifelle, & aux fiens, & au furplus ledit Monfieur d'Angoulesme a donné & donne par ces prefentes à ladite Damoifelle Louife de Savoie, fa Femme future, la fomme de trois mille Livres Tournois en affiette de Terres, aux us & coûtumes des Pais, ou les Terres ci-aprés declarées font fituées & affifes, les Châteaux & Places pour fa demeurance pour rien comptez en l'affiette desdites trois mille Livres, à icelui Doüaire avoir & prendre fitôt & incontinent que Doüaire aura lieu, fur les Terres, Places & Seigneuries de Romorantin & Châteauneuf fur Charente, qu'il en charge, oblige, affied & hipoteque du tout envers ladite Damoifelle Louife de Savoie, & au cas qu'elles ne pourroient fournir ledit Doüaire, & que affiette n'en puft être entierement faite, mondit Sieur d'Angoulesme veut & confent, que ladite Damoifelle prenne de prochain en prochain fur fes autres Terres & Seigneuries, tellement que ledit Doüaire lui foit entierement aquis, & affigné. Et s'il avenoit que ledit Monfieur d'Angoulesme allât de vie à trépas, auparavant que Madame fa Mere, qui tient de prefent lesdites Seigneuries, & qu'à cette caufe ladite Damoifelle Louife de Savoie ne pût jouir desdites Terres de Romorantin & Châteauneuf, & autres Terres pour fondit Doüaire, en ce cas icelui Seigneur dés maintenant pour lors, & deflors pour maintenant, veut & confent, que ladite Damoifelle Louife de Savoie ait & prenne pour fondit Doüaire la Terre & Seigneurie de Cogniac, & autres Terres circonvoifines, jusqu'à ladite fomme de trois mille Livres Tournois par chacun an en affiette comme deffus, & fi elles ne fufifoient, que ce qui s'en faudra lui foit baillé fur le revenu de fes autres Terres de prochain en prochain; & aprés le trépas de Madame d'Angoulesme ladite Damoifelle Louife de Savoie prendra fondit Doüaire fur lesdites Terres de Romorantin & de Châteauneuf, jusqu'à la valeur d'icelui, felon les formes deffusdites, & delaiffera ledit lieu de Cogniac, & auffi a promis & promet ledit Monfieur d'Angoulesme faire ratifier, confirmer, & aprouver ce prefent Traité par madite Dame fa Mere, & confentir que les Enfans, qui ifferont dudit Mariage, fi elle furvit ledit Monfieur d'Angoulesme, viennent à fa fucceffion, & reprefentant leur Pere, & fi a été accordé entre lesdites Parties en faifant ce prefent Traité, que lesdits futurs Epoux feront tous joints & communs és biens meubles, & conquefts immeubles qui fe feront durant & conftant leur Mariage, felon la coûtume des lieux; & a promis en outre ledit Monfieur d'Angoulesme faire ratifier & approuver le contenu en cesdites prefentes par madite Damoifelle Louife de Savoie, fa Femme future, & de lui faire faire lesdites renonciations, ceffions & transports, incontinent aprés que ledit Mariage fera confommé & accompli, & en bailler à mondit Sieur de Breffe Lettres de Ratification d'icelle Damoifelle. Toutes lesquelles chofes deffusdites, & en cesdites Lettres contenuës & écrites, ledit Monfieur le Comte d'Angoulesme, & Monfieur de Breffe promirent en Parole de Princes, & par la foi & ferment de leurs corps, pour ce par eux baillez, & jurez corporellement és mains desdits Notaires, à avoir chacun endroit foi à bien agreable, les tenir fermes & ftables à toûjours, icelles entretenir & accomplir de point en point, felon leur forme & teneur, fans jamais aucunement venir à l'encontre, fût & foit par voie d'erreur, d'ignorance, de circonvention, ou decevance, ou autrement comme que ce foit, ou pût être, ainçois rendre, paier, & reftituer à pur & à plein, & fans aucun plaid, ou procez, tous coûts, frais, mifes, dépens, dommages & interefts, qui faits & encourus feroient par deffaut des chofes deffusdites par eux non faites, tenues, & accomplies deuement, ainfi & par la maniere que dit eft, fous l'obligation de tous leurs biens, & de ceux de leurs hoirs, meubles & immeubles prefens & à venir, qu'ils en foumirent & foumettront chacun endroit foi pour ce du tout à la Jurisdiction & contrainte de ladite Prevôté de Paris, & de toutes autres Juftices & Jurisdictions, où trouvez feront pour l'accompliffement du contenu en cesdites prefentes, & renonceeront en ce faifant expreffement, par leursdits fermens & foi, à toutes exceptions de deception, fraude, barat, cauteles, cavillations, raifons, défenfes, oppofitions à tout Droit écrit, & non écrit, Canon & Civil, Us, Stile & Coûtumes, établiffemens de Villes, & Lieux; & à toutes autres chofes generalement quelconques que l'on pourroit faire, dire, propofer, ou alleguer contre ces prefentes Lettres, l'effet, & teneur d'icelles, & au droit difant generale Renonciation non valoir. En témoignage de ce, nous, à la relation desdits Notaires, avons mis le fcel de ladite Prevôté de Paris à cesdites Lettres, qui paffées & accordées furent doubles l'an de grace 1487. le Samedi 16. jour de Fevrier. *Signé*, SATIN & PICHON.

A Tous ceux qui ces prefentes Lettres verront, Jaques d'Eftouteville, Chevalier, Seigneur de Beyne, Baron d'Ivri, & de Saint André en la Marche; Confeiller Chambellan du Roi nôtre Sire, & Garde de la Prevôté de Paris, Salut. Savoir faifons, que pardevant Pierre Pichon, & Antoine Satin, Clercs Notaires du Roi nôtredit Seigneur, de par lui établis en fon Châtelet de Paris, fut prefente en fa perfonne, Haute & Puiffante Dame, Madame Louife de Savoie, Femme de Haut & Puiffant Prince, Monfeigneur Charles, Comte d'Angoulesme, laquelle de fon bon gré, pure, franche & liberale volonté, fans contrainte, & en la prefence du congé, licence, & autorité de mondit Seigneur d'Angoulesme fon mari, laquelle autorité elle reçût de lui en elle pour bien agreable pour faire paffer ce qui s'enfuit. Reconnut & confeffa en la prefence, & pardevant lesdits Notaires, comme pardevant nous en droit jugement avoir ratifié, confirmé, approuvé, & par ces prefentes, ratifie, confirme, approuve, & a pour bien agreable tout le contenu és Lettres de Traité de Mariage dudit Monfieur d'Angoulesme & d'elle, faites & paffées pardevant lesdits Notaires, & fous le fcel de ladite Prevôté, parmi lesquelles Lettres ces prefentes font annexées fous ledit fcel, & en ce faifant, en confirmant le contenu audit Traité, a renoncé & renonce par cesdites prefentes, moiennant icelui Traité, & du congé & licence deffusdit, au profit de Haut & Puiffant Prince Monfeigneur Philippe de Savoie fon Pere, Comte de Baugé & Seigneur de Breffe, & de fes hoirs mâles, tant qu'il ait hoir mâle descendant de mâle, à tout tel droit de hoirie & fucceffion, qui déja lui eft avenu & échû par le trépas & fucceffion de feuë Haute & Puiffante Dame Madame Marguerite de Bourbon, jadis fa Mere, & pareillement à tout tel droit de hoirie & fucceffion qui lui pourra competer, & appartenir par le trépas dudit Monfieur Philippe de Savoie fon Pere, & auffi à toute autre fucceffion collaterale, qui lui pourroit écheoir & avenir du côté paternel, tant feulement & desdites fucceffions, ainfi que deffus eft dit, madite Dame Louife de Savoie fit & fait par cesdites prefentes ceffion & transport audit Monfeigneur Philippe de Savoie, & s'en eft défaifie, demife, & devétue du tout és mains desdits Notaires, comme en la nôtre Souveraine, pour le Roi nôtredit Seigneur, pour & au profit dudit Monfeigneur Philippe de Savoie, & de fesdits hoirs mâles descendans de mâles. Promettant ladite Dame par les foi & ferment de fon corps, pour ce par elle baillez & jurez corporellement, és mains desdits Notaires, d'avoir à bien agreable, tenir ferme, & ftable à toûjours, lesdites Ratification, Renonciation, Ceffion, Transport, & tout le contenu ci-deffus, fans jamais aucunement venir à l'encontre, fût ou foit par voie d'erreur, d'ignorance, de circonvention, ou decevance, ni autrement, comment que ce foit ou pût être, ainçois rendre, paier & reftituer à pur & à plein, & fans aucun plaid, ou procez, tous coûts, frais, mifes, dépens, dommages, & interefts, qui faits & encourus feroient par défaut de ce, fous l'obligation de tous fes biens, & de ceux de fes hoirs, meubles & immeubles, prefens & à venir, qu'elle en foûmit & foûmet pour ce du tout à la Jurisdiction, cohertion, & contrainte de ladite Prevôté de Paris, & de toutes autres Juftices & Jurisdictions, ou trouvez feront, pour l'ac-

ANNO 1487. — 1488. l'accompliſſement du contenu & effet de eesdites preſentes; & renonça en ce faiſant expreſſément par ſeſdits ferment & foi, de l'autorite deſſuſdite, à toutes exceptions de deception, fraude, barat, cautelles, cavillations, raiſons, défenſes, ou oppoſitions, & à toutes autres choſes generalement quelconques, que l'on pourroit faire dire, propoſer, ou alleguer contre ces préſentes Lettres, l'effet, teneur, & execution d'icelles, mêmement tous Droits, Statuts, Privileges, Franchiſes, & Libertez, faits, donnez & introduits pour les Femmes, & en leur faveur, & au droit diſant generale Renonciation non valoir. En témoin de ce nous, à la relation deſdits Notaires, avons mis le ſcel de ladite Prevôté de Paris à ceſdites Lettres, qui paſſées furent doubles, l'an mille quatre-cens quatre-vint & ſept, le Mercredi vintieme jour de Fevrier. PICHON, A. SATIN.

CV.

Mars. Receſs der Reichs-Städte in Schwaben / ſo der Verſamblung auf Sonntag Oculi in Eßlingen Anno 1488. beygewohnet / wodurch ſie in ein und andern / wegen der / vermög des Schwäbiſchen Bunds erwehlten Haubtleuthen und Räthen übereinkommen. Mit der von denen Schwäbiſchen Bundsgenoſſen abgelegten Aydes-Formul. [JOH. PHILIPP. DATT, Volumen Rer. Germanicar. Novum. Libr. II. Cap. VII. pag. 277. §. 4.]

C'eſt-à-dire,

Recès des Villes Imperiales de SUABE, *conclu dans leur Aſſemblée à Eslingen, touchant le choix des Chefs & des Commiſſaires, en conſéquence de la* Confedération de Suabe. *Avec la Forme du* SERMENT *prêté par les Confédérés.*

SIch haben der Erbarn Stett Sendbotten / ſo in der Verſammlung uff Sontag Oculi nägſt verſchinen zu Eßlingen der Ainung halb im Land zu Schwaben fürzunemen / gehalten geweſen ſind / uff nägſt getanen abſchid deß Hoptmans / der Rät und ander nothürfftiger Sachen halb underredt / und nachfolgender Mainung geaint.

Von Erſt: deß Rytens halb deß Hoptmans und der Rät / daß der Hoptman ſelb viere / und ain Rat ſelb dryt reiten / und man Inen underhalb Landts der vier Wäld und deß Rins / uff yedes Pferd deß tags ain halben gulden / und uſſerhalb ſollichs Landts uff ſin Pferd ain gulden / und ſuſt uff yedes ain halben gulden geben ſoll: und darzu das / ſo ſie gemainer Stett halb zu erung werden ußgeben. Und ob ſie zu ninicher zyt umb beſſer gewarheit willen merr Pferd / dann obſtat / bedörffen wurden / daß man Inen uff derſelben yedes Siben Behemiſch deß tags und nit mer geben ſoll.

Item: daß ihnen ſolche verkoſtung beſchehe / wann ſie in gemeiner Stätt geſchäfften zuſamen / oder ſuſt hin und wider reyten. Wann aber ain gemain verſamlung der Stett wurde / daß dann ain yeder uff der Statt Coſten / die In ſchicken werd / ryte.

Item: daß die / ſo zu Hawptman und Räten erkoren werden / das nachfolgend Jar Hoptman und Rät ſeyn und beliben; und nach verſchinung deß Jars zu der Stätt fryen wal ſteen / die vorigen / oder ander zu Hoptman und Räten zu ordnen.

Item: ob die Statt / von der der Hoptman wär / urſach ſin wurd / ains Kriegs: alſo daß ſich ihr halb Krieg erhube / daß dann Er / in zyt ſollichs Kriegs der Sach halb / darumb Krieg wär / der Hoptmanſchafft abſtand / und in ſollicher Sach ain ander an ſin Statt von den Nun Räten / oder gemaind verſammlung der Stett / nach gut beduncken der Nun Rät / uß Inen oder von gemain Stetten geboren werde. Und ob dieſelb Statt von der der Hoptman wär / ain Sach zuberechten überkäm / lawt deß ußtrags dieſer Einung / daß es dann in ſollicher Sach obgeſchribner maß och gehalten werd: daß es och deßglychen mit den Räten gehalten werde / doch alſo / daß allwegen die anzal deß Hawptmans und der Rät erfüllt werd und plibe.

ANNO 1488.

Und haben daruff zu Hauptman und Räten gekorn und erwehlet.

Zu Hoptmann.

Wilhalm Beſſreren von Ulm.

Zu Räten.

Hanſen Zehen	von	Eßlingen.
Wilhalmen Walckern		Rutlingen.
Ott Bettern		Nördlingen.
Friderich Schlezen		Hall.
Hanſen Betzen		Uberlingen.
Ulrich Stbeen		Lindaw.
Ludwig Herern		Gmünd.
Hanſen Stöbhabera		Memmingen.
Hanſen Egen		Dinckelſpühel.

Und haben nachmals zu anlegung der Stett / inhalt deß abſchidts zu Rutlingen gemacht / die hienach geſchriben Fünff gekorn und erwelt / der Mainung / daß ſie ain yede Statt nach Ir gelegenhait lawt gemelten abſchidts anlegen: und daß es by ſollicher anlegung beleiben ſoll: biß man nach verſchinung deß Jars / wie obſtat / von enderung deß Hawptmans und der Rät reden werd: und das es alßdann zu gemeiner Stett gefallen ſtand / in ſollicher anlegung zu beleiben / oder ein nuwe fürzunemen

Die fünff zu anlegung der Stett erwelt

Wilhalm Beſſerer von Ulm.
Hanß Zäch von Eßlingen.
Hanß Betz von Uberlingen.
Hanß Stebhaber von Memmingen.
Hanß Egen von Dünckelſpuhl.

Die ain yede Statt jrs anligens und gelegenheit hören / und die anlegen ſollen / nach dem glichſten und billichſten by Iren aiden / die ſie darob ſweren werden: und by denſelben ayden verſchwigen / was Inen von jeder Statt geöffnet werd.

Item: nachdem die Brief geſchriben / verſiegelt und übergeben worden ſeind / hat die Verſammlung geordnet / ettlich / ſo die aid hin und wider innemen ſollen / der maß / wie nachfolgt.

Item: die von Uberlingen und Pfullendorff zu verſammlung der geſellſchafft im Hegöw und am Bodenſee / ſo ſin wird uff Sambſtag Judica nägſt kommend.

Item: die von Ulm und Bybrach zu verſamlung der geſellſchafft an der Tonaw / ſo ſin wurd uff Mittwoch zu nacht in Oſtern zu Bybrach.

Item: die von Eßlingen und Gmünd zu verſamlung der geſellſchafft am Kochen / ſo zu Schorndorff uff die obbeſtimpt Mittwochen ſin wird.

Item: die von Eßlingen und Rutlingen zu verſamnlung der geſellſchafft am Neccar, die zu Rotenburg uff dieſelb Mittwochen ſin wird.

Daß och uff die obgemeldten täg von den geſellſchafften / Lut geordnet werden die von Stetten die aid innemen.

Namlich von der Geſellſchafft im Hegöw und am Bodenſee von den nachgemelten Stätten Ravenſpurg / Lindaw / Uberlingen / Pfullendorff.

Von der geſellſchafft an der Thonaw / von den Stetten Ulm / Kauffbüren / Memmingen / Kempten / Yßnin / Lutkirch / Wangen / Byberach.

Von der Geſellſchafft am Kochen / von den Stetten /

ANNO 1488.

ten / Hall / Dünckelspühel / Nördlingen / Aulru / Gmund / Giengen.

Von der Gesellschafft am Neccar, von den Stetten Eßlingen und Rutlingen.

Item: es ist auch von der versammlung abgetrede / daß der Kayserliche Anwald bayden Hoptlüten am Kochen und am Neckar scheibe / die Jeen uff am tag zubeschreiben / und denen / so zugesagt hand / den abschid deß tags zueröffnen: und si in krafft / deß Kayserlichen Mandaz und Jees zusagens zu ermanen fürder in der Sach zu handlen wie sich gebürt: und die so noch nit zugesagt hand / zuerfordern / in krafft deß Kayserlichen Mandatz / sich nochmals in die Einung zubegeben.

Item: daß uff Dinstag nach Quasimodogeniti zu Nacht die gemain Hoptlüt und Rät deß bundts sich zu Rutlingen versamnulen / und von allen taylen / nemlich von yedem zum mindsten ainer zu inen geschickt werden; die die gemain aid der ainung halb zu tun von inen innemen / und daß die Hoptlüt und Rät / och die so zu inen geschickt / ob sie Jr bedörfften / füro reden und rathschlagen / was fürzunemen sy.

Daß auch Unsere gnädigst und Gnädige Herrn von Oesterreich und Würtemberg / alßdann Jr bottschafft dahin schicken / ire Hoptlüt / Hofmaistere und Rät zubestimmen / und füro in nothürfften der verainung helffen zu handlen.

Item; daß Bilger von Ryschach zu der Kaiserlichen May. von wegen gemaines bundts / und uff deß bundts gemain Costen ryte / sinen Gnaden ergangenr handinngen zu erkennen geb / und über dir so noch nit haben zugesagt / wyter Mandaten erlange / Lut der begriff deßhalb gestellt.

Item: daß von Prælaten / Grafen &c. ainer: und von Stetten och einer zu den gemain aidgenoßen / und ob sie nitt bey ainander wären / zu denen von Zürch von dem tag an / so uff Sontag Judica nägst kommend / gen Uberlingen fürgenommen ist / geschickt werden / die inen zu erkennen geben / in was mainung dise ainung sy fürgenommen: und wa es inen gemaint und eben sy / daß man sich mit inen versteen wolle: damit sie wißen / wie sie by unß und wir by inen styen: und mercken / was grundts der warhait uff im trag / das / so inen dieser ainung halb ist fürgehalten: und ist von den Stetten zu folcher bottschafft verordnet Uberlingen.

Item: daß Unsere gnädigst und gnädige Herrn von Oesterreich und Würtemberg fürderlich verfügen / daß die Brief von iren Landtschafften und Stätten uffgericht werden: und by den iren bestellen; ob zugriff beschehen / daß die fürderlich geylt werden / luwt der verainung.

Item: daß die Hoptlüt der gesellschafften solichs der yl halb den iren in irem ußschreiben der Täg halb von inen zu geschehen och uff den tägen: deßglychen die Stett den iren / so bald die Sendbotten hayin kommen / ernstlich befehlen.

Item: daß dir / so von gesellschafften geordnet werden / die aid von den Stetten innzenemen / von Unser gnädigst und gnädigen Herrn von Oesterrich und Würtemberg wegen gewalt haben / sollich aid von Jr Gnaden wegen och inzenemen.

Nachdem ihr euch auff gepott und Mandar der Kaiserlichen Majestat / mit sambt andern Prelaten / Graven / Fryen / Herrn / Ritter und Knechten / gegen Unserm &c. Herrn / in maynung und Puntnuß getan und verschriben habt / inhalt der Brief / die darüber uffgericht / verlesen / und übergeben sind: da werden ir globen und schweeen dieselbe verscheibungen mit allen stucken / Puncten und Artickheln / wie die inhalten und außweisen / so viel euch allr und Ewer yeden insonderheit die binden / war / stät und vest zu halten / und der alßo nachzukommen / getruwlich und on all gevärd.

CVI.

10. Avril.

Verainigung und Gesellschafft St. Jörgen Schildts / von Prælaten / Grafen / Freyen / Rittern und Knechten des Vierthels am Kocher / zu handhabung des vom Kayser Friderico III. zu Franckfurth / die 17. Martii Anno 1486. aufgerichteten Landfriedens. Sie machen gewisse Gesetze / die unter Jhnen entstehende Spänne und Rechts-Händel beyzulegen; versprechen sich reciprocierliche Hülffe und Beystand wider Feindseelige vergewaltigungen und Anfechtungen von frembden Gerichten / und wollen / daß solche verainung soll währen biß die 17. Martii 1496. von dato diß Brieffs an zu rechnen / welches ist Dornstags nach dem Heiligen Ostertag / Anno 1488. [JOH. PHILIPP. DATT, Volum. Rer. German. Novum Libr. II. Cap. XII. pag. 317. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Abtheil. II. pag. 77.]

C'est-à-dire,

Confederation entre les Prélats, Comtes, Barons, Seigneurs, Chevaliers & Nobles de la Societé de l'Ecu de St. GEORGE, *de la Classe dite* du Cocher, *pour le maintien de la* Paix publique *constituée par l'Empereur le* 17. *Mars* 1486. *On y convient des moyens d'accommoder les Diférents qui pourroient survenir; on s'y promet une mutuelle assistance contre toute violence & hostilité, & même contre les Entreprises des Jurisdictions Etrangeres; ladite Confédération doit durer jusqu'au* 17. *Mars* 1496. *Fait & conclu le Jeudi après les Saintes Pâques Anno* 1488.

JN dem Namen der Hayligen Dreyfaltigkeit. Wir Prälaten / Grafen / Freyen / Herren / Ritter und Knecht der löblichen gesellschafft Sanct Georgen Schilts zu Schwaben / Bekennen offentlich mit diesem Brieff / und tun kundt allen den / die in ansehen / lesen / oder hören lesen. Alß der Allerdurchleüchtigst / Großmächtigst Fürst und Herr / Herr Friderich Römischer Kaiser &c. Unser Allergnedigster Herr / ainen gemainen Landfriden gemacht / und den zu halten gebotten / und wir nun seiner Kaiserlichen Majestät / alß Unserm rechten Herrn / ohn alles mittel underworffen / und Uns nachmals durch seiner Kaiserlichen Majestät Mandat hat erfordert / Unß gegen und mitainander zuverainen und zuverbinden / daß nun von Prälaten / Grafen / Freyen / Herren / Rittern / Knechten / und deß Heiligen Reichs Stetten in dem Land zu Schwaben / laut deßelben Mandates und der Brieff darüber begriffen / beschehen ist. So nun Gott der Allmächtige den Adel hat geordnet / gerechtigkeit und frid zufürdern / und auch Unser Altvordern vom Adel in dem Land zu Schwaben / von alter her / in ainung / verständtnuß und gesellschafft Sanct Georgen Schilts gewesen und herkommen seind / zu handhaben Wittwen und Weisen / Kauffleüt / Landfarer und Bilgerin zu beschirmen / haben wir Unß demnach zu Lob / Gott / der Heyligen Kirchen / und dem Heiligen Römischen Reich / darzu wir gehörn / auch Unß / den Unsern / die Unß zuversprechen stand / und den / so das Land zu Unsern Grafschafften / Herrschafften und Gebieten / bawen / zu rettung / schirm und uffenthalt / sonder angesehen die sorgfältigen

schwehren

Anno 1488.

schwehren läufft/ zu ainander in getreüer guter mainung verbunden und verpflicht / und Unser alt herkommen der Gesellschafft Sanct Georgen Schilts ernewert und erstreckt / in nachgeschribner weiße.

Deß Ersten: Ob ainer oder mehr under Unß ainem oder mehr Unser Gesellen / hörten / an Jr glimpff oder Ehre reden / von wem oder warumb das beschehe / die sollen solch Unser Gesellen / biß auff sie / verantwurten / und Inen denn / so erst sie mögen / zuwißen thun.

Es soll auch Unser kainer dem andern an sein glimpff / fug oder Ere nitt reden / on recht / ohngevarlich; und sonst nichts unfreündtlichs gegen ainander fürnemen / sonder Unser Spenn und Sachen mit Recht außtragen in nachgeschribner weise. Deßhalb wir Unß haben verbunden / daß alle / die Unß zuversprechen stond / und in geschworne gericht gehörend / Recht von einander geben und nemen sollen / in denselben gerichten: alßo daß der kläger dem antwurter nachfarn / und ainander mit andern gerichten nicht umbtreiben: Ob denn aber geschehe / daß doch nit sein soll / so soll der kläger dieselben gericht abthun / und dem antwurter seinen schaden / den er deßhalb gelitten hat / ablegen und bezalen. Und ob die sprüch berürten geltschulden / die unlaugenbar wären / darumb sollen dem kläger verrechtvertigete Pfand / die er getriben / oder getragen mag / auch der schuld wol werth / und deß dritthails beßer seyen / ungevarlich durch den Ambtmann deßelben gerichts / darin der angefordert sizt / wann er deß begert / gegeben werden: Doch mit den Pfanden Pfandlich gefaren / nach deßelben gerichts gewonheit; und umb verbreiffte schulden / darin soll nach sollicher Brieff umb zinß und haubtgut / nach dem von alter herkommen ist / fürgenommen und gehandelt werden / ungevarlich.

Hätte aber ainer sollicher maß nit zuverpfenden / so sollen In seins Herrn Ambtmann darzu halten zu schwören ainen Aid zu Gott und den Hailigen / in vier Wochen uß den gerichten / zwingen und bennen / darin er gesessen ist / zu gann und darein nit zukommen dann mit deß Klägers wißen und willen / oder emals er ihn bezahlt hat / und mag darnach der Kläger den Ansprechigen mit andern gerichten / welche Im fügen / zubekümbern fürnemen.

Ob aber wir oder die so Unß zuversprechen stand / die nit in geschworne gericht gehörn / es seyen Edel oder unedel / Stätt oder Commun, gaistlich oder weltlich / miteinander spennig wurden / das sollen wir mit recht ußtragen / vor Unserm Haubtman und denen Räthen / die darzu von Unß gemainlich oder dem merentheil alle Jar erwelt und gesezt werden sollen. Berürten aber die Spänn Erbschafft oder lehen / so soll solch Erbschafft / ob die aigen ist / berechtet werden / in den gerichten / da sie gefallet / und die Lehen allweg dahin sie gehören.

Fügte sich auch daß zwayung wurden / deßhalb das ain theil deß guts darumb spenn weren / ingewer und inhaber zu sein acht / und der ander thail auch, sollich Sachen sollen vor Unserm Haubtman und den Räten gerechtfertiget werden / und darnach in Rechten der haubtsach vollfarn. Unser Haubtman und die Räth sollen recht halten / an enden / die den Parthyen allergelegnest seind / ungevorlich / und dar vor In Recht ergehen laßen / sonder deß keinen lengern verzug thun / dann so vil ordnung deß Rechten lengern will. Veraimten sich aber die theil mit freyem willen ainß andern Rechten / oder gütlichkeit / oder wurden ains sollichen durch Unsern Haubtman veraint / deß haben sie wol macht.

Wer aber Sach / daß ainer oder mehr in dieser Unser gesellschafft begriffen / vor datum dieser Unser verainung / wa daß wäre / in recht stünd / soll In dieser Unser verschreibung unbegriffen sein.

Unser Haubtman soll auch dem kläger in vierzehen tagen / den nechsten / nachdem er das erfordert wird / recht vor Im und den Räten schaffen und gestatten. Begäbe sich aber / daß zu zeiten der vier Räth einer oder mehr mit todt abgiengen / oder der Sachen / die für Sie kommen / gewandt / In Bann oder aucht wärn / oder sunst nit darzu kommen möchten / Ehafftiger not halb / die soll Unser Haubtman dieselben Sach uß / mit andern unargwonigen und tugendtlichen ersezen. Und wurde an den vorgeschriben Gerichten und Enden / der ain thail nach seiner mainung mit der urtal beschwert / mag dan derselbig vor dem Richter / vor dem gerechtet werd / darstehen und einen Aid zu Gott und den Hailigen schwehren / daß er acht und dafür hab / daß Im appellirens noth thue / und daß er kains verzugs halb / noch uß geverde underständ zu appelliren; und dem / wider den er appelliren will / sicherung thut / ob er in der appellations Sach verlustigt wurd / deß derselb seines Costen an ihm mög bekommen / so soll er zu appelliren zugelaußen werden. Möcht ers denn nit thun / so soll er zu appelliren nicht macht haben / sondern der urthel leben. Und ob ain Hauptman oder Rät / sollich Sachen / die alßo für sie gezogen wurden / selbs ungieng / oder darzu gewandt / im Ban oder aucht wären / die sollen die Sach auff mit andern unverwandten durch Unser gesellschafft ersezt werden. Und uff den sollen wir Unß und alle die Unß zuversprechen stand / bey Unsern Freyhaiten / Gnaden / Briefen / Privilegien / altem herkommen / inhabenden gütern ruwiger und stillen gewer / zu gleichem billichem recht handhaben und behalten.

Wurd auch Unser ainer oder mehr / vor jemandt ußerhalb Unser gesellschafft / wer der oder die weren / gefangen hingefürt / an Unsern Leüten und guetten angegriffen / oder beschedigt / wie dem zukomme / so bald dan wir all / oder Unser jeder besonder / Unser Amptleüth oder die Unsern deß ermant oder sonst gewahr werden / so sollen wir on alles verziehen zu frischer gethat / mit ganzer macht zu Roß und zu Fuß nacheilen / nach laut deß gemelten Landfriden / und darzu thun / alß wer die Sach Unser jedes selbs aigne Sach / uff sein selbs Costen und schaden. Uff daß solcher angriff erobert und zu recht möcht auffgehalten werden: und so der erobert wird / so soll er denen wider geben werden / den er beschehen ware. Ob aber sollicher angriff nicht ereilt noch erobert wurd / so soll Unser Haubtman das von stund an / an Unsern gemeinen Hauptman bringen / der soll alßdan darin handlen laut der gemelten Einung / zwischen Unß und den Stetten begriffen.

Gefügte sich aber über kurz oder lang / daß jemand / wer der oder die weren / Unß gemainlich oder besonder / die Unsern / oder die Unß zuversprechen stand / von Unsern Schloßen / Stetten oder dem Unsern / es wäre mit belägern / besizen / beziehen / mit Raub / Nam / Brand / oder in ander weiß zu beschedigen / understanden / oder Unß sonst gewaltiglich eingriff thun wolten / oder wurden / so sollen und wollen / so bald wir sament / oder sunder deß ermant / oder sonst gewar werden / von stund an ohn alles verziehen / Unsern getreüen fleiß thun / nach allem Unserm vermügen / sollich Schloß und Statt zuentschütten / zu retten und zu erobern: auch die gewaltigen Eingriff und überzug getrewlich / fürderlich und ungevarlich / zu weren / und darin einander sollich hülff und beystand thun / alß ob es Unser aller und jedes insonder aigen Sach were; doch allweg uff gemain gleichmäßigen kosten. Aber nach laut der gedachten Ainung zwischen Unß und den Stetten vergriffen; So bald auch solch Stätt und Schloß entschüttet werden / so soll das oder die / denn so die zugehörig gewesen sind / wider eingeantwurt werden / ungeverlich.

Und

ANNO 1488.

Und ob in solchen Kriegen / Schloß / Stätt / Märckt oder Dörffer den Unsz samend oder sunder / oder von den Unsern gewonnen / oder jemand gefangen wirt / damit soll es nach inhalt obgemelter ainung gehalten werden.

Gefügte sich auch / daß wir zu Krieg kommen / mit Herrn / oder mit andern / von denen etlich under Uns belehnet weren / so sollen dieselben Jhre lehen uffsagen / und dan kein eichtung uffgenommen werden / ihnen seyen dan ihre lehen wider worden und gelihen / wie vor.

Jtem: Ob yemand / wer der / oder die wäre / Uns samend / oder sonder / die Unsern / oder die Unsz zuversprechen stünden / mit frembden oder außländischen gerichten / geistlichen oder weltlichen / dahin wir zu recht nicht gehören / zubekümbern und umbzutreiben understunden / über daß wir / oder die Unsern von denselben an billiche ende fürzukommen nicht weren erfordert / noch ihnen die nit versagt hetten: darwider und darin sollen wir einander handhaben / schützen und schirmen: damit wir und die Unsern sollcher frembder und ußländischer gericht entladen / und bey zimlichen und billichen rechten bleiben mögen. Doch / ob wir von geistlicher Sach wegen von yemand angelangt wurden und fürgenomment daß soll hierin unvergriffen sein / ungevorlich.

Wurden auch wir von yemand / wer der oder die weren / umb ihe vorderung und ansprach / Ehre und Recht / an billichen enden zu sein angefordert und ersucht / daß soll Unser jeder demselben an billichen enden / Ere und rechts sein; ußgenommen: ob ainer vor dato dieser Unser ainung Raißweiß gedienet hät / und darumb derselb zu Ehre und Recht nicht fürkommen wolt / in demselben sollen wie desselben müßig gan.

Ob auch einer oder mehr under Unß für sich selbs / von freyem willen / in Krieg kämen / gegen wem das wäre / außerhalb dieser Unser verainung / darinn sollen wir ander weder Jm / noch den seinen kain hülff pflichtig sein. Wann wie auch mit yemand / wer der oder die wäre / zu offner Vehd und Veindschafft kommen / so sollen wir Unß von einander nit ziehen / fürworten / noch schaiden / sonder ainander biß zu außtrag der Sach / nach der gemelten großen verainung und bündtnuß inhalt / beholffen und beraten sein / getrewlich und ungefährlich.

Ob auch Unser einer oder mehr in zeit Unser verainung mit todt abgiengen / so sollen dennoch seine Schloß / Stett / Leüt und gut / zu allen Sachen verwandt sein und bleiben / alß der / oder die im leben sind. Deßgleichen so soll Unser kainer sein guot gevärlich übergeben / darumb / daß er geschäffts oder kriegs / oder was er pflichtig ist / inhalt dieser Unser Verpüntnuß vertragen bleibe. Es soll auch keiner under Unß dem andern in seinen Schloßen / Stetten / und Märckten / sein aigen Leüt / noch nachjagend Vogtleüt und unverrechnet Amptleüth / oder die ainer flucht sein verpürgt / verschworen; auch umb frevel / schuld oder dergleichen / zu Burger nit innemen / noch empfahen: beschäh es aber / so solle ein jeder Herr oder gesell Unser gesellschafft / sollich Leüt macht und gewalt haben zubesezen / nach dem die besazung zugeschehen / die gulden Bull vom Kayser Sigmunden Loblicher gedechtnuß / in sein Königlicher wirden ußgangen / inhalt. Und wellich alßo besezt / die sollen dann von Stund ires Burgerreches losz und ledig gezehlt / und ihren Herren gelaszen werden / ungevarlich.

Wir sollen Unsz auch gemainlich noch sonders zu niemand verbinden / schirm noch ainung an Unsz nemen / keins Herren noch Stett diener werden: der / oder dieselben / die solches thun wollen / sezen dann usz disz Unser Verpüntnusz: doch mögen Unser Haupleuth und Räth / ander mehr in disz Unser verainung empfahen / und nemen / doch daß jeder ein ersazung Brief under seinem Jnsigel gebe / darin er sich verschrib / und darzu / wie ander / aids pflicht thue / aller Stuck und Artickel darin begriffen / denselben zu leben und nachzukommen; daruff wir dan in inhalt dieser Unser verpüntnuß beraten und beholffen sein sollen.

Ob aber Fürsten / Fürstmäßig Herren / oder mächtige Commun, sollcher Unser verainung und verpüntnuß begerten / oder darin zu kommen oder wir sollichs an sie suchten / sollen sie in Unser gesellschafft nicht empfangen noch eingenommen werden / dan wie das die aynung zwischen Uns und den Stetten aigentlich inhalt.

Es soll auch Unser keiner wider den andern ußerhalb dieser Unser verainung bey yemand anderm zu tagen / rechten oder tädingen / nicht sein noch stehen / dan mit willen deß sächers: doch mag ein Vatter bey seinem Sohn / ein Sohn bey seinem Vatter / geschwistrigt / und geschwisterige Kind bey ainander: auch ein Herr bey seinem diener und ein diener bey seinem Herren stan / ungevahrlich.

Wir sollen auch zu einem jeglichen Jahr / zu allen Unsern vorgeschribnen geschäfften und austrägen / ainen Haubtman und Rät erwehlen / und sezen; und welche alßo durch Unsz gemeinlich / oder dem mehrertheil erwehlt und gesezt werden / die den ungeverlich vor dato disz Brieffs nit verlobt und verschworen haben / die sollen sich des nicht wideren / sonder aid zu Gott und den Heiligen schwehren / Unser jeglichem einem / alsz dem andern / gleich / fürderlich / und gemain zu sein: auch in allen Unsern geschäfften und Sachen / was für Sie getragen und kommen wird / nach dem allergetrewlichsten / und Jr höchsten verständtnusz / niemandts zu lieb / noch zu leid / weder durch freündschafft / mieth / noch gabe / sonder allein zu nutz / Er und frommen Unser gemeinen gesellschafft / raten / handlen und fürnemen; Nit uff Jr selbs / sonder uff derselben Unser gesellschafft Costen: und was sie zu jeglichen mahl handlen / fürnemen / und zu rath werden / schaffent / gebietend / thun und laszend / deszelben sollen wir gemeinlich und sonders geniegig sein; dem / In obgeschribner weisz / volgen und nachkommen; und nämlich sollen wir gemainlich und jeglicher besonder / demselben Haubtman / zu manungen und tagen / und jeglichen andern zimlichen Sachen gehorsam sein / getrewlich und ungefahrlich. Doch: So soll Unser Haubtman Unser keinen / noch auch die Räth / bey Unsern aiden mahnen / es bedunck ihn dan / bey seinem aid not sin: aber sonst mag er Uns und die Räth zu manungen und tagen wol manen / bey Poenen: wie Jm dan nach gelegenheit Unser geschäfft gut bedunckt / ungevorlich. Und solcher seiner manung sollen wir gehorsam sein / Unsz verhindern dan ehaffte noth; doch sollen die / so nit im Land sind / oder denen den zugeben ist / in allen manungen unvergriffen sein. Wan auch Unser Haubtman oder die Räth ain ganze manung fürnemen / und Unser ainer oder mehr darzu kommen / gemant weren: ob dan Unser Haubtman und Mitgesellen / so alszo bey ganzer manung seind / gemainlich oder der merer tail under Jn etwas Stuck und Sachen ainig und zu rath wurden / dem / oder denselben stucken und sachen / sollen der oder die alszo nit kommen wären / dannoch volg geben und helffen statt thun / alszo ob die bey beschlusz sollicher Sachen gewesen wären / ungevarlich.

Wirdt sich auch fügen / daß jemand / wer der oder die weren / die in dieser Unser verpüntnusz nit weren begriffen / Unser einen / zween oder mehr wurden ersuchen oder anlangen / umb sachen / die sich von dieser Unser ainung und Puntnuß wegen / dieweil die gewärt / begeben und verloffen hetten: darin sol-

Anno 1488.

len wir einander/ nach dieser Unser verpüntnuß inhalt/ auch so die außgangen ist/ dannoch beraten und beholffen sein/ gleicher weiß/ und in allweg/ alß ob sollich Unser veraimung dannoch währete.

Es soll auch keiner/ der Erb und aigen het/ von Unser keinem/ zu diener/ burger/ oder in ander weg schirmß-weiß auffgenommen werden/ er wolle dan dieser Unser veraimung geniessen/ und entgelten/ alß wie. Es soll auch Unser keiner under Unß/ die Unsern/ oder die Unß zu versprechen standen/ von yemand frembde ansprach wider Unser mitgesellen/ oder die Jeen nit kauffen/ oder in andere weiß und weg/ wie sich das fügte/ an sich bringen/ umb keinerley Sach willen/ in keinen weg ungevaelich.

Es soll auch niemand wider diese verpüntnuß und veraimgung in Unser kains Schloßen/ Stätten/ Märckeen/ oder gebieten glait haben/ auch darin kein glait gegeben werden/ ußgenommen zu hofen/ rechten/ oder zu gütlichen tagen: zu denen Unser Haubtman und Rät/ oder der/ deß sollich Schloß/ Stätt/ Märckt oder Gebiet sein/ deß macht haben sollen/ ob sie dan noth oder gut bedunckt. Und ob ninem ein Fürst/ Herr/ oder sust ein gut Freünd in sein Hauß käme/ ungevärlich einen mit im brecht/ der einem in diser Unser veraimung vergriffen/ widerwärtig wäre/ damit soll es auch ungevarlich gehalten werden/ wie obstat/ und sollen in dieser Unser veraynug und verpüntnuß ußgeschloßen und hindan gesezt sein all Sachen/ die davor von jemand außerhald dieser Unser verainigung mit reche ervolgt und erlangt weren/ der wir dieser Unser Ainung müßig sein mögen/ ungevorlich.

Ein jeglicher Unser Haubeman soll/ wan sein Jahr aus ist/ seins Einneinens und ußgebens Unser gesellschaffe am ganze Rechnung thun: Und wäre/ ob wir nach ußgang dieser Unser ainung gelt vorhetten/ das soll Uns allen zugehören/ jeglichem/ so viel sich nach seiner anzal gebürte: bleiben wir aber schuldig/ daß soll auch auff Unser jeglichen nach anzal seiner Jährlichen gült geschlagen und bezale werden.

Wäer auch Sach/ ob Unser mitgesellen ainer oder mehe an der bezahlung der Stesr/ in der zeit/ so uff Jn zugeben gelegt wird/ seumig wäre/ oder wird/ so bald der oder dieselben von Unserm Houbtman ermant und bey demselben botten net gegeben/ geschickt und bezahlt/ wan dan der oder dieselben von Unseem Haubtman ermant würden/ so sollen sie einziehen laisten/ wohin sie dan der Haubtman mahnt/ und darauß nit kommen/ biß die Steüer uff Jnen gelegt/ mit sampt dem schaden/ ob ainicher daruff gegangen wäre/ bey der glüpt und aide/ darumb gethan/ genzlich ußgericht und bezahle worden ist. Was auch in manungen oder sunst under Unß in Rathsweyse gerede und in gehaim zubehalten bevohlen würd/ daß sollen wir bey geschwornen ayden/ darumb gethan/ in gehaim behalten. Und soll diese Unsere verpünenuß und Ainung uff heüt dato diß Briefs an/ und darnach von der nägstkünfftigen mit Fasten anzufahen/ und von derselben zeit acht Jar die nägsten nacheinander volgend/ zu währen/ die sich enden uff den Sibenzehenden tag deß Monats Martii im sechß und neünzigsten Jar/ währen/ bestehen/ krafft und macht haben/ und gehalten werden.

Ob auch ainer oder mehr Unser gesellen/ so in dieser verpüntnuß begriffen wären/ sollich verschreibung/ wie dan die von wort zu wort begriffen und articulirt ist/ nit besiglen wolten: nicht destminder soll diese Brief mit seiner inhaltung gegen den anderen/ so alßo versigelt/ in kräfften bleiben/ und den halten/ bey denen glübden/ wie obstatt/ aller dingen ungevärlich.

Es ist auch hierein lauter abgeredt und beschloßen/ wan ein ganze ainung durch den Haubtman zu tagen fürgenommen/ wurd; das dan ein jeglicher/ außgenommen den Haubtman/ in seinen Costen reyten soll. Wäe aber Sach/ das der Haubtman sonst zu nothurfft der gesellschafft tag fürnemen und die Rät uff gemain Gesellschaffe Costen zu Jm beschreiben wurde; So soll der Haubtman nit mehr zu solchem tag haben/ dan acht Pferd: am Rath von Grafen und Herrn/ sechs Pferd: Wer aber ainer von der Ritterschafft Haubtman/ so soll er nicht mehr haben/ dann sechs Pferd; am Rath/ ist er Ritter/ vier Pferd/ Ein Edelman drey Pferd: und soll alßo für und für biß zu außgang dieser Unser ainung gehalten werden.

Uff das haben wir diß nachgeschriben/ mit Namen. Albrecht/ Herr zu Lympurg/ des H. Römischen Reichs Erbschenck/ Haubtman der Gesellschafft Sanct Georgen schilts/ deß tails am Kochen. Albrecht von Gottes Gnaden/ Probst und Herr zu Ellwangen/ Ludwig Graf zu Helffenstain der Junger; Wilhelm von Rechberg/ zum hohen Rechberg. Albrecht von Rechberg/ von hohen Rechberg. Ulrich von Westerstetten/ zu Brackenstain; Conrad von Achelfingen/ zu hohen Achelfingen. Ulrich von Rechberg/ von hohen-Rechberg/ Sigmund von Freyberg zum Eisenberg/ Wilhelm von Züllnhart/ Reinhart von Wöllwart/ Wilhelm von Werdnaw/ Hans Truchsäß von Steten/ Wilhelm von Uebach/ alle Ritter. Dietrich von Weyler zu Liechtenberg/ Wilhelm von Rechberg zu hohen Rechberg/ Hug von Rechberg/ von hohen Rechberg/ Hanß von Rechberg/ von hohen Rechberg/ Hanß und Ulrich von Ahelfingen/ von hohen Abelfingen/ Hanß Ulrich Ber/ Haußvogt/ und Walther all von Hürnheim/ Gebrüder und Vettern. Ulrich der älter/ Georg Ulrich der Jünger/ und Wolff/ all von Wöllwart/ Gebrüder und Vettern. Marx/ Hanß/ Ludwig/ Wolff und Fritz alle von Newhausen Gebrüder und Vätteen/ Hanß Mager und Hanß von Donnaw/ baid Späten/ Conrad Dumm von Neüburg/ Ludwig und Heinrich baid von Werdnaw/ Georg von Nothhafft/ Erckinger von Mittelberg/ Gerhard von Dalheim/ Hanß von Liebenstain/ Georg Adelman von Adelmanßfelden/ Georg von Werdnaw/ Hainß und Albrecht Schilling/ Wilhelm von Sperberß-Eck/ Hanß von Stainhaim/ Geoeg und Cuntz von Züllnhard/ Geord vom Suntheim/ Caspar/ Heinrich und Hanß von Kaltenthal/ Assimus von Schechingen/ Hanß Truchsäß von Stätten/ Ludwig und Hanß von Beenhausen/ Ott und Clauß von Baldeckh/ Hanß von Frawenberg/ Erhart und Wilhelm von Grafeneck/ Hanß von Utzlingen/ Hainß und Michel Reüß/ Melchior Horckheim zum Horn/ Georg Stauffer von Bleßen Stauffen. Eberhart von Bregenhofen/ genant Betzer. Martin von Degenfeld/ und Georg von Lierheim rc. rc. Alle und yede besonder leyblich aid zu Gott und den Heiligen mit gelerten worten und uffgebottnen finger geschworn/ diesen Brief mit aller seiner inhaltung getrewlich zu halten/ darwider nit zuthun/ noch schaffen getan werden/ in kein weiß noch weg. Alles ohne argelist und geverde.

Und deß zu wahrem urkund/ guter sicherheit und Vestung/ so haben wir all Unser Insigel offenlich thun hencken an diesen Brieff/ der geben ist uff Dornstag/ nach dem Heiligen Oestertag/ von Christi geburt gezählt tausend vierhundert/ achtzig und acht Jar.

Anno 1488.

CVII.

1. Mai.

Traité d'Alliance, d'Union &c. entre les trois Etats du Duché de BRABANT, *& les Etats de* MIDDELBOURG, LIMBOURG, LUXEMBOURG, FLANDRES, *&c. Fait à Gand,* &c.

BRABANT, MIDDELBOURG, LIMBOURG, LUXEMBOURG, FLANDRES, &c.

Anno 1488.

Gand, le 1. *Mai* 1488. [JEAN MOLINET, Chroniques Manuſcrites. Tom. II. pag. 73]

A Tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Nous, &c. Repreſentants les trois Eſtatz du Duché de BRABANT, & nous de MIDDELBOURG, LEMBOURG & de LUXEMBOURG, de FLANDRES, de Haynaut, de Valenciennes, de Zelande, de Namur, Marchionné d'Anvers, Seigneurie de Friꝫe & de Malines, Salut. Pour ce que pour la garde & conſervation de toutes polices gouvernements & bien publicq n'eſt rien plus utile, ny plus neceſtaire, que Paix, Amitié & bonne Union par enſemble, qui ſont Mere de tous biens & vertus, & à cauſe que le ſervice divin eſt augmenté, l'eſtat des Nobles honoré, la Marchandiſe hantée, & le Pays cultivé en grand repos & ſeureté, & au contraire n'y a rien plus dommageable, ny prejudiciable audict bien publicq, que diſſention & confuſion dereglée, qui ſont Nourtice & Mere de tous maux, commencement & occaſion de toutes diviſions, Guerres & differens, au moyen de quoy les Pays, Villes, Provinces & Royaume eſchoient en de grandes confuſions, deſolations & ruynes, & ſouvente fois ſont transferées des gens en autre, & comme il ſoit ainſy, que leſdicts Pays de par deçà appartenants à noſtre tresredoubté & naturel Sieur & Prince Monſeigneur le Duc Philippe, ont puis n'agueres eſté mis en grandes charges & diſſentions, en telle ſorte que Juſtice, Paix, Amitié, & Union & Marchandiſes en ont eſté chaſſées & eſtrangées, au grand deſplaiſir, detriment & dommage du povre commun peuple, & au prejudice de noſtre tresredoubté Seigneur & Prince naturel, qui eſt ſoubs eage, & lequel nous comme bons & loyaux Subjects devons & ſommes tenus de garder & preſerver de tout noſtre pouvoir, comme à ce ſommes tenus & obligez par tous droicts naturel, divin, canonique & civil. Nous avons, pour mettre & reduire leſdicts Pays en Paix & bonne police, leſquelz ſont contigus & voyſins les uns aux autres & appartenant à un Seigneur, faict, conclud & juré, faiſons, promectons & jurons par meure deliberation & auctorité de notredict tresredoubté & naturel Seigneur, & par le ſceu adveu du Roy des Romains Pere de noſtredict tres-redoubté Seigneur & de Meſſieurs de ſon ſang, & auſſy du conſentement du Roy de France prochain & apparant hoir de noſtredict Seigneur à cauſe de la Royne ſa Compagne, Sœur d'iceluy noſtre tres-redoubté Seigneur, Paix, Union, Amitié, Alliance & bonne & conſtante Intelligence entre nous & par enſemble a l'honneur de Dieu, & prouſit de noſtredict tres-redoubté Seigneur & de ſeſdicts Pays & Subjects ſur les conditions & Articles qui cy aprez s'enſuyvent.

Ladicte Union entant qu'il touche la hauteur, Seigneurie & Gouvernement deſdicts Pays & Villes durant la minorité de notredict tres-redoubté Seigneur & Prince naturel Monſieur l'Archiducq d'Auſtriche, & en tant qu'il touche la police, dureront a perpetuité, & ſauf les droicts, honneurs & Seigneuries de noſtredict Seigneur, & demourant chacun deſdicts Pays & Villes en leurs Loix, Privileges, Uſages, Couſtumes, Libertez & Franchiſes.

Premierement, nous avons quitté & pardonné, quittons & pardonnons à touſiours toutes offences, injures & meffaicts, qui paravant la date de cettes ſont & peuvent eſtre advenus par & entre leſdicts Pays & Villes par fortune de Guerre, & Hoſtilité ſoit par parolles ou de faict, enſemble tous dommages, pertes & intereſt, qui en peuvent eſtre yſſus & enſuyvis en quelque maniere que ce ſoit, les mettant en oubly comme non advenus, en telle ſorte que chacun deſdicts Pays de quelque eſtat qu'il ſoit ſoyent reſervez par la Paix de Flandres ſans aucune exception, auſſy bien Meſſire Johan de Bloys, Meſſire Louys de l'Eſterquet, Meſſire Philippe du Chesne, Meſſire Jehan l'Abbé, Wantier de Werſeberque, & autres ſemblables, pourront payſiblement retourner en leur Pays, & au leur, & l'apprehender en tel eſtat, qu'il le trouvera, & par ce ſeront tous proces meus à cauſe deſdictes diviſions anichilez & mis a neant.

Item & neantmoings ſi aucuns ayants eu adminiſtration des deniers de noſtredict tres-redoubté Seigneur ou d'aucunes Villes, s'eſtoient meſuſez en icella adminiſtration, & applicqué à leur prouſit aucuns d'iceux deſſuſdicts en reſpondront à droict par devant les loix ou ils ſeront arreſtez ou judiciables.

Item en outre promectons de faire extreme diligence devers le Roy des Romains, afin qu'incontinent il face partir toutes Garniſons & gens de Guerre, quelque part qu'ils ſoyent dedans & ſur les Frontieres deſdicts Pays, afin que de tant mieux & plutoſt la Marchandiſe puiſſe avoir cours, & que la labeur puiſſe labourer & cultiver la Terre, & ſi aucuns des Capitaines & gens de Guerre deſdictes Garniſons faiſoyent difficulté de partir, ou de laiſſer leurs Armes, Nous avons promis & promectons tous d'un accord d'y mettre telle proviſion, que le Pays en ſeroit incontinent quitté & delivré, & que Paix & repos y ſera comme devant touſiours.

Item & pour mettre leſdicts Pays en Paix avec la Couronne de France, Nous avons accordé & accordons par enſemble, & avec les trois Membres de Flandres, que nous nous tiendrons à la Paix de l'an 1482. & avons adviſé & conclud d'envoyer le plutoſt que pourrons une notable Ambaſſade, devers Monſieur d'Eſquerdes, Mareſchal de France & Lieutenant du Roy és Marches d'Artois & de Picardie, que ſon plaiſir ſoit nous recevoir à ladicte Declaration, ainſy que luy comme Commiſſaire, avec leſdicts des trois Membres, en a la puiſſance & auctorité par Lettres Patentes dudict Roy.

Item en outre pour mettre ordre & regle en l'eſtat & gouvernement de tres-noble perſonne de noſtredict tres-redoubté Seigneur, & pour ce qu'il eſt ſoubs eage, Nous avons adviſé & conclud par commun accord, que iceluy redoubté Seigneur durant ſa minorité ſera entretenu & regy des Domaines de tous les Pays, à ſçavoir en la Comté de Flandres, par Meſſieurs de ſon Sang au contentement des Eſtatz, & Membres deſdicts Pays, & en la Duché de Brabant & autres Pays par le Roy des Romains, comme Pere & Mambour de noſtredict Seigneur, auſſy de meſdicts Seigneurs de ſon ſang eſtans par deça, & par l'advis des Eſtatz de ces Pays.

Item que nous ny autres aucuns de nous, ne donnerons, ny ſouffrirons donner paſſage parmy leſdict Pays & Villes à aulcunes gens de Guerre, qui ſeroient levez & mis ſus pour la Guerre a nuls deſdicts Pays.

Item & auſſy eſt adviſé, & conclud, que en faiſant l'Ordonnance de l'Eſtat de noſtredict tres-redoubté Seigneur, l'on advancera & promouvra, les plus nobles, notables & idoines deſdicts Pays, ſans y mettre aucuns Eſtrangers, que meſdicts Seigneurs du Sang avec le Conſeil, tiendront & tranſporteront la perſonne de noſtredict tres-redoubté Seigneur, & en telz lieux, Villes de ſes Pays & Seigneuries de par deça, que par eux ſera adviſé, & non autrement.

Item eſt auſſy conclud, que toutes matieres en tous leſdicts Pays, ſeront expediées à ſçavoir à la Comté de Flandres, ſoubs le nom de noſtre tres-redoubté Seigneur tant de Juſtice, de Finance & de grace comme autres, par l'advis de Meſſieurs du Sang & du Conſeil, & es autres Pays par le Roy comme Pere & Mambour de noſtre tres-redoubté Seigneur, & de ceux de ſon Conſeil.

Item pour relievement de la Juſtice, ordre & police des Villes, & auſſy la ſeureté des Chaſteaux, & lieux forts ſcituez au Pays & Comté de Flandres eſt adviſé & ordonné, que quand il eſcherra de mettre eſdicts Pays & Villes aucuns nouveaux Officiers, comme Capitaines deſdictes Villes, ou des Fortereſſes eſtants en icelle Gouvernance, Prevoſtes, Eſcoutetes, Baillis & autres ſemblables Chiefs d'Office, que meſdicts Seigneurs du Sang & du Conſeil y commectront gens notables, & vertueux perſonages auſquelz n'y ayt aucun ſoupçon, & ce au contentement des Loix & Juſtices des Lieux ou ce adviendra, afin d'éviter les pertes, & inconveniens, qui ſe pourroient enſuyvre, & dommage de noſtre tres-redoubté Seigneur & des Manans & Habitans eſdites Villes, & ſi par inadvertence, importunité de requeſtes, ou autrement ſe faiſoit le contraire, qu'il ſoit permis auſdicts Loix, Juſtice & aux ſouldoyers, & gardes des Villes & Fortereſſes de ne les recevoir tant & juſques à ce que eux oye autrement en ſoit ordonné.

Item nous avons en outre promis, & promectons, que ſi cy-aprez aucun qui vouluſſe praticquer, ou traficquer au prejudice de cedict Gouvernement & Alliance, en tenant de ce paroles ou communication, avec qui que ce ſoit recevant aucunes Lettres ſecretes, ou meſſages concernans cette matiere ſans le donner à cognoiſtre ou il appartient, & dont il apparut à ſuffiſance, que la punition & correction s'en feroit par l'exemple de tous par les Loix & Juſtice ou il appartiendra.

Item ſemblablement avons promis, & promectons

qua

ANNO 1488.

que si cy-aprez il advenoit, que aucun quel qu'il fut voulusse à ceux du Sang demander aucune chose pour la mutation de ce Gouvernement à ceux du Conseil, ou à aucuns de nous autres en general, ou en particulier, d'avoir faict cette bonne Paix & Alliance, ou pour quelsconques autres choses passées, que nous tous par main commune, & chacun en son regard y resisteront, & ne permectront aucuns vexer, ny travailler en corps, en biens, ny autrement en quelque maniere que ce soit

Item en outre est advisé & conclud, advisons & concluons par l'auctorité que dessus en advanchement de la Marchandise, que toutes exactions & tonlieux nouveaux mis sus tant par Eaue que par Terre, sans le sceu & consentement desdicts des Estatz seront ostez & mis jus, & que d'ores en avant le Marchand pourra mener sa denrée, & Marchandise d'un Pays à l'autre sur le droict des anciens tonlieux, & conduitte ancienne.

Item en outre est advisé & conclud, que par la main commune l'on s'employera devers les Seigneurs d'Allemaigne, que les nouveaux tonlieux mis sur le Vin de Rhin soient ostez, ou si non que l'on obviera de ce party par remede convenable, & de ne plus souffrir, que en ces Pays se facent aucunes nouvelletez au moyen desquelles la Marchandise d'entre le Pays puisse estre chargée, retardée ou empeschée en aucune maniere.

Item semblablement est advisé pour le grand desordre qui est en la monnoye, que durant la minorité de nostredict Seigneur, sera forgée une commune monnoye esdicts Pays par l'auctorité que dessus, & par l'advis & d'un commun accord des nostres des monnoyes & ouvriers, & autres deputez de chacun Pays à ce cognoissans, & sur tel pied que pour le plus grand proufit l'on ordonnera, lequel pied dessusdict l'on ne pourra empirer ne changer, ny les prix des deniers haulser ny rabaisser sans le consentement de tous les Pays, & d'ores en avant l'on forgera sur la chaudiere, & non sur amende ou peines pecuniaires, le tout en ensuivant les Privileges de chacun desdicts Pays.

Item avons en outre promis & promectons, que nul de nous doresnavant, ne prendra Guerre contre qui que ce soit sans sur ce avoir premierement assemblé tous lesdicts Estatz, & quand par commun accord la Guerre sera entreprinse l'on ne pourra faire la Paix sans le commun accord & consentement de tous lesdicts Pays.

Item en outre avons promis & promectons, chacun en son endroict pour autant que la chose luy touche à maintenir & accomplir tous les Traictez, Paix, Accords & Alliance, que par cy-devant d'entre lesdicts Pays ou aucuns d'iceux ont esté faicts, & en nostre entendement que par cette nouvelle Intelligence tous lesdicts Traictez, & accords sont corroborez & approuvez.

Item & afin que toutes les choses dessusdictes puissent de mieux estre conduittes à la plus grande utilité, & proufit de nostre Seigneur & desdicts Pays, & despescher toute nouvelleté, qui au prejudice de ce pourroit estre faicte, nous avons advisé & conclud, advisons & concluons, que d'ores en avant les Estatx de tous lesdicts Pays se rassembleront une fois l'an, à sçavoir au premier jour d'Octobre, en l'une des Villes du Pays de Brabant, Flandres & Haynaut, sans ce qu'on puisse tenir icelle Assemblée deux fois de route en un Pays, que premier elle n'ait esté tenue en chacun desdicts Pays, & ainsy continuer d'an en an durant le temps & minorité de nostredict tres-redoubté Seigneur, & esquelz Lieux tous iceux Pays seront tenus d'envoyer leurs Deputez sans estre mandez, lesquelz auront charge de recevoir toutes manieres de plaintes & doleances, concernans la generalité desdicts Pays pour par les Officiers & Loix, ou les deffaults seront advenus en ensuivant leurs Privileges, Coustumes, ou Franchises incontinent estre remedié, ou par leur defaut y estre pourveu par mesdicts Seigneurs du Sang, du Conseil & de l'Estat, & pour la premiere Assemblée est conclud de la tenir en la Ville de Bruxelles, le premier jour d'Octobre prochainement venant de cet an 1488. l'autre an ensuivant le premier jour d'Octobre en la Ville de Gand. La 3. Assemblée jour & an ensuivant en la Ville de Mons, & en telle autre Ville & Lieux, que par lesdicts Estatz sera advisé.

Item & pour ce que comme un chacun sçait & void parce que les elections faictes, par ceux à qui il appartient aux Prelatures des Abbayes & autres Dignitez principales d'Eglise, ne peut sortir leur effect comme de droict commun devroient obstant que revelations especiales & generales, ains sont souvent icelles Prelatures données en commande, & Dignitez conferées aux estrangers, qui ne desservent ausdites Prelatures & Dignitez, & aussy les lieux a eux commis sont en totale ruyne & desolation en la grande confusion desdicts Pays, nous, en ensuivant le Privilege general desdicts Pays, promectons & d'ores en avant nous tiendrons la main à ce que lesdictes elections, ainsy faictes par ceux à qui il appartiendra seront entretenus selon le Droict escrit, & resisterons de nostre povoir ausdictes Commandes, ou charges de pensions & autres provisions faictes à l'encontre desdictes elections, & ne souffrirons icelles Commandes ou provisions ainsy faictes avoir lieu & execution en aucune maniere.

Item & afin que les choses dessusdictes puissent demourer fermes & stables, nous avons cette Paix, Alliance, Confederation & Intelligence ratifiée chacun de nous par son serment & sur les Saints Evangiles de Dieu, les entretenir sans contrevenir ny departir l'un de l'autre, & si aucun de faict se departit, ou par aucunes voyes fut contraint soy separer, neantmoins si ne sera ladicte Paix & Alliance pour ce entendue estre enfrainte, mais demeurera en sa vigueur, & avons ordonné & ordonnons que tous Officiers & Loix & chacun Pays à l'instruction de leur Office, promettront & jureront expressément d'entretenir la Paix & Alliance, sans aucunement y contrevenir soubs ombre de justice ny autrement en maniere que ce soit, & si aucun y contrevenoit nous avec lesdicts du Sang y resisterons aux despens communs soit par Justice, ou de faict selon que les matieres seront à ce disposées, & pour plus grande seureté, & que de ce soit perpetuelle memoire chacun de nous a scéellé ces presentes de son scéel, & avons requis en toute humilité à treshaut & tres-puissant Prince le Roy de France, comme plus prochain & plus apparent hoir de nostre tres-redoubté Seigneur, à cause de la Royne sa compagne Sœur de nostre avant dict Prince, que par sa grace plaise de confirmer, ratifier & approuver ladicte Paix & Alliance par son grand Sceau, & nous ayder à resister par force, quand la matiere le requerra, & aussy de punir par Justice les infracteurs d'icelle es metes de son Royaume, avons en outre requis Messieurs du Sang, à sçavoir Reverend Pere en Dieu David Evesque d'Utrecht, Jehan Duc de Bourbon, Connestable de France, Jehan Duc de Cleves, Monsieur de Beaujeu, Comte de Clermont, Messire Adolff de Cleves, Seigneur de Winendale, Anthoine Bastard de Bourgoigne, Comte de la Roche, en Ardenne, Philippe de Bourgoigne, Seigneur de Beures, & Louys de Bruges, Seigneur de la Gruthuyse, Comte de Vincestre, comme parens & amis de nostre tres-redoubté & naturel Seigneur, du costé maternel dont lesdicts Pays sont succedez, qu'en approbation & plus grande seureté de tout ce que dict est, ils voulussent mettre leurs Sceaux à cettes avec les nostres.

Et nous Charles par la grace de Dieu Roy de France, considerant le grand bien & proufit, que nostredict Cousin & Frere & sesdicts Pays & Subjects, sont apparens d'avoir par ladicte Paix & Alliance, avons à la requeste desdicts Estatz scéellé ces presentes de nostre Sceau promettant en parolle de Roy les faire entretenir, & d'ayder & assister a punir tous transgresseurs comme dict est.

Et semblablement nous David Evesque d'Utrecht, Jehan Duc de Bourbon, &c. considerant que en cette bonne Paix qui est grande & utile avons juré & promis, de par cettes jurons & promectons les choses dessusdictes, & de nous joindre avec lesdicts Estatz & Pays, & faire tout ce que parens & amis dudict Duc doivent, & sont tenus de faire pour l'entretenement d'icelle, & en tesmoing de ce avons nos Sceaux cy mis, & est dict & conclud, que en cette Paix seront comprins les autres Pays & Villes de nostre tres-redoubté Seigneur, qui n'ont point esté presentes à cettes nos Assemblées & Unions.

Semblablement ceux du Pays de Liege, du Sticht d'Utrecht & Pays voysins de sesdicts Pays s'il leur plaist, qui n'ont esté presens & n'ont esté comprins esdictes Alliances, seront tenus de le declarer par leurs Lettres Patentes scéellées de leurs Sceaux, & lesquelles Lettres ils delivreront entre les mains desdicts Estatz, en tel lieu qu'ils les trouveront assemblez. Ce fut faict & conclud à Gand en l'Assemblée desdicts Estatz le premier jour de May de l'an 1488.

CVIII.

Anno 1488.

16. Mai.

Autriche et Flandres.

CVIII.

Traité de Paix entre Maximilien *Roi des Romains, & les Etats & trois Membres de* Flandres. *Fait à Bruges, le 16. de Mai* 1488. [Jean Molinet, Chroniques Manuscrites. Tom. II. pag. 68.]

Maximilian par la grace de Dieu Roy des Romains, &c. faisons sçavoir à tous presens & advenir, que pour mettre jus & parvenir à un bon Traicté de Paix, de telz mesus, questions, divisions & debats, qui sont advenus depuis la my-Aoust ença entre nous d'une part, & les habitans de la Ville de Gand, avec ceux de la Ville de Bruges & Ipre adherents desdicts de Gand, tous ensemble representans les trois Membres de Flandres, d'autre; plusieurs communications du consentement de nous ont esté faictes entre nos beaux Cousins, les Sieur de Ravestain, Messire Philippe son Filz, & le Sieur de Beures aussy nostre Conseillier, ensemble ceux des Estats des Pays de Brabant, Haynaut, Hollande, Zelande, & Namur, d'une part, & ceux des Estats de Flandres, d'autre part, si avant que par l'entre-parler d'aucuns à l'honneur de Dieu Souverain Roy & acteur de Paix, ayants pitié & compassion des grandes pertes, du sang humain des Chrestiens respandu, de l'interest, desplaisis, & dommages, qui sdviennent journellement & encores peuvent advenir à cause desdicts differens & divisions, le tout au prejudice de nostre tres-cher, & bien amé Filz Philippe Archidue d'Austriche & de ses Pays & Subjects. Nous qui comme celuy qui avons toustours esté inclinez plus au bien du Pays que autrement, avons avec les inhabitans & Subjects au Pays de Flandres spirituelz & temporelz faict une bonne, seure & stable Paix, moyennant certaines reparations honorables, & manifestes, que ceux de la Ville de Bruges nous ont faictes soubs les poincts & conditions cy aprez escrites.

Premierement, que les trois Membres de Flandres ont promis & seront tenus de nous mettre sur nos pieds en nostre liberté, pour incontinent qu'il nous plaira retirer, où bon nous semblera, de ce laisserons en seureté & Hostage dans la Ville de Bruges, le Sieur de Volkestain, & le Comte de Hanou, & en la Ville de Gand, Messire Philippe de Cleves.

Item lesquelz Sieurs Comte & Messire Philippe jureront à la requeste de nous sur le fust de la Sainte Croix, & sur les Evangiles, & aussy sur leur foy & honneur, qu'ils ne se departiront desdictes Villes jusques à ce que tous les Poincts & Articles, contenus en cette presente Paix, seront bien & leaument furnis & accomplis.

Item encore pour plus grande seureté avons prié & requis ledict Messire Philippe, que en cas que nous fussions aucunement en faute, de non accomplir iceux poincts, ou que aucun quel qu'il fusse en nostre faveur, ou autrement s'advancer d'y mettre empeschement, que en ce cas icelny Messire Philippe avons deschargé & deschargeons de tous serments, de fidelité & autres qu'il nous peut avoir faict, & assistera ceux de Flandres à l'encontre de nous de tout son povoir & de toute sa puissance, & de ce sera ledict Messire Philippe serment, & en baillera Lettres ausdicts de Flandres en tel cas pertinentes.

Item & par dessus ce avons consenty, ordonné, & commandé aux Deputes des Etats des Pays de Brabant, de Haynaut, de Zelande, de Namur, & des Villes de Valenciennes, de Lille, de Douay, & autres presentement assemblez en la Ville de Gand, qu'ils ne se departent hors de ladicte Ville, mais y demeurent, & les aucuns d'eux, tant que la Paix de France, les Alliances d'entre les Pays, & tous autres poincts concernants cette matiere soyent concluds & asseurez.

Item promectons de promptement faire cesser nos gens d'armes de tous exploicts de Guerres, & les faire ensemble toutes garnisons de nostre costé partir hors de Flandres, en deans quatre jours aprez que soyons mis à delivre, & quatre jours aprez hors de tous les autres Pays ou plutost s'il est possible, & deffendons que en deslogeans & partants, iceux gens ne bruslent, pillent, desrobent, prennent, rançonnent, ne facent aucuns maux en iceux Pays, & aussy qu'ils n'emmenent hors de Flandres nuls prisonniers, & si aucuns en ont, seront tenus de les mettre à raisonable rançon, sans les povoir transporter, ny mener avec eux, & s'il advient, qu'ils facent au contraire l'on recouvrera l'interest de ce, & le dommage sur la pension que ceux de Flandres nous ont consenty ou consentiront.

Item & pareillement seront tenus lesdicts de Flandres, de faire cesser leurs gens de Guerre, & Garnisons, & aussy partir hors desdicts Pays, & garderont que d'eux ne viendra nul mal ausdicts Pays.

Item & afin que nous puissions tant plus facilement faire desloger & departir nosdicts gens de Guerre, & Garnisons, les Estatz de tous lesdicts Pays par ensemble, nous ont accordez payer en dedans un mois prochainement venant, la somme de 25. mil livres de 40. gros monnoye de Flandres la Livre, à condition, que si iceux gens de Guerre, & Garnisons ne sont partis dehors de tous les Pays dedans ledict temps, que en ce cas lesdicts 25. mille Livres seront employez au payement d'autres gens de Guerre, pour par force, si autrement faire ne se peut, les expulser & dechasser, en ensuyvant les Alliances & Unions faictes entre lesdicts Pays.

Item en outre avons consenty, & sommes tenus de mettre incontinent toutes Fortresses & Chasteaux du Pays & Comté de Flandres, es mains des Sieurs du Sang au proufit de nostre Fils pour en iceux estre mis tels Chastelains & Officiers, qu'il appartiendra selon les Droicts & Privileges des Pays de Flandres, par l'advis & consentement desdicts trois Membres.

Item avons à la tres-instante priere & requeste des Deputez desdicts Estats, & aussy à la tres-humble supplication des Bourgeois, Manans & Habitans de la Ville de Bruges aboly, quitté & pardonné à tousiours la prinse & detention de nostre personne, ensemble tout ce qui est advenu devant ou aprez, par qui, quand, comment, ny en quelque maniere que ce soit.

Item semblablement à la requeste que dessus avons pardonné & remis tout ce que par les trois Membres de Flandres, & chacun d'eux en general ou particulier peut avoir esté faict, ou mesprins envers nous soit en adherant au Peuple de Bruges, en nous detenant en leur nom, en nous faisant hostilité en Guerre à part, ou par ensemble, en blasmant ou injuriant nous ou les nostres par faict, ou par parolles ou autrement en quelque maniere que ce soit, sans que à l'occasion de ce, ny de toutes autres choses passées nous leurs puissions jamais rien demander en general, ny en particulier, en Corps, ny en biens, ny dedans le Pays ou autrement en nulle maniere, & mesmement de ce qui advint en l'an 1485. & autres.

Item lesdicts de Flandres à la contemplation de nous & de ceux du sang, aussy à la requeste des Deputez des Estatz ont amiablement, & franchement pardonné toutes offences, injures & vilenies, qui leur ont esté faictes à cause desdictes divisions, par qui ny en quelque maniere que ce soit, sans aucune exception, ny reservation aussy bien en consentant plusieurs, & diverses aydes faictes sans le sceu & consentement des Membres comme autrement, en le mettant totalement en oubly, comme non advenu sans aucune exception ou reservation, consentent & accordent que chacun pourra paisiblement retourner au sien, en l'estat qu'il le trouvera, sans que à cause des Guerres, & divisions ils puissent jamais rien demander.

Item que tous autres lesquelz à cause & soubs ombre desdictes divisions ont esté offencez, injuriez & vilenez soit en corps, en biens, ou autrement en maniere que ce soit, pardonneront semblablement le tout, & le mettront hors de leur entendement sans plus le rameutevoir ny faire question.

Item si aucuns ayants en administration de nos deniers, de nostredict Fils, ou d'aucunes Villes, Chastelenies, Terres ou Pays, & d'iceux se fusse mes-usé en leurdicte administration, ou que l'on trouvasse, qu'ils ont appliqué aucunes sommes à leur singulier proufit seront tenus en respondre par devant les Juges & les Loix où il appartiendra.

Item & si aucuns avant les divisions sans cause ou raison, par menace, force, ou puissance, par malice ou mal noise ou praticque a obtenu, & appliequé à son proufit les biens, joyaux, argent & meubles d'autruy sera semblablement tenu en respondre la ou il appartiendra, & d'attendre droict sur la restitution desdicts biens.

Item & pour certaines causes & considerations à ce nous mouvans, & mesmement pour éviter tous procez, & questions au moyen de l'appellation interjectée par lesdicts de Flandres estoient apparents de mouvoir, nous avons renoncé & renonçons à la Manbournie de Flandres, & avons quitté & quittons tous serments que en telle qualité, ou autrement nous ont esté faicts

… de Flandres, & avons consenty & accordé … Pays & Comté de Flandres, en tous ses … delormais durant la minorité de nostre Fils, … regy & gouverné soubs son nom tant en Souveraineté que autrement par l'advis des Seigneurs du Sang, & du Conseil telz que lesdicts du Sang ordonneront par l'advis & consentement des trois Estatz de Flandres, en ensuivant le contenu de l'union faicte par tout le Pays.

Item que moyennant ladicte renonciation, lesdicts de Flandres nous ont accordé pour nostre entretenement chacun an, durant la minorité de nostredict Fils la somme de mille Livres de Gros, six Livres monnoye de Flandres la Livre, que leverons par les mains du Receveur de Flandres, à deux payements, à sçavoir moietié au Noël, & l'autre moictié à la St. Jean Baptiste, dont le premier payement escherra au Noel prochain venant, sans que jamais nous puissions plus rien demander, exiger ny lever en iceluy Pays & Comté de Flandres, & pour ce sont quittes de tous arrierages, qui nous peuvent estre deubs à cause des aydes, & subventions passées, si aucunes en sont.

Item nous avons declaré, que n'en prendrons nul Droict de proprieté, ny autres quelconques au Pays & Comté de Flandres, & avons promis, que doresenavant n'en porterons plus le tiltre ny les armes.

Item nous acceptons la Paix, que le Roy de France par ses Lettres closes & Patentes offre aux trois Membres de Flandres, & à tous autres, qui se voudroient joindre & adherer avec eux & declarer pour la Paix de l'an 1482., & sommes contents que tous les autres Pays se declarent pour icelle Paix, & confirmerons, ratifierons & tiendrons inviolablement tout ce que par mes Ambassadeurs si aucuns envoyer en voulons, ou que par les Ambassadeurs des Estats sera faict & conclud.

Item que nous avons promis de mettre la personne de nostre Fils, es mains desdicts du Sang pour delormais estre gouverné, & entretenu honorablement sur l'estat qu'on luy ordonnera, & d'estre transporté de Pays en autre, par temps & par ordre ainsy que autrefois a esté consenty & avisé, ou ainsy que pour le mieux on advisera en faisant ledict estat, à l'entretenement duquel estat lesdicts Pays contribueront à rate & portion.

Item nous avons promis de tenir lesdicts de Flandres, quittes & indemnes envers nostredict Fils, & tous autres a qui en temps advenir il pourra toucher de telz joyaux & tapisseries, que aprez la Paix de Flandres de l'an 1480. nous eusmes dehors de leurs mains appartenants à iceluy nostre Fils.

Item demeureront ceux de Flandres tant en general que en particulier, en touts & quelconques leurs Privileges, Franchises, libertez, coustumes & usages, ainsy & par la maniere qu'ils ont esté de tout temps auparavant, sans avoir regard à ce qui peut avoir esté faict au prejudice d'iceux restituez comme cassez & de nulle valeur.

Item nous avons promis, que jamais ne ferons ny procurerons, directement ou indirectement, chose qui puisse venir & tomber au prejudice & dommage dudict Pays & Comté de Flandres, ny aux Marchands, ny Marchandises d'iceluy, & si aucun en a esté faict par nous ou les nostres, soit par censures ecclesiastiques, ou autrement, nous ferons revocquer incontinent, & mettre à neant, & si baillerons Lettres de seureté à tous Marchands & autres, qui le requerront, pour franchement aller & converser Marchandement & autrement es Allemaignes, & par tout aillieurs, sans, pour l'occasion des choses passées, estre travaillez en corps, en biens, ny autrement en quelque maniere.

Item & pour la seureté de tout ce que dict est nous jurerons sur les Saincts Evangiles, sur la Saincte vraye Croix de Dieu, sur le Canon de la Messe, & sur le Sainct Sacrement, que nous observerons inviolablement, & entretiendrons ce Traicté de Paix de poinct en poinct, sans jamais faire ou procurer estre faict rien au contraire, & nous submectons à toutes censures Ecclesiastiques nonobstant les Privileges, que comme Roy des Romains puissions avoir au contraire.

Item en outre ce que dict est cy-dessus à nostre requeste seront nostre Sainct Pere le Pape, Monsieur l'Empereur nostre Pere, les sept Princes Electeurs de l'Empire, les Sieurs du Sang, & des Estatz dudict Pays au contentement desdicts de Flandres, & aussy par les Evesques d'Utrecht & de Liege, les Ducs de Cleves, de Juilliers, tenus de confirmer ladicte Paix par leurs Lettres Patentes, & si promectons d'entretenir icelle sans faire, ny donner assistence au contraire, & avec ce lesdicts Evesques de Liege & d'Utrecht, ensemble les Ducs de Cleves & Juilliers, promectront & s'obligeront de ne donner passage par leurs Pays, ou Rivieres a aucunes gens de Guerre, qui voudroient venir pour porter dommage audict Pays & Comté de Flandres.

Item & si nous obligeons, consentons & promectons, & s'il advenoit, que Dieu ne vueille, en aucune maniere, nous contrevinssions ou fissions contrevenir a cedict present Traicté, ou à aucuns poincts d'iceluy, que en ce cas sans autre declaration faite, lesdicts du Sang, les Seigneurs de l'Ordre, Estatz, Manans & Habitans de tous lesdicts Pays seront *ipso facto* des maintenant, & pour lors quittes & absoubs de leurs serments, & aussy deschargez de toutes aydes, subventions, pensions, & autres gratuitez accordées, & à accorder, & de tous arrierages ensemble lesdicts de Flandres de la pension que dessus, & les autres Pays quittes de nostre subvention seront tenus d'assister, & de bailler secours ausdicts de Flandres, & deslors en avant seront gouvernez dessoubs le nom de nostredict Fils le Duc Philippe, par l'advis desdicts du Sang, & du Conseil de chacun Pays, ainsy que presentement seront regis par ceux de Flandres.

Item & ce present Traicté de Paix sera confirmé par le Roy de France, comme le plus prochain ou hoir & heritier apparent de nostredict Fils, à cause de la Royne sa compaigne nostre fille.

Item & si ledict Traité estoit enfraint par aucun, ou aucuns, il seroit puny & corrigé à l'exemple de tous autres quelque part qu'ils soyent trouvez, & apprehendez, comme infracteurs de Paix.

Item s'il advenoit cy-aprez, que Dieu ne vueille, que par aucun de nous ce present Traicté fut enfrainct en aucuns ses Poincts & Articles, que toutefois ledict Traicté de Paix demeure en sa force & vertu, & pourra poursuyvre sans proceder par voye de faict.

Item si aucun desdicts Princes ou autre par delay, negligence, ou autre defaut, ne voulutse appendre ou mettre son scéel à ce present Traicté, pour ce ne sera iceluy Traicté entendu, ny tenu de moindre effect, ny valeur, & soit ainsy que nous ayons compassion & pitié du povre Peuple afin d'éviter iceluy de tous dangers, & inconveniens qui peuvent advenir & sourdre par division, & Guerre, avons, en l'honneur de Dieu, consenty & accordé, confirmé & approuvé & par ces presentes signées de nostre propre main consentons & accordons, confirmons & approuvons en Article de bonne foy & Prince de entretenir, & faire entretenir ce present Traicté de Paix en tous ses Poincts & Articles cy-dessus escrits, par nous accordez & promis, sans jamais faire ny souffrir faire au contraire de ladicte Paix, ou aucuns des Poincts & Articles d'icelle, & pour le tout deuement entretenir sans enfraindre ou interruption, nous nous submectons d'encourir, en toutes peines & censures Ecclesiastiques nonobstant le Droict & le Privilege que nous avons au contraire, & s'il advenoit, que Dieu ne vueille, que nous ou autre en nostre nom fit faire quelque chose contre ny au prejudice des Poincts & Articles cy-dessus escripts. Nous voulons, consentons, & accordons, ordonnons en donnant commandement aux Princes cy-dessoubs nommez, & aussy aux gens des Estatz de nos Pays de Brabant, Lembourg, Luxembourg, Gueldres, Zutphen, Villes de Vallenciennes & de Malines, que tout le secours, faveur, & assistence, que possible leur sera de faire le facent par effect à ceux de Flandres, & à leurs Adherents, afin que ladicte Paix en tous ses Poincts & Articles soit de tant mieux entretenue, & ce que enfrainct pourra estre soit reparé & remis en son estat, & pour ces choses estre mieux faictes & conclues sans aucun mespris requerons, que sur ce que dict est, nos beaux Cousins cy-dessoubs nommez, & aussy les Estatz des Pays vouloir scéeller ces presentes de leurs Sceaux avec le nostre, & sur ce consentir leurs Lettres à part, absouldrons & deschargerons aussy iceux des Estatz des serments qu'ils ont a nous, & ferons commandement à nostre amé & feal le Chancelier & Conseil de Brabant, nostre Gouverneur & Conseil de Luxembourg, de Gueldres, de Haynaut, de Hollande, de Zelande, Namur & tous autres Justiciers, & Officiers & chacun d'eux qu'il appartiendra, que ladicte Paix ils entretiennent, & facent entretenir en chacun desdicts Poincts & Articles, sans faire ou souffrir faire au contraire en aucune maniere, car ainsy nous plaist-il, & pour ce que de ces presentes l'on pourra avoir affaire en plusieurs & divers lieux, l'on

adjoustera

ANNO 1488. adjoustera foy aux Vidimus, qui en seront faicts soubs Sceaux authenticques comme aux Lettres origineles, & afin que le tout demeure ferme & stable, nous avons à cesdictes presentes Lettres faict mettre & appendre nostre scéel de verité, & si requerons en outre nostre beau Cousin le Sieur de Beures, aussy nostre Cousin le Sieur de Ravestain, & Philippe son filz, & semblablement les Prelats, Nobles, & Villes desdicts Pays de Brabant, de Luxembourg, Gueldres, Haynaut, Hollande, Zelande, Namur, Zutphen, Vallenchiennes & Malines, vouloir aussy mettre & appendre leurs Sceaux à cesdites Lettres. Et Nous Adolph de Cleves & de la Marck, Seigneur de Ravestain, Philippe de Cleves & de la Marck, Seigneur de Winendale, Philippe de Bourgoigne, Seigneur de Beures, Gossuyn Abbé d'Affleghem, Martin Abbé de Sainct Bernard, Mare Abbé de Grimberghe, Dierick Abbé de Pareq, Anthoine de Brabant Chevalier, Arnout de Hornes, Seigneur de Brimeux, Guillaume de Fontaines, Seigneur de Melen, Jehan de Gaures, Pierre de Herbaix, Jehan Bertaige, Seigneur de Poucke Chevalier, Daniel Buxoren Bourguemaistre, Jehan Pinock Chevalier, Michiel Absolons Chevalier, Philippe de Nele Pensionaire, Deputez de la Ville de Louvain.

Roland de Mol Chevalier, Henry de Mol Bourguemaistre, Jehan de Combliel Chevalier, Pierre de Obberghem, Adrien de Scapre, Jehan van Erke Pensionaire, Deputez de la Ville de Bruxelles.

Martin van Rede, Simon van Ghelle Pensionaire, Deputez de la Ville de Tirlemont.

Henry Boinch, Deputé de la Ville de Leeuwe

Walerin Stevins, Deputé de la Ville de Nivelle, representans tous ensemble les trois Estatz des Pays de Brabant.

Raphael Evesque de Rosence, Abbé de Sainct Bavon, Philippe Abbé de Sainct Pierre, Gerard Abbé de Enain, Guillaume Abbé de Bandeloo, Jehan Abbé de Droughens, Raste Clement de Sainct Martin d'Ipre, Pierre Bogaert, Prevost de Sainct Donat à Bruges, Pierre van de Honte, Prevost de Renay, Wautier Seigneur du Fossé, Johan Scalent Chevalier, Seigneur de Izenghien, Colart de Halewyn Chevalier, Adrien du Fossé Chevalier, Seigneur de Scardau, Cornille de la Barre; Seigneur de Mouseron, Johan de Clarout, Seigneur de Puthem, Andrieu de la Woestyne; Seigneur de Besselaere, Josse de le Porte, Seigneur de Morselede, Adrien Vilain Chevalier, Seigneur de Rassenghien, Gerard van Hangherel, Jehan de Pieq, Jacques van de Heule Eschevins, Pierre Ghiselins Grand Doyen, Lyevin de Moor, Doyen des Tisserands, Deputez de la Ville de Gand.

Joes de Denbrecq Bourguemaistre, Jehan van Lend', Steven van den Gheerst, Jehan Berth Pensionaire, Deputez de la Ville de Bruges.

Pieter de Langhe, Adrien Paulin, Guillaume de Come, Deputez de la Ville d'Ipre.

Hugue Ganthois, Jehan de Lattre, Jehan François Pensionaire, Deputez de la Ville de Lille.

Amé Pinchon, & Jehan de le Vacquerie, Deputez de la Ville de Doüay.

Arnould d'Espineux Chevalier, Jehan le Leu, Jehan le Maire Pensionaire, Deputez de la Ville d'Audenaerde.

Gerard Despilkel, Deputé d'Alost, & plusieurs autres Deputez des petites Villes du quartier de West, representants les trois Estatz de Flandres.

Guillaume Abbé d'Aumont, Anthoine Abbé de Bonne Esperance, Michel des Sars Chevalier, Seigneur de Clersay, Izembar Piettin, Christoffle Gauthier, Servais Wandart, Deputez de Haynaut.

Anthoine de Sains Escuyer, Thomas de Karouble, Gobert Herny, Deputez de Vallenciennes tous ensemble representans les trois Estatz du Pays de Haynaut.

Jehan Filz, Jacques de Middelbourg en Zelande.

Louis de Praet Chevalier, au nom de Monsieur de Ravestain.

Daniel de Hersewes Chevalier, au nom de Monsieur de Beures.

Jehan Vierlos, Messire Jehan Dinkas, Messire Cornelis Boon, Thierry Fils Cornille, Claes Fils Jacop, Deputez de Ziriezée.

Johan Fils Dierick, & Pierre de Grave, Deputez de la Ville de Rometswale.

Pierre Fils Simon, & Jehan Fils Gabriel, Deputez de Ter-Goes.

Guido Fils Jehan, & Henry, Deputez de la Ville de Ter-Tolen, tous ensemble representans les trois Estatz du Comté & Pays de Zelande. ANNO 1488.

Jehan de l'Espinet, Louys Lodenet, & Jacques Sezillon, Deputez du Pays de Namur.

Avons faict mettre nos Sceaux à ces presentes Lettres signées de nos mains en absence d'iceux.

Donné en la Ville de Bruges, le 16. jour de May de l'an 1488. & de nostre Regne le 3. Ainsy signé, MAXIMILIANUS, & le Secretaire HAWEL.

CIX.

Kaysers FRIDERICI Rescript an die beyde Marggrafen von Brandenburg Friderich und Sigmund. Befiehlet selchen sich nebst andern Schwäbischen Bundsgenossen zu desto mehreren selches Bündts Schirm mit Ertzhertzog Sigmund von Oesterreich und Graff Eberhardt von Würtemberg sich näher zu vereinigen; hebet zu dem ende alle solcher vereinigung widrige/bemeldten Marggraffen mit andern seynde Bündnusse aus Kayserlicher Authorität auff. Geben im Kayserlichen Lager bey Gendt/den 23. Junii 1488. [JOH. PHILIPP. DATT, Volum. Rer. German. Novum Libr. II. Cap. X. pag. 306.] 23. Juin.

C'est-à-dire;

Rescript de l'Empereur FREDERIC *à* FREDERIC *&* SIGISMOND *Marckgraves de Brandebourg. Il leur enjoint de se confederer plus étroitement avec* SIGISMOND *Archiduc d'Autriche, & avec* EBERARD *Comte de Wirtemberg pour le maintien de la* Confédération de Suabe; *abolissant & annulant à cette fin, par son Autorité & Puissance Imperiale, toutes les autres Confederations, Pactes ou Traitez, que les dits Marckgraves pourroient avoir avec d'autres, & qui seroient contraires à celle-ci. Fait au Camp Imperial près de Gand, le* 23. *Juin* 1488.

WIr Friderich —— Empieten den Hochgebornen/ Friderichen von Sigmunden/ gebrüdern/ Marggrafen zu Brandenburg —— Unsern lieben Oheimen und Fürsten/ Unser gnad und alles gut. Hochgebornen lieben Oheimen und Fürsten. Aiß Ir uch mit uwern Landen und Luten in die Eynung/ Püntnuß und verstentnuß/ so die hochgebornen und wolgebornen/ Unser lieb Vetter/ Fürst/ Rat und deß Reichs lieber getruwer/ Sigmund Erzherzog zu Oesterreich/ and Eberhart der Elter Graf zu Würtemberg und zu Mümpelgart/ aach die Prelaten/ Grafen/ Fryen/ Herrn/Ritterschafft/die von Adel und Stett/ deß Landts zu Schwaben/ and ander/ uff Unser ernstlich schreiben und gebott/ Inen darumb zu mermalen zugesant/ miteinander fürgenommen/ gemacht and beschlossen/ begeben/ und darvn zu kommen uad die mie Inen/ wie sich gebürt/ zuverschriben verwilliget/ daran wir gefallen empfangen haben; Ist Unß gemaint sollich yezigemelt aynung und verstentnuß zu haadhaben: and gebieten daruff uwer lieb ernstlich/ und wollen/ daß ihr/ mit sambt andern/der gemelten Veraınung und verstentnuß/ zu denselbea Unsern lieben Vettern/ Fürst/ Schwager/ Rat und deß Richs lieben getruwen/ Erzherzog Sigmund zu Oesterreich und Eberhart dem Eltern/ Grafen zu Würtemberg und Mümpelgart/ Iren Landen und Luten/ wo das in künfftig zit die nothdurfft erfordern würde/ getruwlich sezet/ sie by uch and der gemelten aynung und verstentnuß nach allem uwerm vermogen handhabet/ schützet und schirmet/ und nit gestattet/ daß Sy darüber durch yemand unbillicher wyß wider recht deswert werden; desglichen sie hinwiderumb zu Uch/ awern Landen/ Luten/und andern der verainung und verstentnuß uff

ANNO 1488. Unser Kayserlich Gepott / so wie Jnen hiemit zusenden / nach lut der aynung und verschreibung auch thun sollen. Und damit sollichs dest stattlicher beschehen mug / so haben wie all und yeglich Puntnuß / glüpt und aid / damit ihe sust gegen yemand anderm / in was wurden / stat oder wesens / der oder die wären / verpflicht / verhafft und verschriben seyt / die dieser verainung und verstentnuß ainich nachtail / verlezung oder schaden bringen möcht / uffgehept und abgeton / und uch davon absolviren und entledigen uch davon / uß obberürter Römischer Kaiserlicher macht vollkommenhait / aigner bewegnuß und rechter wißen / in kraft diß Briefs. Daenach wiße sich ivver lieb zu richten. Geben in Unserm veld by Gent am xxiij. Tag deß Monats Junii, nach Christi gebuet xiiijc. und im lxxxviij. Unsees Kaiserthumbs im xxxvj. Jahe.

Ad Mandatum Domini Imperatoris proprium.

CX.

19. Juill. Schirms-Vereinigung Churfürsts PHILIPPI Pfalzgrafens am Rhein mit der Stadt Speyr / über den ihr zu leistenden Schutz und ertheilung der Justitz / getroffen. Heydelberg auf Sambstag nach der Apostel Scheidung 1488. [LEHMANNI Chronicon Spirense Lib VII Cap. CXIX. pag. 922. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Parc. Special. Abtheil. IV. Absatz I. pag. 625.]

C'est-à-dire,

Lettres d'Union & de Protection accordées à la Ville de SPIRE, *par* PHILIPPE *Electeur Palatin, concernant aussi l'Administration de la Justice. A Heidelberg le Samedi après la Separation des Apôtres* 1488.

WIr Philips von GOttes Gnaden Pfaltzgrof by Ryn / Hertzog in Bayern / des Heiligen Römischen Reichs Ertzdruchseß / und Churfürste / bekennen und thun kundt offenbare mit diesem Brief / daß wie GOtt dem Allmächtigen zu Lobe / dem Heiligen Römischen Reich zu Stärckung / Nutz und Eheen / Uns und Unsern Fürstenthum / Landen / Lüten und allen den Unsern / auch den Ehrsamen / Wysen / Unsern lieben Besondern / Burgermeistere / Räthe und Burgern gemeinlichen der Stadt Spier / allen den ihren / und die ihnen zu versprechen stehent / Jnwohnern der Stadt Spier / zu Frieden und Gemach / und daß wir desto baß unredlichem Zugriffen und Rauberien widersteen mögen / dieselben Burgermeistere / Rath / Bürgere / und die ihren gemeinlichen / in Unsern und Unser Erben Pfaltzgrafen by Ryne / die Churfürsten syn / sonderlichen Schirm enpfangen und uffgenommen / Uns auch verbunden haben sie 12. Jahr lang allerschirst nach Datum diß Briefs folgend in Unsern und Unser vorgeschrieben Erben Schirm zu behalten / und getreulichen zu beschirmen / inmassen hernach geschrieben steet.

Zum ersten / so sollen und wollen wie Pfaltzgraff Philips / und nach Unsern Todt Unser Erben / die gemeldten 12 Jahr gantz uß / Burgermeistere / Rathe / die Bürgere und Jnwohner dee vorgennnten Stadt / mit guten / steten / wahren und rechten Treuen meynen / haben und halten / ehren und fordern / und auch dieselbe Zit mit ihnen nimmer zu Kriege / oder zu Feindschafft kommen / um einigerley Sache / noch auch den Unseen / der wer und Unsere Erben ungefährlich mächtig syn / das gestatten in dehein Wyse.

Und wär es / daß jemand mit Raube oder Brand / Gefangnuß / oder sonst anders / in welchen Weg das wäre / die vorgenant Stadt Spier / ihr Bürger oder Jnwohner / angriffe odee beschädigte / so sollen Unser Amptlüde und die Unsern sollichs / so balde sie des gewahr oder darum ermahnt werden / mit Nachylen zu frischee Gethat / mit Zuruffen und Zuziehen wehren / und helffen wehren ungefährlich / glicher Wyse / als ob es Uns selbst geschehen wäre. ANNO 1488.

Und ob jemand / wer der wäe / die vorgennnte Stadt Spier von ihre Freyheit / Gnade / Recht / gut Gewonheit / oder Brief / die sie von Unsern H. Vättern / den Päbsten und dem Heiligen Stul zu Rome / oder von Römischen Kaysern und Königen / oder von den Bischoffen und Stifft zu Spier / erlangt / erworben / und herbracht haben / triben / dringen / oder sie sunst bekriegen wolt / dem sie das Recht uff Uns und Unser Räthe butten / und des gehorsam wolten syn: So sollen und wollen wir Hertzog Philipps sie darfür getreulich verantworten / vertretten / versprechen / und schirmen / als gienge es Unser eigene Lüte an.

Da aber die Stadt Spier überzogen würde / von wem das geschee / so bald wie des gewaee oder ermant würden / sollen und wollen wir der Stadt Spier darwider berathen und beholffen seyn / schützen und schirmen / es sy zu Findschafft / oder sunst andern Wegen / darzu thun uff Unsern Kosten / Schaden und Verlust / mit Unsee Macht / und nach Unsern besten Vermögen / ungefährlichen / glicher Wyse / als ob es Uns selbs angienge / ohne alle Gefährde.

Wie Hertzog Philips obgenant / noch die Unsern / sollen auch der obgenanten Stadt Spiee offen Finde / oder die uff ihren Schaden unbewahrt ihre Ehrn gewest wärn / das noch nit geteydingt oder gefriedt wäre / in Unsern Städten / Slossen / Landen und Gebieten nit enthalten / Essen oder Trincken / noch ihn sunst Geleide darin geben / oder Zulegung thünde / in dehain Wyse / als ferre Uns und den Unsern das wissentlich wäre / oder der ehegenanten Stadt fürhin verkündt wäre worden / es wäre dan zu offen Tagen / oder daß sie mit ein Fürsten edtt Herrn ungefährlich durch Unser Stadt / Schloß / Lande oder Gebiet ritten / ohne alle Gefährde.

Wir sollen auch den vorgenanten Bürgern und Jnwohnern der Stadt Spier uffer allen und jglichen Unsern Städten / Schlossen und Gepieten / Spiß / Kost / Feucht und anders zu ihrer Nothdurfft ungehindert zu lassen gehn / als ferr wir odee die Unsern desselbigen nicht nothdürfftig wärn / ohne alle Gefährde.

Wär es auch / daß Bürger / Bürgerin / auch Jnwohner / oder ihre Kindee / uffer dee Stadt Spier / hinter Uns und Unser Erben ziehen würden / die Ansprach oder Forderung an die von Spier / oder die ihren / als vorsteet / meynten zu han / um Sachen / die sich die Zit / als sie Bürger und Jnwohner zu Spiee gewest wären / gemacht hätten / die sollen wir darzu halten / daß sie zu Spier vor Rate / odee weltlichem Gericht / an welchem Ende sich das gepürt / Recht geben / und nehmen / und das nergend anders wohin ziehen / ohn alle Geferde. Wer das nicht thun wolt / dem sollen wie / oder die Unsern / doch darzu halten / daß der oder die dem also nachgingen / nach Lut dieser Verschreibung.

Wäre auch / daß Unser und Unser Erben / Man / Burgman / Rath oder Diener / sie wären Grafen / Herren / Ritter oder Knecht / Bürger oder ander / die Unsern / an die vorgennnt von Spier jtze zu sprechen gewonnen / daß die gemeine Stadt / und doch nit ihr Freyheit / Recht / Gnad / gut Gewonheit / oder Brief / die sie von Röm. Kaysern und Königen / als vorgeschrieben steet / erworben / erlangt / und heebracht

hane /

Anno 1488. hant / antreffend / darumb so sollen sie dem Kläger des Rechten für Uns und Unsern Räthen ungeferlich gehorsam seyn.

Hätten oder gewönnen auch einiche Unser oder Unser Erben / Man / Diener / oder Unterthanen / auch Unser Bürger / oder Gebuer / der wir ungeferlich machtig wären / mit den obgenanten von Spier / Burgern / oder den ihren / ichts zu schaffen / oder an sie zu sprechen / das einzlich Persone antreffe: Und herwiederum / hätten dehainr der von Spier einzlicher Burger / Arinan oder Hindersess / ichts zu schaffen / oder zu sprechen / an Unser Bürger / oder armen Lute / das auch einzlich Persone antreffe / darum sollen zu beyderseits die Kläger durch sich selbs / oder iher Machtbotten / den die man also ansprechen will / nachfolgen in die Gericht / darin sie gesessen sind / ob das von ihn erfordert wird / und Recht daselbst von ihnen nehmen / darzu man ihn auch zu einer jeglichen Zit / so des noit sin wird / getreuelich und fürderlich beholffen sin soll / daß dem Rechten genung geschee / und soll darin kein Verziehen sin / dadurch solch Recht verzogen werden mocht / sondern dem Rechten soll nachgangen werden ungeferlich / an den Gerichten / da sich das gebühet / als vorgeschrieben steet / doch hierin ußgenommen verborgt und verbrieffte Schuld / die soll man richten als verbrieffi und verborgt ist / nachdem sich das gepürte. Was-Lehengüter antrifft / das soll man vor dem Lehenherrn ußrichten. Was auch Eygen und Erbe antrifft / soll man handeln und ußtragen in den Gerichten / darin solliche Güter gelegen sind.

Wär es auch Sache / daß Unser oder Unser Erben / Bürger oder arme Lude in der Stadt Spier / und ihre Marck / da wir nicht zu geleyten han / freveln / oder die von Spier an ihne / so soll der Frevel ußgetragen werden an dem Ende und Gericht / da er geschehen ist.

Wär es aber / daß Frevel auff Unser Geleits-Strassen in der Mark zu Spier / da wir zu geleyten han / geschehen / das soll gen Uns abgetragen werden / es wäre dan von Todtschlägen / das soll gehalten werden / nach Herkommen und Freyheit der Stadt Spier.

Desgleichen wär es / daß die von Spier oder die ihren frevelten in Unser oder Unser Erben Schlossen / Städten und Gerichten / oder die Unsren an ihne / so soll der Frevel auch ußgetragen werden an dem Ende und Gericht / da er begangen ist.

Die vorgenanten Bürger und Inwohner der Stadt Spier / und alle die ihren / sollen auch die vorgenant Zit gantz uß / mit ihren Lyben und Gutern in allen und jeglichen Unserer und Unser Erben Stadten / Schlossen / Landen / Dörffern / Gerichten und Gebieten / zu Wasser und zu Lande / für allermänniglich Friede / Schirme und Geleit haben / ungefärlich / noch auch darin uff sie / ihren Lyp und Gütter / nicht kommen / oder klagen / sondern sie und die ihren sollent durch Uns und Unser Erben / und Unser Amptlude / und die Unsern getreulichen beschirmt / und friedlich beschützt werden / ohne alle Geferde.

Es sollent auch Unser und Unser Erben Städt / Schloß / Lande / und Dörffer / Gericht und Gebiete / ihne und ihren Dienern von ihren wegen offen sin / ihren Pfenning darin zu zeren / als dick und viel ihn das Noit wird.

Desgleichen sollen wir und Unsere Erben / auch Unser und Unserer Erben Lüde / Geleit zu Spier haben / und zu Unsern Nötten / oder in einem zu- oder abe ritten / darin und daruß behelffen / doch über 500. nit / also daß die Hauptlutte unter ihnen für sich / und alle die / die sie mit inen von Unser Erben wegen bringen / den Burgermeistern geloben / der Stadt / den Bürgern und Inwohnern / geistlich und weltlich zu Spier kein Schade zu sin / ungefärlichen. Und ob einich Zwitracht die Zit die Unsern in der Stadt Spier also wären / uffersternd würden / daß sie dan zu den Burgermeistern erettent / und ihnen bystendig sin wollen / biß daß solch Zweytracht gestillt und hingelegt würde / ungeferlich. Und soll von beyden Theilen gestillt werden / daß jglichem beste und feiler Kauff werde um einen zimlichen Pfenning ungeferlich. Anno 1488.

Und ob die obgenandt von Spier von jemand nach Außgang dieser Zit herin benandt betedingt würden / sollicher Hülff halben sie in Zit dieser Verschreibung gemacht hätte / es werd über kurtz oder lang / dawider sollen wir und Unser Erben sie verantworten / und ihnen allwegen gegen den Fällen sin beholffen / als gienge es Uns selbst an / wan sie des ermahnt werden.

Und wir Hertzog Philips / und Unser Erben obgenant / sollen und wollen auch allen Unsern Amptlüten gepieten und einpfehlen / uff ihre Eyde / so sie Uns gethan han / solliches so vorsterr gen den obgenanten von Spier diß Zit gantz uß also zu halten und zu thun / in Maß wir vorgeschrieben steet / ohn alle Geferde.

Und diß alles gereden und versprechen wir Hertzog Philips obgenant für Uns und alle Unsere Erben und Nachkommen / by Unsern Fürstlichen Truwen und Würden / waer / stete und veste zu halten / und dawider nicht zu thun / noch schaffen gethan werden / durch Uns selbs / oder jemand anders von Unsern wegen / in dehein Wiße / alle Argelist und Geferde gäntzlich darin ußgescheiden.

Und wir Hertzog Philips nehmen hierin uß Unsern heiligen Vatter den Pabst / Unsern gnädigen Herrn den Römischen Käyser / Unser Mit-Churfürsten / geistlich und weltlich / die Hochgebohrnen Fürsten / Unser lieben Schweher / Schwager und Vettern / Hertzog Ludwigen / Hertzog Jorigen / und Hertzog Otten von Bayern / die Ehrw. in GOtt Vätter / Unser lieben besonder Fründe / die Bischoff von Babenberg / Würtzburgk / Wormbs / und dan insunder Unseren Fründe den Bischoff von Spier / es wäre dan / daß er die von Spier bekriegen wolt / über das sie Ußtrags und Rechtes benügt für Uns und Unsern Retten / ungefährlich / Unsern lieben Oheym Graf Eberhardten von Würtenberg den Aeltern / und die Städt Helbron und Wympffen.

Des alles zu wahrem Urkunde haben wir Hertzog Philips obgenant / Unser Ingesiegel an diesen Brief thun hencken. Datum Heydelberg uff Sambstag nach der Apostel Schiedung / Anno Domino millesimo, quadringentesimo, octuagesimo octavo, &c.

CXI.

Bündnüß der Marggraffen von Brandenburg Friederich und Sigmundes / mit den Schwäbischen Bundsgenossen / 23. Juill. **werinnen sie wegen der Art und Weise die unter Ihnen etwa entstehenden Spänne beyzulegen; wie auch der Anzahl der im fall der Noth zu schickenden Hülffs-Völcker mit solchen übereinkommen. Geben am Mittwoch nach St. Margrethen Tag / Anno 1488.** [Joh. Philipp. Datt, Volumen Rer. Germanic. Novum Libr. II. Cap. IX. pag. 298. §. 49. Ex Archivio. d'où l'on a tiré cette Pièce. Lunig, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheilung IV. Absatz III. pag. 20.]

C'est-à-dire,

Confederation de Frederic & Sigismond *Marckgraves de Brandebourg, avec les Comtes*

ANNO 1488.

Chevaliers, Seigneurs, & Etats de la Confederation de Suabe, par laquelle ils conviennent des moyens d'accommoder à l'amiable les diferents qui pourroient survenir entr'eux, & du nombre de Troupes qu'ils devront fournir pour leur part à la Confederation. Fait le Mecredi après la Sainte Marguerite 1488.

WIr Friderich und Sigmund/ gebrüdere/ von Gottes Gnaden/ Marggraven zu Brandenburg/ zu Stettin/ Pommern/ der Cassuben und Wenden/ Herzogen/ Burggraven zu Nüremberg und Fürsten zu Rügen ec. bekennen und thun kunt offenbar mit diesem Brieve: alß der allerdurchleüchtigist/ großmechtigst Fürste und Herre/ Heer Friderich Römischer Kayser/ zu allen zeiten Merer deß Reichs/ zu Hungern/ Dalmatien/ Croatien Küng/ Herzog zu Oesterreich ic. Unser allergnedigster Herr/ uf dem gehalten tag zu Francksurt dem Heiligen Reich zu gutt/ einen gemeinen Landfrid gemacht/ außschreiben lassen/ und den zuhalten gebotten hat/ und damit solcher Landfrid in dem Land zu Schwaben vester stattlicher gehandhabt und gehalten werd/ auch dasselb Land und deß inwoner bey iren eren/ Rechten/ Freyhaiten und altem herkommen pleiben mögen/ desselben Landts Prelaten/ Graven/ Freyen/ Ritter/ Knechten und Stetten geboten hat/ sich gegen und miteinander zuveraynen; und nachdem wir einen mercklichen tayl Unser Land und Heerschafften in demselben Land Schwaben und daran stossend und ligend haben/ hat Unß Sein Kaiserlich Majestät auch thon gebitten/ daß wir Unß von wegen aller Unser Land und Herschafften/ mit den gemelten Prelaten/ Graven/ Freyen/ Herrn/ den von Adel und Stetten deß gemelten Landes in solch Eynung und fürnemen verbinden und verpflichten/ nach inhalt Seiner Kaiserlichen Majestat gebotsbriefe/ an Unß außgangen: das wir darauff/ alß der Kaiserlichen Majestat gehorsam Fürsten/ Unß mit den genanten Prelaten/ Graven/ Freyen/ Herrn/ den vom adel und Stetten/ nachvolgender form und maß die nachgeschriben zeit auß/ für Unß/ Unser Erben und nachkommen/ verpflicht und verbunden haben. Zu dem Ersten: Daß wir/ die Unsern/ und die Unß zuversprechen steen/ die nachgemelte zeit auß/ gegen den bemelten Prelaten/ Graven/ Freien/ den vom Adel und den Stetten nichts unfreundlichs sollen fürnemen/ noch üben/ sonder Sy und Jr jetwedern bey dem gemelten Landfriden und rechten pleiben lassen; und die Spenn/ so sich zwischen Unß/ den Unsern/ und den/ so Unß zuversperchen steen/ sollich zeit anheben werden/ mit recht außtragen/ wie hernach volgt. Nemlich alßo:

Ob wir/ die Unsern/ und die Unß zuversprechen steen/ spruch und Vorderung gewonnen/ zu den egemelten Prelaten/ Graven/ Fryen/ den vom Adel und den Stetten/ umb Sachen/ die sich nach dato diß Briefs von newem hinfür erheben oder begeben wurden/ daß dan solch Sachen berechtigt werden vor einem gemeinen/ den wir/ die Unsern/ oder die Unß zuversperchen steen/ außer Iren gemainen Hauptleüten und Reten/ ob die spruch Sy in gemain berürten/ oder deß tail die Sach insonder berürte/ Hawptleüt und Reten nemen und kiesen sollen mit gleichem zusatz.

Gewonnen aber Sye Prelaten/ Graven/ Fryen/ die vom Adel und den Stetten/ die Jen oder die Jnen zuversprechen steen/ in gemain oder insonder zu Unß/ auch Unsern Communen, Reten/ oder dienern und zugewanten zusprechen/ umb Sachen/ die sich nach dato dieser verschreibung/ von newem erheben und begeben hetten/ daß dan solich Sach berechtiget werde/ vor einem gemeinen/ den sy außer Unsern Hofmeister und newn Edeln Reten/ die wir Jnen darzu ordnen/ benennen werden/ kiesen sollen/ mit gleichen zusatz.

ANNO 1488.

Ob aber wir/ oder die Unsern/ oder die Unß zuversprechen steen/ spruch gewonnen zu Communen, Steten/ Merchten/ oder Dörffern/ den gemelten Prelaten/ Graven/ Freyen/ den vom Adel und den Stetten underworffen/ alles umb Sachen/ die Sich/ wie vorsteet/ hinfür wurden begiben; dieselben sollen/ obgeschribner maß/ berechtigt werden/ vor einem gemeinen/ zunemen von Hawptleüten und Reten deß tails/ under den solch Commun wer/ mit gleichem zusatz.

Und die/ so alßo in obgeschribner maß zu gemainen erkoren werden/ sollen Jrer verpflicht und ayd/ von den Partheyen/ der sy verwant sint/ ledig gezalt werden/ in der Sach/ darumb uf sy kommen würdet

Es sol auch ein jeder gemein von dem tail/ under dem er ist/ vermögt werden/ sich der Sachen zubeladen: und wan er daß alßo getan hat/ so sol er in Monats frist an ein gelegen end tag setzen/ und der Sach keinen verzug thon/ dan nach Ordnung deß Rechten.

Es sol auch keiner/ weder von Unß/ noch Jnen/ zu Hofmeister/ Haupmane/ noch Reten in gemelten Sachen geordnet werden/ der ein gemeiner zu sein/ vor dieser verschreibung verlobt oder verschworn hat

Wo aber Unser ein tail/ die seinen/ oder die zuversprechen steen/ spruch gewonnen wie hievor gemelt ist/ zu deß andern tails burger/ gebaur/ hintersessen/ oder underthan/ das soll beschehen an dem end/ und in dem gericht/ do der/ so angefordert wird/ gesessen ist: doch alßo/ daß dem Cleger fürderlichs und außtreglichs Rechten gegen Jhm verholffen werd: Es wäre dan/ daß Unser ain tail/ oder die Seinen gegen dem andern/ oder den seinen anders herkommen/ oder in gebrauch weren/ ohngeverlich.

Wan aber spen wurden umb fredel/ Erbfell/ aigen oder lehen/ sollen die berechtigt werden/ an den Enden/ da sy geschehen/ legen/ oder dahin Sy gehören.

Wo sich aber begeb/ daß sich jetweder tayl für einen inhaber deß guts/ darumb span were/ hielt/ oder span wurd/ welcher tayl Cleger oder antworter sein solt/ so sollen solch spen geleütert werden/ vor ainem gemainen/ mit gleichem zusatz; derselb gemain in nachgeschribner weiß soll erkoren werden/ nemlich alßo: daß Unser jetweder tail drei man fürschlahen und besuchen sollen/ ob wir Unß außer denen aines gemainen mögen verainen. Und ob daß nit gesein mag/ daß dan darumb gelößt werd/ welcher tail auß deß andern fürgeschlahen Mannen einen gemainen nemen soll/ und soll solches allwegen in Monats frist geschehen und volgen. Und was alßo obgeschribner maß zu recht erkant und gesprochen würt/ daß soll Unser jeder tail dem andern thun in gebürlicher zeit/ nach erkantnuß gemeinen und zusatz.

Ob aber einicher tayl vermaint mit einer urteil beschwerd zu sein: mag dan derselb vor dem Richter/ vor dem gerechtet were/ darsteen/ und ainen ayd zu Gott und den Heyligen sweren/ daß er acht und dafür hab/ daß Jm Appellirens noth thue/ und daß er keines verzugs halb noch auß geverden/ zu Appelliren understand/ und dem/ wider den er Appelliren will/ sicherung thut/ ob er in der Appellirens Sach verlustiget wurd/ daß derselb seines Costens und schadens an ihm bekommen mög/ so soll er zu Appelliren zugelassen werden: Wo er aber solchs nit thet/ so soll er zu Appelliren nicht macht haben. Doch alßo: Wan ein Commun in Stetten/ Merckten/ oder Dörffern/ Appelliren wolt/ alßdan gnug sey/ so der merer tail deß Rats oder gerichts/ solch ayd thone.

Anno 1488.

Und ob Jement / wer der / oder die weren / die dem Adel und den Stetten / die Iren / und die Inen zuversprechen steen / gemainlich oder ainen oder mehe darin insonder / unerfolgt und unerlangt Rechtens / bekriegen / überziehen / belagern / angriffen / oder beschedigen wurd / so sollen wir in allen Unsern Schlossen / Stetten / Landen und Gebieten bestellen / schaffen und darob sein / daß die Unsern / so deß gewar und ermant werden / zu frischer gethat / nacheilen / retten und behalten sollen / nach ihrem besten vermögen.

Und ob solch Nom wider ereilt wurden / so sol sy dem / deß es gewesen ist / wie das erobert würt / wider grantwort werden.

Möchten aber solich angrif / gefangen / oder Nom / nit erobert und zu frischer getat ereylt werden / und sich die sach zu einem täglichen Krieg begeben / oder daß die obgenanten Prelaten / Geaven / Freyen / die vom Adel oder den Stetten / gemainglich oder sunderlich / sonst / unerfolgt Rechtens / bekriegt wurden: So sellen wir Inen zu zusatz legen hundert Marsigee zu Reß uf Unsern selbs kosten und schaden: und ob solch hilff und zusaz mögen sie Unß manen / alßdan nach derselben manung sollen wir Inen in vierzehen tagen den nechsten solch Unsee hilf und zusatz legen und schicken / an das end / unß von Inen bestimbt. Wurden si aber begeren minder zuschicken / wir viel der weren / sellen wir Inen zusenden. Dech sollen sy allweg zum minsten selch anzal / alß sy den Unß begern / voe da ligen haben: und wie viel wir Inen alsio schicken werden / dieselben sollen sie nit weiter leihen / noch brauchen / dan in Iren / edee der Iren Sachen ongeverlich.

Und welche alsio ven Unß den obgenanten Prelaten / Graven / Fryen / den vom Adel und den Stetten / zu täglichem krieg geschickt werden / die sollen der / wider die man sie brauchen würdt / veindt werden / und alßdan iren Hauptleüten / uf die veind zureiten / und die zu beschedigen / mit andern den Iren gehorsam und gewertig sein / getreülich und ohngeverlich / und nit von Inen reiten on erlaubung der Haupleüt / on geverde.

Und dieweil wir die hundert Pferd / so Unß von den obgemelten Prelaten / Graven / Freyen / den vom Adel / und den Stetten zu teglichem krieg geschickt werden / wo es sich anders also begeben / in Unserm Costen und ihrem schaden haben wurden: was dan in solchen Sachen / darumb Unß die zulegung geschicht / von Unß und Unsern Hauptleüten gewonnen und erobert wurd / nichts außgenommen / dan was on eine gemeine pewt gehört / daßelb auch daran / wie sich gebürt / kommen sol / das übrig alles soll Unß allein zusteen und pleiben: Es wäre dan / daß von Unserm tail gegen Unsern Veinden / oder widerwertigen: deßgleichen Inen von Unß lewt niderlegen oder gefangen wurden: dieselbe gefangen sollen gen ainander / doch in gleicher maß / ledig gezehlt werden; und ob übrig gefangen wären / die sollen Unß allain zustern.

Wan aber wie den obgenanten Prelaten / Geaven / Freyen / den dom Adel und Stetten / Unseen zusatz zu teglichem krieg schicken und legen werden / Ob dan Sloß / Stett / lewt oder gut erobert und gewonnen wurden / daß sol getailt werden / jedem tail nach anzal seines Volcks ungevarlich.

Und wie offt wir / die Unseen / den gemelten Prrlaten / Grafen / Frenen / den vom Adel und den Stetten / zu teglichem krieg von zusatz schicken werden / sollen sy allweg an denselben enden bestellen / daß den Unsern in gleich vailem kauff umb iren Pfenning lifrung gegeben werd.

Wre auch / daß die gemelten Prelaten / Geaven / Freyen / die vom Adel und die Stette beschedigt / bekriegt / mit gewalt oder macht von yemant wer der wäe / überzogen / oder Je Slesi / oder Stette belegert wurden / und Unß das von Inen wurd zu wißen getan: So sollen und wellen wir von stund an / on verzihen gegen dem / oder den / die Sye alßo überzegen oder belegert hetten: und auch denen / so Inen deß hilf und beystand thon welten / oder wurden / mit beschedigung und anderm handeln und fürnemen / nach gelegenheit dee Sach / alß tet es Unß selbs antreffen und berüren. Und insonder die helffee oder beyständer deß / oder der Hawptleüt / so die obgemelten Prelaten / Geaven / Freyen / die vom Adel und die Stette / überzogen / odee belegert hetten / an ihrer hilff / so sy ihnen thon welten odee wurden / verhindern / und Inen hilff und beystand wider sy thon / auch / alß ob es Unser aigen Sach wer / alles uf Unseen kosten und schaden / getrewlich und ungeverlich.

Wan wir auch von wegen der dickgemelten Peelaten / Graven / Freyen / der vom Adel und der Stette / mit jemand / wee der / odee die weeen / zu offnen vehd und Veintschafft kommen; So sellen wir Unß von Inen nit ziehen / fürworten noch schaiden / sondeen In biß zu außtrag dee sach / inhalt dieser verschreibung / beraten und beholffen sein / getruwlich und ohngefährlich.

Wie und die Unsern / auch Unsere Ret / Dienee / und die Unß zuversprechen steen / sellen und wollen auch der dickgemelten Prelaten / Graven / Freien / die vom Adel und der Stete / gemainlich / oder Ir eins insonder Veind / so bald Unß die verlünt / zu wißen getan / oder wir selbs gewar werden / in allen und iglichen Unsern Slcßen / Stetten / Merckten / Dörffern und gebieten / wißentlich nit enthalten / hausen / noch hofen / eßen / trencken / noch gefahrlich hinschieben / hilf / fürdrung noch beistant ehon / noch Ihnen für sich kein glait / trostung noch sicherheit geben: Sonder dieselbe bestellen anzunemen / und in solchen Iren veinden / an welchen enden die ergriffen wurden / rechts gestatten und ergeen laßen / eie eintreg und verziehen / getreülich und ungeverlich.

Doch: So mögen wie einen jeden zu tagen und taidingen gleit geben / und ob Unß ein Fürst odee Herr / oder sunst andee zu hauß kommen / und ungefährlich einen mit im brecht / dee eins andern in dieser verschreibung veind oder beschediger wär / mit dem soll es ongeverlich gehalten werden.

Und ob wir / Unsere Räte / Dirner odee zugewanten von der gemelten Prelaten / Graven / Fryen / der vom Adel und der Stett wegen zu kriegkommen / und Unser lehen ufsagten: so soll kein richtigung voegenommen werden / Unß / Unsern Reten / Dienern und zugewanten sein dan zuvor Unsere und ihre lehen wider gelihen. Und ob jemand / wer dee oder die wären / die obgenanten Prelaten / Graven / Freyen / die vom Adel und den Stetten samend / eder sender / die Iren / und die In zuversprechen stunden / mit frembden oder außländischen Rechten / geistlichen oder weltlichen / dahin sie zu recht nit gehörten / zu bekommen und umbzutreiben understunden / uber daß sy und die Irn an billiche end fürzukommen nit weeen erfordert / noch ihnen die veesagt hetten; dawider und darin sollen und wollen wie sy getrewlich helffen / hanthaben / schüzen und schirmen / damit sy und die iren solcher frembden und außlendiger gerichten entladen werden / und bey zimlichen und billichen rechten pleiben mögen.

Doch: ob sy / eder die Iren mit geistlichen gerichten / von geistlicher sach wegen von nemant wurden / angelangt und fürgenommen / das sol hierin unvergriffen sein / ungeverlich.

Wolten sich auch die gemelten Prelaten / Graven / Freyen / Heren / die vom Adel und die Stett zu andern Fürsten / Fürstgenossen und Communen veraynen / daß sollen sy vor an Unß bringen / ob wie auch

Anno 1488. auch in solch eynung mit denselben kommen und Unß veraynen wollen/ daß sollen wir machr haben. Ob aber solch verbündtnuß von Unß nit beschehe/ und sy sich dannoch zu denselben verbinden wurden/ daß sy auch mache haben; darin sollen sie Unß dieser aynung und verscheribung halb/ gegen denselben aufnemen/und wir ine von denselben wegen/ und was sy von derselben wegen angieng/ keiner hilf schuldig noch pflichtig sin. Und diese verbündenuß und aynung soll Unß/ an Unsern lehenschafften/ Pfanteschafften/ offnungen/ und dienstbarkaiten unschedlich und unvergriffen sein.

Und ob sich fügen wurd/ daß jement/ wer der/ oder die wären/ die in dieser verbintnuß nit weren begriffen/ einen oder mehr außer den Prelaten/ Graven/ Freyen/ den von Adel und auch den den Stetten/ und die inen zuversprechen steen/ wurden ersuchen und anlangen/ umb sachen/die sich vor dieser veraynung wegen/ dieweil die gewert/ begeben/ und verloffen hetten/ darin sollen und wollen wir/ nach dieser Eynung inhale/ so die außgangen ist/ dannoch dem/ oder denselben beraten und beholffen sein/ zu gleicher weiß und in allweg/ alß ob diese Eynung dannocht werete.

Und in dieser Eynung sollen ußgenommen und hindangesezt sein/ alle ervolgte und erlangte Recht von jement außerhalb dieser eynung ervolgt und erlangt/derselben wir diesee eynung müßig sein mögen/ ohngeverlich.

Alßo haben wir für Unß/ Unser Erben und Nachkommen/ alle die Unsern/ und die Unß zugehören und zuversprechen steen/ geistlich und weltlich/ diese Püntnuß und verainung mit allen und jeden ihren stucken/ Puncten und Artickeln von dato diß Briefes an/ und darnach von der nägstkünfftigen Mittfasten/ anzufahen/und von derselben zeit siben Jahr/ die neßten nacheinander volgend zu weren/ die sich endet uff den sibenzehenden Tag deß Monats Martii im sechs und neunzigsten Jar/ bey Unsern Fürstlichen Eren und würden versprochen zu halten/ und zu volfüren/ alles getreülich und ungeverlich. Mit urkund diß Briefes. Geben und versigelt mit Unserm anhangenden Insigel am Mittwuch/ nach Sant Margrethen Tag/ der Heiligen Jungfrawen/ nach Christi gebuer vierzehenhundert und im acht und achtzigisten Jaren.

CXII.

23. Juill. Revers der Marggrafen von Brandenburg Friederich und Sigmundts an die Schwäbischen Bundsgenoßen außgestellt/ wodurch sie bekennen/ daß in ihrer mit diesen beschehenen Verbindung Ertz-Hertzog Sigmund von Oesterreich und Graf Eberhard zu Würtemberg außgenommen worden. Geschehen uff Mittwochnach St. Margrethen Tag. Anno 1488 [JOH. PHILIPP. DATT, Volumen Rer. Germanicar. Novum. Libr. II. Cap. IX. pag. 293. §. 37.]

C'est-à-dire,

Revers donné par les Marckgraves. de Brandebourg, FREDERIC *&* SIGISMOND, *aux Alliez de la* Confédération de Suabe; *contenant de leur part une Exception de l'Archiduc d'Autriche & du Comte de Wirtemberg. Fait le Mecredi après la Ste. Marguerite* 1488.

WIr Fridrich und Sigmund Gebrüdere von Gottes Gnaden Marggrafen zu Brandenburg rc. bekennen und thun kunt offen mit diesem Brieve: alß sich die Prelaten/ Graven/ Fryen/ Herrn/ die vom Adel und den Stetten/ deß Punts im Land zu Schwaben zu Unß in aynung gethan und verbunden haben/ daß sie sollich aynung wider Unsern lieben Oheim und Schwager Herrn Sigmunden/ Ertz-Herzogen zu Oesterreich/ und Herren Eberharden/ Graven zu Würtemberg und Mümpelgart/ den Eltern/ nit binden soll/ und die ußgenommen habent. Zu urkund mit Unserm anhangendem Insigel versigelt und geben/ uff Mittwoch nach Sanct Margrethen der Hailigen Junckfrawen Tag/ nach Christi Geburt vierzehen hundert und im acht und achzigsten Jaren. Anno 1488.

CXIII.

Attestat Eberhardts von Würtemberg/ worinnen Er bekennt/ daß die Marggrafen von Brandenburg Friederich und Sigmund mit seinem willen in den Schwäbischen Bund aufgenommen worden. Geben uff Dornstag nach St. Margrethen-Tag Anno 1488. [JOH. PHILIPP. DATT, Volum. Rer. German. Novum Lib. II. Cap. IX. pag. 292. §. 29.] 24. Juill.

C'est-à-dire,

*Atestation d'*EBERHARD *Comte de Wirtemberg portant que c'est de son consentement, que les Marckgraves de Brandebourg,* FREDERIC *&* SIGISMOND, *ont été reçus dans la* Confédération de Suabe. *Le Jeudi après la Ste. Marguerite* 1488.

WIr Eberhard Grave zu Würtemberg und zu Mümpelgart/ der Elter/ bekennen und tun kunt offenbar mit diesem Brieve: alß die Ehrwürdigen/ Wolgebornen und Edeln/ Unser lieb Oheimen/ getrewen und besondern/ die Hawpleüt/ Prelaten und gemainen Ritterschafft Sanct Jörgen Schilts/ auch deß Heiligen Reichs Stett diß Pundes im Land zu Schwaben/ die Hochgebornen Fürsten/ Unser lieben Herrn Schwäger und Oheim rc. Herrn Fridrichen und Herrn Sigmunden Gebrüdere/ Maggraven zu Brandenburg/ zu ihnen in ir Eynung und verschreybung genommen haben/ daß solches mit Unserm willen geschehen ist. Gereden und versprechen auch in krafft diß Briefs: Ob es wäre/ daß die gemelte Prelaten/ Graven/ Fryen/ die vom Adel und von den Stetten/ von der egenanten Unser lieb Herrn Swäger und Oheim von Brandeburg wegen/ in dem Land Schwaben bekriegt/ beschedigt/ angriffen und mit mache überzogen wurden/ daß wir inen dan/ uß krafft des Kayserlichen Mandats, auch nach lae Unser verschreybung Inen vormals geben/ hilff und bystand thun sollen und wollen/ alles getruwlich und ungeverlich. Und soll daran nit irren noch hindern der Artickel/ in der obgemelten Unser verschrybung den gesellschafften und Stetten gegeben/ begriffen/ der alßo lutet: Ob die genante Prelaten/ Graven/ Fryen/ die vom Adel und den Stetten hinfür Fürsten/ Fürstenmäßige Herrn oder Communen zu ihnen in ir verschreibung nemen werden/ daß sie das an Unß bringen sollen: Ob wir mit denselben auch in ainung kommen wolten/ und wo Unß das nit gemaint wäre/ daß sy dannocht dieselben ufnemen mögen/ und doch Unß gegen denselben ußnemen/ und daß wir auch Inen von derselben wegen dehaine hilffe noch bystande schuldig sin solent zu eunde rc. da soll derselb Artickel in dieser Sach an der obgemelten Unsern hilff den genanten Prelaten/ Graven/ Fryen/ den von Adel und den Stetten kein verlezung bringen/ in dehain weiß/ on geverde. Und deß zu urkund so haben wir Unser Insigel offentlich

getan

getan hencken an diesen Brieve: der geben ist uf Dornstag nach Sant Margrethen tage von Christ Unsers lieben Herren Geburt / als man zalt Tusent vierhundert / achtzig und acht Jare.

CXIV.

20. Août. *Traité de Paix entre* CHARLES VIII. *Roi de France, & le Duc de* BRETAGNE. *A Sablé, le 20. Août* 1488. [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 318.]

FRANCE ET BRETAGNE.

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France; A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme pour obvier aux Guerres & divisions, & abattre du tout les tres-perilleuses & tres-dangereuses entreprises faites à l'encontre de nous & de nôtre Roiaume, il ait été besoin & necessaire, qu'aions mis par deux fois une grande & puissante Armée, tant l'année passée, que cette presente; ait été aussi besoin qu'aions fait marcher nôtre Armée au Païs de Bretagne; ce que nous faisions à grand regret, pour l'amour qu'avions toûjours porté à nôtre tres-cher Cousin le Duc de BRETAGNE, & à icelui Païs, parquoi eussions bien voulu, que l'on eût pû deslors pacifier les diferends qui étoient entre nous & nôtredit Cousin. Et combien que avons mis en nôtre obeïssance, plusieurs Villes & Places dudit Païs de Bretagne, tellement que par ce moien, & aussi au moien de la Bataille, dont il a plû à nôtre Createur nous donner la Victoire, il étoit bien en nous de tirer plus avant; toutefois aiant égard aux remontrances & Requêtes à nous faites de par nôtredit Cousin, qui a envoié grande & notable Ambassade devers nous, pour faire & conclure quelque bon Traité de Paix: Nous pour l'honneur & reverence de Dieu, & que verrions la destruction de nôtredit Cousin, & de sondit Païs, avons commis plusieurs grands & Notables Personnages, pour travailler sur le fait de ladite Paix; & aprés avoir oüi leur rapport, avons finalement été contens de faire cesser nôtredite Armée, & d'accorder à nôtredit Cousin icelle Paix. Et sur ce a été fait, passé, accordé, & conclû entre nous & nôtredit Cousin, un bon & fructueux Traité de Paix, en la forme & maniere que s'ensuit.

Premierement, bonne seureté, vraie & perpetuelle Paix, & Amitié, Union, & concorde est, & dorenavant sera à toûjours inviolablement entre le Roi, & le Duc, leursdits hoirs, Successeurs, Païs & Seigneuries.

Et pour ôter les occasions, au moien desquelles ladite Paix se pourroit enfreindre, s'il n'y étoit pourvû, le Duc sera promptement vuider de son Païs tous les étrangers, qui audit Païs se sont mêlez de la Guerre contre le Roi, & les envoiera le Duc incontinent hors dudit Païs.

Et avec ce, jamais en quelque tems que ce soit, icelui Duc, ses hoirs, Successeurs, & ceux de sondit Païs, ne recevront ni entretiendront audit Païs aucuns étrangers, qui soient gens pour susciter, pratiquer, ou faire Guerre au Roi, & à son Roiaume. Et ainsi l'a promis & juré le Duc solennellement, & le promet & jure sur les Saints Evangiles de Dieu, & sur le fust de la vraie Croix, pour lui, sesdits hoirs, & Successeurs.

Semblablement, pour cette même consideration, & afin d'obvier aux merveilleux inconveniens, qui pourroient avenir audit Païs de Bretagne, si le Duc marioit les Dames ses Filles à aucuns Seigneurs, qui fussent enclins & portez à émouvoir Guerres & divisions, icelui Duc voulant à ce obvier, ne permettra que lesdites Dames ses Filles soient mariées au déplaisir & mécontentement du Roi, & contre son gré. Et pour ce a promis & juré, promet & jure solennellement, comme dessus, que toutes les fois que ses affaires seront disposées à faire quelque Traité de Mariage pour lesdites Dames, ce sera par le conseil, avis, & consentement du Roi, & non autrement; attendu mêmement que ledit Seigneur a declaré, qu'il delibere traiter lesdites Dames amiablement & favorablement, comme ses parentes.

Et pour garder, tenir, observer, & accomplir solennement & de bonne foi tout ce que dit est, tant de faire vuider dudit Païs de Bretagne, & non jamais y recevoir les étrangers, qui se sont mêlez, ou voudroient se mêler ci-aprés de faire Guerre au Roi, & à sondit Roiaume, ont accordé, que des Mariages d'icelles Dames le Duc fera bailler les scellez des Prelats, Chapitres, Seigneurs d'Eglise, Barons, Nobles, bonnes Villes, & gens des trois Etats dudit Païs de Bretagne, en la meilleure & plus seure forme que faire se pourra. Tous lesquels, avec icelui Duc, s'en obligeront sous les plus grandes censures d'Eglise, qu'ils se pourront obliger, & aussi sous peine de deux-cens mille Ecus d'Or, à appliquer au profit du Roi, en cas de contravention. Le pact & promesse dessus dits neanmoins demeurant en force & vigueur, pour le paiement de laquelle somme de deux-cens mille Ecus d'Or, lesdites bonnes Villes generalement, & specialement la Ville & Comté de Nantes, seront expressément hipotequées, obligées, & affectées.

En outre, vu que le Roi a déja mis en son obéïssance les Villes & Places de Saint-Malo, Fougeres, Dinan, & Saint-Aubin du Cormier, & plusieurs autres dudit Païs de Bretagne; & que si l'ost & Armée du Roi tiroit en avant, ce seroit la totale destruction & perte dudit Païs; le Duc connoissant cela clairement, a voulu & consenti, veut & consent, pour le bien & salvation de sondit Païs, & aussi de lui & desdites Dames ses Filles, que lesdites Villes & Places de Saint-Malo, Fougeres, Dinan, & Saint-Aubin, demeurent en la main du Roi, avec leurs Banlieuës, Châtellenies, Etendues, Ports, Havres, Passages, Jurisdictions, Ressorts, Offices, Prerogatives, Prééminences, Droits, Profits, & Emolumens, & Appartenances quelconques, tant sur la Mer que en eau douce, & en Terre ferme. Esquelles Villes & Places de Saint-Malo, Fougeres, Dinan, & Saint-Aubin, le Roi aura toute puissance de commettre, ordonner, instituer, & destituer tous Officiers, quels qu'ils soient, sans que le Duc ou ses gens y aient que voir, ni que connoitre, soit en la Mer, soit en eau douce, ou en la Terre, sauf ce ce qui sera dit & declaré ci aprés.

Et moiennant ces choses, & aussi pour contemplation des Mariages à venir d'icelles Dames, & de ce que le Duc veut & entend traiter, faire, & conclure lesdits Mariages, par l'avis, conseil, & consentement du Roi, & non autrement, icelui Seigneur dés à present fait & fera retirer son Ost & Armée hors dudit Païs de Bretagne, en delaissant Garnison seulement esdites Villes, qui sont en son obeïssance, ou en aucunes d'icelles, ainsi qu'il verra que besoin sera, & pour autant de tems que bon lui semblera.

Et combien que le Roi ait fait plusieurs grans frais, coûts & dépens en cette Guerre de Bretagne, & à cause d'icelle; dont il pourroit faire question & demande au Duc, toutefois en faveur & contemplation que dessus, icelui Duc en demeurera quitte & dechargé, & l'en a quitté & quitte le Roi entierement.

Et davantage, le Roi est & sera content, que le Duc reçoive le revenu ordinaire & extraordinaire desdites Villes & Places de Dinan & Saint-Aubin, en retenant par le Roi en sa main la force, autorité, & tout le surplus desdits lieux, mêmement les Clôtures, Ceintures, Murailles, Tours, Portaux, Châteaux, Forteresses, Fossez, Fauxbourgs, & Banlieues, avec le pouvoir de pourvoir aux Offices, & de mettre gens de Guerre à la garde desdits lieux, en tel nombre que bon lui semblera, s'il voit que métier en soit. Pour laquelle garde le Duc ne sera tenu de paier aucune chose, fors seulement les reparations necessaires, & les gages ordinaires des Officiers: c'est à savoir, tant ceux qui d'ancienneté y ont accoûtumé d'estre, que ceux qui y étoient au tems que lesdites Villes & Places sont venuës és mains du Roi, à prendre le tout sur le revenu. Pour lequel revenu lever & recevoir, celui ou ceux que le Duc à ce commettra, seront tenus d'avertir prealablement les chefs, qu'il plaira au Roi ordonner esdits lieux, & de faire serment qu'ils n'y viendront pour autre cause, que pour lever & exiger ledit revenu.

Et si pourra neanmoins le Duc faire poursuite par requeste, & non autrement, pour l'entier recouvrement de tout ce que le Roi retient à present esdits lieux de Dinan & Saint-Aubin, aprés que le Duc aura fourni à ce qu'il est tenu de fournir de son côté, quant aux choses dessus dites.

Mais entant que touche lesdites Villes de Saint-Malo & de Fougeres, & leurs appartenances, le Duc n'en pourra faire poursuite de son vivant. Toutefois le Roi a consenti & consent, en faveur & contemplation desdits Mariages, que lesdites Dames, aprés le trepas du Duc leur Seigneur & Pere, puissent faire ladite poursuite: & s'il est lors connû & trouvé, que le Roi n'y ait droit, soit à cause du titre, qu'il peut & pourra avoir, & qu'il pretend en la totalité dudit Païs & Du-

ché

ANNO 1488. ché de Bretagne, aprés le trepas du Duc, soit par autre juste titre & moien; eu ce cas, icelui Seigneur rendra & restituera pleinement lesdites Villes de Saint-Malo & de Fougeres ausdites Dames, ou à celle d'elles à qui il appartiendra, ou à leurs hoirs procréez de leurs corps, qui naîtront desdits Mariages, faits par l'avis, conseil, & consentement du Roi, comme dessus est dit, pourvu qu'il soit prealablement remboursé des mises & dépenses qu'il aura faites pour les meliorations, reparations, & Fortificaions desdites Villes & Places de Dinan & Saint-Aubin, en tout & par tout, si d'icelles Villes & Places de Dinan & Saint-Aubin, n'est autrement appointé entre le Roi & le Duc, avant le trepas d'icelui Duc.

Mais s'il avenoit, que lesdites Dames, ou aucune d'icelles, fussent mariées sans le consentement, avis & conseil du Roi, les dessusdites Villes & Places de Saiot-Malo, Fougeres, Dinan, & Saint-Aubin, ensemble toutes leurs appartenances quelconques, demeureront perpetuellement audit Seigneur, pour en jouïr audit cas par lui, & ses Succelseurs Rois de France, comme de leur propre heritage & Domaine: & néanmoins seront commises les peines dessus declarées.

Au surplus, pource que les gens de Guerre du Roi auront aucunes fois à loger en la Terre du Duc, pour aller & venir ausdites Places & Villes de Saint-Malo, Fougeres, Dinan, & Saint-Aubin, le Duc a consenti & consent, qu'ils le puissent faire licitement, & loger à Dol, & és lieux déclos ou desemparez; moiennant qu'ils paieront leur écot raisonnablement, & ne méferont à personne, & aussi qu'ils ne passeront outre la Riviere de Dinan.

Et au regard des Villes & Places de Vitré & de Clisson, étans pieçà en la main du Roi, il ne sera tenu de les remettre à autres maintenant, ni pour le tems à venir, fors aux Seigneurs qui les tenoient, lors qu'il les mit en sadite main.

Et quant aux autres Places & Lieux du Païs de Bretagne, qui par les gens du Roi avoient été prises & occupées, & qui ne sont des appartenances desdites Villes & Places de Saint-Malo, Fougeres, Dinan, & Saint-Aubin, elles seront rendues à ceux qui en étoient Possesseurs au tems de la prise d'icelles.

Et si les gens du Roi, ou autres en sa faveur, de quelque Nation qu'ils soient, prenoient ci-aprés aucunes Villes ou Places audit Païs de Bretagne, le Roi en fera incontinent reparation & restitution, à peine de perdre tout le droit qu'il peut avoir & pretendre maiotenant, & pour le tems à venir, esdites Villes de Saint-Malo, Fougeres, Dinan, & Saint-Aubin, & l'appliquer au Duc, & à ses Successeurs; & neanmoins demeurera le Roi obligé & tenu à ladite restitution.

Et pareillement si les gens du Duc, ou autres en sa faveur, de quelque Nation qu'ils soient, par surprise, emblée, ou autrement, prenoient ci-aprés aucunes desdites Villes de Saint-Malo, Fougeres, Dinan, & Saint-Aubin, le Duc en fera faire incontinent reparation, & restitution, à peine de perdre entierement tout le droit qu'il, & ses Heritiers & Successeurs, pourroient pretendre esdites Villes & Places de Saint Malo, Fougeres, Dinan, & Saint-Aubin, à appliquer au Roi, & à ses Successeurs; & neanmoins demeurera le Duc obligé & tenu à ladite restitution. Ainsi accordé & conclu a Sablé, le vintieme Aoust 1488.

CXV.

5. Sept. Römischen Königs MAXIMILIANI I. Confirmation des Anno 1488. aufgerichteten Schwäbischen Bundes / wodurch er promittirt, daß weder Er / noch seine Nachfolger am Reich solchen die zeit über des zu Franckfurt gesetzten und verkündigten Land-friedens umstossen würden. Geben zu Antwerpen den 5. Septembris 1488. [JOH. PHILIPP. DATT, Volumen Rer. Germanic. Novum Libr. II. Cap. V. pag. 268. §. 23. d'où l'on a tiré cette Pièce. qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. I. Abtheilung II. pag. 85.]

C'est-à-dire, ANNO 1488.

Confirmation de la Confederation de Suabe *par* MAXIMILIEN I. *Roi des Romains, pour tout le tems que doit durer la* Paix publique de Francfort, *avec promesse de ne point la revoquer. A Anvers le 5. Septembre* 1488.

WIr Maximilian von Gots gnaden Römischer Kunig —— —— bekennen offentlich mit diesem Briefe / und tun kunt allermenniglich. Alß etlich Unsee und deß Heiligen Richs Fürsten / Graven / Herrn / Edel und Stette deß Landts zu Swaben / uff verwilligung und bevelche deß Allerdurchluchtigisten Fürsten und Herrn / Herrn Fridrichen / Römischen Kaisers —— —— Unsers gnedigen lieben Herrn und Vatters / ain Puntnuß / Verainung und Verståntnuß miteinander gemacht / beschloßen und verschriben / inhalt der Beiefe darüber außgangen: daß / wie / alß Romischer Kunig uff seiner Kayserlichen Mayest. ernstlich bevelhe / mit wolbedachtem Mute / gutem Rate und rechter wißen / in sollich vorberürt Püntnuß / Verainung und Verstentnuß gnedigklichen verwilligt / und die confirmirt und bestett haben / verwilligen / confirmiren und beståten die also / von Römischee Küniglichen Macht vollkommenheit / wissentlich / in krafft diß Briefs / und mainen, sezen und wollen / daß nu fürhin sollich vorberürt Püntnuß / Verainung und Verståntnuß / die zyte deß geseztem und verkündten fridens zu Franckfurt gemacht / und angevangen / und nit länger in aller und yeden Iren Ordnungen / Sazungen und Statuten, zu glycher wyße dee genant Unser gnedigee lieber Herre und Vatter die fürgenommen / gemacht und verwilligt hetten / und alß die von worte zu worte hierin geschriben und begriffen weren / by würden und kreffien sin und belyben / und darwider durch Unß / noch Unser Nachkommen nichts gehandelt / noch getan werden soll / in dehain wyse / alles getruwlich und ungeverlich. Mit uekund diß Briefs / besigelt mit Unserm Kuniglichen anhangendem Insigel. Geben in Unser Statt Antwerp / am Fünfften Tag deß Monats Septembris, nach Christi Geburt 1488. Unsers Rychs im dritten Jaee.

Ad Mandatum Domini Regis proprium.

CXVI.

Kaysers FRIDERICI Mandat an die Craichgöwische Ritterschafft / sich in den Schwäbischen Bund mit zu begeben. Antoeff den 12. September 1488. [JOH. PHILIPP. DATT, Volum. Rer. German. Novum Libr. II Cap. IX. pag. 287. §. 3. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. I. Abtheil. II. pag. 85. d'où l'on a tiré cette Pièce.] 12. Sept.

C'est-à-dire,

Mandement de l'Empereur FREDERIC *à la Noblesse de Kraichgow, par lequel il lui ordonne de se joindre à la* Confederation de Suabe. *A Anvers le* 12. *Septembre* 1488.

WIr Friderich von Gottes gnaden / Römischer Kaiser / zu allen zeiten Mehrer des Reichs / zu Hungarn / Dallmatien / Croatien / König / Herzog zu Oesterreich / und zu Steur rc. Embieten dem Ehrwürdigen / Unsern lieben Andächtigen Reinharden

Anno 1488. den von Nußberg / (in Copia, quam Circuli Suevici Deputatis Equestris Suevicæ Nobilitas, cum Esslingæ Anno 1586. conventus haberetur, ex originali descriptam dedit, legitur Reinharden von Nipperg /) Meister Teütsch Ordens / in Teütsch und Welschen Landen ꝛc. Auch allen und jeglichen Rittern und Knechten / in dem Creichgow gesessen / und die in das Land zu Schwaben gehörig / wie die hernach begriffen seindt. Nemlichen Engelhard von Nußberg zu Wiessenbach ꝛc. (d. l. Engelharten von Nußberg zu Reisenlach.) Peter Lämblein zu Horckheimb. Philipsen von Grenbeeg zu Grensberg. (d. l. Philipsen von Ereinberg zu Freinberg.) Jörg von Mossenbach / zu Mossenbach. Hansen von Gemmingen / den alten / zu Gemmingen. Conraden von Helmstatt / zu Grussenecth Hans von Bemngen / zu Zuzenhausen. Philipsen Sturmfedee zu Schadhausen. Conrad von Thalheim / zu Weissenbach. (d. l. Conrad von Thalheimb zu Weissenloch.) Dieterich von Angelach / zu Angelach. Georgen Gölern von Ravenspurg. Eberharden don Steenenfels zu Kyürnbach. Eiteln von Sielchingen. (d. l. Eiteln don Sickingen) Conraden von Lammersheimb / zu Jßlshen. Mathessen Raming. (d l. Mathiassen Rammung zu Daspach) zu Daspach. Hansen von Mussenbach / zu Mur. (d. l. Hansen von Muspenburg / zu Mur.) Philipsen Bittendorff zu Gewangelath. Hans von Gemmingen Sel. Wittibin und Söhne zu Michellfeld. Hans Ußlinger zu Hillspach ꝛc. Hansen von Oschoffen / zu Riechen. Niel Schelmen von Bergen zu Nibsheim. Der Holzhaferin Wittbin und Ihren Sohn / zu Miebsheim. Ulrichen von Flechingen. (d. l. Ulrichen von Flehingen zu Flehingen.) Hansen Talackern / zu Beüstel. Hansen von Gerwang. Hanß Hoffwarth zu Münzeshew / und Peter Flammen zu Sinßhaim ꝛc und allen andern Jores Nahmens und Geschlechts / so mit diesem Unserm Kayserlichen Brieff oder glaublichee abschrifft davon ersucht werden / Unser gnad und alles guts. Wiewohl Jr der mehrer teil / als wir bericht werden / durch Unsern Kayserlichen Gebottsbrieff / von dem Haubtman der Gesellschafft Sanct Georgen-Schilts zu Schwaben des theils an dem Neckar / in krafft des gewalts / Ihm durch Uns gegeben / und befohlen / ersucht und erfordert worden seind: Euch bey den Poenen in denselben Unsern Kayserlichen Gebotzbriefen ohn länger verziehen / in die Büntnuß / Einung und Beeständtnuß / so etlich / Unsee / und des Reichs Fürsten / Graven / Prælaten / Heern / Ritterschafft / die vom Adel und Stette des Landes Schwaben / uff Unser ernstlich schreiben und gebott / des wir Ihnen selbst / zu behaltung / und guten / und damit sie bey Uns und dem Heiligen Reich / auch deren Freyheiten / Privilegien / altem herkommen / ihren inhabenden gütern und anderm dem Jorem bleiben / und bey dem Friden / den wir dem Heyligen Reich zu gut / uff dem nechstgehaltenen tag zu Franckfurt gemacht / und allenthalben ausgeschrieben und verkünden lassen haben / desto stattlicher gehandhabt werden möchten / sich gegen ainander veraint und verschriben haben / zubegeben. So langt uns doch an / daß Ihr in gemein und sonder die / so erfordert / und auch andre / die nit ersucht sein / bißhero still gestanden / und solcher forderung und ersuchung Unserem Kaiserlichen befelch nach / ungehorsam erschienen sin / und deren verachtung gethan haben solt / daß Uns billich an Euch die ersuchten befrembdet / und wann Uns nun solch allberührt Bündtnuß zu handhaben gemeint ist. Dennach gebiethen wir Euch allen / und Euer jedem insonderhait / bey den Pflichten / damit Jr all und Euer jeder Uns und dem Heiligen Reich verbunden seit / und datzu denen Poenen in denen vorgemelten Unsern Kayserlichen ausgegangenen Gebottsbriefen begriffen: auch Unser und des Reichs schwehrer ungnad und straf / von Römischen Kayserlichen Macht ernstlich / und wollen / wan ihr samentlich odee jeder insonderheit mit diesem Unserm Kayserlichen Brief oder glaublichen abschrifft darvon / durch den wohlgebornen Unsern und des Reichs Hauptman des obberürten Bundes und lieben getreüen / Haugen Grafen zu Werdenberg ersucht und ermant werden / daß ihr alsdann ohn länger verziehen und auffhalten / in fünffzehen tagen den necksten; nachdeme Euch dieser Unser Kayserlichen Brief geantwurt / oder / wie vorstehet / verkündet windet / die obgemelte Einung oder Verbündtnuß annehmend / verwilliget und darein begeben / mit verschreibung und anderm / wie sich dan solches gebührt. Daran thut Ihr Uns Unser ernstlich: maynung; dan wo ihr das in der obgeschribnen zeit nit thun / und diesem Unserm Kayserlichen gebot ungehorsam erscheinen würdet / den oder dieselben / und das Jöre / mit den Euren / Ihren Leibern / Leüthen und gutern / wollen wir jetzt als denn / und dan nis yetzt / aus Römischen Kayserlicher Macht vollkommenheit / aigner bewegnuß und rechtem wissen / in Unser und des Heiligen Reichs Acht und Aberacht / auch andere Poen / Straff und Bueß / in den vorausgegangenen Unsern Kayserlichen Gebottsbrieffen begriffen / gefallen sein / erklärt und declariret haben: also / daß Euer und Euer Leib und güther menniglichen erlaubt sein: und darin diejenen / die euch underfieen zu gehorsamb zu bringen / wider Uns / und das Heilige Reich / noch jemandts andern nicht gefrevelt / noch gethan haben / noch auch jemand darumb zu antworten / nicht schuldig sein sollen. Darnach wisset Euch zu richten / und diesem Unserm gebott gehorsamb zu erscheinen: als Ihr Uns / und dem Heiligen Reich / auch Euch selbst das schuldig seit. Und ob Jr all oder euer ainer insonderheit sonst gegen jemand anderm / wer der oder die wären / mit Bundtnuß / glübden / oder aiden / die dieser Veraynung oder Verständtnuß ainigen Nachtheil oder schaden bringen möcht / verpflicht / verschreiben oder verhafft weren / dieselbe Bündtnuß / glübd / Ayde und verschreibung heben wir auff und thun die ab / absolviren und entledigen Euch auch davon / aus obberürter Römischer Kayserlichen Macht volkommenhait / aigner bewegnuß und rechtem wissen. Geben zu Antorff / mit Unserm Kayserlichen uffgetruckten Jnsigel besigelt / am zwölfften tag des Monats Septembris, nach Christi Geburt Ein tausend vierhundert und in dem acht und achtzigesten Jar. Unsers Kayserthumbs im 37. Jahr.

Ad Mandatum Domini Imperatoris proprium.

CXVII.

17. Sept. Kayssers Friderici Pœnal-Mandat an einige Schwäbische dem Schwäbischen Bund noch nicht zugetretene Stände, solches innerhalb der von Ihm angesezten Zeit / bey vermeydung Kayserlicher Ungnad und hoher Straff zu thun und sich in solches Bündnuß mit zu begeben. Geben zu Antwerpen den 17. Septembris 1488. [Joh. Philipp. Datt, Volum. Rer. German. Novum Libr. II. Cap. IX. pag. 288. §. V. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans Lunig, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I: Abtheil. II. pag. 87.]

C'est-à-dire,

Mandement Pœnal de l'Empereur Frederic *à quel-*

Anno 1488.

quelques Etats de Suabe qui ne s'étoient pas encore joints à la Confederation de Suabe, *par lequel il leur ordonne de le faire dans un certain terme marqué, sous peine de son Indignation Imperiale. Donné a Anvers le* 17. *Septembre* 1488.

WIr Friderich von Gottes Gnaden Römischer Kaiser/ zu allen zeiten Mehrer deß Reichs/ zu Hungarn/ Dalmatien, Croatien 2c. König/ Herzog zu Österreich und zu Steyr 2c. Embieten den Ersamen/ Edlen/ Unseru andächtigen und deß Reichs lieben Getrewen N. N. allen und Jeglichen Prelaten/ Graven/ Fryen/ Heeren/ Rittern/ Knechten/ so in dem Land Schwaben gesessen/ oder darein gehörig/ in was Würden/ Standts oder Wesens die sein/ und mit diesem Unserm Kayserlichen Brieff/ oder glaublichen abschrifft davon/ ersucht und ermanet werden/ und die sich dan bißher in die Aynung und verschreibung deß Landts zu Schwaben nit begeben haben/ Unser Gnad und alles gut. Ersamen/ Edlen/ Lieben/ Andächtigen und Getrewen. Unß langt an/ wie ir Unser Kayserliche gebott/ so wir der jeztgemelten vereynung und Puntnuß halb/ zu handhabung deß Fridts/ der durch Unß/ auch den Durchleüchtigsten Fürsten/ Unseen lieben Sohn dem Römischem König/ auch Unser und deß Heyligen Reichs Churfürsten/ Fürstin und Stett bottschafften/ deß nechstgehaltnen tags zu Franckfurt/ gemacht/ beschlossen/ und allenthalben in dem Heyligen Reich verkündt/ auch zu beybehaltung Ewer aller Freyheiten/ Gnaden/ Privilegien/ Hab und gütern/ und darzu bey Unß/ alß Römischem Kayser/ Ewerm rechten Herrn/ und dem Heiligen Reich bleiben mögen/ fürgenommen/ und durch Unß bey mercklichen Penen/ Strafen und Bussen/ zumachen und zu vollziehen gebotten ist/ bißher/ über das ihr den mehrertheil damit ersucht und erfordert sein/ klein Volg gethan haben sollet: dadurch sollich Unser löblich fürnemen Unß/ und dem Heiligen Reich/ auch dem gemelten Land zu Schwaben/ zu nachtheil und schaden/ by hohen Pflichten/ Peen und Bussen/ ernstlich zerrütt würden: daß Unß in keinen weg lenger zu gedulden gemeint ist: und gebieten darauff euch allen und ewer jedem insonderheit von Römischer Kayserlicher macht/ bey vermeidung Unser und deß Heiligen Reichs schwehrer ungnad und Straf/ auch verliesung der Peenen/ in den voraußgangnen Unsern Kayserlichen Gebottsbrieffen/ und darzu einer sondern Peen/ nemlich 100. Marck lötigs Goldts/ die Ewer jeder/ so hierin ungehorsam erscheinen würden/ Unß in Unser Kayserlichen Kammer unabläßlich zu bezahlen/ verfallen sein solle/ ernstlich/ und wellen/ daß Jr nochmalß/ und insonderheit die/ so vormahls erfordert sein/ in Newn tagen/ und die vormahls nit ersucht sind worden/ in fünffzehen tagen/ den nechsten/ welcher mit diesem Unseem Kayserlichem Brieff/ oder glaublichen abschrifft davon ersucht würdet/ nach überantwurtung deßelben Unsers Kayserlichen Briefs/ oder abschrifft/ euch in solch verainung und verstendtnuß mit Ewern leiben und gütern zu den Gehorsamen/ so dieser zeit in solcher vereinung und verstendtnuß begriffen sein/ durch verschreibung und wie sich geburt/ begebet/ und darin verter kein außflucht/ noch waigerung suchet: alß lieb euch sey Unser ungnad und die obbestimpten Peenen zu vermeiden. Daran thut ir Unser ernstlich meinung. Dann welcher/ oder welche diesem Unserm Kayserlichem gebott aber ungehorsam erscheinen würden/ den oder dieselben/ erkennen/ oder erkleren wir mit ihren leiben/ leüten und gütern/ jezo alßdan und dann alß jezo/ von obberürter Römischen Kayserlicher macht vollkommenheit/ aigner bewegnus und rechter wißen/ in krafft diß Brieffs/ in Unser und deß Heiligen Reichs acht/ aberacht/ auch andern Peen/ straffen und bussen/ in den vorußgegangenen Unsirn Kayserlichen Gebottsbrieven begriffen/ verfallen zu sein: also daß ir alle und Jeder Ewer besonder/ und Ewer Jedes lib/ hab und güter/ menniglich erlaubt sein soll/ und darin dieyhenen und die Euch understeen zu gehorsam zu bringen/ sollen wider Unß/ und das Heilige Reich/ noch yemant andern nit gefreflet noch gethan haben/ noch auch yemant darum zuverantworten nit schuldig sein. Darnach wiß sich ein jeder zu richten/ und diesem Unserm gebott gehorsamb zu leben/ alß Jr Unß und dem Heil. Reich/ auch deß selbs schuldig sein. Und ob Jr alle/ oder Ewer einer insonder/ sonst gegen jemand anderm/ wer der oder die wären/ mit Puntnuß/ glübden oder aiden/ die dieser Aynung und verstendtnuß einichen nachtheil oder schaden bringen möchten/ verpflicht/ verschriben/ oder verhafft weret/ dieselb Puntnuß/ glübdt/ aid und verschreibung heben wir auff/ und thun die ab: absolviren und entledigen euch auch davon uß obberürter Römischer Kayserlichen macht vollkommenheit/ aigner bewegnuß und rechter wißen in krafft diß Brieffs. Geben zu Antwerppen mit Unserm Kayserlichen auffgetrucktem Insigel besigelt/ am Siebenzehenden Tag deß Monats September, nach Christi Geburt vierzehenhundert und im acht und achtzigsten. Unsers Kaiserthumbs im Siben und dreißigsten Jahren.

Ad Mandatum Domini Imperatoris proprium.

Anno 1488.

CXVIII.

18. Nov.

Ersatzungs Brieff der Stadt Hailbronn/ über ihre Accession zu dem Schwäbischen Bund. Auf Zinnstag nach St. Ottmars Tag/ Anno 1488. [Joh. Philipp. Datt, Volum. Rer. Germanic. Novum Libr. II. Cap. IX. pag. 291. §. 23.]

C'est-à-dire,

Déclaration de la Ville Imperiale de Hailbron *touchant sa jonction à la* Confederation de Suabe. *Du Mardi après le jour de St. Ottomar* 1488.

WIr Burgermeister/ Rate und Burgere gemeinlich der Statt Heilbronn. Bekennen und thun kund offenbar/ mit diesem Brieff: alß sich die Ehrwürdigen/ Wohlgebornen/ Edlen/ Gestrengen und veste/ Hauptlüt/ Prelaten/ Graven/ Fryen/ Herren/ Ritter und Knecht/ der Gesellschafft Sanct Jörgen Schilts/ und diß nachbenempten deß Heil. Reichs Stett im Land Schwaben/ Ulm/ Eßlingen/ Rutlingen/ Uberlingen/ Lindow/ Nördlingen/ Halle/ Memmingen/ Ravenspurg/ Gmünd/ Bibrach/ Dünckelspühel/ Weil/ Pfullendorff/ Kauffbeüren/ Kempten/ Ysni/ Leütkirch/ Giengen/ Wangen/ Aulon und Bopfingen/ uff gebott und befelch Unsers Allergnedigsten Herren deß Römischen Kaisers/ in fruntlich Eynung und verschreibung zusamen getan und verbunden haben/ nach lut der Brief/ darüber begriffen. Wann wir aber uß yezgemeltem Kayserlichem bevelch/ alß der an Unß auch gelange ist/ uß billicher gehorsam/ so wir Seiner Kayserlichen Mayestat schuldig sind/ Unß zu den obgenanten Hauptlüten/ Prelaten/ Graven/ Fryen/ Herrn/ Rittern/ Knechten/ und deß Heil. Reichs Stetten in ir aynung auch gethan/ darin Sie Unß dan gutwilliglich uffgenommen und empfangen haben: So gereden/ globen und versprechen wir für Unß und Unser nachkommen/ die obgemelten verschrybung und aynung der gesellschafften und Stett/ in allen und jeglichen stucken/ punckten und

ANNO 1488. artickeln zu halten/ den zu leben/ in allweg nachzukommen/ und getrulich zu vollziehen/ und dawider nit zu sin/ noch schaffen getan werden/ in dehain wise/ glich dem/ alß wir in denselben der Gesellschafft und Stett hievor gemelt Briefen und verschrebungen/ mit Namen/ auch begriffen wären: alles bey dem aid/ so wir hierumb liplich zu Gott und den Heiligen geswོren haben/ungeverlich. Und deß zu urkund/ haben wir gemein Unser Statt Secret Insigel/ für Unß/ gemein Unser Statt/ und all Unser nachkommen offentlich gehenckt an diesen Brieff: der geben ist uff Zinstag nechst nach Sanct Ottmars tag/ nach Christi Unsers lieben Herren Geburt vierzehenhundert/ achtzig und acht Jar.

CXIX.

3. Dec. *Instrumentum Juramenti Fidelitatis per Civitatem* SAONAM, *Domino* JOANNI GALEAZ MARIÆ SFORTIA *Duci Mediolani præstiti. In Arce Viglievani, die* 3. *Decembris* 1488. *Indictione* VII. Cum SAONENSIUM *Petitionibus, atque earum per Ducem præfatum Confirmationibus. Die* 24. *Novembris* 1488. [Pièce authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan.]

IN *nomine Domini Jesu Christi*, ejus Natalis Anno 1488. Indictione septima, die Mercurii tertio mensis Decembris. Clarissimis innumerabilibusque prope argumentis Illustrissimi Mediolanenses Duces perspexerunt Urbis Saone Communitatem præstantissimam ipsorum Ducum dignitati mirabiliter affici; verùm id superioribus mensibus satis comprobatum est, quibus cum de Ligustico Imperio dedendo Illustrissimo Principi D. Joanni Galeaz Mediolani Duci tractaretur, Saonenses cum summa omnium hilaritate, ac consensu ad primum ejus rei Nuncium, quippe qui nihil magis optarent, prefati Domini Ducis Oratoribus Urbem tradiderunt, ac in eorum Oratorum manibus ejus D. Ducis nomine recipientium fidelitatis juramentum præstiterunt. Dehinc ne ullum reverentiæ, ac fidei offitium erga prefatum Principem omitterent, ad ejus Excellentiam miserunt Spectabiles D. Petrum Baptistam Ferrerium, Jure Consultum, D. Franciscum Philippum, & D. Rafalem Fodratum, Cives Savonæ, ejus Communitatis Legatos, Procuratores, & Mandatarios, qui coram prefato Domino Duce Mediolani, Papiæ, Augleriæque Comite, ac Genuæ, & Cremonæ Domino constituti, exhibitoque Mandati Instrumento, hujus exemplum infrascriptum est, ac præsente Illustrissimo Domino Ludovico Maria Sfortia ejus Ducis Patruo, Curatore, Locumtenente, & Capitaneo Generali, & auctoritatem suam præstante ad instantiam mei Notarii infrascripti tanquam publicæ personæ stipulantis, & recipientis nomine, ac vice prefati Illustrissimi D. Ducis, ac aliorum omnium quorum interest, vel interesse poterit quomodolibet in futurum spontè, & ex certa scientia, animoque deliberato, ac omnibus modo, jure, via, & forma, quibus melius potuerunt, & possunt; juraverunt, & jurant specialiter, & expresse, nomine, ac vice Communis, Hominum, & Universitatis Civitatis Savonæ, ac Districtus, ac nominibus eorum propriis in manibus præfati D. Ducis stipulantis, & recipientis pro se se, nec non pro ejus Filiis, & descendentibus legitimis in Dominio, & Statu suo successuris, tactis Scripturis super Missali, quod prefatus Illustrissimus Princeps manibus tenebat, quod in perpetuum dicti Commune, & Homines, ac Universitas prædictæ Civitatis Savonæ, nec non Districtus ejusdem, ac ipsi Oratores, erunt legales, & fideles Subditi prefati Illustrissimi Domini Ducis, & descendentium suorum, ut supra, ac ipsius Illustrissimi Domini, & suorum Hæredum, ut supra, dominium totis viribus exaltabunt, quodque non erunt in consilio, quo dicto, vel facto, prefatus Princeps, & seu ut supra vitam, vel membrum perdant, aut perfidiæ capiantur, secreta etiam prefati Domini, & suorum, ut supra, ipsis credita ad ipsorum Dominorum damnum non manifestabunt, nec alicui propalabunt, & quod nullo unquam tempore se retrahent a serviciis, & obedientia prefati Illustrissimi Domini, & suorum, quin imò semper, ac omni tempore, ac in omne fortunæ, & temporis eventum in fide, ac obedientia versus prefatum Illustrissimum D. Ducem, & suos, ut supra, perseverabunt, & quod nunquam committent, aut tractabunt per se, seu aliquem eorum, aut committi, vel tractari per alium, seu alios facient aliquid contra Statum prefati Illustrissimi D. Ducis, nec tractanti, seu comittenti favebunt, seu consentient, quin immò si aliquid, quod absit, tractari contingerit, cum primum id senserint, statim illud per se, vel Nuncios, aut Litteras, quam citius poterunt, propalabunt prefato D. Duci, aut ejus Officialibus, & tamen ne id fiat totis viribus impedient, ac resistent, & quod similiter turbabunt, & impedient omnia, & singula, quæ essent, aut esse possent in damnum, præjuditium, vituperium, sive dedecus prefati D. Principis, & sui Dominii, sive Status, & quod in casu, quod Civitas Genuæ rebellaret contra ipsum Principem, aut Statum suum, aut vellet se subtrahere à Dominio, & subjectione prefati D. Ducis, quod tamen ejus Exc^a. nunquam futurum procul dubio existimat pro ejus Civitatis summa in ejus Celsitudinem fide, & observantia, tunc & eo casu Cives, & habitantes in Civitate, & Districtu Savonæ tenebunt, & manutenebunt Statum, & Dominium, Regalia, & Jurisdictiones, & honores in Civitate, & Districtu Savonæ, ac Territorio prefati D. Ducis, ita, & taliter, sicut, & qualiter fideles, & legales Subditi debent facere, ac tenentur pro suo vero Domino, & quod adjuvabunt ipsum Illustrissimum D. Ducem, & ejus Hæredes, ut supra, ad defendendum, manutenendum, ac retinendam Civitatem prædictam, & omnia, & singula bona prædictorum Dominorum etiam ubique consistentia, etsi aliquid, quod absit, perderetur in damnum prefati D. Ducis, pariter adjuvabunt ad illud recuperandum, & recuperatum contra omnem hominem manutenendum, non obstantibus quibuscunque Pactis, seu Conventionibus, quæ sint inter Communitatem Genuæ, & prædictos Savonenses. Denique in omnibus, & per omnia juraverunt, & jurant facere omnia, & singula, quæ facere tenentur, & debent veri, legales, & obsequentissimi, & fideles Subditi pro ipsorum veris Dominis ex forma utriusque fidelitatis, tam scilicet novæ, quam veteris, promittentes insuper dicti Oratores, Sindici, & Procuratores, suis & dictis nominibus, facere, & curare cum effectu, quod Commune, homines, ac Universitas Civitatis Savonæ, ejusque Districtuales, ob abundantiorem cautelam præsens Instrumentum, & omnia, & singula in eo contenta etiam per aliud publicum Instrumentum, cum Sacramento eis præstando, & clausulis opportunis ratificabunt, & approbabunt intra terminum unius mensis proximè futuri, eamque Ratificationem post modo immediate mittent prefato Illustrissimo D. Duci, in autentica forma, renunciantes prædicti Oratores, Sindici, & Procuratores, suis & dictis nominibus, exceptioni non prædictorum præstitorum juramenti, & fidelitatis, & obedientiæ omniumque, & singulorum, ut supra, non sic actorum, & promissorum, ac omni alii Juri, exceptioni, & defensioni in contrarium, de quibus omnibus prefatus Illustrissimus D. Dux jussit, & jubet, & prefati Domini Oratores rogaverunt, & rogant per me Philippum de Comite infrascriptum ipsius Illustrissimi D. Ducis Cancellarium, & Notarium publicum confici debere Instrumentum, unum, & plura ejusdem tenoris.

Actum Viglevani in Arce in Cubiculo prefati Illustrissimi D. Ducis, præsentibus Reverendissimo D. Federico Episcopo Malcacensi, & Illustr. D. Galeaz Peditatus Ducalis Capitaneo Generali ambobus Fratribus de Santo Severino de Aragonia Filiis quondam Illustris D. Ruberti, nec non Magnificis D. Branda Castilioneo Jure Consulto filio quondam D. Jacobi, & D. Petro Birago filio quondam. . . . . . & D. Galeaz Vicecomite filio quondam D. Guidonis Ducalibus Consiliariis, nec non Georgio Socha filio D. Melchionis, Antonio Philippo quondam Joannis, D. Philippo de Gambarana, quondam Spectabilis D. Gambarini, omnibus Civibus Savonensibus Testibus idoneis, vocatis, & rogatis.

Supradicti autem Mandati exemplum hic infrascriptum est.

In nomine Domini, Amen. Anno Salutiferæ Nativitatis ejusdem 1488. Indictione sexta, die vigesimo quarto mensis Novembris.

Magnifici, & præstantes Domini Antiani, & Gubernatores Civitatis Savonæ, in pleno & legitimo numero existentes, & etiam Spectabiles, & Egregii Domini Magistri rationales dictæ Civitatis, etiam in pleno & legitimo numero existentes, & infrascripti Cives dictæ Civitatis adjuncti dictis Officiis, ex forma deliberationis, & reformationis Consilii magni dictæ Civitatis

Anno 1488.

vitatis celebrati de Anno præsenti, die vigesimo quarto mensis Septembris, habentesque ad infrascripta omnia, & singula plenam, amplam, largam, liberam, omnimodam, ac plenariam potestatem, auctoritatem, & bayliam, vigore, & ex forma dictæ deliberationis, & reformationis Consilii celebrati dicta die vigesima quarta Septembris, & quosum quidem Dominorum Antianorum nomina sunt hæc: Dominus Joannes Fribertus Prior præfati Officii Dominorum Antianorum, Dominus Bartholomeus Astulfus Sub-Prior. Dominus Carolus Brexanus Eques aureatus, Dominus Percival Retus, D. Dominicus Oliverius, D. Bernardus Raynaldus, D. Thomas de Monelia Notarius. Nomina vero D. D. Magistrorum rationalium sunt hæc: D. Joannes Baptista Spinula, D. Franciscus Richerinus. Nomina verò Civium adjunctorum sunt hæc: D. Bartholomeus Maretus, D. Lazarus Feus, D. Antonius Ferrerius, D. Raphael Sansonus. D. Paulus de Odino. Constituti in loco infrascripto, sponte, consultè, deliberatè, ac ipsorum, ac cujuslibet eorum certa scientia, & omni meliori via, Jure, modo, forma, ordine, & effectu, quibus melius potuerunt, ac possunt, ac fieri, & esse possit nomine Communitatis, & Universitatis Savonæ fecerunt, constituerunt, delegerunt, nominaverunt, & deputaverunt ejusdem Communitatis, & Universitatis veros, certos, & indubitatos Oratores, Nuncios, Sindicos, & Procuratores, & quicquid de Jure melius fieri, & esse potest, specialiter Spectabiles, & Nobiles, ac Egregios Viros Dominos Petrum Baptistam Ferretium, Franciscum Philippum, & Rafalem Fodratum Cives Savonæ, præsentes, & præsentis Mandati onus in se se sponte suscipientes, specialiter, & expresse ad dandum, præstandum, & tribuendum obedientiam dictæ Civitatis, & Universitatis Savonæ Illustrissimo, & Excellentissimo Principi, & Domino Joanni Galeaz Mariæ Sfortiæ Vicecomiti Duci Mediolani, & ejusdem Exc^x. promittendum, quod dicta Communitas, & Homines, & Districtuales Savonæ erunt boni, fideles, & legales Subditi suæ Exc^x., & ejus Statui Mediolani, & toto ejus Dominio, ac etiam Januæ, Savonæ, & alibi ubicumque in præmissis, & circa præmissa, & dependentibus ab eis jurandum corporaliter ad Sancta Dei Evangelia manibus tactis Scripturis in manibus ejusdem Illustrissimi D. D. nostri Ducis fidelitatem, nomine & vice dictæ Communitatis, & Universitatis Savonæ, sic, & prout conveniens ac opportunum fuerit, ac eis præfatis Dominis Sindicis, Oratoribus, & Procuratoribus melius videbitur, & placuerit, & item ad quascunque petitiones, requisitiones, & supplicationes ipsi Illustrissimo Principi, & Domino Domino nostro Duci Mediolani, & cuicunque deputato, vel deputando, ab eo faciendum, ac porrigendum, ac presentandum quascumque gratias, concessiones, promissiones, responsiones, & Privilegia, Conventiones, ac beneficia impetrandum, habendum, & obtinendum, & proinde fieri rogandum de omnibus publicum Instrumentum, seu Instrumenta manu publici Notarii conficienda, cum solemnitatibus debitis necessariis, & opportunis, & demum in præmissis, & circa præmissa, & in dependentibus, emergentibus, & connexis ab eis, omnia, & singula faciendum, gerendum, & administrandum, quæ necessaria fuerunt, & etiam opportuna, & quæ dicta Communitas Savonæ, & tota universitas ejusdem facere posset si præsens esset. Dantes, tribuentes, & concedentes ipsi præfati D. Constituentes, nomine & vice dictæ Communitatis, & Universitatis ipsius, dictis eorum, & dictis Universitatis Oratoribus, Sindicis, & Procuratoribus præsentibus, & stippulantibus in præmissis omnibus, & singulis, & dependentibus ab eis, ut supra, plenam, amplam, largam, liberam, & generalem potestatem, & bayliam, cum pleno, largo, & generali Mandato, promittentes, & solemnites convenientes ipsi Domini Constituentes dictis Sindicis, Oratoribus, & Procuratoribus, ut supra, nomine dictæ Communitatis, & Universitatis Savonæ, habere, & perpetuo tenere ratum, gratum, stabile, & acceptum quicquid per dictos Dominos Oratores, Sindicos, & Procuratores actum, dictum, factum, procuratum, & administratum fuerit, & in aliquo non dicere, facere, opponere, vel venire directè vel indirectè, de Jure, vel de facto, etiam si de Jure possent, sub hipoteca, & obligatione omnium, & singulorum bonorum suorum præsentium, & futurorum, de quibus omnibus, & singulis dicti Domini Constituentes publicum jusserunt confici Instrumentum per me Notarium infrascriptum ad laudem, & dictamen, si expediet, sapientis.

Actum Savonæ in Lobia magna Brandalis Communis Savonæ ad Stapiam Dominorum Antianorum, præsentibus Jacobo Pegolo, Silvestro Panezio, & Federico de Castro Delfino Notariis Civibus Savonæ, Testibus ad hæc vocatis, & rogatis.

Ego Angelus Contarius quondam D. Baptistæ Civis Savonæ publicus auctoritate Appostolica, Imperialique Notarius, & Communis Savonæ Cancellarius, præmissis omnibus, unà cum dictis testibus, interfui, & rogatus scripsi, ac in fidem, & testimonium veritatis, me propria manu subscripsi, & signavi.

Petitiones Savonensium, & confirmatio Illust. D. Ducis.

Dux Mediolani &c. Cum Magnifica & Præstantissima Savonæ Urbs erga Illustrissimos Majores nostros, atque erga nos perpetua summæ fidei, præcipuæque observantiæ Documenta præbuerit, tum nuper haud obscure declaravit cuncta sua studia, & cogitatus ad rerum nostrarum dignitatem, & gloriam referri; nam cum primum de restitutione Imperii Ligustici nobis facienda tractari audivisset, sponte cum summa omnium alacritate, & consensu nostræ potestati, & ditioni se commisit, & tradidit, Oratoribusque nostris nomine nostro recipientibus jusjurandum fidelitatis præstitit, ita ut incredibili quadam erga nos caritate, & affectione cæterorum Populorum nemini concedere niteretur, denique, ut cuncta fidissimæ Civitatis in nos munera persolveret huc in præsentiarum misit Spectabiles Dominos Petrum Baptistam Ferretium, Philippum Franciscum, & Rafalem Fodratum Cives Savonenses, Oratores, & Mandatarios suos, qui, Communitatis Savonensis nomine, jusjurandum Oratoribus nostris jam præstitum in manibus nostris renovarunt, quæ quanti a nobis estimentus vix declarare possumus, cum Civitas nobilissima, quæ tota Italia floreat, dignitati nostræ magis affici non possit; his igitur rationibus jure inducimur, ut Savonam Urbem nostram præclaram habeamus, atque ejus commoda non modo custodire, & servare, sed etiam pro viribus ampliare cupiamus. Quapropter cum ejus Communitatis Oratores, & Mandatarii suprascripti, dictæ Communitatis nomine, nobis dederint postulata infrascripta, nos ea diligenter, & accurate examinavimus, unà cum Illustrissimo D. Ludovico Maria Sfortia Patruo, Curatore, Locum tenente, & Capitaneo nostro Generali, atque eis, quatenus dignitas nostra, & Justitiæ disciplina patietur, gratificari optantes, ut ipsius Communitatis præcipue, in nos affectioni gratiam referamus cum eorum postulatorum ab Illustrissimis quondam Dominis Avo, & Parente nostris Principibus Sapientissimis in quandam normam, justam, æquam, & sanctam reducta, & conclusa fuerint: Nonnulla verò nova existant, quæ novam formam, & regulam exigunt, quæ necessaria, & opportuna videbuntur decernimus, eorum verò postulatorum exemplum hujusmodi extat, petitiones Dominorum Legatorum Civitatis Savonæ, & pro parte ipsius Communitatis supplicatur, Exc^x. Ducali sui solita clementia dignetur infrascripta Capitula concedere, & observari facere inviolabiliter, tam per suam Illustrissimam Dominationem, quam per Successores, & alios quoscunque Officiales, & Capitaneos.

In primis, quod Civitas Savonæ, cum ejus Portubus maritimis, Darsena, Modulo, ac cum Fortiliciis in dicta Civitate, & Districtu constitutis, cum toto ejus Comitatu, Nemoribus, Stratis, Villis, ac omnibus suis Pertinentiis, Jurisdictionibus, Prærogativis quibuscunque sint, & esse debeant Communis Savonæ, pro ut semper fuerunt, spectentque, & pertineant, plenoque Jure remaneant franca, libera, & expedita, & immunia Communi, & hominibus Savonæ, cum omnibus redditibus, proventibus, intratis, gabellis, datiis, & pedagiis, collectis, & emolumentis per eos percipi solitis, & consuetis, excepta gabella Salis, de quibus omnibus disponere possit ipsa Communitas Savonæ, & homines pro eorum libito voluntatis, pro ut retroactis temporibus semper fecerunt, cum omnibus eorum Juribus, Privilegiis, Franchisiis, Immunitatibus competentibus, & competituris eisdem, nihil eis innovando, pro ut tempore regiminis Illustrissimorum Principum, Proavi, Avi, & Genitoris suæ Excellentiæ fiebat, & observatum extitit.

Item, quod ipsa Communitas Savonæ habens merum & mixtum Imperium ex Imperialibus Privilegiis possit, & valeat condere Leges municipales, Statuta, & Decreta, & illas, & illa tollere, cassare, minuere, corrigere, declarare, & emendare, & de illis supplere, & addere ad illius beneplacitum semel, & pluries, totiens, quotiens, & quantum placuerit, & prædictis Communitati, & hominibus videbitur convenire, & juxta dictorum Statutorum, tam factorum, quam fiendorum

Anno 1488. dorum formam, possint, & valeant Antianos, & alios quoscunque Officiales dicti Communis, facere, eligere, constituere, & deputare, tam in dicta Civitate, quam in ejus Territorio, & Districtu, eum potestatibus, bayliis, emolumentis, Jurisdictionibus ejusdem Civitatis solitis, & consuetis, & prout retroactis temporibus fieri consuetum est.

Item, quod prefatus D. Illustrissimus Dux, ac filii, & successores, & descendentes teneant, muniant, reparent, manuteneant, & custodiant, sive teneri, possideri, muniri, reparari, manuteneri, & custodiri faciant omnia Castra, Darsenale, & Fortilicia Civitatis Savonæ suis propriis expensis, & absque aliqua alia impensa, & gravamine Communis Savonæ, quodque Magistratus Savonæ habeant competentiam, & Jurisdictionem supra commorantibus, stantibus, custodientibus, & confugientibus in dictis Castris, Fortiliciis, & Darsenali, tam civilibus, quam criminalibus, usque ad mortis supplicium inclusive.

Item, quod homines predictæ Civitatis Savonæ habeant plenam, & liberam bayliam, & facultatem, ac potestatem eligendi Gubernatorem, seu Potestatem, & alios Magistratus Savonæ singulo Anno de Subditis, & confidentibus, & fidelibus prefati Illustrissimi D. D. nostri Ducis juxta formam Statutorum Savonæ, aliquo impedimento non obstante, quam electionem taliter factam prefatus Illustrissimus D. D. Dux noster teneatur confirmare, & ratam habere, & effectualiter operari, ac Magistratus quicunque Savonæ, in fine cujuslibet ipsorum Regiminis, & Officii debeant omnino sindicari, & stare ad Sindicatum, servata forma Statutorum Savonæ factorum, & fiendorum, omni exceptione, & defensione remota.

Item, si contigerit ullo unquam tempore, quod prefatus Illustrissimus D. D. noster, sive ejus filii, & Successores parare aliquam Classem, seu Armatam maritimam in Portu Savonæ, quod in ea non possit, neque debeat in aliquo aggravare Communitatem, & homines dictæ Civitatis Savonæ, neque ob aliquam avariam, seu angariam, aut collectam eisdem, nec in communi, nec in privato imponere, sed teneatur suis expensis propriis parare, munire, & in totum expedire, & quod nullus Civis, & Districtualis Savonæ possit aliquo modo compelli ascendere dictam Classem, contra eorum voluntatem, & cujuslibet ipsorum.

Item, quod si contingeret dictam Communitatem, & Homines Savonæ gerere, & habere aliquod Bellum, Guerram, seu defensionem cujusvis generis, quod semper, & quandocunque hoc eveniret teneatur prefatus Illustrissimus D.D. noster cum suo Exercitu, tam equestri, quam pedestri effectualiter auxilium, & opem ferre, & succurrere ipsis Communi, & Hominibus Savonæ; & ipsum Commune, & homines Savonæ defendere, tueri, & manutenere expensis prefati Illustrissimi D.D. nostri Ducis contra hostes ipsorum Communis; & hominum Savonæ, habereque tenere, & tractare teneatur prefatus Illustrissimus D. Dux inimicos Communis, & Hominum Savonæ pro inimicis suis quocunque tempore, & omni remota exceptione, & defensione, & contradictione.

Item, quod Communitas, Homines, & Personæ dictæ Civitatis Savonæ non possint conveniri in Civitate Januæ coram aliquo Magistratu dictæ Civitatis Genuæ, pro aliqua lite, rationum occasione, vel causa, quæ dici, vel excogitari possit, nisi in dicta Civitate Genuæ contraxissent, vel deliquissent, & ibidem reperti fuissent, quibus casibus dumtaxat ibidem conveniri possint coram D. Potestate Genuæ, qui pro tempore fuerit, & non coram aliquo alio Magistratu, sive Officio Genuæ; qui alii Magistratus Genuæ nullam pænitus contra Savonenses habeant nec habere possint Jurisdictionem, & præsertim ita disponentibus Conventionibus initis, & vigentibus inter Genuenses, & Savonenses.

Item, quod præfatus Illustrissimus D. D. noster Dux, non possit, neque valeat transferre, seu alienare Dominium dictæ Civitatis Savonæ in aliquem alium Dominum, Commune, Corpus, Collegium, ue Universitatem, aut aliam aliquam quamcunque personam, præter, in ejus Primogenitum, Hæredem, & Successorem legitimum.

Item, quod præfatus Illustrissimus D. D. noster Dux, & ejus Hæredes, & Successores non possint per se se, vel alios, eorum nominibus, ullo unquam tempore, aliqua ratione, occasione, vel causa, quæ dici, accidere, vel excogitari posset, directè vel indirectè, aliquod genus gravaminis imponere, nunquam aliam taleam, avariam, angariam, realem vel personalem, collectam, dacitam, vel impositionem, seu gabellam aliquam ipsis Communi, Hominibus, & Districtuali Savonensibus, nec ab eis exigere, percipere, vel habere aliquid occasione prædicta, sed eos manutenere, regere, & conservare teneatur, & debeat cum suis solitis Franchisiis, & Libertatibus, & Immunitatibus, quibus semper gavisi, & potiri fuerunt, & maxime tempore regiminis præfatorum Illustrissimorum Antecessorum suorum proavi, avi, & parentis, & pro victualibus, vel bladis cujuscumque generis, tam per Mare quam per Terram, ad eam Civitatem Savonæ undecunque conducendis per quasvis personas, nihil solvi, exigi, imponi, percipi, & peti possit, exceptis Gabellis Communis Savonæ, quæ ad ipsum Commune pertineant, & spectent, ut supra.

Item, quod præfatus Illustrissimus D. D. noster Dux teneatur, & debeat effectualiter, & realiter facere, & operam dare, quod passus, & itinera, per quæ deferuntur Victualia, & aliæ merces, res, & Mercantiæ ad Civitatem Savonæ sint, & teneantur tuta, secura, & expedita, ad hæc, ut dicta Civitas abundet Victualibus, & augumentetur in Mercantiis, & Negociationibus, & etiam operari, & curare cum Dominis vicinis, & circumstantibus dictæ Civitatis, quod dicti passus, stratæ, ac itinera sint, & teneantur tuta, & secura, & quod aliquibus Decretis, seu denotis Ducalibus in contrarium non obstantibus, tam factis quam in futurum fiendis, possint, & valeant dicta Communitas, & Homines Savonæ, capere, emere, habere, conducere, & exhibere tam super Territoriis suæ Excellentiæ, quam ejus Colligatorum, Adherentium, Feudatariorum, & Vassalorum, tam præsentium, quam futurorum, usque ad summam Sachorum decem milium furmenti singulo Anno pro eo pretio, quo tunc communiter in eo loco, seu locis venderur pro usu dictæ Civitatis & Hominum Savonæ semper, & quandocumque prædictam Communitatem dictis Victualibus indigere contingeret.

Item, quod prefatus Illustrissimus D. D. noster, & ejus Successores, ut supra teneantur, & debeant auxiliari, & opem facere cum effectu Communi, & Hominibus Savonæ in habendo, & recuperando, ac manutenendo Homines, Jurisdictiones, & Immunitates cum eorum Juribus spectantes, & pertinentes de Jure dictia Communi, & Hominibus, ac Districtualibus Savonæ, & Ecclesiæ Cathedrali ejusdem Civitatis.

Item, quod Commune Savonæ possit, & valeat prout semper facere consuevit, dare, concedere, & impartiri validos, salvos conductus, & fidantias publicas, unà cum Magnifico D. Gubernatore, sive Potestate Savonæ, aut ejus Locumtenente quibuscunque Personis ad ipsam Civitatem, posse, & Districtum, tam Terra, quam Mari accedentibus, & bonis, ac rebus eorum, & etiam quibuscunque vasis navigabilibus, & quod prefatus Illustrissimus D. D. noster, & ejus Successores non possint concedere, vel impartiri aliquos salvos conductus venientibus ad ipsam Civitatem Savonæ, & in ea commorantibus in præjuditium Civium, & Districtuallum Savonæ, aut alicujus eorum, vel Jurium ipsorum, aut alicujus eorum.

Item, quod Gubernator, seu Potestas, Vicarius, & Judex Maleficiorum, ac alii Magistratus Savonæ, & quilibet eorum in principio introitus sui Regiminis, & Officii teneantur ad Sacra Dei Evangelia tangendo manibus Scripturas jurare, servare præesse effectualiter ad unquam Statuta Savonæ, & toto tempore eorum Magistratus, & Officii Jus, & Justitiam reddere, & ministrare, ac facere secundum formam, & dispositionem dictorum Statutorum, & illa in aliquo non præterire, neque excedere quavis occasione, ratione, vel causa, & quæ stare debeant contenti, & taciti eorum solitis salariis, & stipendiis cuilibet eorum per dicta Statuta taxatis, & quod ultra illa nihil pænitus petere, vel exigere possint, sindicarique debeant debitis temporibus, prout supra dictum est.

Item, quod per ejus Celsitudinem, sive per ejus Cancellarios, Secretarios, vel alios Magistratus Deputatos, non possint concedi in causis vertentibus, & vertendis in Curia Savonæ inter quasvis Personas aliqua Rescripta, seu Litteras Ducales contra formam, & dispositionem dictorum Statutorum Savonæ, & quod impetrantes eorum benefitio non gaudeant, sed eis non attentis observetur, & exequatur dispositio dictorum Statutorum, proinde ac si dicta Rescripta concessa non fuissent, cum Civitas nostra propter similia Rescripta temporibus retroactis multa passa fuerit incommoda, & lites penè fiebant immortales, & dicta Rescripta multorum malorum causæ, & origo fuerunt, & quod

ANNO 1488. quod Exc^a. sua non debeat, neque possit concedere, neque permittere, quod Cives, & Districtuales Savonæ conveniantur, citentur, trahantur, vel molestentur in aliquo Judicio per quamvis personam, Commune, Corpus, Collegium, & Universitatem, nisi ad Excelsam Civitatem Savonæ, & Jurisdictionem.

Item, quod prefatus Illustrissimus D. D. noster, & ejus Successores non possint, neque debeant habere aliquem regressum contra Commune, & Homines Savonæ, neque aliquid petere, percipere, vel habere ab eis eoque tempore Guerrarum præteritarum captum, & direptum fuerit Castrum Speroni, & invasum Darcenale per Genuenses, quia non esset æquum, quod pæna infringeretur, ubi non est culpa.

Item, quod sua Illustrissima, & Clementissima Celsitudo retineat, pareat, & remitti debeat omnes contrafactiones factas per quascunque personas contra ejus Statum temporibus retroactis, etiam si tales essent, quæ concernerunt *Crimen Læsæ Majestatis*, ut quilibet possit erratorum pænitere, & bonam fidem agnoscere.

Item, quod Castellani Castrorum, & Capitaneus Darsenalis dictæ Civitatis Savonæ non possint, nec debeant vendere, seu vendi facere in dictis Castris, & Darsenali aliquibus Personis, seu Famulis, & Stipendiariis in eis commorantibus ad custodiam dictorum Castrorum, & Darsenalis panem, vinum, carnes, & alia victualia, pro evitandis periculis, quæ possint in eis de facili accidere, & quia etiam ex hoc maximum sequeretur incommodum Gabellis Communis Savonæ, quodque etiam in dictis Castris non recepteni aliquos debitores alicujus Civis, vel aliquos delinquentes, qui aliquod Communi fecissent mali.

Item, quod sua Ex^a. non patiatur per Januenses aliquid innovari, sed quod Conventiones inter eos initæ, & Sententiæ inter eos ultimatè latæ observentur, & roboris retineant firmitatem, & si aliquid pridiè Dominis Genuensibus esset concessum contra Savonenses, quod tenderet in præjuditium ipsorum, & dictarum Conventionum, & Sententiarum de quibus supra non teneat, & sit nullum, & irritum, & pro non concesso habeatur.

Item, quod Hæredes quondam D. Damiani Spinulæ, sive habentes ab eo, vel eis Jura cessa, nulla possit de cætero inferri dictis Communi, & Hominibus Savonæ molestia pro certa causa, quam dictus quondam Damianus habuit alias jam pluribus annis elapsis, sed sopita totaliter intelligatur, attento, quod per quondam felicem memoriam genitoris suæ Ex^æ. fuit impositum perpetuum silentium, & ordinatum per eam, quod non præberetur audientia ipsi quondam Damiano, attenta natura rei.

Item, quod sua Ex^a. non possit, nec debeat, ac etiam non patiatur dictam Communitatem, & homines Savonæ aliquid plus dare, seu solvere Dominis Potestati, seu Gubernatori Savonæ, & cæteris Officialibus, tam præsentibus quam futuris, quoquam nomine nuncupentur, & quacunque dignitate fulgeant, quod id, quod disponitur per Statuta Savonæ, & prout ipsa Communitas solita erat solvere tempore quondam Illustrissimi D. Avi, & Genitoris sui, & non ultra, vel aliter cogi possit dicta Communitas per suam Ex^am., seu aliquam aliam personam.

Et ut sua prefata Illustrissima Dominatio se in concedendis prædictis faciliorem præbeat superius requisita, contentamur nobis concedi, cum hac conditione, & non aliter, quod ipsa requisita, & concedenda per prefatum Illustrissimum D.D. nostrum intelligantur requiri, & concedi sine aliqua contrafactione, & præjuditio Capitulorum, Pactorum, & Conventionum initorum, factorum, & vigentium inter suam Illustrissimam Dominationem, & prefatos Magnificos D. D. Adurnos, & de Flisco, quibus tamen tam per requisita, quam per concedenda in aliquo eis non intelligatur esse derogatum: Nos vero, ut exordiamur ab his postulatis, quæ recentem normam, & concessionem postulant, inter cætera cum ex eo Capitulo, quod in ordine tertium est, prædicta Communitas nostra Charissima postulat, ea que pertinent ad custodiam Munitionum, ac reparationem Arcium, & Fortiliciorum, & reliqua in dicto Capitulo contenta libenter Savonensium petitioni in hac parte annuimus, & hoc beneficientiæ, & liberalitatis munere haud obscure intelligant, se multoque majora, & uberiora, si occasio dabitur, a nobis pro commodorum suorum incrementa quotidie impetraturos. Dehinc pariter concedimus ea, quæ in quinto Capitulo de maritima Classe armanda, & in nono de onerum impositione commemorantur, sicut ex ipsis duobus Capitulis postulatum est.

Item ea, quæ in tertio decimo Capitulo inchoante, *Item, quod Gubernator, seu Potestas* &c. postulantur de Officialibus, juramento, & Sindicatu &c. prompto, & grato animo, salvo, ut infra, videlicet in ultima eorum petitione legitur, concedimus, nihil magis curæ habentes, quam, ut Magistratus, & Officiales totius Dictionis nostræ, ac præsertim Urbis Savonæ nobis fidelissime, justissime vivant, & qui secus egerint pro Juris regula, & norma plectantur. ANNO 1488.

Quæ vero in 14. incipiente, *Item, quod pro ejus Celsitudine* &c. narrantur de Rescriptis, & Jurisdictione servanda pariter concedimus, nisi aliter a Jure caveretur, firma tamen manente dispositione Statutorum suorum in viridi observantia existentibus.

Cum autem in cunctos benigni, Clementissimique Principis Officia præstare studeamus, ea, quæ in quinto decimo, & sexto decimo Capitulo postulantur promptissimo animo concedimus, & impartimur.

Sed in his, quæ Capitulum 17. narrat, remittimus nos ad prefatorum temporum consuetudinem, cui contravenire impar esse videatur.

Certam scientiam non habemus, quæ de his, quæ in 18. Capitulo continentur, cæterum de narratis accurate informabimur, & habita cunctorum debita consideratione, ita providebimus, quod Savonensium indemnitati bene consultum erit.

Quod ad 19. pertinet, quoniam nobis relatum est, Illustrissimum Parentem nostrum, cum de causa Damiani Spinulæ cujus fit mentio coram Ex^a. sua ageretur, jussisse, ut de ejusmodi causa amplius nullum verbum fieret, ita, & nos ab ejus deliberatione discedere non intendentes, volumus, quod Communitas Savonæ, aut aliquis pro ea hac de causa nullam unquam molestiam accipiat.

Contenta item in 20. concedimus, salvo usque infra videlicet. In ultima eorum petitione relegitur.

Denique acceptamus, quæ ea ultimo Capitulo decernuntur, quatenus tamen ad Magnificos Adurnos, & Fliscos spectat dumtaxat.

Hæc igitur suprascripta sicut prædiximus, ex certa scientia concedimus, dispensamus, & impartimur, in aliis vero Capitulis, & petitionibus porrectis per ipsos Oratores, ut supra, respondemus, ut fuit responsum per Illustrissimum quondam Principem Avum nostrum, quam responsionem, ratam, firmam, & inviolatam esse, ac manere volumus, æque ac si per nos concessa extitisset, & quatenus expediat eam denuo concedimus, volentes, quod perpetuo, & inviolabiliter observetur.

Extracta fuit præsens Copia à Registro inscripto sub Litteris L. L. *Ducis* JOANNIS GALEAZ SFORTIÆ *Vicecomitis existente in Regio Archivio Castri Portæ Jovis Mediolani, in papiro scripto. Datum Mediolani die trigesima mensis Octobris anni* 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS *Regii Archivii Officialis.*

CXX.

Formul des gegen-Revers, wodurch Graff EBERHARDT von Würtemberg denen zu dem Schwäbischen Bund getrettenen und bey wahren Trewen solche Bunds-Articul zuhalten / sich verbindenden Städten / ein gleiches zu thun / verspricht. [JOH. PHILIPP. DATT, Volum. Rer. German. Novum Libr. II. Cap. IX. pag. 292. §. 32.]

C'est-à-dire,

Revers donné par EBERARD *Comte de Wirtemberg aux Villes qui se sont jointes à la* Confederation de Suabe, *portant que, comme elles se sont obligées à l'observation de tous ses Points & Articles, on les observera de même à leur égard.*

WIr Eberhart rc. bekennen und thun kund offenbar mit disem Brieff: alß wir Uns zu den Ehrwürdigen / Wolgebornen / Edeln / strengen und Besten / Hauptleüten / Prelaten / Graven / Fryen / Herren /

ANNO 1488. Heeren/Ritter und Knechten der gesellschafft Sanct Jörgen Schilt/ und diesen nachbemelten des Heiligen Reichs Stetten in dem Land zu Schwauben/ nämlich Ulm/ Kauffbeüren/ Memmingen/ Kempten/ Jßni/ Lutkirch/ Wangen/ Ravenspurg/ Bibrach/ Lindaw/ Uberlingen/ Pfullendorff/ Rutlingen/ Eßlingen/ Gmünd/ Hall/ Dünckelspühel/ Alen/ Nordlingen und Giengen/ uff gebott und befelch Unsers Allergnedigsten Herrn/ deß Römischen Kaysers/ in frundlich ainung und verschrybung getan haben/ deßhalben Sie sich gegen Uns hinwider auch verschriben/ alles nach lut der Brieven darüber gegeben: Wann aber die Ersamen/ Wysen/ Unser gute Freünd/ Burgermeister/ Rat und Burger gemainlich der Statt zu N. N. in sollich der Gesellschafften und Stett ainung auch genommen syen/ und sich deßhalben gegen Uns/ wie Sie getan/ in ihrem beybrieff verschriben hand/ gebürt Uns uß ursachen/ deß hinwider gegen Jnen auch zuverschryben. Darumb so gereden und versprechen wir für Uns und Unser Erben by Unsern wirden/ die obgemelte verschrybung/ so wir gegen den Gesellschafften und den Stetten getan habent/ gegen den gemelten von N Jren Burgern/ und den Jrigen/ so viel sie die bindet/ an allen und jeglichen stucken/ Puncten und Artickeln zu halten/ der zu leben und in allweg nachzukommen/ und darwider nit zu sin/ noch zu thun/ noch das schaffen getan werde/ in dehein wiß/ dem glich/ alß ob sie in der gemelten der Gesellschafft und Stett aynung und verschribung auch begriffen/ 2c. alles getreülich und ungeverlich. Und deß zu urkund 2c. 2c.

CXXI.

1489. **Derer Churfürsten zu Maynz/ Trier/ Cölln/ Pfaltz/ Sachsen und Brandenburg/ Verschreibung gegen König** WLADISLAUM **in Böhmen/ worin Sie zwar bekennen/ einen Römischen König zu Franckfurt erwehlet zu haben/ ohne ihn** Wladislaum **darzu zu fordern/ alleine solches sey nicht aus verachtung oder abbruch seiner Königlicher Würde/ sondern aus zufälligen sachen in der Eyle geschehen/ wie sie ihn dann nicht nur vor einen Churfürsten erkennen/ sondern sich auch verobligiren/ daß wenn sie hinfort mehr einen Römischen König würden wehlen/ ohne ihn dazu zu fordern/ so solle ein jeglicher von Jhnen ihme** Wladislao **500. Marck Goldes zu zahlen schuldig seyn. Geben Anno 1489** [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheilung II. pag. 237.]

C'est-à-dire,

Déclaration & Obligation des Electeurs de MAYENCE, *de* COLOGNE, *de* TREVES, *du* PALATINAT, *de* SAXE, *& de* BRANDEBOURG, *à* WLADISLAS *Roi de* BOHEME, *portant que, bien qu'ils ayent élû un Roi des Romains sans l'y appeller, ce n'a point été pour préjudicier aux Droits & Honneurs de sa Couronne, mais par la nécessité où ils étoient de se hâter, & que non seulement ils le reconnoissent pour Electeur, mais qu'ils s'obligent envers lui, à une amende de 500. Marcs d'Or chacun, en cas que ci-après ils vinssent à faire encore une Election sans l'y appeller. Fait l'An 1489.*

WJr Berthold von GOttes Gnaden/ des Heiligen Stuhls zu Meyntz Ertz-Bischoff/ des Heiligen Römischen Reichs durch Germanien Ertz-Cantzler und Churfürst.

Wir Hermann von GOttes Gnaden Ertz-Bischoff zu Cölln/ Hertzog zu Engern und Westphalen/ des Heiligen Römischen Reichs durch Italien Ertz-Cantzler und Churfürst. ANNO 1489.

Wir Johan/ Ertz-Bischoff zu Trier/ des Heiligen Römischen Reichs durch Gallien und das Reich Arelat Ertz-Cantzler und Churfürst:

Wir Philippus/ Pfaltz-Graf bey Rhein und Hertzog in Bayern/ des Heiligen Römischen Reichs Ertz-Truchsesse und Churfürst.

Wir Friedrich Hertzog zu Sachsen/ Land-Graf in Thüringen und Marggraf zu Meichsen/ 2c. des Heiligen Römischen Reichs Ertz-Marschalck und Churfürst.

Und wir Johannes/ Marggraf zu Brandenburg/ 2c. des Heiligen Römischen Reichs Ertz-Cämmerer und Churfürst: Bekennen und thun kund öffentlich mit diesem Briefe. Nachdem/ als nach Christi Unsers Lieben HErrn Geburt 1486. wir von der Käyserlichen Majestät an einen Tag gen Franckfurt an den Meyn/ in etlichen des Heiligen Römischen Reichs Geschäfften/ und nit von wegen der Wahl eines Römischen Königs gefordert/ daselbst aus zufälligen Sachen einen Römischen König zu wehlen/ gut zu seyn im Rath funden. Und so solche Wahl geschehen/ und der Durchleuchtigste Fürst/ Herr Wladislaus König in Böheim/ Marggraf zu Mehren/ 2c. Unser lieber Heer und Oheim/ aus nit Forderung zu solcher Wahl Unwillen und Verdruß empfangen/ derhalben aus Jnhalt einer Verschreibung oder Privilegii seiner Lieben Vorfahren/ Königen zu Böheim als Churfürsten des Heiligen Römischen Reichs gegeben/ fünffhundert Marck Goldes zu fordern fürgenommen/ und so solche Nichtforderung seiner Lieb zu angezeigter Wahle nicht in Verachtung oder Abbruch seiner Königlichen Würde/ Ehr und Gerechtigkeit/ sondern allein aus zufälligen Sachen in der Eile beschehen/ auch seine Liebde von dem Heiligen Römischen Reiche/ und Uns für einen Churfürsten und Ertz-Schencken des Heiligen Römischen Reichs für und für gehalten ist/ und noch gehalten würdet. So haben wir/ 2c. obgenante dem Durchleuchtigsten Fürsten/ Wladislaen/ König zu Böheim/ 2c. Unsern lieben Oheim/ auch der löblichen Cron zu Böhmen/ zu Ehren/ Nutze und Erhaltung freundlicher Einrachet/ bewilliget/ und für Uns und Unser Nachkommen frey und mit Wissen in Krafft dieses Brieses bewilligen/ als ob dermassen und Meynung/ so und ob hinführo zu ewigen Zeiten ein Römischer Käyser oder König gewehlt und gekoren/ und der gemelt Unser lieber Oheim/ Heer Wladislaus König zu Böheim darzu/ wie sich gebühret/ nicht gefordert oder geheissen wurden: Und wir oder Unser Nachkommen durch Uns/ oder Unser Bottschafft bey solcher Wahl und Chur eines Römischen Königs gegenwärtig seyn/ und solche Wahl und Chur mit Unser/ oder Nachkommen Wissen und Willen geschehen wurde/ daß wir alsdann/ oder Unser Nachkommen/ ihme fünffhundert Marck Goldes wollen ein jeglicher so viel insonderheit für sich bewilliget haben/ und die in dreyen Jahren/ jedes Jahrs ein drittheil dem genandten Unserm Herrn und Oheim dem Könige oder Cron Böheim zu bezahlen/ ein jeder für sich/ oder seine Nachkommen verfallen seyn. Wir wollen auch/ daß diese Unsere Verschreibung dem gedachten Unserm Herrn und Oheim dem König/ und der Cron Böheim an ihrer Freyheit/ Privilegien/ und Gerechtigkeit keinen Abbruch noch Verminderung thun oder bringen soll/ alles getreulich und ungefehrlich. Des zu urkund haben wir Unser Jnsiegel an diesen Brief thun hencken. Der geben ist/ 2c. Anno Domini 1489.

ANNO 1489.

CXXII.

16. Janv. Revers Churfürst BERTHOLDI von Mayntz denen Schwäbischen Bundsgenossen außgehändiget / wodurch Er bekennt / daß in seiner mit diesen beschriebenen Verbindung Graff EBERHARDT von Würtemberg außgenommen worden. Geben zu Gmünd am Donnerstag nach St. Hilarien Tag / Anno 1489. [JOH. PHILIPP. DATT, Volum. Rer. German. Novum Lib. II. Cap. IX. pag. 293. §. 38.]

C'est-à-dire,

Revers donné par BERCHTOLD *Electeur de Mayence aux* Confederez de Suabe, *portant que le Comte* EBERARD *de Wirtemberg est excepté de son Accession à leur Alliance. A Gemund le Jeudi après la St. Hilaire* 1489.

WIr Berthold von Gottes Gnaden / deß Heiligen Stuls zu Maintz Erzbischove / deß Heiligen Römischen Reichs durch Germanien Erz-Canzler und Churfürst ꝛc. bekennen und thun kund mit diesem Brieve: alß sich die Hauptleüt / Prelaten / Graven / Fryen / Ritter und Knechte / der gesellschafften und veraynigung Sanct Jörgen Schilts und deß Heiligen Reichs Stetten / deß Pundts im Land zu Schwaben zu Unß in aynung getan haben: daß sie sollich aynung / ob wir in zeit derselben mit dem Hochgebornen Herrn Eberharten / Graven zu Würtemberg und Mumpelgart / dem Eltern / Unsern besonders lieben Schwager / zu aufrur / vehd / oder Vindtschafft kemen / daß der Allmächtig woll verhüten / auch nit sein / und wider denselben Unsern lieben Schwager nit binden soll / und den außgenommen haben. Zu urkund / mit Unserm anhangendem Insigel versigelt / und geben zu Gmünd / am Donnerstag nach Sanct Hilarien tag / nach der Geburt Christi / als man zalt Tusent vierhundert / achtzig und im Neunden Jar.

CXXIII.

17. Janv. Ainung zwischen Herrn FRIEDRICH und SIGISMUND Marggraffen von Brandenburg / und Graff EBERHARD zu Würtemberg / zu besserer handhabung des vom Kayser FRIDERICO III zu Franckfurth am Mayn gemachten Landfriedens / beschehen zu Gmünd am Samstag St. Anthonien Tag Anno 1489 [JOH. PHILIPP. DATT, Volumen Rer. Germanicar. Novum. Libr. II. Cap. X. pag. 307. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui est aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. II. Abtheil. IV. Absatz III. pag. 11.]

C'est-à-dire,

Union entre FREDERIC & SIGISMOND *Marckgraves de Brandebourg,* & EBERARD *Comte de Wirtemberg, pour mieux assurer & maintenir la Paix publique ordonnée à Francfort par l'Empereur* FREDERIC III. *A Gemund le Samedi jour de St. Antoine* 1489.

WIr Friderich und Sigmund von Gottes gnaden / Margrafen zu Brandeburg —— und wir Eberhart Grave zu Würtemberg und zu Mümpelgart ꝛc. der Elter. Bekennen und tun kund offenbar mit diesem Brief. Alß der Allerdurchlichtigist Fürst und Herr / Herr Friderich Römischer Kaiser ꝛc. Unser Allergnedigster Herr / mit sambt dem Durchlüchtigsten Fürsten / Siner Kaiserlichen Gnaden Sone / Unserm gnedigsten Herrn / dem Römischen Kunig / auch nach Raut Unser obgenanten Margraffen / Herrn und Vatters / Margraf Albrechten loblicher und Seliger gedechtnuß / und andern sinen mit-Kurfürsten / Fürsten / auch Unser Grave Eberharts und anderer bottschafften / uff dem negstgehalten tag zu Franckfurt dem Heiligen Rich zu gut / ainen gemainen Landfriden gemacht / ußgeschriben / und Unß / damit sollicher Landfrid dester stantlicher gehanthabt und gehalten werden möchten / in sinen Kaiserlichen sondern Mandaten gebotten hat / Unß zu den Erwirdigen / Wolgebornen / Edlen / Strengen / Vesten / Ersamen und Wysen / den Hauptlüten / Prelaten / Graven / Fryen / Rittern und Knechten / der Gesellschafften und verainigung Sanct Jergen Schilts / und deß Hailigen Richs Stetten in dem Bund des Landts zu Schwaben / in fruntlich ainung und verschribung zu tonde und zuverbinden / daß wir auch alß die gehorsamen Siner Majestat also getan haben: und so wir aber genaigt sind / sollichen Landfriden / nach dem der / wie hievor ist gemelt / dem Hailigen Riche zu Eren / auch den Bilgerin / Landfarern und aller Erberkeit zu gut / auch daß ain yeder dester baß by sinen würden / Rechten / gnaden und Fryheiten beliben möge / angesehen ist / zu uffen und zu meren: So haben wir / umb wyter handhabung sollichs Kayserlichen Lantfridens / und in krafft desselben / auch der obgenanten Unsern sondern zugesanten Mandaten, umb gemains fridens und nutz willen / Unß baidersyt / mit Unsern Landen / Luten / Schloßen / Stetten und den Unsern / auch Unsern Prelaten / Reten / Dienern / und den so Unß Geistlich und Weltlich zuversprechen stehen / die Jar und zyt / in demselben Landfriden begriffen / fruntlich und gütlich miteinander geaint und verschriben / ainen und verschriben Unß auch in krafft diß Briefs / sollichen Landfriden und auch inhalt der gemelten Unsern zugeschickten Mandaten, in allen Stucken / Clauseln / Puncten und Artickel / von wort zu worten / alß ob die hierin nemlich weren bestimpt / mit und gegeneinander zu halten / wider menigklich / wer unser yeden / den Unsern oder zugewanten / darin oder dawider verletzung tett / zu ziehen / und ainander nit zuverlaßen; daran och Unseren yeden nit hindern / noch ieren soll dehain ander Buntnuß / noch verschribung; alß wir das hiemit by Unsern wirden und Eren / amander gereden / geloben und versprechen / also nachzukommen / getrulich und on alles geferde. Doch hierin unvergriffenlich den verschribungen / so Unser yeder mit dem Bund deß Landes zu Schwaben hat. Und deß zu wahrem urkund / so haben wir obgenanten Fürsten und Herrn / Unser yeder syn Insigel offentlich getan hencken an diesen Brief / der zween glichlutend gemacht sind / und Unser yeder ain angenommen hat. Zu Gemünd am Sampstag Sant Anthonien tag / nach Christi Unsers lieben Herrn Gepurt / vierzehen hundert und im Nun und achtzigsten Jar.

CXXIV.

Procuration de MAXIMILIEN *Roi des Romains, pour traiter du Mariage d'entre lui &* ANNE, *Duchesse de Bretagne. Donnée à Insprucb le* 20. *Mars* 1489. [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 331. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans les *Observations de* GODEFROI *sur l'Histoi-* 20. Mars. AUTRICHE ET BRETAGNE.

Anno 1489.

re de CHARLES VIII. *Roi de France*, pag. 604.]

MAXIMILIEN, par la grace de Dieu Roi des Romains, toûjours Auguste, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg, de Luxembourg, & de Gueldres, Comte de Flandres, de Tirol, d'Artois, de Bourgogne, Palatin de Hainaut, de Hollande, de Zelande, de Namur, de Zutphen, & de Malines, Marquis du Saint Empire, Seigneur de Frise & de Salins: à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme dés piéçà & du vivant de feu nôtre Cousin, le Duc François de Bretagne, dernier trépassé, à qui Dieu pardonit, nous eûssions par nos gens & Ambassadeurs, & les siens, tenu certains pourparlers & Traitez d'Alliance & de Mariage, entre nous, d'une part, & Haute & Puissante Princesse Dame ANNE, sa fille ainée, à present Duchesse de Bretagne, d'autre part, lesquels Traitez & pourparlers, au moien du trépas dudit feu Duc, sont demeurez à conclure, & il soit que pour y besogner si avant que de nôtre part le desirons, aprés que sur ce en avons eû les avis de nôtre tres-redouté Seigneur Monseigneur l'Empereur, & des Princes de l'Empire, nous soit chose agréable envoier aucuns de par nous pardevers ladite Duchesse, aiant sur ce pouvoir tel qu'en tel cas appartient. Savoir faisons, que nous confiant à plein és sens, grande loiauté, bonne prudence, discretion, & suffisance que savons être es personnes de nos amez & feaux le Comte de Nassau, nôtre Cousin, le Seigneur de Polham Maréchal, Maître Jâques de Gondebault, nôtre Secretaire, & aussi de Loupian, nôtre Maître d'Hôtel étant par delà, iceux avons commis, ordonnez, & établis, commettons, ordonnons, & établissons, nos Ambassadeurs, Orateurs, & Procureurs speciaux, en leur donnant plein pouvoir, autorité, & Mandement exprés par ces presentes, de, pour & au nom de nous, les trois ou les deux desdits Sieurs, qui mieux vaquer y pourront, exprés transporter pardevers ladite Duchesse de Bretagne, lui dire & declarer, & à ceux de son Sang, aussi aux Barons, Nobles, & Sujets de ladite Duché, si besoin fait, nôtre vouloir, intention, & desir au fait dudit Traité & Alliance de Mariage d'entre nous & elle, entendre & savoir sur ce le sien, & passer & conclure de nôtre part lesdits Traité & Alliance, selon que l'avons dit & declaré ausdits Ambassadeurs, fiancer, pour & au nom de nous, ladite Dame Anne Duchesse, & faire promesse & serment solennel en l'ame de nous, que la prendrons en nôtre femme & épouse, aussi de en ce cas recevoir le reciproque, à savoir de nous prendre à vrai & leal époux & Mari, selon Dieu & nôtre Mere Sainte-Eglise, & au surplus faire en ce que dit est tout ce que bons & loiaux Ambassadeurs, Procureurs, & Orateurs peuvent & doivent faire, & jusques à la consommation dudit Mariage, ainsi que faire pourrions si presens y étions, & de ce en bailler leurs Lettres telles que besoin sera, prometant en parole de Roi, d'avoir & tenir pour agreable, ferme, & stable à toûjours, tout ce que par les dessusnommez les trois, ou les deux d'iceux, sera fait, juré, promis, conclu, & passé, & d'en bailler nos Lettres de confirmation, & Ratification en forme dûe, quand requis en serons. En témoin de ce, nous avons fait mettre nôtre seel à ces presentes. Donné en nôtre Ville d'Inspruk, le vintieme jour de Mars, l'an de grace mille quatre-cens quatre-vints-neuf, & du Regne de nous Roi le cinquieme. *Signé*, MAXIMILIEN. *Et plus bas*, Par le Roi, NUMANS. *Et scellé.*

CXXV.

27. Mars. *Conventiones inter* HENRICUM VII. *Regem Angliæ*, & FERDINANDUM & ELISABETHAM *Regem & Reginam Castellæ, Legionis &c. super Matrimonio inter Principem* ARTHURUM, *dicti Regis Angliæ primogenitum, & Infantem* KATERINAM *contrahendo; itemque super bello* CAROLO VIII. *Regi Franciæ inferendo factæ. Dat. in Oppido de Medina del Campo, die* 27. *Martii* 1489. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. XII. pag. 417.]

In Nomine Domini, Amen.

QUONIAM ex Unitate, Concordiâ, Amicitiâ, Regum Principúmque permulta proficiscuntur commoda non solum Regnis & Dominiis propriis sed etiam vicinis Regionibus & Provinciis adjacentibus,

Quippe ex mutua Unitate Capitum membra debito ordine disponuntur, descenditque Subditis quædam utilis & necessaria conversatio, ipsa verò Unitas, Fœdus, & Amicitia hujusmodi Principum non modo licita honestaque est sed naturali Jure divino atque humano permissa esse censetur,

Quæ debitè pensantes Christianissimi & Potentissimi Principes FERNANDUS & ELIZABETH, Dei gratiâ, *Rex & Regina Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c.* necnon Serenissimus Princeps *Henricus Angliæ & Franciæ Rex* invictissimus decreverunt se invicem, Hæredes & Successores, Regna, Terras, Dominia quæcúmque, Subditos quoscúmque unire & confœderare, Fœdus, Ligam, Amicitiam, Concordiamque inire,

Ad quæ melius celeriúsque componenda & transigenda ex utraque parte certi ordinati constitutíque sunt Procuratores & Commissarii speciales, ad communicandum, tractandum, appunctuandum, concordandum, & concludendum; videlicet,

Pro parte prætactorum Dominorum *Regis & Reginæ Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c.* Nobilis Vir *Didacus de Guevara* Archidiaconus de Campos Capellanus suus, & egregius & discretus Vir *Rodericus Gundisalvi de Puebla* utriúsque Juris Doctor, & *Johannes de Sepulveda* suæ domûs Miles, suíque Consiliarii,

Et pro parte *Regis Angliæ* Nobilis Miles Dominus *Ricardus Nanfan* Custos Principis primogeniti Regis Angliæ, & Dominus *Thomas Savage* utriusque Juris Doctor ac Cancellarius sui Comitatûs Marchiæ,

Qui quidem Commissarii, Procuratores, & Deputati Principum ad infrascripta sufficienter constituti, ut in eorum Facultatibus & Commissionibus infra insertis continetur, vice, & auctoritate & nominibus eorumdem, mutuò convenientes, taliter in quosdam Articulos realis & perpetuæ Amicitiæ atque Pacis condescenderunt, ipsosque Articulos conceperunt, firmârunt, concordârunt, & concluserunt, *quorum quidem Procuratorum Mandatorum & Capitulorum prædictorum tenores successivè sequuntur & sunt tales.*

FERNANDUS & ELIZABETHA, Dei gratiâ, *Rex & Regina Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c* omnibus, ad quos præsentes Literæ pervenerint, Salutem.

Cum verè fateat neminem, Civitates, Oppida, atque Regna bellorum calamitatibus dissidiorúmque turbinibus ad nichilum fuisse redacta, eadémque Pace coaluisse,

Hinc est quòd Nos,

Propter felicem rerum Christianæ Religionis successum, universalem Regum ac Regnorum omnium concordiam desiderantes, & maxime eorum quibus sanguinis vicinitate conjuncti sumus, quósque jam ad dies & Annos mutuæ concordiæ benivolentia complexi sumus,

De fidelitatibus, industriis, & providis circumspectionibus, dilectorum & fidelium Consiliariorum nostrorum, *Didaci de Guevara*, Nobilis Archidiaconi de Campos Capellani nostri, & *Roderici Gundisalvi de Puebla* utriúsque Juris Doctoris, & *Johannis de Sepulveda* nostræ Domûs Militis, quam plurimum confidentes,

Ipsos nostros veros & indubitatos Commissarios, Oratores, Procuratores, Legatos, Deputatos, & Nuncios speciales assignamus, facimus, ordinamus, & constituimus per præsentes,

Dantes & concedentes eisdem plenam potestatem, & auctoritatem, ac Mandatum generale & speciale, pro nobis & nomine nostro, cum Serenissimo & Illustrissimo Principe Regnorum *Angliæ & Franciæ Rege*, ac *Domino Hiberniæ* Consanguineo nostro carissimo, seu ejus Commissariis, Procuratoribus, Deputatis, & Nunciis sufficientem potestatem & auctoritatem ab eodem ad hoc habentibus, tàm de & super verâ, firmâ, perpetuâ, & reali Pace ac Concordiâ, quam de & super Treugis seu Guerrarum Abstinentiis, Ligis, Amicitiis, Affinitatibus, ac mutuo & amicabili intercursu Mercium & Mercandisarum, mutuisque hincinde auxiliis & assistentiis, quotiens opus fuerit præstandis, necnon Intelligentiis, Alligantiis, & Confœderationibus quibuscúmque,

ANNO 1489. *Inter nos* & dictum *Serenissimum Regem*, Hæredes & Successores, ac Regna, Terras, Dominia, Patrias, Subditos, Vassallos, Faventes, Confœderatos, Amicos, & Adhærentes nostros & suos quoscúmque, hincinde ineandis, capiendis, componendis, celebrandis, & habendis,

Conveniendi, communicandi, tractandi, appunctuandi, concordandi, paciscendi, & finaliter & integrè determinandi, hujusmodi Pacem & Concordiam ac Treugas & Guerrarum Abstinentias, Ligas, Amicitias, Fœdera, Affinitates, Intelligentias, Alligantias, & Confœderationes, aliásque Pactiones & Conventiones componendi, paciscendi, firmandi, statuendi, & pro perpetuo roborandi.

Et, ut hujusmodi Pax atque Concordia, necnon Treugæ & Guerrarum Abstinentiæ, Amicitiæ, Fœdera, Intelligentiæ, Confœderationes, Pactiones, & Conventiones prædictæ securius & firmius observentur ac teneantur, eisdem nostris Commissariis, Deputatis, Oratoribus, Legatis, & Nunciis plenam, tenore præsentium, potestatem & auctoritatem damus & committimus cum *dicto Serenissimo Rege*, seu ejus Commissariis, Oratoribus, Procuratoribus, Deputatis, & Nunciis antedictis, de & super Sponsalibus & Matrimonio inter carissimam Filiam nostram *Infantem Katerinam*, & Serenissimum *Principem Galliæ Arthurum* Filium & Successorem dicti Serenissimi Regis, annuente Deo, contrahendis,

Ac de & super dote seu dotalitiis & donationibus propter nuptias, ex causa hujusmodi Matrimonii, assignandis, promittendis, dandis, & solvendis,

Necnon de & super tempore, modo, & formâ traductionis *prædictæ Filiæ nostræ* in illud Regnum Angliæ,

Conveniendi, communicandi, tractandi, concordandi, appunctuandi, paciscendi, ac finaliter concludendi, talémque dotem eidem *Regi Angliæ, Arturii Principis Filii ejus nomine*, pro nobis & nomine nostro, assignandi & promittendi, atque hujusmodi Donationem & dotalitia ab eodem pro *dicta Filia nostra* statuendi, præfigendi, & limitandi, ac securitates, cautiones, promissa, obligationes, Literas, & Scripturas sigillatas pro præmissorum complemento nomine nostro promittendi, tradendi, & deliberandi, ac juramentum in animas nostras præstandi, consimiliaque securitates, cautiones, promissa, obligationes, Literas, ac juramenta a præfato *Serenissimo Rege* similiter stipulandi, exigendi, & recipiendi,

Nec non de & super omnibus & singulis contentionibus, quæstionibus, Guerris, causis, querelis, litibus, attemptatis, & demandis, unà cum suis circumstantiis, emergentibus, incidentibus, dependentibus, ac connexis, quæ inter nos & præfatum Serenissimum Regem, ac Regna, Terras, Dominia, Patrias, & Loca, Subditos, Vassallos, Alligatos, Confœderatos, & Adhærentes prædictos, hincinde pendere dinoscuntur, tractandi, conveniendi, & componendi,

Novamque Dietam, in talibus loco & tempore, prout eis melius visum fuerit, quatenus opus fuerit, statuendi & appunctuandi, & inibi ad communicandum, conveniendum, tractandum, & concludendum, appunctuandum, ac de & super omnibus & singulis præmissis, & ab eis alitercumque dependentibus, prout eis expediens visum fuerit & oportunum, universáque & singula, quæ per eos appunctuata, conventa, conclusa, & concordata fuerint, vallandi, roborandi, & securandi, per fidei interpositionem & juramentum in animas nostras præstandum,

Ac de & super omnibus & singulis præmissis ac dependentes ab eisdem omnes & omnimodas securitates, cautiones, promissa, obligationes, pœnas, astrictiones, ac Literas sigillatas validas & efficaces pro parte nostra promittendi, concedendi, faciendi, expediendi, tradendi, & deliberandi, juramenta, securitates, cautiones, promissiones, obligationes, pœnas, aliasque Literas, consimilis effectûs & vigoris, ex dicto *Serenissimo Rege* Consanguineo nostro petendi & recipiendi,

Et generaliter omnia præmissa & præmissorum singula faciendi, exercendi, & exequendi, prout eis melius videbitur expedire, quæ talem tantúmque vim & effectum volumus optinere ac si ea in propria persona fecissemus.

Cæteráque omnia præmissa & eorum singula quoquo modo concernentia faciendi, firmandi, & pro parte nostra perimplendi ac debitè exequendi, quæ nos facere possemus si personaliter interessemus, etiam si majora sint & Mandatum de sui natura magis exigant speciale;

Promittentes, bonâ fide & in verbo Regio, omnia & singula, quæ per dictos Commissarios, Oratores, Procuratores, Legatos, Deputatos, & Nuncios nostros appunctuata, promissa, conclusa, & concordata fuerint in hac parte, nos rata, grata, & firma habituros & observaturos, & superinde Literas nostras Patentes confirmatorias, ratificatorias, & approbatorias in forma debita efficaci & autentica daturos, secundum quod in ea fuerit conclusum. ANNO 1489.

In cujus rei Testimonium has Literas nostras fieri fecimus Patentes.

Datum & Actum in *Opido de Medina del Campo*, Anno a Nativitate Domini millesimo, quadringentesimo, octuagesimo nono, die verò vicesimâ sextâ mensis Martii;

Præsentibus ibidem,

Venerabilibus & Egregiis Viris Dominis,
Roderico de Villoa Computatore Majori,
Et Doctore *Roderico Maldonado de Talavara*,
Necnon *Fernando Alvari* Secretario,
Omnibus earumdem Serenitatum *Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c.* testibus ad præmissa vocatis pariterque rogatis Consiliariis.

YO EL REY.
YO LA REYNA.

ALFONSUS DE AVILA Secretarius Apostolicúsque Notarius.

Et ego *Alfonsus de Avila* Potentissimorum Dominorum nostrorum supradictorum Regis & Reginæ Secretarius & Consiliarius, & Publicus Apostolicâ & Regali auctoritatibus Notarius, quia præmissis omnibus & singulis, dum sic, ut præmittitur, agerentur & fierent, unà cum prænominatis testibus, præsens interfui, eaque omnia sic fieri vidi & audivi, & in notam recepi, ideò hoc præsens publicum Instrumentum manu alterius fideliter scriptum, in quo supradicti Domini nostri Rex & Regina, in mei ac testium præfatorum præsentia, sua propria nomina consignârunt, de Mandato eorumdem Serenissimorum Dominorum, Signo & Nomine meis assuetis signavi in fidem & Testimonium præmissorum.

HENRICUS, Dei gratiâ, *Rex Angliæ & Franciæ, & Dominus Hiberniæ*, omnibus, ad quos præsentes Literæ pervenerint, Salutem.

Cum verè lateat neminem, Civitates, Opida, atque Regna bellorum calamitatibus dissidiorúmque turbinibus ad nichilum fuisse redacta, eademque Pace coaluisse,

Hinc est quòd nos,

Propter felicem rerum Christianæ Religionis succursum, universalem Regum ac Regnorum omnium concordiam desiderantes, & maximè eorum quibus sanguinis vicinitate conjuncti sumus, quosque jam ad dies & Annos mutuæ concordiæ benivolentia complexi fumus,

De fidelitatibus, industriis, & providis circumspectionibus, Dilectorum & Fidelium Consiliariorum nostrorum, *Thomæ Savage* utriusque Juris Doctoris Com. nostri March. Cancellatii, & *Ricardi Nanfan* pro corpore nostro Militis, quamplurimùm confidentes,

Ipsos nostros veros & indubitatos Commissarios, Oratores, Procuratores, Legatos, Deputatos, & Nuncios speciales facimus, assignamus, ordinamus, & constituimus per præsentes,

Dantes & concedentes eisdem plenariam potestatem & auctoritatem ac Mandatum generale & speciale, pro nobis & nomine nostro, cum Serenissimo & Illustrissimo Principe Regnorum *Castellæ, Legionis, Arragonum, Siciliæque Rege*, suaque Contborali dictorum Regnorum *Regina*, Consanguineis nostris carissimis, seu eorum Commissariis, Procuratoribus, Deputatis, & Nunciis, *&c. prout supra Dat. undecimo die Decembris Anno Regni nostri quarto.*

Per ipsum Regem

CLERK.

INPRIMIS, tractatum, concordatum, & conclusum est quòd, inter præfatos Altissimos & Potentissimos *Fernandum & Elizabetham Regem & Reginam Castellæ, Legionis, Arragonum, Siciliæ, &c.* & Illustrissimum Principem *Johannem eorum Primogenitum Filium & Hæredem*, eorúmque Hæredes & Successores ex eorum corporibus legitimè procreatos, ex parte una, &

Anno 1489.

& Serenissimum atque Potentissimum *Henricum Regem Angliæ*, & Illustrissimum *Arthurum ejus Filium Primogenitum*, eorúmque Hæredes & Successores ex eorum corporibus legitimè procreatos, ex parte altera, eorumque Regna, Dominia, Patrias, & Loca quæcúmque, necnon eorum Vassallos, Homines, & Subditos præsentes & futuros, tàm Ecclesiasticos quàm Seculares, cujuscúmque status, gradûs, seu conditionis fuerint, tam per Terram quàm per Mare & Aquas dulces, ac ubicúmque Locorum, sit bona, realis, sincera, vera, integra, perfecta, & firma Amicitia, Concordia, Liga, Unio, Confœderatio, & Pax, quæ ab hac die de cætero inconcussè custodiatur atque inviolabiliter observetur;

Ita quòd Partes prædictæ (videlicet, præfati Domini *Rex & Regina Castellæ, Legionis, Arragonum, Siciliæ, &c.* & *Rex Angliæ, eorumque Filii Primogeniti* & Hæredes atque Successores ex eorum corporibus legitimè procreati, eorumque Vassalli, Homines, & Subditi præsentes & futuri) sint veri fideles & perpetui Amici, Concordes, Alligati, Uniti, & Confœderati, sibique ipsis invicem ubique locorum faveant, atque sese mutuis officiis prosequantur, & honestâ affectione atque amore pertractent, ipsisque invicem pro viribus suis conservabunt honores, dignitates, & Jura quæ inpræsentiarum possident atque imposterum possidebunt, damnúmque ipsorum pari modo fideliter defendent & impedient, possintque iidem Vassalli, Homines, & Subditi, tam Mercatores quàm cæteri, alii hincinde tutè & libere, absque alicujus licentia Salvive Conductûs generalis vel specialis petitione vel impetratione, in & ad præfatorum Dominorum *Regis & Reginæ Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c.* & *Regis Angliæ* eorúmque Hæredum & Successorum, ut prædictum est, Portus, Dominia, Castra, Civitates, Fortalitia, Oppida, Jurisdictiones, & Districtus quoscumque, cum suis conductis vel accomodatis Navibus, Plaustris, Vehiculis, Equis, Armaturis, Mercibus, & Mercimoniis, Sarcinolis, Bonis, & Rebus quibuscúmque, tàm per Terram, quàm per Mare & Aquas dulces, atque ad omnem Locum, quotienscúnque & quocúmque id faciendum esse duxerint, navigare, equitare, ire, & discedere, & in eisdem quamdiu voluerint omnis generis merces & mercimonia emere & vendere, mercare, negotiare, morari atque perhendinare, necnon ab eisdem, cum suis Rebus, Mercibus, Mercimoniis & Bonis quibuscúmque, salvi & securi, per Terram, Mare & Aquas dulces, abire & recedere, & in omnibus & ubique ita justè & honestè tractabuntur ac si essent Originarii & Subditi proprii; Juribus, Statutis, & Consuetudinibus Locorum in omnibus semper salvis, ac solvendo tanta & talia Custumas, Subsidia, Vectigalia, & alia Deveria, quæ & qualia ante triginta Annos proximò & immediatè elapsos pacificè solvere consueverunt, observentúrque eis suæ Exemptiones, Immunitates, & Privilegia illis temporibus (id est) ante triginta Annos consueta.

Item, concordatum, & conclusum est quòd præfati Domini *Rex & Regina Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c.* eorúmque *Filius Primogenitus & Hæres*, eorumque prædicti Hæredes & Successores, præfatorum Domini *Regis Angliæ*, ejusque *Filii Primogeniti & Hæredis*, eorúmque prædictorum Hæredum & Successorum, Hostibus, Inimicis, Rebellibus, Persecutoribus, aut quibuscúmque præsentibus & futuris, contra præfatum Dominum *Regem Angliæ*, ejusque *Filium Primogenitum & Hæredem*, eorúmque prædictos Hæredes & Successores, per Terram, Mare, vel Aquas dulces, ex causa vel occasione quacúmque præsenti vel futura; consilium, auxilium, vel favorem publicè vel occultè, directè vel indirectè non dabunt nec præstabunt, aut aliàs quovis modo juvabunt, nec Subditos prædicto Domino *Regi Angliæ* ejúsve Successoribus prædictis Rebelles in suis Regnis, Terris, Dominiis, Locis scienter receptabunt receptarive facient, nec in eisdem morari aut auxilium vel favorem habere permittent:

Et similiter præfatus Dominus *Rex Angliæ*, ejúsque *Filius Primogenitus & Hæres*, eorúmque prædicti Hæredes & Successores præfatorum Dominorum *Regis & Reginæ Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c.* eorúmque *Filii Primogeniti & Hæredis*, eorúmque prædictorum Hæredum & Successorum, Hostibus, Inimicis, Rebellibus, Persecutoribus quibuscúmque contra præfatos Dominos *Regem & Reginam Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c.* eorúmque *Filium Primogenitum & Hæredem*, eorúmve prædictos Hæredes & Successores, per Terram, Mare, vel Aquas dulces, ex causâ vel occasione quacúmque præsenti vel futura, consilium, auxilium, vel favorem publicè vel occultè, directè vel indirectè non dabunt nec præstabunt, aut aliàs quovismodo juvabunt, nec Subditos præfatis Dominis *Regi & Reginæ Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c.* eorumve prædictis Successoribus Rebelles in suis Regnis, Terris, Dominiis, aut Locis scienter receptabunt receptarive facient, nec in eisdem morari aut auxilium vel favorem habere permittent.

Item, concordatum & conclusum est quòd præfatus *Dominus Rex Angliæ*, ejusque *Filius Primogenitus & Hæres*, eorúmque prædicti Hæredes & Successores, præfatis Dominis *Regi & Reginæ Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c.* eorumque prædictis Hæredibus & Successoribus, contra omnes Principes & Homines quoscumque, qui eos lædere seu eorum Statum depravare vel Regna, Terras, Dominia, & Loca impugnare vel invadere quomodolibet voluerint vel moliantur, vel contra eosdem Guerram aut Bellum facere vel movere præsumpserint, sub modo & formâ sequentibus, auxilium & adjutorium bonâ fide & effectualiter, sicut facerent in negotiis suis propriis, præstabunt; videlicet,

Quòd, si contingat præfatos Dominos *Regem & Reginam*, eorumve Hæredes & Successores prædictos, Hominibus ad arma, Castellanis, Sagittariis, aut aliis imposterùm indigere, atque pro & super eisdem subsidium a *dicto Rege Angliæ* ejusve Hæredibus & Successoribus prædictis per se Literas vel Nuncios requirere, idem Dominus *Rex Angliæ*, ejusve prædicti Hæredes & Successores, præfatos Dominos *Regem & Reginam Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c.* eorúmque Hæredes & Successores prædictos, bonâ fide, absque difficultate aliquâ, de Hominibus, Castellanis, & Sagittariis hujusmodi, usque ad eum numerum quem, rerum atque temporum opportunitate propriaque necessitate consideratis, a se commodè dimittere poterit, infra spatium trium mensium a tempore requisitionis hujusmodi computandorum, quandocúmque & quotienscúmque super eo fuerit requisitus, adjuvabit; sumptibus tamen, stipendiis & expensis præfatorum Dominorum *Regis & Reginæ Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c.* eorúmque Hæredum vel Successorum prædictorum, secundum statum & qualitatem Hominum, Castellanorum, & Sagittariorum hujusmodi & precium Victualium; quæ stipendia taxentur per quatuor legales Milites ad hoc assumendos (duos, videlicet, ex parte una, & duos ex parte altera) secundùm morem Regni & Terræ, ubi tale Bellum geretur, serviéntque hujusmodi Homines, Castellani, & Sagittarii debitè & fideliter præfatis Dominis *Regi & Reginæ Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c.* eorúmve Hæredibus & Successoribus prædictis, in ipsorum Guerris & Expeditionibus, contra Hostes quamdiu eos duxerint retinendos, & eis de sumptibus, stipendiis, & expensis, sic taxatis, ut præmittitur, satisfacient:

Et similiter præfati Domini *Rex & Regina Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c.* eorúmque Hæredes & Successores prædicti, præfato Domino *Regi Angliæ*, ejus Hæredibus & Successoribus, prædictis, contra omnes Principes & Homines, qui eos lædere, seu eorum Statum depravare, vel Regna, Terras, Dominia, aut Loca impugnare vel invadere quomodolibet velint vel moliantur, contra eosdem Guerram aut Bellum facere vel movere præsumpserint; sub modo & formâ sequentibus, auxilium & adjutorium, bonâ fide & effectualiter, & sicut facerent in Negotiis suis propriis, præstabunt; videlicet,

Quòd, si contingat præfatum Dominum *Regem Angliæ*, ejúsve Hæredes & Successores prædictos, Hominibus ad arma, Castellanis, Sagittariis, aut aliis imposterum indigere atque pro & super eisdem subsidium a dictis Dominis *Rege & Regina Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c.* eorúmve Hæredibus & Successoribus præfatis, per se, Literas, vel Nuncios suos, requirere, iidem *Rex & Regina Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c.* eorúmque Hæredes & Successores, præfato Domino *Regi Angliæ*, ejúsque Hæredibus & Successoribus prædictis, bonâ fide & absque difficultate aliquâ, de Hominibus, Castellanis, Sagittariis hujusmodi, usque ad eum numerum quem, rerum atque temporum oportunitate propriaque necessitate consideratis, a se commodè dimittere poterint, infra spatium trium mensium a tempore requisitionis hujusmodi computandorum, quandocumque & quotienscúmque super eo fuerint requisiti, adjuvabunt, sumptibus tamen, stipendiis, & expensis, præfati Domini *Regis Angliæ*, ejúsque *Filii Primogeniti & Hæredis*, eorúm-

ANNO 1489.

eorúmque Hæredum & Successorum prædictorum, secundum statum & qualitatem hominum, Castellanorum, & Sagittariorum hujusmodi, & Precium Victualium, quæ stipendia taxentur per quatuor legales Milites ad hoc assumendos (duos, videlicet, ex parte una, & duos ex parte altera) secundum morem Regni & Terræ ubi tale Bellum geretur, serviéntque hujusmodi homines, Castellani & Sagittarii debite & fideliter præfato Domino *Regi Angliæ*, Hæredibus & Successoribus suis prædictis, in ipsorum Guerris & Expeditionibus, contra Hostes quamdiu duxerint eos retinendos, & eis de sumptibus & expensis, sic taxatis, ut præmittitur, satisfacient.

Item, concordatum & conclusum est quòd præfatus Dominus *Rex Angliæ*, *ejusque Filius Primogenitus & Hæres*, Successores quoque ex corporibus eorum legitimè procreati, non possunt *Karolo Regi Francorum*, nec alicui alii Regi, vel Principi, aut homini cuicúmque, contra præfatos Dominos *Regem & Reginam Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, *&c.* eorúmve *Filium Primogenitum & Hæredem*, eorúmque Hæredes & Successores suos prædictos, consilium, auxilium, vel favorem quoquo modo, quovis quæsito colore, dare vel præstare:

Et similiter præfati *Rex & Regina Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, *&c.* eorúmque *Filius Primogenitus & Hæres*, eorúmque Hæredes & Successores ex corporibus eorum legitime procreati, non possint præfato *Carolo Regi Francorum*, nec alicui Regi, Principi, aut homini cuicúmque, contra præfatum Dominum *Regem Angliæ* ejúsve Hæredes & Successores prædictos consilium, auxilium, vel favorem quoquo modo, quovis quæsito colore, dare vel præstare.

Item, conventum & concordatum est quòd præfatus Dominus *Rex Angliæ* ejusque *Filius Primogenitus & Hæres*, & sui Successores prædicti, non faciant Pacem, Amicitiam, Treugas, nec Confœderationem cum præfato *Karolo Rege Francorum*, nec cum ejus Hæredibus & Successoribus, sine consensu *Regis & Reginæ Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, *&c.* eorúmque Hæredum & Successorum prædictorum:

Et similiter præfati Domini *Rex & Regina Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, *&c.* eorumque *Filius Primogenitus & Hæres*, & sui Successores prædicti, non faciant Pacem, Treugas, Amicitiam, nec Confœderationem cum *dicto Karolo Rege Francorum*, nec cum ejus Hæredibus & Successoribus, sine consensu dicti Domini *Regis Angliæ*, ejusve *Primogeniti Filii & Hæredis*, eorumque Hæredum & Successorum prædictorum.

Item, concordatum & conclusum est quòd, quandocumque præfati Domini *Rex & Regina Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, *&c.* eorumve *Primogenitus Filius & Hæres*, eorumque Successores prædicti, contra præfatum *Karolum Regem Francorum*, ejusve Hæredes & Successores, Bellum aut Guerram fecerint aut moverint, præfatus Dominus *Rex Angliæ*, ejusve *Filius Primogenitus & Hæres*, & Successores prædicti cum *præfato Karolo* & Successoribus suis Treugas aut Pacem non facient, sed Guerram etiam & Bellum contra *eundem Karolum*, ejusque Hæredes & Successores facient & movebunt:

Et similiter, quandocumque præfatus Dominus *Rex Angliæ*, ejusve *Filius Primogenitus & Hæres*, aut eorum Successores prædicti, contra præfatum *Karolum* ejusve Hæredes & Successores Bellum aut Guerram fecerint vel moverint præfati Domini *Rex & Regina Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, *&c.* eorumque *Filius Primogenitus & Hæres* eorumque Successores prædicti, cum *præfato Karolo* ejusve Successoribus Treugas aut Pacem non facient, sed Guerram etiam & Bellum contra *eundem Karolum* ejusque Hæredes & Successores facient & movebunt.

Item, fuit concordatum & conclusum, quòd quia ad præsens præfatus Dominus *Rex Angliæ* habet Treugam cum *dicto Rege Francorum* usque ad decimum septimum diem mensis Januarii proximò futurum, quod, pendente dicta Treuga, non teneantur *præfati Rex & Regina Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, *&c.* facere Guerram *præfato Regi Francorum* ad requisitionem dicti Domini *Regis Angliæ*, sed, finitâ dictâ Treugâ, liceat utrique Principi præfatorum (scilicet) *Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, *&c.* & *Angliæ*, inire Treugam seu Treugas aut supersedere in Guerra sine consensu alterius cum *dicto Rege Franciæ* per annum sequentem; ita tamen quòd qui illorum Treugam vel Treugas fecerit comprehendat in eis alterum, si voluerit in eisdem comprehendi; &, si noluerit comprehendi in eis, Pars, qui Treugas fecerit, possit illas servare: sed si verè hodie est rupta Guerra inter *præfatos Reges Angliæ & Francorum*, quòd tunc neuter Principi præfatorum (scilicet) *Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, *&c.* & *Angliæ* liceat inire Treugas sine expresso consensu alterius.

ANNO 1489.

Item, fuit concordatum & conclusum quòd omnia contenta in Capitulis hujus Confœderationis, tangentibus *Regem Francorum*, observentur & adimpleantur ut in ea continentur, nisi præfatus *Rex Francorum* vel ejus Hæredes restituerint de sua voluntate dicto Domino *Regi Angliæ*, vel supradictis ejus Hæredibus & Successoribus, suos Ducatus Acquitanniæ & Normanniæ, in tali casu quòd possit idem *Rex Angliæ* vel ejus Hæredes & Successores prædicti inire Pacem vel Treugam cum *dicto Rege Francorum* vel ejus successores sine consensu præfatorum *Regis & Reginæ Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, *&c.* vel suorum Hæredum & Successorum præfatorum:

Et similiter, si *præfatus Rex Francorum*, vel ejus Hæredes & Successores, restituerint de sua voluntate dictis Dominis *Regi & Reginæ Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, *&c.* vel supradictis eorum Hæredibus & Successoribus, suos Comitatus Rossilionis & Ceritaniæ, in tali casu possint ipsi *Rex & Regina* & eorum Successores prædicti inire Pacem vel Treugas cum præfato *Rege Francorum*, vel ejus Hæredibus, sine consensu prædicti Domini *Regis Angliæ* vel suorum Successorum:

Et in quocúmque casu prædictorum, quo facta fuerit Pax vel Treuga per alterum istarum Partium, ut supradictum est, cum *præfato Rege Francorum*, vel suis Hæredibus & Successoribus, præsens Amicitia, Pax, & Confœderatio sit & maneat firma inter prædictos Principes & eorem Subditos, in omnibus & per omnia, nisi in tangentibus *Regem Francorum* & suos Hæredes, & ejus Regna, Terras, & Dominia, & ejus Subditos.

Item, concordatum est & conclusum quòd prædicti Domini *Rex & Regina Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, *&c.* eorúmque *Filius Primogenitus & Hæres*, eorúmque Successores prædicti, in omni Ligâ, Pace, Treuga, Confœderatione, vel Unione quacúmque, quam cum aliquo Principe, Universitate, Communitate, Societate, vel homine quocúmque, ab hac die in antea, concordabunt & concludent, præfatum *Regem Angliæ*, ejusque *Filium Primogenitum & Hæredem*, eorumque Hæredes & Successores, ut prædicitur, specialiter, & nominatim comprehendent, si in eisdem comprehendi voluerint:

Et, simili modo, quòd *præfatus Rex Angliæ*, ejusque *Filius Primogenitus & Hæres*, eorúmque Hæredes & Successores prædicti, in omni Treuga, Pace, Liga, Confœderatione, vel Unione quacúmque, quam cum aliquo Principe, Universitate, Communitate, Societate, vel Homine quocumque, ab hac die de cætero, concordabunt & concludent, *præfatos Regem & Reginam Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, *&c.* eorumque *Filium Primogenitum & Hæredem*, & eorum Hæredes & Successores, ut prædicitur, specialiter & nominatim comprehendent, si in eisdem comprehendi voluerint; sed in casu *Regis Francorum* observetur, per utrámque Partem, quòd in superioribus Capitulis continetur.

Item, concordatum & conclusum est quòd in hac præsenti Amicitia, Liga, Unione, Confœderatione, & Pace, tàm pro parte præfatorum Dominorum *Regis & Reginæ Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, *&c.* quàm pro parte prædicti Domini *Regis Angliæ*, reserventur & excipiantur Sanctissimus *Dominus noster Papa*, ac *Reges Neapolis & Portugaliæ*.

Item, est concordatum & conclusum quòd reservetur & excipiatur in hac Amicitia, Liga, Unione, Confœderatione, & Pace Dominus *Rex Romanorum*, postquam inierit Amicitiam & Phœdus cum utraque Parte.

Item, est conclusum & concordatum quòd in hac Amicitia, Liga, Unione, & Confœderatione, & Pace reservetur & excipiatur *Ducissa Britanniæ* quæ nunc vivit, & ejus maritus, quamdiu fuerint & persliterint in Amicitia utriusque Partis.

Item, concordatum & conclusum est, ut captiones, pignorationes, Marchæ & represariæ Navium & Personarum & bonorum utrinsque Partis, eorumque Vassallorum & Subditorum, de cætero cessent, quòd quandocumque aliqua Navis indigena exitura est ab aliquo Portu tam Regnorum & Dominiorum *Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, *&c.* quàm *Angliæ*, *Hiberniæ*, *&c.* Majores & Gubernatores, & alii Officiales, quibuscúmque nominibus appellentur, talis Villæ, Oppidi, seu

Portûs

ANNO 1489.

Portûs, unde exitura est, capiant sufficientem securitatem a Dominis seu Possessoribus, Magistris, Patronis, seu Bursariis Navis hujusmodi, ad duplum valoris Navis apparati & Victualium ejusdem, quòd Magister ejusdem Navis, Marinarii, & Nautæ, ac omnes in ea Navi existentes, cujuscumque statûs vel conditionis existant, servabunt hanc Pacem erga quoscunque Subditos Patriarum, Regnorum, Dominiorum, Terrarum alterius Partis, & nullam eis injuriam seu violentiam in Terra, Mari, Fluminibusve aut in Portu aliquo facient seu inferent:

Et, si hujusmodi securitates præstare noluerint, non permittent ipsi Majores, Gubernatores, & Officiales prædictorum Oppidorum seu Portuum, ubi casus ille acciderit, Navem hujusmodi quoquo modo exire;

Quotiens autem securitatem præmissam Majores, Gubernatores, & Officiales prædicti exegerint seu receperint, dabunt Literas autenticas sub Sigillo Possessoribus, Magistris, seu Bursariis illius Navis ita assecuratæ, testificantes ipsam securitatem præstitam; ad finem ut, ipsarum Literarum vigore, Navis hujusmodi alios, ad quos forsitan applicabit, Portus libère exire valeat:

Providebunt etiam *præfati Reges* & *Principes*, eorumque Hæredes & Successores; ut prænittitur, per Literas suas, ad suos Gubernatores & Officiales Oppidorum & Portuum suorum Regnorum & Dominiorum mittendas, taliter quod ipsi omnia & singula præmissa, de tempore in tempus, observabunt & observari facient,

Et præfati Officiales teneantur, infra quadraginta dies proximò sequentes a die requisitionis sibi factæ per partem damnificatam cumputandos, exequi prædictam obligationem contra Magistrum Navis & ejus Fidejussores quæ tale dampnum intulit,

Et quòd omnes Literæ Marcharum & Represiarum, hactenus per dictos Reges & Prædecessores suos concessæ contra Subditos alterius Partis, sint suspensæ, & vigore earum nulla executio fieri possit, sed de novo fiat requisitio ad instantiam dampnificatorum, & eis fiat Justitia per Superiorem dampnificatorum, & in ejus denegationem, servatâ formâ similibus casibus consuetâ, possint dari & concedi Marchæ seu Reprisaliæ contra Subditos & Vassallos Principis Justitiam denegantis.

Item, concordatum & conclusum est quòd, si per præfatos Dominos, *Regem Angliæ*, & *Regem & Reginam Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, *&c.* vel aliquem ipsorum, suosque Hæredes & Successores, ut prædicitur, quidquam imposterum, ubique Locorum, contra vim, formam, & effectum præsentis Tractatûs & conclusionis Pacis, Concordiæ, Amicitiæ, Ligæ, Unionis, & Confœderationis temerè factum vel injustè attemptatum fuerit (quod Deus avertat) illud sic factum vel attemptatum, quotiens id acciderit, ad requisitionem Partis contra quam id factum vel attemptatum esse prætenditur, per debita & oportuna remedia reformetur, & reparetur; sed per hoc huic præsenti Pacis Concordiæ, Amicitiæ, Ligæ, Unionis, & Confœderationis Tractatui in nullo præjudicetur, nec propter tale factum vel attemptatum eadem Pax, Liga, Unio, & Confœderatio rumpi vel dissolvi censebitur, sed nichilominus in suo robore permanebit & effectu.

Item, concordatum & conclusum est quòd, si aliquis Vassallus, Homo, vel Subditus alterius Partis, per Vassallos, Homines, aut Subditos alterius, contra vim, formam, & effectum præsentis Tractatûs & Concordiæ, in aliquo læsus vel damnificatus fuerit, & super hoc in illis Locis & per illos Judices, ubi & per quos in talibus casibus de Justitia provideri debet, reformationem & reparationem consequi non valuerit, nichilominus præsens Tractatus & Concordia in suo robore permaneat, & Pars sic dampnificata, quæ, ut præmittitur, consequi non valuit, cum Commendatitiis & Admonitoriis Literis sui Principis ad alterum Principem recurret, ipséque defectum Officialium suorum suplens, ille de debito Juris remedio providebit, nec anteà Literæ de Represariis vel Marcha vel Contromarcha impetrentur nec concedentur.

Item, concordatum & conclusum est quòd utérque Principum præfatorum, infra sex Menses proximò & immediatè sequentes post datam præsentis Conclusionis, hunc Tractatum, Treugas, Pacem, Unionem, & Concordiam, & Confœderationem & veram Amicitiam, in omnibus & singulis insignioribus Locis Regnorum & Dominiorum suorum, tàm super Littora Maris quam super Terram & in Portubus eorumdem, publicè & solempniter proclamari, notificari & publicari facient, prout in tali casu antiquitus fieri consuevit.

Item, pro majori securitate & roboris firmitate dictæ Amicitiæ, Pacis, Ligæ, Unionis, & Confœderationis, & ut inter *præfatos Principes* major intercedat Benivolentia, conjunctio, & amicitas, est concordatum & conclusum quòd, cum Benedictione Christi & ipsius adjutorio, celebrentur sponsalia & matrimonium per verba de præsenti, juxta consuetudinem Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ, inter præfatum Illustrissimum Dominum *Arthurum Principem Walliæ*, *&c.* Filium primogenitum & Hæredem dicti Domini *Regis Angliæ*, & Illustrissimam Dominam *Katherinam Filiam quartam* præfatorum *Regis & Reginæ Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, *&c.* cum ad ætatem legitimam pervenerint; & quòd, cum prædicti Domini *Arturus* & *Catherina* pervenerint ad ætatem, in qua de Jure vel dispensatione Apostolicâ sponsalia de futuro contrahere possint, eadem sponsalia per verba de futuro contrahent per suos Procuratores & Nuncios legitimè ad hoc specialiter constitutos.

ANNO 1489.

Item, concordatum & conclusum est quòd præfati Domini *Rex & Regina Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, *&c.* pro *prædicta Domina Catherina* Filia sua, & præfatus Dominus *Rex Angliæ* pro prælibato *Domino Principe Arturo* Filio suo, promittunt procurare, facere, curare, & laborare quòd dicta sponsalia de futuro fiant & celebrentur cùm ad prædictam ætatem prædicti Domini *Arturus* & *Catherina* pervenerint: Ee quòd, cum fuerint ætatis legitimæ (scilicet, dictus Dominus *Arturus* quatuordecim Annorum, & dicta Domina *Katerina* duodecim Annorum) facient, contrahent, & celebrabunt prædictum matrimonium per verba de præsenti, secundum morem Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ: Et quòd postea illud per ipsos consumabitur, ut inter legittimum virum & uxorem fieri debeat,

Quæ omnia prædicti Domini *Rex & Regina Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, *&c.* & *Rex Angliæ*, & unusquisque eorum promittunt & promittit procurare & facere pro viribus suis, omni dolo ac fraude, cavilatione, dilatione, & simulatione cessantibus, sub pœnis & censuris Sedis Apostolicæ, & etiam in præsentia duarum personarum fide dignarum in dignitate constitutarum, atque coram duobus auctoritate Apostolicâ Tabellionibus ad hoc specialiter vocatis, juramentum corporale tactis Sacrosanctis Evangeliis præstabunt; super qua quidem juramenti præstatione iidem Tabelliones unum vel plura, publicum vel publica, Instrumentum vel Instrumenta, ad præfatorum *Regis & Reginæ Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, & *Regis Angliæ*, aut alicujus eorum, aut per eorum Deputatorum requisitionem, conficere, & eis vel ei sic requirentibus vel requirenti dare & tradere teneantur.

Item, est concordatum & conclusum quòd memorati Domini *Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, *&c. Rex & Regina* dent in dotem cum *prædicta Catherina* Filia sua *Ducenta Milia Scutorum Auri* (valente *unoquoque Scuto quatuor solidos & duos denarios Sterlingorum*) hoc modo solvenda; videlicet,

Medictatem prædictorum *ducentorum mille Scutorum præfato Domino Regi* vel ejus ad hoc specialiter Deputato vel Deputatis, in Oppido Bristolliæ vel Subantoniæ, vel in alio Portu Angliæ, ubi prædicta *Domina Catherina* primò traducta fuerit,

Alteram verò medietatem prædictæ dotis dent & solvent præfato Domino *Regi Angliæ* vel *Arturo* Filio suo primogenito, vel eorum Deputatis, infra biennium a tempore prædictæ traductionis computando:

Et quia asseritur per præfatum Doctorem *Rodericum Gundesalvi de Puebla*, Oratorem præfatorum Dominorum *Regis & Reginæ Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, *&c.* in jocalibus, vestibus, supellectibus, & aliis ornamentis, per suas Magestates cum præfata *Domina Catherina*, Filia sua, mittendis, & quòd aliæ tres partes dictæ dotis debeant solvi in auro & argento & Gemmis, justo precio extimatis, ut ipse asserit fuisse conventum & conclusum inter eum & Reverendum Dominum *Ricardum Episcopum Exoniensem* ac Dominum Privati Sigilli, qui ad hoc fuit deputatus per præfatum Dominum *Regem Angliæ*, & præfati Oratores dicti *Regis Angliæ* huic assertioni contradicunt, est concordatum & conclusum quòd veritas hujus Articuli committitur verbo fidei & juramento prædicti *Episcopi Exoniensis* Domini præfati Sigilli, cujus declarationi stetur.

Item, quia per præfatum Doctorem Oratorem præfatorum Dominorum *Regis & Reginæ Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, *&c.* fuit propositum quòd, nomine Arrarum, daretur, per prædictum Dominum *Regem Angliæ* & Dominum *Principem Arturum* ejus Filium, dictæ Dominæ *Catherinæ* ejus sponsæ, propter hono-

Anno 1489.

honorem suæ personæ, medietas vel saltem tertia pars prædictæ dotis, juxta morem & consuetudinem universaliter in similibus casibus inter Principes observatam; ad quod per prædictos Oratores dicti Domini *Regis Angliæ* fuit responsum, quòd secundum consuetudinem Regni Angliæ prædicta datio Arratum non admittitur, sed quòd post solempnisationem Matrimonii est habitura prædicta *Domina Catherina*, Principissa Angliæ, tertiam partem Principatûs Walliæ, & Ducatûs Cornubiæ, & Comitatûs Cestriæ, quæ tertia pars ascendit, singulis Annis, in redditibus usque ad summam *viginti & quinque milia*, vel saltem *Viginti & tria milia prædictorum Scutorum*, & quòd hæc tertia, contemplatione præfatorum Dominorum *Regis & Reginæ* ejus parentum, assignabitur, & in bonis Villis, Terris, & Dominiis prædictorum Principatûs, Ducatûs, & Comitatûs taliter quòd Proventus Villarum, Terrarum, & Dominiorum sibi assignatorum sint æquivalentes Proventibus prædictæ tertiæ partis prædictorum Principatûs, Ducatûs & Comitatûs: Et quòd, postquam dicta *Domina Katerina* fuerit Regina, dabitur & habundantiùs ultra valorem prædictæ tertiæ partis, juxta consuetudinem aliarum Reginarum Regni Angliæ: Et, si dissolvatur matrimonium per obitum dicti Domini *Arthuri*, (quod Deus avertat) dabitur ei tertia pars reddituum & proventuum Regni Coronæ Angliæ, secundum quod assuetum est dari aliis Reginis Angliæ; est concordatum & conclusum quòd in hoc servetur cum dicta *Domina Catherina* Principissa quod consuetum est fieri cum aliis Principissis Angliæ, dumtamen assignentur sibi bonæ Villæ, Terræ, & Dominia pro prædicta tertia Parte, quæ ascendant in redditibus singulis Annis usque ad dictam summam *viginti quinque millia*, vel saltem *viginti & tria millia prædictorum Scutorum* dictorum Principatûs, Ducatûs, & Comitatûs, ut prædictum est, & cum competenti melioratione, attentis progenie & statu præfatorum Dominorum *Regis & Reginæ Castellæ, Legionis, Aragonum Siciliæ, &c.* parentum præfatæ *Dominæ Katherinæ*, &, cum præfata *Domina Katherina* fuerit Regina, observentur cum ea tàm constante Matrimonio quàm soluto, quod cum aliis Reginis Angliæ fieri solet, ut prædictum est.

Item, concordatum & conclusum est quòd, pro securitate dictæ solutionis dictæ dotis, præfati Domini *Rex & Regina Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c.* obligent se, & suos Hæredes & Successores, & bona sua Patrimonialia & Fiscalia, ac bona Subditorum suorum, in forma Contractûs garenticii paratam executionem habentis, promitténtque sub fide & verbo Regio prædictam dotem realiter & cum effectu solvere in terminis & in Locis desuper contentis, taliter quòd, in defectum solutionis, dictus Dominus *Rex Angliæ* & Dominus Filius suus *Arturus*, ejúsve Hæredes & Successores prædicti, possint requisitione & admonitione præmissâ, ut inter tantos & tales Principes fieri decet, nedum Bona ipsorum *Regis & Reginæ* Hæredum & Successorum suorum, sed etiam bona Subditorum capere & pro rata debite vendere & distrahere.

Item, concordatum & conclusum est quòd præfatus Dominus *Rex Angliæ* obliget se, Hæredes & Successores suos præfatos, & bona sua Patrimonialia & Fiscalia, Bona Subditorum suorum, pro securitate quòd *prædicta Catherina* dotabitur per præfatos Dominos, *Regem Angliæ & Arturum* ejus Filium, tempore quo fuerit traducta in dicto Regno Angliæ, & fuerit nupta per verba de præsenti, in tertia parte dictorum Principatûs Walliæ, & Ducatûs Cornubiæ, & Comitatûs Cestriæ: Et quòd dicta tertia pars sibi assignabitur in bonis Villis, Terris, & Dominiis dictorum Principatûs, Ducatûs, & Comitatûs, cum redditibus & proventibus, æquivalenti valori tertiæ partis reddituum & proventuum dictorum Principatûs, Ducatûs, & Comitatûs, ut supradictum est, & cum competenti melioratione, ut dictum est: Et quòd, cum fuerit Regina, ultra dictam tertiam partem, dabitur ei habundantius constante matrimonio, &, eo dissoluto per obitum dicti Domini *Arturi* (quod Deus avertat) dabitur ei tertia pars reddituum & proventuum Regni Coronæ Angliæ, juxta morem & consuetudinem observatam cum aliis Reginis Angliæ.

Item, concordatum & conclusum est quòd, si contingat pertinere dictæ Dominæ *Catherinæ* successio in dictorum Regnorum *Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c.* per obitum suorum Fratrum & Sororum eâ majorum (quod Deus avertat) quòd *præfata Katherina* succedat in eisdem Regnis & Dominiis, ac si in eisdem Regnis & Dominiis vitam ageret & præsens esset.

Item, concordatum & conclusum quòd præfati Domini *Rex & Regina Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c.* transmittant in Portum Subanthoniæ, vel Bristolliæ, vel in alium Portum Regni Angliæ, *præfactam Katerinam* eorum Filiam, decenter ornatam vestibus & aliis ornamentis, secundum gradum suæ dignitatis, quæ si debeant computari in dotem vel non, stetur Juramento Domini Privati Sigilli ut dictum est; &, quamprimum applicuerit in aliquo prædictorum Portuum, illicò, scilicet, infra mensem proximò sequentem, celebrentur nuptiæ inter præfatos Dominos, *Arturum & Katerinam* in facie Ecclesiæ.

Anno 1489.

Item, quia dicti Oratores præfatorum Dominorum *Regis & Reginæ Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c.* & *Angliæ* non sunt sufficienter instructi circa traductionem præfatæ *Dominæ Katherinæ* in Angliam, visum fuit honestum, per Commissarios & Deputatos utriúsque Partis, quòd Oratores præfatorum Dominorum *Regis & Reginæ Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c.* & *Angliæ*, conferant inter se & consulant utrúmque Principem suum; sed nichilominus maneant firma omnia in his præsentibus Capitulationibus contenta, præter illud Capitulum.

Nos præfati *Didacus de Guivara* Archidiaconus de Campos Capellanus præfatorum Dominorum *Regis & Reginæ Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c.* & *Rodericus Gundesalvi de Puebla* utriúsque Juris Doctor, & *Johannes de Sepulveda* Miles, & *Ricardus Nanfan* Miles Custos Principis primogeniti Regis Angliæ, & *Thomas Savage* utriúsque Juris Doctor ac Cancellarius Comitatûs Marchiæ, nomine præfatorum Dominorum *Regis & Reginæ Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c.* & *Regis Angliæ*, nostrorum Constituentium, promittimus & assecuramus invicem quòd præfati Domini facient, observabunt, & adimplebunt realiter & cum effectu omnia & singula in præsentibus Literis & Capitulationibus desuper contenta, quæ cuilibet Parti earum incumbunt facienda & adimplenda, tam circa præfatam Pacem, Amicitiam, Ligam, & Confœderationem, quàm circa dictum Matrimonium contrahendum inter præfatos Dominos *Arturum Principem Walliæ & Infantem Katerinam*, omni dolo, fraude, simulatione, & cautelâ cessantibus, & quòd omnia bonâ fide servabuntur & adimplebuntur sub ipothecâ & obligatione omnium suorum bonorum Patrimonialium & Fiscalium, præsentium & futurorum, quæ ad hæc specialiter & expresè obligamus sub omni Juris & facti renunciatione ad hæc necessaria pariter & cautela.

In quorum omnium & singulorum fidem & Testimonium præmissorum præsentes Litteras sive præsens publicum Instrumentum fieri jussimus, & ejusdem tenoris duplicari,

Unum, videlicet, ipsorum originalium pro præfatis Dominis *Rege & Regina Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c.*

Alterum verò pro præfato Domino *Rege Angliæ*,

Et volumus quòd quilibet originalium eorumdem, etiam sine altero & per se, tantam plenariam fidem, in Judicio & extra, ubique faciat de præmissis, ac si ambo originalium ostensa fuissent.

Datum & acta in *Oppido de Medina del Campo*, die vicesimâ septimâ mensis Martii, Anno a Nativitate Domini millesimo, quadringentesimo, octoagesimo nono; præsentibus ibidem, Egregiis Viris Dominis, *Roderico Maldonado de Talavera* Doctore, & *Fernando Alvari* Secretario & Bacallario, *Jofredo de Sasiola*, Regis & Reginæ Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c. Consiliariis, & *Roderico de Mercado* eorumdem Regis Domûs Milite, testibus ad præmissa vocatis specialiter & rogatis.

CXXVI.

Tractatus inter HENRICUM VII. *Regem Angliæ & ANNAM Ducissam Britanniæ, pro mutuo sibi invicem præstando auxilio, conclusus in Civitate Redonensi die 10 Februarii Anno 1489 & à Rege confirmatus Westmonasterii die 1. Aprilis 1489.* [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. XII. pag. 362.] 1. Avril.

REx omnibus, ad quos &c. Salutem.

INSPEXIMUS quædam Appunctuamenta Treugarum, Amicitiarum, intercursûs mercium & mercandisarum, mutuorum succursuum & auxiliorum, aliarumque Promissionum, Conventionum, Pactionum, inter dilectos & fideles Consiliarios nostros, *Ricardum Eggecombe*

Anno 1489.

combe Militem nostri Hospitii Controllatorem, & Magistrum *Henricum Aynesworth* Legum Doctorem in Officio nostri Privati Sigilli secundarium, nostros veros & indubitatos Ambassiatores, Commissarios, Legatos, Deputatos, Oratores, & Nuncios speciales, ex una, &, Egregios & Spectabiles Viros, *Philippum de Montauban Militem Dominum de Sens* Cancellarium Serenissimæ Principis carissimæ Consanguineæ nostræ *Annæ Britanniæ Ducissæ*, ac, Magistros, *Guillermum Guegen* Archidiaconum Penthenriæ Electum Nannetensem, & *Rollandum Goujon*, Jurisperitos, Commissarios, Procuratores, & Oratores prædictæ Consanguineæ nostræ, partibus ex altera, capta, inita, concordata, & conclusa, in Civitate Redonensi, decimâ die mensis Februarii jam proximò præteriti, juxta formam quarumdam Indenturarum superinde confectarum,

Quarum Tenor sequitur in hæc verba,

HÆC INDENTURA,

FACTA *Redonis* decimâ die mensis Februarii, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, octuagesimo octavo, inter nos *Philippum de Montauban Militem Dominum de Sens* Cancellarium Britanniæ, ac *Guillermum Guegnen* Archidiaconum Pentheuriæ & Electum Ecclesiæ Nannetensis, & *Rollandum Goujon*, Illustrissimæ Principis & Dominæ Dominæ *Annæ*, Dei gratiâ, *Ducissæ*, Commissarios, Deputatos, & Procuratores, ex unâ parte, ac, Egregios & Spectabiles Viros, Dominum, *Ricardum Eggecombe* Militem, & Magistrum *Henricum Aynesworth* Legum Doctorem, Excellentissimi & Potentissimi Principis & Domini Domini *Henrici*, eadem gratiâ, *Angliæ & Franciæ Regis & Domini Hiberniæ*, Oratores, Commissarios, Deputatos, & Procuratores, ex alterâ parte,

TESTATUR quòd nos, præter & ultra cæteras quaslibet pactiones, Conventiones Mercium & Mercandisarum intercursus, ac Confœderationes, inter dictam Illustrissimam Dominam nostram Supremam *Britanniæ Ducissam* & supradictum Illustrissimum *Angliæ Regem* & eorumdem antecessores, sub quacumque verborum formâ, firmatas, initas, & contractas, seu in futurum formandas, ineundas, & contrahendas, speciales quasdam Intelligentias, Promissiones, Pactiones, Conventiones, Confœderationes, Amicitias, Alligantias, Intercursus Mercium & Mercandisarum, Prorogationes nos, virtute potestatis per Literas Patentes dictæ Supremæ Dominæ nostræ (quarum tenor infra sequitur) nobis attributæ cum supradictis Commissariis dicti metuendissimi Regis, potestate similiter sufficienti per Literas suas Patentes (quarum tenor subinseritur) etiam fulcitis, communicavimus, appunctuavimus, contraximus, conclusimus, ac per præsentes, sub modo & formâ sequentibus, appunctuamus, contrahimus, concludimus, & concordamus Articulos, Promissiones, Pactiones, Conventiones, Alligantias, Amicitias, Mercium & Mercandisarum intercursus, ac eorumdem prorogationes & continuationes quæ sequuntur,

INPRIMIS, communicatum, concordatum, & conclusum est quòd inter dictum Dominum *Henricum Regem Angliæ*, suos Hæredes & Successores, & dictam Dominam *Annam Britanniæ Ducissam*, ejúsque Hæredes & Successores, & eorumdem Regna, Ducatum, Terras, Dominia, & Patrias, sit una vera, firma, perpetua, illibata, & inviolabilis Amicitia & Liga, per Dei gratiam, futuris temporibus, sub modo & formâ sequentibus, duratura; videlicet,

Quòd si dicta *Domina Ducissa*, aut ejus Hæredes vel Successores, aut eorumdem Patria per aliquem Regem, Principem, Communitatem, Nobilem, Potentem, aut Subditos suos vel alios quoscúmque, gravetur, molestetur, invadatur, vel impugnetur, seu graventur, molestentur, invadantur, vel impugnentur, dictus *Rex Angliæ*, ejus Hæredes & Successores, sic gravantibus, molestantibus, invadentibus, vel impugnantibus contradicet & resistet, ac contradicent & resistent, ac eosdem pro viribus impediet & impedient, *dictæ Ducissæ*, ejus Hæredibus & Successoribus, ac eorum Patriis & Dominiis taliter invasis assistendo, succurrendo, opem, auxilium pariter & succursum eisdem præbendo & præstando:

Et si contingat *dictum Regem*, ejus Hæredes aut Successores, vel eorum Regna, Terras, Dominia, aut Patrias per aliquem Regem, Principem, Communitatem, Nobilem, Potentem, aut suos Subditos vel alios quoscúmque, gravari, molestari, invadi, vel impugnari, *dicta Domina Ducissa*, ejus Hæredes & Successores, *dicto Regi Angliæ*, ejus Hæredibus & Successoribus assistet, succurret, auxiliumque & succursum præbebit & præstabit, assistent, succurrent, auxiliumque & succursum præbebunt & præstabunt, ac eosdem juvabit & juvabunt, & illis sic eos gravantibus, molestantibus, invadentibus, opprimentibus, vel impugnantibus contradicet & resistet, contradicent & resistent, ac eosdem pro viribus impediet & impedient:

Et, si contingat, futuris temporibus, *dictum Regem Angliæ* ejúsve Hæredes aut Successores, pro Jure suo aut Progenitorum vel Antecessorum suorum, sive ad Normanniam, Gasconiam, vel ad aliquam aliam partem Franciæ, aut ad ipsam Coronam Franciæ movere Arma, facere vel inducere Guerram, aut inire Bellum, *dicta Ducissa*, ejus Hæredes & Successores, pro Jure dicti Regis & Antecessorum suorum sic recuperando, præstabit & præstabunt eidem & eisdem favorem, consilium, opem, auxilium, succursum pariter, & subsidium, & eidem, ac ejus Hæredibus & Successoribus, usque ad finalem & felicem expeditionem assistet & succurret, assistent & succurrent, & eundem ac eosdem pro viribus juvabit & juvabunt:

Et, pari modo, si contingat, futuris temporibus, *dictam Ducissam*, ejusque Hæredes & Successores, pro Jure suo & Antecessorum suorum recuperando, intra Regnum Franciæ, facere vel inducere Guerram, movere arma, aut inire Bellum, *dictus Rex Angliæ*, ejus Hæredes & Successores, pro Jure *dictæ Ducissæ*, & Antecessorum suorum sic recuperando, præstabit & præstabunt eidem & eisdem favorem, consilium, opem, auxilium, succursum pariter, & subsidium, ac eidem ejúsque Hæredibus & Successoribus, usque ad finalem & felicem expeditionem assistet & succurret, assistent & succurrent, & eandem ac eosdem pro viribus juvabit & juvabunt; salvis tamen in ea parte Treugis, inter Angliæ & Franciæ Regna jam initis & pendentibus, quæ durabunt usque ad decimum septimum diem mensis Januarii proximi.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, quòd neutra Pars recipiet aut receptabit Rebelles alterius Partis, scilicet,

Quòd *Rex Angliæ*, ejus Hæredes aut Successores, non recipiet aut receptabit, nec recipient aut receptabunt Subditos naturales Ducatûs Britanniæ Rebelles aut Proditores, nec eosdem scienter juvabit, tenebit, aut defendet, juvabunt, tenebunt, aut defendent,

Et, pari modo, *Ducissa Britanniæ*, ejus Hæredes, aut Successores, non recipiet aut receptabit, nec recipient aut receptabunt naturales Subditos *Regis Angliæ* sic Rebelles aut Proditores, nec eosdem scienter juvabit, tenebit, aut defendet, nec juvabunt, tenebunt, aut defendent.

Item, cùm Naturali Jure cunctos Principes, & eos præcipuè qui proximitate Sanguinis ac mutuorum officiorum necessitudine vinciuntur, ab injuriis & injustis invasionibus, mutuâ vicissitudine se invicem tenere & defendere deceat, idcirco communicatum, concordatum, & conclusum est quòd *dictus Rex Angliæ*, pro succursu, defensione, auxilio, & subsidio, *dictæ Dominæ Ducissæ* & Patriæ suæ, contra injuriam & invasionem Hostium & inimicorum suorum quorumcúmque, qui certa Loca infra Ducatum prædictum minus justè & de facto detinent, & de novo invadere moliuntur, mittet in partes Britanniæ, suis expensis & pecuniis ad id per *eundem Regem* exponendis, sex millia armatorum, ad serviendum *dictæ Dominæ Ducissæ*, tàm ad defensionem personæ suæ quàm Patriæ ejusdem; proviso semper quòd de illo dicto numero sex millium armatorum reservetur certus competens & sufficiens numerus ad tuitionem, defensionem, & custodiam talium Villarum, Locorum, & Castellorum, quæ per *dictam Ducissam* assignabuntur, tradentur, & deliberabuntur dicto *Domino Regi Angliæ*, nomine pignoris & Ipothecæ, ac pro securitate restitutionis & resolutionis expensarum quæ fient per *dictum Dominum Regem* circa stipendium & sustentationem dicti sui exercitûs, tàm in conducendo & trajiciendo eundem in Britanniam quàm reducendo eundem in Angliam, ac, ut supra fertur, pro tuitione, defensione, & custodia dictorum Locorum sic tradendorum & sibi deliberandorum, unà cum Castellis suis; proviso semper quòd *dictus Rex Angliæ* circa custodiam dictorum Locorum non excedat numerum quingentorum virorum.

Item, concordatum, communicatum, & conclusum est quòd dictus numerus sex millium armatorum serviet *dictæ Dominæ Ducissæ* & Patriæ suæ, ut supra fertur, a tempore descensûs sui in Britaniam, pecuniâ per Regem Angliæ ad id exponendâ, usque ad Festum omnium Sanctorum proximò sequens.

Item, communicatum, concordatum, & conclusum est quòd, adveniente Festo omnium Sanctorum & ter-

ANNO 1489.

mino prædicto, statim & incontinenti & sine dilatione, *dicta Domina Ducissa*, ejus Hæredes & Successores, providebit & ordinabit, providebunt & ordinabunt expensis & Victualibus suis naves sufficientes pro dicto Exercitu *Regis Angliæ* ad Partes Angliæ reducendo, & facto, cum Venti secundi fuerint, ad aliquem Portum infra Regnum Angliæ reducet & reduci faciet, reducent seu reduci facient.

Item, concordatum est & conclusum quòd, si Venti & Maria obtemperent, & sufficientes Naves paratæ sint, dicta sex millia descendent in Britanniam, pro succursu supradicto, illuc conducenda Navibus per *Ducissam* ad hoc ordinandis & providendis, apud Villam de Portsmouth circa medium Februarii mensis jam instantis, aut ad ultimum prope finem ejusdem mensis vel quamcitò commodè fieri poterit.

Item, communicatum, concordatum, & conclusum est quòd *dicta Domina Ducissa*, ejus Hæredes & Successores restituent & resolvent *dicto Regi Angliæ*, Hæredibus aut Successoribus suis omnes & singulas pecuniarum summas, quas circa succursum *dictæ Ducissæ* & Patriæ suæ *dictum Regem Angliæ*, suos Hæredes aut Successores exponere contigerit, tam in stipendiando quam conducendo & trajiciendo Exercitum per Mare in Britanniam, & reducendo eundem in Angliam, quàm circa sustentationem ejusdem in Britanniam, tàm pro succursu *Ducissæ* quàm pro custodia Villarum & Castellorum, ut supra fertur, sibi per *dictam Ducissam* nomine Pignoris & Ypothecæ tradendorum & deliberandorum, in quantocúmque magno aut parvo numero dictus Exercitus existat; dummodo decem millia hominum non excedat.

Item, concordatum, communicatum, & conclusum est quòd dicta *Domina Ducissa*, ejus Hæredes aut Successores resolvent & restituent *dicto Regi Angliæ*, ejus Hæredibus aut Successoribus, omnes & singulas pecuniarum & denariorum summam, ut præfertur, pro succursu prædicto per Regem exponendas, in aliquo Loco infra Regnum Angliæ, illuc periculo & expensis *dictæ Dominæ Ducissæ* conducendas.

Item, concordatum & conclusum est quòd, quamvis dicta *Domina Ducissa*, ejus Hæredes aut Successores non possint nec sufficiant simul aut unâ vice plenam resolutionem aut integram solutionem omnium dictarum expensarum facere, nichilominus *dictus Rex Angliæ*, ejus Hæredes & Successores tenebuntur particulares solutiones recipere; dictis Villis, Locis, & Castellis, ut præfertur, *dicto Regi per Ducissam*, loco Pignoris & Ypothecæ tradendis & deliberandis, penes *prædictum Regem*, ejus Hæredes & Successores tamdiu remansuris quousque dictis etiam particularibus solutionibus computatis, plenè & integrè satisfactum fuerit pro expensis supradictis.

Item, concordatum & conclusum est quòd, postquam Exercitus Illustrissimi *Regis Angliæ*, quem, annuente Deo, missurus est pro succursu *Ducissæ* & Patriæ suæ Britanniæ, applicuerit & descenderit in aliquem Locum seu Portum prædicti Ducatûs Britanniæ, *dicta Domina Ducissa*, immediatè incontinenti & sine dilatione quacúmque, tradet, reddet, & deliberabit, seu tradi, reddi, vel deliberari faciet, *dicto Domino Henrico Regi Angliæ*, seu assignatis vel deputatis, assignandis vel deputandis specialiter ad hoc ab eodem, duo de infranominatis Locis & Villis, unà cum Castellis suis, quæ *dicto Regi* eligere, optare, petere, acceptare, & a *dicta Ducissa* exigere placuerit, *de Toncqlorummeau*, *Hennebont*, *Aurray*, *Vennes*, & *Guerrande*, habenda & tenenda *dicto Domino Regi*, Hæredibus & Successoribus suis; cum omnibus & singulis Custumis, Gabellis, Theoloniis, Talliis, Juribus, Obventionibus, Proficuis, Commoditatibus, Regimine, Gubernatione, Officiis, & Jurisdictionibus quibuscúmque, qualitercúmque, & quocúmque modo provenientibus, ratione, colore, aut occasione dictorum Locorum, Villarum, Castellorum, seu Dominiorum, vel alicujus eorum, applicandis ad usum & utilitatem *dicti Domini Regis*, Hæredum & Successorum suorum, pacificè & quietè in tàm amplis modo & formâ, sicut & prout inclitæ recordationis Dominus *Franciscus* nuper *Britanniæ Dux* possedit, occupavit, & recepit aliquo tempore vitæ ejusdem, absque molestia, gravamine, impedimento, vel contradictione *dictæ Dominæ Ducissæ*, Hæredum, aut Successorum suorum vel Subditorum eorumdem, donec & quousque *dicto Domino Regi Angliæ*, Hæredibus, aut Successoribus suis, pro & ex parte *dictæ Dominæ Ducissæ*, Hæredum, aut Successorum suorum, plenè, integrè, & sine diminutione aut defalcatione quacumque satisfactum, contentatum, & solutum fuerit de & super omnibus & singulis expensis ac denariorum summis, quas *dictus Dominus Rex* facturus est, stipendiando, conducendo, & trajiciendo Exercitum suum & Armatam suam per Mare, & stipendio armatorum, ac etiam pro secura custodia & observatione dictorum Locorum, Villarum, & Castellorum, loco Pignoris, ut supra fertur, *supradicto Regi* per *dictam Ducissam* tradendorum & deliberandorum; quâ quidem contentatione, satisfactione, & solutione per *dictam Dominam Ducissam*, ejus Hæredes aut Successores suos, vel alios quoscumque nomine ejus, plenè, integrè sine diminutione & defalcatione factâ dicto *Domino Regi*, Hæredibus vel Successoribus suis, vel per *dictum Regem Angliæ*, ejus Hæredes vel Successores steterit quo minus dicta contentatio & solutio facta sit, *dictus Dominus Rex Angliæ*, Hæredes aut Successores sui, statim incontinenti sine dilatione & contradictione quacumque reddet, restituet, & deliberabit, reddent, restituent, & deliberabunt, seu reddi, restitui, & deliberari faciet aut facient dicta Loca, Villas, & Castella, unà cum Artellariis, Bombardis, & aliis circa custodiam non consumptis, per Indenturas & Inventarium inter tradentem & recipientem super hujusmodi traditione & receptione sigillatas, *dictæ Dominæ Ducissæ*, Hæredibus, Successoribus, seu Assignatis suis, fructibus etiam, interim de dictis Locis per *Regem Angliæ*, Successores seu Hæredes suos, aut per ejus vel eorum Deputatos perceptis, in sortem principalem computandis:

Et, si *dicta Domina Ducissa*, ejus Hæredes aut Successores interim *dicto Domino Regi Angliæ*, ejus Hæredibus aut Successoribus, Guerram aut Bellum in Regnum Franciæ aut aliquam partem ejusdem pro Jure suo Antecessorum & Progenitorum suorum, ut supra fertur, recuperando facienti aut inde facientibus aut indicentibus, *dicta Ducissa*, ejus Hæredes aut Successores succursum & auxilium, ut supra conventum est, præstiterit aut præstiterint, expensæ circa succursum prædictum, per *dictam Ducissam*, ejus Hæredes aut Successores faciendæ, computabuntur & deducentur expensis prius per *dictum Regem Angliæ*, pro succursu *dictæ Ducissæ* præstando etiusis & expositis:

Et, eodem modo, si *dictæ Dominæ Ducissæ*, ejus Hæredibus aut Successoribus, Guerram aut Bellum pro Jure suo aut Antecessorum vel Progenitorum suorum infra Regnum Franciæ facienti vel indicenti, facientibus vel indicentibus, *dictus Rex Angliæ*, ejus Hæredes aut Successores succursum & auxilium, ut supra similiter conventum est, præstiterit aut præstiterint, expensæ circa succursum prædictum, per *dictum Regem Angliæ*, ejus Hæredes seu Successores faciendæ *eidem Regi*, ejusdem Hæredibus vel Successoribus per *dictam Ducissam*, ejus Hæredes aut Successores omninò & sine contradictione resolvendæ & restituendæ sunt.

ET INSUPER, conventum est & concordatum quòd, si post descensum Exercitûs Illustrissimi *Regis Angliæ*, aut interim; aliqua Loca, quæcumque fuerint, quæ modò per Hostes, Inimicos, aut Rebelles *dictæ Dominæ Ducissæ* tenentur & occupantur, evinci, recuperari, restitui, reddi; aut alio quocumque modo *dictæ Dominæ Ducissæ* deliberari contigerit, tunc, si *dicto Regi Angliæ*, ejus Hæredibus aut Successoribus placuerit, duo de illis Locis sic recuperatis & restitutis, aut unus eorum, sive Civitas Maclovienſis, aut alius Locus quicumque fuerit, statim incontinenti & sine contradictione, cùm super hoc voluntatem suam declaraverit aut declaraverint, & per eundem aut eosdem *dicta Ducissa*, ejus Hæredes aut Successores super hoc requisita fuerit aut requisiti fuerint, pro securitate restitutionis expensarum, quas circa succursum prædictum *dictum Regem* exponere contigerit, nomine Pignoris & Ypothecæ, ut supra fertur, tradentur & deliberabuntur, seu tradetur & deliberabitur, unà cum singulis commoditatibus & fructibus ut supra;

Proviso tamen quòd, si duo de illis Locis, sic recuperatis aut evictis, unà cum Castellis suis, ad *dicti Regis* petitionem & requisitionem, sibi tradita & deliberata fuerint, alia duo Loca, quæ prius sic loco Pignoris tenuit & occupavit, pacificè & sine contradictione *dictæ Ducissæ* aut Assignatis suis restituet & deliberabit: si verò unum de dictis Locis, sic evictis aut recuperatis, ad suam petitionem & requisitionem, ut supradicitur, *dictus Rex*, nomine Pignoris aut Ypothecæ, obtinuerit & occupaverit, statim incontinenti & sine contradictione unum de duobus Locis prius per eundem sic loco Pignoris occupatis & detentis, ad ejus electionem, dimittere, & *dictæ Ducissæ* aut Assignatis suis restituere teneatur;

Pro-

ANNO 1489.

Proviso insuper quòd *dictus Rex Angliæ* non debeat simul tenere & occupare Loca de Brest & Toncqlorumneau; sed, si unum eorum obtinuerit, alium *dictæ Ducissæ* dimittere teneatur.

Item, conventum est & concordatum quòd, pro tempore quo contigerit supradictum Excercitum *Regis Angliæ* circa succursum prædictum stare, manere, seu expectare, infra Ducatum prædictum, ex parte Regis prædicti, assignabitur & deputabitur unus Contrarotulator, ac ex parte dictæ *Ducissæ* alter Contrarotulator, qui benè fideliter sine fraude & malo ingenio computare & allocare debent espensas per *dictum Regem* faciendas, tàm stipendiando, conducendo, & trajiciendo Armatam prædictam in Britanniam & reducendo eam in Angliam, quàm circa stipendium armatorum, circa succursum prædictum & custodiam Locorum & Castellorum, *Regi Angliæ* loco pignoris tradendorum & deliberandorum per *dictam Ducissam*, ut supra conventum est.

Item, concordatum & conventum est quòd dicta *Domina Ducissa*, in præsentia Domini *Ricardi Eggecombe* Militis, & Magistri *Henrici Aynesworth* Legum Doctoris, Illustrissimi *Regis Angliæ* Commissariorum & Ambassiatorum, ac coram eisdem jurabit, ad Sancta Dei Evangelia corporaliter per eandem tangenda, quòd, donec & quousque plenè & integrè *dicto Regi*, ejus Hæredibus aut Successoribus solutum, satisfactum, & contentatum fuerit de omnibus & singulis pecuniarum summis, quas *dictum Regem Angliæ* circa succursum prædictum exponere contigerit, *dicta Ducissa* non auferret nec auferri per Subditos suos aut alios quoscúmque permittet aut procurabit dicta Loca, Villas, & Castella, sic, ut prætertur, loco pignoris Regi tradenda & deliberanda, nec gravabit, molestabit, nec inquietabit, aut gravari, molestari, vel inquietari permittet aut procurabit *dictum Regem* aut Commissarios, Deputatos, vel ejusdem Locumtenentes circa custodiam eorumdem aut alicujus eorum; & simile juramentum præstabunt Dominus *Johannes de Rieux* Marescallus Britanniæ, & tres aut quatuor alii.

Item, concordatum & conclusum est quòd dicta Loca, Villæ, & Castella sic, ut præmittitur, loco pignoris dicto *Domino Regi Angliæ*, aut Deputatis ab eodem, tradenda & deliberanda, per *dictam Ducissam*, seu Deputatos ejusdem, sint tempore traditionis hujusmodi benè & sufficienter ordinata & provisa victualibus pro quindecim diebus, Soldatis & Stipendiariis dicti *Domini Regis*, ad custodiam eorundem Locorum deputandis, justo & rationabili pretio vendendis.

Item, concordatum & conclusum est quòd Loca, sic tradenda & deliberanda, unà cum Castellis adjacentibus tradentur & deliberabuntur per *dictam Ducissam* aut Assignatos suos *dicto Regi Angliæ* aut Assignatis suis benè & sufficienter fortificata, provisa, munita Artelariis Bombardis, unà cum pulvere & aliis Instrumentis Bellicis ad defensionem Murorum, Promuralium, Turrium, & Castellorum, juxta & secundùm discretionem *dicti Regis* aut Deputatorum suorum, necessariis & requisitis; &, si contingat aliquam partem vel peciam Artelariæ ad custodiam & defensionem necessariam deesse, aut in parte vel in toto esse diminutam, *dicta Ducissa*, infra viginti dies, post requisitionem in ea parte sibi per dictum *Regem* seu ejus Commissarios faciendam, mittet seu mitti faciet peciam, sic diminutam, ad loci defensionem necessariam, *dicto Regi Angliæ*, seu ejus ibi Locumtenenti tradendam.

Item, concordatum & conclusum est quòd, continuò a tempore traditionis & deliberationis talium Locorum & Castellorum, pro tempore quo contigerit eadem Loca, Villa, & Castella esse in custodia & possessione *dicti Regis Angliæ*, Hæredum aut Successorum suorum, Forum, Mercatura & Nundinæ tàm Victualium quàm aliarum rerum tenebuntur, observabuntur, & celebrabuntur in eisdem pacificè & quietè, sicuti antea teneri, observari, & celebrari consueverunt, absque molestià, gravamine, impedimento, vel contradictione per *dictam Dominam Ducissam*, Hæredes vel Successores suos aut eorum Subditos; quibus Subditi dictæ *Ducissæ* ad dicta Forum, Mercaturas & Nundinas emendi aut vendendi causà accedere retrahantur; proviso quòd Subditi dicti *Regis Angliæ* a Subditis dictæ *Ducissæ*, sic ad Forum, Mercaturam, & Nundinas venientibus, nichil esigant aut extorqueant absque justo & rationabili pretio & contentatione ejusdem.

Item, concordatum & conclusum est quòd, postquam pars aliqua Excercitûs Illustrissimi *Regis Angliæ* applicuerit & descenderit in aliquem Portum Terræ Britanniæ, *dicta Ducissa* immediatè incontinenti & sine dilatione quacúmque transmittet in Naves prædicti Domini *Regis Angliæ*, sic in Portu remanentes, bonos & sufficientes Obsides (videlicet)

Dominos,
De *Maurre*,
Dubois,
Delamote,
Delrer,
Dacigne,
De *Quiebriat*,
De *Wennes*,
De *Pontquellec*,
De *la Soraye*,
De *Labonnardiere*,
Delrymecob,
Du *Favonet*,
De *Oudon*,
D'Ust,
Duperdo,
De *Veilleingue*,
Vel quatuor eorum,

In dictis Navibus remansuros donec & quousque duo de Locis supra recitatis, quæ *dictum Regem Angliæ* nominare, eligere, ac acceptare contigerit, sic, ut præfertur, tàm Victualibus quam Artelariis benè & sufficienter provisa, ordinata, & munita eidem Regi aut suis in ea parte Deputatis & Commissariis plenè tradantur, reddantur, & deliberentur.

Item, communicatum, concordatum, & conclusum est quòd *dicta Ducissa* non contrahet Sponsalia vel Matrimonium, per verba de præsenti vel de futuro, cum aliquo Rege, Principe, Nobili, vel aliquâ Personâ Mundi, cujuscúmque statûs, gradûs, vel conditionis extiterit, absque expressis avisamento, consilio, assensu pariter & consensu dicti Domini *Regis Angliæ*; & quòd, ad observantiam hujusmodi promissi, *dicta Ducissa* jurabit, ad Sancta Dei Evangelia corporaliter per eandem tangenda, in præsentia dictorum Ambassiatorum *Regis Angliæ*, & coram eisdem; & simile juramentum præstabunt Dominus *Johannes de Rieux* Marescallus Britanniæ, & tres vel quatuor de Ducatu prædicto, qui in majori auctoritate consistunt, se facturos & pro viribus curaturos quòd *dicta Ducissa* in ea parte observabit promissa.

Item, concordatum & conclusum est quòd, ab isto die inantea, dicta *Ducissa*, ejus Hæredes & Successores non facient, inibunt, aut capient, nec fieri, iniri, seu capi procurabunt aut consentient, Pacem, Amicitiam, Confœderationem, Alligantiam, vel Intelligentiam cum aliquo Rege, Principe, Nobili, vel aliquâ Personâ Mundi, cujuscúmque statûs, gradûs, seu conditionis extiterit, vel cum aliquo Regno, Terra, Patria, vel Communitate, absque expressis consilio, assensu pariter, & consensu dicti *Regis Angliæ*, vel Successorum suorum, præterquam cum *Regibus Romanorum & Hispaniæ*; nec cum illis nisi expressè & nominatim reservent & comprehendant *Regem Angliæ*.

Item, *dicta Ducissa*, ejus Hæredes & Successores non capient nec facient aliquas Treugas vel Guerræ Abstinentias, ultra duos menses duraturas, cum aliquo Rege vel Principe ut supra, absque consensu & assensu dicti *Regis Angliæ*; nec ad duos menses vel ad minus tempus nisi in eis reservet & comprehendat, reservent & comprehendant *Regem Angliæ* expresè; &, eis finitis, non capiet aut faciet, non capient aut facient novas Treugas cum eisdem, aut prorogabunt, absque consensu & assensu dicti *Regis Angliæ* expressis.

Item, Illustrissimus *Rex Angliæ*, ejus Hæredes & Successores non facient Pacem aut contrahent Amicitiam, Confœderationem, vel Alligantiam cum *Rege Franciæ* absque consensu Ducissæ vel Successorum suorum; nec dictus Rex Angliæ, ejus Hæredes aut Successores capient aut facient novas Treugas cum Rege Franciæ, ultra duos menses duraturas, absque consensu Ducissæ, Hæredum & Successorum suorum; nec etiam cum eodem capient Treugas, ad duos menses vel minus tempus duraturas, nisi reservent & comprehendant Ducissam Britanniæ; Treugis tamen inter dicta Angliæ & Franciæ Regna jam pendentibus semper salvis.

Item, dictus Rex Angliæ, ejus Hæredes aut Successores non facient Pacem cum aliquo alio Rege, Principe, vel Nobili, vel cum aliqua Persona Mundi, cujuscúmque statûs, gradûs, seu conditionis extiterit, vel cum aliquo Regno, Terra, Patria, vel Communitate, nisi nominatim & expresè reservent dictam Ducissam & comprehendant eandem.

ANNO 1489.

Item, communicatum, concordatum, & conclusum est quòd intercursus Mercium & Mercandisarum, dudum, in Civitate Londoniensi captus, initus, & firmatus inter Excellentissimum & Potentissimum Principem Dominum *Henricum Angliæ Regem* modernum, & inclitæ recordationis ac bonæ memoriæ Dominum *Franciscum* novissimè *Britanniæ Ducem*, pro se, Regnis, Ducatu, Terris, & Patriis suis, ac Subditis eorumdem, *de data vicesimi secundi diei Julii, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, octuagesimo sexto*, exiturus & espiraturus finito Anno post mortem dicti Domini *Francisci ultimi Ducis Britanniæ*, continuetur, innovetur, & prorogetur, quoad omnia & singula Capitula & Articulos ejusdem, futuris perpetuis temporibus duraturus; quem nos Oratores & Commissarii antedicti, nominibus & voluntate dictorum Principum nostrorum, quoad omnes & singulos Articulos ejusdem, ut tantæ efficaciæ & effectûs existat, ac si de verbo ad verbum fieret mentio de eisdem, tenore præsentium, innovamus, continuamus, & prorogamus, perpetuis futuris temporibus duraturus.

EST INSUPER conventum, concordatum, & conclusum, nominibus Regis & Principum prædictorum, ad finem ut captiones Navium Personarum seu Bonorum unius Partis super alteram de cætero cessent, quòd quandocúmque aliqua Navis indigena exitura est ab aliquo Portu sive Oppido Regni Angliæ, Villæ & Marchiarum Calesii, Majores & Gubernatores Oppidi, Villæ, seu Portûs hujusmodi, quibuscúmque nominibus, Officiis, aut Appellationibus censeantur, capient sufficientes securitates de & pro Dominis seu Possessoribus, Magistris seu Bursariis Navis hujusmodi ad duplum valoris Navis, Apparatûs, & Victualium ejusdem, quòd Magister ejusdem Navis, Marinarii, & omnes in ea existentes, cujuscúmque statûs aut conditionis existant, servabunt Pacem erga quoscúmque Subditos dictæ Ducissæ Britanniæ, absque eo quod ullam eis injuriam seu violentiam in Terra, in Mari, Fluminibus, aut Portu aliquo inferre præsumat: Quòd si hujusmodi securitatem præstare noluerint non permittent ipsi Majores & Gubernatores Oppidorum seu Portuum, ubi casus acciderit, Navem hujusmodi quoquo exire, nisi Possessor, Magister, seu Bursarius ejusdem Navis Licentiam Regiam, suo sub Sigillo, eisdem ostenderit & exhibuerit, quòd licitè cum sua Navi hujusmodi, sine ulla præstatione alterius cautionis, exire poterit; in quo casu si ipsi sic per Dominum Regem Angliæ Licentiati Subditos dictæ Ducissæ spoliaverint aut damnum vel injuriam fecerint, & solvendo non fuerint, tunc per eundem Dominum Regem plena satisfactio fiet Partibus sic, ut præmittitur, damnificatis:

Et parem in omnibus securitatem capient Majores & Gubernatores Oppidorum & Portuum Ducatûs Britanniæ de & pro Dominis & Possessoribus, Magistris seu Bursariis cujuscúmque Navis indigenæ suum Portum aut Oppidum exituræ, ad duplum valoris Navis, apparatûs, & Victualium ejusdem; videlicet, quod Magister ejusdem Navis, Marinarii, & omnes in ea Nave existentes, cujuscúmque statûs aut conditionis existant, servabunt Pacem erga quoscúmque Subditos dicti Domini *Regis Angliæ*, absque eo quod ullum eis injuriam seu violentiam in Terra, in Mari, Fluminibus, aut Portu aliquo inferre præsumat; quod si hujusmodi securitatem præstare noluerint, non permittent ipsi Majores & Gubernatores Oppidorum seu Portuum, ubi is casus acciderit, Navem hujusmodi quoquo exire, nisi Possessor, Magister, seu Bursarius ejusdem Navis Licentiam ipsius Ducissæ, sub suo Sigillo, eisdem ostenderit & exhibuerit, quòd licitè cum sua Navi hujusmodi, sine ulla præstatione alterius cautionis, exire poterit; in quo casu si ipsi, sic per dictam Ducissam Licentiati, Subditos dicti Domini Regis spoliaverint, aut eis damnum vel injuriam fecerint, & solvendo non fuerint, tunc per eandem Ducissam satisfactio fiet Partibus sic, ut præmittitur, damnificatis.

Quotiens autem securitatem præmissam Majores & Gubernatores Oppidorum unius Partis aut alterius exigerint, dabunt Literas autenticas, sub eorum communi Sigillo, Possessoribus, Magistris, seu Bursariis illius Navis ita assecuratæ, Testificantes ipsam securitatem præstitam, ad finem ut, ipsarum Literarum vigore, Navis hujusmodi alios, ad quos fortisan applicabit, Portus liberè exire valeat.

Providebunt etiam Principes ambarum Partium, per modum Pactionum seu Indenturarum, inter se & Subditos suos Gubernatores Oppidorum & Portuum prædictorum literatoriè expediendarum, quomodò omnia & singula præmissa, de tempore in tempus, per Gubernatores hujusmodi perfici debeant; quod ipsi Gubernatores, quotiens pœnalis obligatio per Possessores, Magistros, seu Bursarios, seu eorum Fidejussores in casu præmisso data, ex facto Magistri Navis, sic ut præmittitur, exituræ, Marinariorum aut aliorum quorumcúmque in dicta Navi existentium, commissa seu forisfacta fuerit, infra quadraginta dies, ab Intimatione & Certificatione hujusmodi Foristacturæ, ubi debite probata fuerit, computandos, integram obligationis hujusmodi pœnam suo Principi persolvere tenebuntur.

Item, communicatum, concordatum, & conclusum est quòd Pecuniæ currentes in Anglia currant & admittantur in Britannia, ac Subditi Britanniæ recipere cogantur easdem, sic quod Denarius currens in Anglia valeat in Britannia pro rata & secundùm ratam *octuaginta Denariorum Angliæ* ad valorem *unius Nobilis Angliæ vocatæ Angelot*, & *unus Grossus* currens in Anglia valeat in Britannia *quatuor Denarios Angliæ*, & *medius Grossus* Angliæ valeat *duos Denarios Angliæ*, & *viginti Grossi Angliæ* valeant *unum Nobile vocatum Angelot*: Et quòd dictæ Pecuniæ & aurum Angliæ ascendant & descendant secundum ratam tunc & quando Aurum & Pecuniæ Britanniæ ascendunt & descendunt: & quòd super isto Articulo fiant Proclamationes in Britannia; proviso quòd *dictus Rex Angliæ*, in contentatione & resolutione sibi faciendâ per *Ducissam* pro espensis, per eundem Regem faciendis circa succursum prædictum, capere & recipere teneatur dictas Pecunias Angliæ prius per suos Subditos in Britannia expositas.

Tenor Literarum Illustrissimæ Principis & Dominæ nostræ Supremæ Dominæ ANNÆ DUCISSÆ BRITANNIÆ, *de quibus supra fit mentio, sequitur & est talis,*

ANNA, Dei gratiâ, *Britanniæ Ducissa, ac Montisfortis, Richemondiæ, Estamparum, & Vertusiarum Comitissa*, omnibus, ad quos hæ præsentes pervenerint, Salutem.

Cum in hac caduca & fragili vita nichil sit quod ad Principis honorem magis attineat, quàm veteris Amoris atque Amicitiæ tum in omni, tum in necessitatis atque periculi tempore meminisse,

Nos quidem,

Ad memoriam reducentes ac nobiscum internè cogitantes quàm justum ac etiam honorificum sit Parentibus & Consanguineis Pacem, Ligam, & perpetuam Amicitiam invicem tractare & concludere, ac tempore afflictionis succursum præbere,

De fidelitatibus & providis circumspectionibus, dilectorum & fidelium Consiliariorum nostrorum, *Philippi de Montaban* Militis, *Domini de Seus* Cancellarii nostri, ac, Magistrorum, *Gulhelmi Gueguen* Archidiaconi Penthevriæ Electi Nannetensis, & *Rollandi Gomon* Jurisperitorum plenè confidentes,

Ipsos nostros veros & indubitatos Commissarios, Deputatos, & Nuncios speciales assignamus, facimus, constituimus, deputamus & ordinamus per præsentes,

Dantes & concedentes eisdem plenam potestatem & auctoritatem, & Mandatum generale & speciale, cum *Ricardo Eggecombe* Milite, & Magistro *Henrico Aynesworth* Legum Doctore, Ambassiatoribus, Legatis, Deputatis, Oratoribus, & Nunciis specialibus Illustrissimi ac Excellentissimi Principis Domini *Henrici*, eadem gratiâ, *Angliæ Regis* Consanguinei nostri honorandi, sufficientem potestatem & auctoritatem ab eo ad hoc habentibus, communicandi, tractandi, concordandi, conveniendi, componendi, & appunctuandi, ac plenariè & integrè determinandi, & finaliter concludendi, tàm de & super verâ, firmâ, perpetuâ, & reali Pace atque Concordiâ, quàm de & super Treugis & Guerrarum Abstinentiis, Ligis, Amicitiis, Affinitatibus, Intelligentiis, Alligantiis, Confœderationibus quibuscúmque, & intercursu Mercandisarum & Mercium, *inter Nos* ac Ducatum, Terras, Dominia, Patrias, & Loca nostra, ac *dictum Illustrissimum Regem*, Regna, Terras, Dominia, Patrias, & Loca sua, Subditos, Vassallos, Alligatos, Confœderatos, & Adhærentes suos & nostros quoscúmque, incundis, capiendis, componendis, inducendis, celebrandis, innovandis, prorogandis, ad tempus vel imperpetuùm, & habendis, superque mutuis auxiliis ab una Partium alteri præstandis conveniendi & componendi.

Nósque obligandi ad resolutionem expensarum, per

dictum

ANNO 1489.

Anno 1489.

dictum Illustrissimum Regem exponendarum, occasione certi numeri virorum armatorum ad auxilium & succursum nostrum transmittendorum,

Ac Villas, Castella, Oppida, & alia Loca quæcùmque Ducatûs nostri prædicti pro dictâ resolutione expensarum facienda obligandi, pignorandi, & loco Pignoris & Ypothecæ *dicto Illustrissimo Regi* aut Assignatis suis tradendi & deliberandi, ac Obsides, & alias securitates nominandi, promittendi, obligandi in ea parte præstandas & exhibendas,

Et de non contrahendo Matrimonium aut Sponsalia cum aliquo Rege vel Principe aut alio quocumque, & de non ineundo seu faciendo Pacem, Treugam, Ligas, Confœderationes, seu Amicitias cum aliquo Rege, Principe, vel Communitate, absque consensu & assensu dicti *Illustrissimi Regis*, promittendi nomine nostro & paciscendi,

Nósque ad omnium & singulorum præmissorum observantiam, virtute juramenti, nostrísque Literis manu propriâ atque Sigillo munitis, & aliis cautionibus quibuscumque, obligandi & astringendi,

Et *dictum Illustrissimum Regem*, virtute juramenti sui, suisque Literis manu propriâ atque Sigillo munitis, & aliis cautionibus quibuscumque obligandi, & obligationes hujusmodi in ea parte recipiendi,

Necnon de & super omnibus & singulis contentionibus, quæstionibus, Guerris, causis, querelis, litibus, attemptatis, & demandis, unà cum suis circumstantiis, emergentibus, incidentibus, dependentibus, & connexis, quæ *inter præfatum Illustrissimum Regem* ac Regna, Terras, Dominia, Patrias, & Loca, Subditos, Vassallos, Alligatos, Confœderatos, & Adhærentes prædictos, & *Nos*, ac Terras, Dominia, Patrias, & Loca, Subditos, Vassallos, Alligatos, Confœderatos, & Adhærentes nostros, hincinde pendere dinoscuntur,

Et super omnibus & singulis præmissis, & ab eis qualitercúmque dependentibus concludendi & sigillandi, prout eis expediens visum fuerit & opportunum,

Præmissáque omnia & singula firmandi, appunctuandi, assecurandi, & concludendi,

Necnon de & super hujusmodi appunctuatis & conclusis, cæterisque omnibus & singulis, præmissa qualitercúmque concernentibus, quæ cum præfatis Ambassiatoribus, Commissariis, Deputatis, Legatis, & Nunciis prædictis, appunctuata, concordata, & conclusa, fuerint, Literas validas & efficaces pro parte nostrâ tradendi & liberandi,

Literasque alias consimilis effectûs & vigoris ex altera parte petendi & recipiendi,

Et generaliter omnia præmissa & præmissorum singula qualitercúmque eáque concernentia faciendi, exercendi, & expediendi, ita & eodem modo sicut nos ipsa faceremus & facere possemus si in propriâ personâ interessemus, etiam si talia sint quæ Mandatum de se magis exigant speciale;

Promittentes, bonâ fide & in verbo Principis, omnia & singula, quæ per præsentes Commissarios, Deputatos & Nuncios nostros appunctuata, promissa, concordata, & conclusa fuerint in hac parte, cum dictis Ambassiatoribus, Commissariis, Oratoribus, Deputatis, & Nunciis, nos rata, grata & firma habituros & observaturos, ac superinde, Literas nostras Patentes, novas, aut Confirmatorias, Ratificatorias, & Approbatorias in forma debita & autentica, prout opus fuerit, daturos,

In cujus rei Testimonium Literas nostras fieri fecimus Patentes Signo & Sigillo nostris munitas.

Datum *Redon.* die viii. mensis Februarii, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, octuagesimo octavo.

Sic signatas,

ANNE.

Per Ducissam de ejus Mandato.

OUPON.

Tenor vero Literarum Patentium Illustrissimi & Potentissimi Regis Angliæ, de quibus supra fit mentio, sequitur & est talis,

HENRICUS, Dei gratiâ, *Rex Angliæ & Franciæ, & Dominus Hiberniæ*, omnibus, ad quos præsentes Literæ pervenerint, Salutem.

Cum, in hac caducâ & fragili vitâ, nichil sit, quod ad Principis honorem magis attineat, quàm veteris Amoris atque Amicitiæ, cum in omni tum in necessitatis atque periculi tempore, meminisse,

Nos equidem,

Ad memoriam reducentes ac nobiscum internè cogitantes quod pium, justum, ac etiam honorificum sit Parentibus orbatis cæterisque calamitatibus afflictis, præsertim his cum quibus Fœdera percussimus, opem atque succursum præstare,

De fidelitatibus & providis circumspectionibus, dilectorum & fidelium Consiliariorum nostrorum, *Ricardi Eggecombe* Militis nostri Hospitii Controllatoris, & Magistri *Henrici Ainesworth* Legum Doctoris in Officio nostri privati Sigilli secundarii, plenius confidentes,

Ipsos nostros veros & indubitatos Ambassiatores, Commissarios, Legatos, Deputatos, Oratores, & Nuncios speciales assignamus, facimus, constituimus, deputamus, & ordinamus per præsentes,

Dantes & concedentes eisdem plenam potestatem ac Mandatum & auctoritatem generale & speciale, cum Serenissima Principe carissima Consanguinea nostra *Anna Britanniæ Ducissa*, seu ejus Ambassiatoribus, Commissariis, Deputatis, Oratoribus, seu Nunciis, sufficientem potestatem & auctoritatem ab ea ad hoc habentibus, communicandi, tractandi, concordandi, conveniendi, componendi, & appunctuandi, ac plenarie & integrè determinandi, & finaliter concludendi, tàm de & super verâ, firmâ, perpetuâ, & reali Pace atque Concordiâ, quàm de & super Treugis & Guerrarum Abstinentiis, Ligis, Amicitiis, Affinitatibus, Intelligentiis, Alligantiis, Confœderationibus quibuscumque, & intercursu Mercandisarum & Mercium, *inter nos*, ac Regna, Terras, Dominia, Patrias, & Loca nostra, ac *dictam Ducissam*, Ducatum, Terras, Dominia, Patrias, & Loca sua, Subditos, Vassallos, Alligatos, Confœderatos, & Adhærentes suos & nostros quoscúmque, ineundis, capiendis, componendis, inducendis, celebrandis, innovandis, prorogandis ad tempus vel imperpetuum & habendis, superque mutuis auxiliis ab una Partium alteri præstandis conveniendi & componendi,

Nósque ad hujusmodi auxilia sibi præstanda obligandi, taliáque auxilia pro nobis & nomine nostro, & ad certum virorum Armatorum numerum, & ad tanta tempora, etiam nostris expensis, prout melius videbitur eidem, nominandi atque concedendi,

Ac insuper ab *eadem Ducissa* cautiones, securitates, promissa, & obligationes quascúmque, pro resolutione hujusmodi expensarum, per nos in hujusmodi auxiliis exponendarum, ac Villas, Castella, Oppida, & alia Loca quæcúmque, loco Pignoris & Ipothecæ, in ea parte per *dictam Ducissam* nobis aut Assignatis nostris tradenda & deliberanda, petendi, stipulandi, exigendi pariter & recipiendi,

Et de non contrahendo Matrimonium aut Sponsalia cum aliquo Rege, vel Principe, vel aliquo alio quocumque, nec de ineundo seu faciendo Pacem, Treugas, Ligas, Confœderationes, seu Amicitias cum aliquo Rege, Principe, vel Communitate, absque nostris consensu & assensu, dictam *Ducissam*, virtute juramenti, suisque Literis manu propriâ atque Sigillo munitis, & aliis cautionibus quibuscúmque, obligandi, & obligationes hujusmodi in ea parte similiter recipiendi,

Necnon de & super omnibus & singulis contentionibus, quæstionibus, Guerris, causis, querelis, litibus, attemptatis, & demandis, unà cum suis circumstantiis, emergentibus, incidentibus, dependentibus, ac connexis, quæ *inter nos & præfatam Ducissam*, ac Regna, Terras, Dominia, Patrias, & Loca, Subditos, Vassallos, Alligatos, Confœderatos, & Adhærentes prædictos hinc inde pendere dinoscuntur,

Ac nos, nostrosque Hæredes & Successores, ad eorumdem Locorum restitutionem, & de non contrahendo Pacem, Treugas, Ligas, Confœderationes, seu Amicitias cum aliquo Rege, Principe, vel Communitate, absque *dictæ Ducissæ* consensu, obligandi,

Ac etiam, si necesse fuerit, ad assignandum, deputandum, & capiendum, unam aliam *Dietam*, in tali Loco sive talibus Locis, & inibi ad communicandum, tractandum, appunctuandum, & finaliter de & super omnibus & singulis præmissis, & ab eis qualitercúmque dependentibus concludendum, prout eis expediens visum fuerit & opportunum,

Præmissáque omnia & singula firmandi, appunctuandi, assecurandi, & concludendi,

Necnon de & super hujusmodi appunctuatis & conclusis, cæterisque omnibus & singulis præmissa qualitercúmque concernentibus, quæ cum *præfata Ducissa*, seu ejus Ambassiatoribus, Commissariis, Deputatis, Lega-

ANNO 1489. Legatis, & Nunciis prædictis appunctuata, concordata, & conclusa fuerint, Literas validas & efficaces pro parte nostra tradendi & liberandi, Literasque alias consimilis effectûs & vigoris ex altera parte petendi & recipiendi,

Et generaliter omnia præmissa, & præmissorum singula qualitercunque eaque concernentia, faciendi, exercendi, & expediendi, ita & eodem modo sicut nos ipsi faceremus & facere possemus si in propria persona nostra interessemus, etiam si talia sint quæ Mandatum de se magis exigant speciale;

Promittentes, bonâ fide & in verbo Regio, omnia & singula, quæ per præfatos Ambassiatores, Commissarios, Oratores, Deputatos, & Nuncios nostros, appunctuata, promissa, concordata, conventa, & conclusa fuerint, in hac parte, nos rata, grata, & firma habituros & observaturos, & superinde Literas nostras Patentes novas, Confirmatorias, Ratificatorias, aut Approbatorias, in forma debita & autentica, si opus fuerit, daturos.

In cujus rei Testimonium has Literas nostras fieri fecimus Patentes.

Teste meipso apud *Westmonasterium* undecimo die Decembris, Anno Regni nostri quarto.

Per ipsum Regem.

CLERK.

QUÆ OMNIA ET SINGULA, inter nos mutuò communicata, tractata, appunctuata, conventa, concordata, & conclusa, nos Commissarii & Deputati *Illustrissimæ Ducissæ* Dominæ nostræ Supremæ prædicti promittimus & pollicemur *dictam Dominam nostram Supremam*, in omnibus & per omnia, quatenus ipsum contingunt, in formâ prædictâ, si dicto Serenissimo *Regi Angliæ* placuerint, & cum his contentus fuerit, tenturam, observaturam, & perimpleturam, ac Literas suas Patentes, suo Sigillo sigillandas, ratificaturam, approbaturam, & confirmaturam, ipsásque Literas Ratificatorias & Confirmatorias, desuper confectas, in Regnum Angliæ dicto Regi, aut Commissariis suis, similes Literas Nunciis aut Commissariis dictæ *Dominæ nostræ Supremæ* tradenti & deliberanti, seu tradentibus & deliberantibus, transmissuram & daturam.

In quorum omnium & singulorum præmissorum Testimonium & fidem huic parti INDENTURÆ, penes Commissarios & Deputatos dicti Serenissimi *Regis Angliæ* supranominatos REMANSURÆ, Nos Commissarii antedicti Sigilla nostra, unà cum nominibus & signis nostris, apposuimus apud *Civitatem Redonensem* prædictam, Anno, mense, & die supradictis.

Nos autem omnia supradicta appunctuamenta, promissiones, conventiones, pactiones, ac omnia & singula, in Indenturâ prædictâ, superinde confectâ, contenta & specificata, rata, firma, & grata habentes, ea omnia & singula, pro nobis, & Hæredibus, & Successoribus nostris, quantum ad nos & ipsos pertinet, ore Regio, acceptamus, approbamus, ratificamus, necnon tenore præsentium confirmamus, eâque omnia & singula firmiter & inconcussè tenere & observare promittimus.

In cujus &c. Teste Rege apud *Westmonasterium*, primo die Aprilis, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, octuagesimo nono, & Anno Regni nostri quarto.

CXXVII.

11. Avril. **Revers der Schwäbischen Bunds-Genossen/ Marggraf** CHRISTOPHEN **von Baden über seine Accession zu bemeldten Bund gegeben/ wodurch sie solchen zugleich zulassen/ Churfürst Philipp von der Pfaltz in seiner Verschreibung auszunehmen/ wie sie ihrer Seits solches gleichfalls thun Geschehen Schwäbischen Hall an dem Heiligen Palm-Abend Anno 1489.** [JOH. PHILIPP. DATT, Volum. Rer. German. Novum Libr. II. Cap. IX. pag. 293. §. 35.]

C'est-à-dire,

Revers donné par les Confederez de Suabe, *à* CHRISTOPHLE *Marckgrave de Bade sur son Accession à leur Confédération, portant qu'ils en exceptent l'Electeur Palatin, & qu'ils consentent que lui-même l'en excepte aussi. A Hall en Suabe la Vigile du Dimanche des Rameaux 1489.* ANNO 1489.

VOn Gottes Gnaden/ wir Berchtold Erzbischoff zu Maintz/ deß H. Römischen Reichs/ durch Germanien Erz-Cantzler und Churfürst: Wir Sigmund gebrüdere/ Margrafen zu Brandenburg 2c. Wir Eberhart der Elter 2c. und wir die Haupleüt/ Prelaten/ Graven/ Fryen/ Herren/ Ritter/ Knecht der gesellschafft und veraynigung Sanct Jörgen Schilts und deß H. Reichs Stett im Land zu Schwaben: bekennen Unß offentlich mit diesem Briefe: alß der Hochgeborne Fürst Unser lieber Oheim/ Schwager und gnädiger Herr/ Herr Christoph Margrafe zu Baden und Grafe zu Sponheimb/ sich uf Kayserliche Mandat und gebott Im zugesant/ zu Unß obgemelten Haupleüten/ Prelaten/ Graven/ Freyen/ Herren/ Rittern/ Knechten der gesellschafften und verainigungen Sanct Jörgen schilt und deß Heiligen Reichs Stett/ en krafft gemelter Kayserlichen Mandaten und gebotz Brieff/ in Unser ainung getan/ und derschriben hat/ laut der Briefe darüber begriffen; daß wir obgenante Fürsten und Herrn/ und wir jeztgemelte Hauptleüt/ Prelaten/ Graven/ Fryen/ Herrn/ Ritter/ Knecht/ der gesellschafften und Veraynigungen Sanct Jörgen Schilts/ und deß H. Reichs Stette/ dem obbestimpten Unsern lieben Oheim/ Schwager und gnedigen Herren/ Margraf Christophen gewilliget und zugelasßen haben/ den Hochgebornen Fursten/ Unsern lieben Oheim und gnädigen Herrn/ den Pfalzgrafen/ in solicher siner verschreybung ußzunemen; alß deßglichen wir Jhn hiermit gegen Im auch ußnemen. Es wäre dan/ ob sich zwischen den obgemelten Unsern Oheimen Schwager und gnädigen Herrn/ dem Pfalzgraf und Margraf Christoffeln/ uffrur/ Vehd und Vindschafft begeben wurde: alßdan so solle dieses Unser verwilligen deß ußnemen absin/ sonder wir Jhn/ und er Unß herwider Unser jeder tayl dem andern/ wider den gemelten Unsern Oheim und gnedigen Herrn den Pfalzgrafen/ getrewe hilff und bystand thun/ nach lut Unser verschreibung einander gegeben/ nit minder/ dan ob solch ußnemen nit gewilliget wäre: Es wär dan daß solch Unsers Oheims Schwagers und gnedigsten Herren Margrafen Christophs Vehde und Vindschafft mit Unser obgenanten Fürsten/ Herren und deß Pundes willen gericht/ und in solcher berichte siner Pflicht gegen der Pfalentz nit geledigt wurd: alßdan so solt Unß sin hilff und bystand wider Unsern Oheim und gnedigen Herren den Pfalzgraven/ nach lut diser verschrybung nit schuldig sen/ sonder by vorgemeltem ußnemen pleiben. Alles ungeverlich. Und deß zu urkunt/ so hant Unser jeglicher sin Insegel und insonder wir Margraf Friderich und wir Margraf Sigmund Unser gemain Insigel. Und wir Graf Hug von Werdemberg/ und Wilhelm Bsserer/ baid alß gemain Hauptleüt. Und wir Wolffgang von Clingenberg Teütsch Ordens Land Commenthur der Baly im Elsaß und Burgundi. Und Wilhelm von Stadion/ Ritter/ baid/ alß verordnet Rät. Und wir Burgermeister und Rat baider Stett/ Ulm und Hall/ alß von den gemelten Prelaten/ Graven/ Fryen/ Herrn/ Rittern/ den von Adel und Stetten darzu verordnet/ und beschaiden/ Unsere aigene Insigel: und wir die baide Stett gemain Unser Statt Secret Insigel/ für Unß/ den gemeinen Pund deß Landes Schwaben/ alle darzu verwanten/ und alle Unser nachkomunen/ offentlich hieran thun henken: under den jezgeschribnen Insigeln wir die Prelaten/ Graven/ Fryen/ Herren/ Ritter und Knecht/

die

ANNO 1489. die vom Adel und den Stetten/Unß deß verbunden/ zu glycher wise/ alß ob Unser aller und jeder Insigel besonder hieran gehangen/ und alle von Namen zu Namen/ an diesem Brieff geschriben stunden: der geben ist zu Schwäbischen Hall/ an dem Hailigen Palm-Abend/ nach der geburt Christi/alß man zalt tusent vierhundert achtzig und im nuuden Jahren. ꝛc.

CXXVIII.

11. Avril. Bündnuß zwischen Churfürst BERCHTOLD zu Maynz/ Ertz-Hertzog SIGMUND zu Oesterreich/Marggraff FRIEDRICH und SIGMUND zu Brandenburg/ und Graff EBERHARDT dem Aeltern von Würtenberg eines/ und Marggraff CHRISEOPH von Baaden andern Theils/ werinnen Sie zu desto besserer Handhabung des zu Franckfurth vom Kayser FRIDERICO III aufgerichten Landfriedens einander reciprocirliche Hülffe und Beystand versprechen. Schwäbischen Hall am Heiligen Palm-Abend Anno 1489. [JOH. PHILIPP. DATT, Volumen Rer. Germanic. Novum Libr. II. Cap. X. pag. 307. Col. 2. §. 37. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui est aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abtheillung IV. Absatz IX. vom Haus Baaden pag. 948.]

C'est-à-dire,

Confédération particulière entre BERCHTOLD, *Electeur de Mayence*, SIGISMOND *Archiduc d'Autriche*, FREDERIC & SIGISMOND *Marckgraves de Brandebourg*, & EBERARD *Comte de Wirtemberg d'une part*, & CHRISTOPHLE *Marckgrave de Baden d'autre part, pour le maintien de la* Paix publique *ordonnée à Francfort par l'Empereur* FREDERIC III. *A Hall en Suabe la Vigile du Dimanche des Rameaux 1489.*

VOn Gottes gnaden Wir Berchtold Erz-Bischoff zu Menz/ deß Hailigen Römischen Richs/ durch Germanien/ Erz-Kanzler und Curfürst. Wir Sigmund Erz-Herzog zu Oesterreich. Wir Fridrich und wir Sigmund Gebrüdere/ Marggrafen zu Brandenburg/ zu Stetin/Pommern ꝛc. Herzogen/ Burggrafen zu Nüremberg/ und Fürsten zu Rügen. Wir Christoph/ Maegraf zu Baden und Graf zu Spanheim/ und wir Eberhart/ Graf zu Würtemberg und zu Mömpelgart ꝛc. der Elter: bekennen und tun kunt offenbar mit diesem Brief: alß wir yez genanter Margraf Christoph/ uff Mandar und gebotbrief/ Unß von Unserm allergnedigsten Herrn/ dem Römischen Kayser/ zugesant/ Unß zu handhabung deß Kaiserlichen Landfridens/ von sinen Kaiserlichen Gnaden/ mit sambt dem durchluchtigsten Fürsten siner Kayserlichen Gnaden Sone/ Unserm gnedigsten Herrn/ dem Römischen Konig/ auch nach Rat: Unser obgenanter Berchtold Erz-Bischoff zu Menz/ und Unser/ der Marggrafen Herrn und Vatters/ Margraf Albrechts/ loblicher gedechtnuß/ auch ander Churfürsten/ Fürsten/ auch Unser der andern obgemelten Fürsten und Herrn/ und andern bottschafften/ uff dem gehalten Tag zu Franckfurt/ gemacht/ beschloßen und außgeschriben/ zu den Erwirdigen/ Wolgebornen/ Edeln/ strengen/ Vesten/ Ersamen und Wysen/ Unsern lieben getruwen/ Oheymen/ besondern und guten Freünden/ Hauptlüten/ Prelaten/ Grafen/ Frien/ Herrn/ Ritter/ Knechten/ der Gesellschafften und aynung Sanct Jörgen Schilts/ und deß Heiligen Richs Stetten/ in dem Bund deß Landes Schwaben/ in Ir aynung und verschribung auch zu tund; alß wir dan in kraft gemelter Kayserlichen Mandat und gebot-Brief/ Unß darin alß ein gehorsamer Fürst bewisen und das also geton. Wir andern obgenante Fürsten und Herrn auch das/ in dem gemelten Punt Ihne also anzunemen/ Unsere verschribungen nach/ gewilligt haben/ alles nach lut der Brief/ darüber gegeben: Darumb so haben wir die obgemelt andere Fursten und Heern/ dem genanten Unserm lieben Oheim und Schwager/ Marggraf Christoph/ gerede und verheißen/ gereden/ verhaißen und versprechen Ihm auch in krafft diß Briefs: Ob es wäre/ daß in zit dieses obgemelten Landfridens und verainung deß Pundts/ yemand mit Ihm/ oder Er mit yemand/ zu Krieg und Vintschafft keme/ oder daß er und die sinen sust angegriffen und beschedigt wurden/ daß wir Ihm dan in sollichen Sachen Unser hilff und bystand tun und bewysen sollen und wollen/ mit nachylen/ und anderm/ glych dem/ wie der Pund deß gegen siner Lieb verschriben ist/ getruwlich und ohngeverlich.

Und ob sine Vinde/ oder beschediger/ die zyt dieser verschribung in Unser ains Landen/ Stetten/ Schleßen/ gerichten und gebieten/ von den sinen wurden betretten; so sollen und wollen wir Ihm furderlichs recht/ gegen dem/ oder denselben gestatten und verhelffen/ ohne geverde.

Deßglichen haben wir Margraf Christoph den obgenanten Fürsten und Herrn herwiderumb geredt verheißen und versprechen/ und tund des in krafft diß Brieffs: were es/ daß Ir einer/ oder mehr in zyt deß obgenanten Landfridens und der verainung deß Pundts/ mit yemand/ oder yemand mit ihnen zu Vintschafft oder Krieg kämen: oder daß Ir einer oder mehr/ oder die Iren sust angegriffen oder beschedigt würden/ daß wir dan in sollichen Sachen Inen Unser hilff und bystand tun und bewysen sollen und wollen/ mit nachylen und anderm/ zu glycher wise/ wie wir deßhalb gegen dem Punt verschriben sint/ getrulich und ungeverlich. Und ob Ir ains oder mer/ vinde/ oder beschediger/ die zit dieser verschribung/ in Unsern Landen/ Stetten/ Schloßen/ Gerichten und Gebieten/ von den Iren wurden betretten; so sollen und wollen wir Inen fürderlichs rechten/ gegen dem oder denselben/ gestatten und verhelfen/ one geverde. Wir obgenanten Fürsten und Herrn haben Unß och mit dem gemelten Unserm Oheim und Schwager/ Margraf Christophen/ und wir Margraf Christoph mit Ihnen/ Unß miteinander geaint, Ob Unser gemelten Fürsten und Herrn ainer/ mit Im/ oder Wir Margraf Christoph mit Ir ainen in zyt sollicher Einung spän gewinnen: so sollen under Unß/ die/ so also spän miteinander gewinnen/ Ihme schidliche Räte/ an ein gelegen Ende/ zusamen schicken/ und versuchen laßen/ Unß gütlich und fruntlich darumb miteinander zu betragen. Wa aber dieselben Unser baid tayl Rete alßden die gütlichkeit zwischen Unß nit erlangen möchten; So sollen und wollen wir/ von allen taylen/ welche den under Unß gegeneinander in obgemelter maß spen gewinnen/ benügen laßen/ deß rechtlichen ußtrags/ wie dan wir Erz-Herzog Sigmund von Oesterreich/ und wir Graf Eberhart/ deß gegen dem Pund/ und herwider der Pund gegen Unß verschriben sint/ ungeverlich. Und in sellicher maß soll es auch/ deß ußtrags halb zwischen Unsern Prælaten/ Reten/ Dienern/ den Unseen und zugewanten/ ob die spenn gegeneinander gewinnen/ den yetzgemelten verschreibungen nach/ auch gehalten werden/ alles getruwlich und ungeferlich. Und alß wir Margraf Christoph und wir Graf Eberhart/ etlich spruch und vorderung gegeneinander haben/ Unß/ die Unsern und zugewanten berürend/ und die Unser yedem von

dem

ANNO 1489.

dem andern schrifftlich überschickt sind: umb dieselben spen sollen und wollen wir Unß deß obgemelten ußtrags auch benügen laßen. Und ob sich syt sollichen Unser beid überschickten spennen etlich ander spen/ von Unser baider / oder Unser ains wegen/ hetten erhoben; dieselben spän sollen von Unser yedem/ dem andern/ hiezwischen und Pfingsten nechst in Schrifft och übersant werden/ der ain wißen zuhaben. Und deß zu urkund/ so hat Unser jeglicher / und insonder wir Maegraf Feiderich/ und Marggraf Sigmund/ Unser gemein Jnsigel offentlich geton hencken an diesen Brief/ der geben ist zu Schwebischen Hall/ an dem Heiligen Palmaubent/nach der geburt Christi/ alß man zalt tusent vierhundert/ achtzig und im nunten Jahr.

CXXIX.

10. Juin. Vertrag zwischen Herrn GEORGEN Pfaltzgrafen bey Rhein und Hertzogen in Bayern an einem/und den Schwäbischen Bundgenoßen am andern Theil/ wegen etlicher Spänn/Zweitracht und Irrungen/so zwischen Ihnen in Puncto des Land-gerichts zu Weissenhorn / der Marggraffschafft Burgau &c. entstanden /und durch Vermittelung MAXIMILIANI I. beygelegt worden. Geschehen Dünckelspühl den 10. Junii 1489. JOH. PHILIPP. DATT. Volum. Rer. German. Novum Libr. II Cap. V. pag. 257 §. 10. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abtheil. IV. Absatz I. pag. 39.]

C'est-à-dire,

Traité fait & conclu, par la médiation de MAXEMILIEN *Roi des Romains, entre* GEORGE *Comte Palatin du Rhyn & Duc de Baviere d'une part, & les Princes & Etats de la* Confederation de SUABE *d'autre part, pour l'accommodement des diférents qu'ils avoient ensemble au sujet de la Jurisdiction Provinciale à* Weissenhorn *& dans le Marckgraviat de* Burgow, *& autres. A Dunckelspil, le* 10. *Juin* 1489.

WIr Maximilian von Gottes Gnaden Römischer Kunig zu allen zeiten Merer deß Reichs/ Ertzherzog zu Oesterreich/ Herzog zu Burgundi / zu Lon.rick/ zu Braband/ zu Steye/ zu Keendten/ zu Crain/ zu Limpurg/ zu Lützelburg und zu Gellern/ Grave zu Flandern/ zu Habspurg/ zu Tirol/ zu Pfird/ zu Kiburg/ zu Artois und zu Burgundi/ Pfaltzgrave zu Henegew/ zu Holland/ zu Seeland/ zu Namür/ und zu Zütpfen / Marggrave deß Heiligen Römischen Reichs/ und zu Burgaw/ Landgrav im Elsäß/ Herr zu Frießland/ auff der Windischen Marck/ zu Portenaw / zu Salinß und zu Mechel &c. bekennen offenlich mit diesem Beiefe/ und thun kundt allermeniglich: als sich zwischen den Ehrwirdigen/ Hochgeporen / Wolgeporen/ Edeln / Ersamen/ Unsern lieben Neven/ Oheimen/ Churfürst/ Fürsten/ andächtigen und getrewen/ und deß allerdurchleuchtigisten/ großmächtigisten Fürsten/ Unsers lieben Herrn und Vatters/ des Römischen Kaisers &c. und Unsers bundts deß Landts zu Schwaben/ und Jr zugewanten/ von wegen etlich derselben Jr Puntgenoßen und zugewanten an einem: und dem Hochgeporn Georigen Pfaltzgraven bey Reyn und Herzogen in Bayern / Unserm lieben Oheimen und Fürsten am andern tailen / etwas Spenn / Zwitracht und Jrrungen in nachgeschriben Artickeln und Sachen gehalten / die wir alle Gott dem allmechtigen zu lob / und Eere der gantzen Christenheit/ Unß/ dem Heiligen Reich-Teütscher Nacion, und Inen selbs zu gutem und behaltung / auf die gütlich verwilligung/ zugeben / und gewalt / so dem bemelten Unserm lieben Herrn und Vatter / dem Römischen Kaiser und Unß / der genant Unser lieber Oheim und Fürst Herzog Jörig von Bayern selbst in aigener Person und beiwesen Kayserlicher / Unser und seiner Lieb Rät / muntlich gethan und gegeben/ und die derselb Unser lieber Herr und Vatter darnach mit deßelben Unsers Oheims Herzog Jörigen von Bayern willen und wißen auff Unß gewendet und Unß die Sachen zu handlen und zubeschließen bevolhen / und deß gemächtiget hat / auch auf deß obgenanten Kayserlichen und Unsers Bunts Jrer Hauptlut / Rät und zugewanten verwilligung gütlich hingelegt / betaidingt und baid Parthyen gericht / geaint / und vertragen haben / hinlegen/ betädingen/ richten / verainen und vertragen si auch auß Jrem verwilligen/ zugeben / und gewalt Unß deßhalben obberürter maßen gethan und gegeben / wißentlich/ in Crafft diß Brieffs / in maßen wie hernach volgt. Dem ist also.

ANNO 1488.

Am ersten: berürend das Landgericht zu Weissenhorn / alß Unsern lieben Herrn und Vatter dem Römischen Kayser / in manigfaltig weiß mit schwehrer klag fürpracht ist / das Herzog Jörg deß Heiligen Reichs underthanen und sonderlich die eingeseßene des Landes zu Schwabn mit einem Landgerichte zu Maursteten / so er yetzo ain zeit zu Weißenhorn understanden hat zugepranchen / fürgenommen / auch mit Glaiten/ Wildpennen / Freyen Pirssen / Dienstperkaiten/ Oberkaiten/ Verbotten/ Straffen/ Pußen und Sturen/ wider Je Freyheit / Recht und alt herkommen/ unbillichen gedrungen und beswert soll haben, soll Herzog Jörg die übung deßelben Lantgerichts gegen deß Heiligen Reichs undertanen und allen andern eingeseßen deß vorgemelten Unsers Landts zu Schwaben abstellen / und sich sollichs Landgerichts nit gepranchen &c. biß daß mit Recht vor dem Erwürdigen Wilhelmen Bischoffen zu Aystett / Unserm Fürsten und lieben Andächtigen / und dem Wolgepernen Eberharten dem Ellteren Graven zu Würtemberg und Mumpelgart / Unserm Oheimen und deß Reichs lieben getrewen / alß Commissarien, den wir sollichs zu thun und zu handlen bevolhen haben/ außfündig wirdet/ wa und wie ver er das zugeprauchen freyheit/ gerechtigkeit und fug habe: und darüber die gemelten Unser und deß H. Reichs undertatanen / auch die Eingeseßen Unsers Landts in Schwabn / damit / noch mit glaiten / Vorsten / wildpennen / Freyen Pirßen / dienstperkaiten / gepotten / verbottn und Straffen/ bußen und Sturn nicht anfechten/ noch beswern / sonder den bemelten Unsern lieben Herrn und Vatter den Römischen Kaiser / Unß das Heilig Reich und die gedachten undertanen und Einsaßer frey und ungeirret beleiben lassen.

Dan antreffend Unsern lieben Vettern und Fürsten/ Ertzherzog Sigmund zu Oesterreich / oder so sein Lieb nimmer wäre/ seinen Erben Herzogen zu Oesterreich / ains freyen widerkauffs umb die Marggradschafft Burgaw / wan und zu welcher zeit sie das begeren/ umb das kauffgelt / darumb in die verkaufft ist / on hinderung statt tun / und deß nothürfftig verschreibung/ damit die ersten verschribungen / so er derselben Marggrafschafft halben hat / alle abgethan / und herauß gegeben: doch daß sollich widerkauff von Ertzherzog Sigmunden oder seinen Erben sechszehen wochen vor dem der beschee / verkündt werden soll/ alles nach laut der Notteln/ die wir begriffen laßen/ und jedem tail verlecretire zusenden werden: und sollen dieselben Briev gevertigrt und gegen ainander überegantwurt werden/ zwischen hie und Sanct Bartholomes Tag schirist künfftig. Herzog Jörig soll auch das kauffgelt / so viel er das zu seinem

ANNO 1489.

seinem tail umb Ertzherzog Sigmundts und der Fürsten von Oesterreich vorder Land außgeben hat/ in ainem Jar dem nehsten an derere ausslazung und besetzung wider nemen: darum Im Ertzherzog Sigmund ainen schuldbrief/ sollich gelt in Jars frist zubezalen/ geben/ damit soll auch der kauff/ Herzog Jörigen halb/ so viel in daem berüet/ yetzo absein/ auch der kauffbrieff/ oder aber notturfftig Quittung und verzeihung dagegen herauß gegeben werden: alßo/ daß ains mit dem andern zugee: alles nach laut der Nottel/ die wir begreiffen laßen/ und jedem tail versecretirt zuschicken werden: die si auch zu baiden tailn sollen dollvertigt gegen ainander überantwurten/ zwischen hie und Sanct Bartholomes Tag schierist künfftig. Dan der Straß halben/ die auß deß gemelten Herzog Jörigen Landen in Ertzherzog Sigmundts Land/ auff das Intal und Etsch auch under Land geet/ soll es gehalten werden/ inhalt eines Artickels in der verainigung zwischen in baiden auffgericht/ begriffen: Innaßen hernach volgt: also daß Ir beider Land und Leüt/ Einwoner/ burger/ kauffleüth/ und all ander/ die Jen handel/ wandel/ gewerb/ und kauffmanschafft zu ainander haben/ suchen und treiben/ nach Ir notturfft/ wie von alter herkommen ist/ in und durch Ir Land und gebiet/ doch Inen an Jrn Zöllen und Meüten unentgollten/ one geverd. Ob si aber beid/ oder Ir ainer zu zeiten von türung/ krieg und ander Je oder der Jrn mercklichen notturfft/ wegen deß getraits/ Wein/ oder andern failen Pfenning weet/ in Jrn Landen selbs notturfftig wurden/ so sollen si baid/ und Ir yeder alßdan nicht verpflicht sein/ sollich gewerb und zugeng beschehen zu laßen: doch soll es deßhalben ungeverlich gehalten werden.

Dan antreffent Unser lieb Oheimen und Fürsten Marggrave Feiderichen und Marggraf Sigmund zu Brandenburg geprüder/ soll Herzog Jörig denselben Unsern Oheimen und Fürsten den Marggraden/ in ainem Monat dem nechsten/ nach datum diß Briefs/ ungevärlich einen Brief mit seinem anhangenden Insigel besigelt geben dorinnen Er tötten und vernichten soll/ all und yeglich Brieff/ die in den kriegslauffen/ zwischen weilund Herzog Ludwig seinem Vatter und Marggraf Albrecht/ der genanten Marggraven Vatter/ baider Seliger gedächtnuß/ Herzog Ludwigen/ von den Rittern und knechtern dazumal Margraf Albrechten verwant/ gegeben worden sind: alßo daß dieselben Briefe all und yeglich hinfüro nichts mer binden/ und nit fürgezogen werden sollen in dehainerley weiß. Dan von Willpans und glaits wegen/ soll Herzog Jörig und die seinen die Marggraden an Jeru Willpennen/ der hölzer/ die etwan Hutzel Mayr zum Stein von Ellwangen erkaufft hat/ auch andern Jren Wiltpennen und glaiten/ die von Jrem Vatter auff si geerbt und kommen sind/ und in gepranch hergepracht haben/ ungirrt und ungehindert laßen. Manit er aber an ainichem end/ die Marggraven von Willpans oder glaits wegen/ spruch oder vorderung nie zu vertragen/ daeumb sollen si Im gepürlichs Rechten pflegen. Es soll auch Herzog Jörig nicht irren/ noch verhindern die Marggraven Jr glait von Nürnberg auß/ biß gen Lauff: und von Lawff biß gen Hartmans Hof/ in den suet/ und von dannen widerumb gen Lauff und von Lauff gen Nürnberg zugeprauchen. Von Hohenstatt wegen soll das halßgericht daselbs Herzog Jörigen und seinen Erben/ gen Herßpruck volgen: alßo/ ob ain ubeltäter in dem benanten Dorff Hohenstatt betretten wurd/ nach demselben übeltätee/ soll man in das gemelt Dorff nit greiffen/ sonder auff ervordern der von Herßpruckh herauß zum kreütz antwurten/ so verren man den gestrencklich rechtvertigen wolt: aber das ander gericht daselbst/ buß/ frevel und anders antreffend/ soll den Marggraven und Jrn Erben beleiben/ es damit zu halten/ wie von alter herkommen ist. Deßgleichen den von Reichenegg Jre tail von den freveln vollgen/ nach altem herkommen; und ob man deß alten herkommens irrig wurd/ dieselb Irrung soll mit recht ußgetragen werden: alßo wellicher tail den andern deßhalben ersucht/ so sollen sie von baiden tailn auff ainen benanten tag/ den der vorder gen Aystett sezen/ und dem andern tail viertzehen tag zuvor verkünden soll/ drey seiner Rät daselbst hinschicken/ die die Sachen höeen und fleiß thun sollen/ die Irrung gütlich hinzulegen: Ob aber die gütigkeit nit funden wurd/ rechtlich darumb entschaiden: und so si sich kains ainhelligen oder merern veraintten/ so soll der Erwirdig Friderich Bischoff zu Augspurg/ Unser Fürst und lieber Andächtiger/ ain Obman und Commissari sein/ und welchem tail er seins Rechtsprnchs zufallen wird/ demselben soll von yeder Parthye/ so vil sie das berüren würdt/ gestracks nachgegangen werden und dem volg und vollziehung beschehen: alles ungeappellirt, unsupplicier und ungewegert. Und das alles soll zu entlichem entscheid und außtrag kommen in dem nechsten halben Jar/ nach der ersten tagsazung in der Sachen: Sollichs begeb sich dann/ durch rechtlich erkantnuß lenger/ daßelb solt den Partheyen unschädlich sein. Von Jörigen von Ehenhaims zu Geyrn wegen/ gegen demselben soll Herzog Jörig sein ungnad abstellen/ und Jn auß sorgen laßen/ in ainem Monat dem nechsten: und sollen auch Herzog Jörig und die seinen den genanten Jörigen von Ehenhaim/ an den lehen/ die sein Vatter verlaßen hat/ biß zu rechtlichem ußtrag ungeirt laßen. Und der zwitracht halben so Jörig von Ehenhaim und Urlula von Ehenhaim sein Schwester gegen ainander haben/ sollen Herzog Jörg und die Marggraden Jr yede Parthyen drey Irer Rät/ auff einen benanten tag/ den der Erwirdig Wilhelm Bischove zu Aystett/ Unser Fürst und lieber andächtiger/ auff ersuchen der Parthyen/ baid oder Jr ainen/ gen Aystett benennen soll/ daselbst hin/ gen Aystett schicken/ die die Sachen zwischen Jörigen von Ehenhaim und Ursula seiner Schwester hörn und fleyß thun sollen/ sie ir Irrungen güetlichen mitainander zuvertragen: Und ob die gütigkait nit funden wurd/ rechtlich darumb entschaiden: Ob si sich aber kains ainhelligen oder merern veraintten/ so soll der genant Unser Fürst der Bischove zu Auspurg ain Obman und Commissari sein/ der der Partheyen Rechtspruch ainem ein Zufall thun soll: und was in der Sachen durch die sechs Rät ainmutigklich/ oder das merer auß Jnen/ oder so si kain merers oder ainhelligs machten/ wellichs tails spruch der Obman zufallen wird/ in Recht erkant/ demselben soll von baiden Partheyen/ so viel das Jr yede wiedet berüren/ gestracks nachgegangen werden/ und dem volg und vollziechung geschehen/ alles ungeappelliert, unsupplicirt, und ungewaigert in der besten form und versorgknuß. Es soll auch alles zu end und außtrag kommen in dem nechsten halben Jar nach der ersten tagsazung: sollichs verzug sich dan mit rechtlicher erkantnuß lenger: und sollen die sachen im anfang in reden und widerreden/ zum rechten gehört: und so die Partheien den Rechtsatz gethan haben/ alßdan zu der gütlichen ainigkeit gegriffen/ und ob die bey der Parthey nicht funden wurd/ darnach in dem andern Quatember mit Recht entlichen entschaiden werden. alßo daß das alles in dem halben Jahr obgemelt geschehen/ und so an der Parthyen ainer deß Sawmbnuß oder gepeech erschin/ so soll nichts dest minder in bestimbter zeit/ auff der gehorsamen Parthey ersuchen/ in der Sachen erkantnuß und entschaid geschehen/ wie obgemelt ist. Und so viel das die lehen berürt/ soll sollichs beschehen mit der lehenherrn willen/ den Herzog Jörig und Urlula von Ehenhaim bey den Bischoven zu Würzburg und Aystett

ANNO 1489.

Anno 1489.

stett ersuchen und bitten sollen / alß lehenherrn der Stuck / die von Jn zu lehen geen / so Ursula von Ehenheim vermaint / dorzu gerechtigkeit zu haben. Herzog Jörig soll auch Hansen Nothafften / Adamen Wilden und andere der Margraven diener / in Irem Fürstenthum gesessen / und die Jrn / mit kainerlay Ungellt / Steür oder Newerung beschweren / und was deß bißhero geübt / fürgenommen oder gepraucht wär / soll absein. Es soll auch Herzog Jörig seinthalben den von Sparneck das Schloß Stain / auff bezalung der Kauff-Summa, sambt Jm zu seinem tayl daran gepürt / vollgen laßen / und in allermaß / wie das vor einnemen deßelben Schloßes durch die Herzogen von Bayrn geschehen / mit dem Schloß gehalten worden ist / alßo soll es auch hinfüro gehalten werden / und bezalung deß gelts Herzog Jörigen und einantwortung deß Schloß den von Sparneck soll geschehen in den nechsten zwain Monaten / nach datum diß Briefs volgend: und soll das gelt hinder den Rat zu Nürnberg gelegt / und so das eingeben deß Schloß alßo beschicht / sollich gelt dagegen Herzog Jörig vom Rat zu Nürnberg gevolgt und geantwurt werden / gegen Herzog Jörigen zymlich quittanz für daßelb gelt. Von deß fürnemens wegen / das Herzog Jörig gethan haben soll gegen den Gottshauß Pflegern zu Wallensaw und Mitten / Rechnung der Gottshauß güter berürend / daß soll füro durch Jn nicht mehr gepraucht werden. Dann Arnold Gailings halben / dem soll Herzag Jörig sein verschreibung heraußgeben und getaner Pflicht ledig zelen in ainem Monat dem nechsten / nach dato diß Briefs: und sollen alßdan die Marggraven den verwanten armen lüten von Weinddingen fürderlichs entlichs Rechtens gegen dem Gailing gestatten und verhelffen: und so die Sachen rechtlich entschiden / dem Gailing sein abgedrungen gelt wider gegeben werden: so aber der Gailing die Rechtvertigung / wie oben / nit vermaint auffzunemen / soll den armen luten das gelt beliben: auch soll Herzog Jorig deß Bropsts zu Sulnhofen arm leüt zu Allram beleiben lassen / bey Iren allen herkommen / wie sie das hergepracht haben / und auff sie kommen ist. Herzog Jörig soll auch daran sein / daß den beschedigten armen lüten zu Lobsingen / von seinen verwanten / die sollichs getan haben / abtrag geschehe / nach erkantnuß deß egenanten Unsers Fürsten von Augspurg / der sie zu gesazten tagen von baiden tailn gegenainander hören / und deß seinen spruch thun soll / in dem nägsten viertel Jar / nach datum diß Briefs volgend. Auch soll Herzog Jörig weiland Jörigen von Wolffstains gelaßen Witwen Iren Widem vollgen laßen / in zweyen Monaten den nägsten / und mag den mit dem gelt ablosen / daß sie dorus het: dan umb die auffgehebten nuzung von sollichem Widem: auch die vorderung Irer Sune / Allersperg mit seiner Zugehörung und die auffgehaben nuzung davon berürend / auch von der gült wegen zu Vielhawsen und der lehen halb / soll Herzog Jörg Jnen / deßgleichen die sun Herzog Jörigen von seiner schuld wegen gerecht werden / recht nemen und geben / alßo daß Herzog Jörig und die Marggraven Jr yede Parthey dero Jrer Rät auff einen benanten tag / den der genant Unser Fürst der Bischoff zu Aystett auff ersuchen der Partheyen / baider / oder Jr einer / gen Aystett benennen soll / daselbst hin gen Aystett schicken: die die obgemelten sachen / so nach laut diß Artickels gerechtvertigt worden / höern und fleyß thun soll / die Parthyen deßelben gütlich miteinander zuvertragen: und ob die gütigkeit nit funden wurd / rechtlich darin entschaiden: Ob sie sich aber kains ainhelligen oder merern veraînten / so soll der genant Unser Fürst der Bischoffe zu Augspurg ain Obman und Commissari sein / der der Partheyen ainem mit rechtspruch zufall thun soll. Und was in der Sachen durch die sechs Rät ainmütigklich oder das merer auß Jnen / oder so sie kain merers oder ainhelligs machten / welliche tails spruchen der Obmann zufallen würde / in recht erkant / demselben soll von yeder Parthey so vil sollichs Jr yegliche wirdet berürn / gestracks nachgegangen werden / und dem volg und vollziehung geschehen: alles ungeappellirt, unsupplicirt und ungewaigert / in der besten form und versorgknuß. Und soll auch alles zu end und außtrag kommen / in dem nechsten halben Jar / nach der ersten tagsazung / und sollen die Sachen im anfang in reden und widerreden zum rechten gehöer / und so die Parthyen den rechtssaz getan haben / alßdan zu der gütlichen ainigkeit gegriffen / und ob die bey den Partheyen nit gefunden wird / darnach in der andern Quatember / mit recht entlichen entschaiden werden: alßo daß sollichs alles in dem halben Jahr obgemelt beschehe: und so an der Partheren ainer deß Sawmbnuß oder bruch erschin / so soll nichts dest minder in bestimbter zeit auf der gehorsamen Partheyen ersuchen / in der Sachen erkantnuß und entschrid geschehen / wie obgemelt ist.

Dan antreffend Graf Wolffgangen von Ortingen und seine brüder / soll Oetingen / Schloß und Statt / auch das Holzhaws mit Jrn herrlichkeiten und nuzungen / außgenommen / was die Regalia berürt / damit soll es / wie hernach in einem Artickel begriffen ist / gehalten werden / in der nachvolgenden Commissarien hand / und die Schloßer Wallerstain und Allrain / in Graf Wolffgangs von Oetingen hand in Monatsfrist / das nechst; inmaßen Graf Wolffgang die vormals nach abgang weiland Graf Ludwigs seins Vettern inngehat hat / unß zu außtrag der Sachen gesazt / und darnach weiter deß außtrags halben derselben Sachen / der Commissarien und zusaz gütlichen oder rechtlichen spruchs gelebt werden: alßo / daß die Commissarien, nemlich die obgemelten Unser Fürst und Ohem der Bischoffe von Aystett und Grave Eberhart von Würtemberg der Ellter / alß ein Man in dem nechsten Monat / nach dato diß Briefs / baid genanten Partheyen ainen tag für sich benennen / den die Partheyen besuchen und vor denselben Commissarien mit gleichem zusaz von yeglichem tail drey / die sachen rechtlich gehört / und so der Rechtsaz geschehen / darnach die gütigkeit mit fleyß gesucht werden soll: alles in der nechsten Quatember nach der ersten tagsazung: Wo aber die gütigkeit nit verfangen wurd / in der andern Quatember der nechsten darnach / mit recht endlich entschiden werden sollen; ob sollich kauff / den Unser Ohem Herzog Jörig angicht / krefftig und tugentlich sey / oder nicht; und was ain tail zu dem andern deß kauffs halben zusprechen hat: Es wär dan / das sich die sachen mit baider Partheyen verwilligen / oder nach Ordnung deß Rechten länger verziehen wurden / daß soll hierinne kein zerrüttung noch verhinderung bringen / sonder ungeverlich gehalten werden: Und was daselbs durch die Commissarien und zusaz ainmütigklich oder das merer auß Jnen mit recht erkant würdet / oder so die Commissarien und zusaz zerfielen / und kein ainmütige erkantnuß täten / oder merers machten: so soll der Edel / Unser und deß Reichs lieber getrewer Ludwig von Jsenburg Grafe zu Büdingen ein Obman sin / und des spruch ainem ain zufall thun: und demselben baid Partheyen on verrer außzug / Appellation, Supplication und waigerung gestracks nachgeen. Und ob der gemelt kauff abgesprochen oder aberkent wurd / wolt denn Herzog Jörg vermeinen / Jm solt sein kauffgelt von Graf Wolffgangen herauß gegeben werden / das soll alßdan vor den gemelten Commissarien und zusaz in obgemelter weiß und obbestimpter zeit rechtlich geläutert werden / ob Graf Wolffgang sollichs zuthun schuldig seye / oder nicht? und was daselbs gesprochen wird /

mit

Anno 1489.

mit ainhelligen/ meren/ oder zufall deß Obmans/ wie obgemelt ist/ dem soll auch ungewaigert gelept werden/ doch daß die Schlosser und güter/ so in der Commissarien hand gesazt sein/ derin unß zu außtrag der sachen: und ob der kauff absein/ und so Herzog Jörig sein gele vergwißt und vergnügt werd/ beleiben sollen: Aber die Regalia der Grafschafft Oetingen berürend/ sollen auch in Graf Wolffgangs hand/ innaßen er die vormalß nach abgang weiland Graf Ludwigs von sein und seiner Brüder wegen ingehabt hat/ gestellt und eingegeben werden/ doch Herzog Jörg an der Vormundschafft Grafe Joachim antreffend/ unvergriffenlich. Es sollen auch die gemeinen Brief der Herrschafft Oetingen/ so zu Wallerstain gelegen sein/ widerumb gen Nereßheim zu den andern Brieven und gemeinen handen der Herrschaffe Oetingen gelegt werden. Wir haben auch den bemelten Parthyen gemain Amptlüt auff die berürten Schlosser Wallerstain und Allerain benent und geben: Nemlich Jörigen von Schwemberg Pfleger zu Arberg gen Wallerstein/ und Sebastian von Jagßheim gen Allerain/ die Herzog Jörg alß Vormundeen Graf Joachims von Oetingen/ und Graf Wolffgang von sein selbs und seiner Bruder wegen/ yeglichem tayl zu seiner gerechtigkeit globen und sweren sollen/ daß si Inen mit denselben Schlossen gehorsam und gewärtig sein: und die getrewlich und fleißiglich verwahrn und behüten/ auch die nuzung/ gerechtigkeiten und Obeckeiten darzu gehörig handhaben und nicht entziehen laßen/ noch ainichem tayl die pflicht auffsagen/ noch auffschreiben/ noch sich der ledigen woll/ on Jr aller guten willen und wißen/ so lang biß der entschaid obgemelt geschehen ist/ alles ungeverlich.

Dan von wegen Graf Philipsen von Kirchperg: alß Herzog Jörig von Weiland Graf Wilhalmen von Kirchperg ainen kauff gétan hat/ nach laut der kauff Brieff dorüber begriffen: da aber Grave Philips von Kirchperg vermaint/ daß sein Vetter weiland Graf Wilhelm von Kirchperg solchen kauff zu thun/ nicht macht/ noch recht hab: haben wir Jnen zu außtrag der Sachen zu Commissarien gesazt und gegeben/ den Bischoff zu Aystett und Graf Eberharten von Würtemberg den Elltern obgemelt: und Jnen bevolhen zuversuchen/ die Sachen in ainer Quattember der nechsten nach daro diß Briefs gütlich hinzulegen: wa aber das nit gesein mag/ die Parthenyen in einer Quattember der nechsten darnach mit recht entlichen zu entschaiden/ ob sellich kauff bey Creffren beleiben soll: Es wär dan daß sich die Sachen mit baider Parthyen verwilligen oder nach Ordnung deß Rechtens länger verziehen wurden/ das soll hierin kein zerrüttung/ noch verhinderung bringen/ sonder ungevarlich gehalten werden/ und was daselbs mit recht erkant würd/ dem sollen beide Parthyen ohn verrer aufzug/ Appellation, Supplication und waigrung gestracks nachgeen: und ob die genanten Commissarien der rechtlichen erkantnuß nicht einhellig würden/ so soll Graf Ludwig von Eysemburg obgemeldt/ ain Obmann sein/ und der tayl ainem mit seiner erkantnuß zufall thun: und soll Herzog Jörig den Vorst nit weiter brauchen dan wie den weilund Grafe Wilhelm von Kirchperg gepraucht hat/ und von alter herkommen ist/ doch yederman an seinen Rechten unvergreiffenlich: und soll auch Graf Philipsen seins tails die losung an Kirchperg mit seiner zugehörung/ laut der Brief/ vorbehalten sein; doch Herzog Jörigen sein einred dagegen zu thun unvergreiffenlich.

Der Pirß halber zwischen der Tunaw/ der Riß/ der Buchawer Secag/ der Miesaig und Camzach: nachdem Herzog Jörig mainet/ es sey ein Vorst/ und die Edellüt und umbsäßen/ anziehen/ es sey ain Pürß/ soll kein tayl dem andern wehren deß gebrauchs an denselben enden/ wie yeglich tayl den hergepracht hat: so lang/ biß vor dem Bischove zu Eystett und Grave Eberharten von Würtenberg dem Elltern obgemelt/ alß Commissarien mit recht auffündig wirdet/ Ob es am Vorst/ oder ein Pirß sey: bey derselben Erkantnus soll es alßdan beleiben/ und füro sollicher massen gehalten werden: und ob die genanten Commissarien der rechtlichen erkantnuß nit ainhellig wurden/ sa soll Grave Ludwig von Isenburg obberürt ain Obman sin/ und der tayl ainem/ mit seiner erkantnus zufall thun.

Dan antreffend den Abbt zu Roggenburg/ (*vid*, *Annales Crusian.* Lib. VIII. Part. III. Cap. XX. f. 475.) den hat Unser lieber Herr und Vater/ alß Römischer Kaiser/ und sein und seins Gottshaws rechter Herr/ Vogt und Schiemer/ in dasselb sein Gotzhaws und die güter und gülten/ darzu gehörend/ der er ein zeithero entwert gewest ist/ widerumb eingesezt/ und soll Herzog Jörig duch sich und die Seinen/ Jm deß nu und hinfüro kein verhinderung thun: sonder/ was sein und seines Gotzhaws güter in Herzog Jörigen Schloszen/ Stätten/ und gepieten noch verhanden sey/ und funden wurd/ Jm das wider geben. Und nachdem der Abt sollicher Entsezung seins Gottshaws zu verderblichem schaden vermaint kommen zu sein/ daß er Jm und seinem Gotzhaws solchen schaden widerkeren/ oder aber vor Unserem Fürsten dem Bischove zu Augspurg/ alß Commissarien, gerecht werden/ der soll in ainem Monat dem nechsten/ so er von dem Abt ersucht wirdet/ tag sezen und die sachen hören: alßdan versuchen gütlich hinzulegen und zu richten: wa das aber mit gesein mag/ in einen Quattember dornach rechtlichen entschaiden: dabey auch die Sachen on verrer aufzug/ Appellacion, Supplicacion und waigerung beleiben sollen.

Dan von wegen Wilhalmen von Rechperg/ soll Herzog Jörig der Hof zu Naw/ und Wilhelmen von Rechperg sein Schloß Newburg mit seiner zugehörung in Monatsfrist deß nechsten wider gegeben werden/ und der früchten/ haußrat/ auffgehepten Nuzungen/ und anders halben/ zu Naw und Newburg gefunden/ auch umb Costen und schaden/ soll Jr Rechtvertigung nuff Unsern Fürsten der Bischove zu Eystett und Grave Eberharten von Würtemberg/ den Elltern/ obgenant/ alß Unser Commissarien in der Sachen steen: die sollen auch undersuchen die Sachen in ainer Quattember der nechsten/ nach daro diß Briefs/ gütlich hinzulegen. Möcht aber die ainigkeit nit gefunden werden/ die Parthenyen in ainer Quattember darnach/ mit recht/ entlichen entschaiden: Es wäre dan das sich die Sachen mit bayder Parthenyen verwilligen/ oder nach Ordnung deß Rechtens/ länger verziehen wurden/ das soll hierin keine zerrüttung/ noch verhinderung bringen/ sonder ungeverlich gehalten werden: und was daselbs mit Recht erkent wirdet/ dem sollen baid Parthenyen one verrer aufzug/ Appellacion, Supplicacion und waigerung gstracks nach geen: und ob die genante Commissarien der rechtlichen Erkantnuß nicht einig wurden/ so soll Graf Ludwig von Isemburg vorberürt/ ain Obman sin/ und der tayl ainem mit seiner erkantnuß zufall thun.

Antreffend die Statt Ulm. Alß die von Ulm anziehen beswerung/ so Jnen deß Landgerichts halber zu Maursteten/ das Herzog Jörig yetzo ain zeitlang zu Weißenhorn underſtanden hat zuhalten/ begegnet sey: soll Herzog Jörg bey dem ersten Artickhel/ deß bemelten Landgerichts halben hievor begriffen/ die von Ulm und die Jren beleiben laßen. Er soll auch die von Ulm bey allen Jren Zöllen/ Glaiten/ Vörsten/ Willpennen/ Vogt-Rechten/

ANNO 1489.

Straßen/ Irem alten herkommen/ Briefen und urkunden/ seinthalben und all seiner Amptlüt unverhindert und ungeirret beleiben laßen: und was Er Inen deßhalben entwert oder eingezogen hat/ soll er Inen in Monatsfrist der nechsten wider geben und hinfüro darin bey Iren gerechtigkeiten/ altem herkommen/ und gezirggell/ wie sie die erkaufft/ oder von alter herpeache haben/ ungeirrt/ wie oben steet/ beleiben laßen. Und soll auch den von Ulm das Kauffmans gut/ so ihnen zwischen Giengen und Maw in iheem glait genommen/ und so vil deß in Herzog Jörigen Schloßen/ Stetten/ Gerichten und Gebieten vorhanden ist/ wan sie daß begern/ wider werden/ darzu jn dan Herzog Jörig fürderung thun soll: und wellicher sich Herzog Jörig folliches Noms halben annemen und versprechen will/ dieselben all soll er in drey Monatz frist der nechsten den von Ulme bestimmen/ die sollen gemainlich und ungesumbt den von Ulm fruntlichs Rechtens vor Unserm Fürsten dem Bischove zu Eystett und Unserm Ohemen/ Grave Eberharten dem Elltern/ Grave zu Würtemberg/ obgenant/ alß Commissarieo sein und pflegen: die beid Partheyen in zweyen Quattembeen den nechsten nach dato diß Briefs volgent mit recht entlichen entscheiden: Es wäre dan/ daß sich die Sachen mit baider Partheyen verwilligen/ oder nach Ordnung deß Rechtens lenger verziehen wurden/ daß soll hierin kein zerrüttung/ noch hinderung beingen: und was daselbst mit Reche erkant wirt/ dem sollen baid Parthien on verrer aufzug/ Appellacion, Supplicacioo und waigrung gestracks nachgeen: und ob die genanten Commissarien der Rechtlichen erkantnuß nit ainhallig wurden/ so soll Geaf Ludwig von Jsemburg ein Obman sein/ und der tayl einem mit seiner erkantnuß zufall thun: doch so soll durch die bemelten Commissarien vorhin fleyß fürkert werden/ baid Partheyen in der gütigkeit mitainander zuverainen.

Dan die Statt Memmingen berürend: Nachdem sich Herzog Jörig auff dem Beßerhord understeet/ einen Vorst zumachen/ da von alter her nie kein Vorst/ sonder allweg ain freye Pirst/ alß die wider Parthey vermaint/ geweßt seye: in Crafft solichs vermaints Vorsts sich vermißt alle Oberkait/ bott und verbott/ Straf und alle vorstliche Oberkait/ über die/ so in und auff dem Beßerhord gelegen seind/ zu haben/ follichs soll Herzog Jörig abstellen/ und niche gebrauchen/ so lang/ biß er vor dem Bischoff zu Aystett und Grave Eberharten von Würtemberg dem Elltern/ alß Commissarien, mit recht außfündig machet/ daß er einen Vorst daselbs hab und sichs deß alßo gepranchen mög: und was daselbs mit Recht erkant wirdet/ dem sollen baid Partheyen on verrer aufzug/ Appellacioo, Supplicarion und waigrung gestracks nachgern/ und soll sollich eechtlich entscheid in zweyen Quattembern den nechsten nach der ersten tagsazung beschehen/ und vollendt werden: Es wär dan/ daß sich die Sachen mit baider Partheyen verwilligen/ oder nach Ordnung deß Rechten lenger verziehen wurden/ das soll hierin kain zerrüttung noch verhinderung bringen; sonder ungevorlich gehalten werden.

Berürend das Glait von Ulm gen Memmingen/ soll sich Heezog Jörig deß Glaits von Ulm gen Memmingen entschlagen: nachdem vor kein Glait da geweßt ist; und soll es beliben laßen/ wie von alter herkommen ist.

Antreffend die Statt Bibrach/ die übung deß Landgerichts zu Maursteten/ so bißher durch Heinrichen von Paulßweil von Endrißen Lochers Wittwen und Kinder wegen/ Hanß Stecklin von Augspurg sein selbs halben/ und Burcard Rot Cantz/ von seins Vettern Rot Canzen wegen: auch Jr anhenger und zugewanten/ das ain zeit zu Weißenhorn/ wider die von Bibrach und die Jen gepraucht: und was dorunder von allen tayln beschehen ist/ soll ab und tod/ und dieselben Sachen damit genßlich und allerding geaint/ gericht/ und kain tayl dem andern dobey nichtzit schuldig sein: Doch ob der Pauls Weiler/ von Endriß Lochers/ und Hanßz Stecklin von sein selbs wegen/ der Hauptsachen halb/ darauß sollich übung zu Weißzenhorn anfenglich entsprungen sind/ die von Bibrach oder dir Jren/ spruchs nit zuerlaßzen vermainten/ si dorumb mit ordenlichem landlaüffigem rechten/ nach laut Jrer freyheit sag ersuchen/ und verrer mit der tat/ noch andeen frembden gerichten deßhalben nicht zubeswceren: und soll auch Herzog Jörig si und ander Unser und deß Reichs undertanen/ und die Jrn mit Jrn leiben und gütern/ in und durch sein Fürstenthumb/ Land und Gepiet/ sicher und unverhindert/ wie von alter geweßt ist/ wandlen und glaiten laßen.

Dan berürend Erlbach/ das soll mit aller seiner zugehörung in des Bischovs zu Anstett und Graf Eberharten von Würtemberg/ deß Elltern alß Commissarien hand, in Monatsfrist der nechsten gestellt/ und eingeantwurt werden: Immaßen wie das yetzo der bemelt Punt in hat. Und ob Herzog Jörig oder die seinen dorzu sprechen wollen/ deß solien si in Rechten vor den genanten Commissarien gehört/ und in zweyen Quattembern den nechsten nach datum diß Briefs vollgende/ mit recht endlichen entschaiden werden: Es wäre dan/ daß sich die Sachen mit beider Parthyen verwilligen oder nach Ordnung des Rechten lenger verziehen wurd: daß soll hierin kein zerrüttung noch verhinderung bringen: und was daselbs mit Rechr erkant wirdet/ dem sollen baid Partheyen on verrer aufßzug/ Appellacioo, Sopplicacioo und waigerung gestracks nachgeen: und ob die genanten Commissarien der rechtlichen Erkantnuß nit ainhellig wurden/ so soll Graf Ludwig von Jsemburg ain Obman sein/ und der tayl ainem mit seiner erkantnuß zufall thun. Und ob Herzog Jörig oder die seinen in dem nechsten viertail Jars/ nach datum diß Briefs/ gegen dem bemelten Schloß/ vor den genanten Commissarieo, kein vordrung in recht thun wurden: alßdan sollen dieselben Commissiarien, das gemelt Schloß Ellebach/ mit seinee zugehörung/ wie es Inen eingeantwurt worden ist/ denselben/ von den si das eingenommen haben/ wider eingeben.

Dan Gleßenburg/ Alberweiler und Grinningen berürend/ mügen Herzog Jörig/ oder die Seinen/ die Jnhaber derselben Schleß/ mit Recht vor dem Bischov zu Aystett und Grad Eberhart von Würtemberg dem Elltern/ alß Commissarieo fürnemen/ das Inen auch ergeen/ und si in zweyen Quattembern/ den nechsten der Sachen/ mit recht/ entlichen entschaiden werden sollen: Es wär dann/ daß sich die Sachen mit beider Partheyen verwilligen oder nach Ordnung deß Rechten lenger verziehen wurd/ daß soll hierin kain zerrüttung/ noch hinderung bringen: und was daselbs mit Recht erkant wird/ dem sollen baid Paetheyen on verrer aufzug/ Appellacion, Supplicarion, und waigerung gestracks nachgeen. Und ob die genanten Commissarieo der Rechtlichen Erkantnuß nit ainhellig wurden/ so soll Grafe Ludwig von Jsemberg ain Obman sein/ und der tayl ainem mit seiner erkantnuß zufall thun.

Wir haben auch von fruchtbarlicher handlung wegen betracht/ und wollen/ daß vor den Commissarieo all red und widerred von anfangs beschen sollen/ zum rechtem oder der gütlichkait/ nach gutbeduncken der Commissarien: und so die Partheyen den Rechtsatz gethan haben: alßdann sollen dieselben Commissarien zu der gütlichen ainigkait greiffen: und ob si die an den Partheyen nit haben möchten/

darnach

Anno 1489.

darnach in der andern Quattember / alss in den vorgemelten Artickheln bestimbt ist / Jr rechtlich erkantnuss thun.

Bey diesen obangezaigten Aussträgen und Richtungen in den Stucken und Artickeln / wie die oben geschriben steen / soll es beleiben / und sollen darauff die Parthehen / so die berüren / umb dieselben Stuck und Artickhel gericht sein: Was sich abrr sonst bisshrr desshalben / auch auff die Kayserlicher Aucht / im handel Roggenburg berürend / mit Noun / Brand / Todtschlegen / Bonckuss / Pfandung und andern verlossen und begeben hat / nichts aussgenomhmen / dasselb alles und yeglichs soll fallen / todt und absein: und von keinem tayl gegen dem andern auch niemandts der Sachen verwannt / oder verdacht / in arg oder rach / fürgenommen / geandet / oder geäfert werden / mit oder ohne Recht / noch sonst in dehein weiss.

Es sollen auch alle gefangen auff alt gewonlich urfehd in Monatsfrist dess nechsten ledig gezehlet werden.

Das alles und yedes soll auch on waiter waigerung und yetweder Parthey Irrung / hinderung und widerspruch / auch on Appellacion, Supplicacion, Reduction und Restitution, kresstig / steet und vest besteen und beleiben und vollzogen werden: und kein Parthey darwider nichts fürnemen noch annemen / noch den Jren zu thun gestatten / dass sollichem Unserem spruch und gütlichen teding / ainich zerrüttung / nachteil / Ringerung oder minderung bringen oder geperen möchte / in dehain weiss / alles ungevorlichen.

Mit urkund diss Briefs / der wir zween in gleichem laut yedem tayl derselben einen gegeben haben. Mit Unserm Königlichen anhangenden Insigel besigelt / so beschehen zu Dünckelspühl am zehenden tag des Monats Junii, nach Christi Geburt vierzehen hundert / und im Newn und achtzigisten / Unsers Reichs im vierten Jare.

Ad Mandatum Domini Regis.

CXXX.

22. Juill. France et Autriche.

Traité de Paix entre CHARLES VIII. *Roi de France, & MAXIMILIEN Roi des Romains. A Francfort le 22. Juillet 1489.* [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 321. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans GUILL. DE JALIGNY, *Histoire de* CHARLES VIII. *Roi de France* de l'Edit. de GODEFROI, pag. 83.]

AU nom & à la loüange de Dieu nôtre Createur, & de toute la Cour celeste, Paix finale, bonne Alliance, & Intelligence à toûjours est faite, promise, & jurée entre tres-Hauts & tres-Puissans Princes, MAXIMILIEN, par la grace de Dieu Roi des Romains, tant en son nom, qu'au nom & soi faisant fort de Monseigueur Philippe, Archiduc d'Autriche, mineur d'ans, leurs Hoirs, Païs, Seigneuries & Sujets d'une part; & tres-Haut, tres-Excellent, tres-Puissant & tres-Chretien Prince CHARLES, par icelle même grace Roi de France, & Marguerite sa Femme & épouse, leurs Hoirs, Païs, Seigneuries & Sujets, d'autre part, par laquelle toutes rancunes, haines & malveillances des uns envers les autres sont mises jus, & ôtées, & toutes injures de fait, & de paroles remises & pardonnées.

Item. Est avisé, que pour plus grande seureté de ladite Paix, & pour être perpetuelle à toûjours la presente union & amitié, que la vûë des deux Rois est necessaire; & à cette fin, dés à present le Roi des Romains envoiera ses Ambassadeurs devers le Roi tres-Chretien son beaufils, pour aviser du jour & du lieu prés la Frontiere, où ils devront convenir ensemble & s'entre-voir; auquel jour & lieu ainsi conclu, un chacun d'eux se trouvera sans aucune difficulté.

Item. Quant à la restitution des Duché de Bourgogne, & Comté de Charolois, ensemble des fruits & levées d'iceux demandez par les Ambassadeurs & Orateurs du Roi des Romains, nagueres étans pardevers le Roi tres-Chretien son beaufils, pour ce que le Roi tres-Chretien a répondu en vouloir faire selon justice, ensuivant le Traité de Paix de l'an 1484. comme plus amplement il entend de dire à ladite assemblée, ledit Roi des Romains son beaupere, pour le bien de Paix, consent que cette demande soit differée & remise jusqu'à ladite vûë & assemblée.

Item. Sur ce que le Roi tres-Chretien demande la Ville de Saint-Omer lui être dés à present renduë, le diférend de ce present Article sera remis à la vûë & assemblée desdits deux Rois.

Item. Au regard de ce que lesdits Ambassadeurs ont demandé touchant le fait des Païs de Flandres, Brabant, & leurs adherans, ledit Roi tres-Chretien desire de tout son cœur pour le bien de mondit Seigneur l'Archiduc son beaufrere, qu'ils soient remis en bonne Paix, & qu'ils se conduisent honnestement & reveremment envers ledit Seigneur Roi des Romains, ainsi qu'il apartient. Et à ce faire les induira par toutes voies deuës & possibles; & promet de bonne foi, autant qu'il peut promettre, d'y faire & de s'y emploier loiaument & diligemment pour ledit Roi des Romains, tout ainsi qu'il voudroit être fait pour lui en pareil cas, & d'y garder de tout son pouvoir l'honneur & le profit dudit Sieur Roi des Romains, dautant qu'il reputera dorenavant leurs fortunes être communes, puisque l'on vient à réünir & reintegrer la Paix, amour, bienveillance, & Alliance entr'eux; & pour plutost y donner fin & conclusion, l'on fera envoier par les Etats dudit Païs, d'un parti & d'autre, des gens aians ample pouvoir de travailler & conclure en la Pacification des diférends, qui peuvent être entre ledit Sieur Roi des Romains & eux, sans qu'il soit plus besoin de retourner devers ceux qui les envoieront pour la conclusion desdites matiéres; & cependant ne se fera aucun exploit de Guerre d'un côté, ni d'autre. Et assure le Roi tres-Chretien ledit Roi des Romains son beaupere, qu'il entend en cette matiere, & en toutes autres, garder son honneur & son profit, & n'y avoir point d'autre regard, comme par experience il le montrera; car il sait bien qu'en gardant l'amitié de sondit beaupere, il la doit preferer à toutes autres amitiez; ce qu'il lui promet en bonne foi, & parole de Roi de France.

Item. Et entant que touche les prisonniers & serviteurs d'icelui Roi des Romains, qui furent pris à Bruges, & qui de present sont detenus à Gand, ou ailleurs, le Roi tres-Chretien fera tellement qu'ils seront delivrez à pur & à plein; quittes de toutes compositions & dépenses; & si aucuns avoient déja composé, ou paié finance, ils en seront remboursez.

Item. Et au surplus, le Roi des Romains, à la requeste dudit Roi tres-Chretien son beaufils, reprendra en sa bienveillance Messire Philippe de Cleves, & lui permettra joüir des Terres & biens, qui lui pouvoient competer & apartenir, tant par lui comme à cause de Madame sa Femme.

Item. Et seront compris en ce present Traité de Paix, les Alliez d'un parti & d'autre, pour eux, leurs Hoirs & Sujets, si compris y veulent être, ce qu'ils seront tenus de declarer dedans six mois prochains venans; & d'iceux leursdits Alliez seront tenus lesdits Rois faire expresse declaration, lorsqu'ils jureront d'entretenir ce present Traité de Paix.

Item. En ce present Traité est comprise la personne de Madame la Duchesse de Bourgogne, Veuve du feu Duc Charles, & lui sera renduë la joüissance de ses Terres de Chaussin & de la Perriere, & autres choses qui lui peuvent competer & doivent apartenir, tant à cause de son douaire, qu'autrement, selon la forme & les conditions contenuës à plein, & declarées és Articles faisans mention d'icelle restitution au Traité de Paix de l'an 1482. lesquels Articles seront tenus pour inserez de mot à mot en ce present Traité.

Item. Les Sujets d'un côté & d'autre retourneront en leurs biens immeubles, à savoir, les Sujets & serviteurs du Roi des Romains, & de mondit Seigneur l'Archiduc son fils, à tels biens qu'ils peuvent avoir situez dans les Roiaumes, Païs & Seigneuries du Roi tres-Chretien; & les Sujets & serviteurs d'icelui Roi tres-Chretien, aux biens qu'ils peuvent avoir és Païs & Seigneuries desdits Roi des Romains, & Archiduc son fils, tant à ceux dont ils joüissoient devant les di-

 visions,

Anno 1489.

visions, que depuis le Traité de Paix de l'an 1482. Et quant aux fruits & levées des Heritages & Rente, tout ce qui aura été donné & levé depuis le commencement desdites divisions, jusqu'au jour de la Paix, pas commandement des Princes, leurs Lieutenans, ou Commis, demeurera donné & levé, & n'en pourra jamais estre faite poursuite contre les Commissaires qui s'en sont entremis, ni contre ceux qui les ont receus, ou qui en ont profité. Quant aux arrerages des Rentes & cens, dont les termes sont échus, afin d'en oster toutes matieres de procés, ils demeureront à ceux qui en ont le don par Lettres Patentes.

Item. Quant à toutes autres choses mobiliaires, quelque don qui en ait été fait, si elles n'ont été levées & transportées des lieux & maisons, où elles étoient auparavant lesdites Guerres & divisions, ce qui s'en trouvera estre en iceux lieux & maisons aprés la Paix publiée, appartiendra à celui ou ceux à qui lesdits lieux étoient auparavant la Guerre, & les pourront prendre & lever, s'ils les y trouvent, sans qu'on leur puisse bailler sur iceux aucun trouble on empêchement, pour quelque caose que ce soit.

Item. Touchant Frere Jean d'Eussigny, Abbé du Monier Saint Jean, Messires Claude de Thoulongeon, Seigneus de Bastie, Antoine Raulin, Seigneur d'Esmeryes, Claude de Thoulongeon, Seigneur de Traves, le Seigneur de Villerval, Frere Jean de Gommebant, Estienne Dunerest, & Jean Brefeille, pour lesquels les Ambassadeurs & Commis du Roi des Romains ont requis qu'ils fussent compris en ce present Traité de Paix, a été repondu qu'ils y sont compris, & pourront retoorner seurement au Roiaume, Pais, & Seigneuries du Roi tres-Chretien, & sentrer dans leurs biens, où qu'ils soient situez, tant audit Roiaume, qu'au Dauphiné, & ailleurs.

Item. Aprés la dessusdite venë & assemblée, & que le Roi tres-Chretien aura declaré finalement audit Seigneur Roi des Romains, son beaupere, les causes, de la detention de Monsieus d'Osleans, si ledit Sieur Roi des Romains persiste en la requeste qu'il a faite pour ledit Sieur d'Orleans, il sera lors avisé de la forme d'y proceder, en baillant seureté & caution raisonnable & suffisante, au Roi, & au Roiaume de France, qu'il ne leur aviendra jamais mal ni dommage pour le fait dudit Sieur d'Orleans.

Item. Et outre plus, le Roi tres-Chretien accorde en faveur & à la requeste dudit Roi son beaupere, que les Villes & Places Fortes quelconques du Pais de Bretagne, qui étoient en la puissance & jouissance du Duc dernies trépassé, au tems du Traité & Apointement dernier fait entre icelui Seigneur & ledit Duc, soient dés maintenant remises és mains de Madame Anne de Bretagne, aînée fille d'icelui feu Duc, moiennant & a condition qu'elle sera tenuë de faire vuider & sortir entierement les Anglois hors dudit Païs de Bretagne, & baillera bonne caution & seureté de ne mettre ci-aprés lesdits Anglois esdites Places & Forts.

Avec ce, au cas dessusdit, c'est à savoir, que ladite Dame Anne fasse vuider entierement lesdits Anglois hors du Païs de Bretagne, & qu'elle baille ladite caution & seureté; le Roi tres-Chretien, en faveur dudit Roi son beaupere, consent en outre, que les Places & Villes de Saint-Malo, Fougeres, Dinan & Saint-Aubin, dont mention est faite audit Traité, soient mises en neutralité, & que Messeigneurs les Ducs de Bourbon & Prince d'Orange tiennent lesdites Places neutres, c'est à savoir, ledit Seigneur Duc de Bourbon, en son nom, & ledit Prince d'Orange sous le nom dudit Sieus Roi des Romains.

Et pour ce que lesdites Villes & Places de Saint-Malo, Fougeres, Dinan, & Saint-Aubin sont mises en Neutralité és mains desdits Sieurs Roi des Romains, & de Bourbon, par la maniere devant dite, ils promettront & bailleront leurs seellez de les rendre & delivrer à celle des parties à qui le droit en apartiendra.

Duquel droit, & de toute la question qui peut en être entre ledit Roi tres-Chretien & ladite Dame Anne, sera dit au plutost que possible sera, & au plus tard dedans un an prochain venant, par Juges non suspects, à ce ordonnez, du consentement des Parties.

Et ladite Dame Anne pourra envoier à ladite Assemblée des susdits deux Rois, ses Ambassadeurs, Conseillers & serviteurs, de quelque état ou condition qu'ils soient, jusqu'au nombre de cent personnes, & au dessous, sans que pour cela ils soient tenus demander ni avoir autre seureté ou saufconduit.

Item. Et par ce present Traité les deux Rois demeureront en leur entier en autres choses non comprises en icelui, pour les pouvoir demander & poursuivre par voie de Justice comme il apartiendra, & non autrement. Anno 1488.

Item. Et feront dés à present lesdits Rois publier le Traité de Paix de l'an 1482. dont és Articles precedens est fait mention.

Item. Et pour plus grande seureté des choses accordées & conclues, ils bailleront l'un à l'autre reciproquement leurs seellez avec les seellez des Princes, Seigneurs & bonnes Villes, qui seront avisez & nommez par ledit Roi tres-Chretien, & les Ambassadeurs que de present envoie devers lui ledit Sieur Roi des Romains son beaupere; lesquels seellez desdits Princes, Seigneurs, & Villes, ainsi avisez, une chacune desdites Parties fournira à l'autre au jour & au lieu qui seront pris & accordez par ledit Roi tres-Chretien, & les Ambassadeurs dessusdits; & avec ce, les Parties se sonmettront à la coërtion & contrainte de nôtre Saint Pere le Pape, sous les fulminations & censures de l'Eglise.

Lequel Traité de Paix, en tous & chacuns les Points & Articles ci-dessus contenus, nous susdits Ambassadeurs, Procureurs, & Commis desdits Rois & Princes, avons promis & promettons loiaument & de bonne foi, sous nôtre honneur, au nom d'iceux, de fermement entretenir & accomplir de point en point, & les faire soleonellement jurer, ratifier, confirmer, & aprouver par iceux Princes; & de ce, en faire bailler & delivrer leurs Lettres Patentes en forme deue & suffisante, d'une part & d'autre.

Double de la Confirmation d'iceux Articles faite par le Roi des Romains, tant en son nom, que pour son Fils l'Archiduc.

MAXIMILIEN, &c. Nous en exerçant office de Roi, & voulant avoir la fruition des biens qui viennent de Paix, & à nôtre pouvoir éviter les maux infinis & detestables, qui de la Guerre s'ensuivent & proviennent, à l'honneur & reverence de Dieu nôtre Createur, qui n'a voulu à nul mortel laisser aucune faculté de donner Paix, mais s'en est voulu reserver la totale distribution, comme auteur & Prince d'icelle, & en reverence de sa glorieuse Vierge Mere, avons agréé, ratifié, & aprouvé, agréons, ratifions, & aprouvons par ces presentes signées de nôtre main, & en bonne foi & parole de Roi promettons & jurons entretenir, & faire entretenir ledit Traité de Paix en tous & chacuns ses Points & Articles ci-dessus accordez, & ce tant en nôtre nom, que pour & au nom de nôtre tres-cher fils l'Archiduc, duquel nous nous sommes faits & faisons forts; & aussi aux noms de nos Successeurs & des siens, sans jamais aller pour nous, nôtredit fils, ou nosdits Successeurs au contraire dudit Traité, & d'aucuns des Points & Articles ci-dessus écrits & accordez. Et s'il avenoit, ce que Dieu ne veuille, que par nous, nôtredit fils, nos Successeurs ou autres de par nous, il fût contrevenu à aucuns desdits Points & Articles ci-dessus accordez, Nous consentons, que les Princes, tant de nôtre Sang, comme autres nos Sujets, & les trois Etats des Païs & Seigneuries de nous, & de nôtredit tres-cher fils, ne nous donnent aucune aide, faveur, secours, ou assistance; & que la contravention & défaut, si aucuns sont faits, soient reparez & remis. Et pour mieux encore faire, nous avons audit cas les susdits Princes & Seigneurs de nôtre Sang, gens des Etats des Païs & Seigneuries de nous, & de nôtre tres-cher fils, qui par nôtre Ordonnance bailleront ci-aprés leurs seellez pour l'entretenement & seureté d'icelui Traité, quitté & quittons par ces presentes de tous services, aides & assistances, que faire nous pourroient. Si donnons en Mandement aux gens du grand Conseil de Nous, & de nôtre tres-cher & tres-aîné fils, & à tous nos Baillifs, Senéchaux, Prevosts, Juges, Officiers, ou leurs Lieutenans, & à chacun sur ce requis, si comme à lui apartiendra, que ces presentes ils verifient & enregistrent en leurs Cours & Auditoires, & tout le contenu en icelles gardent & observent de point en point, sans aller, ni souffrir aller ou faire au contraire, en quelque maniere que ce soit: car ainsi nous plaist-il, voulons, & ordonnons être fait. Et pour ce que de ces presentes l'on pourroit avoir affaire en plusieurs & divers lieux, voulons qu'au *vidimus* d'icelles, ou à l'estrait d'aucuns des Points & Articles ci-devant contenus, fait sous les

seaux

ANNO 1489. ſceaux par nous ordonnez aux contrats dans les Païs & Seigneuries de Nous, & de nôtredit fils, ou ſous autre ſceel autentique, foi ſoit ajoûtée en jugement & dehors comme à ces preſentes. Et afin que ce ſoit choſe ferme & ſtable à toûjours, nous avons fait mettre & apoſer nôtre ſceel a cesd. preſentes, ſauf en autre choſe nôtre droit, & l'autrui en toutes. Donné à Francfort le 22. jour de Juillet l'an 1489. & de nôtre Regne le quatrieme. *Ainſi ſigné*, MAXIMILIEN. *Et au deſſous* : Par le Roi, Monſeigneur le Comte de Naſſau, la Mouche de Vere, le Prevoſt du Liege, & autres preſens, DE BRIOUL.

CXXXI.

6. Août. *Tractatus Pacis inter* HENRICUM VII. *Regem Angliæ*, & JOHANNEM *Daniæ & Sueciæ Regem erectus. Dat. apud Weſtmonaſterium die 6. Auguſti* 1489. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. XII. pag. 374.]

REx omnibus, ad quos &c. Salutem.

Quamquam inter Illuſtriſſimos Progenitores & Anteceſſores noſtros quondam Angliæ Reges, parte ex unâ, & Sereniſſimos Progenitores & Anteceſſores cariſſimi Confratris noſtri *Johannis Daciæ*, *Swefiæ*, & *Norwegiæ*, *Sclavorum*, *Gotborumque*, &c. *Regis* moderni ex parte alterâ, eorúmque Regna, Terras, Dominia, Homines, & Subditos, bona, ſincera, firma, & perfecta Treuga & Guerrarum Abſtinentia, Pax, Liga, Intelligentia, & Confœderatio retroactis temporibus concordata, concluſa, & celebrata, atque per nonnulla tempora cuſtodita & obſervata fuerint, ad prædictorum Regum Regnorum, Terrarum, Dominiorum, eorum Incolarum & Subditorum commoditatem non modicam & quietem,

Poſtea tamen, æmulorum quorumdam & temporum ſucceſſu perverſorum, quorum totus conatus ad turbandum Pacem anelat, inter prædictorum Regum Homines atque Subjectos, tàm per Terram quàm per Mare, Rapinæ, Bella, Cædes, Navium, Mercatorum atque Hominum captiones, & bonorum deprædationes, hincinde ſuſcitari & exerceri ceperunt, Pàxque, Liga, Amicitia & Confœderatio prædictæ eo pacto uſque in hæc tempora omnino exulabant,

Nos verò *Rex Angliæ* antedictus,

Salvatoris noſtri Jheſu Chriſti, qui Pacem ſuam nobis donavit, Pacemque in Terris reliquit, inſequentes Doctrinam,

Perverſorum hujuſmodi conatibus, rapinis, bellis, captionibus, & deprædationibus obviare, Pacisque Reformationi ſtudioſe intendere decrevimus.

Quare cum præfato cariſſimo Confratre noſtro *Johanne Daciæ*, *Swefiæ*, &c. *Rege* Illuſtri bonam, ſinceram, veram, firmam, & perfectam Pacem, Amicitiam, Guerrarum Abſtinentiam, Ligam, Unionem, & Confœderationem, modo & formâ in Articulis ſubſequentibus contentis, inivimus, contraximus, perfecimus, concluſimus, & appunctuavimus, & per præſentes inimus, contrahimus, perficimus, concludimus, & appunctuamus.

INPRIMIS (videlicet) quod bona, ſincera, firma & perfecta ſit & inviolabiliter, tàm per Terram quàm per Mare & Aquas dulces, ac ubivis Locorum, habeatur & obſervetur Pax, Liga, Amicitia, Guerrarum Abſtinentia, Unio & Confœderatio *inter Nos*, Regnaque noſtra, Terras, Dominia, Hæredes, Succeſſores, Vaſſallos, Homines, & Subditos quoſcúmque præſentes & futuros, & præfatum cariſſimum Confratrem noſtrum *Johannem Daciæ*, *Swefiæ*, &c. *Regem* Illuſtrem, ejúſque Regna, Terras, Dominia, Hæredes, Succeſſores, Vaſſallos, Homines, & Subditos quoſcúmque præſentes & futuros, *a primo die Martii proximò futuro poſt datam præſentium imperpetuum duratura.*

Item, appunctuatum atque conventum, concordatum & concluſum eſt, inter nos Reges prælibatos, tàm propter bonum Pacis, quàm propter mutuæ dilectionis Amicitiam inter nos æternaliter fovendam & continuandam, quòd ſuper ſpoliationibus, deprædationibus, dampnis, rapinis, & injuriis univerſis, ante hæc tempora inter nos, Prædeceſſoréſve noſtros, Vaſſallos, Homines, aut Subditos vivos vel defunctos, qualitercúmque a principio Mundi uſque ad dictum primum diem Martii commiſſis aut perpetratis, nulla ſuper eiſdem deinceps ſuſcitetur vel moveatur lis, actio, querela, demanda, perſecutio, in Jure vel extra Jus, diſcordia, ſeu controverſia Juris vel facti qualiſcúmque; ſed Principes prædicti, eorúmque Vaſſalli, Homines, & Ligei, ſic injuriati ſeu dampnificati, ab eiſdem penitùs recedent, & ſibi ipſi eas mutuò remittent, prout per præſentes recedunt & remittunt. ANNO 1489.

Item, omnes gentes noſtri utriúſque Regni viciſſim, per Mare, Flumina, Aquas dulces & ſalſas quaſcúmque, navigare, Portus, Regna, Terras, & Dominia intrare, ac in omnibus & omnimodis Portubus, Civitatibus, & Villis Regnorum, Terrarum, & Dominiorum noſtrorum prædictorum, ac cum quibuſcúmque Hominibus, cujuſcúmque Nationis, ritûs, ſeu conditionis fuerint, mercandiſare poterint; ſolutis Cuſtumis & Theoloniis ſolvi conſuetis.

Item, omnes Mercatores & Subditi *Regni noſtri Angliæ*, in Regnis, Terris, & Dominiis Confratris noſtri *Regis Daciæ*, ac, vice verſâ, Mercatores, Homines, & Subditi dicti *Regis Daciæ* Confratris noſtri, in Regno & Dominiis Regni noſtri Angliæ, omnibus & ſingulis Privilegiis, Libertatibus, Francheſiis, & liberis Conſuetudinibus uti plene & gaudere debent & poſſunt, prout ante hæc tempora uſi ſunt & gaviſi.

Item, conventum, concordatum, & concluſum eſt, inter prædictos Reges, quòd neuter eorum aut Subditorum ſuorum unius aut alterius eorumdem inimicis auxilium quovis modo præſtabit vel favorem.

Item, appunctuatum, conventum, concordatum eſt, & concluſum quòd, ſi futuris temporibus unus noſtrûm prædictorum Regum alterius auxilio vel ſuccurſu indigent, & pro hujuſmodi auxilio habendo alter alterum debitè requiſierit, Pars ſic requiſita hujuſmodi auxilium vel ſuccurſum Parti requirenti, ſi & quatenus propter occurrentia ſibi Regnis, Terris, Dominiis, ac Subditis ſuis pericula hoc facere poterit, ceſſantibus dolo & fraude ſeu fictione quibuſcúmque, facere teneatur; requirentis tamen rationabilibus ſumptibus & expenſis, prout inter nos Reges antedictos, vel noſtros Deputatos, ſeu noſtra Concilia, poterit concordari; proviſo ſemper quòd requiſitio hujuſmodi fiat per ſex menſes antequam executioni demandetur.

Item, appunctuatum, conventum, concordatum eſt, & concluſum quòd, ſi alterius noſtrûm gentes in ſuccurſum venerint alteri Regi, & in ejus Regno ſeu Dominiis, Caſtra, Civitates, aut Terras acquiſierint, bona Immobilia illi cedant Regi in cujus Regno aut Dominiis fuerint acquiſita, bona verò mobilia in Regno ipſo aut Dominiis conquiſita, inſuper & bona tàm mobilia quàm immobilia in Locis non ad aliquem noſtrûm prædictorum Regum pertinentia ſive ſpectantia, dividentur ſecundùm capita Populorum exiſtentium in conflictu; exceptis bonis captis hoſtiliter ſuper Mare, quorum pars tertia ipſi noſtrûm qui fecerit expenſas applicabitur.

Item, appunctuatum, conventum, concordatum eſt, & concluſum quòd alter noſtrûm Regum prædictorum eorumdem alteri ejúſve Ligeis, Subjectis, aut Hominibus quibuſcumque non debet inferre nec inferri conſentiet, nec procurabit ullo tempore dampnum aliquod in Perſonis vel rebus; & præſertim quòd unus eorum non permittet Subditos ſuos, ad vadia vel ſtipendia ſua propria vel alterius, tranſire in obſequium vel auxilium contra alterum, ejuſve Regna, Terras, Poſſeſſiones, aut Dominia quæcumque.

Item, appunctuatum, conventum, concordatum eſt, & concluſum quòd neuter noſtrûm Regum prædictorum, ſi diffidaverit aliquos propter alterum, Treugas cum diffidatis capiat, niſi alter noſtrûm, Regna, Terræ, & Dominia, ſua comprehendantur.

Item, appunctuatum, conventum, concordatum eſt, & concluſum quòd ſi temporibus futuris (quod abſit) contigerit aliquid contra præſentes Alligantias, per Subditum vel Subditos alterius noſtrûm Regum prædictorum, Hæredumve noſtrorum, contra alterius Subditum vel Subditos, per incurſiones, invaſiones, deprædationes, derobationes, Perſonarum, Navium, ſeu rerum captiones, ſeu detentiones, vel quovis alio modo, attemptari vel quomodolibet injuriari; quòd ille Rex, cujus Subditi tale quid attempraverint vel injurias fecerint, & Hæredes ſui pro tempore exiſtentes teneantur, & quilibet eorum tempore ſuo teneatur, Juſtitiâ mediante, ad ſtatum debitum attemptata hujuſmodi reducere, ac delinquentes debitè corrigere & punire, cum omni celeritate poſſibili, poſtquam ſuper reformatione & punitione hujuſmodi fiendis (probatis probandis) debitè fuerint requiſiti vel eorum aliquis inde fuerit requiſitus; fraude, dolo, dilatione, & malitiâ ceſſantibus quibuſcúmque; proviſo ſemper quòd præſentes Alligantiæ pro tanto non cenſeantur ſeu habeantur

ANNO 1489.

beantur in aliquo fractæ, irritæ, ſeu diſſolutæ, ſed ſemper in ſuo robore permaneant & virtute.

Item, appunctuatum, conventum, concordatum eſt, & couclusſum quòd, ſi Mercatores *Regni noſtri Angliæ*, in Regnis, Terris, vel Dominiis ipſius *Regis Daciæ*, vel, vice verſâ, ſi Mercatores eorumdem Regnorum, Terrarum, vel Dominiorum *Regis Daciæ*, *in Anglia*, vel in Dominiis noſtris, naufragium (quod abſit) patiantur, liceat eis Naves ſuas fractas vel colliſas, necnon res, Merces, & bona ſua quæcúmque, liberè, quietè, & pacificè, per ſe vel per alios, reficere, recolligere, & habere, quamdiu eaſdem pro derelicto non habuerint; Ballivus autem ſeu Ballivi, qui pro tempore fuerit vel fuerint, ubi & quando hoc evenire in alterutro Regno contigerit, Naufragos illos, cum Navibus ſuis confractis & rebus, Mercibus, & bonis ſuis omnibus, ab inquietantium incurſibus pro viribus ſuis protegant & defendant, & etiam ad Res, Merces, Bona, & Naves colligendas & ſalvandas ſuccurſum impendant & juvamen.

Item, appunctuatum, conventum, concordatum eſt, & concluſum quòd, ſi inimicus alterius noſtrûm ad alterum ejusve Regna, Terras, ſeu Dominia confugerit, ipſum in Regna, Terras, ſeu Dominia ſua quæcumque non receptabit, nec in eiſdem ſtare ſeu morari ultra unum menſem aliquatenus permittet, ſed eundem ab eiſdem infra idem tempus penitùs expellet & ammovebit.

Item, appunctuatum, conventum, concordatum eſt, & concluſum quòd, ſi quis Subditorum cujusvis dictorum Angliæ & Daciæ Regum, hujus amicabilis Compoſitionis ſive Conventionis vel alicujus ejusdem partis violator repertus fuerit, quòd tunc ipſe, qui hanc Compoſitionem quovis pacto violaverit, per ipſius Principem vel ejus Officiarios compellatur Parti dampnificatæ bona ablata reſtituere, & pro dampno illato Parti injuriatæ unà cum intereſſe ſatisfacere, necnon quòd ulterius ſic in corpore & bonis puniatur ut ipſius pœna metus ſit multorum hujusmodi Fœdera violare volentium.

QUÆ OMNIA ET SINGULA, ſic, ut præmittitur, capitulata & in præcedentibus Articulis contenta, nos *Henricus Rex Angliæ antedictus*, pro parte noſtra, quantum ad nos pertinet & in nobis fuerit, inviolabiliter tenere & obſervare, atque teneri & obſervari facere, bonâ fide & in verbo Regio, promittimus per præſentes.

In quorum omnium & ſingulorum fidem & Teſtimonium præmiſſorum has Literas noſtras Patentes ſuperinde fieri, atque Sigilli noſtri fecimus appenſione communiri.

Dat. apud *Weſtmonaſterium* ſexto die Auguſti, Anno Domini milleſimo, quadringenteſimo, octogeſimo nono, & Anno Regni noſtri quarto.

Per ipſum Regem.

CXXXII.

10. Août.

LA FRANCE ET LES VILLES ANSEATIQUES.

Privilége accordé par CHARLES VIII. *Roi de France aux Villes* ANSEATIQUES. *Donné à Amboiſe, le* 10. *Août* 1489. [FREDERIC LEONARD, Tom. III. pag. 562. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui ſe trouve auſſi dans LONDORPII *Acta publica*, Tom. VII. pag. 990. & ſous la date de l'année 1381. qui eſt fauſſe. DUM.]

CHARLES, par la grace de Dieu Roy de France: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme par le Traité de Paix, Amitié & Alliance fait entre feu noſtre tres-cher Sieur & Pere, que Dieu abſolve, & nos tres-chers & grands Amis & Confederez, les Proconſuls, Conſuls, Marchands, Anciens, Aldermans, Manans & Habitans des Villes & Citez de la Hanſe Teutonique; lequel Traité depuis noſtre advenement à la Couronne, par nous a eſté confirmé & ratifié, & tant en temps de noſtredit feu Seigneur & Pere, que de nous, publié par tout noſtre Royaume, entr'autres choſes ait eſté défendu à tous, que nuls de nos Sujets fuſſent ſi oſez ny ſi hardis enfraindre ladite Paix & amitié, ny auſdits de la Hanſe méfaire, ny leur donner deſtourbier par Mer ou par Terre. Toutesfois nous avons entendu qu'aucuns de nos Sujets demeurans à Honnefleur, Dieppe, & autres Lieux, Ports & Havres de Mer de noſtredit Royaume, ſe ſont depuis aucun temps en ça, efforcez & efforcent de jour en jour endommager; & de fait par diverſes fois ont endommagé & endommagent leſdits Sujets de la Hanſe, pris & ravis par Mer leurs gens, Navires, biens, denrées & Marchandiſes, comme s'ils eſtoient ennemis, leur impoſant qu'ils le ſont, Jaçoit que par bonnes & valables Lettres Certificatoires, leſdits Sujets de la Hanſe ayent fait & faſſent promptement apparoir qu'ils ſont de ladite Hanſe; & qui plus eſt noſdits Sujets incontinent aprés leſdites indues priſes & raviſſement ont entr'eux departy & butiné les biens & Marchandiſes par eux pris & ravis, iceux alienez, transportez, & autrement en ont diſpoſé & diſpoſent à leur volonté, en maniere que leſdits de la Hanſe n'en peuvent aucune choſe jamais recouvrer; & s'il advient que ceux d'icelle Hanſe qui ainſi ſont pris & damnifiez contre la teneur de ladite Amitié, veulent par Juſtice pourſuivre la reſtitution de leurſdits biens, denrées & Marchandiſes, enſemble de leurs intereſts, ils ont eſté & ſont contraints pourſuivre noſdits Sujets Infracteurs de Paix, pardevant les Juges des lieux où iceux infracteurs ſont leurs demeurances; eſquels lieux, iceux de la Hanſe ne peuvent ſouventefois avoir reparation des torts à eux faits pour les faveurs que les deſſuſdits y ont eu de frivoles appellations & doleances par eux faites & interjettées, ains par la longueur des procez qu'on leur fait, & les dilations fruſtratoires qu'on donne auſdits infracteurs; leſdits de la Hanſe aprés grandes depenſes faites en la pourſuite deſdits procez, ſont contraints de tout abandonner, & meſme pource que ſi aucune proviſion eſt adjugée auſdits de la Hanſe, c'eſt parce qu'ils bailleront caution ſuffiſante & idoine, ou acheteurs de biens, quelle choſe leur eſt impoſſible, pource qu'ils ne trouvent aucune fois gens qui ayent connoiſſance d'eux, ny qui les veulent pleiger, eſt en outre, on demene deſdits procez, leſdits infracteurs pour venir à leurs fins alleguent que les Certifications qu'ont apporté leſdits de la Hanſe ne ſont valables, & qu'il ne ſuffit pas que par Certifications, Atteſtations, ou D[illegible]mens des Juges des Lieux & Villes de ladite Hanſ[illegible] prennent les Marchandiſes ainſi ravies à eux apparte[illegible]ans, ne auſſi par commiſſion requiſitoire, mais les [illegible]eut-on contraindre de mener Commiſſaires propres de noſtre Royaume, pour aller faire leurs preuves en Pays tres-lointains, & à tres-grands frais; leſquels Commiſſaires encore ne veulent aller, ſinon que premier iceux de la Hanſe baillent caution ſuffiſante en noſtre Royaume de les mener & ramener ſeurement & indemnes; & par ces moyens leſdits de la Hanſe jamais n'ont pû & ne peuvent avoir reſtitution des choſes à eux priſes & ravies; mais qui pis eſt, leſdits infracteurs voyans que par leurs cavillations la Juſtice eſt a[illegible]vie, ils pillent & de plus en plus raviſſent ſur les [illegible] de la Hanſe ſans craindre de Juſtice, qui eſt contre la teneur de la Paix, Amitié & Confederation: Au moyen de quoy iceux de la Hanſe ſeroient par trait de temps contraints à eux de laiſſer, de venir & frequenter en noſtredit Royaume, ſi proviſion convenable n'eſtoit par nous ſur ce donné, ainſi que remontré nous a eſté. Pourquoy Nous ces choſes conſiderées, meſmement que par les Articles de ladite Paix & amitié, entr'autres choſes eſt dit, que ſi aucuns deſdits Articles ſe trouvent au temps avenir douteux, y ſeroit donné proviſion, voulant par cecy pourvoir, & ladite Paix & Amitié eſtre entretenuë, gardée & obſervée de point en point ſelon ſa forme & teneur. Pour ces cauſes & conſiderations, & ſur ce avis & deliberation avec les Princes & Seigneurs de noſtre Sang & lignage, & Gens de noſtre Conſeil, avons en employant ledit Traité de Paix & amitié, & afin que par multiplication de Juriſdiction, leſdits de la Hanſe ne ſoient doreſnavant vexez & travaillez, declaré & declarons, voulons & nous plaiſt, attendu que les priſes qui ainſi ont eſté & ſont faites deſdits de la Hanſe, ſe ſont ſur Mer; que noſtre amé & feal l'Admiral de France, preſent & avenir, ou ſon Lieutenant à la Table de Marbre à Paris, doreſnavant connoiſtra, decidera & determinera des queſtions, matieres, & procez meus, & qui à cauſe des priſes & infraction de Paix & des dépendances pourroient & pourront ſourdre, & non autres Juges: & lequel Admiral de France, ou ſondit Lieutenant en ladite Table de Marbre, Nous avons commis, deputé, ordonné, & par ceſdites preſentes deputons & ordonnons Juge & Conſervateur de ladite Paix, & à tous autres Juges quels qu'ils ſoient, en avons en premiere inſtance défendu & défendons toute Cour, Juriſdiction & connoiſſance, & ſi aucunement ils en avoient entrepris ou entreprenoient connoiſſance,

ANNO 1489.

ce, Nous voulons le tout estre renvoyez pardevant ledit Amiral ou sondit Lieutenant à ladite Table de Marbre, pour en connoître sommairement & de plein, sans figure d'aucun long procez ; & s'il advient cy-aprés qu'aucuns de ceux de ladite Hanse, leurs Navires ou Navire, biens, denrées, Marchandises, soient par adventure pris, quelle chose toutes voyes nous défendons. Nous voulons & ordonnons, que ledit cas advenant, lesdits Navires ou Navire, personnes, biens, denrées, Marchandises, & autres choses aussi prises, soient dés la plainte faite prises & mises en nostre main, & baillez sous bonne & seure garde en mains seures & solvables, pour seurement y estre gardées jusques à ce que par Certifications bien deuëment faites, ou par Commission requisitoire dudit Admiral, sera apparu que lesdits biens, Navires & Marchandises leur appartiennent ; & ce fait, voulons & ordonnons lesdits biens, denrées, Marchandises estre mis & délivré franchement, & restituez ausdits de la Hanse ; sauf toutefois à ceux qui auront fait lesdites prises, la faculté d'arguer de faux lesdites Certifications ; auquel cas ils seront receus à le prouver à leurs dépens, en baillant premierement par eux caution suffisante, tant du principal que de tous les dépens, dommages & interests, que lesdits Sujets de la Hanse pourroient avoir à cause du retardement de l'expedition de la matiere. En outre, pour ce qu'en faisant délivrance ausdits de la Hanse, de leurs personnes, Navires, denrées & Marchandises qui leur seroient pris & ravis, ledit Admiral ou sondit Lieutenant, ou Commis, les voudroient contraindre outre lesdites Certifications de bailler caution autres que possible ne leur seroit de trouver. Nous voulons, declarons & ordonnons, que s'il appert audit Admiral ou autres Juges susdits, qu'ils ne puissent trouver telles cautions qu'on voudroit demander, qu'ils soient receus à bailler caution juratoire seulement. Ledit Traité de Paix en toutes autres choses dedans contenuës, demeurans en sa force & vigueur selon le contenu en icelle. Si donnons en Mandement par ces presentes, à nos amez & feaux Conseillers les Gens de nostre Cour de Parlement à Paris, à tous nos Lieutenans, Mareschaux, Admiral & Vice-Admiral, Seneschaux, Baillifs, Prevosts, & à tous nos autres Justiciers, ou à leurs Lieutenans presens & avenir, & à chacun d'eux que le contenu en ces presentes, ensemble tout le Traité de Paix, entretiennent, gardent & observent, & fassent entretenir, garder & observer de point en point selon leur forme & teneur, & le publient ou fassent publier par tout où il appartiendra, & à y obtemperer & obeïr, contraignent ou fassent contraindre réellement & de fait tous ceux qu'il appartiendra, en procedant contre ceux qui feront au contraire de ces presentes & dudit Traité de Paix, tout ainsi qu'il est accoutumé de faira contre infracteurs d'Ordonnances & Edits, nonobstant doleances, Clameur de Haro, oppositions & appellations quelconques, pour lesquelles ne voulons estre differé, & pource que de ces presentes on pourra avoir à besoigner en divers lieux, Nous voulons qu'au *vidimus* d'iceluy fais sous Scel Royal, foy soit ajoûtée comme à ce present original. En témoin de ce, Nous avons fait mettre à ces presentes le Scel. Donné à Amboise, le dixiéme d'Aoust l'an de grace 1489. & de nostre Regne le sixiéme. *Et est scriptum super plicam.* Par le Roy, Monsieur le Duc de Bourbon, le Comte de Bangie, vous les Sieurs de Quintin, de la Tremoille, de Lisle, du Bouschage, de la Voulte, Descara, Maistre Estienne Paschal, Maistre des Requestes, & autres presens. *Et est scriptum.*

Lecta, publicata, & Registrata Parisiis in Parlamento decima octavâ die Januarii, millesimo quadriogentesimo octuagesimo. *Sic signatum*, CHARTELLUE. Collatio facta est cum originali reddito Magistro Marciali Dauvergne. *Et plus bas est écrit.* Extrait des Requestes des Ordonnances Royaux en la Cour de Parlement. *Signé*, D. VALET, un paraphe. *Et au bas est écrit.* Collationné & faite au Greffe de l'Admirauté de France de la Table de Marbre du Palais de Roüen, sur cy-extrait estant en parchemin, à la Requeste de Maistre Nicolas du Quetney, Procureur de Joachim Lucas, Marchand Osterlin de la Hanse Teutonique, de la Ville de Lubec en lad. Hanse Teutonique, &c. Les Extraits estans de present és mains dudit du Quesney, pour luy valoir & servir qu'il appartiendra. Fait le Samedy vingt-uniéme jour d'Octobre 1564. *Ainsi signé*, VAULTIEU.

L'an mil cinq cens soixante-cinq, le Samedy treiziéme jour d'Octobre, à la Requeste de Jean Ludinghusen, Marchand Osterlin de la Hanse Teutonique, natif de la Ville de Lubec en ladite Hanse Teutonique, par les Notaires du Roy nostre Sire au Chastelet de Paris, soussignez, collationné de ce present Notaire, a esté portée à un autre Notaire d'icelle écrite en parchemin, pour servir audit Ludinghusen ce que de raison. *Signé*, N. HENRY, & LE GRAND.

CXXXIII.

29. Sept.

Accession Churfürst JOHANNIS von Trier zu dem Schwäbischen Bund / wordurch zugleich die Anzahl art und weise der solchem Bund zu leistenden Hülffe ausgemachet wird. Geben uff St. Michels-Tag Anno 1489. [JOH. PHILIPP. DATT, Volum. Rer. German. Novum Libr. II. Cap. X. pag. 304. §. 14.]

C'est-à-dire,

Accession de JEAN *Electeur de Treves à la* Confédération de Suabe, *où le nombre de Troupes qu'il devra envoyer pour sa part aux Confederés est determiné. Fait le jour de St. Michel* 1489.

WIr Johannes von Gottes Gnaden Erz-Bischoff zu Trier / deß Heiligen Römischen Richs / in Gallien und durch das Königreich Arelat Erz-Canzler und Curfürste. Bekennen und tun kund offenlich mit diesem Brief. Als der Allerdurchlutigist und Großmächtigist Fürst und Herr / Herr Friderich / Römischer Kaiser / Unser allergnedigister Herr / einen gemeinen Landfriden gemacht / ußschriben laßen / und zu halten gebotten haut / und nochmals den Prelaten / Graven / Freyen / Rittern / Knechten und deß Heiligen Reichs Stetten deß Pundes im Land zu Schwaben / mit Namen / Augspurg / Ulm / Kauffbüren / Memmingen / Kempten / und Ysni / Werd / Lutkirch / Wangen / Bibrach / Ravenspurg / Lindaw / Uberlingen / Pfullendorff / Reütlingen / Eßlingen / Weil / Heylbronn / Wimpfen / Hall / Gemünd / Dinckelspühel / Aulen / Nördlingen / Giengen / und Bopfingen / bey hohen Penen gebotten haut / sich mit einander zu verainen und zuverbinden / lut seiner Kayserlichen Mandat, und Gebotzbrief / an Sy ußgangen: der datum steth zu Inspruck an dem xxii. tag des Monadts Januarii, nach Christi Geburt / vierzehenhundert und im acht und achtzigsten Jare: das Sie nun / alß die gehorsamen der Kayserlichen May. in aller underthönigkeit angenommen / und sich daruff in fruntlich ainunge und bündenuß verpflicht und verbunden haben / lut der Ainungs-brief zwischen Inen darüber versigelt ußgericht; und wann aber wir / alß ein Kurfürste deß Heiligen Reichs sollichen Landfriden nit angenommen; Darumb und uff das sollicher Landfriden dester baß gehalten und dest minder überfaren werde: So haben wir Uns mit denselben Prelaten / Graven / Freyen / Ritter / Knechten / und deß Heiligen Reichs Stette deß Bundes im Land zu Schwaben und Si mit Unß vertragen und verainigt / alßo daß wir / Unser Stiffte / Räte / Diener oder zugewanten / die zeit und Jarzale ganz uß deß gedachten Landfriden / durch Uns / noch die Unsern der wir ungeverlich mächtig seyen / wider / oder gegen den vermelten Prælaten / Grafen / Freyen / Ritter / Knechten / und deß Heiligen Reichs Stätten / den Iren oder zugewanten / oder die Inen und den Iren zu versprechen steen / gemainlich oder sonderlich / kain hilffe oder bystand tun / schicken / noch zu thunde gestatten / sonder sy fürdern sollen / und wollen / und geschäh es / daß in zeit deß Landfridens jemandts / wer der oder die wären / so die gemelten Prelaten / Graven / Freyen / Ritter / Knechte / deß Heiligen

ANNO 1489.

Reichs Stette/ die Iren oder zugewanten/ oder die Inen und den Iren zuversprechen stand/ gemainlich oder sonderlich/ ohnerfolgt und unerlangt Rechtens täglich bekriegen würden: So sollen wir/ uff erfordern/ Inen zu sollichen täglichen Kriegen in Monatsfrist/ in einen Iren Flecken Unß gelegen/ schicken xxx. guter Raissiger zu Roß/ oder so vil sie minder begeren werden; daselbs fürter und von Ihr wegen uff Unsern kosten und Iren schaden/ enpfangen und gefürt sollen werden/ an Ende/ da sy not hetten/ der zugebruchen/ und Sy allwegen zum minsten sollich anzale/ als Sy von Uns begern/ vor da ligen haben/ und wieviel wir Inen schicken/ nit weiter leihen noch bruchen/ dan in Iren und der Iren Sachen/ ungeverlich.

Es sollen auch dieselben Unser geschickten/ derjenen/ under die man Sie bruchen wirdet/ Veind werden/ und alsdan auch mit Ihren Hauptleüten und mit andern den Iren/ uff die Veinde zureiten/ und die zubeschädigen gehorsam und gewärtig sein: auch nit von Inen reyten ohne urlob Irer Hauptleüte; alles getrulich und ungevärlich. Und so wir nun egemelter maßen Inen zu täglichem Krieg geschickt hetten/ ob dan Sy oder Ir Hauptleüt/ Stette/ Schloß oder Flecken erobern oder gewinnen/ dieselbige sollen Inen allein zustehen. Was aber sonst in die gemein büt gehört/ dasselb soll darin/ wie sich das gebürt/ kommen. Die gefangen/ ob der zu baiden tailen weren/ sollen gegen einander ledig werden/ und ob der überig vorhanden belyben/ dieselben sollen inen auch allein zusteen.

Fürbaß wer es auch Sach/ daß die dickgemelten Prelaten/ Graven/ Fryen/ Ritter/ Knechte/ und deß Heiligen Reichs Stette/ die iren/ zugewanten/ oder die inen und den iren zuversprechen stehen/ gemeinlich oder sonderlich/ von yemandes/ wer der oder die weren/ mit gewalt oder macht/ unerfolgt und unerlangt rechtens/ überzogen: oder ire Schloß/ Stett oder Flecken belegert wurden; So ferr dan der oder dieselben/ oder auch die ihnen deß hilff oder bystand thun wolten/ oder wurden: oder auch ihre Schloß/ Stette und Lande Unß oder den Unsern icht gesessen oder gelegen wären: So sollend und wollen wir uff ir vordrunge/ wider dieselben Hauptlüte helffer und zustande/ auch Ire Schloß/ Statt und Land/ mit beschedigung/ und anderm/ nach gelegenheit und gestalt der Sachen fürnemen und handlen/ alß ob es Unser aigen Sach were: alles uff Unsern kosten und schaden/ getrulich und ungeverlich.

Sie sollen auch gegen iren Vinden und widerwertigen obgenant/ kaynerlei friden/ bistand/ oder entlich richtunge/ ingeen oder fürnemen/ wir und die Unsern darinne derwant/ syen danne auch darinne begriffen und versorgt. Und ob sich fügen wurde/ daß jemandts/ wer der oder die weren/ so in diesem verstentnuß deß Bundes zu Schwaben nit weren/ die genanten Prelaten/ Graven/ Herrn/ Ritter/ Knechte/ und deß Heiligen Reichs Stette/ die iren/ zugewant/ und die inen und den iren zuversprechen steen wurden/ ersuchen und anlangen umb Sachen/ die sich von dieser ainung wegen/ dieweil die gewert/ verloffen und begeben hetten; darinn sollen und wellen wir inen und den iren obgemelten/ nach inhalt dieser ainunge/ wiewol die ußgangen wäre/ dennoch desterminder nit beraten und beholffen sein/ zu gleicher weise und in allweg/ als ob diß ainung noch werte. Also haben wir für Uns/ Unsern Stifft/ Räte/ Diener oder zugewanten/ oder die Unß zugehören und zu versprechen steen/ Geistlich und Weltlich/ sollich Puntnuß und Verainung mit allen und yeden Iren Stucken/ Puncten und Artickeln/ von dato diß Briefs an/ und darnach von der nägstkünfftigen Mitfasten an zuvahen/ und von derselben zu Sechs Jar die nechsten/ nacheinander volgende/ zu wären/ die sich enden uff den Sibenzehenden tag des Monats Marcii, im Sechs und nunzigisten Jaren/ by Unsern wirden/ und Eren/ versprochen zu halten und zu vollführen/ alles getrulich und ungeverlich.

Und deß zu urkund haben wir Unser Insigel an diesen Brief thun hencken/ der geben ist uff Sant Michels tag des Heiligen Erz-Engels/ nach Christi Geburt vierzehenhundert achtzig und Nun Jare.

ANNO 1489.

CXXXIV.

1. Oct.

AUTRICHE ET FLANDRES.

Traité de Paix entre MAXIMILIEN *Roi des Romains, & l'Archiduc* PHILIPPE *son Fils, d'une part, & ceux du Pais de* FLANDRES, *d'autre. Au Montils-lés-Tours, le premier Octobre* 1489. [JEAN MOLINET, Chroniques Manuscrites. Tom. I. pag. 129. FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 316. Observations de GODEFROI sur l'Histoire de CHARLES VIII. Roi de France, pag. 590.]

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme naguere nous aions fait bonne, loiale, & perpetuelle Paix, Amitié & Alliance, avec tres-haut & tres-puissant Prince, nôtre tres-cher & tres-amé Frere & beaupere, le Roi des Romains, tant en son nom, que pour & au nom de nôtre tres-cher & tres-amé Frere & Cousin, l'Archiduc PHILIPPE d'Autriche Comte de Flandres, son fils, ainsi que plus à plein est contenu au Traité d'icelle Paix faite & conclue en la Ville de Francfort, par lequel Traité entre autres choses a été appointé & entendu, que pour la Pacification des diférens, qui pouvoient être entre eux d'une part, & ceux du Pais de FLANDRES d'autre, lesdits de Flandres députeront gens aians toute puissance d'y besogner, & à cette cause nôtredit beaupere ait presentement envoié pardevers nous nôtre cher & amé Cousin Engelbert, Comte de Nassau, Chevalier, son premier Chambellan, & nos chers & bien-amez Philippe de Veron, dit la Mouche, premier Ecuier d'écurie de nôtredit Frere & Cousin l'Archiduc, Maître François de Bustsidin, Prevost de Liege, Conseiller & Maître des Requêtes de l'Hôtel de nôtredit beau-pere, ses Ambassadeurs, & avec eux Maître Paul de Bacust, President de la Chambre du Conseil en Flandres, Philippe de Cuntai, Sieur de Forest, Maître Jean Sauvage, ses Conseillers, & Maître Louis Courroi, son Secretaire, & il soit que pareillement lesdits de Flandres nous aient envoié leurs Deputez, c'est à savoir, nos chers & bien-amez, Raphael, Evêque de. . . . Abbé de Saint-Bavon, Louis de Bruges, Seigneur de la Gruthuze, Chevalier, Prince de Stechuze, Adrian Villan, Sieur de Resseghem, Jean de Nieuwenhove, aussi Chevalier, Maître Pierre de Ligne, Prevost de Renais, Antoine de Fontaines, Maître Jean de Bure, Jean de la Vallée. . . . . Savoir faisons, que nous, ce consideré, & la grande & singuliere amour, confiance & seureté, que nôtredit beaupere prend en nous, ainsi que lesdits Comte de Nassau, Philippe de Veron, & le Prevost de Liege, ses Ambassadeurs, nous ont certifié & affirmé, & attendu que desdits diférends lesdits de Flandres se sont entierement soumis à nous comme à leur Souverain, ainsi qu'il nous a apparu par le pouvoir donné à leursdits Députez, lequel tenons pour suffisant. Nous, pour ces causes, & autres raisons à ce nous mouvans, & mêmement pour le bien de Paix, & afin d'éviter les innumerables maux & inconveniens de la Guerre, avons par l'avis & deliberation des Princes de nôtre Sang, & gens de nôtre Conseil, fait concevoir & rediger par écrit certains Articles de Paix, en quoi a été tellement besogné, que aprés plusieurs grandes & notables communications sur ce tenuës par les gens de nôtredit Conseil, tant avec lesdits Ambassadeurs d'icelui nôtre beaupere, que avec lesdits Deputez de Flandres, a été fait, passé, & conclu un Traité de Paix en la forme & maniere qui s'ensuit.

Premierement, ledit Seigneur Roi des Romains sera reintegré pleinement & paisiblement en la Mainbourgie,

ANNO 1489.

bourgie, & tutelle de Monseigneur l'Archiduc Philippe son fils, Comte de Flandres, & en ce nom aura plein, paisible, & entier Gouvernement dudit Païs & Comté de Flandres, & en tel état, autorité & obeissance, qu'il avoit avant le commencement desdits diférends entre lui & ceux de Gand, Bruges, Ypres, & leurs adherans

Item, ceux qui depuis le commencement desdits diférends ont été *en Loi esdites Villes de Gand, Bruges, & Ypres, supplieront en toute reverence & humilité, audit Seigneur Roi des Romains, en sa presence, ou de celui qui à ce sera de par lui commis, que le plaisir dudit Seigneur soit de les recevoir en sa grace, & leur pardonner toute l'offense qu'ils pourroient avoir faite & commise envers lui & mondit Seigneur l'Archiduc son fils, & diront que s'ils l'avoient à faire, ils ne le feroient jamais; laquelle requête se fera en chacune desdites Villes, ou au devant des Portes d'icelle Ville, ainsi que mieux plaira audit Seigneur Roi des Romains, & par chacune desdites Loix separément. Et feront ceux qui la feront, vétus de noir, desceints, nuë tête, & à genoux.

* C'est à-dire, qui ont été Echevins.

Item, sur ce que les Ambassadeurs dudit Seigneur Roi des Romains, ont demandé la Maison de Cracimbourg, assise sur le marché de Bruges, être démolie, à cause que icelui Seigneur y fut detenu; & que en ce lieu fût construite une Chapelle avec certaines fondations; il a été avisé que ce Point & Article sera remis à la vûë des deux Rois, dont mention est faite au Traité de Francfort, lesquels Seigneurs alors aviseront ce qui en devra être fait pour le bien & seureté d'icelle Paix, & semblablement aviseront sur certaines autres fondations, que lesdits Ambassadeurs aviseront être faites esdites Villes de Gand & Bruges, pour le remede des ames de ceux qui ont été executez durant lesdits diférends.

Item, pour faire vuider les gens de Guerre d'icelui Seigneur Roi des Romains hors du Païs de Flandres, & pour recouvrer sa bonne grace, & aussi pour consideration des grandes pertes, dommages, & interests, que icelui Seigneur & mondit Seigneur l'Archiduc son fils ont eûs, en ce qu'ils n'ont joüi dudit Païs de Flandres durant lesdits diférends, duquel Païs ils n'ont cependant reçû aucuns profits, ceux d'icelui Païs de Flandres paieront audit Seigneur Roi des Romains, la somme de trois-cens mille écus d'Or, de trente-six sols Parisis piece, revenans à la somme de cinq-cens vint-cinq mille livres Tournois, ou à la valeur qu'ils seront paiez à la monnoie aiant cours audit Païs de Flandres, selon la reduction qui sera faite des monnoies par ledit Seigneur Roi des Romains, & les Etats d'icelui Païs, laquelle reduction lesdits de Flandres dés à present consentiront, dont le paiement se fera à trois ans, & à trois termes pour chacun an; c'est à savoir, à Noel, Pâques, & Saint Jean, qui est pour chacun an le tiers de ladite somme, sauf que pour plustôt faire partir lesdits gens de Guerre hors d'icelui Païs de Flandres, les paiemens des deux premiers termes se feront à Noel prochainement venant, de laquelle somme de cinq-cens vint-cinq mille livres Tournois, mondit Seigneur l'Archiduc aura six-vints mille livres Tournois, & Madame la Duchesse Marguerite Doüairiere, vint & un mille livres Tournois, pour les dommages qui lui ont été faits pendant lesdits diférends, à laquelle Dame sera paié pardessus tel reste qui lui peut être dû par lesdits de Flandres, à cause de la composition par eux faite en l'an quatre-vints. Et à l'égard de ceux qui ont été endommagez hors exploit de Guerre, pour lesquels les Ambassadeurs dudit Seigneur ont fait doleance, ils auront aussi la somme de quarante mille livres Tournois, qui seront distribuées & departies entre eux, par l'ordonnance & bon plaisir dudit Seigneur Roi des Romains.

Item, que le Domaine dudit Païs & Comté de Flandres sera remis & reduit à ce qu'il étoit du vivant des feus Ducs Philippe & Charles, Seigneurs d'icelui Païs, sauf les parties venduës par eux, & par feuë Madame la Duchesse Marie, Comtesse de Flandres, leur fille.

Item, que lesdits de Flandres accompliront ce qui est contenu en certain Article dudit Traité de Francfort, faisant mention de la délivrance des prisonniers, qui furent menez à Gand, le tout selon ledit Article, & comme s'il fût ici inseré; & demeure Messire Volfang de Polham quitte de la foi qu'il peut avoir donnée ausdits de Flandres, ou autre pour eux.

Item, que sur le paiement de ladite somme de cinq-cens vint-cinq mille livres, sera faite à ceux de la Ville d'Ypres, touchant leur cotte & portion, telle moderation & déduction, que l'on a accoûtumé quand aucuns deniers sont imposez, & mis sus audit Païs de Flandres, & ce qui leur sera ainsi moderé & rabatu se recouvrera sur les autres Villes & quartiers contribuables, à laquelle somme de cinq-cens vint-cinq mille livres ne contribueront aucunement ceux des Villes d'Oudenarde, Allost, Tenremonde, Hulst, Nieuport, Furnes, Dixmude, Dunkerque, Bergues, Bourbourg, Gravelines, Furnes-Ambacht, Bergues-Ambacht, Bourbourg-Ambacht, Loo, & Lombardie; & au cas que és Villes qui contribueront à ladite somme, soit fait assiete par têtes, ceux desdites Villes qui se seront retirez en l'obeïssance dudit Seigneur Roi des Romains durant lesdits diférends, n'y seront assis.

Item, & pour le bien & seureté de cette Paix, est faite pleine, generale, & entiere abolition, & pardon à tous ceux qui se sont mêlez desdits diférends depuis l'an 1482. Et à l'égard d'aucuns, qui furent reservez par la Paix de Flandres faite en l'an 1485. ils seront & sont compris en cette presente Paix, pour l'honneur & reverence de ce qu'il a plû au Roi en faire instance, & que le Roi des Romains son beaupere lui voudroit bien complaire en plus grandes choses.

Item, que tous banissemens, de quel parti qu'ils aient été faits, mouvans des diférends, partialité, & Gouvernement desdits Païs depuis ladite Paix de l'an 1482. seront & sont mis au neant, & toutes rancunes, injures, & malveillances pardonnées, réservé ce dont il y a procés; lesquels procés seront renvoiez où il apartiendra selon le Traité de ladite Paix de 1482. & l'Article qui ci-aprés sera touché.

Item, que chacun d'un parti & d'autre retournera à tous ses biens, quels qu'ils soient, assis en l'Empire, au Roiaume, & és Païs de mondit Seigneur l'Archiduc, selon les Articles & provisions de ladite Paix de l'an 1482. & dudit Traité de Francfort.

Item, que tout ce qui a été donné, levé, & quitté des frais & revenus des heritages, ou arrerages des Rentes, tant sur les Corps des Villes, que sur les particuliers, appartenans à ceux qui étoient pour lors en Païs contraire, demeurera ainsi quitte, & ne s'en pourra faire poursuite; & si les personnes, biens, ou Marchandises des Bourgeois & Manans és Villes du parti des deux Rois, ou dudit Païs de Flandres, qui devoient lesdites Rentes, étoient de present ou au tems à venir, arrêtez, ou empêchez pour lesdits arrerages, donnez, levez, ou quittez, ledit empêchement sera incontinent ôté.

Item, que ledit Seigneur Roi des Romains, comme Procureur & Mainbourg de mondit Seigneur l'Archiduc son fils, fera donner tel ordre & police audit Païs de Flandres, que marchandise y aura cours seur & paisible, & que ceux de Flandres qui seront en Païs voisins, ne seront point empêchez en corps, ni en biens, par gens de Guerre, ni autrement, pour soldes, ou choses aucunes du tems passé.

Item, que pour satisfaire aux sommes de deniers, qu'il conviendra fournir à cause de ce present Traité, ledit Seigneur Roi des Romains, comme Procureur & Tuteur de mondit Seigneur l'Archiduc, consentira & consent, que lesdites Villes de Gand, Bruges, Ipres, & autres contribuables à la somme dessus declarée, puissent vendre Rentes sur elles, & à ce dés-à-present ledit Seigneur les autorise, & aussi les venditions des Rentes qui ont été passées par icelles Villes durant lesdits diférends, si avant que le Peuple y aura consenti en la maniere accoûtumée.

Item, pareillement tout ce qui a été fait durant lesdits diférends au nom de mondit Seigneur l'Archiduc, en icelui Païs de Flandres, par Monseigneur Philippe de Cleves son Lieutenant, la Chambre du Conseil.... demeurera fait, & n'en sera rien retracté, sauf entant qu'ils pourroient avoir engagé ou alienné aucune chose du Domaine ou des droits appartenans à mondit Seigneur l'Archiduc, & sur ce que mondit Seigneur Philippe de Cleves, a fait requête pour être reçû à remontrer en tout honneur & reverence ses justifications, & aussi qu'il soit entretenu en ses états, offices, & pensions, qu'il a toûjours eûs d'iceux Roi des Romains & Archiduc, desquels il s'est continuellement tenu & tient tres-humble serviteur & Sujet, a été dit, que ledit Monseigneur Philippe est compris audit Traité de Francfort, & que le Roi tres-Chrêtien parlera de cette Requête au Roi des Romains quand ils se verront.

Item, que l'estape de Bruges & les Nations, seront pour le bien de la marchandise, gardez & entretenus comme,

Anno 1489.

comme ils ont été de tout tems en ladite Ville.

Item, que les procés qui sont au Grand-Conseil desdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc son fils, pour raison des personnes ou des biens étans du ressort de la Cour de Parlement à Paris, seront renvoiez selon l'Article de ladite Paix de l'an 1482. & à faute de renvoi, les parties à qui il touche se pourront pourvoir par Justice là ou il appartiendra.

Item, que des Sentences renduës par défaut & contumace d'une part & d'autre durant lesdits diférends, sera fait tout ainsi qu'il fut en pareil cas ordonné & avisé par ladite Paix de 1482.

Item, que les prisonniers de Guerre d'un parti & d'autre, qui ont paié leurs rançons, seront delivrez, & ceux qui ne l'ont encore paiée, seront mis à gracieuse finance & rançon, & moiennant icelle delivrez.

Item, & quant au fait des Privileges, les Deputez de Flandres ont répondu qu'ils n'ont aucun pouvoir de besogner en cette matiere, mais au contraire ont charge expresse de requerir la confirmation de tous & quelconques leurs Privileges, selon & ensuivant ladite Paix de 1482. Il a été apointé que lesdits de Flandres seront entretenus és Privileges & usages, dont ils ont joui du vivant des feus Ducs Philippe & Charles, & auparavant du tems de leurs Predecesseurs Comtes de Flandres; & en tant que touche les nouveaux Privileges, qu'ils ont obtenus depuis le trépas dudit feu Duc Charles, à la prochaine vûë & Assemblée desdits deux Seigneurs Rois ils envoieront leurs gens & Députez, aiant pouvoir, instruction, & charge sufisante pour besogner sur la moderation desdits Privileges nouveaux, en ce que l'on trouvera que aucune moderation en devra être faite; & par ce present Traité & Apointement de Paix est mis au neant le dernier Traité & Apointement fait en ladite Ville de Bruges l'an 1455. & en seront renduës les Lettres comme cassées & de nulle valeur.

Item, que lesdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc bailleront leurs Lettres Patentes au Roi tres-Chretien, & aussi à ceux de Gand, Bruges, & Ipres, par lesquelles ils prometront, & jureront sur leur honneur, & en parole de Roi & Prince, entretenir ausdits de Flandres, & faire entretenir tant en general qu'en particulier ce present Traité, & ladite Paix de 1482. en tous ses Points & Articles y contenus concernant le fait de Flandres, sans jamais aller, ni venir, ni soufrir aller au contraire, en quelque maniere que ce soit. Et feront iceux Seigneurs bailler semblables promesses par les Ducs de Cleves & de Juliers, & par les Prelats & Nobles, que lesdits de Flandres pour leur seureté voudront & requerront avoir: & s'il étoit contrevenu audit Traité, ce que Dieu ne veuille, le Roi tres-Chretien, comme Souverain dudit Païs de Flandres, y pourvoira, & pourra donner confort, pour faire reparer ce qui aura été fait contre ledit Traité; & aussi si aucune declaration ou interpretation étoit à faire ci-aprés, il le pourra faire au bien & entretenement de cette Paix.

Lequel Traité de Paix a été par plusieurs fois vû, visité & examiné bien & diligemmment, en tous ses Points & Articles, par lesdits Ambassadeurs de nôtredit beau-pere, & autres assistans avec eux, & par lesdits Deputez de Flandres. Et finalement aprés que lecture d'icelui Traité leur a été publiquement faite en presence de nous, des Seigneurs de nôtre Sang, & gens de nôtre Conseil, ils ont tous d'un même accord, franchement, purement, liberalement, & de leur franche volonté, tant par vertu & autorité de leur pouvoir, & eux faisans forts de leurs Seigneurs & Maîtres, & autrement, en la meilleure forme & maniere que faire se peut, consenti, agréé, homologué, aprouvé, & reçû ledit Traité de Paix; laquelle Paix, au nom de leursdits Seigneurs & Maîtres, ils ont solennellement en nôtre main & aux Saints Evangiles de Dieu, promis faire garder, tenir, & accomplir loiaument & de fait, perpetuellement & à toûjours, & tout le contenu en icelui Traité, de point en point selon sa forme & teneur, sans jamais aller au contraire; & aussi de le faire ratifier sufisamment comme il apartient. Et pour ce faire, iceux Ambassadeurs de nôtre beau-pere seront tenus de fournir Lettres de Ratification de nôtredit beau-pere, bonnes & valables, en forme dûë, lesquelles Lettres seront portées dans nos mains à cette fin dans Noel prochain; & aussi l'ont promis à nous & ausdits Ambassadeurs de nôtredit beau-pere, les Deputez de Flandres; & au surplus ont voulu & consenti lesdits Ambassadeurs & Deputez d'une part & d'autre, que au *vidimus* de cettes sous seel autentique foi soit ajoûtée comme à ce present original, le tout sans fraude, barat, ni mal-engin. En témoin de ce, nous avons fait mettre nôtre seel à ces presentes. Donné au Montils lez Tours, le premier Octobre, l'an mille quatre-cens quatre-vints-neuf, & de nôtre Regne le septiéme. *Ainsi signé*, Par le Roi, le Duc de Bourbon, le Cardinal de Bordeaux, les Comtes de Baugé, les Seigneurs de Bresse & de Vendôme, l'Archevêque de Sens, le Vicomte de Rohan, le Marquis de Rotelin Maréchal de Bourgogne, les Sieurs d'Orval, de la Trimouille, Désquerdes, Maréchal de France, de Curton, Gouverneur de Limoulin, de Baudricourt, Gouverneur de Bourgogne, de l'Isle, du Bouchage, de Grimaut, President des Comptes, de Piennes, d'Anjou, d'Escars, de Champeron, de Mourillon, du Plessis-Bourré, Maître Pierre de Sacierges, Estienne Pascal, Charles Desponroz, Maîtres des Requêtes, & plusieurs autres presens, PARENT. Et nous en témoin de ce avons mis à ce present transcrits, ou *vidimus*, le seel de ladite Prevôté de Paris, l'an & jour dessusdits. *Signé*, BEAUFILS.

CXXXV.

1490. 20. Janv.

Tractatus Pacis inter HENRICUM VII. *Regem Angliæ, &* JOHANNEM *Regem Daniæ & Sueciæ, conclusus Hafniæ die S.S. Fabiani & Sebastiani* 1490. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. XII. pag. 381.]

JOHANNES, Dei gratiâ *Daciæ, Norvegiæ, Sclavorum, Gothorumque Rex, Electus in Regem Sueciæ, Dux Slesewicensis, ac Holsatiæ, Stormariæ, Dithmerciæ Dux, Comes in Oldenbourgh & Delmenhorst*, universis & singulis, præsentibus & futuris, Literas nostras præsentes visuris seu audituris, Salutem & continuum incrementum in omnium Salvatore.

Cum, inter cæteras nostræ sollicitudinis curas, more aliorum Principum Christi Fidelium, quibus pro salute & commodo Regnorum & Subditorum nostrorum indies premimur & urgemur, nullam Domino gratiorem æstimamus quam ad hoc viribus nostris omnibus niti & conari, ut cum singulis Christianis Principibus, Pacis & Concordiæ Fœdera inire volentibus, ad charitativam Unionem & Concordiam redeamus, odiis, injuriis, ac simultatibus omnibus omissis, scientes Regna, Terras, & Urbes melius tranquillitate & concordiâ dirigi atque defendi quàm Armis, Regna quoque maxima discordiâ desliui, concordiâ vero & pace crescere vidimus & extendi, illum autem, qui, secundum Apostolum, non dissensionis Deus sed Pacis, eos singulari amore, Protectione, felicitatis æternæ remuneratione prosequi credimus, qui conditiones unanimitatis & concordiæ non detrectant,

Hinc est quod Nos *Johannes*, Dei gratiâ, *Rex prænominatus*, de unanimi consilio & consensu dilectorum Consiliariorum nostrorum & aliorum Procerum & Nobilium Regni nostri Daciæ, cum Oratoribus Illustrissimi Principis *Henrici*, Dei gratiâ, *Regis Angliæ & Franciæ* Fratris nostri charissimi, *Jacobo Hutton* Legum Doctore, *Thoma Clarentio Armorum Rege*, *Thoma Carter*, & *Johanne Behz*, Mercatoribus de Linna, de Pace reformanda & perpetua Concordiâ inter Regna nostra firmanda per nostros Consiliarios supradictos Tractatum fecimus & inivimus,

Qui quidem nostri Consiliarii & Oratores, cum prænominati *Regis Angliæ* Fratris nostri Charissimi Oratoribus speciali Mandato & plenissimâ potestate fulcitis, de qua per Literas ejusdem *Regis Angliæ* nos certiores reddiderunt, constituti in *Civitate nostra Hafnen.* Pacem perpetuam & inviolabilem Amicitiam firmam & Concordiam, *inter Nos* Hæredes & Successores nostros, Fautores, Amicos, & Consanguineos, & Illustrissimum Principem *Henricum Regem Angliæ & Franciæ* Fratrem nostrum Charissimum, suosque Hæredes, Successores, Fautores, Amicos, & Consanguineos, perpetuis futuris temporibus esse & fore conclusimus per hunc modum qui sequitur,

INPRIMIS, appunctuatum, conventum, concordatum est, & conclusum, inter nos & *dicti Regis Angliæ* Fratris nostri Charissimi Oratores prædictos, quòd bona & sincera, firma & perfecta sit, & inviolabilis, tàm per Terram quàm per Mare & Aquas dulces ac ubivis Locorum, habeatur & observetur Pax, Liga, Amicitia, Guerrarum Abstinentia, Unio, & Confœderatio, *inter Nos & Illustrissimum Principem Henricum*, Dei

Anno 1490.

Dei gratiâ, *Angliæ & Franciæ Regem*, nostrósque Hæredes Consanguineos & Successores, Homines, Vassallos, & quoscúmque præsentes & futuros, qui sub hac Confœderatione & Pace stare & comprehendi velint (de quâ quidem suâ voluntate, per Literas suas autenticas & speciales, nos & Principem Regem Angliæ prememoratum certificare teneantur, intra Festum Sancti Michaelis a datâ præsentium proximo futurum) inperpetuùm duratura.

Item, omnes gentes utriùsque Regni, Dominii, sive potestatis nostrûm Regum prædictorum, cujuscúmque statûs fuerint vicissim, per Mare, Flumina, Aquas dulces & salsas, quoscúmque navigare, Portus, Terras, Regna, & Dominia intrare, ac in omnibus & omnimodis Portubus, Civitatibus, Oppidis, & Villis Regnorum, Terrarum, & Dominiorum nostrorum liberè conservari exire & redire, ac cum quibuscúmque Hominibus, cujuscúmque statûs, Nationis, ritûs, seu conditionis fuerint, mercandizare poterint toties quoties eis libuerit & placuerit; solutis Custumis & Theoloniis de suis Mercanciis debitis & requisitis.

Item, appunctuatum est, *inter Nos & dicti Regis Angliæ* Oratores, quòd omnes ac singuli Mercatores & Subditi *Domini Regis Angliæ* in Regnis nostris Daciæ, Norwegiæ, Terrisque Dominiis quibuscúmque, ac, vice versâ, Mercatores & Subditi nostri aliique Legii in Regnis, Terris, & Dominiis *Regis Angliæ & Franciæ*, singulis & omnibus Privilegiis, Libertatibus, & liberis Consuetudinibus uti plenè debeant & gaudere, prout ante hæc tempora rationabiliter usi sunt & gavisi, absque prædictorum Regnorum sive Terrarum detrimento seu jacturâ.

Item, ordinatum est per nos quòd Mercatores, & Homines Legii, *Piscatores*, & quicúmque alii *Regis Angliæ & Franciæ* Subditi liberè possint, temporibus, futuris, inperpetuùm, ad Insulam Tyle, (*id est*, Islandiæ) cum eorum Navibus, Bonis, & Mercanditiis, Victualibus & aliis Rebus quibuscúmque, emendi, vendendi, piscandi, sive mercandizandi causâ, navigare, accedere, & intrare, ibique morari, & more Mercatorio conversari, & ab eadem redire & liberè revenire, totiens quotiens eis placuerit, absque prohibitione, molestatione, vel impedimento nostro, Hæredumve nostrorum & Successorum in Reges Daciæ & Norwegiæ, vel Officialium nostrorum quorumcumque; solvendo tamen in illâ Insulâ seu Portubus ejusdem, in quibus eos appeliere contigerit, Jura & Theolonia debita & consueta; proviso semper quòd, lapso septennio post datam præsentium immediatè currente, licentiam novam a Nobis & Successoribus nostris *Regibus Daciæ & Norwegiæ* perant & obtineant; ut sic, de septennio in septennium, Mercatores & omnes prædicti nos & Successores nostros *Reges Daciæ & Norwegiæ*, in impetratione novæ licentiæ, inperpetuùm recognoscant.

Item, concordatum est quòd Mercatores & Homines *Ligii Regis Angliæ*, &c. liberè possint & valeant, perpetuis temporibus in futurum, ad Insulam *Scandiæ*, *Selandiæ*, & *Draghor*, & alia Loca quæcúmque consueta in Regno Daciæ, tàm per Terram quàm per Mare, accedere, & intrare, ibique quoad justa negotia quietè conversari & morari, baleria & alios pisces cujuscúmque generis recentes emere, seu alias justè perquirere & falsare, ac suum in usum quocúmque eis placuerit convertere; solvendo inde Jura & Theolonia debita in hac parte.

Item, ordinatum est quòd, si *per Tempestatem* aut evidens Maris periculum seu aliam justam causam *Mercatores Regni Angliæ* sive Naucleri, super Mare cum suis rebus & Mercandisis navigantes, agente Tempestate compulsi, talem cursum confecerint quod per *Mare Balthicum*, hoc est per *Belts*, navigaverint, dummodò Theolonia & Consuetudines Officialibus nostris, in Castro Nyborgh ad hoc ordinatis, bonam & sufficientem de Theolonio recepto securitatem liberantibus, fideliter persolverint, quod de Consuetudine solvere tenerentur si per Mare communiter âppellatum *Oresundh*, infra potestatem & Jurisdictionem Regni nostri Daciæ, navigâssent, tunc eo ipso ab omni damno & jactura, in Rebus & Personis, ac etiam ab omni culpa & offensa *Regis Daciæ* excusantur, non obstante Lege seu Consuetudine in Regno Daciæ in contrarium editâ seu observatâ qualicúmque; super qua quidem Tempestate, seu alia necessitate, ut prædicitur, incumbente, juramento Magistri Navis sive duorum Naucleroram ejusdem credatur & plena fides debeat adhiberi; proviso semper quòd sic navigantes bona Inimicorum nostrorum *Regum Daciæ* Navibus suis nullo modo deferant.

Item, concordatum est ad finem, ut Rapinæ, Bella, & Mercatorum seu Hominum captiones, bonorum deprædationes unius Partis super alteram de cætero cessent, quòd, quandocúmque aliqua Navis Subditorum unius vel alterius nostrûm prædictorum exitura est ab aliquo Portu, Statione sive Oppido Regnorum & Dominiorum prædictorum, Majores Officiales & Gubernatores Civitatum, Oppidorum, Stationum, sive Portuum capiant sufficientem securitatem de & pro Dominis, Proprietariis & Exercitoribus Navis seu Navium hujusmodi, ad duplum valorum singularum Navium, quòd Marenarii sive Naucleri & omnes in ea vel in eis existentes, cujuscúmque conditionis existant, servabunt Pacem adinvicem erga quoscúmque Subditos aut Incolas Regnorum nostrorum prædictorum, absque eo quod ullam Subditi unius Regis Subjectis alterius injuriam seu violentiam in Terra vel in Mari, Fluminibus vel in Portubus aliquo modo inferre præsumant: Et, si Domini Proprietarii sive Exercitores prædicti unius vel alterius nostrûm hujusmodi securitatem præstare noluerint, tum Majores Officiales seu Gubernatores in Locis prædictis non permittent Navem seu* hujusmodi quoquo modo exire, nisi Possessor Magister sive Bursarius Navis sive Navium hujusmodi Regiam licentiam suo sub Sigillo eis ostenderit, quòd licitè cum sua Navi vel Navibus, nullâ præstitâ hujusmodi cautione, exire poterit; quo casû si ipsi, sic per alterum nostrûm prædictorum licentiati, Subditos alterius spoliaverint, aut damnum seu injuriam fecerint, vel aliter injuriosè tractaverint, si solvendo non fuerint, per ipsum Regem sic licentiantem plena satisfactio fiet aliis, sicut præfertur, damnificatis; quotiens autem securitatem præmissam Majores sive Officiales Oppidorum & Portuum unius vel alterius exegerint, dabunt Literas authenticas, sub eorum communi Sigillo, Possessoribus Magistris sive Bursariis illarum Navium securatarum, testificantes ipsam securitatem præstitam, ad finem & effectum ut ipsarum Literarum vigore Naves hujusmodi alios Portus, ad quos fortitan applicuerint, liberè exire valeant.

* Il faudroit ajouter ici sans doute le mot *haver*.

Item, concordatum est & conclusum, quòd Mercatores & alii Legii Homines *Regis Angliæ*, cujuscúmque conditionis existant, Regna Daciæ & Norwegiæ & alia Dominia sub parte nostra existentia intrantes, in suis Personis, bonis, Mercantiis & aliis rebus quibuscúmque, veniendo & redeundo, stando & conversando, emendo & vendendo, piscando, ac etiam mercandizando, habeantur & sint ita liberi & quieti Privilegiati & immunes sicut aliqui alii Mercatores seu Homines extranei, quascúmque seu qualiacúmque Libertates seu Privilegia de gratia, usu vel consuetudine infra Regna vel Dominia prædicta habentes vel obtinentes, cujuscúmque fuerint statûs, conditionis, Linguæ seu Nationis, absque molestatione, exactione, onere seu impedimento aliquali: Et etiam quòd ipsi Mercatores & Legii *Regis Angliæ* possint & valeant omnes Terras, Loca & Tenementa sua, cum omnibus ædificiis ac pertinentiis suis, vel Loca consimilia in Civitatibus Burgensi in Norwegia, Lunoensi & Lanerkrone in Scania, & Dragor in Selandia, & Lossa in Suecia, seu in aliquo alio loco infra Regna & Dominia nostra ante hæc tempora perquisita & imposterum perquirenda, liberè habere & tenere sibi Hæredibus & Assignatis in perpetuum: & quòd hujusmodi Terras & Tenementa, cum omnibus suis pertinentiis, reparare, sustentare, & manutenere sumptibus eorum propriis & expensis, ac pro sua voluntate reædificare, cum plenissima potestate utendi & fruendi ad libitum suæ voluntatis, absque alicuius novæ præstationis vel alterius cujuscúmque oneris impositione, necnon hujusmodi Terras & Tenementa dare, vendere & assignare, cuicúmque vel quomodocúmque eis placuerit, liberè & pacificè; Jure tamen nostro Regio semper salvo debito & consueto.

Item, concordatum est quòd Mercatores *Regni Angliæ*, in *Civitate Burgensi* vel aliis Locis intra Regna Daciæ & Norwegiæ commorantes, quibus de Jure vel consuetudine, gratiâ, usu, Privilegio, Jure Collegii sive Societatis, congregari & uniri libuerit, personas certas sufficientes & idoneas in Gubernatores sive Oldermannos, inter se ad eorum libitum, eligere & obtinere valeant; ita quòd Gubernatores hujusmodi sive Oldermanni, in Locis prædictis per Mercatores legitime electi, partem habeant & auctoritatem Statuta condendi, omnésque & singulos Mercatores Anglicos & alios quoscúmque de Anglia, ad Partes prædictas de cætero venientes & declinantes, per se & sufficientes Loca sua tenentes, regendi & gubernandi, ac eis & eorum cuilibet

ANNO 1490.

libet in suis causis & querelis, inter eos ibidem motis & movendis, plenam & celerem Justitiam faciendi de omnibus & singulis quæstionibus, contentionibus, querelis, injuriis, & criminibus inter se & contra se motis vel movendis, ac in talibus delinquentes castigandi & puniendi, ac secundùm Juris & Justitiæ ordinem in melius reformandi, nisi talia forent quæ meritò per Regiam Magestatem forent corrigenda, sine impedimento aut prohibitione nostra seu Officialium & Ministrorum nostrorum quorumcúmque.

INSUPER, si aliquis Mercator Legius seu Nauclerus vel Nauta *Regni Angliæ* vel Dominiorum ejusdem dictis assertionibus vel Sententiis Gubernatorum hujusmodi pro tempore existentium obtemperare noluerit, nec in Locis prædictis obedire, ille, tanquam contumax, Privilegio & gratiâ, Mercatoribus & Legiis Domini *Regis Angliæ* ibidem concessis, amplius non gaudebit:

Cæterùm cum plurimi nequam, Seductores & Pacis æmuli, contra innocentiam Mercatorum & Legiorum Hominum *Regis Angliæ* querelas criminosas solent fingere minus justè, de quibus Mercatores prædicti & alii Anglici dispendiosè fatigati in Regnis & Dominiis Daciæ & Norwegiæ solebant contra bonos mores gravamina atque damna recipere & sustentare,

Hinc est quòd nos, *Johannes*, Dei gratiâ, &c. *Rex præmemoratus*, providimus, de gratiâ & benignitate speciali, quemadmodum tenore præsentis Confœderationis ordinamus & providemus, quòd omnes & singuli Mercatores & Subditi *Regis Angliæ*, ad Regna nostra sive potestatem declinantes, quamdiu in eisdem resideant, quoad omnia ipsorum justa negotia, habeantur & sub protectione speciali sint nostræ Regiæ Magestatis.

INSUPER, eadem gratiâ & benignitate concedimus quòd, in causis & querelis, motis seu movendis, infra Potestatem & Jurisdictionem nostram, adversus Mercatores & Subditos *Regis Angliæ*, ubi agitur de Contractu vel quasi, qui vel quod prætenditur initus sive factus initum sive factum extra Regna & Potestatem nostram, ipsi Mercatores *Regis Angliæ* & Subditi alicui personæ instantiæ seu etiam Judicis Officio infra Dominia & Potestates prædicta nullatenus respondere compellatur, seu aliquo modo teneatur, nisi contractus hujusmodi sive delictum contra ipsa Regna, Dominia, sive Potestatem Regnorum nostrorum, aut Subditos fuerit immediatè factum & perpetratum.

Item, concordatum est quòd, si aliquis Mercator vel Legius *Regis Angliæ* in aliquo Loco infra Regna & Potestatem Daciæ & Noruegiæ diem suum clauserit extremum, tum proximus ejus Hæres seu Executor, quem moriens ille nominaverit, sive ab Intestato Consanguineus proximus, habeant administrationem liberam & bonorum ipsius sic discedentis dispensationem; proviso semper quòd, propter absentiam hujusmodi Executorum Testamentariorum sive Consanguineorum, ab intestato succedentium, Præpositi, Gubernatores, sive Aldermanni, pro tempore existentes in Locis prædictis, liberè nanciscantur & habeant custodiam & conservationem bonorum hujusmodi ad usum Ministrorum prædictorum, cum venerint in formâ debitâ deliberationem eorundem petituri, sine impedimento & prohibitione, cujuscúmque; Jure Regio semper salvo.

Item, concordatum est quòd Mercatores & Legii *Regis Angliæ*, ad Dominia & Potestatem Regnorum nostrorum Daciæ & Noruegiæ venientes, pannos vel alia mercimonia sua compacta vel cordulis ligata distigare & liberè aperire, vendere, & permutare valeant, absque præsentiâ Officialium & Ministrorum nostrorum quorumcúmque; ita quòd propterea aliquam colpam non contrahant, aut pœnam incurrant; seu quòd per Officiales & Ministros nostros possint inde redargui, accusari, vel puniri.

Item, concordatum est quòd *Mercatores de Anglia*, ad Regnum nostrum Daciæ & Insulas ejusdem futuris temporibus venientes, in Civitatibus, Oppidis sive Villis, per nos assignatis (videlicet) Civitate Hafnensi, Malmogensi, Landzkrone, possint & valeant suos Negotiatores & Fautores ordinare & deputare, qui possint commodum & utilitatem aliorum Mercatorum de Anglia, in Locis prædictis non existentium, procurare, pannos integros vel medios vel cum divisione ulnæ vendere & liberè permutare, dummodò per Annum integrum vel amplius in loco sic designato demorantur, & faciant Civitatibus prædictis more aliorum Mercatorum.

Item, concordatum est & conclusum, quòd Mercatores & omnes Legii Homines *Regni Angliæ*, ad Regna & Dominia nostra declinantes, has habeant de cætero Libertates in Locis prædictis; quod (videlicet) ipsi aut ipsorum bona infra eadem Regna & potestatem existentia, pro aliquo debito de quo principales debitores aut fidejussores non extiterint, nec pro aliquâ transgressione factâ seu faciendâ per alios quàm per seipsos, non arestentur vel aliqualiter molestentur; &, si contingit Mercatores vel Subditos aliquos Regni Angliæ seu eorum bona quæcúmque pro debitis & delictis propriis ad instantiam alterius conquerentis, vel aliàs quocumque, gravari vel distringi, tunc, sufficienti cautione præstitâ de stando Juri per Mercatores sic gravatos, in causis quare bonorum suorum arrestationes fieri continget, ipsi Mercantias suas & bona sic arestata liberè consequantur, ac pro suo libito habere & distribuere valeant.

Item, concordatum est, ad finem & effectum quòd in rebus & negotiis agendis & explicandis privatæ affectiones de cætero cessent, ut & Mercatores & Gentes *Regis Angliæ* indifferentiùs & favorabiliùs in Regnis & Dominiis Daciæ & Noruegiæ recipientur & tractentur temporibus futuris, inperpetuum curabimus providere, & per præsentes providemus in Civitate Bergensi in Regno Noruegiæ, necnon in Insulâ Islandiæ, unum vel plures Præfectum sive Præfectos Officiales ad levandum & colligendum Theolonia & Consuetudines in Civitate & Insulâ prædictis, providum vel providos & circumspectos Viros, origine Dacos vel Noricos, non alium vel alios alterius Nationis seu Originis cujuscúmque.

Item, concordatum est quòd, si Mercatores *Regni Angliæ* vel Subditi horum trium Regnorum Daciæ, Noruegiæ, & Angliæ Naufragium, quod absit, in Regnis vel Dominiis alterius nostrûm patiantur, liceat eis Naves suas fractas vel collisas, necnon Res, Merces, & bona sua quæcúmque, liberè ac pacificè, per se vel per alios, reficere, colligere, & habere; Ballivus seu Ballivi & alii Officiales qui fuerit pro tempore vel fuerint, ubi & quando hoc evenire in alterutro Regno contigerit, Naufragos illos, cum Navibus suis confractis Mercibus & Bonis suis omnibus, ab inquietantium incursibus pro viribus suis protegant & defendant, ac etiam ad Res, Merces, Bona, & Naves colligendas & salvandas succursum impendant & juvamen, absque eo quòd aliquid Juris, prætestu alicujus damnatæ consuetudinis, in rebus tam luctuosis vendicare possint aut valeant, nè ex alienâ calamitate compendium sectentur; exceptâ justâ mercede pro quantitate laboris.

Item, concordatum est, *inter Nos præmemoratos Reges*, quòd neuter nostrûm aut Subditorum nostrorum inimicis alterius auxilium quovis modo præstabit vel favorem.

Item, concordatum est quòd, in Portubus sive Littoribus Regnorum nostrorum Daciæ, Noruegiæ, & Angliæ, *nulli Piratæ* aut alii Guerras super Mare facientes, cujuscúmque Nationis fuerint, aliquo modo receptabuntur, nec eis ibidem seu alibi in Dominiis Regnorum prædictorum, in Pecunia, Armis, Instrumentis Bellicis, Victualibus, aut aliâ re quacúmque, contra Subditos alterius Regni, aliquo pacto, auxilium præstabitur, nec favor, quovis quæsito colore, præbebitur, ad damnificandum Mercatores seu alios Subditos quoscúmque Regnorum prædictorum, in Personis vel in rebus, sub pœnâ recuperandi ab ipsis auxilium seu opem facientibus, & venditoribus illorum Armorum & Instrumentorum aut Victualium seu aliarum rerum quarumcumque, duplum valorum earumdem, & sub pœnâ indignationis Regiæ Magestatis: Et, si contingat bona unius vel alterius nostrûm seu Subditorum, per Piratas hujusmodi in Terra vel in Mari spoliata, capta, vel deprædata, in aliqua Civitate, Villâ, Oppido, vel Portu alterius Regnorum ad Terram applicari vel ibidem venalia exponi, quòd tunc Judices vel Gubernatores illorum Locorum & Portuum, pro tempore existentes, hoc conscito, confestim tenebuntur manus apponere ad prædicta bona, & ea sic sequestrare, ac salva custodira ad Mercatorum & Dominorum verorum usum, seu eorum quibus restitutiones earumdem de Jure & æquitate fieri debeant, dolo & fraude omninò in hac parta cessantibus, probatis secundùm Legem Maritimam legitimè probandis.

Item, concordatum est quòd, si futuris temporibus unus nostrûm prædictorum Regum alterius auxilio vel succursu indigeat, & de hujusmodi auxilio habendo alium debitè requisierit, Pars requisita hujusmodi auxilium vel succursum Parti requirenti facere teneatur, si propter occurrentia sibi vel Regnis, Terris, Dominiis, &

Anno 1490.

& Subditis suis pericula aut aliam causam rationabilem hæc facere poterit, cessantibus, dolo & fraude quibuscúmque, requirentis tamen rationabilibus expensis & sumptibus, prout inter nos seu Deputatos aut Consiliarios poterit concordari; proviso semper quòd requisitio hujusmodi fiet per sex menses antequam executioni demandetur.

Item, concordatum est quòd, si alterius nostrûm gentes in succursum venerint alteri nostrûm, & in ejus Regno seu Dominio, Castra, Civitates, aut Terras adquisierint, bona immobilia illi Regi cedant in cujus Regno aut Dominiis fuerint adquisita, bona verò mobilia in Regno ipso aut Dominiis conquisita, insuper tàm bona mobilia quàm immobilia in Locis non *ad Nos* seu ad *Regem Angliæ* Fratrem nostrum Charissimum pertinentibus adquisita, dividantur secundùm Capita Populorum existentium in conflictu; exceptis bonis captis hostiliter super Mare, quorum pars tertia *Regi* qui fecerat expensas applicabitur.

Item, concordatum est quòd nullus nostrûm debet inferre nec inferri consentiet nec procurabit ullo tempore alteri Legiis, Subditis, sive Hominibus suis quibuscúmque damnum aliquid in personis sive rebus; & præsertim quòd unus permittat Subditos suos, ad vadia vel stipendia sua propria vel alterius, transire in obsequium vel auxilium contra alium, Regna, Terras, Possessiones, & Dominia nostrorum qualiacúmque.

Item, concordatum est quòd, si aliquis nostrûm diffidaverit aliquos propter alterum, Treugas cum diffidatis non capiat alius nisi Rex alter & Regna Terræ & Dominia sua sub Treugis hujusmodi comprehendatur.

Item, concordatum est quòd, si temporibus futuris, quod absit, contigerit aliquid contra præsentes Alligantias, per Subditum aut Subditos alicujus nostrûm Regum prædictorum Hæredúmve nostrorum, contra alterius Subditum vel Subditos, per Incursiones, Invasiones, deprædationes personarum, Navium, seu rerum captiones seu detentiones, vel quovis alio modo, attentare vel quomodolibet injuriare, quòd *ille Rex*, cujus Subditi tale quod attentaverint vel injurias fecerint, & Hæredes sui pro tempore existentes, teneantur & quilibet eorum suo tempore teneatur, Justitiâ mediante, ad statum debitum attentata hujusmodi reducere, ac delinquentes debitè corrigere & punire, cum omni celeritate postquam super reformatione & punitione hujusmodi faciendis, probatis probandis, debitè fuerint requisiti, vel eorum aliquis inde fuerit requisitus, fraude, dolo, dilatione, malitiâ cessantibus quibuscúmque; proviso semper quòd præsentes Alligantiæ pro tanto non sentiantur seu habeantur in aliquo fractæ, irritæ, sive dissolutæ, sed semper in suo robore permaneant & virtute.

Item, concordatum est quòd, si inimicus alicujus nostrûm ad alterum vel Regna, Terras, seu Dominia ipsius confugerit; ipsum sic confugientem in Regna, Terras, seu Dominia sua quæcúmque non receptabit, nec in eisdem stare seu morari ultra dimidium Annum a tempore notitiæ aliquatenus permittet; sed eundem ab eisdem, infra idem tempus præmemoratum, expellet & amovebit.

Item, concordatum est quòd, tam propter bonum Pacis quàm mutuæ Dilectionis Amicitiam, *inter Nos* & Illustrissimum *Regem Angliæ* Fratrem nostrum Charissimum, nostrósque Hæredes & Successores nostros, æternaliter fovendam & continuandam, omnes & singuli unius vel alterius nostrûm Subditi in Captivitate alterius nostrûm sive Subditorum nostrorum ubicúmque degentes sive existentes, per præsentem Confœderationis & Intelligentiæ contractum habeantur & sint liberè levati & immunes; ita quòd, nullâ præstitâ exactione seu redemptione solutâ, dimitti debeant, & penitùs sine omni gravamine ulteriori misericorditer relaxari.

Et, INSUPER, super spoliationibus, deprædationibus, Homicidiis, damnis, rapinis, aut Injuriis quibuscúmque, ante hæc tempora, inter nos, Prædecessores nostros, Vassallos, Homines, aut Subditos, vivos vel defunctos, qualitercúmque, a principio Mundi usque ad hunc diem, commissis aut perpetratis, nulla super eisdem deinceps suscitetur vel moveatur lis, accusatio, actio, querela, persecutio in Jure vel extra Jus, discordia, seu controversia Juris vel facti qualitercúmque; sed *Nos prænominati*, nostrique Vassalli, Homines Legii, sic Injuriati sive damnificati, ab eisdem omninò recedimus & recedent, quemadmodum per præsentes recedimus & recedunt, remittimus & remittunt; salvo Jure tàm nobis quàm nostris Hæredibus, Successoribus, & Subditis quibuscúmque petendi debita, facta ratione Conventionum & Contractuum & etiam Juris ordine consequendi.

Item, concordatum est quòd, per præmissa omnia & singula, præsentibus descripta & contenta, Literis, Privilegiis, Libertatibus, & Concessionibus sive Indultis, ante datam præsentium, per Illustrissimos *Daciæ & Norwegiæ Reges* Mercatoribus & Hominibus Angliæ datis & concessis, præjudicium nullum generetur; sed quod omnibus illis & singulis veteribus Libertatibus, Privilegiis, & Indultis, cum præsentibus appunctuatis, conventis, concordatis, & conclusis, in suis causis agendis, prout eis ad utilitatem eorum melius & pertinentius videri poterint, habere valeant inperpetuum uti & frui eisdem.

Item, concordatum est quòd, si aliquis Subditorum, cujusvis dictorum Regnorum Daciæ, Norwegiæ, & Angliæ, hujus amicabilis Compositionis sive Conventionis vel alicujus ejus partis violator repertus fuerit, quòd tunc talis per ipsum Principem vel suos Officiales compellatur Parti damnificatæ bona ablata restituere, & pro damno illato Parti injuriatæ unà cum interesse satisfacere, necnon ulterius sic in corpore & bonis puniatur ut ipsius pœna metus sit multorum hujusmodi Fœdera violare volentium.

Item, concordatum est quòd, si prædicta connotata & conclusa aut aliquid præmissorum in detrimentum notabile sive jacturam nostrûm sive Successorum nostrorum Hæredum Regnorum aut Subditorum nostrorum temporibus futuris vergat, seu in aliquo præmissorum dubium generaretur, tunc utrique nostrûm præfatorum, in Regnis & Dominiis suis, ad usum & utilitatem rationabilem nostrorum Regnorum ac Subditorum interpretandi, intelligendi, & etiam in melius commutandi plena sit facultas; proviso semper quòd, per hujusmodi intellectum, interpretationem, sive commutationem, Pax & Confœderatio, in præsentibus complexa, nullo modo violetur.

Hæc enim omnia Puncta suprascripta, per Consiliarios nostros prænominatos annotata & conclusa, pro Pacis & Unionis efficacia pleniori, Nos, *Johannes*, Dei gratiâ, *prænominatorum Regnorum Rex, &c.* promittimus, verbo veritatis & Regio, per nos nostrósque Successores & Legios Homines inviolabiliter observari.

In cujus efficax Testimonium & evidentiam firmiorem præsentes Literas nostras Sigilli nostri appensione duximus roborandas.

Datum in *Castro nostro Haffnen.* die beatorum Fabiani & Sebastiani Martyrum, Anno a Nativitate Domini millesimo, quadringentesimo, nonagesimo, Anno verò Regni nostri septimo.

CXXXVI.

Tractatus Commercii inter HENRICUM VII. *Regem Angliæ & Rempublicam* FLORENTINAM *conclusus in Manerio de Shene die* 15. *Aprilis* 1490. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. XII. pag. 390.] 15. Avril.

HÆC INDENTURA,
FACTA Anno Domini millesimo, quadringentesimo, nonagesimo, mensis Aprilis decimo quinto die,

TESTATUR quòd, propter incrementum & ampliationem Mercaturæ & intercursûs Mercatorum in partibus & Dominio Florentiæ, pactum, conventum, & contractum est, inter nos *Johannem Baldiswell* Legum Doctorem Clericum Concilii, & *Radulphum Austriche* Civem & Aldermannum Civitatis Londoniæ, Procuratores, Deputatos, & Commissarios Excellentissimi & Metuendissimi Domini nostri *Henrici Septimi*, Dei gratiâ, *Regis Angliæ & Franciæ*, pro se & Subditis suis ex parte unâ, & Spectabiles Viros, *Thomasium Folchi de Portmaris*, *Christopherum Joannis*, *Antonium de Spinis*, Cives Florentinos, Procuratores, Sindicos, Actores, & Nuncios speciales Magnificorum & Excelsorum Virorum, *Priorum Libertatis, & Vexilliferi Justitiæ*, Populi Florentini, pro se & dicto Populo, Communitatéque Florentiæ, ex parte alterâ, de & super certis Juribus & Libertatibus, Subditis *dicti Regis Angliæ*, in Dominio *dictæ Civitatis Florentiæ*, & ejusdem quacúmque parte concessis, habendis, exercendis, utendis, & observandis, eisdem & per eosdem, modo & formâ infrascriptis,

INPRIMIS, pactum, conventum, & contractum est inter nos Procuratores & Commissarios supradictos, nominibus quibus supra, quòd omnes & singuli *Subditi Regis Angliæ* præsentes & futuri, Masculi & Fœminæ,

ANNO 1490.

næ, Clerici & Laici, cujuscúmque status, gradûs, vel conditionis existunt, ab hac die, decimâ quintâ mensis Aprilis, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, nonagesimo, usque ad diem decimum quintum ejusdem mensis Aprilis, qui erit Anno Domini millesimo, quadringentesimo, nonagesimo sexto, venire poterunt liberè, securè, & absque omnimoda perturbatione, per modum Reprisaliarum, aut alio modo quocúnque, tàm ex Anglia & aliis Locis quibuscúnque, sub ditione vel obedientiâ dicti *Regis Angliæ* existentibus, quàm ex omnibus aliis & singulis Locis, & Mundi partibus, sub ditione vel obedientia dicti *Regis* minimè constitutis, *Dominiis, vel Dominio de Florentia*, Amicis vel Inimicis, ad & in Civitates Florentiæ, & ipsarum Portus, & Alveos maritimos eorundem, omniáque alia & singula Loca, sub ditione, districtione, vel obedientiâ dictorum Dominiorum vel Domioii de Florentia existentia, vel futura, munita vel non munita, in Mari, Terra, vel Aquis dulcibus collocata, per Terram, Mare, vel Aquas dulces, per se vel per alios, suo nomine, Pedestres, Equestres, Bigis, Quadrigis, Navibus, & aliis Vasibus marinis, aut aquaticis quibuscúnque, aliterve quomodo voluerint, & cum Bonis, Rebus, & Mercandisis propriis, vel ad eos, aut eorum aliquem aliquo Jure pertinentibus, sive sint Bona, Res, vel Mercandisæ, nata, producta, inventa, aut fabricata, in val ex Angliâ, vel alio Loco, existente sub ditione vel obedientiâ *Regis Angliæ*, vel in & ex quocunque alio Loco, vel Parte Mundi, sub dicti Regis ditione vel obedientiâ minimè constituto, *Dominus vel Dominio de Florentia*, amico vel inimico, & cum eisdem Bonis, Rebus, & Mercandisis suis, vel ad eos aliquo Jure pertinentibus, in dictis Civitatibus, & alio quocúnque Loco, sub dictis *Dominiis vel Dominio de Florentia*, simili modo morari, stare poterunt, & conversari, & in eisdem, eorúmque quolibet, cum omnibus & singulis Florentinis, & aliis cujuscúnque Nationis, Contractus emptionis & venditionis, & alios quoscúnque Contractus, nominatos & innominatos, bonæ fidei, & stricti Juris, in scriptis & absque scriptis, de & super omnibus & singulis Rebus & Mercandisis, licitis videlicet, die præsentium non prohibitis, jure facere, concludere, & consummare poterunt indistinctè, quæ tamen sint prohibita, extra dictum Dominium empta vel vendita per eosdem, vel per eorum aliquem, ab eis vel eorum aliquo, per dictum Dominium & quamlibet ejus partem, in & ad quemcúnque Mundi Locum vehi & transferri, liberè & absque aliquâ contradictione poterunt; insuper ab eisdem Locis & eorum quolibet, perque eosdem & eorum quemlibet, ad & in omnia alia & singula Regna, Terras, Provincias, Dominia, Villas, Oppida, & Partes quascúnque Mundi, sub ditione vel obedientia *Dominiorum vel Dominii de Florentia*, minimè constituta, Florentinis Amica vel Inimica, cum dictis bonis, Rebus, & Mercandisis suis, vel ad eos aliquo Jure pertinentibus, proficisci, recedere & abire, quotiens & quando voluerint, liberè & absque impedimento quocunque.

Item, specialiter pactum, conventum, & tractatum est, inter nos Deputatos, Commissarios, & Procuratores supradictos, nominibus quibus supra, quòd, durante tempore supradicto, dicti *Domini vel Dominium de Florentia*, non recipient vel admittent in aliquem Locum, sub eis dictóve Dominio existentem, vel futurum, aliquas lanas natas in vel ex aliquo Loco, sub ditione vel obedientiâ *Regis Angliæ* existente, vel futuro, nisi tales tantummodo, quas dicti *Regis Angliæ* Subditi, vel sub ejus obedientia constituti, in Navibus Anglicis, id est aliquorum vel alicujus Regis Angliæ Subditorum vel Subditi propriis, ad dictum Dominium Florentiæ, vel aliquam partem ejusdem, apportabunt vel apportari facient, alióve Vase marino quocunque; si Naufragio, vel aliquo casu probabili in itinere contingente, opportuerint eorundem aliquem ita facere in hac parte, dictique Subditi *Regis Angliæ* jurabunt vehere & traducere, vehi vel traduci facere, ad dictam Civitatem Pisarum, omnibus & singulis annis, Lanas sufficientes usui & occupationi *dicti Domini Civitatis Florentiæ*, aliarúmque partium & Locorum Italiæ, Venetorum Dominio duntaxat excepto; quatenus scillcet antiquitùs Lanæ hujusmodi ad dictas Partes Italiæ, annis communibus consueverunt vehi & traduci, nisi in hac parte fuerint rationabiliter impediti: cujus impedimenti examinatio, discussio, atque reformatio debet ad *Regem Angliæ* specialiter & solummodo reservari; quas Lanas, & earum quamlibet partem, dicti Subditi *Regis Angliæ*, postquam ad aliquam partem Dominii Florantiæ supradictæ applicuerint cum eisdem, quamprimùm commodè poterint, in Civitate Pisarum reponent, & collocabunt: in quâ Civitate, Præcinctu, Portubus, & Alveis maritimis eidem adjacentibus, dicti Subditi *Regis Angliæ*, & eorum quilibet, morari, habitare, & domicilium habere poterunt, liberè, securè, & absque omnimoda inquietatione, simul & separatim, unâ vel pluribus domibus propriis, conductis vel quovis alio titulo perquisitis, aut perquirendis, in quacunque parte dictæ Civitatis voluerint domus, domum, vel prædia hujusmodi perquirere, vel habere; & omnes & singulas Res & Mercandisas Lanarum, & alias, ex quacunque parte Mundi illuc afferre, & abinde extrahere, & transferre poterunt, in & ad quemcunque Locum & quamcunque partem Mundi voluerint, singulisque Libertatibus, Privilegiis, Favoribus, & Gratiis, utentur & gaudebunt, quibus Cives & Incolæ ejusdem Civitatis, vel etiam Civitatis Florentiæ ibidem utuntur & gaudent, utentur vel gavisuri sunt; & si, in una aliqua domo, omnes vel aliqui Subditorum dicti *Regis Angliæ* simul morari voluerint, *dicti Domini vel Dominium de Florentia* ita simul habitare volentibus solum, liberum, congruum & sufficiens dabunt & appropriabunt eisdem; in quo, & super quod, sibi domum & habitationem suam, prout eis placuerint, ædificare poterunt quandocunque.

Item, specialiter pactum, conventum, & contractum est, inter nos Procuratores & Commissarios supradictos, nominibus quibus supra, quòd omnes & singuli Subditi *Regis Angliæ* supradicti præsentes & futuri, in omnibus & singulis Locis, sub ditione vel obedientia *Dominorum vel Dominii de Florentia* constitutis, vel futuris, erunt exonerati & immunes ab omnibus muneribus Personalibus, Præmonialibus, vel mixtis, præstationibus, exactionibus, Tributis, Theoloneis, Gabellis, Vectigalibus, & aliis quibuscunque impositionibus & contributionibus, præsentibus & futuris, & præsertim ab illis, quæ ratione Mercaturæ suæ exigi vel debere possent ab eisdem, quæ nec ab eis, nec etiam ab illis, illóve, qui cum eis, vel eorum aliquo contrahunt, ubicunqua fuerint, exigi vel deberi poterunt quovismodo, Exsisis, Gabellis, vel Daciis, vini, frumenti, & aliorum Victualium, aliter quàm pro usu Navium eorundem emendorum, duntaxat exceptis; quas Exsisas, Gabellas, & Dacias dicti Subditi *Regis Angliæ* in dicta Civitate Pisarum solvent & dabunt, eodem modo quo Scolares Studentes in eadem Civitate solverunt, & non alio, in aliis verò Locis solvant qui in eisdem Locis inhabitant, exceptis etiam Theoloneis, Gabellis & Vectigalibus, in ipsa *Civitate Florentiæ* statutis & usitatis, de quibus dicti Subditi *Regis Angliæ* petunt moderationem sibi fieri: Et quia Procuratores *Dominorum Florentiæ* non habent auctoritatem, ut aiunt, illud concedendi, concordatum est, quòd deputabuntur alii Commissarii ex parte *Regis Angliæ* supradicti, qui habebunt auctoritatem plenius in hac parte concludendi.

Item, pactum, conventum, & tractatum est quòd licebit dictis Subditis *Regni Angliæ*, in dicta Civitate Pisarum, habere & facere unum integrum Corpus, ut sint invicem corporati, habeántque unum vel plures Magistrum vel Magistros, Sindictum vel Sindictos, Actorem vel Actores, cistam vel cistas communes, per modum electionis, vel alterius provisionis cujuscunque, cum quo vel quibus Magistro vel Magistris, facere & habere poterunt Statuta, Ordinationes, Provisiones, Consuetudines, de & super omnibus & singulis causis, controversiis, & litibus pecuniariis, eos vel eorum aliquem, Bona, Res, & Mercandisas eorum, invicem concernentibus, dictique *Domini vel Dominium Civitatis Florentiæ*, suis sumptibus & labore, dabunt, tradent, & apropriabunt, vel dari, tradi, & appropriari facient locum, fundum, & superficiem, sive domum construetam, congruam, honestam, sufficientem & condecentem, honori, necessitati, & usui dicti Corporis Subditorum *Regis Angliæ*, & Corporatorum eorundem; in quo tàm dictus Magister vel Magistri, quam Corporati prædicti, convenient liberè & absque omni contradictione, pro tractandis, audiendis, discutiendis, & determinandis, causis, querelis, Negotiis, & deliberationibus, dictum Corpus, vel aliquem ejusdem, pro tempore concernentibus.

Item, pactum, conventum, & contractum est, quòd Subditi, &c. in omnibus causis & litibus pecuniariis, inter duos dictorum Subditorum, vel plures movendis, aut futuris, tàm agendo quàm defendendo, sint & erunt sub Jurisdictione & potestate dictorum Magistri vel Magistrorum, & ab omni alterius

Juris-

ANNO 1490.

Jurisdictione penitus & indeclinabiliter exempti; in causis verò pecuniariis & litibus civilibus inter unum vel plures dictorum Subditorum, & aliquem vel aliquos non Subditos *Regis Angliæ* supradicto, *Potestas Civitatis Pisarum*, conjunctim cum *dictis Magistris* vel *Magistro*, tàm agendo quàm defendendo, habebunt plenam & omnimodam Jurisdictionem, in eos & eorum quemlibet, ad cognoscendum, sententiandum, exequendum super eis, & eorum singulis bonis & rebus eorundem, in criminalibus causis, pro quibus, aliquis dictorum Subditorum veniet corpore puniendus, omnes & singuli dictorum Subditorum *Regis Angliæ* erunt sub Jurisdictione & Imperio *Potestatis Civitatis Pisarum* supradicti, qui simili modo eos & eorum quemlibet pro hujusmodi criminibus cohercebit, sicut Civem Civitatis Pisarum, si idem vel simile comitisset, cohercere poterit, & deberet.

Item, pactum, conventum, & tractatum est; quòd dicti *Domini vel Dominium de Florentia*, omnibus modis & mediis quibus poterunt, curabunt & procurabunt, absque omni dolo & fraude, quòd dicti Subditi *Regis Angliæ* comprehendantur & contineantur in omnibus & singulis pactis & conventionibus, super exercitio & intercursu Mercaturæ inter Florentinos & alios cujuscúnque Nationis Homines, factis vel faciendis, contractis vel contrahendis, & ut eisdem gaudeant & utantur, pro meliori bono suo quotiens & quando voluerint.

Item, pactum, conventum, & contractum est, quòd dicti *Domini & Dominium de Florentia*, absque omni difficultate, concedent & dabunt *dictis Subditis Regis Angliæ*, ad dictum Dominium confluentibus, omnia alia Privilegia, libertates, & commoda, quæ dicti Subditi petent & desiderabunt ab eisdem; *dictorum Dominorum & Dominii* Juribus & Honore semper salvis.

Item, pactum, conventum, & contractum est, quòd *Majestas Regis Angliæ* prohibebit omnes & singulos sibi non Subditos, cujuscúnque Nationis extiterint, extrahere vel asportare per se vel per alios, aliquas lanas, qualescúnque fuerint, ex aliquo Loco subdito Majestati suæ, ad aliquem alium Locum non subditum post Festum Sancti Michaelis proximò futurum; Venetis duntaxat exceptis, quibus licebit, in unoquoque Viagio, per eos ad partes Angliæ facto, cum Galeis suis extrahent & asportare in eisdem Galeis sexcentos Saccos, & non plures, de Lanis Anglicis, pro usu & occupatione Civitatis Venetiarum, & Dominii ejusdem, & non alio modo; proviso semper quòd si Subditi *Regis Angliæ* vel noluerint vel non potuerint, ut superius ordinatum est, Lanas hujusmodi educere & asportare ad dictas partes Italiæ, vel etiam quandocúmque videbitur *Regi Angliæ* minimè expedire, & per Subditos suos, juxta formam præmissam, educantur & asportentur, tunc poterunt dictæ Lanæ per non Subditos, & Subditos dicti *Regis Angliæ*, ad quæcúnque Partes & Loca transferri, vehi, & asportari, tali modo quo ante præsentem Contractum per eos traduci & asportari consueverimus, hac præsenti Conventione in aliquo non obstante.

Item, quòd dictæ Lanæ, quas dicti *Subditi Regis Angliæ* ad dictum Dominium Florentiæ traducunt & traduci facient, erunt Lanæ minimè reprobatæ, benè & fideliter sarcinatæ & purgatæ, sicut in retroactis temporibus, quibus illuc traductæ fuerunt, esse consueverunt; easdémque Lanas *dicti Subditi Regis Angliæ* bono & rationabili pretio vendent & distribuent, juxta annorum & temporis ubertatem.

Quæ omnia & singula, sic, ut præfertur, pacta, conventa, & contracta, nos, dicti Procuratores, Commissarii, & Deputati dictorum *Dominorum & Dominii de Florentia*, promittimus per *dictos Dominos & Dominium de Florentia* teneri & firmiter observari, ac per eosdem & idem Dominium Litteris suis Patentibus confirmari & ratificari circa Festum Sancti Michaelis proximò futurum: Quæ Literæ Confirmatoriæ & Ratificatoriæ mittentur & tradentur *dicto Regi Angliæ*, vel Deputato suo citra diem Sancti Michaelis supradicti.

In quorum omnium & singulorum fidem nomina nostra subscripsimus, & Sigilla nostra præsentibus apposuimus.

Dat. in *Manerio de Shene* Anno, die, & mense supradictis.

Acta sunt hæc omnia & singula prout suprascribuntur & recitantur, sub Anno Domini, Indictione, Pontificatu, die, mense, & Loco supradictis,

Præsentibus tunc ibidem,

Discretis Viris,

Domino *Johanne Johanson* Capellano,

Et *Johanne Goldesmyth* Eborum & Loudouiæ Diœcesuum,

Ac aliis quampluribus Testibus ad præmissa vocatis & specialiter rogatis.

ANNO 1490.

CXXXVII.

5. Mai.

Revers MAXIMILIANI Römischen Königs gegen die Prælaten / Graven / Freyen / Herrn / Ritter / Knechte / die von Adel und Städte des Landts zu Schwaben / daß Er dem Bündnuß / so Ertz-Hertzog SIGMUND von Oesterreich mit Ihnen aufgericht / und welcher Ihme die Regierung seiner Fürstenthum / Land und Leüthe abgetretten / als Regierender Herr mit den abgetrettenen Landen in allen nachkommen werde. Geben zu Ulm am Mittwochen nach des Heiligen Creützes-tag Inventionis Anno 1490 [JOH. PHILIPP. DATT, Volumen Rer. Germanic Novum. Libr. II. Cap. IX. pag. 297. §. 44. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui est aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. I. Abtheil. I. Absatz VIII. pag. 237.]

C'est-à-dire,

Revers donné par MAXIMILIEN *Roi des Romains, aux Prélats, Comtes, Barons, Seigneurs, Nobles, & Villes de la* Confederation de Suabe, *par lequel il declare, que l'Archiduc* SIGISMOND *lui ayant cedé la Regence de ses Provinces, il est entré par-là dans toutes les obligations que ce Prince avoit contractées avec eux, & promet d'y satisfaire. A Ulme le Mecredi après le jour de l'Invention de la Sainte Croix.* 1490.

WIr Maximilian von Gottes genaden Römischer Kunig / zu allen zeiten Merer deß Reichs / Ertz-Herzog zu Oesterreich / Herzog zu Burgundi / zu Braband / zu Gellern rc. Grafe zu Flandern / zu Tirol / rc. bekennen für Unß / Unser Erben / und Nachkommen. Alß hievor durch den Allerdurchleüchtigisten / Großmächtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Friderichen Römischen Kayser / zu allen zeiten Merer deß Reichs zu Hungarn / Dalmatien / Croatien rc. Kunig / Herzogen zu Oesterreich / zu Steir rc. Unsern lieben Herrn und Vattern / ain gemainer Landfrid zu Franckfurt beschloßen / ußgeschriben und zu stattlicher handhabung deßelben Friden / den Prælaten / Graven / Freyen / Herrn / Rittern / Knechten / den vom Adel und Stetten / deß Laadts zu Schwaben gebotten worden ist / sich gegen und mitainander zuverainen. Und auch insonderheit sein liebe den Hochgepornen Sigmunden Erz-Herzogen zu Oesterreich rc. Unsern lieben Vetter und Fürsten / dieweil der im Land zu Schwaben und daran ein mercklich tail Landts ligen / gebotten hat / sich mit den gemelten Prælaten / Graven / Freyen / Herrn / Rittern / den von Adel und Stetten / der aynigung und fürnemens zu verbinden und zu verpflichten: Inhalt seiner Kayserlichen May. Gebotsbrieff; darauff der gemelt Unser Vetter sich mit den Prælaten / Graven / Freyen / Herrn / Rittern / Knechten / den von Adel und Stetten für sich / sein Erben und Nachkommen verbunden / verpflichtet und verainiget hat / laut seiner versigelten verschreibung und beybrieffs / darumb außgangen / der jeder datum stet an Sanct Valentins-tag nach Christi Geburt / vierzehenhundert und im acht und achtzigisten Jaren. Wann Uaß aber der gemelt Unser lieber Vetter Erz-Herzog Sigmund / der Regierung seiner Fürstenthum / Land

und

ANNO 1490. und Gepieten abgetretten ist / und Unß dieselben zugestellt / und mit eyplich huldung ingeben hat: und wir deßhalben mit denselben Unß zugestellten und übergebnen Landen zu der angezaigten Veraynigung und Puntnuß deß Landts zu Schwaben verfaßt sein: So haben wir mit wolbedachtem Mut / zeitigem Rat / und rechtem wißen / in die Verainigung und Puntnuß der vorgemelten Prelaten / Graven / Fry-Herren / Ritter / Knechten / der vom Adel und Stetten deß Landts zu Schwaben / und die verschreibungen Unsers Vettern vorgemeldt deßhalben außgangen / alß Regierender Fürst und Herr mit den genanten Unseen zugestellten Landen / in allen und jeglichen Jren Puncten / Artickeln / inhaltungen / manungen und begryffungen / für Unß / Unser Erben und Nachkommen genzlich und vollkommenlich bewilligt und angenommen: bewilligen und nemen die alßo an wissentlich in krafft diß Brieffs: gereden und versprechen auch bey Unsern Küniglichen worten und wirden / dieselben auffrichtiglich zu halten / zu handhaben / den Volg zu tun / und Unsers tayls schaffen volg und genug getan werden: alles getreülich und ungevarlich. Mit urkund diß Briefs besigelt mit Unserm anhangendem Insigel. Geben zu Ulm am Mitwochen nach deß Hailigen Creützag Invencionis nach Christi G.burde / vierzehenhundert und im Newnzigisten / Unsees Reichs im fünften Jahren.

Commissio Domini Regis in Consilio.

CXXXVIII.

15. Mai. Des Gemeinen Bundts in Schwaben Confirmation durch alle Bundsgenossen wider welcher heimliche fürnehmungen am Kayserlichen Hoff / bey waren Trüwen an ains rechten geschwornen Aydts statt beschehen. Eßlingen am Freytag nach dem Sonntag Cantate Anno 1490. [JOH. PHILIPP DATT, Volumen Rer. Germanic. Novum Libr. II. Cap. V. pag. 269. §. 28. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. I. Abtheillung II. pag. 9e.]

C'est-à-dire,

Confirmation de la Confederation de Suabe, *faite d'un consentement unanime de tous les Confederez, lesquels y joignent l'assurance de leur Foi, au lieu du serment, contre les Intrigues secretes de quelques-uns à la Cour Imperiale. A Eslingen le 15. Mai 1490.*

VOn Gottes gnaden wir Berchtold deß Heiligen Stuls zu Mentz Erzbischove / deß Hailigen Römischen Reichs durch Germanien Erz-Canzler und Churfürst: Sigmund Erzherzog zu Oesterreich / zu Steür / zu Körnten / und zu Cram / Grave zu Tirol &c. Friderich und Sigmund Gebrüderen / Marggraven zu Brandenburg / zu Stettin / Pommern &c. Herzogen / Burggraven zu Nüremberg und Fürsten zu Rügen: Christoph Marggrave zu Baden &c. und Grave zu Sponheim: Feiderich Bischove zu Augspurg / und Eberhart Grave zu Würtemberg und zu Mümpelgart &c. der Elter / und wir die Peelaten / Graven / Fryen / Ritter und Knecht der Gesellschafften Sanct Jörgen Schilts / auch die nachbenanten deß Heiligen Reichs Stett im Land zu Schwaben. Bekennen und thun kund offenbar mit diesim Brieff: alß der Allerdurchluchtigste und Großmechtigst Fürst und Herr / Herr Friderich Römischer Kayser &c. Unser aller gnediger Herr / ainen gemainen Landfriden gemacht / ußgeschriben / und den zu halten by hohen Penen gebotten: und anfenglichen demselben nach Unß obgenanten Erzherzogen Sigmunden von Oesterreich / und Unß Graus Eberharten / auch Unß die Prelaten / Graven / Fryen / Herrn / Ritterschafft und deß Heiligen Reichs Stett zu Schwaben / durch siner Kayserlichen Mayestäts Mandaeen ernstlich ersucht / begert / ermant und erfordert hat / by unsern aiden / pflichten / verliesung Unserer lehen / gnaden / fryheiten / und was wie von dem Heiligen Reich haben / die zeit sollichs Landfridens zusamen zuthun / und miteinander zuveraynen und zuverbinden: damit wir by dem Heiligen Reich / Unserm alten herkommen und freyheiten pliben / und Unß gehandhaben möchten: Wie dann das dieselben Kayserlichen Gebotsbrieve klerlich begryffen. So wir nu solliche Mandat mit Jrem inhalt gemerckt haben / ist nit minder / wir sren dorab in mercklich soegfaltigkeit gefallen: angesehen / daß wie haben bewegen / wie loblich / und uß was gutem grund die Kayserliche May. sollich siner Kayserlich gnaden Mandaeen hett laußen ußgern: nicht destminder so mecht sollichs von Unsern anstoßeen zu gefallen nit angenommen werden / sunder fleyß geschehen / darwider zu arbaiten / Unß wider zu trennen: Wo nun das solt sin geschehen / und wie Unß zusamen getan haben / möcht Unß nit allein von frembden / sondern auch under Unß selbs unglaubig und unüberwintlich mercklich beschwerd zugestanden sin: Sollichs Unß alßo bewegt haut / daß wie die gemelte fürsorg und Unsre anligen der Kayserlichen May. entdecken laußea haben / dergestalt: daß Unß nit füglich / noch taugenlich sey / sollichen Mandaten nach zusamen zuthun / wir haben dann von sinen Kayserlichen gnaden ain zusagen und versicherung / daß sein Kayserliche gnad Unß by Unserm zusamen-thun und verainigung schüzen / schirmen und handhaben / auch in zeit siner Kayserlichen gnaden Landfridens / nicht abthun / uff heben / noch widerruffen wollen: Uff sollich Unser notdürfftig begeren / hat sin Kayserliche May. uß vollkommenheit Kayserlicher macht und rechtem wißen Unß zugesagt / verschriben und versichert / Unß die Jaurzal deß bestimbten Landfridens by Unserm zusamenthun und verainigung zu schüzen / zu schirmen und zu handhaben: daß auch in egemelter zeit / weder durch sin Kayserlicht gnad oder sein Nachkommen an dem Hayligen Reich nit uffzuheben / sondeen sin Kayserliche gnad wöll / daß sollich Unser zusamenthun und verainigen by sinen kräfften pliben und bestand haben soll. Demnach wir / alß die Gehorsamen der Kayserlichen May. Unß in krafft sollicher Mandaten zusamen getan / veraint / verbunden / und sollichs alles mit Unsern truwen / glübden und aiden zu halten und zu vollstrecken bevestigt haben: alles nach lut der Brief darüber gegeben. So hat auch nachmals Unser gnedigster Herr der Römisch König / durch der Kayserlichen May. begern und Unser flissig bitt / die gemelte Unsers alleegnedigen Herrn deß Römischen Kaysers Mandaten, und Unser zusamen-thun und veraynigung confirmirt und bestätigt. Wann nun nach sollichem Unserm zusamen-thun von der Kayserlichen May. Unß obgenanten Berchtolden Erzbischoven zu Maintz / Churfürsten: Unß Marggrafen Frideeich und Marggraf Sigmunden von Brandenburg Gebrüdere Bischoven Friderich von Augspurg und Marggraf Christoph von Baden / by hohen und sweren Penen / nit minder / dan hievor davon in andern Mandaeen begriffen / gebotten und bevolhen ist / Unß zu den obgenanten Herrn Sigmunden Erzherzogen zu Oesterreich / auch Herrn Eberharten Graven zu Würtemberg und zu Mümpelgart &c. dem Eltern: deßglichen den Hauptlüten / Prälaten / Graven / Fryen / Rittern ANNO 1490.

Anno 1490.

Rittern und Knechten der Gesellschafft Sanct Jörgen Schilts / und diß Heiligen Reichs Stetten / in dem Land zu Swaaben / in ir aynung und verschreybung auch zuthun / und Unß mit Inen zuveraynen und zuverbinden: daß wir auß gehorsam der Kayserlichen May. zu handhabung deß gemelten Landfridens / auch dem Heiligen Reich Teütscher Nation, gemain Landen und Unß selbst zu enthaltung / nuz und gutem / getan haben / wie wol dan sollich Unser / auch Unser obgenannten Fürsten und Herrn von Oesterreich und Wirtemberg: deßglychen Unser der Hauptlüt / Prelaten / Graven / Fryen / Herrn / Ritter und Knechten der Gesellschafften Sanct Jörgen Schilz und deß Heiligen Reichs Stett im Land Swaben gehorsam zusamen-thun / uff erbar / gütlich grund / Unß by der Kayserlichen May. auch der Koniglichen würde / und dem Heiligen Rich / Unsern Fryhaiten und altem herkommen zu hanthaben gesezt: So langt Unß doch an / daß durch die Jhenen / den sollich Unser gehorsam und veraynigung nit gemaint ist / und lieber zertrennung dann fridlich aimgkait zwischen Unß sehen / vast arbait und vlyß geschech / und allenthalben furgewendt werde. Sollich Unser zusamen thun und veraingen zu krenken und zu widerwerffen: alß sie auch deß by der Kayserlichen May. in mercklicher übung gesucht / und durch ir angeben so viel erlangt haben / das etliche Mandat, dem gemelten Pund und Unsern zusamen-thun widerwertig / und zu trennung diende ußgegangen seynt: das aber uß vorberürten loblichen Ursachen und guten gründen / on Unser aller fryen willen nit sin sol noch mag: Syen auch ungezweifelt / die Kayserliche May. und Küniglichen wirde / werden Unß by Unserm zusamen-thon und verainigen gnediglich schützen / schirmen und handhaben / und dawider / über Unß sament / noch ainichen einsonder / fürter mer nichts ußgeen oder geschehen laussen: angesehen / daß Unser zusamenthon und verainung / mit egemelten fürworten gegen der Kayserlichen May. und uff Sinen Kayserlichen gnaden zusagen / durch Unser verschrybung / glübd und aid geschehen ist. Und umb daß sollich Unser verschrybungen / zusamenthon und verainigen dest stattlicher und fruchtbarlicher gehalten und vollzogen werde / damit wir by den Kayserlichen und Königlichen May. dem Heiligen Reich / auch Unserm alten herkommen und fryhait ungetrennt beliben mögen: So haben wir obgenante Fürsten und Herrn / auch wir die Prelaten / Graven / Fryen und Ritterschafft Sanct Georgen Schilts obgemelt / und wie die hernachbenante deß Hailigen Reichs Stett / zusampt sollichen verschrybungen / uff hut datum diß Brieffs / ainander bey guten worten / waren truwen an ains rechten geschwornen aides Statt / geredt / verhaißen und versprochen / die Jarzal in Unserm vorgemelten zusamenthon und verainigen begriffen / ganz uß / unzertrennt by ainander zuverbliben: ainander getrulich und uffrecht beholffen zu sind: wie wir dann das gegen ainander verschryben syen / und Unß voneinander nit zuschaiden / umb dhainerlay Sach willen / wie oder in was weg das sein / und dem namen geben werden möchte.

Fügte sich aber / deß wir doch nit getruwen / daß ainicherlay Mandat, gebott oder verbott / von der Kayserlichen May. oder andre Oberkait / wider sollich Unser gehorsam zusamenthon und verainigung / erlangt / oder ußgeen wurden / an wen / oder welliche under Unß das geschehe: nachdem es dann Unß alle gemainlich / und Unser zusamenthon berürt / so sollen und wollen wir doch / ainjeder / in sollichen Mandaten nichtzit handeln / noch fürnemen / sondern das fürderlich laussen gelangen / an die gemain Hauptlüt deß Pundts: die sollen dann Unß obgenanten Fürsten und Herren unverzogenlich ainen tag bestimmen; darauff Unser jeglicher sin Rat zu Inen / und der geordneten Retten deß Pundts / die sie uff sollichen tag auch zu ihnen beschryben sollen / schicken: alßdan zu rathschlagen / was und wie in sollichen Sachen zu handlen sey: damit wir by Unserm gehorsamen zusamenthon und verainigen belybent. Und was auch also mit gemaynem ainhelligem Rat / oder dem merer tayl Unser der Fürsten und Herren geschickten Rett / auch der Hauptleüt und geordneten Ret deß Pundts / zu jeglicher zeit / darinn beschlossen würdet: demselben sollen und wollen wir alle und jeglich / erberelich und getruwlich nachkommen und dawider nit sin / noch thun / noch schaffen geton werden / in dehain wense. Ob auch wider yemandts uß Unß obgenanten Fursten / Herrn / Prelaten / Graven / Fryen / Ritterschafft / oder Stett / wer der oder die weren / keinen ußgenommen / ainicherley beswerd deßhalb fürgenommen wer / oder würde / wenn das geschehen möcht / nichtz ußgenommen / so sollen und wollen wir andern / dem / oder denselben darin getruw hilf / Rat und bylegung thun / sollich beschwerd abzubringen / mit nit mindern flyß und ernste / dann wer es Unser yedes selbs Sachen: und Unß deß in zeit des Landfridens / noch auch nach verschinen deßelben voneinander in keinen weg sundern / noch schaiden / geverd und arglist hierinn gentzlich ußgeschaiden.

Und des zu warem urkund so haben wir obgenant Fürsten und Herren Unser yeglich sin Insigel: und insondern wir Margraf Friderich / und wir Margraf Sigmund Unser gemain Insigel / und wir Graf Hug zu Werdemberg und zum Hailigen Berg gemainer Houptman: Ulrich Grafe zu Montfort / Heer zu Tettnangen / Hauptman des thails im Hegöw und Bodensee / und zu Jhm / wir Wolffgang von Klingenberg / Tutschs Ordens Land-Commenthur / der balyen im Elsaß und Burgund: und Conrat von Schellemberg zu Hunfingen / Ritter: Wir Albrecht / Herr zu Limpurg / deß Heiligen Reichs Erbschenck / Hauptman deß tails am Kochen / und zu Im / wir Ulrich von Westerstetten zu Trackenstein / Ritter. Dietrich von Wyler und Hanß von Ahelfingen / zu hohen Ahelfingen. Ich Ulrich von Frunesperg / Hauptman deß tails an der Thonaw und zu Jhm / wir Wilhelm von Stadion / und Hanß Spett zu Ostetten / all dry Ritter. Und ich Georg von Ehingen / Ritter / Hauptman des teils am Necker / und zu Im / wir Wilhelm von Urbach und Wilhelm von Nuneck / alß für Unß selbs und Unser ander gemain Gesellschafften Sanct Jörgen Schilts / deß von Ihnen darzu geordnet / Unsere Insigel. Und wir diß nachgeschriben des Heiligen Rychs Stett / mit Namen Ulm / Giengen / Lindow / Uberlingen / Ißni / Biberach / Meinmingen / Rutlingen / Bopfingen / Augspurg / Eßlingen / Dinckelspühel / Gmünd / Halle / Kempten / Wyle / Alon / Nördlingen / Werd / Kauffburen / Ravenspurg und Wangen / derselben Stett Insigel offentlich gehangen an diesen Brief / der geben ist zu Eßlingen am Fritag nach dem Sontag Cantate Anno 1490.

CXXXIX.

10. Août.

Erb-Theilung zwischen JOHANNES König in Dännemarck eines / und FRIDRICH dessen Bruder / Hertzogen zu Schleßwig-Holstein andern theils / worduch die Länder Schleßwig / Holstein und Stormarn in zwey theile getheilet / nemlich den Gottorffischen und Segebergischen theil / wovon den Gottorffischen Hertzog FRIDERICH erwehlet / und also der Segebergische König JOHANNSEN

ANNO 1490.

verblieben. Gottorff am Tage Laurentii des Martyrers 1490. [LONDORPII Acta publica, Part. XII. Lib. XIII. pag. 335.]

C'eſt-à-dire,

Partage Hereditaire des Duchés de Sleswich, Holſtein, & Stormare, *entre* JEAN *Roi de Dannemarc*, & FREDERIC *Duc de Sleswick-Holſtein ſon Frere, par lequel ces Provinces étant diviſées en deux Parties*, & FREDERIC *ayant choiſi celle de* Gottorp, *l'autre, qui eſt celle de* Segeberg, *reſte au Roi* JEAN. *Fait à Gottorp le jour de St. Laurent Martyr*, 1490.

VOn Gottes Gnaden wy Johan tho Dennemarcken / Norwegen / der Wenden und Gothen König / geboren tho Schweden / und Frederich Erffgenahm tho Norwegen / Gebröder / Hertogen tho Schleſwig / ock Hertogen tho Holſtein / Stormarn und Dittmarſchen / Grafen tho Oldenburg und Delmenhorſt. Bekennen und betugen apenbahr vor Uns / Unſere Erben / Nakömmlingen und als wehme / dat wy mit frien Willen / Apen rade und wohlbedachten Mode eindrechtiglicken / dieſſe Unſe Hertogthum und Lande Schleſwig / und Holſtein und Stormarn: Als Hertogen und Erfgebahren Heren derſelben Lande von einander geſettet / und in twe Parte gedelet / und in jeglicken Parte ein Hover-Schlott / als in einem Gottorff / in dem andern Parte Segeberg genöhmet / uthgekhoren / und jeglick ein Hovetſchlate die andern Schlöte und Börgs / in den genanten Unſeen Landen belegen / dar ſe erfliken tho Ewigen tyden by tho bliven / getecket / und tho hope geſettet hebben / In nabeſchrewener Wyſe.

Int erſte in Gottorffes Parte hebben wy gelegt und thogetekent / dieſſe nageſchrevene Schlöte und Güdern: Nemlicken Gottorff in Eyderſtede / den Kaſpel tho Kampen / Ecklenförde / Rundhoff-Lehen / Schlodt und Stadt Lütken-Tundern / mit Lundvitherde / und allen ehren thobehöeungen / Schlot und Stadt Haderſleben / mit allen ſinen gewontliken thobehörungen / Schlott und Stadt Kichl / die Schlöte Trittow und Steinberg mit dem Kaſpel und Stadt Itzehoe und dem Oſterhave / und mit dem Hogenfelde / dat Schlot Tolen / Schlott und Stadt Plöne / mit dem Kaſpel tho Niemünſter und der Stadt Lüttenborg / den Kohoff / mit der Stadt Oldenburg / mit der Stadt Niegeſtadt / ein jeglike Borg / Stadt / Kaſpel und Harde vorbenehmet / mit allen und jeglichen ehren Fürſtlichen Herlicheiden / Gerechtigheiten / Freyheiten / mit allen ehren Tollen / Möhlen / Water und Hovenen / Fiſcheryen / Fiſchdycken / Wiſchen / Weiden nat und dröge / Höltungen / jehrlichen Renten / Zinſen / Pachten / Upkahmenden / Jachten und allen andern ehren gewohnlichen thobehörungen / nichts davon buten tho beſchedende / in aller maten / als de nu belegen ſin / erfflichen tho ewigen tyden by dem parte Gottorff unwedderroplicken thoblivende.

In dat ander Part nemlicken tho Segeberge / hebben wy ſembtlicken und eindrechtiglichen thogetekent / ſo hier na geſchreven ſteidt. Int erſte Segeberge mit den gantzen Nien Tollen tho Oldeſchlo und den Haven tho Kaden / und allen ehren gewohntlichen thobehörungen / Frey und Unfrey / ohne de Stadt Nigen-Stadt / und dieſſe nachgeſchrevene Schlöte / Borge / Städte / Cärſpeln und Haerde / nemlich dat Schlott und Stadt Flenſborg mit dem Nordſtrande / Schlot und Stadt Renſborg / ohne dat Caſpel tho Niemünſter: Sünderborg mit dem Lande Aere / ohne der Alxtorpen güdere / Schlott und Stadt Apenrade / dat Land Fehmern / mit dem Schlott Glambeck / dat Schlott Norborg / dat Schlott Hauraw / und dat Schlott Haſeldorff / mit allen und jeglichen ehren gewohnlicken Forſtlicken Herlicheiden / Gerechtigheiden / Freyheiden / mit allen ehren Töllen / Möhlen / Watern / Havenen / Fiſchereyen / Fiſchdicken / Wiſchen / Weiden nat und dröge / Holtungen / Jehrlicken Renten / Zinſen / Pachten / Upkamenden / Jagten und allen ehren gewohnlichen thobehörungen / nichts davon buten the beſchedende / in aller maten / als die belegen ſin / tho den vorgeſchreven twen Hovetſchlöten: Als Gottorff vor ein / und Segeborg dat ander Part / in aller maten / ſo die hiervorgeſchreven ſtan / ein jeglich Schlott / Borg / Stadt / Land / Caſpel und Harde / by dem Parte / dar idt thogetekent is worden / vereinigt und gelegt is / tho ewigen Tiden thoſamende und bey einander alſo tho blivende / nimmermehr hernahmals darjegen tho donde / wedderſage / effte jennigerley behelpinge dartho gebruckende / ſonder Argeliſt und Geſehrde / Und ſo den wy Hertog Friderich mit Willen und Volbort Unſers leven Herrn Broders vorbenömt / den Koer hadden von den vorgeſchreven tween Parten eine tho keſende / hebben wy mit wolbedachtem mode vor Uns und Unſere Erben Gottorffes part / mit allen ſinen thogetekenden Schlöten / Steden und Güdern uthgekahren und angenahmen. Und wy König Johan hebben darna / als Unſe leve Broder / ſodahn part uthgekahren hadde / dat ander Part Segeberge / mit allen und jeglichen Schlöten / Landen / Caſpeln / Harden und Steden / in aller maten / als de mit allen thobehörungen und Gerechtigkeiten dartho getekent ſin worden / ock angenahmen / und annehmende alſo gegenwardig von beiden Parten / in Krafft und Macht diſſes Breves / ein Iſtück by ſinen Paete / erfflicken tho ewigen Tiden tho blivende / jedoch hebben wy König Johan / umme ſonderlicher Bröderlicher Leve und Friindſchop willen / Unſen leven Brodeen Hertzogen Feiderichen / up dat S. L. in ſothaner Dehlung nergende wormede ſchall veeſchnellet effte verdelet bliven / gutwilligen thogelaten und gegönnet / effte he edder ſine Erven / in dem veerden Jahre na dato dieſſes Breves noch luſt effte willen hedden tho Segeberges Part: So ſchölen und mögen ſe in dem nechſtkamenden veerden Jahre dat gantze Jahr alle uth / nach eins jedern freyen willen Khoe tho hebben / den Part Segeberge tho keſende / und Uns edder Unſern Erven Gotterps Part wedderum theverlatende.

Und ſo ſe dennoch na Segeberges Parte keſen worden / ſo ſchal erſtem ein Part dem andern verpſlichtet ſin / alles war ein jeglich in ſinem Parte / in den veer Jahren ingelöset / verbetert oder verbnwet hefft / wedder tho leggende und gütlich tho bethalende.

Wehr et awerſt Sake / dat wy Hertzog Friederich effte Unſe Erven / in dem nechſtkommenden vehrden Jahre fürder mehr nenen andeen Khor dohn / ſondern by Gottorps Part bliven willen / ſo ſchall düſſe vergeſcheeven Deilung / in aller maten / als den belevet und geſchehen iſt / erfflicken tho ewigen Tyden und unwedderoplichen alſo bliven und geholden werden.

Vorder mer hebben wie ock de Clöſter in Unſen Landen Schleſwig / Holſtein und Stormarn / der Geſterey und Jagt halven von einander geſettet / ſo dat Reinefeldt / Arrenſböck / Peetze und Rhue-Cloſter / bey Segebergs Part / und Bordesholm / Ziſmae / Reinebeck / Uterſſen und Lügum Cloſter by Gottorffs Parte bliven ſchölen / Item wie hebben ock ſambtlicken de Vorpandungen dußer brider Paete vorſchlagen und overgerekent; So dat uns Königs Johans und Unſern Erven von Segebergs Part / wegen

ANNO 1490.

ANNO 1490.

wegen düsse nageschrevene Summen itzo entfreyende und tho bethalende thogetekent sin worden.

Int erste Achtein dusend Marck Hovetstols vor Land Vehmarn/ mit dem Schlott Glambeck/ Item Achtehundert Marck Hovestoels/ dem Capittel tho Hamburg/ im gleide Gelde tho Oldenschlo verschreven: Item ein dusent Marck Hovetstols im sülven Geleide/ den Boltzen tho Lübeck verschreven/ Item viffhundert Marck Hovetstols Lütken-Mienstade im Dorsse Meysting/ im Caspel tho Segeberge verschreven/ Item achthundert und vofftig Marck Hovetstols uth dem Have buten Oldenschlo/ dem Rade tho Oldeschlo verschreven/ Item drey dusend Marck Hovetstols den Circkel Herren tho Lübeck/ im geleide Gelde tho Oldeschlo verschreven/ Item ein dusend Marck Hövetstols den Jungfrauen tho S. Johannes tho Lubeck in der Stadt Plicht tho Oldeschlo verschreven/ Item was die Hövetsumma is by den Negenhundert Marck Renten/ de in Segeberge etlichen Geistlichen vorschreven sin/ de sin vorschlagen up elven Dusend Marck Hovetstoels/ Item veerhundeet Marck Hovetstols/ da de Sulte tho Oldeschlo voe vorpandet is/ Item seß hundert Marck Hovetstols den Bülowen in Oldentollen tho Oldenschlo verpandet. Item verteinhundert Marck Hovetstoels in Raden dem Kapittel tho Lubeck verpandet/ Item zwolff dusend Marck/ dar Haseldorp vor verpandet is: Item viff tusend Marck/ dar Haurow vor vorpandet is/ Item veer dusend veerde halffhundert Marck Hevetstoels in der Stadt-Plicht tho Flenßborg deme Capittel tho Schleßwig vorscheeven: Item veer und twintig dusend Marck dar Openrade vor verpandet is: Is in alles summa summarum in Segeberges Parte verpandet/ veer und achtigste halff dusend und veerhundert Marck Lübisch/ Item Uns Hertzogen Friderichen und Unsen Erven sin von Gottorpes Parte wegen/ thogetekent/ diese nahbeschreven Summen tho entfreyende und thobethalende. Int erste negen dusend Marck dar Plön vor veepandet is/ Item soes und twintig hundert Marck Hovetstoels dar Lütkenborg voe veeschreven: Item twolff dusend Marck dar Oldenborg vor verpandet is/ dar höret Krempstorff tho/ dat is besondrigen vor ses hundert Marck vorpandet/ Item söven und twintig dusend soes hundert und viff und dörtig Marck dar de Kiehl vor verpandet is: Item söstehalff dusend Marck da de Tilen vor vorpandet is: Item dren dusend Marck Hovetstols im Harsteder Mars dem Capittel Schleßwig vorscheeven. Item veer dusend Marck dar dat Carspel tho Campen vor verpandet is. Item ein dusend viff hundert und tein Marck Hoverstols dem Capittel tho Schleßwig verschreven/ en Eyderstadt nah der Erdhüre: Item acht hundert Marck/ dar de Bunden in Schwantzen vor verpandet stahn: Item tien dusend Marck dar Runthoffen Lehen vor verpandet is/ Item in Ecklenförde verpandet/ Sivert Brocktorffen drey dusend Marck/ und dem Capittel tho Schleßwigh hundert Marck Hovetstol. Item veerhundert Marck Hovetstoels in der Stadt-Plicht tho Schleßwig vorpandet. Item ein dusend Marck Hovetstoel in der Vogedey Lückentundern verpandet. Item dörtein dusend und sestig Marck Hovetstoel davor Lindhoff-Harde verpandet is: In der Stenborg vorpandet/ in erste anderthalb dusend Marck Henrich Rantzowen/ Item anderthalb dusend Marck Otten vom Kampe/ Item veerhundert Marck Hovetstoels in dem Kalande tho Münsterstorp verpandet: Item vöfftig Marck Hovetstoels Herrn Johan Brunde verpandet. Item veer dusend festehalb hundert Marck Hovetstoels tho Lübeck den Geistlichen darinnen verpandet: Item soes dusend Marck/ dar Itzehoe und de Osterhave vor veepandet sin/ Item veertein hundert Marck in der Stade Plicht tho Itzehoe verpandet. Item twee hundert Marck dar dat Koldemohe vor verpandet is/ Item soes hundert Marck Hovetstoels/ dar dat Hoge Feld vor verpandet is/ Is in alles summa summarum Gettorpes Parte verpandet/ hundert dusend negen dusend und viff Marck Lübisch/ so dat Gettorpes Part 25105. Marck Lübisch mehr wan Segebergs Part höger verpandet und schüldig is/ de schal man in twe Parten delen/ de verpandunge tho verglikende/ so kommet juwelicken Parte tho/ dörtteindehalb dusend drey und voftigste halbe Marck thobethalende: Und daena so schölen wy König Johans effte Unse Erben von Segebergs Part wegen plichtig sin Unsen leven Broder effte sinen Erven/ wenner de Schlote Rendesborg/ Sünderborg und Norborg loeßfallen/ und an Uns kammen werden/ so dane dütteinde halff dusend drey und vofftigste halb Mark in den achte Tagen der Heiligen dreyer Könige tho hand/ na sothaner Schloß loßwerdung ersten volgende/ gutlichen tho entrichtende und thobethalende; edder so de Betalung also nicht geschehen könde/ so schölen wy König Johan edder Unse Erven/ dat mit Unsers leven Broders effte siner Erven willen hebben/ und wy Hertzog Friederich und Unse Erven schölen wedderum pflichtig sin/ uth Unserm Parte Unseren leven Herrn Brodern/ edder sinen Erven/ Jährlichs seventein hundert Marck Rente tho betalende/ bet so lange de vorgeschrevene Schlote Rendesborg/ Sünderborg und Norborg los geworden sin/ und wannehr de los geworden sin/ so schölen wy effte Unse Erven nicht mehr pflichtig wesen/ so dane seventein hundert Marck Jährlicher Rente ferner mehr tho betalende. Item Bischoffe/ Riddert/ Ridderschop und gude Manne dißer Unser Lande/ schölen Uns von beiden Parten/ rades und denstes halven glick hoch verpflichtet sin/ und effi jemand von Unser Ridderschop/ so Lehen-Guths Recht und Gewohnheit ist/ sin Lehen entfangen scholde/ und wy effte Unse Erven von beiden Parten hier binnen Landes nicht weren thor Stede/ so mögen se sodane ehre Lehen von dem Fürsten de hier thor Stede is/ empfangen/ auerst ehren Eydt/ schölen se beyden gleicher treu und hold tho sinde/ Und wannee des andern Parts Fürsten darna binnen Landes kamen/ schölen se ock verpflichtet sin/ von denselben Fürsten glick dem andern sodahne ehre Lehn tho empfangende und wontliche Eyde tho donde/ Item Alle Geistliche Lehen de den Fürstenthumen düsser Unser Lande tho verlehnende thogehören/ de schölen und willen we von beyden parten verlehnen/ glick en Jahr umme dat ander/ alle Jahr up den Dach dato dieses Breves/ de up de Delung düsser Lande nu gemacket is/ nemliken den Dag Lanecutzy mede in thoreteende anthonemende/ uthgenhamen de beiden provestiat tho Hamborg und Schleßwig/ de wy/ wenner und und wofaken de Dodes halven loesfallende werden/ de eine Reise umme de andeee Uns beholdende tho verlehnen.

Und so dann Uns König Johan und Unsen Erven thogefallen is/dit erste Jahr alle Geistliche Lehne tho vorlenende/ so schal Uns ock thogehören de erste Prowestey/ in wat Jahre de loes fallen werde tho vorlenende/ und dann so fortan schöllen und willen wy von beiden Parten/ die beyden Prowesteyen forders mehr verlehnen/ so als de loesfallende werden/ stede eine Reise umme de ander/ Item wenner jemands sothane Geistliche Lehn als von Uns/ als Herrn disser Lande tho Lehne gahn/ verlaten will/ effte verbüten/ dat schall men dohn mit Unser beyder Paete bewisliker Volbort und Willen/ anders schall idt machtlos und von nenen würden sin/ Item wenner wy gemene Landtbede willen bidden/ dat schall geschehen mit beider Parten Weten und Willen/ und de schal

Anno 1490.

Uns tho gelicker Delung them besten kahmen / und tho gadr / also dat man de aver alle disse Unse Lande sammlen und bringen schall thosamende / de den vordan glick in twe Parte tho delende. Item: Unse Stadt Hamborgk und was darum langes her verpandet is / mit allen ehren Forstlichen Herlicheden / thobehörungen / Dinsten und Pflichten / willen wi Uns von beiden Parten / deger und alle glick beholden. Fordee mehr nichts darin thoverplichtende oder tho oerpandende / sonder mit beyder Parte bewisliker Volbort und Willen. Item de Vorschrevinge / Veremingr / ersflicke thosprake und beukinge / Unsen seligen Herrn Vader op Unse Landt Dittmarschen gethan / schall Uns in beiden Paeten tho gude kamen; Item die Lösunge der Borch Freyberg / effte dr mit rechte in dat Hertogdohm Schleßwig gehöret / willen wy Uns eck tho beiden Parten beholden hebben / item effte welcke Summen in beiden Parten der Verpandung nu effte mehr hernahmals befunden worden / wen in dössen Hovet-Brieffen der Delung vortekent sin worden / de scholen Uns in beiden Parten / glick tho Baten und Schaden kommen / und efft etwas in düsser Delung vergeten / und nicht hierinne mede genöhmet were worden / dat schal ock beiden Parten kamen thom besten. Item als dan Fehmern dat Land in der Vorpandinge in Segeberge Part angeschlagen is / vor achtein dusend Mark tho lösende / und alle Hure / Pacht / Plicht und Jehrlicke Uffkamen in der Delung up achtein hundert und diff und vöfftig Marek gerekent sind / wes dat Land Fehmarn mit dem Schlate Glambeck in der Verpandung / bey den von Lübeck höger wan achtein dusent Marck gefunden werdet Verpande / und ock wes dat sülve Land mit dee Stadt-Plicht thor Borch und Lutkenhaven min effte mehe / wen achtein hundert und fif und fofftig Maeck jährlicher Rente gifft / schall ock Uns von beiden Parte tho feamen und schaden kamen.

Item ob jemands in des einen Parte Boesheit effte undadt dede / edder och mit Landrechte verwunnen würde / de schal in des andern Part nicht gehusrt / geheget effte entholden werden / dem Parte dar he gegen gebracken hefft / entgegen effte tho weddern / alles ohne arge List / jennigerley Hülpe / Redr und Geschrdr. Alle düsse vorgeschrevene Stücke / Punct und Articul / reden und laden wy König Johan und Hertzog Friederich Gebrüdere obgenant / vor Uns / Unse Erven und Nachkomlinge / strde / fast / unverbracken und unwedderroplicken tho ewigen Tiden also tho holdende. Und hebben des tho groter Verwahringe und Tüchnisse Unser beider insegele wetlicken an düssen Breff laten hangen.

Und wy Dorothea von Gottes Guadrn tho Dennemarcken / Schweden / Norwegen / der Wenden und Gothen Königin / Hertzogin zu Schleßwig / Holstein / Stoemarn und der Ditmarschen / Grävin zu Oldenburg und Delmenhorst / ꝛc. Hanß von Ahlefeld Ritter / Heinrich Rontzow Bredicken Sohn / Heneich von Ahlefeld Herrn Johans Sohn / Hans Rantzow Heneich Sohn / Sievert Brocktorff / Claus von der Wisch / Marquard von Ahlefeld Gerries Sohn / Benedictus Pogwisch / Hanß Pogwisch Wulffs Sohn / Ove Rantzow und Borchert Eeummendick hebben nechst der obgnannten Unser leven Söhne un gnädigsten Herrn Insiegel / Unsere Insiegel thoer wetlichkert mädr an düssen Breff laten hangen / de gegeven und geschreven is na Christi Gebort / dusend veerhundert in dem negentichsten Jahre am Tage Laurentii, des Heiligen Märterers / und up dem Schlate Gottorff.

CXL.

11. Sept. *Liga inter* MAXIMILIANUM I. *Regem Romanorum & HENRICUM VII. Regem Angliæ, contra* CAROLUM VIII. *Regem Franciæ inita. Datum apud Oking die* 11. *Septembris* 1490. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. XII. pag. 397. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le Recueil de FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 331.]

UNIVERSIS & singulis, ad quos præsentes Litteræ pervenerint, nos *Ladron de Ghevara* Miles Consiliarius & Camerarius, ac *Jacobus de Gandebault* Secretarius in Ordinanciis & Guerris, Sacratissimi Principis *Maximiliani*, Dei gratiâ, *Romanorum Regis* Commissarii, Procuratores, & Deputati, Salutem.

Noveritis quòd,

Cum bellum eo fœliciùs & securiùs agatur quo plurimorum Principum auctoritate, consilio, ope, & auxilio conducatur, ac communis hostis virtus infirmior & debilior existat quo in plures adversarios divisa fuerit,

Idcirco nos, Commissarii & Deputati antedicti, cum, Spectabilibus & Præhonorandis Viris, *Thoma Lovell* Milite Thesaurario Cameræ Potentissimi Principis *Henrici Regis Angliæ & Domini Hiberniæ*, & *Henrico Aynesworth* Legum Doctore in Officio privati Sigilli ejusdem Regis secundario, Ambassiatoribus, Negotiorum Gestoribus & Commissariis, ad dominandi libidinem Illustrissimi Principis *Franciæ Caroli Regis* reprimendam mutuò communicantes, ex certis causis & considerationibus dictos Principes nostros ad hæc specialiter hinc inde moventibus, præter & ultra cæteras quaslibet Pactiones, Conventiones, & Confœderationes inter supradictum Sacratissimum Principem nostrum *Maximilianum Romanorum Regem* & antedictum Serenissimum Principem *Angliæ Regem* initas & contractas, & eisdem in robore suo nichilominus remansuris, speciales quasdam Intelligentias, Pactiones, Conventiones, Amicitias, Alligantias, & Confœderationes, de Consensu, Voluntate, & Mandato expressis ipsius dicti Domini nostri Regis, ac virtute potestatis per Litteras suas Patentes (quarum tenor infra sequitur) nobis attributæ, cum supradictis Commissariis *Angliæ Regis*, cum potestate similiter sufficienti per Literas dicti Regis Patentes (quarum tenor etiam subsequitur) munitis, concordavimus, appunctuavimus, contraximus, conclusimus, & concordavimus, ac per præsentes appunctuamus, contrahimus, concludimus, & concordamus, Articulos, Promissiones, Pactiones, Conventiones, Alligantias, Amicitias, & Confœderationes quæ sequuntur,

INPRIMIS, conventum, concordatum, & conclusum est quòd, inter dictos Illustrissimos & Potentissimos *Romanorum & Angliæ Reges*, Hæredes & Successores suos, sit una vera, firma, & inviolabilis Pax & Amicitia, futuris temporibus perpetuò per Dei gratiam duratura;

Et quòd in eâ aliisque Conventionibus subsequentibus comprehendantur Sacratissimus Dominus *Romanorum Imperator semper Augustus*, Illustrissimi Principes *Castelli & Legionis Rex & Regina*, eorumque Primogenitus, Serenissimus *Rex Daciæ, Norweciæ, &c. Rex Portugaliæ, Electores & Principes Imperii*, atque *Britanniæ Ducissa*, si in eis comprehendi velint.

Item, cùm *Carolus Gallorum Princeps* suique Progenitores, nonnulla Oppida insignia, Castra, Dominia, aliaque quamplurima nostra, Illustrissimorum Principum, *Romanorum Anglorumque & Hispanorum Regum*, Illustrissimi *Philippi Archiducis Austriæ, & Burgundiæ Ducis*, necnon Serenissimæ Principis *Annæ Britanniæ Ducissæ*, cæterorúmque Christianæ Religionis Principum, contra omnem Juris æquitatem, viribus & astutiâ nequiter usurpaverint usurpaveritque atque injustè detinet in præsenti,

Inter nos Oratores, Commissarios, Procuratores, Negotiorum Gestores, & Deputatos antedictos, vice, nomine, & auctoritate Illustrissimorum Regum & Supremorum nostrorum, concordatum, conventum, & conclusum est quòd, si dictus *Carolus Gallorum Princeps*, vel aliquis Hæredum aut Successorum suorum, aliquem præfatorum Principum Supremorum nostrorum, *Philippum Austriæ Archiducem & Burgundiæ Ducem*, seu *Britanniæ Ducissam*, vel alicujus eorundem Subditos per Terram aut Mare invaserit, aut Guerram de facto fecerit, aut fieri mandaverit, aut aliquis Subditorum suorum sine ejus Mandato Guerram fecerit, & *Gallorum Princeps* requisitus superinde Justitiam denegaverit aut facere neglexerit, & *dictus Rex*, sic per se aut suos Subditos invasus, propter invasionem sibi aut

suis factam, aut alter Regum prædictorum, propter invasionem *Duci* aut *Ducissæ prædictis* factam, aut Justitiam, superinde requisitam, & ab ipso *Gallorum Principe* denegatam neglectámve, contra eundem *Gallorum Principem* se hostem manifestè declaraverit, bellum contra eundem indicendo realitérque agendo, tunc si *Rex* sic invasus *aliam Regem* non invasum, aut *alter Regum* prædictorum, propter invasionem *Ducis* aut *Ducissæ* prædictorum, alterum Regem ad hujusmodi bellum requisierit, statim post ipsam requisitionem *Rex sic requisitus* se *ipsius Gallorum Principis* Hostem fore declarabit & manifestabit, ac bellum contra eundem *Gallorum Principem* seclusâ morâ indicet, Guerram per Terram & Mare contra eundem realiter & suis expensis agendo & prosequendo.

Item, concordatum, conventum, & conclusum est quòd, immediatè post ses menses, post requisitionem, ut prædicitur, per *Alteram* dictorum duorum Regum invasum *Alteri* non invaso factam, vel citius, si eisdem duobus Regibus id utile & conducibile visum fuerit, *uterque* Regum Romanorum & Anglorum prædictorum Regnum Franciæ cum tali armatorum potentia quapossit campum tenere, sèque & suos contra ipsum *Carolum Regem* communem eorum Adversarium tueri & defendere, ac verisimiliter sua Jura ab eo racuperare, in propria Persona ingradietur & suis expensis dictum *Principem Carolum* eorum Hostem invadet & realiter prosequetur.

Item, concordatum, conventum, & conclusum est quòd, si propter invasionem, *Ducissæ Britanaiæ*, ut præmittitur, factam, alter Regum Romanorum & Anglorum prædictorum alterum requisierit, utérque eorum, immediatè post sex menses a tempore requisitionis hujusmodi proximò futuros, vel citius si utrique eorum utile visum fuerit, Regnum Franciæ, cum sua potentia, ut supra, personaliter ingredi, *dictum Principem Carolum* eorum Hostem invadere infestaréque, ut præfertur, teneatur, dummodò *Britanniæ Ducissa*, per dictum *Francorum Principem* invasa, omnem & omnimodam Guerram tàm per Terram quàm per Mare contra eundem *Gallorum Regem* & suos pro viribus fecerit & realiter prosequatur.

Item, inter nos Oratores & Commissarios antedictos communicatum, concordatum, conventum, & conclusum est quòd, postquam utérque *Romanorum & Angliæ Regum* prædictorum Regnum Franciæ cum sua potentia personaliter ingressus fuerit, bellúmque invasivum, ut prædicitur, inibi fecerit, neuter eorumdem Regum sine alterius Regis notitia & consensu a bello incepto desistet.

Item, concordatum, conventum, & conclusum est, inter nos Oratores antedictos, & auctoritate, quâ in hac parte fungimur, *nostros Supremos supradictos* astringimus, & per præsentes obligamus, quòd, si post invasionem, in Regnum Franciæ per utrúmque *Romanorum & Angliæ Regum prædictorum* factam, *Aliquis* eorumdem Regum aliqua Castra, Villas, Munitiones, Fortalitia, vel Opida, ad *Alterum* eorumdem duorum Regum de Jure spectantia, evicerit aut quoquo modo adquisiêrit, *ille sic adquirens*, per *aliquem Regem* ad quem ea de Jure spectare noscuntur requisitus, magnâ sine difficultate & dilatione eadem *eidem requirenti* reddere, tradere, & deliberare debebit.

Item, concordatum & conclusum est, inter nos Oratores & Commissarios antedictos, quòd *neuter* dictorum Romanorum & Angliæ Regum Trangas, Amicitias, Confœderationes, aut aliquas alias Intelligencias, absque assensu & consensu eorumdem *Alterius*, cum *Carolo Gallorum Principe*, aut aliquo Successorum suorum, post invasionem per eosdem, ut præfertur, in Regnum Franciæ inchoatam, inibit aut faciet, seu inire aut fieri faciet, aut acceptabit.

Tenor verò Commissionis Sacratissimi Romanorum Regis, Oratoribus concessæ, sequitur sub hac verborum serie,

MAXIMILIAN, par la grace de Dieu, Roy *des Romains, tous jours Auguste*, Archeduc *d'Autriche*, Duc *de Bourgoingne, de Lothraine, de Brabant, de Lembourg, de Luxembourg, & de Gheldres*, Conte *de Flandres, de Thirol, d'Artois, de Bourgoingne*, Palatin *de Haynau, de Hollande, de Zellande, de Namur, de Zuytphen, & de Malines*, Marquis *du Sainct Empire*, Seigneur *de Frise & de Salines*, a tous ceulx, qui ces presentes Lettres verront, Salut.

Comme par la tressinguliere & tresparfaicte bienveullance Amour & affection, que nous avons à treshault & trespuissant Prince nostre treschier & tresame Frere *le Roy d'Angleterre*, saichans & bien acertenez qu'il ne l'a pas moindre envers nous, ainsi que tresamplement il a dit, declaire & afferme pour verite a noz Ambassadeurs derranierement envoies devers lui, & aussi le nous a escript & fait dire per plusieurs foiz, nous ayons delibere prendre avec nostre dit Frere plusgrandes Intelligences, Confederacions, & Alliances, & soit besoing pour icelles traicter, commettre aucuns notables Personaiges a nous seurs & seables;

Savoir faisons que nous,

A plain confians de seens, loyaultez, preudommyes, & souffisances de noz amez & feaulx Messire *Ladron de Ghevara* Chevalier nostre Conseillier & Chambellan, & Maistre *Jacques de Gondebault* nostre Secretaire en Ordonnance & de noz Guerres,

A iceulx, pour ces causes & autres ad ce nous mouvans, avons par bon advis & deliberation donne & donnons par ces dictes presentes signees de nostre main, auctorite, faculte & plaine puissance de traicter, faire & conclurra pour, & on nom de nous, avec nostre dit Frere *le Roy de Angleterre* toutes les Intelligences, Confederacions, & Alliances, qui seront avisees estre bonnes & prouffitables pour le bien & honneur de nostre dit Frere & de nous, noz Paiis & Subgectz;

Promettans, en parolle de Roy, ratiffier & avoir ferme, agreable, & estable tout ce que en ceste partie sera traicte, fait, & conclu par les diz Messire *Ladron*, & Maistre *Jacques*, comme se fait, traicte, & conclud l'avons en personne, quant ores se seroient choses qui requissent Mandement plus especial.

En tesmoing de ce nous avons fait mettre nostre Seel a ces presentes.

Donne en nostre *Ville de Wilme*, le XXII. Jour de May, l'an de grace Mille, CCCC. XC. & du Regne de nous Roy le cinquiesme.

MAX.

Par le Roy.

NUMAN.

Tenor verò Commissionis Anglorum Regis, Oratoribus concessæ sequitur, & est talis,

HENRICUS, Dei gratiâ, *Rex Angliæ & Franciæ, & Dominus Hiberniæ*, omnibus, has præsentes Literas visuris, Salutem.

Sciatis quòd,

Pro singulari & summa benivolentia, amora, & affectione, quam nos habemus ad Excellentissimum & Potentissimum Principem Carissimum & Dilectissimum Fratrem nostrum *Maximilianum* Regem *Romanorum semper Augustum*, Archiducem *Austriæ*, Ducem *Burgundiæ, Lothriæ, Brabantiæ, Lembourgiæ, Luxembourgiæ, & Geldriæ*, Comitem *Flandriæ, Thirolis, Artesiæ, Burgundiæ*, Palatinum *de Aynau, Hollandiæ, Zellandiæ, Namurci, Zutphen, & de Malyas*, Marchionem *Sacri Imperii*, & Dominum *Frisiæ & de Salins*, scientes & benè assecurati quòd non minori dilectione nos prosequitur, sicut ipsemet amplissimè dixit declaravit & pro certo affirmavit per suos Oratores ad nos transmissos, & sicut ad nos scripsit & diversis vicibus nunciari fecit,

Nos deliberavimus capere & habere cum *prædicto Fratre nostro* majores Intelligentias, & cùm opus sit ad easdem tractandas constituere aliquas notabiles personas nobis securas & fideles,

Notum facimus quòd nos,

Plenè confidentes industria, fidelitate, prudentia, & doctrina, dilectorum & fidelium nostrorum, *Thomæ Lovell* Militis Thesaurarii Cameræ nostræ, & Magistri *Henrici Ayaesworth* Legum Doctoris in Officio Privati Sigilli nostri secundarii, Consiliariorum nostrorum,

Eisdem, pro hujusmodi causis & aliis nos moventibus, per bonum avisamentum & deliberationem, dedimus & damus per præsentes, manu nostrâ signatas, auctoritatem, facultatem, & plenam potestatem tractandi, faciendi, & concludendi, pro nobis & nomine nostro, cum Spectabilibus Viris, Domino *Ladron de Ghevara* Milite Consiliario & Camerario ejusdem *Fratris nostri*, & Magistro *Jacobo Gondebault* suo in Ordinaneiis & Guerris suis Secretario, auctoritatem, facultatem, & plenam potestatem ab eodem Fratre nostro ad hoc habentibus, omnes Intelligentias, Confœderationes, & Alligantias, quæ videbuntur esse bonæ & utiles pro

com-

ANNO 1490. commodo & honore utriúsque nostrûm Patriarúmque & Subditorum nostrorum,

Promittentes, in verbo Regio, ratum, firmum, acceptum, & stabile habere omne & totum illud quod in hac parte per prædictos Consiliarios nostros tractatum, factum, & conclusum fuerit, sicut si penes personam nostram factum, tractatum, & conclusum fuisset, quamvis in eis requiratur Mandatum magis speciale.

In cujus rei Testimonium præsentibus Sigillum nostrum apponi fecimus.

Datum apud *Oking* octavo die Septembris, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, nonagesimo, & Regni nostri sexto.

Subscriptio autem talis est ut sequitur.

Per ipsum Regem & de data prædicta, auctoritate Parliamenti.

BACHELER.

Quæ omnia & singula nos Illustrissimi Principis *Romanorum Regis* Oratores præfati potestate quâ supra spondemus atque promittimus eundémque Regem nostrum firmiter obligamus quòd idem Princeps noster *Romanorum Rex* antedictus quatenus ipsum concernunt ratificabit & observabit, & in ac sub nomine suo proprio, unà cum manûs propriæ subscriptione, & sui magni Sigilli munitione, intra tres menses post datam præsentium proximò futuros innovabit.

In quorum omnium & singulorum præmissorum fidem & Testimonium nos omnes & singuli *Romanorum & Anglorum Regum* Oratores antedicti hiis præsentibus manibus propriis subscriptis Sigilla nostra apposuimus.

Datum apud *Oking* undecimo die Septembris, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, nonagesimo.

LADRON.
GONDEBAULT.
THOMAS LOVELL.
HENRICUS AYNESWORTH.

CXLI.

12. Sept. *Conventiones inter* MAXIMILIANUM I. *Regem Romanorum &* HENRICUM VII. *Regem Angliæ super bello* CAROLO VIII. *Franciæ Regi inferendo. Datum apud Oking die 12. Septembris Anno* 1490. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. XII. pag. 400.]

UNIVERSIS *& singulis*, ad quos præsentes Literæ pervenerint, nos, *Ladron de Ghevara* Miles Consiliarius & Camerarius, & Magister *Jacobus de Gondebault* Secretarius in Ordinanciis & Guerris, Sacratissimi Principis *Maximiliani*, Dei gratiâ, *Romanorum Regis* Commissarii, Procuratores, & Deputati, Salutem.

Cùm Serenissimus Princeps *Franciæ Carolus Rex* nonnulla Opida insignia, Castra, Dominia, aliáque quamplurima Jura Potentissimorum Principum *Romanorum Anglorumque & Hispanorum Regum*, necnon Illustrissimi Principis *Philippi Archiducis Austriæ & Burgundiæ Ducis* Serenissimæque Principis *Annæ Britanniæ Ducissæ*, atque cæterorum Vicinorum Christianæ Religionis Principum, contra omnem Juris æquitatem, viribus & astutiâ inique usurpaverit ac usurpat impræsentiarúmque detinet, usque adeò quòd nec pietati, nec Juri, nec Justitiæ, aut Religioni quovis pacto pareat aut parere velit,

Cúmque etiam certa Capitula conventa, conclusa, & jurata in quibusdam *Dietis*, *apud Franckfordiam & Ulmam* separatim celebratis, inter Sacratissimum Principem *Romanorum Regem* & eundem *Carolum Regem* minimè observavit, imò, spreto suo juramento, suáque ex culpâ & dolo, scienter & spontaniè, violavit, sicque illi Tractatus & Conventa in eodem nullius sunt vigoris & effectûs atque pro nichilo penitùs habentur,

Nos, *Ladron* & Magister *Jacobus*, præfati Sacratissimi Principis nostri *Maximiliani Regis Romanorum* Oratores, Commissarii, Procuratores, & Deputati antedicti, vigore & auctoritate Commissionis nobis ab ipso concessæ (cujus verò Commissionis tenor inferius inseritur) cum, Spectabilibus & Præhonorandis Viris, *Thoma Lovel* Milite Thesaurario Cameræ Potentissimi Principis *Henrici*, Dei gratiâ, *Regis Angliæ*, *&c.* & *Henrico Aynesworth* Legum Doctore in Officio Privati Sigilli ejusdem Regis Secundario, Oratoribus, Commissariis, Procuratoribus, & Deputatis (quorum quidem auctoritatis & Commissionis tenor etiam subinseritur) auctoritate, vice, & nominibus nostrorum Principum *Romanorum Anglorumque Regum* antedictorum, & *Philippi Archiducis Austriæ & Burgundiæ Ducis*, præhabitâ maturâ deliberatione, unanimiter tractavimus, concordavimus, convenimus, atque conclusimus, ac per præsentes convenimus, paciscimúrque, & concludimus, omnia & singula Capitula quæ sequuntur, modo & formâ subsequentibus, omnibus & singulis aliis Conventionibus, inter ipsos Reges antehac initis, in suo robore permanentibus atque permansuris. ANNO 1490.

Tenor verò Capitulorum, inter nos utriusque Principis antedicti Commissarios conclusorum, sequitur, & est talis,

INPRIMIS, nos, dictorum Illustrissimorum Principum *Romanorum & Anglorum Regum* Oratores & Deputati antedicti, nominibus eorum & pro eis, auctoritate & potestate nobis ab eis, ut præmittitur, concessis, concordamus, convenimus, & concludimus, ipsósque Principes nostros firmiter obligamus quòd, immediatè post tres Annos, post datam præsentium proximò futuros, vel aliquo tempore citius si utrique ipsorum Regum id utile atque conducibile videatur, uterque præfatorum *Romanorum Anglorumque Regum* contra dictum *Carolum Gallorum Principem*, & quemcúnque ejus Successorem, Bellum publicè indicet, séque ipsius Hostem manifestè declarabit, atque suâ cum Potentiâ quâ per se poterit in Regno Franciæ Castra metari, suorum inimicorum injurias viribus inibi propulsare, & sua Jura manu forti (Deo juvante) recuperare valeat, Bellum contra eundem *Carolum Regem* ejúsque Successores invasivum suo proprio ære realiter aget, ipsúmque Regnum Franciæ cum hujusmodi potentia in persona propria intrabit, & quanto commodè poterit continuò progredietur; sicque præfatum *Carolum Principem* suorum communem Hostem, & ejus Successores per Terram & Mare Bellicis Armis, pro ejus viribus, infestabit, nec *alter eorum* ab hujusmodi bello, sic incepto, sine expresso *alterius* consensu, infra duos Annos, dictam eorum in Regnum Franciæ invasionem proximò & immediatè sequentes, quovis pacto desistet.

Et, si contingat (quod Deus avertat) quòd alter dictorum *Romanorum & Anglorum Regum* (omni dolo, colore, fictione, & fraude semotis) ex aliqua causa legittima & necessaria, ut putà infirmitate, præpeditus fuerit, adeóque in dicto termino sic statuto in persona propria Regnum Franciæ cum sua potentia ullo modo, ut præmittitur, ingredi nequeat, quòd tunc, si alter *ipsorum Regum* in eo termino in persona propria dictum Regnum prout supradictum est cum sua potentia ingredi velit, *alius Rex* sic impeditus potentiam, qualem secum habuisset si Regnum Franciæ in persona propria, ut præfertur, ingressus fuisset, cum idoneo Capitaneo, in eodem termino transmittere teneatur; sic quòd per utriúsque Regis potentiam Bellum invasivum in Regno Franciæ agatur, & continuetur simili modo ac si *uterque Princeps* in persona propria dictum Bellum invasivum, prout supra inseritur, egisset.

Item, nos dictorum Regum Oratores, auctoritate nobis, ut præmittitur, commissâ, convenimus & concludimus, ac nostros Principes præfatos firmiter obligamus quòd, si dicti nostri Principes *Romanorum & Anglorum Reges*, ex quavis causa dictum eorum ingressum in Franciam, in fine triennii, ut præfertur, statutum, prorogaverit, & alium Terminum seu alios Terminos pro hujusmodi eorum ingressu in Franciam statuerint, quòd *uterque eorum Principum* tunc teneatur in illo termino seu terminis, per eos sic statuto aut statutis, Bellum invasivum contra dictum *Gallorum Principem Carolum*, communem eorum Hostem, ac ejus Successores, agere, & in persona propria cum sua Potentia Franciæ Regnum invadere, & ipsum Bellum continuare eodem modo, ac si in fine dicti triennii uterque eorum dictum Regnum, ut præmittitur, invasisset, licet hujusmodi termini aut terminorum prorogatio Litteris eorum missivis, absque magno illorum Sigillo, super hoc posthac habeatur.

Item, nos, dictorum Regum Oratores antedicti, auctoritate & potestate quibus supra, convenimus & concludimus ac nostros Principes firmiter obligamus quòd, postquam uterque ipsorum *Romanorum & Angliæ Regum* Regnum Franciæ seu cum potentia ingressus fuerit, atque Bellum in eodem invasivum, ut præfertur,

ANNO 1490. fertur realiter egerit, neuter *ipsorum Regum* cum dicto *Carolo Rege* aut aliquo Successorum suorum Treugas, Amicitias, Confœderationes, aut aliquas alias Intelligentias inibit aut faciet, aut iniri seu fieri faciet aut acceptabit.

Item, nos, Sacratissimi Principis *Romanorum Regis* Oratores antedicti, potestate quâ supra, spondemus atque promittimus *eundemque Regem nostrum* firmiter obligamus quòd omnia & singula præmissa, inter nos & Potentissimi Principis *Anglorum Regis* Oratores præfatos concordata, conventa, & conclusa, idem Princeps noster *Romanorum Rex*, pro sua parte & quatenus ipsum concernunt & attingunt, approbabit, ratificabit, & in ac sub nomine proprio, unà cum manus propriæ subscriptione & sui Magni Sigilli munitione, infra tres menses post Datam præsentium proximò futuros, innovabit.

In quorum omnium & singulorum præmissorum fidem & Testimonium nos omnes & singuli *Romanorum & Anglorum Regum* Oratores antedicti hiis præsentibus manibus propriis subscriptis Sigilla nostra apposuimus.

Datum apud *Oking* duodecimo die Septembris, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, nonagesimo.

LADRON.
GONDEBAULT.
THOMAS LOVELL.
HENRICUS AYNESWORTH.

13. Sept. *Articuli quidam supradictarum Conventionum plenius explicati aut limitati. Apud Oking die 13. Septembris* 1490. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c Tom. XII. pag. 403.]

UNIVERSIS *& singulis*, præsentes Literas inspecturis, nos, *Ladron de Ghevara* Miles, Consiliarius & Camerarius, & Magister *Jacobus de Gondebault* Secretarius in Ordinanciis & Guerris, Sacratissimi Principis *Maximiliani*, Dei gratiâ, *Romanorum Regis* Commissarii, Procuratores, & Deputati, Salutem.

Noveritis quòd nos, Commissarii & Deputati antedicti, vigore & auctoritate Commissionis Nobis ab ipso supremo Domino nostro concessæ (cujus Commissionis tenor inferiùs inseritur) cum, Spectabilibus & Prænobilibus Viris, Domino *Thoma Lowell* Milite Thesaurario Cameræ Potentissimi Principis & Domini *Henrici*, Dei gratiâ, *Regis Angliæ &c.* & Magistro *Henrico Aynesworth* Legum Doctore in Officio Privati Sigilli ejusdem Potentissimi Domini Regis Secundario, Oratoribus, Commissariis, Procuratoribus, & Deputatis (quorum quidem auctoritatis & Commissionis tenor etiam subinfertur) auctoritate, vice & nominibus nostrorum Principum *Romanorum Anglorumque Regum* antedictorum, præhabitâ maturâ deliberatione, unanimiter tractavimus, concordavimus, convenimus, & conclusimus, ac per præsentes convenimus & concludimus, paciscimúrque omnia & singula Capitula quæ sequuntur, modo & formâ sequentibus, omnibus & singulis aliis Conventionibus, inter ipsos Reges antehac initis, nihilominus in suo robore permanentibus atque permansuris.

INPRIMIS quòd,

Licet inter nos jamdudum auctoritate Commissionum nostrarum communicatum, conventum, & conclusum sit *quod, propter invasionem alteri eorumdem* Romanorum aut Angliæ Regum, *aut* Philippo Archiduci Austriæ & Burgundiæ Duci, *seu* Ducissæ Britanniæ, *per* Gallorum Regem *factam*, utérque Romanorum & Anglorum Regum, *post* alterius Regis *requisitionem*, *contra* Carolum Francorum Regem, *ejusve Successores*, *Bellum publicè indicere & realiter prosequi, ac in propriis Personis & expensis Regnum Franciæ invadere teneatur, nec a Bello sic incepto quovis pacto alter sine consensu alterius desistere possit*, ut in Litteris desuper confectis plenius continetur,

Nobis tamen *dictorum Romanorum & Anglorum Regum* Commissariis antedictis visum est, atque auctoritate Commissionum nostrarum prædictarum per præsentes convenimus, concordamus, & concludimus, quod post duos Annos, dictam eorum in Regnum Franciæ invasionem proximo & immediatè sequentes, uterque eorum Regum a Bello sic incepto, absque alterius expresso consensu, liberè desistere licebit, priore Conventione in aliquo non obstante.

Item, licet inter nos Commissarios antedictos, in eisdem Literis, auctoritate Commissionum nostrarum prædictarum, conventum & conclusum sit quòd, *si* *post invasionem per* Gallorum Principem *alteri* Regum Romanorum & Angliæ *prædictorum*, *seu* Philippo Archiduci Austriæ & Burgundiæ Duci, *aut* Ducissæ Britanniæ *factam*, alter Romanorum & Angliæ Regum *prædictorum* alterum *requisierit*, *uterque* Romanorum & Angliæ Regum, *immediatè post sex menses a tempore hujus requisitionis*, *Regnum Franciæ cum sua Potentia personaliter & expensis suis invadere teneatur*, ut in Litteris superinde confectis plenius continetur,

Nos tamen, Oratores antedicti, auctoritate, vice, & nomine Supremorum nostrorum, convenimus, concordavimus, & conclusimus, ac per præsentes convenimus, concordamus, & concludimus, quod alteri Regum prædictorum, sic requisito per *alterum*, immediatè post unum Annum integrum, Regnum Franciæ personaliter cum sua Potentia a tempore requisitionis sibi factæ invadere sufficiat, priore Conventione de tempore semestri non obstante.

Item, quòd,

Licet inter nos, Oratores, Commissarios, & Deputatos antedictos, in eisdem Literis, auctoritate Commissionum nostrarum, communicatum, conventum, & conclusum sit quòd, *si* alter Romanorum aut Anglorum Regum *propter invasionem*, *sibi seu* Philippo Archiduci Austriæ & Burgundiæ Duci *aut* Ducissæ Britanniæ *per* Gallorum Principem *factam*, *Regnum Franciæ personaliter invadere decreverit*, *&* alterum Regem *ad similem invasionem requisierit*, *tum*, *si requirens immediatè post sex menses a tempore requisitionis hujusmodi realiter Regnum Franciæ cum sua Potentia personaliter ingressus fuerit*, alter Regum *prædictorum sic requisitus similiter in sua persona cum simili Potentia pariter idem Regnum Franciæ invadere & ingredi teneatur*, ut in Litteris desuper confectis plenius continetur,

Nos tamen, Oratores & Commissarii antedicti, auctoritate Commissionum nostrarum ut supra, mutuò convenimus, communicavimus, & conclusimus, ac per præsentes convenimus, communicamus, & concludimus, ac Principes nostros obligamus & astringimus quòd, si *alter Regum Romanorum & Angliæ* supradictorum, dolo, fraude, & malo ingenio cessantibus, aliquo legittimo & necessario impedimento, ut putà infirmitate, detineatur, quo minus personaliter Regnum Franciæ invadere aut ingredi possit, & *alter Regum prædictorum* nihilominus personaliter dictum Regnum Franciæ cum sua Potentia invadere velit, *alter Rex* tunc, sic, ut præmittitur, impeditus, Exercitum ita sufficientem, ac si in persona propria Franciam invasisset sub idoneo Capitaneo gubernandum in Franciam infra supradictum tempus (ut præmittitur) transmittere, & Bellum incipere, ac realiter expensis suis prosequi teneatur, sic quòd per utriusque Regis Potentiam Bellum invasivum in Regno Franciæ agatur & continuetur simili modo ac si uterque *Princeps* in persona propria dictum Bellum invasivum, prout supra inseritur, egisset.

Item, inter nos Commissarios, Oratores, & Deputatos antedictos conventum & conclusum est quòd, immediatè postquam Illustrissimus *Princeps Philippus Archidux Austriæ & Burgundiæ Dux* ad ætatem maturam & legittimam pervenerit, tunc Sacratissimus Princeps *Maximilianus Romanorum Rex* procurabit, sollicitabit, faciet, & pro viribus curabit quòd *dictus Philippus* omnia & singula, in his & supradictis Literis contenta, observabit & perimplebit, ac in persona sua & pro se ac nomine suo innovabit, & se ad observantiam omnium & singulorum Articulorum, in his & supradictis Literis contentorum, cum supradictis *Romanorum & Angliæ Regibus* alligabit & confœderabit, ac, quemadmodum alii duo Reges supradicti se ad præmissa obligârunt & astrinxerunt, se sub suo Sigillo Magno obligabit & astringet.

Item, inter nos, Commissarios, Oratores, & Deputatos antedictos, auctoritate quâ supra, conventum & conclusum est quòd per præsentes modificationes, limitationes, correctiones, interpretationes, & additiones prioribus Literis, de quibus supra fit mentio, in aliis nullatenus derogetur, sed in omnibus & per omnia stabunt in omni robore suo & effectu, supradictis modificationibus, correctionibus, limitationibus, interpretationibus, & additionibus duntaxat exceptis.

QUÆ OMNIA ET SINGULA SUPRADICTA NOS, Sacratissimi Principis *Romanorum Regis* Oratores antedicti, potestate quâ supra, spondemus atque promittimus eundémque Regem nostrum firmiter obligamus quòd idem Princeps noster *Romanorum Rex* quatenus ipsum attingunt ratificabit, approbabit, & in ac sub nomine suo proprio, unà cum manûs propriæ subscriptione, & sui Magni Sigilli munitione, infra tres

ANNO 1490.

tres menses post Datum præsentium proximò futuros, innovabit.

In quorum omnium & singulorum Fidem & Testimonium nos omnes & singuli *Romanorum & Anglorum Regum* Oratores antedicti hiis præsentibus manibus propriis subscriptis Sigilla nostra apposuimus.

Datum apud *Oking* decimo tertio die Septembris, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, nonagesimo.

LADRON.
GONDEBAULT.
THOMAS LOVELL.
HENRICUS AYNESWORTH.

CXLII.

Verein zwischen den Prælaten, Grafen/ Freyen und den von Adel / wie auch denen Städten des Schwäbischen Bunds an einem: und der Gesellschafft des Löwens andern Theils/ zu desto besserer handhabung des von Kayser Fridrich zu Franckfurt aufgerichtern Landfriedens/ in zweyen Brieffen geschlossen / der erste ist der benannten Schwäbischen Bundesgenossen / wodurch sie alle hülff und beystand bemelter gesellschafft im fall der noth versprechen. Geben am Mittwoch nach des Heyligen Creutz erhöhung Anno 1490. Der ander ist der gegen-Brieff der gesellschafft des Löwens / wodurch sie ein gleiches dem Schwäbischen Bundt zusaget sub eodem dato. [PHILIPP DATT, Volum. Rer. German. Novum Libr. II Cap. X. pag. 309 §. 44 d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. I. Abtheil. II. pag. 88.]

C'est-à-dire,

15. Sept. *Confederation entre les Prélats, Comtes, Barons, Chevaliers, Nobles, & Villes de la* Confedération de Suabe *d'une part, & la* Societé Leonine *d'autre part, pour maintenir plus sûrement & avec plus d'efficace la* Paix publique *ordonnée à Francfort par l'Empereur* FRIDERIC; *ladite Confédération contenue en deux Instrumens; le premier de la part des* Confederés de Suabe; *l'autre de la part de la* Societé Leonine; *tous deux portant obligation d'une assistance reciproque dans les cas de nécessité, & datés du Mecredi après la Fête de l'Exaltation de la Ste. Croix* 1490.

WIr die Hauptleüt/ Prelaten / Graven ꝛc. der veraynigung und gesellschafft Sanct Jörgen Schilts —— —— bekennen offenbar mit diesem Brief. Als der allerdurchluchtigist Fürst und Herr / Herr Friderich/ Römischer Kaiser —— —— Unser allergnedigster Herr/ einen gemeinen Landfriden gemacht/ außschreiben lassen/ und zu halten gebotten hat/ Unß mitainander zuverainen und zuverbinden/ laut seiner Kayserlichen Mayestett Mandat und gebotzbrief/ an Unß ußgangen/ deß Datum steth zu Ynspruck/ an dem ain und zwanzigsten tag deß Monats Januarii, nach Christi geburt / vierzehenhundert und in acht und achtzigsten Jaren nechst vergangen: daß wir nun alß die gehorsamen der Kayserlichen Mayestett in aller undertenigkeit angenommen/ und Unß daruff in fruntlich aynung und verschreibung miteinander verpflicht und verbunden haben/ laut der aynungsbrief/ zwischen Unß darüber versigelt aufgericht. Und darumb/ daß derselb Landfriden dester baß gehalten und minder überfaren werde; auch wir/ die Unsern/ und alle die Unß zuversprechen stehen/ bey demselben Kayserlichen Landfriden auch Unserm Erb/ Freyheiten/ Rechtern/ altem herkommen/ und inhabenden gütern/ dester fridlicher und ruwiger belyben mögen: haben der durchluchtig/ Hochgeporen Fürst und herr/ herr Wolffgang Pfalzgraf by Rein/ Herzog in Obern und nidern Bayern ꝛc. alß einer der gesellschaft deß Löwen: und die Edlen/ striengen und vesten Hauptlüt und Rät der gemelten gemeinen gesellschafft deß Löwen/ Unser gnediger Heer und gut Fraund sollichen Landfriden/ alß die undertenig deß Heiligen Reichs/ auch angenommen/ und sich mit Unß/ und wir mit Ihnen fruntlich verschriben/ vertragen/ und verainigt: also daß wir alle/ die Unsern/ auch die Unß und den Unsern zuversprechen stehen/ die zit und Jarzal uß diß gedachten Landfriden/ durch Unß noch die Unsern/ der wir ungevarlich mechtig seyen/ wider/ oder gegen den vermelten Unsern gnedigen Herrn/ Hertzog Wolfgang/ und die Gesellschafft deß Löwen vorbenanter maßen/ die Ihren oder zugewanten/ oder die Ihn/ oder den Iren zuversprechen ston/ gemainlich/ oder sunderlich nichzit unfruntlichs fürnemen/ üben noch handlen/ auch wider sie kein hilff oder beystand schicken/ noch zu tun gestatten/ sonder sie fürdern sollen/ und wollen: deßglichen Ir Veind/ oder beschediger wissentlich in Unsern Herrschafften/ Schlossen/ Stetten/ Gerichten/ oder Gebieten/ nit hawsen/ herbergen/ glaiten/ zu- oder furschieben/ oder ainicherley zulegung tun/ in dehain weiß. Sonder/ wo sollich Ir Veind oder beschediger/ in Unsern Herschafften Gerichten oder Gepieten/ sunderlichs und gestrengs rechten gestatten/ und Ihnen auch zu Irer nothurfft/ in Unsern Schlossen/ Stetten und Gepieten/ offnung geben/ on Unsern kosten und schaden/ alles ungevärlich. Wär auch sach/ daß die dickgemelten/ Unser gnediger Herr/ Herzog Wolffgang und die gesellschafft von lewen obgelauteter weiß/ die Iren/ zugewanten/ oder die Ihr und den Iren zuversprechen sten/ gemainlich oder sonderlich von yemandes/ wer der oder die wären/ mit gewalt oder macht/ unerbolgt und unerlangt rechts/ überzogen/ gefangen/ an Iren lieben und gütern beschedigt/ Ire Schloß/ Stett oder Flecken belegert wurden: so ser dan der/ oder dieselben/ oder auch die Ihnen deß hilff oder beystand tun wolten/ oder wurden/ oder auch Ihre Schloß/ Stett/ oder Land/ Unß oder den Unsern icht gesessen oder gelegen wären: So sollen und wollen wir uff Ir ervordrung wider dieselben Ir widerwertigen Hauptlüt/ helffer/ zuständer und beschediger/ auch ihre Schloß/ Stett und Land/ mit beschedigung und anderm/ nach gelegenheit der Sach handlen und fürnemen/ alß ob es Unser aigen Sach wer; alles uf Unsern kosten und schaden/ getrewlich und ungevarlich.

Sie sollen auch gegen Iren Veinden und widerwertigen obgenant/ wo wir egemelter weiß zu krieg und aufrur kämen: keinerley friden/ bestand/ oder entlich richtung ingeen oder aufnemen/ wir/ oder die Unsern daein verwandt/ seyn dan auch darin begriffen und versorgt/ on geferd.

Und hierin so nehmen wir auß Unsern allerheiligsten Vatter den Pabst/ auch die allerdurchluchtigisten/ Großmechtigisten Fürsten und Herrn/ Fridrichen und Heern Maximilian, Römisch Kaiser und Kunig ꝛc. und die Durchluchtigen/ Hochgeborn Fürsten und Herrn/ Herrn Friderich und Herrn Sigmund Gebruder/ Margrafen zu Brandenburg ꝛc. Unser Allergnedigst und gnedig Herrn. Daruff haben wir für Unß alle/ die Unsern/ oder die Unß zugehoren und zuversprechen stan/ sollich Püntnuß und verainigung mit allen und jeden iren Stucken/ Puncten und Artickeln/ die zeit auß deß gemelten Landfriden/ bey Unsern Eren und trewen/ an geschworn aidsstatt versprochen zu halten und zu vollfüren Alles getrewlich und ungeverlich. Und deß zu urkund und befestigung aller obgeschriben ding/ so haben von Unß obgemelten Prelaten/ Grafen/ Freyen und der vom Adel wegen/ neulich wir diz nachbenanten/ Ulrich

ANNO 1490.

Anno 1490. Ulrich Graf zu Montfort und Herr zu Tettnang/ der zeit Hoptman am Bodensee und im Heggew. Aulbrecht Herr zu Limpurg/deß Römischen Reichs Erbschenck/ der zeit Hauptman deß tails am Kochen. Ulrich von Frundsperg/ zu Mindelheim / Ritter/ der zeit Hauptman deß tails an der Donaw/ und Jerg von Eyingen Ritter / der zit Hauptman deß tails am Necker: alle drey/ Unsere aigne Insigel für Unß und alle ander gemain gesellschafft Sant Jörgen Schilts/ alß darzu verordnet/ und erbetten/ und für alle Unser und Jr Erben und nachkommen/ offentlich hieran tun hencken. Und wir die Burgermeister und Rät deß Heiligen Reichs Stett/ nemlich Ulm / Nördlingen / Hall und Dinckelspühel / Unser Stett Insigel für Unß und alle Unser gemain Stett hieob genant/ alß auch darzu verordnet und erpetten/ und für all Unser und Ihr nachkommen auch offentlich tun hencken an diesen Brief. Under den obgeschriben Insigeln alle/ wir die Hauptleüt/ Prelaten/ Grafen/ Freyen/ Ritter und Knecht/die dom Adel und von den Stetten Unß deß alles zu halten vestiglich verbinden / gleicher weiß/ alß ob Unser aller und jedes Insigel besonder hieran hiengen / und all von Namen zu Namen/ an diesene Brief geschriben stunden. Der geben ist uff Mittwochen nach deß Heiligen Cruz erhöhung-tag Anno 1490.

Hernach volgen der Namen / so in der gesellschafft deß Löwen sind. Heer Wolffgang / Herzog in Obern und nidern Bayern ic. Sebastian Pflug / Herr vom Rabenstein/ zu Schwarzenburg. Aenagk Herr zu Wildenfelß und zu Schönkirchen. Johannß / Herr zum Degenberg. Bernhardin vom Stawff / Herr zu Erenfelß. Hintschick Pflug / Heer vom Rabenstain. Jheronimus von Stawff Heer zu Erenfelß. Herrmann Herbeck. Jörig Zeng. Heinrich Nothafft. Hanß von Stawff. Ludwig von Murach. Jörig von Barsperg. Hanß Indman. Jerig von Wallbaw. Hanß Paulestorffer. Jobst Zeng. Hans Zeng. Jerig Nothafft. Peter Rain. Sebastian von Wallbaw. Aulbrecht von Murach. Sigmund von Sattelpogen. Asmus Paolstorffer. Dieterich Hofer. Hanß Nothafft. Wilhelm von Raitenbuch. Pauls Lowblfinger. Christoph Rammer. Christoph Zeng. Wilhelm Paulstorffer. Caspar Nothafft. Jheronimus Nußperger. Hanß von Arlperg. Marx Warter. Hanß Turling. Hans Trasmitzer. Hans und Wilhelm die Stain. Ulrich Elsenbeck. Walthaser Berchtoltzhofer Gleyssentaler/ Walthasar Warsperg. Heinrich Liechtenecker. Jörig Bleysteiner. Hanß Mawscheimer. Wilhelm Schlammersdorff. Lienhart Norbeck. Hanß Planckenfelser. Hanß von Bernstat. Jerg Plauckenfelser. Wilhelm Berckhaimer. Gabriel und Sebastian von Barsperg.

15. Sept. Gegenbrieff der Gesellschafft des Löwen den Schwäbischen Bunds-Genoßen gegeben. Sub dato eodem. [Joh. Philipp Datt, Volum Rer. German. Novum Libr. II. Cap. X. pag. 310. 6 47. d'où l'on a tiré cette Piece qui est aussi dans Lunig, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Abtheil. II. pag. 89.]

C'est-à-dire,

Instrument de la même Confedération, de la part de la Societé Leonne.

Von Gottes gnaden / wir Wolfgang Pfalzgrade by Rin / Herzog in Obern und Nidern Beyern ꝛc. als einer der gesellschafft des Löwen: Und wir Hoptlüt / Rät und gemeine derselben gesellschafft/ bekennen offenbar mit diesem Brief. Als der allerdurchluchtigst / Großmechtigest Fürst und Herr/ Heer Friderich Römischer Kaiser —— Unser allergnedigister Herr/einen gemainen Landfriden gemacht/ ußschriben laßen / und zu halten gepotten / und nachmals den Würdigen / Wolgepornen / Edlen/ Strengen / Vest / Fürsichtigen/ Ersamen und wysen/ Unsern besonderen lieben / günstigen / gnedigen Herrn und guten freünden / Prelaten/Grafen / Freyen/ Ritter / Knechten / der Ritterschafft der Gesellschafft und verainigung Sanct Jörgen Schilts / und deß Heiligen Reichsstetten deß Puudts im Land zu Swaben. Mit namen Augspurg / Ulm / ꝛc. —— bey hohen Penen gebotten hat/ sich untereinander zuveraineu und zuverbinden/ lut siner Kayserlichen Mayestait Maudat und gepottbrief an Sy ußgangen/ deß datum steth zu Ynßpruck an dem 21. Tag deß Monats Januarii, nach Christi geburt 1488. Jaren nägst vergangen; daß Sy nun / alß die gehorsamen der Kayserlichen Mayesteit zu aller undertänigkeit angenommen / und sich daruff in fruntlich ainung und verschribungen mitinander verpflicht und verpunden haben/ lut der ainungsbrief/ zwischen Inen darum versiegelt und uffgericht. Und darum daß derselb Landfrid dester baß gehalten und minder überfaren werd: auch wir/ die Unsern/und alle die Unß zuversprechen sten/ by demselben Kayserlichen Landfriden/ auch Unserm Erb/ freiheit/ rechten/ altem herkommen und inhabenden gütern / dester fürderlicher und ruwiger beliben mögen; so haben wir solchen Landfriden/ alß ein gehorsamer fürst / und die undertenig deß Heiligen Richs/ auch angenommen/ und Unß mit den obgestimpten Prelaten, Grafen/ Fryen/ Heren/ Ritter/ Knechten/ der Ritterschafft der gesellschafft und vereinigung Sant Jörgen Schilts/ und denen von deß Heiligen Richsstetten obgemelt/ und sy mit Unß fruntlich verschriben/ vertragen und verainigt: also: daß wir alle/ die Unsern/ auch die Unß und den Unsern zuversprechen steen/ die zyt und Jarzal uß deß gedachten Landfriden / durch Unß/ noch die Unsern/ der wir ungevärlich mechtig syen/ wider/ oder gegen dem vermeltem Punt zu Schwaben/ den Jren/ oder zugewanten/oder die Jn/oder den Jren zuversprechen stond / gemainlich oder sonderlich nichts unfrunclichs fürnemen / üben / noch handlen / auch wider sy kein hilff noch bystand tun/ schicken/ noch zu tun gestatten/ sondern sy fürdern sollen und wollen. Deßglichen Jr vind oder beschediger/ wißentlich in Unsern Heerschafften/ Schloßsen/ Stetten/gerechten/ oder gebieten/nit hawsen/ herbergen / gleiten / zu-oder fürschüben/ oder einicherley zulegung tun/ in dehein wyß: Sondern/wo solch Jr vind/oder beschediger/ in Unsern Herschafften/ Gerichten oder Gebieten/betretten wurden/uff Jr ersuchen Inen fürderlichs oder gestrengs Rechten gestatten. Und Jhnen auch zu Jren nothdurfften/ in Unsern Schloßen/Stetten und Gepieten/offnung geben on Unsern kosten und schaden. alles ungeverlich. Wer och Sach/ daß die dickgemelte gesellschaft und Puntgnoßen im Land zu Schwaben/ die Jrn/ zugewanten/ oder die Jhnen und den Jhern zuversprechen steen/ gemainlich oder sunderlich/ von jemandes/ wer der oder die wären/ mit gewalt oder macht/ unerfolgt und unerlangt rechts/ überzogen/ gefangen/ an ihren liben oder guten beschädiget: Jre Schloß/ Stett oder flecken belegert wurden: so ferr dan der/ oder dieselben/ oder auch die Jhnen deß hilff oder bystand tun werdent/ oder wolten/ oder auch ihre Schloß/ Stett/oder Land/Unß oder den Unsern icht gesessen und gelegen wären: so sollen und wollen wir/ uff erforderung/ wider dieselbigen Jhr widerwärtigen/ Hauptlüt/ helffer/ zuständer und beschediger/ auch ihre Schloß/ Stett oder Land/ mit beschädigung und anderm/ nach ge-

ANNO 1490.

legenheit der Sach / handlen und fürnemen / alß ob es Unser aigen Sach wär / alles uff Unsern kosten und schaden / getrüwlich und ungeverlich. Sy sollen auch gegen Jrn Vinden und Widerwärtigen vorgenant / wa wir egemelter wyß zu krieg und uffrur kämen / keinerley friden / bestand / oder entlich richtung ingehen oder uffnemen / wir und die Unsern darinne verwant / seyn dan auch darin vergriffen und versorgt / on geverd. Und hierin so nemen wir uß / Unsern allerheiligsten Vatter den Pabst / auch die Allerdurchluchtigisten / Großmechtigisten Fürsten und Herren / Herrn Fridrichen und Herrn Maximilian / Römisch Kayser und König / Unser allergnedig Herrn. Und die Hochgeporen und Durchluchtigen Fürsten / Unser lieb Vetter und Brüder / Herrn Otten und Herrn Christopff baid Pfaltzgrafen by Rhin / Hertzogen in Obern und Nider Bayern —— Unser genädig Herrn; in der maß: ob Jr bajder Lieb und Gnaden / ainer oder mer / vom Punt / oder den Puntsverwanten / über billich recht / in irn aigen sachen bekriegt wurden. Wär aber Sach / daß sich die genanten Unser lieb Vetter / Brüder und gnädig Herrn / gemainlich oder sunderlich / in ander hilff oder händel begeben / von andrer wegen gegen dem Punt / oder deß Punts verwanten in krieg kämen / so sollen wir nicht wider Jr lieb und gnad sein / und Jnen auch gegen dem Punt / noch deß Punts verwanten kein hilff tun / sonder dem Punt und sinen verwanten gegen den andern helffen / wir sich lut dieser ainung gepürt. Daruff haben wir Unß alle / die Unsern / oder die Unß zugehören und zuversprechen stehen / sollich Püntnuß und verainung / mit allen und jeden Jren Stucken / Puncten und Artickeln / die zyt uß deß / geaielten Landfridens. Wir Herzog Wolffgang by Unsern Fürstliche würden und weeren zugesagt: und wir obgemelt gemein gesellschafft / by Unsern Eren und truwen / an geswornen aidtsstatt / versprochen / zu halten und zu vollfüren / alles getrwlich und ungeverlich. Und deß zu urkund und befestigung aller obgeschribner ding / so haben wir obgemelter Herzog Wolffgang / für Unß selb Unser Jnsigel / und wir hernachbenampten / Sebastian Pflug / Herr zum Rabenstain / zur Schwarzenburg Bernhardin von Stoff / Heer zu Erenfelß. Herman Haybeck von Wysentfelden. Heinrich Nothaffe zu Wernberg und Runtinug. Hanß von Stoff zu Erenfelß und Sinchingen / Rittere. Hanß Jndman zu Afferking. Hanß Pälsidorffer der Elter / zu den Euer und Valckenfelß. Jobst Senger zum Schneberg / und Tanstaen. Hanß Zenger auch zum Schneberg und Thairßnit. Sigmund und Sattelpogen zu Ornßwangk. Christoph Rammer zu Rain. Jerg von Bariperg zu Flingelsperg. Heinrich von Absperg zu Rumburg. Und Hanß Turlinger zum Tyrlstain; och für Unß und gemelter gemeiner gesellschafft wegen / Unser yeder sin Jnsigel auch an diesen Brief gehangen / under den obgeschribnen Unsern Jnsigeln. Wir Unß vorgenanter Herzog Wolffgang und wir Unß die obgeschriben / die vom Adel gemelter gesellschafft / für Unß und gemeine gesellschafft / auch für alle Unser und Jr Erben verbinden und gebruchen / alles obgeschriben vestiglich und getrulich zu halten / glicher wyß / alß ob Unser aller und jeder Jnsigel besonder hieran hiengen. und alle von Namen zu nahmen an diesen Brief geschriben stunden. Der geben ist / uff Mittwochen / nach deß Heiligen Cruz erhöhung tag / nach Christi Unsers lieben Herren geburt vierzehenhundert und in dem nunzigsten Jahren.

CXLIII.

20. Sept. *Modificatio quorundam Articulorum in Conventionibus inter* HENRICUM VII. *Regem Angliæ &* FERDINANDUM *&* ISABELLAM *Regem & Reginam Castellæ & Arragoniæ 27. Martii 1489. initis extantium. Datum apud Oking die 20. Septembris 1490.* [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. XII. pag. 413.]

ANNO 1490.

REx omnibus, ad quos &c. Salutem.
Sciatis quòd,

Cum inter Altissimos & Potentissimos Principes *Ferdinandum Regem & Helesabetham Reginam Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c.* & Illustrissimum Principem *Johannem eorum Primogenitum & Heredem*, Confœderatos & Consanguineos nostros Carissimos, eorúmque Hæredes & Successores ex Corporibus eorum legitimè procreatos ex una, & *Nos* & Illustrissimum Principem *Filium nostrum Primogenitum* nostrósque Hæredes & Successores ex Corporibus nostris legitimè procreatos ex altera partibus, nonnulla Pacta, Conventiones, Intelligentiæ, & Fœdera, hiis actis diebus, fuerint concordata, conventa, percussa, & conclusa,

Inter quæ certa sunt Capitula, Bellum, per dictum Consanguineum nostrum *Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c. Regem* & Nos, contra *Gallorum Principem Carolum* se Regem Franciæ nominantem ejúsque Hæredes & Successores indicendum realiter agendum & continuandum, tangentia, aliáque sunt Capitula Matrimonium, inter dictum Dilectissimum Principem Primogenitum nostrum *Arthurum* Principem *Walliæ*, Ducem *Cornubiæ*, & Comitem *Cestriæ*, atque Serenissimam Principem Dominam *Katerinam* dictorum *Regis & Reginæ Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c. Filiam quartam*, Dei gratiâ, ritè celebrandum & in facie Ecclesiæ legitimè solemnizandum, atque dotem & donationes propter nuptias proinde statuendam, præstandam, & persolvendam concernentia, prout in Literis, superinde confectis, quarum Data est vicesimâ septimâ die mensis Martii, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, octoagesimo nono, plenius continetur,

Cúmque tamen in dictis Capitulis nullus certus terminus aut modus specificatus est (videlicet) quo tempore & quo modo hujusmodi Bellum per *Nos* & dictum Consanguineum nostrum *Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c. Regem* contra dictum *Gallorum Principem* indici, agi, & continuari debeat, nec quando illa Princeps in Anglia habet traduci, nec etiam quo tempore prima pars Dotis, quam pro ea dicti *Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c. Principes* daturi sunt, persolvi debeat, & aut in pecunia numerata aut in Jocalibus seu Suppellectilibus quarta pars ejusdem Dotis persolvi teneatur, nullus terminus aut modus signanter præfigitur nec statuitur, sicut in ipsius dictis Literis plenissimè liquet.

Igitur, inter dictos Illustrissimos Principes *Regem & Reginam Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c.* Consanguineos nostros Carissimos & *Nos* concordatum, conventum, & conclusum est modo & formâ, prout in sequentibus Articulis & Capitulis plenius continetur,

INPRIMIS, inter Potentissimos ac Illustrissimos Principes *Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c.* atque *Angliæ Reges* antedictos pro eis, eorum Hæredibus & Successoribus antedictis tractatum, concordatum, conventum, & conclusum existit quòd, quamquam in dictis Literis, inter eos, ut præmittitur, confectis, concordatum, conventum, & conclusum fuerit quòd *neuter eorum aut Filiorum & Hæredum suorum faciet Pacem, Amicitiam, Trengas, nec Confœderationem cum* præfato Carolo Francorum Principe, *nec cum ejus Hæredibus, & Successoribus sine expresso alterius consensu, &, quandocumque aliquis eorum, Hæredumve suorum prædictorum contra ipsum* Francorum Principem *Bellum aut Guerram fecerit, alius eorum Pacem aut Trengas cum ipso* Gallorum Principe *facere seu habere nequeat, sed Guerram & Bellum contra eum agere & movere teneatur, ita tamen quod utrique eorum per unum integrum Annum, post decimum septimum diem mensis Januarii, Datam ipsarum Literarum immediatè sequentem, sine ulterius consensu Trengas componere liceat, in quibus Trengis alterum comprehendere teneatur, quodque a dictâ Guerrâ, sic per eos contra dictum* Gallorum Principem *indictâ & inceptâ, neuter eorum sine ulterius consensu desistere valeat, nisi prius ipse* Gallorum Princeps *præfatis* Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c. Principibus, *Comitatus Rocilionis & Sarritaniæ de sua voluntate restituat, quo casu ab hujusmodi Bello ipsi* Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c. Principes *sine* Regis Angliæ *consensu liberè desistere valeant, aut si dicto* Regi Angliæ *Hæredibus & Successoribus*

Anno 1490.

bus suis Ducatus Normanniæ & Acquitaniæ restituerit, quo etiam casu & ipse Rex Angliæ *ab ipso Bello sine dictorum* Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c. Principum *consensu desistere valeat*, ut in ipsis præfatis Literis plenius liquet,

Tamen, quia in hujusmodi ipsis Literis & Capitulis, Bellum contra ipsum *Gallorum Principem* gerendum, ut præmittitur, concernentibus, nulla certa fit mentio quale Bellum, quantáque cum potentia, quibúsve in Locis utérque dictorum *Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, *&c. Angliæque Reges* contra eundem *Gallorum Principem* ageret, & quo tempore incipiet,

Cúmque etiam certa Fœdera, Conventiones, & Intelligentiæ, modum, formam, & tempora hujusmodi Belli incipiendi & continuandi plenius specificantia, inter Sacratissimum *Romanorum* & Illustrissimum *Angliæ Reges*, contra eundem *Gallorum Principem* novissimè & citra dictam Datam Literarum percussa, conventa & inita fuerint,

Et quòd quàm utile & oportunum fuerit quòd ipsi tres *Romanorum*, *Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, *&c. Angliæque Reges* contra ipsum *Gallorum Principem* conjungantur, uniantur, & confœderentur, ac inter eos qualia Fœdera percutiantur, similísque bellandi modus contra præfatum *Gallorum Principem* habeatur, quo unusquisque eorum maturiùs & celeriùs sua Jura recuperare, ipsúmque *Gallorum Principem* magis infestare valeat,

Inter eosdem *Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, *&c. Principes*, & *Angliæ Regem* concordatum, conventum, & conclusum est, quantum ad ipsum Gallicanum Bellum attinet, prout in effectu inter præfatos *Romanorum & Angliæ Reges*, ut præfertur, nuperimè est concordatum & conventum (videlicet) quòd, si dictus *Carolus Gallorum Princeps* alterum dictorum *Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, *&c.* & *Angliæ Regum*, aut eorum Hæredes & Successores, eorúmve Subditos per Terram seu per Mare invaserit, aut Guerram de facto fecerit aut fieri mandaverit, aut aliquis Subditorum dicti *Principis Gallorum* absque ejus Mandato Guerram fecerit, & *Gallorum Princeps* pro ipsa injuria, sic per ejus Subditos absque ejus Mandato illata, requisitus, justitiam denegaverit aut facere neglexerit, & alter dictorum *Angliæ*, *Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, *&c. Regum*, propter hujusmodi invasionem sibi aut *Ducissæ Britanniæ* factam contra eundem *Gallorum Principem* se Hostem manifestè declaraverit, Bellum contra eundem indicendo & realiter agendo, & alterum Regum non invativum pro hujusmodi invasione ad consimile Bellum contra dictum *Gallorum Principem* peragendum requisierit, & immediatè post unum Annum, hujusmodi requisitionem proximò sequentem, idem *Rex* sic requirens in propria persona cum sua potentia qua inibi Castra metari & campum per se sustinere, suáque Jura, Dei gratiâ, per se recuperare valeat, Regnum Franciæ suo proprio ære & expensis suis ingredi, ac Bellum invasivum contra dictum *Gallorum Principem* realiter agere velit, tunc dictus *Rex* sic requisitus, statim post ipsam requisitionem, se *Gallorum Principis* Hostem fore declarabit & manifestabit, ac Bellum contra eundem *Gallorum Principem*, seclusâ morâ, indicet, Guerram per Terram & Mare & suis expensis realiter agendo & prosequendo, Regnúmque Franciæ in propria persona, cum sua potentia, qua inibi Castra metari & campum per se sustinere, suáque Jura, Dei gratiâ, per se recuperare valeat, immediatè post unum Annum, dictam requisitionem proximò sequentem, suo proprio ære & expensis ingredi teneatur, Bellum invasivum contra dictum *Gallorum Principem* peræquè agendo, dummodò præfata Serenissima *Britanniæ Ducissa*, si per dictum *Francorum Principem* invasa fuerit, omnem & omnimodam Guerram, tàm per Mare quàm per Terram, contra eundem *Gallorum Principem* & suos pro viribus fecerit & realiter prosequatur,

Et quòd neuter dictorum Regum a Bello, per eos sic incepto, sine expresso alterius consensu, inter duos Annos, eorum sic ingressum in Franciam proximò sequentes, quovis pacto desistet, nisi quòd interim tàm pro parte *Regis Anglorum*, Ducatus Normanniæ & Acquitanniæ, quàm & pro parte *Regis Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, *&c.* Comitatus Rocilionis & Saritaniæ ab ipso communi eorum Hoste *Gallorum Principe* recuperentur, & ad manus & potestatem cujuslibet eorum reducantur, in quo vero casu utrique ipsorum Regum, sine alterius consensu, ab hujusmodi Bello liberè desistere liceat, quibuscúmque Conventionibus seu Pactionibus, inter eos initis & indictis, prioribus Literis contentis, in aliquo non obstantibus.

Item, cum præfatus *Carolus Gallorum Princeps* nullo Juris ordine sed sola ejus potentia omnes sibi vicinos Principes maximis injuriis affecerit, plurimos exhæredaverit, atque Illustrissimorum Principum *Romanorum*, *Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, *&c.* & *Anglorum Regum*, necnon Serenissimæ Principis *Britanniæ Ducissæ*, cæterorúmque Principum nonnulla Jura nequiter antehac usurpaverit, inter Illustrissimos Principes *Regem & Reginam Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, *&c. Angliæque Regem* antedictos conventum, concordatum, & conclusum est quòd, immediatè post tres Annos, post Datam præsentium proximò futuros, vel citius si eis id utile atque conducibile videatur, utérque præfatorum *Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, *&c.* & *Angliæ Regum* contra dictum *Carolum Gallorum Principem* Bellum publicè indicet, seque ipsius Hostem manifestè declarabit, atque Regnum Franciæ in persona propria suísque propriis expensis ingredi teneatur, tanta cum potentia qua per se inibi Castra metari & campum per se sustinere, suorum Inimicorum injurias viribus propriis propulsare, & sua Jura manu forti, Dei gratiâ, recuperare valeat, Bellum contra eundem *Gallorum Principem* realiter agendo, & quanto commodè poterit continuò progrediendo, ipsum eorum communem Hostem per Terram & Mare bellicis Armis pro ejus viribus infestans, & quod neuter ipsorum Regum ab hujusmodi Bello, sic per eos incepto, sine expresso alterius consensu, infra duos Annos eorum sic ingressum Franciam proximè sequentes, quovis pacto desistet nisi quòd interim, tàm pro parte *Regis Anglorum*, Ducatus Normanniæ & Acquitanniæ, quàm &, pro parte *Regis Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, *&c.* Comitatus Rocilionis & Saritaniæ, ab ipso communi Hoste eorum *Gallorum Principe* recuperentur, & ad manus & potestates suas reducantur, in quo verò casu utrique ipsorum Regum sine alterius consensu ab hujusmodi Bello liberè desistere liceat, quibuscúmque Conventionibus seu Pactionibus, inter eosdem Principes confectis, & in dictis prioribus Literis aut alibi contentis, in aliquo non obstantibus,

Et, si contingat (quod Deus avertat) quòd alter dictorum *Anglorum*, *Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, *&c. Regum*, omni dolo, fraude, & fictione semotis, ex aliqua causa vera, legittima, & necessaria, ut putà infirmitate, præpeditus fuerit, adeò quòd in aliquo termino sive propter eorum Ingressum in Franciam, immediatè post unum Annum post dicti *Gallorum Principis* invasionem, & superinde, ut præmittitur, requisitionem, aut immediatè post tres Annos, ut præmittitur, statutos, in persona propria Regnum Franciæ, cum sua potentia, ullo modo, ut præfertur, ingredi nequeat, tunc, si alter ipsorum Regum, in illo termino, in persona propria, ipsum Franciæ Regnum, prout supradictum est, cum sua potentia, ingredi velit, alius sic Rex impeditus potentiam, qualem secum habuisset si Regnum Franciæ, in persona propria, ut prædicitur, ingressus fuisset, cum uno idoneo Capitaneo, in eodem termino in Franciam transmittere teneatur; sic quòd per utriúsque Regis potentiam Bellum invasivum in Regno Franciæ agatur & continuetur, simili modo & peræquè ac si *uterque Anglorum*, & *Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, *&c. Rex* in Persona propria dictum Bellum invasivum, prout supra inseritur, egisset.

Item, inter dictos Potentissimos Principes *Regem & Reginam Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, *&c. Angliæque Regem* conventum, concordatum, & conclusum est quòd, si ex quavis causa dictum terminum triennalem, pro eorum descensu & ingressu, ut præmittitur, in Franciam statutum, prorogaverint, & alium terminum seu alios terminos pro hujusmodi eorum descensu & ingressu in Franciam statuerint, quòd utérque eorum Regum tunc teneatur in illo termino seu terminis, sic per eos statuto aut statutis, Bellum invasivum contra dictum *Gallorum Principem* agere, & in Persona propria, vel per idoneum in casu præmisso Capitaneum, cum sua potentia Franciæ Regnum ingredi, communem eorum Hostem invadere, & ipsum Bellum continuare eodem modo, ac si in dicto termino triennali uterque ipsorum dictum Regnum, ut præmittitur, invasisset, licet hujusmodi termini aut terminorum prorogatio seu præfixio Literis eorum missivis, absque magno eorum Sigillo, dumtaxat superinde posthac habeatur.

Item, inter dictos Excellentissimos Principes *Regem & Reginam Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, *&c. Angliæque Regem* concordatum, conventum, & conclusum est quòd, quousque Bellum realiter inter *eos*

Anno 1490.

& *Gallorum Principem*, ut præmittitur, agatur, & ante dictorum trium Annorum finem, dumtamen ipse *Gallorum Princeps* interim neutrum eorum invaserit, utrique eorum Regum sine alterius eorum consensu liceat Treugas cum ipso *Gallorum Principe* componere, ita tamen quòd in hujusmodi Treugis utérque eorum eas sic componens alterum nomines & comprehendat, si in eis comprehendi velit, sic quòd, ipsis Treugis durantibus, de ipso Bello invasivo, in fine termini trium Annorum, per eos, ut præfertur, indicendo, liberius mutuò tractare & pro eodem maturius providere valeant, quibuscúmque Conventionibus, contentis in prædictis Literis, aut aliàs inter eos, ut prædicitur, confectis, non obstantibus,

Et quòd, post dictos tres Annos, Datam præsentium immediatè sequentes, aut postquam utérque eorum Regum Regnum Franciæ sua cum potentia, ut præfertur, ingressus fuerit, atque Bellum in eodem invasivum realiter egerit, neuter ipsorum cum dicto *Carolo Rege* aut aliquo Hæredum Successorúmve suorum Treugas, Amicitias, Confœderationes, aut aliquas alias Intelligentias sine expresso alterius consensu inibit aut faciet, inirive seu fieri faciet aut acceptabit.

Item, inter ipsos Potentissimos Principes *Anglorum Regem, ac Regem & Reginam Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c.* concordatum, conventum, & conclusum est quòd, si, post hujusmodi invasionem in Regnum Franciæ, per utrúmque ipsorum, ut præmittitur, factam, alter eorum Regum aliqua Castra, Villas, Munitiones, Fortalitia, vel Opida ad eorum alterum de Jure spectantia recuperaverit, evicerit, aut quoquo modo acquisiérit, ille sic ea adquirens, per alterum eorum, ad quem de Jure ea spectare noscuntur, ipsa restituere requisitus, statim incontinenti & sine difficultate aut dilatione quacúmque ea eidem requirenti reddere, tradere, & deliberare debebit.

Item, cum in dictis Literis & Capitulis de præfatæ Serenissimæ Principis *Katerinæ Filiæ quartæ* Excellentissimorum Principum *Regis & Reginæ Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c.* in Angliam traductione, Matrimonii celebrandi causâ cum dicto Illustrissimo Principe *Arthuro Regis Angliæ Primogenito*, nullus certus terminus præcisè est specificatus & statutus, neque quo certo tempore prima medietas Dotis seu Donationis propter hujusmodi nuptias per ipsos *Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c. Principes* ipsi *Regi Angliæ* persolvenda numerabitur & dabitur, & an quarta pars ejusdem Dotis in pecunia numerata aut in jocalibus, vestimentis, ornamentis, aut suppellectilibus, Domini Custodis privati Sigilli Angliæ relationi & certificatorio referatur & stetur, prout in eisdem Literis & Capitulis plenius continetur,

Inter dictos Potentissimos Principes *Regem Angliæ ac Regem & Reginam Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c.* conventum, concordatum, & conclusum est quòd, quamprimum ille Illustrissimus Princeps *Arthurus Angliæ Regis Primogenitus* fuerit completè quatuordecim Annorum, & præfata Serenissima Princeps *Katerina* ipsorum *Regis & Reginæ Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c. Filia quarta* fuerit completè duodecim Annorum, ipsa Princeps *Domina Katerina*, expensis suorum Parentum in Angliam (videlicet) in Portu Londoniæ, Bristolliæ, Suthamptoniæ, aut alibi infra idem Regnum ubi commodiùs applicare poterit traducatur,

Et quòd dicti Serenissimi Principes *Rex & Regina Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c.* eorúmve Hæredes & Successores, infra quatuor dies ante vel post solemnisationem Matrimonii, inter præfatos *Arthurum & Katerinam* Principes celebrati celebrandíve, *centum milia scutorum (unoquoque eorum quatuor Solidos & duos Denarios Sterlingorum Monetæ Angliæ valente)* realiter solvent solvive facient, & *quinquaginta milia hujusmodi Scutorum* infra unum & primum Annum dictam solemnizationem proximò sequentem persolvent, & alia *quinque milia Scutorum* infra secundum Annum ipsam solemnizationem proximò sequentem, *præfato Angliæ Regi* ejúsve Deputato seu Deputatis solvant aut solvi facient in pecunia numerata, aut vasis seu jocalibus aureis & argenteis, sic quòd una quævis eorum uncia recipiatur secundùm ejus verum valorem prout in Anglia tempore solutionis ejusdem hujusmodi uncia valet & æstimationem habuerit,

Quam quidem solutionem dictorum *ducentorum milium Scutorum* nomine Dotis seu Donationis propter Nuptias, *Regi Angliæ*, ut præmittitur, fiendam, ipsi *Rex & Regina Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c.* promittunt facere & fideliter perimplere, & ad inviolabilem ejusdem solutionis observantiam se, suos Hæredes, Successores, Subditos, & eorum bona firmiter obligant & astringunt, sub eisdem modis, formis, & temporibus, prout in hiis Literis est superius signanter specificatum & contentum, & sub eisdem securitatibus, cautionibus, & promissis quas pro hujusmodi Dotis solutione in dictis Literis, quarum Data est de dictâ vicesimâ septimâ die mensis Martii, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, octuagesimo nono, promiserunt, fecerunt, & se obligârunt,

Et, ad securiorem & firmiorem dictorum *ducentorum millium Scutorum* solutionem, nomine Dotis seu Donationis propter Nuptias, *Regi Angliæ*, ut in hiis Literis continetur, fiendam & observandam, & tertiam partem Dominiorum, Castrorum, Villarum, & Opidorum Principatûs Walliæ, Ducatûs Cornubiæ, & Comitatûs Cestriæ præfatæ Serenissimæ Principi *Katerinæ* nomine ejus Dotis modis, formis, & temporibus assignandæ, dandæ, & deliberandæ, sicuti in ipsis Literis dictæ vicesimæ septimæ diei mensis Martii pleniùs continetur,

Inter Excellentissimos Principes *Regem & Reginam Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ*, & *Regem Angliæ* est concordatum, conventum, & conclusum, quòd prædictæ promissiones, securitates, & cautiones, quæ in præfatis Literis, quarum Data est, ut supradicitur, vicesimâ septimâ die mensis Martii, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, octuagesimo nono, plenius continetur, in omni suo robore, vigore, & effectu permaneant, ac si in præsentibus Literis specialiter repetitæ fuissent, quibuscúmque Conventionibus, contentis in præfatis Literis, inter eos, ut præfertur, confectis, aut aliquibus aliis, non obstantibus.

Item, inter *dictos Angliæ, & Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c. Principes* concordatum, conventum, & conclusum est quòd, per præsentes modificationes, declarationes, interpretationes, limitationes, & additiones, nullo pacto aut aliquatenus derogetur prioribus Literis de Datâ vicesimæ septimæ diei mensis Martii antedicti, de quibus supra fit mentio, neque aliquibus Articulis aut Capitulis inclusis in eisdem, præterquam in omnibus & singulis in hiis Literis specificatis & inclusis, sed in omnibus aliis & per omnia ipsæ Literæ præfatæ stabunt in suo robore & effectu, hiis Literis non obstantibus.

QUÆ OMNIA ET SINGULA PRÆMISSA, quatenus Nos concernunt & attingunt, Nos *Henricus Rex Angliæ, & Franciæ, & Dominus Hiberniæ antedictus* promittimus & Nos, bona fide & in verbo Regio, & tactis per nos superinde Sacrosanctis Dei Evangeliis, firmiter obligamus & astringimus nos tenere, observare, & perimplere.

In quorum omnium & singulorum præmissorum Fidem & Testimonium hiis Præsentibus, manu propria subscriptis, Magnum Sigillum nostram apponi fecimus.

Datum apud *Okyng* vicesima die mensis Septembris, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, nonagesimo, & Regni nostri sexto.

Per ipsum Regem.

CXLIV.

6. Dec.

AUTRICHE ET BRUGES.

Traité de MAXIMILIEN *Roi des Romains, & de* PHILIPPE *Archiduc d'Autriche, avec la Ville de* BRUGES, *à qui ces Princes pardonnent. Fait à Bruges, le 6. Decembre* 1490. [JEAN MOLINET, Chroniques Manuscrites. Tom. II. pag. 147.]

MONSEIGNEUR le Comte de Nassou & de Vienne, Seigneur de Breda, Lieutenant du Roy des Romains nostre Sire, & de Monsieur l'Archiduc son fils, est content au nom de mesdicts Sieurs, de recevoir à grace & mercy la Ville de BRUGES, ensemble les Bourgeois, Manans & Habitans en icelle soubs les Poincts & Articles cy-aprez declarez.

Et premier en ensuivant la presentation par ceux de Bruges iceux feront amende honnorable a l'ordonnance de Monsieur le Comte de Nassou.

Item que pour amende civile, dommage, & interest ils payeront au Roy nostre Sire, & à Monsieur l'Archiduc son fils, 150. mille flotins à la Croix Sainct André, à sçavoir les 50. mille en deans 8. jours, & seront levez & ceuillez par une commune assiette sur les Bourgeois, Manans & Habitans de ladicte Ville, & en ce

ANNO 1490. ce ne seront reservez sinon ceux, qui se sont absentez de ladicte Ville, & tenus en l'obeyssance de mondict Sieur, avant que Picquavet fut accepté Capitaine de ladicte Ville de Bruges, & les autres cent mille se payeront à trois termes cy-aprez declarez, à sçavoir un tiers à la Sainct Jehan de l'an 1491. prochain venant, l'autre tiers au Noel ensuivant, & le residu à la Sainct Jehan 1492. lurs ensuivant. Laquelle somme de cent mille florins sera levée & imposée, par l'advis & ordunnaner de mondict Sieur de Nassou, & le plus notable & greigneure partie de ladicte Ville à la moindre foulle & dommage d'icelle, & pour ce qu'il convient que lesdicts 50. mille soyent prests en dedans 8. jours, & que icelle somme ne se peut brievement trouver si hastivement, est accordé que lesdicts de Bruges, seront tenus quittes en payant pour chacun florin, une once d'argent du nouveau poinçon de Bruges, ou d'autre argent en valeur à l'advenant.

Item seront tenus d'accomplir tout ce entierement, en quoy ils sont tenus par le Traité de la Paix de Tours, & payant les deniers & payemens, lesquelz a cause dudit Traité, ils doivent en monnoye ayant cours, selon la reduction sur ce faicte, à sçavoir chacun un flurin à la Croix Sainct André, ou la valeur d'iceluy.

Item que en ensuivant ledict Traicté de la Paix, & l'acte sur ce baillé par leurs Deputez, qui furent presens a faire ladicte Paix de Tours; lesdicts de Bruges seront icelle publier incontinent, & entretenir ladicte urdonnance de la monnoye, sans jour du mois sur ce introduict.

Item auront absolution & pardon general de tout ce qu'ils peuvent avoir offencé & forfaict, reservé un certain nombre des principaux malfaicteurs, qui out esté cause de la Guerre, lesquelz seront reservez, pour d'iceux, ensamble de leurs biens, estre faict au bon plaisir de mesdicts Sieurs, & les noms desquelz l'on leur envuye par escrit, & pour ce que mondict Sieur de Nassau est au plain informé, que aucunes personnes sunt presentement hurs de ladicte Ville de Bruges, lesquelz depuis la Paix de Tours se sont mes-usez, envers & contre la hauteur du Roy nostre Sire, & de mondict Sieur l'Archidue son filz, seront aussy reservez de cette Paix, pour, par mondict Sieur de Nassou, au nom comme dessus, povoir proceder à l'encontre de tels malfaicteurs par Justice, & selon l'exigence de leurs mesfaicts, & moyennant ce lesdicts de Bruges jouiront entierement de ladicte absolution. Et incontinent retourneront en leurs biens, en tel estat qu'ils les trouveront, nonubstant don de confiscation ou autres provisions qui leur pourroient sur ce estre contraires, & sans ce qu'il leur soit besoing avoir autre main levée.

Item jouiront doresenavant de l'estaple de la Marchandise de la Franchise de Confiscation, & encore de tous autres leurs Privileges en ensuivant ladicte Paix de Tours, & ainsy qu'ils firent au trespas de feu Monseigneur le Duc CHARLES.

Item que doresenavant ils ne pourront reprocher l'un à l'autre, ou injurier, ny faire question ou action de ce qui est faict & passé à cause desdictes Guerres, & dependances d'icelles sur peine d'en estre punis à la discretion de mondict Sieur de Nassou a l'exemple des autres, & toutes autres matieres concernants la Paix & le bien de ladicte Ville, lesdicts de Bruges s'en rapporteront à la volonté & discretion de mondict Sieur de Nassou, lequel y pourvuira tellement, qu'ils auront cause de le remercier.

CXLV.

1491. 7. Nov. *Concordia Hungarica inter* FRIDERICUM *Imperatorem &* MAXIMILIANUM *Romanorum & Hungariæ Regem ab una, &* ULADISLAUM *Hungariæ & Bohemiæ Regem atque Regnum Hungariæ ab altera parte, sancita; his legibus ut* ULADISLAUS *pro vero Rege Hungariæ maneat, Regnumque in Hæredes masculos suos transeat; sed si ei contigerit ex humanis decedere nullâ prole masculâ relictâ, tunc & in eo casu idem Regnum ad* MAXIMILIANUM *& Hæredes suos devolvatur. Conveniunt insuper, & Rex* ULADISLAUS *pollicetur, omnem operam apud Bohemos impendere, ut eo sine liberis masculis decedente, eundem* MAXIMILIANUM, *agnoscant, & in Regem sibi præficiant. Actum Posonii post Festum Sancti Leonardi Anno* 1491. [JOH. SAMBUCUS de *Ladislao* Rege Ungariæ in Append. ANT. BONFINII Rer. Ungaric. Hist. pag. 542.] ANNO 1491.

NOs Uladislaus Dei gratia Ungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Ramæ, Serviæ, Galliciæ, Lodomeriæ, Comaniæ, Bulgariæque Rex: nec non Silesiæ & Lucemburgensis Dux, Marchio Moraviæ & Lusatiæ &c. Recognoscimus & tenore præsentium notum facimus universis. Cum nos, qui Pacis & Concordiæ cupidi semper sumus, & illam cum omnibus Principibus Christianis, quantum in nobis est, habere & tenere, viresque & facultates nostras pro bono communi, & salute Republicæ Christianæ, in Hostes potius fidei, Sanguinem Christianum & perniciem Religionis Catholicæ sine fine sitientes, quam in Christianos ipsos convertere & expendere semper optamus: in causa Guerrarum, & dissentionum earum, quæ inter Serenissimos Principes D. Fridericum Imperatorem & Maximilianum Regem Rom. semper Augustos, Ungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ &c. similiter Reges, nec non Serenissimum Principem quondam D. Matthiam similiter Ungariæ & Bohemiæ Regem, &c. Prædecessorem nostrum claræ memoriæ, tandem inter nos suscitatarum, infra nominatos Oratores & Nuntios nostros speciales, cum plena & omnimoda nostra & ejusdem Regni nostri Ungariæ Facultate ad conveniendum & tractandum similiter cum infrascriptis Oratoribus & Nuntiis specialibus, præfatarum Imperialis & Reg. Romanæ Majestatum, his diebus superioribus, deputassemus, & ii ex utraque parte in Civitate nostra Posoniensi fraterne & amicabiliter convenissent, pluribus prius ac nobilibus inter se habitis tractatibus: postremo bono (ut non dubitamus) assistente Spiritu, in infrascriptos Articulos Pacis & Concordiæ cum bona & matura deliberatione, devenerunt: illosque pari & unanimi voluntate, & consensu in virtute Mandatorum, quæ utrinque habebant pro utriusque Partis commodo & quiete, proque totius Reipublicæ Christianæ consolatione & tranquillitate ac bono communi, concluserunt, Litterisque ac Sigillo eorum in hunc, qui sequitur, modum firmaverunt.

Nos Thomas Episcopus Ecclesiæ Jauriensis, &c. Regius Cancellarius in Ungaria, Comes Stephanus de Bathor, Judex Curiæ Regiæ & Vayvoda Transylvanus, Joannes Schellenberg, Regni Bohemiæ Cancellarius, Ladislaus Orzag de Guthagazonum, alter Ladislaus de Rozgon, Cubiculariorum Regiorum Magistri, Genesius Weitmallner Burggravius in Karlstein, & Magister Monetarum in montibus Cuthniz, Wilhelmus Paumkircher de Zalanock, & Joannes de Ruppou, Magister Curiæ Regni Bohemiæ, pro Serenissimo Principe, & Domino Uladislao Ungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ &c. Rege, Marchione Moraviæ, ac Silesiæ & Lucemburgensi Duce &c. D. nostro gratiosissimo & præfato Regno Ungariæ Nuntii & Oratores specialiter Deputati; recognoscimus & notum facimus, tenore præsentium, universis. Quod ad tollendas & prorsus extinguendas hostilitates, Guerras & dissensiones inter Serenissimos & Invictissimos Principes, & D. Dominos Fridericum Imperatorem, & Maximilianum Regem Romanorum semper Augustos, &c. ac Ungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ &c. Reges, eorumque Terras, Principatus, Dominia, Subditos & Incolas ex una: & Serenissimum quondam D. Matthiam Ungariæ & Bohemiæ Regem, & consequenter Serenissimum Principem & D. Dominum Uladislaum Ungariæ & Bohemiæ, & in Inclytum Regnum Ungariæ, Regna, Principatus & Dominia illi pertinentia, eorumdemque Subditos, & Incolas, partibus ex altera, dudum tempore Serenissimi Principis quondam D. Matthiæ similiter Ungariæ & Bohemiæ Regis claræ memoriæ exortas, & occatione juris, quod idem D. Maximilianus Rex ad ipsum Regnum Ungariæ, vigore cujusdam inscriptionis habere dignoscitur, post ejus mortem usque in hæc tempora nostra continuatas suffulti plenaria & omnimoda authoritate, & potestate præfati & Serenissimi & gratiosissimi D. nostri Uladislai Regis, prout in Literis mandati nostri Nobis desuper dati, claré contineri dignoscitur: Cum Spectabilibus, Magnificis & Generosis D. Thobia de Goskowiz, & de Cschernahora, præfatæ Majestatis Imperialis Capitaneo Generali, Matthæo de Spaur, suæ Majestatis Camerario, ac Pincerna Hæreditario Comitatus Tyrolonensis, Bernardo Perger, Juris Pontificii Licentiato, Imperiali Protonotario, & Joanne Fuessinagen Doctore Imperiali Consiliario, pro eodem Serenissimo Principe, & D. Domino Friderico

Anno 1491.

Rom. Imperatore semper Augusto, &c. Oratoribus, & Nuntiis specialiter Deputatis: item Yttel Friderico Comite de Zolarn, Regiæ Rom. Majestatis Capitaneo in Hohenburg, Bernardo D. de Polhaim, Decretorum Doctore, Regio Consiliario, Henrico Pruschinkh, libero D. in Stetenberg, Regio Camerario, Joanne Kyschorvath de Halapich, & Georgio Rorttaler, Regiis Consiliariis, pro eodem Serenissimo Principe & D. Domino Maximiliano Romanorum Rege semper Augusto &c. Ungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ, &c. Similiter Rege, Archiduce Austriæ, Duce Burgundiæ, Britanniæ, Brabantiæ, Stiriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Geldriæ, &c. Comite Flandriæ & Tirolis, &c. similiter Oratoribus, & Nuntiis specialiter deputatis: in unum convenientes, & inter præfatos Principes, nec non Regna, & Dominia, atque Subditos eorum Pacis materiam diu longeque tractantes: tandem post diuturnos & inexhaustos labores, divina aspirante Clementia, de communi & unanimi consensu, & concordia cum præfatis Oratoribus, pro quiete & tranquillitate dictorum Principatuum, & Dominiorum, tum & universæ Christianæ Religionis consolatione, hujusmodi Bella, Guerras, dissensiones & differentias præsentium tenore sopivimus, & prorsus extinximus, sub modo & forma Articulorum infrascriptorum, ad quos devenimus, eosdemque in virtute præfati Mandati nostri conclusimus, in hunc, qui sequitur, modum.

Primò convenimus, quod Serenissimus D. Uladislaus Rex, deinceps pro vero & indubitato Ungariæ Rege maneat: Regnumque ipsum etiam in Hæredes suos masculos legitimos, ex lumbis suis procreatos, sub conditionibus infrascriptis transmittatur, & devolvatur, quodque inter præfatos Rom. Imperatorem, & utrosque Reges, eorum Regna, Principatus, Terras, Dominia, Subditos, Incolas & habitatores eorundem, hinc in antea firma atque perpetua sit & maneat Pax, venia & concordia; ac quicquid hactenus ab initio Belli hujus, à tempore præfati quondam Regis Matthiæ usque in hunc horam, præda, captivitate, homicidio, exustione aut quacunque alia vi bellica inter hæc Dominia, Subditos, Habitatores, Stipendiarios & Ministros commissum est, id universaliter abolitum sit, & perpetuo extinctum. Et Principes ipsi amicitia, benevolentia & favore se mutuo complectantur: præcipuè verò Cæsarea, & Regia Rom. Majestates, ipsum D. Regem Uladislaum, uti suarum Majestatum Consanguineum Regnique sui Ungariæ Statum apud Sanctissimum D. nostrum summum Pontificem, Sedem Apostolicam, Principes Sacri Romani Imperii, & aliàs, ubi opus fuerit, præsertim in facto defensionis præfati Regni ab incursione & vastatione nephariæ Gentis Turcorum, sincerè promoveant, & faveant eisdem. Vicissim quod ipse D. Uladislaus Rex & Regnum, prænominatis Rom. Imperatori & Regi, omni studio & consilio, & favore adesse debeant, statum & dignitatem eorum pro posse suo adjuvando & ampliando.

Item conclusum est, quod omnia ablata in hoc Bello, præter bona mobilia (quæ, ut fit, illicò distrahuntur, ad quorumque restitutionem nemo præsentis tenore cogatur) Principibus, & ipsorum Subditis, moderationibus & conditionibus sequentibus restituantur. Inprimis, D. Uladislaus Rex, universa Castra, Civitates, Munitiones, & alia Loca cum suis pertinentiis, in Austria, Stiria, Carinthia, Carniola, & aliis Dominiis Hæreditariis Cæsareæ Majestatis, quæ in suæ Serenitatis & suorum Subditorum manibus sunt, & per quondam Dominum Matthiam Regem vi armorum, & in Bello, quod contra Imperialem & Regiam Rom. Majestates gessit, obtenta fuerunt, aut aliàs quoquo modo in manus suas venerunt, cum omni jure (si quod in illis habere potuit Romanorum Imperatorum) infra tempus, modos, & conditiones hic proximè descriptas, præsentis tenore reddere teneatur. Similiter & eidem Cæsareæ Majestati omnia jura, quæ idem D. Matthias Rex in Castris, quæ sua Majestas Cæsarea usque hodie in Terris suis Hæreditariis recuperavit, forma & modo melioribus, ut fieri potuit, cessisse intelligatur.

Item conventum est, quod ipse D. Uladislaus Rex, Loca subscripta infra hinc, & festum Sanctæ Luciæ proximè venturum, Rom. Imperatori, aut ejus Officialibus, quos ad hoc Majestas sua deputabit, reddere teneatur: & providere, quod in reddendo hujusmodi Loca, ipse Rex hominibus suis præcipiat, & disponat, ut pacifice, sine spoliis Oppidanorum, aut asportatione bombardarum, & aliarum machinarum bellicarum, quæ in præsentiarum in ipsis Locis sunt constitutæ, & ad ea præcise pertinent, recedant, hujusmodi machinis illic relictis, & sunt hæc Loca, quæ infra hinc, & festum Sanctæ Luciæ cedere debent: Stuchsenstein, Starhenberg, Gutenstein, Lichtenverd, Potendorff, Korneunburg, Schmida, Laa, Egenburg, Cillerstorff, Schonberg, Hohenprugk, & alia Castra, Loca, & munitiones, quæ fortè sunt in manibus D. Regis Uladislai, aliis non obligata, hoc tempore ceder. At Oppidum Retz & Castrum Wolkerstorff, D. Uladislaus Rex assignare tenebitur Rom. Imperatori, infra hinc & festum S. Blasii proxime venturum: infrascripta verò Castra, Oppida & Munitiones cum sint aliis obligata & inscripta, & hoc tempore egeat ipse D. Rex Uladislaus, ut ea ex illorum manibus redimat, conventum est, ut ea infra medium annum, aut ad summum, infra annum, initium ejus à festo S. Martini nunc instante computando, vel citius, ut fieri poterit, ad manus Cæsareas vel Rom. Regias, si (quod absit) Cæsar interea excederet ex humanis, consignare debebit: videlicet Kirchslach, Ebenfurt, Walterstorff, Horn, Altensteig, Gmund, Meilberg, Græbern, Katenbrun, Potenberg, Kreutzen, Stettett, Kadau, Schauenstein, Obern, Ruospach, Kramberg. Similiter & alia omnia, & si quæ Castra, & Loca cum suis pertinentiis, in præfatis Cæsareæ Majestatis ipse D. Uladislaus Rex assignare debebit. Ex parte autem Castri Schærkirchen, quoniam istud non vi armorum, sed emptionis titulo ad manus Sigismundi Schnaitpekh, à quondam nomine Reutter devenisse constat, conclusum est, quòd idem Castrum in manibus ipsius Schnaitpekh maneat: salvo tamen, quæ Hæredibus, & aliis jus ad dictum Castrum prætendentibus, ad eorum imperitionem coram Principe Patriæ, uti alius Patriæ incola, stet juri; quodque sententia mediante decretum fuerit, exequi patiatur absque aliquo impedimento: Castrum verò Johenstein Joanni Skolskii, ad quem jure Hæreditario pertinet, restituatur.

Item conventum est, si aliqui, quibus dicta Castra, & Munitiones obligatæ sunt, pro honesta & convenienti satisfactione, quam D. Uladislaus Rex ipsis offeret, infra nominatum annum, aut quecunque, ab ipso D. Uladislao Rege, in tali tempore anni requisiti fuerint, cedere nollent; quòd tunc Cæsar & Rom. Rex armis, auxiliis, & consiliis aut aliis viis & modis, prout Principes ipsi inter se convenerint, D. Uladislao Regi adesse tenebuntur, quo tanto commodius hujusmodi rebelles ad traditionem ipsorum Castrorum, quæ tenent, Cæsareæ Majestati constringere possit, quodque ipse Rex Uladislaus tenentibus hujusmodi Castra, talem ponat modum, quod in hoc tempore, quosque Cæsareæ Majestati consignari debent, redditibus ad ipsa Castra pertinentibus sint contenti, & vicinos non molestent, neque Pacis hujus violatores aut turbatores in ea Castra intromittant, neque cum eis fœdus ullum (sub quocunque colore aut forma id fieri possit) ineant: contravenientes, ut Pacis violatores, puniendo.

Item conventum est, quòd infrascripta Loca Ecclesiarum Prælatis pertinentia, per ipsum D. Uladislaum Regem ad manus Cæsareas, sub eadem inscriptione, & obligatione, sub qua ea tenuit Matthias Rex præfatus, aut ad manus Regias, casu, si interea Cæsar vita fungeretur, consignari debent: ita tamen, ut cum ipsi Prælati, ad quos hujusmodi Loca pertinent, Cæsareæ Majestati, aut post suam Majestatem, Rom. Regi satisfecerint; quod tunc suæ Majestates ea Loca ipsis Prælatis reddere, & nullo modo ab Ecclesiis alienare valeant. Sunt autem hæc, & nonnulla alia Loca, fere omnia apud manus Jacobi Zekelii: videlicet, Petovia, Prischatz, vel alio nomine Kaim, Lichtenuald, Reichenstein, & si qua sint alia hic non nominata, eadem lege tradi debebunt.

Item conventum est, quod Cæsarea & Regia Rom. Majestas, ipsum Jacobum Zekelii seriosè, & omni via meliori requirere debebunt, quod omnia, & singula Castra, Oppida & Munitiones, quæ in Terris Hæreditariis Cæsareæ Majestatis quondam D. Regis Matthiæ nomine tenuit, & hodie quocunque nomine tenet, sive sit Ecclesiarum, sive Cæsareæ Majestatis sive aliorum suæ Majestati absque ulla dilatione restituat. Et ne eis sese Rex per fidem præstitam, vel alio modo, ab ea traditione facienda excusare possit, conventum est, quod ipse D. Uladislaus Rex, similiter, & Illustris D. Dux Corvinus (quandoquidem Regnum cum eodem Duce concordavit, quod hujusmodi Castra Regno reddere debeat) eidem seriosè scribant, & admoneant, ut hujusmodi Loca præfata Cæsareæ Majestati, ad ejus requisitionem, absque ulteriori mora cedat in effectu. Qui si post hujusmodi requisitionem adhuc cedere noller, prætendens occasionem alicujus obligationis, qua vel D. Rex Uladislaus Regnum, vel

Dux

Dux Corvinus, sibi videatur esse obligatus, ad hujusmodi cessionem, donec sibi satisfiat, arctari non debere; conclusum est, quod in tali casu Rom. Imperator, vel Rex, tres viros eligere, similiter & Uladislaus Rex tres nominare, qui sex in Oppido Haimburg, in termino duodecim hebdomadarum initium earum à tempore requisitionis dictorum Castrorum computando, constitui; ubi & ipse Jacobus, & aliquis cum sufficiente Mandato, nomine D. Regis Uladislai & Ducis Corvini, coram illis comparere, qui, more Arbitrorum, hinc inde quilibet, & querelas, differentias, & actiones, & responsionem utriusque Partis sufficienter audire debebunt. Quibus auditis, studebunt Partes amicabili compositione unire. Quam si reperire non possint, ex hinc inde deductis, quid juris sit, cognoscent. Qui si sic sententiando omnes, vel major pars concordabunt, quod decretum est, illicò exequutioni demandent. Si verò sic sententiando sint pares quoque pro parte sua sententiam dicentes, ex tunc acta judicii una cum Arbitrorum Sententiis clausa, & signata, ad Illustrem Principem & D. Ottonem Ducem Bavariæ; tanquam Superarbitrum, qui ab ambabus Partibus ut se huic negotio intromittat, interpellari debebit, transmittent. Qui visis, unam ex illis Sententiis probare teneatur: & quamcunque suo laudo probandam duxerit, ea absque mora in executionem mitti debebit: ubi si Dominus Uladislaus Rex, aut Dux Corvinus, in aliqua pecunia solvenda sententiati fuerint: neque in prompta pecunia ii subitò solvere habeant: debet ipse Jacobus Zekelii, positis pignoribus sufficientibus, pro æquitate & qualitate debiti contentari. Totus autem ille judicii seu arbitrii actus, in termino duorum mensium, postquam Partes in Haimborgo comparuerint, finiri debebit: nisi jus ipsum longius tempus expostularet, at nihilominus teneatur Jacobus Zekel prænominata Castra, absque mora, ad manus Cæsareas consignare: qui si super hæc omnia rebellare, & hanc conditionem neque suscipere, neque loca præfata Cæsari cedere vellet, ex tunc ambo Reges & Cæsar se mutuo juvare debebunt, eundem ad obedientiam compellendo. Si tamen idem Jacobus Castra & Loca præfata Cæsari sine difficultate, & dilatione, postquam requisitus fuerit, restituet, conventum est, quòd ex tunc D. Uladislaus Rex de eo sit contentus, & ei quietantiam absolutoriam de omnibus præstet, si & in quantum nihil obligationis à sua Serenitate, vel Duce requiret.

Item quantum pertinet ad Castra & Oppida intra fines Regni Ungariæ constituta, videlicet Ferream Civitatem, Forchtenstein, Kobelstorff, Horstein, Rohonz seu Rechnitz, Guntz, Perstain, & alia Loca, quæ ante Bellum quondam Regis Matthiæ fuerunt in manibus Sacræ Imperialis Majestatis, conventum est, quod ea Loca omnia præter Rechnitz, cum suis pertinentiis antiquis (quod Imperialis Celsitudo de gratia speciali D. Wilhelmo Paumkircher, juxta suæ Majestatis Litteras donavit) debeant ad suam Majestatem remanere, secundum vim & tenorem prioris inscriptionis & Concordiæ, tempore præfati Regis Matthiæ cum Imperiali Majestate factæ. Sed quoniam Ferrea Civitas, & Forchtenstein, & Kobelstorff, usque hodie in manibus D. Regis Uladislai, aut suorum Subditorum habentur, conclusum est, quod ea loca cum suis pertinentiis idem D. Rex Uladislaus ad manus Cæsareas, infra hinc, & inde Sanctæ Gertrudis proxime venturam, quæ est decima septima Martii, Anni nonagesimi secundi, consignare debebit: retentis tamen omnibus conditionibus, circa ea Loca in priori Tractatu notatis, in suo vigore: præsertim in facto impositionis super Homines illorum Locorum, ob generale passagium, pro defensione Regni, & Jarium, & Exercitii Jurisdictionis pertinentiis ad Ecclesiam Jauriensem, aut alias Ecclesias Regni. Et quidem non solum in Locis præfatis, sed quibuscunque aliis Locis Regni, in quibus Decimæ de jure ipsi Ecclesiæ Jauriensi, vel aliis Ecclesiis in Regno consistentibus percipi solent. Ubi si quisquam Locorum illorum Capitaneus vel Officialis, aut alius Subditus Imperialis Majestatis in solutione Decimatum, aut aliorum Jurium, Ecclesiæ rebellis, vel ea Jura (uti Jus postulat) non solvisse compertus fuerit: compelli debet per Cæsaream Majestatem, ad satisfactionem integram, una cum expensarum solutione. Quocirca ut hujusmodi turbationes, quæ pro tempore fieri possent, vitentur, dignabitur Sacra Imperialis Majestas tales illic ponere Castellanos, qui cum vicinis amicabiliter vivant, via facti nihil contra eos attentent, & Ecclesiis sua Jura (ut ab antiquo est introductum,) relinquant. Item quòd ipse D. Uladislaus Rex & Regnum, Litteras illas obligatorias pro centum millibus Florenorum, datas quondam Matthiæ Regi in prima Concordia, Cæsareæ Majestati reddere debeant: quam si habere non possint, obligabuntur dare suæ Majestati quietantiam sufficientem, quâ sua Majestas, Subditi, & omnes Status Ducatuum & Dominiorum suæ Majestatis sint assecurati. Et nihilominus Litteræ hujusmodi, præsentis Tractatus vigore, ipso facto intelligantur cassæ & extinctæ.

Item ipse D. Uladislaus Rex, & universum Regnum, veteres illas inscriptiones super successione factas ratificare, confirmare & renovare teneatur; ita videlicet, quòd si ipsum Uladislaum Regem Hæredem masculum non contingat suscipere, aut susceptum vita fungi, nullo Hærede masculo per lineam rectam descendente, post eum relicto, Regnum ipsum, cum universis aliis Regnis, Provinciis & Dominiis, ad Coronam Regni*Ungariæ spectantibus, in ipsam Regiam Rom. Majestatem, aut ejus Hæredes, lineam rectam ex lumbis suis descendentes, devolutum intelligatur ipso facto. Item quo Regia Rom. Majestas de hujusmodi successione magis assecuretur, conclusum est, quod D. Uladislaus Rex hujus rei ac aliorum negotiorum Regni gratia citius (ut fieri potest) Diætam indicat, de cujus tempore D. Consiliarios Cæsareæ aut Regiæ Majestatum Viennæ existentes avisabit tempestive, ad quam convocet Prælatos, Barones, Civitates, & alios Regni Status potiores, in majori (ut pro temporis brevitate fieri poteli) numero: ubi & Rom. Regis Oratores adesse debebunt. Qui Prælati, Barones, Civitates, & alii Status Regni, illic comparendo hunc præsentem Tractatum solenniter acceptabunt. At omnes & singuli sese, pro se, Hæredibus & Successoribus suis, Litteris Patentibus inscribant hanc sententiam: Si D. Uladislaum Regem liberis masculis, ex lumbis descendentibus mortuis decedere contingat, quod in tali casu, ipsum Maximilianum Rom. Regem, aut eo non existente, aliquem ex filiis suis, aut iis non existentibus, eorum Hæredibus masculis, per lineam rectam ex lumbis eorum descendentibus, quem eligendum duxerint, pro suo legitimo & indubitato Rege acceptabunt, ad possessionem Regni absque omni difficultate venire permittent, in possessionem Regni inducent, & illi uti Regi & Domino suo debita obsequia præstabunt: hanceque sententiam publice & solenniter in eadem Congregatione Rom. Oratorum præsentia jurabunt.

Item, quoniam multi fortassis, quorum interest, aut interesse debebit, in hac Congregatione non comparebunt, & ipsius negotii magnitudo expostulat, ut hæc præsens Concordia omnium auribus immittatur, conclusum est, ut hac & aliarum Regni necessitatum gratia, D. Rex Uladislaus alteram Diætam generalem ad festa Pentecostes proximè ventura, vel circa, in aliquo insigni Loco, seu Civitate Regni, indicat: ubi similiter Oratores Rom. Regis adesse debebunt: in qua convocatis omnibus Incolis totius Regni, & Dominiorum illi pertinentium, hunc Tractatum & unionem universaliter publicari, & ab universo Populo Rom. Regem aut suos Hæredes, casu quo ipse Uladislaus Rex sine legitima prole masculina superstite mortem obiret, in futurum Ungariæ Regem acceptari faciat. Et si qui illic comparentes in priori Congregatione visi non fuerint: illi prænominatum juramentum publice, modo, quo supra dictum est, præstare, & Litteras confitentes itidem, quod generales illæ Litteræ in prima Congregatione recognoverunt, roborare debebunt.

Item conclusum est, quod hujusmodi Litterarum roboratio, & juramentum, deinceps de persona in personam descendat tamdiu, quo usque talis casus de succedendo Rom. Rege, aut sua prole verificetur: ità, quòd quotiescunque aliquem Regni Prælatum ad Prælaturam suam de novo assumi contingat, quòd is in assumptione sua, in præsentem Tractatum de successione Rom. Regis aut suorum Hæredum, juret velle observare, & eum prosequi, ut de juramento in prima Congregatione superius dictum est, insuper & Litteris Patentibus, quibus & juramentum hujuamodi se præstitisse, & Tractatum præsentem servare velle, sese obligare tenebitur. Alioquin nisi hæc fecerit, ad hujusmodi Prælaturam admitti non debet. Pari modo Palatinus Regni, Banus Croatiæ, Vaivoda Transylvanus, Comes Themesiensis, Bani de Jaytza, Zeveriensis, & Nandor Albensis, Castelli Castri Budensis, Comes Posoniensis, & alii Officiales Majores, & Castellani potiorum Castrorum Regni, quæ in finibus Regni sunt constituta, quotiescumque tales de novo ad sua Officia assumi contingat, jurare Rom. Regi & Literas dare, modo, quo supra de Prælatis dictum est, tenebuntur: neque alias Homini eorum Officiis præficiantur. Item Conservatores Sacræ Coronæ Regni præsentes & futuri, in

ri, in ingressu Officii sui jurabunt Rom. Regi, eam Coronam, si accidat D. Uladislaum Regem sine legitima prole decedere: nulla post eum masculina relicta, modo quo supra dictum est, ad nullius manus dare, sed pro Coronatione ipsius Rom. Regis, aut sui sanguinis, ex se per lineam rectam descendentis, fideliter conservare. Similiter & cum ipso Castro Vissegrad, soli Rom. Regi aut Hæredibus suis, in tali præfato casu obedire velle: & de his Litteras suas Patentes robotabunt.

Item, si D. Uladislaus Rex excederet ex humanis, Hærede masculo Annis minore relicto: conventum est, quòd hi qui Hæredem talem juxta Regni Ordinationes & Consuetudines sub tutela sua tenebunt, pari modo & de novo jurabunt, cum tutelam hujusmodi suscipient, præsentem Tractatum, quantum ad successionem, manutenere, & secundum illius tenorem vivere. Hæres insuper ipse, cum ad legitimam ætatem pervenerit, tenebitur omnia hic in præsenti Tractatu conclusa, Literis & Sigillis pro se & Hæredibus suis, eo modo, quo D. Uladislaus Rex fecit, antequam Regni gubernacula assumeret, roborare & confirmare. Et is modus servandus erit de Hærede in Hæredem, & Tutoribus eorundem, continuando quousque successio ipsa in sanguinem Rom. Regis, si superextat, devolvatur. Item conventum est, quòd Litteræ roborandæ in Prælatorum, Officialium, aut Tutorum assumptione, novæ, & aliæ Litteræ omnes, de quibus supra fit mentio, mox ut fuerint roboratæ, præsentari debeant in Hamburgum, reponendo eas ad Judicem, & Consulatum, aut Castellanum ibidem, uti placitum sive ordinatum fuerit per Rom. Regem, quorum opera ulterius ad manus Rom. Regis transmittentur. Item conclusum est, si D. Uladislaus Rex, sic, uti præmittitur, sine Hæredibus masculis decedens, filiam unam, vel plures reliquerit, tenebitur Rex Rom. vel Hæredes ejus, qui tunc Regno præficientur, easdem pro consuetudine Regni honeste dotare, & maritare. Item si D. Uladislaus Rex, sic, ut præmittitur, sine Hæredibus masculis decederet, uxore sua vidua relicta, tenebitur Rom. Rex dotem ipsi viduæ juxta Regni consuetudinem debitam solvere.

Ex integro idem conclusum intelligatur de Hæredibus succedentibus, Hæredibus Rom. Regis, quotiescunque viduas uxores post se superstites reliquerint. Item conclusum est, quòd Rom. Rex aut Hæredes sui, Regnum suscepturi, pro ejusdem Regni & Incolarum suorum consolatione, & commodiori contra Hostes defensione, in ipso Regno, saltem pro majori parte temporis, habitare dignentur. Item conventum est, si Regni Ungariæ Hæredibus modo prædicto in sanguinem Cæsareum devolvetur, quod is, qui juxta Capitula præfata à Regnicolis Rex acceptabitur, vel eligetur, pro Regni defensione, & consolatione, quàm primum venire, & accelerare debeat. Qui similiter non armis, ut Hostis, Regnum intret, sed se in limitibus Regni juxta morem expectet, quousque per Prælatos, Barones, & alios Regnicolas honorifice susceptus, sine dilatione introducatur: qui & tunc Jura, & Consuetudines Regni antiquas, & approbatas servare, & Regnicolas omnes in suis Juribus & Libertatibus, & approbatis Consuetudinibus conservare & confirmare promittet, quemadmodum & aliis Reges prædecessores sui promittere, & confirmare consueverunt. Item, Rom. Rex Titulo Regni Ungariæ uti poterit, & ita à Domino Rege Uladislao & Regnicolis appellabitur, quemadmodum Cæsarea Majestas eodem hactenus usa fuit, & deinceps utetur. Vicissim, quòd Cæsar, & Rom. Rex & ipsorum Subditi D. Uladislaum Regem Ungariæ cum titulo solito Regni Ungariæ appellare, & intitulare tenebuntur.

Insuper pro solidiori perpetuæ hujus Unionis fundamento conventum est, quòd idem D. Uladislaus Rex, circa Regnicolas Regni Bohemiæ laborare, & omnem sibi possibilem dare debebit operam, & studium impendere, quo eosdem inclinet & in hanc sententiam trahat, ut eo sine liberis masculis decedente, hunc D. Maximilianum Regem, aut Hæredes suos legitimos ex lumbis suis descendentes, Regem sibi præficiant: idque quantocius fieri potest incipere & omnes favores, & studia sibi possibilia adhibere debebit: ut ipse Rex Rom. & nemo alius, in hoc Bohemiæ Regno sibi in tali casu succedat. Item conventum est, quòd in recompensam aliqualem expensarum, factarum per Rom. Regem in hoc Bello, & requisitione juris sui, ipse D. Uladislaus Rex solvere debebit Rom. Regi centum millia florenorum Ungaricalium, in auro justi ponderis vel argento, aut moneta currente in Austria, computando semper quatuor Renenses, aut tantum monetæ sic currentis, pro tribus florenis Ungaricalibus, in spatio duorum Annorum, quorum initium computando fit à festo S. Martini nunc instanti. Ita tamen, quòd triginta millia teneatur solvere in termino primi dimidii Anni: & alia triginta millia in fine primi Anni: reliquæ verò summæ medietatem in fine secundi Anni dimidii, & alteram medietatem in fine secundi Anni. Et pro hujusmodi pecunia ipse D. Uladislaus Rex & Regnum, Romanorum Regem assecurabunt Literis, & Sigillis, in ea forma & obligatione. Quod si aliquam ex illis summis solvere neglexerit, quòd ex tunc ejus loco duplum hoc est, pro triginta sexaginta, & pro viginti quadraginta millia solvere sit obligatus. Liceat insuper Rom. Regi, Negotiatores Regni, & eorum bona, ubicunque ea invenire poterit, arrestare tamdiu, quousque hujusmodi duplum solutum fuerit: & occasione arrestationis hujus, non intelligatur præsens Unio & Pax esse violata.

Item conventum est, quod omnes injuriæ, dissensiones, discordiæ & differentiæ, quoquo modo, occasione præsentis Belli, adhæsionis Rom. Regi infra scriptarum personarum, videlicet Reverendissimi Joannis Episcopi Vespriniensis, & Magnificorum, & Nobilium virorum D. Joannis Comitis Czemi, Jacobi & Nicolai Zekelii, Joannis Kyshorvath, Stephani & Georgii Fratrum ejus, Laurentii Banfil, Joannis Berizlo, & Francisci filii ejusdem, ac Joannis filii quondam Martini Berizlo, Ladislai Joannis & Stephani Fratrum de Kanisa, Nicolai Zechii de Alsolyndus, Jacobi Banfii de Lyndua, Joannis & Stephani Fratrum de Eederbach, Nicolai Comitis de Frangepan, Michaelis Comitis Dwian, Nicolai Hagmas de Zenthgroth, Joannis Bornemysza, Georgii de Srrescule, Georgii de Welike, Petri Ampolith Elezvayda, Nicolai Kalmanytz, Petritz, Matthiæ Clasiz, Petri Eletz, Nicolai & Ladislai filiorum Franconis quondam Bani de Talatz, Joannis Banfii filii quondam Perconis, Bani Bernardi & Georgii filiorum quondam Francisci Banfii, & Joannis filii Nicolai de Tallotz, Ladislai Ofchsi, inter Prælatos, Barones, Nobiles, Oppidanos, & alios Regni Ungariæ & pertinentiarum Incolas, & eorum Subditos exortæ, prorsus sint sublatæ & extinctæ. Quodque præfati & alii quicunque Adhærentes, & Confœderati Romanorum Regi, hic suis nominibus non designati, apud D. Uladislaum Regem eadem gratia & benevolentia uti cæteri Incolæ Regni, tractentur, cum oblatione omnium præteritorum, quovis modo in hoc Bello contra suam Serenitatem & Regnum attentatorum, & sublatione omnis indignationis omninò. Quibus & cuique eorum seorsum, sua Serenitas hujusmodi reconciliationis in forma honesta: insuper & libertatem, & facultatem ubicunque, aut cuicunque Principum, qui non sit Hostis suæ Majestatis, aut Regni, aut Hostibus adhærens, & præsertim ad honorem Rom. Regis præstita: tamen prius obedientiæ & fidelitatis juramento, instar aliorum ipsi D. Regi Uladislao extra Regnum standi, & serviendi, prout ipsis libitum, aut conveniens fuerit, libertatibus Regni, & oneribus, circa bona, & redditibus supportandis, semper salvis, ad eorum instantiam & petitionem clementer concedere & admittere debebit. Conclusum est insuper, quod in spatio quatuor mensium, initium eorum à prædicti S. Martini festo sumendo, præfati Adhærentes in omnia eorum bona immobilia & jura quæ post mortem Regis Matthiæ Rom. Regi Adhærentes perdiderunt, restituantur. Si autem hujusmodi bona in quorundam Baronum aut Incolarum Regni manibus teneantur, quæ D. Rex Uladislaus non nisi armis, ob eorum temeritatem, ab eis eripere valeat: conclusum est, quod hoc casu sua Serenitate contra tales ipso facto armis procedendo, quicquid temporis ultra dictum spatium quadrimestre pro recuperatione eorundem Locorum curret: neque imputari neque huic Tractatui obesse debebit. Ipsi insuper Adhærentes, quibus Castra sua in hoc Bello non sunt adempta, tenebuntur in spatio octo hebdomadarum, initium earum à Festo S. Martini jam dicto computando, nisi à Regno abessent ipsi, D. Uladislao Regi præstare juramentum fidelitatis, quemadmodum moris & consuetudinis est in Regno hactenus observatæ. At absentium loco sufficiet, quòd hujusmodi juramentum Fratres eorum præsentes usque ad eorum reditum interea præstare teneantur, & præstent: ipsis autem supervenientibus hujusmodi juramentum per se præstare tenebuntur. Quicunque autem hæc uti præscripta sunt, sive præsentes, sive absentes, facere neglexerint: præsens Tractatus ipsis minimè suffragari debebit.

Quibus verò Castra, vel alia bona sua hoc tempore Belli sunt ablata illi nunc tandem juramentum hujusmodi præstare tenebuntur, cum eorum bona ipsis modo

jam

ANNO 1491. jam præscripto restituta fuerint. Præterea si qua Telonia, vel alia bona sive hæreditaria, sive pignoratitia, nominati adhærentes aliis occasione præsentis Belli abstulissent, vel occupassent, teneantur & illi post notificationem præsentis Concordiæ, ad restituendum ea illis quibus pertinent, aut è quorum manibus abstulerunt: si tamen aliqua ex hujusmodi bonis receptis vel occupatis per Adhærentes rursus ex manibus eorum erepta essent, apud illos, quibus pertinent, maneant: qui quidem Adhærentes, si alias aliquid Juris ad hujusmodi bona habere prætendant, id Jure mediante requirere debebunt, quibus ad eorum instantiam jus expeditum administrari debebitur. Simili modo & via, uti jam de Adhærentibus Regiæ Rom. Majestati scriptum est, agatur in reddendo Castra & alia bona circa Subditos Cæsareæ Majestatis. Si qui fortassis in hoc Bello D. Uladislao, aut quondam Matthiæ Regi adhærere, & ea gratia Castra sua perdere potuissent; superioribus Articulis salvis, in suo robore permanentibus, circa Castra tamen reddenda D. de Liechtenstein de Murau ita conventum est, ut ea tandem, Cæsarea Majestas teneatur eidem reddere, cum fiet ultima restitutio Castrorum prædictorum ad manus Cæsareas, ita quòd simul & semel hinc Cæsar, Dominum de Liechtenstein, illinc D. Rex Uladislaus Castra restantia Cæsari reddat: quandoquidem Dominus de Liechtenstein, cùm hoc tempore captivus teneatur, communi Articulo captivos concernente gaudere debebit. Item cum Comites Cratiæ in hoc Bello Rom. Regi adhærentes conquerantur de bonis ipsis ablatis, conclusum est, quòd omnia & singula eorum bona & Jura, quæ, postquam Romanorum Regi adhæserunt, perdiderunt, eis restitui debent in tempore, quo suprà de Adhærentibus dictum est. De his autem bonis quæ ante adhæsionem, aut tempore Regis Matthiæ ipsis ablata sunt, ad eorum instantiam D. Rex Uladislaus expeditam Justitiam, remotis superfluis dilationibus, & exceptionibus, magis ad differendum negotium quàm jus promovendum proponi solitis: juxta morem & Regni Consuetudinem administrare, & in propria persona, pro hujusmodi Jure reddendo, sedere debebit. Item de Castris Comitum de Zagoria ita conventum est, quod Jacobus Zekelii ea Castra ad fideles manus Domini Uladislai Regis, tanquam tertiam personam, resignet: & postea vocatis Comitibus, & D. Duce Corvino, cui ea Castra per Matthiam Regem perhibent esse donata, ipse D. Rex Uladislaus juxta Regni Consuetudinem servatis servandis, expeditam Justitiam ministret, & cui Parti prædictarum, per hujusmodi sententiam ipsa Castra obvenient, illius manibus Rex ipse ea tradere teneatur inviolatè.

Item, in facto debiti, & querelarum, quas Nobilis Vir D. Thobias Tschernahora proposuit, in hunc modum est conventum. Inprimis D. Rex Uladislaus tenebitur ipsi infra mensem, initium ejus à Festo S. Martini computando, Villas illas in Moravia, sibi pro certa pecuniarum summa obligatas, & per quondam Matthiam Regem vi ablatas, restituere: & illis juxta vim, & tenorem Litterarum obligationis liberè uti possit: duo insuper millia florenorum quondam Matthiæ Regi præfato per ipsum D. Thobiam mutuata, si ipse Dominus Thobias per has, vel alia evidentia documenta, hujusmodi debitum probaverit, ipse Rex Uladislaus infra annum, ejus initium à sæpe dicto S. Martini Festo computando, ipsi D. Thobiæ per ipsum Matthiam Regem super Castro Schonberg, quandoquidem ex illis D. Thobias D. Uladislao Regi, tria millia de bona voluntate remisit: Conventum est, ut reliqua duo millia Dominus Rex Uladislaus eidem in spatio duorum annorum (initium eorum iterum à Festo Sancti Martini jam instanti computando) solvat. Quantum verò ad impensas factas in ædificia in Spilberg pertinet: Conventum est, quòd de hujusmodi impensis D. Thobias Capitaneum Moraviæ edoceat: quibus edoctis, & ad Regiam Majestatem per Capitaneum deductis, & constito ex ipsius Capitanei relatione, quòd sua Serenitas pro hujusmodi impensa solvere debeat: infra annum à tempore declarationis ipsius Capitanei, ipsi D. Thobiæ solvere tenebitur

Item in facto crediti Nobilis Viri Domini Wilhelmi Paumkircher; quod contra Provinciales Stiriæ proponit: conventum est, quod Majestas Imperialis demandabit præfatis Provincialibus, ut ei dictum creditum solvant. Qui si se in eo Mandato gravari querantur, tanquam jam dudum ab eo sint absoluti, constituere debebit Cæsarea Majestas præfatis Provincialibus diem ad Cretz, in Festo Purificationis celebrandam: ubi & ipse Dominus Wilhelmus factores suos, una cum ali-

ANNO 1491. quo D. Regis Uladislai servitore, habere debebit: & facta ratione & computo de perceptis ex dicto credito, & constito, quantum post hujusmodi computum solvendum eidem restet, illius summæ dimidium in termino primi anni (ejus initium à conclusione computi faciendum) & alterum dimidium in termino secundi anni immediatè sequentis, præfati Provinciales ipsi Domino Wilhelmo solvere debebunt. Quod verò ad Castrum Kecz, sive ejus redditus & proventus spectat: conventum est, quòd idem Dominus Wilhelmus Cæsaream Majestatem de hujusmodi Literis, & Sigillis (ut prætendit) munitis informet: quibus juribus si Cæsarea Majestas excipiendo contradicat, ex tunc illi sex in Hamburgum in facto Jacobi Zekelii, ut præfatum est venturi, an hanc D. Wilhelmi an Cæsaris Majestatis contra easdem exceptio prævaleat, decernant. Qui si cognoscendo sint pares ex tunc Dominus Thobias de Schernahora, à nobis Cæsareis & Regis Oratoribus, ut hoc omnis in se assumat interpellatus, in præsentiarum, uti Superarbiter, uni dictarum sententiarum accedere debebit. Ex cujus cognitione, si Castrum præfatum, aut ejus redditus, ipsi Domino Wilhelmo accedere debebunt: ex tunc in spatio dimidii anni (ejus initium à tempore hujus decisionis computando) Cæsarea Majestas Domino Wilhelmo Castrum ipsum, vel ejus redditus restituere, aut ejus loco octo millia florenorum Ungaricalium auri solvere debebit. At si præfati sex, occasione dicti Jacobi (ut puta, quia ejus causa absque eorum conventu terminari poterit) in Hamburgum non essent accessuri: nihilominus præsentis cognitionis gratia illac venire debebunt.

Item conventum est insuper, quòd D. Rex Uladislaus, & Regnicolæ, hos, qui se neutrales in hoc Bello constituerunt, ut Sopronienses, & alii æquè, ut alios Regni Subditos, gratia & benevolentia complectantur: & occasione illius Neutralitatis, aut cujusvis alterius cum Rom. Rege Intelligentiæ, nulla indignatione, aut Statuum suorum detrimento persequantur. Item, quantum spectat ad Castra ipsius Gyleis, ita conventum est: si coram præfatis sex in Hamburgum, in facto Jacobi Zekelii venturis, documentis apertis docebitur pro parte Cæsareæ Majestatis, Cæsaream Majestatem ejus Castra, ut hominis rebellantis suæ Majestati, obsedisse, prius quàm suæ Majestati de novo (quandoquidem post mortem Matthiæ Regis se in subjectionem Cæsaris dederit) nomine D. Regis Uladislai diffidaverit, exclusus sit à beneficio præsentis Tractatus: si autem ostendetur, quia ante hujusmodi obsessionem, & post reconciliationem, & agnitam naturalis Domini sui superioritatem, Cæsari nomine Regis Uladislai Bellum indixerit, gaudeat beneficio præsentis Tractatus: ita quòd Castra sua sic ablata, eidem restituantur. Item, ea quo Castra & Dominia omnia ipsius Domini de Potendorff, ad manus Cæsareas venire debebunt, juxta prius conclusa, ipse autem filiam unicam reliquerit superstitem: conventum est, quod sua Majestas eidem bona sua hæreditaria, aut Jure ei debita, restituat: & donec sit Minorannis, ei de Tutore provideat. Item conventum est, quod ex adverso Romanor. Rex universa Castra & Munitiones hoc tempore Belli per suam Majestatem in Ungaria, Croatia, Sclavonia & cæteris Provinciis qualitercunque ad Ungariam pertinentibus, per se, aut alios expugnata, vel alias qualitercunque in deditionem recepta, infra hinc, & Festum Luciæ præscriptum, ita ut Castrorum hujusmodi traditio hinc inde eodem tempore fiat, his quorum fuerint, & de quorum manibus recepta sunt, reddere vel restitui facere teneatur, & præsertim Sabariam, vulgariter Stainamanger, Zenthgroth, Kemend, Marvankew, Kostel, & alia omnia, quæ in suis, aut suorum Subditorum manibus habet, & hic non sunt expressa suis nominibus. At Castrum Tersat, quod (ut fertur) est in manibus Cæsareis, conventum est, ut in suæ Majestatis manibus cum suis pertinentiis, quoad vitam suæ Majestatis duntaxat, maneat: & sua Majestate ex humanis sublata, absque ulteriori cunctatione, ad Regnum redire debeat, quod ut certiùs fiat, tenebitur se D. Maximilianus Rex de tradendo hujusmodi Castro post Cæsaris mortem, ipsi Regno, vel Regi (si interea modo superius expresso Regno non præficietur) pro se, & hæredibus suis inscribere & obligare. Item quantum ad Castrum Zdenex attinet, conventum est, ut ex quo ad illud D. Vayvoda Transylvanus plenum jus habere se asserit, manibus suis per Regiam Rom. Majestatem assignetur, Castrum verò Schorffenegk, tunc tandem manibus Regiis, aut illius, cui pertinet, assignetur, quando D. Uladislaus Rex ultimam faciet Cæsari Castrorum prædictorum resti-

ANNO 1491.

restitutionem: Ita quod hujusmodi restitutio hine inde eodem tempore fiat. Item conventum est, quod D. Uladislaus Rex filiis quondam Udalrici Graffenegker provideat de aliquo honesto Tutore, qui Castrum Scharffanegk è manibus Rom. Regis, aut suorum Subditorum, suo tempore recipiat, & ad manus dictorum filiorum, unà cum aliis eorum bonis, fideliter custodiat: & ipsas ad legitimam ætatem pervenientibus, Castrum ipsum, cum suis pertinentiis, & aliis bonis reddat, & rationem perceptorum & expositorum faciat. Item ex quo tres Majestates in hanc sententiam convenerunt, quod hine inde Adhærentium Castra & Dominia, quibus oblata sunt, restituantur, & fortassis aliqui ex his in Regno Ungariæ, qui hujusmodi Castra tenent, in eisdem reddendis sive restituendis sese difficiles exhibere, aut prorsus inobedientes ostendere possent: conventum est, quod tam Cæsar & Rom. Rex, quàm D. Uladislaus Rex, Regnum Ungariæ unanimi consilio & auxilio contra tales insurgere, & eos ad restitutionem hujusmodi Castrorum, his quibus ablata sunt, non solùm compellere: verum etiam contumacia eorum crescente, & exigente, omnia eorum bona confiscare, & personas ipsas exterminare debebunt. Ita similiter de Subditis Cæsar. Majestatis observari debere in hoc casu, conventum est. Si tamen aliqui se ad hujusmodi Castra sic obtenta jus habere prætendant: illud juxta consuetudinem Patriæ, Jure, non violentia, requirere teneantur.

Item conventum est, quod neque Cæsarea Majestas, neque Rom. Rex. Subditos Coronæ Regni Ungariæ Rebelles, inobedientes, aut alius quocunque pacto cum D. Rege Uladislao non benè sentientes, in sui protectionem & defensionem, aut Castra & Munitiones eorum, quas tali casu auferre possent, recipiant, aut quoquo quæsito fuco, auxilia & consilia occulta, aut manifesta, præstent: sed ad eos confugientes repellant, & se neque de personis, neque de bonis & Castris eorum intromittant: idque cum Subditis & Baronibus eorum fieri disponant, contravenientes seriosè puniendos. Itidem vicissim fiat de Subditis Cæsareæ, aut Regiæ Rom. Majestatum rebellantibus, dolo & fraude remotis. Item, omnes in Bello isto captivi ab utraque parte, quàm primum post Festum Sancti Martini, absque ulteriori detrimento, liberi pronuncientur: & Holdæ, & aliæ exactiones Jure Belli promissæ, insuper & captivorum taxationes, usque in hanc diem S. Martini non solutæ, deinceps non solvantur, neque petantur: tum & earum solutionum gratia fidejussores, à sua fidejussione liberi pronuntientur: non obstante quacunque pactione, sub quacunque conditione inter Partes hinc inde conclusa, etiamsi expressis verbis beneficio præsentis relaxationis renuntiassent: omnibus nempe hujusmodi & aliis obligationibus non obstantibus, quicquid usque ad præfatum Festum Sancti Martini solutum non fuerit, deinceps non solvatur. Item Mercatoribus liber sit omninò accessus, & negotiatio, tam in Aquis, quàm in Terris: solutis tamen Teloniis, & aliis pro eorum Mercibus solvi consuetis. Sed quoniam quidam Mercatores tempore restitutionis Albæ Regalis, ad manus D. Uladislai Regis, sese in Mercibus, & servitoribus eorum illic, contra Articulos in cessione Loci præfati conclusos, & quidam ex illis etiam contra salvum conductum Regium, vim & damnum passos conqueruntur: conventum est, ut ejus quærelæ discussio ad illos sex in Hamburgo convenire debentes, remittatur, & in hac re eorum judicio stetur.

Item generaliter omnes Confœderati, omnes Adhærentes Principes Sacri Romani Imperii, & alii quacunque dignitate, titulo vel officio sint insigniti, cum eorum servitoribus, in hac Pace & Unione intelligantur esse inclusi. Omnes insuper Vasalli, occasione præsentis adhæsionis & Belli, Feuda sua petere negligentes: illud deinceps à Domino, cujus est Feudum, petant. Quod quidem Feudum ob tempus neglectum, aut adhæsionem, ad Dominum Feudi non intelligatur devolutam. Item si quisquam Subditus Coronæ Regni Ungariæ, actionem sive querelam habuerit, vel habiturus sit, contra Subditum Cæsareæ aut Regiæ Rom. Majestatum, conveniat eum coram Officialibus Cæsaris, vel Regis Rom. prout Juris est, & Patriæ Consuetudinis. Similiter fiat ex adverso: si Subditus Cæsareæ Majestatis, aut Rom. Regis, actionem vel querelam habeat, vel habiturus sit, contra Subditum Coronæ. Et ut pro utraque parte vitentur ambages, & expensæ, Capitanei à parte Cæsareæ Majestatis, aut à parte D. Regis Uladislai & Regni, in Loco rei vel conventi querulantibus, simpliciter & de plano justitiam summariè, quoties opportunum fuerit, ministrare debebunt. Qui si causam hujusmodi diffinire non possent, eam remittent ad Principem rei, vel conventi: qui post remissionem, in spatio unius mensis, in quantum jus admittit, causam hujusmodi, justitia mediante, finire teneatur. Item, si quisquam Subditorum Cæsareæ Majestatis, aut Rom. Regis, contra Subditum Coronæ actionem habens, non quæsita, aut expectata justitia, propria authoritate, aut vi armorum, illi, contra quem hujusmodi actionem habet, aut alteri Regnicolæ, quocunque quæsito colore, damnum inferre præsumpserit: ex tunc hinc Cæsar, vel, Rex, illinc Ungariæ Rex, per Cæsarem vel Rom. Regem requisitus, contra hujusmodi Subditum insurgere, & eundem pro modo excessuum suorum, usque etiam ad exterminium, & ejectionem è Patria, & bonorum confiscationem, castigare tenebuntur. Simili modo per omnia procedant circa Subditum Regni, simili temeritate contra Subditum Cæsareæ, aut Regiæ Rom. Majestatum, quicquam contra jus attentare conantem.

Item conventum est, quòd Cæsar, & Rom. Rex hanc Pacem & Unionem sub generalibus Scripturis Sanctiss. Domino nostro & Collegio Cardinalium intiment Sanctitatem suam certiores reddendo, quòd hunc D. Uladislaum Regem deinceps pro vero & indubitato Ungariæ Rege habeant, & recognoscant. Obedientiam quam præstiterit, accipient. Et suam Serenitatem, ut in principio hujus Tractatus scriptum est, promovendo. Item conventum est, si Stipendiarii utriusque partis pro convenienti & honesta laborum satisfactione non contenti, Fraternitates & Uniones inter se facere, & Regna, Principatus, & Dominia illius, aut alterius Principis, vi aut armis invadere constituerent; ex tunc ambo Reges, & Cæsar, unà cùm suis Subditis, pari consensu contra tales insurgere, & eos, ut Pacis violatores, punire & ejicere, teneantur. Item conclusum est, quòd S. Imperialis Majestas, Rom. Rex & D. Uladislaus Rex hunc præsentem Tractatum cum insertione Articulorum de verbo ad verbum, de novo roborent, & confirment: & hujusmodi roborationis & confirmationis Litteræ, Cæsareæ & Regiæ Rom. Majestatum, unà cum Litteris concernentibus Castrum Tersat, similiter & D. Uladislai Regis in Hamburgum, ad diem S. Fabiani & Sebastiani proximè futurum, portentur, & illic hinc inde consignentur: ita quòd hujusmodi Litterarum assignatio hinc inde eodem die fiat item certis respectibus necessariis, præsertim pro solidiori præsentium Articulorum firmatione, & integritate Amicitiæ eorum, manutentione Regnorum, Terrarum & Dominiorum suorum, tum & nova inter Reges ambos & Cæsarem Confœderatione, & pro mutuis auxiliis contra quoscunque præstandis, & aliis rebus ingruentibus: conventum est, quòd post Festa Pentecostes, cùm D. Uladislaus Rex ab illa generali Diæta, de qua in Articulis præscriptis, absolutus fuerit, Rom. Imp. & Rex, & sua Serenitas in aliquo Loco, de quo postea concordabunt, personaliter convenient, & illic de omnibus, quæ opus sunt, concordabunt. Item conventum est finaliter, quòd deinceps nullius differentiæ, aut dissensionis causa, etiam inter Principes ipsos, aut eorum Subditos, quantumcunque potentes, aut inferiores, sive occasione Jurisdictionis aut Contractus cujuscunque, sive confinium aut merarum Dominiorum, sive dilecti Subditi, & sive alia quacunque causa, nulla excepta, exortæ, Principes ipsi ad arma aut hostilitatem deveniant: sed quotiescunque talis casus accider, siquidem is per Capitaneos & Officiales Locorum determinari non possit, Principes ipsi Consiliarios suos utrinque in aliquo Loco competenti convenire faciant, & illis plenam authoritatem hujusmodi differentias sopiendi & prorsus tollendi concedant. Et quicquid per hujusmodi Consiliarios decretum fuerit, id ab utraque Parte observari debebit. Postremò, quantum ad Castrum Kostel pertinet, quod tanquam in præsenti Bello hostiliter captum esset, inter alia, ut D. Regi Uladislao assignaretur, in Articulis præcedentibus connumeratur: conventum est, quòd idem Castrum in illius manibus, qui hoc hodie tenet, remaneat: servitiis omnibus & impositionibus generalibus ad Colonos, ut aliis Regni Colonis fieri est consuetum, similiter & præstatione fidelitatis de eodem Castro Regni Ungariæ, uti ab antiquo introductum est, ac aliis Juribus, si quod quisquam ad idem Castrum habere prætendit, semper salvis. In quarum rerum robur, fidem & Testimonium, has præsentes Litteras scribi, & Sigillis nostris solitis communiri fecimus. Et pro majori securitate omnium supradictorum,

manus

ANNO 1491. manus nostras proprias hic infra subjunximus. Datum, & actum Posonii, die Lunæ post Festum S. Leonardi, Anno Domini millesimo quadringentesimo nonagesimo primo.

Nos itaque Uladislaus Rex præfatus, qui, ut præmissum est, Pacis semper zelatores & amatores sumus, communeque bonum, & Catholicæ Religionis incrementum cordi semper habemus semperque pro nostra virili promovere cupimus visis & examinatis prædictis Articulis, Capitulis, & Conclusionibus, præsentes illos non solùm honori, quieti & commodo utriusque Partis, ac Regnorum, Statuumque & Principatuum earundem, sed etiam rebus fidei, & universæ Reipub. Christianæ plurimum conducere: eosdem igitur in omnibus suis partibus, Capitulis & Punctis, laudavimus, approbavimus, acceptavimus, & ratificavimus, ex certaque nostra scientia, & animo deliberato, laudamus, approbamus, acceptamus, ratificamus, & roboramus per præsentes, promittendo pro nobis, & Hæredibus nostris, in verbo nostro Regio, & bona fide mediantibus, quod illos firmiter & inconcussè observabimus, eisdemque in præmissis omnibus clausulis, & sententiis, realiter, & cum effectu satisfaciemus, dolo & fraude in his omnibus cessantibus quibuscunque. In cujus rei fidem, & Testimonium, secretum Sigillum nostrum, quo ut Rex Ungariæ utimur, præsentibus fecimus appendi. Datum Budæ in Festo Beati Nicolai Episcopi, & Confessoris. Anno Domini millesimo quadriogentesimo nonagesimo primo: Regnorum nósttorum, Ungariæ Anno secundo, Bohemiæ verò vigesimo primo.

CXLVI.

15. Nov. FRANCE ET BRETAGNE. *Traité de Paix entre* CHARLES VIII. *Roi de France*, *& la Duchesse* ANNE DE BRETAGNE. *Fait au Fauxbourg de Rennes*, *le* 15. *Novembre* 1491. [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 335. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LOBINEAU, *Histoire de Bretagne*, Tom. II. col. 1535. avec peu de diférence.]

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme pour l'honneur & reverence de Dieu le Createur, & afin d'obvier à la foule du peuple & aux inconveniens de la Guerre, nous desirant de tout nôtre cœur la Pacification du diférend ci-aprés declaré étant entre nous & nôtre tres-chere & tres-amée Cousine ANNE DE BRETAGNE, aions volontiers oüi & entendu ce qui nous a été dit & exposé de sa part. Sur quoi finalement au moien d'aucuns nos bons & loiaux parens & des siens, & d'autres gens de bien, qui s'y sont emploiez, certain apointement de Traité ait été fait, conclu, passé, & redigé par écrit, du bon gré & consentement de nous & de nôtredite Cousine, en la forme & maniere qui s'ensuit.

Premierement a été dit & conveuu, que le Roi envoiera en la Ville & Cité de dedans le jour de la Fête de Saint Jean-Baptiste prochainement venant, douze notables Personnages, garnis, informez, & bien instruits des droits, raisons, titres, causes, questions, diférends, & moiens, qu'il pretend & maintient avoir au Païs du Duché de Bretagne, & leur donnera pleniére & entiere puissance, faculté, autorité, & Mandement special, de communiquer lesdits droits, raisons, titres, causes, questions, diférends, & moiens, aux Commis & Deputez de ladite Dame étans en semblable nombre; & aussi de voir & entendre meurement, loiaument, & au vrai, les droits, titres, raisons, causes, questions, diférends & moiens, qui seront lors alleguez, & mis en avant d'un côté & d'autre, pour iceux droits veûs en apointer ensemble d'un commun accord & consentement, & en connoître & dire ainsi qu'ils verront être à faire en leur loiauté, selon Dieu, droit, & raison, dedans un an prochainement venant, & si cas étoit que ledit diférend ne se puisse vuider dedans ledit an, les Deputez d'une part & d'autre pourront prolonger le tems pour un autre an lors ensuivant.

Et pareillement ladite Dame envoiera au jour & lieu que dessus douze notables Personnages, garnis, informez, & bien instruits des droits, titres, causes, questions, diférends, & moiens, lesquels ella maintient & pretend avoir audit Païs & Duché de Bretagne, & leur donnera pleniere, & entiere puissance, faculté, autorité, & Mandement special, de communiquer lesdits droits, raisons, titres, causes, questions, diférends, & moiens, aux Personnages, qui seront Commis & Deputez de par le Roi, & aussi leur donnera pleniere & entiere puissance, faculté & autorité, & Mandement special, de voir & entendre meurement, loiaument, & au vrai, lesdits droits, titres, causes, questions, & moiens, qui seront lors alleguez, & mis en avant d'un côté & d'autre, pour iceux veûs en apointer ensemble, d'un commun accord & consentement, & en connoître & dire ainsi qu'ils verront être à faire selon Dieu, droit, & raison, dedans un an prochainement venant: & si cas étoit, que ledit diferend ne se puisse vuider dedans ledit tems d'un an, les Deputez d'une part & d'autre pourront prolonger le tems pour un autre an lors ensuivant. ANNO 1491.

Item, que les gens de Guerre tant de la Nation d'Allemagne, que d'Angleterre, & autres étrangers étans presentement en la Cité & Ville de Rennes, partiront d'icelle Cité dedans dix jours prochainement venans, au plus tard, sauf ce qu'en retiendra ladite Dame pour sa garde & conduite, sous le nombre de quarante étrangers, & le surplus s'en ira hors dudit Païs de Bretagne, paisiblement, & sans pourchasser ni entreprendre chose prejudiciable au Roi, ni au Roiaume, ni à Païs qu'il ait en son obeïssance; & pour eux en aller avec leurs biens quelconques, soit par Mer ou par Terre, le Roi baillera bonne seureté, conduite, passage, & saufconduit.

Item, a été dit & convenu, que ladite Cité & Ville de Rennes sera dés à present mise en neutralité és mains de Messeigneurs les Ducs d'Orleans & de Bourbon, & que sous eux Monseigneur le Prince d'Orange sera & est commis irrevocablement du consentement de toutes parts, sans à l'avenir y commettre autre, à bien & loiaument garder ladite Cité & Ville comme neutre, pour être conduite & regie sous ladite neutralité, & finalement rendre à celle des Parties que l'on trouvera ce devoir être par la vuidange desdites questions & diférends, & de ce mesdits Seigneurs les Ducs d'Orleans & de Bourbon, & aussi ledit mondit Seigneur le Prince, bailleront leurs scellez en forme duë, tant au Roi, que à ladite Dame, & aura & jouira icelui Monseigneur le Prince du revenu de la Ville, Recette, & Châtellenie dudit Rennes, en toutes choses, hors les deniers de foüage, & en prendra les fruits & levées, pendant ladite neutralité, pour partie de l'entretenement de son Etat, & pour ce qu'il conviendra avoir un bon nombre de Mortes paies, à ladite Cité & Ville de Rennes, afin d'icelle garder seurement, il a été appointé, que le Roi fera delivrer audit Monseigneur le Prince, le paiement de quatre-cens Mortes paies, qu'il mettra à ladite garde, sous les mains & autorité de mesdits Seigneurs les Ducs d'Orleans & de Bourbon, qui asseureront ledit Monseigneur le Prince, & promettront qu'il n'y aura point de faute, tant & si longuement que ladite neutralité durera, lequel paiement se fera par quartiers d'année, ainsi qu'il est accoûtumé de faire en tel cas, & pour rate du tems, & ne seront receûs ni mis aucuns autres gens de Guerre en ladite Cité & Ville de Rennes, que par le consentement de mesdits Seigneurs les Ducs d'Orleans & de Bourbon. Et s'il avenoit que aucuns étrangers, ou autres quels qu'ils soient, se parforçassent d'entreprendre sur ladite Ville de Rennes, mesdits Seigneurs les Ducs d'Orleans & de Bourbon, & ledit Monseigneur le Prince, & un chacun d'iceux, en avertiront le Roi aussi tôt que telles dangereuses entreprises viendront à leur connoissance: & pour y obvier & resister ausdites entreprises en cas d'éminent peril, mesdits Seigneurs les Ducs d'Orleans & de Bourbon, bailleront force & aide, pour garder ladite Ville és mains de mondit Seigneur le Prince, & pour la tenir en seureté sous ladite neutralité; & sera tenu Monseigneur le Prince de les recevoir, & les Officiers qui sont à present à Rennes, exerceront leurs offices pendant ladite neutralité, sous les noms de mesdits Seigneurs les Ducs d'Orleans & de Bourbon, & dudit Monseigneur le Prince sous eux; & moiennant le partement desdits étrangers à deux journées loin de ladite Cité, le Roi fera du tout retirer & departir son Ost & Armée, étant auprés dudit Rennes, & laissera passer parmi ses Roiaume, Païs, & Seigneuries, seûrement, & amiablement en toute seureté, amitié & honneur, ladite Dame, & tous ceux de sa Compagnie, pour aller en Allemagne, ou ailleurs, devers le Roi des Romains, & de ce baillera son scellé, & fera bailler les scellez de mesdits Seigneurs

 gneurs

Anno 1491.

gneurs les Ducs d'Orleans & de Bourbon, & des autres Seigneurs de son Sang, & autrez qui seront avisez. Et en outre, pendant & jusques à la vuidange dudit diférend, ledit Seigneur fera delivrer par chacun an à ladite Dame, la somme de six-vints mille livres Tournois, à paier par quartiers en la Cité de Lion, ou d'Avignon, lequel qu'il plaira a ladite Dame, sur laquelle somme pour la deuue année, il fera avancer & bailler contant dés à present à ladire Dame la somme de soixante mille livres Tournois pour le partement d'elle, incontinuant aprés le partement desdits étrangers hors de ladite Ville de Rennes. Et davantage, ledit Seigneur fera bailler encore dés à present à ladite Dame, autres soixante mille livres Tournois pour une fois, à ce qu'elle puisse tant mieux accoûtrer aucuns ses affaires, desquels ledit Seigneur a été avetti, & elle sera tenue bailler bons ôtages tant étrangers que du Païs, de faire vuider lesdits étrangers dedans ledit terme de dix jours.

Item, pour ce que les Ambassadeurs de ladite Dame ont remontré au Roi, que ladite Dame s'entendoit aider d'aucunes Lettres és titres, qu'elle dit être à Nantes, & ailleurs, és Places qui sont és mains du Roi, és Villes & Places qu'il tient au Païs & Duché de Bretagne, & qui servent à son cas particulier, icelui Seigneur a liberalement accordé à ladite Dame, lui bailler le double des Lettres & Titres qui sont entre ses mains, qui toucheront la cause sur laquelle est prise la dessusdite journée, ainsi qu'il sera requis, lesquels doubles seront baillez, afin qu'elle puisse consulter sa matiere, en attendant ladite journée à laquelle se porteront les originaux necessaires, pour en bailler & prendre les *vidimus*. Et au regard des autres Lettres, Titres, Documens, & Monumens, qui concernent les affaires dudit Païs de Bretagne, & sont en la puissance dudit Seigneur, ils demeureront és lieux ou ils sont, jusqu'à ce qu'il soit dit par l'issua desdites questions & diférends qui les devra avoir. Et si ladite Dame a aucuns Documens, & enseignemens servans au Roi, ladite Dame sera tenue lui en bailler des doubles, & à ladite journée des *vidimus*, comme le Roi fait de sa part ; & se pourra aider ladite Dame des gens de Conseil de Bretagne, tels qu'elle voudra choisir pour ladite journée, consultation, & conduite d'icelle matiere durant ledit tems, lesquels pourront aller & venir seurement pour le fait de ladite matiere.

Item, a voulu le Roi & accordé à ladite Dame, qu'elle puisse recouvrer tous les meubles du feu Duc François dernier decedé, à qui Dieu pardoint, quelque part qu'ils soient, ou l'estimation d'iceux.

Item, a été dit & accordé, que les hipoteques & assignations faites & contractées, tant par ledit feu Duc François, qu'aussi par icelle Dame, dont les Ambassadeurs de ladite Dame ont baillé la declaration signée de leur main, & autres, soient aquittées & paiées sur le revenu dudit Duché, & en fera icelui Seigneur appropier les creanciers, pour en être paiez par termes & années raisonnablement selon leurs qualitez, ainsi qu'il appartiendra, sans en ce comprendre aucunes dettes faites pour quelque occasion que ce soit à étrangers, quels qu'ils soient, ni à autres, qui ne soient à present au service de ladite Dame, excepté les dettes declarées en la declaration signée desdits Ambassadeurs; de laquelle declaration le Roi baillera certification ausdits Ambassadeurs. Et au regard desdits hipoteques, contractemens, & dettes du tems dudit feu Duc & du tems de ladite Dame, a bonne & raisonnable cause dûës à autres que ausdits étrangers & ceux qui ne sont au service d'elle, comme dit est, elles sortiront leur effet selon le contenu en la declaration, sans toutefois prejudicier à nulle des parties en autrez choses.

Item, a voulu & consenti ledit Seigneur, que ladite Dame puisse lever & percevoir les restes, qui pourront être dûs paravant le decez dudit feu Duc, & depuis tant à cause des impositions, fermes, Ports, & Havres d'icelui Païs, & autres tels & semblables droits que autrement. Et au regard des fouages échûs audit Païs de Bretagne, depuis le decez dudit Duc, a été accordé, que tous les deniers, qui en auront été reçûs par les receveurs desdits foüages, soient & demeurent au profit d'elle. Et entant que touche les autres deniers d'iceux foüages, qui encore ne sont venus és mains desdits receveurs, ledit Seigneur a accordé & consent, que ladite Dame les puisse avoir & prendre à son profit, jusques à la somme de cinquante milla livres Tournois pour une fois, & si tant en est pour ce dû, & si diférend avient au recouvrement desdits deniers, les difficultez seront vuidées par la Chambre de Bretagne, ou Juges ordinaires, sans prejudice du droit des Parties.

Anno 1491.

Item, que ledit Seigneur ne tirera les Nobles dudit Païs de Bretagne hors d'icelui Païs, pour aller en ses Guerres & Armées, si ce n'est de leur bon gré, vouloir, & consentement, pendant la vuidange dudit diférend, & demeureront en leurs Privileges & Libertez.

Item, que la Justice & Sujets seront conduits audit Païs & Duché, selon les stiles, us, & coûtumes gardées & observées par ci-devant en icelui Païs.

Item, a été accordé, que les Franchises & exemptions, que ladite Dame a faites à aucuns en reconnoissance des services qu'ils lui ont rendus, sortiront leur effet, & demeureront en leur vertu jusques à la somme de deux-cens livres Tournois par an, & au dessous.

Item, que tant les gens d'Eglise que les seculiers de ladite Ville de Rennes, seront gardez & entretenus en leurs anciens Privileges, Libertez, & Franchises acoûtumées.

Item, sont & seront revoquées, abatuës, annullées, & mises au neant, toutes confiscations d'une part & d'autre, & retournera chacun au sien, pour jouir des biens qui seront trouvez en estre & nature, tout ainsi que auparavant desdites confiscations, & nonobstant icelles, & les declarations & dons, qui s'en sont ensuivis.

Item, que les serviteurs de ladite Dame pourront aller, sejourner, & demeurer avec elle, en Allemagne, ou ailleurs, auquel Païs pourront aller & venir sans danger pendant ladite vuidange dudit diférend, en eux gardant de méprendre, & de faire chose qui soit au préjudice de ce present Traité.

Item, qu'en faveur de ladite Dame, le Roi traitera honnêtement les Capitaines & Nobles Hommes, qui l'ont servie, & les appointera amiablement selon leur état, s'ils se retirent devers lui, & en son service.

Item, que au *vidimus* de ce present Traité, & de chacun Article extrait d'icelui sous seel autentique, sera ajoûté foi comme à l'original.

Tous lesquels Points & Articles dessusdits sont ainsi accordez par le Roi & par ladita Dame, sans préjudicier à nulle des Parties en autres choses, ni icelles relever en principale matiere.

Savoir faisons, que pour le bien de Paix, & aussi pour l'amour que nous portons à nôtredite Cousine Anne de Bretagne, voulant toûjours proceder en toute honnêteté, & faite tellement, que chacun connoisse nôtre bonne intention, nous pour ces causes & autres grandes considerations, par l'avis des Princes & Seigneurs de nôtre Sang, & gens de nôtre Conseil, avons fait, loüé, passé, & accordé, faisons, passons, louons, & accordons par cesdites presentes, en la meilleure & plus seure forme que faire sa peut, les Traitez, Pactions, Convenances, & Articles ci-dessus inserez & écrits, & tout le contenu en iceux ; promettant de bonne foi & en parole de Roi, sous l'expresse hipotéque, & obligation de tous nos biens, presens & à venir quelconques, garder, & entretenir inviolablement, & accomplir de point en point lesdits Traitez, Pactions, Convenances, & Articles, sans aucunement aller ni venir au contraire, & ainsi l'avons juré aux Saints Evangiles de Dieu, pour ce corporellement touchez. En témoin de ce, nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre seel. Donné au Fauxbourg de Rennes le 15. jour de Novembre, l'an de grace 1491. & de nôtre Regne le neuvieme. *Ainsi signé*, CHARLES. *Sur le repli est écrit*, Par le Roi, Messeigneurs les Ducs d'Orleans & de Bourbon, les Evêques d'Alby, & de Montauban, les Sires de Lille, du Bouchage, Maître Guillaume Briçonnet, General des Finances, & autres presens. *Ainsi signé*, PETIT, avec paraphe, ledit Acte scellé d'un grand seel de Cire jaune sur une bande de parchemin.

CXLVII.

22. Nov.

Nova Modificatio Articuli de Bello CAROLO VIII. *Regi Galliæ inferendo, inter* HENRICUM VII. *Regem Angliæ &* FERDINANDUM *&* ELISABETHAM *Regem & Reginam*

ANNO 1491.

ginam Arragoniæ, *initi*. *Dat. apud Westmonasterium die* 22. *Novembris* 1491. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. XII. pag. 462.]

REx omnibus, ad quos &c. Salutem.

Sciatis quòd,

Cum inter, Altissimos & Potentissimos Principes, *Fernandum Regem & Elizabetham Reginam Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c.* & Illustrissimum Principem *Johannem eorum primogenitum*, & eorum Confœderatos & Consanguineos nostros carissimos, eorúmque Hæredes & Successores ex eorum corporibus legitimè procreatos, ex una, & *Nos* & Illustrissimum *Principem Arthurum Filium nostrum primogenitum*, nostrósque Hæredes & Successores ex corporibus nostris legitimè procreatos, ex altera partibus, nonnulla Pacta, Conventiones, Intelligentiæ, & Fœdera his actis diebus fuerint concordata, conventa, percussa, & conclusa,

Inter quæ certa sunt Capitula, *Bellum per dictum Consanguineum nostrum* Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c. Regem & Nos *contra* Gallorum Principem Carolum *se Regem Franciæ nominantem, ejusque Heredes & Successores indicendum, realiter agendum, continuandum tangentia*, prout in Literis inde confectis (quarum Data est vicesimâ septimâ die Martii, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, octuagesimo nono) plenius continetur,

Cúmque tamen in dictis Capitulis nullus certus terminus aut modus specificatus est (videlicet) quo tempore & quo modo hujusmodi Bellum, *per Nos* & dictum Consanguineum nostrum *Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c. Regem*, contra dictum Gallorum Principem indici, agi, & continuari debeat,

Igitur inter dictos Illustrissimos Principes *Regem & Reginam Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c.* Consanguineos nostros carissimos, & *Nos* concordatum, conventum, & conclusum est, modo & formâ, prout in sequentibus plenius continetur,

INPRIMIS quòd, cùm præfatus *Carolus Gallorum Princeps*, nullo Juris ordine, sed solâ ejus potentiâ, omnes sibi visinos Principes maximis injuriis affecerit, plurimos exhæreditaverit, atque Illustrissimorum Principum *Romanorum, Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c.* & *Anglorum Regum*, necnon Serenissimæ Principis *Britanniæ Ducissæ*, cæterorúmque Principum Jura nequiter ante hac usurpaverit,

Igitur inter Illustrissimos Principes *Regem & Reginam Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c. Angliæque Regem* antedictos conventum, concordatum, & conclusum est, quòd utérque præfatorum *Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c. Angliæque Regum*, contra dictum *Carolum Gallorum Principem*, citra quintumdecimum diem mensis Aprilis proximò sequentem Bellum publicè indicet, séque ipsius Hostem per Literas diffidentiæ, & publicas Proclamationes declarabit, atque Regnum Franciæ vel Terras, nunc per *dictum Carolum* occupatas & usurpatas, in propria sua Persona, suis propriis expensis, citra quinsumdecimum diem mensis Maii, aut ad summum citra quintumdecimum diem mensis Junii proximò sequentes, ingredi teneatur, tanta cum potentia qua per se inibi Castra metari & Campum per se sustinere, suorum Hostium injurias viribus propriis propulsare, & sua jura manu forti, Dei gratiâ, recuperare valeat, Bellum contra *eundem Carolum Gallorum Principem* realiter & cum effectu agendo, & quantò validiùs poterit continuè progrediendo, ipsum eorum Hostem communem, per Terram & Mare, Bellicis Armis, pro ejus viribus, infestans; & quòd *neuter ipsorum Regum* ab hujusmodi Bello, sic per eos incepto, sine expresso alterius consensu, *infra duos Annos* eorum sic ingressum in Franciam proximò sequentes, quovis pacto desistet.

Item, inter dictos Potentissimos Principes *Regem & Reginam Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c. Angliæque Regem* conventum, concordatum, & conclusum est, quòd si ex quavis causa dictos terminos, *quintidecimi diei Maii*, aut *quintidecimi diei mensis Junii* supradictorum, pro eorum aut eorum alterius discensu & ingressu, ut præmittitur, in Franciam statutos, prorogaverint, & alium terminum seu alios terminos pro hujusmodi eorum discensu & ingressu in Franciam statuerint, quòd *uterque eorum Regum* teneatur in illo termino seu terminis sic per eos statuto aut statutis Bellum invasivum contra *dictum Carolum Gallorum Principem* agere, & in propria Persona cum sua potentia Franciæ Regnum aut Terras per *dictum Carolum* occupatas ingredi, communem eorum Hostem invadere, & ipsum Bellum continuare, eodem modo ac si in dicto termino *quintidecimi diei Maii aut Junii* utérque ipsorum Regum dictum Regnum, ut præmittitur, invasisset, licet hujusmodi termini aut terminorum prorogatio seu præfixio Literis eorum missivis, absque eorum magno Sigillo, dumtaxat superinde posthac habeatur.

Item, inter dictos *Angliæ & Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, &c. Principes* conventum, concordatum, & conclusum est, quòd præsentes Modificationes, Declarationes, Interpellationes, & Additiones nullo pacto sint præjudiciales aut aliquatenus derogetur prioribus Literis, de Data vicesimæ septimæ diei mensis Martii antedicti, de quibus supra fit mentio, nec aliquibus Articulis seu Capitulis inclusis in eisdem, præterquam in omnibus & singulis in hiis Literis specificatis, sed in omnibus aliis & per omnia ipsæ Literæ stabunt in suis robore & effectu, hiis Literis non obstantibus.

QUÆ OMNIA ET SINGULA PRÆMISSA, quatenus Nos concernunt & attingunt, Nos *Henricus Rex Angliæ & Franciæ, & Dominus Hiberniæ antedictus* promittimus, & Nos bonâ fide & in verbo Regio, & tactis per Nos superinde Sacrosanctis Evangeliis, obligamus & astringimus Nos tenere, observare, & perimplere.

In quorum &c.

Teste Rege apud *Westmonasterium* vicesimo secundo die Novembris.

Per ipsum Regem.

CXLVIII.

Tractatus Matrimonialis, inter CAROLUM VIII. *Regem Franciæ, &* ANNAM *Ducissam Britanniæ, qua inprimis, de Ducatu Britannico, Comitatuque Nannetense ita disponitur per Donationem reciprocam inter vivos, ut uni vel alteri eorum superstiti transire & pertinere debeat; jure quidem hæreditario, sed hac lege, ut si præfato Regi ex humanis decedere contigerit, dictâ Domina* ANNA *supervivente, nullisque Liberis ex eorum carne existentibus, tunc & in eo casu, dictæ Dominæ* ANNÆ *non licitum erit convolare ad secundas Nuptias, præterquam cum Rege, aut cum præsumptivo futuro Successore. Actum in Castro de Langesiis die sexta Decembris Anno Domini* 1491. *Indictione* X. [LOBINEAU, Histoire de Bretagne au Volume des Preuves col. 1539. tiré des Archives du Château de Nantes. BELLEFOREST, Annales & Histoire des Rois de France. Tom. II. fol. 1308. Traitez, Contracts & Testamens, &c. servant de Preuves aux Memoires de COMMINES pag 278. où l'on cite abusivement D'ARGENTRE'.] 6. Dec.

(1) *In Nomine & ad honorem Sanctæ & Individuæ Trinitatis Patris & Filii & Spiritus Sancti, Amen.*

CUM postquam plurimos Tractatus, & super Matrimonio Matrimonialibusque assensibus (præstante Deo ipsius Sacramenti auctore) ineundis inter Serenissimum & Christianissimum Principem, & Dominum Dominum Carolum Francorum Regem hujus nominis octavum nunc Dei gratia regnantem ex una, & Illustrem Dominam Annam Filiam, ac unicam Hæredem defuncti recolendæ memoriæ Principis Domini Francisci secundi hujus nominis Britanniæ Ducis parte ex alia, plurium Illustrium Principum & Dominorum ex sanguine Regali propagatorum, atque aliorum Dominorum, & notabilium virorum scientia, prudentia, & aliis multiphariis virtutibus insignitorum, felicem prosperitatem, decus, utilitatem, & bonum, tam commune quam particulare dictarum Partium, & totius Reipublicæ

(1) Après avoir conferé les trois Copies ci-dessus citees, on a préferé celle du Pere *Lobineau*, parce qu'elle a paru plus exacte, & qu'elle est aussi plus authentique. (D. M.)

Anno 1491.

blicæ Patriarum jam dictarum zelantium consilio (ut dicebant) fretos; demum Anno Domini M. CCCC. XCI. Indictione decima, mensis vero Decembris die sexta, Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri Domini Innocentii divina providentia Papæ octavi Anno octavo, in Castro de Langeiis Turonensis Diocesis dictis Serenissimo Domino Carolo Rege, ac Domina Anna, in præsentia mei Notarii Testiumque infrascriptorum ad hæc vocatorum, & præsentium, sponte volentibus, & consentientibus submisit Cameræ Apostolicæ, & præsertim dicto Christianissimo, gratia eorum, & cujuslibet, sua, mera, libera, ac spontanea voluntate submittendo se ipsum suosque, & cujuslibet ipsorum Hæredes, Successores, & causam habituros, suaque bona mobilia & immobilia, præsentia & futura, Jurisdictioni, Cohertioni, Districtui, & Ressorto ejusdem Cameræ quo ad infra scripta, modo, & forma infrascripris, adimplenda. Iidem Christianissimus Dominus noster Carolus Rex, & Illustris Domina Anna in præsentia Illustrissimorum Principum Dominorum Ludovici Aurelianensis, Petri Borbonensis, Ducum; Caroli Engolismensis, Joannis Fuxiensis, Francisci Vindocinensis, Comitum; Guillelmi de Rochefort Militis Cancellarii Franciæ, Reverendorum in Christo Patrum Dominorum Ludovici de Ambasia Albiensis Episcopi, Joannis de Relii Theologici Professoris, dicti Christianissimi Domini nostri Regis Confessoris in Episcopum Ecclesiæ Andegavensis electi, una cum pluribus aliis ex Regia prole, nec non Dominorum Joannis de Challon Principis Orizacensis, Philippi de Montauban Militis Cancellarii Britanie, Dominorum de Guemené, de Coesquen Majoris, Magistri Hospitii Britanie, & plurium aliorum ex parte dictæ Illustrissimæ Dominæ Annæ assistentium respectivè, volentes & consentientes, ex eorum certis scientiis purisque & liberis ac spontaneis voluntatibus, vigore ac forma contractus vim, auctoritatem & vigorem Legis ac Constitutionis obtenturi, quatenus opus esset, quamvisque aliam vim, vigorem, virtutem, auctoritatem, efficaciam, & stabilitatem quam melius & extentius dicti Serenissimus Dominus Rex, & Illustris Domina Anna poterant, & possent; recognoverunt & confessi fuerunt, recognoscuntque serie præsentis publici Instrumenti, ac fatentur pertractasse, convenisse, pepigisse, & donavisse, Tractatusque, Donationes, Pactiones, & Conventiones infra declaratas & specificatas fecisse, prout faciunt modo & forma sequentibus; videlicet quod dicti Dominus noster Rex, & Domina Anna ex eorum plena, pura & spontanea, & libera voluntate ad honorem & gloriam Altissimi Creatoris Nostri Jesu Christi, ejus intemeratæ Matris Virginis Mariæ, cælestiumque Civium supernorum, Sacrosanctæ Orthodoxæ fidei Catholicæ, & dignissimorum Sacramentorum ex Sacratissimæ Passionis Domini nostri Jesu Christi meritis resudantium, pro bono, decore, & salute utriusque & Patriarum supradictarum, voluntate & consensu unanimibus, voluerunt, consenserunt, promiserunt, præsentisque Instrumenti serie consentire, & promittere dixerunt, alter ad alterum, nomine & Lege S. Sacramenti Matrimonii accipere, prout & acceperunt, accipereque dixerunt, videlicet jam dictus Christianissimus Dominus noster Rex, jam dictam Dominam Annam in Uxorem & Sponsam, & viceversa supradicta Domina Anna, jam dictum Dominum nostrum Regem in Sponsum & Maritum, in facie sanctæ Matris Ecclesiæ; & in favorem & contemplationem dicti Matrimonii federisque perpetuæ Pacis inter Coronam Franciæ, & Ducatum Britaniæ, Comitatum Nannetensem, suasque pertinentias, quas earum Partium quælibet diversis mediis quos longum esset enarrare sibi competere prætendens, pro bono Pacis, utriusque Patriarum tranquillitate, Guerrarum voraginibus antea afflictarum, præcipue contemplatione honoris per dictum Serenissimum Dominum nostrum Regem contrahendo dictum Matrimonium cum dicta Anna eidem Dominæ Annæ exhibendi, affectionumque conjugalium per sæpe dictam Dominam Annam memorato Domino nostro Regi merito obnoxiam exhibendarum, sæpe dicta Illustris Domina Anna, pro se suisque Successoribus & causam in futurum habituris memorato Domino nostro Regi donavit, cessit, quitavit, transportavit, & dimisit, præsentisque Instrumenti serie donat, cedit, quittat, dimittit, & transportat in perpetuum irrevocabiliter & hæreditarie pro se suisque Successoribus Francorum Regibus nomine ac titulo Donationis factæ ob causam dicti Matrimonii, in ipsiusque favorem, absque ulla revocatione per Testamentum, vel alias inposterum quovis modo facienda, in casum quod sæpè dicta Domina Anna ab hoc seculo ante prædictum Dominum nostrum Regem migraverit absque liberis, ex eorum carne legitime procreatis in eorum Matrimonio antedicto, omnia & singula jura, proprietates, possessiones, nomina, rationes, actiones, & obligationes dictæ Dominæ Annæ in dicto Ducatu, & Comitatu eorumque pertinentiis competentes, ac generaliter omnia & singula sua, alia bona quæcumque immobilia præsentia & futura ubicumque consistentia poterunt inveniri, & apprehendi, cedendo, & transportando, ex nunc prout ex tunc, per eamdem Dominam Annam dicto Domino nostro Regi omnia & singula sua jura proprietatis, possessionis, Dominii, nomina, res, & obligationes antea eidem Dominæ competentia, & pertinentia ipsum Dominum nostrum Regem tamquam in rem suam propriam Procuratorem in præmissis singulis constituendo, prout constituit, ad effectum corroborativum, & fortificativum, corroborandoque, & fortificando, quatenus opus est, jus antea sepe dicto Domino nostro Regi in præmissis competens, in nulloque eidem præjudicando aut derogando. Pariter quoque memoratus Dominus noster Rex in favorem & contemplationem (prout supra) volens & consentiens eidem Dominæ Annæ favorem maritalem equalem exhibere, ob causas præmissas donavit, cessit, quitavit, dimisit & transportavit, tenoreque præsentium donat, cedit, quittat, dimittit, & transportat irrevocabiliter perpetuo ac hæreditarie, in casum quod dictus Christianissimus ab hoc sæculo transierit dicta Domina Anna supervivente, absque liberis ex eorum carne in Matrimonio prædicto legitime procreatis, (quod abesse dignetur D. N. Jesus Christus) omne & tale jus, nomen, rationem, actionem, & obligationem, proprietatem, ac possessionem dicto Christianissimo antea in præmissis competentes, ita tamen quod, pro evitando Guerrarum incommoditates aliosque sinistros eventus verisimiliter secuturos inter Patrias antedictas, predicta Illustris Domina Anna ad alias nuptias nullatenus convolabit, præterquam cum Rege futuro (si illi placuerit & licitum fuerit) vel cum alio proximiore præsumptivo futuro Successore in Corona Francie antedicta, qui tenebitur in eum casum facere & exhibere dicto Domino Regi pro tempore recognitiones & redhibentias feudales, tam honorabiles quam utiles hactenus antea debitas ratione Ducatus & Comitatus prædictorum cum suis pertinentiis, neque poterit, aut sibi licebit dictos Ducatum & Comitatum eorumque pertinentias alienare in alias manus quam dicti Domini nostri Regis, pro tempore & Successorum Franciæ Regum. Item hæc ultra voluit & consensit jam dictus Dominus noster Rex constitui, prout constituit, eidem Illustri Dominæ Annæ in favorem dicti Matrimonii totam talem, & tantam Dotem quantam & qualem dictus Dominus noster Rex voluerat & consenserat constitui, & constituerat pro Dote defunctæ claræ memoriæ Reginæ Charlote ejus Matris novissime defunctæ (quam Dominus absolvere dignetur) cujus quidem Dotis Instrumento dictus Christianissimus Dominus noster Rex se retulit & referre dixit, ipsum Instrumentum, & ejus totalem tenorem de puncto in punctum idem Dominus noster Rex voluit, & vult præsentibus pro insertis & incorporatis haberi, proinde ac si incorporatum foret & insertum. Novissimè autem voluit & consensit, vultque & consentit idem Dominus noster Rex, quod dicta Illustris Domina Anna habeat, percipiat, & suos faciat, in casum quod supervixerit dictum Dominum nostrum Regem, omnia & singula sua bona, mobilia quæcumque etiam jocalia (qualis & quanticumque pretii fuerint vel esse potuerint) quæ habebit tempore obitus dicti Domini nostri Regis, sive eadem bona circa suam Personam ejusque Personæ servitium, sive pro manutentione, sive domus deputata sint, quæ dictæ Dominæ Annæ, & suis esse vult, & spectare in perpetuum ac pertinere. Et quo ad præmissa omnia & singula modo ac forma præmissis tenenda, observanda, & adimplenda, contraque non faciendum neque veniendum jam dicti Domini Christianissimus Dominus noster Rex & Anna, eorumque quilibet obligarunt & obligant se hæredesque suos, suas quoque res & bona mobilia & immobilia, præsentia & futura, præsertim promittentes, & promiserunt, videlicet dicti Christianissimus Dominus noster Rex, & Illustris Domina Anna, in verbis Regio & Reginali respective, se habere ac perpetuo habituros præmissa omnia & singula rata atque grata, & contra ea non venire quomodolibet aut attemptare, præcipue dicta Domina in præsentia & de consensu (quatenus opus esset) dicti Domini

ANNO 1491. mini Principis Orizacensis dictæ Illustris Dominæ proximi Consanguinei seu affinis, qui quidem Dominus Princeps Orizacensis, postquam attente audivit, & intellexit, (ut dicebat) premissa & quodlibet ipsorum, quatenus ipsum tangit, & concernit, tangereque potest pro quocumque interesse sibi competenti, aut competituro se submittens (prout supra) gratificavit, ratificavit, laudavit, & approbavit, tenoreque præsentis publici Instrumenti gratificat, ratificat, laudat & approbat supra scripta, ac ex habundante dictum suum jus, & interesse in premissis & pertinentiis eorumdem in qualicumque, & quantacumque qualitate aut quantitate taxari valeat aut extimari, dictus Dominus Joannes Princeps de expresso consensu jam dictæ Dominæ Annæ cessit, quitavit, & transportavit, tenoreque præsentium donat, cedit, quitat, & transportat in perpetuum irrevocabiliter dicto Domino nostro Regi, & suis Successoribus Francorum Regibus, promittendo, & promisit per fidem suam ob hoc in manu mei Notarii subscripti corporaliter præstitam, ac sub hypotheca & obligatione omnium & singulorum bonorum suorum præsentium & futurorum, se habere ac perpetuo habiturum præmissa omnia & singula rata, atque grata, renunciantes prout renunciarunt & renuntiant dicti constituti & submissi ac quilibet ipsorum (prout supra) omni & totali exceptioni, deceptioni, applegiamentis, contrapplegiamentis, & oppositionibus quibuscumque & specialiter dicta Domina Anna beneficio Senatusconsulti Velleiani, Epistolæ divi Adriani, ac generaliter quibuscumque huic facto contrariis, de quibus præmissis & singulis dicti Christianissimus & Illustris constituti Litteras alias præsentibus in effectu & substantia consimiles in præsentia Guidonis Le Clere, Notarii Regii sub Sigillo ad Contractus ineundos inibi constituti passarunt, ad majorem firmitatem & corroborationem præmissorum, absque eo, præter id quod per præsens publicum Instrumentum illis aut per illas præsenti publico Instrumento præjudicium possit, debeatve afferri. De quibus præmissis omnibus & singulis dicti Christianissimus & Illustris constituti, & quilibet, petierunt, ac requisierunt Instrumentum. Acta fuerunt hæc in Opido de Langeliis Turonensis Diœcesis, sub Anno, Indictione, die, Mense, & Pontificatu prædictis, præsentibus & consentientibus constitutis antedictis, nec non Illustribus Principibus, Ducibus, & Comitibus, ac aliis supradictis, unà cum pluribus aliis. Et continuo, absque divertendo ad alios actus, dicti Dominus noster Rex, & Domina Anna processerunt ad aulam dicti Castri ornatam pro Missæ celebratione & solempnizatione dictarum nuptiarum inter eos præparatarum, inibique in Notarii infrascripti præsentia, prædictorumque Ducum, Comitum, Illustrissimæque Principissæ Dominæ Annæ de Francia Borbonii Ducissæ, dicti Christianissimi Domini nostri Regis Sororis, aliorumque Dominorum, & Dominarum plurium, jam dicti Domini Christianissimus Rex, & Illustris Domina Anna, ministerio dicti Reverendi Patris Domini Albiensis Episcopi, dictum Matrimonium inter eos (ut præmittitur) iniciatum, per verba de præsenti publica solemnizarunt, alter alterum (pro ut supra) per verba præmissa de præsenti accipiendo, & acceperunt, desponsandoque, & desponsarunt, successiveque illico dictus Reverendus Andegavensis Electus Missam cum benedictione nuptiali celebravit. Acta fuerunt hæc ut supra sub Anno, Indictione, Mense, die, Locis, & præsentibus respective supradictis.

Et ego Petrus Bourreau, Clericus Turonensis Diœcesis Licentiatus in Legibus Apostolica & Imperiali auctoritatibus, Curiæque Metropolitanæ Turonensis Notarius, præmissis omnibus & singulis, dum sic ut supra scriberentur, dicerentur, agerentur, fierent, una cum prænominatis præsens interfui, eaque sic fieri vidi, & audivi, ideirco præsenti publico Instrumento alterius manu fideliter scripto hic me propria manu subscribendo signum meum apposui consuetum, in fidem & Testimonium præmissorum requisitus, *Signé* PETRUS BOURREAU.

6. Dec. *Autre Instrument du Contract de Mariage de* CHARLES VIII. *Roi de France, avec* ANNE *Duchesse de Bretagne. Fait au même Lieu de Langis, & le même jour 6. Decembre* 1491. [LOBINEAU, Histoire de Bretagne. Au Volume des Preuves col. 1543. sur une Copie authentique. GODEFROI, Observations sur l'Histoire de *Charles* VIII. pag. 622. BERTRAND D'ARGENTRE', Histoire de Brétagne, Liv. XIII. pag. 1006. Traitez & Contracts, servant de Preuves aux Memoires de COMMINES pag 287. sur la Copie de *d'Argentré*, & pourtant avec quelques differences. Recueil de LEONARD, Tom. I. pag. 340.] ANNO 1491.

[1] SAICHENT tous presens & advenir, que comme par cy-devant eussent esté pourparlées, & par tres-grandes, & meures deliberations precedentes traitées parolles de Mariage à contracter & estre consenti, entre nôtre Souverain Seigneur & Prince Trés-Chrestien CHARLES Roy de France huitieme de ce nom à present regnant d'une part, & tres-Noble Princesse Madame ANNE fille & Heritiere seule & unique de feu de tres-noble memoire François Duc de Bretaigne, second de ce nom dernier decedé, d'autre part; lesdits Seigneur & Dame au Lieu & Chastel de Langés en Touraine en la Court du Roy nôtredit Seigneur en droit personnellement establis, de leurs pures, pleines, franches, & liberales volontés, & par l'avis, conseil, & meures deliberations des Princes & Seigneurs de leur Sang, & gens de leur Conseil, & mesmement en la presence de trés-Haults & Puissans Princes Monf. Loys Duc d'Orleans, Monf. Pierre Duc de Bourbon, Monf. Charles Duc d'Angoulesme, Monf. Jehan Comte de Foix, Monf. François Comte de Vendosme, Messire Guillaume de Rochefort Chevalier, Chancellier de France, Reverend Pere en Dieu Monsieur Loys d'Amboise Evesque d'Alby, Monsieur Jehan de Relly Docteur en Theologie, Confesseur dudit Seigneur esleu Evesque d'Angiers, avec plusieurs autres de la partie du Roy nostredit Seigneur, Monsieur Jehan de Chaalons Prince d'Orenge, Messire Philippe de Montauban, Chevalier Chancellier de Bretaigne, les Sires de Guémené, de Coesquen Grand Maistre d'Hôtel de Bretaigne, & plusieurs autres de la part de ladite Dame, voulans & consentans lesdites Parties, & mesmement le Roy notredit Seigneur, de sa grace & bien ordonnée volonté soi soumettre, & ont soumis eux, leurs hoirs, avec tous & chacuns leurs biens & choses meubles, & immeubles presens & avenir, a la Jurisdiction, cohercion, pouvoir & ressort de ladite Court, quand à ce qui s'ensuit par forme de Contract, aiant force & vigueur (en tant que besoin seroit) de constitution & authorité de Loy & toute fermeté; reconnurent & confesserent de leur bon gré & volonté, à l'honneur, louange & gloire de la benoiste Trinité de Paradis, de la trés-glorieuse Vierge Marie, Mere de Dieu nostre Createur, & en desir & esperance de l'exaltation de la Foy Catholique, à l'honneur & Bien d'eux, de leurs Pais, & Subjets, Amis, & Alliés, & pour obvier aux Guerres & divisions qui ont eu cours, & acquerir, garder, & maintenir Paix indissoluble & perpetuelle, avoir fait, & par la teneur de ces presentes Lettres firent, & font ensemble de bonne foy, les Traités, Accords, Cessions, Transports, Promesses, & Convenances qui s'ensuivent pour raison du trés-noble Mariage desdits Seigneur & Dame, a estre fait, solemnisé, & celebré en face de Saincte Eglise; c'est à sçavoir que lesdits Seigneur & Dame de leur pleine, pure, franche, & liberale volunté ont promis & consenti prendre par Mariage, c'est a sçavoir le Roy nostredit Seigneur ladite Dame & Princesse Madame Anne a Femme & Espouse, & pareillement ladite Dame, le Roy nostredit Seigneur en Mary & Espoux, en face de nostre Mere Sainte Eglise, en faveur & contemplation duquel Mariage, & pour le bien de Paix perpetuelle entre la Couronne de France, & aussi du Duché de Bretaigne, Comté de Nantes, & leurs appartenances, que chaqune desdites Parties par divers moiens qui seroient longs a reciter pretendent leur competer & appartenir, pour le bien de Paix & tranquillité desdits Pays, par cy-devant molestés & travaillés de Guerres & divisions, & contemplation de l'honneur que en contractant ledit Mariage le Roy nostredit Seigneur exhibe a ladite Dame, & pour les affections conjugales que a & doit avoir ladite

[1] Cette Copie est encore empruntée du Pere *Lobineau*. Elle peut subsister avec la precedente. Ce sont deux Instrumens d'un même Traité, & aparemment le François fut fait pour la Duchesse de Bretagne. Au reste, il n'y a pas moins de diference entre les trois Copies Françoises, qu'entre les trois Latines, même dans la date, celle de *Godefroi*, & celle de *Leonard* etant datées du 13. Decembre, & celle de *Bertrand d'Argentré* du 16. [DUM.]

Anno 1491. ladite Dame audit Seigneur, pour elle, ses Successeurs, & aians cause, a donné, cedé, quitté, transporté, & delaissé, & encore par la teneur de ces presentes donne, cede, quitte, transporte & delaisse a toujours, mais perpetuellement, irrevocablement, à heritage, audit Seigneur, ses Successeurs Roys de France, par titre de donnaison faite pour cause & raison dudit Mariage, & en faveur d'iceluy, sans jamais la revoquer par Testament ne autrement, au cas qu'elle ira de vie a trespas paravant ledit Seigneur sans aucuns hoirs nés & procreés d'eux legitimement en leurdis Mariage, tous & chacuns les droits, proprietés, possessions, noms, raisons, actions & obligations competans à ladite Dame és Duchié, & Principaulté de Bretaigne, Comté de Nantes, & leurs appartenances, & generalement en toutes & chacune les autres Terres, Seigneuries, & biens immeubles presens & advenir, ou qu'ils soient & puissent estre trouvés, & apprehendés, en cedant & transportant dés a present come pour lors par ladite Dame audit Seigneur tous & chacuns ses droits de proprieté, Seigneurie, Possession, noms, raisons, actions, & obligations par cy-devant à elle competans & appartenans, en le constituant & constitue des a present comme pour lors és choses que dessus & chacune d'icelles son Procureur en sa propre chose, & tout ce en corroborant & fortifiant, en tant que besoin seroit, le droit par cy-devant competant audit Seigneur, & sans pregiudice ou derogation d'icelui en aucune maniere. Et pareillement ledit Seigneur, en faveur & contemplation que dessous, voulant exhiber égal faveur marital a ladite Dame, pour les causes dessusdites, a donné, cedé, quitté, transporté & delaissé, & par la teneur de ces presentes donne, cede, quitte, transporte, & delaisse irrevocablement, perpetuellement, & à heritage, au cas que ledit Seigneur decede de cette vie mortelle avant ladite Dame sans aucuns hoirs nés & procreés legitimement de leur chair audit Mariage (que Dieu ne veuille) tout le droit, nom, raison, action, obligation, proprieté & possession par cy-devant competans & appartenans audit Seigneur, à condition toutesfois & pour éviter les incommodités de Guerres, & autres sinistres fortunes vrai-semblablement a ensuivre entre lesdits Païs, que ladite Dame ne convolera à autres nopces, fors avec le Roy futur, s'il lui plaist & faire se peut, ou autre plus prochain presumptif futur Successeur de la Couronne, & lequel plus prochain heritier sera tenu en icelui cas faire & exhiber au Roy les reconnoissances, & redevances feodalles, tant honnorables, que proffitables deües par cy-devant pour raison desdits Duchié, Comté, & leursdites appartenances, & ne pourront aliener lesdits Duchié, Comté & apartenances en autres mains que dudit Seigneur & ses Successeurs Rois de France. Et en outre ledit Seigneur a voulu & consenti, veut & consent constituer, & par ces presentes constitue en faveur dudit Mariage a ladite Dame, tout tant & tel douaire, que ledit Seigneur avoit voulu, consenti & constitué pour Dot a feue de noble memoire la Royne Charlotte derrenierement trespassée (que Dieu absolve) Mere dudit Seigneur, a l'Instrument duquel Dot ledit Seigneur se rapporte, lequel, & toute sa teneur de point en point, il a voulu & veut estre pour inseré & incorporé en ces presentes comme si il y étoit incorporé; & a voulu & consenti veut & consent ledit Seigneur, au cas qu'il ira de vie a trespas avant ladite Dame, que ladite Dame ait, perçoive & face siens tous & chacuns ses biens meubles quelconques, soient joyaux de quelque & tant grand prix qu'ils pourront estre, lesquels elle aura au temps du trespas dudit Seigneur, suient lesdits biens avec sa personne & pour le service de sadite personne, que pour l'entretenement de sa maison, lesquels il veut estre & appartenir perpetuellement a ladite Dame & aux siens a tousjours-mais. Et quant a tout ce que dessus est dit tenir & accomplir, sans jamais faire ne venir encontre, lesdits Seigneur & Dame, & chacun d'eux, ont obligé, & obligent, eux, leurs hoirs, avec tous & chacuns leurs biens & choses meubles & immeubles presens & advenir. Et mesmement ladite Dame, en presence & du consentement (en tant que besoin seroit) dudit Seigneur Prince d'Orange, prouchain parent ou affin de ladite Dame, lequel aprés ce qu'il a oy & bien entendu, comme il disoit, les choses dessusdites & chacune d'icelles, en tant & pour tant que lui peut toucher, & pour quelconque interest, qui lui puisse competer & appartenir, soy soumettant, comme dessus, à gratiffié, ratiffié, loué & approuvé, & encor par ces presentes gratiffie, ratiffie, loue, & approuve ce que dessus, & d'abondant soudit droit & Interest esdits Duchié & Comté & leurs appartenances, du consentement de ladite Dame, ledit Prince a cedé, quitté & transporté & par ces presentes, le donne, cede, quitte & transporte a tousjours-mais irrevocablement, au Roy nostredit Seigneur, & aux siens. Et ont renoncé & renoncent lesdits establis & soumis comme dessus, a toute exception & deception, a tous applegemens, contraplegemens & oppositions quelconques, & specialement ladite Dame au benefice de Vellejan, & generalement a toutes & chacunes les choses a ce contraires, desquelles choses lesdits Seigneur & Dame, & Prince d'Orenge, ont passé autres Lettres de semblables effets, & substance en la presence de Maistre Pierre Bourreau Licentié és Loix, Notaire de l'authorité Apostolique cy-dessous soupscript pour plus grande fermeté & corroboration des choses dessusdites, & sans ce que l'une desdites Lettres puisse ou doive aucunement prejudicier a l'autre. Ce fut fait audit Lieu de Langés, par lesdits Seigneur & Dame, & Prince d'Orenge presens, & consentans, & aussi presens les dessusdits avec plusieurs autres; Et promisrent lesdits Seigneur & Dame en parolles & promesses Royaux, & ledit Prince d'Orenge par la foy & serment de son corps pour ce baillée corporellement, de non jamais faire ne venir encontre. Et incontinent (sans divertir à autres Actes) lesdits Seigneur & Dame procederent en la Salle dudit Chastel de Langés, ou étoit preparé pour celebrer la Messe, & sollemniser les Epousailles desdits Seigneur & Dame, & illec en la presence des Notaires cy soubscripts, les Ducs & Comtes dessusdits, & aussi de trés-Noble Princesse Madame Anne de France Duchesse de Bourbon, Sœur dudit Seigneur, & autres Seigneurs & Dames en grand nombre; lesdits Seigneur & Dame, par le Ministere dudit Reverend Pere en Dieu Evesque d'Alby solemniserent publiquement leurdit Mariage, & par parolles de present prindrent & espouserent l'un l'autre, comme dessus, & par le Ministere dudit Reverend Pere en Dieu eleu en Evesque d'Angiers fut celebrée Messe avec la Benediction nuptiale. Donné audit Lieu de Langés, & scellé, du consentement desdites Parties, du scel Royal estabii & dont l'on use aux Contracts Royaux en la Ville, Chastelenie, & ressort de Tours. En tesmoin de verité, le sixiesme jour de Decembre l'an mil quatre cent quatre vingt-onze. *Signé* G. LE CLERC. *avec paraphe. Et au dessous sont escrits ces mots en demies Lignes.* Anno 1491.

Et ego Petrus Bourreau Clericus Turonensis Diocesis Licentiatus in Legibus, Apostolica & Imperiali authoritatibus, Curiæque Metropolitanæ Turonensis Notarius, ipsiusque Causarum Officii Promotor Generalis, premissis omnibus & singulis, dum sic (ut præmittitur) dicerentur, agerentur, & fierent, unà cum Testibus & assistentibus superius nominatis, ac honorabili Viro Guidone le Clerc Notario Regio, ad Contractus ineundos Turonibus instituto, presentibus subsignato, presens interfui, eaque sic fieri vidi & audivi; idcircò presentibus Literis alterius manu fideliter scriptis signum meum hic me propria manu subscribendo apposui consuetum, in fidem & Testimonium premissorum requisitus.

Ainsi signé à costé. PETRUS BOURREAU, *avec grand paraphe, & scellé du grand Sceau de la Prevosté de Tours, aux Armes ordinaires de ladite Ville, qui sont des Tours surmontées de trois fleures de Lis, autour duquel Sceau sont ces mots:* Sigillum Prepositura Turonensis. *Scellé en cire verte.*

CXLIX.

INNOCENTII *Papæ* VIII. *Dispensatio pro* CAROLO VIII. *Rege Franciæ, &* ANNA *Ducissa Britanniæ, ut nonobstantibus impedimentis ex gradu Consanguinitatis, aliisque inter eos existentibus, in Matrimonio, per ipsos contracto, ac de facto consummato salvâ conscientiâ remanere possint, dummodo dicta* ANNA *propter hoc rapta non fuerit. Dat. Romæ* 18. *Kalendas Januarias. Anno Incarnationis* 1491. *Cum Instrumento publico de Purgatione per dictam* ANNAM *juramento facta, circa hanc Clausulam* de Raptu in eam non perpetrato. *Actum in Oppido de Plessiaco-Parci* 13. *Novembris* 1492. 15. Dec.

[LOBI-

Anno 1491.

[Lobineau, Histoire de Bretagne au Volume des Preuves. col. 1546.]

INNOCENTIUS Episcopus servus servorum Dei charissimo in Christo Filio Carolo Francorum Regi Illustri, & dilectæ in Christo filiæ Nobili mulieri ANNÆ Ducissæ Britaniæ salutem, & Apostolicam Benedictionem. Oblatæ nobis nuper pro parte vestra petitionis series continebat; quod vos non ignorantes vos quarto Consanguinitatis gradu invicem fore conjunctos, & inter te charissimum in Christo filium Carolum Regem, & dilectam in Christo filiam Nobilem mulierem Margaritam carissimi in Christo filii nostri Maximiliani Romanorum Regis Illustris natam, & tibi dilectæ in Christo filiæ Annæ Ducissæ etiam quarto consanguinitatis gradu conjunctam, dudum antea (tunc infantem) contracta fuisse sponsalia per verba de futuro, ut finem imponeretis Guerris que inter vos aliquamdiu viguerant in Ducatu Britaniæ, in quibus agrorum depopulationes, Castrorum & aliorum Locorum eversiones, bonorum deprædationes, hominum captivationes, cedes, & membrorum mutilationes, ac alia quam plurima mala quæ in Bellis fieri solent, commissa fuerant, & committebantur in dies, suasione Procerum Regni, & Ducatus prædictorum, invicem Matrimonium contraxistis illudque carnali copula consumastis; Cum autem (sicut eadem petitio subjungebat) vos in hujusmodi sic per vos contracto Matrimonio remanere non possitis, obstantibus consanguinitatis, & quod ex sponsalibus prædictis provenit publicæ honestatis Justitiæ impedimentis; & si divortium fieret inter vos, possent exinde gravia scandala verisimiliter exoriri, tuque Anna Ducissa remaneres perpetuo diffamata; quare pro parte vestra nobis fuit humiliter supplicatum, ut vobis de absolutionis beneficio ab Excommunicationis sententia quam propterea incurristis, & opportunæ dispensationis gratia super hoc providere de benignitate Apostolica dignaremur. Nos igitur qui inter cunctos Christi fideles, præsertim huic Sanctæ Sedi devotissimos Reges, Duces & Principes, vigere Pacem & Concordiam intensis desideriis affectamus, ex præmissis, & certis aliis nobis expositis caussis, vos ab Excommunicationis sententia quam propter præmissa incurrisse dinoscimini, & ut impedimento, quod ex consanguinitate, & sponsalibus prædictis provenit non obstante, in hujusmodi sic per vos contracto Matrimonio, dummodo tu dilecta in Christo filia Anna propter hoc rapta non fueris, remanere libere, & licite valeatis, aucthoritate Apostolica, præsentium tenore, dispensamus; conceptam (si qua sit) & suscipiendam ex hujusmodi Matrimonio prolem, legitimam nunciantes, ac vobis districte præcipiendo mandantes in virtute sanctæ obedientiæ, quod de cætero similia non committatis, nec ea committentibus præstetis auxilium, consilium vel favorem, & pro modo culpæ pænitentia salutari, quod in nubendis pauperibus puellis per vos eligendis summam mille Scutorum auri de Francia pro illarum dote infra sex menses proxime futuros cum effectu exponatis. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ Absolutionis, Dispensationis, Nuntiationis, & Mandati infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei ac Beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursuram. Datum Romæ apud Sanctum Petrum Anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo nonagesimo primo, octavo decimo Calendas Januarias, Pontificatus nostri Anno octavo. *Et sur le reply est escrit*, DE GAMBERIA, *scellé en plomb sur double laqs de soie rouge & aurore, & sur la Bulle en plomb d'un costé est escrit:* INNOCENTIUS P.P. VIII. ibidem.

Nos JOANNES BRETTE Sacræ Theologiæ Professor Thesaurarius, & Canonicus Ecclesiæ Turonensis Vicariusque Generalis in spiritualibus & temporalibus Reverendissimi in Christo Patris, & Domini Domini Roberti miseratione divina Archiepiscopi Turonensis, à suis Civitate, Diocesi, ac Provincia absentis & in remotis agentis, universis ac singulis, quorum interest, intereritque in futurum serie præsentium innotescimus Litterarum, Serenissimum Principem, & D. Dominum Carolum octavum hujus nominis Regem, ac Illustrissimam Principissam D. Annam Reginam Francorum in Oppido Regio de Plessiaco Parci propè Turones quondam vulgariter de Monticulis nominato constitutos nobis sponte & libere utrimque successive exhibuisse quasdam Litteras Dispensationis, Absolutionis, Nuntiationis, & Mandati eum ipsis factas super impedimentis eorum Matrimonii Consanguinitatis, & publicæ honestatis, Justitiæ à felic. record. D. Domino nostro Innocentio Papa octavo nuperrime vita functo emanatas eisdem concessas, de & sub Data Anni Incarnationis Dominicæ millesimi quadringentesimi nonagesimi primi octavo decimo Calendas Januarias, Pontificatus Sanctissimi D. nostri Papæ Anno VIII. ejusdem D. nostri Papæ vera Bulla plumbea sub filis sericeis rubri croceique coloris, more Romanæ Curiæ impendente bullatas, sanas siquidem & integras, non vitiatas, non cancellatas, non obliteratas, abrasasque, aut in aliqua sui parte suspectas, sed omni prorsus vitio & suspitione carentes (ut prima facie apparebat) nobis exponendo & exposuerunt, ac exposuit ipsorum quilibet per se seu eorum Mandatu dictas Litteras Apostolicas impetrasse, non tamen resilientes aut discedentes ab aliis Litteris Dispensationis, de & super præmissis, etiam ante Matrimonium inter eos celebratum sibi concessis; ceterum quia in Dispensatione per dictas Litteras Apostolicas clausula in iisdem inserta dinoscebatur, & dinoscitur, videlicet: *Dummodo dicta Illustrissima D. Anna propter hoc rapta non fuerit*, ea propter ad verificandum, & purificandum dictam clausulam, dicta Illustrissima D. Anna in puerperio ex ortu Illustrissimi Principis, & D. Carol. noni Delphini Viennensis coram nunc temporis Unigeniti constituta propria voce dilucidavit; sponte & libere se nullatenusque coactam aut seductam, sed cum decore & honore Magnificis Illustrissimisque Reginis debitis jacens proprio juramento corporaliter præstito attestata fuit, se propter prædictum Matrimonium, ut præmittitur, & ut in dictis Litteris Apostolicis continetur, contrahendum, nullatenus raptam fuisse, verum Civitatem Rædonensem in Ducatu Britaniæ sitam, ipsumque Ducatum libere, & sponte exiisse, animo intentioneque, & proposito liberè dictum Matrimonium contrahendi, ad dictum Serenissimum D. nostrum Regem accessisse, seseque & quemlibet Mandatis & Pœnitentiis salutaribus utrique per easdem Litteras injunctis tanquam veros obedientiæ filios acquievisse ac de puncto ad punctum adimplevisse, & acquieturos se in futurum, juxta ipsarum Literarum Apostolicarum continentiam & tenorem firmiter deliberasse; & maxime quod iidem Serenissimus & Illustrissima de cætero talia non committent, nec ea committentibus præstabunt auxilium, consilium, vel favorem. Quæ præmissa omnia & singula ad notitiam quorumcumque intererit, & interesse poterit, in futurum deduci volumus, & deducimus per præsentes nostras Litteras Sigillo Vicariatus nostri sigillatas signoque nostro manuali signatas, die decima tertia mensis Novembris, Anno Domini millesimo quadringentesimo nonagesimo secundo, Indictione undecima, Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris, & D. D. Alexandri divina providentia Papæ sexti Anno primo, præsentibus respective ibidem, videlicet quatenus concernit prælibatum Serenissimum Dominum nostrum Regem, Nobilibus & Potentibus Dominis D. de Myolant, Stephano de Voes, Milite, Seneschallo Bellicadri, Guillelmo Briconet, Generali Franciæ in partibus Linguæ Occitanæ, nec non quatenus concernit prælibatam Illustrissimam Reginam, Nobilibus Dominis Guillelmo de Gueguen, Commendatario Monasterii Sancti Salvatoris Rotonensis, prælato Briconet, Jacobo de Beaune Thesaurario, & Oliverio Laurens Medico ejusdem Illustrissimæ Testibus ad præmissa vocatis & rogatis. *Ainsi signé*, BRETE, *avec paraphe, & plus bas est escrit:*

Et ego Petrus Boureau Clericus Turonensis Diocesis, Licentiatus in Legibus Apostolica, & Imperiali aucthoritatibus, Curiæque Metropolitanæ Turonensis Notarius, ipsiusque Curiæ causarum Officii Promotor Generalis, coram quo, ac Domino Jacobo Lanchier Presbitero, & Ludovico Hervè Clerico Turonensi, prædictus venerandus Magister, Joannes Brete Professor, Thesaurarius & Vicarius, antedictum signum suum manuale præsentibus Litteris super apposuit, & se subscripsit, præmissaque omnia & singula fore vera attestatus fuit, die vigesima prima mensis Decembris, Anno quo supra millesimo quadringentesimo nonagesimo secundo; idcirco præsentibus Litteris seu publico Instrumento Sigillo prædicti Vicariatus sigillatis, manu alterius fideliter scriptis signum meum hoc, me propria manu subscribente, apposui consuetum, in fidem ac Testimonium præmissorum requisitus.

Scellé sur un lacz de parchemin, d'un Sceau de cire rouge auquel est figuré un Ange tenant devant luy un

un escusson chargé d'une Croix dentée, portant au dessus une Croix Archiepiscopale, autour duquel Sceau sont quelques Lettres qui marquent que c'est le Sceau de Robert, *Archevesque de Tours.*

CL.

21. Dec. *Tractatus Induciarum inter* Henricum VII. *Regem Angliæ, &* Jacobum IV. *Regem Scotiæ conclusarum apud Caldestrema die* 21. *Decembris* 1491. *Confirmatus ab* Henrico *Rege Angliæ, apud Westmonasterium die* 9. *Januarii* 1492. [Rymer, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. XII. pag. 465.]

Rex omnibus, ad quos &c. Salutem.

Inspeximus alteram partem quarumdam Indenturarum, inter Reverendum in Christo Patrem *Willielmum Episcopum Abirdonensem*, *Willielmum Dominum Sancti Johannis*, *Alexandrum Inglys* Archidiaconum Sancti Andreæ, *Johannem Hume* de Arsilton, & *Patricium Hume* de Fastcastell, Consiliarios, Oratores, & Commissarios Serenissimi Illustrissimique Principis Consanguinei nostri carissimi *Jacobi Scotorum Regis*, ex una parte, & Reverendum in Christo Patrem *Ricardum Episcopum Assavensem*, *Johannem Graystok* Militem Dominum de Graistok, *Cristoforum Ursewyk* Decanum Eborum, *Johannem Cartyngton* Armigerum, & *Edwardum Ratclyff*, Consiliarios, Oratores, & Commissarios nostros, ex altera parte, nuper confectarum in hæc verba,

Hæc Indentura,

Facta *apud Caldestreme super Tweda, vicesimo primo die mensis Decembris, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, nonagesimo primo*, inter Nos, *Willielmum Episcopum Aberdonensem*, *Willielmum Dominum Sancti Johannis*, *Alexandrum Inglys* Archidiaconum Sancti Andreæ, *Johannem Hume* de Arsilton, & *Patricium Hume* de Fastcastell, Consiliarios, Oratores, & Commissarios Serenissimi Illustrissimique Principis *Jacobi Scotorum Regis*, ex unâ parte, & Reverendum in Christo Patrem *Ricardum Episcopum Assavensem*, *Johannem Graystok* Militem Dominum de Graystok, *Cristoforum Ursewik* Decanum Eborum, *Johannem Cartyngton* Armigerum, & *Edwardum Ratclyff*, Consiliarios, Oratores, & Commissarios Serenissimi Excellentissimique Principis *Henrici Regis Angliæ*, ex parte altera,

Testatur quòd Nos Commissarii *Regis Scotiæ* cum præfatis Oratoribus & Commissariis præfati *Regis Angliæ*, atque ipsi nobiscum, virtute & auctoritate Commissionum nostrarum hincinde per Literas Patentes dictorum Regum *Nobis* atque ipsis divisim factas (quarum tenores de verbo in verbum inferius inseruntur) appunctuavimus, convenimus, concordavimus, conclusimus, appunctuamus, convenimus, concordamus, & concludimus Nos & ipsi nobiscum, nominibus Principum prædictorum, in omnibus & per omnia, prout in sequentibus Articulis continetur,

Inprimis, inter Nos Commissarios prædictos, nominibus quibus suprà, appunctuatum, concordatum, & conclusum est quòd, inter Serenissimos *Reges Scotiæ & Angliæ* supradictos, eorum Hæredes & Successores, Regna, Patrias, Dominia, Terras, & Loca quæcúmque eorumdem, necnon inter Vassallos, Ligeos, Homines, & Subditos suos quoscúmque, præsentes & futuros, tàm Ecclesiasticos quàm Sæculares, cujuscúmque gradûs, præeminentiæ, statûs, aut conditionis existant, sit bona, realis, sincera, vera, & firma Pax, Treuga, & Guerrarum Abstinentia, per Terram, Mare, Aquas dulces & ubique Locorum, inceptura ab ortu Solis dicti vicesimi primi diei mensis Decembris, Anno ut supra, & duratura *per quinque Annos* continuè & extunc sequentes; videlicet, *ad vicesimum primum diem mensis Decembris*, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, nonagesimo sexto, inclusivè.

Item, specialiter conventum & conclusum est quòd, durantibus Treugis seu Guerrarum Abstinentiis antedictis, nullus dictorum Principum movebit per se aut per Subditos suos aut alios quoscúmque seu moveri permittet Guerram per Terram, per Mare neque per Aquas dulces adversus alium dictorum Principum Subditos aut Ligeos suos nec dabit auxilium, consilium, vel favorem ut hujusmodi Guerra moveatur vel excitetur.

Item, conventum & conclusum est quòd Naves, Nautæ, Mercatores, & alii Subditi utriùsque Principum prædictorum per Terram, Mare, & Aquas dulces euntes; conversantes, navigantes, Navigium passari & permanentes tractentur & recipiantur, prout melius tractari & recipi consueverunt in temporibus aliarum Treugarum prius inter *Scotiæ & Angliæ Reges* & eorum Regna initarum & conclusarum.

Item, conventum & conclusum est quòd omnes & singuli Deprædatores, Malefactores, & præsentium Treugarum violatores puniantur asperius eisdem modis & formâ quibus antiquitùs puniri consueverunt, & si aliquis ex Subditis alterius Partium prædictarum quicquam deprædatus fuerit seu attemptaverit infra Marchiam aut Terram alterius Partis, & post deprædationem hujusmodi seu attemptatum fugiendo revertatur ad Marchias aut Terram illius Partis cujus est Subditus, licebit illi contra quem sic attemptaverit in recenti vel infra sex dies computandos a tempore delicti sic attemptati vel commissi, auctoritate præsentis Ordinationis, absque aliis Literis de salvo conductu, prosequi illum Malefactorem & ipsum sic prosequendo intrare salvò & securè Marchias & Terram in quam idem Malefactor se contulerit; dummodò, quamcitò hujusmodi Marchiam sive Terram hac de causâ intraverit, adeat aliquem Virum bonæ famæ & opinionis illæsæ, habitantem infra Merchiam quam sic intrat, & eidem declaret causam introitûs sui (videlicet) ad prosequendum deprædationem suam, describat & specificet idem quibus bonis, catallis, vel rebus deprædatus fuerit, ac insuper requirat eundem quòd quamdiu hujusmodi prosecutionem suam fecerit secum eat ut super factis suis tempore dictæ prosecutionis possit cùm requisitus fuerit super hoc Testimonium perhibere veritati.

Item, conventum & conclusum est quòd neuter Principum prædictorum auxiliabitur aut opem feret quovis modo notoriis Rebellibus, Hostibus, vel Inimicis alterius, ad nocendum alteri eorundem, vel ipsorum Regnis, Dominiis, Terris, aut Subditis, & si de facto aliquis Rebellis, Hostis, vel Inimicus unius vel alterius Principis existens vel futurus in Regno, Terris, vel Dominiis alterius eorumdem tempore quo ibidem extiterit aliquid fecerit per Terram, Mare, vel Aquas dulces, ad dampnum alicujus eorumdem vel Regnorum, Terrarum, Dominiorum, vel alicujus Subditorum suorum, tunc *ille Princeps* in cujus Regno, Tersis, vel Dominiis talis Rebellis, Hostis, vel Inimicus sic commisit & postea repertus fuerit dampnum illud reparari & resarciari faciet, ac si proprius Ligeos & Subditus ejusdem hujusmodi dampnum commisisset aut perpetrâsset.

Item, conventum & conclusum est quòd, durantibus Treogis prædictis, ut præmissum est, per quinquennium, Castrum & Villa Berwici cum Limitibus simul & inhabitantibus ac Incolis eorumdem sub eisdem Pace, Guerrarum Abstinentiis, & Bellorum Induciis stabunt & permanebunt toto tempore prædicto, ita quòd neque Serenissimus *Rex Scotorum* per se aut aliquos Subditorum, Ligeorum, aut Vassallorum suorum Guerram, Insultum aut Obsidionem ipsis Locis aut Incolis eorumdem, neque Excellentissimus *Rex Angliæ* per se aut suos inhabitantes Villam seu Castrum hujusmodi Guerram, Insultum, aut Obsedionem dicto Serenissimo *Regi Scotiæ* suisve Ligeis & Vassallis faciet quovis modo durante tempore Treugarum prædictarum.

Item, conventum & conclusum est quòd, si contingat aliquos Piratas, Fugitivos, Bannitos Regnorum unius vel alterius Principum prædictorum Spoliationes seu Deprædationes in bonis alicujus Subditorum eorumdem committere, & postea Piratæ, Fugitivi, seu Banniti prædicti ad aliquem Portum dictorum Principum applicuerint, tunc ille Princeps, in cujus Portum applicuerint, faciat per Officiarios suos Personas prædictas securè custodiri, aut easdem & receptores earumdem deliberari Parti læsæ, vel spoliata & deprædata per easdem integrè restitui faciat & resarciri, vel justum valorem eorumdem.

Item, conventum & conclusum est, quòd Fugitivi Scotiæ qui devenerunt Ligei *Regis Angliæ* debent obligari ex parte Anglicorum ad observandum Articulos præsentium Treugarum, & quòd attemptata per eos super Subditos dicti *Regis Scotiæ* debent eodem modo reformari, quo reformabuntur attemptata per Originarios Subditos *Regis Angliæ*, idem per omnia observando ex parte *Regis Scotorum* & qui Anglici ante hæc tempora per sua Sacramenta Ligei

Regis

Anno 1491.

Regis Scotorum devenerunt vel aliter quovis modo.

Item, conventum & conclusum est, quòd in præsentibus Treugis & Guerrarum Abstinentiis comprehendantur Amici, Confœderati, & Alligati utriúsque Principis, si comprehendi voluerint, & super hoc animos suos declaraverint & idem desideraverint infra sex menses proximò ex tunc sequentes, & specialiter, pro parte *Regis Scotorum*, *Karolus Rex Franciæ*, *Johannes Rex Daciæ*, *Rex Hispaniæ*, *Rex Neapoli*, *Austriæ & Mediolani Duces*, pro parte *Regis Angliæ Imperator*, *Rex Romanorum*, *Reges Ispaniæ*, *Portugaliæ*, *Neapoli*, *Austriæ*, *Burgundiæ*, *Ferrarii*, & *Sabaldiæ Duces*, quibus mensibus lapsis, si nulla notificatio hujusmodi facta fuerit Regibus prædictis, dicti Confœderati eorumdem non intelligentur in dictis Treugis comprehensi, & si dicti Reges dictos Confœderatos sub dictis Treugis comprehendi noluerint extunc dictæ Treugæ nullius censeantur roboris vel momenti.

Item, conclusum est quòd si, eisdem Guerrarum Abstinentiis durantibus, aliquid contra easdem vel aliquam partem earumdem per Terram, sive per Mare fieri vel attemptari contingat, per hoc tamen præsentes Guerrarum Abstinentiæ non erunt nec censebuntur aut reputabuntur ruptæ, infirmatæ, vel annullatæ, set nichilominus in suo robore permanebunt & attemptata hujusmodi debitè reformabuntur.

Item, conventum & conclusum est quòd, si aliquis Subditus ulicujus Principum prædictorum, qui passus fuerit Rapinam vel Spolium a Subdito alterius eorumdem, propriâ auctoritate suâ propter hoc Deprædationem, Spoliationem, Prisas, vel Districtiones Personarum seu bonorum faceret, eo ipso cadat a causa sua & nichilominus secundùm delicti exigentiam puniatur.

Item, conclusum & concordatum est quòd, quamquam præsentes Guerrarum Abstinentiæ captæ & initæ sint modis & formis ut supra, attamen non dicentur nec reputabuntur omninò generales nec extendent ad Dominium de Lornen in Regno Scotiæ, nec ad insulam de Lundoy in Regno Angliæ, sed Dominium & Insula prædicta intelligentur nullo modo comprehensa in hiis Guerrarum Abstinentiis.

Item, concordatum & conclusum est quòd utraque Partium prædictarum publicari & notificari faciet dictas Guerrarum Abstinentias Subditis suis in omnibus & singulis insignioribus Locis, Merchiarum suarum, tàm in Regno Scotiæ quàm Angliæ, publicè & solenniter, inchoando apud dictum Locum de Caldstrem, die Datæ præsentium, & concequente die Veneris vicesimo tertio die Decembris, apud Norham & Lawardrie, & sic continuando ubi opus fuerit quamcitò commodè poterit infra octo dies extunc continuè sequentes.

Item, conclusum est quòd præsentes Conventiones & Conclusiones Treugarum & Guerrarum, Abstinentiæ confirmabuntur per Patentes Literas utriusque Principum prædictorum magnis Sigillis suis sigillatas, necnon subscriptione & sigillatione certorum Dominorum & Nobilium Spiritualium & Temporalium ex parte utriusque Principum prædictorum (videlicet) ex parte *Regis Scotiæ*, *Aberdonensis*, *Dunkeldensis*, & *Candidæ Casæ*, Episcoporum, *Colini Comitis de Argil*, Cancellarii Scotiæ, *Archibaldi Comitis Angusiæ*, *Patricii Comitis de Bothwell*, & Domini Halys, & *Dominorum Lelle*, *Oliphant*, & *Drummond*; pro parte verò *Regis Angliæ Exoniensis*, *Eliensis*, & *Wigorniensis*, Episcoporum, *Comitum de Derby* & *Arundell*, & *Dominorum de Dynham*, *Audeley*, *Straunge*, & *Dakerys*.

Quæ Literæ sic sigillatæ, subscriptæ & consigillatæ deliberabuntur & tradentur hincinde citra vicesimum diem mensis Februarii proximò futurum pro parte *Regis Scotiæ Willielmo Tyler* Militi, seu alteri cuicúmque potestatem habenti, & pro parte *Regis Angliæ Patricio Hume* de Fascastell, seu alteri potestatem habenti, vel saltem utrique Principum prædictorum.

Item, specialiter conventum & conclusum est quòd utrique Principes supradicti deputabunt certos probos & discretos Viros ad numerum trium Personarum ex alterutra parte eorumdem, quibus committent potestatem plenam ad inspiciendum le Fischegarth de Esk, & Terras debatabiles ibidem adjacentes, videlicet, in Occidentalibus Partibus Merchiarum, & juxta eorumdem discretionem finem debitum de omnibus contraversiis super eisdem perpetuis futuris temporibus imponendum; qui sic Deputati convenient apud eadem Loca tertio die mensix Augusti proximò futuro cum continuatione & prorogatione dierum & Locorum prout eis meliùs videbitur expedire.

Insuper, conclusum est quòd mutua abolitio & remissio omnium attemptatorum contra Treugas initas, quocúmque tempore præterito, per quoscúmque Ligeos seu Subditos alterius Principum prædictorum tàm per Terram, quàm per Mare aut Aquas dulces quovis modo perpetratorum seu commissorum usque in diem vicesimum mensis Decembris ultra transactis fiat & stabulentur, abolentur, & remittantur; proviso semper quòd, casu quo alter Principum prædictorum nollet observare Treugas supradictas & contenta in eisdem, alter Principum prædictorum certificabit, Locumtenentes Gardianorum Merchiarum Orientalium hincinde per suas Literas de sua voluntate in hac parte, ad decimum quintum diem mensis Februarii, proximò aut octo dies exinde sequentes.

Commissiones verò, de quibus supra fit mentio, deliberabuntur hincinde Commissariis supradictis.

Quæ omnia et singula, ita inter Nos Commissarios antedictos conventa & conclusa, Nos Commissarii *Regis Scotiæ* promittimus per ipsum metuendissimum Dominum nostrum Regem suósque Successores, quoad ipsum & ipsos attinet, debitè in omnibus & per omnia teneri inviolabiliter pariter & observari.

In quorum fidem & Testimonium huic parti Indenturæ, penes Commissarios Regis Angliæ supradicti *relictæ*, Nos Commissarii antedicti *Regis Scotiæ* huic præsenti Indenturæ nomina nostra propria subscripsimus, Anno, die, Mense, & Loco suprascriptis.

Willielmo Abdonen.
W. Lord Sant Johannes.
A. Archidiac. Sancti Andreæ.
Patrick Hume.
John Hume.

Tenor verò Commissionis, de quibus supra fit mentio, sequitur & est talis,

Henricus, Dei gratiâ, *Rex Angliæ & Franciæ, & Dominus Hiberniæ*, omnibus, ad quos præsentes Literæ pervenerint, Salutem.

Cùm Nos, ad omnipotentis Dei Glôriam, Honorem & Reverentiam, dampnis & periculis maximis, quæ non sine multâ cæde Sanguinisque Christiani effusione occasione Guerrarum veresimiliter evenire poterunt, obviare cupientes, Pacem cum omnibus, saltem Principibus nobis Sanguinis vicinitate conjunctis, Christianæ fideíque cultoribus, quantum in nobis est, inire, observare, custodire, nostrósque Subditos sub Justitiâ ponere ac perpetuâ quiete fovere conamur,

Hinc est,

De fidelitatibus, industriis, & providis circumspectionibus, dilectorum & fidelium Consiliatiorum nostrorum, Reverendi in Christo Patris *Ricardi Episcopi Assavensis*, ac dilecti & fidelis nostri *Johannis Graystok Domini de Graystok* Militis, dilecti Nobis in Christo Magistri *Cristofori Ursewyke* Decani Ecclesiæ Cathedralis Eborum magni Elemosinarii nostri, necnon, dilectorum & fidelium nostrorum, *Johannis Cartyngton* Armigeri, & *Edwardi Ratcliff* Armigeri, quamplurimum confidentes,

Ipsos nostros veros & indubitatos Commissarios, Procuratores, & Nuncios speciales fecimus, constituimus, & ordinavimus, prout per præsentes facimus, constituimus, & ordinamus,

Dantes & concedentes eisdem quatuor & tribus eorum plenam, tenore præsentium, potestatem & auctoritatem ac Mandatum generale, quascúmque Treugas & Guerrarum Abstinentias, *inter Nos*, & Illustrissimum Principem *Scotorum Regem* Consanguineum nostrum Carissimum, Regna, Terras, Dominia, Patrias, ac Subditos nostros & suos quoscúmque, captas, initas, & impræsentiarùm pendentes, prorogandi, extendendi, continuandi, & innovandi, ac novas insuper faciendi, statuendi, ordinandi, & incundi, ac super præmissis omnibus & singulis eorum cum dicto *Consanguineo nostro*, seu ejus Commissariis, Procuratoribus, sive Nunciis, potestatem & auctoritatem ad hoc habentibus, conveniendi, tractandi, communicandi, appunctuandi, concordandi, & finaliter concludendi,

Novámque *Dietam* ad præmissorum complementum statuendi, ordinandi, & limitandi,

ANNO 1491. Ac *Indenturas* alternatim super præmissis omnibus & singulis formandi, conficiendi, & sigillandi, & partem, per ipsos sic sigillatam, dicto *Consanguineo nostro* Deputato seu deputando, Deputatis aut deputandis, exhibendi, tradendi, deliberandi, & *partem*, per ipsum Consanguineum nostrum *Scotorum Regem* seu deputatum seu deputandum, Deputatos aut deputandos, ab eodem similiter sigillatam petendi, exigendi, & requirendi, ac vice & nomine nostris recipiendi, retinendi, & reportandi,

Ac insuper nostris Subditis Regno Scotiæ, finitimis & prope Marchias ejusdem commorantibus, publicandi & notificandi, ac Proclamationes, juxta tenorem, vim, & effectum earumdem *Indenturarum*, fieri faciendi,

Cæteráque omnia & singula faciendi & expediendi quæ in præmissis seu aliquo præmissorum seu circa ea aut eorum aliquod necessaria fuerint seu quomodolibet oportuna, & quæ nos ipsi faceremus seu facere possemus si præsentes personaliter interessemus, etiam si talia fuerint quæ Mandatum de se magis exigant speciale;

Promittentes, bonâ fide & in verbo Regio, omnia & singula, quæ per præfatos Commissarios, Procuratores, sive Nuncios appunctuata, promissa, concordata, & conclusa fuerint in hac parte, nos rata, grata, & firma habituros & observaturos, & superinde Literas nostras patentes novas aut confirmatorias, ratificatorias, & approbaturias, in forma debita & autentica, prout opus fuerit, daturos.

In cujus rei Testimonium has Literas nostras fieri fecimus patentes.

Teste meipso apud *Westmonasterium* vicesimo secundo die Octobris, Anno Regni nostri septimo.

Tenor verò Commissionis prædicti Illustrissimi Principis Scotorum Regis, de quibus supra fit mentio, sequitur & est talis;

JACOBUS, Dei gratiâ, *Rex Scotorum*, universis & singulis, ad quorum notitias præsentes Literæ pervenerint, Salutem.

Sciatis quòd Nos,

De fide, legalitate, circumspectione, & industriâ, dilectorum nostrorum Consiliariorum & Consanguinei, Clericorum & Armigerorum (videlicet) Reverendi in Christo Patris *Willielmi Episcopi Abirdonensis*, *Willielmi Domini Sancti Johannis* Magistri Hospitii nostri ac nostri Thesaurarii, Magistri *Alexandri Inglys* Archidiaconi Sancti Andreæ, *Johannis Hume* de Ersilton, *Patricii Hume* de Fastcastell, *Walteri Ker* de Cessford, & Magistri *Ricardi Lauson* Clerici generalis nostræ Justiciariæ, quamplurimum confisi,

Ex avisamento & deliberatione nostri Concilii, fecimus, constituimus, deputavimus, & ordinavimus, ac, tenore præsentium, facimus, constituimus, deputamus & ordinamus dictos *Willielmum*, *Willielmum*, *Alexandrum*, *Johannem*, *Patricium*, *Walterum*, & *Ricardum*, ac sex, quinque, quatuor, aut tres eorumdem conjunctim, nostros Commissarios, Nuncios, & Deputatos speciales,

Dantes & concedentes eisdem, aut eorum tribus, conjunctim, nostram plenariam potestatem & Mandatum speciale conveniendi cum Commissariis, Nunciis, seu Deputatis Excellentissimi Principis *Henrici Regis Angliæ* Fratris & Consanguinei nostri Carissimi, sufficientem Commissionem habentibus, apud *Calastreme*, seu aliquem alium Locum aptum & congruum, de quo inter dictos Commissarios concordari poterit,

Et de & super reformatione attemptatorum & roberiarum, per quoscúmque Ligeos & Subditos Scotiæ aut Angliæ, Terrâ aut Mari, commissorum, contra vim & effectum Treugarum, per Commissarios nostros & Commissarios prædicti *Regis Angliæ* prius captarum, & insuper aliis & singulis, bonum Pacis & Rempublicam Regni nostri ac observationem Treugarum prius initarum concernentibus, ineundi, communicandi, tractandi, appunctuandi, concordandi, & finaliter concludendi,

Et super prorogatione seu nova captione Treugarum, ad tempus longum vel breve, sub modis, formâ, & conditionibus, prout præfatis Commissariis utriúsque Partis magis expedire videbitur, communicandi, tractandi, appunctuandi, & concludendi,

Cæteráque omnia & singula faciendi, gerendi, exercendi, expediendi, & determinandi quæ in præmissis & circa ea necessaria fuerint seu quomodolibet oportuna, etiam si Mandatum exigant magis speciale quàm præsentibus est expressum; ANNO 1491.

Promittentes, bonâ fide & in verbo Regio, nos ratum & gratum, firmum & stabile habituros totum & quicquid per dictos nostros Commissarios aut tres eorumdem conjunctim actum, factum, tractatum, appunctuatum, concordatum, conclusúmve fuerit in præmissis, seu aliquo præmissorum.

In cujus rei Testimonium has Literas nostras sub Magno Sigillo nostro fieri fecimus patentes *apud Edinburgh*, decimo sexto die mensis Decembris, Anno Regni nostri quarto.

Nos autem *Henricus Rex Angliæ & Franciæ*, & *Dominus Hiberniæ* antedictus Indenturis prædictis, ac Treugis & Guerrarum Abstinentiis, aliisque Conventionibus, Pactionibus, Capitulis, & Articulis, de novo initis, percussis, concordatis, & conclusis, nostrum Regium assensum pariter & concensum accomodamus, eaque omnia & singula in eisdem Indenturis specificata rata habentes & grata, ea pro Nobis & Hæredibus nostris quantum in nobis est acceptamus, approbamus, &, tenore præsentium, ratificamus & confirmamus necnon innovamus, & ejusdem vigoris & effectûs omnia & singula in prædictis Indenturis contenta esse volumus ac si per Nos & in Persona nostra ea conventa & conclusa fuissent;

Promittentes, bonâ fide & in verbo Regio, quòd Nos ea omnia & singula, quantum ad Nos attinet, realiter & cum effectu observabimus, exequemur & observari faciemus, juxta & secundum tenorem Indenturarum prædictarum.

In quorum omnium & singulorum præmissorum fidem & Testimonium has Literas nostras Patentes Magni Sigilli nostri appensione fecimus communiri.

Dat. apud *Westmonasterium* nono die Januarii.

Per ipsum Regem.

CLI.

MATRICUL der Fürsten / Herren und Städte / und ihrer Leuthe zu Roß und Fuß / auch Wägen / Büchsen und Zelten / womit Sie Ihrer Kayserlichen Mayestät FRIDERICO in dem Zug wider Hertzog ALBRECHT in Bayern Anno 1492. beygestanden. [JOH. PHILIPP. DATT, Volum Rer. Germanic. Novum Libr. II. Cap. XXV. pag. 443. §. 45.] 1492.

C'est-à-dire,

MATRICULE *des Princes, Seigneurs, & Villes, & de leurs Troupes, tant de cheval que de pied, Chariots, Artillerie, & Tentes, comme ils se trouverent à l'Expédition de* FREDERIC *Empereur des Romains contre* ALBERT *Duc de Baviere.*

HIernach folget / wie der Kayserlichen Majesteit Herrschafft sich auf dem Lechfeld gelegert hat / und wievil die Fürsten / Herren und Stätt Leüth zu Roß und fuß / auch wägen / püchsen und zelt gehabt haben. MCCCCXCII. Jahr.

Item der Hochgeborne Fürst und Herr Margraf Friderich von Brandenburg / Oberster Hauptman deß Reichs mit seinem Adel und Ritterschafft hat gehabt vierhundert Pferd. LXXX. Wägen. XL. Zelt.

Graf Eberhart von Würtemberg / Oberster Haubtman im Bund / hat gehabt CCCCL. Pferd. Dritthalb M. Knecht. LXX Zelt.

Graf Hug von Werdemberg / Oberster Haubtman in bund / an statt Graf Eberhardts von Würtemberg.

Der Bischoff von Menz hat gehabt hundert und XV. Pfert. II. Zelt. VI. Wägen. Haubtman Ludwig von Schwalba.

Der Bischoff von Würzburg / ain Herzog auß Francken / hat gehabt LXX. Pferd. vierdhalb hundert

ANNO dert Knecht XX Wägen. XII. Zelt Cunrad von Schonberg / Marschalck.

1492. Item der Bischoff von Babemberg hat gehabt LXX Pferd. VI Wägen. VIII. Zele.

Der Bischoff von Augspurg hat gehabt vierzig Pferd / zwaihundert und sibenzig fußknecht.

Item der Marggraf von Baden hat gehabt sechzig Pferd / fünf Wägen / drey Zelt.

Graf Ulrich von Monefort / Oberster Hauptman der Ritterschafft / hat gehabt vierzig Pferd / drey Zelt.

Item Graf Wolffgang von Oetingen ist verordnet zu dem Kaiserlichen Baner und Haubtman der Ritterschafft am Kocher und Necker / an statt Schenck von Limburg / hat gehabt vierzig Pfert / sechshundert Knecht.

Item Herr Hans von Frontsperg / Haubtman an der Donaw an statt Herr Ulrich von Frontsperg / hat gehabt hundert Pferd / sibenhundert Knecht / achtzig Wägen / zwanzig Zelt.

Herr Hanß Jacob von Bodman / Haubtman der Ritterschafft im Hegew / hat gehabt C. Pferd. IX hundert Knecht. XLII. Wägen XXIII. Zelt.

Item die von Augspurg haben gehabt XL. Pferd / dritthalb hundert Knecht. XXXVI. Wägen. XVI. Zelt. Haubtman Marschalck.

Die von Nürenberg haben gehabt XXXII. Pferd. CCC. und XL. Knecht. XX. Wägen. VII. Zelt. IIII. püchsen Durrigel.

Die von Ulm haben gehabt LXVII. Pferd. CCCC. Knecht LXXX. Wägen. XIII. Zelt VIII. püchsen. Wilhalm Beßerer.

Die von Nördlingen haben gehabt XXIIII. Pferd. vierthalb hundert Knecht. XXX. Wägen. VIII Zelt. III. püchsen. Rembolt von Wending.

Die von Hall XVIII. Pferd. Dritthalb hundert Knecht; VIII. Wägen. III. Zelt. II. schlangen. Michel Senfft / Stättmeister.

Die von Eßlingen haben gehabt XVI. Pferd. C. und X. Knecht. V. Wägen. VI. Zelt. Hanß von Suntheim.

Item die von Dünckelspühel haben gehabt IX. pferd. LXI. Knecht. III. Wägen. III. Zelt. Fuchß von Meydenfelß.

Die von Memmingen XXV. Pferd. XC. Knecht. XI Wägen. VIII. Zelt. V. schlangen.

Item die von Bibrach haben gehabt XV. Pferd. LX Knecht. IIII Wägen. IIII. Zelt. Hanß Schad.

Die von Ravenspurg XII. Pferd. LXXX. Knecht. IIII. Wägen. IIII. Zelt. Pauls von Maßheim.

Item die von Rotenburg haben gehabt XII Pferd. XCI Knecht. X. Wägen. III. Zelt. Eraßmus Mosalos.

Die von Lindau VI. Pferd. hundert und XX. Knecht. VI. Wägen. VI. Zelt. Hanß Metzler.

Item die von Gmünd hand gehabt VIII. Pferd. XI Knecht. II Wägen. II. Zelt.

Die von Reütlingen haben gehabt zwelff Pferd. LXXXI Knecht. IIII. Wägen. IIII. Zelt. Hainz von Zillnhart.

Item die von Hailspron haben gehabt X. Pferd. LXX Knecht. III. Wägen. III. Zelt. Haubtman Gottfrid Schenck.

Die von Uberling haben gehabt XV. Pferd / hundert und XXI. Knecht. VI. Wägen. VI. Zelt. Reinhard Kupferschmid.

Die von Wangen III. Pferd. XXIX. Knecht. III Wägen III. Zelt

Pfullendorff VI. Pferd. XL. Knecht. III. Wägen. III. Zelt.

Die von Kempten haben gehabt III. Pferd. XL Knecht. III. Wägen. III. Zelt / ain püchsen Haubtman Vrit Satler. ANNO

Die von Kauffpeüren haben gehabt VIII. Pferd. XLII. Knecht. III. Wägen und ain Zelt. Haubtman Hanß Schweyckert. 1492.

Die von Eysnia haben gehabt VI Pferd. XL. Knecht. II. Wägen. II. Zelt Haubtman / Peter Lick.

Item die von Luzel IIII Pferd XX Knecht / ain Wagen / ain Zelt. Haubtman Hanß Jörg.

Werd VI Pferd. XXVIII. Knecht. III. Wägen. III Zelt.

Item die von Kur haben gehabt XXVIII. Knecht.

Die von Schweinfurt III Pferd. XX. Knecht. II. Wägen. I. Zelt.

Die von Rotweil haben gehabt IIII. Pferd. XXIIII. Knecht.

Die von Kostniz III. Pferd. XXX. Knecht. IIII. Wägen. I. Zelt.

Die von Alan haben gehabt IIII. Pferd und XII. Knecht.

Die von Giengen haben gehabt vier Pferd. XXX. Knecht.

Item die von Bopfingen haben gehabt II. Pferd. VIII. Knecht.

Item seint nachsteend verzeichnet die Stät von Würtemberg.

Item Stutgart III. Zelten.
Waiblingen aint.
Leonberg aine.
Herrenberg eint Zelt.
Willberg eine.
Nagolt aine.
Göppingen aint.
Nürtingen aine.
Plabeiren I.
Tibingen III.
Canestat aine.
Marbach aine.
Kirchen IIII.
Schorndorff I.
Wimpffen I.
Balingen I.
Rosenfeld I.
Aurach aine.
Vaiblingen III.

Item die nachgemelten Clöster hat yetweders gehabt ain zelt.

Donsteten.
Adelberg.
Kempten.
Reichenaw.
Orenbeiren.
Sulz.
Denckendorff.
Weingarten.
Salmansweiler.
Ochsenhausen.
Schußenreid.
Elchingen.
Roggenburg.
Weissenaw.
Wiblingen.

Eine

ANNO 1492. Eine andere Abschriffe der vorstehenden MATRICUL, wie solche Herr Graff Fugger in seinem Oesterreichischen Ehren-Spiegel L. V. C. 40. publiciret. [JOH. PHILIPP. DATT, Volumen Rer. Germanic Novum. Libr. II. Cap. XXV. pag. 445. d'où l'on a tirée cette Pièce, FUGGER Spiegel der Ehren des Ertzhauses Oesterreich Lib. V. Cap. XL. pag. 1055.] ANNO 1492.

C'est-à-dire,

Autre Exemplaire de la même Matricule selon qu'elle a été publiée par le Comte FUGGER *in* Speculo Honoris Austriaci.

	Pferd.	Knecht.	Wägen.	Gezelt.	Stucke.
MArgraf Friderich von Brandenburg / Obrister Hauptman	400.	—	80.	40.	—
Graf Eberhard von Würtemberg / deß bundts Obrister Hauptman	250.	2500.	150.	70.	8.
Ertzbischoff Berchtoldts von Mainz Hauptman / Luz von Schwalbach	115.	—	6.	2.	—
Graf Wolffgang von Oetingen verordneter zum Kayserlichen Paner / Haubtman der Ritterschafft am Kocher und Necker / an statt Schenckens von Limburg	40.	600.	—	—	—
Bischoff Heinrich zu Bamberg / ein Graf zu Troekaw	70.	—	6.	8.	—
Bischoff Rudolf zu Würzburg / Herzog in Francken von Scherenberg	70.	350.	20.	11.	—
Bischoff Fridrich zu Augsburg / Graf von Zollern	40.	270.	—	—	—
Christoph Margraf von Baden	60.	—	5.	3.	—
Graf Ulrich von Montfort / Obrister Haubtman der Ritterschafft	40.	—	—	8.	—
Hauß von Fronsberg / Hauptman an der Donaw / an stat Ulrichs von Fronsberg	100.	700.	80.	20.	—
Hanß Jacob von Podman / Haubtman der Ritterschaft im Hegaw	100.	900.	42.	23.	—
Wilhelm von Reineck / Haubtman an der Nidern Donaw	80.	600.	40.	22.	—
Wilhelm Marschalck von Pappenheim / der Haubtman von Augspurg	40.	250.	36.	16.	8.
Hauptman von Nürenberg	32.	340.	20.	7.	4.
Wilhelm Beßerer / Hauptman von Ulm	67.	400.	80.	14.	5.
Reinwald von Werding / Hauptman von Nördlingen	24.	350.	30.	8.	4.
Michel Senfft / Hauptman von Hall	28.	250.	8.	4.	2.
Hanß von Suntheim / Haubtman von Eßlingen	15.	110.	5.	6.	—
N Fuchß von Mayenfelß / Hauptman von Dünckelsbühel	9.	61.	4.	3.	—
Statt Meinmingen	25.	90.	11.	8.	5.
Hanß Schaw / Hauptman von Biberach	15.	60.	4.	4	—
Paul von Moßheim / Haubtman von Ravensburg	12.	80.	4.	4.	—
Erasmus Mosales / Hauptman von Rotenburg	12.	90.	10.	4.	—
Hanß Mezler / Hauptman von Lindaw	6.	120.	6.	6.	—
Statt Gmünd	8.	40.	2.	2.	—
Haug von Zillnhard / Haubtman von Reitlingen	12.	81.	4.	4.	—
Reinhard Kupferschmid / Haubtman von Uberlingen	15.	121.	6.	6.	—
Gottfeid Schenck / Haubtman von Hailbron	10.	70.	3.	3.	—
Statt Wangen	4.	29.	3.	3.	—
Statt Pfullendorff	6.	40.	4.	8.	—
Veit Savier / Hauptman von Kempten	3.	40.	3.	3.	1.
Hanß Schweickart / Haubtman von Kauffbeyern	8.	42.	3.	1.	—
Peter Lick / Hauptman von Ysni	6.	40.	2.	2.	—
Hanß Georg / Hauptman von Leütkirch	4.	20.	1.	1.	—
Statt Wörd	6.	28.	3.	3.	—
Statt Cur	—	18.	—	—	—
Statt Schweinfurt	3.	20.	2.	1.	—
Statt Rotweil	4.	24.	—	—	—
Statt Costenz	3.	30.	4.	1.	—
Statt Alen	4.	12.	—	—	—
Stan Giengentt	4.	30.	—	—	—
Statt Bopfingen	2.	8.	—	—	—
Summa	1561.	8794.	687.	330.	37.

CLII.

ANNO 1492.

CLII.

Vertrag zwischen Hertzog Albrecht in Bayern / und der Stadt Regenspurg / wegen des Schultheisen-Ambt / Friedgericht / und Kämmer-Ambt aufgerichtet / des Inhalts: daß besagter Hertzog solche Recht und Gerechtigkeiten sambt allen Zinsen / gülten / und Renten / der Stadt auf ewige zeit verkauffen / und zustellen / wie nicht weniger sich auch aller fernern zusprüch beyde theil verzeihen sollen. Geschehen Anno 1492. [FUGGER, Spiegel der Ehren des Ertzhauses Oesterreich Libr. V. Cap. XL. pag. 1057. Col. II. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat II. Absatz I. pag. 46. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

C'est-à-dire,

Accord entre ALBERT *Duc de Baviere & la Ville de* RATISBONNE *touchant les Offices d'Echevin, ceux de la Chambre, & de Juges de Paix, possedés par le Duc dans ladite Ville; lesquels il céde, transporte & vend à toujours irrevocablement, pour une certaine somme d'argent, à la même Ville y compris tous les Droits de Haute & Basse Justice, & tous les Revenus qui en dépendent; moyennant quoi il se fait des deux côtés une Renonciation reciproque à toutes sortes de prétentions. Fait l'an 1492.*

DEr Durchleuchtig Fürst / Unser lieber Schwager Hertzog Albrecht / soll für sich / sein Brüder / Erben und Nachkommen in allerbästen Form / Maß / Ordnung und Recht / als sein Gnade thuen kan und mag / gemeiner Stadt Regenspurg in ewig Zeit verkhauffen / zustellen / überanthworten / und in solutum geben / das Schulthaisen-Ambt / Friedtgericht / Cammer-Ambt / hohe und nidere Gerichte / merum & mixtum Imperium, Gerichts-Zwang / Coërcitionn mit allen jhren Ehren / Dienstetc / Gülten / Rendten / Wandlen / Fällen / Zinsen / Rechten / Gerechtigkeiten / Gwalten / Pönen / Straffen / Freyhaiten / und Herrligkeiten / auch alles anders und jedes / so darein und zugehörendt sein Gnadt / seiner Gnaden Brüder und Voreltern / in / bey / auff und von der Statt Regenspurg / auch jehren Burgern und Inwohnern / jehren Burgfriedt oder Burgkding / den Obern-werde / da die Fischer innen sietzen same dem Wasser / als weit jer Grundt raichen / gehabt / allem Zoll / Mauth und Höve / die sein Genade in der Statt haben / ausgenommen / und hindan gesetzt / also daß nun hinführo / Cammerer und Rath der Statt Regenspurg im Namen und von wegen derselben vorberühreten Schulthaisen-Ambt / Friedtgericht / Cammer-Ambt und anders / wie vorstehet / als jehr aigenschaffte Gütter / Gerechtigkeit und Herrlichkeit innen haben / besitzen / brauchen / behalten / wenden und kehren / Schuldhaissen undt Ambtleute erwehlen / selbs nach jehren Gutbedunckhen setzen / entsetzen / stifften / verleihen / all Zünß / Rendt / Güldt, Wandel / Buesse / Dienst / Recht und Gerechtigkeit davon einnehmen / empfahen / und sonst alles und jedes / als mit andern der Statt Guet und Gerechtigkeit handeln / thuen und lassen / wie dann seine Gnade vor diesem Kauff-Vertrag und Contract, thon unde handeln hat mügen / doch also / wan Cammerer und Rath der Stadt Regenspurgck einen Siglmeßigen Schulthaissen erwehlt und fürgenommen haben / sollen sy demselben den Pan zum Halsgericht und Leibstraff als vormahls / dieweil die Statt Regenspurg vorberührte Ambt / Gericht und Herrlichkeit ingehabt / auch gehalten ist worden / zuverleihen / also soll sein Gnad demselben fürgenommen und zugeschickhten Schulthaissen ietztgedachten Pan / ungevährlich in 10. Tagen / umbsonst / ohn alle Irrung und Widerred verleihen und befelchen / denselben Pan soll der Schulthriß ohn Irrung und Eintrag seiner Gnaden / Erben und Nachkommen / und menniglichs von iherntwegen / für und für behalten / untz er davon stehet / den auch / ein Rath zu allen Zeiten Macht soll haben / zu urlauben / ainen andern anzunehmen / seinen Gnaden zuschicken / dem sein Gnad / Erben und Nachkommen alsden den Pan abermahls verleihen / und also für und für gehalten soll werden in ewigen Zeiten / ob aber sein Gnadt / Erben und Nachkommen / ainen erwehlten und præsentirten Schulthaissen ainem Römischen Kayser oder Künig præsentiren / der mag Jhm alsdan den Pan verleichen / so lang untz sein Gnad / Erben und Nachkommen / obangezaigte Ordnung widerumb halten / und der Volg thun / unde so baldt solches geschicht / sollen die von Regenspurg sich hinwieder in dieselb Ordnung richten / und alsdan Verleihung des Panß von seinen Gnaden / Erben und Nachkommen suechen und annemmen.

Item nachdem ehegedachter Fürst gegen Cammerer und Rath der Statt Regenspurg / auch dieselben zu seinen Gnaden / vor der Zeit etlich Clag / Sprüch und Anforderung am Khüniglichen Cammergericht zue Franckfort dargelegt / embracht / auch sonst etlich ander Spän und Irrung gegen einander haben / derhalben sein Gnad / und die von Regenspurg sich hiermit wohlbedächtig und aus zeitigem Rath miteinander güetlich veraindt und vertragen haben / als hernach volgt.

Am ersten soll der Ober-Wördt / darin die Fischer sitzen / der Statt Regenspurg aigen und ewiglich bleiben / und deshalben seiner Gnad Clag / Sprüch und Anforgerung absein / sein Gnad soll sich auch deß und aller Gerechtigkeit darinnen für sich / seine Erben und Nachkommen gantz und gar verzeihen / darnach oder darzue nicht mehr zu fordern / nach zu sprechen haben.

Item die andere Clag / so sein Gnad gegen denen von Regenspurg vor den Königlichen Cammergericht / in Recht zuvor einbracht hat / auf Mainung / wie sie etliche jehr Burger gefangen / peinlich gefragt / Leonhardt Ecken und ander gefänglich gehalten / sich der Gerichts-Bücher unterwunden / und dardurch / alß sein Gnad vermaindt / ihme sein Recht verbrochen haben / sollen sambt Cost und Schäden / so darauff gegangen / alles abhin und ain gerichtet Sach seyn / also daß sein Gnade / Erben und Nachkommen hinfür an die sambtlich oder sonderlich gegen den von Regenspurg / mit oder ohne Recht zu ewigen Zeiten nimmermehr sollen anthen / afferen / fürnemmen noch prosequiren.

Item die von Regenspurg sollen hinfüran / an jehren Burkgfriedt oder Burggeding / an Leutten / Gütern / Gerechtigkeiten / Rauchstetten und andern Sachen / von bemelten Fürsten / seiner Gnad / Erben und Nachkommen / unbetrübt / ungeengst und unbeschwert bleiben / derselb Purckfriede oder Purckhgeding und Etter soll auch also unterschieden / ausgezaigt und vermerckt werden / ansangs von Witzenstain gelegen an der Donau / gegen Kiernting über / zu dem Creutz / so am nechsten bey dem Closter Prüfling steht / und von demselben Creutz umb Dechpetner und Khüningswiser Höltzer / bis auf den Burgerberg / zu den hohen Creutzen - fürter von den hochen Creutzen untz auf den Gensberg / daenach von dem Genßberg / untz an die Prucken / zwischen Weinting und Anihausen und von demselben Ende nach dem Bach Martein genant / abwerts auf die Thonau / als ferr dann der Burger und Inwohner zu Regenspurg Felder seyn gelegen / solliches soll an den

ANNO 1492.

ANNO 1492.

Grentzen vermarckht werden / und was innerhalb derselben Grentz gelegen ist / soll in solchen Purckhfried gehören / sambt Kumpffmühl / doch hindangesetzet das Closter Priel / und das Dorff Dechpeten / als ferdieselben zwai Stuckh mit deren drauff und Maner begriffen seyn / wie dan soliches mit Marckhung nach notturfftiger Besichtigung und Veraimigung / ausgezaigt solle werden / und so man des veraint ist / so soll man solch Ausmarckhung mit stainnen Seylen / an denen auf einer Seithen des Bayerlandes / und auf der andern Seithen gegen der Statt / des Reichs und der von Regenspurg Wappen gemacht seyn / setzen.

Item der Zöll halben am Hoff soll es hinfüran also gehalten werden / daß kein Burger zu Regenspurg khainen Zoll am Hoff / von was Kauffmanschafft Gurt oder Wahren sei / wohin er dieselben von oder zu der Statt fiehret / threibt oder tregt / zu geben soll schuldig seyn / aber der Gäst und Fermbden halben sollen zway gleichlautende Register angericht werden / der iedes mit baides Thaill anhangenden Siegeln bevestigt / unde jedweder Thail ains haben / darin wie füran von den Gästen undt Frembden Zoll und Mauth genommen werden soll / nach laut der Zoll-Zetl / hiebey beschriben.

Item wan von seinen Gnaden / Erben / Nachkommen / oder seiner Gnad Landtschafft ein gemeine Landsteuer von dem Landt angeschlagen / und zu geben verwilliget wirde / sollen die von Regenspurg iehrer Güetter halben in seiner Gnad Fürstenthumb und Herrschafften liegend / die vormahls von altem her steuerbar gewesen / in Abnehmung derselben Steuer / nit für Gäst geacht / sonder solch Landsteuer von Ihnen wie von Ihr. Gnad. aigen Burgern genommen und eingebracht / also daß dieselbig Steur nit auf der Burger von Regenspurg Grundt und Gült gelegt werden.

Item sein Fürstl. Gnad soll die zwey Häuser vor der Prueck / darinnen Mautner und Gegenschreiber wohnendt / wieder in Burgers Hendt und Pflicht stellen undt bleiben lassen.

Item der Juden Freyhait / Verträg und ander Brieff / in der von Regenspurg Clag bestimmet / soll sein Gnad den von Regenspurg wiedergeben und gemainer Statt überantworten. Item sein Gnad soll die Tafern Schmidtstatt und Aecker zu Thumbstauffen / mit ihrer Zugehörung zu ihren Handen stellen / und gemainer Statt die für und für als ihr Aigenthumb lassen.

Item den Schneller der Beckhen u. das Hensel auf der Fuettermauer gegen Hof / soll sein Gnad abthuen / der noch anders khaines daselbst hinsetzen noch machen / sonder die Straß aus der Statt durch den Haf / u. sonst allenthalben / unverengt undt frey lassen / wir von Alter herkommen ist. Item die von Regenspurg sollen mit aller ihrer Kauffmanschafft in kauffen und verkauffen / in seiner Gnaden Landt / hinfüran ewiglich frey lediglich handeln / und nit als Gäst oder auswendig seiner Gnaden Lande / sondern wie seiner Gnad Unterthonen und Hintersessen / in gemainen Lands-Poten / Zollen / Mauthen / und sonst allenthalben mit kauffen und verkauffen gehalten werden.

Item es soll hinfür ewiglich am Hof kain Newerung / als mit Wochen-Märckten / Niederlag / Newfart / Lende / Kreuchbevöstigung / und in andere weg / so bishero daselbst nit herkommen / gemacht noch fürgenommen werden. Item die Beckhen am Hoff sollen mit bachen und verkauffen des Brodes sich halten / wie von Alten / bis auf die Zeit / als sein Gnad die Statt Regenspurg eingenommen / gehalten ist worden. Item sein Gnad soll den Fischern von Regenspurg das Wasser und Fischwayde zwischen Regenspurg und Thumbstauff hinführ an umb einen gebürelichen Jahrzinß verleihen.

Item durch alles und iedes / wie vorstehet und hernach folget / soll der Statt Regenspurg / iehren Burgern / Inwohnern und nehmlich Cammerer und Rath / als Magistrat und Defensor der Statt an ihren Rechten / Gerechtigkeiten und Freyheiten / Privilegien / altem Herkommen / Gebrauch und Gewohnheiten / khein Abbruch / Mangel oder Verletzung beschehen / sondern die sollen in ihren Ehren / Würden und Crefften vest bleiben.

Umb und für obgeschrieben Schulthaissen-Ambt / Friedtgericht / Cammer-Ambt / hohe und nieder Gericht / Wandel / Fälle / Zünß / Recht / Gerechtigkeit / Gewalt / Pöen / Zwänge / Freyhait / Herlichkeit darein und darzue gehörendt / auch alles anders und iedes vorerzehlt / so bemelter Fürst gemainer Statt Regenspurg / ihern Burgern u. Inwohnern / ausserhalb des sy vorhin gehabt / von neuem gegeben / zuegestellt / gelassen / vergonnet / gethon und verwilliget hat / sollen sy Bezallung und Vergnügung / auch iehr Forderung / Clag / Zuspruch / darumb sy zu Rechtvertigung gegen seinen Gnaden / vor dem Künigl. Cammergericht stehen / abthun / und seinen Gnaden / die Verschreibung umb die 1000. Gulden / für 2000. Gulden von Thonaustauff / auch die 6000. und etlich Gulden / von den Pfandtschafft oder Widerkauff des Hofs / und etwan seiner Gnadt Gerechtigkeit zu Regenspurg herriehrendt / darbey auch den Schuld-Brieff von Hertzog Christophen / sambt allen verfallen Gülten und Interesse, wir sie dan dem allen in Recht nach lagen / mit sambt Costen und Schäden derhalb erliten / fallen lassen und begeben / auch die Verschreibung und Haupt-Briff der Schulden obgemelt mit nottürfftiger Quittantz / seinen Gnaden überantworten und darzu seinen Gnaden / und allen seinen Erben / jährlichen geben und raichen auf Zihl und Zeit / von Anfang diß Kauffs und Vertrag in einem Jahr / und nemlich auff S. Georgen Tag 400. Reinischer Gulden / jährlicher Gült / dargegen ziemlich und notturfftig Quitantz derselben Bezahlung ietzt genandt jährlicher Gült zu empfachen und ob die von Regenspurg sollich Bezahlung über des bemelten Fürsten und seiner Erben Willen verzügen / so mügen alsdan Jehr Genad zween des Raths darumb mahnen / soliches zu laisten / mit ihr selbst Leiben / als in andern Verschreibung auch gebräuchlich ist / auch haben die von Regenspurg Inen und gemainer Statt Regenspurg vorbehalten / daß sie ehegedachter Gülde gar oder ainsthails von seinen Gnaden / und seiner Gnaden Erben / welches Jahr sie wöllen ainen ieden Gulden um 20 Gulden wiederkauffen oder ablösen mügen / doch daß sy solches drey Monath vorhin seiner Gnaden oder Erben verkhünden / des sollen Jehr Gnaden denen von Regenspurg stath thun / und nit verwiedern / vorbestimbt nachgelassen Gelt und verschrieben Gült soll in Bezallung und Vergnügungs-weiß auff allen und ieden ehe geschrieben Articul / Puncte und Parthickel / samentlich undt sonderlich: wie gemainer Statt Regenspurg / ihren Burgern und Inwohnern am nutzlichsten / fürträglichsten und am besten nutz / ietzt und hinführ an seyn mag / ausgethailt / geschätzt undt gefüegt werden / drauff soll sich sein Gnad / der obgemelten Schuldheissen-Amt / Friedtgericht / Cammer-Ambt mit allen ihren Zuegehörungen / auch alles und iedes / wie vor angezaigt ist / lediglich / gar und gäntzlich verzeihen / undt gemainer Statt / die für ledig / frei / aigen und unbekümmerte Güter und Gerechtigkeit samt allen Brieffen / Handvesten / Regiestern / Uhrkunden und Verschreibungen / darüber lautendt / und darzue gehörendt / überantworten / geben und gewehren / offtgemeldte Cammerer und Räth / von gemainer Statt wegen in leiblich nützlich inhaben / Gewalt und Gewähr setzen / und bis solches geschicht

ANNO 1492.

ANNO 1492. geschicht / von gemeiner Statt wegen inzuhaben deewillen / und bey seinen Fürstl. Würden gereden / daß weder sein Gnad / Erben und Nachkommen noch jemand anders von ihrer oder ihrer Herrschafft wegen / weder von Aigenthumb / Possess oder in andere Wege / darin und darauff nichts mehr zu schaffen / gebieten / verbieten / gemaine Statt / ihre Burger und Inwohner daran nicht irren / betrüben noch belaidigen / daran / darzue und darnach ewiglich khainerley Clag / Ansprach / Forderung noch Recht / nimmer haben noch gewinnen sollen / mit oder ohne Recht / auch diesen obgeschrieben Kauff und Vertrag mit allen seinen Punckten und Articuln / und was im Brieff / der darüber aufgericht soll werden / geschrieben steht / zu halten / und darwider nimmermehr zu thun / durch sich selbs / oder ander / noch sollichs zu thun jemands verwilligen noch verstatten. Sein Gnad soll auch gereden und versprechen / obgemelte Schulthaissen-Ambt / Friedgeriche / Cammer-Ambt mit ihren Zugehörungen und Rechten / auch alles anders und iedes / wie vorgeschrieben ist / in Eigenthumb und Gewehr der Statt Regenspurg / zu allen Zeiten / vor allen Persohnen / Universitäten und Gemeinden / auch vor allen Gerichten / verthreten / füestehen undt richtig machen. Und ob Cammerer und Rath umb aines oder mehr der erzehlten Stuckh in recht oder sonst fürgenommen / beclagt und solches seinen Gnaden würden verkhünden / soll sein Gnad von stund an den Krieg und die Sachen annehmen / außtragen biß zum Ende auf sein selbs Costung / ohne gemainer Städt und iehrer Burger Entgeltnus / wo aber solcher Fürstand und Austrag nit geschehen würde / oder sein Gnad alles und jedes / wie oben geschrieben ist / nit hielte / darwieder handlete / thäte oder zu thun vergünet / alsdan soll sein Gnad der Stadt Regenspurg vorbestimbt nachgelassen Schult und Gelt / zwiefach oder zwispel im Nahmen alß ain Poen undt Interesse verfallen seyn / die ohne Verzug ainen Cämmerer undt Rath sambt erlithen Costen und Schäden ausrichten / geben und bezahlen / vorbestimbte Gült solle auch damit hin und absein / welche Poen in und bey iedem ehegedachten Artickel / Clausel und Capitel repetirt und geäsert seyn / und so offt darwieder gehandelt und verbrochen würdt / verfallen / und nit desto minder solle alles und iedes / wie oben begriffen ist / so viel und ferr gemainer Stadt Regenspurg / iehern Burgern und Inwohnern / zu Nutz und Frommen mag raichen und zu guet khommen / bestendig und in allen seinen Cräfften bleiben / auch was vorsteht / und sonderlich bestimbte Poen wider und gegen seinen Gnaden / Erben undt Nachkommen / stath haben / und sy gleicher maß alß sein Gnad / obligiren undt binden.

Wieder alles und iedes / wie oben verfast ist / soll sein Gnad / Erben und Nachkommen nit fürtragen / schürmen / helffen noch befriden / Päbst-Kayser-Künigliche oder andere Freyhait / Gesetz / Verbot / Gewalt / Gewohnheit noch Rechte / die sy ietzundt haben oder hinfort an gewinnen / und nehmlich sollen die von Regenspurg hierin schuldig seyn / des Rechtens gegen Inen und iehren Räthen zu pflegen / sondern mügen sy vor Ihrer Kayserlichen Mayestet oder Küniglichen Würde / oder Jehrer May. Cammer-Gerichte fornemmen / rechtfertigen und beklagen / alß offt das gemainer Statt und ihre Notthurfft will erhaischen.

Item Sein Gnad. solle die Hochgebohrnen Fürsten / Hertzog Sigmunden / auch Hertzog Christophen / undt Hertzog Wolffgangen / seiner Gnaden Brüder / auch ander / die an vorerzehlten Ambtern / Gerichten undt Stuckhen ainicherlai Recht und Gerechtigkeit oder Fürpfandt vermainen zu haben / vermögen / daß sie sich dee verzeichen / in bestimbten Kauff-Contract undt Vertrag verwilligen / also daß soliches auch in der besten Form in seiner Gnad Brieff verleibt Jehree Gnaden Insiegl daran gehenckt / und alles in 45. Tagen verfertiget werde. ANNO 1492.

Item sein Gnad soll auch auf sein selbs Mühe / Costung und Darlegen erlangen / daß Unser allergnädigster Herr / der Röm. Khunig von Röm. Khüniglichen Macht und Gewalt / wahrem und rechten Wissen / mit Bestätigung aller Mangel auch sonst in der besten Form u. Maaß / zu geben verwilligen / Confirmiren und bestätten alles und iedes / wie oben stehet / daß auch der Brief über berührten Kauff-Contract / Vertrag und Handlung aufgericht / von Wort zu Wort in seiner May. Confirmation und Bestätigungs-Brieff inserirt undt verleibt werde / den alßdan sein Gnad mit sambt dem vermelten Kauff und Vertrag auch andern vorbestimbten Briefen ainem Rathe und Cammeree in gedachten Zeit soll überantworten / zu iehren Handen stellen und bleiben lassen.

Item wo sein Gnad / vorbenandter seiner Gnad. Bruder Verwilligung und Künigliche Confirmation in bestimbter Frist / und wie vorstehet / nicht erlanget / u. die sambt den Haupt und andern Briefen / den von Regenspurg nicht zu handen stellen mügen / alßdan sy iehrem Rechten vor dem Küniglichen Cammergericht gegen seinen Gnaden weither nachkommen und prosequiren mögen / und ob alßdan sein Gnad die von Regenspurg ainen Schulthaissen nach seiner Gnaden gefallen auffzunehmen ersuchten / des sy sich verwiedern und zu recht erbieten wurden / soll sein Gnad sy bey solchen Erbieten lassen bleiben. Datum. . . . . . . 1492.

CLIII.

Anderweiter Vertrag / so durch Vermittelung Königs MAXIMILIANI I. zwischen Herrn Georgen Pfalzgrafen bey Rhein und Hertzogen in Bayrn / und den Schwäbischen Bundtsgenossen / unterschiedlicher Irrungen halber / getroffen worden. Augspurg am 4. Junii 1492. [FUGGER, Spiegel der Ehren des Ertzhauses Österreich Lib. V. Cap. XL. pag. 1062. Col. 2. JOH. PHILIPP. DATT, Volum. Rer. German. Novum Libr. II. Cap V. pag. 264. n. 14. d'où l'on a tiré cette Piece, LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abtheil. IV. Absatz i. pag. 49.] 4. Juin.

C'est-à-dire,

Second Accord conclu par la médiation de MAXIMILIEN *Roi des Romains, entre* GEORGE *Comte Palatin du Rhyn & Duc de Baviere d'une part, & les* Confederes de SUABE *d'autre part, sur les diférents restés entr'eux. A Augsbourg le 4. Juin 1492.*

WIr Maximilian rc. bekennen offentlich mit disem Brieve / und thun kunt allermenigklich. Alß sich zwischen den Ehrwürdigen / Hochgebornen / wohlgebornen / Edlen / Ersamen Unsern lieben Neven / Ohrimen / Churfürsten / Fürsten / andächtigen und Getrewen N. deß allerdurchleuchtigisten / großmächtigisten Fürsten / Unsers lieben Herrn und Vatters deß Römischen Kaysers / und Unsers Pundts deß Landts zu Swaben / und Iren zugewanten / an einem: und dem Hochgebornen / Gebrigen Pfalzgraven bey Rein und Herzogen in Bayern / Unserm lieben Oheimen und Fürsten / am andern taile: etwas spenne / zwitracht und irrungen gehalten / die wir aber / Gott dem allmächtigen zu lob und Eere / der

ANNO 1492.

ganzen Cristenheit/ dem Heiligen Reiche Teütscher Nation und gemelten Partheyen zu gutem/ auff ir gütlich verwilligung/ gewalt und zugeben/ geaint/ vertragen/ hingelegt und bredingt haben: inhalt eines spruchs zu Dinckelspühel außgangen/ mit Unserm Königlichen anhangendem Insigel besigelt/ und geben/ am zehruden tag deß Mourtz Juny/ nach Christi geburt vierzehenhundert und im newn und achzigisten Jare. Und aber in demselben spruch/ in etlichen Artickeln darin begriffen/ obgemelt Partheyen/ nit gleich verstentnus empfahen wollen/ auff meinung/ alß ob ain Parthy vermeinen wolte/ denselben spruch in etlichen Artickeln seines inhalts/ durch die ander Parthey nit gelebt zu sein/ und dan die ander Parthey auch in etlichen Artickeln herwiderumb beschwärnuß vermeinten zu haben/ alß daß durch manigvaltig anzeigung zu Nürmberg/ hie und anderswa/ geschehen und fürbracht ist: also/ auß obberürten ursachen/ damit wir mercklich aufrur/ Krieg/ Vehd und Veindschafften/ in dem Heiligen Reiche und Teutscher Nation möchten verhütten/ und den fremden Nationen, so begierig sein/ dem Hailigen Reich eingriff zuthun/ dest stattlicher widerstand geschehen möge: auch insonderheit in ansehung: ob etlich Artickel gemelts spruchs/ in weiter Irrungen/ oder auch in ein Recht/ so zu versichtlichen/ on mercklich müe/ Costen und zerung in kurzer zeit nit volendet möchten gehengt werden: So haben wir auff der gemelten Partheyen hyndergang/ so sye/ nemlich/ der genant Unser lieber Oheim und Fürst/ Herzog Jörig/ durch sich selbst und etlich seiner lieb Rät/ benantlich die Edlen/ Ersamen/ gelärt/ Unser und deß Reichs liebe getrewen/ Sigmunden von Feawenberg/ Herrn zum hag/ Hofmarschalck; Wolffgangen Kolberger/ Canzler; Peter Pawingartner und Petern Krafft/ beide Doctor; auch die Hochgebornen/ Edlen/ Unser lieb Ohim/ Fürsten/ Räte/ und deß Reichs getrewen: Fridrich Marggrafen zu Brandenburg/ zu Stetin/ Bomern/ der Caßuben und Wenden Herzog/ Burggrave zu Nürnberg und Fürsten zu Rügen/ von sein selbst/ und an stat deß Hochgebornen Unsers lieben Oheimbs/ Fürsten und Rate/ Sigmunden/ Margraven zu Brandenburg 2c. Seiner Lieb Bruder; Wolffgangen und Joachim gevettern/ Graven zu Oetingen und ander deß obberürten Pundts im Land zu Swaben/ verwanten/ alß desselben Pundts vollmächtig anwäld auff Unß getan; die auch die Sachen zu Unß und Unserm gütlichen entschaid/ wie wir denselben nach Unserm gut bedunckén fürnemen und außtrucken werden/ freywillkirlich/ beschriben on all außzug/ einred und verrer verwaigrung/ zu leben gesezt: all und yeglich solch Ir spen/ zwitrecht und Irrungen/ die sich bißher zwischen Inen egemelter weyse gehalten und verloffen haben/ gütlich entscheiden und hingelegt. Inmassen/ wie hernach volgt. Dem ist also.

Zum Ersten: das Landgericht zu Weissenhorn betreffend/ lassen wir sollichs bey vorgemelten Unserm spruch zu Dinckelspühel außgangen/ beleiben: doch/ daß die Commissarien in demselben spruch bestymbt in zwayen Monaten den nechsten/ nach dato diß Unsers entschaidts/ den Parthyen einen rechtlichen tag ansezen/ und allda durch sich selbs/ oder Ir vollmächtig anwäld/ beider theil/ in iern rechtlichen fürtragen/ anzeigungen und kuntschafften/ biß zu endlichem beschluß und rechtsaz/ gnugsamlich und nach notturfft verhören/ und dan mit vleiß versuchen sollen/ mit sambt Unserm anwald/ so wir allein zu solcher gütlichkeit verordnen sollen/ sie in der gütlichkeit/ mit wissen und willen/ darumb zuentschaiden/ und aines gezircks zu verainen; damit baid Parthien wissen haben/ wie weit/ und über wen/ gemeltem Unserm lieben Oheim und Fürsten/ Herzog Jörigen von Peyrn 2c. mit sollichem Landgericht zu richten gepüre. Und wie sie also gütlich betragen/ daß dan solchem/ on all waigrung/ eintrag und verhinderung/ Ir und menigklichs halben/ gelebt und nachgegangen werd. So vert sie aber/ wie obsteet/ gütlich nit betragen würden/ daß sie alßdan/ durch die gemelten Commissarien, auff sollich Ir furtrag/ kuntschafft und rechtsaz/ auff meinung deß berürten Unsers spruchs zu Dinckelspühel außgangen/ wie sich gepürt/ mit recht entschaiden werden, und sust in allweg/ bey dem Artickel deßelben Unsers spruchs beleiben soll. Deßgleichen in obgemelter zeit/ soll es mit dem Bosserhard auch gehalten werden; Mit verhörung aller kuntschafften und anzaigungen/ ob derselb ein Vorst/ oder Pirß sey/ und dem nach mit wissen und willen der Partheyen understeen/ darinnen Mittel fürzunemen/ dardurch außgezeigt werde/ wie weit man denseben fur Vorst/ oder wie weit man den fur Pirß brauchen sol. Wo aber das/ mit wissen und willen der Partheyen nicht funden möcht werden/ daß dan die Commissarien, auff die eingelegten kuntschafften/ und fürgetragen anzaigungen/ laut deß Artickels/ in Unserm spruch zu Dinckelspühel begriffen/ sollichs rechtlich entschaiden.

Weiter: von wegen der spen/ so die obgemelten Fridrich und Sigmung Geprüder/ Marggraven zu Brandenburg 2c. Unser lieben Oheim/ Fürsten und Räte/ berürend: lassen wir die Artickel/ so nit in rechtfertigung auff außtrag gestellt/ und wie die in demselben spruch zu Dünckelspühl durch Unß entschaiden sein/ in Iren wirden und kräfften beleiben/ und wollen/ daß die in zweien Monaten/ den nechsten/ laut deßelben Unsers spruchs/ on weiter erkantnuß vollstreckt/ und on all einred vollzogen werden/ also: daß das schloß zum Stam/ mit seiner zugehörung zum halben tail/ den von Sparnegk/ in der Namen das gelt zu Nürmberg hinderlegt ist/ von dem benanten Unserm lieben Oheim und Fürsten/ Herzog Jörigen/ gegen dem hindergelegten gelt/ in obberürter zeit nechster zwayer Monat/ eingeantwurt werde. Und daß auch der yetz genant Unser Oheim und Fürst/ Herzog Jörig/ der Wolffsteinerin/ Iren Widem/ laut Irs widem/ und verwilligung Brief volgen laße. Was aber der Stuck und Artickel wären/ so in rechtfertigung und außtrag gesezt sein/ daß dieselben in dreyen Monaten der nechsten/ durch die Commissarien, in sollichem außgegangnem spruch bestimbt/ oder Ir vollmächtig anwäld/ und inhalt deßelben spruchs/ zu endlichem entschaid bracht werden.

Dan deß glaits halben von Nürmberg gen Lawff und von Lawff gen Hartmanshof in Furt: wie das Unser spruch zu Dünckelspühel außgangen/ anzeigt/ darin dan Unser Oheim und Fürst Herzog Georg/ auß angezaigten ursach u Unß zu Nürmberg furgetragen/ vermaint beschwärt zu sein: Sprechen wir und entschaiden in der gütlichkeit/ daß hinfüro die gemelten Unser Oheim und Fürsten/ baid Marggraven zu Brandenburg und Ir Erben/ das glait von Nürmberg biß gen Erolstegen/ und von Erolstegen widerumb biß gen Nürmberg allein üben/ haben und prauchen sollen und mügen/ Herzog Jörigen und seiner Erben halb ungeirt und ungehindert. Deßgleichen herwiderumb/ daß Herzog Jörig von Payen und seine Erben das glait von Erolstegen biß gen Lawff/ und von Lawff/ biß gen Hartmanshofen in Furt. Und herwider von Hartmanshof gen Lawff/ und von Lawff gen Erolstegen/ üben und prauchen mügen/ der Marggraven zu Brandenburg und Irer Erben halb auch ungeirt und ungehindert.

Auch von wegen deß Wiltpans und der hölzer/ sprechen und entschaiden wir in der gütlichkeit: daß Herzog Jörig von Payern und sein Erben die Marggraven zu Brandenburg und Ir Erben/ laut Unsers spruchs zu Dünckelspühl beschehen/ daran ungeirt lassen.

ANNO 1492.

Anno 1492.

sen. Wo sich aber/ nach sollichem Unserm spruch in mittler zeit begeben hette/ oder sich künfftig begebe/ daß sie zu bayderseit/ an etlichen enden/ deß Wiltpans halben/ so in Unserm spruch nit außgedruckt wäre/ irrig und spennig würden: desgleichen auch/ ob sich ander geprechen und mängel zwischen Jnen erhebten: Nemlich/ das Halßgericht/ Puß/ frevel/ Obrigkait und herlichkaiten betreffend: So ir baider lieb Ampleüte gegenainander üben möchten daß dan dieselben stuck alle anstreglich entschaiden werden: alßo/ daß ein yeder seiner Rät drey verordne/ die an ein gelegen end/ zwischen Jren Lieben/ oder Jren Amptleüten/ tag ansezen/ und sie deßhalb nach aller nothurfft/ rechtlichen verhören: und auch Jrem Rechtsaz versuchen/ mit beider Parthey willen und wißen sie gütlich zubetragen/ und wo die gütlichkeit nit gefunden würde/ was dan die Sechs/ oder der merer tail auß Jnen zu recht spreche/ daß es on alle verrer waigrung/ appelliren und suppliciren dabey beleib. Wo aber dieselben Sechs nit einhellig wurden/ oder auch nit ein merers machten/ daß dan die Kaiserlich Majestat/ oder aber/ wir/ ein Obman seyen. Und wellichem tail derselb Obman mit seiner rechtlichen erkantnuß zuvallet/ daß es on alle waigrung/ wie obstet/ auch dabey beleibe.

Dan der spen halben/ so sich zwischen Unserm lieben Oheim und Fürsten/ Herzog Jörigen von Payern an ainem/ und Wolffgangen und Joachim Gevettern/ Graven zu Oettingen obbemelt/ anders tails haltend: sprechen und entschaiden wir/ daß Oettingen/ Schloß und Statt/ mit sambt dem hohenbaws/ so in der Commissari hand gestellt sein/ darzu Wallerstein and Allerheim/ und alle ligende güter/ so weyland Grave Ludwig von Oetingen hinder Jm verlaßen hat/ den gemelten Graven von Oetingen zu Jren handen geben/ vervolgen und beleiben sol.

Und daß alle auffgehabene nuzang/ auch alle vahrende hab/ Silbergeschir/ hawsrat/ getraid und anders/ so Herzog Jörig/ von wegen Grave Joachims/ und von weyland Grafe Ludwigs verlaßen gut eingenommen und empfangen hat/ Herzog Jörigen beleibe. Deßgleichen was die Graven von Oetingen za der zeit der einnemung der Schlößer darynnen funden haben/ mit sambt dem nuzen/ so von den schloßen/ die in der Commißarien hand gestellt/ gevallen sein/ den Graven von Oetingen beleiben soll.

Es soll auch Herzog Jörig durch seiner lieb amptleut anzaigen/ was er in der zeit seiner vormundschafft abgelößt hat/ and deßhalb die Quitanzen und erlößten Brief/ Grave Joachim/ zu seinen handen geben und überantwurten.

Es sollen auch alle Brief/ Register/ bücher/ urbar von Rotteln/ so über gemelte Schloß/ Stett und Herrschafft Oetingen/ auch all ander der genanten Grafen von Oetingen Herrschafften/ Herrlichkeiten/ guter Eehafften/ und darzu Jren Personen dienend/ so Herzog Jörig bey seinen handen hat/ von Herzog Jörigen/ on alle einred und verhinderung/ den obberürten Graven von Oetingen in Monez frist ungeverlich übergeben und eingeantwurt werden.

Weiter sprechen wir/ daß das Kauffgelt/ so Herzog Jörig von Payrn/ der Edeln Unser lieben andechtigen/ Magdalenen/ gebohrner Grävin von Oetingen/ yez deß Edeln/ Unsers und deß Reichs lieben getrewen/ Ulrichen deß Jüngern Graven zu Montfort Gemahl/ umb Jr gerechtigkeit geben hat/ widerumb von den genanten Grafen von Oetingen vervolgen und gegeben werden soll: deßhalben dieselben Grafen von Oetingen/ for sich und Jre Erben/ sich gegen Herzog Jörigen von Payen gnugsamklich verschreiben und versicherung thun sollen/ Jnt deßselben gelts/ so vil Unß gruntlichen anzaigt und beweißt wirdet/ zu vier ziel und fristen/ von heut dato über ein Jar ain dierdten tayl solchs verkauffsgelts/ zu seiner lieb sichern handen und gewalt/ auf sein Quittung/ on allen seinen kosten und schaden außzurichten und zubezahlen. Da engegen sol er denselben kauffbrief den Graven von Oetingen widerumb zu ihren handen on widerred und verhinderung herauß geben und uberantwurten.

Der gemelt Herzog Jörig von Payen soll sich auch der vormundschaffe und Erbdienstbarkeit gegen Grave Joachim von Oetingen entschlagen/ die hiemit absein/ und darzu der erlangung/ von Unserm lieben Herren und Vatter/ dem Römischen Kayser &c. über die Graveschafft Oetingen verzeyhe/ und deß verzicht- und todisbrieve gebe/ und Unß seinen Brief über die Grafschafft erlangt/ denselben zu erdeen/ zu Unseen handen/ auch in zwayen Monaten den nechsten herauß geben und überantwurten soll.

Es soll auch den obgenanten Graven zu Oetingen auff Baldern/ doch nach abgang Herzog Jörigen von Payrn/ ain widerkauff vorbehalten sein. Deß auch Herzog Jörigen Erben/ denselben Grafen zu Oetingen/ nemlich Grave Wolffgangen und Grave Joachim und wa sy entwären/ Jren Erben Mans Namen/ so Graven von Oetingen sein/ auff Jr ervordern/ zu allen zeiten/ on widerred/ statt tun sollen/ doch sunst Jnen an Jrem glaitt und Willpennen unvergriffenlich. Und Herzog Jörig soll en mitler zeit/ das Schloß und die hölzer darzu gehörend/ wesentlich und unwüstlich hallten:

Da entgegen soll Grave Joachim Herzog Jörigen von Payrn Sechs Jar die nechsten/ on Sold/ mit zehen Pferden diener sein/ und sich wider mennigklich/ außgenommen die Kayserliche Mayestat/ und Unß/ auch Marggrafen Friderichen und Sigmunden von Brandenburg/ und darzu den Kaiserlichen und Unsern Pund deß Landts zu Swaben und deßelben Pundts verwanten/ so lang derselb Pund yezmals weret/ oder hinfüro erstreckt mag werden/ so Er Jne hierin vorbehaltet/ prauchen laßen. Doch/ wan Jn Herzog Jörig in sollichem dienst brauchen will/ daß er dan mit obgenanter Summa Pferden durch sich selbst/ oder einen geschickten Edelman solchs tun mögen/ und futer und mal habe/ mit widerlegung seiner redlichen scheden.

Dan antreffend Kirchperg: damit derselb handel durch dir Rechtfertigung in Unserm spruch zu Dinckelspühel außgangen/ anzaigt/ nit in die leng gezogen/ auch kost und zerung/ langwürig mühe/ arbait und gezengk verhütet werde: So begern wir mit vleyßiger bitt/ daß Herzog Jörg Uns zugevallen/ sein kauffgelt/ so er umb Kirchperg paar hinauß geben hat/ mit sampt dem außgegeben leybgeding wider neme/ und den Kauff/ wie er denselben/ von weyland Grave Wilhalmen von Kirchperg getan/ und angenommen hat/ dem Edeln Unserm und deß Reichs lieben getrewen/ Philipßen Graven zu Kirchberg widerumb vervolgen laße. Wo aber Herzog Jörig/ oder auch Grave Philipsen solchs nit gemaint sein wolt; wollen wir das es alßdan deßhalben/ bey Unserm spruch zu Dünckelspühel außgangen/ mit rechtfertigung der hauptsach/ unverhindert aller einrede beleibe/ und dem volg geschehe.

Weiter: alß Unß dan der vilgenante/ Unser lieber Oheim und Fürst/ Herzog Jörig von Payern/ das Schloß Ellrbach/ mit aller zugehörung/ auff Unser vleyßig angesinnen/ verkaufft hat/ und Unß seiner Gerechtigkeit zu Unseen handen abgetretten ist; Sollen und wollen wir seiner Lieb sein kauffgelt widerumb zu seinen sichern handen außrichten und bezalen/ auch die jhenen/ so auff Ellrbach erlangt Recht und gegründt anspruch haben/ abtragen.

Dan von wegen der Namt/ so der Statt Ulm

ANNO 1492.

geschehen / und abgenommen ist / haben wir denselben Nam / damit alle die jhenen / so solche Nam getan haben / und darin verdacht sein / gegen gemelte Statt auß sorgen kummen / und der Sach zu gut / auff Unß selbs genommen / und wollen derselben Statt darumb ergetzlichkeit / daran sy billichen benüge / beweisen; und soll deßhalb die ansprach der von Ulm halben todt und absein / und alle und yeglich / so solche Nam getan haben / und darinnen verdacht sein / wie obgemelt ist / gegen genanter Statt Ulm / und allen Iren zugewanten / deßhalb auß sorgen gelaßen / gericht und geschlicht sein / und für sich selbs und Ir zugewandten / zu bayderseit / freyen sichern handel und wandel zu und vonainander üben und prauchen.

Die übrigen Artickel alle sament und sonderlich wie die in Unserm spruch zu Dünckelspühel außgangen / gesezt und begeiffen sind / laßen wir dieselben / on weiter lrütrung / in jerm inhalt und begeriffungen nugeendert verbleiben: doch / daß allweg die Commissari durch sich selbst / oder jr anwald / laut deßselben Unsers spruchs / darin handlen.

Wir wollen auch / ob der Commissarien einer oder mer mit todt abgiengen / daß dan ain ander unparteyischer gemainer Commissari, an deßelben abgangnen statt durch Unß widerumb darzu verordnet werde / der alles das / so gemelter Unser spruch zu Dünckelspühel anßweißt / und der abgegangen getan solt haben / zu handlen und zu thun pflichtig sein soll.

Und alß Unß dan etlich ander Artickel in gedachtem Unserm spruch zu Dinckelspuhel nit angezogen / fürgetragen sein: Nemlich Unser und deß Reichs lieb getrew / Marquarten von Schellenberg / Burckarten von Ellerbach / Eberhard Sättelin / Hainrichen von Stain und Conraten von Rat / auch deß gemelten Unsers Oheim und Fürsten Herzog Jörigen drey Artickel / die armen leüt von Taffenheim / so Grave Wolfgang von Ortingen / auß dem Landgericht Hochstetten gefürt soll haben / und die vogtleüte zu Ballendorff / die Unser und deß Reichs Statt Ulm Ir Vogtbar zumachen understeen soll: auch deß glaitmans glatthanß genant vänckniß berürend / derselben Artickel wir yetzmals nit gnugksam / noch grundlich underrichtung empfangen / und haben ander mercklicher Unser geschäfft halben / so Unß / dem Hailigen Reich / und Unserm Haws Oesterreich yetz obligen / darin dhainen entschaid mügen geben: aber wir mainen und wöllen / daß die Partheyen / welche dan Ir sprüch nicht ligen laßen wollen / auff Sanct Laurentzen Tag schierist / hie zu Augspurg zu nachts an der Herberg zu sein / on weiter Citiren und fürhaischung / durch sich selbs / oder Ir vollmechtig anwaldte erscheinen / und yeder tail drey seiner Räte oder gute freünde / so ain zusaz sein soll / mit Im bringen / und alßdan dieselben Sechs die Partheyen in Irem fürbringen und anzaigungen gnugsamlich und nach nothurfft verhören / und mit vleiß versuchen / sie gütlich zu betragen. Wo aber die gütlichkeit nit gefunden wird / was dan dieselben Sechs oder der merer tail auß Inen zu recht sprechen und erkennen / dabey sol es on waigrung beleiben. So ver aber dieselben Sechs nit ainhellig wurden / oder auch nit ein mehrers machten / so sollen wir durch Unß selbs / oder Unsern gemainen unpartheyischen Commissari, so wir darzu verordnen / Obman sein: und wellichem tail dan wir / oder derselb Unser Commissari, alß Obman / mit seiner rechtlichen erkantnuß zufallet / dabey soll es auch on weiter waigrung Appelliren und Suppliciren beleiben.

Und sollen darauff die bestympten Partheyen aller und yecklicher / Ir Spen und Irrung / gentzlich und gar versönt / gericht und geschlicht sein / und dawider gegen einander in ungutem / noch argem / durch sich selbs / oder Ir zugewanten / außerhalb Rechtens nichts fürnemen / handlen / noch deß yemandts zu tund gestatten / in dehain weiß / sonder bey disem Unserm gütlichen spruch und richtung beleiben / und demselben / on all anßzug / waigerung / widerrede und verhindrung leben und Volg thun / alles getrewlich und ungeverlich.

Mit urkund diß Briefs / den wir mit Unserm Küniglichen anhangendem Insigel besiglen laßen / und Unß solch Unsers spruchs in gegenwärtigkeit etlicher Unserer Räte / nemlichen der Ehrwürdigen / Hochgeporenen / Edlen Unser lieben Oheim / Fürsten andechtigen und getrewen / Willhelmen Fridrichen und Melchiorn / Bischoffen zu Eystetten / Augspurg und Brichsen / Rudolfen / Fürsten zu Anhalt / Grafe zu Aschkannien und Herren zu Perupurgk. Martin und Wolffgangen / Gevettern / Herrn zu Polhaim; Veiten Unsers Obristen feldhauptmans und Micheln Gebrüder / Freyherren zu Wolckenstain: Caspern von Meckaw unsern Cammrer: Jörgen von Stain Herrn zu Czoßen: Marquarten Breyscher: Paulßen von Lichtenstain / Unsers Hofmarschalcks zu Inßpruck; Ernsten von Wellden: Jacoben von Halden / Unsers Silber Cammrers; Rudolphen Harber und Georgen Geßenbrodt / Unsers Pflegers zu Eremberg / entlichen entschloßen / auch deßelben Unsers spruchs / den obgenandten Parthyen und allen Iren zugewanten / so die obgeschriben Sachen berüren / welliche deß begert / Brief in gleichem laut / gegeben haben. Geschehen und geben zu Augspurg am vierdten tag deß Monatz Juny / nach Christi geburt / vierzehenhundert und im zwey und neünzigisten; Unser Reiche deß Römischen im sybenden / und deß Hungrischen im andern Jare.

CLIV.

Testament de PHILIPPE DE SAVOYE *Comte de Baugé & Seigneur de Bresse. Fait au Château du Pont-d'Ains, le 26. Juin, 1492.* [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 443.]

26. Juin. SAVOYE.

AU nom de la Sainte Trinité Amen. Nous PHILIPPES DE SAVOYE, *Comte de Baugé, Seigneur de Bresse, de Dombes, du Revermont & de la Valbonne, de Chasey & Loyettes* filz de feu bonne memoire Monseigneur Louys Duc de Savoye, de Chablais & d'Aoste, Prince & Vicaire perpetuel du Sainct Empire, Prince de Piemont, Marquis en Italie, Comte de Geneve & de Baugé, Baron de Vaud & de Foucigny, Seigneur de Nice, de Verceil & de Fribourg. A tous presens & à venir Salut & dilection. Sçavoir faisons que Nous, considerant la fragilité de cette humaine & mortelle vie & qu'il n'est rien plus incertain que l'heure de la mort, ne chose plus certaine que la mort veuillant à l'ayde de Dieu omnipotent en nostre bonne santé disposer & ordonner des Seigneuries, biens & heritages, succession, droicts & actions que Dieu nous a donné & qui de present nous competent & pourroient competer pour l'advenir en quelque maniere que ce soit, afin que apres nous, different & contentions ne puissent entrevenir entre nos hoirs & Successeurs. Avons fait & aujourd'huy cy apres escript, faisons par ce present de nostre certaine science & voulenté, estans graces à Dieu en bonne santé & prosperité de nostre personne nostre present Testament solemnel, par lequel avons disposé, fait & ordonné, faisons, disposons & ordonnons de nostre Ame, nosdites Seigneuries, biens, heritages, meubles & immeubles, actions, droicts, successions quelcouques en la maniere que s'ensuit, premettant le saint signe de la † & invocant le nom de Jesus-Christ, disant au nom du Pere, du Filz & du Saint Esprit, Amen. Premierement recommendons tres-humblement nostre Ame à Dieu nostre Createur, quand son plaisir sera qu'elle soit separée du corps, & pareillement à sa doulce Mere la Glorieuse Vierge Marie, Monsieur Sainct Philippes & toute la Cour Celestielle de Paradis. Item voulons & ordonnons estre ensevelis en l'Eglise de Brou lez nostre bonne Ville de Bourg du Diocese de Lyon en nostre Chappelle, laquelle par la grace de Dieu avons propo-

Anno 1492.

proposé y faire edifier & construire à l'honneur de nostre Createur & de sa glorieuse Mere du nom & denomination de Monsieur Sainct Marc Evangeliste, & d'y fonder une Religion de l'Observance de Sainct Benoit, du vouloir de Messire Bernardin Ondry à present Prieur Commandataire dudit Brou, pour tousjours celebrer & decanter une grand Messe quotidiane du jour & toutes les Heures Canoniales en ladite Eglise de Brou & Chappelle par lesdits observations du remede de nostre Ame & Successeurs, & illec elisons nostre sepulture toutes les fois que le plaisir dudit nostre Createur plaira nous fere passer de ce monde en l'autre; & en cas que deffaillissons de ce monde avant la fondation de ladite Chappelle & fondations desdits Observantius, voulons & ordonnons que de nos propres biens soient faites & accomplies par nos hoirs Successeurs cy-dessoubs nommés toutes les choses dessous & apres escrites.

Item laissons le Luminaire des jours de nostre Inhumation & enterrement à la disposition & ordonnance de nostre tres-chere & tres-amée Compaigne & de nostredit hoir, & semblablement le nombre des Messes & des obséques qui se doivent fere & celebrer iceluy jour de nostre enterrement, & apres pour le remede de nostre Ame & de nos Predecesseurs.

Item donnons & delaissons pour honneur de nostre Createur & remede de nostre Ame & Successeurs à marier pauvres filles pucelles, fere aumosne, dire Messes & accomplir autres œuvres pies, la somme de trois mille florins, lesquels voulons estre payés entierement & par nostredit hoir & Successeur dans un an & jour apres nostre trespas par l'ordonnance de nostredite Compaigne ou cas que avant nostre trespas ne nous serions declairés à nostredite Compaigne.

Item voulons, ordonnons que le jour de nostre Inhumation soient données vingt-quatre Robbes à vingt-quatre pouvres pour honneur de Dieu de drap blanc, ensemble chausse & chaperons de tel drap qu'il semblera à nostredite Compaigne & heritier.

Item ordonnons & voulons que tous ceux à qui nous sommes obligé ou autrement tenus, soyent payés par nostredit hoir & qu'ils soient creûs par bon & vallable serment de ce qui leur sera deu, pourveu que ce soient gens de bonne reputation & fame.

Item voulons, ordonnons que nos serviteurs soyent guerdonnés chacun en sa qualité au plaisir da nostredite Compaigne & suyvant qu'il luy apparera de fere pour le moins & en façon que ne puissions avoir charge de conscience.

Item donnons & leguons & par droit d'Institution delaissons à nostre tres-chere Fille Loyse & autres que Dieu nous vouldra donner da nostredite Compaigne & à chescune d'elles, c'est assavoir à l'Esnée vingt-mille Francs, & à une chescune des autres six mille Francs & outre plus selon les partys que l'on treuvera tel mariage & telle dotte que par nostredite Compaigne & heritier universel leur constitueront & ordonneront, & ce pour tous Droicts, pourtion, part, partage, legitime, querelle, reclamations que leur porroient appartenir en quelque maniere que ce soit en nosdites Seigneuries, biens, meubles & immeubles, droicts & actions en condition qu'elles doivent estre contentes de leur Institution de droit, sans plus avant demander ny quereler en nos biens, car en ce les instituons & une chacune d'icelles nos heritieres particulieres, & pour tant les voulons estre excluses de nostre hoyrie.

Item donnons & leguons dix mille florins pour une fois à payer par nostredite Compaigne à nostre Amé Confesseur sur nostre hoirie ou nous, luy avons ordonné pour le bien de nostre Ame & descharge de nostre conscience, & voulons que dedans l'an apres nostre decez il y soit satisfait.

Item voulons, constituons & ordonnons nostre tres-chere & tres-Amée Compaigne Dame Marguerite de Bourbon Sœur germaine de haut & puissant Prince Monseigneur le Duc de Bourbon & d'Auvergne, estre Dame Tutrice & Gouverneresse des personnes & biens, meubles, immeubles quels qu'ils soient de nos hoirs & autres nos Enfans masles & femelles procreés de cette heure, & par la grace de Dieu à procréer d'icelle durant sa vie & mesmement jusques à ce que nostre heritier soit en l'eage de vingt-cinq ans, & sans rendre compte à nully; & ce faisons oultre les autres droicts & assignations que deja lui avons passé, promis & ordonné & plus amplement declaré au Contract de Mariage d'icelle & de nous, lesquelles choses derechef ratiffions, approuvons par ce present en tant que besoin est.

Et d'autre part pour les bons & agreables services qu'elle nous a fait & fait checun jour & esperons qu'elle fera pour le temps advenir. Voulons & Ordonnons qu'elle puisse disposer, fere & donner à son plaisir & vouloнté auquel qu'il luy plaise de nos Enfans masles ou femelles des dix mille Escus, lesquels luy avons donné en nostre Contract de Mariage, & pareillement fere & disposer de tous ses Joaus.

Anno 1492.

Item laissons par droit d'Institution à nostre second Fils se du temps de nostre trespas nous l'avons ou au posthume s'il y en a de nous tous nos aquises que lors pourrions avoir faites hors de nostre Pays de Bresse & Appannaige à nous donné que dessus, & qui ne soyent entre les Rivieres de Rosne, d'Ains, de Saone & de Seille; car lesdites acquises estans entre lesdites Rivieres, voulons demourer & appartenir à nostre Heritier universel cy-dessous nommé; delaissons neantmoins l'usu-fruict de toutes nos acquises à nostre ditte & tres-Amée Compaigne, & se au cas que ledu second ne sera vertueux & bien disposé de sa personne & obeyssant à nostreditte Compaigne, autrement s'il en y avoit apres luy d'autres plus vertueux, obeyssans & agreables à elle, Nous voulons & ordonnons que à celuy-là qu'elle jugera & declairera estre plus disposé, que nosdits acquests hors desdites Rivieres soyent & appartiennent & en iceulx l'instituons nostre Heritier, & voulons qu'il ne puisse quereler, ny demander autre chose en nostre hoirie.

Item ou cas que nostredit second Fils ne nous succedera en nosdits acquests, comme dit est, & il en ayt un autre ou plusieurs delaissés de nous, nous delaissons à luy & à un chacun d'eux mille francs de pention à leur vie jusques ils soient pourveus en l'Eglise ou du Monde, pour vivre convenablement, & en ce les faisons nos heritiers, & voulons que de tant ils se doivent contenter, sans pouvoir autre chose quereler ne demander en nosdites hoyries, & ou cas que nostredit second masle ou autre qui succedera en nos acquests ira de vie à trespas sans hoirs masles, ou ses hoirs masles sans hoirs masles, Nous luy substituons de plain droit nostredit heritier à celuy que lors sera descendu de luy & son Successeur en nostredite hoirie universelle par telle condition qu'il doye marier les Filles, se aucunes en y auroit convenablement selon leur Etat, compregnant au mariage la legitime de leur Pere.

Au surplus en tous nos autres biens, droicts, & actions quels qu'ils soient à present & pour l'advenir que dessus n'avons donné ou legué, & que cy-apres ne donnerons ne leguerons, Nous faisons, instituons, & de nostre propre bouche nommons & estre voulons nostredit Heritier universel nostredit Ainsné Fils *Philibert* & ses Enfans & les Enfans de ses Enfans masles procreés en loyal Mariage, tant qu'il en y aura, avecques condition que l'Aisné Fils descendant de nous, ou des Enfans qui descendront de nos Enfans soit Seigneur & doye tousjours avoir en titre & prerogative nos Seigneuries telles qu'elles nous furent baillées en heritage & tiltre par feu de digne memoire nostre tres-redouté Seigneur & Pere, parmy ce aussi que ledit Aisné sera tenu d'alimenter & adrecer les autres masles, marier les Filles selon leur Estat, comme dit est, & se paravanture que Dieu ne veuelle nostredit Filz, ses Enfans & les Enfans de ses Enfans masles procreés en loyal mariage deffailloyent sans Enfans masles procreés de leur corps en loyal mariage comme dessus, & en celuy cas leur substituons son Frere second, se aucun il en aura & ses Enfans masles & les Enfans de ses Enfans nés en loyal mariage, & au tiers & quart Frere de leurs Enfans & Enfans des Enfans masles nés en loyal mariage, s'ils viennent à deffaillir sans Enfans masles, leur substituons le cinquiéme masle, si tant en y aura, & les Enfans de ses Enfans procreés en loyal mariage & descendans de nous par droite lignée Masculine, *usque in Infinitum*. Et voulons & entendons que à jamais nostre Aisné & les aisnés de luy & à leur defaut les autres masles plus prochains heritiers descendans d'eux, soyent & dient estre Seigneurs de nostre Comté de Baugé & toutes autres nos Seigneuries à nous données & delaissées par nostredit Seigneur & Pere comme dit est avecques lesdits acquests, en telle maniere qu'ils en puissent ne leur soit loysible aliener aucune de nosdis hoyries ne partie d'icelle, lesquelles nous voulons estre inalienables. Et au cas que les dessus defaudroient sans Enfans masles, nous leur substituons mon tres-redouté Seigneur Monseigneur le Duc de Savoye lors estant & ses Enfans masles Ducs de Savoye en tous nosdits biens, meubles & immeubles quelque part qu'ils soient; & se par avanture que Dieu ne veuelle, ils vinssent à deffaillir, nous substituons en nosdits biens le plus proche du lignage de nous & armes de Savoye.

Les

ANNO 1492. Les Exequuteurs de nostre presente Ordonnance, volenté & Testament solemnel seront tres-Reverend Pere en Dieu Monsieur le Cardinal de Bourbon Archevesque & Comte de Lyon, Frere Germain de nostredite Compaigne; nostre tres-cher & tres-amé Frere Monsieur Jean de Savoye Comte de Geneve; nos tres-chers, bien amés & feaux Monsieur Jean Cloppet Chancellier de Savoye; Boniface de Chalant Seigneur de Varey; Amé de Geneve Seigneur de Boringe & de Meillonnas; Jacques de Bussi Escuyer de nostre Escuyerie, & à deffaut d'eulx les Seigneurs de Chastillon de la Palu, Filippe de Geneve Seigneur de Wileus, Guigues Seigneur de Chasteau-vieux & le Seigneur du Saix. Fait au Chasteau du Pont-d'Ains le 26. Juin. M.CCCC. LXXXXII. *Signé*, AYCARD.

CLV.

5. Juill. *Ligue d'*ANNE *Reine de France*, *de* LOUIS *Duc d'Orleans*, *de* PIERRE *&* *d'*ANNE *Duc & Duchesse de Bourbon*, *pour le service de* CHARLES VIII. *Roi de France*. *A Paris le 5. Juillet* 1492. [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 343. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans les *Observations de* GODEFROI *sur l'Histoire de* CHARLES VIII. *Roi de France*, pag. 625.]

BRETAGNE, ORLEANS ET BOURBON.

NOUS ANNE, par la grace de Dieu Reine de France, LOUIS Due d'Orleans, PIERRE & ANNE Due & Duchesse de Bourbon, voiant & considerant les grandes affaires & damnables entreprises, que les ennemis de Monseigneur le Roi, font de jour à autre à l'encontre dudit Seigneur, & de son Roiaume, & le grand desordre qui aujourdui est aussi en la maison dudit Seigneur, au moien dequoi icelui Seigneur & ses Sujets pourroient être en danger de tomber en grands inconveniens, s'il n'y étoit pourveû. Parquoi nous, qui de tout nôtre cœur desirons le bien, seureté, & prosperité dudit Seignour & de son Roiaume, & de tout nôtre pouvoir nous emploier & servir, comme ceux à qui plus la chose touche, aprés nôtredit Seigneur le Roi, & qui plus y sont tenus, soit requis, & tres-necessaire, que bon amour, Union & Intelligence, se prenne par entre nous, afin que mieux puissions servir au bien dudit Seigneur, & de son Roiaume, & obvier, resister, & pourvoit contre ceux qui à ce voudroient venir au contraire. Et pour toûjours entretenir les amitiez, fermens, & promesses, qui par ci-devant ont été fais à cette intention, & que iceux soient plus seurement tenus & observez, sans feinte, fraude, ni mal engin; & aussi que doresnavant l'amitié, dont dépendent lesdits fermens, puisse être plus seure & en plus grande fermeté & seureté entre nous. Aujourdui cinquieme jour de Juillet, en la presence & entre les mains de l'Archevêque de Narbonne, tenant le fust de la vraie Croix, & autres saintes & precieuses reliques, promettons, & jurons en parole de Princes, par la foi & serment de nos corps, & damnation de nos ames, privation de nôtre part de Paradis, & par le Saint Sacrement de Batême, que nons avons reçû, de bien & loiaument servir le Roi, & de nous aimer, entretenir, favoriser, soûtenir, & supporter l'un l'autre comme soi-même, en la bonne grace dudit Seigneur, nous emploier sans faute nulle aux affaires l'un de l'autre, comme ses propres affaires, porter & soûtenir, requerir & faire requerir l'un pour l'autre, de toutes choses, qui seront pour le bien, honneur, & profit du Roi, du Royaume & de nous; & quand aucun voudra entreprendre sur aucuns de nous, comme sur nôtre honneur, état, & biens, & de nos serviteurs, que tous ensemble nous y obvierons, & courrons sus de toute nôtre puissance. Et pour ce qu'il peut être, qu'aucuns pourroient par ci-aprés porter paroles, & faire entreprises & pratiques, de nous mettre en défiance & soupçon, malveillance, & malcontentement les uns contre les autres, pour quelque maniere & couleur que ce soit, voulant faire nouvelle Amitié, ou autre pratique qui pourroit porter prejudice aux fins pour lesquelles nous faisons cette presente amitié, & entre autres le Seigneur de Graville, Amiral de France, par lui, ou autres; nous ferons tenus le relever, ou declarer l'un à l'autre de ceux qui feront sur les lieux, ou aux environs, dedans vint-quatre-heures; & si n'y sommes, à la plus grande diligence que possible nous sera, aiant égard à la distance du Païs où nous ferons pour lors, & de ne faire avec ledit Amiral, procurer, ou faire procurer aucune amitié ou intelligence, ni à autre de par lui, sans le sçû, vouloir, & consentement de tous nous. Et en outre, nous Ducs d'Orleans & de Bourbon, qui devons être appellez aux affaires dudit Seigneur & de son Roiaume, promettons & jurons par le serment dessusdit, faire appeller l'un l'autre, ou gens pour nous ausdites affaires. Et s'il avenoit, que aucuns voulussent empêcher que ne nous y trouvassions, que l'un n'y demeure sans l'autre, si n'est par le vouloir & consentement l'un de l'autre. Au surplus, promettons & jurons comme devant, faire tenir & observer à nos amis & serviteurs, à qui en donnerons connoissance, les choses dessusdites; & au cas que nosdits amis & serviteurs en feroient refusans, nous declarerons à l'encontre d'eux.

ANNO 1492.

Item, promettons & jurons comme dessus, de porter & soûtenir nos serviteurs à qui de ce baillerons connoissance, qui nous serviront esdites choses, comme nos propres personnes. Donné à Paris sous nos seings manuels & seels de nos armes, le jour que dessus, l'an de grace mille quatre-cens quatre-vints-douze. *Signé*, ANNE, LOUIS, PIERRE, ANNE DE FRANCE.

CLVI.

Vertag zwischen Hinrich dem ältern / und Erich seinen Bruder Hertzogen zu Braunschweig und Lüneburg eines / und Hertzog Heinrich den Jüngern andern Theil getroffen; worinnen sie von dero verpfendeten lehen und güttern herkommende Rechten und zinssen untereinander vertheilen / wie auch umb alles / was sie ferners ererben / und gewinnen mögen / sich vergleichen. Geben am Tag S. Bartholomæi 1492. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. IV. Abtheillung IV. Absatz IV. pag. 20.] 24. Août.

C'est-à-dire,

Convention entre HENRI *l'ainé*, *&* ERIC *son Frere Ducs de Brunswich-Lunebourg d'une part*, *&* HENRI *le jeune aussi Duc de Brunswich-Lunebourg d'autre part. Ils y conviennent du partage des Revenus provenant des Fiefs & autres Biens engagés, comme aussi de ceux qui se pourroient aquerir dans la suite, de quelque maniere que ce puisse être. Du 24. d'Août 1492.*

WY Hinrick und Hinrick Gevettern van Goddes Gnaden / tho Brunschwick unde Lüneborg Hertogen ꝛc. Bekennen apenbahr / in unde mit dussem Breve / vor Uns / dem Hochgebarnen Forsten / Heren Erick / Unsem leven Broder und Veddern / unde Unser beyder Erven / so wy hiebevörn Unsen Landen und Lüden tho gude mit Unser löfflicken Einingę unde Erffverdrach Unsen seligen Eldern gefolget / densülven ock mie Unsen Rähden gelavet unde geschwaren / und in allem Inholde / wo des Unser ein dem andeen veepflichtet gewest ys / vullentagen hebben / unde noch förder so vele des noht unde Behoeff ys / truwelicken dhon willen / unde nach dem twischen Uns Hertogen Hinrike dem Eldern / unde Unsem Broder Hertogen Ericke eins / unde der Stadt Brunschwick anders Theils / Unwille entsthan syn / indeme wy Hertog Hinrick de Jüngee / na Lude der Ersflicken Verdracht gehandelt / befunden / dat de van Brunschwick in den Gebrecken / Ehre und Rechtes geweigert / unde Uns allenthalven Unse Väderlike Erve wedder alle Billigkeit vorentholden / derhalven Unse Erfflike Verdracht sünderliken herbringet / Unser ein dem andern Hülp und Bystandt tho donde / darümme wy mit den van Brunschwick tho Unwillen gekamen / unde mit Hülpe des Allmechtigen GOddes / tho Gehorsam und Rechte tho bringen verhapen / dat nu in deme neen Unwille twischen Uns entstahn dörfte / So hebben wy Uns allen Unsen Eldeen / unde Unsern Verdrachten unschedelick verdragen / unde verdeagen Uns yegenwerdig in Krafft düsses Breves.

Thom

Anno 1492.

Thom ersten/wat wy in Unsee eigentlichen Daet/ und in allen düssen Unwillen van Anbegin/ weute thom Ende voe Kost lyden/ de den van Brunschwick unde den ören afftein/ roven edder nehmen mögen/ anfanger Dingtal/ Kökenspise/ unde süß/ dat an de gemeinen Lüde nicht hört/ ock alle dat jenne dat wy an ören Renten und Tinsen/ de se van Unsen Lehnen oder verpfendrten Gödern/ edder van andern der van Brunschwick Güdern herkommende/ nichts darvan uthgescheden/ ilangen und nahmen/ dat schullen und willen wy glick deilen/ so dat wy Hertoge Hinrick de Elder vor Uns unde Unsen Broder de eine Helffte/ unde wy Hirtoge Hinrick de Jünger/ Hertogen Otten Sohne de andern Helffte darvan nehmen/ unde daran schal noch entwill Unser ein dem andeen niche tho nahe syn/ sunder Unser ein jtlick an dem Orde öhme dat beste gelegen ys/ infordern/und tho sodaner Deilinge berekenen unde kamen lathen/ unde so vaken des Noth unde Behoeff seyn werd/ so willen wy Unser ein jglick twe syner Rede dartho geven/ de Uns allen geladet unde geschwaren hebben/de schöllen sodane Deilinge twischen Uns na Anthale eines juweliken Volckes/ so se liket mögen maken/ und van einander setten/ unde dar schullen und willen wy dat by lathen/ Ock schal unde wil Unser ein by dem andern trüweliken ansetten/ unde tragen helpen de Kost de Uns upgelegt worden/ so dat de Unser itliken de Helffte thokamen/ und sonderlicken öfft Uns Kost upgelegt wörde/ von Unsen Heren und Fründen/ de Uns sampt unde besondern up ehre egne Kost und Schaden dienen willen/ so offt den Gebreck schege/ des wy nicht bywesen möchten tho erfüllende/ dat Uns sodan tho geliken Schaden kamen.

Tom andern/ efft Uns de Allmechtige de Gnade und Gelük geve/dat wy dee Stadt Brunswick mechtig worden/ mit den Schloten und Börgen/ de se van unsen Förstenthumen Pandeschen wehren hebben/ erövern und wünnen/ so schullen und willen wy alle de Rente und Tinse wo de syn/ nichts darvan uthgescheiden/ de in der Stadt syn/ und sünst lange de Rath upgenommen hedde/ unde alle den Nutt/ de darvan möchte geschoffet werden/ sämptliken beholden/ so dat wy Hertoge Hinrick de Elder und Unse Broder de Helffte/ und wy Hertoge Hinrick seeligen Hertogen Otten Sohne/ de ander Helffte erffliken beholden/ sunder umb de Schlote und Börge/ ock Lehen und Pfandgüder buten der Stadt gelegen/ nichts darvan uthbescheiden/de willen unde schullen wy Hertoge Hinriek de Elder vor Uns unde Unsen Brodern allein beholden/ nachdeme de Uns in der Erffliken Delinge tho gedeilet syn/ dergliecken mögen wy Hertoge Hinriek de Jünger de Lehen unde Pfandegüder/ dede Uns in der Erffliken Delinge tho gevallen weren/ ock allein beholden/ und dartho schüllen und willen wy Hertoge Hinrick de Elder/ und Unse Broder/demselben Unsern Veddern/ Hertogen Hinricken dem Jüngern/ de Borch thom Kampe/ mit syner Thobehörunge folgen unde beholden laten/Erffliken tho gebrukende/ unde wy Hereoge Hincick de Elder unde Unse Broder schullen Macht hebben/ eine Borch und Wohnung/binnen edder an Brunschwick tho buwende/ de Uns und Unsen Erven allein Erffliken blive tho beholdende/ und dat schal den Uns/ Hertogen Hinricke dem Jüngern an Unser Helffte der Rente/und des jenen wy binnen Brunschwig erövert hedden/ unschedelick syn. Den vorder so willen wy ock samptliken und unvertogen Unse Gerecheichelt/de wy binnen und buten Unser Stadt Lüneborg hebben/ fördern/ und de Stadt darumb anlangen/ worde Uns den Gott di Gnade verlehnen/dat wy in gliken Valle als mit Brunschwick gischehen were/ edder durch einer Bedegedinge der Stadt Lüneborg mechtig wörden/ so schüllen und willen wy Hertoge Hinrick de Jünger/ Unse Veddern Hertogen Hinrick und Hertogen Erike/gliker mate/wu se Uns tho Beunschwick gedaen hedden/ tho der Helffte aller Rente binnen dee Stadt Lüneborg/ und allen dat wy da erödderden/ wunnen edder bedegeden konen laten/ und öhn dartho ein Unser Schlot alse de van Lüneborg inne hetten/ dat dem Campe even matlik were/ indoen/ edder ören Leifften den Kamp wedder doen/ und Unser Schlot und Güdere/ in aller maten d.e Leve eho Brunschwick gedaen hedden/ beholden/ und mögen den ock eine Borch/ binnen edder by Lüneboech buwen/ dat schal ock Uns Hertogen Hineicke dem Eldeen/ unde Unserm Broder an der Helffte der Rente so binnen Lüneborg erovert wörden/unschedelick syn/ unde tho sodanen Saken mit den van Lüneborg/ willen wy Hertogen Hinricke de Jünger/ Unse Veddern Hertogen Hinriken und Hertogen Eriken/ thoteen und föddern/ glyk se Uns jtzund mit den van Brunschwick gedaen hebben/ dat schullen und willen wy Heetog Hinricke und Unse Broder ock also annemen/ und darby doen/ alse Unse Vedder Heetog Hinrick de Elder by Uns gedaen hedde/ sonder alle Gefehrde/ Geschehe abee/ da GOdt vor sy/ dat wy der Stadt Brunschwig in vorgerörter Wise nicht mechtig worden/ und allene de Borge hierbuten affwunnen/ unde daetho eine Söhn mit den bedegedingeden/ so willen wy Hertegen Hineike de Elder unde Unse Broder Unserm Veddern/ dech dem Camp/ unde van dem Bedegedinge/ wat darvan queme/ de liken Helffte volgen lathen/ unde wenn in düßem allen jenuig Erringe ewischen Uns entstünde/ dae willen unde schullen wy Unsee jdelick twe syner Räde/de Uns beden geladet unde geschwaren hebben/ tho geven/ de Uns darumb na Lude düßer Verdracht/ verliken unde verdragen schullen/ wy schullen noch en willen ock Unser ein hindee dem andeen nicht afffamen/ edder bedegedingen/ so dat in Unsere Erffliken Verdracht gnéglich derwahrt ys/ sunder dis in aller vorgeschreven Mathe up glike Kost by einander blyven/ dat wy also jegentverdigen in Krafft dusses Breves ock alle Articul hierinne begrepen/ sampt unde besundern gelavet und geredet hebben/ laven unde reden dat vae Uns unde vor Unsere Erven/ by den Erden/ Ehren/ Truwen/ de wy tho Unser Erffliken Verdeacht gedaen hebben/ unde tho doinde schuldig syn/ stede/ vast und unverbroken wol tho holdende/ sonder alle Gefehrde. Tho Orkunde hebben wy Hertzoge Hinrick de Elder/ vor Uns unde Unsen Broder/ Hertogen Ecike/ unde Unser beyder Erden/ unde wy Hertog Hinrike/ de Jünger/ vor Uns unde Unse Erven/ Unse Ingesegele an dußen Breef witliken don hengen/na Christi Unses HEren Geburt verteinhundert/ in twe unde negentigsten Jahre/ im Tage Bartholomæi des Heiligen Apostels.

CLVII.

12. Oct.

Autriche et l'Escluse.

Traité entre le Duc de Saxe, *Lieutenant Général des Troupes de* Maximilien *Roi des Romains, & de* Philippe *Archiduc d'Autriche son Fils, & le Sieur de* Ravustuyn, *Seigneur de* l'Esclusu, *pour la reddition de ladite Place & de ses dépendances. Fait le* 12. *Octobre* 1492. [Juan Molinet, Chroniques Manuscrites. Tom. III. pag. 11.]

Monsieur de Ravestain fera serment entre les mains du Duc de Saxe au nom, & comme Lieutenant General de la Majesté Royale des Romains, & de Monsieur l'Archiduc son Filz, de leur estre & demourer bon & loyal, & de faire tout ce que bon & loyal Vassal & Subject est tenu de faire, & les servir envers & contre tous sans exception aucune, sur la Requeste faicte par Monsieur de Ravestain, pour le rappel

ANNO 1492.

rappel du Ban Imperial mondict Sieur de Saxe, Messieurs de l'Ordre & autres presens feront volontiers diligence vers la Majesté Royale, & luy escriveront & requerront, que son plaisir soit de poursuyvre vers la Majesté Imperiale, d'oster & anichiler ledict Ban, lequel touche seulement à la Majesté Imperiale, & Royale Monsieur l'Archiduc, Monsieur de Saxe, Messieurs de l'Ordre & autres du Conseil, ne feront ny souffriront faire à mondict Sieur de Ravestain, és Pays de pardeça, tant qu'en eux sera, aucun empeschement à cause dudict Ban.

Monsieur de Ravestain livrera incontinent le grand Chasteau de l'ESCLUSE, és mains de Monsieur le Duc de Saxe, Lieutenant General, en livrant les clefs d'icelny, & ce faict mondict Sieur de Saxe remetra incontinent lesdicts Chasteaux, és mains de mondict Sieur de Ravestain, entendu que ledict Sieur de Ravestain sera tenu & promettra de remettre ledict Chasteau, és mains du Roy à toute heure, que en personne luy en requerra au lieu de l'Escluse, ou és mains de Monsieur l'Archiduc, luy venu en l'âge de 18. ans, & receu en ses Pays, & si ledict Monsieur l'Archiduc terminoit vie par mort avant ledict âge, ledict Sieur de Ravestain sera tenu, aprez ledict terme, de remetrre ladicte Place, és mains du vray heritier de mondict Sieur l'Archiduc, & à toute heure qu'il plaira au Roy, ou audict Sieur Archiduc de venir en personne audict Chasteau, il les lairra dedans à telle puissance qu'il leur plaira sans condition, & incontinent ledict Sieur de Ravestain fera serment sur obligation de corps & de biens, que pendant ce temps il ne fera ny souffrira faire, audict Chasteau au dehors par Mer ou par Terre, aucun dommage à mesdicts Sieurs Roy & Archiduc, à leurs Pays & Subjects, ny au Roy d'Angleterre ses Pays & Subjects ny à leurs Alliez.

Item mettra incontinent le petit Chasteau, és mains de Monsieur l'Archiduc le livrant és mains de Monsieur de Saxe, comme leur Lieutenant General sans moyen.

Aura ledict Sieur de Ravestain telle pension continuelle, qu'il est accoustumé, à sçavoir six mille livres de 40. gros, tant qu'il plaira à mesdicts Seigneurs.

Jouïra de tous ses biens quelconques à luy succedez par le trepas de Pere & Mere, & autrement tout ce que de droict & raison luy appartient, en quoy le Roy, Monsieur l'Archiduc & Monsieur de Saxe, ne luy feront empeschement.

Le suyvront les rentes des biens appartenants de droict à sa compagne, & outre ce des Villes, Chasteaux & Terre d'Enghien, & par dessus ce ledict Sieur de Ravestain jouira & prouffitera de toutes les rentes, & biens de Madame de Vendosme sa belle-Sœur, estants es Pays de mesdicts Sieurs, & commettra Receveurs pour recevoir les rentes, & deniers, sauf qu'il n'aura auctorité de commettre les Officiers de Justice ny les renouveller, tant & si longuement que lesdictes Dames de Vendosme & de Ravestain auront faict leur partaige, & qu'il plaira au Roy.

Tous les Serviteurs dudict Sieur de Ravestain, de quelque estat ou condition qu'ils soyent, & ceux lesquelz ont tenu son party, de quelque temps que ce soit depuis le commencement des presens differens, tant presens que absens, ensemble les Bourgeois & Habitans de la Ville de l'Escluse, & ceux lesquelz en icelle ou ailleurs se sont refugiez pour cause desdicts differents, pourront demourer, aller, hanter & converser par tous les Pays du Roy, & de mondict Sieur l'Archiduc, & seront en iceux aussy francs & paisibles, qu'ils estoient avant lesdicts differents, sans que pour cause d'iceux, ny des choses advenues durant iceux contre qui que ce soit, par Mer ou par Terre, de faict, de parolle ou autrement, on leur puisse demander aucune chose, mais toutes choses passées par ce present Traicté seront remises, abolies & tenues comme choses non faictes, & non advenues.

Et si ledict Sieur de Ravestain a aucuns Serviteurs ou gens de Guerre en France, à la Bassée ou en Chastel à Cambresis, iceux seront comprins en ce present Traicté, & auront abolition s'ils veullent de retourner pardeça en dedans 55. jours aprez la Publication de cette, par quoy à leur Requeste leur sera faict & baillé sauf-conduit, sauf que les Traictez de Louvain, de Bruxelles, de Gand & de Bruges, demeureront en leur vigueur, reservez hors mis Jehan de Riebes, lequel sera comprins en ce Traicté moyennant qu'il n'entrera en la Ville de Bruges, sans le congé du Roy & de Monsieur de Saxe, & sera par ce ledict Traicté remis & aboly le faict advenu en la personne de feu le Sieur de Rassenghien, en tant qu'il touche le Roy & Monsieur, sans que à cause de ce à Requeste de Partie, ou autrement, aucune poursuitte criminele en puisse estre faicte, és Pays & Seigneuries du Roy & de mondict Seigneur, sur ceux lesquelz pourroient estre coulpables dudict faict, mais sera ledict Sieur de Ravestain tenu de contenter Partie en deans six mois prochains, civilement seulement s'il luy est possible, & Partie se veuille gracieusement contenter, & si icelle differoit, & ne se voulusse contenter ainsy que dict est, ledict Sieur de Ravestain sera tenu quitte, en accomplissant ce que par le Prince ou ses Commis en sera ordonné.

ANNO 1492.

Et si ledict Sieur de Ravestain, pendant lesdicts six mois ne contente Partie, lesdictes Parties auront leur action de povoir intenter civilement seulement.

Tous les prisonniers de Guerre d'un party & d'autre estants à rançon payeront icelle, & ceux lesquelz ne s'y sont encore mis seront delivrez moyennant gracieuse Finance.

Chacun d'un costé & d'autre present, & absent des Pays du Roy & de mondict Sieur l'Archiduc, comprins en ce Traicté retourneront en leurs biens en tel estat, qu'ils les trouveront, & si des biens immeubles quelque chose estoit vendue ou aliénée, ce ne prejudiciera à l'entier, mais seront telles venditions tenues de nulle valeur, & les rentes & hypotecques se payeront des heritages, lesquelz auront esté confisquez d'un party & d'autre, à la charge de ceux lesquelz auront jouy & prouffité d'iceux heritages, au nom du proprietaire ou heritier, hors mis Guy de Baenst, lequel a eu sa Maison dedans l'Escluse razée, qui n'est pas exploict de Guerre, pourquoy ceux de l'Escluse, d'Ostende & de Cadsant, lors estans dedans la Ville de l'Escluse, ou y ayans esté durant ce present siege, luy payeront pour reparation de ladicte Maison la somme de six mille livres de 40. gros, en dedans trois ans prochains, dont le premier terme eschéera le 1. jour d'Octobre de l'an 1493. le 2. dedans un an aprez & le 3. ensuivant dont luy sera baillée bonne seureté.

Si aucuns Serviteurs dudict Sieur de Ravestain, ou autre ayant tenu son party estoient en procez auparavant, & durant ces differents pour quelconque cause que ce soit en demandant ou en deffendant, ils seront receus en Justice à poursuivre leur Droict, & tenus en tel estat, qu'ils estoient au commencement desdicts differents, nonobstant les appoinctements contr'eux donnez, & prononcez par coutumace durant leur absence.

Et quant aux procez lesquelz sont ou auront esté pour cause d'aucuns exploicts de Guerre, advenus par Mer ou par Terre, depuis la Paix de Bruges de l'an 1487. iceux procez, & toutes procedures en ensuivant seront abolis, & mis à neant par ce present Traicté.

Si ledict Sieur de Ravestain, ou aucuns de ses Serviteurs, durant ces divisions, ou auparavant, s'estoient endebtez & obligez en aucuns deniers, ils pourront icelles leurs debtes en dedans deux mois prochains, ensuivants la Publication de ce Traicté, en baillant Or ou Argent à tel prix ou valeur, qu'il avoit cours au jour, que lesdictes debtes furent faictes, & semblablement pourront faire ceux lesquelz doivent audict Sieur de Ravestain, ou à ceux de son party.

Tous dons de confiscations faicts par ledict Sieur de Ravestain, & deniers par luy & à son prouffit receus, & ceux ausquelz il a de ce donné quittance, & singulierement au corps de la Ville de l'Escluse soit du Domaine du Roy, de Monseigneur, ou d'autres deniers & debtes lesquelz leur estoient deubs, pour quelconque cause que ce soit, ou aucunes particulieres personnes, de rente, meubles, & arrierages, demoureront donnez, quittes, & receus, sans que à cette cause l'on n'en puisse rien retracter ou demander, semblablement tout ce que par ledict Sieur de Ravestain, les Bailly, Bourguemaistres, Eschevins & Conseil de la Ville de l'Escluse a esté ordonné, appoincté & jugé, & executé durants lesdicts differens sur ceux estans dedans l'Escluse en quelque maniere que ce soit, nonobstant les Privileges & Franchises à ce contraires.

Pour ce que ledict Sieur demande au Roy, & à Monsieur grande somme de deniers, qu'ils luy doivent pour cause d'aucuns services, qu'il leur a faict, comme appert par certain compte signé de la main du Roy, & d'aucuns de ses Financiers, comme il dict, & que avec il demande 80. mille florins d'Or pour les despens,

& re-

Anno 1492. & reparations par luy faicts au grand Chasteau de l'Esclufe, Monsieur de Saxe a appoincté avec ledict Sieur, que pour tout ce qu'il pourroit demander au Roy & à mondict Sieur, jusques à ce jour, il aura la somme de 30. mille livres à 40. gros, laquelle somme luy sera assignée sur les 4. Pays, à sçavoir Brabant, Flandres, Hollande & Zelande, à payer les dix mille en dedans 2. mois prochains venans, & les autres 20. mille à 2. demie années prochaines suivantes lesdicts deux mois, & quant le Roy ou mondict Sieur, reprendront ledict Chasteau hors des mains de mondict Sieur de Ravestain, s'il leur plaist lors luy donner aucune chose pour lesdites reparations & despens, ce est remis en leur bon plaisir.

Toutes les Navires de Guerre estants presentement au Havre de l'Esclufe, appartenants aux Habitans dudict Lieu, ou aux Serviteurs, Domestiques de mondict Sieur de Ravestain, demoureront illec paisibles, & jouiront de ce Traicté, sauf & pourveu, qu'ils n'exploicteront la Guerre sur les Alliez, & bien vueillans du Roy & de mondict Sieur l'Archiduc, sur peine d'estre tenus pour ennemis & infracteurs de la Paix.

Et quant aux estrangers non residens à l'Esclufe, & ne sont Domestiques dudict Sieur, se retireront en dedans 15. jours aprez la Publication de cette, & feront serment que à leur partement de ladicte Ville de l'Esclufe, & un mois aprez cette dicte Publication, ils ne feront aucun dommage au Roy, à Monsieur, ny à leurs Pays & Subjects.

Touchant ce que Monsieur de Ravestain requiert, que pour obvier, que es Pays de pardeça ou aillieurs n'advienne aucuns procez, dissensions ou querelles pour cause des prinses & exploicts de Guerre, faicts sur les corps & biens des Marchands Estrangiers de quelque estat, nation ou condition qu'ils soient durant les susdicts differents, le Roy, & mondict Sieur luy promettent, que pour poursuitte quelconque ny à la Requeste de qui que ce soit pour cause des dessusdictes prinses, ils ne feront ou permettront aucunement endommager ceux lesquelz ont tenu le party, & querelle dudict Sieur de Ravestain, ny leurs biens, Navires, ny Marchandises par Justice, ny autrement; mais demoureront & seront par ce present Traicté, francs & paisibles en tous les lieux de l'obeyssance de mesdicts Sieurs. Est dict par ce present Traicté que le Roy, mondict Sieur, le Duc de Saxe & Messieurs de l'Ordre, & du Conseil escrivront & prieront aux Roys d'Angleterre, d'Espagne & autres Princes, ausquelz sera besoing qu'ils veulent induire leurs Subjects, & tant faire qu'ils laissent ledict Sieur de Ravestain, & ceux ayant tenu son party paisible du contenu de ce present Article. Et le Roy, mondict Sieur, le Duc de Saxe, les Sieurs de l'Ordre, & autres du Conseil ne souffriront ny permettront, que audict Sieur de Ravestain, & à ceux ayant tenu son party soit es-Pays du Roy de mondict Sieur faict aucun Arrest, poursuitte, empeschement ou dommage pour cause des choses faictes, & advenues par Mer & par Terre durants ces presens differents, mais seront de ce deschargez, & pourront paisiblement demourer & converser par tous les Pays de mes avant dicts Sieurs.

Tous les gens de Guerre, Marchands & autres, de quelque Estat, Pays & Nation qu'ils soyent, estants presentement à l'Esclufe, ils se pourront avec leur Marchandise, & biens quelconques retirer ou bon leur semblera, soit en France, ou aillieurs, en dedans 15. jours aprez la Publication de cette, sans que l'on leur puisse faire, ou donner ny mettre Arrest aucun, mais si besoin faict pour plus grande seureté, ils leur feront bailler saufconduict pour eux & leurs biens, & si aucuns d'iceux en vertu de ce present Traicté vouloient demourer en l'obeyssance du Roy, & de mondict Sieur, & jouir de cedict Traicté ils le pourront faire, sans que pour cause des choses par eux faictes, & qui sont advenues durant lesdictes divisions on leur puisse demander aucune chose.

Les Bourgmaistres, Eschevins, Conseil, Bourgeois & Habitans de la Ville de l'Esclufe, jouiront doresnavant de la grace, & quittance à eux faicte par le Roy & mondict Sieur l'Archiduc, en l'an 1486. laquelle est des trois Pays pour leur portion de toutes aydes, & subventions à mesdicts Sieurs lors accordez, ou à accorder durant 10. ans lors ensuivant.

Tous dons, Privileges, Franchises, Coustumes & Octroys, desquelz ladicte Ville a usé des le temps du Roy, de feue Madame Marie, que Dieu absolve, & de feus les Ducs Philippe, & Charles de Bourgoigne, & leurs Predecesseurs Comtes & Comtesses de Flandres, sont confirmez & ratifiez par ce present Traicté, & pourront iceux doresnavant paisiblement jouir comme ils ont faict jusques ores. Anno 1491.

Accomplissant lesquelles choses nous au nom, & comme Lieutenant devant dict, &c.

Signées sur le ply par Monsieur le Duc de Saxe, Lieutenant General, Engelbert Comte de Nassou, Lieutenant en Flandres, Monsieur le Prince de Chimay, Adolf Comte de Nassou, les Sieurs de Beures, & de Chievres, de Merode, & plusieurs autres presens du Secretaire J. Barry, & seellé des Seeaux desdicts Sieurs.

CLVIII.

Traité de Paix entre CHARLES VIII. *Roi de France,* & HENRI VII. *Roi d'Angleterre. Fait à Etaples, le 3. Novembre* 1492. [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 344. G. G LEIBNITZ, Codex Diplomaticus. pag. 456. Observations de GODEFROI sur l'Histoire de CHARLES VIII. Roi de France, pag. 629. RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. XII. pag 497, *&c.* où l'on ne trouve pas les trois ou quatre dernieres Pièces qui sont inserées ici.] 3. Nov. FRANCE ET ANGLETERRE.

PHILIPPUS DE CREVECŒUR, Dominus Desquerdes, & de Lannoi, Marescallus Franciæ, Locum-tenens, & Capitaneus Generalis Domini nostri Regis in suis Patriis Artesii & Picardiæ, ac Miles sui Ordinis, Ludovicus de Hallewin, Dominus de Pienne, Franciscus de Crequi, Dominus de Deurnier, Radulphus de Lannoi, Dominus de Morvilliers, Milites, Consiliarii & Cambellani, Joannes d'Orfay, Consiliarius & Magister Requestarum Hospitii, Ambassiatores, Procuratores, & Commissarii in hac parte Serenissimi ac Metuendissimi Principis, Domini nostri supremi CAROLI, Dei gratia Francorum Regis Christianissimi: Omnibus & singulis præsentes Litteras inspecturis, Salutem. Notum facimus, quod cum probiora mortalibus dona à superis tradi nequeant, quam bona Pacis, & longo rerum usu ac ratione semper cognitum sit, Pacem esse summum illud & præcipuum munus, quod humano generi conducere queat, satisque compertum sit, quot calamitates & ærumnæ passim è bello exoriantur, quot vero commoda Pax certa & stabilis undique attulerit; ideirco nos, quantum fructus & utilitatis Franciæ & Angliæ Regnorum incolis ex Pace & Amicitia antehac inter ipsorum Regnorum Reges & Principes initis & contractis accreverit plene cognoscentes; Nos pro dicto Serenissimo Principe nostro Francorum Rege Christianissimo antedicto suisque Hæredibus & Successoribus, atque ejus & eorum nomine, autoritate nobis ab eodem Rege nostro per suas Litteras Patentes commissa, quarum tenor sequitur, & est talis.

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme depuis aucuns tems en-çà nous aions donné charge à nôtre amé & feal Conseiller & Chambellan le Sieur Desquerdes, Chevalier de nôtre Ordre, Marêchal de France, nôtre Lieutenant & Capitaine General de nos Païs de Picardie & Artois, & autres en sa Compagnie, de tenir paroles, & communiquer avec le Sieur d'Aubenay, Chevalier, Lieutenant General pour nôtre Frere & Cousin le Roi d'Angleterre, & Capitaine à Calais, touchant le bien de Paix, Trêves, Intelligences, & bonnes Amitiez d'entre nous & nos Roiaumes, Païs, Seigneuries, & Sujets, tellement que de present les matieres & choses dessusdites, sont en état & disposition de parvenir à bonne fin, & soit ainsi que pour à icelle donner ordre, & prendre conclusion, soit requis & chose tres-necessaire, commettre & ordonner avec ledit Marêchal Desquerdes aucuns bons, feaux, & Notables Personages entendus esdites matieres, & ausquels aions toute fiance. Savoir faisons, que nous confiant à plein des grands sens, suffisance, loiauté, & bonne experience d'icelui nôtre Chambellan, le Marêchal Desquerdes, & de nos amez & feaux Conseillers l'Evêque de Noion, le Sire de Piennes, nôtre Chambellan Ordinaire; Jean de la Vacquerie, Chevalier, Premier President de nôtre Cour de

ANNO 1492.

de Parlement à Paris ; le Sieur de Dourriet ; Maître Robert Gaguin, General Ministre de l'Ordre de la Trinité des Maturins, les Sieurs de Morvilliers, de Wyere de Fouquerolles, & Maître Jean d'Oisay, Maître des Requêtes de nôtre Hôtel, à iceux pour les causes dessusdites, & autres grandes raisons & considerations à ce nous mouvans, & principalement pour éviter les inconveniens & grands maux qui à cause de la Guerre sont avenus, & pourroient avenir ; aussi pour parvenir à toute Paix, Tréve, Intelligence, & bonne Amitié, au bien, seureté, & soulagement de nos bons & loiaux Sujets, qui est l'une des choses de ce Monde que plus desirons aprés nôtre salut, avons & aux cinq, quatre, ou trois d'eus, dont icelui Maréchal Desquerdes sera toûjours l'un, donné & donnons par ces presentes signées de nôtre main, plein pouvoir, autorité, & Mandement special, d'eux transporter en telle des Villes de nosdits Païs de Picardie & Artois, ou ailleurs que besoin sera, où ils verront être à faire, pour illec avec ledit Sieur d'Aubenay, & autres gens & Ambassadeurs, que nôtredit Frere & Cousin le Roi d'Angleterre y voudra envoier, & faire trouver de sa part, besogner, traiter, transiger, accorder, appointer, & prometre sur les choses dessusdites, & les dépendances d'icelles, ce qu'ils trouveront, & connoîtront en la meilleure & plus grande seûreté que faire se poutra pour le mieux, au bien de nous & de nosdits Roiaume, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, tout ainsi que ferions & faire pourrions, si presens en nôtre personne y étions, & de ce bailler leurs Lettres & scellez, aussi recouvrer celles de la part d'icelui nôtre Frere & Cousin le Roi d'Angleterre, comme il est accoûtumé de faire, promettant de bonne foi en parole de Roi, avoir ferme & stable à toûjours tout ce que par nos Députez dessusdits y sera fait, promis, accordé, & conclu par maniere devant dire, & accomplir le contenu de point en point, aussi d'en bailler nos Lettres de Ratification & Confirmation, telles que besoin sera, & au cas appartiendra, sans jamais aller, ni venir, ni souffrir aller, ni venir au contraire, en maniere quelconque, car ainsi nous plaît il être fait. En témoin de ce, nous avons fait mettre nôtre scel à cesdites presentes. Donné à Estampes le vint-sixieme jour de Juillet, l'an de grace mille quatre-cens quatre-vints-douze, & de nôtre Regne le neuvieme. *Sic signatum sub plica*, CHARLES. *Et supra plicam*: Par le Roi, Monsieur le Duc de Bourbon, les Comtes de Vendôme & de Ligni ; les Sieurs de la Trimouille, de Gié, Maréchal de France, de Baudricourt, Gouverneur de Bourgogne ; de Miollans, Gouverneur du Dauphiné ; de Grimaut, Senéchal de Beaucaire ; de Saint André, d'Escars, & autres presens, PARENT.

Cum Reverendo in Christo Patre Domino Richardo Bathenensi & Vellensi Episcopo, ac custode privati sigilli ; Ægidio d'Aubenay, Domino d'Aubenay, Milite, & Confratre Ordinis Gartarii, ac Locum-tenente generali Villæ & Marchiarum Calesiæ ; Christophoru Wiswich, Decano Ecclesiæ Eboracensis, Magno Eleemosinario ; Henrico d'Ynesweth Legum Doctore, secundario in Officio privati Sigilli ; & Jacobo Titello, Milite, Locum-tenente Castri de Guisnes infra Marchias prædictas, Illustrissimi Principis Anglorum Regis Ambassiatoribus & Procuratoribus, ad infra scripta per ipsius Litteras Patentes deputatis, quarum tenor sequitur in hæc verba:

HENRICUS, Dei gratia Rex Franciæ & Angliæ, & Dominus Hiberniæ : Omnibus ad quos præsentes Litteræ pervenerint, Salutem. Sciatis, quòd nos de fidelitate, industria, & provida circumspectione dilectorum nobis Venerabilis in Christo Patris, R. Bathenensis & Vellensis Ecclesiarum Episcopi, ac Custodis privati Sigilli nostri, Ægidii d'Aubenay, Domini d'Aubenay, unius Militum & Confratrum nostri Ordinis Gartarii, ac Locum-tenentis nostri generalis Villæ & Marchiarum nostrarum Calesiæ, Christophori Wiswich, Decani Ecclesiæ Catedralis Eboracensis, Magni Eleemosinarii nostri, Henrici d'Ynesweth Legum Doctoris, secundarii in Officio privati Sigilli nostri, & Jacobi Titelli, Militis, Locum-tenentis Castri nostri de Guisnes, infra Marchias prædictas, plenius confidentes, prædictos nostros veros & indubitatos Ambassiatores, Oratores, Procuratores, Commissarios, ac Nuncios generales & speciales assignavimus, fecimus, constituimus, & ordinavimus, assignamusque, facimus, constituimus & ordinamus per præsentes, dantes & concedentes eisdem Ambassiatoribus, Oratoribus, Procuratoribus, Commissariis, & Nunciis, plenam potestatem, autoritatem, ac Mandatum generale & speciale cum carissimo Consanguineo nostro Principe Carolo Franciæ seu ejus Ambassiatore, Oratore, Procuratore, Commissario, aut Nuncio, Ambassiatoribus, Oratoribus, Procuratoribus, Commissariis, aut Nunciis, sufficientem potestatem, autoritatem, & Mandatum à præfato Principe Carolo ad hoc habente vel habentibus conveniendi, communicandi, tractandi, concordandi, componendi, paciscendi, & appunctuandi, ac plenarie & integre determinandi, & finaliter concludendi, tam de & super Pace perpetua, quam de & super Treugis seu Guerrarum Abstinentiis, & Mercium intercursibus, ac Amicitia, Confœderatione, & concordia inter nos, Hæredes & Successores nostros, ac Regna & Dominia nostra, necnon Subditos, Alligatos, Confœderatos nostros, ac alios nobis facientes & Adhærentes quoscumque, & dictum Principem Carolum, Hæredes & Successores suos, atque Loca & Dominia sua, Subditosque, Alligatos suos & sibi Adhærentes, necnon de & super omnibus & singulis contentionibus, quæstionibus, Guerris, causis, querelis, litibus, demandis, & debatis, unà cum suis circumstantiis emergentibus, incidentibus, dependentibus & annexis, quæ inter nos & præfatum Principem Carolum, Hæredes, Successores, Terras, Dominia, Subditos, Alligatos, facientes & Adhærentes prædictos hinc inde pendere noscuntur, integrè & finaliter cognoscendi, appunctuandi, concludendi, & determinandi, universaque & singula quæ inter nos appunctuata, conventa, conclusa, concordata, pacta, sive transacta fuerint per fidei interpositionem, & juramenti in animam nostram præstationem, ac per alias vias & media quæ iis in hac parte expedientia visa fuerint, roborandi & assecurandi, necnon à præfato Principe Carolo ejusve Ambassiatoribus, Oratoribus, Procuratoribus, Commissariis, sive Nunciis sufficientem potestatem & autoritatem à præfato Principe Carolo in hac parte habentibus, quodcumque juramentum licitum in animam ejusdem Principis præstandum nomine nostro exigendum & recipiendum, ac de & super omnibus & singulis præmissis & dependentiis, ab eisdem, omnes & omnimodas securitates, cautiones, obligationes ac Litteras sigillatas nomine nostro, Hæredum & Successorum nostrorum concedendum, faciendum, liberandum & tradendum, necnon à præfato Principe Carolo ejusve Ambassiatoribus, Oratoribus, Procuratoribus, Commissariis, aut Nunciis similes cautiones, obligationes & Litteras ; prout eisdem Ambassiatoribus, Oratoribus, Procuratoribus, Commissariis ; seu Nunciis videbitur expedire, petendum, exigendum & recipiendum, cæteraque omnia & singula in præmissis per eos conclusa, concordata & firmata, concludenda, concordanda & firmanda expediendi, perficiendi, & pro parte nostra perimplendi, ac debite exequendi, etiamsi majora sint, & Mandatum de sua natura magis exigant speciale, & quæ nosmetipsi facere possemus, si personaliter præsentes essemus in explicatione præmissorum. Quæ omnia & singula præmissa iisdem modo & forma, ut præmittitur, gesta, talem, ratamque vim, autoritatem & effectum volumus obtinere, ac si ea in propria persona fecissemus, promittentes bona fide, & in verbo Regio, nos ratum, gratum, & firmum perpetuo habituros totum & quidquid per dictos Ambassiatores, Oratores, Procuratores, Commissarios, sive Nuncios actum, gestum, seu procuratum fuerit in præmissis, seu aliquo præmissorum. In cujus rei Testimonium has Literas nostras fieri fecimus patentes, teste meipso in exercitu meo prope Boloniam super Mare, penultimo die Octobris, Anno Regni nostri octavo. *Per ipsum Regem.* Et de data prædicta autoritate Parlamenti, BLETTHD.

Convenimus, contraximus, & conclusimus, & per præsentes convenimus, contrahimus, & concludimus Articulos sequentes.

Imprimis, quod bonè, sincerè & perfectè sint & inviolabiliter habeantur & observentur, Pax, Amicitiæ, & Fœdera inter Potentissimos Franciæ & Angliæ Reges antedictos, eorumdem Patrias & Dominia sua quæcumque, Hæredes, Successores, Vassallos atque Subditos suos præsentes & futuros, ac quoscumque Alligatos & Confœderatos utriusque eorum, qui in ista Pace comprehendi voluerint, & se comprehendi velle infra tempora, & sub forma inferius limitata, declaraverint ; necnon inter Illustrissima Franciæ & Angliæ Regna, per Terram, Mare, Portus Maris & Aquas dulces, & quod dictæ Amicitiæ, Pax, & Fœdera suum habeant effectum immediate post Datam præsentium,

Anno 1492. sentium, & durent vita utriusque Principum prædictorum durante, & alterius eorum diutius viventis, & per annum integrum, post obitum ultimo ipsorum morientis. Ita tamen, quòd Successor Regis præmorientis dictam Amicitiam & Pacem, infra annum à die obitus sui Prædecessoris, tenebitur per suas Litteras Magno suo Sigillo sigillatas hanc Amicitiam ratificare & confirmare, dictamque Ratificationem & Confirmationem Regi superstiti notificare, transmittere, & deliberare.

Item, quod, durante termino prædicto, Bella, Guerræ, Hostilitates, & Inimicitiæ quæcumque inter præfatos Franciæ & Angliæ Reges, eorumdemque, ut supra fertur, Hæredes & Successores, Vassallos, Subditos, & Confœderatos quoscumque, qui in præsenti Tractatu, ut præmittitur, comprehendi voluerint, necnon jam dicta inclitissima Regna, Patrias, & Dominia sua quæcumque, ubique Locorum per Terram, Mare, Littora Maris, Aquas dulces, omnino cessabunt.

Item, quod omnes & singuli utriusque dictorum Principum, eorumque Hæredum & Successorum, aut eorum alterius, ipsorumque Alligatorum in hac parte comprehensorum Vassalli & Subditi, sint Principes, Archiepiscopi, Episcopi, Duces, Marchiones, Comites, Barones, Mercatores, aut cujusvis status conditionisve existant, durante Pace antedicta, ubivis locorum sese mutuis officiis prosequantur, & honesta affectione pertractent, possintque libere, tute, & secure, absque alicujus offensa aut salvo conductu sive licentia, ubique perlustrare per Terram, per Mare, & Aquas dulces navigare hinc ubique ad Portus, Dominia & Districtus quoscumque, voluerint morari, Mercari, Merces, Mercimonia, arma & jocalia quæcumque, si Statuta municipalia antehac condita non obstent, emere & vendere, ac ut eis placuerit, illinc ad partes proprias, vel alibi, libere, quoties duxerint, abire cum suis aut conductis vel commodatis Navigiis, Plaustris, Vehiculis, Equis, Armaturis, Mercimoniis, Sarcinulis, bonis, & rebus suis quibuscumque, absque ullo impedimento, offensa, arrestatione ob causam marcæ, contramarcæ, represaliarum, aut alia distractione quacumque, tam in Terra, quam in Mari & Aquis dulcibus, quemadmodum Patriis in propriis hæc omnia facerent, aut eis ea facere liceret.

Item, quod omnia munera sive onera ab aliquo dictorum Principum in cujusvis eorum Patriarum sive Dominiorum partibus, citra aut infra triginta Annos ante Datam præsentium imposita Mercatoribus & Subditis alterius Principis, ejusve Hæredum & Successorum nocua, durante hac Pace penitus sint extincta, & quod talia aut consimilia hac Amicitia durante amodo non imponantur, salvis tamen semper quod alia omnibus Regionum, Urbium, & Locorum Legibus, Statutis & Consuetudinibus, quibus nihil, quoad eorum Jura, per præmissa derogatum censeatur.

Item, quod omnes Mercatores, etiam Veneti aut Florentini, possint per Mare & Aquas dulces, armati vel non armati, cum suis propriis Mercibus aut alienis in Navibus, Carenis, aut Galeis propriis sive alienis in Regna Franciæ & Angliæ, & eorum utrumque, tute, libere & secure venire, & ad tunc quo velint, abire, durante Amicitia antedicta, quandocumque, & quotiescumque voluerint, absque violentia, disturbio, molestia, aut gravamine quocumque per dictos Franciæ & Angliæ Reges, sive eorum aliquem, aut eorumdem Hæredes & Successores, sive ipsorum, vel alicujus eorumdem Subditos quoscunque.

(1) Item dicti Ambassiatores & Commissarii *Franciæ & Angliæ Principum prædictorum*, pro Principibus suis & nominibus eorum ac Hæredum & Successorum suorum, promisesunt quòd, durante tempore prædicto, neuter dictorum Principum, nullusque eorum Hæredum aut Successoram, contra alium ejusve Alligatos & Confœderatos prædictos, eorumve Hæredes & Successores, quidquam aget, faciet, tractabit vel attemptabit quocunque in Loco, sive in Terra, sive in Mari, occasione quacunque, nullumque præstabit auxilium, consilium, vel assensum, quòd per alium vel alios aliquid fiat, agatur, tractetur, vel attemptetur in præjudicium vel dampnum alterius, ejusve, ut prædictum est, Alligatorum & Confœderatorum: Et si per alterum eoram secus fiat, aut aliqua belli suspitio contra alterum, ejúsve, ut prædictum est, Alligatos & Confœderatos præbeatur; *Princeps* sic in contrarium aliquid attemptans, vel Belli suspitionem inferens, super hoc admonitus & requisitus, illico illam Belli suspitionem auferet & incontinenti ammovebit. Anno 1492.

Item, quòd termini ac limites Terræ seu Marchiarum Calesiæ, de obedientiâ *Regis Angliæ* in confinio Comitatuum Boloniæ & Guyennaram, ponentur & reducentur, ac manutenebuntur, ut actenus fuerunt & erant ante descensum ipsius Regis in Calesiâ: & Castella seu Fortalitia, quæ capta & substracta fuerunt â *Regis Franciæ* obedientiâ, a die quo ipse *Rex Angliæ* applicuit Calesiæ, utpotè Ardre, la Montare, Lysques, Fyennes, Oslinghes, & his similia, quæ per ipsum *Regem Angliæ*, suos Commissarios, aut Confœderatos, qui sibi in hac expeditione adhæserunt, detinentur & occupantur; reponentur in eo statu quo nunc sunt unà cum Subditis dictorum Locorum in obedientiâ *Regis Franciæ*, pari modo & formâ ut erant ante dictum descensum: & si hii qui dicta Castella detinent, desisterent huic Articulo parere, *Rex Franciæ*, ejúsve Locumtenens, poterit eos ad hoc vi & potentiâ armorum compellere: & detinentibus dicta Castella non dabit *Rex Angliæ* auxilium, subsidium, aut favorem, quinymò non poterunt ut Confœderati comprehendi in illo Tractatu, nisi dictis Castellis & Fortalitiis primitùs reductis in pristino statu, quo erant ante descensum dicti *Regis Angliæ*; præterea si aliqui dictorum Locorum Subditi fuerint capti inermes & extra exercitium Guerræ per Subditos Regis Angliæ, deliberabuntur & in pristinam libertatem absque financiâ & redemptione reponentur: & ibidem nec de Subditis Terræ Calesiæ, quæ vulgariter Anglicana nominatur.

Item, quòd deinceps in Villa Calesiæ, Castellis de Hames & Guysnes, aut in aliquibus Portubus aliisve Locis quibuscúnque sub obedientiâ *Regis Angliæ*, sive citra, sive ultra Mare existentibus, non recipiantur, manuteneantur, aut favorisentur aliqui Armigeri aut Gentes armorum, quæcúnque Latrocinia, deprædationes, furta, excursus, piratias, aut malefacta contra effectum præsentis Tractatûs per Terram, Mare, & Aquas dulces, super & contra Subditos præfati *Regis Franciæ*, aut eorum Bona facientes & exercientes: & pari eodémque modo in Villis Boloniæ, Ardræ, Montoire, Fyennes, Aria, & Mornia, aut in aliquibus Portubus, aliisve locis quibuscúnque sub obedientia *Regis Franciæ* existentibus, nullatenus recipiantur, manuteneantur, aut favorisentur aliqui Armigeri aut Gentes armorum quæcúnque latrocinia, deprædationes, furta, excursus, piratias, aut malefacta contra effectum præsentis Tractatûs per Terram, Mare, aut Aquas dulces super & contra Subditos præfati *Principis Angliæ* aut eorum Bona facientes & exercientes; & in casu quo secus fiat, utérque prædictorum Principum eorúmve Amicitiæ Conservatores, causâ summariè & de plano sine figurâ Judicii cognitâ, pro parte suâ & quatinus per se aut Subditos suos aliquid fuerit in contrarium attemptatum, plenam, integram, & promptam faciet seu facient Justitiam, restitutionem, & reparationem.

Item, si per hujusmodi Armigeros aut Gentes armorum præter seu contra præmissa aliqui Prisonarii fuerint captivati, Gentes arrestatæ, aut Bona quæcunque capta, & causâ hujus captionis & arrestationis propter rationabilem aliquam causam non possit tàm summariè discuti & terminari; tunc in isto casu primo & ante omnia per Conservatores subscriptos, eorumve Commissarios, aut Locorum Judices, procedetur ad hujusmodi Prisonariorum, & arrestatorum, & bonorum captoram deliberationem, & recredentionem seu restitutionem, præstitâ tamen sufficienti cautione standi arbitrio præfatoram Conservatorum, Commissariorum, & Judicum.

Item, quòd ex neutrius Principum prædictoram Cancellariâ, aut aliâ Curiâ in posterum concedantur aliquæ Litteræ Represaliarum, Marcæ & Contramarcæ, nisi super & contra principales delinquentes, & eorum Bona, eorumve fautores, vel in casu manifestæ denegationis Justitiæ, de quâ per Litteras summationis aut requisitionis & prout de Jure requiritur sufficienter constabit.

Item, quòd si, durantibus Pace & Amicitiis præfatis, aliquid contra vires & effectus eorundem per Terram, Mare, aut Aquas dulces per aliquem ipsorum Principum, eorundémve Hæredum & Successorum, vel eorundem Subditos, Vassallos, aut Alligatos, aut eorum Alligatorum Hæredes, aut Successores, in iis Amicitiis comprehensorum, Subditos vel Vassallos fuerit attentatum,

(1) Cet Article & les quatre suivans, avec partie du cinquieme, qui ne se trouvent ni dans la Copie de *Leonard*, ni dans celle de *Leibnitz*, ont été pris du Recueil de *Rymer*, Tome XII. pag. 502. & 504.

tatum, actum, vel gestum, nihilominus tamen hæc Pax sive Amicitia in suis viribus, durante termino prædicto, permanebit, & pro ipsis attentatis solummodo punientur ipsi attentantes, & damnificantes, & non alii.

Item, quod in præsenti Tractatu Pacis & Amicitiæ comprehendentur Alligati & Confederati utriusque Partis subsequenter nominati, videlicet pro parte Christianissimi Regis Franciæ, Sacra Majestas Imperialis cum Electoribus Imperii, Serenissimi Principes, Reges Castellæ & Aragonum, Hungariæ, & Bohemiæ, Neapolis, Scotiæ, Portugalliæ, & Navarræ, Potentissimique Principes, Dux & tota Domus Bavariæ, Duces Sabaudiæ, Mediolani, Lotharingiæ, Gueldriæ, Dux & Communitas Venetorum, Princeps, Civitas, & Communitas Leodiensis, Communitas Florentinorum & Sienensium, Ligæ novæ & antiquæ (a) Suetensium Confederatorum, & alii quicumque quos Rex ipse Franciæ in suis Litteris præsentis Tractatus confirmatoriis nominare voluerit; ac pro parte Illustrissimi Regis Angliæ, Sacratissimus Princeps Maximilianus, Romanorum Rex, ejusque filius Dominus Philippus, Archidux Austriæ, eorumdemque Hæredes & Successores Reges Hispaniæ, Portugalliæ, Neapolis, & Daciæ, Duces Calabriæ, & Ferrariæ, & Societas ac Communitas Hansiæ Teutonicæ, & alii quicumque, quos ipse Rex Angliæ in suis Litteris præsentis Tractatus confirmatoriis nominare voluerit. Qui quidem Alligati & Confederati prædicti, videlicet præfati Rex Romanorum ejusque filius Dominus Philippus Archidux Austriæ, infra quatuor, & reliqui infra duodecim menses Datæ præsentis Tractatus, proxime & immediate sequentes, per Litteras Magno Sigillo suo sigillatas, Principi eos comprehendenti, si per eum velint comprehendi, declarabunt & significabunt, idemque Princeps alteri Principi infra dictos quatuor menses, quoad Regem Romanorum & Dominum Archiducem ejus filium; & quoad reliquos, infra duodecim menses, per Litteras suas Magno Sigillo suo sigillatas prælatis Litteris dictæ comprehensionis declaratoriis annexas, eamdem declarationem notificabit, & priusquam prædicta notificatio, ut præmittitur, facta fuerit, dicti nominati de comprehensis nullatenus censebuntur.

(a) des Suisses.

Item, & si dictus Romanorum Rex, ejusve filius Dominus Archidux prædictus, pro se, Hæredibus & Successoribus suis atque Patriis, modo, tempore, & forma prædictis declaraverint se velle in præsenti Tractatu comprehendi, & postmodum præfatus Rex Franciæ, ejusque Hæredes aut Successores contra eos vel eorum alterum per captionem alicujus Villæ, nunc sub obedientia eorum vel alterius eorum existentis, bellum moverit, vel cum exercitu seu potentia armorum eorumdem vel eorum alterius Patrias, Terras, vel Dominia intraverit, tunc & in isto casu bene licebit præfato Angliæ Regi, ejusque Hæredibus & Successoribus, præfato Domino Regi Romanorum, ejusque filio Domino Archiduci, eorum Hæredibus & Successoribus succurrere & subvenire, præsenti Tractatu non obstante, seu in suo robore nihilominus manente. Et si præfatus Rex Romanorum, vel ejus filius Dominus Archidux prædictus, aut aliquis alius nomine eorum, vel Hæredum aut Successorum suorum, per captionem alicujus Villæ nunc sub obedientia præfati Regis Franciæ existentis, eidem Regi Franciæ ejusve Hæredibus aut Successoribus Bellum moverit, vel cum exercitu seu potentia armorum Patrias sub obedientia sua nunc existentes intraverit, tunc & in isto casu non licebit præfato Principi Angliæ eosdem juvare gentibus, Armis, vel pecunia.

Item, si per Subditos vel Adhærentes præfati Regis Romanorum, aut Domini Archiducis ejus filii prædicti, eorumve Hæredum aut Successorum, contra Jura, Patrias, aut Subditos præfati Regis Franciæ modo hostili, aut via facti aliquid fiat aut attentetur, quod in damnum & præjudicium eorumdem Principis aut Subditorum cedere possit, & præfatus Dominus Rex Romanorum ejusve filius Dominus Archidux prædictus, eorumdemve Locum-tenentes, aut Officiarii, pro Justitia & reparatione supra hoc facienda debite submoniti & requisiti, Justitiam & reparationem infra unum mensem ipsam submonitionem proxime sequentem facere denegaverint, vel neglexerint, tunc & in isto casu præfatus Rex Franciæ, ejusve Locum-tenens sive Commissarius, præfato mense elapso, sua autoritate & per viam facti ad reparationem hujusmodi faciendam procedere poterit, absque eo quod propter hoc præsens Pax seu Amicitia in aliquo rumpatur aut violetur.

Item, quod omnes & singuli habitatores, Incolæ, & Subditi Civitatis, Villarum & Baillivatuum de Tornaco, Tornesio, Mortagne, & Sancto-Amando, tanquam Subditi Regni Franciæ sint nominatim & expresse in præsenti Tractatu comprehensi.

Item, quod pro firmiori & inviolabili prædictarum Pacis, Amicitiæ, & Fœderis observantia & observatione, electi & nominati sint ex parte ipsius Christianissimi Regis Franciæ Conservatores subsequentes. Primo videlicet pro Patria & Ducatu Normanniæ, Potentissimus Princeps Dominus Dux Aurelianensis; pro Patria Linguæ Occitanæ, & aliis partibus Regni, in quibus non erunt nominati Conservatores, Potentissimus Princeps Dominus Dux de Borbonio; pro Patria & Ducatu de Guienne, Dominus Comes d'Angoulesme; pro Patria & Ducatu Britanniæ, Dominus Princeps de Orengia; pro Patriis Artesii & Picardiæ, ipse Dominus Desquerdes; pro Patria, Ducatu & Comitatu Burgundiæ, Dominus de Baudricourt; & pro partibus maritimis, Dominus de Graville, Admiraldus Franciæ, salvo Mari Aquitaneo, in cujus Districtu dictus Princeps de Orengia erit Conservator. Poteruntque Conservatores supra nominati in Patriis & Locis sibi ordinatis delegare & deputare Commissarios sub se.

Et si aliqui ex prænominatis Conservatoribus ab hac luce decederint, Successores eorum in statu Gubernatoris seu Locum-tenentis Patriarum in quibus committuntur, habebuntur, quoad hanc conservationem, loco dictorum decedentium.

Et pro parte dicti Serenissimi Principis Angliæ, præclarissimus avunculus suus Illustrissimus Dux de Bethfort, Cancellarius, Thesaurarius, & Admiraldus, Angliæ Deputatus, Custos etiam Portuum, Custos privati Sigilli, & Locum-tenens dicti Regis Caletiæ pro tempore existentes. Qui quidem Conservatores dictorum Principum, ac utriusque eorum, & duo aut unus ipsorum, ex parte sibi ipsius Principis Subditorum damnificantium, qui super hoc requiretur, vel requirentur, habeat seu habeant autoritatem & potestatem, virtute hujus Tractatus, ipsos damnificantes coram se vocandi, conveniendi & examinandi, & ipsos sic examinatos, secundum quod Justitia exigit, convertendi, & puniendi, attentata & damna contra vires hujus Tractatus illata unà cum expensis damnificatorum reficiendi & reparandi. Et si contingat ipsos Conservatores, per ipsos Principes sic ut præmittitur nominatos, vel ipsorum Commissarios super reformationem aliquorum dictorum attentatorum fore discordes, & inter eos superinde concordare non valentes, quòd eo ipso & ex tunc causa illa referatur Consilio Principis Subditorum sic damnificantium, aut, si opus sit, utriusque Principis, dum tamen dicta causa sive coram Conservatoribus, aut unius vel utriusque Principis Consilio, ventilanda summarie & de plano coram eis examinetur, & felici marte terminetur, & dictorum Conservatorum pro utraque parte Sententiæ interlocutoriæ & definitivæ præcepta & Decreta incontinenti & indilate dabuntur executioni, non obstantibus appellationibus quibuscumque.

Item, conventum & conclusum est, quòd præfatus Illustrissimus Rex Angliæ dictam Amicitiam sic inter eum ejusque Hæredes & Successores & Christianissimum Regem Franciæ atque ipsius Hæredes & Successores, ut præmittitur, contractam, atque omnia & singula Capitula prædicta in iis Litteris contenta per Litteras suas Patentes suo Magno Sigillo sigillatas, manuque propria subscriptas, & juramento vallatas, ratificabit & confirmabit, ipsamque Amicitiam & Capita sic per eum ratificata, confirmata, & jurata, per tres Status Regni Angliæ, videlicet per Prælatos & Clerum, Nobiles, & Communitates ejusdem Regni, & debite convocatos, infra duodecim menses proxime post Datam præsentium ratificari & confirmari faciet, & peræque etiam Serenissimus & Christianissimus Rex Franciæ Amicitiam & Capita antedicta per suas Litteras Patentes Magno suo Sigillo sigillatas, atque manu propria subscriptas, & juramento vallatas ratificabit & confirmabit, ipsamque Amicitiam & Capita sic per eum ratificata & jurata per tres Status Regni sui Franciæ, videlicet per Prælatos & Clerum, Nobiles, & Civitates ejusdem Regni rite & debite convocatos, infra dictos duodecim menses ratificari & confirmari faciet, atque uterque Principum prædictorum prædictam Amicitiam & omnia Capita antedicta per Sedem Apostolicam, & autoritate ejusdem, infra sex menses, dictos duodecim menses proxime sequentes, confirmari, vallari & roborari, pro viribus procurabit, & cum effectu faciet. Et insuper uterque Principum prædictorum, infra terminum

minum prædictum, instanter & cum effectu requiret Sacro-Sanctam Sedem Apostolicam, & summum Pontificem, qui ferat Sententiam Excommunicationis nunc pro tunc, & tunc pro nunc, in eum ex prædictis duobus Principibus, qui omnia & singula capita in præsenti Tractatu contenta, quatenus ipsum concernunt, non observaverit, præter & ultra Sententiam Interdicti in ejus Regna, Terras, Patrias, & Dominia, non obstante aliquo Privilegio in genere vel in specie illis aut eorum alicui sub quacunique verborum serie concesso, cui dicti Principes palam, publice, & expresse renunciant, & nos, nominibus eorumdem sufficienti autoritate in hac parte nobis attributa, renunciamus expresse in iis Scriptis. Insuper nos Serenissimi & Christianissimi Domini nostri Regis Franciæ Ambassiatores & Commissarii antedicti promittimus, & eumdem Dominum nostrum supremum Regem Christianissimum, potestate, ut præmittitur, ab ipso nobis commissa, obligamus per præsentes, quod idem Dominus noster Franciæ Rex omnia & singula præmissa ratificabit, autorisabit, & confirmabit, eaque realiter & cum effectu pro parte sua esequetur, & faciet quod præmissorum tenor exigit & requirit, suasque Litteras Patentes subinde debite confectas Magno suo Sigillo munitas, Illustrissimo Principi Confratri & Consanguineo suo carissimo Angliæ Regi supradicto, cum ad hoc debite requisitus fuerit, liberabit, liberarive faciet. In quorum omnium & singulorum Testimonium & approbationem nos Ambassiatores Franciæ supra nominati præsentes Litteras Signis nostris manualibus subsignatas Sigillo Domini Desquerdes pro nobis omnibus muniri fecimus. Datum apud Stapulas supra Mare, tertia die Novembris, Anno Domini 1492. *Sic signatum*, PHILIPPE DE CREVECŒUR. F. DE CREQUY, LOUIS DE HALLEWYN, RAOUL DE LANNOY, & J. D'AUFFAY.

Acte public, d'où il conste que la Ratification du Roi CHARLES *a été remise aux Ambassadeurs d'Angleterre.*

DIE decima quinta mensis Decembris, Anno Domini 1492. Indictione decima, Pontificatus Sanctissimi in Christo Domini nostri, Domini Alexandri divina providentia Papæ Sexti Anno primo, in nostrorum Notariorum publicorum & Testium infra scriptorum ad hæc vocatorum præsentia personaliter constituti Nobiles & potentes Domini, Dominus Gilbertus de Chabannes, Dominus de Curton, Miles Ordinis Sancti Michaelis, ac Gubernator Patriæ Lemovicensis; & Dominus Stephanus de Vese, Dominus de Grimault, Senescallus Bellicardi, & Cambellanus Ordinarius Supremi Domini nostri Regis Franciæ Christianissimi, ad hæc per ipsum specialiter ordinati & commissi, existentibus simul cum nobilibus & potentibus Dominis Domino Ægidio d'Aubenay, Milite Ordinis Garterii, Locum-tenentis Serenissimi Regis Angliæ in Calesia; Magistro Christoforo Wiswich, Decano Ecclesiæ Cathedralis Eboracensis, Magno Elemosinario Angliæ; ac Domino Joanne Riselay, Consiliario ac Milite pro corpore Regis Angliæ, Ambassiatoribus & Oratoribus dicti Serenissimi Regis Angliæ, ac ab eo specialiter commissis, eisdem Oratoribus Angliæ tradiderunt ac manualiter deliberaverunt Litteras Patentes ipsius Regis Franciæ sua manu subsignatas, & suo Magno Sigillo sigillatas, confirmatorias Tractatus Pacis & Amicitiæ inter eosdem Reges seu ipsorum Ambassiatores, apud Stapulas supra Mare, die tertia mensis Novembris proxime præterita factæ & conclusæ, in quibus Litteris confirmatoriis Litteræ Ambassiatorum Regis Franciæ in quarum dorso hæc præsens nota describitur de verbo ad verbum insertæ erant & incorporatæ. Post quarum Litterarum Regiarum traditionem dicti Ambassiatores Angliæ has præsentes Litteras Ambassiatoribus Regis Franciæ antedictis Dominis Commissariis reddiderunt & restituerunt. Lecta fuerunt hæc in Hospitio Spadæ, in Oppido Blesis Carnotensis Diœcesis, præsentibus ad hæc una cum prænominatis notabilibus Viris & nobis Notariis subscriptis Guillelmo Laveroch, Thoma Psampson, & Florimond Robertet, Secretario Regis Franciæ, Testibus ad præmissa vocatis & rogatis. *Sic signatum*, JOANNES ARNOUL, publicus autoritatibus Apostolica & Imperiali Notarius, & JUDOCUS DANSQUE, publicus Apostolica & Imperiali autoritatibus Notarius.

Ratification du Roi d'Angleterre.

HENRICUS, Dei gratia Rex Franciæ & Angliæ, & Dominus Hiberniæ: Omnibus ad quos præsentes Litteræ pervenerint, Salutem. Inspeximus quædam capita Amicitiarum aliarumque Conventionum & Pactionum inter nostros Commissarios & Ambassiatores ex una parte, & Commissarios, Procuratores, & Ambassiatores Christianissimi Principis, ac carissimi Consanguinei nostri Regis Caroli Franciæ ex parte altera apud Stapulas supra Mare, tertio die instantis mensis Novembris inita & conclusa, quorum tenores sequuntur. Nos autem appunctamenta & capitula prædicta, ac omnia & singula in eis contenta & specificata, rata habemus & grata, & ea pro nobis, Hæredibus & Successoribus nostris, quantum ad nos & ipsos attinet, acceptamus, ratificamus, & confirmamus. In cujus rei Testimonium has Litteras nostras fieri fecimus Patentes, teste meipso apud Villam nostram Calesiæ, undecima die Novembris, Anno Domini 1492. & Regni nostri octavo. *Sic signatum*, HENRI, & BLYTHE.

Ratification du Roi CHARLES VIII.

CAROLUS, Dei gratia Francorum Rex: Universis præsentes Litteras inspecturis, Salutem. Cum per Fœdera Pacis & Amicitiarum inter nos & carissimum Fratrem & Consanguineum Henricum, Angliæ Regem, Regna, Patrias, & Subditos, utriusque nomine, die tertia mensis Novembris proxime præteriti apud Stapulas supra Mare facta & conclusa, fuerit inter cætera dictum & concordatum, quod infra duodecim menses proxime tunc sequentes dictus Frater & Consanguineus noster omnia Capita Pacis & Amicitiarum per eum jurata, & suis Litteris Patentibus ratificata & confirmata per tres Status Regni Angliæ rite & debite convocatos, videlicet per Prælatos & Clerum, Nobiles, & Communitates ejusdem Regni, ratificari & confirmari faceret, & peræquè nos Amicitiam & Capita antedicta per nos jurata, & nostris Literis Patentibus ratificata & confirmata, per tres Status Regni nostri, videlicet per Prælatos, & Clerum, Nobiles, & Civitates ejusdem Regni rite & debite convocatos, infra dictos duodecim menses ratificari & confirmari faceremus. Verum quòd Congregatio trium Statuum Regni Angliæ & similiter Regni nostri non sine magnis expensis & sumptibus fieri potest: Notum facimus, quòd desiderantes sublevamini Subditorum utriusque nostrûm providere, nos absque aliqua novatione seu præjudicio in reliquis Capitulis dicti Tractatus Pacis sive Amicitiarum in ipsis & eorum quolibet in suo robore & vigore manentibus, consensimus & concordavimus, & per præsentes consentimus & concordamus. Quæ Ratificatio seu Confirmatio fienda per tres Status Regni Angliæ, & similiter per tres Status Regni nostri modo & forma in dicto Tractatu Pacis declaratis, prolongetur usque ad proximam Congregationem trium Statuum, quam ipse Frater & Consanguineus noster pro aliis agendis sui Regni Angliæ faciet, seu fieri ordinabit, & quam similiter pro agendis Regni nostri faciemus, seu fieri ordinabimus, proviso tamen quòd hujusmodi Congregatio Statuum fiat infra triennium proxime sequens, & casu quo aliqua materia non occurrat dictam Congregationem faciendi infra jam dictum triennium, ipse Consanguineus noster Rex Angliæ, & nos similiter tenebimur, & uterque nostrûm tenebitur & procurabit cum effectu, quod hujusmodi Ratificationes seu Confirmationes per Status utriusque Regni respective, qui ob causam convocabuntur infra dictum triennium, fient modo & forma in Articulis dictarum Pacis & Amicitiæ conventis. In cujus rei Testimonium Litteris præsentibus, manu nostra subscriptis, Sigillum nostrum magnum fecimus apponi. Datum Ambasiæ, die decima-tertia mensis Decembris, Anno Domini millesimo quadringentesimo nonagesimo secundo, & Regni nostri decimo. *Sic signatum*, CHARLES, *Et sur le repli*, Per Regem, Duce Aurelianensi, Comite de Liney, Dominus de Curton, d'Aubigny, de Grimault, de Dourrier, de Motvilliers, de Chandée, & des Roches, Magistro Joanne d'Auffay, & aliis præsentibus, ROBERTET. Collatio præsentis Copiæ facta fuit cum Originali in Camera Computorum Domini nostri Regis, Parisiis, die undecima mensis Januarii, Anno Domini millesimo quadringentesimo nonagesimo secundo. *Per nos*, LE BLANC, & BADOUILLER.

ANNO 1492.

Article ajouté.

CAROLUS, Dei gratia Francorum Rex: Universis & singulis præsentes Litteras inspecturis, Salutem. Notum facimus, quòd pro securiori firmitate & observatione Pacis seu Amicitiæ nuper inter nos & carissimum Fratrem & Consanguineum nostrum Henricum, Angliæ Regem, factæ & conclusæ, nos ultra Articulos in Tractatu dictæ Pacis specificatos, & per nos ratificatos, conclusimus & accordavimus, ac per præsentes concludimus & accordamus Articulum subsequentem, videlicet: Quòd dictis Amicitiis durantibus neuter nostrûm Regum, seu Hæredum nostrorum, aliquibus Rebellibus sive Proditoribus, seu Rebelli sive Proditori alterius nostrûm, qui in aliquem locum obedientiæ nostræ, seu alterius nostrûm, declinaverint seu declinaverit, quoquomodo dabit seu præstabit consilium, auxilium, favorem, aut assistentiam adversùs alterum nostrûm, qui Rebelles extiterint, seu Rebellis extiterit. In cujus rei Testimonium, Litteris præsentibus manu nostra subscriptis Sigillum nostrum magnum fecimus apponi. Datum Ambasiæ, die decima tertia mensis Decembris, Anno millesimo quadringentesimo nonagesimo secundo, Regni nostri decimo. *Sic signatum*, CHARLES. *Et per Regem*, Duce Aurelianensi, Comite de Liney, Dominis de Curton, d'Aubigny, de Grimault, de Doutriet, de Morvilliers, de Chandée, & des Roches, Magistro Joanne d'Auffay, & aliis præsentibus, ROBERTET. Collatio præsentis Copiæ facta fuit cum Originali in Camera Computorum Domini nostri Regis, Parisiis, die duodecima mensis Januarii Anno Domini millesimo quadringentesimo nonagesimo-secundo. *Per nos*, LE BLANC, & BADOUILLER.

CLIX.

13. Dec. *Instrumentum authenticum super Obligatione* CAROLI VIII. *Regis Franciæ, quâ confitetur se* HENRICO VII. *Regi Angliæ debere summam* 745000 *Coronarum auri, de quibus quotannis* 50000 *soluturum se pollicetur, & quidem sub pœna Excommunicationis à Vicario Generali Archiepiscopi Turonensis in ipsum pronunciatæ. Dat. in Ecclesia Collegiata B. Mariæ infra Castrum Ambasiæ Turonensis Diœcesis die* 13. *Decembris* 1492. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. XII. pag. 509.]

IN DEI NOMINE, AMEN.

Per præsens publicum sive autenticum Instrumentum cunctis liceat evidenter quòd, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, nonagesimo secundo, Indictione decimâ, die verò decimâ tertiâ mensis Decembris, Pontificatûs Sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri Domini *Alexandri*, divinâ providentiâ, *Papæ sexti* Anno primo, in Ecclesiâ Collegiatâ Beatæ Mariæ infra Castrum Ambasiæ Turonensis Diœcesis, & in nostrorum Notariorum publicorum, Testiúmque infrascriptorum ad hoc specialiter vocatorum & rogatorum præsentiâ, personaliter existens Serenissimus & Christianissimus Princeps CAROLUS, Dei gratiâ *Francorum Rex*, ex suâ benignitate & spontaneâ voluntate supposuit & submisit se, quoad infrascripta, Curiæ Archiepiscopali Turonensis, & *Johanni Brete* Sacræ Paginæ Professori Thesaurario Ecclesiæ Turonensis ac Reverendissimi in Christo Patris Domini *Roberti Archiepiscopi* Turonensis Vicario generali, nostræque Jurisdictioni, ipsámque nostram Jurisdictionem in eum quoad infrascripta ritè, legitimè, & debitè, ac ex certâ scientiâ suâ prorogavit, corámque nobis *Johanne Brete* Vicario generali antedicto, Judice sic in eâ parte competente, ac pro Tribunali sedente dictus Serenissimus Princeps *Carolus Franciæ Rex* recognovit & confessus fuit se, Hæredésque suos debere, teneri, & justè obligari Illustrissimo Principi *Henrico*, eadem gratiâ, *Angliæ Regi*, & ejus Hæredibus, ad solvendum eidem & ejus Hæredibus, aut ejus seu eorum Deputato vel Deputatis, Summam *centum & viginti quinque milium Coronarum auri, unaquâque Coronâ valente xxxv. Turonenses monetæ jam currentis in Francia*, pro Arreragiis debitis bonæ memoriæ *Edwardo nuper Angliæ Regi*, ratione obligationis factæ per, inclitæ recordationis, Dominum *Ludovicum nuper Francorum Regem*:

Et insuper ad solvendum eidem *Regi Henrico*, & ejus Hæredibus, aut ejus vel eorum Deputato vel Deputatis, pro expensis per eundem *Regem Henricum* factis pro defensione *Dominæ Annæ de Britannia, nunc Franciæ Reginæ*, & Patriæ Britanniæ, Summam *sexcentarum & viginti milium Coronarum auri*, sub modo & formâ subsequentibus, videlicet,

Dictus *Carolus Francorum Rex*, pro causis supradictis, & aliis considerationibus ipsum moventibus, promittit se, suósque Hæredes solvere & deliberare, solvíve & deliberari facere *Regi Angliæ* supradicto, & ejus Hæredibus aut ejus seu eorum Deputato vel Deputatis, in Villa Calesiæ primo die mensis Maii proximè futuro *viginti quinque milia Francorum in Coronis auri, valoris prædicti unoquoque Franco valente xx. Solidos Turonenses*, & primo die mensis Novembris extunc proximè sequense *viginti quinque milia Francorum in Coronis auri valoris supradicti* in loco supradicto, & sic de Anno in Annum, & de termino in terminum solvet & deliberabit, solvíve & deliberari faciet eidem *Regi Angliæ*, & ejus Hæredibus, seu eorum Deputato vel Deputatis, loco & temporibus antedictis, donec & quousque integra Summa *septingentarum & quadraginta quinque milium Coronarum auri*, ex causis supradictis dicto Consanguineo suo *Henrico Angliæ Regi* debita, eisdem & suis Hæredibus, aut ejus seu eorum Deputato vel Deputatis, per ipsum & Hæredes suos plenè & integrè persoluta & contenta fuerit, sub omnibus pœnis Ecclesiasticis & Cameræ Apostolicæ, renunciando in ea parte omni Privilegio Cauthelæ, aut Juris Beneficio, sibi competenti aut competituræ:

Insuper requisivit Nos *Johannem Brete* Vicarium antedictum tunc & ibidem in eum Sententiam excommunicationis fulminare, exnunc prout extunc, & extunc prout exnunc, nisi annuatim, sicut prædicitur, *ipsi Regi Angliæ* ejúsve Hæredibus seu ejus vel eorum Deputato vel Deputatis, loco & temporibus antedictis, solverit, solvíve fecerit Summam *quinquaginta milium Francorum in Coronis auri* valoris supradicti, donec & quousque ex causis prædictis dicta Summa *septingentarum & quadraginta quinque milium Coronarum auri* valoris supradicti, per ipsum & Hæredes suos *præfato Regi Angliæ* & Hæredibus suis plenè & integrè persoluta & contenta fuerit.

Nos igitur, *Johannes Brete* Vicarius antedictus, Deum præ oculis habentes & pro Tribunali sedentes, visis prædictis confessatis, præfatum Serenissimum *Principem Carolum* monuimus & eidem injunximus, & præsentium tenore monemus & injungimus, quòd annuatim & singulis Annis solvat, solvíve faciat in Coronis auri *eidem Regi Angliæ* & ejus Hæredibus, seu ejus vel eorum Deputato vel Deputatis, Loco & Temporibus antedictis, in Coronis auri æstimationis prædictæ Summam *quinquaginta milium Francorum* valoris supradicti, donec & quousque dicta Summa *septingentarum & quadraginta quinque milium Coronarum auri* valoris supradicti, ex supradictis causis eidem *Regi Henrico* debita, eidem & ejus Hæredibus per præfatum *Regem Carolum* & ejus Hæredes plenè & integrè persoluta & contenta fuerit; & hoc sub pœnâ Excommunicationis: quam quidem Sententiam Excommunicationis nos *Johannes Brete* Vicarius antedictus, in eundem Serenissimum Principem *Carolum Francorum Regem* exnunc prout extunc, & extunc prout exnunc ferimus & promulgamus in hiis Scriptis, nisi *præfato Regi Angliæ* & ejus Hæredibus, seu ejus vel eorum Deputato vel Deputatis, Loco & temporibus antedictis, ut præmittitur, solverit, solvíve fecerit annuatim in Coronis auri *quinquaginta milia Francorum monetæ jam currentis in Francia* valoris supradicti, ac donec & quousque dicta Summa *septingentarum & quadraginta quinque milium Coronarum auri* ex causis prædictis, ut præmittitur, eidem *Regi Henrico* & ejus Hæredibus aut ejus seu eorum Deputato vel Deputatis, per præfatum *Regem Carolum* plenè & integrè persoluta & contenta fuerit, ipsúmque sic excommunicatum publicè nunciari volumus, sicque fieri faciemus & mandabimus.

In quorum omnium & singulorum præmissorum Testimonium atque fidem, Nos *Johannes Brete* Vicarius antedictus, præsenti publico Instrumento, unà cum Notariorum infrascriptorum signis & subscriptionibus, Sigillum quo in Officio Vicariatûs utimur apponi conduximus; de & super quibus omnibus & singulis, Venerabilis & circumspectus Vir Dominus *Christoforus*

ANNO 1492.

forus Urswik Decanus Ecclesiæ Cathedralis Eboracensis, & præfati Illustrissimi *Angliæ Regis* Magnus Eleemosinarius, & Honorandus Vir Dominus & Magister *Jo. Daussay* ejusdem Serenissimi *Francorum Regis* Consiliarius, sibi & cuilibet ipsorum respectivè fieri petiit a nobis Notariis subscriptis unum vel plura publicum seu publica Instrumentum & Instrumenta.

Acta fuerunt hæc in dictâ Ecclesiâ Collegiatâ Beatæ Mariæ, sitâ in dicto Castro Ambasiæ, dictæ Turonensis Diœcesis, sub Anno, Indictione, mense, die, & Pontificatu quibus supra;

Præsentibus ad hæc Reverendo in Christo Patre & Domino Domino *Johanne de Rely Episcopo Andegavensi*, Nobilibus Viris Dominis, *Ægidio d'Abenay* Milite, Garteriæ Milite & in Calesiâ Serenissimi Principis & Domini *Henrici Angliæ* Regis præfati Locumtenente, *Johanne de Refelay* Milite, necnon *Wyberto de Cambanes Domino ac Corton* Gubernatore Patriæ Lemovicensis, *Francisco de Crequi Domino de Dourrel*, & *Radulpho de Lannoy Domino de Morvilher*, etiam Militibus; ac Honorandis Viris Dominis, *Adam Fumee* Vicecancellario, & *Johanne Daussay* præfato, sæpefati Christianissimi *Francorum Regis* Consiliariis, Testibus ad præmissa vocatis specialiter & rogatis.

Et ego Judocus Dausque *Clericus Ambianensis Diœcesis, Canonicus Insignis & Collegiatæ Ecclesiæ Sancti Audomari de Sancto Audomaro Moruiensis Diœcesis, publicus Apostolicâ & Imperiali auctoritate Notarius, quia præmissis omnibus & singulis, dum sic, ut præmittitur, agerentur, dicerentur, & fierent, unà cum discreto Juvene* Guillelmo Filleteau *etiam publico Apostolica & Imperiali auctoritatibus Notario, & prænominatis Testibus præsens interfui, eaque sic fieri vidi & audivi, ideo in notam sumpsi, a qua hoc præsens publicum Instrumentum* præfati Guillelmi *manu fideliter scriptum extraxi, confeci, & in hanc publicam formam redegi, signoque & nomine meis solitis, unà cum præfati Domini & Sacræ paginæ Professoris* Johannis Brette *Vicarii præfati Sigilli appensione signavi & publicavi, in fidem & Testimonium omnium & singulorum præmissorum requisitus & rogatus; constat michi de illâ dictione,* solvere, *positâ in fine octavæ lineæ, obmissâ in suo loco proprio, errore Scriptoris.*

J. DAUSQUE.

Et ego Guillielmus Filleteau *Clericus Malleacen. Diœcesis, publicus Apostolicâ & Imperiali auctoritatibus Notarius, quia præmissis omnibus & singulis, dùm sic, ut præmittitur, agerentur, dicerentur, & fierent, unà cum Venerabili & discreto viro Domino* Judoco Dausque *etiam Notario suprasignato, & prænominatis Testibus præsens interfui, eaque sic fieri vidi & audivi, ideo in notam sumpsi, a quâ hoc præsens publicum Instrumentum manu meâ propriâ fideliter scriptum extraxi, confeci, & in hanc publicam formam redegi, signoque & nomine meis solitis, unà cum præfati Domini & Sacræ paginæ Professoris* Johannis Brete *Vicarii præfati Sigilli appensione signavi & publicavi, in fidem & Testimonium omnium & singulorum præmissorum requisitus & rogatus.*

G. FILLETEAU.

Sigillo avulso.

CLX.

1493. 19. Janv.

FRANCE CASTILLE ET ARRAGON.

* L'Année commençoit en Espagne le 1. jour de Janvier, & en France à Pâques, ce qui dura jusques sous le Régne de *Charles* IX.

Traité entre CHARLES VIII. *Roi de France, d'une part, &* FERDINAND *&* ISABELLE, *Rois de Castille & d'Aragon, d'autre. Fait à Barcelone, le* 19. * *Janvier* 1493. [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 271. G. G. LEIBNITZ, Codex Diplomaticus, pag. 463. Observations de GODEFROI sur l'Histoire de CHARLES VIII. Roi de France, pag. 662]

FERDINANDUS & ELISABETA, Dei gratia Rex & Regina Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galliciæ, Majoricarum, Hispalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Giennis, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris & Insularum Canariæ, Comes & Comitissa Barchinonæ, Domini Biscaiæ & Molinæ, Duces Athenarum & Neopatriæ, Comites Rossilionis & Ceritaniæ, Marchiones Oristanni & Gociani: Universis & singulis præsentes Litteras inspecturis, Salutem. Sicut ex Guerrarum turbinibus, dissidiis & hostilitatibus, quæ, zizaniæ satore moliente, inter Reges & Principes, & præsertim inter finitimos, proh dolor! accidere solent, sanguinis effusio nimia, cædes multæ, incendia crebra, deprædationes innumeræ, & alia perniciosa incommoda, mala atque damna vigere consueverunt, sic è vestigio ex Pacis amænitate, amoris & concordiæ, laus & obsequium immortali Deo, & alia quamplurima & laudabilia bona resultare nemini dubium est. Quid enim melius, quidve utilius concordia & pace, sine qua nullius Regni status poterit esse diuturnus? Quid enim sanctius, quid denique pace ipsa Deo acceptius, testante Christo Jesu Redemptore nostro & dicente: In quamcumque domum intraveritis, primum dicite: *Pax huic Domui.* Et alibi: *Pacem meam do vobis, Pacem meam relinquo vobis.* Sectanda sunt igitur, in quantum humana sinit fragilitas, illius vestigia, & Doctrina ejus sanctissima amplectenda, nec minus Pax inquirenda, & totis conatibus prosequenda, juxta illud: *Inquire Pacem, & prosequere eam:* Reges enim, qui Pacem inquisiverunt, & eam sunt prosequuti, servaverunt Regna, & illa diu obtinuerunt, ac jure hereditario possederunt; quandoquidem in Amicitiæ unitate potestates firmantur, subsistitque validius, ac firmius resistit geminata virtus. Utque alia omittamus exempla, progenitores & prædecessores nostros Reges Serenissimos recolendæ memoriæ, necnon progenitores & prædecessores Christianissimi Principis CAROLI, Dei gratia Francorum Regis, Fratris & Confœderati nostri Carissimi, à magnis & diuturnis citra temporibus validissimorum nexu fœderum copulatos colligatosque beneficio & tutamini Statuum, Regnorum, & Subditorum suorum, ex eo bene consuluisse res ipsa edocuit. Inter alia igitur, quæ summe cordi gerimus, ea nos maxime cura tenet, ut Deo imprimis obsequamur, cujus voluntati tunc conformiores reddemur, si & nos & præfatus Rex Christianissimus arma simul capessentes communes vires in Hostes fidei vertamus, deinde ut Amicitiæ debitum justi amici persolvamus, amicorum enim fides in prosperis felicissimum est solatium, in adversis autem sanctissimum præsidium. Reliquum est, ut paci, quieti, & tranquilitati Regnorum nobis à Deo commissorum operam demus, eorumque rei publicæ debite consulamus, ut de talentis nobis traditis dignam sibi reddere queamus rationem. Prospicientes præterea nullas Amicitias nullave Fœdera, quæ cum quibusvis Principibus & Potentatibus iniri ad invicem possent, utiliora, tutiora, seu convenientiora, quam nostra sibi, suaque nobis impræsentiarum esse seu haberi, tum propter sanguinis vinculum, tum propter finium Regnorum & Terrarum utriusque conjunctionem, tum etiam quia ipsum Regem Christianissimum ob ingentes & præclaras ejus virtutes nedum cari pendimus, sed etiam miro amore complectimur. Ad laudem itaque, obsequium & gloriam omnipotentis Dei, ejusque orthodoxæ fidei incrementum utilitatemque, Pacem & quietem, nedum Regnorum, Terrarum, Dominiorum & Subditorum utriusque nostrum, verum etiam universæ Reipublicæ Christianæ, pro nobis & Illustrissimo Principe Joanne, Principe Asturiarum & Gerundæ, primogenito nostro Carissimo, & post felices dies nostros immediate Hærede & universali Successore, & pro aliis Successoribus ac universis Terris, Regnis, Dominiis & Subditis nostris, Amicitiam, Unionem, Ligam, Intelligentiam, & Confederationem cum prædicto Christianissimo Rege, & cum Illustrissimo Carolo Delphino Viennensi, ejus Filio legitimo & Successore, pro eis & Successoribus, Regnis & universis Dominiis & Subditis eorumdem, Ligam ipsam & Confœderationem continuando & insequendo, ac quatenus opus sit, muniendo, & ipse Rex Christianissimus nobiscum pro se, Hæredibus, Successoribus Regibus, & universis Dominiis & Subditis suis Ligam ipsam & Confœderationem continuando & insequendo, ac quatenus opus sit, muniendo, inivimus, fecimus, concordavimus, contraximus, & conclusimus, uti inimus, facimus, concordamus, contrahimus, & concludimus sub forma & Capitulis tenoris hujusmodi.

ANNO 1493.

SEQUUNTUR Articuli facti, concordati, firmati & jurati inter & per nos FERDINANDUM & ISABELLAM Dei gratia Regem & Reginam Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, Granatæ, &c. pro nobis & Illustrissimo Joanne Principe Asturiarum & Gerundæ, primogenito nostro Carissimo, & post felices dies nostros, auxiliante Deo, Hærede & Successore, & pro aliis

Anno 1493.

aliis Hæredibus nostris ac universis Successoribus, Regnis, Terris, Dominiis, & Subditis nostris ab una, & nos Carolum eadem gratia Francorum Regem, pro nobis & Carissimo filio nostro legitimo Successore Carolo, Delphino Viennensi, & pro Hæredibus & Successoribus quibuscumque, Regno & universis Terris, Dominiis, & Subditis nostris, ab alia partibus, super Amicitiis, Ligis, Intelligentiis, & Confœderationibus inter nos ad invicem factis, initis, concordatis, & juratis.

Imprimis, nos dicti Rex & Regina Hispaniæ, & Rex Franciæ, continuando & conservando Confœderationes, quæ ab antiquo fuerunt inter Prædecessores nostros Reges Hispaniæ & Franciæ, nostraque Regna & Dominia, Patrias & Dominationes, fecimus, tractavimus, concordavimus, firmavimus, & passavimus, facimusque, tractamus, & concordamus, firmamus & passimus bonam, veram, puram, integram & perfectam Ligam, Confœderationem, Concordiam, & inseparabilem Amicitiam perpetuo & cunctis futuris temporibus duraturam pro nobis, Hæredibus & Successoribus nostris, & cujuslibet nostrum. In quibus quidem Confœderationibus & Ligis comprehendimus & comprehendere intendimus & volumus omnia Regna, Terras & Dominia nostra, & cujuslibet nostrum, virtute quarum Confœderationum, Ligarum, & Amicitiarum tenemur, & teneri volumus & promittimus ad invicem, & legaliter, quod alter alteri toto posse nostro auxiliabitur & auxiliabimur, seu auxilium præbebimus adversus & contra quoscumque, & quòd nos declarabimus, & ex nunc nos declaramus, aperte unum pro altero, videlicet nos dicti Rex & Regina Hispaniæ tam pro nobis, & pro Hæredibus & Successoribus nostris quibuscumque, quàm etiam pro omnibus Regnis, Terris & Dominiis nostris, esse Colligatos & Confœderatos cum prædicto Christianissimo Rege, suisque Hæredibus & Successoribus, Terris & Dominiis quibuscumque, tam contra Anglicos ipsius Christianissimi Regis Francorum antiquos inimicos, quàm contra Regem Romanorum, & Archiducem Comitem Flandriæ ejus filium, quamdiu ipse Rex Romanorum, vel præfatus Archidux filius suus faciet vel facient Guerram & hostilitatem, & ipsi vel alter eorum reputabitur vel reputabuntur, & erit declaratus, vel erunt declarati inimici præfati Christianissimi Regis & Regni Franciæ, Hæredumque & Successorum & Terrarum ac Dominiorum suorum, quàm etiam contra quoscumque alios qui sunt, erunt, aut esse poterunt quomodolibet in futurum Inimici, malevoli & adversarii prædicti Christianissimi Regis & Regni Franciæ, Hæredumque & Successorum ac Terrarum & Dominiorum suorum per Mare & per Terram, cujuscumque status & conditionis fuerint.

Et nos præfatus Rex Francorum pro parte nostra, & pro Hæredibus & Successoribus nostris quibuscunque, & pro Regno, Terris & Dominiis nostris universis, simile facimus & faciemus, vicemque similem reddimus & reddemus præfatis Potentissimis Regi & Reginæ Hispaniæ, Hæredibusque & Successoribus suis quibuscumque, ac universis & singulis Regnis, Terris & Dominiis eorum adversus & contra quoscumque Hostes, malevolos, & adversarios prædictorum Potentissimorum Regis & Reginæ Hispaniæ, Hæredumque & Successorum suorum quorumcumque, atque Regnorum, Terrarum & Dominiorum suorum, qui sunt, erunt, aut esse poterunt quomodolibet in futurum, tam per Mare, quam per Terram, cujuscumque status & conditionis fuerint.

Item, est conventum & concordatum ad magis assecurandum prædictas Amicitias, Ligas, & Confœderationes, & pro majori earum robore & securitate inter nos Reges prædictos, Hæredesque & Successores nostros, quod ipsas easdem Amicitias, Ligas, & Confœderationes præferamus & anteponamus, uti præferimus & anteponimus omnibus aliis quibuscumque Ligis & Confœderationibus factis vel faciendis, cum quocumque Principe vel Principibus, quicumque vel qualescumque fuerint, quacumque dignitate vel autoritate fulserint, Vicario Christi excepto, & quod Ligæ ipsæ, Amicitiæ, & Confœderationes remaneant & remanebunt, easque remanere volumus in tali vigore & virtute, ac taliter, quòd si contigerit quòd aliquis ligatus & confœderatus, ligandusque & confœderandus nobiscum dictis Rege & Regina Hispaniæ, vel cum Hæredibus & Successoribus nostris, insurgerent contra & adversus eumdem Christianissimum Regem Francorum, Hæredes & Successores suos, vel quod illi tales vellent & satagerent facere Guerram tali in casu, idque notificando & notificari faciendo, nos dicti Rex & Regina Hispaniæ, nostrique Hæredes & Successores, tenebimur auxiliari & succurrere prædicto Regi Christianissimo, & suis Hæredibus & Successoribus, quemadmodum boni Fratres colligati & amici amicorum & inimici inimicorum facere debent & tenentur, sine reservatione quacumque.

Et nos Rex Francorum prædictus, nostrique Hæredes & Successores quicumque, pari modo tenemur & tenebimur simile facere, & similem vicem reddere erga ipsos Potentissimos Regem & Reginam Hispaniæ, eorumque Hæredes & Successores quoscumque in casu prædicto.

Et cum hoc, & ad magis & melius assecurandum & servandum superius declarata, nos dicti Ferdinandus & Elisabeta Rex & Regina Hispaniæ non copulabimus seu jungemus, aliquo modo, matrimonio liberos nostros, cum Regibus Romanorum & Angliæ, neque cum liberis eorumdem, neque cum aliis inimicis declaratis dicti Christianissimi Regis Francorum, absque ejusdem Regis voluntate & consensu, & quod non auxiliabimur eis, cum quibus nos præfati Rex & Regina Hispaniæ filios nostros matrimonio copulabimus contra Statum & Domum prædicti Christianissimi Regis, Hæredumque & Successorum suorum.

Item, est conventum & concordatum, quòd Illustrissimus Joannes Princeps Asturiarum & Gerundæ, primogenitus dilectissimus nostri dictorum Regis & Reginæ Hispaniæ, & post felices dies nostros Hæres & Successor noster universalis, jurabit in præsenti tenere & observare prædictas Amicitias, Ligas, & Confœderationes. Et ut æqualitas & vicissitudo servetur, nos dictus Francorum Rex promittimus, pollicemur, & juramus, quòd carissimus & dilectissimus filius noster legitimus & Successor Carolus, Delphinus Viennensis, postquam pervenerit ad ætatem Annorum duodecim, firmiter jurabit de tenendis inviolabiliter & observandis dictis Amicitiis, Ligis, & Confœderationibus.

Item, est conventum & concordatum, quòd dicti Rex & Regina Hispaniæ pro nobis, Hæredibusque & Successoribus nostris prædictis, non recipiemus seu inibimus Intelligentiam aliquam cum quovis Principe, aut alio quocumque, qualiscumque vel quicumque fuerit, quavis dignitate vel autoritate fulgeat, (ipso Vicario Christi excepto) in præjudicium cujuslibet nostrum nostrorumque Regnorum, Terrarum & Dominiorum in futurum. Si quid delictum fuerit, id revelabitur ex una parte & ex altera, adeo ut nihil fiat in præjudicium dictarum Ligarum & Confœderationum, quæ omni tempore servabuntur de puncto ad punctum.

Item, est conventum & concordatum, quòd licet nos dictus Rex Francorum simus in bona possessione usuque & titulo sufficienti ad tenendum Comitatum Rossilionis & Ceritaniæ, qua possessione carissimus Dominus & Genitor noster defunctus Ludovicus Rex Francorum, cujus animæ propitietur Altissimus, & nos usque nunc gavisi sumus. Nihilominus habentes respectum ad Ligas, Confœderationes, & Amicitias, quas nos dictus Rex Francorum, & nos etiam dicti Rex & Regina Hispaniæ, ad invicem tenere desideramus, & nos ipse Rex Francorum volentes satisfacere demandis & requestis, quæ pro parte dictorum Potentissimorum Regis & Reginæ Hispaniæ nobis factæ fuerunt, concernentibus ipsos Comitatus, promittimus ipsis Potentissimis Regi & Reginæ Hispaniæ facere dari possessionem eorum, quotiescumque ipsi Potentissimi Rex & Regina fecerint & passaverint præsentes Ligas & Confœderationes, illasque juraverint in forma consueta, & dederint securitates tam pro ipsis, quam pro bonis Villis dictorum Regnorum & Dominiorum suorum: proviso, quod toties quoties nos dictus Rex Francorum, Hæredesque & Successores nostri voluerimus & voluerint facere videri & visitari jura per nos prætensa in dictis Comitatibus, tam ratione & ex causa ingagiamenti & impignorationis, quàm aliàs qualitercumque sit, nos dicti Rex & Regina Hispaniæ, Hæredesque & Successores nostri tenebimur eligere & sumere Arbitros & Judices neutros, pro discutiendo & determinando de dictis Juribus, & tenebimur Rex & Regina Hispaniæ, Hæredesque & Successores nostri, eligere dictos Judices, & de illis formis intra unum mensem, postquam de his pro parte dicti Regis Francorum Christianissimi, Hæredum & Successorum fuerimus requisiti.

Et si nos prædicti Rex & Regina Hispaniæ, aut Hæredes & Successores nostri, recusaverimus aut recusaverint id facere, dictus Christianissimus Rex Francorum, aut ejus Hæredes & Successores poterit vel poterunt recuperare possessionem dictorum Comitatuum Rossilionis & Ceritaniæ, & promittimus obedire & acquiescere judicio quod super præmissis erit latum, & resti-

Anno 1493.

restituere prædicto Christianissimo Regi, Hæredibus & Successoribus suis, realem & actualem possessionem dictorum Comitatuum Rossilionis & Ceritaniæ, si per judicium dictorum Arbittorum & electorum inter dictas Partes vel earum Successores dictum & ordinatum fuerit, quod sic fieri debeat aut alias, quemadmodum per ipsos Arbitros & Judices neutros erit in totum dictum & determinatum.

Et si contigerit, quod Deus avertat, quòd, postquam nos Rex Francorum prædictus fecerimus & compleverimus pro parte nostra id quod dicti Serenissimi & Potentissimi Rex & Regina Hispaniæ nobis requiri fecerunt, concernens Comitatus prædictos Rossilionis & Ceritaniæ, & quod prædicti Serenissimi & Potentissimi Rex & Regina Hispaniæ, Hæredesque & Successores sui nollent integre observare & adimplere ea, quæ per dictas Ligas sunt promissa & concordata, fuerintque judicata & appunctata per dictos Arbitros & Judices neutros: tali in casu nos dictus Rex Francorum pro nobis, Hæredibusque & Successoribus nostris, poterimus recuperare pleno jure & propria autoritate, sine aliqua summatione quibuscumque personis facienda, nec alio Ministerio Justitiæ, dictos Comitatus Rossilionis & Ceritaniæ, & non faciemus, nec facere poterimus nos dicti Rex & Regina Hispaniæ, Hæredesque & Successores nostri, eum vel eos impedire, nec perturbare quoquo modo, ut dictum est, sed renunciamus in casu prædicto pro nobis, Hæredibusque & Successoribus nostris omni juri proprietatis, Dominii, & possessionis, quæ possemus prætendere aut demandare in dictis Comitatibus Rossilionis & Ceritaniæ; & poterit dictus Rex Christianissimus, suique Hæredes & Successores prædicti poterunt se ponere in tali & simili possessione & gaudentia, in qua ipse Christianissimus Rex est de præsenti.

Item, si per sententiam & judicium dictorum Arbitrorum & Judicum prædicti Comitatus Rossilionis & Ceritaniæ fuerint adjudicati nobis præfatis Regi & Reginæ Hispaniæ, vel Hæredibus & Successoribus nostris prædictis, eo in casu, ut utrinque æqualitas servetur, nos dictus Francorum Rex, Hæredesque & Successores nostri prædicti tenebimur dare pro dicta securitate & observatione dictarum Ligarum & Confœderationum, compensationem & taxationem æqualem talem, quæ erit ordinata per dictos Arbitros & Judices, qui de illis determinabunt, quemadmodum videbitur eis faciendum per rationem. Et similiter si per dictas sententias dictorum Arbitrorum & Judicum ipsi Comitatus fuerint adjudicati dicto Christianissimo Regi Franciæ, vel Successoribus suis, in eum casum nos dicti Rex & Regina Hispaniæ, seu Hæredes & Successores nostri tenebimur dare aliam talem securitatem pro observatione dictarum Ligarum, quemadmodum per dictos Judices & Arbitros erit ordinatum, & Subditi dictorum Comitatuum servire, obedire, & recognoscere in Dominum dictum Christianissimum Regem, & Successores suos, & exoneramus à subjectione, juramento, & obedientia, in quibus possent teneri nobis dictis Regi & Reginæ Hispaniæ, & Successoribus nostris prædictis, ad causam dictorum Comitatuum, absque eo quòd aliquid ab eisdem Subditis possit querelari vel peti, neque etiam quòd possint incurrere aliquas pœnas apud nos. Et ideo nos prædicti Rex & Regina Hispaniæ promittimus pro nobis, Hæredibusque & Successoribus nostris prædictis, quòd nunquam faciemus aliquid quod sit in damnum, desavantagium, & præjudicium dicti Christianissimi Francorum Regis, suarum Patriarum, Terrarum, & Dominiorum, quocumque modo fuerit, tam de facto, scitu, quàm aliàs, & ita juramus & jurabimus solemniter eis, meliori forma, & modo quibus fieri poterit, & ad hoc nos obligamus sub censuris Ecclesiæ, nostris sigillis & signaturis nostris propriis manibus munitis, antequam possessio dictorum Comitatuum Rossilionis & Ceritaniæ sit nobis prædictis Regi & Reginæ Hispaniæ tradita.

Pro quorum quidem Comitatuum traditione & deliberatione nos prædictus Francorum Rex donavimus & damus potestatem consanguineo nostro Comiti de Montpensier, vel consanguineo etiam nostro Ludovico de Ambasia, Albigensi Episcopo, accipiendi, seu adipiscendi in manibus suis Castra, Villas, Oppida & Fortalitia dictorum Comitatuum, ad tradendum & deliberandum possessionem eorum & earum prædictis Serenissimis & potentissimis Regi & Reginæ Hispaniæ, vel Commissis aut Deputatis ab eis.

Tamen antequam tradatur & deliberetur possessio dictorum Comitatuum, nos prædictus Francorum Rex intendimus & intelligimus, quòd prædicti Potentissimi Rex & Regina Hispaniæ, & Illustrissimus Joannes Princeps Asturiarum & Gerundæ, eorum primogenitus, jurabunt personaliter in præsentia alicujus personæ, per nos Francorum Regem prædictum ad eos super hoc missæ, vel mittendæ, de bene, legaliter, & integraliter custodiendis, observandis & continuandis per eisdem Regem & Reginam, Hæredesque & Successores suos, suaque Regna & Dominia, prædictas Confœderationes & Ligas. Et similiter jurabunt hoc & promittent duæ ex bonis Villis seu Civitatibus Regnorum, Terrarum & Dominiorum ipsorum, videlicet, Cæsaraugusta & Barchinona, & dabunt de hoc sua sigillata & securitates in manibus prædicti Episcopi Albiensis. Qui quidem Albiensis Episcopus jurabit & promittet, quod illa non mittet extra manus & posse suum, donec & quousque possessio dictorum Comitatuum & Dominationum fuerit & sit tradita prædictis Potentissimis Regi & Reginæ Hispaniæ.

Et cum hoc ipsi Potentissimi Rex & Regina promittent & assecurabunt de bene & legaliter tractando Subditos manentes & habitantes in dictis Comitatibus, & quòd non facient, patientur aut permittent eis fieri aliqua mala vel inconvenientia indebite in personis & bonis eorum, & signanter illis qui servierunt nobis Regi Francorum prædicto, vel Domino Regi Ludovico, quondam carissimo genitori nostro, cujus anima in pace requiescat, eo durante tempore, quo Comitatus & Dominia prædicta in manibus nostrum extiterunt.

Et hoc facto, nos prædictus Francorum Rex tenebimur & tenemur tradere & deliberare realiter & de facto possessionem prædictorum Comitatuum & Dominiorum, intra tempus quindecim dierum proxime sequentium, prædictis Potentissimis Regi & Reginæ Hispaniæ, seu Commissis & Deputatis ab eis. Respectu verò juramentorum, securitatum & sigillatorum duarum aliarum Villarum seu Civitatum prædictorum Regnorum & Dominiorum, nos prædictus Rex & Regina Hispaniæ tenebimur & tenemur fornire seu complere sigillata ipsa intra tres menses post dictam possessionem traditam. Et nos prædictus Francorum Rex simile faciemus ex parte nostra, ac similem vicem reddemus erga prædictos Potentissimos Regem & Reginam Hispaniæ, & signanter promittimus fornire seu complere juramentum Villarum seu Civitatum, Tholosæ & Narbonæ, antequam prædicta possessio tradatur.

Et erunt per gentes, Officiales & servitores prædicti Regis Christianissimi recuperatæ & acceptæ omnes provisiones tam machinarum, victualium, quam aliarum rerum existentium in dictis Villis & Castris prædictorum Comitatuum Rossilionis & Ceritaniæ pro deferendo eas vel ea in Patria Occitana, & in Loco vel Locis ipsius Patriæ, ubi dicto Christianissimo Francorum Regi magis placuerit.

Et similiter recipientur & recuperabuntur denarii terminorum escadutorum & debitorum, sicuti escadent usque in diem dictæ possessionis. Et si post dictam possessionem traditam aliquid de dictis denariis debebitur, debitores eorum compellentur ad pro eis solvendum realiter & de facto. Qui quidem denarii tradentur Thesaurario & Officiariis prædicti Christianissimi Regis Francorum, & aliis quibus deberi poterunt. Qui quidem etiam denarii, qui sunt vel esse poterunt restantes ad recuperandum, unà cum aliis denariis qui recepti fuerunt & recuperati per eumdem Regem Christianissimum à tempore quo ipse & Christianissimus Rex Ludovicus quondam genitor suus habuerunt & tenuerunt dictos Comitatus & Dominia, erunt & remanebunt utilitati suæ. Absque eo quod nunquam prædicti Rex & Regina Hispaniæ, Hæredesque & Successores sui, possint illos petere, nec de illis quicquam querelari prædicto Regi Christianissimo, vel Successoribus suis, tam pro dictis denariis receptis & recipiendis, quàm pro demolitionibus factis in Villis, Castris, Fortalitiis prædictorum Comitatuum.

Excepto tamen quod in casu quo dictus Rex Christianissimus voluerit facere demandam, vel procedere ad faciendam discussionem de juribus suis, & habendum judicium à dictis Arbitris, in eum casum quælibet Partium prædictarum poterit se juvare de omnibus & quibuscumque juribus suis, tam in principali quàm quatenus concernit fructus, redditus, demolitiones, & alia interesse prætensa per quamlibet dictarum Partium.

Et intendunt, seu intelligunt Partes prædictæ, quod manentes & habitantes in prædictis Comitatibus, & similiter Subditi prædictorum Regum, sive sint Clerici, Laici, Nobiles, aut alii qui habeant bona eis pertinentia in prædictis Comitatibus, Regnis & Dominiis, sive ad causam eorum vel uxorum suarum, aut beneficiorum, aut alias, stabunt, & revertentur in gaudentia prædictorum

ANNO 1493.

torum suorum bonorum; non obstantibus quibuscumque bannis aut confiscationibus quæ factæ fuerint ob causam servitorum & partitorum seu adhærentiarum utriusque Partium prædictarum, exceptis tamen fructibus & pensionibus perceptis, terentis seu levatis, quæ remanebant apud eos, qui illos vel illas levaverunt, retinuerunt, & receperunt; exceptis etiam fructibus & pensionibus stantibus & quæ stant usque in diem traditæ possessionis.

Et poterunt habitatores & Subditi utriusque Partium prædictarum liberead invicem communicare eundo, veniendo, & stando, si bonum eis videatur, absque eo quòd super hoc aliqualiter impediri possint.

Item, & quia Principibus seculi convenit statum Ecclesiasticum & personarum Ecclesiasticarum protegere, tueri, & munire, idcirco ad tranquillitatem habendam, & ad sedandas quascumque lites & controversias, quæ inde oriri possint, est conventum & concordatum inter Serenissimos & Potentissimos Principes prædictos, quòd Reverendi & venerabiles Patres in Christo, Georgius de Ambasia, Archiepiscopus Narbonensis, Carolus de Martigny, Episcopus Elnensis, Petrus de Ablaco, Leccorensis Episcopus, Abbasque Grassensis, Antonius Petrus de Narbona, Vabrensis Episcopus, & Abbas Fontis Frigidi, Antonius de Narbona, Arularum Abbas, Petrus de Sancto Thamant, Abbas Sancti Michaëlis de Tuxano, Ludovicus de Avenabulo, Administrator perpetuus Monasteriorum Beatæ Mariæ de Regali Perpiniani & Sancti Genesii de Fontanis, Deodatus de Narbona, Abbas Sancti Andreæ de Sureda, Antonius Vaquerii, Abbas Villa longæ, Magister Joannes Leris, Legum Doctor, Archidiaconus Elnensis, Petrus Galeti, Vicarius Elnensis, Reginaldus de Martigny, Canonicus Elnensis, & Administrator perpetuus Prioratus Beatæ Mariæ de Campo dictæ Elnensis Diœcesis, Petrus Torti, Conducterius Elnensis, & aliæ quæcumque personæ Ecclesiasticæ, obtinentes Episcopatus & Pontificales Dignitates, Abbatias, Archidiaconatus, Canonicatus, Prioratus, Præposituras, & alias quascumque Dignitates, Officia & Beneficia Ecclesiastica regularia vel secularia, curata, simplicia & non curata, in prædictis Comitatibus Rossilionis & Ceritaniæ, sive principalis fundatio ac Sedes illorum sit intra dictos Comitatus, sive extra, & signanter in Regno Franciæ, vel Dominiis illi adjacentibus, & ad causam eorum, sive ex Unione Apostolica, sive alias obtineant Villas, Oppida, Castra & Fortalitia cum mero & mixto imperio & Jurisdictione, si quod vel quæ ad causam dictarum Dignitatum, Beneficiorum, Villarum, Castrorum, Oppidorum & Fortalitiorum sibi pertinent, census, usarica, censualia, & alia quæcumque jura, redditus & emolumenta, in dictis Comitatibus, ea perinde ut antea habere pacifice, & quiete obtinere, possidere, administrare, exercere & percipere valeant, ac si essent naturales & oriundi ex dictis Comitatibus Rossilionis & Ceritaniæ, aut Principatu Cataloniæ, non obstantibus dicta Comitatuum restitutione, & quibuscomque pragmaticis Sanctionibus, Constitutionibus Cataloniæ, Edictis & Ordinationibus Regiis, vel aliis quibuscumque contrarium fortasse disponentibus, etiamsi majori expressione verborum indigerent. Reservato tamen juramento fidelitatis dictis Serenissimis & Potentissimis Regi & Reginæ Hispaniæ, & Successoribus suis præstando à superius nominatis, & ab aliis quibuscumque qui Beneficia in dictis Comitatibus possident, seu possidebunt. Ac etiam reservata eisdem Potentissimis Regi & Reginæ Hispaniæ, Hæredibusque & Successoribus suis, facultate & potestate muniendi Castra & Fortalitia * Alcaydis, Gentibus armorum, Machinis, & aliis Instrumentis servientibus ad Guerram in casu necessitatis, sine tamen præjudicio Jurium & Libertatum Ecclesiæ, ac etiam Regiarum præeminentiarum. Reservato etiam, quòd dictis Prælatis & aliis quibuscumque personis Ecclesiasticis dictas Dignitates & alia Beneficia possidentibus, per hanc concessionem non attribuatur, nec attribui possit modo aliquo majus jus in ipsis Dignitatibus & Beneficiis, & ad eas & ea, quàm eis de jure & justitia pertinet & spectat. Verùm si aliqua controversia seu quæstio oriatur super titulo seu titulis dictarum Dignitatum, aut Beneficiorum manutentis in suis possessionibus, eis qui ipsas Dignitates & Beneficia in præsentia possident, controversiæ aut quæstiones titulorum ipsarum Dignitatum & Beneficiorum per Reverendum Archiepiscopum Narbonensem Metropolitanum terminentur & decidantur. Ipsis tamen dictas Dignitates & Beneficia nunc possidentibus super possessorio illorum non turbatis seu inquietatis, donec & quousque per dictum Archiepiscopum super hoc Partibus auditis fuerit ordinatum & pronunciatum.

* C'est-à-dire, Châtelains & Gouverneurs de Citadelles.

Et si aliqui Ecclesiastici, quicumque sint, velint ad dictum Regnum Franciæ transire, aut in eodem morari, hoc libere facere possint & valeant; absque eo quòd ob eam causam in Beneficiis suis possit eis aliquod impedimentum fieri.

Et ex tenore præsentis Tractatus remittuntur & indulgentur per nos prædictos Regem & Reginam Hispaniæ omnes casus, crimina, & delicta à quibuscumque Subditis, cujuscumque status vel conditionis fuerint, commissi & facti, commissa & facta propter servitium præstitum, adhærentiamque & obedientiam per eos præstitas defuncto bonæ memoriæ Ludovico Regi Francorum, & Christianissimo Regi Francorum feliciter regnanti, ratione vel ad causam dumtaxat Guerrarum factarum occasione dictorum Comitatuum, taliter & tali forma, quòd nunc vel in futurum non possit eis aliqua molestia inferri in personis eorum aut bonis occasionaliter quomodocumque fuerit ex causa prædicta. Quin imo, præmissis non obstantibus, retineant vel recuperent bona sua, & illis utantur & gaudeant pacifice. Et simile fiat ex parte prædicti Christianissimi Francorum Regis.

Et promittetur & promittitur Viris Ecclesiasticis, Nobilibus & aliis quibuscumque dictorum Comitatuum Rossilionis & Ceritaniæ, cujuscumque status vel conditionis sint vel fuerint, quod si aliqui vel aliquis eorum velit aut velint residere vel remanere in servitio Christianissimi Regis Francorum prædicti, ei vel eis id liberum existat, & quod illi vel illis sic residentibus vel remanentibus in personis & in bonis suis, aut familiarium & servitorum suorum, non fiet aliquod impedimentum, vel disturbium, aut opprobrium directè vel indirectè; imo illi tales volentes remanere, si qui sint, vel fuerint, gaudebunt eorum bonis, revenutis, vel redditibus. Et poterunt Nobiles & alii Laici prædicti tenere in eisdem Comitatibus uxores, eorum liberos & familiam, quemadmodum & totaliter facient alii commorantes & habitatores eorumdem Comitatuum, aliorumque Regnorum & Dominiorum præfatorum Potentissimorum Principum.

Qui quidem prædicti poterunt vendere & alienare quocumque modo & titulo, per se, vel per Procuratores suos, dicta eorum bona, & pretium ipsorum bonorum suorum alienatorum in usus suos convertere, aut aliàs de ipsis disponere ad sui libitum & voluntatem; & de novo permittitur & permittetur eis ire, morari, & residere, si bonum eis videatur, in eadem Patria.

In præmissis tamen non erunt neque sunt aut intelliguntur esse comprehensi seu inclusi scelerati viri criminosi, & qui exigentibus facinoribus suis seu delictis punitionem merentur condignam. Sed ut justitia æqualiter servetur, & Reipublicæ debite consulatur, remittentur dicti scelerati criminosi seu delinquentes de una parte ad aliam, & vice mutua debito modo secundum formam Juris & Justitiæ.

Et ultra permittetur & permittitur Subditis & Vasallis quibuscumque dicti Christianissimi Francorum Regis servire & adhærere Celsitudinibus & Majestatibus prædictorum Potentissimorum Regis & Reginæ Hispaniæ. Et vice mutua permittitur & permittetur Subditis & Vasallis quibuscumque eorumdem Potentissimorum Principum Regis & Reginæ Hispaniæ servire Majestati & Celsitudini præfati Christianissimi Regis Franciæ, non obstantibus Constitutionibus & pragmaticis Sanctionibus, Legibus generalibus & particularibus Terrarum, & promissionibus seu pollicitationibus quibuscumque præmissæ facultati, & aliis prædictis contrariantibus seu repugnantibus. Quas quidem Constitutiones & pragmaticas Sanctiones, si quæ sint, præmissis contrariantes respectu prædictorum, Regiæ Majestatis prædictæ nullius esse volunt roboris atque momenti.

Item, est concordatum & conventum, quòd pro observatione Commerciorum & rei mercantilis, & ut ipsa Commercia Mercatorum, Regnorum & Terrarum prædictarum, utilius fiant & conducantur in securitate debita & ad utilitatem Reipublicæ, quod nos dicti Reges ab utraque Partium faciemus & nominabimus, videlicet quilibet nostrum pro parte sua æqualiter Conservatorem vel Conservatores, pro conservandis & manutenendis prædictis Commerciis & Mercatoribus.

De quibus omnibus supradictis fient & expedientur Litteræ in meliori forma, qua fieri poterit, pro securitate Partium prædictarum. Quas quidem Amicitias, Ligarum nexus, Uniones, Confœderationes perpetuas, Concordiamque finalem ob ejusdem Domini nostri Jesu Christi, Creatoris & Redemptoris nostri reverentiam, (sub cujus nomine omnia ad finem salutarem & perfec-

tum

ANNO 1493.

tum rediguntur) nos prædicti Rex & Regina Hispaniæ inivimus, promisimus, concordavimus, firmavimus & juravimus, inimus, pollicemur, promittimus, concordamus, firmamus, & juramus super Sancta Dei quatuor Evangelia corporaliter & manualiter per nos tacta, bona fide & in verbo Regio tenere, & inviolabiliter observare, pro nobis, Regnis, Terris, Dominiis & Ditionibus nostris, ea omnia & singula, quæ ad nos attinent, attinereque possunt & debent, singula singulis referendo, prout in iisdem Articulis continetur & cavetur, & contra ipsos & ipsam, quovis modo directe vel indirecte non contravenire, sub obligatione & Hipoteca omnium bonorum nostrorum præsentium & futurorum, necnon & sub pœna perjurii, quam Rex & Regina possunt tali casu incurrere. Et pro præmissis firmius adimplendis supposuimus & submisimus, supponimusque & submittimus personas nostras & Successorum nostrorum, Regna & Dominia nostra præfata, submissionibus, renunciationibus, obligationibus & pœnis contentis in præfatis Articulis, & pariter censuris Sanctæ Sedis Apostolicæ: volentes quòd ad majorem firmitatem prædictorum omnium & singulorum Litteræ Apostolicæ super ipsis fortiores & meliores dictamine sapientum, substantia tamen non mutata, conficiantur, easque tradere teneamur, ac etiam teneantur Successores nostri, quoties per præfatum Christianissimum Regem Francorum, carissimum Fratrem & Confœderatum nostrum, aut ejus Successores in Regno & Dominiis illi adjacentibus, fuerimus, aut fuerint requisiti. In quorum omnium & singulorum fidem & Testimonium præsentes Litteras manibus nostris signavimus, Sigillorumque nostrorum munimine jussimus roborari. Datum in nostra Civitate Barchinonæ, decimo-nono mensis Januarii, Anno à Nativitate Domini 1493. Regnorumque nostrorum, videlicet, Siciliæ Anno 26. Castellæ & Legionis 20. Aragonum vero & aliorum 15. Granatæ autem secundo. *Ainsi Signé*, YO EL REY, YO LA REYNA.

Ego Joannes de Coloma, Serenissimorum & Potentissimorum Dominorum Regis & Reginæ Hispaniæ, Dominorum nostrorum Secretarius, & Apostolica ac Regia autoritatibus publicus Notarius, hæc omnia scribi feci, de Mandato Celsitudinum suarum, eaque jussu earum manu propria signavi, in fidem & Testimonium præmissorum.

Et nos Joannes Princeps Asturiarum & Gerundæ, Dux Montisalbi, & Dominus Civitatis Balagarii, Majestatum prædictarum Serenissimorum & Potentissimorum Dominorum Regis & Reginæ Hispaniæ, parentum & Dominorum meorum colendissimorum primogenitus, in omnibusque Regnis & Terris suis generalis Gubernator, & post felices & longævos dies suos universalis Hæres & Successor, iisdem paternis motus respectibus; hujusmodi Amicitias, Ligas, Intelligentias & Confœderationes, & omnia & singula desuper contenta, in quantum ad nos attinent, vel quomodolibet in futurum attinere poterunt, promittimus & pollicemur in verbo Principis, ac etiam juramus ad Dominum Deum, & ejus Sancta quatuor Evangelia manibus nostris corporaliter tacta, tenere & observare, ac teneri & observari facere in omnibus & per omnia, juxta eorum seriem & tenorem, & contra ea directè vel indirectè non facere vel venire, sub obligatione & Hipoteca omnium bonorum nostrorum præsentium & futurorum, sub pœna perjurii quam Princeps potest in tali casu incurrere. Et pro præmissis firmius adimplendis, supposuimus & submisimus, supponimusque & submittimus personam nostram submissionibus, renunciationibus, & pœnis contentis in præfatis Articulis, & pariter censuris Sanctæ Sedis Apostolicæ, eis modo & forma, quibus prædicti Serenissimi & Potentissimi Rex & Regina, parentes & Domini nostri colendissimi, se supposuerunt & submiserunt. In quorum omnium & singulorum fidem & Testimonium præsentes Litteras manu nostra signavimus, sigillique nostri munimine jussimus roborari. Datum in Civitate Barchinonæ, decimo-nono mensis Januarii, Anno à Nativitate Domini 1493. YO EL PRINCEPE.

Ego prædictus Joannes de Coloma, Regius & Reginalis Secretarius, eisdem autoritatibus publicus Notarius, ac etiam dicti Illustrissimi Domini Principis & primogeniti Secretarius, prædicta de Suæ Serenitatis Mandato scribi feci, & manu propria signavi, in fidem & Testimonium præmissorum.

ANNO 1493.

(a) Cette Lettre & les deux Pieces suivantes sont une suite du Traité précédent, & sont tirées du Recueil de *Léonard*.

(a) *Lettre des Consuls de Perpignan, à Madame de Bourbon, qui lui mandent qu'ils veulent demeurer Sujets du Roi de France* CHARLES VIII, *& ne se point rendre au Roi d'Espagne. Du 4. Juin 1493.*

TRES-haute & puissante Princesse, & nôtre tres-redoutée Dame, plaise vous savoir, que nous vous envoions les doubles des Lettres qu'il a plû au Roi nôtre Sire nous écrire, & le double de celles que à present lui envoions, afin, Madame, que vous soiez informée de nôtre intention, comme voulons être & demeurer perpetuellemens bons Sujets du Roi & de sa Couronne, & vivre & mourir sous la sujetion d'icelle; comme plusieurs fois, Madame, vous en avons avertie. Avec ce de present, Madame, serez informée de ce qu'il a plû au Roi par ces Lettres nous declarer; comme il nous tient bons Sujets, & nous défendra contre tous.

Pourquoi, Madame, si ainsi étoit, de rendre ce Païs, & nous bailler aux mains du Roi d'Espagne, ce seroit fait au tres grand dommage, prejudice, & deshonneur du Roi & de sa Couronne, & de tout le Roiaume, & en special de son Païs de Languedoc nôtre voisin, duquel, Madame, Monseigneur & vous avez la charge; & pouvez penser, Madame, le dommage qui en peut venir, si le Roi nous baille audit Roi d'Espagne, & après ne vouloit être bon ami au Roi. Vous êtes, Madame, la Princesse de tout le Roiaume que en ce devez veiller plus que tout autre, & pour ce défendre telles choses comme nous mêmes pour beaucoup de raisons. Nous vous en avertissons, Madame, volontiers, pour la singuliere confiance qu'avons en vous, & vous suplions, & pour Dieu prions & requerons, que sur ce, par les remedes que à ce appartiendra, vous plaise y pourvoir tellement qu'il y soit remedié, & pour que tels brouilleurs & inventeurs de maux soient punis jouxte le cas; & vous plaise, Madame, d'en bien avertir le Roi, afin qu'il lui plaise de ne permettre en nulle maniere de parler, & même faire telles choses. Et vous suplions, Madame, qu'il vous plaise d'être diligente à bien défendre par justice ce present Païs & Comté, qui tant ont coûté au Roi & au Roiaume, & en special au Païs de Languedoc, & où ledit Seigneur a si bon droit, dont vous en avertirions bien, quand besoin en seroit; & que nous étant à present sous la charge de Monseigneur vôtre mari, & de Monseigneur de Montpensier, le Roiaume ni nous ne prenions un tel dommage, comme de nous bailler audit Roi d'Espagne. Madame, en ceci vous y avez vôtre interest si grand, par ce que dit est, que y devez bien penser pour y remedier; & de ce faire vous en suplions, & à tant prions à Dieu, tres-haute & puissante Princesse, & nôtre tres-redoutée Dame, qu'il vous ait en sa sainte garde. Ecrit en Perpignan le quatrieme jour de Juin. Vos tres-humbles & obeissans Serviteurs, les Consuls de la Ville de Perpignan. *Et au dos est écrit*: A tres-haute & puissance Princesse, & nôtre tres-redoutée Dame, Madame la Duchesse de Bourbonnois.

Lettre du Vicomte de Rodes à Madame de Bourbon, par laquelle il lui mande, que ceux de la Ville de Perpignan veulent demeurer Sujets du Roi de France CHARLES VIII., *& qu'ils ne se rendront au Roi d'Espagne, que par force. Du 4. Juin 1493.*

TRES-haute & puissante Princesse, & ma tres-redoutée Dame, si tres-humblement que faire puis me recommande à vôtre bonne grace, à laquelle plaise savoir, comme depuis que vous ai écrit n'est survenu aucune chose dont soit besoin vous avertir; mais toutes choses par deçà se portent bien, Dieu merci, au service du Roi, de Monseigneur, & de vous, & seront doresnavant à l'aide de Dieu, & de ce qui surviendra incontinent vous en avertirai.

Madame, depuis que le Maître d'Hôtel du Roi, Jean François, est passé en Espagne, est venu bruit en cette Ville, & selon que l'on dit est venu d'Alby, que le Roi étoit deliberé rendre cette Comté de Roussillon & Cerdaigne au Roi d'Espagne, & que ledit Maître d'Hôtel en a fait offre audit Roi d'Espagne. A cette cause, Madame, les Consuls écrivent au Roi & à vous, & se sont tirez devers moi, en me remontrant qu'ils sont deliberez vivre & mourir sous le Roi, Monseigneur,

 &

ANNO 1493. & vous, Madame, & qu'ils sont émerveillez d'un tel bruit, & que jamais ils ne seront au Roi d'Espagne, que par force; & que au cas que le Roi fût deliberé de ainsi le faire, qu'ils s'en veulent défendre par justice, & m'ont signifié que sur ce ils sont deliberez envoier devers le Roi, Monseigneur, & vous, Madame, une Ambassade, & montreut, que de tel bruit sont tres-déplaisans, & soiez certaine, Madame, que ceux qui menent tel bruit n'aiment point le service, & sont dignes de grande punition, & pour ce, Madame, vous plaise penser ce que coûte le Roussillon au Roi, & à son Roiaume, & que c'est le meilleur boulevart que peut avoir le Païs de Languedoc, duquel Monseigneur & vous avez la Charge, & les droits que le Roi y a, & les inconveniens qu'en baillant Roussillon s'en peuvent ensuivre; & de tout vous plaise, Madame, avertir le Roi, en priant Dieu, tres haute & puissante Princesse, qu'il vous donne bonne vie & longue, & accomplissement de vos desirs. Ecrit à Perpignan le quatrieme jour de Juin. Vôtre tres-humble & obeïssant Serviteur, le Vicomte de Rodes. *Et à la superscription est écrit*: A tres-haute, puissante Princesse, & tres-redoutée Dame, Madame la Duchesse de Bourbon.

Ordre du Roi de France CHARLES VIII., *à Monsieur le Duc de Bourbon, de remetre la Ville de Perpignan au Roi de Castille, & décharge de ladite Place.*

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France: A nôtre tres-cher & tres-amé Frere & Cousin le Duc de Bourbonnois & d'Auvergne, aiant de par nous la charge & garde des Places & Châtel de Perpignan, salut & dilection. Comme entre autres choses, afin de parachever les Traitez, Alliances, Amitiez & Confederations faites entre tres-hauts & tres-puissans Prince & Princesse, nos tres-chers & tres-amez Frere, Sœur, & Alliez les Rois & Reine de Castille, de Leon, d'Aragon, de Grenade, &c. nôtre Cousin le Prince leur Fils, Enfans & Successeurs, leurs Roiaume, Païs, Seigneuries, & Sujets d'une part, & nous, aussi nos Roiaumes, Païs, Seigneuries & Sujets d'autre part. Entr'autres choses nous aions accordé, comme savez assez, à iceux nos Cousins & Cousine bailler la possession des Comtez de Roussillon & Cerdaigne, sous les conditions plus à plein contenuës és Points & Articles sur ce faits, & à ces causes vous aions des pieçà ordonné mettre és mains de nôtre amé & feal Cousin & Conseiller l'Evêque d'Alby, ou autre de par lui, lesdits Châtel & Place de Perpignan, pour aprés en faire la delivrance, selon ce que dessus est dit; & à cette fin vous aions envoié & fait expedier autres nos semblables Lettres de décharge & quittance, ce qui toutefois n'a encore bonnement pû sortir effet. Parquoi nous voulant de nôtre part faire, tenir & accomplir ce que dessus est dit, & que avons juré & promis selon les conditions d'iceux Articles, avons de nouvel conclu, deliberé, & ordonné que ladite delivrance sera faite sans plus dilation. Vous mandons, & tres-expressément enjoignons derechef, que ladite Place & Châtel de Perpignan vous mettiez ou fassiez mettre & bailler par celui, ou ceux de vos Lieutenans, que vous avez commis à la garde d'iceux, és mains de nôtredit Cousin & Conseiller l'Evêque d'Alby, ou de ceux que besoin sera, ou qu'il avisera, pour aprés en faire la delivrance à nosdits Frere & Sœur les Roi & Reine de Castille, ou à leurs Commis, Procureurs & Deputez en ensuivant les conditions contenuës esdits Traité, Confederation, & Alliance, & en ce faisant du serment, & aussi de la garde & charge que vous, & vosdits Lieutenans & Commis avez euë, & encore avez pour nous desdits Châtel & Place de Perpignan, vous en demeurerez quitte & déchargé envers nous & les nostres, & par tout où il apartiendra, sans que ores ni pour le tems à venir ce puisse tourner à aucun deshonneur, ni prejudice de vous, ni des vôtres; ni que aucune chose vous en puisse être reprochée, ni demandée, ni à vosdits Lieutenans & Commis en maniere quelconque; & par la teneur de ces presentes signées de nôtre main vous en avons quitté & déchargé, quittons & déchargeons: Car tel est nôtre plaisir. Donné a Paris le septieme jour de Juillet l'an de grace 1493. & de nôtre Regne le dixieme. *Signé*, CHARLES. *Et plus bas*: Par le Roi, ROBERTET.

CLXI.

ANNO 1493. 4. Mai.

LE PAPE ET CASTILLE.

Bulle du Pape ALEXANDRE VI. *qui accorde à* FERDINAND *&* ISABELLE *Roi & Reine de Castille, & d'Arragon, le droit sur le Nouveau Monde découvert par* Christophe Colomb. *Donnée le 4. Mai*, 1493. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 472. RAYNALDI Contin Annal. BARONII, Tom. XIX. Anno 1493. Magnum Bullarium Romanum, Tom. I. pag. 466. dont on suit ici la Copie, qui s'accorde fort bien avec celle de *Raynaldus*, excepté dans l'ordre & la disposition des Paragraphes, mais celle de *Leibnitz* est très-défectueuse. [DUM.]

ALEXANDER *Episcopus servus servorum Dei, Charissimo in Christo Filio* FERDINANDO *Regi, & Charissimæ in Christo Filiæ* ELISABETH *Reginæ Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, & Granatæ, Illustribus, Salutem & Apostolicam Benedictionem.* Inter cætera divinæ Majestatis beneplacita opera & cordis nostri desiderabilia illud profecto potissimum existit, ut Fides Catholica & Christiana Religio nostris præsertim temporibus exaltetur ac ubilibet amplietur & dilatetur, animarumque salus procuretur, ac barbaricæ Nationes deprimantur, & ad fidem ipsam reducantur. Unde cum ad hanc sacram Petri Sedem, divinâ favente Clementia, meritis licet imparibus, evecti fuerimus, cognoscentes vos tanquam veros Catholicos Reges & Principes, quales semper fuisse novimus, & à vobis præclarè gesta, toti penè jam Orbi notissima demonstrant, nedum id exoptare, sed omni conatu, studio & diligentia nullis laboribus, nullis impensis, nullisque parcendo periculis, etiam proprium sanguinem effundendo efficere, ac omnem animum vestrum omnesque conatus ad hoc jam dudum dedicasse, quemadmodum recuperatio Regni Granatæ à tyrannide Saracenorum hodiernis temporibus per vos cum tanta divini nominis gloria facta testatur; digne duximus non immerito & debemus illa vobis etiam sponte & favorabiliter concedere, per quæ hujusmodi sanctum & laudabile ac immortali Deo acceptum propositum in dies ferventiori animo ad ipsius Dei honorem, & Imperii Christiani propagationem prosequi valeatis.

§. 1. Sane accepimus quod vos, dudum animo proposueratis aliquas Insulas & Terras firmas remotas & incognitas, ac per alios hactenus non repertas quærere & invenire, ut illarum Incolas & Habitatores ad colendum Redemptorem nostrum, & Fidem Catholicam profitendum reduceretis, sed hactenus in expugnatione, & recuperatione ipsius Regni Granatæ plurimum occupati, hujusmodi sanctum & laudabile propositum vestrum ad optatum finem perducere nequivistis; sed tandem, sicut Domino placuit, Regno prædicto recuperato, volentes desiderium adimpleri vestrum, dilectum filium Christophorum Columbum virum utique dignum & plurimum commendandum, ac tanto negotio aptum, cum Navigiis & Hominibus ad similia instructis, non sine maximis laboribus & periculis ac expensis destinastis, ut Terras firmas & Insulas remotas & incognitas hujusmodi per Mare, ubi hactenus navigatum non fuerat, diligenter inquireret.

§. 2. Qui tandem divino auxilio facto extrema diligentia in Mari Oceano navigantes certas Insulas remotissimas, & etiam Terras firmas quæ per alios hactenus repertæ non fuerant invenerunt: in quibus quam plurimæ Gentes pacificè viventes, & ut asseritur, nudæ incedentes, nec carnibus vescentes inhabitant, & ut præfati Nuntii vestri possunt opinari, Gentes ipsæ in Insulis & Terris prædictis habitantes credunt unum Deum Creatorem in cœlis esse, ad Fidem Catholicam amplexandum, & bonis moribus imbuendum satis apti videntur, spesque habetur, quod si erudirentur, nomen Salvatoris Domini nostri Jesu Christi, in Terris & Insulis prædictis faterentur, ac præfatus Christophorus in una ex principalibus Insulis prædictis jam unam turrim satis munitam, in qua certos Christianos, qui secum iverant, in custodiam, ut alias Insulas & Terras firmas, remotas & incognitas inquirerent, posuit, construi & ædificari fecit.

§. 3. In quibus quidem Insulis & Terris jam repertis aurum, aromata, & aliæ quamplurimæ res pretiosæ diversi generis & diversæ qualitatis reperiuntur.

§. 4. Unde omnibus diligenter, & præsertim Fidei Ca-

ANNO 1493.

Catholicæ exaltatione & dilatione (prout decet Catholicos Reges & Principes) consideratis more progenitorum vestrorum claræ memoriæ Regum Terras firmas, & Insulas prædictas, illarumque incolas & habitatores vobis, divina favente clementia, subjicere, ad Fidem Catholicam reducere proposuistis.

§. 5. Nos igitur hujusmodi vestrum sanctum & laudabile propositum plurimum in Domino commendantes, ac cupientes, ut illud ad debitum finem perducatur, & ipsum nomen Salvatoris nostri in partibus illis inducatur, hortamur vos quam plurimum in Domino & per sacri lavacri susceptionem, qua Mandatis Apostolicis obligati estis, & viscera misericordiæ Domini Jesu Christi, attente requirimus, ut cum expeditionem hujusmodi omnino prosequi & assumere proba mente, Orthodoxæ Fidei zelo intendatis, Populos in hujusmodi Insulis & Terris degentes ad Christianam Religionem suscipiendam inducere velitis & debeatis, nec pericula, nec labores ullo unquam tempore vos deterreant, firma spe fiduciaque conceptis, quod Deus omnipotens conatus vestros feliciter prosequetur.

§. 6. Et ut tanti Negotii provinciam Apostolicæ gratiæ largitate donati liberius & audacius assumatis, motu proprio, non ad vestram vel ulterius pro vobis super hoc nobis oblatæ petitionis instantia, sed de nostra mera liberalitate, & ex certa scientia, ac de Apostolicæ potestatis plenitudine, omnes Insulas & Terras firmas inventas & inveniendas, detectas & detegendas versus Occidentem & Meridiem; fabricando & construendo unam Lineam à Polo Arctico, scilicet Septentrione, ad Polum Antarcticum, scilicet Meridiem (sive Terræ firmæ & Insulæ inventæ & inveniendæ sint versus Indiam, aut versus aliam quamcumque partem,) quæ Linea distet à qualibet Insularum, quæ vulgariter nuncupantur de *los Azores y Cabo verde*, centum leucis versus Occidentem & Meridiem: ita quod omnes Insulæ & Terræ firmæ repertæ & reperiendæ, detectæ & detegendæ à præfata Linea versus Occidentem & Meridiem per alium Regem aut Principem Christianum non fuerint actualiter possessæ, usque ad diem nativitatis Domini nostri Jesu Christi proximè præteritum, à quo incipit annus præsens millesimus quadringentesimus nonagesimus tertius; quando fuerint per Nuntios & Capitaneos vestros inventæ aliquæ prædictarum Insularum; Auctoritate omnipotentis Dei nobis in beato Petro concessa, ac Vicariatus Jesu Christi, qua fungimur in Terris, cum omnibus illarum Dominiis, Civitatibus, Castris, Locis, Juribusque & Jurisdictionibus, ac pertinentiis universis; Vobis Hæredibusque & Successoribus vestris Castellæ & Legionis Regibus in perpetuum tenore præsentium donamus, concedimus, assignamus, vosque & Hæredes ac Successores præfatos illarum Dominos cum plena, libera & omnimoda potestate, auctoritate, & Jurisdictione facimus, constituimus & deputamus;

§. 7. Decernentes nihilominus per hujusmodi donationem, concessionem & assignationem nostram nulli Christiano Principi, qui actualiter præfatas Insulas & Terras firmas possederit, usque ad dictum diem nativitatis Domini Jesu Christi jus quæsitum, sublatum intelligi posse aut auferri debere. Et insuper mandamus vobis in virtute sanctæ Obedientiæ (sicut pollicemini, & non dubitamus pro vestra maxima devotione & Regia magnanimitate vos esse facturos) ut ad Terras firmas & Insulas prædictas viros probos & Deum timentes, doctos, peritos & expertos ad instruendum Incolas & Habitatores præfatos in fide Catholica & bonis moribus imbuendum destinare debeatis, omnem debitam diligentiam in præmissis adhibentes.

§. 8. Ac quibuscumque personis cujuscunque dignitatis, etiam Imperialis & Regalis, status, gradus, ordinis, vel conditionis sub Excommunicationis latæ Sententiæ pœnâ, quam eo ipso, si contrafecerint, incurrant, districtius inhibemus; ne ad Insulas & Terras firmas inventas & inveniendas, detectas & detegendas versus Occidentem & Meridiem, fabricando & construendo Lineam à Polo Arctico ad Polum Antarcticum, sive Terræ firmæ & Insulæ inventæ & inveniendæ sint versus aliam quamcumque partem, quæ Linea distet a qualibet Insularum quæ vulgariter nuncupantur de *los Azores y Cabo verde*, centum leucis versus Occidentem & Meridiem, ut præfertur, pro mercibus habendis, vel quavis aliâ de causa accedere præsumant, absque vestra, ac Hæredum & Successorum vestrorum prædictorum licentia speciali;

§. 9. Non obstantibus Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis, cæterisque contrariis quibuscumque: in illo, à quo Imperia, & Dominationes ac bona cuncta procedunt, confidentes, quod dirigente Domino actus vestros, si hujusmodi sanctum & laudabile propositum prosequamini, brevi tempore cum felicitate & gloria totius Populi Christi, vestri labores & conatus exitum felicissimum consequentur.

ANNO 1493.

§. 10. Verum quia difficile foret præsentes Literas ad singula quoque Loca in quibus expediens fuerit, deferri, Volumus, ac motu, & scientia similibus decernimus, quod illarum Transumptis manu publici Notarii rogati subscriptis, & Sigillo alicujus personæ in Ecclesiastica Dignitate constitutæ, seu Curiæ Ecclesiasticæ munitis, ea prorsus fides in judicio, & extra, ac alias ubilibet adhibeatur, quæ præsentibus adhiberetur, si essent exhibitæ vel ostensæ.

§. 11. Nulli ergo omninò hominum liceat hanc paginam nostræ Commendationis, Hortationis, Requisitionis, Donationis, Concessionis, Assignationis, Constitutionis, Deputationis, Decreti, Mandati, inhibitionis, & voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis &c. Datum Romæ apud S. Petrum Anno Incarnationis Dominicæ, millesimo quadringentesimo, nonagesimo tertio. Pontificatûs nostri Anno primo.

CLXII.

Traité de Paix entre CHARLES VIII. *Roi de France, d'une part, &* MAXIMILIEN I. *Roi des Romains, & son Fils* PHILIPPE, *Archiduc d'Autriche, d'autre. A Senlis le* 23. *Mai* 1493. [Divers Traitez, Contracts, Testamens, &c. Servant aux Mémoires de PHILIPPE DE COMINES. pag. 253. FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 354. Observations de GODEFROI sur l'Histoire de CHARLES VIII. Roi de France, pag 640. Voyez la Commission de l'Archiduc d'Autriche par raport à l'execution de ce Traité, sous le 30. Avril 1495.]

23. Mai.

FRANCE ET AUTRICHE.

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront. Comme depuis nôtre avenement à la Couronne aions desiré de tout nôtre cœur, & à tres-soigneuse cure & diligence requis & pourchassé le salut, repos, & soulagement de nôtre Peuple, & pour à ce parvenir, connoissant que Paix est le Souverain bien, que le Roi des Rois Dieu nôtre Createur, duquel seul tenons nôtre Roiaume, ait laissé aux mortels; que par bonne & seure Paix tous biens affluent, & que au moien d'icelle la justice, par laquelle les Rois regnent, est élevée & exercée, comme l'experience des choses passées le démontre, nôtre Roiaume est non seulement ferme & stable, mais grandement accru & exhaussé; & qu'au contraire, par Guerres & divisions aviennent maux innumerables, à l'insupportable foule, oppression, & affliction du pauvre Peuple, aions à la louange de nôtredit Createur, seul Auteur de Paix & par le conseil & avis des Seigneurs de nôtre Sang, & Gens de nôtre Conseil, pris, fait, & conclu bonne Paix, Union & Amitié avec les Rois & Princes de la Chretienté, qui par ci-devant avoient été en Guerre contre nous & nôtre Roiaume, & ne restoit seulement que pacifier & accorder aucuns diférends, qui étoient entre nous & nos tres-chers & trés-amé Frere & Cousins le Roi des Romains & l'Archiduc PHILIPPE son fils, pour ausquels mettre fin, aprés que par plusieurs fois nosdits Frere & Cousins avoient fait avertir aucuns nos speciaux serviteurs, que de leur part ils desiroient la pacification desdits diférends, & de vivre dorenavant avec nous en bonne Fraternité, Union, & Amitié, ainsi que de nôtre part l'avions toûjours desiré, nous eussions ordonné, qu'aucunes journées & communications fussent tenuës tant sur les Marches de nôtre Païs de Bourgogne, que de nôtre Païs de Picardie, ausquelles se sont trouvez les Ambassadeurs & Commis envoyez de par nous, & aussi les Ambassadeurs & Commis envoiez de par nosdits Frere & Cousins, lesquels, aprés aucunes communications euës en chacun desdits lieux, eussent avisé, que pour ensemble entendre & conduire lesdites matieres à brieve & fructueuse issuë, étoit expedient que eux tous se trouvassent & assemblassent lés nous en cette nôtredite Ville & Cité de Senlis.

A laquelle journée & assemblée il a plû à la Sacrée Imperiale Majesté envoier nôtre tres-cher & bien amé

l'Evêque

l'Evêque d'Aichſtad, & nôtre Couſin le Comte de Solre, & autres les Conſeillers & Orateurs, Ambaſſadeurs & Commis, pour moienner & aider à la pacification deſdits diférends, par le moien deſquels, aprés pluſieurs pourparlers & communications eues à diverſes fois & en divers lieux entre noſd. Ambaſſadeurs & Commis, & ceux de noſdits Frere & Couſins, ils aient acordé bonne Paix finale, Union, & Amitié entre nous, nôtre tres-cher & tres-amé Fils le Daufin, nos Roiaumes, Pais & Seigneuries, Serviteurs & Sujets d'une part; & noſdits Frere & Couſins le Roi des Romains, & l'Archiduc Philippe, ſon fils, tant en leur nom, que pour & au nom de nôtre tres-chere & tres-amée Couſine Marguerite d'Auriche Fille de nôtredit Frere, & Sœur de nôtredit Couſin l'Archiduc, leurs Païs, Seigneuries, Serviteurs & Sujets, d'autre; ſelon & ainſi qu'il eſt plus au long contenu és Articles de ladite Paix, deſquels la teneur s'enſuit:

1. AU nom & à la loüange de Dieu le Pere, le Fils, & le Saint Eſprit, de la tres-glorieuſe Vierge Marie, & de toute la Cour celeſte, bonne Paix, Union, Alliance, & Amitié à toûjours, a été & eſt faite, promiſe & jurée entre le tres-Chretien Roi de France, Monſieur le Daufin, leurs Roiaumes, Païs, Seigneuries, Serviteurs & Sujets, d'une part; & le Roi des Romains, toûjours Auguſte, & Monſieur l'Archiduc Philippe, ſon Fils, tant en leurs noms, que au nom de Madame Marguerite d'Autriche, Fille d'icelui Seigneur Roi des Romains, & Sœur de mondit Seigneur l'Archiduc, pour eux, leurs Païs & Seigneuries, Serviteurs & Sujets, d'autre part; par laquelle toute rancune, haine, & malveillance des uns envers les autres ſont abolies & éteintes, & toutes injures de fait ou paroles oubliées & remiſes, & de ce jour en avant iceux Seigneurs Rois, & Meſſeigneurs leurs Enfans, s'entr'aimeront, cheriront, & favoriſeront l'un l'autre, à ſavoir leſdits Rois comme Freres & bons amis, & meſdits Seigneurs leurs Enfans, comme bons parens les uns des autres.

2. Item. Qu'enſuivant ce que ledit Seigneur Roi tres-Chretien fit aprés le mariage de lui & de la Reine, dire & declarer par ſes Ambaſſadeurs qu'il envoia devers iceux Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, qu'il deſiroit de renvoier par delà ladite Dame Marguerite, & la feroit conduire honorablement ſelon ſon état, en tel Lieu ou Ville qu'il ſeroit aviſé, & à cette fin l'avoit fait mener & conduire juſques en la Ville d'Amiens, il a derechef fait dire & declarer auſdits Ambaſſadeurs, que toûjours il a été & encore eſt de cette même intention & vouloir, & pour mettre la choſe à execution, a offert & offre de, à ſes dépens, dedans le troiſieme jour du mois de Juin prochainement venant, la faire partir de la Ville de Meaux, où elle eſt preſentement, & d'illec la faire mener & conduire honorablement, ſelon qu'à l'état d'elle appartient, en la Ville de Saint-Quentin, & néanmoins dés maintenant la mettra és mains des Ambaſſadeurs deſdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, pour, avec ceux que le Roi ordonnera, la mener & conduire audit Lieu.

3. Item. Que madite Dame illec venuë, elle ſera pleinement delivrée és mains des Commis à ce, aians pouvoir deſdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, de la recevoir, en baillant par leſdits Commis aux gens d'icelui Seigneur Roi tres-Chretien aquis & décharge ſufiſante, contenant que leſdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc en leurs noms, & auſſi comme Pere & Frere de mad. Dame Marguerite, au nom & eux faiſans fors d'elle, connoîtront, que icelle leur a été rendue, ou à leurſdits Commis, déchargée de tous liens de Mariage & autres obligations, & que de ce, enſemble de toutes promeſſes, obligations & ſcellez, qui touchent la perſonne d'elle, ils tiennent quitte & déchargé ledit Seigneur Roi tres-Chretien, & tous autres qu'il apartiendra, & auſquels la choſe peut toucher; & pareille reconnoiſſance, declaration, & quittance ſera par ſerment madite Dame Marguerite, aprés qu'elle ſera és mains de ceux qui ſeront commis à la recevoir és Païs deſdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc.

4. Item. Que le Roi tres-Chretien & Monſeigneur l'Archiduc demeureront entiers à pourſuivre, ſoutenir, & recouvrer chacun d'eux par voie amiable, ou de juſtice, & non autrement, ſous tels droits & actions qu'ils entendent & pretendent avoir és choſes, qui ne ſont apointées & decidées par cette Paix, & mêmement demeure mondit Sieur l'Archiduc entier en tous droits, querelles, & actions qu'il maintient avoir aquis par le Traité de l'an quatre vint & deux, eſquels il n'a renoncé ni renonce, & le Roi demeure auſſi entier à ſoutenir & debatre au contraire.

5. Item. Que les Comtez de Bourgogne, Artois, Charolois, & Seigneurie de Noiers, ſeront dés maintenant rendues par le Roi & tous autres qu'il apartiendra au Roi des Romains, comme Pere & Mainbourg de mondit Seigneur l'Archiduc, & à icelui Monſeigneur l'Archiduc, pour en jouir en tous droits & profits, ainſi & par la maniere que d'ancienneté en ont joüi les Predeceſſeurs de mondit Seigneur l'Archiduc, ſauf eſdits Comtez d'Artois, Charolois, & Seigneurie de Noiers les Droits Roiaux, Reſſort, & Souveraineté, & autres Droits apartenans au Roi; & auſſi que les Villes & Châteaux de Heſdin, Aire, & Betune, étans preſentement en l'obeïſſance du Roi, demeureront en la garde de Monſieur Deſquerdes Maréchal de France, lequel les gardera, ſans les frais & dépens de mondit Seigneur l'Archiduc, autres que des gages anciens & droits qu'ont accoûtumé prendre les Capitaines deſdites Places, & ſera ſerment au Roi, & promettra de les bien garder à ſa ſeureté pour les droits à lui apartenans, & à mondit Sieur l'Archiduc de la lui garder auſſi à ſa ſeureté, auſſi pour les droits à lui apartenans; & que eſdites Villes & Châteaux il ne mettra aucuns gens de Guerre, ou autres, que pour la garde d'icelles, & non pour porter prejudice ou dommage au Roi ou à mondit Seigneur l'Archiduc, leurs Roiaumes, Païs, Sujets, Terres & Seigneuries; & le Roi & mondit Seigneur l'Archiduc promettront, & dés maintenant promettent par cette Paix, de non lui ordonner du contraire, & s'ils le faiſoient, le déchargent en ce cas de tous ſermens, le tout juſqu'à ce que mondit Seigneur l'Archiduc ait accompli l'âge de vint ans, qui ſera la ſurveille de la nativité de Jean-Baptiſte, l'an 1498.

6. Item, que mondit Seigneur l'Archiduc venu audit âge, aprés avoir fait au Roi la feauté & hommage pour les Païs, qui ſont tenus de ſa Souveraineté, ou qu'il aura deuëment & ſufiſamment, ſelon la nature des fiefs, offert & preſenté par effet, faire leſdits feautez & hommages, le Roi ſera tenu de faire mettre & delivrer par icelui Sieur Deſquerdes & autres qu'il apartiendra, ceſſant toutes excuſes, leſdites trois Villes & Chaſteaux és mains de mondit Seigneur l'Archiduc, ou ſes Commis; & de ce faire baillera dés maintenant icelui Sieur Deſquerdes ſon ſeellé, & auſſi en aura décharge & ordonnance du Roi.

7. Item, que ſi mondit Sieur Deſquerdes alloit de vie à trépas, avant qu'icelui Monſeigneur l'Archiduc ſoit venu audit âge, celui ou ceux qui ſeront en ſon lieu ordonnez & commis de par le Roi à la garde deſdites trois Villes & Châteaux, feront avant qu'ils aient aucune Adminiſtration touchant ladite garde, ſemblables ſermens & promeſſes, en baillant leurs ſeellez, comme dit eſt ci-deſſus dudit Sieur Deſquerdes; & auſſi le Roi ſera tenu de par eux, & tous autres qu'il apartiendra, rendre ou faire rendre à mondit Seigneur l'Archiduc, ou à ſes Commis, leſdites Villes & Châteaux, lui venu audit âge, aiant fait audit Roi leſdites foi & hommage, ou leſdits devoirs tels que deſſus eſt dit.

8. Item, que durant ledit tems & juſqu'à ce que mondit Seigneur l'Archiduc ait accompli l'âge que deſſus, & fait leſdits devoirs, les Officiers de Juſtice & Receveurs du Domaine, & autres Officiers, deſquels la diſpoſition apartient au Comté d'Artois, qui preſentement ſont eſdites trois Villes de Heſdin, Aire, & Betune, ſeront entretenus & continuez en leurs Offices, en prenant commiſſion de mondit Seigneur l'Archiduc, en lui faiſant ſerment en tel cas requis.

9. Item, que quant à la Cité lés Arras, le revenu & temporel ſera rendu & delaiſſé à l'Evêque & Chapitre dudit Arras, auſquels il apartient ſous le reſſort ordinaire du Bailliage d'Amiens, en la maniere accoûtumée. Et quant au Capitaine, le Roi auquel apartient en diſpoſer, ſera content d'inſtituer celui qui de preſent y eſt, ou ſera durant ledit âge nommé de par Monſeigneur l'Archiduc, aux gages accoûtumez, en faiſant par ledit Capitaine ſerment au Roi, que durant ledit âge il ne fera ni ſouffrira être fait en ladite Cité, aucune choſe au prejudice & dommage du Roi, ni de ſon Roiaume. Mais mondit Seigneur l'Archiduc venu audit âge, ladite Cité ſera pleinement remiſe en la main du Roi, pour en diſpoſer, & y mettre Capitaine & Gardes, tels que bon lui ſemblera.

10. Item, que par cette Paix les Maiſons de Flandres & d'Artois à Paris, & la Maiſon de Conflans hors Paris, ſeront rendues & delivrées au Roi des Romains,

comme

Anno 1493.

comme Pere & Mainbourg d'icelui Monſieur l'Archiduc, ou autres Commis.

11. Item, que mondit Seigneur l'Archiduc ſera tenu en ſurſeance, ſi bon lui ſemble, de reprendre le fief du Roi, & lui faire Hommage des Terres & Seigneuries étans de ſa Souveraineté, juſques à ce qu'il ait accompli ledit âge de vint ans, ſans que cependant le Roi, ou ſes Officiers, y puiſſent aſſeoir ſa main, par faute d'hommage non fait, mais auſſi dés maintenant, & nonobſtant leſdits devoirs ou repriſes non faits, le Roi, ſes Juges & Officiers, auront la jouiſſance des Reſſorts, Souveraineté, & autres droits, qui d'ancienneté ont appartenu aux Rois de France, & dont les Juges & Officiers Roiaux ont accoûtumé connoître & jouir.

12. Item, que le Roi jouira des Comtez de Mâconnois, Auxerrois, & Bar-ſur-Seine, ainſi & par la maniere qu'il en jouit de preſent, juſques à ce qu'il ſoit connu & decidé des droits & actions pretenduës par chacune des Parties.

13. Item, & aprés la delivrance & reddition faite de madite Dame Marguerite, enſemble des Païs deſſuſdits ſelon ce preſent Traité, & les ſeuretez & ſcellez baillez pour la reſtitution des trois Villes, ſelon que dit eſt deſſus, les Princes, Seigneurs, Villes & Communautez de ce Roiaume, ſeront & demeureront acquitez & déchargez des ſcellez par eux baillez en l'an mille quatre-cens quatre-vint-deux, en tant que touche la reſtitution deſdits Païs, & auſſi de la perſonne de madite Dame Marguerite; & demeureront leſdits ſcellez ſeulement en valeur pour autant qu'il peut toucher les droits, querelles, & actions reſervez par ce Traité; à ſavoir, à mondit Seigneur l'Archiduc, tels droits qu'il prétend lui avoir été aquis par le Traité dudit an mille quatre-cens quatre-vints-deux; & au Roi de pouvoir debatre & ſoûtenir le contraire, comme deſſus eſt dit, & ſera cette décharge écrite au dos deſdits ſcelles.

14. Item, que les Benefices, qui ſont de patronage lay eſdites Comtez d'Artois, de Bourgogne, Charolois, & Seigneurie de Noiers, qui ont été donnez par le Roi tres-Chrétien, ſes Lieutenans ou Commis, juſques au jour de cette Paix, demeureront à ceux qui en ont eû collation ou preſentation dudit Seigneur Roi, ſeſdits Lieutenans ou Commis.

15. Item, que les Sujets d'un parti ou d'autre pourront hanter & converſer marchandement, & autrement, les uns avec les autres, & en châcun deſdits Partis, mener & faire conduire par Mer, par Terre, & par Eau douce, leurs biens, vivres, danrées & Marchandiſes, en toute ſeureté, ſans qu'il ſoit requis pour eux de prendre ou lever aucuns ſauf-conduits, en paiant en châcun Parti les anciens ton-lieux, dettes & droits, qui ſe ſont accoûtumez paier & lever en tems de Paix, & ceſſant les nouvelles exactions, qui en tems de Guerre ſe ſont levées en châcun Parti ſur les Sujets de l'autre Parti, ou les danrées & Marchandiſes qui y ont été menées.

16. Item, que en cette Paix ſont expreſſément compris comme Sujets & appartenans au Roi, les Citez, Villes, & Bailliages de Tournai, Tourneſis, Mortagne, & Saint-Amant; enſemble les Evêques, Abbez, gens d'Egliſe, Nobles, Bourgeois, & autres Sujets & habitans d'iceux.

17. Item, que auſſi en cette Paix ſont compris les Alliez de châcun Parti ci-aprés nommez, enſemble leurs Païs, Terres, Seigneuries, Serviteurs & Sujets, qui compris y voudront être, & dont ils ſeront tenus faire déclaration, à ſavoir, ceux qui ſeront dénommez Alliez, aians leurs Terres & Seigneuries par-deçà la Mer & les Monts, dedans quatre mois; & les autres plus lointains, dedans l'an; & ſe fera ladite Declaration par Lettres Patentes deſdits nommez Alliez, qu'ils envoieront au Prince, qui les aura nommez Alliez, lequel par ſes Lettres Patentes où ſeront inſerées leſdites Lettres de Declaration, en avertira dedans ledit tems le Prince de l'autre Parti, & leſdites Declarations & devoirs faits, ceſſeront toutes voies de fait, & exploits de Guerre & d'hoſtilité à l'encontre deſdits Alliez, leurs Païs, Terres, Seigneuries, Serviteurs & Sujets.

18. Item, que par ce preſent Traité de Paix a été d'un commun conſentement declaré & accordé, que l'Evêque de Cambray, Comte de Cambreſis, les gens du Clergé, de la Loi, Manans, & habitans de ladite Cité, la Ville de Chaſtel en Cambreſis, toute ladite Comté, les Châteaux, Forts, Places, & Villages dudit Païs de Cambreſis, & les habitans d'iceux ſeront, compris en cette Paix, & jouïront des biens, rentes, & revenus qu'ils ont en châcun Parti, & pourront hanter & frequenter en iceux marchandement, & autrement, comme de tout tems ils ont accoûtumé faire en tems de Paix; & ſeront quant à ce entretenus en leurs anciens Droits, Franchiſes, & Libertez, & auſſi en nouveaux Octrois & ſeureté qu'ils ont obtenus de châcuns deſdits Princes: & ſi aucun, de quelque Parti que ce ſoit, faiſoit entrepriſe de fait ſur leurs perſonnes & ſur leurs biens, les Conſervateurs nommez par cette Paix, ſous leſquels ſe trouveront celui ou ceux qui auront ou auroient fait ladite entrepriſe, en feront faire prompte reparation & punition, comme d'infracteurs de Paix.

19. Item, que par cette Paix eſt faite abolition generale, rappel de tous bans, defauts & contumaces, pour les Serviteurs ou Sujets d'un parti & d'autre, pour quelques cas, crimes, delits, & offenſes procedans de fait de Guerre, querelle ou partialitez, que l'on pourroit impoſer auſdits Serviteurs ou Sujets, à ſavoir, que le Roi de ſa pleine puiſſance & autorité Roiale fait à tous Serviteurs ou Sujets, tant des Païs de Bourgogne, que des Païs de par-deçà, qui ont tenu le parti d'iceux Seigneurs Roi des Romains, & Monſeigneur l'Archiduc, ſuppoſé qu'ils ſoient des Païs étant ſous la Souveraineté du Roi, pleine, & entiere abolition de, & pour quelconques cas commis ou perpetrez par leſdits Sujets ou Serviteurs, ſoit en aiant tenu le parti deſdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, ou les aiant ſervi en leurs Guerres, aidé, & favoriſé de conſeil, ou autrement, en quelque autre maniere que ce ſoit ou puiſſe être, avoir offenſé & delinqué contre ledit Seigneur Roi tres-Chretien, & leur remet, quitte, & pardonne le Roi, toutes offenſes & peines corporelles & civiles, enſemble toutes peines & amendes adjugées au tems paſſé, impoſant ſur ce ſilence perpetuel à ſon Procureur, ſans qu'il ſoit beſoin auſdits Sujets & Serviteurs, enſemble ou à part, obtenir particuliere abolition ou pardon, & neanmoins ceux qui en voudront avoir Lettres en particulier, les auront ſans aucuns frais.

20. Item, & pareille abolition eſt faite par ledit Seigneur Roi des Romains & Archiduc, pour tous ceux qui ont tenu le parti du Roi, & icelui ſervi, conſeillé, aſſiſté, & favoriſé au fait de ſes Guerres, ou autrement; & neanmoins eſt à entendre, que par l'abolition qui ſe fait par cette Paix aux Sujets d'un parti & d'autre, n'eſt prejudicié ou nui aux abolitions, qui ont été faites par les Traitez precedens, aux Sujets & Serviteurs d'un parti & d'autre, pour cas procedans du fait deſdites Guerres avenuës paravant leſdits Traitez.

21. Item, que tous Prelats, comme Evêques, Abbez, Commandeurs, Doiens, Archidiacres, Prevoſts, Prieurs, & autres, de quelque dignité qu'ils ſoient, Chapitres, Couvents, Colleges, & Egliſes pareillement, gens Nobles, Corps de Villes, Communautez, & les Particuliers Sujets ou Serviteurs de châcun parti, de quelque état ou condition qu'ils ſoient, retourneront par cette Paix à la jouiſſance de leurs Dignitez, Benefices, Fiefs, Terres, Seigneuries, & autres Heritages, deniers de mariage, d'heritages, rentes heritieres & viageres, dûes, tant ſur les Domaines des Princes, que ſur Corps des Villes, Egliſes, ou Particuliers, quelque part que leſdits biens & heritages ſoient ſituez ou aſſis, ou que ceux qui les doivent ſoient demeurans, au Roiaume, ou hors du Roiaume, pour en jouir & poſſeder depuis le jour & date de cette Paix, en tel état qu'ils les trouveront, qui eſt à entendre, que ceux qui retourneront à leurs biens par cette Paix, ſeront entretenus, & gardez en pareille poſſeſſion & jouiſſance de leurs Dignitez, Benefices, & autres biens, qu'eux ou leurs Predeceſſeurs étoient paravant l'empêchement ſurvenu à cauſe des Guerres depuis l'an mille quatre cens ſeptante, & dont, à l'occaſion deſdites Guerres, & durant icelles, ils auroient été depoſſedez, nonobſtant quelconques dons ou diſpoſitions à tems, ou à toûjours faits au contraire, pour cauſe deſdites Guerres, par le feu Roi Louïs, ou le Roi preſent, de ce qui eſt de leur parti; & pareillement nonobſtant ſemblables dons faits par le feu Duc Charles, leſdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, des biens étans en leurs Partis, nonobſtant auſſi quelconques Declarations de Confiſcations, Sentences ou Arreſts rendus par contumace, qui pour le bien de cette Paix ſont mis au neant, & declarez nuls, nonobſtant encore quelconquez venditions d'iceux heritages, ou rachats deſdites rentes, ſi aucuns s'en trouvoient avoir été faits durant leſdites Guerres, à ceux ou par ceux qui ont eû don deſdits heritages ou rentes.

22. Item, que pour l'execution de l'Article precedent, les Juges ordinaires des Lieux ou leurs Lieutenans en

ANNO 1493.

en chacun Parti, seront tenus de remettre, restituer, & reintegrer sommairement & de plain, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles, les Sujets de chacun Parti, qui par le benefice de cette Paix, retourneront en leurs biens. Et s'il est besoin d'avoir main forte pour les appointemens, & provisions des Juges ordinaires ou leurs Lieutenans, les Princes ou leurs Lieutenans en chacun Parti, la feront bailler, & ne se bailleront ou dépêcheront és Chanceleries, ou Chambres de Conseil desdits Princes, Lettres ou Provisions aucunes, pour empêcher, retarder, ou dilaier le retour des Sujets de chacun Parti à leurs biens: mais lesdits Sujets remis en la jouïssance de leursdits Benefices, heritages ou biens, si aucuns y veulent demander aucun droit, ils y répondront pardevant les Juges, ausquels la connoissance en devra appartenir.

23. Item, que sur cet Article de retourner à ses biens, seront compris les anciens Serviteurs de feus les Ducs Philippe & Charles, qui depuis le trépas dudit Duc Charles se sont renus au parti & obeïssance du Roi, lesquels, par vertu de cette Paix, jouïront des pensions & provisions de vivres à eux donnez, & assignez, dés le vivant d'icelui Duc Charles, sur les Domaines des Comtez d'Artois & Bourgogne.

24. Item, que si aucuns heritages ou rentes ont été vendus par Decret rendu par contumace, pour dettes & Hipoteques, dont les debiteurs fussent en parti contraire, lesdits debiteurs, ou leurs heritiers, pourront dedans l'an, à compter du jour de la Publication de cette Paix, retourner ausdits heritages ainsi vendus, en satisfaisant à la dette pour laquelle ils auroient été vendus & decretez avec les frais des criées; & si dans ledit tems ne satisfont audit dû, le Decret demeurera en sa force; sauf toutefois que si le debiteur vouloit denier la dette, ou proposer paiement, il y sera reçû, en nantissant les deniers, comme s'il fût comparu, & eût été ouï pour empêcher l'effet de l'adjudication dudit Decret; entendu aussi que les debiteurs, qui par vertu de cet Article retourneront à leurs heritages vendus par Decret, seront chargez des rentes, dont iceux heritages étoient chargez avant ladite adjudication; & encore s'il se trouve que ladite adjudication soit faite par defaut pour dettes purement personnelles, desquelles lesdits detteurs eussent obtenu don & quittance au Parti & obeïssance où ils sont demeurans, en ce cas lesdits debiteurs, ou leurs heritiers, pourront dedans l'an retourner de plain droit à leurs heritages, ainsi vendus par defaut & contumace; & pareillement en toutes autres matieres Ecclesiastiques ou profanes, tous defauts ou contumaces données contre les absens pour cause desdites Guerres, se pourront purger & rabattre dedans l'an, & s'entend le retour ausdits biens immeubles, non seulement de ceux dont les Sujets d'un Parti & d'autre ont été depossedez au moien desdites Guerres, mais de ceux qui leur sont succedez & échûs par succession, *ab intestat*, par testament, don, ou autre titre, supposé qu'au jour desdites écheances, ceux qui retourneront fussent demeurans en l'un des Partis, & ceux ausquels ils entendent succeder, soient trépassez en l'autre Parti; & si auront lesdits Heritiers ou Successeurs, terme, & souffrance de trois mois, depuis le jour de la Publication de cette Paix, pour relever les fiefs & heritages à eux advenus des Seigneurs de qui ils sont tenus.

25. Item, que quant aux fruits & levées des heritages, ou rentes donnez par recompense en chacun Parti par Lettres des Princes, leurs Lieutenans, ou Commis, tout ce qui a été levé, donné, ou quitté depuis les Guerres & divisions commencées en l'an mille quatre cens septante, & durant icelles, jusques au jour de cette Paix, demeurera levé, donné, & quitté; sauf toutefois que s'il y avoit aucuns heritages, qui par Sentence de Juge competant, donnée, Parties ouïes, fussent adjugez aux crediteurs pour arrerages de rentes, desquels arrerages a été fait don ou quittance, ledit don ou quittance, n'auront lieu que pour les arrerages échûs en tems de Guerre depuis ladite Sentence, & non pour ceux, qui paravant & en tems de Paix seront échûs, & pour lesquels lesdits heritages auroient été adjugez.

26. Item, & au regard des meubles, qui ne seront levez ou transportez, mais se trouveront sur les heritages aux lieux ausquels lesdits Sujets de chacun Parti retourneront, & aussi quant aux dettes & arrerages, qui n'ont été donnez & levez, & dont n'est procés, ils appartiendront ausdits Sujets, & non à ceux qui auroient don general de leurs biens meubles.

27. Item, que pour avoir la jouïssance des Dignitez, Benefices, Fiefs, Heritages, & autres biens, que les Serviteurs, ou Sujets de l'un des Partis, ont ou auront en autre Parti, ils ne pourront être contraints à faire residence au Parti, où seront lesdites Dignitez, Benefices, Fiefs, heritages ou biens, & pareillement ne seront tenus à faire aucun serment au Prince, ou au Seigneur sous qui sont lesdits biens, sauf les Fiefez ou Vassaux, qui seront tenus faire les sermens de feauté, selon la nature de leur Fief, lequel pour cette fois ils pourront faire par Procureur, & en auront souffrance de quatre mois aprés la Publication de cette Paix, si plus n'en ont par la coûtume des Lieux.

28. Item, que ceux qui retourneront à leurs biens par cette Paix, ne seront, ni aussi leurs heritages, poursuivables pour Rentes foncieres, ou surcens échûs durant ledit tems de la Guerre, mais seront tenus les décharger & aquiter ceux qui desdits heritages ont joüi par recompense, & si lesdits heritages étoient par lesdites Guerres demeurez en ruine & sans labeur, ceux ausquels ils appartiennent, seront déchargez desdites Rentes & surcens, pour le tems qu'ils n'ont été labourez, & jusques au jour de cette Paix.

29. Item, qu'il ne sera fait, mis, ou donné aux biens, fruits, Rentes, & Revenus que les Sujets d'un Parti ont ou auront és Païs, Terres, & Seigneuries de l'autre Parti, ni pareillement aux corps, ou personnes desdits Sujets, leurs biens, danrées & Marchandises, qui se meneront d'un Parti en l'autre, aucun arrest ou empêchement, sous ombre d'autres prises, reprises, arrest, ou empêchement d'autres biens que l'on diroit être faits sur les Sujets de l'autre Parti, leurs biens, danrées & Marchandises, pour choses avenuës durant lesdites Guerres au tems passé, ou qui ci-aprés pourront avenir, si ce n'est pour le propre fait, contrats, dettes, ou obligations de celui ou ceux, dont l'on voudroit empêcher ou arrêter lesdits fruits, levées, danrées, & Marchandises, & ne se bailleront, ou dépêcheront par lesdits Princes, ou leurs Chanceliers, aucunes Lettres de Represailles, marques, ou contremarques, ou autres provisions, pour faire à l'encontre de ces Articles, aucuns arrests, ou empêchemens des personnes des Sujets de chacun Parti.

30. Item, que par cette Paix les Gens d'Eglise, Nobles, Bourgeois, tant Serviteurs & Officiers du Roi, Marchands de la Nation de France, qu'autres, de quelque état ou condition qu'ils soient, qui se sont absentez des Villes d'Arras, & de la Cité, depuis la surprise d'icelle, en quelque lieu ou parti que lesdits absentez se soient retirez, pourront toutes les fois que bon leur semblera retourner, faire leur demeure & Marchandises en ladite Ville & Cité, sans qu'on les puisse accuser, ou charger des choses faites, ou avenuës par ci-devant dépendantes du fait desdites Guerres, ni de soumissions, ou promesses, qu'ils auroient faites de non partir desdites Villes, ou d'y retourner dedans certain tems sous confiscation de leurs biens, sommes de deniers, ou autres peines qui seront & sont reputées nulles; & si lesdits absens ne veulent retourner & demeurer esdites Ville & Cité, ils n'y pourront être contraints sous couleur desdites promesses, & neanmoins pourront hanter & converser marchandement, & autrement, en ladite Ville & Cité, & en chacun desdits Partis comme les autres Sujets; & soit que lesdits absens retournent à leur premiere residence, ou qu'ils se tiennent dehors en celui des Partis que bon leur semblera, ils jouïront en toutes choses du benefice de cette Paix, & auront dés maintenant, comme les autres Sujets de chacun Parti, prompte, paisible, & entiere jouïssance de leurs benefices, heritages, Rentes heritables ou à vie, & autres biens, meubles, & ustanciles d'hôtel, qui encore sont en nature, sans que en leur maison ceux qui les occupent, puissent rien ôter, démolir, ni emporter.

31. Item, pareillement les Gens d'Eglise, Nobles, Bourgeois, & autres qui souloient resider en la Ville de Saint-Omer, durant que ladite Ville étoit neutre, & qui depuis, à l'occasion des divisions & des prises & reprises d'icelle, s'en sont absentez, aucuns contre leur gré & volonté, & les autres pour leurs affaires, & neanmoins leur a été interdite l'entrée & communication en icelle, pour y vivre ainsi qu'ils faisoient durant ladite neutralité, accordé est, que tous lesdits gens d'Eglise, Nobles, Bourgeois, Manans & Habitans ainsi absens, en quelques Lieux qu'ils se soient retirez, seront reintegrez & remis promptement en la joüissance de leurs benefices, maisons, demeurances, rentes, & possessions, qu'ils avoient eües au tems que ladite Ville étoit en neutralité, y pourront vivre & demeurer en paix

ANNO 1493.

Paix comme les autres Habitans d'icelle Ville, ainsi qu'ils tesoient le tems passé, nonobstant quelconques interdictions, ni autres choses au contraire, qui pour le bien de la Paix sont annullées; ensemble toutes offenses & injures desdits Habitans les uns contre les autres, pour cause desdites querelles, seront remises & pardonnées, sans qu'on en puisse aucune chose quereller ou demander, & le tout sera comté & reputé pour non advenu; & quant à la restitution des états qu'ils avoient en ladite Ville durant ladite neutralité, ils en pourront faire poursuite en Justice.

32. Item, que Madame Marguerite d'Angleterre, Veuve de feu Monseigneur Charles, en son vivant Duc de Bourgogne, sera, & est comprise en cette Paix, & consent le Roi, qu'elle jouisse des Terres & Seigneuries de Chaussins & la Perriere, leurs appartenances & dépendances situées en la Vicomté d'Auxonne, ainsi qu'en jouissoit feue Madame la Duchesse Isabeau, Mere dudit feu Duc Charles, au rachat de vint-mille écus d'Or, selon les Lettres de transport & titres qu'elle en a.

33. Item, que de la part du Roi tres-Chrétien ont été & sont dénommez ses Alliez, la Sacrée Imperiale Majesté, les Rois de Castille, d'Angleterre, d'Ecosse, Hongrie, Boheme, & Navarre, le Riche Duc de Baviere, le Comte Palatin, & tous les Ducs & Maisons de Baviere, les Electeurs du Saint-Empire, le Duc & Maison de Savoie, le Duc & Maison de Milan, le Duc & Seigneurie de Venise, le Duc de Lorraine, le Duc de Gueldre, le Marquis & Maison de Montferrat, l'Evêque & Cité de Liege, les Ligues des Suisses Confederez, Vieilles & Nouvelles, les Communautez de Florence & de Gennes.

34. Item, & de la part desdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, ont été denommez leurs Alliez, ladite Sacrée Imperiale Majesté, les Rois de Castille, de Hongrie, de Portugal, de Dannemarc, d'Angleterre, & d'Ecosse, les Electeurs du Saint-Empire en commun, le Roi de Boheme, & autres, le Marquis & Maison de Montferrat, l'Evêque & Cité de Liege, & tous les Princes de l'Empire, les Ligues des Suisses, Vieilles & Nouvelles, les Citez & Communautez dudit Empire. Et si lesdits Princes veulent chacun de sa part nommer autres Alliez, faire le pourront par leurs Lettres Patentes dedans quatre mois, lesquels ainsi nommez feront declaration dedans quatre autres mois, ou dedans l'an ensuivant, ainsi que dessus est dit, s'ils y veulent être compris; tous lesquels Alliez déja nommez, ou qui se nommeront, en faisant la declaration d'y vouloir être compris dedans le tems, & en la maniere que dessus est dit, seront compris en cette Paix, ensemble leurs Païs, Terres, Seigneuries, Serviteurs, & Sujets.

35. Item, que en cette Paix est aussi compris, comme Conseiller & Serviteur du Roi, Messire Guillaume de Haraucourt, Evêque & Comte de Verdun, tant pour sa personne, que pour ledit Evêché & Comté de Verdun, Terres, Seigneuries, & Sujets.

36. Item, pareillement seront compris en cette Paix, du consentement desdits Princes, l'Archevêque, Gens d'Eglise, Nobles, Citoiens, Manans & Habitans de la Cité de Bezançon, qui jouiront des biens qu'ils ont en chacun parti, & seront entretenus en leurs anciens Droits, Franchises, & Libertez.

37. Item, que pour l'entretenement de cette Paix, & afin qu'elle soit gardée sans aucune infraction, ont été & sont avisées les seuretez, qui s'ensuivent. Premierement, que le Roi tres-Chrétien, pour lui & Monseigneur le Daufin, & mesdits Seigneurs le Roi des Romains, & Archiduc pour eux, & eux faisans forts de madite Dame Marguerite, passeront, reconnoîtront, ratifieront, & confirmeront par leurs Lettres Patentes, ce present Traité de Paix, & feront serment solemnel sur le fust de la vraie Croix, Canon de la Messe, & Saints Evangiles touchez corporellement, d'entretenir ce present Traité de Paix en tous ses Points & Articles, & faire entretenir par les gens de leur Conseil, Officiers, Serviteurs & Sujets, sans en quelque chose que ce soit, aller ou venir, faire ou souffrir être fait quelque chose au contraire, directement, ou indirectement; & à ce soumettront eux, leurs Hoirs, leurs Roiaumes, Païs, Terres, & Seigneuries, à toutes censures Ecclesiastiques, nonobstant tous Privileges au contraire.

38. Item, & consentiront que si par eux, ou leurs Successeurs, ou aucuns de par eux, estoit contrevenu à ce Traité par notoire exploit de Guerre & entreprises de fait, comme si par iceux Seigneurs Roi des Romains ou Archiduc, ou futur Mari d'icelle Madame Marguerite, ou autre de leur parti, étoit procedé par voie de fait, main-forte, emblée, ou autrement, en la prise de quelque Ville, Place, ou autre Fort du parti & obeissance du Roi, ou desdites trois Villes qui demeurent en la garde de mondit Sieur Desquerdes, ou si lesdits Seigneurs Roi des Romains, Archiduc, futur Mari, ou autre, de par eux, entroit à puissance & à main armée dedans le Roiaume & autres Pais du Roi, sans son gré & consentement, ou pour autre cas semblable enfreignoit ou souffroit enfreindre ce present Traité de Paix; & semblablement si en cas pareil le Roi tres-Chretien, Monseigneur le Dauphin, ou autre de par eux, procedoit par voie de fait, emblée, ou autrement, à la surprise d'aucune Ville, Place, ou Fort, tenant le parti & obeissance d'iceux Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, ou de l'une desd. trois Villes, ou que à puissance & main armée entrassent dedans leurs Pais, pour leur faire & à leurs Sujets Guerre; en ces cas, & en chacun d'iceux, ou autres semblables, celui qui premier fera ladite contravention, ou commencera ladite Guerre, sera tenu promettre & promet par cette Paix, sur son honneur, d'incontinent, & pour le plus tard dedans six semaines ensuivant, reparer ou faire reparer par effet ladite contravention, & rendre tous dommages & interests, à peine d'être tenu & reputé notoire infracteur de Paix.

39. Item, & d'abondant le Roi, pour seureté de cette Paix, fera bailler ausdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc les Lettres & scelles de Messeigneurs les Ducs d'Orleans, de Bourbon, de Nemours, des Comtes d'Angoulesme, de Montpensier, de Vendosme, de Monsieur le Prince d'Orange, Messieurs les Maréchaux & Admiral de France, & par les Citez, Villes & Communautez de Paris, Rouen, Lion, Poitiers, Tours, Angers, Orleans, Amiens & Tournay; & Messeigneurs Roi des Romains & Archiduc feront semblablement bailler les Lettres & scellez des Ducs de Hesse, Marquis de Bade, Monsieur de Ravestein, les Comtez de Nassau & de Solte, le Prince de Chimay, les Sires de Beures, d'Egmond & de Fiennes, des Sieurs de Walhaim, de Molembais, du Fay, du Fresnoy, du Grand-Bailli de Hainaut, & par les Villes & Communautez de Louvain, Bruxelles, Anvers, Boisle-Duc, Gand, Bruges, Lille, Douay, Arras, Saint-Omer, Mons, Valenciennes, Utrech, Midelbourg, & Namur; lesquels scellez d'un parti & d'autre contiendront promesse d'entretenir & faire entretenir ce present Traité de Paix; & que s'il étoit contrevenu par le Prince duquel parti lesdits scellez se bailleront, ou aucun de par lui, dont la restitution & reparation n'en fut faite dedans six semaines ensuivant, en ce cas ils seront tenus d'abandonner & delaisser celui qui aura fait ladite contravention, & donner faveur, aide & assistance à celui, sur qui seroit fait ledit exploit & entreprise, & leur est par ledit Traité de Paix ordonné ainsi le faire, & dés maintenant ceux qui bailleront lesdits scellez sont, esdits cas de contravention & rupture, déchargez de leurs sermens; lesquels scellez se bailleront d'un côté & d'autre, à savoir de la part du Roi en la Ville de Terouenne, & de la part de mesdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, en la Ville de Saint-Omer, dedans le premier jour de Septembre prochain venant.

40. Item, & avec ce les Lettres de ce present Traité de Paix seront leuës, publiées & enregistrées, à savoir celles du Roi en la Cour de Parlement de Paris, present & consentant le Procureur du Roi, & aussi en la Chambre des Comptes; & celles desdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, en leur grand Conseil, present & consentant leur Procureur General, & en la Chambre des Comptes de Lille. Et sera donnée & ajoûtée foi au *Vidimus* & extrait qui se feront des Articles d'icelui sous le scel autentique, comme à l'original, pour tous ceux qui s'en voudront aider en jugement & dehors.

41. Item, sont denommez Conservateurs de cette Paix de la part du Roi, pour les Marches & Quartiers du Païs de Bourgogne, Monsieur le Prince d'Orange, Monsieur de Baudricourt Gouverneur de Bourgogne, & les Baillis de Dijon, Châlons, Autun & Mâcon, ou leurs Lieutenans; pour les Marches de Champagne & de Retelois, Monsieur d'Orval Gouverneur de Champagne, les Baillis de S. Pierre-le-Monstier, de Troies & de Vitry, ou leurs Lieutenans; pour les Marches de Picardie, Monsieur Desquerdes, Maréchal de France, Messieurs les Baillis d'Amiens, de Vermandois,

ANNO 1493. dois, Senechaux de Pontieu, de Bonlenois, & Gouverneur de Peronne, Mondidier, & Roye, ou leurs Lieutenans; & pour la Mer, Monsieur l'Amiral, ses Lieutenans, ou Commis.

42. Item, de la part de mesdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc sont denommez Conservateurs, pour les Marches de Flandres & Artois, Monsieur de Nassau, ensemble les Gouverneurs de Lille, d'Arras, & Baillis esdits Pais, chacun en son endroit; pour les Marches de Hainaut, Messieurs les Princes de Chimay, & Grand Bailli de Hainaut; pour Luxembourg, Monsieur le Marquis de Baden; pour Bourgogne, le Gouverneur du Comté de Bourgogne, & les Baillis d'Amont, d'Aval, & de Dole; & pour la Mer, Monsieur de Beures, Admiral, ses Lieutenans, ou Commis.

43. Item, tous lesquels Conservateurs denommez en chacun Parti seront tenus faire prompte & sommaire expedition, sans forme & figure de procés, de tous cas qui écherront & dépendront de la reparation & restitution, qui se doit faire pour ce present Traité, & contravention, infraction, ou entreprise à l'encontre de cette Paix; & seront leurs Sentences, Ordonnances, & Provisions mises à execution reellement & de fait, nonobstant opositions ou appellations quelconques, sauf toutefois que en cas d'Apel de Sentences diffinitives dont seroit apellé, ceux qui les auront obtenues, seront tenus de bailler bonne & suffisante caution sujete, avant d'avoir la delivrance de ce qui leur seroit adjugé, pour le rendre, au cas que les Sentences desdits Conservateurs fussent infirmées par la Cour Souveraine, ou si elles étoient annullées, & qu'il y eût nouveau jugement pour fournir le jugé.

44. Item, pour ce qu'il est assez aparent, que aprés cette Paix publiée, se trouveront de chacun Parti plusieurs gens vagabonds & oiseux, qui seront legers & enclins à toutes roberies, larcins, & pilleries, & dont, si pourvû n'y étoit, pourroient avenir de grands dangers, & ne seroit seur pour les Sujets de chacun Parti aller par les chemins marchaudement & autrement, avisé est, qu'il sera fait Edit, lequel sera publié en chacun Parti, que tous gens de Guerre & autres vagabonds, qui ne voudront retourner à faire leur métier & labeur, ou qui n'auront entretenement de vivre & Ordonnance desdits Princes, ou entretenement au service d'aucuns Seigneurs, dont ils fassent aparoir par Lettres desdits Seigneurs, lesquels seront répondans de ceux qu'ils avoueront être leurs Serviteurs, seront tenus eux partir, & eux retirer hors des Villes & du plat Pais dedans tel tems qu'il leur sera prefix, & ce sur & à peine, ledit tems passé, d'être bannis des Pais de chacun Parti, & d'être abandonnez à toutes Justices, & aux gens du plat Pais de les pouvoir prendre au corps, & les mener à la plus prochaine Justice, pour les punir, bannir, & contraindre à eux partir & tirer hors desdits Pais, sans y pouvoir retourner, & d'être punis des cas dont ils seront trouvez être chargez, sans en faire aucun renvoi ou remission aux Juges ou à la Justice, dont ils se voudront dire Sujets.

45. Item, que pareille provision & de semblable effet sera faite & mise pour ceux, qui par Mer exerceront aucunes détrousses ou roberies, de quelque Parti qu'ils soient, à savoir que s'ils ont aveu, c'est à entendre que le Navire ait été freté & mis sus pour quelque Seigneur ou Marchand, l'on se prendra à eux pour les dommages qu'ils auront faits; & si ce sont gens qui n'aient point de Chef autre que d'eux-mêmes, ils seront abandonnez à tous Ports & Havres, où ils descendront, pour les prendre au corps, & faire leur procez, sans en faire aucun renvoi au Parti, dont ils se diront ou avoueront être.

46. Item, que d'un Parti ni d'autre ne seront reçûs ni soutenus ceux qui feront aucun exploit ou entreprise au prejudice de cette Paix; & s'ils se retiroient d'un Parti à l'autre, quelque don, grace, ou abolition qu'ils aient ou pourroient avoir ci-aprés, ils seront poursuivables des infractions & entreprises, qu'ils auroient faites à l'encontre de cette Paix, & partant ne sera tenue la Paix pour rompuë.

47. Item, que lesdits Seigneurs Princes, leurs Lieutenans & Officiers, donneront aide & assistance les uns aux autres, à l'encontre de tous ceux, de quelque état ou condition qu'ils soient, qui seront dilaians ou refusans d'entretenir cette Paix, lesquels seront de chacun Parti abandonnez comme ennemis de la chose publique; & ceux qui les aideront d'Argent, de Vivres, ou en autre maniere les recevront ou favoriseront, seront pareillement responsables de tous dommages par eux faits, & reputez infracteurs de Paix, & comme tels corrigez & punis. ANNO 1493.

48. Item, que tous lesdits Points & Articles dessus écrits se passeront, confirmeront, & ratifieront dés maintenant par Lettres Patentes d'icelui Seigneur Roi Tres-Chrétien, & pareillement les Ambassadeurs de la Sacrée Imperiale Majesté, & desdits Seigneurs Roi des Romains, & Archiduc, a savoir, Reverend Pere en Dieu Messire Guillaume, Evêque d'Aichstad; Messire Christofle, Marquis de Baden; les Comtes de Nassau, & de Solre; les Sires de Walhain, d'Aimeries, & de Polham, l'Abbé de Maroles, le Prevost de Liege, & de Saint Donat de Bruges; Messire Thomas de Plannes, President du Grand Conseil desdits Seigneurs; Philbert de Vere, dit la Mouche; & Messire Jean de Montfort, Chevalier, bailleront leurs Lettres & scellez, & par icelles promettront & feront serment solennel sur les Saints Evangiles de Dieu, Canon de la Messe, & fust de la vraie Croix, qu'ils feront passer ce present Traité de Paix ausdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, & leur feront promettre & jurer, selon que contenu est en cedit Traité, d'icelui garder & entretenir, & faire garder & entretenir en tous & chacun ses Points & Articles, selon sa forme & teneur, & de tous lesdits passemens, promesses, ratifications, & sermens, fourniront Lettres desdits Princes, Instrumens publics & autentiques, & des scellez qui se bailleront és mains des Ambassadeurs & Commis, que ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien envoiera devers iceux Seigneurs Roi des Romains & Archiduc.

Savoir faisons, que oüi le rapport de nosdits Ambassadeurs & Commis, & sur ce eûe grande & meure deliberation, avec les Seigneurs de nôtre Sang, & gens de nôtre Conseil, avons accepté, consenti, & accordé, par la teneur des presentes signées de nôtre main, acceptons, consentons, & accordons ladite Paix, Union, & Amitié d'entre nous, nôtre tres-cher & tres-amé fils le Daufin, nos Roiaumes, Pais, Seigneuries, Serviteurs & Sujets, & de nosdits Frere & Cousins, tant pour eux que pour nôtredite Cousine Marguerite d'Autriche, leurs Pais, Terres & Seigneuries, Serviteurs & Sujets, & aiant agreable tout ce que par nosdits Ambassadeurs & Commis a été fait & besogné avec les Ambassadeurs & Commis de nosdits Frere & Cousins, avons passé, reconnu & accordé, passons, reconnoissons, & accordons tous & chacuns les Points & Articles ci-dessus inserez, promettant de bonne foi, & en parole de Roi, iceux entretenir, garder & observer inviolablement, & sans infraction aucune. Si donnons en Mandement à nos amez & feaux Conseillers les gens tenans nôtre Parlement à Paris, gens de nos Comptes, & à tous nos autres Justiciers, ou à leurs Lieutenans, si comme à eux apartiendra, que ce present Traité de Paix ils fassent publier, enregistrer, & verifier, & le contenu en icelui garder & observer.

Et pour ce que de ces presentes on pourra avoir à faire en plusieurs & divers lieux de nosdits Roiaume, Pais, & Seigneuries, Nous voulons qu'au *Vidimus* d'icelle, fait sous le Seel Roial, pleine foi soit ajoûtée comme à ce present Original. En témoin de ce nous avons fait mettre nôtre Seel à cesdites presentes. Donné à Senlis, le 23. jour de Mai, l'an de grace 1493. & de nôtre Regne le dixieme. *Signé*, CHARLES. *Et sur le repli*: Par le Roi, ROBENXET. *Lecta, publicata, & registrata Parisiis in Parlamento, præsente & consentiente Procuratore Generali Regis, quarta die Junii* 1493. DE CERISAY.

Publication de la Paix de Senlis.

L'ON fait à savoir, que bonne Paix a été & est faite, promise & jurée entre le Roi Tres-Chrétien nôtre Souverain Seigneur, & Monseigneur le Daufin, leurs Roiaume, Pais, Seigneuries, & Sujets d'une part, & tres-Hauts & tres-Puissans Princes le Roi des Romains, Monsieur l'Archiduc Philippe son fils, tant en leurs noms, que eux faisans forts de Madame Marguerite d'Autriche fille d'icelui Seigneur Roi des Romains, Sœur dudit Monsieur l'Archiduc, pour eux, leurs Pais, Seigneuries, Serviteurs & Sujets d'autre part, par laquelle lesdits Princes sont en bonne Union, fraternité & Amitié, & cesseront dorenavant toutes voies de fait, & exploits de Guerre, des Pais, Serviteurs & Sujets les uns contre les autres, & pourront lesdits Serviteurs & Sujets, de quelque état ou condition qu'ils soient,

hanter,

hanter, converser & frequenter marchandement, & autrement, par Terre, par Mer, & par Eau douce, d'un Parti en l'autre. Et est par cette Paix faite abolition pleniere aux Sujets de chacun Parti, pour tous cas avenus par ci-devant pour fait de Guerre; & si retournent chacun à leurs biens, comme toutes ces choses sont plus au long declarées és Articles dudit Traité de Paix, & és Lettres qui se bailleront par lesdits Princes confirmatoires & ratificatoires d'icelles. Pourquoi l'on fait exprés commandement & défenses à tous Sujets du Roi nôtredit Seigneur, que nul n'attente, ou fasse chose dérogeante ou prejudiciable à ladite Paix, sur peine d'être puni criminellement comme infracteur d'icelle; & ordonne-t'on à tous Officiers du Roi nôtredit Seigneur, ou leurs Lieutenans, de faire obeir & entretenir cette Paix chacun és metes de son Office, & de, aux Conservateurs d'icelle, donner port, faveur, aide, & assistance de conseil, de gens, de prison, & autrement, pour le faire obeir, & à prendre punition des Transgressents & Infracteurs d'icelle. Publié à Senlis le 23. jour de Mai, l'an 1493. *Ainsi signé*, J. GOYET, avec parafe.

Promesse de PHILIPPE *de Bourgogne, Seigneur de Beures, d'entretenir la Paix de Senlis, & d'assister le Roi de France, en cas qu'il y soit contrevenu par le Roi des Romains, & l'Archiduc son Fils. A Malines le 20. Août 1493.*

PHILAPPE DE BOURGOGNE, Seigneur de Beures, de la Vere, de Vlissinghes, &c. Chevalier de l'Ordre, Conseiller, Chambellan du Roi des Romains nôtre Sire, & de Monseigneur l'Archiduc son Fils, Gouverneur, & Lieutenant General d'Artois, & Admiral de la Mer: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme à la loüange de Dieu nôtre Createur bonne Paix ait naguere été faite, publiée, & jurée en la Ville & Cité de Senlis, entre mes tres-redoutez & Souverains Seigneurs mesdits Seigneurs le Roi & son fils, tant en leurs noms, comme pour & au nom de ma tres-redoutée Dame, Madame Marguerite d'Autriche, Fille & Sœur de mesdits Seigneurs Roi & Archiduc, leurs Païs, Seigneuries & Sujets, d'une part; & le Tres-Chrêtien Roi de France, pour lui, Monseigneur le Daufin son Fils, leurs Roiaume, Païs, Seigneuries, Serviteurs & Sujets d'autre part; iceux Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, afin que icelle Paix soit en tous ses Points & Articles entretenue, gardée, & observée, aient promis qu'en dedans le premier jour de Septembre prochain venant, nous baillerons nos Lettres & seellez, d'entretenir & faire entretenir ladite Paix, & que si de leur part y étoit contrevenu, dont la restitution & reparation ne fût faite dedans six semaines ensuivantes, nous serions tenus les abandonner & delaisser, & donner faveur, aide, & assistance à icelui Seigneur Roi Tres-Chrêtien; & il soit que de la part de mesdits Seigneurs par Lettres signées de leurs mains, nous ait été ordonné & expressément commandé, bailler nos Lettres & seellez, contenant promesse d'accomplir tout le contenu ci-dessus. Savoir faisons, que nous desirant de tout nôtre pouvoir obeir à mesdits Seigneurs, considerant les grands biens qui de ladite Paix & l'entretenement d'icelle pourront avenir à mesdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, leursdits Païs & Sujets, avons promis & juré, promettons & jurons par cettes, d'entretenir & faire entretenir ledit Traité de Paix en tous & chacuns les Points & Articles y contenus, & que s'il y étoit contrevenu par mesdits Seigneurs le Roi des Romains, & Archiduc son fils, ou par le futur Mari de madite Dame Marguerite, ou autre de par eux, ce que Dieu par sa bonté ne veuille souffrir, & de laquelle contravention ne fût faite restitution, & reparation, dedans six semaines prochaines ensuivant, nous en ce cas serons tenus d'abandonner & delaisser mes dessusdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, & chacun d'eux, & donnerons audit cas faveur, aide, & assistance à icelui Seigneur Roi Tres-Chrêtien. En témoin de ce, nous avons fait mettre nôtre Scel à ces presentes. Donné à Malines le vintieme jour d'Aoust l'an 1493.

Douze autres semblables Promesses données par douze autres Seigneurs.

AUTRE promesse de Guillaume de Croy, Seigneur de Chievres, d'Arschot, de Birebecque, de Houré, &c. d'entretenir la Paix de Senlis du 6. Mai 1495.

Pareille promesse de Charles de Croy, Prince de Chimay, Viconte de Limoges, Baron de la Bone, &c. Lieutenant & Capitaine General du Païs & Comté de Hainaut, du 27. Avril 1495.

Semblable promesse de Enghelbert, Comte de Nassau & de Vianne, Seigneur de Breda, premier Chambellan du Roi, son Lieutenant General, & de Monsieur l'Archiduc son fils, en leur Païs de Flandres, & Senéchal du Païs & Duché de Brabant, du 23. Aoust 1493.

Semblable promesse de Jean, Comte d'Egmond, Seigneur de Beures, &c. du 28. Aoust 1493.

Autre promesse de Jean de Bergues, Seigneur de Walhain, de Melin, &c. Chevalier, Conseiller, & premier Chambellan de Monsieur l'Archiduc, Gouverneur & Souverain Bailli de Namur, du 22. Aoust 1493.

Autre promesse de Pierre Lannoy, Chevalier de l'Ordre de la Toison d'Or, Seigneur du Fresnoy, & Grand-Bailli d'Alost, du 18. Aoust 1493.

Pareille promesse de Baudouin de Lannoy, Seigneur de Molembais, de Solte le Château, de Torcoing, &c. Chevalier de l'Ordre, Conseiller, second Chambellan du Roi des Romains, & de Monsieur l'Archiduc, Capitaine & Gouverneur des Château, Villes & Châtellenies de Lille, Doüay & Orchies, du 20. Aoust 1493.

Semblable promesse d'Antoine Rolin, Chevalier, Seigneur d'Aimeries, d'Anthinne, & de Lens, Maréchal & Veneur heritable de Hainaut, Conseiller & Chambellan du Roi des Romains, & de Monsieur l'Archiduc son Fils, Grand-Bailli du Païs & Comté de Hainaut, du 25. Aoust 1493.

Promesse de la Ville d'Ipre, d'entretenir la Paix de Senlis, & d'assister le Roi de France, en cas qu'il y soit contrevenu par le Roi des Romains, & l'Archiduc son Fils.

A Tous ceux qui ces presentes Lettres verront: advoüé, Echevins, Conseil, Bourgeois, Manans & Habitans, & toute la Communauté de la Ville d'Ipre, Salut. Comme à la louange de Dieu bonne Paix ait naguere été faite, publiée, & jurée entre le Tres-Chrêtien Roi de France, nôtre Souverain Seigneur, pour lui & Monseigneur le Daufin son Fils, leur Roiaume, Païs, Seigneuries, Serviteurs & Sujets d'une part; & tres-Hauts & tres-Puissans Princes, & nos tres-redoutez Seigneurs le Roi des Romains, toûjours Auguste, & Monseigneur l'Archiduc Philippe son Fils, nôtre Prince & Seigneur naturel, tant en leurs noms, qu'au nom de nôtre tres-redoutée Dame Madame Marguerite d'Autriche, Fille & Sœur de nosdits Seigneurs, leurs Païs, Seigneuries, Serviteurs & Sujets d'autre part; pour seureté de laquelle, & afin qu'icelle soit d'autant mieux entretenuë, observée, & gardée sans infraction aucune, ait été consenti, accordé, & promis de la part de nosdits Seigneurs, que dedans le premier jour de Septembre prochain venant, ils feront par les Seigneurs de leur Sang, Chevaliers de l'Ordre de la Toison d'Or, Officiers, Nobles, Villes & Communautez denommez en l'Article de ce faisant mention, bailler leurs Lettres & seellez à icelui Tres-Chrêtien Roi nôtre Souverain Seigneur, ses Ambassadeurs ou Commis. Lesquels seellez, qui se bailleront d'un parti & d'autre, contiendront promesse d'entretenir, & faire entretenir ledit Traité de Paix, & que s'il y étoit contrevenu par le Prince duquel parti lesdits seellez se bailleront, ou aucun de par lui, dont la restitution & reparation n'en fût faite dedans six semaines prochaines ensuivant, ils en ce cas seront tenus d'abandonner & delaisser celui qui aura fait la contravention, & bailler faveur, aide, & assistance, à celui sur qui se feroit l'exploit & entreprise; & leur est par ledit Traité ordonné ainsi le faire, & dont dés maintenant ceux qui bailleront lesdits seellez, sont esdits cas de contravention & rupture déchargez de leurs sermens. Et il soit ainsi, que de la part de nosdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, par Lettres signées de leurs mains nous ait été ordonné, & expressément commandé bailler de ce que dit est nos Lettres & seellez contenant promesse d'accomplir tout le contenu ci-dessus. Savoir faisons, que nous desirant de tous nos pouvoirs obeir à nosdits Seigneurs; considerant aussi les grands biens, qui de ladite Paix, au cas que par la grace de

ANNO 1493.

Dieu elle soit bien gardée & entretenuë, pourront avenir aux Pais & Sujets de nosdits Seigneurs, & les maux qui au contraire par la rupture & infractiun d'icelle s'en ensuivroient, avons à nôtre Assemblée pour ce faire des plus notables Bourgeois & Manans de ladite Ville en nombre suffisant, representans toute la Communauté d'icelle, promis & juré par cettes scellées du Scel de ladite Communauté, promettons & jurons d'entretenir, & faire entretenir ledit Traité de Paix en tous & chacuns les Points & Articles y contenus; & s'il étoit contrevenu par nosdits Seigneurs Roi des Romains, & Archiduc son fils, ou par le futur Mari de madite Dame Marguerite, ou aucuns de par eux, ce que Dieu par sa grace ne veuille souffrir ni permettre, & de laquelle contravention ne fût faite restitution & reparation dedans six semaines ensuivant: Nous en ce cas serons tenus & avons promis d'abandonnes & delaisser nosdits Seigneurs & chacun d'eux, & devrons audit cas faveur, aide, & assistance à icelui Roi Tres-Chrêtien nôtredit tres Souverain Seigneur, ainsi & par la maniere que nosdits Seigneurs par leursdites Lettres nous ont commandé & ordonné ce faire; & à cette fin, esdits cas de Contravention & rupture nous ont tenus & tiennent déchargez desdits sermens que nous leur devons, le tout jusqu'à ce que ladite restitution & reparation ait deuement été faite. En témoin de ce nous avons cesdites presentes Lettres fait sceller du Scel aux causes de ladite Ville d'Ipre, le 25. jour d'Aoust, l'an de grace mille quatre-cens quatre-vint & treize.

Pareille promesse des Bourgeois, Manans, & Habitans, & Communauté de la Ville d'Arras, du 26. Aoust 1493.

Semblable promesse des Maieur, Echevins, Jurez, Elus, quatre des Mestiers, Bourgeois, Manans & Communauté de la Ville de Namur, du 23. Aoust 1493.

Autre promesse des Lieutenant, Prevoit, Jurez, Echevins, Conseil & Communauté de la Ville de Valenciennes, du 27. Aoust 1493.

CLXIII.

12. Juin.

FRANCE ET AUTRICHE.

Acte de délivrance de (1) MARGUERITE D'AUTRICHE, *entre les mains des Ambassadeurs du Roi des Romains & de l'Archiduc, & la Renonciation de cette Princesse au Mariage d'entre elle &* CHARLES VIII. *Roi de France. A Vandeuille, Diocése de Cambrai, le 12. Juin* 1493. [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 384. d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve aussi dans les *Observations de* GODEFROI *sur l'Histoire de* CHARLES VIII. *Roi de France*, pag. 656.]

A TOUS ceux qui ces presentes Lettres verront, ou oiront: Jean de Vandeul, Licentié és Loix, Consestles & Avocat du Roi nôtre Sire, & Garde du Scel Roial de la Baillie de Vesmandois établi à Saint-Quentin, Salut. Savoir faisons, que le Mercredi douzieme jour du mois de Juin l'an mille quatre-cens quatre-vints & treize, en la presence de nous & de Michel Dy, Tabellion Roial en la Prevôté de Saint-Quentin, pour ce évoquez & appellez en la Ville de Vanduille, au Diocese de Cambrai, en la Maison du Moulin dudit lieu, qui est située en Cambresis, & hors les fins & metes de ce Roiaume: tres-Haute & tres-Noble Princesse, Madame MARGUERITE D'AUTRICHE, Fille de tres-Haut & tres-Puissant Prince le Roi des Romains, toûjours Auguste, & Sœur de Haut & Puissant Prince, Monseigneur l'Archiduc Philippe, accompagnée de Hauts & Nobles Seigneurs, Reverend Pere en Dieu Guillaume, Evêque de Eystadt, Christofe, Marquis de Baden, Englebert, Comte de Nassau, & de Vianne, Seigneur de Breda, Messire Jean de Berghes, Chevalier, Seigneur de Walhain, & de Messire Antoine Rolin, Chevalies, Seigneur d'Aimeries, & d'Antinne, Ambassadeurs desdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, laquelle Madame Marguerite autorisée en cette partie d'icelui Seigneur Roi des Romains son Pere, & aussi des dessusnommez Ambassadeurs, en vertu du pouvoir à eux donné en cette partie par icelui Seigneur Roi des Romains, & desquelles autorisation & pouvoir est suffisamment apparu par les Lettres scellées en double queue de parchemin, & cire vermeille du Scel commun desdits Seigneurs, contenant la forme qui s'ensuit.

MAXIMILIEN, par la grace de Dieu Roi des Romains, toûjours Auguste, de Hongrie, de Dalmatie, de Croatie, &c. Et Philippe, par la même grace Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg, de Luxembourg, & de Gueldres, Comte de Flandres, de Tirol, d'Artois, de Bourgogne, Palatin de Hainault, de Hollande, Zelande, Namur, & Zutphen, Marquis du Saint-Empire, Seigneur de Frize, de Salins, & de Malines: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme par le Traité de Paix naguere fait & conclu entre nous, tant en nos noms comme pour & au nom de nôtre tres-chere & tres-amée Fille de nous Roi, & Sœur de nous Archiduc, Marguerite d'Autriche, nos Roiaumes, Païs, Terres, Seigneuries, Serviteurs, & Sujets d'une part; & tres-Haut & tres-Puissant Prince nôtre tres-cher & tres-amé Frere & Cousin le Roi de France, ses Païs, Seigneuries, Serviteurs & Sujets, d'autre; ait entre autres choses été dit, que nôtredit Frere & Cousin Roi Tres-Chrêtien feroit mener & conduire nôtre tres-chere & tres-amée Fille de nous Roi des Romains, & Sœur de nous Archiduc, Marguerite d'Autriche, en la Ville de Saint-Quentin, & illec la feroit pleinement bailler & mettre és mains des Commis de ce aians pouvoir & commission pour la recevoir, en baillant aux Ambassadeurs & Commis de nôtredit Frere & Cousin aquit & décharge suffisante de la reddition de nôtredite Fille & Sœur, comme ces choses sont plus au long contenues és Articles dudit Traité de Paix. Savoir faisons, que nous confiant à plein des vertus, sens, vaillances, prudhommies, & loiautez de nos amez & feaux Conseillers Reverend Pere en Dieu Messire Guillaume, Evêque de Eystadt, Christofe, Marquis de Baden, & Englebert, Comte de Nassau & de Vianne, Seigneur de Breda, nos Cousins, Jean de Berghes, Seigneur de Walhain, Chevalier de nôtre Ordre, & Antoine Rolin, aussi Chevalier, Seigneur d'Aymeries, nôtre Grand-Bailli de Hainaut; iceux les cinq, les quatre, ou les trois d'eux, avons commis, ordonné & deputé, & par ces presentes signées de la main de nous Archiduc, & scellées de nôtre Scel commun, commettons, ordonnons, & deputons nos Ambassadeurs, Orateurs, Procureurs, & Commis, & leur donnons autorité & Mandement special, de, és noms de nous conjointement, & de chacun de nous divisément, comparoir, & eux presentes au jour nommé, & autres jours ensuivans, qui seront pris en ladite Ville de Saint-Quentin, & illec, és noms de nous & de chacun de nous, requerir & recevoir nôtredite Fille & Sœur, des mains des Ambassadeurs de nôtredit Frere & Cousin, & en icelle recevant, connoître & confesser és noms de nous & de chacun de nous, & aussi au nom de nôtredite Fille & Sœur Marguerite d'Autriche, & nous faisant fort d'elle, qu'elle a bien, dûment & honorablement été renduë & remise en nos mains, ou de nosdits Commis, déchargée de tous liens de Mariage, & de toutes obligations, & que de ce, ensemble de toutes promesses, obligations, & scellez qui touchent & peuvent toucher la personne de nostredite Fille & Sœur, avons tenu & tenons quitte & déchargé nôtredit Cousin le Roi Tres-Chrêtien, & tous autres qu'il appartiendra, & ausquels la chose peut toucher; & au surplus avons donné & donnons pouvoir à nosdits Ambassadeurs, és noms que dessus, d'autoriser & conseiller nôtredite Fille & Sœur, & laquelle neanmoins, nous Roi des Romains, comme Pere legitime, Tuteur & Mainbourg d'elle, dés maintenant pour lors avons autorisée & autorisons, pour, aprés qu'elle sera pleinement rendue és mains de nosdits Ambassadeurs, & qu'elle sera és Païs de nôtre obeissance, faire & passer par serment pareille reconnoissance, declaration & quittance, par laquelle elle declarera & confessera avoir été rendue és mains de nous, ou nosdits Commis, déchargée de tous liens de Mariage, & de toutes autres obligations, & que de ce, ensemble de toutes promesses, obligations & scellez qui touchent la personne d'elle, elle quitte & décharge icelui Roi Tres-Chrêtien, & tous autres ausquels la chose peut toucher, & ladite quittance, décharge, & reconnoissance, promettre garder, entretenir & observer, sans jamais venir au contraire; & desdites quittance & reconnoissance faires par nous au nom de nôtredite Fille & Sœur, & par elle de nôtre autorité,

(1) Qui avoit été promise avec *Charles* VIII. Roi de France. Voyez ci-dessus, pag. 104. col. a.

ANNO 1493.

autorité, en la presence, par le conseil de nos Ambassadeurs dessus nommez bailler Lettres & enseignemens publics & autentiques, tant par nos Lettres Patentes que par Lettres & scellez de nosdits Ambassadeurs, lesquels ils promettront faire ratifier par nous & chacun de nous ; & toutes lesquelles declarations, quittances, décharges, & generalement tout ce qui sera fait par nosdits Ambassadeurs & Commis, dés maintenans pour lors, & dessors pour maintenant, passons, confirmons, ratifions, avons pour agreable, & voulons être de tel effet & valeur, comme si le tout étoit passé & fait par nous en nôtre personne. Promettant lealement & de bonne foi, en parole de Prince, & par nos foi & serment, avoir pour agreable tout ce que par nosdits Ambassadeurs sera fait en cette partie touchant les choses dessusdites. En témoin de ce, nous avons à ces presentes fait mettre nôtre seel. Donné en nôtre Ville de Malines, le troisieme jour de Juin l'an de grace mille quatre-cens quatre-vints & treize, & des Regnes de nous Roi, à savoir de celui des Romains, le huitieme, & de Hongrie, &c. le troisieme. *Ainsi signé sous le repli*, PHILIPPE. *Et au dessus du repli desdites Lettres*, Par le Roi & Monseigneur, Monseigneur le Duc de Hessen, Lieutenant General, vous, Monsieur le Prince de Chimay, les Sites de Chievres, de Molembais, de la Bastie, & de Beoselle, le Prevost de Triel, Messire Paul de Vaeust, President de Flandres, & plusieurs autres du Conseil privé. J. LECTIN. *Et scellées.*

A dit, connu & confessé, & par ces presentes, de l'autorité, par le conseil & consentement esprés que dessusdit, reconnoît & confesse le contenu en une Cedule qui lûë lui a été à haute voix en nos presences, par honorable homme & sage Maître Jean Goyet, Notaire & Secretaire du Roi, nôtredit Seigneur, de laquelle Cedule la teneur s'ensuit.

NOUS MARGUERITE, fille de tres-Haut & tres-Puissant Prince, mon tres-redouté Seigneur, Monseigneur le Roi des Romains, toûjours Auguste, & Sœur de nôtre tres-honoré Seigneur, & Frere Monseigneur l'Archiduc d'Autriche, suffisamment autorisée de nôtredit Seigneur & Pere, & aussi de l'autorité, en la presence, des conseil & consentement de Reverend Pere en Dieu, l'Evêque de Eystadt, Christofe Marquis de Baden, Englebert, Comte de Nassau, Jean de Berghes, Seigneur de Walhain, & Antoine Rolin, Chevalier, Seigneur d'Aimeries, & d'Antinne, leurs Ambassadeurs & Commis; confessons, connoissons, & declarons, que nous & nôtre personne avons été rendue par le Tres-Chrêtien Roi de France, ou ses Commis, és mains des dessusnommez, & Commis Ambassadeurs de nosdits Seigneurs Pere & Frere, & à plein delivrée en leurs mains, franche, quitte, & déchargée de tous liens de Mariage, & de toutes obligations & promesses ; & de ce, ensemble de toutes promesses, obligations & scellez, qui touchent nôtre personne, nous tenons quitte & déchargé ledit Seigneur Roi Tres-Chrêtien, & tous autres à qui la chose peut toucher. Promettant par nôtre serment, & sur les Saints Evangiles que touchons, que lesdites Confessions, Reconnoissances, Declarations, Quittances, & Décharges, nous garderons & entretiendrons fermes & stables, sans jamais venir au contraire, ni faire chose contraire, ni au prejudice d'icelle Renonciation. De toutes lesquelles choses, Hauts & Puissans Prince & Seigneurs, Monseigneur le Comte d'Angoulême, Monsieur de Rohan, Reverend Pere en Dieu Monsieur l'Evêque de Lectoure, Monsieur Antoine de Luxembourg, Comte de Brienne, Seigneur de Roussy, Monsieur Antoine, Grand Bâtard de Bourgogne, Monsieur Louïs de Brezé, Grand-Senéchal de Normandie, Christofe de Plailly, Bailly de Sens, tous Conseillers & Chambellans du Roi nôtredit Seigneur, & ledit Maître Jean Goyet, Secretaire, au nom & comme Orateurs & Ambassadeurs, Commis & Deputez de par icelui nôtre Souverain Seigneur, nous ont pour ce au nom d'icelui nôtre Souverain Seigneur, par les bouches desdits Seigneurs de Lectoure & Goyet, requis Lettres d'Instrument, que leur avons accordé pour valoir & servir à nôtredit Souverain Seigneur ce que de raison. En témoin de ce, nous garde dessusnommé avons scellé ces presentes dudit seel Roial de Baillie. Ce fut fait l'an & jour dessusdits. *Signé*, J. DE VENDEUIL, M. DY.

ANNO 1493. 12. Août.

CLXIV.

Verbündnuß zwischen Kayßer MAXIMILIANO im Namen und als regierender Fürst der Lande Elsaß / Sunngau / Breißgau / der Grafschafft Pfürth / samt dem Schwartzwald / und Albert Bischoffen zu Strasburg / wie auch Casparn Bischoffen zu Basel / und den Städten / Straßburg / Collmar / Basel und Schlettstadt; wodurch sie einander allen beystand wider ihre Widersacher versprechen. Geben Montags vor Unser Frauen tag Assumption 1493. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. I. pag. 18.]

C'est-à-dire,

Traité d'Alliance entre l'Empereur MAXIMILIEN I. *comme Prince Regent de l'Alsace, du Sundgau, du Brisgau, du Comté de Pfurt, & de la Forêt noire, avec* ALBERT *Evêque de Strasbourg, avec* GASPAR *Evêque de Basle, & avec les Villes de* COLMAR, *de* STRASBOURG, *de* BASLE, *& de* SCHLETSTADT, *sous l'obligation d'une mutuelle & reciproque assistance dans les cas de besoin. Fait le Lundi avant la Fête de l'Assomption de la Ste. Vierge* 1493.

WIr Maximilian, von Gottes Gnaden / Römischer König / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / zu Hungarn / Dalmatien / Croatien rc. König / Ertz-Hertzog zu Oesterreich / Hertzog zu Burgund / zu Brithad / zu Brabant / zu Geldern / Graff zu Flandern / zu Tyrol rc. Wir Albrecht Bischoff zu Straßburg / Pfaltz-Graff bey Rhein / rc. Land-Graff zu Elsaß. Wir Caspar Bischoff zu Basel / und wir die Bürgermeister / Meister und Räthe / der Städte Straßburg / Basel / Colmar und Schletstadt / bekennen und thun kund allermänniglichen / daß wir dem Allmächtigen GOtt zu Lob / und Unsern lieben HErrn Vater / und allergnädigsten Herrn / dem Römischen Kayser rc. zu Ehren und besondern als Glieder des Heiligen Reichs / durch Unsere / und alle Unsere Unterthanen / aller Unserer Zugewandten / und aller anderer des Heiligen Römischen Reichs Glieder Teutscher Nation / gemeines Frieden Nutz und Nothdurfft willen / Uns alle einhelliglich / mit guten Rath vorberathlich / und wir besonder der obgenant Maximilian, Römischer König rc. rc. Im Nahmen und als Regierender Fürst derselben Unserer Landen / mit Nahmen Elsaß / Sunngau / Breißgaw / der Graffschafft Pfürth / sambt den Schwartzwald / zusammen vereint haben / und vereinen Uns auch in Krafft dies Brieffs / in rechten guten Gunst / Treuen und Liebe / diese nachgeschriebene Dinge getreulich zu halten / zu Widerstand den Widerwärtigen / ungetreuen Läuffen / aller Erbarkeit zu Fürdernüß und Gut / des ersten obstaht / da jemand wäre / der einen oder mehr in dieser Einung / und sonders in diesen nachbestimten Zirckel und Begriffen mit einen frembden oder heimischen Volck / überziehen / oder sonst unterstehen würde / wieder Recht / und mit eigenem Gewalt / vom Heiligen Reich / von seinen Freyheiten / Verschreibungen / alten Herkommen / oder dem seinen zu trennen / oder zu beschädigen rc. Und aller vorgeschriebener Dingen zu wahrem Urkund / so haben wir Maximilian, Römischer König rc. Ertz-Hertzog zu Oesterreich / Unser Königliche Maj. Insiegel; und wir Albrecht / Bischoff zu Straßburg; und wir Caspar / Bischoff zu Basel / Unser Siegel / und wir die Meister / Burgermeister und Räthe / der Städte Straßburg / Basel / Colmar / Schletstatt / Unser Stadt mehrer Insiegel offentlich

Anno 1493. lich thun hencken an diesen Brieff / deren Unser jeglicher Theil einen hat / und geben sind auf Montag nechst vor Unser Lieben Frauen-Tag Assumtionis, nach der Geburt Christi Unsers HErrn viertzehenhundert neuntzig und drey Jahr.

CLXV.

20. Août. *Promesse de* Philippe *de Bourgogne Seigneur de Bevres, portant qu'il observera la Paix faite entre* Maximilien I. *Roi des Romains,* & Philippe *Archiduc d'Autriche d'une part,* & Charles VIII. *Roi de France avec Monsr. le Dauphin d'autre part ;* & *qu'il assistera le Roi de France en cas qu'il y soit contrevenu par le Roi des Romains ou par l'Archiduc. A Malines le 20. Août* 1493. [Voyez-la ci-dessus pag. 309. sous le 23. Mai de la même année 1493.]

CLXVI.

1494. 10. Mai. Edict Maximiliani I. Römischen Königs / worinn Er den vom Kayser Friderico III. auf dem Reichstag zu Franckfurth de Anno 1486. auf 10. Jahr aufgerichteten Landfrieden noch auf 3. Jahr durch das Heilige Römische Reich erstrecket. Geben zu Kempten den 10. Maii Anno Christi 1494. [Joh. Philipp. Datt, Volumen Rer. Germanicar. Novum Libr. I. Cap. XXIX. pag. 210. §. 36. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans Lunig, Teutsches Reichs-Archiv. Part. General. Continuat. unter Kayser Maximiliano I. pag. 143.]

C'est-à-dire,

Edit de l'Empereur Maximilien I. *par lequel il prolonge pour trois ans le terme de la* Paix publique, *qui avoit été ordonnée à Francfort pour dix ans en* 1486. *Donné à Kempten le* 10. *Mai* 1494.

WIr Maximilianus von Gots gnaden Romische Kunig / zu allen zeiten Merer deß Reichs / zu Ungern / Dalmatien / Croatien 2c. König ; Ertz-Herzog zu Oesterreich / Herzog zu Burgundi / zu Lotterigth / zu Brabant / zu Steyr / zu Kärendten / zu Crayn / zu Lymburg / zu Lützenburg / zu Gheldern / Grave zu Flandern / zu Habspurg / zu Tyrol / zu Phyrt / zu Kyburg / zu Arthois / und zu Burgundi / Pfaltzgrave zu Hönigew / zu Hollant / zu Serlant / zu Namur / und zu Zutphen / Margrave deß Heiligen Römischen Reichs und zu Burgaw / Landgrave in Elseß / Herr zu Frießland / auff der Windischen March / zu Portenaw / zu Salins / und zu Mecheln 2c. Embieten allen und yeglichen Unsern und deß Heiligen Reichs Churfürsten / Fürsten / Geistlichen und Weltlichen / Prelaten / Graven / Freyen / Herren / Rittern / Knechten / Hawbtlewten / Vitzthumben / Vögten / Phlegern / Verwesern / Ambtlewten / Schultheissen / Burgermeistern / Richtern / Räten / Buegern / und gemeinden / und sonst allen andern Unseen und deß Reichs Underthanen und getrewen / in was würden / Staats oder wesen die sein / den dieser Unser Kunigclicher Brive / oder abgeschrifft davon zu sehen / oder zu lesen fürkompt oder gezeiget würd / Unser gnad und alles gut : Erwirdigen / Hochgebohrnen / Wolgebornen / Edlen / Ersamen / Lieben / Neven / Oheimen / Churfürsten / Fürsten / Andechtigen und getrewen. Alß weilent der Durchleüchtigist Fürst / Herr Friderich der dritt Römischer Kaiser / Unser lieber Herr und Vatter / löblicher gedächtnuß mit sambt Unß ainen gemeinen bestendigen Friden / durch das ganz Römisch Reiche Deutscher Nation, fürgenommen / und den zehen Jar lang / die sich auff den Siebenzehenden tag deß Monets Marcy / deß Sechs und newnzigsten Jars schierist enden / zuhalten gemacht / geordent und gesezt hat / der in seinen wesentlichen puncten und Aerickeln von wort zu wort ynhaltet : also daß von zeyt dieser verkündung nyemandts von was würden / standts / oder wesens der seie / den andern bevechden / bekriegen / berawben / vahen / überziehen / belegern / noch auch ainig Sloß / Stette / Merckte / Bevestigung / Dörffer / Höve / oder Weyler absteigen / oder on deß andern willen mit gewaltiger tat frevelich innemen / oder gevärlich mit prant oder in ander wege dermaßen beschedigen sol / auch nyemandt solchen tätern Räte / hilf / oder in kein ander weise keinen beystand oder fürschub tun / auch sy nit herbergen / hawsen / etzen / oder trencken / enthalten oder gedulden / sonder wer zu dem andern zu sprechen vermeint / der sol solches suchen und tun an den enden und gerichten / da die Sachen ordenlich hingehören oder zu außtragen verteidingt sein. Und darauff haben wir alle offen vehde und verwarung durch das ganz Reich auffgehebe / und abgetan : heben die auch hiemit auff / und tunde die abe / auß Römischer Kaiserlicher macht vollkommenheit / in und mit krafft diß Briefs und ob yemand / von was würden oder Standts der oder die wären / die darüber / wie vorgemelt / handlen oder zu handlen understeen würden / dieselben sollen mit der tatte / von Recht / zusampt andern Penen in Unser und deß Reichs acht gefallen sein / die wir auch hiemit in Unser und deß Heiligen Reichs acht erkennen und erkleren : alßo daß ir leib und gute allermenniglich erlawbt und nyemand daran freveln oder verhandeln soll oder mag / auch alle verschreybung / pliche und püntnuß / inen zusteend / und darauff sie vordrung oder zuspruch haben möchten / sollen gegen ihnen / die in verhafft weren / ab und tod / auch die lehen so vil der übersarer der gebrauchet / den Lehenherren verfallen / und sy dieselben lehen / oder denselben teile / so lang der Fridbrecher lebt / ime oder andern lehens Erben zu leyhen / oder den seinen teil der abnuze volgen zu laßen nicht schuldig sein. Und ob Fürsten / Graven / Herren / Ritterschafft / oder Stette / oder die iren wider disen Friden beschädiget wurden / und die tätter nit offenbar / sonder yemand der verdacht wäre / so solten und möchten der Fürste / dem / oder deß mannen / Graven / Herren / Ritterschafft / Underthanen oder Verwandten schad geschehen wäre / den / oder dieselben beschreiben / und für sich betägen / entschuldigung mit dem ayde von denselben zu nemen. Wern aber die beschedigten gemelter maßen keinem Fürsten gewant / so möchten sy den verdachten fordern für den Landsfürsten / dem dieselben verdachten gewandt / oder am negsten gesessen weren / soliche entschuldigung zu tun mit dem Ayde / wie nechst gemeldet : und ob der / oder die verdachten sich der entschuldigung in einich weg widerten / so solten sy der beschedigung und Fridbrechs schuldig gehalten und aftermals gegen Jne / lawt diz gebots / mügen gehandelt werden : doch so solt derselbig Fürste / dem oder denselben ungevärlich gelant zuschreiben / ab und zu solchem tag / biß wider in ir gewarsam / für sy / und alle die jhenen / sy mit inen zu solchem tag brechten / ungeverlich. Und ob man die tags-Brieve inen nit möchte zuhanden bringen / so sol man die an zweyen oder dreyen enden anslahen / da man die verdachten zu zeiten gesehen / oder da sie zuversichtlich hande und wesen hetten. Ob auch wider diesen Feid und Unser gebott yemand berawbt / oder zugrif geschehen wurden / so sollen alle die jhenen / die deß zu frischer tat ermant / oder sunst ynnen werden / mit macht

Anno 1494.

nacheylen

Anno 1494. nacheylen / und mit vleissigem ernst gegen solchen beschedigern handeln und fürnemen / dieselben zu handen zu bringen. Es soll auch sollcher tätter und fridbrecher nyemand hawsen / herbergen / essen / trencken / enthalten / fürschub tun / in seiner Oberkait aigenthumb oder gebieten / sonder dieselben annemen / und zu Inen mit dem ernst von Ambts wegen richten / und auch auf menniglichs klag / Rechts ungesawmt von inen helffen / dorwider sy nit schützen / schirmen oder fürtragen sol / ainich trostung / sicherhait oder glait / wann si deß alles außerhalb verwilligung des widerteils unempfenglich sein / und nit geniessen sollen / in keinen wege / dann wir in allen trostungen / sicherheiten / vorworten / und geleiten / von wem die gegeben werden / solch fridbruch wellen außgenommen / und darinn nit begriffen haben. Und ob die täter und überfarer diß fridens enthalt oder bevestigung / oder sust dermaße fürschub und gunst hetten / alßo das statlicher hilf gegen inen not wäre / so sol von Unsern wegen durch Unsern Cammer-Richter den beschedigten auf ir ansuchen unverzogenlich hilf getan und gebots brieve on beschwerungen Churfürsten / Fürsten / Graven / Herrn / Ritterschafft und Stett gegeben werden / in der allerpesten form, nach notturffe denselben beschedigten / gegen den überfarern / in allweg / hilf und beystand zu tun / mit lewten und zugen / und ob es not sein würde zum veldzug / die fridbrecher und die Plätz / da sy ir behawsung oder enthalt hetten / zu nötigen / zu straffen / und zu stören. Und als viel raysige und fußknecht sein / der eins teils gantz kein herrschafft haben / auch etliche diensts verphlicht / daryn sy sich wesenlich doch nit halten / sonder in Landen irem vorteil und Reitterey nachreiten: Ordnen / sezen und wollen wir / daß hinfür solch raysig und fußknecht in dem Heiligen Reich nit sollen geduldet / oder auffenthalten / sondern / wo man die betretten mag / so sollen sy angenommen / hertiglich befragt / und umb ir mißhandlung mit ernst gestrafft / und auff das wenigst ir hab und gut angenommen / gebüt / und sy mit ayden und bürgschafften nach notdurfften verbunden werden. Und ob Gaistlich Personen / des wir Uns ye nicht versehen / wider disen Unsern friden und gebotte handlen wurden / so sollen die Prælaten / die one mittel ordenlichen Gerichtszwang gegen Inen haben / sy uff ansuchen deß beschedigten ungesaumpt daran halten / kerung und wandel der scheden zuthun / auch sy hertigelich umb die überfarung zu strafen: und ob dieselben sewmig wurden / so sezen wir sy hiemit auß Unser und deß Heiligen Reichs Gnade und schirm: Wolten sy auch alß Irrer diß fridens in irer widerwertigkait nit versprechen / oder vertedingen in kain weg. Es soll auch wider diesen friden nyemand mit verschreibungen phlichten / oder in ainig ander weg verbunden werden. Wann wir solches alles auß krafft Unser Kayserlichen Oberkait krafftloß / unbündig erkennen und erkleren. Und ob yemand auff sein verschreibung zu pfenden vermeinte / ob die in mangel der bezalung nie das zugebe / der soll doch zuvor die pfandung vier wochen seinen schuldnern offenlich verkünden / damit solchs fürkommen und auffrur verhalten werde. Haben wir alß Römischer Künig zu herzen gefaßet und betrachtet / das Got der Allmechtige durch solchen friden größlichen geeret / und gelobet wirdet / auch die manigfaltigen / mercklichen Ere / nuz und frummen so Unß / dem Hailigen Reich / Euch allen / und gemeinen Tewtschen Nacion von seinem anfang bißher scheinperlichen darauß kumen und gewachsen ist: Und darumb auß Römischer Königlicher Macht vollkommenhait / aigener bewegnuß / und rechter wißen / auch mit Rate Unser und deß Reichs Fürsten / Graven / Herrn und Edlen / so in treffenlicher anzal bey Unß gewesen sein / solchen obbestimpten Friden / nach verscheynung der vorgemelten zehen Jahr / noch drew Jar lang die negsten darnach volgende / in allen seinen Puncten / Artigkeln / ynhaltungen / maynungen / und begreiffungen erstreckt und erleugert / und den dieselben drew Jahr außzuhalten gesezt und geordent. Und gebieten darauff Euch allen und yedem / insonders von ytzberürter Unser Kunigclichen macht vollkomenhait / bey den phlichten / damit ir Unß und dem Hailigen Reiche verpunden seit: auch verliesung aller ewer Lehen / Gnaden / Freyhaiten und Privilegien / so ir von Unß und dem Heiligen Reiche / oder yemand andern habet / ernstlich und wöllen / daß ir solchem obbestimpten Unserm erstreckten friden / die drew Jar lang / in allen Puncten und Artigkeln / wie dann die in des vorgemelten Kaysers Friderichs Unsers Herrn und Vatters loblicher Gedechtnuß gebotsbrieven deßhalben an euch außgangen / klärlichen begriffen sein / die Ir / alß wir nit zweyveln / in frischer gedächtnuß habet / vollziehet / dem lebet und nachkommet / und sich Ewr keiner deß sperr / noch wider / noch hierinn auf yemandes andren waigerung tue / alß lieb euch allen und Ir yedem seye Unser und deß Reichs swäre ungnad und straffe / und die Pene / in dem obgemelten Kayserlichen zehen Järigen gesatzten friden begriffen / zu vermeiden. Daran tut ir Unser ernstlich meynung. Geben zu Kempten am zehenden tag deß Monets May / nach Christi geburt vierzehenhundert und im vier und newnzigsten. Unserer Reiche deß Römischen im Newndten / und deß Hungerischen im Fünften Jarn.

CLXVII.

Entscheid zwischen Heinrich den Aeltern / und Heinrich den Jüngern / dann auch Erich allerseiths Hertzogen zu Braunschweig und Lüneburg an einem / dann Bürgermeister und Rathmannen der Stadt Braunschweig andern Theils / wegen der / zwischen Ihnen entstandenen Feyndtschafft und Krieg / durch abgeschickte Räthe Herrn Ernests Ertzbischoffs zu Magdeburg / und Churfürst Johanns zu Brandenburg gesprochen. Geschehen zu Braunschweig am Mitwoch nach des Heiligen Leichnams Tag 1494. [Lunig, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Absatz IV. pag. 263.] 29. Mai.

C'est-à-dire,

*Sentence arbitrale rendue par les Députez Conseillers d'*ERNEST *Archevêque de Magdebourg, & de* JEAN *Electeur de Brandebourg, entre* HENRI l'aîné, HENRI le jeune, & ERIC *Duc de Brunswick Lunebourg d'une part, & la Ville de* BRUNSWICH *d'autre part, au sujet des Hostilités commises de part & d'autre. A Brunswich le Mecreds après la Fête du Saint Corps de Christ*, 1494.

WIr hernach beschrieben der Ehrwürdigsten in GOtt Vaters / Durchleuchtigen / Hochgebornen Fürsten und Herrn / Herren Ernestes / Ertz-Bischoffs zu Magdeburg / Primaten in Germanien und Administrators der Kirchen zu Halberstade / Hertzogen zu Sachsen / Land-Grafen in Düringen / und Marggraffen zu Meissen / rc. Und Herrn Johannsen / Marggraffen zu Brandenburg / des Heiligen Reichs Ertz Cämmerern und Churfürsten / zu Stetin / Pommern / der Casuben und Wenden Hertzogen / Burg-Grafen zu Nürnberg / und Fürsten zu Rugen / rc. geschickte Rähte / mit Nahmen Balthasar von Newstade / Thum-Probst zu Halberstadt /

ANNO 1494.

stadt / Arnd Treskow / Thum-Herr zu Magdeburg / Friederich von Hoim / Häuptmann des Stiffts zu Halberstadt / und Heinrich von Velzheim / an statt Unsers gnädigsten Herrn von Magdeburg / und wir Diedtrich von GOttes Gnaden Bischoff zu Lübus / Erasmus Brandburg / deß Heiligen Stuels zu Rom Sub-Diaconus, Pfarherr zu Lübuß / Hanß von Rechaw / Ritter / und Johann Stauffmehl / beyder Rechten Doctor, an statt Unsers gnädigsten Herrn Marggraffen Johannsen Churfürsten / bekennen öffentlich vor jedermänniglich / nachdem und als sich die genannten Unsere gnädigste Herren aus angeborner freundlicher Verwandeniß / Lieb / Wolmeynung und sonderlichen Gnaden in die schweren Gebrechen / so zwischen den Jhrleuchten / Hochgebornen Fürsten und Herrn / Herrn Heinrichen dem Eltern / Herrn Heinrichen dem Jüngern / und Herrn Erick Gebrüdern und Vettern zu Braunschweig und Lüneburg / Hertzogen / rc. eines / Und Bürgermeister / Rathmann und gemeiner Stadt zu Braunschweig / anders Theils / erwachsen / zu Krieg und Feide kommen / geschlagen / die Fride abgewannt / zu gütlicher und rechtlicher Verfassung / Innhalt des Anlaß darüber vollzogen / bracht / dem wir gebührlich Folge gethan / und nachgesetzten mannigfaltigen Fleiß / Mühe und Arbeit auf gehaltenen Tägen als trewe Händeler und Schiedes-Fürsten fürgewannt / daß sie sühnlich oder rechtlich möchten zuführet und beygelegt werden; So das aber entstanden / dennoch nicht abgelassen / sondern Uns obgenannten als beyder J. Fürstl. Gn. Geordneten Rähten in die Stadt Braunschweig mit sondern Befehl allen möglichen Fleiß auff das höchste zu thun / damit nochmahls berührte Gebrechen gütlich beygelegt / zuführt / Vergießung Christlichs Bluts / Schaden und Verderb der Land und Leuten / darzu Ihr F:G. als löblicher Fürsten und Churfürst des Heiligen Reichs / aus Fürstlicher angeborner Tugent und Milde geneigt / verhüten möcht werden / geschickt und gefertigt; Also haben wir als Gehorsame Unserer gnädigsten Herrn von Magdeburg und Brandenburg gethonen Befehlich allenthalb nachgesetzt / und mit allem möglichen Fleiß zur Sühne mancherley Unraths / wie oben berührt / so besorglich / zuvor kommen / trewlich gearbeit / und durch Gnad des Allmächtigen / auch mit Wissen / Willen und Vollbort obbemelter beyder Partheyen / verfügt und erlangt / daß sie deß mehrern Theils ihrer Gebrechen in nachgeschriebener Form gütlich gericht / entscheiden / und die so darüber außerhalb der zum Rechten angestellt / richten / scheiden und stellen die andern darüber zum Rechten an statt und von wegen Unserer gnädigsten Herren in Krafft und Macht dieses Brieffes also:

Zum ersten / das die Fehde und alles / so daraus erwachsen / theil von Unkrääfften / gantz ab und die Schäden so in solcher Fehde und Unwillen / Geistlich und Werentlich / erlitten / von beyden Partheyen zugleich gegen einander aufgehaben / und die Anforderung derhalb / wie die möcht erhoben / abgethan und gantz undüchtig seyn / und die Gefangene beyder Parthey / all und jeglicher besonder / so / diweil dieser Unwill unentscheiden gefangen / bestricket / wie sich das nach eines jeden Standt eigent / ledig und loß gezehlet / und das Schatzgelt / so noch ait gefallen / ungemahnet und ungefordert bleibe.

Zum andern / daß die Fürsten / der Stadt Privilegien / Freyheit / Gnaden / Gewohnheite und alt Herkommen / wie gewöhnlich hergebracht / confirmiren und bestettigen / und den Fürsten von der Stadt / wie vor alters herkommen und gewöhnlich / Huldigung und Pflicht geschehe / und für ihe regierende Lands-Fürsten und Herrn erkandt und gehalten.

Zum dritten / daß die Schlesser Camp und Rienbrücke mit der Zubehörung / so die der Rath zu Braunschweig eyngenommen / sollen den Fürsten bleiben / und der Stadt die Schlösser Fecheld und Aßeburg mit irer Zubehörung / der Maß und Rechten / als sie vormahls in und daran gehabt / eyngeantwort / doch also bescheiden / das Vechelt / wie vor der Vehde / bleibe / und allein dasjenig / so die Fürsten darüber zu Befestigung gebawet / eyngezogen und abgethan / und das Schloß Asseburg sechs Jahr / wie das jetzund stehet / nicht gebawet werde.

Es sollen auch dem Rath und den eintzeln Bürgern und Einwohnern der Stadt Braunschweig / Geistlichen und Weltlichen / sämptlich und besondern / ihr Güter / so sie auf dem Lande von den Fürsten und andern Geistlichen und Werntlichen zu Lehen und Afterlehen / Pfandschafft oder andern haben / wie sie die ehe der Vehde ingehabt und herbracht / unverpfändt und unbeschwert folgen / solch ihr Güter / wie vormals zu geniessen / und zu gebrauchen unverhindert / darauff sie ihr Lehen / wie gewöhnlich / empfangen sollen / und damit die Fürsten der Begebung der zweyer Schlößer Vechelt und Asseburg / darzu der einzel Bürger Güter / wie oben / gesettigt / so sollen und wöllen die Stadt den Fürsten zur Absühne und Verehrung funffzehen tausend Relaisch Gülden / und vor dem Dienst der drey oder vier Dörffer so zur Assenburg gehörig / viertausendt Gülden / wie hernach folget / nemblich auf Johannis nechst nach dato vier tausendt / darnach auff Michaelis im fünff und Neuntzigsten Jar fünff tausendt / und auff Michaelis darnach über ein Jahr / aber fünfftausendt / und auff Michaelis im sieben und neuntzigsten Jare / die letzten fünfftausendt Gulden antworten / also daß von Michaelis nechst über drey Jar / und auf den Termin / wie oben berührt / den Fürsten die neuntzehen tausendt Gülden / ohn allen ihrer Gnaden Schaden / Vorzug / Eynrede und Behelff / geben und bezahlen / getrewlich und ohn Gefehrde.

Aber nachdem die Fürsten etlich Obrigkeit / Gerechtigkeit und Anforderunge / nemblich zu den zweyen Städten Sack und Altenwick / Mollen / Gerichten / Zollen / Juden / und den zweyen Schlößern / Vechelten und Aßeburg / wes sie deß zu der Stadt zu haben vermeint / und die Stadt der nicht geständig / dieselb Forderung soll von dato vier Jahr in Ruhe gestelt / ob die in mitler Zeit / nach Verhängnüß des Allmächtigen / möcht zuführt / wo aber das nicht geschehe / das alsdann die Stadt den Fürsten für der Römischen Königlichen Majestät / nach Ordnung der Recht / als ordentlichen Richter / wie sich das eygnet und gebühret / deß Rechten sein / dadurch sollen diese oben berührte Gebrechen gütlich gericht / gescheiden / und in die Richtigung der Fürsten Verwandten / der Ehrwürdig in GOtt HErr Barthold Bischoff zu Hildeßheim / und Administrator der Kirchen zu Verden / der Stadt Verwandten und guten Freunde / Städt Hildeßeim / Göttingen / Hannober / und Einbeck / auch alle diejennen / in sampt und besondern / Geistlich und Werntlich so in dieser Vehde verdacht / von beyden Theilen verwant und anhengig / hiemit eyngezogen / begriffen / und die bemelt Anforderung der Fürsten zum Rechten angestelt / und in die oben geschrieben Berichtigung nit gezogen noch damit begrieffen / sonder sonst gebührlichen Außtrag zu erlangen / allenthalben ausgeschlossen sein. Solches alles wie oben angezeigt / in allen Stucken / Puncten und Artickeln / haben die obgenanten Fürsten zu Braunschweig Luneburg / rc. eins / Burgermeister / Rathmanne und gemeine Stadt zu Braunschweig / am andern Theil / mit vorgehaltem Rath / wohlbedächtiglich und rechten Wissen verwilligt und stet / vest / unwieder-

Anno 1494. verbrüchenlich zu halten und allenthalb zu vollziehen zugesagt / alles trewlich und ohn Gefehrde / deß zu Urkunde mit meines Balthasar von Newstädt Thumb-Probst zu Halberstadt / an statt Unsers gnädigsten Herrn zu Magdebourg / und Unsers Bischoff Diedrich zu Lübuß / an statt Unsers gnädigsten Herrn Marggraffen Johannsen Churfürsten / ꝛc. anhangenden Insiegeln / der wir andern beyder Ihrer F. G. geschickten Räthe auf dismahl hierzu mit gebrauchen / versiegelt. Geschrieben und geben zu Braunschweig am Mittwochen nach des Heiligen Leichnams-Tage / und seiner Geburt / tausendt vierhundert / im vier und neunzigsten Jahre.

CLXVIII.

13. Sept. Bündtnuß zwischen Ihro Hochfürstlichen Gnaden zu Costantz Bischoff Thomas / und denen Herren Eydgenossen / zu erhaltung guter Trew / liebe und Freyndschafft. Geschehen Sambstag nach Unser lieben Frauen Tag der Geburt 1494. [Pièce, tirée d'une Information de Droit, présentée à l'Empereur en 1716. de la part de l'Evêque & Prince de *Constance* sous le Titre: Gründliche Information über des Hochstiffts Costantz Jurisdiction bey dessen in der Schweitz gelegenen Landschafft aux Preuves. Chap. VIII. Num. III.]

C'est-à-dire,

Traité de renouvellement d'Alliance, & d'Amitié entre THOMAS *Reverendissime Evêque & Prince de Constance d'une part, & les Seigneurs du* CORPS HELVETIQUE *d'autre part; Fait le Samedi d'après le jour de la Nativité de la très-Sainte Vierge* 1494.

WIr Thomas von Gottes Gnaden Bischoff und Thumb Probst zu Costentz ꝛc. Und Wir die Schultheissen / Amman / Ratte / Burgern / und Landlütte gemeinlich dieser nachbenempten Stetten und Länderen / namlich Bern / Lucern / Ury / Schwitz / Underwalden Ob und Nit dem Kernwald / und Zug und das Usser Ampt / so zu Zug gehört. Tund kundt allermenglichen offenlichen mit disem Briffe / daß wir angesehen / und betrachtet haben solche Trüw Liebe und Fründschafft / so Unser vordern und wir lange zitt miteinandern gehept hand: Und umb daß die zwischen Uns gemeret / und den widerwertigen dingen die Uns nach diesen Loiffen begegenen möchten / desterbaß widerstand gethan werden mög. So haben wir Uns dieser nachgeschribenen Stuck miteinandern gütlich vereint / und sind einandern deraingangen. Deß ersteren so sollen wir obgenanter Bischoff Thomas den obgenanten Eidgnossen gemeinlich / noch dhein Ort sunderlich / noch denen so mit ihnen in Einungen oder Pündtnüssen sind / in Unseren und Unser Gestifft Schlossen / Stedten und Landen / auch darinen noch daruff deheinen Schaden zufügen / noch daß jemand anders zetunde gestattet werden / so verr wir vermögen ec. ꝛc. Deßglich sollen wir die obgenanten Eydtgnossen gemeinlich und sunderlich dem obgenanten Unserm Gnädigen Herrn von Costentz / und den sinen / durch Uns in Unseren Schlossen / Stetten / noch Landen hiewiderumb ouch tun. Und wir vorgenanter Bischoff Thomas den vorgenanten Eydtgenossen gemeinlich / und jedem Orth besunder / und den Ihren / so sy zu ihren Geschäfften bruchen wurdent / und die Uns oder Unsern Amptlüten darumb globlich Brieff beingent / Unser Statt und Schloß Kayserstuhl / syder und Sy von Ihe Graffschafft Landen wegen die Herrlichkeit der hochen Gerichten da haben / zu allen ihren Nötten und Sachen uffthun / sy dardurch und widrumb härdurch züchen / darinne wohnen und wandeln lassen / wenn und wie dick ihnen das notthürfft und eben ist / und ihnen darinen umb ihr Geld bescheiden Koff / Essen und Trüncken schaffen gegeben werden / ohne Intrag und Widerred. Wir obgenanten Eidtgnossen gemeinlich und sunderlich / und die Unseren sollen aber dardurch und wider hardurch ziehen und darinne sin / ohne andere Unsers obgenanten gnädigen Herrn von Costentz und der sinen mercklichen Schaden / und den jetzgenanten Unsern gnädigen Herrn sin Lebtag by allen sinen und sins Stiffts Stätten / Schlossen und Landen / ob jhn jemand wider Reche daboen trengen wölte / schützen und schürmen nach Unserem Vermögen / doch in sinem und sines Stiffts kosten. Wäre auch / daß jemand in Unsern obgenanten Bischoff Thomas Schlossen / Stätten und Gebieten begriffen wurde / der den obgenanten Eidtgnossen gemeinlich oder dehein Orth sunderlich Schaden gethan hätte / zu denselben sollend wir jhnen / wenn sy deß begehren / unverzogenliches Recht gestatten und geben lassen: deßglich sollen wie die obgenanten Eidtgenossen gemeinlich und sunderlich dem vorgenanten Unserem gnädigen Herren von Costentz siner Stifft und den sinen die sinen Gnaden zu versprechen stand hinwiderumb auch thun. Wär auch sach / daß dheiner Unser obgenanten Bischoff Thomas Räthen oder diener / die in Unsern Schlossen / Stätten / Gerichte und Gebiethen gesessen sind / mit dhein der obgenanten Eidtgnossen / oder dheiner Unser obgenanter Eidtgenossen gemeinlich oder sunderlich oder der Unsern / so in Unsern Stätten / Gerichten und Gebiethen gesessen sind / gegen dheinen deß obgenanten Unsers gnädigen Herrn Bischoff Thomas Räthen / dienern / als die in siner gnaden / als in sins Stiffts / Schlossen / Sätten / Gerichten und Gepiethen gesessen sind / ützet zeschaffen hätten / und gewünnen / darumb einer den anderen ansprach nit vertragen möchte / darumb soll sich ein jeglicher von dem andern Rechtes lassen benügen an den Enden und in den Gerichten / da der ansprachig gesessen ist / und dahin er gehört / daselbs auch ein jeelicher Ansprächiger dem Kläger eins unverzognen Rechten sin und jhm deß daselbs gestattet werden soll. Und ob sich fügte / daß wir obgenanter Bischoff Thomas une den obgenanten Eydtgnossen oder deheinen Orth sunder / zweyig wurdent / oder wir die obgenanten Eydgnossen gemeinlich oder dehein Orth sunderlich / mit den obgenanten Unserem gnädigen Herrn von Costentz / (da Gott vor sye) darumb sollen wir zu beyder sit / wan deweder Theyl den andern erfordert / daenach in den negsten vierzehen Tagen uff einen neimlichen Tag / der darin benempt wirdt / mit ein andern zu tagen kommen gen Baaden in Ergöw in die Stadt / da soll dann jeweder Theyl zwee erbar Mann setzen / für die wir Unser zweyung bringen / die auch gelert Eidt zu Gott und den Heiligen schwören sollen, die Sach underzogenlich ußzusprechen zu der Mmn oder zu den rechten / ob sy die Minn nit finden möchten / und weß sich die darumb erkennen / dem söllen wir beder syt gnugthun / dabey beliebern / das war und stät halten / ohne Widerred. Wär aber / daß sich dieselben vier in ihren urtheilen gleich theyllen / und nit eins würden: So sollen sy by ihren obgenanten Eiden / einen gemeinen Mann under Unser deß obgenanten Bischoff Thomas / oder Unser der obgenanten Eydgnossen Räthen kiesen und nemmen / der sy zu der sach gemeinschidlich / und unargwönig sin bedunckt / derselb gemein dan auch loben und schweren soll / die sache mit den vieren ußzusprechen / alß vorgeschrieben stät / und wie sy die ußsprechend / dem sollend wir zu bedersyt nachkommen / und gnung thun ohne alle widerrede / und von welchem Theyl der gemein Mann genommen werde / der soll von sinen

ANNO 1494.

Obern darzu gewiessen werden / sich zu der sach zu verbünden / und die Uns ufszusprechen / innmaß als obstat. Wir obgenanter Bischoff Thomas sollend und wöllend die gemelten Eidtgenossen / und die ihren geistlich und weltlich Persohnen bey ihren guten loblichen alten harkommen lassen beliben / und sy witer nicht trengen / wie sy dan voenacher von Unsern Vorfahren Bischoffen Säligen Löblichen Gedächtnuß gehalten woeden sind. Und haben auch daruff Uns selbs haeinen vorbehalten all Unser Feeyheiten / Unser Geistlicheit / Unsee Geistlich Gericht / wie Unsee vordern / und wir von alter huebracht hand. Und wie die obgenanten Eidgnossen / haben Uns selbs harinen vorbehalten / alle Unsee Fryheiten / und altes harkommen / und die Pünd / so wie von Datum diß Briffs mit einandern / oder jemand mit Uns gemacht hand. Und also geloben und versprechen wir obgenanter Bischoff Thomas by Unseen Fürstlichen Würden und Eheen / und wir die vorgenanten Eidtgnossen by Unsern guten Trüwen / alles das / so diser Brieff von Uns wyset und seit / war und stät zu halten / dem nach zu kommen und gnug zu thun / ohne alles widersprechen getrüwlich und ungefäelich. Und deß zu warem vestem Urkund / so haben wie obgenanter Bischoff Thomas Unser Bischöfflich Insigel / und wir die obgenenten Stätt und Länder / mit Nahmen Bern / Lucern / Ure / Schweitz / Underwalden Ob-und Nit dem Kernwald / Zug und das Usser-Ampt / so zu Zug gehört / Unser Stätten / und Lander Insiegel offentlich lassen hencken an diser Briffen zwen glich / die geben sind uff Sambstag nach Unser Lieben Frauen Tag der Gebuhrt / alß man zahlt von der Gebuhet Cheisti Unsers Lieben Heern / tusent / vierhundert nüntzig und vier Jarn.

CLXIX.

Sepe. & Nov.

LE PAPE ET LE TURC.

Instructions données par le Pape ALEXANDRE VI. *au Nonce par lui envoyé à Sultan* BAJAZET *Empereur des Turcs, avec les Lettres dudit Sultan audit Alexandre, en l'Année* 1494. [Divers Traitez, Contracts, Testamens, &c. Servans aux Mémoires de PHILIPPE DE COMINES. pag. 293.]

SUPERIORIBUS diebus Cardinale Gurcense referente, D. Georgius Basardus Litterarum Apostolicarum Scriptor, per Sanctissimum D. N. Papam ad Magnum Turcam Nuncius, Oratorque missus, ut ipse Cardinalis dicebat, per Illustrissimum D. Joannem de Ruvere almæ Urbis Præfectum, Illustrissimi Cardinalis S. Petri ad vincula Fratrem germanum captus fuit, & apud Senogalliam detentus, apud quem idem Cardinalis Gurcensis compertas fuisse dixit informationes per eundem Sanctissimum D. N. sibi datas, super iis quæ apud Magnum Turcam agere deberet, quæ dictus Cardinalis Gurcensis Sanctissimo D. N. ad infamiam improperabat, quarum informationum Nuntii & Oratoris ad Magnum Turcam tenor. ALEXANDER PAPA SEXTUS Instructiones tibi Georgio (a) Basardo Nuntio & familiari nostro, postquam hinc recesseris directè & quanto citius poteris ibis ad Potentissimum Magnum Turcam Sultan BAJAZET, ubicumque fuerit, quem postquam debitè salutaveris, & ad divini Numinis timorem excitaris, significabis ipsi nomine nostro qualiter Rex Franciæ properat cum maxima potentia terrestri & maritima, cum auxilio Status Mediolanensium, Britonum, Burdegalensium, Normandorum & cum aliis gentibus huc Romam veniens eripere è manibus nostris Gem Sultan Fratrem Celsitudinis suæ, & acquirere Regnum Neapolitanum, & ejicere Regem Alfonsum cum quo sumus in strictissimo Sanguinis gradu & Amicitia conjuncti, & tenemur eum defendere, cum sit Feudatarius & Subditus noster, & annuatim solvat nobis censum, & sunt anni sexaginta tres & ultra quod fuit investitus Rex Alfonsus avus ejus, deinde Ferdinandus Pater, cui successit Rex qui per Prædecessores nostros, & per nos fuerunt investiti & incoronati de dicto Regno, & ideo hac de causa prædictus Rex Franciæ effectus inimicus noster, qui non solum properat ut dictum Gem Sultan capiat, & ipsum Regnum acquirat, sed etiam in Græciam (b) trans freta, & Patrias Celsitudinis suæ debellare queat, prout suæ Majestati innotescere debet, & dicunt quod mittant dictum Gem Sultan cum classe in Turquiam, & eum nobis opus sit resistere, & nos defendere à tanta Regis Franciæ potentia, omnes conatus nostros exponere oportet, & se bene præparare, quod eum jam fecerimus, opusque sit facere maximas impensas, cogimur ad subsidium præfati Sultan Bajazet recurrere, sperantes in Amicitia bona quam ad invicem habemus quod in tali necessitate juvabit nos, quem rogabis & nomine nostro exhortaberis ac ex te persuadebis cum omni instantia, ut placeat sibi quam citius mittere nobis Ducatos quadraginta millia in auro Venetos, pro annata anni præsentis, quæ finiet ultimo die Novembris venturi, ut eum tempore possimus nobis subvenire in quo Majestas sua faciet nobis rem gratissimam, cui impræsentiarum nolumus imponere aliud gravamen, & sic exponendo vires & conatus nostros in resistentia facienda, ne dictus Rex Franciæ aliqua victoria contra nos potiatur, & contra Fratrem suæ Majestatis, cum aut ipse Rex Franciæ Terra Marique sit longè potentior nobis, indigeremus Auxilio Venetorum, qui obsistant, nec volunt nobis esse Auxilio, imò habent arctissimum Commercium cum inimicis nostris, & dubitamus quòd sint nobis contrarii; quod esset nobis augmentum magnæ offensionis: & non reperimus aliam viam eos convertendi ad Partes nostras tractandas quàm per viam ipsius Turcæ, cui denotabis ut suprà: & quòd si Franci victores forent, sua Majestas pateretur magnum interesse, tum propter ereptionem Gem Sultan Fratris sui, tum etiam quia prosequerentur expeditionem & longe cum majori conatu contra Altitudinem suam, & in tali causa haberet Auxilium ab Hispanis, Anglicis, Maximiliano, & Hungaris, Polonis & Bohemis, qui omnes sunt Potentissimi Principes. Persuadebis & exhortaberis Majestatem suam, quam tenemur certiorem reddere, ob veram & bonam Amicitiam quam habemus ad invicem, ne patiatur aliquod interesse, ut statim mittat unum Oratorem (c) ad Dominium Venetorum, significando qualiter certò intellexit Regem Franciæ movere se ad veniendum Romam, ad rapiendum Gem Sultan Fratrem, inde Regnum Neapolitanum, demum Terraque & Mari contra se præparare, quod velit facere omnem resistentiam, & se defendere contra ipsum, & deviare ne Frater suus capiatur ex manibus nostris, quos exhortetur & stringat, quod pro quanto cari pendant Amicitiam suam, debeant esse adjumento & defensioni nostræ, & Regis Alfonsi Terra Marique; & quod omnes amicos nostros, & primum Regem habebit pro bonis amicis suis, & nostros inimicos pro inimicis: & si Dominium polliceebatur consentire tali petitioni suæ, Orator habeat mandatum de non recedendo Venetiis, quousque viderit effectum, & quod dicti Veneti declarent se esse amicos & adjumento nobis, & Regi Alfonso, & esse contrà inimicos Francorum & aliorum Adhærentium Regi Franciæ: & si contradixerint, Orator significet quod S. D. non habebit eos amicos, & postea recedat ab eis indignatus: quanquam credimus, quòd si sua Majestas ardenter astringat eos modo convenienti, condescendem ad faciendam voluntatem Majestatis suæ, & sic persuadens eis multum ut facere hoc velint, quia istud est majus adjuvamen quod habere possumus, impetret resisti injuriis nostris, & sollicitabis quanto citius talem Oratorem, ut recedat ante te: nam multùm importat acceleratio tua.

Denotabis pariter Magno Turcæ adventum Oratoris Magni Soldani ad nos cum Literis & muneribus quæ transmisit nobis, quando Gem Sultan Fratrem suum accepimus, ac magnas oblationes & promissiones quas nobis fecit de magno thesauro, ac de multis aliis rebus, ut benè scis, quandoquidem tuo medio omnia sunt practicata, & sicut continetur in Capitulis quæ dictus Orator fecit & dedit, significabis Majestati suæ intentionem nostram in quantum tibi promisimus firmiter tenebimus, & nunquam contraveniemus in aliqua re, imo nostræ intentionis est accrescere & meliorare nostram bonam Amicitiam: benè gratum nobis esset, & de hoc multùm precamur & hortamur D. Serenissimum, quod pro aliquo tempore non impediat Hungarum, neque in aliqua parte Christianitatis & maximè in Croatia & Civitatibus (d) Leginæ, quod faciendo & observando nos faciemus quod Hungarus non inferat ei aliquod damnum, & in hoc Majestas sua habebit compassionem complacendi nobis, attento maximè motu Francorum, & aliorum Principum. Quod si in bellando perseveraret, habeat pro cumperto sua Magnitudo quod in ejus auxilio

(a) Boccardo.

(b) transfretet.

(c) Le Turc suivit ce conseil.

(d) Civitate Ragusa.

ANNO 1494.

auxilio essent quam-plures Principes Christiani, & doleret Majestatem suam non fecisse secundùm consilium nostrum, quod damus sibi primo ex officio, quando sumus Pater & Dominus omnium Christianorum, postea desideramus quietem Majestatis suæ ad bonam & mutuam Amicitiam; quoniam si aliter Majestas sua statueret prosequi & molestare Christianos, cogeremur rebus consulere, cum aliter non possemus obviare maximis apparatibus qui fiunt contra Majestatem suam. Dedimus tibi duo Brevia quæ exhibebis Turcæ: in uno continetur quod faciat tibi dare & consignare 40000. Ducatos pro annata præsenti: Aliud est credentiæ, ut præstet tibi fidem in omnibus quæcumque nomine nostro ipsi exposueris. Habitis 40000. Ducatis in loco consueto facies quittantiam secundùm consuetudinem, & venies recto tramite cum navi tuta, & cum illuc applicaveris, certiores nos reddes, & exspectabis responsum nostrum: præsens tua instructio consistit in acceleratione; facies ergo diligentiam hic in eundo ad Turcam in expeditione & in redeundo similiter. *Et ego Georgius Basardus Nuntius & familiaris præfatæ Sanctitatis per præsens scriptum & subscriptum manu meâ propriâ fidem facio & confiteor supradicta habuisse in commissis ab ore præfatæ Sanctitatis Romæ de mense Junii 1494. & exequutum fuisse apud Turcam inquantum fuit mihi ordinatum ut supra, & quantum ad Oratorem quem requisivit Sanctitas sua à Turca mittendum Venetias, est obtentum, qui è vestigio debeat recedere à Constantinopoli, de mense Septembris post me, ad exequendum, in quantum erat, voluntatem præfatæ Sanctitatis cum Illustrissimo D. D. Venetorum. Idem Georgius Basardus manu propria scripsi & subscripsi. Et ego Philippus de Patriarchis Clericus Forolivienſis, Apostolicâ & Imperiali auctoritate Notarius Publicus, suprascriptam Inscriptionem & Instructionem ex originali ex Senogallia transmisso, de verbo ad verbum transumpsi & scripsi, nihil mutando aut addendo, & hoc ipsum Transsumptum, prout jacebat ad litteram feci requisitus & rogatus: in cujus rei Testimonium hic me subscripsi, & signum meum apposui consuetum. Florentiæ die 25. Novembris, Anno Domini 1494.*

SULTAN BAJAZET CHAN Dei gratia Rex Maximus, & Imperator utriusque Continentis, Asiæque & Europæ, Christianorum omnium Excellenti Patri & D. D. Alexandro divinâ providentiâ Romanæ Ecclesiæ Pontifici dignissimo reverentiam debitam & benevolam cum sincera dispositione, post convenientem & justam salutationem, significamus tuo supremo Pontificio, quemadmodum in præsenti misistis vestrum Hominem & Legatum Georgium Basardum, cum Litteris quæ continebant de vestra salute & amore & amicitia, venit & pervenit in optimo tempore ad meam Altissimam Portam, & didicimus quæ per Litteras significabantur, & quæ commisistis ipsi dicere ex ore, retulit etiam coram Magnitudine mea integra, quemadmodum tua Gloriositas ipsi mandavit, cum didicerimus primùm nos de salute & bona habitudine tuæ Dominationis delectati sumus maximè, & exultavit spiritus meus, propterea & illis quæ per ipsum significastis, assensi sumus etiam & fecimus ipsa, & misimus etiam ad locu quæ significastis ut mitteremus, sicut valebat Magnitudo vestra ulterius, & id quod conventum est, quamvis ad nostrum terminum satis temporis reliquum sit, tamen de quo scripsistis, & petistis, ipsum cum festinatione datum est, & prædictus Legatus Georgius jam perfecit omnia bene quæcumque requirit Officium Legati, unde & honoratus est digne à mea Altitudine, ut ipsum decet, misimus etiam unà cum ipso à nostra Altissima Porta fidelem nostrum Hominem Cassimeo, & data est ei licentia, ut rursus ad tuum Pontificium redeat: nostra enim Amicitia Dei voluntate in dies augebitur, nuntiis autem vestræ salutis nunquam nos privetis, ut audientes magis delectemur. Datum in Aula nostræ Sultanicæ auctoritatis in Constantinopoli 1494. Anno à Jesu Prophetæ Nativitate, die 18. Septembris.

SULTAN BAJAZET CHAN Dei gratiâ Rex Maximus, & Imperator utriusque Continentis, Asiæque & Europæ, Christianorum omnium Excellenti Patri & Domino Alexandro divina providentia supremo Pontifici dignissimo reverentiam debitam & benevolam cum sincera dispositione: dignum & fidelem vestrum hominem & Legatum Georgium Basardum in Altissimam Portam misistis, venit & attulit nobis nuntios de vestra salute & bona habitudine, & delectavit nos mirificè, attulit etiam & verba quæ mandastis ipsi privatim, & etiam misistis, integrè & didicimus, & benè commisimus & nos ipsi sermones, ut nunciet ipsos coram tuo Pontificio, & detur sibi fides in his quæcumque dixerit; quæcumque enim dixerit sunt verba nostra indubitata: etiam præfatus Georgius perfecit omnia benè quæcumque requirit Officium Legati, unde honoratus est digne à mea Altitudine, secundum ipsius decentiam, & data est ei licentia ut redeat rursus in Aulam tuæ Magnitudinis, & manifestet illi illa quæ nos ipsi commisimus. Datum in aula nostræ Sultanicæ auctoritatis in Constantinop. 1494. Anno à Jesu Prophetæ Nativitate 18. Septembris.

ANNO 1493.

SULTAN BAJAZET CHAN, &c. Alexandro divina providentia Romanæ Ecclesiæ supremo Pontifici dignissimo, &c. Post convenientem & justam salutationem, significamus tuæ Dominationi, quemadmodum in præsenti fidelem nostrum Cassimen servum cum nostris Litteris misimus ad summum tuum Pontificium, ut ferat ad nos de vestra salute & bona habitudine, quod nos cupimus quotidie audire & delectari; similiter significet etiam & vobis de nostra felici sanitate & amore, ut & nos quæ de nobis sunt ab ipso dicenda audientes delectemini, sicut & nos delectamur. Jussimus etiam & est datum id quod est conventum prædicto servo meo Cassimi, ut perferat ipsum ad tuam Gloriositatem, & cum auxilio Dei reversus fuerit rursus ad meam Altitudinem, significet nobis vestram salutem & amicitiam, ut inde cum audiverimus, magis etiam delectemur, & quæ ipsi mandavimus nota faciet tuæ Magnitudini: date autem ipsi fidem in his quæcumque dixerit. Datum in Aula nostræ Sultanicæ authoritatis in Constantinopoli 1494. Anno à Jesu Prophetæ Nativitate, 18. Septembris.

SULTAN BAJAZET CHAN, &c. Alexandro &c. Post convenientem & justam salutationem, notum sit tuo supremo Pontificio, quemadmodum Reverendus Dominus Nicolaus (a) Libo Archiepiscopus Archatenensis est dignus & fidelis homo ipsius & à tempore præcedentis Papæ supremi Pontificis Domini Innocentii usque in hodiernum diem in tempus suæ Magnitudinis continuè ad Pacem & Amicitiam festinat, semperque animo & corpore in fidelissima fide duabus Partibus servivit & adhuc servit. Hujus igitur rei causa justum est à vobis decerni majori in ordine ipsum esse debere: unde & rogavimus dictum supremum Pontificem ut faceret illum Cardinalem & assensus est nostræ petitioni, adeo ut Litteris etiam nobis significaverit quod petitum est datum fuisse ipsi. Verum quia non erat tempus Id. Septembris mensis, non sedet in ordine suo, & ut requirit consuetudo. Intereà verò jussu Dei dedit Pontifex commune debitum, & sic ipse remansit. Ea igitur de causa scribimus & rogamus tuam Magnitudinem, propter Amicitiam & Pacem quam inter nos habuimus, & propter meum cor, ut adimpleas ipsi tuum Pontificium, videlicet ut facias ipsum perfectum Cardinalem, habebimus & nos id in loco magnæ gratiæ. Datum &c. ut supra.

(a) al. Cibo.

Suprascriptæ quaternæ Litteræ erant scriptæ sermone in charta authentica more Turcarum, cum quodam signo aureo in capite, quas Literas transtulit in Latinum de verbo ad verbum, me excipiente & notante, eruditus vir Lascaris natione Græcus, assistente illi & adjuvante interpretationem Reverendiss. D. Alosio Cyprio Episc. Famagustano, & Marcello Constantinopolitano, Illustriss. Principis Salernitani Secretario: in cujus rei fidem & Testimonium ego Philippus de Patriarchis Clericus Forolivienſis Apost. & Imperial. auctoritate Notarius Publicus, omnia supradicta manu mea propriâ scripsi & subscripsi, & meum signum apposui rogatus & requisitus.

(b) SULTAN BAJAZET CHAN Filius Soldani Mahometi, Dei gratia Imperator Asiæ, Europæ ac omnis Maritimæ, Patri & Domino omnium Christianorum divina providentia Papæ Alexandro sexto Romanæ Ecclesiæ digno Pontifici, post debitam & meritoriam salutationem, ex bono animo & puro corde significamus vestræ Magnitudini, per Georgium Basardum Servitorem & Nuntium vestræ Potentiæ intelleximus bonam convalescentiam suam, & etiam quæ retulit pro parte ejusdem vestræ Magnitudinis: ex quibus lætati sumus, magnamque consolationem cepimus. Inter alia mihi retulit quomodo Rex Franciæ animatus est habere Gem Fratrem nostrum, qui est in manibus vestræ Potentiæ, quod esset multum contra voluntatem nostram, & vestræ Magnitudinis sequeretur maximum damnum, & omnes Christiani paterentur detrimentum: idcircò unà cum præfato Georgio cogitare cœpimus pro quiete, utilitate, & honore vestræ Potentiæ, & adhuc pro mea satisfactione

(b) Cette Lettre est imprimée en Italien dans le second volume de *Lettere de Principi*, Lettera 4.

ANNO 1494.

tione bonum esset quod dictum Gem meum Fratrem, qui subjectus est morti, & detentus in manibus vestræ Magnitudinis (c) omnino mori faceretis, quod si vita careret, esset & vestræ Potentiæ utile & quieti commodissimum, mihique gratissimum: & si in hoc magnitudo vestra contenta sit complacere nobis, prout in sua prudentia confidimus facere velle, debet pro meliori suæ Potentiæ, & pro majori nostra satisfactione quanto citius poterit cum illo meliori modo placebit vestræ Magnitudini dictum Gem levare facere ex angustiis istius mundi, & transferri ejus animam in alterum seculum, ubi meliorem habebit quietem: & si hoc adimplere faciet vestra Potentia, & mandabit nobis corpus suum in qualicumque loco esse citra Mare, promittimus nos Sultan Bajazet supradictus in quocumque loco placuerit vestræ Magnitudini Ducatorum trecenta millia, ad emenda Filiis suis aliqua Dominia, quæ Ducatorum trecenta millia consignare faciemus illi cui ordinabit vestra Magnitudo, antequam sit nobis dictum corpus datum, & per vestros meis consignatum. Adhuc promitto vestræ Potentiæ quod vita mea comite, & quamdiu vixero habebimus semper bonam & magnam Amicitiam cum eadem vestra Magnitudine, sine aliqua deceptione, & eidem faciemus omnes beneplacitas & gratias nobiles. Insuper promitto vestræ Potentiæ, pro meliori sua satisfactione, quod neque per me, aut per meos servos, neque etiam per aliquem ex Patriis meis erit datum aliquod impedimentum aut damnum Dominio Christianorum, cujuscumque qualitatis aut conditionis fuerit, sive in Terra sive in Mari, nisi essent aliqui qui nobis aut Subditis nostris damnum facere vellent, & pro majori adhuc satisfactione vestræ Magnitudinis, ut sit secura, sine aliqua dubitatione de omnibus his quæ supra promitto, juravi & affirmavi omnia in præsentia præfati Georgii, per verum Deum, quem adoramus, & super Evangelia vestra (d) observare vestræ Potentiæ omnia usque ad complementum, nec in aliqua re deficere, sine defectu, aut aliqua deceptione, & adhuc pro majori securitate vestræ Magnitudinis, ne ejus animus in aliqua dubitatione remaneat, imò sit certissimus de novo, Ego supradictus Sultan Bajazet Chan juro per Deum verum, qui creavit Cœlum & Terram, & omnia quæ in eis sunt, & in quem credimus & adoramus, quod faciendo adimplere ea quæ supra eidem requiro, promitto per dictum juramentum servare omnia quæ supra continentur, & in aliqua re nunquam contra facere, neque contravenire vestræ Magnitudini. Scriptum Constantinopoli in Palatio nostro secundum adventum Christi die (e) 15. Septembris 1494.

(c) Le Pape ne manqua pas de recevoir 300000 Ducats, & de le faire mourir.

(d) al. nostra.

(e) al. 12.

Et ego Philippus de Patriarchis Clericus Foroliviensis Apostolica & Imperiali auctoritate Notarius Publicus infra scriptus Litteras ex originali quod erat scriptum Litteris Latinis in sermone Italico, in charta oblonga Turcarum, quæ habebat in capite signum magni Turcæ aureum, in calce nigrum, transumpsi fideliter de verbo ad verbum, & manu propria requisitus & rogatus scripsi & subscripsi, signumque meum in fidem & Testimonium consuetum apposui. Florentiæ die 15. Novemb. 1494. in Conventu Crucis Ord. Minorum.

CLXX.

1495. Janv.

FRANCE, ET LE PAPE.

Traité entre CHARLES VIII. *Roi de France, & le Pape* ALEXANDRE VI. *A Rome, au mois de Janvier* (1) 1494. [Extrait d'une Histoire manuscrite dont le titre est, *Trophæum Gallorum* par SYMPHORIAN CHAMPIER, publié par GODEFROI dans son *Histoire de* CHARLES VIII. *Roi de France*. pag. 286. FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 388. d'où cette Pièce est tirée.]

IMPRIMIS, Papa remanebit bonus Pater Regis, & Rex bonus Filius Papæ.

Item, Papa contentus est, quòd Cardinalis Valentinensis vadat in Societate Regis; & permaneat quatuor menses & ultrà, ad beneplacitum Regis.

Item, Papa Turcum consignavit in manus Regis; & servabitur per Regem in Terracina.

Item, Rex in reditu suo restituet Turcum Pontifici.

Item, Rex pollicetur Pontifici, si Turcus ei intulerit aliquod nocumentum, ipsum Pontificem juvare, & defendere

ANNO 1495.

Item, promittit Rex Pontifici, quod faciet dare consensum Rhodianorum infra sex menses.

Item, Rex pro restitutionis securitate dabit summo Pontifici obsides.

Item, Pontifex semper recipiet tributum quadraginta millium Ducatorum consuetum per magnum Turcum mitti.

Item, Papa dabit Regi Portum & Roccam Civitatis Vetulæ.

Item, consentit Rex, quod ad urbem advehantur Victualia, tam per Ostiam quàm Civitatem Vetulam, dummodò non veniant ex parte inimicorum.

Item, dabit Papa Regi Franciæ Commissarios, ut eidem de viatico provideant per Terras Ecclesiæ.

Item, omnia Fortalitia, & Castra, & Civitates Ecclesiæ Regi Franciæ aperientur, si contigerit ipsummet adire, donec in tuto fuerit.

Item, redeunte Rege restituentur Papæ omnia loca, infra quatuordecim dies post ejusdem Regis discessum.

Item, redeundo restituet Ostiam in manibus Cardinalis Sancti Petri ad vincula.

Item, Civitas Vetula, & alia Fortalitia remanebunt in potestate Regis pro securitate sua.

Item, Papa ignoscit omnibus qui servierunt Regi, ut puta Aquapendentibus, Montisflaconensibus, Viterbiensibus, & aliis.

Item, Papa restituit ex nunc omnes Cardinales suis libertatibus, eâ lege & conditione, quòd ipsi deinceps sint fideles.

Item, Papa ignoscit & remittit Colonensibus, & de Sabellis.

Et Rex itidem ignoscit Ursinis, & Jacobo de Comitibus, eâ conditione, quòd restituat pecunias ab eodem Rege per eum receptas.

Item, Rex constituet Gubernatorem ad sui libitum in Civitate Cesanatensi.

Item, Rex constituet Locumtenentem Legati in Marchia Anconitana ad sui beneplacitum.

Item, similiter in Legatione Patrimonii.

Item, Rex constituet in Campania unum Cardinalem sibi amicum.

Item, Rex capit Dominum Urbis Præfectum in sui protectionem. Et permanebit idem præfatus in pristino statu, & dignitate.

Item, Dominus Cardinalis Sancti Petri ad vincula redintegratur in sua Legatione Avinionensi.

Item, Cardinalis Gurcensis recipiet emolumenta sui Capelli, tam in absentia quam in præsentia, permanebitque in pristina dignitate.

Item, Papa restituet Cardinalem de Sabellis in sua Legatione Spoleti.

Item, Papa restituet Colonenses, & Sabellos, cum aliis Amicis suis, pristinis Statibus.

Item, Papa absolvit Cardinales ab obligatione per eos facta in Conclavi, videlicet de non recedendo absque ejus licentia, & consensu: & similiter à juramento ab eis præstito.

Item, Rex restituet summo Pontifici Urbem Romam, cum clavibus, & aliis munitionibus.

Item, Rex non requiret à summo Pontifice Castrum Sancti Angeli.

Item, Rex præstabit summo Pontifici obedientiam personalem.

Item, ipse Rex non offendet in aliquo summum Pontificem, nec eidem aliquam injuriam inferet: & si quis eidem molestus fuerit, vel in aliquo læserit, tenebitur Rex ipsum defendere.

Item, pollicetur summus Pontifex Regi securitatem, & à Populo Romano personam Regiam, vel quemquam ex suis, in aliquo nec offendi, nec læsum iri.

(1) Cette Année 1494. est celle du Stile qui avoit alors cours en France; mais qui est la 1495 de l'Ere vulgaire, qu'on suivoit à Rome, où le Traité fut conclu. Voyez le Note marginale de *Godefroi* dans ses *Observations* &c. pag. 710. [DUM.]

CLXXI.

24. Fevr.

ANGLETERRE ET AUTRICHE.

Traité de Paix & de Commerce entre HENRI VII. *Roi d'Angleterre*, & PHILIPPE *Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, &c. Fait à Londres, le 24. Février,* 1495. [Placards, Ordonnances, &c. de Brabant. Tom. I. Liv. V. Tit. I. Chap. XI. pag. 568.]

OMNIBUS & singulis præsentes Literas visuris, audituris & inspecturis, Reverendus in Christo Pater

Anno 1495.

ter & Domiona, Dom. Richardus Dunelmensis Episcopus, Custos Privati Sigilli magni Illustrissimi Regis Angliæ, Johan. Welles, Vice-Comes de Welles, Johannes Kendal, Prior Domus S. Johan. Jerusalem in Anglia, Wilhelmus Warham Legum Doctor, Magister ac Custos Rotulorum, Cancellar. Domini Regis, Christophorus Urswick Archidiaconus Richemond. & Johannes Risley, Miles, Ambassiatores, Procuratores, & Commissarii, in hac parte Serenissimi ac Metuendissimi Domini nostri supremi HENRICI Dei gratiâ, Regis Angliæ & Franciæ, Domini Hiberniæ, Salutem: Notum facimus, quòd cùm potiora mortalibus dona à Superis tradi nequeant, quàm bona Pacis; & longo rerum usu ac ratione semper cognitum sit Pacem esse summum illud & præcipuum munus, quod humano generi conducere queat: Satisque compertum sit, quòd calamitates & ærumnæ passim è bello exoriuntur; quòd verò commoda, Pax certa & stabilis undique contulerit: Idcirco nos, quantum fructus & utilitatis Regni Angliæ, & Terrarum ac Provinciarum Domini Archiducis Austriæ, Incolis & Subditis, ex Pace & Amicitia, antehac inter ipsos Principes prædictos, inita & contracta, accreverit, plenè cognoscentes, nos pro prædicto Serenissimo Principe nostro Angliæ Rege antedicto, suisque Hæredibus & Successoribus, atque ejus nomine, & eorum auctoritate nobis ab eodem Rege nostro per Literas suas Patentes commissa, quarum Tenor inferiùs sequitur.

Cum Nobili Viro Dom. Philippo, Domino de Bevres, Locum tenente Gubernatore & Capitaneo Generali Arthesiæ, & Admirallo Domino Paulo de Beaust, Domino de Vermissesly, Præside Flandriæ, Roberto de Mellum, Domino de Romy, Camerario, Daniele de Prat, Domino de Merwed Camerario, & superiore Ballio Flandriæ, Johanne de Cortavilla, Thoma Portunar. Consiliario & Magistro, Florentio Hauvel Secretario, ordinar. Ambassator. Procurator. Legatis & Nunciis, ad infra scripta, per ipsius Domini Archiducis Patentes Deputatis, quarum etiam Tenor inferius sequitur, convenimus, contraximus, conclusimus, & per præsentes convenimus, contrahimus, & concludimus omnes, & singulos Pacis, Amicitiarum, Mercium intercursus, & Mercatorum communicationes, sequentes Articulos.

I. In primis conventum, concordatum, & conclusum est: Quòd ab hoc die, sit bona, sincera, vera & integra, perfecta & firma Amicitia, Liga, Confœderatio, Pax & Unio, per Terram, Mare & Aquas dulces, futuris temporibus perpetuò duratura, inter dictos Dominos Regem & Archiducem, eorumque Successores & Hæredes, Regna, Patrias & Dominia, Terras, Vassallos & Subditos quoscunque præsentes & futuros, tam Clericos quàm Seculares, cujuscunque gradus seu conditionis existant, etiamsi Archiepiscopali, Ducali, vel minori Dignitatum statu aut gradu præfulgeant. Ita quòd prædicti Vassalli & Subditi hinc inde ubique locorum sibi invicem favere, seseque mutuis officiis prosequi, & honesta affectione pertractare teneantur, *possintque tam per Terram, quàm per Mare & Aquas dulces, ad dicta Regna, Patrias, Dominia & Terras; Civitates, Oppida & Villas, munitas & non munitas, firmatas aut non firmatas, Portus & Districtus quoscunque, & eorum quodlibet, hinc inde tutè, liberè, & securè accedere, intrare, & in eisdem quamdiu voluerint commorari & conversari, ac ibidem Victualia, & alia eis necessaria quæcunque, sine quacunque contradictione, emere & vendere: Nec non ab eisdem Regnis, Patriis, Dominiis, Terris, Civitatibus, Oppidis, Villis, Portubus & Districtibus & eorum quodlibet toties quoties eis libuerit ac Partes proprias vel alienas quascunque cum suis conductis aut accommodatis* Navigiis, Plaustris, Vehiculis, Equis, Armaturis, Mercimoniis, Sarcinulis, bonis & rebus quibuscunque, *ire, recedere, ac remitti, quemadmodum propriis in Patriis, hæc omnia eis facere licet, & sicut proprii Subditi Locorum & Patriarum illarum facere possint.* Ita quòd nullo salvo conductu, aut licentia generali vel speciali indigeant; nec in aliquo Locorum prædictorum salvum conductum vel licentiam petere teneantur.

II. Item, conventum, concordatum, & conclusum est. Quòd neuter dictorum Principum, nullusque Hæredum aut Successorum suorum, contra alium, ejusve Hæredes aut Successores, quicquam aget, faciet, tractabit vel attentabit, quocunque in Loco, sive in Terra, sive in Mari, Portubus, vel Aquis dulcibus, occasione quacunque, nullumque præstabit auxilium, consilium, favorem vel assensum, quo per alium vel alios quoscunque aliquid fiat, agatur, tractetur vel attentetur in injuriam vel damnum alterius ejusve Hæredum aut Successorum: Sed quibusque (sicut præmittitur) contra alium, intra Regnum, Patrias, Dominia, aut Terras suas prædictas, aliquid agentibus, tractantibus vel attentantibus expressè & cum effectu contradicet, renitetur, & impedimentum realiter præstabit.

III. Item, conventum est ut suprà: Quòd neuter, imò nulla Partium prædictarum, præstabit auxilium, consilium vel favorem notoriis Hostibus vel Inimicis alterius Partis, tam per Mare, Terram, vel Aquas dulces, infestare vel invadere volentibus: sed bona fide, & mutuis auxiliis militaribus gentium armorum, expensis tamen opem interpellantis, quoties opus fuerit adjuvabunt, in quorum auxiliorum præstatione, quoad numerum attinet armatorum, habenda erit facultatis ratio illius Partis, quæ ad ferendam opem rogabitur seu interpellabitur, ut scilicet ad non plus teneatur, quàm tunc commodè facere poterit, considerata temporis & Locorum opportunitate, ac statu rerum suarum.

IV. Item, conventum est ut suprà: Quòd neutra Partium prædictarum Rebellem vel Rebelles, profugum vel profugos alterius Partis, in ejus Regna, Patrias, Dominia, Terras, Portus aut Districtus, aut eorum aliquem recipiet, nec eis, aut eorum alicui, in eisdem, eorum vel aliquo aut alio quocunque loco, etiam extra eorum Regna, Patrias, Dominia, Terras, Portus aut Districtus, auxilium, consilium, hospitium, gentes armorum, Naves, Pecunias, vel Victualia præstabit ac ministrabit, nec ab alio aut aliis quibuscunque in ejus Regna, Patrias, Dominia, Terras, Portus aut Districtus recipi; nec eis, aut eorum alicui, in eisdem auxilium, consilium, favorem, hospitium, gentes armorum, Naves, Pecunias, ac Victualia, dari, præstari, ministrari, & concedi permittet, sed expressè & cum effectu contradicet, obstabit, & impedimentum realiter præstabit.

V. Item, conventum, conclusum est, &c. Quòd si altera Partium prædictarum aliquem vel aliquos, suum vel suos fuisse, & esse Rebellem vel Rebelles, profugum vel profugos, & in sua Regna, Patrias, Dominia, Terras, Portus vel Districtus, aut eorum aliquem receptum esse, vel receptos, aut ibidem latitare, aut se tenere, per Litteras suas alteri significaverit & declaraverit: tunc Pars illa quæ hujusmodi Literas receperit, vel cui taliter significatum aut declaratum fuerit, hujusmodi Rebellem vel Rebelles, profugum vel profugos, infra mensem à die significationis præcedente, proximo, & continuè numerando, tenebitur dicto Rebelli vel Rebellibus, profugo vel profugis, præcipere & mandare; vel præcipi & mandari facere, ut extra sua Regna, Dominia, Patrias & Terras, & eorum quodlibet recedat & exeat, recedant & exeant, & si intra quindecimam diem à die hujusmodi præcepti non recesserit & exierit, tenebitur illum & illos illicò proscribere & bannire sub pœna capitali, & talem Proscriptionem sive Bannum contemnentem vel contemnentes eadem pœna effectualiter puniet, seu puniri faciet.

VI. Item, præfati Oratores, Commissarii, Procuratores & Legati dicti Domini Archiducis, & pro eodem Archiduce, ac ejus nomine, Hæredumque & Successorum suorum Oratoribus, Commissariis, Procuratoribus & Legatis dicti Illustrissimi Regis Angliæ, & pro eodem Rege & nomine, ejusque Hæredum & Successorum suorum stipulantibus, palam & expressè promiserunt: quòd nullus Rebellis præfati Illustrissimi Regis Angliæ, ejusque Hæredum & Successorum, in aliqua Castra, Oppida, Villas, Portus, Districtus, vel alia Loca, quæ Illustrissima Domina Margareta, Illustrissima Domini Caroli Ducis defuncti, relicta, aliqua persona cujuscumque status aut dignitatis existat, infra Patrias, Dominia & Terras dicti Domini Archiducis, jure Dotalitio, vel alio Titulo quocumque habet, tenet seu possidet, aut in aliquod de cætero recipietur, nec per eam, aut per aliam quamcunque personam, recipi permittetur aut tolerabitur: nec alicui hujusmodi Rebelli in Locis prædictis, aut aliis quibuscunque in Navibus, Gentibus armorum, Pecuniis, Victualibus, aut alio quocunque modo, consilium, favorem, aut auxilium per ipsam Dominam Margaretam, vel aliam quamcunque personam, de cætero dari aut præstari permittet aut tolerabit, sed eam aut aliam quamcunque personam hoc facere palam & expressè prohibebit & impediet.

Et si contra hujusmodi conventionem dicta Domina Margareta, aliæ personæ quæcunque præfato Domino Archiduci Subditæ, aliquid attentaverit, vel attentari fecerit; Quod tunc præfatus Dominus Archidux,

Anno 1495.

dux, tam dictam Dominam Margaretam, quàm alios sic attentantes, omnibus & singulis, quæ Jure Dotis, aut alio Titulo quocunque in Castris, Villis, Oppidis, & aliis Locis prædictis, se habere, teoere, aut possidere prætendet, aut prætendent, posteaquam eum aut eos aliquid contra hujusmodi Conventionem attentasse constiterit, realiter & cum effectu perpetuò privabit, & privari faciet. Et Regis Commissarii, Procuratores Deputati Illustrissimi Regis Angliæ, pro eodem Domino Rege & ejus nomine, ac Hæredum & Successorum Oratoribus, Commissariis, Procuratoribus & Legatis Illustrissimi Domini Archiducis, pro eodem dicto Archiduce, & ejus nomine, nec non Hæredum & Successorum suorum stipulantibus, palam & expressè promiserunt: Quod nullus Rebellis præfati Domini Archiducis, ejusve Hæredum aut Successorum, in aliqua Castra, Oppida, Villas, Portus, Districtus, vel alia Loca, quæ Subditi prælibati Domini Regis cujuscunque status aut dignitatis fuerit, infra Regna, Patrias & Dominia sua, quocunque Titulo tenent, habent, aut possident, aut in posterum habere, tenere, aut possidere continget, aut in eorum aliquid de cætero recipietur, nec per eos aut eorum aliquem recipi permittetur aut tolerabitur: Nec alicui hujusmodi Rebelli in Navibus, Geotibus armorum, Pecuniis, Victualibus, aut alio quocunque modo, consilium, auxilium vel favorem per ipsos Subditos aut eorum aliquem, dari aut præstari permittet aut tolerabit, sed ipsos & singulos quoscunque facere palam & expressè prohibebit & impediet. Et si contra hujusmodi Conventionem Subditi Illustrissimi Regis Angliæ aut eorum aliquid attentaverit, vel attentari fecerit: Quòd tunc præfatus Dominus Rex, omnes & singulos sic attentantes, omnibus & singulis, quæ quocunque Titulo in Castris, Oppidis & Villis, & aliis Locis, prædictis, se habere, tenere, aut possidere prætendant, illum, illosve ipsius Subditos, contra hujusmodi Conventionem attentasse constiterit, realiter & eom effectu, perpetuò privabit, & privari faciet.

VII. Item, conventum est ut suprà: Quòd dictus Illustrissimus Dominus Rex Angliæ suique Hæredes & Successores, in quibuscunque Confœderationibus & Amicitiis cum quovis Principe, Universitate, Communitate, Societate, aut aliquâ aliâ personâ deinceps contrahendis, dictum Dominum Archiducem, suosque Hæredes, & Successores, reservabunt & comprehendent, si reservari & comprehendi voluerint: Et pari modo idem Sereoissimus Dominus Archidux, ejusque Hæredes & Successores, in quibuscunque suis Confœderationibus & Amicitiis cum quovis Principe, Universitate, Communitate, Societate, aut aliâ quâlibet personâ deinceps contrahendis, præfatum Illustrissimum Regem Angliæ, ejusque Hæredes & Successores, reservabunt & comprehendent, si reservari & comprehendi voluerint.

VIII. Item, quod ipsi præsenti Tractatui Pacis & Amicitiarum comprehendantur Alligati, & Amici & Confœderati utriusque Partis, illi, & videlicet qui in Litteris confirmatoriis hujus præsentis Tractatus per ipsos Principes denominabuntur, si comprehendi voluerint.

IX. Item, conventum est ut suprà: Quòd si durantibus Pace & Amicitiis præfatis, aliquid contra vires & effectus earumdem, per Terram, Mare & Aquas dulces, per aliquem ipsorum Principum eorumve Hæredum & Successorum, vel eorumdem Vassallos, Subditos, Alligatos, aut eorum Alligatorum Hæredes seu Successores, in his Amicitiis comprehensos Subditos vel Vassallos fuerit attentatum, actum & gestum, nihilominus hæc Pax & Amicitia in suis viribus & effectu permanebunt, & pro ipsis attentatis solummodo punientur ipsi atteotantes & damnificantes, & non alii.

X. Item, conventum est ut suprà: quòd omnes Mercatores, tam Regni Angliæ, Dominii Hiberniæ, Villæ & Marschalliæ, Calisiæ, &c. quàm etiam Mercatores Terrarum & Patriarum, Brabantiæ, Flandriæ, Hannoniæ, Hollandiæ, Zelandiæ, Villæ & Terræ Mechliniæ, & aliarum Patriarum & Dominiorum Domini Archiducis prædicti, tam Mercatores *Lanarum, Coriorum, Victualium, quàm aliarum Mercantiarum quarumcunque, nec non eorum Factores, Familiares, Negotiorum gestores & Ministri, poterunt deinceps per Terram pedestres aut equestres, aut alio modo quocunque, armati vel non armati* (dummodo armati simul incedentes quadragenarium numerum non excedant) *cum & sine Bonis & Mercantiis securè & liberè ire & venire, invicemque communicare, & mercari, emere & vendere, ac Commercium facere & habere, tam de Mercantiis, Lanarum, Coriorum, Victualium, Armorum, Equorum, Jocalium, quàm aliis quibuscunque, ipsaque ducere & reducere, sive duci & reduci facere, ad eorum libitum & voluntatem*, de Calesia & Marchia ejusdem, ac aliis quibuscunque Partibus Regni Angliæ & Dominii Hiberniæ in Brabantiam, Flandriam, Hannoniam, Hollandiam, Zelandiam, Mechliniam, ac alia Dominia præfati Archiducis: & è contra de Brabantia, Flandria, Hollandia, Zelandia, & Mechlinia, ac Dominiis præfati Archiducis in Villam & Marchiam, Calesiam, ac alias quascunque Partes Regni Angliæ & Dominii Hiberniæ, *absque alio impedimento aut prohibitione quacunque in contrarium, & absque eo quod propterea aliquam mulctam vel pœnam incurrant*, seu quòd per Dominos Patriarum, Terrarum, & Dominiorum prædictorum hinc inde redargui, accusari, puniri vel mulctari, *Statutis & Ordinationibus Locorum in omnibus semper salvis.*

Anno 1495.

XI. Item, conventum est ut suprà: quòd omnes Mercatores Regni Angliæ, Dominii Hiberniæ, Villæ & Marchiæ, Calisiæ, &c. tam Mercatores Lanarum, Coriorum, Victualium, Armorum, Equorum, Jocalium, quàm aliarum Mercantiarum quarumcunque, nec non eorum Factores, Familiares, Negotiorum Gestores & Ministri, Nautæ, Magistri Navium, & Marinarii, poterunt navigare, ire, transire; & redire per Mare & Aquas dulces, eundo & redeundo conversari, esse, & morari securè & liberè in Patriis, Dominiis, & Terris præfati Domini Archiducis, & etiam in Portubus & Littoribus Patriarum, Terrarum, & Dominiorum prædictorum, per ipsum Dominum Archiducem auctorizatis, in Villis videlicet ubi Custumarii & alii Officiarii Archiducales sunt ordinati, ad vacandum & attendendum pro & super introitu & exitu Navium, Mercatorum & Mercantiarum, & non alibi, nec in aliis Locis cum eorum bonis, Mercantiis, & Navibus prædictis quibuscunque: & cum Mercatoribus Patriarum, Terrarum & Dominiorum præfati Domini Archiducis, seu eorum Factoribus, Familiaribus & Negotiorum Gestoribus & Ministris: nec non cum omnibus aliis Mercatoribus, cujuscunque Nationis existant & eorum Factoribus, Familiaribus, Negotiorum Gestoribus & Ministris de quibuscunque Mercantiis tam Victualium, quàm aliis, liberè mercari, emere, habere & vendere, ac Mercantias facere: poteruntque ad, & in prædictos Portus & Littora Patriarum, Terrarum & Dominiorum præfati Domini Archiducis, *tam eorum propria bona, quàm aliena ducere, vel duci facere*, & ab ipsis Portubus seu Littoribus quotiescunque, quandocunque & quocunque voluerint, securè recedere & redire, cum eorum bonis, Mercantiis & Navibus prædictis quibuscunque. Et pari modo Mercatores Patriarum, Terrarum & Dominiorum præfati Domini Archiducis, tam *Lanarum, Coriorum, Victualium, & aliarum Mercantiarum quarumcunque*: nec non eorum Factores, Familiares, Negotiorum Gestores & Ministri, Nautæ, Magistri Navium & Marinarii, poterunt de cetero securè & liberè navigare, ire, transire & redire per Mare & Aquas dulces, & eundo, redeundo, conversari, esse, & morari in dictis Regni Angliæ & Hiberniæ Dominio, Villa & Marchia, Calesia, &c. in Portubus & Littoribus ipsorum per præfatum Dominum Regem Angliæ auctorisatis, in Villis videlicet: *ubi Custumarii & alii Officiarii Regii* sunt ordinati, ad vacandum & attendendum pro & super introitu & exitu Navium, Mercatorum & Mercantiarum & non alibi, cum eorum bonis, Mercantiis & Navibus prædictis quibuscunque, & cum Mercatoribus Angliæ, Hiberniæ, Calesiæ & Marchiæ ejusdem, seu eorum Factoribus, Familiaribus, Negotiorum Gestoribus & Ministris de quibuscunque Mercantiis, tam Victualium quàm aliis, liberè mercari, emere & vendere, ac Mercantias facere, poteruntque ad & in prædictos Portus Angliæ, Hiberniæ, & Calesiæ, *tam eorum bona propria quàm etiam aliena ducere, vel duci facere*, & ab ipsis Portubus, seu Littoribus, quotiescunque, quandocunque & quocunque voluerint, liberè & securè recedere & redire, cum eorum bonis, Mercantiis & Navibus; absque eo quòd ipsi propterea per Dominos Regnorum, Dominiorum, Patriarum & Terrarum prædictarum, seu eorum Officiarios, quovis pacto redargui, vel aliqua pœna mulctari possint: seu quod per eosdem ipsis Mercatoribus aliquod damnum, præjudicium, vel impedimentum fieri aut inferri possit, per viam facti occasione Guerræ vel deprædationis, aut attentatorum factorum vel fiendorum, vel alio modo ex causa quacunque, solvendo tamen quantum attinet ad Mercatores utriusque Partis Partium prædictarum pro rebus, bonis & Mercantiis suis, jura & telonia,

quæ

Anno 1495.

quæ ante 50. Annos proximè elapsos *statuta*, *& consueta fuerunt*, *& non alia.* Et nihilominus poterunt utriusque Partis Principes in Dominiis suis, quoad Subditos suos, talia jura & telonia quæ voluerint, de novo instituere; poterunt etiam non obstantibus prædictis, causâ necessitatis, Victualia & alia (justâ & rationabili causâ) prohibere, & defendere, ne tale genus Victualium quod eis magis videbitur expedire, à Dominiis extrahatur.

XII. Item, conventum est ut suprà: quòd Mercatores utriusque Partis Partium prædictarum, & eorum Factores, Familiares, Negotiorum Gestores & Ministri, nec non Magistri Navium, Marinarii & Nautæ, poterunt licitè ducere, portare & habere cum illis & super illos in eorum Navibus arma invasiva, defensiva, cujuscumque generis fuerint, ad se, eorum corpora, bona, Mercantias & Naves, salvè & securè contra quoscumque servandum & defendendum, tam eundo & redeundo per Mare & Aquas dulces, quàm morando in aliquo Portu Partium prædictarum, ac cùm applicuerint, quotiescumque, ubicumque, quandocumque, & quacumque horâ id contigerit, eorum gladios, dagatios, lanceas, & cultellos secum usque ad Terram & per Terram ad eorum Hospitia, liberè & impunè deferre & portare, priùs tamen quod in eorumdem Hospitiis, gladios & lanceas deponent & relinquent, quousque ad eorum Naves redierint.

XIII. Item, conventum est ut suprà: quòd Mercatores utriusque Partis Partium prædictarum, ac eorum Factores, Familiares, Negotiorum Gestores & Ministri, Nautæ, Magistri Navium & Marinarii tuto & securè morabuntur in Regnis, Dominiis, Terris & Patriis Principum prædictorum, & eorum utriusque. Nec non in eorum Portubus & Littoribus cum eorum bonis, Navibus & Mercantiis quibuscumque absque eo quòd ipsi vel eorum aliquis ullum damnum, injuriam, vel præjudicium aliquod, aliis Mercatoribus cujuscumque alterius Nationis, aut eorum Factoribus Negotiorum Gestoribus, Ministris, Nautis, Magistris Navium aut Marinariis facient, aut fieri procurent. Et quòd Mercatores aliarum Patriarum, Nationum, eorum Factores, negotiorum Gestores, Ministri, Nautæ, Magistri Navium & Marinarii, Mercatoribus & Subditis alicujus Principis, Principum prædictorum, nullum damnum, injuriam, vel præjudicium aliquod in Locis prædictis inferant, aut inferri procurent.

XIV. Item, conventum est ut suprà, quòd Piscatores utriusque Partis Partium prædictarum cujuscumque conditionis existant, poterunt ubique ire, navigare, per Mare securè piscari, absque aliquo impedimento, licentiâ, seu salvo conductu. Et si contingat aliquos ex Piscatoribus unius Partis, per fortunam, tempestatem Maris, vim Hostium, aut alio modo compelli intrare in aliquem Portum vel Districtum alterius Partis. Iidem pacificè & amicabiliter recipientur & tractabuntur, solvendo in Locis ubi applicabunt Jura & telonia prædicta, & ab aliis Portubus & Locis poterunt liberè recedere, & redire cum eorum Navibus & bonis, sine impedimento vel contradictione quacumque: dummodo tamen per ipsos Piscatores non committatur fraus neque dolus, seu per eos aliis damnum minimè fiat.

XV. Item, conventum est ut suprà: quòd in nullis Portubus aut Littoribus Partium prædictarum, aut eorum alterius Piratæ, aut alii, sine auctoritate suorum Principum Guerram supra Mare facientes, sive Natione Partium prædictarum, aut alterius Nationis cujuscunque fuerint, aliquo modo receptabuntur, neque ipsis, aut eorum alicui, ibidem seu alibi, in Regnis, Patriis, Dominiis, & Terris Principum prædictorum, in Pecunia, Armis, Instrumentis Bellicis, Victualibus, aut alia re quacunque, aliquo pacto auxilium præstabitur, nec favor quovis quæsito colore præbebitur sub pœna resartionis & restitutionis omnium damnorum, expensarum, & interesse Subditis prædictis, aut eorum alicui, per hujusmodi Piratas aut violentos deprædatores illatorum & fiendorum, tam per ipsos Piratas si deprehendantur, & solvendo sint, quam etiam per eorum receptatores, factores & auxiliatores. Qui quidem Piratæ & deprædatores, eorumque factores & auxiliantes, ad hæc præmissa & summaria cognitione cogentur tam in personis quàm bonis, per Locorum seu Districtuum Officiarios, ubi talia contigerint. De quibus damnis, expensis & interesse, si aliàs probari non poterunt, stabitur fidei & juramento damnificatorum. Et si contingat hujusmodi Piratas, deprædatores, eorum factores & auxiliantes, super hujusmodi Piratica deprædatione, favore vel auxilio ut permittitur convinci, quòd tunc hujusmodi Piratæ, deprædatores, eorum fautores & auxiliatores, damna & expensas restituent. Et si hujusmodi resartionem & restitutionem infra quatuor dies proximè & immediatè sequentes diem, quod de hujusmodi Piratica deprædatione, favore vel auxilio conjuncti fuerint, cum effectu facere recusaverint, tunc hujusmodi Piratæ, deprædatores, Factores & auxiliatores, ad restitutionem duplicium damnorum, expensarum & interesse sic damnificatis faciendis per Locorum & Districtuum Officiarios compellantur & cogantur.

Anno 1495.

XVI. Item, conventum est ut suprà: quod si per aliquos Piratas, aut alios, ut permittitur, Guerræ operam dantes, aliqua bona Mercatorum vel Subditorum unius vel alterius Partium prædictarum super Mare capiantur, & in aliquem Portum unius vel alterius Partium prædictarum adducantur, non poterunt bona sic capta & deprædata ibidem per ipsos Piratas, vel alios quoscumque, poni ad Terram, ponantur, ibidemve vendantur, vel alienentur, de ipsis bonis, seu vero valore eorumdem, cum damnis & interesse per deprædatos in ea parte sustentis & habitis. De quibus, valore, damnis & interesse (constito tamen prius de ipsa prædatione) licebit per eorum juratam assertionem, si aliàs probari non potuerit, per Officiarios Locorum restitutio fiet, ipsis damnificatis & deprædatis: ad quas Restitutiones faciendas habebunt Officiarii Locorum, & alii, quos Principes ipsi in Oppidis & Portubus suis deputare voluerint Commissiones speciales in tali casu requisitas, & hunc Articulum de verbo ad verbum in se plenè continentes, quibus mediantibus prædicti Officiarii restitutionem hujusmodi facere tenebuntur, sub pœna ab eis recuperandi verum & justum valorem omnium spoliatorum & ablatorum hujusmodi, unà cum prædictis damnis & Interesse sic damnificatis. Fient insuper Edicto publico prohibitiones pœnales in Portubus & Littoribus utriusque Partis Partium prædictarum, ne quisquam cujuscumque Nationis aut conditionis existat, talia bona per Piratas, aut alios, ut præmittitur, Guerræ operam dantes, capta & deprædata, & ad Terram posita, vel intra Portum inventa, emere, vel quovis alio Titulo recipere præsumat in præjudicium vel detrimentum damnificatorum, seu aliorum quorumcumque interesse habentium. Et quòd Officiarii Locorum, quoties casus acciderit, sub pœna recuperandi ab eis bona & mercimonia hujusmodi capta, & adducta in Portum aliquem Partium prædictarum, pro damnis interesse statim ipsam Navem, Magistros & Marinarios ejusdem, nec non bona & mercimonia quæcumque in eadem Nave reperta, sub tuto Arresto & salvâ custodiâ ponant, servanda ad utilitatem damnificatorum, & eorum quorum intererit. Idemque Locorum Officiarii procedent ad correctionem Piratarum & delinquentium in Navi repertorum secundum casuum exigentiam.

XVII. Item ad finem, ut Captiones Navium, personarum & bonorum unius Partis super alteram de cætero cessent, conventum, concordatum, & conclusum est, quòd quandocumque aliqua Navis, cujuscumque Indigenæ, unius vel alterius Partis Partium prædictarum, exitura est ab aliquo Portu sive Districtu Principum prædictorum, seu eorum, alterius Majores & Gubernatores Civitatis, Oppidis sive Villæ, quibus Portus sive Districtus hujusmodi adjacent, quibuscumque nominibus Officiis aut appellationibus idem Gubernatores censeantur, capiant sufficientes securitates de & pro Dominis, proprietariis Possessoribus, Magistris Bursariis & Victuellariis Navis hujusmodi, ad duplum valoris Navis apparatus, & Victualium ejusdem. Quòd Magister ejusdem Navis, Capitanei, Marinarii, & omnes in eadem Nave existentes, cujuscumque status aut conditionis existant, servabunt Pacem erga quoscumque Subditos Principum prædictorum, & quòd nullam ejus injuriam seu violentiam in Terra, Mari, Fluminibus, aut Portu aliquo facere vel inferre præsumant. Quod si hujusmodi securitatem præstare noluerint, non permittent, imò impedient expressè ipsos Mercatores & Gubernatores Navium hujusmodi quoque modo exire, nisi Proprietarii sive Bursarii ejusdem Navis Regalem vel Archiducalem Licentiam respectivè suo sub sigillo eisdem exhibuerint, quod licitè cum sua Navi, sine ulla cautionis præstatione exire potuerint. In quo casu si ipsi per Principem suum licentiati, Subditos alterius Principis spoliaverint aut damnificaverint & solvendo non fuerint, tunc per eumdem Principem sic licentiantem plena satisfactio fiet Partibus sic damnificatis. Quoties autem securitatem præmissam Majores & Gubernatores Civitatum, Villarum & Oppidorum, unius Partis aut alterius exegerint, dabunt Litteras authenticas sub eorum communi sigillo, proprietariis possessoribus Magistris seu Bursariis illius Navis, sic assecuratè testifican-

ficantes ipsius securitatis præstationem, ad finem, ot ipsarum Litterarum vigore Navis bujusmodi, alios ad quos forsitan applicabit Portus, absque nova securitatis præstatione liberè exire valeat.

XVIII. Item, quæ Naves Mare frequentantes tenentur altera alteri succurrere de Victualibus ad Navem necessariis, quod tamen minimè facere tenentur, nisi pro justo pretio. Conventum, coucordatum, & conclusum est, quod de cætero tenebuntur illi, qui Victualia aut alia necessaria ab aliqua Navi ceperint, pretium ipsorum aut inpræsentiarum aut postmodum, ubi ad littus applicuerint, persolvere.

XIX. Item, conventum est ut suprà: quòd si aliquæ Naves per aliquem non Subditum Principibus prædictis captæ fuerint in Portu aliquo aut Franchisiis alicujus Principum prædictorum, tenebitur ille Princeps, in cujus Portu aut Franchisiis Navis illa capta fuerit unà cum altero Principe restitutionem dictæ Navis prosequi, sumptibus tamen & expensis damnificatæ Partis.

XX. Item, conventum est ut suprà: quòd nullum præbebitur impedimentum, per unam Partem vel alteram, venientibus de Partibus Orientalibus, neutri Parti inimicis, cum Vasis vel Navibus quibuscunque oneratis Victualibus, Mercantiis, vel aliis bonis, versus Regna, Patrias, Dominia, aut Terras unius vel alterius Principum prædictorum.

XXI. Item, conventum est ut suprà: quòd quotiescunque contigerit, quòd aliquæ Naves, quæcunque fuerint, sive unius vel alterius Partium prædictarum, per tempestatem Maris, Hostium, vel aliam causam, compellantur in aliquem Portum unius Partis vel alterius applicare vel intrare. Naves illius Partis quibus talia contigerint, cum Mercatoribus, & Nautis seu Marinariis, aut aliis personis quibuscunque, non probabiliter suspectis, id ipsis exigentibus, in alterius Partis Portubus securæ erunt & recipientur, & ab ipsis Portubus poterunt liberè recedere cum eorum bonis & Mercantiis, sine contradictione & impedimento: proviso, quod bona & Mercandisæ, quæ in ipsis Navibus erunt, nisi urgente necessitate, non ponentur ad Terram, nec in alias Naves, sine licentià Officiorum Principis illius Patriæ, ubi talia contingent, vel aliorum ad hoc potestatem habentium.

XXII. Item, conventum est ut suprà: quòd Nautæ, Magistri Navium & Marinarii, Subditi præfatorum Principum, post adventum ipsorum ad Portus unius vel alterius Principum eorumdem, poterunt liberè imponere & ligare eorum Naves tam oneratas & non oneratas, quàm ad Guerram dispositas, dummodo non fuerint Piraticæ, in eisdem Portubus & Littoribus, eodem modo, quo poterunt ipsius Principis Subditi proprii.

XXIII. Item, conventum est ut suprà: quòd Subditi unius Principum prædictorum, sive Mercatores fuerint, sive Nautæ, Magistri Navium aut Marinarii, non adducent, seu adduci facient per Mare fraudulosè, vel quorumcunque colore, aliqua bona seu Mercandisas inimicorum alterius eorundem Principum: & si secus egerint, & per Subditos alterius Principis Guerræ licitè operam dantes super hoc interrogati fuerint, tenebuntur facere veram, planam & justam confessionem & declarationem, cui in ea parte pro tunc stabitur, iidemque interrogantes ulterius scrutamen in ea parte non facient. Sed si postea eundem interrogatum falsò respondisse constiterit, tunc idem interrogatus interroganti, quem per falsam responsionem defraudavit, tantum de suo erogare tenebitur, quantum merces inimicorum per eum vectas, & ut præmittitur, celatas, valuisse constabit.

XXIV. Item, conventum est, &c. quòd quotiescunque contigerit, aliquam Navem unius Partium prædictarum cum bonis & mercandisis oneratam, per fortunam tempestatis maris, vel alio casu quocunque tangere Terram & naufragium facere, periclitari, aut alio modo quocunque perire: prope Portus, limites & costeras, vel in Portubus, limitibus aut costeris alterius Partis, licet in ipsa Navi non remaneat vir, mulier, puer, cattus, canis, vel gallus vivens, bona tamen & Mercandisæ qualiacunque, quæ ad Terram applicabunt, vel aliter servari aut recuperari continget, non propter hoc dicentur confiscata, nec pro confiscatis reputabuntur, sed per Officiarios Locorum, in quibus sic casus acciderit, salvæ & securæ custodiæ committentur, sub eadem sic remansura per annum unum, & diem tunc proximè & immediatè sequentem: intra quem terminum si quisquam supervenerit, & si rerum ac bonorum ipsorum certum Proprietarium fuisse constiterit, res & bona, ipsi sine difficultate vel dilatione aliqua plenè restituentur, solvendo tamen iis, quorum operâ & diligentiâ res & bona ipsa recuperata, salvata, & custodita fuerint, rationabiles expensas, & custodibus salarium competens, prout ratio & æquitas postulabit.

XXV. Item, conventum est ut suprà: quòd Mercatores qui Subditi sunt uni Principum prædictorum, poterunt tenere & habere in Villis & Oppidis alterius Principis domos & habitationes, pro ipsis & rebus suis in iisdem recipiendis, servandis & exponendis: ibidemque iisdem Privilegiis, Libertatibus & Franchisis utentur & gaudebunt, quibus ibidem usi & gavisi sunt ante quinquaginta ann. ultimè & immediatè præcedentes, adeoque benignè & amicabiliter tractabuntur in iisdem, sicut aliæ Nationes ipsas Villas & Patrias frequentantes.

XXVI. Item, conventum est ut suprà: quòd Officiarii Principum prædictorum, & eorum utriusque, ad scrutandum Mercandisas, per Terram, Mare vel Aquas dulces, vectas vel vehendas ordinati in visitanda Mercandisas vel Naves, nihil damnificabunt de bonis seu mercibus Subditorum unius vel alterius Principum prædictorum, sed ea bene & honestè tractabunt & visitabunt, absque violentia, frangendo pugionibus vel aliis quibuscunque Instrumentis, Barellos, Saccos, Cistas, Sarcinulas, seu alias Paccaturas quascunque, & temere contravenientes teneantur pœnâ incarcerationis per unum mensem, unà cum damnis & interesse Partis læsæ: qui verò ex nulla rationabili & probabili causa hujusmodi Barellos, Cistas & alias Paccaturas fregerint, aperuerint vel dissolverint, ad hujusmodi Barellos, Saccos, Cistas & alias Paccaturas, resarciendas, reparandas suis sumptibus & expensis teneantur. Scrutatores autem hujusmodi in exequendo suo Officio in Patriis Partium prædictarum, nullas exactiones super ipsos quorum bona seu merces scrutantur, facient. Nec eosdem cogent ad venditionem rerum suarum, aut alicujus Partis, pro aliquo pretio per ipsos Scrutatores contra voluntatem venditorum statuto.

XXVII. Item, conventum est ut suprà: quòd quotiescunque Mercatores, & Subditi Illustrissimi Regis Angliæ, pro solutione habenda suos convenient debitores, in Terris, Patriis & Dominiis dicti Domini Archiducis, coram Judicibus & Legislatoribus ad hoc ordinatis & deputatis, allegabunt debitores suos suspectos, & sic judicium subire cogantur, tunc hujusmodi Judices & Legislatores, si requisiti, probationes dictorum Angliæ Subditorum, si quas obtulerint, ad probandam hujusmodi suspicionem fugæ, sine aliqua mora & difficultate eas admittent: & si nullas habuerint, tunc ipsorum Angliæ Subditorum juramento, quoad prædictam fugæ suspicionem stabitur, præstità per eos primitus idoneà cautione de solvendis expensis & interesse iis, quos sic ad judicium trahere potuerint, casu quo ex eventu se litem injustè movere constiterit. Et hoc facto, debitores ponentur absque aliis monitoribus statim sub arresto, donec sufficientes cautiones de judicio sisti & judicato solvendo præstiterint. Privilegiis, quoad effectum præsentis Articuli, sub quacunque verborum serie, Civitatibus, Castris, Oppidis, Villis, Burgis in contrarium concessis, vel postea concedendis, usu aut consuetudine quibuscunque non obstantibus: quibus tamen debitoribus sic arrestatis, & sub arresto manentibus, si petant, dabitur terminus octo dierum, ad probandum se de fuga non esse suspectos; & hoc probato, cessabit arrestum. Et nihilominus propter hujusmodi dilationem octo dierum, processus sub debito principalis nullatenus retardabitur, & similis in Regno Angliæ ministrabitur justitia Mercatoribus & Subditis Patriarum, Terrarum, Dominiorum præfati Domini Archiducis, adversus eorum debitores in tribus Curiis, videlicet, *in Curia Cancellariæ*, *Constabularii*, *&* *Magni Concilii*, etiam super omnibus obligationibus factis ultra Mare, & in Moneta Flandriæ, etiam quorum solutio destinata est ad aliquem Locum Patriarum, Terrarum, & Dominiorum Domini Archiducis, dummodo dies solutionis sit præterita, non obstantibus quibuscunque Ordinationibus vel Consuetudinibus Civitatum, Oppidorum, seu Locorum Angliæ in contrarium, in quibus quidem Curiis tenebuntur Angliæ debitores peremptoriè procedere absque eo quòd ipsas seu earum alteram possint declinare.

XXVIII. Item, conventum est, &c. quòd quotiescunque contigerit, Subditos Domini Regis Angliæ à Subditis præfati Domini Archiducis, vel Subditos ejusdem Domini Archiducis à Subditis prædicti Domini Regis Angliæ, quoquo modo lædi vel damnificari, non debent propterea per Literas repræsaliorum marcæ, vel contramarcæ, aut alia mandata quæcunque (debitis admonitionibus & submonitionibus non præcedentibus) qui damna non tulerunt, ad petitionem damnificatorum, vel alio modo in personis vel bonis arrestari, vel quovis modo impediri aut molestari. Nec Guerra

ob

ANNO 1495.

ob id fieri vel moveri debet, sed per Principes unius vel alterius Partis attentata ipsa debite reparabuntur, & in priorem statum reponentur, hujusmodique Literæ repræsalliorum, marcæ, & contramarcæ & similia mandata quæcunque, nisi prædictis admonitionibus, quo ad ipsas Partes; submonitionibus, quo ad Principes præcedentibus & legitimè factis, deinceps omnino cessent: & si aliter concedantur, pro nullis habeantur.

XXIX. Item, conventum est ut suprà: quòd omnes & singulæ Literæ repræsalliorum, aut de marca vel contramarca, ex Cancellaria vel alia Curia Principum prædictorum, aut eorundem Prædecessorum, ad cujuscunque prosecutionem, vel ob causam quamcunque ante concessæ vel emissæ, in suspenso tenebuntur, nec poterit earum aliqua fieri executio, nisi super earum meritis habita cognitione in Dieta ad hoc per ipsos Principes specialiter deputanda, aliter fuerit ordinatum: Et pari modo omnes & singulæ deprædationes & violentæ captiones super Mare hinc inde, ante diem Octob. decimum tertium ultimo præteritum factæ, similiter tenebuntur in suspenso: nec poterit super iisdem aut eorum aliqua actio intentari aut admitti: nec Literæ repræsalliorum dari, nisi super eorum meritis habita cognitione in dicta Dieta, ad hoc per dictos Principes specialiter deputanda, aliter fuerit ordinatum.

XXX. Item, conventum est ut suprà: quòd authoritate dicti Domini Archiducis sufficienter provideatur (sive mandato ejusdem aut alia valida via & effectuali) Capitaneo Castri de Selusa; quòd quotiescunque contigerit, Mercatores vel Subditos Regis Angliæ, per ignorantiam, vel alio modo non fraudulento, vel malitioso intrare Portam ipsius Castri de Selusa, quod sic intrantes tam in personis, bonis & rebus, honestè & cum omni decentia tractet, absque eo quod quicquam de eis propterea exigat.

XXXI. Item, poterunt Mercatores Regis Angliæ deinceps quascunque massas auri vel argenti, vocatas *Billion*, extra Patrias Domini Archiducis, per eos seu eorum Deputatos vel Factores emptas, vel aliter acquisitas, seu in posterum emendas vel acquirendas, licenter & impunè per quæcunque loca Patriarum Domini Archiducis ducere, vel duci facere, & ab iisdem Locis & Patriis in Regnum Angliæ totiens quotiens voluerint conducere & transportare poterunt & valebunt, proviso quod dicti Anglici, seu eorum Factores, hujusmodi Billoniam per se vel Factores suos emptam, seu, ut præmittitur, acquisitam una cum Certificatione authentica Villæ & Oppidi, ubi ipsam Billoniam emerunt, vel aliter acquisiverunt, & quantitatis ejusdem principali Officiario dicti Domini Archiducis, vel in ejus absentia suas vices gerentibus proximæ Villæ, post introitum suum in Patrias Domini Archiducis, exhibeant & ostendant. Super qua ostensione ipsi ostendentes Testimoniale seu Certificatorium manu Domini Officiarii, vel ipso absente suas vices gerentis signatum, vel ipsius Sigillo sigillatum, ab eo cui talis ostensio fiet, recipient & habebunt: nihil penitus pro dicto Testimoniali aut alia quacunque causa, solvendum, præter unum solidum grossorum Flandriæ. Et casu quo dictus Anglicus hujusmodi Billoniam per se vel suos Factores emptam, seu, ut præmittitur, acquisitam, educere voluerit, & in exitu à Patriis Testimoniale seu Certificatorium prædictum non exhibuerit, tunc pœnam illam incurret, quam incurrent extrahentes Billoniam, intra Partes Domini Archiducis, Anglia.

XXXII. Item, conventum est ut suprà: quòd omnes Mercatores & Subditi dictorum Principum, vero, publico, legali, & non privato pondere, in Terris, & Patriis illis ab antiquo usitato & consueto, sine quocumque dolo, fraude & machinatione, aut duorum digitorum ad hujusmodi pondera fraudulenta appositione de cætero utantur. Et si aliqui Mercatores & Subditi dictorum Principum contrarium facere præsumpserint; Princeps, cujus Subditus hoc facere tentaverit Subdito alterius Principis, qui se per hujusmodi pondus damnificatum probaverit, expeditam justitiam faciet, & Partem sic damnificantem ad plenam & perfectam restitutionem omnium damnorum, expensarum, & interesse, sine dilatione quacumque compellet.

XXXIII. Item, conventum est ut suprà, quòd in sedandum & componendum lites, discordias & differentias, inter Mercatores Stapulæ Calesiæ & Subditos Domini Archiducis, stapulam concernentes in Villa Calesiæ, primo die Maii proxime futuro convenient Deputati Mercatorum utriusque Partis: & casu, quo per ipsos Deputatos hujusmodi lites, discordiæ & differentiæ, sedari & componi non possint, fiet relatio Principibus prædictis, qui aliter pro hujusmodi litibus, discordiis & differentiis sedandis, prout ratio & æquitas dictabunt, providebunt.

XXXIV. Item, conventum est ut supra: quòd si, durantibus Pace & Amicitiis prædictis, aliquid contra vires & effectus earumdem, per Terram, Mare, & Aquas dulces, per aliquem ipsorum Principum, eorumve Hæredum aut Successorum, vel eorumdem Vassallos, Subditos vel Alligatos, aut illorum Alligatorum Hæredes seu Successores, in iis Amicitiis comprehensorum, contra Subditos vel Vasallos fuerit attentatum, actum & gestum, nihilominus hæc Pax in suis viribus & effectu permanebit, & pro ipsis attentatis ipsi damnificantes solummodo punientur, & non alii.

XXXV. Item, ad securiorem & firmiorem tam Amicitiarum quàm Mercium Intercursus observantiam, præfatus Dominus Rex per suas Litteras mandatum dabit speciale, Reverendiss. in Christo Patri Domino Joanni Cardinali, Cantuariensi Archiepiscopo, & Apostolicæ Sedis Legato, Reverendissimis in Christo Patribus, D. Richardo Duvoliensi Episcopo, Custodi privati Sigilli, D. Thomæ Wintoniensi Episcopo, Joanni Dinham, Domino Dinham, Thesaurario Angliæ, Thomæ Domino Marchioni Dorset; Joanni Comiti Oxoniensi, magno Camerario, Edmundo Comiti Suffolck, Thomæ Comiti Arundel; Thomæ Comiti Derbyæ; Georgio Comiti Salisburiæ, Johanni Wallis Vice-Comiti Dabney, Ægidio, Domino Dabney, Joanni Priori Domus Sancti Joann. Jerusalem in Anglia: Nec non Majoribus, Ballivis Civitatum ac Oppidorum sequentium ut supra, Londinum, Eboracum, Bristollium, Wintonium, Cantuaria, Rochestria, Southamptonia, Santwichum, Doberium, Linna, Derthmouth, Plemouth, Hulla, Winchelsa, Bostonia, Yermouth & Bervicum: Quod se obligabunt & quilibet eorum se obligabit, in formam sequentem. *Omnibus Christi fidelibus has Litteras inspecturis, visuris & audituris*, Joannes Cardinalis Archiepiscopus Cantuariensis, Rich. Duvolniensis Episcopus, Thomas Winton. Episcopus: Joannes Dynham: Thomas Marchio Dorset, Johannes Vice-Comes Oxoniensis, Edmundus, Comes Suffolck; Thomas, Comes Arundel, Thomas, Comes Derbyæ, Thomas, Comes Salisbur. Joann. Welles, Vice-Comes, Ægidius Dabney, Johannes, Prior Domus Sancti Joann. Jerusalem in Anglia, nec non Majores, Ballivus Villarum seu Oppidorum, de Lond. Eborac. Bristol, Winton. Cantuar. Rochest. Southampton. Sandwich. Douvre, Linnen, Derthmouth, Plemouth, Hulle, Winchelse, Boston, Yermouth & Barvike, *salutem in Domino sempiternam*. Cùm inter Illustriss. Principem Henricum, Dei gratiâ, Angliæ, Franciæque Regem, & Dominum Hiberniæ, ex una, & Sereniss. Principem Philippum Dei gratiâ Austriæ Archiducem, Burgundiæ Ducem, &c. ex altera partibus, quædam Amicitiarum, Intelligentiarum, & Mercium Intercursus, Mercatorumque communicatio, ac alia etiam eosdem Principes, & Subditorum suorum, Regnorum, Patriarumque utilitatem concernentia, Tractatus & Fœdera, de data 24. die mensis Februarii, Anno Domini 1495. Londini inita, conventa, conclusa, & finaliter determinata fuerint, quos quidem Tractatus Amicitiarum & Mercium Intercursus, vidimus & intelleximus & hîc pro insertis habere voluimus. Noveritis nos præfatos, Joannem Cardinalem, Archiepiscop. Cantuar. Richard. Duvoluien. Episcopos, &c. Et Majores, Baillivos Villarum sive Oppidorum prædictorum, ad Requestam & Mandatum præfati Domini Regis, ac suarum Litterarum nobis in ea parte directarum & deliberatarum, quas hîc pro insertis habere voluimus, contemplatione, in bona fide promisisse, ac nos & quemlibet nostrûm Hæredes & Successores nostros, præfato Illustriss. Principi Philippo, Archiduci Austriæ, Duci Burgundiæ, &c. ejusque Hæredibus & Successoribus, sub Hypotheca & obligatione omnium bonorum nostrorum præsentium & futurorum obligasse, sicque per præsentes, promittimus & obligamus, quod effectualiter procurabimus, intendemus, ac quantum in nobis erit efficiemus. Quòd idem Dominus Rex, ejusque Hæredes & Successores, omnia & singula prædicta, tam Amicitiarum quàm Mercium Intercursus, omniaque & singula in eisdem contenta & specificata, bene & fideliter tenebunt, observabunt & perimplebunt, ac per nos Subditos, Vasallos, quantum eos concernit, ac in posterum concernet, benè & fideliter facient teneri, observari & adimpleri, in contravenientes Justitiam ministrabunt, seu ministrari facient. In cujus rei Testimonium, &c. Et pari modo Illustriss. Dux, Archidux, per suas Litteras mandatum dabit speciale, Reverend. in Christo Patri & Domino Henrico de Bergis, Episcopo

copo Cameracensi, Carolo de Croy, Principi de Chimay, Philippo de Burgundia, Domino de Bevres, Joanni, Domino Egmondo, Gubernatori Hollandiæ, Wilhelmo de Croy, Domino de Chievre, Antonio de Rellin, Domino de Emeri; Baldowino de Lannoy, Domino de Molenbays, Francisco de Bulseyden, Domino Præposito Leodiens. & Sancti Donatiani, ac Joann. de Tinare, Denteville Domino Capitaneo de Brugis, nec non Burgimagistris Villarum seu Oppidorum de Gandavo, Brugis, Ypres, Dunkerce, Nieupoort, Antverpia, Berges, Dordrecht, Delft, Leyden, Amsterdam, Middelburch, Zierickzee, Vere, Mechlinia, & Bruxella vel Briela, quòd se obligabunt, & quilibet eorum se obligabit, secundum vim, formam & effectum obligationis prædictæ, mutatis quæ in ea parte mutandis: Quas quidem omnes & singulas obligationes, modo & forma præmissis, conceptas 15. die Maji proximè futura idem Illustrissimus Rex Angliæ, in Ecclesia Beatæ Mariæ Virginis Calesiæ Deputato, vel Deputatis dicti Domini Archiducis tradet, delibetabit & tradi, & deliberari faciet. Et pari modo Illustriss. Dominus Archidux omnes & singulas obligationes, modo & forma præmissis conceptas 15. die Maji prædicto, in Ecclesia prædicta, Deputato, vel Deputatis ejusdem Regis, tradet & deliberabit, aut tradi & deliberari faciet.

XXXVI. Item, conventum est ut supra: Quòd Sereniss. Princeps Rex Angliæ, omnia & singula, tam Amicitiarum quàm Mercium Intercursus, Capitula, sic inter eum, ejus Hæredes & Successores, ut præmittitur, inita & contracta, per suas Literas Patentes sub Magno Sigillo sigillatas, ac manu propria subscriptas, ratificabit & confirmabit, ea sic sigillata, subscripta & confirmata, 15. die mensis Maji proximè futura, post datam præsentium, in Ecclesia B. Mariæ Virginis, in Villa Calesiæ Deputato vel Deputatis dicti Domini Archiducis tradet & deliberabit, ac tradi & deliberari faciet: Et simili modo Illustriss. Dominus Archidux omnia & singula, tam Amicitiarum quàm Mercium Intercursus, Capitula, sic inter eum, ejusve Hæredes & Successores, ut præmittitur, inita & contracta, per suas Literas Patentes sub Magno Sigillo sigillatas, & manu propria subscriptas, ratificatas & confirmatas, 12. die mensis Maji proximè futura, post datam præsentium, in Ecclesia B. Mariæ Virginis in Villa Calesiæ, Deputato vel Deputatis dicti Sereniss. Principis Regis Angliæ tradet ac deliberabit, ac tradi & deliberari faciet.

Commissio Serenissimi Regis Angliæ.

HENRICUS, Dei gratiâ Rex Angliæ, Franciæ, & Hiberniæ Dominus, omnibus ad quos præsentes Literæ pervenerint Salutem. Sciatis quòd nos de fidelitatibus, industriis, & providis circumspectionibus dilectorum & fidelium Conciliatorum nostrorum, Reverendi in Christo Patris Richardi Duvolniensis Episcopi, Custodis privati Sigilli nostri; Joannis Vice-Comitis Wellis, & Joannis Kendal Prioris Domus Sancti Joannis Jerusalem in Anglia; nec non dilectorum & fidelium nostrorum Cancellariæ nostræ, Christophori Urswijcke Archidiaconi, Richimondi & Joannis Risley Militis, quàm plurimum confidentes ipsos nostros veros & indubitatos Commissarios, Oratores, Procuratores, Factores actorum, & Deputatos assignavimus, facimus, constituimus, ordinamus & deputamus per præsentes, dantes & concedentes eisdem plenariam potestatem & auctoritatem, ac Mandatum generale & speciale, pro Nobis, Regnis, Terris, Dominiis, Subditis, Vassallis & Amicis, Alligatis, faventibus & Adhærentibus nostris quibuscunque, cum Nobili Viro Domino de Bevres, Locum tenente, Gubernatore, & Capitaneo generali Arthesiæ, & Admirallo, ac dilectis nobis, Paulo de Beanst, Domino de Vermiselle, Præside Flandriæ, Roberto de Mellum, Domino de Rouuy, Camerario, Domino Daniele, Domino de Pratis, Domino de Mertode, Camerario, & Superiore Ballivo Flandriæ, Joanne de Cortwijcke, & Thoma Portunarii, Cancellario, & Magistro Florentio Hauvel, Secretario, Ordinanciarum Ambassiatoribus, Procuratoribus, Legatis & Nunciis, Illustriss. Principis, præclarissimi Consanguinei nostri Philippi, Archiducis Austriæ, Burgundiæ, &c. potestatem sufficientem & auctoritatem ab eo Consanguineo nostro habentibus, tam de & supra vera, firma & reali Pace, Amicitia atque Concordia, ac etiam Ligis, Amicitiis, Confœderationibus, Treugis & Guerrarum abstinentiis, Fœderibus, affinitatibus & intelligentiis, quoniam de & super quibuscunque Commerciis, exercitiis Commerciorum, ac mutuo & amicabili intercursu Marcandisarum, inter nos & Successores nostros, atque Regna, Terras, Dominia, Patrias & Loca nostra quæcunque, & dictum Illustriss. Principem Consanguineum nostrum, Hæredem, & Successores suos, atque Regna, Terras, Dominia, Patrias, & Loca sua quæcunque, Subditos, Vassallos, Confœderatos, Amicos, Alligatos, Faventes, & Adhærentes nostros & suos quoscunque, ineundis, capiendis, paciscendis, conveniendis, celebrandis, componendis, concordandis, concludendis, & habendis, nec non de & super omnibus & singulis contentionibus, quæstionibus, Guerræ causis, querelis, litibus, attentatis, injuriis, gravaminibus, & de mendis, unà cum suis circumstantiis, emergentibus, incidentibus, dependentibus & connexis, quæ inter nos & præfatum Consanguineum nostrum, ac Regna, Loca, Terras, Dominia, Patrias, Subditos, Vassallos, Alligatos, Confœderatos, Amicos, Faventes & Adhærentes nostros & suos prædictos, hinc inde pendere dignoscuntur, communicandi, tractandi, & concordandi atque omnia & singula componendi, paciscendi, appunctuandi, ac plenariè & integrè determinandi, & finaliter concludendi, prout eis expedire visum fuerit & opportunum, nec non & super hujusmodi appunctuatis & conclusis, cæterisque omnibus & singulis qualitercunque concernentibus, Legatis, Deputatis, & Nunciis prædicti Consanguinei nostri, apponctuata, præmissa & concordata fuerint, Literas validas & efficaces per partem nostram tradendi & deliberandi, Literasque alias, consimilis vigoris & effectus ex altera parte petendi, exigendi & recipiendi & generaliter omnia præmissa, & præmissorum singula qualitercunque concernent faciendum, expediendi & exercendi, ita & eodem modo sicut nos ipsi faceremus & facere possemus, si in persona nostra propria interessemus, etiam si talia sint, quæ de se Mandatum exigant magis specialiter: promittentes bona fide & cum verbo Regio, omnia & singula, quæ per præfatos Commissarius, Oratores, Procuratores, Factores nostros, appunctuata, præmissa, concordata, conventa & conclusa fuerint in hac parte, nos grata, rata, & firma habituros, & observaturos, & insuper Literas nostras Patentes confirmatorias & approbatorias, in forma debita & authentica, prout opus fuerit daturos, in cujus rei Testimonium has nostras Litteras fieri fecimus patentes per me ipsum apud Westmoud. 20. die Febr. Anno Regni nostri XI.

In quorum omnium & singulorum præmissorum Testimonium, fidem & approbationem, nos Ambassiatores prædicti Serenissimi Regis Angliæ superiùs nominati, præsentes Literas Sigillis, & signis nostris manualibus, sigillavimus & subsignavimus. Datum Londini vigesimo quarto die Februarii. Anno CIↃ. CCCC. XCV.

Confirmatio Regis Angliæ.

ET quia præfati Ambassiatores nostri, per eorum Literas eidem Consanguineo nostro, sicut præmittitur, datas, expeditas sibi Literas nostras, omnium & singulorum præmissorum, confirmatorias & ratificatorias expeditè facere promiserunt. Notum facimus, quòd nos, consideratis omnibus supradictis, omnia & singula Capitula, per prædictos Ambassiatores nostros, cum Ambassiatoribus & Commissariis præfati Consanguinei nostri, in ea parte gesta, inita, tractata & conclusa, firma, stabilia, & rata habentes confirmavimus, ratificavimus, & approbavimus Literas per ipsos Ambassiatores nostros, sic, ut præmittitur, expeditas, ac omnia & singula in eis contenta. Promittentes insuper bona fide, & in verbo Regio, omnia & singula Capitula & puncta in dictis Literis, & aliis hic insertis, expressata, & quodlibet eorum tenere, adimplere, & observare, & facere teneri, adimpleri, & inviolabiliter observari, secundum eorum formam & tenorem: Neque contra hæc aut eorum aliquod facere aut venire, aut fieri & veniri ullo unquam tempore permittere. In quorum omnium & singulorum præmissorum fidem & Testimonium, his præsentibus manu propria subscriptis, magnum Sigillum nostrum apponi fecimus. Datum apud Westmon. 26. die mensis Martii, Anno Dom. 1496. & Anno Regni nostri XI.

Sic scriptum, & per ipsum Regem, & signatum sub plica HENRICUS.

Et erant sigillatæ magno Sigillo ejusdem Regis in fulva Cera.

CLXXII.

ANNO 1495. 30. Avril.

CLXXII.

Commission de PHILIPPE *Archiduc d'Autriche, à* LOUÏS DE LUXEMBOURG *Comte de Ligny, pour la garde des Villes & Châteaux de* Hesdin, Aire, & Bethune, *en execution du Traité de Senlis du* 23. *Mai* 1493. *Donné à Malines le dernier jour d'Avril* 1495. [Observations de GODEFROI sur l'Histoire de CHARLES VIII. Roi de France, pag 659.]

PHILIPPES, par la grace de Dieu Archidue d'Austriche, Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg, de Luxembourg & de Gueldres, Comte de Flandres, de Tyrol, d'Artois, de Bourgogne, Palatin de Haynault, de Holande, de Zelande, de Namur, de Zutphen, Marquis du Saint Empire, Seigneur de Frize, de Salins & de Malines: A nostre tres-cher & amé Cousin Messire *Loys de Luxembourg Comte de Ligny*, Salut. Comme par le Traité de Paix nagueres fait entre mon tres-redouté Seigneur & Pere Monseigneur le Roy & Nous, nos Pays, Terres, Seigneuries, Serviteurs & Sujets d'une part; & tres-Haut, tres-Excellent, & tres-Puissant Prince *nostre tres-honoré Seigneur & Cousin le Roy de France Tres-Chrestien*, ses Pays, Terres, Seigneuries, Serviteurs & Sujets d'autre part, ait esté dit, consenti & accordé que nos Villes & Chasteaux de Hesdin, Aire & Bethune demeureroient en la garde de feu Messire Philippes de Crevecoeur Seigneur Desquerdes, Mareschal de France, pour les garder ou faire garder sans nos frais & despens, autres que des gages anciens & droits que ont accoustumé prendre les Capitaines desdites Places, jusques à ce que nous aurions accomply l'âge de vingt ans, qui sera la surveille de la Nativité de Saint Jean, l'an mil quatre cens quatre-vingts-dix-huit, & qu'il feroit serment, & bailleroit ses Lettres & Séellé de garder lesdites Places & Chasteaux en bonne seureté pour ledit Seigneur Roy Tres-Chrestien & pour nous, & à iceluy Seigneur Roy garderoit les droits à luy appartenans, & à nous semblablement les droits à nous appartenans, & que ésdites Villes & Chasteaux ne mettroit aucunes gens de Guerre autres que pour la garde d'icelles, & non pour porter préjudice ou dommage audit Seigneur Roy ni à nous, son Royaume, nos Pays, Terres, Seigneuries & Sujets; & que quand aurons accomply ledit âge de vingt ans, aprés que aurons fait audit Seigneur Roy les feauté & hommage pour les Pays à nous appartenans qui sont tenus de sa Souveraineté, ou que aurons deuëment & suffisamment, selon la nature des fiefs, offert & presenté par effect, faire lesdites feauté & hommage, il & tous autres qu'il appartiendroit seroient tenus, cessans toutes excuses, mettre & delivrer lesdites trois Villes & Chasteaux en nos mains ou de nos Commis; & si ledit Seigneur Desquerdes avant que serions audit âge de vingt ans alloit de vie à trespas, ledit Seigneur Roy pourroit à la garde desdites trois Villes & Chasteaux nommer tel que bon luy sembleroit, qui seroit tenu de nous faire serment, & bailler ses Lettres & Séellé avant que en icelles trois Villes & Chasteaux il se pust aucunement admettre, & soy regler & conduire ainsi que ledit Seigneur Desquerdes estoit tenu de faire, comme toutes ces choses sont plus à plein contenuës és Lettres de ladite Paix; & il soit que comme sommes deuement acertenez que ledit Seigneur Roy vous ait depuis le trespas dudit Seigneur Desquerdes commé & ordonné à la garde desdites trois Villes & Chasteaux. *Sçavoir vous faisons*, que voulans & desirans proceder de bonne foy és choses dessusdites, & afin que en plus grande seureté puissiez entendre & vaquer à la garde desdites trois Villes & Chasteaux, nous vous avons commis & commettons à la garde desdites Villes & Chasteaux, & outre vous avons promis, & par cettes signées de nostre main prumettons loyaument & de bonne foy en parole de Prince que nous vous aiderons & entretiendrons, & à nostre leal pouvoir ferons ayder & entretenir en la garde desdites trois Villes & Chasteaux selon ledit Traité, & ne ferons ni souffrirons estre fait chose au contraire, & s'il estoit fait par nous, ou aucuns de nostre party, le ferons incontinent & sans delay reparer & amender, & en outre vous promettons que ne vous requerrons & ferons requerir de faire chose dérogeante & au contraire des choses dessusdites. Et si d'aventure par nous ou aucuns de par nous vous estoit requis ou ordonné faire chose préjudiciable à ladite garde, Nous voulons que par vous n'y soit obéy ni obtemperé durant ledit temps, & jusques à ce qu'ayons fait à mondit Seigneur le Roy les foy & hommage, ou les offres & devoirs dessusdits selon le contenu dudit Traité. *Donné* en nostre Ville de Malines le dernier jour d'Avril, l'an de grace mil quatre cens quatre-vingts-quinze. *Signé* PHILIPPE. *Et plus bas*, Par Monseigneur l'Archiduc. *Signé* NUMANS. *Et Séellé.*

Tiré de la Chambre des Comptes de Lille.

ANNO 1495. 21. Juill.

CLXXIII.

Diploma Jhro Kayßerlichen Mayestät MAXIMILIANI I. Graf Eberhardt dem Aeltern zu Württemberg verlichen/ wodurch Er denselben in den Fürsten-Stand erhoben/ den Titul eines Hertzogen gegeben/ und dessen Lande in Schwaben gelegen/ mit allen adpertinentien in ein Hertzogthum aufgericht: ferner die Succession darinnen determiniret/ nach Absterben der Männlichen Fürstlichen Würtembergischen Linie ewiglich als des Reichs Cammergut incorporiret/ auch zugleich concediret/ daß die Hertzogen von Württemberg des Hertzogthumbs zu Teck Titul, Wappen und Namen führen mögen und sollen. Worms den 21. Julii 1495. [HORTLEDER, von den Ursachen des Teutschen Kriegs/ Tom. I Lib. III. Cap I. pag. 809. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part Spec. Contin. II. Abtheilung IV. Absatz VII. Num. 23. pag. 710. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

C'est-à-dire,

Diplome Imperial de MAXIMILIEN I. *en faveur d'*EBERHARD *le vieux Comte de Wirtemberg, par lequel il est élevé à la Dignité de Prince & de Duc, & ses Provinces situées en Suabe sont érigées en Duché, avec reglemens de Succession, & Clause de Reversion à la Chambre Imperiale, en cas d'extinction de la Ligne masculine. Le même Diplome authorise les Ducs de Wirtemberg de prendre le Titre, les Armes, & le Nom de* Ducs de Teck. *A Wormes le* 21. *Juillet* 1495.

WIr Maximilian von GOttes Gnaden/ der Erst diß Namens/ Römischer Keyser/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ zu Hungern/ Dalmatien/ Croatien/ König/ Ertz-Hertzog zu Oesterreich: Hertzog zu Burgund/ zu Lothringen/ zu Braband/ zu Steyr/ zu Kerndten/ zu Crain/ zu Limpurg/ zu Lutzenburgk/ und zu Geldern/ Graf zu Flandern/ zu Habspurg/ zu Tyrol/ zu Pfirdt/ zu Khiburgk/ zu Arthois/ und Burgund: Pfaltzgraf zu Hennegaw/ zu Holland/ zu Seelandt/ zu Namur/ und zu Zutpffen/ Marggraf des Heiligen Römischen Reichs/ und zu Burgaw/ Landtgraf im Elsaz/ Herr zu Frißlandt/ auf der Windischen Marck/ zu Portenaw/ zu Salins/ und zu Mecheln: Entbiethen den Ehrwürdigen/ Hoch- und auch Wolgebornen/ Edlen/ Strengen/ und Ersamen/ Unsern und des Reichs Churfürsten/ Fürsten/ Geistlichen und Weltlichen/ auch Prälaten/ Grafen/ Herrn/ Ritterschafft/ und Stätten/ und allen andern/ die jetzo und hinführo in Ewigkeit seyn werden/ Unser Gnad und alles guts.

Die Lieb Göttlicher Natur hat Anfangs die obersten Creaturen Geschöpff/ nach Gnaden und Verdienst erleuchtet/ in Würde und Gewalt geordnet/ daß dadurch Göttlicher Will und Gewalt/ nach Ansehung von Ewigkeit/ ordentlich in der Liebe beste-

 he/

ANNO 1495.

he/ und das öberst und Himmlisch Reich mit Würden und Ständen der Creatur geziert würde: Von dannen wir/ nachdem wir in Christlicher Versamblung/ zu dem Heiligen Römischen Reich bekräfftiger/ gehört/ und erhaben/ gäntzlich glauben/ und geflissen seyn sollen und wollen/ so fern wie mögen/ den obersten Fußstapffen/ zu Gleichnüs Unserer Verfahren am Reich/ nachzufolgen/ die nicht allein zu Erleuchtung und Würden/ sondern auch zu Nothdurfft der Zirhrung des Reichs Großmächtigkeit/ Fürstenthumb und Stande geordnet und eingesetzt/ und do sie abgangen/ ersetzt/ wo dem Heiligen Reich am Schein seiner Zierung und Großmächtigkeit/ auch Regierung seiner Landt und Herrschafft/ Hinderung und Mangel geboren wirdt.

Darumb Uns/ auß der Gebühr Unser Regierung/ auch Nothdurfft vorgemeldt/ und als Römischen König dareyn zusehen zusteht/ und durch Person/ Häuser/ Landt und Herrschafft/ die in dem Heiligen Reich ehrlich/ löblich/ und zu Ehren und Nutz des Heiligen Reichs verdienstlich herkommen seyn/ vorgemeldten des Reichs Abgang zu erstatten.

Und wann nun das löblich Hauß Würtembergk in dem Heiligen Reich löblich/ ehrlich/ und fürständig herkommen und gehalten/ und besonder der Hochgebohrne Fürst/ Unser lieber Oheim/ Eberhart/ Hertzog zu Würtembergk/ der Elter/ Christliches Gemüths und Regierung ist/ und sich auch dem Reich/ und sonderlich bey Unsern Zeiten/ dienstlich und willig bewiesen hat/ und hinführo thun und beweisen sol/ auch von Gnaden des Allmächtigen/ mit Landschafft und Herrschafft/ Fürstlichen Stande und Wesen zu halten/ gnugsamlich begabet ist. Darumb auß vorgemeldeen Ursachen/ und besonder Gnad und Neigung/ die wir zu gemeldtem Unserm lieben Oheim und Fürsten/ und seiner Landtschafft/ im Kreyß zu Schwaben gelegen/ haben und tragen; So haben wir mit viel und wohlbedachtem zeitlichem Rath/ in scheinbarer Zierde/ offenbahren Seß/ und beyseyn Unser und des Reichs Churfürsten/ und Fürsten/ seine Landtschafft zu Schwaben gelegen/ mit allen Herrschafften/ Stätten/ Schlössern/ Lenten und Gütern/ so von dem Heiligen Reich zu Lehen herrührend/ es seyen Hertzogthum/ Graffschafften/ oder Herrschafften/ gar nichts außgenommen/ dem vorgenanten Unsern Fürsten und lieben Oheim/ Hertzog Eberhart von Würtembergk/ dem Eltern/ zu Lehen versammlet/ vereinigt/ und also samentlich zu einem Hertzogthum verordnet/ gemacht/ erhaben/ und auffgerichtet/ und den Titel und Namen des Hertzogthumbs zu Würtembergk gegeben: Auch den jetzgemeldten Unseen lieben Oheim und Fürsten/ Hertzog Eberharten zu Würtembergk den Eltern/ mit solchem Hertzogthumb zu rechtem Mannlehen belehnet/ und Fürstlichen Hertzogthumlichen Titel/ Ehren/ und Würden gewürdiget/ und gehöhet: Ordnen/ machen/ und richten solch Hertzogthum auff/ und belehnen den vorgenanten Fürsten/ Unsern lieben Oheim/ Hertzog Eberharten zu Würtembergk/ den Eltern/ damit/ wie vorgemeldet ist/ mit Ehren/ Würden/ erhöhen und begaben ihn auch mit Hertzogthumlichen Würden/ auß Römischer Königlicher Macht vollkommenheit/ eygner Bewegnuß/ und rechtem Wissen/ in und mit Krafft diß Brieffs/ also/ daß jetzgemeldter Hertzog Eberhardt zu Würtembergk der Elter/ und seine Nachkommen/ Hertzogen zu Würtembergk/ hinfüro solch Hertzogthum zu Würtembergk/ mit allen Ehren/ Titel/ Oberkeiten/ Herrlichkeiten/ Würden/ Freyheiten/ Nutzen/ Renthen/ Leuthen/ Güttern/ Hoch- und Niedern Gerichten/ Wassern/ Strassen/ Geleydt/ Zellen/ Saltz-Flüssen/ Ertz- und Bergwerck/ Mannrechten/ Wildtbahnen/ Gold- und Silber-Müntzen/ Gebothen und Verbothen/ und aller andern Gerechtigkeit/ unter und ob der Erden besitzen/ nutzen/ niessen/ und in alweg zu ihrer Nothdurfft als Hertzogen des Reichs/ und wie sie das sonst bißhero auch gethan haben/ gebrauchen mögen/ auch wahre Hertzogen zu Würtembergk/ und Fürsten seyn/ sich auch Tittels und Namens allenthalben/ mit allen Ehren/ Sessionen/ Ständen/ Processionen/ an allen Enden und Orthen gebrauchen/ und also zu Hertzogthum und Fürstlichen Würden/ von allen Ständen/ wie Hertzogen des Reichs/ geehrt und gehalten werden.

ANNO 1495.

Und daß auch solches Unser und des Reichs Hertzogthum nicht zertrennt noch zertheilt werde/ sondern bey einander bleib/ als auch vormals im Hauß von Würtembergk/ durch Verträg/ daß dieselb Herrschafft von Würtembergk bey einander bleiben/ und nicht zertrennt solle werden/ im besten auch angesehen/ und von löblicher Gedächtnuß/ Unserm lieben Herrn und Vatter/ Keyser Friedrich/ aus Keyserlicher Obrigkeit und rechten Wissen confirmiet/ wir auch confirmiren und bestättigen/ in allermassen/ als ob sie von Wort zu Wort hierin begriffen weren/ und geschrieben stünden. Demselben nach/ und damit hinführo Fürstlicher Standt und Wesen der Hertzogen zu Würtembergk/ künfftiglich desto stattlicher und vermöglicher gehalten werden möge/ so ordnen/ setzen und wöllen wir/ daß der vorgemeldt Hertzog Eberhardt zu Würtembergk der Elter/ solch Hertzogthumb sein Lebenlang allein haben/ und mit allen Ehren/ Titul und Nutzungen/ wie vorstehet/ gebrauchen solle und möge.

Und nach seinem Tode und Abgang Graff Eberhardt der Jüngert von Würtembergk/ so fern er anderst derselben Zeit im Leben seyn wirdt/ der auch daßelbig Hertzogthumb dann zumahl empfahen/ Ehren und Tittel gebrauchen soll und möge/ doch in der Form und Maße/ wie der Vertrag zwischen dem vorgemeldten Hertzog Eberhardten dem Eltern/ und Graf Eberhardten dem Jüngern/ hievor zu Eßlingen gemacht/ und des Datum stehet Am Sontag nach S. Egidien Tag/ nach der Geburt Unsers lieben HErrn/ Vierzehen hundert und im zwey und zwantzigsten Jahr/ das inhält und außweiset. Denselben Vertrag wir auch hiermit/ aus Königlicher Macht vollkommenheit/ und rechtem Wissen/ confirmiren und bestättigen/ in Krafft diß Brieffs. Und ob alsdenn zu solchem Abgang Hertzog Eberhardt des Jüngeen/ ehelich und Manlich Leibs-Erben/ von seinem/ oder des obgenanten Hertzog Eberhardt des Eltern Leib geboren/ im Leben vorhanden weren/ so sollen doch desselben Hertzog Eberhardts des Jüngern ältester/ ehelicher/ Mannlicher Leibs-Erbe/ an das Hertzogthumb Würtembergk stehen/ tretten/ und damit belehnet werden/ damit obbestimmten Vertrag/ zu Eßlingen gemacht/ Hertzog Eberhardts des Eltren halben/ nicht Abbruch geschehe.

Doch wenn desselben Hertzog Eberhardts des Jüngern/ ehelicher Mannlicher Leibs-Erb/ keiner mehr im Leben verhanden were/ so solle alsdann solch Hertzogthumb zu Würtembergk des Eltern ältester ehelicher Mannlicher Leibs erboren:

Und ob derselben auch keiner im Leben were/ auff den ältesten von Würtembergk/ und von dem auff seinen ältesten Sohn fallen.

Oder ob derselbig ältester Sohn/ vor oder nach seines Vaters Todt abgangen were/ und Leibs-Erben in absteigender Linien/ einen/ oder mehr Söhne von ihme geboren/ oder sonst Kindt/ Mannspersonen verlassen hätt/ so solle des Abgestorbenen ältesten Sohn/ mit dem obbemeldten Hertzogthum belehnet/ und vor allen von Würtembergk darzu gelassen werden.

ANNO 1495.

Ob aber der ältest Sohn kein Erben Mannspersonen / wie vorgeschrieben steht / gelassen hätte / so solle auff den andern gebohrnen Sohn und seine Erben / Mannspersonen / seines Stammens / das Hertzogthum befallen.

Und ob derselb auch nicht Erben Mannspersonen seines Stammens von Würtembergk gelassen hätte / alsdan soll das Hertzogthumb auff den drittgebohrnen Sohn fallen / und diejenigen damit belehnet werden / also daß die erstgebohrnen und diejenigen von ihrer absteigender Lini / allzeit vor andern Staat und vorgang haben / so lang Herrn von Würtembergk seyn werden;

Auff welchem auch solch Hertzogthumb kommen wird / derselbig auch das (innmassen wie vorstehet) mit Titul / Würden und Ehren / auch Nutzungen allein haben / empfangen und regieren soll / und die andern von Würtemberg / das Hertzogthum bey Zeiten solcher des ältesten Regierung nit besitzen noch erben / sondern sollen sie von dem Regierenden Hertzogen mit andern Herrschafften und Gütern / oder sonst versehen werden / nach Ordnung / die jetzo zwischen den gemeldten Graffen von Würtembergk ist / oder hernach auffgericht werden mag.

Und als wie auch vermercken / das Gemüth und den Willen des obgemeldtes Hertzogs Eberhardes von Würtembergk / des Eltern / damit er zu Uns und des Heiligen Reiligen Reichs Ehrung / Nutz / und Mehrung / auch ewige Einigkeit / Versammlung und Fried der Verwandten seines Hertzogthums geneigt ist / habent wir Uns für Unsere Erben und Nachkommen am Reich / Römische Käyser und König / mit seiner Lieb für sich / seine Erben und Nachkommen / und seine Lieb wiederumb mit Uns / und also gegen einander / in nachgeschriebner Ordnung verdingt / und verpflicht ewiglich / ob es were (das GOtt der Allmächtig nach Gnaden verhüten wöll) daß der Mannlich Stamm und Lini der Hertzogen und Herrn von Würtembergk gantz absterben / und keiner mehr seyn würde / daß alsdenn solch Hertzogthum durch Uns König Maximilian oder Unser Nachkommen am Reich / König oder Keyser / nicht soll oder möge ferner jemandt / auß einiger Ursach oder Weise / wie die geseyn möchte / zu Lehen verleihen / oder durch einen andern Titel / Form / oder Maß / gantz oder ichtzit von Stätten / Schlössern / Nutzung oder ihren Zugehörung davon geben / verkaufft / veräussert / oder in Verwaltung / in Ampt oder Pflegers-Weiß eingegeben / oder in Besitz zugestellt werden / sondern solch Hertzogthumb mit aller Obeigkeit / Herrlichkeit / Mannschafften / Nutzen / Leuten und Gütern / nichts außgenommen / sol bleiben bey Römischen Käysern und Königen / und bey dem Heiligen Römischen Reich ewiglich / und also in Mehrung des Reichs Widdumbgut / der Cammer incorporirt und verleibt seyn.

Doch ob zu derselben Zeit Gülten / Schulden / oder Leibgeding darauff stehen würde / die sollen von Uns / oder Unsern Nachkommen am Reich / Römischen Keysern oder Königen / ohne Kosten und Schaden der / so dahinder verschrieben sind / außgericht und bezahlt werden.

Und ob zu solchem Fall und Abgang von Würtembergk / Töchter von Würtemberg ehelich geboren / unberathen vorhanden weren / die sollen von Uns / oder Unsern Nachkommen am Reich / mit Heyrath-Gut / und in ander Wege außgeheurathet / und berathet werden ehrlich / wie dann im Hauß zu Würtembergk herkommen ist.

Item / Es sollen auch alsdann Römische Keyser oder Könige / so sie Persönlich im Lande zu Schwaben ihren Hoff halten / solch Land und Leut des gemeldten Hertzogthumbs regieren und versehen / zum besten nach Recht / und erbaren Gewohnheiten / und ihren Freyheiten.

Und nachdem sich in vergangenen 1492. Jahr / Hertzog Eberhard der Elter mit seinem Vettern Graff Eberhardten dem Jüngern / ihren Landen und Leuthen zu gutem / eines Regiments / das jetzo zum Theil angefangen / und nach seinem Tode auch gehalten werden soll / verglichen; So soll / ob wir König Maximilian / oder Unser Nachkommen am Reich / Römische Keyser oder König / Unsern Hoff in Unserm Landt zu Schwaben Persönlich nicht halten würden / demselben Regiment / gleich in obgemelten Fall / in einem Monat den nechsten darnach / auß den Prälaten / und vom Adel / des gemeldten Hertzogthums von Würtembergk / ein Präsident fürgenommen / und demselben aus solchen zweyen Ständen / und auch der Landschafft des Hertzogthumbs zu Würtemberg / zugeordnet werden / nemlichen von jeglichen Standt drey / durch dieselben das Regiment der Stände und Verwandten vorgemeldt / versehen / auch der Präsident und Räthe redlich besoldet / und erbar Gericht und Recht auffrichtiglich gehalten / und durch sie in aller Maß gehandelt werden / wie der obgemeldt Vertrag zwischen Hertzog Eberhardten / und Graff Eberhardten von Würtembergk / seinem Vettern / das an dem Stück inhaltet.

Wir und Unsere Nachkommen / Römische Keyser und König / wollen und sollen in obgemelten Zeiten und Fall / die Prälaten / Graffen / Herren und Ritterschafft und Stätte / die (wie vorstehet) Uns und Unsern Nachkommen / und dem Reich zugewachsen und angefallen weren / und als des verleibten Hertzogthumbs / Geistlich und Weltlich / getreulich handhaben / schützen und schirmen vor allen Gewalt / sie auch alle bey ihren Gnaden Freyheiten / Oberkeiten / Herrlichkeiten und Rechten bleiben / und sie darvon nicht dringen / oder engen / auch von niemandt anders dringen / oder engen lassen / in keinem Weg.

Wir behalten Uns auch in dieser Unser Erhebung und Belehnung vor auß / Unser und des Reichs Oberkeit / die wir hiemit nicht wollen begeben oder gemindert haben.

Und wiewohl das Hertzogthum zu Teck / mit andern / dem vorgemelten Hertzogthum zu Würtembergk / auch eyngeleibt und vereinigt ist; So geben wir doch zu / für Uns und Unsere Nachkommen / Römische Keyser und Könige am Reich / und wöllen / daß sich der obgemeldt Hertzog Eberhart zu Würtembergk / und seine Nachkommen Hertzogen zu Würtembergk / von solchem Hertzogthum zu Teck / Titel / Wapens und Namens / auch aller Ehren und Würden gebrauchen sollen und mögen / nicht minder dann von dem gemeldtem vereinigten und verleibten Hertzogthumb zu Würtembergk. Ob auch solch Hertzogthumb an Uns / Unsere Nachkommen / und an das Heylige Reich fallen und kommen / und die Geistliche Lehen dartzu gehörig / zu verleihen sich begeben würde / so sollen und wöllen wir und Unsere Nachkommen / Römische Keyser oder König / allzeit zu solchem Lehen benennen und presentiren / die Personen / die auß der Landschafft des Hertzogthums geboren / so feen dieselbigen auff Zeit / so sich die Fäll der Präsentation begeben / geschickt.

Were aber solches nicht / soll man andere geschickte præsentiren / wie sich vom Recht und Herkommen gebühren wirdt. Und wir obgemeldt König Maximilian / befehlen hierauff allen und jeden Unsern und des Reichs Churfürsten / Fürsten / Geistlich und Weltlich / auch Prälaten / Graffen / Freyen / Ritteen und Knechten / und allen andern / was Stahts oder Wesen die seynd / niemand außgenommen / daß sie dem gemelten Unserm Fürsten und lieben Oheim / Eberhardten / Hertzogen zu Würtembergk / und alle

seine

ANNO 1495. seine Lehens-Erben / und an solchem Hertzogthumb Nachkommen, mit allen Ehren/ Würden/ Tituln/ und Namen allenthalben erkennen / haben und halten / Unser und des Reichs schwere Ungnad und Pön/ tausendr Marck seines Goldes/ zu vermeiden/ halb in Unser und des Reichs Cammer / und den andern halben Theil dem gemeldren Hertzog Eberharden / oder dem solch Verachtung geschehen were/ unablässig auszurichten / und zu bezahlen.

Und hieben seind gewesen die Ehrwürdigen und Hochgebornen / Unser lieb Neven und Oheimen /

Bertholt zu Mentz / durch Germanien /
Herman zu Cölln/ durch Italien /
Johannes zu Trier / durch Gallien und das Königreich Arelat / Ertz-Bischoff und Ertz-Cantzler /
Philipp Pfaltzgraff bey Rhein/ Ertz-truchseß/
Friedrich Hertzog zu Sachsen / Landgraff zu Thuringen / und Marggraff zu Meissen / Ertz-Marschalck.
} alle Churfürsten.

Auch des Hochgebohrnen Fürsten / Johan Marggraffen zu Brandenburg Churfürsten Bottschafft.

Wilhelm von Eystätt/
Johann zu Wormbs/
Ludwig zu Speyer/ Bischoff.
Johannes / Abt zu Fulda / Unser Königlicher Gemahl Cantzler.
Albrecht Hertzog zu Sachsen / Landtgraff zu Thüringen / und Marggraff zu Meißen.
Heinrich und Erich Gebrüder / Hertzogen zu Braunschweig
Friedrich / Marggraff zu Brandenburgk.
Magnus / Hertzog zu Mechelburgk.
Gerhardt / Hertzog zu Bergk.
Wilhelm und Wilhelm / beyde Landtgraffen zu Heßen.
Rudolff / Fürst zu Anhalt.
Otto / gefurstetter Graff / und Herr zu Hennebergk.

Auch der König von Hispanien / Neapolis / und der Herrschafft von Venedig / und anderer treffentlicher Personen / Fürsten / Graffen / Herrn und Stätt / Bottschafft in grosser Anzahl. Mit Uhrkundt diß Brieffs / besiegelt mit Unserm Königlichen anhangenden Insiegel. Geben in Unser und des Heiligen Reichs Statt Wormbs / am ein und zwantzigsten Tag des Monats Julii / nach Christi Geburt Viertzehen hundert und in dem Fünff und Neuntzigsten Jahr Unserer Reiche / des Römischen im zehenden / und des Hungarischem im Zehenden Jahr.

Berchtoldus Episcopus Moguntinus Archicancellarius.

Ad Mandatum Domini Regis in Concilio.

CLXXIV.

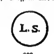
4. Aoûr. Consens Churfürst Fridrichs zu Sachßen / daß Churfürst Johannes zu Brandenburg / und seine Brüder vom Kayser MAXIMILIANO I. mit der Marck und Chur Brandenburg / mit der gesamten Hand an dem Hertzogthum Pommern / und mit dem Angefall an dem Hertzogthumb Mechlenburg beliehen worden. Geben Wurmbs den Dienstag nach Stephani Inventionis 1495. Information vom Ursprung und Verfolg des Königlichen Preußischen und Marggräfflichen Brandenburgischen Eventual-Successional-Rechts an den Mecklenburgischen Reichs-Lehen in Beylagen sub Lit. S. Apud LUNIG, in Grundveste Europæischer Potentzen Gerechtsame Part. I. Cap. III. Absatz IV. pag. 498. ubi remittitur Lector, ad ejusdem LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. IV. Absatz III. pag. 26.] ANNO 1495.

C'est-à-dire,

Consentement de FREDERIC *Electeur de Saxe à l'Investiture donnée par l'Empereur* MAXIMILIEN I. *à* JEAN *Electeur de Brandebourg, & à ses Freres du Marckgraviat & Electerat de* Brandebourg, *& à l'Investiture simultanée du Duché de* Pomeranie, *avec l'Expectative du Duché de* Mecklenbourg. *A Worms le Mardi après l'Invention de St. Etienne 1495.*

WIr Friedrich von Gottes Gnaden Hertzog zu Sachsen / des Heiligen Römischen Reichs Ertz-Marschall und Churfürst/ Landgrave in Thüringen und Marggrave zu Meissen / bekennen und thun kundt öffentlich / alß der Durchleuchtigste / Großmächtigste Fürst und Herr / Herr Maximilian Römischer König / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / zu Hungern / Dalmatien / Croatien rc. König / Ertz Hertzog zu Osterreich rc. Unser allergnedigster Herr / jetzo hie zu Worms die Hochgebohrne Fürsten / Unser lieb Oheim und Schweger Herrn Johannsen / des Heyligen Römischen Reichs Ertz-Cammerer und Churfürsten / und Herrn Friederichen / Gebrüder / Marggraffen zu Brandenburg / zue Stettin / Pommern rc. Hertzogen / Burggraven zur Nürnbergk / und Fürsten zu Rügen / solcher Ihrer Churfürstenthumbs / Fürstenthumen / Graffschafften / Herrschafften / Schlößen / Stetten / Landen / Leuten / mit allen und jeglichen Ihren Herrligkeiten / Oberen und Niedern / Mannen / Mannschafften / Lehen / Lehnschafften / Geistlichen und Weltlichen Angefellen / rechten Nutzen und Zugehörungen / wie die Ir Vater Marggraff Albrecht Sehliger Gedächtnüs ingehabt und herbracht / und was von Alter darzur gehöer hat oder gehört / und alß die genannte Hertzogthumb und Fürstenthum / Stettin / Pommeen / der Cassuben / Wenden und Rügen / mit ihren Zugehörungen an sie und das Churfürstenthumb der Marck zu Brandenburg kommen / und den genannten Marggrave Albrechten und seinen Lehens-Erben ehemahls verliehen worden sind / zur gesambter Hand und nach laut und Inhalt Ihrer Einung und Teilbrive die Ir Vater bey seinem Leben / und sie sich selber mit denselben Iren Landen und Leuten verschrieben / von- und zu einander gesetzt / sich vereinigt und getheilt haben / oder künfftiglich thun werden / gnediglich belehnet / jetzo auch zu gesambter Hand verliehen und bestetigt hat / das Angefell des Hertzogthumbs zu Meckelnburg / des Fürstenthums zu Wenden / der Graffschafft zu Schwerin / mit sambt den Landen Stargarten und Rostock / mit ihren Herrschafften / Landen / Leuten / Schlößen / Städten Zu- und Eingehörungen / als dann zwischen den Marggraven zue Brandenburg / und den Hertzogen zue Meckelnburg deshalb Vorschreibung ausgangen / die durch weylandt Unsern gnedigsten Herrn Kayser Friederich negst vorschieden löblicher Gedechtnüs in Königlichen Würden mit seiner Majestät Brive gewilligt und bestettigt seyn / auch ferner den obgenannten Unseren Ohmen und Schwegern von Brandenburgk von Römischer Königlicher Macht semlich bestettigt /

Anno 1495. tigt / befestigt / vernent und confirmirt hat / all Jhe Gerechtigkeit / Wirdigkeit / Gnad / Freyheit / Gewohnheit / Privilegia und Herkommen / die zu Jn und Jhren Churfurstenthumb / Fürstenthumen und Heerschafften gehören / auch alle Handtfesten / Scheifft / Brieffe und Freyheit / damit Jr alte Förderu / und sie von Römischen Kaysern und Königen seinen Vorfarn am Reich / seinen Gnaden und dem Heyligen Reich / begnad und gefreiet seyn / und die semelich und sonderlich herbeacht haben / und mit Namen den Vertrag / den der obgenant Unser lieber Oheim und Schwager / Marggraff Johanns / Churfürst ꝛc. und der Hochgeborne Fürst / Herr Buglaff Hertzog zu Stettin / Pommern / der Cassuben und Wenden / Fürst zu Rugen und Grave zu Gutzkow / Unser lieber Oheim von derselben Herzogthum und Lande fur sich und Je Erben mit einander gemacht und verschrieben haben / nach laut der Brieve von dem genannten Unserm gnedigsten Herrn dem Römischen König / den genannten Unsern lieben Oheimen und Schwegern von Brandenburgk darüber gegeben / und wir dann durch dieselb Unser lieb Oheimen und Schweger von Brandenburgk ersucht und gebeten sint / daß wie alß Ertz-Marschall und Churfürst des Heyligen Reichs zu solchen Gnaden / Freyheiten / Rechten / Belehnungen und Bevestungen Unsern Gunst / Willen und Verhengnüß geben und thun wollen / daß wir darum mit wohlbedachtem Mute / rechten Wissen / alß des Heiligen Römischen Reichs Ertz-Marschall und Churfürst / zu solchem obgischrieben allem und jeglichen Unseen Gunst / Willen und Verhengnüs gethan haben / Geben und thun die auch darzu mit in Krafft dies Brieffs / Also daß alle solche Gnadt / Freyheit / Recht / Belehnung und Bestettigung / den genanten Unseen Oheimen und Schwegeen / Herrn Johannsen Churfürsten und Herrn Friederichen Gebrüdern / Marggraven zu Brandenbueg und Jren Lehen-Erben / nach laut und Jnhalt Jrer Brieve / die sie von dem genanten Unsern gnedigsten Heren / dem Römischen König und andern Römischen Kaisern und Königen löblicher Gedechtnüs erworben haben / gantz / steht / vest und unverbrochen alles Jis Jnhaltes ewiglich gehalten werden / on alles Geverde / Hindernüs und Wiederruffen / und vollkommene Krafft haben sollen / gleicher Weis als ob solche Brieffe alle und jegliche hierin von Wortten zu Wortten geschrieben und verlibt weren. Zu Urkund haben wir Unser Jnsiegell an diesen Brieff thun hencken / der geben ist zu Worms / nach Christi Unsers Lieben Herrn Geburt / vierzehenhundert und im Funff und Neuntzigsten Jahr / am Dienstag nach Steffani Inventionis.



app.

CLXXV.

7. Août. MAXIMILIANI I damahls Römischen Königs Ordnung zu Handhabung des Allgemeinen zu Wormbs die 7. Augusti 1495. aufgerichten Landfriedens / beschehen sub Loco & Dato eod. Mit der Churfürsten / Fürsten und anderen Reichs-Ständen Verpflichtung / zu Handhabung solches Allgemeinen Friedens / sub Loco & Dato eod. [JOH. PHILIPP. DATT, Volum. Rer. Germanic. Novum Libr. V. Cap. VII. pag. 889. d'où l'on a pris cette Pièce, que Mr. *Datt* assûre avoir tirée des Actes mêmes de la Diete, & qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Gen. Cont. pag 158.] Anno 1495.

C'est-à-dire,

Reglement de l'Empereur MAXIMILIEN I. *pour le maintien & la défense de la* Paix publique *constituée le même jour & au même lieu; savoir à Worms le 7. d'Août* 1495. Avec *l'Obligation des Electeurs, Princes, & autres Etats de l'Empire, pour le maintien de ladite Paix. A Worms le 7. d'Août* 1495.

WJr Maximilian von Gots gnaden Römischer König ꝛc. Als wir auß mercklichen anligenden notsachen zu gemainem der Cristenhait des Reichs und aller stende / nutz und fürderung / ainen gemainen Frid im Reich / und auch Unser Camergericht aufgericht / und in ordnung bestelt haben / laut derselbigen und Brief darüber außgangen / wann aber alle ordnung / gebot und rechtvertigung unverfencklich / wo die mit stathaftiger handthabung nicht bekerftigt und volfürt werden / darumb mit zeytigem Rat und willen der Erwirdigen Hochgeporn / Unser lieben Neven / Churfürsten / Fürsten und ander Stende des Hailigen Reichs / diser versamlung / damit das Hailig Reich und sein Stend und Undertan / sich solchs frides und rechtens und handthabung dester trostlicher versehen und frewen mögen: Haben wir Uns / mit ine / als Römischer König von des Reichs / und auch sonderlich / Unser und des Hochgeborn Fürsten / Philipsen / Ertzhertzog zu Oesterreich und Burgundi / Unsers lieben Sune Erblanden wegen verwilligt / verainet und verpflicht; und auch in und mit kraft ditz Briefs verwilligen / verainigen und verpflichten den vermelten friden und recht / mit ernst und fleiß zuvorderst zu handthaben / verhelffen und schaffen / auch sonderlich in Unserm / und Unsers genanten lieben Sune Landen / Herrschafften und Gebieten / allen Unsern und seinen Amptleüten und Undertanen / auf aid bevelchen / und in Unsern offen Briefen gebietend / solch hanthabung zu thun / so offt der not wirdet.

Und ob sich begebe / das die verechter und überfarer Unsers ausgeschribens Frids / oder auch die sich den erkanten urtailen und geboten Unsers Camergerichtes / oder der gewilkurten austrege frevenlich und ungehorsamlich widersetzten / Stoß / bevestigung / fürschub oder hilf in irem frevel haben; Auch ob yemands in disem Frid begriffen / von was stands oder wesen der wer / gaistlich oder weltlich / oder yemands / den diser Frid nicht begriff / bevechdet / bekriegt oder beschediget / oder die theter und beschediger gevarlichen hawsen / enthalten / hilf oder fürschub thun würde / der oder ander des Reichs notturft halb / so zu handthabung Frids / Rechtens / und gemainen nutz dienen mag / zu ratschlagen und fürsehung zu thun; darumb orden / setzen und wöllen wir / das uff Unser lieben Frawen abent purificacionis nechstkomende / wir und Unser Churfürsten / Fürsten / Prelaten / Graven / Freyheern / und des Reichs Stende / gen Franckfurt Personlich komen; oder ob wir / oder ir ainer / auß redlichen waren ursachen / derhalben wir / oder sie sich in iren offen Briefen / bey glauben entschuldigten / Personlich nicht erscheinen möchten / als dann wir Unser / oder sie ir treffenlich botschafft / mit schriftlichen genugsamen gewalt / schicken wöllen und söllen / daselbst zu ratschlagen / zu handeln / und entlich zu beschliessen / wege und weiß / dadurch die Fridbrecher zu straff und kärung der scheden bracht würden. Auch erkanten urtailen / ob yemand den volg zu thun sich frevenlich widersetzt hete / genüge beschehen / und

Anno 1495.

was die Cristenhait / das Heilig Reich / gemainen nutz und anders/ das anlangen wuede / betreffendt/ zum besten fürzunemen; Auch sich zuvertragen/ tag und malstat des nechstkünfftigen Järlichen zusamen-komens.

Es söllen und wöllen auch wir Churfürsten/ Fürsten/ Peelaten / Graven/ Herren / Stende/ und die botschaft / so zu der Järlichen versamlung komen/ auf wenigst ainen Monat bey ainander bleiben/ und versencklich und entlich ratschlagen und beschliessen/und kainer von dannen ziehen / on redlich ursach und urlaub der versamblung oder des merern tails.

Und als in gemeltem Friden ain Artickel begriffen ist: ob zugriff wider dieselben beschehen/ und des yemands ermanet oder sunst zu frischer thate innen würde/ solchen tätern nach zu eylen / wie derselbig inhelt: ordnen setzen und wöllen wir / wann und wie offt sich solcher valle begeb/das yederman solchs nacheylen zu frischer thate auf sein selbs costen und schaden zu thun schuldig sein sol/ on geverde. Ob aber Feldlegers überzugs / eglichs handels oder ander gewaltiger tate gegen den Fridbrechern nnd ungehorsamen not sein wurde: solchs sol geordnet und außgericht werden / von dem gemainen pfening nnd hilff/ so auß dem Reich zusamen bracht were/ oder einbracht/ wie dann solchs durch die Jährlichen versamblung geordnet würde.

Wir wöllen auch Unser Kön. Camergericht/ wie das yetzo durch Unser / und des Reichs Churfürsten/ Fürsten nnd gemain besamblung des Hailigen Reichs zu halten fürgenomen und verordnet ist/ an ein bleibende Stat in dem Hailigen Reich zu halten/ bestymen nnd verordnen/ und das an demselben ende bleiben und halten lassen / und in kainen weg davon ziehen/ noch verendern: Es beschehe dann auß redlicher notturfft/ und mit rat und willen Unser und des Reichs Churfürsten/ Fürsten und Stende/ so/ wie vor steet Järlich zusamen zu komen/ verordnet sein.

Ferer söllen und wöllen wie alle Register / Lehenbücher / Brief und Urkunde über des Reichs hendel und gerechtikait sagende / so wir in Unser gewalt haben/ oder bey wem die sein oder gefunden werden zusamen bringen; und dieselben / mit sampt den/ so künfftigklich gemacht werden/zwifach davon den ainen tail in die verordneten/ Unser und des Reichs Camer gen Franckfurt erlegen / und dem Hailigen Reich zu gut getreulichen verwaren/und zu notturfft gebrauchen lassen; und das ander tail in Unser Kön. Cantzeley behalten. Auch söllen wir / nnd Unser lieber Sunt Ertzhertzog Philips/ auch Unser Churfürsten / Fürsten nnd Stend des Reichs / on wissen und willen der gemainen Järlichen versamblung/ kainen Krieg oder fechte anfaben / noch ainich bundtnus oder ainigung mit frembder Nacion oder Gewelten machen/ die dem Reich zu schaden / nachtail / oder wider sein möchten.

Was auch von Landen/ Leuten/ Steten/ Flecken/ Merckten oder Dörffern / durch die gemain helff und pfening erobert würde/ sölle dem gemainen Reich vorbehalten sein und bleiben / und mit andern / das erobert würde / sol es gehalten werden auff maß und weiß / wie sich die Hauptleute des mit Uns und der versamlung vertragen. Und nach dem in dem gemainen Landfriden / den wir mit rat der gemelten Churfürsten/ Fürsten/ nnd besamlung durch das Hailig Reich und Teutsche Nacion zu halten fürgenomen / geordent und gemacht haben/ under andern namlich außgedruckt ist/ das alle offen Vechde und verwarung durch das gantz Reich aufgehebt und abgetan sein söllen: Setzen und erkleren wir obgenanter König Maximilian/ auch mit Rate der gemelten Unser Churfürsten/ Fürsten/ und besamlung / das derselbig Artickel nachgemelter massen solle verstanden werden; was bißher in vechden und verwarung beschehen/und mit gericht oder vertädingt ist / das sol nicht criminaliter berecht werden: und welche gedienet heten / das dieselben des unangezogen bleiben. Item als wir auch vorgemelter Kön. Maximilian / als obstet / mit Rat Unser Churfürsten und Fürsten und Steude des Hailigen Reichs/ gericht zu halten fürgenomen und geordnet / haben wir darauf / damit in solchen destminder irrung und zurüttung erwachsen / nach der selben/ Unsee und der Churfürsten und Stende Rat/ gesetzt und geordent / setzen und orden auch von Römischer Königlicher macht volkomenhait und rechtem wissen / In kraft ditz Brieffs/ das alle hendel / so sich hievor in Vechden / Kriegen/ oder aufrure begeben haben / die rechtlich oder gütlich hingelegt / vertragen nnd veraynt weren/ in dise rechtvertigung nicht gezogen werden söllen.

Anno 1495.

Und darauf entpfelhen wie allen und yeden Churfürsten / Fürsten / gaistlichen nnd weltlichen / auch Prelaten / Graven / Herren / Ritterschaft / und Steten / nnd allen andern Unsern und des Reichs Undertan/ und lieben getrewen/ ernstlich gebietende/ bey den pflichten / aiden und gehorsam / so sye Uns und dem Hailigen Reich getan haben/ und zu thun schuldig sein / und dartzu ainer pene / namlich zway tausent Marck feins Goldes / halb Unser Koniglicher Camern / und den andern halbtail die beschedigten unablessigklich zu bezalen / nnd dartzu bey verliesung aller und yecklicher freyheit und recht / so ir yeder von Uns und dem Hailigen Reich haben / das sie solchen Fride mit ernst und treuen fleis halten / und wie vorgeschriben steet / handthaben / auch iren Amptleuten nnd Undertanen/ zu thun auf ir aide bevelchen/ und diser veraynung und pflicht / stracks on einrede nachkomen / als lieb in allen / und ir yedem sey Unser und des Reichs swere ungnad / auch die vorgemelte pene zu vermeyden.

Ob auch yemands / den was standts / wirden / oder wesens/ der oder die weren / die dise Unser ordenung pflicht / und handthabung verachten / nachlessig / oder der nicht volg thun würden / und dasselb offenbar kundtlich / und unlaugenbar were / den oder dieselben erkleren wir hiemit durch solch ir verachtung in die gemelten pene gefallen / wöllen auch das verrer fürvorderung / oder ainich weiter erclerung / oder urtail nit not sey/ und sol als dann auch gegen denselben mit Execucion / und zu einbringung solcher pene und anderm gehandelt werden mügen. Darnach wiß sich ain yeder zu richten. Mit urkunde ditz Briefs besigelt mit Unserm Königlichen anhangendem Insigel.

Und wie von Gotes gnaden Bertold zu Mentz / Johann zu Trier / und Herman zu Cöln / Ertzbischoven / Philips Pfaltzgraf bey Rein / nnd Hertzog in Bayern. Fridrich Hertzog zu Sachsen Landtgraff in Doringen / und Marckgraff zu Meichsen / und Johann Marckgraff zu Brandenburg/ zu Stetin / Pomern / der Cassuben und Wenden Hertzog / Burckgraff zu Nüremberg und Fürst zu Rugen / alle Churfürsten des Hailigen Römischen Reichs / durch Germanien / Italien / Gallien / und das Küngreich Arrelat Ertzcantzler / Ertztruchses / Ertzmarschalck / und Ertzcamerer / Johann zu Worms / Wilhalm zu Aistät / Ludwig zu Spirer / Albrecht zu Straßburg / und Hainrich tzu Chur / Bischoven / Johan Abt des Gotzhaws Fuld. Endres von Grumbach Maister Teutsch Ordens in Teutschen und Welschen Landen. Ott Pfaltzgraf bey Rein und Hertzog in Bayern. Albrecht zu Sachsen / Landtgraff zu Düringen / und Marckgraff zu Meichsen. Johann Pfaltzgraff bey Rein Hertzog in Bayern / Graff zu Spanheim / Fridrich

Marck-

ANNO 1495.

Marckgraff tzu Brandenburg / tzu Stettin / Pomern / der Cassuben und Wenden Hertzog / Burckgraff zu Nürenberg und Fürst tzu Rügen / Magnus Hertzog zu Meckelberg. Wilhalm zu Gulch und zum Berg / Hertzog Eberhart der elter Hertzog zu Wirtenberg und zu Deck / Graff zu Mümpelgart und Wilhalm der mitler / und Wilhalm der Jünger Landtgraffen zu Hessen; bekennen auch für Uns / Unser Nachkomen und Erben / das solch obgeschriben / Unsers allergnedigisten Herren / des Römischen Königs verpflichte ordnung zu handthabung Frids und Rechtens / mit Unsern Rat und verwilligung fürgenomen / aufgericht und gemacht worden ist / wir auch umb fürderung / gemains nutz die angenomen / und mit seinen Kön. gnaden Uns auch gegenainander verpflicht haben / dem gemelten Frid und Recht aufrichtigklich nachtzukomen / und Unsers tails getreulich und gehorsamlich helffen handthaben / schützen und schirmen. Auch solchs Unsern Amptleuten und Undertanen / Laut des verkundten Friden / in Unsern Briefen auff ir aide ungesaumbt zu thun bevelchen; geröden und versprechen auch hiemit in crafft ditzs Brieffs bey Unsern Fürstlichen glauben und trewen / allen und yeglichen vorgemelten puncten und Artickeln volg zu thun / on alle geverd. Des zu urkunde haben wir obgenanten Berthold zu Mentz / Herman zu Cöln / und Johann zu Trier Ertzbischove / Pfaltzgraf Philips / Hertzog Friderichs zu Sachsen / Margraf Johans zu Brandenburg / Churfürsten; Johanns zu Worms / Wilhalm zu Aistat / Ludwig zu Speier / Albrecht zu Straßburg und Hainrich zu Chur / Bischoven; Johannes Abt tzu Fuld; Andres von Grumbach / Maister Teutsch Ordens / Hertzog Ott zu Bayern / Hertzog Albrecht zu Sachsen / Hertzog Johanns zu Baiern / Margraff Friderich zu Brandenburg / Hertzog Magnus zu Meckelberg / Hertzog Wilhalm zu Gulch / Hertzog Eberhart zu Wirtenberg / und Wilhalm der Mitler / und Wilhalm der Jünger Landtgraffen zu Hessen / Unser Insigel an disen Brieve gehangen: Der geben ist zu Worms am Sibenden Tag Augusti Anno &c. xcv.

CLXXVI.

10. Oct. *Traité de Paix, d'Union & d'Amitié entre* CHARLES VIII. *Roi de France, &* LOUÏS MARIE SFORCE *Duc de Milan, portant que ledit Duc tiendra la Ville & l'Etat de* Genes *en Fief dudit Roi, que le Gouverneur & les Anciens de la Ville en feront serment, & que cependant le Château sera mis entre les mains du Duc de* FERRARE *pour le tenir en Neutralité pendant dix ans. Fait le* 10. *d'Octobre* 1495. Avec *une* LETTRE *du Duc de* BOURBON *au sujet de ce Traité. A Moulins le* 18. *d'Octobre* 1495. [Observations de GODEFROI sur l'Histoire de CHARLES VIII. Roi de France. pag. 722. *Tiré de l'Original.* D'où l'on a pris cette Pièce, qui se trouve aussi dans le Recueil de LEONARD, Tom. I. pag. 289. mais où elle est moins complete.]

C'est le Traité & Appointement de Paix, Union & bonne Amitié faite, concluë, passée & accordée le 10. *jour d'Octobre* 1495. *entre le Tres-Chrestien Roy de France, de Sicile*, & de Jerusalem, d'une part, & Loys Marie Sforce Duc de Milan, d'autre, selon les Articles qui s'ensuivent.*

* *Roy de Sicile & de Jerusalem.*

PREMIEREMENT, Que le Chasteau & *Chastelet de Gennes* sera mis en Neutralité entre les mains du *Duc de Ferrare*, & que ledit Duc & Messire *Augustin Adorne*, *Jean Adorne* son Frere, & *Jean Loys de Fiesque*, & pareillement les Anciens au nom de la Cité jureront que le Duc de Milan observera & gardera l'obligation du Fief de Gennes envers le Roy Tres-Chrestien, tant à armer qu'à desarmer audit lieu de Gennes, & pareillement en toutes autres grandes choses ésquelles il est obligé par l'obligation dudit Fief; & ou ledit Duc n'observeroit les choses dessusdites, ledit Duc de Ferrare mettra ledit Chastelet és mains dudit Roy Tres-Chrestien; & les dessusdits Gubernateurs Messire Jean Adorne, & Messire Jean Louys, & les Anciens d'icelle Cité se mettront en la totale obedience dudit Roy Tres-Chrestien.

2. *Item*, Et au cas que ledit Duc de Ferrare allast de vie à trespas, ce que Dieu ne veuille, celuy qui sera esleu par ledit Roy Tres-Chrestien, & que ledit Duc de Milan agréera, devra faire pareil & semblable jurement; & pareillement le Lieutenant dudit Duc de Ferrare, & tous les Soldats qui seront mis audit Chastelet par ledit Duc de Ferrare feront pareil & semblable jurement, & tiendra ledit Chastelet en Neutralité comme dessus est dit.

3. *Item*, Et lequel Chastel & Chastelet demeurera deux ans seulement entre les mains dudit Duc de Ferrare en la Neutralité dessusdite, & en tant que touche les juremens dudit Gouverneur & Anciens durera pour dix ans; mais aprés lesdits deux ans passez, ledit Duc de Ferrare sera tenu de remettre ledit Chastelet entre les mains dudit Duc; & aprés dix ans passez, lesdits Gouverneurs & Anciens, Messire Jean Adorne, & Messire Jean Loys seront quittes dudit serment, demeurans néanmoins en leur force & vigueur l'obligation de Fief, au moyen desquelles ledit Duc est obligé envers le Roy à l'occasion dudit Fief de Gennes & de Savonne, & sans que à l'occasion de ces presentes ledit Roy Tres-Chrestien & Duc de Milan se départent de la nature & substance dudit Fief.

4. *Item*, Et promettra le Roy que avec les Navires, Galeres & armes qu'il fera à Gennes, il ne fera aucune chose contre ledit Duc de Milan, ni le present estat & Gouvernement dudit Gennes directement ou indirectement, & que en armant à Gennes, il prendra les Navires des amis du gouvernement & estat d'apresent, & non d'autres, pourveû qu'ils luy baillent lesdits Navires à prix raisonnable, qu'ils ne baillent Navires aux ennemis du Roy, & que les Patrons & Mariniers des Navires que le Roy prendra, soient tenus de faire serment que loyaument ils serviront le Roy.

5. *Item*, Que ledit Duc ne baillera ayde ni secours aux Roys Alphonse & Ferrand, ni à leurs Successeurs, ni à aucun autre qui pretendist droit au Royaume de Naples directement ni indirectement; & s'ils avoient aucunes gens par Mer ou par Terre, ou Navires à l'encontre dudit Roy Tres-Chrestien, il les fera retourner.

6. *Item*, Que ledit Duc de Milan fera crier que nul de ses Sujets ne voise contre le Roy en son Royaume de Naples; & si aucun fait le contraire, il sera puni en corps & en biens.

7. *Item*, Que le Duc de Milan restituera à Messire *Jacques de Teultio**, tous ses biens, meubles & immeubles, de quelque qualité ou condition qu'ils soient, & qu'il puisse aller & retourner par toutes les Seigneuries du Duc, & que ledit Duc l'ait en grace ainsi qu'il l'avoit auparavant.

* *al. Trevultio, ou Jean Jacques Trivulse.*

8. *Item*, Quant à Messire *Francisque Sero*, ledit Duc exhortera le *Marquis de Mantoüe* à ce qu'il veoille luy pardonner, & le remettre & restituer en tous & chascuns ses biens; & si ledit Duc a quelque chose du sien, il le luy restituera.

9. *Item*, Que pareillement ledit Duc restituera à Messire *Jean Ressio*, & ses Enfans ce qu'ils avoient auparavant qu'ils allassent avec le Roy; & s'il avoit aucune chose qui luy appartinst, il luy en fera la raison.

10. *Item*, Que ledit Duc de Milan sera tenu faire relascher franchement & quittement le Sieur *de Myolans*, & pareillement *Estienne de Nesve*, si ledit de Nesve est trouvé entre les mains de luy ou de ses Sujets, ensemble tous & chascuns leurs biens, meubles, ou ce qu'il plaira au Roy ordonner.

11. *Item*, Que ledit Duc restituera reaument & de fait neuf Galeres avec leurs Munitions qui furent retenues par ledit Duc au Port de Gennes, ou par les siens estant le Roy à Naples.

12. *Item*, Que ledit Duc sera tenu de revoquer Messire *Gaspard & Fracasse de Saint Severin* avec les gens & Compagnie qu'il a dans Pize, & autres gens de Guerre ses Sujets, & autres qui y sont de par luy.

13. *Item*, Que le Roy sera content que la Ligue faite entre nostre Saint Pere *le Pape*, les Roys *des Romains & d'Espagne*, la Seigneurie *de Venise*, & ledit Duc

Duc de Milan, demeure en sa force & vigueur, pourveû qu'il n'y ait chose en icelle Ligue qui soit contre le Roy de France, ni son Royaume de Naples, auquel cas ledit Duc de Milan s'en départira.

14. *Item*, Que le Roy observera les conventions faites entre luy d'une part, & le Roy des Romains d'autre.

15. *Item*, Que si aucuns des Alliez avoient mené Guerre au Roy pour secourir ledit Duc de Milan, ou pour divertir l'Armée du Roy qu'il a en ce Pays, que à l'occasion de ce le Roy ne luy puisse faire Guerre, en remettant par eux au premier estat & deû ce qu'ils avoient innové contre ledit Seigneur Roy Tres-Chrestien.

16. *Item*, Que le Roy sera tenu de faire rendre la Cité & Chasteau de *Novarre*, son camp levé.

17. *Item*, Que le Roy levera la main aux Marchands *Genois & Milanois*, & leurs suits, des Marchandises qu'ils ont au Royaume de France, & icelles fera relascher, & pourront marchander audit Royaume, ainsi qu'ils ont fait au temps passé.

18. *Item*, Que ledit Duc de Milan ne pourra aucune chose pourchasser à l'encontre de la Maison *de Savoye*, ni des Pays & Seigneuries d'icelle, sous couleur de quelque aide, passage, ou secours qu'elle ait baillé au Roy, au Duc d'Orleans, ni à ses gens.

19. *Item*, En cette presente Paix seront compris les Alliez du Roy, dont la teneur s'ensuit: les Roys *des Romains*, *d'Espagne*, le Roy *d'Angleterre*, les Roys *de Hongrie*, *d'Escosse*, *Portugal*, *de Dace* *, l'Archiduc *d'Austriche*, le Riche *Duc de Baviere*, le Comte *Palatin*, & toute la Maison de Baviere, & *Electeurs du Saint Empire*, le Duc *de Savoye*, le Duc *de Ferrare*, les *Ligues Vieilles & Nouvelles*, la Seigneurie de *Florence*, le Marquis de *Montferrat*, le Sieur Constantin Esleu & Gouverneur, le Marquis de *Saluces*, la Seigneurie & Comté d'*Ast*, la Seigneurie de *Sienne*, la Seigneurie de *Luques*, le Sieur *Préfet*, le *Cardinal de Gennes*, le *Cardinal ad Vincula*, & le Sieur *Jean Jacques de Trealtio* *, comme recommandé du Roy pour sa Comté de Nuyffet †.

* al. Dannemarc.

* al. *Jean Jacques Trevulce*

† al. *Aversa*.

20. *Item*, Jouyra le Cardinal *ad Vincula* de tous & chascuns les biens & Benefices qu'il a en la Seigneurie dudit Duc, & ne donnera ledit Duc audit Sieur Préfet par luy ni par autres aucun empeschement en son Estat.

21. *Item*, Et procurera ledit Duc de Milan envers nostre Saint Pere, de faire revoquer, casser & annuller toutes les Censures qu'il avoit promulguées è l'occasion de cette presente Guerre, contre la conqueste faite ou à faire par le Roy en son Royaume de Naples, comme nulles & de nulle valeur & effet.

22. *Item*, Et quant aux Alliez dudit Duc, il les nommera dedans deux mois.

23 *Item*, Et sera tenu ledit Duc de Milan de faire rendre tous & chascuns les biens à ceux de le Comté d'Ast, pris durant la Tréve d'entre le Roy & ledit Duc.

24. *Item*, Que les Sieurs des Ligues Confédereés Vieilles & Nouvelles pourront aller & retourner marchandement & autrement par les Terres & Seigneuries dudit Duc de Milan en telles Franchises, Libertez & Privileges qu'ils estoient auparavant cette Guerre.

25. *Item*, Que pour la seureté des choses contenuës en ce present Traité, pour le fait de Gennes, ledit Duc baillera pour ostages *le Fils aisné* de Messire Augustin Adorne, & pareillement aucuns autres, que le Roy voudra nommer.

26. *Item*, Que ledit Duc laissera jouyr le Cardinal de Gennes de tous & chascuns les Benefices qu'il a en sa Seigneurie.

27. *Item*, Que pareillement Messire *Baptiste de Campesregonze* jouyra de tous & chascuns ses biens, tant meubles que immeubles, & pourra ledit Baptiste aller par tout où bon luy semblera, excepté en l'Estat dudit Duc de Milan & de Gennes.

28. *Item*, Et quant à Messires *Alexandre & Michel Restes*, ledit Duc leur pardonnera en tant qu'à luy touche, & qu'ils puissent jouyr de tous & chascuns leurs biens.

29. *Item*, Et retourneront tous ceux qui sont hors de la Duché & Territoire de Gennes, & qui se sont absentez pour la Guerre presente, si bon leur semble, & ledit Duc sera tenu de leur pardonner, & les remettre en tous & chascuns leurs biens, meubles & immeubles.

30. *Item*, Et pource que le Sieur *de Monnegue* a tenu le party du Roy, ne luy sera pourchassé ni procuré aucun mal, ni fait aucune chose contre son Estat; & si aucune chose estoit faite, il sera reparé & remis en tous & chascuns ses biens.

31. *Item*, Pardonnera ledit Duc à tous les Nobles & Citoyens de la Cité de *Novarre*, & aussi à tous ceux du Diocese & Territoire d'icelle, & aussi de *Blandure*, de quelque estat ou condition qu'ils soient, & mesmement à ceux qui ont baillé, conclu & conseillé de bailler icelle Cité de Novarre, & que à l'occasion de ce, directement ou indirectement, par soy ni par autruy, il ne procedera à la punition ni vengeance aucune à l'encontre des personnes ou biens desdits de Novarre, & pareillement le Roy baillera pardon à tous les Sujets dudit Duc qui ont fait la Guerre contre luy.

32. *Item*, Que lesdits Nobles & Citoyens & chascun d'eux puissent habiter perpetuellement ou à temps e leur bon plaisir, en la Seigneurie ou hors la Seigneurie dudit Duc de Milan, sans qu'on les puisse, pour quelque cause que ce soit, contraindre à y demeurer, ni soy personnellement presenter en la Seigneurie dudit Duc ni en sa Jurisdiction, & neanmoins qu'ils puissent prendre les fruits, profits, revenus & émolumens feudaux ou allodiaux sans aucuns empeschemens quelsconques, & d'iceux en disposer, nonobstant quelsconques Contrats, donations ou alienations faites par ledit Duc.

33. *Item*, Que tous & chascuns les prisonniers, excepté ceux qui sont mis à rançon, & lesquels ne pourront estre contraints à payer plus grande somme, seront delivrez.

34. *Item*, Que ledit Duc de Milan sera tenu de faire pardonner à tous ceux qui ont donné aide au Duc d'Orleans, & lesquels pourront demeurer en la Seigneurie de Milan où bon leur semblera, & jouyr de leurs biens tant meubles que immeubles allodiaux & feodaux.

35. *Item*, Que ledit Duc de Milan sera tenu de rendre les Galeres, Gallions & autres Navires & munitions qui furent pris à *Rapallo*, ensemble l'Artillerie qui fut prise audit lieu.

36. *Item*, Que ledit Duc de Milan sera tenu de rendre tous & chascuns les biens, tant feudaux que allodiaux, à ceux qui ont servi le Roi en son entreprise, & permettra qu'ils en joüissent ainsi qu'ils faisoient paravant cette Guerre; & au regard des biens meubles, ils en jouyront ainsi qu'ils les trouveront.

37. *Item*, Et pareillement le Roy sera tenu de rendre à Tres-Reverend le *Cardinal de Saint Severin*, & au *Comte de Gavasse*, au Gouverneur de Gennes, Messire *Jean Antoine* son Frere, & à Messire *Loys de Fiesque*, & à quelsconques autres Sujets dudit Duc qui l'ont suivi en cette presente entreprise, tous & chascuns les Benefices & biens feodaux & allodiaux qu'ils tenoient, tant audit Royaume de Naples que autrement en la Jurisdiction du Roy, & permettra qu'ils en jouyssent ainsi qu'ils faisoient auparavant cette presente Guerre; & quant aux biens meubles, ils en jouiront ainsi qu'ils les trouveront quant à present.

38. *Item*, Et nesnmoins donnera passage au Roy par tous ses Pays, & aux Gensd'armes que le Roy envoyera en son Royaume de Naples, pourveû qu'il ne passe que quatre cens Hommes d'Armes, & quatre mille Hommes de pied à une fois, en baillant bonne seureté de ne l'offendre en sa personne, Estat & Seigneurie.

39. *Item*, Que le Roy ne puisse donner aide au *Duc d'Orleans*, à l'encontre dudit Duc de Milan, ni contre son Estat, en entretenant par ledit Duc de Milan les choses par luy promises en ce present Traité.

40. *Item*, Et pour les frais, mises & despens que le Roy a mis en cette presente Guerre, ledit Duc quittera au Roy ce qui luy peut estre deu de la somme de quatre-vingts mille Ducats, & rendra les obligations qu'il a de ses Chambellans & autres qu'il a en déduction desdits quatre-vingts mille Ducats.

41. *Item*, Que pareillement baillera au Duc d'Orleans dedans dix-huit mois cinquante mille Ducats en la maniere qui s'ensuit: c'est à sçavoir de six mois en six mois, en trois parties, en luy baillant bonne seureté, à la discretion du Roy dedans le Royaume de France, à commencer le premier payement le premier Jour d'Avril prochainement venant.

42. *Item*, Et aidera ledit Duc au Roy de deux grosses Caraques en cette Année, & l'Année aprés de trois, le tout à ses dépens, équipées & armées.

43 *Item*, Et touchant la Principauté de Tarente, quand le Roy & ledit Duc parleront ensemble, sera tant ledit Seigneur que iceluy Duc devra estre content.

44. *Item*,

Anno 1495.

44. *Item*, Que ledit Duc ne pourra pretendre aucun droit de superiurité, Souveraineté, ni autres droits quelsconques en la Comté d'Ast, ni en ses appartenances & dépendances, dont est le Marquisat de Sienne, ni pareillement aucun droit d'Adherence, Confederation, Protection ou Ligue avec les Sujets, Vassaux, ou Marquis desdites Terres.

45. *Item*, Que toutes & quantes fois que le Roy voudra aller en personne en la conqueste de son Royaume de Naples, ledit Duc l'accompagnera en personne par Mer & par Terre, & luy aydera de ses Gensd'armes.

46. *Item*, Que si les Venitiens ne vouloient entretenir cette Paix, & accorder les trois Articles dedans deux mois, & qu'ils fissent Guerre au Roy en son Royaume de Naples, en faveur du Roy *Ferrand*, ou d'autres qui pretendissent droit audit Royaume, ou qui leur donnassent quelque aide directement ou indirectement à l'encontre du Roy, en ce cas ledit Duc de Milan se declarera à l'encontre desdits Venitiens, & sera tenu aider au Roy à défendre ledit Royaume de Naples contre les Venitiens; & pour les choses dessusdites, ledit Duc de Milan sera tenu de luy bailler passage & à son Armée, & luy aider à faire Guerre en leursdites Terres, ou és Terres que lesdits Venitiens tiendront dedans ledit Royaume de Naples, laquelle aide sera de cinq cens Hommes d'Armes, & de toutes autres choses qu'il estoit tenu l'Année passée.

Lesdits Traité & appointement faits avec ledit Duc de Milan par les *Sieurs de Gié* Mareschal de France, *Philippes de Commines* Chevalier, Sieur d'Argenton, *Raoul de Lannoy* aussi Chevalier, Conseiller & Chambellan du Roy, Maistre *Jean de Gannay* President en la Cour de Parlement à Paris, Commis à la garde du Seel, & *Rigault d'Oreilles* Chevalier, Maistre d'Hostel dudit Seigneur, & Bailly de. . . . . Ambassadeurs d'iceluy Roy tres-Chrestien, les jour & an dessusdits. *Ainsi signé*, CHARLES, & DAMONT.

Lettre du Duc de Bourbon au sujet du Traité cy-dessus.

TRES-CHERS ET BONS AMIS, J'ay receu les Lettres de *Monseigneur le Roy*, & les Articles de la Paix qui a esté faite entre luy & le *Duc de Milan*, par quoy il s'en vient par-deçà, & espere qu'il pourra estre à Lyon vers la Toussaints, ainsi qu'il luy a plu me faire sçavoir. Et pource que ce sont toutes bonnes nouvelles, & que je suis seur que vous desirez tousjours le bien & prosperité de mondit Seigneur le Roy, & que en serez tres-joyeux, vous en ay bien voulu advertir, & vous envoyer le double desdits Articles. Et tres-chers & bons amis, Nostre Seigneur vous ait en sa garde. *Escrit* à Moulins le 18. d'Octobre. *Le Duc de Bourbon* & d'Auvergne, Lieutenant General du Roy, ROBERTET.

Pris sur l'Original.

CLXXVII.

25. Nov. MAXIMILIANI I. *Romanorum Regis Diploma, quò* LUDOVICUS MARSA SFORTIA, FRANCISCI SFORTIA *Filius*, *in Ducem* Mediolani, *Comitem* Papiæ & Angleriæ *&c. creatur; Ducatus verò & Comitatus ei ac Descendentibus suis Masculis ex legitimo Matrimonio procreandis confertur, cum Juribus plurimis atque Regalibus summæ Potentiæ propè adæquatis; necnon Facultate gerendi Aquilam Nigram in Campo aureo pro Armis seu Insignibus. Datum in Civitate Antwerpiensi die S. Catharinæ Virginis Anno* 1495. [Piéce authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan. *On la trouve aussi dans les* divers Traitez, Contracts, Testamens, *&c* servans aux Memoires de PHILIPPE DE COMINES, pag. 237.]

MAXIMILIANUS Divina favente Clementia Romanorum Rex semper Augustus, ac Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Britaniæ, Lothoringiæ, Barbantiæ, Stiriæ, Carinthiæ, Corniolæ, Limburgiæ, Lucemburgiæ, & Gheldriæ, Comes Flandriæ, in Absburg, Tyrolis, Ferretis, Arthesii, & Burgundiæ, Palatinus Hannoniæ, Holandiæ, Zelandiæ, Namurci, & Zutphaniæ, Marchio Sacri Romani Imperii, & Burgoviæ, Langravius Alsatiæ, Dominus Frisiæ, Marchiæ, Sclavonicæ, Portus Navnnis, Salinarum, & Mechliniæ Illustr. Principi Ludovico Mariæ Sfortiæ Vicecomiti Duci &c. Regiam gratiam, & omne bonum ac prosperos ad vota successus, Regiæ Majestati Cæsareique nominis gloriæ pertinere arbitrantes ut animum cogitatusque omnes ad ea referamus, quæ magnanimo Regi, & Reipublicæ Christianæ Leges ferenti conveniant, in primis ut ea quæ dignitatem Romani Imperii felicibus incrementis amplificant, assiduitate quotidiana meditemur, & ne sinamus quemcumque de Romano Imperio benemerentem debitis fraudari præmiis, ut cuncti preposita remuneratione ad promerendum aliciantur, ad te, Ludovice Maria Sfortia Vicecomes, memoriam sæpe numero revocamus, velut in eum cujus amplitudinem, prudentiam, rectitudinem, & animi, & corporis eximias dotes debeamus extollere: Nam cum ex Invictissimo Principe, & rebus, Bello, & Pace, Militiæ, & Domi gloriosissime, & præclarissime gestis, non solum per omnem Italiam, sed per universum prope Terrarum Orbem celebratissimo Francisco Sfortia Patre, prestantissima, & honestissima Viragine Blanca Maria, unica Filia Philippi Mariæ quondam Angli Mediolanensis Ducis matre, ortum tuum splendidum duci intueamur, dupplicem nobis imaginem laudis, gloriæque magnorum tuorum representas. Verùm ut Joannis Galeaz primi Mediolanensis Ducis Proavi tui decora maxima silentio prætereamus, cujus excellentes Virtutes, ac mirabilia rerum gestarum monumenta, simulque ingentia in Romanum Imperium beneficia promeruerunt ut ad Ducatus Mediolani, Comitatusque Papiensis fastigium primus sublevaretur: Avus tuus Philippus Maria Princeps magno, & excelso animo præcipua Justitiæ, moderationis, & sapientiæ laude floruit: Nec solum Principatus, Populorumque sibi commissorum administrationem singulari Justitiæ, Equitatis & Innocentiæ Disciplina gerebat, sed etiam Jura Imperii adversus effrenatos Hostium impetus, detestandamque ambitionem, qui Ditionis, Statusque sui usurpationi inhiabant, summis viribus, immensis bellorum periculis, & sumptibus perpetuo tutari conatus est, nec immerito Blancam Mariam unicam ejus Filiam Francisco Sfortiæ Patri tuo collocavit, in quo ad Familiam suam Vicecomitum ascito, tutandi Principatus, propagandæque sobolis spem firmam proposuerat, nec spes ejus frustrata est: Nam ipso ex humanis sublato in maximo belli ardore, rebusque in apertissimum discrimen adductis, in maximum Romani Imperii dedecus, & jacturam Franciscus Sfortia eximia rei Militaris scientia præcipua auctoritate, ac singulari virtute, quibus excellebat, & immortalitatis gloriam assecutus est, soceri Statum è mediis Hostium manibus, ac misero servitutis jugo feliciter, & gloriose vendicavit. Post adeptum Principatum accedente admirabili Populorum omnium consensu rebusque suis pacatis Italicæ Pacis, & tranquillitatis auctor extitit. Quam quo ad visit auctoritate, & sapientia, qua mirabilites pollebat, inviolatam undique custodivit, nullum unquam honoris, & reverentiæ munus quantum in eo fuit erga Romanum Imperium prætermisit. In Gubernaculis vero Urbium, Oppidorum, ac Populorum omnium sibi commissorum Justitiæ, fidei, Clementiæ, & benignitatis velut Jubar quoddam refulgebat: Accedebat felicissimæ Conjugis Blancæ Mariæ Divina quædam Societas: illa enim præcipua inter Mortales Virago, audiendis etiam Subditorum quærelis, ac componendis, & diffiniendis eorum Litibus Divino quodam ingenio follicita Illustr. Marito plurima onera adimebat & Subditorum votis, & expectationibus quam optime respondebat. Fuit præterea mors utriusque à cunctis Populis publico fletu diutissime complorata: Ex iis Divis Principibus Francisco Sfortia, & Blanca Maria Jugalibus, Tu nunc solus superes in humanis filius secularis Ludovice Maria Sfortia Dux genitus, & natus tempore quo illi Ducatum Mediolani, & Comitatum Papiæ obtinebant; Nemo autem præsenti tempore existit te grandior natu, qui in Ducatu sit Primus genitus, & nemo est descendens alicujus filii Ducatus tempore geniti, ideo nunc tibi de Jure illorum Principum respectu Ducatus debetur, præterea per obitum Philippi Mariæ Angli quondam Mediolanensis Ducis, cum nullos ex se filios masculos, aut descendentes legitimos, & naturales reliquerit, aperte patet quod Ducatus Mediolani, & Comitatus Papiæ cum reliquis eorum Civitatibus, & Terris directo Jure ad Sacrum Romanorum Imperium fuit devolutus. Unde ab inde in antea Serenissimi quon-

ANNO 1495.

dam Imperatoria Genitoris nostri, & successivè nostri fuit arbitrii, quem de dicto Ducatu, & Comitatu investiremus. Te igitur unum præ cæteris dignum, ac benemeritum duximus, quem dictis titulis sublimaremus. Tu enim partum a Genitore tuo Principatum hereditaria majorum, & progenitorum tuorum virtute instituturus tam amplissima prudentia, gravissimoque Consilio regis, & ejus Principatus habenas, sic consultissime, sapientissimeque administras, ut sicuti excellentium, paternarum, maternarumque virtutum verus, & indubitatus Hæres existis, ita te tanti Principatus dignum, & idoneum Successorem ostendas, tuo studio, & vigilantia nonnullorum machinationes, & conatus in irritum cesserunt, eorum præsertim, qui ad hunc Statum, quam maxime anhelabant, tuis fælicibus auspiciis non minus pro Sociorum, quam pro Principatus Defensione maxima Bella prospere, & fæliciter gesta fuerunt, nisi tua summa prudentia, & exacta industria affuisset Ducatus iste Mediolanensis cum universo Statu ad maximas clades deductus tandem in Hostium, & Romani Imperii Inimicorum manus pervenisset, nec solum tuo sapientissimo Gubernaculo res Mediolanenses ejusque Ditiones, quæ pene collapsæ ad interitum perniciemque tendebant recuperatæ, erectæ, pacatæque fuerunt, sed etiam Mediolanensis Imperii nomen, dignitasque excrevit, ita ut Principum nemini in tota Italia concedat. Tu non solum Mediolanensibus rebus bene consuluisti, sed etiam universæ Italiæ Pacem, & tranquilitatem attulisti, ut Pacis, & quietis Italicæ auctor, & conservator idem, basis & columen quoddam esse censearis. Locupletissimis præterea eorum omnium, qui ex Italia ad nos veniunt, Testimoniis edocti sumus, te admirabili æquitate, Justitia inviolabili, tanta moderatione, & continentia subditas tibi gentes gubernare, ut jure merito Populi tibi commissi ab omnibus beatissimi appellentur. Ista sicuti magnifacimus, & gratissima habemus, Ita nostri in te amoris cumulo non parvam quotidie accessionem faciunt, & eo maxime quod nobis gratissimum est apud Vos Jura Sacri Imperii nostri fidelissime servari, atque Imperatoriæ Majestati maximam undique reverentiam exhibere. Hæc autem omnia nota, & perspecta habentes, ita ut uberiori Testimonio opus non sit, jure allicimur, ut te Posteritatemque Tuam, ac Filios, & Successores tuos munificentia, liberalitateque nostra participes reddamus, & beneficiis ingentibus prosequamur, haud obscure cognoscentes Subditorumque maxime interesse pro eorum pace & tranquilitate Sapientissimi Principis subesse Regimini, & te erga Sacrum Romanum Imperium sic eximia fide, & studio singulari esse affectum ut ejus dignitati, & gloriæ nunquam sis defuturus: Inducimur in primis ut in te & filios, & descendentes tuos conferamus, quæ parens primò, dehinc Frater tuus, licet antea diutius, & studiosissime supplices postulaverint ob multiplices Imperii Romani occupationes, multarumque aliarum rerum eventus impetrare nequiverunt. Cum etiam eis tamen gratificari, & Serenissimus Genitor noster, & nos cuperemus: Scientes igitur, & cognitione plenissima edocti quod olim fælicis memoriæ Predecessor noster Vinceslaus Romanorum Rex amplissimam Civitatem Mediolani cum ejus Ducatu, & nonnullas alias Urbes, & Terras, de quibus in Privilegiis Ducatuum mentio habetur, in Ducatum erexit, instituit, & exaltavit ipsumque Ducatum Mediolani ac Civitatum, & Terrarum in dictis Privilegiis nominatarum, nec non Comitatum Papiæ, & Angleriæ contulit, & gratiose concessit prædicto quondam celebris memoriæ Ill. Principi Joanni Galeaz Vicecomiti: Quem titulo, & dignitate dicti Ducatus, & Comitatus insignivit, decoravit, & intronizavit, & sublimavit, sicuti Patentibus prædicti quondam Serenissimi Regis Litteris, & Diplomate continetur, datis Pragæ Anno M CCC LXXXXV. die primo & aliis datis ut supra Anno M. CCC. LXXXXVII. die 30. Maii. Deinde successive Sigismundus Romanorum &c. Privilegia dicti Ducatus, & Comitatus Papiæ, & Angleriæ valida declaravit, confirmavit, & rattificavit, ac etiam denuo concessit Ill. quondam Philippo Mariæ, Filio, & Successori præfati quondam Illustris Joannis Galeaz avo tuo per aliud Privilegium confectum Anno M.CCCCXXVI. die 6 mensis Julii, & cum tu, Ludovice Maria, à tantis Principibus, talibusque Parentibus, splendidam originem ducas, procul dubio nobis persuademus fore ut relictum a majoribus tuis Dominium non solum retineas, sed etiam eum omni dignitate gubernes, & tuo prestanti, excelso, ac generoso animo omnia prospere fæliciterque succedant, ita ut procul dubio confidamus te tua solida virtute, gravissimo consilio non modo Ducatum & Comitatum ad Sacri Romani Imperii dignitatem in Italia bene, & laudabiliter conservaturum, sed omni etiam honore, & decore aucturum. Ex certa itaque scientia, motu proprio, & de nostra Regalis potestatis plenitudine etiam suprema, & absoluta non quidem improvide, vel inconsiderate, nec per aliquem errorem juris, vel facti, sed animo quieto, & deliberato, Principum, Comitum, Baronum, ac Procerum, & aliorum nostrorum Imperii Sacri Fidelium accedenti consilio, Princeps Dilecte, non ad tuæ petitionis instantiam, sed de benignitate Regali, nostro motu proprio, ac tuarum singularium virtutum expectatione poscente, hodie in nomine Domini Salvatoris nostri, a quo omnis Principatus, dignitas, & honor provenire dignoscitur, te & Filios tuos masculos & ex legitimo Matrimonio procreatos, & procreandos, & alios Descendentes, qui ex te, & filiis tuis legitimis masculi, & legitimi nascentur, ut infrà, & Successores in verum Ducem, & Duces, Comitem, & Comites successivè ordine infrascripto erigimus, facimus, & decoramus, insignimus, & sublimamus, & creamus, videlicet Ducatus Mediolani, & Lombardiæ, cæterarumque Civitatum, & Comitatuum Papiæ, & Angleriæ, & totius Dioecesis, Districtus, & Territorii earumdem, ac etiam omnium aliarum Civitatum, Terrarum, & Locorum, quæ latius, & expressius declaratæ, & comprehensæ in prædictis Litteris, Diplomate, ac Privilegio Ducatus, ac Comitatus per prædictum dignæ memoriæ Dominum Vinceslaum Regem ipsi Ill. Joanni Galeaz Duci Proavo tuo, ut præmisimus, concessis, & quas Litteras, & quod Privilegium Ducatus, & Comitatus cum omnibus suis Juribus, & pertinentiis debitam, & congruam relationem, & quorum verba, & effectus, & substantiam hic pro sufficientes expressis haberi volumus, & declaramus. Decernentes, & expresse quòd tu, Filii, Heredes, & Descendentes, & Successores tui modo, & ordine infrascriptis Duces Mediolani, ac Lombardiæ, ac prædictarum Civitatum, & Terrarum, & Comites Papiæ, & Angleriæ, & ut supra perpetuis temporibus omni dignitate, Nobilitate, Jure, potestate, libertate, honore, & consuetudine gaudere debeatis, & frui continuo, quibus alii Imperii Sacri Principes, & nominati Duces Ill. fruiti sunt hactenus, & quotidie potiuntur, Terras quoque Civitates, Oppida, Castra, Villas, Munitiones, Provincias, Districtus, Montes, & Plana, quas, & quæ latitudo Dominii tui continet, unà cum omnibus Terris, Feudetariis, & Vassallis in Partibus, Dioecesibus, Districtibus in dictis Litteris Imperialibus, ac Ducatus, & Comitatus Privilegio declaratis, & comprehensis cum earum, & cujuslibet ipsarum Dioecesibus, Districtibus, Comitatibus, Juribus, Imperiis, & pertinentiis, & Castris, Oppidis, Villis, Terris, Territtoriis, Aquis, Stagnis, Torrentibus, Lacubus, Pischeriis, Riperiis, & Fluminibus, earumque Regalibus Silvis, Salinis, Rubetis, Pratis, Pascuis, Piscinis, Piscaturis, Tholoneis, Judeis, Monetis, Juditiis, Bannis, sive inhibitionibus Venationum, & pœnis inde sequentibus consuetudine, vel de Jure Marchionibus, Comitibus, Baronibus, Baronis, Feudis, Feudetariis, Vassallagiis, Militibus, Clientibus, Judicibus, Civibus, Nobilibus, Plebeis, Rusticis, Agricolis, Pauperibus, & Divitibus, ac omnibus eorum pertinentiis, quæ latitudo tui Dominii, & dictarum Civitatum, & Dioecesum confinia, & limites dicti Privilegii Imperialis Ducatuum, & Comitatuum comprehendunt: ad quæ omnia congrua relatio habeatur, ut dictum est, in verum Principatum, & Ducatum creamus, facimus, erigimus, & insignimus, ac de prædicta Regalis potestatis plenitudine, etiam absoluta, motu proprio & ex certa scientia decoramus, & tibi Illustri Ludovico Mariæ Sfortiæ Vicecomiti Duci Ducatum, sive Principatum hujusmodi, nec non prædictos Comitatus Papiæ, Angleriæque cum omnibus Honoribus, Nobilitatibus, Juribus, Regaliis, Jurisdictionibus, Imperiis, Privilegiis, & Immunitatibus, quemadmodum Ducatus, seu Principatus Insignis à Serenissimis Romanis Imperatoribus, seu Regibus possidentur, vel tenentur, seu hactenus possideri consueverunt, de benignitate Regali conferimus: Decernentes, & hoc Regali Edicto statuentes, quod tu, Filii, Descendentes & Heredes, & Successores tui ordine infrascripto perpetuo Principes, & Duces Mediolani, & Lombardiæ &c. Papiæ, Angleriæque Comites, ut supra, nominari, & appellari debeatis ab hodierna die in antea, & tamquam Sacri Imperii Duces, & Principes, & Comites teneri, & honorari, & ab omnibus reputari, omnique Jure, Privilegio, Regaliis omnibus, Jurisdictione, dignitate, honore, gratia, & Immunitate absque ullo impedimento perfrui, quibus alii Sacri Imperii Duces, & Comites in dandis, seu recipiendis

ANNO 1495.

ANNO 1495.

cipiendis Juribus in conſtituendis, ſeu ſuſcipiendis Feudis, & omnibus aliis Illuſtrium Statum, & condemnationem Ducum, ſeu Principum, & Comitum concernentibus fruiti ſunt hactenus, ſeu quomodolibet potiuntur, & gaudere, aut potiri poſſunt. Cæterum ne circa ſucceſſionem hujuſmodi Ducatus, & Comitatuum aliqua impoſterum dubietas oriatur, ſed clarius, & certius ſuccedendi modus detur, edicimus, & ſancimus aliquibus Juribus communibus, & municipalibus ſeu conſuetudinibus factis, vel fiendis aliqualiter non obſtantibus. Quod Primogenitus maſculus natus ex legitimo Matrimonio tui Ludovici Mariæ Sfortiæ Ducis Mediolani &c. ſuccedat in dicto Ducatu, & Comitatibus prædictis, & aliis Fratribus præferatur, licet conceptus, & natus ſit ante Ducatum; & pro ipſo Primogenito decedente etiam vivente te Duce, Primogenitus maſculus natus ex legitimo matrimonio dicti Primogeniti præferatur Patruis, & aliis quibuſcumque in Ducatu, & Comitatibus prædictis, & quod idem ſervetur in aliis quibuſcumque Primogenitis maſculis legitimis, & naturalibus ex legitimo Matrimonio Primogenitorum Deſcendentibus ex Primogenitis Deſcendentibus tui Ludovici Mariæ in infinitum, & quod Primogenito tui Ducis Mediolani etiam decedente ſine deſcendentibus legitimis, & naturalibus, legitimis, ex legitimo Matrimonio natis, Frater ejus ſecundogenitus legitimus, & naturalis, ut ſupra, ſuccedat in dicto Ducatu, & Comitatibus prædictis ut ſupra. Et ſi Fratrem vel Fratres legitimos, & naturales non haberet, ſuccedat filius legitimus, & naturalis Fratris ſecundogeniti in prædicto Ducatu, & Comitatibus ſupraſcriptis, & ſi non extiterint Fratres, vel Filii Fratrum ipſorum deſcendentium tuorum, ut ſupra, admittatur ad Ducatum, & Comitatus prædictos proximior legitimus, & naturalis, ut ſupra, deſcendens ex maſculis legitimis & naturalibus tui Ludovici Mariæ Ducis Mediolani &c. In caſu tamen quo contigerit ipſis Fratribus primi poſt te Ducis Mediolani &c. legitimis, & naturalibus non eſſe proviſum, vel ipſos non habere aliunde modum, in quo honorifice ſecundum eorum conditionem, & ſtatum vivere poſſint, eo caſu dictos Fratres pro quolibet ipſorom volumus a prædicto primo Duce Mediolani habere debere intratam ordinariam Florenorum duodecim millium auri, & in auro de Camera annuatim, ſimiliter Pronepotes tuos ex Fratre habere, in caſu quo deficiet proviſionis, vel modi prædictam ſummam Florenorum duodecim millium auri, & in auro annuatim, & pro quolibet computando tamen in hac ſumma ratam ejus, quod ipſos tangeret & reditu Cremonæ, quæ fuit Dos Illuſtriſſimæ Dominæ Blancæ Mariæ Matris tuæ, Ludovice Mariæ; Item computatis redditibus Eccleſiaſticis, vel ſtipendio, vel alia proviſione quam haberent. Ita quod omnibus computatis reperiantur habere dictam ſummam Florenorum duodecim millium auri, ut ſupra: Decernentes etiam, & de poteſtate qua ſupra ſtatuentes, quod tu, tuique deſcendentes, & Succeſſores Duces Mediolani poſſitis, & valeatis dare, & in feudum concedere Deſcendentibus, & Collateralibus veſtris legitimis, & naturalibus maſculis, de quibus ſupra, cujuſcumque ætatis fuerint, vel eſſe reperiantur Deſcendentes, ſeu Collaterales præfati, legitimis, & naturalibus non exiſtentibus de Civitatibus, & principalioribus Terris: De aliis autem Terris, Caſtris, Territoriis, Villis, Rochis, Oppidis, & Intratis dicti Ducatus, & Comitatus &c. dare in Feudum, & concedere quocunque modo poſſitis etiam legitimis exiſtentibus nominatis, ut ſupra, cum illis conditionibus, pactis, honoribus, & ſubjectionibus, de quibus vobis videbitur, & placuerit, & de dictis Civitatibus, Terris, Caſtris, & Territtoriis dicti Ducatus, & Comitatus quo ad Caſtra, & Oppida, remanente tamen ſemper dicto Ducatu, & Comitatu conjuncto per viam cujuſcunque ultimæ voluntatis in prædictos deſcendentes, & collaterales diſponere, & ordinare valeatis; ac etiam pro Filiis, & Poſteris veſtris. De Capitaneis, Mareſchallis, Rectoribus, Gubernatoribus, Adminiſtratoribus, & aliis quibuſcomque Regimen, Gubernationem, & conſervationem eorom Ducatus, & Comitatus concernentibus providere, prout vobis videbitur, & placuerit. Decernentes etiam, & de poteſtate qua ſupra concedentes, Quod omnia, & ſingula agere, gerere, facere, & expedire valeatis in Ducatu, & Comitatu prædictis, & Civitatibus & Terris, & Locis omnibus ſibi ſubjectis in omnibus, & per omnia, quæ, nos, & Romani Imperatores gerere, facere, & expedire poſſemus, & uti ſuprema, & abſoluta plenitudine poteſtatis, & quibuſcumque aliis clauſulis cujuſcunque ponderis, & qualitatis exiſtant ſine ulla exceptione, vel diminutione, & alia quæcumque facere etiam ſi eſſent de reſſervatis ſupremo Principi; qui omnes & ſinguli caſus, etiam ſi eſſent majores expreſſis, vel etiam ſi requirerent ſpecialem, aut etiam individuam de iis fieri mentionem hic habeantur pro ſpecialiter enumeratis, & pro ſufficienter expreſſis, & pro ſpecialiter, & ſufficienter ennarratis. Inhibentes tamen & prohibentes, quod Deſcendentes, & Succeſſores tui Ducis Mediolani &c. non poſſint alicui extraneæ perſonæ, exceptis Deſcendentibus, aut Collateralibus prædictis, vendere, infeudare, donare, nec aliquovis modo alienare aliquam Civitatem, Caſtrum, Oppidum, Terram, nec aliquam partem dicti Ducatus, & Comitatuum, ac Civitatum, antequam ſint in ætate viginti quinque Annorum. Poſt dictam vero ætatem dare, & concedere ut ſupra poſſint de Caſtris, & Terris prædictis. Decernentes ex nunc irritum, & inane, quod ad præfata alienata, ſi aliter factum fuerit, vel aliqualiter attemptatum. Et hæc ex eo ut dicti Ducatus, & Comitatus Deſcendentibus, & Succeſſoribus tuis Ducibus Mediolani, & Comitibus &c. quantum plus fieri poterit integre conſerventur. Poſſint etiam de bonis, & rebus per eos aquirendis ad libitum ipſorum diſponere, & providere. Decernentes etiam, & de noſtræ Regalis poteſtatis plenitudine ſtatuentes ut omnes, & ſinguli Barones, Marchiones, Comites, Feudatarii, Vaſſalli, Nobiles, & quicumque alii tenentes aliqua Feuda, Comitatus, Marchionatus, Conceſſiones, Juriſdictiones, Jura, Regalia quocumque modo in Ducatu, & Comitatibus, & Civitatibus, ac Civitatum tuarum Diœceſibus, vel aliter quomodocumque in Dominio tuo illa habuerint, & à quibuſcumque etiam ſi a nobis, ſive ab olim Prædeceſſoribus noſtris, aut à Ducibus Mediolani Prædeceſſoribus tuis, aut tuis ut ſupra ſubjecti ſint pro Feudis antedictis, & pro quibuſcumque aliis Juriſdictionibus, & Regaliis quomodocumque ab Imperio dependentibus, & ad omnem tui, & tuorum omnium Deſcendentium, & Succeſſorum requiſitionem de ipſis Feudis, Marchionatibus, Comitatibus, Conceſſionibus, Regaliis, Juriſdictionibus, ac Juribus quibuſcunque ſe ſe de novo inveſtiant, ac novam teneantur facere Recognitionem, & novam Inveſtituram recipere, & eam recipiant, & recognoſcant a te Ludovico Maria Sfortia Duce Mediolani &c. & quod tibi Ludovico Mariæ, tuiſque Succeſſoribus ut ſupra præſtent, & faciant fidelitatem, obedientiam, homagium, ac homagii fidelitatem & obedientiæ promiſſionem, & juramentum etiam pro Marchionatibus, Comitatibus, Feudis, Conceſſionibus, Juriſdictionibus, & Juribus quibuſcunque quas, & quæ præfati tenent, & recognoverunt, ſeu recognoſcere debuerunt a Sacro Romano Imperio intra præfati tui Dominii fines, aut in Diœceſibus Terrarum, & Civitatum prout ſupra nobis facere debuerunt. Dantes, & concedentes auctoritate, & poteſtate prædicta tibi Ludovico Mariæ in prædictis omnibus omnimodam poteſtatem ut approbare, validare, confirmareque poſſis, præſertim Feuda, & Conceſſiones ut ſupra per te, Fratrem, & Nepotes tuos alicui conceſſas, nec ulla perſona cujuſcumque gradus, & conditionis exiſtat, vel Communitas aliqua, aut Collegium poſſint ſe à prædictis excuſare ſub pretextu alicujus Privilegii cujuſcumque tenoris exiſtat. Intelligentes etiam quod cum Ill. quondam Joannes Galeaz Nepos tuus filium unum maſculum legitimum dimiſerit, habeat a te Ludovice Maria Sfortia ſeu à filiis Succeſſoribus tuis in prædicto Ducatu ſingulis annis Ducatos duodecim mille auri, & in auro. Cupientes denique tibi, tuiſque Deſcendentibus, & Succeſſoribus Ducibus Mediolani &c. de Armis, & Inſignibus providere, præſerom de Inſignibus noſtris Regalibus, quæ majores tui, & tu noſtro, ac Predeceſſorum noſtrorom Sereniſſimorum Romanorum Imperatorum, & Regum nomine retroactis temporibus in bellorum actibus, & ubique ſtrenue retulerunt, non ad tuæ petitionis inſtantiam, ſed de benignitate Regia ex certa ſcientia, & de Romanæ Regiæ poteſtatis plenitudine tibi, tuiſque legitimis Deſcendentibus, & naturalibus, & Succeſſoribus ut ſupra eorumque Deſcendentibus in infinitum, quos Duces Mediolani, & Comites Papiæ, Angleriæque eſſe continget, conceſſimus, & concedimus, ac tenore præſentium licentiam, & facultatem elargimur quod pro dicto Ducatu Mediolani &c. Arma, ſeu Inſignia Regalia, videlicet, Aquilam Nigram in Campo aureo in forma qua ipſa Arma Sereniſſimi Romani Reges deferre conſueverunt, aut per quarteria, tuis, tuorumque Deſcendentibus Armis prout tibi Deſcendentibuſque, & Succeſſoribus Ducibus videbitur, & placuerit ubique tenere, deferre, & portare, teneri, deferrique, ac portari facere valeatis cunctis temporibus affuturis ut per hoc inter nos, & Succeſſores noſtros in Imperio, ac te tuoſque Succeſſores, ac Deſcendentes

Anno 1495. cendentes Duces monumentum, & pignus amoris perpetui, vinculumque unionis maneat & perduret. Nolentes, sed potius districtius inhibentes te, tuosque Descendentes, & Successores Duces ut supra in Armorum ipsorum delatione per quempiam cujusvis dignitatis, & auctoritatis existat per tempora successura quomodolibet impediri. Gaude igitur Princeps, ac de impensis tibi per Celsitudinem nostram muneribus tua proles exultet. Letare Dux, & Comes, quem nostra Serenitas speciali, & ampla retributione prævenit, quam huc usque tibi, Patri, & Fratri tuis non concessit; Operatio tamen tuo grata concordet cum nomine ut, Auctore Deo, concessis tibi per nos potiri valeas fæliciter dignitatibus, ac etiam ascendere ad majorem dignitatem & prædicta omnia, & singula valere volumus, & obtinere effectualem roboris firmitatem, non obstantibus quibuscumque Legibus, Juribus, Constitutionibus, Consuetudinibus, Clausulis derrogatoriis, & aliis Concessionibus, Infeudationibus, vel titulis per nos, & Prædecessores nostros in Imperio aliis factis, collatis, vel concessis super præmissis, vel aliquo prædictorum, per quæ, vel per quos præsentibus non expressa, vel taliter inserta effectus eorum impediti valeat quomodolibet, vel differri etiam si talia forent, de quibus opporteret superius fieri narratio, & mentio specialis in præsentibus. Quibus omnibus, & singulis, quo ad sublimationem, erectionem, concessionem, infeudationem, & alia suprascripta de plena, & absoluta potestate, & ex certa scientia præsentibus derrogare volumus, ac etiam derrogamus, suplentes omnem deffectum, si quis obscuritate verborum solemnitatis ommissæ seu alias quomodolibet repertus fuerit in præmissis. Jus tamen quod ex dictis Concessionibus, Creationibus in Feudo dictorum Ducatus, & Comitatuum habemus nobis, & Successuribus nostris in Imperio salvum maneat, & illæsum. Nulli ergo Hominum liceat hanc nostræ Illustrationis, Sublimitatis, Creationis, Decorationis, Collationis, seu Decreti paginam infringere, seu ei quovis modo contravenire. Si quis autem secus attemptare præsumpserit, præter indignationem nostram gravissimam, pænam centum Marcarum purissimi auri, totiensquotiens contrafactum fuerit, se noverit irremissibiliter incursurum, quarum medietatem Regalis nostri Erarii, seu Fisci, residuam vero partem suprascripti Ducis, & Heredum, ac Successorum tuorum usibus decernimus applicari. In quorum Testimonium præsentes fieri jussimus, sigillari, ac manuali nostro Chirographo in Testimonium munivimus. Actum in Civitate nostra Andworpiensi die Sanctæ Catharinæ Virginis, Anno Incarnationis Domini M. CCCC. LXXXXV.

Extracta fuit præsens Copia à Registro inscripto sub Litteris K. K. *Ducis* LUDOVICI MARIÆ SFORTIÆ *Vicecomitis existente in Regio Archivio Castri Portæ Jovis Mediolani, in papiro scripto. Datum Mediolani die trigesima mensis Octobris anni* 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS *Regii Archivii Officialis.*

CLXXVIII.

1495./1496. 24. Fevr. (1) *Tractatus Pacis & Commercii inter* HENRICUM VII. *Regem Angliæ &* PHILIPPUM *Ducem Austriæ & Burgundiæ conclusus. Datum Londini die 24. Februarii* 1495. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. XII. pag. 578.]

OMNIBUS ET SINGULIS, præsentes Literas visuris, audituris, & inspecturis, *Philippus de Bourgundia Dominus de Beures* Locumtenens, Gubernator & Capitaneus Generalis Artesiæ & Admirallus, *Paulus de Baeust Dominus de Formezaelæ*, Præsidens Flandriæ, *Robertus de Melun Dominus de Rouny*, *Daniel de Praet Dominus de Merwede* Cameratius & superior Ballivus Flandriæ, *Johannes de Cortenetto*, *Thomas Portinarra* Consiliarius, & *Florentius Hauwel* Secretarius ordinarius, Ambassiatores, Procuratores, Legati & Nuncii Illustrissimi Domini ARCHIDUCIS *Austriæ*, DUCIS *Bourgundiæ*, *Brabantiæ*, COMITIS *Flandriæ*, *Hannoniæ*, *Hollandiæ*, *Zelandiæ*, Salutem.

Anno 1495./1496. NOTUM FACIMUS quòd,

Cùm potiora Mortalibus dona a Superis tradi nequeant quam Bona Pacis, & longo rerum usu ac ratione semper cognitum sit Pacem esse summum illud Præceptum Numinis quod Humano Generi conducere queat, satisque compertum sit quot calamitates & ærumpnæ passim a Bello exoriuntur, quod verò commoda Pax certa & stabilis undique contulerit,

Idcirco,

Nos quantum fructus & utilitatis Terrarum ac Patriarum dicti Domini *Archiducis Austriæ* Incolis & Subditis, necnon etiam Regni Angliæ, ex Pace & Amicitia ante hæc inter ipsos Principes prædictos initis & contractis, accreverit plenè cognoscentes,

Nos pro dicto Illustrissimo Principe nostro *Domino Archiduce antedicto* suisque Hæredibus & Successoribus, atque eis & eorum nomine, auctoritate nobis ab eodem *Archiduce* Principe nostro, per suas Literas Patentes commissâ (quarum tenor inferiùs sequetur) cum Reverendo in Christo Patre & Domino Domino *Richardo Dunolmensi Episcopo* Custode Privati Sigilli Illustrissimi *Regis Angliæ*, Domino *Johanne Welles*, Vicecomitl de Welles, *Johanne Kendall* Priore Domûs Sancti Johannis Jherusalem in Anglia, *Wilhelmo Warham* Legum Doctore Magistro ac Custode Rotulorum Cancellariæ dicti Domini Regis *Cristoforo Worswike* Archidiacono Richemont, & *Johanne Risley* Milite, Ambassiatoribus, Procuratoribus & Commissariis ad infrascripta, per ipsius Illustrissimi Domini *Regis Angliæ* Litteras Patentes deputatis (quarum etiam tenor inferiùs sequetur) convenimus, contraximus & conclusimus, & per præsentes convenimus, contrahimus & concludimus omnes & singulos Pacis Amicitiarum, Mercium intercursûs, & Mercatorum communicationis sequentes Articulos.

INPRIMIS, conventum, concordatum & conclusum est quòd, ab hac die sit bona, sincera, vera, integra, perfecta & firma Amicitia, Liga, Confœderatio, Pax & Unio per Terram, Mare & Aquas dulces, futuris temporibus perpetuo duraturæ, inter dictos Dominos *Regem & Archiducem*, eorûmque Hæredes & Successores, Regna, Patrias, Dominia, Terras, Vassallos & Subditos quoscúmque præsentes & futuros, tàm Ecclesiasticos quàm seculares, cujuscúmque gradûs seu conditionis existant, etiam si Archiepiscopali, Ducali vel minori dignitate, statu aut gradu præfulgeant; ita quòd prædicti Vassalli & Subditi hinc inde ubique locorum sibi invicem favere, seséque mutuis officiis prosequi, & honestâ affectione pertractare teneantur, possintque, tàm per Terram quàm per Mare & Aquas dulces ad dicta Regna, Patrias, Dominia & Terras, Civitates, Oppida, Villas munitas aut non munitas, firmatas aut non firmatas, Portus & Districtus quoscúnque & eorum quodlibet hincinde tutè, liberè & securè accedere, intrare, & in eisdem quamdiu voluerint commorari & conversari, ac ibidem Victualia & alia eis necessaria quæcúnque sine quacúnque contradictione emere & vendere, necnon ab eisdem Regnis, Patriis, Terris, Civitatibus, Oppidis, Villis, Portubus & Districtibus, & eorum quolibet, totiens quotiens eis libuerit, ad Partes proprias vel alienas quascúmque, cum suis aut conductis aut accommodatis Navigiis, Plaustris vel Armaturis, Mercimoniis, Sarcinolis, Bonis & Rebus quibuscúmque, ire, recedere ac reverti, quemadmodum propriis in Patriis, hæc omnia eis facere liceret, & sicut proprii Subditi Locorum & Patriarum illarum facere possint; ita quòd nullo Salvo Conductu aut Licentiâ generali vel speciali indigeant, nec in aliquo Locorum prædictorum salvum Conductum vel Licentiam petere teneantur.

Item, conventum, concordatum & conclusum est quòd *neuter dictorum Principum*, nullúsque Hæredum aut Successorum suorum, contra alium, ejúsve Hæredes aut Successores, quicquam aget, faciet, tractabit vel attemptabit quocúnque in Loco, sive in Terra sive in Mari, Portubus & Aquis dulcibus occasione quacúnque, nullumque præstabit auxilium, consilium, favorem vel assensum, quod per alium vel alios quoscúnque aliquid fiat, agatur, tractetur vel attentetur in injuriam, præjudicium vel damnum alterius, ejúsve Hæredum aut Successorum, sed quibuscúnque, sic, ut præmittitur, contra alium, intra Regna, Patrias, Dominia, aut Terras suas prædictas, aliquid agentibus, tractantibus, vel attemptantibus, expressè & cum effectu contradicet, renitetur, obstabit & impedimentum realiter præstabit.

Item, conventum, concordatum & conclusum est quòd

(1) Quoi que ce même Traité soit déja inseré ci-dessus pag. 318 &c. sous le 24. Fevrier 1495 cette Copie-là paroit si fautive, & celle de Rymer est si exacte, du moins à divers egards, qu'on a cru les devoir admettre toutes deux, parce qu'elles peuvent se prêter un secours mutuel, & que l'une peut servir à corriger l'autre.

ANNO 1495. 1496. quòd neutra, immò nulla, Partium prædictarum præstabit auxilium, consilium vel favorem notoriis Hostibus vel inimicis alterius Partis, tàm per Terram quam per Mare vel Aquas dulces infestare vel invadere volentibus, sed bonâ fide se mutuis auxiliis militaribus Gentium Armatorum (expensis tamen opem interpellantis) quotiens opus fuerit adjuvabunt; in quorum auxiliorum præstatione, quoad numerum attinet Armatorum, habenda erit facultatis ratio Illius Partis quæ de ferenda ope rogabitur seu interpellabitur, ut, scilicet, ad non plus teneantur quàm tunc commodè facere poterit, considerata temporis & Locorum oportunitate ac statu rerum suarum.

Item, conventum, concordatum & conclusum est quòd neutra Partium prædictarum Rebellem vel Rebelles, profugum vel profugos alterius Partis, in ejus Regna, Patrias, Dominia, Terras, Portus, aut Districtus, aut eorum aliquem recipiet, nec eis aut eorum alicui in eisdem eorúmve aliquo aut aliu quocúnque in loco, etiam extra eorum Regna, Patrias, Dominia, Terras, Portus, aut Districtus auxilium, consilium, favorem, hospitium, gentes armorum, Naves, Pecunias vel Victualia præstabit aut ministrabit, nec ab alio aut aliis quibuscúmque in ejus Regna, Patrias, Dominia, Terras, Portus aut Districtus recipi, nec eis aut eorum alicui in eisdem auxilium, consilium, favorem, hospitium, gentes armorum, Naves, Pecunias vel Victualia dari, præstari, ministrari aut concedi permittet, sed expresse & cum effectu contradicet, obstabit & impedimentum realiter præstabit.

Item, conventum, concordatum & conclusum est quòd, si altera Partium prædictarum aliquem vel aliquos, suum vel suos fuisse & esse Rebellem vel Rebelles, profugum vel profugos, & in sua Regna, Patrias, Dominia, Terras, Portus vel Districtus, aut eorum aliquem receptum esse vel receptos, aut ibidem latitare aut se tenere, per Literas suas alteri significaverit & declaraverit, tunc Pars illa, quæ hujusmodi Literas receperit, vel cui taliter significatum aut declaratum fuerit, hujusmodi Rebellem vel Rebelles, profugum vel profugos, infra mensem a die significationis prædictæ proximò & continuè numerandum, tenebitur dicto Rebelli vel Rebellibus, profugo vel profugis, præcipere & mandare, vel præcipi & mandari facere, ut extra sua Regna, Dominia, Patrias & Terras, & eorum quodlibet, recedat & exeat, recedant & exeant: Et, si infra quindecim dies a die hujusmodi præcepti non recesserit & exiêrit, recesserunt & exiêrunt, tenebitur illum vel illos illico proscribere & banire sub pœna capitali, & talem Proscriptionem sive Bannum contempnentem vel contempnentes eadem pœnâ effectualiter punier seu puniri faciet,

Item, præfati Oratores, Commissarii Procuratores & Legati *dicti Domini Archiducis*, & pro eodem Archiduce & ejus nomine, Hæredúmque & Successorum suorum, Oratoribus, Commissariis, Procuratoribus & Legatis dicti Illustrissimi *Regis Angliæ*, & pro eodem Domino Rege & ejus nomine, ejúsque Hæredum & Successorum, stipulantibus palàm & expressè promiserunt, quòd nullus Rebellis præfati Illustrissimi *Regis Angliæ* ejúsve Hæredum aut Successorum, in aliqua Castra, Oppida, Villas, Portus, Districtus, vel alia Loca, quæ Illustrissima Domina *Margareta* Illustrissimi Domini *Ducis Caroli Defuncti relicta* aliáve Persona, cujuscúnque statûs aut dignitatis existat, infra Patrias, Dominia & Terras dicti Domini Archiducis, Jure Dotalitio, vel alio Titulo quocúnque habet, tenet aut possidet, aut inposterùm habere aut possidere continget, aut in eorum aliquid de cætero recipietur, nec per eam aut per aliam Personam quamcúnque recipi permittetur aut tollerabitur, nec alicui hujusmodi Rebelli in Locis prædictis aut aliis quibuscúnque in Navibus, Gentibus Armorum, Pecuniis, Victualibus, aut alio quocúnque modo consilium, auxilium, vel favorem per *ipsam Dominam Margaretam*, aut aliam quamcúnque Personam, de cætero dari aut præstari permitter aut tollerabit; sed eam & aliam quamcúnque Personam hoc facere, palàm & expressè prohibebit & impediet; Et, si contra hujusmodi conventionem *dicta Domina Margareta* alia aut Persona quæcúnque *præfato Domino Archiduci* Subdita aliquid attemptaverit vel attemptari fecerit, quòd tunc *præfatus Dominus Archidux* tam *dictam Dominam Margaretam* quàm alios sic attemptantes, omnibus & singulis, quæ Jure Dotis aut alio Titulo quocúnque in Castris, Oppidis, Villis, & aliis Locis prædictis se habere, tenere aut possidere prætender, aut prætendent, & postcaquàm eam aut eas aliquid contra hujusmodi Conventionem attemptâsse constiterit, realiter & cum effectu perpetuo privabit & privari faciet.

Et Commissarii, Procuratores & Deputati Illustrissimi *Regis Angliæ*, pro *eodem Domino Rege* & ejus nomine, ac Hæredum & Successorum suorum, Oratoribus, Commissariis, Procuratoribus & Legatis Illustrissimi *Domini Archiducis*, pro *eodem Domino Archiduce* & ejus nomine, necnon Hæredum & Successorum suorum stipulantibus, palàm & expressè promiserunt quòd nullus Rebellis, præfati Illustrissimi *Domini Archiducis*, ejúsve Hæredum aut Successorum in aliqua Castra, Oppida, Villas, Portus, Districtus, vel alia Loca, quæ Subditi prælibati *Domini Regis*, cujuscúmque statûs aut dignitatis fuerit, infra Regna, Patrias, aut Dominia sua, quocúnque Titulo tenent, habent aut possident, aut inposterùm tenere, habere, aut possidere continget, aut in eorum aliquid, de cætero recipietur, nec per eos aut eorum aliquem recipi permittetur aut tollerabitur, nec aliàs hujusmodi Rebelli in Navibus, Gentibus Armorum, Pecuniis, Victualibus, aut alio quocúnque modo consilium, auxilium vel favorem per ipsos Subditos ac eorum aliquem dari ac præstari permittet ac tollerabit; sed ipsos & singulos quosque facere palàm & expressè prohibebit & impediet: Et, si contra hujusmodi Conventionem Subditi Illustrissimi *Domini Regis Angliæ*, aut eorum aliquid attemptaverit vel attemptari fecerit, quòd tunc *præfatus Dominus Rex* omnes & singulos sic attemptantes omnibus & singulis, quæ quocúnque Titulo in Castris, Oppidis, Villis & aliis Locis prædictis se habere, tenere aut possidere prætendat aut prætendant, postea quàm illum illósve ipsius Subditis contra hujusmodi Conventionem attemptâsse constiterit, realiter & cum effectu perpetuò privabit & privari faciet.

Item, conventum, concordatum & conclusum est quòd dictus Illustrissimus *Dominus Rex Angliæ*, suíque Hæredes & Successores in quibuscúnque Confœderationibus & Amicitiis, cum quovis Principe, Universitate, Communitate, Societate aut aliâ qualibet Personâ deinceps contrahendis, dictum *Dominum Archiducem* suósque Hæredes & Successores reservabunt & comprehendent, si reservari & comprehendi voluerint:

Et, pari modo, idem Serenissimus *Dominus Archidux*, ejúsque Hæredes & Successores, in quibuscúnque suis Confœderationibus & Amicitiis, cum quovis Principe, Universitate, Communitate, Societate aut aliâ qualiber Personâ deinceps contrahendis, præfatum Illustrissimum *Regem Angliæ*, ejúsque Hæredes & Successores reservabunt & comprehendent, si reservari & comprehendi voluerint.

Item, quòd in præsenti Tractatu Pacis & Amicitiarum comprehendantur Alligati, Amici & Confœderati utriúsque Partis; illi, videlicet, qui in Literis Confirmatoriis hujus præsentis Tractatûs per ipsos Principes denominabuntur, si comprehendi voluerint.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est quòd, si, durantibus Pace & Amicitiis præfatis, aliquid contra vires & effectus earumdem, per Terram, Mare & Aquas dulces, per aliquem ipsorum Principum eorúmve Hæredum & Successorum, vel eorumdem Vassallos, Subditos aut Alligatos, aut eorum Alligatorum Hæredes seu Successores, in hiis Amicitiis comprehensos, Subditos vel Vasallos fuerit attemptatum, actum & gestum, nichilominus hæc Pax & Amicitia in suis viribus & effectu permanebunt, & pro ipsis attemptatis solummodo punientur ipsi attemptantes & dampnificantes, & non alii.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est quòd omnes Mercatores tàm Regni Angliæ, Dominii Hiberniæ, Villæ & Marchiarum Calisii, quàm etiam Mercatores Terrarum & Patriarum Brabantiæ, Flandriæ, Hannoniæ, Hollandiæ, Zeelandiæ, Villæ & Terræ Mecliniæ, & aliarum Patriarum & Dominiorum *Domini Archiducis prædicti*, tàm Mercatores Lanarum, Coriorum, Victualium, quàm aliarum Merchandisarum quarumcúmque, necnon eorum Factores, Familiares, Negotiorum Gestores, & Ministri, poterunt deinceps, per Terram pedestres aut equestres, aut alio modo quocúnque, armati vel non armati (dummodò Armati simul incedentes quadragenarium numerum non excedant) cum suis Bonis & Mercandisis securè & liberè ire & venire, invicémque communicare & mercari, emere & vendere ac Commercium facere & habere, tàm de Mercandisis Lanarum, Coriorum, Victualium, Armorum, Equorum, Jocalium, quàm aliis quibuscúnque, ipsáque ducere & reducere, sive duci & reduci facere, ad eorum libitum & voluntatem, de Calesiis & Marchiis ejusdem ac aliis quibuscúmque Partibus Regni Angliæ & Dominii

Hiberniæ,

Anno 1495. / 1496. Hiberniæ, in Brabantiam, Flandriam, Hannoniam, Hollandiam, Zeelandiam & Meccliniam, ac alia Dominia *præfati Domini Archiducis*;

Et, è contra, de Brabantia, Flandria, Hannonia, Hollandia, Zeelandia, & Mecclinia, ac aliis Dominiis, præfati *Domini Archiducis* ad Villam & Marchias Calesii & alias quascúmque Partes Regni Angliæ & Dominii Hiberniæ, absque aliquo impedimento aut prohibitione quacúnque in contrarium, & absque eo quod propter ea aliquam pœnam sive multam incurrant, seu quòd per Dominos Patriarum, Terrarum & Dominiorum prædictorum hincinde, aut eorum Officiarios & Justiciarios possint inde redargui, accusari, puniri, vel mulctari; Statutis & Ordinationibus Locorum in omnibus semper salvis.

Item, conventum, concordatum & conclusum est quòd omnes Mercatores Regni Angliæ, Domini Hiberniæ, Villæ & March' Calesii, tàm Mercatores Lanarum, Coriorum, Victualium, Armorum, Equorum, Jocalium, quàm aliarum Mercansiarum quarumcúmque necnon eorum Factores, Familiares, Negotiorum Gestores, & Ministri, Nautæ, Magistri Navium & Marinarii, poterunt navigare, ire, transire & redire par Mare & Aquas dulces eundo & redeundo conversari esse & morari securè & liberè in Patriis, Terris & Dominiis *præfati Domini Archiducis*, & etiam in Portubus & Littoribus Patriarum, Terrarum & Dominiorum prædictorum, per ipsum *Dominum Archiducem* autorisatis: in Villis (videlicet) ubi Custumarii & alii Officiarii Archiducales sunt ordinati ad vacandum & attendendum pro & super introitu & exitu Navium, Mercatorum & Mercansiarum, & non alibi nec non in aliis Locis, cum eorum Bonis, Mercansiis & Navibus prædictis quibuscúmque, & cum Mercatoribus Patriarum, Terrarum & Dominiorum præfati *Domini Archiducis*, seu eorum Factoribus, Familiaribus, & Negotiorum Gestoribus & Ministris, necnon cum omnibus aliis Mercatoribus cujuscúmque Nationis existant, & eorum Factoribus, Familiaribus, Negotiorum Gestoribus & Ministris, de quibuscúnque Mercansiis tàm Victualium quàm aliis liberè mercari, emere, habere & vendere, ac Mercansias facere poterunt, quæ ad & in prædictos Portus & Littora Patriarum, Terrarum & Dominiorum præfati *Domini Archiducis*, tàm eorum propria bona quàm aliena, ducere vel duci facere, & ab ipsis Portubus seu Littoribus quotienscunque, quandocúnque & quocúnque voluerint securè recedere & redire, cum eorum Bonis, Mercansiis & Navibus prædictis quibuscúnque:

Et, pari modo, Mercatores Patriarum, Terrarum & Dominiorum *præfati Domini Archiducis* tàm Lanarum, Coriorum, Victualium, & aliarum Mercansiarum quarumcúmque, necnon Factores, Familiares, Negotiorum Gestores, & Ministri, Nautæ, Magistri Navium & Marinarii poterunt de cætero securè & liberè navigare, ire, transire & redire per Mare & Aquas dulces, & eundo & redeundo conversari, esse in dictis Regno Angliæ, Dominio Hiberniæ & Villæ & Marchiarum Calesii, & etiam in Portubus & Littoribus ipsorum per præfatum *Regem Angliæ* auctorisatis; in Villis (videlicet) ubi Custumarii & alii Officiarii Regales sunt ordinati ad vacandum & attendendum pro & super introitu & exitu Navium, Mercatorum & Mercansiarum, & non alibi, cum eorum Bonis, Mercansiis & Navibus prædictis quibuscúnque, & cum Mercatoribus Angliæ, Hiberniæ & Calisii, ac Marchiarum seu eorum Factoribus, Familiaribus, Negotiorum Gestoribus & Ministris, de quibuscúnque Mercansiis tàm Victualium quàm aliis liberè mercari, emere & vendere, & Mercandisam facere poterunt, quæ ad & in prædictos Portus Angliæ, Hiberniæ & Calesii, tàm eorum Bona propria quàm etiam aliena, ducere vel duci facere, & ab ipsis Portubus seu Littoribus quotienscúnque, quandocúnque & quocúnque voluerint liberè & securè recedere & redire cum eorum Bonis, Mercansiis & Navibus, absque eo quod ipsi propterea per Dominos Regnorum, Dominiorum, Patriarum & Terrarum prædictarum, seu eorum Officiarios quovis pacto redargui vel aliquâ Pœnâ mulctari possint; seu quod per eosdem ipsis Mercatoribus aliquid damnum, præjudicium vel impedimentum fieri aut inferri possint per viam facti, occasione Guerræ vel deprædationum aut attemptatorum factorum vel fiendorum, vel alio modo ex causâ quacúnque; solvendo tamen, quantum attinet ad Mercatores utriúsque Partis Partium prædictarum, pro Rebus, Bonis & Mercansiis suis, Jura & Theolonia quæ ante quinquaginta Annos proximò elapsos statuta, soluta & consueta fuerunt, & non alia: & nichilominus poterunt utriúsque Partis Principes in Dominiis suis, quoad Subditos suos, talia Jura & Theolonia quæ voluerunt de novo instituere: poterunt etiam, non obstantibus prædictis, causâ necessitatis Victualium, & aliâ justâ & rationabili causâ, prohibere & defendere, nè tale genus Victualium quod eis magis videbitur expedire a Dominiis extrahatur.

Item, conclusum, concordatum & conventum est quòd Mercatores utriusque Partium prædictarum, & eorum Factores, Familiares, Negotiorum Gestores & Ministri, necnon Magistri Navium, Marinarii & Nautæ poterunt licitò ducere, portare & habere cum illis & super illos in eorum Navibus arma invasiva & defensiva, cujuscúnque generis fuerunt, ad se, eorum Corpora, Bona, Mercandisas & Naves salvò & securè contra quoscúnque servandum & defendendum, tàm eundo & redeundo per Mare & Aquas dulces, quam morando in aliquo Portu Partium prædictarum, ac, cùm applicuerunt quotienscúnque, ubicúnque & quacúnque de causa id contigerit, eorum Gladios, Dagarios, Lanceas & Cultellos, secum usque ad Terram & per Terram ad eorum Hospitia liberè & impunè deferre & portare; proviso tamen quòd in eorumdem Hospitiis Gladios & Lanceas deponent & relinquent, quousque ad eorum Naves redirent.

Item, conventum, concordatum & conclusum est quòd Mercatores utriúsque Partis Partium prædictarum, ac eorum Factores, Familiares, Negotiorum Gestores, & Ministri, Nautæ, Magistri Navium & Marinarii tutè & securè morabuntur in Regnis, Dominiis, Patriis & Terris Principum prædictorum & eorum utriúsque, necnon in eorum Portubus & Littoribus, cum eorum Bonis, Navibus, Mercansiis quibuscúnque, absque eo quod ipsi vel eorum aliquis ullum damnum, injuriam vel præjudicium aliquid aliis Mercatoribus cujuscúnque alterius Nationis aut eorum Factoribus, Negotiorum Gestoribus, Ministris, Nautis, Magistris Navium & Marinariis faciant aut fieri procurent, & quòd Mercatores aliarum Patriarum & Nationum, eorum Factores, Negotiorum Gestores, Ministri, Nautæ, Magistri Navium & Marinarii, Mercatoribus & Subditis alicujus Principis Principum prædictorum nullum dampnum, injuriam vel præjudicium aliquod in Locis prædictis inferant aut inferri procurent.

Item, conventum, concordatum & conclusum est quòd *Piscatores* utriúsque Partis Partium prædictarum (cujuscúnque conditionis existant) poterunt ubique ire, navigare per Mare, *securè piscari absque aliquo impedimento* Licentiâ seu salvo conductu: Et, si contingat aliquos ex Piscatoribus unius Partis per fortunam, Tempestatem Maris, vim Hostium, aut alio modo compelli intrare aliquem Portum vel Districtum alterius Partis, ibidem pacificè & amicabiliter recipientur & tractabuntur (solvendo in Locis ubi applicabunt Jura & Theolonia prædicta) & ab illis Portubus & Locis poterunt liberè recedere & redire, cum eorum Navibus & Bonis, sine impedimento vel contradictione quacunque; dummodò tamen per ipsos Piscatores non committatur fraus neque dolus, seu per eos aliis dampnum minimè fiat.

Item, conventum, concordatum & conclusum est quòd in nullis Portubus aut Littoribus Partium prædictarum aut eorum alterius Piratæ aut alii, sine autoritate suorum Principum Guerram super Mare facientes, sive Nationis Partium prædictarum aut alterius Nationis cujuscúnque fuerunt, aliquo modo receptabuntur, neque ipsis aut eorum alicui ibidem seu alibi in Regnis, Patriis, Dominiis, & Terris Principum prædictorum in Pecunia, Armis, Instrumentis Bellicis, Victualibus, aut aliâ re quacumque, aliquo pacto, auxilium præstabitur, nec favor, quovis quæsito colore, præbebitur sub pœna refectionis & restitutionis omnium dampnorum, expensarum & interesse Subditis prædictis, aut eorum alicui per hujusmodi Piratas aut violentes deprædatores illatorum & fiendorum, tàm per ipsos Piratas si depræhendantur & solvendo sint, quam etiam per eorum Receptatores, Factores & Auxiliantes: Qui quidem Piratæ & Deprædatores eorumque Fautores & Auxiliatores ad hæc præcisè & summariâ cognitione cogentur, tàm in Personis quàm Bonis, per Locorum seu Districtuum Officiarium ubi talia contigerint; de quibus dampnis, expensis, & interesse, si aliàs probare non poterunt, stabitur fidei & juramento dampnificatorum: Et si contingat hujusmodi Piratas, Deprædatores, eorum Factores & Auxiliantes super hujusmodi Piratica, deprædatione, favore, vel auxilio, ut præmittitur, convinci, quòd tunc hujusmodi

ANNO 1495. — 1496.

modi Piratæ, deprædatores, eorum fautores, auxiliatores, dampna, expensas, interesse Partibus sic dampnificatis resarcient & restituent; &, si hujusmodi refusionem & restitutionem infra quatuor dies, proximò & immediatè sequentes diem in quo de hujusmodi Piraticâ, deprædatione, favore vel auxilio convicti fuerunt, cum effectu facere recusaverint, tunc hujusmodi Piratæ, deprædatores, fautores & auxiliatores ad restitutionem dupli dampnorum, expensarum & interesse sic dampnificatis faciendam per Locorum & Districtuum Officiarios compellantur & cogantur.

Item, conventum, concordatum & conclusum est quòd, si per aliquos Piratas aut alios, ut præmittitur, Guerræ operam dantes, aliqua Bona Mercatorum vel Subditorum unius vel alterius Partium prædictarum super Mare capiantur, & in aliquem Portum unius vel alterius earumdem Partium adducantur, non poterunt Bona, sic capta & deprædata, ibidem per ipsos Piratas vel alios quoscunque poni ad Terram, vendi vel alienari: Et si nichilominus ad Terram ponantur ibidémve vendantur vel alienentur, de ipsis Bonis seu eorum vero valore, cum dampnis & interesse per deprædatos in ea parte sustentis & habitis, de quibus valore, dampnis & interesse, constito tamen prius de ipsa deprædatione, liquebit per eorum juratam assertionem si aliàs probari non poterit, per Officiarios Locorum restitutio fiet ipsis dampnificatis & deprædatis; ad quas restitutiones fiendas habebunt Officiarii Locorum & alii, quos Principes ipsi in Oppidis & Portubus suis deputare voluerint, Commissiones speciales in tali casu requisitas, & hunc Articulum de verbo in verbum in se plenè continentes: quibus mediantibus prædicti Officiarii restitutionem hujusmodi facere tenebuntur, sub pœnâ ab eis recuperandi verum & justum valorem omnium spoliationum & ablatorum hujusmodi, unà cum prædictis dampnis & interesse sic dampnificatis: fient insuper Edicto publico Prohibitiones pœnales in Portubus & Littoribus utriúsque Partis Partium prædictarum, nè quisquam, cujuscúnque Nationis aut conditionis existat, talia Bona, per Piratas aut alios, ut præmittitur, Guerræ operam dantes capta & deprædata, & ad Terram posita vel infra Portum inventa, emere vel quovis alio titulo recipere præsumat, in præjudicium vel detrimentum dampnificatorum seu aliorum quorumcúnque interesse *in iis habentium*, & quòd Officiarii Locorum, quotiens casus acciderit, sub pœna recuperandi ab eis Bona & Mercimonia hujusmodi capta & adducta in Portum aliquem Partium prædictarum, pro dampnis & interesse, statim ipsam Navem, Magistrum & Marinarios ejusdem, necnon Bona & Mercimonia quæcúnque in eadem Navi reperta sub tuto aresto & salvâ custodiâ ponant, servanda ad utilitatem dampnificatorum & eorum quorum intererit, idémque Locorum Officiarii procedent ad correctionem Piratarum & delinquentium in Navi repertorum secundùm casuum exigentiam.

Item, ad finem ut Captiones Navium, Personarum & Bonorum unius Partis super alteram de cætero cessent, conventum, concordatum & conclusum est quòd, quandocúnque aliqua Navis alicujus Indigenæ unius vel alterius Partis Partium prædictarum exitura est ab aliquo Portu sive Districtu Principum prædictorum, seu eorum alterius, Majores & Gubernatores Civitatis, Oppidi sive Villæ, quibus Portus sive Districtus hujusmodi adjacens est, quibuscunqoe nominibus, Officiis aut Appellationibus iidem Gubernatores censeantur, capiant sufficientes securitates de & pro Dominis, Possessoribus, Proprietariis, Magistris, Bursariis & Vitellariis Navis hujusmodi, ad duplum valoris Navis apparatûs & Victualium ejusdem, quòd Magister ejusdem Navis, Capitanei, Marinarii & omnes in eadem Navi existentes, cujuscúnque statûs aut conditionis existant, servabunt Pacem erga quoscúnque Subditos Principum prædictorum, & quod nullam eis injuriam sive violentiam in Terra, Mari, Fluminibus, aut Portu aliquo facere vel inferri præsumant: quòd, si hujusmodi securitatem præstare noluerint, non permittent, immò impedient expressè ipsos Mercatores & Gubernatores Navium hujusmodi quoquo modo exire, nisi Proprietarii sive Bursarii ejusdem Navis Regalem vel Archiducalem respectivè Licentiam suo sub Sigillo eisdem exhibuerit, quòd licitè cum sua Nave sine ulla cautione poterit; in quo casu, si ipsi sic per Principem suum Licentiati Subditos alterius Principis spoliaverint aut dampnificaverint, & solvendo non fuerint, tunc per *eundem Principem* sic Licentiati plena satisfactio fiat Partibus sic dampnificatis: quotiens autem securitatem præmissam Majores & Gubernatores Civitatum, Villarum & Oppidorum unius Partis aut alterius exigerint, dabunt Literas autenticas, sub eorum communi Sigillo Proprietariis, Possessoribus, Magistris seu Bursariis illius Navis ita assecuratæ, testificantes ipsius securitatis præstationem, ad finem ut, ipsarum Literarum vigore, Navis hujusmodi alios, ad quos forsitan applicabit Portus, absque novâ securitatis præstatione liberè exire valeat.

Item, quia Naves Mare frequentantes tenentur altera alteri succurrere de Victualibus & aliis ad Navem necessariis, quòd tamen facere tenentur nisi pro justo pretio, conventum, concordatum & conclusum est quòd de cætero tenebuntur illi, qui Victualia aut alia necessaria ab aliqua Nave receperint, pretium ipsorum aut inpræsentiarum aut postmodum ubi ad Littus applicuerint persolvere.

Item, conventum, concordatum & conclusum est quòd, si aliqua Navis, per aliquem non Subditum Principibus prædictis, capta fuerit in Portu aliquo aut Franchisiis alicujus Principum prædictorum, tenebitur *ille Princeps*, in cujus Portu aut Franchisiis Navis illa capta fuerit, unà cum *altero Principe*, pro restitutione dictæ Navis prosequi, sumptibus tamen & expensis Partis dampnificatæ.

Item, conventum, concordatum & conclusum est quòd nullum præbebitur impedimentum, per unam Partem vel alteram, venientibus de Partibus Orientalibus, neutri Parti inimicis, cum Vasis vel Navibus quibuscúnque, oneratis Victualibus, Mercantiis vel aliis Bonis, versus Regna, Patrias, Dominia aut Terras unius vel alterius Principum prædictorum.

Item, conventum, concordatum & conclusum est quòd, quotienscúnque contigerit quòd aliquæ Naves, qualescúnque fuerint sive unius vel alterius Partium prædictarum, per Tempestatem Maris, vim Hostium, vel aliam causam compellentur in aliquem Portum unius Partis vel alterius applicare vel intrare, Naves illius Partis, quibus talia contigerint, cum Mercatoribus & Nautis seu Marinariis, aut aliis Personis quibuscúnque non probabiliter suspectis, in ipsis existentibus, in alterius Partis Portubus securè erunt & recipientur; & ab ipsis Portubus poterunt liberè recedere, cum eorum Bonis & Mercantiis, sine contradictione & impedimento; proviso quòd Bona & Mercandisæ, quæ in ipsis Navibus erunt, nisi urgente necessitate, non ponerentur ad Terram, nec in alias Naves, sine Licentia Officiariorum Principis illius Partis ubi talia contingent vel aliorum ad hoc potestatem habentium, reponentur.

Item, conventum, concordatum & conclusum est quòd Nautæ, Magistri Navium & Marinarii Subditi præfatorum Principum, post adventum ipsorum ad Portus unius vel alterius eorumdem Principum, poterunt liberè imponere & ligare eorum Naves, tàm oneratas & non oneratas, quàm ad Guerram dispositas, dummodò non fecerint Piraticam, in eisdem Portubus & Littoribus, eodem modo quo poterunt ipsius Principis Subditi proprii.

Item, conventum, concordatum & conclusum est quòd Subditi unius Principum prædictorum, sive Mercatores fuerint sive Nautæ, Magister Navium aut Marinarii, non adducent vel adduci facient, per Mare fraudulosè vel quocúnque colore, aliqua Bona seu Mercandisas inimicorum alterius eorumdem Principum: Et, si secus egerint & per Subditos alterius Principis Guerræ licitè operam dantes, super hæc interrogati fuerint, tenebuntur facere veram, planam ac justam confessionem & declarationem, cui in ea parte pro tunc stabitur, iidémque interrogantes ulterius scrutinium in ea parte non facient; sed si posteà eundem interrogatum falsò respondisse constiterit, tunc idem interrogatus interroganti, quem per falsum responsionem defraudavit, tantum de suo erogare tenebitur, quantum Merces inimicorum per eum vectas & ut præmittitur celatas valuisse constabit.

Item, conventum, concordatum & conclusum est quòd, quotienscúnque contigerit aliquam Navem unius Partium prædictarum, Bonis & Mercandisis oneratam, per Fortunam, Tempestatem Maris vel alio casu quocúnque tangere Terram & Naufragium facere, periclitari aut alio modo quocúnque perire prope Portus, Limites aut Costeras, vel in Portubus, Limitibus aut Costeris alterius Partis, licet in ipsa Nave non remaneat vir, mulier, puer, catus, canis vel gallus vivens, Bona tamen & Mercandisæ qualiacúnque, quæ ad Terram applicabunt vel aliter salvari aut recuperari continget, non propter hoc dicentur confiscata nec pro confiscatis reputabuntur, sed per Officiarios Locorum, in quibus is casus accideret, salvæ &

ANNO 1495. — 1496.

securæ custodiæ committentur, sub eadem sic remansura per unum Annum & diem tunc proximò & immediatè sequentes, infra quem terminum, si quisquam supervenerit, & se rerum ac bonorum ipsorum verum Proprietarium fuisse constiterit, res & Bona ipsa sine difficultate vel dilatione aliqua eidem plenè restituentur; solvendo tamen his, quorum operâ & diligentiâ res & bona ipsa recuperata salvata & custodita fuerint, rationabiles expensas, & custodibus salarium competens prout ratio & æquitas postulabunt.

Item, conventum, concordatum & conclusum est quod Mercatores, qui Subditi fuerint alicujus Principum prædictorum, poterunt tenere & habere in Villis & Oppidis alterius Principis domos & habitationes pro ipsis & rebus suis in eisdem recipiendis servandis & exponendis, ibidémque eisdem Privilegiis, Libertatibus & Franchisiis utentur & gaudebunt quibus ibidem usi & gavisi fuerint ante quinquaginta Annos ultimò & immediatè præcedentes, adeóque benignè & amicabiliter tractabuntur in eisdem sicut aliæ Nationes ipsas Patrias & Villas frequentantes.

Item, conventum, concordatum & conclusum est quòd Officiarii Principum prædictorum & eorum utriúsque, ad scrutandas Mercandisas, per Terram, Mare vel Aquas dulces vectas vel vehendas, ordinati, in visitando Mercandisas vel Naves nil dampnificabunt de Bonis seu Mercibus Subditorum unius vel alterius Principum prædictorum, sed ea benè & honestè tractabunt & visitabunt absque violentia, frangendo pugonibus vel aliis Instrumentis quibuscúnque Barellos, Saccos, Cistas, Sarcinulas seu alias Paccaturas quascúnque, & temerè contravenientes teneantur Pœna incarcerationis per unum mensem una Partis læ'sæ: qui verò ex nulla rationabili aut probabili causa hujusmodi Barellos, Saccos, Cistas, Sarcinulas ac alias Paccaturas fregerit, aperuerit aut dissolverit, ad hujusmodi Barrellos, Saccos, Cistas, Sarcinulas & Paccaturas resarciendum, reparandum, & repaccandum suis super rebus & expensis, teneantur; Scrutatores autem hujusmodi, in exequendo sua Officia in Patriis Patrium prædictarum, nullas exactiones super ipsos, quorum Bona seu Merces scrutantur, facient, nec eosdem cogent ad venditionem suarum aut alicujus partis pro aliquo pretio, per ipsos Scrutatores contra voluntatem Venditorum statuto.

Item, conventum, concordatum & conclusum est quòd quotienscúnque Mercatores & Subditi Illustrissimi *Regis Angliæ*, pro solutione habendâ, suos conveniunt debitores in Terris, Patriis & Dominiis *dicti Domini Archiducis*, coram Judicibus & Legislatoribus ad hoc ordinatis & deputatis, alligabunt debitores suos suspectos fore de fuga, & hac de causa petent ut statim debitores sui judicium subire cogantur; tunc hujusmodi Judices & Legislatores, sic requisiti, probationes dictorum Angliæ Subditorum, si quas obtulerint, ad probandum hujusmodi suspitionem fugæ, sine aliquibus morâ & difficultate, eas admittent, &, si nullas habuerint, tùm ipsorum Angliæ Subditorum juramento quoad prædictam Fugæ suspitionem stabitur, præstitâ per eos primitus idoneâ cautione de solvendo expensas & interesse his quos sic ad Judicium trahi petent, casu quo ex eventu se litem injustè movere constiterit; &, hoc facto, debitores ponentur, absque aliis Monitionibus, statim sub aresto, donec sufficientes cautiones de Judicio sisti & judicato solvendo præstiterint; Privilegiis, quoad effectum præsentis Articuli, sub quacúnque verborum serie, Civitatibus, Castris, Oppidis, Villis, Burgis in contrarium concessis vel postea concedendis, usu aut consuetudine quibuscunque non obstantibus; quibus tamen debitoribus, sic arrestatis, sub aresto manentibus, si petent, dabitur terminus octo dierum ad probandum se de Fuga suspectos non esse, & hoc probato cessabit arestum, sed nichilominus propter hujusmodi dilationem octo dierum Processus super debito principali nullatenus retardabitur.

Et similis in Regno Angliæ ministrabitur Justitia Mercatoribus & Subditis Patriarum, Terrarum & Dominiorum *præfati Domini Archiducis*, adversus eorum debitores (in tribus Curiis, videlicet, in Curia Cancellariæ, Constabularii, & Magni Consilii) etiam super omnibus obligationibus factis ultra Mare, & in Moneta Flandriæ etiam quarum solutio destinata est ad aliquem Locum Patriarum *dicti Archiducis*, dummodò dies solutionis sit præterita; non obstantibus quibuscúnque ordinationibus vel Consuetudinis Civitatum, Opidorum seu Locorum Angliæ in contrarium; in quibus quidem Curiis tenebuntur Angliæ debitores peremptoriè procedere, absque eo quod ipsas seu earum alteram possint declinare.

Item, conventum, concordatum & conclusum est quòd, quotienscunque contigerit Subditos *Domini Regis Angliæ* a Subditis *præfati Domini Archiducis*, vel Subditos *ejusdem Domini Archiducis a Subditis præfati Domini Regis Angliæ*, quoquomodo lædi & damnificari, non debent propter ea per Literas represaliarum, marcæ, vel contramarcæ, aut alia mandata quæcúnque, debitis admonitionibus & summonitionibus non præcedentibus, qui damna non tulerint, ad petitionem dampnificatorum, vel alio modo, in personis vel Bonis arrestari, aut quovismodo impertiri aut molestari, nec Guerra ob id fieri vel moveri debet, sed per Principes unius vel alterius Partis attemptata ipsa debitè reparabuntur & in priorem statum reponentur, hujusmodíque Literæ represaliarum marcæ & contramarcæ & similia mandata quæcúnque (nisi prædictis admonitionibus quoad ipsas Partes, & summonitionibus quoad Principes præcedentibus & legittimè factis) deinceps omninò cessent, & si aliter concedantur pro nullis habeantur.

Item, conventum, concordatum & conclusum est quòd omnes & singulæ Literæ Reprisaliarum aut de marqua vel contramarqua, ex Cancellaria vel alia Curia Principum prædictorum aut eorumdem Prædecessorum, ad cujuscúnque prosequutionem vel ob causam quamcúnque, ante concessæ aut emissæ, in suspenso tenebuntur, nec poterit earum aliqua fieri executio, nisi super earum merita habitâ cognitione in Dietâ ad hoc per ipsos Principes specialiter deputandâ, aliter fuerit ordinatum: Et pari modo omnes & singulæ deprædationes & violentæ capriones supra Mare, hincinde ante diem Octobris decimam tertiam ultimò præteritam factæ, similiter tenebuntur in suspenso, nec poterit super eisdem aut eorum aliquo actio intentari aut admitti, nec Literæ Reprisaliarum dari, nisi super eorum merita habitâ cognitione in dictâ Dietâ ad hoc per dictos Principes specialiter deputandâ aliter fuerit ordinatum.

Item, conclusum, conventum & concordatum est quòd, auctoritate *dicti Domini Archiducis*, sufficienter provideatur, sive per Mandatum ejusdem faciendum, aut aliâ viâ validâ & effectuali, Capitaneo Castri de Slusa quòd, quotienscúmque contigerit Mercatores vel Subditos *Regis Angliæ*, per ignorantiam aut alio modo non fraudulento aut malitioso, intrare Portam ipsius Castri de Slusa, quòd sic intrantes tàm in Personis, Bonis & Rebus honestè & cum omni decentia tractet, absque eo quod quicquam de eis propterea exigat.

Item, poterunt Mercatores & Subditi *Regis Angliæ* deinceps quascúnque Massas auri vel argenti, vocatas Billonam, extra Patrias Illustrissimi *Domini Archiducis*, per eos seu eorum Deputatos vel Factores emptas vel aliter acquisitas seu imposterùm emendas vel acquirendas, licenter & impunè per quæcúnque Loca Patriarum *Domini Archiducis* ducere seu duci facere, & ab eisdem Locis & Patriis in Regnum Angliæ totiens quotiens voluerint conducere & transportare poterunt & valebunt; proviso quòd dicti Anglici seu eorum Factores hujusmodi Billoniam, per se aut Factores suos emptam seu, ut præmittitur, acquisitam, unà cum Certificatione autentica Villæ vel Oppidi ubi ipsam Billoniam emerunt vel aliter acquisierunt, & de emptione seu acquisitione ipsius Billoniæ & quantitatis ejusdem, Principali Officiario *dicti Domini Archiducis*, vel in ejus absentia suas vices gerentibus, proximæ Villæ post introitum suum in Patrias *Domini Archiducis* exhibeant & ostendant, super qua ostensione ipsi ostendentes Testimoniale seu Certificatorium, manu dicti Officiarii, vel ipso absente suas vices gerentis signatum, vel ipsius Sigillo sigillatum, ab eo, cui talis ostensio fiet, recipient & habebunt, nichil penitùs pro dicto Testimoniali & aliâ quâcúnque causâ solvendo præter unum solidum grossorum Flandriæ: Et, casu quo Mercatores & Subditi Regis Angliæ hujusmodi Billoniam, per se vel suos Factores emptam, seu, ut præmittitur, acquisitam, educere voluerit, & in exitu a Testimoniale seu Certificatorium prædictum non exhibuerit, tunc pœnam illam incurrit quam incurrerint extrahentes Billoniam infra Patrias *Domini Archiducis* emptam; & idem licebit Subditis ipsius Domini Archiducis in Anglia.

Item, conventum, concordatum & conclusum est quòd omnes Mercatores & Subditi dictorum Principum vero publico legali & non privato pondere, in Patriis & Terris illis ab antiquo usitato & consueto, sine quocúnque dolo, fraude & machinatione, aut duorum digitorum ad hujusmodi pondera fraudulentâ appositione, de cætero utantur: Et, si aliqui Mercatores

Anno 1495–1496. res & Subditi dictorum Principum contrarium facere præsumpserint, Princeps, cujus Subditus hoc facere temptaverit, Subdito alterius Principis, qui se per hujusmodi pondus dampnificatum probaverit, expeditam Justitiam faciet, & Partem sic dampnificantem ad plenam & perfectam refertionem & restitutionem omnium dampnorum, expensarum & interesse sine dilatione quacúnque compellet.

Item, conventum, concordatum & conclusum est quòd, ad sedandum & componendum lites, discordias & querelas inter Mercatores Stapulæ, Calesiæ & Subditos *Domini Archiducis* Stapulam concernentes, in Villa Calesiæ, decima secunda die Maii proximò futuro, convenient Deputati Mercatorum utriúsque Partis; &, casu quo per ipsos hujusmodi lites, discordiæ & querelæ sedari & componi non possunt, fiet relatio Principibus prædictis, qui aliter pro hujusmodi Litibus, Discordiis & querelis sedandis, prout ratio & æquitas dictaverit, providebunt.

Item, conventum, concordatum & conclusum est quòd, si, durantibus Pace & Amicitiis prædictis, aliquid contra vires & effectus earumdem, per Terram, Mare, Aquas dulces, per aliquem ipsorum Principum corúmve Hæredum aut Successorum, vel eorumdem Vassallos, Subditos aut Obligatos, aut eorum Alligatorum Hæredes aut Successores in his Amicitiis comprehensorum Subditos vel Vassallos, fuerit attemptatum, actum & gestum, nichilominus hæc Pax & Amicitia in suis viribus & effectu permanebunt, & pro ipsis attemptatis solummodo punientur ipsi attemptantes & dampnificantes & non alii.

Item, ad securiorem & firmiorem tàm Amicitiarum quàm Mercium intercursûs observantiam, *præfatus Dominus Rex*, per suas Litteras, Mandatum dabit speciale Reverendissimo in Christo Patri *Domino Johanni Cardinali Cantuariensi Archiepiscopo* & Apostolicæ Sedis Legato, Reverendis in Christo Patribus, Domino *Ricardo Dunolmensi Episcopo* Custodi Privati Sigilli, Domino *Thomæ Wintonensi Episcopo*, *Johanni Dinham* Domino de Dyenham Thesaurario Angliæ, *Thomæ Domino Marchioni Dorsetiæ*, *Johanni Vere Comiti Oxon.* Magno Camerario ac Admirallo, *Ethmondo Comiti Suffolciæ*, *Thomæ Comiti Arundellæ*, *Thomæ Comiti de Derbey*, *Georgio Comiti Salopiæ*, *Johanni Welles Vice Comiti*, *Egidio Dabne* Domino de Dabne, *Johanni Priori Domûs Sancti Johannis Jerusalem* in Anglia, necnon Majoribus Ballivis Civitatum ac Oppidorum *de Londonia*, *Eboracen. Bristol. Winton. Cantuar. Rosen. Zouthampton*, *Zantwic*, *Doeure*, *Linnen*, *Derthmouth*, *Plimmouth*, *Hulk*, *Winchilse*, *Boston*, *Termouth*, & *Barunke*, quod se obligabunt & quilibet eorum se obligabit in forma sequenti,

Omnibus Christi Fidelibus, *præsentes Literas inspecturis*, *visuris vel audituris*, Johannes Cardinal Archiepiscopus Cantuariensis, Richardus Dunelmensis Episcopus, Thomas Wintonensis Episcopus, Johannes Dinham, Thomas Marchio Dorsetiæ, Johannes Vere Comes Oxoniæ, Ethmondus Comes Suffolciæ, Thomas Comes Derbey, Georgius Comes Salopiæ, Johannes Welles Vice Comes, Egidius Dabene, Johannes Prior Dominus Sancti Johannis Jherusalem *in Anglia*, *necnon Majores Ballivi Villarum sive Oppidorum* de London. Eborac. Bristaul. Winton. Cantuaria, Rosen. Zouthampton, Zantwic, Doeure, Lumen. Derthmout, Plimouth, Hulk, Winchilse, Boston, Yermout, Barwic, *Salutem in Domino sempiternam*.

Cùm, *inter Illustrissimum Principem* Henricum, *Dei gratiâ*, Angliæ Franciæque Regem, & Dominum Hiberniæ, *ex una*, & *Serenissimum Principem* Philippum, *eâdem gratiâ*, Austriæ ARCHIDUCEM, Burgundiæ DUCEM, &c. *ex altera partibus*, *quædam Amicitiarum*, *Intelligentiarum & Mercium Intercursûs*, *Mercatorúmque Communicationis*, *ac alia etiam*, *eosdem Principes & Subditorum suorum Regnorum Patriarúmque utilitatémque concernentia*, *Tractatus & Fœdera*, *de data vicesima quarta die mensis Februarii*, *Anno Domini millesimo*, *quadringentesimo*, *nonagesimo quinto Londonæ*, *inita*, *conventa*, *conclusa & finaliter determinata fuere*.

Quæ quidem Tractatus Amicitiarum & Mercium Intercursûs vidimus & intelleximus, *ac pro hic insertis haberi volumus*.

Noveritis nos præfatos, Johannem Cardinalem Archiepiscopum, Richardum Dunolmensem Episcopum, Thomam Wintouen. Episeopum, Johannem Dinham, Johannem Vere Comitem, Ethmondum Suffolciæ, Thomam Arondel, Thomam Derbey, Georgium Salopiæ, *Comites*, Johannem, Egidium, Johannem, Majores, Ballivos Villarum *sive* Oppidorum *prædictorum*, *ad Requestam & Mandatum* præfari Domini Regis, *ac*, *suarum Literarum Nobis in ea parte directarum & deliberatarum*, *quas hic pro insertis haberi volumus*, *contemplationem*, *bona fide*, *promisisse*, *ac nos & quemlibet nostrûm Hæredes & Successores nostros*, *præfato Illustrissimo Principi* Philippo Archiduci Austriæ, Duci Burgundiæ, &c. *ejus Hæredibus & Successoribus sub Ipoteca & obligatione omnium bonorum nostrorum præsentium & futurorum*, *obligâsse*, *sicquod per præsentes*, *promittimus & obligamus*, *quod effectualiter procurabimus*, *satisabimus ac quantum in Nobis erit efficiemus quod* idem Dominus Rex *ejusque Hæredes & Successores*, *omnia & singula prædicta tàm Amicitiarum quam Mercium intercursûs*, *omniaque & singula in eisdem contenta & specificata*, *benè*, *plenè & fideliter tenebunt*, *observabunt & perimplebunt*, *ac per suos Subditos & Vassallos*, *quatenus eos concernunt ac in posterùm concernent*, *benè & fideliter facient teneri & observari & adimpleri*, *in contravenientes Justitiam ministrabunt seu ministrari facient*.

In cujus rei Testimonium &c.

Et, pari modo, Illustrissimus *Dominus Archidux*, per suas Literas, Mandatum dabit speciale Reverendo in Christo Patri Domino *Henrico de Berghes Episcopo Cameracensi*, *Karolo de Croy* Principi de Chimaco, *Engelberto Comiti de Nasou*, *Philippo de Cleves* Domino de Ravestain, *Philippo de Burgundia* Domino de Beures, *Johanni Domino de Berghes*, *Johanni Domino Egmondæ* Gubernatori Hollandiæ, *Willielmo de Croy* Dominn de Chierne, *Antonio Rollin* Domino de Aymeree, *Balduino de Cannorum* Domino de Molenbais, *Francisce de Busleid* Domino Præposito Leodiensi & Sancti Donatiani, ac *Johanni de Tnitevill*e Domino Capitaneo de Brages, necnon *Burgo-Magistris* Villarum sive Oppidorum de Gand, Brugis, Ypre, Dunckerke, Neuport, Anvers, Berghes, Dordrect, Delft, Leid, Amsterdame, Middelburch, Ziemze, Vere, Malines, & Briele, quòd se obligabunt & quilibet eorum se obligabit, secundum vim, formam & effectum obligationis prædictæ, mutatis tamen in ea parte mutandis.

Quas quidem omnes & singulas obligationes, modo & formâ præmissis conceptas, decimâ quintâ die Maii, proximè futuro, idem Illustrissimus *Rex Angliæ*, in Ecclesiâ Beatæ Mariæ Virginis Calesii, Deputato vel Deputatis *dicti Domini Archiducis* tradet & deliberabit, aut tradi & deliberari faciet,

Et, pari modo & formâ præmissis conceptas, decimâ quintâ die Maii prædicto, in Ecclesiâ prædictâ, Deputato vel Deputatis *ejusdem Domini Regis* tradet & deliberabit, aut tradi & deliberari faciet.

Item, conventum, concordatum & conclusum est quòd Serenissimus Princeps *Rex Angliæ* omnia & singula tàm Amicitiarum quàm Mercium intercursûs Capitula, sic inter eum, ejus Hæredes & Successores, ut præmittitur, inita & contracta, per suas Literas Patentes, suo Magno Sigillo sigillatas, ac manu propriâ subscriptas, ratificabit & confirmabit, & ea sic sigillata, subscripta, ratificata & confirmata, decimâ quintâ die mensis Maii proximè futurâ post datam præsentium, in Ecclesia Beatæ Mariæ Virginis in Villa Calesii, Deputato *dicti Domini Archiducis* tradet aut deliberabit, aut tradi & deliberari faciet:

Et, simili modo, Illustrissimus *Dominus Archidux* omnia & singula tàm Amicitiarum quàm Mercium Intercursûs Capitula, sic inter eum, ejus Hæredes & Successores & Serenissimum Principem *Regem Angliæ* prædictum, ipsiúsque Hæredes & Successores, ut præmittitur, inita & contracta, per suas Literas Patentes, suo Magno Sigillo sigillatas, & manu propriâ subscriptas ratificatas & confirmatas, decimâ quintâ die mensis Maii proximè futurâ post datam præsentium, in Ecclesia Beatæ Mariæ Virginis in Villa Calesii, Deputato vel Deputatis dicti Serenissimi Principis *Regis Angliæ* tradet & deliberabit, aut tradi & deliberari faciet.

Sequuntur tenores Commissionum, *de quibus supra fit mentio*,

HENRICUS, Dei gratiâ, *Rex Angliæ & Franciæ*, *& Dominus Hiberniæ*, omnibus, ad quos præsentes Literæ pervenerint, Salutem.

Sciatis quòd Nos,

De fidelitatibus, industriis & providis circumspectionibus, dilectorum & fidelium Consiliariorum nostrorum, Reverendi in Christo Patris *Richardi Dunelmensis Episcopi* Custodis privati Sigilli nostri, *Johannis Vicecomitis Welles*, & *Johannis Kendale* Prioris Domûs Sancti Johannis Jerusalem in Anglia, necnon dilec-

Anno 1495. 1496.

dilectorum & fidelium nostrorum, *Wilbelmi Warham* Legum Doctoris Magistri Custodis Rotulorum Cancellariæ nostræ, *Christofori Ursewike* Archidiaconi Richemondiæ, & *Johannis Risley* Militis, quamplurimùm confidentes,

Ipsos nostros veros & indubitatos Commissarios, Oratores, Procuratores, Factores, Attornatos & Deputatos assignamus, facimus, constituimus, ordinamus, & deputamus per præsentes,

Dantes & concedentes eisdem plenariam potestatem & auctoritatem, ac Mandatum generale & speciale, nomine nostro, & pro Nobis, Regnis, Terris, Dominiis, Subditis, Vassallis, Amicis, Alligatis, Faventibus & Adhærentibus nostris quibuscúnque, cum Nobili Viro *Philippo Domino de Beures* Locumtenente, Gubernatore & Capitaneo Generali Artesiæ & Admirallo, ac, dilectis nobis, *Domino Paulo de Baeust, Domino de Formezeele* Præsidente Flandriæ, *Roberto de Melun Domino de Rouny* Camerario, Domino *Daniele Domino de Praet de Merwede* Camerario & Superiori Ballivo Flandriæ, *Johanne de Corteville*, & *Thoma Portunari*, Consiliariis, & Magistro *Florentio Hanwell* Secretario Ordinanciarum, Ambassiatoribus, Procuratoribus, Legatis & Nunciis Illustrissimi Principis Præcarissimi Consanguinei nostri *Philippi Archiducis Austriæ, Burgundiæ, &c.* sufficientem potestatem & auctoritatem ab eodem Consanguineo nostro habentibus, tàm de & super vera, firma & reali Pace, Amicitia atque Concordia, ac etiam Ligis, Amicitiis, Confœderationibus, Treugis & Guerrarum Abstinentiis, Fœderibus, Affinitatibus, & Intelligentiis, quàm de & super quibuscúnque Commerciis excercitióque Commerciorum ac mutuo & amicabili Intercursu Mercandisarum,

Inter Nos, Hæredes & Successores nostros, atque Regna, Terras, Dominia, Patrias & Loca nostra quæcúnque, & dictum Illustrissimum Principem *Consanguineum nostrum*, Hæredes & Successores suos, atque Regna, Terras, Dominia, Patrias & Loca sua quæcúnque, Subditos, Vassallos, Confœderatos, Amicos, Alligatos, Faventes, & Adhærentes nostros & suos quoscúnque, ineundis, capiendis, paciscendis, conveniendis, celebrandis, componendis, concordandis, concludendis & habendis,

Necnon de & super omnibus & singulis contentionibus, quæstionibus, Guerræ causis, querelis, litibus, attemptatibus, injuriis, gravaminibus, & demandis, unà cum suis circumstantiis, emergentibus, incidentibus, dependentibus & connexis, que inter nos & præfatum Consanguineum nostrum, ac Regna, Loca, Terras, Dominia, Patrias, Subditos, Vassallos, Alligatos, Confœderatos, Amicos, Faventes & Adhærentes nostros & suos prædictos, hincinde pendere dinoscantur,

Communicandi, tractandi, conveniendi & concordandi, atque ea omnia & singula componendi, paciscendi, appunctuandi ac plenariè & integrè determinandi & finaliter concludendi, prout eis expediens visum fuerit & oportunum,

Necnon de & super hujusmodi appunctuatis & conclusis, cæterisque omnibus & singulis præmissa qualitercúnque, concernentibus, quæ cum præfatis Commissariis, Oratoribus, Procuratoribus, Legatis, Deputatis & Nunciis prædictis Consanguinei nostri appunctuata, promissa, concordata & conclusa fuerint, Literas validas & efficaces pro parte nostra tradendi & deliberandi, Literásque alias consimilis vigoris & effectûs ex alterâ parte petendi, exigendi & recipiendi,

Et generaliter omnia, præmissa & præmissorum singula qualitercúnque concernentia, faciendi, excercendi & expediendi, ita & eodem modo sicut nos ipsi faceremus & facere possemus si in persona nostra interessemus, etiam si talia sint quæ Mandatum de se magis exigant speciale;

Promittentes, bonâ fide & in verbo Regio, omnia & singula, quæ per præfatos Commissarios, Oratores, Procuratores, Factores, Attornatos & Deputatos nostros appunctuata, promissa, concordata, conventa & conclusa fuerint in hac parte, nos rata, grata & firma habituros & observaturos, & superinde Literas nostras Patentes confirmatorias & approbatorias, in forma debita & autentica, prout opus fuerit, daturos.

In cujus rei Testimonium has Literas nostras fieri fecimus Patentes.

Teste meipso apud *Westmonasterium* vicesimo die Februarii, Anno Regni undecimo.

PHELIPPE, par la grace de Dieu, ARCHIDUC *d'Austriche*, Duc *de Bourgoingne, de Lothier, de Brabant, de Stiere, de Carinte, de Carniole, de Lembourg, de Lucembourg, & de Gheldre*, CONTE *de Habsbourg, de Flandres, de Tirol, d'Artois, de Bourgoingne*, PALATIN *de Heynau*, LANTGRAVE *d'Elsace*, MARQUES *de Burgow & du Saint Empire, Holland, de Zeeland, de Farette, de Liburg, de Namur & de Zutphen*, CONTE, SEIGNEUR *de Frise, sour la Marche de Portenaterb, de Salins & de Malines*, a tous ceulx qui ces presentes Lettres veront, Salut.

Anno 1495. 1496.

Comme nous aions n'agueres envoye devers Treshault, Tresexcellent & Trespuissent Prince Treshonnore Seigneur & Cousin, *le Roy d'Angleterre* aucuns noz Ambassadeurs, pour le fait de l'entretenement des Alliances d'entre nostre dit Cousin *le Roy d'Angleterre* d'une part & nous d'autre, & aussi de l'Entrecours de Marchandise d'entre les Subgetz de nostre dit Cousin & les nostres, & pour la restitution de certaines Prinses faites par les Sugetz de nostre dit Cousin *le Roy d'Angleterre* sur les nostres au prejudice des dites alliances & entrecours,

Les quelles nos Ambassadeurs a leur retour nous aient raporte que certaine journee avoit este advisee estre tenue devers nostre dit Cousin *le Roy d'Angleterre* au lieu de Londre en dedens certains briefs jours, & que y envoierons noz Ambassadeurs Notables pour plus avant parler & traicter des dites matiers,

Par quoy soit besoing deputer a ce aucuns Grans & Notables Personnaiges a nous feables,

Savoir faisons que Nous

Confians entirement & a plain es sens, prudence, vertuz, souffisance, preudonne & bonne diligence de noz Amez & feaulx, *le Seigneur de Beures* nôtre Cousin Lieutenant Gouvernour & Capitaine General d'Artois & Admiral de la Mer, Messire *Paule de Baeust Seigneur de Formezeeti* nostre President de Flandrie, *Robert de Melun Seigneur de Rouny* nostre Chambellan, *le Seigneur de Merwede* ossi nostre Chambellen & Souverain Bailli de Flandres, *Jehan de Courteville* nostre Escuier trenchant, Messire *Thomas Portinari*, tous nos Conselliers, & Maistru *Florent Hanwel* nostre Secretaire en Ordonnances,

Iceulx, les six, cinq ou quatre d'eulx (dont nostre dit Cousin le *Seigneur de Beures* soit l'un) avons fait, commis & ordonne, faisons, commettons & ordonnons, par ces presentes, noz Ambassadeurs & Procureurs,

Aus quelz, aux six, cinq, ou quatre d'eulx qui mieulx vacquer y porront (dont nostre *dit Cousin de Beures* soit l'un comme dit est) avons donne & donnons par ces dites presentes plain povoir, auctorite & Mandement especial, de, pour, & ou non de nous, eulx transporter vers nostre dit Cousin *le Roy d'Angleterre*,

Et illec, avec luy, ces gens, ou Commis, traictier, commaingnier, besongner & concluire, tant sour lu fait de l'entretenement des dites Aliances, Intelligences & Entrecours, d'entre icellui nostre dit Cousin *le Roy*, ses dites Royalme, Paiis & Subgetz, & nous & les nostres, come sur la reparation & appaisements des differens questions & entrefaites qui peuvent estre avennes d'un coste & d'autre, & sur toutes autres choses qui en peuvent ou poroient dependre,

Et faire, au fur plus, toutes & singuliers les choses que bons & loyaulx Ambassadeurs pevent & deibient fere, & que nous meismes ferions ou fere porrions se en nostre Personne presens y estions, quant ores elles requerroient Mandement plus especial;

Promettans; de bonne foy & en parolle de Prince, avoir & tenir agreable ferme & estable a tous jours tout ce que par noz Ambassadeurs dessus nommes, les six, cinq ou quatre d'eulx sera fait, communique, traicte, & conclu es choses dessusdites & celles qui en dependent, sans jamais faire, ou aler ne souffrir estre fee ou allee au contrere en maniere quelconque, & sur ce faire expedier nos Lettres Patentes de confirmacion, se besoing est, toutes les foix que requis en serons.

En tesmoing de ce, nous avons fait mettre le Seel de mon tresredoubte Seigneur & Pere, & de nous a ces presentes.

Donne en nostre *Ville de Bruxelles* le xiv. jour de Decembre, l'an de grace mille, quatrecens, quatrevins & quinze.

In quorum omnium & singulorum præmissorum Testimonium fidem & Approbationem Nos, Ambassiatores prædicti Illustrissimi *Archiducis* superius nominati, præsentes Literas Sigillis ac Signis nostris manualibus sigillavimus & subsignavimus.

Datum

ANNO 1495. Datum *Londinum* vicesimo quarto die Februarii, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, nonagesimo quinto.

1496.

PHE. DE BOURGE.
P. DE BAEUST.
ROBERT DE MELEUN.
DANIEL DE BRAET.
J. DE COURTEVILLE.
THOMAS PORTMAN.
HAUBBEEL.

CLXXIX.

17. Mars. **Erneüerte Verain und Gesellschafft St. Jörgen-Schildt von Prälaten / Grafen / Freyen / Herren / Ritter und Knechten / der vier Tayl des Lands zu Schwaben / zu Handhabung des vom MAXIMILIANO I. Römischen Königs zu Wormbs am 7. Augusti 1495. aufgerichteten Landfriedens. Sie kommen überein wegen beylegung der unter Ihnen etwa entstehenden strittigen Puncten; versprechen einander Hülffe und Beystand wider alle Feindliche angriffe und Beunruhigungen von Außländischen Gerichten / und verordnen ein und andere dieser Verain nützliche Dinge. Geben auff den 17. Martii 1496.** [JOH. PHILIPP. DATT, Volum. Rer. German. Novum Libr. II. Cap. XVI. pag. 337. d'où l'on a tiré cette Pièce. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Abtheil. I. pag. 99.]

C'est-à-dire,

Renouvellement de la Confederation *des Prélats, Comtes, Barons, Chevaliers, Seigneurs, & Nobles de la* Societé de l'Ecu de St. GEORGE, *pour le maintien de la* Paix publique *constituée à Worms le 7. d'Août* 1495. *par l'Empereur* MAXIMILIEN I. *On y convient de la maniere de terminer les différents qui pourroient survenir, & l'on s'y promet une assistance reciproque contre toute Agression & Hostilité, & contre toutes les Entreprises des Jurisdictions Etrangeres* &c. *Fait le* 17. *Mars* 1496.

IN dem Namen der Heiligen Dreyfaltigkeit / Amen.

Bekennen wir Prelaten / Graven / Freyen / Herren / Ritter und Knecht der löblichen Gesellschafft Sanct Jörgen-Schilt / in Schwaben / für Unß / all Unser Erben und Nachkommen offentlichen mit diesem Brief / und thuen kund allen den / die ihn ansehen / lesent / oder hören lesen. Alß weilund der Allerdurchleüchtigst / Großmechtigst Fürst und Herr / Herr Fridrich / Römischer Keyser / zu allen zeiten Merer deß Reichs / Unser allergnedigster Herr / Seeliger und löblicher gedächtnuß / mit willen deß Allerdurchleüchtigsten und Großmechtigisten Fürsten seiner Gnaden Suns / Herrn Maximilians / Römischen Kunigs rc. Unsers Allergnedigsten Herrn / auch Unser gnädigsten und gnedigen Herrn / der Churfürsten / Fürsten und Stend deß Heiligen Reichs / hievor / uß mercklichen beweglichen ursachen / zu Franckfurt am Mayn / ein gemeinen Landfriden uff zehen Jahr lang / durch das Heilig Reich / Teütscher Nation fürgenommen / beschlossen und ußgesaßen: den auch bey grossen schwehren Peenen zuhalten gebotten hat / alles innhalt seiner Kaiserlichen Majestat Briefe darüber gefertiget / die ein datum wisend / zu Franckfurt am sibenzehenden tag deß Monats Martii, nach Christi Gepuet vierzehenhundert und im Sechs und achtzigsten / seiner Reiche deß Römischen im Sechs und dierzig / Kaiserthumbs vier und dreissig / und deß Hungrischen im acht und neünzigsten Jahren. Und damit sollicher Landfriden im Land zu Schwaben dest stattlicher gehandhabt und gehalten werde / auch dasselb Land / und deß Inwoner / bey ihren Ehren / Würden / Rechten / Freyheiten und altem herkommen beleiben mögen / Unß nachmals gepotten hat / Unß gegen und miteinander zu verainen. Und dann uff deßelben Unsers Allergnedigsten Herrn deß Römischen Kaisers Seligen ernstlich gepott / sollichen Landfriden zu handhaben / wir Unß zu einandern verainet / vertragen und verbunden haben / die obvermelte zeit deßelben Landfridens nach innhalt der Brief / zwischen Unß darüber aufgericht / dieselb vereinigung und verbündtnuß im Land zu Schwaben / Ires innhalts die Kaiserlich Majestät bey Irem leben erstreckt hat / daß die / nach außgang der zehen Jahr und deß vermelten Landfriden / noch drey Jahr weren und bestehen solt; das nachvolgend jetzo Unser Allergnedigster Herr / der Römisch Kunig / nach abgang seiner Gnaden Herrn und Vatters / deß Römischen Kaisers obgenant / alß Römischer Kunig / den obgemelten Landfriden / zu seinem außgang / drey Jahr / die negsten darnach volgend / auch die mehrgemelt Unser verainigung / vertrag und verpüntnuß / dieselben zeit darauff erstreckt / und in ihren Clausuln und begriffungen gebotten hat; in mittler zeit aber fürgefallen / daß durch den obgenanten Unsern Allergnedigisten Herrn / Herrn Maximilian / Römischen Künig / uff dem nechst gehalten Reichstag zu Worms / mit Rath und willen / seiner und deß Heiligen Reichs Churfürsten / Fürsten und andern Stenden / ein newer Landfriden / durch das ganz Reich Teütscher Nation geordnet / gesezt / derschriben / gebotten und ußgegangen ist / deß datum stehet zu Wurmß / am sibenden tag deß Monats Augusti, im Fünff und neünzigsten Jahren nechst verruckt. So wir dann ermeßen / bewogen und zu bedacht genommen haben / was guts / nuz / und frommen Unß allen sampt und sonder / das vorig Unser zusamenthun / verainigung / verpüntnuß / bißher scheinbarlich gebracht und gewürckt hat: und dann die Hochwürdigen / Ehrwürdigen / Wolgebornen / Edeln / Strengen und Besten Prelaten / Graven / Freyen / Herrn / Ritter und Knecht / Unsern Vordern loblicher und Seliger gedechtnuß / den der Allmechtig Gott gnedig und barmherzig sein wolle / vor vil mengen und vergangnen Jahren / in der verainigung Sanct Jörgen-Schilt gewesen sinde / under einander gehabt und geschirmt haben / wie dann das an Im selbs ist / das Unß / den Unsern allweg hoch und loblich entsproßen; auch gemeiner Adel von Gott dem Allmechtigen geordnet ist / Gerechtigkeit und Frid zu fürdern: So haben wir gemeinlich / mit gutem Rat / rechter wißen / wolbedachts muts / und mit bekantlicher redlicher vorbetrachtung / dem Allmechtigen Gott und dem ganzen Adel und gemeiner Ritterschafft im Land zu Schwaben zu lob und würde / besonder auch zu handhabung deß nechstgemachten gemeinen Königlichen Landfridens zu Wurmß / wie obvermelt / beschloßen / und durch die Kunigliche Mayestät bey mercklichen schweren Penen zu halten gepotten ist / und deßhalben dem gemelten Unserm allergnedigsten Herrn dem Römischen Kunig / und seinen gemeinen gepotten / zu gehorsam / denselben Kuniglichen Landfriden gutwilliglich angenommen; und wie dann geneigt sind / denselben Landfriden / nachdem der dem Heiligen Reich zu Ehren / dem Bilgei / Landfaree und aller Erbarkeit zu gut / und daß ein jeder destbaß / bey seinen Würden / Rechten / Freiheiten und altem herkommen beleiben mög / zu uffen und zu meren / und weiter handhabung sollichen gemeinen Königlichen Landfriden und in krafft und innhalt der Kuniglichen

ANNO 1496.

Anno 1496.

nüglichen erstreckung / und desselben in ausehnug die schweren sorgfeltigen löff / umb gemains friden und nuz willen / Unß und mit Unsern Graffschafften / Herrschafften / Schloßen / Stetten / Gepireen / Leüthen und Guten / den Unsern und denen / so Unß und den Unsern / sie seient geistlich oder weltlich / zuversprechen stend / gietlich in getreüwer meinung miteinander veraint / und verschriben / und Unser alt herkommen Sanct Jörgen-Schilt erneüert und erstreckt: ainen / verschreiben / erneüern und erstrecken auch in krafft diß Briefs / sollichen Landfriden in allen stucken / Clauseln / Puncten und Artickeln / mit und gegeneinander zu halten / und wider meniglich / wer Unß / die Unsern / und die Unß zuversprechen stent / darinn oder darwider verlezung thet / zu vollziehen / und einander nit zuverlaßen / und damit wider die Unsern / und die Unß zuversprechen stand / mit hülff und Recht / dest stattlicher / mit und beyeinander bleiben / und den jhenen / so Unß / die Unsern / und die Unß zuversprechen stand / darwider beschedigen wurden / widerstand thun mögen / so haben wir Unß / wiewol wir die Prelaten / Graven / Freyen / Herren / Ritter und Knecht im Land zu Schwaben / Unß all in ein hilff / ainung und Gesellschafft Sanct Jörgen-Schilt verpunden und verpflicht: noch dann / so das Land zu Schwaben weit und breit ist / und Unser viel sind / damit wir dann Unser Sachen / ußträg und händel under Unß / gegen und mit einander dester neher / mit minderung und kosten ußgetragen mögen / in vier tail / mit sondern Hauptleüthen und Räthen / underscheiden / nemlich ein theil in Kreiß Hegew und Bodensee: der ander theil im Kochen / der dritt an der Thonaw / und den vierten theil am Necker / wie dann das an ihm selbs ist / und dieselben alßdann / nichts dest minder ein Gesellschafft heißen und sein / in nachgeschribener form und weiß gegeneinander verbunden.

1.

Deß Ersten: Ob einer oder mehr under Unß / einem oder mehr Unsern mitgesellen hörten an ihr glimpff oder Ere reden / von wem / oder warumb das beschehe / die sollen sollich Unser Gesellen / biß uff sie verantwurten / und inen das / so erst sie mögen / zu wißen thun.

2.

Es soll auch keiner dem andern an sein glimpff / fueg oder Ehre nit erden / ohne recht / ungeverlich / und sonst nichts unfreündlichs gegen einander fürnemen / oder üben / sonder Unser jeder den andern / bey dem gemelten Landfriden und dem Rechten beleiben laßen / und Unser spenn und sachen / so sich die zeit / zwischen Unß erheben werden / mit recht ußtragen / und am andern / weiter oder anders nicht bekümbern noch umbtreiben / dann nachfolgender weiße.

3.

Deßhalben wir Unß haben verpunden / daß alle / die Unß zuversprechen stand / und in geschworne gericht gehören / recht von einander geben und nemen sollen / in denselben gerichten: also daß der kläger dem antwurter nachfar / und einander mit andern gerichten nit umbtreiben. Ob das aber beschehe / daß doch nit sein soll / so soll der kläger dieselben gericht abthun / und dem antwurter seinen schaden / den er deßhalben gelitten hat / ablegen und bezalen.

4.

Und ob die spruch berürten geltschulden / die unlaugenbar werend / darumb sollen dem kleger verrechtvertigte pfand / die er getreiben oder getragen mag / uuch der schuld wol werde / und deß deitteils bester seyen ungevärlich / durch den Ambtmann deßelben gerichts / darinn der angefordert sizt / wenn er deß begert / gegeben werden: doch mit den pfenden pfentlich gefaren nach gerichts gewohnheit. Und umb verbrieffte schulden / darinn soll / nach sollicher brief sag / umb zinß und hauptgelt / nach dem von alter herkommen ist / fürgenommen und gehandelt werden. Hätte aber einer sollicher maß nit zuverpfenden / so sollen Jhn seins Herren Amptmann darzu halten / zu schweren einen aid zu Gott und den Heiligen / in vier wochen / uß den gerichten zwingen und Pennen / darinn er geseßen ist / ze gehen / und darinn nit zukommen / dann mit deß klegers wißen und willen / oder ehmals er ihn bezalt hat / und mag darnach der kleger den ansprechigen mit andern gerichten / welche ihm fügen / zu bekümbern fürnemen.

5.

Ob aber wir / oder die Unß zuversprechen standt / die nicht in geschworne gericht gehören / es seyen Edel oder unedel / Stett oder Communen, geistlich oder weltlich / miteinander spennig oder irrig würden / darumb einer den andern spruch nit erlaßen möchte / das sollen wir mit recht ußtragen / vor dem Richter oder seinem Statthalter / so von Unserm allergnedigisten Herren / dem Römischen König alß Fürsten von Oesterreich / auch den andern Churfürsten / Fürsten / Unß und den Stetten / dem Punde verwant / ußer dem pund darzu verordnet und gesezt sind / und vier Mannen / deren Unser jedes viertail der gesellschafft / ainen zu ihm sezen / und Jährlich in gemeiner versamplung jedes vierteils / mit der merern wal erwelt werden sollen.

6.

Aber die vier Hauptleuth / mit sambt den Räthen / in gleicher anzal sollen alles Jährlich / oder so offt sich durch absterben deß gemein Richters / oder seins Statthalters begeben oder notturfft sein würde / vollkommen macht und gewalt haben / mit sampt der Küniglichen Mayestät / alß Fürsten von Oesterreich / der andern Churfürsten und Fürsten / auch den Stetten deß Bundts verwanten ein Richter und Statthalter zuerkiesen und welen.

7.

Und die so alßo / wie obstehet / zu Richter und zusäzen gesezt und geordent werden / sollen ihrer pflicht und aid / von allen theilen / den sie verwant sind / ledig gezelt werden / in den sachen / darinn man für sie kommen wird / und darzu aid leiplich zu Gott und den Heiligen schwehern / sollicher gericht treürlich und mit fleiß abzusein / und nach deß Reichs und gemeinen Rechten / auch erdlichen / erbern und leidlichen Ordnunge / Staturen und gewohnheiten / der Graffschafften / Herrschafften / Gegniten und Gerichten / die für sie bracht werden / dem hohen und dem nidern / nach ir besten verstendtnuß zu richten / und kein Sach sich dagegen bewegen zu laßen: auch von den Partheyen / oder jemand anderm keiner sach halben / so im gericht hangt / oder hangen wird / kein gab / schenck oder einichen nuz / durch sich selbs / oder ander / wie das erdacht werden möcht / zunemen oder nemen zu laßen; auch kein sonder Parthey oder anhang und zufaal / in urtheilen zusuchen und zu machen / und keiner Parthey rathen oder warnen / und was in ratschlägen und Sachen gehandelt wird / den Partheyen oder niemandts zu offnen / vor oder nach der urtheil: auch die Sachen uß böser meinung nit uffzuhalten oder zuverziehen / alles ohne gevärde.

8.

Wann aber spänn wurden / umb frevel / Erbfall oder aigen / so sollen die berechtet werden / an den enden da sie geschehen / oder ligen: doch ob der / oder die / so alßo gefrevelt hetten / an dem end nit wolten zu rechten stehen / so soll des gerichts Herr / under dem / der oder die frävler sizen / so verr er den /

oder

ANNO 1496. oder die in seinen gerichten betretten mag / uff erfordering deß dem der frevel zustat / schuldig sein / Jhn / in das gericht / da sich der frevel degeben hat / zu stellen / und daselbs recht ergeen zu laßen / dem auch der / oder die frevler gehorsam sin sollen; doch sollen die Allgemer in sollichem ußgenommen sein / sie wollen denn sollichen Articel selbs annehmen.

9

So aber spänn würden / umb lehen / da dann beed theil der lehenschafft von einem Herren herrührende / bekantlich weren / so soll daßelbig vor dem Lehenherren / oder wie sich gepürt / berechtigt werden. Ob aber die Parthyen der Lehenschafft dermaßen nit bekantlich weren / sondern daß ein Parthey vermeinte / daß das gut / darumb span / aigen / und die ander vermeint daß es lehen wäre; umb daßelbig / auch umb die gewehr / brauch / innhaben / possess, dienstbarkeit der Lehengüter oder sonst dergleichen Sachen die Lehen berühren / soll die rechtvertigang / wie obster / vor dem Richter und den drey Mannen / hievor bestimpt / beschehen.

10.

Wa sich aber begebe / daß sich jetweder theil / für ein innhaber deß guths / darumb spenn were / hielt / oder spenn würden / welcher theil kleger oder antworter sein solt? oder jedweder theil vermeinte gerechtigkeit zu haben / zu dem gut: So sollen sollich spenn geleütert werden / auch wie obsteet / vor dem Richter und den drey zugesezten Mannen. Veraineen sich aber die theil mit freyem willen / ains andern rechten oder gütlichkeit / oder würden eines solchen durch Unser Hauptleuth verainet / deß haben sie wol macht. Doch sollen in dieser verainung unvergriffen sein / die Sachen / so vor dem ersten Unsern zusammenthun und verbüntnuß mit recht angehengt sein und hangen.

11.

Ob aber einicher theil vermeinte mit einer urtheil beschwehrt zu sein ußerhalb das / so die entsezung antrifft: mag dann derselb durch sich selbs / oder seinen anwald / der darzu vollmechtigen gewalt hat / vorstaun innerhalb zehen tagen nach gesprochener urtheil / so veer er anderst vor dem Richter appelliren will / und schweren ainen aid zu Gott dem Allmechtigen und den Heiligen / daß er acht und dafür halt / daß ihm appellirens noth thue / und daß er keins verzugs halben / noch uß gefärden zu appelliren understanden / so solle er zu appelliren zugelaßen werden / doch daß er dem alßdann / wider den er appelliren will / sicherheit erbiet zuthun / mit gütern / bürgschafft / oder dem aid / ob er in der appellation Sach verlustig wurd / daß derselb seins kostens und schadens an ihm bekommen mög: und soll ehegemelt sicherheit / vor dem Richter / in Monatsfrist / nach sollichem erpieten / uff einen benanten tag von ihm beeden Parthien ernennt / geschehen. Ob auch die Parthyen sollicher sicherheit strittig wurden / ob die mit güter / bürgschafft oder dem aid vollzogen solt werden / daß soll zu erkantnuß deß Richters stehen.

12

So aber in abwesen deß Richters vor einem Notari geappellirt würd / so soll sollich appellation in 10. tagen / nach ergangener urtheil beschehen / und nachmals in zwanzig tagen / den Richter von der Parthy verkünde / und dabey erpotten werden / obgemelten aid und sicherheit zu thun: die auch der Richter / nach sollichem erpieten / in Monatsfrist dem nechsten nemen soll / und beeden Partheyen uff einen benanten tag darzu verkünden. Wo aber sollich aid / sicherheit und erpieten derselben / wie hie oben gemelt ist / der appellirend theil nicht thät / so soll er zu appelliren nicht macht haben / sonder die appellation gefallen sein / und die urtheil / wie hernach volgt / vollstreckt werden. ANNO 1496.

13.

So auch die Parthyen durch sich selbs appelliren wollen / sollen sie den aid durch sich selbs schweren / wo aber durch einen anwald geappellirt würde / so soll er darzu gewalt haben / und in die Selen / dero / oder deß / von der wegen geappellirt würde / schwehren. Doch so soll dieser articul allein binden / wo von der urtheil / von dem gemeinen Richter und den zusätzen gesprochen / geappellirt wird; dann sonst / ob Communen, oder sonder Personen, vor ihrem obern ordenlichem / oder andern gerichten / fürgenommen würden / soll es mit appelliren gehalten werden / nach eines jeden geriches herkommen / freyheit / brauch und gewonheit / oder wo der keins vor augen wäre / innhalt gemeins Rechten: doch so soll / von keiner vor- oder nachurtheil appellirt werden / die die end-urtheil nit uff ihr trüge: daßelbig auch / ob die Parthyen darumb irrig würden / zu erleüterung stehen solle / zu dem Richter und den zusätzen / die sollich urtheil gesprochen haben / die darumb ie rechtlich erkantnuß thun sollen.

14.

Es soll auch niemand under Uns / den Unsern / und die Uns zuversprechen stand / den andern / die Unsern / seinen / oder die ihm zuversprechen stand / nit überziehen / deß seinen sins bruchs / oder alten herkommens / wider recht und den gemelten Landfriden entsezen / pfenden / oder die seinen fahen. Wa aber das beschehe / das doch nit sein soll / so soll dagegen mit der that wider recht nicht gehandelt werden; Sonder / wa jemand überzogen / wider recht entsezt / gepfendt / oder die seinen gefangen wurden / wie obgemelt ist / mag er das an den Hauptmann / under dem er ist / so ihn entsezt / uberzogen / oder die seinen wie obsteet / gefangen hett / langen laßen / den anrieffen / und begern / mit dem thäter zuverfügen / ihn wider inzusezen / die pfandung wider zu begeben / und die gefangene ledig zu laßen / und so das beschicht / will dann der / dem beschehen ist / umb die that ihm zugefügt / den / so ihm schaden oder überzug gethan hett / mit recht fürnemen / das mag er thun in vier Monaten den nechsten ungevärlich / vor dem gemeinen Richter / und den drey zusätzen / wie obstet / zu ihm geordnet und gesezt.

15.

Wa aber dem / der sollichs gethan hett / das widergeben / insezen oder ledig laßen / wie obsteth / uff ersuchen deß Hauptmans / ohne verzug zuthan nit vermeint were / so sollen doch in zweyen oder dreyen tagen die Pfandung wider gegeben / und die gefangnen ledig gezelt werden / biß zu ußtrag deß Rechten / und soll alsdann der gemein Richter ohne verziehung uff anrieffen des klagenden / in acht tagen darnach fürderlich Rechtstag in der Sach / für sich und die zusätz / an ein gelegen end sezen / und die sach der entsezung / in Monatsfrist dem nägsten darnach entlich mit recht entschaiden / und so sich mit recht erfindet / daß der klagend theil widers Recht entsezt wäre / so soll der antwurter ihn wider einsezen / und Jhm allen kosten und schaden / ihm der Sachen halb uffgeloffen / ußrichten. Wo sich aber mit recht erfinde / daß der klagende theil wider recht nit entsezt wäre / so soll der kleger dem antwurter allen kosten und schaden / der sachen halben uffgeloffen / ablegen. Und so sich auch also im recht erfindet / daß das fahen oder pfänden billich beschehen wäre / so sollen dem antwurter die pfandung und gefangen / so er wie obsteth / uff ersuchen deß Hauptmans / biß zu ußtrag des rechten / hinuß geben und ledig gezehlt hat / wider zugestellt werden: mit den auch derselb Antwurter / nachmals / wie sich gepüret / handlen

Anno 1496.

mag/ und was also in sollichen Sachen / der entsezung zu recht erkennt würdet / dabey soll es ohne waigerung beleiben / und von stund an vollzogen werden.

16.

Es ist auch hierinn vorbehalten einem jeden sein gerechtigkeit in der hauptsach / nach ausgang der Rechtfertigung der entsezung. Darzu ob jemand gefangen würd / umb malefiz-handlung / damit soll es gehalten werden / wie recht ist / und hierinn unvergriffen sein.

17.

Und ob in sollichen Sachen der entsezung / oder übergriffs / oder in einichen andern hievor gemelten Rechtfertigungen / so sich vor dem gemeinen Richter und den zusäzen zu handlen gepüren / ein teil uff angesezten tag / aliß der gehorsam erschin / der ander theil nit erschiene / und deß auch ehhaffte not vor dem Richter nit erscheint / so soll der Richter uff anruffen deß gehorsamen theils / und die zusäz / nicht dest minder zu recht fürgehen / wie sich das zuthun gepürt / in aller gestalt aliß ob der widertheil zugegen wäre.

18.

Wie sollen und wollen auch einem jeden under Uns / und den Unsern / und die Uns zuversprechen stendt / bey dem / so er in dem vorigem Unserm zusamen-thun und Verainung gegen einem andern im Pund mit Recht ervolgt und erlanget hat / und in dem jezigem Unserm verainen / mit Recht erfolgen und erlangen wird / so wir von dem bemelten Richter darum ermanet werden / handhaben und das inzubringen verhelffen. Derselb Richter soll auch schuldig sein / einen jeden / bey dem / so er mit Recht / wie obsteth / ervolgt und erlangt hat / oder erlangen und ervolgen wird / zu handhaben und execution zu thun: und umb sollich handhabung und execution, so offt ihn und seine zugesezte man noth ansihet / ersuchen: darinn er auch allwegen Unsern gemeinen Hauptmann ersuchen / daß er verfüg / damit Ihm sollich handhabung und execution laut der verainung zwischen den Churfürsten / Fürsten / und Unß und den Stetten vergriffen / verholffen werde.

19.

Doch / so soll hierinn ohnvorgriffen sein / so jemand ußerhalben der Sachen / die entsezung oder übergriff berürend / antreffend / von einem urtheil / durch den obberürten Richter und zusäz gesprochen / appellirte und versicherung thätt / wie der articul hievor begriffen zulaßt: also das derselben urtheil nit vollstreckung beschehen / sondern die Sach bey der appellation beleiben soll.

20.

Und uff das sollen wir Uns / und alle die Uns zuversprechen stand / bey Unsern Freyheiten / Guaden / Brieffen / Privilegien, alten herkommen / inhabenden gütern / ruwiger und stiller gewer / zu gleichem billichen Rechten handhaben und behalten. Würde auch Unser einer oder mehr / die Uns / oder die Unsern zuversprechen stehn / von jemand außerhalb Unser gesellschafft / wer der oder die weren / unervolgt und ohne erlangtes Recht / gefangen hingefürt / an Unsern Leüten und Gütern angegriffen oder beschedigt / wie das zu käm. So bald dann wie all / oder Unser jeder besonder / Unser Amptleuth oder die Unsern dessen ermanet oder sonst gewar werden; So sollen wir / ohne alles verziehen / zu frischer that / mit ganzer Macht / zu Roß und zu Fuß nacheilen / nach laut deß gemelten Landfriden / und darzu thun / als wer die Sach Unser jedes selbs aigen Sach / uff selbs kosten und schaden / uff das sollicher angriff erobert und zu recht nicht uffgehalten werden. Und so das erobert würde / soll er denen wider gegeben werden / den er beschehen wärr.

21.

Ob aber sollicher angriff also nit ereilt / noch erobert würde / so soll der Hauptmann / under dem der oder die beschediget weren / das von stund an an Unsern gemeinen Hauptmann bringen; der soll in Unser aller nahmen / die angriff / und was das ist / zu bekeren erfordern / und wird ihm das verzogen / so soll er der Stett Hauptmann erfordern / und Je jeder mit sein neün Räthen an ein gelegen end kommen: und so ferr sie die Sach dann selbs mit einem taglichen Krieg zuerobern fürnemen / sollen beed gemein Hauptleüt den zusaz zum täglichen Krieg von Unsern gnedigsten und gnedigen Herrn / der Churfürsten und Fürsten des Puntsverwanten underzogenlich erfordern / und wie all in sollichem / uff Unsern gemein gleichmässigen kosten beraten und beholffen sein / so lang / biß sie die gefangene ledig / die angriff bekert und gewandelt werden / auch den Unsern gleich billich recht gedeyhen: alles nach erkantnuß des Hauptmans und der Räth.

22.

Gefügte sich aber über kurz oder lang / daß von jemand / wer der oder die wären / Unß gemeinlich oder besonder / die Unsern / oder die Uns zuversprechen standen / Unser Schloß / Stett / oder besitzungen abgewonnen wurden / mit gewalt oder sonst / in welchen weg das beschehe / oder daß sie Uns sonst gewaltiglichen ingriff im Land zu Schwaben thun wolten / oder würden / umb das alles / und auch ander nothdurfftig anligen / so Uns zustehn mag / soll der Hauptmann / under dem sich sollichs begibt / Unsern gemeinen Hauptmann ersuchen / daß er mit seinem mithauptmann / Unser gnedigst und gnedig Herrn Churfürsten und Fürsten / dem Bundt verwant / an ein gelegen end beschreibe / daselbs hin sie mit sampt ihren Räthen / sich auch verfügen / und mit sampt Unsern gnedigsten und gnedigen Herrn / den verwanten / oder ihren Räthen / rathschlagen und handlen sollen / hilff und ander fürnemen zu thun / so zu sollichem die nothurfft und gelegenheit der sach erfordern wird: doch allwegen uff gemeinen gleichmässigen kosten / nach erkantnuß der Hauptleuth und Räth. Und so sollich Schloß / Statt oder Befestigung wider erobert worden ist / soll sie dem / deß so sie gewest / wider ingeantwortet werden.

23.

Ob aber in sollichen Kriegen / ander Schloß / Stett / Merckte / oder Dörffer / von Uns sambt oder sonder / oder von den Unsern genommen / oder jemand gefangen würdt / dieselben Schloß / Stett / Merckt / Dörffer und gefangen / sollen Unser gemein sein.

24.

Gefügte sich auch / daß wir zu Krieg kemen / mit Herren oder mit andern / von denen etlich under Uns belehnet werent: So sollen dieselben Jre Lehen uffsagen / und denn kein richtung uffgenommen werden / Ihnen sey dann Je Lehen wider worden und gelihen / wie vor.

25.

Und ob jemand / wer der oder die wären / Uns sament oder sonders / die Unsern oder die Uns zuversprechen stunden / mit frembden oder ußlendischen Gerichten / geistlichen oder weltlichen / dahin wir zu Recht nicht gehörend / zu bekümmern und umbzetreiben understünde / über das wir / oder die Unsern von denselben an billiche end fürzukommen / nie wären erfordert / noch Jhn die versage hetten: darwider und darinn sollen wir einander handhaben / schüzen und schiermen / damit wir und die Unsern / sollicher frembder und außlendischen Gericht entladen / und bey zimlichen billichen Rechten beleiben mögen.

26. Doch /

Anno 1496.

26.

Doch / ob wir von geistlicher sach wegen / von jemandes würden angelangt und fürgenommen / daß soll hierinn undergriffenlich sein / ungevåelich.

27.

Würden wir auch / von jemand wer der oder die wären / umb ihe forderung und anspruch / Ehre und Rechts, an billichen Enden zu sein angefordert / und ersucht / das soll Unser jeder denselben an billichen enden / so Unser gemein Hauptleüth und Räth billich bedunckt / Ere und Reche sein: ußgenommen / ob einer vor dem ersten Unserm zusamen-thun raißweise gedient hätt / und derselb darumb zu Ere und Recht nit fürkommen wolt / in demselben mögen wie desselben müßig gehen.

28.

Ob auch einer oder mehr undee Uns / für sich selbs von freyem willen / zu Krieg käm / gegen wem das wäre / ußerhalb dieser Unsee veraynigung / darinn sollen wir andern / weder ihm noch den seinen kein hülff pflichtig sein.

29.

Und so einer oder mer / in dieser Unser Gesellschafft / hilff oder beystand / von dem andeen theil begerten / so ferr dann deßelben begerenden theils Hauptman / Rät und mitgesellen / in seiner gesellschafft / hülff und beystand thm schuldig sein / erkennen / so sollen wir ander ihm sollich hülff zuthun / auch schuldig sein / zu gleicher weiß / als ob es einen in Unser der andern gesellschafft angieng / und sollen darwider niches zu wort haben / in keinen weg.

30.

Wann wir auch mit jemand / wer der oder die wäeent / zu offner Vehd und Feindschafft kemen / so sollen wir Uns von einander nit ziehen / fürworten / noch scheiden / sonder einander biß zu außtrag der Sach / nach der gemelten ainung und verpüntnuß innhalt beholffen und beraten sein / getrutolich und ungevärlich.

31.

Ob auch Unser einer oder mehr in zeit dieser Unser veraimung mit todt abgieng / so sollent dannoch seine Schloß / Stett / Leüth und Gut zu allen sachen verwandt sein / und beleiben / alß der oder die im leben sind.

32.

Deßgleichen soll Unser keiner sein guth gefahrlich übergeben / darumb daß er geschefts und Kriegs / oder was er pflichtig ist / innhalt diesee Unser verpüntnuß / vertragen beleibe.

33.

Es soll auch keiner under Uns / den andern in seinen Schloßen / Stetten und Merckten / sein aigen Leüth / noch nachjagend Vogtleüth / und unverrechent Ambtleüth / oder die einem fluchtsam verbürgt / verschwohren / auch umb frevel / schulden oder dergleichen Sachen / zu burgern / hindersaßen / oder in schirm nit annehmen / noch empfahen: beschehe es abee / so soll ein jeder Herr oder Gesell Unser gesellschafft / sollich Leüth macht und gewales haben zubesezen / nachdem die besazung zugeschehen / die guldin Bull von Keiser Sigmunden lobl. gedechtnuß / in seinen Kuniglichen würden ußgegangen / innhalt: und welche also besezt / die sollen dann von stund Jrs Buegerrechts loß und ledig gezelt / und Jren Herren gelaßen werden / ungevarlich.

24.

Wir sollen Uns auch gemeinlich noch sunders zu niemand / verbinden / schirm noch ainigung an Uns nehmen / keins Herren noch Stett Diener werden; der oder dieselben die solches thun wollen / sezen dan uß diß Unser veeainigung und veepüntnuß. Doch mögen Unser Ampleüt und Rät ander mehe in dieß Unser verainung empfahen und nehmen / doch daß jeder ein ersazung-Brief under seinem Jnsigel gebe / darinn er sich verschreib / und darzu wie anderee aidtspflicht thue / aller Stuck und Aeticel darinn begeiffen / denselben zu leben und nachzukommen / darauff dann wir nach inhalt dieser Unser verpuntnuß ihm beeaten und beholffen sein solln.

Anno 1496.

35.

Ob aber Fürstmäßige Herrn oder mechtig Communen, sollicher Unser verainung und verpüntnuß begerten / auch darein zu kommen / oder wie solches an sie suchten: So sollen wir ein gemein versammlung in jedem viertel darumb halten: desgleichen auch die Stett under ihnen / und darnach Unser und der Stätt Hauptleüth und Räth sich versammlen / und einander beeder theil meinung eröffnen Jst dann / daß sich solche meinungen nit veegleichen / so sollen wir Uns alsdann eins gemeinen uß sechs Mannen / dero jeder theil drey vorschlagen soll / willkührlich / und ob das nit sein mag / mit dem loß einen; derselb gemein ains theils meinung zufallen soll / und welcher meinung er zufällt / dabey soll es beleiben.

36.

Es soll auch Unser keiner wider den andern ußerhalb dieser Unser verainung / bey jemand anderm zu tagen / rechten oder tädingen nit sein / dann mit willen des Sächers: doch mag ein Vatter bey seinem Sone / und ein Son bey seinem Vatter / geschwistrige und geschwistrigt Kind beyeinander / auch ein Herr bey seinem diener / und ein diener bey seinem Herren stehn / ohngevärlich.

37.

Wird sich auch fügen / das jemand / wer der oder die weren / die in diesee veraingung nit weren begriffen / Unser einen / zween odee mehe würden ersuchen und anlangen / umb Sachen / die sich von diesee Unser ainung und Puntnuß wegen / dieweil die gewert / begeben und verloffen hetten; darinnen sollen wir ainander nach dieser Unsee Verpuntnuß innhale / auch so die ausgangen ist / dennoch beraten und beholffen sein / gleichee weiß und in allweg / als ob sollich Unser verainigung damnoch werete.

38.

Es soll auch keiner / dee Erb oder aigen hat / von Unser keinem / zu Diener / Bueger / oder in ander weg schiemsweiß auffgenommen werden / Er woll denn dieser Unser verainung genießen / und entgelten / als wir.

39.

Es soll auch Unser keiner under Uns / die Unsern / oder die Uns zuversprechen stünden / von jemand frömbd ansprachen wider Unser mitgesellen / oder die Jren nit kauffen / over in ander weiß oder weg / wie sich das füge / an sich beingen / umb keinerley Sach willen / en keinen weg / ohngefahrlich.

40.

Es soll auch niemand / wider diß Unser veebündtnuß und veraimung / in Unsee keins Schlossen / Stetten / Meeckten / Derffern oder Gepieten / gleit haben / auch darinn kein gleit gegeben weeden / ußgenommen zu Hofen / Rechten / oder gütlichen tägen / zu denen Unser Hauptmann und Rät / oder der / deß sollich Schloß / Statt / Marckt / Derff oder Gebiet sind / des macht haben sollen / ob sie das not oder gut bedunckt.

41.

Was auch in Manungen / oder sunst under Uns in Raths weiß geredt / und in geheim zu halten befohlen würde / das sollen wir bey geschwornen aiden darumb gethan / in gehaim behalten.

42.

Und so ferr wie / innhalt der gemelten ainung / zwischen Uns und den Stetten begriffen / von Unser der gesellschafft Sanct Georgen-Schilt / einen gemeinen Hauptmann haben werden / der soll von Unsern dier

Anno 1496.

vier Hauptleüthen / und iren Räten / mit den sie sich jährlich in gleicher anzal zusamen verfügen sollen / erkiest und erwelt werden / in der gestalt: welcher von ihnen also mit der meren wahl fürgenommen und erwehlt würd/derselbig soll daßelbig Jahr uß gemeiner Hauptmann sein und beleiben/den auch sein zugeordnet gemein Räth / und auch die vier beysizer bey dem gemeinen Richter; deßgleichen / was Unß an dem kosten / so Unß uff den Richter ufflauffe / gepürt / sollen wir in Unsern gesellschafften geschäfften / uff Unsern gemein kosten halten / nach anzal / wie dann Unser jeder theil mit Steür angegeben uff ihn gelegt würd / ohngevorlich.

43.

Deßglichen / wan wir Pottschafften zu Unser gemein gesellschafft geschäfft / wohin und an welches end sich das begiebt / es wer zu Fürsten / Herrn / oder andern / schicken und bruchen wurden / auch bottenlohne und anders / das soll alles uff Unsern gemeinen kosten / wie obsteet / beschehen.

44.

Wir all und jeder besonder / sollen auch bey handgelobten trewen / an geschwohrner aides Statt / jeder seinem Hauptmann / und denen / so von der gesellschafft zu ihm verordnet werden / sein vermögen der jährlichen gült / in geld / Gedrait / ingleichem Landlauff anschlahen / ihm die in geschrifft zusenden. Doch so soll und mag ein jeder bey der gemelten glüpt / was er jehrlicher gült ußzegeben schuldig ist / daran abziehen.

45.

Deßgleichen soll auch ein jeder sein mannschafft / der er zuraißen ungevarlich mechtig und gewaltig ist / seinem Hauptmann und den zu ihm verordneten / bey obenangezeigter handgelopter trewe und geschworner aides statt / auch übersenden und zu wißen thun. Nemlich von jeder feurstatt und aigen Rauch / so mit Mannß-Personen verwesen oder verwaltet wird / einen Mann anzugeben. Und sollen die / so söhn oder knecht hetten / die Mannbar / wie viel deren wären / nit angelegt werden / mehr dann ein von jedem Haußhalten / so mit Mannß-Nahmen / wie obstrth / verwesen oder verwaltet würd: aber die übrigen dem Hauptmann / wie obstat / überantwurten / damit derselb Hauptmann das vermögen seiner gesellschafft an leüthen und guth Unserm gemeinen Hauptmann / laut deß Articuls hienach sagend / wiße zuverkünden.

46.

Und ist darauff mit nemlichen worten beredt: Wan sich krieg erheben und leüt zuhaben nothdurfftig sein würden / zu Roß oder fuß / wie viel deren wären / die soll Unser gemeiner Hauptmann / inhalt der zedel / dem vermelten Hauptmann von Unser jedem teil Unser gesellschafft deßhalben überantwurt anschlahen. Nemlich die zu fuß / nach dem übersenden der anzal der Leüth / so Unser jeder theil hat: und die zu Roß / nach dem darlegen der jährlichen gült / uff Unß legen: daß soll Unser jeder theil / dem gemeinen Hauptmann uff iherm kosten / ohne der andern gesellschafften schaden / an welches end sie der Hauptmann bescheidt / zuschicken und zuhalten. Doch / so soll das Fußvolck / uß dem anschlag der gemeinen Steür verlifert / oder gelt dafür gegeben werden. Der Hauptmann / die Räth und der schreiber / sollen sollich Unser darthun nit weiter öffnen / sondern also in geheim bey geschwornen aiden behalten.

47.

Alß dan ein Artickel in dem Puntbrief / zwischen Unß und den Stetten einderleibt ist. Daß wir neün Räth / auch die Stett neün haben sollen / und Unser gesellschaffe in vier theil underschaiden ist / der jeder theil zween Räth geben / werden acht Räth / haben wir Unß deß veraint / daß jedes Viertel ein Jahr den dritten Rath geb. Und an dem Vierteil / da es nägst erwenden ist / angefangen und fürter von den andern auch gethan werde / immaßen vor acht Jahren beschehen ist.

48.

Und nachdem in den verainungen zwischen Unserm allergnedigsten / gnedigsten und gnedigen Herren / deß Römischen Kunigs / alß Fürsten von Oesterreich / den Churfursten / Fürsten / auch den Stetten deß bundts verwanten in den Ußträgen deß Rechten begriffen ist / daß / so wir sament / oder sonder / von jr einem oder mer der Iren; oder sie / oder die jhren / von Unß / mit recht fürgenommen würden / daß solichs vor dem gemeinen Richter mit gleichem zusaz / alß zweyen von jedem theil gesezt / gerechtfertigt soll werden / laut und inhalt der Artickel in den verainigungen verleibt / und damit Unß und gemeinen gesellschafften überiger kost verhiet werd / ist fürnemlich beredt / so wir sambt / einer oder mehr / für den gedachten Richter von Unsern Pundtsverwanten vorgemelt / oder den ihern fürgenommen werden / oder wir sambt oder sonder fürnemen wider sie thäten / da sich dan laut der ainungen gepürte / die zusaz zu dem Richter zusezen / daß der oder die / von Unß also fürgenommen werden / oder das fürnemen thäten / die zween zusäz / uß den vier verordneten beysizern / davon uß jedertheil einer / wie verstath / dem Richter zu verordnen soll genommen werden / so auch das geschicht / so sollen die zusäz in derselben sach uß / in Unserm gemeinen kosten / wie vorsteth / gehalten werden. Wo Unß aber einen oder mehr die uß den vier jezgedachten geordneten / zu nemen nit gemeint were / und ander ußerhalb der Neünen / alß zu eins jeden gefallen steth / so sollen dieselben zusäz / ohne Unser gemein gesellschafft kosten gehalten und verlifert werden.

49.

Der Gemein Richter soll auch zum minsten / alle Quatember / oder wie ihn nach vorhendigen Sachen und geschäfften guth bedunckt / recht halten.

50.

Ob aber umb recht angerüefft würd / in Sachen / den übergriff berürend / in dem soll es laut deß Artickel hievor gehalten werden.

51.

So auch Unser einer / wider den andern umb recht anrufft / soll er dem Richter mit sollchem seinem anrieffen die Artickel seiner klag in schrifften zuschicken: der dan die / an die widerparthy / mit sampt der tagsazung soll langen laßen / damit verzug im Rechten verhindert werde.

52.

Und uff das sollen wir / zu allen theilen Unser verainung Sant Jörgen-schilt / in allweg / wie dan Unser Gesellschafft und verainung-brief von Artickel zu Artickel ußweißt / einander ohn all fürwort / bey den gelüpten und aiden darumb getan / handhaben und halten / alß ob wir all in einem Brief / von Namen zu Namen geschriben stünden / dawider nit zu thun / noch schaffen gethan werden / in keinen weg.

53.

Und soll diz Unser verbüntnuß und verainung uff heüt datum diß Briefs / und darnach uf den sibenzehenden tag deß Monats Martii nechstkommend ansahen / und von derselben zeit drey Jahr die nechsten nacheinander volgend / die sich den enden werden / uff den achtzehenden tag deß Monats Martii im neün und neünzigsten Jahr / weren / bestan / krafft und macht haben und gehalten werden.

54.

Hierumb so geloben und versprechen wir all gemeinlich und sonderlich / so dan also in Unser jedtwederem theil begriffen sind / oder noch darein genommen werden / bey Unsern vesten und guten trewen / an geschwohrner aides statt / ainander also nach laut

Anno 1496. laut obgemelter Brief/ wie daa die von Articul zu Articul klerlich ußweisend / zu handhaben / schüzen und schirmen / alles getrulich und ungevorlich.

ſſ

Und deß zu warem offenem urkund und Bestigung/ so haben von Unsern jedem theil / nachdem wir zu viertell underscheiden seind / drey Ihre Insigel für sich und Unß all ander Unser gemein gesellen/ an diß Libell, in Register-weyß gemacht/ thun hencken. Nemlich / Hanß Jacob von Bodmann der Jünger/ Ritter-Hauptman deß theils im Hegaw und Bodensee. Wolffgang von Klingenberg/ Land-Commenthur der Baley im Elsaß und Burgundi/ und Georig Grave zu Werdemberg und zum Heiligen Birg. Joachim Grave zu Oetingen/ Hauptman deß theils am Kochen/ Ulrich von Westerstetten zu Trackenstein Ritter / und Itel Hanß von Knöeingen zu Eselspurg/ Ulrich voa Frundsperg zu Mindelheim/ Ritter-Hauptman an der Thonaw. Johannes / Abte deß würdigen Gottshauß Kempten/ und Jörg von Feriburg zu Steineßlingen zu hirbo Ritter/ und Hanß Caspae von Bubenhofen/ Hauptman deß theils am Neckar. Gerig voa Ehingen/ und Herrman von Sachsenheim/all drey Ritter. Das geben ist uff den sibenzehen tag deß Monats Martii. alß man zalt von Christi Unsers lieben Herren geburt vierzehenhundert and in dem sechs und neünzigisten Jaer.

CLXXX.

17. Mars. **Dreyjährige Ainung und Prorogation des Bundts im Land zu Schwaben/ von Prälaten/ Grafen / Freyen/ Herren / Ritter / Knechten und Städten aufgericht zu Handhabung des vom Maximiliano I. Römischen Königs zu Wormß am 7. Augusti 1495 aufgerichten Landfriedens; Vertragen sich wegen Setzung der Hauptmänner; ordnen art und weise die unter ihnen entstehende Händel und Spänne zu schlichten/ ingleichen sich untereinander hülffe und beystand wider gewaltsame angriffe und anfechtungen von fremden Gerichten zu thun / und kommen endlich in vielen andern diese ainung betreffenden Articlen überein/ deren datum stehet auf dem 17. Martii Anno 1496. [Joh Philipp. Datt, Volum Rer. Germanic. Novum Libr. II. Cap. XIV. pag. 325. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans Lunig, Teutsches Reichs-Archiv Part. Special. Cont. I. Abtheil. II. pag. 92.]**

C'est-à-dire,

Prolongation pour trois Ans, de la Confederation de Suabe, *entre les Prélats, Comtes, Barons, Seigneurs, Chevaliers, Nobles & Villes de la Province, pour le maintien de la* Paix publique *constitué par l'Empereur* Maximilien I. *à Worms le 7. d'Août. 1495. On y convient de ce qui regarde l'Election des Chefs, l'accommodement des diférents qui pourroient survenir, & les assistances qu'on se devra donner reciproquement contre toute violente aggression, même contre les Entreprises des Jurisdictions étrangeres, & autres choses. Le 17. Mars 1496.*

Wir Hauptleüt / Prælaten / Graven / Freyen/ Herrn/ Ritter und Knecht der Gesellschafften und verainigung Sanct Jörgen-Schilt in Schwaben/ und wir die nachbenannten deß Heiligen Reichs Stett/ mit Nahmen/ Ulm/ Memmingen / Eßlingen/ Nördlingen / Gmünd/ Uberlingen/ Biberach/ Giengen / Kempten / Ravenspurg / Phullendorff / Ysni / Leütkirch / Wangen / Aulon / Bopfingen/ Wyl/ thun kund allermenniglich: alß weiland der Allerdurchluchtigest / Großmächtigist Fürst und Heer/ Herr Friderich Römischer Kaiser/ Unser allergnedigster Here / Seiligee und loblicher gedechtnuß/ mit willen deß allerdurchleüchtigisten / und Großmächtigisten Fürsten/ Seiner Gnaden Suns Herrn Maximilians Römischen Königs &c. Unsers allergnädigsten Herrn/ auch Unser Gnädigsten und Gnedigen Herrn der Churfürsten / Fürsten und Stend/ deß Heiligen Reichs / hievor/ auß mercklichen bewegenden uesachen/ zu Franckfurt am Mayn/ einen gemeinen Landfriden/ auff zehen Jahr lang/ durch das Heilige Reich Teutscher Nation fürgenommen/ beschlossen und außgeen lassen/ den auch bey grossen schwehren Penen zuhalten gebotten hat/ alles innhalt Seiner Kayserlichen Mayestät Brieff/ darüber gefertiget; die an datum weisene / zu Franckfure am sibenzehenden tag diß Monats Martii, nach Christi geburt vierzehenhundere und im sechs und achzigsten. Und damit sollcher Landfriden im Land zu Schwaben dest stattlicher gehandhabt und gehalten werd / auch daßelb Land und deßen Einwohner/ bey ihren Eren/ würden/ rechten und altem herkommen beleiben mügen/ Unß nachmals gebotten hat/ Unß gegen und miteinander zuveraynen; und dann/ auff deßelben/ Unsers allergnedigsten Herrn deß Römischen Kaisers Sel. ernstlich gebott sollichem Landfriden zu handhabung wir Unß zu ainander verainet/ vertragen und verbunden haben / die obvermelte zeit deßelben Landfriedes / nach inhalt der Brief/ zwischen Unß darüber auffgericht / dieselbe Unser verainigung und verpüntnuß im Land zu Schwaben/ irs Inhalts/ die Kayserliche Mayestät bey seinen leben erstreckt hat / daß die nach außgang der zehen Jahr und deß vermelten Landfrides/ noch drew Jahr währen und bestehn soll: daß nachvolgend yezo Unser allergnedigster Heer der Römische Kunig / nach abgang seiner Gnaden Heren und Vatters deß Römischen Kaisers obgenant / alß Römischer König / den obvermelten Landfrid / zu seinem außgang drew Jahr die nechsten / darnach volgend / auch die mehrgemelte Unser verainigung / vertrag und verpuntnuß/ dieselbe zeit darauff erstrecke / und in Ihren Clausulen und begriffungen gebotten hat: in mittler zeit aber fürgefallen/ daß durch den obgenanten Unsern allergnedigsten Herrn / Herrn Maximilian, Römischen Künig &c. uff dem nägstgehalten Reichs tag zu Wurmß/ mit Rath und willen Seiner und deß Heiligen Reichs / Churfürsten / Fürsten und andern Stenden/ ain newer Landfrid / durch das gantz Reich Teutscher Nation, geordnet / gesezt / verschriben/ gebotten und außgegangen ist / deß datum stet zu Wurmß am sibenden tag deß Monats Augusti nach Christi geburt 1495.

So wir dann ermeßen/ bewegen und zu bedacht genommen haben/ was guts / nuz und frommen/ Unß allen sambt und sonder das vorige Unser zusamen thun/ verainung und verpüntnuß bißher scheinbarlich gebracht und gewürckt hat / zu handhabung deßelben Landfrides und behaltung Unser Rechten / Freiheiten/ alten herkommens und gerechtigkeiten: bekennen wir/ für Unß / Unser Erben und Nachkommen/ und thun kund allermenniglich mit diesem Brief/ daß wir Unß dem allem nach/ und zuvorderst Gott dem allmechtigen zu lob/ zu handhabung / deß nächstgemachten gemainen Künglichen Landfridens zu Wurmß/ wie obvermelt/ beschloßen / und durch die Königliche Mayestät bey mercklichen schwehern Penen zuhalten gebotten/ und deßhalben / dem gemelten Unserm allergnedigsten Herrn dem Römischen König und seinen gemeinen gebotten zu gehorsam/ denselben Königlichen Landfrid gutwilliglich angenommen. Und so wir dann genaigt sind/ denselben Landfriden/ nach dem der / dem Heiligen Reich zu Ern/ dem

ANNO 1496.

dem bilgerin/ Landfarer/ und aller Erbarkeit zu gut/ auch daß ein yeder dest baß bey seinen würden/ rechten/ Freyheiten und altem herkommen beleiben möge/ angesehen ist/ zu auffen und zu mehren/ umb weiter handhabung sollichs gemeinen Küniglichen Landfriden/ und in krafft deßelben umb gemains friden und nuz willen/ Unß mit Unsern Herrschafften/ Schloßen/ Stätten/ Leüten und guten/ auch Unsern dienern/ den Unsern/ und denen/ so Unß Geistlich und Weltlich zuversprechen stend/ gütlich miteinander veraint und verschriben haben/ ainen und verschreiben Unß auch in krafft diß Brieffs/ sollichen Landfriden in allen Stucken/ Clauseln, Puncten und Artickeln mit und gegenainander zu halten/ und wider menniglich/ wer Unß/ die Unsern/ und die Unß zuversprechen stehn/ darin oder darwider verlezung thet/ zu vollziehen/ und ainander nit zuverlaßen. Und damit wir/ die Unsern/ und die Unß zuversprechen steend/ mit hilff und recht/ dest stattlicher mit und beyainander beleiben/ und den jhenen/ so Unß/ die Unsern/ und die Unß zuversprechen stern/ darwider beschedigen würden/ widerstand thun mögen/ so haben wir Unß auff sollichs/ nachvolgender Artickel geaint und vertragen/ wie hernach folgt:

1.

Deß Ersten: Sollen wir Prelaten/ Graven/ Freyen/ Ritter und Knecht/ ainen Hauptmann: deßgleichen wir die Stett auch einen Hauptmann/ under Unß sezen und machen: und jede Parthey dem ihren Neün Räth zugeben und ordnen; und daß dieselben Hauptleüt und Rät aidespflicht thun/ Unß baiden thailen/ gemain und gleich/ und einem/ alß dem andern/ deß besten und negsten rätlich und beholffen zu sein/ getrewlich und ohngevarlich. Und so offt es sich begebe/ daß einer oder mehr auß ihnen todts abgan/ oder von kranckheit/ oder andern Sachen/ zu Hauptmann oder Räten/ untawgenlich würden: daß dann/ an deß oder derselben statt/ ander gesezt und geordnet werden/ in Monaß frist ungevarlich. Ob sich aber begeb/ daß ains theils Hauptmann/ oder Ret/ ainer oder mehr zu einicher zeit/ nit bey land wär/ oder sunst/ auß ehhaffter not/ in versammlung nit kommen möcht: daß dann die Parthey/ von denen/ der oder die wären/ ander/ an deß oder derselben statt schicken mügen. Und welcher/ oder welche also geschickt werden/ daß dieselben in den Sachen/ darzu sie geschickt werden/ aidtspflicht thun/ in aller massen/ wie obstehet. Und demnach so soll dhain theil under Unß/ die nachbestimpte zeit auß/ gegen dem andern nichtzit unfruntlichs fürnemen oder yeben/ sonder Unser yeder tayl/ den andern/ bey dem gemelten Landfriden/ und dem rechten beleiben laßen; und wir die spänn und Sachen/ so sich die zeit zwischen Unß erheben werden/ mit recht außtragen/ und einander weiter oder anders nit bekümbern/ noch umbtreiben/ dann nachfolgender form und weiß/ nemlich alßo.

2.

Ob wir/ die Prelaten/ Graven/ Freyen/ Herrn und die vom Adel in gemain/ oder yeder besonder/ die Unsern/ oder die Unß zuversprechen stünden/ spruch gewonnen/ zu Unß obgenanten Stetten/ ir einer oder mehr/ daß dann sollich Sach berechtigt werd vor dem Richter/ oder seinem Statthalter/ so von Unserm allergnädigsten Herrn dem Römischen Kunig/ alß Fürsten von Oesterreich/ auch den andern Chürfursten und Fürsten/ dem Punt verwandt/ und Unß/ außer dem gemeltem Unserm Pund darzu verordnet und gesezt seind/ und vier Mannen/ dero yeder tayl zween zu ihm sezen soll.

3.

Gewonnen aber herwiderumb wir die obgenanten Stett in gemain/ oder yede besonder/ die Unsern/ oder die Unß zuversprechen sten/ zu den obgenanten Prelaten/ Graven/ Freyen/ Herrn/ und den vom Adel in gemain/ oder jr ainem oder mehr innsonder zu sprechen/ daß dann sollich Sach auch berechtigt werd vor dem egemelten Richter oder seinem Statthalter/ und vier Mannen/ dero von yedem tayl zween/ wie obsteth/ zu ihne gesezt und geordnet werden sollen.

ANNO 1496.

4

Ob aber Unser ainicher thail/ die seinen/ oder die so ihm zu versprechen stünden/ spruch gewünnen zu Communen in Stetten/ Merckten/ oder Dörffern/ die dem andern tail/ oder den seinen underworffen wären oder zuversprechen stünden/ so soll sollichs auch berechtigt werden/ vor dem egemelten Richter/ und vier Mannen/ dero yeder tail/ zween/ wie obstet zu ihm sezen soll.

5.

Gewonnen aber Unser ainicher tayl in gemain/ oder insonder/ die Unsern/ oder die Unß zuversprechen sten/ zu deß andern theils Burgern/ Bauren/ hindersaßen/ oder underthanen zu sprechen/ daß dasselbig geschehen soll/ an dem end/ und in dem gericht/ da der/ so angevordert wurt/ geseßen ist: doch also/ daß dem Kläger außtraglich und fürderlichs Rechten gegen ihm verholffen werd: Es wäre dann/ daß Unser ainichee tail/ oder yemant under Unß/ umb schulden/ kauff/ oder dergleichen Sachen/ anders herkommen/ und in geprauch wär/ derselbig mag seinen schuldner wol verhefften/ doch hierinn unvergriffen die Kuniglich bericht/ zwischen Unß Johannßen Abt zu Kempten und Unserm Gottshauß/ und der Stett Kempten getroffen; deßgleichen verbriefft zinß und schulden/ denen nach innhalt der Brief mag nachgefarn werden.

6.

Und die/ so also/ wie obstet/ zu Richter und zusäzen gesezt und geordnet werdent/ sollent iter Pflicht und aid/ von allen taylen/ den sy verwandt sind/ ledig gezelt werden/ in den Sachen/ darinn man für sie kommen würt/ und darzu Ayd leyplich zu Gott und den Heiligen schwehren/ sollich in gericht trewlich und mit fleiß obzusein/ und nach deß Reichs und gemeinen Rechten/ auch nach redlichen/ Erbern und leidenlichen Ordnungen/ Statuten und gewohnheiten/ der Fürstenthumben/ Hereschafften/ und Gerichten/ die für sie brecht werden: dem hochen und dem nidern/ nach ihrer besten verstendtnuß gleich zu richten/ und kein Sach sich dagegen bewegen zu laßen/ auch von den Partheyen/ oder yemand anderm/ keiner Sach halben/ so in gericht hangee/ oder hangen würdt/ kein gab/ schenckin/ oder einichen nuz/ durch sich selbs oder ander/ wie das erdacht werden möcht/ zu nemen/ oder nemen zu laßen: Auch kein sonder Parthey/ oder anhang und zufall/ in urthailen zusuchen und zumachen/ und keiner Parthey rathen oder warnen; und was in rathschlägen und Sachen gehandelt wird/ den Partheyen oder niemandts zu öffenen/ vor oder nach der urtheil; auch die Sachen/ auß böser meinung nicht auffzuhalten oder zuverziehen/ on alles geverde.

7.

Wann aber spänn würden/ umb frävel/ Erbfell oder aigen/ so sollen die berechtigt werden an den enden/ da sie geschehen/ oder ligen; doch/ ob der oder die/ so alßo gefrävelt hetten/ an dem end nit wolten zu recht stehn/ so soll der Gerichtsherr under dem der oder die fräfler sizen/ so veer er den oder die in seinen gerichten betretten mag/ auff erfordrung deß/ dem der frävel zustehet/ schuldig sein/ jhn in das gericht/ da sich der frevel begeben hat/ zu stellen/ und daselbst recht ergehen zu laßen: demnach der oder die fräfler gehorsam sein sollen; doch sollen die Allgower/ so oberhalb der Statt Kempten sizen/ in

follichem

Anno 1496. sollichem außgenommen sein / sie wollen dann solchen Artickel selbs annehmea.

8.

So aber spenn wurden umb lehen / da dann baid thail der lehenschafft / von einem Herren herrührend / bekanlich wären / so soll daßelbig vor dem lehenherrn / oder wie sich gepürt / beerchtigt werden. Ob aber die Partheyen der lehenschafft dermaßen nit bekantlich wären / sonder die ein Parthye vermeint / daß gut / darumb span / aigen / und die ander vermaint / daß es leben wär / umb daßelbig und auch umb die gewer / Prauch / inhaben / possess, dienstbarkeit oder lehengüther / oder sunst dergleichen sachen / die lehen berürend / soll die rechtfertigung / wie obsteet / vor dem Richter und vier Mannen / so von bayden tayln zu ihm gesezt werden sollen / beschehen.

9.

Wa sich aber begäb / daß sich jetweder tayl für ein inhaber deß guts / darumb spann wär / hielt / oder spenn wurden / welcher thail kläger oder antwurter sein solt / oder jetweder tayl vermeinte gerechtigkeit zuhaben / zu dem gut / so sollen solch spänn gelewtert werden / auch wie obsteet / vor dem Richter und den vier zugesezten Mannen. Doch sollen in dieser veraimigung unvergriffen sein / die sachen / so vor dem ersten Unsern zusamen-thun und verpüntnuß mit recht angehangt sind / und hangen.

10.

Ob auch einicher tayl vermaint mit einer urtail beschwehrt zu sein / außerhalb deß / so die entsezung antrifft / mag dann derselb / durch sich selbs / oder seinen anwalt / der darzu vollmächtigen gewalt hett / darstan innerhalb zehen tagen / nach gesprochener urtail / so verr er anders vor dem Richter Appelliren will / und schwehren ainen Aid za Gott und den Heiligen / daß er acht und darfür halt / daß ihm Appellirens noth thue / und daß er kains verzugs halben noch auß gevärden zu Appelliren understand / so soll er zu Appelliren zugelaßen werden; doch / daß er dem alßdann / wider den er Appelliren will / sicherheit erbiet zu thun / mit gütern / Pürgschafft / oder dem aid / ob er in der Appellations Sach verlustigt wurd / daß derselb seins kostens und schadens an ihm bekommen mug; und soll egemelt sicherheit vor dem Richter in Monatz frist nach sollichem erbietem / auff einen genanten tag / von ihn beeden Parthien ernennt / geschehen. Ob auch die Partheyen sollicher sicherheit streittig wurden / ob die mit güttern / Pürgschafft / oder dem aid vollzogen solt werden / daß soll zu erkantnuß deß Richters steen. So aber in abwesen deß Richters vor ainem Notari Appellirt würd / so soll solch Appellation in zehen tagen / nach ergangener urtheil / beschehen / und nachmals in zwanzig tagen dem Richter von der Parthye verkundt und dabey erpotten werden / obgemelten aid / und sicherheit zuthun / die auch der Richter nach sollichem erpieten in monats frist / dem nächsten / nemen soll; und beiden Partheyen auff ain benanten tag / darzu verkünden. Wo aber sollich ayd / sicherheit und erbieten / derselbe / der Appellirt, wie obgemelt / nicht thät / so soll er zu Appelliren nit macht haben / sonder die Appellation gevallen sein / und die urtayl / wie hernach volgt / vollstreckt werden. So auch die Parthyen / durch sich selbs Appelliren wollen / sollen sie den Ayd / durch sich selbs schwehren. Wa aber durch einen anwalt Appellirt würd / so soll er darzu gewalt haben / und in die Seelen / dero oder deß / von der wegen geappellirt wird / schwehren. Doch so soll dieser Artickel allein binden / wa von der Urtail von dem gemeinen Richter / und den zusäzen gesprochea / geappellier wird: dann sonst / ob Commun, oder sonder Person von jhen obern / ordenlichen oder andern gerichten fürgenommen würden / soll es mit Appelliren gehalten werden / nach eins jeden gerichts herkommen / freyheit / Prauch / und gewohnheit: Oder / wa der kains vor augen wär / innhalt gemeiner Rechten; doch so soll von keiner vor oder bey Urtayl geappellirt werden / die die endurtail nit auff ir tregt: daßelbig auch / ob die Partheyen darumb spennig wurden / zu erleuterung steen soll / zu dem Richter und den zusäzen / die sollich Urtheil gesprochen haben / die darumb ihr rechtlich erkantnuß thun sollen. Anno 1495.

11.

Es soll auch niemand under Unß / den Unsern / und die Uns zuversprechen stehen / den andern / die seinen / oder die jhnen zu versprechen steen / nit überziehen / deß seinen / seines praachs / oder alten herkommens / wider Recht / und den gemelten Landfriden / nit entsezen / pfenden oder die seinen vahen; wo aber das beschäch / daß doch nit sein soll / so soll dargegen / mit der tat / wider recht nit gehandelt werden / sonder wo yemand überzogen wider Recht entsezt / gepfendt oder die seinen gefangen würden / wie obgemelt ist / mag er das an den Hauptmann / under dem der ist / so ihn entsezt / überzogen / oder die seinen / wie obsteht gefangen hett / langen laßen / den anruffen / und begern / mit den seinen zuverfügen / den entsezten wider einzusezen / die Pfandung wider zugeben / und die gefangen ledig zu laßen: und so das beschicht / will dann der / dem es beschehen ist / umb die tat ihm zugefügt / den / so ihm schaden oder überzug gethan hat / mit recht fürnemen / das mag er thun / in vier Monathen / den nägsten / ohngevärlich / vor dem gemeinen Richter / und den vier zusätzen / die von baiden thayln wie obstat / zu ihm gesezt werden sollen.

12.

Wo aber dem / der solchs gethan hett / das widergeben / einsezen / oder ledig laßen wie obsteet / auff ersuchen deß Hauptmans / on verzug zuthun nit vermaint wär / so sollen doch / in zweyen oder dreyen tagen / die Pfandung wider gegeben / und die gefungene ledig gelaßen werden / biß zu außtrag deß Rechten. Und soll alßdann der gemein Richter / ohn verziehen / auff anrufen deß klagenden / in acht tagen darnach / furderlich recht-tag in der Sach / für sich und die zusäz / an ein gelegen End / sezen / und die Sach der entsezung in Monatsfrist / dem nägsten darnach / endlich mit recht entscheiden. Und so sich mit recht erfindet / daß der klagend tayl wider recht entsezt wär / so soll der antwurter ihn wider einsezen / und ihm allen Costen und schaden / in der sach halben auffgeloffen / außrichten. Wo sich aber mit recht erfindet / daß der klagend tayl wider recht nicht entsezt wer / so soll der klager dem antwurter allen kosten und schaden / der Sach halben auffgeloffen / ablegen / und so sich auch alß in recht erfindet / daß das fahen oder Pfänden billich beschehen wär / so sollen dem antwurter die Pfandung und gefangen / so er / wie obstet / auff ersuchen deß Hauptmans / biß zu außtrag deß Rechten hinauß gegeben und ledig gezehlt hett / wider zugestellt werden: mit denen auch derselb antwurter nachmals / wie sich gepürt / handlen mag. Und was also in sollichen Sachen der entsezung / zu recht erkant würde / dabey soll es on waygerung beleyben / und von stund an vollzogen werden. Es ist auch hierinn vorbehalten ainem jeden sein gerechtigkeit / in der Hauptsach nach außgang der Rechtfertigung der entsezung; darzu ob yemand gefangen wurd umb malefiz-henndel / damit soll es gehalten werden / wie recht ist / und hierinn ohnvergriffen sein.

13

Und ob in solchen sachen der entsezung oder übergriffs oder in einigen andern hie vorgemelten Rechtfertigungen / so sich vor dem gemeinen Richter und den zusäzen / zuhandlen gepüren / ain tayl mit sambt seinen zusäzen / auff angesazten tag / alß der gehor-

sam/

ANNO 1496.

sam/ erschin/ und der ander tayl und sein zusatz nit erschinen/ und deß auch ehhafft noth vor dem Richter nicht erschriner/ soll der Richter auff anruffen deß gehorsamen taylß und seiner zusätz/ so engegen wären/ nicht destmünder im recht fürgeen/ wie sich das zuthun gepürt/ in aller gestalt/ alß ob der widertayl/ mit sambt seinen zusätzen/ engegen wäre.

14.

Wir sollen und wollen auch ainen jeden under Unß/ den Unsern/ und die Unß zuversprechen steen/ bey dem so er in dem vorigen und Unserm zusamen thun und verainigen gegen einem anderem im Punt mit recht erfolgt und erlangt hat/ und in dem yezigen Unserm verainigen mit reche erfolgen und erlangen wird/ so wie von dem bemelten Richter darumb ermahnt werden/ handhaben/ und das einzubringen verhelffen.

15.

Derselb Richter soll auch schuldig sein/ ainen yeden bey dem/ so er mit recht/ wie obsteet/ erfolge/ und erlangt hat/ oder erlangen und ervolgen wird/ zu handhaben/ und Execution zu thun/ und Unß umb sollich handhabung und Execution, so offt ihn und sein zugesezt Mann noth ansicht/ ersuchen; darinn wir auch allwegen/ nach Unserm vermügen/ oder/ wie wir darumb ermant werden/ wie obsteet/ beholffen sein wollen.

16.

Doch soll hierinn unvergriffen sein/ so yemand außerhalben der Sachen/ die entsetzen oder übergriff anetreffen/ von ainicher urthail/ durch den egemelten Richter und zusäz gesprochen/ Appellirte, und versicherung thät/ wie der Artickel hievor begriffen zulaßt/ alßo daß derselben urtail nit vollstreckung beschehen/ sondee die Sach bey dee Appellation beleyben soll.

17.

Wär auch: daß wir obgenanten Prelaten/Graven/ Freyen/ Herrn/ die dom Adel oder Stett im Land zu Swaben/sament oder sonder/ die Unsern/ oder die Unß zu versprechen stand/ außerhalb Unser von yemants/ es wären Fürsten/ Herrn/ Stett/ oder wie die genannt werden/ unerfolgt und unerlangt rechts/ gefangen hingefürt/ an Unsern lewten oder gutten/ angegriffen oder beschädigt wurden/ wie das zukäm: So bald dann wie all/ oder yeder besonder/ oder Unser Amptleüt/ oder die Unsern deß ermant/ oder sunst gewar werden/ sollen wir on alles verziehen/ zu frischer tat/ mit ganzer macht/ zu Roß und fuß nacheylen/ nach laut deß gemelten Landsriden/ und darzu thun/ alß wäre die Sach Unser yeglichs selbs aigen Sach/ auff sein selbs Costen und schaden; auff das/ ob sollicher angriff erobert und zurecht möche auffgehalten werden/ und so der erobert würd/ so soll er denen wider gegeben werden/ denen er beschehen wäre.

18.

Ob aber sollicher angriff alß nit ereylt/ noch erobert wurd; soll alßdann der Hauptmann/ under dem/ der/ oder die beschädigten wären/ von stand an/ in Unser aller nahmen/ die angriff/ und was das ist/ zu bekern erfordern/ und wurd ihm das verzigen/ ist dann derselb Hauptmann von Unß den Stetten/ so soll er Unser dee Prælaten/ Graven/ Freyen/ Herrn/ Ritter und Knecht Hauptmann/ ist er aber von Unß Prælaten/ Graven/ Freyen/ Herrn/ Ritter und Knechten/ so soll er Unser der Stett Hauptmann ervordern/ das ir yeder mit seinen Newn Räten an ein gelegen end komme/ dahin dann derselb Hauptmann/ so die anforderung thund würd/ mit sambt seinen Newn Räten auch kommen soll: und so fert sie die Sach daselbs mit einem täglichen Krieg zuerobern fürnemen/ sollen Unser gemain Hauptleüt/ den zusatz/ zu täglichem krieg/ von Unsern Gnädigsten und Gnädigen Herrn/den Churfürsten und Fürsten/ deß Punts verwanten unverzogenlich ervordern; und wir all in sollichem/ auff Unsern gemainen gleichmäßigen kosten beraten und beholffen sein/ so lang/ biß die gefangene ledig/ die angriff bekert/ und gewandele werden/ auch den Unsern gleich billich recht gedeyhe/ alles nach erkantnuß deß Hauptmans und der Rät.

19.

Und so offt es sich begibt/ daß die Hauptleüt/ Rät/ oder ander bottschafften/ zusamen kommen/ oder geschickt werden/ daß soll yede Parthye auff iren Costen on der andern schaden thun.

20.

Und sollen solch Unser Hauptleüt von Unß beyderseits geordnet/ als ain Mann/ haißen und sein. Und ob sich begebe/ daß die Rät in obgeschribner oder ainig nachgeschribner Sach zerfielen/ and under ihnen nit ein merers machten/ so sollen die Hauptleüt/ ob sie mügen/ sich deß einen tayls mainung zu volgen verainen/ dabey soll es beleyben. Ob sy aber auch zerfielend/ und ainer deß ainen tails/ und der ander deß andern tails mainung anhangen wurd/ so soll darumb von Stund an gelosse werden/ und welcher Parthie das loß zufellt/ bey der meinung soll es beleyben/ und der nachgegangen werden in aller der maß/ alß ob die einhelliglich/ oder mit dem merern beschloßen wer worden.

21.

Fügte sich aber über kurz oder lang/ daß von yemand/ wer der/ oder die wären/ Unß gemainlich oder besonder/ den Unsern/ oder die Unß zu versprechen stunden/ Unser Schloß/ Stett oder Bevestigung abgewunnen wurden/ mit gewalt oder sunst/ in welchen weg das beschäch; oder daß sy Unß sunst gewaltiglich eingriff im Land zu Schwaben thun wolten/ odee wurden/ umb das alles/ und auch ander nothürfftig auligen/ so dem Punt/ oder seinen verwanten/ zusteen würden/ sollen Unser gemain Hauptleüt/ Unser gnädigst und gnädig Heren Chuefürsten und Fürsten/ den Punt verwant/ an ein gelegen End beschreiben: daselbs hin Unser gemain Hauptleüt und Räe auch kommen/ und mit sampt Unsern gnädigsten und gnädigen Heern/ den verwanten/ oder iren Räten/ rathschlagen und handeln sollen/ hilff und ander fürnemen zu thund/ so zu sollichem die notturfft und gelegenheit der Sach erfordern wird; und sollichs soll von Unß abermals auff Unsern gemainen gleichmäßigen Costen/ nach erkantnuß der Hauptleüt und Räe/ wie obsteet/ beschehen; und so sollich Schloß/ Stett oder bevestigung/ wider erobert werden/ so sollen si dem/ deß sy gewest sind/ wider eingeantwurt werden.

22.

Ob aber in sollichen kriegen ander Schloß/ Stett/ Merckt/ oder Dörffer/ von Unß sament oder sunder/ oder von den Unsern gewunnen/ oder yemand gefangen wurd/ dieselben Schloß/ Stett/ Merckt/ Dörffer und gefangene/ sollen Unser gemain sein.

3.

Gefügte sich auch/ daß wir zu krieg kämen/ mit Herrn odee mit andern/ von denen etlich under Unß belehnet wären/ so sollen dieselben ihr lehen auffsagen/ und dann kein richtung auffgenommen werden/ Ihnen seyen dann ihre lehen wider worden/ und geliehen wie vor.

24.

Item: ob yemand/ wer der oder die wären/ Unß sament oder sonder/ die Unsern/ oder die Unß zuversprechen stunden/ mit frömbden/ oder außländigen gerichten/ Geistlichen oder weltlichen/ dahin wir zu recht nit gehören/ zubekümbern/ und umbzutreiben understünden: Uber das/ wir oder die Unsern/ an billiche end fürzukommen/ nit weren erfordert/ noch ihnen

ANNO 1496.

ihnen die versagt hetten; darwider und darinn sollen wir ainander handhaben / schüzen und schirmen; damit wie und die Unsern / sollicher frembder und außländiger gericht entladen / und bey zimlichen und billichen Rechten beleiben mügen: doch / ob wir / von Gaistlicher Sach wegen / von yemand wurden angelangt und fuegenommen / das soll hierinn ohnvergeifsen sein / ongevaelich.

25.

Wurden wir auch / von yemand / wer der / oder die wären / umb ie vorderung und ansprach / Ere von Rechts / an billichen enden / zu sein / angevordert und ersucht / da soll Unser yedee denselben an billichen enden / so die Hauptlewt und Rät billich bedunckent / Ere und rechts sein: außgenommen / ob einer vor dato Unser dieser verpuntnuß raiß-weiß gedient hett / und derselb darumb zu Ere und Rechte nit fürkommen wolt / in demselben sollen wie desselben müßig gan. Ob auch einicher / oder mer / under Unß / von freyem willen in krieg kämen / gegen wem das wäre / außerhalb dieser Unsee verainigung / darinn sollen wir weder Ihn / noch den seinen / dhain hilff pflichtig sein.

26.

Item: Wenn wie obgenanten Prelaten / Graden / Freyen / Herrn / Ritter / Kneche und Stätt mit yemant / wer der / oder die wären / zu offner vechd (i. e. fähd) und veindschafft kemen / so sollen wie Unß von ainander nit ziehen / fürworten / noch schaiden / sonder ainandee / biß zu außtrag der Sach / nach diesee Unser verainigung und verpüntnuß innhalt / beholffen und beraten sein ungevarlich.

27.

Ob auch ainer / oder mehr / in zeit diesee Unser verainigung / mit todt abgieng / so sollen dannoche seine Schloß / Stett / leüt und gut zu allen Sachen verwandt sein und bleiben / alß der odee die in leben sint. Deßgleichen / so soll Unser dhainer sein gut gevärlich übergeben / darumb / daß er geschäffts / oder kriegs / oder weß er pflichtig ist / innhalt dieser Unser verpüntnuß / vertragen beleibe.

28.

Wir obgenanten Perlatea / Graven / Feeyen / Heern / Ritter / Knecht und Stett gemainlich / noch sondees sollen Unß auch / zu niemand verbinden / schirm noch ainigung an Unß nehmen / kains Herrn oder keiner Statt diener werden / der oder dieselbigen / die sollichs thun wolten / sezen dann auß diese Unsee verpüntnuß und verainigung. Doch mügen Unser Hauptleüt und Rät ander mer in diß Unser ainung empfahen und nemen / doch daß yeder ain ersazung-Briefe / under seinem Innsigel gebe / darinn er sich verschreib / und darzu wie ander / aidepflicht thue / aller Stuck und Artickel hierinn begriffen / denselben zu leben / und nachzukommen; darauff wir dann ihm nach lawdt dieser Unser verpüntnuß beraten und beholffen sein sollen.

29.

Ob aber Fürsten / Fürstmäßig Herrn oder mächtig Commun, solcher Unser verainung und verpuntnuß begerten / auch darein zu kommen: oder wie solches an sy suchten: So sollen wie die Prelaten / Graven / Freyen / Herrn / Ritter / und Knecht / ain gemain Samblung under Unß darumb halten; deßgleichen auch wie die Stett under Unß; und darnach Unser baider thail Hauptleüt und Rät / sich versamnlen / und ainander beidee theil meynung eröffnen: Ist denn / daß sich solliche meinung nie vergleichen / so sollen wir Unß alsdann ains gemeinen / nuß sechs Mannen / dero yeder tayl drey fürschlahen soll / willkürlich / und ob das nie sein mag / mit dem loß / ainen: derselb gemain ains theils Maimng zufallen soll; und welcher mainung er zufälle / dabey soll es beleiben.

30.

Es soll auch Unser keiner / außerhalb diesee Unser verpuntnuß / zu tagen / rechten / oder tädingen nit sein / noch steen / dann mit willen deß Sächers. Doch mag ein Vattee bey seinem Sun / und ein Sun bey seinem Vatter / geschwistergie und geschwistergie kind bey ainander / auch ein Herr bey seinem diener / und ein diener bey seinem Herren steen / ungevarlich.

31.

Wurde sich auch fügen / daß yemand / wer der / oder die wären / die in dieser veeständtnuß nie wären begriffen / Unser einen / zween oder mer / wurden ersuchen und anlangen / umb Sachen / die sich von dieser ainung and Püntnuß wegen / dieweil die gewäet / begeben und verloffen hetten / darinn sollen wir ainander nach dieser Unser verpüntnuß innhalt / auch so die außgangen ist / dannoch beraten und beholffen sein / gleicher weiß / und in all weg / alß ob diese ainung dannoch währte.

32.

Es soll aach keiner / der Erb und aigen hat / von Unser dhainem tayle / zu dieuer / buegee / oder in ander wege schirmßweiß auffgenommen werden / ee wolle dann dieser Unser verainigung genießen und engelten / alß wir.

33.

Es soll auch dhain thaile under Unß / die Unsern / oder die Unß zuversperchen steen / von yemand frömbd außprachen / wider Unsere mitgesellen / oder die Jrn / nitt kauffen oder in andere weiß oder Wege / wie sich das gefügte / au sich bringen / umb keinerley Sach willen.

34.

Es soll auch niemand / wider diese verpüntnuß und verainigung / in Unser kains tayls / Schloßen / Marckten / Dörffern und Gepieten gelait haben / oder geben werden / außgenommen zu höfen / Rechten oder gütlichen tagen / zu denen die Hauptleüt und Rät / oder der / deß sollich Schloß / Stett / Merckt oder Gebiet sind / deß macht haben sollen / ob sy das not oder gut bedunckt.

35.

Und sollen in dieser Unser verainung und verpüntnuß außgeschloßen und hindan gesezt sein / alle die Sachen / so vor dem ersten Unserm zusamenthun / von yemandt außerhalb dieser Unser verainung mit rechte erfolgt und erlangt wären / der sollen wir in dieser Unser veeainung müßig sein / ungevärlich.

36.

Was auch sunst / in manungen / under Unß / in Rats-weiß geredt und in geheim zubehalten bevohlen wird / das sollen wir bey geschwornen aiden darumb beschehen / in gehaim behalten.

37.

Und soll diß Unser veepuntnuß und verainung auff hewt dato diß Briefs und darnach auff den sibenden tag deß Monats Martii nägstkommend anfahen / und von derselben zeit drew Jar die nägsten nach einander volgend / die sich dann enden werden auff ... währen und besteen.

38.

Und auff das haben wir und ain yeder besonder and leiplich zu Gott und den Heiligen / mit geleeten worten / und auffgebottnen fingern geschworen / diesen Brief / mit seiner innhaltung getrewlich zu halten / darwidee nit zuthun / noch schaffen gethan werden / in dhain weyß noch weg: alles on aeglist und geverd.

Und deß zu wahrem urkund haben wir &c. Unser Innsigel thun hencken an diesen Brief / der geben ist auff den sibenzehenden tag deß Monats Martii Anno Ein tausend vierhundert und im sechs und neünzigsten Jahr.

ANNO 1496. 17. Mars.

Nahmen der Prälaten / Grafen / Freyen / Herren / Ritter und Knechte der vier theile des Landts in Schwaben / welche die auf 3. Jahr beschehene verlängerung des Schwäbischen Bundts unterzeichnet. den 17. Martii Anno 1496. [JOH PHILIPP. DATT, Volum Rer. Germanic. Novum Libr. II. Cap. XVI. pag. 345. d'où l'on a pris cette Liste, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv Part. Special. Cont. I. Abtheil. II. pag. 106.]

C'est-à-dire,

NOMS *des Prélats, Comtès, Barons, Seigneurs, & Nobles des quatre Classes qui donnerent les mains à la Prolongation pour trois Ans de la* Confederation de Suabe *le* 17. *Mars* 1496.

In der Gesellschafft Hegöw und Bodensee.

ABtißin zu Buchaw. Land-Commenthür teütsch ordens der baleyen Elsaß und Burgundi. Johannes zu Salmenßweiler / Hartman zu Wyngarten / Johannes zu Wyßenaw / Aebbte. Heinrich Abt zu Schußenried. Görg / Ulrich / Hawg / Grafen zu Werdemberg. Ulrich / Hawg / Johannes / Gebrüder / Grafen zu Montfort. Heinrich und Wolffgang / Graven zu Fürstenberg. Hawg Grave zu Montfort / Herr zu Bergenz. Heinrich Grave zu Lupfen. Hans Grave zu Sonnenberg. Gangolff Herr zu Hohengerolzegg. Johannß der Elter und Johans der Jung / Truchsäßen zu Waldpurg. Hanß Jacob der Elter und Hanß Jacob der Jünger von Bodmann / Ritter. Herr Marquart und Eitl von Kunsegg. Herr Conrad und Herr Burcard von Schellenberg Herr Heinrich und Martin von Randeck. Herr Hanß Bilgrin der Alt / Bilgrin der Jung / Eberhart / Conrad / Lux / Wilhelm / Hanß / Boiay / Jons / Ruf / alle von Ryschach Herr Anthoni von Landeck. Herr Hanß von Landaw. Caspar und Bernhard von Clingenberg. Pangraz von Stöffeln. Hanß von Wyttingen. Heinrich Sigmund und Octolff / von Heudorff. Hanß von Almanshaven. Ulrich von Jungingen. Wilhelm von Rotenstein. Hanß von Reckenbach. Simon von Arzingen. Hilteprand / Vyt und Hanß Surgen. Conrad von Velsemberg. Martin von Blumeck. Jons und Frick von Hunipiß. Hanß von Mulffingen. Wilhelm und Hanß Gremlich. Wilhelm Jäger. Hanß Schlupff. Hanß Vogt. Ulrich Blorer. Jacob Beßerer. Georg Gratter. Wittwe von Emzberg. Wittwe von Honburg.

Am Kochen.

Brobst zu Ellwangen. Dechant und Capitel daselbst. Brobst von Comburg. Wolffgang und Joachim Graven zu Oetingen. Herr Ulrich von Westerstetten. Herr Wilhelm von Zilehart. Herr Wuppelin und Clauß von Stein. Herr Hans von Stetten. Herr Remboldt von Wembdingen. Herr Rab und Hanß von Gundelßheim. Hans von Knöringen. Rudolff Hack. Marx von Nunhausen. Hanß von Hawsen. Asimus und Ludwig von Schachingen. Sebastian von Jagshaun. Sebastian Waler. Jerg von Waiblingen Wilhelm von Tanhawsen. Wilhelm von Waldeck. Vyt von Werdnaw. Jerg von Emershofen. Erhart von Rechenberg. Hanß von Altheim. Erckinger von Mittelburg. Hanß von Hoppingen. Barthlome Wyler / Hanß von Seckendorff. Vyt von Hornkaun. Görg von Bachenstein.

An der Thonaw.

Aeppte. Johannes zu Kempten. Pauls zu Elchingen. Symon zu Ochsenhausen. Johannes zu Ursperg. Heinrich zu Rot. Görg zu Rockenburg. Symon zu Obermarchtal. Ludwig Probst zu Wettenhausen. Aepptißin. Agnißen zu Heppach. Waldpurgen zu Gutenzell. Elßbath zu Ytelstetten. Erhart und Steffen von Gundelfingen / Freyherren. Herr Ulrich von Fruntsperg. Herr Jerg von Freyberg / Hauptmann. Herr Sigmund zu Bappenheim / Herr Mang zu hohen Rychach / baid Erbmarschalck Herr Wilhelm von Stadion. Herr Egloff / Ulrich und Conrat von Riethaim. Herr Diepolt / Bernhart und Adam von Stain. Herr Hanß Caspar Herr Hanß Johann / und Hanß von Lobenberg. Herr Lienhard Marschalck zu Hohenrychach. Burckart von Ellerbach. Wilhalm zum Jsinburg / Egloff zu Nuwenstulingen / Balthasar zu Achsteten / und Wolff / alle von Freyberg. Heinrich von Schellemberg zu Kißlegg. Hanß / Wolff / Gorg / Wernher Steffan genant Schreg / alle von Knöringen. Brimm von Hertenstain. Ulrich von Schwangaw / zu der hindern hohen Schwangaw. Hanß von Egolzheim. Heinrich von Landaw. Jacob und Allwig von Sumaringen. Rudiger von Westernach. Conrad und Jörg von Romt. Wilhelm von Lichtnaw. Ulrich von Werdnaw. Ulrich und Wilhelm von Stozingen. Sigmund von Stozingen. Moriz von Altmanshofen. Burckart von Haimenhofen. Hanß Rudolff und Ytel Hanß Vogt von Summeraw. Heinrich und Ulrich von Rotenstein. Ulrich von Taneck. Wilhelm und Vyt von Schwendi. Heinrich und Hanß Michel von Stamheim. Adam Truckjäß von Höfingen. Horlin Schwingrist. Eberhart von Wyler. Steffan von Hoßlangen. Wilhalm von Villenbach. Stoffel Burggraf zu Burtenbach. Burckart von Bernhausen. Hanß Rinach von Winiden. Görg Geßenbrot. Jerg Riether. Heinrich von Burtenbach. Albrecht Schilthar. Hanß Beßerer zu Nydenburg. Ludwig Nythart zu Bühel. Hanß Linkircher zu Rontenbach. Martin Rincklin / Hanß Wanter. Eberhard Sattelin. Jacob Schad. Veronica von Rotenstain. Barbara Schenckin von Wilsfingen.

Am Necker.

Herr Hanß Caspar von Bubenhofen. Herr Jörg von Ehingen. Herr Herrmann von Sachsenheim. Ludwig Truckfäß von Höfingen. Burckart und Rudolff von Ehingen. Ludwig von Emershofen. Hans Marck Jürg zu Hurnlingen. Jörg zu Zimmern / alle von Aw. Hanß der Elter / Hanß Pfiestensohn / Anthonius / Hanß zu Glatt / Hanß zu Schilteckh / alle von Nuneckh. Ott und Beenhart von Gemmingen. Wolff und Hanß Heinrich von Bubenhofen. Eenst und Hanß der Elter von Fürst. Sigmund Bracklöw. Ludwig Luttram von Aertingen Melchior von Brandeck. Thoman von Wahingen. Balthasar von Buhel. Hanß von Suntheim / genant Uffenloch. Volz von Wyttingen. Hanß und Wernher Schenck von Stauffenberg. Jacob von Burrard von Gültlingen. Vyt Schönner zu Schwann Görg von Minnchingen / der Jung. Ludwig von Nippenburg. Görg von Sternenfelß. Wilhelm und Jacob / Kächler von Wanndorff. Melchior von Tierberg. Görg Megetzer von Falldorff.

CLXXXI.

Formula: wie sich Herzog Eberhardt von Würtenberg gegen den Schwäbischen in vorhergehenden 17. Mars.

Anno 1496.

henden Tractat benannten Bundsgenossen verschrieben hat. Geben auf den 17. Martii 1496. [Joh. Philipp. Datt, Volum. Rer. German. Novum Libr. II. Cap. XV. pag. 331.]

C'est-à-dire,

Instrument des Conditions auxquelles les Confederés de Suabe *ont reçu l'Accession d'*Eberard *Duc de Wirtemberg au renouvellement de leur Confederation, du 17. Mars 1496.*

WIr Eberhart von Gots gnaden Herzog zu Würtemberg und zu Teck ꝛc. Graf zu Mümpelgart bekennen und thun kund offenbar mit diesem Briefe: alß der Allerdurchlichtigist Fürst und Herr/ Herr Friderich Römischer Kaiser/ Seliger und loblicher gedächtnuß/ Unser allergnedigster Herr/ auff dem gehaltenen tag zu Franckfurt dem Heiligen Reich zu guth ainen gemainen Landfriden gemacht/ ußgeschriben und gebotten/ deß datum steet am sibenzehenden tag deß Monats Martii nach Christi geburt vierzehenhundert und im sechs und achtzigsten. Und damit solcher Landfrid in dem Land zu Schwaben dest stattlicher gehandhabt und gehalten werde/ auch daßelb Land/ und dessen Einwoner/ bey iren Eren/ Würden/ Rechten/ Freyheiten und altem herkommen/ beleiben mügen/ deßelben Landts Prælaten/ Graven/ Freyen/ Rittern/ Knechten und Stetten/ gebotten hat/ sich gegen und miteinander zuverainen; und nach dem wir mit Unserm Fürstenthumb/ Land und Herrschafften/ in dem Land Schwaben/ dem merertayl gelegen sind/ hat Unß sein Kayserliche Gnad dan zu mal thun gebieten/ daß wir Unß/ mit Unserm Land und Herrschafften/ zu den gemelten Prælaten/ Graven/ Freyen/ Herrn/ den von Adel und den Stetten deß gemelten Landts ihr ainung und fürnemens auch verbinden und verpflichten sollen/ innhalten seiner Kayserlichen Majestät sonders gebottsbrief an Unß ußgangen; darinn wir Unß dann zumal zu gehorsam der Kayserl. May. und handhabung desselben Landfridens begeben und verschriben haben/ nach Inhalt der Brief/ zwischen Uns darüber auffgerichte/ dieselbe verbüntnuß Irs innhalts/ die Kayserliche Mayestät bey seinem leben erstreckt hat/ daß die nach außgang der zehen Jahr und deß vermelten Landfridens/ noch drew Jar weren und besteen soll: des nachvolgend und yetzo Unser allergnädigsten Herr/ der Römische König/ nach abgang seiner Gnaden/ Herrn und Vatters/ deß Römischen Kaisers obgenant/ als Römischer König/ den obgemelten Landfriden/ zu seinem außgang/ drew Jahr die nägsten darnach volgend/ auch die mehrgemelte verbuntnuß dieselbe zeit darauff erstreckt/ und in ihren Clausolen und begriffungen gebotten hat: in mittler zeit aber fürgefallen/ daß durch den obgemelten Unsern allergnädigsten Herrn Maximilian Römischen König/ auff dem nägst gehalten Reichstag zu Wormß/ mit Rat und willen seiner und deß Heiligen Reichs Churfürsten/ Fürsten und Stennd/ ein newen Landfriden/ durch das ganz Reich Teütscher Nation gesezt/ geordnet/ verschreiben/ gebotten und außgeen lassen hat/ des datum stehet zu Wormß am sibenden tag deß Monats Augusti nach Christi geburt 1495. Also bekennen wir und thun kund allermenniglich mit diesem Brief/ für Unser Erben und nachkommen/ das wir Uns zuvorderst Gott dem allmechtigen zu lob/ zu handhabung deß nägst gemachten gemeinen Königl. May. Landfridens/ zu Worms/ wie obvermelt/ beschloßen/ und durch die Königliche May. bey mercklichen schwehren Penen zu halten gebotten/ und deshalben/ dem gemeltem Unsrm gnädigen Herrn/ dem Römischen König und seinen Gemainen gebotten zu gehorsam/ denselben Königl. Landfriden gutwilliglich angenommen; und so wir dann genaigt sind/ denselben Landfriden/ nach dem der Gott zu lob/ dem Heiligen Reich zu Eren; den bilgern und Landfaren und aller Erberkeit zu gut/ auch daß ein jeder dest baß bey seinen würden/ rechten/ freyheiten/ und altem herkommen beleyben mug/ angesechen ist/ zu auffen und zu meren/ umb weiter handhabung sollichs gemeinen Königlichen Landfriden und in krafft desselben/ umb gemains friden und nuz willen/ Unß/ mit Unserm Fürstenthumb/ Landen/ Schlossen/ Stetten und der Unsern/ auch Unßer Prælaten/ Räten/ Dienern/ und denen/ so Uns geistlich und weltlich zuversprechen steen/ zu den obgemelten Prælaten/ Graven/ Freyen/ Herrn/ den vom Adel und den Stetten/ verschriben und veraint haben/ verschreiben und verainen Uns auch in krafft diß Briefs/ sollichen Landfriden/ in allen Stucken/ Claululn, Puncten und Artickeln von worten/ zu worten/ alsz ob die hierinn nämlich wären bestimpt/ mit und gegenainander zu halten/ und wider meniglich/ wer sy/ die iren/ oder die ihnen zu versprechen steen/ darinn oder darwider verlezung tät/ zu vollziehen/ und sie nie zu verlaßen.

Und damit wir/ die Unsern und die Unß zuversprechen steen/ gegen den obgemelten Prælaten/ Graven/ Freyen/ Herrn/ den von Adel und den Stetten/ in krafft deß Landfridens und demselben zu handhabung mit rethe und hilff/ dest stattlicher mit und beyainander beleiben/ und den jhenen/ so Unß/ die Unsern/ und die so Uns zuversprechen steen/ auch sy/ die iren/ und die ihnen zuversprechen steen/ darwider beschedigen wurden/ widerstand zu thun/ so haben wir Unß auff sollichs nachvolgender Artickel geaint und vertragen; innmassen/ wie hernach steet/ und namlich.

Zum Ersten: daß wir/ die Unsern/ und die Unß Gaistlich und weltlich zuversprechen steen/ die nachgemelte zeit auß/ gegen den obgenanten Prælaten/ Graven/ Freyen/ Herrn/ denen vom Adel und denen von Stetten/ nichts unfrundlichs sollen fürnemen noch yben/ sonder sie und irn yetwedern by gemelten Landfriden und dem Rechten beleiben laßen; und die spänn/ so sich zwischen Uns/ den Unsern/ und denen/ so Uns zuversprechen/ sollich zeit anheben werden/ mit recht außtragen/ wie hernach volgt. Namlich also: Ob wir/ die Unsern/ oder die Uns/ als obstet/ zuversprechen steen/ spruch gewunnen/ zu den obgemelten Prelaten/ Graven/ Freyen/ Herrn/ den von Adel und den Stetten/ daß dann sollich sach berechtet werde vor dem Richter/ oder seinem Statthalter/ so von Unserm allergnedigsten Herrn/ dem Römischen König/ alß Fürsten von Oesterreich/ auch Uns und andern Fursten/ dem Punt verwant/ und den berürten Prelaten/ Graven/ Freyen/ Herrn/ den vom Adel und den Stetten/ außer dem Punt/ darzu geordnet und gesezt seind/ und vier Mannen/ so nachvolgender massen genommen und gesezt werden sollen. Namlich: wurden dieselbe spruch die bemelte Prelaten/ Graven/ Freyen/ Herrn/ oder die vom Adel in gemain/ iren ainen oder mehr/ insonder berüren/ so sollen von Unß usser Unserm geschwohrnen Hofmeister und Räten/ zween/ und von den Prælaten/ Graven/ Freyen/ Herrn und vom Adel/ zween weyß und verstendig Mann ernennt/ darzu verordnet und zu ihm gesezt werden. Ob aber sollich spruch die egerürten Stett ingemain oder insonder berürten/ so sollen abermals/ wie obstet/ usser Unserm geschwornen Hofmeister und Räten/ zween/ und von denselben Stetten auch zween verordnet und gesezt werden.

Gewunnen aber sy die Prælaten/ Graven/ Freyen/ Herrn/ die vom Adel und den Stetten/ die iren und die ihnen zuversprechen steen/ in gemain oder inn-

ANNO 1496.

insonder zu Uns / Unsern Communen , Räten / oder dienern zusprechen / daß dann sollich Sach auch berechtert werd vor dem bemeltem Richter und vier Mannen / davon obgeluter maßen zween ußer Unserm Hofmeister und Räten und zween von dem klagenden theil / die dann nach / wie vorsteet / bestimpt und verordnet / zu ihm gesezt werden sollen: doch so sollen hieeinn ußgedingt sein / Unser Rât und diener: gegen und mit denselben / soll es zwischen Uns und ihnen gehalten werden nach lut ains jeden bestallung. Ob ab.r wie / die Unsern / oder die Uns zuversprechen steen / spruch gewunnen / zu Communen , Stetten / Merckten oder Dörffern / den gemelten Prelaten / Graven / Fryen / Herrn / den dom Adel und den Stetten underworffen / die sollen obgeschribner maß berechtigrt werden / vor dem Richter und den vier Mannen / die auch / wie vorsteet / gesezt und geordnet werden sollen.

Und so ain tayl / mit sampt seinen zusätzen / uff angesezten tag / als der gehorsam erschine / und der ander theil und sein zusätz nit erschinen / und deß auch ehaffte not vor dem Richtee nit erscheinte / so soll der Richter / auff anruffen des gehorsamen tayl und seiner zusätz / so entgegen wären / nicht destminder in Recht fürgeen / wie sich das zuthun gepürt / in aller dee gestalt / alß ob der widertail / mit sambt seinen zusätzen / engegen wären.

Und die so alßo / wie vorsteet / zu Richter und zu'äzen gesezt und geordnet werden / sollen ihrer Pflicht und aid von allen tayln / den sie verwandt sind / ledig gezelt werden / in den Sachen / darinn man für sie kommen würdet / und den aid thun / in gleichee forem , wie dann der Königlichen Mayestät Cammer-Richter und beysitzer zuthun schuldig sind.

Wo aber Unser ain tayl / die seinen und die ihm zuversprechen steen / spruch gewunnen / zu des andern tails Burger / Gepuen / hindersäßen oder Underthan / daß soll beschehen an dem end / und in dem Gericht / da der so angevord et wurt / geseßen ist / doch alßo / daß dem klâger fürderlichs Rechten gegen ihm verholffen werd: Es wäre dann / daß Unser ainicher thail oder die Seinen / mit dem andern odee den seinen / anders herkummen und im geprauch wäre.

Wann aber spänn wurden umb fräsel / Erbfell oder aigen / so sollen die berichtigt werden / an den Enden da sy geschehen oder ligen: doch ob der oder die / so alßo gefräfelt hetten / an dem End nit wolten zu recht steen / so soll der Gerichtsherr / under dem der / oder die fräfler sitzen; so verr er den oder die in seinen Gerichten betretten mag / auff ervorderung deß / dem der frävel zusteet / schuldig sein / Ihn in das Gericht / da sich der frävel begeben hat / zustellen / und daselbs recht ergern zu laßen / dem auch der oder die fräsler gehorsam sein sollen.

So aber spänn umb Lehen / da dann baid thail der Lehenschafft von einem Herren herrüheende bekantlich wären / so soll daßelbig vor dem Lehenherrn / oder wie sich gepürt / berechtigt werden. Ob aber die Parthenyen der Lehenschafft deemaßen nit bekantlich wärn / sonder die ain Parthy vermainte / daß das guth / darumb spann / aigen / und die ander vermainte daß es Lehen wäre / umb daßelbig und auch umb die gewehr / Peauch und innhaben / posseß, dienstberkeit der Lehengüter / oder sunst dergleichen Sachen die Lehen berûren / soll die rechtvertigung / wie obsteet / vor dem Richter und vier Mannen geschehen.

Wa sich aber begeb / daß sich yetweder tail für ain innhaber deß gues / darumb spänn wäre / hielte / oder spänn wurden / welcher klâgee oder antwurter sein solt / oder yetweder tail vermeint gerechtigkeit zu haben zu dem gut / so sollen sollich spenn geluttert werden / auch wie obsteet / vor dem Richter und den vier zugesezten Mannen.

Doch: so sollen in dieser derainung unbegriffen sein die Sachen / so vor dem ersten Unseem zusamenthun und verbundtnuß mit Recht angefangt sein / und hangend.

Wir sollen und wollen auch einem yeden / außer den berürten Prelaten / Geaven / Freyen / Heren / dem Adel und den Stetten / bey dem / so er mit Recht ervolgt und erlangt hett / so wir von dem bemelten Richter darumb ermane weeden / handhaben und das einzupringen verhelffen. Der Richter soll auch schuldig sein / ainen yeden bey dem / so er mit Recht ervolgt und erlangt / zu handhaben und vollstreckung zu thun / und Uns umb sollich handhaben und vollstreckung / so offt ihn und sein zugesezt vier Mannen noth ansicht / ersuchen, darinn wir nuch allwegen ohne verzug / nach Unserem vermügen / oder wie wir darumb ermant werden / wie obsteet / beholffen sein wollen: doch soll hierinn unbegriffen sein / so yemand außerhalb der Sachen / so entsezen antreffen von ainichem urtail / durch den gemelten Richter und zusätz gesprochen / appelärtn, und die sicherung täte / wie der Artickel hienach begriffen / zulaßt / alßo / daß derselben urtail nitt vollstreckung beschehen / sondern die Sach bey der appellation beleiben soll.

Und ob ainicher tayl vermeinte mit ainer urthail beschwehrt zu sein / ußerhalb des / so entsezung antrifft / mag denn dersalb durch sich selbs oder seinen anwalt / der darzu vollmächtig gewalt hett / darstan / innerhalb zehen tagen nach gesprochner Urthail / so verr er anders vor dem Richter appelliren will / und schwehren ainen aid zu Gott und den Hailigen / daß er acht und dafür halt / das ihm appellirens noth thu / und daß er keins verzugs halben / noch ans geväed zu appelliren understand / so soll er zu appelliren zugelaßen werden / doch daß er dem alsdann / wider den er appelliren will / sicherheit erbiete zuthun mit gütern / bürgschaffe / oder dem aid / ob er in der appellations-Sach verlustigt wurd / das derselb seins Costens und Schadens an ihm bekummen mög; und egemelt sicherheit vor dem Richter in Monatsfrist / nach sollichem erpieten auff ein genanten tag / von ihm beeden Parthyen ernannt / geschehen. Ob auch die Partheyen sollcher sicherheit strittig wurden / daß die mit gütern / bürgschaffe oder dem aid vollzogen solt werden / daß soll auch zu erkantnus des Richters steen. So aber in abwesen des Richters vor ainem Notario geappellirt wurd / so soll das in zehen tagen nach erganner urtail geschehen / und sollich appellation nachmals in zwanzig tagen / dem Richter von der Parthey verkündt werden; und daby sich erbieten / obgemelten aid und sicherheit zuthun / die auch der Richter nach solchem erpieten / in Monetz frist dem negsten / nemen soll / und baiden Parthyen uff ain genanten tag darzu verkünden. Wo aber sollicher aid / sicherheit und erbieten derselben / wie obgemelt / der appellirer nit thäte / soll er zu appelliren nicht macht haben / sonder der appellation gefallen sein / und die urtail wie obsteth / vollstreckt werden. So auch die Parthyen durch sich selbs appelliren wollen / sollen sy den aid durch sich selbs schwehren. Wo aber durch ein Anwald geappellirt würde / so soll der darzu gewalt haben / und in die Seelen deren oder deß / von der wegen geappelliet wird / schwehren. Doch soll dieser Artickel allein binden / wa von Urtailen / von dem gemeinen Richter und den zusätzen gesprochen / geappellirt wurde. Dann sunst / ob Common, oder sonder Personen, vor Irem Obern ordenlichem oder andern Gerichten fürgenommen würde / soll es mit appelliren gehalten werden

Anno 1496.

werden nach eins jeden Gerichts herkommen/ Freyheit/ brauch uad gewohnheit; oder so der keins vor nugen wäre/ innhalt gemaıns Rechten. Doch/ so soll von keiner vor-oder bey-Urthail geappellirt weeden/ die die end-urthail uit auff ır trägt: daßselbig auch / ob die Parthyen darumb spennig wueden/ zu lutrung steen soll zu den jhenen/ die solch Urtheıl gesprochen haben/ die darumb ıhr rechtlich erkantnuß thun sollen.

Wir nnd die Unsern sollen die obgemelten Prelaten/ Graven/ Fryen/ Herrn/ die vom Adel und den Stetten/ die Jhren und die Jhnen zu versprechen steen/ nit überziehen; deß ihrın/ ihrs brauchs und alten herkommens/ wider Recht und den gemilten Landsriden nıt entsezen/ pfänden/ oder die Jhren vahen: Ob es aber geschehe/ daß doch nit sein soll/ daß dagegen von ihnen/ oder den ihren mit der that wider Recht nicht gehandelt werden soll: Sonder mag der/ dem sollichs alßo von Uns und den Unsern geschehen/ daß an den Hauptmann/ under den derselbig gehörig wäer/ gelangen lassen/ mit anruffung und bitt/ mit Uns oder den Unsern zuverfugin/ den entsezten wider einzusezen/ die Pfandung wider zu geben/ und die gefangen ledig zu zehlen: und so das beschicht/ will dann der/ dem geschehen ist/ umb die that ihnen zugefügt/ Uns oder die Unsern/ so ihneu schaden oder überzug than hetten/ mit Recht fürnemen/so mag der oder dieselben das thun/ in vier Monathen den nägsten/ ungevorlich vor dem gemainen Richter und den zasäzen. Wa aber das einsezen wie vorstehet/ on verzug nit beschehe/ so soll alsdann der gemein Richter/ auff anruffen deß klagenden/ in 8. tagen darnach/in der Sach für sich und die zusätz an gelegen end fürderlich tag ansezen/ und die Sach der entsezung und eingriffs/ wie obsteet/ in Moneth frist den nägsten darnach/ entlich mit Recht entschaiden: und was auch alßo mit Recht erkandt wurd/ daby soll es ohne wägerung beleiben/ und von Stund an vollzogen werden: doch so soll zuvor uff ersuchung deß Hauptmans/ die Pfandung in zweyen oder dreyen tagen ungevorlich widergeben/ und die gefangne/ biß zu außtrags des Rechtens/ ledig gezehlt werden. Und ob sich in sollichem außtrag erfindet/deß das Pfänden oder vahen/ wie obsteet/ von Uns oder den Unsern billich beschehen wäre/ so soll Uns/ oder den Unseen die Pfandung und die gefangene wider zugestellt werden: das selbig alles wider zu Unsern handen ervolgen soll; mit dem auch wir/ und die Unseen handlen mögen/ wie sich gepürt. Wa sich aber vor dem obgemeltem Richter und zusätzen mit recht erfunde/deß der klagend/ entsezt oder gepfändet/ wider recht entsezt wäre/ so soll ihm von Uns oder den Unsern/ die das berürt/ allır kost und schad/ ihm deßhalben auffgeloffen/ außgericht werden. Wurde sich aber jeztgemelter rechtfertigung erfinden/ daß der klagend tail/ umb das/ so er klagt/ mit recht nicht fug gehabt hette/ so soll der oder dieselbigen/ Uns oder den Unsern/ die das berürt/ allen kosten und schaden/ Uns oder den Unsern der Sach halb auffgeloffen/ ablegen und bezalen Doch ob yemand gefangen wurde umb malefiz-henndel/ damit soll es gehalten werden wie reche/ und hiemit unbegriffen siın. Es ist auch hierinn vorbehalten uinem yeden sein gerechtigkeit in der hauptsach/nach ußgang der Rechtfertigung der entsezung.

Und ob yemand/ wer der oder die wären/ die Prelaten/ Graven/ Freyen/ Herrn/die vom Adel/ oder den Stetten/ die ihren/ oder die ihnen zuversprechen steen/ gemeinlich oder sonderlich/ unervolgt und unerlangt deß Rechten/ wider gemelten Landfriden/ bekriegen/ überziehen/ belegern/ angryffen oder beschedigen wurden; so sollen wir in allen Unsern Schloßen/ Stetten/ Land und Gebieten/ bestellen/ schaffen und dareb sein/ daß die Unsern/ die deß gewahr oder ermant werden/ zu frischer that nacheilen/ retten und behalten sollen/ nach ihrem besten vermögen; und ob sollich uom wider ereilt würde/ so soll der/ dem deß sy gewesen ist/ wie die erobert würde/ wider geantwurt werden.

Möchten aber sollich zugriff/ gefangen oder Nohm/ nit erobert und zu frischer that ereilt werden/ und sich die Sach umb verbrechung deß Landfridens/ wie obsteet/ zu einem täglichen Krieg begeb/ oder daß die obgemelten Prælaten/ Graven/ Freyen/ Herrn/ die vom Adel und den Stetten/die Jren/ oder die Jhn zuversprechen steen/ gemeinlich oder sonderlich/ sunst/ unervolgt Rechtens/ wider gemeleen Landfriden/ wie obstert/ bekriegt werden/ so sollen wir Jhnen zum zusatz legen hundert Raisige zu Roß/ uff Unser selbs Costen und Schaden/ und umb sollicher hülff uad zusatz mögen Sie Uns manen/ alsdann nach derselben manung/ sollen wir ihnen in vierzehen tagın den nägsten/ sollich Unser hülff und zusatz legen und schicken/ an das End/ Uns von ihnen bestimbt. Wurden sie aber begehren minder zu schicken/ wieviel der wären/ sollen wir Jnen zusenden: Doch sollen sie allweg zum minsten sollich anzal alß sie von Uns begeren/ vor da ligen haben.

Wäre aber daß die obgenanten Prelaten/ Graven/ Freyen/ Herrn/ die vom Adel und den Stetten/ gemainlich oder sunderlich/ sunst/ unervolgt Rechts/ wider gemelten Landfriden/ wie obstät/ bekriegt wueden: oder auch den obgenanten Prelaten/ Graven/ Freyen/ Herrn/ den vom Adel oder den Stetten/ainem oder mehr/ oder den ihren ihr Schloß/ Stett oder Bevestigung abgewonnen würden/ ohnervolgt und unerlangt Rechtens/ wider gemelten Landfriden/ wie obsteet/ mit gewalt oder sonst/ in welchen weg das beschehe/ und sie das widerumb zu gewinnen understehen wurden: umb das alles und auch ander nothurfftig anligen/ so dem Punt und seinen verwanten zusteen würde/sollen wir/auff vermahnung ihr Haupteleüt/ an ein gelegen end/ durch Uns selbs oder Unser Rät erscheinen: daselbs wir/ oder Unser Rät/ mit sampt andern Churfürsten und Fürsten deß Bundts verwandten/ oder ihren Räten/ mit gemelten Haupteleüten und ihren Räten/ rathschlagen und fürnemen sollen/ wider sollich Fridbruch und verlezer deß Landfridens/ hilff und anders zuthun/ so zu sollichem die nothurfft und gelegenheit der Sach ervordert/ den gemelten Landfriden zu handhaben.

Wäre nuch Sach/ daß die dickgemelten Prelaten/ Graven/ Freyen/ Herrn/ die vom Adel und von Stetten/ oder die ihren mit gewalt oder macht/ unerlangt und unervolgt Rechts/ wider gemelten Landfriden/ wie obsteet/ überzogen/ oder ihre Schloß/ Stett oder Bevestigung belagert wurden: Wann dann wir/ oder die Unseru von ihnen darumb erfordert werden/ so sollen wir ihnen zuziehen mit macht/ dieselben Schloß und Stett helffen retten/ und demselben überzug und gewalt widerstand thun: alßo ob es Unser aigen Sach wäre/ auff Unser selbs kosten und schaden.

Wann auch wir oder Unsere Räth/ uff gesinnen der Hauptleüth der genanten Prælaten/ Graven/ Freyen/ Herrn/ dero vom Adel und den Stetten/ mit sambt gemelten Hauptluten und ihren Räten/ umb verbrechung oder haudhabung deß Landfridens/ lut deß Artickels hievor gemelt/ zusamen kommen/ rathschlag/ hilff oder ander fürnemen zu thun/ nach gelegenheit der Sachen; und wie es die nothdurfft erfordert: ob dann wir auff sollichs den gemelten Prelaten/ Graven/ Freyen/ Herru/ denen vom Adel und den Stetten/ ainich beylegung oder hilff

ANNO 1496.

zu täglichem Krieg odre widerstand deßelben / oder zu eroberung ihrer Schloß / Stett oder Bevestigung / wider die Fridbrecher und den Landfriden ihnen abgenommen / schicken wurden / so dann ehegemelt hilff und beylegung wir ihnen zuschicken zu täglichem Krieg / soll das nuff Unser selbs Costen und Schaden geschehen; doch sollen die / so wir ihnen schicken werden / dero / wider die man sie bruchen wird / Veind werden / und alßdann ihren Hauptleüten / nuff die Veind / als Fridbrechre / zu reiten / und dir zu beschädigen / mit andern den ihern gehorsam und gewärtig sein / getrewlich und ungevarlich und nit von ihnen reiten ohn erluuben der Hauptleüt / on gevärde. Doch sollen sie allweg / zum minsten sollich anzal Volcks / so viel wir ihnen zuschicken / an den enden vor daselbs haben ligen.

Und dieweil wir die / so Uns von den obgemelten Prelaten / Graven / Freyen / Herrn / denen vom Adel und Stetten zu täglichem Krieg obgeschribner maßen zugeschickt werden / wo es sich anders alßo begibe / in Unsérm kosten / und nuff ihren schaden haben sollen / was dann in sollichen Sachen / darumb Uns die zulegung beschicht / von Uns oder Unsern Hauptleüten gewunnen oder erobert wurde / nichts außgenommen / dann / was an ein gemain beüt gehört / daßelb auch daran wie sich gepürt kommen soll / das übrig alles soll Uns allein zusteen und beleyben: Es wärr dann / was von Unserm tail gegen Unseen Veinden oder widerwärtigen / deßgleichen von ihnen wider Unsre Leüt nidergelegt oder gefangen wurden / von Unserm tail und in Unserm dienst / dieselbe gesangen sollen gegen ainander / doch in gleicher maß / ledig gezehlt werden: und ob übrig gefangene vorhanden wären / dieselben sollen Uns allein zustehen.

Wa wir aber den gemelten Prælaten / Graven / Freyen / Herrn / denen vom Adel und den Stetten / zu eroberung ir Stett / Schloß oder Bevestigung / so ihnen wider Recht und gemelten Landfriden abgewonnen wären / hilff oder beylegung thun würden / das sollen wie thun in ir Veldläger / und soll auff Unsern kosten und schaden geschehen. Und ob sollich Schloß / Stett oder Bevestigung / wider erobert wurden / so sollen sie dem / deß sy vor waren / wider geantwurt werden. Ob aber daneben sunst / Statt / Schloß / Bevestigung oder Guth / den Veinden und Friedbrechern abgewonnen wurden / das soll getailt werden nach anzal eins jeden tails Volcks. Was auch schäzbarer und trefflicher Personen, alßdann in demselben fürnemen gefangen werden / dieselben gefangne sollen gemain sein / doch soll man allweg Edel und Raisig / oder sunst gefangen Lut / gegenainander ledig laßen / ongeverlich.

Wann auch die gemelten Prælaten / Graven / Freyen / Herrn / die vom Adel und den Stetten / Uns in Sachen / da wir / die Unsern und dir Uns zuversprechen steen / wider Recht und den Landfriden bischedigt / zu hilff komumen würden / wie obstret: So dann sy zu Uns in Unser Veldläger kommen / und daselbs acht tag by Uns in ihrem kosten und schaden gelegen seyn: Wollen wir dann sy all / oder zum thail / das zu Unserm willen steen soll / lenger behalten / so sollen sie bey Uns bleiben / und alsdann dir Prælaten / Graven / Freyen / Herrn und die vom Adel / in Unserm kosten und ihrem schaden / und dir von den Stetten in ihr selbs kosten und schaden gehalten werden. Und ob alsdann ainich Schloß / Statt / Bevestigung odre anders dem Veinde abgewonnen wurde / daßselbig soll nach anzahl des Volcks getailt werden: Doch / dieweil sie die Prrlaten / Grasen / Feryen / Herrn und vom Adel / in Unserm kosten und ihrem schaden sind / soll ihr gepürender thail Uns zusteen: Aber den von Stetten soll an dem / das / als obstat / gewonnen wurd / nach anzal ihrs Volcks werden; doch was an ein gemein beüt gehört / deßgleichen der gefangnen halb / damit soll es gehalten wrrden wie oben begriffen ist / alles ohngeväelich. Und die / so wir alßo / nach außgang der acht tag / wie vor gemelt ist / bey Uns behalten werden / das soll gegen denen vom Adel und Stetten in gleicher anzal / nach gepür jedes tails geschickten / beschehen.

Und / wie offt wir ihnen die Unsern alßo zu hilff schicken werden / wie obstet / sollen sie allweg an denselben enden bestellen / daß den Unsern in gleich saylem kauff umb ihren Pfenning liferung gegeben werde.

Wann auch Uns oder den Unsren / die Prelaten / Graven / Freyen / Herrn / dir dom Adel und von den Stetten / obgemelter maß zu hilff kommen und ziehen; ob wir dann zu solchem / büchsen / Pulver / zeüg und anders darzu in ain Veld gehörig / nothürfftig und brauchen würden / so soll sollichs ohne der bemelten Perluten / Gruven / Freyen / Hrern / der vom Adel und Stetten kosten und schaden beschehen / und von Uns dargeben werden.

Dergleichen soll von den Stetten / so wir ihnen alßo zu hilff kommen und ziehen / ohne Unsre und dre Unsern kosten und schaden auch geschehen. So aber wir den jeztberürten Prelaten / Graven / Freyen / Herrn und vom Adel / zu hilff kommen und zuziehen würden / wie jezt gemelt ist / und sy dann in sollichem / wie vorsteet / büchsen / Pulvre / zeüg und anders darzu in ein Veld gehörig / nothdürfftig würden / so sollen und wollen wir das mit sampt andern Fürsten dem Punt verwant / und den Stetten darleihen: und soll der kost / so damit nufflauffen würde / von Uns und den Fürsten dem Punt verwant / zu dem dritthail / und von denselben Prælaten / Graven / Freyen / Herrn und vom Adel zum dritttheil / und von den berürten Stetten auch zum drittheil getragen und bezalt werden.

Wir und die Unsern sollen und wollen auch der dickgemelten Prælaten / Graven / Freyen / Herrn / der vom Adel und der Stett / und der ihren gemainlich / oder insonder Veinde / als Verbrecher deß gemelten Landfridens / so bald Uns die verkünt oder zu wißen gethan / oder wir selbs gewar werden / in allen und jeglichen Unsern Schloßen / Stetten / Merckten / Dörffern und Gebieten / wißentlich nit enthalten / hausen noch hofen / äzen noch trencken / noch gevarlich hinschieben / hilff / fürdenng noch beystand thun / sonder dieselbe annehmen / und von Ambts wegen / und auch uff menniglichs klag / rechts ohngesaumbt zu ihnen ergehen laßen / und verholffen sein: dawidre wir auch ußerhalb vrewilligung deß klagenden / dem Fridbercher kein sicherheit / tröstung oder gelait geben sollen und wollen / alles innhalts gemelten Landfridens.

Und ob wir / Unser Rät / diener / oder zugewanten von der gemelten Prælaten / Graven / Freyen / Herrn / der vom Adel und der Stett wegen / zu Krieg umb verbrechung gemelts Landfridens kämen / und Unser Lehen uffsagten / so soll kein richtung uffgenommen werden / Uns / Unsern Räten / dienern und zugewanten seyen dann zuvor Unsere und ihre Lehen wider gelihen.

Und ob nemand / wre der odre die wären / die obgenanten Perlaten / Graven / Freyen / Herren / dir vom Adel und den Stetten / sament oder sonder / dir iren / oder die ihnen zuversprechen steen / mit fremdden oder ußländigen Rechten / Gaistlichen oder Weltlichen / dahin sie zu recht nit gehörten / widre den gemelten Landfriden / zubekümbern und umbzutreiben understünden / aber das sie und die iren an billiche end fürzukommen nit wären ervordert / noch ihnen die vresagt hetten / darwider und darinn sollen und

wollen

Anno 1496. wollen wir sy getrewlich helffen/ handhaben/ schützen und schirmen/ damit sie und die iren sollicher frembder und außländiger Gericht entladen werden/ und by ziemlichen und billichen rechten/ innhalt gemelts Landfrides/ beliben mügen: Doch/ ob sy oder die ihren/ mit Geistlichen Gerichten/ von Geistlicher Sach wegen/ an gepürenden Orthen von yemand wurden angelangt und fürgenommen/ das soll hierinn onvergriffen sein/ ungevarlich.

Und in dieser Verainung deß Landfridens behalten wir Uns Unser gerechtigkeit zu Unsern dienern/ Lehen-Mannen/ Oeffnungen und Pfandschafften.

Und ob sich auch wurd fügen/ daß yemants/ wer der oder die wären/ die in dieser ainung deß Landfridens nit wären begriffen/ ainen oder mehr/ usser den Prelaten/ Graven/ Freyen/ Herrn/ den vom Adel und den Stetten/ und die ihnen zuversprechen stünden/ wurden ersuchen und anlangen/ umb Sachen/ die sich von dieser ainung wegen/ dieweil die gewäher/ begeben und verloffen hetten/ darinn sollen und wollen wir/ nach dieser verschribung innhalt/ so die ußgangen ist/ dannocht/ dem/ oder denselben beraten und beholffen sein/ in gleicher weiß/ und en allweg/ alß ob diese ainung dannocht währte.

Und in dieser ainung deß Landfridens sollen ußgenommen und hindan gesetzt werden/ alle ervolgte und erlangte Recht von yemand/ usserhalb dieser ainung ervolgt und erlangt: derselben wir dieser ainung halb müßig sein mögen/ ungevarlich.

Ob auch von den bemelten Prælaten/ Graven/ Freyen/ Herrn/ den vom Adel und den Stetten/ ainer oder mehr/ für sich selbs von freyem willen/ oder sunst yemand/ usserhalb dieser verainung/ beschädigen oder bekriegen wurden/ wider den gemelten Landfriden; darinn sollen wir/ die Unsern/ und die Uns zuversprechen steen/ dem/ oder denselben/ oder den Iren/ oder yemand von Ihren wegen dhain hilff schuldig sein.

Wolten sich auch die gemelten Prelaten/ Graven/ Freyen/ Herrn/ die vom Adel and die Stett/ zu andern Fürsten/ Fürstgenoßen und Communen, ausserhalb deß Landfridens verainen/ das sollen sie vor an Uns bringen/ ob wir auch in sollich ainung mit denselben kommen und Uns verainen wolten/ deß sollen wir macht haben. Ob aber sollich Verbündtnuß von Uns nicht geschähe/ und sie sich dannocht zu denselben verbinden würden/ deß sie auch macht hand/ darinn sollen sy Uns dieses Landfrides verainung halb/ gegen denselben auch außnehmen/ und wir ihnen von derselben wegen/ und was sie von derselben wegen angieng/ dehain hilff schuldig noch pflichtig sein.

Ob auch wir obgenant Herzog Eberhart/ einen oder mehr Prælaten/ Graven/ Freyen/ Herrn/ vom Adel/ oder ein oder mehr Statt/ so Uns erblich zu schirmen und zuversprechen nit zustünd/ zu Rät/ dienern oder verspruch/ angenommen hetten/ oder noch annehmen wurden/ so sollen wir/ den/ oder dieselbe/ so wir alßo/ wie obsteet/ angenommen hetten/ oder annehmen wurden/ wider egemelten Landfriden/ wider den Pund und sein verwanten nit schützen noch schirmen/ und auch der Pund/ dem oder denselben/ so alßo angenommen wären/ oder wurden/ in krafft deß Landfridens dieser verainigung hilff zuthun/ auch nicht schuldig sein.

Alßo haben wir für Uns/ Unser Erben und Nachkommen/ und alle die Unsern/ und die Uns zugehören und zuversprechen stehen/ geistlich und weltlich/ diese verainigung zu handhabung des obgemelten Landfridens/ mit allen und jeden ihren Stucken/ Puncten und Artickeln/ von dato diß Briefs an anzuvahen/ und von derselben zeit drew Jahr/ die nägsten/ nach einander volgend zu währen/ die sich dann enden werden auff den sibenzehenden tag deß Monats Martii, im Newn und Newnzigisten Jahre/ bey Unsern Fürstlichen würden versprochen zuhalten und zu vollführen/ alles getrewlich und ungevärlich: Anno 1496.

Doch nehmen wir hierinn uß den Hochgepornen Fürsten/ Unsern lieben Herrn Philipsen/ Pfalzgraven by Ryne/ Herzogen in Beyern/ deß Heiligen Römischen Reichs Erztruchsässen und Churfürsten rc. In krafft der verpflicht/ damit wir seiner Lieb verbunden sein/ wie Uns dann sollichs von Unserm allergnedigsten Heren dem Römischen Künig/ von seiner Königlichen Mayest. selbs/ auch deß bemelten Pundes und aller seiner verwanten wegen zugeben ist/ ohne gefährde.

Deß zu urkund haben wir Unser Innsigel thun hencken an diesen Brief/ der geben ist auff den Sibenzehenden tag deß Monats Martii, Anno Ein tausend vierhundert und im Sechs und Newnzigisten Jahr.

CLXXXII.

Außschreiben Königs MAXIMILIANI I. zum Reichs-Tag nach Lindau/ so auch mutatis mutandis an die Reichs-Stadt Eßlingen ergangen/ Augspurg am Montag in den Heyligen Pfingst-feyern Anno 1496; Bringt darin unter andern die ursach seines Zugs in Italien vor/ um nemblichen denen Frantzosen/ so die Eroberung des Hertzogthums Meyland im Sinne hätten/ widerstand zu thun; und begehret deßwegen auff diesen Reichs-Tag nebst dem gesammelten gemeinen Pfennig/ mit gewisser anzahl Volcks und Geschütz zu erscheinen/ um nach Endung des Reichs-Tags mit Ihm den Römer-Zug so gleich thun zu können. [JOH. PHILIPP. DATT, Volum. Rer. Germanic. Novum Libr. III. Cap. VI. pag. 544. §. 26. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Gen. Cont. pag. 163.] 23. Mai.

C'est-à-dire,

Lettres Imperiaux de MAXIMILIEN I. *pour la Convocation d'une Diète generale de l'Empire à Lindau, & envoyés*, mutatis mutandis, *à la Ville* d'Eslingen. *L'Empereur y expose le sujet du Voyage, qu'il veut faire en Italie, savoir pour s'opposer aux entreprises des François contre le Duché de Milan; à quelle fin aussi, il ordonne aux Princes & Etats de l'Empire de se trouver à la dite Diète, & d'assembler l'Argent, les Troupes, & les Munitions nécessaires, afin qu'à la dite Diète, ils le puissent suivre en son Expedition. Donné à Augsbourg le Lundi de la Pentecôte* 1496.

Maximilian von Gottes gnaden Römischer Kunig/ zu allen zeyten Merer deß Reichs rc.

LIeben getrewen. Uns zweifelt nicht/ ihr habe noch in frischer gedächtnuß/ wie auff dem nechst gehalten Reichstag zu Wormß durch Uns/ Unser und deß Reichs Churfürsten/ Fürsten/ Euch/ und andere Ständ/ Frid/ Recht und lobliche Ordnungen/ fürgenommen/ auffgericht und beschloßen/ und zu handhabung derselben ein gemeiner Pfenning durch das gantz Reich und Teütsche Land/ doch allein vier Jar lang werende/ der einem yeden menschen zu geben gar leidenlich ist/ bewilligt und zugesagt:

Anno 1496.

sagt: auch der letst abschid/ deß geweßten tags dergestalten gewesen sey/ daß alle dieselben Stend im Reich/ auff iren kosten/ in iren Stetten/ Flecken/ Märckten und Dörffern/ bey den iren ernstlich verfügen solten/ daß sollich auffsazung durch redlich persnnen darzu verordnet/ bey irer glübd und aid/ in beywesen deß Pfarrhers von den weltlichen persnnen, und durch ein geistlichen Cnmmissari, der von den siben Schazmeistern auff zimliche belohnung benennt wurde/ in beywesen der geordneten von den Erzbischoffen und Bischoffen/ von den geistlichen persnnen, yeglichs Jars vor dem Newen Jars-tag eingenommen und verwahrt; fürter den Cnmmissarien, so in yedem Lande von den siben Schazmeistern gesezt/ zu derselben Cnmmissarien gesinnen/ mit sampt der auffschreibung getreülich uberantwurt; denselben ferrer den siben Schazmeistern vor Purificationis Mariæ zu überlifern/ auch nachmals zu widerstand der Türcken und andrer anfechter deß Heiligen Reichs und Deütscher Natinn zu gebrauchen: daß auch wir/ und alle deß Reichs-Stend/ auff Unser Lieben Frawen tag Purificationis nechst verschinen/ persönlichen gen Franckfurt kommen; oder ob wir/ oder ir ainer auß redlichen ursachen persönlich nit erscheinen möchten; alßdann wir Unser/ oder sy ire treffenlich Pottschafft/ mit schrifftlichem genugsamen gewalt schicken/ daselbs zu handlen/ zu ratschlagen/ und endlich zu beschliessen/ wie der gemein Pfenning gebraucht werden solte: auch anders/ so zu gemeinem nuz der Christenheit/ und deß Heiligen Reichs dienen möchte ꝛc. wie dann derselb abschid solchs mit mehren worten klerlichen außtruckt und begreifft: darauff wir Unsers tails mitler zeit alles das/ so Uns derselb abschid weiset/ nit underlaßen/ und damit sich sellich Sachen nicht verlengen/ noch die jhenen/ so den gemeinen Pfenning zu geben bewilligt/ nit wider abfallen/ persönlich und durch Unser Pottschafften treffenlich und mit gutem vleiß darinne gearbait: aber dieweil die siben Schazmeister die Cnmmissari nicht annehmen/ wir auch auff diß zeit von Uns selbs ander an ir statt nit kyesen/ sondern deß tags zu Franckfurt erwarten wolten/ und dennoch in Uns selbs ermeßen/ daß der gemein Pfenning widerstandts halber nicht eingezogen/ und wir kurze halben der zeit nichts fruchtbars dem abschid gemäß zu Wormß/ gleichmeßig außrichten möchten: und alßo über Unsern hohen und großen fleiß/ so wir hierinn fürkeret/ wol gemerckt/ Uns auch eigentlich erkundet haben/ daß vor bemeltem tag zu Franckfurt der gemein Pfenning nit eingepracht oder gefallen wurde/ wiewol derselb tag am meisten/ und die recht hauptursach deß ansezens darumb gewest ist/ daß man/ als obsteet/ darauff berate/ wie derselb gemein Pfenning/ diß Jar/ Gott dem Allmechtigen zu lob/ Uns und dem Heiligen Reich/ auch der ganzen Christenheit zu auffenthaltung/ Eren und nuz gebraucht werden solle: sollichs sich aber den merern teil an dem gemeinen Adel/ auch auß nachleßiger handlung der jhenen/ so den bey den iren und iren nachpawren treiben solten/ gesperrt hat. Daß alles wir vor endung deß berürten tags zu Wormß wol besorget; haben/ aber nichts dest minder/ damit an Uns nichts erwinde/ gentzlich fürgenommen/ Uns in eigner person auff solchen tag gen Franckfurt zu verfügen. Nachdem Uns aber zu derselben zeit glauplich und treffenlich warnung kommen sein/ daß der König von Franckreich sich mit einer großen anzal Volcks zu Roß und Fuß fast gesterckt/ und willen hette/ die von Genua zu bekriegen/ und under sein gewaltsam zu bringen/ auß ursach/ daß sie ihm/ auf Unser Practick vertrösten und versprechen/ sy in eigner person zu retten/ ire Schiff/ die in dem Mayländischen Tractat zugesagt sein/ versagt haben; damit ir aber klärlich versteen müget/ wo die von Genua demselben König von Franckreich ire große schiff gelihen hetten/ daß Unser Heiliger Vatter Pabst/ Unser Keiserlich Cron/ die löbliche Statt Rom/ und das Königreich Neapols vergweltiget und verloren worden wären. Aber nicht dest minder so hat derselb Künig in Franckreich zu berürter zeit umb ander schiff gearbeit/ und derselben etliche in Saphoy und Provantz erlangt/ dieser auß dem Künigreich Neapols mit seinem großen zeug und Pichsen bracht/ und mit etwieviel tausend Kriegsleüt bemannt. Darzu auch einen Unsers Heiligen Vatters Pabsts Hauptmann/ genant Misier Virgili de Ursinis mit gelt bewegt und auffpracht hat/ daß derselb dißmals wider Unsern Heiligen Vatter/ und den Künig zu Neapols mit drewtausend Römern und Flnrentinern zohe/ den allen durch verrätterey und in andere weg groß anfechtung und not zufüget; deßhalben gantz zu besorgen was/ daß derselb Künig von Franckreich mit seinem volck/ dem Pabst und dem Künig Neapols viel zu starck/ und sy mercklichen beschedigen wurde; alsdann das bißher nit wenig beschehen ist.

Nun haben wir aus jetztgemelten ursachen/ bey dem Hochgebornen Ludwigen Marie Sfortie, Herzogen zu Mayland/ Unserm lieben Schwager und Fürsten so viel gehandelt und gut verstendtnuß empfangen/ daß er mit und bey Uns und Teütscher Natinn beleiben/ und daran den benanten von Franckreich nit besorgen/ sonder von des bösen und schweren Tractats wegen/ den er mit ime am überzug des vergangnen Jars/ aus hartem andringen der Schweizer hat auffnemen müßen; alles/ daß er mit Ern und glimpff verantwurten mag/ thun: auch denselben Künig von Franckreich/ der jm/ als wir warlich bericht sein/ in viel weg ohn underlaß/ wider die Ere, und wolfart des Heiligen Reichs zu thun/ ansucht/ gantz dhein volck geben wolte; darumb er bald darnach einen großen unwillen gegen Jme fürname/ darinn er noch biß auf diesen heütigen tag one underlaß stehet/ sich mit Franzosen und Schweizern stercket/ und gantz der meinung ist/ denselben Herzog zu Mayland und die von Gennn zu bekriegen; deßhalben wir von dem benanten Unserm Heiligen Vatter Pabst/ den Künigen von Hispanien und Neapols, und der Herrschafft Venedig/ als Unsern Puntsgenoßen/ sy dermaßen nicht bedrengen/ verdrucken noch vergweltigen zu laßen/ sonder jnen hülff/ trost und beystand zu thun/ Uns auch in eigner person auff den bemelten Reichstag gen Franckfurt/ wie auff andern vorgehalten Reichstägen mit zu verhelffen/ hoch ermant und ersucht worden: daß wir inen/ derselben Puntnuß nach/ damit wir ihnen auffs höchst verlobt und versprochen sein/ besonders/ dieweil wir etlich Kriegsvolck in Ytalien ligen hetten/ nit abschlagen/ und aus denselben und andern mercklichen ursachen/ persönlich auff den tag gen Franckfurt nit kommen/ noch auch endung deßelben erwarten mögen: und deßhalben Unser treffenlich Pottschafft an Unser Statt daselbst hin geschickt. Nachdem wir aber mitler zeit warlich bericht/ daß aus der obgemelten ursach verlengnuß und nachläßigkeit des gemeinen Pfennings/ niemandes oder gar wenig aus den Reichsstenden in eigner person, noch durch bottschafften auff sollichem tag zu Franckfurt erscheinen/ sondern ausbleiben wurden/ inmaßen auch alßo beschehen ist/ haben wir Unser gesante Pottschafft wider abgefordert/ doch mittler zeit in Unsern Erblanden den gemeinen Pfenning gearbait und ausgericht. Und so Uns nu von denselben Unsern Puntsgenoßen/ und sonst von vil andern Orthen yezo von newem eigentlich und glauplich Pottschafft und warnung kommen/ wir

auch

ANNO 1496.

auch selbst ware kuntschafft haben / daß der bemelt König von Franckreich / zu Roß und Fuß fast starck / und auff dem weg ist / den benanten Unsern Schwagern und Fürsten von Mayland und die von Genua zu überziehen / zu eröbern / und auch fürter die Kaiserlich Cron / die weyland Unser vorfaren Römische Kayser und Künig / mit grossem Costen und schwehrem blutvergießen zu Teütscher Nation bracht / und bißher dabey behalten haben / durch absezung Unsers Heiligen Vatter Pabsts / an sich zu bringen / und ime Ytalien / daß dem Heiligen Reich one mittel zugehört / gehorsam und undertänig zu machen: daß Uns als Römischem König / Obersten Vogt und beschirmer der Christenlichen Kirchen nicht zugestanen / sondern dargegen eylendts fürzunemen gepürt / und sein deßhalben nun eine gute zeit / biß auff diesen heütigen tag hie oben nachend an dem gepürg gelegen / damit wir dest fürderlicher hinein kommen / demselben Künig von Franckreich das gepürg vorhalten / und fürter on grosse Mühe vor imegen Rom ziehen mögen: auch dardurch Unser Heiliger Vatter Pabst ursach habe / Uns / und nit den König von Franckreich zu Römischen Kayser zu krönen; darzu wir auch seiner Heiligkeit und der Christenlichen Kirchen den aid / wie sich gepürt / mit Eren thuen. Und haben deshalben nit lenger verharren / noch auff den gemeinen Pfenning warten können / sonder nachdem Uns der Krieg so eylendts in die hand kompt / Uns gentzlich fürgesezt / in eigner person mit Unser macht / und was Uns Gott der Allmechtig verlihen hat / umb dieselb Unser Kayserlich Crönung über berg zu ziehen / den benantern Unserm Puntgenossen hilff und beystand / und dem Künig von Franckreich seins unrechtlichen fürnemens widerstand zu tun. Dem allem nach / haben wir zu vollziehung des jhenen so nach innhalt des berürten abscheid zu Wormß auff dem verschinen tag zu Franckfurt ausgericht sein solt / ainen andern tag / namlich auff den andern tag des Monetz Augusti schirstkünfftig in Unser und des Heiligen Reichs-Statt Lindaw fürgenommen / und begern an Eüch mit hohem und gantzem fleiß bittend / ir wellet auff solchen tag Ewer treffenlich Pottschafft mit schrifftlicher genugsamer gewaltsami zu dem Hochgepornen Philipsen / Ertzherzogen zu Oesterreich / Herzogen zu Burgundi und Brabant / Unserm lieben Son und Fürsten / und Unsern Reten / so auff demselben tag an Unser Statt und in Unserm Nahmen erscheinen werden / und darzu den gemeinen Pfenning / was deßelben in ewern gebieten gefallen ist / auch einen raysigen zeüg in der anzal / als ungevarlich daßelbig gelt deß gemeinen Pfennings lauffen würder / denselben zeüg davon zuversolden und zu bezaln / auch zwey Stuck streyegeschütz daselbsthin gen Lindaw schicken / darnach gericht / nach endung des tags mit demselben zeüg und streit geschüzes / mit Uns / umb Unser Kayserliche Crönung über Perg zu ziehen / und daßelb ewer eingebracht gelt deß gemeinen Pfennings durch die Eüern zu verdienen / uns bevelche / daßelb gelt fürter des Reichs siben geordneten Schazmeistern / oder so ferre die nit daselbst hinkemen / andern / so an ir statt durch Unser und des Reichs Churfürsten / Fürsten / Eüch und ander Stende / die wir auff solchen tag auch erfordert haben / erkieset und erwelet werden / zu überliefern: Fürter von denselben Schazmeistern auff Ewern raisigen zeüg von solchem gelt bezalung zu empfahen / und helffen rathschlagen / wie der bestimbt gemein Pfenning / und die Reüter und geschütz / wider Unser und der Christlichen Kirchen durchächter / Türcken und ander anfechter gebraucht / auch anders / so zu gemeinem nuz der Christenheit und deß Heiligen Reichs dienen möchte / fürgenommen werden solle: inmaßen wie dann auff dem verschinen tag zu Franckfurt beschehen sein solt. Und eüch hierinnen gehorsamlich und gutwillig erzeigen: angesehen / was und wieviel Uns / dem Heiligen Reich / Eüch / und Teütscher Nation daran gelegen ist; und wir Uns zu Eüch ungezweifelt versehen. Daran thut ir Uns zusampt der pillichkeit sonder danckuemig wolgefallen, das wir mit sondern und allen gnaden gegen Eüch und gemeiner Statt zu erkennen / und zu gutem nymmer dergeßen wollen. Geben zu Augspurg am Montag in den Heiligen Pfingst-feyren Anno Domini MCCCCXCVI. Unserer Reiche des Römischen im Aylfften / und des Hungarischen im Sibenden Jaren.

Ad Mandatum Domini Regis proprium.

CLXXXIII.

Königs MAXIMILIANI I. Mandat an die Grafen / Freyen / Herren / Ritter / Städte / Adel / und andere des Reichs / wie auch seine eigene Unterthanen; Legt der Frantzosen starcke und zu eroberung Italiens / und vornemlich Neapolis abziehlende Kriegs-Rüstung vor; zeiget / wie er theils diesen wiederstand zu thun / theils auch wegen der Kayserlichen Cron müsse den Zug / ohnerwart des gemeinen Pfennings / nach Italien fürnehmen; und ermahnet sie deßwegen ohn alles verziehen auff den von ihm gesetzten Termin ihme gerüst zu- und nach Italien zu ziehen. Geben Augspurg den 23. May 1496. [JOH. PHILIPP. DATT, Volum. Rer. German. Novum Libr. III. Cap. VI. pag. 546. §. 29. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. General. Continuat. pag. 166.] 23. Mai.

C'est-à-dire,

Mandement de MAXIMILIEN I. *Roi des Romains, aux Comtes, Barons, Seigneurs, Villes, Chevaliers, Nobles, & autres Sujets de l'Empire, comme aussi à ceux de ses propres Etats. Il y expose le prodigieux Armement que les François font pour se rendre Maîtres de l'Italie & particulierement de Naples; ce qui joint à la solemnité de son Couronnement à Rome, le met dans la nécessité de partir pour l'Italie, même sans atendre l'Argent nécessaire pour cette commune expedition; les exhortant à se rendre auprès de lui en Armes, au terme fixé, pour le suivre. Donné à Augsbourg le 23. Mai 1496.*

WIr Maximilian von Gots Gnaden / Römischer Kunig / zu allen zeiten Meeer des Reichs / zu Hungern / Dalmacien / Croacien 2c. Kunig. Ertz-Herzog zu Oesterreich / Herzog zu Burgundi / zu Brabant / zu Gheldern 2c. Grave zu Flandern / zu Tyrol 2c. Empieten den Edeln und Ersamen / Unsern und des Heiligen Reichs lieben getreüen / N. N. allen und yeglichen / Graven / Freyen / Herren / den von den Stetten / von der Ritterschafft / vom Adel / von Merckten / Dörffern / Flecken / gemeinen Landschafften Teütscher Nation, und sunst allen andern Unsern und des Reichs / auch Unser erblichen Fürstenthumb und Lande / Underthanen und getreüen / in was würde / states oder wesens die sein / so dieser Unser brief oder glauplich abschrifft davon fürkompt; Unser gnad und alles gut. Edeln und Ersamen / lieben getrewen; Uns zweifelt nicht / Ir seie der mercklichen grossen beswerung und einzug der Türcken / als Veind Christi und Unsers Heiligen / Christenli-

ANNO 1496.

chen glaubens / auch ander ansechter deß Heiligen Reichs und Teütscher Nation, so si nu vil Jar in Unsern erblichen und andern Landen / geübt und getriben / und damit mercklich Landt in ir gewaltsami gebracht / auch die Christen-Menschen darinne vertilget haben / guter maß bericht; dem / Weiland Unserm lieben Herrn und Vatter / dem Römischen Kayser 2c. löblicher gedechtnuß / und Uns / mit Unser macht allein zu widersteen / bißher unmüglich gewesen / und noch ist: deßhalben wir sollichs auff etwevil gehaltenen Reichstägen / den Churfürsten / Fürsten und gemeiner besamnlung deßelben Reichs / mit betrübtem herzen fürgehalten / und sy umb rettung / hilff und beystand ersuche und gepetten: die mit Uns / wo sollichem der Türckhen und anderer der Christenlichen Kirchen / deß Heiligen Reichs und Teütscher Nation ansechter zu stattlichem widerstand / nit ein zug geschehen solt / zu was abpruch das Unsern Christenlichen glauben und dem Heiligen Reich raichen würde / betracht und zu herzen genommen / und auff sollich Unser fleißig handlungen / guten willen und zusage bey inen gefunden haben. Zu dem hat der Künig von Franckreich gegen dem durchleüchtigem Unserm lieben Pruder / Künig Ferdinanden von Neapols, ain vehd / veindschafft und krieg fürgenommen, denselben mit großer macht / so er deßmals gehabt / überzogen; dem Uns auch / der rachtung und ainigung nach / so wir mit demselben Künig von Franckreich / auff sein lang und harts andringen und Kriegen gemache / und die zu halten Uns auff das höchst gegen einander verpunden zu retten / noch ime ainich hilff oder beystand zu tun nit gepürt / wiewol wir sollichs aus ursachen / daß wir wol gemerckt haben / daß der Künig von Franckreich die rachtung nit halten würde / gern gethan hetten: deßhalben Er den Künig von Neapols en kurzer zeit gar vertriben / und an demselben kein benügen gehabt / sonder von stund an / als er den Sig gegen Neapols erlangt / hat er sein gewaltig fürnemen / wider Unsern Heiligen Vatter den Pabst / das Herzogthumb Mayland und ganz Ytalien / Uns und dem Heiligen Reich on mittel zu gehörig / gepraucht und underistanden / daselb zu erobern und in sein gehorsam und Regiment zu ziehen: den Pabst abzusezen / einen andern nach seinem gefallen / der ime darnach die Kayserlich Cron und Wirde / die weylend Unser vorfaren Romisch Kayser und Kunig loblicher gedechtnuß mit swerem Coßten und hartem Pluetvergießen zu Teütscher Nation pracht / und bißher dabey behalten / aufgesezt solt haben zumachen / und die dermaßen an sich zu pringen. Dagegen der gemelt Unser Heiliger Vatter Pabst / wir und ander Künig und Fürsten zu handlen underistanden / und besonder wir sollich deß Künig von Franckreich unpillich / sorgveltig / mutwillig und unleidenlich anfechtung und fürnemen Unsern Churfürsten / Fürsten und ganzer besamnlung deß Heiligen Reichs auff dem negst gehalten Reichstag zu Worms entdeckt und zu versteen geben / und sy umb Rat / hilff und beystand abermalen angelanget / die sollichs alles eigentlich betracht und erwogen / wo derselb von Franckreich in Ytalien überhand neme / daß er Teütschland zwingen / und der Türcken in der Christenheit vergeßen / auch darnach die haüser Oesterreich / und darnach Bayern / auch ander anstoßende Fürstenthumb und Herrschafft / so die durch die Türcken an einem Ort / und von dem König von Franckreich an dem andern Ort in ewig zeit on auffhören verderbt / außgetilgt / und den Türcken alßo nimmermer widerstand gethan / ganß vertrucken und under sich ziehen wurde: deßhalben und damit den Türcken und andern anfechtern deß Heiligen Reichs außtreglich widerstand getan / auch frid und recht in demselben Reiche deßt stattlicher gehandhabt werden möcht / ein gemeine hülffe / nemlich der gemein Pfenning durch das Heilig Reich vier Jar lang wehrend / die einem yeden menschen zu geben gar leidenlich / auffgericht und beschloßen: aber / ehe der einprache worden ist / sein Uns teglich von viel Enden / und sonderlich yetzo von Unsern Puntgenoßen / glawplich und wahrhaffeig verkündung / warnung und Pottschafft kommen / wie sich der König von Franckreich mit seiner Cron und Landschafft vertragen: alßo daß ime alle Stende darinnen mit sambt dem hawß Britanni und andeen treffenlichen Fürstenthumben für diß Jahr ein merckliche anzal / an leüten und gelt / Italien zu erobern wiederumb zugesagt / deßhalben er sich von newen mit einer großen anzal Volcks zu Roß und Fuß fast gesterckt und beworben / auch die wider in zug gen Neapols brache haben solle / zusambt dem mercklichen volck / so vor von seinetwegen darinnen ligt. Darzu auch ein große Parthye von Fürsten und Herren / so ime noch in demselben Künig-Reich Neapols anhengen / hilff und beystand thun / und mit sampt den Florentinern auff sein zusagen und vertröstung / daß er in aigner person mit dem obbestimpten volck vierzehen tag vor Sanct Johanns-tage Sunnewenden schirst / wider in Italien sein welle / die auch allezeit gegen den von Genua und Pisa von seinet wegen in großer Vhed und Veindschafft steen / und mit demselben seinem Volck und den Parthyen / durch die angezeigten drey weg in gegen-maß dem Kunig von Neapols, und seinem und der Puntgenoßen volck / so ihme zugeschickt / zu starck ist. Ferrer: So werden wir eigentlich bericht und gewarnet / haben auch deß ein grundlich wißen / daß der Künig von Franckreich sich in seiner Kron auffgestellt / und einen raisigen zeüg von Franzosen / auch nahend die ganß aidgnoßenschafft / die im auff dem nechstgehalten tag zu Lucern, mit dem halben theil wider den Pabst und das Heilig Reich zu ziehen und zu helffen zugesagt / auff ein neües beworben hat: darauß zuversichtlich ist / daß der übrig und minder theil derselben Aidgnoßenschafft / dem mehrern auch nachfolgen und anhangen werde. Und dieweil sich der Reichstag zu Franckfurt obbestimpt / darauff der gemein Pfenning gebracht und gerathschlage sein / wie man den zu widerstand der Türcken und anderer des Reichs anfechter anlegen und prauchen solt / sich verzogen hat: wir auch vormalen nye so wahrhafftige und eylende bottschafft / daß der Künig von Franckreich angezogen seye / als yezo gehabt: und wir dann ye gern / so ferr Unser leib und all Unser vermügen raichet / das Heilige Reiche / dewtsche und welsche Nation underhalten / und dhein frembd gewalte eindringen laßen welten: haben wir aus denselben und andern treffenlichen ursachen deß gemeinen Pfennings nit erwarten mögen; Sonder genßlich fürgenommen / Uns in aigner person eylends zu erheben; und weder auff ferrer Rat / noch tat deß Reichs-Stende zu verziehen / und mit Unser erblichen mache / so viel Uns Gott der Allmächtig verlihen hat / wiewol die zu solchem sweren fürnemen klain ist / angesehen / daß wir den vergangnen Summer und Winter ein merckliche anzahl Volcks und eayserlich gegenwer / die wir nit gern alßo spottlich sollen lassen / zu underhaltung Ytalien und Unser grenßen daselbs in Ytalien gehabt / und noch auff diesen tag darinne ligen / und mit Unserm aigen gelt bißher haben bezalen müßen / hinein in Ytalien / und fürter umb Unser Kaiserlich Cron gen Rom zu ziehen / und sollich deß Künig von Franckreichs fürnemen zu widersteen / daß wir mit Gottes hilff stattlich zu tun verhoffen. Und begeren darauff an Euch alle / und jeden insonders / denen auch sollichs / so zum Kriegen geschickt / gelegen und müglich sein wirdet / mit ganzem fleiß und ernst; Ermanen

ANNO 1496.

ANNO 1496.

manen eüch auch der Pflicht/ damit ir Uns/ dem Heiligen Reiche und Dewtscher Nation verwandt seit / daß ewer jeder zu stund on alles verziehen sich wol gerüst erheben / und auff dem achten tag nach Sanct Johannis tag Sunnwenden schirstkünfftig: welchen aber das ferre halben des wegs zu volbringen nit müglich were / auff das allerfürderlichist er ymmer mag/ darnach/ bey Uns in Unser Statt Veldkirchen erscheinen wolle; geschickt / mit Uns / zu behaltung Unsers loblichen Kayserthumbs / so / wie obsteet / mit swerem Costen und grossem Pluetvergiessen Teütscher Nation auff uns kommen ist / über Perg und gen Rom zu ziehen / und Uns ein Quattember lang auff seinen Costen zu dienen; auch dem Künig von Franckreich seins gewaltigen fürnemens widerstand zu thun verhelffen; und hierinne die grösse und swere der Sachen / mer und baß / dann wir eüch schreiben mögen / bedencken / betrachten / und ansehen /, was und wieviel Uns / dem Heiligen Reich / Eüch selbs und Deütscher Nation an sollichem gelegen / auch daß demselben Kunig von Franckreich sein fürnemen yetzo viel besser zu weren seye / dann / so sein macht gar über hand nehme; als auch offenpar am tag ligt / daß sollich sein furnemen vor einem Jahr baß mit einem Guldin / dann diß Jahr mit zween gulden beschechen mag / widerstanden worden wäre; zusampt dem / daß wir mit Unsern zugewanten das vergangen Jar und biß auff den heutigen tag von Uns selbs so mercklichen Costen dargestreckt haben / und von demselben von Franckreich dermaßen beschwert sein / daß Uns nit wol müglich ist / weiter in kein harr des gemeinen Pfennings aus dem Reich zu erwarten; noch solchen sweren Costen ferner zu erleiden: und seind der ungezweifelten zuversicht / ihr alle / und eüer jeder / werde Uns / dem Heiligen Reiche und Teütscher Nation in sollichem Unserm furnemen / das / wie oben angezaigt ist / der eyl bedarff / und gantz keinen verzug erleiden mag / zu hilff und trost kommen / und nit verlaßen: So wollen wir euer jedem derselben / deß wir hiemit zusagen und versprechen / sollichen seinen dargelegten Costen / nach außgang der beruhrten Quatember / widerumb gnediglich bezalen und vergnugen / auch alle die / so nach verscheinung derselben Quatember länger bey Uns bleiben und dienen werden / die obgemelt Raiß aus / mit Sold unterhalten / und sollichs darzu mit allen gnaden und furderungen gegen euch allen und euer jedem insonder erkennen / und zu gutem nimmer vergeßen. Zu urkund dieser Unser meinung und Briefs / haben wir Unser Innsigel auff diesen und etwieviel mer Brief drucken / und zu gemeiner bestettung Ewer aller die abschrifft davon mit Unserm Kuniglichen Carracter bezeichnen / auch die beruerten besigelte brief hinder die Ersamen / Unser und des Reichs liebe getrenen / Burgermeister und Rate der Statt Cöllen / Augspurg / Nurnberg / Regenspurg / Lubegkh / Pasel / Straßpurg / Speyer / Franckfurt / Antworpen / Dortricht / Pistantz / Metz / Ulm / Schwebischen Hall / Lyndaw / Wesel / Sweinfurt / Erfurt / Wien / Lintz / Grätz / Krembs / Judenburg / Zili / Sandt-Veyt in Kerndten / Villach / Laybach / Hall im Yntal / Ennß / Petzen / Bruck in Flandern / Luzemburg / Mittelburg / Berg im Hennigew / Munnichen / Lantzhut und Leipzig erlegen lassen. Geben zu Augspurg am drey und zweinzigisten tag / deß Moneß Mayen / nach Cristi Geburt / vierzehenhundert and im Sechs and Newnzigisten / Unserer Reiche deß Römischen im Ailfften / und deß Hungerischen im Sibenden Jaren.

CLXXXIV.

ANNO 1496. 25. Août.

MAXIMILIANI I. Römischen Königs Mandat an dieselben Reichs-Stände/ so in außzahlung des zu dem Zug nach Italien bestimmten Anlehens sich saumselig erzeiget; vermahnet sie solches auff das allerfürderlichste zu bewerckstelligen. Geben am Chumber-See den 25. Augusti Anno 1496. [JOH. PHILIPP. DATT, Volum. Rerum Germanicarum Novum Libr. III. Cap. IV. pag. 530.]

C'est-à-dire,

Mandement de MAXIMILIEN I. *Roi des Romains aux Etats de l'Empire, qui n'ont pas encore satisfait au payement de ce qu'ils doivent contribuer en Argent pour l'Expedition d'Italie, leur ordonnant de le faire au plutôt. Donné au Lac de Come le 25. d'Août 1496.*

Maximilian von Gottes gnaden Römischer Künig / zu allen zeyten Merer deß Reichs ꝛc. ꝛc.

LIeben getrewen: Als wir Unser Commissarien und Pottschafften allenthalben in das Heilig Reiche außgeschickt haben / und an ewch und ander Unser und des Reichs Churfürsten / Fürsten und Stände zu Unserm löblich fürnemen und auffenthaltung deß Heyligen Reichs ein zymlich und leidenlich anlehen begeren laßen / langt Uns an / wie gemain Reden geen / als ob daßelb Unser ansuchen und begern abgeschlagen und gewaigert werden woll: daß wir doch / den mercklichen und großen beschwehrungen nach / so dem Heyligen Reich yetzo obligen / innmaß wir dann daßelb in Unserm vorigen schreiben eüch und andern Stenden des Reichs gnugsamlich angezeigt haben / gantz nit glauben: und dieweil wir aber zu auffenthaltung und rettung deß Heiligen Reichs / und sonderlich auff deß Künigs von Franckreichs andringen / so er yetzo von newem Uns und dem Hailigen Reich zu nachtail und abbruch übet / und Uns damit Unser loblich fürnemen fürzukommen vermaint / zu widerstand demselben Kunig von Franckreich: auch ermalen Uns der Smiuner gar entgee / ein mercklich anzal volcks zu Roß und Fuß mit Unserm großen darlegen und sweren Costen haben versammlen und auffnemen müßen: und deßhalben Unsern anzug Eren halben in dhain weg nit länger anstellen; noch auch / als ir sollichs ermeßen mügt / daßelb volck sunder mercklich gelt / das wir darzu bedürffig / bey einander behalten mögen: Demnach so begern wir abermals an Eüch: Ermanen Eüch auch als liebhaber des Heiligen Reichs des aydes / so ir Uns und demselben Reich gethan habe /. mit besondrem und ganzem vleiß bittende / ir wellet Uns sollich anlehen / innmaßen wie das die gedachten Unser Commissarien und Pottschafften von Unsert wegen an Eüch begert haben / oder noch begeren werden / so verr ir sollichs daranff nit gethan habt / nochmals auffs allerfürderlichst ir immer mügt / bey

ANNO 1496.

ewern aignen Potten gen Augspurg oder Franckfort schicken: daselbst wir bestellt/ Unserm Kriegsvolck/ so wir zu rettung Ytalien und Unser Kayserlichen Würde bey Unß haben/ sollich gelt durch wechsel zu antwurten. Und Unß sollichs nit verzeihen/ noch abslagen/ noch hierinn auff den Reichstage zu Lindaw kain auffschub oder waigrung suchen/noch thun: angesehen daß derselb tag deß anlehnens halb nit/sonder allain darumb angesezt ist/ daß darauff/ wie der gemain Pfenning angelegt/ und anders/ so zu nuz und notturfft deß Heiligen Reichs dienet/ innmaßen dann auff dem verschinen tag zu Franckfort beschehen sein/geratschlagt und geschloßen werden solle: Ewch auch hierinne gutwillig und gehorsamlich erzeigen; alß wir ungezweyfelt sind; daß wollen wir mit allen gnaden und freündschafften gegen euch erkennen und beschulden. Wa ir aber sollichs nit thun würdet/ deß wir Unß zu euch gantz nit versehen/ und wir dardurch sollich Unser volck nit erhalten möchten/sondern daßelb zeerlaßen gedrungen wurden/ innmaßen wir dann thun insisten/ mügt ir wol abnemen zu was spott/smach und nachtail das Unß/dem Heiligen Reiche und tewtscher Nation kome; auch der groß kost/ so wir bißher darauff gelegt haben/ gantz verlohren sein wurde, zusampt dem/ das wir hernach/ so ir/ oder ander deß Reichs Stánd/ die sich yezo unwillig erzaigen/ diß anlehen gern táten/ das volck nit mer zusamen pringen möchten; wir wusten und wolten auch sollichs nit anderst halten und versteen/ dann daß ir an dem ort Unser Person, und deß Reichs verdruckung/spott und Smach gern sehet. Das wollen wir euch nit verhalten. Geben am Chumber-See deß funff und zwainzigsten tags deß Monats Augusti. Anno Domini M CCCCXCVI. Unserer Reiche deß Römischen im eylfften/ und deß Hungerischen im sibenden Jahren.

Ad Mandatum Domini Regis proprium.

CLXXXV.

20. Sept. (1) MAXIMILIANI *Imperatoris Confirmatio Privilegiorum per Prædecessores suos* JANUENSIBUS *concessorum, ut soli possint salem conducere, seu vehere per Mare Ligusticum, à Monte Argentario usque ad Marsiliam. Datum Vigevani 20. die mensis Septembris* 1496. [Piéce, tirée d'une Information de Droit publiée à Milan par ordre du Roi d'Espagne en 1633. sous le titre de *Discussio Quæstionis Salariæ Finariensis.*]

MAXIMILIANUS divinâ favente Clementiâ Romanorum Rex semper Augustus, ac Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Lotharingiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Luxemburgiæ, Geldriæ, Comes Flandriæ, in Habspurg, Tyrolis, Ferretis, Ingiburg, Arthisiæ, & Burgundiæ, Palatinus Hannoniæ, Holandiæ, Zelandiæ, Namurci, & Zutphaniæ, Marchio Sacri Romani Imperii, & Burgoviæ, Landgravius Alsatiæ, Dominus Frisiæ, Marchio Sclavoniæ, Portûs Naonis, Salinarum, & Mediniæ &c. In sublimi Romanorum Regiæ Celsitudinis folio divinâ dispositione constituti ad singulorum nostrorum, Sacri Imperii Subditorum, atque fidelium commodum, atque honorem conspicimus, eorumque salutem, & prosperitatem, quantum Nobis ab alto conceditur, libenter procuramus, & illorum maxime, quorum fidelitatis sincera devotio, & obsequendi voluntas divis Antecessoribus nostris Romanorum Regibus, atque Imperatoribus, adeò reddiderunt acceptos, ut singularibus Privilegiis, & honoribus, atque præeminentiis cæteris reddiderint splendidiores; sane, ut intelleximus, Cives, & Communitas Civitatis nostræ Genuæ, olim cum Barbari Mediterraneum, atque Ponticum, seu Ligusticum, & Januense Mare, illiusque Confinia in dies molestarent, atque deprædarentur, & Christianum Sanguinem diris Martyriis afficerent, ad eorum spurcitiam cogentes, & nemo esset, qui pro sanguine Christiano redimendo arma sumeret, & Catholicam Fidem tutari auderet; ipsi Cives, & Communitas pro tutanda Religione, & assecurando Mari arma sumpserunt, & Christianum Populum ab ipsorum Barbarorum ferocitate defensarunt, ipsumque Mare ab ejusmodi Barbaris, atque Piratis purgaverunt; propter quod à Divis Prædecessoribus nostris inter alia, ut asseritur, obtinuerunt, ut super ipso Mari Pontico, seu Ligustico, & Januensi, & à Monte Argentario usque ad Marsiliam, nemo quam ipsi, Concivesque ipsorum sal conducere possit, & si aliquis in ipsis supradictis terminis Montis Argentarii, & Marsiliæ sal conducere attentaverit, quòd ipsi hoc prohibere, & eorum prohibitioni contravenientes punire, ipsumque sal, & Navigia confiscare valeant, quemadmodum prælibati Privilegii, ac præscripti Juris vigore in dies faciunt, & in illius usu, possessione, vel quasi jam triccotis Annis, & ultra fuerunt, eoque libere usi sunt, prout ex publicis eorum Documentis, atque Processibus *constare asserunt*; *cùm autem ipsa Privilegia propter motus Civitatis ammissa sint*, Nobis humiliter supplicarunt, ut hujusmodi ipsorum Privilegium, atque jus prohibendi ne infra dictos terminos Marsiliæ, videlicet à Monte Argentario, sal per quamcunque aliam personam, Commune, Corpus, Collegium, vel Universitatem, conducatur, eisque auctoritatem, ut si quisquam contra eorum prohibitionem sal conducere repertus fuerit, quòd ipsi Transgressores prohibitionis, Navesque eorum, ac sal auctoritate propriâ capere, punire, eorum Bona confiscare, & in suos usus convertere possint quemadmodum *hactenus se fecisse dicunt*, confirmare, approbare, ratificare, ac de plenitudine Regiæ Potestatis nostræ de novo dare, & concedere dignaremur. Nos attendentes fidelia obsequia quæ divis Prædecessoribus nostris Romanorum Imperatoribus, & Regibus, Nobisque & Sacro Imperio prompto animo semper exhibuerunt, & in præsentiarum exhibent, & in futurum exhibere poterunt, & debebunt, ipsis, atque Successoribus eorum, Civibus, & Communitati Civitatis Genuæ, habito prius desuper nostrorum, atque Sacri Imperii nostri Principum, & Procerum consilio, maturâ deliberatione, & certa scientiâ, & de plenitudine Regiæ Potestatis nostræ prænominatum Privilegium, & jus prohibendi, ne per quemcunque alium seu alios sal intra prædictos Montem Argentarii, & Marsiliam conducere possit, confirmamus, approbamus, ratificamus, & præfatis potestate, & scientiâ, de novo damus, & concedimus; indulgentes eisdem, ut si quis contra ipsorum prohibitionem sal conducere inventus fuerit, quod ipsum, vel ipsos personaliter unà cum Navibus, & Bonis eorum capere, & punire, nec non ipsa confiscare, & in suos usus convertere Regiâ nostrâ auctoritate possint, & valeant, *quemadmodum hactenus facere consueverunt*, non obstantibus aliquibus Juribus, Privilegiis, seu Concessionibus per nos, aut Prædecessores nostros quibuslibet, & cujuscunque statûs, gradûs, aut conditionis sint, concessis, vel in posterum sub quacunque formâ verborum concedendis, quæ omnia præsentibus minime obstare volumus. Nulli ergo omnino Hominum liceat, hanc paginam nostrarum Confirmationis, approbationis, ratificationis, dationis, concessionis, indulti, & auctoritatis infringere, vel ei ausu temerario contraire; si quis auctoritate hoc attentaverit, pœnam quinquaginta Marcarum auri puri irremissibiliter persolvendam se noverit incurrisse, quarum unam medietatem Januensibus ipsis, & alteram Fisci nostri ærario volumus applicari. In quorum omnium fidem, & Testimonium præmissorum præsentes Litteras Sigilli nostri Regii appensione jussimus, & fecimus communiri; Datum Vigevani 20. die mensis Septembris Anno 1496. Regnorum nostrorum Romani undecimo, Hungariæ verò septimo.

(1) Il y a une Confirmation de ce Privilege par l'Empereur *Charles V.* dans laquelle il est repeté de mot à mot. Elle est datée *in Civitate Barcinone die* 15. *mensis Junii Anno Domini* 1529. [Du M.]

CLXXXVI.

Litteræ HENRICI VII. *Regis Angliæ, quibus declarat se Ligæ Italicæ die* 18. *Julii* 1496. *inter Papam* ALEXANDRUM VI. *aliosque Europæ Principes conclusæ consensisse & accessisse. Datum in Castro Wyndesore die* 23. *Septembris* 1496. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. XII. pag. 638.] 23. Sept.

Rex

ANNO 1496.

REX Universis & singulis, ad quos &c. Salutem. Cum Sanctissimus Dominus noster *Alexander Sextus*, Serenissimúsque Dominus *Romanorum Maximilianus Rex*, ac Serenissimi Principes *Ferdinandus Rex & Elizabetha Regina Hispaniarum*, necnon Illustrissimus Dominus *Augustinus Barbadico Venetiarum Dux*, & Illustrissimus Dominus *Ludovicus Maria Sfortia Anglus Dux Mediolani*, quandam Confœderationem, Colligationem, Unionem, Intelligentiam & Ligam, ad finem Pacis & pro conservanda dignitate & auctoritate præfati Sanctissimi Domini nostri *Papæ* atque Sedis Apostolicæ, necnon pro totius Christianæ Religionis Salute, sub Anno Domini millesimo, quadringentesimo, nonagesimo quinto, die ultimâ mensis Martii, prout Nobis significârunt, invicem contraxerint, inierint atque firmaverint, & ut in eandem Confœderationem & Ligam intraremus sæpenumerò nos requisiverunt & invitarunt,

Unde nos, summopere Deo complacere Sanctissimóque Domino nostro inservire, ac dignitati, auctoritatique suæ Sanctitatis ac Sacræ Sedis Apostolicæ conservandis, totique Christianæ Religioni pro viribus prodesse studentes, necnon ad contemplationem Serenissimorum præfatorum Dominorum, atque tàm salutaribus támque honestissimis eorum votis & desideriis, quantum cum honore nostro valeamus, annuere cupientes, nostrum ad eandem Sanctitatem suam Oratorem sive Nuncium Dominum *Robertum Shirbourn*, cum quibusdam Instructionibus nostram super præmissis mentem continentibus, jam paulò ante transmisimus.

Qui quidem Orator sive Nuncius noster, in Urbe Romana cum *sua Sanctitate* cæterorúmque Serenissimorum Principum antedictorum Oratoribus constitutus, & ab *eodem Sanctissimo Domino nostro* Confœderatorúmque prædictorum Oratoribus ac Procuratoribus de novo requisitus & invitatus, dictam Ligam, Colligationem & Unionem, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, nonagesimo sexto, die verò decimâ octavâ mensis Julii, nomine nostro intravit,

Ipsúmque sic intrantem præfatus *Sanctissimus Dominus noster* & prædictorum Principum Oratores & Procuratores Nominibus suorum Dominorum acceptârunt & admiserunt, ac de novo Ligam, Colligationem & Unionem prædictas, quoad Capitula subsequentia, ut præmittitur, nominibus prædictis, inierunt & contraxerunt,

Quorum autem dictorum Ligæ ac Capitulorum, sic ut præfertur, per ipsum Oratorem nostrum de novo conclusorum, tenor sequitur, & est talis,

ET PRIMO, supranominati, Sanctissimus Dominus noster Dominus *Alexander Papa Sextus* pro se & Successoribus suis canonicè intrantibus ac Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Adhærentibus, Commendatis & Subditis, necnon Serenissimus Dominus *Maximilianus Romanorum Rex*, *Henricus Angliæ Rex* ejus nominis septimus, *Ferdinandus & Elizabetha Rex & Regina Hispaniarum* & Illustrissimi Domini, *Augustinus Barbadico Dux Venetiarum*, & *Ludovicus Maria Sfortia Anglus Dux Medeolanensis*, pro se & Successoribus suis ac Adhærentibus, Commendatis & Subditis & pro eis & quolibet eorum respectivè Procuratores & Oratores supranominati, nominibus quibus supra, ineunt & contrahunt bonam, meram & puram Unionem, Confœderationem, Intelligentiam & Ligam, duraturam usque ad Annos viginti quinque, & ultra usque ad illud totum tempus quòd ipsis Partibus placitum fuerit, ad mutuam, ut dictum est, conservationem Statuum Partium prædictarum & unius cujúsque earum, contra omnes & quoscúmque, quiqui illi fuerint, Dominos & Potentatus, in Italia impræsentiarum Statum habentes & tenentes, & si, durante Liga hujusmodi, Statum habere in Italia desierint, qui de cætero non provocati & non lacessiti offenderent per se vel alium Partes prædictas, vel ipsarum aliquam, seu Status Adhærentes Commendatos & Subditos uniuscujúsque Partium prædictarum.

Item, convenerunt quòd præfatus *Sanctissimus Dominus noster* juvare debeat Confœderatos prædictos cum *Armis Spiritualibus*, juxta rei exigentiam & quantum de Jure liceret suæ Sanctitati.

Item, si forte occurreret (quod Deus avertat) quòd ad Bellum deveniret, non possit quovis modo fieri Pax nisi cum sciencia Sociorum, & cum reservatione & sine præjudicio præsentis Confœderationis & Ligæ.

Item, casu quo offendens offenso pro offensione satisfactionem exhiberet, Treugas & Inducias peteret a Bello aut molestia desistere, & se coram Confœderatis Juri subicere vellet, teneatur tunc offensus acquiescere, & Partes illas oblatas Judicio & Consilio Confœderatorum acceptare & relinquere; & si talis offensus nollet, possint cæteri ex Liga Auxilium in eo casu ab ipso offenso amovere, & pro eo Bello de cætero denegare.

Item, convenerunt quòd aliqua Pars prædictarum, factâ conclusione præsentis Ligæ, non possint ad aliquam Intelligentiam seu Ligam devenire cum aliqua Potentia habente, ut superius est expressum, in Italia Statum, nisi de communi consensu & voluntate omnium Partium, & nisi fuerit sine præjudicio & cum reservatione Capitulorum præsentis Ligæ, quibus nullo modo liceat derogari.

Item, reservetur unicuíque Domino & Potentatui locus ingrediendi hanc Ligam, secundùm uniuscujusvisque decentiam, cum illis modis, conditionibus & obligationibus quæ Partibus, contrahentibus hanc Ligam, visæ fuerint & placebunt.

Item, post conclusionem præsentis Ligæ teneantur Partes & quælibet earum, infra menses tres, nominâsse invicem suos Adhærentes & Commendatos, cum hac declaratione, pro majori cautela, quòd nulla Partium nominare possit in hujusmodi denominatione facienda aliquem Dominum aut Potentatum, qui Dignitate, Titulo aut Potentiâ non sit inferior unicuique Partium Principalium hujus Confœderationis; & hoc quoniam si quis majoris gradûs beneficio ipsius Confœderationis uti voluerit, æquum quoque est eum aliorum Confœderatorum Cognitionibus & Alligationibus pariter subjacere, prout Partibus contrahentibus visum fuerit conveniens.

Item, præsens Liga & Confœderatio per Partes contrahentes, infra terminum trium mensium, a die stipulationis præsentis Unionis & Ligæ, hincinde in forma publica & autentica, per publica Instrumenta & Literas, debeat approbari & ratificari, Instrumentáque vel Literæ Ratificationis hujusmodi vicissim mitti & tradi debeant; firmis nichilominus remanentibus in omnem eventum aliis omnibus Capitulis hujus Confœderationis.

Item, convenerunt quòd præsens Liga per *Sanctissimum Dominum nostrum* & *Illustrissimos Duces præfatos* solempniter publicari debeat die Dominicâ ultimâ præsentis mensis Julii, qui erit in Terris & Dominiis cujuslibet eorum, cum solempnitatibus & Processionibus demonstrationibusque & signis gaudii & lætitiæ, ut est consuetum; & hoc idem servetur a *Cæsaria Majestate*, Serenissimis *Regibus Hispaniarum & Angliæ*, faciántque similem publicationem post habitam notitiam, in una ex Festivitatibus pro signis sequentibus ipsam notitiam a Majestatibus suis habitam.

Item, nè magis potentes minus potentes opprimant, utque cuilibet quod sibi Jure competit reddatur, convenerunt Partes prædictæ quòd, si fortè occurreret ad Bellum devenire, in quo Bello caperentur a Copiis Confœderatorum Dominia, Castra, Loca aut Bona quæ essent aut fuissent alicujus ipsarum Partium sive earum Adhærentium & Commendatorum, similitérque illorum qui de consensu & voluntate Confœderatorum, post conclusionem Ligæ, Ligam intrabunt, in hoc casu ipsa Dominia, Castra, Loca & Bona restitui debeant spoliatis, cum illis Pactis & Conditionibus quæ Partibus contrâhentibus hanc Ligam videbuntur.

Item, si aliqua Pars in Liga comprehensa, vel quæ post contractum Ligæ Ligam intrabit, aut Domini vel Communitates pro Adhærentibus aut Commendatis dati, per aliquam Partium in Liga comprehensarum offenderet aliquem ex Partibus Principalibus, seu Adhærentes aut Commendatos alicujus ipsarum Partium, non intelligatur Liga violata quoad alias Partes Principales contra facientes, sed omnes aliæ Partes Principales in Liga comprehensæ teneantur, ad requisitionem offensi contra offendentem Subsidia præstare offenso pro ejus defensione, bonâ fide, secundum casus exigentiam, quemadmodum facerent & facere deberent si talis offendens esset in Liga tanquam Principalis aut Assessorius in Liga comprehensas.

Item, contingente casu Belli (quod absit) cum aliquo ex Colligatis vel in Liga comprehensis, Partes aliæ non solùm teneantur non dare transitum & receptum, ac Victualia gentibus ad offensam alicujus Partium transeuntibus, sed illis transitum interdicere, non solum denegando sibi prædicta, sed etiam obsistendo nè transeant ad offensam ut supra, bonâ fide & secundùm casus exigentiam.

Item, quòd aliqua Partium prædictarum non possit nec debeat accipere nec conducere ad servitia & stipendia sua aliquem Capitaneum Armorum, Ductorem, Conestabilem, vel alium Stipendiarium alicujus alterius Partis sine scientia & consensu illius Partis cujus esset

Stipendiarius; Et, si aliquis ex prædictis Capitaneis Armorum, Ductoribus, Armigeris, Conestabilibus, & Stipendiariis fugeret & se reciperet in Dominium alicujus ex eisdem Partibus, Pars illa, in cujus Dominium hujusmodi transfugerent, teneatur, ad omnem requisitionem & instantiam Partis a quâ aufugerent, eas realiter & personaliter detineri facere in quocúmque Loco Dominii sui, nec possint relaxari donec restituerint quicquid abstulerint, aut cum his a quibus aufugerint concordes fuerint.

Item, cùm, ex laudabili consuetudine & Sacrorum Canonum institutis, Serenissimus Dominus *Romanorum Rex*, ad Imperatorium Culmen Electus, pro Cæsareo Diademate accipiendo Romam sit profecturus, præfati *Sanctissimus Dominus noster* & Illustrissimi *Domini Duces* promiserunt & promittunt præfatæ Cæsariæ Majestati & omnibus Copiis suis Transitum liberum per omnes Civitates & quæcúmque Loca & Passus Ditionum suarum & cum exhibitione commeatuum necessariorum, qui tamen solvi debeant ab ipsis gentibus pretio convenienti, nec aliqua molestia, injuria, dampnum aut offensio inferri debeant ab eisdem Copiis alicui Subditorum aut Locorum præfati *Sanctissimi Domini nostri* & Illustrissimorum *Dominorum Ducum*, qui similiter præstabunt omne auxilium, favorem oportunum pro habundantiori copia commeatuum prædictorum.

Item, pro declarandâ universo Orbi summâ observantiâ, quâ Illustrissimi & Excellentissimi Domini *Venetiarum & Mediolani Duces* prosequuntur *Cæsaream Majestatem*, præfati Illustrissimi Domini *Duces* promiserunt *eidem Majestati*, proficiscenti Romam ad accipiendum Coronam Imperii sui, mittere ad eam comitandum *Elmettos quadringentos* pro quolibet ipsorum *Dominorum Ducum* propriis stipendiis & impensis; quæ quidem Copiæ comitari debeant Majestatem prænominatam Romam usque, & stare ad omnem ipsius obedientiam & Mandatum: Et insuper supra nominatus *Dominus Robertus*, ut Principalis ac privata persona, ac vice & nomine supranominati Serenissimi Domini *Regis Angliæ*, pro quo de rato & ratihabitione promisit & convenit simili solempni Stipulatione interveniente cum Confœderatis & Colligatis prædictis, & *Stephano* quondam Alexandri Civi Narvien. publico Apostolicâ & Imperiali auctoritatibus & Cameræ Apostolicæ Notario, tunc ut publicæ Personæ præsenti stipulanti & recipienti pro eis, quòd Serenissimus *Rex Angliæ* suus Principalis omnia & singula, in dictis Capitulis & præsenti Contractu contenta & expressa, per publicum Instrumentum, sive per ejus Literas Regias suæ Majestatis signatas, & solito Sigillo pro more Regni ejus sigillatas, in autenticâ formâ, liberè & absolutè, infra tres menses proximò futuros, a die præsentis Stipulationis computandos, apud Dominos Confœderatos, ratificabit, acceptabit & emologabit ut jacent; promittentes supranominatus *Sanctissimus Dominus noster* ut supra, ac Oratores & Procuratores præfati & ipsorum quilibet nomine suorum Principalium prædictorum respectivè, invicem inter se, solempni Stipulatione interveniente, & Notario suprascripto ut publicæ Personæ præsenti stipulanti & recipienti pro eis & eorum quolibet, Hæredibúsque & Successoribus suis, & omnibus quorum interest, intererit aut interesse poterit quomodolibet futurum, præmissa omnia & singula, in præsenti Contractu & Capitulis suprascriptis contenta & expressa, prout jacent, attendere, observare & effectualiter adimplere, & nullo modo contrafacere vel venire per se vel per alium seu alios, aliquâ ratione, occasione vel causâ, directè vel indirectè, tacitè vel expressè, publicè vel occultè, aut quovis quæsito colore, sub pœna eadem, quæ in Contractu alterius Ligæ, de qua supra, exposita & expressa fuit & est per Partem contrafacientem ipso facto incurrenda, & Partibus observantibus applicanda, quâ pœnâ commissâ vel non, solutâ vel non, exactâ vel non, niehilominus prædicta omnia & singula recta sint & firma perdurent, obligantésque (videlicet) *Sanctissimus Dominus noster* sua & Romanæ Ecclesiæ, Procuratores verò præfati, eisdem nominibus eorumdem suorum Principalium, Bona respectivè præsentia & futura, Statúsque & Dominia eorum pro observatione & impedimento prædictorum omnium & singulorum, renunciantes exceptioni non sic celebrati Contractûs, rei non sic vel aliàs gestæ, exceptioni doli mali, metûs, conditioni indebitæ sine causa vel ex injustâ causâ, & omnibus aliis exceptionibus eis & ipsorum cuilibet nominibus prædictis adversùs præmissa & quodlibet præmissorum quomodolibet competentibus & competituris.

Per hunc autem præsentis Ligæ Contractum, cum præfato Serenissimo Domino *Rege Angliæ* initæ, præfati Confœderati (videlicet) *Sanctissimus Dominus noster*, Serenissimi *Romanorum & Hispaniarum Reges & Regina*, necnon Illustrissimi Domini *Venetiarum & Mediolani Duces*, & pro eis Procuratores præfati, dictis nominibus, non intellexerunt nec intelligunt recedere aliquo modo a supradictâ Ligâ & Confœderatione inter eos initâ & celebratâ, die ultimâ mensis Martii, millesimo, quadringentesimo, nonagesimo quinto, de qua supra in principio fit mentio, neque intelligunt in aliquo ab eadem Liga, Capitulis & Obligationibus cæterisque aliis in ea contentis esse recessum, aliisque derogatum, præjudicatum seu quomodolibet alteratum; sed in omnibus & per omnia illam firmam, ratam & immutatam perdurare ac penitùs observare & implere perinde ac si præsens Liga & Confœderatio cum prædicto *Serenissimo Domino Rege* facta minimè fuissent,

Et, pro majori omnium & singulorum prædictorum robore & firmitate, *Sanctissimus Dominus noster* IN VERBO PONTIFICIS affirmavit, Oratores verò & Procuratores præfati & quilibet ipsorum in animas suorum Principalium prædictorum, in pectoribus ad Sancta Dei Evangelia corporaliter manu tacta Scripturæ, respectivè jurârunt præmissa omnia & singula vera esse & ea attendere & observare ut supra, sub pœnâ & obligatione prædictis,

Rogantes Notarium suprascriptum ut de prædictis omnibus & singulis publicum conficeret Instrumentum unum vel plura conformia ad futuram rei memoriam.

Acta fuerunt hæc *Romæ* in Palatio Apostolico apud Sanctum Petrum in Aula Pontificum, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, nonagesimo sexto, diéque decimâ octavâ mensis Julii supradicti.

Præsentibus ibidem,

Reverendis in Christo Patribus & Dominis,
Bartholomæo Archiepiscopo Cusenten.
L. Episcopo Caputaquen.
Sanctissimi Domini nostri Secretariis,
Jeronimo Episcopo Archadien.
Felino Episcopo Pennen.
Johanne Electo Tullen.
Johanne Baptista Episcopo Mutinen. ipsius Sanctissimi Domini nostri Datario,
Francisco de Bogia Electo Thrauen.
Martino de Azpedia Apostolicæ Sedis Prothonotario,
Antonio de Monte Sacri Palatii Apostolici causarum Auditore,
Johanne de Montay Oratore Serenissimi Domini *Regis Hungariæ*,
Johanne Copis Archidiacono Leodien.
Francisco de Parma in Majori Parco Abbreviatore,
Et *Antonio Fabregues* Cubiculario Sanctissimi Domini nostri Papæ,

Testibus ad præmissa vocatis habitis & specialiter requisitis & rogatis.

QUÆ QUIDEM OMNIA ET SINGULA præfata Capitula sive Articulos, in hac nova Liga contenta, laudamus, approbamus, confirmamus, ratificamus & emologamus.

In quorum &c.

Datum in *Castro nostro de Wyndesore*, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, nonagesimo sexto, Regni verò nostri duodecimo, mensique Septembris die vicesimo tertio.

Consimiles Literæ in omnibus erant per Dominum Regem eisdem loco & tempore signatæ, sigillatæ & expeditæ, præterquam quòd in themate ista clausula erat apposita & adjecta post verbum UNIONEM primitùs tamen contentis, in dictâ Ligâ, die ultimâ Martii conclusa, mutuum (videlicet) succursum sive Subsidium dictorum Confœderatorum concernentibus, propter nimiam Locorum distantiam, cæterásque causas, in dictis nostris Instructionibus palàm exhibitas & ostensas, specificatas, ex *Sanctissimi Domini nostri* ac aliorum Serenissimorum Principum præfatorum Oratorum & Procuratorum consensu, penitùs omissis,

Et in Ratificatione ejusdem apponatur ista clausula, mutuum Succursum sive Subsidium minimè concernentia (videlicet) immediatè post hoc verbum CONTENTA, & immediatè ante hoc verbum LAUDAMUS.

CLXXXVII.

ANNO 1496.

CLXXXVII.

25. Nov. Ehe-Verlöbnis zwischen WILHELM Hertzogen zu Jülich und Burggrafen zu Ravensperg/ und JOHANN Hertzogen von Cleve und Grafen von der Mark geschlossen/ woeinnen jener seine Tochter MARIA an des letztern Sohn/ gleichfalls JOHANN genannt/ verlobt/ und die vereinigung beyderseits Landen bedingt wird. Gegeben an St. Catharinen-Tag 1496. [DITHMARI Codex Diplomaticus, TESCHNMACHERI Annalibus Cliviæ, Juliæ &c. additus pag. 115. N°. XCVIII.]

C'est-à-dire,

Accord entre GUILLAUME *Duc de Juliers & de Bergue, Comte de Ravensperg, &* JEAN, *Duc de Cleve & Comte de la Mark, par lequel le premier donne sa Fille* MARIE *en Epouse au Fils de l'autre; & ils conviennent en même tems de l'union de leurs Païs. Donné le jour de Ste. Catherine* 1496.

WIr Willhelm von Gotz Gnnden/ Hertzoug zo Gylge/ zo dem Berge/ ind Grave zu Rovensperg ꝛc. Ind Wir Johann von derselber Gnaden/ Hertzog von Cleve und Grave vou der Marck ꝛc. doin samen kund/ so as Unser beyder Vorfahren/ ind Aldern sich für langen Jahren freundlich ind naberlich untee einander gehalten/ auch der Hochgebohrne Fürst Unser lieve Ohembe/ Herr und Vader/ Herr Johann Hertzoug von Cleve vorbeliehene Gedächtniß:/ und Wir samen in gütlicher verschrievener Eyngange und Veebündnüße gewest/ ind wir beede noch sein/ ind darzu insonderheit Unß hiebevor broderlich/ fründlich/ trülich ind gelouflich tousamen gedain/ und verbunden hain/ Unser eyn bey dem andern zu blyden/ Lieff und Leydt samen zo lyden/ ind Unß nit von einauder zo scheiden/ mnb dan suchen Frundschafft zo vermehren/ zo befestigen und zo bestedigen/ ind angesehen/ dat Wir mit Unser beyder Furstenthumb ind Landen eyn dem andeen well gesessen ind gelegen syn/ bekennen Wie daromme offenbahrlich mit dirsem Brieffe vor allen und iglichen den sehen oder hören lesen/ dat wir dem Allmächtigen Goude/ ind Marien syner gebenedyeden Mouder/ ind allen Getzhyligen zo Lewe ind Ehren ind Unß beyden Unsern Fürstendomben/ Landen ind Unterthanen zo Nutze/ Raste/ Freden/ und Woelfarth/ mie wollbedachten Moide/ ind auer Nutz/ Rait und gutt Beduncken Unserer Reve/ Ritterschafft und der Unsere/ Unser beyder eheliche Kinder/ im Nahmen der Heyligen Dreyvaltigkeie/ zo dem Sacrament der Heiligen Ehe zosamen verheiliget/ verred ind verloifft hain/ verheyligen/ verreden und verlouven festiglich in Krafft dieses Brieffes/ alß dat Unser Hertzoug Willhelms Dochter genane Maria des genanten Unsen lieven Broders von Clede Soen/ genand Johann ind Unsre Hertzog Johannß Sohn Johann vurßl. des genandten Unsen lieven Broders von Guylge ind Berge Dochter Maria vurßl. as eyn den andern zo enne eheliche Gemahl/ as sich solches nae Gesetz des Sacraments der Heyligen Ehe behört/ haven sulte. Sulches zu Ihrer beydee Seelen Heyl und Wollfarth geschehen moiße/ und Wir Hertzoug Willhelm vurßl. geven overmitz und in Krafft dießelven Briefs zo eechter Heylichs Burwerde/ mit Unser Dochter vurßl. an den vurßl. Unß leven Broders von Cleve Sohn/ zo bringen bede Unser Burstendomben von Guylge und Berge in darzo Unser Graffschaffe von Ravensperg/ mie samt allen andern Unsern Graffschafften/ Herrschafften/ Pfandtschafften/ Badyen/ Herlichkeiten und anders so/ wa und we Wir die ind das alls haven/ jetzund oder ime zukommenden Zyden erlangen/ und nach Unsen Tove erlaßen werden/ niert daven affbliven noch ausgeschieden. Und Wir Hertzoug Johann vurßl. geven auch andermiez und in Krafse dieses Brieffs in rechter Hylygs Burwarden/ mit Unsen Sohne vurßl. nn die vurßl. Unß ieven Broders von Guylge ind Berge Dochter zobringen Unse Furstendomme von Cleve/ und Graffschaffe von der Marck zosamt allen andern Unsern Geaffschafften/ Herrschafften/ Pfandschafften/ Badeyen/ Herlicheie und anders/ so/ woe und wie Wir die und dort allet ytzond hain oder in zukommenden Zyden erlangen werden/ niet davon aff blyven noch ußgeschieden/ alß solches zu beyden taylen mit klaren Underscheide herna geraire/ gesturwert ind geliert stit. Item alßbalde vurgenandte Unser Hertzoug Willhelms Dochtee und Unser Hertzog Johanns Sohn von Alter und Jahren darzu geschicket seyn/ sullen sy ehelich beylegen/ dae doch over de dunffzehin Jahren ihres Alders niee derzogrn sull werden/ und soll die trowe geschehen/ durhun/ alßbalde solches zu beyden Theilen in den Rechten bendig und bestendig ist.

ANNO 1496.

Vorder ist tuschen Unß guetlich derredet/ ind bekold/ dae alßbalde dir vurgedächtr Unser beyde Dechter und Sohn ehelich beygelegen/ und wyr beyde noch im Leven wehren/ dat der Allmechtige Gott no synen Göttlichen Willen derfugen wille/ datt alßdann wir Hertzoug Willhelm mie Unser Dechter vurßl. vur das erste aus den vorgedachten Unsern Fuerstendomben ind Landen zu Hyligs durwerden/ an des genandten Unß lieven Braders von Clede Sohn/ Hertzog Johann zu bringen overgeven/ und zo ihrer beeden Hände stellen sullen und willen/ alß nemlichen in Unsen Furstendombe von Guylge Unse Stadt und Kirspel von Dalen/ und Unse Veste und Kirspel von Sucheeln/ ind in Unsen Furstendombe von dem Berge/ Unser Schloß-Keinerie ind Kirspel von Huckeswagen/ mit alle und jegliche derseiben drever Platzen/ In-und Zugehören/ also dat die genandten dryen von Unß so guet alß vunff und zwantzig hundert Enckel bescheiden Gold-Gulden Jairlich sicher und gewißen Renten/ alß nemlich Dalen und Suchteln Jairß druytzehende halff hundert derselder Gulden und Hoeckeswagen auch Jairs drutzehendr halff hundeet derselven Gulden were/ wat des alda nyet entwehre/ von den Unsern am meisten dabey gelegen/ gemacht sui werden/ ind Wir Hertzoug Johann sullen und wille alßdann mit Unserin Sohne an de vorigl. Unß Broidees Dochter vur dat yrst ryß den vurßl. Unsen Furstendomben ind Graffschaffien in Hylichs Verwarten zobringen overgeven/ ind zo ihrer Unse Schloß/ Statt/ Toll ind Ambt von Börderich in Unsern Furstenthombe von Cleve gelegen/ mit allen und yeglichen ihren Zo-und Ingehoeren/ dat von Unß so guet/ alß sechs duysend Enckel bescheiden Golde-Gulven/ Jarrich sicher und gewißet Renten/ ind wne des zo Borderich niet entwehre von dem Unsern am neisten daben gelegen/ gemache werden soll/ so dat die vurgl. Unser beyder Dochter ind Sohn ihren Furstlichen Staat davon bis zu dem Fall Unser beyder Deitz temlicher meisten welgehaiden mögen/ damit sy auch Unß beyde Unser deydrt Levenlang vorder unlast und unbeschwert laßen sollen/ und aß Unser Hertzoug Johannes Sohn durßl. mie Unß lieven Broders von Juylgr und Bergen Dochter zo den Landen von Juylge/ Berge/ Ravensperg/ Cleve/ Marck ind andern/ wie obgeruhrt/ kommen weedert/ alsz wist Gott geschehen soll/ so soll Unse Sohne/ de Furstenthome/ Land und Unterthanen/ alle gemeiniglich/ bey ihren Privilegien/ Freyheiten/ Sogeben/ Rechten/ Herkommen und Gewohnheiten laßen/ handhaven ind behalten/ auch

yeder

ANNO 1496.

yeder Furstendohmbe ind Lande mit den Unterthanen dazu gehörende ergieren/ auch zu egynen Sachen unverschuldeer Dinge nit unziemliches mit ihn veenehmen noch handlen/ noch auch emt enichen der Lande uf Unerthanen tgerade andern nu Parcheylich handlen noch beschweren laßen/ sondern sich in allen Sachen zo seinen Unterthanen halten / alß eynen gnädigen Fürsten und Herrn solches zu doin gebühret. Off anch die vürged. Unser Hertzoug Willhelms Dochtee oder Unser Hertzong Johannes Sohn yre ein off sie beye/ daena sy ehelich bengelegen hedden/ vur Unß beyden Doitz halven auffgain würden/ sunder ehrlich Lyff-Gebuer von ihn beyden geschaffen/ dat der allmächeige GOtt auch zum besten versügen wille/ so solle der/ so von den beyden im Liven verbleve/ syne Lyffzucht haven an den Stätten/ Schlossen/ Platzen/ Gülten und Renten/ Unser ein des andern Tochter und Soenr/ wie vorgerairt/ overgeben/ ind nach des im Leben verbleven Doide/ soll solches weder hingefallen/ so wie sich dat gebühret/ ist auch gefürwart/ off sach weher/ daß Unser beyder Hertzoug Willhelms und Hertzoug Johanns Tochtee und Sohn vurfsl. Unsern Toidt erleffden/ ind so Unser beyder Fürstenthomen ind Landen/ wie obgeroirt/ quehmen/ und Unser Hertzog Wilhelms Dochter vurfsl. oder Unser Hertzog Johannes Soen vurseit/ yre ein off sie beyde/ dan sonder eheliche Geburth von ihnen beyden geschaffen/ nachgelaißen doidlich affgiengen/ so soll Unser Hertzong Johannes Soen/ so der dat leste im Leven bleve/ en samtlichen Unsee beder Fürstendohmben/ ind Landen voerged. syn Levenlang verblyden/ ind Unser Hertzoug Willhelms Fürstendohmbe und Lande Lyffzuchts wyse genießen und gebrauchen/ und na deßelven Toidr sullen dir Fürstendumbe und Lande vorgeroirt zu beyden Theilen wirdee heienfallen an die neiste Erven/ und so Unser Heetzong Willhelms Tochter vurfsl. dat leste im Leven verbleve/ so soll deßelve Unß Tochter in Hertzoq Johannes Fürstendohme und Landen vür iheen Weden und Lyffzucht haven/ dir vürfsl. Schloß/ Statt/ Toll und Ampt von Boderich/ ind solches dan auch so guth an sichee gewißer Jährlicher Renthen gemacht werden/ alß seß tausend der vorgl. Enckel bescheiden Goldt-Gulden/ anch so willen wir Hertzoug Willhelm obgl. off yzo zo den Valle quehme/ dat Unse Dochter verfsl na des vorgedachten unfsl. lieven Broiders Sohnes Toide in Leven bleve/ sonder elige Lyffs Geburt von ihn beden geschaffen/ wie obged. dat der Allmächtige GOtt ümber verhoeden willen/ ind ihre Lieffde gesind würde/ sich weder zu verheiligen/ sulgen Heylichen Fall deselve Unse Tochter niet angayn noch doin/ dan ever myt Raedt ind Goetdüncken ihrer Lieffden neiste Bewandtrn/ Freunde und Unser Räde/ Ritterschafft ind Unterthanen/ den mehren Theil Unser Fürstendohmbe von Guylge nnd Bergr/ dann so dat also von Unse Tochter niet engeschege/ ind sich buyten Raet iter neister Freunde ind der Unser vurfsl. unziemlicher maißen verherligen würde/ so bevehlen wir in denselben Brieffe den obgedachten Unsen Unterthanen samentlich und jeglichen insonderheit/ alßdan demselben/ daean sich Unse Dochter verheyliget hättr/ geyne Hulde nech Eyde/ noch ihm ind Unser Dochter vurfsl. geyne Gehorsahmkeit zo doun. Off auch der Allmächtige Gott verfügende de obgemeldte Unser Hertzoug Willhelms Dechter in Unser Heetzongen Johannes Sohen chelyge Lyffs Gebuhrt von yn beyden geschaffen nachließen/ und Unser Hertzoug Johannes Sohn toidlich abgienge/ für uß lieven Broidees von Guylge und Bergen vurfsl. Dochter/ er Unser Brouder und wir beyde oder Unser ainich doidlich affgiengen/ odee darna wir abgegangen weren/ so soll in Unser Hertzoug Willhelms Lande/ de vurfsl. Unß Dochter/ vur ihre Lyffzucht und Weden haven/ de Furfsl. dry Platzen/ Dalen/ Suchteln/ und Hockeswagen/ mit ihren Zubehöer/ ind werde von fünff und zwantzig hundert Gulden jährlicher Renten/ wie vurfsl. und dezu noch funffhundert der vurfsl. Gulden as nemlich uyß jeden Unsern Furstendohmben/ Guylge und Berge drittehalff hondert der vurfsl. Gulden/ an neisten den vurfsl. Platzen gelegen/ machn also deey tausend der vorgedachten Gulden/ und soll alßdann in Unsern Hertzoug Johanns Lande haven die vurgedachte Unse Schloß/ Statt/ Toll und Ampt von Boderich/ mit ihern Zubehör/ ind werde von drey duysend der vurfsl. Gulden Järlich gewißer Renten/ off auch Sache wehre/ dat Unser Hertzoug Johannes Sohn vur Unser Hertzoug Willhelms Dochter doitlich affgienge/ so dat he der leste im Leven verblieve/ ind eheliche Kinder von ihe beeden geschaffen na ließen/ wie vurfsl. so lange dan Unser Hertzoug Johannes Sohn sich nit weder verheyligen und seine Kinder vurfsl. eirlich uptoige/ ind hielde/ soll syne Lieffden mit samt den Kindern Unser beder Förstendohmbe und Lande vurgeruer/ syn Levenlang gebranchen. Wo aver syne Lieffden sich weder verhyligen wurden/ so soll er mit den Kindern vurfsl. vertragen/ so viel Unsee Hertzog Johannes Furstenthombe von Cleve/ Graffschafft von der Marck ind andere Unsere Lande vurfsl. belangt/ nach eade/ eder ind Ritterschafften den mehrern Thail derselben Unser Landen ind was seiner Lieffden also verordnet wurde/ so soll seine Lieffde syn Levelang und nit weiters/ Inhalt dieser Heyligs Vurwerden gebrauchen/ ind na synen Teide weder an die vurgedachee Kinder gefallen; Wo sich aber Unse Hertzog Johannes vurfsl. Sohn/ dann damie es yin uyß Unsern Landen vurfsl. zoverordnet wurde/ na syne staide mit gehalden könde/ so sall inne auch ein ziembliches darzo uyß Unse Hertzog Willhelms Furstenthombe ind Landen vurgedachten na Raide/ rede und Ritterschafften/ der mehren Theil derselben/ Unserer Lande zoverordnet/ auch syn Levenlang/ wie vurfsl zu gebranchen. Vorders ist tuschen Unß Hertzoug Willhelm und Hertzoug vorged. klärlich ind insonderheit abgeredet/ verwilliget und vertragen/ off der allmächtige Gott so verfugte/ daß wir Hertzoug Willhelm ehlige Sohn einen oder mehr erlangeren/ de bey Leven verbleven/ so en sullen Unsee bede Döchter ind Sohn vurfsl. an Unser Hertzoug Willhelms Furstendohmbe und Landen vurfsl. nyet haven vorder/ dan einen Heylichs penningk/ nemlich viertzig duysend enckel beschriden Goult-Gulden/ welch Heylichs Geldt von Unß Hertzoug Willhelm gutlich ind woll uyßgericht und bezahlt soll werden/ binnen der neisten Jahres Frist/ darna alß wir den ersten Sohn gewinnen/ sondern enich länger verzogen/ ind dan sullen Unß die sunff und zwantzig hundert Gulden Jahr-Renten/ so wir mit Unser Dochter an Dalen/ Suchteln ind Hockeswagen/ in Hylichs Vurwarden vur dat irste/ wie hy vorgeroirt gegeven/ weder verfallen syn/ ind damit sullen alßdann Unsee beyder Dochter und Sohn vurfsl. von Unser Hertzoug Willhelms Furstendohmbe und Lande vorgeroirt/ gäntzlich affgeschieden syn und blyven/ uyßgeschieden/ was in beyden dazo der Allmächtige Gott ind die Hilige Kirche von sittfall ind Beyfall vorder zufugete. Were anch sach/ dat wie Hertoug Willhelm eheliche Sohne gewonnen/ ind da von me den Hyliges penning in vurfsl. Maßen uyßgegeven hätten/ ind darna Unse eheliche Söhne souder ehelicher Geburt nagelaißen doitlich affgiengen/ so soll aßdenn Unß/ so ferne wie noch im Leven wehren/ von den gemeldten Unsern lieven Broider von Cleve oder synen Lieffden truen und Nokömlingen/ weder herußgegeven werden/ solchen vurfsl. uyßgegeven Hyligs-Geldt/ und sollen dan vortan Unß Unsen liewen Broiders Sohn/ Hertzog Johann und Unse Dochter Maria vurfsl.

Anno 1496.

vurfsl. und ihrer beyder Lyffs-Erven an Unser beyder Furstenthomben und Landen / wie vur erkliert / syn / bliven und gehalten werden / ind ist Unser Hertzoug Willhelms Dochter vurfs. alß Ihr Lieffden mit den Hylig-penninck / an des vurgenandten Unsers lieben Broiders von Cleve Sohn verheyligt wirdee / wie vurfsl. deßselben Unsers Breiders Sohn erleffde / so soll ihre Lieffden aß vür ihr Lyffzuche und Weden haben / da voegl. Unser Hertzoug Johannes Schloß / Statt / Toll ind Ambt von Boederich mit ihren Zubehör und von der Werde Jährlichee gewissee Renten / so guet gemacht werden / alß deß duysend der vurfsl. enckel beschieden Goulde-Gulden / ind off Unser beyder Tochter ind Sohne vorgenandt / affgiengen / ind geyne eheliche Lyffs-Geburth na ließen die bey Leven verblieven / so soll alßdann sulchen vurged. Hyligs-Gelde / weder an Unß Hertzoug Willheimen oder Unser Erven ind Nakömlingen erfallen / und offs darzu quehme / dat Heylich-Geld dermaßen / wie obged. von Unß Hertzog Willhelm uyßgegeven würde / alßdann ind derselver Zyd / soll Unß von Unsern lieben Broider von Cleve odee syner Lyffden Erven und Nakömlinge vurfsl. nothdürfftige Versicherunge und Versorgnüße / damit wir des Widerfalls wohl versichert und versorget syn / geschehen. Ouch so bevelen wir Hertzoug Willhelmen und Hertzoug Johann / beyde obgedacht / ernstlich und vestiglich diesen selden Brieffe allen und jeglichen Unsern Edlen / Ritterschaffeen / Stätten ind Unterthanen gemeinlich / geistlich und werntlich / der vürged. Unser Tochter Mariä und fürged. Unsern Sohne Hertzoug Johannen nu anstund Hulde und Eyde zu doin / ind ingewertig und gehorsain zo syn / Luyde diesen Hyligs vurfsl. warden / ouch ist klärlich gesürwort / off der Allmächtige Gott verfügete / wir Hertzoug Willhelm geyne Sohne / ind eine / zwer off mehe Döchter / dan de vorgl. Unse lieve Dochter Maria kriegen / derselbe mehr Töchter sullen und willen wir eine mit einem zemmelichen Hyligs-penning / na Gelegenheit Unser Furstenthombe und Lande uyß verheyligen / ind die ander na ihren stande Geistlich machen / so dat Unse Furstenthombe / zusame Unse Graffschafften ind Landtschafften burgeroirt unvertheilt bey emander verblyven / auch ist gefurwort und affgeredet / off der Allmächtige GOtt verfugede / dat Unser Hertzoug Johannes vurfsl. Sohn toidtlich affgienge / er dieser Heyligs-fürworde vurfsl. vortgang gewunnen / dat aß dann Unse Eldste Sohn darna / als nemlich der so Unse Furstenthombe von Cleve / Graffschafft von der Marck und andere Unse Lande vurgl. unvertheilt behalten solle / in deß obged. Unse Sohnes Hertzoug Johannes statt kommen / ind gestalt soll werden / desgleichen off Unser Hertzog Willhelms Tochter Maria vurfsl. Doidlich affgienge / ind wir mehr Döchter gewünnen dann eine / derselve Unser mehr Döchter eine in der vurfsl. Unser Dochter affgangene statt zo stellen. Auch ist in dieser Heyligs fürworde klährlich verschieden / und verdragen / off sich wehre / Unser Hertzoug Johannes vurfsl. Sohn / wie obged. toidlich affgienge / oder da wir geine eheliche Söhne mehr gewonnen / off daß wie mehe Söhne kriegen / die auch durch Toide affgiengen / und wie Töchter nachließen / und wir Hertzoug Willhelm auch eheliche Söhne gewönnen / wie obged. so soll alßdann Unser Hertzoug Johann älteste Tochter / an Unsern Hertzoug Willhelms ältesten Sohn zu der Heyligen Ehe verheyliget werden / und soll dieselbe Hertzog Johannes Dochter / alßdann Unse Furstendombe von Cleve und Grafffschaffe von der Marck zusamt allen andern Unseen Landen burged. in Heilichs-furwerden an Unsers lieben Broiders von Guylge und Berge vurfsl. Sohn brengen / ind solches soll zu allen Deyten auch mit den Heyligs-penninck / nemlich viertzig tausend der fürged. Gulden und andere Vorwerde und Unterschiede geschehen / wie von Unser Hertzog Willhelms Dochter Maria / und Unser Hertzoug Johannes vurfsl. Sohne Hertzoug Hohann hievoe geroirt und gecliert steyt; ind off wie mehr Töchter gewönnen / derselver mehe Töchter sollen und willen wir eine mit einem zemlichen Heilings-penninck na Gelegenheit Unser Furstenthome und Lande nis verhyligen / ind die andere nach ihren stande Geistlich machen. Wehre auch sache / der Allmächtige GOtt verfügede / datt wir Hertzoug Willhelm obged. Unser ein vur den Ehlygen Beylegen Unser beyder Kinder / wie vorgeroirt / toides halven affgiengen / in der ander von Unß im Leven verblieve / so soll derselve von Unß das Leste im Leven verblifft / des andern von Uns effgangen nagelaßen Furstenthombe und Lande / alß ein Monbae und virweser regiren / bis zo der zyt Unser beder Kinder vurfsl. inhalt dieser Hyligs vurwarden ehelich Beygelegen haben / und zo Regiment kommen. Behalten auch wie Hertzoug Willhelm / und wir Hertzoug Johann vurfsl. hy innen uyß den Hochgebohrnen Furstinnen Unser Freunlich lieven Huys Frauen und Gemahlin / Frau Sybillen gebohrne von Brandenburg / Hertzogin zu Juylge und zo dem Berge / ind Frau Mechteld gebohener von Heßen / Hertzogin zu Cleve / ihre Lyffden wedemen / in Unser beden Furstenthomben ind Landen / Luyde der verschreiwonge / davon meldende hiermit unverhindert in vollkommener macht zu blyven. Ouch haın wir Unß Hertzog Johann bey ihnen uyßbehalten / ob Unß lieven Broiders von Juylge und Berge vurfsl. Tochtee durch den willen GOttes des Allmächtigen zo ihe lieffden weden wegen der seß tuysend Gulden Jährlichen Renten an Büderich / wie vorgeroirt / quehme / datt alßdann indem Unse lieve Huyß-Frone ind Gemahel versl. Doid halben affgangen wehre / wir ihree Lieffden vur ihr wedem Unse Schleß ind Ampt von Monreberg / mit seinen Zubehörungen / ind so guth gemacht / alß es die seß tuysend Gulden Jährlicher Renten vurfsl. immer geven mögen / so Monreberge von altz Unsere vurfahren und älvern / Hertzonginne von Cleve wedem gewest ist; We ouch diese Brieve naße / löcherich / off alsuß gebrechlich an Scheifften / Siegeln / off einigen andern sachen werden / oder Buchstaben gecancelliret / geradt off einige andre Weyse verwahrloset und nicht vollsegelt befunden würden / daeumme en soill he nit de mmer möge noch macht haven / sondern he soll der allerneiste seyn / blyven und gehalten werden / als einen rechtschaffenen Brieff der mit allem egeynen Gebrech zu sagen / oder suspicion hat / ind des allzeit warlichen Transumpten off Vidimus hy uyß / ind hieroeber gemacht / gäntzlichen zu geleven / alle und jegliche Puncten / und Artickuln so we de hy vur up Unß samentlich und jeglichen von Unß insonderheit gefürwort und gecliert stain. Geloeven wir Willhelm Hertzoug zu Guylge / zo dem Berge / und Grave zu Ravensperg rc. und wir Johann Hertzoug von Cleve und der Marck / vur Unß und Unser beder Erven und Nachkömlingen bey Unsern Fürstl. Treuen und Ehren / wair / vest / statte und unverbrochen / trülich / gelaufflich / ehrbahrlich und fromblich zu halten / nach zu kommen und zu vollziehen / ind darwieder nit zu doin noch zu doin laßen geschehen / oder schaffen gethoin zu werden / durch Unß selvs oder jemands anders von Unsern aff anderwegen / umb egeynerley sachen willen / die geschied syn off umbher mehr geschehen mögen / sonder aller konner Argelist / Indracht / Hinternüße und Gefehrde / die in alle dies Brieffs Puncta gäntzlichen und zoinahl uyßgescheeden syn / und bliven sollen; Ind hain das zu uhrkunde der Wahrheit / ind gantzer vester stettegkeit / alß jeglicher von Unß syn Siegel vür Unß ind Unser beeder Erven und Nachkömlingen an diesen Brieff doin hangen. Ouch hain wir Hertzog

ANNO 1496.

Johann den Hochgebohrnen Fürsten Unseen lieven Broider / Herrn Philips dom-Provst / ind Adolph Broidern zu Cleve begehrt / alle vurwarden und Inhalt diß Brieffes zu verwilligen / ind deßselben Brieff z'or konden / ind vorder gezeygder Wahrheit mit zo versiegeln / daß wir Philipps und Adolph Broidere zur Cleve umb begehre willen des Hochgebohrnen Fürsten Unß lieven Herrn und Broiders / Heetzougs Johanns / Hertzougen von Cleve 2c. vurfsl. bekennen wair ist / und alle Puncten vorgeroiet / so viel Uns die uuhn antreffen / oder Uns off Unserr Erven hernamals beroiren werden möchten / bewilligt / und belieft hain / bewilligen und believen vestiglich in diesen selven Brieffe / ind hain des zo gezuyge der Wahrheit / Unsre beede Siegle / bey Siegle des Hochgebohrnen Fürsten / Unsers lievm Heren und Neven / Herrn Willhelms Heetzougen zu Juylge / zo dem Berge / ind des vorgedachten Unsers lieven Herrn und Broiders an diesen Brieff thoin hangen / und wir Räde / Ritterschaffte / Stätte und Unterthanen gemeiniglich / der vorgedachten Fürstenthombe und Lande / von Juylge / Berge / und Ravensperg ind von Cleve / ind ven der Marcke / ind anderer beyder Unserer gnädiger allerliebsten Herrn / Hertzoug zo Guylge / zo den Berge und Hertzog zo Cleve / Lande / vurged. bekennen in diesen selven Brieff vur Unß und Unsr Erven / und Nachkomlingen / dat wir de Hulde ind Eyde inhalt dieser Heyligs vurwarden Unser gnädige Jonge Herrn ind Froven / wie sir vurgl. von Geheisch und Bevehl de obged. beyder Unser gnädiger Fürsten und Herrn gedain haben / ind wir alle samtlichen und jeglichen von Unß insonderheit sullen und wollen / allen Puncten und Articuln hy vurgl. so viel Unß die beroiren sein / oder hernamals Unß und Unse Erven und Nakömlingen betreffen werden mögen / vestiglich / ehrbahrlich / fromblich und geläufflich als frommen getreuen Unterthanen gebürth / vestiglich halten / nakommen und vollziehen / ind dat nit laßen / umb einigerley Sache willen / die geschiet syn und umbermehr geschehen mögen / ind umb Unß und Unsere Erven und Nakomlinge aller vurfsl. Sachen / zo avrzygen / sa hain wir Ritterschafft / Stätte / und Unterthanen gemeiniglich des Fürstenthombs von Guylge und andere Lande darzo gehörige gebeden / die Strengen / Besten / Frommen ind Erzahmen Räde / Ritterschafften und Stätte / auch zo den vurfsl. Fürstenthombe von Jülich und andere Landen / darzo gehörende nemlichen Heren Gottschalck von Harve / Herrn zu Aistorff / Landdroist des Fürstenthombs von Juylche / Herrn Heinrich von Hompesch / Herrn zu Wickrode Hoff-Meister / und Ritter Diedrich von Bortscheidt Hoffmeister / Eugelbert Hurte von Schonecken / Herr zu Breffort Erb-Marschalck / Johann von Bongart Erff-Cämmerer des gantzen Fürstendohmbs von Jülge / Emond von Paland / Herr zo Moubach / Ambtmann zu Nodeggen / Willhelm von Neßelrode / Herr zu Neide / Ambtmann zu des Geavenbrauche / Werner von Hompesch / Herr zu Wachendorff / Johann von Paland / Heer zu Wilderberg / ind zo Berge Ambtmann zu Willhelmsteine / Johann von Harve Sohn zu Alßdorff / Ambtmann zu Grilenkirchen / Willhelm von Gertzen / Herr zu Sintzig / Hermann von Heerstede / Ambtmann zu Castor / Everhard von Berge genandt Blense / Herr Heinrich von der Pesch / Herr Werner von den Pongort / Ritter / Gerhard / von Harman / Henrich von Flatten / Erffschenck des vorgedachten Fürstenthumbs von Juylge / Werner von Paland / Herr zu Breidenband / Ambtmann zu Boßler und Waßenberg / Johann von der Horrick Herr zu Suggerode / Daem von Berge / genandt Tribs / Johann von Holtmoelen ind Didrich Voiss ind Burgermeyster Scheffen und Räde der Städe Juylge / Duyren / Münster Eyffel / Euskirchen / Heinsberg und Dulcken; und hain wie Ritterschafft / Städe und Unterthanen / gemeinlich des Fürstenthombs von den Berge und anderer Lande derzo gehörende gebeden / die strengen / Besten / Frommen und Ehrsamen Räde, Ritterschaffe und Städe / auch zo den vurfsl. Fürstenthomb von dem Berge / und andern Landen darzo gehörende / nemlich Here Bertran von Nesselraid, Herr zu Grenstein, Ritter / Erff-Marschalck / Willhelm von Neßelraid zum Steyne / Land-Droist / des vurgl. Fürstenthombs von dem Berge / Herr Johann von Elver / Ritter / Johann von Neßelraid, Herr zu Palsterkamp / Willhelm von Neßelraid sein Sohn / nuch Herr zum Palsterkamp / Hurß-Marschalck / Conrad von der Horst Erbschenck des vurgl. Fürstenthombs von dem Berge / Dietrich von Halle / Amptmann zu Manzoir / Bertram von Lesenrude / Herr zum Haedenberg / Johann von Hugepait / Ludwig von Hulsdorff der älter / Luntgen von Winckelhausen / Willhelm von den Neuen / Gerhard Schincker, Johann Stail zur Sultzen / und Heinrich von Roede / ind Burgermeister / Scheffen ind Räde zu der Stette Lempe / Ratyngen / Düßeldorp und Wipperfürde / und hain wir Ritterschafft Ravensperg gebeden de Besten / Frommen / ind Ersamen Räde / Ritterschaffe ind Städe / auch zo derselven Graffschafft gehörende / nemlich Gerhardt und Johann Ledebur gebroedere / Reincken Teibbe / Amptmann zom Limberg / Segewin-Stenhurß / Orlet von dem Busche / und Engard Nagel / und Bergermeister und Raid beder Städten / Byslvelde / dat sy ihr Segele für sich und Unß alle gemeinlich zo gezuyge aller vurfsl. Dinge an diesen Brieff hangen willen / und wir Ritterschafft / Städe und Unterthanen / gemeinlich des Fürstenthombs von Cleve / vurfsl. hain gebeden / die Gebürdigen Strenge / Besten / Fromme und Ehrsahme / Räde Ritterschafft und Städe ouch zu vurfsl. Fürstenthomb von Cleve gehörende / nemlich Dederich von Bronckhorst ind von Batenberg / Herrn zu Reinberg und zu Hanopel / Land-Droist / Herr Aylff von Wylack / Erff-Hoffmeister des Furstendohmbs von Cleve / Herr Heinrich Stail von Hollstein Marschalck / Here Steven von Wylack / Ambtmann zu Zetter / Ritter / Elbert von Honeppel / Hoffmeister Johann von der Horst / Droist des Landes von Dienßlacken / Wessel von der Loer / Ambtmann zu Lymersch / Goedert Torck / Amptmann zo Goch / Christoffel von Wilackh Amptman zu Genep / und Dieverich von Wickede Ambtman zu Orsoy, und Buergermeister Scheffen und Raide der Stede Cleve / Embrick / Calkar / Xanten ind Teß / ind hain wir Ritterschafft / Städe ind Unterthanen gemeinlich der Graffschafft von der Marck gebeden / die Strengen / Besten / Frommen und Ehrsahmen Herren / Tracht von Myleudonck Ritter Ambtman zu Blauckenstein / Henrich Knipping Amptmann zum Hamm und zo Wetter / Jaspar Torck / Amptmann zu Unna / Johann von der Leyn / Amptmann zu Altenau / Neveling Stril von Holstein / Ambtmann zo Neverstatt / Joergen Aschenbroch / Ambtmann zo Werden / Johann von Aldenboichen Amptmann zu Boichen / und Wemar von Bollschwing / Amptmann zu Luinen / und Burgermeister und Scheffen und Rade der Städe / Soest / Hamme / Unna und Camen / datt sy ihre Segle vor sich / und Unß alle gemeynlich zo gezuyge aller vurfsl. Sachen an dißen Brieff hangen / wöllen / dat wir Gottschalck von Haere Herr zu Assdorff / Landdroist / Henrich von Hempesch / Heer zu Wickenroide Hoffmeister / Ritter / Didrich von Burtscheid / Erff-Hoffmeister Engelbert Hurt / Erff-Marschalch / Johann von Bongart Erff-Cämmerer / Emond von Paland / Herr zu Moubach / Willhelm von Neßelroide / Herr zu Reide / Werner von Hempesch / Herr zu Wachen-

ANNO 1496. Wachtndorp/ Johann von Paland/ Herr zu Wildenberg/ und Berge/ Johann von Harve Sohn/ zo Alßdorp/ Willhelm von Gertzen Heer zo Syntzig/ Herman von Hoesseden/ Gerhard von Berge genant Blense/ Henrich Heyn von Pesche/ Werner von den Bongart Ritter/ Gerhardten von Harman/ Heinrich von Flatten/ Erbschenck/ Werner von Palond/ Herr zo Breydenbend/ Johann von Horrick/ Herr zo Stuggerode/ Daem von Berge/ genandt Tribbs/ Johann von Hoeltmoelen/ und Didrich Voss/ ind wir Burgeemeister Scheffen und Raide der Städte Guylge/ Duiren/ Munster Eiffel/ Eßkirchen/ Heinsberg und Dulcken. Und wir Bertram vom Nesselrode/ Sohn zum Steine/ Landroist/ Johann Elver Ritter/ Johann von Nesselroide/ Herr zum Polsterkamp/ Huyß Marschalck/ Conrad von der Horst/ Erffschenck/ Diederich von Holle/ Bertram von Lützenroide/ Herr zum Hordenberg/ Johann von Hageport/ Lunwig von Bulsdorff der alde/ Lutgen von Winckelhuysen/ Willhelm von der Nessen/ Gerhard Schyncker/ Johann Stein zur Sultzen/ ind Heinrich von Roide und wir Burgermeister/ Scheffen und Räthe der Stätte Lempe/ Ratingen/ Duysseldorp und Wippersfuerde/ ind wir Gerhard und Johann Ledebur Gebroedere/ Reincken Tribbe/ Segewein Sten/ Huyß Arlart von den Busche und Eggard Nagel/ ind wir Burgermeister und Räde der beyde Städe Buylvelde/ alle vergl. bekennen war ist und Unsere Segele vuer de andre Ritterschafften/ Städe und Unterthanen/ gemeynlich der Fürstenduhube von Jülge/ Berge und andere Lande/ darzo gehörende/ und der Graffschafft von Ravensperg vursl. in Unß/ von Geheisch und Befelch Unß gnädigen allerliefsten Herrn/ Hertzouge zu Guylge zo den Berge 2c. obged. ind um beden willen/ der ander seiner Fürstl. Gnaden Ritterschafft/ Städee und Unterthanen vursl. heran gehangen/ daß auch wir Didrich von Bronckhorst/ ind van Batenberg Heer zu Rimberg/ und zu Hompil/ Landdroist/ Ailff von Wilack/ Erff-Hoffmeister/ Henrich Stail von Houlstein/ Marschalck Seeffen von Wilack/ Johann von Wilack/ Ritter/ Evert von Honeppel/ Hoffmeister/ Johann von der Horst/ Wesel von der Lhe/ Gotthardt Torck/ Christoffel von Willack/ und Diedrich von Wickheden/ und wir Burgermeister/ Scheffin und Räide/ der Stadt Cleve/ Wesel/ Embrick/ Calcar/ Xanten/ und Reeß/ daß auch wir Teacht von Müllendonck Ritter/ Hentrich Krupping/ Gasper Torck/ Johann von der Leyen Neveling/ Steil/ Jorgen Aschenbrach/ Johann von Aldenboichen/ und Wynemar von Boelschwing/ und wir Burgermeister/ Scheffen und Raid/ der Städte Soest/ Hamme/ Unna und Camen alle vorgl. bekennen/ war ist und Unsere Seegele vuer die andere Ritterschafft/ Städe und Unterthanen/ gemeinlich des Fürstenthombs von Cleve/ und Graffschafft von der Marckh vursl. und Uns von Geheisch und Bevelich Uns gnädigen allerliefsten Heern/ Hertzougen von Cleve/ obgenandt ind umb bede willen der ander seiner Fürstl. Gnaden Ritterschafft/ Städe und Unterthanen/ vursl. hieran gehangen haben/ ind sein diese Brive zwee von worten zu worten gelych luytende/ der wir Hertzoug Willhelm/ und wir Hertzoug Johann vorgenandt/ jeglicher einen empfangen/ und behalten hain/ Gegeven in den Jahre aß man schreiff na der Geburt Christi Unß Herren duysend vierhundert und seß und nuyntzig uff Sanckt Catharinen-Tag der Hyligen Junffern.

CLXXXVIII.

8. Dec. *Literæ Investituræ Imperatoris* MAXIMILIANI I. *super Castro, Burgo & Villis* Finarii *aliisque Castris, Juribus & Locis*, ALFONSO DE CARRETO *Marchioni Saonæ & Finarii collatæ. Datum Grupelo Papiæ die* 8. *Decembris* 1496. [Voyez-les ci-après sous le 31. d'Août 1577.] ANNO 1496.

CLXXXIX.

Abschied des Königlichen Tags/ Dornstags nach dem Sonntag Esto mihi Anno Domini M. CCCC. LXXXXVII. zu Lindaw gehalten. 1497. 5. Fevr. Hält in sich/ was des Königs MAXIMILIANI I. gevollmächtigte Räthe und die anwesende Reichs-Stände wegen Einbringung des gemeinen Pfennings/ der ihro Königl. Mayestät zu leistenden Hülffe zum Römerzug; Item wider die Frantzosen und Türcken/ abgehandelt/ welche anbey einen gemainen Reichs-Tag auf den Sonntag Misericordias Domini schierst gen Wormß ansetzen. [JOH. PHILIPP. DATT, Volum. Rer. Germanic. Novum Libr. V. Cap. VIII. pag. 892. LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Gen Cont. pag 180. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

C'est-à-dire,

Recès pris & conclu dans la Diete générale de l'Empire à Lindau par les Commissaires, & Plenipotentiaires de MAXIMILIEN I. *Roi des Romains, avec les Etats de l'Empire là présents, pour la Collection des Subsides & Deniers nécessaires audit Roi dans son voyage de Rome, & dans son Expedition contre les François, & contre les Turcs; on y indique aussi une autre Diete générale à Worms pour le prochain Dimanche* Misericordias Domini. *Fait le Jeudi après le Dimanche* Esto mihi, *Anno* 1497.

1. WIr die Rät deß allerdurchleuchtigisten Hochgepern Fürsten und Herrn/ Herrn Maximilian Römischen Kunigs/ zu allen Zeiten Merer deß Reichs 2c. Unsers allergnedigsten Herren/ von seinen Königlichen Gnaden/ alß Römischen Kunig und Ertz-Hertzogen zu Oesterreich/ zu diesem Reichs-Tag allhier gen Lindaw mit vollem gewalt/ alles das zu handlen und zu beslissen/ das der Abschid zu Wormß innhalt 2c. verordnet/ hernach benent/ und wir Chur-Fürsten/ Fürsten/ auch Chur-Fürsten/ Fürsten/ Prelaten/ Graven/ Frey-Herren und deß Heiligen Reichs Stett Bottschafften und Gewalthaber/ so auff diesem Königlichen Tag allhie zu Lindaw erschinen/ und auch hernach mit Namen bestimpt sint; Tund kunt offenlich in diesem Abschied: als auff dem gemeinen Reichs-Tag/ im funff und neünzigisten Jar/ der mindern Zal/ nechst vergangen/ zu Wormß gehalten/ loblich Ordnung/ Frids/ Rechts/ auch Handhabung derselben; darzu ain gemain Hilff/ der gemain Pfenning genant/ auffgericht und beslossen/ und in den Abschid desselben Tag/ ain anderer gemainer Reichs-Tag/ uff Purificationis Mariæ im lxxxxvj Jar/ nechst verruckt/ fürgenommen gewesst/ darauff von den obberürten Ordnungen/ Handhabung/ gemeinen Pfenning/ auch anderer Nothurfften/ und anligenden der gemainen Christenhait und deß Heiligen Reichs weiter gehandelt worden sein solt; wie dann sollichs der bemelt Abschied weiter außweißt/ und aber derselb Tag gen Franckfurt/ auff obbestimpt Zeit fürgenommen/ auß Ursachen in der Königlichen May. Außschreiben diß Königlichen Tags/ allhie zu Lindaw verleipt/ kain Fürgang erraicht/ hat dieselb Königliche May. sollichen Tag/ wie der gen Franckfurt fürgenommen gewest ist/ allhier gen Lindaw gezogen/ und allenthalben im Reich außschreiben lassen/

Anno 1497.

sen/ alles des zu handeln und zu besliessen/ das in Krafft deß Abschidts zu Wormß gemacht/ auff dem obbestimpten Tag zu Franckfurt beschehen sein solt/ wir dann sollichs ir Königl. Gnaden Außschreiben innhalt. Darauff wir die Königliche verordneten Rät/ auß Befehl der Königlichen May. und mit Gewalt/ wie obberürt: auch wir Chur-Fürsten/ Fürsten/ und der Chur-Fürsten/ Fürsten/ Prelaten/ Graven/Frey-Heern und deß Heiligen Reichs Stett Bottschafften und Gewalthaber hernach aigentlich mit Namen bestimpt/ alß die Gehorsamen/ allhie uff disem Königlichen Tag erschinen sint; Ist anfänglich durch Unß die Königl. Rät/ von wegen deß bemelten Unsers allergnedisten Herrn/ deß Römischen Kunigs/ an die Chur-Fürsten/ Fürsten/ und ander Stend obberürt/ zu dem fürgenommen Romzug/ auch zu dem Fürnemen in Italia/ wider den Kunig von Franckrich Hilff/ Rat und Beystand begert worden: Darauff wir Chur-Fürsten/ Fürsten und ander Stend yez berürt/ Gelegenheit deß Heiligen Reichs betrachtet/ und nach viel Handlungen die gemelten Ordnungen und Besluß uff dem nechstgehalten Reichs-Tag zu Worms gemacht und bewilligt/ für Augen genommen/ und keinen füglichern und leidenlichern Weg finden mügen/ damit dem Heiligen Reich/ und gemainer Christenheit fruchtparlich geholffen werden mug/ wann wie uff dem bemelten Reichs-Tag zu Worms loblich betracht und geordnet ist/ haben demselben nach ainmutiglich beslossen/ daß wir den gemainen Pfenning/ wie der zu Worms auffgericht und geordent ist/ yezo von Stund an/ anfenglich und zum ersten/ nach Laut und Innhalt derselben Ordnung/ einbringen/ und auff Sonntag Lætare zu Mitterfasten schirist kumpt/ unverzogenlich den verordneten Schazmeistern/ gen Franckfurt antwurten sollen und wollen/ immassen uff den Newen Jars-Tag im lxxxvj. Jahr nechst vergangen/ beschehen seyn solt/ und soll deß keiner auff den andern waigern/ noch verziehen/ sonder alle Geferd.

2. Fürder haben wir auff der Königlichen May. Begeen/ der Hilff halben geantwurt und beslossen. Nachdem sein Königliche May. vormals durch die Stend deß Reichs in iren Anligen und Nöten nit verlassen/ seyen wir nochmals deß Willens und Mainung/ sein Königliche Gnad nit zu verlassen/ sondern seinen Gnaden in diesem irem Begern von dem gemainem Pfenning/ Hilff mit Leüten/ und nit mit Gelt zu tun; Nachdem auff dem nechst gehaltenen Reichs-Tag zu Worms angesehen ist/ daß von sollichem Pfenning/ auß allen Landen/ Leüt bestellt werden sollen; So man aber yetzo nit wissen mug/ wie viel der Pfenning ertragen werd/ davon die Leüt bestellt werden sollen/ so mug man auch yetzo solliche Hilff namlich nit bestimmen.

3. Item der hundert tausend Guldin halben/ so zu Enthaltung deß Kriegs in Italia und der fünffzig tausend Gulden halben/ die zu Hilff wider die Türcken/ der Königlichen Majestät auff dem obgemeltem Reichs-Tag zu Wormß zugesagt sein/ von dem gemainen Pfenning zu vergnügen/ oder/ wo der nit so viel ertrug/ alßdann sollich Gelt in die gemainen Stend deß Reichs zu sezen/ ist durch Unß/ nachdem der gemain Pfenning noch nit gefallen/ besloßen; wo der gemain Pfenning/ wie obbestimpt/ von allen Stenden deß Reichs/ gegeben und überantwurt werd/ alsdann der Königlichen Mayestät sollicher Summ Guldin davon Entrichtung zu tun/ wie das zu Wormß zugesagt ist. Wo aber die Stend deß Reichs den Pfenning/ wie obberürt/ nit alle geben und antworten würden/ alß villeicht etlich/ so nit allhie erschinen sein/ tun möchten: alßdann wollen wir der Kuniglichen Mayestat von den Pfenning/ den die Gehorsamen geben/ und den Schazmeistern lifern werden/ so viel sich/ nach Anzal derselben/ so den Pfenning/ wie obstet/ geben/ gepüren wird an der obbestimpten Summ, was seinen Gnaden der noch hinderstellig were/ vergnügung thun. Doch/ daß sein Kaniglich Mayestat/ deß Gelts/ so irn Gnaden von sollichem hinderstellig bleiben wird/ von den/ so den Pfenning/ wie obberürt/ nit legen wurden/ Einforderung thue und einbeing

4. Doch so sollen vor allen Dingen Cammer-Richter/ Urtailer/ Schazmaister und die Commissarien/ das/ das Inen zu geben gepürt/ und was zu Auffenthaltung derselben gehört/ von dem gemainen Pfennig entricht werden/ immaßen das der Abschied zu Wormß auch austruckt.

5. Und damit die obberürten Sachen deß gemainen Pfennings/ und der Hilff der Königlichen Mayestät wie obstet/ zugesagt/ dester fürderlicher Vollziehung erlangen/ auch anderer mercklicher und beweglicher ursachen und anligen halben der Hailigen Cristenhait und Reichs/ so haben wir alle nachbenampt/ samentlich in Krafft der Ordnung zu Wormß beslossen/ Unß ains andern gemainen Reichs-Tags verainiget und den auff Sontag Misericordia Domini schierst gen Wormß fürgenommen/ darauff alle Stendt deß Reichs persönlich/ oder durch ir vollmechtig Anwalt erscheinen sollen/ von den obberürten Dingen/ und sonderlich uff den Abschaid zu Wormß auch disen Abschaid/ von allem dem verrer zu handeln/ zu ratslagen und entlich zu besließen/ das die Nothdurfft der Hailigen Cristenhait und Reichs erhaischt und erfordert. Auch haben wir besloßen/ zugesagt und Uns ainhelliglich verainigt/ daß ain yeder/ uff dem bemelten Sontag Misericordia Domini, zu Abend/ durch sich selbs/ oder sein Anwalt/ wie obster/ zu Wormß/ in der Herberg sein: und soll deß kainer lenger verziehen; Auch soll ain yeder da verharren/ immassen das die Ordnung zu Wormß gemacht/ außweißt/ sonder alle Geferd.

6. Item: nachdem in dem Abschid deß negst gehalten Reichs-Tags zu Wormß beslossen/ under andern ain Artickul verleipt und begriffen ist/ alßo lawtend: Ob yemand/ der in diesem Land-Friden nit sein wolt/ oder begriffen were/ hie zwischen nechster Versammlung/ yemandts in diesem Land-Friden überziehen oder belagern wurden/ so sollen dem/ oder denselben alle und yegliche Chur-Fürsten/ und Stend deß Reichs in zwaintzig Meil weg darum gesessen/ zu deß Uberzogen oder Belegerten Ersuchen/ oder wellicher das sunst gewar oder innen wurd/ zu Stund/ so sterckest er künd/ zu Roß und zu Fuß auffsein/ zuziehen und wider dieselben Hilff und Beystand tun/ trewlich/ alß were es sein selbs Sachen/ ungefarlich/ und sich deß keiner uff den andern entschuldigen/ oder verziehen. rc. Und aber der yetzgemelt Artickel uff diesem Reichs-Tag allhie zu Lindaw/ alß darauß erscheint/ geendert/ so ist derselb yezo durch Unß alles seines Innhalts und Begriffs/ widerumb angenommen/ ernewert/ und erstreckt/ biß auff die nechste Versammlung/ so in dem Hailigen Reich sein wirdet/ der auch alles seines Inhalts und Begriffs/ die gemelte Zeit auß alßo in Krefften und Wesen sein und bleiben/ dem wir auch dermaßen ungewaigert geleben und volg tun sollen und wollen.

7. Verrer haben wir ainmutigcklich beslossen und veraint und vertragen. Ob in mittler Zeit der nechst künfftigen Versammlung ainem oder mer auß Unß etwas begegnen und anlangen wurd/ das den gemainen Pfenning/ Friden/ Rechten/ Handhabung/ Ordnung oder Abschid/ uff dem nechst gehalten Reichs-Tag zu Wormß/ oder auch yetzo allhie besloßen/ widerwärtig oder abbrüchig were: alßdann

soll

ANNO 1497. soll der/ oder dieselben auß Unß/ den sollichs begegnet/ oder angelangt hett/ sollichs von Stund Unß dem Ertz-Bischoff zu Mentz zuerkennen/ und allain hinder dem andern kein entlich Antwurt geben/ sonder die Sachen alßo schieben biß auff die nechstkünfftige Versamlung: Alsdann davon/ mit sampt der Versammlung zu ratslagen/ und deßhalben ainmuthigklich Antwurt zu geben. Wo aber gelegenhait sollicher sachen/ kein Verzug oder Schub erleiden möcht/ alßdann sollen wie/ der Ertz-Bischoff zu Mentz/so bald Unß sollichs eröffnet wird/die Stend deß Reichs/ an ain gelegen Malstat zusamen zu kommen/unverzogenlich erfordern/darauff wie durch Unß selbsl oder durch Unser vollmechtig Anwalt/ Unß one Verziehen und zum fürderlichsten/ zusamen an die ernante Malstat fügen/daselbs von den sachen nothdurfftiglich rathslagen und Uns ainer ainhelligen Antwurt und Mainung/ samentlich oder durch den merer Tail/ entsliessen sollen/ damit der gemain Pfenning/ Friden und Recht/ Handhabung/ Abschid und anders zu Wormß und allhie beslossen/ nit geendert oder verruckt werden/ sonder in bestendigem auffrichtigem Wesen bleiben mügen.

8. Item: nachdem in dem Abschaid des nechst gehaltnen Reichs-Tags zu Wormß beslossen ist/ daß uff der nechsten Versamlung nach sollichem Tag/ Uberflüßigkait der Beklaidung und anderer hernach bemelten ding halben/ ordnung fürgenommen werden solt/ ist allhie geratslagt/ inmassen die hernachfolgende Artickel anzaigen/ die ain yede Bottschafft hinder sich an irn Heren pringen soll/ der daham auch Betrachtung zu tun/ deß seinen Rat und Beduncken in sollichem/ uff die nägst künfftige Versammlung zu eröffnen/ damit alsdann ferrer und entlich davon gehandelt und beslossen werden müg.

9. Anfenglich/ daß der gemain Pawrßman und arbaitend Leüt in Stetten/ oder auff dem Land kain Tuch anmachen oder tragen solle/ daß die Ele über ainen halben Gulden kostet: Auch sollen sie kainerley Gold/ Perlen/ Samet/ Seiden/ noch gestückelt Claider tragen/ noch iren Weibern noch Kindern zugestatten/ doch sol dieser Artickel/ Fürsten/ Graven/ Herrn/ noch die vom Adel/ mit iren Ampt-Leuten/ oder Dienst-Leüten/ nit pinden oder begreiffen/ dieselben Järlich nach ir Gewonhait/ inmaßen ander ir dienir zu beclaiden.

10. Item: wie sich Hanntwercks-Leüt die irs Hanntwercks in Ubung sint/ ire Knecht/ auch sunst ledig Knecht/ mit irer Klaidung/ zimlich tragen und halten sollen/ das soll ein yede Obrigkeit by ir zimlich Ordnung betrachten und fürnemen/ davon uff der nechsten Versamblung ferrer zu handlen.

11. Item Burger in Stetten/ die nit von Adel oder Ritter sint/ sollen kain Gold/ Perlen/ Samet/ Scharlach/ Seiden noch Zobeln oder Hermlin-Futter tragen: doch mügen sie ungefarlich Samet oder Seiden zu Wammassen/ auch Schamalott zu Klaidung tragen: deßgleichen mügen ire Frawen und Kinder ire Klaidung/ mit Samat oder seiden zimlich verpremen/ umblegen/ oder kölern/ aber mit kainem Guldin oder Silbrin Stuck.

12. Item die vom Adel/ so nit Ritter sein/ sollen kain Gold/ noch Perlin offenlich tragen/ und ire Klaidung/ besonder mit Farben und Stücken zimlich machen lassen; wie dann ain jeder Fürst/ in seinem Fürstenthumb/ Ordnung fürnemen und machen wird.

13. Item die vom Adel/ so Ritter sein/ sollen auch kain gulden Stuck tragen/ doch soll es Inen zu Wamaßen zu tragen unverbotten sein.

14. Und mag ein yeder Fürst mit seiner Ritterschafft ratslagen/ wie es irer Frawen und Kinder halb mit der Klaidung zimlich gehalten werden soll/ damit die Ritterschafft deßhalben auch übermeßiger Costlichkait entlestigt werd: wellicher Ratslag uff die nechste Versammlung auch fürgepracht werden soll/ davon weiter nach Nothurfft zu handlen. ANNO 1497.

15. Auch soll ain yeder kurzer Rock oder Mantel in der Lengen gemacht werden/ daß er hinten und vornen zimlich und wol decken müg.

16. Auch sollen alle Ertz-Bischoff/ Bischoff und Prelaten/ ir Gaistlichhait daran halten und weysen/ daß sie sich mit irn Beclaidungen erberlich und gaistlich/ wie irem Stand wol gezimpt/ klaiden und halten/ und unzimlich Costlichhait abstellen.

Uberflüßigkeit halben/ so zu den Hochzeiten und Breütloffen gepraucht werden.

17. Ist geratslagt/ daß ain yeder Fürst und Oberkait/ in irem Fürstenthumb und Oberkait Ordnung machen solle: damit sollich Uberflüßigkeit/ so mit der Cost und Mengin der Leüt/ uff den Hochzeiten und Breütloffen gepraucht wird/ abgestellt/ und in zimlich Wesen geprachte.

18. Item: nachdem vil Clag sein/ deß Betrugs halben/ so mit Verkouffung Tuch-Gewanndts allenthalben geprawcht wirdet/ namlich in dem/ daß die Tuch an den Ramen zu vil gestreckt werden/ und anders ꝛc. Ist geratslagt/ daß yedermann daheim ratslagen und trachten solle/ wie sollicher Betrug fürkommen werden müg/ und deß seinen Ratslag und Gutbedencken uff die nechste Versamblung bringen/ davon ferrer zu handlen.

19. Item ain yeglicher Fürst und Oberkait halt billich seine Pfeiffer/ Trummeter und Spilleüt in zimlicher Versoldung/ damit sie ander Leüt unbesucht und unbelestigt lassen/ wie dann das uff dem Tag zu Regenspurg auch geordnet und fürgenommen geweßt ist: wie es aber mit andern ledigen Spilleüten und den ihenen/ so sich Narheit annemen/ gehalten werde/ soll ain yeder daham bedencken und ratslagen/ und deß sein Gutbedüncken uff die nechst künfftig Versammlung bringen/ davon weyter zu handlen/ damit Uberflüßigkait derselben abgestellt/ auch der Herren und der vom Adel/ Schilt/ Ring/ Kettin/ oder dergleichen denselben nit alßo leichtigklich alß bißher beschehen/ angehenckt oder gegeben werden.

20. Item soll ain yede Oberkait/ der Bettler halb/ ernstlichs Einsehen tun/ damit niemandts zu betteln gestattet werd/ der nit mit Schwachheit oder Geprechen seines Leibs beladen und deß nit notturfftig sey: daß auch der Bettler Kinder/ zeitlich/ so sie ir Brot zu verdienen geschickt sein/ von inen genommen/ und zu Hantwercken/ oder sunst zu Diensten geweißt werden/ damit sie nit alßo für dem Bettel anhangen; deß ain yede Oberkait Ordnung fürnemen/ und auff die nechste Versammlung fürbringen soll/ davon weiter zu handlen: doch sollen die armen Schuler/ so der Ler nachziehen/ hierinn nit begriffen sein.

21. Der jhenen halben/ so sich Zigeüner nennen/ und wider und für in die Land ziehen ꝛc. Ist geratslagt/ nachdem man Anzeig hat/ daß die Erfarer/ Außspeher und Verkuntschaffter der Christen-Land sein/ daß man denselben hinfüro in die Land zu ziehen nit gestatten/ noch leiden soll: und solle deß ain yede Oberkait/ auff Weiß und Weg gedencken/ wie sollichs fürzukommen sey/ und auff die nechst Versammlung deß ir Gutbedüncken bringen/ davon weiter zu handlen.

22. Deß Zutrincken halben ist geratslagt/ daß in den Landen/ da sollich Zutrincken von Alter nit gewonhait gewest/ ain yede Oberkait verfügen soll/ daß sollich Zutrincken nit gestattet/ sonder abgestellt und vermitten werde/ inmassen auff dem Reichs-Tag

ANNO 1497.

zu Worms auch davon gehandelt ist. Doch soll sollich Zutrincken in Veld-Legeen allen Menschen / uss wellichen Landen die seyen / verbotten sein / innmassen das der Abschid zu Worms auch ausweist.

23. Der Gaistlichen Gericht halben / solle uff dem nechst künfftigen Tag gehandelt werden / innmassen der Abschid zu Worms Anzeigung tut.

24. Item: nachdem in dem Abschid zu Worms angezeigt ist / daß auff der nechsten Versammlung / so nach dem Tag zu Worms sein wird / von den Concordata Principum und andern Beswerden / so der Teütschen Nacion von frembden Gezungen begegnen / gehandelt werden sole; soll dizmals sollich Handlung biß auff den nechstkünfftigen Reichs Tag auch ruwen / alsdann davon unverzüglich zu handlen: wie der berürt Abschid das ausweisse.

25. Item: nachdem viel ungelerter und ungeschickter Notarien allenthalben erfunden werden / ist bedacht / uff der nägstkünfftigen Versamblung von denselben weiter zu handlen / damit Betrug und Schad / so jrethalben zu Zeiten entsteen / fürkomen werd.

26. Item alle Erz-Bischoff / Bischoff und Prelaten / sollen in iren Stiffeen ernstlich darob sein und versehen / daß Uberflüssigkeit der Questionarien / und ander Bitter abgestellt und gemeßigt werd.

27. Item: nachdem durch Schwiblung der wein dem Menschen mancherley Kranckhait und Beschwerung entsteen / als die Gelerten der Artzney sagen / ist betracht / daß ain yede Oberkait dahaim ratslagen soll / wie dem Swiblen der Wein ein zimlich Maß gegeben werden müg / damit es deßhalben zimlich gehalten / dardurch obberürt Beswerung fürkommen werd: und soll deß ain yde Oberkait iren Ratslag / uff die negste Versammlung bringen / davon weiter endlich zu handlen und zu beslissen.

28. Item; nachdem durch Wucher und ander unzimlich Getat / so diser Zeit Cristen und Juden üben / den Landen mercklicher Schad zugefügt wird / soll uff der nägstkünfftigen Versammlung auch gehandelt und geratslagt werden / wie sollichs zu fürkommen sey.

29. Item: nachdem in dem Abschid zu Worms auch begriffen ist / daß etlich Bottschafft zu Unserm Hailigen Vatter dem Pabst / dem Kunig von Behem und zu andern geschickt worden sein solten / das aber bißher noch nit beschehen ist / ist yetzo allhie beslossen / daß sollichs ruwen soll / biß uff die nägstkünfftige Versammlung / als dann davon weiter zu ratslagen und zu handeln wie sollich Bottschafften / an Unsern Hailigen Vatter Pabst / den Küng zu Behem / Tennmarck und ander gefertigt werden soll.

30. Item: nachdem Abt und Convent zu Weissenburg / wider Hansen von Drat und Veit von Wallenrod / Ritter / wider Philipsen von Gutemberg / auff die Urtail / Acht und Aber-Acht / am Cammer-Gerichte wider gemelt ir Gegentail erlangt und behalten / umb Verhelffung ferrer Execucion angesucht haben: als sie auch von Cammer-Richter und Beysitzer deßhalben an Uns gewisen und remittirt sein: Soll uff der nechstkünfftigen Versammlung weiter davon gehandelt werden / wie inen ferrer zu verhelffen seye: Wie dann deß ain Artickel in der Handthabung zu Worms begriffen / Anzaigung thut.

31. Item / so auch der Maister in Lyf-Land / die Versamblung allhie umb Hilff und Rat / wider den Fürsten von Musca, angesucht hat / soll auff der nechsten Versammlung auch davon gehandelt und geratslagt werden / wes darinn nutz und gut sy fürzunemen.

32. Item: nachdem Cammer-Richter und Beysitzer deß Königlichen Cammer-Gerichtes / auch die verordneten Schatzmeister / Besserung halben ires Jars-Soldts zu mermalen die Versamlung allhie ansuchen lassen haben / ist beslossen / uff der nechstkünfftigen Versammlung davon weiter zu handlen.

ANNO 1497.

33. Item: nachdem uff den nechstgehalten Reichs-Tag zu Worms ain Verzaichnus der gulden Müntz halben gemacht / und Coppel davon übergeben ist / wer der begert hat / darauff sich ain yeder / zwischen demselbigen Tag und der nechsten Versammlung darnach bedacht haben sole / uff sollich Versammlung beslieslich davon zu handlen und die Konigliche Mayest. dismals zu Worms ernstliche Gepott / by Penen ußgeen lassen haben solle / an alle die / so guldin Münzen slagen lassen / daß sie die vermelten Zeit damit ruwen und still standen: Welche aber in mittler Zeit gulden Müntz slahen lassen wolten / daß die nit anders oder ringer geschehe dann uff Neünzehendhalb Grad feins und Aloia / alles nach der Chur-Fürsten am Rein Nadel &c. wie dann sollichs ain Artickel im Abschid gemeltes Tags zu Worms deßhalben gemacht weiter innhalt: und aber untzher uff obgemelt Verzeichnuß der guldin Münz nichts weiters gehandelt / auch das obberürt Mandat noch nit ußgangen; Ist allhie beslossen / daß die Königliche Mayest solch mandat nochmals fürderlich ußgeen lassen soll: wie dann die Notel / der man sich allhie veraint hat / ausweisse / und soll sich ein yeder uff die hernach geschriben Artickel / der guldin Müntz halben / hie zwischen nechster Versammlung / so zu Worms sein wirdet / bedencken; alsdann uff sollicher Versammlung weiter daven zu handlen und endlich beslieffen. Und sein diß nachfolgend die Artickel davon obgemelt ist.

34. Item: daß die Königliche Mayest. mit sambt Chur-Fürsten und Fürsten / ain Ordnung fürnem / daß alle Guldin die da gleich sein / am Ußschnitt und Gehalt / der vier Chur-Fürsten am Rein Gulden / so sie yetzo in dreyen Jaren gemüntzt hetten / Namlich neünzehendhalben Grad feins / und hundert und sieben / uff anderthalb Colnisch Marck / daß die für werschafft / und kein ander genommen wurd.

35. Item: daß sollichs angang uff schierist Martini &c.

36. Item: daß alle Guldin mit dem Gewicht genommen wurden.

37. Item: was aber ander Guldin geringer erfunden werden am Gewichte / oder Gehalt / mag ain yeder zu seinem besten Wert abkommen.

38. Item: daß die Königliche Mayest. lasse Mandat ausgeen / an alle Gericht / also zu Pronunciren: Es were dann daß sonderbar Verschreibung oder Verträg anders zu geben.

39. Item: daß yederman der Gold zu müntzen hett / uff solch Gehalt und Gewicht der vier Chur-Fürsten Müntzen / und das yederman von der Nadel ain Stuck / auch Gewicht gegeben wirden / umb ain zimlich Gelt. Und soll ain Stuck zu Nürmberg / ains zu Leipsich / ains zu Wien / ains zu Augspurg / ains zu Straßburg / ains zu Collen / ains zu Lubegk / ains zu Antwerpen / ains zu Franckfurt an der Oder allweg sein / yederman davon zu geben umb sein Gelt. Und wann deß nit mer vorhanden / daß allwegen mer in der Chur-Fürsten Müntz geholet / die auch bestellen sollen / daß allwegen zu finden sey.

40. Uff sollich Nadel soll gemünzt werden / also / daß alle Werck gleich mit derselben aus gleichem Wasser geen.

41. Item: daß auch alle Stuck sonderlich auffgezogen werden / ee man sie preget / und daß sollichs durch Gwardin hoch versehen werd.

42. Item: daß man schierist uff Purificationis, und dann hinfürter alle Jar / auff Zusamenkommen der Chur-Fürsten und Fürsten / alle Werck / wa die gemacht sein / dahin von yedem Werck / wol versorgt /

ANNO 1497. versorgt / die Proben geprecht / und daß dieselben / durch ain gemainen Gwardin und Probirer / die der Königl. Mayest. allen Chur-Fürsten und Fürsten geswore sein / probirt werd. Desgleichen auch des Kauffmanns Peútel / und wa gefährliche Werck gefunden / die am Auffschnitt oder Gehalt zu ring erfunden / daß darinn Straff geschech.

43. Nota, Straff: nit mer zu müntzen / auch ain Summ Gelts zu geben / halb der Königlichen Mayest. und halb dem gemainen Reich und irem Erario: doch / so der Guldin aus deß Kauffmans Peútel genommen / ist zu ermessen / Ob er zu leicht were / wa der Schad herkem.

44. Item: daß alle Chur-Fürsten / Fürsten / ir alt Geperg / bey Terwen abzutun verschaffen / doch mag ain yeder / ain Gepreg / seins Gefallens machen auff ainer Seiten: auff der andern Seiten soll aber durchaus ain Geperg sein / deß man sich verträgt / mit gleicher Umbschrifft / als ein zierlich Kayserlich Cron / & inscriptione: Adjutorium nostrum in nomine Domini.

45. Item: daß von allen Chur-Fürsten / Fürsten und Stetten verstendig / fromm Wechßler gesetzt / und zimlich belonet / oder uff den Guldin gesatzt werd / damit dem Armen Recht geschehen und billicher Werdt umb ain Guldin gegeben werd.

46. Item: daß etliche Gewicht gemacht / doch daß die mit ainem Zaichen bezaichnet werden.

47. Item: ob die Künigliche Mayestät sich dermassen im Gold auch gnediglich vergleichen wolt / were gut zu besser Bestendigkait.

Und sint diß der Königl. Mayest. Rät / davon obgemelt.

Adolff / Graf zu Nassaw / Statthalter rc.
Hanß Jacob von Bodmer der Elter / Ritter rc.
Cunrat Stürtzel / Doctor, Königliche Mayest. Hof-und Thyrolischer Cantzler / Ritter rc.
Walther von Andeloe / des Hailigen Reichs Erb-Ritter.

So sint diß die Chur-Fürsten / Fürsten / auch Chur-Fürsten / Fürsten / Prelaten / Graven / Herren / und der Stett Bottschafften / und Gewalthaber / davon auch obgemelt ist.

Berchtold Ertz-Bischoff zu Mentz rc. Chur-Fürst rc. Persönlich.

Von wegen des Ertz-Bischoffs von Cölln / Gumprecht Grave zu Newenare / und Johann Menchin / Doctor, Cantzler rc.

Von wegen des Ertz-Bischoffs von Trier / Johann Gutman / Doctor.

Von wegen Marggraf Johansen in der Marck / Chur-Fürsten Erasmus zu Brandenburg / deß Stuls zu Rom Sub-Diacon, Bropst zu Berlin / Sixt von Ehenheim / Ritter / Howptmann zu Surmund und Johann von Slaberndorff / beider Rechten Doctor.

Von wegen deß Ertz-Bischoffs zu Saltzburg / Ruprecht Rinßmaul / Thum-Herr zu Saltzburg.

Johannes / Bischoff zu Worms anfengklich Persönlich / hat nach seinem Abschid verlassen / Herrn Hansen von Hattstatt / seinen Thumb-Herrn.

Heinrich / Bischoff zu Chur / Persönlich.

Hawge Bischoff zu Costentz Persönlich / hat nach seinem Abschid verlassen / Hanß Jacoben von Helmsdorff / seinen Thumb-Herrn.

Friderich / Bischoff zu Augspurg / anfengklich Persönlich / hat nach seinem Abschied verlassen Herrn Heinrichen von Lichtnaw seinen Thumb-Herrn und Vicarien in spiritualibus.

Gabriel von Eib / dieser Zeit Erwölter zu Eystett und Sebastianus Jllsung / Doctor, baid von wegen deß Bischoffs von Babenberg.

Von wegen deß Bischoffs zu Würtzburg / Hugo von Lichtenstain / Thumb-Herr und Schul-Herr / und Valentin von Bibra / nachfolgend Johann Schott Thumb-Herr daselbs.

Von wegen des Bischoffs von Speir / Herr Hanß Zoller / Thum-Herr zu Speir.

Von wegen deß Bischoffs von Regenspurg / Herr Wolffgang Egker / Thumb-Herr zu Regenspurg.

Deß Bischoffs von Bassaw / hat Herr Ruprecht Rindsmawl Gewalt.

Deß Abts zu Fuldt / hat Herr Berchtold Ertz-Bischoff zu Mentz / obgenannt / Gewalt.

Von wegen des Teútschen Maisters / Hanß Adelmann Commenthur zu Blomental gemeltes Ordens.

Ertz-Hertzog Philips von Oesterreich / Hertzog zu Braband rc. anfengklich Persönlich: hat nach seinem Abschid verlassen / Ludwigen Bauck sein Hofmaister und Mair zu Leven.

Hertzog Albrecht von Sachsen Persönlich.

Von wegen Hertzog Jörigen von Bayern / Peter Boingarter / baider Rechten Doctor: der hat die Handlung und Abschid des Königlichen Tags / nachdem er mit vollkommen Gewalt nit gefertigt gewesst ist / hinder sich an sein Herrn zu bringen angenommen.

Von wegen Marggrafe Fridrichs von Brandenburh / Cunrat von Berlichingen / Ritter rc.

Von wegen des Hertzogen von Gülch und Berg / Johann Nagel / Probst zu Sannt Johanns Kirchen zu Osnabrug.

Von wegen des Hertzogen von Cleve / hat sich der benannt Johann Nagel auch angezaigt / nachdem er aber nit mit vollem Gewalt uff den Abschid zu Wormß gefertigt ist / hat er sollich Handlung alle an den gemelten Hertzogen zu bringen angenommen.

Von wegen Hertzog Eberharts von Würtemberg / Hanß Caspar von Bubenhofen / Ritter / Marschalck und Doctor, Peter Jacob / Probst zu Brackenheim.

Von wegen des mitlen Landgraven von Hessen / Appel von Grussing.

Von wegen Grave Otten und Graff Herrmanns von Henneberg / hat der Ertz-Bischoff von Mentz / obgemelt / Gewalt.

Prelaten.

Johanns Abt zu Salmannsweyler / Hainrich Abt zu Rot / und Johanns Abt zu der Mindern Aw / von ir selbs wegen und mit Gewalt der Abt zu Kempten / Weingarten / Aelchingen / Ochsenhawsen / Marchtal / und zu Schussenried.

Von wegen des Abts zu Sanct Haymprand zu Regenspurg / hat Herr Wolffgang Egker obgemelt Gewalt.

Graven.

Haug / Grave zu Werdemberg und zum hailigen Berg / Persönlich für sich selbs und mit Gewalt seiner Prüder / namlich Grave Jörigen and Grave Ulrichs von Werdemberg: auch Wolffgangen und Joachims Gevettern / Graven zu Oetingen: auch Wolffgangs und Heinrichs Graven zu Fürstenberg / Philipsen / Grave zu Kirchperg; Heinrichs Graven zu Lupfen / Alberchten / Herren zu Lintpurg / des heiligen Reichs Erbschencken / Erharts / Steffan und Sweiggers / Frey-Herren zu Gundelfingen.

Adolff Grave zu Nassaw für sich und für Grav Phi-

ANNO 1497.

Philipsen von Hanaw / Herrn zu Lichtenberg und Grave Johann / Reine-Grafen.

Hawg und Johanns Graven zu Montfort und Rotenfels / Ulrich Grave zu Monfort Herr zu Tettnang.

Hawg Grave zu Montfort / Herre zu Bergentz.

Johannes Grave zu Sonnenberg.

Rudolff Grave zu Sultz.

Von wegen Grave Ludwigs von Eysenberg und der Eltern Herrn von Weinsperg / hat der Ertz-Bischoff von Mentz Gewalt.

Frey-und Reichs-Stett.

Cölln. Herbort von Bilsen / Doctor.

Straßburg. Hanß Wilhelm von Rotweyl / und auch mit Gewalt der von Offenburg / Gengenbach / Zell und Rotweyl.

Basel. Hartung von Aodelowe und Hanß Ymler von Gilgenberg / baid Ritter.

Worms. Renhartz Noltz und Adam von Schechenhaint / Stattschreiber.

Spier. Pauls Hiltprand. Dipolt Payr.

Frannckfurt. Johann von Glaburg und Arnolt von Schwartzenberg.

Regenspurg. Wolffgang Kitztaler.

Augspurg. Ludwig Hofer und Conrad Beutinger / Doctor, mit Gewalt der von Schwäbisch-Werd und Kauffpeuren.

Nüremberg. Antoni Tatzel und Andre Tucher: mit Gewalt der von Dinckelspühel / Windtshaim / Weyssenburg am Norkaw und Schweinfurt.

{ Ulm. Wilhelm Besserer / Ritter.
{ Uberlingen. Clement Reichlin / baid mit Gewalt / der von Eßlingen / Nördlingen / Gmünd / Memmingen / Bibeach / Ravenspurg / Kempten / Pfullendorff / Wangen / Yßni / Weil / Lutkirch / Giengen / Alen und Bopfingen.

Reutlingen. Jacob Bacht.

Schwäbischen Hall. Michel Senfft mit Gewalt der von Rotenburg an der Tawber / Hailtpronn und Wimpfen.

Lindaw. Hanß Burgin und Joß Walther / Stattschreiber.

Und deß allem zu rechtem und wahrem Urkund / so haben wir Adolff / Grave zu Nassaw von wegen der Königlichen Mayest. und wir Berchtold / von Gotz Gnaden Ertz-Bischoff zu Mentz und Chur-Fürst rc. von wegen Unser selbs und Unser Oheim und Mit-Chur-Fürsten obgemelt; und ich Rupprecht Rendesmawl / Thum-Heerr zu Saltzburg / von wegen mins gnedigsten Herrn deß Ertz-Bischoffs zu Saltzburg / auch anderer gaistlicher und weltlicher Fürsten / so allhie / wie oben verzaichnet / durch sich selbs / oder ire Bottschafft erschinen sein. Und wir Hawg Graf zu Werdemberg und zum Heiligenberg Howptmann rc. von Unser selbs / auch von der obberürten Prelaten / Graven und Herren wegen. Und ich Hanß Wilhelm von Rotweyl von der obgemelten Stette wegen / Unser Innsiegel / zu End ditz Abschids gedruckt. Wellicher Siglung wir andern obgenannt / von Unser selbs und Unser Herren wegen Unß hierinn mit geprawchen. Geben uff dem Königlichen Tag zu Lindaw. Donrstags nach dem Sontag Esto michi. Anno Domini M.CCCC. LXXXXVII.

CXC.

24. Mai.

FRANCE ET ANGLETERRE.

Traité de Paix & de Commerce entre CHARLES VIII. *Roi de France*, & HENRI VII. *Roi d'Angleterre. A Boulogne le* 24. *Mai* 1497. [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 394. d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve aussi dans les *Observations de* GODEFROI *sur l'Histoire de* CHARLES VIII. *Roi de France*, pag. 738.]

ANNO 1497.

HENRICUS, Dei gratia Rex Angliæ & Franciæ, & Dominus Hiberniæ: Universis præsentes Literas inspecturis, Salutem. Cum pro sedandis, pacificandis, atque penitus extinguendis quæstionibus, controversiis, ac litibus inter nostros, ac carissimi & dilectissimi Fratris & Consanguinei nostri CAROLI, Francorum Regis, Subditos motis ac movendis, ratione & ob causam damnorum, injuriarum, spoliationum, Navium captionum, deprædationum & gravaminum utrinque datorum, & factorum, simulque ad præcavendas, amputandas, rescindendasque in futurum materias & occasiones similium injuriarum, damnorum, spoliationum, quædam Dieta, seu Conventio Boloniæ tenenda inter nos & Dominum Fratrem & Consanguineum nostrum statuta fuisset: cùmque hanc ob causam nuper delegavissemus & commisissemus dilectos & fideles Consiliarios nostros, Robertum Mildelton, Legum, & Thomam Routhale, Decretorum Doctores, & Joannem Turbervilie, Militem, Oratores & Ambassiatores nostros, cum Mandatis ad hæc peragenda necessariis: qui quidem nostri Oratores prænominati hunc ipsum ob finem Boloniam prædictam profecti, convenientes cum Oratoribus præfati Consanguinei nostri Francorum Regis, ab eo simile Mandatum habentibus, visisque & perspectis per utrosque Doctores simul plurimis Libellis supplicatoriis hinc inde porrectis, materiæque coram eis propositæ multiplicitatem intuentes, quam in quatuor partes constituerunt, demandatum sibi munus tum super præteritis, quàm futuris Negotiis, ita sunt communiter executi, ut ex Articulis subscriptis patere potest, quorum tenorem his duximus incorporandum.

1. Imprimis, præfati Oratores supplicationum coram eis porrectarum multiplicitatem intuentes, eas in quatuor genera distribuerunt.

2. Primum de his fuit, super quibus coram aliis Judicibus erat in causa conclusum lite ita instituta, ut nihil præter Sententiæ calculum desiderare viderentur; has siquidèm Oratores, quantum in ipsis fuerat, definierunt, ac in ea parte suo officio fungentes terminaverunt.

3. Secundum genus querelarum fuit de spoliationibus, damnis & interesse, super quibus lis nondum mota est coram aliquibus Judicibus: subest tamen actu materia, ac lis movenda speratur, quas, quoniam in præsenti dicti Oratores, utpote causarum meritis non liquidatis, terminare non possunt, æquum visum est per Principes debere deputari Judices in Civitatibus aut Oppidis utriusque Regni, Locorum, Terrarum & Dominiorum eorumdem Portibus propioribus, aut in Locis maritimis damnificatis commodioribus, in quibus tamen spoliatores, Piratæ, & turba navalis non dominentur; qui quidem Judices lites coram eis movendas tam super querelis jam natis & coram dictis Oratoribus propositis, quàm super quibuscumque etiam jam natis, coram dictis Judicibus proponendas infra certum competentem terminum, pro causarum & Negotiorum qualitate brevem, annale tempus nullo modo excedentem, finali Sententia decidere præcipiantur, tam super damnis & spoliationibus, quàm interesse Partium; quorum Judicum Decreta, Jussus & Sententiæ, tam interlocutoriæ quàm deffinitivæ, incontinenti & indilatè per dictorum Principum Officiarios, & si opus fuerit manu militari, executioni demandabuntur, omni penitus appellationis remedio sublato, quantùm ad querelas jam ortas, ut præmissum est dumtaxat; aut si id Principibus videatur, præfati Judices Pacis Tractatum insequendo, ab ejusdem Pacis Conservatoribus constituantur. Licebit tamen Parti condemnatæ, à tali Sententia ad supremum Consilium Principis, per viam supplicationis pro reformatione gravaminis per eam prætensæ, recurrere, ubi infra sex menses; aut aliàs infra brevissimum tempus secundum quod commodè fieri poterit, finali Sententia causæ hujusmodi terminabuntur; prædicta tamen Sententia interim cautione præstita per Partem quæ obtinebit secundùm formam juris executioni demandabitur.

4. Et quia difficile, aut prope impossibile erit spoliatorum personas apprehendere, aut domicilia eorumdem cognoscere, satis erit eos citari, sive adjornari in Portibus aut Oppidis suo Principi subjectis, Loco ubi damnum illatum est propioribus, per proclamum generale, Præconis voce, personante tuba, & affixione que-

Anno 1497.

querelæ, aut aliter secundùm modum & formam poblici edicti in utroque Regno, Locis, Terris, & Dominiis eisdem Principibus subditis & subjectis fieri soliti & consueti: quæ quidem præcon satio geminata, compctenti intervallo non minùs quindecim dierum, vim peremptionis habebit; tenebunturque Judices Locorum, damnificatis postulantibus, illam facere fieri idoneè, & dare facere præconisationis certificationem, quæ erit per omnia paris autoritatis, roboris, & effectus, ac si reus super hoc personaliter citatus fuisset.

5. Tertium vero genus precum erat de iis super quibus processus per appellationes in Curiis supremis pendent, de quibus iidem Legati censuerunt Principes (si tamen ipsis ita videbitur) statuere debere certum etiam brevem terminum, semestre tempus non excedentem, Infra quem dictæ lites, si in illis sit in causa conclusum, dirimantur, & finali sententia Partibus instantibus terminentur. Quòd si in illis sit minimè conclusum, ordinabuntur duo vel tres supremarum Curiarum Consiliarii, qui Partes audiant, lites discutiant, & instrui faciant, donec in causa sit conclusum, cui rei etiam certus terminus, videlicet semestre tempus, statuatur; & exinde intra alios sex menses per Judices supremarum Curiarum finali marte terminentur: quod si factum non erit, ex tunc causæ illæ ad Consilia dictorum Principum evocabuntur, illic modo & tempore supradictis terminandæ.

6. Quartum genus supplicationum fuit super spoliationibus, damnis, injuriis, & interesse, de quibus lites pendent coram Judicibus inferioribus, quas damnificati conqueruntur in suum dispendium supra modum prolatas, desperantes etiam ullum unquam finem imponi propter appellationem & aliorum incidentium multiplicitates: visum itaque est eisdem Legatis Principes sua autoritate debere illas evocare, & ad Judices in Locis maritimis constituendos, si tamen hoc Actores desideraverint, cum processibus remittere, qui procedere habeant, forma & modo supradictis; præcipiaturque dictis Judicibus inferioribus sub pœna marcarum argenti fisco Regio applicandarum, quod processus coram eis habitos & factos ad Partium requisitionem incontinenti transmittant ad dictos Judices in Locis maritimis deputandos, nec se quovis modo in ea parte difficiles reddant; & nihilominus si forte in his causis Judices ipsi postes processerint, eorum invalidus & irritus sit processus.

7. Et quia opos est utriusque Principis Subditus alteri preces & Libellos supplicatorios porrigere, ut inde Rescripta principalia obtineant: visum est pro commoditate Subditorum in utriusque Regis Consilio certos Consiliarios deputari, ad quos utriusque Regis Subditi sciant se in promptu aditum habere posse, & à quibus sollicitatores de beneplacito Principis possint certiores reddi.

8. Item. Quoniam damnificati conqueruntur in alterius Principis Regno, Locis, Terris, & Dominiis, se parum tutos, dum jus suum prosequuntur, curabunt Legati quòd litigatoribus autoritate Regia per ipsos Judices in Portubus sive Locis maritimis deputandos plena detur securitas.

9. Et quia diversæ porrectæ sunt querelæ super spoliis & deprædationibus in Terra contra Amicitiam & Pacem antehac perpetratis & commissis, providestur quòd ipsi Judices peræque & pari modo cognoscere & determinare valeant de eisdem spoliis, sicut cognoscere & sententiare possent de spoliis antehac in Mari commissis.

10. Et ut imposterum Latrociniis Piraticis obvietur, ne sincera Pax, firma, inviolataque Amicitia inter eosdem Principes, eorumque Subditos jugiter perseveret, cautum prospectumque est per utriusque Principis Oratores pro futuris, ut sequitur.

11. Imprimis, quandocumque aliqua Navis indigena exitura est ab aliquo Portu Regnorum Franciæ sive Angliæ Terrarum, Locorum, aut Dominiorum eisdem subditorum, Admiraldus, Vice-Admiraldus, seu eorum vicesgerentes talis Portus, Oppidi, Villæ, aut Civitatis unde exitura est, capient idoneam cautionem à Dominis, Capitaneis, Exercitoribus, Præfectis, Magistris, seu Bursariis Navis hujusmodi, ad valorem Navis apparatûs, & Victualium ejusdem, quòd Exercitor, Magister, Marinarii, & Nautæ, ac omnes in ea Navi existentes, servabunt Pacem erga quoscumque Subditos alterius Principis, & nullam eisdem injuriam & damnum seu violentiam in Terra, Mari, Aquisve dulcibus, aut in Portu aliquo, facient, inferent, aut inferri procurabunt.

12. Præterea Præfecti, Magistri, Exercitores, & cæteri præeminentiam in Navi habentes, non suscipient aliquos Vectores, Nautas, aut viros Militares, nisi prius illos sisterint & exhibuerint coram Admiraldo, Vice-Admiraldo, aut eorum vices seu Officia gerentibus; qui illorum nomina in publico Registro super ea conficiendo scribi facient.

13. Et antequam Navis hujusmodi Portum egredi permittatur, omnes ibi existentes, & qui profecturi in ea sunt, jurabunt solemniter coram dicto Domino Admiraldo, Vice-Admiraldo, aut eorum vicesgerentibus, quòd in expeditione illa in quam profecturi sunt, navigando, eundo, stando, aut redeundo, nullum damnum, vim, injuriam facient, inferent, aut inferri procurabunt alterius Regis Subditis, Terris, aut Dominiis, sive per Terram, Mare, aut Aquas dulces.

14. Simili quoque juramento solemniter præstando promittent, quòd de qualibet præda, captura, manubiis sive spoliis, adducent duos aut tres viros in capta Navi præcipuum locum obtinentes, ut Magistrum, Submagistrum, Patronum, aut hujusmodi conditionis, quos Admiraldo, Vice-Admiraldo, aut eorum Officiariis, exhibebunt, ut per eosdem, aut eorum alterum debite examinetur, ubi, super quibus, & qualiter Navis, sive bona capta sint, nec facient, aut fieri permittent aliquas prædarum, spoliorum, mercium, aut bonorum per eos capiendorum divisiones, partitiones, traditiones, permutationes, alienationesve, priusquam se Viros captos, Bona & Merces integrè Dominis Admiraldo, Vice-Admiraldo, aut eorum vicesgerentibus repræsentaverint, qui de illis disponi, si æquum putabunt, permittent, aliàs nihil hujusmodi permissuri.

15. Item. Jurabunt, quòd postquam reversi fuerint, sive appulerint aliquem Portum dicti Regni unde exierint, cum suis Navibus apparatibus & spoliis, si quæ capturi sint, incontinenti & indilate iidem reddent certiores Admiraldum, Vice-Admiraldum, seu eorum Officiarios illius Portus à quo egressi sunt, de eorum præda, spoliis, Mercibus, & bonis, sine quorum vel alterius eorum Officiariorum Decreto & permissiono nòn permittenner aliquid ex Mercibus transferre, permutare, vendere, vel alienare.

16. Ad quæ implenda & integre observanda dictus Capitaneus, Magister, Submagister, Bursarii, Socii, & alii præeminentiam in Navi habentes, se obligabunt, satisdabunt, & fidejubebunt per corpora & bona, unus pro aliis omnibus, qui unà profecturi in Navi sunt.

17. De quibus securitatibus & cautionibus confici facient publicum Instrumentum, quod Admiraldo, Vice-Admiraldo, aut eorum Officiariis, tradent, ac simile ab iis capient, ut quocunque delati fuerint, inde abire liberè permittantur.

18. Item. Tenebuntur dicti Capitanei, Magistri, Submagistri, Exercitores, Socii, Bursarii, & alii præeminentiam in Navi habentes tradere cautionem idoneam de his inviolabiliter observandis, usque ad æstimationem Navis, apparatus, & Victualium, aliàs, & nisi omnia præmissa impleantur, non permittetur illa Navis abire.

19. Insuper edicto publico interdicetur sub pœnis incarcerationis corporum, & confiscationis bonorum, Mercatoribus, aut aliis cujuscumque status, conditionisve existant, ne emant, dono, permutatione, aut alio quovis titulo seu colore, accipiant, celent, occultent, teneant, receptent, aut hujusmodi fieri procurent, aut permittant Merces aut Bona deprædata quæcumque abducta Mari, antequam Admiraldus, Vice-Admiraldus, aut eorum vicesgerentes, declaraverint prædam & capturam justas, justi & legitimi lucri esse.

20. Item. Præfati Admiraldus, Vice-Admiraldus, & eorum vicesgerentes, teneantur infra quadraginta dies; à die requisitionis sibi factæ per Partem damnificantem, computandos, exequi prædictam obligationem, postquam de hujusmodi spolio sibi constiterit contra Dominum, Possessorem, Magistrum, Exercitorem, seu Commissarium Navis, & eorum fidejussores, qui tale damnum intulerint.

21. Quod si compertum sit, prædam ab alterius Regis Subditis, Terris, Regnis, sive Dominiis abductam & ablatam, causa summariè sine strepitu & figura Judicii discutietur indilatè, Bona capta & interesse restitui spoliatis jubebuntur, atque Sententia, quæ per Admiraldum, Vice-Admiraldum, seu eorum vicesgerentes, tam contra Capitaneos illos, Magistros, Socios sive Bursarios, & alios præeminentiam in Navi habentes, feretur, quin etiam, contra fidejussores, juxta tenorem obligationum in ea parte præstitarum, & per Admiral-

ANNO 1497.

miraldum, Vice-Admiraldum, vel eorum Officiarios receptarum, sucoutinenti per eosdem Judices, sive eorum alterum, demandabitur executioni: & si ab Interlocutoriis dictorum Judicum Partes appellare contigerit, nihilominus super principale usque ad Sententiam definitivam inclusivè, appellationibus illis non obstantibus, procedere poterunt. Sed si Sententia super bonorum restitutione seu principali feratur, illa executioni demandabitur, Tractatum Pacis insequendo, appellationibus etiam quibuscumque non obstantibus. Poterit tamen supplicari ad Consilia Principum modo supradicto, scilicet cautione præstita ab ea Parte, contra quam supplicabitur de Bonis captis restituendis in eventum contrariæ Sententiæ, & à Parte supplicante, de expensis, damnis, & interesse, si in causa succumbunt. In quibus quidem Consiliis, sicut supra cautum est, causa intra sex menses, aut aliud brevissimum tempus, terminabitur.

22. Item. Quòd Judicibus supremarum Curiarum præcipiatur, ne inhibeant aut alio quovis modo se intromittant in his causis Maritimis, etiamsi ad eos appelletur per alteram Partium de dictis Judicibus, inferioribus, vel Maritimis.

23. Item. Provideatur per Literas Regias ad Admiraldum, Vice-Admiraldum, & eorum vicesgerentes taliter, quòd ipsi omnia & singula præmissa observent, & observari faciant, publicabunturque super his Principum Decreta in Portubus & Locis maritimis utriusque Regni.

24. Et ne res diutius in dispendium Subditorum pendeat, æquum visum est, ut prædicti Principes expedire faciant Litteras suas Patentes, quas reddendas curabunt, videlicet Christianissimus Francorum Rex, Boloniæ; Illustrissimus vero Rex Angliæ, Calesii, prima Octobris, quibus se omnia & singula præscripta, capitulata, rata & grata habere significabunt, unà cum nominibus Judicum, & designationibus Locorum constituendorum.

25. Quod si Articulos prædictos in totum aut partem confirmare voluerint, certiores se invicem infra octavam Septembris proxime insequentis propriis Litteris & Nuntiis efficient. Acta hæc fuerunt Boloniæ, per dictorum Principum Legatos. In cujus rei Testimonium signa & nomina subscripserunt & apposuerunt die 24. Maji, Anno Domini 1497. *Sic signatum*, FF. DE CREQUY. J. BATARD DE CARDONE. G. DE SANDOUVILLE. N. DE SONIS. ROBERTUS MIDELTON. THOMAS ROUTHALE. JOANNES TURBERVILLE, Miles.

Hinc est quòd nos accuratè, visis & diligenter ponderatis dictis Articulis, illorumque tenore attento, dictorum Oratorum diligentiam, fidem simul & prudentiam comprobantes, cupientes summopere cuique quod suum est reddi, & securitatem omnibus hominibus, maxime autem nostris, & dicti Fratris & Consanguinei nostri Francorum Regis Subditis, præstari, his & aliis causis ad hoc nos juste moventibus, habita super hoc Consilii matura deliberatione, Articulos superiùs incorporatos, ac omnia & singula in eis, & quolibet ipsorum, contenta, decisa, gesta, provisa, & deliberata, ratos & gratos, rataque & grata habentes, de nostra scientia, plena potentia, & autoritate Regia, comprobamus, firmaque facimus, ac volumus & decernimus in verbo Regis, roboris firmitatem perpetuò habituras & habitura. Quocirca dilectis & fidelibus Consiliariis nostris, gentibus Magni Consilii ac Cancellariæ nostræ, necnon Justitiæ tam de Banco nostro, quàm ad communia placita Deputatis, Baronibus Scaccarii nostri Westmonasteriensis, Admiraldo & Vice-Admiraldo Angliæ, ac universis Majoribus, Ballivis, Senechallis, Præpositis, & Judicibus, cæterisque Justiciariis nostris, aut eorum loca tenentibus præsentibus & futuris, & cuilibet ipsorum tenore, & præsertim damus in Mandatis, quatenus Articulos præinsertos & omnia & singula in eis contenta teneant, observent, & impleant, tenerique & impleri & inviolabiliter observari faciant, & secundùm ea decidant atque determinent de querelis, litibus, & controversiis, de quibus inibi fit mentio, compellendos ad hoc compellendo omnibus viis & modis juridicis, non obstantibus quibuscumque Legibus, Ordinationibus Regiis, Statutis, Oppositionibus, Appellationibus, Consuetudinibus, & Stilis in contrarium facientibus. Et insuper volumus, quòd Transumpto seu *Vidimus* præsentium Litterarum sub Sigillo Regio confecto, fides indubia adhibeatur. In cujus rei Testimonium Magnum Sigillum nostrum Litteris præsentibus duximus apponendum. Datum apud Westmonasterium, quinto-decimo die Januarii, Anno Domini millesimo quadringentesimo nonagesimo-septimo, & Regni nostri tertio-decimo.

ANNO 1497.

CXCI.

21. Juin.

LES SUISSES, ET LES GRISONS.

Traité d'Alliance & de Confédération perpetuelle entre les sept Cantons de ZURICH, LUCERNE, URY, SCHWITZ, UNDERWALDEN, ZUG, *&* GLARIS *d'une part, & les* GRISONS *d'autre, fait le Mecredi avant la S. Jean, l'an* 1497. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, pag. 476. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve dans le *Mercure François*, Tom. I. pag. 16.]

Au Nom de Dieu, Amen.

COMME il soit, que par la transgression du premier homme, par les longues années & changement de temps, l'entendement & la memoire se perdent; dont est de besoin pour instruction & perpetuelle memoire à ceux, qui succedent aprés nous, leur asseurer par escrit les choses, qui doivent durer longuement. Pour cette cause nous les Bourgemeistre, l'Advoyer, Ammanz, Conseillers, Bourgeois; Paisans & Communeautez de ZURICH, LUCERNE, URI, SCHUIZ, UNDERWALDEN, dessus & dessoubs le Bois, ZUG, avec les Offices forains, & de GLARIS nommement les sept Cantons des Ligues d'une part: Et nous les Ammans & Communautez des * Offences, Bailly & Communauté de (a) Luguts; Amand & Communauté du (b) Versax; Amand & Communauté de (c) Waltesseburg; Amand & Communauté de Fayen dessus le bois; Amand & Communauté de (d) Flumba; Amand & Communauté de (e) Schloys; Amand & Communauté de Tresmes; Amand & Communauté de Heizenberg, (f) Tussis & Caix; Amand & Communauté de (g) Stanne; Amand & Communauté de (h) Reymald; Amand & Communauté de (i) Musoc & (k) Rafles; Amand & Communauté de Safien; Amand & Communauté de (l) Stopmen; Amand & Communauté de Flasse tous en general en la Ligue Grise du hault Païs des GRISONS d'autre part, faisons sçavoir & certifions à tous & un chascun, qui au temps advenir verront lire & orront lire ces presentes Lettres, que avons mis en grande deliberation & consideration, l'Amitié, affection & fidelité, que nos Predecesseurs de bonne Memoire ont tousjours eus par ensemble en toutes leurs affaires, & le fidel regard, qu'ils ont eu les uns sur les autres de tout temps, jusques à present; En quoy desirant perseverer, & pour le bien de nos Pays & Subjects augmenter & continuer une telle amitié; avons accordé, dressé & conclud par ensemble cette perpetuelle bonne Amitié & Confederation, accordons, dressons & concluons publicquement par ces presentes Lettres pour nous & tous nos perpetuels Successeurs en la maniere comme cy aprés de mot à autre escrit est, & est telle.

(a) al. Lugnitz. (b) Oversax. (c) Waltenspurg. (d) Flemis. (e) Schlewys. (f) Tosanna. (g) Tannaus. (h) Rhinwal. (i) Masok. (k) Rufflée. (l) Schopine.

2. Premierement, que les dictes deux Parties en tous leurs affaires & Negotiations se devront asseurer des uns les autres, de toute Amitié, faveur & advancement, & avoir un fidel soin les uns sur les autres, aussi ne pourra l'une des dictes Parties assaillir, dommager, courir sus, ny fascher aucuns des Sujets de la dicte Partie, en ses Terres, Pays & Chasteaux ou Villes. Et si quelques uns, quels qu'ils pourroient estre, entreprinsent telles choses, il y sera en toute diligence pourveu, & remedié, pour l'empescher.

3. Secondement, que les dictes deux Parties d'eux mesmes * courir sus, assaillir ny endommager ny permettre à aucune de le leur faire; ains se contentera une chascune Partie de la Justice; ainsi que cy apres purement sera declaré & nommement au cas, que les dicts sept Cantons des Ligues en general ou aucun Canton particulierement contre & envers les dicts Grisons ou aucunes de leurs Communes particulierement, ou ensemblement ou que les dicts Grisons generalement ou particulierement eussent action ou querelle, dont amiablement ne se pourront accorder, faudra pour demander & avoir le droict & la Justice venir au Val Eustal, là ou dedans un mois, si requis il est, seront esleus & choisis deux hommes, non suspects, pour Juges & Deputez en la Justice; lesquels corporellement feront serment à Dieu & aux Saincts * telles causes & differends, qu'ils ne pourront accorder amiablement, ce que

ANNO 1497. que toutes fois au commencement ils debvront essaier promptement & briefvement, aprés avoir ouy les tiltres des deux Parties, qu'ils voudront mettre en avant, par leur dict serment vuider & juger par la Justice. Et ce que aussi par la Justice des dicts quatre Juges ou la pluspart d'entr'eux sera cogneu & sentencié, seront les deux Parties tenues le garder, tenir & accomplie sans aucune excuse, retardement ny appellation quelconque, mais si les dicts quatre estoient en leurs jugemens d'opinions contraires, l'Acteur eslira & choisira un Superarbitre dans les Terres & Païs de la residence du Deffendeur, qui soit homme de bien, & non suspect, lequel s'obligera aussi comme dessus & par son serment ; & luy sera mis entre les mains tout le Procez & les Sentences ; sera aussi tenu par son dict serment de donner sa voix aux uns des dicts Juges, ainsi que par la raison & droict il cognoistra le mieux, dedans un mois aprés; & là où il baillera sa voix cognoissant estre le plus juste & équitable sera pareillement par les dictes deux Parties ensuivi, sans aucun contredict ny appellations quelconques, comme dict est. Et si aucuns particuliers des dictes deux Parties avoient ou pourroient avoir par cy aprés action ou demande les uns envers les autres, l'Acteur sera tenu poursuivre le Deffendeur au Lieu de sa residence & pardevant la Justice de sa Souveraineté dudict Deffendeur, de laquelle Justice il debvra se contenter, si non que Justice en tels Lieux fust à aucuns ouvertement refusée, & qu'il demeurast sans Justice, & que cela fust tout évident & manifesté, alors iceluy pourra chercher son bon droict ailleurs comme la raison le veut.

4. Nul de ceux qui sont compris en cette Alliance ne pourront & ne debvront arrester, gaiger, ou faire arrester personne que ses vrays debiteurs, qui publicquement luy confesseront le debte, ou les pleiges & fiances qui luy auroient faict promesse.

5. Les dictes Parties promettront l'une à l'autre laisser aller & venir par leurs Villes, Chasteaux, Terres & Seigneuries, toutes Marchandises vendables selon la necessité ; * toutefois non plus avant, que dedans leurs Terres, & pour leur seul voyage, sans le mener plus outre : & des deux costez seront les chemins publics ouverts & libres aux Parties, sans aucunes impositions de nouveaux peages ny autres innovations, ains en useront comme du passé.

6. Il a aussi esté dict & advisé, advenant que aucuns des dictes Parties au temps advenir se voulut joindre & aller plus amplement avec Seigneurs, Villes & Pays, que ce pourra faire, moyennant que ce soit sans prejudice de cette Alliance, laquelle doit tousjours estre preferée.

7. Si l'une de dessus dictes deux Parties avoient Guerres avec aucuns, ne pourra prendre ne accepter Paix ou Tresves, que l'autre Partie n'y soit aussi comprinse.

8. Nous les dessus dicts sept Cantons des Ligues, & nous la dicte Ligue Grise du hault Pays des Grisons, avons en general, & un chascun particulierement, reservé, & reservons en cette perpetuelle Alliance, en premier lieu le Saint Siege de Rome, le Sainct Empire Romain, & toutes les Confederations, Obligations anciennes & Intelligences que devant la datte des presentes nous aurions accordé & conclud, avec qui que ce pourroit estre.

9. Nous les dessus deux Parties avons aussi expressement reservé & conclud, si par cy aprés tost ou tard, pour le bien de nous tous fussions tous d'un commun advis d'augmenter, changer ou diminuer quelque chose en cette Alliance, que le pourrons bien faire selon nostre volonté ; toutes fois sera cette presente perpetuelle Alliance & Confederation par nous les dictes deux Parties pour nous, & tous nos Successeurs perpetuellement, fidelement & inviolablement gardée, observée & entretenue, tous dols exceptez.

10. Et pour ferme & perpetuelle corroboration de toutes les choses cy dessus escrites, nous les dicts Alliez des sept Cantons, à sçavoir de Zurich, Lucerne, Ury, Schuiz, Underwalden dessus & dessoubs le Bois, Zug avec les Offices forains, & de Glaris; avons faict pendre les seaux de nos Villes & Pays publiquement à ces presentes deux Lettres; & nous les Amans & Communautez de toutes les Justices de la dicte Ligue du haut Pays des Grisons avons prié & requis en forme de recommandation les cy aprés nommez d'aussi faire mettre & faire pendre leurs seeaux à ces presentes Lettres pour toutes les Communes, & aucun de nous les dessus dictes Ligues Grises, generalement de tous les Pays de Grisons pour expressement nous obliger en tout ce que dessus, à sçavoir, Hans Brunold Juge du Pays &c. avec les seeaux de leurs Communes ; & furent faictes le Mercredy devant la Sainct Jean l'an courant aprés la Nativité de nostre Seigneur Jesus-Christ, mil quatre cens quatre-vingts-dix-sept. ANNO 1497.

CXCII.

Tractatus Commercii inter HENRICUM VII. *Regem Angliæ, & PHILIPPUM Ducem Austriæ & Burgundiæ conclusus. Dat. Londini die 7. Julii 1497.* [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. XII. pag. 654.] 7. Juill.

CUM paulo ante, per Commissarios Illustrissimorum Principum, HENRICI, Dei gratiâ, *Regis Angliæ & Franciæ, & Domini Hiberniæ*, ac PHILIPPI, Dei gratiâ, ARCHIDUCIS *Austriæ*, DUCIS *Burgundiæ, Lotharingiæ, Lucemburgiæ, & Gheldriæ*, COMITIS *Habsburgensis, Flandriæ, Turolis, Arthesii, & Burgundiæ*, PALATINI *& Hanoniæ*, LANTGRAVII *Alsatiæ*, MARCHIONIS *Sacri Romanorum Imperii; & Burgoniæ, Hollandiæ, Zeellandiæ, Ferretis, Kiburgii, Namurci, & Zutphaniæ* COMITIS; & DOMINI *Friziæ, Marchiæ, Sclavoniæ, Portusnaonis, Salinarum, & Mechliniæ*, auctoritate & potestate sufficienti ab eisdem Principibus eis concessis, prout in eorum Litteris Commissionum pleniùs liquere poterit, quædam Fœdera erant inita, conventa, & conclusa,

In quibus quidem Fœderibus & Conventionibus nonnulla Pacis, Amicitiarum, Intercursûs Mercium, cæterarúmque rerum, quædam Capitula conventa erant, & conclusa, prout in Litteris prædictorum Fœderum & Conventionum (quarum data est vicesimo quarto die mensis Februarii, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, nonagesimo quinto) pleniùs continetur,

Nos, *Thomas London. Episcopus*, *Thomas Comes Ormund.* Serenissimæ Dominæ Reginæ Angliæ Camerarius, necnon *Willielmus Warham* Legum Doctor Rotulorúmque Custos Illustrissimi Domini Regis Angliæ, unà cum *Johanne Meautis* uno Secretariorum prædicti Domini Regis, Commissarii & Deputati Potentissimi Principis *Henrici septimi Regis Angliæ & Franciæ &c.* antedicti,

Atque nos, *Johannes Piter* Magister Requestarum Hospitii dicti Domini Archiducis, & *Johannes de Courteville* Scutefer Trenchiator Marescallus Hospitiorum ejusdem Archiducis & Ballivus de Lille, Commissarii & Oratores præfati Illustrissimi Principis *Philippi Archiducis Austriæ, &c.*

Auctoritate, ut supra, sufficienti suffulti atque muniti, post varias Comunicationes & Tractatus, pro inviolabili dictorum Fœderum observantia, inter nos Commissarios prædictos, habitos, quibus quidem Fœderibus firmiter inhærentes & non ab eis aut ab eorum aliquo recedere volentes, & quæ hic pro expressis habemus, nomine dictorum Principum pro eis convenimus & conclusimus ut sequitur,

INPRIMIS, conventum, concordatum, & conclusum est, quòd Illustrissimus Dominus *Archidux antedictus* pro se, Hæredibus & Successoribus suis, amodò & exnunc illam Floreni & quamcúmque aliam de Pannis Anglicanis & quolibet eorum novam impositionem factam, amovebit, cassabit, & penitùs extinguet; & quòd *idem Dominus Archidux* pro se, Hæredibus & Successoribus suis, permittet exnunc præfatos Pannos Anglicanos & quemlibet eorum habere cursum in Patriis, Terris, Aquis, & Dominiis suis, exceptâ Flandriâ, eo modo quo permiserunt & pariformiter sicut usi sunt Illustrissimi quondam Principes & Progenitores & Prædecessores sui, promittendo pro se, Hæredibus & Successoribus suis quòd, durante cursu vel intercursu Pannorum prædictorum, nec Florenus nec alia quæcúmque nova Impositio levabitur cum effectu a Subditis *Domini Regis* aut super Pannos eorum,

Et, casu quo aliquo tempore futuro continget dictum *Dominum Archiducem* vel suos Successores præfatum cursum vel Intercursum Pannorum impedire, vel impositionem novam Floreni vel aliam facere super præfatos Subditos *Domini Regis* vel super Pannos prædictos directè vel indirectè, quòd tunc sit in arbitrio merâ voluntate & discretione *præfati Domini Regis* Hæ-

ANNO 1497. Hæredum & Successorum suorum omnia & singula Capitula tàm præsentis Tractatûs quàm omnium aliorum Tractatuum, Amicitiarum, & Mercium Intercursûs, sub quacúmque verborum serie quandocúnque & per quoscúmque inita, contracta & conclusa, custodire & observare vel penitùs extinguere; Sigillorum dictorum Principum & Commissariorum suorum aut aliorom quorumcúmqoe mutuâ deliberatione & traditione aut alio vinculo quocúmque non obstantibus,

Et nos, præfati Oratores veri & indubitati Commissarii *Domini Archiducis* antedicti, prædictos Subditos & Pannos eorum ab illa Floreni, & a quacúmque alia nova impositione, præfato cursu durante, exnunc penitùs eximimus & exoneramus.

Item, quoad Marcam, quæ levatur in Calesio super quolibet Sacco Lanarum, quam, tanquam novitatem, Oratores Domini *Archiducis* petunt penitùs tolli de quocúmqoa genere & qualitata Lanarum & Stapularii Calesii exprcisè contradicunt; concordatum est quòd, in Dicta Brugiis tenenda, de qua inferius articulabitur, comparebunt Deputati utriúsque Principis, cum plenè & amplissimo Mandato, Viri tractabilis & bonæ consciencia, qui, auditis Stapulariis ex una parte & Mercatoribus Subditis Domini *Archiducis* prædicti ex altera parte, post bonam & plenam informationem ac intellectum Negotii, postposito omni favore, solum Deum præ oculis habentes, illum ordinem imponere curabunt circa istam amotionem Mareæ quam qualitas Negotii in rei veritate exigerit,

Et nichilominus interim ante illam Dietam, & exnunc, ex permissione sive promissioue Domini *Regis Angliæ*, sine præjudicio Juris alicujus ex Principibus vel suorum Subditorum, vendantur & distribuantur in Calesio Lanæ bonæ & mediocres; ita quòd Lanæ, quæ consueverunt pro viginti, pro decem & novem, & quæ pro quatuordecim, pro tresdecim Marcis vendantur, sub isto ordina quod da tribus Saccis vendantur duo de nova Lana sine Marca, & totus Saccus da veteri Lana cum Marca.

Item, conventum, concordatum & conclusum est quòd, si in præfata Dieta Deputati *Domini Regis* non comparuerint, extunc & statim penitùs & totaliter imposterum præfata Marca cessabit & tolletur de Sacco cujuscúmque generis Lanarum, nisi inter prædictos Principes vel eurum Commissarios fuerit aliter concordatum & dispositum: Et pariformiter, si Deputati dicti *Domini Archiducis* non comparuerint in præfata Dieta, maneat Marca prædicta firma sicut ante tempus hujus Conventionis manebat; nisi per Principes vel eorum Deputatos fuerit aliter provisum.

Item, conventum, concordatum & conclusum est quòd omnes aliæ difficultates, querelæ, quæstiones & differentiæ, præsenti Tractatu minimè conclusæ, tam Lanarum & Pannorum Mercium & rerum quarumcúmque ac aliorum gravaminum quorumcúmque Subditos utriúsque Principis tangentes, in Dietam, apud Brugas tertio dia mensis Februarii proximè futuro post datam præsentium, vel infra quindecim dies tunc proximè & immediatè sequentes, tenendam differautor; & qoòd ibidem, maturâ deliberatione, omnia prædicta, ac alia ex hiis emergentia seu pendentia, atqua noviter incidentia, per Commissarios cum pleno Mandato utriúsque Principis tractentur & concludantur: Et, si prædictis Commissariis expediens visum fuerit, ad aliam Dietam possint prædicta in toto vel in parte differri & prorogari:

Sequuntur tenores Commissionum, de quibus supra fit mentio,

HENRY, par la grace de Dieu, *Roy d'Angleterre & de France, Seigneur d'Irlande*, a tous ceulx qui ces presentes Lettres verront, Salut.

Comme il soit aiosi que Treshalt & Puissant Prince, nostre trescher & tresame Cousin *l'Archiduc Phelipe d'Autriche Duc de Bourgoigne, &c.* ait puis n'a guaires cuvoye pardevers nous ses Amez & Feaulx Conseilliers & Ambassadeurs Maistre *Johan Pitor* Maistra des Requestes de son Hostall, & *Jehan* de *Courteville* son Escuyer trenchant & Mareschall de ses Logiez, de pour & en son nome estre & comparoir pardevant nous ou noos Gens & Deputtes, telz qu'il nous plaira ordonner & commectre, tant pur la delivrance & entreschange des seellez pur l'accomplissement des Traictes derrenierement faictz entre luy & nous, que sommes tenuz de bailler, que pur communiquer, traicter, besoigner & conclure, tant sur le fait da nostre Estaple de Calais, comme aussi sur le fait de l'entrecours, & ce qui en deppende, ANNO 1496.

Pur quoy soit besoing depputer aucuns Notables Personaiges pur depar nos besoigner en ce que dit est avecque ses dits Ambassadeurs & Comis,

Savoir faisons que Nos,

Confians a plain es scens, ioiaultes, prudonnes & bonnes diligences de, nous Amez & Feaulx Conseilliers, le Reverendi Pier au Dieu *Thomas Evesque de Londres*, nostre treschier & tresame Cousin *Thomas Conte d'Oremont* Chambrelan de nostre treschier & tresame Compaigne la Royne, *Guilleame Warrham* Doctour es Loix Maistre de nous Rolles, & Maistre *Johan Mantys* nostre Secretaire,

Nous iceulx avons commis & ordonne, commectons & ordonnons, en leur donnant playn auctorite & Maundement especiall par ces presentes, de poor & en nostre noma, estre & comparoir avec les ditz Geos & Deputtes de *nostre dit Cousyn*; de livrer les scelx que pur l'accomplissement des dits Traittes derrenierement faites d'entre leu & nons sommes teunz de bailler, de receyvoir ceulx qu'il est tenu nous bailler, de communiqoer, traicter, besoigner & conclure tant sur le fait de nostre dite Estaple de Calais, come aussi sur je fait du dit intrecours des Draps & autres Marchandices de nostre Realme, & tont ce qui en depende,

Et, au surplus, faire toutes & singuleres les choses que bons & loialx Depuctes dessusdits pevent & dolvent faire, & qua nous meismes ferions ou faire pourruons se present en nostre Personne y estions;

Promettans, de bonne foy, avoir & tenir agreable ferme & estable a tous jours tous ce que par nos dits Commis & Deputes, les quatre, trois, ou dues, sera fait, dit, traictes, besoigne & conclu es choses dessusdites, & celles qui en deppendent, sans jamais faire ou ailler ne souffour estre fait ou alle a contraire en manere quelconqua,

Et de bailler nous Lettres de confirmaciona sur ce que ainsi sera traicte, promis & conclu toutes les foiz que requis en serons.

En tesmoing da ce nous avons fait mettra nostre sceli a ses presentes.

Donne *en nostre Manoir de Grene-Wiche* la premier jour de May, l'an de grace milla quatrecens quatrevins & dix sept. Et de nostre Reigne la douziesme.

PHILIPPE, par la graca de Dieu, ARCHIDUC *d'Austrice*, DUC *de Bourgoingne, de Lothrain, de Brabant, de Stiere, de Carinte, de Carniole, de Lembourg, de Lucembourg & de Gheldres*, CONTE *de Habsbourg, de Flandres, de Tyrol, d'Artois, de Bourgoingue*, PALATIN *de Haynnau*, LANTGRAVE *d'Elsacem*, MARQUIS *de Burgaves & du Saint Empire, de Hollande, de Zeelande, de Farette, de Kiburg, de Namur, & de Zutland*, Conte, SEIGNEUR *de Frise sur la Marche, de Sclavonie, de Portenaubb, de Salins & de Malines*, a tous ceulx, qui ces presentes Lettres verront, Salut.

Comme nous aions n'aguires fait dire a treshault & Trespuissant Prince treshonnore Seigneur & Cousin *le Roy d'Angleterre*, par Maistra *Jehan Meantis* son Secretaire, qu'il avoit envoya devers nous, que envoierrons davers loy pour la delivrance des seellez, que selon les Traictes derreinement faiz d'entre luy & nous se doivent delivrer d'une part & d'autre, comme aussi pour communiquer & traicter tant sur la fait de l'estapla de Calais & de l'entrecours & ce qui en dependra,

Par quoy soit besoing deputer aucuns Notables Personnaiges, pour de par nous aler devers nostre dit Cousin & besoingner en ce que dit est,

Savoir fasons que nous

Confians a plain es sens loiaultez, preudommes & bonnes diligences de nos Amez & Feaulx Conseilliers, Maistre *Jehan Pieters* Maistre des Requestes de nostre Hostal, & *Jehan de Courteville* nostra Escuier trenchant Mareschal de noz Logis & Bailli de Lille,

Nous iceulx avons commis & ordonne, commettons & ordonnons en leur donnant plain povoir, auctorite & Mandement especial, par ces presentes, de pour & en nostre nom, estre & comparoir devers nostre dit Cousin *le Roy d'Angleterre*, a luy ou a ses gens & Deputez qu'il vouldra a ce commectre delivrer les seellez, qua pour l'accomplissement des dites Traictez derreinement faiz d'entre luy & nous sommes tenuz de bailler, de recevoir ceulx qu'il est tenu nous baillier,

de

ANNO 1497. de communiquer, traicter, besoingner & couclure tant sur le fait de l'Estaple du dit Calais comme aussi sur le fait du dit entrecours & ce qui en dependant, &, au sur plus, fere toutes & singulieres les choses que bons & loyaulx Deputez dessusdits pevent & dovient fere & que nous mesmes ferions ou fere pourrions se presens en nostre Personne y estions;

Promectans de bonne foy avoir & tenir agreable ferme & estable a tous jours tout ce que par nos dits Commis & Deputez ou l'un d'eulx sera fait, dit, traicte & besoingne & conclu es choses dessusdites, & celles qui en dependent, sans jamais se ou aler ne souffrir estre fait ou ale au contre en maniere quelconque, & de baillier noz Lettres de confirmacion sur ce qui ainsi sera traicte, promis & conclu toutes les foiz que requis en serons.

Eu tesmoing de ce nous avons fait mettre nostre seel a ces presentes.

Donne en nostre *Ville de Bruxelles* le xxvi. jour de Fevrier, l'an de grace mille, quatrecens, quatrevins & seze.

Par Monseigneur l'Archiduc.

NUMAN.

In quorum omnium & singulorum præmissorum Testimonium, fidem & approbationem nos, Ambassiatores, Commissarii & Deputati prædicti Serenissimi *Archiducis* superius nominati, præsentes Litteras Sigillis ac Siguis nostris manualibus sigillavimus & subsignavimus.

Dat. *London.* septimo die Julii Anno Domini millesimo, quadringentesimo, nonagesimo septimo.

JOHANNES PIETERS.
J. DE COURTEVILLE.

CXCIII.

10. Juill. **Bündnuß zwischen Ihro Hochfürstliche Gnaden zu Costantz Bischoff Hugo, und denen Herren Eydgnossen, zu Erhaltung guter Triw, Liebe und Fründschafft. Geschehen zu Zürich uff Montag nechst nach Sanct Ulrichs-Tag. De Anno 1497. [Pièce tirée d'une Information de Droit, présentée à l'Empereur en 1716. de la part de l'Evêque & Prince de Constance, sous le Titre de, Gründliche Information über des Hochstiffts Costantz Jurisdiction bey dessen in der Schweitz gelegenen Landschafft. Aux Preuves Chap. VIII. Num. IV.]**

C'est-à-dire,

Traité d'Alliance & d'Amitié entre HUGUES *Reverendissime Evêque & Prince de Constance, d'une part, & les Seigneurs du* CORPS HELVETIQUE *d'autre part. A Zurich le Lundi d'après la Fête de St. Ulrich, l'an 1497.*

WIr Hugo von Gottes Gnaden Bischoff zu Costentz, und wir der Bnegermeister, die Schultzen, Ammann, Räte, Burgere und Landlüt, gemeinlich dieser nachbenempten Stetten und Länder gemeiner Eidtgnosschafft, namlich, Zürich, Bern, Lutzern, Ury, Switz, Underwalden, Ob und Nide dem Kernwald, Zug mit dem usserem Ampt so darzu gehört, Glaruß, Friburg in Ychtland und Solveurn, thund kund allermengelichen und bekennen offenlich mit diesem Brieff, daß wir beydersyt angesechen und betrachtet haben sollich Truw, Liebe und Früntschafft, so Unser Vordern und wir lang Zitt mit einandern gehapt haben, und umb daß die zwischent Uns enthalten, und den widerwertigen Dingen, so Uns nach disen Loiffen begegnen möchten, dester baß widerstand getan werden mögen; So haben wir Uns diser nachgeschribenen Stucken mit ein andern gütlich vereynt, und sind deren ein andern ingangen. Deß ersten so söllend wir obgenanter Bischoff Hug, den obgemelten Eidtgnossen gemeinlich und deheinen Ort sunderlich, noch denen so mit inen in Püntnuß oder Eynung sind, in Unser und Unsers Stiffts, Slossen, Stetten und Landen, darin noch daruß keinen Schaden zufügen, noch deß jeman anderen zutun gestatten, so verr wir vermögen, deßglich söllen wir die vorgemelten Eidtgnossen gemeinlich und sunderlich, gegen den obgenanten Unserm gnedigen Herrn von Costentz und den sinen, durch und in Unsern Stetten, Slossen und Landen hinwiderumb auch tun, und were, daß jeman in Unsers genanten Bischoff Hugen, Slossen, Stetten und Gebietten begriffen wurde, der den obgenanten Eidtgnossen gemeinlich oder deheinen Ort sunderlich Schaden getan hette, zu demselben söllen wir inen, wenn sy deß begerent, unverzogenlichs Rechtens gestatten und ergän lassen. Deßglich söllen wir obgenanten Eydtgnossen gemeinlich und sunderlich dem vorgenanten Unserm gnedigen Herrn von Costentz, seine Stifft und den sinen, die sinen Gnaden zu verspre chen stand, auch tun, und daby den jetzgenanten Unsern Gnedigen Herrn von Costentz sinee Gnaden Leben lang by allen sinen und sines Stiffts Stetten, Slossen und Landen, so In jeman wider Recht, davon trengen wölte, schützen und schirmen, nach Unsera vermögen, doch in sinen und sines Stiffts Costen. Und dagegen so söllen wir genanter Bischoff Hug den vermelten Eidtgnossen gemeinlich und jeglichem Ort sunderlich in Unserm Schloß by Keysserstul, Offnung zu allen ihren Nötten und Gescheffien, inen ouch veilen Kouff Essen und Trincken, umb ir Gelt verfolgen lassen, doch on Unser und der Unsern mercklichen gevarlichen Schaden. Und ob sich begebe, daß dheiner Unsers jetzgenanten Bischoff Hugen Rätten oder Diener, oder die in Unsern Slossen, Stetten, Gerichten und Gepietten gesessen sind, mit dheinen der obgenanten Eidtgnossen oder den Iren, oder dheiner Unser obgenannten Eidtgnossen gemeinlich oder sunderlich, odee der Unsern so in Unsern Stetten, Slossen, Gerichten und Gepietten gesessen sind gegen dheinem deß obgenannten Unsers gnedigen Herrn Bischoff Hugen Rätten, Dienern oder die in siner Gnaden oder sines Stiffts Slossen, Stetten, Gerichten und Gebitten gesessen sind, ichzit zu schaffen hetten, oder gewunnen, darumb einer den andern Anspruch nit vertragen möchte, darumb sich ein jeglicher von dem anderen Rechts lassen benügen an den Enden und in den Gerichten, do der Ansprächig gesessen ist, oder dahin Er gehort, daselbs auch ein jedee Angesprochner dem Cleger eins unverzognen Rechten sin, und jm des daselbs gestattet werden solle; fügte sich aber, daß wir obgenanter Bischoff Hug, mit den obgenanten Eidtgnossen gemeinlich, oder dehein Ort sunderlich Zweyg wurden, oder wir die jetzgenanten Eidtgnossen gemeinlich, oder dehein Ort sunderlich, mit demselben Unserm gnedigen Herrn von Costentz, da Gott vor sye; Darumb sollend wir zu beyder syt, wenn den wedee Teil den andern ervordert, daenach in den nechsten viezechen Tagen uff ein namlichen Tag der darumb benempt wird, mit einanderen zu Tagen kommen gen Baden in Ergöw in die Statt, da soll dann jetweder Teil zwen erber Mann setzen, für die wir Unser zweyung bringen, die ouch gelerte Eid zu Gott und den Heiligen schweren söllen, die Sach unverzogenlich uß zusprechen; zu der Mynn oder zu dem Rechten, ob sy die Mynn nit finden möchten, und wie sich die darumb erkennen, dem sollen wir beydersyts gnug tun, daby bliben, wae und stätt halten, on widerred. Weee aber daß sich dieselben vier in iren Urteilen glich teilen und nit eins wurden, so söllen sy by iren obgedachten Eyden einen gemeinen Mann, under Unser vorgenannten ANNO 1497.

 Bischoff

ANNO 1497. Bischoff Hugen/ oder Unser der obgenannten Eidtgnossen Rätten/ kiesen und nennen / der sy zu der Sach gemein schydlich und unarckwönig sin bedunck/ derselb Gemein dann auch leben und schwören sol die Sach mit den vieren ußzusprechen / als vorgeschriben stat/ und wie sy die ußsprechent/dem söllen wir zu beyder syt nachkommen und gnug tun/on alle widerred/ und von welichen Teil der gemein Mann genommen wirdt / der soll von sinen Oberen darzu gewisen werden/ sich zu der Sach zu verbinden und die ußzusprechent / innaß wie obstatt. Wir obgenannter Bischoff Hug sollen und wollen ouch die gemelten Eidtgnossen und die iren / Geistlich und Weltlich Persohnen bey ihren guten loblichen alten Harkommen lassen bliben/ und sie wyter nit trengen/ wie sy denn daß von altem harbrache habend / und von Unsern Vorfaren Bischoffen Selig / loblicher Gedachtnuß/ gehalten worden sind. Und daruff so haben wie Uns selbs vorbehalten / Unsern Heiligen Vater den Pabst/ daß Heilig Römisch Rych/ ouch all Unsee Fryheitten / Unser Geistlicheit und Unser Geistlich Gericht / wie Unser Voefaren und wir von altem haebeacht haben/ und wir die obgenanten Eidtgnossen haben Uns selbs ouch harein vorbehalten/ Unsern Heiligen Vatter den Pabst / das Heilig Römisch Rych / ouch all Unsee Fryheitten und allres harkommen / ouch die Pund-Eynungen und Pflichten/ so wie voe Datum diß Brieffs mit ein andern oder jemant mit Uns gemacht hand. Und also geloben und versprechen wie obgenanter Bischoff Hug by Unsern Fürstlichen Wirden und Eren/ und wie die vorgemelten Stett und Länder der Eitgnoßschafft gemeinlich und sunderlich by Unsern guten Trüwen/ alles daß so diser Brieff von Uns/ wysd und seyt/war und stät zu halten/dem nach zu kommen/ und gnug zu tun on alles widersprechen/ getrüwlich und ungevorlich. Und deß zu vesten Urkunde und waren Gezüknuß aller obgeschribnen dingen/ so haben wir vorgenanter Bischoff Hug Unser Bischofflich Sigel / und wir die obgemelten Stett und Länder/ gemeiner Eidtgnoßschafft/ namlich von Zürich/ Berrn/ Luzern/ Uey/ Switz/ Underwalden/ Zug/ Glarus/ Friburg und Soloturn/ Unser Stetten und Länder Insigel offentlich thun hencken an diser Brieffen zwen glich geschrieben/ deren jedern teil einee worden ist / und geben sind inn dee Stadt Zürich uff Montag nechst nach Sanct Ulrichs-Tag / nach Christy Unsers Lieben Herrn Geburt gezalt tussent vierhundert nüntzig und siben Jare.

CXCIV.

23. Août. **Abschied des Königlichen Tags Mittwoch Sant Bartholomeus Aubent Anno 1497. zu Wormbß gehalten.** Enthält wessen sich des damahls noch Römischen Königs bevollmächtigte Räthe und die anwesenden Reichs-Stände / wegen des Cammer-Gerichts Richter und Beysitzer besoldung / der Türcken Hülff / Beystandts dem Herzog von Jülig/ Berg und Cleve/ im fall der Noth wider Franckreich zu leisten / und der Verruckung dieses Reichs-Tags nach Freyburg / auf St. Michels-Aubent verglichen. [JOH. PHILIPP. DATT, Volum. Rer. Germanic. Novum Libr. V. Cap. IX. pag. 898. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Gen. Cont. pag 188. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

C'est-à-dire,

Recès fait & conclu dans la Diète générale de l'Empire à Worms, par les Commissaires & Plenipotentiaires de MAXIMILIEN I. *Roi des Romains, avec les Etats de l'Empire là présents; touchant le Salaire des Juges & Assesseurs de la Chambre Imperiale de Justice, le Subside contre les Turcs, & l'assistance qui devra être donnée, en cas de nécessité, au Duc de Juliers & de Berg contre les François, comme aussi touchant la translation de la Diète à Fribourg en Brisgouw aux vigiles de la prochaine Fête de St. Michel. Fait le Mecredi Vigile de St. Barthelemi 1497.* ANNO 1497.

1. WIr die Räte des Allerdurchleuchtigisten/Großmächtigisten Fürsten und Herren/ Herrn Maximilians/ Römischen Königs/ zu allen Zeitten Merer des Reichs ꝛc. Unsers allergnadügisten Herrns zu disem Königlichen Tag alher gen Worms von seiner Königl. Mayt. verordnet / mit Namen hernach bestymbt. Und wür Chur-Fürsten / Fürsten/ auch der Chur-Fürsten / Fürsten / Prälaten / und der hailigen Reichs-Statt Bottschafften/ und Gewalthaber/ auf disem Königl. Tag allhie zu Worms erschynnen / und auch hernach benant sein. Thund kund offentlich in disem Abschid. Als wir dem Abschaid nach des nächst gehalten Reichs-Tags zu Lyndaw allher gen Worms kommen sein / hat die Römische Königl. Mayt. uns den Chur-Fürsten / Fürsten/ und andern Stenden/ obgemellt durch Jr Räte obgenant zue erkennen geben lassen. Daß sein Kön. May. unfruchtbar und undienstlich ansehe/ uns den Abschaid zu Lyndaw/ und das Ausschreiben des Königl. Tags ichtzit zu handeln oder zu beschliessen/ der gemein Pfennig seye dann zuvoe / wie der bewilligt und zugesagt / gen Franckfurtt erlegt / und den verordneten Schatzmäistern verantwürt / wan der Pfenning sey ain Wurtzel und Enthaltung des Frydens / Rechts und aller fürgenommen Ordnungen: alle die weil der sein Fürgang nit erlang / mügen die bemelten Ding nit bestreen / darauff wir bißher still gestanden und nichtzit ferer gehandelt/ oder beschlossen haben/ dan wie nachvolgt.

2. Zum ersten so haben wir bedacht und angesehen / daß uuf dem vordern Reichs-Tag allhie zue Worms gehalten / under andern geordnet und beschloßen ist / das Camer-Richter und Beysitzer des Königlichen Camee-Gerichts / auch die verordneten Schatzmäister irer versprochen Sold / zum vordersten von gemainen Pfening / wo der so vil ertrüg / entrucht werden sollen / und aber derselb gemain Pfenning/ des ersten Jars / nach Außweisung seiner Aufsatzung/ kain Fürgang erraichet/ deßhalb dann Camer-Richter und Beysitzer jrs Sollds des ersten Jars kein Vergnügung geschehen haben / wie in desselben Sollds des ersten Jars / nemlich auf Galle, im Lxxxvj. Jar nächstverruckt Erschynnung wäs / in des übee die Sporteln und das Gelts / so sy von der Kön. Mayt. empfangen haben / noch außständig gewest von dem gemainen Pfänning / so etlich Seend des Reichs nach Lawe obberirts Abschids/ zu Lyndaw / gen Franckfurt erlegt / und den verordneten Schatzmäister gelibert haben / Vergnügung und Bezalung verschafft.

3. Item haben wie Cammer-Richter und Beysitzer des Königlichen Camer-Gerichts / nachdem sy Uns umb Entrüchtung irs Sollds von disem Jar auf irer Nordurfft Uns entdeckt/ fleißicklich angesucht/ Lv. Gulden zu Abschlag solichs irs Sollds von disem Jar / von dem gemainen gefallen Pfenning bezalen und under sich tailen lassen/ auch ferner zugesagt und versprochen / jnen zu Ußgang diz Jars / das ist niemlich auff Sanct Gallen Tag / waß ju über die gemelt Summa Lv. Gulden und die Sporteln außstern würde / von dem gemainen Pfenning / auch Vergnügung zuverfüegen.

4. Item nachdem Camer-Richter und Beysitzer des

ANNO 1497.

des Königlichen Camer-Gerichtes / irs Sollds des künfftigen Jars / so auf Sanct Gallen Tag nächstkönfftiger angeen würde / Verweisung oder Vergewiſſung an Uns begert und gesonnen / haben wür geordnet und beschlossen / daß das Camer-Gericht diz nächstkünfftig Jar / neinlich von Sanct Gallen Tag biß auf Sanct Gallen Tag im Lxxxxvj. Jar / in Ausrichtung / Wesen / wie bißher geschehen / gehalten / und die Richter und Beysitzer deßelbigen / deßgleichen die verordneten Schatzmäister / zuforderst von dem gemainen Pfenning / so vere der erlegt oder so vil ertragen wurde / irer Sold entricht und vergnügt werden sollen / wo aber der Pfenning nit erlegt / oder so viel ertragen wurde / so solle sollicher und der vorder Solld / und was sunst auff Bevelch der Versamblung von dem gefallen Pfenning außgeben ist / durch ein gemein Anschlag / so alsdann in die Stend des Reichs gesetzt werden solle / vergnügt werden.

5. Item nachdem das Königliche Camer-Gericht bißher mit seiner Anzal der Xvj. Person nie vollkomenlich nach Außweisung so vor aufgesetzten Ordnung / deßhalben dann auff dem Reichs-Tag zu Lyndaw Handlung beschehen / und zugelassen ist / daß das Cammer-Gericht mit der Anzal Person / damit es auff dieselb Zeith gesetzt gewest ist / biß auff ferer Handlung / so deßhalben auf disem Reichs-Tag allhie fürgenomen wurde / gesetzt und gehalten werden solle / haben wir jetzo allhie ferer bewilligt / geordnet und geschlossen / daß es furter mit der Anzal Person / damit es bißher gesetzt und gehalten gewest / und noch ist / biß anf könftig Handlung / So auf dem Tag zu Freyburg deßhalb geschehen solle / gehalten und gesetzt werden / und in mittler Zeith sollicher Anzal halber der Person bestendig und wesenlich sein / und fürgenglich geacht werden solle.

6. Item nachdem der Königliche Mayt. auf dem vordern gehalten Reichs-Tag allhie zu Worms hundert tausendt Gulden zu Underhalltung des Kriegs in Italien / und fünffzig tausent Gulden zu underhalten der Grentzen wider die Türcken von dem gemeinen Pfenning durch die Steend des Reichs zuvergnügen zugesagt sein / hat sein Kön. Mayt. an Uns die Steende mit ernstlichen Ansuchen fleißig lassen gesinnen und begeren / daß wür iren Königl. Gnaden in Abschlag sollicher Sumen vergönnen wölten / den gemeinen Pfenning / so in jren und jrs Sons Ertz-Hertzog Philippen Erblanden / darzue der Hertzogen von Gülch / Berg und Cleve / Landen gefallen solle / aufzuheben und inzunemen / haben wir sollichs hievor Königl. Mayt. in Abschlag wie obberürt bewilligt und zugelassen / darzue irer Königl. Gnaden auf ferrer ernstlich Ansuchen / durch ir obgemelt Räte / an Uns umb Raichung etwas am barem Gellt / von dem gemeinen Pfenning / so erlegt und gefallen ist / gelangt / vier tausent barer Gulden / von dem gefallen gemainen Pfenning / auch in Abschlag obberürt anderthalb hundert tausent Gulden zu entrichten und zue bezalen bewilligt und verschafft / doch mit der Beschaidenhait / daß sein Königl. May. die ynnam des gemeinen Pfennings seiner Königliche Gnaden auch jrs Sons Ertz-Hertzog Philippen Erb-Land / darzue der Lande der Hertzogen von Gülch / Berg und Clefe aigentlich auffschreiben / und das Register der verordneten Schatzmäistern gen Franckfurt überantwurtten lassen / wie sich dann das nach Außweisung der Ordnung des Pfennings / des vordern Reichs-Tags allhie aufgericht gebüret / wo dann Ubermaß / der gemelten anderthalb hundert tausend Gulden erfunden wurde / daß dieselb den gemeinen Schatzmäistern geliebert werde / wurde aber Abgang an der bemelten Summa vermerckt / daß alßdann sollicher Abgang / der Königl. Mayt. nach Außweisung der fürgenommen Ordnung vormals beschlossen vergnügt werde.

7. Item nachdem Uns der Hochgebornen Fürsten / Unsern besondern lieben Ohmen und gnedigen Herren der Hertzog von Gülch / Berg und Cleve / geschickten Bottschafften und Rät / zu erkennen geben / und fürbracht / wie jnen gemelt jr Herren / sonderlich zu entdecken bevollen hab / daß jren Herren vez gemelt glauplich und mercklich Warnung angelangt / daß der König von Franckreich seiner Sollдner bey zehen tausend solle geurlaubet haben / in einem Scheyn / der Maynung / daß dieselben Sollдner die gedachten Hertzogen / jr Land und Leüth überfallen / beschedigen / gewaltigklich nötten und getrongen sollen / und darauff von irer Herrn wegen angesonnen und begert / ob ir Herren also überzogen und benügt wurden / wäß sye sich Hilff oder Trosts zue den Steenden des Reichs versehen sollten / haben wür darauff geratschlagt / gehandelt / geordnet und beschlossen / daß der Artickel der Hilff des vordern Reichs-Tags allhie zu Worms auffgericht nächst zu Lyndaw biß auf dise Versambnung erstreckt und ernewert / unde auf diser Versambnung geendert / wiederumb erneurt / erstreckt / und in Krefften und Wesen sein / und beleyben sein / biß auf die nächstkönfftig Versambnung / so im Reich sein wird / nach des Innhalt und Außweisung / auch den obbenanten Fürsten / wo sye zwischen nächster Versambnung überzogen oder genöttigt wurden / Hilff und Beystand geschehen solle / und damit inen solch Hilff / wo sye der wie obberürt notdürfftig sein wurden / dester fürderlicher widersaen müge / haben wir den nächstanstossenden Fürsten / als den Ertz-Bischoffen von Koln / Trier / Ertz-Hertzog Philippen / auch den Bischoffen zue Luttich / Uttrich / Agnuster und andern deßhalben geschrieben / und Lautt der erstreckt Artickel davon obgemelt / wie hernach vollgt. So yemands / der in disem Land-Friden nit sein wölle oder begriffen wäre / hie zwischen nächster Versambnung / yemands in disem Land-Friden überziehen oder belegen wurde / so sollen dem oder denselben alle und yede Chur-Fürsten / Fürsten und Steende des Reichs in zwaintzig Meylen Wegs darumb gesessen / zu der Uberzogen oder Belegerten ersuchen / oder wöllicher des sunst gewar oder inen wurde / zustund an / so sterckest er kann / zu Roß und Fuß auffsein / zuziehen / und wider dieselben Hellff und Beystand thun trewlich / als were es sein selbs Sach ungevärlich / und sal des ohnner auf den andern entschuldigen oder verziehen.

8. Item nachdem Abbt und Convent zu Weisenburg wider Hannßen vom Tecüt / Rüter / und Beüt von Woddeatt / auch Rüter wider Philippen von Gutemberg auf die Urtail / Acht und Aber-Acht am Cammer-Gericht wider gemelt ie Widertaile erlangt und behalten / umb Verhelffung ferere Execution, zu Lyndaw / auch jetzo allhie zu Worms / in massen auch Contz von Tottenhain / wider Annelden von Rosenberg / allhie angesucht haben / als sye auch von Camer-Richter und Beysitzer an Uns gewisen und remittirt sein solle / auff dem Reichs-Tag zue Freyburg / weil davon geratschlagt und gehandelt werden / wie inen ferrer zue helffen sey / wie denn deß ein Artickel in der Handthabung des vordern Reichß-Tags allhie zu Wormß begriffen / Anzaigung thut.

9. Item nachdem die jhenen ist jren gemeinen Pfenning / nach Laut des Abschaids zu Lyndaw gemacht / gen Franckfurt erlegt / und den Schatzmäistern geantwort / bißher mit wider-Meinung oder Empfahung irs Anlehens zur der ylenden Hilff der gelihen gütlich gedultet / wie dann zue Lyndau davon gehandelt und abgeredt ist / haben wür für gut angesehen / daß die jhenen / so iren Pfenning hinfüro erlegen

Anno 1497.

erlegen und libern werden / mit iren Anlehen annoch gütlich gedulden sollen / biß man sehen mûg / wie sye den Pfenning anlegen / und was er ertragen werde.

10 Ferrer / nachdem Unser Allergnedigister Herr / der Römische König disen Königlichen Tag auß mercklichen beweglichen Ursachen und obligenden Nothdurfften der hailigen Cristenheit / Reichs / und sonderlich Teutschre Nation gen Freyburg im Breyßgew zu verrucken / und Unß daselbs hin bey seiner Königlichen Mayestet zu komen erfordert / haben wir in Betrachtung berürten beweglichen Ursachen / auch den Gelegenhaiten und Notdurfft der hailigen Cristenheit / Reichs und sonderlich Teutscher Nation, auch seiner Königlichen Gnaden zu untertänigen Gehorsam / Eeren und Gefallen disen Königlichen Tag von hinen gen Freyburg verruckt / als wir auch den hiemit verrucken / also daß alle und yede Steende des hailigen Reichs Teutscher Nation auf das lengst zue Sanct Michels Aubent könfftig zu Freyburg / bey der Königlichen May. durch sich selbß Persönlich oder jr volmechtige Bottschafft erschynen / und keiner lenger auff den andern verziehen / wartten oder sich behelffen solle / alsdann disen Königlichen Tag allhie angefangen / daselbs zue Freyburg zu continuiren und volenden / und alles das ferer zue ratschlagen / zu handeln / und entlich zut beschliessen / das nach Außweisung der Abschid des vordern Reichs-Tags allhie auch deß letschen zue Lindaw gemacht / allhie hett sollen geratschlagt / gehandelt und beschlossen worden sein / und die Notdurfft der hailigen Cristenheit und Reichs erfordert.

Und seind diß hernach geschriben der Kön. May. Räte / davon obgemelt.

Jacob Marg-Graf zu Baden / Camer-Richter ꝛc.

Wolff Graff zu Nassau / Herr zu Wißbaden / Statthalter zu Gelldern ꝛc. ꝛc.

Martin Herr zu Polhainen.

Hanß von Landaw Räter.

So seind diz die Chur-Fürstliche Fürsten / auch der Chur-Fürsten / Fürsten / Prälaten und der Stett Bottschafften und Gewalthaber / davon auch obgemelt ist.

Von wegen:

- Berchtold Ertz-Bischoff zu Menz ꝛc. Chur-Fürst Persönlich.
- Deß Ertz-Bischoff zu Cöln Johann Menchin / Doctor, Canzler ꝛc. Conrat von Momspach Rüter / und Peter von Trespach / Licentiat.
- Deß Ertz-Bischoffs von Trier. Jacob von Lore, Doctor official zu Trier.
- Des Pfaltz-Graffen Chur-Fürstl. Sweigger von Siggingen.
- Hertzog Friderichs Chur-Fürstlicht und Hertzog Johannsen von Sachsen ꝛc. Gebrüdere / Heinrich von Bynna Rüter.
- Marg-Graff Johannsen von Brandenburg Chur-Fursten / Sixt von Enheim Rüter.
- Deß Ertz-Bischoffs von Saltzburg Maister Jacob Hawßhaimmer / Licentiat.

Bischoffe.

Von wegen:

- Johanns Bischof zu Wormß / Persönlich.
- Babenberg. Sebastian Hilffung / Doctor ꝛc. ꝛc.
- Wirtzburg Hawgo von Lichtenstein / Herr zu Würtzburg.
- Aystett hat Doctor Hilffung obgemelt Gewalt.
- Speyr Johann Zoller / Thumb-Herr zu Speyr.
- Straßburg / Niclauß Sachs / Doctor Cantzler ꝛc. ꝛc.
- Augspurg Häinrich von Lichtenaw / Doctor Thumb-Herr zue Augspurg / Vicarius.
- Costentz und Regenspurg hat der Bischoff zu Mentz Gewalt.
- Hildeshaim / Ott von Langen / Thum-Herr zu Mentz.
- Basel / Johann von Hagstatt / Thum-Herr zu Basel / und zu Wormß.
- Bassaw hat der Ertz-Bischoff von Mentz Gewalt.
- Von wegen des Abbts von Fuld hat der Ertz-Bischoff von Mentz Gewalt.
- Von wegen des Teutschen Mäisters Hanß Orlmann / Thumb-Herr zut Blumental.

Weltlich Fürsten.

Hertzog Albrechts von Sachsen ist Diettrich von Harres Rüter Gewalt zugeschickt / der hatt sollichen Gewalt fürter dem Ertz-Bischoffen von Mentz zugesandt und übergeben.

Von wegen:

- Hertzog Johansen von Bayern / Graven zu Sponhaim / Johann Bremdel von Lewenstein.
- Hertzog Allexander von Bayr / Graven zu Felldens / Maister Peter von Stein / Licentiat.
- Marggraff Fridrichs von Brandenburg / Johann Pfatt / Doctor, und Hannß von Hallder Marstetten genant Stettner.
- Deß Herzogen von Gülch und Berg / Johann Nagel / Bropst zu Oßnabrügk.
- Deß Hertzogen von Cleve / Adolff von Wielach.
- Deß mittlern Landtgraffen von Hessen / Wolff von . . .
- Deß Jüngern Landtgraffen von Hessen / der Jung Hanß von Dornberg.

Prelaten.

Der Abbt in der Weissenaw / Persönlich von sein selbs / und der Abbt wegen / Kempten / Salmanßweiler / Rodt / Weingarten / Ochsenhaußen / Marchtal und Schüssenried.

Von wegen des Brobsts zue Berchtollsgaden / hatt die Sallzburgisch Bottschafft obgemelt Gewalt.

Des Reichs Stett / davon obgemelt.

Cöln / Petter von Afern / und Maister Ein und Secretarius.

Straßburg / Hanß von Seckingen / Rüter.

Baßel / Hartung von Andelaw / Rüter / und Lienhardus Güeg.

Speyr / Paulus Hiltbrand.

Anno 1497.

Franckfurt / Aenoldt von Schwartzenburg.

Augspurg / Conrat Bewtinger / Doctor, mit Gewalt der von Swebischen Werd und Kauffbewrn.

Nürmberg / Anthonj Dezel / mit Gewalt der von Dünckelspühel / Winzhaim / Weissenburg am Noetgaw / und Sweinfurt.

Ulme / und von der andern Stett wegen des Bundts zue Swaben / Matheus Neythart / Doctor ꝛc. ꝛc. und Clement Reichlin von Uberlingen.

Reittlingen / Jacob Becht.

Rottenburg an der Tawber / Swebischen Hall Hailbrunn und Wympffen / Conrat Erter von Hailbrunn.

Offenburg / Giengenbach / Zell / Haunß Willhelm von Rottweil / Burgermäster zue Straßburg.

Worms / Maister Reichart Nollz / und Adam von Schwehenhain / Stattschreiber zue Worms.

Und des alles zu rechten und warem Urkundt / so haben wir Adolff Graff zu Nassaw ꝛc. ꝛc. Von wegen der Königl. Mayt. Und wir Berchtolld von GOts Gnaden Ertz-Bischoff zu Menz / Chur-Fürst / von Unser selbß und Unser obgemelten Mit-Chur-Fürsten wegen / und ich Sebastian Hillffuug / baider Recht Doctor. von aller Gaistlichen Fürsten obgenaut / und ich Hanuß von Halder Marstetten / von aller Weltlichen Fürsten wegen obgeschriben / und ich Haunß von Seckingen unter Burger zu Straßburg / von aller obgestymbten Stett wegen / Unser Insigel zut Endts diz Abschids getruckt / welicher Sigling wir ander obgenannt von Unser Herren und Unser selbs wegen hieran mit gebrawchen / Geben auff dem Königl. Tag zue Worms Mitwoch Sanct Bartholomens Aubent / Anno Domini Millesimo quadringentesimo nonugesimo septimo &c.

CXCV.

27. Oct. Maximiliani I. Römischen Königs Mandat, Erlengert den Anno 1499. sich endenden Schwäbischen Bund auß Römisch Königlicher Macht auf 12. andere darauf folgende Jaher / und gebeut allen und jeden / so bißher in solchem Bund gewesen / fernerhin die 12. Jahr über dabey zu bleiben. Geben zu Inßbrug den 27. October 1497. [Joh. Philipp. Datt, Volum. Rer. German. Novum Libr. II. Cap. XVII. pag. 347. §. 5.]

C'est-à-dire,

Mandement de Maximilien I. *Roi des Romains, par lequel, de sa pleine Puissance & Autorité Imperiale, il prolonge pour le tems de douze Années la* Confédération de Suabe, *qui devoit expirer l'an* 1499. *ordonnant à tous ceux qu'elle oblige, de continuer à satisfaire à leurs Engagemens pendant tout ce tems-là. Donné à Inspruch le* 27. *d'Octobre* 1497.

WIr Maximilian von Gots gnaden Römischer Kunig / zu allen Zeiten Mierer deß Reichs / zu Hungarn / Dalmacien / Croacien ꝛc. ꝛc. Kunig / Erzherzog zu Oesterreich / Herzog zu Burgundi / zu Lottrick / zu Brabant ꝛc. bekennen für Unß und Unser Nachkommen / am Reich / offenlich mit diesem Brieve / und thuen kund allermennigklich. Alß vor verschinen Jahren / weylund der Allerdurchleüchtigist Fürst / Herr Friderich / Römischer Kaiser ꝛc. Unser lieber Herr und Vatter loblicher gedechtnuß / dem Heiligen Reich und Teütscher Nacion zu gutem / und auß andern mercklichen und redlichen ursachen / so dieselb zeit Ir Kayserlich. May. darzu bewege / den Punt deß Landes zu Schwabn mit tapffern und redlichen Aerickheln / wie dann der durch die verwanten und Einwoner deßelben Pundes gehalten und vellzogen werden sollen / etlich Jar lang werende / mit zeitigem Rat / iers selbs May. und etlicher Churfürsten / Fürsten / Graven / Freyen / Herren / den vom Adel und Stetten deßelben Punts fürgenommen / geordnet / gesezt / und den bey mercklichen Peenen zu halten und zu vollziehen gebotten hat / den wir nachmals der Römisch König / drew Jar lang erstreckt und erlengert haben / alles innhalt der Brief darüber außgegangen. Und nachdem sich aber dieselben drew Jar auff Sanct Jörgen tag deß Newn und newnzigsten Jars schierist künfftig enden / dadurch der gemelte Punt zergeen / und die glider und verwanten deßelben / vonainander zertrennt / und Unß / dem hailigen Reich und Tewtscher Nacion, wa durch Unß alß Römischen Kunig / der Frid und ainigkeit in dem hailigen Reich zumachen genaigt ist / darein nit gesehen werden solle / unüberwintlicher schaden darauß erwachsen mochte: daß wir darauff / alß Romischer Kunig solichs alles / und das wir wares wißen empfangen / daß der gemelte Pund nicht allain / weyleud dem gemeltem Unserm lieben Herrn und Vatter dem Römischen Kayser loblicher gidächtnuß / Unß / und dem hailigen Reiche / sonder auch gemainer Christenhait / Teütscher Nacion, Unserm Haus Oesterreich / und allen und yeden / deß obgemelten Punts glidern und verwanten / deßselben Einsaßen und verwanten zu mercklichem trost / auffenthalt / nuß und gutem / daß meunigklich wißent / kommen ist / angesehen; und darumb mit wohlbedachtem Mute / gutem zeitigem Rate / aigner bewegnuß und rechtem wißen / und auß den obberürt- und andarn treff.nlichen ursachen Unß darzu bewegende / und damit hinfür wir / das hailig Reich / und Teütsche Nacion, durch freimbd Nation, oder ander / so Unß und demselben Reich / oder auch Unß Puntsverwanten widerwärtig sein möchten / deßminder angefochten / sonder denselben vester stattlicher widerstand beschehen / und Frid und Recht / auch ain yeder bey seinem altem herkommen / geprauch und gerechtigkeit gehandhabt werden muge / sellichen vorberürten Unsern und deß heiligen Reichs Pund / in allen und yeglichen seinen worten / Clausulen / Puncten und Artickeln / wie dann der durch den gemelten Unsern lieben Herrn und Vatter den Römischen Kayser / löblicher gedächtnuß / gesezt / geordnet / gemacht und beschloßen / und bißher gehalten und vollzogen worden ist / zu gleicher weiß / alß ob die alle und yede besonder in diesem Unsern Kuniglichen Brief mit außgedruckten worten geschriben und gemelt wären / von dem gemelten Sanct Jörigen tag / deß Newn und newnzigisten Jars anzufahen / zwölff Jar lang / die nechsten / nach demselben Sanct Jörgen tag nachainander volgende / von newem gnädigklichen erhebt / erstreckt / und erlengert haben. Erheben von newem / erstrecken und erlengern dann auch alßo von Röm. Königl. Macht Vollkommenhait / aigner bewegknuß und rechter wißen / in krafft diß Brieffs / und meinen / sezen und wollen von yetzberürter Unser Königl. Macht / daß der nu hinfüro sollich vorgemelt zeit auß / in allen und yeden seinen worten / Clauseln / Puncten und Artickheln / zu gleicher weiß / alß ob die alle und yede besonder / wie vorsteet / hierinn gemeldet wären / und in maßen der durch den obbestimpten Unsern lieben Herrn und Vatter den Römischen Kayser / gesezt / geordnet und gemacht worden ist / gantz krefftig und mächtig sein / und durch Unß / was Unß dann / alß Römischen Kunig und nachmals alß Fürsten von Oesterreich / von Unser inner und vordern Fürstenthumb und

ANNO 1497. Land wegen / so von weylendt dem Hochgebornen Sigmunden / Erzherzogen zu Oesterreich / Unserm lieben Vetter und Fürsten löblicher gedächtnuß / erblich an Unß kommen und gevallen sein / auch all und yeglich Churfürsten / Fürsten / Prælaten / Graven / Freyen / Heern / die vom Adel / Stetten und gemeinen Innwonern desselben Landes / mit denselben ihren Fürstenthumben / Landen und Gebiethen verbindet und begreyffet / unwiderrufflichen / stät und vöst gehalten / vollzogen / und dawider nit gethan / sonder durch Uns / als Römischen Künig / Merer und Handhaber deß heiligen Reichs / gemeret / gehandhabt und vestigklich vollstreckt werden soll / alles getreulich und ungevarlich. Und gebieten darauff allen und yeglichen Churfürsten / Fürsten / Geistlichen und Weltlichen / Prælaten / Graven / Freyen / Heern / Rittern / Knechten / Hawptleüten / Pflegern / Verwesern / Amptleüten / Schultharßen / Burgermeistern / Richtern / Räten / Burgern und Gemainden / und sust allen andern Unsern und deß Reichs Underthanen und getrewen / so bißher in dem obbemeltem Unserm und deß Reichs Pund gewesen / und künfftiglich darein kommen / in was Würden / Staats / oder wesens die sein / ernstlich mit diesem Brieve / und wollen / daß sie bey Unß in dem vorbestimptem Unserm und deß Reichs Punt / wie dann der / als oben angezeigt / durch den genanten Unsern lieben Herrn und Vatter / den Römischen Kayser / löblicher gedächtnuß geordnet und gemacht / und bißher getrewlich gehalten und vollzogen ist / nun hinfür die obberürten zwölff Jahr uß beyainander beleiben / den / wie obgeschriben stat / in allen iren Puncten / Artickeln / und begreiffungen / vestigklich halten und vollziehen / und sich deß nit sezen / noch widern in dehain weiß / alß lieb ainem yeglichen sey / Unser und deß Reichs schwäre ungnad und straf zuvermeyden. Das mainen wir ernstlich. Mit Urkund diß Briefs / besigelt mit Unserm Königlichen Clainen anhangenden Innsigel. Geben zu Ynßpruck am 27. Tag deß Monadts Octobris. Nach Christi Geburt vierzehenhundert und im Siben und newnzigisten / Unserer Reiche deß Römischen im zwölfften / und deß Hungrischen im achtenden Jaren.

CXCVI.

1498. *Traité de Paix & d'Alliance entre le Roi de France* LOUIS XII. *&* JEAN *Roi de Danemarc & de Suéde, par la Médiation de* JAQUES, *Roi d'Ecosse. Fait l'an* 1498. [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 399.]

FRANCE ET DANEMARC.

JOANNES, Dei gratiâ, Daciæ, Sueciæ, Norvegiæ, Slavorum, Gottorumque Rex, Dux Slesvicensis, ac Holsatiæ, Stormariæ, & Ditmarsiæ, Comes in Oldenbourg, & Delmenhorst, universis præsentes Literas inspecturis, salutem & sinceram dilectionem. Cum per patentes nostras Litteras in Castro nostro Regio Korsfoor, die octava Julii, Anno Nativitatis Christi, millesimo quadringentesimo nonagesimo octavo datas, quarum Copia infrà præsentibus reperitur inserta, in Illustrissimum & Potentissimum Dominum, Dominum JACOBUM, Scotorum Regem, Nepotem, & Confœderatum nostrum carissimum, compromiserimus, pro Confœderatione solidâ, Amicitiâ, Ligâque perpetuâ, inter Excellentissimum, Potentissimum, & Invictissimum Principem, Consanguineum nostrum LUDOVICUM, eadem gratiâ Francorum, Siciliæ, & Jerusalem Regem, ac Mediolani Ducem, &c. & nos tractandâ, deliberandâ, & concludendâ, taliter quòd ejus Subditi, & nostri, ut boni & veri Amici, Confœderati, in illius, & nostris Regnis, Terris, & Dominiis, simul & vicissim tutò mercarentur, Mercesque transvehere, & omnes actus Mercatorios, & alios debitos exercere, gerere, & per Aquas & Terras frequentare securè & pacificè, semotis binc indè omnibus impedimentis & nocumentis, valerent, atque possent. Qui dictus Serenissimus Rex Scotorum, Nepos noster, & Confœderatus carissimus, nostro nomine, & pro nobis, cum Nobili, & strenuo Milite, Domino Vedasto Affiech, Commissario, & Consiliario, ac Magistro Hospitii Excellentissimi, Potentissimi, & Invictissimi Principis Ludovici, Francorum Regis, Consanguinei nostri prædicti, ad hoc cum omnimoda potestate per eum specialiter delegato, & Deputato, tenorem & effectum Litterarum, quæ sequuntur, tractavit, & conclusit. ANNO 1498.

JACOBUS, Dei gratiâ Rex Scotorum, universis & singulis ad quorum notitias præsentes Litteræ pervenerint, cunctisque qui se Christianos profitentur, easdem Litteras inspecturis, in nomine Salvatoris pacem & dilectionem. Divinis imbuti præceptis, sacrisque ejus eloquiis penitùs adhærentes, credimus caritatis vinculum, fraternitatis Fœdus, dilectionis & Unionis augmenta singulis, qui sub Christiana professione studia ducunt, & quàm maximè Regibus & Principibus, qui Regnis & Populis quàm pluribus præsunt, ad tranquillitatem vitæ, gloriamque perennem quàm necessaria & commodissima fore. In iis enim omnis perfectionis plenitudo, Regum Amor, Pax Populorum, filiorum Hæreditas, perpetuaque successio, ac spes æterni Regni, stabilis etiam Amicitiæ columna consistunt; per hæc Reges imperant, dominantur Principes, & unitate Spiritus, sincera & perpetua cum eis generatur dilectio, stabiliuntur & firmantur Imperia, Ecclesiæ Pax, & Sanctæ Religionis augmentum, & quies Subditorum foventur; auctor etiam ipse Pacis non nisi Pacis tempore ritè coli potest. Ipsâ namque omnium virtutum Imperatrice, simultates, discordiæ, odia externa, rapinæ, dissentiones, & Christiani Sanguinis effusio, & innumerabiles hominum strages evitantur, conculcantur & spernuntur. Nos perpensiùs animo nostro volventes, quàm salubre, quàm decorum, utile, ac salutiferum omnibus tam Regibus, quàm Principibus & Subditis, semper extiterit in unitatis amore vinculum caritatis, Pacis, & veræ Amicitiæ inviolabiliter semper observare, quod suæ virtutis efficaciâ Regum corda solidè ad invicem perpetuo conjungit, & annectit, eo modo ut semel perfectè & integrè conjuncta ab invicem separari, aut disjungi non sinat, nec in mutui auxilii, roboris & virium contributione deficere. Hinc est quòd hujus Sanctæ Pacis, & divinæ caritatis Amicitiam, dulcesque ejus fructus memoriâ recensentes, ad Excellentissimos, Potentissimos, & Invictissimos Principes, Fratres, & Confœderatos nostros, Illustrissimum Virum Ludovicum, Regem Franciæ, Consanguineum nostrum, & Serenissimum avunculum nostrum Joannem, Daciæ, Sueciæ, Norvegiæ, Slavorum, Gottorumque Regem, &c. mentem & animum nostrum convertimus, eosque nostris Scriptis, Nuntiis, & Oratoribus, Requestis, & intercessionibus; ac nostri amoris intuitu persuasimus, hortati sumus, & quantum potuimus induximus, ut ipsi inter se, & Regna sua, Dominia, & Subditos, pro se, suis Hæredibus, & Successoribus, Pacem, Caritatem, Unionem, & veram Amicitiam perpetuis temporibus contraherent, induerent, & vestirent. Ipsi verò Potentissimi, & Excellentissimi memorati Principes, divini amoris nomine & medio, justisque petitionibus, votis, & desideriis, ad hanc rem inducti, persuasi, & inclinati, ac pro Pace, & tranquillitate suorum Regnorum, & Subditorum imposterum habendâ & conservandâ, in nostram Personam Regiam, tanquàm in Consanguineum, Fratrem, Confœderatum, & amborum communem amicum, suis Scriptis & Nuntiis pro perpetua Pace inter eos ineunda, compactanda, & firmanda compromiserunt, & se, Hæredes & Successores suos obligarunt, prout in eorum Commissionibus subscriptis pleniùs continetur. Nos verò attendentes quàm plurima commoda, utilitates, & ineffabilia memorantes beneficia, quæ ex Pace, Unione, & Amicitia tantorum Principum ab invicem, Regnis, Amicis, & Subditis, futuris temporibus emergere, contingere, & evenire poterunt, triplicemque funem solidè compactatum non facilè rumpi posse, pro parte Illustrissimi & Carissimi Avunculi nostri præfati, Joannis, Regis Daciæ, vigore suæ Commissionis subscriptæ nobis commissæ, ex una, ac Nobilis, & strenuus Miles Vedastus Affiech, Commissarius & Consiliarius, ac Magister Hospitii Excellentissimi & Invictissimi Principis, Ludovici Francorum Regis, Consanguinei nostri prædicti, virtute etiam Commissionis sibi commissæ, ab alia, Partibus, quoad Pacem, Amicitiam & Unionem perpetuam inter memoratos Principes, eorum Regna & Subditos appunc-

tuavimus,

Anno 1498. tuavimus, tractavimus, convenimus, & conclusimus, appunctuamus, tractamus, convenimus, concordamus & concludimus, nos cum eo, & ipse nobiscum, nominibus Principum prædictorum, in modum & formam subsequentem.

Imprimis videlicet, quòd præscripti Excellentissimi & Potentissimi Reges & Principes inter se, & quantum in eis est, pro se, Hæredibus, Successoribus, Ligeis & Subditis suis, firmam Pacem, veram Concordiam, Amicitiam, Unionem, & tranquillitatem ab isto tempore in futurum perpetuam firmiter & inviolabiliter habebunt & observabunt, ac inter eorum Inclitissima Regna Franciæ, Daciæ, Sueciæ, Norvegiæ, inter Terras, Patrias, & omnia Dominia eorumdem, eisdemque Regnis annexa, ac sub eorum obedientia & fide nunc & in futurum existentia, aliaque Loca sua quæcumque, tam per Terras, quam per Maria, & omnes Aquas dulces, per suos armatos, Cives, Mercatores, Ligeos, & Subditos, hujusmodi Pacem, Amicitiam, Concordiam, & Unionem in perpetuum observari & custodiri facient, & causabunt cum liberis Ligeorum, Subditorum, & Mercatorum ad invicem communicatione, & Mercium intercursu, ac cum libero introitu & exitu Ligeorum, Subditorum, & Mercatorum Regni, Regnorum & Domininrum unius Principis prædicti, in Regnum, Regna, ac Dominia alterius, cum libera quiete & morâ, Subditorum Navibus & Mercibus, Rebusque aliis quibuscumque, absque Literis salvi conductus, aut respectuationis, quibuscumque, pro se, Navibus, & rebus omnibus habitis & habendis, sic tamen quòd Mercatores Regni & Dominii unius, Costumas, & consueta onera, & debita Regibus, & Dominis alterius Regni, & Dominii ubi applicuerint, persolvent, & satisfacient. Quam quidem Pacem, Amicitiam, Concordiam, & Unionem inter se, sua Regna, Dominia, Patrias, Terras & Loca quæcumque, suosque Ligeos & Subditos, pro se, Hæredibus & Successoribus suis, ut suprà dictum est, prædicti Excellentissimi Principes, suis magnis, sine fraude & dolo, firmabunt & corroborabunt Sacramentis, suasque per Literas super præmissa, ratificatorias & confirmatorias hinc indè, prout opus fuerit, sub eorum Magnis Sigillis & subscriptionibus manualibus ratificabunt, & confirmabunt. Tenor Commissionis sequitur.

JOANNES, Dei gratiâ, Daciæ, Sueciæ, Norvegiæ, Slavorum, Gottorumque Rex, Dux Slesvicensis, ac Holsatiæ, Stormariæ, & Ditmarsiæ, Comes in Oldenbourg, & Delmenhorst, Excellentissimo Principi, & Domino Domino Jacobo Scotorum Regi, Nepoti & Fratri nostro Confœderatissimo, salutem plurimam, & ad vota totius felicitatis prospera incrementa. Potentissime Princeps, Nepos carissime, quia Pax cum hominibus est habenda, quæ suâ virtute Guerras exterminat & elidit, odia præscindit & jurgia, ac conciliat Discordes. Exindè occasione suscepta, pari modo naturalis caritatis quâ nobis Vestra Regia Majestas non immeritò censetur affecta, sacrâque admonitione edueti, animos nostros Regios sic duximus maturandos. Quoniam inter felicissimæ recordationis Potentissimum Principem, Dominum Christiernum, progenitorem nostrum, Daciæ, &c. ac Christianissimos bonæ memoriæ Francorum Reges respectivè, Confœderatio solida, Amicitiaque perpetua mediis Sacris inita & contracta, suis hinc inde tempestatibus inconcussa fuit, & irrefragabiliter observata. Sed quia tempora, uti fieri assolet, immutantur, & statuta quæ nimirum geruntur in tempore, persæpiùs innovantur, unde execrabilis quosdam de Francia incolas ambitio incitavit, ut nostrorum Regnorum Subjectis plurima absque eorum demeritis dispendia irrogarent. Sed hujusmodi insolentias, æquitatis librâ, ac justissimæ rationis limâ permoti, impellebamur vi & potentiâ propulsare. Considerantes equidem quòd Subditi diffidiis corroduntur, Regnaque, ac Regnorum cultores, Pacis & securitatis præsidio ac commodis eventibus prosperantur. De solerti igitur Vestræ Inclitissimæ Majestatis prudentiâ plenissimè confidentes, nostro, nostrorumque Regnorum, & incolarum nominibus, cum Oratoribus Christianissimi Principis Domini Ludovici, Francorum Regis Serenissimi, pleno & sufficienti ad hoc Mandato suffultis, paciscendi, laudandi, arbitrandi, amicandi, Confœderationes perpetuas, Amicitias solidas, Fraternitates irrefragabiles, Ligas, & securitates perpetuò valituras faciendi, contractandi, ineundi, approbandi, & emologandi, damna damnis, injurias injuriis, spolia spoliis, aliisque gravaminibus gravamina defalcando,

& pro sua recompensando arbitrio voluntatis, perfectum, plenum, & irrevocabile, speciale, & generale Mandatum damus, & concedimus per præsentes. Alioquin in annum, seu annos aliquot firmas & inconcussas Treugas nostro, nostrorumve Regnorum & Incolarum, ut præfertur, nominibus, cum eodem Principe Christianissimo, suisque Regnis, & Incolis constituendi, celebrandi, firmandi, & revalidandi Pacem, vobis memorato Principi, Illustrissimo Scotorum Regi, Nepoti nostro amantissimo, conferimus facultatem, omniaque alia & singula faciendi, exercendi, & expediendi, quæ circa præmissas Confœderationes, Amicitias, Fraternitates, seu Treugas necessaria fuerint, seu quomodolibet opportuna, quæ nos ipsi in præmissis agere & firmare possemus, si nos ipsos contractui personaliter contingeret interesse. Fide validissima promittentes, nos totum id & quidquid per Vestram Majestatem, necnon Francorum Regis Oratores actum, contractum, concordatum, firmatum, conclusumve fuerit in præmissis, ratum, gratum, firmum, validum, inviolabiliter habituros. In quorum omnium & singulorum robur, & evidentiam firmiorem, præsentes secreto nostro Regio inferiùs appenso fecimus communiri. Datum in Castro nostro Regio Korsoor, die octava Julii, Anno Nativitatis Christi millesimo quadringentesimo nonagesimo-octavo. Anno 1498.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme dés le tems & vivant de feu nôtre trescher Seigneur & Cousin le Roi CHARLES, que Dieu absolve, eût été paroles & ouverture de faire & traiter une Paix, Amitié, & Alliance entre feu nôtredit Seigneur & Cousin d'une part, & nôtre tres-cher & tresamé Frere & Cousin le Roi de Danemarc d'autre, & les Sujets d'une partie & d'autre, laquelle Paix & Alliance, obstant le decez d'icelui feu nôtre Seigneur & Cousin, n'ait peu être concluë. Parquoi pour en icelle mettre fin & conclusion, soit besoin commettre & deputer quelque bon, & notable Personnage, sage & discret, & à nous seur & feable, aiant de nous pouvoir de ce faire. Savoir faisons, que nous ce consideré, & à la bonne confiance que nous avons de la personne de nôtre amé & feal Conseiller, & Maître d'Hôtel Vidas Afflech, Chevalier, & de ses sens, loiauté, bonne prudhommie, & experience. Icelui pour ces causes, & autres à ce nous mouvans, avons commis, deputé, & delegué, commettons, deputons, & deleguons par ces presentes, & lui avons donné & donnons plein pouvoir, & mandement special de par le moien, conduite & avis de nôtre tres-cher, & tres-amé Frere & Cousin, & Allié le Roi d'Ecosse, qui a guidé, & dressé cette matiere, faire, traiter & conclure entre nous, & ledit Roi de Danemarc, une bonne Paix, Amitié, Confederation & Alliance, par laquelle les Sujets de chacun de nosdits Roiaumes, Païs & Seigneuries pourront aller & venir marchandement, & autrement, par Mer, Terre, & Eau douce les uns avec les autres; c'est à savoir les nôtres audit Roiaume de Danemarc, & ceux dudit Roiaume au nôtre de France, Païs, & Seigneuries de nôtre obeïssance, seurement & paisiblement, comme bons Amis, Confederez & Alliez, sans rien eux demander, ni faire, ou porter dommage les uns aux autres, en quelque maniere que ce soit. Et sur ce faire passer & accorder avec ledit Roi de Danemarc, ou sesdits Deputez & deleguez, aians pouvoir suffisant, comme dit est, tous tels Points & Articles que besoin sera pour le bien, seureté, & entretenement de ladite Paix, Amitié & Alliance. Lesquelles choses, qui ainsi seront faites par ledit Vidas Afflech en cette matiere, nous promettons en bonne foi, parole de Roi, avoir agreables, & tenir fermes & stables, sans aller au contraire, & icelles confirmer & ratifier si besoin est, & requis en sommes. En témoin de ce nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre scel. Donné à Nantes le dix-septieme jour de Janvier, l'an de grace 1498. & de nôtre Regne le premier.

QUAS Literas perspicaciter & maturè attentas, ad majoris roboris & efficaciæ firmitatem & securitatem, opportunum sit nostra ex parte ratificari, & approbari, prout, & quemadmodum Excellentissimus, Potentissimus, & Invictissimus Princeps, Ludovicus, Consanguineus & Confœderatus noster prælatus sua pro parte ratificaverat & approbaverat easdem. Hinc est quod suprà dictis perpensatis, volentes, & desiderantes omnia & singula quæ super hanc materiam per

Serenissi-

ANNO 1498.

Sereniſſimum Principem Jacobum, Scotorum Regem, Nepotem,& Confœderatum noſtrum cariſſimum, Compromiſſarium præfatum, geſta & facta extitere, intertenere & cuſtodire omnes Articulos, Puncta, Tractatus, & concordationes, & omnia ſuprà dicta, prout in ſuis Literis Regiis ſuperiùs inſertis jacent, & continentur, ut & tanquam gratas, & ratas habentes ratificavimus & approbavimus, ratificamusque, & approbamus per præſentes manu noſtra ſignatas, & inſuper eas, & ea promiſimus & promittimus, in fide, & verbo Regio, & ſub noſtro honore cuſtodire, obſervare & intertenere, cuſtodirique, obſervari, & interteneri facere inviolabiliter, quovis modo minimè contraveniendo. In cujus rei Teſtimonium noſtræ Regiæ Majeſtatis Sigilium duximus præſentibus apponendum. Datum in Caſtro noſtro Haffnenſi, die Martis quartâ decimâ menſis Octobris, Anno Nativitatis Chriſti milleſimo quadringenteſimo nonageſimo nono. JOANNES. De Mandato Regis, NICOLAUS.

Chriſtianiſſimo, Potentiſſimo, ac Invictiſſimo Principi & Domino, Domino LUDOVICO, *Dei gratiâ, Francorum, Siciliæ & Jeruſalem Regi, Duci Mediolani, &c. Fratri, Conſanguineo, & Confœderato noſtro cariſſimo.*

CHRISTIANISSIMO & Potentiſſimo Principi, noſtro cariſſimo & amantiſſimo Fratri, Conſanguineo & Confœderato LUDOVICO, Dei gratiâ Regi Franciæ, Siciliæ, Jeruſalem, Mediolani Duci, &c. Joannes eadem gratiâ Rex Daciæ, Sueciæ, Norvegiæ, Slavorum, & Gottorum, Dux Sleſvicenſis, ac Holſatiæ, Stormariæ, & Ditmarſiæ, Comes Oldenbourg, & Delmenhorſt, Salutem, & integram dilectionem. Altiſſime & Potentiſſime Princeps, & noſter cariſſime, & Amiciſſime Frater, Conſanguinee, & Confœderate, nuper Patentes veſtras Literas per veſtrum armorum Regem Mactonicuſum, latorem præſentium recepimus, Amicitiam, Confœderationem & Ligam, inter vos & nos factam & concluſam, mediatore noſtro bono Fratre, Conſanguineo & Confœderato, Rege Scotiæ, Nepote noſtro cariſſimo, continentes pariter & alias clauſis, in quibus narratis vos Amicitiam, Confœderationem, & Ligam hujusmodi pro parte veſtra juraſſe, ac eam per Patentes veſtras Literas easdem ratificaſſe, & approbaſſe. Deſiderantes hoc idem pro noſtra parte per nos pariter fieri ut requiritur, & oportet. Quam & nos ob id pro noſtra parte juravimus, atque per noſtras Patentes Literas approbavimus, & ratificavimus, vobis per eundem veſtrum armorum Regem Mactonicuſum dirigentes, & deſtinantes easdem. Cui, poſtquam nobis veſtro nomine bonam & conſervationem dictæ noſtræ Amicitiæ & Confœderationis contingentia, ac de rebus & novis veſtris quæ nobis ſummoperè placent declaraſſet, de noſtro proſpero ſucceſſu narravimus, deſiderantes vos æqualem & majorem in omnibus ſemper habere poſſe, & valere. Et ſi quid nos poterimus, id veſtrum ſemper arbitrabimur. In Chriſto valentes, qui vos in altiſſimâ fœlicitate incolumes, & longævos cuſtodire, & confovere dignetur, & velit. Ex Caſtro noſtro Haffnenſi, die Martis decimâ quartâ menſis Octobris, Anno Nativitatis Chriſti milleſimo quadringenteſimo nonageſimo-nono, noſtro Regio ſub ſigneto.

CXCVII.

10. Juin. **Vertrag zwiſchen Hertzog Eberhard dem Jüngern an einer / und Hertzog Ulrich und der Landſchafft Würtenberg andern Theils / durch Vermittelung Kayſers MAXIMILIANI I. geſchloſſen / Vermög deſſen Hertzog Eberhard ſich der Anforderung des Fürſtenthumbs Würtemberg / der Graffſchafft Mömpelgardt / und Richenwyler gäntzlich begibt / und ſolche Hertzog Ulrichen übergibt / doch ſo / daß woferne jener mit ſeiner Gemahlin Eliſabetha von Brandenburg Ehrliche Männliche Leibes-Erben überkommen würde / ſolches denſelben an ihren Erblichen Anfall als den nächſten Erben unſchädlich ſeyn ſolle / hiegegen ſoll Hertzog Ulrich an Hertzog Eberhardten Jährlichen 6000. Rheiniſch Gulden zu Außhaltung ſeiner Perſon / Standes und Weſens zahlen. Geſchehen in der Stadt Horb den 10. Junii 1498. Mit Hertzog Eberhardts Verzicht auf das Hertzogthum Würtemberg / und was deme anhängig. Geben Stuttgardt den Freytag nach Unſers Lieben Herrn Fron-Leichnams-Tag Anno 1498.** [Hochfürſtliche Würtenbergiſche Gegenvorſtell. und Exception an Ihro Kayſerliche Mayeſtät in Sachen der Schwäbiſchen Reichs Ritterſchafft des Orts am Kocher / contra Würtenberg prætenſi Mandati de ſolvendo collectas &c. pag. 89. in Beylagen Lit. O. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abtheil. IV. Abſatz VII. pag 719. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

ANNO 1498.

C'eſt-à-dire,

Tranſaction faite & concluë par la Médiation de l'Empereur MAXIMILIEN I. *entre* ULRICH *Duc de Wirtemberg & les Etats du Païs d'une part, &* EBERARD *ſon Frere auſſi Duc de Wirtemberg d'autre part; par laquelle* EBERARD *renonce entierement à ſes Prétentions ſur la Principauté de* Wirtemberg, *& ſur les Comtés de* Montbeliard *& de* Richenwyler, *les cédant & transportant au Duc* ULRICH *ſon Frere aîné, ſans préjudice néanmoins du Droit de Succeſſion qui apartiendroit à leur tour & rang aux Enfans mâles qu'il pourroit avoir de ſa Femme* ELISABETH *née Marc-Grave de Brandebourg; en échange de quoi le Duc* ULRICH *ſera obligé de payer tous les ans à ſon Frere* EBERARD *pour l'entretien de ſa perſonne & de ſon état, une ſomme de* 6000. *Florins du Rhyn. A Horb le* 10. *Juin* 1498. Avec *l'Acte de la* RENONCIATION *du Duc* EBERARD *au Duché de* Wirtemberg. *Faite le Vendredi après la Fête du Corps de Chriſt.*

WIr Maximilian von GOttes Gnaden / Römiſcher König / zu allen Ziten Mehrer des Richs / zu Hungarn / Dalmatien / Croatien / König / Ertz-Hertzog zu Oeſterreich / Hertzog zu Burgund / zu Lutterich / zu Braband / zu Stye / zu Kärndten / zu Crain / zu Kyburg / zu Lützenburg und zu Geldern / Graf zu Habſpurg / zu Flandern / zu Tyrol / zu Pfirdt / zu Küburg / zu Artois / und zu Burgund / Pfaltzgrafe in Hennegow / zu Holland / zu Seeland / zu Namur / und zu Zutphen / Marggrafe des Heiligen Römiſchen Richs zu Burgow / Land-Grafe im Elſaß / Herr zu Frießland / uff der Windiſchen Marck / zu Portenaw / zu Salins / und zu Micheln rc. Bekennen öffentlich mit dieſem Brieff / und thun kund allermänniglich / als Eberhard der Jüngere / Hertzog zu Würtemberg und zu Teckh / nach Abgang weyland Hertzog Eberharden des Eltern / Sines Vettern / zu Regierung des Fürſtenthumbs zu Würtemberg / Teckh / und der Graffſchafft Mömpelgard und Richenwyler / in Krafft eines Teſtaments / auch etlicher Verträg / durch ſie bayd uffgericht und gemacht / und mit ſamt der gemeinen Landſchafft geſchwohren / und durch Uns beſtättiget und confirmirt / kommen iſt / dem wir darauf als Römiſcher König die Fürſtl. Regalien / wie ſich gebühret / geliehen / und darmit verſehen / und ſich dann zwiſchen demſelben Hertzog Eberharden dem Jüngern in Zyt ſiner Regierung an einem und gemeiner Landſchafft der gemelten Land / anders Theils / allerley Irrung und Spähn / daraus Uns / dem Heiligen Riche / und denſelben Ländern / wo durch Uns darinn nit geſehen / mercklich Zerüttung / Schaden und Nachtheil erwachſen würden / begeben / deßhalben

ANNO 1498.

deßhalben sie Uns zu beyderseits umb Recht angeruffen und gebetten/ und Wir uu uß trefflichen redlichen Ursachen Uns darzu bewegende/ und besonder damit das Fürstenthumb Würtemberg / so durch Uns als Römischen König aus dem gnädigen Willen/ den Wir darzu eragen/ zu solchem Fürstlichen Seand und Wesen erhebt und gewürdiget ist/ uß solchem ihren wiederwärtigen Willen nicht zerrütt/ zeretrennt/ und in Abfall kommen / beyde Theil her für Uns zu bescheiden / und zwischen ihnen/ uff ihr jedes Theil Anbringen / und nach genugsamer Verhör in den Sachen/ mit samt Unseen und des Heiligen Richs Churfürsten / Fürsten und Unsern Räthen/ so in mercklicher Anzahl bey Uns gewesen seyn/ auch uff ihr beydertheil ernstlich Bith und Begehren/ deßhalben an Uns als Röm. König ihren rechten Herrn zu mehemahlen gethan / an sie begehrt/ Uns die Sachen und Händel / nachdem die Uns und das Heyl. Rich mercklich berühreten / haim zu setzen. Was wir als Röm. König darinnen handlen/ setzen/ ordnen und fürnemmen/ daß sy zu baider Sydt / das daby bliben lassen / das vollzihen / und darwieder in keinen Weg nicht thun/ noch handlen wolten. Das der genant Hertzog Eberhardt zu Würtemberg uß besonder Lieb / so er zu dem Fürstenthumb/ und seinem Stamm und Namen Würtemberg träget / also gütlich angenommen und bewilligt/ und dem so wit darinn ordnen/ setzen/ machen und beschliessen / nachzukommen / und zu vollziehen by sinem Ayd/ so er Uns darumb gethon/ zugesagt hat. Daß wir demnach verrer an die Landschafft bringen lassen / die Uns solches glicher Wyß wie deroselbe von Würtemberg obgeschriebener massen auch bewilligt / und das also zu vollziehen zugesagt. Daß wir darauff als Röm. König Uns des Handels und Sachen uß den vorberührten Ursachen und Uffruhr und Wiederwärtigkeit im Heyl. Rich zu verhüten / uff solch ihr fleißig Bitte / Ansuchen und Verwilligung angenommen und beladen/ und zwischen ihnen mit nehemlichen ußgedruckten Worten/nach Rath Unser und des H. Richs Churfürsten/ Fürsten und ander Unserer Räth/ sy uff solches alles mit einander vereint und vertragen haben/ inmassen wie hernach geschrieben steht. Dem ist also: zum Ersten so soll der genannt Hertzog zu Würtemberg sich nun hinführo der Anforderung des gemelten Fürstenthums Würtenberg / und der Graffschafft Mömpelgardt/ und Richenwyler / mit ihrer aller Zugehörung / Rechten und Gerechtigkeiten gäntzlich verzihen und begeben/und des Verzich-Brieff darumb uffrichten / und dabey die Landschafften ihr Ayd/. Erb/ Rauch-Lehens und ander Pflichten/ damit Sy ihm verwant gewesen seyn / gäntzlich ledig zehlen / und die jetztgemeldten Land und Leuth in Regierung und Verwaltung des Hochgebohrnen Ulrichs/ Hertzog zu Würtemberg und zu Teck / Geafen zu Mömpelgard/ Unsers lieben Oheim und Fürsten/ Innhalt berührten weyland Hertzog Eberhards des Eltern letzten Willen / Testamentes und Vertrag deshalben auffgericht / fri lediglichen stellen und wenden/ und sin Lebenlang kein Forderung oder Ansprach darzu nimmer haben/ suchen noch gewinnen/ sich auch keinerley Obrigkeit / Herrligkeit / Recht / Nutz / Gült / gewaltsam Gericht/ Zwäng / Bänn oder ander Gerechtigkeit/ des Fürstenthums Würtemberg / und der Graffschafft Mömpelgardt und Richenwiler nicht annehmen/üben/ gebruchen/noch das jemands von sinen wegen heimlich noch offentlich gestatten in khain Wise. Darauff wir auch als Röm. König dem genannten Hertzog Ulrichen zu Würtemberg/ als regierenden Herrn mitler Zit uff sin unterthänig Bitt und Ansuchen/ des gemeldten Fürstenthums Würtemberg/ der Graffschafft Mömpelgardt und Richenwiler Regalien und Lehenschafft verlihen / und jn damit / wie sich ziemet / fürsehen/ und dabey gnädiglichen handhaben. Doch ob der gemelt Hertzog Eberhardt mit der Hochgebohrnen Elisabethen / gebohen von Brandenburg / siner Gemahl/ Unser lieben Muhmen und Fürstin Eheliche Männlich Leibes-Erben überkommen wurde / denselben an ihren Erblichen Anfall als den nächsten Erben unvergriffen und unschädlich. Dargegen soll ihm der genannt Hertzog Ulrich hinfür alle Jahr das jetzo zu nächster Quatember ansahen / und darnach ains jeden Jahrs sin Lebenlang für und für zu Ußhaltung stair Person / Seand und Wesens / sechs tusend Gulden Rhinisch / nemlich zu einer jeden Quatember funffzehen hundert Gulden Rhinisch geben/ und die zu sinen sichern Handen und Gewaltsam / ohn allen Verzug / Kosten und Schaden / an die Enden / da er sin stäte Wohnung haben wirdt/ und darzu jetzo baar am Summen/ nemlich zwy tusend Gulden Rhinisch/ ohn Abschlag derselben Jährlichen pension, überantworten. Darzu der genannten Unser lieben Muhmen siner Gemahl / ihren Stand und Wesen ehrlichen mit Dienern und Jungfrauen / wie ihr dann als einer gebohrnen und des Lands-Fürstin wohl zustehet und geziemet: Desgleichen Graff Heinrichen von Würtemberg in der Beständigung / darinn Er liegt / und auch sin Gemahl mit Liefferung und andern halten / inmassen dann bißher geschehen ist. Und soll demnach der genannt Hertzog Eberhardt sin Lebtag in das Fürstenthumb Würtemberg nicht mehr kommen. Derselb Hertzog Eberhard soll auch sin Schulden / so er vor Ingang siner Fürstlichen Regierung/ und die so er nach sinen Hinwegriten usser dem Fürstenthum Würtemberg gemacht hat / desglichen die er künfftiglich machen wurdet / selbst ußrichten und bezahlen / und Hertzog Ulrich und die Regenten deßhalben niemands nichts schuldig syn. Und nachdeme Hertzog Eberhard mercklich Clainot und Silber-Geschirr dem Fürstenthum Würtemberg zugehörig/ mit ihm usser Land gefuhret hat / dieselbe alle soll er Uns zu Unsern Handen fürderlich und unverzihen uberantworten / so wollen wir mit Rath ihrer Freundschafft in solchen Clainoten und Silber-Geschirr ein ziemliche freundliche Theilung furnehmen / damit ihr jeder sinen Seand nach Gestalt und Gelegenheit desselben / wie sich geziembt / unterhalten mögen. Doch was Hertzog Eberhardt nach sinem Tode uber die Bezahlung siner Schulden ichts an Baarschafft / Kleidern / Clainoten / Silber-Geschirr / Pfandschafften oder andern Gutern liegenden oder fahrenden hinder ihme verließ/ das alles soll alsdann benannten Hertzog Ulrichen und den Furstenthum Wurtenberg von allermänniglich unverhindert/ auch verfolgen und werden. Weiter soll Cunrad Holtzinger / so in des Bischoffen zu Costantz Gefängnuß liegt / sinem Orden uberantwort/ und durch denselben sin Lebtag zu Straffe siner Mißhandlung gefänglich gehalten werden. Aber all und jeglich Personen / so im Furstenthum Wurtemberg im Gefängnuß liegen / sollen solcher ihrer Gefängnuß zu Unseru Handen gestellt / und durch Uns mit denselben dermassen gehandelt / damit ihr khainer ihr Lebtag mehr in das Furstenthumb Wurtemberg kommen / und gemeine Landschafft des Furstenthums Wurtemberg vor ihnen wohl gesichert und versorgt: Ferner soll Hanß von Stetten / so auch in demselben Land gefangen ist/ uff ein gelobd und geschwohren Urphed und Verschribung / die unter andern innhalten / daß er dieselb Gefängnuß / und was sich darunter verloffen hab / weder mit / noch ohn Recht nicht äffern oder rächen / und sin Lebtag uß dem Fürstenthum Wurtemberg nicht kommen / sondern darinn bliben wollen/ furderlich wiederum uß Gefängnuß gelassen werden. Darzu soll auch denjenigen/ so solcher Sachen halben/

ANNO 1498. des ihren ichts entwehrt / oder us dem Land kommen wären / ihr Haab und Güter widerumb eingeantwoet / und jhnen das Land erlaubt werden. Doch daß sie Hertzog Ulrichen / desglichen den Land-Hoffmeister und Räthen schwöhren / wie andee von der Landschafft. Und als baid voegemelt Partheyen sich in solchem obberührtem Handel mie etlichen scheltworten gegen einander gehalten / und deshalben Uns / wie vorgeschrieben stehe / um Rechtfertigung angeruffen und ersucht / haben wir denselben Handel an Uns genommen / und meinen / setzen und wollen / daß solche Scheltwoet-Beschuldigung und Zicht keinen Theil an seinen Ehren und Glimpff kein Verletzung / Nachtheil noch schaden bringen in khain Wyse / und sollen damit dee gemelt Hertzog Eberhard zu Würtenberg / auch Hertzog Ulrich sin Vetter / Regenten / Räthe und gemein Landschafft Würtemberg / Gaistlich und weltlich / auch alle die / so die Sach berührt / darunter verdacht oder verwant syn / solcher obbestimmten Sachen und Händel halben aller und jeder besonder / gäntzlich geriche / geschlicht / versühnt / vereinit und vertragen syn und bliben / und durch sie samentlich noch sonderlich dawider nicht gehandelt noch gethnn werden / sondern dem allen und jedem insenderheit / wie vorgeschrieben stehet / duch sie samenlich und ihr jeden besonder strack nachgegangen / vollzogen und gehalten werden.

Weß sie aber in einem oder mehr Articul irrig oder spennig / oder nuch die nicht glich verstehen würden / deß sollen sie allezeit zu Unserm Entscheid stehen / und wie wir also entscheiden / daben sollen beyd Theil bliben / und dem gestracks ohn alle Weigerung nachkommen.

Welcher Theil aber wider den obbeschriebenen Vertrag / auch denselben Unsern Entscheid / so wir also in den künfftigen irrungen und Spännen thun / in einem oder mehr Articul handlen / und die nicht halten noch vollziehen würden / derselbe Thail soll hundert Marck löthiges Goldes / Uns halb in Unser / und des Reichs Cammer / und den andern halben Theil der gehorsamen und haltenden Parthey unablässig zu bezahlen verfallen seyn. Das alles sy also zu baiden Theilen angenommen / zugesagt / gelobt und versprochen haben / vestiglich zu halten / zu vollziehen / und dawider nicht zu thun in khain Wise / alles getrulich und ohne Gefährde. Mit Urkund sind dieser Brieffe zween in glicher Form gestellt / und durch Uns jhr jeden Thail ainer uff ihr Begehren zu ihren Handen mit Unserm Königliche anhangenden Insigul versigelt / übergeben / in Unser Stadt Horb am zehenden Tag des Monats Junii / nach Christi Geburth vierzehen hundert und in dem acht und neuntzigsten / Unser Riche des Römischen im dreyzehenden / und des Hungarischen in dem neundten Jahre.

Per Regem
Fridericus Sax. D. Elector.

Ad Maodatum Domini Regis in Consilio.

Sturtzel /
Cantzler.

Après le 14. Juin. Folget Hertzog Eberhardes Verzicht. [Hochfürstliche Würtembergische gegen-Vorstellung und Exception an Ihro Kayserliche Mayestät in Sachen dee Schwäbischen Reichs Ritterschafft des Orts Kocher contra Würtenbeeg prætensi Mandati de solveodo Collectas &c. pag. 94. Loc. Cit. LUNIG, Loc. Cit. pag. 721.]

C'est-à-dire,

S'ensuit la Renonciation du Duc EBERARD.

WIr Eberhard von GOttes Gnaden / Hertzog zu Würtemberg und zu Teckh / Grafe zu Mömpelgardt rc. Bekennen öffentlich mit diesem Brieff und thun kund allermänniglich. Nachdem wir mit Alter und Blödigkeit Unsers Libs beladen / und deshalben dem Regiment desselben Fürstenthums länger uszuwarten unvermöglich sin / daß wir deßhalben und auch von sonderlicher Lieb und Neigung wegen / so wer zu dem Hochgebohrnen Fürsten Unserm lieben Vettern / Hertzog Ulrichen / und den löblichen Fürstenthum zu Würtemberg tragen / uff dem Vertrag / den der Allerdurchlauchtigst / Großmächtigste Fürst und Herr / Herr Maximilian, Römischer König / Unser Allergnädigster Herr zwischen Uns / demselben Hertzog Ulrich und gemeiner Landschafft gemacht / darüber sine Königl. Majestät Uns baiden Theilen jedem ein Brieff gegeben hat / Uns der Regierung und Anforderung des gemeldten Fürstenthumbs Würtenberg / der Graffschafft Mömpelgardt und Richenwyler gäntzlich verzigen und begeben / und die in des genannten Unsers liben Vettern / Hertzog Ulrichs Hand gewendt / gestellt / und die Landschafften und Unterthanen des Fürstenthums Würtemberg / der Graffschafften Mömpelgardt und Richenwyler ihrer Ayd / Raut-Lehens-Erb / und aller anderer Pflichten / damit sie Uns verwandt gewesen syn / gäntzlich ledig gezehlt / und demnach gelobt und zugesagt haben / verzihen und begeben Uns / wenden / stellen / sagen zu und geloben auch solches alles wissentlich in Krafft diß Brieffs / daß wie nu hinführo Unser Lebenlang zu demselben Fürstenthum Würtenberg / der Graffschafft Mömpelgardt / und Richenwyler / ihren Obrigkeiten / Herrlichkeiten / Gerechtikeiten / und Zugehörungen / khainerley Ansprach noch Forderung haben / suchen / gewinnen / noch des jemands andern heimlich oder offentlich zu thun gestatten sollen / in khain wise / getrenlich und ohngefährlich. Mit Urkund diß Brieffs besiegelt / mit Unserm anhangenden Secret Insigul / geben zu Horb am Montag nach dem Sontag Trinitatis, nach Christi Geburt vierzehen hundert / vnd im acht und neuntzigsten Jahre. ANNO 1498.

So wir nun bewegen und erkennen / daß die Königl. Majest. Unsern Vor-Eltern Löbl. Gedächtnüß / auch Uns vielfältiglich mit Gnaden bedacht / und am grösten und höchsten disee Zit / auch durch zugeben Unsers lieben Vetters Fürstliche Ehr und Würd / Land und Leuthe gnädiglich Uns zugestellt / und zugeben hat. Deßhalb Königliche Majestät wir zu allen Zeiten mit aller gehorsamen und unterthänigen Diensten / darzu dem Huß Oesterreich / daher sin Königliche Majestät ihren Adelichen / ehrlichen Ursprung empfangen / nuch denjennen / so Uns in dieser Sach mit Fürderung / Freundschafft / Treu / lieb und Dienst erschossen haben. Als Hertzog Friedrich / Churfürst und andere Fürsten von Sachsen / Heinrich Grafe zu Fürstenberg / Königlicher Majestät Marschallck und ander Königliche Räthen / Fürsten und Herrn / die alle gutem Fliß angekehrt haben / Uns und auch allen zu Gefallen Frucht und Nutz uß Freundlicher gutwilliger und getreuer Manung / wie oben gemeldet / ohne Zwiffel sie und alle under durch Mittheilung der Gnade GOttes / so schinbarlich in dieser sach gewurckt / der zuforderst / und denen / wie obgemeldt / auch allen nachfolgenden wer und ir billich danckbar seyn sollen und wellen / Unser und Euer Lebenlang. Deßhalben Unser gutlich Bitt / fleißig und ernstlich Begehr und Befehl an euch allesambt und sonderist / erstlich GOtt dem Allmächtigen / so also barmhertziglich Unsern Vettern und Euch / und Unser Fürstenthum fürsehen mit andächtigem Gebet. Darnach Königliche Majestät und den Löbliche Husern Oesterreich und Sachsen / dergliechen den Grafen von Fürstenberg / und anderer

Königl.

Anno 1498. Königliche Majestät Räth / von oben anzögt / unterthänigen Danck haben / und sagen in aller Unterthänigkeit und Ferundschafft / solches verdienen und zu Gutem nimmer mehe vergessen / erkennen / und daneben und zum höchsten von Unser und euer allerwegen nicht unterlassen / sondern in frischer Gedächtnuß allezit wir / ihr / Unser und eure Erben und Nachkommen / (dem wir und ihe solches hinter Uns und euch verlassen) in Befehl geben wollen / und innerlich bedencken / wie treulich / herzlich / und mit was Sorgfältigkeit / Mühe / Arbeit und höchstem Fliß darlegen und strecken / Ehe / Libs und Guts / Unser treu Land-Hoffmaister / Cantzler / Regenten und zugeordnete Räthe gehandelt haben. Daß wir / Unser Erben und nachkommen / auch ihr / euer Erben und Nachkommen / zu Gutem nicht sollen noch wollen vergessen / sondern das gegen Grafe Wolffgangen von Fürstenberg / Land-Hofmeistern / Maister Gregorien Lambardern / D. beyder Rechte von Biberach bürtig / Cantzler / die sonderlich ohngespahrt aller Arbeit in dieser sach uß getreuer guter Mainung Uns / Unsern Namen und Stammen / auch euch Land und Leuthen zu gut / mehr dann treulich geholffen und gehandelt haben mit samt Unsern zugeordneten zwölff Regenten / Herrn Albrechten / Probst und Herrn zu Ellwangen / Heren Jergen zu Zwiefalten / Herrn Johannsen zu Lebenhusen / und Bartholomäen zu Herrenalb / Unsern Schirmsverwandten / Prälaten / Jergen von Ehingen / Hanß Casparn von Bubenhofen / Unser Marschallck / baid Ritter / Dietrich von Wüler / Hofmeister / Cunrad Thummen Unsern Cammermeister Edlen / Hanß Geißberg von Schorndorff / Vogt zu Stuttgarten / Johannes Hellern / Conendin Bröning / beyden von Tübingen / Unsern Secectarien / und Sebastian Welling von Stuttgarten / von der Landschafft Räthen dero Erben und Nachkommen. So alles treulich / redlich / ehrlich und dapfferlich von gemeins Nutz und erzehlten Ursachen wegen. Darzu Andreas / Grafe zu Sonnenberg / Unser Feld-Hauptmann / Diettegen von Westerstetten / Huß-Hofmeister / mit sampt andern Räthen / und gemeiner Ritterschafft in Unserm Fürstenthum gesessen / und all ander Unser treue Prälaten und Landschafft / die allein also Fliß angekehrt haben / mit allen Gnaden verglichen / beschulden und erkennen / ohn Zweiffel ihr / euer Erben und Nachkommen / sollen und werden das auch bedencken / freundlich und unterthäniglich verdienen / und zu Gutem nimmermehr vergessen Und nachdem zu gehorsamen Königliche Majestät Uns / euch / an Land und Leuthen zu gut wir diesen vertrag angenommen haben / und den sollen und wollen vollziehen; ist Unser flißig Bitt und ernstlicher Befehl / dem auch also nachzukommen und bey den Pflichten / damit ihr Uns verwandt seynd / das alles / wie oben angezögt / zu halten / und Unserm Namen und Stammen zu Ehren / und Königlicher Majestät zu unterthänigem Gefallen / Unsern Vettern mit Worten oder Wercken weiter nicht belästigen oder beschwehren / das wir Uns der Billigkeit nach gäntzlich gegen euch versehen zu geschehen / und mit sondern Gnaden erkennen / und im Guten nicht vergessen wollen. Damit bey Königlicher Majestät und andern in Vollziehung diß Vertrags bey Uns und euch nicht Mangel erfunden werde. Zu Urkund mit Unserm zuruck uffgetruckten Secret Insigel besigelt / und geben zu Stuttgarten / Freytags nach Unsers lieben Herrn Fronleichnams-Tag / Anno ejusdem 58.

CXCVIII.

19. Juin. *Confederatio inter* MAXIMILIANUM *Romanorum Imperatorem*, *&* PHILIPPUM *ejus Filium Archiducem Austriæ ab una*, WILHELMUM *Ducem Juliacensem &* JOHANNEM *Ducem Clivensem ab altera parte*, *contra* GELDRENSES *inobedientes*; *quâ prior Confederatio inter præfatos Archiducem* PHILIPPUM, *Ducesque Juliacensem & Clivensem Lovanii inita*, *confirmatur*, *& extenditur. Friburgi Brisgoiæ die Martis ante Festum Johannis Baptistæ Anno* 1498. Cum *Fragmento* RATIFICATIONIS *dictorum Ducum Juliacensis & Clivensis.* [Ex Actis coram Electoribus, & Principibus Imperii productis, in causâ Ducatus *Geldriæ* & Comitatus *Zutphaniæ* inter CAROLUM V. Imperatorem & WILHELMUM Ducem Cliviæ, controversâ.] Anno 1498.

DEi gratia ego Wilhelmus Dux Juliacensis, Montensis & Comes Ravensburgensis &c. & eadem gratia ego Johannes Dux Clivensis & Comes de Marcha, notum facimus ambo simul, quod quemadmodum Serenissimus, Potentissimus Rex noster Clementissimus, Charissimus Dominus, Dominus Maximilianus Romanorum Rex, semper Augustus, Hungariæ, Dalmatiæ; Croatiæ &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Geldriæ, &c. Et Serenissimus ac Illustrissimus Princeps Dominus Philippus Archidux, Dux, Comes præfatarum Provinciarum, Regiæ suæ Majestatis Filius, Dominus & Consanguineus noster Charissimus, nobiscum nunc amicabiliter convenerunt & concordarunt, quod nos ambo eorum Regiæ Majestatis, & dilectionis petitioni acquiescentes in auxilio Regiæ Majestati, ac Dilectioni suæ præstando contra Geldrenses benivolis animis consensimus, modis & conditionibus in Literis obligatoriis desuper confectis contentis, quarum Regia Majestas pro se & suæ Majestatis filio, nobis & unicuique nostrum unas sigillatas, & subsignatas tradi fecit. Quarum Literarum tenor de verbo ad verbum sequitur, & est talis. Nos Maximilianus Dei gratia Romanorum Rex, semper Augustus, Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ; Lotharingiæ, Brabantiæ, Stiriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Lymburgiæ, Luxemburgiæ & Geldriæ, Comes in Habsburg, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, in Kyburg, Arthesiæ, Burgundiæ, Palatinus Hannoniæ, Hollandiæ, Selandiæ, Namurci, & Zutphaniæ, Marchio Sacri Romani Imperii, & Burgoviæ, Langravius Alsatiæ, Dominus Phrisiæ, Marchiæ, Sclavoniæ, Portusnaonis, Salinarum, & Mechliniæ &c. Fatemur pro nobis, & Illustrissimo Philippo Archiduce Austriæ, Duce Burgundiæ, & Brabantiæ filio nostro Charissimo & Principe, & amborum nostrorum Hæredibus & Successoribus tenore præsentium, & notum facimus universis, Quod cum nos dictus filius noster Charissimus præteritis temporibus cum Illustri Wilhelmo Duce Juliacensi & Montensi & Johanne Duce Clivensi Principibus, & Consanguineis nostris Charissimis occasione dicti nostri Ducatus Geldriæ, & in nostro Oppido Lovaniensi Tractatum ereximus, fecimus, & collocuti sumus, prout is Tractatus de verbo ad verbum in his continetur, & cujus tenor est talis. In primis debebit gratiosissimus Dominus meus Archidux Philippus mandare & efficere, quod Illustr. Domini Juliacensis & Clivensis & eorum Subditi in hoc bello quod incipient contra inobedientes Geldrenses liberi & absoluti sint, & manere debeant ab impositione communis denarii, & aliis ordinationibus Wormaciæ proxime factis. Secundo, debebit mandata emittere, quod nemo inobedientibus Geldrensibus assistentiam facere debeat, nec illis commeatum subvehere &c. Hæc Clementissimus Dominus meus intelligit jam esse facta, & nihilominus, si opus fuerit, adhibebit omnem diligentiam apud Regiam Majestatem, ut ejusmodi renoventur, & rursus fiant. Super tertio Articulo, quod ipsi tres Principes simul Provinciam Geldriæ uno tempore invadere debeant &c. Intentio Clementissimi Domini est, quod ipsi tres Principes tali die, qui constituetur, in campis esse debeant, tanto numero hominum peditum, & equitum, qui ipsis necessarius videbitur, ex quibus ambo Principes Juliacensis & Clivensis habere debebunt, sumptibus & onere mei Clementissimi Domini, singuli scilicet mille pedites, & quingentos equites, tenebuntur tamen illis suis militibus solutionem facere, videlicet unicuique equiti singulis mensibus octo florenos Trajectenses & pediti quatuor similes florenos, & non amplius, Et poterunt præfati duo Principes Juliacensis & Clivensis eis Oppidis & Castris, quæ in Provincia Geldriæ capient & expugnabunt, tam diu uti & gaudere, quoad ipsis de solutionibus præfati numeri

militum

ANNO 1498.

militum per Clementissimum Dominum meum Archiducem satisfactum & solutum fuerit, Et si præfati Illustr. Domini Juliacensis & Clivensis nulla Oppida aut Castra in prætata Provinciæ Geldriæ caperent, debebit tamen nihilominus præfatus Illustr. Dominus meus Archidux Philippus, prædictis duobus Principibus, de eo quod (ut supra scriptum est) exposuissent, intra annum, postquam bellum finitum erit, satisfacere, & eos contentus reddere. Prætereca qou ambobus Principibus Juliacensi & Clivensi eorum labores & expensæ melius rependantur, quamvis omnibus bene consideratis, Negotium Geldriæ eos etiam valde concernat, nihilominus Illust. Dominus meus est contentus ultra hoc quod supra scriptum est, relinquere Illust. Domino Juliacensi Oppidum & Dominium Ereklens & Monfort cum ditionibus, & omnibus suis pertinentiis in resortu & superioritatibus Illustrissimi Domini mei Archiducis Philippi uti Ducis Geldriæ, Et Illustrissimus Dominus Clivensis debebit simili forma habere Oppidum Dottichem cum redditibus de Zutphen, dummodo illi redditus non transcendant mille florenos aureos Rhenenses; sed si redditus dictos mille florenos aureos transcenderent, de eo debebit reddi ratio ad utilitatem Illustrissimi Domini mei Archiducis Philippi præfati, Et hoc modo prædicta Oppida & Dominia remanebunt apud dictos Principes ad eorum vitam, Et post eorum decessum poterit sua Illustrissima Dilectio, & ejus Hæredes & Successores ea liberare, ab unoquoque Principe, pro vigintiquinque millibus florenorum Rhenensium, Et his conditionibus debebunt prædicti Principes Juliacensis & Clivensis statim incipere bellum contra Geldrenses & eos pro Hostibus suis tenere, & declarare, faciendo in eos omnes expeditiones bellicas, quas eis possibile fuerit facere, hostilibus excursionibus expectando diem qui constitui debebit, ad quem in Castris esse oportebit, prout supra scriptum est, & Illustrissimus Dominus Archidux debebit bellum contra Geldrenses pro posse suo prosequi, Et quo illi duo Principes Juliacensis & Clivensis aliquam subventionem sumptuum, quos ipsi in illo bello facturi sunt, accipiant, Illustrissimus Dominus Archidux Philippus est contentus, ut uterque eorum in Castris ducentos equites & quadringentos pedites plus quam eis ante constitutum est tenere possit, de quibus supernumerariis solutiones ipsis cedent, prout de illis quingentis equitibus & mille peditibus supradictis. Quarto, quod nemo præfatorum trium Principum absque alio, com Provincia Geldriæ, nec cum omnibus qui cum eis in eodem bello erunt, nullam conventionem, reconciliationem, nec tractatum facere poterunt, nisi cum scitu & voluntate cujuslibet, & quod pro necessitate ad hoc requirantur. Quinto, cum hæc omnia erunt conclusa, debent illi tres Principes ad illum diem, qui constitui debet, ad bellum se instruere. Sexto, quantum ad petitionem Illust. Domini Juliacensis super Hæreditate de Wassenborg, Boren, & Hertogenroden, quæ sibi impignorata erunt, & Illustris Domini Clivensis super Superioritate, & resortu Locorum de Wachtendonck, Gach, & Lobich, Quoniam Hæres superioritatem Illustrissimi Domini Archiducis maxime concernunt, & quæ etiam non sunt faciendæ absque consensu Statuum Provinciæ, præsertim propter juramentum, quod eis Statibus fecit, neque is consensus ab eis Statibus facile obtinendus erit, Illustrissima Clementia sua non potest eis in hoc gratificari, nihilominus tamen ad beneplacendum prædictis duobus Principibus Juliacensi, & Clivensi, Illustrissimus Dominus Archidux Philippus bene vult consentire, quod Juliacensis prædictam Impignorationem de Wassenborg, Boren, & Hertogenrode ad vitam suam retinere, & præterea Resortus, & Superioritas de Wachtendonck, & Lobich ipsi Duci Clivensi, etiam ad vitam remanere debeant, ita quod ipsi sic ea tenebunt, nec liberationem aliter admittere obligabuntur. Ad septimum & ultimum Articulum respondet Illustrissimus Dominus meus, sicut ad quintum Articulum. Quod cum hi tres Principes erunt concordes, quod tunc debebit Tractatus inter se finitus ulterius confirmari & stabiliri. Item quod Illustrissimus Dominus meus Clivensis debebit habere Theolonium de Genep a Geldrensibus, quemadmodum præteritis temporibus, priusquam essent liberi, consuetum fuit. Item de his omnibus debebit unusquisque prædictorum Principum alter alii Literas suas, & sigilla dare, in melioribus modo & forma, quibus erit necesse. Et quo cuilibet Principi æque sit cautum uni atque alii, nos Archidux Philippus Austriæ, permittimus suprascripta omnia ambobus nostris Consanguineis Charissimis Juliacensi, & Clivensi, in Principis honore, nos firmiter observaturos, ita tamen, si ipsi nobis similiter, ad quæ obligati sunt, observent. Et si forte in hac Conventione in aliquibus Articulis, in ea non comprehensis, defectus inventi fuerint, propter quos expeditio, & bellum in Ducatum Geldriæ non procederet, nos desuper cum illorum nostrorum Consanguineorum Charissimorum & Principum Juliacensis, Montensis, & Clivensis Oratoribus, qui super hoc coram nobis honorifice comparuerunt, & illos defectus proposuerunt, nos amplius univimus & concordavimus, sicut inferius continetur. Et ita quod Tractatus factus, & initus Lovanii posthac in omnibus Punctis, & Articulis integer, firmus & stabilis teneri, & permanere debebit. Præterea cum præfati Consanguinei nostri Charissimi, & Principes super captivis, quo pacto cum illis agi deberet, declarationem peterent, & etiam si ipsimet nostri Consanguinei personaliter ab ipsis Geldrensibus interciperentur, & caperentur, ut nos eos tunc de antedictæ militiæ conditione liberaremus, &c. Nos super hoc statuimus, recognovimus, & declaravimus, quod semper captivus pro alio captivo liberari debebit. Si autem contingeret, quod ex parte nostra Juliacensi aut Clivensi, plures ex equitatu, & nobilibus, quam ex altera parte, aut etiam quod ipsorum & Principum alter aut ambo personaliter in tali hostilitate & bello (quod Deus avertat) interciperentur, aut caperentur, tunc nos, & noster filius cum Provinciis Geldriæ non conveniemus, nisi prius dictos captivos indemnes, & eos, necnon præfatos Consanguineos nostros, a captivitate liberos fecerimus. Si vero aliqua Opida aut Castra expugnarentur, in quorum expugnatione præfati Consanguinei nostri Charissimi, & Principes, aut sui non interessent, tunc prædicta Oppida & Castra nobis, uti Illius Provinciæ Principi, & Domino superiori, absque medio pertinebunt. Et quicquid in hoc bello, in campis, manu violenta capietur, hoc eodem etiam modo observabitur, & bellum debebit etiam honeste & more militari geri, juxta consuetudinem illarum Provinciarum, salvo tamen, quod præfati Consanguinei nostri, & Principes, quicquid ipsi ambo, aut eorum alter ex Urbibus, Castris, aut Officiis capient, eo uti poterunt ut volent, quemadmodum in priori publicata Conventione scriptum est, Præterea debemus & volumus præfatis Consanguineis nostris, & Principibus de pulveribus, globis lapideis, quibus ipsi cum tormentis suis utentur, satisfacere, & eos contentos reddere, quemadmodum de solvendis equitibus & peditibus in præcedenti Conventione declaratum est, ita tamen, quod nobis e contra capitalia tormenta, ubicunque capientur, remaneant, & nos ea absque aliquo medio retinere possumus, Præterea cum prædicti Oratores petierunt, quod Filius noster Charissimus Archidux Philippus, cum nostris & suis inferioris Germaniæ Provinciis & Hominibus, & omni potentia, immediate cum præfati Consanguinei nostri Charissimi, bellum incipere volent, junctis Armis, in bellum cum eis prorumpat, equestribus excursionibus, & alia omni hostilitate necessaria, & unà bellum cum eis gerat, quousque illud ad finem perducant. Et quod nostrum nemo aliquo pacto cum Geldrensibus aut eorum Adhærensibus se reconciliare, pacem cum eis inire, nec aliquas inducias admittere, nec aliquem Tractatum facere debeat, nisi ea fierent cum nostrorum omnium scitu & voluntate, & in his esset etiam omnibus eorum Subditis sufficienter cautum & prospectum &c. Nos denuo declaravimus, quod si quam Pacificationem cum Geldrensibus facere voluerimus, quod ea fient de præfatorum Consanguineorum nostrorum Charissimorum consilio & scitu & ipsi debebunt, juxta tenorem Tractatus Lovanii initi, in ea comprehendi. Quantum vero ad hoc, quod Archidux Philippus, etiam nunc in bellum cum eis prorumpat &c. hoc fieri non potest, propter Conventionem, quam ipse cum Geldrensibus fecit, Attamen quo bellum adhuc procedat, & nostris Consanguineis Charissimis, & Principibus contingat quod expostulant, volumus nos fortes facere, quod præfatæ Provinciæ nobiscum, uti eorum superiori Domino, hoc bellum gerent, & eadem Provinciæ & Loca, nos & præfatos Principes, & nostrorum omnium homines, juxta nostrum & amborum nostrorum Consanguineorum consilium, & dispositionem intertenebunt. Item cum Dux Johannes Clivensis petit resortum, & superioritatem Locorum de Wachtendonck, Goch, & Lobich sibi ad suum Ducatum Clivensem in feudum concedi, quo ipse & ejus Hæredes ea una cum prædictu suo Ducatu a Sacro Imperio in feudum relevent, non possumus nos ei hoc concedere, præsertim cum Superioritas dictorum Locorum ad Dominium nostri Ducatus Burgundiæ spectat, quo tamen ipse Dux Clivensis nostram bonam voluntatem in hoc perspiciat, volumus hoc ei, & primogenito

ANNO 1498.

mogenito

ANNO 1498. mogenito ejus filio, ad vitam eorum concedere, & illo resortu, & superioritate, ipsorum vita durante, non nti, Et cum præfatus Consanguineus noster Clivensis adhuc petit a servitiis, ad quæ nobis juxta tenorem conclusionis cum Episcopo Strigoniensi captæ, tenetur, a nobis absolvi, volumus in eo ejus petitioni clementer annuere. Item cum præfati nostri Consanguinei petunt, postquam in conventione inita Lovanii, mentio fit, & continetur, quod ipsi omnia Loca, & Castra, quæ expugnabunt, tenere, & habere debeant, quoad eis de eo quod in hoc bello exposuerunt, satisfactum fuerit, Et si contingeret, quod ipsi (quod tamen non credimus) nulla Loca, Oppida, aut Castra capere possent, Et Provinciæ tamen Geldriæ per vim belli, & armorum compositionem, aut aliam viam, ad obedientiam redigerentur, quocunque modo id fieret, petunt, ut eis omnium, quæ ex mulcta belli, compositione, aut pactione habebuntur, mediam partem, unicuique videlicet quartam partem daremus in diminutionem eorum, quæ jam exposuissent, aut exponent, Nos hoc volumus permanere juxta primam Conventionem Lovanii factam, & ipsis ambobus quartam partem talium mulctarum, & compositionum, quemadmodum petunt, & exponi faciunt, dimittere, Et nos omnes, & singulos suprascriptos Articulos & clausulas pollicemur pro nobis, & præfato Filio nostro Charissimo Archiduce Philippo, & nostrorum amborum Hæredibus & Successoribus, in nostris Regiis verbis, ambobus nostris Consanguineis, & Principibus prædictis Duci Juliacensi & Montensi & Duci Clivensi & cuilibet eorum seorsum, necnon Hæredibus, & Successoribus ipsorum vere, stabiliter, firmiter & inviolabiliter observaturos, intertenturos, & completuros, & eosdem in illis manutenturos & conservaturos, in contrarium nihil facturos, nec ab aliis hoc fieri permissuros, aut admissuros, nec contrarium fieri mandaturos per nos, aut quenquam alium, ex nostra vel alterius parte, quamcunque ob causam, omni dolo, impedimento, & exceptione in omnibus & singulis Punctis, in totum, & ex parte semotis & seclusis. In quorum Testimonium binas Literas ejusdem tenoris fecimus & expedivimus, & eas appensione Regii nostri Sigilli communivimus, & manu nostra propria subscripsimus, & præfatis nostris Consanguineis Charissimis, & cuilibet eorum unas tradidimus. Datum Friburgi Brisgoiæ, die Martis ante festum Johannis Baptistæ, Anno a nativitate Domini millesimo quadringentesimo nonagesimo octavo, Regnorum nostrorum Romani decimotertio, & Hungariæ nono. Itaque fatemur, ego Wilhelmus Dux Juliacensis & Montensis &c. Et ego Johannes Dux Clivensis ambo prænominati, & promittimus firmiter per præsentes pro nobis ambobus, & nostrorum amborum Hæredibus & Successoribus, omnes & singulos Punctos & Articulos, prout hic superius in Literis Romanæ Regiæ Majestatis nostri Clementissimi & Charissimi Domini in his insertis speciatim descripti, & declarati sunt, ex nostra parte, & inquantum nos ambos, & quemlibet nostrum seorsum, & amborum nostrorum Principatus, Provincias, & Subditos jam concernunt, & in posterum concernere poterunt, in nostri Principis fide & honore, vere, firmiter, stabiliter, inviolabiliter, principaliter, honeste, & strenue observaturos, intertenturos, & completuros, & in contrarium nihil facturos, fieri permissuros, aut admissuros, nec fieri mandaturos, per nosipsos, aut quenquam alium, nostro, aut alterius nomine pro quibuscunque rebus, quæ unquam contigerunt, aut in perpetuum contingere poterunt, dummodo tamen mihi Duci Wilhelmo de impignoratione Locorum de Wassenborg, Boren, & Hertoghenrode, & etiam de Ercklens, & Montfort, cum receptis, seu officiis ad ea pertinentibus, Et mihi Duci Johanni......

CXCIX.

28. Juin. MAXIMILIANI I. Römischen Königs Poenal-Mandat, wodurch er allen und jeden in der Beytrettung des auf 12. Jahr von ihm verlängerten Schwabischen Bundes sich saumseelig erzeigenden und vorhin in solchem gewesenen Bundsgenoßen, bey ihren Pflichten und des Reichs Acht und Ober-acht befiehlet auf Montag vor St. Laurentzen schierst-künfftig zu Ulm zu erscheinen, und zu solcher erlängerten verbündnuß sich sich zu verbinden. Geben zu Freyburg im Breyßgau am 28. Junii 1498. [JOH. PHILIPP. DATT, Volum. Rerum Germanicarum Novum Libr. II. Cap. XVII. pag. 348. §. 9.] ANNO 1498.

C'est-à-dire,

Mandement Peinal de MAXIMILIEN I. *Roi des Romains, par lequel il ordonne, sur peine de Ban prononcé & réiteré, à tous les Etats & Participants de la* Confédération de Suabe, *qui n'ont pas encore donné leur Accession à sa Prolongation pour douze Ans, de comparoitre à Ulme le Lundi avant la prochaine Fête de St. Laurens, pour y faire les Actes requis de leur dite Accession, & Adherence. Fait à Fribourg en Brisgow le* 28. *Juin* 1498.

WIr Maximilian von Gots Gnaden Römischer Kunig, zu allen zeiten Merer deß Reichs, zu Hungarn, Dalmacien, Croacien rc. Kunig, Erzherzog zu Oesterreich, Herzog zu Burgundi, zu Brabant, zu Geldern rc. Grave zu Flandern, zu Tirol rc. Entbieten Unsern und deß Reichs lieben getrewen N. N. Unser gnad und alles gut. Lieben getrewen. Wir haben euch hievor geschriben und zuerkennen geben, daß wir Unser und deß Reichs vereinigung und Pund deß Landes zu Schwaben, so anfangs durch weilend den Durchleuchtigisten, Fürsten, Herrn Friderichen Römischen Kaiser, Unsern lieben Herrn und Vatter loblicher gedechtnuß, zu handhabung auffgerichts fridens, auch zu behaltung ewer und ander deßelben Pundts Einsäßen und verwandten, Gnaden, Freyheiten, Privilegien, alten herkummen, Haben und gütern, und darzu, damit ihr bey Unß, alß Römischem König, Ewerm Rechten Herrn, und dem Heiligen Reiche beleiben möchten, etlich bestympt Jahr lang zu weren fürgenommen und auffgericht, wie der nachmals durch Unß mit zeitigen Rate drew Jar lang, die sich auf den sibenzehenden tag deß Monets Merzen nägstkünfftig enden werden, erlengt worden, noch zwölff Jahr lang, die nechsten, nach außgang derselben dreyer Jar, nach besag der Brief darüber auffgericht, ferrer erstreckt und erlengt: und darauff bey mercklichen Peenen ernstlich gebotten, euch widerumb in dieselb Einung und verpündtnuß, wie sich gebüret, zu geben, Inhalt Unsers Küniglichen gebottsbrieffs, deßhalben außgangen, und euch überantwurt und verkündet, dem ir aber noch bißher kein gehorsam, noch volg getan, daß Unß nit unbillich befrembdet: und nachdem wir sollich erstreckung auß den obberürten ursachen, Euch selbs, auch Unß, dem Heiligen Reich und dewtscher Nacion zu auffnemen und gutem fürgenommen und getan, deßhalben Unß ganz gemeint ist, daß die alßo gehalten und nachgevolgt werde: Gebieten wir euch bey den Pflichten, damit ir Unß, und dem Heiligen Reiche verbunden seit, auch privirung und entsezung aller und yeglicher Genaden, Freyheiten, Privilegien, und was ihr von Unß und dem Heiligen Reich habt, und darzu Unser und deß Heiligen Reichs Acht und Aberacht, und vermeidung Unser ungnad und straffe, von Römischer Königlicher macht ernstlichen, und wöllen, daß ir auff Montag vor Sant Laurenzen deß Heiligen Marterers tag schirist künfftig zu früer tag zeit, darauff die endlich bevestigung solcher vereinigung und verstendtnuß zu beschehen angesehen ist, durch ewr vollmechtig Pottschafft bey den verordneten Haubtleüten und Räten deßelben Puntes zu Ulm erscheinet, und sollich vereinigung, Puntnuß und verstendtnuß, wie die, alß obsteet, die bestympten drew Jar gestellt und erstreckt ist, mit Ewern leiben und gütern, mit den gehorsamen, so dieser zeit in derselben vereinigung und verstendt-

ANNO 1498.

nuß begriffen sein / zusaget / und mit verschreibung / und wie sich gebürt / verfertiget / undt darein begebet / und darinn ferner kein außflucht noch waigrung suchet / alß lieb eüch sey Unser ungnad und die obbestimpten Preür / straffr und Pußr zuvermeiden / daran tut ir Unser ernstlich meynung. Und so ir daß alßo getan habt / wo ir alßdann in den Verschreibungen / Ordnungen oder andern sollicher loblicher verpüntnuß und eynigung halben auffgericht / yetzt oder hinfür einicherley irrung oder beswerung hetten / wellen wir / mit sambt den Haubtleüten / deßelben Unsers und deß Rrichs Punt / nach aller zimlichkeit darein sehen / handlen / oder zu handlen verschaffen / damit jr eüch deßhalben unbillicher beswerung / zubeklagen nit ursachen haben mügen. Wo ir aber sollich vereinigung / Püntnuß und Verstendtnuß / in zeit und maßen / wir obsteet / nit annemen / sundern diesem Unserm Kuniglichen gebott abermals ungehorsam erscheinen wurden / wellen wir nunb dieselb ewer ungehorsam / eüch yetzo alß dann / und dann alß yetzo / auß Unser Kyniglicher macht vollkommenheit / aigner bewegnuß und rechter wißen / in Unser und deß Heiligen Reichs Acht und Aberacht gefallen sein / hiemit declarirt und erklert haben / also daß ewer leibe / hab und güter mengkich erlawbt sein / und die ihenen / die unversteen / eüch hiermn zu gehorsam zu bringen / sullen wider Unß / das Heilig Reich / noch yemand anderm nit gefrefelt / noch getan haben / noch auch nitmand darumb zu antwurten schuldig sein. Darnach wißet eüch zurichten / und diesem Unserm Künigl. Gepott gehorsam zu leben / alß ir Unß / eüch selbs / und dem Heiligen Reich deß schuldig seit. Und ob ir sust gegen andern / wer der / oder die weren / mit Püntnuß / glübden / oder Enden / die dieser Einigung und verstenndtnuß einigen nachtail und schaden bringen möchten / verpflicht / verschriben / oder verhafft weren / dieselben Puntnuß / glübd und eide auch verschreibungen heben wir auff / und tun die ab / von obbestimpter Römischer Kuniglicher macht vollkommenheit / aigner bewegnuß und rechter wißen / krafft diß Brieffs / der geben ist zu Fryburg im Breyßgew am acht und zwenzigsten tag deß Monetz Junii, nach Christi geburt / vierzehenhundert und im acht und newnzigsten: Unser Reyche deß Römischen im dreyzehenden / und deß Hungrischen / im newndten / Jarn.

Ad Mandatum Domini Regis in Consilio.

CC.

6. Juill. **Erstreckung des Schwäbischen Bundes von** MAXIMILIANO I Römischen König alß Ertzhertzogen zu Oesterreich / und denen übrigen Chur- und Fürsten desselben Bundsgenossen / mit den Haubtleüten / Prælaten / Grafen / Freyen / Herren / Rittern / und Städten desselben Bunds; wodurch jene diesen versprechen nach verlauffung der 3. jährigen verlängerten Ainung / noch 12. Jahr die nechsten / die obbemelte Bündnuß in allen ihren Puncten gegen si: zu halten; wobey benannte S. Römische Königliche Mayestät zugleich eröffnet / was in ansehen der Haubtleüthe des Bunds von Adel und Städten jhme zugelassen worden. Geben Freyburg in Brißgau am Freytag nach dem tag Visitationis Mariæ 1498. [JOH. PHILIPP. DATT, Volum. Rer. Germanicarum Novum Libr. II. Cap. XX. pag. 376. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. I. Abtheil. II. pag. 108.]

C'est-à-dire,

Instrument de la Prolongation de la Confederation de Suabe *de la part de* MAXIMILIEN I. *Roi des Romains, comme Archiduc d'Autriche, & des autres Electeurs & Princes Membres de la dite Confederation, avec les Capitaines, Prélats, Comtes, Barons, Seigneurs, Chevaliers, Nobles & Villes de la même Confédération, par lequel ils leur promettent de l'observer & accomplir en tous ses Points & Articles pendant le tems de douze Années, après l'expiration des trois Ans de la premiere prolongation, avec specifique énonciation des choses, qui ont été convenues, & accordées à sa Majesté par lesdits Seigneurs & Villes de la Confederation touchant le Choix des Chefs & Capitaines. Fait à Fribourg en Brisgouw le Vendredi après la Visitation de la Sainte Vierge* 1498.

VOn Gottes Genaden / wir Maximilian / Römischer Künig / zu allen zeiten Merer deß Reichs / zu Hungarn / Dalmacien / Croacien Kunig / Ertzherzog zu Oesterreich / Herzog zu Burgundi / in Brabant / zu Geldern ꝛc. Grafe zu Flandern / zu Tirol ꝛc. Bertold deß Heiligen Stuels zu Mentz. Johannes zu Trier / Ertzbischoff deß Heiligen Römischen Reichs in Germanien / durch Gallien und das Künigreich Arelat, Ertz-Canzler / und Churfürsten. Friderich Bischove zu Augspurg / Friderich Margrave zu Brandenburg / zu Stettin / Pommern / der Cassuben und Wenden / Herzoge / Burgrave zu Nüremberg / und Fürste zu Rügen. Ulrich Herzog zu Würtemberg und Teckh / Graf zu Mumpelgart / mit zugeordnetem Regiment / und Christoph Margraf zu Baden und Grave zu Spanheim ꝛc. bekennen und tun kunt offenbar mit diesem Brief: alß wir obgnanter Kunig Maximilian, alß Ertzherzog zu Oesterreich / Bertold zu Mentz / Johann zu Trier / Ertzbischoffen ꝛc. Friderich Bischoff zu Augspurg. Friderich Margrave zu Brandenburg ꝛc. Christoph Margrave zu Baden / und mit Unß Herzog Eberhard zu Würtemberg ꝛc. Gott dem allmechtigen zu zu lob / zu handhabung deß nechst gemachten gemeinen Landfridens / von Unß Kunig Maximilian, mit Rat Unser und deß Heiligen Reichs Churfürsten / Fursten und Stenden / auff dem erstgehaltnen Reichstag zu Wormß besloßen / außgeschriben / und durch das ganz Reich teutscher Nacion zu halten gebotten / und in die erstreckung und vereinung der dreier Jar Unser Kunig Maximilian Kuniglichen Bundts zu Schwaben nit / und gegen den Hauptleuten / Perlaten / Graven / Freien / Heern / Rittern / Knechten / der Gesellschafften Sanct Georgen Schilts und des Heiligen Reichs Stetten deß gemelten Bundts zu Schwaben beschriben / verаint und verbunden haben / nach laut der Brief von Unß zu allen taylen darüber besigelt begriffen / der datum steht / auf den sibenzehenden tag deß Monats Marcii deß sechs und newnzigsten Jars nechst verschinen: Also und so wir den gemelten Landfriden: nachdem der Gott zu lob / dem Heiligen Reiche zu Eren / auch Teutscher Nation zu gut / und umb gemeins fridts und nutz willen angesehen und furgenommen ist / zu auffen und zu meren sonder genaigt sein: dieweil wir dann ermeßen / was guts / nutz und frommen / Unß allen / dem Heiligen Reich / und dem gemelten Lantfriden / auß egemelter verainung unde bundtnuß deß berurten Kuniglichen Bundts zu Schwaben / bißher kommen und gefloßen ist / und furo kunfftiglich kommen und fließen mag: Haben wir demnach auß den und andern ursachen / Unß darzu bewegende / zuvordrist zu handhabung deß gemelten gemeinen Landfridens zu Worms / wie ob-

gemelt

ANNO 1498.

Anno 1498. gemelt / beschloßen / und sunderlich / daß wir all / mit sampt Unsern Fürstenthuuen / Landen Herrschafften und Gebieten / dester baß bey frid / Unserm Rechten / freiheiten und altem herkommen beleiben; auch der bilgrin / lantfarer und ander dest sicherer wandlen mügen / und sarnemlich wir obgnanten / Bertold zu Mentz / Johann zu Trier / Erzbischoffen / Friderich Bischoff zu Augspurg / Friderich Marggraf zu Brandenburg / Ulrich Herzog zu Würtemberg mit zugeordnetem Regiment / alß der / auff den das Fürstenthumb Würtemberg mit seiner zugehörd / yetzo nach innhalt der bericht / zwischen dem obgenanten Unserm Vetter / Herzog Eberharten zu Würtemberg / und Unß beschehen / kommen ist; und Christoph Marggraf zu Baden / auff die sonderlichen Mandat und gebottsbrieve so von dem egemelten Unserm allergnedigsten Herrn / dem Römischen Künig / yetzo deßhalben an Unß außgangen sein / seiner Küniglichen Majestät zu underthänigem gehorsam / die obberürte verbündtnuß und verschreibungen deß gemelten Küniglichen Bundts zu Schwaben wie die auff die drew Jar fürgenommen und gestellt sein: und neimlich wir Herzog Ulrich zu Würtemberg mit zugeordnetem Regiment / in aller der weise / alß ob wir in allen und yglichen verschreibungen und Brieven mit Unsern eigen Namen / an deß benanten Unsers Vetters Herzog Eberharts statt begriffen und geschriben stünden / die wir auch dergestalt hiermit angenommen und bewilligt haben wollen / nach außgang derselben dreier Jar noch zwelff Jar die nechsten / die sich dann enden werden / auff den sibenzehenden tag deß Monats Marcii, nach Christi geburte fünffzehenhundert und im Ailfften Jar / mit und gegen den bemelten Hawptleüten / Prelaten / Graven / Freyen / Herrn / Rittern / Knechten und Stetten des berürten Küniglichen Bundts zu Schwaben / erlengert und erstreckt; und darauff ainander / auch inen geredt und versprochen; erlengern / erstrecken / gereden und versprechen yetzo mit rechter wißen / in krafft diz Briefs: der maß: daß wir alle hievor gemelt / und sunderlich wir König Maximilian alß Erzherzog zu Oesterreich die obgemelte verbundtnuß und verschreibung deß vorgemelten Küniglichen Punts zu Schwaben / wie die auff die drew Jar gestelt sein / mit sampt allen beybriefen und Briefen / so wir zu allen tailen gegen einander übergeben haben / in allen iren Puncten / Stucken und Artickeln / alß ob die von wort zu wort hierinn begriffen und geschriben wären / nach außgang derselben dreyer Jar / die obbestimpten zwölff Jar auß / mit und gegen ainander / auch sunderlich gegen bemelten Hauptleüten / Prelaten / Graven / Herrn / Rittern / Knechten und Stetten / deß egemelten Küniglichen Bundts zu Schwaben / vollstrecken / und der nachkommen sollen und wollen / alles / bey Unser Künig Maximilians Küniglichen wortten und würden / und Unser der andern Churfürsten und Fürsten / Fürstliche würden / on alle geverd. Doch sein von Unß obgenanten Künig Maximilian in dieser erstreckung deß berürten Küniglichen Pundts in Schwaben / diese nachvolgenden Artickel / Unser Küniglich gemein Haupteleüt vom Adel und den Stetten deß bemelten Königlichen Bundts berürend / zugelassen / und die berürten zwelff Jar auß zu halten bewilliget worden / wie wir Unß dann deß mit inen und dem Bund vertragen haben.

Nemlich deß Ersten. Sollen wir Künig Maximilian einen Commissari verordnen / und den yetzt benennen / der soll sich alle Jar / so die nothurfft der wahl der gemeinen Hauptleüt deß berürten Unsers Künigclichen Bundes sich erheischt / und ime das von den gemeinen Hauptleüten deß Küniglichen Bundts verkündet / an ein gelegen ende / daß ime auch durch dieselben angezeigt würdet / fügen: und an statt Unser Künig Maximilians, mit Rat der / so jm vom bund zugeordnet werden / ir aller und deß merer tail Rats / zween gemein Hawptleüt / nemlich einen vom Adel / und einen von den Stetten erwelen: und welche alsso mit jr aller / oder deß merer tayls Rat erwelt werden / dabey soll es beleiben. Dieselben soll der gemelt Küniglich Commissari in Unser Künig Maximilians Namen annemen / und sy darauff den nachvolgenden ayd in gegenwertigkeit der achezehen Rät schweren laßen. Wir N. und N. Küniglicher oder Kaiserlicher Majestat Hawbtleüt irs Küniglechen oder Keiserlichen Bundts zu Schwaben / geloben und schweren zu Gott und den Heiligen / Unsers allergnedigsten Herrn deß Römischen Künigs oder Kaysers / auch ander Unser gnedigsten und gnedigen / der Churfürsten und Fürsten deß Küniglichen Puntsverwanten / deßgleichen der Prælaten / Graven / Freyen / Herrn / Ritter / Knecht und der Sett / deßelben Küniglichen Pundts zu Schwaben Eer / nuz und wolfart / nach Unserm besten vermügen / zu betrachten / und zu furdern / und schaden zu warnen / auch in solchen Unsern ämptern gleich und gemain / dem armen alß dem Reichen zu sein / und solichs alles zu handeln und zu thun / wie Unß laut und innhalt der Ordnung und aynung deß Bundts sag / gebührt / getreülich und ungevärlich rc.

Item: So offt der obgemelt Unser Kunig Maximilians Königliche Commissarius, kranckhait / oder ander sachen halb / zu obgemelter wal nit kummen kan / soll er allwegen einen andern dem Königlichen bunt verwant / an seiner statt zu der Sach ordnen und schicken / damit die wal der gemeinen Hoptlüt eren fürgang hab / und nit gehindert werde. Beschehe aber / daß der obgemelt Unser König Maximilians Königlicher Commissari und sein verordneter Statthalter / bayd / kranckheit / oder anderer sachen halben / zu einicher solcher zeit außbeliben und nit erschinen wurden / so sullen und mügen die vom bundt in Namen Unser König Maximilians, mit der wal der Howptleüt ungehindert surfaen. Und sollen nachmals beyd gemein Hauptleüt / so sy darumb ersucht werden / Unser König Maximilians Königlichem Commissari in Unserm Namen die vorgeschriben eydtspflicht thun / in maß sich gepurt.

Es sollen auch die obgtmelten zween gemein Hawpteleüt / Unser Königlicher oder Kaiserlicher Majestät / Hoptlüt / Unsers Königlichen oder Kaiserlichen Bundes zu Schwaben genennt und geschriben werden; und allwegen nach der wal in gegenwärtigkeit Unsers Königelichen oder Keiserlichen Commissari, auch der achtzehen deß löblichen Bundts Reten / den vorgemelten Eyde sweren / und sollicher eyd soll durch den berürten Unser König Maximilians Königlichen oder Kayserlichen Commissari, beiden gemeinen Hauptleüten gegeben / und von inen empfangen und genommen werden. Und so das beschicht / sollen nachmals beid gemein Hauptleüth / alß Königlicher oder Keiserlicher Majestat Haubtleüt / irs Königelichen oder Kaiserlichen Puudts den achtzehen Räten / der jeder tayl neun zu den gemeinen Hauptleüten verordnen soll / aideßpflicht geben und tun laßen / Unß allen taylen gleich und gemein / und einem alß dem andern deß besten und negsten ratlich und beholffen zu sein getrewlich und ungefärlich. Und so es sich begebe / daß der obgemelten beider gemeiner Hoptlüt oder der achtzehen Räte einer oder mer todes abgieng / oder von kranckheit / oder ander sach wegen / zu Hawptmann oder Reten untugenlich wurden / so sollen allwegen an des oder derselben statt ander geseze und geordnet werden in Monatz frist ungeverlich. Ob sich aber begebe / daß ains theils Hauptman oder Räte zu einicher zeit nit bey land weren / oder sonst auß chaffter not in versamblung

lung nit kommen möchten / daß dann die Parthei / von den der / oder die wären / ander / an deßl oder derselben statt schicken mögen. Und welcher / oder welche / also geschickt werden / daß dieselben in den Sachen / darzu sie geschickt werden / eydes pflicht thun / innaß sich inhalt der eynung gebuhrt / alles auffrichtiglich und ungevärlich.

Und des alles zu wahrem und offen Urkund / haben wir obgnanten Maximilian Römischer König / Bertold zu Mentz / Johann zu Trier / Erzbischoffen. Fridrich Bischoff zu Augspurg. Fridrich Marggrave zu Brandenburg. Ulrich Herzog zu Würtemberg mit zugeordnetem Regiment / und Christoph Marggraf zu Baden / all Unser Innsigel an diesen Brief thun hencken. Und wir Thumb-Dechant und Capitel der Stiffe zu Mentz und zu Augspurg / bekennen solcher erlengerung und erstreckung der berurten vereinigung / verbundtnuß und beybrief / laut diß Briefs / gereden und versprechen Unsers tayls der auch anzuhangen / nachzukommen / und volg zu thun / in form und maß / wie wir das uff die berurte drew Jahr verschriben sein / ohn alle widerred / und geverd.

Und deß zu Urkund / haben wir Unser Capitel zu Mentz und zu Augspurg gemeine Innsigel auch offentlich thun hencken an diesen Brief. Der geben ist zu Freyburg im Brißgow am Freytag / nach Unser lieben Frawen tag Visitationis, nach Christi Geburt / vierzehenhundert / und im acht und neünzigsten / Unser König Maximilians Reiche deß Römischen im dreizehenden / und des Hungrischen im neunten Jahren.

CCI.

2. Août. FRANCE ET AUTRICHE.

Traité entre LOUIS XII. *Roi de France*, & PHILIPPE *Archiduc d'Autriche, pour les foi & hommage dûs au Roi pour les Comtez de Flandres & d'Artois. A Paris le 2. Août* 1498. [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 404.]

PHILIPPE, par la grace de Dieu Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Stirie, de Carintie, de Carniole, de Limbourg, de Luxembourg & de Gueldres. Comte de Hasbourg, de Flandre, de Tirol, d'Artois, de Bourgogne, Palatin de Hainaut, Landgrave d'Alsace, Marquis de Burgau & du Saint Empire, de Hollande, de Zelande & de Ferrette, de Kibourg, de Namur, & de Zutphen, Comte & Seigneur de Frise sur la Marche, d'Esclavonie, de Portenau, de Salins, & de Malines: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme assez tôt aprés le decez & trepas de feu de tres-digne memoire Monseigneur le Roi Charles VIII. Nous avons employé devers Monsieur le Roi Tres-Chrêtien d'apresent, nos tres-chers & feaux Messire Englebert, Comte de Nassau & de Vianne, Seigneur de Breda, nôtre Cousin & Lieutenant General en Flandre; Philippe de Contay, Ecuier, Sieur de Forest, nôtre Gouverneur & Capitaine d'Arras; Jean le Sauvage, Sieur d'Escanvete, nôtre President de Flandre; Jean de Tinteville, Chevalier; & Laurent du Blioul, nôtre Secretaire ordinaire, & Greffier de nôtre Ordre de la Toison d'Or, nos Ambassadeurs, a tout pouvoir & procuration suffisante, pour, avec mondit Sieur le Roi, & sur l'entretenement, continuation & accomplissement du Traité de Senlis, & ce qui en dépend, besogner, traiter, & conclure: & lesquels nos Ambassadeurs, aprés plusieurs communications sur ce eues avec mondit Sieur le Roi & ses Deputez, aient finalement au nom de Nous, & en vertu de leurdit Pouvoir, besogné, traité, & conclu, & de ce baillé leurs Lettres à mondit Sieur, par lesquelles entre autres choses ils ont promis en dedans un mois, à conter de la date de leursdites Lettres, le contenu en icelles nous faire agréer & ratifier, comme ces choses sont à plain contenuës en leursdites Lettres, dont la teneur s'ensuit.

NOUS Englebert, Comte de Nassau & de Vianne, Sieur de Breda, Lieutenant General de Monsieur l'Archiduc en son Païs de Flandre; Philippe de Contay, Ecuier, Sieur de Forest, Gouverneur & Capitaine d'Arras; Jean le Sauvage, Sieur d'Escanvete, President de Flandre; Jean de Tinteville, Chevalier; & Laurent du Blioul, Secretaire en Ordonnance de mondit Sieur, & Greffier de son Ordre de la Toison d'Or, Ambassadeurs & Deputez de mondit Seigneur, pardevers tres-haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince, le Roi tres-Chrêtien de France.

Savoir faisons à touts, qu'en vertu du Pouvoir à Nous pour ce specialement donné de par mondit Seigneur, & aprés que de sa part nous avons supplié & requis audit Sieur Roi, qu'en suivant le Traité de Senlis, son plaisir fût rendre à mondit Sieur les trois Villes & Châteaux d'Artois, à savoir Bethune, Aire, & Hesdin: & outre plus en aiant regard au droit de mondit Seigneur és Duché de Bourgogne, & Comtez d'Aussonne, Auxerrois, Mâconnois, Bar-sur-Seine, & autres parties par lui querellées, son plaisir fût aussi les lui rendre par voie amiable; ouïes & entenduës sur tout les difficultez mises en avant de la part d'icelui Sieur Roi, & aprés les choses debatuës d'une part & d'autre, nous avons traité avec icelui Sieur.

A savoir, que moiennant que icelui Sieur Roi, en aiant regard aux affaires de Monsieur l'Archiduc, & à ce qu'en sa personne il ne se pourroit bonnement trouver vers lui, pour lui faire les foi & hommage esquels il est tenu pour raison des Comtez de Flandre & d'Artois, & de ce qu'il peut tenir de lui & de sa Couronne de France, a accordé à mondit Sieur qu'il puist ou pourra faire en sa personne lesdites foi & hommage, à tel bon & grand Personnage, que ledit Sieur Roi pour ce specialement deputera & envoiera audit Païs & Comté d'Artois, en tel lieu que choisira mondit Sieur audit Païs; mondit Sieur en ce cas est & sera content, que les vies durant d'icelui Sieur Roi & de lui conjointement, il ne puist ou pourra faire aucunes poursuites pour avoir ou recouvrer lesdits Duché de Bourgogne, Comtez & Seigneuries de Mâconnois, Auxerrois, & Bar-sur-Seine, par nous requises, comme dit est, & autres parties quelconques par lui querellées; par voie de fait ni de Justice, mais bien par humble requeste & voie amiable. Et outre que ce que dit est, moiennant, est & sera mondit Sieur content surseoir & attendre la restitution de ses trois Villes & Châteaux d'Artois; que tient ledit Sieur Roi, jusques à ce que l'Armée du Roi des Romains, à quelque moien que ce soit, sera retirée hors des Païs de Bourgogne, tant Duché comme Comté, & que lui Archiduc aura fait son devoir d'hommage, comme dessus est dit, & que de tout ce faire fournir & accomplir sans contravention mondit Seigneur s'obligera par serment solennel, sur le Canon de la Messe, & sous peines & censures Apostoliques, & de commise envers ledit Sieur Roi Tres-Chretien, de tout droit qu'il pretend esdits Duché de Bourgogne, & autres Terres & Seigneuries par lui querellées, en cas de contravention au present Traité, & que icelui Traité mondit Sieur sera tenu ratifier en dedans un mois prochain du jourd'hui, & en faire expedier ses Lettres Patentes en forme dûë signées de sa main, & scellées de son scel, avec les Lettres & Scellez de douze nobles Hommes ses Sujets, lesquels s'obligeront sous leur honneur, & à peine de parjure, & les Scellez des quatre Membres de Flandre, & de huit bonnes Villes des Païs de son obeïssance, en la forme accoûtumée; iceux Nobles & bonnes Villes au choix & nomination dudit Sieur Roi Tres-Chrêtien; auquel Sieur Roi mondit Sieur en dedans deux mois prochainement venans, fera entierement delivrer lesdites seuretez, Lettres, & Scellez.

Pourvu toutefois que dés maintenant icelui Roi Tres-Chrêtien s'oblige par serment solennel, qu'il fera sur le Canon de la Messe, & des Saints Evangiles, & sous peine des Censures Apostoliques, en renonçant au Privilege d'exemption que d'icelui il pourroit ou pourra avoir, & à toute autre cautele, de rendre à mondit Sieur ou ses Commis, sesdites trois Villes & Châteaux d'Artois, à savoir Aire, Bethune & Hesdin, avec leurs appartenances en l'état qu'ils sont de present, l'Artillerie, & autres meubles reservez tant seulement, & demeurant au plaisir du Roi incontinent que l'Armée dudit Sieur Roi des Romains, à quelque moien que ce soit, comme dit est, sera retirée hors desdits Païs de Bourgogne, tant Duché que Comté, & moiennant l'hommage prealablement fait par mondit Sieur, comme dit est.

Et en outre que ledit Sieur Roi Tres-Chrêtien s'oblige comme dessus, de non faire poursuitte les vies durant de lui & de mondit Sieur conjointement, comme dit est, de tel droit qu'il pretend és Villes & Châtellenies

Anno 1498.

tellenies de Lille, Douay, & Orchies, par voie de fait ni de justice, mais bien par voie amiable, à peine aussi de perdre ledit droit par lui pretendu esdites parties.

Et lequel Traité en la forme que dessus, par ledit Sieur Roi Tres-Chrêtien, pour soi, & nous Ambassadeurs dessus nommez, pour Monsieur l'Archiduc, avons reconnu, juré & promis sous les peines que dessus, en la presence de deux Notaires Apostoliques & Imperiaux, qui nous en ont baillé Instrument, & depuis solennellement aussi juré & promis en l'Eglise Nôtre-Dame de Paris, les mains dudit Sieur Roi, & en aprés les nôtres, mises & apposées aux Saints Evangiles, Nous au nom de mondit Sieur l'Archiduc, pour lui promettons entretenir & faire entretenir, & outre plus l'agréer & ratifier par icelui Sieur Archiduc en dedans le temps d'un mois prochain, & de ce sur ce que dit est, faire expedier les seuretez, Lettres, & Scellez pour la part de mondit Sieur dessus touchez, & le tout faire delivrer audit Sieur Roi Tres-Chrêtien en dedans deux mois prochains venans, & le tout ainsi & pareillement que ledit Sieur Roi fait, & en suivant la teneur de ses Lettres Patentes signées de sa main, & scellées de son scel, lesquelles il nous a fait delivrer; le Traité de Senlis en tous ses autres Points & Articles demeurant en sa force & vertu.

En témoin de ce Nous avons signé ces presentes de nos seins manuels, & à icelles fait appendre nos Sceaux. Donné à Paris le deuxieme jour d'Aoust l'an de grace 1498. *Ainsi signé*, E. DE NASSAU. PHILIPPE DE CONTAY. J. LE SAUVAGE, & LAURENT DU BLIOUL.

SAVOIR faisons, que Nous aiant agreable ce que par nosdits Ambassadeurs a en ce de par nous été fait, traité & conclu, & tout le contenu esdites Lettres dessus transcrites, Nous l'avons ratifié & confirmé, ratifions & confirmons par ces presentes; & en outre avons promis & juré, promettons & jurons en parole de Prince, & sur les Saints quatre Evangiles de Dieu nôtre Createur, & le Canon de la Messe, pour ce par nous corporellement & solennellement touchez en l'Eglise Sainte Goule en cette nôtre Ville de Bruxelles, & sous l'obligation & soumission que nous en avons faite & faisons aux Censures Apostoliques, de faire tenir & accomplir les choses contenuës esdites Lettres dessus inscrites, & chacunes d'icelles, selon leur forme & teneur, sans jamais venir ou faire venir au contraire, pour quelque cause & occasion que ce soit. En témoin de ce, Nous avons cesdites presentes signées de nôtre main; & y fait mettre nôtre scel.

Donné en nôtredite Ville de Bruxelles, le seizieme jour d'Aoust l'an de grace 1498. Signé sous le repli, PHILIPPE. Et sur ledit repli est écrit, *par Monseigneur l'Archiduc*, Vous le Prince de Chimay, les Sires de Fiennes, de Bersselles, second Chambellan de Houthen, Chancelier de Brabant; le Prevost de Lixe & de Saint Donat; Messire Cornille de Berghes, Marêchal; le Prevost de Louvain, & autres presens, *Numan.* Collation faite & scellée de cire rouge sur double queuë.

CCII.

5. Août.

FRANCE, CASTILLE ET ARRAGON.

Traité de Paix, de Confédération, & d'Alliance, entre LOUIS XII. *Roi de France, d'une part, &* FERDINAND & ELISABET, *Roi & Reine de Castille & d'Aragon, d'autre. Au Monastère des Celestins proche de Marcoussis, le 5. Août* 1498. [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 407.]

FERDINANDUS & ELISABET, Dei gratiâ Rex & Regina Castellæ, Aragonum, Legionis, Siciliæ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galeciæ, Majoricarum, Hispalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corficæ, Murciæ, Giennis, Algarbii, Algesiræ; Gibraltaris, & Insularum Canariæ, Comes & Comitissa Barchluonæ, Domini Viscaiæ & Molinæ, Duces Athenarum & Neopatriæ, Comes & Comitissa Rossilionis & Ceritaniæ, Marchiones Oristani & Gociani, Universis & singulis præsentes Literas inspecturis, Salutem. Ea semper fuit Pax & Amicitia; quæ à vetustissimis temporibus inter Serenissimos Reges Hispaniæ, Prædecessores nostros, & Christianissimos Francorum Reges, servata extitit, ut alia major nec æqualis unquam in orbe visa sit, nec utilior nedum utriusque Regnis, verùm etiam universæ Reipublicæ Christianæ. Idque non immeritò nos impellit, ut si cum omnibus Christianis Principibus Pacem & Amicitiam habere semper optaverimus, multò magis hæc à nobis optanda sit, quæ tam uberes fructus parit. Igitur si omnia quæ nostro nomine facta & pollicita sunt, libenter confirmamus, nihil certè libentius quàm, ea quæ ad conservandam & augendam Pacem & Amicitiam antedictas respiciunt. Nuper inter Christianissimum Principem LUDOVICUM Francorum Regem, Fratrem, Confœderatum, & Consanguineum nostrum Carissimum, pro eo Hæredibusque & Successoribus suis Francorum Regibus, Regnis, Dominiis, & Subditis suis parte ex una; & nos per Oratores, Nuncios, & Procuratores nostros infrà scriptos apud eumdem Christianissimum Francorum Regem Fratrem & Confœderatum nostrum agentes nomine Procuratorio, & in vim Mandati sive Procurationis à nobis eisdem concessæ, pro nobis ac pro Serenissima Elisabeta, quondam Portugalliæ Regina, filia nostra primogenita, tanquam Principe & Hærede Regnorum Castellæ & Aragonum, ac Serenissimo Manuele, Rege Portugalliæ, tanquam viro suo legitimo, aliisque Hæredibus & Successoribus, ac Regnis, Dominiis, ac Subditis nostris, parte ex altera, fuit inita, jurata & firma Pax, Amicitia, Concordia, Unio & Fœdus, sub forma & Capitulis sequentibus.

IN nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis. Nos Alphonsus de Silva, Claviger Ordinis Militiæ de Calatrava, Capitaneus; Frater Antonius de la Penna, Ordinis Prædicatorum, in Sacra pagina Præsentatus, Prior Salamantinus, & Inquisitor hæreticæ pravitatis; Fernandus, Duque de Strada, Magister Palatii; & Martinus de Angulo, Decretorum Doctor, Consiliarii, Nuncii, Oratores & Procuratores ad infra scripta specialiter deputati & constituti à Serenissimis, & Potentissimis Principibus & Dominis nostris Ferdinando & Elisabeta, Dei gratiâ Rege & Regina Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Gallecia, Majoricarum, Hispalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corficæ, Murciæ, Giennis, Algarbii, Algesiræ, Gibraltaris & Insularum Canariæ, Comite & Comitissa Barchinonæ, & Dominis Viscaiæ & Molinæ, Duce & Ducissa Athenarum & Neopatriæ, Comite & Comitissa Rossilionis & Ceritaniæ, Marchionibus Oristani & Gociani, universis & singulis præsentes Literas inspecturis, Salutem.

Inter cæteras animorum dictorum Potentissimorum atque invictissimorum Regis & Reginæ, Dominorum nostrorum curas, quas pro pace, quiete, & tranquillitate Regnorum suorum, & rei publicæ illorum in dies gerunt, illam arbitrantur principaliorem, ad quam servandam Jesu Christi Creatoris & Redemptoris omnium glutino copulantur, & Catholicæ fidei fervore moventur, antiquarumque inviolatarum & illæsarum Confederationum ac Amicitiarum firmitate muniuntur. Cùm itaque antiquissimis temporibus sua Regia Corona Regnaque sua conjuncta fuerint & colligata Corona Potentissimæ & Regno Franciæ Hæreditaria quodammodo & indissolubili ac perpetua Confederatione, Amicitia, & Unione, adeò ut nullam justiorem, placidiorem, utilioremque & firmiorem suis Majestatibus, Regnis, Dominiisque suis Confederationem se habituros credant, attendentes quoque quòd qui inquisierunt Pacem, & Amicitiam servarunt, Regna diu obtinuerunt, & jure Hæreditario possederunt, & quòd in pace potestates firmantur, subsistitque validiùs & potentius resistit geminata virtus, & amicorum fides in prosperis felicissimum solatium, & in adversis firmissimum præsidium est. Quamobrem Principes qui Dei timorem & amorem rebus cæteris prætulerunt, pacem ad invicem omni sollicitudine ac pervigili cura inquirere & prosequi procurarunt. Idcircò vestigiis Serenissimorum ac Potentissimorum Illustrissimæque memoriæ Regum prædecessorum suorum inhærentes, intuentesque ex ipsa Pace splendorem fidei Catholicæ & utilitatem non solum utriusque Regni, sed etiam Reipublicæ universæ Christianitatis augeri, decreverunt pro se & Serenissimis Principibus Manuele & Elisabet, Rege & Regina Portugaliæ, tanquam Principibus Successoribus & Hæredibus suis Regibus dictorum Regnorum Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, Granatæ, &c. Regnisque & Dominiis suis, illam constanter, firmiter & inviolabiliter tenere, & in perpetuum servare, omnique innovatione cessante ipsam consolidare, & quantum in eis est in uberiorem firmitatem & sinceram fraternitatem ac dilectionem augmentare cum Christianissimo Principe Ludovico, Dei gratiâ Francorum Rege,

 Suc-

ANNO 1498.

Successoribus, Hæredibusque suis Regibus Franciæ, pro eo & Dominiis suis, de cujus Christiana religione, gloriosa fama, virtute & dignitate, & apud suas Majestates sincera affectione & dilectione indissolubili, ad plenum confidunt, cupientes toto suorum cordium affectu Confœderationes ipsas observare, & firmioribus, quantum suis Celsitudinibus cum Deo possibile est, sanctioribus & validioribus ac indissolubilibus conjunctionibus muniri, felicitati, tranquillitati, unitati & utilitati utrorumque Regnorum, Dominiorum, & Subditorum suorum, quieti etiam totius Orbis, & præsertim Populi Christiani consulere. Propterea nos præfati Oratores, virtute Mandati Procuratorii nobis super hoc traditi à prædictis Potentissimis Rege & Regina, Dominis nostris, & Illustrissimis Principibus supradictis (cujus quidem Mandati Litteras originales dicto Christianissimo Francorum Regi, realiter & cum effectu cum præsentibus tradidimus) indubitatam & perpetuam Pacem, Amicitiam, Unionem, & inviolabilem Confœderationem cum dicto Christianissimo Rege Franciæ, pro se ejusque Successoribus, Regno, Terris & Dominiis suis; nominibus dictorum Regis & Reginæ, ac Principum Dominorum nostrorum, pro eis & Successoribus suis, Regnis, Terris, & Dominiis eorumdem, inivimus, ordinavimus & fecimus, insequendo ea, quæ per dictum Christianissimum Francorum Regem, & cum eo fuerunt inita, tractata & conclusa, sub forma & modis sequentibus.

Sequuntur Articuli initi, firmati & jurati per nos Ludovicum, Dei gratiâ Francorum Regem, pro nobis, Hæredibus & Successoribus nostris Regibus Franciæ, Regnis, Terris, Dominiis, & Subditis nostris parte ex una; & nos Alfonsum de Silva, Clavigerum Ordinis Militiæ de Calatrava, Capitaneum Serenissimorum ac Potentissimorum Ferdinandi & Elisabet, Dei gratiâ Regis & Reginæ Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, & Granatæ, &c. Et Fratrem Antonium de la Penna, Ordinis Prædicatorum In Sacra pagina Præfeotatum, Priorem Salamantinum, & Inquisitorem Hæreticæ pravitatis in dictis Regnis dictorum Regis & Reginæ, & Fernandum Duque de Strada, Magistrum Palatii dictorum Regis & Reginæ; & Martinum de Angulo, Decretorum Doctorem, eorum Consiliarios, Nuncios, Oratores, & Procuratores ad hoc specialiter Deputatos à præfatis Serenissimis & Potentissimis Rege & Regina, Dominis nostris, eorum nominibus, & pro præfatis Rege & Regina Serenissimis Manuele & Elisabet, Rege & Regina Portugalliæ, tanquam Principibus Successoribus & Hæredibus suis Regibus dictorum Regnorum Castellæ, Legionis, Arragonum, Siciliæ, & Granatæ, &c. Regnis, Terris, Dominiis, & Subditis eorum ex altera parte, super Pace, Amicitiâ, Concordiâ, Unione & Fœdere inter nos prædictum Francorum Regem, & nos dictos Oratores nominibus quibus supra ad invicem factis, initis, concordatis & juratis.

Imprimis, quòd omnes inimicitiæ & rancores, si quæ fuerint aut potuerunt esse occasione Guerrarum inter nos dictum Ludovicum Francorum Regem, aut Prædecessorem nostrum, & dictos Regem & Reginam Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, & Granatæ, &c. ante actaram, utrimque remissæ sunt & remittuntur per præsenter, eritque de cætero inter nos dictum Francorum Regem, & præfatos Regem & Reginam, (sine tamen præjudicio jurium utriusque Partis) non solùm vera, indubitata & perpetua Pax, tàm per Terram, quàm per Mara, sed etiam strictissimum & peculiare Fœdus omni ævo duraturum, pro conservatione, tutelâ & defensione personarum nostrarum, atque amborum Statuum & Regnorum & Dominiorum utriusque Partis, ità quòd de cætero nos præfatus Ludovicus Francorum Rex tenebimur pro tutelâ & defensione personarum & Statuum dictorum Regis & Reginæ Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, & Granatæ, &c. Fratrum, & Consanguineorum nostrorum, Regnorum, Dominiorum suorum, quàm primùm ab eis super hoc fuerimus requisiti, dare & præstare, dabimus, & præstabimus eis fidele & legale auxilium pro posse nostro, contra & adversùs omner, qui prædictis Regi & Reginæ Fratribus & Consanguineis nostris, aut prædictis Regi & Reginæ Portugalliæ, tanquam Principibus, Successoribus, Hæredibusque dictorum Regnorum, Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, & Granatæ, &c. & aliis Successoribus Hæredibusque suis Regibus prædictorum Regnorum, aut Regnis & Dominiis Subditisque suis, sub quocumque prætextu, causâ aut occasione, quæ dici seu excogitari posser, directè vel per indirectum, clam aut apertè, moveant arma seu bellum inferant, aut inferre moliantur. Et dictâ requisitione factâ declarabimus nos apertè fore & esse inimicos omnium & singulorum, qui prædictos Regem & Reginam Fratres, & Consanguineos nostros, aut prædictos Regem & Reginam Portugalliæ, tanquam Principes, Successores, Hæredesque suos, aut alios Successoras Hæreder suos, Reges dictorum Regnorum, & Regna, Dominia, Subditosque suos invadent & satagent, & nitentur invadere, nemine viventium excepto, præter Romanum Pontificem, quantacumque sanguinis aut affinitatis conjunctione aut necessitudine nobis attineant & jungantur, etiamsi essent Serenissimi Reges Angliæ, Scotiæ, & Navarræ, aut Illustris Archidux, aut Dux Lotaringiæ, aut eorum liberi. Et reciprocè nos dicti Oratores nominibus quibus suprà promittimus, quòd de cætero præfati Serenissimi ac Potentissimi Rex & Regina Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, & Granatæ, &c. Domini nostri, tenebuntur pro tutela & defensione personæ & Status dicti Christianissimi Regis Francorum, Regnorum & Dominiorum suorum, quàm primùm à dicto Christianissimo Francorum Rege super hoc fuerint requisiti, dare & præstare, dabunt & præstabunt ei fidele & legale auxilium pro posse suo, contra & adversùs omnes, qui prædicto Francorum Regi, Successoribus, Hæredibusque suis Regibus Franciæ, Regnis & Dominiis, Subditisque suis, sub quocumque prætextu, causa & occasione quæ dici seu excogitari posset, directè vel per indirectum, clam aut apertè, moveant arma, bellum inferent aut inferre molientur. Et dicta requisitione facta declarabunt, se apertè fore & esse inimicos omnium & singulorum, qui prædictum Christianissimum Francorum Regem, aut Successores Hæredesqua suos Reger Franciæ, Regna & Dominia Subditosque suos invadent & satagent, & nitentur invadere, nemine viventium excepto, præter Romanum Pontificem, quantâcumque sanguinis aut affinitatis conjunctione aut necessitudine eis attineant & jungantur; etiamsi essent Serenissimus ac Potentissimus Romanorum Rex, aut Illustris Archidux ejus Filius, aut Serenissimi Reges Angliæ, Portugalliæ, aut Rex & Regina Navarræ, aut eorum liberi.

Et nihilominùs, si dictus Christianissimus Rex Franciæ moveat arma, aut inferat, vel inferre velit Bellum præfatis Serenissimis Regibus Romanorum, Angliæ, Portugalliæ, Regi & Reginæ Navarræ, & Illustrissimis Principi Walliæ, & Domino Archiduci, aut cuilibet eorum, præfati Serenissimi Rex & Regina Domini nostri poterunt præfatis Regibus & Principibus, & cuilibet eorum, pro eorum defensione dumtaxat, dare & præstare auxilium & opem contra prædictum Christianissimum Regem Francorum eis Bellum inferentem, absque hujus Pacis & Fœderis præjudicio.

Et similiter, si præfati Rex & Regina Fratres & Consanguinei nostri moveant arma, aut inferant vel inferre velint Bellum præfatis Serenissimis Regibus Angliæ, Scotiæ & Navarræ, & Domino Archiduci, aut Duci Lotharingiæ, & cuilibet eorum, nos præfatus Francorum Rex poterimus præfatis Regibus, & dicto Domino Archiduci, & dicto Duci Lotharingiæ, & cuilibet eorum, pro eorum defensione dumtaxat, dare & præstare auxilium & opem contra prædictos Fratres & Consanguineos nostros Regem & Reginam, absque hujus Pacis & Fœderis præjudicio. Et licet intentio nostra, & dictorum Regis & Reginæ, sit arma non movere, aut injustum bellum unquam inferre, tamen quoad cæteros Reges, Principes, Potentatus, ac Communitates, quicumque sint, prædictis exceptis, si nos prædictus Francorum Rex, aut præfati Rex & Regina, velimus aut vellent posthac eis movere aut inferre Bellum, eos invadendo, hoc in casu neuter nostrûm poterit Regi, Principi, aut Communitati, per alterum nostrûm invasis dare aliquod auxilium directè vel indirectè, prætextu cujuscumque causæ aut occasionis, quæ dici aut excogitari posset.

Item. Est conventum & concordatum inter nos prædictum Regem Francorum, & nos prædictos Oratores nominibus quibus supra, quòd hujusmodi Pax, Amicitia, Concordia, Unio & Fœdus fiat, ut dictum est, sine præjudicio jurium nostrorum, scilicet Regis Franciæ, & dictorum Regis & Reginæ, & cujuslibet nostrûm. Ita tamen quòd quando nos dictus Francorum Rex, seu Hæreder & Successores nostri, aut dicti Rex & Regina, seu Hæredes & Successores sui, voluerimus & voluerint facere videri & visitari jura per nos Ludovicum Francorum Regem, aut per præfatos Regem & Reginam prætensa, tunc quilibet nostrûm teneatur eligere infra duos menser, à die requisitionis Partis instantis numerandos, Arbitros & Judices neutrales in æquali

nume-

numero, pro discutiendo & determinando de dictis Jaribus. Quos quidem Arbitros sic electos qualibet Partium tenebitur infra alios duos menses, à die electionis numerandos, ad insignem Locum neutri Parti suspectum & neutralem transmittere, quorum Arbitrorum & Judicum neutralium judicio quod super præmissis erit latum, inter nos seu Successores nostros, & inter præfatos Regem & Reginam, aut Successores suos, teneamur & teneantur obedire & acquiescere. Et si aliqua prædictarum Partium id facere recusaverit, aut electionem prædictorum Judicum neutralium pro parte sua, post factam sibi requisitionem infra dictum tempus facere noluerit, seu præfatos Arbitros per eosdem electos ad prædictum Locum neutri Parti suspectum & neutralem, infra dictum tempus non transmiserit, in his casibus & quolibet eorum, altera Pars quæ dictam requisitionem & transmissionem fecerit, aut quæ Sententiæ paruerit, aut ejus Hæredes & Successores, poterit, aut poterunt recuperare jus suum seu rem prætensam propriâ autoritate, sine aliquo alio ministerio Justitiæ.

Item. Est conventum & concordatum, quòd dicta Pax, Amicitia, Unio, Concordia & Fœdus fiat, & sit tam per Mare, quàm per Terram; & quòd omnes Subditi nostri Regis Franciæ, & dictorum Regis & Reginæ, liberè & sine aliquo impedimento possint & valeant venire, ire, redire, & per Regna & Dominia nostra, & dictorum Regis & Reginæ, & cujuslibet nostrûm, transire, & in eis negociari, morari, & Commercia tractare, ac si essent cujuslibet nostrûm. Itaque nullus eosdem, aut aliquem ex eis, bona, merces, aut res eorum possit detinere, arrestare, aut molestiâ aliquâ eos afficere pro maleficiis, criminibus, delictis aut debitis alienis.

Item. Est conventum & concordatum pro observatione Commerciorum, & rei mercantilis, & ut ipsa Commercia Mercatorum Regnorum & Dominiorum nostrorum, & dictorum Regis & Reginæ, utilius fiant & conducantur in securitate debita, & ad utilitatem rei publicæ, quòd nos dictus Francorum Rex, & præfati Rex & Regina, ab utraque parte faciemus & facient, nominabimus & nominabunt, videlicet quilibet nostrûm pro parte sua æqualiter, conservatorem & conservatores Pacis pro conservandis & manutenendis prædictis Commerciis & Mercatoribus.

Item. Est conventum & concordatum, quòd supersedeatur in executione omnium pignorationum seu marcarum, aut repressaliarum ambarum Partium; & quòd nominentur Judices in fronteriis seu confinibus dictorum Regnorum ab alterutra parte, qui unà simul & in solidum judicent & determinent, Partibus auditis, quod Jus & Justitia eis suadebunt in prædictis pignorationibus seu repressaliis jam factis; & quòd isti Judices ad judicandum & determinandum de prædictis repressaliis, seu marchiis conveniant aliquando in limitibus Regni Franciæ, & aliquando in limitibus præfatorum Regis & Reginæ, secundùm qualitatem negotii, vice æqualiter servatâ.

Et quia restitutio damnorum illatorum non solùm est Pacis plurimùm inductiva, verùm etiam dictæ Pacis omnisque Amicitiæ & Fœderis robur seu vigor perpetuus, ideò est inter nos conventum & concordatum, quòd rapinæ, deprædationes omnes, latrocinia, damnaque omnia ad invicem illata per Mare, per Subditos nostros Subditis dictorum Regis & Reginæ, aut per Subditos suos Subditis nostris, temporibus Treugarum ante obitum Regis Caroli Prædecessoris nostri, & post ejus obitum, eisdem Subditis læsis & damnum passis, & cuilibet eorum, restituantur damna seu latrocinia ex bonis ea inferentium, & ut ista de cætero tollantur, est inter nos concordatum quòd Piratæ non recipiantur in Portubus Regnorum nostrorum, & Regnorum prædictorum Regis & Reginæ.

Item. Est conventum & concordatum, quòd omnes & singuli Subditi nostri scilicet Regis Franciæ, & dictorum Regis & Reginæ, sive sint Seculares aut Ecclesiastici, restituantur ad bona immobilia & possessiones, quæ & quas habebant à tribus annis citra in initio Guerrarum in altero Regnorum nostrorum, aut prædictorum Regis & Reginæ, occasione quarum illis bonis & possessionibus spoliati fuerint, in eo statu de quo sunt de præsenti; dum tamen prædicti, quibus dicta bona immobilia restituenda sunt, præstent nobis dicto Franciæ Regi, aut prædictis Regi & Reginæ, fidelitatis juramentum. Et si nos prædictus Rex Francorum, aut prædicti Rex & Regina, munivimus, aut muniverunt aliquem Locum, qui debeat vigore hujus Articuli restitui prædictis Subditis, poterimus, & poterunt eas Munitiones sic per nos, aut per dictos Regem & Reginam, factas auferre & tollere, si nobis, aut dictis Regi & Reginæ videbitur, absque tamen multùm notabili damnificatione prioris structuræ.

Quas quidem Amicitias, Ligarum nexus, Uniones, Confœderationes perpetuas, Concordiamque finalem, factas, conclusas, & determinatas per nos præfatos Oratores nominibus quibus supra, cum dicto Christianissimo Francorum Rege, pro eo, Hæredibusque, & Successoribus suis, Regibus Franciæ, ob ejusdem Domini nostri Jesu Christi Creatoris & Redemptoris nostri reverentiam, sub cujus nomine omnia ad finem salutarem, & perfectum diriguntur, nos dicti Alphonsus de Silva, Frater Antonius de la Penna, Fernandus Duque de Strada, & Martinus de Angulo Doctor, Nuncii, Oratores, & Procuratores præfatorum Serenissimorum ac Potentissimorum Ferdinandi & Elisabet, Regis & Reginæ Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, Granatæ, &c. Dominorum nostrorum, nominibus suis inivimus, promisimus, concordavimus, firmavimus & juravimus, inimus, pollicemur, promittimus, concordamus, firmamus, & juramus in animas suarum Majestatum, super Sancta Dei quatuor Evangelia corporaliter & manualiter per nos tacta, quòd dicti Serenissimi ac Potentissimi Rex & Regina Domini nostri tenebunt, & adimplebunt, & inviolabiliter observabunt pro se, Regnis, Terris, Dominiis, & Ditionibus suis, prout in eisdem Articulis cavetur, & continetur, & contra ipsos & ipsa, quovis modo directè vel indirectè, non contravenient sub obligatione & hipoteca omnium bonorum suorum præsentium & futurorum, necnon & sub pœna perjurii, quam Rex & Regina possunt tali in casu incurrere.

Et quia dictus Christianissimus Francorum Rex juravit personaliter in præsentia nostra tenere, adimplere, & inviolabiliter observare prædicta omnia & singula, in prædictis Articulis Pacis, Amicitiæ & Fœderis, contenta, nos præfati Oratores, nominibus quibus supra, promittimus, quòd dicti Serenissimi ac Potentissimi Rex & Regina Domini nostri similiter jurabunt personaliter in præsentia Oratorum dicti Francorum Regis tenere, & adimplere contenta in præsentibus Articulis superiùs declaratis, prout in eisdem cavetur & sub eisdem obligationibus. Et dabunt dicto Francorum Regi, aut Oratoribus suis, Literas opportunas ratificatorias dictorum Articulorum.

Et ut dicta Pax, Amicitia, Unio, Concordia, & Fœdus, ampliori perpetuitate roboretur, firmetur, & perpetuetur, nos dicti Alphonsus de Silva, Frater Antonius de la Penna, Ferdinandus Duque de Strada, & Martinus de Angulo, Doctor, Nuncii similiter, Oratores, & Procuratores Serenissimorum ac Illustrissimorum Manuelis & Elisabet Regis & Reginæ Portugalliæ, tanquam Principum, & post longævos felicesque dies præfatorum Serenissimorum Regis & Reginæ Dominorum nostrorum, Successorum Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, & Granatæ, &c. virtute Mandati Procuratorii, quod ab eis tanquam Principibus Successoribus, Hæredibusque dictorum Regnorum, habemus, nominibus suis promittimus, firmamus, & juramus in animas suarum Celsitudinum, super Sancta Dei quatuor Evangelia corporaliter & manualiter per nos tacta, quòd præfati Serenissimi atque Illustrissimi Rex & Regina Portugalliæ, ut Principes Successores, Hæredesque dictorum Regnorum Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, & Granatæ, &c. tenebunt & observabunt prædicta omnia & singula in dictis Articulis superiùs declaratis contenta, prout in eisdem Articulis cavetur & continetur, & contra ipsos & ipsa quovis modo directè vel indirectè non venient, sub obligatione & hipoteca omnium bonorum suorum præsentium & futurorum, & sub pœna perjurii, quam Principes possunt tali in casu incurrere. In cujus rei Testimonium, & omnium & singulorum prædictorum, præsentes Litteras manibus nostris signavimus, Sigillorumque nostrorum munimine roboravimus. Datum in Conventu Celestinorum prope Marcoussis, die quinta mensis Augusti, Anno Domini millesimo quadringentesimo nonagesimo octavo, præsentibus Archiepiscopo Rothomagensi, Comitibus Dunesii & Nivernensi, Marchione de Cotton, Gubernatore Parisiensi, Dominis de la Gruthuze, de Thentani & aliis. Clavero, Frater Antonius de la Penna, Fernandus Duque de Strada, Martinus de Angulo, Doctor.

Cumque præinserta Pacis, Amicitiæ & Fœderis Capitula fuerint firmata & jurata per prædictum Christianissimum Francorum Regem Ludovicum, Fratrem & Confœderatum nostrum carissimum, ut constare vidimus

ANNO 1498.

mus per ejus Patentes Literas, manu sua signatas, sigilloque suo munitas, quæ nobis per prædictos Oratores nostros traditæ fuerunt, fuerimusque pro ejus parte requisiti, per Guarinum de Narbona, & Magistrum Joannem Nivart, Oratores & Procuratores prædicti Christianissimi Francorum Regis, ad id plenam potestatem habentes, ut idem faceremus. Et quia prædicta omnia & singula nobis gratissima sunt, & volumus libentissimo animo ea omnia exequi & adimplere, quæ pro parte nostra in præinsertis Capitulis promissa extiterunt, idcircò præsentibus Literis nostris omnibus melioribus via, modo, & forma, quibus melius & validiùs de jure possumus & debemus præinserta Pacis, Amicitiæ, & Concordiæ, Unionis & Fœderis Capitula, omniaque & singula in illis & quolibet eorum contenta, juxta sui seriem & tenorem laudamus, approbamus, ratificamus, & confirmamus, ac rata, grata, & firma habemus, & si necesse est, ea omnia & singula de novo concedimus & confirmamus. Et insuper promittimus & juramus super Sancta Dei quatuor Evangelia corporaliter & manualiter per nos tacta, bonâ fide & in verbo Regio, tenere & adimplere, & inviolabiliter observare, pro nobis, Regnis, Terris, Dominiis, & Ditionibus nostris, omnia & singula in præinsertis Pacis, Amicitiæ, & Fœderis Capitulis contenta, prout in eisdem cavetur & continetur, & contra ipsa quovis modo directè vel indirectè non venire, sub obligatione & hipoteca omnium bonorum nostrorum præsentium & futurorum, necnon & sub pœna perjurii, quam Rex & Regina possunt tali in casu incurrere. Insuper, quoniam post confectionem præinsertorum Pacis, Amicitiæ & Fœderis Capitulorum prædicta Serenissima Elisabet Regina Portugalliæ, Princeps ac Hæres Regnorum Castellæ & Aragonum, filia nostra primogenita, ab hac luce decessit, relicto ex ea, & ex prædicto Serenissimo Rege Manuele, viro suo, Illustrissimo Principe Michaele, filio suo, Principe Asturiarum & Gerundæ, primogenito & Hærede Regnorum Castellæ & Aragonum, Nepote nostro dilectissimo. Ea propter nos tanquam avi, tutores & curatores personæ ejusdem Illustrissimi Michaelis, Principis Asturiarum & Gerundæ, Nepotis & Hæredis nostri carissimi, promittimus, pollicemur, & juramus ad Dominum Deum nostrum Jesum Christum, & ejus Sanctam Crucem, & Sancta quatuor Evangelia, quòd postquam prædictus Illustrissimus Michael, Princeps Asturiarum & Gerundæ, Nepos & Hæres noster carissimus, pervenerit ad ætatem annorum quatuordecim, dabimus operam cum effectu, quòd jurabit solemniter, & in forma debita, per se & Successores suos tenere, & inviolabiliter observare ac teneri, & observari facere Pacem, Amicitiam, Fœdera, pacta, & promissa contenta & conventas in præinsertis Capitulis juxta illorum & illarum seriem & tenorem, & contra eas vel ea directè vel indirectè non facere vel venire, sub obligatione omnium bonorum suorum, ac sub pœna perjurii, quam Princeps potest tali in casu incurrere. In quorum omnium & singulorum prædictorum Testimonium, præsentes Literas manibus nostris signavimus, Sigillique nostri munimine jussimus roborari. Datum & actum in Civitate Cæsaraugustæ, in Ecclesia majore ejusdem Civitatis, die tricesimo mensis Septembris, Anno à Nativitate Domini millesimo quadringentesimo nonagesimo octavo, præsentibus ibidem prædictis Guarino de Narbona, & Magistro Joanne Nivart, Oratoribus & Procuratoribus prædicti Christianissimi Regis Francorum, Fratris & Confœderati nostri carissimi, & Illustri Alphonso de Aragonia, Archiepiscopo Cæsaraugustano, Ferdinando & Joanne de Granata, Infantibus, Andrea de Capraris, Marchinne de Moya, Gotterio de Cardenas Computore majore Castellæ, & Præceptore majore Legionis, Ordinis Sancti Jacobi, Raimundo Guillermus de Monte-Catheno Episcopo Tarasonensi, Joanne Fernandes de Heredia, Gubernatore Aragonum, & aliis pluribus in multitudine copiosa. Et erat signatum YO EL REY, YO LA REINA. *Et erat scriptum sub plica*, Ego Michael Perez d'Almaçon, prædictorum Serenissimorum & Potentissimorum Regis & Reginæ, Dominorum meorum, Secretarius eam scribere feci mandato Majestatum suarum.

Collatio facta est cum Literis originalibus extantibus in Thesauro Cartarum Domini nostri Regis, per me Custodem ac Thesaurarium dictarum Cartarum decima-sexta die Februarii, Anno Domini millesimo quingentesimo decimo-quarto.

ANNO 1498. 15. Août.

CCIII.

Mandat MAXIMILIANI I. Römischen Königs an die beyde des gemeinen Bunds in Schwaben Haubtleüthe; wodurch er jhnen befiehlet/sich vermög des Wormsischen Landfridens de Anno 1495. in Rüstung zu halten/ um seine Lande wieder alle feindliche vergewaltigungen zu schützen. Geben zu Freyburg in Breißgau am Erchtag Unser lieben Frawen Assumptionis Tag Anno 1498. [JOH. PHILIPP. DATT, Volum. Rer. Germanic. Novum Libr. V. Cap. I. pag. 786. §. 44.]

C'est-à-dire,

Mandement de MAXIMILIEN I. *Roi des Romains aux deux Capitaines de la* Confederation de Suabe, *par lequel il leur ordonne qu'en vertu de la* Paix publique *constituée à Worms en* 1495. *ils ayent à se mettre en état de venir au secours de ses Provinces, violemment ataquées, par ses Ennemis Donné à Fribourg en Brisgouw le* (1) *Mardi qui étoit le jour de l'Assomption de la Ste. Vierge Marie* 1498.

MAXIMILIAN von Gottes gnaden / Römischer König zu allen zeytten Merer deß Reichs rc.

EDlen und lieben getrewen. Unß kommen treffenlich warnung/ wie etlich in fürnemen und rüstung sein sollen/ Unß und Unser Erbliche Land/ über Rein/ gewaltigklich zu überziehen und anzufächten: und so dann/ in dem abschyd/ deß Erstgehaltenen Reichstags zu Wormß under anderem beschlossen/ und durch menglich/ deß Reichs Stende angenommen/ versigelt/ und versprochen ist: ob yemand der in dem Landfriden den wir dazumal gemeinte Cristenhait und dem Hailigen Reiche zu gut/ mit Rat Unser und deß Heiligen Reichs Churfürsten und Stende auffgericht/ nit sein wolt/ oder begriffen wäre/ yemandts in demselben Landfriden/ überziehen/ oder belägern wurde/ daß dann dem/ oder denselben/ all und yeglich Churfürsten Fürsten und Steende deß Reichs in zwaintzig meil wegs darumb gesessen/ zu des überzogen oder belegerten ersuchen/ oder welcher deß sunst gewar/ oder innen würde/ von Stund/ so stäerckst er kan/ zu Roß und zu fuß/ und mit dem Streitgeschitz/ auffsein/ zuziehen und wider dieselben hilff und beystand thun/ trewlich alß wer es sein selbs Sach/ ungevärlich/ und das dhainer auff den andern endschuldigen oder verziehen soll/ und derselb beschluß/ noch ungeendert in krafft und wesen stehet: demselben nach begeren wir an uch mit ernst bevhlend/ ir wollen fürderlich/ an alle verwandten/ Unsers und deß Reichs Punt/ schreiben und auffbott thun: damit ir yeder in Rüstung sey/ wo sollich gewaltig unsechten/ und überzug beschehe: daß sy dann mit sampt uch/ so bald wir oder Unsere/ und deß Reichshoptman uch under deß Heiligen Reichs und Sannt Jörgen Fan/ermanen werden/ unverzogenlich zuziehen/ und den berürten Unsern vergewaltigten Landen und Lutten Rettung/hilff und beystand thun/ wie ir und sy/ innhalt der obgemelten Unser und deß Reichs ordnung/ auch der Pflicht und verstendtnuß deß gemelten Unsers und

und

(1) Cette date est corrompuë. Le jour de l'Assomption de la Sainte Vierge en 1498. fut un Mecredi. [DUM.]

ANNO 1498. und deß Reichs Pund schuldig sind/ und sich gebürt: und hierinn nicht sewmich erscheinen/ dardurch Unß nit nachthail darauß entsteen: daran thut ir Unser ernstlich mainung. Geben zu Freyburg im Brießgöw/ an Ere tag Unser lieben Frawen tag Assumptionis Anno Domini 1498. Unserer Reiche deß Römischen im xiii. und deß Hungrischen im viiii. Jarn.

Ad Maodatum Domini Regis in Coosilio.

Beiden gemeinen Hauptleüten deß Punndts.

CCIV.

24. Août. *Tractatus Commercii & Navigationis inter* LUDOVICUM XII. *Franciæ*, & HENRICUM VII. *Angliæ Reges initus, quò præcedens Tractatus, scilicet de 24. Maji* 1497. *renovatur, ac rursùs Subditis utriusque Partis, de Justitia administranda, nec non de Piratarum coërcenda sævitia prospicitur; cum Ratificatione* HENRICI. *Dat. apud Westmonasterium 24. die Augusti Anno* 1498. [Pièce tirée du LVI. Volume des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin reliés en rouge.]

HENRICUS Dei gratia Rex Angliæ & Franciæ, & Dominus Hiberniæ, universis præsentes Litteras inspecturis, Salutem. Cum inter nostros & inclytæ recordationis Regis Caroli nuper Franciæ Oratores nonnulla Capitula pro Justitia Subditis nostris & suis super Mare & Portus Maritimos administranda, & Piratarum coercenda sævitia, tractata, nostrisque ac suis Litteris Patentibus approbata ratificataque fuerint, ipsaque etiam Capitula jamdudum per Oratores nostros sufficienti auctoritate fulcitos, cum Serenissimo Rege Ludovico Franciæ moderno, dilecto Fratre & Consanguineo nostro, de novo tractata & conclusa fuerint, quorum Sententia sequitur, & est talis.

Imprimis, ut dispendiosa litium prorogatio æquitatis compendio coarctetur, & Judices absque suspicionis scrupulo sincere procedant pro pacificandis, componendis & terminandis controversiis & querelis præteritis & jam natis, super quibus eis nondum nata est coram aliquibus Judicibus, subest tamen actu materia, & eis movenda speratur, in relevamen Subditorum, taliter provisum, conclusum, & concordatum est quod per utriusque Regni Principes deputabuntur in utroque Regno Judices in Civitatibus aut Oppidis utriusque Regni, Locorum, Terrarum, & Dominiorum eorundem Portubus propioribus, aut in Locis maritimis damnificatis commodioribus, in quibus tamen Spoliatores, Piratæ, aut turba navalis non dominentur, qui quidem Judices lites super quibuscunque querelis jam natis, coram eis proponendis aut ventilandis summarie & de plano absque strepitu & figura Judicii contra certum & competentem terminum, pro Causarum & Negotiorum qualitate, brevissimum, annale tempus nullo modo excedentem, finali Sententia decidant atque definiant, tam super damnis & spoliationibus quam interesse Partium, quorum Judicum Decreta, Jussus & Sententiæ, tam interlocutoriæ, quam definitivæ, incontinenti, & indilatè per dictorum Principum Officiarios, etiamsi opus fuerit manu militari, executioni demandabuntur, omni penitus appellationis remedio sublato. Licebit tamen Partibus per Sententias dictorum Judicum se gravatas prætendentibus ad suprema Consilia dictorum Principum, aut alterius eorumdem pro reformatione hujusmodi gravaminis recurrere, præstita tamen per eum cautione illius Sententiæ qui petit executionem de eo restituendo quod per Sententiam obtinuit in eventum contrariæ Sententiæ. In quibus quidem Consiliis, seu altero eorumdem, dictæ causæ infra sex menses, posteaquam processus primorum Judicum ibidem fuerint introducti & recepti, finali Sententia terminabuntur. Et quia difficile, aut prope impossibile erit Spoliatorum Personas apprehendere, aut domicilia eorumdem cognoscere, satis erit illos citari, sive adjornari in Portubus aut Oppidis suo Principi subjectis, loco ubi damnum illatum est, propioribus, per proclama generale Præconis voce, personante tuba & affixione querelæ, aut aliter secundum modum & formam publici Edicti in utroque Regno, Locis, Terris, & Dominiis eisdem Principibus subjectis & subditis fieri soliti & consueti. Quæ quidem præconisatio geminata competenti intervallo, non minus quindecim dierum vim peremptorii habebit, tenebunturque Judices Locorum, damnificatis, seu eorum Procuratoribus postulantibus illam facere fieri idonee, & dare factæ præconisationis certificationem, quæ erit per omnia paris auctoritatis, roboris & effectus, ac si reus ter super hoc personaliter citatus fuisset.

Item pro maturiore decisione Causarum per appellationes coram Judicibus supremarum Curiarum pendentium, taliter ordinatum & conclusum est, quod dicti Judices lites hujusmodi coram eis pendentes, si in ipsis fuerit in causa conclusum infra semestre tempus, Partibus instantibus, finali Sententia diriment atque decident; quod si in ipsis minime sit conclusum, ordinabuntur ad Partis requisitionem duo vel tres supremarum Curiarum Consiliarii qui Partes audiant, lites discutiant, & instrui faciant, donec in causa sit conclusum; cui rei etiam certus terminus, videlicet, semestre tempus præfixum, statutum & designatum est ei, exinde infra alios sex menses per ipsarum supremarum Curiarum Judicium finali Marte terminabuntur; quod si factum non erit, extunc Causæ illæ ad Consilia dictorum Principum advocabuntur illinc infra sex menses finaliter terminandæ.

Item pro abbreviatione Litium coram Judicibus, super damnis, injuriis & interesse pendentium, quas damnificati conqueruntur supra modum in suum dispendium protelatas, desperantes etiam ullum unquam finem imponi propter appellationum & aliorum incidentium multiplicitates, ordinatum, conclusum & concordatum est, quod omnes hujusmodi Causæ coram dictis Judicibus pendentes, ab iisdem ex nunc prout ex tunc advocentur, & cum Processibus ad Judices in Locis maritimis constituendos, si hoc Actores maluerint, devolvantur & remittantur, qui quidem Judices easdem Causas, & formas in primo Articulo expressas, & infra idem tempus decidere & determinare habent, & ne inferiores Judices se difficiles reddant in transmittendo Processus coram eis habitos ad dictos Commissarios ordinatum est quod præfati Judices recusantes infra decem dies a tempore requisitionis sibi per alterutram Partium factæ numerandos, hujusmodi Processus dictis Commissariis transmittendos tradere, eo ipso pœnam triginta marcarum argenti fisco Regio applicandarum incurrant, & nihilominus si forte in his causis ipsi Judices postea procedent, eorum invalidus & irritus sit Processus, nisi expresso consensu Partium illic ubi cœptum est Judicium terminari optantium, dictorum Judicum Jurisdictio prorogata fuerit.

Et quia opus est utriusque Principis Subditos alteri preces & Libellos supplicatorios porrigere, ut inde Rescripta principalia obtineant, provisum est pro commoditate Subditorum in utriusque Regis Consilio certos Consiliarios debere deputari, ad quos utriusque Regis Subditi sciant se in promptu aditum habere posse & à quibus sollicitatores de beneplacito Principis possunt certiores reddi.

Item quoniam damnificati conqueruntur in alterius Principis Regno, Locis, Terris & Dominiis, se parum tutos dum jus suum prosequuntur, provisum & ordinatum est quod Litigatoribus per ipsos Judices in Locis maritimis deputandos, auctoritate Regia, plena dabitur securitas.

Et quia diversæ sunt porrectæ querelæ super spoliationibus, damnis & injuriis in præjudicium Fœderum antehac per Terram perpetratis & commissis, providebitur per Commissiones Commissariis in Locis maritimis deputandis destinandas, quod ipsi Judices peræque pari modo, & infra idem tempus super his decidere & determinare poterunt, quemadmodum super deprædationibus & spoliationibus antehac in Mari commissis, cognoscere & sententiare valeant.

Et ut imposterum Latrociniis Piraticis obvietur, ac sincera Pax, firma, inviolataque Amicitia inter eosdem Principes, eorumque Subditos jugiter perseveret; cautum prospectumque est, per utriusque Principis Oratores, ut sequitur.

Imprimis quandocumque aliqua Navis indigena exitura est ab aliquo Portu Regnorum Franciæ, sive Angliæ, Terrarum, Locorum, aut Dominiorum eisdem subditorum Admiraldus, Vice-Admiraldus, seu eorum vices gerentes, talis Portus, Oppidi, Villæ, aut Civitatis,

Anno 1498.

Civitatis, unde exitura est, capient sufficientem cautionem a Dominis, Capitaneis, Exercitoribus, Præfectis, Magistris, seu Bursariis Navis hujusmodi, ad valorem Navis apparatus & Victualium ejusdem, quod Exercitor, Magister, Marinarii, & Nautæ, ac omnes in ea Navi existentes, servabunt Pacem erga quoscunque Subditos alterius Principis, & nullam eisdem injuriam, damnum seu violentiam in Terra, Mari, Aquisve dulcibus, aut in Portu aliquo facient, inferent, aut inferri procurabunt.

Præterea præfati Magistri, Exercitores & cæteri præeminentiam in Navi habentes, non suscipient aliquos Rectores, Nautas, aut Viros Militares, nisi prius illos sisterint & exhibuerint coram Admiraldo, Vice-Admiraldo, aut eorum vices, sive officia gerentibus, qui illorum nomina in publico Registro super eo conficiendo scribi facient. Et antequam Navis hujusmodi Portum egredi permittatur, omnes ibi exeuntes, & qui in illa profecturi sunt, jurabunt solemniter coram dicto Domino Admiraldo, Vice-Admiraldo, aut eorum vices gerentibus, quod in expeditione illa, in quam profecturi sunt navigando, eundo, stando, aut redeundo, nullum damnum, vim, injuriam, facient, inferent, aut inferri procurabunt alterius Regis Subditis, Terris, aut Dominiis, sive per Terram, Mare, aut Aquas dulces.

Simili quoque juramento solemniter præstando, promittent, quod de qualibet præda, captura, Navibus, sive spoliis adducent duos aut tres Viros in capta Navi præcipuum locum obtinentes, ut Magistrum, Sub-Magistrum, Patronum, aut hujusmodi conditionis, quos Admiraldo, Vice-Admiraldo, aut eorum Officiariis exhibebunt, ut per eosdem aut eorum alterum debite examinentur, ubi, super quibus & qualiter Navis sive Bona capta sint, nec facient aut fieri permittent aliquas prædarum, spoliorum, Mercium aut bonorum per eos capiendorum divisiones, partitiones, traditiones, permutationes, alienationesve, priusquam se, Viros captos, Bona & Merces integre Dominis Admiraldo, Vice-Admiraldo, aut eorum vices gerentibus repræsentaverint, qui de illis disponi, si æquum putabunt, permittent, alias nihil hujusmodi permissuri.

Item jurabunt quod postquam reversi fuerint, seu appulerint aliquem Portum dicti Regni unde exierint cum suis Navibus, Apparatoribus, & spoliis, si quæ capturi sint, incontinenti & indilatè iidem reddent certiores Admiraldum, Vice-Admiraldum, seu eorum Officiarios illius Portus a quo egressi sunt de eorum præda, Spoliis, Mercibus & Bonis, sine quorum vel alterius eorum Officiariorum permissione non permittentur aliquibus ex Mercibus, transferre, permutare, vendere, vel alienare, ad quæ implenda & integra observanda, dicti Capitanei, Magistri, Submagistri, Bursarii, Socii & alii præeminentiam in Navi habentes se obligabunt, satisdabunt, & fidejubebunt per corpora & bona, unus pro aliis omnibus qui una profecturi in Navi sunt. De quibus securitatibus & cautionibus confici facient publicum Instrumentum, quod Admiraldo, Vice-Admiraldo, seu eorum Officiariis tradent, ac simila ab eis capient, ut quandocunque delati fuerint, inde abire permittantur.

Item tenebuntur dicti Capitanei, Magistri, Exercitores, Socii, Bursarii, & alii præeminentiam in Navi habentes tradere cautionem idoneam de his inviolabiliter observandis, usque ad æstimationem Navis, apparatûs & Victualium, & nisi omnia præmissa impleantur, non permittetur illa Navis abire. Quod si Admiraldus aut is qui præsidebit illi loco & Portui Maritimo unde aliqua Navis egressa fuerit, cautionem & juramenta prædicta non exegerit, hoc casu suo proprio nomine tenebitur damnum passis de omnibus damnis & interesse per dictam Navem & eos qui in ea fuerint, illatis.

Insuper Edicto publico interdicitur sub pœnis incarcerationis corporum & confiscationis bonorum, Mercatoribus, aut aliis cujuscunque status, conditionisve existant, ne emant dono, permutatione, aut alio quovis titulo, seu colore, accipiant, celent, occultent, teneant, recepent, aut hujusmodi fieri procurent, aut permittant Merces, aut Bona deprædata quæcumque abducta Mari, antequam Admiraldus, Vice-Admiraldus, aut eorum vices gerentes declaraverint prædam & capturam justas, justi & legitimi lucri esse.

Item præfati Admiraldus, Vice-Admiraldus, & eorum vices gerentes teneantur infra quadraginta dies à die requisitionis, sibi factæ per Partem damnificatam computandos, exequi prædictam obligationem, postquam de hujusmodi Spolio sibi constiterit, contra Dominum possessorem, Magistrum, Exercitorem, seu Bursarium Navis, & eorum fidejussores qui tale damnum intulerint.

Anno 1498.

Quod si compertum sit prædam ab alterius Regis Subditis, Terris, Regnis, sive Dominiis abductam & ablatam, Causa summarie & sine strepitu Judicii discutietur, indilate bona capta, damna, & interesse restitui spoliatis jubebuntur. Atque Sententia quæ per Admiraldum, Vice-Admiraldum seu eorum vices gerentes, tam contra Capitaneos illos Magistros, Socios, Bursarios, & alios, præeminentiam in Navi habentes feretur, quam etiam contra Fidejussores juxta tenorem obligationum in ea parte præstitarum, & per Admiraldum, Vice-Admiraldum vel eorum Officiarios receptarum, incontinenti per eosdem Judices, sive eorum alterum executioni demandabitur, omni penitus appellationis remedio sublato. Et quanquam de facto appellatum fuerit, tamen Judices supremarum Curiarum, neque per inhibitiones, seu alio quovis quæsito colore se in his causis impedient, sive intromittent; quod si secus per eos factum fuerit, irritum sit & inane. Et si per interlocutorias dictorum Judicum Partes se gravatas prætenderint, Judices nihilominus super principali usque ad Sententiam definitivam inclusive procedere poterunt. Sed si Sententia super bonorum restitutione seu principali feretur, illa executioni mandabitur, Tractatum Pacis insequendo. Licebit tamen Parti prætendenti se prætextu hujusmodi Sententiæ gravatam, ad suprema Consilia pro reformatione hujusmodi gravaminis recurrere, præstita tamen ab utraque parte cautione, ab ea videlicet, quæ Sententiæ executionem obtinuit de rebus obtentis per Sententiam restituendis in eventum contrariæ Sententiæ, à supplicante vero de restituendis expensis, damnis, & interesse si in causa succubuerit; quæ quidem Consilia intra sex menses, posteaquam Processus primorum Judicum illic introducerentur, dictas Causas finali Sententia terminabunt.

Item auctoritate Regis per Admiraldum, Vice-Admiraldum, seu eorum vices gerentes Litigatoribus dum jus suum prosequuntur, plena dabitur securitas.

Item providebitur per Literas Regias ad Admiraldum, Vice-Admiraldum, & eorum vices gerentes, taliter quod ipsi omnia & singula præmissa observabunt, seu observari facient, publicabunturque super iis Principum Decreta in Portubus & Locis Maritimis utriusque Regni.

Nos igitur ea quæ per Oratores nostros cum charissimo Fratre & Consanguineo nostro Rege Ludovico Franciæ prædicto tractata & conclusa sunt, tanquam arctissima Pacis & Amicitiæ vincula, inter nos & prædictum Serenissimum Fratrem & Consanguineum nostrum non modo confirmare, sed perpetuo robore stabilire cupientes, illa eadem Capitula ratificamus, approbamus, eaque pro conclusis habuimus & habemus, & illa inviolabiliter observare, ac à Subditis nostris observari facere promisimus cum duobus aliis Capitulis illis additis quæ sequuntur.

Item quod Admiraldus, & qui suas vices gerant, tenebuntur infra semestre a tempore incepti Processus, illum debita Sententia terminare; quod si non fecerit præfato tempore elapso, Causa in eo statu in quo erit, si ita Actori placuerit, ad Consilium majus utriusque Principis evocabitur.

Item quod si contigerit a Sententia Admiraldi aut ejus vices gerentis appellari; appellatio ad præfatum Consilium majus devolvetur, ubi præfata Causa appellationis, & etiam illa quæ per negligentiam evocaretur, ut in Causa præcedenti, intra aliud semestre terminabitur, inhibebitque uterque Regum ne aliqua Curiarum Paralamenti de hujusmodi Causis & Negotiis cognitionem ullomodo suscipiat.

In quorum fidem & Testimonium, Magnum Sigillum nostrum præsentibus his duximus apponendum. Datum apud Westmouster XXIV die Augusti Anno Domini M. CCCC. XC. VIII. & Regni nostri Anno XIV.

CCV.

Tractatus Pacis & Commerciorum inter HENRICUM VII. *Regem Angliæ, & Civitatem* RIGENSEM *in Livonia, conclusus die 26. Novembris* 1498. *& à dicto Rege confirmatus, apud Westmonasterium* 1498. [RYMER, Fœdera, 26. Nov.

ANNO 1498.

Fœdera, Conventiones, &c. Tom. XII. pag. 701.]

REx omnibus, ad quos &c. Salutem.

INSPEXIMUS quædam Appunctuamenta, Conventiones, Concordias, & Conclusiones Pacis, Amicitiarum, ac Mercium Intercursûs, per Terram, Mare, & Aquas dulces & ubique locorum,

Inter Reverendum in Christo Patrem Dominum *Thomam Londoniensem Episcopum*, & Magistrum *Willielmum Warham* Legum Doctorem Magistrum sive Custodem Rotulorum Cancellariæ nostræ, nostros Commissarios speciales, pro nobis, Regno, Terris, Patriis, Subditis, & Vassallis nostris, auctoritate sufficienter a nobis munitos, ex parte una, & Venerabilem Virum Magistrum *Johannem Prange* in Decretis Bacularium, Commissarium, Oratorem, Procuratorem, ac Nuncium specialem *Archipræfecti*, *Proconsulum*, *Consulum*, *Burgimagistrorum*, & *Seniorum totius duorum solidorum & denariorum Sterlingorum*, ac *Communitatis Civitatis Rigensis in Livonia*, ac Communitatum, Civium, Mercatorum, & Sociorum ejusdem Civitatis, necnon aliorum Locorum eidem Civitati subjectorum & cohærentium, & pro ipsis *Archipræfecto*, *Proconsulibus*, *Consulibus*, *Burgemagistris*, *Magistris*, & *Senioribus* totius Communitatis Civitatis prædictæ, ac Communitatum, Civium, Mercatorum, & Sociorum ejusdem Civitatis & Locorum supradictorum, ex parte altera, hincinde appunctuata, conventa, concordata, & conclusa, *sub eo qui sequitur tenore verborum*.

UNIVERSIS ET SINGULIS, præsentes Literas visuris, audituris, & inspecturis, Venerabilis Vir Magister *Johannes Prange* in Decretis Bacularius, Commissarius, Orator, Procurator ac Nuncius specialis *Archipræfecti*, *Proconsulum*, *Consulum*, *Burgimagistrorum & Seniorum totius Communitatis Civitatis Rigensis in Livonia*, ac Civitatum, Civium, Mercatorum & Sociorum ejusdem Civitatis, necnon aliorum Locorum eidem Civitati subjectorum & cohærentium Salutem.

NOTUM FACIO per præsentes, quòd ego *Johannes Prange* antedictus, pro bono Pacis & utilitate dictorum *Archipræfecti*, *Burgimagistrorum*, *Proconsulum & Consulum*, Civitatum, Mercatorum, Civium, Sociorum & Incholarum præfatæ Civitatis Rigensis ac aliorum Locorum supradictorum, necnon Subditorum, Ligeorum, Mercatorum Serenissimi ac Metuendissimi Principis & Domini *Henrici Septimi Regis Angliæ & Franciæ & Domini Hiberniæ* & ejus Regni, pro dictis Archipræfecto, Proconsulibus, Consulibus, Burgimagistris, Communitatibus, Mercatoribus, Civibus, Sociis & Incolis præfatæ Civitatis ac aliis Locis prædictis, & pro ipsis Hæredibus & Successoribus suis, atque eorum nominibus, & ab eisdem sufficienter in hac parte Procuratorium & Commissionem habens (quod quidem Procuratorium sive Commissio præsentibus est annexum) cum Reverendo in Christo Patre Domino *Thoma Londoniensi Episcopo*, & Magistro *Willielmo Warham* Legum Doctore Magistro sive Custode Rotulorum Cancellariæ dicti Domini Regis, Commissariis, Oratoribus, Ambassiatoribus, Procuratoribus & Nunciis specialibus ejusdem *Illustrissimi Domini Regis* & ab eodem Domino Rege sufficientem potestatem habentibus, omnia & singula Capitula, modo & formâ subscriptis, conveni, contraxi & conclusi, ac per præsentes convenio, contraho & concludo, & ipsi mecum convenerunt, contraxerunt & concluserunt, ac per præsentes conveniunt, contrahunt & concludunt,

IN PRIMIS, conventum, concordatum & conclusum est quòd, de cætero, inter Subditos, Ligeos & Vassallos dicti Serenissimi *Regis Angliæ*, & omnes & singulos homines Incholas & Mercatores dictæ *Civitatis Rigensis*, ac aliorum Locorum eidem Civitati subjectorum sive cohærentium, tàm per Terram quàm per Mare & Aquas dulces ac ubique locorum, sit bona, vera, integra & perfecta Pax & Amicitia, perpetuis futuris temporibus duratura.

Item, conventum, concordatum & conclusum est quod, durante Pace & Amicitiâ antedictis, licebit omnibus & singulis Subjectis ac Mercatoribus dicti Serenissimi *Regis Angliæ* ad dictam *Civitatem Rigensem*, ac ad omnia alia Loca eidem Civitati subjecta aut cohærentia, cum & sine Bonis, Rebus, Mercibus ac aliis commoditatibus de & in Terris, Dominiis ac Patriis Regni Angliæ provenientibus & crescentibus, liberè, quietè ac sine molestatione quacúmque cum & sine Navibus suis venire, morari, ibidémque cum omnibus & singulis Mercatoribus ejusdem Civitatis ac aliis quibuscúmque in eâdem Civitate, aut in aliis Locis eidem Civitati subjectis, aut cohærentibus emere & vendere, ac Bona sic empta ac alia sua Bona quæcúmque ad quæcúmque alia Loca, tàm per Terram, quàm per Mare & Aquas dulces, liberè & impunè traducere & exportare:

Et dicti Mercatores Angliæ, pro Bonis, Rebus & Mercibus prædictis, per eos in dictam Civitatem ac alia Loca eidem Civitati subjecta sive cohærentia ac in aliquos Portus ejusdem Civitatis aut eorum Locorum trahiciendis & inducendis ac exportandis, evehendis & traducendis, a solutione omnium & singulorum Vectigalium, Pedagii, Augariagiæ aut Custumarum præstatione quacúmque perpetuis futuris temporibus liberi erunt & quieti:

Et è contra licebit omnibus & singulis Mercatoribus dictæ Civitatis Rigensis ad dictum Regnum Angliæ, cum Bonis, Rebus & Mercibus ac aliis commoditatibus, de & in Terris, Dominiis ac Patriis ejusdem Civitatis ac aliorum Locorum eidem Civitati subjectorum provenientibus & crescentibus, & non aliis, liberè, quietè & sine molestatione quacúmque, cum & sine Navibus suis, venire, morari, ibidémque cum omnibus & singulis Mercatoribus Regni Angliæ emere & vendere, ac Bona sic empta ac alia Bona sua quæcúmque ad quæcúmque alia Loca, tàm per Terram quàm per Mare & Aquas dulces, libere & impunè traducere & exportare; solvendo tamen pro hujusmodi Bonis, Rebus & Mercibus dictæ Civitatis ac aliorum Locorum prædictorum, in aliquos Portus Regni Angliæ trahiciendis & inducendis, Vectigalia, Pedagia, Angariagias ac Custumas, qualia Mercatores Hanzæ Thetonicæ solvere teneantur; pro aliis verò Bonis, Rebus & Mercibus suis quibuscúmque, secundùm Jura, Consuetudines & Statuta Regni Angliæ in idem Regnum inducendis, & ab eodem Regno exportandis, Vectigalia, Pedagia, Augatias & Custumas solvent, qualia alii Mercatores extranei & alienigenæ solvunt & solvere tenentur.

Item, conventum, concordatum & conclusum est quòd omnis Literarum obligatio aut alia publica aut privata Scriptura quarumcúmque Pecuniarum summarum, & præsertim quædam prætensa Obligatio de data Anno Domini millesimo quadringentesimo nono, decimo die mensis Octobris, Anno verò Regni nostri undecimo, & extendit se ad summam *decem millium nobilium*, *sexcenta*, *triginta & septem nobilia*, *pari auri & justi ponderis*, *monetæ nostræ Anglicanæ*, ac omnes aliæ similes Scripturæ cujuscúmque sint tenoris & effectûs, ac promissa & pollicitationes, quibus Serenissimus *Rex Angliæ* antedictus aut sui Nobilissimi Progenitores, aut alii Mercatores vel Subditi Regni Angliæ per Magistros generales Pruciæ aut Cruciferos sive Rutenos aut Communitatem vel Mercatores quoscúmque Civitatis aut aliorum Locorum prædictorum seu eorum Hæredes, Successores aut Agnatos vel alios quoscúmque onerari aut quovis modo gravari possint, tenore præsentium pro cassis, nullis & irritis perpetuis futuris temporibus habeantur & censeantur; & ego *Johannes Prange*, Orator antedictus, tenore præsentium, pro perpetuo casso, irrito & adnichillo, & omni beneficio ejusdem, nominibus quibus supra, in vim Pacti, in hiis Scriptis renuncio.

Item, Magister *Johannes Prange* Orator antedictus, nomine *Archipræfecti*, *Proconsulum*, *Consulum* ac aliorum Communitatis ac Mercatorum ejusdem Civitatis & Locorum prædictorum & eorum nominibus, Nobis, Oratoribus *dicti Domini Regis* & pro eodem Rege & ejus nomine stipulantibus, promisit & tenore præsentium promittit quòd dictam obligationem Originalem de data ac Summa prædicta *Johanni Wilshire* Magistro Societatis Mercatorum Angliæ, in Oppido Andewarpensi aut Burgensi, aut cæteris Locis infra Terras, Patrias & Dominia *Archiducis Austriæ* residentium, aut alteri ejus in Loco interim surrogando in hac parte sufficienti auctoritate, infra quatuor menses proximò & immediatè sequentes post datam præsentium, in dicto Opido Andewarpensi, tradet & deliberabit seu tradi aut deliberari faciet; quod si non fecerit, omnia singula Capitula præsentis Tractatûs, quatenus dictos Mercatores Incholas & Subjectos Civitatis & Locorum prædictorum concernunt, pro non conclusis ipso facto habeantur & censeantur.

Item, conventum, concordatum & conclusum est

quòd

ANNO 1498. quòd *dictus Serenissimus Rex*, pro se, Hæredibus & Successoribus suis, omnia & singula Capitula præsentis Tractatûs, quatenus se, Hæredes & Successores suos concernunt aut concernent, Literas suas Patentes, Magno Sigillo suo sigillatas, infra quinque menses proximò & immediate sequentes post datam præsentium, Commissario, Oratori, Procuratori dictæ Civitatis Rigensis ac aliorum Locorum prædictorum, in hac parte sufficienter auctorizato, in Villa sua Calesii tradet & deliberabit aut tradi & deliberari faciet & mandabit:

Et dicti *Archipræfectus*, *Proconsules*, *Consules & Burgimagistri* Literas suas, sub Sigillo communi dictæ Civitatis Rigensis omnium & singulorum Capitulorum præsentis Tractatûs Ratificatorias & Confirmatorias, quatenus se aut dictam Civitatem & Loca prædicta ac Communitatem Incholas Mercatores eorumdem Civitatis & Locorum eorum Hæredes aut Successores universales aut singulares concernunt aut concernent, infra quinque menses proximò & immediate sequentes post datam præsentium, Commissario aut Commissariis *dicti Serenissimi Regis*, in hac parte sufficienter auctorizatis, in dicta Villa Calesii, cum effectu tradent & deliberabunt aut tradi & deliberari facient.

In quorum omnium & singulorum præmissorum Testimonium atque fidem præsentibus ego præfatus *Johannes Prange* Orator antedictus Sigillum meum apposui, ac nomen & cognomen meum manu meâ propriâ scripsi.

Dat. *apud Westm.* vicesimo sexto die mensis Novembris, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, nonagesimo octavo.

Nos autem *Henricus Rex* antedictus, omnia suprascripta Capitula, Appunctuamenta, Conventiones, Concordiam & Conclusiones ore Regio roboramus & ratificamus ac tenore præsentium confirmamus;

Promittentes bonâ fide & in verbo Regio quòd nos ea omnia & singula, quantum ad nos attinet, realiter & cum effectu observabimus & exequemur, ac exequi & observari faciemus, juxta vim, formam & effectum eorumdem.

In quorum omnium & singulorum præmissorum fidem & Testimonium has Literas nostras Patentes manu nostrâ subscriptas Magni Sigilli nostri appensione fecimus communiri.

Dat. *apud Palatium nostrum Westm.* Anno Domini secundùm computationem Ecclesiæ Anglicanæ millesimo, quadringentesimo, nonagesimo octavo, & Regni nostri quartodecimo.

CCVI.

17. Dec. *Divortium per Judices Apostolicos sententiatum inter* LUDOVICUM XII. *Regem Franciæ Actorem*, *&* JOHANNAM *de Francia ream*, *quo Matrimonium inter eos contractum*, *nullum & invalidum declaratur.* [LOBINEAU, Histoire de Bretagne, au Volume des Preuves. col. 1559. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui est sans date, mais notée en marge du 17. Decembre 1498. Elle se trouve aussi en François & en abregé dans le Recueil de LEONARD, Tom. I. pag. 415. où elle est datée du 12. Decembre 1498. BELLEFOREST, Annales & Histoire de France, Tom. II. col. 1339. aussi en François sans date, & rangée sous l'an 1499.]

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis Patris, & Filii, & Spiritûs Sancti, Amen.

VISO Processu moto & pendente coram nobis Philippo Tituli Sanctorum Petri & Marcellini S. R. E. Presbytero Card. de Lucemburgo, Episcopo Cenomanensi, ac Ludovico Albiensi, & Fernando Septensi, Episcopis Judicibus à Sanctissimo in Christo Patre Alexandro Divina providentia Papa VI. in hac parte delegatis inter Christianissimum Ludovicum XII. Francorum Regem in causa nullitatis Matrimonii Actorem ex una, & Illustrissimam Dominam Johannam de Francia ream, partibus ex altera; Rescriptis Apostolicis nobis in hac parte directis, petitione Domini Actoris, exceptionibus peremptoriis, & defensionibus prædictæ Dominæ reæ, replicis ejusdem Domini Actoris, responsionibus ejus ad positiones ejusdem Dominæ reæ super ipsis suis exceptionibus, & defensionibus in ejus propria Persona factis, Testium pro parte præfati Domini Actoris productorum depositionibus, objectis reprobatoriis per ipsam Dominam ream contra eosdem Testes; & salvationibus Domini Actoris in contrarium datis, Literis, Contractibus, & Munimentis hinc inde productis, conclusione in causa, assignatione ad audiendum Jus cum actis causæ; ceterisque visis & consideratis quæ videnda & consideranda erant in hac parte, exquisito & communicato nobiscum Reverendissimorum unius Cardinalis, Archiepiscoporum, Episcoporum, & Literatissimorum, tam Doctorum Theologorum, quàm Jurisperitorum, in magno numero, consilio, deliberatione pravida, per hanc nostram Sententiam definitivam (quam pro Tribunali sedentes, solum Deum, ex cujus ore sedentis in Throno procedit gladius bis acutus, præ oculis habentes, ferimus in his Scriptis) dicimus, declaramus, & pronuntiamus Matrimonium inter ipsas Partes contractum, & de cujus viribus fuit in hoc Judicio actum, non tenuisse aut tenere, sed fuisse & esse nullum, nulliusque momenti, obligationis, vel efficaciæ; nec obstare quo minus cum alia Matrimonium efficax in Domino contrahere valeat prelibatus Dominus Actor, Licentiam sibi de hoc faciendo (quatenus opus esset) concedendo, & authoritate Apostolica impartiendo, prout concedimus & impartimur, causis mediis & rationibus in processu declaratis; ipsam Dominam Ream ab expensis, damnis & interesse relevantes. Lecta, lata, promulgata fuit presens Sententia in Ecclesia Parr. S. Dyonisii Ambasiæ per Reverendissimum ac Reverendos PP. Dominos Philippum Card. de Lucemburgo Cenom. Lud. Alb. & Fernand. Septensem Episcopos Judices à præfato Domino nostro Papa delegatos, assistentibus ipsis Magistris Petro de Bellesor Officiali Paris. Guill. Feydelli Decano de Gassicuria, & Rob. la Longue Offic. Archidiacono Paris. Assessoribus in ipsa causa assumptis, astantibus ibidem etiam Reverendissimis ac Reverendis Patribus D. Guillelmo Tit. S. Potentianæ S. R. E. Presbytero Cardinali Rhemensi, Tristando Senon. Archiepisc. Gaufrido Aniciensi, Karolo Castrensi, Gaufrido Coustant. & Renato Carnot. Episcopis, Dominis & Magistris Stephano Ponchier, Johanne Rollin in Cameris Inquestarum Parl. Par. Præsidentibus, Petro le Secourable Archid. Rothom. Theologiæ Professore, Hugone de Bansa, & Claudio de Aquis Jurium Doctoribus; Joanne Charnieres, Johanne Haro, Gaufrido Boussart Theologiæ Professoribus, Mondeto de la Martonniere in utroque Jure Licentiato, ac Thoma Pasqual Offic. Aurel. una cum pluribus Nobilibus & plebeiis hujusmodi Sententiæ pronuntiationem & promulgationem videntibus & audientibus.

CCVII.

Memoire touchant les Traitez d'Arras de 1482. de Francfort de 1485. & de Senlis de 1493. inserez dans ce Volume, & qui servent beaucoup d'éclaircissement à l'Histoire, au sujet principalement du Mariage de CHARLES *Dauphin, avec* MARGUERITE D'AUTRICHE; *de* MAXIMILIEN, *Roi des Romains, avec* ANNE *Duchesse de Bretagne; & de ladite* ANNE *avec* CHARLES VIII. *& depuis avec* LOUIS XII. *Rois de France.* [*Par* AMELOT DE LA HOUSSAYE, *inseré dans le Recueil de* FREDERIC LEONARD. Tom. I. pag. 418.] FRANCE, AUTRICHE ET BRETAGNE.

PAR le Traité d'Arras fait en 1482. il fut traité du Mariage de CHARLES Daufin, depuis Roi, avec MARGUERITE D'AUTRICHE, fille du Duc Maximilien d'Autriche, & fut convenu par ce moien, entre autres choses, que le Comté de Bourgogne demeureroit au Roi.

Ce furent ceux de Gand qui moiennerent en bonne partie ce Traité avantageux au Roi Louis XI.

Par le Traité de Francfort en 1489. quelques Articles de ce Traité d'Arras sont confirmez, ou expliquez; & plusieurs Points ajoûtez concernant le Duché de Bretagne.

Et par le Traité de Senlis en 1493. ladite Marguerite qui plusieurs années avoit été renuë comme Reine

ANNO 1498.

ne de France, fut renduë à son Pere, le Roi des Romains, & avec cela ce que le Roi tenoit dans le Comté d'Artois.

Le Mariage de MAXIMILIEN, Roi des Romains, avoit été projetté, & même accordé avec ANNE heritiere de Bretagne; & à ce sujet il avoit donné commission & procuration au Comte de Nassau, avec d'autres Deputez, pour l'épouser en son nom, comme fit ce Comte; mais le consentement du Roi n'y étant intervenu, ainsi qu'il étoit requis, ladite Princesse étant sa Vassalle & Sujette; outre que le Duc François son Pere avoit aussi promis (a) de ne la marier sans le consentement du Roi; ce Mariage projetté, mais non consommé, demeura nul.

(a) Par le Traité de Sablé du 20. Août 1488.

Cependant, Alain Sire d'Albret se voiant aussi frustré du Mariage de la Princesse, qu'il avoit instamment poursuivi, auquel le Pere d'Anne inclinoit, il se rangea du parti du Roi, lui rendit Nantes, & ceda les droits qu'il pretendoit au Duché de Bretagne, au nom de sa Femme de la Maison de Pentiévre; pour recompense desquels, le Roi lui transporta quelques Terres en Guienne; & Anne s'étant retirée à Rennes, son Conseil entra en division sur son Mariage, mais aprés diverses contentions, enfin la Paix entre le Roi & elle fut traitée par deliberation des Etats du Païs, au mois de Novembre 1491. & par ce moien l'Alliance de cette Princesse beaucoup plus sortable fut acordée avec le Roi, qui renvoia Marguerite d'Autriche au susdit Roi des Romains son Pere, aprés qu'elle eut fait sejour de neuf à dix années en France; mais à cause de sa jeunesse le Mariage n'avoit été consommé.

Dont ce Mariage d'ANNE Duchesse de Bretagne avec CHARLES VIII. fut preferé, & l'autre improuvé, comme étant celui-ci fondé sur le bien public, & sur le dessein de reünir cette belle Duché de Bretagne à la Couronne de France; car la prudence faisoit considerer, que l'Etat François seroit menacé de grandes divisions, si la Bretagne tomboit en main étrangere.

Tous les François & Bretons, qui voioient les fondemens jettez d'un long repos entre eux, par le moien de cette Alliance, en furent grandement satisfaits; pour la conservation duquel Mariage la Duchesse fut conduite à Langeais en Touraine, où le Contrat fut passé en presence des Ducs d'Orleans & de Bourbon, & d'autres Princes & Grands de France, & de Bretagne. Ils furent épousés par Louis d'Amboise, Evêque d'Alby, le seizieme Decembre du même an 1491. & peu de tems aprés elle fut sacrée & couronnée dans l'Eglise de l'Abbaie de Saint Denis; & par ce moien le Roi joignit à son Etat la Bretagne, Païs d'importance & de grande étenduë, contenant neuf Evêches.

Depuis, par le Traité de Paix sus-mentionné, conclu à Senlis le vint-troisieme Mai 1493. entre le Roi Charles VIII. d'une part, & Maximilien & Philippe d'Autriche Pere & Fils, d'autre; il fut arrêté, que ladite Marguerite Sœur de Philippe seroit renvoiée & livrée en Picardie aux Ambassadeurs de ces deux Princes: que ledit Philippe aiant l'âge de vint ans feroit hommage au Roi pour les Païs par lui tenus de sa Souveraineté; & que le Roi joüiroit des Comtez de Mâconnois, Auxerrois, & Bar-sur-Seine, & autres points.

Depuis, Anne de Bretagne étant demeurée Veuve de Charles VIII. l'an 1498. aprés la dissolution du Mariage du Roi Louis XII. avec Jeanne de France, Fille du Roi Louis XI. elle épousa ledit Roi Louis XII. le huitieme Janvier 1499. les conventions du Mariage furent les mêmes, que celles qui avoient été accordées lors de son premier Mariage avec Charles VIII laquelle par ainsi fut deux fois de suite Reine de France; ce qui fut un moien de conserver l'Union de la Duché de Bretagne avec la France. Anne mourut à Blois le neuvieme Janvier 1513. âgée de trente-sept ans, laissant deux filles du Roi Louis XII. savoir Claude, mariée au Roi François I. & Renée, au Duc de Ferrare.

CCVIII.

1498. / 1499. 7. Janv. FRANCE ET BRETAGNE.

Contract de Mariage de LOUIS XII. *Roi de France, avec Madame* ANNE DE BRETAGNE, *Veuve du Roi* CHARLES VIII. *A Nantes le 7. Janvier* 1498. [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 416. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans D'ARGENTRE', *Histoire de Bretagne*, Liv. XIII. pag. 1026. LOBINEAU, *Hist. de Bret.* Tom. II. col. 1560. & dans BELLEFOREST, *Annal. & Hist. de France*, Tom. II. fol. 1339. en date du 7. Janvier 1499.]

ANNO 1498. / 1499.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France. Savoir faisons à tous presens & à venir. Comme puis naguere feu nôtre tres-cher & Cousin le Roi Charles VIII. que Dieu absolve, soit allé de vie à trépas delaissée nôtre tres-chere & tres-amée Cousine la Reine ANNE Duchesse de Bretagne, sa Femme & Epouse, & sans aucuns enfans descendus d'eux; & soit ainsi que depuis ledit trépas plusieurs pourparlez de traitez de Mariage de nous & d'elle aient été faits d'une part & d'autre, tellement que sur iceux aient été mis & dressez par écrit, entre autres, certains Articles & convenances dudit Traité de Mariage, desquels la teneur s'ensuit. S'ensuivent aucuns Articles des Convenances & accords du Mariage faits entre le tres-Chrêtien Roi de France LOUIS XII. de ce nom d'une part; & Dame ANNE vraie Duchesse de Bretagne, d'autre part.

Premierement, a été accordé entre eux, que pour le bien & l'utilité de leur Païs & Seigneuries, ils ont voulu, consenti, & promis, veulent, consentent & promettent, de prendre par Mariage l'une Partie, l'autre; c'est à savoir ledit Roi tres-Chrêtien, ladite Dame Anne, pour sa Femme & Epouse; & ladite Dame Anne Duchesse dessusdite, ledit Roi tres-Chrêtien pour son Mari & Epoux, & ce dans le jour de Mardi prochain huitieme de ce mois de Janvier prochain.

Item. A été accordé, que lesdites épousailles seront faites dans le Château de Nantes.

Item. Et à ce que le nom de la Principauté de Bretagne ne soit & demeure aboli pour le tems à venir, & que le Peuple d'icelui Païs seroit secouru & soulagé de leurs necessitez & affaires, a été accordé, que le second enfant mâle, ou fille au défaut de mâle, venant de leurdit Mariage, & aussi ceux, qui isseront respectivement & par ordre, seront & demeureront Prince dudit Païs, pour en jouir & user comme ont de coûtume faire les Ducs ses Predecesseurs, en faisant par eux au Roi les redevances accoûtumées; & s'il avenoit, que d'eux deux en cedit Mariage, n'issit, ou vint qu'un seul enfant mâle, & que si aprés ississent ou vinssent deux ou plusieurs enfans mâles, ou filles, audit cas ils succederont pareillement audit Duché, comme dit est.

Item. A accordé, que ladite Dame jouira entierement sa vie durant du revenu du Doüaire à elle baillé & assigné par le feu Roi Charles VIII. de ce nom, que Dieu absolve, par ci-devant son Mari & Epoux.

Item. Que ledit Roi tres-Chrêtien, outre le doüaire du Roi Charles, baillera & constituera, & dés à present baille & constitue pareil & semblable douaire, que ledit Roi Charles lui avoit baillé, au cas toutefois que ledit Roi tres-Chrêtien allât de vie à trépas devant ladite Dame; & outre ce, audit cas elle joüira des meubles de leur Communauté. Et si icelle Dame alloit de vie à trépas avant le Roi Tres-Chrêtien sans Enfans d'eux, ou que la lignée d'eux procréée audit Mariage defaudroit, en ce cas, ledit Roi Tres-Chrêtien jouira sa vie durant seulement desdits Duché de Bretagne, & autres Païs & Seigneuries, que ladite Dame tenoit à present; & aprés le decez d'icelui Roi Tres-Chrêtien les prochains vrais heritiers de ladite Dame succederont ausdits Duché & Seigneuries, sans que les autres Rois ni Successeurs en puissent quereller, ni aucune chose demander. Lesdites choses dessusdites sont accordées entre le Roi Tres-Chrêtien & ladite Dame, & icelles ont promis entretenir l'un envers l'autre de bonne foi, en parole de Prince & de Princesse, par ces presentes signées de leurs seins manuels, le septieme jour de Janvier l'an 1498. *Ainsi signé*, LOUIS, ANNE.

Savoir faisons, que nous desirant ledit Mariage avoir & sortir son plein & entier effet, pour le bien de nous & de nos Roiaume, Païs & Seigneuries, & lesdits Articles & Convenances entre autres choses être dûement & entierement entretenus, avons par grande & meure deliberation de plusieurs Princes de nôtre Sang & Lignage, Prelats & Gens de nôtre Conseil, de nôtre certaine science, pleine puissance, & autorité Roiale, iceux Articles, & le contenu en iceux, promis, jurez, & accordez, promettons, jurons & accordons en bonne foi, & en Parole de Roi, entretenir

& entierement accomplir, tant pour nous, que pour nos Succeſſeurs, ſelon leur forme & teneur, ſans jamais aller ni venir au contraire, ſous l'obligation de tous nos biens preſens & à venir ; leſquels pour ce faire nous avons ſoumis & ſoumettons à toutes Cours & Juriſdictions Seculieres & Eccleſiaſtiques, & aux Cenſures du Saint Siege Apoſtolique, en toute maniere & ample forme. Et afin que ce ſoit choſe ferme & ſtable à toûjours, nous avons ſigné ces preſentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre ſcel, ſauf en autres choſes nôtre droit, & l'autrui en toutes. Donné au Châtel de Nantes au mois de Janvier, l'an de grace 1498. & de nôtre Regne le premier. *Ainſi ſigné*, LOUÏS : *Par le Roi*, Meſſieurs les Cardinaux de Saint Pierre *ad Vincula*, & d'Amboiſe ; vous le Sieur de Raveſtein, le Prince d'Orange, le Marquis de Rothelin, leſdits Comtes de Rohan, de Guiſe, & de Ligny, de Dunois, & de Rieux ; les Evêques d'Alby, de Saint-Brieu, de Luçon, de Leon, de Septe, de Cornouaille, de Bayeux ; les Sieurs de Gié & de Baudricourt, Marêchaux de France, de Sens, Chancelier de Bretagne, de la Trimouille, de Chaumont, de Beaumont, d'Avaugour, & de Tournon ; les Abbez de Redon, Vicechancelier de Bretagne, & de Monſtier Ramé, Jâques de Beaune, General des Finances de Languedoc, Maître Charles de Hautbois, Preſident des Enquêtes, Philippe Bandot, Gouverneur de la Chancellerie de Bourgogne ; René Dupont, Archidiacre de Ploechâtel, Amaury de Quenechguilly, Roland de Soliezon, Alain Mareo, Senéchal de Rennes, Maîtres des Requeſtes, & Conſeillers Ordinaires de Bretagne, Gabriel Miron Medecin Ordinaire, & pluſieurs autres preſens, PETIT. Et ſcellé à lacs de ſoie & cire verte.

CCIX.

16. Mars. FRANCE ET SUISSE.

Traité de Confédération entre LOUIS XII. *Roi de France, & les* SUISSES, *fait à Lucerne, le 16. Mars* 1499. [FREDERIC LEONARD, Tom. IV.]

NOs Magiſter Civium, Ammani, Conſules, & Communitates, Civitatum, Oppidorum, & Provinciarum magnæ & vetuſtæ Ligæ Confœderatorum Alamaniæ ſuperioris, videlicet Turregi, Bernæ, Lucernæ, Uraniæ, Suitii, &c. Notum facimus univerſis præſentes Litteras inſpecturis, quia inter memoriæ divinæ Chriſtianiſſimos Francorum Reges, majoresque noſtros, ſincera fides, Fœderum Unio, Intelligentiarumque vincula à vetuſtiſſimis annis huc usque extiterint, quæ pro conſervatione Status utriusque Deo largiente feliciter profuerunt. Cupientes itaque hanc integerrimam fidem, & ſinceræ benevolentiæ inviolatam Amicitiam ultra producere, quo utrarumque Partium Status, & firmitatem, & adverſus Hoſtes noſtros robur ſuſcipiat efficaciſſimum, præfata Fœdera, Unionesque, & Intelligentias cum Chriſtianiſſimo Rege, Domino LUDOVICO Francorum, Siciliæ, & Jeruſalem Rege, Duce Mediolani, &c. pro Majeſtate Sua, Regno, Dominiis & Subditis ejusdem acceptavimus & concluſimus, pro Nobis, Dominiis, Terris, & Subditis noſtris, in hunc qui ſequitur modum, videlicet :

Quod præfatus Rex ex ſua ſingulari Clementiâ nobis harum vigore promittit, & pollicetur, adverſus omnes & quoscunque fidele auxilium, juvamen, & defenſionem ſuis propriis impenſis.

Præterea Majeſtas Sua pro ſuæ in nos pietatis comprobatione, durante decennio, à datâ præſentium immediate computando, ſingulis annis in Feſto Purificationis Mariæ proximè venturo incipiendo, nobis aut Procuratoribus noſtris ſuper hoc Mandata ſpecialia habentibus, in Civitate ſuâ Lugdunenſi expediri & dari diſponat, & teneatur per modum penſionis annuæ 20. millia Francorum, æquâ ratione inter nos dividendorum, videlicet pro ſingulo Pago memoratæ Ligæ noſtræ duo millia Francorum præſcriptorum.

Ad hoc ſi ullo tempore Bella nobis, adverſus quemcunque fuerint, pro quibus Majeſtatem ſuam Regiam pro auxilio habendo requireremus, & eadem ſuis propriis Guerris occupata nobis ſuccurrere non valeret, ex tunc, quo magis nos ipſi Guerras noſtras continuare valeamus, cum easdem manu efficaci proſequimur, debebit Majeſtas ſua nobis ſingulis annis expedire octuaginta millia florenorum Rhenenſium, quos per quatuor partes anni, in ſua Civitate Lugdunenſi, videlicet pro qualibet parte anni 20. millia florenorum enumerare faciat in Subſidium hujusmodi Bellorum noſtrorum, ſupradictâ ſummâ penſionis annuæ non derogatâ aut diminutâ, quæ nihilominus ſuis terminis, ut præfertur, nobis præſtari debetur.

Si verò Rex ipſe pro ſuis Negotiis & Bellis, ubi hoc fuerit, auxilium noſtrum requirendum duxerit, debebimus nos Majeſtati ſuæ numerum virorum armatorum, prout nobis honeſtum & poſſibile fuerit, impendere, niſi propriis Bellis occupati, ad præmiſſum auxilium impediti fuerimus, & nihilominus noſtratibus Regi ſponte inſervire cupientibus permittere ad auxilia Majeſtatis ſuæ proficiſci valeant, expenſis tamen & ſtipendiis Regiæ Majeſtatis ſuæ, quæ noſtros non debebit recipere Milites prius non requiſitos.

Cuilibet igitur armatorum noſtrorum pro menſis ſpatio, annum in 12. menſes computando, pro Stipendio conſueto, contribuere debet aureos Rhenenſes quatuor, & medium, quæ quidem Stipendia, quamprimùm illos domo egredi contigerit, initium ſumant, & quando Majeſtas Regia hujusmodi auxilia requirenda duxerit, trina continua noſtratibus Stipendia debebit, quorum primum in Civitatibus Turregienſium aut Lucernenſium, reliqua verò duo in Civitate Gebenenſi, aut alio Loco apto, venient exſolvenda ; noſtratibus quoque reſervatæ ſint omnes & ſingulæ Immunitates & Privilegia, quibus cæteri Regis Stipendiarii gaudent & potiuntur.

Et quod ſi nos ullis temporibus Bella propria gerentes, cum Hoſtibus noſtris Pacem ſeu Inducias, ſicut poſſumus, fecerimus, tenebimur Regiam Majeſtatem ſuam ſpecifice & ſingulariter reſervare & includere, & illam ut nos ipſos providere : pariter, ſi Rex ipſe cum Hoſtibus ſuis Pacem ſeu Inducias, uti poteſt, firmaverit, debebit Majeſtas Sua nos ipſos expreſſè reſervare & includere, & nos ſicut ſe ipſum providere.

Et ſi juxta rerum præſentium diſpoſitionem Bellis involuti fuerimus, tenetur incontinenti Rex ipſe erga communes Hoſtes noſtros cum potentia & manu efficaci Guerras movere, & hæc operari, quæ ſibi & nobis commoda exiſtunt, & Bellorum conditio requirit.

Et ut hæc Amicitia & indiſſolubile Fœdus eò meliùs ſervetur, non permittemus, ſed prohibebimus, ut aliqui Subditorum noſtrorum, quibus conditionibus id fuerit, contra Regem ipſum, durante eo Fœdere, arma ſumant, aut alicui quoquo pacto auxilia præſtent, & favores, qui præfatæ Regiæ Majeſtati Guerras quascunque facere vellent, & hos Mandata noſtra ſpernentes, quæ ſub acriori pœna fient, & ſecus facientes, omnes Rebelles pro demeritorum ſuorum diſpoſitione caſtigare debebimus.

Ad hoc cautum eſt, quòd ſi aliquos noſtratum ultra numerum à Rege petitum, ad ſervitium Regiæ Majeſtatis ſuæ proficiſci contigerit, quod nulla eisdem Regia Majeſtas Stipendia præſtare debet.

Demum in his omnibus, & circa hæc pro parte noſtra excipimus & reſervamus Sanctam Sedem Apoſtolicam, Sacrum Romanum Imperium omnesque & ſingulos, cum quibus Fœdera, Uniones, Intelligentias, & obligationes Litteris & Sigillis noſtris munitas contraximus.

Qua tamen reſervatione non obſtante his confitemur cum Domino Ludovico Maria Sfortia & Heredibus ſuis nullatenus habere Confœderationem, Intelligentiam, ſeu Unionem quascunque, dolo & fraude penitus ſecluſis. In cujus rei Teſtimonium, &c. Datas Lucernæ 16. menſis Martii Anno 1499.

CCX.

15. Avril. FRANCE ET VENISE.

Traité de Paix & Alliance entre LOUIS XII. *Roi de France, & les* VENITIENS. *Fait à Blois le 15. Avril* 1499. [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 419.]

PRIMO, quòd Rex Chriſtianiſſimus & Illuſtriſſimus Dux pro eis, & eorum Succeſſoribus Regibus Francorum, & VENETIARUM Ducibus, atque Excelſum Venetum Dominium ſunt atque erunt perpetuis temporibus, Amici & Confœderati modo & forma infra ſcriptis, adverſùs & contra omnes, nemine excepto, præter Romanum Pontificem modernum, qui, ſi ſibi placuerit, poterit ingredi illud Fœdus & Amicitiam cum ipſis Chriſtianiſſimo Rege, & Illuſtriſſimo Duce & Dominio Venetiarum. Qui quidem prædicti Chriſtianiſſimus Rex & Illuſtriſſimus Dux, & Dominium

Anno 1499. nium Venetiarum, erunt Amici amicorum, & inimici inimicorum, ita & taliter quòd neuter eorum dabit unquam directè vel per indirectum sub quocumque colore, causa & occasione, quæ dici seu excogitari possit, ulli Principi, Dominio, Communitati aut Potentatui, quicumque sint aut esse poterint, favorem, præsidium, opem, aut auxilium contra & adversus alium.

Item, poterunt Incolæ & Subditi utriusque Partis, Ire, morari, mercari, & negotiari tute & securè, per Terram, Mare, atque Aquas dulces & flumina, in Patriis, Dominiis, & Provinciis alterius Ditioni & Imperio subjectis, perinde ac si essent veri & originarii Incolæ, & Subditi illius Principis aut Dominii, cujus Patrias & Dominium adibunt; nec patientur prædicti Christianissimus Rex, & inclitum Dominium Venetum in eorum Patriis & Dominiis, tam Terrâ quam Mari, aliquos Piratas aut Prædones ad damnificandum Subditos alterius, & licebit ipsis Christianissimo Regi & Excelso Dominio Veneto, intra tres menses proximos à data præsentium numerandos, nominare & declarare suos Amicos & Confœderatos, quos volunt & intelligunt in ista Amicitia & contentis in præcedentibus Articulis comprehendi, quos quidem Amicos & Confœderatos una quæque Partium infra prædictum spatium insinuare tenebitur.

Item, quia prædictus Christianissimus Rex, summo auxiliante Deo, vult & intendit recuperare Ducatum Mediolanensem, Comitatum Papiæ, & alias Civitates, Terras, & Dominia, nunc per Dominum Ludovicum Sfortiam occupata, quæ sunt verum & antiquum Patrimonium ipsius Christianissimi Regis, & ei Hæreditario Jure obvenerunt & spectant: tractatum, actum, conventum, promissum, atque conclusum per nos præfatos Oratores, pro & nomine dictorum Illustrissimorum Ducis & Venetorum Dominii, extitit, & est, quòd toties quoties antedictus Christianissimus Rex volet inferre arma & movere Bellum, seu facere & indicere Guerram prædicto Domino Ludovico, & aliis, qui pro tempore prædictos Ducatus, & Dominia, in totum sive in parte detinebunt, prædicti Illustrissimi Dux, & sui Successores, & inclitum Venetum Dominium indicent; & apte movabunt & inferent Bellum prædicto Domino Ludovico, aut aliis dictorum Ducatus & Dominii detentoribus, quando & ubi prædictus Christianissimus Rex voluerit, & Suæ Majestati expedientiùs videbitur, cum numero mille & quingentorum hominum armatorum, seu armigerorum virorum, & quatuor millium peditum ad minus, quem numerum armatorum & peditum ipsum Dominium Venetum est & erit obligatum tenere & stipendiare suis propriis sumptibus & expensis, usque ad totalem & integram recuperationem, ad opus, commodum, & utilitatem præfati Christianissimi Regis, dictorum Ducatûs Mediolani, Comitatûs Papiæ, & cæterorum Locorum, Terrarum, & Dominiorum, per ipsum Dominum Ludovicum citra Bononiam detentorum, excepto Dominio Genuensi, ad quod acquirendum, seu recuperandum, prædictum Dominium Venetum non tenebitur præstare auxilium ipsi Christianissimo Regi. Non tamen poterit dictum Venetum Dominium modo aliquo directè vel indirectè, prætextu cujuscumque rei, coloris, aut occasionis quæ dici aut excogitari possit, impedire Christianissimum Regem in acquisitione, seu recuperatione dicti Genuensis Dominii; neque prædicti Dux & Venetiarum Dominium præstabunt unquam aliquod auxilium; subsidium, favorem, præsidium, re aut verbis, quocumque modo dici aut excogitari possit, Genuensibus, & eis Adhærentibus, contra & adversus ipsum Christianissimum Regem. Qui quidem Christianissimus Rex similiter incipiet & faciet Bellum & Guerram prædicto Domino Ludovico, aut aliis dictorum Ducatûs & Dominiorum detentoribus, cum numero mille quingentorum armatorum virorum ad modum Italiæ, & quatuor millium peditum ad minimum, illos eodemque tempore quo voluerit, quod Dominium Venetum moveat Bellum ipsi Domino Ludovico, & continuabitur prædictum Bellum per Christianissimum Regem, & inclitum Venetum Dominium, usque ad totalem recuperationem Ducatûs Mediolan. & aliarum terum prædictarum. Tamen, si accideret quòd Turcus pararet magnam & potentem classem, & quòd illam mitteret contra Statum dicti incliti Venetorum Dominii, seu recommendatos eorum de Archipelago, Rhodum, aut aliquam partem Italiæ, his in casibus prædictum Dominium non tenebitur ad requestam Regis incipere Guerram seu Bellum contra prædictum Dominum Ludovicum, quamdiu dicta classis Turci erit foris ad prædicta Loca, ut supra dictum est. Si tamen jam inchoatum esset Bellum contra prædictum Dominum Ludovicum, seu alium detentorem prædictorum Ducatûs & Dominiorum, antequam Turcus mittat classem suam ad prædicta Loca, vel aliquem eorum, dictum Dominium non poterit, prætextu dictæ classis, prætermittere, quin prosequatur, & teneatur prosequi efficaciter dictum Bellum, cum numero armatorum & peditum supra expresso, usque ad finalem & integram recuperationem antedicti Ducatûs Mediolanensis, & aliorum Dominiorum supra specificatorum ad opus & utilitatem dicti Christianissimi Regis, prout supra dictum est, nisi de communi consensu & voluntate prædictorum Regis & Dominii, dictum Bellum sic inchoatum pro aliqua urgente necessitate differatur. Anno 1499.

Item, non poterunt prædicti Christianissimus Rex, & Illustrissimus Dux & Dominium Venetiarum, facere aut inire Pacem vel Treugas cum prædicto Domino Ludovico, aut alio seu aliis contra quos moverint Bellum communi consensu, nisi hoc fiat etiam communi consensu eorum accedente. Nec poterunt prædicti Christianissimus Rex, & Excelsum Venetum Dominium, cum aliquo Principe, aut Communitate, facere Pacem, Inducias aut Treugas, seu alium contractum, sine expressa & specifica denominationa alterius tanquam Amici & Confœderati.

Item, si contingeret Regem Romanorum movere seu inferre arma prædicto Christianissimo Regi, aut Subditis suis, propter quod ipse Christianissimus non posset ita promptè dare operam, seu intendere ad recuperationem dicti Ducatûs Mediolanensis; prædictum Venetum Dominium, quamprimum fuerit ad hoc à Majestate Regia requisitum, tenebitur facere & rumpere Guerram prædicto Domino Ludovico, suis sumptibus & expensis, cum numero armatorum & peditum superiùs designato, tamdiu quamdiu prædictus Rex Romanorum inferet bellum prædicto Christianissimo. Qui quidem Christianissimus etiam tenebitur eodem tempore movere Guerram prædicto Domino Ludovico, cum tali numero gentium, quàm commodè poterit consideraris Negotiis, quibus tunc sua Celsitudo implicabitur. Ita tamen quòd dictus numerus sit sufficiens ad faciendum Guerram dicto Domino Ludovico. Et similiter, si contingeret prædictum Regem Romanorum, post publicationem hujus Fœderis, inferre Bellum prædicto Venetorum Dominio, aut Subditis illius, hoc in casu dictus Christianissimus Rex dabit effectualiter prædicto Dominio omne bonum & legale auxilium contra ipsum Regem Romanorum, prout melius, & expedientius erit.

Item, ob considerationem sumptuum & expensarum, quas prædictum Excelsum Venetorum Dominium faciet & sustinebit pro auxilio præstando ipsi Christianissimo Regi, ad prædictam acquisitionem seu recuperationem faciendam prout ante scriptum est, & etiam pro securitate Statûs dicti Dominii Veneti, ipse Rex Christianissimus contentus est, quòd Civitas Cremonæ, unà cum Territorio Cremonensi, & Civitatibus, Terris, Villis, Arcibus, Locis, & Castellis omnibus, cum Fluminibus, Aquis, Territoriis, & pertinentiis suis, quæ pertinent Statui & Dominio Mediolanensi, quæ sunt ultra Flumen Adduæ versus Cremam & Brixiam, simulque omnis ora fluvialis cum ripis ipsius Fluvii Adduæ usque ad aquam exclusive, (quod Flumen & tota aqua illius integrè remanebit ipsi Christianissimo Regi) sint prædicti Dominii Veneti, prædicta acquisitione dicti Ducatûs & aliorum Dominiorum supra dictorum facta, & remaneant perpetuò pleno Jure prædicto Dominio Veneto, illaque semper & liberè tanquam sua detineat & possideat, excepto Castro & Loco Lechi, quod remanet & remanebit antedicto Christianissimo Regi, & suis Successoribus Ducibus Mediolani. Et promiserunt prædictæ Partes, videlicet ipse Christianissimus Rex personaliter, & nos prædicti Oratores, nomine prædicti Dominii, & virtute Mandati ab eodem Dominio nobis directi, super Sancta Dei Evangelia, & sub censuris & interdictis Apostolicis, bene, legaliter, & integre custodire facere & observare, unaquæque Partium respectivè quoad eam attinet, omnia & singula in præcedentibus Articulis & Capitulis comprehensa, secundum formam & tenorem illorum.

Quæ omnia & singula in præcedentibus Articulis seu Capitulis contenta, nos Oratores & Procuratores prædicti promittimus per juramenta nostra supra Sacro-Sancta Dei Evangelia præstita, nomine quo supra, adimplere atque observare ad unguem, & effectualiter procurare, quòd antedictus Illustrissimus Dux & Inclitum

ANNO 1499. clitum Venetum Dominium prædicta omnia in hoc præsenti Tractatu & Fœdere contenta, rata habebunt, atque suas Litteras Ratificationis omnium & singulorum per nos, ut supra, gestorum in bona & debita forma expeditas prædictæ Regiæ Majestati transmittent infra Calendas Julias proximè futuras, à data præsentium. In quorum fidem, robur, & Testimonium, præsentes Litteras manibus propriis signavimus, atque Sigillorum nostrorum appositione roboravimus. Datum Blesis, die 15. Aprilis, Anno Domini 1499.

CCXI.

13. Mai. FRANCE ET SAVOYE.

Traité entre LOUIS XII. *Roi de France, &* PHILIBERT *Duc de Savoye. A Géneve le 13. Mai* 1499. [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 422.]

PHILIBERT, Duc de Savoie, de Chablais, & d'Aouste, Prince & Vicaire perpetuel du Saint Empire Romain, Marquis en Italie, Prince de Piemont, Comte de Geneve & de Baugé, Baron de Vaud & de Foucigny, Seigneur de Nice & de Verceil, &c. A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme puis naguere pour l'entretenement des Amitié, Confederation, & Alliances étans entre nôtre tres-redouté Seigneur & Cousin le Roi de France, & Nous, & les Sujets d'un parti & d'autre, & aussi pour le traitement d'aucunes matieres touchant & concernant le bien, profit, & utilité dudit Seigneur & de Nous, il ait envoié devers nous, reverend Pere en Dieu l'Evêque de S. Paul de Leon, & Maitre Richard le Moyne, ses Ambassadeurs & Procureurs speciaux, avec lesquels nous aions fait, conclu, traité, & accordé les Points & Articles dont la teneur est telle.

Premierement, mondit Sieur le Duc de Savoie, averti du vouloir & intention, que ledit Roi Tres-Chrêtien a d'aller conquester & recouvrer son vrai & ancien heritage de la Duché de Milan, Comté de Pavie, & autres Terres & Seigneuries, que lui détient & occupe induëment le Sieur LUDOVIC, promet & accorde mondit Sieur le Duc de donner passage par ses Terres, Païs, & Seigneuries, au Roi & à son Armée, tant de pied que de cheval, toutes fois & quantes qu'il voudra passer en personne, ou faire passer sadite armée pour aller faire ladite conquête, en paiant leurs dépens, & ce qu'ils prendront du Païs & Sujets de mondit Sieur le Duc raisonnablement, selon le taux qui sera fait par les Commis sur ce de la part dudit Seigneur & de mondit Sieur le Duc; pourvû aussi que ledit Seigneur tiendra & fera tenir tel ordre par ses Capitaines & Chefs de Guerre, que sesdits gens d'armes & armée passeront paisiblement, & sans faire aucune force, violence, ni pillerie sur les Païs & Sujets de mondit Sieur le Duc; & si aucune faisoient lesd. Capitaines & Chefs de Guerre, & autres sur ce Commis, en feront faire promptement la punition & dûe reparation. Aussi mondit Sieur le Duc de son côté commettra gens pour faire conduire lesdits gens de Guerre par sesdits Païs & Seigneuries, & les fera bien loger & traiter, & si besoin est retirer & sejourner en grand & petit nombre, comme le cas requerra, & ne permettra, que par sesdits Païs & Sujets leur soit faire aucune injure, force, ou violence, & si aucune s'en faisoit, en fera faire par ses Officiers & Commis, promptement dûë punition & reparation: & permettra aussi mondit Sieur de Savoie, que ledit Seigneur se serve de ses Sujets, qui le faire le voudront; & au surplus en tant que touche ce que le Roi demande que mondit Sieur de Savoie ne donnera vivres, retraite, ni faveur, ni permettra donner par ses Sujets aux ennemis du Roi, mondit Sieur le Duc est content en resignant toûjours son honneur & devoir de fidelité, le Roi considerant la proximité de lignage qui est entre lui & mondit Sieur de Savoie, aussi pour le bon & grand vouloir, qu'il a conçu par ci-devant, & connoît par effet mondit Sieur avoir à lui, & pour la grande amour & affection que ledit Seigneur a envers mondit Sieur de Savoie, le voiant si bien disposé à lui faire service, dés maintenant donnera à mondit Sieur de Savoie vint deux mille livres de pension chacun an, & à Monsieur le Bâtard de Savoie son Frere, dix mille; & outre icelui Seigneur donnera à mondit Sieur le Duc la charge & conduite de cent hommes d'armes, & les lui entretiendra sans point de retranchement, durant le bon plaisir dudit Seigneur, qui s'entendra être & durer jusques à ce que mondit Sieur de Savoie fit chose pourquoi ledit Seigneur eût legitime occasion de lui rien ôter; lesquels cent Hommes d'armes il commencera à mettre sus en ce present mois de Mai, auquel mois & le premier jour d'icelui commencera le premier quartier, à la fin du mois de Juillet prochainement venant, se fera le paiement dudit quartier, en faisant la montre desdits cent Hommes d'Armes, telle qu'on a accoûtumé en France, & de là en avant se fera toûjours le paiement desdits cent Hommes d'Armes de trois mois en trois mois, en faisant la montre comme dit est. Lesquels Hommes d'Armes, ensemble les Lieutenans, Archers, & suite; mondit Sieur de Savoie fera & mettra sus de ses Sujets, & autres que bon lui semblera, pourvu que les Chefs soient seûrs & feables au Roi. Et outre ce si mondit Sieur de Savoie veut s'emploier à servir ledit Seigneur à sadite conquête, ledit Seigneur lui donnera la charge & conduire d'autres cent Hommes d'Armes, & l'avertira deux mois avant qu'il veuille commencer la Guerre; & lors qu'il fera ledit avertissement lui avancera pour un quartier le paiement desdits cent Hommes d'Armes; lesquels cent Hommes d'Armes, ensemble les Lieutenans, Archers & suite, il pourra choisir, deputer, & prendre en ses Païs & ailleurs là où bon lui semblera, pourvû qu'ils soient suffisamment selon la coûtume de France, & que les Chefs & Capitaines soient seurs & feables au Roi comme dessus. Plus donnera ledit Seigneur durant la Guerre & conquête, depuis qu'elle sera commencée jusques à la fin, à mondit Sieur le Duc, la somme de trois mille écus d'or au Soleil pour chacun mois, & moiennant ce mondit Sieur sera tenu de fournir six cens combatans à Cheval, & armez bien en point, outre lesdits deux cens Hommes d'Armes, durant ladite Guerre; desquels six cens combatans se fera vûe en paiant lesdits trois mille écus, & si besoin est de deux mille Hommes de pied, pour l'espace de six semaines tant seulement; de laquelle Armée mondit Sieur le Duc, ou ceux qui en auront la charge de lui, seront tenus de servir ledit Seigneur en sadite conquête, ainsi que par lui & ses Lieutenans seroit raisonnablement avisé; & s'entendra ladite Guerre être commencée dés que ledit Seigneur fera passer en Italie le nombre de deux cens Hommes d'Armes, outre les huit cens Hommes d'Armes qui sont ordonnez en la Comté d'Ast.

Item. Et outre ce que dit est, aprés avoir conquêté la meilleure partie de ladite Duché de Milan, ledit Seigneur tant qu'il vivra, donnera à mondit Sieur sa vie durant, ladite pension de vint-deux mille Livres tournois par chacun an, & à Monsieur le Bâtard son Frere, dix mille Livres tournois, sans aucun retranchement, ensemble paiement desdits cent Hommes d'Armes, soit Paix ou Guerre. Et en outre par tems de Guerre, en cas que ledit Seigneur se veuille servir de mondit Sieur le Duc, & mondit Sieur le veuille servir, lui donnera le paiement d'autres cent Hommes d'Armes, ensemble la pension desdits trois mille écus au Soleil par mois, comme dessus.

Item. Si cas avenoit, qu'avant ladite Guerre commencée ou aprés, le Sieur Ludovic Sforce, detenant à present ladite Duché de Milan, ou aucuns ses Alliez & suivans envahissent les Païs, Terres, & Seigneuries de mondit Sieur le Duc, ou se preparassent de ce faire, en maniere que le danger y fût évident, pourra mondit Sieur le Duc lesdits gens d'Armes dont il doit servir ledit Seigneur comme dessus, employer totalement à la défense de sesdites Terres & Seigneuries; & au surplus sera tenu ledit Seigneur de toute sa puissance aider & secourir mondit Sieur le Duc à ses propres coûts & dépens, tout ainsi que si c'étoit pour la preservation & défense de son Etat.

Item. Et que ledit Seigneur en toutes les Ligues, Confederations, & Alliances qu'il fera, enclorra & reservera mondit Sieur le Duc & ses Sujets, Terres & Seigneuries, ni ne fera Paix, Traité, Appointement, ni Treve, touchant ladite Duché & Etat de Milan, sans le seû de mondit Sieur le Duc, & où il ne soit compris: & le semblable sera tenu de faire mondit Sieur le Duc. Et si mondit Sieur le Duc, outre les choses dessusdites, fait en ladite conquête de Milan quelque prise ou bon service audit Seigneur, il le reconnoîtra envers lui tellement qu'il se devra tenir content.

Item. Et soit entendu, que par le present Traité ne soit en rien dérogé aux Alliances & Confederations Anciennes & Nouvelles, faites entre les Rois Predecesseurs dudit Seigneur, & les Ducs Predecesseurs de mondit Sieur le Duc, ains demeureront en leur entier, & seront confirmées, tenuës, & entretenuës par les-

dits

Anno 1499. dits Seigneurs Roi & Duc, en leurs Articles, selon leur forme & teneur.

Lesquelles choses dessus écrites, mondit Sieur le Duc promet de tenir, garder & observer selon la forme & maniere contenues és Chapitres dessus écrits, reservé sur le tout son honneur & devoir de fidelité. Et semblablement promet ledit Seigneur à mondit Sieur le Duc, toutes & chacunes les choses contenues esdits Chapitres, tenir, garder & observer, l'aider, défendre, & s'employer pour lui selon la forme & contenu desdits Chapitres.

Item. Et outre les choses dessusdites, dés maintenant donnera ledit Seigneur, par maniere de pension, à aucuns Sujets & Serviteurs Domestiques de mondit Sieur le Duc, afin qu'ils soient plus enclins à lui faire service, c'est à savoir à Monsieur de la Chambre, cinq mille Livres tournois; à Monsieur Charles, Grand-Maître-d'Hôtel de mondit Sieur le Duc, douze-cens Livres tournois; à Monsieur le General de Savoie, Bastien Ferrier, mille Livres touruois; à Laurent de Gourvou, Ecoier d'Ecurie de mondit Sieur le Duc, quatre-cens livres tournois; à Amé de Challat, Maître d'hôtel de mondit Sieur le Duc, deux-cens livres tournois; à Clande de Balleyson, deux-cens livres tournois; lesquelles pensions s'entendront estre & durer, sans point de retranchement, jusques à ce que les dessusdits fissent chose pourquoi ledit Seigneur eût legitime occasion de les leur oster.

CCXII.

18. Mai. *Tractatus Commerciorum inter* HENRICUM VII. *Regem Angliæ &* PHILIPPUM *Ducem Austriæ & Burgundiæ conclusus. Datum apud Westmonasterium die* 18. *Maii* 1499. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. XII. pag. 713.]

REX universis & singulis, ad quorum notitias præsentes Literæ pervenerint, Salutem.

INSPEXIMUS QUÆDAM CAPITULA Mercimoniorum ac Mercium Intercursûs inter Commissarios & Oratores nostros ex una, & Commissarios & Oratores Serenissimi Principis & Consanguinei nostri carissimi *Philippi Archiducis Austriæ & Ducis Burgundiæ &c.* partibus ex altera, apud Villam Calesii nuper communicata, conventa, tractata, appunctuata, inita, concordata, & conclusa, sicuti in Literis desuper confectis pleniùs apparet & continetur,

Quarum Literarum tenor sequitur, & est talis,

UNIVERSIS ET SINUULIS, ad quor præsentes Litteræ pervenerint, *Ricardus*, permissione divinâ, *Roffensis Episcopus*, *Wilhelmus Warbam* Legum Doctor, Magister sive Custos Rotulorum Cancellariæ in Anglia, *Ricardus Nanfan* Miles Deputatus Locumtenentis Villæ Calesii, Magister *Ricardus Hatton* utriúsque Juris Doctor, *Johannes Turbervyle* Miles Thesaurarius Villæ prædictæ, *Sampson Norton* Miles Janitor ejusdem Villæ, & *Adrianus Whetbill* ejusdem Villæ Contrarotulator, Ambassiatores, Oratores, Procuratores, & Commissarii Potentissimi ac Metuendissimi Principis Domini *Henrici*, Dei gratiâ, *Regis Angliæ & Franciæ, & Domini Hiberniæ*, Salutem.

NOTUM FACIMUS quòd Nos, Ambassiatores, Oratores, Procuratores, & Commissarii supranominati, pro Excellentissimo Principe nostro *Rege antedicto* atque ejus nomine, sufficienti auctoritate nobis in hac parte ab eodem Principe per Literas suas Patentes commissâ (quarum tenor inferius sequitur) cum Reverendo in Christo Patre Domino *Henrico de Bergis Episcopo Cameratensi* & *Comite Cameratensi* Ordinis Velleris aurei Cancellario, Magistro *Johanne Sauvage* Flandrensium Præsidente, Domino *Daniele de Praet* Milite Ballivo superiore Flandriæ Domino de Meruwez, & Magistro *Thoma de le Papoire* Domino de Pipoy Magistro Requestarum Hospitii Illustrissimi Principis Domini *Archiducis Austriæ & Ducis Burgundiæ, &c.* & ab eodem Principe in hac parte sufficientem auctoritatem per Literas suas Patentes habentibus (quarum etiam tenor inferiùs sequitur) convenimus, contraximus, & conclusimus, ac per præsentes convenimus, contrahimus, & concludimus omnes & singulos Articulos in forma sequente,

IN PRIMIS, conventum, concordatum & conclusum est quòd, immediatè post datam & conclusionem præsentis Tractatûs, de quolibet sacco cujuslibet generis lanarum, ad stapulam Calesii traductarum & traducendarum, durante termino duodecim Annorum proximò sequentium post datam præsentium, una medietas marcæ deponetur & defalcabitur, nisi fortè magna & notoria ovium mortalitas in Regno Angliæ inte im contigerit; quæ quidem ovium mortalitas per bonos & indifferentes Viros, in hac parte coram Thesaurario Angliæ juratos, omni fraude & dolo in ea parte cessante, æstimabitur: de qua quidem mortalitate Thesaurarius Angliæ, qui pro tempore erit, Illustrissimum *Dominum Archiducem* aut ejus Commissarios per Literas sub Sigillo suo certiorabit, quo casu licebit Mercatoribus Stapulæ prædictæ, præsenti Articulo non obstante, dictos saccos prætatarum Lanarum & eorum quemlibet, dictâ peste & ejus effectu durante, sine diminutione aut defalcatione quacúmque liberè & impunè vendere.

Item, conventum est quòd nullus Paccator de partibus Australibus Angliæ de cætero excercebit Officium Paccaturæ, antequam ad hoc admittatur & abilitetur coram Majore & Constabulariis Stapulæ Westmonasteriensis, & quòd ejus scientia approbetur coram quibusdam Mercatoribus discretis & Paccatoribus juratis, per dictos Majores & Constabularios juxta consuetudines ab antiquo usitatos deputandis & assignandis: idémque Paccator, modo & formâ prædictis, admissus, approbatus, coram eisdem Majore & Constabulariis ac aliis, prout Regiæ Majestati placuerit, præstabit juramentum corporale quòd absque fraude, dolo, collusione aut deceptione quacúmque faciet Paccaturam Lanarum indifferenter & sufficienter, ita quòd in Velleribus Lanarum Terram, Petras, Fimum, Zabulum, Arenas, & Filor minime paccent aut involvent vel involvi & paccari consentient:

Eodem modo ordinatum est quòd nullus Paccator, de partibus Borialibus Angliæ, de cætero excercebit Officium Paccaturæ, antequam ad hoc admittatur & abilitetur coram Majore & Constabulariis Stapulæ Bosston. ibidémque similis modus & forma approbandi scientiam & præstandi Juramentum ut præmittitur observabuntur: & quod quisque Paccator, ita per omnia approbatus & juratus, fideliter nominabit quascúmque Lanas, per eum paccatas, pro Patriis suis, secundum naturam ipsarum Lanarum, & non pro alia Patria quovismodo:

Et super quamlibet Serpleriam Poke vel Pokette bonarum Lanarum de Lanis Merchiæ magnis & apertis Literis scribet aut scribi faciet, GOOD MARCHE,

Et super Serplerias mediocrum Lanarum Marchiæ scribet aut scribi faciet, MIDDLE MARCHE:

Et super omnes Serplerias bonarum Lanarum de Cottiswold scribet aut scribi faciet, GOODE COTTISWOLD:

Et idem observabitur de omnibus Lanis quarumcúmque Patriarum in Anglia crescentibus, & ad Stapulam Calesii in futurum traducendis:

Necnon idem Paccator super omnes & singulas Serplerias prædictas cognomen suum scribet aut scribi faciet; Ies quòd nec nomen Lanarum prædictarum nec cognomen Paccatoris sine ruptura Serpleriæ Poke vel Pokette facite evelli possit:

Et, si aliquis Paccator contra formam præsentis ordinationis aliquas Lanas paccare præsumpserit, ab Officio paccandi ipso facto deponatur, & propter perjurium suum juxta arbitrium Regiæ Celsitudinis tàm in Bonis quàm in Persona puniatur:

Et, si prædictæ Lanæ, dolo, fraude, scientia aut consensu Mercatoris Stapulæ, ipsas Lanas ementis, contra tenorem hujus Ordinationis aliquo modo paccatæ fuerint, si de hujusmodi dolo, fraude, sciencia vel consensu coram Domino Thesaurario Angliæ qui pro tempore fuerit per veros, bonos, & indifferentes Viros convincantur aut aliquis eorum convincatur, pro hujusmodi dolo, fraude, sciencia vel consensu pro quolibet Sacco Lanarum ut præmittitur fraudulenter paccato, totiens quotiens de dolo, fraude, scientia vel consensu prædictis convictus fuerit, *viginti Libras Sterlingorum* amittet; quarum *viginti Librarum quindecim Libræ* debebuntur *Domino Regi* & *quinque Libræ* solventur *illi qui hujusmodi falsas Paccaturas detexerit*; præsenti Ordinatione post primum diem Junii proximò futurum post datam præsentis Tractatûs & non antea suum robur & effectum habiturâ.

Item, quòd si Subditi *Domini Archiducis* Lanas in Calesio ementes, & infra tres menses diem dictæ emptionis proximò & immediatè sequentes eas Lanas in Calesio reductas negligentiâ Venditoris madefactas, putridas, vermibus corrosas, corruptas, aut aliter vitiatas in Calesio minimè probaverint, si in termino solutionis post lapsum dictorum trium mensium dictas Lanas ut præmittitur vitiosas esse allegaverunt, nullatenus audientur; set, hujusmodi exceptione in nullo obstante, ad solutionem summæ petitæ & in scripto obligatorio contentæ realiter & cum effectu compellantur & quilibet eorum compellatur, nisi inter Partes contrahentes aliter conventum sit:

ANNO 1499.

Et, si infra tempus dictorum trium mensium, Lanæ per Emptores reducantur Caletio tanquam viciosæ, Stapularii aut Officiarii Stapulæ ad hoc deputati eas visitabunt, & Parti debitè instanti & Justitiam sibi fieri postulanti infra viginti dies post hujusmodi requisitionem ministrabunt, nisi Lanæ sint madefactæ, vel tempora fuerint Feriarum, vel alia justa causa dilationis extiterit:

Et, si infra dictos viginti dies Officiarii Stapulæ Justitiam ut præmittitur suâ negligentiâ ministrare distulerint, & Mercator Stapulæ qui hujusmodi Lanas vendiderit interim cum Parte dampnificata non composuerit, tunc Tractatus erit dissolutus, & compelletur Venditor suas Lanas recipere & precium vel Scriptum obligatorium Emptori restituere unâ cum omnibus dampnis & interesse:

Quod si infra dictos viginti dies contra Subditos *Domini Archiducis*, allegantes hujusmodi Lanas madefactas, putridas, verinibus corrosas, corruptas, aut aliter ut præmittitur vitiatas, Decretum sive Sententia per Officiarios Stapulæ feratur, nunquam super illa querela seu allegatione contra Mercatorem Venditorem coram quocúmque alio Judice, quàm coram Illustrissimo Domino *Rege Angliæ* aut ejus in hac parte Deputatis, postea judicialiter vel extra judicialiter ad agendum vel querelandum admittentur, vel aliquis eorum admittetur.

Item, quod de cætero Mercatoribus Stapulæ eorúmque Factoribus & Negotiorum Gestoribus ac aliis Subditis *Domini Regis* per Subditos *Domini Archiducis* fiant bonæ & perfectæ solutiones, videlicet, in bonis Pecuniis & ad valorem Sterlingorum juxta ratam tabulæ jam factæ & ad præsens in Aula Stapolæ prædictæ existentis, nisi inter Partes contrahentes aliter sit conventum, ac etiam quòd licebit dictis Mercatoribus eorúmque Factoribus ac Subditis prædictis omnia genera Pecuniarum, tàm Aurearum quàm Argentarum, in Terris & Dominiis *Domini Archiducis* cursum habentium vel habiturarum, a suis Debitoribus impunè recipere, & licebit *eisdem Debitoribus* dicta genera Pecuniarum dictis Mercatoribus Angliæ aut eorum Factoribus imponè solvere, necnon licebit dictis Mercatoribus Stapulæ aut aliis Subditis *Domini Regis* hujusmodi genera Pecuniarum, ac etiam Vasorum aureorum vel argentorum & jocalium quorumcúmque, per manus Artificis ad aliquam certam & perfectam formam redactorum, tàm per Terram quàm per Mare & Aquas dulces, infra & extra Patrias & Dominia dicti *Domini Archiducis*, sine inquietatione aut molestatione alicujus Subditorum aut Officiariorum quorumcúmque & sine metu Confiscationis prædictarum Pecuniarum & rerum secum ad Caletium ad Regnum Angliæ aut ad alia Loca quæcúmque esportare & traducere vel exportari & traduci facere, non obstante quacúmque prohibitione jam facta aut imposterùm facienda, salvo etiam semper omnibus & singulis Subditis *Domini Regis* beneficio Articuli in hac parte editi in Tractatu, *inter Dominum de Bures* & alios Commissarios dicti *Domini Archiducis* & Commissarios Illustrissimi Domini *Regis Angliæ*, concordato & concluso, de data *apud London*. vicesimo quarto die Februarii Anno Domini millesimo, quadringentesimo, nonagesimo quinto.

Item, quòd *Dominus Archidux* ex nunc illam Floreni & cujuslibet partis ejusdem, & quamcúmque aliam impositionem super quoscúmque Pannos Anglicanos factam, amovebit, cassabit & penitus extinguet, & nec prædictam Impositionem, nec aliam quamcúmque super Pannis in Regno Angliæ confectis aut aliquo eorum, aut super Mercatores Anglicanos Venditores eorumdem Pannorum, nec super Emptores Pannorum Anglicanorum cujuscúmque Nationis iidem Emptores erunt imposterum imponet aut imponi permittet, & Nos Commissarii præfati *Domini Archiducis* illam, & quamcúmque aliam Impositionem sic ut præmittitur factam sive faciendam, tenore præsentium amovemus, cassamus & penitus extinguimus, ita quòd prædicti Mercatores, Emptores & Venditores dictorum Pannorum aut alicujus eorumdem a solutione dicti Floreni & cujuslibet partis ejusdem, & a quacúmque aliâ Impositione ut præmittitur factâ seu imposterùm faciendâ, omnino liberi & quieti erunt.

Item, quòd omnia & singula Statuta, Provisiones, Ordinationes & Proclamationes ante hæc tempora, quacúmque auctoritate ac sub quacúmque verborum serie, facta, statuta aut provisa, ordinata & proclamata quòd Panni Anglicani apud Opidum Andewerpensem & Bergensem duntaxat, & non apud alia Loca Terrarum & Dominiorum *Domini Archiducis*, duci, poni & stapulari deberent, & ibidem novo quodam Sigillo signari, futuris temporibus pro cassis nullis & irritis habeantur, & Nos Commissarii *Domini Archiducis* omnia & singula prædicta Statuta, Provisiones, Ordinationes ac Proclamationes, ac omnia alia in ea parte contra effectum præsentis Articuli attemptata, tenore præsentium, cassamus, irritamus & extinguimus, ita quòd de cætero licebit omnibus & singulis Mercatoribus Angliæ & eorum Factoribus per Terram, Mare & Aquas dulces ad quæcúmque Loca & Opida infra Terras & Dominia præfati *Domini Archiducis* (Flandriâ dumtaxat exceptâ) quoscúmque Pannos Anglicanos, sine molestatione, impedimento & inquietatione quacúmque traducere, vendere & traduci facere, & ab eisdem, cum & sine suis mercibus, ad quæcúmque alia Loca absque impedimento aliquo se divertere, necnon licebit omnibus & singulis Subditis *Domini Archiducis* Pannis Anglicanis uti, eisdem modo & formâ quibus, temporibus nobilium Progenitorum *Domini Archiducis*, usi sunt & gavisi.

Item, quòd nulla Brevia & Scripta vulgariter vocata KYNKERNELLYS seu alia quæcúmque Scripta sive Brevia consimilis naturæ & effectûs, in fraudem & jacturam Mercatorum Angliæ, per *Dominum Archiducem* Opidis & Opidanis eorumdem aut particularibus personis, sub quacúmque verborum serie de cætero per *Dominum Archiducem* concedantur; &, si in futurum concedantur, pro non concessis, immò pro cassis & irritis ipso facto censeantur, & quantum ad Concessionem revocandam, Commissarii *Domini Archiducis* diligentissimè apud eundem *Dominum Archiducem* instabunt, ut si non in toto cassentur saltim ad minora tempora reducantur, ut faciliùs ac citiùs creditores debita sua consequantur; & idem observabitur erga Subditos *Domini Archiducis* in Anglia.

Item, quòd si Mercatores Stapulæ eorum Factores, aut alii Subditi *Domini Regis*, aliquem Subditum *Domini Archiducis*, pro debitis suis judicialiter conveniunt per aliqua Brevia vulgariter vocata SKEPYN BREFF, seu alias Literas quascúmque, a sua Prosecutione aut ab Esemptione Sententiæ, in bona mobilia vel immobilia debitorum suorum pro eis latâ, nullatinus impediantur, & quòd de cætero si fiunt hujusmodi Brevia sive Literæ aliæ quæcúmque in fraudem creditorum & ad impediendum Executionem prædictam exhibeantur, quòd nullius effectûs aut virtutis sed pro cassis & irritis ipso facto habeantur; & idem observabitur Subditis *Domini Archiducis* in Regno Angliæ,

Item, quòd quotiensecúmque contigerit Mercatores Partium Angliæ venire ad Nundinas Andwerpensem, Bergensem, vel aliarum Patriarum *Domini Archiducis* prædicti, ac etiam extra Nundinas, eis ibidem licebit emere tales Mercansias quales voluerint, & pro tali precio in quo simul cum Venditoribus convenire poterunt, absque eo quod superior ipsorum Mercatorum Angliæ, vulgariter nomine COURT MAISTER nuncupatus. per se, seu cum aliquibus ejusdem Anglicanæ Nationis, possit Mercibus per Anglicos emendis precium constituere limitatum, seu aliquam Pœnam in transgredientes illud certum precium ordinare (salvis tamen Privilegiis ac Libertatibus dictis Mercatoribus, Anglicanis, indultis & concessis) idem etiam observabitur ex parte Subditorum *Domini Archiducis* in Nundinis prædictis.

Item, quòd de cætero non licebit Nationi Anglicanæ Statuta seu Ordinationes facere contra aliqua Opida sive Personas Patriarum *Domini Archiducis*, ordinando quòd Merces vel Bona talis Villæ vel Personæ nullus emat Anglorum, nisi fortè per dictos Opidanos aut præfatas Personas Mercatores Angliæ aut eorum Factores malè tractati, fraudati aut aliter dampnificati fuerint (salvis etiam Privilegiis ac Libertatibus dictis Mercatoribus Anglicanis indultis & concessis) & idem observabitur ex parte Subditorum *Domini Archiducis*.

Item, quòd si aliqui Subditi *Domini Regis* vendentes aliqua Merces vel Mercimonia alicui Subditorum *Domini Archiducis* & propter defectum solutionis & non observantiam Contractûs inter eos initi & conclusi, dictum Subditum vel Subditos dicti *Domini Archiducis* judicialiter conveniunt, constito de contractu per confessionem Emptoris, aut per solam exhibitionem alicujus Scripti obligatorii, coram Majore Stapulæ ejúsve Locumtenente aut Constabulario ejusdem, per Emptorem & Venditorem recogniti & Sigillo Stapulæ signati, vel Signo privato debitoris per eundem recognito, aut alio modo privatum debitoris Signum fuisse & esse legittimè probato, statim & sine quacúmque dilatione Debitor, ad solutionem summæ petitæ per Judicem coram quo agetur diffinitivè condempnabitur, nisi eidem Creditori, suo vel alteri ejus nomine sufficientem Potestatem in ea parte vel in toto de hujusmodi debito satisfactum fuisse, vel pactum de non petendo sibi factum

Anno 1499.

tum esse, aut aliter legitimè excipiat;

Quibus tamen omnibus & singulis casibus, totam summam ab eo petitam, dictis Literis publicis vel privatis contentam, apud Judicem coram quo contendetur debitè consignatam sive warantizatam, sine ulteriori dilatione quacúmque deponet, & Judex, Pecuniarum sic depositarum Creditori, aut ejus Factori sufficientem cautionem restituendi hujusmodi Pecuniam exhibenti, casû quo Debitor suas exceptiones veras esse probaverit, & Sententiam diffinitivam optinuerit, sine dilatione frustratoria quacúmque cum effectu tradet aut tradi mandabit, & omnes & singulæ causæ nondum coram Judice judicialiter motæ aut ventilatæ, quas Subditi *Domini Regis* habent vel habebunt adversus Subditos *Domini Archiducis*, & beneficio Instrumentorum publicorum aut privatorum in Processu uti velint, tunc, infra sex menses proximò & immediatè sequentes diem submonitionis Partis adversæ, plenè, perfectè & diffinitivè discutientur & terminabuntur, & si beneficio Testium & non scriptorum in Processu uti velint præstito jurejurando quòd hoc in fraudem non faciunt, tunc infra novem menses proximò & immediatè sequentes diem Submonitionis Partis adversæ plenè, perfectè & diffinitivè discutientur & terminabuntur, & omnes causæ, coram Judicibus motæ & ventilatæ & adhuc pendentes indecisæ, quas Subditi *Domini Regis* habeant adversus Subditos *Domini Archiducis*, intra novem menses proximò & immediatè sequentes datam præsentis Tractatûs, Partibus debitè instantibus, & Justitiam sibi ministrari postulantibus, plenè, perfectè & diffinitivè finientur & terminabuntur, causæ tamen coram Judicibus jam motæ, quas usque ad medium Litis vel plenè ad Sententiam Partes prosecutæ fuerint, quam citò Juris ordine fieri possit finientur & terminabuntur; & idem observabitur erga Subditos *Domini Archiducis* in Anglia.

Item, quòd si contingat Mercatores Stapulæ, eorum Factores, aut alios Subditos quoscúmque *Domini Regis*, in Terris aut Dominiis *Domini Archiducis* aliquod crimen committere, non propterea Bona dictorum Mercatorum quorum Factor erat, aut aliorum quorum Bona tempore commissi delicti apud eum reperientur, in Confiscationem cadunt, constito quòd Bona apud delinquentem repetta alteri pertineant, set solum bona delinquentis de cætero confiscabuntur, & etiam iidem Mercatores Stapulæ eorúmque Factores solum pro suis Contractibus & Delictis, & nullo modo pro alienis, convenientur, multentur aut punientur, nisi in casu Reprisaliarum concedendarum juxta formam Tractatûs conclusi inter Commissarios utriusque Principis, *de data vicesimo quarto die Februarii, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, nonagesimo quinto*, proviso etiam quòd virtute præsentis Articuli in nullo Mercatoribus Stapulæ præjudicetur, quantum ad beneficium quæ ratione obligationum habent aut postea habebant versus Opida & Opidanos Terrarum & Dominiorum *Domini Archiducis*; idem etiam observabitur in Anglia Calesio & Marchiis ejusdem Subditis *Domini Archiducis*.

Item, quòd Mercatores & alii Subditi Serenissimi *Regis Angliæ* & eorum Factores, in quibuscúmque Terris, Locis aut Dominiis *Domini Archiducis* morientes, & in eisdem Locis tam Merces & Bona sua quàm aliena habentes, pro Bastardis vel & illegitimè natis de cætero nullo modo habeantur & reputentur, set Merces & Bona præfati sic morientis, sine quacúmque diminutione, eorumdem Hæredibus, Executoribus aut proximis Agnatis, aut aliis de Sanguine vel non de Sanguine dùm Anglici sint & ex Testamento vel alio legitimo modo interesse habeant, & Literas Certificatorias de Loco Originis & nomine utriúsque Parentis dicti mortui exhibuerit, & quòd pro legitimè nato in Terris Nativitatis suæ in Regno Angliæ habitus & reputatus fuerit, sine dilatione ulteriori cum effectu recipiantur, cui quidem Certificatorio autentico, sine ulteriori in ea parte probatione quacúmque faciendâ, standum erit: & quantum attinet ad Mercatores Stapulæ aut eorum Factores, in Terris *Domini Archiducis* morituros standum erit soli Certificatorio Stapulæ eo quod nulli Bastardi admittuntur in Mercatores Stapulæ; & nec propria bona Anglici Sacerdotis in Terris & Dominiis *Domini Archiducis* morientis, nec aliena apud eum deposita & apud eum tempore suæ mortis inventa & reperta, de cætero confiscabuntur, set sua bona suis agnatis aut quibus ille relinquerit, aliena Bona Proprietariis docentibus de Proprietate, sine quacúmque exhibitione Certificatoriâ plenè & integrè restituantur; idem etiam observabitur de Subditis *Domini Archiducis* morituris in Anglia.

Item, conventum, concordatum & conclusum est quòd omnia & singula Capitula præmissa (Capitulo de Defalcatione medietatis Mercæ duntaxat excepto, quod ad duodecim Annos, nisi alter Principum quod absit interim decesserit, solum durabit) suum robur & effectum habeant & habebunt durante vitâ utriúsque Principis, & per Annum integrum proximò & immediatè sequentem obitum Principis primò decedentis.

Item, conventum, concordatum & conclusum est, quòd Illustrissimus Dominus *Rex Angliæ*, infra duos menses proximò & immediatè sequentes datam præsentis Tractatûs, Literas suas Patentes, Magno Sigillo suo sigillatas & propriâ manu suâ subscriptas, confirmatorias & ratificatorias omnium & singulorum Capitulorum præsentis Tractatûs, quatenus ipsum *Dominum Regem* aut ejus Subditos concernunt aut concernent, Commissariis dicti *Domini Archiducis* in Villa Calesii sufficienter in ea parte auctorizatis tradet & deliberabit aut tradi & deliberari mandabit & faciet, & simili modo *Dominus Archidux* infra duos menses proximò & immediatè sequentes datam præsentis Tractatus, Literas suas Patentes, Magno Sigillo suo sigillatas & propriâ manu suâ subscriptas, confirmatorias & ratificatorias omnium & singulorum Capitulorum præsentis Tractatus, quatenus ipsum *Dominum Archiducem* aut ejus Subditos concernunt aut concernent, Commissariis dicti Serenissimi *Domini Regis* in Villa Calesii sufficienter in ea parte auctorizatis tradet & deliberabit aut tradi & deliberari mandabit & faciet.

Sequuntur tenores Commissionum.

Henricus, Dei gratiâ, *Rex Angliæ & Franciæ & Dominus Hiberniæ* omnibus ad quos præsentes Literæ pervenerint, Salutem.

Sciatis quòd Nos,

De fidelitatibus, industriis & providis circumspectionibus dilecti & fidelis Consiliarii nostri, Reverendi in Christo Patris, *Ricardi Roffensis Episcopi*, necnon dilectorum & fidelium Consiliariorum nostrorum, *Wilhelmi Warham* Legum Doctoris Magistri sive Custodis Rotulorum Cancellariæ, *Ricardi Nanfan* Militis Deputati Locumtenentis nostri Villæ nostræ Calesii, Magistri *Ricardi Hatton* utriúsque Juris Doctoris, *Johannis Turbevile* Militis Thesaurarii nostri Villæ prædictæ, *Sampsonis Norton* Militis Janitoris Villæ nostræ prædictæ, & *Adriani Whetehill* Contrarotulatoris nostri ejusdem Villæ, quamplurimùm confidentes,

Ipsos nostros veros & indubitatos Commissarios, Oratores, Procuratores & Deputatos assignamus, facimus & constituimus & deputamus per præsentes,

Dantes & concedentes eis, sex, quinque, quatuor aut tribus eorum plenariam potestatem & auctoritatem ac Mandatum generale & speciale nomine nostro, pro nobis, Regnis, Patriis, Terris, Dominiis Subditis & Vassallis nostris quibuscúnque, cum Carissimo Consanguineo nostro *Philippo Archiduce Austriæ, Duce Burgundiæ, &c.* seu ejus Ambassiatoribus, Oratoribus, Commissariis, Procuratoribus, Deputatis & Nunciis potestatem sufficientem ab eodem Consanguineo nostro habentibus, de & super quibuscúmque Commerciis exercitioque Commerciorum, ac mutuo & amicabili intercursu Mercandisarum, *inter Nos*, Hæredes & Successores nostros, atque Regna, Patrias, Terras, Dominia & Loca nostrá quæcumque, & dictum *Consanguineum nostrum* Hæredes atque Successores suos, atque Patrias, Terras, Dominia & Loca sua quæcúmque, Subditos, Vassallos, Confœderatos, Amicos, Alligatos, Faventes & Adhærentes nostros & suos quoscumque, conveniendi, appunctuandi, celebrandi, componendi & finaliter concludendi,

Necnon de & super omnibus & singulis contentionibus, quæstionibus, causis, querelis, litibus, attemptatis, dampnis, injuriis, gravaminibus & demandis, ac injustis detentionibus Mercium & Mercatorum alicujus Partium prædictarum, unà cum suis circumstantiis, emergentibus, incidentibus, dependentibus & connexis, quæ *inter nos & præfatum Consanguineum nostrum* ac Regna, Patrias, Terras, Dominia, Loca, Subditos, Vassallos, Alligatos, Confœderatos, Amicos, Faventes & Adhærentes nostros & suos prædictos hincinde pendere dinoscuntur,

Necnon de & super omnibus & singulis differentiis, querelis, seu quæstionibus quibuscúmque in Capitulis Amicitiarum & Mercium intercursûs, *inter nos & dictum Consanguineum nostrum* vel Commissarios nostros & Commissarios ipsius Consanguinei nostri ante hæc tempora initis & conclusis, conveniendi, communicandi, tractandi, exponendi, impetrandi, declarandi, & concordandi, atque ea omnia & singula componendi, paciscendi, appunctuandi, reparandi, reformandi, & plenariè ac integrè determinandi & finaliter concludendi,

Ac de & super hujusmodi appunctuatis & conclusis, cæterisque omnibus & singulis præmissa concernentibus

ANNO 1499. bus, quæ, cum præfatis Commissariis, Oratoribus, Procuratoribus, Legatis, Deputatis, & Nunciis dicti *Consanguinei nostri* appunctuata, concordata, & conclusa fuerint, Literas validas & efficaces pro parte nostra tradendi & deliberandi, Literásque alias consimilis vigoris & effectûs ex altera parte petendi, exigendi, & recipiendi,

Et generaliter omnia præmissa & præmissorum singula qualitercúmque concernentia faciendi, excercendi, & expediendi ita & eodem modo sicut Nos ipsi faceremus si in persona nostra interessemus, ac etiam si talia sint quæ Mandatum de se magis exigant speciale;

Promittentes, bonâ fide & in verbo Regio, omnia & singula, quæ per præfatos Commissarios, Oratores, Procuratores, & Deputatos nostros appunctuata, promissa, concordata, conventa, & conclusa fuerint in hac parte, Nos rata, grata, & firma habituros & observaturos, & superinde Literas nostras Patentes confirmatorias daturos.

In cujus rei Testimonium has Literas nostras fieri fecimus Patentes.

Teste meipso apud *Westmonasterium* decimo nono die Februarii, Anno Regni nostri quartodecimo.

PHILIPPUS, Dei gratiâ, ARCHIDUX *Austriæ*, DUX *Burgundiæ*, *Lotharingiæ*, *Brabantiæ*, *Stiriæ*, *Carinthiæ*, *Carniolæ*, *Lumburgiæ*, *Lucemburgiæ*, & *Gheldriæ*, COMES *Hasburgiæ*, *Flandriæ*, *Thirolis*, *Artesii*, *Burgundiæ*, PALATINUS *Hannoniæ*, LANTGRAVUS *Alsatiæ*, MARCHIO *Burgoniæ & Sacri Romani Imperii*, *Holandiæ*, *Zelandiæ*, *Ferretis*, *Kiburgiæ*, *Mamurmicii*, & *Zutphaniæ* COMES, DOMINUS *Frisiæ*, *Sclavonicæ*, *Portusnaonis*, *Salinarum*, & *Meschelemæ*, universis & singulis, præsentes Literas inspecturis, Salutem & dilectionem.

NOTUM FACIMUS quòd Nos, de fidelitatibus, industriis, & providis circumspectionibus, Reverendi in Christo Patris, Domini *Henrici de Bergys Episcopi Cameracensis* Cancellarii Ordinis nostri & Superioris sive Capitis nostri supremi Concilii in absentia Cancellarii nostri, necnon, dilectorum & fidelium Consiliariorum nostrorum, Magistri *Johannis Sauvage* nostræ Cameræ Consilii Flandrensis Præsidentis, & Domini *Danielis de Praet* Militis & Camerarii nostri Domini de Meruwez Patriæ nostræ Flandriæ Superioris, ac Magistri *Thomæ de la Papoire* Domini de Pypay Magistri Requestarum Hospitii nostri, plurimùm confidentes,

Ipsos & eorum quemlibet nostros veros, legitimos, & indubitatos Procuratores, Commissarios, Oratores, Deputatos & Nuncios eligimus, facimus, constituimus, deputamus, nominamus, & ordinamus per præsentes,

Dantes & concedentes ipsis omnibus, aut tribus, aut saltem duobus eorumdem potestatem & auctoritatem plenariam, ac Mandatum speciale & generale nomine nostro, & pro nobis, próque Terris, Dominiis, Vassallis, & Subditis nostris quibuscúmque, in certâ Dietâ seu Concione in Oppido Calesii aut alio in Loco, prout Serenissimo ac Excellentissimo Principi *Henrico Anglorum Regi* Domino & Consanguineo meo carissimo placuerit, proximò celebrandâ, comparendi, & ibidem cum ejusdem Domini Regis Ambassiatoribus, Commissariis, Oratoribus, Nunciis, Procuratoribus, & Deputatis ad hoc ab ipso Domino Rege sufficientem Potestatem & Facultatem habentibus, de & super confirmatione & corroboratione Amicitiarum, Confœderationum, & intelligentiarum, *inter eundem Dominum Regem & Nos*, jampridem initarum, pactarum, & conclusarum, earumdémque ampliatione, extensione, & firmiori stabilioríque colligatione ac vinculo,

Necnon de & super quibuscúmque Commerciis Commerciorúmque excercitio, ac mutuo & amicabili Mercimoniorum intercursu inter prælibatum *Dominum Regem*, ac ejus Hæredes & Successores, ac Regna, Dominia, Patrias, Terras, ac Loca alia quæcúmque suæ Ditioni subjecta, *& Nos*, Hæredésque ac Successores nostros atque Terras, Dominia, Patrias, & Loca nostra quæcúmque, Vassallos, Subditos, Confœderatos, Amicos, Alligatos, eorumdémque Factores & nostros quoscúmque conveniendi, Amicitias, Confœderationes, & intelligentias ipsas confirmandi, roborandi, & stabiliendi, &, si necesse fuerit, easdem ampliandi, augendi, & protendendi,

Prætereà de & super omnibus & singulis contensionibus, controversiis, quæstionibus, causis, litibus, & querelis, necnon attemptatis, dampnis, injuriis, gravaminibus, & demandis, ac injustis Mercium & Mercatorum utrinque detentionibus, unà cum eorum circumstantiis, emergentibus, incidentibus, dependentibus, annexis & connexis quæ, inter præfatum *Dominum Regem & Nos*, suósque ac nostros Vassallos, Alligatos, Confœderatos, Fautores, & Amicos, ac Loca, Regna, Terras, & Dominia suæ & nostræ Ditioni subjecta, hincinde dependere dinoscuntur, ANNO 1499.

Necnon de & super omnibus & singulis differentiis, querelis, seu quæstionibus quibuscúmque in Capitulis Amicitiarum, & Mercimoniorum intercursu inter ipsum *Dominum Regem & Nos*, vel inter suos & nostros Commissarios antehac initis & conclusis, conveniendi, communicandi, tractandi, exponendi, interpretandi, declarandi, concordandi, paciscendi, componendi, appunctuandi, reparandi, reformandi, ac plenariè & integrè determinandi & finaliter concludendi, vel ad *aliam Dietam* prout eis expediens vel oportunum visum fuerit prorogandi & continuandi,

Ac de & super omnibus appunctuatis, pactis, initis & conclusis hujusmodi Literas validas & efficaces nomine nostro tradendi & deliberandi, Literas quoque consimilis effectûs & vigoris parte ex altera petendi, requirendi, & recipiendi, & generaliter omnia & singula faciendi, dicendi, gerendi, excercendi, & procurandi quæ in præmissis & circa ea necessaria fuerint seu quomodolibet oportuna, & quæ Nos ipsi faceremus seu facere possemus si præsentes personaliter interessemus, etiam si Mandatum exigerent magis speciale, quàm præsentibus est expressum,

Promittimúsque bonâ fide & in verbo Principis omnia & singula quæ, per præfatos Commissarios, Oratores, Procuratores, Nuncios, & Deputatos nostros, quantum ad Amicitias, Confœderationes, & Intelligentias prædictas attinet, confirmata, roborata, seu ampliata, necnon circa alias res & negotia pacta, inita, appunctuata, promissa, concordata, conventa, & conclusa fuerint, Nos ea omnia rata, firma, & grata, & stabilita perpetuò habituros, ac Literas nostras Patentes horum omnium confirmatorias desuper concessuros.

In cujus rei Testimonium Sigillum nostrum duximus præsentibus apponendum.

Datum in *Oppido nostro Bruxellensi* die nonâ mensis Martii, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, nonagesimo octavo.

Nos autem omnia & singula suprascripta Capitula, Appunctuamenta, Conventiones, & Conclusiones, ac omnia & singula superinde confecta, & in eisdem contenta & specificata, rata & firma habemus, & ea omnia & singula pro nobis & quantum ad Nos pertinet ore Regio acceptamus, approbamus, & ratificamus, necnon, tenore præsentium, corroboramus & confirmamus; eáque omnia & singula firmiter & inconcussè tenere ac observare promittimus.

In quorum omnium & singulorum præmissorum fidem & Testimonium his præsentibus, manu nostrâ propriâ subscriptis, Magnum Sigillum nostrum apponi fecimus.

Datum apud *Westmonasterium* decimo octavo die Maii, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, nonagesimo nono, & Anno Regni nostri quartodecimo.

CCXIII.

Procès Verbal de l'hommage fait par PHILIPPE, *Archiduc d'Autriche*, *à* LOUIS XII. *Roi de France*, *pour les Comtez de* FLANDRES, ARTOIS & CHAROLOIS. *A Arras le 5. Juillet 1499.* [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 455. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans BELLEFOREST *Annal. de France*, Tom. II. fol. 1343.] 5. Juill.

JEAN Amys, Notaire & Secretaire du Roi nôtre Sire. Pource qu'il a plû à nôtre haut & puissant Seigneur, Monsieur Messire Guy de Rochefort, Chevalier, Seigneur de Pleuvot & de Labergemant, Chancelier de France, tant de sa grace me preferer, que de m'avoir ordonné & commandé les Lettres de la reception de l'hommage, fait au Roi nôtredit Sire en ses mains, par tres-haut & tres-puissant Prince, Monsieur PHILIPPE, Fils du Roi des Romains, Archiduc d'Autriche, Comte de FLANDRE, D'ARTOIS, & de CHAROLOIS, le cinquieme jour de ce present mois de Juillet 1499. étant mondit Sieur le Chancelier en la Cité d'Arras, en l'Hôtel Episcopal: Et que tels grands actes, termes, & ceremonies, qui en ce ont été gardées & observées en l'honneur & exaltation, profit & utilité du Roi & de sa Couronne, sont dignes de perpetuelle memoire; me suis enhardi rediger par écrit tout ce que j'ai pû voir & entendre touchant ce present acte & matiere, & mêmement depuis le penultieme jour de Juin dernier passé, jusques audit cinquieme jour de Juillet ensuivant.

Et pour entrer en ladite matiere, est chose certaine & veri-

ANNO 1499. veritable, que ledit Monsieur le Chancelier ledit jour se partit l'apresdiṍce de la Ville de Doarlens, au Pais de Picardie, pour aller en la Cité d'Arras, où cedit jour il arriva, toûjours accompagné de Messieurs de Ravestein & de la Gruture; de Messire Charles de la Vernade, Chevalier, Sieur dudit lieu; Maistre Christofe de Cremonne, Conseillers & Maistres des Requestes ordinaires de l'Hôtel; Messire Raoul de Lannoy, Bailly d'Amiens; Maistres François d'Estain, Hugues de Baigel, Amaury de Quinquiville, Nicole de Foix, Philippe d'Estas, Richard Nepveu, Pierre de la Vernade, Conseillers ordinaires; Mace Toustain, Procureur General d'icelui Sieur en son Grand Conseil; Jean Burdelot, Procureur General d'icelui Sieur en sa Cour de Parlement à Paris; Antoine le Visle, Rapporteur de la Chancellerie de France; Dreux Budé, Jean de Villebresme, Raoul Guyot, Philippe Maillart, Notaires & Secretaires du Roi nôtredit Sieur, & moi.

Et ainsi que mondit Sieur le Chancelier fut avec toute sad. Compagnie, comme à lieuë & demie de ladite Cité d'Arras, chevauchant en bon ordre, aiant au devant de lui l'Hoissier du Grand Conseil, portant sa masse découverte, armoiée des Armes du Roi, & aprés ledit Huissier le Chauffe-cire, qui portoit le Scel ainsi qu'il est accoûtumé, quand mondit Sieur le Chancelier chevauche par Champs; lequel Chauffe-cire étoit côtoié de deux Rois d'Armes du Roi nôtredit Seigneur, vétus de leurs cottes d'Armes, (c'est à savoir Montjoye, premier Roi d'Armes de France, & Normandie,) arriverent; venant au devant de mondit Sieur le Chancelier, l'Evêque de Cambrai, Messire Thomas de Pleures, Chevalier, Chancelier de mondit l'Archiduc; Monsieur le Comte de Nassau, le Sieur de Fiennes; & autres tant Chevaliers qu'Ecuiers, & gens du Conseil de mondit Sieur l'Archiduc. Lequel Messire Thomas de Pleures, soi adressant à mondit Sieur le Chancelier, lui dit & recita, que les Sieurs de sa Compagnie & lui étoient envoiez par mondit Sieur l'Archiduc, son Maistre, lui dire, que mondit Sieur l'Archiduc étoit moult joieux de sa venuë, & des autres Sieurs étans avec lui, & qu'ils fussent les tres-bien venus, & autres belles, bonnes, & douces paroles. Faisant tous les dessusdits, de la part de mondit Sieur l'Archiduc, grandes reverences & honneurs à mondit Sieur le Chancelier, & grand accueil à mes autres Sieurs de sa Compagnie. Desquelles choses mondit Sieur le Chancelier remercia moult honorablement mondit Sieur l'Archiduc, & lesdits Sieurs, qui étoient illec venus de sa part. Et tost aprés se mirent d'une part & d'autre ensemblement en chemin pour aller en ladite Cité.

Et comme toute la Compagnie fut à l'entrée des Fauxbourgs d'icelle Cité, mondit Sieur le Chancelier fut rencontré & abordé de mondit Sieur l'Archiduc, lequel pour le recevoir & venir au devant, s'étoit parti de cheval de l'Abbaie de Saint Vaast, en la Ville d'Arras; & passé toute ladite Ville & Cité, où il y a chemin. Et incontinent que mondit Sieur l'Archiduc, accompagné de grand nombre tant Chevaliers de son Ordre, qu'Ecuiers, & autres Officiers de sa Maison (qui tous étoient en rang d'une part & d'autre, pour faire chemin & place à mondit Sieur le Chancelier, & ceux de sa Compagnie,) apperçut mondit Sieur le Chancelier, mit la main au bonnet, en soi du tout découvrant, & fit marcher sa mulle contre mondit Sieur le Chancelier, lequel il embrassa, aiant toûjours le bonnet hors la teste; lui dit qu'il fût le bien venu, en lui demandant en cette maniere: comment se porte Monsieur le Roi? A quoi mondit Sieur le Chancelier répondit, que tres-bien; graces à Dieu, comme il avoit intention de plus amplement lui dire. Semblablement fit mondit Sieur l'Archiduc à Messieurs de Ravestain & à la Gruture; grand accueil; & salua gracieusement mesdits Sieurs des Requestes, & Gens du Conseil du Roi. Et aprés plusieurs gracieuses paroles, & contenances, que tenoit mondit Sieur l'Archiduc à Messieurs le Chancelier & de Ravestain, aiant toûjours icelui mondit Sieur l'Archiduc son bonnet en sa main, sans soi vouloir couvrir, sinon qu'aussi mondit Sieur le Chancelier se couvrit, mondit Sieur l'Archiduc & mondit Sieur le Chancelier se mirent eux deux ensemble pour entrer en ladite Cité; mondit Sieur le Chancelier toûjours à dextre, & chevauchant au devant d'eux ledit Huissier dudit Grand Conseil, tenant sadite masse haute & découverte, & ledit Chauffe-cire aiant le scel du Roi sur son dos, comme il est coûtume, quand mondit Sieur le Chancelier chevauche par le Roiaume; & deux Rois d'Armes en leur ordre, sans qu'entre mesdit Sieurs l'Archiduc & Chancelier y eût autre. Laquelle chose, étoit & fut bien regardée, tant par lesdits gens & Officiers de mondit Sieur l'Archiduc, que par le peuple, dont y avoit grand nombre, tant de dehors la Cité, que dedans, illec venus pour voir l'entrée. Et mena & conduisit mondit Sieur l'Archiduc mondit Sieur le Chancelier toûjours parlant à lui, en soi souvent découvrant, sans qu'il se couvrit, que mondit Sieur le Chancelier ne fût aussi-tost couvert, jusques à l'entrée du Cloître de la grande Eglise. Voulant mondit Sieur l'Archiduc à toute force le mener jusques en la Maison Episcopale, en laquelle mondit Sieur le Chancelier a toûjours été logé, nonobstant les requestes & prieres, que mondit Sieur le Chancelier lui fit, de soi contenter de tant lui en avoir fait pour l'honneur du Roi. Et sur ces paroles se départit mondit Sieur l'Archiduc de mondit Sieur le Chancelier, & s'en alla en ladite Ville d'Arras, en sondit Logis de Saint Vaast, & mondit Sieur le Chancelier en la Maison Episcopale, accompagné de mondit Sieur le Comte de Nassau, & autres grands personnages de la Maison de mondit Sieur l'Archiduc. Et aprés chacun de la Compagnie & Bande de mondit Sieur le Chancelier s'en alla au logis qui lui étoit ordonné. ANNO 1499.

Et aprés plusieurs allées & venuës, qui par lesdits Messire Thomas de Pleures, Comte de Nassau, le Sieur de Molambais, & autres Officiers de mondit Sieur l'Archiduc, durant les jours du Lundi, Mardi, Mecredi, & Jeudi, ensuivans, premier, second, tiers, & quart de cedit present mois de Juillet, furent faites par devers mondit Sieur le Chancelier en sondit Logis, pour traiter & conclure sur aucunes matieres, Points, & Articles mis en avant par ledit Procureur General du Roi nôtredit Seigneur en sa Cour de Parlement, & lesdites matieres prises fin, fut ledit jour de Jeudi requis par les dessusdits Officiers de mondit Sieur l'Archiduc à mondit Sieur le Chancelier, soi vouloir disposer à la reception de l'hommage, que mondit Sieur l'Archiduc étoit tenu faire au Roi, pour raison de la Pairie & Comté de Flandre, & semblablement des Comtez d'Artois & de Charolois, & autres Terres tenuës & mouvans du Roi nôtredit Seigneur, à cause de sa Couronne; & pour ce faire, assigner jour & heure à mondit Sieur l'Archiduc, afin de venir devers lui, à lui, faire son devoir. Lequel mondit Sieur le Chancelier fit réponse, que le lendemain, qui étoit Vendredi & cinquieme jour dudit mois, fût à neuf ou dix heures du matin, il seroit prest de le recevoir. Lesquels jour & heure furent acceptez par lesdits Officiers de mondit Sieur l'Archiduc. A cette intention, mondit Sieur le Chancelier ordonna, pour ce faire, lieu & place en la seconde Salle de sondit Logis, laquelle étoit bien tapissée, & ladite place être haussée comme de deux marches, & y être mise une chaire parée & couverte de fleurs de lis, en laquelle il seroit assis durant ladite reception, & les paroles qui seroient à proferer touchant ledit hommage; ce qui fut fait.

Et ledit jour Vendredi, comme heure de dix heures du matin, mondit Sieur le Chancelier étant en sa Chambre, accompagné de mesdits Sieurs desdites Requestes de l'Hôtel, Gens du Conseil, du Bailli d'Amiens, & autres dessusnommez, lui fut venu dire par ledit Messire Thomas, & autres Officiers de mondit Sieur l'Archiduc, que mondit Sieur l'Archiduc étoit parti de son Logis, s'en venoit devers lui pour faire ledit hommage, & qu'il se voulût disposer & mettre en lieu pour icelui recevoir. A quoi Monsieur le Chancelier fit réponse, que si-tost que mondit Sieur seroit venu au lieu ordonné, pour icelui recevoir à faire ledit Hommage, qu'il estoit & seroit prest. Et par deux autres fois vinrent encores autres desdits Officiers, tant Chambellans que Secretaires de mondit Sieur l'Archiduc, la premiere fois dire à mondit Sieur le Chancelier, comme mondit Sieur l'Archiduc étoit en la premiere Salle qui joint à la seconde, lequel mondit Sieur le Chancelier pour ce ne se meut. Et à la deuxieme fois, pource qu'iceux Officiers affirmoient mondit Sieur l'Archiduc estre entré en la seconde salle, comme il étoit vrai, & aussi que mondit Sieur de la Gruture, & Messire Robert de Framezelles, Chambellan du Roi (lesquels, & mondit Sieur de Ravestain, avoient accompagné mondit Sieur l'Archiduc depuis son logis jusques en ladite seconde Salle,) vinrent dire à mondit Sieur le Chancelier, que mondit Sieur l'Archiduc étoit en icelle seconde Salle, & au propre lieu & place appareillez pour ledit hommage: lors, mondit Sieur le Chancelier vétu d'une robe de velours cramoisi, son chapeau en sa teste, se partit de sadite Chambre, laquelle joignoit à ladite Salle, en la maniere qui s'ensuit; c'est à savoir, aiant au devant de lui ledit Huissier dudit Grand Conseil, portant sadite masse découverte & haute, qui à haute voix disoit & crioit si-tost qu'il fut hors d'icelle Chambre, &

ANNO 1499. entré en icelle seconde Salle, (pource qu'en icelle y avoit si grand nombre de gens, tant des gens & Officiers de mondit Sieur l'Archiduc, qu'autres, qu'à peine se pouvoit-t-on tourner,) ces mots, par trois ou quatre fois: *Devant, devant, faites place*. Et aprés ledit Huissier alloient lesdits deux Rois d'Armes du Roi nôtredit Seigneur, vétus de leurs cottes d'Armes, puis marchoient mondit Sieur le Chancelier, & aprés lui, Messieurs des Requestes dudit Grand Conseil, & Notaires & Secretaires du Roi nôtredit Seigneur, avec lesquels j'étois. Et pource que mondit Sieur le Chancelier m'avoit ordonné auparavant son partement d'icelle Chambre, me mettre en lieu & place pour estre present à ladite reception dudit Hommage, ouir les paroles tant de lui, que de mondit Sieur l'Archiduc, qui y feroient dites & proferées par eux deux, & prendre le commandement des Lettres à ce necessaires, je m'avançai pour ce faire.

Et est à savoir, qu'ainsi que mondit Sieur le Chancelier aprocha de la chaire où il devoit se seoir, mondit Sieur l'Archiduc, qui auprés d'icelle étoit attendant mondit Sieur le Chancelier, osta incontinent le bonnet de sa teste, en disant à mondit Sieur le Chancelier ces mots: *Monsieur, Dieu vous doint bon jour*, & en ce disant baissa fort sa teste; & mondit Sieur le Chancelier, sans rien proferer ni dire mot, mit seulement la main à son chapeau, qu'il avoit en sa teste, sans autrement icelui oster, puis s'assit en sadite chaire. Et incontinent l'un desdits Rois d'Armes, ainsi qu'ordonné lui avoit été par mondit Sieur le Chancelier, cria à haute voix par trois fois: *Faites paix*. Ce fait mondit Sieur l'Archiduc, teste nuë se presenta à mondit Sieur le Chancelier, pour faire sondit Hommage, disant: *Monsieur; je suis ici venu devers vous pour faire l'Hommage que tenu suis faire à Monsieur le Roi, touchant mes Pairies & Comtez de Flandre, d'Artois, & de Charolois, lesquels tiens de Monsieur le Roi, à cause de sa Couronne*. Lors mondit Sieur le Chancelier ainsi assis qu'il étoit en sadite chaire, & tout couvert de bonnet & chapeau, lui demanda s'il avoit ceinture, dague, ou autre bâton; lequel mondit Sieur l'Archiduc en levant sa robe, qui étoit sans ceinture, dit que non. Ce dit, Monsieur le Chancelier lui mit les deux mains entre les siennes; & icelles ainsi tenant & jointes, mondit Sieur l'Archiduc se voulut incliner, montrant apparence de soi vouloir mettre à genoux, ce que mondit Sieur le Chancelier ne voulut souffrir, ains en le soulevant par sesdites mains qu'il tenoit, comme dit est, lui dit ces mots: *Il suffit de vostre bon vouloir*. Puis mondit Sieur le Chancelier lui profera en cette maniere, (lui tenant toûjours lesdites mains jointes, & aiant mondit Sieur l'Archiduc la teste nuë, & encore s'efforçant toûjours mettre à genoux,) *vous devenez Homme du Roi vostre Souverain Seigneur, & lui faites foi & hommage lige, pour raison des Pairie & Comté de Flandre, & aussi des Comtez d'Artois & de Charolois, & de toutes autres Terres, que tenez du Roi & de sa Couronne, lui promettez de le servir jusques à la mort inclusivement, envers & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, sans nul reserver, de procurer son bien, & éviter son dommage, & vous conduire & aquiter envers lui, comme envers vostre Souverain Seigneur*. A quoi fut par mondit Sieur l'Archiduc répondu; *Par ma foi ainsi le promets, & ainsi le ferai*. Et ce dit, mondit Sieur le Chancelier lui dit ces mots: *Et je vous y reçoi, sauf le droit du Roi en autres choses, & l'autrui en toutes*. Puis tendit la joue, en laquelle mondit Sieur le Chancelier le baisa. Puis mondit Sieur l'Archiduc requit & demanda à mondit Sieur le Chancelier Lettres de ladite Reception dudit Hommage, lesquelles mondit Sieur le Chancelier me commanda lui faire, & icelles lui dépêcher.

Lors mondit Sieur le Chancelier se leva de ladite chaire, & se découvrit de chapeau & bonnet, & fit reverence à mondit Sieur l'Archiduc, en lui disant ces mots: *Monsieur, je faisois nagueres office de Roi, representant sa personne, & de present je suis Gui de Rochefort, vostre tres-humble serviteur, toûjours prest de vous servir envers le Roi mon Souverain Seigneur & Maistre, en tout ce qu'il vous plaira me commander*. Dont mondit Sieur l'Archiduc le remercia, lui disant en ces mots: *Je vous remercie, Monsieur le Chancelier, & vous prie qu'en toutes mes affaires envers mondit Sieur le Roi, vous me veuillez toûjours avoir pour recommandé*.

Témoin mon sein manuel ci-mis, le premier jour d'Août l'an 1499. *Sic signatum*, AMYS.

CCXIV.

1500. 20 Janv. *Tractatus Matrimonii inter* ARTHURUM *Principem Walliæ*, HENRICI VII. *Regis Angliæ Filium & Infantem Hispaniæ*, CATHARINAM, *Filiam* FERDINANDI *&* ELISABETHÆ, *Castiliæ Regis & Reginæ, contrahendi. Conclusus Londini* 1499. *& confirmatus in urbe Hispalensi die* 20. *Januarii* 1500. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. XII. pag. 741.] ANNO 1500.

FERDINANDUS & ELISABETHA, Dei gratiâ, REX & REGINA *Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galleciæ, Majoricarum, Hispalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Giennis, Algarbii, Algeziræ, Gibraltaris*, & *Insularum Canariæ*, COMES & COMITISSA *Barchinonæ*, DOMINI *Vizcayæ* & *Molinæ*, DUCES *Athenarum* & *Neopatriæ*, COMITES *Rossilionis* & *Ceritaniæ*, MARCHIONES *Oristani* & *Gociani*,

Benivolentiam, Amicitiam, & unanimem Christianorum Principum Concordiam, compertum habemus non ipsis tantùm Principibus, & eis qui eorum imperio subditi sunt, verùm etiam toti Reipublicæ Christianæ, utilem fuisse: Et è contra, ex hac quemadmodum necessitudine mutuóque amore multa undique beneficia suboriuntur; sic, si discordes & bono nequaquam animo inter se vixerint, multa inde incommoda, & plurima passim dampna subsequuntur.

Et quoniam omnes Religionis nostræ Sanctissimæ Principes elaborare tenemur non ut Subditi tantum nostri quiete agant, verùm ut in tota Religione Christiana eadem, pro publico Bono, quies Paxque servetur; longéque magis hoc tempore id eniti conarique debemus, in quo Turcarum Princeps, Sanctissimæ Fidei inimicus, arma ad eam evertendam a tota Asia & Græcia concitavit, & quoniam nostra Serenissimique *Enrici Angliæ Regis* Fratris nostri carissimi necessitudo & Amicitia huic rei prodesse plurimùm potest, superiorum etiam temporum memoriam recolendo, in quibus summa inter Reges Majores nostros uósque ac eundem Serenissimum Regem & Antecessores suos *Angliæ Reges* Amicitia intercessit, optantes nimirum ut ipsa majus indiès incrementum nanciscatur, præcipuè cum Illustrissimi *Arthuri Waliæ Principis* Filii sui primogeniti & Hæredis conjugium cum Illustrissima *Catherina Principe Waliæ Infante Castellæ & Aragonum* Filia nostra carissima, ad hoc idem prosequendum nos Jura naturáque devinciant,

Hæc omnia animadvertentes & magna præterea merita summas virtutes & ingens quod in præfato Serenissimo *Rege Angliæ* Fratre nostro carissimo ornamentum viget libentissimè animo ad confirmandum, corroborandum quicquid ad comune bonum nostræ ipsiúsque Amicitiæ augendæ incrementum ceptum est.

Igitur, universis & singulis, præsentes Litteras inspecturis, *Notum facimus* quòd, cum nuper inter nos, per *Rodericum Gundisalvi de Puebla* Jurisconsultum, Consiliarium, Oratorem, & Procuratorem nostrum, nomine nostro, & in vim Mandati seu Procurationis, a nobis eidem concessæ, pro nobis ac Illustrissimo Principe *Michaele Principe Castellæ, Aragonum, & Portugaliæ* Nepote & legitimo Hærede nostro, aliisque Hæredibus & Successoribus, ac Regnis, Dominiis, & Subditis nostris, parte ex una, & prædictum Serenissimum *Henricum Angliæ Regem* Fratrem nostrum, per Reverendum in Christo Patrem *Thomam Londoniensem Episcopum* Consiliarium & Deputatum suum, ejus nomine, vigore Mandati seu Procurationis, ab eodem Serenissimo *Rege Angliæ* eidem *Episcopo Londoniensi* concessæ, pro eo ac Illustrissimo *Arthuro Principe Walliæ* ejus Filio primogenito & legitimo Hærede, eorúmque Hæredibus & Successoribus Angliæ Regibus, Regnis, Dominiis, & Subditis suis, parte ex altera, fuerit inita, concordata, firmata, & jurata Amicitia, Concordia, Liga, Unio, Confœderatio, & Pax, sub Forma & Capitulis sequentibus,

Cum Serenissimos, celebris memoriæ, Principes, ad Unitatem Pacis suas vires exhibuisse noscamus, Principúmque Officium exigat omninò Pacem tueri, ad dissipandam & infringendam Hostium fortitudinem, & eorum vires tollendas, ut Status Principum tranquillè conserventur, nullum aptius remedium videtur quàm Orthodoxos Principes vires suas unire, Pacem ac Concordiam perpetuo Fœdere, vinculo caritatis, inter sese connectere: cùm humanis rebus nihil perniciosius bello aut discordia esse possit: nec quicquam salubrius Pace; inhærentes Doctrinis Sacræ Legis, quibus Pacis Unio cunctis Regibus ac fidelibus Populis commendatur, Domino mandante *habete salutem in vobis & Pacem habete inter vos*,

His

Anno 1500.

Hiis itaque omnibus Pacem suadentibus accedit Sanguinis necessitudo & propinquitas, quæ inter Serenissimum & Invictissimum Principem *Henricum Septimum Angliæ Franciæque Regem & Dominum Hiberniæ* ac Illustrissimos & Potentissimos Principes *Ferdinandum & Elizabetham Regem & Reginam Castellæ & Legionis, Aragonum, Siciliæ, Granatæ, &c.* Supremos Dominos nostros, necnon gloriosissima Matrimonialis conjunctioque nuper inter Illustrissimum Dominum *Arthurum Principem Walliæ, Ducem Cornubiæ, & Comitem Cestriæ* primogenitum præfati Serenissimi *Regis Angliæ & Franciæ*, & Excellentissimam Dominam *Katerinam* Filiam præfatorum *Regis & Reginæ Hispaniarum* feliciter emerserit,

Quocirca eum ad Statuum prædictorum Principum conservationem tutiùs securiúsque retinendam præfati Principes ad certas Pacis conditiones inclinati, eorum Oratores & Commissarii superinde statuerunt; videlicet,

Pro parte Serenissimi *Regis Angliæ & Franciæ* Reverendus in Christo Pater Dominus *Thomas Londoniensis Episcopus*, & pro parte Dominorum *Regis & Reginæ Hispaniarum* Honorandus Dominus *Doctor de Puebla*,

Auctoritate sufficienti in hac parte eis commissâ (cujus quidem auctoritatis tenores in certis Instrumentis, super dicto Contractu Matrimoniali confectis, & eisdem insertis, plenè continetur) post multa ultrò citróque tractata & diu communicata, tandem in hos Articulos sequentes condescenderunt, & super eosdem convenerunt, concordârunt, & concluserunt, prout sequitur; videlicet,

Inprimis, tractatum, concordatum, & conclusum est quòd inter præfatum Serenissimum Principem *Henricum Septimum Angliæ Franciæque Regem Dominum Hiberniæ* Illustrissimúmque Dominum *Arthurum Walliæ Principem* ejus primogenitum Filium & Hæredem eorúmque Hæredes & Successores ex parte una, & Serenissimus Principes *Ferdinandum & Elizabetham Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, Granatæ, &c. Regem & Reginam*, Illustrissimúmque Principem *Michaelem* eorumdem Nepotem & legitimum Hæredem eorúmque Hæredes & Successores ex parte altera, eorum Regna, Dominia, Patrias, & Loca quæcúmque impræsentiarùm per eos possessa, necnon & eorum Vassallos, Homines, & Subditos tàm Ecclesiasticos quàm Seculares, cujuscúmque statûs, gradûs, seu conditionis fuerint, tàm per Terram quàm per Mare & Aquas dulces ac ubique Locorum, ab hac die de cætero, bona, realis, sincera, vera, integra, perfecta, firma Amicitia, Concordia, Liga, Unio, Confœderatio, & Pax firma atque perpetua sit habitura, & pro futuris perpetuis temporibus inconcussè & inviolabiliter custodita & conservata, ita quòd Partes prædictæ (videlicet) præfatus Serenissimus *Rex Angliæ & Franciæ*, & antedicti Illustrissimi Domini *Hispaniarum Rex & Regina*, Principésque prædicti sui Hæredes eorúmque Successores, sint veri, fideles, & perpetui Amici, Concordes, Alligati, Uniti, & Confœderati ad conservandum seipsos & eorum alterum & suos prædictos Hæredes in suis Statibus, Regnis, & Dominiis, per eos, ut prædictum est, impræsentiarùm possessis, & ad defensionem illorum contra omnes Homines Mundi, absque aliqua exceptione seu reservatione; ita quòd quicúmque Princeps vel alius qui Regna, Terras, Dominia, seu Loca præfatorum Dominorum Regum Hæredum & Successorum suorum, ut prædicitur, per Terram vel Mare vel quovis modo offendere vel invadere moliantur, pro viribus suis illum vel illos refrænabunt, impedient, & pro suo posse resistent ac defendent, necnon ipsi Principes præfati eorúmque Hæredes, ut prædicitur, adinvicem se juvabunt quandocúmque & quotienscúmque opus fuerit auxilio cum omni sua possibilitate, bonâ fide, & absque dolo sive aliquâ fraude, secundùm ordinem infra sequentem.

Item, conventum & conclusum est quòd neuter præfatorum Principum præstabit auxilium, consilium, vel favorem Inimicis alterius Partis Invadere volentibus; sed præfatus Illustrissimus *Rex Angliæ & Franciæ* & prædicti Domini *Rex & Regina Hispaniarum* Hæredes & Successores sui contra omnes Principes vel alios quoscúmque, absque aliquâ exceptione seu reservatione nominata vel innominata, qui Terras, Regna, Dominia, & Loca ipsorum quæ nunc possident impugnare vel invadere nitantur vel moliantur, seu Guerram aut Bellum facere aut movere super hiis præsumpserint, adinvicem se adjuvabunt, & quod hujusmodi juvamen, succursus, & auxilium fiat & præstetur infra spatium duorum mensium a tempore requisitionis, expensis tamen Principis interpellantis & requirentis; quod auxilium, succursum, juvamen, & adjutorium facere seu agere teneantur bonâ fide & effectualiter sicut facerent in suis propriis Negotiis; videlicet,

Quòd si contingat præfatum Serenissimum *Regem Angliæ* suósque Hæredes & Successores prædictos hominibus armatis Equestribus vel Pedestribus, aut Sagittariis vel Navibus armatis, aut aliis auxiliis bellicis imposterum indigere, ac pro & super eisdem Subsidium a dictis Dominis *Rege & Regina Hispaniæ* eorúmque Hæredibus & Successoribus prædictis, & super hujusmodi indigentiam per Literas vel Nuncios sufficientes requisierint, in tali casu *Dominus Rex & Domina Regina Hispaniarum* eorúmque Hæredes & Successores, bonâ fide absque difficultate aliqua, juxta hujusmodi Requestam facere seu agere teneantur, ad eum numerum Armigerorum & Sagittariorum, ac Navium armatarum, seu aliorum auxiliorum bellicosorum quem rerum ac temporum opportunitate propriáque necessitate consideratis præstare possunt & poterunt, sumptibus tamen, stipendiis & expensis rationabilibus præfati Domini *Regis Angliæ*, Hæredum & Successorum suorum; quæ expensæ & stipendia taxabuntur & moderabuntur, habito respectu ad forum Victualium quod in partibus tunc temporis contigerit secundum loci & temporis ubertatem aut sterilitatem; qui Armigeri & Sagittarii, ac Naves armatæ, seu alia auxilia bellica *Regis & Reginæ Hispaniarum* debitè & fideliter *præfato Regi Angliæ* & suis Hæredibus atque Successoribus in ipsorum Guerris circa præmissa inservient per Terram & per Mare, secundum mentem & voluntatem præfati Domini *Regis Angliæ* Hæredum & Successorum suorum quamdiu duxerint eos retinendos,

Et, pari modo, si contingat præfatos Dominos *Regem & Reginam Hispaniarum* eorúmque Hæredes & Successores prædictos Hominibus armatis Equestribus vel Pedestribus, aut Sagittariis vel Navibus armatis, aut aliis auxiliis bellicis imposterùm indigere, ac pro & super eisdem Subsidium a dicto Domino *Rege Angliæ*, ejúsve Hæredibus & Successoribus prædictis, & super hujusmodi indigentiam per Literas vel Nuncios sufficienter requisierint, in tali casu Dominus *Rex Angliæ*, ejúsve Hæredes & Successores bonâ fide absque difficultate aliqua juxta hujusmodi Requestam facere seu agere teneatur ac teneantur ad eum numerum Armigerorum & Sagittariorum Naviúmque armatarum, seu aliorum auxiliorum bellicosorum, quem rerum aut temporum oportunitate propriáque necessitate consideratis præstare possit, poterit, & poterint, sumptibus tamen, stipendiis & expensis rationabilibus præfatorum Dominorum *Regis & Reginæ Hispaniarum*, Hæredum & Successorum suorum, quæ expensæ & stipendia taxabuntur & moderabuntur, habito respectu ad forum Victualium, quod in partibus tunc temporis contigerit, secundùm loci & temporis ubertatem aut sterilitatem; qui Armigeri & Sagittarii, ac Naves armatæ, & alia auxilia bellica Domini *Regis Angliæ* debitè & fideliter præfatis Dominis *Regi & Reginæ Hispaniarum* & eorum Hæredibus & Successoribus, in ipsorum Guerris, circa præmissa inservient, per Terram & per Mare, secundum mentem & voluntatem præfatorum Dominorum *Regis & Reginæ Hispaniarum*, Hæredum & Successorum suorum, quamdiu duxerint eos retinendos.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est quòd, in omnibus aliis Causis & Negotiis, non tangentibus hanc Amicitiam, nec derogantibus illi seu alicui Articulo ejus, per præfatum Dominum *Angliæ Regem* & Dominos *Hispaniarum Regem & Reginam* excipiuntur seu reservantur *Summus Dominus noster Maximus Pontifex*, & Serenissimi Domini *Maximilianus & Ludovicus Romanorum Gallorúmque Reges*, & Illustrissimus Dux *Philippus Archidux Austriæ*, tali modo quod per istam exceptionem & reservationem non videatur nec intelligatur præjudicium aliquod huic præsenti Amicitiæ fieri; set quod in omnibus, in hac prædicta Amicicia hic contentis seu specificatis, firma & integra ac validissima semper maneat, tanquam si non fuissent excepti & reservati prænominati *Sanctissimus Dominus noster & Romanorum & Gallorum & Archidux Austriæ Principes*, quia, ut dictum est, hæc exceptio seu reservatio intelligitur in aliis Causis & Negotiis, non tangentibus hanc Amicitiam, nec illi in parte aliqua derogantibus.

Item, concordatum & conclusum est quòd prædicti Vassalli, Homines, & Subditi præfatorum Principum, tàm Mercatores quàm cæteri alii hinc inde, tutè liberè absque alicujus licentia Salvive conductûs generalis vel specialis petitione vel impetratione, in & ad præfatorum Dominorum utriusque Principum eorúmque Hæredum & Successorum Portus, Dominia, Castra,

Civi-

Anno 1500. Civitates, Fortalitia, Oppida, Jurisdictiones, & Districtus quoscúmque, cum suis conductis vel accommodatis Navibus, Plaustris, Vehiculis, Equis, Armaturis, Mercibus, ac Mercimoniis, bonis & rebus quibuscúmque, tàm per Terram quam per Mare & Aquas dulces atque omnem Locum, quotiensćumque & quandocumque id faciendum esse duxerint, navigare, equitare, ire, & discedere in eisdem, quamdiu voluerint, omnis generis Merces & Mercimonia emere & vendere, mercari, negotiari, morari, atque perhendinare, necnon ab eisdem cum suis Rebus, Mercibus, & Mercimoniis, & Bonis quibuscumque salvi & securi per Terram, Mare, & Aquas dulces abire & recedere, & in omnibus & ubique ita justè & honestè tractabuntur, ac si essent Originarii & Subditi proprii; Juribus, Statutis, & Consuetudinibus Locorum in omnibus semper salvis.

Item, concordatum & conclusum est quòd prædicti *Rex Angliæ* ejúsque *Filius Primogenitus* & *Hæres* eorúmve Hæredes & Successores antedicti præfatorum *Regis & Reginæ Hispaniarum* eorúmque prædictorum Hæredum & Successorum Rebellibus, quibuscúmque præsentibus & futuris, contra præfatos Dominos *Regem & Reginam Hispaniarum*, *eorum* vel Hæredes & Successores, per Terram, Mare & Aquas dulces, ex causa vel occasione quacumque, præsenti vel futurâ, consilium, auxilium vel favorem, publicè vel occultè, directè vel indirectè, non dabunt nec præstabunt, aut aliàs quovis modo juvabunt, nec Subditos prædictorum *Regis & Reginæ Hispaniarum* suorumve Successorum prædictorum Rebelles in suis Regnis, Dominiis, Locísve scienter receptabunt receptative facient, nec in eisdem morari aut auxilium vel favorem habere permittent: &, si morari in eisdem Terris præsumpserint, eosdem capient vel capi facient, & ad manus *Regis & Reginæ Hispaniarum* tradent & tradi facient: &, simili modo, præfati Domini *Rex & Regina Hispaniarum* eorumque Hæredes & Successores præfatorum Serenissimi *Regis Angliæ* ejusque Filii Primogeniti & Hæredis eorumque prædictorum Hæredum & Successorum Rebellibus quibuscumque, præsentibus & futuris, contra præfatum Illustrissimum *Regem Angliæ*, ejusque Filium Primogenitum & Hæredem, eorumve Hæredes prædictos & Successores, per Terram, Mare & Aquas dulces, ex causa vel occasione quacumque præsente vel futura, consilium, auxilium vel favorem, publicè vel occultè, directè vel indirectè, non dabunt nec præstabunt, aut aliàs quovis modo juvabunt, nec Subditos prædicti Serenissimi *Regis Angliæ* ejusve Successorum Rebelles in suis Regnis, Dominiis, Locisve scienter receptabunt receptarive facient, nec in eisdem morari aut auxilium vel favorem habere permittent; &, si morari in eisdem Terris præsumpserint, eosdem capient vel capi facient, & ad manus *Regis Angliæ* tradent vel tradi facient.

Item, concordatum & conclusum est quòd præfatus Illustrissimus *Rex Angliæ* ejusque Filius Primogenitus & Hæres eorum Hæredes & Successores prædicti in omni Treuga, Pace, Liga, Confœderatione, vel Unione quacumque, quam cum aliquo Principe, Universitate, Communitate, Societate, vel Homine quocumque ab hac die de cætero concordabunt & concludent, præfatos *Regem & Reginam Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, *Granatæ*, *&c.* eorumque Hæredes & Successores, ut prædicitur, specialiter & nominatim comprehendent, si in eisdem comprehendi voluerint:

Et, simili modo, prædicti *Rex & Regina Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, *Granatæ*, *&c.* eorumque Hæredes & Successores præfati in omni Liga, Pace, Treuga, Confœderatione, & Unione quacumque, quam cum aliquo Principe, Universitate, Comunitate, Societate, vel Homine aliquo ab hac die in antea, concordabunt & concludent, præfatum Serenissimum *Regem Angliæ* ejusque Filium primogenitum & Hæredem, eorumque Hæredes & Successores, ut prædicitur, specialiter & nominatim comprehendent, si in eisdem comprehendi voluerint.

Item, concordatum & conclusum est ut Captiones, Pignorationes, Marchæ, & Reprisaliæ Navium & Personarum Bonorumve utriusque Partis, eorumque Vassallorum & Subditorum de cætero cessent; sed quomodocumque aliqua Navis indigena exitura est ab aliquo Portu tàm Regnorum & Dominiorum *Angliæ*, *Hiberniæ*, *&c.* quàm *Castellæ*, *Legionis*, *Aragonum*, *Siciliæ*, *Granatæ*, *&c.* Majores & Gubernatores, & alii Officiales, quibuscumque nominibus appellentur, talis Villæ, Oppidi, seu Portûs unde exitura est, capiant sufficientes securitates a Dominis seu Possessoribus, Magistris, Patronis, vel Bursariis Navis, ad duplum valoris Navis apparatûs & Victualium ejusdem, quod Magistri, Marinarii, Nautæ, & omnes in ea Navi existentes, cujuscumque statûs seu conditionis existant, servabunt hanc Pacem erga quoscumque Subditos Patriarum, Regnorum, Dominiorum, Terrarum alterius Partis, & nullam eis injuriam seu violentiam in Terra, Mari, Fluminibus, aut in Portu aliquo facient seu inferent; &, si hujusmodi securitates præstare noluerint, non permittent ipsi Majores, Gubernatores, & Officiales prædictorum Oppidorum seu Portuum, ubi casus ille acciderit, Navem hujusmodi quoquo modo exire: Quotiens autem securitatem præmissam Majores, Gubernatores, & Officiales prædicti exigerint seu receperint, dabunt Literas autenticas, sub eorum Sigillo, Possessoribus, Magistris, seu Bursariis illius Navis ita assecuratæ, testificantes ipsam securitatem præstitam, ad finem ut, ipsarum Literarum vigore, Navis hujusmodi ulios, ad quos forsitan applicabit, Portus liberè exire valeat.

Anno 1500. Providebunt etiam præfati Reges & Principes, eorumque Hæredes & Successores, ut præmittitur, per suas Literas, ad suos Gubernatores & Officiales Oppidorum & Portuum suorum Regnorum & Dominiorum mittendas, taliter quòd ipsi omnia & singula præmissa de tempore in tempus observabunt & observari facient. Et præfati Officiales teneantur, infra quadraginta dies proximò sequentes a die requisitionis sibi factæ per Partem dampnificatam computandos, exequi prædictam obligationem contra Magistrum Navis & ejus fidejussores, qui tale dampnum intulit: Et quòd omnes Literæ Marcharum & Reprisaliarum, hactenus per prædictos Reges & Prædecessores suos concessæ, contra Subditos alterius Partis, sint suspensæ, & vigore earum nulla executio fieri possit, sed de novo fiat requisitio ad instantiam dampnificatorum, & eis fiat Justitia per superiorem dampnificantis, & in ejus denegationem, servatâ formâ in similibus casibus consuetâ, possint dari & concedi Marchæ seu Reprisaliæ contra Subditos & Vassallos Principis Justitiam denegantis.

Item, quòd si per Subditos prædictorum Regum vel per aliquem Subditorum unius vel alterius Partis eorumdémve Hæredum & Successorum, ut prædicitur, quicquam imposterum, ubique Locorum, contra vim, formam, & effectum præsentis Tractatûs & Conclusionis Pacis, Concordiæ, Amicitiæ, Ligæ, Unionis, & Confœderationis factum vel attemptatum fuerit (quod Deus avertat) illud sic factum vel attemptatum, quotiens id acciderit, ad requisitionem Partis contra quam id factum vel attemptatum esse prætenditur, per debita & oportuna remedia restituatur & reparetur; sed per hoc huic præsenti Pacis, Concordiæ, Amicitiæ, Ligæ, Unionis, & Confœderationis Tractatui in nullo præjudicetur, nec propter tale factum vel attemptatum eadem Pax, Liga, Unio & Confœderatio rumpi vel dissolvi censebitur, sed nichilominus in suo robore permanebit & effectu.

Item, concordatum, conventum, & conclusum est quòd, si aliquis Vassallus, Homo, vel Subditus alterius Partis per Vassallos, Homines, vel Subditos alterius, contra vim, formam, & effectum præsentis Tractatûs & Concordiæ, in aliquo læsus vel dampnificatus fuerit, & super hoc in illis Locis & per illos Judices, ubi & per quos in talibus casibus de Justitia provideri debet, reformationem & reparationem consequi non valuerit, nichilominus præsens Tractatus & Concordia in suo robore permanest; & Pars sic dampnificata, quæ, ut præmittitur, reparationem consequi non valuerit, cum commendatitiis & admonitoriis Literis sui Principis ad alterum Principem recurret; ipséque, defectum Officialium suorum supplens, illi de debito Juris remedio providebit; nec antea Literæ de Reprisaliis vel marcha vel contramarcha impetrentur vel concedantur.

Item, concordatum & conclusum est quòd utérque Principum præfatorum infra sex menses post harum Confœderationum perfectam Conventionem & ipsarum Literarum traditionem, teneatur hunc Tractatum Treugarum Pacis, Unionis, & Concordiæ, Confœderationis & veræ Amicitiæ in omnibus & singulis insignioribus Locis Regnorum & Dominiorum suorum, tàm per Littora Maris quàm super Terram & in Portubus eorumdem, publicè & solenniter proclamari, notificari, & publicari facere, prout in tali casu antiquitùs fieri consuevit.

Item, nè afflictæ detur afflictio, conventum & conclusum est quòd, si aliqua Navis Angliæ, Hispaniæ, vel alterius Loci sub Dominio & ditione prædictorum Principum vi ventorum quassata fuerit & passa Naufragium, & Bona vel per Aquarum vehementiam vel per aliam quamcúmque causam ad Litora alterius Princi-

ANNO 1500.

pis producta sint, quòd tunc Præpositus vel Officialis ipsius Loci, statim & incontinenti post habitam notitiam in quorum manibus hujusmodi Bona seu Mercimonia sunt, facient fieri Sequestrum omnium prædictorum bonorum seu Mercimoniorum sic salvatorum: Et, si Pars læsa infra viginti menses, per signa sua consueta, vel per alias legitimas probationes proprietatem probaverit, quòd illico Bona Proprietario restituantur; proviso quòd, si dicta Bona seu Mercimonia sint de Rebus quæ servando servari non possunt, quòd in tali casu prædicti Præpositi vel Officiales possint & debeant hujusmodi Bona & Mercimonia vendere & pretium servare ad utilitatem Proprietarii: Et, si infra tempus prædictorum viginti mensium aliquis Proprietarius non venerit, tunc servetur Jus commune illius Regni ubi hujusmodi Bona applicuerunt; salvo tamen ei vel eis, qui hujusmodi Bona in Mari Litoribúsve recuperaverunt, pro ejus vel eorum laboribus justo & rationabili Salario, per quatuor Legales homines ad hoc juratos taxando.

In cujus rei Testimonium nomina manu propriâ subscripsimus & Sigilla nostra apposuimus.

Dat. in *Civitate London.* decimo die Julii, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, nonagesimo nono.

THOMAS LONDON. EPISCOPUS.
DOCTOR DE PUEBLA.

Cùmque præinserta Amicitiæ, Concordiæ, Ligæ, Unionis, Confœderationis, & Pacis Capitula, omniáque & singula in illis contenta nobis gratissima sint ac maximè placeant, velimúsque omnia & singula nostris Patentibus Litteris, manibus propriis subscriptis, ac nostro Regio Sigillo munitis confirmare, approbare, & corroborare, idcircò præsentibus Litteris nostris omnibus melioribus viâ, modo, & formâ quibus meliùs & validius de Jure possumus & debemus, præinserta Amicitiæ, Concordiæ, Ligæ, Unionis, Confœderationis, & Pacis Capitula, omniáque & singula in illis & quolibet eorum contenta, juxta sui seriem & tenorem laudamus, approbamus, ratifficamus, & confirmamus, ac rata, grata, & firma habemus, &, si necesse est, ea omnia & singula de novo concedimus & firmamus,

Et insuper promittimus & juramus, super Sancta Dei quatuor Evangelia corporaliter & manualiter per nos tacta, bonâ fide & in verbo Regio tenere, & adimplere, ac inviolabiliter observare, pro nobis, Regnis, Terris, & Ditionibus nostris, omnia & singula, in præinsertis Amicitiæ, Concordiæ, Ligæ, Unionis, Confœderationis, & Pacis Capitulis contenta, prout in eisdem cavetur & continetur, & contra ipsa quovis modo directè vel indirectè non venire sub obligatione & Ypotheca omnium bonorum nostrorum præsentium & futurorum, necnon sub pœna perjurii, quam Rex & Regina possunt tali casu incurrere,

Insuper, nos tanquam Avi, Tutores, & Curatores Personæ præfati Illustrissimi Principis *Michaelis Nepotis & Heredis nostri carissimi*, prominimus, pollicemur, & juramus ad Dominum Deum nostrum Jhesum Christum, & ejus Sanctam Crucem, & Sancta quatuor Evangelia, quòd, postquam prædictus Illustrissimus Princeps *Michael Nepos & legitimus Hæres noster carissimus*, Deo annuente, pervenerit ad ætatem Annorum quatuordecim, dabimus operam cum effectu, quòd jurabit solempniter, & in forma debita, per se & Successores suos tenere & inviolabiliter observare, ac teneri & observari facere Amicitiam, Concordiam, Ligam, Unionem, Confœderationem, Pacem, Pacta, & Promissa contenta & contentas in præinsertis Capitulis juxta illorum & illarum seriem & tenorem, & contra eas vel ea directè vel indirectè non facere vel venire, sub obligatione omnium bonorum suorum, ac sub pœna Perjurii quam Princeps potest tali casu incurrere; præterea volumus, quòd in hujusmodi Amicitia, Liga, Confœderatione, & Pace comprehendatur Serenissimus *Emanuel Rex Portugaliæ* Filius noster dilectissimus.

In quorum omnium & singulorum prædictorum Testimonium, præsentes Literas manibus nostris signavimus, Sigillisque nostri munimine jussimus roborari.

Datum & actum in *Urbe Hispalensi*, die vicesimo mensis Januarii, Anno a Nativitate Domini millesimo quingentesimo.

Præsentibus ibidem,
Guterrio de Cardenas Præceptore Majore Legionis Ordinis Sancti Jacobi de Spata,
Joanne Chacon Præfecto Murciæ,

Majoribus Computatoribus nostris,
Joanne Velasques Computatore Majore Illustrissimi Principis Nepotis & Hæredis nostri carissimi,
Consiliariis nostris,
Testibus ad præmissa vocatis, & aliis pluribus.

EYO EL REY.
EYO LA REYNA.

Et ego Michael Perez Dalmacan, *prædictorum Serenissimorum & Potentissimorum Dominorum nostrorum Regis & Reginæ Secretarius, ac Publicus Apostolicâ & Regiâ Auctoritatibus Notarius, præmissis omnibus & singulis unà cum prænominatis Testibus interfui, eaque sic fieri vidi & audivi, & in notam sumpsi, ideoque præsens publicum Instrumentum, alterius manu in his quatuor Foleis Pergamena scriptum, inde confeci, & in hanc publicam formam redegi, signoque meo solito signavi, in fidem & Testimonium omnium & singulorum præmissorum.*

Constat de suprapositis in secundo Foleo, ubi legitur PRÆDICYT, & in tertio Foleo TENEANYUR.

MICHAEL PEREZ DALMACAN.

CCXV.

Ordnung der zwölff-jährigen Ainung des Löblichen Bunds im Land zu Schwaben, zu Eßlingen auf Unser Lieben Frauen Abent Purificationis, von Christi Geburt in dem Funffzehenhundersten Jahr beschlossen und aufgerichtet. Die Bundsgenossen machen darinn gewisse gesetze/ wie sie wehrenden diesem/ zu handhabung deß zu Wormß von MAXIMILIANO I Römischen König Anno 1495. gesetzten Landfriedens/ beschehenen Bundnuß/ sich selbsten gegen einander sollen halten; in entstehenden Streithändeln und Rechts-Sachen verfahren; im Nothfall einander beystehen/ gewisse des Bunds-Haubtleuthe erwehlen/ auch wie es entlich mit anderer aufnehmung darein/ und vielen anderen Stücken gehalten werden müsse. [JOH. PHILIPP. DATT (1), Volumen Rer. Germanic. Novum Lib. II. Cap. XVIII. pag. 349.] 1. Fevr.

C'est-à-dire,

Prolongation pour douze ans de la Confédération de Suabe, *par laquelle on convient de la maniere dont il sera pourvû, pendant ce tems-là, au maintien de la* Paix publique, *ordonnée à Worms en 1495. par l'Empereur* MAXIMILIEN I; *comme aussi des moyens de terminer les diferents interieurs qui pourroient survenir; de s'entr'aider mutuellement dans les cas de necessité; de choisir & d'établir les Chefs & Capitaines; de recevoir dans la Confédération les autres Princes & Etats, qui voudront y entrer, & de plusieurs autres Intérêts communs. A Eslingen la Vigile de la Purification de la Ste. Vierge 1500.*

IN dem namen der Heyligen Dryfaltigkeyt/ auch der hochgelobten Hymmelsfürstin und Junckfrawen Marien/ und des Heyligen Ritters und Martrers Sant Georigen. Wir Maximilian von Gots genaden Römischer König/ zu allen zeiten Merer des Reichs/ zu Hungern/ Dalmacien/ Croacien ꝛc. König. Ertzhertzog zu Oesterreich/ Hertzog zu Burgundi/ zu Brabant/ zu Gellern ꝛc. Grave zu Habspurg/ zu Flandern und Tyrol ꝛc. Und von den selben gnaden/ Wir Berchtold/ des Heyligen Stuls zu Meintz Ertzbischoff/ des Heyligen Römischen Reichs/ durch Germanien Ertzcanzler/ und Churfürste. Friderich Bischoff zu Augspurg. Albrecht Pfaltzgrave

(1) Cet Auteur assûre qu'il a tiré cette Piéce de l'Original qui se garde dans les Archives d'Eslingen, & où l'on voit encore les Sceaux ou Cachets de tous les Confederés, imprimés en cire, & pendants à un long fil de soye. [DUM.]

Anno 1500.

ve bey Rein/ Hertzog in Obern und Nydern Bayrn. Friderich Marggrave zu Brandenburg/ zu Stetin/ Bommern/ der Cassuben und Wenden Hertzog/ Burggrave zu Nürenberg/ und Fürste zu Rügen. Ulrich Hertzog zu Wirttenberg und zu Deck/ Grave zu Mimppelgart/ mit geordnetem Regiment. Cristoff Marggrave zu Baden und Grave zu Spanhaim/ Dechand und Capitel der hohen Stifft zu Meintz und Augspurg/ Johans Abbt zu Kempten. Albrecht Brobst und Herr zu Elwangen/ Syfridt/ Probst und Herr zu Chonburg. Johanns zu Salmerßweyler. Hartmann zu Wingarten. Johanns zu Elchingen. Jörg zu Ysni. Othmar zu Ursee. Jheronimus zu Ochsenhausen. Hainrich zu Rot. Jörg zu Rogenburg. Johans in der Weissenaw. Hainrich zu Schussenriedt. Simon zu obern Marchtal/ Aebbte. Barbara zu Buchaw. Margret zu Baind. Adelhevt zu Rottenmünster Appetissin. Dechand und Capitel zu Elwangen/ Conburg und Buchaw. Jörg/ Ulrich/ Hug/ Gebrüder zu Werdenberg und zum heyligen Berg. Wolffgang/ und Joachim/ Gevettern zu Ottingen. Ytel Friderich/ zu Zoller. Wolffgang zu Fürstenberg/ und in der Bar. Friderich zu Helffenstein/ Graven. Albrecht zu Limpurg/ des heyligen Reichs Erbschenck. Hainrich Nithart/ Thumbeuster zu Costentz/ Pfarer zu Ulme. Hanns der Elter/ und Jacob sein Sune/ Druchsessen zu Walpurg. Ulrich von Frundsperg/ zu Mindelhaim. Dyepolt von Stain zu Rißenspurg. Ulrich von Westerstetten/ zu Trachenstain. Rannbolt von Wemdingen. Rab von Gundelsthaim/ alle Rittere. Diethrich von Pleningen/ Doctor. Hanns von Hausen. Claus von Stain zu Diemenstain. Hanns von Erolßham zu Beyren. Jörg von Emershoffen/ der Elter. Erckinger von Trüchtlingen/ genannt Mittelburger. Hans von Seckendorff zu Goßhain. Sebastian von Jachßham. Bartholome von Weyler. Jörg von Bohenstain. Sebastian Waler. Rulant Fetzer. Ludwig Neythart. (Accesserunt his alii, Herr Hanß Nothafft Commenthur zu Hopfenburg. Herr Berchtold von Sachsenheim/ Commenthur zu Werd. Herr Hanß von Weldaw/ Commenthur zu Hailbronn. Conrad von Schellenberg zu Büfingen/ Ritter. Jörg von Fryberg/ zu Stißlingen Ritter. Hainrich von Schellenberg/ zu Kißlegg. Erhart von Kunigeck/ zu Kunigs Egger-Berg. Moriz von Altmahofen. Barbara Jacob Schaden/ Wittwe. Joß Hundtpiß zu Razenried. Rudiger von Westernach. Vot und Hanß Surg von Surgenstein. Hanß von Allnießhofen. Hanß von Hirnheim. Ulrich von Werdnaw zu Waltenhusen. Ulrich von Tonneck zu Epshusen. Martin Rinckiln zum Roten. Endriß Römen Sel. Kinder. Elßbeth Beßerin. Herr Jacob und Herr Hanß von Landaw. Aebtißin zu Heppach. Aebtißin zu Gutenzell. Herr Caspar/ Herr Heinrich and Herr Wilhelm/ Herr Alexander/ Erbmarschallen zu Bappenheim. Bernhard Schenck von Wintersteten. Acharins Umbgelter Herr Egloff von Riethem. Wilhelm von Tanhusen. Conrad von Riethaim. Johanna von Friberg zu Epfingen. Hiltprand Surgen Sel. Wittwe und Kinder. Schenck Christophel Herr zu Limpurg. Jerg Geßenbrot. Herr Hanß von Kunigs-Egg. Wilhelm von Schwendin der Jung. Herr Sigmund Cruz/ Thumbprobst zu Costenz & complures alii.) Und wir des Heyligen Reichs Stett. Augspurg. Ulm. Eßlingen. Reutlingen. Nördlingen. Hall. Uberlingen. Lindaw. Gemünd. Memingen. Bibrach. Ravenspurg. Hailprun. Kauffbeüren. Dinckelspühel. Wimpffen. Kempten. Werde. Eyßni. Pfullendorff. Weyll. Wangen. Lutkirch. Aulen. Giengen. Boffingen. und Büchhorn. Bekennen offenlich und thünd kunde allermeniglich mit disem Brieff. Nach dem wir/ Maximilian/ als Römischer König/ mit Rat Unser Churfürsten/ Fürsten und andern Stenden des heyligen Reichs/ ainen gemainen Landfriden in Unser Stat Worms gemacht/ und den allenthalben in Teütscher Nacion zu halten außgeschriben und geboten haben/ des datum steet zu Worms/ an den Sybenzehenden tag des Monats Augusti/ nach Christi geburt vierzehenhundert und im fünff und neüntzigisten Jare: Auff wölchen Landtfriden/ wir obgenanter König Maximilian/ als Ertzhertzog zu Oesterreich/ und wir vorbestimpten Churfürsten/ Fürsten/ Prelaten/ Graven/ Freyen/ Ritter/ Knecht/ und des heyligen Reichs Stett/ der merer tail/ Uns drey Jar/ gegen und mit einander/ den zu halten verbunden und verschriben gehabt haben: Laut der Brieff/ deshalben auffgericht/ und einander übergeben/ der datum steet/ auff den Sibenzehenden tag des monats Marcii/ nach Christe gebuit vierzehenhundert neüntzig und Sechs Jare. Dieweyl dann wir König Maximilian gedachten Landtfriden/ Got zu lob/ dem heyligen Reich zu Eren/ Teütscher Nation zu gut/ und umb gemains Frides und nutzs willen/ angesehen und fürgenomen haben/ den zu uffen und zu meren genaigt sind: Und dann ermessen/ was guts/ nutzs und fromen/ Uns und Unser mit-Bunds-verwandten/ ausser egemelter verainung und Bundtnuß des Lands zu Schwaben bißher kommen und geflossen ist: Demnach/ ausser den und andern redlichen ursachen/ und fürnemlich/ das obgemelt Unser lieb Nefen/ Ohenn und getrewen Churfürsten und Fürsten/ Prelaten/ Graven/ Freyen/ Ritter/ Knecht/ und des heyligen Reichs Stett obgemelt/ bey Uns/ als irem rechten natürlichen Herren/ Auch irer Fürstenthumben/ Landt und Leüten/ Herlichkaiten und Oberkaiten/ innhabenden gütter/ rechten/ gerechtikaiten/ gewonhaiten/ freyhaiten/ und altem herkommen/ desgleichen wir bey jnen/ beleyben mögen/ und behalten werden: und umb merer underhaltung und volziehung des gesetzten Landfridens; Darzu/ das pilgerin/ Landfarer und ander dester sicherer wandeln mögen; haben wir/ König Maximilian/ Unsern Königlichen Bundt des Lands Schwaben/ nach außgang der dreyer Jar vergemelt/ noch zwölff Jar lang erstreckt; Und darauff gütlich und genedigklich angesunnen/ begern/ und Gebotzbrieff an Unser Nefen/ Oheimen/ Churfürsten/ Fürsten und getrewen/ Prelaten/ Graven/ Freyen/ Ritter/ Knecht/ Und des heyligen Reichs Stet vorbestimpt/ lassen außgeen/ die egemelten erstreckung/ die zwölff Jar lang/ laut der drey Järigen aynung/ anzunemen; mit dem genedigen anhang/ erbieten/ zusagen und protestation; ob was beschwerden/ in der drey Järigen aynung/ diser erstreckung oder sunst vorhanden/ die nach aller billicheyt/ wie zimlich/ leidenlich und treglich ist/ zu messigen. Darauff und ausser ursachen/ so obgemelt: Haben wir König Maximilian/ als Ertzherzog zu Oesterreich/ und wir die Churfürsten/ Fürsten/ Prelaten/ Graven/ Freyen/ Ritter/ Knecht/ und des heyligen Reichs Stet vorgemelt/ sampt und sunder/ egemelt erstreckung der zwölff Jare der aynung des Lands zu Schwaben/ freywilligklich und undertenigklich/ mit zeytlichem wol vorbetrachten rate/ also wie oben verlaut/ angenommen und empfangen/ die zu gesagt und versigelt zu halten Damit aber wir König Maximilian/ als Ertzherzog zu Oesterreich/ und wir Churfürsten/ Fürsten/ Prelaten/ Graven/ Freyen/ Ritter/ Knecht und Reichstet/ freuntlich und in Friden/ bey und neben einander sitzen/ das Unser als vor steet/ behalten; den Landtfriden in nachvolgenden Artickeln volziehen/ und denen/

so

ANNO 1500.

so Uns da wider beschedigen wurden / begegnen; Auch so vil fruchtbarlicher und statlicher / mit leidlicher maß und gestalt handeln mügen; Und das / so in der dreyjärigen aynung und sunst beschwerlicher weise Uns obgelegen / gleichmessig und zymlich gemacht / gesetzt / gehalten und volzogen werd: Demnach haben wir Uns / sampt und sunder / mit Unsern freyem guten willen und wissen vertragen und geaint / vertragen und verainen Uns auch hiemit in krafft diser verainung / vertrags und pacts / nachvolgender Artickel; die wir obgemelter König Maximilian / auch Churfürsten und Fürsten / Prelaten / Graven / Freyen / Ritter / Knecht und Reichs-Stet / stet und vest / one alles widersprechen / irrung und einträg / yemandts / gegen und mit einander / auch wider meniglich / volziehen und halten sollen und wollen.

1.

Das die Bunds-verwanten einander / mit gutten rechten und gantzen trewen / mainen / haben / halten und fürdern sollen.

Zum ersten: sollen und wollen wir König Maximilian / als Ertzhertzog zu Oesterreich / und wir die Churfürsten / Fürsten / Prelaten / Graven / Freyen / Ritter / Knecht und Reichs-Stett dise zeit der aynung / mit Unsern zugehörigen / der wir mechtig sein / einander sampt und sunder / mit guten rechten und gantzen trewen / mainen / haben / halten / und fürdern getreulich ungevärlich.

2.

Das ein yeder Bunds-verwanter / gegen dem andern im Bund nichtz unfrintlichs fürnemen / sunder bey dem Landfriden und rechten beleiben lassen soll.

Wir vorgemelten König Maximilian / als Ertz-Hertzog zu Oesterreich / Churfürsten / Fürsten / Prelaten / Graven / Freyen / Ritter / Knecht und Reichs-Stett / die Unsern / und die Uns geistlich oder weltlich / erblich oder jr lebenlang zu versprechen steen / der wir mechtig sein / sollen und wollen auch die vorbestimpten zeit diser aynung auß / nichts unfreündtlichs gegen und wider einander fürnemen oder üben: Sunder ain yeder den andern / bey dem gemelten Landtfriden und rechten beleyben lassen; Und die spenn und sachen / so sich fürohin die zeit auß / zwischen Uns / und den Unsern erheben und begeben werden / mit recht außtragen und einander weitter und anders nicht bekümmern noch umbtreiben dann mit recht / nachvolgender weiß.

3.

Weliche die Richter im Bund sein sollen? und wie die Königkliche Maj. den gewalt und gerichtszwang geben und bevolhen hat?

Namlich: So sollen yetzt und hinfüro / die obberürten zeit des Bunds auß / drey weise / verstendig mann / zu Richtern ernent und verordnet werden. Namlich ainer von Uns Kön. Max. als Fürsten von Oesterreich / und Uns obbenanten Churfürsten und Fürsten: Der ander von Uns Prelaten / Graven / Freyen / Herren / Rittern und Knechten; und der dritte von Uns obgenanten Stetten; der yedem / jren substituten / und den / so zu jnen / wie hernach stat / gesetzt werden / samentlich und sunderlich wollen wie / König Maximilian / als Römischer König / Unsern Königlichen gewalt und gerichtszwang / die gemelten zeit auß / hiemit unwiderrufflich gegeben und bevolhen haben; Dieselben drey sollen zwischen Uns obgemelten dreyen tailen / zu yeder zeit Richter sein / mit dem underschaid / als hernach geschriben steet.

4.

Wie Königliche Majestat / als Fürst von Oesterreich / Churfürsten / Fürsten / ire Commun oder undertanen den außtrag des rechten gegen ainander suchen sollen.

Ob wir König Maximilian / als Fürst von Oesterreich / und wir Churfürsten und Fürsten / hievor genant / ainer zu dem andern / oder Unser einer oder merer / zu des andern Commun / oder Unser ains undertanen / zu den andern / Unsern Fürsten ainem oder merer / oder seinen Communen / sprüch gewunnen: So sol sollich sach berechtet werden vor dem Richter / der von Uns obgenanten König Maximilian / als Fürsten von Oesterreich und Uns den andern Churfürsten und Fürsten / als obstât / darzu ernent und verordnet ist / als ainem gemainem Richter / der auch alsdann den stab in der hand haben sol: und soverr sich der antwurter / an den andern obgemelten zwayn Richtern / die von Uns / den Prelaten / Graven / Freyen / Herren / Rittern / Knechten / und Uns den Stetten / als vorsteet / ernent und verordnet sind / als für beysitzer / von baider tail wegen benügen lassen will: So soll es / des klagenden tails halb / auch darbey beleiben / und von ainichem tail / weiter / zu dem gemainen Richter nit gesetzt werden. Ob aber dem antwurter die obgemelten zwen verordneten Richter / als für zusätz von bayder tayl wegen / zu haben nit vermaint wär / das allwegen im anfang zu seinem willen steen soll / so soll und mag derselb Antwurter zwen ander zusätz / zu dem obgenanten gemainen Richter setzen. Dargegen soll und mag der klager / die obberürten zwen andern Richtere / so als obsteet / verordnet sind / auff seinem tail / als zusatz / bey dem gemainen Richter sitzen lassen / oder auch zwen ander / für zusätz / nider setzen / Wöliches jm am füglichsten und gelegensten sein will.

5.

Wie Königliche Majestat / als Fürst von Oesterreich / Churfürsten / Fürsten / und ire Prelaten / die iren / oder die inen zu versprechen steend / gegen Prelaten / Graven / Freyen / Herren / Ritter und Knechten / das recht suchen sollen.

Gewunnen wir obgenanten König Maximilian / als Fürst von Oesterreich / und die andern Churfürsten und Fürsten / Unser Prelaten / die Unsern oder die Uns zuversprechen steen / samentlich oder sunderlich / zu Uns obgenanten Prelaten / Graven / Freyen / Herren / Rittern und Knechten / in gemain oder Unser ainem oder merer in sunder zu sprechen; So sol solich sache berechtigt werden vor dem Richter / der von Uns Prelaten / Graven / Freyen / Herren / Rittern und Knechten / als obsteet / darzu verordnet ist / als ainem gemainen Richter / der auch alsdann den stab in der hand haben soll. Und / soverr sich der antwurter an den andern zwayen verordneten Richtern / als für beysitzer / von baider tail wegen / benügen lassen wölle So soll es des klagenden tails halben / auch darbey beleiben / und von ainichem tail weiter zu dem gemainem Richter nit gesetzt werden. Ob aber dem antwurter / die zwen andern verordneten Richter / als für zusätz von bayder tail wegen zu haben nit vermaint were / das allweg im anfang zu seinem willen steen soll; So soll und mag derselb antwurter / zwen ander zusätz zu dem obgemelten gemainem Richter setzen. Dargegen soll und mag aber der Clager die andern zwen verordneten Richter auff seinem tail / als zusätz bey dem gemainen Richter sitzen lassen / oder auch zwen ander für zusätz nyder setzen / wölches jme auch am füglichsten und gelegnesten sein will.

ANNO 1500.

6.

Wie Königliche Majestat / als Fürst von Oesterreich / ander Churfürsten / Fürsten / ir Prelaten / die Jren / oder die inen zuversprechen steen / gegen den Stetten das recht suchen sollen.

Desgleichen / gewunnen wie König Maximilian / oder wir obgenanten Churfürsten / oder Fürsten / Unser Prelaten / die Unser oder die Uns zuversprechen steen / sametlich oder sunderlich / zu Uns obgenanten Stetten / in gemain oder Unser ainer oder mer in sundee zusprechen / So soll solch sach berechtet werden vor dem Richter / der von Uns obgenanten Stetten / als vor steet / darzu verordnet ist / als ainem gemainem Richter ; Der auch alßdann den stab in der hand haben soll. Und der beisitzer und zusätz halb / soll es auch / aller forme und maß gehalten werden / wie hievor underschaiden ist.

7.

Wie Prelaten / Graven / Freyen / Herren / Ritter / Knecht / die Stet / die ire / oder die inen zuversprechen steen / gegen Königlicher Majestat / als Fürstrn von Oesterreich / andern Churfürsten / Fürsten / oder iern Prelaten / das recht suchen sollen.

Herwiderumb : Ob wir obgenanten Prelaten / Geaven / Freyen / Herren / Ritter / Knecht / oder wir vorgenanten Stet / die Unsern oder die Uns zuversprechen steen / sammetlich oder sunderlich / spruch gewunnen / zu Uns obgenannten König Maximilian / als Fürsten von Oesterreich / oder Uns andern Churfürsten und Fürsten / Unsern Prelaten in gemain oder ainem oder mer in sunder ; So soll sölich sach berechtet werden vor dem Richter / der von Uns König Maximilian / als Fürsten von Oesterreich / und Uns andern Churfürsten und Fürsten / wie vorsteet / darzu verordnet ist / als ainem gemainen Richtee. Und der zusätz halben soll es aber allermaß gehalten / wie vor steet. Doch sollen hierinn außgenommen sein Unser obgenanten König Maximilians / und Unser Churfürsten und Fürsten / Räte und Diener ; gegen und mit denselben soll es / zwischen Unsee und inen gehalten werden / nach laut eins yeden bestallung.

8.

Vor wem die Prelaten / Graven / Freyen / Herren / die vom Adel / die iren / oder die inen zuversprechen steen / ainander rechtfertigen sollen.

Deßgleichen wurden wir die Prelaten / Geaven / Freyen / Herren / oder die vom Adel / ainer oder mer / die Unseen oder die Uns zuversprechen steen / zu dem andern under Unß / spruch gewunnen / dieselben sollen vor Unserm geordneten Richter berechtet / und dee zusätz halben allermaß gehalten werden / wie oben begriffen ist.

9.

Wa Prelaten / Graven / Freyen / Ritter / Knecht / die iren / oder die inen zuversprechen steen / die Stett / die iren / oder die inen zuversprechen steen / ainander rechtfertigen sollen.

Gewunnen aber wir obgenannten Prelaten / Geaven / Freyen / Herrn / Ritter und Knecht / in gemain oder in sunder / die Unseen oder die Uns zuversprechen steen / zu Uns obgenanten Stetten / Unser ainer oder mere ; Oder herwiederumb / wir obgenanten Stett / die Unsern / oder die Uns zuversprechen steen / zu Uns obgemelten Prelaten / Graven / Freyen / Herren / Rittern und Knechten in gemain / oder Unser ainem oder mer in sunder zu sprechen : So soll sölich sach allweg vor dem Richter / der von des antwurtenden tails parthey / als vorsteet / darzu verordnet ist / als ainem gemainen Richtee / der auch alsdann den stab in der handt haben soll / berechtigt und zu demselben Richter gesetzt werden / allermaß wie vor begriffen ist.

ANNO 1500.

10.

Wa derselben tail einer / die sein / oder die im zu versprechen steen / die Commun in Stetten / Merckten oder Dörffern / des andern tails / rechtfertigen soll.

Ob auch Unser ainich tail / die seinen oder die im zuversprechen steen / sprüch gewunnen zu Communen in Stetten / Merckten oder Dörffern / die dem andern tail oder den seinen underworffen wären / oder zuversprechen stunden : So soll sölich sach voe dem Richter / der von des antwurtenden tails parthey / als obsteet / darzu verordnet ist / mit den zusätzen / nach vorberürtem underschaid / berechtet werden.

11.

Vor wem der Thumdechand / das Capitel / des Hohen Stiffts zu Augspurg / und die Thumbherren daselbs gerechtfertiget werden sollen.

Gewunnen aber wir König Maximilian / Churfürsten und Fürsten / oder wir Prelaten / Graven / Freyen / Herren / dye vom Adel oder Stetten / die Unsern oder die Uns zuversprechen steen / sametlich oder sunderlich / zu Thumbdechand und gemainem Capitel zu Augspurg oder zu Thumbherren daselbs zu Augspurg / ainem oder mer under inen / besunder zusprechen / daß dann Dechand und Capitel gemainklich vor Uns Bischoff Friderichen zu Augspurg als ainem gemainem / mit gleichen zusätz / und die Thumbherren sunderlich vor irem Dechand rechtes sein söllen.

12.

Wa das recht gegen Burgern / gebauren / hindersessen / oder underthan gesucht werden soll.

Ob aber Unser ainich tayl / in gemain / oder in sunder / die Unser oder dye Uns zuversprechen steen / zu des andern tails Burger / gebauren / hindersess oder Underthan zusprechen gewunnen / dasselbig soll geschehen an dem end und in dem Gerichte / da das / so angevordert wird / gesessen ist / doch also / das dem klager außtreglichs und fürderlichs rechten gegein im verholffen werd. Es wäre dann / das Unser ainicher tail oder die seinen / mit dem andern oder den seinen / anders herkommen und in gebruch wäre.

13.

Der Richter Aid.

Und die / so also / wie vorsteet / zu Richter und zusitzen geordnet und gesetzt werden / sollen irer pflicht und aid von allen tailen / dem sy verwant sind / ledig gezelt werden / in den sachen darinn man für sy kommen wirdet und darzu aid leiplich zu Gott und den heyligen schwören / sölichem gericht treulich und mit fleiß obzu sein ; Und nach des Reichs und gemainen Rechten / auch nach redlichen / erbaren und leidlichen ordnungen / statuten und gewonheiten / der Fürstenthumb / Herschafften und Gerichten / die für sy gebracht werden / dem hohen und dem nidern gleich zu richten / und kein sach sich daegegen bewegen zlassen ; Auch von den pareheien oder yemands anderm / keiner sach halben / so in gericht hanget

oder

ANNO 1500.

oder hangen wird / kein gab / schencke / oder ainichen nutz sich selbs oder ander / wie das erdacht werden mag / zunemen oder nemen zulassen / Auch kein sunder parthey oder anhang und zufal in urtailen zusinchen und zumachen / und keiner parthey zu raten oder zu warnen / und was in ratschlägen oder sachen gehandelt wirdt / den partheien oder nyemands zu öffnen vor oder nach der urteyl ; Auch die sachen auß böser maynung nicht auffzuhalten oder zuverziehen / on alles geverd.

14.

Deß Gerichts-schreybers Ayd.

Desgleichen soll der Gericht-schreiber / so zu solchem obberürtem Gericht zu yeden zeiten auffgenommen wirdet / den dreyen geordneten Richtern geloben / und zu den heiligen schwören / seinem Ampt treülich obzusein / mit auffschreiben / lesen und anderm ; Auch die Brieff und urkund / die in Gericht bracht werden / getreülich bey dem Gericht zubewaren / und den partheyen oder yemandt anders nicht zu öffnen / was von den sachen in den ratschlägen des Richters und urteyleen gehandelt wirdt / Auch die haimlichen Gerichts-hendel nyemandes zu offenbaren / lesen oder hören zulassen ; Und kein copey von den eingelegten Brieffen und Schrifften den partheyen zugeben / on urlaub und erkantnuß des Richters. Auch kainer parthey wider die andern zu raten / noch zu warnen / und kain schencke zu nemen / oder jme zu nutz nemen zu lassen ; Wie menschen-sinn das erdencken mochte / sunder sich seins solds / und lons / des man sich zu yeder zeyt mit jm vertregt / benügen zulassen / alles one arg list.

15.

Vor wem die spenn umb erbfall / oder aigen / oder frevel / die gelt-straff oder dergeleichen buß antreffen / gerechtfertiget werden sollen.

Wann aber spenn wurden umb erbfell oder aygen / auch umb frevel / die geltstraffen oder dergleichen buß antreffen / so sollen die gütter in den gerichten / darinn sye ligen oder darein sye gehören / und die frevell / da sye beschehen / berechtigt werden: Doch ob der oder die / so also gefrevelt hetten / an den enden nit wolten zu recht steen : So soll der Herr / under dem der oder die freveller sitzen / so verr er den oder die / in seinen Oberkaytten und Gebieten betreten mag / auff erforderung des / dem der frevell zustet / schuldig sein / den freveller dazu zu halten / sich in das gerichte / da sich der frevel begeben hat / zu stellen / und daselbs recht ergeen zulassen / dem auch der / oder die freveller gehorsam sein sollen: Doch / das ain yeder frevell r / auff sein ersuchen und begeren / mit sicherhait und gelait zum rechten / durch den / dem der frevell zusteet / versehen / und gegen demselben freveller nichtz anders fürgenommen noch gehandelt werd / dann sovil das recht am selben end zugibt.

16.

Malefitz-hendel und sachen die Eer betreffend / sollen außgenommen sein.

Es sollen auch in allen vor- und nachgeschriben Artickel / außgenomen und unvergriffen sein die Malefitz-hendel / und die sachen / so die Err antreffen / und derohalben gehalten werden wie recht ist.

17.

Von den Lehen.

So aber spenn wurden umb Lehen / da dann baid teyl der Lehenschafft von einem Herren herrürendt bekantlich weren / So sol dasselbig vor dem Lehenherrn und den Lehenmannen wie sich gebürt berechtigt werden.

ANNO 1500.

18.

Wann ein spann ist / ob das gutt aigen oder Lehen sey?

Ob aber die partheyen der Lehenschafft der maß nit bekantlich weren / Sunder die ein parthey vermaint / das daß gut / darumb spann / aigen / und die ander vermaint daß es Lehen were ; Solich spenn sollen allweg geleütert und außgetragen werden vor dem Richter / der von des antwurtenden tails parthey / als vor steet / darzu verordnet / und den zusätzen / als hievor underschaiden ist.

19.

Rechtfertigunge umb der Lehengüter gewert / brauch / innhaben / posseß und dienstbarkeit.

Aber umb die gewere / brauch / jnnhaben / posseß / dienstbarkeyt der Lehen / güter / oder sunst dergleichen sachen / sol die rechtvertigung zu yeder zeyt / vor dem ordenlich gericht / darinn die gütter gelegen sind / beschehen Ob aber die güter in keinem ordenlich gerichtz-zwang / Uns Bundsverwanten zugehörig / gelegen weren : So sol die sach auch gerechtvertigt werden vor dem Richter / der von des antwurtenden teyls parthey / als vor laut / darzu verordnet ist / mit den zusätzen / als sich nach vorgeschribem underscheid gebürt.

20.

Wann sich yetweder tayl für ain inhaber des spennigen guts haltet / oder ain span ist / welicher tail klager oder antwurter sein sol.

Wo sich aber begeb / das sich yetweder teil für ainen jnnhaber des guts / darumb spann were / hielt / oder spenn wurden / wölicher teyle klager oder antwurter sein soll / oder yeder vermaint gerechtikeit zu haben / zu dem gut ; So soll von baiden tailen gelößt werden / und wölichem tail das loß zufelt / der soll macht haben / auß den obgemelten dreyen ernenten und verordneten Richtern ainen zu einem gemainen Richter zu erwölen ; Vor demselben gemainen Richter soll alßdann sölich sach / mit den zusätzen / wie vor steet / erleütert werden : Also / das in des tails / dem das loß zugefallen ist / macht steen soll / die anderen zween verordneten Richter für beysitzer sitzen zelassen / oder zween ander nider zusetzen / wie hievor underschaiden ist.

21.

Sachen vor diser aynung mit recht angefangen / sollen hierinn außgenommen sein.

Doch sollen in dieser verainung unvergriffen sein die sachen / so vor disem Unserm zusamen-thun und verbundtnuß / mit recht angefangen sein und hangen ; Was aber sachen zwischen partheyen / die in der acht / oder dreyjärigen / und auch in diser ainung begriffen noch anhengig wären / die sollend vor disem geordnetem Richter / wie vor underschaiden ist / in dem stand so hangen / angenommen / und laut diser verfassung geendet werden.

22.

Das die rechtfertigung schrifftlich / und der rechtsatz mundelich beschehen soll.

Und damitt die partheyen vor überflüssigen kosten verhüt werden / Auch ire sachen nach jrer notturfft deß gründlicher und fruchtbarlicher handeln und dester unverzogenlicher außtrag erlangen mügen / haben wir Uns von allen tailen miteinander verraint

ANNO 1500.

und vertragen/ Also: das allweg/ nach annemung des gebürenden Richters/ wie vor underschaiden ist/ auff desselben Richters erste tagsatzung/ der klager sein klag in schrifft verfassen/ und zwu copeyen darvon dem Richter überantwurten/ der die eine copey dem antwurter zusenden soll; Und so das beschicht/ soll der antwurter darnach/ in dreyen wochen den nechsten/ sein antwurt oder red/ auch in schrifften begreiffen lassen/ und zwu copeyen darvon dem Richter zusenden; Und alßdann die eine copey/ von dem Richter dem klager auch zugeschickt werden; Darnach soll der klager seiner gegenred auch zwu copeyen in drey wochen den nechsten dem Richter zu schicken/ der die eine copey/ aber dem antwurter zusenden soll. Darauff soll derselb antwurter seiner widerred aber zwu copeyen dem Richter in drey wochen den nechsten überantwurten/ und der Richter die eine Copey dem klager zuschicken lassen; und so das also geschehen ist/ sollen von einichem teyl weiter oder mer schrifften nit überschickt werden; Sunder nachmalß die partheien auff einen bestimpten tag/ den der Richter nach überantwurtung der vierden schrifft für sich und die zusetz ungeverlich auch über drey wochen ansetzen mag/ mundtlich beschliessen; Und sollen also von yedem teil zu einer yeden urteile nit mer dann zwo reden in schrifften übergeben/ und darnach mundtlich beschlossen werden/ wie yetzo underschaiden und begriffen ist. Es sollen auch allweg die partheyen jr schrifften under jren oder andern glaubwirdigen insigeln dem Richter überschicken/ und durch den Gericht-schreiber vor der übersendung eigentlich collationiert/ und alßdann im rechten on ferrer gewalt für gnugsam gehalten werden. Doch in sachen die entsetzung betreffen/ soll es gehalten werden/ wie hernach darvon sunderlich begriffen ist.

23.

Von der urteylen verstreckung und Execution.

Und dieweil aber behabt urteil und recht wenig frucht brechten/ wo denselben nach jrer innhalt nit volstreckung beschehen solt: Haben wir von allen teilen einhelligklich beschlossen/ das ein yeder Richter/ vor dem obgemelter maß/ als einem gemainen Richter mit den zusätzen/ wie vor steet/ gerechtet wirt/ schuldig sein soll/ einen yeden bey dem/ so er mit urteil und recht vor jme erlangt/ zu handhaben und volstreckung zu thun. Und den widerteil bey zimlichen geltpenen daran zu halten; So verr jm aber sölichs zu schwär ist/ soll er das auff den nechsten gemainen versammelung tag des Bunds anbringen/ und alßdann von den Stenden des Bunds nit abgeschaiden/ sunder endlich geratschlagt/ fürgenommen und gehandelt werden/ darmit derselb innhalt seiner behalten urteil/ von gemains Bunds wegen eingesetzt/ und seiner urteil/ execution und volstreckung gethan/ Dadurch die manichfaltig klag und anruffung/ So bißher an viel Orten entstanden ist/ vorkommen werd.

24.

Königklicher Majestat Satzung über die Execution.

Und wir König Maximilian/ mainen/ wollen und setzen auch/ als Römischer König/ in krafft difs Brieffs/ das obvermelt rechtvertigung/ urtailen Execution und penen/ furderlich und one alles verziehen/ beschehen sollen/ wie von Richtern zusatzen und der versamlung des Bunds gehandelt/ erkant und fürgenomen wirdt/ one Unser und allermeniglichs irrung und verhinderung in allweg. Doch soll hierinn unvergriffen sein/ So yemandt ausserhalb der sachen/ so entsetzen antreffen/ von ainicher urtail/ von einem gemainen Richter und den zusatzen gesprochen/ appellirt und versicherung thet/ wie der Artickel hiernach begriffen/ in zulest. Also das derselben urteil nit vollstreckung beschehen/ sunder die sach bey der appellation beleiben sol/ wie recht ist.

25.

Wie man von den Richtern des Bunds appellieren soll.

Und ob ainicher teil vermaint mit einer urteil beschwert zu sein/ ausserhalb des/ so die entsezung antrifft/ mag denn derselb teil/ durch sich selbs/ oder seinen anwalt/ der darzu volmechtigen gewalt het/ darstan innerhalb zehen tagen/ nach gesprochner urteil/ So verr er anders vor dem Richter appelliern wil/ und schwern ein Aid zu Gott und den heiligen/ daß er acht und dafür hab/ daß im appellierens not thue/ und daß er keins verzugs halben/ noch auß geverde zu appellieren understand: So sol er zu appellirn zugelassen werden. Doch daß er dem alß dann/ wider den er appellieren wil/ sicherheit erbiet zutun/ mit gütern oder bürgschafft/ oder so der vermelten zweyer keins in seinem vermügen were/ mit dem Aid/ ob er in der appellation sach-verlustig wurd/ das derselbe seins kostens und schadens an jm bekommen müge. Und sol egemelt sicherheit vor dem Richter in monats frist/ nach solichem erbieten/ auff ein benanten tag von jme baiden partheyen ernent/ beschehen. Ob auch die partheyen solicher sicherheit streitig wurden/ ob die mit gütern/ bürgschafft/ oder dem Aid volzogen solt werden/ daß soll auch zu erkantnuß desselben Richters steen. So aber in abwesen des Richters vor einem Notari appellirt wurd/ sol daß in zehen tagen nach ergangen urteil beschehen/ und solich appellation in zwainzig tagen nach dem die beschehen ist/ dem Richter von der parthey verkündet/ und darbey erboten werden/ obgemelten Aid und sicherheit zutun; die auch der Richter nach solchem erbieten in monats frist den nächsten nemen sol/ und baiden partheyen auff einen benanten tag darzu verkünden. Wo aber solich Aid/ sicherheit und erbieten derselben/ wie obgemelt ist/ der appellirend/ nit thet/ So soll die appellation verlassen und gefallen sein/ und die urteyl/ wie obsteet/ volstreckt werden. So auch die partheyen/ durch sich selbs appelliren wöllen/ sollen sy den Aid/ durch sich selbs schwören. Wo aber durch einen anwalt appelliert würde/ soll er darzu gewalt haben; und jn die sele/ der/ oder deß/ von der wegen geappelliert wirdt/ schwören. Doch soll diser Artickel allein binden/ wo von der urteyl von einem gemeinen Richter und den zusätzen/ wie obsteet/ gesprochen/ geappelliert würde. Dann sunst/ ob Communen oder sunder personen vor jren Obern ordenlichen oder andern Gerichten fürgenommen wurden/ soll es mit appellieren gehalten werden nach eins yeden Gerichts herkommen/ freyheit/ brauch und gewonheit; Oder so der keins vor augen wäre/ innhalt gemains Rechten. Doch so soll von keiner vor- oder beyurteil geappelliert werden/ die die end-urteyl nit auff ir tregt/ oder der beschwerd/ durch die appellation/ so von der end-urteyl geschicht/ widerbracht mag werden; Dasselbig auch/ ob die partheyen darumb spennig wurden/ zu lutterung steen soll/ zu den jhenen die sölich urteyl gesprochen haben/ die darumb jr rechtlich erkantnuß thün söllen.

26.

Ain vorbehaltung in den appellation-sachen.

Doch ist auff disen vorgeschriben Artickeln durch Uns/ zu allen teylen abgeret/ ob hinfüro/ über kurtz

oder

ANNO 1500. oder lang zeit / des appellierens halben / durch gemein Stend des Reichs ein andre ordnung am Cammergerichte fürgenommen und beschlossen wurd / das es als dann mit dem appellieren denselben gemeß durch Uns bunds-verwanten auch geendert and gehalten werden soll.

27.

Das kein bundsverwanndter den andern überziehen / entsetzen / pfenden / noch die seinen vahen soll.

Wir obgenannt König Maximilian / Churfürsten / Fürsten / Prelaten / Graven / Freyen / Ritter / Knecht und Stete / die Unser / und die Uns zuversprechen stern / sollen auch einander oder yemands under Uns / die seinen / oder die jme zuveesprechen stern / nitt überziehen / des seinen / seins brauchs oder alten herkommens / wider recht und den egimelten Landfriden / nit entsetzen / pfenden / oder die seinen dahen. Wo aber das beschehe / das doch nit sein soll / soll dargegen mit der that wider recht nit gehandelt werden: Sunder wo yemands überzogen / wider recht entsetzt / gepfende / oder die seinen gefangen wurden / wie obgemeit ist / mag er das an den Richter / der von seins gegentails parthey / als vorsteet / verordnet ist / langen lassen; den anruffen und begeren mit demselben zuverfügen / den entsetzten widee inzusetzen; die pfandung wider zu geben / und die gefangen ledig zelassen. Und so das beschicht / wil dann der / dem beschehen ist / umb die tät / jm zugefüge / den / so jm schaden / oder übergng getan hett / mit recht fürnemen / das mag er thun in vier Monat den nechsten / ungevarlich vor dem yetzt gemelten Richter / als ainem gemamen Richter / mit den beysitzern und zusatzen / wie vor underschaiden ist.

28.

Die sachen / entsetzung / ledig lassen / oder pfand wider-geben / wie obstat / betreffend / wie es damit gehalten werden soll.

Wa aber dem / der solchs getan het / das widergeben / einsetzen oder ledig lassen / wie obstat / auff ersuchung seins Richters / one verziehen zutua nicht vermamt were: So söllen doch in zweyen oder dreyen tagen / bey einer zimlichen geldt-peen / so der Richter nach gestalt der sachen / zu setzen macht haben sol / die pfandung wider gegeben / und die gefangen ledig gezelt werden / biß zu außteag des rechten: Wo aber solch widergeben der pfandung / oder ledig lassen der gefangen vorgemeltee maß nicht beschehen wolt / alsdann sol des beschedigten Hauptman auff sein anruffen / die ain und zwaintzig Rät an ain gelegen malstät fürderlich beschriben / daselbs sie ratschlagen / handlen und fürnemen söllen / darmitt dem obgemelten ersuchen des Richters unverzogenlich folg beschehe / und soll nicht dester minder nach der entsetzung oder übergriff / der obgemelt Richter on verziehen / auff anruff des klagenden in acht tagen darnach fürderlich rechttag in der sach / für sich und die beysitzer und zusetz / wie vorsteet / setzen / und die sach der entsetzung oder eingriffs in monats frist dem nechsten darnach / mit recht endlich entschaiden / und was also mit recht erkent wirde / darbey soll es one wegerung beleyben / und von stund an volzogen werden. **Es were dann / das das gemain recht in demselben fall zu appellieren zuließ;** Dasselbig auch zu leütterung des berürten Richters / mit sampt den zusatzen steen soll; und so sich im recht erfindet / das der klagend tail wider recht entsetzt were / So soll der antwurter jn wider einsetzen / und jm allen kosten und schaden / jm der sach halben auffgelauffen / außrichten / auff meßigung des Richters / und nicht dester minder demselben klager sein gerechtigkeyt deßhalben gegen dem entsetzer vorbehaltea sein / jnnhalt gemains rechtens. Wo sich aber mit recht erfindet / das der klagend tail / umb das / so er klagt / nit recht noch fug gehebt hat; So soll der klager dem antwurter allen kosten und schaden der sach halben auffgeloffen / nach meßsigung des Richters ablegen / und so sich also in recht erfindet / das das vahen oder pfenden von dem antwurter billich beschehen were / So söllen jme die dir pfandung und gefangen / so er / wie obsteet / auff ersuchen des Richters / biß zu außtrag des rechtens / himauß gegeben und ledig gezelt het / wider zugestelt werden; mit den auch derselb antwurter nachmals / wie sich gebürt / handeln mag. Doch ob yemandt gefangen wurd / umb malefitzhendeln / damit soll es gehalten werden / wie recht ist. Es ist auch hierinn vorbehalten ainem yeden sein gerechtigkeyt in der hauptsach / nach außgang der rechtvertigung der entsetzung. ANNO 1500.

29.

Wann in obgemelten Sachen ain tail sewmig oder ungehorsam were.

Und ob in solchen sachen der entsetzung oder übergriffs / oder in ainichen andern hievor gemelten rechtvertigungen / so sich vor der dreyen Richter ainem / als ainem gemainen Richter / mit beysitzer und zusetzen / als obsteet / zu handeln gebüren / ain tayl mit sampt seinen zusätzen auff angesatzten tag als der gehorsam erschin / Und der ander tail und sein zusätz nit erscheynen / und des auch ehafft not vor dem Richter nit erscheint / oder mit überantwurtung der geschrifften / wider vorgemelt underschaid / sewmig weren: So soll der Richter / auf anrüffung des gehorsamen teils und seiner zusätz / so engegen weren / nicht desterminder in recht fürgeen / wie sich das za thun gebürt / in aller gestalt / als ob der widertail mit sampt seinen zusatzen engegen were.

30.

Wann für die verordneten Richter substituirt und andee gesetzt werden sollen.

Und ob sich begeb / das der obgemelt verordneten Richter ainer oder mer / in ainicher sach / von freüntschafft oder ander ursach wegen / nicht Richter sein solt oder möcht: So soll allweg von dem stand des bunds / von dem derselb Richter verordnet wäre / unverzogenlich ain ander an desselben stat in sölicher sach substituiret und gesetzt werden; Der auch alsdann in derselben sach handeln und zu handeln macht haben soll / als ob der verordneten Richter einer wär / wie ob stät.

31.

Die underthan sollen irer Oberkayt die gehorsam nit entziehen / und wa der Span zwischen inen gehört und ausgetragen werden soll.

Es söllen auch dye Communen der underthan / Uns Bundsverwanten zugehörig / jren Herren und jrer Oberkayt die gehorsam nit entziehen / sunder die zu yeder zeyt halten / in maß sy schuldig sein / und von alter herkommen ist: Wo sy aber vermainten / daß wider sy unbillicher weiß / wider alt herkommen und anders dann sy schuldig wären / gehandelt oder fürgenomen würd: So söllen sy sich dannocht wider jre Herren nit abwerffen / oder in ainich ungehorsam gebea / Sunder das an die gemaine versamlung des Bunds gelangen lassen; die baid tail gegen ainander fürderlich und summarie verhören / und fleiß haben söllen / sy zimlicher weiß güttlich mit ainander zuverainen. Ob aber die gütlichait nit erfanden

ANNO 1500. erfunden werden möcht / wie dann bayd tayl durch die versamlung des Bunds jrer jrrung und Spenn halb entschayden werden / darbey söllen und wöllen wyr zu allen tailen den behaltenden tail handthaben / on jerung und widerred.

32.

Wann yemand im Bund wider Recht / den Landfriden / und dise aynung angriffen oder beschediget wurde / wie man nacheylen / und sich sunst darinn halten soll?

Und ob yemandt / wer der und die wären / die Uns König Maximilian / als Ertzhertzog zu Oesterreich / Uns Chuefürsten und Fürsten / Prelaten / Graven / Freyen / Herren / Ritter / Knecht und Reichs-Stet vorgemelt / die Uasern / oder die Uns erblich odee jr leben lang / gaistlich odee weltlich zu versprechen steen / gemainklich oder sunderlich / unerfolgt and anerlangt des rechten / widee gemelten Landtfriden oder dise Unser aynung / angriffen oder beschedigen wurd / so söllen wir in allen Unsern Schlossen / Stetten / Landen und Gebieten in diser aynung begriffen / bestöllen / schaffen und darob sein; Das wir und die Unsern / wie obgemelt / so des gewär oder herjnnert weedea / zu frischer that nacheylen / rötten und behalten söllen / nach Unserm und jrem besten vermügen / alles getreülich und ungevärlich / als ob die sach Unser yedes aygen wäee. Und ob sölichee nám wider ereylt wued / Sol die dem / des sy gewest ist / wie die erobert würde / wider geantwurt werden. Was aber daneben von Haben gewunnen und erobert wiedt / soll an gemaiae beüt kommen. Was aber von gefangen bracht wirdt / soll zu des willen steen / der sy nyder geworffen hatt / die in sein Gerichte zu stellen und recht gegen jnen eegeen zu lassen. Oder dieselben in der gemain Haubtleüt hand zu stöllen. Möchten aber sölich zugriff / gefangen oder name ait erobert und zu frischer that erylt werden / and sich die sache umb verbrechang des Landfriden / oder dieser ainung / wie obstert / zu ainem täglichen Krieg begeben; Odee das wir / die Uasern / oder die Uns zuversprechen steen / wie oben gelaut / gemainklich oder besunderlich / sunst unersolgt rechts / oder wider dise aynung / wie obsteet / bekriegt wurden / oder das Uns / den Unsern / odee die Uns zuversprechen steen / wie oben genült / ainem oder mer / Unser oder je Land / Leüt / Schloß / Stet / Befestigung / Meeckte oder Dörffer / oder dergleichen abgewunnen wurden / unervolgt und unerlangt rechts wider gemelten Landfriden odee dise ainung / wie obsteet / mit gewalt oder sunst / in wölichen weg daz beschähe: Und wye das widerumb zu gewynnea underssteen wurden; Odee das wie / die Uasern / oder dir Uns zuversprechen steea / wie oben gelautt / mit gewalt oder macht / unerlangtt und unerfolgt rechts / wyder gemelten Landtfrieden oder diese aynung / überzogen / bekriegt / Unser odee jr Land / Leüt Schloß Stet / Dörffer oder Befestigung / wie obstee / belegert wurden; Umb daß alles / und auch ander notdürfftig aaligen / so dem Bund oder seinen derwanten zusteen wurd / Söllen wir auff ermanung des Haubtmans / so hilff / trost oder anders begert / aa ain gelegen end bescheiben und erfordert weeden / und durch Uns selbs oder Unser Räte erscheinen / Daselbs wir oder Unsere Räte mit andera des Bunds zugeordneten Räten and Haubtleüten / ratschlagea und fürnemen söllea / wider sölich Fridbrecher oder verletzer diser aynung hilf und anders zuthun / so zu sölichem / nach gelegenhait der sachen / Land / und Unser Bundsverwandten vermügen / die notturfft erfordert / den Landfriden und dise aynung damit zu handhaben / es sey mit täglichea Krieg / mit besatzung / Schloß / Stett oder andee Befestigang / oder zu ainem Veltzug.

33.

Wie Kunigkliche Majestat als Füest von Oesterreich / die Churfürsten und Fürsten ain Hauptman setzen söllen.

Und darmit so vil statlicher / mit zeitlichem vor wolbetrachtem Rat / fruchtbarlich gehandelt / und künfftiger schade verhüt werde: So setzen / ordnen und wöllen wie / daß / yetz durch Uns Kön. Maximilian / als Ertzhertzog zu Oesterreich / und Uns Charfürstea und Fürsten vorgenane / ain gemainer Hauptmaa / zu den füefallenden hendeln deß Bands und außrichtung / nachvolgender maß / derselb fürgenommen und gesetzt werd. Ob es sich begeben wurd / das wir oder die Unsern / oder die Uns zuversprechen steen / wie obgemelt / bekriegt / beschedigt / belegert oder überzogen wurden / wie in obgemelten nechsten Artickeln begriffen / oder das Uns sunst fürfallen / darumb wir der versamlung des Bunds notdürfftig wurden / umb das alles sollen wie König Maximilian / und Churfürsten / Fürsten vorgenant / samentlich oder sunderlich / egemelten Uasern Hauptman ersuchen / das ee one verzug / Uns und andere Bundsverwanten / wie nachvolgend der Räte halben begeiffen wirdt / an ayn gelegen end beschreiben / daselbs wir und die Bundsverwanten erscheinen sollen und handeln / wie oben laut / und die notturfft ervordert.

34.

Wie Prelaten / Graven / Freyen / Ritter und Knecht / ain Hauptman setzen sollen.

Der gleichen wöllen und söllen wir Prelaten / Graven / Freyea / Rittee und Knecht / auch ein Hauptmaa erkiessen and halten: Ob sich begeben wurd / daß wir / die Unsern / odee die Uns zuversprechen steen / wie obsteet / bekriegt / belegert oder überzogen wurden / oder das wir sunst fürfallender geschäft der versamelung des Bunds notdürfftig wurden / umb das alles sollen wie voegenanten Prelaten / Graden / Freyen / Ritter und Knecht / samentlich oder sunderlich / Unsern Hauptman ersuchen / der auch one verzug Uns und ander Bundsverwanten / wie nachvolgt / der Rät halben begriffen wirt / an ein gelegen end beschreiben und handlen / wie der Fürsten Hauptman halben vorbegriffen ist.

35.

Wie die Reich-Stett auch ain Hauptmann haben sollen.

Der gleichen sollen und wollen wir / die Reich-Stett / auch ein Hauptman erwölen und halten / ob sich begeb das wir / die Unsern / oder die Uns zuverspeechen stundea / wie vorstert / beschedigt / belegert / bekriegt odee überzogen wurden / oder das wir sunst fürfallender geschefft halben der versamlung des Bunds notdürffeig wurden / umb das alles sollen wir obgenanten Reich-Stett samentlich oder sunderlich / Unsern Hauptman ersuchen / der auch unverzogenlich / Uns oder andern Bandsverwanten / wie nachvolgt der Räten halben geschriben steet / an ain gelegen end beschreiben / und in aller maß wie der Fürstea / deßgleichen der Prelaten / Geaven / Freyen / Ritter und Knecht Hauptmann halben / wie vor begriffen ist / und solt za yeder zeit die ursach / darumb das beschreiben beschicht / durch den Hauptman angezaigt werden / damit ain yeder den seinen mit gewalt destee statlicher abvertigen müge.

36. Wie

ANNO 1500.

36.

Wie Rön. Majestat der Churfürsten und Fürsten stymm in des Bunds Rat sein sollen.

Und damit fridlich / freüntlich und gleichmessig in dem Ratt und beschluß desselben gehandelt werd: So haben wir Uns veraint und vertragen / verainen und vertragen uns auch hiemit / das wir König Maximilian / als Ertzhertzog zu Oesterreich / Berchtolt Ertzbischoff zu Meintz / Friderich Bischoff zu Augspurg / Albrecht Hertzog zu Bayren / Friderich Marggrave zu Brandenburg / Ulrich Hertzog zu Wirtenberg / Christoff Marggrave zu Baden / wir / oder Unsere Rät an Unser stat / yeder ain stymm im Rat / und nit mer / haben soll. Also / ob wir gleich vil in Unserm abwesen schicken wurden / sollen doch die von Unser yedes wegen nitt mer dann ain stymm haben / und doch alle den Rat des Bunds schweren / wie hernach volgen wirdt. Und ob wir König Maximilian / als Ertzhertzog zu Oesterreich / Churfürsten und Fürsten / hülff oder ander notturfft von dem Bund begeren wurden / so sollen wir der begerend Fürst und Unser Rätt des Rats die zeyt absteen / und Unser stymm aim andern Fürsten Bunds-verwanten zustöllen / darmit Uns Fürsten an den stimmen nychts abgang.

37.

Wie Prelaten / Graven / Freyen / Ritter und Knecht ir stymm haben sollen.

Desgleichen sollen wir Prelaten / Graven / Freyen / Ritter und Knecht Syben stymm haben / wie die Fürsten obgemelt / und nit mer. Doch also / das von Uns Prelaten etliche / von Uns Graven und Herren etlich / und die überigen von Uns Ritter und Knechten darzu geordnet werden.

38.

Wie die Reichs-Stet im Bund ir stymm haben sollen.

Desgleichen sollen wir die Reichs-Stet Bunds-verwandten auch siben stymm und nit mer haben. Doch ob die sach / darumb hilff oder beger an den Bundt geschähe / Uns Prelaten / Graven / Freyen / Ritter / Knecht oder Reichs-Stett ainen oder aine antreffen / der in sölichem rat oder stymm verordnet wär / So soll der oder dieselben als vorsteet / die zeit im Rat absteen / und sollich sein oder ir stymm ainem andern sein gnoß zustöllen und bevelhen.

39.

Der Ayd der Haubtleüt und Rät des Bunds.

Die alle / so also im Rate gebraucht werden / sollen auch dem Ratt des Bunds wie nachvolgt / schwören. Und erstlich / so sollen die Haubtleüt / den / so sy erwölt haben / geloben und schwören zu Got und den Heiligen / Unser König Maximilians / als Ertz-Hertzog zu Oesterreich / und Unser der Churfürsten und Fürsten: Desgleichen Unser der Prelaten / Graven / Freyen / Herren / Ritter / Knecht / und der Stett / und aller andern Bunds-verwandten / Ere / nutz und wolfart / nach irem besten vermögen zu betrachten und zu fürdern / und schaden zu warnen. Und in sollichen iren Ampten gleich und gemain / dem Armen als dem Reichen zu sein. Und sollichs alles zu handeln und zu thun / wie sich laut und innhalt der ordnung und aynung des Bunds sach gebürt. Darzu den Rat des Bunds zu verschweigen biß inn iren Todt. Es wäre dann / das im sollichs durch den Rat des Bunds zu öffnen zugelassen würd. Es sollen auch alle Rät / so in des Bunds Rat verordnet oder eingelassen werden / yeder andern Räte des Bunds Ayds-pflicht thun / allen tailen gleich und gemain zu sein / und ainem als dem andern des besten und negsten / seinem versteen nach zu ratten und zu helffen; und in des Bunds sachen / darumb er von seins Herren wegen gebraucht wirdt / treülich zu handeln / und den Rat ausserhalben seinem Herren / und des geschworen Rät / die sollichs auch bey iren gethanen pflichten zu verhelen schuldig sein sollen / zu verschweigen / biß in iren Tod / alles getreülich und ungevärlich. Es mügen auch Haubtleüt und Rät / auß Ehafft oder andern ursachen geendert / und ander an ir stat gesetzt werden / in aller gestalt / wie oben begriffen ist.

40.

Was der merer tail der Räte beschleüßt / dem sol von allen Bunds-verwandten volg geschehen.

Was auch durch den merer tail der ainundzweintzig Räte vorgemelt in handlung des Bunds / so für sy gehört und kommen / beschlossen würdt / dabey soll es beleiben / und von allen Bunds-verwandten wie sich das ainem yeden / nach innhalt diser aynung / zu thun gebürt / volzogen werden.

41.

Wann die Rät in zween oder mer gleich tail der stymm zerfallen wurden.

Und ob die Rätte under inen nit ain merers machen / sunder in zween oder mer gleich teil / der stymm nach / zerfallen wurden / so sollen die drey Haubtleüt vorgemelt / ain merers machen. Also wölichem tail sy all drey ainhellig oder der merer tail ausser inen zuvalt / dem soll volziehen geschehen in aller maß / als ob sollichs durch den merer tail der Räte / wie obsteet / beschlossen worden wäre.

42.

Ob ainer oder mer Fürsten in Bund kemen / wie es mit den stymmen gehalten werden soll.

Und ob sich begeb / das ainer oder mer Fürsten im Bund / mit statlicher hilff eingenommen wurden; So soll der yeder auch ain stymm haben. Doch alsdann sollen sich die stymmen Unser Prelaten / Graven / Freyen / Ritter und Knecht / und Unser der Reichs-Stet in gleicher anzal meren / und in beschliessung der hendel / in massen wie vorsteet / gehandelt werden.

43.

Wie man ainem die hilff und beylegung ze tun / erkennen und beschliessen soll.

Es sollen auch vergemelte Räte und Hauptleüt / nit erkennen oder beschliessen / das man ainem hilff oder beylegung zethünd / oder nit / schuldig sey: Sunder darumb / wo inen durch die parthey / so hülff oder beylegung begert / das die wider den Landtfriden oder diese ainung bekriegt / überzogen / belegert / oder sunst dergleichen massen beschedigt / anzaigt oder beybrecht / durch offenbar that / handlung oder dergleichen / oder sunst scheinbarlich oder glaubwirdig bewiesen wurd; Alsdann zu erkennen und entschliessen / nach gelegenhait der sachen / Land / und vermögen Unsers Bunds-verwanten / wie und wölcher gestalt / und mit wievil die hilff fürzunämen sey zu taglichem oder hauptkrieg / oder zu besazung Stett / Schloß / oder ander Bevestigung / und soll in dem kain tail für den andern / so hilff zu thun schuldig ist / beschwert werden / dann so vil im in nachvolgender rystung auffgelegt wurd. Also das von yedem tail nach

ANNO 1500.

nach seiner anzal gleich hilff genommen und geschehen werd.

44.
Ob ainich tail von Räten außbelyben / wie es gehalten werden soll.

Wir wöllen auch / so der Hauptman auff anruffen der parthey / so hilff begert / die Stend des Bunds / wie sich nach laut der ainung / wie obgemelt / zu thun gebürt / beschreibt / das die one allen verzug erscheinent. Und ob ainicher tail außbleiben wurd / so sollen die gegenwürtigen oder erschienen / nichtz destermünder in irer handlung und hilff fürfaren / und die stymm under einander ersetzen / damit daran nit mangel seye / und was von den gegenwürtigen beschlossen wurd / das soll der außbeleibend tail nach seiner anzal auch helffen volziehen.

45.
In was gestalt die Rät des Bunds ain anstand oder Fried des Kriegs machen mügen.

Es sollen auch die bemelten ainundzwaintzig Räte / oder ob der mee wurden / wie vorgemelt / macht haben / zu yeder zeit / so sy nach gestalt der sachen nutz odee güt ansicht / ain anstande oder Fride des Kriegs zu machen und anzunemen. Doch sollen sy keinen endtlichen bericht eingeen oder machen / es sey dann dee / oder die / dem oder den / verunrechtung oder beschedigung beschehen were / zuvor daezu berufft / und jme oder jnen / widerfaren / daran er oder sy billich nach der Räte erkantnuß ain benügen haben; Umb das und ander notdürfftig hendel des Bunds und des verwanten / die zeit dee auffrur oder Kriegs / sollen die geordneten Rätte und Hauptleüt zu den aufrichtungen / Bunds-handlungen / wie vorgelaut / verordnet / an einem gelegen end versamelt mit- und beyeinander beleiben / rathschlagen und fürnemen / das zu nutz und fürgang des Bunds dienstlich geacht mag werden.

46.
Wie die anzall der hilff / ze Roß und ze Fuß / von den Stenden des Bunds angenommen ist.

Und damit wie Bunds-verwanten alle den Friden des statlicher underhalten / und in auffrur oder Kriegslöffen / Unsern widerwärtigen fruchtbarlichen begegnen mügen / und dem widerwillen / so deßhalben zwischen Uns erwachsen / so ain teil dem ander hilff aufflegen wurde zethun / verhüt und vermitten beleibe: So haben wir unß freiwilliglich nachvolgender rüste veraint und vertragen / verainen und vertragen uns auch hiemit. Also das wir neüntausent zu Fuß geschickter wörhaffter mann zum Krieg / und dreyzehenhalbhundert raysiger wolgerüster Pferdt und Mann haben und halten sollen. Naimlich wir König Maximilian / zwayhundert zu Roß / viertzehenhundert ze Fuß. Wir Ertz-Bischoff Berchtolt zu Meintz / anderthalbhundert zu Roß / fünffhundert zu Fuß. Wie Friderich Bischoff zu Augspurg / sechzig zu Roß / dreyhundert zu Fuß. Wir Hertzog Albrecht zu Bayren / zwaihundert zu Roß / tausent zu Fuß. Wir Marggraff Friderich zu Brandenburg / zwaihundert zu Roß / tausent zu Fuß. Wie Hertzog Ulrich zu Wirtteuberg / anderhalbhundert zu Roß / zwölf hundert zu Fuß. Und wir Marggrave Cristoff zu Baden / sechzig zu Roß / dreyhundert zu Fuß. Und wir die Prelaten / Graven / Freyen / Ritter / Knecht / fünffzig zu Roß / tausent zu Fuß. Und wir des Heiligen Reichs-Stett obgenant / anderhalbhundert zu Roß / und dreyundzwaintzighundert zu Fuß. Darzu ye zu hundert raisigen Pferden acht Wägen / und zu hundert zu Fuß drey Wägen / so mit Schauffeln / Hawen und Kretten / auch Hagkenbüchsen und ander notturfft geschickt / verordnet seien. Es wde dann daß die ainundzwaintzig Räte nach gelegenheit der sachen mer oder mynder Wägen aussetzen oder erkennen wurden.

ANNO 1500.

47.
Das in täglichem Krieg oder Veldzug kein teil über den andern / in der anzall seiner hilffe beschwert werden soll.

Also ob sich begeben wurd / das die Räte und Hauptleüt vorgemelt / ninen täglichen Krieg oder Veldzug beschliessen wurden: So sollen von obgemelter rystung sy die hilff nemen und ordnen / doch kainen tail über den andern beschweren / sunder bey gleicher anzal yedes gebürenden teil beleiben lassen.

48.
Wie man weiter und grösser hilff erkennen sol.

Ob auch die Rätte und Hauptleüt vorgemelt ansehen wurd / der notturfft nach / das der schwall oder macht dee widerparthey so starck / das weiter und grösser hilff / dee zu begegnen notdürfftig wurd / so sollen sy die anzusetzen und zu ordnen gut macht haben: Doch das die nach vorigem anschlag angesehen und gesetzt / und kein teil für den andern weiter beschwert werd / dann wie obgelaut ist.

49.
Der so hilff begert / mag die erkannt hilff gar / oder zum tail annemen / doch nach ains yeden anzall.

Und ob die Räte und Hauptleüt / Uns König Maximilian / als Ertzhertzog zu Oesterreich / Uns Churfürsten / Fürsten / Prelaten / Graven / Freyen / Ritter / Knecht und Reichs-Stett / zu täglichem Krieg / Veldzug oder underhaltung Unser Stett / Schloß oder Bevestigung / hilff zu thun beschliessen und erkennen wurden; So sol in des macht steen / den hilff geschicht und mitgetailt wurdet / die / wie obst beschlossen erkant ist / gantz oder zum tail anzunemen / und so er die also zum teil annympt / soll das geschehen nach anzal aines yeden helffers gebürenden tail / und also von den Räten des Bunds geordnet werden / damit der last gleichmessig getailt / und so viel leidelicher getragen werd.

50.
Die so überzug besorgten / sollen ire Land / Stett / Schloß / und ander Bevestigung / in guter verwarung und rüstung halten.

Umb das auch der kost geringert und künfftiger schade vermitten beleib / sollen und wollen wir Bunds-verwanten / sunder die / so an den Orten gelegen sein / oder überzugs für andern besorgen müssen / Unser Land / Stett / Schloß und ander Bevestigung / in gutee verwarung und rystung mit geschickten Leuten / büchsen / bulver / pley und anderm gezeug darzu notturfftig haben und behalten; auch mit gebaw zu der were dinnend. Darzu mit kasten / lyferung und prosanden daejnn verschung thun / nach gelegenhait Unsers yedes vermugen / damit spött / schade und nachtail verhüt beleib. Dann zu besatzung Land / Leüt / Schloß und ander Bevestigung wir ainander hilff zu thun nit schuldig sein sollen.

ANNO 1500.

51.

Wann hierinn der geprechе und mangel also groß wäre.

Es were dann / das der gebrech und mangel also groß / das der oder dem die zugehörig weren / mit seinem vermügen die nit besetzen möchte. Deshalben auß der notturfft die Rät und Haupileüt vorgemelt / beschliessen und erkennen wurden, grössern schaden darmit zuverkommen / alsdann sollen wir Bunds-verwanten die thun. Doch nach der anzall ains yeden gebürenden tail auff Unser selbs kosten und schaden.

52.

Wann es die notturfft ervordert, wie die hilffe außgetailt werden soll.

Ob sich auch begeben würd / das wir Bunds-verwandten Unser hilff müsten tailen / also das der angriff oder überzug von Unsern Veinden mer dann an ainem Ort sich wider Uns begeb; oder das wir den Veinden also gesessen wären / das von nott wegen wir Unser Land / Leüt / Stett / Schloß / und Bevestigungen in guter verwarung und besetzung haben solten oder müsten; das alles sollen die Räte und Haubtleüt betrachten / und in außtailung und annemung der hilff für augen nemen / und ain tail für den andern nit beschwären / damitt so viel müglich ist / gleichmessiger last und kost getragen werd. Also und in der gestalt / das der / so dem handel gesessen / und der alle stund zuversichtig und wärtig wäre / sein Land / Leüt / Stet / Schloß / und Bevestigung in hüt hat / hinauß dester minder hilff thun bedürff.

53.

Wie es hierinn mit der eylenden hilff, und dem kosten gehalten werden soll.

Es wär dann zu eylender hilff also / das die sach nit verzug haben oder leiden möche: Darinn soll / nach gelegenheit der sach / gleich als ob sy sein aigen wär / gehandelt werden. Und ob jn demselben ain mercklicher oder übermessiger kost aufflauffen würd / daran sollen die jhenen / so also eylens oder kurtzlich nit hetten mügen erfordert werden / oder kürtze halben der zeit / also eylend nit hete kommen mügen / nach anzal jrs gebürenden tails auch geben / darmit die sach so vil müglich ist / gleich zu gang.

54.

Jn wes kosten und schaden die hilff zu täglichem Krieg geschehen soll.

Wir wollen auch: ob sich die sach zu täglichem Krieg begeb / das wir ainander / wie obsteet / hilff thun werden / das sollichs geschehe in des helffers kosten und schaden. Dergleichen mit dem Veldzug es auch gehalten sol werden. Doch sollen Prelaten / Graven / Freyen / Ritter und Knecht / so die Uns König Maximilian / als Ertzhertzog zu Oesterreich / oder Uns Churfürsten / Fürsten zu ziehen und zu hilff kommen / und in Unserm Leger acht tag gelegen sein / fortter in Unserm kosten und auff iren schaden bey Uns beleiben. Doch sollen sy sich mit der lyferung benügen lassen / an der / so man den Unsern mittailt / alles getreulich und ungevärlich.

55.

Die geschickten zu der hilff, sollen der, wider die man sy brauchen will, Veind werden, und den Haubtleüten gehorsam sein.

Und ob wir Bunds-verwanten zu täglichem Krieg ainander hilff thun wurden / wie oblaut / so sollen die so wir schickten / deren / wider die man sy brauchen wird / Veind werden. Und als dann den geordneten Haubtleüten / und auff die Veind zu reiten / und die zu beschedigen / mit andern gehorsam und gewartig sein / und nit von den Haupteüten reiten / on erlauben derselben.

56.

Wie es mit dem, das gewunnen oder erobert wird, gehalten werden soll.

Und dieweil wir Bunds-verwanten sölich hilff zu täglichem Krieg den Veldzug oder verwarung und besetzung der Schloß / Stett / oder Bevestigung auff Unser selbs kosten und schaden thun / was dann in sölichen sachen von Uns oder Unsern Haubtleüten gewunnen oder erobert wirt / nichts außgenomen / dann allein farende hab / dieselb auch an ain gemain beüt kommen soll: Es wären Stett / Schloß / Bevestigung oder ander ligend güter und büchssen / den Veinden abgewunnen / das soll getailt werden nach anzal ains yeden tails geschickten Volcks / und sölichs demselben Herren oder stat / der sy geschickt het / zugehören. Doch dieweil Prelaten / Graven / Freyen / Ritter und Knecht / in Unserm kosten und auff jren schaden sein werden / soll Uns Fürsten / derselbig Prelaten / Graven / Freyen / Ritter und Knecht / gebürender tail / der gewunnen Schloß / Stett / Bevestigung oder ander ligend güter und büchssen / als vor steet / zusteen und versolgen. Es wäre dann / das von Unsern tail des Bunds gegen Unsern Veinden oder widerwertigen Leüt nydergeworffen oder gefangen wurden in Unserm dienst: Desgleichen / ob von Unsern Veinden gegen Uns Leüt niderlegen oder gefangen wurden; dieselben gefangen sollen gegen ainander / doch in gleicher maß / ledig gezelt werden. Und ob überig gefangen vorhanden wären / die in Unserm Fürsten-dienst angenomen / und das in Unserm kosten geschehen wär / sollen Uns Fürsten zusteen. So aber in gemainem kosten des Bunds schätzbar und treflich Personen gefangen wurden / dieselben gefangen sollen gemain sein. Doch soll man allweg Edel und Erber Burger / auch raisig oder sunst gefangen Leüt / gegen ainander ledig lassen / ungevärlich.

57.

Wann Schloß, Stett oder Bevestigung, Uns abgewunnen, durch Uns wider erobert wurden.

Und ob wir Bunds-verwanten ain ander hilff thun wurden umb eroberung Unser abgewunnen Schlösser / Stett oder Bevestigung / so in zeit diser ainung beschehen wäre / und solch Schloß / Stett oder Bevestigung widerumb durch Uns erobert wurden / also sollen sie dem / des sie vor gewesen sein / und in dieser zeit abgewunnen / wider geantwurtet werden.

58.

An den Enden da hilff geschicht, soll umb lyverung und anders gleichfailer kauff bestöllt werden.

Und wie offt wir ainander hilff thun und zuschicken werden / wie obsteet / so sollen der / oder die / an denselben enden dahin jn hilff geschicht / bestöllen / und bey dem fleissigisten darob sein / das den Unsern in gleichfailem kauff umb jren pfennig lyferung und anders / so sie nottörfftig / gegeben werden. Darzu sollen und wollen wir alle Bunds-verwanten ainen freyen Marckt an dem end / da der Veldzug oder das Leger ist / halten und darob sein so viel möglich ist / das alle profand in gleichem zimlichen kosten

ANNO 1500.

nach gelegenheit der zeit und löffe / dem Höre oder Leger möge zugeen.

59.

Wem von Fürsten oder Reichs-Stetten geholffen wirt / sol den kosten / umb bulver und andren zeüg / selbs tragen.

Wann auch Uns Fürsten ainem oder mer / oder Uns von Reichs-Stetten ainer oder mer / Prelaten / Graven / Freyen / Ritter und Knecht zuziehen / ob wir dana zu solchen büchsen / bulver / oder andern zewg ia Veld gehörig / notdürfftig und brauchen wurden : So soll solchs / one der gemelten Prelaten / Graven / Freyen / Ritter / Knecht und Reichs-Stett kosten und schaden beschehen / und von Uns den Fürsten / so geholffen wirt / dargegeben werden. Dergeleichen soll von Stetten / so wir anderen Bandts-verwanten jnen also zu hilff kommen / one Unsern und den Uasern Costen und schaden auch geschehen. Es were dann / das aia tail dem aadern / mit büchsen / bulver oder anderm gezug / so er das wol het / und der dem geholffen wurd / desselben in mangel stünd / und in der eyle daß nie bekommen möcht ; So soll der habend tail dem andeen leyhen und forsetzen ungevarlich. Doch daß / nach außgang des Kriegs / der dem forgesetzt wurd / dem / der jme solchs thut / widergeben und widerlegen soll / alles getreulich und nagevarlich.

60.

Wann man den Prelaten / Freyen / Herren und von Adel zu hilff kommet / wer den kosten tragen soll.

Wa aber wir König Maximilian / als Ertzhertzog zu Oesterreich / und wir Churfürsten und Fürsten / und die Reichs-Stett Bunds-verwanten den Prelaten / Graven / Freyen / Herren und dom Adel zu hilff kommen und zuziehen wurden / wie yetz gemelt ist / und sie dann in solchem als vorsteet / büchsen / bulver / zewg and nnders in Veld gehorig / notdürfftig wurden / so sollen die gedachten einundzwaintzig Räte darüber sitzen / ratschlagen und ermessen / wer und wie man solchen zeüg / büchsen und bulver / nach gelegenhait der sachen darleyhen / und sol der kosten / so damit aufflauffen wurd / von Uns den Fürsten zum halben tail / von Uns den gemelten Prelaten / Graven / Freyen und dom Adel zum viertail / und von Uns den berürten Reichs-Stetten auch zum viertail getragen und bezalt / und sollen darzu zeügmaister geordnet werden / die solchs in verwarung nemen / und darumb rechnung thuen. Doch über die verwarung der Stett / Schloß und Bevestigung / die / wie obsteet / versehen und gehalten werden soll / janhalt desselben Artickels.

61.

Von ainem gemainen Hauptman in Kriegsleüffen zu wölen / und wer zu jm geordnet werden soll.

Damit auch wir alle Bunds-verwanten in Kriegsläffen / so vil fruchtbarlicher und stanthafftiger handlen mügen / sollen und wollen wie ainen gemainen Hauptman erwölen und machen / darzu wir alle Fürsten Bunds-verwanten yeder ainem seinem Volck; Dergleichen wie die Prelaten / Graven / Freyen / Ritter und Knecht zween oder drey. Und wir die Stett auch zween oder drey über Uaser Volck ordnen und setzen sollen und wollen ; mit denen und nach Rat derselben der gemain Haubtman jm Veld und sunst / und anders nit / handlen soll und mag: Denen auch darauff alle Bunds-verwandten / so zu ziehen / gehorsam und gewartig sein sollen / darauff pfliche und huldung / wie sich gebürt / thun.

ANNO 1500.

62.

Das kainer des andern Veind / dero fürschüber / enthalter / helffer / oder helffers-helffer / nit enthalten / hausen / hofen 2c. soll.

Wie obgenanten / König Maximilian / Ertzhertzog zu Oesterreich / und wir Churfürsten / Fürsten / Prelaten / Graven / Freyen / die vom Adel und Reichs-Stett vorgemelt / auch die Unsern / und die Uns Geistlich und Weltlich zuversprechen steen / der wir mechtig sein / sollen und wollen / kainer des andern offea Veynd / gemainklich oder insunder / dero fürschüber / enthalter und helffer / oder helffers helffer / so bald Uns die urkund / zu wissen gethan / oder wir selbs gewae werden / in allen und yeglichen Unsern Schlossen / Stetten / Merckten / Dörffern und Gebieten / wissentlich ait enthalten / hausen / hofen / etzen / trencken / noch gevarlich hinschieben / hylff / fürderung noch beystand thun ; Sunder dieselb annemen / und in krafft Unser Oberkait / gegen dem oder denselben / handlen und fürnemen / als ob es Unsers yedes aigen sach wär / darzu dem klagenden tail rechts ungesäumet zu jnen ergeen lassen und verhelffen. Auch der peynlichen gestrengen frag / dem klagenden / nach gelegenhait auch glaublicher und erbarer anzaigung des handels gestatten / und in allermaß fürgehen / als ob Unser yedes nigen sach wäe. Darwider wie auch / außerhalb verwilligung des klagenden / dem oder den Veinden / jren enthalteen / helffern oder anhengern / wie obstat / kain sicherhait / trostung oder gelait geben sollea oder wollen / alles jnnhalt gemain Landtfridens ; Sunder sollen und wollen wir Unser Stett / Schloß und Bevestigung / ainander offen haben und halten / wider Unser Veynd / die darinn und darauß zu suchen und anzunemen / und mit den zu handlen / wie obgemelt ist. Wir sollen uad wollen auch ainander in dem also mit rat / hilff und beystand der Unsern / fürderlich und beholffen sein / alles getreülich und ungevärlich.

63.

Es soll kain richtung gemachet werden / die auffgesagten Lehen seyen dann wider gelihen.

Und ob wir Bunds-verwanten sampt oder sunderlich in Krieg und auffrur ainander zu hilff / in krafft diser ainung / kommen wurden / und Unsere Lehen auffsagten: So soll kain richtung auffgenomen werden / Uns / Unsern Räten / Dienern und zugewanten / seien dann zuvor Unsere und jre Lehen wider gelihen.

64.

Vorbehaltung in dieser Ainung.

Auch in diser Ainung behalten wir Uns / allen Bunds-verwanten / Uns und den Unsern / und Unsern verwandten vor / Unser gerechtikait zu Unsern dienstparkaiten / Lehenschafften / offnungen und pfandtschafften.

65.

Die sundern Verträg zwischen Königklicher Majestat / Churfürsten und Fürsten sollen in zeit dieser ainung ruhen.

Und nachdem wir König Maximilian / als Ertz-Hertzog zu Oesterreich / desgleichen wir ander Churfürsten und Fürsten / Bunds-verwandten / etlich sunder verträg und hilflich ainung / gegen und miteinander / auch Unseen Landen und Leüten haben ; sollen dieselben außträg und hilflich ainung / die

zeyt

Anno 1500.

zeyt des Bunds / ruen und still steen / und mit hilff und außträg beleyben bey der ainung dis Bunds.

66.

Daz man ainander vor außlendischen und frembden gerichten / dahin man nit gehört / handt haben soll.

Ob auch wir bundsverwanten / sampt oder sunder / mit frembden oder außlendigen rechten / geistlichem oder weltlichem / dahin wir zu recht ordenlich nit gehörten / wider den landfriden oder dise ainung / bekümert oder umbgetriben wurden / über das wir / oder die Unsern / oder Unser verwandten / an billichen enden / laut des landfriden / und diser ainung fürzukomen Uns nit waigerten oder das versagten; dawider und darinn söllen und wöllen wir ainander getreülich helffen / handthaben / schützen und schirmen / darmit wir frembder und außlendiger gericht entladen werden. Und bey zymlichem und billichem rechten / innhalt des Landfriden und dyser ainang beleyben mügen. Wir söllen und wöllen auch Unser underthanen darzu halten / dem auch getreülich nachkomen / und inen dawider zu handeln nit gestatten / alles getreülich und ungevärlich. Doch soll es mit Unser Bischoffs Friderich zu Augspurg Chorgericht gehalten werden / wie von alter herkommen ist.

67.

Umb sachen / darumb man in diser ainung angelangt ist / soll man ainander nach außgang diser zeit beholffen sein.

Und ob sich fugen wurd / das yemands / wer der oder die wären / die in diser aynung nit begriffen wären / ainen oder mer ausser Unsern Bundsverwandten / und die / wie obsteet / Uns zuversprechen stunden / ersuchen und anlangen wurden / umb sachen / die sich in und von diser ainung wegen / dieweil die gewert / begeben und verloffen hetten: Darinn söllen und wöllen wir / nach dieser verschreibung innhalte / so die außgegangen ist / dannocht / dem / oder denselben / beratten und beholffen sein / in gleicher weiß und allweg / als ob dise aynung dannocht weret.

68.

Was recht und hendel in diser aynung außgenomen.

Und in diser Unser aynung söllen außgenommen und hindan gesetzt sein / alle ervolgte und erlangte / auch vertragen recht und hendel / so von yemandt vor diser aynung begriffen / ervolgt und vertragen / und deren nit in posseß komen wären: Derselben wir / diser aynung halb / müssig steen and sein mögen / on gevärd. Es wäre dann / das Unser Bunds-verwanten ainer oder mer / gegen Unsern Bundt-verwandten / erlangt / ervolgt oder vertragen recht hetten / die in crafft gangen / und doch volziehung nit beschehen wär / darinn söllen wir ainander auch beholffen sein / umb volziehung derselben.

69.

Was einer erlangt hat / gegen denyenen / die nit im Bundt begriffen sein / wie es damit gehalten werden soll.

Aber daß so ainer erlangt / ervolgt / oder darumm vertragen / und des in gewäre oder innhaben komen wäre / gegen den jhenen / so in diser aynung nitt begriffen wären / darbey söllen wir getreülich ainander handthaben / schützen / schiermen / und nit verlassen.

70.

Wer in disem Bund / yemandt auß dem Bunde wider den landfriden und dise aynung bekriegt oder beschediget / dem soll man kain hilf schuldig sein.

Ob auch wir König Maximilian / als Ertz-Hertzog zu Oesterreiche / wir Churfürsten / Fürsten / Prelaten / Graven / Freyen / Herren / die vom Adel und wir Reichs-Stett obgenant / die Unsern oder die Uns zuversprechen steen / ainen oder mer / für sich selbs / von freyem willen oder sunst yemandt ausserhalben diser verainung / beschedigen oder bekriegen wurden / wider den genanten landtfriden and dise aynung / darinn söllen wir / die Unsern / und die Uns zuversprechen steen / dem oder denselben / oder den iren / oder yemandt von iren wegen / kain hilff schuldig sein.

71.

Die Bunds-verwanten mügen sich zu Fürsten / Fürst-genossen oder Communen in ainung / Bundtnus / dienst / schirmen / oder vertrag wol begeben / doch dis ainung frey außgenomen.

Und ob wir König Maximilian / als Ertzhertzog zu Oesterreich / und wir Churfürsten / Fürsten / Prelaten / Graven / die vom Adel und Reichs-Stet Bunds-verwandten / die Unsern / und die Uns zuversprechen steen / zu andern Fürsten und Fürstgenossen oder Communen Uns in aynung / Bündtnuß / dienst / schirmm oder verträg begeben wöllenn / des söllen wir zu thun gut macht haben. Doch in allen weg / die aynung des Bunds frey außgenommen.

72.

Wie man ander mer in Bundt nemen soll.

Und ob sich yemandt / wer der wäre / in diser Unser aynung des Bunds-Schwaben begeben wolten; so soll das geschehen / mit Unser allen geordnaten Räten / wissen und willen. Und so yemandt ausser Uns dieselben nitt annemen wölt / als zu seinem willen steet / so soll der / oder dieselben / dem oder denselben / so von neüem angenomen wirt / auch dem Bundt Schwaben deßhalb kain hilff schuldig sein; Sunder in allen weg mügen frey steen. Wo aber der merer tayl der Räte / so zu jr macht steet / yemandt andern in Bund nemen würden / so söllen dieselben und jre Herren / dem eingenommen hilff thun; Doch unabbrächlich diser aynung. Und die andern Bunds-verwandten / so darinn nit verwilligen / deßhalben nichtz schuldig sein. So aber mit Unser aller des Bunds Räten ainhellig wissen und willen yemand ander / wer der wär / in diß Unser aynung angenomen würd / so söllen dem oder denselben / von Unsern dreyen Haubtleüten und den ainundzweintzig Räten / under jren sigeln und Brieffen und verschreybung / von allen stenden des Bunds wegen / gegeben und besigelt Reverß von inen empfangen werden. Und soll dieselb hilf / zu täglichem krieg / dem veldzug und besatzung der Schloß / Uns allen zu hilff komen. Und yedem Bunds-verwandten nach seiner gebürend anzall abgeen.

73.

Rät und diener / so nit erblich / oder ir leben langk nit angenommen sein / söllen wider den landfriden und Bundt / nit beschirmet werden.

Ob auch wir obgenante / König Maximilian / als Ertzhertzog zu Oesterreich / und wir Churfürsten /

ANNO 1500.

sten / Fürsten / Prelaten / Graven / Freyen / Herren die vom Adel und den Steten des Bunds / ainen oder mer ander Prelaten / Graven / Freyen / Herrn / vom Adel oder ain oder mer Stet / so Uns erblich oder jr lebenlang zu schirmen und zuversprechen mit zu stunden / zu rät / diener oder verspruch angenommen hetten oder annemen wurden: So söllen der oder dieselben / von Uns / dem / der sy also / wie obsteet / angenomen hat / oder annemen würd / wider egemelten landtfriden / wider benanten Unseen Bundt und sein verwandten / nit geschützt noch geschirmet werden. Und derselb Unser Bandt / dem oder denselben / so also angenomen wären oder wurden / in crafft diser Unser verainung hilff zu thun auch nit schuldig sein.

74.

Es soll kain gut in Bunde angenommen werden / des person nit im Bundt ist.

Es söllen auch yemands hab oder güter in gemeltem Unsern Bundt nit an- noch auffgenomen werden / der mit seiner selbs Person im Bundt nit begriffen ist. Sunder ob yemandt / so nit in Unserm Bundt wär / in krieg wider Uns begriffen würd. So söllen des / oder derselben / hab und güter / so sy in Unsern Fürstenthumben / Landen oder Gebieten / oder an andern enden ligen haben / von Uns Bundsverwandten sampt oder sunderlich / von übergab kauff oder umb kainerley ander sachen wegen / wie die namen haben möchten / in ainicherley weiß noch weg nit geschützt / geschirmet noch angenomen werden / sunder in aller vehd und veindschafft sein und steen / wie ander der veind hab und güter.

75.

Die Bunds-verwanten söllen kain frembd ansprach wider ainander an sich kauffen / bringen oder annemen.

Wir obgenannten König Maximilian / Churfürsten / Fürsten / Prelaten / Graven / Freyen / Herren / die vom Adel und Reichs-Stet vorgemelt / die Unsern / und die Uns zuversprechen steen / söllen und wöllen von yemandt / so in diser aynung nit begriffen ist / frembd ansprach wider Unser mit-Bunds-verwanten oder dir jren nitt kauffen oder in ander weiß oder weg / wie sich das fügt / an sich bringen oder annemen / umb kainerley sach willen in kainen weg ungevärlich.

76.

Der Bunds-verwandten erben und nachkommen söllen die zeit auß im Bundt beleiben.

Gefügte sichs auch / das wir König Maximilian / und wir Churfürsten / Fürsten / Prelaten / Graven / Herren / Ritter und Knecht / ainer oder mer in zeyt diser ainung mit tod abgangen wurd: So söllen nichts desterminder der Unser erben und nachkommen mit Unsern Fürstenthümben / Stifften / Graffschafften / Herrschafften / Landen / Leüten / Stetten / Schlossen und gebieten / die zeyt auß / in diser ainung beleyben; Also auch Unser underthanen sölchs bey den ayden und pflichten / damit sy Uns jren Herren verbunden / schuldig sein söllen zu halten und zu volziehen.

77.

Wann der Ertzbischoff zu Meintz / der Bischoff zu Augspurg / Probst zu Elwangen / mit tod abgiengen / Coadjutor oder Administratorem annämmen / wie es gehalten werden soll?

Und ob sich begäbe / das Got verhüte / das wir obgenanten Ertzbischoff Berchtolt zu Meintz / Bischoff Fridrich zu Augspurg / oder Albrecht Probst und Herr zu Elwangen / Unser ainer oder mer / vor außgang diser ainung und Bundtnuß mit tod abgieng / oder Unser Styfft ubergeben / Administrator / Coadiuter / oder wie man dem namen geben möcht / annemen wurden: So söllen und wöllen wir obgemelten Capitell zu Meintz / Augspurg oder Elwangen / kain andern erwölen noch annemen / er verschreibe sich dann mit sampt Uns / auch in disem Bund zu sein / und alles das zu thun / so die obgemelten Unser gnedig lieb Herren / Ertzbischoff / Bischoff und Probst / jnhalt diser ainung und Buntnuß verschriben sein.

78.

Das man den Capitel zu Meintz / Augspurg und Elwangen helffen / und bey freyer Chur und wal ꝛc. beystand thun woll.

Und ob yemandt / wer der wäre / zu obgemelter zeyt / Uns obgemelten Capitteln zu Meintz / Augspurg oder Elwangen / oder denselben styfft oder den seinen verwandten / bekriegen / beschedigen / uberzihen oder Uns in Unser freyen kure oder wale ains künfftigen Ertzbischoffs / Bischoffs / oder Probst zuverhindern understeen wurd: So söllen und wöllen wir andern Bunds-verwanten obgemelt / demselben Capittel auff sein ansuchen und seinen verwandten als dan treülich hilff / Rat und beystand thun / in aller maß / als wir gegen demselben Ertzbischoff / Bischof oder Probst / jnnhalt diser aynung / sunst verschriben und verpflicht sein.

79.

Ob yemandt in diser ainung begriffen / die nicht besiglen wurd / das die dannocht krafft haben soll.

Es ist sunderlich hierinn beredt / ob Unser gemelten Prelaten / Graven / Freyen / Ritter / Knecht oder Stet / so mit namen hievor beschriben steen / ainer oder mer dise aynung nit besigeln wurden / das dannocht nicht dester minder dise aynung aller stend halben des Bunds crafft und macht haben soll / on alle jrrung und verhinderung.

80.

Königliche Majestat sol ein Haubtman / der im Bundt sey / über ir Stet und Gebiet im Land zu Schwaben verordnen.

Und wir König Maximilian söllen und wöllen auch allweg ain Haubtman im Land zu Schwaben / der im Bundt sey / verordnen / dem bevelhen und gewalt geben / das derselb mit Unsern underthanen allenthalben zu Unsern Steten und Gebieten schaffen und verfügen soll / darmit alle obgemelt Bunds-verwandten / dir jre und jnen / wie vorgemelt / zu versprechen steen / gehandthabt / und jnen hilff beistand und alles anders jnnhalt diser aynung / beschehen und volstreckt werd.

81.

Das die Lande / ꝛc. von Ertzhertzog Sigmund herkomen / Brieff und sigel geben / und bey iren ayden die aynung zu halten verpflicht sein sollen.

Wir söllen und wöllen auch mit allen Unseen Landen / Leüten / Schlossen / Steten und gebieten / so wir von Unserm Vettern Ertzhertzog Sigmund von Oesterreich säligen ererbt haben / die auch allein in diser aynung begriffen sein söllen / ernstlich verschaffen und darob sein / das sich dieselben alle und yegkliche besunder under jren Brieffen und sigeln bey jren ayden verpflichen / diser aynung mit jr jnhaltung / Puncten und Artickeln die obberürten zeyt auß anzuhan-

ANNO 1500.

anzuhangen / zu halten und der nachzukommen getreülich und ungevärlich.

82.

Das die ainung erst auff datum anfahen soll.

Und nachdem außgang der obgemelten drey Järigen aynung des Bunds zu Schwaben etwas mangel und gebrechen in der zwölff Järigen erstreckung verhanden gewest / die erst auff heüt datum diß Brieffs endtlich gemeisigt und vertragen worden sein / also soll dise aynung und Bundnuß in allen und yeglichen jren stucken / Puncten und Artickeln / auff heüt datum diß Brieffs anheben / und darnach zwölff Jar die nechsten nach ainander volgend / die sich dann enden werden auff Unser lieben Frawen tag Purificationis / so man nach Christi geburt fünffzehenhundert und zwölff Jar zelen wirt / weren / besteen / crafft und macht haben und gehalten werden / on alle jerung und verhinderung in all weg.

83.

Das Urkund.

Und auff sollichs alles haben wir Künig Maximilian dyse aynung und verbuntnuß / auch alle und yegkliche obgeschriben stucken / Puncten und Artickeln / laut dyser verschreybunge / als Römischer Künig wissentlich confirmirt / bestetiget und verwilligt / und als Ertzhertzog zu Oesterreich willigklich angenommen / und thun das alles hiemit in crafft diss Brieffs. Gereden und versprechen auch bey Unsern Königlichen worten und wirden / für Uns / Unser nachkommen und Erben / dem allem zu leben und nachzukommen / und darwider nit zu sein noch zu thun kains wegs. Und des alles zu warem Urkund haben wir / als Römischer König und als Ertzherzog zu Oesterreich Unser Königklich Insigel offentlich lassen henken an disen Brieff.

So haben wir obgenanten Churfürsten / Fürsten / Prelaten / Graven / Freyen / Ritter / Knecht; und wir Burgermayster und Räte der obgemelten Reichs-Stett solche verainung und verbundtnuß jnnhalt diser verschreybung auch willigklich angenommen / gereden und versprechen für Uns / Unser Nachkommen und Erben. Namlich wir Churfürsten und Fürsten bey Unsern Fürstlichen Wirden / wir Thumbdechant und Capittel zu Meintz und zu Augspurg bey guten trewen / an ayds stat; und wir obgenanten Prelaten / auch Dechant und Capitel zu Elwangen / Conburg und Buchorn. Desßgeleichen wir Graven / Freyen / Ritter / Knecht / und Burgermayster und Räte der Reichs-Stett vorgemelt / bey Unsern geschwornen ayden / so wir darumb zu Got und den Heyligen gethan haben / die berürten verayniung und bundtnuß in allen jren stücken / Puncten und Artickel / laut diss Brieffs / zu halten / der nachzukommen und volg zu thun. Auch darwider nit zu sein / noch schaffen gethon werden in kain weyß noch weg.

Und des alles zu warem und offen Urkunde / so haben wir obgenanten Churfürsten und Fürsten / wir Thumbdechand und Capitel zu Meintz und zu Augspurg; wir Prelaten obgemelt; Auch wir Dechandt und Capitel zu Ellwangen / Conburg und Buchorn; desgleichen wir Graven / Freyen / Ritter und Knecht / wie wir alle von namen zu namen / wie hir im anfang diser verschreibung nach ainander geschrieben steen / Unser jnsigel; Und wir Burgermaister und Räte der vorgemelten Reichs-Stet / Unser Stet aller jnnsigel auch offentlich gehenckt an disen Bryeff. Wölicher Brieff neün in gleicher laut gemacht sein / der wir obgenant König Maximilian / auch Churfürsten und Fürsten yeglicher ainen. Wir Prelaten / Graven / Freyen / Ritter und Knecht ainen. Und wir die obgemelten Reichstet auch ainen angenommen haben. Geben und geschehen zu Eßlingen auff Unser lieben Frawen abent Purificationis / als man zalt nach Christi geburt tausent und fünffhundert Jar.

CCXVI.

ANNO 1500. 3. Fevr.

Der Gemain Abschied zu Eßlingen nach verfassung der obgemelten Aynung beschlossen. Enthält viele von den Schwäbischen Bunds-genossen gesetzte und zu Erlernung der wahren und inwendigen des Bunds Beschaffenheit dienliche Stücke. Geben zu Eßlingen auf Zinßtag nach Purificationis Mar æ 1500. [JOH PHILIPP. DATT, Volum. Rerum Germanicarum Novum. Libr. II Cap. XIX. pag. 366.]

C'est-à-dire,

Recès conclu par les Confederés de Suabe *pour servir à étendre & à éclaircir plusieurs Articles au précedent Traité, de même qu'à bien connoitre la nature & la raison de cette celebre Confederation. A Eslingen le Mardi après la Purification de la Ste. Vierge* 100.

WIr Römischer Königlicher Majestat Rät und anwält / auff disen tag her gen Eßlingen verordnet und beschaiden. Wir Churfürst / auch Churfürsten und Fürsten botschafften und gemaine versamlung / von Prelaten / Graven / Freyen / Ritter / knechten / und des Heyligen Reichs-Steten des Bunds jmm Land zu Schwaben / so auff diesem tag hie zu Eßlingen bey ainander versamelt sein / Bekennen offenlich mit disem abschid / das wir / nach verfassung der aynung und puntnuß / auff die zwölff Jar gestellt / mit ainander geratschlagt / und beschlossen haben diß nachvolgenden Artickel.

I.

Wie man für die Bundsverwandten Gott bitten soll.

Namlich: das hinfüro die zeyt des Bunds auß / von allen stenden des Bunds verfügt und verschafft werden soll / das in ainer yeden Pfarr allwegen an der mitwochen zu abent / nach Ave-marien zeyt / ain glogken geleütet / dardurch die menschen daselbs gemant werden söllen / ain besunder gebet zu thun und Got den allmechtigen / die junckfrawen Marien / und allen Gottes Hailigen andächtlich anzurüffen / und zu bitten / das Unserm allergnädigisten Herrn dem Römischen König / auch andern Churfürsten / Fürsten / desgleichen den Prelaten / Graven / Freyen / Ritter / Knechten und des Reichs-Steten / die sich all zu underhaltung des Königklichen Landtfriden / und rechtens / auch zu jr aller / und des gemainen Lands Eer / nutz und wolfart / in aynung und verbundenuß zusamen gethan / und verbunden haben / gnad / weißheyt / crafft und macht / verlichen und gegeben werd / zu regieren / zu beschützen / und zu beschirmen / Landtleütt / witwen und waisen. Also / das es Got loblich / und jnen allen / und jren underthanen und verwandten / zu frid und ewiger säligkeit erschießlich sey. Sölichs soll auch / wie obstat / allenthalben an den Cantzlen notdürfftigklich verkündt und angezaigt werden / damitt ain yedes mensch des wissen empfach und sich darnach müg gerichten.

Wölichem aber die glogken obgemelter maß / nach Ave-maria zeit / nach gelegenheit seins gotzdiensts oder ander sachen / leüten zu lassen nit fugsam wär / der mag sölichs leüten / zu ainer andern zeyt / doch allwegen an der mitwochen zu thun / verordnen / und sölchs am selben end / also verkünden lassen wie sich gebürt.

Und umb das ain yedes mensch / des williger sey / nach leüttung sölicher glogken / mit andacht zu beten / soll bey yedem Ertzbischoff und Bischof in den Bistumben / der ort / da sölichs Leüten beschicht / gelegen sein / fleiß beschehen / zu sölichem gebet besunder gnad und ablaß zu geben / wie sich zum besten gebürt.

Es soll auch in allen Stifften / Clöstern / und pfarrkirchen / so den Bundsverwandten zugehörig und under-

Anno 1500.

underworffen sein/alle Suntag an den Cantzeln verkündt/ und das volck ernstlich ersucht und ermant werden/ obgemelter maß/ umb gnad/ glück/ weißheyt/ crafft und macht Gott den Allmächtigen/ die Junckfrawen Marien/ und alle Gotzheyligen/ wie vorstat/ anzurussen und zu bitten.

Darzu soll auch in allen Styfften/ Clöstern und Pfarrkirchen imm Bund alle Jar auff sant-Jörgen tag/ am loblich ampt gesungen/ und darzu Messen gesprochen werden/ in der ere der Heyligen Drifaltigkeyt/ der Junckfrawen Marie/ und des lieben Ritters sant-Jörgen/ umb erwerbung gemains Bunds/ gnad/ sig und glück.

2.

Was in kriegsleüffen vermitten werden soll.

Ferrer: nachdem aller sig von Got dem allmechtigen kompt/ ist geratschlagt und beschlossen/ das in allen kriegsleüffen des Bunds/ ain yeder den seinen/ zum höchsten und ernstlich gebiten/ und dieselben auch schwören lassen soll/ Zutrincken/ Gotslesterung/ frawen/ kindtbeterin/ und junckfrawen vergewaltigung und schwechung/ auch kirchenbrüch und andere unzimlich handlung zu vermeyden. Wölcher/ oder wölicht aber sölichs überfüren/ dieselben all und yeglich/ söllen von dem gemainen veldhaubtman des Bunds/ nach rat und gut-bedunckem/ seiner zugeordneten haubtleüt/ an leyb/ Leben/ Ere/ oder in ander weg/ wit jn und sy nach gelegenhayt ainer yeden sach billich ansicht/ ernstlich gestrafft/ damit sölich sachen desteer fürkommen werden.

3.

Wann ainer ain flucht macht.

Es ist auch sunderlich angesehen: Ob sich begeb/ das ain haubtman/ vendrich/ waibell/ oder ain anderer ain flucht machten/ oder der ursach sein wurd/ das ain yeglicher sölicher/ mitt dem schwert gestrafft und gericht werden soll.

4.

Wann ainer vom banier/ venlin oder Hauptman fleücht.

Wölcher aber sunst/ von banier/ venlin oder Hauptman fleücht/ der yeglicher soll für erloß/ und veldflüchtig geacht/ und in der Bundsverwanten Fürstenthumben/ Landen/ Stetten/ Oberkayten und Gebieten/ sein lebenlang nicht mer eingelassen noch enthallten/ auch der kainer von aynichem Bundsverwanten/ zu gnaden widerumb auff-noch angenomen werden/ on besunder verwilligung und zulassung gemainer versamlung des Bundes/ wie sich gebürt.

5.

So ainer on der Hauptleüt beschaid abgat oder wegk zeücht.

Wölcher oder wölche auch an den orten/ dahin sy verordnet werden/ wider-und über den beschayd jrer Hauptleüt abgeen/ oder sunst auß dem veld/ on erlauben jrer Hauptleüt abziehen/ die söllen gleich den veldflüchtigen gehalten und gestrafft werden.

6.

Das gut knecht bestelt werden sollen.

Item: Es soll zu zeyten der kriegsläuff/ bey höchster straff geboten und fürkommen werden/ das die Hauptleüt der fußknecht zu yeder zeyt jr anzal von guten knechten haben/ und nit gut knecht lauffen lassen/ und unerbaren knecht annemen. Auch nit mer gelts empfahen/ dann sy knecht haben/ und sunst kainerley gevarlicheyt/ oder beschwärd/ mit den knechten prauchen/ als bißher beschehen ist/ in kaynen weg.

7.

Wenn und wa alle Jar die gemain versamlung gehalten werden soll.

Furter: Ist geratschlagt/ und für sunder nutz/ fruchtber und gut angesehen/ das hinfüro alle Jar/ auff oder umb sant Johanns-tag zu Sünwenden/ ain gemainer versamlung-tag des Bunds gehalten werde: Darauff die Churfürsten und Fürsten/ in aygen person/ oder welche auß ehaffter not nitt kommen möchten/ durch jr treffenlich Rät/ mitt vollmächtigem gewalt erscheynen/ und mit sampt den dreyen gemaynen Hauptleüten des Bunds/ auch der vom Adel und Stett verordneten Räten/ so all auch dahin komen/ ratschlagen/ betrahten/ und fürnemen helffen söllen/ alles das/ so zu auffnemen/ und gutem gemaynen Bundt/ und allen seinen verwanten erschießlich und fruchtberlich sein mag. Und soll der erst versamlung-tag zu Eßlingen/ und der ander versamlung tag des andern Jars/ zu Ulm sein und gehalten werden/ und also furo allwegen ain Jar umb das annder/ baider obgemeltter Stett halben umbgeen. Doch hierjnn vorbehalten/ das zu zeiten söliche malstat/ der Churfürsten und Fürsten persönlichen erscheinens halben/ verendert werden mög/ wie dann die notturfft ervordert/ söliche versamlung-tag söllen auch alle Jare/ durch die drey gemaynen Hauptleut/ zeytlich zuvor außgeschriben und verkondt wirden.

8.

Wa Hauptleüt und die aynundzwaitzig Rät zusamen komen sollen.

Wann und wie offt aber die drey gemaynen Hauptleüt und die ainundzwaintzig Rät des Bunds/ ausserhalb der yetzgeschriben gemainer versamlung tag/ jnnhalt der aynung/ auff der Hauptman ains ersuchen/ oder sunst der notturfft nach zusamen komen wöllen/ so soll solichs allwegen in der Statt Ulm beschehen und gehalten werden. Es wär dann/ das sollichs zu zeiten nach gelegenhayt der läuff und sachen durch Hauptleüt und Rät anders fürgenommen wurd.

9.

Von der malstat der gerichtshaltung.

Item der malstat halben/ da jnnhalt der aynung des Bunds/ gericht gehalten werden sol/ ist durch gemain Stend des Bunds beschlossen/ das soliche malstat des gerichts/ das erst Jar/ die Churfürsten und Fürsten/ das ander Jar die Prelaten/ Graven/ Freyen/ und vom Adel/ und das dritt jar die Stet des Bunds zu legen und zu bestymmen haben; und das es fur und fort berürter massen/ ain Jar nach dem andern/ on all jrrung und verhinderung umbgeen sol/ und söllen die drey verordneten Richter/ yedes Jar an der Malstat/ so als obstat/ bestymbt wirdt/ gericht halten/ und daselbs nut wesen sein. Doch mug jr yeder/ zu zeyten so nit gericht gehalten wird/ sich wa er will in der näh hin fügen/ und bey den andern verlassen/ wa man jn find/ damit er/ so es nott thun wurd/ an das end des gerichts fürderlich widerumb komen müg.

Und uff das so haben die Churfürsten und Fürsten/ auch die Prelaten/ Graven/ Freyen und vom Adel/ die nächst komenden zway Jar/ das gericht zu Tüwingen zu halten bestimpt/ und so verr die Stet des Bunds sölichs das dritt Jar/ nitt zu Tüwingen zu haben vermainen/ söllen sy sölichs auff dem gemainen versamlung tag auff Johannis Sünwenden davor zu erkennen geben/ damit man sich darnach wiß zu richten.

10.

Das mal/ futer/ Stalmiet/ und ander zerung zimlich gehalten werden soll.

Item: nachdem bißher/ die leut/ an vil orten/ mit der zerung/ über zimlichheyt beschwärt worden sein/ söllen alle oberkayten/ da obgemelter maß täg gehalten werden/ Es sey mit dem gericht oder an-

dern

ANNO 1500.

dern versamlung-tägen des Bunds / bey den jren zum höchsten und ernstlichisten / ernstlich schaffen und versügen / das die mal / futer / Stalmüt / und ander zerung / nach zimlicheyt und umb ain leidlich und billich gelt / geordnet und gesetzt werden / damitt sich nyemands nubillicher beschwerd zu beklagen hab. Es ist auch sunderlich angesehen / an wölichem ort oder end sölichs nit zymlich gehalten wirdt / das dann dieselb malstat verendert / und die handlung an ainander Ort gelegt werden soll.

11.

Wie ander von Prelaten / Graven / Freyen / Ritter und Knecht im Bund angenomen werden söllen.

Weyter ist beschlossen. Wöliche Prelaten / Graven / Freyen Ritter und Knecht / die in der acht- oder dreyjärigen aynung gewest sein / oder zugesagt haben / hie zwischen und mit-vasten nechst künfftig / anch in den Bund und ainung komen wöllen / die söllen eingenomen / und der yeglichen auff zweyhundert guldin seiner Järlichen nutzung drey fußknecht / oder ain raisiger zu roß / inmaß es dan / den yetzigen jmm Bunde begriffen / ungevarlich auch trifft / zu ainer Rüstung auffgesetzt / nach der sy allwegen jmm Bunde in minderung oder merung des anschlags / nach inhalt der aynung / wie ander / angeschlagen werden söllen. Dagegen man es auch sunst mit jnen vom Bundt / aller ding halten soll / als gegen andern / so jmm Bnndt jmm anfang begriffen sein. Und soll die jährlich nutzung ains yeglichen eingelegt und angezaigt werden / wie sich nach dem abschid / so in der achtjärigen aynung / auff afftermontag in Pfingst-Feyren / Anno &c. lxxxviij. zu Reütlingen beschlossen ist / gebürt. Es soll auch sölich je auffgesetzt hilff allen stenden des Bnnds / wie der Artickel des Bunds zugibt / zu abgang komen. Aber in anderm gemainem costen des Haubtmans / der Rät / des Reichs / und ander sachen halben / söllen dieselben all / mit den Prelaten / Graven / Freyen und vom Adel / so yetz jmm Bundt sein / als sich gebürt / anligen.

12.

Wer noch von Graven / Freyen / und den vom Adel / in die hilff der tausende zu fuß / und fünffzig zu pferde zugelassen ist.

Verrer so ist den Prelaten / Graven / Freyen / und den vom Adel / so in der verschreybung des Bunds begriffen sein / zugelassen / diß nachgeschriben / so vil der in den Bundt komen wöllen / auch in den Bundt zu nemen. Also das die all in der anzal der fünfftzig zu Roß / und tausendt zu fuß / mitt sampt den andern sein / und in besunder hilff nit angeschlagen werden. Sunder allein den yetzigen Prelaten / Graven / Freyen und vom Adel jmm Bundt begriffen / mit der hilff und allem gemainen costen zu hilff komen söllen / und volgen hernach die so yetzberürter weiß zugelassen sein. Mit namen der Abbt zu Ursperg / Bropst zu Wetenhansen / Meysterin zu Urspring. Abtissin zu Heppach. Abtissin zu Guten-zell / die Teütschen Herren. Kapfenburg. Weerd. Hailbrunn. Salmm Scheürberg. Abtissin zu Otlinsteten. Herr Conrat von Schellenberg. Herr Jacob / Herr Johans und Hainrich / all drey von Landaw gebrüder. Herr Jörg von Freiberg. Hainrich von Schellenberg. Hanns Marschalck zu Biberbach der allt / und Endris Rämen säligen kinder.

13.

Etlich nachbestimbt vom Adel / wa die imm Bundt dem zu gemainen abgang aller hilff komen söllen.

Darzu sind den obgemelten Prelaten / Graven / Freyen und vom Adel / so in der verschreybung des Bunds begriffen sein / bewilgt und zugeben / diß hernach geschriben / mit namen Hern Hansen Trucksässen den jüngern / zu Waltpurg / Herrn Bupelin vom Stain / Herr Marquarten von Köngseck / Herr Egloffen und Conraten von Riethain / Herr Hans Caspar / Herr Hans Johan / und Hansen all drey von Landenberg / auch in die aynung des Bunds zu nemen. Doch also / und mit dem underschyd / das die besunder angeschlagen werden / und jr hilff allen stenden des Bunds / zu abgang komen soll / als der Artickel in der verschreybung des Bnnds zu erkennen gibt. Aber sunst in anderm gemainen costen / söllen sy / mit andern Prelaten / Graven / Freyen und vom Adel / anligen als sich gezimbt.

14.

Wie es mit den schrifften an Bund lawtendt gehalten werden soll.

Item: Es ist sunderlich beschlossen / was schrifften und Brieff / an gemainen Bundt lautende komen / die söllen hinfüro allwegen / wie bißher beschlossen ist / von der vom Adel und Stet gemainen Haubtleüten / wölichem die geantwurt / angenomen / auffgebrochen / und verlesen werden / und soverr die selben sachen / zwischen den vom Adel und den Steten zu handlen und außzurichten gepuren / soll solichs nach jrer ordnung beschehen und gehandelt werden. Ob aber die sachen die Fürsten betreffen würd / söllen sölich schrifften nach der verlesung der Fürsten Haubtman zugeschickt und deshalben aber gehalten werden / als sich gepüren wirt.

15.

Die ritterschafft im Hegaw betreffend.

Item: als die Königlich Maiestat / her auff disen tag jren Königklichen Räten geschriben hat: Dieweyl die ritterschafft jmm Hegaw angezogen haben / widerkerung jrs schadens zu thun / söllen jr Königklich Rät die sachen auff dem tag zu Eßlingen mit den Bunds-verwandten ermessen / und jnen darüber antwurt geben / dann seiner Majestat und dem Bunde wäre schwär / jnen oder andern jmm krieg / so auch schaden genomen haben / die zu widerkeren. Und wie die Rät die sachen handlen / sein Majestat / desgleichen die stathalter und Regenten zu Jnßpruck / das zu berichten &c.

Auff söllichs ist geratschlagt / den jm Hegaw zu entdecken / nachdem jr suplication und beger nit vorhanden gewest sey / hab man dißmals darauff füglich nit mügen handlen / Soverr sy aber von jrer vordrung abzusteen nit vermainen; mügen sy jr beger / wie und in was gestalt sy die thun wöllen / lauter und gründtlich / auff dem Reichs-tag zu Augspurg / da die Königklich Majestat persönlich sein werd / verrer anbringen / ungezweivelt / es werd jnen gepürlich und unverweißlich antwurt gefallen.

Sölichs sol auch yetz der Königlichen Maiestat / jrem bevel nach / deßgleichem jrem Regenten zu Inßpruck / zu erkennen gegeben werden.

16.

Der spenn halb / zwischen dem Abt von Weingarten und dem ladvogt in Schwaben.

 Item:

ANNO 1500.

Item: der spen halben / zwischen dem Abbt zu Weingarten und dem Landvogt in Schwaben / ist geratschlagt und verordnet: Das der Abbt zu Schussenreid / Herr Hans Trucksäß zu Waltpurg der jünger / und Clement Reichlin / Burgermeyster zu Uberlingen / in der sach auff das fürderlichist / so es sein mög / ainen gütlichen tag yedem tayl an seinen rechten unvergreiffenlich fürnemen / und fleiß haben söllen / die spenn und sachen zu verhören. Und so vil sy der volg erlangen mügen / zu betädingen. Was aber durch sy gütlich nit betädingt wurt / darinn soll der Abbt zu Weingarten gedult haben. Und söllen die obgemelten verordneten / wie sy die sachen finden / sölichs auff den tag gen Augspurg berichten. Und daselbs von gemains Bunds wegen / die stuck und sachen / darinn der Abbt zu Weingarten mangel hat / an die Künigkliche Maiestat gebracht / und aller fleiß angekert werden / damit die sachen durch die Königkliche Maiestat / in der Gütlicheyt abgetragen / oder zu außtraglichen entlichem rechten vertädingt werden. Mitt anzaigung / das gemainer Bundt dem von Waingarten / in dem / das er duch gleüplich anzaigung entsetzt / jnhalt der aynung / hilff zu thun schuldig und pflichtig sey.

Die obgemelten verordneten söllen auch Herrn Hansen Teucksässen den alten / Bilgerin von reischach, und ander / so der sachen wissen haben / aygentlich vernemen / wie es umb söliche spen von alter her gehalten und gebraucht worden sey / damit sy des füglicher zu handlen wissen.

So verr aber bey Königklicher Maiestat / kain gütlicher oder rechtlicher außtrag erlangt werden mag / soll nachmalß sölicher sach halben fürderlich ain versamlung-tag des Bunds / als sich nach seiner ordnung gepürt / fürgenomen / und alles das gehandelt werden / so man dem von Weingarten jnnhalt der aynung schuldig sey.

Sölicher sach halben soll auch yetzo / von disem tag / den stathaltern und Regenten zu Inßpruck zum fruchtberlichisten und besten anbringen beschehen / mit höchster bitt / darein zu sehen / und bey Königklicher Maiestat / fleiß zu haben / das dem von Weingarten gedeich und widerfar / das jm von billichayt und rechts wegen beschehen soll / damit weytter jmm handel fürkomen werd.

17.
zwischen Weingarten und Ravenspurg.

Die obgemelten verordneten söllen auch zwischen verberürter handlung die sach / des vischens halben / zwischen den von Weingarten und der Stett Ravenspurg / gütlich hinzulegen auch fleyß haben.

18.
Apt zu Ochsenhawsen und seins gotzhauß underthan betreffendt.

Item Nachdem der Abt zu Ochsenhawsen auff disem tag angepracht hat / das sich seins Gotzhauß underthanen etlich Raysssteür / so sy jm zu geben schuldig seyen / unbillicher weyß widern / auch sunst in andern sachen beschwerlich und ungehorsam gegen jm halten: Ist geratschlagt / das etlich von gemayns Bunds wegen verordnet werden / so die underthanen versamlen lassen / und mit jnen ernstlich reden söllen / das sy dem von Ochsenhausen thun / was sy jm schuldig seyen. Ob sy aber vermaynten / das wider sy unbillicher weyß / wie alt herkommen und anders dann sy schuldig wären / gehandelt oder fürgenomen wurd / söllen sy sich dannoch wider jren Herren nit abwerffen / oder in aynich ungehorsami begeben / sunder das auff den nächsten versamlungtag des Bunds anbringen / werd man sy gegen einander verhören / und nach zymlicheyt entschayden / wie der Artickel in der aynung begriffen außweyßt.

Und zu sollichem seinen von gemayns Bunds wegen verordnet Herr Ulrich von Fronsperg / und Herr Diebolt vom Stain.

19.
Der sachen halb / die Fraw von Buchaw / die Schädin Wittib / und Doctor Schaden betreffendt.

In der sach / die Frawen von Buchaw / die Schädin Witwen zu Bibrach / und Doctor Schaden antreffendt / sein von gemains Bunds wegen verordnet / Clement Reichlin Burgermaister zu Uberlingen / und Fridrich Brandenburg Burgermaister zu Bibrach / als der obgemelten Schädin / und Schaden gemain freünd / zu denselben soll die fraw von Buchaw auch zwen geben und ordnen / die all söllen die sachen verhören / und allen fleyß ankören und geprauchen / die partheyen mit einander nach zymlichen billichen dingen gütlich zu veraynen und zu vertragen; und so verre sy die sachen gütlich nit vertregen / söllen sy aygentlich vernemen / was und wölche güter in das aygenthum gehören / damit gemeyner Bundt verrer in der sach / nach gebürlichayt zu handlen wiß.

20.
Stat Straspurg.

Item: Es ist auch angesehen nutz und gut sein / yemandt der darzu taugenlich und gut sey zu beselchen / bey den von Straspurg fleyß zu haben und zu handlen / sy auch zum Bunde zu bringen.

21.
Mittler Landtgrave zu Hessen.

Item: des mittlern Landtgraven von Hessen halben / soll auch betracht und geratschlagt werden / ob er yetz auch zum Bund zu kommen begeren wurd; was alsdann darauff zu thun und zu handlen und jm zu antwurten sey.

22.
Wie Copien des Bunds geben werden sollen.

Item: Es ist beschlossen / das nyemands keyn Copi des Bunds zerschreybung gegeben werden soll / dann den jhenen / so jnn Bundt begryffen seyen / die soliche Copey / auch in gehaim halten / und nitt verrer dan obstat geben söllen. Doch mag man die jhenen / so in Bundt zu kommen begern / soliche Copien / auff zusagung / das sy sollichs auch in gehaim halten wöllen / wol hören und verlesen lassen.

23.
Tagsatzung / der vom Adel / Stett Hauptleüte und Rät / auff Suntag Oculi.

Weyter ist geratschlagt und fürgenomen / das die zwen gemainen Haupleüt / und viertzehen Rät vom Adel und Stetten des Bunds / auff den Suntag Oculi zu nacht nechst künfftig zu Ulm zusamen kommen / und füro daselbs ainander / jnnhalt der aynung / ayds pflicht thun söllen; Und soll yeder tayl / hie zwischen und sölichs tags seinen Haubtman und Rät erwölen und verordnen / damit auff dem obgemelten tag zu Ulm daran nit mangel sein werd.

Auff sölichem tag soll auch geratschlagt werden / wer und wölche vom Adel und den Stetten in den vorge-

Anno 1500.

vorgeschriben hendeln und sachen auff den Reichs-tag zu Augspurg zu ordnen seyen: Darzu / wie die ayds-pflicht des Bunds / von den Prelaten / Graven / Freyen und den vom Adel / und des Reichs Steten eingenomen werden sol.

24.

Wie Prelaten / Graven / Freyen vom Adel / Burgermeyster und Räte von Steten schwören söllen.

Und volgt hernach der ayd / so die Prelaten / Graven / Freyen und von Adel / desgleichen die Burgermeyster und Rät / der Stet des Bnnds schwören söllen.

Nachdem jr eůch / mit sampt Unserm allergnädigisten Herren dem Römischen König / als Ertzhertzog zu Oesterreich / Churfürsten / Fürsten / Prelaten / Graven / Freyen / Ritter / Knechten / und des Heyligen Reichs-Steten / auff die zwölff Jar / in die aynung und puntnuß des Lands zu Schwaben gethan und verschriben haben / jnnhalt der Brieff / darüber versigelt auffgericht / werden jr globen und schwören / dieselben verschreibungen mit allen jren stucken / Puncten und Artickeln / wie die jnn sich halten / und außweysen / so vil eůch all und yeden in sunder die berůren und binden / wae / vest und stett zu halten / und der also nachzukomen getreůlich und on all geverd.

25.

Wann die gericht angeen sollen.

Item: Es ist beschlossen / das das gerichtt inhalt des Bunds / auff die Quattember nach den viertagen zu angender vasten schirist künfftig angeen soll / als sich gepürt.

26.

Erleůterung des Artickels / daz nacheylen zu frischer that in der aynung begriffen.

Item: als die aynung des Bunds in den Artickel des nacheylens zu frischer that jnnhalt: Ob sölicher nomm wider ereylt würd / so soll sy dem / des sy gewesen ist / wie die erobert wirt / wider geantwurt werden / was aber daneben von Haben gewunnen und erobert wirdt / soll an gemaine beůt kommen: Was aber von gefangen pracht wurd / soll zu des willen steen / der sy nyder geworffen hatt / en sein gericht zu stellen und recht ergen zu lassen / oder dieselben in der gemainen Haubtleůt hand zu stellen ꝛc. Auff disen Artickel ist durch gemain stend des Bunds auff disem tag dise leůterung beschehen und geordnet: Also / wölicher in dem nacheylen zu frischer that yemands niderwürfft imm veld / das der jnhalt des hie vor berůrten Artickels / in der aynung begriffen / damit gefaren müg. Wölicher aber yemands annimbt / in Steten / Märckten oder Dörffern / die in hochgericht gehören / so söllen die gefangen in dasselb hochgericht zu recht gestellt / und nit verrer gefürt / sunder ainem yeden daselbs recht / wie sich gebürt gestatt werden.

27.

Erleůterung des Artickels / anstand und frid zu machen betreffend.

Item: nachdem die aynung in ainem sundern Artickel begreifft / wie und wölicher maß die ainundzwaintzig Rät des Bunds ainen anstand oder frid des kriegs zu machen macht haben söllen ꝛc. Auff sölichen Artickel ist dise leůterung gemacht und beschlossen / das die ainundzweintzig Rät des Bunds kain anstand des kriegs machen söllen / dann mit wissen des / von des wegen der krieg sein wirdt. Sunst soll es aller ding beleiben / wie der obberürt Artickel in der aynung des Bunds begriffen / zu erkennen gibt.

28.

Der beybrieff halben / Hertzog Ulrichen zu Wirttenberg / und Marggrave Cristoff zu Baden betreffend.

Item: so sein Hertzog Ulrichen zu Wirttenberg / und Marggraf Cristoffen zu Baden / auff disen tag beybrieff gegeben worden / darin jnen vergunt ist / die Pfaltz / der nyderlegung halben / vor etlichen Jaren beschehen / außzunemen / jnnhalt der Brieff darüber begriffen.

Dergleichen ist auch den Graven und der Ritterschafft / so bey sölicher niderlegung geweßt / und yetz jnn Bundt begriffen sein / auch zugegeben / söllichs der gestalt irthalben auch zu halten.

29.

Verwilligung Hertzog Albrechts zu Bayren beschehen.

Item: Hertzog Albrechten zu Beyren ist verwilligt zwayer Artickel halben im Bunde begriffen ainen beybrieff zu geben. Soverr sein gnad das begert / laut nachvolgender Copi.

Wir Maximilian ꝛc. und wir M. N. ꝛc Bekennen und thun kundt offenlich mit disem Brieff. Als sich der durchleůchtig hochgeboren Fürst / Albrecht / pfaltzgrave bey Reyn / Hertzog in obern und nydern Bayern / Unser lieber schwager / Oheim und gnediger Herr / mit sampt Uns / auff die erstreck ag der zwölff Jar des Bunds jnn Land zu Schwaben / vertragen / veraint und verbunden hat jnnhalt der verainung / von Uns allen tailen darumb besigelt auffgericht / am datum weysende / zu Eßlingen ꝛc. Und nun in sölicher verainung under andern ain Artickel begriffen ist / also lautende: Ob auch Unser aynicher tayl / die seinen / oder die jm zuversprechen steen / sprůch gewunnen / zu Communen in Steten / Märckten oder Dörffern / die dem andern tail / oder den seinen underworffen wären / oder zuversprechen stůnden / so sol solcht sach / vor dem Richter / der von des antwurtenden tails parthey / als obstat / darzu verordnet ist / mit den zusatzen nach vorgeschribem underschid berechtet werden. Wölichs yetz begriffen Artickels halben der benant Unser schwager / Oheim und gnediger Herr / Hertzog Albrecht / von seiner zugehörigen Commun wegen in den Steten und Märckten / etwas jrrung und beschwärd getragen hat / also haben wir Uns mit jm vertragen und veraint / in crafft diß Briefs dermaß / das der obvermelt Artickel von Unser obgemelten Bundts-verwanten / und des benanten Hertzog Albrechts zugehörigen Commun wegen / in den Steten und Märckten zwischen Unser und jnen absein / und deßhalben nachvolgender maynung gehalten werden sol. Ob wir obgenanten Bundsverwanten / die Unsern / oder die Uns zuversprechen steen / sprůch gewunnen / zu Communen / in Steten oder Märckten / so den obgemelten Hertzog Albrechten oder den seinen underworffen wären / oder zuversprechen stunden; deßgleichen ob Hertzog Albrecht / die seinen oder die jm zuversprechen steen / zu Communen in Steten oder Märckten / so Uns obvermelten Bundts-verwanten underworffen wären / oder zu versprechen stůnden / sprůch gewunnen / so söllen söliche sachen allwegen vor derselben anclagten Communen ordenlichen gerichten / und nach laut ains yeden freyhait berechtiget werden / und ainem yeden die appellation vorbehalten sein / wie recht ist. Aber der Comun halben in Dörffern soll es beleyben bey dem Artickel in der aynung begriffen.

ANNO 1500.

Verrer: als dann nachvolgend / die obgemelt verаynung des Bunds aynen Artickel innhalt/ also lautende: Es sollen auch die Comunen der underthan Uns Bunds-verwandten zugehörig / jren Heeren jr oberkait und gehorsam nit entziehen/ sunder die zu jrer zeyt halten/ in maß sy schuldig sein/ und von altee herkomen ist. Wa sy aber vermainten das wider sy unbillichee weiß / wider alt herkomen und anders dann sy schuldig wären/ gehandelt oder fürgenommen wurd/ so söllen sy sich dannocht wider jre Herrn nit abwerffen/ oder in ainiche ungehorsami begeben/ sunder dz an die gemaine versamlung des Bunds gelangen lassen/ die baid tayl gegen ainander fürderlich und sumarie verhören / und fleiß haben söllen/ sy zimlicher weiß gütlich mit ainander zu verainen. Ob aber die gütlicheyt nit erfunden werden möcht/ wie dan baid tayl durch die versamlung des Bunds jrer hörung und spenn halben entschaiden werden / dabey söllen und wöllen wir zu allen tailen / den behaltenden tail handthaben / on jrrung und widerred. Auff sölichen Articel haben wir obvermelte Bunds-verwandten/ dem obberürten Unserm Schwager / Oheim und gnedigen Herrn Hertzog Albrechten zugelassen und bewilgt / daz sölicher Artickel sein / und seiner zugehörigen Comun halben / absein / und sy gegen ainander nichtzit binden soll. Doch sunst in allen andern Artickeln des Bunds aynung undergriffenlich. Mit Urkund diß Brieffs rc.

30.

Wie der Ertzbischoff zu Trier angenomen ist.

Item: auff disem tag ist mein gnediger Herr von Trier auch in die Veraynung des Bunds angenomen/ der maynung und form / wie sein gnad vor auch jmm Bundt gewesst ist. Inhalt der verschreybungen/ so deshalben begriffen und verfaßt sein.

31.

Handlung der versamlung / mit den Marggräfischen Räten von Brandenburg.

Item: auff der Marggräfischen Rät von Brandenburg ersuchen rc. rc.

Item: als dan die Marggräffische Rät bey meinen Herren von Meintz angezogen haben / den Marggraffen in seiner anzal allweg für fünff fußknecht ainen raysigen zu haben zu vergünnen: Darauff ist die antwurt; daz yetz in diser aynunge und puntnuß/ ainen yeden stand des Bunds ain anzal zu roß und fuß bestymbt und auffgelegt / und zu den aimundzweintzig Räten des Bunds gestelt sey/ das dieselben in raisigem und fußvolck / nach gelegenhait ains yeden kriegs und handels / die hilff ansehen/ ordnen und fürnemen / söllen und mügen; Bey sölichem laßt man es beleiben/ und gepürt sich darin/ der billicheyt nach/ kainerlay endrung oder nachlassung zu thun/ dan sölichs/ gegen andern / ain gantzen einbruch und zerrüttung des handels geperen wurd. Und nachdem angezogen worden ist / das sölich obgemelt nachlassung vormalß auch beschehen sey / ist die antwurt/ das sölichs auch nit anders dan allwegen nach gelegenheyt desselben handels desmals vor augen bewilget worden sey.

Item: der beschwärd halb des Artickels in der aynung begriffen. Ob spenn zwischen ainem Herrn und den Comunen seiner underthan entsten wurden: Darumb will man seinen gnaden ain beybrieff geben / das jn sölicher Artickel nichtzit binden soll.

Item: den Artickel / das der Churfürsten und fürsten aynungen / so sy ausserhalb des Bunds mit ainander haben / die zeyt des Bunds ruen / und bey der aynung diß Bunds beleiben söllen; laßt man jm besten beleyben / wie der gestellt ist: Angesehen / das auff den aimundzweintzig Rätten des Bunds steet / die hilff über die yetzigen rüstung zu yederzeit zu meren / wie sich lawt des Artickels in der aynung gebürt.

Item des Beybrieffs halben / der seinen gnaden zu Ulm gegeben worden ist / wil man ernewerung thun / und jm der sach halben ainen beybrieff geben / lawt nachvolgender Copi, in hoffnung / das der seinen gnaden / nach gestalt und gelegenheyt der sachen / annemlich und leydlich sey / Angesehen daz der brieff / so jm zu Ulm gegeben ist / die Königklich Maiestat / Churfürsten und Fürsten / die darein nit gewilligt haben / desgleichen etlich von Steten und under so desmals jm Bund nit gewesst seyen / nit bind / und yetz ain newe veraynung und bundtnuß gemacht und beschlossen sey.

Wir Maximilian rc. Wir Berchtolt rc. Und wir N. rc. Bekennen und thuen kunde allermengklich mitt disem brieff / nachdem sich der Durchleuchtig / Hochgeborn Fürst / Unser lieber Oheim / und gnediger Herr Marggraff Feidrich zu Brandenburg rc. mit sampt Uns auff die zwölff Jar des Bunds zu Schwaben verschriben / verbunden und veraint hat / jnnhalt der aynung brieff deshalben aufgericht / am datum halltende zu Eßlingen auff Unser lieben Frawen tag Purificationis nächst verschinen / und dann in solcher ainung / under anderm ain Artickel begriffen ist / also lautende:

Ob auch wir obgenanter König Maximilian / als Ertzhertzog zu Oesterreich / und wir Churfürsten / Fürsten / Prelaten / Graven / Freyen / Herrn / die vom Adel und die Stet des Bunds / ainen oder mer ander Prelaten / Graven / Freyen / Herrn / vom Adel / oder ain oder mer Stet / so Uns erplich oder jr leben-lang zu schirmen und zu versprechen nit zustunden / zu Rat / diener / oder verspruch / angenomen hetten / oder annemen wurden rc.

In wölchem Artickel der benant Unser Oheim und gnediger Herr / Marggraff Fridrich / von wegen der wort erblich oder jr leben-lang / so in gemeltem Artickel begriffen sein / sich mercklich beschweerhut. Also haben wir Uns mit jm veraint und vertragen / veraynen und vertragen Uns in crafft diß briefs dermassen: das die obberürten zwölff Jar nuß / die wort erblich / oder jr leben-lang / seiner diener / und verwanten halb / so in zehen meyl wegs zu ring umb Onoltzpach / und in acht meyl wegs zu ring umb Blaßberg gesessen / und Frenckisch sein / zu geben und zu nemen / nichtzit binden söllen / umb sachen die sich hinfüro / von datum diser aynung begeben werden. Doch sol es mit ainer yeden hilff und andern / durch die ainundzwaintzig Rät des Bunds / wie sich jnnhalt desselben ordnung gebürt / angesehen / fürgenomen und gehandelt werden / und der benant Unser Oheim und gnediger Herr / ains yeden / von des wegen er hilff begern wirdt / zu Recht / für die drey verordneten Richter des Bunds / nach lawt der aynung mächtig sein. Duezu sol sich ain yeder / seiner diener und verwanten / in obgemelten zirckeln seßhaffe / so er yetz angenomen hat / oder noch annemen wirdt / von des wegen er hilff von Uns Bunds-verwanten wärtig sein will / verschreiben und verpflichten / das er die zeit des Bunds / wider den Bundt und sein verwanten / ausserhalb freuntlichs rechten vor Unsern verordneten Richtern / lawte des Bunds aynung / nitt sein / noch thun söll noch wöl in kain weiß. Und söllen solich verschreibungen allwegen den ainundzwaintzig Räten des Bunds überantwurt und behendigt werden. Namlich von den / so er jetz angenomen hat / in vier wochen

ANNO 1500. wochen den nächsten / nach datum dises Briefs / und von den ihenen / so er noch annemen wirdt / allwegen in vier wochen den nächsten / nachdem / und sy angenomen werden. Wölcher oder wölche aber solich verschreybung und verpflichtung in yetz berürter zeyt nit thun wurden / von des / und derselben wegen / söllen und wöllen wir Bunds-verwanten / dem benanten Unserm Oheim und gnedigen Herrn / Marggraff Fridrichen / kain hilff zu thun schuldig noch pflichtig sein / in kainen weg. Ob sich auch begäb / das der ainer oder mer / so sich berürter massen verschriben hetten / vor dem / ee hilff von jren wegen beschech / nit mer des benanten Unsers Oheims und genedigen Herrn diener oder verwanter sein wölten oder wurden; Den / und dieselben sol nachmals jr verschreybung und verpflichtung gegen dem Bundt beschehen / nit mer binden; sunder auff jr ervorderung / hinauß gegeben werden / von wölches wegen aber hilff / vorberürter massen beschicht / der soll in der pflicht beleiben / wie obstat / und jm füro / sein verschreybung nit mer hinauß gegeben werden. Alles on geverd mit Urkund diß Briefs &c.

32.

Von dem gemainen Veldhauptman des Bunds.

Item: als in der verainung des Bunds ain Artickel begriffen ist / also anfahendt.

Damit auch wir alle Bund-verwanten / in kriegsläuffen / so vil fruchtbarlicher und stathaffeiger handlen mügen / söllen und wöllen wir ainen Hauptman erwölen und machen &c.

Auff solichen Artickel ist in disem abschid von gemainen Stenden des Bunds dise erklerung und leüterung beschlossen und gemacht / also das hinfüro die zeyt des Bunds aus / alle Jar / auff die gemainen versamlung des Bunds / so als vorgeschriben stat / auff oder umb sant Johanns tag zu Sünnwenden zu halten angesehen ist / von aller Stend des Bunds wegen / ain oberster Veldhaubtman erwölt und verordnet werden soll. Also / was deshalben durch die ainundzwainzig stymmen des Bunds / oder ob der nach jnhalt der aynung mer wurden / ainhellig oder mit dem merern beschlossen wirdt / dabey soll es beleyben. Und ob die stimmen / under jnen / nit ain merers vassen möchten / wölchem tail dann die drey gemainen Hauptleüt des Bunds ainhellig oder jr merers zufallen / dem sol gestracks nachgevolgt werden / wie die aynung des Bunds in andern sachen jnnhalt / on all widerred und geverd.

Und auf das ist yetzo in crafft der aynung zu ainem Veldhauptman erwölt Hertzog Albrecht zu Bayren &c. Und demnach angesehen / das der biß zu dem versamlung-tag / so von sant Johans tag / zu Sünnwenden nächst komendt / über ain Jar sein wird / Oberster Velthauptman des Bunds beleyben / und darnach füro alle Jar derselb oder ain ander erwölt werden sol / die sich nach vorgemeltem underschid gebürt.

Solichs haben des benanten Hertzog Albrechts Räte hinder sich an jren Herren zu bringen / und auff dem Reichs-tag zu Augspurg deshalben antwurt zu geben angenomen.

33.

Das alle Jar die drey Hauptleüt geordnet und gehalten werden sollen.

Item: als dan die aynung des Bunds vermag / das hinfüro zu ausrichtungen Bunds-handlungen drey gemain Hauptleüt des Bunds geordnet und gehalten werden söllen / Namlich ainer von Königklicher Majestat / als Ertzhertzogen zu Oesterreich / und den Churfürsten und Fürsten / der ander von den Prelaten / Graven / Freyen und vom Adel / und der dritt von den Stetten des Bunds &c. Auff solichs ist in disem abschid geordnet und beschlossen / das hinfüro ain yeder obgemelter stand des Bunds / alle Jar / ainen Hauptman erwölen und verordnen / und das allwegen in solichem / dem merern in demselben stand / nach gevolgt werden soll / wie sich gebürt. ANNO 1500.

34.

Das Closter Creützlingen betreffend.

Item: als die Stend des Bunds auff disem tag ersucht worden sein / des schadens halben / so mit abbrennen des Closters Creützlingen in den vergangen kriegsläuffen beschehen / ist von gemainen Stenden des Bunds geratschlagt; solichs an die Königklichen Mayestat langen zu lassen und sein Majestat undertänigklich zuersuchen / dieweyl die Clöster Creützlingen und Petershausen sunst etwas in abnemen komen seyen / daz sein Majestat dem Bischoff schreyben und bey jm fleyß haben wöll / das er / als ordinarius / die gemelten zway Clöster / zusamen in ain wesen und Closter / gen Petershausen / verordne / wie ja zum besten ansech / in hoffnung solichs werd zu gutem komen und erschiessen.

35.

Wie sich die Convent der Clöster und Gotzheüser verschreiben sollen.

Item: Es ist sunderlich beschlossen / das sich alle / und yegkliche Convent der Clöster und Gotzheüser / so in der aynung und Bundtnuß zu Schwaben sein / under jren insigellen verschreyben / und bey jren ayden verpflichten söllen / der maynung / als sich jr Prelat / oder Prelätin / in die aynung des Bunds gethan / und verschrieben hab / das sollichs mit jrem willen und wissen beschehen / und durch sy auch willigklich angenomen sey. Mit versprechnuß / sollichem jrs tayls getreülich volg und volziechung zu thun / und alles das volstrecken zu helffen / das sich jr Prelat oder Prelätin verschriben hat. Und ob sich begeb / das jr Prelat oder Prelätin / in der zeyt des Bunds mit tod abgeen / oder sunst von der Regierung absteen / oder komen wurd / in was gestalt das beschähe / das sy dan kain andern oder andere / an- noch auffnemen / oder zulassen söllen / noch wöllen / er oder sy / verschreyb und verpflicht sich dan / auch in dem Bundt zu sein / und alles das zu halten und zu thun / so yetz durch jren Prelaten oder Prelätin / als obstat / verschriben ist.

Dagegen ist von gemaynen Stenden des Bunds bewilligt / ob yemand / wer der wär / der obgemelten Convent / ainen oder mer / an jrer kur und freyen wal ains künfftigen Prelaten oder Prelätin zu verhindern / oder sy deshalben zu beschedigen oder zu nötten understeen wurd / das dan die Stend des Bunds demselben Convent / und den jren / treülich hilff und beystand thun / und beweisen söllen / und wöllen / on all widerred und geverd.

Und sollen sollich Verschreybung der Convent / alle gen Eßlingen hinder aynen Rat / zu den andern Brieffen gelegt werden.

36.

Hernach volgt ain Copi / wie sich die Prelaten / Graven / Freyen / Herrn / und die vom Adel / so inhalt dises abschids bis mitfasten / nechst künftig in den

ANNO 1500.

Bundt genommen werden / verschreyben sollen.

Ich N. ꝛc. beken offenlich und thun kundt allermengklich mit disem Brieff. Als sich der allerdurchleuchtigist und Großmächtigist Fürst und Herr / Herr Maximilian Römischer König ꝛc. und die Churfürsten / Fürsten / Prelaten / Graven / Freyen / Ritter / Knechte / und des Heiligen Reichs-Stet / wie die in der verschreybung der Bunds geschriben steen / in die erstreckung der zwölff Jar des Bunds im Land zu Schwaben / zu hanthabung des nechst gemachten Königklichen landtfriden zu Worms außgangen / zusamen deraint / verbunden und verschriben haben / inhalt der Brieff darüber auffgericht / am datum lautende zu Eßlingen auff Unser lieben Frawen-aubent Purificationis nechst verschynen. Also hab ich mich in sölich veraynung und Bundenuß freywilligklich auch gethan und begeben / und darauff geredt / gelobt und versprochen / in crafft disz Brieffs / für mich / mein erben und nachkomen / die obgemelten verschreibungen und aynung / in allen iren stucken / Puncten und Artickeln / und desgleichen den abschid / so nach verfassung sölicher aynung zu Eßlingen beschlossen und versigelt ist / so vil mich der / meiner rüstung und anzal halben / auch sunst in andern sachen bindet / zu halten / den zu leben / in allweg nachzukommen / und getreülich zu volziehen / auch dawider nit zu sein noch zu thun / noch schaffen gethan werden / in kain weisz. Gleich dem / als ob ich in denselben verschreybungen und brieffen mit meinem namen auch geschriben stund / alles bey dem ayd / so ich hierumb leiplich zu Gott und den Heyligen gethan hab / ungevärlich mit Urkund des Brieffs ꝛc.

37. Reversbrieff von Bundt.

Von Gots gnaden wir Maximilian ꝛc. und wir Churfürsten / Fürsten / Prelaten / Graven / Freyen / Ritter / Knecht / und des Heiligen Reichs Stet / des Bunds im Land zu Schwaben / wie die in der verschreibung des Bunds geschriben steen. Bekennen offenlich / und thun kundt allermengklich mit dem Brieff. Als wie Uns in die erstreckung der zwolff Jar / des Bunds im Land zu Schwaben / zu handthabung des nechst gemachten Königlichen Landtfridens / zu Worms aufzgangen / zusamen veraint / verbunden und verschriben haben / inhalt der Brieff darüber auffgericht / am datum lautende ꝛc. Also haben wir den N. ꝛc. in sölich Unser verainung und Bundtnusz freywilligklich auch angenomen und empfangen. Und darauff für Uns / Unser erben und nachkomen / geredt und versprochen / und thun das alles wissentlich in crafft disz Brieffs / die obgemelten verschreibungen und aynung / in allen iren stucken / Puncten / und Arckeln / und desgleichen den abschied / so nach verfassung sölicher aynung und Bundtnusz zu Eßlingen beschlossen und versiglet ist / so vil wir dem benanten N. nach inhalt sölicher aynung und abschid seiner Rüstung und anzal halben / auch sunst in andern sachen schuldig sein / gegen demselben N. seinen erben und nachkomen zu halten / den zu leben / in allweg nachzukomen / und getreülich zu volziehen. Auch darwider nit zu sein / noch zu thun / noch schaffen gethan werden / in kain weisz. Gleich dem / als ob der benant N. in denselben verschreibungen und brieffen mit namen auch geschriben stünd; alles getreülich und ungevärlich. Und des zu warem Urkund / so haben von Unser aller stend des Bunds wegen Ich N. als Haubtman Königklicher Mairstat / auch der Churfürsten und Fürsten / Ich N. als Haubtman der Prelaten / Graven / Freyen / Ritter und Knecht / und ich N. Haubtman des Heiligen Reichs-Stet des Bunds im Land zu Schwaben / all drey Unser insigel offenlich thun hencken an disen Brieff / darunder wir alle Bunds-verwanten Uns obgeschriben sachen hiemit bekennen. Geben ꝛc.

38. Handlung Marggraff Friderichs von Brandenburg mit des Bunds versamlung.

Auff Zinstag / nach Purificationis Marie / Ist Marggraff Friderich von Brandenburg / vor dem Ertzbischoff zu Meintz / und andern Bunds-verwandten / so vil der dannocht bey ainander gewest sein / personlich zu Eßlingen erschynen / und hat erzelen lassen; auff das zuschicken der schrifftlichen antwurt / so im auff seins Hofmeysters und Herr Appol von Seckendorffs anbringen beschehen sey / hab er sich in sölicher antwurt ersehen: und anfencklich der hilff halben etwas newerung und ander maynung funden / dan im das zusagen zu Uberlingen beschehen: das namchlich also gewesse sey / daß er kain auffbruch mach / und bey dem handel da oben beleybe. So bald dan die sach jr end erlang / wöllen die vom Bundt im on verhinderung aller verbot / Recht gebot / und ander sachen hilff thun / und beweisen / damit die gebauten thürn nider gelegt / und er widerumb eingesetzt werd ꝛc. Demnach und die weil er yetz die sach ander meinung auß der überschickten schrifft / wie ob stat / zu vernemen: Auch sunst in andern Artickeln etwas beschwärlichait / hab er sich her gefügt / in hoffnung / die versamlung des Bunds noch bey ainander zu finden / und der ding halben / bey der versamlung handlung zu thun.

Nachdem aber die versamlung des Bunds zerritten / und nit mer / als die notturfft erfordert / beyeinander sey: damit dan / an im / an der fürgenomen erstreckung des Bunds auch nit mangel erscheine / wöll er die besiglung seins tails auch thun lassen; Mit der hoffnung / des zukünfftigen tags des Bunds / auff das obgemelt zusagen zu Uberlingen beschehen / auch auff die jetzigen aynung im hilff gethan und bewiesen: Desgleichen der andern beschwärden halb / so er / als vor stat / noch in etlichen Artickeln halb / milterung und leidlichait fürgenommen werd. In ansehung / das er allwegen ain getreüer Bunds-verwandter gewest sey / und in allen deß Bundß sachen gnedigklichen und getreülich gehandelt und zugesetzt hab. Und füro geren thun wöll.

Auff sölich fürhalten hatt sich die versamlung underredt; Und im antwurt geben nachvolgender maynung. Die versamlung hab gut wissen / daz er sich bißher alß ain getreüer Bund-verwanter in deß Bundß sachen trostlich und wol gehalten hab / in hoffnung / er werd daß füro aber thun. Und demnach jetzt / on alle verhinderung / die veraynung deß Bundß besiglen lassen; Ungezweifelt / waß im der hilff halb zugesagt sey / sölichß werd durch dieselben kain mangel haben; Auch in crafft der jetzigen aynung zukünfftigen tagen im auff sein anruffen mer getan und geholffen / dann man im innhalt derselben aynung schuldig und pflichtig sey. Wie dan die schrifftlich verschickt antwurt innhalt / darin die stend deß Bundß / dieweil die versamlung zerritten. Und nit mer bey ainander sey / kain enderung zu thun macht haben. Alß er sölichß abnemen und versteen mög.

Sölicher antwurt nach / Er die besiglung der aynung thun lassen in maß sich gepürt hat.

Und aller obgeschribner stuck und sachen zu warem Urkund haben wir Berchtold Ertzbischoff zu Meintz ꝛc. von Römischer Königklicher / auch Unser Churfürsten und Fürsten wegen / wir Haug / Graff zu Werdenberg und zum Heyligenberg / von

Unser

Unser Prelaten/ Graffen/ Freyen und vom Adel wegen. Und wir burgermeyster und Rat der Stat Eßlingen/ von der Stet des Bundts wegen/ Unser insigel offenlich thůn hencken an diesen abschyd. darunder wir andern Stenden des Bunds Uns mit sampt jnen/ obgeschribner stuck und sachen bekennen. Geben und geschehen zu Eßlingen/ Auff Zinstag nach Purificationis Marie/ als man zalt nach Christi geburt tausent und fünffhundert Jar.

CCXVII.

8. Fevr. MAXIMILIANI I. *Romanorum Regis Diploma, quò ad requisitionem* ALPHONSI DE CARRETO, *Marchionis* Finarii, *dictus Marchionatus conjungitur & subjicitur Ducatus* Mediolani *Titulo feudali, & sub pacto debitæ defensionis. Datum in Oppido Inspruch die* 8. *Februarii Anno* 1500. [Pièce authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan.]

MAXIMILIANUS Divina favente Clementia Romanorum Rex semper Augustus, ac Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Gheldriæ &c. Comes in Habspurg, Flandriæ, Tirolis &c. Recognoscimus, & notum facimus tenore præsentium universis: Quod cum antehac nobilem nostrum, & Imperii Sacri fidelem dilectum Alphonsum de Carreto Marchionem Finarii de dicto Marchionatu, omnibus, & singulis Jurisdictionibus, Terris, Castris, Locis, Oppidis, Villis, mero & mixto Imperio, Regalibus, omnimodaque Gladii potestate investiverimus juxta tenorem Litterarum nostrarum, & cum pluries evenerit, tum ob varios Bellorum eventus, quam ob suorum Consanguineorum contra ipsum discordias, ut tam dictus Alfonsus, quam Prædecessores ejus multa damna passi sunt, cum non habuerint quis ipsis opportune opituletur, ideo à nobis humiliter petiit, ut ipsum à tantis periculis, & damnis liberemus: Nos igitur attendentes, ne quis ipsum opprimat, Marchionatum, & cætera Loca Imperio Sacro subjecta subripiat, præsertim cum ingentia negotia Romanorum Imperatorum cum exercitu non semper in Italiam migrare possunt, unde tam dictus Alphonsus, quam rationes Imperii Sacri detrimenta non modica sunt patituri, ultra hoc suis annuentes precibus, & Mediolani Ducis supplicibus, motu proprio, Principum, Baronum, & Procerum nostrorum accedente Consilio, ex certa scientia, & regalis potestatis plenitudine; Marchionatum Finarii cum omnibus, & singulis Jurisdictionibus nunc à dicto Alphonso possessis Mediolani Ducatui Imperio Sacro subjecto conjungimus, & subjicimus, conjunctumque, & subjectum Jure veri, & directi Dominii fore, & esse debere dicimus, volumus, & declaramus, cum hoc pacto tamen, quod Dux Mediolani semper, & quando fuerit à dicto Alphonso requisitus, debeat, & obligatus sit suis expensis defendere dictum Marchionem, & Successores suos, ac omnes, & singulas Jurisdictiones nunc ab ipso possessas, & in conspectum Majestatis nostræ Orator Mediolani Ducis habens ad hæc omnia, & singula auctoritatem, & potestatem nomine dicti Ducis acceptans hæc omnia attendere, adimplere, & observare juravit, & promisit & è contra dictus Alphonsus tanquam Subjectus, & Feudatarius Ducatus Mediolani in manibus dicti Oratoris, & nomine Mediolani Ducis in ejus animam fidelitatis Juramentum præstitit, cum hoc pacto tamen, ut de eadem omnimoda gladii potestate de dictis Terris, Castris, Locis, Oppidis, Villis, de qua, & nos & Divi Prædecessores nostri investivimus, Mediolani Dux, ejusque Successores investire debeant, nec non omnia ejus Decreta, Statuta, Confirmationes, Ordinamenta, Exemptiones, ac Jura, quorum omnium tenores in præsentia dicti Oratoris lecti fuerunt, & hic pro insertis haberi volumus, confirmare debeant, & obligati sint, & quæ omnia dictus Orator nomine dicti Ducis attendere, & observare juravit, & promisit, quod omne concedimus, non obstantibus quibuscunque Legibus, Juribus, Constitutionibus, Decretis, Consuetudinibus, aut aliis in contrarium facientibus quibuscunque, quibus omnibus in hac parte derogamus; supplentes omnem alium defectum, sive Juris, sive facti fuerit, qui in premissis intervenisse dici, seu allegari possit: Nulli ergo hominum liceat hanc nostræ Concessionis, Indulti, Gratiæ, & Privilegii paginam infringere, aut ei quovis ausu temerario contraire, si quis autem hoc attemptare præsumpserit, nostram, & Imperii Sacri indignationem gravissimam, ac penam trecentum marcarum auri puri pro medietate fisco nostro, pro reliqua dimidia injuriam passi usibus applicandam se noverit incursorum; Harum Testimonio Literarum, Sigilli nostri appensione munitarum. Datum in Oppido nostro Inspurg die Octava mensis Februarii Anno Domini millesimo quingentesimo, Regnorum nostrorum Romani quarto decimo, Hungarici verò decimo.

Seg.

Per D. Regem proprium.

Ad Mandatum D. Regis proprium &c.

Anno Domini millesimo quingentesimo septuagesimo nono, & die Jovis decima quinta Januarii.

Præsentium tenore, attestor sub verbo legalis Notarii ego Joannes Baptista Vicecomes Appostolica, & Imperiali auctoritatibus Notarius publicus in Loco Mallararum Dominii Montisferrati degens, suprascriptum Exemplum, exemplatum, & extractum fuisse, & esse, tam per me, quam cæteros subsignatos Notarios publicos ex quodam Privilegio, ut visum est autentico, descripto in Carta pergamena, & munito Sigillo Imperiali in Cera rubea, ut moris est in similibus, nobis omnibus tale Privilegium videntibus, palpantibus, legentibus, asscultantibus, & collationantibus præsens Exemplum cum dicto autentico nobis præsentato, scilicet hoc in loco Altaris, & propterea hic manu propria me subscripsi, & solitum Tabellionatus mei signum apposui sic rogatus.

Eisdem Anno, mense, die, Et ego Vincentius Rossus quondam D. Bernardi publicus Imperiali auctoritate Notarius Finariensis fidem facio pariter præsens suprascriptum Exemplum, tam per me, quam per supradictum D. Joannem Baptistam Vicecomitem, & alios subsignatos Notarios copiatum fuisse ex quodam Privilegio (ut videtur) autentico, descripto in Carta pergaminea debitè subscripto, & Sigillo Imperiali in cera rubea munito, & nobis, ut supra præsentato, & collationato diligenter per nos Notarios cum præscoti Exemplo, quod pro veritatis Testimonio manu propria subscripsi, & solito meo Tabellionatu munivi.

Anno, mense, & die præmissis, Ego Nicolaus Raymundus filius D. Baptistæ publicus Imperiali auctoritate Notarius Finariensis, similiter fidem facio presentem Copiam Privilegii tam per me, quam alios hic nominatos Notarios copiatam fuisse, & levatam ex quodam Privilegio descripto in Carta pergaminea segnato debite, & munito Sigillo Magno Imperiali in Cera rubea, & nobis Notariis presentato hoc in loco Altaris pro autentico, & facta inter nos debita collatione, & ausculatione; copiam hanc cum ipsomet concordare inveni, & ideo in veritatis Testimonium hic me manu propria subscripsi, & solitum meum tabellionatus apposui rogatus.

Extracta fuit præsens Copia ab alia autenticata à tribus Notariis existente in Regio Archivio Castri Portæ Jovis Mediolani, scriptu in papiro. Datum Mediolani die trigesima mensis Octobris anni 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS *Regii Archivii Officialis.*

CCXVIII.

Acte fait par les MILANOIS *devant le Cardinal d'Amboise, le dix-septiéme Avril* 1500. *sur le pardon par eux requis à cause de leur rebellion contre* LOUIS XII. *Roi de France, Duc de Milan, &c.* [Recueil de FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 430.] 17. Avril. FRANCE ET MILAN.

In Nomine Domini nostri Jesu Christi. Amen.

PATEAT universis, quòd Anno Incarnationis ejusdem millesimo quingentesimo, die Veneris sancta, qua celebrem ipsius Domini passionem commemoramus, quæ fuit decima-septima Aprilis, Pontificatûs Sanctissimi in Christo Patris, & Domini, Domini nostri Alexandri, divina Providentia Papæ octavi, Anno nono, in Urbe Mediolani, quàmplures Nobiles & Cives, ipsius Urbis nomine, Nobilium, & totius Populi Mediolanensium, adierunt Illustrissimum & Reverendissimum Dominum, Dominum Georgium de Amba-

fia,

ANNO 1500.

sia, Tituli Sancti Sixti Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ Presbyterum Cardinalem, Archiepiscopum Rothomagensem, Christianissimi & Invictissimi Domini Domini nostri LUDOVICI, ejusdem nominis duodecimi, Francorum, Siciliæ, & Jerusalem Regis, Ducisque Mediolani, &c. Locumtenentem generalem Et humiliter suæ Reverendissimæ & Illustrissimæ Dominationi exposuerunt, quòd ex quo universa multitudo Populi non poterat sic facilè conveniri in Arce, in qua ipse Reverendissimus Dominus hospitio receptus erat, & agnoscentes, quod ferè omnes deliquerant, multi in committendo, plurimi in omittendo erga præfatam Christianissimam Majestatem, deviando superioribus diebus ab ipsius fidelitate, ad quam tenebantur, tanquàm suo vero & naturali Domino & Duci, & ad quam proprio Sacramento se astrinxerant. Et postea quàm beneficio Dei, & Clementia ipsius Christianissimi Regis, atque bonitate ejusdem Reverendissimi & Illustrissimi Domini, digni facti essent præsentia ipsius Reverendissimi Domini, & admissi ut audirentur, tum pro exoneratione suæ conscientiæ, in foro poli, tum etiam ut satisfacerent in aliqua parte erroribus perpetratis, proposuerunt palàm & publicè veniam & gratiam exorare. Propterea humiliter supplicaverunt eisdem Reverendissimo & Illustrissimo Cardinali, ut dignaretur se transferre ad Palatium propè Ecclesiam cathedralem, quæ nuncupatur Curia vetus, & ibi benignè audire suas humiles preces.

Qui præfatus Reverendissimus & Illustrissimus Dominus preces prædictas admisit, sicque ad dictum Palatium se contulit, comitatus ab Illustribus, Reverendis, Magnificis, Spectabilibus, Nobilibusque viris, videlicet Petro, Episcopo Lucionensi, Cancellario Mediolani, & Præside Justitiæ; Joanne Jacobo Trivultio, Marescallo Franciæ, Regio Locumtenente, & Gubernatore Mediolani; Domino Henrico, Comite Novicastelli in Burgundia; Domino Antonio, Episcopo Comensi; Domino Hieronymo de Pallavicinis, Episcopo Novariensi; Domino Angerio de Bria, Abbate Sancti Ebrundi in Normandia; Domino Antonio de Langiaco, Alverniensi; Domino Dominico de la Torre, Domino Octaviano de Arcimboldis, Domino Nicolao de Birago, Domino Augustino de Negris, Mediolanensibus, Domino Beltrando de Costabele, Ferratiensi, Locumtenente reverendi Domini Archiepiscopi Mediolanensis, Apostolicæ Sedis Protonotariis; Domino Joanne de Polignac in Alvernia, Domino Bellimontis; Domino Rogerio, Barone Grandimontis in Aquitania; Domino Guarino de Narbona, Domino de Sallellis in lingua Occitana; Domino Stephano de Vesch, Barone Grimaldi in Provincia Provinciæ, Senescallo Bellicadri; Domino Menna Corsinge, Locumtenente Stipendiatorum Illustrissimi Ducis Sabaudiæ, quos à Christianissimo Rege meretur; Domino Joanne Stuart, Domino d'Oyson; Roberto Stuart, Locumtenente Militum Scotorum; Comite Manfredo Torniello, Novariensi; Domino Capitaneo Lalanda; Dominis Doctoribus, & Regiis Consiliariis, Carolo Guillart, Parisiensi, Magistro Requestarum ordinario; Domino Claudio de Seissello, Sabaudiensi; Domino Goffredo Carlo, Saluciensi; Domino Antonio Catia, Novariensi; Scipione Barbavara, Hieronymo de Cusano, Joanne Stephano de Castelliono, Mediolanensibus; Jacobo Hurault, Thesaurario Franciæ, Joanne Hervoet, Thesaurario Mediolani; & aliis plurimis viris, tam circà, quàm ultramontanis.

Cùmque ad Palatium ipsum pervenisset, ob populi frequentissimam multitudinem, quam nulla aula dicti Palatii capere poterat, quamvis sint in eodem Palatio plures aulæ satis amplæ, visum fuit in curia inferiore eos audire. Sicque collocato præfato Reverendissimo Domino in Sede convenienti, cum præfatis Illustribus, Reverendis, & Magnificis Viris, Magnificus Michael Tonsus, Doctor Mediolanensis, jussu Populi & Civium universorum, ascendens pulpitum, infrascriptam habuit Orationem, nomine totius Populi, & Universitatis Mediolanensis.

Priusquam locum hunc ascendissem, Reverendissime & Illustrissime Cardinalis, cupiebam mihi memoriam, facundiam, eloquentiamque impertiri, quibus decenter potuissem exprimere devotum animum horum meorum Concivium, & totius Populi Mediolanensis, ac meum erga Serenissimum & Christianissimum Regem Francorum, Ducem nostrum Invictissimum. Sed etsi agnoscerem honestissimi voti me haud compotem fieri posse, nolui tamen ab officio boni Civis discedere, nec orandi provinciam mihi injunctam recusare, quam pro exiguis ingenii mei viribus expedire conabor.

Inter alias Civitates Italiæ, nemo est qui dubitet Mediolanum multis de causis Principatum obtinere, quando illi dominatur justus & legitimus Princeps, sicuti semper maximo desiderio optimus quisque Patriæ Civis concupivit. Cujus voti compotes facti sumus superioribus diebus, dum Christianissimus Rex, Dux noster, suum hunc Ducatum recuperavit, (quo quidem neque major, neque melior Princeps nobis dari poterat.) Et quanquam jure & meritò in fidelitate, ad quam illi servandam etiam sacramento nos ipsi astrinxeramus, nostri fuisset officii perseverare, quandoquidem ejus Clementissima Majestas benignè nos suscepit, tamque liberaliter tractavit, ut Cives Civitati, Civitatemque Civibus restitutam verè nobis dicendum esset, cùm inter Historicos constet Mediolanum, omnemque Insubriam, Gallorum unam penè Coloniam fuisse. Id quod vel ex hoc facilè colligimus, quòd universum hunc Tractum, Galliam Cisalpinam, adhuc nuncupamus. Tamen, proh dolor! victi fragilitate sensus, secuti sumus auctores & Principes factionis, deviando cum eis à fide præfati Christianissimi Regis, eò graviùs delinquentes, gravioribusque suppliciis afficiendi, quod nulla nobis causa rebellandi relicta erat, cùm neque Regia Majestas, neque ii, quos huic suo Ducatui administrando præfecerat, ullam nobis causam præbuissent. Nam quantum ad reverendum Episcopum Lucionensem attinet, qui Juri reddendo præpositus erat; non est in quo reprehendi possit, qui nos æquè ac Filios & foveret, & humanissimè tractaret. Illustris verò Dominus Joannes Trivultius, ita in nos justus æquusque fuit, eoque amore nos omnes, sine ullo personarum discrimine, est prosecutus, ut Bruti & Torquati justitiam imitatus, qui propriis Filiis, cùm deliquissent, non pepercerant, severiùs in suos, quàm in alienos animadvertit. In quibus & aliis clarissimis virtutibus à majoribus suis minime degeneravit, qui Patriam hanc suam maxime coluerunt. Non deerat reverendi Episcopi Comensis pietas, & omnis Trivulciorum familiæ in Concives suos singularis humanitas. Summa profectò fuit sapientia Illustris Joannis Jacobi. Nam cùm illi perspectum esset, quosdam esse in Civitate seditiosos, quos præcavere deberet, voluit eos beneficiis conciliare, etsi ingrati & duræ cervicis homines à pravo proposito suo non desistentes, rebellionem contra Christianissimum Regem conati sunt, atque effecerunt. Potuisset profectò ipse Joannes Jacobus eorum conatus meritis suppliciis coercere, sed quia sine Civitatis excidio, & Civium sanguine, id fieri non poterat, ut Civitatem integram Christianissimo Regi, ut sui erat officii, conservaret, maluit ex Urbe discedere, & cum aliis Regiis Militibus in Castra se recipere. Quo prudentissimo fortique consilio effectum est, ut ad gloriosas victorias, & eas quidem innumerabiles, quæ Regibus Franciæ ex diversis hostibus contigerunt, hæc quoque aliis minime inferior accederet, in qua Ludovicus Sfortia Hostis, & qui Partibus ipsius studebant, cum toto exercitu victi captique essent. Captus præterea ipsius Frater, Ascanius Cardinalis, cum omnibus qui fœdissima fuga Patriam relinquentes, potentissimas Regis Franciæ manus evadere frustrà tentabant. Verum ut misera hæc Urbs à periculo eriperetur, quod ei ob rebellionem imminebat, Deus optimus maximusque Regium spiritum excitavit, ut tu, Reverendissime ac Illustrissime Præsul, cum plenissima potestate ad nos mittereris, cujus bonitate atque ingenita Clementia factum est, ut (quod summis precibus Principes Civitatis, & imprimis reverendus Episcopus Comensis contendebant,) trecentis millibus scutorum ad reparandam corrigendamque partem impensarum, quas culpâ nostrâ Regia Majestas effecerat, direptionem, cædem, captivitatem, cæteramque licentiam militarem Mediolanenses evaserint. Quæ quidem mulcta & pœna non tota statim repræsentetur, verùm centum millia kalendis Maii proximi numerentur; reliqua temporibus & modis, quos Reverendissimus Cardinalis constituet ac declarabit. Sicque tanti Præsulis Clementia, Concives mei, pœnas, quas meritò luere debebamus, evasimus. Quo quidem beneficio illi excluduntur, qui rebellionis auctores extiterunt, omnesque ejusdem conscii & participes, ante diem inclusive, qua Illustris Joannes Jacobus in Arcem Mediolani se recepit.

Restat, Reverendissime & Illustrissime Domine, ut nomine hujus Populi aliquid à Reverendissima Dominatione tua deprecer, id quod fretus humanitate tua facere non dubitabo.

Et primùm cùm ad conspectum Regiæ Majestatis Reverendissima tua Dominatio redierit, velit de hoc Populo illi constantissime polliceri, eum in fide & devotione suæ Regiæ Majestatis in perpetuum permansurum,

Anno 1500.

rum, neque aliquid attentaturum, quod contra statum & honorem ipsius aliquo modo existat, futurumque exemplo beatissimi Petri Apostoli longe fideliorem, qui negato redemptore, eam egit pœnitentiam, ut à Domino receptus, erga illum in fide ferventior fuerit. Cujus nomine ego supplex, & flexis genibus, veniam & indulgentiam à vestra Reverendissima & Illustrissima Dominatione, hic pro Christianissimo Rege agente, obsecro, atque oro, pro rebellione nuper perpetrata præter consuetudinem Mediolanensium.

Petit deinde similiter supplex, ut intercessione tua, Regia Majestas ingenita clementia dignetur remittere summam illam ducentorum millium Scutorum, quæ si nobis solvenda esset, vel universa, vel pars, intolerabilibus incommodis hæc Civitas afficeretur. Nam & mercimonia cessarent, & artificia, (qui hujus Status firmissimi sunt nervi, & ejus Domini certissima vectigalia,) Filiæ innuptæ jacerent, & Filii nostri nullis possent honestis & consuetis artibus erudiri. Cessarent præterea quàm plurima, quæ ad ornatum ipsius Urbis pertinent, sine quibus ejus pene excidium consequeretur. Regium enim est Subditos suos ditare potiùs, quàm depauperare.

Precatur præterea, Milites ex Mediolanensi agro revocentur, ut fructus colligi servarique possint, quibus tam Cives, quam Christianissimi Regis & Ducis nostri Amici sustententur, ac perfruantur.

Ad hæc, & unusquisque ad suum restituatur officium.

Et stante Christianissimi Regis prudenti sententia, non ignoscendi Auctoribus & Principibus conjurationis, iis saltem ignoscatur, qui participes fuerunt. Nam cùm rebelles primores essent Civitatis, quibus reliqui reverentiam exhiberent, metu hoc reverentiali, qui tollit libertatem consensus, excusandi sunt.

Demùm, summis precibus hic populus contendit, ut ex quo absunt Cardinalis Ascanius, & ii qui illum secuti sunt, velit Regia Majestas eam operam adhibere, ne quandoque possint tumultum in Civitate & Regione aliquem excitare, possintque Subditi Majestatis suæ in pace & quiete, (cujus quidem sunt cupidissimi,) & se, & fortunas suas conservare. Id quod si factum fuerit, non est quod de fide Mediolanensium erga suam Majestatem vereatur, quando idem est omnibus animus, eadem mens, illi in perpetuum fidelissimè serviendi. Fiet præterea omnium discordiarum, civiliumque factionum oblivio.

Quarum supplicum nostrarum deprecationum si compotes nos fecerit Reverendissima & Illustrissima Dominatio vestra, (id quod certissimè speramus,) & si fecerit, quod tam generosum, & antiqua nobilitate virum, tamque sublimi dignitate ornatum decet, quæque ingenitæ bonitati, & solitæ Clementiæ maximè est accommodatum, erit Deo acceptissimum, & huic populo nullis unquam temporibus abolendum. Qui immortalibus his beneficiis tibi devinctus, gratam eorum memoriam non in papyro, aut pergamenis, sed in marmore sculptam conscribi curabit, ad laudem & gloriam omnipotentis Dei, Christianissimæ Majestatis Regiæ, ac vestræ Illustrissimæ ac Reverendissimæ Dominationis, cui Populus Mediolanensis, & ego, humillimè flexis genibus, iterùm nos commendamus.

Qua propositione facta, & consultatione habita, jussit idem Reverendissimus & Illustrissimus Dominus Cardinalis, Magnificum utriusque Juris Doctorem, Dominum Michaelem Ricium, Regium Consiliarium, propositæ propositioni suo nomine respondere, qui ascendens idem pulpitum, in hanc sententiam locutus est.

MISERTUS est Dominus super Ninivem Civitatem, eo quòd pœnitentiam egit in cinere & cilicio. Preces vestras, Mediolanenses, quas non minùs humiliter, quàm eleganter, ut par erat, porrexistis, benignè accepit Reverendissimus & Illustrissimus Dominus Cardinalis, non pro facinoris gravitate, sed pro clementia Christianissimi Regis, & bonitate sua. Verùm etiam ut Christianissimi Regis, & Ducis vestri clementia magis elucescat, duxit gravitatem atrocitatemque criminis paucis demonstrare. Ac maximè decere existimavit, ut ego ipse, qui ad fidelitatem Christianissimo Regi & Duci Mediolani servandam, ejus jussu, quo die fidelitatis sacramentum juravistis, hortatus sum, infidelitatem vestram accusarem.

Si dignè vobis pro demeritis pœnæ luendæ essent, ô Mediolanenses, ita vobiscum agendum esset, sicut Romanos narrant Historici cum Samnitibus egisse, quos ob similem perfidiam tam severè puniverunt, ut Samnium in ipso Samnio requireretur. Si Attilam, Gothorum Regem, vindicem vestra haberet rebellio, in multa secula vestræ Urbis diruta mœnia vindictam, sicut & hodie Roma nondum restituta, attestarentur. Si ex memoria vestra non excidisset, quàm acerbis suppliciis majores vestri, & à Carolo Francorum Rege, Romanorumque Imperatore, & à Federico primo quoque Romanorum Imperatore affecti fuissent, non tam facilè ac temerè à fide Christianissimi Regis defecissetis. Quid enim detestabilius excogitari potuit, quam Mediolanenses Francorum Regi, legitimo in hoc Ducatu Successori, fidem fefellisse? Nam sive Mediolani originem repetimus, eam à Gallis fuisse vos ipsi etiam per Oratorem vestrum nunc fassi estis; sive successionis jura revolvimus, Regem Christianissimum ex liberā ortum, alterum ex ancilla, & vos ipsi jam sciebatis. Propter quod non solum Legibus divinis, atque secularibus, quæ à Catholicis conditæ sunt, sed Lycurgi etiam institutis, ab ipso rerum primordio Populus ille obsequiis legitimi sui Principis obstringebatur. Demum, si beneficia, quæ Christianissimus Rex Mediolanensibus contulit, in memoriam revocassetis, nonne ingratitudinem vestram quàm gravissimam fuisse cognovissetis? Is enim neque ambitiosis studio, neque Regni, quod illi latissimum est, ampliandi cupiditate, sed ut suos Mediolanenses à tyrannide eriperet, maximis sumptibus ex Gallia in Italiam exercitum transmisit. Ipse quoque nullis, neque propriis, neque Regni sui parcendo periculis, venire non dubitavit, atque ejecto tyranno, partaque victoria, tantum tributi vobis imperavit, quantum ad præsidium conservationemque vestram non sufficiebat; quinimò ex ipsa Gallia ad militum stipendia huc pecuniæ erant advehendæ. Justitiam, quæ ab Insubria diu exulaverat, per viros integerrimos ad vos revocatam videbatis. Matrimoniorum & Commerciorum libertatem ita restitutam, ut omnibus jam liceret, (quod antea nefas fuerat,) sua non solùm dicere, sed etiam ostentare. Vexationibus prorsus omnibus vos liberaverat. Ultrò vos prætereà illi fidelitatis Sacramento obstrinxistis. Sed, proh dolor! nonnulli etiam dum jurarent, de rebellione cogitabant, in quam tandem omnes, non tam temerè, quàm perfidè incurristis, obliti salutis æternæ, obliti honoris, obliti periculorum, in quæ Urbem hanc, & totam Regionem conjecistis. Defecistis à legitimo Successore, & justo Principe, ad Tyrannum iniquissimum. Dereliquistis primum inter Christianos Regem, ut privatum, & humilis conditionis hominem sequeremini. Egeno ac pusillanimo Potentissimum ac Magnanimum Regem commutastis. Et quanquàm ingenium, neque lingua suppetant, ad vestri facinoris acerbitatem increpandam, persuadeo tamen mihi, conscientiam vestram culpæ longè majoris vos ipsos condemnare, quàm lingua mea accusare declarique possit. Quid admiseritis, res ipsa declarat. Hominem ab exilio recepistis qui nihil potius duxit, quàm Templa Divûm, hæreditates, ac omnes fortunas vestras expilare. Nec immeritò. Erat enim, (quod de Cambise Persarum Rege legimus,) difficile, ut is parceret suis, qui contemptu Religionis grassatus etiam in Deos fuisset. Et quamvis in hujus delicti genere plures sint gradus, nullus tamen est, in quo se quispiam excusare possit: cùm potuisset Populus Mediolanensis conjuratis, si voluisset, resistere. Quis enim tot tamque clara in Ludovicum Sfortiam amoris signa defendet? Virorum & pecuniarum præstita subsidia, publicas præterea supplicationes, atque lætitias? Cùm tamen planè videatis invasori, quem admisistis, Deum non favisse. Ecce enim angusto clauditur muro, quem paulò ante Mediolanum non capiebat, servit, qui modo Mediolanensibus imperabat.

Verùm ingratitudo vestra, Mediolanenses, misericordiæ Christianissimi Regis fontem non exsiccavit. Summa bonitas hujus Reverendissimi Patris, tenentis locum ipsius, vestram omnem superat culpam. Sed accedit maximè ad veniam impetrandam, hujus celeberrimi diei, quo memoriam Dominicæ Passionis, nostræque redemptionis, celebramus, occasio. Propter quod ignoscit Christianissimus Rex, & Reverendissimus ac Illustrissimus hic Cardinalis, tenens locum ipsius, Civibus, & Populo Mediolanensi, iis duntaxat exceptis, qui vel factionis auctores, vel participes ante secundum diem Februarii, quo Civitas publicè rebellavit, extiterunt. Donat vitam & bona Civibus, & Populo Mediolanensi, eosque tutos à violentiis reddit, & direptionibus. Hortor tamen vos, Mediolanenses, ut fidem, quam Christianissimo Regi promisistis, ita inviolabilem servetis, ut ne minima quidem appareat perfidiæ suspicio, ne tanto gravior sit pœna, quanto majorem hodie estis veniam consecuti. Nam si in fide Christianissimi Regis, & Ducis vestri, ac Successorum suorum, perse-

Anno 1500.

verabitis, erit profectò Mediolanum inter cæteras Italiæ Civitates, ut dixistis, primaria.

Quibus dictis, universus Populus gratias egit, parvulique & infantes pueri, & puellæ, vestibus albis induti, cum cruce, aliisque divinis insignibus, ac ramis arborum, ante ora ejusdem Reverendissimi Domini Cardinalis processerunt: multi misericordiam acclamantes, plurimi divina subsidia deprecantes.

De quibus omnibus nos subscripti Notarii rogati pro parte præfati Reverendissimi & Illustrissimi Cardinalis Locum-tenentis, hoc præsens publicum confecimus Instrumentum. Actum die, Anno, mense, & loco prædictis.

Et ego Joannes Mayna de Podivario Taurinen. Diœc. publicus Imperiali auctoritate Notarius, Regiusque Secretarius, præmissis interfui, rogatusque ut suprà, publicum recepi Instrumentum. In cujus rei fidem me subscripsi, signo meo solito apposito. MAYNA.

CCXIX.

14. Juill.

France, Hongrie et Pologne.

Traité d'Alliance contre le Turc, entre LOUIS XII. *Roi de France,* WLADISLAS *Roi de Hongrie & de Boheme;* & JEAN-ALBERT *Roi de Pologne. A Bude le* 14. *Juillet* 1500. [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 436.]

In Nomine Domini, Amen.

ANNO natalis ejusdem millesimo quingentesimo, Indictione tertia, die verò quarta decima mensis Julii. In omnibus naturæ Legibus, divinisque præceptis, ea imprimis excellunt quæ ad humanam societatem & benevolentiam pertinent. Nam quidquid boni & felicitatis mortalibus datum est, inde proficiscitur. Cùm autem omnes ad Amicitiam & caritatem mutuam, divina etiam jussione invitemur, tùm præcipuè Imperia & Regna conjunctione ac societate non modò stabiliri, sed etiam augeri, & mirabiliter coalescere, atque concordiâ parvas res crescere, discordia verò magnas dilabi, quotidiana experientia compertum est. Quod perspicientes Christianissimus & Serenissimus Princeps Dominus LUDOVICUS, hujus nominis duodecimus, Dei gratiâ Francorum Rex, atque Serenissimi & Excellentissimi Principes, & Fratres germani, Domini WLADISLAUS, Hungariæ, & Bohemiæ, &c. necnon JOANNES-ALBERTUS Poloniæ, &c. eâdem gratiâ Reges, pro eximia & singulari sapientia, qua omnes prædin sunt, quamvis multo locorum intervallo eorum Imperia distent, tamen cum mutua benevolentia & amore sese devinxerint, operæ pretium putaverunt, ut non modò veterem Amicitiam, vetustaque Fœdera, quæ olim inter eorum Majores & Prædecessores Excellentissimos Francorum, Hungariæ, Bohemiæ, atque Poloniæ Reges, claræ memoriæ, cum summa caritate percussa fuerunt renovarent, verùm etiam arctiore Fœdere & Pactionibus se invicem devincirent, quò eorum Principatus, tametsi soli Potentissimi existant, hac conjunctione firmiores, & malevolis formidolosiores efficiantur. Itaque tenore præsentis publici Instrumenti pateat cunctis evidenter, & sit notum, quòd præfati Serenissimi & Excellentissimi atque Potentissimi Principes & Reges, ad laudem & gloriam omnipotentis Dei Domini nostri Jesu Christi, defensionem fidei suæ Sanctæ, & exaltationem atque amplificationem totius Christianæ Religionis, necnon honorem & commodum, atque corroborationem & stabilimentum Statuum, Principatuum & Dominiorum earumdem præfatarum Majestatum. Præfatus siquidem Christianissimus Francorum Rex, per Magnificos Viros, Valerianum de Sanctis, Dominum de Marigniaco, Consiliarium & Cambellanum suum, nec non Ballivum Silvanectensem; & Magistrum Matthæum Tostanum, in suo Magno Consilio Consiliarium, & Procuratorem Generalem, Oratores, Procuratores, ac Nuncios suos speciales, debita plenariaque potestate suffultos, prout per ejusdem Christianissimi Regis Litteras Patentes plenè constitit, & quarum de verbo ad verbum tenor inferiùs est insertus, ab una, & prædictus Serenissimus ac Potentissimus Hungariæ & Bohemiæ Rex personaliter constitutus, tam pro se, & nomine proprio, quàm pro & nomine dicti Serenissimi Regis Poloniæ, ejus Fratris germani, pro quo promisit & cavit de rato, ab altera partibus, fecerunt, inierunt, & contraxerunt, prout faciunt, ineunt, & contrahunt per præsentes, pro se, ac Successoribus, Vassallis, Subditis, Regnis, Patriis, & universis Dominiis suis, bonam, meram, & puram, ac inviolabilem Intelligentiam, Ligam, Unionem, & Confœderationem perpetuam, ac omni ævo duraturam, prout in sequentibus Capitulis & Articulis continetur.

Anno 1500.

Hæc sunt Capitula inviolabilis Amicitiæ, Benevolentiæ, Intelligentiæ, & Ligæ, ac Unionis & Confœderationis initæ, contractæ, & confirmatæ inter Serenissimum & Potentissimum Principem & Dominum Dominum Ludovicum, Dei gratiâ Christianissimum Francorum Regem, hujus nominis duodecimum, pro se ac Successoribus, necnon Vassallis, Subditis, Regnis, Patriis, Terris, & Dominiis suis quibuscumque, ab una, ac Serenissimos & Excellentissimos Principes & Dominos, Wladislaum, Hungariæ, Bohemiæque, &c. & Joannem Albertum, Poloniæ, &c. eâdem gratiâ Reges, Fratres germanos, pro se, Successoribus, Vassallis, Subditis, Regnis, Patriis, Terris, & Dominiis suis quibuscumque, ab altera partibus.

Imprimis capitulatum, actum, conventumque extitit hinc inde, & promissum, quòd dictus Serenissimus, Potentissimus, & Christianissimus Princeps & Dominus, Dominus Ludovicus, Dei gratiâ Rex Francorum, ab una; nec non Serenissimi & Excellentissimi Principes & Domini, Wladislaus, Hungariæ, Bohemiæque, &c. ac Joannes-Albertus, Poloniæ, &c. Reges, ab altera partibus, faciunt, firmant, ineunt, & contrahunt pro se, ac Successoribus, Vassallis, Subditis, Regnis, Patriis, Terris, & universis Dominiis suis, bonam, meram, & puram Intelligentiam, Ligam, Unionem, & Confœderationem perpetuam, ac omni ævo duraturam, contra Turcos, & alios quoscumque Hostes præsentes & futuros ipsarum Majestatum, ad conservationem & defensionem Regnorum, Statuum, & Dominiorum suorum, quos, quæve impræsentiarum habent, & possident, ac imposterum possidebunt & tenebunt eædem Partes.

Item, quòd nulla earumdem Partium tractabit, vel procurabit aliquid, quod possit cedere in damnum, præjudicium, aut aliquod incommodum, vel jacturam Statûs, & Dominii alterius Partis, vel ad impedimentum defensionis Religionis Christianæ contra Turcos, sive alios quoscumque fidei Hostes; nec talia procurantibus, & tractantibus favebit, aut consentiet, sed fraternè, & bonâ fide, absque ulla fraude, & dolo, unaquæque Pars pro viribus vitabit omnia & singula, quæ putabit esse alteri Parti, Vassallis, Subditis, Regnis, & Dominiis suis, & publicæ fidei defensioni damnosa, adversa, & periculosa. Et si quid de talibus audiverit, vel sciverit, tenebitur unam & aliam Partes illico avisare, sicuti inter bonos Amicos, Fratres, Confœderatos, Colligatos, & Catholicos Principes fieri decet.

Item, quòd quælibet Partium bonum mutuum procurabit, promovebit, & defendet, quantumcumque cum honestate poterit, & illarum quælibet ad alterius Partis requisitionem mittere debebit Oratores suos in favorem Partis requirentis, quòcumque opus fuerit, & toties quoties expediet.

Item, quòd quælibet ipsarum Partium in quibuscumque Intelligentiis, Ligis, & Confœderationibus, per easdem cum quovis Principe, aut Communitate imposterum contrahendis, tenebitur specificè & nominatim alias Partes comprehendere, & bonum ac commodum alterius non secus, quàm proprium, toto posse suo procurare.

Item, quòd ubi in diebus suis aliqua arduissima negotia emergerent, quorum eventus posset alteri earumdem Partium utilitatem aut præjudicium afferre, tunc tenebuntur per Oratores suos, aut alios, super casu emergenti convenire, & fideliter deliberare, honestate servata, ac prosequi quidquid communi consensu viderint eisdem Partibus expedire.

Item, quòd Vassalli & Subditi dictarum Partium, tam scilicet Ecclesiastici & Seculares, quàm nobiles & ignobiles, cujusvis status & conditionis existant, in Regnis, Terris, & Dominiis, ac Ditionibus earumdem Partium, vicissim possint & valeant liberè, tutè, securè, & sine omni impedimento, ire, transire, conversari, commorari, & negotiari cum rebus, mercimoniis, sarcinulis, jocalibus, pecuniis, & omnibus bonis suis, sine ulla salvi & securi transitus assecuratione, solutis tamen juxta Regnorum consuetudinem solvendis.

Item, quòd si aliqua Pars, de consilio & consensu unius vel alterius Partis, susciperet posthac aliquod justum Bellum, tenebitur Pars consulta & consentiens præstare auxilium Parti, quæ dictum Bellum sic susciperet, & tunc cùm ejuscemodi consilium & consensus adhibebitur, Partes ipsæ convenient de quantitate & qualitate

ANNO 1500.

litate prædicti auxilii, & etiam quanto tempore in eo bello persistendum erit.

Item, conventum extitit & conclusum, quòd ex quo Sanctissimus Dominus noster Alexander Pontifex maximus, de Consilio Sacri Senatus Reverendissimorum Dominorum Cardinalium, miseratus calamitatem Reipublicæ Christianæ, generalem expeditionem contra Turcos, truculentissimos Hostes fidei, & Religionis Christianæ, per universam Christianitatem procurat, & sollicitat; & præfati Serenissimi Reges Hungariæ & Poloniæ, præcipuè ad exhortationem & persuasionem Sanctitatis suæ, & dicti Christianissimi Regis Franciæ, jam de facto abrenuntiatis Treugis, & Conditionibus Pacis, quas cum ipsis Turcis habebant, arma adversus eos, pro defensione ejusdem fidei Christianæ, capere statuerunt, seque simul cum universis Subditis & Regnicolis suis ad hoc sanctum piumque opus accingunt, præparant & disponunt. Ob hoc præfatus Dominus Francorum Rex, tanquam Princeps Christianissimus, & Catholicus, atque fidei Christianæ zelator eximius, pollicetur & promittit, quòd quando tempus & res erunt dispositæ ad illam expeditionem, pro devotione sua ipsam expeditionem juvabit, taliter quod dicti Principes Confœderati, & universa Christianitas meritò debebunt contentari. Qualiter tamen, & quali quantoque subsidio sua Christianissima Majestas succurrere, & hanc sanctam Expeditionem juvare pro rata & magnanimitate sua volet, libero Majestatis suæ arbitrio & voluntatis relinquitur. Et etiam apud præfatum Sanctissimum Dominum nostrum Summum Pontificem, & reliquos Principes ac Potentatus Christianos eamdem expeditionem sollicitabit, & promovebit. Et ut eisdem Serenissimis Regibus Hungariæ & Poloniæ Confœderatis scilicet suis, tanquam scuto & antemurali Christianitatis ad prosequendum continuandumque ejuscemodi bellum contra Turcos pariter succurrant & opem ferant, tam propter communem utilitatem ejusdem fidei, & Religionis Christianæ, quàm contemplatione istius Amicitiæ, & Confœderationis, bona & sincera fide, omni studio & diligentia, tam per Oratores, quàm per Litteras, cohortari, suadere, & admonere tenebitur.

Item, quòd quando præfatus Dominus Rex Francorum mittet copias armatorum in Turcos, dicti Domini Hungariæ & Poloniæ Reges pollicentur aperire viam, & transitum patefacere Copiis ejuscemodi, per Terras suas, Patrias, & Dominia; & præterea facere rationabiliter provideri ipsis copiis armatorum de Victualibus pro pretio competenti.

Item, quòd quælibet trium istarum Majestatum tenebit, reputabit, & recognoscet amicum similiter alterius inimicum suum; & quòd inimicus seu Hostis unius Partis non debeat acceptari seu suscipi hospitio ad habitandum in Terris & Dominiis alterius Partis, nec ei favor ullus quovis modo adhiberi; sed tenebuntur ipsæ Regiæ Majestates se ipsas invicem pro posse & viribus tutari & defendere contra & adversus omnes quoscumque, qui Regna, Terras, & Dominia earumdem, vel alterius illarum invadere volent, nemine prorsus excepto, præter Summum Pontificem, & Sanctam Romanam Ecclesiam, atque Sacrum universum Romanum imperium debite & rite congregatum, quos & quod Partes ipsæ excipiunt, & reservant. Reservatur etiam & excipitur in specie, pro parte Christianissimi Francorum Regis Illustrissimum Dominium Venetorum, jam diu cum Sua Majestate confœderatum, quod etiam in hoc Fœdere si voluerit comprehendetur. Pro parte autem Serenissimorum Dominorum Regum Hungariæ, & Poloniæ, præcipuè verò ejusdem Domini Regis Hungariæ & Bohemiæ reservantur & excipiuntur, imprimis Serenissimus Princeps Dominus Maximilianus, Rex Romanorum, Consanguineus amborum suarum Majestatum, cui se idem Dominus Rex Hungariæ, ad perpetuam Amicitiam & Fraternitatem, vigore certæ inscriptionis super Pace perpetua, & Concordia utrinque inter ipsas Majestates confectæ, jam diu obligavit. Excipitur etiam & reservatur, atque in præsenti Confœderatione penes Majestates eorumdem Serenissimorum Regum Hungariæ, & Poloniæ, comprehenditur Illustrissimus Princeps, Dominus Alexander, Magnus Dux Lithuaniæ, Frater germanus earumdem amborum Majestatum. Excipiuntur præterea Illustrissimi Principes Domini Electores Imperii, ex quo Majestas prænominati Domini Regis Hungariæ, & Bohemiæ, ratione dicti Regni sui Bohemiæ, & Coronæ ejusdem Regni, subest Imperio, & unus est ex eisdem Dominis Electoribus, imò inter illos Superarbiter & Pincerna Imperii existit; sed & alii omnes Principes, tam Ecclesiastici, quam Seculares, Sacro Imperio subjecti, signanter verò Consanguinei & affines, atque jam dudum Confœderati Majestatum suarum, qui nominatim exprimentur medio Oratorum, quos istæ ambæ Majestates ad Christianissimam Majestatem sunt missuræ. Quos omnes & singulos sic denominatos, & per dictos Oratores denominatos, dicti Serenissimi Domini Reges Hungariæ, & Poloniæ, secum in præsenti Confœderatione volunt comprehendi. Ea tamen lege, & conditione, quòd ipsi, vel eorum Successores, simul, vel seorsum, adversus Christianissimum Francorum, & Serenissimos Hungariæ vel Poloniæ Reges, &c. aut eorum Successores, similiter, simul, vel divisim, aut contra Subditos, Regna, Terras, & Dominia eorumdem, nihil sinistrum, nihilque hostile, deinceps moliantur & attentent, nihilque tale directè vel indirectè, palam vel occultè, quovis quæsitu colore agant, per quod præfata sancta Expeditio contra Turcos quovis pacto impediri queat. Quòd si secus per eos vel eorum alterum fieret, & facti evidentia constares, omnes istæ Majestates hinc inde requisitæ, tenebuntur illi, vel illis, tanquam communis boni, & hujus Confœderationis & Amicitiæ perturbatoribus bellum indicere, & dictarum Majestatum partem læsam, ac impeditam, Subditosque, Regna, & Dominia sua, contra prædictos reservatos, vel eorum alterum, & alios quoscumque qui talia contra prædictas Partes molirentur, & attentarent, pro posse & viribus suis tutari, & defendere, atque omni via & modo se invicem juvare, nisi fortè tunc temporis, cùm illi reservati aut alii talia conarentur, dictæ Majestates essent in bello contra Turcos, vel alios Hostes fidei, vel pro defensione Regnorum & Dominiorum suorum, actualiter impeditæ, taliter & adeo quòd esset eis impossibile aperto bello sibi invicem succurrere, & auxiliari. Quo in casu nihilominus prædictæ Majestates tenebuntur hortari Amicos & Confœderatos suos, per proprios Oratores, ut à talibus desistant, & alios desistere faciant, & omnibus aliis modis, quibus poterunt dicti Reges, tanquam boni & veri Amici & Confœderati, conabuntur talia molientes à cœptis divertere, & impedire, quominus alteri prædictarum Majestatum, suis Regnis, Dominiis, & Subditis, damnum inferatur.

Item, si contingeret aliquam Majestatum sic Confœderatarum, quacumque ratione, & causa contra præscriptos reservatos & exceptos Principes, vel eorum alterum, aut alios quoscumque, sine alterius Partis requisitione & consensu bellum indicere & movere, aliter quàm ad tuitionem & defensionem Regnorum, Dominiorum, & Subditorum suorum, ut suprà dictum est, in hoc casu, Pars altera succurrere non tenebitur alteri. Verumtamen, si dicti reservati, vel eorum alter, aut alius quicumque is fuerit, amodo deinceps contra alteram Majestatum prænominatarum, vel Subditos, Regna, Terras, aut Dominia sua, bellum moverent, & Armis invaderent, vel eorum aliquis moveret, & invaderet, tenebuntur Partes aliæ, prius medio Oratorum suorum, & per bona honestaque media tentare, si illum vel illos à cœptis divertere poterunt, & nihilominus interim dictæ aliæ Partes ad arma se præparabunt. Quod si dicti Oratores sic præmissi illum vel illos à cœptis divertere nequiverint, tenebuntur postea eædem Partes, ut præmissum est, illis vel illi similiter bellum indicere, & eum vel eos, ubi commodius videbitur, armis aggredi, & invadere, Confœderatoque succurrere, ac illum pro posse & viribus suis tutari, & defendere, nisi tunc temporis illæ aliæ Partes essent actualiter in bello contra Hostes Fidei, vel pro defensione Regnorum & Dominiorum suorum, ut præmissum est, impeditæ.

Item, si contingeret, quòd dictæ Majestates indicerent bellum contra prædictos reservatos, vel eorum alterum, aut alios quoscumque, ex causis quibus suprà, nulla illarum Majestatum absque alterius scitu & consensu, Pacem aut Concordiam inire cum ipsis valeat, aut acceptare.

Item, quòd dictæ Majestates, vigore prædictarum reservationum in præcedentibus Articulis, & præsenti Tractatu factarum, non intelligunt cum ipsis reservatis suis majorem Confœderationem & Ligam, quam anteà ex præcedentibus Confœderationibus habebant, inire, nec se ipsis reservatis magis obligare. Quinimo si aliqui illorum, quibus per præsentes Articulos & Tractatus in hac Liga & Confœderatione reservatus est locus, hanc Ligam & Confœderationem velint ingredi, aut aliqui alii cujuscumque status & conditionis existant, illud debebunt infra annum dictis Majestatibus significare, & tunc cùm ingredientur, per easdem Majestates cum ipsis tractabitur de modis & conditionibus, cum quibus ipsos volent admittere, & pro ut bono

totius Christianitatis & Statuum omnium Partium videbunt magis expedire.

Item. Quòd omnes istæ tres Majestates, videlicet Christianissimus Francorum Rex, ac Hungariæ & Poloniæ Reges, hoc Fœdus, Ligam, Amicitiam, & Conditiones, dictis suis reservatis quàm primum per Oratores & Nuncios suos significare tenebuntur, ne justam ignorantiæ causam prætendere possint.

Item. Conclusum & conventum est, quod per præsentem Confœderationem & Ligam Partium Juribus in aliquo non debeat derogari, neque derogatum aliquo pacto intelligatur.

Item. Quod dicti Serenissimi Hungariæ & Poloniæ Reges pro ratificatione & majori confirmatione præsentium Articulorum, Tractatus, Confœderationis, & Ligæ, tenebuntur mittere quàm primum Oratores suos ad præfatum Christianissimum Francorum Regem, cum plena potestate, ipsis Articulis addendi, vel diminuendi, ipsos mutandi, confirmandi, vel infirmandi, latiùs & plenius interpretandi, strictiora etiam Fœdera faciendi, prout dictæ Christianissimæ Majestati, & ipsis Oratoribus pro bono & securitate totius Christianitatis, & Statuum dictarum Partium magis videbitur expedire.

Item. Et quoniam in conclusione præsentis Confœderationis, Ligæ, & Articulorum suprà scriptorum Magnificus Dominus Petrus Wiisniicze, Castellanus Saudomiriensis, & Regni Poloniæ Marescallus, Orator & Procurator Serenissimi Regis Poloniæ, non fecit constare de Mandato & Procuratione satis speciali, & sufficienti, ad ineundum, contrahendum, & passandum pro eo dictum Fœdus, Ligam, & Articulos suprà scriptos, propterea, ne prætextu illius hoc tam bonum, pium, & sanctum propositum differretur, Serenissima Majestas dicti Regis Hungariæ, de voluntate dicti Serenissimi Regis Poloniæ, Fratris sui germani, Litteris & Nunciis certior facta, promisit & cavit pro dicto Serenissimo Domino Rege Poloniæ, Fratre suo germano, quod ipse omnia suprà scripta, rata, grata & firma habebit, & observabit, & per primos Oratores, & Procuratores suos, quos ad sæpè dictam Christianissimam Majestatem missurus est, prout superiùs scriptum est, per Litteras & Mandatum speciale & sufficiens, hoc Fœdus, Ligam, & Articulos prædictos ratificabit. Nec interim, & donec hæc omnia pro parte dicti Serenissimi Regis Poloniæ absoluta fuerint, præfata Christianissimi Regis Francorum Majestas, in aliquo virtute dictæ Confœderationis sibi obligabitur, omnibus prædictis inter præfatos Christianissimum Francorum, & Serenissimum Hungariæ & Bohemiæ Reges, quantùm ad ipsus in suo robore permanentibus. Tenor verò Mandati prædictorum Oratorum & Procuratorum præfati Christianissimi Regis Francorum talis est.

LUDOVICUS, Dei gratiâ Francorum, Siciliæ, & Jerusalem Rex, Dux Mediolani, universis præsentes Litteras inspecturis, & audituris, Salutem. Notum facimus per præsentes, quòd nos de personis dilectorum & fidelium Consiliariorum nostrorum, Valeriani de Sanctis, Domini de Mariguiaco, Consiliarii, & Cambellani nostri, ac Ballivi Silvanectensis, & Magistri Mathæi Tostani, in Magno nostro Consilio Consiliarii, & Procuratoris nostri generalis, ad plenum confidentes, matura deliberatione super hoc præhabitâ, melioribus modo & forma quibus potuimus, & debuimus, fecimus, constituimus, & ordinavimus, facimusque, constituimus, & ordinamus prænominatos nostros Consiliarios, Procuratores, Oratores, ac Nuncios nostros speciales, negotiorumque infrà scriptorum gestores, dantes, prout dictis Procuratoribus & Oratoribus nostris specialiter & expresse, tenore præsentium, damus plenariam potestatem, & speciale Mandatum faciendi & ineundi Fœdus, Ligam, atque Amicitiam perpetuam, cum Serenissimis Principibus & Fratribus nostris Carissimis Hungariæ & Poloniæ Regibus conjunctim, vel cum prædicto Fratre nostro Rege Hungariæ divisim, juramentaque pro nobis & loco nostri faciendi & præstandi, aliaque omnia in & pro præmissis necessaria seu opportuna, & quæ nos facere possemus, si personaliter interessemus, etiamsi talia sint quæ Mandatum specialius exigant, quàm præsentibus sit expressum. Promittendo, prout promittimus bonâ fide, & in verbo Regio, subque bonorum nostrorum Hipotheca, & obligatione, cum omni juris & facti renunciatione pariter & cautelâ, nos habere ac perpetuò habituros ratum, gratum, firmum, & stabile, quidquid per dictos Procuratores seu Oratores nostros actum, gestumve fuerit in præmissis, aut quomodolibet procuratum. In cujus rei Testimonium signo, & sigillo nostro præsentes jussimus communiri. Datum in Castro nostro Locharum, die vigesima-nona mensis Januarii, Anno Domini 1499. regni verò nostri secundo.

QUæ omnia & singula præscripta prædicti Serenissimus Hungariæ & Bohemiæ Rex, & Oratores ac Procuratores præfati Christianissimi Francorum Regis, nominibus quibus suprà, solenni stipulatione promiserunt, & juraverunt, & per præsentes promittunt & jurant; sibi vicissim singula singulis congruè referendo, & mihi Notario infrà scripto, ut publicæ personæ stipulanti, & ejusmodi promissionem & juramentum recipienti, bonâ fide, sine omni dolo & fraude, firma, rata & grata perpetuò habere, & tenere, ac inviolabiliter observare, & adimplere, sub Hipothecâ & obligatione omnium & singulorum bonorum mobilium & immobilium, præsentium & futurorum dictarum Partium, mandantes, rogantes, & volentes, de præmissis omnibus & singulis per me Notarium infrà scriptum, unum vel plura fieri Instrumenta ejusdem tenoris. Acta sunt hæc & facta Anno, Indictione, die, & mense quibus supra, hora tertiarum, vel quasi, in Arce Regia Budensi, Pontificatus præfati Sanctissimi Domini nostri, Domini Alexandri VI. Papæ, anno octavo. Præsentibus Illustrissimo Principe Domino Sigismundo, Duce, &c. præfati Serenissimi Domini Regis Hungariæ Fratre germano, necnon Reverendissimo, Reverendisque Patribus, ac Magnificis & Egregiis Viris, Thumâ, Archiepiscopo Strigoniensi, Primate Regni Hungariæ, ac Apostolicæ Sedis Legato nato, dictique Serenissimi Domini Regis Hungariæ summo Secretario & Cancellario; Georgio, electo & confirmato Wesprimiensi, Regio Secretario; Nicolao, similiter Electo Sirmiensi, Gabriele Boznensi, Gregorio, Comite de Frangipanibus, Præposito Albensium Ecclesiarum, Item Petro Emiltha, de Wiisniicze, prædicti Domini Regis Poloniæ, Oratore, & ejusdem Regni Marescallo, Josa de Som, Comite Themisiensi, &c. Sigismundo Turzo, Lectore & Canonico dictæ Ecclesiæ Strigoniensis, præfati Serenissimi Regis Hungariæ Secretario, Nicolao de Wiilkanow, Canonico Plocensi, dicti Serenissimi Regis Poloniæ similiter Secretario, Michaele de Palocz, & Michaele de Hangacx, Georgio Zerechen de Meathzegniiew, Paulo de Dombo, Michaele de Zob, Ambrosio Wiidfiil de Mohora, & Georgio de Kalenda, ejusdem Regis Hungariæ Consiliariis, & pluribus aliis testibus idoneis vocatis, & rogatis. In majorem autem fidem & superabundantem cautelam, roburque & firmitatem omnium præmissorum, præfatus Serenissimus Dominus Rex Hungariæ, manu suâ propriâ se subscripsit, & sigillum suum duplex & autenticum præsentibus appendi fecit. Prædicti etiam Oratores præfati Christianissimi Regis Francorum sese manibus propriis subscripserunt, & similiter eorumdem sigilla appendi fecerunt.

Wladislaus Rex, manu propriâ subscripsit.

Ego Valerianus de Sanctis suprà scriptus, præfati Christianissimi Regis Orator & Procurator, omnia & singula præmissa sic acta & conclusa esse fateor & recognosco. Et idcircò in fidem & Testimonium eorum me manu propriâ subscripsi, & sigillum meum proprium feci subappendi. V. DE SANCTIS.

Et ego Matheus Tostanus suprà scriptus, similiter Christianissimi Regis Orator & Procurator, omnia & singula præmissa sic acta & conclusa esse fateor & recognosco. Et idcircò in fidem & Testimonium eorum, me manu propriâ subscripsi, & sigillum meum proprium feci subappendi. M. TOUSTASN.

Et ego Benedictus, natus quondam Mathei Siiget de Alsbzegedi, Quinqueecclesiensis Diœcesis, sacrâ Apostolicâ auctoritate Notarius & Tabellio publicus, quia præmissis omnibus & singulis, dum sic, ut præmittitur, fierent & agerentur, unà cum prænominatis testibus interfui, eaque omnia & singula sic fieri vidi, & audivi, ideò præsens publicum Instrumentum, manu alterius fideliter scriptum exinde confeci, in hanc publicam formam redegi, ac manu propriâ subscripsi, signumque meum solitum apposui, in fidem & Testimonium præmissorum, jussus & rogatus.

CCXX.

Traité de Paix, de Confédération, & d'Alliance entre LOUIS XII. *Roi de France, &* FERDINAND *&* ISABELLE, *Roi & Reine de Castille & d'Aragon, ratifié par lesdits Roi & Reine* 11. Nov.

FRANCE, CASTILLE ET ARRAGON.

ANNO 1500.

ne à Grenade le 11. *Novembre* 1500. [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 443.]

FERDINANDUS & ELISABETA, Dei gratiâ Rex & Regina Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galleciæ, Majoricarum, Hispalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Giennis, Algarbii, Algebiræ, Gibraltaris, & Insularum Canariæ, Comes & Comitissa Barchinonæ, Domini Biscaiæ, & Molinæ, Duces Calabriæ & Apuliæ, ac Athenarum & Neopatriæ, Comites Rossilionis & Ceritaniæ, Marchiones Orillani & Gociani. Considerantes, quàm sit iniquum, quàm lamentabile, quàmque dolendum, ut inter Reges & Principes Christianos, Hosta machinante antiquo, tam graves Inimicitiæ, Discordiæ, atque Bella, ob differentias quæ inter eos quietè sedari possent, gerantur. Ex quibus plerumque post innumerabilia nefanda facinora, quæ ipsorum occasione bellorum in Deum & homines perpetrantur, nil reliqui manet apud bellantes, quàm virorum atque bonorum exinanitio, prophanatio sacrorum, cadavera mortuorum, Oppidorum Urbiumque demolitiones, deflorationes virginum, mulierum adulteria, pupilli plorantes, Patres orbati, viduæ desolatæ, & tandem (quod magis dolendum est) miseræ animæ apud inferos captivatæ; post quas quidem lamentabiles Regnorum & Provinciarum vastationes demolitionesque, solent etiam in animis adversantium remanere quædam reliquiæ & species vindicationis, simultatis, & malevolentiæ, quæ difficulter vel nunquam inimico contrariante extingui vel eradi possunt, quæque nonnunquam fomenta sunt ignis ad majores carbones belli imposterum accendendos. Quæ dispendia si prævidérent & adverterent Principes Christiani, credendum profectò est, vel eis sese abstinerent, vel multò tardiores essent, ut in Fratres & proximos suos similia bella moverent. Propter quæ tanta mala, opes atque vires Christianorum sunt ita quotidie in plerisque Locis exhaustæ & diminutæ, ut non mirandum, si immanissimus Turcorum Princeps, effrænata crudelitate, & jamdiu in Rempublicam Christianam impetum facit, & subjugato, pro dolor! memoria satis recenti, Imperio Constantinopolitano, gradatim atque in dies Christianorum fines disterminat, absorbet, atque deglutit, ad ulteriora proruptarus, nisi Deus avertat. Propterea intrinseca mente volventes, quàm sit magnum & honestum, quàm decorum & expetibile, quàmque Deo gratum, & acceptum, Regnisque & Populis universis jucundum, utile, atque tutum bonum Pacis, cujus quidem Pacis observantiam Salvator noster Jesus, dum in Terris conversatus esset, non solum sacerrimis suis sermonibus, ut animis nostris infigeret, sæpe atque plurimum commendavit, sed etiam cum à nobis discedere vellet, ad cœlos ascensurus, tanquam paternam Hæreditatem Pacem suam nobis dando, Pacem suam relinquendo, nos Testamento Hæredes suos instituit universos. Nolentes ergò nos tantæ tamque inæstimabilis Hæreditatis à tanto nobis Testatore relictæ, aut superbos aut ingratos repudiatores videri, quanquam nos, & Christianissimus Princeps Ludovicus Francorum Rex, Frater & Confœderatus noster Dilectissimus, optimam, habemus inter nos Fraternitatem, Confœderationem, & Amicitiam, eamque Deo propitio inconcussam diebus nostris exercuerimus; verùm ut ipsa majus in dies incrementum nanciscatur, tollanturque è medio omnia, quæ eam fortè aliquamdiu turbare possent, ac ut perpetuum ac indissolubile vinculum in se obtineat firmitatis; cupientesque præterea, ut alii Principes Christiani, exemplo nostro, inter se nobiscum, si ita decreverint, eandem Pacis Hæreditatem adire velint, quo facilitùs atque cittùs tanta Turcorum rabie moderata fidelium universalem Ecclesiam, fidemque nostram Catholicam Deo opitulante tueri possimus & augere. Idcircò, ad ipsam Sanctissimam Pacem inter nos de novo capessendam, Fœdusque & Amicitiam inviolabiliter & perpetuò observandam, animos nostros auxilio Spiritus Sancti induximus, & eam ob rem inter præfatum Christianissimum Ludovicum Francorum Regem, Fratrem & Confœderatum nostrum, pro eo, Hæredibus & Successoribus suis Francorum Regibus, Regnis, Dominiis, & Subditis suis, parte ex una, & nos pro nobis, Hæredibus & Successoribus nostris, Regnis, Dominiis & Subditis nostris, parte ex altera, medio Oratorum utriusque Partis fuerunt inita & concordata Capitula, quæ sequuntur.

Concordata & conventa facta inter Christianissimum Regem Francorum Ludovicum duodecimum, & Serenissimos ac Potentissimos Ferdinandum & Elisabet Regem & Reginam Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, Granatæ, &c. super sequentibus.

ANNO 1500.

Primò, est concordatum, quòd continuando & conservando Amicitiam & Confœderationem, quæ est inter præfatos Reges Franciæ, & Regem & Reginam Hispaniæ bona, secura, firma, legalis & perpetua Amicitia, Confœderatio & Intelligentia est, & erit in perpetuum inter præfatum Regem Franciæ, Regna, Patrias, Terras, Dominationes, & Subditus ac Successores suos, ex una parte, & dictos Regem & Reginam Hispaniæ, seu Regna, Terras, Dominia, & eorum Subditos & Successores suos, ex alia parte, tali modo, quòd pro defensione & conservatione Statuum utriusque Partis erunt Amici amicorum; inimici inimicorum neminem excipiendo nec reservando, & quòd in futurum omnes rancores & malevolentiæ, inimicitiæ, divisiones, injuriæ, querelæ, damna, ex quibus exprobrationes, quæstiones seu petitiones fieri possent per eorum alterum contra alium, ex nunc omnia prædicta per hanc Amicitiam sint totaliter extincta & abolita ab utraque parte, ita quòd posthac pro tempore futuro non possit per eos, nec eorum Successores, moveri aliqua petitio seu quæstio aliquo modo, pro quacumque causa, nec quocumque colore vel occasione quæsitis.

Item. Est promissum, tractatum & concordatum, quòd si contingeret, (quod Deus avertat) aliquam Guerram seu divisionem moveri contra prælatum Regem Franciæ, Regna, Patrias, Terras, & Dominia sua, per aliquem Subditum suum, vel alium quemcumque, neminem excipiendo, ut dictum est, in eodem casu Rex & Regina Hispaniæ, & eorum Successores debitè requisiti, tenebuntur cum effectu de suis Armigeris in bono & sufficienti numero, de suis Subditis & Vassallis succurrere pro posse, & adjuvare prædictum Regem Franciæ, & jam dicta Regna, Terras & Dominia sua, in illa parte ubi necessitas requiret, & quamdiu Guerra seu divisio durabit, expensis tamen ipsius Regis Franciæ.

Et pari modo si contingeret, (quod Deus avertat) aliquam Guerram seu divisionem moveri contra præfatos Regem & Reginam Hispaniæ, & sua Regna, Patrias, Terras & Dominia, per aliquem Subditum suum, vel alium quemcumque, ut dictum est, neminem excipiendo, in eo casu dictus Rex Franciæ, & ejus Successores debitè requisiti, tenebuntur cum effectu de suis Armigeris in bono & sufficienti numero de suis Subditis & Vassallis succurrere pro posse, & adjuvare prædictos Regem & Reginam Hispaniæ, & jam dicta Regna, Terras, & Dominia sua, in illa parte, ubi necessitas requiret, & quamdiu Guerra seu divisio durabit, expensis tamen ipsorum Regis & Reginæ Hispaniæ.

Item. Promissum est, concordatum atque tractatum, quòd si aliqui Principes, Barones, Milites, Nobiles, & Officiales, vel alii Subditi prædicti Regis Franciæ, cujuscumque gradus, status, aut conditionis existant, criminosi criminis læsæ Majestatis, aut alio crimine irretiti se ad Regna, Patrias, Terras, & Dominia dictorum Dominorum Regis & Reginæ Hispaniæ conferrent aut confugerent, quòd tales non recipiantur ibi, nec illic manere poterunt, sed quàm primùm per prædictum Regem Franciæ, vel ab eo deputandos, requirentur, per mensem post requisitionem seu petitionem vel summationem de restitutione eorum factam, restituentur prædicto Regi Franciæ, seu Commissariis ab eo deputandis, qui de eis pœnas sument quas de jure licebit. Et simili modo, si aliqui Principes, Barones, Milites, Nobiles, Officiales vel alii Subditi prædictorum Regis & Reginæ Hispaniæ, cujuscumque grados, status, aut conditionis existant, criminosi criminis læsæ Majestatis, vel alio crimine irretiti, se ad Regna, Patrias, Terras, & Dominia dicti Regni Franciæ deferrent aut confugerent, quòd tales non recipiantur ibi, nec illic manere poterunt, sed quàm primum per dictos Regem & Reginam Hispaniæ vel ab eis deputandos, requirentur, per mensem post requisitionem & summationem de restitutione eorum factam, restituentur & cum effectu tradentur prædictis Regi & Reginæ Hispaniæ, seu Commissariis ab eis deputandis, qui de eis pœnas sument quas de jure licebit.

Et quia prædictus Rex Franciæ jus habere prætendit in Regno Siciliæ citra Farum, illaque de causa ad illud recuperandum cum exercitu suo proficisci decrevit, & nihilominus Rex & Regina Hispaniæ prædicti jus habere prætendunt in dicto Regno, ita ut dictum Regnum uni ex duobus dictis Regibus, & nemini alii de jure pertineat, animadvertentes præterea prælatis Regibus ac universo Orbi notissimum esse, Regem Fredericum sæpe Turcorum Principem, Christiani nominis Hostem

acerrimum, Literis, Nunciis, ac Legatis ad arma contra Populum Christianum capessenda sollicitasse, ac impræsentiarum sollicitare, qui ad ejus maximam instantiam cum ingenti classe, ac validissimo terrestri exercitu, ad Christianorum Terras invadendas vastandasque, jam movisse intelligitur; igitur tam imminenti periculo ac damno Christianæ Reipublicæ obviare volentes, & ad finem Pacis, & ut Amicitia, Confœderatio & Liga prædicta sit inter se indissolubilis & perpetua in futurum, volentes omnes occasiones tollere & amputare, quæ huic Confœderationi rupturam & scissuram possent afferre, tractatum est, approbatum, & concordatum super dicto Regno inter præfatos Principes in hunc qui sequitur modum, Videlicet, quod dictum Regnum Siciliæ citra Farum dividetur & partietur inter præfatum Regem Franciæ ex una parte, & præfatos Regem & Reginam Hispaniæ, ex altera parte, & pro portione dicti Regis Franciæ remanebunt Civitas Neapolis & Oppidum Gayetæ, ac aliæ Civitates, Oppida, & Terræ totius Provinciæ Terræ Laboris, & tota Provincia Brussiæ, pro eorum justo valore, & ultra & supra medietatem redditaum Duanæ pecorum Apuliæ, vulgariter nuncupatæ, *la Duana de la Poulle*, & cum suis titulis Regni Franciæ, & Ducis Mediolani appelletur quoque Rex Neapolis & Jerusalem; & pro portione Regis & Reginæ Hispaniæ præfatorum remanebunt Ducatux Calabriæ, & tota Apulia, idest *la Poulle*, pro suo justo valore, & cum suis Titulis Regis & Reginæ Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, & Granatæ, &c. appellentur quoque Duces Calabriæ & Apuliæ, reservata medietate redditunm dictæ Duanæ in dicta Apulia levandæ, quam præfatux Rex Franciæ habebit & recipiet purè à Commissariis per eosdem Regem & Reginam Hispaniæ ad hoc deputandis, ultra revenutum dicti Regni, ut dictum est. Statuetur tamen per eosdem Regem & Reginam Hispaniæ certa dies in Anno, in qua prædicta Duana dabitur ad firmam, & prædictus Franciæ Rex poterit, si voluerit, mittere Commissarium aut Commissarios, qui prædictæ firmæ præsentes sint & consentientes. Quæ revenuta dicti Regni secundum suum justum valorem æqualiter dividentur inter eos, quemadmodum inter Fratres & Amicos, tali modo quod si dictus Ducatus Calabriæ, & tota Apulia, cum medietate dictæ Duanæ, plus valerent, seu eorum valor magis ascenderet, quàm valor Civitatis Neapolis, Oppidi Gayetæ, Terræ Laboris, & Brussiæ, fiet compensatio præfato Regi Franciæ in dicto Regno, per præfatos Regem & Reginam Hispaniæ. Et etiam, si Civitas Neapolis, Oppidum Gayeta, Terra Laboris, & tota Brussia cum medietate Duanæ in *la Poulle*, (quam Rex Franciæ, puram, quietam & absolutam accipiet, sicut dictum est) ultra omnia sunt majoris valorix, quam dicti Ducatux Calabriæ & Apuliæ, in hoc casu præfatus Rex Franciæ faciet dictis Regi & Reginæ Hispaniæ compensationem debitam in dicto Regno, ita quod ultra medietatem dictæ Duanæ dictum Regnum secundùm suum valorem æqualiter dividetur inter se.

Item. Est concordatum & conclusum, quod præfatus Rex Franciæ & Successores sui teneant & possideant in perpetuum portionem dicti Regni, quæ eidem Regi Franciæ remanebit cum omni pleno Dominio, ac integra & suprema Jurisdictione, ea dumtaxat reservata, quæ, ratione feudi, Ecclesiæ ac Sanctæ Sedi Apostolicæ debentur. Et pari modo est conventum & conclusum, quod præfati Rex & Regina Hispaniæ & Successores sui teneant & possideant in perpetuum portionem dicti Regni, quæ eis remanebit cum omni & pleno Dominio, ac integra & suprema Jurisdictione, ea dumtaxat reservata, quæ, ratione feudi, Ecclesiæ ac Sanctæ Sedi Apostolicæ debentur.

Item. Et ut cuilibet Partium prædictarum quod virtute horum Capitulorum sibi competit reddatur, convenerunt dictæ Partes, quòd si forte in recuperatione dicti Regni, ad manus dictarum Partium alterius quovis modo pervenerint aliquæ Civitates, Oppida, Castra, & Loca ejusdem Regni, quæ sint de portione alterius Partis, in hoc casu ipsæ Civitates, Oppida, Castra, & Loca debeant restitui & restituantur statim, absque aliqua dilatione, Parti, de cujus portione fuerint, salvo & reservato eo, quod Dominium Venetorum tenet in dicto Regno Neapoli, & in Apulia, & alibi, in quo dicti Reges non intelligunt tangere, nec Venetis aliquod præjudicium afferre, quibus solventur Pecuniæ, pro quibus Terræ memoratæ inveniuntur hipotecatæ, alias manebunt in possessionibus eorum, prout juris fuerit & rationis.

Item. Est conventum & concordatum inter præfatos Regem & Reginam Hispaniæ, & Regem Franciæ quod dos & donatio propter nuptias Serenissimæ Reginæ Joannæ, sororis prædicti Regis Hispaniæ, relictæque Regis Ferdinandi antiquioris, ac etiam dos alterius Reginæ Joannæ antiquioris, solventur per præfatos Reges Franciæ & Hispaniæ, & eorum Successores, per medium, & uterque eorum mediam partem onerum dotalium dictarum Reginarum super portione sua sustinebit, prout de jure & ratione earum cuilibet pertinere possit; ipsæque Reginæ earum vita durante tenebunt & possidebunt, absque impedimento aliquo, Terras, redditus, & Dominia, quæ causis præmissis impræsentiarum possident, tam in dicto Regno Neapolitano, quam in dictis Ducatibus Calabriæ & Apuliæ, videlicet quælibet ipsarum partem suam. Verùm, si forte Terrarum, redditnum, ac possessionum, quas præfatæ Reginæ possident, ut præfertur, fuerit major pars in portione unius Partis quam alterius, tali in casu, Pars quæ majorem partem hujusmodi oneris sustinebit, recompensabitur ab altera Parte minorem hujus oneris partem sustinente in redditibux. Ita quod neuter præfatorum Regum Hispaniæ & Franciæ sustineat & solvat, nisi tantummodo medietatem rerum, quas præfatæ Reginæ possident, ac habere debent, ut præmittitur.

Et his mediantibus, præfatus Rex Francorum pro se & Successoribus suis cedit omnia jura sua, nomina, rationes, & actiones, si quæ & quas habet seu habere prætendit, quovis modo, in Comitatibus Rossilionis & Ceritaniæ, ac in aliis quibuscumque Terris, quas dicti Rex & Regina Hispaniæ impræsentiarum tenent & possident, ita quòd ipse & sui in futurum Successores nunquam possint aliquid in posterum querelare, aut quocumque modo petere.

Et pari modo prædictis mediantibus, præfati Rex & Regina Hispaniæ pro se & Successoribus suis renunciant dicto Regi Franciæ, ac ejus Successoribux, & cedunt omnia jura, nomina, rationes, & actiones, si quæ & quas habent, seu habere prætendunt quovis modo in Comitatu Montispessulani, & aliis quibuscumque Terris, quas dictus Rex Franciæ impræsentiarum tenet & possidet, ita quòd ipse, & sui in futurum Successores, nunquam possint aliquid imposterum querelare, aut quocumque modo petere.

Item. Simili modo promissum, concordatum, atque tractatum est, quòd prædicti Reges promittent & juramento firmabunt, pro se & Successoribus suis, præservare, custodire & defendere dicta sua Regna, Patrias, Terras, & Dominia, quæ habent in Italia, hoc est, quòd præfatus Rex Franciæ ex toto posse suo custodiet, succurret, & defendet pro Rege & Regina Hispaniæ, Insulam Siciliæ, & dictos Ducatus Calabriæ & Apuliæ, & alia Dominia sua, quæ dicti Rex & Regina habent in Italia, contra omnes & quoscumque ea vastare volentes, & eis Guerram movere, & juvabit eos cum suix Armigeris in bono & sufficienti numero de suis Subditis & Vasallis, pro posse suo, expensis tamen ipsorum Regis & Reginæ Hispaniæ. Et dicti Rex & Regina Hispaniæ similiter, pro posse suo, custodient pro præfato Rege Franciæ Regnum Neapolitanum & Jerusalem, Ducatum Mediolanensem, & alia Dominia sua, quæ prædictus Rex Franciæ habet in Italiæ, & juvabunt eos cum suis Armigeris in bono & sufficienti numero de suis Subditis & Vasallis, pro posse suo, expensis tamen ipsius Regis Franciæ, ita quòd pro defensione Regnorum, Statuum, & Dominiorum suorum, non sit inter eos & Subditos suos aliqua differentia.

Item. Est tractatum & concordatum, quod si aliqui Principes, Barones, Nobiles, Milites, & alii Subditi Regni Neapolitani, & dictorum Ducatuum Calabriæ & Apuliæ, jus habere prætendant in quibuscumque bonis Patrimonialibus, Domibus, Dominationibus, & aliis Hæreditagiis in dictis Regno & Ducatibus situatis, ex quocumque titulo, petent jus & justitiam super talibus sibi ministrari per quatuor Judices ad hoc deputandos, quorum duo per Regem Franciæ, & alii duo per Regem & Reginam Hispaniæ, ad justitiam faciendam deputabuntur, qui simul & conjunctim de talibus cognitionem ipsorum Regum habebunt. Qui Judices, si in causis movendis simul in unam sententiam convenire non poterunt, facultatem habebunt eligendi & assumendi aliquem virum gravem, virtutibus, moribus, & scientia, ac rerum experientia ornatum, neutri Regum suspectum, qui cum eis de differentiis & casibus memoratis occurrentibus cognoscere & decidere poterit.

Item. Est conventum, conclusum, & concordatum, quòd altera Partium prædictarum non possit nec debeat tradere, facere, nec firmare aliqua Capitula, seu Concordiam aut Conventionem de rebus prædictis Regnum Neapolitanum & Ducatus Calabriæ & Apuliæ tangentibus,

ANNO 1500.

tibus, cum alio Principe, Potentatu, aut aliqua alia persona, nisi eum voluntate & expresso consensu utriusque Partium prædictarum.

Item. Est etiam concordatum, quòd præsentes Articuli, postquam eos præfati Rex & Regina Hispaniæ ratificaverint, approbaverint, affirmaverint, & juraverint, mittentur præfato Regi Franciæ, ut eos ratificet, approbet, firmet, & juret.

Quo facto, pro earum ampliori & securiori firmitate, & præmissorum in eis contentorum, & pro complemento eorumdem ab utraque Parte faciendo, præfati Articuli præsentabuntur ex parte Regum memoratorum per Oratores suos simul Sanctissimo Domino nostro Papæ; qui Oratores supplicationibus, ut convenit, datis supplicabunt Sanctitati Suæ, ut præsentes Articulos firmet, autoriset, approbet, & servari jubeat, sub pœnis & censuris in talibus requisitis, & apponi solitis, ac supplicent Sanctitati Suæ, ut Investituram prædictorum Regni & Ducatuum concedat & det Regibus & Reginæ præfatis, videlicet cuilibet de portione, quæ sibi horum Articulorum virtute competit; & utræque Partes prædictæ simul dictam Investituram recipiant, & non una sine altera; & Sanctitati Suæ supplicare & instare non desinant, donec prædicta omnia eis concesserit. Et si contingat, quòd Sua Sanctitas noluerit Investituras prædictas gratis dare, sed forsitan aliquas Pecunias, aut revenutas seu donationes à dictis Regibus exigere aut habere voluerit, in hoc casu uterque Regum solvet per medium quicquid pro expensis Investiturarum à Sanctitate Sua faciendarum expositum fuerit.

Cùmque præinserta Pacis, Fœderis, Concordiæ, & Amicitiæ Capitula, omniaque & singula in illis contenta nobis gratissima sint, ac maxime placeant, & velimus libentissimo animo ea omnia servare, exequi, & complere, quæ pro parte nostra præinsertorum Capitulorum virtute servanda, exequenda, & complenda sunt, & quia nihil prodesse possent ea quæ conventa & concordata sunt inter Partes, nisi ab utraque Parte sint firmatà & jurata, fueritque utrimque conventum, ut nos primùm præinserta Capitula & conventa in eis ratificaremus, confirmaremus, approbaremus & juraremus, prout jam fecimus; & deinde præfatus Rex Franciæ eadem Capitula & in eis contenta ratificaret, approbaret & juraret, prout jam fecit, ut constar per ejus Literas autenticas traditas nobis per venerabilem Petrum Ludovicum de Valtan, Archidiaconum Andegavensem, ejusdem Regis Franciæ Fratris nostri Oratorem: quia tamen de prædictis Ratificatione, confirmatione, approbatione, & juramento nostris in diem usque præsentem nullas tradidimus Literas autenticas, volumus, illis quoquo modo non obstantibus, pro majori & securiori rerum firmitate, præinserta Pacis & Confœderationis Capitula cum ea, qua decet, solemnitate ratificare, de novo confirmare, approbare, & jurare. Idcirco præsentibus Literis nostris, omnibus melioribus via, modo & forma, quibus melius & validius de jure possumus, & debemus, præinserta Pacis, Fœderis, Concordiæ & Amicitiæ Capitula, omniaque & singula in illis, & quolibet illorum contenta, juxta sui seriem & tenorem laudamus, approbamus, ratificamus & confirmamus, ac rata, & grata, & firma habemus, & ad pleniorem securitatem de novo concedimus & firmamus: & insuper promittimus & juramus ad Dominum Deum nostrum, & ejus Sanctam Crucem, & Sancta quatuor Evangelia manibus nostris corporaliter tacta, bona fide & in verbo Regio tenere, adimplere, & inviolabiliter observare, pro nobis, Terris, & Regnis, Dominiis & Ditionibus nostris, omnia & singula in præinsertis, Pacis, Fœderis, Concordiæ & Amicitiæ Capitulis contenta, prout in eisdem cavetur & continetur, & contra ipsa quovis modo directè vel indirectè non facere nec venire, sub obligatione & hipoteca omnium bonorum nostrorum præsentium & futurorum, necnon & sub pœna perjurii, quam Rex & Regina possunt tali casu incurrere. In quorum omnium & singulorum prædictorum Testimonium, præsentes Litteras manibus nostris signavimus, Sigillique nostri munimine jussimus roborari. Datum & factum in Civitate Granatæ, undecimo die mensis Novembris, Anno Sacri Jubilæi millesimo quingentesimo, præsentibus ibidem antedicto venerabili Petro Ludovico de Valtan, Archidiacono Andegavensi, Oratore & Procuratore Christianissimi Francorum Regis, Fratris & Confœderati nostri Carissimi; Antonio de Fonseca, Consiliario nostro; Didaco Perez, Locum-tenente Majoris Domini; & Lupo Conchillos, alumno nostro.

ANNO 1500. 2. Dec.

CCXXI.

Churfürsts Philippi beym Rhein Consens / daß Churfürst Joachim der I. zu Brandenburg vom Kayßer MAXIMILIANO I. mit der Marck und Chur Brandenburg / mit der gesamten hand an dem Hertzogthum Pommern und mit dem Angefäll am Hertzogthum Mechlenburg möge beliehen werden. Datum Heydelberg den Mittwoch nach St. Andreas-tag 1500. [LUNIG, Europæischer Potenzen Gerechtsamen Gemudveste Part. I. Cap. III. von Chur-Brandenburg pag 498. où il renvoye à les Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheil. IV. Absatz III. pag. 27.]

C'est-à-dire,

Consentement de PHILIPPE *Electeur Palatin à l'Investiture donnée par l'Empereur* MAXIMILIEN I. *à* JOACHIM *Electeur de Brandebourg, du Marcgraviat & Electorat de* Brandebourg, *comme aussi à l'Investiture simultanée du Duché de* Pomeranie, *& à l'Expectative du Duché de* Mecklenbourg. *Fait à Heidelberg le Mecredi après la Saint André* 1500.

WIr Philips von Gottes Gnaden / Pfaltzgrave bey Rein / Hertzogk in Beyern / des Heiligen Römischen Reichs Ertz-Truchses und Churfürst / bekennen und thun kund offentlich mit diesem Brive / gein allermenniglich / alß der Allerdurchlauchtigste Fürst und Herr / Herr Maximilian Römischer König zu allen zeiten Merer des Reichs / zu Hungern / Dalmacien / Croacien König / Ertz-Hertzoge zu Oesterreich / Hertzog zu Burgundt / zu Braband und zu Geldern / Grave zu Flandern und zu Thiroll / Unser allergnädigster Herr / zu Augspurg den Hochgebornen Fürsten Unsern lieben Oheimen und Bruder / Herrn Joachim des Heiligen Römischen Reichs Ertz-Cammerer und Churfürsten / Herrn Albrecht und Herrn Friederichen Gebrüdern und Vettern / Marggraven zu Brandenburgk / zu Stettin / Pommern / der Cassuben und Wenden Hertzogen / Burggraven zu Nurinberg und Fürsten zu Rugen / solich ir Chur-fürstenthumb / Fürstenthumb / Graffschafften / Herrschafften / Schlossen / Stetten / Landt / Leuten / mit allen und jglichen Herrlichkeiten Obern und Nieddern Mannen / Mannschafften / Lehen / Lehenschafften / Geistlichen und Weltlichen Angefellen / Rechten Nutzen und Zugehörungen / wie die Marggrave Johanns seeliger Gedechtnus der gedachten Marggraven Joachims und Albrechts Gebrüder / Vater / und der obgenandt Marggrave Friederich inngehabt und herbracht / und was von Alter darzu gehört hat oder gehört / und als die genandten Hertzogthumb und Fürstenthumb Stettin und Pommern / der Cassuben / Wenden und Rugen mit jhren Zugehörungen an sie und das Chur-fürstenthumb der Marck zu Brandenburg kommen / und den genandten Marggrave Johannsen seeligen / und Marggrave Friederich und jhren Lehens-Erben ehemahlen verliehen worden sind / zu gesampter Hand / und nach laut und Inhalt jrer eynung und Tayl-Briv / die ir An-Herr und Vater Marggrave Albrecht Seeliger Gedechtnis / bey seinem Leben / und die gemeldten Marggrave Johanns seeliger und Marggrave Friderich sich selber mit demselben jren Landen und Leuten verschrieben / von und zu einander gesetzet / sich vereynigt und geteylt haben oder künfftiglich thun werden / gnediglich belehnet / itzo auch zu gesambter Hand verlihen und bestettigt hat / das Angefell dis Hertzogthumbs zu Meckelburg / des Fürstenthums zu

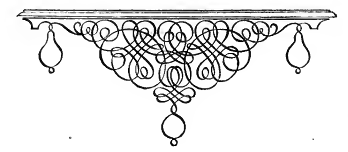
Wen-

ANNO 1500.

Wenden / der Graffeschafft Swerin/ mit sambt den Landen Stargard und Rostock / mit ihren Herrschafften / Land / Leuten / Schlössern / Stetten / Zu-und Eingehörungen / als dann zwischen den Marggraven zu Brandenburg und den Hertzogen zu Meckelburg / deshalben Verschreibung ausgangen / die auch etwan Unsern allergnedigsten Herrn Kayser Friedrichen nechste verschieden löblichen Gedächtnüs / in Königlichen Wirden mit seiner Majestät Brieve gewilliget und bestettigt seyn / auch ferner den obgenanten Unsern Oheim von Brandenburg von Römischer Königlicher Macht sembtlich bestettiget / bevestet / verneuret / und confirmiret hat / alle ire Gerechtigkeit / Wirdigkeit Gnad / Freyheit / Gewohnheit / Privilegien und Herkommen / die zu jhnen und iren Chur-Fürstenthumen und Herrschafften gehören / auch alle Handvesten / Schrifft / Brieve und Freyheit / damit jr altfördern / und si von Römischen Keysern und Königen seinen Vorfahren am Reich / seinen Gnaden und dem Heiligen Reich begnadet und gefreihet seyn / und die sembtlich und sunderlich herbracht haben / alles nach ausweisung der Brieve von dem genanten Unserm gnedigsten Herrn dem Römischen König / den gemeldten Unsern lieben Oheimen und Brudern von Brandenburgk darüber geben / und wir dann durch dieselben Unser lieben Oheim und Bruder von Brandenburgk ersucht und gebeten seind / daß wir alß Ertz-Truchseß und Churfürst des Heiligen Reichs zu solchen Gnaden / Freyheiten / Rechten / Belehnungen und Bevestungen / Unser Gunst / willen und Verhengnüß geben und thun wolten / daß wir darum mit wohlbedachtem Muthe / rechten wissen / alß des Heiligen Römischen Reichs Ertz-Truchseß und Churfürst / zu solchem obgeschrieben / allen und teglichen Unsern Gunst / Willen und Verhencknüs gethan haben / Geben und thun auch darzu mit und in Krafft dis Brieffs / also daß alle solich Gnadt / Freyheit / Belehnung und Bestettigung / den genandten Unsern lieben Oheimen und Bruder / Herrn Joachim Churfürsten / und Herrn Albrechten Gebrüdern / und Herrn Friederich jrem Vettern Marggraven zu Brandenburgk / und jren Lehens-Erben / nach laut und Juhalt jren Brive / die sie von dem genandten Unserm gnedigsten Herrn dem Römischen König / und andern Römischen Keysern und Königen / löblicher Gedächtnüs / erworben haben / gantz stett / vest und unverbrüchlich alles jres Juhalts ewiglich gehalten werden / an alles Geverde / Hindernüs und Wiederruffen / und vollkommene Krafft haben sollen / gleicher Weise / ob soliche Brieve all und jgliche hierin von Wort zu Worten geschrieben und verleybt weren. Zu Urkundt haben wir Unser Insiegel an diesen Brieve thun hencken / Datum Heydelberg uf Mitwoch nach Sanct Andreas-Tag Anno Domini millesimo quingentesimo.



app.



SUPPLEMENT

SUPLEMENT

Pour la II. Partie du III. Tome.

I.

22. Fevr. *Testament de la Reine* Iolande, *Mere de* Rene' II. *du 22 de Février de l'année* 1483. [Traité Hist. & Crit. sur l'Orig. & la Genéal. de la Maison de Lorraine, &c. Aux Preuves, pag. ccxj.]

AU nom du Pere, & du Fils, & du Saint Esprit, Amen. Nous Iolande d'Anjou, Reine de Jerusalem, de Sicile, & Duchesse de Lorraine & de Bar, Comtesse de Provence, de Folcaquier, de Piémont & de Vaudemont; étant à mon bon sense & entendement, détenue toutefois de maladie corporelle: considerante, qu'il n'est chose plus sure que la mort, ne moins certene que l'heure d'icelle, afin que ne soyons surpriuse d'icelle mort, mais comme préadvisée & desirante, comme bonne & vraye Catolique, en ensuivante la voix de notre Sauveur Jesu Christ, qui en sa mort & passion fist son testament, faisons & disposons du notre en la maniere qui s'ensuite. Premierement, nous rendons notre ame à Dieu notre Createur, à la glorieuse Vierge sa Mere, à Mr. S. Michiel l'Archangel, & à tous les Saincts & Saintes de Paradis, leurs priante devotement, & de tres humble ceoür, que notredite ame leur plaise conduire, & presenter devant le Thron de Dieu, & en son paradis de la recevoir; & notre corps aux veres & à la terre dont il est composé, lequel voulons être inhumé en l'Eglise de Sainct Lorens de Joinville, au lieu où notre feu Seigneur & mary le Comte Ferry est inhumé, & voulons que nos debtes soient payés, & nos tors faits amandez, qu'ils suffisement seronts prouvés & montrés en mains de nos Executeurs cy aprés dénommez. Item, nous voulons que nos serviteurs, Filles & Damoiselles soient payez & contentez selon qu'ils ont servi, & que nosdits Executeurs connoîtront leurs être dû. Item, voulons être fondé en ladite Eglise tous les jours à perpetuité une basse Messe, & que nosdits Executeurs baillent argent pour la fondation, & la fassent admortir. Item, ordonnons qu'un obit solemnel des Vigiles, & trois hautes Messes avec commendisses, soient fondées chacun an à toujours, à tel jour que trespasserons, en ladise Eglise, pour lequel donnons cinq francs de monnoys de France de rente, à prendre & avoir selon l'advis de nosdits Executeurs. Item, que les services & éxequies soient faits pour nous comme il appartient, à l'advis de nosdits Executeurs. Item, que l'Hôpital, que feu notre mary a fait faire à Joinville, s'il y a aucune chose à y faire & besoigner, que nosdits Executeurs le parfassent. Item, voulons & ordonnons, que nos Filles de Chambre, Damoiselles & Serviteurs soient payez, & le residu de nos robes & autres biens, soient donnez & distribuez aux Eglises & aux pauvres, pour prier Dieu pour nous, selon l'advis de nos Executeurs, & employez tant en fundations qu'autrement. Item, voulons que nos meilleurs bagues soient à notre Fils, & le residen des parties à nos Filles de Chambre & Damoiselles, à l'advis de notredit Fils, tant de joyaux, que nos robes, pennes & fourrures, & ce que nos Filles, ses Seures ont apporsées de bagues & joyaux leur soit baillé & delivré. Item, voulons que la Chapelle que nous & notredit Fils avons vouez de fere fere en Eglise de S. George du Nancy en l'honneur de Sainte Marie Madlene, soit faite, & celle que doit fere notredit Fils en l'honneur de l'Annonciate, creons qu'il le fera, & il sera tous les jours fondé Messe, qui sera dite alternativement l'un de jours en l'une desdittes Chapelles, l'autre jour en l'autre. Item, voulons, ordonnons & instituons pour notre heritier seul, & pour le tout notredit Fils, à la charge du Mariage de nos Filles ses Seures, de toutes nos Terres & Seigneuries, & avec ce le faisons Executeur de nôtre present Testament, & notre tres chere & bien amé Conseiller Thomas de Paffenhove Baillif de Vaudemont, avec notredit Fils, és mains desquelles nous mettons tous nos biens, pour faire & accomplir cette notre presente Ordonnance & Testament, nous raportans à leur discretion des éxeques, funerailles & services qu'il appartient à faire pour nous. An témoin de ce nous avons fait signer cette notreditte presente Ordonnance & Testament par notre amé & feal Conseiller & Secretaire Mêtre Estien de Naive, Notaire juré au Tabellionage de Bar, le 22. jour du moy de Febvrier, l'An 1483.

II.

Commission à l'Evêque de Toul, *pour juger du premier Mariage de* Rene' II. *avec* Jeanne d'Harcourt, *en* 1485. [Ibid. pag. ccxxij.] 1485. 16. Juin.

VENERABILI in Christo Patri, Dei gratiâ Episcopo Tullensi, vel ejus Vicario in spiritualibus, Julianus miseratione divinâ Episcopus Ostiensis, salutem, & sinceram in Domino caritatem. Ex parte nobilis Renati Ferrici de Lotharingia, Comitis Vuademontis, vestræ Diœcesis, nobis oblata petitio continebat, quòd ipse olim cum quadam nobili Domicella Joanna de Harecuria, muliere ad præsens habitatrice de Einvilla dictæ Diœcesis, matrimonium per verba de præsenti contraxit, ac per quatuor annos & ultra, ad operam rei conjugali dandam efficacem cohabitaverit: tamen propter impedimentum corporis præfatæ Joannæ, quod Medicorum artificio tolli nequit, Matrimonium hujusmodi carnali copulâ non potuit ordinariè consummari, unde Exponens & Joanna præfati, per alios quatuor annos conversatione & cohabitatione se abstinuerunt. Cùm autem, sicut eadem subjungebat petitio, dictus Exponens cupiat pater effici liberorum, & cum aliqua alia muliere sibi aliàs nullo jure prohibitâ, Matrimonium contrahere, & in eo postquam contractum fuerit remanere, prolemque suscipiendam exinde legitimam esse, sed nonnullis tamen simplicibus & juris ignaris, ac ipsius Exponentis forsan inimicis, ut asseritur, ipsum propter præmissa præfatæ Joannæ vinculo Matrimoniali astrictum esse dicentibus, & propterea cum alia aliqua muliere sibi aliàs nullo jure prohibita Matrimonium contrahere, & in eo postquam contractum foret remanere non posse, prolemque suscipiendam inde legitimam non esse: Ad ora igitur eorum & aliorum sibi super hoc in futurum forsan obloqui volentium obstruenda, supplicari fecit humiliter dictus Exponens sibi super his per Sedem Apostolicam provideri. Nos igitur authoritate Domini Papæ, cujus Pœnitentiariæ curam gerimus, circumspectioni vestræ committimus, quatenus si vocatis Joannâ & aliis evocandis vobis constiterit prædicta vera esse, & per assertionem duorum Medicorum & quinque Matronarum in arte expertarum, cum juramento, dictam Joannam ordinariè carnaliter cognosci, nec artificio Medicorum ad viriles amplexus aptam reddi posse, & de aliis expositis super quibus vestram conscientiam oneramus, declaretis Exponentem ipsum præmissorum occasione præfatæ Joannæ nullo vinculo matrimoniali astrictum esse, sed præmissis non obstantibus cum aliqua alia muliere sibi aliàs nullo jure prohibita contrahere Matrimonium, & in eo postquam contractum fuerit, liberè & licitè alio sibi non obstante, canonicè remanere posse, prolemque suscipiendam exinde legitimam esse. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, sub sigillo Officii Pœnitentiariæ xvi Kal. Julii, Pontificatûs Domini Innocentii Papæ octavi Anno primo.

III.

Traité de Mariage entre Rene' II. *Duc de Lorraine, & Madame* Philippes de Gueldres, *le 28. Août* 1485. [Ibid. pag. ccxix.] 28. Août.

A Tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Anthoine Roillard Licentié és Loix, Garde de la Prevosté d'Orleans, Salut. Sçavoir faisons que entre tres haut & puissant Prince Monseigneur René Duc de Lorraine & de Barrois, Comte de Vaudemont & de Harcourt, d'une part, & haute & puissante Damoisel-

Anno 1486. quibus facere possum & valeo, & de fractione sive ruptura eorumdem Articulorum & promissionis factæ in quantum possent infirmare in aliquo, ego protestor illos producere, & contra dictum Dominum Regem exhibere tempore & loco debitis, & de hac mea præsenti protestatione à me facta, pro me, meisque Hæredibus sive Successoribus ac causam habentibus, & de qualibet particula ejusdem à vobis Notariis publicis peto michi dari unum, aut plura, publicum seu publica Instrumentum & Instrumenta sive Documenta auctentiqua. Acta fuerunt hæc in Civitate Cathalanensi, in hospitio Floris lilii, Anno, Indictione, die, mense, hora, & Pontificatu prædictis præsentibus ibidem Religioso, Nobilibus & Honestis Viris Fratre Johanne Perardi, Priore Prioratûs Sancti Ludovici Virdunensis, Ludovico de Chaudeny Decano sæculari Civitatis Virdunensis, Laurentio de la Ruelle Scutifero, & Johanne Cognovi Clerico Leodiensis Diœcesis, unà cum pluribus aliis Testibus ad præmissa vocatis specialiter & rogatis. Et quia ego Jacobus Andreæ de Sinemuro Clericus, & in Artibus Magister Eduensis Diœcesis, publicus Sacris Apostolicâ & Imperiali auctoritatibus Notarius hujusmodi cedulæ exhibitioni ac protestationi, cæterisque omnibus & singulis supradictis, dum, sicut præmittitur, agerentur & fierent & dicerentur, unà cum prænominatis Testibus ac Collegâ meo & Connotario subscripto, præsens interfui, eaque sic fieri, dici, & agi, vidi ac in notam sumpsi, ex qua præsens publicum Protestationis Instrumentum manu alienâ fideliter, me aliis præpedito, scriptum confeci, ac in hanc publicam formam redegi, signoque meo, me hic manu propriâ subscribendo signavi, in fidem & Testimonium omnium & singulorum supradictorum requisitus & rogatus. Et ego Jacobus France, Presbyter Virdunensis Diœcesis, publicus Apostolicâ & Imperiali auctoritatibus Notarius, quia prædictæ Cedulæ exhibitioni & Protestationi, cæterisque præmissis omnibus & singulis dum, sicut præmittitur, per dictum Dominum Ducem agerentur, fierent & dicerentur, unà cum Connotario meo præscripto, & Testibus infrascriptis præsens fui, eaque sic omnia & singula fieri vidi, scivi & audivi, ac in notam sumpsi, à qua hoc præsens publicum Instrumentum manu mea propriâ scriptum extraxi, & in hanc publicam formam redegi, signoque & nomine meis solitis & consuetis signavi, in fidem, robur & Testimonium omnium & singulorum præmissorum requisitus & rogatus. J. France.

VI.

28. Sept. *Lettre de Sauf-conduit pour l'Armée Navale de* René' II. *Duc de Lorraine, allant à la conquete de Naples & de Sicile. Donnée à Nancy le 28. Septembre 1486.* [Ibid. pag. xxiij.]

Renatus Dei gratiâ Rex Jerusalem, Siciliæ, & Dux Lotharingiæ, Barri, &c. Marchio Pontis, Comes Provinciæ, Vademontis & Haricuriæ, &c. Universis Principibus, Ducibus, Ecclesiæ Prælatis, Marchionibus, Comitibus, Vice-Comitibus, Admiraldis, Vice-Admiraldis, Communitatibus, Rebus publicis, Civitatum Præfectis, Antianis, Rectoribus & Consulibus copiarum, Militum equestrium & pedestrium, Classium, Navium, Triremum, Biremum, & aliorum Navigiorum Patronis, Capitaneis, Conestabulis & Ductoribus, Comitibus, Subcomitibus, Terrarumque Dominis & Dominabus, Consanguineis, Amicis & Confœderatis nostris carissimis, cæterisque Personis generosis, devotis & benevolis nostris, Salutem & prosperitatis augmentum. Et demum universis & singulis Capitaneis, Præfectis, Officiariis & eorum Locum tenentibus, quibuscumque Custodibus & Subditis nostris ubivis, Salutem & dilectionem. Cùm impræsentiarum in prosecutionem . . . . Regni nostri Siciliæ mittamus dilectum & fidelem Magistrum Domûs nostræ, Capitaneum nostrum in Mari Johannem Postel, simul Johannem Codelan, aliàs *le Breton*, Stephanum de Thiros ejus Collegam, & Georgium de Auria, cum Classe nostra, in subsidium illius & fidelium Consanguineorum nostrorum Baronum ejusdem Regni nostri, quam quidem Classem opus sit in multis Portibus & Locis per aliquot dies, velut opportunitas & res exigerent, morari, eosque, & eorum quemlibet, & servos cupiamus ubivis à vestrûm singulis benignè humaniterque suscipi, atque tractari: Vos & vestrûm singulos, eo quo supra usi sumus ordine per Amicitiam nostram & mutuam inter benevolentiam, vehementer ac studiosè rogamus, ut quotiens ii, aut eorum quilibet, cum insigniis nostris, in Ditionem, Dominium, Sinus, Portus aut districtus vestros applicuerint, ac sese converterent, eos perbenignè tractantes, ubique omnibus in rebus commendatissimos suscipiatis; Vobis verò Officiariis & Subditis nostris, præcipimus & mandamus, eos cum Copiis & Cohortibus suis, cum Classe simul & Navibus onerariis, Triremibus, Biremibus, & omnium genere Navigiorum, cumque machinis, tormentis, rebus bellicis, & bonis quibusvis per quoscunque Sinus & Portus Ditionis vestræ, valigiis, bugiis, mamicis, boetis, auro, argento, jocalibus, Pecuniis, Litteris, & aliis rebus & bonis omnibus quæ ii & quilibet horum secum deferet, deferrique faciet, per quascunque Civitates, Portus, Plagas, Oppida, Castella, Villas, passus, pontes, scaphas, & alia quævis loca Ditionis vestræ, nostræque, sine aliqua vectigalium, datii, gabellæ, pedagii, transitûs, aut alterius cujuscunque exactionis solutione, transire, sese recipere, ire, remigare, stare, morari securè, quietè & liberè, nostrâ contemplatione & amore, sinatis & permittatis, nullum sibi neque suis in Personis, vel bonis impedimentum, obstaculum, noxiam, novitatem vel molestiam inferentes, neque ab aliquo ullo modo patientes inferri. Quin imo eos amore, ope, favore, consilio & auxilio complectentes, & commeatibus faventes, & aliis Victualibus, pro Classe, proque sua & suorum provisione, pretio moderato; deque hospitiis certis, sive guidis & salvis conductibus, si opus fuerit, & vos duxerit requirendos, pro securiori suo transitu, & aliis sibi necessariis, nostri gratiâ providere velitis. Rem quidem vos, præfati Consanguinei & Amici nostri Carissimi, nobis gratissimam efficietis, & à nobis, ubi locus dabit, par aut majus studium expectetis. Vos autem Officiarii & Subditi nostri, cavete in his contrarium ullo pacto facere, sed sibi & suis de his commeatibus, & omnibus rebus quibus indiguerint, quasque petierint, providere & provideri facere curetis ac studeatis, proinde ac si pro nobis & nostro ipso Statu esset, quantùm indignationem nostram cupitis evitare. Quoniam sic fieri volumus & jubemus per præsentes. Datum in Oppido nostro Nanceii, die 28 mensis Septembris Anno Domini 1486. Signatum Renatus. Per Regem, Episcopo & Comite Virdunensi *, Domino de Falcone, Decano Rhotomagensi, Magno Scutifero, & aliis præsentibus. Michel.

* Guillaume d'Harcourt,

VII.

Confirmation de la Sentence de Divorce de René' II. *avec* Jeanne d'Harcourt *par le Pape* Innocent VIII. *du 31. Janvier* 1488. [Ibid. pag. ccxxiv.] 1488. 31. Janv.

Innocentius Episcopus, servus servorum Dei, ad futuram rei memoriam. Si quæ judicio ritè & rectè terminantur, firma debent & illibata persistere; & ne in residuo contemptionis scrupulum relabantur, Apostolico convenit præsidio communire. Sane pro parte dilecti Filii Nobilis Viri Renati Henrici Ducis Lotharingiæ nobis nuper exhibita petitio continebat, quòd olim ipse, qui cum dilecta in Christo Filia Nobili muliere Joanna de Herieuria, incola loci de Einvillia, Tullensis Diœcesis, Matrimonium per verba de præsenti contraxerat, & per quatuor annos & ultra, rei conjugali operam dando cum illa cohabitaverat; propter quoddam impedimentum corporis præfatæ Joannæ, quod Medicorum artificio tolli nequibat, Matrimonium hujusmodi carnali copulâ ordinariè non potuerat consummare, & per alios quatuor annos à cohabitatione cum illa abstinuerat, cupiebatque pater effici liberorum, & cum aliqua alia muliere matrimonialiter copulari, cùm à nonnullis simplicibus assereretur ipsum præfatæ Joannæ vinculo Matrimoniali astrictum fore, & cum alia muliere Matrimonium contrahere non posse, & si contraheret, prolem legitimam non esse. Ad obstruendam ora loquentium, Venerabili Fratri nostro Episcopo Tullensi, vel ejus in Spiritualibus Vicario Generali, ut si vocatis dictâ Joannâ & aliis vocandis, constaret, prædicta vera esse, & per assertionem duorum Medicorum ac quinque Matronarum in arte expertarum, cum juramento dictam Johannam ordinariè carnaliter cognosci, nec artificio Medicorum ad viriles amplexus aptam reddi posse, & de aliis expositis declararent ipsum Ducem præmissorum occasione, præfatæ Joannæ nullo vinculo Matrimonii adstrictum esse, & sibi præmissis non obstantibus cum alia uxore Matrimonium contrahere, & in eo postquam contractum foret, liberè & licitè, alio sibi non obstante, canonicè rema-

Anno 1488.

remanere posse declararent, per Litteras Pœnitentiariæ nostræ mandari obtinuit. Quarum vigore dilectus Filius Aulricus Brielli, Archidiaconus de Vozago in Ecclesia Tullensi, tunc Vicarius Venerabilis Fratris nostri Episcopi Tullensis in Spiritualibus Generalis, ad earum executionem, illarum formâ servatâ procedens, præfatam Joannam non esse neque fuisse idoneam ad amplexus viriles, ut posset cum ea Matrimonium ordinariè consummari, & Matrimonium inter ipsos Renatum & Joannam aliàs contractum, fuisse & esse nullum & invalidum, ipsumque Renatum illius prætextu dictæ Joannæ nullo Matrimonii vinculo astrictum fuisse & esse, & eidem Renato licere cum alia muliere Matrimonium contrahere, & in eo postquam contractum foret, liberè & licitè, alio sibi non obstante, canonicè remanere de jure posse, prolemque suscipiendam ex illo legitimam fore per tuam Sententiam declaravit, prout in illa pleniùs continetur, cujus tenorem hìc pro expresso habemus. Quare pro parte dicti Ducis asserentis Sententiam prædictam nulla provocatione suspensam in rem judicatam transivisse, & se postmodum cum alia muliere Matrimonium contraxisse, ac carnali copula consummasse, nobis fuit humiliter supplicatum, ut Sententiæ prædictæ, & inde secutis, pro subsistentia firmiori, robur nostræ confirmationis adjicere, aliasque in præmissis opportunè providere de benignitate Apostolica dignaremur. Nos igitur, qui votis ejusdem Ducis rationalibus & honestis libenter annuimus, & Sententiam prædictam, habitumque coram dicto Vicario vigore dictarum Litterarum processum diligenter inspici & examinari fecimus, hujusmodi supplicationibus inclinati, Litteras Pœnitentiariæ prædictas, & illarum vigore habitum processum, latamque Sententiam hujusmodi auctoritate Apostolica sicut providè, canonicè justèque lata est, præsentium tenore approbamus & confirmamus, ac præsentis Scripti patrocinio roboramus, supplemusque omnes & singulos defectus tam juris quàm facti, si qui forsan ex inordinato processu, aut aliàs quomodolibet intervenerint in eisdem, contractumque postmodum per eundem Ducem Matrimonium prædictum eâdem auctoritate benedicimus, illudque canonicè contractum, susceptamque, si quæ sit, ac suscipiendam ex eodem Matrimonio prolem legitimam decernentes, non obstantibus Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis, cæterisque contrariis quibuscumque. Nulli ergo omninò hominum liceat hanc paginam nostræ approbationis, confirmationis, roborationis, suppletionis, benedictionis, & constitutionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei, ac Beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, Anno Incarnationis Dominicæ, millesimo quadringentesimo octuagesimo octavo, pridie Kal. Februarii, Pontificatûs nostri Anno (1) quinto.

(1) *Quinto*, pourroit bien être une faute d'Impression pour *quarto*; du moins *Innocent* VIII fut élu le 29. Août 1484. de sorte que le 31 de Janvier 1488. tombe dans la 4. & non dans la 5. année de son Pontificat.

FIN DU SUPLEMENT DE LA II. PARTIE DU TOME III.

